John Adams
Library.

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

SHELF No.
ADAMS
M1.6
v.8

1-1

D.31.18.

CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE I.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

ADAMS 41.6
v.8

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la I. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1701. — *Traité d'Alliance entre les Rois de la* GRANDE BRETAGNE *& de* DANNEMARC, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Odenſée le* 20. *Janvier* 1701. 1

20. Janv. — *Acte de Parlement pour étendre la Succeſſion de la Couronne d'*ANGLETERRE *& pour mieux aſſurer la Liberté des Sujets; du* 10. *Fevrier* 1701. 3

10. Fevr. — *Transaction entre* FREDERIC GUILLAUME *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN, *& la Ducheſſe* DOUAIRIERE *de* MECKLENBOURG GUSTRAUW, *ſur les pretentions qu'elle avoit en vertu de ſon Contract de Mariage du Teſtament du feu Duc ſon Epoux & autres. A Hambourg le* 29. *Mars* 1701. 5

29. Mars. — *Sententia duplex Arbitralis & quidem valde discordans per Plenipotentiarios* LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris ab una, &* LUDOVICI XIV. *Regis Franciæ ab altera parte, in cauſa Succeſſionis Palatinæ, inter* JOHANNEM GUILLELMUM *Electorem Palatinum, &* ELISABETHAM *Ducissam Aurelianenſem natamque Principiſſam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Mœnum die* 26. *Aprilis* 1701. 6

26. Avril. — *Recès d'Aſſociation entre les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE *par lequel ils ſe promettent de s'aider & ſecourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours ſur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Aſſemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le* 6. *Mai* 1701. Avec *l'*ARTICLE SEPARE', *daté du même lieu & du même jour.* 8

6. Mai. — *Manifeſte de la Maiſon d'*AUTRICHE, *qui demontre clairement ſes Droits à la Couronne d'Espagne.* 10

Juin. — *Extrait de l'Alliance Offenſive & Defenſive concluë entre le Roi d'Espagne* PHILIPPE V. *& le Roi de Portugal Don* PEDRO. *En Juin.* 31

Juin. — *Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel le Traité de l'an* 1645. *étant renouvellé, & poſé pour fondement de celui-ci, on convient fort en détail de tout ce qui regarde non ſeulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre partie, mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandiſes des Hollandois devront payer; & des Exemptions dont ils devront joüir en Dannemarc & en Norwegue. Fait à Coppenhague le* 15. *Juin* 1701. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appellé* Defenſions-Schepen, *du même jour, Mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en* 1691. 32

15. Juin. — ANNO 1701.

16. Juill. — *Convention entre* FREDERIC GUILLAUME *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN *& les Nobles, Landſaſſes & Sujets Provinciaux de ſa dependence, ſur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la depenſe des Forteresſes & des Garniſons, & pour celle des Ambaſſades, des Diétes & des Deputations aux Aſſemblées circulaires. A Swerin le* 16. *Juillet* 1701. Avec *la* CONFIRMATION IMPERIALE. *Donnée à Laxenbourg le* 2. *Juin* 1702. 42

16. Juill. — *Reſolution de* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin en faveur de ſa Nobleſſe & du Païs, par laquelle il confirme toutes les Reſolutions accordées par ſes Predeceſſeurs* CHRISTIAN LOUIS *Duc de Swerin, &* GUSTAVE ADOLPHE *Duc de Guſtrauw, voulant qu'elles ayent la même force & le même effet que les Conſtitutions Ducales & Territoriales; & conſentant qu'en cas de Contravention de ſa part, on puiſſe obtenir contre lui des Mandemens peinaux* ſine Clauſula *& que s'il manque d'y obeïr quelqu'un des Etats du Cercle, ſoit choiſi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir ſadite Nobleſſe & le Païs dans la pleine joüiſſance desdites Reſolutions. A Swerin le* 16. *Juillet* 1701. 48

27. Août. — ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des* ESCLAVES NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les Conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE ROYALE *de* GUINE'E *établie en France pour le tems de dix ans. A Madrid le* 27. *Août* 1701. 83

31. Août. — *Recès d'Aſſociation conclu par les Cercles Electoral du* RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE,

ANNO 1701. BE, & du HAUT RHYN *assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situez dans le Cercle Electoral du Rhyn, l'Electeur de Baviere pour lui & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn s'unissent & associent aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles, conclu à Heydenheim le 23. Novemb. 1700. étendu & ratifié le 6. Mai suivant, avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Août 1701.* 88

7. Sept. *Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM I. *Regiam Majestatem Britanniæ* WILHELMUM III. *necnon Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM, *ad procurandum suæ Cæsar. Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Hagæ-Comitum die 7. Septembris Anno 1701.* Cum ARTICULO SEPARATO. Necnon RATIFICATIONE *Imperatoris*, LEOPOLDI *Eberstorfii 19. Septembris* 1701. 89

23. Octob. *Convention Fraternelle, entre les Sereniſſimes Princes* RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRIC, *Ducs de Brunswic-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswic le 23. Octobre* 1701. 92

11. Nov. *Compromis entre* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *Comte de Bentheim d'une part*, ERNEST & STATIUS PHILIPS *aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre* 1701. Avec *la* SENTENCE *Arbitrale de Sa Majesté Britannique renduë à la Haye le 11. Novembre* 1701. 93

Dec. 1701. Janvier. 1702. *Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de* PRUSSE *promet de fournir au Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *& aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour les servir à leur solde aux conditions y contenuës. Fait à la Haye & à Londres au mois de Decemb. & de Janv.* 1702. Avec *un* ARTICLE SEPARE *concernant le General Commandant & les Officiers de ce Corps.* 96

Reverso del Sereniſſimo Principe EUGENIO DI SAVOIA, *al Sereniſſimo Principe Duca di* MODENA, *tocante alla Reſtituzione della Piazza di* BERSELLO, *toſto che ſarà fornita la Guerra, overo che li Franceſi ſaranno fuori d'Italia. A Luzzara An.* 1702. 97

17. Janv. *Accommodement de la* LITHUANIE. *Fait à Varſovie le 17. Janv.* 1702. ibid.

17. Fevr. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa* CLEMENTE XI. *in cauſa Succeſſionis & Hæreditatis tam Principis* CAROLI LUDOVICI *quam Principis* CAROLI *Electorum Palatinorum, controverſa inter Electorem Palatinum* JOANNEM WILHELMUM, *& Ducissam Aurelianenſem* ELISABETHAM CHARLOTTAM, *publicata die 17. Februarii* 1702. *Per Acta Peluſii Notarii A. G.* 98

20. Mars. *Recès d'Association conclu à Nordlingen entre cinq* CERCLES *de l'Empire, ſavoir l'*ELECTORAL *du* RHYN, *ceux d'*AUTRICHE, *de* FRANCONIE, *de* SUABE, *& du* HAUT RHYN, *par lequel ils ſe promettent une mutuelle & reciproque aſſiſtance en tous leurs beſoins, & d'agir toûjours de concert quand il ſera neceſſaire de detourner quelque danger commun, à quel effit auſſi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes. Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyn le 20. Mars* 1702. 99

21. Mars. *Aſſeurance donnée à* LEOPOLD *Prince d'Anhalt-Deſſau par les autres Princes de la Maiſon d'*ANHALT, *pour le renouvellement du Pacte conclu le 4. Janvier* 1678. *avec le Prince* JEAN GEORGE *ſon Pere, avec extenſion & application en faveur de ſon Epouſe* ANNE LOUISE *& de ſes Fils* GUSTAVE GUILLAUME & LEOPOLD MAXIMILIEN. *Fait le 21. Mars* 1702. 103

22. Mars. *Acceſſio Circulorum Imperii Romani, nimirum* RHENANI *Electoralis*, FRANCONICI, SUEVICI, & RHENANI SUPERIORIS *ad Magnum Fœdus Cæſareo-Anglo-Belgicum, Nordlingæ in Conventu placita die 22. Martii* 1702. Cum ACCEPTIONE & *Receptione per* ANNAM *Reginam Magnæ Britanniæ. Dat. in Palatio S. Jacobi 20. Junii* 1702. 104

27. Mars. *Accord entre S. A. S.* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de* ROSTOCK, *touchant la Garniſon que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel auſſi ladite Ville lui cede pour ſa Vie durant le Droit entier de la Chaſſe dans le* ROSTOCKER HEYDE, *il lui promet en échange de la maintenir dans tous ſes Droits, Privileges & Pactes Hereditaires; & que le Château qu'il veut y conſtruire ne ſera point une Forteresſe ſeparée de la Ville, mais ſeulement un Palais interieur pour ſon habitation. A Roſtock le 27. Mars* 1702. Avec *la* CONFIRMATION *de tous les Privileges, Droits & Immunitez de la Ville, par le Sereniſſime Duc, du même jour.* 105

19. Avril. *Convention paſſée entre les Ducs de* BRUNSWICK *de la Ligne de* ZELL, *& de celle de* WOLFFENBUTTEL *par la Mediation du Roi de* PRUSSE, *& du Land-Grave de* HESSE-CASSEL, *touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de Wolffenbuttel, & dont on promet de rendre inceſſamment quelques Regimens à la Maiſon de* ZELL *& de* HANOVER, *pour être employés pour la Cauſe publique. A Brunswick le 19. Avril* 1702. 110

ANNO 1702.

30. Avril. *Proteſta ſtipulata per mano di publico Notaro nella Città di* NAPOLI *ſegretamente per eſſentarſi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile* 1702. *da un grande numero de Nubili, Ceto Civile, Fedeliſſimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta ſtampare per univerſale cognizione.* 111

8. Mai. *Manifeſte contenant les Raiſons qui obligent les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, de declarer la Guerre à la France & à l'Espagne. Fait à la Haye le* 8. *Mai* 1702. *Publié le* 15. *du même Mois & An.* 112

8. Mai. *Convention entre* ANNE, *Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part & l'Electeur de* TREVES *de l'autre. A la Haye le* 8. *Mai de la même année.* 114

4-14. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France & l'Espagne. Donnée à S. James le* 4. *Mai* 1702. 115

15. Mai. *Declaration de Guerre de l'Empereur* LEOPOLD *contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait à Laxembourg le* 15. *Mai* 1702. ibid.

21. Juin. *Traité entre* ANNE *Reine de la Grande Bretagne & la Maiſon de* LUNEBOURG. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S. *Fait à la Haye le* 21. *Juin* 1702. 116

3. Juill. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*EMPEREUR, *l'*ANGLETERRE, *les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. A Marli le* 3. *Juillet* 1702. 118

21. Juill. *Proteſtation de l'Illuſtriſſime Chapitre Metropolitain de* COLOGNE *contre le Sereniſſime* Electeur Palatin du Rhyn, *touchant la Ville & Forteresſe de* Keyzerswerth. *A Cologne le* 21. *Juillet* 1702. 119

23. Juill. *Declaration de* FREDERIC GUILLAUME, *Duc de Mecklenbourg-Swerin contre onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le* 16. *Juillet* 1701. *entre lui, ſa Nobleſſe & le Païs, par laquelle il les declare indignes de ſon Amniſtie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunitez, ſe reſervant contre eux toute legitime action & animadverſion. A Swerin le* 23. *Juillet* 1702. 120

28. Sept. *Extrait de la Declaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre le Roi de France, & contre le Duc d'Anjou & ſes Alliez.* ibid.

29. Sept. *Inſtrumentum Acceſſionis Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem* LEOPOLDUM, WILHELMUM III. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *die ſeptima Septembris Ann.* 1701. *initum, Coloniæ ad Rhenum* 29. *Menſis Septembris* 1702. 121

2. Dec. *Teſtament d'*EMANUEL LEBRECHT *Prince d'Anhalt-Cothen, par lequel entr'autres choſes, il declare la Princeſſe* GISELA AGNES *ſa Femme pour Tutrice de ſes Enfans, & Adminiſtratrice du Païs, en cas que ſa mort arrive avant qu'ils atteignent l'âge de Majorité, remettant neanmoins au Roi de Pruſſe ſa Tutelle ſuperieure & l'Execution de ſon Teſtament. Fait à Cothen le* 2. *Decembre* 1702. 122

ANNO 1703.

15. Mars. *Convention entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc de* HOLSTEIN. *Fait à la Haye le* 15. *de Mars* 1703. 124

25. Mars. *Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'*ESPAGNE *& de* FRANCE. *A Bruxelles le* 15. *Mars* 1703. 125

16. Mai. *Fœdus offenſivum & defenſivum inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum,* ANNAM *Reginam Angliæ, & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una, &* PETRUM II. *Regem Luſitaniæ ab altera parte initum, Libertatis Hiſpaniarum aſſerendæ, communisque periculi totius Europæ avertendi, atque Jura Auguſtiſſimæ Domus Auſtriæ in Monarchiam Hiſpanicam vindicandi cauſâ. Oliſſipone* 16. *Mai* 1703. Cum SEPARATIS ARTICULIS *eodem die factis & firmatis.* 127

9. Juill. *Decretum Auguſtiſſimi Cæſaris* LEOPOLDI I. *Sereniſſimo* RAINALDO, *Mutinæ Duci datum, de plenaria ejus Reſtitutione in priſtinum ſtatum nec non de damnis ſuæ Celſitudini illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus reſarciendis. Viennæ die* 9. *Julii* 1703. 131

12. Sept. *Ceſſio Monarchiæ Hiſpanicæ Archiduci* CAROLO, LEOPOLDI *Imperatoris ſecundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito* JOSEPHO *Romanorum & Hungariæ Rege facta. Viennæ die* 12. *Septembris* 1703. 133

4. Dec. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoie, le* 4. *Decembre* 1703. 135

15. Dec. *Traité de Paix de Navigation & de Commerce, entre* L. H. P. *les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Bacha, Bey, Divan & Regence de* TRIPOLI. *Fait à Tripoli de Barbarie le* 15. *Decembre* 1703. Avec *la* RATIFICATION *de Leurs Hautes Puiſſances du* 1. *Decembre* 1703. 136

9. Mars. *Manifeſte contenant les Droits de* CHARLES III. *Roi d'Espagne & les juſtes motifs de ſon Expedition, publié en Portugal.* 138

9. Mars. *Declaration de* CHARLES III. *Roi d'Espagne publiée à Lisbonne le* 9. *Mars* 1704. 147

— *Manifeſte du Roi de Portugal pour la juſtification de ſes Armes, dans la reſolution qu'il a priſe d'aider la Nation Espagnole à ſecouer le joug de la Domination Françoiſe, & à mettre ſur le Trône Royal de la Monarchie le Roi Catholique* CHARLES III. 148

28. Avril. *Alliance Defenſive renouvellée & prorogée pour cinq ans, entre* CHARLES XII. *Roi de Suede d'une part, le Sereniſſime Electeur de* BRUNSWICK-LUNEBOURG, *& le Duc* GEORGE GUILLAUME *d'autre part, pour la ſureté & defenſe de leurs Etats contre toute Hoſtilité & contre toute Exaction ou Vexation, qui ſeroit contraire aux Conſtitutions*

ANNO 1704. *du Cercle. A Stockholm le 28. Avril 1704. Avec les* ARTICLES SEPARE'S *pour la commune Defenſe & Aſſiſtance de la Maiſon Ducale de* SLESWICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC, *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Baſſe Saxe, dudit jour 28. Avril 1704. Et un* ARTICLE SEPARE' *pour la Defenſe particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour 28. Avril 1704.* 151

30. Avril. *Declaration de Guerre de* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne, contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES d'AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le 30. Avril 1704.* 154

12. Juill. *Garantie de* FREDERIC *Roi de Pruſſe ſur le Compromis, & ſur la Sentence Arbitrale renduë entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne ſur la Sprée le 12. Juillet 1704.* 155

25. Août. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en ſurſéance entre le Duché de Lorraine & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions qui étoient entre Sa Majeſté T. C. & Son Alteſſe Royale, ſur pluſieurs Villages mi-partis, & autres ſitués ſur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Beſançon le 25. d'Août 1704.* S'enſuivent *la* RATIFICATION *du Roi, du 15. Sept. 1704. Celle de S. A. R. de Lorraine du 20. Octobre de la même année.* Et *les* ARRESTS *d'Enregiſtrement du Parlement de Beſançon du 8. Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du 20. Mars 1705.* ibid.

1704. 2. Octob. *Deux Traitez faits entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoître & diſtinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Alteſſe Royale, dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, d'Eſpiney, Saint Germain, Lezeville, & Damville, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug, le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2. Octobre 1704.* Et *le ſecond à Chalons le 21. Mai 1705.* S'enſuivent, *la* COMMISSION *du Roi T. C. Donnée à Verſailles le 12. Decembre 1702. &* CELLE *de S. A. R. de Lorraine; donnée à Luneville le 13. Septembre 1704.* 160

1705. 21. Mai.

7. Nov. *Traité conclu entre* JOSEPH *Roi des Romains &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le 7. Novembre 1704.* 163

26. Nov. *Recès entre la Maiſon Archiducale d'*AUTRICHE *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'Impoſition d'une certaine Gabelle ſur le Sel, comme auſſi au ſujet des Marchandiſes de Contrebande ſur leſquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en ſon propre Territoire & pourra les faire confiſquer à ſon profit. A Eslingen le 26. Novembre 1704.* 164

1705. 2. Août. *Accord & Transaction entre* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Renonciations, les anciens differents qu'ils avoient eu au ſujet de la Poſſeſſion de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, ſont entiérement accommodés & terminés. A Duſſeldorp le 2. d'Août 1705.* 166

ANNO 1705.

15. Sept. *Revers donné par* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, au Duc* ADOLPH FREDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages de 9000. Ecus, qui lui devoient revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en conſequence du Recès fait entr'eux. A Hambourg le 8. Mars 1701. & de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Swerin le 15. Septembre 1705.* 169

25. Octob. *Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande ſureté de la perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté* BRITANNIQUE *& de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER; *paſſée* anno quarto & quinto ANNÆ REGINÆ, *de la Premiere Seſſion, qui commença le 25. d'Octobre 1705.* 170

18. Nov. *Fœdus perpetuum inter* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II. *in defectione electum. Actum Varſaviæ die 18. Novembris 1708.* Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. *Novembris;* STANISLAI 5. *Decembris, & Senatoribus aliisque Adhærentibus 5. Decembris datis Anno 1705.* 173

21. Nov. *Recès conclu entre* FREDERIC I. *Roi de Pruſſe & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au ſujet de la Liberté de conſcience & d'Exercice public pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Duſſeldorp le 21. Novembre 1705.* Avec *la* DECLARATION *de Son Alteſſe Electorale Palatine publiée à ce ſujet dans ſes Etats en faveur des trois Religions dans l'Empire; par laquelle il eſt pourvû, entre pluſieurs autres choſes, au partage des Temples & au rétabliſſement de l'Academie de Heidelberg, & du Conſeil Eccleſiaſtique. A Duſſeldorp le même jour.* 179

1706. 12. Janv. *Fœdus inter Rempublicam* VENETAM *ab una, & inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum ſibi invicem auxilium promittunt, & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præſtandum. Actum 12. Januarii 1706.* 184

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *touchant la Diſcipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars 1706.* 187

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril 1706.* 191

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire* MAXI-MI-

ANNO 1706.

MILIEN EMANUEL *Electeur & Duc de Baviere. Données à Vienne le 29. Avril* 1706. 193

10. Mai. *Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres* JOSEPH CLEMENT *de Baviere,& MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le 10. Mai* 1706. 195

26. Mai. *Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'une part, & Son Alteſſe Electorale* PALATINE *d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au ſervice de Sadite Majesté, & de Leurs Hautes Puiſſances ſeront augmentées.* ibid.

7. Juin. *Reſolution des Etats des Etats de la Province de* FLANDRE *par laquelle ils reconnoiſſent Sa Majesté Catholique le Roi* CHARLES III. *pour leur legitime Souverain, du 7. Juin* 1706. 198

13. Juin. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY *&* TOURNAYSIS *ſe ſoumettent aux contributions de Guerre ordonnées ſur leur Païs, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 13. Juin* 1706. ibid.

22. Juil. 2. Août. *Traité pour l'Union de l'*ANGLETERRE *& de l'*ECOSSE, *conclu & ſigné par les Seigneurs Commiſſaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août* 1706. 199

14—24. Sept. *Tractatus Pacis inter Reges Sueciæ & Poloniæ de die 14—24. Septembris* 1706. 204

24. Sept. *Acte de Sureté, de Bienveillance & de Protection accordé à la Ville & au Duché de* MILAN *par le Duc de* SAVOYE *au nom de l'*EMPEREUR. *Au Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706. 206

14. Dec. *Trattato conchiuſo tra S. E. Il Signor Marcheſe di* PRIE' *come Plenipotenziario di S. M.* CESAREA *in Italia e gli Signori Commiſſarii di S. A. S. Il Signor Duca di* PARMA, *per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di* PARMA *e* PIACENZA; *Piacenza nel Convento di San-Savino li 14. Decembre* 1706. ibid.

6—17. Decemb. *Traité d'Alliance entre la Sereniſſime Republique de* VENISE *d'une part, & les Seigneurs des* TROIS LIGUES GRISES *d'autre part, pour le tems de vingt Années & davantage, par lequel les deux Republiques ſe promettent une reciproque aſſiſtance en cas de beſoin; ſçavoir de la part de Veniſe en Argent, & de la part des trois Ligues en Soldats. A Coire le 6—17. Decembre* 1706. 208

1707. 21. & 29. Janvier. *Declaration de* JEAN-FRANCOIS *Evêque de Conſtance, &* EBERHARD LOUIS *Duc de Wirtemberg, comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle & les Differens ſurvenus ont été accommodés d'un commun Conſeil. A Merſebourg le 21. & à Stutgard le 29. Janv.* 1707. 211

12. Fevr. *Guarantie des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre* 1701. *entre les Comtes* STATIUS *&* PHILIPPE *de Bentheim. Donnée à la Haye le 12. Fevrier* 1707. 212

ANNO 1707.

13. Mars. *Capitulation Generale accordée aux François par Son Alteſſe Sereniſſime le Prince* EUGENE DE SAVOYE *pour l'Evacuation entiere de la Lombardie, & de toutes les Places qu'ils y poſſedoient, du 13. Mars* 1707. Avec *la* RATIFICATION *de Son Alteſſe Royale de Savoye.* ibid.

6. Avril. *Lettres d'Aſſurance accordées par* ADELBERT *Abbé de Fulde à ſes Sujets de la Ville de* Vieſchberg, *par leſquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privileges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, ſelon la Confeſſion d'Augsbourg, comme auſſi dans la perception, & uſage de leurs Revenus, Salaires, Aumones &c. auſſi ne ſeront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Fêtes inacoutumées & particulieres. A Fulde le 6. Avril* 1707. 215

7. Mai. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. eſt rétablie, & doit demeurer en la pleine & paiſible poſſeſſion de la Terre & Seigneurie de Commercy & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Meligny le Grand, Mesnil, la Horgne, Chonville & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes; à la charge neantmoins du Reſſort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai* 1707. Avec *les* POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de l'une & de l'autre Partie. Et le* PROCE'S VERBAL *de la Priſe de poſſeſſion pour S. A. R. de Lorraine, du 19. d'Août* 1707. 216

30. Juill. *Traité par lequel la Ville & Cité de* Tournai *ſe ſoumet pour ſa Banlieue ancienne & nouvelle aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 30. Juillet* 1707. 220

11—22. Août. 21. Août. 1. Sept. *Articuli Conventionis inter Auguſtiſſimum Cæſarem* JOSEPHUM, *&* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ, in puncto liberi Religionis Exercitii, Incolis Sileſiæ Auguſtanæ Confeſſioni addictis conceſſi, quorum primus in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus, die 11—22. Auguſti initus eſt, reliqui vero in eisdem Caſtris die 21. Auguſti 1. Septembris* 1707. 221

30. Nov. *Decretum* JOSEPHI *Romanorum Imperatoris* LEOPOLDO *Duci Lotharingiæ, datum de jactura Ducatus Montisferrati ei reſarcienda, deque, loco ejusdem, alia Provincia æquivalentis valoris proximis Pacis Conventibus ipſi aſſignanda. Datum Viennæ die 30. Novembris* 1707. 227

1708. 18. Janv. *Pleinpouvoir de* DOROTHE'E MARIE *Ducheſſe de Saxe-Meiningen, née Ducheſſe de Saxe-Gotha à ſon Frere* FREDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en ſon Nom la portion qui lui appartient de la Succeſſion de feue ſa Sœur* JEANNE *Ducheſſe de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg*

ANNO 1708.

bourg dans le Château d'Ehrnbourg le 18. *Janvier* 1708. 228

6. Sept. *Decret de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *en faveur de S. A. R. de* LORRAINE, *promettant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniſer de la perte du Duché de Montferrat, & lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehal le* 6. *Septembre* 1708. 229

1. Dec. *Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& le Bacha, Dey, Bey, Conſeil & Divan de la Regence de* TUNIS, *fait & conclu ſur le pied des anciens Traitez de Paix, avec addition de divers nouveaux avantages. Signé à Tunis de la part de la Regence le* 24. *Mars* 1704. *Accepté & ratifié par Leurs Hautes Puiſſances à la Haye le* 1. *Decembre* 1708. Avec *quatre* ARTICLES *d'Explication inſerés dans l'Acceptation de leurs H. P.* 230

1709.
15. Janv. *Trattato per il reſtabilimento di una perfetta e durevole Corrispondenza tra* SUA BEATITUDINE, *& la Maeſtà dell Auguſtiſſimo* IMPERATORE *e tutta l'Auguſtiſſima Caſa. In Roma li di* 15. *Gennaro* 1709. 233

18. Fevr. *Ulterieure Declaration de* JOSEPH I. *Empereur des Romains, ſur les affaires de la Religion en Sileſie, & de la Convention d'Alt-Ranſtadt, communiquée par les Miniſtres de la Commiſſion Imperiale au Baron Strahlenheim, Plenipotentiaire du Roi de Suede. A Vratislauw le* 8. *Fevrier* 1709. Avec *la Conſignation des Temples reſtituez à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg dans diverſes Principautés de Sileſie, conformement au Traité d'Alt-Ranſtadt.* 223

8. Fevr. *Declaratio nomine & authoritate* CAROLI XII. *Regis Sueciæ facta, quod per Sacram Cæſaream Majeſtatem Conventioni alt-Ranſtadienſi plene & plane ſatisfactum ſit. Wratislaviæ* 18. *Februarii* 1709. 227

28. Mai. *Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix Generale, dreſſez* ſub ſpe Ratihabitionis, *entre les Miniſtres de l'*EMPEREUR, *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, mais ſignées ſeulement des premiers, par lesquels on convient que la* MONARCHIE *d'Espagne ſera entierement remiſe & cedée, à Sa Majeſté Catholique* CHARLES III. *& qu'elle demeurera dans la Maiſon d'Autriche ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais demembrée. A la Haye le* 28. *Mai* 1709. 234

19. Juin. *Decretum* CAROLI III. *Hispaniarum Regis Catholici, pro* LEOPOLDO *Duce Lotharingiæ, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compenſationem ei præſtanda. Datum Barcinonæ die* 19. *Junii* 1709. 237

8. Août. *Manifeſte du Roi* AUGUSTE *pour ſon retour en Pologne, donné le* 8. *Août* 1709. *en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince.* ibid.

24. Août. *Declaration de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, en faveur de S. A. R. le Duc de* LORRAINE, *portant qu'Elles auront à cœur ſes Interêts, dans la future Negociation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui eſt duë touchant le Duché de Montferrat.* 242

ANNO 1709.

29. Octob. *Traité d'Alliance & de Garantie, appellée communement le* TRAITE' DE BARRIERE *fait & conclu entre* ANNE *Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour le maintien de la Succeſſion à la Couronne de la Grande Bretagne dans la Ligne Proteſtante, ſelon qu'elle eſt établie par les Loix, & aſſeurer à L. H. P. une Barriere ſuffiſante aux Païs-Bas, contre la France & autres, qui les voudroient ſurprendre & attaquer. A la Haye le* 29. *Octobre* 1709. Avec *les Articles Separés du même Jour & An.* 243

1710.
2. Janv. *Projet de la* FRANCE *pour la Paix, publié le* 2. *Janvier* 1710 246

15. Janv. *Decret Commiſſorial de l'Empereur* JOSEPH, *pour la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le* 15. *Janvier* 1710. ibid.

31. Janv. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs H. P. Meſſieurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, au ſujet de la Ville de* Vervier. 247

23. Fevr. *Extrait du Regiſtre de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour la Neutralité en Allemagne.* ibid.

21. Mars. *Ratificatio* CAROLI XII. *Sueciæ Regis ſuper Conventione Alt-Ranſtadienſi in puncto Religionis facta. Datum ad Urbem Bender die* 21. *Martii Anno* 1710. 249

31. Mars. *Conventio inter Imperatorem* JOSEPHUM, ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *de Neutralitate Imperii. Facta die* 31. *Martii, Anno* 1710. 249

23. Juill. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant les Conferences de Paix à* Geertruydenberg. 250

27. Juill. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. Meſſieurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant les Raiſons pourquoi les Conferences de* Geertruydenberg, *doivent être cenſées rompuës par les Miniſtres Plenipotentiaires de la France.* ibid.

4. Août. *Convention entre l'Empereur* JOSEPH, *la Reine de la Grande Bretagne* ANNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour aſſembler des Troupes pour la Conſervation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le* 4. *Août* 1710. 254

11. Août. *Excerptum e Libro Decretorum Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium* UNITI BELGII *pro ulteriori Explicatione Neutralitatis in Septentrione ſervandæ.* 255

22. Août. 2. Sept. *Memoire de* Mr. MATUEOF *Ambaſſadeur de Moscovie, ſur la Neutralité de l'Empire, preſenté aux Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *le* 22. Août / 2. Septembre. 1710. 256

Ex-

ANNO 1710.

9. Sept. *Extrait du Registre des Resolutions de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur le Memoire precedent.* 257

1. Nov. *Convention entre le Prince* EUGENE DE SAVOYE, *le Prince & Duc de* MARLBOROUGH, *& Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourage aux Troupes Imperiales dans les Païs-Bas. Faite au Camp devant Aire le 1. Novembre* 1710. ibid.

30. Nov. *Protestatio* CAROLI XII. *Regis Sueciæ circa Fœdus inter Sacram* CÆSAREAM *Majestatem, Serenissimam Magnæ* BRITANNIÆ *Reginam, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum; quod nimirum ille nec velit nec possit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die 30. Novembris* 1710. 258

1711. 2. Janv. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur la Marche des Troupes pour la* NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE *du Vendredi 2. Janvier* 1711. ibid.

17. Janv. *Justitia Armorum, quæ Sacra sua Czarea Majestas* PETRUS I. *Magnæ Russiæ Imperator in sui defensionem adversus perfidum Turcarum Sultanum* ACHMETEM *Pacis violatorem arripuit, propalam exposita. Ad Mandatum ejusdem Majestatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiaria.* 259

19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur les Troupes pour la Tranquilité d'Allemagne.* 265

28. Janv. *Defensio* CAROLI II. *contra* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, Electorem Saxoniæ. Data Benderæ 28. Januarii* 1711. ibid.

22. Fevr. *Manifestum seu Declaratio de perfida Pacis violatione Sultani Turcarum* ACHEMETIS *contra Suam Czaream Majestatem. Ad Mandatum Suæ Majestatis in lucem data anno* 1711. *Februarii die 22. Interpretata ad normam Originalis.* 266

1. Mai. *Puncta Pacificationis Hungariæ Zacmarini 29. Aprilis* 1711. Cum *Acceptatione Amnestiæ. Karollii prima Maii* 1711. 269

14. Mai. *Second Decret de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *touchant l'Indemnité promise au Duc de* LORRAINE *pour le Duché du Montferrat. A Whitehal le 14. Mai* 1711. 271

Deduction Abregée touchant les Differents de Son Alteſſe Electorale de BRUNSWIC, *avec le Chapitre d'*HILDESHEIM. 272

15. Juin. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, en Reponse à une Lettre du* CZAR, *qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût se joindre incessamment aux siennes.* 273

15. Juin. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de* SUEDE *au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par rapport à la Guerre dans le Nord.* 274

ANNO 1711.

21. Juill. *Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ *&* ACHMET *Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'*Azof *doit être restituée à la Porte Ottomanne avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel Achir l'An de l'Hegire* 1123. *& le 21. Juillet* 1711. 275

28. Juill. *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *sur la Succession d'*ORANGE. 276

20. Août. *Manifeste de* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne touchant sa Marche en Pomeranie. Donné près de Strelitz le 20. Août* 1711. 277

21. Août. *Manifeste de* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Rostock le 21. Août.* 278

28. Sept. *Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Païs-Bas; à* MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE, *Princesse des* URSINS, *pour en jouïr à toujours elle & ses Successeurs en toute proprieté & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le 28. Sept.* 1711. 279

27. Sept. 8. Octob. *Articles Preliminaires donnés de la part du* ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *son Ministre, pour servir de fondement à la Paix Generale. A Londres le 27. Septembre 8. Octobre* 1711. 281

5. Octob. *Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Espagnol, sous leur Autorité administrative, jusques à ce que Sa Majesté Catholique le Roi* CHARLES II. *en soit mis en pleine possession. A Bruxelles le 5. Octob.* 1711. Avec *les* ACTES *de Representation, & d'Interpretation qui en dependent.* ibid.

9. Dec. *Memoire de Son Alteſſe Electorale de* HANOVER *adressé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *sur la Paix avec la France, du 9. Decembre* 1711. 285

19. Dec. *Revers de* CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale, faite par ses Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'observer inviolablement. A Francfort le 19. Decembre* 1711. 287

22. Dec. *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & Mr. Buys, le 22. Decembre* 1711. 288

1712. 2. Janv. *Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Espagnol faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou comme Roi d'Espagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere pour lui & pour ses Descendents mâles à perpetuité. A Madrid le 2. Janvier* 1712. ibid.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1712. *Manifeſte du Conſeil General des deux Religions dans le* TOGGENBOURG. 290

12. Avril. *Manifeſte des Cantons de* ZURICH *& de* BERNE, *touchant les affaires du* TOGGENBOURG. 291

13. Avril.

18. Juin. *Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & la haute Regence, Bacha, Aga, & Victorieuſe Milice d'*ALGER. *Fait le* 18. *Juin l'an de Jeſus-Chriſt* 1712. *& de l'Hegire* 1124. 292

5—15. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre la* PORTE OTTOMANE *& Sa Majeſté* CZARIENNE, *conclu le* 5—15. *Avril par le Mediation des Ambaſſadeurs de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas auprès du Grand Seigneur.* 297

30. Avril. *Recès d'Elucidation entre Sa Majeſté* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc & de Norwegue, & S. A. S.* CHRISTIAN ALBERT *Duc & Adminiſtrateur des Duchez de Schleswig-Holſtein, par lequel les Differens ſur l'Accord de Hambourg du* 5. *Janvier* 1711. *en divers Points ſont accommodés. Fait à Rendsbourg le* 30. *Avril* 1712. 298

21. Juin. *Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& le Louable Canton de* BERNE: *l'Alliance fut concluë à la Haye le* 21. *Juin* 1712. *& la Capitulation le* 8. *Janvier* 1714. 300

31. Juill. *Declaration de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, faite à ſes Miniſtres, touchant ſa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le* 3. *Juillet* 1712. 304

2. Août. *Trêves concluës entre le Louable Canton de* ZURICH, *& le Louable Canton de* SWITZ, *pour durer juſqu'à la Paix Generale des Cantons Suiſſes Confederés. A Waderſchwyl le* 2. *Août* 1712. 305

9. & 11. Août. *Concluſion priſe entre les Louables Cantons Evangeliques de* ZURICH *& de* BERNE, *& les cinq Louables Cantons Catholiques de* LUCERNE, *d'*URI, *de* SWITZ, *d'*UNDERWALD *&* ZUG, *par laquelle la Paix faite le* 18 *Juin* 1712. *& ſigné par les Cantons de* ZURICH, *de* BERNE, *de* LUCERNE, *& d'*URI *eſt acceptée, & confirmée, & par deſſus cela les Limites reglées entre les uns & les autres; la Ville de Rapperſchweil laiſſée aux Cantons de Zurich & de Berne, & celui de Berne admis à la Conregence des Bailliages de Tergauw, de Rynthal, de Sargans & des autres Provinces Libres, toutes les offenſes paſſées étant d'ailleurs reciproquement miſes en oubli. A Arau le* 9. *&* 11. *Août* 1712. 306

19. Août. *Traité pour une Suſpenſion d'Armes de quatre Mois, fait & conclu entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, laquelle ſera auſſi obſervée en Espagne d'où la Reine retirera ſes Troupes. A Paris le* 19. *Août* 1712. Avec *la* RATIFICATION *de la Reine, donnée à Windſor le* 28—29. *d'Août* 1712. 308

Renunciation jurada de FELIPE *Duque de Anjou como Rey de España à la Corona de Francia por el y todos ſus Decendientes perpetuamente a favor del Duque de* BERRI, *y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno ſegun ſu grado, con clauſula de incompatibilidad entre los dos Coronas, de ſuerte que jamas puedan hallarſe unidas en una misma perſona. A cuio fin, el Duque de* SABOYA *y todos los Principes de ſu Caſa ſon llmados para ſucceder a la dicha Corona de España, en caſo de quedar totalmente eſtinguida la Linea de Felipe. Fecha en Madrid a los* 5. *Noviembre* 1712. *Reiterada y confirmada al Buen-retiro los* 7. *del mismo mes de Noviembre* 1712. 310

7. Nov. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* JEAN V. *Roi de Portugal pour une ſuſpenſion d'Armes de quatre Mois entre les Couronnes de France & d'Espagne, d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le* 7. *Novembre* 1712. 312

9. Nov. *Certificato de D.* FRANCISCO ANTONIO DE QUINCOCES, *Cavallero de la Orden de S. Jago, del Conſejo de Su Mageſtad, Notario y Eſcrivano publico, en ſus Regnos que contiene que la Renunciation a la Corona de Francia, a ſido preſentada a las Cortes de Caſtilla juntadas en Madrid, donde a ſido aprobada y confirmada en todos ſus Puntos y Articulos, eſtableciendo que en adelante ſea tenida y guardata como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los* 9. *Noviembre* 1712. 313

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majeſté le Roi de* DANNEMARC *& la Ville de* HAMBOURG. *A Altena le* 18. *Novembre* 1712. 314

19. Nov. *Renonciation avec Serment de* PHILIPPE *Petit-Fils de France, Duc d'*ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir ſucceder un jour, lui, ſes Enfans, & ſes Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le* 19. *Novembre* 1712. 314

24. Nov. *Renonciation avec Serment de* CHARLES *Fils de France, Duc de* BERRI *à la Couronne d'Espagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour ſucceder, lui ou ſes Descendants, à perpetuité. A Marly le* 24. *Novembre* 1712. 316

14. Dec. *Prorogation pour quatre Mois, de la ſuſpenſion d'Armes auparavant concluë, entre la* FRANCE *&* l'ANGLETERRE. *A Verſailles le* 14. *Decembre & à Londres le* 7. *du même Mois.* Avec *la* PROCLAMATION *faite à Paris ſuivant l'Ordre du Roi. Donné à Verſailles le* 15. *Decembre* 1712. 317

1713. 10—21. Janv. *Traité entre le Duc Adminiſtrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP, *& le Comte de* STEENBOCK *Maréchal de Camp du Roi de* SUEDE, *par lequel Son A. S. promet de donner accès, & refuge aux Troupes de Sa Maj. ſous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le* 21. *Janvier* 1713. 318

19—30. Janv. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines* UNITARUM BELGII *Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Guarantia, Succeſſionis nempe*

ANNO 1713.

nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Proteſtantium, & Obicis, vulgo BARRIERE, *præfatis Ordinibus debitæ, atque adverſus Galliam perquam neceſſariæ; quem in finem priori Fœdere, quod die 29. Octobris* 1709. *factum fuit, prorſus reſciſſo & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas deveniunt ſeſeque invicem obſtringunt.* 322

Mars. *Lettres Patentes de* LOUIS XIV. *Roi de France ſuprimant celles du Mois de Decembre* 1709. *admettant & authoriſant la Renonciation de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne à la Couronne de France, & celles de* CHARLES *Duc de Berri, & de* PHILIPPE *Duc d'Orleans, comme Princes de France à la Couronne d'Eſpagne. Données à Verſailles au Mois de Mars* 1713. *& regiſtrées en Parlement le* 15. *du même Mois & An.* 324

1. Mars. *Prorogation pour quatre Mois de la ſuſpenſion d'Armes accordée le* 7. *Novembre* 1712. *entre les Couronnes de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *d'une part, & celle de* PORTUGAL *d'autre part. A Utrecht le* 1. *Mars* 1713. 326

14. Mars. *Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois pour l'évacuation de la* CATALOGNE, *& pour un Armiſtice en* ITALIE. *A Utrecht le* 14. *Mars* 1713. 327

14. Mars. *Ceſſation d'Armes pleine & entiere, faite & concluë entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E, *Duc de Savoye pour durer juſqu'à la Paix. A Utrecht le* 14. *Mars* 1713. ibid.

26. Mars. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des Eſclaves* NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les Conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE ANGLOISE. *Fait à Madrid le* 26. *Mars* 1713. 330

2. Avril. *Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'autre part, par lequel Sa Maj. Imp. & Catholique cede & transporte audit Roi, diverſes Places, Villes & Lieux ſitués dans le Duché de* Gueldres, *ſavoir la Ville & Bailliage de* Gueldres: *les Villes & Bailliages de* Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbek, Aersſen, Afferden, Weel, Racy & le Petit Kevelaer, *avec le Païs de* Keſſel, *pour ſatisfaction de ſes anciennes pretentions, à la charge du feu Roi d'Eſpagne* CHARLES II. *Moyennant quoi auſſi S. Maj. Pruſſienne renonce à toutes ſes dites pretenſions, & ſe tient pour contente. A Utrecht le* 2. *Avril* 1713. 337

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, établi ſur le fondement d'une ſeparation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Eſpagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi* PHILIPPE, *& des Ducs de* BERRI *& d'*ORLEANS *qui y ſont inſerées, comme auſſi ſur la Reconnoiſſance que le Roi T. C. y fait, de la Ceſſion à la Couronne de la Grande Bretagne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER, *avec promeſſe de ne jamais rien faire, ni permettre qu'il ſoit fait, directement ou indirectement en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raſer* DUNKERQUE, *& il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Païs dans l'Amerique Septentrionale. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *les Pleinpouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. Donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. 339

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuſes, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans le Royaume & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favoriſées, qu'ils y joüiront des mêmes Libertez & Privileges à l'égard du Commerce & des Impoſitions, & qu'en particulier le rigoureux* Droit d'Aubeine *n'y ſera plus exercé ſur eux. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *la* RATIFICATION *de Sa Majeſté T. C. Donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. 345

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN V. *Roi de Portugal, portant Ceſſion & Renonciation de la part de Sa Majeſté T. C. en faveur de Sa Majeſté Portugaiſe à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Coſtes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere, ſous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. 353

11. Avril. *Pax & Amicitia in perpetuum condita inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, &* FREDERICUM *Regem Boruſſiæ, his Legibus, ut præfatus* LUDOVICUS *Nomine* PHILIPPI *Regis, ejus Nepotis, dicto* FREDERICO *cedat & transferat, totam partem illam ſuperioris Gueldriæ quam ipſe tenet & hactenus poſſidet, nominatim vero Urbem Gueldriæ, cum certis Præfecturis, Oppidis Locisque ibidem deſignatis. Agnoscit porro Rex Chriſt. Regem Boruſſiæ pro ſupremo Domino Principatus Neocaſtri & Vallengiæ in partibus Helvetiæ ſiti, & viciſſim Rex Boruſſiæ eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arauſionenſem, Dynaſtiasque & Loca Succeſſionis Cabilionenſis & Chatelbelinenſis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis Anno* 1713. Cum ARTICULIS SEPARATIS *duobus, unus ſcilicet de Dignitate Regia in dicto* FREDERICO *Rege, & Succeſſoribus ſuis, ſemper agnoscenda atque de Titulo Majeſtatis eis tribuendo, alter de Civitate Rhenoberga evacuanda. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis* 1713. 356

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel Sa Majeſté T. C. reſtitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice, avec*

ANNO 1713.

avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cede quelques autres, les Renonciations des Ducs de BERRI *&* d'ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les authoriser y ſont inſerées. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. 362

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Eſpagne demeureront à jamais ſeparées ſans pouvoir être unies en une même Perſonne. Que ledit Roi T. C. remettra auxdits Etats Generaux tous les* Païs-Bas, *appellées* Eſpagnols *pour les rendre à la Maiſon d'*AUTRICHE, *nonobſtant les Pretenſions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel ſera obligé d'y renoncer; le Roi T. C. y cede auſſi la Ville de* Tournai *avec quelques autres Places & Lieux, Leurs Hautes Puiſſances lui rendent* Lille, *le Roi de* PRUSSE *garde la Ville de* Gueldres *avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations ſuivent celle-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Forteresſe de Rhynfelds. Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. S'enſuivent *divers* ARTICLES SEPARE'S *ou Declarations, avec les Pleinpouvoirs, & Ratifications de part & d'autre.* 366

11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant en ſubſtance & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Juſtice & aux Impoſitions, comme les Sujets propres & Naturels, que le* Droit d'Aubeine, *ne ſera point exercé en France ſur les Hollandois; & que ſi la Guerre ſurvient, il ſera donné neuf Mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs Effets, lequel Traité durera vingt-cinq ans. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. S'enſuit *un* ARTICLE SEPARE', *pour l'Exemption des cinquante ſols par Tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le* 11. *Avril* 1713. Avec *les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 377

19. Avril. *Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & les* LIGUES GRISES. *Fait à la Haye le* 19. *Avril* 1713. 386

1. Mai. *Accord ou Capitulation concluë entre les* DANOIS *& les* SUEDOIS *pour l'évacuation du* HOLSTEIN. *Fait & conclu à Oldensworth le* 16. *Mai* 1713. 388

29. Mai. *Extrait du Conſeil d'Etat du Roi* TRE'S-CHRETIEN *pour la reſtitution du Prince d'*Eſpinoi, *en vertu des Articles* 11. *&* 15. *des Traitez faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande, le* 11. *Avril. Le* 29. *Mai* 1713. ibid.

8. Juin. *Extrait des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la Reſtitution du Prince d'*Eſpinoi *en vertu de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le Roi T. C.* 389

ANNO 1713.

10. Juin. *Inſtrumento de la Ceſſion del Reyno de Sicilia, hecho por el Sereniſſimo Duque de* ANJOU *como Rey de* ESPAÑA *à* VICTOR AMADEO *Duque de Saboya por el y ſus Decendientes maſculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Linea de los Principes de* CARIGNAN *faltando la Suya, baxo clauſula de Reverſion, en caſo de quedar extinguidas dichas dos Lineas Maſculinas, y lo mismo en caſo que S. A. R. ò alguno de ſus Succeſſores rompieſſe la buena amiſtad y Aliança con la Corona de España. Hecho en Madrid a los* 10. *de Junio* 1713. ibid.

22. Juin. *Traité entre Sa Majeſté* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'une part, & le Duc Adminiſtrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garniſon commune dans les Villes & Forteresſes de* WISMAR *&* STETTIN *juſqu'à ce que la Paix ſe faſſe entre les Puiſſances du Nord, de plus, ils prennent une Reſolution touchant la ceſſation du Blocus de la Forteresſe de* Tonningue *& de la Reſtitution de la Maiſon Ducale de Holſtein-Gottorp. Fait à Berlin le* 22. *Juin* 1713. 392

2—13. Juillet. *Tractatus Pacis & Amicitiæ inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavenſem tanquam Regem Hispaniarum initus. Quo adhibitis inſeritisque Renunciationum Inſtrumentis,* PHILIPPI *nempe ab una, & Ducum* BITURICENSIS *&* AURELIANENSIS *ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hiſpanorum uniantur, vel ab uno capite regantur.* PHILIPPUS *porro agnoscit Succeſſionem Regiam Britannicam in Stirpe Proteſtantium, ſicut Legibus determinata eſt, conſtituit Ditiones Hispanicas in America, numquam per ipſum aut Succeſſores ejus alienandas, cedit Coronæ Britannicæ Urbem & Arcem* Gibraltar *atque totam Inſulam* Minoricam, *cum* Portu Mahonis, *confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ Pactum* Aſſiento de Negros *dictum ad* 30. *annos, Regnum autem* Siciliæ VICTORI AMADEO *Duci Sabaudiæ condonat: ſub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die* 2—13. *Julii* 1713. Cum RATIFICATIONE *Britannica, apud Kenſington data die* 31. *Julii* 1713. *Quam* ſequuntur ARTICULI SEPARATI, *duo, cum* RATIFICATIONIBUS. *Primus videlicet de Tractatu Madritenſi tenendo, deque Provinciis Hiſpanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principiſſæ* URSINI *aſſignando. Dat.* 2—13. *Julii* 1713. Accedunt *Duæ* DECLARATIONES *ad eundem Tractatum ſpectantes. Dat.* 12—23. *Februarii* 1713—1714. 393

15—26. Juillet. *Convention entre Sa Majeſté* BRITANNIQUE, *& Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *contenant un Reglement proviſionel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie dans les Païs-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le* 15—26. *Juillet* 1713. 400

Traité

ANNO 1713. 13. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel le Droit de Succeſſion à la Couronne d'Espagne eſt deferé à Son Alteſſe Royale & à ſes Descendants mâles & le Royaume de Sicile lui eſt cédé & transporté aux conditions marquées dans l'Acte de Ceſſion du 18. Juin 1713. Le Montferrat lui eſt garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Ceſſions contenuës dans ſon Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. Août 1713.* 401

20. Août. *Contractus, vigore cujus* CAROLUS VI. *Romanorum Imperator* Marchionatum Finarienſem *ejusque Jura & annexa Reipublicæ* GENUENSI *vendidit. Datum 20 Auguſti anno 1713.* 405

6. Octob. *Traité entre Sa Majeſté* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'une part, & les Hauts Alliez du Nord contre la* SUEDE, *ſavoir* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne, &* PIERRE I. *Czar de Ruſſie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Pruſſe en ſequeſtre la Ville de* Stettin *par eux aſſiegée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoiſe, & promettent de faire la même choſe avec les Villes de* Stralſund *&* Wismar. *Le Roi de Pruſſe s'obligeant de ſon côté d'empêcher, que les Troupes Suedoiſes reſtantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puiſſent faire aucunes hoſtilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme auſſi de payer des fraix du Siége reglez à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czar, le Prince Menzikow. Donné à Schweedt le 6. Octobre 1713.* 407

28. Nov. 9. Dec. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavenſem, tanquam Regem Hiſpaniarum initus, quo Tractatibus de Annis 1667. & 1670. confirmatis, conventum eſt, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant iisdem Privilegiis, quibus amiciſſima gens quævis fruitur; Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, ſive Catalogus, vulgo* Tarif, *qui in uno quoque Portu publice proſtabit, & quiquid pro ſingulis Mercibus ſolvendum erit, ſpeciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die 28. Novembris 9. Decembris 1713.* Cum RATIFICATIONE *Reginæ Magnæ Britanniæ; quo etiam continentur tres, Articuli loco tertii, quinti & octavi ſubſtituti. Actum Windeſoræ die 7. Februarii 1713—1714.* Sequitur ARTICULUS SEPARATUS *de Judice conſervatore in Inſulis Canaricis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica:* Sequitur item DECLARATIO *Legatorum Hiſpanorum de Lingua Hiſpanica in ſupra memoratis tribus Articulis adhibita. Data die 12—23. Februarii 1713—1714.* 409

1714. 6. Mars. *Traité de Paix entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains, Roi Catholique des Eſpagnes &c. &* l'EMPIRE, *d'une part, &* LOUIS XIV. *Roi T. Chrétien de France & de Navarre d'autre part, par lequel le* Vieux Briſac *&* Fribourg *ſont rendus à la Maiſon d'Autriche de même que les Païs-Bas appellés* Espagnols, *ſauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& avec le Roi de Pruſſe, le Fort de* Kehl *y eſt rendu à l'Empereur & à l'Empire, &* Landau, *à la France, divers Forts ſitués ſur le Rhyn doivent eſtre démolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du* NEUVIEME ELECTORAT *dans la Maiſon de* BRUNSWIC-HANOVER, *& l'Empereur y promet de reſtituer les Electeurs de* COLOGNE *&* BAVIERE *en tous leurs Etats, Dignitez, Prerogatives, & Biens; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Raſtad le 6. Mars 1714.* Avec TROIS ARTICLES *ſeparés du même jour. Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité, le ſecond touchant la Langue Françoiſe dans laquelle il eſt couché, & le troiſieme touchant le choix du lieu où cette même Paix doit être traitée plus ſolemnellement.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 415

ANNO 1714. 8. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Louable Canton de* BERNE, *projetté & ſigné à la Haye le 21. Juin 1712. perfectionné & conclu le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes.* 423

26. Juin. *Traité de Paix, d'Amitié & de Commerce entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel après avoir poſé pour Baſe & Fondement, le Traité de Munſter du 30. Janvier 1648. on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'aſſurer la Paix & la bonne Intelligence entre l'Espagne & la Republique, principalement par raport au Commerce, à l'égard duquel il eſt dit, que les Sujets de part & d'autre jouïront ſans exception des mêmes Privileges, Franchiſes & Libertés, dont les autres Nations ou Villes plus favoriſées, peuvent avoir joui, ou pourroient jouir ci-après. Le Traité de Marine de l'an 1650. y eſt auſſi rapellé & confirmé de mot à mot. La ſeparation à perpetuité des Couronnes de France & d'Espagne y promiſe, & les Renonciations faites à ce ſujet y ſont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin 1714.* Avec DEUX ARTICLES *ſeparez, du même jour: L'un touchant une Somme de quatre millions, cent mille trois cens Livres duë à L. H. P. par l'Espagne: L'autre touchant ce que la Succeſſion du feu Roi de la* GRANDE BRETAGNE *a auſſi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS & *les* RATIFICATIONS. 427

2. Août. *Teſtament de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre diſpoſant de la Tutelle du* DAUPHIN *ſon arriere petit Fils, & du Conſeil de Regence qu'il veut être établi après ſa mort. A Marli le 2. Août 1714.* 434

ANNO 1714. 7. Sept. *Pax inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *ac* IMPERIUM *ab una, &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Christianissimum à parte altera, iterato sancita; est enim una & eadem cum illa Rastadiensi, sed hic majori cum solemnitate celebrata. Badæ Ergoviæ die 7. Septembris* 1714. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis à Cæsare in Tractatu adhibitis.* Cumque PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS *utriusque Partis.* 436

1715. 6. Fevr. *Traité de Paix entre* JEAN IV. *Roi de Portugal, &* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de* Naudar, *l'Isle de* Verdoejo *& la Colonie du* Saint Sacrement, *sont rendus à la Couronne de Portugal, avec Cession & Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pourroit prétendre sur ladite Colonie. Comme d'autre part les Places d'*Albuquerque *& de* Puella, *retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres Causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une Somme de six cents mille Ecus en differents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Fevrier* 1715. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *du même jour pour la Liberté du Commerce;* Et *les* PLEINPOUVOIRS *de part & d'autre.* 444

13. Avril. & 23. Août. *Codicille de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, concernant l'Ordre qui devra être observé après sa mort à l'égard de la Personne du jeune Roi, il y nomme aussi les Sous-Gouverneurs. A Versailles le* 13. *Avril & 23. Août* 1715. 448

9. Mai. *Renouvellement d'Alliance entre le Roi* TRE'S-CHRE'TIEN *de France & de Navarre d'une part, & les Louables* CANTONS CATHOLIQUES *de la Suisse & la Louable Republique de* VALAIS *de l'autre. Fait à Soleurre le 9. Mai* 1715. ibid.

Août. *Manifeste du Roi de* PRUSSE *où il expose les motifs qui l'ont engagé à se charger du sequestre de la* Pomeranie Suedoise, *& qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* 452

2. Sept. *Arrest du Parlement de Paris par lequel la Regence du Royaume est deferée au seul Duc d'*ORLEANS, *le Duc de* BOURBON *étant declaré Chef du Conseil &c. Le Lundi 2. Septembre* 1715. 456

15. Nov. *Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Catholique des Espagnes d'une part,* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas d'autre part, pour la Restitution à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tout le Pays-Bas Espagnol, sous la reserve d'une forte & solide Barriere aux mêmes Pays-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances, comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere que pour le remboursement de celles qui leur étoient deues auparavant. Fait à Anvers le* 15. *Novembre* 1715. Avec *l'*ARTICLE SEPARE' *au sujet des Hypotheques en date du même jour. Les* FORMULAIRES *des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. 458

ANNO 1715. *Tractatus de Rebus Maritimis inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum* PETRUM ALEXIEWITZ *totius Magnæ, Parvæ, Albæque Russiæ Autocratora &c. &c. ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab altera parte, initus ..... & concluſus 1715.* 468

1716. 25. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté* IMPERIALE *& Sa Majesté* BRITANNIQUE, *ainsi qu'il a été corrigé & conclu le 25. Mai* 1716. 477

28. Sept. *Traité de Commerce entre la* FRANCE *& les Villes Anseatiques,* LUBECK, BREMEN & HAMBOURG, *conclu à Paris le 28. Septembre* 1716. 478

29. Nov. *Convention ou Accommodement fait entre Sa Majesté le Roi de* PRUSSE *d'une part, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'autre part, au sujet des Limites contestées dans le Péel, situé entre l'Ammanie de Kessel du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.* 481

PRELIMINAIRES *du Traité qu'on propose de faire entre le Serenissime Roi de Pologne* AUGUSTE II. *& les Confederez du même Royaume.* 482

1717. 4. Janv. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, &* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le maintien & la Guarantie des Traitez de Paix faites à Utrecht en* 1713. *& particulierement pour le maintien de l'ordre de Succession aux Couronnes de France & d'Angleterre, établi par lesdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick; à la Haye le 4. Janvier* 1717. 484

5. Avril. *Raport de ce qu'on est convenu avec les Ministres de Prusse pour le paiement des Arrerages.* 488

15. Avril. *Resolution sur les Arrerages du Roi de Prusse & sur un Memoire presenté par ses Ministres du 15. Avril* 1717. 489

22. Juin. *Acte de l'Electeur de Cologne pour approuver les Articles convenus dans la Resolution de L. L. H. H. P. P. du 22. Juin* 1717. 490

4. Août. *Traité entre le* CZAR, *le Roi de* FRANCE *& le Roi de* PRUSSE, *conclu à Amsterdam le 4. Août* 1717. ibid.

19—30. Sept. *Accord entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE I. *& la Ville de* DANTZIG *du 19—30. Sept.* 1717. Avec *la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au Roi de* POLOGNE. 491

23. Octob. *Asseurance donnée par Sa Majesté Royale de Pologne & Alteſſe Electorale de Saxe* FREDERIC AUGUSTE *aux Etats & Habitans de l'Electorat de Saxe, & du Marcgraviat de la Haute Lusace, portant que si long-tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troublés dans la liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Augsbourg, & que de plus il exhortera le Prince son Fils*

ANNO 1717. *Fils Hereditaire* FREDERIC AUGUSTE, *qui a auſſi embraſſé la Religion Catholique, à n'y faire de ſa part aucune ſorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le* 23. *Octobre* 1717. 494

10. Dec. *Convention Proviſionelle pour une Adminiſtration commune dans la Baronnie de* HARSTAL. *A la Haye le* 10. *Decembre* 1717. 495

1718. 2. Janv. *Trêve de trois Mois concluë entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE, *& le Roi de* MAROC. *Signé à Tetuan le* 2. *Janvier* 1718. ibid.

21. Janv. *Traité entre Sa Majeſté Très-Chrétienne,* LOUIS XV. *Roi de France & Son Alteſſe Royale* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Ratifications de Ryswick & de Bade, les differens reſtés entre S. M. T. C. & S. A. R. ſont terminez & les limites reglées. On y convient auſſi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce. A Paris le* 21. *Janvier* 1718. Avec *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *des deux Parties.* 496

3. Fevr. *Manifeſte de* PIERRE I. *Empereur de Ruſſie, contre le Prince* ALEXEI PETROWITZ *ſon Fils. Fait à Moscou le* 3. *Fevr.* 1718. *V. St.* 507

29. Mars. *Edict de Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *par lequel le Gouvernement General de ſes Provinces du Païs-Bas, eſt changé & établi ſur un pied plus convenable à leur ſituation preſente. Donné à Vienne le* 29. *Mars* 1718. 510

6 Mai. *Aſſeurance de Sa Majeſté Royale de Pologne & Alteſſe Electorale de Saxe,* FREDERIC AUGUSTE *aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne ſeront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confeſſion d'Augsbourg. A Dresde le* 6. *Mai* 1718. 512

15. Juin. *Traité de Paix entre les Louables Cantons Suiſſes de* ZURICH *& de* BERNE *d'un côté & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de* St. GALL *de l'autre. Conclu à Bade en Ergauw le* 15. *Juin* 1718. Avec *les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties.* 513

21. Juill. *Inſtrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares conſtitutæ inter* CAROLUM VI. *Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Auguſtiſſimum, &* AHMET *Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiæ cis Alutam Fluvium ſitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Iſtolaz, Schachack, Botka & Bolina, cum ſuis Territoriis, Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, Totusque Fluvius Savus cum Ripis Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati ceduntur & manent. De Limitibus autem ſingulatim deſignandis cura integra Commiſſariis utriusque nomi-*

ANNO 1718. *nandis relicta eſt. Actum in Congreſſu ad Paſſarovicum in Servia die* 21. *Julii* 1718. Cum DECLARATIONE *Legatorum Cæſareorum quod hac Pacificatione nonobſtante, Fœdus Cæſareo-Polonico-Venetum pro communi defenſione initum, illibatum & indiſſolubile permanere debeat. Actum eadem die* 21. *Julii* 1718. Cumque RATIFICATIONE *Cæſarea. Dat. Viennæ* 12. *Auguſti* 1718. 520

21. Juill. *Inſtrumentum Pacis inter Sereniſſimam Rempublicam* VENETAM & PORTAM OTTOMANICAM *compoſitæ & ſignatæ ad Oppidum Paſſarowitz in Regno Serviæ, die* 21. *Julii* 1718. 524

27. Juill. *Tractatus Commercii & Navigationis, inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum, & Sultanum* AHMED *Han, Ottomanorum Imperatorem, quo Subditis omnibus Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, Germanis ſcilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuscumque ſint Nationis & Religionis, cautum eſt, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere poſſint, per Mare, Terram & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomannicas. Dat. prope Poſſarovicium die* 27. *Julii* 1711. Cum RATIFICATIONE *Cæſarea. Dat. Viennæ* 16. *Auguſti* 1718. 528

22. Juill. 2. Août. *Concordatum & Fœdus inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorum Auguſtiſſimum Regemque Hispaniarum Catholicum, &* LUDOVICUM XV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, atque* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occaſione Succeſſionis Hispanicæ turbatarum. Actum Londini die* 22. *Julii—*2. *Auguſti* 1718. Continentur in eo CONDITIONES *quibus demum Pax inter* Carolum *Cæſarem &* Philippum *Hispaniarum Regem ſtabilienda ſit. Atque Conditiones Pacis itidem ineundæ inter* Carolum *Cæſarem, &* Victorem Amadæum *Regem Sardiniæ.* Accedunt ARTICULUS SEPARATUS *de rata parte Ordinibus Fœderati Belgi in Stipendio Præſidii Civitatum Liburni, Portus-Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Sacræ Cæſ. Cath. Majeſtati per Titulos Regios* Philippo V. *&* Victori Amadeo *Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco:* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Regi Chriſtianiſſimo per aliquos Titulos, quibus Sacra Cæſ. Majeſt. in Tractatu uſa eſt. Dat. eodem die & Loco.* DECLARATIO *Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ rogatu Plenipotentiariorum Regis Galliæ facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæſareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum.* Accedunt inſuper ARTICULI XII. *Separati & Secreti de Termino trium Menſium Regibus Hispaniæ & Sardiniæ concedendo ad acceptandum conditiones Pa-*

ANNO 1718. *cis eisdem propositas, nec non si eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & Armis procurandam. Articulus unus de præsenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes servando, suumque effectum sortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum consociationem denegarint.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæsarea, Gallica & Britannica.* 531 ANNO 1718.

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ECHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1701. 20. Janv.

Traité d'Alliance entre les Rois de la GRANDE BRETAGNE *& de* DANNEMARC *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Odenſée le 20. Janv. 1701.*

NOTOIRE ſoit à tous qui y ont interêt. Après que les Affaires de l'Europe ſont changées par la mort du Roi Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & Sa Majeſté le Roi de Danemarck d'autre part, ont meurement conſideré, que pour la ſûreté de leurs Roïaumes & Provinces, il ſeroit d'une grande utilité que leur ancienne Amitié & Confiance fût retablie, en ſorte qu'il y eût une parfaite union d'Interêt & de Convenance, & une confidente communication entr'eux, à l'égard de toutes les Affaires qui pourroient arriver en Europe, & qu'on s'y entrepretât les mains fidelement, & qu'on convînt pour cet effet d'une Alliance Defenſive; & Sa M. le Roi de Danemarck étant informée que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances auroient envoïé ordre à leurs Miniſtres à Sa Cour, d'entrer en Conference avec les Miniſtres, qu'il plairoit à S. M. de nommer pour travailler à une telle Alliance Defenſive, a pareillement donné ordre à ſes Miniſtres; ſçavoir, le Sieur Conraed Comte de Reventlow, Seigneur de Friſenwoldt, Loyſtrup, Callöe & Clauſholm, Chevalier, Conſeiller Privé, & Grand Chancelier de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Siegfried de Pleſſen, Seigneur de Parin & Hoickendorff, Chevalier, Conſeiller Privé de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Knudt Thott, Seigneur de Knudſtrup & Gaunoe, Chevalier, Conſeiller Privé, & Député dans la Chambre de Finances de Sa Majeſté le Roi de Danemarck; le Sieur Chriſtian de Lente, Seigneur de Sarlhauſen, Chevalier Conſeiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majeſté le Roi de Danemarck; & le Sieur Chriſtian de Seheſted, Premier Secretaire & Conſeiller d'Etat de S. M. le Roi; pour entrer en Négotiation ſur ce ſujet avec le Sieur Hugo Greg Reſident de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne à la Cour du Roi de Danemarck, & avec le Sieur Robert Goes Seigneur de Bouchhorſtburg, Reſident de Leurs Hautes Puiſſances à la Cour du Roi de Danemarck, leſquels après diverſes Conferences, & après la Communication & Echange de leurs Plein-pouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivants. ANNO 1701.

I. Les Alliances Defenſives conclues entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, d'une part, & S. M. le Roi de Danemark d'autre part, le 3. de Novembre 1690. & le 3. de Decembre 1696. demeureront en leur vigueur, & ſont confirmées & renouvellées en tous leurs Points & Clauſes horſmis ce qui ſera changé par le preſent Traité.

II. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances promettent de païer ſans aucun rabais, faute, ou delai, les ſommes ſtipulées par la ſusdite Alliance de l'an 1696., en bonne monoïe d'Hollande à Amſterdam; la moitié auſſi-tôt que les Troupes dont il eſt parlé dans le dixiéme Article de ce Traité commenceront à marcher vers les Frontieres de Leurs Hautes Puiſſances, & l'autre moitié, ſix mois après: desquelles ſommes il ſe trouvera une Liquidation exacte à la fin de ce Traité.

III.

ANNO 1701.

III. Et comme il importe beaucoup pour les Traffiquans, que la Mer ſoit libre & ſûre, *S. M. le Roi de Danemarck promet à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & aux Etats Généraux que pour la ſûreté du Commerce, en cas qu'on vienne à une Guerre, Elle fermera tous les Ports & Havres de ſon Obéiſſance aux Armateurs & aux Vaiſſeaux de Guerre, à moins* que ces Vaiſſeaux de Guerre ne viennent pour convoier une Flotte de Vaiſſeaux Marchands; auquel cas ils auront libre entrée dans les Ports & Fleuves de S. M. mais non pas quand ils convoieront des Vaiſſeaux particuliers & detachez; Or une Flotte Marchande ne ſera reputée pour telle, que quand elle ſera de quarante Vaiſſeaux, ou au delà; & il ſuffira qu'elle ait été de ce nombre, en paſſant à la hauteur de la Pointe de Jutlande, ſans qu'il ſoit beſoin, qu'elle ſoit ſi nombreuſe, quand les Vaiſſeaux de Guerre entreront dans les Ports de Sa Majeſté, puiſque les Vaiſſeaux Marchans étant arrivez à cette hauteur, tirent vers le Sond, ou ſe diſperſent en pluſieurs Ports de Norvegue. Pour le reſte, on ſe rapporte au quatriéme Article Secret de l'an 1696.

IV. Sa Majeſté le Roi de Danemarck ne s'oppoſera plus contre le 9. Electorat; mais Elle promet de ſe conformer au contenu du 3. Article du Traité de 1696., & du 7. Article Secret dudit Traité.

V. S. M. le Roi de Danemarck ne prendra aucun Engagement, ni n'entrera en aucun Traité, par lequel la Paix du Nord puiſſe être troublée, ou par lequel un troiſiéme Parti ſe puiſſe former, ſoit dans le Nord, ſoit en Allemagne, ni ne fomentera de tels troubles, ſous pretexte d'y être engagé par des Traitez précedens: mais au contraire, S. M. tâchera d'empêcher, que des Traitez de cette nature ne ſe faſſent point en conformité du 4. Article de la ſusdite Alliance.

VI. S. M. le Roi de Danemarck ſtipule expreſſement la Liberté du Commerce pour ſes Sujets, en cas qu'on en vienne à une Guerre, & ne voulant pourtant pas permettre que des Etrangers commettent des fraudes, en ſe ſervant des Paſſeports Danois, on eſt convenu, qu'immediatement après la ſignature de ce Traité, on examinera la Convention qui fut faite l'an 1690. entre Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances d'une part, & Sa Majeſté le Roi de Danemarck d'autre part, au ſujet du Commerce en France, afin de changer cette Convention autant qu'il ſera neceſſaire, pour mieux prevenir les fraudes; & juſques à ce qu'on ſoit convenu d'un commun accord de ce changement, ladite Convention ſera retablie dans ſa premiere vigueur, & ſervira de Loi & de Regle pour ledit Commerce.

VII. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances promettent de païer à Sa Majeſté le Roi de Danemarck, trois cens mille Ecus de Subſides par an, tout le tems *que la Guerre durera*; & le païement s'en fera en bonne monoïe de Banque à Hambourg, tous les trois mois un quart de la ſomme ſtipulée. Et en cas qu'on n'en vînt pas à une Guerre, mais que les diſſenſions preſentes fuſſent aſſoupies par un Accommodement, & que pourtant les Troupes de Sa Majeſté le Roi de Danemark fuſſent actuellement en marche vers les Frontieres de l'Etat; Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances *ne laiſſeront pas de païer en tel cas, toutes les Levées desdites Troupes.*

Et ſi un Accommodement ſe faiſoit après la Ratification de ce Traité, mais avant la marche actuelle desdites Troupes vers les Frontieres de LL. HH. PP. S. M. le Roi de Danemarck ſe contentera d'un an de Subſide & d'un quart de la ſomme ſtipulée pour les Levées.

VIII. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne promet auſſi en particulier, de païer à Sa Majeſté le Roi de Danemarck ce qui lui eſt dû encore en vertu de la Convention de 1689., tant pour le transport des ſept mille Hommes en Irlande, qu'à l'égard de ce qui reſte à païer encore auxdites Troupes de leur ſolde en cas qu'on trouve par la Liquidation, qui s'en fera, que tout n'a pas été païé; & le decompte de l'un & de l'autre ſera fait dans un an après la Ratification de ce Traité; & le païement enſuite ſans aucun delay, dans la Ville de Hambourg.

IX. Et pour ôter toute pierre d'achoppement, Sa Majeſté le Roi de Danemarck veut bien deſiſter de toutes les pretenſions, qu'il pourroit avoir à la charge de LL. HH. PP. à condition que LL. HH. PP. s'obligent à païer pour S. M. les ſommes que la Province d'Hollande & la Ville d'Amſterdam pretendent d'Elle; & à reſtituer à ſadite Majeſté les obligations, que feu S. M. le Roi FREDERIC III. de glorieuſe memoire a données à la ſusdite Province & à la ſusdite Ville.

ANNO 1701.

X. S. M. le Roi de Danemarck promet de faire marcher au ſecours de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP., auſſi-tôt que le preſent Traité ſera ſigné, trois mille Cavaliers, mille Dragons, & huit mille Fantaſſins du Roïaume de Danemarck & du Païs de Holſtein, leſquelles Troupes ſeront dûëment montées & armées & pourvûës de leurs Officiers & Généraux. Lesdites Troupes feront ſerment de fidelité à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne & à LL. HH. PP. tout de même que les 7000. Hommes des Troupes Danoiſes firent ci-devant à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne quand elles entrerent en ſon ſervice. La Collation des Charges vacantes, & l'Adminiſtration de la Juſtice ſe fera ſur le même pied, qu'il a été pratiqué à l'égard desdits 7000. Hommes. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & LL. HH. PP. païeront pour la Levée desdites Troupes, 80. Ecus pour chaque Cavalier, 60. Ecus pour chaque Dragon, & 30. Ecus pour chaque Fantaſſin. La moitié de cet argent ſe païera auſſi-tôt que lesdites Troupes ſeront effectivement en marche vers les Frontieres de LL. HH. PP. & l'autre moitié quand elles ſeront effectivement arrivées ſur lesdites Frontieres. La Solde & le traitement de ces Troupes ſera ſur le même pied, que des autres Troupes de LL. HH. PP., à ſçavoir celle des Regimens ordinaires Danois, comme celle des autres Regimens ordinaires de l'Etat. Ce païement ſera mis entre les mains des Commiſſaires Danois pour en faire la diſtribution ſans aucun rabat ou diminution, & commencera du jour que lesdites Troupes ſe mettront en marche vers les Frontieres de l'Etat. Et s'il arrivoit qu'on trouvât à propos de tranſporter les Troupes qui doivent venir du Danemarck & du Païs de Holſtein en tout ou en partie par Mer vers le Païs de l'obeiſſance de l'Etat, ce tranſport ſe fera aux depens de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP.: & en cas de neceſſité, il ſera permis de ſe ſervir des Vaiſſeaux de S. M. le Roi de Danemarck, ou de ceux de ſes Sujets, pour faciliter & pour hâter ledit Tranſport. S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. pourront garder lesdites Troupes en leur ſervice, auſſi long-tems qu'ils le trouveront à propos; & quand ils les voudront renvoier, ils le feront ſçavoir à S. M. le Roi de Danemarck trois mois auparavant. Cependant ſi quelque Rupture ou Guerre ſurvient, lesdites Troupes continueront, nonobſtant cela dans le ſervice de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP. autant que la Guerre durera; à moins que S. M. le Roi de Danemarck ne fût attaqué dans ſes Roïaumes & Etats, pour leur avoir fourni lesdites Troupes, auquel cas S. M. le Roi de Danemarck ſe reſerve le droit & le pouvoir de les rapeller, auſſi-tôt qu'il le trouvera néceſſaire.

XI. En cas que par malheur, un, ou pluſieurs Regimens ou Compagnies desdites Troupes viennent à être ruinées, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent de païer ſans aucun delai, aux Colonels, ou aux Capitaines des Regimens ou Compagnies ruinées les Levées néceſſaires, pour les remettre ſur le même pied qu'auparavant. Et ſur la fin de la Campagne, les mêmes Recrûes ſeront païées aux Officiers Danois qui ſe païent aux autres Officiers de LL. HH. PP. afin que lesdites Troupes ſe puiſſent toûjours conſerver en bon état, pour être renvoïées un jour ſur un auſſi bon pied qu'elles ont été reçuës.

XII. Pareillement, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent, que ſi S. M. le Roi de Danemarck ſera attaqué, ou troublé dans la poſſeſſion de ſes Roïaumes, Provinces, Terres, Prérogatives, Peages, Navigations, Commerce, ou autres Droits, ils renvoieront promptement lesdites Troupes, en leur païant un mois de Gage pour les fraix de leur retour; lequel païement d'un mois de Gage ſera fait de même quand après la Paix, lesdites Troupes ſeront renvoïées; & outre cela, ils envoieront à S. M. le Roi de Danemarck le ſecours par Mer & par Terre ſtipulé dans les Articles Secrets du Traité de l'an 1690.; leſquels ſecours ils entre-

ANNO 1701. entretiendront durant la Guerre à leurs propres dépens ; S. M. le Roi de Danemarck n'étant obligé de fournir à ces Troupes, que le Pain & le Fourage.

XIII. Et pour rendre cette Alliance & Union d'autant plus parfaite, & pour ne laisser aucun scrupule aux Parties sur la certitude du secours qu'ils ont à esperer l'un de l'autre, de la maniere qu'il a été arrêté ci-dessus; on est convenu expressement, que pour juger à l'avenir, si le cas de cette Alliance existe, ou non; il suffira que quelqu'une des Parties soit actuellement attaquée par la force des Armes, sans qu'elle ait usé auparavant de force ouverte contre celui qui l'attaque : Mais cet Article ne sera applicable qu'aux occasions qui arriveront ci-après. Pour le present, le secours de 12000. Hommes marchera vers les Frontieres de LL. HH. PP. aussi-tôt que ce Traité aura été signé, comme il est dit dans l'Article X.

XIV. Et afin qu'il ne puisse à l'avenir arriver aucune brouillerie entre S. M. le Roi de Danemarck & LL. HH. PP. au sujet du Commerce, on est convenu aujourd'hui, que le Projet du Traité de Commerce & de Peage de l'année 1692. sur lequel on a traité premiérement à Copenhague, & puis après à la Haïe, sera reassumé, ajusté, conclu & signé en même tems que celui-ci.

XV. Cette Alliance durera pendant l'espace de dix ans, à compter du jour de la signature de ce Traité; & les Alliances de 1690. & 1696., étant renouvellées par ce Traité dureront le même tems de dix ans.

XVI. On conviera l'Empereur à entrer en cette Alliance; & si le Roi de Prusse, la Maison de Lunenbourg, ou celle de Hessen-Cassel demanderont à y être compris, il sera libre aux Hauts Contractans d'y consentir; quand ils seront convenus entre eux, des Conditions sur lesquelles lesdites Puissances y pourront être reçuës.

XVII. Pour le meilleur éclaircissement de toutes les Clauses de ce present Traité, qui concernent les Fraix de la Levée, de l'Entretien, du Transport, de la Marche, des Recrües, & du Retour des Troupes mentionnées dans l'Article X., il est expressement stipulé, que S. M. le Roi de la G. B. païera tous ces Fraix, lorsque lesdites Troupes seront dans son service, & que les Etats Généraux les païeront, lorsqu'elles seront dans le Service de LL. HH. PP.

XVIII. Les Ratifications du present Traité seront échangées à Copenhague à compter du jour de la signature de ce Traité en six semaines, de la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & en quatre semaines de la part des Etats Generaux.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y fait mettre les Sceaux de nos Armes.

H. GREG. (L. S.)

Fait à Odensée ce 20. de Janvier 1701.

II.

10. Fev. *Acte de Parlement pour étendre la Succession de la Couronne* d'ANGLETERRE, *& pour mieux assurer la Liberté des Sujets. Du* 10 *Fevrier* 1701.

D'AUTANT que dans la premiere année du Régne de Vôtre Majesté & de feuë nôtre très-gracieuse Souveraine la Reine MARIE d'heureuse Mémoire, un Acte de Parlement avoit été fait, intitulé, *Acte pour declarer les Droits & Libertez des Sujets & pour établir la Succession à la Couronne*, dans lequel, entre autres choses, il avoit été établi, déclaré, & passé en Loi, que la Couronne, & le Gouvernement Roïal des Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, seroient & continueroient dans Vôtre Majesté & ladite feuë Reine, pendant qu'ils vivroient conjointement & pendant la vie de celle qui survivroit, & qu'après le decès de Vôtre Majesté & de ladite Reine, ladite Couronne & Gouvernement Roïal seroient & demeureroient aux Héritiers issus du Corps de ladite feuë Reine, & au defaut d'une telle Lignée à son Alteſſe Roïale la Princesse ANNE de Dannemark & aux Héritiers issus de son Corps, & au defaut d'une telle Lignée aux Héritiers procréez par Vôtre Majesté. Et il fut d'ailleurs par là passé en Loi que toutes & chaque personne ou personnes, qui seroient alors ou dans la suite reconciliées au, ou qui auroient Communion avec le Siége ou l'Eglise de Rome, ou qui feroient profession de la Religion Papiste, ou qui se marieroient à des Papistes, seroient exclus & rendus incapables pour toûjours d'hériter, posseder ou joüir de la Couronne & du Gouvernement de ce Roïaume, de l'Irlande & des Domaines qui en dependent, ou d'aucune partie d'iceux, & d'avoir, se servir, ou exercer aucun pouvoir, autorité ou Jurisdiction Roïale dans iceux. Et que dans tous & chacun lesdits Cas, les Peuples de ces Roïaumes seroient & sont par là absous de leur fidelité, & ladite Couronne & Gouvernement descendroient successivement & seroient possedez par telle personne ou personnes, qui étant Protestans, auroient hérité & joüi d'iceux, au cas que ladite personne ou personnes, ainsi reconciliées, aïant communion, professant, ou se mariant comme dessus, fussent naturellement mortes. ANNO 1701.

Après avoir fait un tel Statut; & l'établissement qui y est contenu, les bons Sujets de Vôtre Majesté, qui ont été retablis dans l'entiére & libre possession & joüissance de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertez par la Providence de Dieu, qui a beni d'un heureux succès les justes entrepriſes, & les infatigables efforts que Vôtre Majesté a fait pour cela, n'avoient point à esperer ou à souhaiter un plus grand bonheur temporel, que celui de voir une Roïale Lignée venant de Vôtre Majesté (à laquelle, après Dieu, ils doivent leur tranquillité, & dont les Ancêtres ont été pendant une longue suite d'années, les principaux apuis de la Religion Reformée, & des Libertez de l'Europe) & de nôtre dite très-gracieuse Souveraine la Reine MARIE, dont la Mémoire sera toûjours precieuse aux Sujets de ces Roïaumes. Et comme il a depuis plû au Tout-Puissant de prendre à lui nôtre dite Souveraine, comme aussi le Prince GUILLAUME Duc de Glocester, qui faisoit toute nôtre esperance, & qui étoit le seul rejetton vivant de son Alteſſe Roïale la Princesse ANNE de Dannemarck; au deplaisir & au regret inexprimable de Vôtre Majesté, & de vosdits bons Sujets, qui reflechissant avec douleur par de telles pertes, qu'il depend entierement du bon plaisir du Tout-Puissant de prolonger les Vies de Vôtre Majesté & de son Alteſſe Roïale, & d'accorder à Vôtre Majesté, ou à son Alteſſe Roïale une Lignée qui puisse hériter la Couronne & le Gouvernement Roïal, comme dessus, selon les établissemens respectifs contenus dans l'Acte ci-dessus mentionné, implorent la Misericorde Divine, pour obtenir ces benedictions : Et lesdits Sujets de Vôtre Majesté aïant une experience journaliere du soin & de l'interêt que Vôtre Majesté prend pour la prosperité presente & future de ces Roïaumes, & particulierement par la recommandation que Vôtre Majesté a fait étant assise sur son Throne pour étendre la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, pour le bonheur de la Nation & la sûreté de nôtre Religion : Et étant absolument necessaire pour la sûreté, la Paix, & la tranquillité de ce Roïaume de prevenir en icelui tous les doutes & disputes, qui pourroient y survenir à cause de quelques pretendus títres à la Couronne, & de maintenir une certitude dans la Succession d'icelle, à laquelle vos Sujets puissent surement avoir recours pour leur protection, au cas que la Succession, établie par l'Acte susmentionné, vînt à finir. A ces causes pour une plus ample provision de la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, Nous les très-obeïssans & très-fideles Sujets de Vôtre Majesté les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes assemblez en ce present Parlement, suplions Vôtre Majesté qu'il soit établi & declaré, ainsi qu'il est établi & declaré par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes, assemblez en ce present Parlement & par l'autorité d'iceux, que la très-Excellente Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairiere d'Hannover, Fille de la feuë très-Excellente Princesse ELIZABETH Reine de Boheme, Fille de feu nôtre Souverain Seigneur le Roi JAQUES Premier d'heureuse Mémoire, soit, & est par celles-ci declarée

ANNO 1701. clarée être la plus prochaine à la Succeſſion dans la Ligne Proteſtante à la Couronne Imperiale, & à la Dignité deſdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, après Sa Majeſté & la Princeſſe ANNE de Danemarck & à defaut reſpectivement de Lignée de ladite Princeſſe ANNE, & de Sa Majeſté. Et que dès & après le decès de ſadite Majeſté à preſent nôtre Souverain Seigneur, & de ſon Alteſſe Roïale la Princeſſe ANNE de Dannemarck, & à defaut reſpectivement de Lignée de ladite Princeſſe ANNE de Dannemarck & de Sa Majeſté, la Couronne & le Gouvernement Roïal deſdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent avec l'Etat & Dignité Roïale deſdits Roïaumes, & avec tous les Honneurs, Qualitez, Titres, Regales, Prerogatives, Pouvoirs, Juriſdictions, & Autoritez qui en dependent, & qui leur apartiennent, ſera, & continuera à ladite très-Excellente Princeſſe SOPHIE, & aux Héritiers iſſus de ſon Corps, étant Proteſtans : Et c'eſt à quoi leſdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, au nom de tout le Peuple de ce Roïaume, ſe ſoumettent très-humblement & loïaument tant eux, que leurs Héritiers, & Poſterité, & promettent fidellement, qu'après le decès de Sa Majeſté, & de ſon Alteſſe Roïale, & à defaut d'Héritiers iſſus de leurs reſpectifs corps, ils ſoutiendront, maintiendront, & defendront ladite Princeſſe SOPHIE, & les Héritiers iſſus de ſon corps, étant Proteſtans ſelon la limitation & la Succeſſion à la Couronne ci-ſpecifiée & contenuë, de tout leur pouvoir, & aux depends de leurs Vies & de leurs Biens contre toute Perſonne que ce ſoit qui attentera quelque choſe au contraire.

Bien entendu toûjours, ainſi qu'il eſt établi par celles-ci, que toutes & chacune perſonne ou perſonnes, qui hériteront ou pourront hériter ladite Couronne, en vertu de la Limitation de ce préſent Acte, qui eſt, ſont ou ſeront reconciliées ou qui auront communion avec le Siége ou Egliſe de Rome, ou qui feront profeſſion de la Religion Papiſte ou qui ſe marieront à des Papiſtes, ſeront ſujets aux incapacitez, leſquelles, dans tous & chacun deſdits cas ſont declarées, ſtatuées, & établies par ledit Acte ſuſmentionné. Et que chaque Roi ou Reine de ce Roïaume, qui viendra ou ſuccedera à la Couronne Imperiale de ce Roïaume en vertu de ce préſent Acte, prendra le ſerment du Couronnement qui ſera adminiſtré à lui, à Elle, ou à Eux à leurs reſpectifs Couronnemens, ſelon l'Acte de Parlement, fait en la prémiere Année du Régne de Sa Majeſté, & de ladite feuë Reine MARIE intitulé, *Acte pour établir le ſerment du Couronnement*; & fera, ſouſcrira, & répetera la Déclaration mentionnée dans ledit Acte raporté en prémier lieu ci-deſſus, en la maniere & forme qui y eſt preſcrite.

Et d'autant qu'il eſt requis & neceſſaire de pourvoir plus amplement à la ſûreté de Nôtre Religion, de Nos Loix, & de Nos Libertez, dès & après le decès de Sa Majeſté, & de la Princeſſe ANNE de Dannemarck, & à défaut de Lignée reſpective, iſſuë du corps de ladite Princeſſe ou de Sa Majeſté, il eſt ſtatué par Sa Majeſté le Roi, par & avec l'avis & conſentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes aſſemblez en Parlement, & par l'autorité d'iceux.

„ Que quiconque viendra ci-après à la poſſeſſion „ de cette Couronne, ſe conformera à la Commu- „ nion de l'Egliſe Anglicane, ainſi qu'Elle eſt éta- „ blie par les Loix.

„ Qu'au cas que la Couronne & la Dignité Im- „ périale de ce Roïaume, vienne à tomber à quel- „ que Perſonne, qui ne ſera pas native de ce Ro- „ ïaume d'Angleterre, la Nation ne ſera point obli- „ gée de s'engager dans aucune Guerre pour la dé- „ fenſe de quelques Etats ou Territoires qui n'apar- „ tiendront point à la Couronne d'Angleterre, ſans „ le conſentement du Parlement.

„ Que nulle Perſonne qui viendra ci-après à la „ poſſeſſion de cette Couronne, ne ſortira des Do- „ maines d'Angleterre, d'Ecoſſe ou d'Irlande, ſans „ le conſentement du Parlement.

„ Que dès & après le tems que cette plus ample „ Limitation faite par cet Acte, aura lieu, toutes „ les matiéres & Affaires relatives au bon Gouver- „ nement de ce Roïaume, qui ſont proprement par „ les Loix & Coûtumes de ce Roïaume du reſſort „ du Conſeil Privé, y ſeront traitées & toutes les „ Réſolutions qui y ſeront priſes deſſus, ſeront „ ſignées par ceux du Conſeil Privé qui y donneront „ leurs avis & leur conſentement.

ANNO 1701.

„ Qu'après que ladite Limitation aura lieu, nulle „ Perſonne née hors des Roïaumes d'Angleterre, „ Ecoſſe, & Irlande, ou des Domaines qui en de- „ pendent, quoi qu'Elles ſoient naturaliſées ou „ deniſées, excepté ceux qui ſeroient nez de Pere & „ Mere Anglois, ſoit capable d'être du Conſeil Pri- „ vé, ou Membre de l'une ou l'autre des Chambres „ du Parlement, ou de jouir d'aucun Office ou Poſte „ de confiance ſoit Civil ou Militaire, ou d'avoir „ aucune conceſſion de Terres, Maiſons, ou Hé- „ ritages de la Couronne, pour lui-même, ou pour „ aucune autre ou autres en commiſſion pour lui.

„ Que nulle perſonne qui a un Office ou Charge „ de profit ſous le Roi, ou qui reçoit une penſion de „ la Couronne, ſera capable de ſervir comme Mem- „ bre de la Chambre des Communes.

„ Qu'après que ladite Limitation aura lieu, ainſi „ que deſſus, les Commiſſions des Juges ſeront „ faites, *tandis qu'ils ſe comporteront bien*, & leurs „ ſalaires aſſurez & établis : mais il ſera loiſible de „ les deplacer ſur une Adreſſe de l'une & l'autre „ Chambre du Parlement.

„ Que nul Pardon ſous le Grand Seau d'Angle- „ terre ne ſera reçû contre une Accuſation des „ Communes en Parlement.

„ Et d'autant que les Loix d'Angleterre, ſont les „ Droits naturels du Peuple d'icelle, & que tous les „ Rois & Reines qui monteront ſur le Trône de ce „ Roïaume, doivent le gouverner conformement „ auxdites Loix, & que tous leurs Officiers & Mi- „ niſtres doivent reſpectivement les ſervir ſelon les „ mêmes Loix : à ces cauſes leſdits Seigneurs Spi- „ rituels & Temporels & les Communes ſuplient „ auſſi avec humilité que toutes les Loix & Statuts „ de ce Roïaume qui tendent à aſſurer la Religion „ établie & les Droits & les Libertez du Peuple d'i- „ celui, & toutes autres Loix & Statuts dudit Ro- „ ïaume, qui ſont à preſent en force, puiſſent être „ ratifiez & confirmez : Et ſuivant cela les mêmes „ ſont par Sa Majeſté, par & avec l'avis & conſen- „ tement deſdits Lords Spirituels & Temporels & des „ Communes, & par l'autorité d'iceux, ratifiez & „ confirmez.

Proteſtation de la Ducheſſe de SAVOYE *contre l'Acte precedent.*

„ ANNE D'ORLEANS, Ducheſſe de Savoïe, „ Reine de Chypre, Princeſſe de Piémont, &c. „ & Princeſſe du Sang d'Angleterre par la Princeſſe „ Roïale de la Grande-Bretagne, HENRIETTE „ ſa Mere, fait une ſi haute eſtime de cette Prérо- „ gative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occa- „ ſion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute „ la Nation Angloiſe, comme un témoignage de la „ gloire qu'Elle en tire, d'avoir Droit à cet Auguſte „ Trône.

„ C'eſt pourquoi, étant informée qu'on a déli- „ béré de régler l'ordre de la Succeſſion à la Cou- „ ronne d'Angleterre, dans le Parlement préſente- „ ment aſſemblé, Elle repreſente au Roi, & à ce „ même Parlement, qu'en qualité de Fille unique „ de la feuë Princeſſe Roïale HENRIETTE ſa „ Mere, Elle eſt la premiére apellée, après le „ Roi GUILLAUME, & la Princeſſe de Danne- „ marck, ſuivant les Loix & les Coûtumes d'An- „ gleterre, qui ont toûjours préféré la Ligne la „ plus proche à la plus éloignée. Son Droit, „ étant ainſi reconnu de tout le monde, & incontes- „ table, n'a point beſoin de plus grandes preuves; „ mais Elle ne laiſſe pas de proteſter contre toute „ deliberation & deciſion contraire, en la meilleure „ & plus efficace maniére qui ſe puiſſe pratiquer „ en ſemblables cas : En quoi elle ſuit plûtôt la „ coûtume que la neceſſité, parce qu'Elle a une „ ſi haute idée de la ſageſſe & de la juſtice du Roi „ & du Parlement, qu'Elle ne doit rien craindre „ de leur part qui puiſſe jamais nuire à elle & à „ ſes Enfans.

III.

ANNO 1701.

III.

29. Mars. **Vergleich zwischen Herrn Fridrich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin / und der verwittibten Frau Hertzogin zu Mechlenburg Güstrau Durchl. Durchl. / wegen dieser ex Pactis dotalibus & Testamento dero Hochseel. Herrn Gemahls und sonsten habenden prætensionen. Hamburg den 29. Martii 1701. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 1055. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 185.]**

C'est-à-dire,

Transaction entre Frederic Guillaume, *Duc de* Mecklenbourg Suerin, *& la Duchesse* Douairiere *de* Mecklenbourg Gustrauw, *sur les Pretentions qu'elle avoit en vertu de son Contract de Mariage, du Testament du feu Duc son Epoux, & autres. A Hambourg le 29. Mars* 1701.

VON GOttes Gnaden Friedrich Wilhelm Hertzog zu Mecklenburg / cum tot tit.

Thun kund und bekennen hiemit / und in Krafft dieses für Uns / Unsere Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg ꝛc.

Demnach von der Röm. Keyserl. Majest. Unserm allergnädigsten Kayser und Herrn / wegen des durch den tödtlichen Hintritt des Durchl. Fürsten / Herrn Gustaph Adolphen / Hertzogen zu Mecklenburg / cum tot. tit. Unsers in GOtt ruhenden Vetters Lbd. vacant gewordenen Hertzogthumbs Mecklenburg Gustrow den ½. Jan. 1697. ein rechtliches Decisum ertheilet / und Uns die Possession besagt erledigten Fürstenthumbs cum omni causa darinn allergnädigst zuerkandt worden / wir auch dieselbe in besagtem Monath würcklich erlanget haben / seithero aber darüber sowohl mit dem Nieder-Sächs. Creyß-Directorio, als Unsers Herrn Vetters Hertzog Adolphs Friederichs zu Mecklenburg Lbd. in eine weitaußsehende Mißverständniß gerathen / welche nunmehro durch GOttes Gnade den 8sten dieses Monaths Martii glücklich terminiret worden / und dannenhero wir aus Freundvetterlichen Gemüthe bedacht seyn / wie wir Uns mit der Durchl. Fürstin / Frauen Magdalena Sibilla, verwittweten Hertzogin zu Mecklenburg / gebohrner zu Schleswig Holstein ꝛc. cum tot. tit. Unser freundlichen lieben Muhme / wegen dero ex Pactis dotalibus & Testamento vorermelten dero Hochsehl. Herrn und Gemahls Lbd. nach Maßgebung der Keyserl. Reiscriptorum de dato den 12 Jan. und 15. Febr. 1697. und sonsten zu fordern habenden prætensionen / vergleichen und abfinden mögen / daß wir darauf deßfallß mit Ihr. Lbd. und sie sich wieder mit Uns / nach zu dem Ende gepflogenen Tractaten / in aller Freundschafft auf Maasse und Weise völlig verglichen und vertragen / wie folget / nemlich: und

1.

Wollen wir die zwischen Ihr. Lbd. und dero Hochsehligen Herrn und Gemahls Lbd. zu Gottorff den 27. Novembr. Anno 1654. vollenzogene / und von Unsers Groß-Herrn Vaters Gnaden / dem Durchl. Fürsten / Hn. Adolph Friedrichen / Hertzogen zu Mecklenburg cum tot. tit. Christmildesten Gedächtniß / sub dato Schwerin den 22. Martii Anno 1655. confirmirte Pacta dotalia hierdurch wissend- und bedächtlich confirmiret und bestätiget haben. Als denn ANNO 1701.

2.

Ihrer Lbd. aus geregten Urkunden zu dero F. Unterhalt jährlich an Witthumbs-Geldern 12000. Rthlr. und wegen der Morgengabe-Gelder gleichfalls jährlich 300. Rthlr. an Zinsen zu fordern haben / so lassen wir es auch bey gedachter Summa der 12300. Rthlr. schlechter Dings bewenden / und werden selbige a die geschehener würcklichen evacuation, als termino a quo nachfolgend pacisciter massen passiret und angerechnet. Ob nun gleich

3.

Ihrer Lbd. zu dero Witthumb die bereits hiebevor in possession und völligen Besitz gehabte Aempter / Dargum und Stavenhagen mit allen deren pertinentien assigniret und eingeräumet worden / um erwehnte Gelder aus deren Nutzungen oder Einkommen zu erheben / dennoch aber gedachte Summe daraus bey weiten nicht abgeführet werden kan; so soll der Mangel aus andern Aembtern und gewissen Revenuen Unsers Hertzogthumbs Güstrau nachfolgender Gestalt ergäntzet und ersetzet werden. Allermassen es

4.

Derentwegen also verglichen / daß Ihr. Lbd. die Aempter / Dargum und Stavenhagen / mit allen deren Abnützungen / Einkommen und Gefällen / wie dieselbe immer Nahmen haben / und genossen werden mögen / nichts überall / als das Jus superioritatis oder territoriale, und was davon dependiret / nemlich Contributiones und Monath-Gelder davon ausgenommen / jedoch daß / an statt itztgedachter Monath-Gelder / Ihr. Lbd. von denen aus dem Zoll zu erheben habenden Geldern 400. Rthlr. Ihro decourtiren lassen / und dahingegen bemächtiget seyn sollen / solche Monath-Gelder / nach ihrem eigenen Belieben von denen Unterthanen einheben zu lassen / und zwar das Ampt Dargum für 3500. Rthlr. das Ampt Stavenhagen aber für 1600. Rthlr. jährlicher Abnützungen auf Abschlag obgedachter dero Witthumbs-Gelder annehmen und Ihro decourtiren lassen / wie denn auch den vor Güstrau belegenen Bau-Hoff ad dies vitæ, zumahlen Ihre Lbd. sich erkläret / die Wohnung zu Güstrau Zeit ihres Lebens behalten zu wollen / an statt jährlicher pension für 1400. Rthlr. behalten / und also diese Aempter und Bau-Hoff insgesampt für 6500. Rthlr. annehmen / und deroselben auch so hoch zugeschlagen worden. Was nun

5.

Ihrer Liebden Wohnung anlanget / lassen wir geschehen / daß sie dieselbe Zeit ihres Lebens auf dem Schlosse zu Güstrau gegen dero freund-muhmliches Erbieten / daß wir auf dero Witthumbs-Sitz dem Ampte Dargum Ihro die Wohnung nicht aptiren dörffen / behalten möge / wie dann Ihr Liebden darin weder von Uns noch den Unserigen auf keinerley Weise oder Wege turbiret oder beunruhiget werden sollen / und auf gleiche Arth und Weise behalten ad dies vitæ, auch Ihr Liebden den Stall / Wagen- und Reit-Hauß zu dero Besitz

ANNO 1701. unn Einhabung / jedoch / daß für Uns Unsere Zimmer und die gewohnliche Logementer und Gewölbe / für Unsere Cantzelleyen allezeit / der Marstall / Wagen = und Reit = Hauß aber / wenn wir da seyn / für Unsere Pferde und Wagen offen bleiben; Uber dem wollen wir Ihrer Liebden alles zu dero Hoff-Statt benöthigte Brenn = Holtz / ohne eintziges Entgeld / frey und zu rechter Zeit einfahren lassen / wozu gleichwohl auch die Unterthanen von dem Bau = Hoff / nach billiger proportion die Fuhren mit zu thun haben / die bis anhero zur Hoff = Statt gelieferte gewöhnliche Fische / sollen Ihrer Liebden / wann wir mit Unserer Hoff = Statt nicht zugegen seyn / zu genieſſen haben / zu Anschaffung des Heues auch / so dieselbe zu dero Marstall benöthiget seyn werden / wollen wir 20. Fuhren von Dargum ab nach Güstrau jährlich verrichten / desgleichen was an Streu = Stroh vom Bau = Hoff nicht kan genommen werden / von andern Höfen Ihrer Liebden anschaffen lassen. Solten sich

6.

Auch einige Casus fortuiti Zeit währenden Witthumbs = Besitzes / als Krieg / Mißwachs / Hagel-Schaden und dergleichen / welche durch Menschliche Fürsorge nicht können abgewandt und verhütet werden / zutragen / wodurch Ihr Liebden an den Intraden der Aempter und des Bau = Hofes einen Abgang oder Schaden leiden möchten / so soll es damit also gehalten werden / wie solches die Pacta dotalia anzeigen / und sonsten die Rechte verordnen. Alldieweil

7.

In Pactis dotalibus wörtlich enthalten / daferne etliche Zinsen und Nutzungen oder andere Stücke / so zu dem Witthumb gehörig / versetzet / oder sonst mit Pensionen oder andern Bürden beschweret wären / daß solche Witthumbs = Güter solcher und aller andern darauf stehenden Bürde entfreyet werden sollen. Und dann das Ampt Stavenhagen nicht allein mit einer Schuld beleget / und deßfalls zum Theil würcklich verhypotheciret / so daß es nicht völlig frey und ohngehindert genossen werden kan / sondern auch einige nutzbare pertinentien davon gar veräussert worden; Alß lassen wir geschehen / daß Ihr Lbd. solche veräusserte pertinentien / nach dero Belieben und Gefallen / reluiren / wie wir dann auf Ihr Lbd. Begehren mit denen possessoribus solcher pertinentien das pretium von Unser Cammer behandeln lassen / und in Krafft dieses / Uns anheischig und verbindlich gemacht haben wollen / daß wir oder Unsere Fürstliche Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg künfftig / bey wieder Abtretung dieses Ampts / Ihr Lbd. oder dero Erben das dafür gezahlte Geld und alle nach Billigkeit zu designirende extantes necessarias & utiles meliorationes bezahlen wollen und sollen. Alß

8.

Nach Behandlung der Abnützungen der Aempter Dargum und Stavenhagen / wie auch des Bauhofes / so sich von Dargum 3500. Rthlr. von Stavenhagen 1600. Rthlr. und von dem Bauhoff 1400. Rthlr. und also in allen 65000. Rthlr. beträget / annoch 5800. Rthlr. im Nachstande bleiben / und von andern Intraden Unsers Hertzogthumbs Mecklenburg = Güstrau ergäntzet werden müssen; So versprechen wir hiemit / daß solcher Nachstand aus Unsern Zoll zu Boitzenburg genommen / und quartaliter, nach proportion desselben in guter groben im Hertzogthumb Mecklenburg gäng = und gebiger Müntze / Mecklenburgischer Wehrung / den Rthlr. zu 48. Lßg. gerechnet / bezahlet werden soll. Wir wollen auch ANNO 1701.

9.

Bloß aus sonderbahrer gegen Ihr Lbd. tragenden Zuneigung / jedoch nicht als Hæres die 12000. Rthlr. species Capital, wofür Unser Elb = Zoll zu Boitzenburg bereits hafftet / durch diese Versicherung dergestalt mit übernehmen / daß die jährliche Zinsen auch an spec. Rthlr. richtig und unweigerlich bezahlet werden sollen. Damit aber auch

10.

Ihr Lbd. vorbesagter dero Prætensionen halber gesichert seyn mögen; Als verhypotheciren wir und setzen Ihr Lbd. zu einem wahren und unstreitigen Unterpfande das Hertzogthumb Mecklenburg Güstrow / und in specie Unsern Elb = Zoll zu Boitzenburg / und dessen Einkünffte / so weit nöthig / als woraus sie solche zu erheben haben / cum constituto possessorio & sub pacto executivo, auf allen Säumnis = Fall dero Vergnügung darauß auf alle Ihr Lbd. bequehm und zuträglich fallende Ahrt und Weise zu suchen / und sich selber bezahlt zu machen.

Letzlich versprechen wir hiermit über diesen Vergleich und Versicherung Ihro Kayserlichen Majestät allergnädigsten Consens und Confirmation, auf gemeine Kosten / allerunterthänigst zu erbitten / und solchen binnen 3. Monath anzuschaffen und einzureichen.

Wie denn auch Uhrkundlich wir diesen Vergleich und Versicherung für Uns und in Vormundschafft Unserer Herren Brüder Liebden Liebden und Unser eigenhändigen Unterschrifft vollenzogen / und mit Unserm Fürstlichen Insiegel corroboriret und bekräfftiget haben / und davon zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen. So geschehen zu Hamburg den 19den Martii 1710.

IV.

Sententia duplex Arbitralis, & quidem valde discordans per Plenipotentiarios LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris ab una, &* LUDOVICI XIV. *Regis Franciæ ab altera parte, in Causa Successionis Palatinæ inter* JOANNEM GUILLELMUM *Electorem Palatinum, &* ELISABETHAM *Ducissam Aurelianensem natamque Principissam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Mœnum die* 26. *Aprilis* 1701. 26. Avril.

[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 747. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 144. en Allemand sous la date du 16. Avril. THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag. 358. en Latin. Continuation des *Actes & Memoires de la Paix de Ryswick* pag. 668. en François.]

SACRA Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima, Pacis in Palatio Riswicensi trigesima die Mensis Octobris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo conclusæ, Articulo octavo electi & denominati Arbitri, ut sub hac qualitate, de Juribus seu prætensionibus Serenissimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensis contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum judicarent, vertentemque inter Serenissimas hasce Partes litem, secundum formulam Compromissi, Articulo separato ejusdemque Pacis Riswicensis Tractatui subjuncto,

ac

ANNO 1701. ac eadem quoque die acceptato, subscripto ac subsignato comprehensi, juxtaque Leges & Constitutiones Imperii decideret; Postquam de loco congressus inter utrosque altememoratos Arbitros convenisset, & Parti utrique locus ille, Civitas nimirum Imperialis Mœno-Francofurtensis, significatus fuisset, præfataque Sacra Cæsarea, & Sacra Regia Majestas Christianissima eodem misissent delegatos & specialibus ad id Mandatis instructos Plenipotentiarios suos, Fridericum Binder, Consiliarium Imperialem Aulicum, & Ulricum Obrechtum, Reipubl. Argentoratensis Prætorem Regium: Coram quibus die 26. mensis Octobris anni millesimi sexcentesimi nonagesimi noni, nomine Dominæ Ducissæ Libellus prætensionum seu petitionum suarum, adversus Dominum Electorem, designationem complexus, exhibitus, ac deinceps intra terminos Compromisso præfixos Fundamenta Partium deducta, atque ad eadem utrinque responsum, denique ad conclusionem causæ processum, ejusque decisio Sententiæ Arbitrii submissa, & Scripta isthæc respectivè ad deducendum, respondendum, concludendumque, Conclusio vero & Submissio ad notitiam, præscripto itidem modo ac terminis, vigore Decretorum à prædictis delegatis Plenipotentiariis interpositorum, Partibusque communicata, Actaque præsentibus earundem Plenipotentiario & Procuratore inrotulata fuerunt: Viso tandem & examinato utriusque Partis jure, de præfatis Dominæ Ducissæ Aurelianensis prætensionibus, secundum Leges & Constitutiones Imperii, juxtaque exhibita Acta & probata compromissoriali hac Sententia arbitrantur ac pronunciant:

Ex parte Sacræ Majestatis Cæsareæ.

I. Sereniſſimum Dominum Electorem Palatinum, Reum conventum à prætensionibus Sereniſſimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensis, Actricis, in Libello suo 26. Octobr. 1699. ad Arbitrium expositis, absolvendum.

II. Annuam, juxta Pacis Riswicensis Articulo VIII. solutam summam centum millium florenorum pro rata temporis à ratificata dicta Pace acceptorum Sereniſſimo Reo convento intra sex menses restituendam.

III. Sereniſſimam Dominam Ducissam Aurelianensem à Sereniſſimi Domini Electoris in sua 26. Febr. 1700. exhibita Responsione ad Libellum §. *Feuda emta &c.* instituta reconventione absolvendam.

IV. Eique, si aliquid, quod non ratione & respectu Electoratus, Principatuum & Ditionum Palatinarum à Sereniſſ. Fratre comparatum tanquam Patrimonium privatum prætendere velit, via juris ordinaria, in Foro competente & præscripto in Imperio modo petendi, liberam facultatem relinquendam esse.

Ex parte Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ.

II. Cum inter Sereniſſimas Partes utrinque in confesso sit, post obitum Sereniſſimi Electoris CAROLI ab Executoribus Testamenti ab eodem relicti, permittente Sereniſſimo Electore PHILIPPO GUILIELMO, Inventarium quoddam Bonorum Allodialium confectum esse, id vero in hoc Arbitrali processu productum non sit, ideo de ejus validitate vel invaliditate, itemque an plenam vel minus plenam Allodialium descriptionem contineat, judicari non potest; ejus tamen, undecunque recuperari poterit, Sereniſſima Domina Ducissa Aurelianensis copiam exigendi jus habet: Sereniſſimus vero Dominus Elector Palatinus modernus, ad novum Inventarium sive conficiendum, sive exhibendum jure non tenetur.

II. Si quæ Allodialia mobilia ejus generis ac qualitatis, prout in Libello Aurelianensi enumerantur, à Sereniſſimo Electore CAROLO tempore obitus sui possessa fuerunt, & vel adhuc penes Sereniſſimum Dominum Electorem Palatinum extant, vel in ejusdem aut Sereniſſimi Parentis sui rem usumve conversa, neque pretio soluto per eosdem redemta sunt, ea Dominæ Ducissæ Dominus Elector, sub fide Principis restituat, vel pecunia numerata solvat.

III. Sub eadem fide Principis Sereniſſimus Dominus Elector Sereniſſimæ Dominæ Ducissæ exhiberi & tradi curabit obligationes, Instrumenta, & Documenta literaria quævis alia, quibus ad exigenda debita, formandas prætensiones institutendasque & ANNO 1701. persequendas in Foro competenti Actiones contra quosvis debitores particulares Hæreditatis ab Electore Carolo relictæ opus habet: hisque debitoribus etiam annumerantur Communitates & Provinciæ Palatinatus ratione nominum obligationumque, ex privatis & peculiaribus Contractibus titulisque provenientium: Pecunia vero, quæ ab Electoribus CAROLO LUDOVICO ET CAROLO, ex eorundem privato Patrimonio & reditibus ordinariis, Cameræ Electorali mutuo data, vel in earundem Communitatum & Provinciarum conservationem utilitatemque expensa, uti & illa, quæ ex assignationibus à Sacra Cæsarea Majestate vel aliunde prædictis Electoribus concessis, ab iisdem Communitatibus debita est, eam secundum Constitutiones & observantiam Imperii justum est, ut cum usuris in Imperio consuetis Sereniſſimus Dominus Elector Palatinus per modum Collectæ extraordinariæ à prædictis Communitatibus & Provinciis exigat, ac Dominæ Ducissæ solvat: connumeratis etiam frumenti, vini aliarumque rerum fungibilium quantitatibus, quæ ex eisdem reditibus ordinariis Militi ad Palatinatum tuendum adhibito præstitæ sunt. Incumbit etiam Sereniſſimo Domino Electori Palatino, ut quæ apud Collectores Palatinatus tempore obitus Sereniſſimi Electoris Caroli reliqua, vel ab iisdem ex præcedentium annorum administratione debita fuerunt, Sereniſſimæ Dominæ Ducissæ præstet; eoque intuitu & ad debitorum istorum publicorum calculum subducendum, rationes sub regimine duorum præmemoratorum Electorum confectas, item colligendas, Regiſtra aliaque Documenta huc facientia eidem exhibeat.

IV. Quod ad immobilia attinet, Libello Aurelianensi inde ab Articulo incipiente: *Allodialia immobilia:* usque ad Articulum: FEUDA PIGNORATITIA: inclusive comprehensa; Cum in Actis Arbitrii, ex parte Sereniſſimæ Ducissæ Aurelianensis deductum sit, præter Palatinatum inferiorem Rheni eique annexum Electoratum, qui per Pacem Westphalicam Electori CAROLO LUDOVICO, cum pertinentiis suis restitutus, & vigore Aurearum Bullarum CAROLI IV. ET SIGISMUNDI Impp. post extinctam Lineam Simmerensem ad Lineam Neoburgicam devolutus est, Electorem CAROLUM alias insuper Ditiones tum Hæreditarias sive Allodiales, tum Allodialibus permixtas, nominatim Ducatus Simmerensem & Lauterensem, partemque Comitatus Sponheimensis possediſſe, quæ à Principibus prædictæ Lineæ Simmerensis, ante & post adeptum Electoratum, partim acquisitæ, aut in Feudum novum ac promiscuum receptæ, partim novis accessionibus, incrementis, & juribus auctæ, atque Principibus Simmerensibus per eandem Pacem Westphalicam separatim ab Electoratu & Palatinatu Inferiori Rheni restitutæ sunt: Sereniſſimus autem Elector Palatinus, Scriptis à sua parte Arbitrio exhibitis exceperit, hasce Ditiones perinde ut ipsum Palatinatum Inferiorem Rheni, successionis sive Electoralis sive Fidei commissariæ cum exclusione perpetua fœminarum, partem facere; allegatis in eam rem, sed non productis Investituris Cæsareis, itemque Familiæ Palatinæ Pactis, Dispositionibus testamentariis, Consuetudinibus & Statutis: quæ ex adverso tanquam dubiæ fidei partim rejecta, partim aliorum defectuum nomine impugnata sunt: ut Sereniſſimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensi ratione tum Allodiorum illorum, sive Ditionum Hæreditariarum, tum acquisitionum, accessionum & incrementorum, satisfiat, & simul secundum tenorem Pacis & Compromissi Risvicensis, litis inter Sereniſſimas Partes longius protrahendæ occasio præscindatur; rejecta ulteriori liquidatione, & Investituris illis Cæsareis, Pactis, Dispositionibus testamentariis & Statutis Familiæ Palatinæ, utpote quæ durante processu coram Arbitrio producta non sunt, suo loco relictis: medietas prædictorum Ducatuum Simmerensis, & Lauterensis partisque illius Comitatus Sponheimensis eatenus Dominæ Ducissæ adjudicatur, ut in ejus possessionem pro indiviso, ad æqualem fructuum juriumque & redituum perceptionem tantisper mittatur, donec ea medietas pecunia numerata redimatur: pretio inter Partes amicabili Conventione statuendo, vel si Partes de eo convenire nequeant, per Arbitros, quibus Compromisso Riswicensi executio Sententiæ demandata est, definiendo.

V. Denique reditus anni ultimi Sereniſſimus Dominus Elector Palatinus Sereniſſimæ Dominæ Ducissæ

ANNO 1701. ciſſæ Aurelianenſi, detractis oneribus ordinariis reſtituere jure tenetur: cæteros quidem indiſtinctè; Civiles verò, quorum tempore obitus Electoris CAROLI dies cedere incepit.

Deducentur autem à ſuperius adjudicatis, atque inprimis etiam à publicis Communitatum debitis, penſiones illæ annuæ ducentarum millium librarum Turonenſium, ſeu Centenorum millium florenorum Rhenenſium, quæ à Domino Electore Palatino Dominæ Duciſſæ Aurelianenſi hactenus ſolutæ ſunt, & usque ad executionem Sententiæ compromiſſorialis ſive ab Arbitris, ſive à Super-Arbitro latæ deinceps ſolventur.

Præſens hoc Laudum Sacræ Cæſareæ & Sacræ Regiæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum nomine & juſſu ſupra memorati Cæſareus, & Regius ad hanc cauſam delegati Plenipotentiarii, Juramento prius, ſecundum Legem Compromiſſi, corporaliter præſtito, in loco Congreſſus publicaverunt, manibusque & Sigillis ſuis ſubſcripſerunt & ſubſignarunt. Actum Francofurti ad Mœnum die 26. Aprilis 1701.

FRIDERICUS BINDER,
Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Imperialis Aulicus.

(L. S.)

ULRICUS OBRECHTUS,
Juris utriusque Doctor, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ in Republica Argentoratenſi Prætor.

(L. S.)

V.

6. Mai. **Aſſociations-Receſs zwiſchen beeden Löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Creyßen / worinnen einer des andern Nutzen und Wolfarth zu befördern / und das gemeinſame Intereſſe mutuo zu ſecundiren / und zu dem Ende ein gewiſſes Corpo zu unterhalten alle beyde verſprechen. Geſchehen auf denen zu Nürnberg und Ulm gehaltenen Creyß-Conventionen den 6. May. 1701. Mit dem Articulo Separato ſub loco & dato eod.** [LUNIG, **Teutſches Reichs-Archiv. Part Spec. Abtheil. II. pag. 374. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le** *Theatrum Europæum* **Tom. XVI. pag. 8. & dans** THUCELIUS **in** *Actis Publicis* **Part. I. pag. 642.**]

C'eſt-à-dire,

Recès d'Aſſociation entre les Cercles de FRANCONIE *& de* SUABE *par lequel ils ſe promettent de s'aider & ſecourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours ſur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Aſſemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai* 1701. Avec l'ARTICLE SEPARE' *Daté du même lieu & du même jour.*

ANNO 1701.

Zu wiſſen: Nachdem die beede löbl. Fränck- und Schwäbiſche Crayſe nicht nur von geraumer Zeit in guter Correſpondenz miteinander geſtanden / ſondern auch ſolche durch gewiſſe in Annis 1691. und 1692. errichtete Tractaten mehrers ſtabiliret / und ſich in ein auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gründendes Special-Fœdus mit der Condition eingelaſſen / daß ſolches ſo lang dauren ſolte / bis die damahlige höchſtgefährliche Conjuncturen ſich milderten und zu einem ſichern reputirlichen Frieden anlieſſen / da man ſo dann / der utrinque befindenden Convenienz nach / ſich miteinander weiters zu vernehmen hätte; und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 97. Jahrs der Fried zu Ryswick erfolget / dadurch aber dieſe Ober-Reichs-Crayſe und Lande des im währenden Krieg erlittenen groſſen Schadens und Ruins halber keineswegs ergötzet / ſondern mehrers als vorhin exponirt gelaſſen und zu äuſſerſten Gräntzen des Reichs gemachet worden; die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weitausſehend / daß man mehr als jemahln Urſach hat / ſich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Crayſen / zu Beybehaltung des ſo theuer erworbenen Ruheſtandes / wohl mit einander zu verſtehen / und disfalls getreulich zuſammen zu halten; als iſt nach verſchiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen Communicationen / eine Zuſammenſchickung beeder erſtgedachter löbl. Crayſe Hochfürſtl. Ausſchreib-Aembter und der dazu bevollmächtigten Geſandſchafften / anfänglich nacher Heydenheimb veranlaſſet / und ſich daſelbſt am 23. Novemb. 1700. auf geſambter Fürſten und übriger ſothaner beeder löbl. Crayſe Herrn Mit-Stände bedungene Ratification, gewiſſer Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber auf davon erſtatteten Bericht mit allerſeitig durchgehendem Belieben feſt geſtellet / und zu Aſſociationsmäßigem Schluß gebracht worden / wie hernach folget: Und zwar ſoll

1. Jeder Crayß des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / das gemeinſame Intereſſe mutuo ſecundiren / und an dem nichts unterlaſſen / was zu verbindlicher Cultivirung dieſer ſo vertraulichen Zuſammenſetzung dienet / anforderiſt aber ſolle man einander in allen Nothfällen beyſtehen / und communibus conſiliis & auxiliis Gefahr und Schaden / äuſſerſten Fleiſſes / abzuwenden trachten / vornehmlich auch alles dahin richten / und mit Schicken / und Schreiben / behöriger Orten / alles dienliche aufs nachdrücklich- und beweglichſte vorſtellen / daß

2. Der Ruheſtand in denen beeden Crayſen durch nichts troubliret / noch deſſen Fürſten und Stände in neue Motus, welche die obſchwebende Zeit und Läuffte leichtlich nach ſich ziehen dörfften / eingeflochten / ſondern in Ihrer Conſiſtenz ohne jemands Hindernüß verbleiben / und dabey gelaſſen werden mögen. Zu dem Ende dann

3. Zu deſſen deſto kräfftigern Manutenirung / nicht aber zu einiges Menſchen Offenſion / noch ferner eine proportionirte militariſche Verfaſſung von 14200. Mann dergeſtalt beyzubehalten / daß

4. Der löbl. Fränckiſche Crayß ſeine dermahlige 5. Regimenter als Erffa / Schnebelin und Schönbeck zu Fuß / jedes 1600. Dann Bayreuth zu Pferd und Auffeß Dragoner / jedes von 600 Köpffen / alſo zuſammen 6000. Mann; der löbl. Schwäbiſche Crayß aber ſeine 7. Regimenter / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürſtenberg und Würtz zu Fuß / jedes gleichfals von 1600. dann Erb-Printz Würtenberg / und Stauffenberg zu Pferde und Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / alſo zuſammen 8200. Mann an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen haben / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / forderiſt aufſtelle / auch nach erſtgedachter Proportion, bey ereigneter Neceſſität / dieſelbe augmentire / und darinn jedesmahls a Concerto, zwiſchen beeden löbl. Crayſen verfahren / auch um mehrerer zuverläßig- und Gewißheit willen / die reciprocirliche Muſterung der beederſeits übernommenen Contingentien / auf Verlangen / nicht difficultirt werde.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannſchafft / und disfalls

ANNO 1701. falls errichtende Ordonnanz, bleibet eines jeden Crayses Convenienz anheim gestellet / doch daß / so viel möglich / auch hierinn eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erheischenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen vorgebogen werden möge; So bleibet auch

6. Jedem löblichen Crayß über seine Völcker die eigene Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität aber lässet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löbl. Crayßen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfallenheiten und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen; Belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löbl. Creyß / wann beyderley Trouppes nicht beysammen stehen / durchaus allein / und zu freyer Disposition; Wann aber eine Conjunction beederseitiger Mannschafft geschähe / ist deme gemäß sich zu bezeigen / wie der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. diesfals mit sich führet. Nach Maßgab deren sich auch

9. Bey sich äusserndet Gefahr dem nothleidenden Crayß alle Assistenz mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten / und alle der gemeinen Ruhe zu wider lauffende und schädliche Sequelen nach sich ziehende Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderbliche March, Remarch, Still-Lager und Quartier zu verstehen / und hierinn dem den 18. Febr. dis Jahrs mit der löbl Kayserl. Hoff-Cammer zu Wien errichteten March-Reglement nachzugehen / auch so wohl bey beyder löbl. Crayse eigenen / als andern Troupes, zu beobachten / und gleichwie

11. Dis gantze Associations-Werck auf den Fuß der Executions-Ordnung üblichen Constitutionen sich gründet / also solle auch Krafft deren die Hülff-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Crayses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Crayses Contingent an Mannschafft und Pferden aus seinen eigenen Mitteln mit dem Ordonnantz-mäßigen Brod und Haber / desgleichen dem behörigen Monat-Sold / woraus der Soldat sich die übrige Nothdurfft anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch sein eigenes Commissariat verpfleget / mithin den Soldaten alle Ursach und Gelegenheit benommen werden / aus Mangel der nöthigen Provision und Solds / die Unterthanen und Landes-Ingesessene / in diesem oder jenem Crayß zu belästigen / unter dem Vorwand der Fouragirung allerhand Excesse zu verüben / wie dann das Landverderbliche Fouragiren auf die Früchte im Felde / nebst dem cantoniren und refraichiren in denen Dörffern / Flecken und Städten / gäntzlich verbotten seyn / das fouragiren aber auf Graß nicht anders / als mit guter Ordnung / nach der commandirenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / geschehen solle; Und hat dahero ein jeder Crayß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction, in Zeiten mit nothdürftigen Mehl-Haber- und Heu-Magazinen in einem bequemen Ort zu versehen / und auch zu ordentlicher Beybringung des Proviants zu denen Regimentern / bey seinen Trouppen ein Proviant-Fuhrwerck zu halten / um den Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein- und anderer Land-Fuhren nicht zu beschwehren / welche auch auf ein und andern sich äussernden veritablen Nothfall / nicht anders / als gegen Præstirung billigmäs-

siger Bezahlung / zu fordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officirern oder Commissariaten zu ergreiffen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder denen Beambten manierlich zu suchen / und nach deroselben machenden Repartition anzuschaffen sind / doch solle dem helffenden Crayß von demjenigen / dem die Hülffe zukomt / auf vorhergehende geziemende Requisition, Plätze zu vorgedachten Magazinen / an einem sichern und verschlossenen Ort / unentgeltlich eingeräumet / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prætension aber der freyen Quartier oder Services, vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter für die Pferde / und dergleichen gesucht werden / immassen solches alles / wann derglichen geschähe / für Excels zu achten / und von dem / der etwas expressen oder geniessen solte / zu bezahlen / und hat man einander reciprocè versprochen / daß / umb mit denen Magazinen desto besser aufzukommen / die Vivres und Fourage bey vorseyenden Kriegs-Operationen für die zu halten kommende Mannschafft einzukauffen wären / gegen des associirten löbl. Crayses Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Frembden / wie denen Einheimischen / in gleichem billichen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung gelieffert / deswegen dienliche Anstalt gemachet / und all solche in die Magazinen nomine publico verordnete Nothdurfft / jedoch daß damit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu Schulden komme / von denen Lands-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestaten / Zoll- und Mautfrey passirt werden sollen. Gleichwie dan nun

12. Mit dieser abgeredeten Verfassung es vornemlich diese Meinung hat / daß solche bey entstehenden Motibus für allen andern zur Defension der beeden Crayse employiret / und so lange sie deren hierzu von nöthen / nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder freye Winter-Quartier vor frembde / oder in solche Crayß nicht gehörige Trouppen / noch sonst einen anderwärtigen weitern Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / aufbürden lassen / sondern hat sich gegeneinander dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich aufs kräfftigste bearbeiten wolle. Wie dann

13. Da bey schon öffters erwehnter würcklicher Conjunction der Trouppen / noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderte / so solle dasselbe durch gütliche Zusammentretung geschehen / und auch sonst in allen eine vertrauliche Correspondenz zwischen beeden löblichen Creysen gepflogen / desgleichen sich von keinem Theil / ohne Vorwissen des andern / in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alterirt / oder davon / absque præscitu & consensu beeder Theile abgewichen werden.

Zu urkund und steter Vesthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recessus in duplo gefertiget / Creyß-gewöhnlicher massen / bey allgemeiner Creyß-Versamlung / von denen allerseitigen Landes-Vorsitzenden besiegelt / auch jedem löblichen Creyß ein Exemplar davon zugestellet worden; So geschehen bey beederseits annoch zu Nürnberg und Ulm vorwehrenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Joh. Lorentz Scharff. G. L. Treher.

Joh. Christohp Stand. G. L. Vülcker. Dr.

ANNO 1701.

Articulus Separatus.

Nachdem in dem fünffeen Articul des zwischen denen beeden löbl. Fränck- und Schwäbischen Creyß-Deputirten / den 23. Nov. 1700. zu Heidenheim entworffen / hernach mehrers extendirten und von beeden löblichen Creysen genehm gehaltenen Recess, versehen / daß bey ereigender Necessität das verglichene Assessociations-mäßige Quantum augmentiret / und darin zwischen erstgedachten beeden löblichen Creysen à concerto verfahren werden solle / und nun die dermahligen Zeiten und Läufften so bewand / daß den / durch die Association intendirenden Zweck zu erreichen / eine Verstärckung der beyderseits auf den Beinen habenden Miliz, ohne fernern Aufschub / vorzunehmen / vor nothwendig befunden worden; Als hat man sich noch weiters mit einander verstanden / vorher erwehntes Bundsmäßige Quantum der respectivè 6000. und 8200. Mann noch mit einem Drittel / und zwar den löblichen Fränckischen Crayß in Gemeinen / den löbl. Schwäbischen Creyß aber mit Aufstellung noch eines Regiments zu Fuß / von 1800. Köpffen / zu erhöhen / und die übrige 4. Regimenter zu Fuß / auch auf diese Anzahl zu setzen / bey solcher erhöhenden Verfassung aber von dato an 2. Jahr zu bestehen / und falls inzwischen die Conjuncturen sich nicht mildern solten / sich der Extension halber so dann fernerweit mit einander zu vernehmen. So geschehen zu beederseitig annoch zu Nürnberg und Ulm fortwährenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

VI.

Juin. *Manifeste de la Maison d'*AUTRICHE, *qui demontre clairement ses Droits à la Couronne d'Espagne.* [Sur l'Imprimé en feuille volante]

DEPUIS la mort du Roi Catholique PHILIPPE IV., toutes les fois qu'on a parlé de la Succession à ses Royaumes & Etats, il n'y a eu personne, tant soit peu versé dans les Affaires du Monde, si ce n'est quelques François, accoutumez selon le génie de la Nation à flater lâchement leurs Rois, qui n'ait été très-persuadé que le Roi Très-Chrêtien & tous ses Descendans étoient exclus à perpétuité de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne. Les fameuses Renonciations, faites depuis long-tems par les deux Infantes d'Espagne ANNE & MARIE-THERESE, dont la premiere qui étoit Fille de PHILIPPE III. fut mariée à LOUIS XIII., & la seconde qui étoit Fille de PHILIPPE IV., à LOUIS XIV., l'un & l'autre Roi de France, ont toûjours été tenuës par un chacun pour si claires, si amples, & si valides, que leur seule lecture, sans rien plus, a suffi à ceux qui aimoient la justice, pour les confirmer dans ce sentiment. Et si la curiosité a poussé quelques personnes à rechercher plus soigneusement les autres apuis qui par une plus grande precaution avoient été ajoûtez par les Rois d'Espagne & de France, par lesquels la chose étoit contractée, personne de bon sens n'a pû comprendre avec quelle assurance aucun homme, non seulement instruit de la veritable Religion & aïant la crainte de Dieu devant soi, mais doüé du seul bon sens, & qui ne voudroit pas renverser fondamentalement tous les Droits de l'humanité, ait pû ouvertement temoigner le moindre panchant d'attaquer, même legerement, tant de Conventions & Confirmations repetées des Traitez. Qui plus est, le même Roi Très-Chrêtien, après que la Guerre qu'il avoit entrepris depuis la mort du Roi PHILIPPE IV. contre quelques Provinces des Païs-Bas Espagnols fut assoupie, semble avoir souvent reconnu la validité de ces Renonciations, & s'être absolument defait de toute esperance à la moindre partie de la Monarchie d'Espagne, tant pour lui que pour ses Enfans; laissant le soin d'entrer en son tems dans cet héritage à ceux, auxquels il pouvoit échoir par differens cas, plus proches ou plus éloignez, selon l'ordre de la Succession reçû dans la Famille d'Espagne. C'est pourquoi, ce fut d'autant plus contre toute attente que l'on aprit il n'y a pas long-tems que du vivant même du Roi CHARLES II. le Roi Très-Chrêtien sollicitoit avec instance le Roi de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'obliger conjointement Sa Majesté Imperiale de partager avec lui la Succession d'Espagne, en cas de mort du Roi CHARLES SECOND sans posterité; & qu'il avoit même obtenu, suivant un Traité fait entre Eux pour cela, que Sa Majesté Imperiale y seroit appellée de leur part, & que tous les Princes & Etats de la Chrêtienté seroient invitez à joindre leurs forces pour garantir ce Partage. Mais depuis très-peu de tems il n'y a eu personne, qui n'ait été surpris & étonné de la Nouvelle qui a été bien-tôt verifiée par l'évenement, que le Roi CHARLES II. déja affoibli d'esprit, avoit été induit, comme étant le seul remede pour empêcher le Demembrement de la Monarchie Espagnole, de souscrire, de quelque maniére que cela ait été fait, un Testament, que d'autres lui avoient presenté contre son gré, par lequel, raportant les Rénonciations, dont on a parlé, au seul Dauphin de France & à son Fils aîné, le Duc D'ANJOU son second Fils étoit appellé à la Succession d'Espagne; que le Roi Très-Chrêtien avoit aussi acquiescé à cette telle quelle disposition, & que par son Autorité son Petit-Fils avoit commencé d'agir comme Roi d'Espagne, & s'en étoit allé dans ce Royaume-là, pour en envahir le Trône; Qu'aussi plusieurs Gouverneurs des Royaumes & Etats annexez ou sujets s'étoient soûmis à ses ordres, non sans un grand deplaisir secret de plusieurs, tant parmi les Espagnols que parmi les autres Sujets qui s'attendoient à toute autre chose. Depuis ce tems-là, presque tout le monde, depuis le plus grand jusques au plus petit, n'a également parlé que du tort extrême & sans exemple qu'on a fait, non seulement au Très-Auguste Empereur, à sa Très-Illustre Famille, & aux autres Maisons, qui selon l'ordre doivent succeder, mais à toute l'Europe ou plûtôt à tout le Genre humain. C'est pourquoi, joignant ensemble les Armes & les Conseils de tous les Etats & même de tous les hommes, sous la protection du Tout-Puissant, quand même l'Empereur ne le voudroit pas ou qu'il y resistât, il faloit vanger ce tort, & en même tems tâcher de garantir le salut public de l'extrême danger où il étoit reduit. Toutes ces choses sont tellement avoüées & connues à tous ceux qui ne negligent pas tout-à-fait les Affaires publiques, & dont l'esprit déreglé ne les a pas encore fait égarer, que si l'on devoit seulement avoir égard à ceux qui sont à present en vie, il ne seroit point du tout necessaire de travailler ou d'amasser avec soin les Raisons & Piéces necessaires pour publier davantage l'injustice des François, & pour prouver que la Sereniſſime Maison d'Autriche est la plus proche à la Succession d'Espagne, par le principal Droit, entre tous ceux qui de bon droit étoient proches parens du feu Roi CHARLES, tant à l'égard de la Parenté que des Alliances. Mais, comme il peut facilement arriver, que quelques circonstances, quoique très-dignes d'être sçûes, ne sont pas encore venües à la connoissance de tout le monde, & qu'il faut aussi en cette Affaire avoir de l'égard pour tous les simples ou les ignorans, & pour la posterité après nous, on exposera très-palpablement tout ce qui est arrivé, & on rendra éternelle la memoire des choses qui peuvent servir, tant à connoître de premier abord la justice de cette Cause, qu'à donner de la confusion & de la honte aux François mêmes & à leurs Adherans, & qui du moins peuvent reveiller les autres à éviter leurs piéges continuels, avec certaine esperance qu'étant lûës ou ouïes, ceux qui sont imprudemment tombez dans les filets par la tromperie d'autrui, tâcheront d'abord ensemble de s'en délivrer, & peut-être même que ceux qui ont brassé l'iniquité ou ceux qui sont connus y avoir donné volontairement les mains, reviendront de leur égarement. Et afin de plûtôt y parvenir, il sera bon de raporter en peu de mots pour premier fondement, comme une chose commune parmi les hommes, & qui est prise de la Raison naturelle même, & aprouvée parmi toutes les Nations, savoir qu'attendu la nécessité de l'introduction de la Vie Civile comme d'une forme, selon laquelle elle devoit être gouvernée par un seul ou par plusieurs, il a été dans une très-

ANNO 1701.

ANNO 1701. très-libre volonté de chaque Nation, là où la Principauté ou la Roïauté a été agréée, de la deferer à un seul homme, ou ensemble à toute la Famille qui en descendroit. En ce cas, la Succession de la Famille Roïale étant perpetuellement établie, selon l'âge, les degrez ou les lignes, soit avec l'exclusion totale des Femmes; après l'extinction de tous les Mâles, ou du moins de ceux qui auroient été dans la même ligne & le même degré; soit par leur admission; ou avec l'addition d'autres conditions relatives aux personnes Regnantes, à leur naissance, leur état ou leur mariage, & la maniére de regner, selon qu'il auroit été trouvé le plus à propos. Il n'est pas moins évident que la forme de la Succession étant une fois agréée, les Peuples & la Famille Roïale ne sont pas bornez en sorte qu'elle ne puisse, par le consentement mutuel de ceux qui survivroient dans un tems, être ou totalement abrogée ou en partie alterée, de sorte qu'on n'y puisse substituer ou une nouvelle forme de Republique ou une autre maniere de succeder, à laquelle toute la posterité est successivement obligée jusques à ce que de commun consentement on en ait de nouveau établi une autre.

Or nul Roi, ni autre Membre de la Famille Roïale, ni le Peuple, ne doit ou peut ôter à un Membre survivant de la Famille Roïale le Droit qui lui est actuellement devolu par la premiere ou la seconde Convention faite avec le Peuple, ni le frauder malgré lui de l'esperance qu'il a acquise par sa Naissance. Au reste, ce seroit être depourvû de toute raison, que d'oser revoquer en doute que les Princes & Etats qui se font la Guerre, renoncent, cedent, & transportent, pour l'amour de la Paix, & selon l'usage de tous tems & parmi toutes Nations, des Provinces & Royaumes, des Biens, & tous autres Etats presens, possedez par les Parties qui sont en Guerre & par leurs Sujets, ce qui s'étend même à des choses au delà de l'esperance; & même demandées à tort ou par Droit; & que tels Traitez & Transactions s'apuient du Droit des Gens, & qu'elles n'ont jamais été violées sans la ruine & l'execration du Genre humain. Par où semblablement il paroit, & l'usage de tous les siécles l'enseigne, qu'un Roi d'un Royaume peut aussi acquerir d'autres Royaumes & Etats, ensorte qu'ils soient unis ou assujettis au premier Royaume, & que les uns & les autres échoient à un & même perpetuel Successeur, ou qu'ils soient possedez selon l'ancienne raison de Succession qu'il y a dans chacun d'iceux, & selon aussi les autres Droits, & suivant cela ils parviennent souvent à differens Successeurs. Et qui plus est, qu'il y a souvent des Domaines ou Biens, de quelque prix qu'ils soient, qui apartiennent à un Roi ou à un Prince, par Droit d'un Domaine particulier ou de Patrimoine, dont ou lui même de sa propre volonté, ou en cas de sa negligence ou de sa remise, quelqu'un de ses Successeurs peut disposer, & même les attacher à sa Famille pour son utilité, par le lien d'un Fidei-Commis éternel, ce qui ne peut être ôté, enfraint, ou changé en aucune maniére que ce soit successivement par aucun des Successeurs, au dommage de ceux qui y sont appellez, sans l'intervention de leur consentement. Enfin, il n'y a aucun de ceux qui savent les Droits connus sur les Terres qui apartiennent à la Sainte Eglise Romaine, ou au Sacré Empire Romain, soit par Fief ou par d'autres raisons, qui puisse douter que toutes les Familles Nobles, & sur tout les Illustres, pour conserver ou augmenter leur lustre & pour prevenir toute dispute, en conservant en son entier & sans changement le Droit de Domaine direct ou Souverain, n'aient accoutumé de faire entre Elles certaines Conventions pour la Succession, qui sont ou pour toûjours, ou à tems, ou personnelles, sans qu'aucun s'y oppose, & qu'elles sont souvent confirmées par les souverains Pontifes & par les Empereurs, & qu'elles ne laissent pas aussi de subsister sans leur confirmation particuliére, pourvû qu'on n'y trouve rien qui tende à frauder l'Eglise ou l'Empire, & que par-là aussi les refutations qu'on appelle des Fiefs, leur apartiennent. Or en ces lieux-là les Renonciations des Filles nobles & illustres faites lors de leur Mariage, soit qu'elles soient générales ou limitées, & même connuës ailleurs, restent dans leur vigueur, & sont exactement observées, quoi qu'avant lesdites Conventions, il y ait dans la Famille une autre forme de succeder. Or, ce qu'on vient de dire sur les premiers Principes tirez du Droit, étant suffisant pour décider la Question dont on traite, il faut à present en second lieu examiner succinctement la maniere de succeder qui a été introduite dans la Monarchie d'Espagne, après qu'Elle est venuë, comme de plusieurs parties ou membres, comme en un corps, quoi qu'il semble qu'on ne doive point aussi tout-à-fait negliger ce qui a été particulierement établi de ces Provinces, qui sont tenuës en Fief par les Rois d'Espagne. Or en cette vûë nous devons raporter en même tems les moïens fort differens & même opposez, dont les Espagnols & les François selon la coûtume de ces deux Nations en presque toute autre chose, se sont servis pour établir la Succession, puisque ceux-ci ont depuis long-tems soûtenu avec un extrême soin par diverses raisons la Succession Masculine de la Famille Roïale selon les lignes, à l'exclusion de toutes les Femmes, non seulement du Royaume de France, mais même des Etats qui seroient venus en possession des Rois de France par le moïen des Femmes; Et qu'au contraire les Espagnols après les Mâles de la même ligne & du même degré, ont aussi admis les Femmes venant de la Famille Roïale, qui se marieroient cependant à tout autre, excepté qu'à aucun de ceux de la Famille de France; auquel cas, tant pour conserver l'égalité entre l'un & l'autre Royaume, que pour d'autres motifs, elles étoient éternellement éloignées avec toute la posterité Françoise, du consentement même de la France; la prerogative de l'âge subsistant ainsi dans les autres, tout de même que dans les Mâles de la Famille Roïale. Et comme à present même tout le monde convient de la partie principale de ce qu'on vient de raporter, & de son dernier usage, (quoique les Aragonois aïent par le passé communement soûtenu le Droit de la Parenté Masculine, ce qu'à présent on ne doit pas negliger,) il seroit superflu de s'y arrêter davantage pour la prouver, on rapportera & on soûtiendra seulement la verité de l'exception qui a été ajoutée, à laquelle il a plû aux François de s'opposer, en violant le Droit, par la convoitise d'étendre leur Domination, & laquelle tout recemment quelques Espagnols poussez par de pareils principes ont entrepris d'obscurcir & même de renverser, s'il avoit été possible, non seulement par écrit, mais par les Armes, contre les coûtumes propres & anciennes: ce que nous ferons successivement & amplement d'abord que nous aurons rapporté en troisiéme lieu, aussi brievement qu'il sera possible, la liaison de la Parenté & de l'Alliance qu'il y a entre l'une & l'autre Branche d'Autriche, assavoir d'Allemagne & d'Espagne. Il n'est pas même necessaire d'en faire ici une suite & un détail long & exact, mais il suffira de dire en abregé que tout de même que le Roi CHARLES a tiré son origine de l'Empereur CHARLES-QUINT, né en Flandres, & l'aîné de la Famille, ainsi Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. descend, par un ordre successif des deux côtez par des Parens presque toûjours de la même Famille, de l'Empereur FERDINAND I., Frere dudit CHARLES-QUINT, Infant & rejetton d'Espagne, qui faisoit les delices de leur Aïeul FERDINAND le Catholique; & l'un & l'autre tiroient leur origine de PHILIPPE, à cause de sa beauté, surnommé le Beau, Fils de MAXIMILIEN I. & de MARIE, Heritiére de Bourgogne, & de JEANNE Fille de FERDINAND & d'ISABELLE les Catholiques. C'est une chose encore assez recente que la Mére de Sa Majesté Imperiale, étoit MARIE Fille du Roi PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV., mariée à l'Empereur FERDINAND III. Pere de Sa Majesté Imperiale. Et ladite Majesté Imperiale a eu en Mariage MARGUERITE, seconde Fille du même PHILIPPE IV., & de sa Femme MARIE-ANNE d'Autriche, propre Sœur de Sa Majesté Imperiale, de laquelle il a eu MARIE-ANTOINETTE mariée à l'Electeur de Baviére, qui lui a enfanté un Fils, qui aïant à peine survecu six années à sa Mere, l'a suivie au Ciel. Et sa Sacrée Majesté Imperiale, après le decez de MARGUERITE d'Espagne a eu de l'Imperatrice MAGDELAINE Palatine plusieurs Enfans de l'un & de l'autre sexe que Dieu par sa bonté divine veüille conserver. Et comme l'on n'a pû se dispenser de cette courte Narration pour montrer le Droit de Sa Majesté Imperiale & de toute son Auguste Posterité Masculine & Feminine à la Succession d'Espagne; aussi le Roi Très-Chrêtien & ses Enfans ou son Frere n'en sont pas rejettez, comme

ANNO 1701.

ANNO 1701. si l'on nioit qu'ils fussent venus de Filles d'Autriche d'Espagne, puisque nous-mêmes en avons amplement parlé; mais parce que, ainsi que nous l'allons prouver, par ces mêmes Mariages François, sa Mere ANNE, & MARIE-THERESE Femme du Roi Très-Chrêtien, desquelles on a parlé, ont été éternellement exclusës avec toute la Posterité de France de quelque ordre, degré, ou sexe qu'Elle fût à l'infini, même en cas de Veuvage, de quelque partie que ce soit de la Monarchie Espagnole, par les Loix & Coûtumes d'Espagne, par les dispositions des Rois precedens & par les Conventions faites & jurées tant par Elles-mêmes, que par leurs Maris. Ceux qui savent comment par les plus anciennes Histoires Espagnoles, les Royaumes d'Espagne ne doivent jamais s'unir à la France, ni être gouvernez par aucun François ou Françoise, ne trouveront pas que ce soit une chose nouvelle, que par le passé les Peres & les Etats du Royaume, même par les Avis solemnels des Juges, très-célebres par la sainteté de leur vie, par leur doctrine & par la pratique des Affaires, & enfin par la volonté & concurrence de toute la Nation, ont preferé la Cadette à la Fille ainée des Rois d'Espagne mariée en France, & à ses Enfans, & ont pareillement donné la preference aux Enfans des Freres & Sœurs, nez de la Famille d'Espagne sur les Filles Roïales mariées aux François, & à leur Posterité, les excluant par ses Loix, par des Testamens & des Renonciations. Tant les Espagnols soigneux de la Liberté & de l'Honneur de la Patrie, avoient déja alors si ardemment à cœur qu'un Prince François ne devoit ni pouvoit commander aux Espagnols avec plus de Droit, que les François n'en donnent chez eux aux Espagnols pour y regner; & ce sous quelque nom ou pretexte que ce fût, & qu'on ne devoit même épargner aucun travail ni danger pour detourner les machinations contraires s'il y en avoit. Ce fut donc sur ce fondement que la soigneuse & sage prevoïance de PHILIPPE III. Aïeul Maternel de Sa Majesté Imperiale, poussé même par plusieurs autres nouvelles raisons, pour laisser d'autant moins de sujet de dispute, fit en sorte qu'il fut dressé un Contract de Mariage à Madrid en 1612. entre ANNE d'Autriche & LOUIS XIII. Roi de France, par les Ministres Espagnols & l'Ambassadeur d'Espagne, en presence de l'Archevêque de Capoüe de l'Illustre Famille des Gaetans & Legat du Pontife, de l'Ambassadeur du Grand Duc de Toscane comme Mediateur & Entremetteur, & de plusieurs Grands d'Espagne, Conseillers d'Etat, & d'une foule de Nobles, lequel Contract est de la teneur suivante.

AU Nom de la Sainte Trinité, du Pere, du Fils, & du benoît Saint Esprit, trois Personnes en un seul & vrai Dieu, pour sa gloire & service, & pour l'avancement de ces Royaumes. Soit notoire à tous ceux qui verront cette presente Ecriture & Instrument, contenant l'Accord & Traité de Mariage qui s'ensuit.

Comme ainsi soit qu'en la Ville de Madrid, Cour de Sa Majesté Catholique, en son Palais Roïal, le Mercredi 20. d'Août de l'An 1612. en la presence de l'Illustre Don Antoine Cayetan, Archevêque de Capoüe Legat à latere de nôtre Saint Pere le Pape PAUL V. *son Nonce Apostolique en ces Royaumes au nom de sadite Sainteté; & en la presence du Seigneur Comte Orso Delzi, Ambassadeur du Grand Duc de Toscane en ce qu'il possede; & en la presence des Seigneurs Ducs de l'Infantado & d'Alburquerque, des Marquis de Castel-Rodrigo & de Villa-Franca, tous quatre du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, du Duc d'Uzeda, Amiral de Castille, Prince de Tingri, du Duc de Maqueda, Duc de Peñaranda, du Duc d'Alba, du Duc Sessa, Duc de Feria, Duc de Montalto, Duc de Villa-Hermosa, Duc de Varaguas, de Don Juan de Idiaque Grand Commandeur de Leon, du Conseil d'Etat de sadite Majesté & President des Ordres, de Don Augustin le Mezie aussi du Conseil d'Etat, & du Licentié Don Diego Lopes de Ayala, aussi du Conseil d'Etat & Grand Chambellan de Sa Majesté, & de plusieurs autres Seigneurs & Chevaliers. Par devant moi Antoine d'Arostegny, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Secretaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de Sa Roïale Majesté Catholique: comparant l'Excellentissime Seigneur Don François de Sandoval, du lignage de Rozas, Duc de Lerma &c. &c. du Conseil d'Etat de Sa Majesté &c. &c. Gouverneur & Premier Maître d'Hôtel de Très-Haut & Triomphant* PHILIPPE *Prince d'Espagne &c: Au nom & comme Procureur de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince Don* PHILIPPE III. *de ce nom nôtre Seigneur, par la Grace de Dieu Roi de Castille &c: En vertu du Pouvoir que ledit Sieur Duc de Lerma a reçû de Sa Majesté Catholique, par Brevet & Provision signées de sa Roïale main, scellées de son Scel Roïal, & contresignées par moi susdit Secretaire Roïal, fait & passé à Saint Laurens de l'Escurial le 30. Juillet audit An, comme Roi, Pére, & legitime Administrateur de la Serenissime Infante sa Fille, & de la Majesté de la Reine* MARGUERITE *sa legitime Femme & Epouse, d'une part. Et d'autre part, comparant l'Excellentissime Seigneur* HENRI DE LORRAINE, *Duc de Mayenne & d'Eguillon, Pair & Grand Chambellan de France, & avec lui pour l'assister, sont personnellement presens & comparans le Sieur Vicomte de Puisieux &c, son Ambassadeur Extraordinaire d'autre part, exprès pour cet effet vers Sa Majesté Catholique; & le Seigneur Baron de Vaucelas, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Très-Chrêtienne: pour & au nom de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince* LOUIS XIII. *par la Grace de Dieu Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre, & de Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Dame* MARIE, *Reine Très-Chrêtienne de France & de Navarre sa Mére, Tutrice, & Regente en ses Royaumes. En vertu de leurs Pouvoirs qu'ils ont exhibez, & representez, écrits originairement en Langue Françoise, signez de leurs Roïales mains & scellez de leurs Sceaux Royaux, donnez & octroyez en leur Roïale Ville de Paris; c'est assavoir celui du Roi Très-Chrêtien le 17. du mois de Juillet de la presente année, & celui de ladite Reine Très-Chrêtienne du 19. desdits Mois & An; les Originaux desquels Pouvoirs dessus-dits demeurent par devers moi present Secretaire d'Etat, pour être inserez consecutivement après le present Ecrit. Ledit Duc de Lerme, au nom de Sa Majesté Catholique; & lesdits Sieurs Duc de Mayenne, Vicomte de Puisieux, & Baron de Vaucelas, au nom de leurs Majestez; comme Rois Très-Chrêtiens & Catholiques, auxquels touche le bien de leurs Royaumes, & pour assûrer la Paix de leurs Couronnes & de toute la Chrêtienté, laquelle a été observée depuis qu'elle fut conclue & arrêtée entre Sa Majesté Catholique le feu Roi Don* PHILIPPE II. *nôtre Seigneur, & Sa Majesté Très-Chrêtienne deffunt le Roi* HENRI IV. *Péres de Leurs Majestés Catholique & Très-Chrêtienne à present Regnants, desirant qu'Elle se perpetuë & continuë, non seulement durant la vie de Leurs Majestez; mais aussi de celle de leurs Descendans & Successeurs, Elles n'auroient estimé plus propre ni plus convenable moyen que celui des Mariages, ni qui fut de plus grande efficace, quand ils se peuvent accomplir par doubles & renforcez liens, moyennant la grace de Dieu, à l'augmentation de son divin Service; & même qu'avec le Mariage de l'Infante, & avec la benediction de nôtre Très-Saint Pére le Pape* PAUL V. *& l'entremise aussi du Grand Duc de Toscane, sont déja traitées & accordées les Epousailles & Mariages du Serenissime Prince d'Espagne Don* PHILIPPE, *avec la Serenissime* ISABELLE, *Sœur & Fille ainée de Leurs Majestez Très-Chrêtiennes: Comme aussi du Roi Très-Chrêtien* LOUIS XIII. *avec la Serenissime Infante, Dame* ANNE, *Fille ainée de Sa Majesté Catholique. Afin qu'avec ces nouveaux liens s'allient plus étroitement, & se confirme davantage, l'Amour, l'Amitié, & Fraternité qui est & qu'on desire être conservez entre Leurs Majestez, afin aussi qu'elles ressortissent leur plein & entier effet, les susdits Seigneurs Commissaires es Noms ci-dessus, en ce qui concerne le Mariage du Roi Très-Chrêtien avec la Serenissime Infante Dame* ANNE, *ont capitulé & consenti ce qui s'ensuit.*

Qu'avec la grace & benediction de Dieu, prealablement obtenuë Dispense de sa Sainteté, à raison des Proximitez & Sanguinitez qui sont entre le Roy Très-Chrêtien & la Serenissime Infante, si tôt qu'Elle aura atteint l'âge de douze ans accomplis, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage, par paroles de present, selon la forme & en la solemnité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine: Et se feront lesdits Epousailles & Mariage en la Cour, Palais, & Maison de Sa Majesté Catholique, où sa Serenissime Infante, Dame ANNE *fait sa residence; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roi Très-Chrêtien; & comme il sera fait, le Roi Très-Chrêtien le ratifiera & accomplira en Personne, quand la Serenissime Infante Dame* ANNE, *sera amenée & arrivée en France, Sa Majesté se joignant*

ANNO 1701.

ANNO 1701.

gnant avec Son Alteſſe : & ſe fera ladite ſolemnité des Epouſailles, ſoit par Pouvoir ſpecial ou en preſence, quand le tems de l'accomplir ſera concerté & arrêté entre Leurs Majeſtez.

Que Sa Majeſté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Sereniſſime Infante, Dame ANNE *en dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & paiera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne ou à celui qui aura pouvoir & commiſſion d'Elle, la ſomme de cinq cent mille Ecus d'or de la valeur de ſeize realles la piéce, & ce en la Ville de Paris un jour avant la celebration dudit Mariage.*

Que leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes s'obligeront d'aſſûrer, & aſſûreront le dot de la Sereniſſime Infante, Dame ANNE, *ſur rentes bien aſſûrées & bonnes, & ſur fonds & aſſignations valables &c.*

Que la Sereniſſime Infante Dame ANNE, *ſe tiendra pour contente & contentera du ſuſdit dot, ſans que par ci-après Elle puiſſe alleguer aucun ſien autre Droit, ni intenter aucune autre Action ou Demande, pretendant qu'il lui apartienne ou puiſſe apartenir autres plus grands Biens, Droits, Raiſons, & Actions pour cauſe des Heritages, & de plus grandes Succeſſions de Leurs Majeſtez Catholiques ſes Pére & Mére, ni pour contemplation de leurs Perſonnes conſiderables en quelle autre maniére, ou pour quelque cauſe & titre que ce ſoit, ſoit qu'Elle le ſçût ou qu'Elle l'ignorât ; attendu que de quelque qualité & condition que leſdites Actions & choſes ci-deſſus ſoient, Elle pourtant ne laiſſera d'en faire la Renonciation en bonne & dûë forme, & avec toutes les aſſûrances, formes, & ſolemnitez qui y ſeront requiſes & neceſſaires, laquelle dite Renonciation Elle fera avant que d'être mariée par Parole de preſent. Qu'Elle auſſi-tôt après la celebration du Mariage approuvera & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, avec les mêmes formes & ſolemnitez qu'Elle aura fait à la ſuſdite premiere Renonciation, voire avec les clauſes qu'ils verront être les plus convenables, & neceſſaires à l'effet & accompliſſement : de laquelle Renonciation Leurs Majeſtez demeureront & demeurent dès à preſent comme pour lors obligées. Et au cas qu'Elles ne faſſent ladite Renonciation & Ratification en vertu du preſent Contract par Capitulation, icelles ſuſdits Traitez, Renonciation & Ratification ſont tenuës & cenſées dez à preſent, comme pour lors, pour bien & denëment faites, paſſées, & octroiées. Ce qui ſe fera en la forme la plus authentique, & efficacieuſe que faire ſe pourra pour être bonnes & valables, enſemble avec toutes les Clauſes derogatoires des derogatoires, de quelconques Loix, Juriſdictions, Coûtumes, Droits, & Conſtitutions au contraires, ou qui empechaſſent du tout ou en partie leſdites Renonciation & Ratification, auxquelles à l'effet & validité que deſſus Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne dérogeront, & dez à préſent Elles y derogent entierement ; & pour l'Aprobation & Ratification qu'Elles feront dès à preſent comme dès lors Elles entendront & entendent avoir dérogé à toutes exceptions ci-deſſus.*

Que d'autant que Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne ſont venus & viennent à faire ces Mariages, afin de tant plus perpetuer & aſſûrer par ce fort nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté ; & entre Leurs Majeſtez l'amour & la fraternité que chacun eſpere entre Elles ; & en contemplation auſſi des juſtes & legitimes cauſes qui montrent & perſuadent l'égalité & convenance deſdits Mariages, par le moien deſquels, & moyennant la faveur & la grace de Dieu, chacun en peut eſperer de très-heureux ſuccès, au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux des deux Couronnes, comme auſſi par ce qui traite & importe au bien de la choſe publique & conſervation d'icelle. Conſideration de telle importance qu'il ſeroit à craindre que les occaſions qui ſe preſentent de tels Mariages, ne fuſſent prevenus ou tollez : donques attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons qui ſe pourroient dire ou alleguer : Leurs Majeſtez accordent & arrêtent par contract & pache conventionelle entre-Elles qui ſortira & aura lieu, force, & vigueur de Loi ferme & ſtable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes & de toute la choſe publique d'iceux. Que la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, Dame ANNE *& les Enfans procréez d'Elle, ſoient mâles ou femelles, & leurs Deſcendans premiers ou ſeconds, troiſiémes ou quatriémes, nez ci-après en quelque degré qu'ils ſe puiſſent trouver, voire à tout jamais, ne puiſſent venir ni ſucceder és Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations qui apartiennent & apartiendront à Sa Majeſté Catholique, & qui ſont compris au deſſous des Titres & qualitez mentionnées en cette preſente Capitulation, ni en aucun de ſes plus Grands Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Iſles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres que Sa Majeſté Catholique poſſede des à preſent ou qui lui apartiennent, ou pourront apartenir dedans & dehors le Royaume d'Eſpagne, que par ci-devant Leurs Majeſtez Catholiques & leurs aſcendans Predeceſſeurs eurent, poſſederent, & leur apartinrent, ni en tous ceux qui ſont compris en iceux ou dependant d'iceux, ni mêmes en tous ceux qui par ci-après en quelque tems que ce ſoit, Elles pourroient aquerir ou accroiſtre, ou ajouter aux ſuſdits ſiens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elles pourroient retirer, ou qui leur pourroient écheoir par dévolus ou par quelques autres têtres, Droits ou raiſon que ce ſoit ou qui puiſſe être ; encore que ce fut durant la vie de la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *ou après ſa mort, en celle de qui que ce ſoit de ſes Deſcendans premiers, ſeconds, ou troiſiémes nez, ou en quelque maniére qui puiſſe avenir ; ou que le cas ou les cas par leſquels ou par Droit ou par Loix & Coûtumes deſdits Royaumes Etats & Dominations, ſoit par diſpoſition du titre, par leſquels ils puiſſent ſucceder ou pretendre pouvoir ſucceder és dits Royaumes, Etats, & Dominations ; en tous leſquels ſuſdits cas des à preſent ladite Dame* ANNE *Infante, dit & déclare être & demeure bien & deuëment excluſe, enſemble tous ſes Enfans & Deſcendans, mâles & femelles ; encore qu'ils ſe vouluſſent dire ou puſſent dire, & pretendre qu'en leur Perſonne ne courent ni ne ſe peuvent & doivent conſiderer icelles raiſons comme de nulle valeur de la choſe publique, ni autres eſquelles ladite Excluſion ſe pourroit fonder, ou qu'ils vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que la ſucceſſion du Roi Catholique ou de ſes Sereniſſimes Princes & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a, ou pourra avoir pour ſes legitimes Succeſſeurs, eut manqué & defailli, par ce que comme en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniere qu'il pût avenir, Elle ni eux, ſes Hoirs & Deſcendans n'ont à ſucceder ni pretendre pouvoir ſucceder ſans prejudicier aux dites Loix, Coûtumes, Ordonnances, & diſpoſitions en vertu deſquelles il a ſuccedé en tous ſes Royaumes, Etats, & Seigneuries, que ce ne ſoit prejudicier auſſi à toutes les Loix des Lieux & Coûtumes de la Couronne de France ; leſquels au préjudice des Succeſſeurs en icelle n'empechent cette ſuſdite Execution, auſſi bien à preſent comme en tems, & en cas qui deferent leſdites Succeſſions. A toutes leſquelles conſiderations enſemble & à chacune en particulier d'icelles Leurs Majeſtez derogent en ce qu'elles contrarient ou empêchent le contenu en ce Contract, ou l'accompliſſement & execution d'iceluy. Et que pour l'Aprobation & Ratification de cette preſente Capitulation, Elles y derogeront & derogent, veulent & entendent que la Sereniſſime Infante, & les Deſcendans d'icelle, demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir ſucceder en aucun tems ni en aucun cas és Etats du Païs de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs apartenances & dependances, leſquels Provinces & Etats furent donnez par Sa Majeſté Catholique à la Sereniſſime Infante Dame* ISABELLE, *& qui doivent retourner à Sa Majeſté Catholique & à ſes Succeſſeurs. Pareillement auſſi ils declarent très-expreſſément qu'en cas que la Sereniſſime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne plaiſe) ſans Enfans de ce Mariage, qu'Elle demeurera libre & franche de la ſuſdite Excluſion, & partant declarée Perſonne capable de ſes Droits, & de pouvoir ſucceder en tout ce qui lui pourra apartenir ou écheoir, en deux cas ſeulement : ſi Elle demeurant veuve de ce Mariage & ſans Enfans, venoit en Eſpagne : l'autre, ſi par raiſon d'Etat pour le bien public & pour juſtes conſiderations Elle ſe ramarieroit par la volonté du Roi Catholique ſon Pére ou de Prince des Eſpagnes ſon Frére, eſquels deux cas Elle demeurera capable & habile à pouvoir ſucceder & heriter.*

Que ſi tôt que la Sereniſſime Infante, Dame ANNE, *aura accompli l'âge de douze ans, & avant que de celebrer le Mariage par paroles de preſent, Elle donnera, promettra, & octroyera ſon Ecrit, par lequel Elle s'obligera, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, à l'accompliſſement & obſervation de tout ce que deſſus, & de ſon excluſion & de celle de ſes deſcendans, aprouvant le tout ſelon comme il eſt convenu en ce preſent Contrat & Capitulation, avec les clauſes & juremens neceſſaires & requis : & en jurant cette preſente Capitulation & la ſuſdite Obligation & Ratification, que ſon Alteſſe aura faite & donnée, Elle en fera une autre pareille & ſemblable*

ANNO 1701. *ſemblable avec le Roi Très-Chrêtien, ſi tôt qu'Elle ſera mariée & épouſée, laquelle ſera enregiſtrée au Parlement de Paris ſelon ſa forme & teneur; comme auſſi dès à preſent Sa Majeſté Catholique fera aprouver & ratifier ladite Renonciation & Ratification en la forme accoûtumée, la fera auſſi enregiſtrer en ſon Conſeil d'Etat, & ſoit que leſdites Renonciations, Ratifications, & Aprobations ſoient faites dès à preſent en vertu de cette Capitulation & preſent Contrat, & du Mariage qui s'enſuivra, & en contemplation de toutes les choſes ſuſdites, Elles ſoient tenuës & cenſées pour bien faites & deuëment octroiées & paſſées.*

Que Leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes donneront à la Sereniſſime Infante, Dame ANNE *pour ſes bagues & joiaux juſques à la valeur de cinquante mille Ecus ſol &c. &c.*

Que Leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes ſelon l'ancienne & loüable Coûtume de la Maiſon de France, aſſigneront & conſtitueront à la Sereniſſime Infante, Dame ANNE, *pour ſon Douaire vingt mille Ecus d'or ſol par chacun an. &c. &c.*

Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera & aſſignera à la Sereniſſime Infante, Dame ANNE, *pour la dépenſe de ſa Chambre & entretenement de ſon Etat & de ſa Maiſon ſomme convenable & telle qu'apartient à Fille & Femme de tant de Grands & Puiſſans Rois &c.*

Que la Sereniſſime Infante aiant accompli les douze ans de ſon âge, ils épouſeront & marieront par Procureurs qu'envoiera le Roi Très-Chrêtien & la Sereniſſime Infante par Paroles de preſent. Ce qu'étant fait, Sa Majeſté Catholique la fera mener à ſes frais & dépens juſques à la Frontiére du Royaume de France &c. &c.

Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve & rompe entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne & la Sereniſſime Infante, Dame ANNE, *& que Son Alteſſe ſurvive Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en ce cas Elle s'en pourra retourner & retirer librement & ſans aucun empêchement és Royaumes d'Eſpagne &c. &c.*

Qu'attendu que le Traité & Pourparlé du preſent Mariage à été deſiré & puis concerté & promeu par Nôtre Saint Pére, & par ſes entremiſes acheminé en l'état où il eſt à preſent: ſera bien à propos de ſuplier ſadite Sainteté, comme dès à preſent Leurs Majeſtez la ſuplient, de trouver bon & avoir agreable d'en donner la benediction & intervenuë de ſon Autorité Apoſtolique; & ce preſent Contrat & Capitulation la vouloir aprouver & inſerer dans ſes Bulles, enſemble les approbations qu'en auroient faites Leurs Majeſtez & Son Alteſſe: auſſi avec les Ecritures & juremens qui ſont données & octroiées; Bref tout ce qui a été fait & paſſé pour l'accompliſſement & ſûreté d'icelui.

Que Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne aprouveront & ratifieront cette preſente Capitulation, promettront ſur la Parole & Foi de Roi, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cet effet leurs Brevets en la forme accoûtumée avec les derogatoires à quelconques Loix, Juſtices, & Coûtumes qui ſont ou ſeroient à ce contraires, & étant raiſonnable. Leſquels dits Brevets de Ratification de la preſente Ecriture, ils bailleront & delivreront l'un à l'autre reſpectivement dans deux mois, à compter du jour & de la date de la preſente, & ce par le moien des Ambaſſadeurs Ordinaires; ès Cours de Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne.

De tout ce que deſſus leſdits Sieurs Commiſſaires és dits Noms, promirent, conſentirent, & accorderent ſelon qu'il eſt contenu en la preſente Capitulation, s'y étant obligées Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne, enſemble ſon Alteſſe avec l'obligation & le lien de leur Foi & Parole de Roi qu'ils effectueront & garderont: commanderont qu'il ſoit gardé & accompli entiérement, ſans qu'en tout ou en partie il faille ou manque choſe quelconque, ni iront ni viendront au contraire; même ne conſentiront aller ni venir directement, ou indirectement, de quelque façon ou maniére que ce ſoit: car ainſi l'ont promis leſdits Commiſſaires en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majeſtez, à quoi furent preſens leſdits dénommez au commencement de cette Capitulation; & leſdits Seigneurs, prometans & octroians ce que deſſus, l'ont ſigné de leurs mains & de leurs noms, & me requirent que de toute cette Capitulation, je leur en baillaſſe Copie, & de toutes celles qui ſeront traduites & tranſlatées qui leur ſeront neceſſaires.

Ainſi ſigné, LE DUC DE LERME &c.
HENRI DE LORRAINE &c.

Par leſquels Articles l'excluſion illimitée à la Succeſſion d'Eſpagne, non ſeulement d'un Succeſſeur prochain au Royaume de France, mais de tout autre du Sang de France venant de ce Mariage & même du dernier & du plus éloigné de la Succeſſion de France, ou de celui abſolument rejetté à cauſe du Sexe feminin, ſans aucune diſtinction de Sexe, ordre ou degré, ne pouvoit être plus clairement exprimée, ni l'obligation qui y eſt attachée, pouvoit être plus étroitte. Auſſi aïant été confirmée avant & après la conſommation du Mariage, par l'Infante ANNE & par le Roi Très-Chrêtien même par de ſacrez Sermens, & aïant été enregiſtrée entre les Loix éternelles d'Eſpagne & de France, dans les Actes publics de l'un & l'autre Royaume, Elle n'a jamais depuis été revoquée en doute par aucun homme vivant. Au contraire, ſon utilité & ſa neceſſité ayant été murement conſiderée lorſque les Etats ou Ordres Généraux du Royaume s'aſſemblérent à Madrid en 1618., ils repreſenterent & ſupplierent le Roi PHILIPPE, qu'il confirmât de nouveau par une Loi perpetuelle cette Renonciation; & qu'en vertu d'icelle tous les Enfans en général de l'un & de l'autre Sexe, qui étoient venus ou viendroient de ce Mariage, fuſſent éternellement exclus de toute la Succeſſion d'Eſpagne. Et alors le Roi PHILIPPE, après avoir derechef examiné & murement peſé la choſe, fit & publia la Loi qu'on avoit demandée, dans laquelle ſont repetées, ainſi qu'il eſt rapporté dans le nouveau Code des Loix, imprimé à Madrid en 1640., l'exception faite en cas que le Mariage fut diſſout, & que l'Infante fut reſtée ſans Enfans, & la Renonciation jurée, ainſi qu'on l'a dit, de tout Droit à la Succeſſion dans les mêmes mots & termes dudit Contract de Mariage, & de la Renonciation qui y étoit relative ſous le titre qui ſuit.

Loi douzieme. Que Dame ANNE *Reine Très-Chrêtienne de France, & ſes Enfans & Deſcendans de ſon Mariage avec* LOUÏS XIII. *Roi Très-Chrêtien, ne puiſſent ſucceder aux Royaumes d'Eſpagne & ſes Dependances: Excepté le cas contenu dans cette Loi.*

Ce qui eſt exprimé dans le Contract de Mariage fait en 1659. entre l'Infante MARIE-THERESE, Fille de PHILIPPE IV. & LOUÏS XIV. à preſent Regnant en France, s'accorde entierement & eſt de pareille efficace avec celui qu'on vient de raporter, pour exclurre, par pluſieurs raiſons, tous Deſcendans François à l'infini, Mâles ou Femelles, de toute portion de la Monarchie d'Eſpagne; de ſorte que le Contract precedent ſuffiroit ſeul d'être vû, n'étoit qu'on a ajouté quelques nouvelles Clauſes pour declarer avec plus de force la volonté des Contractans, & pour faire, s'il étoit poſſible, de plus étroits engagemens dans le Contract ſuivant.

„ AU nom de la très Ste. Trinité, Pere, Fils, & „ St. Eſprit, trois perſonnes en un ſeul Dieu „ veritable, à ſon honneur & gloire & au bien de „ ces Royaumes; ſoit notoire à tous ceux qui ces „ preſentes Lettres verront, & cet Accord de Mariage: Que comme en l'Iſle appellée des Faiſans, „ ſituée dans la Riviere de Bidaſſoa, à demi lieuë „ du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, & „ autant de la Ville d'Irura, en la Province de Guipuſcoa, & dans la Maiſon qui a été cette année „ bâtie en ladite Iſle, pour y traiter de Paix, entre „ leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique, „ ce jourd'hui ſeptiéme du mois de Novembre de „ l'année que l'on compte, depuis la naiſſance de „ Jeſus Chriſt, Nôtre Seigneur & Redempteur, mil „ ſix cent cinquante neuf. Par devant moi Pedro „ Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, „ Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de „ Junchillers, du Conſeil des Indes, Secretaire d'Etat, Eſcrivain, & Notaire de la Catholique Royale Majeſté; ont comparu, très-Eminent Seigneur Meſſire Jules Mazarini, Cardinal de la Ste. „ Egliſe Romaine, Duc de Mayene, Chef de tous „ les Conſeils du très-Excellent, & très-Puiſſant „ Prince LOUÏS XIV. par la grace de Dieu Roi „ Très-Chrêtien de France & de Navarre, en vertu „ du Pouvoir qu'il a de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, écrit en Langue Françoiſe; ſigné de ſa Royale

„ main,

ANNO 1701. „ main, & ſcelé de ſon Scau Royal, contreſigné „ par ſon Secretaire d'Etat, le Sieur de Lomenie; „ donné à Paris le vingt uniéme jour de Juin 1659. „ lequel Pouvoir eſt demeuré en mes mains, & „ dont la copie ſera inſerée à la fin des preſentes, „ d'une part: Et de l'autre, très-Excellent Seigneur „ Don Louïs Mendez de Haro & Guzman, Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux & Arſenal „ de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, „ du Conſeil d'Etat de Sa Majeſté Catholique, „ Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantare, Gentilhomme de la Chambre de ſadite Majeſté, & „ ſon Grand Eſcuyer. Et au nom du Très-Haut, „ très-Excellent, & très-Puiſſant Philippe IV. „ auſſi par la grace de Dieu Roi de Caſtille, Leon, „ Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Portugal, de Navarre, & des Indes, &c. Archiduc „ d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & „ de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandre, & „ de Tirol, &c. & en vertu du Pouvoir qu'il a de „ Sa Majeſté Catholique, par Acte ſigné de ſa main „ Royale, ſeelé de ſon Sçeau Royal, & contre-ſigné „ par Don Fernand de Fonſeca Ruyz de Contreras, „ ſon Secretaire d'Etat; fait à Madrit le cinquiéme „ jour de Juillet de la preſente année; comme Roi, „ Pere, & legitime Adminiſtrateur de Sereniſſime Infante Dame Marie-Therese, la Fille ainée „ de la Majeſté de la feuë Reine Elisabeth ſa „ legitime Eſpouſe. Et le dit Seigneur Cardinal „ Mazarini, au nom de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; „ & le dit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de „ Sa Majeſté Catholique, uſans de leurs Pouvoirs „ ſuſdits, ont dit & déclaré que leurs Maîtres, „ comme Rois Très-Chrêtien & Catholique, qui „ ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & „ d'affermir la Paix, qui s'établit aujourd'hui entre „ les deux Couronnes; deſirans que la durée de cette Paix ne s'étende pas ſeulement à celle de la vie „ de leurs Majeſtez, mais paſſe avec la même fermeté „ à leurs Succeſſeurs & Deſcendants; & jugeant que „ le plus efficace moyen pour parvenir à cette ſaincte „ fin, eſt de renoüer étroitement leurs Alliances „ par le lien d'un Mariage: leurs Majeſtez avec la „ Grace de Dieu, & à ſon ſervice ont traité & accordé les Epouſailles & Mariage de Sa Majeſté „ le Roi Très-Chrêtien, avec la Sereniſſime Infante „ Dame Marie-Therese, Fille ainée de Sa „ Majeſté le Roi Catholique; afin de confirmer davantage, par ce nouveau nœud, l'amour, l'amitié, & l'union qui eſt, & que l'on deſire conſerver entre leurs Majeſtez. Et pour cet effect, leſdits Seigneurs Plenipotentiaires, aux noms ſuſdits, „ ont traitté & accordé les Articles qui ſuivent:

„ I. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, & „ prealablement obtenüe Diſpenſe de ſa Saincteté, à raiſon de proximité & conſanguinité, qui „ eſt entre le Roi Très-Chrêtien, & la Sereniſſime „ Infante, ils faſſent celebrer leurs Eſpouſailles & „ Mariage, par paroles de preſent, ſelon la forme „ & ſolemnité preſcrite par les ſacrez Canons, & „ Conſtitutions de l'Egliſe Catholique, Apoſtolique, & Romaine. Et ſe feront leſdites Eſpouſailles & Mariage en la Cour de Sa Majeſté Catholique, où Elle ſera, avec la Sereniſſime Infante Dame Marie-Therese; & ce en vertu „ du Pouvoir & Commiſſion du Roi Très-Chrêtien, „ qui le ratifiera & accomplira en perſonne, quand „ la Sereniſſime Infante Dame Marie-Therese, ſera amenée en France; Sa Majeſté ſe „ joignant avec ſon Alteſſe, & recevant les benedictions de l'Egliſe: Et la concluſion & ratification „ dudit Mariage, ſoit par Pouvoir ſpecial, ou en preſence, ſe fera quand & dans le tems accordé & „ concerté entre leurs Majeſtez.

„ II. Que Sa Majeſté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Sereniſſime Infante Dame Marie-Therese, en „ Dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & payera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à celui qui aura Pouvoir ou Commiſſion d'elle, la ſomme de cinq cent mille Eſcus „ d'or ſol, ou leur juſte valeur, en la Ville de Paris. Et la dite ſomme ſera payée en la maniere „ ſuivante: le tiers, au temps de la conſommation „ du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année depuis la dite conſommation; & la derniere troiſiéme „ partie, ſix mois après: en ſorte que l'entier payement de ladite ſomme de cinq cent mille Eſcus „ d'or ſol, ou leur juſte valeur, ſera faite en dix „ huit mois de tems, aux termes & portions, qui „ viennent d'être ſpecifiées. ANNO 1701.

„ III. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne s'oblige „ d'aſſûrer, & aſſûrera le Dot de la Sereniſſime Infante Dame Marie-Therese, ſur rentes „ bonnes & bien aſſurées, & ſur fonds & aſſignations „ valables.

„ IV. Que moyennant le payement effectif fait à „ Sa Majeſté Très-Chrêtienne des dits cinq cent „ mille Eſcus d'or ſol, ou leur juſte valeur, aux „ termes qu'il a été ci-devant dit, la dite Sereniſſime „ Infante ſe tiendra pour contente, & ſe contentera „ dudit Dot, ſans que par ci-après elle puiſſe alleguer aucun ſien autre Droit, ni intenter aucune „ autre action ou demande, pretendant qu'il lui appartienne, ou puiſſe appartenir autres plus grands „ Biens, Droits, raiſons, actions, pour cauſe des „ heritages & plus grande ſucceſſion de leurs perſonnes en quelque autre maniere, ou pour quelque cauſe & tître que ce ſoit, ſoit qu'elle le ſceut, „ ou qu'elle l'ignorât; attendu que de quelque qualité & condition que leſdites actions & choſes ci-„ deſſus ſoient, elle en doit demeurer excluſe, & „ avant l'effectuation de ſes Eſpouſailles, elle en „ fera la Renonciation en bonne & deûe forme, & „ avec toutes les aſſûrances, formes, & ſolemnitez „ qui ſont requiſes & neceſſaires: Laquelle dite „ Renonciation elle fera avant que d'eſtre mariée, „ par parole de preſent; qu'elle, auſſi-tôt après la „ celebration du Mariage, approuvera & ratifiera „ conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, avec „ les mêmes formes & ſolemnitez qu'elle aura fait à „ la ſuſdite prémiére Renonciation, voire avec les „ clauſes qu'ils verront eſtre les plus convenables & „ neceſſaires: A l'effect & accompliſſement de laquelle Renonciation, Sa Majeſté Très-Chrêtienne „ & Son Alteſſe demeureront & demeurent dès à „ preſent, comme pour lors obligez; & au cas qu'elles ne faſſent ladite Renonciation & Ratification, „ en vertu du preſent Contract, par Capitulation, „ Iceux ſuſdits Traitez, Renonciation & Ratification, „ ſeront tenus & cenſez dès à preſent, comme pour „ lors, pour bien deüement faits, paſſez & octroyez: „ Ce qui ſe fera en la forme la plus autentique & „ efficace que faire ſe pourra, pour être bonnes & „ valides; enſemble avec toutes les Clauſes dérogatoires de quelconque Loi, Juriſdiction, Coûtume, „ Droits, & Conſtitutions, à ce contraires, ou qui „ empêchaſſent du tout, ou en partie, leſdites Renonciations & Ratifications; Auxquelles, à l'effet „ & validité que deſſus, leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique derogeront, & dès à preſent „ elles y derogent entierement: Et par l'Approbation „ & Ratification qu'elles feront de ce préſent Contract & Capitulation, dès à préſent comme dès „ lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à „ toutes exceptions ci-deſſus.

„ V. Que d'autant que leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique ſont venuës & viennent „ à faire ce Mariage afin de tant perpetuer & aſſûrer „ par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté, & entre leurs Majeſtez, l'amour & la fraternité, que chacun eſpere entre elles; & en contemplation auſſi des juſtes & legitimes cauſes, qui „ montrent & perſuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel & moyennant „ la faveur & grace de Dieu, chacun en peut eſperer „ de très-heureux ſuccez au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & „ benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux des deux Couronnes; comme auſſi pour ce „ qui touche & importe au bien de la choſe publique, „ & conſervation des dites Couronnes; leſquelles „ étant ſi grandes & puiſſantes, ne puiſſent être reünies en une ſeule, & que dès à preſent on prenne „ les occaſions d'une pareille conjonction: Donques, attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons, & notamment celle de l'égalité qui ſe „ doit conſerver, Leurs Majeſtez accordent & arrêtent, par Contract & Pacte conventionel entre „ Elles, qui ſortira, & aura lieu, force, & vigueur „ de Loi ferme & ſtable à tout jamais, en faveur de „ leurs Royaumes, & de toute la choſe publique „ d'iceux; que la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, „ Dame Marie-Therese, & les Enfans pro-

„ créez

ANNO 1701. „ créez d'elle, ſoit mâles ou femelles, & leurs Des-
„ cendans, prémiers ou ſeconds, trois ou quatre,
„ nez ci-après, en quelque degré qu'ils ſe puiſſent
„ trouver, voire à tout jamais, ne puiſſent ſucceder,
„ ni ſuccedent és Royaumes, Etats, Seigneuries, &
„ Dominations, qui appartiennent & appartiendront
„ à Sa Majeſté Catholique, & qui ſont compris au
„ deſſous des Titres & Qualitez mentionées en cette
„ preſente Capitulation, ni en aucun de ſes autres
„ Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Iſles
„ adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres
„ que Sa Majeſté Catholique poſſede dès à preſent,
„ ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir,
„ tant dedans, que dehors le Royaume d'Eſpagne;
„ & qu'à l'avenir ſa dite Majeſté Catholique, ou
„ ſes Succeſſeurs, auront, poſſederont, & leur apar-
„ tiendront; ni en tous ceux qui ſont compris en
„ iceux, ou dependent d'iceux; ni même en tous
„ ceux qui par ci-après, en quelque tems que ce
„ ſoit, elle pourroit acquerir, ou accroître, & ajouter
„ aux ſuſdits ſiens Royaumes, Etats, & Domina-
„ tions, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui lui pour-
„ roit échoir par devolution ou par quelques autres
„ Tîtres, Droits, ou Raiſons que ce puiſſe être,
„ encore que ce fut durant la vie de la dite Sereniſſi-
„ me Infante Dame MARIE-THERESE, ou
„ après ſa mort, en celle de qui que ce ſoit de ſes
„ deſcendants, premiers, ſeconds, troiſiémes nez ou
„ ulterieurs, que le cas ou les cas, par leſquels, ou
„ de Droit, ou par les Loix & Coûtumes deſdits
„ Royaumes, Etats, & Dominations, ſoit par diſ-
„ poſitions de Tîtres, par leſquels ils puiſſent ſuc-
„ ceder, ou prétendre pouvoir ſucceder és dits Ro-
„ yaumes, Etats, ou Dominations, leur dût appar-
„ tenir la Succeſſion, en tous leſquels ſuſdits cas,
„ dès à preſent ladite Dame MARIE-THERESE
„ Infante dit & declare être & demeure bien & deüe-
„ ment excluſe, enſemble tous ſes Enfans, & des-
„ cendans Mâles ou Femelles, encore qu'ils *je vou-*
„ *luſſent ou peuſſent dire & pretendre, qu'en leurs per-*
„ *ſonnes ne courent, ni ne ſe peuvent & doivent conſi-*
„ *derer leſdites raiſons de la choſe publique, ni autres és*
„ *quelles ladite excluſion ſe pourroit fonder*, ou qu'ils
„ vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaiſe) *que*
„ *la Succeſſion du Roi Catholique, ou de ſes Sereniſſi-*
„ *mes Princes & Infantes & d'abondant des Mâles,*
„ *qu'il a & pourra avoir les legitimes Succeſſeurs, eût*
„ *manqué & defailli*; parce que comme il a été dit
„ en aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque
„ maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ſes Hoirs
„ & ſes Deſcendans n'ont à ſucceder; nonobſtant
„ toutes Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Diſ-
„ poſitions en vertu deſquelles on a ſuccedé en tous
„ leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries: Et non-
„ obſtant auſſi toutes les Loix & Coûtumes de la
„ Couronne de France, qui au prejudice des Succes-
„ ſeurs en icelle, s'oppoſent à cette ſuſdite exclu-
„ ſion, auſſi-bien à preſent, comme aux tems à ve-
„ nir, & aux cas qui auroient long-tems différé les-
„ dites Succeſſions; à toutes leſquelles conſidera-
„ tions enſemble, & à chacune en particulier d'icel-
„ les, leurs dites Majeſtez derogent, en ce qu'elles
„ contrarient ou empêchent le contenu en ce Con-
„ tract, ou l'accompliſſement & execution d'icelui:
„ Et que pour l'Approbation & Ratification de cette
„ preſente Capitulation, elles y derogent, & les tien-
„ nent pour dérogées: Veulent & entendent, que
„ la Sereniſſime Infante, & les Deſcendans d'icelle
„ demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pou-
„ voir ſucceder en aucun tems, ni en aucun cas, és
„ Etats du Païs de Flandres, Comté de Bourgogne
„ & de Charolois, leurs appartenances & dependan-
„ ces. Pareillement auſſi ils déclarent très-expreſſé-
„ ment, qu'en cas que la Sereniſſime Infante de-
„ meure veuve (ce qu'à Dieu ne plaiſe) ſans Enfans
„ de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche
„ de ladite excluſion; & partant declarée perſonne
„ capable de ſes Droits, & pouvoir ſucceder en tout
„ ce qui lui pourra appartenir ou eſcheoir en deux
„ cas ſeulement: L'un, ſi elle demeurant veuve de
„ ce Mariage, ſans Enfans, venoit en Eſpagne; l'au-
„ tre, ſi par raiſon d'Etat, pour le Bien public, &
„ pour juſtes conſiderations, elle ſe remariât, par la
„ volonté du Roi Catholique ſon Pere ou du Prince
„ ſon Frere: Eſquels deux cas elle demeurera capa-
„ ble & habile à pouvoir ſucceder & hériter.

„ VI. Que la Sereniſſime Infante Dame MARIE-
„ THERESE, avant que de celebrer le Mariage,
„ par paroles de preſent, donnera, promettra, & ANNO 1701.
„ octroyera ſon Ecrit, par lequel elle s'obligera,
„ tant pour elle, que pour ſes Succeſſeurs, & He-
„ ritiers, à l'accompliſſement & obſervation de tout
„ ce que deſſus, & de ſon excluſion, & de celle de
„ ſes Deſcendans; approuvera le tout ſelon comme
„ il eſt contenu en cette preſente Capitulation avec
„ les Clauſes & Juremens neceſſaires & requis. Et
„ en inſerant la ſuſdite Obligation & Ratification,
„ que ſon Alteſſe aura donnée & faite à la preſente
„ Capitulation, & elle en fera une autre pareille ſem-
„ blable conjointement avec le Roi Très-Chrêtien,
„ ſi-tôt qu'elle ſera enregiſtrée au Parlement de Paris,
„ ſelon la forme accoutumée, avec les autres Clauſes
„ neceſſaires. Comme auſſi de la part de Sa Majeſté
„ Catholique, elle fera approuver & ratifier la Re-
„ nonciation & Ratification en la forme & force ac-
„ coutumée avec les autres Clauſes neceſſaires; la
„ fera auſſi enregiſtrer en ſon Conſeil d'Etat. Et
„ ſoit que leſdites Renonciations, Ratifications, &
„ Approbations ſoient faites, ou non faites, dès à
„ preſent, en vertu de cette Capitulation & du Ma-
„ riage qui s'enſuivra, & en contemplation de toutes
„ les ſuſdites choſes, elles ſeront tenuës & cenſées
„ pour bien & deuëment faites & octroyées, & pour
„ paſſées & enregiſtrées dans le Parlement de Paris,
„ par la publication de la Paix dans le Royaume de
„ France.

„ VII. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera
„ à la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THE-
„ RESE, pour ſes Bagues & Joïaux, la valeur de
„ cinquante mille Ecus d'or ſol. &c.

„ VIII. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſui-
„ vant l'ancienne & loüable coûtume de la Maiſon
„ de France, aſſignera & conſtitüera à la Sereniſſime
„ Infante Dame MARIE-THERESE, pour ſon
„ Doüaire, vingt mille Ecus d'or ſol &c.

„ IX. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera
„ & aſſignera à la Sereniſſime Infante Dame MA-
„ RIE-THERESE, pour la dépenſe de la Chambre
„ & entretenement de ſon Etat, & de ſa Maiſon,
„ une ſomme convenable, telle qu'appartient à Fem-
„ me & Fille de ſi grands & Puiſſans Rois &c.

„ X. Que le Roi Très-Chrêtien & la Sereniſſime
„ Infante Dame MARIE-THERESE, s'épouſe-
„ ront & marieront par Procureur, qu'envoyera le
„ Roi Très-Chrêtien à la Sereniſſime Infante par
„ parole de preſent. Ce qu'étant fait, Sa Majeſté
„ Catholique la fera mener à ſes fraix & dépens juſ-
„ ques à la Frontiere du Royaume de France &c.

„ XI. Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve entre
„ Sa Majeſté Très-Chrêtienne & la Sereniſſime In-
„ fante Dame MARIE-THERESE, & que ſon
„ Alteſſe ſurvive Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en ce
„ cas elle s'en pourra retourner librement, & ſans
„ autre empêchement quelconque, au Royaume d'Eſ-
„ pagne &c.

„ XII. Ce Traité & Contract de Mariage a été
„ fait, avec deſſein de ſuplier nôtre Saint Pére le
„ Pape; comme dès à preſent Leurs Majeſtez l'en
„ ſupplient, qu'il ait agréable de l'approuver, & lui
„ donner ſa Benediction Apoſtolique; comme auſſi
„ d'en approuver les Capitulations & les Ratifications
„ qu'en auront faites Leurs Majeſtés & ſon Alteſſe,
„ & ces Ecritures & Juremens qui ſe feront & octro-
„ yeront pour ſon accompliſſement, les inſerant en
„ ſes Lettres d'Approbation & Benediction; Que
„ Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique,
„ aprouveront & ratifieront cette preſente Capitula-
„ tion, & tout ce qu'elle contient; prometront &
„ s'obligeront ſur leur foi & parole Royale, de la
„ garder & accomplir inviolablement, délivreront à
„ cet effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme
„ accoûtumée, avec les derogatoires de quelconques
„ Loix, Juſtices, & Coûtumes qui ſeroient à ce con-
„ traires, & auxquelles il convient déroger. Leſquels
„ ſuſdits Brevets ou Lettres de Ratification de la
„ preſente Ecriture, ils ſe délivreront l'un à l'autre
„ reſpectivement dans trente jours, à compter du
„ jour & date de la preſente, par le moyen des Am-
„ baſſadeurs ou Miniſtres qui reſideront dans les
„ Cours de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne, &
„ Catholique; avec l'obligation & lien de leur foi &
„ parole Royale, & qu'ils effectueront & garderont;
„ commanderont qu'il ſoit obſervé & accompli en-
„ tierement, ſans qu'en tout, ou en partie, il y
„ manque choſe quelconque, & qu'ils n'iront, ni
„ conſentiront aller ni venir au contraire directement

„ ni

ANNO 1701. „ ni indirectement, ni en autre façon, ni maniere „ aucune; car ainſi l'ont promis & ſtipulé leſdits „ Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs „ qu'ils ont de Leurs Majeſtez. A quoi furent preſents, de la part de la France, Meſſieurs le Duc „ de Guiſe, Comte d'Harcourt, Grand Eſcuïer de „ France, & Gouverneur d'Alſace & de Philisbourg; „ le Mareſchal de Clerembaud, Gouverneur de „ Berri; le Duc de Crequi, Premier Gentilhomme „ de la Chambre dudit Seigneur Roi Très-Chrêtien; „ le Bailli de Souvré, le Comte d'Olonne, le Marquis de Vardes, Capitaines de cent Suiſſes de la „ Garde de ſadite Majeſté; le Marquis de Soyecourt, „ Maître de la Garderobe de ſadite Majeſté; de Lyonne, Miniſtre d'Etat; Courtin, l'un des Maîtres „ des Requeſtes de l'Hôtel de Sa Majeſté; d'Avaux, „ auſſi Maître des Requeſtes dudit Hôtel: & pluſieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part „ d'Eſpagne Meſſieurs le Marquis de Mondejar, „ Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi „ Catholique; le Duc de Naxara & de Maqueda; le „ Marquis de los Balbazez, Capitaine-Général des „ Gens d'Armes de l'Etat de Milan: le Licentié „ Don Joſeph Gonçalez, du Conſeil & Chambre de „ ſadite Majeſté & Preſident de ſes Finances; le Licentié Don Franciſco Ramos de Mançano, du „ Conſeil de ſadite Majeſté, dans le Souverain de „ Caſtille; le Baron de Vateville, du Conſeil de „ Guerre de ſadite Majeſté, & ſon Capitaine-Général „ dans la Province de Guipuſcoa; Don Rodrigo de „ Moxica, du Conſeil de Guerre de ſadite Majeſté „ & Meſtre de Camp Général de l'Armée d'Eſtremadure: & pluſieurs autres Seigneurs & Cavaliers. „ Et leſdits Seigneurs contractans l'ont ſigné de leurs „ mains & noms; & m'ont requis que de toute cette „ Capitulation je leur en baillaſſe copie, & de toutes „ celles qui ſeront traduites, & tranſlatées, qui leur „ ſeront neceſſaires.

Signé,

Le Cardinal MAZARINI,

Et Don LOUIS MENDEZ.

Fait & paſſé par devant moi Secretaire ci-deſſus-dit, Ecrivain & Notaire public, les ans & jours ſuſdits.

Signé,

PEDRO COLONNA,

Pour témoignage de verité,

PEDRO COLONNA, *avec Paraphe*.

L'Infante MARIE-THERESE a ſatisfait exactement & autant qu'il étoit bienſeant à une Princeſſe du Sang d'Eſpagne à cette Convention, avant que d'être ſoûmiſe au Pouvoir de la France & qu'Elle fût obligée d'obeïr à ſes Commandemens: & ayant atteint l'âge de vingt ans, & étant bien verſée dans les Affaires du Monde, Elle la confirma (ce qui eſt digne de remarque) par deux Inſtrumens ou Actes ſouſcrits de ſa main, & qui ſont avec le Contract de Mariage entre les Actes publics des Conſeils d'Eſpagne, dont un eſt un Acte de Renonciation de tout l'Heritage, & de tous Droits & Demandes; & l'autre eſt un Acte de Ratification pour l'Excluſion & Ceſſion de toutes les Provinces & Royaumes, & les confirma par ſerment, & abjura abſolument en même tems toute faculté de demander ou uſurper aucune exception, reſtitution, abſolution, ou diſpenſe Papale ou autre, qui ſeroit demandée volontairement par Elle, ou par d'autres. Le premier Acte de Renonciation eſt en ces termes.

„ MAdame MARIE-THERESE Infante des „ Eſpagnes, & par la grace de Dieu Reine future de France, Fille ainée du Très-Haut, Très-„ Excellent, & Très-Puiſſant Prince PHILIPPE IV. „ par la même grace Roi Catholique des Eſpagnes „ Monſeigneur, & de la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puiſſante Princeſſe Madame ISABELLE Reine Catholique qui ſoit en gloire; par „ cet Inſtrument & Acte de Renonciation, & du ſurplus qui y ſera contenu, ſoit notoire & manifeſte „ à ceux qui en auront connoiſſance, de quelque façon que ce ſoit, que par les Articles 2. & 4. du „ Traité de mon Mariage promis avec le Très-„ Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince „ LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, „ conclu dans l'Iſle nommée des Faiſans dans la „ Riviere Vidaſoa, du reſſort de la Province de Guipuſcoa & confin de ces Royaumes avec celui de „ France, le ſept Novembre de l'année paſſée 1659., „ il a été reſolu & arreſté que le Roi Monſeigneur „ (à cauſe & au regard de ce Mariage, & afin que „ j'y porterois mon dot & mes biens propres) a promis qu'il me donneroit cinq cent mille écus d'or „ au Soleil, qui ſe payeroient & delivreroient au lieu, „ & aux termes ſpecifiez dans ledit Article, au Roi „ Très-Chrêtien, ou à la perſonne qui auroit ſon „ Pouvoir, & qu'avec iceux je me devrois contenter, „ & tenir pour contente de tous & quelconques „ Droits, & Actions qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir à preſent ou à l'avenir, ſur les „ Biens & Hoirie de la Sereniſſime Reine Madame „ ISABELLE ma Mere, & ſur la future Succeſſion „ du Roi Monſeigneur, (que Dieu ait en ſa garde) „ & ſur tout ce qui me pourroit competer & appartenir comme à Fille & Héritiere de leurs Majeſtez „ Catholiques, & pour leur Droit, & Chef, & pour „ quelconque autre Titre penſé, ou non penſé, ſçû, „ ou ignoré, tant pour la Ligne Paternelle, que Maternelle, droite ou transverſale, mediatement & „ immediatement, & que devant de celebrer le Mariage par parole de preſent j'aurois à ceder, & renoncer tous mes Droits, & Actions au Roi Monſeigneur, & aux perſonnes qui auront la ſienne, & „ que Sa Majeſté voudra, & aura agréable, ainſi „ qu'il eſt ſtipulé & declaré plus particulierement par „ leſdits Articles 2. & 4. que j'ai lû, & ouï lire pluſieurs fois devant que de conſentir à ce que l'on „ formeroit cet Acte, leſquels je veux qu'ils y ſoient „ inſerez & mis de lettre à autre, & de mot à autre, „ dont la teneur eſt la ſuivante.

„ Que Sa Majeſté Catholique promet, & demeure „ obligée de donner, & qu'elle donnera à la Sereniſ-„ ſime Infante MARIE-THERESE, en dot & Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & „ payera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à qui „ aura ſon Pouvoir & Commiſſion, cinq cent mille „ Ecus d'or au Soleil, ou leur juſte valeur dans la „ Cité de Paris, & cette ſomme ſe payera en la façon „ ſuivante; le tiers au tems de la conſommation du „ Mariage, l'autre tiers à la fin de l'Année après ladite conſommation, & le dernier tiers ſix mois „ après; de ſorte que l'entier payement de ladite „ ſomme de 500. mille écus d'or au Soleil ſe fera „ dans dix huit mois, aux termes & portions qui ſont „ ſpecifiées.

„ Que moyennant le payement effectif à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à la perſonne qui le devra recevoir par ſon ordre, deſdits 500000. écus „ d'or au Soleil, ou leur juſte valeur dans les termes „ ſuſmentionnez, la Sereniſſime Infante Madame „ MARIE-THERESE aura à ſe contenter, & ſe „ contente avec le dit dot, ſans qu'il lui reſte aucun „ recours, Action, ni Droit, pour demander, ou „ pretendre qu'ils lui appartiendroient, ou pourroient „ appartenir d'autre Bien, ou Droits ſur les Hoiries „ de leurs Majeſtez Catholiques ſes Parens, ſoit au „ regard de leurs perſonnes, ſoit en quelconque „ autre façon, ou quelque autre titre, ſçû ou ignoré, „ parce qu'elle doit demeurer *excluſe de tous Droits „ de quelconque condition, nature, ou qualité qu'ils „ ſoient*; & devant d'effectuer les Fiançailles, elle en „ fera Renonciation en forme avec toutes les aſſûrances, fermetez, & ſolemnitez qui ſont requiſes, „ & neceſſaires, ce qu'Elle fera avant de ſe marier „ par paroles de preſent, & après elle l'approuvera, „ & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, auſſi-tôt qu'elle aura celebré ſon Mariage, „ avec les mêmes aſſurances & ſolemnitez, avec leſquelles elle aura fait *la premiere Renonciation* & „ celles qui ſembleront plus convenables & neceſſaires; à quoi doivent demeurer, & demeurent „ obligez dès à preſent & pour lors Sa Majeſté „ Très-Chrêtienne, & ſon Alteſſe, & qu'en cas qu'ils „ ne faſſent pas ladite Renonciation, *elles la tiennent „ pour faite & expediées dès maintenant comme pour lors, „ ſeulement en vertu de ce Traité*: leſquelles devront „ être en la forme la plus efficace & convenable que „ faire ſe pourra pour leur validité, & fermeté avec „ toutes les Clauſes, Derogations, & Abrogations „ de

ANNO 1701.

„ de toutes quelconques Loix, Uſages, & Coûtumes, Arrêts, & Conſtitutions y contraires, ou „ qui l'empêchent en tout, ou en partie, auxquelles „ à cet effet *Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrétienne doivent deroger*, & *que l'on entendra demeurer derogées dès à preſent comme pour lors par l'Approbation qu'elles feront de ce Traité.*

„ Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve „ en âge majeure de plus de vingt ans, & que dans „ peu de jours, s'il plait à Dieu nôtre Mariage ſe „ doit effectuer par paroles de preſent, & que je ſuis „ certaine, advertie, & informée à mon entiere ſatisfaction de la ſubſtance, & effet deſdits Articles, „ & reconnois, & ai reconnu que de la future Succeſſion du Roi Monſeigneur, & de l'Hoirie de la „ Sereniſſime Reine ma Mere, il ne me pourroit „ competer, ni appartenir en rigueur, pour Heritage „ & Legitime ladite ſomme de 500. mille écus d'or „ au Soleil, & que quand même elle me pourroit „ appartenir, c'eſt un dôt fort competent, & le plus „ grand que l'on ait donné juſques à preſent à aucune Infante d'Eſpagne, & que le Roi Monſeigneur „ s'eſt incliné & porté à me le donner ſi grand pour „ me gratifier, & en conſideration & contemplation „ de la perſonne du Roi Très-Chrêtien, afin que „ par le moyen de ce Mariage l'on obtiendroit les „ effets mentionnez dans ledit Traité de Mariage, „ leſquels ſont ſi importans au bien public de la „ Chrêtienté, & au contentement & ſatisfaction de „ ces Royaumes-ci. Partant, de ma certaine ſcience, „ & ſçavoir, & d'agreable & ſpontanée volonté j'approuve & veux, que l'on obſerve & accompliſſe ce „ qui a été reſolu & arrêté par leſdits deux Articles, „ & que l'on entende, que ce Mariage ſe devra conclurre & effectuer ſous les conditions y contenuës, „ & declarées, & que ſans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'état, où il eſt ce jourd'hui, & „ dés maintenant je me tiens pour contente & pour „ payée entierement, abſolument, & ſatisfaite de „ tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, „ à preſent ou à l'avenir, par quelconque Droit ſçû „ ou ignoré, de la future Succeſſion & Hoirie de „ leurs Majeſtez Catholiques mes Parens, & à cauſe „ de la Legitime Paternelle & Maternelle, ou pour „ leur ſupplement, ou à cauſe des Alimens, ou de „ dot, tant des biens libres comme de ceux de la „ Couronne de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries, ſans qu'il me reſte à moi, ou aux miens aucune action ou recours contre Sa Majeſté, ou ſes „ Succeſſeurs, pour demander ou pretendre que je „ devrois avoir une plus grande valeur & importance „ que leſdits 500. mille écus, & je veux que cette „ Renonciation s'entende auſſi de quelconque autre „ Droit, ou Actions, qui me pourroient competer, „ ou appartenir par Hoirie, ou Succeſſion de quelques Droits, ou parent de Ligne droitte ou transverſale par tête, ou par perſonnes, comme à Fille „ de leurs Majeſtez, & que je les abandonne & „ quitte *tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité, valeur, & importance qu'ils ſoient, & les cede, renonce, & tranſporte au Roi Monſeigneur & à ſes Heritiers, & Succeſſeurs univerſels & ſinguliers, leſquels auront ſon Droit*, & „ afin qu'il en puiſſe diſpoſer comme il lui plaira, & „ que bon lui ſemblera tant par donation entre vifs, „ comme par Teſtament, & derniere volonté, ſans „ que Sa Majeſté ſoit obligée *de m'inſtituer, ou laiſſer ſon Héritiere, ou Legataire, ou de faire mention de moi*, parce que pour leſdits effets je me déclare, „ & dois être tenuë & reputée pour *Eſtrangere*, & „ comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours; afin de pouvoir reclamer, ou propoſer „ quelque complainte, nonobſtant que l'Hoirie que „ lairra la Majeſté de mon Pere, ſoit très-opulente, „ & de ſi grande valeur & importance que d'icelle, „ & comme un de ſes Enfans, que nous ſommes à „ preſent, ou ſerons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une ſomme plus grande, & plus haute „ que celle deſdits 500. mille écus, *pour ſi grand, & extraordinaire que ſoit l'excès*; & encore que le cas „ arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au „ tems de ſa mort je demeurerois & viendrois à être „ *ſa Fille unique*, à cauſe que mes Freres, & les autres ſiens Deſcendants legitimes, ſeroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ni pour aucun évenement l'on ne puiſſe demander ni prendre pour „ moi, ou en mon nom, ni ſur le Droit de ma perſonne, aucune autre portion plus grande de Legiti-

ANNO 1701.

„ me des Biens, & Hoiries du Roi mon Seigneur, „ je promets qu'en nul tems, ni pour aucune raiſon, „ ſoubs quelconque pretexte que ce ſoit, je ne conſentirai ni permettrai, que l'on agiſſe contre cette „ mienne Renonciation & Déſiſtance que je fais de „ meſdits Droits, Actions, ou pretenſions; & je „ deſiſte conjointement, & renonce *à tous, & quelconque remede, ordinaires, & extraordinaires*, qui „ m'appartiennent, ou pourroient appartenir par „ Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou „ par ſpecial Privilége, & particulierement à celui „ *de la reſtitution in* Integrum, *fondée ſur le manquement de mon âge, ou ſur la Leſion enorme, ou très-enorme, ou ſur dire que le dot auroit été cauſe de ce Contract, ou ſur l'incertitude de ce que je renonce*, „ afin que nul deſdits remedes & recours ſuſmentionnez me ſervent, ou puiſſent ſervir en voye de „ Juſtice, ou en conteſtation, ni que par iceux moi „ & mes Enfans & Héritiers puiſſions y être ouïs, „ & admis, & que l'on nous en denie & ferme l'accès, pour les pouvoir deduire & propoſer judiciellement, ou extrajudiciellement, ni par voie de „ grief, ou de recours, ou de ſimple complainte, „ ainſi que toûjours & en tout tems l'on obſerve & „ accompliſſe ce qui eſt diſpoſé par leſdits Articles „ ſuſmentionez, & ce que j'ai promis par cet Acte „ touchant leur confirmation & approbation, & pro„ mets en foi de ma parole Royale, qu'il ſera maintenu, accompli, & obſervé en tout tems inviolablement, ſous l'obligation que je fais de mes biens „ & rentes que j'ai, & aurai, & je donne Pouvoir „ au Conſeil de Sa Majeſté, & aux Seigneurs Rois „ ſes Succeſſeurs, & aux perſonnes auxquelles ils „ chargeront l'execution de cet Acte, à ce qu'ils „ le faſſent obſerver & executer: & pour plus grande „ validité, je jure par les Saints Evangiles contenus „ dans ce Miſſel, (ſur lequel je mets ma main „ droite) qu'en tout tems, & autant qu'il pourra „ dépendre de moi, je l'obſerverai, & accomplirai, „ ſans dire, ni alleguer, que pour le faire & accorder j'ai été induite, attirée, ou perſuadée par le „ reſpect ou veneration que je dois & porte au Roi „ mon Seigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore ſoubs ſa puiſſance paternelle; d'autant que je „ declare que Sa Majeſté s'eſt toûjours remiſe à „ mon franc arbitre, & volonté, & que je l'ai eu „ libre, & nullement reſpective, en tout ce qui a „ touché à ce Contract, & je promets de ne point „ demander diſpenſe de ce Serment à nôtre très-Saint „ Pere & au Saint Siege Apoſtolique, ni à ſon „ Nonce, & Legat à *Latere*, ni à autre Perſonne „ qui ait Pouvoir ou faculté de me l'octroyer, & „ que ſi elle venoit à être demandée à mon inſtance, „ ou de quelque Perſonne tierce, ou à être octroyée „ *motu proprio*, je n'en uſerai point, ni ne m'en prevaudrai, encore que ce ne ſeroit ſeulement que „ pour entrer en juſtice, ſans toucher à la force & „ ſubſtance deſdits deux Articles de Mariage, ni à „ celle de cet Acte que je fais pour les confirmer, „ nonobſtant que ce ſoit avec quelconque Clauſe „ derogatoire de ce Serment. Et en cas que l'on me „ l'accorde, une ou pluſieurs fois, je fais de nouveau d'autres Serments, & tant qu'il y en demeure „ toûjours un ſur toutes leſdites diſpenſes; & ſur le „ même je declare & promets, que je n'ai fait ni ferai aucune Proteſtation, ni Reclamation en public, „ ou en ſecret, contraire à cette mienne promeſſe & „ obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer ſa force, „ & que ſi je venois à la faire, encore que ce fût „ avec un autre Serment contraire à celui-ci, qu'elle „ ne me puiſſe point ſervir, ni être d'aucun avantage; „ & je promets, & m'oblige, qu'auſſi-tôt que l'on „ m'aura menée, & que je ſerai en Compagnie du „ Roi Très-Chrêtien, enſuite deſdits Articles, ferai „ conjointement avec Sa Majeſté un autre Acte, „ avec toutes les Clauſes, Serments, & Obligations „ neceſſaires, avec Inſertion & Ratification de celui-ci, qui a été fait en cette Cité de Fontarabie, où „ ſe trouve à preſent le Roi mon Seigneur avec ſa „ Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de „ cette année 1660. en preſence du Roi nôtre Maître, „ lequel en continuation de l'Octroi ſuſmentioné „ dit, que Sa Majeſté Catholique ſupleoit avec ſa „ Royale Autorité, & vouloit que l'on tint pour „ ſuppléez quelconques deffauts, ou omiſſions de „ Fait, ou de Droit, de ſubſtance, ou de qualité, „ de ſtile, ou de Coûtume, qu'il y pourroit avoir „ dans la formation de cet Acte de Renonciation

des

ANNO 1701.

„ des Legitimes, & futures Succeſſions qu'a fait, & „ accordé la Sereniſſime Infante Reine promiſe de „ France, ſa très-chere & très-aimée Fille, & que „ de ſa pleine & abſoluë puiſſance, comme Roi, qui „ ne reconnoiſſoit aucun Superieur dans le temporel, „ elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, „ & approuva avec dérogation pour cette fois de „ quelconques Loix, Ordonnances, Uſages, & „ Coûtumes qu'il y auroit au contraire, leſquels „ pourroient empêcher ſon effet & execution, & „ pour plus grande aſſûrance commanda que l'on le „ ſcelleroit avec le Seel Royal, étant temoins à ce „ appellez, & requis Don Louïs Mendez de Haro, „ Marquis del Carpio, Comte-Duc d'Olivares; Don „ Ramiro Nunez de Guzman Duc de Medina de las „ Torres; Don Gaſpar de Haro, Marquis de Eli- „ che; Don Jean Dominicq de Guzman, Comte de „ Monterey; Don Diego de Aragon, Duc de Ter- „ ranova; Don Guillen Ramon de Moncada, Mar- „ quis de Aytona; Don Pedro Puerto Carrero, Com- „ te de Medellin; Don Pedro Colon de Portugal, „ Duc de Veraguas; Don Antonio de Peralto Hur- „ tado de Mendoza, Marquis de Mondejar; Don „ Alonſo Perez de Guzman, Patriarche des Indes; „ Don Alonſo Perez de Vivero, Comte de Fuen- „ ſaldagne, du Conſeil d'Etat; Don Jean de Cara- „ vajal, & Sardi, du Conſeil & Chambre; Don Die- „ go de Tajada, Evêque de Pampelune; & pluſieurs „ autres Seigneurs & Cavaliers qui ſe trouverent „ preſens.

Etoit ſigné,

JE LE ROI, MARIE-THERESE.

„ JE Don Fernando de Fonſeca Ruiz de Contreras, „ Marquis de la Lipalla, Chevalier de l'Ordre de „ Saint Jaques, des Conſeils de Guerre, des Indes, „ & Chambre d'Icelles, de Sa Majeſté Catholique, „ Secretaire d'Etat, & de la Dépêche Univerſelle, „ & Notaire dans ſes Royaumes & Seigneuries, qui „ ai été preſent au Serment, Octroi, & à tout le „ ſurplus ci-deſſus contenu, en fais foi, & que les- „ dits Articles 2. & 4. du Mariage ainſi qu'ils ſont „ ci-deſſus mentionnez, ont été tirez fidellement, & „ collationnez avec l'Original qui eſt en mon Pou- „ voir. En témoignage de verité je l'ai ſigné & ſoûs- „ cript de mon nom.

DON FERNANDO DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS.

L'autre Inſtrument ou Acte d'excluſion & de ceſ- ſion des Royaumes & Etats d'Eſpagne, dans lequel l'Infante MARIE-THERESE, comme un Juge juré, aſſis dans ſon Tribunal, a prononcé cette belle Sentence: *Que toute uſurpation, ou attentat au con- traire, doit être tenuë pour une violence illicite, une invaſion injuſte, faite contre la raiſon & la conſcience, & pour une uſurpation tirannique; & qu'au contraire, ce qui ſe feroit pour y reſiſter, ſeroit qualifié de force juſte, licite & permiſe, & que tous les Sujets d'Eſpa- gne ou de ſes dependances ayent à faire tous leurs efforts pour cela*; eſt conçû, ſans aucune Condition de dot ou autrement, en ces mêmes mots & termes qui ſuivent.

„ MAdame MARIE-THERESE Infante des „ Eſpagnes, & par la grace de Dieu Reine fu- „ ture de France, Fille ainée du Très-Haut, très- „ Excellent, & très-Puiſſant Prince, PHILIPPE „ IV., par la même grace Roi Catholique des Eſpa- „ gnes mon Seigneur, (que Dieu ait en ſa garde & „ proſpere très-heureuſement) & de la très-Haute, „ très-Excellente, & très-Puiſſante Princeſſe Mada- „ me IZABELLE Reine Catholique, de glorieuſe „ Memoire, ma Mere & Dame (qui eſt au Ciel); „ par la Relation & Notice de cet Inſtrument & Ac- „ te d'Approbation, Confirmation, & Ratification, „ & du ſurplus qu'il s'y contient, & afin qu'il de- „ meure en éternelle memoire, je fais notoire & ma- „ nifeſte aux Rois, Princes, Potentats, Republiques, „ Communautez, & Perſonnes particulieres, qui ſont „ ou ſeront aux Siécles à venir, que d'autant que le „ très-Haut, très-Excellent, & très-Puiſſant Prince „ LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, „ mon Couſin Germain, & en ſon nom & avec „ Ambaſſade particuliére le Maréchal Duc de Gram- „ mont, demanda & propoſa mes Fiançailles & Ma- „ riage pour ledit Roi Très-Chrêtien mon Couſin au „ Roi Catholique, mon Seigneur, & que Sa Majeſté „ Catholique faiſant une juſte eſtime de cet office & „ propoſition, & ayant les égards dûs aux ſujects de „ decence, égalité, & convenances publiques, qui „ concourent en ce Mariage, l'accorda & y con- „ ſentit, ayant à proceder la Diſpenſe de ſa Sainteté „ pour le Parentage & Conſanguinité que j'ai avec le „ Roi Très-Chrêtien mon Couſin, & que par aprés „ enſuite de cet Octroi & Accord, & avec Pouvoir „ des deux Majeſtez, Catholique & Très-Chrêtienne, „ l'on a arrêté & ſigné nôtre Traité de Mariage le 7. „ Novembre de l'année paſſée 1659. dans l'Iſle nom- „ mée des Faiſans, ſituée ſur la Riviere de Vidaſſoa „ du reſſort de la Province de Guipuſcoa, & con- „ fins de ces Royaumes avec celui de France, & „ que dans les Articles 5. & 6. dudit Traité il a été „ reſolu, & arrêté de commun accord, & de même „ volonté, & comme une choſe très-convenable, „ après l'avoir conſiderée attentivement, & avec „ meure deliberation, que moi & les Enfans & Des- „ cendans, que Dieu nous donnera de ce Mariage, „ ſoions & demeurions inhabiles & incapables, & ab- „ ſolument exclus du Droit & eſpoir de ſucceder à „ aucuns des Royaumes, Etats, & Seigneuries dont „ ſe compoſe cette Couronne & Monarchie d'Eſpa- „ gne, & à ceux qui s'y pourroient agreger par Sa „ Majeſté Catholique, & (aprés ſes longs, & heu- „ reux jours) par les Rois ſes Succeſſeurs; & quoi „ que pour s'être reduit à paction conventionelle par „ des Princes & Rois Souverains (leſquels dans le „ temporel ne reconnoiſſent aucun Superieur) par „ grace, & en faveur de la cauſe publique des deux „ Royaumes, & en condeſcendant à ceci avec le de- „ ſir, & ſouhait commun de leurs Sujets, Vaſſaux, „ & Naturels, qui veüillent, qu'il ait la force, & „ vigueur de Loi, & Sanction Pragmatique, & qu'elle „ ſoit reçûë & obſervée comme telle; & pour ce „ ſujet ſembloit, que pour ſa fermeté il ne ſeroit pas „ beſoin d'aucune autre ſolemnité, mais toutes fois „ leurs Majeſtez voulurent, que ſi mon Approbation „ pouvoit être convenable pour quelque conſidera- „ tion, je l'aurois à faire incontinent, que le cas „ arriveroit, que le Mariage accordé ſe devroit cele- „ brer, & traiter par paroles de preſent, & que mon „ Approbation fut avec toutes les Clauſes & ſolem- „ nitez neceſſaires, ſelon, & comme il eſt ſtipulé & „ declaré, particulierement par l'Acte de dix Articles „ dont la teneur du 5. & 6. tirée de ſon Original eſt „ inſerée ici de mot à autre, & eſt la ſuivante.

„ V. Que d'autant que Leurs Majeſtez Catholi- „ que, & Très-Chrêtienne, ont conſenti, & con- „ ſentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle par „ ce lien, & aſſûrer davantage la Paix publique de la „ Chrêtienté, & l'amour & fraternité qui ſe ſouhaite „ entre Leurs Majeſtez, & en conſideration des „ juſtes cauſes, qui font connoître, & perſuadent „ les convenances dudit Mariage, moyennant lequel „ & avec la faveur & grace de Dieu, on peut eſperer „ des heureux ſuccès, au grand Bien & Accroiſſe- „ ment de la Foi & Religion Chrêtienne, & au be- „ nefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux „ des deux Couronnes; eu égard à ce qu'il importe „ à l'Etat public, & à leur conſervation, qu'étant ſi „ grandes, elles ne viennent pas à ſe joindre, & que „ l'on previenne les occaſions qu'il y pourroit avoir „ de les joindre, & en conſideration de l'égalité, & „ autres juſtes raiſons, l'on arrêta par Accord con- „ ventionel, que leurs Majeſtez veulent, qu'il ait „ force & vigueur de Loi établie en faveur de leurs „ Royaumes, & interêt public d'iceux, que la Sere- „ niſſime Infante Madame MARIE-THERESE, „ & les Enfans qu'elle aura, Mâles ou Femelles, & „ leurs Deſcendans, tant Fils ainez, comme 2. 3. & „ 4. & de-là en avant en quelconque degré qu'ils ſe „ trouvent, pour toûjours, & à jamais, ne puiſſent „ ſucceder, ni ſuccedent aux Royaumes, Etats, & „ Seigneuries de Sa Majeſté Catholique, ſpecifiez „ dans ce Traité, ni aucun de tous les autres Royau- „ mes, Etats, & Seigneuries, Provinces, Iſles adja- „ centes, Fiefs ..... & Frontieres, que Sa Ma- „ jeſté Catholique a, & poſſede à preſent, & qui lui „ appartiennent, ou puiſſent appartenir, tant en Es- „ pagne que hors d'icelle, & qu'à l'avenir Sa Ma- „ jeſté Catholique, & ſes Succeſſeurs auront, poſſe- „ deront, & qui leur appartiendront, ni à tous ceux

ANNO 1701.

„ y compris, inclus, & aggregez à iceux, ni à tout „ ce qui s'aquerra en quelconque tems que ce ſoit, „ & s'accroitra auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qui ſe recouvrera ou y ſera devolu, „ pour quelconque tître ou cauſe que ce ſoit ou puiſſe être, encore que pendant la vie de la Sereniſſime Infante Madame MARIE-THERESE, ou après pendant celles de quelconques ſiens Deſcendans, ainez, ſeconds, ou autres arriveroit ou eſchoiroit le cas, & les cas, auxquels par Droit, Loix, ou Coûtumes deſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries & par les diſpoſitions, & tîtres par leſquels on ſuccede & pretendroit y ſucceder, la Succeſſion leur devroit apartenir, parce que l'on declare dès maintenant que ladite Sereniſſime Infante MARIE-THERESE demeure excluſe d'icelle, & du Droit, & de l'eſpoir de pouvoir ſucceder à ces Royaumes, Etats, & Seigneuries & à chacun d'iceux, & tous ſes Enfans, & Deſcendans, Mâles & Femelles, nonobſtant qu'ils diroient, ou pourroient dire, ou prétendre qu'en leurs perſonnes ne concourroient, & ne ſe pourroient conſiderer les raiſons de la cauſe publique, ni autres ſur leſquelles ſe pourroit fonder cette excluſion, & qu'ils voudroient alleguer que la Succeſſion de Sa Majeſté Catholique, & des Sereniſſimes Princes & Infantes, & des autres Enfans qu'il a, & aura de tous les Legitimes Succeſſeurs (ce que Dieu ne veuille, ni permette) ſeroit venuë à manquer, d'autant que ce nonobſtant ils ne devront pas ſucceder, ni pretendre de ſucceder en aucun cas, tems, ni accident, ni évenement, Elle ni ſes Enfants, ni Deſcendans, ſans avoir égard auxdites Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Diſpoſitions, en vertu deſquelles l'on a ſuccedé, & ſe ſuccede à tous leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, & à quelconques Loix, & Coûtumes de la Couronne de France, leſquelles empêchent cette Excluſion au prejudice des Succeſſeurs d'icelle, tant à preſent, comme aux tems & cas que la Succeſſion ſe differeroit, à toutes leſquelles, & à chacune d'icelles Leurs Majeſtez devront deroger, & abroger en tout ce qu'elles ſeront contraires, & empêcheront le contenu en ces Articles, & ſon accompliſſement, & execution, & que l'on entende, que par l'approbation de ce Traité elles y derogent, & les tiennent pour derogées, & que le même ſoit, & s'entende, que Madame l'Infante & ſes Deſcendans demeurent excluſe & exclus de pouvoir ſucceder en aucun tems, ni cas aux Etats, & Païs-Bas de Flandres & Comté de Bourgogne & de Charolois, avec tout ce qui y eſt adjacent, & leur appartiennent. Mais auſſi on declare expreſſement, que s'il arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ni permette) que la Sereniſſime Infante viendroit à être veuve, ſans avoir Enfans de ce Mariage, qu'en ce cas elle demeurera libre de l'Excluſion ſuſmentionnée, & pourra joüir des Droits de ſucceder à tout ce qui lui pourroit appartenir en deux cas. L'un, ſi elle s'en retournoit en Eſpagne étant veuve de ce Mariage, & ſans Enfans; l'autre ſi pour convenance du bien public, & pour juſtes conſiderations elle ſe remarioit du conſentement du Roi Catholique ſon Pere, & du Prince d'Eſpagne ſon Frére; auxquels cas Elle demeurera capable, & habilitée à pouvoir heriter & ſucceder.

„ Que la Sereniſſime Infante Madame MARIE-THERESE aura à faire depêcher un Acte, avant de celebrer & contracter le Mariage par parole de preſent; s'obligeant pour ſoi, & ſes Succeſſeurs, à l'accompliſſement, & obſervance de ce que deſſus, & de ſon Excluſion, & de ſes Deſcendans; approuvant le tout ſelon, & comme il eſt contenu en ce Traité avec les Clauſes neceſſaires, & ſerment, & à ce qu'inſerant ce Traité, & l'Acte d'obligation & approbation, que ſon Alteſſe aura fait faire, elle en fera un autre ſemblable conjointement avec le Roi Très-Chrétien auſſi-tôt qu'elle ſera mariée avec Sa Majeſté, lequel devra être enregiſtré, & paſſé par le Parlement de Paris, en la forme, & avec les Clauſes accoûtumées, & Sa Majeſté Catholique devra approuver ladite Renonciation & Ratification en la forme, & avec les Clauſes accoûtumées & autres neceſſaires, la faiſant auſſi paſſer & enregiſtrer par le Conſeil d'Etat: & leſdites Renonciations & Approbations étant faites, ou obmiſes de faire, dès à preſent, en vertu de ce Traité, & du Mariage qui s'enſuivra en vertu „ d'icelui, on les tient pour faites & expediées, pour „ paſſées, & enregiſtrées par le Parlement de Paris „ par la publication de la Paix en ce Royaume-là. ANNO 1701.

„ Et d'autant qu'après le Traité ſuſmentionné, „ nôtre très Saint Pere ALEXANDRE VII, a diſpenſé pour les degrez de Parentage, qu'il y a entre ledit Roi Très-Chrétien & moi, & approuve „ par ſon Autorité & Benediction Apoſtolique nôtre „ Traité de Mariage, & les Articles, & que le cas „ & tems eſt venu, que le Mariage ſe doit celebrer, „ & contracter avec la Benediction de Dieu, & à ce „ que l'on doit eſperer pour ſa gloire & ſervice, exaltation de la Sainte Foi, & tranquillité de la Republique Chrétienne; moiennant quoi le cas, & „ tems eſt auſſi arrivé, que je dois accomplir pour „ ce qui me touche (avant mes Epouſailles & Mariage) le contenu aux Articles 5. & 6. qui ſont inſerez en cet Acte, & qu'il eſt ainſi que je me „ trouve en âge majeure de 20. Ans, & que dans „ icelle il a plû à nôtre Seigneur de me donner capacité & diſcretion, pour entendre, & comprendre la ſubſtance & l'effet deſdits Articles, dont je „ ſuis certaine & advertie, d'autant que je m'en ſuis „ ſouvent informée, & de leur convenance pendant „ le tems de ſix mois, qu'il y a que l'on les a arrêté „ & publié, & qu'ils ont été reſolus & arrêtez, & „ qu'il ſuffiſoit, afin que j'aurois la ſatisfaction que „ je dois, de leur juſtification, de ſçavoir que ç'a été „ une affaire examinée & accordée par le Roi mon „ Seigneur, lequel ſouhaite & procure mon contentement, & mon bien, avec tant d'amour, & de „ ſoin, prenant conjointement égard au public & „ commun des Royaumes que Dieu lui a enchargé, „ leſquels & ceux de France ſont également intereſſez, à ce que la Grandeur & Majeſté qu'ils ſoûtiennent, & conſervent en eux-mêmes depuis tant „ d'années & avec tant de bonheur, & de gloire du „ nom de leurs Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, „ ne ſoit point diminuée & ne décheoit point, comme neceſſairement elle ſe diminueroit & deſcheroit, ſi par le moyen, & à cauſe de ce Mariage ils „ ſe viendroient à unir, & conjoindre dans quelques-uns des Enfans & Deſcendans, dont le ſuccès „ cauſeroit aux Sujets & Vaſſaux le mecontentement „ & affliction, qui ſe peut conſiderer, & dont juſtement on pourroit craindre qu'il reſulteroit les „ dommages & inconveniens qui ſe rencontrent & ſe „ reconnoiſſent plus facilement avant qu'ils arrivent, „ qu'ils ne les repareroient & remedieroient, après „ qu'ils ſeroient arrivez, & que l'on les auroit experimentez; & partant il a convenu prevenir les remedes à ce qu'ils n'arriveroient pas, & que ce Mariage ne ſoit cauſe d'effets contraires à ceux que „ l'on ſe promet, & que l'on doit eſperer, que l'on „ obtiendra par icelui; outre qu'avec cet exemple, „ & à ſon imitation on facilitera d'orenavant les Mariages reciproques entre mes Enfans, & Deſcendants, & ceux du Roi Mon Seigneur, ce qui m'eſt „ une conſideration de particuliere conſolation, & „ contentement, d'autant que ce ſera le moyen d'étroicir, & renouveller pluſieurs fois le lien du ſang, „ & du Parentage, & d'aſſûrer, & affermir plus fortement & efficacement les Alliances, Amitiez, & „ bonne correſpondance, leſquelles ont été liées „ par de ſi heureux Principes, & contractées entre „ ces deux Royaumes, & ſe continueront à la gloire „ de Dieu, & demeureront glorieuſement entre iceux, „ & les Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, ce qui „ étant, le bien public & commun ſe doit par bonne „ raiſon preferer au mien particulier, & à celui de „ mes Enfans & Deſcendans; lequel dans l'état „ preſent doit être tenu peu en conſideration, „ d'autant qu'il eſt fort éloigné, ainſi qu'il ſe reconnoit; A quoi il concourt pour ma plus grande ſatisfaction, & Acte, que je me conforme & ſuis, en „ l'accordant, l'exemple de celui qu'octroya pour ſon „ Mariage, & avant icelui, la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puiſſante Princeſſe Madame „ ANNE Infante d'Eſpagne, & aujourd'hui Reine „ Très-Chrêtienne de France, & ma très-aimée, „ revérée Tante & Dame, & qu'outre les conſiderations, & cauſes publiques ſuſmentionées, & celle „ de conſerver & aſſûrer la Paix entre les deux Couronnes (leſquelles concoururent auſſi, & s'allegueront dans ledit Traité, & Renonciation) il a concouru dans l'état preſent, & a été conſideré comme cauſe publique, la plus principale, & la plus „ grande, pour la Renonciation accordée dans mon

„ Traité

ANNO 1701.

„ Traité de Mariage, que l'Accord de mon Mariage
„ auroit été notoirement le moyen & cauſe plus prin-
„ cipale de la Pacification d'une Guerre de vingt
„ cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique &
„ Très-Chrétienne (dans laquelle s'étoient intereſſez,
„ par Alliance ou Dépendance les plus grands Po-
„ tentats de la Chrêtienté) & ſon bien univerſel & la
„ cauſe publique, & ſupreme de la Religion Catho-
„ lique; le tout ayant pati notablement par la Guer-
„ re, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix ac-
„ cordée par le moyen, & à cauſe de ce Mariage,
„ lequel ne s'accorderoit point, & le Roi Monſei-
„ gneur n'y conſentiroit point ſans la Renonciation
„ accordée, ainſi qu'il a été conſideré dans l'Article
„ premier de mon Mariage, & dans le 33. de la Paix
„ des deux Couronnes, lequel en cette conſideration
„ ſe refere au Traité particulier fait ſur les Condi-
„ tions de mon Mariage, & tous deux ont été ſignés
„ en même jour & date, & dans ledit Article 33. de
„ la Paix, l'on a declaré que ledit Traité, fait ſur
„ les conditions de mon Mariage, nonobſtant qu'il
„ fût ſeparé, auroit la même force, & vigueur que
„ celui de la Paix; comme en étant la partie plus
„ principale, & les Arrhes plus precieuſes pour ſa
„ plus grande ſûreté, & durée. Partant de mon
„ propre mouvement, libre, ſpontanée, & agreable
„ volonté, & ayant certaine ſcience, & connoiſſance
„ de l'Acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut
„ importer mon conſentement, j'aprouve, confirme,
„ & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis,
„ & dois, ledit Accord ſelon, & de la façon qu'il
„ eſt contenu plus particulierement dans ledit Arti-
„ cle 5. & en cas qu'il ſembleroit neceſſaire, & con-
„ venable, je donne mon Pouvoir abſolu & ſuffiſant
„ au Roi Mon Seigneur, & au Roi Très-Chrêtien,
„ à ce qu'ils le puiſſent arrêter, & accorder de nou-
„ veau. Quoi qu'en vertu, & accompliſſement du-
„ dit Article je me declare & tiens pour excluſe,
„ éloignée, & les Enfans & Deſcendants de ce Ma-
„ riage exclus, & inhabilitez abſolument, & ſans li-
„ mitation, difference, ou diſtinction des perſonnes,
„ degrez, ſexes, & tems de l'Action & Droit de
„ ſucceder aux Royaumes, Etats, Provinces, Ter-
„ res, & Seigneuries de cette Couronne d'Eſpagne
„ exprimez, & declarez par icelui, & que je veux,
„ & conſens pour moi, & pour leſdits miens Des-
„ cendants, que dès maintenant comme pour lors
„ l'on les tienne comme cedez, & transferez à celui
„ qui ſe trouvera le plus proche en degré (à cauſe
„ que moi, & eux ſommes exclus, inhabiles & inca-
„ pables) & immediat au Roi par la mort duquel il
„ vaquera, & ſe devra regler, & deferer la Succes-
„ ſion deſdits Royaumes, & afin qu'il les tienne &
„ poſſede comme legitime, & vrai Succeſſeur de
„ même façon que ſi moi, & mes Deſcendants ne
„ fuſſions pas nez, ni étions au Monde, parce que
„ nous devrons être tenus, & reputez pour tels, afin
„ qu'en ma perſonne, & en la leur l'on ne puiſſe
„ conſiderer, ni faire fondement de repreſentation
„ active ou paſſive, principe, ou continuation de li-
„ gnée effective, ou contentive de ſubſtance, de Sang,
„ ou de qualité, ni tirer la Deſcendance, & compu-
„ tation des degrez de celle du Roi Monſeigneur, ni
„ de celle des Glorieux Rois ſes Predeceſſeurs, ni
„ pour aucun autre effet, afin d'entrer en la Succes-
„ ſion, ou preoccuper le degré de proximité, & d'en
„ exclurre la perſonne qui ſe trouvera (comme dit
„ eſt) proche en degré; & je promets, & m'oblige
„ en foi & parole Royale, qu'en tout ce qui depen-
„ dra de moi, & de mes dits Enfants & Deſcendants,
„ l'on procurera tout & en tout tems, que l'obſer-
„ vation, & accompliſſement dudit Article, & de ce
„ mien Acte, que je fais pour ſon approbation, &
„ confirmation, ſoit inviolable, ſans permettre, ni
„ conſentir que l'on aille, ou agiſſe au contraire, di-
„ rectement, ou indirectement, en tout, ou en par-
„ tie; & je deſiſte, & cede tous, & quelconques re-
„ medes ſceus, ou ignorez, ordinaires, ou extraor-
„ dinaires, & qui nous pourroient appartenir par
„ Droit commun, ou Privilege ſpecial, à moi ou à
„ meſdits Enfants & Deſcendans pour reclamer, dire,
„ & alleguer contre ce que deſſus, & je renonce à
„ tous, & ſpecialement à celui de la Reſtitution *in*
„ *integrum*, fondée ſur l'ignorance, ou inadvertence
„ de ma Minorité, ou ſur la Leſion évidente, enor-
„ me & très-enorme que l'on pourroit conſiderer,
„ être intervenüe dans la Deſiſtance, & Renonciation
„ du Droit de pouvoir ſucceder en aucun tems à
„ tant, & à de ſi grands Royaumes, Etats, & Sei-
„ gneuries, & je veux que nul deſdits remedes, ni
„ aucuns autres de quelconque nom, caractere, im-
„ portance, & qualité qu'ils ſoient, nous ſervent ou
„ nous puiſſent ſervir judiciellement, ou extrajudi-
„ ciellement, & que ſi nous les intentions, ou tas-
„ chions de les deduire en voye de juſtice & conteſta-
„ tions, l'on nous deſnie, & ferme toute ſorte d'au-
„ diance, & ſi de fait ou ſous quelconque couleur
„ mal pretenduë, deffaut de la Juſtice (parce que
„ nous n'en avons aucune pour ſucceder aux dits
„ Royaumes) nous les vouluſſions occuper par force
„ d'armes, faiſant, ou mouvant Guerre offenſive,
„ que dès maintenant comme pour lors, l'on la tien-
„ ne, juge, & declare pour illicite, injuſte, & mal
„ attentée, & pour violence, invaſion, & uſurpation
„ tirannique & faite contre raiſon, & conſcience; &
„ qu'au contraire on juge, & qualifie pour juſte,
„ licite, & permiſe celle qui ſe viendroit à faire, ou
„ mouvoir par celui qui y devroit ſucceder, à mon
„ Excluſion, & de mes dits Enfants & Deſcendans,
„ lequel les Sujets & Habitans devront recevoir &
„ obeïr, lui faire, & prêter ſerment, & l'hommage
„ de fidelité, & le ſervir comme à leur Roi & Sei-
„ gneur legitime; & j'affirme, & certifie, que pour
„ octroyer cet Acte, je n'ai été induite, attirée, ni
„ perſuadée par le reſpect, & veneration que je dois,
„ & ai pour le Roi Monſeigneur, comme à Prince
„ ſi puiſſant, & comme à Pere qui m'aime tant, &
„ que j'aime, & qui me tient, & m'a tenuë ſous ſa
„ Puiſſance Paternelle, parce que veritablement en
„ tout ce qui ſe paſſe, & s'eſt paſſé au regard de la
„ concluſion, & effet de ce Mariage, touchant ledit
„ Accord, & Article de mon Excluſion, & de celle
„ de mes Deſcendans, j'ai eu toute la liberté que
„ j'ai pû ſouhaiter pour dire, & declarer ma volonté,
„ ſans que de ſa part, ou d'aucune autre perſonne
„ l'on m'ait fait aucune peur ni menace, pour m'y
„ induire, ou attirer à faire aucune choſe contre el-
„ le, & que pour plus grande validité, & aſſûrance
„ de ce qui eſt dit, & promis de ma part, je jure
„ ſolemnellement par les Evangiles contenus en ce
„ Miſſel (ſur lequel je mets ma main droite) que
„ je le garderai, maintiendrai, & accomplirai en
„ tout, & par tout, & que je ne demanderai point
„ de diſpenſe de ce Serment à nôtre très-Saint
„ Pere, ni au Saint Siege Apoſtolique, ni à ſon Le-
„ gat, ou à aucune Dignité qui auroit faculté de me
„ la pouvoir octroyer, & que ſi l'on me l'octroye-
„ roit à mon inſtance, ou de quelconque Univer-
„ ſité, ou perſonne particuliere, ou *motu proprio*,
„ encore que ce ſeroit ſeulement afin de pouvoir
„ entrer en jugement ſans toucher à la ſubſtance
„ deſdits remedes, & de la force de cet Acte,
„ & du Traité, que j'approuve par icelui, je ne me
„ prevaudrai point, ni m'en ſervirai; au contraire,
„ en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un au-
„ tre ſemblable ſerment, afin qu'il y en ait, & de-
„ meure toûjours un ſur toutes les Diſpenſes qui
„ me ſeront octroyées, & ſous le même je dis, &
„ promets que je ne fais, ni ferai aucune Proteſta-
„ tion, ou Reclamation en public, ou en ſecret, qui
„ puiſſe empêcher, ou diminuer la force du contenu
„ en cet Acte, & que ſi je la fais (encore qu'elle
„ ſoit ſous ſerment,) qu'elle ne ſera d'aucune va-
„ leur, & ne puiſſe avoir aucune force, ni effet, &
„ je ſupplie ſa Sainteté, que puiſque ce Mariage,
„ & ſon Traité, a été conclu, & accordé avec ſa
„ Sainte & Apoſtolique Aprobation, & ſe doit ef-
„ fectuer, & celebrer avec ſa Benediction, elle ſoit
„ ſervie d'accroitre la force du lien, & Religion de
„ ce Serment par l'autorité de ſa confirmation Apos-
„ tolique: & je promets, & m'oblige qu'en con-
„ formité, & accompliſſement de l'Article 6. ſus-
„ mentionné, auſſi-tôt que j'arriverai au lieu, où le
„ Roi Très-Chrêtien me doit recevoir, je ferai &
„ ferai faire avec ſon intervention, & autorité, &
„ conjointement avec Sa Majeſté Très-Chrêtienne,
„ & avec toutes Clauſes, Sermens, & Conditions
„ neceſſaires, & convenables, un autre ſemblable
„ Acte de Confirmation, & Ratification de celui
„ qui a été fait, & depêché dans cette Cité de Fon-
„ tarabie, où ſe trouve à preſent le Roi Catholique
„ Monſeigneur, avec ſa Cour, & Palais, le ſecond
„ jour de Juin de cette Année, mille ſix cent &
„ ſoixante, en preſence du Roi nôtre Maître. Et
„ pour plus grande ſolemnité, autorité, & validité
„ de cet Acte, Sa Majeſté Catholique a dit pour

ANNO 1701.

„ l'accompliſſement des Articles 5. & 6. y inſerez, „ que pour ce qui regarde la cauſe publique & le „ bien commun de ſes Royaumes, Sujets, & Vaſ„ ſaux d'iceux, elle confirmoit, & a confirmé cet „ Acte ſelon & en la forme que l'a fait, & fait de„ pêcher la Sereniſſime Infante Madame MARIE„ THERESE, Reine promiſe, & future de France, „ ſa très-chere & très-aimée Fille, & que de ſon „ propre mouvement, certaine ſcience, pleine, & „ abſoluë Puiſſance & comme Roi & Seigneur, qui „ ne reconnoit point de Superieur dans le temporel, „ elle ſuppleoit, & vouloit que l'on tint pour ſu„ pléez par ſa Royalle autorité quelconques défauts, „ ou omiſſion de fait, ou de Droit, de ſubſtance, ou „ de qualité, de ſtile, ou de Coûtume, qu'il y pour„ roit avoir en cet Acte, & qu'elle confirmoit, & „ approuvoit ſpecialement & particulierement ledit „ Article 5. & ce qui eſt reſolu, & arrêté par icelui „ entre Sa Majeſté Catholique, & Très-Chrêtienne „ de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il „ auroit force & vigueur de Loi, & de Sanction „ Pragmatique, & que comme tel il ſeroit reçû, & „ ſe garderoit, & obſerveroit & executeroit dans „ ſes Roïaumes, Etats, & Seigneuries, ſans prendre „ garde aux Loix, Ordonnances, Uſages, & Coû„ tumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au con„ traire, auxquelles elle derogeoit, & veut que pour „ cette fois elles ſoient tenuës pour abrogées, & „ derogées, encore qu'elles ſeroient telles, & de „ telle qualité, que pour leur derogation ſeroit re„ quiſe, & neceſſaire, une autre plus expreſſe, & „ ſpeciale mention, & commanda que l'on le ſcel„ leroit avec ſon Seel Royal, & qu'il ſeroit enre„ giſtré, & publié en ſon Conſeil de Chambre & „ dans les autres auxquels il appartiendra; de tout „ quoi ont été témoins à ce appellez, & requis, „ Don Louïs Mendes de Haro, Comte-Duc d'Oli„ vares: Don Ramiro Nunnez de Guzman, Duc „ de Medina de las Torres: Don Gaſpar de Haro, „ Marquis de Eliche: Don Juan Domingo de „ Guzman, Comte de Monterey: Don Diego d'Ar„ ragon, Duc de Terranova: Don Gillen Ramoſi „ de Moncada, Marquis de Aytona: Don Pedro „ Portocarrero, Comte de Medellin: Don Pedro „ Colon de Portugal, Duc de Veraguas: Don An„ tonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis „ de Mondejar: Don Alonço Peres de Vivero, „ Comte de Fuenſaldagne, du Conſeil d'Etat: Don „ Juan de Caravajal & Sandi du Conſeil, & Cham„ bre: Don Diego de Teada, Evêque de Pam„ pleune, & pluſieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, „ & Domeſtiques de Sa Majeſté qui ſe trouverent „ preſens.

Signé,

JE LE ROI, JE MARIE-THERESE.

JE Don Fernand de Fonſeca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapille, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, des Conſeils de Guerre, Indes & Chambre d'icelles, Secretaire d'Etat & de la Depêche Univerſelle, & Notaire dans ſes Royaumes & Seigneuries qui ai été preſent au Serment, Octroi, & tout le ſurplus ci-deſſus contenu, en fais foi, & que les Articles ci-deſſus écrits, ont été copiez fidelement, & collationez avec l'Original qui eſt en mon Pouvoir. En temoignage de la verité, je l'ai ſigné & ſouſcrit de mon Nom.

DON FERNAND DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS.

Cet Acte a encore été fortifié par la Paix des Pirenées, dont il étoit non ſeulement la partie principale & plus digne, ſelon l'Article 33., mais auſſi le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée. Auſſi le Contract de Mariage & ſon obſervation y ont été exprimez, comme s'ils y étoient mot à mot. De ſorte que tout ce qui a été mis en uſage par les deux Rois pour apuyer & fortifier la Paix, doit être cenſé avoir donné une nouvelle force & vigueur au Contract de Mariage, comme auſſi l'abdication, ceſſion & tranſport de tous les Droits, contenus dans le Contract de Mariage & dans la Renonciation, doivent être entenduës pour faites & repetées dans le Traité de Paix; & par conſequent de tout ce qui a été rapporté ci-deſſus touchant la force de la Paix, fondée ſur le Droit des Gens, doit pareillement avoir lieu en cette occaſion. On trouve à propos de rapporter ici tout ledit Article 33. avec la Concluſion du Traité.

ANNO 1701.

ARTICLE XXXIII.

ET afin que cette Paix & Union, Confederation, & bonne Correſpondance, ſoit, comme on le deſire, d'autant plus ferme, durable, & indiſſoluble; leſdits deux Principaux Miniſtres Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du Pouvoir ſpecial qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Rois, ont arrêté & accordé, en leur nom, le Mariage du Roi Très-Chrêtien, avec la Sereniſſime Infante, Dame MARIE-THERESE, *fille ainée du Roi Catholique: & ce même jour, date des Preſentes, ont fait & ſigné un Traité particulier, auquel on ſe remet touchant les conditions reciproques du dit Mariage, & le tems de ſa celebration: Lequel Traité à part & Capitulation de Mariage, ſont de la même force & vigueur que le preſent Traité de la Paix, comme en étant la partie principale & la plus digne, auſſi bien que le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée.*

Concluſion du Traité de Paix des Pirenées.

ET pour plus grande ſûreté de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes du dit Paris: Comme ſemblablement ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré tant au Grand Conſeil, & autres Conſeils & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique, aux Païs-Bas qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Arragon: le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité de Vervins de l'an 1598., dont ſeront baillées les Expeditions de part & d'autre, dans trois Mois après la publication du preſent Traité.

Leſquels Points & Articles ci-deſſus enoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, paſſez, & ſtipulez entre les ſuſdits Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Rois Très-Chrêtien & Catholique, au nom de Leurs Majeſtez: leſquels Plenipotentiaires, en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent, ſous l'Obligation de tous & chacun les Biens & Etats preſens & à venir des Rois leurs Maîtres, qu'ils ſeront par Leurs Majeſtez inviolablement obſervez & accomplis, & de les leur faire ratifier purement & ſimplement, ſans y rien ajoûter, diminuër, ni retrancher, & d'en bailler & delivrer reciproquement l'un à l'autre Lettres authentiques & ſéelées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces preſentes, & plûtôt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent leſdits Plenipotentiaires, auxdits Noms que leſdites Lettres de Ratification étant échangées & fournies ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien, le plûtôt que faire ſe pourra, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera ſolemnellement ſur les Croix, Saints Evangiles, Canon de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, réellement, & de bonne foi tout le contenu aux Articles du preſent Traité. Et le ſemblable ſera fait auſſi, le plûtôt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roi Catholique, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrêtien deputer. En temoin deſquelles choſes leſdits Plenipotentiaires ont ſouſcrit le preſent Traité de leurs Noms, & fait apoſer le cachet de leurs Armes. Dans l'Iſle appellée des Faiſans le 7. Novembre 1659.

Signé,

CARDINAL MAZARIN,

ET DON LOUÏS MENDEZ DE HARO.

Il auroit veritablement ſuffi, pour confirmer auſſi la Renonciation de MARIE-THERESE par le Conſentement des Etats d'Eſpagne, de ce que la Paix des Pirenées & le Contract de Mariage furent faits & publiez en preſence de tant de Grands &

ANNO 1701. & d'autres perſonnes, & qu'ils furent enregiſtrez dans les Actes des Conſeils. Cependant on ſe ſervit d'une ſolemnité plus particuliere & plus expreſſe dans les Etats du Royaume, aſſemblez en 1662., & dans la ſuite pour le faire plus autentiquement. Et comme on en a parlé ci-deſſus en traitant de la Renonciation d'ANNE, pour éviter la longueur, nous le paſſerons ſous ſilence, nous contentant d'y renvoier le Lecteur.

Il eſt tems à preſent de traiter du Conſentement & de la Ratification de la perſonne même du Roi Très-Chrétien, qui ne manquerent pas, quoi qu'Elles ne fuſſent point du tout neceſſaires pour donner de la force aux Actes de l'Infante MARIE-THERESE qui n'étoit pas encore liée avec ce Roi. Car Elle a pû toute ſeule avant de contracter le Mariage par le Droit commun de Nature & des Gens, s'obliger de faire en toute liberté, ce qui après le Mariage pouvoit tendre au bien de la Maiſon Paternelle, & à la ſûreté & à l'honneur de la Patrie; d'autant plus qu'avant Elle d'autres Infantes d'Eſpagne, qui devoient être mariées dans la Famille Françoiſe, avoient fait la même choſe, par l'approbation & applaudiſſement des Etats de l'un & de l'autre Royaume, & de tous les Peuples, & par la congratulation même des Princes Etrangers; & qu'Elle ſavoit d'ailleurs, que la même choſe avoit été ſouhaitée ci-devant par ſes Ancêtres, & qu'elle étoit pratiquée communement dans les Païs Etrangers. Or, pour ce qui regarde le Conſentement du Roi Très-Chrêtien, nous ne pouvons aſſez nous étonner, de l'Imprudence, ou pour mieux parler de l'Impudence des Ecrivains François, qui ont oſé mettre en avant que le Cardinal Mazarin avoit conſenti à la Renonciation & à l'Excluſion ſans en avoir d'ordre; puiſque l'ordre général qu'il avoit, quoique illimité & avec une clauſe de ſupplement pouvoit ſuffire pour une Affaire de ſi grande conſequence qui requerroit un ordre particulier s'il n'y avoit d'autres expreſſions. D'ailleurs, le même Contract de Mariage montre que tout ce qui y eſt contenu a été fait en vertu des Pouvoirs & Ordres de l'un & de l'autre Plenipotentiaire; & le Roi Très-Chrêtien a inſeré dans ſa ſolemnelle Ratification le même Contract, & même mot à mot. Nous parlons à preſent de la Ratification particuliere du Contract de Mariage, dont le commencement & la fin ſont en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : ſalut.*

Comme ainſi ſoit que le Traité de Mariage d'entre nous & la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, Dame MARIE-THERESE *Fille ainée de nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi des Eſpagnes Don* PHILIPPE IV. *de ce nom, ait été conclu, arrêté, & ſigné, par nôtre très-cher & très-aimé Couſin le Cardinal Mazarin de nôtre part, & le Seigneur Don Louis Mendez de Haro de la part dudit Roi d'Eſpagne, le ſeptiéme jour de Novembre dans l'Iſle dite des Faiſans, dans la Riviére de Bidaſſoa, aux confins des deux Royaumes, de France & d'Eſpagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Commiſſions : par le dernier Article duquel Traité nôtre dit Couſin le Cardinal Mazarin, aiant promis & ſtipulé en nôtre Nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & maniére accoûtumée, & de la faire delivrer en trente jours, avec les derogatoires à quelconques Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions, qui ſeroient au contraire dudit Traité, duquel la teneur enſuit.*

„ Au nom de la très-Sainte Trinité &c. &c. „ Tout le Contract de Mariage eſt rapporté mot à mot; &, après avoir auſſi rapporté les Pleins-Pouvoirs des Rois Très-Chrêtien & Catholique, le Roi LOUÏS XIV. continuë de la ſorte.

NOus de l'avis de la Reine, nôtre très-honorée Dame & Mere, de nôtre très-cher & très-aimé Frere unique le Duc d'Anjou, pluſieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nôtre Couronne & autres Grands & notables Perſonnages de nôtre Conſeil : après nous être fait lire de mot à autre ledit Traité, avons icelui, en tous & chacun ſes Points & Articles agréé, aprouvé, & ratifié, agreons, aprouvons, & ratifions par ces preſentes ſignées de nôtre main : promettant en bonne foi & parole de Roi, de l'accomplir, faire garder, & entretenir inviolablement, ſans jamais aller & venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit, derogeant à cette fin comme nous derogeons à toutes Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions au contraire : car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre ſéel à ceſdites Preſentes. Donné à Thoulouſe le vingt-quatriéme jour de Novembre, l'an de Grace mil ſix cent cinquante neuf, & de nôtre Régne le dix-ſeptiéme. ANNO 1701.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi,

DE LOMENIE.

Ce Contract de Mariage fut ratifié de la même maniére dans tous ſes Points & Articles par le Roi Catholique, pour lui & ſes Succeſſeurs, ſes Royaumes & Etats, derogeant à toutes Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions au contraire, à Madrid le 10. Decembre 1659.

ON ne ſauroit même diſconvenir, que ce Contract n'ait encore été ratifié une ſeconde fois par le Roi Très-Chrêtien, & par une autre raiſon ſolide, puiſque nous avons dit ci-devant que le Contract ayant été rapporté dans le Traité de Paix des Pirenées, il en faiſoit la principale partie, & ainſi en ratifiant ladite Paix, on le ratifioit en même tems & de la même maniére. Cette Ratification de la Paix fut faite en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : ſalut. Comme en vertu des Pouvoirs reſpectivement donnez par Nous, & Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince le Roi Catholique des Eſpagnes, nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle, à nôtre très-cher & très-aimé Couſin le Cardinal Mazarin, & au Seigneur Don Louis Mendez de Haro Guſman : ils aient dans l'Iſle dite des Faiſans, en la Riviére de Bidaſſoa, aux Confins des deux Roiaumes, du côté des Pirenées, le ſeptiéme du preſent mois de Novembre, conclu, arrêté, & ſigné le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur enſuit.*

La Paix des Pirenées ſuit tout du long.

NOus ayant le Traité ſuſdit agreable, en tous & chacun les Points & Articles, qui y ſont contenus & declarez : avons iceux, tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé, acceptons, aprouvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens preſens & à venir, garder, obſerver, & entretenir inviolablement, ſans jamais aller ou venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniére que ce ſoit : En temoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & aposer nôtre ſéel. Donné à Thoulouſe le vingt-quatriéme Novembre l'an de Grace mil ſix cent cinquante-neuf & de nôtre Regne le dix-ſept.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi,

DE LOMENIE.

Et ſéellé du Grand Sceau de Cire jaune.

A ces choſes, faites avant la conſommation du Mariage, furent ajoutez les Sermens de la Paix, qui furent enjoints à l'un & à l'autre Roi, & qui furent prêtez auſſi-bien par le Roi Très-Chrêtien que par le Roi Catholique, avec toutes les formalitez ſi ſolemnelles qu'on ne pouvoit en trouver ni penſer de

ANNO 1701. de plus grandes entre des Rois Chrêtiens, & même entre des hommes, lesquelles neanmoins il ſeroit ſuperflu de rapporter ici, puis qu'il y a déja long tems qu'elles ſont connuës, & qu'elles ont été par le paſſé en uſage en pareilles occaſions.

On étoit de plus convenu par les Articles ſuſdits du Contract de Mariage, qu'au tems des Epouſailles, ils ſeroient de nouveau ratifiez, & confirmez, par Serment, tant par le Roi Très-Chrêtien, que par l'Infante MARIE-THERESE, & qu'ils ſeroient enregiſtrez dans les Actes du Parlement de Paris. Nous ne deſavoüons pas, mais plûtôt nous nous plaignons avec le Roi PHILIPPE IV. (qui étoit preſque à l'Article de la mort, & qui ne ſongeoit plus qu'aux choſes éternelles, ce que nous recommandons pour l'éclairciſſement de la ſuite à la memoire des Lecteurs ou des Auditeurs,) que le Roi Très-Chrêtien, ni ſon Epouſe, n'ont rien fait de tout ce qu'ils avoient promis par deux ou trois fois réïterées. Cependant nous ſoûtenons en même tems, que cela n'a point diminué la vigueur & la force du Contract de la Renonciation, & de l'Excluſion, non ſeulement parce que perſonne n'eſt aquité d'une obligation par ſa propre negligence, ou par ſa perfidie; mais auſſi parce que dans le premier Contrat ratifié, on avoit expreſſement énoncé, qu'une telle omiſſion, ſi elle arrivoit, ne prejudicieroit en aucune maniére aux Conventions & aux Actes; & que nonobſtant cette omiſſion, le tout reſteroit en ſa vigueur & force, & qu'à cette fin on devoit tenir le tout pour accompli par la publication même de la Paix. Mais, afin que ces choſes faſſent plus d'impreſſion dans l'eſprit des gens, il ne ſera pas hors de propos de rapporter les paroles mêmes du Roi PHILIPPE, qu'il prononça non pas avec la langue d'un demi-mort, mais d'un eſprit exempt de toute diſſimulation & hipocriſie, & déja tout diſpoſé pour aller au Ciel, en ces termes.

J'Ai promis par une autre Clauſe de ladite Capitulation à l'Infante ma Fille, cinq cent mille Ecus d'or ſol pour dot, y compris ſa Legitime Paternelle & Maternelle, & tout autre Droit; & cela fut fait ſous condition que ladite Renonciation ſeroit aprouvée & ratifiée par Serment & avec toutes les Clauſes neceſſaires par Elle, enſemble avec le Roi Très-Chrêtien d'abord après la celebration de ſon Mariage, & qu'Elle ſeroit acceptée par le Parlement de Paris en la forme & maniére accoutumée, & qu'on en envoieroit des Actes à moi ou à mon Succeſſeur; ce qui cependant juſques ici n'a pas été accompli par le Roi Très-Chrêtien & par ma Fille, par où j'ai été & ſuis degagé de l'Obligation de payer le dot que j'avois promis. Neanmoins, parce que j'eſpere que le Roi Très-Chrêtien, & ma Fille, s'aquiteront de cette Obligation, ainſi qu'ils y ſont tenus en juſtice & en conſcience, puis qu'il eſt hors de doute que je n'aurois jamais conſenti audit Mariage, que ſous leſdites Conditions; j'ordonne & veux, que quoique le Roi Très-Chrêtien & ma Fille n'aient ſatisfait à leur devoir, le dot que j'ai promis ſoit payé, toutes & chacunes des Conditions exprimées dans la Capitulation reſtant, ainſi qu'elles doivent reſter, fermes & valables, ainſi qu'il eſt expedient pour une plus grande gloire de nôtre Religion Catholique, & pour la Paix & la Tranquillité entre l'une & l'autre Couronne.

Or, regardant tout ce que nous avons juſques ici rapporté pour prouver l'Excluſion de tout le Sang de France à la Succeſſion Univerſelle d'Eſpagne, & qui eſt déja trop étendu, nous nous empêcherions volontiers d'en parler davantage, n'étoit qu'il reſte encore des choſes qui contiennent un Abregé des Statuts precedens, & qui montrent en toute évidence & en paroles preciſes le Droit inconteſtable de la Maiſon d'Autriche. La premiere choſe eſt tirée de la Convention de la Dot faite entre l'Empereur FERDINAND II. & le Roi PHILIPPE III., pour FERDINAND III. pour lors Roi d'Hongrie & de Boheme & l'Infante MARIE, qui ont été les Pere & Mere de l'Empereur LEOPOLD en 1628. en ces termes.

ET parce que la Sereniſſime Reine de France, Dame ANNE *Infante d'Eſpagne, en vertu du Contract de Mariage & de la Renonciation faite par conſentement & permiſſion du Sereniſſime & Très-Chrêtien Prince* LOUIS XIII., *Roi de France, ſon Mari, eſt & reſte excluſe en ſorte de tout Droit de Succeſſion que tous ſes Enfans qui viendront d'Elle, tant males, que femelles, & tous ſes Deſcendans tant premier, que deuxiéme & troiſiéme né, même à l'infini, en quelque degré qu'ils ſoient à tout jamais, ne peuvent ni doivent, ſous quelque titre ou pretexte que ce ſoit, ſucceder dans aucun Royaume, Etat, Province, Domaine, ou Lieu du Sereniſſime Roi Catholique, & ſes Heritiers & Succeſſeurs legitimes, tant dans les Royaumes d'Eſpagne, que dehors d'icelle dans les autres Provinces, & Royaumes que le même Sereniſſime Roi Catholique & ſes Succeſſeurs poſſedent, ou poſſederont ou leur appartiendront ci-après; c'eſt pourquoi la Sereniſſime Infante Dame* MARIE, *ſe reſerve ſon Droit naturel, enſemble avec celui qu'Elle a acquis par ladite Renonciation faite par la Reine de France ſa Sœur, ſous l'aprobation & confirmation qu'en a fait le même Sereniſſime Roi Catholique pour lui & tous ſes Heritiers & Succeſſeurs, ce qui doit tenir lieu & avoir force & vigueur d'une Loi ſtable, inconteſtable, & inviolable; excepté neanmoins le Droit qui lui convient, & qui eſt reſervé dans ledit Heritage & Succeſſion, dans les deux cas raportez dans ledit Contract de Mariage fait entre leſdits Sereniſſimes Roi & Reine de France; aſſavoir le premier, ſi ladite Sereniſſime Reine de France ſurvecut au Roi Très-Chrêtien ſon Mari, & qu'Elle étant veuve ſans avoir aucun Enfant, retournât en Eſpagne; & l'autre ſi pour le maintien du bien public & pour d'autres juſtes cauſes ou conſiderations, Elle vint à ſe remarier par la volonté & conſentement du Sereniſſime Roi Catholique, ſon Frere ou de ſes Succeſſeurs.*

Toutes & chacune deſquelles choſes ont été traitées & arrêtées entre les ſuſnommez Sereniſſimes & très-Puiſſans Princes & Seigneurs, le Seigneur FERDINAND III. *Roi d'Hongrie & de Boheme, & de la Sereniſſime Dame* MARIE *Infante d'Eſpagne, leurs reſpectifs Fils & Sœur, en vertu des Pleins Pouvoirs ci-deſſus raportez, avec promeſſe reciproque & ſtipulation ſolemnelle, en parole d'Empereur & de Roi de tenir pour établi & ratifié tout le contenu dans leſdits Articles, & de faire qu'ils ſeront pareillement aprouvez & ratifiez par les Sereniſſimes Roi* FERDINAND, *& l'Infante Dame* MARIE, *afin qu'ils aient un plein & entier effet. En temoin de quoi ils ont ſigné les Preſentes de leur propre main, & y ont fait apoſer leurs Seaux, en preſence de Don Ramire Philippe de Guzman, aîné de la maiſon des Guzman, Duc de Medina de las Torres, Marquis de Toralte &c. Grand Echanſon du Roi Catholique d'Eſpagne, Grand Chancelier des Indes, Capitaine des cent Nobles &c., Treſorier General du Roi & du Royaume d'Aragon; de Don Auguſtin Meſſie, Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté Catholique &c. &c. Don Juan de Mendoza & Luna &c. &c. Gentilhomme de la Chambre du Roi Catholique, Conſeiller d'Etat, & premier Preſident du Conſeil Souverain d'Aragon &c. &c. Don Philippe de Guzman Marquis de Leganez, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté, Conſeiller d'Etat, Capitaine General de la Cavalerie legere de Flandres & de l'Artillerie d'Eſpagne: & Melchior de Molina, Conſeiller de la Chambre & d'Etat du Royaume de Caſtille &c. &c. Donné à Madrid dans le Palais Roial le Dimanche 3. de Septembre, l'an de Grace mil ſix cent & vingt-huit.*

Une autre Inſtruction de celles qui appartiennent à nôtre Affaire eſt la partie du Teſtament fait par PHILIPPE III., qui s'y accorde tout-à-fait du 30. Mars 1621., & qui eſt d'autant plus remarquable, parce qu'elle exprime clairement qu'après la Renonciation ou Abdication d'ANNE mariée au Roi Très-Chrêtien, & laquelle ſelon ſa naiſſance étoit l'ainée, MARIE ſa Sœur mariée à FERDINAND III. doit être cenſée l'ainée, ou comme ſi Elle fut reſtée ſeule. Ce qui eſt traduit mot à mot de l'Eſpagnol ainſi.

ET puis qu'il a plû à Dieu de me donner deux Filles, dont l'ainée l'Infante Dame ANNE, *par de juſtes Conſiderations du bien public de ces Royaumes & de la Chrêtienté, a été donnée en Mariage au Roi Très-Chrêtien de France, ſous les Conventions & Conditions qu'on peut voir dans les Articles du Contract de Mariage & de la Renonciation. C'eſt pourquoi, à l'inſtance de ces miens Royaumes, une Loi fut faite ſuivant leſdits Articles ſtipulez dans le Contract de Mariage, auxquels ladite Sereniſſime Infante a conſenti à Burgos le 16. Octobre 1615. Ainſi confirmant, conſentant, & aprouvant les choſes ſuſdites, & ladite Loi, je commande & declare qu'on doit conſerver en tout & par tout leſdites*

ANNO 1701.

ANNO 1701. *dites Conditions du Contract de Mariage, & les autres Ecrits d'Aprobation faits à Burgos, auſſi-bien que ladite Loi, car ainſi eſt convenable pour le bien de ces Royaumes & de la Chrêtienté, auſſi pour pluſieurs autres raiſons exprimées plus amplement dans le Contract de Mariage, que je ne raporte pas, les ſuppoſant connuës, & par d'autres raiſons.*

Par où par conſequent l'Infante Dame MARIE *resteroit dans l'état preſent comme ma Fille ainée & unique, laquelle je déclare & commande devoir ſucceder en ces Royaumes & Etats, Elle & toute ſa Poſterité legitime après l'extinction des Perſonnes & Deſcendans deſdits Princes Don* PHILIPPE, *& des Infants Don* CHARLE *& Don* FERDINAND *& de leurs Descendans.*

La troiſiéme Inſtruction, qui peut tenir lieu de tout, & qui doit ſuffire à nôtre intention, eſt le Teſtament du Roi PHILIPPE IV. non ſeulement pour l'autorité & la Puiſſance de celui qui l'a fait, fondées ſur les Loix & les Conventions; mais parce qu'il a été fait avec une Deliberation plus grande, plus meure, & plus peſée qu'aucun autre qui ait jamais été fait; & qu'il explique très-clairement la penſée la plus interieure & la volonté la plus efficace du Roi & Legiſlateur en ces termes.

Si cependant, ce qu'à Dieu ne plaiſe, le Prince mon Fils vient à mourir avant ou après qu'il auroit ſuccedé à ces Royaumes, ſans laiſſer d'Enfans ou autres Descendans legitimes Mâles ou Femelles; j'inſtitue pour mon Heritier Univerſel dans tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, le ſecond Fils mâle que Dieu me donneroit par ce Mariage ou par un autre, & ſes Deſcendans legitimes, & nez & procréés d'un legitime Mariage, Mâles & Femelles ſelon le même ordre d'aineſſe: & à defaut d'icelui ou d'iceux, j'apelle le troiſiéme Fils mâle de ce Mariage ou de quelque autre, & ſes Enfans & Deſcendans, Mâles ou Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, afin qu'ils ſuccedent ſelon l'ordre d'aineſſe. Ce qui doit être auſſi entendu des Enfans mâles legitimes, & nez d'un Mariage legitime, que Dieu m'auroit donné, même après ma mort, ſi je laiſſois la Reine enceinte, & qu'un mâle fut né, afin qu'il ſuccede en ſon lieu & ſelon ſon degré.

Si le Prince, ainſi qu'on vient de dire, vient à mourir, ce qu'à Dieu ne plaiſe, ſans laiſſer d'Enfans ou Deſcendans Mâles ou Femelles, legitimes & venus d'un Mariage legitime, ou ſi Dieu m'aiant donné pluſieurs Enfans mâles du Mariage preſent ou de quelque autre, ils vinſſent auſſi à mourir, ſans laiſſer d'Enfans ou Deſcendans, ſelon ce qui a été dit, à leur defaut j'inſtituë pour mon Heritiére Univerſelle de tous meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries l'Infante Donne MARGUERITE *ma Fille & de la Reine Dame* MARIE-ANNE *ma très-chere & très-aimée Epouſe, & ſes Fils & Filles & Deſcendans Mâles & Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, que Dieu lui donneroit: & Elle & eux venant à faillir, j'appelle la troiſiéme Fille & ſes Deſcendans; & de la même maniere & ordre, j'appelle à heriter les autres Filles legitimes & venantes d'un legitime Mariage, que Dieu m'auroit donné, & même les poſt-humes de ce preſent Mariage, ou de quelque autre, & les Deſcendans legitimes de chacune d'icelles, qui ſuccederoient dans le même ordre d'aineſſe, preferant l'aîné au cadet, & le mâle à la femelle de la même ligne & degré.*

Et venant à manquer meſdits Enfans, Mâles & Femelles, de ce Mariage preſent ou de quelque autre à l'avenir, que j'appelle, je declare que la Succeſſion de tous meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries doivent appartenir & appartiennent aux Enfans & Deſcendans legitimes Mâles & Femelles de l'Imperatrice Infante MARIE *ma très-chere & très-aimée Sœur, qui eſt déja decedée, & en la même maniére que j'ai declaré dans l'Inſtitution de mes Fils & Filles.*

Et à defaut des uns & des autres de ſa Ligne, je declare auſſi que la Succeſſion de meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries appartient à la Ligne de l'Infante Dame CATHERINE *ma Tante, Ducheſſe de Savoye, & à ſes Enfans & Deſcendans legitimes, & venus par un legitime Mariage, tant Mâles que Femelles, preferant la ligne de l'aîné aux autres, en la maniére qu'on a dit ci-deſſus.*

Dans tous les tems & âges paſſez on s'eſt ſervi d'une particuliere circonſpection en faiſant les Mariages des Infantes d'Eſpagne avec les Rois de France, à cauſe des inconveniens qui reſulteroient de la conjonction & de l'union de ces deux Couronnes; car, l'une & l'autre & chacune à part étant ſi grandes qu'Elles ont conſervé leur grandeur avec tant de gloire de ſes Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, étant unies leur élevation ſe diminueroit & tomberoit, & en reſulteroit d'autres grands inconveniens pour les Sujets & Vaſſaux & pour le bien public & l'état de l'un & l'autre Royaume & de toute la Chrêtienté. Ce que pour éviter, & pour faciliter les Mariages entre les deux Couronnes, pour l'utilité des Vaſſaux reciproques & des Etats en général, on a empêché leur Union par une Convention qui a force de Loi ſtable & ferme en faveur des Royaumes & du bien public d'iceux; & particulierement dans le Contract de Mariage, fait à cette Cour le 22. d'Août 1612. entre le Roi Mon Seigneur & Pére, & LOUÏS XIII. Roi Très-Chrêtien de France, à cauſe du Mariage, que j'ai contracté avec la Reine Dame ISABELLE *de Bourbon ma très-chére & aimée Epouſe & de celui que ledit Roi a contracté avec la Reine Très-Chrêtienne Dame* ANNE, *ma très-chére & aimée Sœur, il fut convenu & établi, que les deux Couronnes ne ſe joignisſent ou puſſent ſe joindre, & qu'à cet effet l'Infante ma Sœur dût renoncer & renonceroit pour Elle & ſes Deſcendans de ce Mariage à tous & chacun des Droits qui lui apartiendroient ou pourroient lui apartenir de ſucceder à mes Royaumes, en ſorte qu'en nul cas penſé ou ignoré Elle y ſuccederoit, & que la Succeſſion paſſeroit à l'ordre qui ſuivroit, puis que la dite Infante Dame* ANNE *& tous ſes Deſcendants Mâles & Femelles a été declarée excluſe de cette Succeſſion, & de toute eſperance de ſucceder, Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne aiant aboli toutes Loix, Droits, Coûtumes, Diſpoſitions, & Titres deſdites deux Couronnes, par leſquels on ſuccede ou on peut pretendre de ſucceder auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, tant à preſent qu'aux tems à venir, & aux cas de deferer la Succeſſion, en tant qu'elles ſeroient par quelque raiſon contraires ou d'empêchement à ladite Renonciation & Excluſion de ladite Infante Dame* ANNE, *avec l'addition d'une Declaration, que Leursdites Majeſtez devoient par l'aprobation dudit Contract de Mariage, y deroger & les avoir pour derogées. Et en execution de ce Contract ladite Reine Très-Chrêtienne ma Sœur, avant les Epouſailles par paroles de preſent, fit une Renonciation de la maniére la plus ſolemnelle & par Serment en la Ville de Burgos, le 17. Octobre 1615. en preſence du Roi Monſeigneur & Pére qui l'aprouva par devant Antoine d'Areſigny ſon Secretaire & Notaire public de ces Royaumes, & moiennant cette dite Renonciation, le Mariage eut ſon effet, & le Roi Monſeigneur & Pére commanda qu'Elle fût gardée, & accomplie, & miſe en execution par une Loi générale, qu'il fit & publia à l'inſtance & priere de ces Royaumes le 3. de Juin de 1619. & par la Clauſe 38. de ſon Teſtament, par laquelle il declara que ladite Reine ma Sœur, & ſes Enfans Deſcendans de ce Mariage, Mâles & Femelles, étoient exclus de tous leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries. Et ſuivant cet exemple, auſſi bien que d'autres, on a ajouté entre autres les deux Chapitres 5. & 6. (qu'on a raporté ci-deſſus) aux Traitez contractez par moi & par le Roi Très-Chrêtien* LOUÏS XIV. *mon très-cher Neveu par ma Sœur, touchant la Paix & le Mariage, qui a été contracté, entre l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma très-chére & aimée Fille & le même Roi, moiennant la Grace de Dieu & à ſon plus grand honneur, & pour le lien général des Couronnes, & pour leur repos & leur tranquillité; ainſi qu'il conſte par ledit Traité de Mariage, qui a été contracté pour moi & à mon nom par Don Louïs Mendez de Haro, Comte-Duc d'Olivarez, mon Grand Ecuyer d'une part, & de l'autre au nom du Roi Très-Chrêtien par le Cardinal Jule Mazarin, en vertu de l'ordre donné le 7. de Novembre 1659. ſouſcrit par Pierre Coloma mon Conſeiller de Guerre, & Secretaire d'Etat, Notaire public de ces Royaumes. Et dans le Traité de Paix fait par les mêmes Plenipotentiaires le même jour par devant ledit Pierre Coloma, il a été mis un Chapitre ſous le nombre 33. de la teneur ſuivante* (on peut voir ce Chapitre 33. ci-deſſus.) *Et pour l'accompliſſement de ces Traitez, ladite Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille a en effet fait & juré ladite Renonciation dans la Ville de Fontarabie le 2. de Juin 1660. ſous le témoignage du Sieur Ferdinand de Fonſeca Ruyz de Contreras mon Conſeiller de Guerre, Secretaire d'Etat & des Depêches Univerſelles, & Notaire public de ces Royaumes. Et quoique j'eſpere que l'Infante ma Fille & le Roi Très-Chrêtien ſon Mari accompliront & obſerveront tout ce qui a été raporté, & tout le*

ANNO 1701.

ANNO 1701. *le contenu dans ledit Traité de Mariage, & dans la Renonciation, puis que la justice & la conscience le veut; neanmoins, puisque la Paix & la tranquillité de la Chrêtienté en depend, afin que l'accomplissement soit assûré par tous les moiens connus par les Loix, comme Pére & Maître naturel de tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, en vertu du Souverain Pouvoir, dont je me sers & que j'ai de disposer & d'ordonner pour le bien de mes Vassaux & de la Cause commune, comme aussi de pourvoir à sa bonne administration, & d'éviter les dommages, qui pourroient resulter de la conjonction des deux Couronnes, des Royaumes & Etats, à chacune d'icelle, de mon propre mouvement, de certaine science, & par un plein Pouvoir Roial absolu, dont je veux me servir & me sers, étant pleinement instruit des exemples de mes Predecesseurs, qui ont disposé, changé, & renversé l'ordre de la Succession de mes Royaumes & Etats par l'exclusion des Ainez & de leurs Descendans; en vûë & à cause* des Traitez de Paix & de Mariage, *& par autres justes considerations, Je declare que ladite Infante* MARIE-THERESE *ma Fille, & tous ses Descendans de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, seront, resteront, & sont exclus, & autant qu'il est nécessaire je les excluë de tout Droit ou esperance qu'ils pourroient avoir, ou ont, par quel cas que ce soit, de succeder dans chacun de mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, à perpetuité, tout de même que* s'ils n'étoient pas nez; *& je declare que cette Exclusion & tout ce que j'ai disposé & dispose touchant icelle à l'égard de ladite personne de l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille & de ses Descendans de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, doit être observé, & où il seroit necessaire, je veux, commande, & ordonne d'être observé, accompli, & executé à l'égard de la Reine Très-Chrêtienne Dame* ANNE *ma Sœur & ses Descendans, suivant ses Traitez de Mariage & la Renonciation qu'Elle fit, & suivant la disposition du Roi Don* PHILIPPE III. *Mon Seigneur & Pére, raportez dans ladite Loi & dans son Testament, dont le tout a eu vigueur de Loi stipulée entre l'une & l'autre Couronne, & laquelle j'aprouve avec & sous la même qualité qui est dans les Loix conventionelles entre les Princes Souverains, usant de mon Plein-Pouvoir, & restant abolies & annullées toutes les Loix, Statuts, Droits, Dispositions, & Coûtumes autant qu'il sera necessaire, & qui pourroient en quelque maniere que ce soit empêcher ladite Exclusion, ni plus ni moins que si chacune d'elles étoit ici exprimée, & qu'il en fut faite une mention particuliére. Je declare neanmoins, je veux, & commande, que si (ce qu'à Dieu ne plaise) le Mariage de l'Infante* MARIE-THERESE *ma Fille venant à être dissout sans Enfans, restant veuve Elle revint en Espagne, ou si restant veuve, en vûë du bien public & par de justes considerations, Elle passât à de secondes noces par mon consentement, ou après ma mort par celui du Prince mon Fils, l'Exclusion & la Renonciation ne lui seront point contraires, & qu'Elle & ses Enfans & Descendans de ce second Mariage, pourvû que ce ne soit point en France, seront capables de succeder auxdits Royaumes & Etats.*

Par une autre clause de ladite Capitulation j'ai promis pour dot à ladite Infante ma Fille cinq cent mille Ecus d'Or au soleil avec le reste raporté dans le Contract de Mariage. Toutes lesdites quelles choses je commande qui soient accomplies, gardées, & executées dans la Succession de mes Royaumes & Seigneuries, par tous mes Sujets & Vassaux de quelque qualité qu'ils soient, & par tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qu'ils l'observent & gardent en force comme une Loi, & un Statut fait dans l'Assemblée des Etats, & qui sera publié selon la forme & les solemnitez usitées dans chaque Royaume, Etats, & Seigneuries.

Tout ce qu'on a rapporté jusques ici, & qui a été répété à cause de la pluralité des Instructions qui contiennent la plus part la même chose, regarde la Monarchie Universelle d'Espagne & n'admet point le moindre Droit du Sang François à la moindre ni à aucune de ses parties : aussi, tout le Sang de France en général est, non pas une fois, ni en un lieu particulierement, exclus de tous les Fiefs, soit qu'ils ayent été conferez à d'autres par les Rois d'Espagne, soit qu'ils les tiennent d'autres : entre lesquels, sans aucun doute, les principaux étant ceux qu'ils ont reçû de la Sainte Eglise Romaine & du Sacré Empire Romain, personne ne niera qu'ils ne soient compris dans la translation de toute la Succession d'Espagne en faveur de Sa Majesté Imperiale & de ses Enfans, sous ce nom, par la disposition exclusive des François, & par ce qui la suit. Par où on voit clairement, que rien ne peut être allegué au contraire ni pretexté par les termes des Investitures, soit Pontificales ou qui regardent le Royaume de Naples, soit Imperiales du Duché de Milan, le Marquisat & Port de Final, la Principauté de Piombin, le Vicariat de Sienne, & les Fiefs de Montfort, &c., qui ont été accordées; soit que ces Investitures soient tant vieilles que nouvelles, qui selon l'ordre d'ainesse deferent la Succession tant aux mâles qu'aux femelles : au contraire, ces termes doivent plûtôt être interpretez de la sorte, assavoir que les Traitez particuliers contractez par l'Autorité des Papes, & les Loix publiées pour exclurre le Sang de France natif ou intrus, restant en leur force, le Droit qui en est transporté à d'autres doit toûjours être gardé en son entier. Enfin, par la même raison on dira derechef, selon le Testament de PHILIPPE III. rapporté ci-dessus, que les Infantes ainées d'Espagne, mariées en France, cessent d'être telles par les Loix & les Contracts; & que ceux ou celles qui sont plus proches aux Princes du Sang d'Espagne entrent en leur lieu & place, s'aquerant en même tems le nom d'ainez, ou d'ainées : c'est de la sorte que le Patriarche Jacob, qui étoit le jumeau puîné, & qui devoit cependant devenir le Pere des autres Patriarches & de St. Joseph, après qu'Esaü son Frere aîné lui eût vendu son Droit d'aînesse pour un potage de lentilles, il répondit à Isaac son Pere qui l'interrogeoit qui il étoit? il repondit, dis-je, à bon droit qu'il étoit son Fils aîné Esaü, ainsi que cela passe pour une verité inconteſtable tant auprès des Juifs que des Chrêtiens, & que la benediction divine obtenuë par Isaac son Pere, & qui même rejaillit sur nous, le montra. Il faut plûtôt avertir l'Empereur, quoi qu'il voulut negliger les Affaires de sa Maison, de ne pas prodiguer mal-à-propos les Affaires de l'Empire, en conferant ou laissant les Fiefs Imperiaux à une Famille qui depuis long-tems lui a été ennemie, & lui a ravi de ses principales parties par des voyes injustes & par des tromperies qui lui sont naturelles, & qui sous le pretexte de l'obéissance dûë à cause du Fief, n'aspire pas à moins que de dépouiller l'Empire de tous ses Fiefs d'Italie, & de mettre à la fin toute l'Italie sous le joug, & d'arracher aux Allemans la Dignité même Imperiale, pour la transporter aux Successeurs de Capet. La même chose s'entend de la Flandre, & des Provinces qui lui sont annexées, dont il est souvent parlé dans les Instructions ci-dessus rapportées, tant parce qu'elles sont avantageuses, non seulement pour donner lieu aux François de subjuguer les Peuples voisins, que pour inspirer de la terreur aux éloignez & leur enlever leurs commoditez, que parce qu'outre le lien du Fief de quelques-unes qui sont par là attachées à l'Empire, & la Succession reçûë anciennement en icelles des seuls mâles même les plus reculez, elles appartiennent toutes tellement à l'Empire & à la Maison d'Autriche, qu'Elles font un Cercle particulier de l'Empire, appellé de Bourgogne, & n'appartiennent aux Rois d'Espagne leurs Possesseurs que sous le tître d'Archiduc d'Autriche, & c'est par là qu'Elles ont seance & voix avec les autres prerogatives de l'Auguste Maison d'Autriche aux Assemblées de l'Empire. Une preuve très-évidente qu'Elles n'ont appartenu aux Rois d'Espagne par d'autre raison, qu'elles ne peuvent écheoir qu'aux Archiducs d'Autriche sont, pour passer sous silence d'autres, les termes & mots mêmes de la Transaction connuë faite à l'Assemblée d'Augsbourg le 26. de Juin 1548. entre l'Empire & l'Empereur CHARLES V. touchant la Flandre & les Provinces qui y sont annexées; & que CHARLES V., comme Empereur & Seigneur de ces Provinces, & au nom de l'Empire les l'Electeurs de Mayence & Palatin, l'Archevêque de Saltzbourg & le Duc de Baviere, l'Abbé de Wingartz, le Comte de Furstemberg, & le Magistrat de la Ville d'Augsbourg, pour eux & pour les autres Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, & les Villes immediatement Imperiales, à la requisition de l'Assemblée de tous les Etats, signerent, & mirent parmi les Statuts de l'Empire, & qu'enfin comme éternelle fut enregistrée & acceptée par la Chambre Imperiale, qui est restée à Spire jusques au tems de la ruine de cette Ville, & qui est à present à Vezlar, & qui fut aussi pareillement ratifiée par les Etats desdites Provinces, en ces termes.

Nous

ANNO 1701. *NOUS* CHARLES V., *par la Grace de Dieu, Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi d'Allemagne, de Caſtille, d'Arragon &c. &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. &c. faiſons ſavoir &c. &c. Nous ſommes auſſi convenu en vertu de ces Preſentes, en la meilleure maniere &c. &c. Que nous comme vrai Heritier & Seigneur territorial de nos dites Hereditaires Provinces de Flandres, pour nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, enſemble avec nos Provinces de Flandres qu'on nommera ſucceſſivement, ſavoir &c. &c. ſont à l'avenir & perpetuellement ſous la protection, defence, garantie, & ſecours des Empereurs, des Rois des Romains, & du ſacré Empire, & qu'Elles jouiſſent de ſes Privileges & Droits, & ſeront toûjours par leſdits Empereurs, Rois, & Etats du Sacré Empire, de même que ſes autres Princes, Etats & Membres protegées, defenduës, & aidées avec fidelité, & qu'Elles ſont auſſi invitées & appellées à toutes les Aſſemblées de l'Empire, Et nous & eux avec les autres Etats d'avoir le pouvoir d'y comparoitre, ou ſelon qu'on le trouve à propos d'y envoier; & Nous, & nos Heritiers & Succeſſeurs, nos Deputez & les leurs devons être admis à la Seance, & y avoir voix à cauſe deſdites Provinces, comme Archiduc d'Aûtriche, & ſous le nom d'Archiduc d'Aûtriche. De plus auſſi Nos Heritiers & Succeſſeurs de nôtre dite Province, avec tous les Princes qui leur appartienent ou dependent &c. &c. devons l'eriger & conſtituer en un Cercle particulier ſous le nom de Cercle de Bourgogne, ſous lequel Elles ſeront toutes compriſes, quoi que quelques unes d'entre Elles aient été ci-devant compriſes dans d'autres Cercles de l'Empire &c. &c. Cependant toutes leſdites Principautez & Provinces qui ſous le nom & la qualité de Fiefs conferez par l'Empire ont été ainſi poſſedez ou poſſedées, iceux & icelles doivent être receus & poſſedez à l'avenir tout de même qu'il a été pratiqué par le paſſé &c. &c. C'eſt pourquoi nous promettons & donnons nôtre parole Imperiale pour Nous, nos Heritiers, & nos Succeſſeurs, & toutes noſdites Provinces Hereditaires de Bourgogne, que cette Tranſaction, Compoſition, & Convention dans toutes & chacune partie, Points, Clauſes, & Decrets qui nous concernent nous ou les nôtres, ſeront par nous & par Elles, fermement, perpetuellement, & inviolablement obſervées & executées, & on n'y contreviendra en aucune maniére que ce ſoit, ni on permettra que cela ſe faſſe par les nôtres ou par d'autres. Toutes les choſes pareillement qui ont été tentées, ordonnées, établies, & obtenuës contre ce Traité, qui pourront être tentées, ordonnées ci-après &c. &c. ſont & doivent être caſſées, annullées, & invalidées &c. &c.*

Ce que PHILIPPE III. & PHILIPPE IV. ont eu ſoin de faire par leurs Teſtamens par precaution pour les Provinces de Flandres qui appartiennent aux Rois d'Eſpagne entant qu'ils ſont de la Maiſon d'Autriche, & eſt conçû en des termes ſi conformes qu'une Clauſe priſe du Teſtament de PHILIPPE IV. peut ſervir pour les deux, & elle eſt en ces termes.

ET je declare particulierement que les Etats de Flandres & tous autres, qui ont été poſſedez ci-devant par la Sereniſſime l'Infante Dame ISABELLE *ma Tante & leſquels étant enſuite devolus à ma Couronne, j'ai poſſedé & poſſede, doivent ſelon ma volonté reſter toûjours unis avec mes autres Roiaumes & Seigneuries, & qu'ils ne doivent être diviſez ou ſeparez par aucun cas que ce ſoit. Je charge auſſi & commande à mes Succeſſeurs qui ſeront en quelque tems que ce ſoit ci-après qu'ils protegent ſerieuſement, aſſiſtent de tout leur pouvoir, & defendent leſdits Etats, & leurs Vaſſaux, puiſque cela regarde beaucoup l'exaltation de la Foi Catholique, la conſervation & la Paix de mes autres Royaumes, Etats, & Seigneuries,* & les Droits de la Maiſon d'Autriche, *dont je poſſede la qualité d'ainé ainſi qu'il eſt connu par tout le monde.*

Enfin, pour mettre la derniere main à cette partie de nôtre Deduction, nous avons trouvé à propos d'ajouter que comme toutes ces choſes inſerées dans les Traitez de Paix, dans les Conventions, & Sanctions, ont été confirmées & ratifiées & munies d'un Pouvoir ſuffiſant, tant par les Souverains Pontifes que par les Empereurs, les uns & les autres ſont obligés à la vangeance & à la defence desdites Conventions, auſſi bien que les autres Garands de tous les Traitez de Paix ou des Conventions particuliéres; & ce d'autant plus que non ſeulement ſelon les Contracts de Mariage raportez, les uns & les autres Contractans l'ont demandé avec une reverence filiale aux Souverains Pontifes, mais auſſi parce qu'Eux mêmes ont volontiers accepté ces priéres ſelon le temoignage des Clauſes des Renonciations, & ont réellement confirmé les Contracts par l'Autorité Apoſtolique : Pour ne pas repeter avec ennui ce qu'on a déja dit des Empereurs qui ont ſtipulé ces choſes pour eux & leur Poſterité. ANNO 1701.

Après toutes ces Conventions, Sanctions, Renonciations, Ceſſions, & Sermens, perſonne n'auroit pû ſe mettre en tête, ou ſi par hazard cela étoit arrivé à quelqu'un, ſans doute il lui auroit auſſi paru incroiable, que le Roi Très-Chrêtien & ſes Enfans, negligeant & mépriſant ce que deſſus, ne ſe ſeroit fait aucun ſcrupule, le cas arrivant, de chicanner Sa Sacrée Majeſté Imperiale & ſes Enfans ſur la Succeſſion d'Eſpagne, ou de s'en aproprier quelque partie, ſi l'experience ne l'eut fait voir. La couleur, dont on s'eſt ſervi pour pallier cette injuſtice, ne pourroit être mieux découverte que dans les Ecrits que les François ont ci-devant mis en lumiére, comme auſſi d'autre côté les Réponſes qui y furent faites par les Eſpagnols mêmes font très-bien voir, combien ces couleurs Françoiſes étoient alterées de leur nature : Auſſi on trouve fort à propos de raporter en abregé ce qui a été imprimé de part & d'autre, & d'ajouter à la fin une Clauſe priſe du Teſtament, qui aiant été fait par le Roi CHARLES, a donné un nouvel Argument à la France, & dont cependant le ſeul recit peut ſervir de Refutation.

Après la mort de PHILIPPE IV., le Païs-Bas Catholique ayant été envahi, les François mirent toute leur application, quoi qu'en vain, pour perſuader aux autres ce qu'eux-mêmes ne croyoient pas : ſavoir que les Heritages des Péres & Méres appartenoient aux Enfans par le Droit de Nature, & par le Droit Divin, Humain, & Civil, & particulierement par le Droit Romain; & qu'on ne pouvoit ſans un très-grand tort en priver les Filles. Que c'étoit contre les bonnes mœurs de faire des Conventions ſur l'heritage d'une perſonne vivante, parce que les Renonciations des Filles repugnent autant à icelles qu'à la juſtice, puis qu'Elles doivent être contentes de leur dot, ſans pouvoir eſperer ni demander quelque choſe des biens Paternels; c'eſt pourquoi elles n'ont point été admiſes par le Droit Romain. Qu'il eſt vrai qu'enfin le Pape Boniface huitiéme les avoit confirmées, lors qu'elles étoient jurées, pourvû qu'elles ne fuſſent pas frauduleuſes ou violentées; mais que ſous le pretexte de maintenir le ſerment, c'étoit réellement pour ſa propre utilité, & pour étendre l'Autorité Pontificale ſur le bien d'autrui, non ſans avoir laiſſé par tout une mechante renommée. Neanmoins, que cette demeſurée Decretale étoit exorbitante & abſurde, & que ſa force ne s'étendoit pas ſur les Rois & les Princes ou ſur les Principautez & Empires qui ſont hors de prix. Que nommement cette Renonciation dont il s'agit, quoi qu'Elle ait été fardée par pluſieurs raiſons inventées par le Conſeil d'Eſpagne, & munie de Clauſes non accoûtumées, étoit deſtituée de tout Droit & équité à cauſe de la Minorité de celle qui renonçoit, & de ſon énorme leſion : mais principalement qu'elle n'a dû dès le commencement ſubſiſter, ou qu'elle a été de nulle valeur, ou qu'elle eſt dans la ſuite tombée, & le premier Droit revenu à MARIE-THERESE, parce qu'on n'avoit pas païé la dot au tems dont on étoit convenu. Cependant, il a déja été demonſtré avec ſolidité par les Miniſtres & les Ecrivains d'Eſpagne, & il a été prouvé par l'évidence des choſes, qu'on ne demande pas avec plus de Droit la deciſion des queſtions publiques par le Droit Civil ou Romain, reçû par tout preſque en toutes choſes, ou par quelque autre, fait pour les affaires privées des Sujets, que les differens publics entre les Princes Souverains puiſſent être decidez ou jugez par leurs Tribunaux particuliers : on peut même plus appliquer à ceux-ci les fineſſes des Juris-Conſultes Privez. Il y a à la verité dans les Contracts de Mariage diverſes Clauſes abrogatoires & derogatoires des Loix particulieres, & des Coûtumes municipales, qui ſelon l'écorce des mots auroient peut-être ſemblé contraires, touchant la devolution uſitée entre des particuliers dans quelques Provinces du Païs-Bas. Mais tout cela n'a été fait ſeulement que par une plus grande & ſurabondante precaution, & afin que les

ANNO 1701. les Contractans emploiaſſent leur plus grand ſoin pour ôter ou prevenir avec plus de clarté tous les pretextes poſſibles ; non pas que ces Loix euſſent pû autrement être appliquées à la ſucceſſion des Princes plus convenablement que les Ecrivains François voudroient adopter ici les Decrets des Papes. Mais il ſeroit très abſurde de raporter les choſes qui ont été miſes pour valider la diſpoſition des Contractans, ou plûtôt qui ont été ôtées pour la renverſer. Au contraire, il faut conſiderer ſelon ce qu'avoüent les Ecrivains même les plus ſages parmi les François, le Statut, qui a été fait dans chaque Royaume touchant ſa Succeſſion, par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & ce qui a été tranſigé pour l'utilité mutuelle des Peuples, & le repos commun entre des Rois ou Princes, qui ne ſont ſujets qu'à Dieu, & par le conſentement du Peuple, de la Succeſſion duquel il s'agiſſoit. Comme il ſuffit pour cela un âge capable d'actions humaines, & telle qui eſt convenable à la Dignité Royale tant en Eſpagne qu'en France, ſans compter celle qui eſt eſtimée en plus d'un lieu de la Monarchie d'Eſpagne, capable d'adminiſtrer les Affaires d'une famille, & que les Anciens ont appellé un âge prochain à une jeuneſſe très-robuſte, on peut recueillir très-clairement des formules des Renonciations l'âge que l'Infante MARIE-THERESE avoit lors de ſon Mariage. Il a été permis à la France, & à d'autres Royaumes, même à de moindres Etats, & à des familles, toutes fois qu'ils le trouvoient convenable à leurs interêts, de changer la maniere, receuë d'ancienneté, tant de l'Election que de la Succeſſion, & par des Loix, même par des Traitez, là où ils avoient lieu & où on n'ôtoit le droit competant aux autres contre leurs volontez, & par des Teſtamens d'unir comme en une maſſe, ou en un aſſemblage, & d'incorporer tous les biens ou les Provinces qu'on poſſedoit, quoi qu'elles fuſſent auparavant de different reſſort, & qu'Elles fuſſent aquiſes par differentes Succeſſions, & par d'autres tîtres, & tant d'exclurre d'icelles toutes ſans diſtinction les deuxiémes nez & Cadets, par une aſſignation d'alimens, ou par les apanages, qui en tiennent lieu, que d'en forclorre à jamais les femmes & leur poſterité en donnant une dot modique, ou de deſigner la Succeſſion ſous d'autres conditions. La France s'eſt ſervi de ce Droit contre l'Eſpagne & contre d'autres Royaumes & Etats auſſi bien que contre leurs Princes, mêmes par des Renonciations expreſſes faites de tems en tems par ſes Filles, & particulierement dans le Contract de Mariage d'ELIZABETH DE BOURBON, Premiére Femme de PHILIPPE IV. Roi d'Eſpagne, laquelle a été excluë à perpetuité, avec tous les Enfans & Deſcendans de ce Mariage là, de la Succeſſion de tous les Royaumes, & Seigneuries Paternelles, & de celles-mêmes, auxquelles après l'extinction des Mâles les Femmes ont droit de ſucceder, auſſi-bien que de tout l'heritage de la Reine de France ſa Mére. Or pourquoi n'eſt-il ou n'a-t-il pas été permis à l'Eſpagne de faire la même choſe contre la France? puis qu'Elle y étoit non ſeulement portée, mais contrainte, non pas par une ſeule, mais par pluſieurs particuliéres raiſons, publiques & privées, comme pour ne pas ſeparer ou diviſer, mais pour tranſmettre par une Succeſſion unie & indiviſe, à la poſterité future, tant de Royaumes & Etats qu'Elle poſſede, & ainſi par conſequent d'exclurre de tous & chacun d'iceux les Filles de ſes Rois qui ſe marieroient en France, & toute leur Poſterité maſculine & feminine. Bien loin que le Droit de Nature preſcrive quelque choſe, qui doive être perpetuellement obſervé touchant les heritages des Péres, Méres, & Fréres ou autres parents, ou que les Conventions & Loix qui en établiſſent les maniéres, ſoient contraires au Droit de Nature, tout le monde convient que par ce Droit-là, les Péres & Méres ne ſont tenus à rien autre envers leurs enfans, qu'à l'éducation & aux alimens ; & le Droit Divin, publié aux Iſraëlites, a non ſeulement exclu les Filles du Royaume & du Patrimoine public ; mais il a même donné dans les Succeſſions privées ou des particuliers le principal Droit aux Mâles. Les Anciens Romains ont été beaucoup plus rigides, qui outre les très anciens Droits des acquiſitions qu'ils avoient retenus, & les autres Droits de la puiſſance paternelle, auſſi-bien que les pleins Droits des emancipations d'une famille, & l'éloignement perpetuel des femmes de toutes les Charges, par la Loi faite par le Sénat Romain à la perſuaſion de Caton, ont éloigné leſdites femmes des heritages, en ſorte, que nul denombrement des Cenſeurs ne pouvoit faire heritiére aucune Vierge ou Femme, mais pas même le Pere ne pouvoit faire heritiere ſa fille unique, même dans le tems que le pouvoir de faire des Legs ou de teſter de ſes biens, étoit en ſa force entiére dans le Pere de famille. Il eſt vrai que cette ſeverité fut de tems en tems tant ſoit peu adoucie : cependant, à l'égard des heritages les femmes & leurs Deſcendans ont toûjours été de pire condition que les Mâles & leurs Enfans, juſques à ce qu'enfin la voye etant ouverte aux femmes, non pas de prendre le ſoin de l'Empire ou d'aſpirer aux Charges de la Republique, mais d'avoir part aux Heritages privez, on ôta la difference du ſexe & des Enfans qui étoient ſous puiſſance & tutele. Cependant un Soldat pouvoit faire un Teſtament inofficieux ou deſavantageux à ſes Enfans, ſoit par un Droit Militaire ou Civil, ainſi qu'il lui plaiſoit, & alors ſes Fils ne pouvoient ſe plaindre de ce que le Pere ne leur avoit rien laiſſé du tout ; par où on pouvoit à plus forte raiſon exclurre ou impunément desheriter les Filles. C'eſt une choſe aſſez connuë, ſans qu'il ſoit neceſſaire d'en faire un detail, combien, après l'introduction des Fiefs, la diverſité d'y ſucceder a été differente parmi divers Peuples ; & combien le Droit des Femmes a été limité, particulierement dans les Fiefs qui viennent de l'Empire ; ce qui prouve évidemment qu'on n'a arrêté là deſſus aucune choſe par le Droit de Nature. Si ce n'étoit la verité de ce dogme, les Loix & Coûtumes qui tant en pluſieurs autres Païs, que dans la Sicile auſſi-bien qu'en Italie, & nommement dans le Duché de Milan, privent les Voïageurs ou les Enfans nez ailleurs ou les Etrangers des Succeſſions privées, ne ſeroient point exemptes de crime : du moins l'avidité des François connuë par tout le monde ſeroit tant moins excuſable dans ces Heritages que le Fiſc s'attribuë par le Droit d'Aubaine, excepté dans les lieux où l'utilité plus grande & plus frequente, l'uſage du commerce journallier, ou de quelque autre commodité, a extorqué quelque moderation. Pendant quelque tems les Conventions faites ſur les Heritages des perſonnes vivantes ont été tenuës par quelques Loix Romaines être contre les bonnes mœurs, parce qu'elles excitoient le deſir de leur mort : mais ce n'étoit que celles qui ſe faiſoient ſans le ſû ou contre le gré de la perſonne de qui l'Heritage dépendoit, & qui lui ôtoient le pouvoir de teſter, & non pas celles qui ſe faiſoient de ſon gré, & lors qu'elle perſeveroit dans la même diſpoſition juſques à la fin de ſes jours ; non plus que celles qui ſe faiſoient entre les Soldats par une promte faveur des Princes Romains, ou par leſquels l'Heritage ſeroit abdiqué. On a même beaucoup plus accordé à la ſuite des tems, & non ſeulement les Fiefs ont été tranſportez, ou cedez entre vifs, à d'autres compris dans la premiére inveſtiture, & que ceux-ci ont toûjours pû recevoir ; mais les autres biens & leur eſperance ſont aujourd'hui accoûtumez d'être remis, tranſportez, & aquis par des Traitez & des Contracts tant de Mariage qu'autrement, particulierement entre les Perſonnes illuſtres. Il y a des volumes étendus des Juriſconſultes François du premier calibre, par leſquels il paroit qu'en France auſſi-bien qu'ailleurs, même entre les Nobles ordinaires, les Droits d'aineſſe des Mâles ſont en force, auſſi-bien que les Renonciations des Filles, & que c'eſt là-deſſus, plus que ſur toute autre precaution, bâtir le maintien des familles nobles dans leur entier. On voit auſſi par les ſentimens des mêmes Juriſconſultes que les Arrêts Souverains de France ont prononcé plus d'une fois, que les Renonciations de cette nature, même entre les particuliers, ne peuvent point être revoquées, ni à cauſe de la minorité de l'âge, ni à cauſe d'une leſion énorme, particulierement ſi elles tendent à la conſervation des Familles Illuſtres ou des Familles nobles privées. Il conſte amplement par les Canons & Loix Romaines, que tous les ſermens des Femmes qui ſont en minorité, ne doivent pas moins être accomplis que ceux des autres, lors qu'on les peut garder ſans danger de damnation éternelle, & on appelle perfidie & parjure lorſqu'un Mineur pretextant l'âge pretend Pouvoir retracter le ſerment qu'il avoit fait pour ſes affaires, ou qu'il demande ſeulement d'en être delié, & que pour cela il ne doit pas être entendu. Mais quand même on ad-

ANNO 1701.

ANNO 1701. admettroit en certains cas, soit à l'égard des Princes ou des Particuliers la nullité d'une Renonciation, à cause de la petitesse de la Dot; cependant dans le cas que nous avons entre les mains, on ne doit pas avoir égard à la somme de la Dot, quoi qu'Elle ait été la plus grande de toutes celles d'Espagne, & à ce qui d'ailleurs a été alors donné, ou fourni auparavant, à l'Infante MARIE-THERESE, mais à cause de l'Union de la Paix des Pirenées & du Mariage, estimée necessaire & inseparable par les Contractans, il faut en même tems considerer les biens immenses & inestimables qui ont été transportez & cedez à la France par l'Espagne par cette Paix en vûë de ce Mariage, ce qui même a servi d'un moïen très-propre pour avancer & conclurre la Paix. La faute de ce que, comme la Dot n'a pas été demandée par les François, n'a pas aussi été païée par l'Espagne au jour designé, ou en autre tems, vient de la France, parce que l'Acte de Ratification qui devoit être fait par le Roi & la Reine de France incontinent après la célebration de leurs noces, n'a pas été fait avant le jour de la representation de la Dot, ainsi que les Traitez portoient, ni celui de la Renonciation qu'on devoit reïterer, & faire enregistrer dans les Monumens & Actes publics du Parlement de Paris, n'a pas été delivré au Roi PHILIPPE jusques à sa mort; ni, selon l'aveu des François, cette Ratification promise, ou la reïteration, ni la publication n'ont point été accomplies, & l'Invasion de la Flandre a été preferée à la dot qui avoit été offerte de son propre mouvement par PHILIPPE QUATRIEME dans son Testament; & cette faute de la France, ou plûtôt selon qu'on aperçoit clairement par les Ecrits des François, cette fourberie premeditée de longue main, la violation de son propre Serment mechamment concertée, & l'Invasion violente sur le bien d'autrui, ne doit en aucune maniére lui donner de l'avantage, ou nuire à l'Espagne. Et quand même on pourroit par un Droit très-severe, assavoir très-desavantageux, imputer quelque chose à l'Espagne, ce que pourtant, après avoir bien consideré toutes les circonstances, ceux qui cherchent avec soin les pointilleries des syllabes, & qui tendent des pieges aux actions de tout le monde, font voir qu'ils n'aiment pas de suivre les intentions ni l'équité, ne sauroient faire sans se couvrir de honte, elle pourroit être justifiée par la pratique journalliere, puisque dans les autres promesses faites pour un jour limité, sur tout pour le payement de la Dot, on peut, & il arrive d'ordinaire, de se servir de quelque delai, lequel ne sauroit faire autre chose qu'imposer quelque sorte de peine avec le payement dû, ou obliger le debiteur de reparer le dommage, qu'on auroit reçû par le delai, & non pas d'abolir tout-à-fait la convention même & toute l'obligation mutuelle. On ne peut sous-entendre ou suppléer dans aucune convention une Loi de devolution: mais pour être valable, il faut l'exprimer en termes exprès, & alors même elle est odieuse, ou selon les propres termes de la Loi, elle doit déplaire & être reprimée. Nous ne trouvons dans toute la suite des Affaires que nous avons raporté ci-dessus aucune Clause pareille, ou qui y tende, mais plûtôt un Pouvoir reservé seulement de demander la dot promise, jusques à ce qu'Elle soit païée, & qu'avant ledit payement celle qui a renoncé ne peut point être obligée de se tenir en repos & d'être contente. On voit clairement par les Articles 5. & 6. du Contract de Mariage, que la promesse de la dot & la demande ou payement étant énoncée dans l'Article deuxieme, ce n'a pas été en vertu d'icelle, mais par d'autres raisons très-justes & de très-grande importance, dont une partie étoit la tranquillité universelle de la Chrêtienté, qu'a été faite l'Exclusion du Sang de France de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne, non seulement par une Renonciation arbitraire de la Fille, & d'ailleurs éternelle, immuable, presente, & absoluë, & qui ne pouvoit être suspenduë par la promesse ou le payement de la Dot, mais même confirmée separement par une Loi qui étoit déja en usage. L'Infante MARIE-THERESE, ainsi qu'on l'a apris ci-dessus, a souscrit avant la consommation du Mariage deux Actes tant de Renonciation que d'Exclusion ou Cession. Par l'un Elle abandonna toutes les Successions, & par l'autre elle abdiqua les Royaumes & Principautez, sans faire la moindre mention de la Dot, ou plûtôt Elle se soûmit à la Loi établie là-dessus qui l'autorisoit. C'est pour cette raison qu'en premier lieu l'Article 33. de la Paix des Pirenées, conçû de la maniére que nous avons dit ci-dessus, & la Renonciation, & la Cession & Transport repeté en icelle, & tout ce qui a été transigé de la sorte ont été reçûs, conjointement & separément en diverses occasions dans le nombre des Loix perpetuelles. Pour faire ces choses, quoique dans le Transport mutuel des Droits des Sujets, afin de finir la Guerre & de faire la Paix, on ait de coutume de prendre rarement garde à leur consentement ou à leur opposition, l'Infante MARIE-THERESE n'a point été poussée par un Pere, non seulement très-complaisant & plein d'Amitié, mais même très-doux avec tout le monde, ni jamais il n'a paru en aucune occasion le moindre indice d'une pareille chose; mais selon tout ce qui s'est passé, & d'ailleurs par sa Déclaration même on voit que le tout a été fait de sa très-libre volonté, & pareillement le même Roi Très-Chrêtien a confessé sans doute volontiers que toute crainte & force étoit bannie, lors qu'il a contracté, & ratifié tous ces Actes: Hormis peut-être que pour rompre & éluder toutes les Conventions, Transactions, & Pacifications, il ne veuille appeller crainte, violence, & force, defenduës par les Loix, ce que nous avons indiqué ci-dessus, assavoir que sans cette Renonciation, Abdication, & Cession, non seulement le Mariage n'auroit pas eu son effet, mais la France n'auroit pas aussi acquis par la Paix, tant d'avantages; & qu'il n'ait eu en vûë de recevoir & retenir les avantages & cependant de decliner ou rejetter ce qu'il y avoit d'incommode dans les obligations mutuelles & reciproques. On ne sauroit entendre ou comprendre plus aisément que par la lecture des Ecrivains François combien sont legers, vains, & frivoles tous les subterfuges, les objections, interpretations, detours, & pour parler plus juste, les tromperies, avec lesquelles, selon le genie & la pratique de la Nation, ils s'efforcent, quoi qu'en vain d'attaquer serieusement, de refuter, invalider, & renverser tous les Traitez, Conventions, Alliances, Promesses, Dispositions, Testamens, Clauses, Loix, Canons, Sermens, & Imprecations; & comment chicanant sur un petit mot ils tâchent de le tordre, de l'éluder, & souvent même de lui donner un sens contraire, ou de s'en moquer ouvertement & de le calomnier; jusques là qu'ils se glorifient de leur tromperie, & de ce qu'ils ont faussé leur foi, & ensuite ils n'ont point de honte de s'en servir pour defendre leur cause. A present pour une plus grande explication nous ajoutons en peu de mots, comme cette Affaire regardoit non seulement le Roi PHILIPPE, mais tous les parens de Droit incontestable, & tous les Royaumes & Provinces qui lui étoient sujettes, & que selon la coûtume, qui a été toûjours observée dans la Sereniſſime Maison d'Autriche de l'une & l'autre Branche, Sa Sacrée Majesté Imperiale ou ses parens, n'ont point consenti aux Mariages de France qu'on devoit faire avec les deux Rois LOUÏS, autrement qu'en conservant toûjours cette Loi dans son entier, & qu'on n'y contrevint jamais, le Droit de la Famille d'Autriche de la Branche d'Allemagne, & particulierement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & ses Enfans & des autres Familles parentes, leur étant une fois acquis & ayant été en suite souvent renouvellé, n'a pû & ne peut leur être arraché par aucune demarche faite ensuite, soit par PHILIPPE ou ses Ministres, ou par quelques autres, & encor moins par leur omission ou faute, ou par quelque delai que ce soit, n'a pû & ne peut être changé au prejudice des Royaumes d'Espagne & des Etats annexés; mais non obstant toutes omissions ou faits des autres, auxquels tous & chacun des Parens, appellez à la Succession, aussi bien que les Royaumes d'Espagne & leurs Etats n'ont point donné de consentement, tous leurs Droits qui leur apartiennent, & tous leurs avantages, sont toûjours restez, & resteront à jamais en leur entier.

Il reste en dernier lieu de rapporter & examiner les paroles qui regardent cette Affaire, & qui sont tirées du Testament qui a été publié sous le nom du Roi CHARLES, & cela avec une très-grande moderation & autant que la chose peut souffrir d'être quelquefois appellée par ses noms, quoi que ceux qui, selon le bruit public, les ont machinées en soient estimez indignes. Elles sont de la teneur suivante.

ANNO 1701. *Aiant remarqué, conformement au reſultat de toutes les Conſultations tenuës par Nos Miniſtres d'Etat & de Juſtice, que les raiſons, pour leſquelles les Infantes Dame* ANNE *& Dame* MARIE-THERESE, *Reines de France, mes Tante, & Sœur, ont renoncé à la Succeſſion de ces Royaumes, n'étoient fondées que ſur le danger & le préjudice ſi ce Royaume venoit à être uni avec celui de France; & aiant conſideré que la Raiſon fondamentale ne ſubſiſtoit plus, le Droit de la Succeſſion étoit devolu au plus proche Parent ſelon les Loix de ces Royaumes, & que ce cas eſt maintenant verifié en la perſonne du ſecond Fils du Dauphin de France. C'eſt pourquoi me reglant ſur leſdites Loix, je déclare pour mon Succeſſeur, ſi Dieu me retire ſans avoir laiſſé d'Enfans, le Duc d'Anjou, ſecond Fils du Dauphin, & en conſequence de ce je l'établis & le nomme pour ſucceder dans tous mes Royaumes & Etats, ſans en excepter aucun. Je commande & ordonne à tous mes Sujets & Vaſſaux de tous mes Royaumes & Etats que le cas arrivant que je meure ſans laiſſer d'Enfans, qu'ils le reconnoiſſent & le reçoivent pour leur Roi & Seigneur naturel, & que ſans delai ils le mettent actuellement en poſſeſſion d'iceux, pourvû qu'il faſſe & prête les ſermens accoutumez d'obſerver les Loix, Ordonnances, & Coûtumes de meſdits Roiaumes & Etats. Et mon intention étant que pour le bien de mes Sujets, & pour maintenir la Paix de la Chrêtienté & de toute l'Europe, cette Monarchie ſoit toûjours ſeparée de la Couronne de France, je declare que ſi ledit Duc d'Anjou venoit à mourir, ou à être appellé à la Succeſſion de France, preferant la jouiſſance de cette Couronne à celle d'Eſpagne, alors la Succeſſion de la Monarchie ſera ſous les mêmes Conditions devoluë au Duc de Berry, troiſiéme Fils du Dauphin. Et en cas que le Duc de Berry vint à mourir ou à heriter la Couronne de France, je déclare & je nomme à la Succeſſion l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur mon Oncle, excluant par les mêmes raiſons, & par les mêmes inconveniens, contraires à l'interêt de mes Sujets, le Fils aîné dudit Empereur mon Oncle; Et en cas que l'Archiduc vint auſſi à mourir, je déclare & nomme à ladite Succeſſion le Duc de Savoye & ſes Enfans. Et c'eſt ma volonté que ceci ſoit executé par tous mes Sujets de la maniere que je l'ordonne; car il eſt expedient pour leur bien qu'ils ne ſouffrent pas que la Monarchie ſoit partagée ou diminuée, mais qu'Elle demeure dans le même état que mes Ancêtres l'ont glorieuſement fondée. Et comme j'ai beaucoup à cœur & que je ſouhaite uniquement le maintien de la Paix & de l'Union ſi profitable à la Chrêtienté entre l'Empereur mon Oncle & le Roi Très-Chrétien, je les prie & exhorte que cette Union ſoit plus fermement cimentée par le lien d'un Mariage entre le Duc d'Anjou & l'Archiducheſſe afin que l'Europe jouiſſe du repos qui lui eſt ſi neceſſaire &c. &c. le 2. d'Octobre* 1700.

Perſonne ne lira ou entendra ces choſes, qui ne plaigne en même tems le ſort d'un Prince d'ailleurs très pieux, &, pendant qu'il étoit en ſanté, très-tendre pour ſa Maiſon, en ce que peu de perſonnes, attachez ſeulement à s'enrichir, ou ſacrifiant le tout à la haine & l'envie, ou d'ailleurs mêchants en eux mêmes, ayent pû tellement abuſer de ſa maladie, & de la foibleſſe de ſon eſprit, que de commettre une mechante action ſous ſon nom, & de le faire devant tout le monde coupable non ſeulement d'ingratitude, mais d'injuſtice la plus criante de toutes à l'égard de ſa propre Famille qui a toûjours obligé ſa Perſonne & ſon Etat, laquelle tâche ne ſauroit être effacée par aucune longueur de tems. Car comment peut-il paroître vraiſemblable que ce Prince, s'il avoit été dans ſon bon ſens & qu'il eut peſé le contenu de la Clauſe ci-deſſus rapportée, ou qu'il l'eût même legerement ſçûe, eut pû être induit à faire une choſe ſi indigne contre les innombrables promeſſes & aſſurances qu'il avoit ſaintement faites & même plus d'une fois, en pluſieurs rencontres, & peu avant le Teſtament qu'on lui attribuë, & ce de bouche & par des Lettres écrites; & qu'il eut voulu en même tems par peu de mots pleins de fauſſeté renverſer tant de Traitez & Sanctions dreſſées avec tant de ſoin par les communs Ancêtres, & rachetées par beaucoup de Sang de la Maiſon en général, & par la perte de plus d'une Province entre celles qui lui appartiennent d'ancien Droit. *Aiant remarqué*, dit-il, *conformement au reſultat de toutes les conſultations tenuës par les Miniſtres d'Etat & de Juſtice* (ſavoir de ceux qui étoient ou des Prevaricateurs connus, ou des Transfuges, ou des gens qui degenerent de leur noble Famille, ou autres dont les Ancêtres, ou peut-être eux-mêmes, ſont nommez dans les Contracts de Mariage & dans les Teſtamens des precedens Rois d'Eſpagne, & ont été preſens à l'Aſſemblée des Etats du Royaume, ou ſe ſont emploïez à refuter & rejetter les pretenſions precedentes des François) *que la raiſon pour laquelle les Infantes Dame* ANNE *& Dame* MARIE-THERESE *&c. ont renoncé à la Succeſſion* (valide même ſelon lui & qui ne doit en aucune maniere être attaquée, ni renverſée) *la raçon en que ſe funda la Renuncia n'étoit fondée que ſur le peril de l'Union de la Monarchie d'Eſpagne avec la France.* Cependant ſon Grand-Pere & ſon Pere, par l'approbation & l'applaudiſſement de tout le Royaume, & même de tout l'Univers, de l'aveu même des Ecrivains François, dans les Contracts de Mariage & ailleurs, diſent ouvertement que ce n'étoit pas par la ſeule cauſe d'éloigner l'Union & d'éviter les occaſions qui y tendoient, mais auſſi pour retenir l'égalité de la Succeſſion entre l'un & l'autre Royaume, & qu'outre les autres raiſons ſus-alleguées, il y en avoit eu encore d'autres, qui les avoient portez à établir cette Excluſion. Certainement ſi la raiſon d'éviter l'Union eut été la ſeule, elle n'auroit jamais perſuadé l'Excluſion des Femmes de France & de leurs Deſcendans de la Succeſſion d'Eſpagne, puiſqu'Elles ne ſont pas moins excluſes des Royaumes d'Eſpagne, que les Mâles de France. Le Roi CHARLES continuë ainſi: *qu'aiant conſideré que la raiſon fondamentale ne ſubſiſtoit plus, le Droit de la Succeſſion étoit devolu au plus proche Parent, ſelon les Loix d'Eſpagne, & que ce cas eſt verifié en la perſonne du ſecond & troiſiéme Fils du Dauphin*, aſſavoir parce que d'autres avant eux, ſont appellez à la Succeſſion de France, & ceſſant ou manquant la raiſon de la Loi, la même Loi doit auſſi ceſſer. Mais qui eſt-ce qui a jamais fait place à cette commune regle du Droit là où pluſieurs raiſons concourent en établiſſant une Loi, leſquelles, à juger par cette Loi-là du preſent cas, ſont connues, ne pas ceſſer toutes? Ou qui eſt-ce qui affirmera auſſi à ſon peril que cette crainte d'Union eſt éloignée du ſecond & troiſieme Fils du Dauphin? Que répondra-t-on enfin au Pere & Grand-Pere, qui étoient ſans contredit de très-bons Interpretes de leur volonté, de leurs Conventions, & des Loix qu'ils faiſoient, ou plûtôt que répondra-t-on ſans calomnie & impieté à l'une & à l'autre Parties des Contractans qui ont clairement exprimé dans les Contracts de Mariage & ailleurs, *que tous les Enfans & Deſcendans Mâles ou Femelles des Infantes mariées en France devoient être exclus, & tenus pour exclus, quoique ceux-ci ou quelqu'un d'eux vouluſſent ou puſſent pretendre que dans leurs perſonnes ne courent, ni ſe peuvent & doivent conſiderer les raiſons expreſſes ou autres, eſquelles ladite Excluſion ſe pourroit fonder.* Au reſte, nous ne nions point qu'on ne doive ſuivre les Loix d'Eſpagne pour la Succeſſion du Royaume, comme ſi nous voulions nous faire fort ſur leur preſcription, mais en même tems nous ſoûtenons que par de nouvelles on deroge aux anterieures, & que ces nouvelles Loix ſont tant contenues dans les Contracts de Mariage ſuivant les paroles expreſſes qui y ſont de *Loi ſtable & ferme à jamais*, que trouvées dans le nouveau Code des Loix d'Eſpagne, publiées dans les Aſſemblées plus recentes des Etats du Royaume. C'eſt très-mal, & contre la Teneur de ces Loix, que CHARLES enſuite continuë: *que par cette raiſon, venant à mourir ſans Enfans, il declaroit & appelloit pour Succeſſeur dans les Royaumes le Duc* D'ANJOU *ſecond Fils du Dauphin; & en cas de mort dudit Duc, le troiſieme Fils dudit Dauphin.* Puiſque par ces mêmes Loix, non pas une mais pluſieurs fois, les *Infantes* mêmes, non ſeulement le Mariage François ſubſiſtant; mais même étant diſſout non ſans Enfans, *& tous leurs Enfans François Mâles & Femelles, & leurs Deſcendans, premier, 2. 3. & 4. nez & tous à l'infini, ſans aucune diſtinction de degré, quand même la race, non ſeulement maſculine, mais en général des Rois Catholiques qui ſeroient alors, ou qui ſuccederoient en quelque tems que ce ſoit, viendroit à être éteinte, ſans aucune exception de cas penſé ou ignoré, de tems & de maniere, ſont exclus & declarez exclus de toutes les parties de la Monarchie d'Eſpagne, preſentes, paſſées, ou à venir, même des parties feodales, tout de même que s'ils n'étoient jamais nez.* Mais, pourquoi ſuivant cette vaine maniere d'argumenter, n'a-t-on pas auſſi appellé par le même moyen le Duc d'Orleans à la Succeſſion, mais

ANNO 1701.

ANNO 1701.

mais pourquoi a-t-il été abſolument negligé, ſi la verité même n'avoit pas obligé d'avouër, qu'on n'a pas eu d'égard à ſon ordre le plus éloigné pour ſucceder en France & que cependant il eſt auſſi-bien que le Roi Très-Chrêtien, le Dauphin & ſon Fils ainé, entierement exclus de la Succeſſion d'Eſpagne, par la validité illimitée des Renonciations? On peut plûtôt inferer ſelon la Régle du Droit citée par le Roi CHARLES que, quoique cette Diſpoſition ou Declaration eut été en ſon pouvoir, ainſi qu'on voit qu'Elle n'y étoit pas, ſelon les Teſtamens contraires; & ſelon le Grand-Pere, & le Pere; & ſelon tant de Loix oppoſées, & de Conventions jurées; & confirmées par le Siége Apoſtolique; lui-même n'auroit pas voulu qu'Elle fut valable, s'il avoit pû clairement voir, que la raiſon qu'il rapportoit, & ſur laquelle ſeule la Declaration étoit fondée, ne ſubſiſtoit pas clairement; ainſi, ni le Duc d'ANJOU, ni le Duc de BERRY, ne doivent être cenſez avoir été par lui appellez. Ce qui eſt encore la choſe la plus injuſte & la plus abſurde de toutes; eſt *que l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur eſt appellé, avec l'Excluſion de l'Ainé le Roi des Romains & ſes Enfans, par la raiſon ci-devant rapportée, & pour conſerver l'égalité*, & les Filles d'Autriche ſont abſolument omiſes, *en ſubſtituant enfin à l'Archiduc en cas de mort, le Duc de Savoye & ſes Enfans.* Nous comptons auſſi ce Duc entre les Succeſſeurs d'Eſpagne, mais après la Maiſon d'Autriche: c'eſt pourquoi nous tenons pareillement qu'on lui a fait tort, en preferant deux Princes François qu'il faloit exclurre, ainſi qu'ils le ſont. Or quand même nous reſterions dans le ſilence, il n'y a perſonne qui ne voie que de ne vouloir admettre d'une autre maniére la Maiſon d'Autriche de l'un & l'autre Sexe, & de quelque dignité que ce ſoit à la Succeſſion d'Eſpagne, & d'en ouvrir l'entrée à la Famille de France, ſelon les rares Auteurs d'un nouveau Droit, n'eſt autre choſe que dire & confeſſer ouvertement, qu'ils ne veulent pas, s'il dépendoit d'eux que pas une des Loix d'Eſpagne, anciennes ou modernes, pas une des Diſpoſitions des Rois precedens, & pas un des Contracts de Mariage, auſſi-bien que d'autres Conventions, plus même qu'ils ne voudroient, ſoient favorables à la Maiſon d'Autriche, & nier enfin contre les exemples anciens & modernes que les Rois d'Eſpagne n'ont jamais été revetus de la Dignité Imperiale, ou n'y ont jamais penſé, ou n'ont jamais pû y aſpirer. On ajoute à la fin, *non ſeulement pour conſerver la Paix & la bonne intelligence entre l'Empereur & le Roi Très-Chrêtien, mais auſſi pour mieux les cimenter par ſon Mariage.* Il étoit neceſſaire au Roi CHARLES de faire ce qu'on vient de rapporter pour donner quelque couleur, comme ſi par ce Conſeil & cette inſtance il eut amplement ſatisfait à ſa conſcience leſée, & que tout le tort qu'il venoit de faire à la Maiſon d'Autriche, eut été par-là pleinement reparé: mais perſonne n'ignore quelle eſt l'obligation de chacun pour exercer la juſtice, & à qui elle doit être renduë; non plus que ce qu'un Pere doit à ſes Enfans, & un legitime Prince à ſes Sujets, auſſi-bien que ce que l'Empereur doit faire, quoique très-affectionné pour la Paix, afin d'en joüir honorablement. Or quelque tromperie ou violence qui ait été faite juſques ici, ou qui ſera faite à l'avenir, Dieu qui eſt l'Auteur, le Temoin, & le Conſervateur des Traitez aſſiſtera par ſon ſecours la juſtice de la Cauſe: les Princes & Etats de l'Europe, & particulierement les Protecteurs & Garands de la Paix des Pirenées, & des autres Traitez, s'éleveront pour reprimer la convoitiſe demeſurée de la Maiſon de Bourbon pour plus d'un Monde. Les Peuples mêmes, qui à preſent ne cheriſſent pas plus qu'ils deteſtent la main étrangére, qui les opprime, ſe ſouvenant de la douceur d'Autriche, qu'ils ont éprouvée par tant de Siécles, & en même tems de leur devoir, retourneront bien-tôt ouvertement à leur premiére obéïſſance, & les perfides Violateurs & Infracteurs de la Juſtice, & les Tyrans, avec tous leurs Adherens, Satellites, & Miniſtres, n'échaperont certainement pas aux punitions divines & humaines.

ANNO 1701.

VII.

Extrait de l'Alliance Offenſive & Défenſive, concluë entre le Roi d'Eſpagne PHILIPPE V, *& le Roi de Portugal Don* PEDRO. *En Juin.* Juin.

I. QU'ON renouvelle tous les Traitez faits ci-devant entre l'Eſpagne & le Portugal, & particulierement celui qui a été fait avec le Roi D. SEBASTIEN devant la Réünion & avec le Roi D. ALPHONSE VII. en l'année 1668.

II. Que le Roi d'Eſpagne donnera ſatisfaction à la Compagnie Portugaiſe, touchant le Commerce des Negres, de la maniere qu'on conviendra dans un Traité ſeparé.

III. Que le Roi d'Eſpagne renoncera à tout ſon pretendu Droit ſur St. Gabriel, proche los Buenos Ayres, & que les Portugais y reſteront dans la paiſible poſſeſſion.

IV. Que le Roi de Portugal garantira le Teſtament du feu Roi d'Eſpagne CHARLES II. touchant la Succeſſion du Roi PHILIPPE V.

V. Que le Roi de Portugal ſe déclare Ennemi de ceux qui feront la Guerre pour ladite Succeſſion au Roi PHILIPPE V., en refuſant ſes Ports à leurs Vaiſſeaux tant Marchands que de Guerre.

VI. Que le Roi d'Eſpagne, & celui de Portugal, ne protégeront pas les Rebelles ou Criminels de l'une ou de l'autre Couronne; & qu'on les renvoiera à la premiere requiſition. Que ceux qui fraudent les Droits du Tabac, & dont il n'eſt pas fait mention dans les anciens Concordats, y ſeront compris maintenant.

VII. Que ſi le Bled manque en Portugal, le Roi d'Eſpagne fera lever les défenſes, pour pouvoir y en tranſporter.

VIII. Que cette Alliance ſera pour 20. ans, & garantie par le Roi de France.

Le Traité touchant les Negres doit contenir XIV. Articles, dont les principaux ſont, Que le Roi d'Eſpagne payera du premier argent qui viendra avec la Flote 300000. Ducats, monnoye de Portugal, à la Compagnie, pour la dédommager; Que la Compagnie renonce au Contract des Negres, non-obſtant qu'il devoit encore durer deux ans; & le Roi d'Eſpagne en fait autant, en faiſant reſtituer les 200000. Ecus avec les Rentes, que la Compagnie a été obligée de payer à la ſignature dudit Contract. Cet argent ſera rembourſé au retour de la ſeconde Flote, ou des Galions, ou de la Flotille, avec 8. pour cent d'interêt, juſques au jour du payement; Que tous les Arrêts & Saiſies ſur les Biens de la Compagnie Portugaiſe dans les Ports de l'Amerique ſeront d'abord levez, & que tout l'argent qu'on lui doit pour la vente des Negres, ou autrement, ſera païé dans deux mois de tems, & qu'il lui ſera libre d'emporter tous ſes Effets dans un terme convenable, pour les faire tranſporter à Lisbonne, ou ailleurs.

Le Traité, qui contient les Articles Secrets, doit limiter le cas de la Guerre & les *præſtanda* en Troupes & en Vaiſſeaux de part & d'autre.

VIII.

15. Juin. *Tractaat van Vriendſchap, Goed-Verſtand en Commercie tuſſchen zyne Majeſteit* FREDERIC *de* IV. *Koning van Denemarken, en de Hoog Moogende Staaten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *door welke 't Tractaat van 't jaar* 1645. *vernieuwt en tot fondament van 't tegenwoordige geſtelt zynde, men omſtandig eens word, niet alleen aangaande al 't geene de vryheid van Commercie en Navigatie in de Zeën, Havens en Revieren van wederzydſe Partyen betreft; maar ook wegens de Regten die de Nederlantſche Schepen en Koopmanſchappen zullen moeten betaalen, en over de Exemptien die deze in Denemarken en Noorwegen zullen moeten genieten. Gedaan in* Coppenhage *op den* 15. *Junii* 1701. *Mitsgaders een afgezonderde Artykel betreffende de Exemptie aan de Nederlandſche Schepen toegeſtaan van 't Regt genaamt* Defenſions-Schepen, *van den zelven Dag, Maand en Jaar als boven. Als mede een Extract van de Tol-Lyſt, of Tarif der Regten in 't jaar* 1691. *door den Koning van Denemarken geordonneert.* [Getrokken uit de Handt-Schriften van Haar Hoog Mogende de Heeren Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden.]

Exhibitum den 23. *Juny* 1701.

ALSO 'er van alle oude tyden tuſſchen de Koningen van Denemarcken en Noorwegen &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde Tractaten en Onderhandelingen ſyn geweeſt tot vaſtſtellinge van een ſeeckeren voet, volgens dewelcke de Onderdanen van wederzyden, ende principalyck de Ingezetenen van de Nederlantſche Provincien haere Commercie op de reſpective Rycken van Denemarcken ende Noorwegen, ende andere Landen en Furſtendommen van de Hoogſtged. Koningen, als oock door de Zont, met vrugt en voordeel ſouden kunnen dryven ende voortſetten ende den Alder-Doorlughtigſten, Grootmaghtigſten Koningh en Heer, Heer FREDERICK de IV. Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Schleswyck, Holſtein, Stoermarn en Dithmarſen, Graaf van Oldenburgh en Delmenhorſt &c. ende de Hoog Moog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden nu als nogh (niet min genegen ſynde het wel zyn ende nut van haere reſpective Onderdanen ſoo veel mogelyck te bevorderen) in ſoo loffelycken gebruyck hebben willen continueeren, ſoo ſyn van wegens hoogſtged. ſyne Koninckl. Majeſt. gecommitteert de Hooggeboren, en Hoogh en Wel Geboren Heeren, Heer CONRAD, Graef van Reventlauw, Heer van Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë en Clausholm, Ridder, Geheyme Raed en Groot Cancelier van ſyne Koninckl. Majeſteit; de Heer CHRISTIAEN SIEGFRIED van Pleſſen, Heer tot Parin en Hoyckendorff, Ridder en Geheyme Raed van ſyne Koninckl. Majeſt.; de Heer KNUDT THOTT Heer tot Kundſtrup en Gavnoë, Ridder, Geheyme Raed en Gedeputeerde over de Finantien van ſyne Koninckl. Majeſt.; de Heer CHRISTIAEN VAN LENTHE, Heer tot Barlhauſen, Ridder, Geheyme Raed en Over-Crygs-Secretaris van ſyne Koninckl. Majeſt.; ende de Heer CHRISTIAEN VAN SCHESTEDT, Over-Secretaris en Eſtats Raed van ſyne Koninckl. Majeſt.; En van wegens Hoogſtgemelde Haer Hoogh Mogende de Heer ROBERT GOES, Heer van Bouckhorſtburg &c. Reſident van haer Hoog Moog. by Hoogſtged. ſyne Koninckl. Maj., om aengaende de voorſz. Vaert, principalyck op Denemarcken ende Noorwegen, mitsgaders op andere Landen ende Furſtendommen van hoogſtgemelde ſyne Koninckl. Majeſt. als oock door de Zont,

VIII.

Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre FRIDERIC IV. Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, par lequel le Traité de l'an 1645. étant renouvellé, & poſé pour fondement de celui-ci, on convient fort en detail de tout ce qui regarde non ſeulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre Partie; mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandiſes des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouir, en Dannemarc, & en Norwege. Fait à *Coppenhague* le 15. Juin 1701. Avec un Article Separé concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appellé *Defenſions-Schepen*, du même jour, mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en 1691. [*Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.*] 15. Juin.

Exhibé le 23. Juin 1701.

COMME il y a eu de tout tems entre les Rois de Dannemarc & de Norwege &c. d'une part, & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'autre part, des Négociations & Traitez pour regler & établir ſur quel pied les Sujets de part & d'autre, & principalement les Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, pourroient avec fruit & avantage exercer & pouſſer leur Commerce dans leſdits Royaumes de Dannemarc & de Norwege, & autres Païs & Principautez de Sadite Majeſté, comme auſſi par le Sond; & comme le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Roi & Seigneur FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & des Goths; Duc de Slesvic, de Holſtein, de Stormaren & de Ditmarſen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. & leſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont encore voulu continuer un uſage ſi louable, (les uns & les autres étant également portez à avancer, autant qu'il eſt poſſible le bien & l'avantage de leurs Sujets); à cette fin de la part de Sadite Majeſté ont été nommez Commiſſaires les Très-Nobles Seigneurs, Mr.* CONRAD *Comte de Reventlauw, Seigneur de Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë & Clausholm; Monſeigneur* CHRISTIAEN SIEGFRIED VON PLESSEN, *Seigneur de Parin & Hoyckendorff, Chevalier & Conſeiller Privé de Sa Majeſté; Mr.* KNUDT THOTT, *Seigneur de Kundſtrup & Gavnoë, Chevalier, Conſeiller Privé & Député ſur les Finances de Sa Majeſté; Mr.* CHRISTIAN VON LENTHE, *Seigneur de Barlhauſen, Chevalier, Conſeiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majeſté; & Mr.* CHRISTIAN VON SCHÆSTEDT, *Premier Secretaire & Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté: Et de la part deſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, Monſieur* ROBERT GOES, *Seigneur de Bouckhorſtburg &c. Reſident de L. H. P. auprès de Sadite Majeſté, pour convenir à l'amiable de ce qui concerne ladite Navigation, principalement vers le Dannemarc & la Norwege, auſſi bien que vers les autres Païs & Principautez de Sadite Majeſté, de même que par le Sond,*

ANNO 1701. Zont, en ſpecialyck over de Tollen, die aldaer ſouden moeten werden betaelt, inder minnen te convenieeren, gelyck deſelve Heeren, na communicatie ende exhibitie van wederzyds volmagten in den naem en van wegen haere Hooge Principalen ſyn geconvenieert in manieren als volgt.

ARTICUL I.

EERSTELYCK, ſal tuſſchen ſyne Majeſteyt en deſſelfs Koninckrycken, Vorſtendommen, Landen en Onderdanen aen de eene zyde, en haere Ho: Mo: Heeren Staten Generael, haere Provintien, Landen en Onderdanen aen de andere zyde, allenthalve ſoo te water als te Landen een opregte en beſtendige Vrundſchap en Nabuurſchap gehouden en gepleegt werden, den een den anderen getrouwelyck meynen, ende niet wat tot des anderen nadeel of ſchade ſtrecken magh, nog door hem ſelfs of door quade practycquen van anderen uytwercken, maer veel meer elkanderen voordeel ſoo veel doenlyck bevorderen, met dat verſtand, dat door deſe Conventie de Tractaten, die ſyn Koninckl. Majeſt. en haer Ho: Mo:, met andere Koningen, Republiequen, Princen ende Potentaten hebben gemaeckt (den inhoud van dit Tractaet niet contrarierende) niet ſullen gederogeert ofte gepræjudicieert werden.

II.

Den Tol in den Orizond ſal vande Ingezeetenen der Vereenigde Nederlanden conform de Letter van het Chriſtianopels Tractaat in den jaere 1645. gemaeckt, en volgens de Lyſt ofte Tol-rolle doenmaels geaccordeert, ook met wederzyds handteeckeningen en Zegels voltrocken, ende welke Tolrolle mits deſen werd gerenoveert, ende aen het einde deſes is geinſereert, voortaen voor den tyd van twintigh agter een volgende Jaeren, te reeckenen van den dagh van de uytwiſſelinge der Ratificatien van het jegenwoordige Tractaet, geheven en betaelt werden, wel verſtaende; dat de laſten, maten en gewigten van Waaren en Koopmanſchappen, welcke volgens den voorſz. Tol-rolle by 't Laſt, Maat of Gewigt, moeten betalen, ſullen werden geconſidereert en genomen op een en deſelve voet als die werd gereeckent ter plaatſe, daer die Waaren, die vertollen, ſyn geladen; Ende omme dat geen verſchil ſal vallen van de uytreeckening van Wynen, ſoo ſal een vat Bourdeauſe Wyn in de Zond geeſtimeert werden op twee-en-vyftigh Ryxdaelders, en een vat Nantoiſe op vyf-en-veertigh Ryxdaelders. Spaenſche Wynen aengaende, een pype Mallagaeſe of andere Spaenſche Wynen, op vyf-en-veertigh Ryxdaelders, ende ſal volgens deſe tauxatie den tol betaelt werden naer de Chriſtianopelſche Tol-Lyſte, dat is den dertighſten Penning.

III.

En wat aengaet de Waeren of Goederen, die in de voorſz. Tol-rolle van Ao. 1645. niet geſpecificeert zyn, dat ſelve den Orizontſche Tol nae haere waerde ſullen betalen, ende dat die waerde ſal werden gereeckent na de plaetſen, van waer deſelve komen, en een van het hondert van die waerde betaelt.

IV.

Nademael in het 2. en 3. Articul is geſtipuleert, op wat voet den Tol in den Orizond in de volgende twintigh jaeren ſal geheven werden, ende betaelt, ſoo ſullen oock geduurende dien tyd geen andere bytollen geheven nogh eenige verhoginge geintroduceert worden, onder wat prætext het ſoude mogen weſen; En ſoo 'er eenige mogten geheven ſyn, ſullen deſelve ceſſeren; en de Tollenaers en de Tolſchryvers oock ſigh niet onderſtaen, de Schippers meer, als zy na uytwyſen van de letter van dit Tractaet ſchuldigh zyn af te dwingen, ofte voor 't ſchryven der Tol-Cedullen; 't zy in de Rycken van Denemarcken en Noorwegen, of in de Zont iets meer te neemen, als de Extracten uyt de reſpective Ordonnantien van ſyne Majeſteit op dat ſubject, beide aen het eynde deſes geinſereert expreſſelyck mede brengen. Op pœne, dat die geene, die deſe contrarie ſal komen te doen, metter daed

Sond, & particulierement des Péages qu'on y devroit payer; leſquels Seigneurs, après s'être de part & d'autre communiqué & préſenté leurs Plein-pouvoirs au nom & de la part de Leurs Seigneurs & Maîtres, ſont convenus enſemble de ce qui s'enſuit. ANNO 1701.

ARTICLE I.

PRémierement on obſervera & maintiendra entre Sa Majeſté & ſes Royaumes, Principautez, Pais & Sujets d'une part, & entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux & leurs Provinces, Pais & Sujets d'autre part, tant ſur Mer que ſur Terre, une parfaite & durable Amitié comme bons Voiſins, & avec de ſinceres intentions les uns pour les autres, qu'on ne fera rien directement ni indirectement, par ſoi ni par de mauvaiſes pratiques de qui que ce ſoit; qui puiſſe tendre au préjudice ou dommage des uns ou des autres; mais que plûtôt on travaillera autant qu'il ſera poſſible à l'avantage mutuel; bien entendu, que par cette Convention on ne dérogera ni préjudiciera aux Traitez que Sa Majeſté & L. H. P. ont faits avec d'autres Royaumes, Républiques, Princes & Potentats, & leſquels ne ſont pas contraires à la teneur de ce préſent Traité.

II.

Le Péage dans le Sond ſe levera & ſera payé déſormais par les Habitans des Provinces-Unies des Païsbàs (conformement à la Lettre du Traité de Chriſtianſtadt fait dans l'année 1645. & ſelon la Liſte ou Rôle de Péage dreſſé alors & parfait par les Seings & Sceaux de part & d'autre, lequel Rôle ou Tarif des Droits de Péage eſt ainſi renouvellé & eſt inſeré à la fin du préſent Traité), pendant le tems de vingt années conſecutives, à compter du jour de l'Echange des Ratifications du préſent Traité; bien entendu, que les Leſtes, Meſures & Poids des Denrées & Marchandiſes, leſquelles doivent payer ſelon ledit Role de Péage par Leſt, Meſure, ou Poids, ſeront conſiderez & pris ſur le même pied qu'on les compte ſur les lieux où ces Denrées & Marchandiſes ont été chargées: Et pour qu'il ne ſurvienne aucune conteſtation ſur la ſupputation des Vins, un Tonneau de vin de Bourdeaux ſera taxé dans le Sond à cinquante-deux Richsdales, & un Tonneau de Vin de Nantes à quarante-cinq Richsdales; à l'égard des Vins d'Eſpagne, une Pipe de Vin de Malaga ou d'autres Vins d'Eſpagne à quarante-cinq Richsdales; & ſelon cette Taxation on payera le Péage ſuivant le Rôle de Péage de Chriſtianſtadt, c'eſt-à-dire, le trentième denier.

III.

A l'égard des Denrées ou Marchandiſes, qui ne ſont pas ſpecifiées dans ledit Rôle de Péage de l'année 1645., elles payeront la même choſe au Péage du Sond ſelon leur valeur, & cette valeur ſera comptée ſelon les endroits d'où elles viennent, & elles payeront un pour cent de cette valeur.

IV.

Comme l'on a ſtipulé dans le 2. & 3. Article, ſur quel pied on levera & payera le Péage dans le Sond durant les vingt années ſuivantes, auſſi pendant tout ce tems-là, on n'introduira aucun nouveau Péage ni aucune nouvelle augmentation, ſous quel prétexte que ce puiſſe être: Et s'il arrivoit qu'il en fût levé quelques nouveaux, on les diſcontinuera, & le Douanier & les Ecrivains de la Douane ne ſeront pas ſi hardis que de contraindre les Maîtres de Navires de payer plus qu'ils ne ſont obligez ſelon la Lettre du préſent Traité, ni de prendre pour l'Ecriture des Billets de Péage, tant dans les Royaumes de Dannemarc & de Norwege que dans le Sond; plus que les Extraits des Ordonnances de Sa Majeſté faites ſur ce ſujet & qui ſont à la fin du préſent Traité, n'ordonnent expreſſement: Sous peine, que quiconque viendra à faire le contraire, perdra d'abord

ANNO 1701. ſal verliezen ſyn Ampt en Bedieninge daer inne hy is, en gedogende, conniverende of aenſiende, dat ſulx by anderen ſonde mogen werden gedaen, ſal deſelve voor de eerſtemael van ſyn Ampt, ende het inkomen daer toe ſtaende, werden geſuſpendeert, voor den tyd van drie maenden, voor de tweedemael voor den tyd van negen maenden, ende voor de derdemael metter daeden effectivelyck ſyn Ampt ende Bedieninge verlieſen.

V.

Sullen oock de Tolbedienden tot meerder gerief ende ſpoediger expeditie van de Schippers gehouden ſyn op de Orizondſche Tol-Camer te vaceeren alle werckdagen, des Somers van Paeſſchen tot Michiels des voormiddags van ſes uuren tot elf, ende des naermiddaghs van een uur tot ſeven, des Winters van Michiels tot Paeſſchen van agt uuren tot elf, ende des naermiddags van een uur tot vier. Maer die buyten die tyd of des Sondaghs en andere heylige dagen, om ſigh van de goede wind te bedienen, haere expeditien verlangen, ſullen daer voor een Ryxdaelder aen den Armen geven, ſonder meer.

VI.

De uytreeckeninge van de Tollen ſal in 't toekomende door die, dewelcke ſyne Majeſteit daer toe verordineert heeft, niet in een ſomme of in 't gros, maer ſpecifiquelyck, ende van ieder parthye goeds in het byzonder gedaen, aen de Schippers gegeven werden, ten eynde daer uyt mag werden geſien, of de Tollen conform de Letter van 't jegenwoordige Tractaet gevordert werden.

VII.

De betalinge van de voorſz. Tollen ſal moeten geſchieden als van ouds gebruyckelyck is geweeſt met ſpecie banco Ryxdaelders. Dogh alſoo de Neerlandſche Schippers klagen, dat de Tollenaers, inſonderheid in Noorwegen, ſeer difficil ſyn in het ontfangen van deſelve banco Ryxdaelders, onder prætext, dat ſy haer volle wigt niet houden ende andere uytvlugten, en daer door de Schippers meenigmael noodſaecken deſelve Ryxdaelders weerom te rugh te neemen, ende ſoo doende tweemael het periculvan de Zee te lopen, ſal ſyne Majeſt. ordonneren, dat de Tollenaers ſoo wel in Denemarcken als in Noorwegen ſonder onderſcheid alle ſoorten van Ryxdaelders ſullen aennemen, die voor banco Ryxdaelders bekent zyn, ten waere dan dat men evidentelyck konde aenwyſen dat ſy beſnoeyt waeren; En aengeſien het oock by verſcheide toevallen ſou kunnen geſchieden, dat de Schippers geen gelegentheid vonden om haer op haere reys na deſe Rycken van banco Ryxdaelders te voorſien, of dat het perikel van de Zee of van den Vyand te groot was, om die over te voeren, ſullen zy mogen volſtaen, met het betalen in Deenſche Croonen, mits gevende tot opgeld voor ieder Ryxdaelder het geen, waer over men nader ter goeder trouw ſal convenieren, na dat men het regte onderſcheid tuſſchen de banco Ryxdaelders en Deenſche Croonen, de ordinaris cours van de wiſſel en andere omſtandigheden ſal hebben geexamineert, en daer op ingenomen het ſentiment van Luyden hen des verſtaende.

VIII.

De Waeren en Koopmanſchappen eenmael inden Orizond vertolt, welcke by het blyven ofte aen de grond raecken van de Scheepen op eenige plaetſen aen de Schoonſe Kuſt, het Cattegat, de Eylanden Anout of Leſouw, of elders daer omtrent, of wel de Ooſt-Zee ingezeylt weſende, genoodſaeckt ſyn de Zond weder in te komen, ſullen niet ſubject mogen werden gemaeckt, om ſoo wanneer die voor de tweede reys den Orizond in of uytgaen, noghmaels den Orizondſchen Tol of eenige andere ongelden te betalen, ſullende 't ſelve oock alſo verſtaen werden van Scheepen die door ſtorm of contrarie wind genoodſaeckt werden de Zond weder in te komen.

IX.

Sullen oock de Scheepen welcke van elders in den Orizond

d'abord l'Emploi & l'Office qu'il a; & s'il permet ANNO 1701.
connive & voit commettre ladite choſe à quelque-autre, il ſera la premiere fois ſuſpendu de ſon Emploi & de ſes Gages pendant trois mois, la ſeconde fois pendant neuf mois, & la troiſieme fois il perdra entierement ſon Emploi & Office.

V.

Pour plus grande commodité & plus prompte expedition des Maîtres de Navires, les Officiers de la Douane ſeront auſſi obligez de vaquer au Bureau de la Douane tous les jours ouvriers, l'Eté depuis Pâques juſqu'à la S. Michel; le matin depuis ſix heures juſqu'à onze, & l'après midi depuis une heure juſqu'à ſept; l'Hyver depuis la S. Michel juſqu'à Pâques, le matin depuis huit juſqu'à onze heures, & l'après-midi depuis une heure juſqu'à quatre. Mais ceux qui hors de ce tems, ou les Dimanches & autres jours de Fête, ſouhaitteront leur Expedition pour profiter du vent favorable, donneront une Richsdale aux Pauvres ſans plus.

VI.

La ſupputation des Droits de Péage ſera donnée à l'avenir aux Maîtres de Navires par ceux que Sa Majeſté a établis à cette fin, non en ſomme ni en gros, mais ſera ſpecifiée & faite de chaque Portion de Marchandiſe en particulier, afin qu'on puiſſe voir par là, ſi les Droits ont été exigez conformement à la Lettre du préſent Traité.

VII.

Le payement deſdits Droits de Péage ſe fera, ſelon l'ancien uſage, en Richsdales de banque en eſpece. Mais comme les Maîtres de Navires Hollandois ſe plaignent que les Douaniers, particulierement ceux de Norwege, font très-grande difficulté de recevoir ces Richsdales de banque, ſous prétexte qu'elles ne ſont pas de poids & autres deffaites, & que par là ils obligent ſouvent les Maîtres de Navires de reprendre leurs Richsdales & de courir deux fois les perils de la mer, Sa Majeſté ordonnera que les Douaniers, tant de Dannemarc que de Norwege, accepteront ſans diſtinction toute ſorte de Richsdales qui ſont connuës pour des Richsdales de banque, horſmis qu'on puiſſe faire voir évidemment qu'elles ſont rognées: Et d'autant qu'il pourroit arriver en certains cas, que les Maîtres de Navires n'auroient pas occaſion de ſe pourvoir de Richsdales de banque pour leur voyage vers ces Royaumes, ou que les perils de la Mer ou des Ennemis ſeroient trop grands pour les tranſporter, ils pourront ſatisfaire en payant en Croonen ou Ecus Danois, pourvû qu'ils ajoutent pour chaque Richsdale le ſurplus dont on conviendra de bonne foi, après qu'on aura conſideré la differente valeur des Richsdales de banque & des Croonen ou Ecus Danois, auſſi bien que le cours du Change & autres circonſtances, & que ſur cela on aura pris l'avis des Perſonnes à ce entenduës.

VIII.

Les Denrées & Marchandiſes, dont on aura une fois payé les Droits de Péage dans le Sond, étant obligées d'y rentrer après que les Vaiſſeaux auront fait naufrage ou auront échoué ſur quelques endroits de la Côte de Schonen, du Cattegat, des Iles d'Anout ou Leſouw, ou des environs; ou bien après avoir fait voile vers la Mer Baltique, ſeront obligées de rentrer dans le Sond, ne pourront être ſujettes, rentrant dans le Sond ou en ſortant une ſeconde fois, à payer de nouveau le Péage du Sond ou autres Droits; ce qu'on entendra auſſi des Vaiſſeaux, qui par tempête ou vent contraire ſeront obligez de rentrer dans le Sond.

IX.

De même les Vaiſſeaux, qui viendront d'autres lieux

dans

ANNO 1701. Orizond aenkomen, 't sy om voor storm of onweer een bequame Ree of wel anderſints in cas van oorlogh om Convoy te ſoecken, ende welcke mitsdien het Caſteel van Croonenburgh voor by zylen, om met te meer veyligheid voor Elſeneur te ankeren, ſchoon ſy de wille niet hebben van verder te gaen, niet mogen werden aengeſprooken, of gemoleſteert om den Orizondſen Tol.

X.

Insgelyx ſullen oock de Nederlandſche Schippers ingeladen hebbende Waeren en Coopmanſchappen na Coppenhagen gedeſtineert, aengaende de Tol in de Zond, op den ſelven voet getracteert werden als ſyne Majeſteyts eygene Onderdanen.

XI.

Het viſiteren der Scheepen en Goederen, den Ingezetenen der Geunieerde Provintien toebehorende, ende door de Zond paſſerende, ſal geduurende de voorgem. jaeren in de Zond geen plaets hebben, ende de Schippers, wanneer ſy haere opregte Convoy ende de Pond-Cedullen toonen, daer op gelooft werden, ende ſullen deſelve, wanneer ſy daer na hebben vertold, ſonder ophouden, ofte moleſtatie paſſeeren, oock ſonder te ſetten voor den drooge voor Coppenhagen. Edogh ſoo wanneer in 't toekomende wierde bevonden, dat ſyne Koninclycke Majeſt., door deſe bewilliginge in het heffen van ſyne Tollen, met Lorrendraeyerye of bedrogh ſou werden verongelyckt, ſoo ſullen haer Ho: Mo: wanneer deſelve daer van werden onderrigt, ende des verſoght, alle mogelycke middelen bedencken, ende ſoo veel doenlyck ordre ſtellen, dat ſyne Koninckl. Majeſteit anders niet als wat recht en billyck is wedervaren moge. Haer Ho: Mo: ſullen oock tot te meerder præcautie die ordre ſtellen, dat de Commiſen de viſitatie hebbende gedaen, in derſelver Certificatien niet met Cyffer-Letters, maer met Woorden het getal van de Paspoorten ſullen uytdrucken.

XII.

Verders ſal het den Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden vryſtaen allerhande Waeren en Coopmanſchappen, wat naem die oock ſouden mogen hebben, door de Zond onverhindert te voeren, maer in tyd, dat ſyne Koninckl. Majeſteit van Denemarcken in oorlogh mogte weſen, ſullen ſy ſyne Vyanden geen Waeren van Contrebande toevoeren, *& ſic vice verſa.*

XIII.

Onder ſulcke Waeren van Contrabande ſullen alleen verſtaen werden allerhande Vuurwerken, ende daer toe behorende ſaecken, als Canon, Musquetten, Mortieren, Petarden, Bomben, Granaten, Sauciſſen, Pek-kranſen, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Polvet, Lont, Salpeter, Kogels, Pieken, Degens, Stormhoeden, Helmen, Curaſſen, Helbaerden, Paerden, Zadels, Holſters, Draegbanden, Zeylwerck, Touwerck, Pick, Teer en Hennip, mitsgaders die tot de Equipage ter Zee ende den Oorlogh te Lande dienen, ſonder eenige verdere Waeren van wat natuur die ſyn daer onder te comprehenderen; Maer ſal het wederzyds Onderdanen vry ſtaen deſelve Waeren nae Vyanden Landen te mogen vervoeren, en van daer af te halen, uytgezondert in ende nae belegerde Steden, Fortreſſen, Caſteelen en Havenen.

XIV.

Nederlandſe Goederen, die in andere als Nederlandſe Schepen ſouden mogen ingeſcheept weſen, ſullen vermogen de Zont vry en onverhindert paſſeeren, mits betalende den Tol, dewelcke van Nederlandſe Goederen werd gegeven, dogh dat zy met opregte Certificatien van de Nederlandſche of andere aen de Ooſt-Zee gelegene Steden bewyſen dat die Goederen niemanden anders als Nederlandſche Inwoonderen toebehooren.

dans le Sond, pour y chercher une bonne Rade contre la tempête ou orage, ou bien pour y prendre du Convoi en cas de Guerre, & qui à cette fin paſſeront devant le Château de Cronenburg pour aller ancrer avec plus de ſûreté devant Elſeneur, s'ils n'ont pas l'intention d'aller plus loin, on ne pourra leur rien demander ni les moleſter pour le Péage du Sond. ANNO 1701.

X.

De même encore les Maîtres de Navires Hollandois, qui auront chargé des Denrées & Marchandiſes deſtinées pour Coppenhague, ſeront traitez, à l'égard du Péage du Sond, ſur le même pied que les propres Sujets de Sa Majeſté.

XI.

La viſitation des Vaiſſeaux & Effets appartenant aux Habitans des Provinces-Unies, & paſſant par le Sond, n'aura point de lieu dans le Sond pendant toutes les ſusdites années; & les Maîtres de Navires, dès qu'ils auront preſenté leurs véritables Billets de l'Amirauté, ſeront crus là-deſſus; & après qu'ils auront payé le Péage, ils pourront paſſer outre ſans être empêchez ni moleſtez, ni ſans s'arrêter devant Coppenhague. Mais s'il ſe trouvoit dans la ſuite, que Sa Majeſté reçut, par ce conſentement & complaiſance au ſujet de la levée de ſes Droits de Péage, quelque préjudice par quelque Commerce caché ou autre fraude, en ce cas L. H. P., lorſqu'elles en ſeront informées & priées, ne manqueront pas de pourvoir aux moyens, & de mettre ordre autant que faire ſe pourra, qu'il ne ſoit fait à Sa Majeſté que ce qui eſt juſte & équitable. L. H. P. donneront auſſi ordre pour plus grande précaution, que les Commis ayant fait leur viſitation, expriment dans les Certificats le nombre des Paſſeports non en chiffres, mais en termes exprès.

XII.

En outre les Habitans des Provinces-Unies auront la liberté de faire paſſer ſans aucun obſtacle par le Sond toutes ſortes de Denrées & Marchandiſes, quel nom qu'elles puiſſent avoir; mais que dans un tems auquel Sa Majeſté pourroit être en Guerre, ils ne porteront à ſes Ennemis aucunes Marchandiſes de Contrebande; & ainſi vice verſâ.

XIII.

Sous ce nom de Marchandiſes de Contrebande, on entendra ſeulement toutes ſortes de Feux d'artifice & ce qui y appartient, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudres, Mêches, Salpêtre, Boulets, Piques, Epées, Pots en tête, Casques, Cuiraſſes, Halebardes, Chevaux, Selles, Fourreaux de Piſtolet, Ceinturons, Voilage, Cordage, Poix, Goudron & Chanvre, outre tout ce qui ſert à l'Equipement par Mer & à la Guerre par Terre, ſans y comprendre aucune autre Marchandiſe de quelle nature qu'elle puiſſe être; mais il ſera permis aux Sujets de part & d'autre de tranſporter leſdites Marchandiſes dans des Pais ennemis & d'y en aller querir, excepté dans les Villes, Forteresſes, Châteaux & Ports aſſiegez.

XIV.

Les Effets de Hollande, qui ſeront chargez dans d'autres Vaiſſeaux que ceux des Hollandois, pourront paſſer le Sond librement & ſans empêchement, pourvû qu'ils payent le Péage qui ſe donne pour les Effets de Hollande, mais que par de bons Certificats des Villes de Hollande ou de celles de la Mer Baltique ils prouvent que ces Effets n'appartiennent à aucun autre qu'à des Habitans des Provinces-Unies.

XV

ANNO 1701.

XV.

Alle Nederlanders, dewelcke ſigh in de Ooſterſche Steeden ophouden, het zy voor haer ſelfs of in Commiſſie en factorie, wanneer ſy haer eygen ofte andere Nederlandſche Inwoonders Goederen in Schepen door de Zont paſſeeren, deſelve ſullen even werden getracteert, gelyck andere Onderdanen der Geunieerde Provintien, mits dat ſy met behoorlycke Certificatien van de Magiſtraet van de plaets daer ſy reſideeren bewyſen, dat deſe Goederen haer of andere Neerlandſe Ingezetenen toehoren.

XVI.

Vorders ſullen oock de Scheepen in de Vereenigde Nederlanden 't huys horende, eenige Waaren of Coopmanſchappen in de Rycken van ſyne Majeſteit brengende, het zy dat deſelve Waeren en Coopmanſchappen gebragt werden directelyck uyt de eerſte hand, ofte van de plaetſe daer ſe ſyn gevallen, dan niet, of wel eenige Waeren ofte Coopmanſchappen uit ſyne Majeſteits Rycken elders willende vervoeren, geen hoger of meerder Tol betalen, als de eygen Inwoonders ofte Onderdanen van ſyne Majeſteit, ende ſal dienvolgende oock ceſſeren de vier dubbelde Tol gelegt op Waeren en Coopmanſchappen, die niet uit de eerſte hand, of van de plaetſe daer ſe zyn gevallen, met Nederlandſche Scheepen in ſyne Majeſteits Rycken worden gebragt. Gelyck mede ophouden ſal het verbod voor de Nederlandſche Scheepen, omme Waeren of Coopmanſchappen tuſſchen de Rycken van ſyne Majeſteit, ofte tuſſchen Provintien, Stiften, ofte Steden te vervoeren, gelyck mede ſullen ophouden de voorregten ende immuniteyten en exemptien aen de ſoo genaemde exemptions, ende diergelycke Scheepen, ſoo ten reſpecte van de Tollen, die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opſigte van de Orizondſche Tol, door ſyne Koninckl. Majeſteit geaccordeert, en ſullen oock de Ingezetenen van ſyne Koninckl. Majeſteits Rycken en Landen in de Vereenigde Nederlanden geene ſwaerder Tol en laſten betalen, als haer Ho : Mo : eyge Onderdanen.

XVII.

Indien de Onderdanen van ſyne Majeſteyt of eenige andere Natien eenige verligtinge ſouden mogen hebben of na deſen verkrygen in ſyne Majeſteits Rycken en Landen, ſoo ſullen de Ingezetenen der Vereenigde Provintien het ſelve mede genieten (uytgezondert de Tol vryheid in de Zont, die de Sweeden is toegeſtaen) ende indien oock de Onderdanen van haer Ho : Mo : of eenige andere Natien eenige verligtinge ſouden mogen hebben ofte verkrygen in de Vereenigde Nederlanden, ſoo ſal het ſelve oock ſyne Majeſteits Onderdanen toegeſtaen werden.

XVIII.

Nederlandſche Scheepen den Tol in eenige Haven van Denemarcken of Noorwegen betaelt hebbende ende daer op gevifiteert ſynde geworden, ſullen in geene andere Haven het zy in Denemarcken of Noorwegen, ſoo wanneerſe daer niet laden of loſſen, gevifiteert werden, maer ſullen vry paſſeren, maer om alle ſluykeryen voor te komen, ſoo werd geſtatueert ende vaſtgeſtelt, dat de voornoemde Schippers haere expeditie van den Tollenaer of Tolbedienden bekomen hebbende, den wind dienende, ſigh aenſtonts onder zeyl ende in de ruyme Zee ſullen moeten begeven, ten zy ſulx hun door contrary wind, of andere regtmatige beletzelen mogte werden verhindert, ofte zy om op Convoy te wagten, ofte uyt vrees voor Capers, langer genoodſaeckt waeren aen de plaetſen daer ſy haere ladinge hebben ingenomen te verblyven, ofte in andere Havens te moeten inlopen; Het ſelve werd verſtaen van de Scheepen van ſyne Koninckl. Majeſt. Onderdanen die in differente Havens van haer Ho : Mo : mogten komen te havenen.

XIX.

De Oorlogh-Scheepen van ſyne Majeſteyt en haer

XV.

Tous les Hollandois, qui reſident dans les Villes de la Mer Baltique tant pour leurs propres affaires qu'en Commiſſion ou comme Facteurs, lorſqu'ils paſſeront par le Sond dans des Vaiſſeaux leurs propres Effets ou ceux d'autres Habitans des Provinces-Unies, ſeront traitez tout comme les autres Sujets des Provinces-Unies, pourvû qu'ils faſſent voir par des Certificats convenables du Magiſtrat du lieu où ils reſident, que ces Effets leur appartiennent ou à d'autres Habitans des Provinces-Unies.

XVI.

De plus les Vaiſſeaux appartenans à ceux des Provinces-Unies, portant dans les Royaumes de Sa Majeſté quelques Denrées ou Marchandiſes, qu'elles y ſoient portées directement de la premiere main, ou de l'endroit où elles auront abordé, & ne voulant pas tranſporter ailleurs aucune ni quelques Denrées ou Marchandiſes hors des Royaumes de Sa Majeſté, en ce cas ces Vaiſſeaux ne payeront pas un plus haut Péage que les propres Habitans ou Sujets de Sa Majeſté, & par conſequent ceſſera auſſi le quadruple Péage impoſé ſur les Denrées & Marchandiſes qui ne ſeront pas tranſportées par des Vaiſſeaux Hollandois dans les Royaumes de Sa Majeſté hors de la premiere main ou du lieu où elles auront abordé. De même ceſſera la défenſe aux Vaiſſeaux Hollandois de tranſporter des Denrées ou Marchandiſes dans les Royaumes, Provinces, Dioceſes & Villes de Sa Majeſté; comme auſſi ceſſeront les Privileges, Immunitez & Exemptions accordées par Sa Majeſté aux Vaiſſeaux nommez Exemptions-Schepen, *& autres pareilles, tant à l'égard des Péages qu'on paye pour l'entrée & la ſortie, qu'à l'égard du Péage du Sond, de même auſſi les Habitans des Royaumes & Païs de Sa Majeſté ne payeront pas dans les Provinces-Unies un plus gros Péage ni de plus gros Impôts que les propres Sujets de L. H. P.*

XVII.

Si les Sujets de Sa Majeſté ou ſi quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans la ſuite dans les Royaumes & Païs de Sa Majeſté quelque ſoulagement ou diminution, alors les Habitans des Provinces-Unies en jouiront de même (excepté l'exemption du Péage du Sond accordée aux Suedois); de même auſſi ſi les Sujets de L. H. P. ou quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans les Provinces-Unies quelque ſoulagement, la même choſe ſera auſſi accordée aux Sujets de Sa Majeſté.

XVIII.

Les Vaiſſeaux Hollandois ayant payé le Péage dans quelque Port de Dannemarc ou de Norwege, & ayant été là-deſſus viſitez, ne ſeront plus viſitez dans aucun autre Port de Dannemarc ou de Norwege, pourvu qu'ils n'y chargent ni ne déchargent pas, mais ils paſſeront librement; & pour prévenir qu'on ne fraude les Droits de Péage, on ſtatuë & ordonne que leſdits Maîtres de Navires, ayant reçu leur Expedition du Douanier ou Officier de la Douane & le vent étant favorable, auront à mettre auſſi-tôt à la voile & à ſe retirer en haute mer, ſinon qu'ils en fuſſent empêchez par le vent contraire ou par quelque autre empêchement légitime, ou que pour attendre le Convoi ou de crainte des Capres ils fuſſent obligez de reſter plus long-tems aux lieux où ils auroient pris leur charge, ou de devoir entrer dans quelque autre Port : La même choſe s'entend des Vaiſſeaux des Sujets de Sa Majeſté, qui viendront à entrer dans les differens Ports de L. H. P.

XIX.

Les Vaiſſeaux de Guerre de Sa Majeſté & ceux de

L.

ANNO 1701. haer Ho : Mog : ſullen den een des anderen ſyne Reeden, Stroomen, Rivieren, Bayen en Havenen ten allen tyden open ſyn en blyven, om daer inne en uyt te lopen, ende ſoo lange voor ancker te blyven leggen, als het de noodſaeckelyckheid vereyſcht, ſonder geviſiteert te worden, ende ſullen ſoo haeſt de Capiteynen van wederzyden aldaer aengekomen ſyn, het ſelve aen den Gouverneur, ofte de Commanderende Officieren met reden ſyner aenkomſte en verblyvens bekent maecken, ende niet meerder als ſes Oorlogſchepen telkens ofte te gelyck aen een plaetſe mogen komen, dogh ſoo het nodigh waer meerder getal nae de een of andere plaetſen te ſenden, ſoo ſal ſulx alvorens behoorlyck aen ſyne Majeſteit ofte haer Ho : Mo : (op welcke Rivieren, Bayen ende Havens ſodanige Scheepen komen) genotificeert werden, omme derſelver goedvinden ende vergunſtiging daer op te vernemen.

ANNO 1701. *L. H. P. s'ouvriront mutuellement & s'accorderont en tout tems leurs Rades, Ancrages, Rivieres, Bayes & Havres pour y entrer & en ſortir, & y pouvoir reſter à l'ancre auſſi long-tems que la néceſſité le demande, ſans être viſitez ; & dès que les Capitaines des uns ou des autres ſeront arrivez en ces endroits-là, ils le feront ſavoir au Gouverneur ou Officiers Commandans avec la raiſon de leur arrivée & de leur ſéjour, & qu'il ne pourra y venir dans un même endroit pas plus de ſix Vaiſſeaux de Guerre en un même tems ; mais que s'il étoit néceſſaire d'en envoyer un plus grand nombre vers l'un ou l'autre endroit, on notifiera auparavant duëment à Sa Majeſté ou à L. H. P. dans quelles Rivieres, Bayes ou Havres tels Vaiſſeaux ſont deſtinez, pour avoir là-deſſus leur agrément & leur conſentement.*

XX.

Gelyck oock ſulcke Scheepen, ſoo lange zy aldaer verblyven, ſigh ſtil en vriendelyck ſullen moeten houden, ſoo als het onder Hooge Geallieerden betaemt, oock geen de minſte hoſtiliteyt, tegen wie het oock is ondernemen, oock geen andere Scheepen, ſchoon ſy oock haere Vyanden waeren, van daer uyt vervolgen, ten zy dan dat ſyſe eerſt vieren-twintigh uuren hadden laten voor afgaen.

XX.

Et d'autant que de tels Vaiſſeaux, auſſi long-tems qu'ils reſtent dans ces endroits, s'y doivent tenir paiſiblement & comme Amis, ainſi qu'il convient entre de Hauts Alliez, ils ne doivent auſſi entreprendre aucune hoſtilité contre qui que ce ſoit, ni pourſuivre de là aucuns autres Vaiſſeaux quoi qu'Ennemis, horſmis qu'ils n'ayent auparavant donné à ces Vaiſſeaux ennemis le tems de vingt-quatre heures pour ſe retirer.

XXI.

Sal oock de paſſage ende navigatie door de Zont als oock de traficq in ſyne Koninckl^yckе Majeſteits Rycken en Landen vry en onverhindert blyven, ende derhalven by continuatie mede ceſſeren het verbot tegens den invoer van verſcheyde Waeren, Manufacturen ende Coopmanſchappen by ofte van wegen ſyne Majeſteit voorheen geëmaneert, en ſullen ſyne Koninckl^yckе Majeſteits Onderdanen reciproquelyck op deſelve voet in de Vereenigde Nederlanden gehandelt werden.

XXI.

Le Paſſage & la Navigation par le Sond, auſſi bien que le Trafic dans les Royaumes & Païs de Sa Majeſté, reſteront libres & ſans oppoſition, & par conſequent ceſſera auſſi deſormais la défenſe émanée ci-devant de Sa Majeſté contre l'Entrée de diverſes Denrées, Manufactures & Marchandiſes ; & les Sujets de Sa Majeſté ſeront traitez reciproquement ſur le même pied dans les Provinces-Unies.

XXII.

Verders is verdragen en geconvenieert, dat binnen ſes maenden na het uytwiſſelen van het jegenwoordige Tractaet tot onderling vernoegen en ſatisfactie een exacte en pertinente manier van metinge van deſelve Scheepen, die facil en accuraet en op de tegenwoordige Fabriquen applicabel is, uytgevonden ſal werden, ende ondertuſſchen ſal de metinge der Scheepen gereguleert blyven na het geen des wegen in den jaere 1669, is geconvenieert.

XXII.

En outre on eſt convenu, que dans le cours de ſix mois après l'Echange du préſent Traité, on travaillera à trouver, pour le contentement & ſatisfaction reciproque, une maniere convenable & exacte de meſurer ces Vaiſſeaux, & qui ſoit aiſée, juſte & applicable aux preſentes Fabriques ; & que cependant le meſurage des Vaiſſeaux reſtera reglé ſelon ce qu'on en eſt convenu dans l'année 1669.

XXIII.

De houtlaſten der Schepen, volgens de metinge in het even voorgaende Articul gearreſteert begroot en uytgevonden ſynde, heeft ſyne Koninckl. Maj. belieft dat van die Scheepen, die met haeren opregten ondergeſchreven Maatbrieven voorſien ſyn, ende hout uyt Noorwegen voeren, voor des Koninghs Tol gevordert en betaelt ſal werden een en een agſte Ryxdaelders van yder laſt, ſullende geen onderſcheyd onder het hout, het welcke vergunt is om uyt te voeren wegens den Tol werden gemaeckt, maer alles by laſten, als nu eeven gemelt, werden gereeckent, ſonder dat het daer en boven eenige andere Tollen of bytollen, wat naem die oock mogen hebben, geduurende den tyd van dit Tractaet gevordert ſullen mogen werden, ende derhalven oock metter daed ſullen moeten ceſſeren, en ophouden alle by-laſten, onder wat voorwendſel ofte prætext het ſoude mogen weſen, ende de Tollenaers en de Tol-Schryvers in Noorwegen ſoo wel als in Denemarcken ſigh exactelyck moeten reguleren naer 't geen Articulo IV. hier vooren is ter nedergeſtelt.

XXIII.

Les Leſtes de Bois dans les Vaiſſeaux étant reglez & trouvez ſelon le meſurage arrêté dans l'Article précedent, Sa Majeſté a trouvé à propos, que des Vaiſſeaux qui auront leurs véritables Billets de Meſurage ſignez & qui ſeront chargez de Bois de Norwege, ſera exigé & payé à la Douane de Sa Majeſté pour chaque Leſte une Riſchdale & un huitieme ; & qu'à l'égard du Péage on ne fera aucune difference entre le Bois qu'il eſt permis de tirer de Norwege, mais que tout ſera compté par Leſtes, comme on vient de le dire, ſans qu'on puiſſe exiger aucun autre Péage ou Droit, quel nom qu'il puiſſe avoir, pendant la durée du préſent Traité ; que par conſequent ceſſeront & diſcontinueront, comme en effet doivent ceſſer & diſcontinuer toutes autres Impoſitions ſous quel prétexte que ce ſoit ; & que les Douaniers & Officiers de la Douane en Norwege auſſi bien qu'en Dannemarc ſe devront regler exactement ſelon l'Article IV. couché ci-deſſus.

XXIV.

Een Schip het welck hout geladen heeft, magh wel op de Houthavens andere Waeren, als Pick, Teer, Huyden, Talk (ofte het gunt anders kan werden uytgevoert) inneemen, noghtans ſal daer af na het ſtuck ofte gewight, volgens ſyne Koninckl. Majeſteits Tolrolle in gelyckheid van ſyne Majesteits eygen Onderdanen den behoorlycken Tol werden

XXIV.

Un Vaiſſeau, qui aura chargé du Bois, a auſſi permiſſion de prendre dans les Ports à Bois, d'autres Marchandiſes, comme de la Poix, du Goudron, des Peaux, du Suif, ou autres choſes qu'on peut tranſporter ; cependant on en payera le Droit convenable de Péage par piece ou par poids, ſur le pied que les propres Sujets de Sa Majeſté le payent ſelon le Rôle de Péage : De plus

ANNO 1701.

den betaelt; oock ſullen ſodanige Scheepen, dewelke meer als hout inladen, nopende de voorſz. andere Waeren, die ſy daer nevens innemen, de viſitatie, als billik ſubject en onderworpen zyn, al even wel ſullen van de taxatie van 't Schip ſoo veele laſten afgetrocken werden, als de Goederen komen te belopen, dewelcke buyten dien en in 't byzonder vertolt ſyn.

XXV.

In 't vorderen van den Tol ſal geen onderſcheyd gemaeckt werden, of de Scheepen met de beſte, ſlegſte, ofte middelbarige ſoorten van hout-waeren beladen mogten weſen, nogh ten reguarde van dien, ofte op præſumptie, datſe eenige onvrye ofte verboodene houtwaren ingeladen mogten hebben, eenige viſitatie, recherche, veel min retardement werden gedaen; Maer ſullen alle de verbodene ofte onvrye houtwaren aengehouden werden, ſoo wanneer deſelve om te laden buyten de Schepen werden gevonden, boven het welck de Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden onder geenderley prætext ter oorſaeck van dien, eenige de minſte moleſtatie ofte ongelegentheid aen haer Perſonen ofte Goederen toegevoegt ſal mogen werden, maer ſullen na de betalinge van de hier voorgeſtelde Tol vry en onverhindert mogen vertrecken ende haere reyſe vorderen.

XXVI.

De Scheepen, welcke in het Koningryck Noorwegen haere volle ladinge in een Haven hebben ingenomen, ende aldaer reſpectivelyck ende voor ſoo verre by de voorgaende XXIII. en XXIV Articulen is toegelaten, ſyn geviſiteert, ende vertolt, ſullen verder niet geviſiteert werden, het ſy in deſelve, ofte wat Haven die oock mogten inloopen, maer ſullen die Schippers toonende hunne Tol-Cedullen, vry paſſeeren; ende wanneer ſy haere ladinge in verſcheide Havens innemen, ſal in de Havens alwaer die lading ingenomen werd, den inhouden van de bovengeroerde drie en vier-en-twintigſte Articulen werden geobſerveert.

XXVII.

De Nederlandſche Schippers en Cooplúyden ſullen in Noorwegen niet gedwongen werden Deele of andere Houtwaeren van ſeeckere luyden aen te nemen of te kopen, maer het ſal hun vry ſtaen deſelve te koopen van wien ende waer 't hun beſt belieft. Dogh ſal de afladinge niet anders mogen geſchieden, als op ſulcke plaetſen, die jegenwoordigh actuelyck voor ladingh-plaetſen werden gebruyckt, en hier na nogh verder tot ladingh-plaetſen bequaem gemaeckt en gebruyckt ſullen werden.

XXVIII.

Oock ſal het de Onderdanen van de Vereenigde Nederlanden toegelaten weſen in Noorwegen allerhande ſoorten van hout, wat naem het ſelve mogte hebben, te handelen ende uyt te voeren, uytgeſondert het geene ſyne Majeſteit tot deſſelfs particuliere of publicq gebruyck ſoude mogen van noden hebben; ſoo noghtans, dat in ſulcken cas het verbod van uytvoer van ſodanige noodwendigheden ſal moeten weſen generael, ende niet particulier voor de Ingezetenen en Onderdanen der Geunieerde Provintien, blyvende nogtans 't geen in 't voorgaende XXV. Articul is ter nedergeſteſt in ſyn volle kragt ende valeur.

XXIX.

Boven de betalinge van de voorſz. Tol, ſullen de Nederlantſche Schepen, die Hout, ofte andere Waeren in Noorwegen geladen hebben, niet beſwaert werden met eenige oncoſten, die aldaer tot gerief ende verſeeckeringe van de Scheepen ſoude mogen aengewend werden, en ſulx oock niet met eenige ringgelden, ten waere de ringen aen de klippen niet by ofte van wegen ſyne Majeſt., maer alleen by particuliere op haer eygen koſten tot commoditeyt van de Schepen ſouden mogen ſyn gemaeckt, ende verders nog anders niet; Des dat de Schippers van de

tels Vaiſſeaux, qui chargent plus que du Bois, ſavoir les autres ſuſdites Marchandiſes qu'ils prennent auſſi, ſeront ſujets à la Viſitation comme étant juſte; cependant on déduira de la Taxation du Vaiſſeau autant de Leſtes, auxquels pourront monter les Effets dont le Droit de Péage eſt déja reglé à part.

ANNO 1701.

XXV.

En exigeant les Droits de Péage on ne fera aucune diſtinction, ſi les Vaiſſeaux ſont chargez de la meilleure, de la moindre, ou de la moyenne ſorte de Marchandiſes de Bois, à l'égard de laquelle il ne ſe fera aucune viſitation ni recherche, moins encore donnera-t-on du retardement ſous préſomption qu'ils pourroient avoir chargé quelques Marchandiſes de Bois défenduës; mais toutes les Marchandiſes de Bois non permiſes ou défenduës ſeront arrêtées, ſi on les trouve hors des Vaiſſeaux avant de les charger; outre cela on ne fera aux Sujets des Provinces-Unies, ſous aucun prétexte à ce ſujet, le moindre chagrin ou empêchement tant à l'égard de leurs Perſonnes qu'à l'égard de leurs Effets, mais ils pourront partir & faire leur voyage librement & ſans empêchement après avoir payé le ſuſdit Péage.

XXVI.

Les Vaiſſeaux, qui auront pris toute leur charge dans un Port du Royaume de Norwege & qui y auront été viſitez & auront payé le Droit de Péage conformement & ſelon les précedens Articles XXIII. & XXIV., ne ſeront plus viſitez, s'ils viennent à rentrer dans le même Port ou dans quel autre que ce ſoit, mais ces Maîtres de Navires ayant montré leurs Billets de Péage, paſſeront librement; & lorſqu'ils prendront leur charge dans differens Ports, la teneur deſdits Articles XXIII. & XXIV. ſera obſervée.

XXVII.

Les Maîtres de Navires & Marchands Hollandois ne ſeront pas contraints en Norwege de prendre ou d'acheter de certaines Perſonnes des Planches ou autres Marchandiſes de Bois, mais ils auront toute liberté de les acheter de la Perſonne & à l'endroit qu'il leur plaira; mais la charge ne ſe fera qu'aux lieux qui ſervent préſentement & actuellement de lieux à charger & qu'en ceux qui dans la ſuite ſeront rendus propres & ſerviront auſſi de lieux à charger.

XXVIII.

Il ſera auſſi permis aux Sujets des Provinces-Unies de faire en Norwege commerce de toute ſorte de Bois quel qu'il ſoit, & de l'emporter, excepté celui dont Sa Majeſté pourroit avoir beſoin pour ſon uſage particulier ou public; bien entendu cependant, qu'en un tel cas la défenſe du tranſport de telles choſes néceſſaires devra être générale, & non particuliere pour les Habitans & Sujets des Provinces-Unies; ce qui eſt couché dans le précedent Article XXV. reſtant pourtant dans ſon entiere force & vigueur.

XXIX.

Outre le payement dudit Droit de Péage, les Vaiſſeaux Hollandois, qui ont pris en Norwege du Bois ou autres Marchandiſes, ne ſeront chargez d'aucun frais qu'on y pourroit faire pour la commodité & ſureté des Vaiſſeaux, ni même du Droit d'Anneaux, à moins que les Anneaux n'ayent point été attachez aux Rochers par Sa Majeſté ou par ſes ordres, mais ſeulement par des particuliers à leurs propres dépens pour la commodité des Vaiſſeaux, & point autrement; qu'ainſi les Maîtres de Navires, qui

ANNO 1701. de Schepen, welcke liever willen blyven leggen op de Reede voor haer anker als de ringen te gebruycken, van de betalinge der voorſz. Ringgelden ſullen ſyn en blyven bevryd; Ende dat onder de naem of titul van andere Commoditeyten, ofte onder hoedanigh ander prætext het oock ſoude mogen weſen, geen oncoſten van wat natuur die oock ſouden mogen weſen, dewelcke ſouden mogen werden aengewend tot commoditeyt ofte conſervatie der Schepen, 't haeren laſte gebraght ſullen mogen werden; Maer dat aen deſelve tot voortſettinge van den handel alle hulp beweſen, ende de nodige Commoditeyten verſchaft ſullen werden, ſonder haer daer over met eenige uytgift te beſwaeren.

XXX.

Dat oock voor haven-geld van de Scheepen die op eenige Ree ofte Havenen van ſyne Majeſteit komen ofte overwinteren, niet meer ſal mogen afgevordert werden als van ſyne Majeſteyts Onderdanen na de laetſte Toll-rolle van Ao. 1691, werd gegeven, ende van gelyken ſal het weſen met de Schepen van ſyne Majeſt. Onderdanen, die in haerer Ho : Mo : Havenen inlopen. Ende ſal geen Schip, dat op de Reede wil blyven leggen, gedwongen werden in te lopen, ſoo verre hy in behoorlycke diſtantie van de Caſteelen ſigh onthout, maer die Scheepen, die uyt nood gedwongen werden een Haven aen te doen, ſullen maer de helft betalen, ſoo wanneer ſy niet loſſen of laden.

XXXI.

Is mede tot voorkominge van alle onheylen by ſyne Majeſteit belooft, dat in 't toekomende de Tonnen, Vuuren en Baken, behoorlyck ſullen onderhouden werden, ende ſoo daer omtrent eenige nalatigheid is gepleegt, neemt hoogſtged. ſyne Maj. op ſigh daer in behoorlyck te laten voorſien; Gelyck oock is toegeſeyt dat een nieuwe Ton op den Trindel met een klock daer op ſal geleyt werden: Waer tegen het vuur-en baeckgeld geduurende dit Tractaet conform het voorige van Ao. 1647. te weeten vier Ryxdaelders voor een geladen, ende twee Ryxdaelders voor een ballaſt Schip, als van ouds ſal betaelt werden; Maer als men eenige nieuwe Vuuren ofte Baeken begeert, daer over ſal men in 't byzonder convenieeren.

XXXII.

De Privilegien en Geregtigheden der reſpective Steden in de Vereenigde Nederlanden, in het Spierſe Tractaet vermelt, ende anderſints by de voorige Koningen van Deenemarcken verleent, ofte by ſyne Majeſt. van Denemarcken en Noorwegen ſelfs voor deſen uytgegeven, ſullen niet verſtaen werden door dit Tractaet verkort of in eenigerley manieren geprejudicieert te ſyn; gelyck oock met deſen alle voorige Tractaten met den Staet gemaeckt werden gerenoveert, ſoo verre deſelve dit Tractaet niet contrarieren.

XXXIII.

De Ratificatie van dit Tractaet ſal te gelyck met die van de Defenſive Alliantie, insgelyck op huyden geſloten hier tot Coppenhagen uytgewiſſelt worden ende twee jaeren voor de expiratie van het ſelve ſullen ſyne Majeſt. en haer Ho : Mo : door haere Miniſters wederzyds by den anderen komen, om te convenieren over de Prolongatie van't ſelve Tractaet.

Aldus gedaen tot Coppenhagen den 15. Juny 1701.

Getekent,

C. G. v. Reventlouw.

C. S. v. Plessen.

Knudt Thot.

C. Von Lenten.

C. Schestedt.

Articul

qui aiment mieux reſter à l'ancre dans la Rade que de ſe ſervir des Anneaux, ſeront & demeureront déchargez du Droit d'Anneaux; & que ſous le nom ou titre d'autres commoditez, ou ſous quel prétexte que ce puiſſe être, on ne leur impoſera la charge d'aucuns frais de quelle nature qu'ils ſoient, leſquels pourroient être faits pour la commodité ou ſûreté des Vaiſſeaux; mais qu'on leur donnera pour l'avantage du Commerce toute aſſiſtence & toutes les commoditez néceſſaires, ſans les charger pour cela d'aucun débourſement. ANNO 1701.

XXX.

Qu'auſſi pour le Droit d'Ancrage des Vaiſſeaux qui viennent ou hyvernent dans quelques Bayes ou Ports de Sa Majeſté, on n'exigera pas plus que les Sujets de Sa Majeſté en donnent ſelon le Rôle de Péage de l'année 1691.; & il en ſera de même des Vaiſſeaux des Sujets de Sa Majeſté qui entreront dans les Ports de L. H. P.; & aucun Vaiſſeau, qui voudra reſter à la Rade, ne ſera contraint d'entrer dans le Port, pourvû qu'il ſe tienne à une diſtance convenable des Chateaux; mais les Vaiſſeaux, qui ſont obligez par néceſſité d'aborder à un Port, ne payeront que la moitié s'ils ne chargent ou ne déchargent pas.

XXXI.

Sa Majeſté promet auſſi, que pour prévenir tout malheur & tout fâcheux accident, les Tonnes, Fanaux & Baliſes ſeront à l'avenir exactement entretenus; & ſi à cet égard il y a eu quelque négligence, Sa Majeſté ſe charge d'y faire pourvoir comme il convient; l'on promet auſſi qu'on mettra ſur le Trindel une nouvelle Tonne avec une cloche deſſus; & l'on payera comme autrefois pour les Droits de Fanaux & de Baliſes pendant la durée du préſent Traité conformément à celui de l'année 1647. ſavoir quatre Richsdales pour un Vaiſſeau chargé, & deux Richsdales pour un qui ſera ſans charge; mais ſi l'on déſire quelques nouveaux Fanaux ou Baliſes, l'on en conviendra en particulier.

XXXII.

Les Privileges & Prérogatives des Villes des Provinces-Unies, dont il eſt parlé dans le Traité de Spire, & qui ont été accordez par les précedens Rois de Dannemarc ou conſentis autrefois par Sa Majeſté de Dannemarc & de Norwege elle-même, ne ſeront pas entendus être reſtreints, ni diminuez, ou recevoir aucun préjudice de quelle maniere que ce ſoit par ce préſent Traité; par lequel tous les précedens Traitez faits avec L. H. P. ſont renouvellez, pour autant qu'ils ne contrarient pas à ce préſent Traité.

XXXIII.

La Ratification du préſent Traité ſera échangée en même tems que celle de l'Alliance Défenſive, concluë auſſi ce jourd'hui à Coppenhague; & deux années avant ſon expiration, Sa Majeſté & L. H. P. confereront enſemble par leurs Miniſtres pour convenir de la Prolongation dudit Traité.

Fait à Coppenhague le 15. de Juin 1701.

Signé,

C. G. v. Reventlouw.

C. S. v. Plessen.

Knudt Thot.

C. von Lenten.

C. Schestedt.

Article

ANNO 1701.

Articul Secret.

A Engeſien 'er in het XVI. Articul van het jegenwoordige Tractaet wel werd geſproken van het doen ophouden der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de ſoo genaemde Exemptions-Schepen; Maer in het ſelve Articul niets en werd geſtatueert ten opſigt van het affchaffen der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de ſoo genaemde Defenſions-Scheepen, waer op haer Ho: Mo: egter niet minder inſiſteren als op die van de Exemptions-Schepen; heeft ſyne Majeſt. van Denemarcken by dit Secrete Articul ſigh wel willen verpligten, de gedagte Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van dewelcke de voorſz. Defenſions-Scheepen, nu eenige jaren aen den ander hebben geprofiteert, haer van nu af aen te onthemen en te doen ophouden. Dogh ingevalle haer Ho: Mo: nae de expiratie van het Commercie Tractaet, het welck ſy jegenwoordigh met Sweeden hebben, aen deſelve Croon de Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de Sweedſche Defenſions-Scheepen op nieuws quamen te cederen of coniveren, in ſulcken geval ſullen ſoo wel ſyne Majeſt. als haer Ho: Mo: deſen aengaende wederom in haer geheel ſyn. Dat. ut ſ.

Getekent,

C. G. v. REVENTLOUW.
(L. S.)

C. S. v. PLESSEN.
(L. S.)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SCHESTEDT.
(L. S.)

Extract uyt de Koninckl. Tolrolle de Anno 1691.

EN vermits ſommige Tollenaers en Tolbedienden aen de Tolplaetſen in beyde de Rycken (den Orizond uytgeſondert) ſigh ſouden onderſtaen tot het waernemen van haere functien aen de Tolplaetſen, dewelcke haer ſelfs aenbetrouwt ſyn, Clerquen en Dienaers te houden, dewelcke van de trafiquerende Coopluyden en Schippers tot derſelver niet geringe beſwaerniſſe en oncoſten, een deel geld voor haere moeyte op een onbillycke manier eyſſchen en ontfangen, ende op de beſtemde uuren in de Tolhuyſen ſelfs niet ſoo neerſtig opwagten als haer is gelaſt en aenbevolen geworden, en daer en boven niet in gebreecke blyven, van de trafiquerende Coopluyden en Schippers meer als tot hier toe haer gepermitteert is, te nemen, onder voorwendinge dat het de Coopluyden en Schippers ſelfs vrywillig en ongedwongen vereeren; ſoo ſal hier mede ernſtelyck en ſtrengelyck bevolen ſyn, dat niemand van de gemelte Tollenaers en Tolbedienden, meer als aen het eynde deſes is geſpecificeert, ſal mogen aennemen, ende wel by verlies van hunne bedieningen, en reſtitutie van tweemael ſoo veel aen die geene, die bewyſen ſullen, dat ſe boven het geaccordeerde quantum van hen ontfangen hebben, en daer en boven even ſoo veel aen den Armen; Veel min ſullen ſy magt hebben eenige Dienaers tot deſe ofte geene opwagtinge te houden, behalven de Tollenaers binnen Coppenhagen, Christiania, Bergen, Drontheym en Drammen, dewelke alleen gepermitteert ſal zyn een Schryver te houden om de trafiquerende des te ſpoediger te expedieren, indien ſy de expeditie niet ſelfs kunnen waernemen; Edogh ſal hen voor ſodanigen Dienaer, veel min aen de Dienaer ſelfs gepermitteert ſyn, iets van de trafiquerende te ontfangen, al was het oock, dat de Coopluyden, of de Schippers 't ſelve aen haer vrywilligh wilden geven, alles onder de bovengemelte pœne, op dat onder ſodanigen prætext niet iets anders en onbehoorlyx mede moge bedreven worden. Aen de verdere bedienden, dewelcke niet expreſſelyck tot het bedienen van de Tolhuyſen aengeſtelt ſyn,

ANNO 1701.

Article Secret.

COmme dans le XVI. Article du préſent Traité, il eſt bien parlé de faire ceſſer les Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaiſſeaux appellez Exemptions-Schepen; *mais que dans ce même Article il n'eſt rien ſtatué à l'égard de la ſuppreſſion des Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaiſſeaux nommez* Defenſions-Schepen, *ſur leſquels L. H. P. n'inſiſtent pas moins que ſur ceux des* Exemptions-Schepen; *Sa Majeſté a bien voulu s'obliger par cet Article Separé à lever & faire ceſſer dès à préſent leſdits Privileges, Immunitez & Exemptions dont leſdits* Defenſions-Schepen *ont joui pendant quelques années conſecutives. Mais en cas que L. H.P., après l'expiration du Traité de Commerce qu'elles ont préſentement avec la Suede, vinſſent à ceder ou conniver à cette Couronne les Privileges, Immunitez & Exemptions des* Defenſions-Schepen *Suedois, en ce cas-là tant Sa Majeſté que L. H. P. ne ſeront tenuës en rien ſur ce point. La Date comme ci-deſſus.*

Signé,

C. G. v. REVENTLOUW.
(L. S.)

C. S. v. PLESSEN.
(L. S.)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SCHESTEDT.
(L. S.)

Extrait du Rôle ou Tarif des Droits ordonnez par Sa Majeſté le Roi de Dannemark en 1691.

ET comme quelques Douaniers & Officiers de la Douane pourroient entreprendre de tenir aux endroits où eſt la Douane dans les deux Royaumes (excepté dans le Sond), des Clercs ou Serviteurs pour exercer leurs Fonctions aux Douanes qui ſont confiées à eux-mêmes, leſquels Clercs ou Serviteurs exigent pour leurs peines d'une maniere injuſte & reçoivent de l'argent des Marchands trafiquans & des Maitres de Navires à leur grand dommage & frais, & ne ſont pas preſens aux Douanes aux heures ordonnées auſſi aſſidûment qu'il leur eſt enjoint & recommandé, & qu'outre cela ils ne manquent pas d'exiger des Marchands trafiquans & Maitres de Navires au delà de ce qui leur a été permis juſqu'à preſent, ſous prétexte que les Marchands & Maitres de Navires le leur donnent eux-mêmes volontairement & ſans contrainte; ainſi il ſera preſentement ordonné ſérieuſement & ſéverement, qu'aucun deſdits Douaniers ou Officiers de la Douane ne prendront pas plus que ce qui eſt ſpecifié à la fin de cette préſente, & cela ſous peine de la perte de leurs Emplois & de reſtitution du double à ceux qui prouveront qu'ils auront reçu d'eux au delà de la taxe reglée, & outre cela encore autant aux Pauvres; encore moins auront-ils le pouvoir de tenir des Serviteurs pour ladite ou autre Vacation, exceptez les Douaniers de Coppenhague, de Chriſtiania, de Bergen, de Drontheym & de Drammen, qui ſeuls auront la permiſſion de tenir un Ecrivain pour expedier d'autant plus promptement les Négocians, s'ils ne peuvent pas vaquer eux-mêmes à l'Expedition: Cependant il ne leur ſera pas permis de prendre pour un tel Serviteur, encore moins licite au Serviteur même de prendre quelque choſe des Negocians, quand même les Marchands ou Maitres de Navires le leur voudroient donner volontairement, le tout ſous la peine ſusdite, afin que ſous un tel prétexte il ne ſe commette pas auſſi quelque autre choſe d'injuſte. On défendra abſolument l'entrée dans le Bureau de la Douane aux autres Officiers ou Serviteurs qui ne ſont pas expreſſement établis

ANNO 1701. syn, sal de Tolkamer ten eenemael verboden syn, op pœne van gevangenisse in die nacht gelegene Coopstad wanneerse aldaer betrapt sullen werden, ende sullen mede betalen de boeten daer toestaende, en gehouden werden voor sodanige, dewelcke sigh onbehoorlycke middelen hebben aengemâtigt. Ende indien iemand van de Civile of Magistraets Bedienden ofte militaire Personen, dewelcke gelast syn de wagt aldaer te houden, sigh souden verstouten de Tranquerende Coopluyden op te houden, of eenigh schryfloon of drinckgeld, of voor sigh selfs, ofte voor haer onderhoorige iets af te eyschen en te nemen soo sullen deselve bedienden van haere bedieningen ontset syn, ende tot een boete het duplum geven aen den armen, als mede aen die geene van dewelcke sy iets genomen hebben, alles als boven gemelt, ende haere Luyden en bedienden by de Tolhuysen betrapt werdende op deselve maniere getracteert werden, als boven van de bedienden der Tol-Officianten is gemelt. Maer de militaire Personen, dewelcke sigh hier in sullen komen te vergrypen, sullen naer het Krygsrecht ende de Zee-Articuls, gelyck als ten opsigte van andere onbetamelycke dingen gestraft werden; Werdende derhalven aen de aengestelde Bedienden tot een Schryfgeld van ieder Schip, soo wel inkomende als uytgaende te samen bewilligt.

Van en	50 Last daer boven	Van tot	49 Last 20.	Van 5	19 tot Last	Van	4 tot 1 Last
met de lading	Ballast en ander gering goet als Bootsman voering ende andere lading tot ½ deel.	met de lading	Ballast en ander slegt goet als Bootsmans voering en andere lading tot ⅓ deel.	met de lading	Ballast en andere geringen goederen als Bootsmansvoering ende andere ladinge tot ⅓ deel.	met de lading	Ballast en anderen slegte goederen als Bootsmansvoering en andere lading tot ⅙ deel.
Een Tollenaer....	₰ ß ₰ 6	ß 3	₰ ß 2	₰ ß 1	₰ ß 2	₰ ß 12	₰ ß 12	₰ ß 6
Controlleur en Visiteurs wanneer twee aen een plaets aengestelt syn, geniet een ieder apart.	3	2	1	1	6	6	4	4
Maer waer Controlleur, en meer als twee Visiteurs syn aengestelt sal aen haer in plaets van het geene in de bovenstaende linie toegelegt is t'samen gegeven werden.	9	6	3	2	12	8	6	

TRANSLAET.

WY FREDERIK de vierde, door Gods genade Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Sleswyck, Holsteyn, Stormarn en Ditmarsen, Graef van Oldenburgh en Delmenhorst &c. Doen kond hier mede, dat Wy allergenadigst goedgevonden hebben een seeckere Ordonnantie voor onse Tolbedienden in de Zond te maken, hoe veel een ieder

blis pour servir aux Douanes, sous peine, quand on les y trouvera, de prison dans la Ville la plus prochaine, & ils payeront aussi les amandes ordonnées & seront regardez comme s'étant arrogez des biens illicites. Et si quelqu'un des Officiers Civils, ou de la Magistrature, ou Personnes Militaires, qui sont chargez d'y faire la garde, viennent à s'enhardir à retenir ou amuser les Marchands trafiquans, ou à leur demander & prendre quelque recompense pour leurs Ecritures ou quelque argent pour boire, pour eux-mêmes ou pour ceux qui dépendent d'eux, alors ces Officiers seront démis de leurs Emplois, & pour amande ils donneront le double aux Pauvres, comme aussi à ceux de qui ils auront reçu ou pris quelque chose, le tout comme il est dit ci-dessus; & leurs Gens ou Valets étant surpris près des Douanes seront traitez de la même maniere qu'il est marqué ci-dessus à l'égard des Serviteurs des Officiers de la Douane. Mais les Personnes Militaires, qui se seront oubliez sur cet Article, seront punis selon le Droit de la Guerre & les Articles de la Mer, de la même maniere qu'on les punit pour d'autres actions défenduës: Par consequent l'on accorde aux Officiers établis, pour Argent d'Ecriture de chaque Vaisseau, tant entrant que sortant conjointement, ce qui suit. ANNO 1701.

De 50 Lestes & au dessus.		*De 49 Lestes jusqu'à 20.*		*De 19 Lestes jusqu'à 5.*		*De 4 Lestes jusqu'à 1 Leste.*	
Avec la Charge	*Balast & autres choses de peu de valeur comme l'équipage & agreils du Bosseman, ou Contremaitre, & autre charge à ½ partie.*	*Avec la Charge*	*Balast & autres choses de peu de valeur comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅓ partie.*	*Avec la Charge*	*Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅙ partie.*	*Avec la Charge*	*Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅙ partie.*
Un Douanier.....	₰ ß ₰ 6	ß 3	₰ ß 2	₰ ß 1	₰ ß 2	₰ ß 12	₰ ß 12	₰ ß 6
Controlleur & Visiteurs, lorsque deux sont établis en un même lieu, chacun aura pour soi.	3	2	1	1	6	6	4	4
Mais là où il y a un Controlleur & plus de deux Visiteurs établis, on leur donnera ensemble à la place de ce qui leur est assigné plus haut dans la ligne, savoir.	9	6	3	2	12	8	6	

TRADUCTION.

NOus FRIDERIC IV. *par la Grace de Dieu Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & Goths; Duc de Sleswic, de Holstein, de Stormaren & de Ditmarsen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. faisons savoir par la Présente, que de notre grace speciale Nous avons trouvé à propos de faire une Ordonnance pour nos Officiers de la Douane dans le Sond, combien*

ANNO 1701. voor ſigh in het toekomende van een ieder Schip de Zond paſſerende te ontfangen ſal hebben;

Namentlyck.

Onſen Tol-Directeur.	½ Ryxd.
Voor de vier Tol-Cameriers à een Ryxoort te ſamen.	1 Ryxd.
De Zegelklopper, dewelcke te gelyck het geſtempelde Papier tot de Paspoorte moet beſorgen, ende de Bode van het Tolhuys, dewelcke ſoo wanneer de Schippers aenkomen, en wanneer iets anders van onſentwegen te verrigten voorvalt, het ſelve aenſeyt en bekent maeckt, genieten te ſamen en voor het geſtempelde Papier in alles.	½ Ryxd.

Waer naer ſigh alle de geene, die het aengaet aller onderdanigſt ſullen hebben te richten, ende voor ſchade te wagten, indien ſe op de een ofte andere wyſe iets meer als voorgemelt ſouden komen te ontfangen, en ſal dit Patent tot een ieders narigtinge in de Tolkamer aengeplakt worden.

TRANSLAET.

NAerdemael ſyn Koninckl. Majeſt. van Denemarcken en Noorwegen, &c. alleronderdanigſt is voorgedragen, in wat voegen de Schippers en Bootsluyden met Hollandſche Scheepen de Zond paſſerende, tot hier toe een ſeecker tantum per cento, ſoo betalinge van de Orizondſe Tol van ieder Schip en desſelfs ladinge onder de naem van Bootsmans voering uyt Koninckl ycke Genade genoten hebben, ſoo heeft ſyn Koninckl. Majeſt. allergenadigſt declareren en verklaren willen, invoegen deſelve hier mede is declarerende en verklarende, dat de voorſz. Schippers en Bootsluyden van de Hollandſche Schepen de Zont paſſeerende deſelve begenadiginge nog verder ende ſoo lange het Tol-Tractaet tuſſchen ſyne Koninckl. Majeſt. en de Heeren Staten Generael den 15. Juny 1701. geſloten ſal duuren, ſullen hebben te genieten, ende dat dit ſyn Koninckl. Majeſt. Declaratoir ſal ſyn van die ſelve kragt, als of het in het voorſz. Tol-Tractaet ſelfs geinſereert ware.

combien chacun aura à recevoir à l'avenir de chaque Vaiſſeau paſſant par le Sond; Savoir: ANNO 1701.

Notre Directeur de la Douane.	½ *Richsd.*
Pour les quatre Commis de la Douane, a un quart de Richsdale chacun.	1 *Richsd.*
Le Frappeur du Sceau, qui doit auſſi fournir le Papier timbré pour les Paſſeports; & l'Huiſſier de la Douane, qui lorſque les Maîtres de Navires arrivent, & lors qu'il ſurvient de devoir executer quelque autre choſe de Notre part, l'annonce & fait ſavoir, jouiſſent enſemble & pour le Papier timbré, en tout.	½ *Richsd.*

Selon quoi tous ceux que cela regarde auront à ſe regler exactement, & à ſe donner de garde de ne pas prendre d'une ou d'autre maniere plus qu'il n'eſt marqué ci deſſus; & cette Préſente ſera affichée dans le Bureau de la Douane pour l'inſtruction de chacun.

TRADUCTION.

COmme on a très-humblement repréſenté à Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & de Norwege &c., comme quoi les Maîtres de Navires & Boſſemans (ou Contre-Maîtres) paſſant le Sond, avec des Vaiſſeaux Hollandois, ont joui juſqu'à préſent par ſa grace Royale d'un certain tantum pour Cent dans le payement du Péage pour chaque Vaiſſeau & pour ſa Charge ſous le nom d'Equipage & Agreils du Boſſeman, Sa Majeſté a bien voulu par grace ſpeciale déclarer & ordonner, comme Elle déclare & ordonne par la Préſente, que leſdits Maîtres & Boſſemans des Vaiſſeaux Hollandois paſſant par le Sond jouiront de la même grace & faveur encore & auſſi long-tems que durera le Traité de Péage conclu le 15. de Juin 1701. entre Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & que cette Déclaration de Sa Majeſté aura la même force & vigueur que ſi elle étoit inſerée dans ledit Traité de Péage.

IX.

2. Juny **Vergleich zwiſchen Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mechlenburg-Schwerin und der Mechlenburgſ. Ritter- und Landſchafft wegen der Garniſons-Legations-Koſten zu Reichs-Deputations- und Creyſtägen / auch Cammer Zielern. Geben Schwerin den 16. July 1701. Mit Käyſerl. Majeſt.** Leopoldi Confirmation. Geben Luxemburg den 2. Juny 1702. [LUNIGS Teutſches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz VI. pag. 601. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans FRANC. FRIDER. AB ANDLERN *Corporis Conſtitut. Imperial.* Tom. II. pag. 1352. dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 180. & dans THUCELIUS *in Actis Publicis* Part. II. pag. 273.]

C'eſt-à-dire,

Convention entre FRIDERIC GUILLAUME, *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN *& les Nobles, Landſaſſes, & Sujets Provinciaux de ſa dependance; ſur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la depenſe des Fortereſſes & des Garniſons, & pour celle des Ambaſſades, des Dietes, & des Deputations aux Aſſemblées Circulaires. A Swerin le 16 Juillet* 1701. Avec *la* CONFIRMATION IMPERIALE, *donnée à Luxembourg le 2 Juin* 1702.

WIR Leopold von GOttes Gnaden / erwehlter Römiſcher Käyſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs ꝛc. Bekennen öffentlich mit dieſem Brieffe / und thuen kund allermänniglich / was maßen an Unſern Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath N. N. Ritter- und Landſchafft beeder Hertzogthümer Mecklenburg / Schwerin und Güſtrow / ſo wohl mit denen Letztabgelebten / Hertzogen Chriſtian Ludwig / und Guſtav Adolph / Hertzogen zu Mecklenburg / und nach deren reſpective erfolgtes Abſterben / mit des darauff in der Regierung gefolgten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Lbd. wegen verſchiedener Gravaminum in langwierigen Rechts-Streit begriffen geweſen / worinnen dann auch nach allerſeits beſchehener gerichtlichen Handlung und vorgegangener Relation der Acten / und reiffer Erwegung derſelben / an obgedach Unſern Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath / in ſpecie wegen der Garniſon- und Legations-Koſten / zu Reichs-Deputation- und Crayß-Tägen / auch Cammerzielern / am Siebenden Julii / Sechzehen hundert Acht und neuntzig eine Sententia definitiva ausgefallen / und Sie Ritter- und Landſchafft ſolches alles zu bezahlen condemniret worden; Nachdeme aber ſelbe gegen ſothane Urtheil das Beneficium Reviſionis ergriffen / darzu auch nach Præſtirung all deren in Krafft des letzten Reichs-Abſchieds erforderlichen Præſtandorum admittiret worden / und wir zu verſpühren gehabt / daß beede ſtreitende Theile in noch weitere ihnen

und

ANNO 1701. und dem gantzen Lande höchstschädliche Mißverständnüßen verfallen und gerathen würden: So haben wir zu Abwendung dessen / von allerhöchsten Käyserl. Amts wegen / eine Commission zur Güte und Untersuchung deren obbemeldten Garnisons-Kosten und sonsten / angeordnet / und selbige Unserm Generalen der Ober- und Vorder-Oesterreichischen Landen / daselbstigen geheimen Rath Feld-Marschall-Lieutenanten / bestellten Obristen und des Reichs lieben Getreuen / Johann Martin Geschwind von Peckstein unterm Dato den dreyzehenden Septembris / Siebzehenhundert auffgetragen / welcher denn auch balden darauff in Person in das Mecklenburgische sich begeben / und nach vielfältig angewandter Mühe und Fleiß / obgedachten Hertzogs Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg Lbd. mit Ritter- und Landschafft beeder Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / in denen zwischen ihnen bißhero obgeschwebten Differentien / also und dergestalt verglichen / wie solches von Wort zu Wort hernach geschrieben stehet / und also lautet:

Von GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr; Uhrkunden und bekennen öffentlich Krafft dieses / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / daß / nachdem durch einige Jahre her / zwischen Uns / und Unserer ehrbaren Ritter- und Landschafft / verschiedene Mißhellig- und Streitigkeiten / sonderlich derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zielern / sich erhoben / und bey einem Hochlöbl. Käyserlichen Reichs-Hof Rath in Wien durch Rechten / würcklichen sich anhängig gemacht / und biß anhero angehalten haben / also zwar / daß in erstbesagten Puncten der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / und Cammer-Zielern / in vorwohlgedachten Hochlöbl. Käyserl. Reichs-Hof-Rath ein Urtheil unterm dato 7. Jul. An. 1698. vor Uns ausgefallen / und durch dieses Unsere Ritter- und Landschafft / solche Unkosten zu bezahlen / und zu erstatten schuldig erkennt / und verdammt; Hierauff aber von Ritter- und Landschafft nicht allein das Remedium Revisionis eingewandt / vollkommen erhalten / und in Revisorio fordersamst wiederum gesprochen werden sollen / sondern auch von Ihro Käyserl. Majest. unter andern zu gütlicher Hinlegung derer obberührten Streit-Sachen eine Commission ex officio allergnädigst verordnet / und dieselbe dero würcklichen Cämmerern / Ober-Oesterreichischen Geh. Rath / Generalen der Ober- und Unter-Oesterreichischen Landen / Feld-Marschall-Lieutenant / und bestellten Obristen über ein Regiment zu Fuß / Herrn Johann Martin Geschwind von Peckstein ist auffgetragen worden. Wir in Ansehung dessen angewandten vielen Sorgen / und unverdrossenen Bemühung / beförderist Ihro Käys. Maj. zu allerunterthänigsten Ehren / Uns dahin bewegen lassen / und folgender Gestalt verglichen haben.

1. Als gönnen und geben wir allen Mißhelligkeiten / welche durch den obhanden gewesenen Proceß sich ereignet haben / eine Amnestie / und ewige Vergessenheit / unter welcher Amnestie und Vergessenheit / ingleichen Befreyung von Proceßen in genere und in specie, gesammte Ritter- und Landschafft / sonderlich die Stadt Rostock mit eingeschlossen / auch selbe auff des Landes Bediente / und Consulenten mit verstanden ist: Solcher gestalt / daß denenselben / weder directè noch indirectè wegen ihrer dem Land geleisteten Diensten einiges Mißvergnügen erwecket werden / oder ausgenommen seyn / sondern durch diesen Vergleich zwischen Uns und Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ein respectivè gnädigstes und unterthänigstes Vernehmen hiemit wiederum hergestellt / und es dabey sein beständiges und ewiges Verbleiben haben soll. ANNO 1701.

2. Begnügen wir Uns / daß von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Mechlenburg-Schwerin / und Güstraw / wegen mehrbemeldten Garnisons-Legations Kosten / zu Reichs-Deputations- und Cr.yß-Tägen / und Cammer-Zielern / einhundert und zwantzig tausend Reichs-Thaler / von beyden Hertzogthümern / den Stargardischen District mit eingeschlossen / jährlichen in October in der / annoch dieses lauffende 1701. Jahr / gleich nach der Erndte / gegen Anfang des Herbsts / im gantzen Lande Mecklenburg einzuführenden uniformen gangbaren Müntz und Werth / als die alten ein- und zwey drittel vor voll / die neuen respectivè zu funffzehen / und dreyßig Schilling / Uns abgetragen werde. Massen E. E. Ritter- und Landschafft des Mecklenburg-Schwerinischen Gestads ihres Theils dasjenige / was in diesem Jahr / das ist vom Octobr. 1700. biß Oct. 1701. zu rechnen / verfallen / und welches vor Uns vor erst hie vorangemercktes Jahr dem Mecklenburg. Gustraw. Hertzogthum nachgesehen worden / mit sechtzig tausend Reichsthalern / (worvon Unsere Fürstl. Schwerinische Dominia dißmahl den dritten Theil / und künfftig hin in beeden Hertzogthumen / nach den beliebenden uniformem modum contribuendi, das Ihrige beyzutragen haben /) à dato inner neun Wochen / ohnfehlbar und richtig erlegen / hinführo aber das behandelte gantze Quantum derer Einhundert und zwantzig tausend Reichsth. jährlichen vom Octobr. dieses 1701. Jahrs anzufangen / von beyden Hertzogthümern / in kurtz vorbedeuteter im gantzen Lande gleich gangbahren Müntzen und Werth / nach Maaßgebung des Assecurations-Revers de dato 23. Febr. Anno 1621. F. 18. in den Land-Kasten nach Rostock gebracht / und von daraus ferner an Unsere Fürstl. Cammer so fort bezahlet / und die dabey sich befindende Übermaaß zu gemeinem Besten des Landes / auff die in ersterm eltem F. 18. enthaltene Weiß / und Anzeig / solle gelassen / gebraucht und verwendet werden.

3. Außer oberwehnt-behandeltem Quanto derer jährlichen Einhundert zwantzig tausend Reichsthaler wollen wir ex capite vel causa derer Guarnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen / auch Cammer-Zielern / zu keinerley Zeit / Weiß / und Wegen von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / ein mehrers fordern / oder unter keinerley Vorwand / Nahmen / weniger via facti zu mehrerm Erlag sie nicht anhalten / auch soll dieselbe ex hoc fundamento vel causa, derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zielern / ob gleich mehr oder weniger Vestungen im Land Mecklenburg-Schwerin und Güstraw ietzo / oder in künfftiger Zeit seyn / und angelegt / viel- oder weniger Mannschafft / Proviant, Munition, oder andere Kriegs-Requisiten zu des Landes / und derselben Beschütz-Erhalt-Besserung und Bau / oder sonst darzu nöthig möchten erfunden werden / nicht verbunden / sondern von solchen allen und jeden / unter was Nahmen / Vorwand / Concession, Indulto generali vel speciali, aut horum extensione, gegenwärtig oder zukünfftighin / per novas Constitutiones Imperii, es beschehen könte / durch Erlag mehr angeregten jährlichen Quanti derer einhundert und zwanzig

ANNO 1701. zwantzig tausend Reichsthaler (welches E. E. Ritter- und Landschafft eigenem Erbiethen nach in Unserer freyen/ zu des Landes Sicherheit abzielenden Dispositon gestellt/ und gelassen wird) gäntzlichen und überall befreyet seyn und bleiben/ über diesen auch zu keinen andern Collecten/ als die im Lande rechtlich/ gewöhnlich und üblich seyn/ gehalten seyn. Hierunter jedoch

4. Wird Quartier- und Lagerstadt vor dem Soldaten ausgenommen/ und nicht verstanden/ Sondern gleichwie Ritter- und Landschafft/ nach hievor gesetzten Einhalt/ von Bezahl- und Verpflegung derer Soldatesca befreyet/ und solche von dem behandelten quanto zu unterhalten wir übernehmen; also auch kan und soll das Land und Städte/ dem Soldaten Dach und Fach/ ohne Service zu geben/ nicht sich entziehen; mit Uns aber jederzeit sich vergleichen mögen/ ob solche Einquartierung effectivè zu leisten/ oder davor Geld abzutragen/ wir thunlich oder nöthig befinden. Und

5. Zumahlen bey der unterm dato 22. Jan. instehenden Jahrs gehaltenen Conference von gesamter Ritter- und Landschafft angezeiget worden/ wie daß von der gantzen Summa des zu behandelnden Quanti, pro rata die Stargardische Quota abzuziehen seyn würde/ wann/ wie verlauten wolle/ bey geendigter Successions-Sache/ der Stargardische Creyß vom Güstrauischen Hertzogthum solte separiret werden/ und nunmehro nach Innhalt des/ unterm dato Hamburg den 8. Martii a. c. getroffenen Vergleichs/ dieser Stargardische Districk an des Herrn Hertzogs Adolph Friedrichs Lbd. abgetreten worden ist: Als wird Ritter- und Landschafft unterthänigstem Bitten nach/ die gnädigste Versicherung andurch gegeben/ und lassen wir gnädigst geschehen/ daß die Stargardische Quota dem gesambten Land/ und von der gantzen Quota der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler jährlichen mögen abgetragen/ und daran einbehalten werden. Im Fall Ihro Kayserl. Maj. wider Unser unterthänigstes Vermuthen/ dafür halten würden/ daß des Herrn Hertzogen zu Strelitz Lbden. an diesem in sententia fundirten und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten/ und Cammer-Zieler/ einige Rechtsbefügte Ansprache haben können.

6. Solches dermahlen behandelte Quantum der einhundert und zwantzig tausend Reichsthl. Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ auch Cammer-Zieler/ soll jährlichen auf einen Land-Tag (welchen wir alternatim zu Sternberg und Malchim/ vermöge der letzten Reversalien de Anno 1621. ob es gleich nunmehro nicht nöthig wäre/ aus Gnaden wollen halten lassen) wie gebräuchlich/ per Edictum kund gemacht/ von Ritter- und Landschafft der Modus contribuendi zu Unserer Censur und Approbation übergeben/ die etwan sich befindende Lands-Gravamina von Uns angehört/ und nach Recht und Billichkeit (jedoch daß die Erlegung der Contribution an diese Anhör- und Erledigung deren Gravaminum nicht gebunden ist) abgethan; die Steuer oder Contribution von Unserm Dominio, wie von Ritter- und Landschafft/ nach hievor puncto 2. beschriebener Weiß/ Maaß/ Müntz und Werth/ in den Land-Kasten nach Rostock gebracht/ und von daraus weiters gehörig bezahlt und verwendet werden. Auch

7. Zu Ausweich- und Verhütung aller Strittund Mißvernehmen/ welche wegen des Modi Contribuendi, des Land-Kastens und Exemption derer Contribuenten ferners hin sich ereignen könten/ so soll es bey freywilligen/ wie bey Reichs- und Creyß-Steuern/ in specie auch bey diesem jetzo behandelten Quanto derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ und Cammer-Zielern/ nach Maaßgebung des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 18. gehalten seyn und bleiben/ nehmlichen daß bey Uns und Unsern Nachkommen/ regierenden Hertzogen zu Mecklenburg/ jederzeit zween Schlüssel/ und bey Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ingleichen zween Schlüssel/ als einer bey denen von der Ritterschafft/ und der ander bey denen Städten hinführo seye/ auch die Einnehmer in Unsern und gemeiner Landschafft Nahmen bestellet und beeydet/ und die eingekommene Gelder in Unser Verordneten/ und der von der Landschafft Deputirten Beyseyn gebührlich berechnet/ und was übrig/ ohne der Landschafft unterthänige Beliebung nicht in Unserm/ sondern allein zu des Landes/ und gemeinen Besten gebraucht und verwendet werden. Wobey von Abtrag dieses behandelten Quanti derer jährlichen Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. wir nicht allein keine andere/ als welche de jure eximiret seyn/ befreyen wollen/ sondern es sollen auch Unsere eigene Fürstl. Domania juxta uniformem modum contribuendi, hierzu jedesmahl steuren/ und vor diesmahl der jetzige modus contribuendi interimisticus gebraucht/ ehe und bevor aber eine weitere Contribution erleget wird/ ein neuer modus contribuendi dergestalt vest gestellt seyn soll/ daß/ wann Ritterschafft und die Städte darunter inner 6. Monaten à dato des geschlossenen Vergleichs/ nicht sich vereinigen könten/ wir so dann solchen modum pro æquitate determiniren mögen/ und wo Ritterschafft und Städte sich diesesfalls vergleichen/ wir die bishero übliche Approbation darüber Uns bevor behalten/ utroque casu aber der immunitati Nobilium quoad personas, und der wahren alten Ritter-Fürsten (wogegen imgleichen die Freyheit Unserer wahren alten Mayer-Höffe Uns offen bleibet/ und ausnehmen) so viel an Uns/ nicht allein nicht wiedersprechen/ sondern auch bey Ihro Kayserl. Maj. beystehen wollen. Von dem Abtrag derer Reichs- und Creyß-Steuern aber ist niemand befreyet/ sondern wie es die Reichs-Constitutiones wegen der Hoff-Bedienten/ Cleri, und Gerichts-Verwandten Erlag in denen Reichs-Steuern belieben/ also soll es hierinn ferner gehalten werden.

8. Und damit Unsere gnädigste Neigung und Wille zu Aufhebung aller bisherigen und künfftigen Mißhelligkeiten und vollständiger Herstellung respectivè gnädigst- und unterthänigstens Vernehmens und Ruhestandes Unsere Erb-Ritter- und Landschafft so vielmehr dancknehmig erkennen mögen; Als haben wir nicht allein alle dermahlen in lite hangende/ und bey gegenwärtiger Kayserlicher Commission angebrachte Gravamina (worüber ein à parte Recess unter heutigem dato aufgerichtet worden) nach Billigkeit gnädigst abgethan; Sondern auch diejenigen Resolutiones, so bey der in Anno 1684. bis 1685. vorgewesenen Kayserl. Commission, und darauf weiter An. 1686. vor die Hand genommenen Handlung/ sind ertheilet worden/ gnädigst confirmiret/ und wollen selbe/ nach über diesen Vergleich eingelangter Kayserl. allergnädigsten Confirmation, innerhalb 4. Wochen publiciren lassen/ und so fort durch zulängliche Mandata die gnädigste Anstalt dahin verfügen/ daß denenselben extra & in Judiciis in allen nachgelebet werde. Massen überhin die Lands-Reversalien/ überall in ihrem Vigore bleiben/ und denenselben hierdurch nichts benommen wird.

9. Das behandelte Quantum der jährlichen abzu-

ANNO 1701. abzutragenden einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. soll Ritter- und Landschafft / ingleichen die Domanial-Unterthanen bey Einquartierung und Kriegs-Pressuren / jedesmahl und so lange abführen / als dieselbe bey dem Ihrigen ruhig wohnen / und desselben zu ihrem Unterhalt und Behuff genieſſen können. Und bleibt es wegen der sich ereigneten Marchen und Remarchen bey der Anno 1685. abgefaßten Schwerinischen Resolution ad gravam. polit. 11. & 12.

10. Wann Reichs- und Creiß-Steuern separatim oder conjunctim in dem Reich und Creyß sollen verkündiget und abgegeben werden / lassen wir in Gnaden geschehen / daß von dem verglichenen Quanto derer jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. der aus dem gleich hiernach stehenden Schemate zu ersehende Abzug Uns gemachet werde.

ANNO 1701.

Schema.

Wann Reichs- und Creyß-Steuern separatim oder conjunctim auf die hernach gesetzte Römer-Monaten steigen / und so viel Geld darzu aufzubringen erfordert wird / lassen wir Uns folgender gestalt von dem behandelten Quanto den Abzug machen.

Bis einhündert Römer-Monate / welche funfftzig tausend Reichsthl. ertragen / lassen wir Uns von dem behandelten Quanto der jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. nichts abziehen.

1. Wann in dem Reich bewilliget werden einhundert und zwantzig Römer-Monat /	Welche ertragen am Geld sechtzig tausend Reichsthaler.	So lassen Wir an dem beliebten Quanto der einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler abziehen zehen tausend Reichsthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft; den Stargardischen District mit eingeschlossen / nur einhundert und zehen tausend Reichsthl.
2. Wann beliebet werden ein hundert und viertzig Römer-Monat.	Welche ertragen siebentzig tausend Rthlr.	Lassen wir Uns abziehen zwantzig tausend Reichsthaler.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft einhundert tausend Reichsthaler / den Stargardischen District mit eingeschlossen.
3. Wann beliebet werden einhundert sechtzig Römer-Monat.	Welche ertragen achtzig tausend Reichsthlr.	Lassen wir Uns abziehen dreyßig tausend Rthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft neuntzig tausend Reichsthaler / der Stargardische District mit eingeschlossen.
4. Wann beliebet werden einhundert und achtzig Römer-Monat.	Welche ertragen neuntzig tausend Reichsthlr.	Lassen wir Uns abziehen viertzig tausend Reichsthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft achtzig tausend Reichsthlr. der Stargardischen District mit eingeschlossen.
5. Wann beliebet werden zweyhundert Römer-Monat.	Welche ertragen einhundert tausend Rthlr.	Lassen wir Uns abziehen funfftzig tausend Rthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft siebentzig tausend Reichsthaler.

Dergestalt / daß diese siebentzig tausend Reichsthaler Uns allemahl netto verbleiben / und Ritter- und Landschafft solche siebentzig tausend Reichsthaler / ohne Abzug der Stargardischen Quotæ, Uns allemahl abzutragen übernehmen / im Fall / wider Unser allerunterthänigstes Vermuthen / Kayserliche Majestät dafür halten würden / daß des Herrn Hertzogen Adolphs Friedrichs Lbd. an diesen in lententia fundirten / und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Zieler / einige Rechtsbefugte Ansprache haben können; Als bey welchen es zu jederzeit / in allen sein Verbleiben haben / und das Quantum der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. solcher gestalt nicht soll überschritten werden.

11. Denen jenigen An- und Gegenforderungen / welche so wohl wir an Unsere Erb-Ritter- und Landschafft ex capite der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen und Cammer-Zieler / als hinwiederum an Uns Ritter- und Landschafft / sonderlich der vorgewesenen Executionen und prætendirter Restituendorum halber gestellet haben / diesen allen und jeden gesamt und sonders begeben sich Ritter- und Landschafft krafft dieses nunmehro völlig / gleichwie wir vor Uns und Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / solchen allen / so wir gedachter Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zieler in verflossener / bis auf gegenwärtige Zeit gemacht haben / andurch völlig renunciiren / also daß alle sothane gegen einander gestellte Prætensionen und Rechnungen hiemit abgethan / völlig aufgehoben / und hierum weder wir an Unsere ehrbahre Ritter- und Landschafft / weder diese an Uns oder Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / weiter was / es seye viel oder wenig / fordern mögen / sollen und wollen. Nechst dem

12. Und schließlichen wir dem / dis- und anderer wegen annoch obschwebenden Processui in genere und in specie mit der Stadt Rostock (wie von Ritter- und Landschafft unter einem anietzo beschicht) überall hiemit kräfftigst entsagen / auch allen und jeden Exceptionibus, solche mögen Nahmen haben / wie sie wollen / in specie der Exception læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu non permanentibus, novæ constitutionis ex causa derer Garnisons-Kosten / persuasionis, rei non sic, sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul / generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein vor allemahl in das gesamt / und besonders Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also daß hierwider keinem Theil was zustatten kommen / sondern da wir dage-

ANNO 1701. gen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso krafftloß / todt = ab = und nichtig seyn sollen; Und hierauff vor Uns und Unsere Erben / und nachkommenden regierenden Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstl. Ehren / Würden / wahren Worten und Glauben / diesen Vergleich / stet / vest / unabbrüchlich / und auffrichtig zu halten / und noch durch Uns / noch durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemand andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weiß und Zeit zu gestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni casu Contraventionis, hac edocta & probata, so gleich Mandata pœnalia S. C. erkandt / und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum, der Execuß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Erb = Ritter = und Landschafft bey dem Vergleich handhaben soll. Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihr. Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / diesen Vergleich / nach eigenen allergnädigsten Gefallen / Befinden und Willen / auf das kräfftigst = und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde.

Zu diesem Ende / und steter Vesthaltung dessen allen / haben wir diesen Vergleich vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unserer Herren Gebrüderer Lbdn. Lbdn. mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstl. Insiegel ferttigen und bekräfftigen lassen / So geschehen in Unserer Residenz, und Vestung Schwerin / den sechzehenden Monats = Tag Julii, des Eintausend / siebenhundert und ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

Demnach durch Ihro Kayserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung Unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivè gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens / zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Hertzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / Unserm gnädigsten Lands = Fürsten und Herrn; auch Uns von Ritter = und Landschafft Seiten / eine Commission ex officio auf den Hochwohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwindt / Baron von Peckstein / der Römischen Kayserlichen Majestät würcklichen Cammer = Herrn / Ober = Oesterreichischen geheimbden Rath / Generalen der Ober = und Vorder = Oesterreichischen Lande / Feld = Marschall = Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß ꝛc. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache / vermittelst göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahres zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zween Recessus errichtet / und von Ihro Hochfürstl. Durchl. gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen wir Endes Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den.. Jul. ad Protocollum des Kayserlichen Herrn Commissarii Excell. sub sigillo eingereichet ist / von Ritter = und Landschafft gnugsam Gevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen / und aller derer Einhalts hiemit / besondern wir statten auch desfalls Ihro Kayserl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. Unsere respectivè allerunterthänigste Danckſagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Kayſ. Herrn Commissarii Excell., daß er ferner bemühet seyn wolle / die allergnädigste Kayserl. Confirmation über mehrerwehnte zweene Recesse mit dem forderſamsten auszuwürcken / gleichwie Ihro Fürstl. Durchl. Unser gnädigster Landes-Fürst und Herr / solches eben wohl in denenselben gnädigst bewilliget haben / und wir und des Kayserl. Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Danckneh mung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden. ANNO 1701.

Uhrkundlich ist dieserwegen von Uns dieses nicht allein sub sigillo der Ritter = und Landschafft / oftberührten Herrn Kayserl. Commissarii Excell. ausgestellt / besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrifft und angedruckten / angebohrnen Pittschafft bestätiget; So geschehen Schwerin / den sechzehenden Tag Julii Anno Eintausend / siebenhundert und eins.

(L. S.) von R. u. L.

Auguſt von Lutzow. (L. S.)

H. V. Molzahmen. (L. S.)

D. V. Pleſſen.

P. C. V. Baſſevitz. (L. S.)

Joſt Heinrich Behr. (L. S.)

Bülow. (L. S.)
Wegen Schweriniſchen Ambts. (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambts Güſtraw.

J. B. Bülaw. (L. S.)

S. V. Bülaw / (L. S.)

Raben G. B. Gülaw. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckow. (L. S.) (L. S.)

E. Molthe. (L. S.)
Wegen des Ambts Stackenhagen.

L. S. St. Leſten, (L. S.)

Ch. Molthe, (L. S.)
Wegen des Ambts Knoyen.

J. J. B. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Chriſtian von Blüchern. (L. S.)
Dieſe wegen des Ambts Mecklenburg.

Adam Remier Koppelow / (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten ꝛc. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

Guſtav Pritzbuer, (L. S.) (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

L. S. B. Meerheim. (L. S.)

B. Barner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

M. F.

ANNO 1701.

M. F. Berner, (L. S)

Ilperling. (L. S.)
Wegen des Ambts Crinwitz.

J. V. Bülow/ (L. S.)
Aus dem Ambt Sternberg.

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

H. von Restorff.

G. Du Puis. (L. S.)

J. D. Preens. (L. S.)
Wegen des Ambts Ridnitz.

S. S. V. Halberstad. (L. S.)

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw/ und sämtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. H. Poggenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

Und Uns nun so wohl obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Liebden als auch ermeldte Ritter- und Landschafft/ diesen unter Ihnen Authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret/ und beederseits respectivè selbst/ und durch ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Kayserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben wir angesehen/ nicht nur solch allerseits in Streit begriffenen gewesenen Theilen unterthänigstes/ an sich selbsten höchstbilliches Gesuch/ sondern auch daß hierdurch dieselbe dermahleinst in Ruh und Fried gesetzt/ und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden/ zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werde/ und dahero mit gutem Rath/ rechtem Wissen/ und wohlbedächtiger Uberlegung aller dieser Sachen halber/ Uns von Unserer Kayserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wol/ als auch von denen verglichenen Theilen/ und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mit-Gliedern eingelangten Nothdurfften/ obinserirten Vergleich/ in allen seinen Puncten/ Clausulen/ Inhalt/ Mein- und Begreiffungen/ des ersterwehnter massen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert/ gnädigst confirmirt/ bestätiget/ und all das jenige/ was in Krafft obtragenden allerhöchsten Kayserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag/ præstiret haben wollen. Thun das/ confirmiren und bestätigen denselben hiemit von Römischer Kayserlicher Macht/ Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Briefes/ und meinen/ setzen und wollen/ daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts/ gültig und kräfftig seyn/ stet/ vest/ und unverbrüchlich gehalten und vollzogen/ und darwider in keinem Punct ichtwas vorgenommen/ sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesampt/ und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebieten darauff allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ geistlichen und weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Land-Voigten/ Hauptleuten/ Vitzdomben/ Voigten/ Pflegern/ Verwesern/ Amtleuten/ Land-Richtern/ Schuldheißen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Burgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seynd/ ernstlich und vestiglich mit diesem Brief/ und wollen/ daß Sie die sämtlich verglichene Theile/ wieder obeinverleibten Vergleich und Recess und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht irren oder hindern/ sondern sie deren/ wie obstehet/ ruhiglich und unperturbirt freuen/ gebrauchen/ nutzen und geniessen lassen/ insonderheit aber Wir seiner des Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Lbdn/ wie auch Ritter- und Landschafft des Hertzogthums Mecklenburg/ Schwerin und Güstrowischen Antheils insgesambt/ und einem jeden derselben/ insonderheit deren Erben und Nachkommen/ daß Sie auch Ihres Orts obstehenden Vergleich in allen Puncten/ Articulen/ Clausulen/ Innhalt/ Mein- und Begreiffungen/ gestracks nachkommen/ und geleben/ darwider nichts thun/ handeln oder fürnehmen/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in keinerley Weiß noch Weg/ als lieb einem jeden sey/ Unsere Kayserliche Ungnad und Straff und darzu eine Poen/ nehmlich funfftzig Marck löthigen Goldes zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hierwieder thäte/ Uns halb in Unsere Kayserliche Kammer/ und die andere Helffte denen interessirten Theilen/ oder welcher von Ihnen hierdurch beleidiget würde/ unnachläßig zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Uhrkund dieses Brieffs besiegelt/ mit Unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel/ der geben ist zu Laxenburg/ den anderten Monats-Tag Junii/ nach Christi Unsers lieben HErrn und Seeligmachers gnaden-reichen Geburth/ im Ein tausend sieben hundert und anderten/ Unserer Reiche des Römischen im vier und viertzigsten/ des Hungarischen im Sieben und viertzigsten/ und des Böhmischen im viertzigsten Jahr.

Leopold.

L. S.

Vt. Dominicus Andreas, Graf von Kaunitz.

Ad Mandatum Sac. Cæsar. Majest. proprium. C. F. Consbruch.

X.

16. Juillet

Herrn Hertzogs Friedrich Wilhelms von Mecklenburg-Schwerin Resolution der Ritter- und Landschafft ertheilt/ Wodurch Er die von seinen Vorfahren Hertzog Christian Ludwig in Schwerin/ und Hertzog Gustav Adolph zu Güstraw ertheilte und extradirte Resolutiones auf gewisse Art und Maaß confirmiret/ und in eben der Maaß den völligen effect von Landes-Fürstlichen Constitutionibus denselben beyleget/ und gerne zu zu lassen verspricht/ daß in casu Contraventionis Mandata pœnalia sinè Clausula wider ihn erstattet/ und da er die parition nicht leysten würde/ ad Mandatum Cæsareum

ANNO 1701.

fareum der Creyß / oder wer von Reichs-Ständen hier zu beliebet würde / die gemelte Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionen handhaben solle. Schwerin den 16. July 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 630. d où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica S. Rom. Imp.* Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

Resolution de FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg Swerin en faveur de sa Noblesse & du Païs, par laquelle il confirme toutes les Resolutions accordées par ses Predecesseurs* CHRISTIAN LOUÏS *Duc de Swerin, &* GUSTAVE ADOLPHE *Duc de Gustrauw, voulant qu'elles ayent la même force, & le même effet que les Constitutions Ducales & Territoriales; & consentant qu'en cas de Contravention de sa part, on puisse obtenir contre lui des Mandements peinaux* sinè Clausula; *& que s'il manque d'y obeïr, quelqu'un des Etats du Cercle soit choisi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir sa dite Noblesse & le Païs dans la pleine jouissance desdites Resolutions. A Swerin le 16. Juillet* 1701.

VON GOttes Gnaden / wir Fridrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr. Uhrkunden und bekennen hiemit / Demnach bey jetzo vorseyender Käyserl. Commission Unsere getreue Ritter- und Landschafft beyder Hertzogthümer Mecklenburg unterthänigst zu erkennen gegeben / wie daß die in Annis 1684. und 1685. bey damahls vorgewesener Käyserl. Commission und darauff weiter in Anno 1686. erfolgten weitern Handlung / von Unseren Vorfahren / Herrn Hertzog Christian Ludwigs / und Herrn Hertzog Gustav Adolphs / Lbdn. Lbdn. nunmehro Hochsehl. Andenckens / gnädigst respectivè ertheilte / und extradirte Resolutiones nicht publici juris geworden / auch daher dieselbe bey Unsern Regierungen / Land- und Hof-Gerichten und andern Gerichten / in judicando und sonsten nicht observiret werden können / mit dem gehorsamsten Ersuchen / Wir sothane Resolutiones nicht allein gnädigst zu confirmiren / besondern auch den volligen Effect von Fürstl. Landes-Constitutionibus denenselben beyzulegen / und darnach in Unsern Gerichten sententioniren und sprechen zu lassen / in Gnaden geruhen möchten; Und dann solchem Unser getreuen Ritter- und Landschafft unterthänigstem Gesuche / Wir in Gnaden dergestalt deferiret / daß / nachdem dieselbe bey nunmehro consolidirten Schwerin- und Güstrowschen Hertzogthümern Uns vorher zu freyer Wahl gelassen / von denen so genandten Schwerin- und Güstrowschen communibus Resolutionibus zu nehmen / welche Uns gnädigst beliebig / Wir darauf auf Maaß und Weise / wie das nachfolgende darleget / die Güstrowsche / da aber von selben keine / ob cessans gravamen Gustrovienſe vorhanden / die Schwerinische Resolutiones an dero statt solcher gestalt erwehlet haben / daß nichts desto minder bey denen Schwerinischen und Güstrowschen so genandten Specialibus & Specialissimis Resolutionibus von Adel und Städten es / wie gleicher gestalt nachstehet / sein Verbleiben haben solle / Jedennoch / daß / so weit die bey gegenwärtiger Käys. Commission gnädigst abgegebene Resolutiones ad additamenta, welche hiebey angefüget seyn / in ein und andern von denen vorangeführten abstimmig seyn möchten / diese Letztere denen Ersteren derogiren / und darauff / der vorhergehenden andern Resolutionen ungeachtet / in judicando und sonsten reflectiret werden solle. ANNO 1701.

Was die so genannte wenige Excepta Gustrovienſia belanget / weiln man darunter sich nicht hat vergleichen können / sind dieselbe zu Ihro Kayserl. Majest. allerhöchsten Decision ausgesetzet / indessen zur Nachricht gleichfalls hiebey / und zwar vor denen bey gegenwärtiger Commission übergebenen Additamentis annectiret / daß solchem nach alles in nachfolgender Ordnung / also / daß das Gravamen an der einen / und die Resolution an der andern Seiten gegen über gesetzet worden.

Zu dessen mehrern gnädigsten Versicherung Wir allen und jeden Exceptionibus, sie mögen Nahmen haben wie sie wollen / hiemit kräfftigst entsagen / in specie der Exceptioni Læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu permanentibus, novæ Constitutionis ex causa der Guarnisons-Kosten / Persuasionis, rei non sic sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul Generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein für allemahl / in das gesambt und besonders / Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also / daß hiewieder keinem Theil was zustatten kommen / sondern / da wir dagegen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso Krafftloß / todt / ab / und nichtig seyn sollen. Und hierauff vor Uns / Unsere Erben und nachkommende regierende Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstlichen Ehren / Würden / wahren Worten / und Glauben / diese Resolutiones stet / fest / unabbrüchlich und aufrichtig zu halten / und nech durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemands andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weise und Zeit zugestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni Casu contraventionis, hâc edoctâ & probatâ so gleich Mandata pœnalia sine clausula erkant und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / Wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum der Creyß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Ehrbare Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionibus handhaben solle.

Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihro Kayſ. Majestät / Unser allergnädigster Herr / diese Resolutiones nach eigenen allergnädigsten Gefallen / befinden und Willen auf das kräfftigste und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde; Zu diesem Ende und steter Festhaltung dessen allen / haben Wir diese Resolutiones vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unsere Herren Gebrüdere Lbden Lbden mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstlichen Innsiegel fertigen und bekräfftigen lassen. So geschehen in Unserer Residentz und Vestung Schwerin den sechszehenden Monaths-Tag Julii des Eintausend Siebenhundert und Ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.

L.S.

Eccle-

ANNO 1701.

Ecclesiastica Gravamina.

1. Membrum 1 § 1. Reversal. Ist einer Ehrbahren Ritter- und Landschafft versprochen / daß Sie ohne einige Aenderung in Doctrinalibus & Ceremonialibus geruhiglich gelassen / und (2.) das Consistorium neben dem Jure Episcopali gemein bleiben / und dasselbe die Inspection haben / inquiriren / die dahin gehörige Sachen cognosciren / und darein sprechen soll.

Membr. 2. Wogegen im Lande geklaget wird / daß zu mercklicher Gefahr der Kirchen-Sachen / theils Consistorial-Sachen nach Hofe gezogen / particular Synodi gehalten /

Membrum 3. Einseitige Verordnungen gemacht / und per subsequentia Mandata Einseitig haben wollen introduciret werden / und zwar

Membr. 4 Inter alia die Kirchen-Gelder insciis, & invitis dotantibus Patronis, als dotes Ecclesiarum. 1. Zur Superintendenten-Kutschen / 2 Erbauung anderer Kirchen und Priester-Häuser. 3. Zehrung der Superintendenten bey den Synodis. 4. Ausgabe an die Superintendenten bey denen Priester-Præsentationen / und andern dergleichen verwendet / Executiones desfalls ertheilet / und so wohl in diesem / als in dehme / daß zu Belegung der Kirchen Gelder und Auffnahm der Kirchen-Rechnung dem Patrono, ohne Vorbewust und Beyseyn des Superintendenten, dem Herkommen nach / zu verfahren wil verbothen werden.

Membr. 5. Bey sothanen Rechnungen so gar dem Superintendenti und Visitations-Notario jedem 1. Reichsthaler gereichet werden soll / wodurch dem Patrono höchlich præjudiciret / und demselben als wieder das Herkommen / Policey-Ordnung / und Fürstl. Versprechen in der Kirchen-Ordnung / da niemand an seinem Jure Patronatus Eintrag geschehen soll / diese von dem löbl. Vorfahren hergebrachte / und biß diese Zeit geruhiglich gehabte Jura genommen / und das Land besorgen müssen / daß bey denen Religions-ändersahmen Läufften männiglich in die äuserste Seelen-Gefahr gesetzet / und verwüstete Kirchen erfolgen werden / um so viel mehr / da

Membr. 6. Patroni nicht liberam præsentationem der Prediger / wie vor Alters behalten / dessen Effect zum theil die Chur-March Brandenburg zeigen kan / wofür man aber / wenn die so sorgfältig von denen Antecessoribus eingerichtete Functiones der Patronorum (von denen Sie ja ohne dem zu aller Zeit auff gnädigstes erfordern des Episcopi, Rede und Antwort zu geben schuldig seyn) mit Beystande eines wohlbesetzten Consistorii allenfalls der gnädigsten Landes-Herrschafft Assistentz versichert seyn kan.

2. Daß

Resolutiones.

Ad Grav. I. Membr. 1. Daß in Ecclesiasticis in beyden Hertzogthümern Mecklenburg / nach Innhalt der Kirchen- und Consistorial-Ordnung eine Conformität beybehalten / und solchem nach auch in specie die General-Fast-Buß- und Beth-Tage / aller Orthen gantz und zu gleicher Zeit gefeyret werden sollen.

Ad Membr. 2. Daß / wie das Consistorium nebst dem Jure Episcopali vermöge Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 3. nach wie vor gemein bleibet / also auch die ans Consistorium vermög der Consistorial-Ordnung und Reversalen, auch sonsten de Jure gehörige Sachen nicht sollen einseitig an die Fürstl. Höfe gezogen / sondern bey dem Consistorio, als einem geistlichen Gerichte zu rechtlicher Cognition und Decision unbehindert gelassen werden.

Ad Membr. 3. Daß auch bey Einseitigen Synodis nichts erörtert / weniger concludiret werden möge / was Innhalts der Kirchen-Ordnung / oder sonsten de Jure dahin nicht gehöret / die Relationes so viel der Prediger und Zuhörer Leben und Wandel betrifft / und die Reversalen, und Superintendenten-Ordnung etwas mehr erfordert / dem Consistorio eingeschicket werden sollen.

Ad Membr 4. Wollen Jhro Hoch-Fürstl. Durchl. dahin sehen / daß die Kirchen-Gelder conserviret werden / und lassen es bey dem Innhalt der Superintendenten-Ordnung §. 7mo vers. So sollen imgleichen die Oeconomi &c. allerdings bewenden.

Ad 5. Membr. Es lassen auch Jhro Durchl. geschehen / daß die Patroni der Kirchen / sambt dem Pastore von denen Kirchen-Vorstehern laut der Policey-Ordnung jährlich Rechnung fordern und nehmen mögen / jedoch ohne Nachtheil oder Abbruch weiterer Untersuchung / und gehöriger Revision der Superintendenten.

Ad 6. Membr. Ferner auch die Patroni bey ihrem Jure Patronatus, in specie bey Nomination, wie auch Præsentation gewisser subjectorum zum Predig-Ambte / nach Innhalt der Superintendenten- und Kirchen-Ordnung / alten Christlichen Herkommen und Gewohnheit gemäß / zu sambt dem Jure vocandi geschützet werden sollen. Wie dann J. Fürstl. Durchlauchtigkeit wegen der Küster-Wahl es auch bey obgeregter Superintendenten Ordnung bewenden lassen / und daß / wenn desfalls zwischen denen Patronen und Predigern einige Streitigkeiten entstehen / welche der Superintendens in Güte nicht heben könte / dieselbe beym Consistorio ausgemachet werden mögen; Jedoch wollen Jhro Durchl. Jhrem Juri Episcopali nichts abgebrochen / weder præjudiciret / sondern dasselbe expresse reserviret und vorbehalten haben.

ANNO 1701.

ANNO 1701.

2. Daß das Consistorium so lange Jahre nicht vollenkommen/ absonderlich mit JCtis besetzet/ wodurch viele vorkommende geistliche ans Consistorium gehörige Sachen weitläufftig gemachet/ und ihrer Wichtigkeit nach / nicht befodert werden können.

3. Daß der Appellation vom Consistorio ans Hoff-Gericht per specialia Rescripta ihr freyer Lauff gehindert wird.

4. Daß nach Maaßgebung der Fürstlichen Erbverträge und Reversalen keine gemeine einmüthige Visitation von beeden hohen Fürstlichen Häusern angeordnet/ weniger dieselbe nach gnädigstem Versprechen §. 11. Reversalen ans Consistorium eingeschicket/ und dadurch einmüthige Verordnungen in Behörung beeder Theile/ der Lehrer und Zuhörer/ auch sonsten in Ceremonialibus gemachet/ sondern bey den Special-Visitationibus mehrmahlen auff einseitigen Bericht der Prediger mit einer grossen Ungleichheit sonderliche Verordnungen inaudita utraque parte gemachet/ den Pastoren zu allerhand Excessen, auch denen andern Religionen diese Unsere Religion zu verlästern Anlaß giebet.

5. So findet sich in denen meisten Städten/ daß die Oeconomeyen die gröstẽ Theile der Städte Aecker an sich gebracht/ und dieselbe dem gemeinen Oneri entziehen/ sich auch den gewöhnlichen Schoß von sothanen Aeckern/ als ein Onus fundo inhærens, abzustatten verwegern/ wodurch das Publicum defraudiret/ und die Städte nimmer wieder angebauet werden können/ sondern da Sie sothane Aecker wieder häuren müssen/ bey ruinirtem Zustande in weitere Schuld gerathen/ und endlich gar verwüstet/ also bey fürfallenden Unglücks-Fällen ihren Kirchen und Prediger-Häusern in Erbauung hinwieder zu Hülffe zu seyn incapabel gemachet werden.

6. Wenn die Patroni bey nöthigem Kirchen-Bau wollen angehalten werden/ zuforderst Relation abzustatten/ wodurch der Bau mercklich verhindert/ und

7. Wenn die Ausbleibende bey der Catechismus-Lehre von denen Pastoren mit Geld-Buß belegt/ und solche der Direction des Predigers gelassen werden wollen/ da doch die Geld-Straffen ad brachium seculare gehören.

8. Wenn bey Ausleihung der Kirchen-Gelder der Superintendens mit interessiren will/ so doch dem Herkommen nach den Vorstehern gebühret/ mit Zuziehung des Pastoris.

9. Wenn wegen der verwüsteten Hufen Würste/ Eyer/ Opffer-Geld ꝛc. von den Pastoren und Küstern gefodert/ und solche Præstationes den übrigen Miteingepfarten auffgebärdet werden wollen/ welches sehr beschwerlich/ und zu remediren gebeten wird.

Gravamina Politica.

1. Daß die versprochene und so vielfältig sollicitirte Lehn- und Land-Rechte/ nachdem Sie so mühesahm ausgearbeitet/ und das erste der gnädigsten Herrschafft Censuræ übergeben/ nicht zur Publication wollen gedeyen/ und dadurch vielen Processibus und Unkosten vorgebeuget werden.

2. Daß

Ad Grav. 2. Werden Ihro Fürstl. Durchl. nicht ermangeln/ die vacirende Theologische und Juristen-Stellen im Consistorio mit tüchtigen Subjectis foderſambst zu besetzen. ANNO 1701.

Ad Grav. 3. Auch den Appellationibus vom Consistorio, an das Land- und Hoff-Gerichte ihren rechtlichen Lauff Innhalts der Reversalen gnädigst gönnen/ und

Ad Grav. 4. Wenn Ihro Durchl. befinden/ daß eine General-Visitation nothig sey/ wollen Sie sich darüber mit dem Fürstl Schwerinischen Hause vereinbahren/ und können ihres Orths wohl mit geschehen lassen/ daß innerhalb Jahres-Frist damit der Anfang gemachet werde/ wollen auch im übrigen gehörige Vorsehung thun/ daß so wohl bey General- als Special-Visitationibus niemand wider Recht/ und wohlgegründetes Herkommen graviret/ noch unerhöret wozu verurtheilet werde/ und dafern dergleichen bißhero geschehen/ solches gnädigst ändern/ und wieder auffheben.

Ad 5. Grav. Es werden auch Ihro Durchl. denen Oeconomeyen und andern geistlichen Stifftungen/ wegen an sich gebrachter Städte Aecker oder Häuser/ den Schoß nach Proportion, und andere Onera Regalia hinkünfftig abzuführen/ nach Recht und Billigkeit auferlegen/ und wegen des Præteriti gerichtliche Handlung beyden Theilen verstatten/ gleicher maßen auch wegen der Baur-Aecker und Häuser/ da Onera Realia darauff hafften solten/ es also halten lassen.

Ad Grav. 6. Ihr Durchl. verstatten gnädigst/ daß zu Besparung der Unkosten die Patroni jedes Orths mit Zuziehung Pastoren und Kirchen-Juraten, auch Zimmer- und Mauer-Leute/ die baufallige Kirchen und geistliche Gebäude besichtigen/ und so weit es nöthig befunden wird/ bessern lassen mögen.

Ad Grav. 7 Die Bestraffung derjenigen/ welche bey der Catechismus-Lehre ausbleiben/ kan zwar per modum implorationis brachii secularis der weltlichen Obrigkeit jedes Orths verstattet werden/ die daher fliessende Geld-Strafe aber ist dem Pastori zur Berechnung/ und Anwendung ad pias causas zuzustellen/ und muß

Ad Grav. 8. Die Ausleyhung der Kirchen-Gelder von dem Pastore und Vorstehern/ mit vorwissen und Einwilligung des Superintendenten, und der Patronen geschehen/ diese auch selbst ohne Consens der Superintendenten solche nicht auf Zinse nehmen.

Ad Grav. 9. Endlich sind wegen der wüsten Hufen keine Würste/ Eyer oder Opffer-Geld zu fodern; Jedoch ist das Mißkorn davon zu entrichten/ und werden dahin vorige Constitutiones hiemit declariret.

Resolutiones.

Ad Gravamen 1. Ihro Durchl. werden nicht ermangeln/ das exhibirte Concept eines Lehn-Rechts/ mit denen dabey von Ritter- und Landschafft angemerckten unvorgreifflichen notis zu revidiren/ und innerhalb den nechsten zweyen Jahren zur Publication zu befodern/ auch innerhalb

fol-

ANNO 1701.

2. Daß die Land-Räthe-stellen nicht wieder ersetzet / und deren gutes Einrathen dem Lande in so weit entzogen worden / zumahlen bey Unserer Vorfahren / auch noch Unseren Zeiten bey jedem Fürstenthum zugleich Viere gewesen.

3. Daß die ausgestorbene Lehne zum Theil nicht wieder conferiret :

4. Die Fürstliche Domainen (wovon Mirow und Grabow Exempel nehmen) ab Oneribus publicis, in specie die neue Meyereyen / welche von Adelichen Güthern gemachet / eximiret werden / cum tamen res transeat cum onere.

5. Einseitige Müntz-Schäffer-Gesind- und andere Ordnungen / (auch obgleich dabey Ritter- und Landschafft Schaden oder Vortheil zu empfinden hat) dennoch ohne deren Zuziehung wieder der Vorfahren Gebrauch publiciret.

6. Gemeinschaffts-Oehrter einseitig oneriret / absonderlich Rostocker Dörffer / die sonst ihr Contingent bey Collectis immediatè in den Kasten gebracht / eine Zeit hero an die Aembter gezogen worden.

7. Die Städte mit Einspennigern belegt.

8. Die gedachten Städte / wenn gleich keine Contributiones im Lande gehen / dennoch mit

folgenden andern zweyen Jahren ein teutsches Land-Recht nach Inhalt der Reversalen, wie sie schon längst gnädigst intentionirt gewesen / verfertigen zu lassen / und beydes ante publicationem einigen Deputirten von Ritter- und Landschafft communiciren / jedoch Ihro Durchlaucht. an dero hohen Jure statuendi unpræjudicirlich. ANNO 1701.

Ad 2. Wollen Ihro Fürstliche Durchl. die Stellen der Land-Räthe / so offt dieselbe vaciren / gnädigst wieder besetzen.

Ad 3. Die wieder-Conferirung der eröffneten Lehn betreffend / welche sonsten nach bekandten Lehen-Rechten Ihro Durchl. als Domino Feudi wieder anheim fallen / da zweiffeln Ihro Durchlauchtigkeit nicht / daß dero Hochlöbliche Vorfahren / und Ihro Durchlauchtigkeit selbst sich also bezeuget / daß die von dero getreuen Ritterschafft sich dessen werden dancknehmig zu erinnern haben / wollen auch hinführo sich also gegen dieselbe bezeigen / daß die Meriten getreuer Landes-Patrioten unvergessen bleiben sollen / jedoch können Ihro Durl. sich hierinn nicht vorschreiben lassen.

Ad Grav. 4. Membr. 1. Wie infra ad Grav. 2. & 3. ex Processibus.

Ad 2. Membr. Daß die restirende Collecten von Mirow / außer jedoch / was bey Anwesenheit der Fürstlichen Frau Wittwen aus gewissen Uhrsachen in Annis 167⁷. 78. & 79. remittiret und nachgelassen / die Eintheilung auch desfalls von denen Fürstl. Aembtern / wie auch Ritter- und Landschafft unter sich gemachet / und Grabow gleich andern executivè eingetrieben werden sollen.

Ad 2. Membr. Um daß die Æquabilität bey den Collecten / so Aempterweise aufgebracht werden / statt finde / wenn von Ritter- und Landschafft ein oder ander Pertinentien von dero Gütern an Ihro Fürstl. Durchl. und wiederum von Ihro Durchl. Domainen etwas an Ritter- und Landschafft transferiret / sollen solche Stücke gegen einander quoad dictas Collectas compensiret / oder da kein æquivalent in einem und andern Ambt zu finden / demjenigen Theil / welchem solcher gestalt etwas abgangen / billige satisfaction wiederfahren / und von dem abgegangenen pertinenti die gewöhnliche Onera præstiret werden / biß ein æquivalent erfolget / es wäre denn / daß man sich in den Aembtern schon verglichen hätte / oder auch negsthin mit Vorwissen der Fürstlichen Canimer anders vergleichen könte.

Ad 5. Wegen der Müntz-Schäffer-Gesind- und anderer Ordnung inhæriren Ihro Hoch-Fürstl. Durchlaucht. ihren Regalibus und Juri constituendi, lassen es aber doch wegen der Müntz-Ordnung bey den Reversalen, und wollen wegen der Schäffer-Gesinde und anderer dergleichen Landes-Ordnungen ante publicationem die Land-Räthe vernehmen

Ad 6. Wollen Ihro Durchl geschehen lassen / daß die Collecten von dero Ambts-Unterthanen / wie auch aus denen also genandten Rostockischen Dörffern immediatè in den gemeinen Kasten würcklich geliefert werden / jedoch / daß Ihr auch daraus ohne Verzug die Nothdurfft abgefolget werde. Bey militarischen Einquartierungen aber lassen Ihro Durchlaucht. es bey dem Herkommen / Krafft welches die Rostockschen Dörffer zu denen Aembtern / worinn Sie belegen / gezogen werden müssen / allerdings bewenden.

Ad 7. Ist schon inter specialia Gravamina der Städte zulänglich resolviret.

Ad 8. Wegen der Accise sind Ihro Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gnädigst gemeinet / daß

ANNO 1701.

der Acciſe Erlegung beſchweret werden.

9. Wenn in der Dobbertinſchen Jagt-Gerechtigkeit auff den Sand-Probſtey-Kloſter Dörffern das Kloſter vom Ambte Mirow turbiret / kein Forum im Lande will agnoſciret / beſondern ſolcher maſſen ſtatus in ſtatu gemachet werden.

10. Wenn auch über vielfältiges ſollicitiren die Executiones wieder die alten Kaſten-Reſtanten nicht nachdrücklich wollen verliehen werden.

11. Da auch bey frembder Völcker Durch-March der gnädigſten Herrſchafft keine Caution de damno geſtellet / noch den Gravirten nach den Reichs-Satzungen Zahlung geſchiehet.

12. Keine Gleichheit bey den Kriegs-Oneribus an Contribution, Marchen und Einquartierung bey den eingeſeſſenen Einwohnern ohne Unterſcheid gehalten / ſondern offt denen Commiſſariis und ſonſt eine Exceptions-Verordnung gegeben wird / Krafft deren entweder Aempter oder ſonſt einige Miniſtri befreyet ſeyn.

13. Durch welches Verfahren nicht auff die nechſten Wege die Marchen geführet / ſondern diejenige / welche ſonſt conſerviret beybleiben können / öffters allein ruiniret / und dem Lande zum Beytrag ferner inutil gemachet werden.

14. Iſt höchſt beſchwerlich / daß denen Schäfern / welche zum Adel ziehen / Zoll abgefodert / die aber in die Fürſtliche Aembter ziehen / damit verſchonet werden / weil dadurch die Schäffer ſchwierig gemachet / häuffig davon gehen / und ihr Vieh in benachbahrte Lande heimlich hinweg treiben.

15. Item, Daß die den Land-Begüterten competirende Jagt-Gerechtigkeit allzuſehr beſchweret werde durch die ergangene Interdicta und Verbothe / unter andern / indem 1. die Fürſtlichen Jäger und Beambten das in der Policey-Ordnung enthaltene Verboth / zu gewiſſen Zeiten das Wild zu fällen / gar nicht reſpectiren / und gleichwohl Einer Edlen Ritter- und Landſchafft allein dieſes Verboth zu halten angemuthet / und wieder dieſelbe executivè verfahren wird / 2. Daß beſagtes Verboth bey den Gerichten wieder die Reguln und Gebräuche der Jagt / und Oeconomey gedeutet und expliciret / als in der beſten Zeit / wenn man diejenigen Thiere / welche nicht allezeit bey uns bleiben / verboten werden wollen / e. g. Die Auer- und Berghahnen in der Boltzzeit / die Endten und Gänſe umb die Oſter-Zeit / die Ringel-Tauben in der Faſten / und dergleichen / 3. Daß die dem Guts-Herrn zuſtehende / und in der Policey-Ordnung gelaſſene Freyheit zu Ehren- und Nothfällen / ungeachtet der verbothenen Zeit ihr Wild

die Städte damit unbillig nicht beſchweret werden ſollen / wollen auch in ſolcher Conſideration keine in den Land-Kaſten gehörige Acciſen von Ihnen fordern / jedoch iſt hiemit nicht gemeinet / weniger auffgehoben die Acciſe, welche à part die Städte ex pacto Ihro Durchlaucht. geben. ANNO 1701.

Ad 9. Wegen Mirow hat es jetzo eine andere Bewandtniß / und wird es alſo / was wegen der Dobbertinſchen Jagt-Gerechtigkeit prætendiret wird / juxta §. zum dritten ꝛc. in dem Aſſecuration-Revers de Anno 161. per litis pendentiam in foro competenti unterſuchet / und allda remediret werden können.

Ad 10. Wollen Ihro Durchlauchtigkeit die alten und neuen Reſtanten unverlängt und ohne Unterſcheid eintreiben laſſen / doch daß beym Land-Kaſten die Billigkeit obſerviret / alſo daß niemand über Vermögen angeſtrenget und ruiniret werde.

Ad 11. Ratione der Durchzüge auch Lauff-Plätze / als des 11ten Gravaminis laſſens Ihro Fürſtliche Durchlaucht. bey dem Aſſecurations-Revers de Anno 1621. §. 38. bewenden / in andern Fällen / jedoch / da vis major herrſchet / wollen Ihro Durchlauchtigkeit ſich eines ſolchen gewaltigen Verlauffs bey publiquen Reichs- und Creyß-Diæten / auch ſonſten andern dienlichen Orthen Landes-väterlich annehmen / daß dem Lande des zugefügten Schadens halber Satisfaction geſchehen / auch beſſere Securität / denen Reichs-Satzungen / in ſpecie der Executions-Ordnung gemäß / wiederfahren möge.

Ad 12. Es ſoll überall im gantzen Lande die Billigkeit obſerviret werden / daß keiner für dem andern mit Einquartierung / Contribution und Marchen beſchweret / die Marchen den geradeſten Weg dirigiret und geleitet / auff welchen Fall jedoch dem beſchwerten Orth von denen übrigen verſchoneten billiger Beytrag geſchehen / welcher geſtalt aber / und wie der Abtrag zu machen / desfalls kan bey Ihro Fürſtlichen Durchlauchtigkeit Eine Edle Ritter- und Landſchafft mit Ihrer unterthänigſten Erinnerung einkommen.

Ad 13. Beziehet ſich auff vorige Reſolution ad 12 num.

Ad 14. Gehet Ihro Durchlauchtigkeit gnädigſte Reſolution dahin / daß von den Schaffen / die im Lande bleiben / und von einem Orth zum andern bey Abwechſelung der Schäffer / und nicht zum Verkauff getrieben werden / kein Zoll gefodert werden ſoll.

Ad 15. Bey dem 15. Gravamine, die Jagt zu verbotener Zeit belangend / inhæriren Ihro Durchlauchtigkeit bloß und lediglich dem Buchſtab publicirter Policey-Ordnung de Anno 1572. vom 2. Julii, und bleibet das Verboth des Termini à quo & ad quem von Faſtnacht biß Jacobi / und weiter nicht / ausgeſtellet / jedoch laſſen Ihro Hoch-Fürſtliche Durchl. biß zu dero anderwärtigen Reſolution gnädigſt geſchehen / daß das Feder-Wildpret / doch mit gebührender Moderation, unter ſolchem Verboth nicht gemeinet ſeyn ſoll / ob auch zwar E. E. Ritter- und Landſchafft hiebey unterthänigſte Inſtanz gemachet / Ihro Hoch-Fürſtliche Durchlauchtigkeit ihren Jägern und Forſtmeiſtern / auch andern davon dependirenden Bedienten per Edicta injungiren wolten / ſich des Schieſſen und Jagens zu verbothener Zeit zu enthalten / ſo hat es zwar die Meinung keines Weges ex parte Ihro Fürſtlichen Durchlauchtigkeit / daß ſothanen ihren Bedienten auff expreſſen Befehl nicht erlaubet ſeyn ſolte / ſo

ANNO 1701. Wild zu schiessen / beschrencket werden will / indem sie angewiesen werden wollen / vorhero per Supplicam Concessionem zu suchen dessen / welches Ihnen ohne dieselbe vergönnet ist / da der Abusus, wenn er sich ergiebet / ohne dem gestraffet und verhütet werden kan.

16. Daß von denen Adelichen und andern de Jure freyen Güthern Zoll gefodert wird.

17. Daß verschiedene Adeliche Güther an die Aembter gezogen / und in oneribus publicis dem Lande entzogen werden.

18. Daß in denen Aembtern contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten und sonst nicht entrichten / die Execution verwegert wird.

19 Daß die Visitatores mit Leib- und Lebens-Gefahr ihr Ambt wegen der an Seiten Schwerin / Fürstlichen Bauren verrichten / auch denenselben verbothen wird / ohne Beyseyn der Beambten ihre Function zu verrichten / solchem nach denenselben Schutz gehalten werde.

Judicialia Gravamina.

1. Indeme bey denen Cantzeleyen den Appellationibus nicht also / wie vor Alters und vergliechen / wil deferiret / noch die Appellantes ad præstationem solennium admittiret / hingegen im Hoff-Gerichte vor dem Beweiß keine Processe erkandt / auch unter andern die Causæ mulctarum vor inappellabel gehalten werden.

2. Wenn diese Schwirigkeit überstiegen / findet sich eine anderwärtige in ipsa Executione derer im Hof-Gerichte publicirter Urthel / indem post instantiam restitutionis in integrum, welche nach der Hof-Gerichts-Ordnung die Letzte ist / und kein Remedium suspensivum weiter admittiret / neue Revisiones bey Hofe gesuchet / die Executiones dagegen gehemmet / und lites immortales oder effectu carentes gemachet werden / zu Bedruck der Armen und der Justiz selbst.

3. Gra-

so viel des Wildprets bey der Hoffstatt nöthig / anzuschaffen / ausser solchen Fällen aber wollen Ihro Durchlauchtigkeit obbemeldten ihren Bedienten expresse und alles Ernstes bey Straffe hiemit anbefehlen / Ihre Fürstlichen Edicta gehorsamlich zu respectiren ; Im übrigen so wollen Ihro Fürstliche Durchlaucht. mit denen Beambten wie auch der Ritterschafft einerley modum tractandi halten / daß nicht weniger denen Beambten verboten seyn solle / ohne expresse Concession zu verbötlichen Zeiten kein Wildprät zu schiessen und zu fällen. ANNO 1701.

Ad 16. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen die alten Zoll-Register nachsehen lassen / und von den Güthern / welche von Alters Zollfrey gewesen / keinen Zoll exigiren lassen / nach Innhalt des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 15.

Ad 17. Lassens Ihro Durchl. bey der Resolution ad Grav. 4ti Membr. 3. gnädigst bewenden.

Ad 18. Ihro Durchlauchtigkeit wollen auff unterthänigstes Anhalten / contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten nicht entrichten (jedoch ausserhalb Land-Tagen und dergleichen / da ein jeder von der Ritterschafft in Persohn erscheinen muß / und keine Deputatio statt hat) die Execution ergehen lassen.

Ad 19. Ihro Durchl. wollen / wie bißhero ihres Orths auch geschehen / denen Visitatoren bey Ihren Verrichtungen gehörigen Schutz und Sicherheit verschaffen.

Resolutiones.

Ad 1. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtig. erklären sich gnädigst dahin / daß Sie denen Appellationibus von der Cantzley ans Land- und Hoff-Gerichte / vermöge des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 5to ihren rechtlichen Lauff gönnen / auch dem Judici ad quem die cognition super relevantia gravaminum in puncto devolutionis überlassen / und die Acta, præstitis prius solennibus, aus besagter ihrer Justiz-Cantzley ediren lassen / jedoch in Casum succumbentiæ die Ahndung reserviret / und vorbehalten haben wollen. Ob aber / wenn des Appellanten Unfug ex Actis prioribus erhellet / das Juramentum ad evitandum periculum perjurii auszusetzen / solches wird billig dem Richterlichen Ermessen / pro circumstantiis caularum, weil auch des Gegentheils Interesse darunter mit versiret / heimgestellet / in Causis Fiscalibus sive mulctarum aber lassen Ihro Durchlauchtigkeit den anmaßlichen gravirten Theil / an statt der Appellation, das beneficium Supplicationis zu / wollen auch auff dessen Begehren die Transmission der Acten an eine unpartheyische Facultät zu Einholung eines Rechtlichen Responsi verstatten.

Ad 2. Gleichwie Ihro Durchlauchtigkeit Intention niemahln gewesen / dem Land- und Hoff-Gerichte in Administrirung der Justiz hinderlich zu seyn / als werden Sie auch / wenn künfftig bey derselben sich jemand über einem und andern von erwehnten Gericht gethanen Spruch beschwehren wird / von Richter und Assessoribus nur ihren Bericht cum rationibus decidendi erfordern / und nach Befindung darauf die Nothdurfft Ihnen rescribiren / jedoch ferner Untersuchung und Revision der Acten / da nöthig / bey anzustellender Visitation, nach Innhalt der Land- und Hoff-

ANNO 1701.

3. Graviret die Partes, daß indistinctè wieder die Appellantes, wenn Sententia prior confirmiret / mit Execution und Fiscalischer Straff verfahren wird / insonderheit wenn expensæ in secunda Instantia compensiret / Sententia allda limitiret / und nicht purè oder gar nicht ad exequendum remittiret wird / dahero per declarationem Constitutionis diesem Gravamini Wandel zu gönnen.

4. Graviret das Land zum höchsten / daß die Vorbescheide promiscuè bey nahmhaffter Pœn angesetzet / und in Entstehung der Comparition, nullis attentis Circumstantiis, darauff exequiret wird.

5. Ein hartes Landes-Gravamen ist / daß nach Vergönnung ungehinderter Appellation, viele Justitz-Sachen von der Justitz-Cantzelley (wohin Sie de Jure alle gehörig) an die Geheimbte / Ambts-Rent- und Lehn-Cammer genommen werden / und dazu davon keine Appellation gestattet werden will.

6. Wenn auch die Cognitio super Gravaminibus beym judice à quo, sub prætextu cognitionis super admissione ad juramentum in denen Cantzeleyen vorgenommen werden wil / und

7. Die Verhöhung der Gerichts-Sportulen über das was dieser wegen in der Hoff-Gerichts-Ordnung und Reversalen verordnet / und versprochen worden / bey den Lehn- und Justiz-Cantzeleyen verhöhet / so wird das Land auch durch beedes beschwehret / und die Processe schwer gemachet.

8. So seyn ferner die Articulirte Libelli, welche per Recessum Imperii novissimum de anno 1654 in Camera auffgehoben / im Hoff-Gerichte sehr beschwerlich.

9. Wie denn auch die Processus Appellationis zu des Landes Beschwerde sehr protrahiret werden / wenn das à practicis so hoch recommendirte beneficium, daß man Instrumentum Appellationis loco libelli repetiren / und similiter ad Acta priora submittiren möge / nicht admittiret werden will.

10. Höchst beschwerlich ist auch / wenn Documenta appellationis von Fürstl. Hn. Hn. Räthen bey Land-Tagen nicht wollen angenommen werden / da juxta dispositionem Recessus Imperii de anno 1654. innerhalb 4. Wochen Appellatio intimiret werden muß / sub pœna desertionis, auch wenn

11. Consense gesuchet werden sollen von denen / die Jure Crediti Lehne besitzen / cum tamen Creditum sit allodiale quid.

12. Wenn die Muth-Zettel der Vorfahren zu produciren / und

13. Alte Possessores der Lehne nun allererst titulum possessionis zu dociren / contra Reversales, wollen angehalten werden.

14. Daß promiscuè keine Supplicationes in theils Gerichten angenommen werden wollen / es sey denn / Gerichts-Ordnung part. I. Tit. 1. §. gemeldte Unsere Land-Richter / & seqq. vorbehältlich.

ANNO 1701.

Ad 3. Ihro Durchl. werden hiebey genädigst consideriren / ob die gesprochene Urtheil pro nova, wenigst in Expensis limitata, oder pro purè confirmata anzusehen / da auff letzten Fall allein Appellantes mit der Straffe billig / auff jenem Fall aber damit nicht zu belegen seyn.

Ad 4. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit seyn Krafft dieses resolviret / verfügen auch hiemit sine ulteriore jussione so wohl an das Cantzelley- als Land- und Hoff-Gericht / in denen Citationibus zur mündlichen Verhör circumspecte zu verfahren / und in denen Justitz-Sachen allein / worinnen die Comminationes pœnæ de Jure statt finden / sich derselben / sonsten aber nicht / zu gebrauchen / wie dann keine Vorbescheide ohne Apparence eines sonderbahren Nutzens für die Partheyen anzusetzen.

Ad 5. Sollen die Sachen / welche contentiosæ Jurisdictionis sind / und worinn die Partheyen wegen ihres privat-Interesse mit einander zu streiten haben / bey der Justitz-Cantzelley gelassen / und dafern etliche derselben bey dem Geheimbden Lehn- oder Cammer-Collegio anhängig seyn / van dannen dahin verwiesen werden.

Ad 6. Ist schon oben sub Imo gravamine begriffen.

Ad 7. Seind Ihro Fürstl. Durchl. Ihres Orts geneigt eine neue billige Taxt-Ordnung so wohl in dem gemeinen Land- und Hoff-Gericht / als in der Justiz-Cantzelley noch innerhalb Jahres-frist verfertigen zu lassen / und vor deren Publication R. und L. mit ihren unvorgreifflichen Monitis darüber zu vernehmen.

Ad 8. & 9. Hierüber wollen Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. salvis articulis probatorialibus bey dem Land- und Hoff-Gerichte eine solche Verordnung machen lassen / die sich mit dem letztern Reichs-Abschiede de anno 1654. vergleiche.

Ad 10. Die Documenta Appellationis gehören nicht auff die Land-Tage / darzu die Fürstl. Räthe restrictim committiret; Zu Hofe aber sollen dieselben bey geziemender Insinuation, der Billigkeit nach angenommen werden.

Ad 11. Consense müssen billig gesuchet werden / und ist solch Lehn-Rechtens und Herkommens; Im übrigen wie infra inter addit. grav. Class. 6. ad 13. Grav.

Ad 12. Ihro Fürstl. Durchl. haben an Dero Lehn-Räthe Befehl ergehen lassen / wegen der Muth-Zettel und deren Producirung nichts / als was den Rechten gemäß / zu verordnen / und in specie, daß Sie bey Suchung neuer Muth-Zettel den vorhergehenden Letzten in Consideration nehmen sollen.

Ad 13. Ihro Fürstl. Durchl. lassen es dißfals bey dem Buchstäblichen Innhalt §. 19. des Assecurations Revers de Anno 1621.

Ad 14. Sey bey allen wolbestalten Gerichten gebräuchlich / und dienet die Advocatos zu hintertrei-

ANNO 1701. denn/ daß Sie von einem Advocato unterschrieben seyn.

Gravamina ex Processibus.

1. Daß dem Außschuß und dem Eingesessenen in Aemtern potestas conveniendi verbothen / und Sie des fals mit harten Mandatis beschweret / auch deren Supplicationes und Schreiben verworffen.

2. Daß auff Land-Tagen schrifftliche Handlungen nicht völlig zugelassen / und schrifftlich nicht allemahl / wenn es nöthig / geantwortet werden wollen.

3. Daß die Gravamina, so altioris indaginis etwa gehalten werden möchten / nach Maaßgebung der Reversalen vor einen nieder gesetzten Gerichte annoch nicht abgethan / noch dazu resolviret.

Additamenta Gravaminum. Class. 1.

1. Wenn bey denen Land- und Deputation-Tagen Serenissimi von denen Reichs- und Crayß-Conclusis keine vollständige Abschrifft / sondern / wenn desfals Steuren erfordert werden / nur bloße Extracte / und solche nicht einmahl vollständig ertheilen. Non obstante, daß die Reichs-Abschiede wollen / daß den Land-Ständen eigentliche und vollständige Abschrifft ertheilet werden soll / wie sie steuren sollen.

2. Wenn Serenissimi difficultiren / die Land-Räthe und Land-Marschalle zu defrayren / non obstante, daß es anders hergebracht / und die Herrschafft versprochen / es bey dem Herkommen zu lassen / und solche Bediente und Ministri die Land-Tage auff eigene Kosten zu beziehen nicht schuldig seyn.

3. Wenn R. und L. von Land- oder Deputation-Tagen einige an die Fürstl. Hofe deputiret / dieselbe daselbst nicht allemahl gehöret / noch Briefe und Supplicationes angenommen werden wollen.

4. Ob treiben / daß Sie die öffters eingeschobene anzügliche Schrifften zurück lassen / und also wie nomine recto zugeschehen pfleget / keine personalia tractiret / unterdessen sollen die extrajudicial Suppliquen / wenn der Principalis Sie eigenhändig unterschreibet / und dieselbige gehöriger maßen sonst eingerichtet sind / angenommen werden. ANNO 1701.

Resolutiones.

Ad 1. Wegen der Conventen lassen Ihro Durchl. gnädigst geschehen / daß der Außschuß vermöge vor diesen ertheilter Fürstl. Confirmation bey dem Land-Kasten zu Rostock / um die dahin gehörige Geld-Sachen zu expediren / zusammen kommen möge / und wollen an statt der durch Todt / oder sonst abgehenden Personen andere von R. und L. zu benennende / auff gehöriges Ansuchen / gnädigst confirmiren. Wenn auch auff Land Tagen etwas vorfallen solte / daß wegen R. und L. an einen oder beyde Höfe auß ihren Mittel Deputatos zu schicken vor nöthig befunden würde / wollen Ihro Durchl. dieselbe gnädigst admittiren und hören / und sich auff ihr anbringen nach Befinden erklahren / solte es aber eine Sache seyn / darüber mehrmahlige Zusammenkünffte der Deputirten erfordert wurden / hat R. und L. solcher Deputation halber zuforderst unterthänigste Anzeige / mittelst Exprimirung der Materie und Benennung der Personen zuthun; und genädigste Confirmation darüber zu suchen / und lassen Ihro Durchl. ratione der etwa vorfallenden Processs-Sachen es bey dem Kayß. Rescripto vom 27. Febr. 1681. auch übrigens bey der Dispositiion §. 3. der letzten Kayserl. Wahl-Capitulation bewenden.

Ad 2. Ihro Durchl. werden dießfals den kürtzesten und richtigsten Weg observiren / gleichwohl der R. und L. Schrifften auff Land-Tägen und andern Diæten / so weit / und so oft es die Nothwendigkeit erheischet / annehmen lassen / und darüber sich hinwiederum schrifftlich erklähren.

Ad. 3. Wissen sich Ihro Fürstl Durchl. des Innhalts der Reversalen wohl zu erinnern / und wenn künfftig einige Gravamina entstehen solten / denen sonsten nicht abgeholffen werden könte / wollen Ihro Durchl. darunter nach Befindung verfahren lassen.

Resolutiones. Class. 1.

Ad 1. Wollen Ihro Durchl. bey Indicirung Reichs- und Crayß-Steuern / das jenige in acht nehmen / was dießfalls die Reichs-Abschiede im Munde führen / und die Hülffe nahment- und eigentlich exprimiren lassen.

Ad 2. Wollen Ihro Durchl. die Defrayrung der Land-Rathe und Land-Marschälle auff Land- und Deputations-Tage / wie bißhero geschehen / übernehmen / und da ein Rückstand von voriger Zeit sich findet / denselben entrichten lassen / es wäre dann / daß man sich dieses Puncts halber anders vergleichen konte.

Ad. 3. Es wollen auch Ihro Durchl. nicht minder / wenn von Land- und Deputation-Tagen an dieselbige einige Deputirte abgeschicket werden / selbige / wie bißhero geschehen / gnädigst hören / ihre Brieffe und Supplicationes, wenn dieselbe geziemend eingerichtet / annehmen / und darüber gehörige Resolutiones ertheilen lassen.

Ad 4.

ANNO 1701.

4. Ob zwar in den Landes-Reversalen ausdrücklich versehen / daß wenn die gnädigste Herrschafft auff Land-Tägen selbst nicht erscheinen könte / sie alsdenn die Ihrigen mit gebührender Instruction dahin schicken und abfertigen wolten / da aber wichtige Sachen vorkämen / da deroselben Gegenwart erfordert würde / Sie sich so dann dergestalt bezeigen wolten / wie es dero Land und Leuten ersprießlich ist. Diesem zu wieder ist von beyderseits gnädigsten Herrschafft in so vielen Jahren keiner zu den Land-Tägen gekommen / wie doch dero Löbl. Vorfahren gethan / besondern es sind die abgeschickte Räthe solcher gestalt gebunden / daß sie das geringste mit R. und L. nicht ausmachen wollen / besondern von allen referiren müssen / worüber denn Zeit und Kosten verlohren gehen.

5. Wenn die Fürstl. Resolutiones nicht ehe und bevor der Modus contribuendi extradiret / ertheilet werden wollen.

6. Beschweret das Land sehr / daß zu den Land-Tagen einige Zeit her / so hart und ungewöhnlich clausulirte Ausschreiben ausgelassen / darinn die Stände nicht allein bey ihren Eyden und Pflichten / damit sie der Herrschafft verwandt / sondern auch sub præjudicio, und uber dem bey nahmhaffter Straffe beschrieben werden / und angehalten werden wollen / Ihr Aussenbleiben per Supplicam zu entschuldigen / auch von Land-Tagen / ohne Special Erlaubniß / sich nicht weg zu begeben / da doch ein jeder / dem es müglich ist / und seine Gelegenheit zugiebet / gerne bey Land-Tagen erscheinet / eines jeden Gelegenheit aber nicht zugiebet / Supplicas zu verfertigen / und den Schluß abzuwarten.

Ad 4. Wird lediglich bey dem Inhalt Art. 23. Reversal. de Anno 1621. gelassen.

ANNO 1701.

Ad 5. Wegen der Extradirung der Fürstl. Resolutionen auff Land-Tägen lassen es Ihro Fürstl. Durchl. bey dem Herkommen bewenden.

Ad 6. Mit Einrichtung der Ausschreiben zum Land-Tage / und deren Clausulen wollen Ihro Durchl. nach der Sachen und Zeiten Umständen verfahren.

Class. 2.

1. Wenn die Land-Räthe ad Negotia publica in Land-Sachen / dazu das Land etwas beytragen soll / oder wobey es sonst interessiret ist / solcher gestalt nicht gezogen werden / wie es die Landes Reversalen erfodern. Innhalts F. 37. de anno 1621. ibid. F. 22. item anno 1572. Assecurat. art. Imo.

2. Wenn in Bestellung der Land-Räthe dem Herkommen nicht gefolget wird / indem aus den jenigen / welche das Land vorschlägt / mehrmahlen keiner von der gnädigsten Herrschafft gewählet / auch von Serenissimis dem Lande kein Subjectum zur Wahl vorgeschlagen worden / non obstante, daß es also Herkommens / wie im Lande notorium, aus den Protocollis zusehen / und da nöthig / mit Fürstl. Schreiben zu bestärcken.

3. Wenn die Land-Räthe nicht in Gegenwart ihrer Collegen beeydiget / und in der Formula Juramenti oder andern Verpflichtungen von dem Herkommen abgegangen wird.

Class. 2.

Ad 1. Ihro Fürstl. Durchl. lassen es desfals allerdings bey den Reversalen bewenden.

Ad 2. In Erwehlung der Land-Räthe behalten sich Ihro Durchl. die freye Hand / aus der Ritterschafft dazu zunehmen / welche sie wollen.

Ad 3. Ihro Fürstl. Durchl. haben die formulam Juramenti der Land-Räthe so gelassen / wie Sie dieselbe gefunden / und finden dieselbe sonsten nicht / daß bey Beeydigung der Land-Räthe die übrige zugegen seyn müssen.

Class. 3.

Ad 1. Wenn die Hertzogthümer Mecklenburg bey Reichs- und Cräyß-Anlagen weder durch Bewerbung gäntzlicher Verschonung / noch durch moderation der Matriculæ sublevivet werden; non obstante, daß dieses Land mehr / als andere / durch den Krieg verdorben / andern diese Sublevation wiederfähret und solches in den Reichs-Abschieden verordnet.

2. Daß grössere Summen diesem Lande auf Reichs- und Cräyß-Tagen zugetheilet werden / als es ohne weitern Ruin ertragen kan.

3. Daß der von der R. und L. ausgestelleter modus contribuendi zu dero Schaden ohne Noth geändert worden.

4. Wenn

Class. 3.

Ad. 1. Ihro Durchl. wollen sich angelegen seyn lassen / wie Sie schon ohne diese Erinnerung aus gnädigster Propension gegen Dero Land und Leute es vorgehabt / gleich andern Reichs-Ständen auch eine moderationem Matriculæ zu erhalten.

Ad 2. Dahin auch das 2te Gravamen zu referiren und auszustellen.

Ad 3. Wie ad Grav. 16. hujus Classis, und wenn bey dem von R. und L. producirenden modo

Con-

ANNO 1701.

4. Wenn unter dem Namen der Reichs- und Cräyß-Steuren auff denen Land-Tagen mehr vom Lande gefodert wird / als das wahre Quantum erfodert.

5. Wenn vor den Reſtanten-Kaſten Fürſtl. Schlöſſer geleget / wider das Herkommen und Reverſalen de anno 1621. §. 18.

6. Wenn die freye Diſpoſition zu des Landes Nothdurfft über die Contributions-übermaſſe E. E. Ritter- und Landſchafft wider die Reverſales und bekandte Rechte will entzogen werden / da doch dieſelbe von jeher und noch anietzo in Poſſeſſione vel quaſi begriffen ſeyn.

7. Daß wegen der Fräulein-Steuer ein mehrers als die Einfache Land-Behde träget / prætendiret wird / non obſtante, daß es wieder das Herkommen / und die Reverſalen anläufft.

8. Daß der Fürſtlichen Aembter Specificationes zu rechter Zeit dem Kaſten nicht eingeliefert werden.

9 Wenn das Fürſtliche Contributions-Contingent immediate ad caſſam nicht geliefert wird.

10. Wenn die zu dieſer Materie Collectarum gehörige von dem Engern Ausſchuß im Februario Anno 1683. der gnädigſten Herrſchafft zugefertigte Monita nicht in Gnaden attendiret / noch auf die Neuen / ſo der Kayſerl. Commiſſion übergeben / reflectiret worden / wie der Ausſchuß ſub A. & B. beſaget.

11. Wenn die dem Engern Ausſchuß zuſtehende Diſpoſition und Direction über die Viſitation und Execution der Contribuenten / und Ratione der Executoren gehindert / und was desfalls beym Ausſchuß geſchehen ſolte / an die Fürſtlichen Höfe gezogen worden. Non obſtante des Schwanſchen Land-Tags Concluli de Anno 1668. der formulæ Juramenti Executorum, eorumque inſtructionis.

12. Daß die Executiones zuweilen ohne Noth koſtbar gemachet werden / zu augenſcheinlicher Ruin der Contribuenten.

13. Wenn auf dieſe Landes-Reſtanten angewieſen worden / ſolche zu bezahlen / die aus den Fürſtlichen Rent-Cammern ihre Bezahlung haben ſollen / non obſtante der Diſpoſition in den Reverſalen de Anno 1621. §. 18. und des Herkommens.

Contribuendi Ihro Fürſtl. Durchl. etwas deſideriren / wollen ſie ſolches E. E. und L. eröffnen / welche dann die defectus zu endern und zu beſſern hat / damit alles auff dem Land-Tage ausgemachet werden könne. ANNO 1701.

Ad 4. Ihro Fürſtl. Durchl. begehren ein mehrers nicht zu fordern / als ſo hoch ſich die Reichs- und Cräyß-Steuren eigentlich betragen / und laſſen es im übrigen bey der Reſolution ad Grav. Imum Claſs. Imæ.

Ad 5. Laſſens Ihro Fürſtl. Durchl. bey den Reverſalen de anno 1621. §. 18. unter der Diſtinction des freywilligen und des Reichs- und Creyß-Kaſtens / ſeines Inhalts / bewenden / und wollen / wenn Sie wegen der Reichs- und Cräyß-Steuren völlig befriediget / das Schloß für dem einen Kaſten wegnehmen laſſen.

Ad 6. Es geben Ihro Fürſtl. Durchl. aus gnädigſten Willen zu / daß ratione præteriti die etwa befindliche übermaſſe von Reichs- und Cräyß-Steuern R. und L. um ſelbige zu des Landes und gemeinen Beſten anzuwenden / jedoch auff gebührliche Berechnung / verbleibe.

Ratione futuri aber ſoll es mit gedachter übermaße alſo gehalten werden / daß davon nur die neceſſaria zur Beſoldung der gemeinen Kaſten-Bedienten / und zu Entrichtung der Unkoſten ſo ſonſten beym Kaſten vorfallen / zu nehmen / was aber als denn noch übrig / davon iſt der gnädigſten Herrſchafft ihre rata, reſpectu des aus den Aemtern beygebrachten Quanti Contributionis auszufolgen / oder alles in den Kaſten der nächſtfolgenden Contribution zu Hülffe zu laſſen.

Ad 7. Dieſen Punct das Quantum der Fräulein-Steuer betreffend / wollen Ihro Fürſtliche Durchl. biß zu nächſtkünfftigen Land-Tage ausgeſtellet ſeyn laſſen.

Ad 8. Die Specificationes aus den Aembtern ſollen zu rechter Zeit erfolgen.

Ad 9. Wie ad Gravamen 6tum in Politicis.

Ad 10. Wegen der Fürſtl. Ambts-Unterthanen Contribution erinnern ſich Ihro Fürſtliche Durchl. des zu Schwan auf damahligem Land-Tage verwilligten modi exequendi, ob Sie zwar annoch nicht reſolviret / daß derſelbe beſtändig bleiben ſoll / gar wohl; Wie aber Ihro Fürſtl. Durchl. die Beybringung der Contribution durch zulängliche Execution gerne facilitiret ſehen / als werden Sie auff die dahin abzielende Monita ehender reflectiren / und dero gnädigſte Reſolution darüber forderſambſt ertheilen.

Ad 11. Werden Ihro Fürſtliche Durchl. die Viſitatoren und Executoren an Einſchickung der Relationen bey den Kaſten / ſecundum formulam Juramenti, und nach der eventualiter approbirten Inſtruction keines wegens hindern / ſondern Sie vielmehr dahin gnädigſt remittiren / und zu Inſtruction-mäßiger Verwaltung ihres Ambts anweiſen.

Ad 12. Wollen Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit alle dem gemeinen beſten ſchädliche Executiones abſtellen laſſen / und hiemit gäntzlich verbothen haben.

Ad 13. Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit werden auf die Contributions-Reſtanten weiter / als Sie befugt / keine Aſſignation ertheilen / und lauffet dieſer Punct mit hinein in Grav. 6tum dieſer Claſs. woſelbſt mehrere Reſolution darüber zu finden.

ANNO 1701.

14. Wenn die Contributiones de Anno 1678. & 79. ohne vorher gehaltene Land-Tage ausgeschrieben und eingetrieben / non obstante, daß es in Reversalibus anders verordnet / item daß es in dem Land-Tags-Schluß de Anno 1677. anders versprochen.

15. Wenn die gnädigste Herrschafft den Modum Contribuendi in Annis 1678. 79. und 80. auch 82. und 83. gegen R. und L. Intention setzet und ausschreibet / und den von R. und L. zu letzt übergebenen Modum Contribuendi ohne Ursache verworffen / non obstante, daß der Modus Contribuendi ad Regalia nicht / sondern den Contribuenten zu setzen gehöret.

16. Wenn in dem Contributions-Edict de Anno 1682. n. 5. asseriret werden will / ob wäre der Modus Capitationis vor mehr als 30. Jahren continuiret / adplacitiret und kein füglicher Modus beyzubringen.

17. Daß in Sammlung der Contribution nicht allein die vorhin gedachte hactenus streitige / vom Käyser aber verbothene Exemptiones, sondern auch noch andere kleinere gegen die publicirte Edicta selbst lauffende Exemptiones e. g. bey denen Pest-Barbierern / Hof-Gerichts-Apothecken / und dergleichen / auch anderer Arth Leute verordnet / gebrauchet / oder doch tacitè zugelassen werden.

18. In dem Assecurations-Revers de 23. Febr. Anno 1621. wird gemeldet / daß der gnädigsten Herrschafft damahls obliegende Schulden abzuweltzen / von E. E Ritter- und Landschafft zugesaget und versprochen / von sothanen Fürstlichen Schulden Zehenmahl hundert tausend Gulden sambt den Zinsen anzunehmen / und also der gnädigsten Herrschafft Schulden abzutragen ꝛc. Und haben diesem zu folge vor hochgedachte gnädigste Landes-Herrschafft in dem Erb-Vertrage de 3. Martii Anno 1621. verglichen / daß wenn einer unter ihnen in währender Contribution mit Tode abgehen solte / so solte nichts desto weniger desselben restirende Quota jetzt berührter Contribution in seine nachgelassene Schulden verwandt werden / und graviret dahero das Land / wenn die gnädigste Herrschafft diese ihre Schuld der 1000000. Gulden mit den Zinsen durch dero getreueste R. und L. nicht haben abtragen lassen / sondern das meiste von diesem Gelde zu sich baar genommen / und dennoch viele im Lande gesessene Creditores unbezahlet / und verschiedene Bürgen in Ungelegenheit stecken lassen.

19. Weil bekannt / daß wegen der Reichs- und Cräyß-Verfassung des nächst abgewichenen Jahres die Hoch-Fürstlichen Häuser Mecklenburg annoch eine ziemliche Summa restiren / unangesehen R. und L. ihr dazu schuldiges Contingent bezahlet hat / so wird darunter das Land unschuldig graviret / und derenthalben unterthänigst gebeten / durch Bezahlung des Residui das Land zu liberiren / und ins künfftige dergleichen zu verhüten / daß zu dem Ende diejenige / welche die Reichs- und Cräyß-Verfassungs-Gelder haben solten / immediatè ad Cassam, mittelst der gnädigsten Herrschafft Assignation, verwiesen werden mögen.

Ad 14. Ob zwar Ihro Fürstl. Durchl. daran keine Schuld haben / so sind Sie doch damit einig / daß / was diesfalls geschehen / Ritter- und Landschafft unpræjudicirlich seyn müsse.

Ad 15. Können und wollen Ihro Durchl. geschehen lassen / daß R. und L. auff Land-Tagen den Modum Contribuendi verfassen möge / jedoch der gnädigsten Herrschafft die Ermäßigung und Approbation vorbehältlich / und bleibet es im übrigen bey der Resolution ad Grav. 3. Class. 3.

Ad 16. Wollen Ihro Durchl. gestatten und zugeben / daß ein ander billiger Modus extra Capitationem begriffen werde.

Ad 17. Ist schon rechtliche Verordnung gemachet / und werden Ihro Durchlauchtigkeit niemand / so dem herkommen nach für seine Persohn steurbar ist / oder steurbare Güter hat / darunter verschonen lassen / wiewol jedoch zu gemeinem besten und Conservirung aller Einwohner des Landes / Leben und Gesundheit / und in andern dergleichen Casibus necessitatis einige Exemption gewissen Persohnen zu ertheilen / der hohen Obrigkeit nicht verboten seyn kan.

Ad 18. Ihro Fürstliche Durchlaucht. sind der gnädigsten Intention ihren väterlichen Creditoren von dem noch befindlichem Nachstande der freywilligen Landes-Contribution, auch sonsten mit billigmäßiger Satisfaction zubegegnen. Wissen unterdessen sich nicht zu erinnern / daß ihrenthalben noch einige Bürgen im Lande unter der Last stecken solten.

Ad 19. Wird sich nicht finden / daß Ritter- und Landschafft die Reichs- und Cräyß-Steuren von nächsten Jahren ab Anno 1682. her völlig bezahlet haben. Wenn aber solches wird geschehen seyn / wollen Ihro Durchl. Sie von fernern Anspruch liberiren und befreyen / und müssen diese Rechnungen dieser Sachen den Ausschlag geben / deren Auffnahm Ihro Fürstliche Durchl. fordersamst veranlassen wollen.

Class. 4.

Ad 1. Wegen der Vor-Jagdten wollen Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit ihren Edictis einen gewissen Terminum, laut der Reversalen de Anno 1621. §. 19. inseriren lassen / und soll nach solcher

Class. 4.

1. Wenn die Vor-Jagdten nach den Erb-Verträgen und Herkommen nicht / sondern auf ungewisse Zeiten zu Schaden der Landbegüterten angestellet werden / und so lange des Guths Herrn

ANNO 1701. Herrn-Jagdt durch dieses Mittel verbothen wird / so lange es den Jägern gefällt.

2. Daß in den Jährlichen Fürstl. Schwerinschen Jagdt-Ausschreiben die Hirsch-Jagdt indistincte denen Landbegüterten verbothen wird / und also auch an denen Orthen / woselbst die gnädigste Herrschafft keine Vor-Jagdten hat.

3. Da auch in den Ausschreiben expresse gesetzet / daß Ihro Durchl. vermöge des Forst-Rechts sich der Jagdt-Gerechtigkeit auch in der verbothenen Zeit überall zu gebrauchen hätte / welches aber wieder das Herkommen / und expresse Disposition der Reversalen.

4. Daß in Ehren- und Nothfällen durch Particulier-Concessiones einem mehr Freyheit in der Jagdt fur andern gegönnet werde / als was die Policey-Ordnung in Ehren- und Noth-Fällen ohne dem verordnet.

5. Daß auch an verschiedenen Orthen die Ausschreiben zur Vor-Jagdt geschicket und insinuiret werden / da Ihro Durchl. die Vor-Jagdt gar nicht haben.

Claſſ. 5.

1. Daß Fürstl. Gustrowscher Seiten wegen des Closters Ribnitz / und Fürstl. Schwerinischer Seiten wegen Liberirung der Bürgen / denen Contracten nicht gefolget / auch sonst in dergleichen das Credit-Wesen mercklich gehindert wird.

2. Wenn wegen der Müntze und deren Gütigkeit und Werth keine Gleichheit in beeden Hertzogthümern gehalten / und darüber denen Commerciis grosser Schade zugefüget wird / non obstante, daß es gantz anders Herkommens und verglichen.

3. Wenn neue Zölle angeleget werden.

4. Wenn nicht allein von Adelichen Gütern Zoll gefodert / sondern auch mehr andere Güter / auch Zollfreye damit beleget werden / unter andern zu Dassau / Grevismühlen / Neuen Buckow / Dobbrahn / bey denen zu Güstrow / und sonst anhaltenden Jahr-Marckten / non obstante daß es anderweiſolcher verflossener Zeit / denjenigen / welche die Jagt-Gerechtigkeit auf ihren Gütern haben / sich des Jagens und Schiessens zu gebrauchen frey stehen. ANNO 1701.

Ad 2. Seynd Ihro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst gewilliget / so viel die Hirsch-Jagt / nicht weniger auch die Vor-Jagdt belanget / denen Reversalen in Anno 1621. in allen nachzugehen E. E. R. und L. darinn keines weges einig Præjudicium zufügen zu lassen / maßen dahin Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Edicta, welche dem alten Stylo gemäß eingerichtet werden sollen / allerdings interpretiret / und damit alle sorgliche Neuerungen abgestellet werden / solcher gestalt denn dem die Hirsch-Jagt bey denen Gutern / allda selbige über Rechts-verwehrter Zeit hergebracht / keine Behinderung oder Einhalt Krafft dieses geschehen soll.

Ad 3. Daß freylich das Forst-Recht von dem Jure Territoriali dependire / nichts desto weniger aber auch obgemeldten 19. F. angezogener Reversal. den gebührenden Nachdruck zu geben / gnädigst reflectiren / jedoch hat es dabey diesen Verstand / da Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gleich zu verbothlichen Zeiten / das Jagen in ihren Aembtern durch ihre Jäger verrichten lassen würden / daß Sie in solcher verbothlichen Zeit / E. E. R. und L. Felder nicht berühren lassen / sich auch der Vor-Jagdt andergestalt nicht / als wie es der 19 F. in den Reversalen besaget / gebrauchen wollen.

Ad 4. Wollen Ihro Fürstliche Durchlaucht. außer Ehren- und Noth-Fällen / deshalber ad Resolut. ad Grav. 15. Polit. hiemit bezogen wird / niemand / ausserhalb / was zu dero eigenen Hofstatt nöthig ist / in der verbothenen Zeit / etwas zu jagen und zu schiessen / ohne bewegende Ursach erlauben.

Ad 5. Ihro Durchlauchtigkeit wollen in Puncto der Vor-Jagdt niemand wieder das alte Herkommen beschwern / noch auch die Ausschreiben wegen der Vor-Jagdt auf andere und mehr Güter / als woselbst Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit die Vor-Jagdt zukommet / extendiren.

Claſſ. 5.

Ad 1. Das Credit-Wesen haben Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit niemahl gehindert / sondern es vielmehr denen Reversalen gemäß zu befordern getrachtet / daß es aber damit zur Würcklichkeit nicht gekommen / daran ist R. und L. selbst schuldig; Ihro Durchlauchtigkeit aber werden darauf bedacht seyn / daß dennoch die Sache ihren Effect, nach Innhalt der Reversalen erreiche. Im übrigen wie ad Grav. 18. Claſſ. 3tiæ und was das Closter Ribnitz anbelanget / wie ad specialissima.

Ad 2. Ihro Fürstliche Durchl. seynd ihres Orths allezeit bereit gewesen / aus der Müntz ein commun Werck zu machen / und Gleichheit darinn zu halten / dabey sie noch beharren.

Ad 3. Wird Fürstlicher Güstrowscher Seiten in facto nicht zu erweisen stehen / und begehren Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit keine ungebührliche neue Zolle zu introduciren.

Ad 4. Wie es mit dem Zoll zu Güstrow bewandt / dessen wollen sich Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit erkundigen / und wieder das Herkommen niemand damit beschweren lassen.

Ad 5.

ANNO 1701.

weiten Herkommens / und den Reversalen, Fürstl. Resolutionen, und Privilegien zuwieder.

5. Wenn E. E. Ritter- und Landschafft die Mittel / die Landes-Schulden zu bezahlen / entzogen / oder nicht vergönnet werden / und dennoch die Ursachen / daß sothane debita nicht bezahlet werden / nomine der gnädigsten Herrschafft E. E. Ritter- und Landschafft imputiret werden will / non obstante des Participations-Vergleichs / und des Landes Zustand / der bey grossen Contributionen nicht zulässet / die Schulden zugleich abzuführen.

6. Wenn R. und L. oder dero Deputirte ohne Verschulden in Schrifften oder mündlich durch die Fürstliche Ministros mit unerweißlichen Imputationibus, als ob jene gegen Fürstlichen Respect, oder das Fürstliche wahre Interesse handelten / indignè tractiret werden / und desfalls mit ihrer Nothdurfft nicht einmahl gehöret werden wollen.

7. Wenn die Schäffer bey denen Fürstlichen Aembtern zu rechter Zeit nicht erlassen / sondern zu Schaden der Landbegüter.en aufgehalten werden.

8. Daß die Kloster-Rechnungen zu Dubberthien in so langen Jahren nicht auffgenommen / sondern von einer Zeit zur andern verschoben.

ANNO 1701.

Ad 5. Ihro Fürstl. Durchl. sind gleichfalls des gnädigsten Erbietens / nach cessirenden andern nöthigen Collecten / den Kasten freywilliger Contribution wieder anrichten zu lassen / damit die auff dem Lande hafftende Schulden daraus bezahlet werden können.

Ad 6. Diese Beschwer-führung wird Fürstlicher Güstrowischer Seiten nicht agnoscirt / wie dann auch Ihro Durchl daran keinen Gefallen tragen; Wenn nur hingegen die von R. und L. sich auch in gebührenden Terminis halten.

Ad 7. Muß specificiret werden / welche Beambten solches gehindert / und approbiren Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit / wenn es ohne rechtmäßige Ursachen geschicht / solches nicht / lassen es auch ihres Orths bey der publicirten Schäffer-Ordnung bewenden.

Ad 8. Die Auffnahm der Dobberthienschen Kloster-Rechnung halten Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit vor nöthig / und wollen dazu gehörige Anstalt verfügen.

Class. 6.

1. Wenn die Hoff-Gerichts-Præsidenten und Vice-Præsidenten an die Fürstlichen Höfe abgefodert / daselbst geraume Zeit aufgehalten / auch wohl auffer Landes verschicket / und dadurch / wider die Hoff-Gerichts-Ordnung / von den Quartal-Rechts-Tagen so wohl / als andern Gerichtlichen Handlungen abgehalten werden.

2. Wenn der Hof-Gerichts-Præsident zugleich / als geheimter Rath bey Fürstl. Höfen bestellet wird / non obstante, daß solches dem Herkommen zu wider / und der Hoff-Gerichts-Ordnung nicht gemäß.

3. Wenn das bey dem Landes-Herrn gemeine und in den Reversalen bestättigte Land- und Hof-Gericht mit versprochener Besoldung der Præsidenten / Vice-Præsidenten und Assessoren / nicht richtig unterhalten wird. Non obstante, daß dadurch das Gerichte in Verachtung gebracht / und viele gute Leute davon abgeschrecket werden / item, daß hiedurch bey der verstorbenen Gerichts-Bedienten Wittwen und Wäysen viele Klagen und Seufftzen verursachet werden / mehr andere schädliche effectus zu geschweigen.

4. Wenn die Ritter- und Landschafft Appellationes intimiret / und Acta requiriret / die dazu nöthige Schrifften nicht wollen angenommen werden / wie in puncto Commercii Salis zu Güstrow und sonst dem Engern Außschuß mehr mahls wiederfahren.

5. Wenn post interpositam appellationem, pendente lite von den attentatis nicht abgestanden / sondern in præjudicium Appellationis die Land-Stände weiter beschweret werden / non obstante, daß es den Rechten / der Land-Gerichts-Ordnung und den Reversalen zuwider.

6. Wenn bey der Lehn-Cammer die Fürstl. Consense über die Contractus und Obligationes, wie auch die Muth-Zettel wider das Herkommen auffgehalten / und nicht ausgefertiget wer-

Class. 6.

Ad 1. Gehet Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Resolution dahin / wie dieselbe die Processe im Land- und Hof-Gerichte an ihrem Lauff nicht zu behindern / eben so wenig den Præsidenten oder einige der Assessoren davon abzuhalten gemeinet / excepta necessitate.

Ad 2. Erinnern sich Ihro Fürstl. Durchl. zwar wohl / daß sie den ietzigen Hoff-Gerichts-Præsidenten mit dem Titul eines Geheimen Raths begnadiget / welches aber der Hoff-Gerichts-Ordnung unabbrüchig geschehen / allermassen Ihro Fürstl. Durchl. Ihn auch mit einem absonderlichen Eyde desfals nicht beleget.

Ad 3. Die Bestellung wie auch die Besoldung des Præsidenten / Vice-Presidenten / und der andern beyden Assessoren / wie auch der übrigen Bedienten / gehöret ad Curam Ihrer Fürstl. Durchl. und wollen Sie gnädigst darauff bedacht seyn / auch die Verfügung thun / daß Selbige ihre Besoldung bekommen.

Ad 4. Sind Ihro Fürstl. Durchl. der gnädigsten Intention, nach intimirter Appellation, auch Requisition der Acten / die desfals übergebende Schrifften an gehörigen Orten ad Acta nehmen zu lassen.

Ad 5. Ihro Fürstl. Durchl. werden dißfals nach Innhalt der Reichs-Satzungen / Käyserl. Wahl-Capitulation auch gemeinen Rechten procediren.

Ad 6. Wollen Ihro Fürstl. Durchl. daß die bey der Lehn-Cammer gesuchte und erkannte Consensus, wie auch die Muth-Zettel denen Requirenten ausgefolget / und selbige damit nicht auff-

ANNO 1701.

werden wollen / wie eine zeithero am Fürstl. Gustrowischen Hofe geschehen ist.

7. Wenn die Formalia in den Lehn-Briefen nach der alten Form nicht eingerichtet / sondern wider Willen der Interessenten darin etwas ausgelassen / oder verändert wird.

8. Wenn die Consens zu suchen indistinctè denen Vasallis und übrigen Possessoribus der Lehne auffgedrungen werden will. Non obstante, daß hiesige Mecklenburgische Lehne auch ohne Consens Schulden tragen / item: daß theils Possessores Jure Crediti die Lehne besitzen / worüber in Grav. Judicial. 12. gehandelt / item non attentâ distinctione inter dominium revocabile & irrevocabile, und daß jenes keinen Consens bedarff.

9. Beschweret die Ritterschafft und Begüterte / daß ihre Unterthanen und andere / so in ihrer Bothmäßigkeit wohnen / wenn die Beamte und andere / so Ansprache an Sie zu haben vermeinen / irrequisito Judice competente, darunter Sie wohnen / für Gerichte gezogen / und daselbst wider Sie erkant wird / da doch dem Adel und Landbegüterten / weil Sie die Jurisdiction haben / prima instantia gebühret.

10. Daß auch mehrmahlen ex injuria privata Fiscalische Processe gemachet werden / zu mercklichem Schaden und Nachtheil der Interessenten.

11. So beschweret auch das Land sehr / daß die Creditores, welche Jure Crediti entweder durch Adjudication, oder durch einen Kauff / oder sonst durch andern rechtmäßigen Titul Lehn-Güter besitzen / die Güter zu Lehn anzunehmen gezwungen werden wollen / da doch solches den Rechten und Herkommen zu wieder / wie imgleichen.

12. Daß den meisten Contributions-Abscheiden inseriret / daß die Creditores, welchen die Güter adjudiciret / schüldig seyn sollen / über die Ihnen adjudicirte pertinentien particulier Fürstl. Consense zu bitten.

13. Beschweret die Ritterschafft absonderlich / daß durch concedirte Accis-Hebung der Stadt Rostock / die daselbst wohnende von der Ritterschafft / mit unter die Accise gezogen werden.

auffgehalten werden.

Ad 7. Wollen Ihro Fürstl. Durchl. in den Lehn-Briefen die alte gewöhnliche Formalien und Clausulen beybehalten lassen.

Ad 8. Resolviren sich Ihro Fürstl. Durchl. dahin / daß Sie nur allein in denen Fällen die Consensus erfodern werden und wollen / da selbige de Jure Feudali & communi, nach Innhalt der Reversalen zu erbitten nöthig seyn.

Ad 9. Erklähren sich Ihro Durchl. gnädigst / daß Sie E. E. Ritter- und Landschafft bey der Ihnen cum Feudo und übrigen Gütern verliehenen Jurisdiction und deren Instanz, durch die Beamte / oder andere beeinträchtigen zu lassen / nicht gemeinet / solcher gestalt Ihro Fürstl. Durchl. einem jedweden seine jurisdiction, um die Sache zu erst / dafern Er anders selbst dabey nicht interessiret / wider die unter seiner Jurisdiction befindliche / zu verhören und zu entscheiden / gnädigst lassen / vorher aber die Cognition für die Justiz-Cantzelley / Land- und Hoff-Gerichte / und Consistorio (es möchten dann simpliciter Consistorialia, oder solche Sachen seyn / welche quoad primam instantiam ans Consistorium, und jetztgedachte hohe Gerichte gehören) zu ziehen nicht verstatten wollen; Es müssen aber auch die von R. und Landschafft den Partheyen gebührlichen und fordersamsten Rechts verhelffen.

Ad 10. Sey klaren Rechtens / daß in denen Injurien-Sachen actio civilis & criminalis erlaubt / solte nun der Fiscalis an der letzten kein Theil haben / noch keine atrocitas injuriarum sich befinden / will vielmehr denen Klägern obliegen / ohne zuthun Fiscalis die actionem Injuriarum Criminalem für sich selbst auszuführen.

Ad 11. Ihro Durchl. wissen zwar von keinem Zwang / Sie lassen es aber desfals bey denen Gemeinen und Lehn-Rechten.

Ad 12. Ihro Fürstl. Durchl. verstatten gnädigst / und lassen gnug seyn / daß wegen der Güter / so per Distributionem verscheidenen Creditoribus zugeschlagen / nur in genere über die geschehene Distribution, nicht aber von einem jedweden Creditore ein particulier Consens seiner ratæ halber noch gesuchet werde / wie denn auch Ihro Fürstl. Durchl. bey particular adjudicationibus die Verordnung in dero Lehn-Cammer stellen wollen / daß deßwegen das sonst gewohnliche Consens-Geld (es möchte dann seyn / daß derjenige / welcher das Adjudicatum erhalten / solches an andere wieder veräusern wolte, nicht / sondern nur das Schreib-Geld dafür genommen werden solle.

Ad 13. Hierüber wollen Ihro Fürstl. Durchl. zuforderst Bürgermeister und Rath der Stadt Rostock vernehmen / und folgends in der Sache / was billig und recht ist / verordnen.

ANNO 1701. **A. MONITA des Engern Ausschusses / de dato Rostock im Februario, Anno 1683.** ANNO 1701.

Bey diesem Creys-Kasten fällt zu erinnern:

DAß nicht / wie Herkommens / die Cräyß-Einnehmer / in Beyseyn derer gevollmächtigen Deputirten des Engern Ausschusses von R. und L. an den Kasten und dessen Einnehmer / besondern wider R. und L. vorhin geschehenes unterthänigstes Ansuchen jeden Fürstl. hohen Orts einseitig angewiesen seyn.

2. Die Executores auch nicht nach dem Land-Tags placito de dato Schwan 1668. und wie solches nach der Zeit allhie in Rostock geschehen / in præsentia R. und L. Deputatorum, sondern theils einseitig beeydiget / auch nicht von R. und L. vorgeschlagen worden / und ihre instructiones in verscheidenen Puncten differiren.

3. Die Restanten nicht / wie R. und L. bey jüngstem Land-Tage mit beweglichen Remonstrationibus gebeten / alle / sondern nur von Anno 1677. biß 80. erfodert / solcher gestalt aber die Summa so hoch nicht würde heraus kommen können / daß man des in Edicto gedruckten andern Termins nicht bedürffe / wie R. und L. allemahl zu höchst-nöthiger Sublevation der Armuth intendiret und verhoffet hat.

4. Daß ob wohl R und L. beym Land-Tage denen Fürstl. abgeordneten Herren Räthen kund gemachet / daß Sie dem gesammten Engern-Ausschuß die Vollmacht bey dieser Cräyß-Steuer auffgetragen hätten / dennoch demselben von Fürstlich-Schwerinischer Regierung gar keine Notification von dieser Diæte geschehen / sondern dieserwegen ein gantz ungewöhnliches Schreiben an die Deputirte der Aemter abgangen / wesfalls Namens R. und L. man billig de præjudicio bey bedingen müssen. Solte auch das an Fürstl. Güstrowischer Seiten inserirte Beding vor dißmahl citra omnem consequentiam wider verhoffen zu R. und L. Nachtheil gemeinet seyn / würde man solches gleichfals bedencklich zu verbitten gemüßiget werden.

5. Daß propter angustiam termini weder denen Engern-Außschuß Deputirten / noch auch alten Restantibus, wenigers in specie nahmentlich die Zeit der Erscheinung kund worden / und dahero sich zur Liquidation besorglich fast wenige einfinden dörfften / welches jedoch wann an Seiten gnädigster Herrschafft ante terminum Solutionis vel potius Executionis R. und L. offtmahliges unterthänigstes Desiderium wegen Exequirung der Restanten hätte mögen statt finden / anjetzo seine Richtigkeit ohne alle Beschwerde hätte haben / und daraus Geld beyhanden seyn können. Wie denn auch kein Zweiffel / wenn diese dringliche überhäuffte Einnahme nur vorbey seyn wird / etwa ohnmaßgeblich in 14. Tagen oder 3. Wochen nach gnädigst angeordneter Verwarung durch die Visitatores die Sache sich ohnschwer zur Richtigkeit wird anschicken können / wenn nur die gnädigste Herrschafft als Gerechtigkeit liebende Landes Väter die sämtliche eingesandte Restanten einfordern zu lassen gnädigst belieben werden. In welcher dann die Einnehmer der überhäuffsten Arbeit sich entladen / und was zu Ihrer Function in einem und andern gehörig herbey gebracht werden müste / desto füglicher werden præstiren können / weil sonsten die jüngere Restanten / und welche biß dahin das Ihrige willig beygetragen / sich desto höher beschweren dürfften / daß man Sie allein vornehmen / und die Alten verschonen wolte / welche doch billig am ersten exequiret werden solten; damit aber hier bey alle etwa besorgende Unbilligkeit / und rigueur verhütet werde / so wird nochmahlen hiebevoriges Erbieten wiederholet / nemlich / daß befindlichen Umständen nach solche Moderation könne gebrauchet / und alles in die Wege gerichtet werden / damit niemand mit fuge sich hierunter zu beschweren haben / mithin auch alle Confusion zwischen Land- und Creyß-Kasten verhütet werden möge.

6. Weil auch die Executio continua & sine intervallo das Land arm / und nur die Executores reich zu machen scheinet / anerwogen denen Contribuenten / welche absque omni mora seyn / wann Sie ihre Specificationes und Geld nach dem Kasten bringen / und wider ihren Willen nicht expediret werden können / und deren theils das Geld allhie deponiren müssen / dennoch beydes wegen der unterdessen Sie bedrückenden continuirlichen Execution, als auch Zehrung sehr graviret zu seyn fast evidenter erscheinen; So müssen hierdurch E. E. Hoch-Fürstl. Hoch-Fürstl. Durchl Durchl. R. und L. Engern Ausschusses Deputati unterthänigst bitten / dieselbe wollen geruhen / denen armen Leuten im Lande zum besten / an die Executores solche Verordnung ergehen zulassen / daß Sie diejenige / welche sich in opera solutionis absonderlich schon auff der Rostocker Reise befinden / zur Bezahlung / oder vorhin ihre Contribution allda zu Verhütung grosser Zehrungs-Kosten / und Versäumniß zu Hauß erweißlich deponiret und parat haben / in der Zeit mit keiner Execution-Gebühr zu belegen befugt seyn / sondern / da Sie keine andere Oerter zu besuchen haben solten / mit Futter und Mahl vorlieb nehmen / oder eine Zeit von 14. Tagen befristen müsten / auch da Sie propter excessum überwiesen werden solten / Ihro Ihro Durchl. Durchl. schwere Ahndung zugewarten haben solten.

7. Als auch ratione der Müntze dem Lande ein unbeschreiblicher Schade zuwächset / und bey nahe guten Theils die Ausgabe bey der Contribution zum fünfften Theil höher kömt / als andern im Lande wohnenden / So werden Ihro Ihro Durchl. Durchl. unterthänigst ersuchet / solches Fürstlich zubehertzigen / und zu Abwendung dero Landes Ruin die harte Müntze und Marckstücke gleich andern benachbarten Landen voll gelten zu lassen / damit sich dadurch die kleine Sorten verliehren / und die Beybehaltung des Landes möge befördert werden / weil sonsten kein ander Expediens auszusinnen / in welchem nicht das Remedium ärger / als die Kranckheit selbst zu seyn fast abläuglich zu mercken sey.

8. Weil auch bey Liquidation der Restanten in Anno 1677. die Fürstl. Aemter nicht wollen zum Vorschein noch Liquidation gebracht werden / damit man auch daselbst die völlige Richtigkeit erhalten möge; So wird unterthänigst gebeten / hierunter den Edictis und Herkommen nachgehen zu lassen / und die Restanten der Aemter nicht dissortes von den andern werden zu lassen / sondern zugleich adjouſtiren.

9. Als auch von verschiedenen Jahren die Rechnungen von den Einnehmern nicht auffgenommen / und wegen Sterblichkeit der Personen / auch anderer Incidentien es hochnöthig seyn will / mit Auffnahm solcher hinterstelligen Rechnungen zu verfahren / so wird es zu Fürstgnädigster Vereinbahrung gestellet / was vor einen bequemen Terminum im bevorstehenden Früh-Jahr Sie dazu bestimmen /

ANNO 1701. stimmen / und dem Engern-Ausschuß bey Zeiten solchen notificiren lassen wollen.

10. Weil auch der 14te Februar. eventualiter nach Malchin wieder einzukommen von den Fürstl. abgeordneten Räthen / R. und L. damahls intimiret worden / aber nicht zu wissen / ob rebus sic stantibus, und da ein jeder mit der Contribution beschäfftiget ist / sondern auch sich andere impedimenta finden möchten / das Ziel in solchem Termino zu erreichen ; So wird gleichfals von Fürstl. Herrschafft in Unterthänigkeit verlanget / sich deßfals nachrichtlich zu expectoriren. ANNO 1701.

Lit. B. Auch ad Additamenta Classis 3tiæ, Grav. 1.

DAmit die Contributions-Visitatores bey währender Käyserl. Commission nach dem Herkommen und Schwanischen Land-Tags Concluso de Anno 1668. wiederum bestellet / und instruiret werden mögen / So ist nöthig

1. Weilen einer von den Güstrowschen Visitatoren legitimè, die übrigen beyde aber wieder die Verträg und das Herkommen beym Fürstl. Hofe / und nicht in Beyseyn R. und L. Deputirten beeydiget / daß dieselbe nunmehro in gewöhnliche Pflicht genommen werden.

2. Weil auch ein Güstrowscher Visitator mangelt / und die übrigen 3. des 4ten Districkt nicht füglich bereiten können / wenn kein neuer bestellet werden solte / daß derowegen einer in der Stadt Mahren wohnhafft / Büsthoff genannt / zu dem Ende / daß er den 4ten ietzo vacanten Platz der Executoren bekleide / und deßfals beeydiget werde / anhero beschrieben werden möge.

3. Weil an Schwerinischer Seiten nur 5. Executores seyn sollen / ietzo aber sich befindet / daß der gedachter Wüsthoff zum 5ten Executore wider des Land-Tags Concluſum de Anno 1668. und wider das Herkommen bestellet worden / daß derowegen dieses wieder auffgehoben / und der gedachter Wüsthoff der Schwerinischen Pflicht und Bestallung zuforderst wieder erlassen werde.

4. Daß denen Executoren und Visitatoren deutlich vorgelesen werde / die zu Schwan Anno 1608. festgestellete instruction und formula Juramenti damit Sie sich darnach bey Vermeidung der in gedachter Instruction exprimirten Straſe richten müssen.

5. Weil aber in gedachter Schwanschen Instruction die angedrohete Geld Straffe nicht eben exprimiret / so würde zu mehrem Nachdruck dienen / daß dieselbe determiniret / und auff jedes dergleichen in der Instruction mit Geld-Buße belegtes Verbrechen / der Verlust des Viertentheils des dem Verbrecher sonst gebührenden Salarii gesetzet werde.

6. Über das / was in besagter Schwanschen Instruction und formula Juramenti enthalten ist / hat sich in praxi befunden / daß nachfolgendes ferner denen Visitatoren und Executoren vorzustellen / und zu injungiren nöthig sey.

1. Daß die Visitatores denen Contribuenten die Specificationes nicht machen / vielweniger die Contribution von den Contribuenten einnehmen.

2. Daß die Visitatores die laut Edicti von den Contribuenten verwirckte Straffe nicht endern / weniger deßwegen mit entzelen Personen / oder gantzen Communen und Dorffschafften einige Handlung pflegen sollen.

3. Daß die Visitatores niemand mit ihren Visitationibus übersehen / sondern alle und iede Contribuenten visitiren.

4. Daß die Visitatores bey denen Executionen sich nicht gantz / oder auff gewisse Maße sollen abkauffen lassen.

5. Weiln aber nicht thunlich fallen solte / bey einen oder andern Contribuenten / daß die Executores so lange bey Ihnen liegen bleiben / biß er völlig bezahlet habe / daß Sie so dann für die Zeit / da Sie anderwärts hinreiten / die Executions-Gebühr fordern sollen.

6. Vornehmlich / daß die Visitatores die jenige Contribuenten mit Abforderung der Executions-Gebühr verschonen sollen / die würcklich ihre Contribution zu bezahlen auff der Reise beweißlich begriffen seyn / oder ihr Geld unter Wegens haben.

7. Daß die Executores, insonderheit diejenige Contribuenten / welche keine Specificationes eingeschicket haben / so lange exequiren / und doppelte Execution fordern sollen / biß Sie die besagte Specificationes beym Kasten eingebracht und justificiret haben.

8. Daß die Visitatores ihre Visitationes unverwarnter Sachen vollstrecken / und vorhero nicht kund werden lassen / an welchem Orthe Sie visitiren wollen.

9. Weil desfalls geklaget wird / daß theils Fürstl. Beambten die Visitatores zwingen wollen / daß denen Beambten vorhero angemeldet werden solle / welche Zeit und Stunde die Visitation bey den Ambts-Bauren geschehen soll / solches aber zu grossem Unterschleiff Anlaß giebet / daß dahero bey denen Beambten dieses gäntzlich verboten / und denen Visitatoren in diesen und dergleichen dem Contributions-Wesen schädlichen Dingen / der Beambten einseitigen Befehlen / nicht zu pariren injungiret werde.

10. Wenn sichs zutrüge / daß von einem oder andern Orthe die Contribution oder Specification nicht erfolgen könte / daß so dann solches und dessen Uhrsachen die Executores denen Deputirten beym Kasten ohnverlängt schrifftlich anzeigen sollen / damit in Zeiten / was hierunter ferner nöthig sey / beobachtet werden konne.

11. Weil auch geklaget / daß die Visitatores, wann Sie in den Fürstl. Dörffern ihre Visitationes verrichten / an dieser ihrer Ambts-Verrichtung offtmahls gewaltthätiger weise verhindert / und sothane Excessus guten Theils ungestrafft bleiben / also daß Sie endlich ihres Lebens nicht sicher seyn / daß hierunter zureichende Anstalt zu machen / daß dergleichen nicht mehr zu besorgen / die Fürstliche Höfe und Beambten bewogen werden mögen / die Executores aber / wenn Ihnen dergleichen Gewalt wiederfähret / schuldig seyn sollen / solches denen Deputirten beym Kasten alsobald anzumelden / damit durch dieselbe behörige scharffe Straffe der Verbrecher beworben werden könne / pro ratione delicti wäre wohl nöthig / daß die pœna exasperiret würde.

12. Weil bey denen Fürstlichen Höfen zuweilen Inhibitiones ertheilet / die Restanten an theils Orthen nicht einzutreiben / desgleichen einige Personen von der Contribution einseitig eximiret werden / solches aber denen Reversalen, Schwanschen Land-Tags-Schluß / auch dem Herkommen und dem Contributions-Werck selbst zuwieder läufft / daß dahero dieses gäntzlich abgestellet werden möge.

Gra-

ANNO 1701.

Gravamina Specialia Sverinenſia.

1. Iſt bey dem in Anno 1677 zu Roſtock gehaltenem Land-Tage ad Grav. ſpec. 3tium gnädigſt verſprochen / daß / wenn die Candidati Miniſterii præſentiret / und von Superintendenten examiniret worden / ſo dann unverzügliche Verordnung wegen Ordination und Introduction geſchehen ſoll. Weil aber ſich nach der Zeit befunden / daß / wenn dieſes alles geſchehen / die neuerwehlt- und ordinirte Prediger über dieſes alles annoch Confirmationem bey Hofe zu ſuchen angehalten werden wollen / ſolches aber dem Herkommen zugegen / und groſſe Unkoſten cauſiret / ſo wird unterthänigſt gebeten / auch hierunter gnädigſten Wandel R. und L. zu gönnen.

2. Währet auch das Gravamen annoch / ſo dicto Anno ſub No. 4. wegen Retaxation der Güter geführet worden / ob gleich gnädigſte Remedirung verſprochen.

3. Ereuget ſich eine neue Beſchwerde / indem die Conſenſe über die Lehne difficultiret werden wollen / ſub prætextu einiges Laudemii, welches jedoch dem Herkommen zugegen / auch in den Rechten in alienationibus neceſſariis nicht ſtatt findet / auch dieſes inconveniens nach ſich ziehet / daß ein jeglicher lieber die adjudicirte Güter Jure Crediti beſitzen / als dieſelbe zu Lehn nehmen / und alſo allendlich die Lehne von nicht Lehensfähigen werden occupiret werden.

4. Weil auch contra Jura & conſuetudinem provincialem der Abſchuß im Lande wil introduciren werden / wenn Lehen-Leute ihre Lehne cum conſenſu, quorum intereſt, verkauffen / und entweder auſſer Landes / oder auch nur aus einem Fürſtenthum ins andere ziehen.

5. Auch iſt eine groſſe Landes-Beſchwerde / daß die Abſcheide bey Vorbeſcheiden von allen Partheyen / die ultra rationem an der Sache intereſſiret / abſonderlich / und in Fiſcaliſchen Sachen von dem beklagten Theil in duplo ausgelöſet werden muſſen.

6. Wer-

Reſolutiones.

ANNO 1701.

Ad 1. Laſſen es Ihro Fürſtl. Durchl. bey der in Anno 1677. ad gravamen tertium dero getreueſten R. und L. ertheilten gnädigſten Reſolution bewenden / ſolcher geſtalt / daß / wenn zuerſt das Mandatum an den Superintendentem oder Seniorem ad examinandum, die Relation von Ihm ad Epiſcopum wegen des examinirten Habilität ergangen / geſtracks / und zu einem mahl die Confirmatio, wie auch der Befehl ad ordinandum & inſtituendum erfolgen ſoll / und keine mehrere Confirmation zu verlangen.

Ad 2. Hat man je zwar vermeinet / es bey der alten Taxa zu laſſen / wornach die Güter indifferenter zu ſteuren hätten / dieweiln aber nunmehro ein neuer Modus contribuendi erfunden / Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit darüber einen abſonderlichen Receſſ ertheilet / ſo iſt derſelbe förderſamſt ad generalem praxin zu bringen / geſtaltſam Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit auch ſolches bey der Königlichen Däniſchen Præſtation, und zwar nächſt künfftigen Michaelis exequiret wiſſen wollen. Weiln aber der Adel im Schweriniſchen Ambte / wegen bißheriger Collecten / mit Gottfried Erivitzen ſtreitig / dieſer / wie aſſeriret wird / ein höhers und mehrers nicht / als das proviſionale remedium austragen kan / præſtiret und beygetragen / hingegen der Adel geklagter maſſen des Erivitzen übrige Portion übernehmen müſſen / ſo iſt wegen dieſes Præteriti, da das Futurum unter den neuen Modum Contribuendi gehöret / die Fürſtliche Reſolution dahin gerichtet / transmiſſionem Actorum ergehen zu laſſen.

Ad 3. Mit dem Laudemio werden Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit ander geſtalt nicht / als nach den Rechten verfahren / und weilen die Ritterſchafft vornehmlich in Feudis die Laudemia in caſum neceſſariæ alienationis verbittet / und die Exempeln nicht allein ex antiquo, ſondern auch dem Fürſtenthum Güſtrow anziehet / und dann Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit die Ritterſchafft wieder das Herkommen zu beſchweren nicht gemeinet / vielmehr æquabilem tractatum, wie an Seiten Güſtrow / als auch in dero Landen verlangen / ſo wird es noch zur Zeit darauff beruhen / ob ein ander Herkommen ex antiquo die Fürſtliche Regierung darthun möge / worüber jedoch die Ritterſchafft / wie billig / gehöret / und ein Reſponſum Juris von einer Juriſten-Facultät eingeholet / biß dahin das Laudemium in caſu neceſſariæ alienationis ſuſpendiret ſeyn ſoll.

Ad 4. Ob das jus detrahendi in Feudis einen oder keinen Platz habe / davon hat das erſte die Fürſtliche Regierung per contrarium zu behaupten / ein Reſponſum Juris, wenn Ritter und L. zuforderſt darüber gehöret / einzuholen / biß dahin der Adel billig damit zu überſehen.

Ad 5. Soll die gedoppelte Præſtation von dem beklagten Theil in cauſis Fiſcalibus keinesweges hinführo bey der Juſtitz-Cantzeley gefordert / in denen übrigen Sachen die Abſcheids-Gebühr von Klägern / Intervenienten und Beklagten / weiter aber nicht / exigiret werden; Solten aber die Intervenienten in mehrer Anzahl unam, non diverſam cauſam foviren / hat man von allen denen nicht mehr / denn vor einen Abſcheid zufordern.

Ad 6.

ANNO 1701.

6. Werden auch einigen Gemeinen gegen die Rechte und Gewohnheit Prediger angedrungen / die Sie vorhero nicht gehöret / noch ihrer Lehre / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn.

Ad 6. Wie in solchen Fällen die Præsentatio bey dem Patrono, dem darunter nicht vorgegriffen werden soll / Commissio ad examinandum, eventualis confirmatio bey dem Episcopo, so erklähren sich Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst dahin / und lassen es dabey bewenden / was deßfalls in denen Reversalibus de anno 1621. §. 12. gesetzet / solcher gestalt / daß auch bey denen die das Jus Patronatus nicht haben / nicht allein denen Gemeinen gegen die Recht und Gewohnheit keine Prediger sollen angedrungen werden / die Sie vorher nicht gehöret / noch ihrer Lehr / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn / sondern auch / und da hinkünfftig einer von Adel / oder die Räthe in den Städten eine Persohn / die Er / oder Sie / zu seinem oder ihrem Seelsorger aus erheblichen Ursachen gerne haben / und befordert sehen möchten / nominiren / und um unsere gnädige Bewilligung und Confirmation unterthänigst anhalten werden / daß Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit dem in gedachten Reversalen gnädigst gethanen Erbieten nachkommen wollen.

ANNO 1701.

7. Wobey wegen der verwüsteten Ambts-Dörffer die Præstationes, so den Kirchen / geistlichen Häusern / Pastoren und Küstern gebühren / den übrigen Eingepfarreten mit auffgebürdet werden / welches sehr beschwerlich und zu remediren gebeten wird.

Ad 7. Sey billig / daß die vorhin unter den Eingepfarreten gewöhnliche proportio præstandorum conservirt und beybehalten / keiner der Eingepfarreten Onere Tertii behelliget / sondern es von denen wüsten Hufen nach als vor genommen / und hierinnen denen Fürstlichen Verordnungen unterm 4. Octobr. A. 1641. und 28. Maji 1645. nachgegangen / jedoch / daß dieselbe / was die Hebung und Salaria der Priester betrifft / weiter nicht wegen der wüsten Hufen extendiret werde / als allein auff das Mißkorn und stehende Pächte an den Orthen / da dieselbe von Alters gegeben / da dann alle übrige Præstationes personales gantzlich cessiren.

8. Daß einige Adeliche Güter an die Aembter gezogen / und denen von der Ritterschafft keine Versicherung geschehen / daß dieselbe Güter dem Adel in denen Aembtern in den Collectis zu Hülffe kommen / oder auch denenselben anderwärts desfalls Satisfaction verschaffet werden soll.

Ad 8. Wie es mit denen Collecten der Adelichen zu der Fürstlichen Cammer ex emto sonsten gelegter Güter künfftig zu halten / das ermessen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit für billig / wenn Sie ihres hohen Orths bey Veräuserung einiger Pertinentien aus dem Ambte der Collecten halber ihr voriges Jus, daß auch ex æquabili ratione die Ritterschafft ihre Gerechtsame nicht weniger zu reserviren / es wäre dann / daß man sich eines andern verglichen hätte / oder auch bey einer befindlichen inæqualität Satisfaction anderwärts geschehe / welche dann auf befindlichen Fall utrinque zu verschaffen.

Specialia de 26. May.

1. Haben Schwerinische Herren Land-Räthe Ursache sich zu beschweren / daß mehrmahlen / wenn Ihnen etwas zu verrichten vom Hofe anbefohlen wird / gantz harte und ungewöhnliche Comminationes angehänget werden / als daß / daferne Sie dieses oder jenes nicht beschaffen / Sie dafür respondiren / item daß Sie den Schaden / so dadurch entstehen möchte / wieder zu erstatten gehalten seyn sollen / und dergleichen / da doch / was solcher gestalt von Ihnen begehret wird / in Ihrem Vermögen nicht ist / und von Ihnen begehrter massen nicht præstiret werden kan.

Ad 1. Wegen der Land-Räthe in puncto scharffer Mandatorum öffters unmügliche Dinge auszurichten movirender Beschwerde / seynd Ihro Fürstl. Durchl. gnädigst gemeint / die Rescripta an dieselbe dergestalt in gnädigsten Terminis abzufassen / dabey subjectam materiam nicht weniger anzusehen.

2. Beschweret sich Berend Friedrich von Bülowen Wittwe / daß in der Passeeischen Concurs-Sache / alle andere attentata zu geschweigen / wegen eines geringen Postes von 490. Gulden der Rentmeister zu Schwerin sich des Guthes Passee angemasset / retaxation und adjudication erhalten / da doch Sie und mehr Creditores durch den neuen Taxt mercklich lædiret / und in Occupirung des Guths gedachte Wittwe höchst graviret / indem Ihr als posteriori Creditrici das Jus offerendi nicht zugestan-

Ad 2. Auff das 2te Gravamen was von seel. Berend Friedrich von Bülowen Wittwen wegen des Guthes Passee vorgebracht / expliciren sich Ihro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst dahin / daß Sie ungesäumte Nachricht von dero Justiz-Cantzeley erfordern / und der Wittwen die Justiz wiederfahren lassen wollen.

Ad 3.

ANNO 1701.

den werden wollen / da doch solches in Jure Communi fundiret / auch durch einen in Fürstl. Justiz-Cantzeley publicirten Abschied Ihr expresse zugewilliget.

3. Beschweret sich gedachte Wittwe von Bülowen / daß Ihr das auf Fürstl. Ordre behandelte / und zu bezahlen anbefohlne Quantum von 4000. Gulden Capital nicht wolle bezahlet werden / ob Sie es gleich zum höchsten benöthiget und dawieder nichts eingewandt werden könne.

4. Ist eine überaus harte Beschwerde / so die Flotowen zum Stüer drucket / indem Sie wegen einer wüsten Feld-Marck Bistorff / im Stifft Bützow belegen / von Ihren Güthern allhier im Lande die Contribution abzustatten gezwungen werden / und desfalls harte Executiones übertragen müssen / da doch dieselbe sich erbothen / jetztberührte Feldmarck fahren zu lassen / und für die prætendirte Contribution hinzugeben.

5. Beschweret sich die Ritterschafft des Amtes Gadebusch gantz sehr / daß Sie zwar vielfältig gesuchet / daß Ihnen das Guth Lovitz / welches vor Jahren ein Dorff gewesen / so theils nach Grevismühlen / theils nach Gadebusch gehöret / möchte beygeleget und incorporiret werden / da doch Ihnen bereits verschiedene Stücke abgegangen / als Steinbeck / Jarmstorff / und dergleichen / überdem auch notorie der Adel des Ambts Gadebusch nur klein wäre / und das Guth bis dato keinem Ambte zugeleget.

6. So befindet sich die Ritterschafft des Ambts Mecklenbutg auch sehr beschweret / indem Ihnen das den Schabbels Erben zustehendes Dorff Wendorff vor etzlichen Jahren wieder entzogen / so an statt Blumenhagen / das von Alters ein Adelich Guth gewesen / und allezeit bey der Ritterschafft gesteuret / gedachten Erben cediret worden. Und ob gleich desfalls per Supplicam bey Hofe Remonstration geschehen / dennoch biß dato keine Remedirung darauf erfolget.

7. Findet sich auch dieses Jahr de novo die Beschwerde wegen Umziehung der Schäffer / indem der Herr Obrister Schack zu Prischendorff einen Schäffer / der jetzo bey dem Hofe Neuschendorff im Amte Schönberg sich aufhält / zu rechter Zeit gemiethet / der Schäffer auch das Gottes-Geld 4. Wochen bey sich behalten / und hernach wieder zurück gesand hat / unterm Vorwand / daß Fürstl. Beamte ihn nicht erlassen wolten / durch welches der Beambten unziemliches Auffhalten grosse Confusion entstehet / und das Land grossen Schaden leydet.

8. Desgleichen hat Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff im Amte Rehna einen Schäffer gemiethet / der sein eigen Unterthan / und dennoch von den Fürstl Beamten nicht erlassen werden will.

9. Der Stadt Sternberg Beschwerde ist auch / daß die Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien von denen an sich gebrachten / zu Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern den Schoß sich wegern abzuführen.

10. Drücket das Land sehr hart / daß die Scharffrichter sich eine zeithero unterstanden / nicht allein Ihre Execution-Gebuhr so hoch zu stei-

ANNO 1701.

Ad 3. Geben Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gedachter Wittwen diese gnädigste Erklärung / wo dieselbe allbereit eine Fürstliche Anweisung von Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit an dero Cammer erhalten / daß Sie gemelter Ihrer Cammer gnädigst befehlen wollen / sich mit der Wittwen Ihrer Forderung halber und wie bey jetzigen Zeiten müglichst zu Ihrer Befriedigung gelangen möge / zu vergleichen.

Ad 4. Der Flotowen Beschwerde belangend / ist dieselbe wieder Recht und gantz unbillig / von denen im Fürstenthum Schwerin belegenen unbeweglichen Gütern im Hertzogthum Mecklenburg zu steuren / welches / da es sich also befindet / Ihro Fürstliche Durchl. gäntzlich abgeschafft wissen wollen.

Ad 5. Was von der Ritterschafft des Amts Gadebusch wegen des Guthes Lövitz angeführet / erheischet die Æquabilität / vermöge Ihro Fürstlichen Durchlaucht. ad Gravamina generalia allbereit ertheilten Resolution, weiln verschiedentliche Stücke / als Steinbeck und Jarmstorff dem Fürstlichen Ambte zugefallen / daß auch ex reciproco die Collecte von besagtem Guthe Lövitz der Ritterschafft hinwiederum zuwachsen müsse / und nächsthin der Ritterschafft im Ambte Gadebusch incorporiret seyn soll.

Ad 6. Die Ritterschafft des Ambts Mecklenburg / in specie das Dorff Wendorff / denen Schabbels Erben zuständig / betreffend / desfalls wollen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit der Fürstlichen Cammer gemessenen Befehl ertheilen / warum man der Ritterschafft besagtes Dorff Wendorff aus der Ritterschafft Collecten gezogen / darüber denn der Küchmeister zu Mecklenburg Rede und Antwort zu geben / auf welchen ergangenen Fall die Fürstliche Cammer darinn billichmäßige Verfügung ergehen lassen soll.

Ad 7. & 8. Was von dem Obristen Schacken zu Prischendorff / und Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff in Unterthänigkeit vorgestellet / desfals lassens Ihro Fürstl. Durchl. bey der publicirten Schäffer- und Gesinde-Ordnung / als darin befindlichen Modulo allerdings bewenden / wornach man sich allenthalben zu reguliren.

Ad 9. Wegen der Kirchen-Oeconomeyen und Hospitalien von der Stadt Sternberg an sich gebrachten zum Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern / als des 9ten Gravaminis, haben sich Ihro Fürstl. Durchl. allbereit dahin gnädigst resolviret / daß solche adjudicirte Güter und Aecker nothwendig cum onere gemeldten Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien zufallen müssen.

Ad 10 So erklären sich auch Ihro Fürstl. Durchl. furs 10te der Scharffrichter und Ihrer bey denen Executionen vornehmenden Excessen hal-

ANNO 1701. steigern / als sie immer können / sondern auch wohl in gewissen Fällen gedoppelt zu fordern / und noch dazu verwehren wollen / daß die Obrigkeit nicht Macht haben soll / einen Scharffrichter aus andern und frembden Orten in der Nähe zu nehmen / sondern ihrer gemachten Austheilung nach denselben offt auff viele Meilweges / und das mit grosser Ungelegenheit holen müssen.

Grav. Nobilium Special.

Über dasjenige / was bereits in denen vorhin verschiedentlich übergebenen Gravaminibus angeführet / ist von der gnädigsten Herrschafft dero Mecklenburgische Ritterschafft absonderlich graviret / und zwar

1. Wider die der Mecklenburgischen Ritterschafft de jure & consvetudine totius Germaniæ, so aus den Reversalen / aus allen Lehen-Rechten / und sonst competirende Steur-Freyheit / in dem 1. Die gedachte Ritterschafft wider ihren Willen Anno 1678. und hernach mit Steuren belegt / und sothane Steuren zu bezahlen mit harten Executionen gezwungen / 2. Zu der Adelichen Lehen-Leute noch mehrer Verkleinerung andere nicht mehr / als sie de Jure exempti aus deme in Comitiis Anno 1677. von den Mecklenburgischen Land-Ständen gebührend übergebenem Modo Contribuendi an Seiten der gnädigsten Herrschafft und in dero Namen ausgestrichen / und in gedacht- und folgenden Jahren / gegen das Herkommen / Reichs-Abscheide und Käys. Decreta von der Steur befreyet worden / so dann 3. indeme Nahmens der genädigsten Herrschafft mit öffentlichen Scriptis beym Käyserl. Reichs-Hoff-Rath nicht anders / als mit-contribuirende Unterthanen / die Mecklenburgische Ritterschafft angegeben werden wollen / da doch solches in facto gantz irrig / und des Adels Steur-Freyheit zuwider ist. Die Hoch Fürstl Resolution darauff wird ohnmaßgeblich folgender Gestalt unterthänigst gebeten.

Daß die Mecklenb. Ritterschafft bey der deroselben obangezogener massen competirender Steur-Freyheit gnädigst geschutzet / und hinführo ohne ihre Bewilligung mit einigen Steuren nicht beleget. Wenn auch der Modus Contribuendi von Ritter- und L. universal gemachet wird / derselbe nicht verändert / sondern darnach / nemine excepto, ins künfftige gesteuret / und was in Processu ad Acta gebracht / der Mecklenburgischen Ritterschafft Steur-Freyheit zu Nachtheil nicht gedeutet werden soll.

2. Hat die gnädigste Herrschafft in dem Modo Contribuendi selbst dero getreueste Ritterschafft beschweret / indem deroselben wider Ihren Willen in annis 1678. 79. 80. &c. Der Modus Capitationis, unangesehen er des Adels Steur-Freyheit / und gemeinem besten in viele Wege nachtheilig ist / dennoch imponiret / und in dem Edicto de anno 1682. asseriret worden / daß der Modus Capitationis über 30 Jahr lang in Mecklenburg continuiret / und kein füglichrer Modus einzuführen gewesen / welches sich aber in facto weit anders befindet / wenn nur die Acta und Steur-Edicta nachgesehen / und die Requisita præscriptionis dabey attendiret werden; hierauff wird die Resolution folgender gestalt einzurichten ohnmaßgeblich gebeten: Daß die Mecklenburgische Ritterschafft mit dem Modo Capitationis hinführo nich beschweret / vielmehr dieser Modus abgeschafft / und was desfals in vorigen Edictis dem zuwiedern gesetzet seyn mag / zu Nachtheil der Ritterschafft Steur-Freyheit nicht verstanden werden soll.

halber gnädigst dahin / daß Sie die Executions-Gebühr allerdings beym Alten lassen sollen / kein gedoppeltes aus einer Urtheil zu fordern / in denen Aemtern / worinnen keine Scharffrichter befindlich / von denen nechst belegenen Oertern und Städten nach Belieben zu nehmen. ANNO 1701.

Jhro / Herrn Christian Ludwigen /

Zu Mecklenburg Fürstliche Durchlauchtigkeit ertheilte gnädigste Resolution, auff die von E. E. Ritterschafft absonderlich movirte Gravamina, und zwar

Ad 1. Erinnern sich Jhro Fürstl. Durchl. gnädigst / wie es denn dero vorige gnädigste Resolutiones ad Communia von selbsten zu Tage legen / daß E. E. Ritterschafft mit ihren Ritterlichen Gütern für einen freyen Stand / vermöge der Reversalen billig zu achten / so beruhet es dennoch lediglich hier auff / daß aus dem vorigen Modo Capitationis, an Ihm selbsten ohne das verfänglich / ein ander und besser Modus, welcher sich mit E. E. Ritterschafft zustehender Freyheit vergleichen könne / vorbehältlich jedoch Jhro Fürstl. Durchl. gnädigsten approbation, erfunden werde / damit E. E. Ritterschafft solcher Freyheit fähig seyn möge / wie denn allbereit bey hiesiger Diæt ein ander Modus Contribuendi mit E. E. Ritterschafft erfunden / welchem aber die Landschafft völlig bißher nicht beygefallen / des fals Jhro Fürstl. Durchl. vigore Jhres über den Modum Contribuendi ausgegebenen sondetlichen Recessus der festen Entschliessung / dem allen / was in gedachten Recess befindlich / gebührenden Nachdruck zu geben / und die Jura Magistratus dabey zu adhibiren.

Ad 2. Weilen die Stände unter sich in einigen Jahren super Modo Contribuendi nicht einig werden können / habe man bey voriger Capitation verbleiben müssen / es soll aber solches nicht in Consequence gezogen werden. Auff die allegirte præscription wird gar nicht reflectiret / dieweilen aber nunmehro ein neuer Modus Contributionis erfunden / so cessiret das Gravamen billig.

Ad 3.

ANNO 1701.

3. Findet sich die Ritterschafft ratione der Lehen-Dienste beschweret / indeme auff die biß-hero in grosser Unbilligkeit gestandene Lehen-Rollen nicht reflectiret / und die tractu temporis dahin verursachte inæquabilität / und prægravationes nicht redressiret / da doch solches von Rechtswegen geschehen solte / und vorhin auff Land-Tägen versprochen.

Die RESOLUTIO hier auff wird gebeten.

Daß Jhro Durchl. die Rectificirung der Lehn-Dienste allerforderſamſt in dieſem Jahre beſchaffen wollen.

4. Beschweret die Ritterschafft / daß eine zeithero wenig aus dem Adel ad officia publica gezogen / und der Nobleſſe viele Gelegenheit ihre der gnädigſten Herrſchafft zu Dienſt tragende ſonderbahre Begierde in der That zu erweiſen / gleichſam benommen / welches jedoch anders in vorigen Zeiten zu der gnädigſten Herrſchafft mit dero Lande Nutzen gehalten worden. Loco reſolutionis wird gebeten.

Daß Jhro Durchl. dero getreuſte Ritterſchafft ad officia publica, und zu ihres Fürſtlichen Hauſes Dienſten bey vorfallender Gelegenheit gnädigſt zu befördern geneigt ſeyn.

ANNO 1701.

Ad 3. Wegen der Lehen- und Mann-Dienſte habe es dieſe bewandniß / daß dieſelbe denen Pactis familiæ annectiret; dieweiln nun dieſes ein gemeines Werck / und auff eine beyderſeits Fürſtl. Reſolution beruhen will / ſo wollen Jhro Fürſtl. Durchl. nach geſchehener Communication mit Güſtrow ſich hierüber weiter vernehmen laſſen.

Ad 4. Sey zwar die Conſtitutio ad officia publica Juris Territorialis, und zu Jhro Fürſtl. Durchl. freyer diſpoſition juxta ſubjecta geſtellet / darum aber Jhro Fürſtl. Durchl. gantz nicht gemeint / den Adel hievon zu excludiren / wie dann ſo wohl die Exempla Majorum, als ihre eigene bey dero Fürſtl. Cantzeley-Gerichten und ſonſten bezeugen: Solcher geſtalt denn E. E Ritterſchafft ſich Jhro Fürſtl. Durchl. gnädigſter Inclination nach befindlichen Qualitäten in Begebenheiten erfreuen mögen.

Gravamina Specialiſſima Suerinenſia.

1. Beſchweret ſich der Adel des Amts Lübtz / daß der Stadt-Voigt zu Parchim ſich eine zeithero angemaſſet / von denen durchgehenden Wahren einen Schilling ohn Unterſcheid zu erfordern; Weil aber ſolches wider das Herkommen / und nur neuerlich zur Ungebühr introduciret / ſo wird gebeten / dem Stadt-Voigt ſolches bey nahmhaffter Pön zu inhibiren / und was hoc nomine gehoben / hinwieder zu reſtituiren.

2. Es beſchweret ſich Herr Hauptmann Biſchwang von Körchow / daß ſein Schäfer Jhm durch ſein Vieh in der Saat groſſen Schaden zugefüget / und als er denſelben betroffen / und ihm ſothanes verwieſen / da hätte derſelbe ihm mit importunen Worten alſo begegnet / daß er auch endlich dadurch bewogen worden / ihm etliche Streiche zu geben / worauff aber der Schäffer ihn ſofort beym Fürſtl. Fiſcal in Schwerin verklaget / und auff ſein Vorbringen ſo viel erhalten / daß ihm 100. Reichsthalter Fiſcaliſche Straffe dictiret worden / und ob er zwar ſeine Gegen-Nothdurfft wider deſſen falſches Angeben eingewendet / ſo hätte doch ſolches nichts verfangen wollen / ſondern es wäre bey dem Erſten geblieben / ja man hätte Jhm auch hinwieder nicht einmahl die Appellation, vielweniger daß er ſolches mit dem Schäffer per ordinarium Proceſſum ausführen möchte / verſtatten wollen

2.) Es beſchweret ſich der Major Peterswald / daß wie er vor 3. Jahren ſein Haußgeräth / ſo er des Krieges wegen nach Lübeck fahren laſſen / habe wollen durch 6. Wagen abholen laſſen / der Zollner zu Zarrenthien deſſen Wagen / ungeſehen des Paſſes / ſo ſie unter des Majors Hand und Pittſchafft bey ſich gehabt / angehalten / von jedem ein Dütgen gefordert / auch ſeinen Diener / weil er ihm das gefoderte nicht geben wollen / 2. Stühle vom Wagen genommen / und biß dato behalten.

Reſolutiones.

Ad. 1. Wegen der Klagten vom Adel aus dem Amt Lübtz / daß dieſelbe von dem Stadt-Voigt zu Parchim angehalten / und zu Erlegung eines Schillings neuerlich conſtringiret worden / ſo ſoll / daſern es ſich berichteter maßen verhält / der Stadt-Voigt zur Reſtitution des zur Ungebühr abgenommenen angehalten / und demſelben ſich deſſen ins künfftig zu enthalten bey nahmhaffter Straffe anbefohlen werden / und der Effect deſſen / in termino 3. Wochen à dato an zu rechnen / erfolgen.

Ad 2. Et quidem Membr. 1. Zum Fall dem von Biſchwangen noch zur Zeit keine Satisfaction gegeben / ſo ſoll demſelben annoch frey ſtehen und zugelaſſen ſeyn / ſeine Befugniß nochmahls ad Acta anzuführen / da dann / und wann zuforderſt das Gegentheil darüber gehöret / darinn von einer auswertigen Juriſten-Facultät geſprochen / und da derſelbe bey ſolcher ausgeſprochenen Urtheil zu acquieſciren nicht gemeinet wäre / darin verfahren werden / wie in Reſolutione ad Gravamina generalia, ſonderlich ratione mulctarum, befindlich.

Ad 2. Hierüber ſoll der Zollner zu Zarrenthien ſo fort vernommen / die Neuerung abgeſchaffet und das Abgenommene und vorenthaltene in termino drey Wochen reſtituiret werden.

3.) Es

Ad 3.

ANNO 1701.

3.) Es beschweren sich einige von der Ritterschafft / daß die Zöllner sich unterstehen / von den Kalecutschen-Hünern / so Sie nach den Städten zu verkauffen senden / allemahl eins / auch wohl aus den besten nehmen / und also einem / der viel Zölle zu passiren hätte / wenig übrig bleiben würden.

Ad 3. Was wegen Abnehmung der Kalecutschen Hüner geklaget / soll als eine Neuerung der Zöllner bey nahmhaffter Straffe verboten / und dieselbe zu Bezahlung der Hüner in termino 3. Wochen angehalten werden.

ANNO 1701.

4.) Beschweret sich Hencke Lützow zu Quaßel gantz sehr / daß vor Jahren von den Schwerinischen Beamten die alte Sude ihm abgegraben und umgeleitet / wodurch ihm seine Wiesen überschwemmet / und die Fisch-Gerechtigkeit grossen Theils abgeschnitten worden / darüber er / wie dieses von denen Beambten zur Hand genommen / so fort bey Fürstl. Cammer geklaget / und hiebevor auff den Land-Tagen um Assistenz gebeten / aber biß dato nicht die geringste Satisfaction erhalten können / da doch dem Herrn Obrist-Leutnant Hundten zu Bandekau / vermöge Fürstl. Abscheids / bereits in Anno 1674. Satisfaction gegeben worden.

Ad 4. Membr. Das Gravamen soll so fort und ungehindert durch billige Wege zum längsten innerhalb Monaths-Frist abgethan werden.

5.) Hauptmann Bülow zu Wöltzow beschweret sich / daß durch einen Fürstl. Corporal und 2 Einspänniger Ihm sein Voigt mit Gewalt vom Hofe genommen / und nach Schwerin in Arrest geführet / unter diesen Prætext, ob hätte er einiger in Hagenow passirter Schlägerey beygewohnet / da doch der Voigt daran unschuldig / das mahl in Hagenow nicht gewesen / sich aber dennoch mit einem Eyde purgiren / und in 7. Tage zu Schwerin in der Corps de Garde sitzen / und sein Geld verzehren müssen.

Ad 5. Soll der Schwerinischen Justiz-Cantzeley so fort injungiret werden / wegen der von dem Hauptmann Bülow zu Wöltzau geklagten Beschwerden in Wegnehmung seines Voigts von seinem Hofe Red und Antwort zu geben / dabey sich der gravirte Bülow anzumelden / und dieser geklagten Beschwerde forderlichste Abhelffung / so ihm hiemit asseriret wird / zu suchen.

3 Beschweret sich Ulrich Negendanck zu Eggerstorff / daß seine Leute von seinem Viehe / so er durch Bützow und Tessien treiben lassen / den Zoll zu erlegen angehalten worden.

Ad 3. Wegen Ulrich Negendancken Beschwerde / daß nemlich von seinem Viehe zu Butzow und Tessien der Zoll gefordert / befindet es sich dieser Gestalt / daß daselbst durchaus kein Zoll befindlich / sondern allein ein Dam-Geld / wovon sich keiner eximiren kan / gefordert wird.

4. Beschweren sich die Schwerinischen Städte zum höchsten / daß Sie mit den so genannten Lagerstat und Quartier-Geldern prægraviret werden.

Ad 4. Wegen der Lagerstat-Gelder / wovon / so viel die Gelder an ihm selbsten belanget / eigentlich die Frage / erklären Ihro Fürstl Durchl. sich gnädigst dahin / dieser movirten Beschwerde gnädigsten Wandel zuschaffen / und die Städte damit zu übersehen / auch sich sonsten ad gravamina generalia zu der Städte Satisfaction und Abnahm erklären wollen.

5. Jngleichen beschweret sich die Stadt Parchim / daß wegen der Oeconomeyen und Geistlichen Schulden vor etlichen Jahren auff anhalten der Herrn Geistlichen eine Fürstliche Verordnung gemachet worden / daß die geistliche Schulden dem Schoß / der doch ein onus fundo inhærens wäre / solten vorgezogen werden / Ja auch von denen wüsten Städten / so den Geistlichen in solutum zugeschlagen / kein Schoß erleget werden wolle / und bittet / daß dieses remediret / und in vorigen Stande / wie es vor alters gewesen / gesetzet werden möge.

Ad 5. Wegen der Stadt Parchim geklagten præferenz in puncto des Stadt-Schosses halten Ihro Fürstl. Durchl. gantz billig und recht / daß der Stadt Schoß zu præferiren / darum denn die Ecclesiastici demselben nachzusetzen / hiemit und in Krafft dieses angewiesen werden.

6. Beschweret sich die Stadt Grabow über den vorhin zu Dömitz gewesenen / vorietzo aber zu Eldena sich befindenden Amtmann Krullen / so einige Jahre hero monopolia exerciret / wenn derselbe nicht nur alles an sich gezogen / indem die Bauren ihm Honig und dergleichen Wahren zuführen / und andere von Jhm annehmen müssen / besondern er hat ein Brauwerck zugelegt / daß niemand in solchem Amte gehöriger Bauren eine Tonne Bier / wofern Sie nicht von ihm geholet / es sey auch auff Hochzeiten / Kirchgangen und Kindtauffen / ob ihnen gleich eine geschencket würde / bey Straffe auszupffen dürffen / wodurch hiesiger Stadt die Nahrung gar entzogen wird / weil dieselbigen Amts-Bauren sonsten von hinnen das Bier geholet / und hat die Stadt in Eldena 3. Krüge gehabt / wird dahero um Remedirung gebeten.

Ad 6. Wegen der Stadt Grabow wider den Amtmann Krullen geführter Klage in puncto monopolii, soll dem Amtmann / weil Ihro Fürstl. Durchl. gantz keine Neurung verstatten wollen / das angelegte neue Brauwerck / und Auffkauffung des Korns / da dieselbe bey angestellter Nachfrage befindlich / in termino 3. Wochen nieder zulegen und auffzuheben / anbefohlen / und demselben mit Ernst Nachdruck gegeben werden.

7. Beschweret sich die Stadt Dömitz / daß Sie für

Ad 7. Der Stadt Dömitz von der Guarnison

ANNO 1701. für andern Städten wegen der Garnison zum höchsten prægraviret / allermassen die wenige annoch verhandene und ausgemergelte Bürgerschafft / derselben nicht allein das Lagerstadt / Feur und Licht geben und reichen / besondern und über das auch die gantze hierin liegende Compagnie mit benöthigter Grasung für ihre Pferde ohn Entgeld unterhalten muß / da sonsten die Stadt für den Ort / so ihnen zur Weyde eingeräumet werden müssen / 30. biß 40. Reichsthaler Heuer haben könte / zugeschweigen der grossen Beschwerde / so das Lagerstatt dieser gedoppelten Einquartierung mit sich führet / denn weiln die Soldaten fast mehrentheils verweibet / und viele Kinder haben / hat mancher Wirth fast keinen Raum in seinem eigenen Hauße / weßwegen er dann seine Nahrung nicht der Gebühr abwarten kan / sondern dieselbe fahren lassen / und nahrloß sitzen muß / und wo in hoc passu der Stadt keine Sublevation geschiehet / wird derselben Ruin nicht ferne seyn / in mehrer Erwegung dieselbe von der Soldatesque nicht die geringste Nahrung hat / sondern alles / was zu derselben Sustentation von nöthen / es sey Brod / Bier oder andere Victualien / ihnen von der Bestung gereichet wird.

8. Beschweret sich die Stadt Schwerin / daß zum grossen Abbruch der Bürgerlichen Nahrung gereiche / daß ihrer unterschiedlich dazu privilegiret werden / frembdes Bier feil zu haben / und auszuschencken / gestalt denn erweißlich / daß jährlich mehr denn 1000 Tonnen frembdes Bier in die Stadt hinein geschleppet werden / dahero die Einwohner gäntzlich um ihre Nahrung gebracht werden / hingegen die andern Städte Ihnen Ihr Brodt dadurch hinweg nehmen.

Ad 8. Wegen geklagter Beschwerde der Stadt Schwerin ad 1.) Ihro Fürstl. Durchl. competiret Krafft Landes Fürstl. Obrigkeit / Privilegia zu ertheilen / und gereichet es zum gemeinen besten / daß Städte mit frembden Bier und Wein versehen werden. Der Frembden Bier- und Weinschenck aber soll allein denen Bürgern / keines Weges aber denen Exemptis, Sie hätten sich denn zuvor mit Bürgermeister und Rath billigmäßig verglichen / beygeleget / und vergönnet werden.

2 Daß man zu den Jahrmarckt-Zeiten / da alsdann ausserhalb der Stadt das Viehemarckt gehalten wird / denen Bürgern und Einwohnern nicht verstatten wolle / eine eintzige Tonne Bier ohne Abstattung 3. Schilling Accile hinaus zuführen / und unter die frembden Jahr-Marckts-Leute auszuschencken / welches vorhin nie herkommens gewesen / welche Neuerung denn der Stadt höchst beschwerlich und præjudicirlich fällt / gestalt ohne dem die gewöhnliche Præstationes an Accise, Matten- und Mahlgeld für das Maltz entrichtet werden / und dahero unbillig ein Ding mit doppelter Accise zu belegen und zu beschweren.

Ad 2. Sey allbereit auff jüngstem Viti-Marck desfalls nach Bürgermeister und Raths Gesuch die Nothdurfft verfüget / und soll alle Neuerung cum effectu abgeschaffet werden.

3. Memb. Daß die Einquartierung der Guarnison und Reuter diese Stadt dermaßen hart drücke / daß es in die Länge nicht mehr zu ertragen / gestalt man die Guarnisons-Last nicht allein schon viele Jahre her / auch zu Friedens-Zeiten / da andere Landes-Stände von dergleichen Beschwerden nichts empfinden / getragen / sondern selbige sich auch von Tage zu Tage ergrössert / und jetzo die monatliche respectivè Service und Quartier-Gelder effectivè schon auf 70. Thaler baaren Geldes hinan lauffen / dahingegen die Bürgerschafft / so diese harte Last ob dem Halse hat / gar wenig und an der Zahl sich kaum auff 130. Mann erstrecket / unter denen doch nicht 20. zu finden / die noch ein Stück Brodts haben / ohne daß auch die armselige Bürgerschafft / ungeachtet der verhandenen vielen Soldaten / dennoch auch selbst / mit Hindansetz- und Versäumung ihrer Nahr- und Handthierung auf die Wache gehen / selbsten die Vices der Soldaten vertreten / und wenn sie dahero für sich und die ihrigen nichts erwerben noch gewinnen können / dennoch nichts desto weniger denen Soldaten ihre monatliche Service verschaffen müssen / dahero es denn kömmt / daß die Bürger allgemählig verlauffen / die Soldaten zum Theil der Bürger-Häuser an sich bringen / und noch darzu / weil unterschiedene / und fast allerhand Art Handwercker darunter und Reuter empfundener / und doppelter Beschwerde halber / soll in gleicher Moderation, wie mit Schwerin verfahren werden. ANNO 1701.

Ad 3. Membr. Mit den Reutern in Fürstl. Residenz und denen dieserwegen prætendirten Lagerstadts Geldern / hat es gleiche Bewandtniß / wie ad Grav. 4tum bereits resolviret / und weilen im übrigen die Moderation eine nöthige Sache / deren sich dann die Stadt auch wegen der Musquetirer, nach jetziger Anlage zur Helffte zu erfreuen haben soll / so wollen auch Ihro Fürstliche Durchl. die Bürgerschafft in der Stadt ausser Nothfällen mit der Wacht nicht beschweren / der Militz durchaus keine Handthierung / noch weniger die Erkauffung einiger Häuser verstatten / sie hätten sich denn des Raths Jurisdiction unterworffen / wollen auch bey Abforderung der Militz nach andern Orten / kein Lagerstat-Geld in ihrer Abwesenheit von der Bürgerschafft erfordern und einziehen lassen.

Ad 4.

ANNO 1701.

unter sind / mit Betreibung solcher Handwercker denen Bürgern in- und ausserhalb der Stadt grossen Abbruch an der Nahrung thun / und ihnen das Brodt gleichsam fürm Maul wegreissen.

4. Daß in der Stadt Schwerin so viele Privilegirte und Eximirte sich befinden / welche zwar die bürgerliche Nahrung mit Brauen / Mültzen / Herbergieren / Ackerbau / Viehezucht / und andern dergleichen bürgerlichen Gewerben mehr / aufs beste und stärckeste treiben / hingegen aber sich denen Stadt-oneribus tam realibus, quam personalibus durchaus entziehen / und der bedrengten Bürgerschafft wieder aller Völcker Recht / da ein jeder der das Commodum hat / billig / und de Jure Naturæ auch das incommodum zu sustiniren schuldig / mit keinem Heller die Last tragen helffen wollen / dahero sie / die wenige Bürgerschafft ohnfehlbar zu Grunde gehen muß / hingegen die Eximirte und Privilegirte mit deren Schaden sich bereichern und empor steigen.

Ad 4. Memb. Die Eximirte / welche bürgerliche Nahrung treiben / sollen davon / so wol in der Stadt Schwerin / als übrigen Städten nach gnädigster billigmäßiger Verordnung zum gemeinen Besten Beytrag thun.

Wegen des Schwerinschen Schelff-Voigts Bierschenckens / wollen Ihro Fürstl. Durchl. von dero verordneten Regierung es in termino 3. Wochen untersuchen / und remediren lassen.

9. Beschweret sich die Stadt Kröpelin,

Ad 9. Auf der Stadt Kröpelin eingereichte Supplique wird

(1.) Daß sie durch das neu angelegte Brauwerck zu Dobberahn zum höchsten graviret / überdem

Quoad 1. Membr. Wegen des Brauens resolviret / wie auff der sämbtlichen Städte gravamen in hoc puncto.

(2.) Der Stadt-Voigt daselbst ab oneribus publicis eximiret werden wollen / wie nicht weniger

Ad 2. Membr. Des Stadt-Voigts halber soll der bereits vorhin Fürst-gnädigst abgegebenen Resolution, so in vorigen Jahren erfolget / der effect gegeben werden / solcher gestalt daß derselbe ab oneribus realibus sich keines wegens entziehen könne noch solle.

(3.) Daß die Stadt Cröpelin in dem letzten Ausschreiben zum Land-Tage præteriret worden.

Ad Membr. 3. So soll auch die Stadt Kröpelin / wenn Land-Tage und andere gemeine Landes-Versammlung ausgeschrieben werden / gleich denen übrigen Städten / wie vorhin / also auch nachgehends erfordert und beschrieben werden.

10. Beschweret sich Victor Friedrich von Winterfeld / daß er Anfangs von den Fürstlichen Jägern wegen der Mit-Jagdt auff den Pamptener Platz / Kauer- und Darsahler Feldern turbiret / und darauff vom Fiscale in der Fürstlichen Schwerinischen Justiz-Cantzeley zu Schwerin in Anspruch genommen / woselbst post cognitionem causæ Er in possessione bestätiget / und Fiscalis ad petitorium verwiesen / welcher auch / so lange Er gedachter Winterfeld / die Feldmarckt quæstionis gehabt / acquiesciret / nachgehends / und wie Er dieselbe an den Rittmeister Ditten verkaufft / in die Cammer gezogen / und daselbst die in der Justitz-Cantzeley für Ihm ausgesprochene Urtheil reformiret worden.

Ad 10. Wegen des von Winterfeldten Beschwerden wieder den Advocatum Fisci in puncto der Jagd / wollen Ihro Fürstliche Durchl. Acta nachsehen / Erkundigung einziehen / und darnach in der Sachen Recht-mäßig verfahren / und unpartheyische Justitz fordersamst administriren lassen / und wenn in possessorio, wie allegiret / allbereit gesprochen / darüber / biß Fiscalis ein anders in Judicio petitorio und zwar in foro competenti erwiesen / und dargethan / billigmäßig halten.

11. Beschweren sich die Buchwaldsche / Crivitzsche / Rantzowsche und Viereggische Fidejussores, daß sie nicht allein von jetztgemeldten Creditoribus auffs höchste gedrenget / und mit Execution beleget werden / sondern auch / daß dasjenige / was von der gnädigsten Herrschafft ihnen dieserwegen versichert worden / zu keinem Effect gelangen wollen.

Ad 11. Wegen der Buchwald-Crivitz-Rantzow- und Viereggischen Fidejussions-Sache / fällt es Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anjetzo gantz unmüglich / laut des Fürstlichen Vergleichs die Bürgen vor jetzo zu secundiren / sie wollen auch keines Weges verstatten und zugeben / daß dieselbe von denen Creditoribus mit Execution beleget werden sollen; Im übrigen sind Ihro Fürstliche Durchlaucht. keines weges gemeinet / von vorigem Fürst. Vergleich abzugehen / davon sie wegen der jetzigen bedruckten Zeiten verhindert werden.

12. So beschweret sich Ulrich Regendanck zu Eggerstorff / daß Er wegen eines Gelübds für Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrich hochseel. Andenckens / wolle in Anspruch genommen und mit der Execution von denen Creditoribus bedreuet werden.

Ad 12. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit sind nicht minder des Erbietens / sich gegen Ulrich Regendancken / wenn bey der Fürstlichen Residentz Er sich einfinden wird / pro justitia & æquitate zu erklären / da Er denn keines weges zu befahren / daß einige Execution von der Creditoren Seiten geschehen soll / allermassen Ihro Hochfürstl. Durchl. bey den Gerichten Ihm assistiren wollen.

13. Ingleichen Johann Bülow / daß / wie Er einen Maleficanten bey Rittmeister Sittmann denunciiret / ihm angemuthet werden wollen / wieder

Ad 13. Auch wollen Ihro Fürstl. Durchl. des Johann von Bülowen unterthänigstes desiderium so fort untersuchen / solches in termino 3. Wochen

ANNO 1701. wieder alle Recht und Billigkeit / die auf solchen Inquisitions-Proceß verwandte Kosten der Fürstl. Cammer zu refundiren.

14. Wiederholet die Stadt Dömitz ihre Beschwerde sub grav. 7. wegen der Milice, und bittet / daß / weilen Sie wegen des grossen Wasser-Schadens sehr ruiniret / Sie billig eine Erstatt- und Erleichterung bey der Contribution genieſſen möge.

14. Die in Parchim wohnende Hopffenführer beklagen sich / was gestalt Sie vor diesem an Zoll-Gelde für ein Fuder Hopffen zu Crivitz 4. ßl. zu Schwerin 8. ßl. und in Gadebusch von jedwedem Pferde für einen Hopffen-Wagen einen Scheffel Hopffen / in natura, und zwar noch für weniger Zeit geben müssen; Wenn nun die Zeiten anjetzo sehr schlecht und nahrloß / und insonderheit auff Hopffen wenig zu verdienen / offtermahls auch ein ziemlicher Verlust dabey wäre / Sie aber / unangesehen dessen allen / zu Crivitz an statt 4. Schilling nunmehro 8. Schilling / zu Schwerin vor 8. Schilling 2. Gulden und zu Gadebusch gleichfalls 2. Gulden geben müssen / als bäthen Sie diesem Gravamini einen gnädigsten Wandel zu gönnen.

16. Beschweret sich das Städtlein Rehna / daß von seel. Hauptmann Levin Harmsen daselbst Ao. 1654. eine Schäfferey / dem Städtlein zum höchsten præjuditz und Schaden angeleget / daher Sie gemüßiget worden / ihr Viehe eines Theils des Sommers auf frembder Weide mit grossen Unkosten und Gefahr treiben zu lassen / und ob Sie gleich grosse Expenſen desfalls angewandt / hätten Sie doch nichts erhalten mögen / dahero Sie es endlich nachgeben müssen.

2.) Daß gedachtes Städtlein nicht so viel Höltzung habe / darinnen ihre Schweine könten feist gemacht werden / und dasjenige Weichholtz und Reht / so auf ihrem Felde stünde / und sie von Alters her hauen und schneiden lassen mögen / ihnen von den Voigten abgenommen würde / welche es nicht zu Jhro Fürstlichen Durchlauchtigkeit / sondern in ihren eigenen Nutzen verkauffen / und noch darzu / wenn Sie jemand von ihnen betreffen / ihre Beile und Axten wegnehmen.

3. Daß es viel grosse und andere Frey-Häuser daselbst gebe / so aber in keinerley Oneribus dem Städlein im geringsten zu Hülffe kämen / imgleichen / daß etliche Amts-Bedienten daselbst / und die Krüger in den Amts-Wohnungen wohneten.

4.) Daß ihnen gleich andern Städten wegen der Lagerstat- und Service-Gelder zu nahe geschehe / indem sie die Soldaten mehrentheils zu Anfangs mit Essen und Trincken etzliche Tage verpflegen / und doch ihr völliges Contingent geben müssen.

5.) Daß Sie die Quartam de Anno 1680. völlig bezahlet / und dieselbe / wie andern Contribuenten widerfahren / ihnen noch zur Zeit nicht gut gethan worden.

Additamenta Specialiſſimorum Suerinenſium

Über dasjenige / so bereits Anno 1681. bey der Deputation zu Rostock von E. E. Ritter und L. übergeben / werden nachfolgende Beschwerde geführet.

1. Von der Ritterschafft im Amte Grevismühlen / daß von dem Zollner daselbst / wenn nur auff dem Lande Dienstbothen von einem Dorffe zum andern ziehen / so wohl von deren Geräthe / als ihren Wagen ein zwiefacher Zoll gefordert wird.

2. Von

Wochen remediren / und ehe solches geschehen / keine Execution wieder ihn ergehen lassen. ANNO 1701.

Ad 14. Der Stadt Dömitz geklagten Beschwerde wegen der Militz, bleibt es bey der ad grav. Speciale 4tum bereits ertheilten Resolution, im übrigen derselben wegen des grossen Waſser-Schadens beyzutreten / wie andern ob casus fortuitos wiederfahren ist.

Ad 15. Die von dem Parchimer Hopffenführer geklagte Neuer- und Erhöhung des Zolls zu Schwerin / Gadebusch und Crivitz / soll / wenn es sich berichteter maßen verhält / abgestellet werden.

Ad 16. Wie denn auch Jhro Fürstl. Durchl. die von der Stadt Rehna angeführte Beschwerde / als wegen angelegter Schäfferey / Holtz- und Rehtwerbung / befreyter Häuser / Beschwerung von der Milice, wenn sichs geklagter maßen verhält / in termino 3. Wochen rechtmäßigen Wandel verschaffen / und dem Städtlein / gleich wie denen übrigen im Lande / die quartam de Anno 1680. remittiren / und desfalls Befehl an die Einnehmer ergehen lassen wollen.

Resolutiones.

Auff die von Ritter- und Landschafft den 7. Maji übergebene neue Gravamina wird folgende Resolution ertheilet.

Ad 1. Den von der Ritterschafft des Amts Grevismühlen wider den Zöllner daselbst angeführten beschwerlichen Zoll belangend / deßfals beruffte sich die Ritterschafft auff das Herkommen / welchem zuwider / so wohl von dem Geräth als von den Wagen / wenn sie nur von einem Dorff zum

andern

ANNO 1701.

2. Von der Ritterschafft in dem Amte Wittenburg / daß der Zöllner zu Zarrenthien / wenn von dem Adel etwas bey ihm durch gefahren wird / wider das Herkommen einen Paß oder Schein fordert / und wenn ihm gleich ein Paß vorgezeiget wird / er dennoch Ausflüchte suche und sage / es wäre kein Ochsen-Kopff darunter / item, er fordere auch von jedweden Wägen etliche Schilling Trinck-Geld.

3. Beschweret sich Ulrich Friedrich von Strahlendorff zu Ströhmkendorff / daß ex Actis provincialibus bekant wäre / wie anxiè sein Seel. Vater geklaget / daß er von denen Beamten zu Redenthien und dem Pensionario zu Ströhmkendorff gar hart graviret / und an seinem Antheil Ströhmkendorff beeinträchtiget werde / indem

(1.) Schon zu Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Zeiten / in dem Dorffe Ströhmkendorff / worin Ihro Fürstl. Durchl. einen / und gedachter Paul Ulrich von Strahlendorff den andern Hoff hat / 2. Scheuren und ein Schäfer-Rathe von denen Beamten auff die gemeine Freyheit gebauet.

(2.) Die gemeine Weyde nicht allein von Ihro Fürstl. Durchl. Hofe Ströhmkendorff vollenkommen und überflüßig betrieben würde / sondern daß auch von andern Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Höfen als Redenthien / Farben / bey Sommers-Zeit eine solche Menge an Pferden / Ochsen und andern Viehe getrieben würde / daß sein Ulrich Friedrich von Strahlendorffen und der Unterthanen Viehe verhungern und verschmachten müste / zugeschweigen / daß das Weyde-Geld für das frembde Viehe / so bey diesem Guthe sonst allemahl ein grosses getragen / ihm dadurch entzogen würde.

(3.) Ihro Fürstl. Durchl. Pensionarius zu Ströhmkendorff sich viele Jahre hero der Schäferey auff dem Ströhmkendorffer Felde de facto und allein gebrauchet / da doch die Schäferey zu beyden Höfen gehörete / und ein jeder für Alters einen Schäfer gehabt / und ob zwar Ulrich Friedrich von Strahlendorff für wenig Jahren eine Schäfferey wieder angeleget / so würden doch von dem Fürstl. Pensionario mehr Schaafe gehalten / als ihm zur Helffte zukommen könten / so hätte er auch wegen des unerträglichen Schadens / der so wohl seinem seeligen Vater / als ihm wegen verwehrter Schäferey / in so vielen Jahren zugewachsen / keine Satisfaction erhalten können.

(4.) Geschihe ihm sehr ungleich / indem von Seiten Ihro Fürstl Durchl. zu dem Hofe von andern Orten gewisse Dienste geleget / welche nicht allein mit grosser Anspannung / sondern auch mit vielen ledigen und Wechsel-Pferden das Feld betrieben / wenn sie zu Hofe dieneten / und der Weyde grossen Schaden zufügten / ohne daß demselben bißher die geringste Erstattung dafür wiederfahren.

4. Ist höchst beschwerlich / daß ein Baur Namens Hanß Pinnow / mit dem seinigen und dessen zubehör / so anjetzo in Banschow wohnet / denen Landes-Reversalen zuwider / von den Schwerinischen Beamten nach Grubenhagen / woselbst er ein Erb-Unterthan ist / nicht wolle abgefolget werden.

andern geführet / ungewöhnlicher Zoll prætendiret und gefordert wird / daß Ihro Fürstl. Durchl. an solcher erfindlichen Neuerung keinen Gefallen haben / besondern solches gäntzlich abgeschaffet wissen wollen. ANNO 1701.

Ad 2. Vernehmen Ihro Fürstl. Durchl. der Ritterschafft im Amte Wittenburg Beschwerde wider den Zöllner zu Zarrenthien / daß er nicht allein keine beglaubte Pässe annehmen wolle / sondern auch mit ungeziemenden Worten ausfahre; So fordere er auch von allen Wagen etliche Schilling Trinckgeld / desfals ihm committiret werden sol / sich bescheidentlich zu verhalten / beglaubte Pässe anzunehmen / auch von jedem Wagen durchaus kein Trinckgeld zu fordern / und zum Fall er dagegen handeln würde / derselbe exemplariter bestrafft werden solle.

Ad 3. Den halben Theil seines des Strahlendorffen Guthes Ströhmkendorff / und verschiedentliche Beschwerden belangend / versprechen Ihro Fürstl. Durchl. selbige in den nechsten drey Wochen / bey Fürstl. Cammer / fürgehends billigmäßiger Cognition, abzuthun / und bemeldten von Strahlendorffen die hülffliche Hand zu Abstellung fernerer Klagten zu leisten.

Ad 4. Die Restitution eines Bauren / Namens Hanß Pinnow / in Banschow nacher Grubenhagen betreffend / wollen Ihro Fürstl. Durchl. denen Landes-Reversalen zu geleben / nachdrücklichem Befehl ergehen lassen / um so vielmehr / weil der Land-Rath Moltzahn sich vorhin zu billigen

ANNO 1701.

5. Beklaget sich die Wittib von Bulowen zu Kritzow / und die ihrige gantz wehemüthig / daß sie auff ihr bey Fürstl. Schwerinischen Cammer zinßbaar stehendes Capital in vielen Jahren keine Zinsen bekommen / obgleich das Capital an sich eine bey Hoch-Fürstl. Cammer bekäntliche Schuld / und vorhin jährlich verzinset worden.

6. Beschweren sich Bürgermeister und Rath der Stadt Wahren / daß nach Abdanckung der jüngsten Krieges-Völcker / sich so viele Kramer auffwerffen / welche nicht allein das Land durchstreichen / ihre Wahren auff den Dörffern verkauffen / besondern sich gar in den Dörffern häußlich nieder lassen / und allerhand Krahm / wie in den Städten / feil haben / wodurch die Kramer in den Städten verdorben werden.

7. Beklaget sich Bürgermeister und Rath der Stadt Parchim / daß sie auff gnädigsten Befehl Jhro Fürstl. Durchl. Unsers gnädigsten Herrn vier Brücken / die allesamt kurtz zuvor mit grossen Kosten repariret / und eine Mühlen-Arcke ändern und verweitern müssen / allein dieser Ursachen halber / daß der Amtmann Krull und Hanß Grantz ihr Holtz / so sie gekauffet / und ihren eigenen Nutzen und Vortheil dabey gesuchet / für ihren Mühlen nicht aufflösen und ungehindert durch flößen könten / und dieses alles bald bey Pœn, daß Jhro Fürstl. Durchl. ihre Mühlen in Possession nehmen wolten / bald bey Pœn 500. Reichsthaler Straffe / und anderweitiger ihnen nicht wohlgefälliger Verordnung / daher denn dieselbe verlanget / daß ihnen von bemeldten Amtmann Krullen / und Hanß Grantzen solche Baukosten erstattet / und wenn sie hinkünfftig mehr durchflößen würden / ihnen gewisse Erstattung zu thun / daß ihre Mühlen so lange stille stehen und nichts verdienen können.

8. Es wird auch wegen der Stadt Schwerin unterthänigst gebeten / weiln derselben nachfolgende Beschwerungen anliegen / Jhro Fürstl. Durchl. wolten gnädigst geruhen / zu veranlassen / daß selbige abgethan werden möchten.

(1.) Dem Holtzvoigt zu Schwerin ist ausserhalb des Sichenbaums / jedoch gar nahe darbey ein Hauß gebauet / zu dem Ende / daß er darinn wohnen / und auff die einfahrende Baur-Wagen / so mit Holtz beladen / desto besser Achtung geben könne; Es ist aber nie dorten ein Hauß gestanden / vielweniger bürgerliche Nahrung darinn getrieben; Es unternimmt sich aber dieser Holtzvoigt / bürgerliche Nahrung zu treiben / indem er darinn herbergieret / selber brauet / und jedermänniglich / der es nur begehret / das Bier verkauffet / worunter die Stadt und arme Bürgerschafft / sonderlich die vom Brauwerck sich allein ernehren / und davon nach dem ersten Stande zum härtesten contribuiren müssen / mercklich leyden und in ihrer Nahrung beeinträchtiget werden / von solcher treibender bürgerlicher Nahrung aber Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit keinen Vortheil / sondern nur Schaden haben; indem bey selbigen Holtzvoigt die Bauren / wenn sie wieder aus der Stadt kommen / und ein wenig Geld gelöset / einkehren / sich toll und voll und also das wenige Geld mehrentheils bey ihm wieder verfauffen / und wird dahin gestellet / ob der Holtzvoigt mit den Bauren auch deßwegen nicht connivire / und

Conditionen, zu Hinterlassung der Hof-Wehr / wie auch der Helffte ihrer Kinder respectu der Mutter / als aus dem Hertzogthum Mecklenburg Schwerinschen Theils bürtig / offeriret / und erbiethig gemacht. ANNO 1701.

Ad 5. Wegen der Wittwen von Bülowen zu Kritzow bey Fürstl. Cammer habender / als bekäntlich agnoscirter Schuld-Forderung / wollen Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst / daß der Wittwen jährlich die Zinsen abgeführet / und mit ihr desfals Richtigkeit gemachet / und die Liquidation nicht allein zugeleget / besondern auch / was deroselben etwa annoch restiren möchte / durch leidliche Termine baar abgeführet werden solle.

Ad 6. Sonderlich wegen der Burgermeister und Rath zu Wahren / der Stadt zum præjudiz auff den Dörffern einschleichender Krämer / und Verkäuffer / befinden Jhro Fürstl. Durchl. solchen Unstand / als den Städten überall verfänglich / keines Weges zu leiden / sondern wollen denselben aller Orthen mit ernstlichen Verboth / und sub pœna Confiscationis gäntzlich abgeschaffet wissen.

Ad 7. Auff Burgermeister und Rath zu Parchim ihrer erweiterten 4. Brücken und Mühlen-Arcke halber / sonderlich dem Amtmann Krullen und Hanß Grantzen zu gute / angeführte Beschwerde / da lassen es Jhro Fürstl. Durchl. lediglich bey dem jenigen bewenden / daß ein jeder seine Brücken / und also auch Bürgermeister und Rath dieselbe in erbaulichem Stande erhalten müssen / deßfals besagter Amtmann Krull / und Hanß Grantz dahin anzuhalten / daß sie wegen veranlasseter übermäßigen Baukosten Burgermeister und Rath billigmäßige satisfaction verschaffen / auch im übrigen wegen künfftiger Kosten / auch Abgangs an denen Mühlen-Intraden sich mit dem Senat vergleichen / biß dahin aber sich des Flößens enthalten / oder gewärtig seyn sollen / daß sie zu Parchim für und unter den Brücken angehalten werden mögen.

Ad 8. Auff Bürgermeister und Rath der Stadt Schwerin übergebene letztere Gravamina und zwar

Ad 1. membr.) Soll dem Holtzvoigt ausserhalb des Sichenbaums ernstlich verboten und gehemmet werden / keine Bürgerliche Nahrung der Bürgerschafft zum præjudiz zu treiben / das Bier allein aus der Stadt von den Brauern zunehmen.

Ad 2.

ANNO 1701.

und ob auch nicht die Acciſe untergeſchlagen werde / weil das Maltz auſſerhalb der Stadt kan gemahlen werden / bitten demnach Bürgermeiſter und Rath unterthänigſt / daß ſolche bürgerliche Nahrung dem Holtzvoigt möge verbothen werden.

2. Unternehmen ſich auch andere / ſo fürm Thor wohnen / denen man endlich das Krugen oder Bierſchencken zu gönnen hätte / gleichfals des Brauwercks / worüber die Brauer in der Stadt gleichfals Schaden in ihrer Nahrung leiden / bittet demnach Burgermeiſter und Rath unterthänigſt / daß ſelbigen Leuten das Brauwerck möge verbothen / und daß ſie das benöthigte Bier aus der Stadt holen / injungiret werden.

3. Der Gärtner ſo fürm Thor wohnet / Namens Bartold Evers / iſt nicht in Fürſtl. Dienſten / prætendiret aber exemption, gebrauchet aber bürgerliche Nahrung mit dem Herbergieren / Mültzen / Brauen und Ausſchencken des Biers / da er doch der Stadt nicht mit einem Heller in denen Oneribus zu Hülffe kömmt / bittet demnach Bürgermeiſter und Rath unterthänigſt / daß demſelben ſolche bürgerliche Nahrung und in ſpecie das Brauwerck möge verboten werden; und wenn ihm ja endlich das Herbergieren und Krügerey erlaubet werden könte / er dennoch deßwegen der Stadt Onera mit tragen helffen / auch weil er nicht in Fürſtl Dienſten / den Bürger-Eydt zu Rathhauſe abſtatten müſſe / zumahlen er in Bürgermeiſter und Raths Jurisdiction wohnet / und bey ſeinem Hauſe einen groſſen Garten hat / darin etliche Scheffel Korn geſäet werden / er aber aus demſelben mit ſeiner Gärtnerey ſich reichlich ernehren kan.

Gravamina Specialia Guſtrovienſia.

1. Bey dem §. 15. Reverſalen kommt unterthänigſt zu erinnern / was beym Zoll zu Tornow in dem Guthe derer von Buchem fürfält / da berichtet wird / daß der Zoll vor Alters nicht / ſondern Anfangs beym Wallenſteiniſchen Dominat allda introduciret / nachgehends von den Buchen ſtets beygeſprochen worden / auch Ihro Durchl. Land dadurch ſehr beſchwehret wird / da an Churfürſt. Seiten der Weg / der ſonſt ungleich näher und beſſer iſt / für der Hand denen in Ihro Durchlauchtigkeit Land Wohnenden verboten / und dieſelbe einen groſſen Umweg auf Zedenick zu nehmen wollen gezwungen werden.

2. Daß Ritter- und Landſchafft Ihro Durchl. Lande den Vorſchuß / welchen Sie vor etliche Städte in nächſter Chur-Brandenburgiſchen Belägerung auf Ihro Durchlauchtigkeit Vermittelung thun müſſen / verſprochener maßen nicht wieder fähig gemachet werden

3. Daß die Obligation wegen der Fineckiſchen Stipendien-Gelder Ritter- und Landſchafft noch nicht wieder bekommen / ob gleich das Geld aus dem Hof-Gerichte / woſelbſt es deponiret geweſen / von Ihro Hoch-Fürſtlichen Durchlauchtigkeit gehoben worden / dahero Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit unterthänigſt erſuchet werden / die gnädigſte Anſtalt zu verfügen / daß entweder die Obligation extradiret / oder das Geld ad depoſitum wieder gebracht werden möge

4. Eine gleichmäßige Bewandtniß hat es auch mit denen in der Cancellaria verſchiedentlich deponirten Geldern / die daſelbſt gleicher geſtalt nicht zu befinden / alſo den Rechten nach / billig wieder herbey zu bringen ſeyn.

5. Weil das in denen Reverſalen reſervirte alte Jäger-Ablager bey dem Cloſter Malchow

ANNO 1701.

Ad 2. Membr. Soll keiner auſſerhalb der Stadt / der ſich des Krugens anmaßet / ſich des Brauens zum feilen Verkauff unterfangen / ſondern wie ad 1.) reſolviret / das Bier aus der Stadt von der Bürgerſchafft nehmen / das frembde Bier aber zu verkauffen ihnen gäntzlich verbothen werden.

Ad 3. Membr. Eine gleiche Bewandniß hat es mit dem 3ten Gravamine wider den nunmehro verſtorbenen Gärtner Bartold Evers / jetzo deſſen Erben belangend / daß dieſelbe zwar ſich des Herbergierens gebrauchen / keines weges aber zum Verfang der Bürgerlichen Nahrung ſelbſten brauen / ſondern das Bier von der Bürgerſchafft aus der Stadt nehmen mögen und ſollen.

Wie ſie dann auch ſich mit Burgermeiſter und Rath der ihnen vorgeregter maſſen zugelaſſener Nahrung halber erkäntlich abfinden und vergleichen ſollen.

Reſolutiones.

Ad 1. Daß weil die Sache bey der Fürſtl. Güſtrowſchen Juſtiz-Cantzeley zwiſchen den Fürſtenbergiſchen Creditoren / und dem von Buch recht-hängig / daſelbſt die Cognitio und der Ausſchlag Rechtens abzuwarten / unterdeſſen / wenn beglaubte Nachricht von dem in dieſem Gravamine angezogenem Verboth beygebracht werden könnte / werden Ihro Fürſtl. Durchl nicht ermangeln / die Nothdurfft deßwegen an Churbrandenburg gelangen zu laſſen.

Ad 2. Um dieſem Gravamini rechtlicher Arth nach abzuhelffen / ſey beygehendes Mandatum de ſolvendo cum clauſula an die Städte / vor welche der Vorſchuß geſchehen / erkant / alldieweilen dieſelbe ante condemnationem darüber billig zu hören.

Ad 3. So bald ſich die Fineken anmelden werden / ſoll ein kurtzer Terminus zu Fortſetzung der veranlaſſeten Commiſſion beſtimmet werden.

Ad 4. Wenn jemand ſich deswegen bey Ihro Fürſtlichen Durchlauchtigkeit anmelden wird / wollen dieſelbe / was recht iſt / ergehen und geſchehen laſſen / alſo daß keine Querelen mehr nöthig ſeyn / ſondern einem jeden rechtliche Satisfaction wiederfahren möge.

Ad 5. Weil Ihro Fürſtl. Durchl. und dero Vorfahren weit über Menſchen Gedenckens Zeit

ANNO 1701. nicht allein dahin gerathen / daß durch das gantze Jahr Wild-Fuhren geschehen müssen / sondern daß mit andern Fuhren / welche nur an Menschen und Wahren fast aus allen im Stargardischen Crayß belegenen Aembtern begehret / zum grösten Ruin bemeldten Klosters / und Verlust derer Unterthanen schuldige Dienste fatigiret werden; Als ist gnädigste Remedirung dieses Gravaminis, und daß ohne Ihro Durchlauchtigkeit Special-Verordnung dergleichen nicht geschehen möge / vermittelst Publicirung derselben unterthänigst zu bitten.

ANNO 1701. die Fuhren Quæstionis sine interruptione gebrauchet / wollen Sie die alten Acten nachsehen lassen / und sich nach Befindung dieses Puncts halber ferner erklähren.

6. Weil dem Herkommen zuwieder / die Fürstliche Verordnungen an dem Stargardischen Crayß / und in dem Ambte Stavenhagen nicht an die Land-Marschälle daselbst / sondern an einige Privatos unter dem Adel zu verschiedenen malen ergangen / welches allerhand Schwierigkeiten und Confusion verursachet / so wird auch um dessen Remedirung unterthänigst zu bitten seyn.

Ad 6. Wenn das allegirte Herkommen gehöriger maßen wird docuret seyn / wollen Ihro Fürstl. Durchl. sich darauff gnädigst und rechtlich erklähren.

7. Daß auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit getreuester Ritterschafft von denen tempore belli gewesenen Commissariis in denen Aembtern / bey Ihren Angelegenheiten die Zusammenkünffte wollen untersaget werden / und solches gleichwol gegen die von Städten zu compariren / als denen solches nicht verwehret wird / der Ritterschafft zu höchster Verkleinerung gereichen wolte / so leben Sie der unterthänigsten Hoffnung / es werden ihre redliche Actiones zeigen / daß Sie zu dergleichen niemahlen Uhrsache gegeben haben / dahero Sie auch gnädigere Propension und Aufhebung sothanen Verboths / unterthänigst bitten und hoffen.

Ad 7. Ihro Fürstl. Durchl. erinnern sich nicht / daß wenn die Ritterschafft in einem oder andern Ambte zusammen kommen wollen / sie solches bißhero gehindert / derowegen dieß Gravamen in facto irrig.

8. Beschwerlich ist auch die Abforderung der Acten und Inhibition ans Hof-Gerichte / wie in Causa Ritter- und L. contra Knegendorffen geschehen / zumalen da der ex officio veranlassete Fiscalische Inquisitions-Processus ins Stecken gerathen / und nicht zum Stande gebracht wird.

Ad 8. Die Knegendorffsche Sache ist schon bekandter maßen gütlich gehoben / und läufft das übrige in das Gravamen secundum Judiciale hinein.

9. Nicht weniger / daß gesessene von Adel im Lande bey den Cantzeleyen mit Arresten wegen Geld-Straffen beschweret werden / wie Bassewitzen begegnet.

Ad 9. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen in causis mulctarum niemand / sonderlich die im Lande gnugsam gesessen / über Gebühr mit Arrest nicht beschweren lassen / sondern nach Befindung denen Condemnatis ein Laxamentum temporis indulgiren.

10. Beschwerlich ist / wenn in einem in Neulichkeit gedrucktem Fürstlichen Befehl / die Zauberey betreffend / sub dato 18. August. jüngsthin / die von der Ritterschafft so gar denen Richtern und Räthen in den Städten nachgesetzet worden.

Ad 10. Ist per errorem des Concipienten geschehen / und tragen Ihro Fürstl. Durchl. daran keinen Gefallen.

15. Als auch in der Fürstlichen Lehn-Cammer keine auscultirte Copiæ zum Beweißthum wollen angenommen / sondern Originalia desideriret / Scheine aber zurück zu geben verwegert / und dennoch die Consense nicht erfolgen wollen / sondern die Sachen unexpediret lange Zeit zurück behalten werden / und aber Sterbens-Fälle bey solchen Umständen die Interessenten leicht graviren könten / so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um gnädigste Verordnung zur Beschleunigung der Retradition, und Sachen Expedition unterthänigst gebeten.

Ad 11. Ihro Fürstl. Durchl. haben denen Lehn-Räthen schon gnädigst befohlen / daß Sie das / was hier gebeten / gebührend beobachten / und ohne rechtmäßige Ursache die exhibirte Originalia nicht zurück zu halten / und wenn die Zurückhaltung der Original ex causis legitimis statt hat / dennoch einen Schein darüber zu ertheilen sich nicht verwegern sollen / immittelst ist bekandt / daß die Sache / wohin mit diesem Gravamine abgezielet wird / schon gäntzlich abgethan und gehoben sey.

12. Als auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Lehn-Leute wegen der Lehn-Briefe Anschaffung sehr fatigiret werden / da doch notorium ist / daß bey den bösen Zeiten dem mehrentheil ohne sein Verschulden / dieselbe hinweg gekommen / und aber die Reverlales die Besitzer von solcher Ansprache / nach langer Jahre-Possess liberiren / so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um Enthebung dieses Gravaminis unterthänigst gebeten.

Ad 12. Es muß billig ein jeder / der seine Briefe durch Krieg oder Brand / und andere Casus fortuitos erweißlich verlohren / sich bey Zeiten anmelden / und bey der Lehn-Cammer neue Instrumenta ausbitten / die Ihm in Gnaden gefolget und keine neue Consens-Gelder dafür begehret werden sollen; Im übrigen hat es bey dem Art. 29. Rev. in dem Casu, davon er redet / sein Verbleiben.

13.

Ad 13.

ANNO 1701.

13. Gereichet zu des Landes Beschwerde / daß in Gustrow kein Wage einkommen könne / es sey denn / daß der Wachthaltenden Soldatesque deswegen 6. 7. biß 8. Schilling erleget werde. wie denn auch

14. Die Burger selbst in Gustrow von ausgehenden Wahren wieder das Herkommen / Zoll zu geben angehalten werden.

Ad 13. Ist schon abgestellet / und vorhin zu Ihro Fürstl. Durchl. Wissenschafft nicht gekommen.

ANNO 1701.

Ad 14. Ist inter gravamina specialia der Stadt Gustrow bereits gehoben.

Gravamina Specialissima Gustrovienſia.

Resolutiones.

1. Weilen Ihro Durchl. ad instantiam der Eingesessenen Landbegüterten im Stargardischen Crayse / vermittelst eines Mandati vom 29. Maji Anno 1684. an die sämbtliche Zunfftgenossen des Leinweber-Handwercks daselbst eine Verordnung ergehen lassen / daß Sie bey willkührlicher Strafe diejenigen Leinweber auf den Dörffern / da vor Alters welche gewesen / unbeeinträchtiget lassen / und wieder das Herkommen Ihnen nichts anmuthen sollen / und aber dieselbe in Neulichkeit sich auf dem Lande hinwieder angemeldet / und auf ein Privilegium vom 28. Octobr. Anno 1682. beruffen / darinnen Ihnen verliehen sey / auf eine Meile Weges um die Städte keine Leinweber auf dem Lande zu leyden / als wird unterthänigst gebeten / obbemeldtes gnädigstes Befehl in patenti forma gnädigst renoviren / und ins Land communiciren zu lassen.

Ad 1. Ist schon vorlängst durch Abforderung der Einspenniger / wegen darunter vorgelauffenen Mißbrauchs abgethan / auch auf die übergebene Supplic das verlangte Mandatum erkant.

2. Kloster Ribnitz Beschwerde.

(1.) Wegen Execution in den Kloster-Dörffern Kuhlrade und Boppendorff / Bier vom Ambte Ribnitz zu holen betreffend.

Ad 2. Ad Memb. 1. 2. & 3. Werden Ihro Fürstl. Durchl. den Ribbenitzschen Vergleich zu adimpliren nicht unterlassen / wollen auch vor der hand / bis die Sache weiter untersuchet ist / die Dörffer Kuhlrad und Poppendorff zu Nehmung des Biers vom Ambte nicht zwingen / deshalber beygehendes Mandatum an den Ambts-verwalter erkant.

(2.) Daß von den restirenden Zinß-Geldern dem Kloster von Ihro Durchlauchtigkeit Rent-Cammer einige mögen gereichet werden / denn in Entstehung dessen die Kloster-Jungfern / welche sehr dürfftig an Unterhalt seyn / unmöglich erhalten werden können.

(3.) Weil Ihro Durchlauchtigkeit in dem mit Ritter- und L. wegen des Klosters gemachten Vergleich zu des Klosters und Kirchen-Bau 1200. Reichsthaler gnädigst versprochen / und in denen verflossenen Jahren die Gebäude mehr und mehr baufällig worden / und zum Theil mit Leib- und Lebens-Gefahr derer / die darinne wohnen / gar zum Niederfall sich neigen / so wird unterthänigst gebeten / sothane Gelder nunmehro auszahlen zu lassen.

(4.) Weil oben gedachte Dörffer in Krieges-Zeiten bey allen Collecten zu des Ambts Portion mit gezogen worden / solches aber dem Contract zuwieder / und bey dieser Brandenburgischen Belegung böse Effectus nach sich gezogen / so zu des Klosters grossen Beschwerden gereichet / als wird auch hierinn um gnädigste Remedirung dieses gravam. unterthänigst gebeten.

Ad 4tum dieses grav. gehöret mit ad grav. 6 in Politicis, woselbst die Resolution zu finden.

Ad 8.

(5.) Als auch Ihro Durchlauchtigkeit zu Reparirung des Klosters / das Bauholtz aus der Ambts-Höltzung gnädigst versprochen / so wird auch dessen Verordnung zur Abfolge unterthänigst gebeten.

(6.) Als auch von Ihro Durchlauchtigkeit die dem Kloster annoch restirende 10000. Rthlr. Capital nicht / wie der Vergleich mit Ritter- und L. verspricht / bezahlet worden / so wird daherò hiezu um gnädigste Anstalt unterthänigst gebeten.

(7.) Weil auch dem Kloster jährlich ein gewisses Wildpreht im Contract für die Kloster-Versammlung verschrieben / solches aber noch niemahlen erfolget / so werden Ritter- und L. gemäß.

ANNO 1701. müßiget / dieses zu erinnern / mit unterthänigster Bitte / daß Ihro Durchl. hierzu gnädigste Verordnung stellen wollen.

(8.) Ferner wird unterthänigst gebeten / daß dem Ambts-Verwalter zu Ribnitz möge inhibiret werden / sich des Klosters Güter / als welche besage Contractus, mit dem Ambte gar keine Verwandtniß mehr haben / gäntzlich enthalten solle.

(9.) Als auch des gewesenen Proviſoris des Klosters / David Brandten Erben / wegen der unschuldig erlittenen Execution, derer bey der Præsentation des Kloster-Predigers von dem Seel. Herrn Superintend. Siricio, wieder das Herkommen gemachten Prætension halber / noch keine Erstattung wiederfahren / so wird dasselbe zu gnädigster Abhelffung dieser Beschwerde nochmahls unterthänigst erinnert.

3. Die Ritterschafft im Ambte Wredenhagen hat Beschwerde geführet / daß Sie daselbst vom Ambte wieder des Adels Freyheit und das Herkommen / mit Zoll beleget würde.

Item, Daß Zimmer-Leute daselbst gantz insolent wären / und nicht verstatten wolten / daß man sich anderer Zimmer-Leute zur Arbeit bedienen solte.

ANNO 1701.

Ad 8. Quoad Membr. 8. Aber / wenn solches von den Dörffern verstanden wird / die tempore Contractus zu dem Kloster gehöret haben / wird dem petito hiemit deferiret.

Ad 3. Wegen der beyden gravaminum des Ambts Wredenhagen concernirend / wird quoad prius die rechtliche Erkäntniß in der bey der Fürstlichen Cammer anhängig gemachten Sache abzuwarten / quoad posterius ein zulängliches Mandatum hiebey zu empfangen seyn.

Wessen aber sich sonsten einige particulier-Personen beschweret / damit werden dieselbe nach Hofe gewiesen / allwo Ihro Durchlauchtigkeit gnädigst befohlen / solche Gravamina gehöriger maßen zu untersuchen / und so weit Sie fundiret / nach Recht und Billigkeit abzuthun.

Gravamina Excepta Guſtrovienſia.

Die Gravamina, welche gantz oder zum Theil 1686 den 8. Maij in Güstrow unerlediget geblieben / und was bey denselben / wie auch sonsten gleichermassen annoch unterthänigst desideriret / und eventualiter zur Käyserlichen Decision ausgesetzet wird / solches alles bestehet in deme / was hiernächst folget / und ist

IN ECCLESIASTICIS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 5. Wird gebeten zu inseriren in fine: bey General-Visitationibus.

IN POLITICIS.

Resolutione ad Grav. 5. Wird gebeten / daß vor das Wort: Land-Räthe / gesetzet werde: Einige Deputirte von Ritter- und Landschafft.

IN JUDICIALIBUS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 2. Wird gebeten / daß die Resolution dahin eingerichtet werden möge / daß auch in Causis Fiscalibus denen Appellationibus deferiret werden solle / Causas Criminales proprie sic dictas ausgenommen.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / post verb. Erfodern: zusetzen: indessen aber das obsiegende Theil an dem Effect erhaltener Urtheil nicht zu behindern.

Resolut. ad Grav. 12. Wird gebeten / was in hoc passu in parenthesi gesetzet. Class. 6. Grav. 13. auszulassen.

EX PROCESSIBUS.

Resolut. ad Grav. 9. Wird unterthänigst gebeten / post verba: zusammen kommen möge: hinzu zu thun: Wollen auch die an Seiner Durchl. abzulassende Memorialia und Supplicationes bey Hofe annehmen lassen / & omittantur verba: Und wollen an statt der ꝛc. usque ad gnädigst confirmiren / und post erklären: Solte es aber usque ad darüber zu suchen / & addatur: im übrigen es bey dem Käyserl. Rescripto. vom 27. Februarii Anno 1681. bewenden lassen wollen / omissis cæteris.

Resolut. ad Grav. 15. Wird gebeten / die Worte: nach Befindung / auszulassen.

EX ADDITAMENTIS CLASS. 2.

Resolut. ad Grav. 2dum. Wird gebeten / in Erwehlung der Land-Räthe auf die von der Ritterschafft præsentirte eine gnädigste reflexion zu machen.

CLASS. 3.

Resolut. ad Grav. 7. Wird voriges wiederholet / und eventualiter ausgesetzet.

Resolut. ad Grav. 19. Wird gebeten / die Resolutionem ad existentiam necessitatis allein zu restringiren.

CLASS. 6.

Resolut. ad Grav 1. Wird unterthänigst gebeten / bey der Dispoſition der Land- und Hoff-Gerichts-Ordnung es zu lassen / und die Wörter / necessitate excepta, auszulassen.

Resolut. ad Grav. 13. Wird nochmahlen gebeten / die Resolution dahin einzurichten / daß die Creditores und deren Cessionarii die ihnen adjudicirte Güther wieder ihren Willen zu Lehn anzunehmen nicht sollen adstringiret werden.

AD

ANNO 1701.

AD SPECIALIA ECCLESIASTICA GUSTROV.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / es dabey zu lassen / daß sothane Gelder von dem Pastore bey denen Kirchen-Rechnungen zu berechnen.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die Resolution folgender gestalt zu fassen / daß die Ausleihung der Kirchen-Gelder geschehen solle / mit Einwilligung der Patronen und Vorwissen der Pastoren.

AD SPECIALIA POLITICA.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die versprochene Richtigkeit nach Inhalt des Gravaminis und ergangenen Commissorii, unverlängt zu befordern.

Resolut. ad Grav. 4. Wird gebeten / daß das Gravamen würcklich gehoben / die Gelder hinwieder ad dispositum gebracht / und die Interessenten zu dem Ihrigen geholffen werden mögen.

ANNO 1701.

Resolut ad Grav. 5. Wird gebeten / es bey denen in dem Assecurations-Revers vom 2. Julii 1572. ausdrücklich benandten Herbst Ablager-Fuhren schlechter Dings zu lassen.

Resolut. ad Grav. 6. Wird gebeten / daß der Land-Marschall bey dem Jure convocandi geschützet werden möge.

Resolut. ad Grav. 8. Wird das monitum ad Grav. 2. Judiciale Commune wiederholet.

Resolut. ad Grav. 9. Wird gebeten: Die Wörter: über Gebühr / und nach Befindung in Resolutione auszulassen / und also das Gravamen pure zu resolviren.

Additamenta so bey der Kayserlichen Commission Anno 1701. übergeben.

1. Wenn künfftig ein Lehn allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn soll.

2. Wenn Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit von ihren Domanial-Güthern eines oder anders gegen Adeliche Lehn-Güter umsetzen und vertauschen / daß als denn das permutirte Domanial Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschenden Lehn-Guths haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden solle.

3. Wird unterthänigst gebeten / weil die Sportulen in den Gerichten auf ein grosses verhöhet worden / sonderlich aber für die Muth-Zetteln und Confirmation der Allodial-Güter / mehr denn jemahlen gefodert wird / daß hierinn der in dene Reversalen gesetzeten Taxæ nachgelebet werden möge.

4. Weil auch eine Zeithero bey denen neuen Lehn-Briefen man angemercket / daß darinn der hohen und niedrigen Jagten / Halß- und Hand-Gerichte / wie auch des Juris Patronatus nicht gedacht worden / ohngeachtet der Belehnte solches alles gehabt / und noch hat / so wird gebeten / daß ins künfftige solche Stücke specialiter mit benennet / denjenigen aber zu gute / in dero Lehn-Briefen selbe nicht enthalten / einmahl für allemahl declariret werden möge / daß solches Ihnen an Ihrer habenden Gerechtigkeit der hohen und niedrigen Jagd / Hals- und Hand-Gerichte / wie auch Juris Patronatus nicht schädlich seyn solle.

5. Wird unterthänigst gebeten / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches vertauschet / oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. gekauffet wird / daß darüber Kayserl. Consense zu erbitten frey stehen möge.

6. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereugen / und desfalls einig Verboth für nöthig befunden werden möchte / daß solches nicht anders / als mit Einwilligung der Land-Räthe und Deputirten veranlasset / sonsten auch der vorgegebene Mangel durch gewisse beeydigte Commissarien von Aembtern / Adel und Städten untersuchet / dem Korn aber kein gewisser Preiß in solchen Fällen

Resolutiones.

Ad 1. Wenn künfftig ein Lehn Allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn.

Ad 2. Wenn Ihro Durchl. von ihren Domanial-Gütern eines oder anders gegen Adeliche Güter umsetzen und vertauschen / so solle das permutirte Domanial-Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschten Lehn-Guthes haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden.

Ad 3. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit ist nicht bewust / daß die Sportulen in denen Gerichten solten erhöhet / oder auch für die Muth-Zettel / und Confirmation der Allodial-Güter ein mehrers / denn Recht und Herkommen / gefordert seyn / so offt ein wiedriges kan erweißlich gemachet werden / soll dessen Remedirung geschehen / gestalt Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst wollen / daß hierinn der in denen Reversalen gesetzten Taxæ allerdings nachgelebet werden möge.

Ad 4. Die Lehn-Brieffe sollen nicht verändert / sondern allemahl nach dem Einhalt der Alten / ausgefertiget werden / und bleibet es im übrigen bey denen Reversalen und der Resolution de Anno 1686. ad grav. 8. Class. 6. de Judicialibus.

Ad 5. Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. bewilligen gnädigst / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches fürohin vertauschet / oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gekauffet wird / daß darüber Käyserl. Consens erbeten werden möge.

Ad 6. & 7. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereuget / und desfalls einig Verboth vor nöthig befunden werden möchte / sollen die Land-Räthe vor dem Verbot gehöret werden / auch durch gewisse Commissarien von Aembter / Adel und Städten / die Untersuchung des Mangels / auf Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. Verordnung geschehen / imgleichen dem Korn kein ferner

ge-

ANNO 1701. Fällen gesetzet / sondern hierinn einem jeden nach seinem Belieben zu verfahren / frey gelassen werden solle.

7. Wenn die Ritterschafft sich erbieten und offeriren möchte / zu Sublevirung der Armuth das nöthige von Korn herbey zu schaffen / und selbe zu versorgen / daß von denen Aembtern und Städten ein gleiches geschehen / und jenen an ihrer freyen Ausfuhr und Handlung mit den benachbarten Städten kein Einhalt geschehen solle.

8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Zöllen und Consumptions-Steuren wieder die Reversales, noch sonsten jemand wider das Herkommen / damit beschweret werden.

9. Weil auch die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock / die Landes-Einwohner mit neuen Zöllen und Accise beleget / als wird gebeten / die Sorge dahin zu tragen / damit solches abgeschaffet / und das Land bey seiner alten Freyheit gelassen werden möge.

10. Weil in denen Gerichten die hangende Rechts-Processe sehr weitläufftig gemachet / und über die Gebühr aufgehalten werden / wodurch die Partheyen in grossen Schaden gesetzet / und an Mitteln sehr entblösset werden / so wird unterthänigst gebeten / die Verordnung gnädigst zu stellen / damit / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet werden mögen.

11. Weil auch befindlich / daß Fiscalis, ohne vorher angestellte gnugsame Erkundigung / ehrliche Leute an Guth / Ehr und Leben anklaget / und dennoch / da solches ungegründet befunden / den Beklagten keine gehörige Satisfaction gegeben / wird gebeten / Fiscalen ernstlich dahin anzuhalten / daß er ohne gnugsamen Grund / zu dergleichen Actionibus nicht schreiten / sondern bedachtsam und denen Rechten gemäß verfahren / wiedrigens aber / und nach befundener Unschuld und erfolgter Absolution, dem Beklagten wegen erlittenen Schadens / Schimpffs und Unkosten / völlige Erstattung zu thun schuldig seyn solle.

12. Weil auch dem Kloster Ribnitz für die / an Herrn Hertzog Gustaff Adolphs Durchlauchtigkeit Hoch-Seel. Andenckens / verkauffte Kloster-Güter / die Kauff-Gelder noch nicht bezahlet / indessen die Güter in Possess und Nutz genommen worden / das Kloster aber weder Capital noch Zinsen / wie vielfältig es auch darum angemahnet / bekommen können / als wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit entweder die Güter restituiret / oder das Kauff-Geld nebst den Zinsen / und was sonsten per Contractum dem Kloster gebühret / von den Fürstlichen Erben abgetragen werden möge.

13. Wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit der Land-Kasten wieder in Stand gebracht / die Schulden bezahlet / und also das Land von seinen Creditoribus befreyet werden möge.

14. Wenn Grentz-Irrungen zwischen Ritter- und L. und denen Beambten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / und die Sache an das Hof-Gerichte zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden.

15. Weil auch die Ritterschafft von dem Onere Decimationis jederzeit frey gewesen / als wird dieselbe dabey zu lassen seyn / und des falls eine gnädigste Resolution unterthänigst gebeten.

16. Die gewisser Preiß gesetzet werden / als demjenigen / was zu der Armuth nöthigen Versorgung erforderlich / wenn diese versorget / soll kein Einhalt an der Ausfuhr geschehen / jedoch muß auch zu denen Magazinen zuforderst dasjenige / was nöthig seyn wird / gegen der benachbarten Handel-Städte Preiß geliefert werden. ANNO 1701.

Ad 8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Accisen / Zöllen und Consumptions-Steuren über den Einhalt der Reversalen und das Herkommen / beschweret werden.

Ad 9. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen / so weit recht und müglich / sich dafür incessiren / daß die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock die Landes-Einwohner mit denen Zöllen und Accisen ferner weit nicht belegen / besondern das Land bey seiner alten Freyheit lassen mögen.

Ad 10. Auch wollen Ihro Durchlauchtigkeit die gnädigste Verordnung stellen / daß / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet / und über die Gebühr nicht aufgehalten werden mögen.

Ad 11. Wird es dabey gelassen / was die Jura Communia davon disponiren.

Ad 12. Wird künfftig / prævia informatione ex Archivo Gustrovienſi, was recht und billig darunter verfüget werden.

Ad 13. Wird nach Müglichkeit / Recht und Billigkeit gerne secundiret werden.

Ad 4. Wenn Grentz-Irrungen zwischen denen Beambten und Adel auch Städten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / oder auch die Sache an das Hof-Gericht zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden / und bleibet es übrigens bey den Reversalen.

Ad 15. Ob das Jus detrahendi in feudis einen oder keinen Platz habe / davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium noch zur Zeit zu behaupten / ein Responsum Juris, wenn Ritter- und Landschafft zuforderst darüber gehöret / einzuholen / bis dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 16.

ANNO 1701.

16. Die Accise in den Städten ist ein pars Contributionis, und muß also dem Lande gut gethan / als auch bey künfftig zu behandelndem Quanto, so wol ratione præteriti als futuri, mit ungerechnet werden / wie solches die vorhin desfalls ergangene Kayserl. Verordnungen und Mandata an Hand geben.

17. Wird unterthänigst gebeten / daß die von vielen Contributionibus im Lande befindliche Restanten per Executionem eingetrieben / und desfalls gehörige Befehl an die Executores, auf die von Ritter und Landschafft Ihnen zu überreichende Specificationes verfügt werden mögen / mit dem Anhange / daß solche Restanten ungesäumt Sie eintreiben / und in den Kasten nach Rostock liefern solle / wie solches denen vorhin ertheilten Fürst-gnädigsten Resolutionibus allerdings gemäß ist.

18. Als durch die Wasserstauung der Fürstl. Mühlen / den benachbahrten ein grosser Schade zugefüget wird / so wird die Remedirung desfalls unterthänigst gebeten.

19. Wird gebeten / daß Ihro Durchlauchtigkeit sich der auf denen Ströhmen und Bächen / welche durch Adeliche Felder fliessen / wieder das Herkommen angemaßeten Jurisdiction und Fischerey gnädigst begeben mögen.

20. Wird die Restitution der Adelichen Güter Hohen Viecheln und Passee / vermöge übergebenen Memorialis, unterthänigst gebeten.

21. Und weil auch das Lehn über das Guth Hohen-Pritz dem Herrn Hofemeister Perckenthien conferiret / denen Bülowen aber entzogen / so wird gebeten / solcherwegen denenselben Satisfaction zu gönnen.

Friedrich Wilhelm.

L. S.

Ad 16. Die Accise in denen Städten soll à dato dieses Vergleichs / pro parte Contributionis gehalten / von denen Städten eingenommen / auch in den Land-Kasten geliefert werden.

ANNO 1701.

Ad 17. So bald Ritter- und L. durch die geschworne Einnehmer zu Rostock die Restanten einschicken / und um Execution anhalten werden / soll desfalls ungesäumte Ordre an die Executores jedesmahl ergehen / mit expressen Befehl / alle dieselbe ohne jemandes verschonen einzutreiben / und die Gelder an den Land-Kasten zu liefern.

Ad 18. Wenn die Oerter specificiret werden / soll nach Recht und Billigkeit die Abthuung geschehen.

Ad 19. Wenn die Casus specificiret werden / soll darauff rechtlicher Bescheid erfolgen.

Ad 20. Wegen Viecheln und Passee soll die Sache untersuchet / und darauff nach Recht und Billigkeit resolviret werden.

Ad 21. Wenn erst wegen Hohen-Pritz die Lehens-Folge bewiesen / ergehet fernere Verfügung.

DEmnach durch Ihro Käyserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respective gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Hertzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn / auch Uns / von Ritter- und Landschafft Seiten / eine Commission ex officio auff den Hoch-Wohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwind / Baron von Peckstein / der Römischen Käyserlichen Majestat würcklichen Cammer-Herrn / Ober-Oesterreichischen geheimten Rath / Generalen der Ober- und Börder-Oesterreichischen Lande / Feld-Marschall-Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß ꝛc. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache vermittelst Göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahrs / zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zween Recessus errichtet / und von Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen Wir Endes-Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den Julii ad Protocollum des Käyserlichen Herrn Commissarii Excellenz sub Sigillo eingereichet ist / von Ritter- und Landschafft gnugsam Gevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen und aller deren Innhalts hiemit / besondern Wir statten auch desfalls Ihro Kayserlichen Majestät und Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit Unsere respective allerunterthänigste und unterthänigste Danckſagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Käyserlichen Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Dancknehmung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden.

Uhrkundlich ist dieser wegen von Uns dieses nicht allein sub Sigillo der Ritter- und Landschafft / offtberührten Herrn Käyserl. Commissarii Excell. ausgestellet / besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrifft / und angedrückten angebohrnen Pittschafft bestätiget.

ANNO 1701.

So geschehen Schwerin den 16. Tag Julii Ao. Eintausend Siebenhundert und Ein.

von K. und L. (L. S.)

P. C. V. Bassevitz. (L. S.)

August von Lutzow. (L. S.)

J. D. V. Plessen. (L. S.)
Wegen Schwerinischen Ambts.

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

J. D. Molzahmen. (L. S.)

C. S. V. Bülaw/ (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambts Güstraw.

Raben. (L. S.)

C. V. Bülow/ (L. S.)

V. Buleau. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckau.

J. B. zölow. (L. S.)

H. V. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)
Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

E. Molcke/ (L. S.)
Wegen des Ambts Stavenhagen.

C. W. V. Lehsten. (L. S.)

J. V. Moltcke. (L. S.)
Wegen des Ambts Gnoyen.

Adam Remer Koppelow/ (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten ꝛc. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

C. W. Meerheim. (L. S.)

J. Barner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

Gustav Pritzbuer/ (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

M. F. Berner, (L. S.)

J. Isperling. (L. S.)

H. von Restorff.
Wegen des Ambts Criwwiz.

G. Dupuis. (L. S.)

J. D. V. Pren. (L. S.)
Wegen des Ambts Ribbenitz.

H. v. Halberstatt/ (L. S.)

J. v. Bülaw.
Aus dem Ambt Sternberg.

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw/ und sämtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. F. Poppenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

UND Uns nun so wol obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg / Liebden / als auch ermeldte Ritter- und Landschafft diesen unter ihnen authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret / und beederseits respectivè selbst und durch Ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Käyserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben Wir angesehen nicht nur solch allerseits in Streit begriffen gewesenen Theilen unterthänigstes an sich selbsten höchst billiges Gesuch / sondern auch daß hierdurch dieselbe dermaleinst in Ruh und Fried gesetzet / und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werde / und dahero mit gutem Rath / rechtem Wissen / und wohlbedächtlicher Uberlegung aller dieser Sachen halber Uns von Unserer Käyserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wohl / als auch von denen verglichenen Theilen / und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mitgliedern eingelangten Nothdürfften / obinserirten Vergleich in allen seinen Puncten / Clausulen / Innhalt / Main- und Begreiffungen / des ersterwehnter maßen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert / gnädigst confirmirt / bestättiget / und all das jenige / was in Krafft obtragenden allerhöchsten Käyserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag / præstiret haben wollen. Thuen das confirmiren / und bestätigen denselben hiemit von Römischer Käyserlichen Macht Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Brieffs / und meinen / setzen und wollen / daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts / gültig und kräfftig seyn / stet / vest und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und darwieder in keinem Punct ichtwas vorgenommen / sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesamt / und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebiethen darauff allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten Geistlichen und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verwesern / Ambtleuten / Land-Richtern / Schuldheissen / Bürgermeistern / Richtern / Räthen / Burgern / Gemeinden / und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem Britff / und wollen / daß Sie die sämbtlich verglichene Theile wider obeinverleibten Vergleich und Recels, und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht iren / oder hindern / sondern Sie deren / wie obstehet /

ANNO 1701.

ANNO 1701. het / ruhiglich und unperturbirt freuen / gebrauchen / nutzen und genieſſen laſſen / inſonderheit aber Wir Seiner des Hertzogs Friedrich Willhelms zu Mecklenburg Liebden / wie auch Ritter- und Landſchafft des Hertzogthums Mecklenburg / Schwerin- und Güſtrowiſchen Antheils insgeſamt / und einem jeden derſelben / inſonderheit / deren Erben und Nachkommen / daß Sie auch ihres Orts obſtehenden Vergleich in allen Puncten / Articulen / Clauſulen / Innhalt / Mein- und Begreiffungen / geſtracks nachkommen / und geleben / darwieder nichts thun / handeln / oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun geſtatten / in keinerley Weiß noch Wege / als lieb einem jeden ſeye / Unſere Käyſerliche Ungnad und Straff / und darzu eine Poen / nehmlich Funffzig Marck löthigen Golds zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er freventlich hierwieder thäte / Uns halb in Unſere Käyſerliche Cammer / und die andere Helffte denen intereſſirten Theilen / oder welcher von ihnen hiedurch beleidiget würde / unnachläßig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle.

Mit Uhrkund dieſes Brieffs beſiegelt / mit Unſerm Käyſerlichen anhangenden Innſiegel / der geben iſt zu Laxenburg den anderten Monaths-Tag Junii, nach Chriſti Unſers lieben HErrn und Seeligmachers gnadenreichen Geburth im Eintauſend Siebenhundert und anderten / Unſerer Reiche des Römiſchen im Vier und Viertzigſten / des Hungariſchen im Sieben und Viertzigſten / und des Böheimiſchen im Sechs und Viertzigſten Jahr. ANNO 1701.

Leopold.

Vt. Dominicus Andreas,
Graf von Kaunitz.

L.S.

Ad Mandatum Sac. Cæſar.
Majeſtatis proprium.

C. F. Consbruch.

DEmnach der Durchlauchtigſte Fürſt und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr / Seiner getreuen Ritter- und Landſchafft in ingreſſu der coram Commiſſione Cæſarea den 16. Julii Anno 1701. ertheilten Reſolutionum, gnädigſt verſprochen / die ſo genannte Güſtrowſche Reſolutiones von denen Communibus gnädigſt zu confirmiren / und aber errore deſcribentis, ad Gravamen Politicum decimum quintum die Suerinenſis Reſolutio an ſtatt der Güſtrowſchen / abgeſchrieben / auch ſolcher geſtalt à Cæſarea Majeſtate allergnädigſt confirmiret worden / So erklähren Seine Hoch-Fürſtliche Durchlauchtigkeit / auff unterthänigſtes Anſuchen Mecklenburgiſcher Ritter- und Landſchafft / Sich in Gnaden dahin / daß in dieſem Paſſu allein die Güſtrovienſis Reſolutio, gleich als wann Sie höchſtgedachter Kayſerlicher Confirmation inſeriret geweſen wäre / in dero Gerichten gelten / und darnach ſententioniret und geſprochen werden ſoll / welche wörtlichen Einhalts lautet / wie folget:

Ad Grav. 15. Gleichfalls wollen Ihr. Durchl. gnädigſt zugeben und geſchehen laſſen / daß innerhalb der in der Policey-Ordnung excipirten Zeit in nachgedachten Ehren- und Nothfällen / nemlich zu Hochzeiten / Kindtauffen / und Begräbniſſen / ſonſten aber nicht / ohne Anmeldung bey Hofe / und erlangter Special-Conceſſion, nach Nothdurfft etwas Wild gefället / daneben auch die Berghahnen / wie auch wilde Gänſe / Endten und Haaſen / ohne Unterſcheid der Zeit / jedoch mit ziemlicher Moderation, geſchoſſen werden mögen / und ſollen auch die Fürſtlichen Beamten und Jäger / ohne was zur Hofſtatt gelieffert wird / die verbothene Zeit reſpectiren.

XI.

27. Août. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des* ESCLAVES NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE *Royale de* GUINE'E *établie en France, pour le tems de dix ans. A Madrid le 27. d'Août* 1701. [Actes & Memoires de la Paix d'UTRECHT. Tom. II. pag. 124. de la ſeconde Ed. On trouve auſſi cette Pièce dans une Feuille volante, imprimée en François & en Eſpagnol à Paris chez *Chriſtophle Balard* en 1712. in 4]

MONSIEUR DUCASSE, Chevalier de l'Ordre de Saint LOUIS, Chef d'Eſcadre des Armées Navales de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Gouverneur du petit Goâve & autres lieux en dépendants dans l'Iſle Eſpagnole, autrement appellée par les François, *Saint Domingue*, s'oblige, tant en ſon nom, que pour toute la Compagnie Royale de Guinée, établie en France en vertu du pouvoir de ladite Compagnie, qu'il a repreſenté; d'executer & remplir toutes les conditions mentionnées au préſent Traité de l'Introduction des Eſclaves Négres dans tous les Pays, Terres fermes & Iſles de l'Amérique appartenantes à Sa Majeſté Catholique.

I. Ladite Compagnie Françoiſe de Guinée ayant obtenu la permiſſion de leurs Majeſtez, Très-Chrêtienne, & Catholique, de ſe charger de l'Aſſiento, ou Introduction des Eſclaves Négres dans les Indes Occidentales de l'Amérique appartenantes à Sa Majeſté Catholique, afin de procurer par ce moyen un avantage & une utilité reciproque à leurs dites Majeſtez, & aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne: offre & s'oblige, tant pour Elle, que pour ſes Directeurs & Aſſociez ſolidairement, d'introduire dans leſdites Indes Occidentales appartenantes à Sa Majeſté Catholique, pendant le temps & eſpace de dix années qui commenceront au premier May de l'année prochaine 1702., & finiront à pareil jour de l'année 1712. quarante huit mille Négres pieces d'Inde, des deux ſexes & de tous âges, leſquels ne ſeront point tirez des Pays de Guinée, qu'on nomme *Minas* & *Cap-Vert*, attendu que les Négres deſdits pays ne ſont pas propres pour leſdites Indes Occidentales; c'eſt à-dire, quatre mille huit cens Négres chaque année.

II. Pour chaque Négre piece d'Inde, de la meſure ordinaire, & ſuivant l'uſage établi auſdites Indes, au ſujet du payement des Droits, qui ſera régulierement ſuivi & obſervé, ladite Compagnie payera trente-trois écus & un tiers d'écu, chaque écu de la valeur de trois livres tournois, monnoye de France; ce qui eſt la même choſe que trente trois Piaſtres & un tiers de Piaſtre; dans lequel payement de trente trois écus & un tiers d'écu ſont & ſeront compris généralement tous Droits d'Entrée, Sortie, ou autres qui appartiennent, ou peuvent appartenir

ANNO 1701. à Sa Majeſté Catholique, ſans que Sadite Majeſté en puiſſe prétendre, ni impoſer aucuns autres.

III. Ladite Compagnie payera d'avance à Sa Majeſté Catholique pour les preſſants beſoins de ſon Etat la ſomme de ſix cens mille livres tournois de France en deux payements égaux, dont le premier ſera fait deux mois après que Sa Majeſté aura approuvé & ſigné le préſent Traité, & le ſecond deux mois après le premier; & ladite Compagnie ne pourra être rembourſée des ſix cens mille livres d'avance que pendant les deux dernieres années de ce Traité, & elle prendra ſon rembourſement, tant ſur les Droits qui ſeront payez à Sa Majeſté Catholique pour l'Entrée des Négres pendant leſdites deux dernieres années, que ſur les profits que Sa Majeſté pourra faire ſur l'intereſt qu'Elle a dans la fourniture desdits Négres; ainſi qu'il ſera ailleurs expliqué.

IV. Ladite Compagnie ſera obligée de payer à Sa Majeſté Catholique leſdites avances dans Madrid, ou à Paris, au choix de Sadite Majeſté, auſſi bien que les Droits de chaque année pour l'Introduction des Négres, ſans prétendre ſe prévaloir de ce qui a été dit ci-deſſus, qu'Elle feroit le payement deſdits Droits aux Indes, attendu que Sadite Majeſté aime mieux les recevoir à Madrid, ou à Paris.

V. Les payements des Droits dûs chaque année à Sadite Majeſté, ſe feront de ſix en ſix mois, dont le premier payement commencera au premier de Novembre de l'année prochaine 1712. & les autres ſeront faits ſucceſſivement de ſix en ſix mois juſqu'à la fin du préſent Traité, ſans aucun retardement, prétexte ni interpretation contraire, bien entendu toutefois, que ladite Compagnie ne ſera obligée de payer leſdits Droits que pour le nombre de quatre mille Négres pieces d'Inde, par chaque année, Sa Majeſté faiſant, comme Elle le fait par ces Préſentes, don & gratification dans la meilleure forme qu'il eſt poſſible, des Droits qui pourroient lui appartenir pour les huit cens Négres pieces d'Inde reſtants deſdits quatre mille huit cents que ladite Compagnie pourra introduire chaque année; & ce en conſidération des avances que ladite Compagnie fait à Sa Majeſté, ſans intereſt, de la ſomme de ſix cens mille livres, & des riſques qu'elle courra, pour faire tenir les payements des Droits de Sa Majeſté dans Paris ou Madrid: Ce que Sa Majeſté a deſiré qui fût préciſément expliqué, tant pour l'avantage particulier qu'Elle en doit retirer, que pour faciliter & rendre plus évidents les comptes qui ſeront faits de ladite fourniture des Négres.

VI. Comme en cas de Guerre, ladite Compagnie a ſujet de craindre d'être troublée dans l'Introduction deſdits Négres, & qu'elle s'expoſe à un danger évident de perdre ſes Navires & leur chargement, Sa Majeſté Catholique déclare, que pendant tout le temps que la Guerre durera, ladite Compagnie ne ſera pas obligée à introduire plus de trois mille Négres pieces d'Inde chaque année, Sadite Majeſté lui laiſſant la liberté de pouvoir remplir les dix-huit cens reſtants pour faire le ſupplément aux quatre mille huit cens qu'elle a permiſſion d'introduire chaque année, dans les années ſuivantes; & ſi par quelque autre accident elle ne pouvoit encore remplir pendant chaque année ledit nombre de trois mille Négres, Elle joüira pareillement de la faculté de le remplir dans les années ſuivantes, en juſtifiant le nombre qu'elle aura manqué de remplir; Mais ladite Compagnie ſera toûjours obligée de payer à Sa Majeſté Catholique la ſomme de trois cens mille livres tournois pour les Droits deſdits trois mille Négres pieces d'Inde, de ſix en ſix mois, pendant chacune deſdites années que la Guerre durera, ſoit qu'elle les fourniſſe ou ne les fourniſſe pas; & ſi elle en fournit au delà deſdites trois mille pieces d'Inde, elle payera les Droits du ſurplus en la maniére ci-deſſus expliquée.

Et en marge dudit ſixiéme Article eſt écrit.

J'ajoûte, que ſi pendant les dix années que le Traité doit durer, la Guerre ne ceſſoit point, & qu'elle empêchât ladite Compagnie de fournir ladite quantité de Négres à laquelle elle eſt obligée par le préſent Traité, elle ne laiſſera pas d'être tenuë de payer entierement les Droits de Sa Majeſté; Mais elle aura la liberté de remplir ſon obligation pendant les trois années que Sa Majeſté lui accorde pour régler & terminer ſes comptes, & retirer tous les effets qui lui appartiendront, ſans qu'elle ſoit obligée de payer aucuns autres Droits, tels qu'ils puiſſent être. ANNO 1701.

VII. Il a été pareillement convenu que même en tems de Paix, ladite Compagnie ne ſera pas abſolument & néceſſairement obligée à introduire pendant chaque année leſdits quatre mille huit cens Négres pieces d'Inde, à cauſe des différents accidents qui peuvent l'en empêcher, & qu'elle aura la liberté de remplir dans les années ſuivantes & pendant toute la durée de ce Traité, le nombre qu'elle n'aura pas fourni pendant chacune deſdites années; mais ladite Compagnie ſera toûjours tenuë & obligée de payer à Sa Majeſté pendant chacune deſdites années, les Droits qui lui appartiennent pour leſdits quatre mille Négres pieces d'Inde, de ſix en ſix mois, comme ſi elle les avoit introduits: ainſi qu'il a été ci-deſſus expliqué.

VIII. Ladite Compagnie aura la liberté de ſe ſervir des Navires de ſa Majeſté Très-Chrêtienne, de ceux qu'elle pourra avoir en ſon propre, ou de ceux des Sujets de Sa Majeſté Catholique équipez de François ou Eſpagnols, à ſon choix; & en cas qu'elle fût obligée de ſe ſervir d'autres Equipages que deſdits François, ou Eſpagnols (ce qui n'eſt pas à préſumer) tous leſdits Equipages ſeront de la Religion Catholique Romaine: Il ſera pareillement loiſible à ladite Compagnie, d'introduire les Négres, auxquels elle eſt obligée par le préſent Traité, dans tous les Ports de la Mer du Nord, dans quelques Navires qu'ils viennent, pourvû qu'ils ſoient Alliez à cette Couronne, de la même maniére qu'il a été accordé aux précedens Aſſientiſtes, à condition toutefois que tous les Capitaines & Commandants desdits Navires, & leurs Equipages feront tous profeſſion de la Religion Catholique Romaine.

IX. Comme l'on a reconnu qu'il étoit très-préjudiciable aux interêts de Sa Majeſté Catholique, & de ceux de ſes Sujets, qu'il ne fût pas loiſible aux Aſſientiſtes, d'introduire leurs Négres généralement dans tous les Ports des Indes, étant certain que les Provinces qui en manquent, ſouffrent de grandes miſéres par le défaut de culture de leurs Terres; ce qui les oblige à mettre tout en œuvre pour en introduire en fraude; ce qui cauſe un très grand préjudice aux Droits de Sa Majeſté Catholique; Il a été expreſſément arrêté, que ladite Compagnie pourra introduire & vendre ſes Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, à ſon choix; Sa Majeſté Catholique dérogeant, comme elle déroge expreſſément par ce Traité, à la condition par laquelle les précedents Aſſientiſtes étoient exclus de les pouvoir introduire par d'autres Ports que ceux qui étoient déſignez par leur Traité; à la charge toutefois que ladite Compagnie ne pourra introduire ni débarquer ſeſdits Négres que dans les Ports où il y aura actuellement des Officiers Roïaux de Sa Majeſté Catholique, pour viſiter les Navires de ladite Compagnie & leurs chargements, & donner des Certificats des Négres qui ſeront introduits: Il a été pareillement convenu, que les Négres qui entreront dans les Ports des Iſles du Vent, Sainte-Marthe, Cumana, & Maracaybo, ne pourront être vendus par ladite Compagnie chacun plus de trois cens Piaſtres, & qu'elle les donnera même, s'il eſt poſſible, à meilleur marché, afin de donner moyen aux Habitans deſdits lieux de les pouvoir acheter & payer; Mais à l'égard de tous les autres Ports de la Nouvelle Eſpagne & de Terre-Ferme, il ſera loiſible à ladite Compagnie de les vendre le plus cher & le plus avantageuſement qu'elle pourra.

X. Comme il eſt permis à ladite Compagnie de faire entrer ſes Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, pour les raiſons qui viennent d'être expliquées, il a été pareillement convenu qu'elle pourra les introduire dans le Port de Buenoſayres, & pour cet effet Sa Majeſté Catholique lui permet d'y faire entrer pendant chacune deſdites dix années que le préſent Traité doit durer, deux Navires capables de porter ſept ou huit cens Négres des deux ſexes, pour les y vendre à tel prix qu'elle aviſera bon être, en vûë des avantages & de l'utilité que les Provinces voiſines dudit Buenoſayres en retireront; Mais ſi ladite Compagnie en portoit au delà deſdits ſept ou huit cens; Elle ne pourra les vendre ni débarquer; & le Gouverneur & autres Officiers de Sa Majeſté Catholique ne pourront le lui permettre, ſous quelque cauſe, prétexte & motif que ce puiſſe être.

Et

ANNO 1701.

Et en marge dudit 10. *Article eſt écrit ce qui ſuit.*

Je conſens, qu'au lieu de la permiſſion qui m'étoit accordée par le préſent Article, d'introduire ſept ou huit cens Négres à Buenoſayres, le nombre ſoit reduit à cinq ou ſix cens.

XI. Pour conduire & introduire les Eſclaves Négres dans les Provinces de la Mer du Sud, ladite Compagnie aura, comme elle a par ce préſent Traité, la liberté de fabriquer ou acheter en échange des Négres, ou autrement, ſoit à Panama, ou dans quelque autre Port & Arcenal de la Mer du Sud, deux Navires Frégates ou Hourques de 400. Tonneaux ou environ, pour embarquer ſes Négres à Panama, & les conduire dans tous les autres Ports du Perou, & rapporter le produit de la vente d'iceux, ſoit en Marchandiſes, ſoit en Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or, qui ſoient quintez & ſans fraude : Ladite Compagnie ne pourra être obligée à payer aucun Droit pour ledit Argent & Or, Réaux, Barres ou Lingots, ſoit d'Entrée, ſoit de Sortie, attendu qu'elle doit être exempte de tous Droits, de la même maniére que ſi leſdits Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or appartenoient à Sa Majeſté : Ladite Compagnie aura pareillement la permiſſion, comme elle lui eſt accordée par le préſent Traité, d'envoyer d'Europe à Portobello, & de faire paſſer de Portobello à Panama les Cordages, Voiles, Bois, Fers, & généralement tout autre ſorte de peleterie, Agrets, & Apparaux néceſſaires pour la conſtruction, Equipement, Armement & entretien deſdits Vaiſſeaux, Frégates ou Hourques ſeulement, bien entendu, que, ſous quelque prétexte que ce ſoit, elle ne pourra vendre ni debiter leſdits Apparaux en tout ou en partie, ſous peine de confiſcation, & de tel autre châtiment qui ſera juſte, tant contre les Vendeurs que les Acheteurs, & d'être privée ſur le champ & pour toûjours de ladite permiſſion, à la charge auſſi qu'après l'accompliſſement du préſent Traité ladite Compagnie ne pourra ſe ſervir deſdites Frégates, Hourques, ou Navires, ni les faire repaſſer en Europe, à cauſe des inconvenients qui en pourroient arriver ; mais qu'elle ſera obligée de les vendre, trocquer, ou donner, comme bon lui ſemblera, ſix mois après la fin du préſent Traité.

Et à la marge dudit 11. *Article eſt écrit ce qui ſuit.*

Je conſens de fretter des Navires pour tranſporter des Négres dans les Provinces du Perou, à condition qu'il ſera libre à ladite Compagnie de choiſir des Equipages ; & de nommer des Officiers de Mer & de Guerre, à ſa volonté, & qu'il ſera permis de faire tranſporter d'Europe tout ce qui ſera néceſſaire pour l'Equipement, Armement, & entretien des Navires que je fretterai.

XII. Ladite Compagnie pourra ſe ſervir de François ou d'Eſpagnols, à ſon choix, pour la Regie de ce Traité, tant dans les Ports de l'Amérique, que dans le dedans des Terres ; Sa Majeſté Catholique dérogeant à cet égard aux Loix qui en défendent l'entrée & le ſéjour aux Etrangers, & déclarant, voulant, & ordonnant, que pendant la durée de ce Traité, les François ſoient regardez & traitez comme ſes Sujets Eſpagnols, & dans ce cas principalement, à condition toutefois que dans chacun deſdits Ports des Indes il ne pourra y avoir plus de quatre ou ſix François, du nombre deſquels ladite Compagnie choiſira ceux dont elle aura beſoin, pour les envoyer au dedans des Terres prendre ſoin de ſa Regie & du recouvrement de ſes effets, qu'elle fera de la maniére & ainſi qu'elle aviſera bon être, ſans qu'aucun Miniſtre de Sa Majeſté Catholique, ſoit de Juſtice, de Guerre, ou de Police, de quelque rang & qualité qu'il ſoit, puiſſe lui apporter aucun trouble ni empêchement, ſous quelque prétexte que ce ſoit, en ce qui ne ſera pas contraire aux Loix établies, ni à ce qui eſt contenu au préſent Traité.

XIII. Ladite Compagnie pourra nommer dans tous les Ports & autres lieux principaux de l'Amérique des Juges Conſervateurs, pourvû qu'ils ne ſoient point Officiers de Sa Majeſté Catholique, auſquels il n'eſt pas permis de l'être ; & qu'ils ſoient Sujets de Sadite Majeſté, & qu'ils ayent les qualitez requiſes pour avoir ſon approbation ; Et leſdits Juges Conſervateurs prendront ſeuls, à l'excluſion de tous autres, la connoiſſance de toutes les cauſes & dépendances de ce Traité, avec un plein & abſolu pouvoir de les juger & terminer ; Sa Majeſté Catholique défendant à tous ſes Tribunaux, Miniſtres, & Préſidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & tous autres Officiers, Juges & Juſticiers, & même aux Vice-Rois de ſes Royaumes, d'en prendre aucune connoiſſance, la reſervant auxdits Juges Conſervateurs ſeuls, des Jugements deſquels les appellations dans les cas prescrits par le Droit, reſſortiront au Conſeil Royal & ſouverain des Indes ; Sa Majeſté accordant pareillement, que celui qui eſt, ou qui ſera à l'avenir Préſident dudit Conſeil, ou la perſonne qu'il plaira à Sa Majeſté de mettre à ſa Tête, ſoit le Protecteur de ce Traité, & qu'en outre la Compagnie puiſſe propoſer à Sa Majeſté un des Conſeillers dudit Conſeil, pour être Juge Conſervateur dudit Traité, à l'excluſion de tous autres, Sa Majeſté lui donnant pour cet effet ſon approbation & tout pouvoir, de la même maniére qu'il a été ci-devant accordé à tous les précedents Aſſientiſtes.

XIV. Les Vice-Rois, les Tribunaux d'Audiance, les Préſidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, ni aucuns autres Officiers & Miniſtres de Sa Majeſté Catholique ne pourront, ſous quelque cauſe, motif ou prétexte que ce ſoit, ſaiſir, retenir, ni armer en Guerre, ou deſtiner à quelque autre uſage, les Navires ſervants à l'execution de ce Traité, ni retarder les voyages : Mais au contraire ils ſeront tenus & obligez de leur donner & faire donner tous les ſecours & aſſiſtances que ladite Compagnie ou ſes Agents lui demanderont, ſoit pour accelerer leur départ & chargement, ſoit pour avoir des vivres ou autre choſe dont ils pourront avoir beſoin, qui leur ſeront donnez au prix courant, à peine contre les contrevenants, de répondre en leur propre & privé nom des dommages, que ladite Compagnie pourroit recevoir par la détention de ſeſdits Vaiſſeaux.

XV. Leſdits Vice-Rois, Préſidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, grands Alcaldes, Juges & Officiers Royaux, ni aucun autre Miniſtre, quel qu'il ſoit, ne pourront pareillement, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, prendre, détourner, ſaiſir ni arrêter par violence ou autrement, les biens ni effets dépendants dudit Traité de l'Aſſiente, & appartenants à ladite Compagnie, à peine d'être châtiez, & de répondre en leur propre & privé nom du dommage que ladite Compagnie, ou ſes biens & effets en pourront recevoir.

XVI. Ladite Compagnie, ſes Commis & Facteurs auxdites Indes pourront avoir à leur ſervice les Matelots, Voituriers, Arrimeurs, & autres gens néceſſaires pour la charge & décharge de leurs Navires, en convenant avec eux de gré à gré, & leur payant les ſoldes & appointements dont ils ſeront convenus.

XVII. Il ſera au choix de ladite Compagnie de charger les effets qu'elle aura auxdites Indes, pour les tranſporter en Europe ſur les Navires de la Flotte, ou ſur les Galions, en convenant avec les Capitaines & Maîtres deſdits Navires, ou de les faire paſſer ſur ſes propres Navires, leſquels pourront, ſi bon leur ſemble, venir de concert avec leſdites Flottes, Gallions, ou autres Navires de Guerre de Sa Majeſté Catholique, laquelle aura agréable de donner ſes Ordres aux uns & aux autres de les prendre ſous leur protection & ſauvegarde.

XVIII. Il a été accordé, que depuis le premier jour du mois de May de l'année prochaine mille ſept cens deux, ſoit avant que ladite Compagnie ait pris poſſeſſion, ſoit après, la Compagnie de Portugal, ni autres perſonnes ne pourront introduire aucuns Eſclaves Négres dans leſdites Indes ; & ſi le cas arrive, Sa Majeſté Catholique les déclarera, comme dès à préſent Elle les déclare perdus & confiſquez au profit de ladite Compagnie, qui payera toutefois à Sa Majeſté les Droits d'Entrée pour ces Négres ainſi confiſquez, de la maniére qu'il a été reglé & expliqué ci-deſſus.

XIX. Il a été pareillement accordé, & c'eſt une des conditions expreſſes du préſent Traité, que ladite Compagnie, ou ſes Agents, Commis & Porteurs de ſes Ordres pourront ſeuls faire naviguer leurs Vaiſſeaux, & introduire leursdits Eſclaves Négres dans les Ports des Côtes du Nord des Indes Occidentales ; Sa Majeſté défendant à tous autres,

ANNO 1701. soit qu'ils soient étrangers, d'en faire entrer, transporter, ni introduire, sous les peines portées par les Loix; Et Sa Majesté Catholique a bien voulu engager sa Foy & sa Parole Royale à ladite Compagnie, qu'elle la maintiendra dans la pleine & entiére possession & dans toutes les conditions du présent Traité, pendant le temps qu'il doit durer, sans souffrir ni permettre qu'il ne soit rien fait au contraire, Sa Majesté le regardant comme son propre bien, & voulant que tout ce qui y est contenu, soit exactement & ponctuellement executé.

XX. Et en cas que ladite Compagnie fût troublée dans l'execution dudit Traité, soit par procés, ou de quelque autre maniére que ce soit; Sa Majesté déclare qu'elle se reserve à Elle seule la connoissance de tous les cas qui peuvent survenir, & défend à tous autres Juges & Justiciers, ou Autoritez quelconques, de prendre connoissance, ni de juger les differents qui pourroient arriver dans l'execution du présent Traité.

XXI. Aussi-tôt que les Navires de ladite Compagnie arriveront dans les Ports des Indes avec leurs chargements de Négres, les Capitaines d'iceux seront tenus de certifier qu'il n'y a aucune maladie contagieuse dans leurs Bords, afin que les Gouverneurs ou autres Officiers de Sa Majesté leur permettent l'entrée desdits Ports, sans quoi ils n'y seront pas admis.

XXII. Après que lesdits Vaisseaux auront entré & mouillé en quelqu'un desdits Ports, ils seront visitez par le Gouverneur ou Officiers Royaux; & lorsqu'ils débarqueront leurs Négres, ou partie d'iceux, ils pourront en même temps débarquer les vivres nécessaires pour leur nourriture, en les mettant dans quelque maison ou Magazin particulier, après avoir été visitez, & obtenu la permission desdits Gouverneurs ou autres Officiers Royaux, pour éviter tout sujet de fraude & discution; mais ils ne pourront faire entrer, vendre, ni débiter aucune sorte de Marchandise, sous quelque cause & prétexte que ce soit, autre que lesdits Négres & leur nourriture, à peine de la vie contre ceux qui l'entreprendront, & contre les Officiers & autres Sujets de Sa Majesté Catholique qui le souffriront; Sadite Majesté voulant que toute entrée de Marchandises soit absolument défenduë à ladite Compagnie, comme contraire aux Loix & usages du Royaume, & à la bonne foi avec laquelle elle doit s'acquitter de son obligation; Sadite Majesté declarant & ordonnant que les Marchandises qui se trouveront entrant en fraude & contre cette défense, soient taxées & apretiées, & ensuite incontinent brûlées publiquement par l'ordre desdits Gouverneurs ou Officiers Royaux, & que pour servir d'exemple, les Capitaines ou Maîtres de Navires, quand même ils ne seroient coupables que de négligence, pour n'avoir pas soigneusement veillé à empêcher le débarquement de pareilles Marchandises, soient condamnez à en payer la valeur; & s'ils sont eux mêmes coupables, ils soient condamnez à mort, & la Sentence executée sans délay ni appellation contre tous ceux qui se trouveront coupables & complices de la même fraude, afin que par la crainte de ce châtiment Sa Majesté puisse être assûrée qu'il ne se commettra plus de pareilles fraudes; & Elle déclare, qu'Elle fera rendre un compte exact & régulier du contenu ci-dessus à tous ses Ministres & Officiers; mais il a été convenu, qu'à l'égard des Vaisseaux, sur lesquels les Négres seront embarquez, & lesdits vivres, ils ne pourront être sujets à la peine ci-dessus expliquée, Sa Majesté les en déclarant libres, & voulant qu'ils puissent continuer leur commerce en la maniére prescrite: Sa Majesté déclare pareillement exempts de la peine de mort ceux des coupables desdites fraudes, dont les Marchandises saisies n'excéderont pas la valeur de cent Piastres ou écus; auquel cas Elle veut, & ordonne seulement, que lesdites Marchandises soient appretiées, & ensuite brûlées, sans aucune remission, & que le Capitaine soit condamné à en payer la valeur pour la peine de sa négligence, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

Et à côté dudit Article est écrit ce qui suit.

Je consens que les appellations des Jugemens qui seront rendus au sujet desdites fraudes ressortissent à l'ordinaire au Conseil Souverain des Indes.

XXIII. Ladite Compagnie ne payera aucuns Droits d'Entrée, de Sortie, ni autres quelconques, pour les vivres qu'elle débarquera ou rembarquera dans ses Vaisseaux pour la nourriture de ses Négres, seulement en cas que lesdits vivres lui appartiennent, & proviennent de sesdits Vaisseaux; mais si elle les achete des Sujets de Sa Majesté Catholique, elle en payera les mêmes Droits que payent sesdits Sujets. ANNO 1701.

XXIV. Les Droits dûs à Sadite Majesté pour l'Entrée des Négres étant censez devoir être payez du jour que lesdits Négres auront été débarquez en chacun desdits Ports; L'intention de Sadite Majesté est, comme Elle le croit juste, que quand même quelques-uns desdits Négres débarquez viendroient à mourir, avant d'être vendus, ladite Compagnie soit tenuë & obligée de lui en payer les Droits, suivant son obligation, sans qu'elle puisse à cet égard se reserver aucune prétention.

XXV. Lorsque ladite Compagnie, ses Agens, ou Facteurs auront vendu dans un Port partie des Négres qu'ils y auront introduit, il leur sera permis de transporter le reste dans un autre Port; comme aussi de prendre en payement desdits Négres, & embarquer librement des Réaux, Barres d'Argent & Lingots d'Or, pourvû que lesdites Barres & Lingots d'Or soient quintez & sans fraude, & autres sortes de Denrées & Marchandises qui se tirent desdites Indes, & pourront librement faire sortir de tous les Ports, les Réaux, Barres d'Argent, & l'Or qu'ils recevront en payement, sans payer aucuns Droits; mais payer seulement les Droits de sortie des Marchandises qu'ils embarqueront, suivant qu'ils sont établis sur les lieux, d'où ils les feront sortir. Il a été pareillement accordé à ladite Compagnie & à ses Agens, qu'en cas qu'ils vendent leurs Négres en échange & troc de Denrées & Marchandises, de quelque espece qu'elles soient, des lieux où il ne se trouvera pas d'argent pour les payer, ils pourront les faire embarquer dans leurs Vaisseaux, & les transporter d'un Port dans un autre, pour les vendre, en payant les Droits ordinaires.

Et à côté dudit Article 25. est écrit ce qui suit.

Je consens que les fruits que je prendray en payement de la vente des Négres, & que je feray transporter d'un Port à un autre, ne soient vendus que dans lesdits Ports, & que je ne pourrai les vendre dans les Terres du dedans desdits Royaumes.

XXVI. Il a été expressément convenu, que ladite Compagnie aura la liberté de faire partir les Vaisseaux dont elle se servira pour l'execution de ce Traité, soit des Ports de France, ou d'Espagne, à son choix, en donnant avis à Sa Majesté Catholique de leur départ: Elle pourra pareillement faire ses retours, soit en Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, ou autres fruits, Denrées & Marchandises provenant de la vente desdits Négres dans lesdits Ports d'Espagne ou de France, à son choix; bien entendu que si lesdits retours se font dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & Commandants desdits Vaisseaux seront obligez de faire leur déclaration aux Officiers de Sa Majesté Catholique de ce qui composera leurs chargements; Et si lesdits retours se font dans les Ports de France, ils seront tenus d'en envoyer l'état & la facture à Sadite Majesté, afin qu'elle en ait une entiére connoissance; mais aucun desdits Navires ne pourra rapporter d'autres Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, & autres fruits, Denrées & Marchandises, que ceux qui proviendront de la vente desdits Négres; Sa Majesté leur défendant de charger aucuns effets appartenants à ses Sujets naturels desdites Indes; Et ladite Compagnie consent que le cas arrivant qu'aucuns de ses Capitaines, Commandants & autres Officiers se chargeassent des effets desdits Particuliers, ils soient déclarez coupables d'avoir fraudé les Droits de Sadite Majesté, & sans aucune autre forme, châtiez comme Transgresseurs de ce qui est contenu au présent Article, & des Ordres qu'il plaira à Sadite Majesté de donner pour son execution, & pour empêcher dans tous les Ports de pareilles fraudes; afin qu'en quelque temps qu'on pourra prouver qu'elles auront été commises, les Contrevenants puissent être convaincus & châtiez.

XXVII. Si quelques Navires de l'Affiente sont armez en Guerre, & font des prises sur les Ennemis de l'une ou l'autre Couronne, ou sur les Pirates & les Corsaires qui croisent & désolent ordinairement les

ANNO 1701. les Mers de l'Amérique, lesdites prises, & les Vaisseaux qui les auront faites, seront reçûs dans tous les Ports de Sa Majesté Catholique; & si leurs prises sont jugées bonnes, les Preneurs ne pourront pas être obligez de payer de plus grands Droits d'Entrée que ceux qui sont établis, & que les propres & naturels Sujets de Sadite Majesté payent ordinairement: Si dans lesdites prises il se rencontre des Négres, ils les pourront vendre à compte de ceux qu'elle est obligée de fournir, comme aussi les vivres dont elle n'aura pas besoin; mais non pas les Marchandises & Manufactures dont Sa Majesté veut que la vente leur soit défenduë: Mais, voulant bien avoir égard à leur interêt, Elle leur permet de faire porter lesdites Marchandises ou Manufactures aux Ports de Cartagéne ou Portobello, & de les remettre aux Officiers de Sadite Majesté, ausquels elle ordonnera, comme elle ordonne dès à présent de les recevoir, & d'en faire un Inventaire, & de les mettre en présence desdits Preneurs en un Magasin, pour y être gardées jusqu'à l'arrivée des Gallions; & lorsque la Foire d'Espagne se tiendra auxdits Ports de Cartagéne & Portobello, lesdits Officiers de Sa Majesté auront soin de vendre lesdites Marchandises & Manufactures en présence & de concert avec les Deputez du Conseil & desdits Preneurs, ou de ceux qui auront leur pouvoir, dont le quart appartiendra à Sadite Majesté, & sera remis dans ses Trésoreries, & envoyé en Espagne avec le procès Verbal de ce que le Total aura produit; Et à l'égard des trois autres quarts de chaque prise, ils appartiendront & seront remis sans aucun délay aux Preneurs ou à leurs Procureurs, après toutefois qu'on en aura déduit les frais qui auront été faits pour la vente & Magasinage. Pour éviter tout prétexte de discution, Sadite Majesté a déclaré & déclare, que les Navires, Balandres, ou autres Bâtiments pris, tels qu'ils puissent être, avec leurs Armes, Artillerie, Munitions, Agrés & Apparaux appartiendront entierement & sans reserve auxdits Preneurs.

XXVIII. Comme le Traité se fait & s'accorde particuliérement en vûë du service que Leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique en peuvent recevoir, & de l'avantage de leurs Finances, il a été réglé, que leursdites Majestez y seront interessées pour la moitié, & chacune d'Elles pour un quart, ainsi qu'il a été convenu; Et d'autant qu'il seroit nécessaire que Sadite Majesté Catholique, pour pouvoir participer aux profits que cette Assiente pourra donner, fit compter & payer à ladite Compagnie un million, faisant le quart de quatre millions de livres tournois, que ladite Compagnie a compté & jugé être nécessaire pour la Regie & execution de ce Traité; Il a été convenu, que, si Sadite Majesté Catholique ne juge pas à propos de faire compter & payer par avance cette somme, ladite Compagnie en fera l'avance, bien entendu que Sadite Majesté Catholique en payera l'interêt à ladite Compagnie, à raison de huit pour cent par chaque année, à compter du jour de ladite avance jusqu'à l'entier, parfait & réel remboursement, que Sadite Majesté en fera suivant le compte qui lui en sera présenté, moyennant quoi ladite Compagnie s'oblige dès à présent à compter à Sadite Majesté des profits qui lui appartiendront, à proportion de son interêt d'un quart dans la totalité de ce présent Traité; mais en cas que par quelque malheur ou pertes, ladite Compagnie ne fit aucun profit, & qu'au contraire elle souffrit quelque perte, Sadite Majesté Catholique sera obligée, comme elle s'oblige dès à présent, à rembourser ladite Compagnie de la part pour laquelle Sadite Majesté est interessée, selon la justice, & de la maniére qui sera la moins préjudiciable à ses interêts.

XXIX. Ladite Compagnie donnera le compte des profits qu'elle aura faits les cinq premiéres années du présent Traité finies & accomplies, avec les Attestations signées, & les papiers en bonne forme, du prix de l'achapt, subsistance, transport & introduction des Négres, & de tous les frais qu'elle aura été obligée de faire pour l'execution dudit Traité: Elle rapportera pareillement des comptes certifiez en bonne forme du produit de la vente des Esclaves Négres dans tous les Ports & lieux de l'Amérique appartenants à Sadite Majesté Catholique, où lesdits Négres auront été transportez & vendus; & lesdits comptes tant de dépense que de recette, seront examinez, visez & liquidez par les Officiers de Sa Majesté Très Chrêtienne, à qui cela appartiendra pour l'Interêt qu'elle a dans ce Traité, afin que dans cette Cour l'on puisse de même viser & liquider l'interêt de Sadite Majesté Catholique, & le retirer de ladite Compagnie, qui sera tenuë & obligée de le payer reguliérement & ponctuellement, comme elle y est obligée par cette condition, qui aura la même force & vertu que les Actes autentiques. ANNO 1701.

XXX. Si le produit des profits des cinq prémieres années excédoit la somme qui doit être avancée par Sa Majesté Catholique, & qui l'aura été; ensemble des interêts à raison de huit pour cent, qui seront compris avec le capital de la maniére qu'il a été expliqué, ladite Compagnie se remboursera en premier lieu de ce qu'elle aura avancé, & des interêts, & payera à sadite Majesté Catholique, outre les Droits annuels dûs pour l'introduction des Négres, tout ce qui devra lui appartenir & revenir desdits profits, sans aucun délai ni retardement: Le même ordre s'observera & se continuera pendant les cinq derniéres années dudit Traité, à la fin & accomplissement desquels ladite Compagnie rendra compte des profits qu'elle aura faits, de la même maniére qu'il a été expliqué pour les cinq premiéres années, afin que Sa Majesté, & les Ministres qu'elle commettra, en demeurent entiérement satisfaits.

XXXI. Ladite Compagnie offrant par le troisiéme Article de ce Traité d'avancer à Sa Majesté six cens mille livres tournois, monnoye de France, ou deux cens mille piastres monnoye d'Espagne, dans les termes mentionnez audit troisiéme Article, dont elle ne pourra retirer son remboursement & recouvrement entier que dans les deux derniéres années de ce Traité, sans qu'elle puisse prétendre aucune chose pour les interêts & risques de ladite somme, il a été convenu, que si par le compte que ladite Compagnie rendra à la fin des cinq premiéres années il se trouve des profits, & qu'elle désire se rembourser de cette somme, après s'être remboursée de l'avance du quart, & des interêts qu'elle doit prendre en premier lieu, il lui sera loisible de se payer & retenir par ses mains le tout, ou partie de ladite somme de six cens mille livres, afin que les Droits de Sa Majesté lui reviennent en entier pendant lesdites deux derniéres années, bien entendu qu'on lui en payera le décompte, & qu'elle joüisse des profits qui lui doivent revenir pendant les cinq derniéres années de ce Traité; mais s'il n'y a point de profits dans lesdits cinq premiéres années, l'on observera ce qui a été expliqué audit Article troisiéme.

XXXII. Ledit Traité étant fini & accompli, Sa Majesté Catholique accorde à ladite Compagnie trois années de terme pour liquider tous ses comptes, retirer ses effets desdites Indes, & rendre à Sadite Majesté son compte final; & pendant lesdites trois années ladite Compagnie, ses Agents & Commis joüiront des mêmes Priviléges, & Franchises qui leur sont accordées pendant la durée du présent Traité pour l'entrée libre de ses Vaisseaux dans tous les Ports de l'Amérique, & pour en retirer ses effets, sans qu'il puisse y être apporté aucun changement ni restriction quelconque.

XXXIII. Tous les débiteurs de ladite Compagnie seront contraints au payement de leurs dettes comme pour les propres affaires & deniers de Sa Majesté Catholique, laquelle pour cet effet a mis & met ladite Compagnie en tous ses Droits, noms, raisons & actions.

XXXIV. Et afin que tout ce qui est contenu au présent Traité & aux Articles inserez à la marge d'icelui, & généralement tout ce qui en peut & pourra dépendre & resulter, soit executé & accompli sincérement & en bonne foi, nonobstant toutes raisons, causes & prétextes quelconques, Sa Majesté Catholique a dérogé & déroge en vertu du présent Traité à toutes les Loix, Ordonnances, Cédules, Priviléges, Usages & Coûtumes qui pourroient y être contraires dans tous les Ports, Lieux & Côtes de l'Amérique appartenants à Sadite Majesté pendant le temps & espace de dix années que le présent Traité doit durer, & des trois années que Sa Majesté accorde à ladite Compagnie au delà desdites dix années pour retirer tous effets, & rendre son compte final de la maniére qu'il a été ci-devant expliqué; Lesdites Loix, Ordonnances, Cédules; Priviléges, Usages & Coûtumes demeurants en leur force & vigueur, pour tout ce qui ne regarde point le présent Traité. Et enfin sadite Majesté accorde à ladite Compagnie, ses Agents, Facteurs, Commis, &

ANNO 1701. & autres Officiers, tant de Guerre, que de Police, soit par Mer, soit par Terre, toutes les mêmes Graces, Franchises, Priviléges & Exemptions qui ont été accordées aux précedents Assientistes, sans en excepter aucuns pour tout ce qui n'est pas contraire aux Articles précedents ci-devant exprimez: Et ladite Compagnie s'oblige pareillement d'accomplir & d'exécuter entierement & ponctuellement tout ce qui est contenu ausdits Articles, & mondit Sieur Du Casse promet & s'oblige, tant en son nom, que comme porteur du Pouvoir que ladite Compagnie Royale de Guinée lui a donné à Paris, en datte du vingt-troisiéme Juillet dernier, qu'il a représenté, de rapporter l'Approbation & Ratification du présent Traité dans le terme qui lui sera marqué par sadite Majesté. Fait à Madrid le vingt-septiéme jour d'Aoust de l'année mil sept cent un.

Signé,

DU CASSE.

XII.

31. Août. Associations-Recess der zu Heylbronn versamlet gewesener Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Creyse / Wodurch die im Chur-Rheinischen Creyse gelegene Herren Churfürsten und Stände sich mit den beeden Creysen Francken und Schwaben / Ihro Churfl. Durchl. in Bayern und dem löbl. Bayers. und Ober-Rheinischen Creyß und zwar nach dem zu Heydenheim den 23. Novem. 1700. zwischen Francken und Schwaben erzichteten / nachgehends den 6. May 1701. extendirten und ratificirten Recess associiren; Welches gleichfalls von Churbayern so wohl vor sich als in vertrettung des Churbayrischen Creyses / nicht minder auch von dem Ober-Rheinischen Creyß beschiehet / und mit einer gewissen Anzahl Volcks zu concurriren versprechen. Geschehen Heylbronn den 31. Aug 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. II. pag. 377. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. I. pag. 647.

C'est-à-dire,

Recès d'Association conclu par les Cercles Electoral du RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE *& du* HAUT-RHYN *assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situez dans le Cercle Electoral du Rhyn; l'Electeur de Baviere pour lui, & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn, s'unissent & associent aux Cercles de Franconie & de Suabe, aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles conclu à Heydenheim le 23. Novembre 1700. étendu & ratifié le 6. May suivant; avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Août 1701.*

ANNO 1701.

Zu wissen: Demnach eine Zusammenkunfft derer sich mit einander zu associiren vorhabender löblichen Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Reichs-Creysen anhero nach des Heil. Reichs Stadt Heilbronn auf den 17. dieses zu End lauffenden Monats Augusti, laut Lit. A. veranlasset worden / und dann neben denen Fränck- und Schwäbischen sich auch der Chur-Rheinische / ingleichen ihre Churfürstliche Durchl. in Bayern / als Churfürst / und in Vertretung des Bayerischen Crayses / nicht weniger der Ober-Rheinische Crayß / durch Ihre allerseits Gevollmächtigte Crayß-Ausschreibs-Ambts Gesandte eingefunden; Daß solchem nach mit Abstrahirung von allen Ceremonien und Formalitäten / jedoch citra consequentiam & præjudicium cujuscunque, die Proposition nach Lit. B. abgelegt / und nach behöriger Limitation der zwischen Francken und Schwaben den 23. Nov. 1700. zu Heydenheim an der Prentz erzichtete / nachgehends in formam extensiorem gebrachte / und den 6. May. lauffenden Jahrs von erstermeldten löblichen Crayse ratificirte Recess pro fundamento & objecto deliberationis gesetzet / und darauf von denen übrigen löblichen Gesandschafften folgende Declarationes beschehen / respective an- und ad referendum genommen worden seyn.

1. Hat die Chur-Mayntzische Gesandschafft Nahmens des gesamten Chur-Rheinischen Crayses sich dahin erkläret und erboten / daß die in dem Chur-Rheinischen Creyß gelegene Herren Churfürsten und Stände den obgedachten zwischen Francken und Schwaben erzichteten Recess samt dessen Articulo separato, als das fundamentum, basin & regulam des gantzen Werks amplectiren / allen dessen Puncten und Clausuln / ausser was die darinnen enthaltene und zu eines jeden Crayses Disposition stehende œconomica betrifft / getreulich nachkommen / und mithin auf diesen Recess und dessen Conditiones so wohl mit löblich. erwehnten beeden Crayssen / Francken und Schwaben / als Ihro Churfürstlichen Durchl. in Bayern / und dem löbl. Bayerischen und Ober-Rheinischen Crayß / in eine Alliance würcklich eintreten / und sich mit denenselben associiren / so dann zu denen andern Alliirten Crayß-Trouppen auf Maaß und Weise / wie solches der sub Lit. C. hiebeygefügte Extractus des ohnlängst hin zu Franckfurth abgefaßten Chur-Rheinischen Crayß-Recessus mit mehrern besagt / mit 3000. Mann zu Fuß / und 1000. Mann zu Pferd / concurriren wolle / welches Offertum und Anerbieten dann auch also von denen löbl. Chur-Bayer-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften auf ungezweiffelte Ratification der übrigen Fränck- und Ober-Rheinischen H. H. Creyß-Mit-Ständen acceptirt / von dem Schwäbischen aber noch zur Zeit ad referendum genommen worden / ingleichen hat

2. Die löbliche Chur-Bayerische Gesandschafft sich dahin respective erkläret und erbothen / daß Ihro Churfürstl. Durchl. in Bayern / so wohl vor Dero eigener Hohen Churfürstl. Person / als in Vertretung löbl. Chur-Bayerischen Crayses / in die zwischen denen Chur-Rhein-Fränck-Schwäb- und Ober-Rheinischen Reichs-Crayssen obhabende Allianz mit eintretten / und demnach nicht allein den zwischen jetzt wohlgedachten Crayssen / Francken und Schwaben / zu Heydenheim an der Prentz in nechst vorigen Jahr erzichteten / und ad extensiorem formam hernach gebrachten Recess sampt dessen Articulo separato gleich dem Chur-Rhein. Creyß mit amplectiren / sondern auch vor sich und Löbl. gedachten Bayerischen Crayß zusammen mit 15000. Mann theils Cavallerie, theils Infanterie, concurriren wollen / welches dann auch also und dergestalten Chur-Rhein- und Fränckischer Seiten / auf gleichfalls ohngezweifelter Ratification Dero sämtlichen Herrn Mit-Ständen / acceptirt und angenommen worden / daß weilen man noch zur Zeit zu Erreichung des vorhabenden Zwecks eben eines solchen Corporis nicht nöthig haben / sondern gnug seyn möchte / wann Hochgedachte Ihro Churfürstl. Durchl. vor sich und in Vertretung des löbl. Bayerischen Crayses nur mit einem der jetzigen Fränck- und Schwäb. Crayses-Verfassung proportionirten Quanto, so sich biß auf 10000. Mann belieffe / concurriren wollten / ein solches Ihr. Churfl. Durchl. nicht zuwieder seyn lassen / gleich-

ANNO 1701. gleichwohl den Rest der offerirten Mannschafft in zwischen bey der Hand halten / und da sich die Zeiten und Conjuncturen gefährlich anliessen / und es die Noth erfordern solte / damit denen andern alsdan nothleidenden und Alliirten Crayſen / auff Ihre beschehene requisition, nach Innhalt des mehrermeldten Heydenheimischen Recessus beystehen und succurriren würden / welches aber von der Schwäb- und Ober-Rheinischen Gesandschafft der Zeit nur ad referendum genommen worden.

3. Hat die Löbl. Ober-Rheinische Gesandschafft sich erkläret / daß sie der mehr bemeldten zwischen Francken und Schwaben geschlossenen Alliance (als welche allein zu der confœderirten Crayse Conservation und Sicherheit angesehen / mithin Ihrer Kayserl. Maj. als des höchsten Ober-Haupts im Reich allergnädigsten Intention nicht zuwider ist /) mit accediren / und oftgedachten Heydenheimer Recess alles Innhalts / ausser einem die œconomica concernirenden Puncten, amplectiren / mithin auf dem Fall der mutuellen Assistenz und Hülff-Leistung mit 2. Regimentern zu Fuß und 1. zu Pferd (so 3335. Mann effective betragen) concurriren wolten / gestalten solches die Beylage Lit. D. mehrern Innhalts besagt. Nun haben zwar auch dieses Offertum die Löbl. Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch- und Fränckische Gesandschafften gleichmäßig auf ohngezweifelte Ratification deren sämtlichen H. Hn. Mit-Ständen acceptirt / die Löbl. Schwäbische Directorial Gesandschafft aber es nur ad referendum genommen / mit dem Vermelden / weil die von denen andern Creyß-Directoriis eingelangte Antwort-Schreiben / auf die an sie beschehene Invitation, nur von der Quæstion An? Meldung gethan / des bey zu bestellen gemeinten Quanti und Modi aber gar nicht gedacht / sie die Schwäbische Directorial-Gesandschafft in specie instruirt worden wäre / anförderst auf was vor eine Weise die übrige obwolgemeldte Creyse und Stände in die Allianz mit einzutreten / und mit was vor einem Mannschaffts-Quanto zu concurriren / erbietig seyen / bey gegenwärtigem Convent anhören / und darüber denen löblichen Schwäbischen Creyß-Ständen zu dero Entschliessung gehörige Relation erstatten solte. Es hat jedoch mehr löblich gemelte Schwäbische Directorial-Gesandschafft sich anbey dahin erbothen / bey dem ohne das anhero nach Heilbron auf den 3. nechst künfftigen Monats ausgeschriebenen engeren Convent, den so wohl Chur-Rhein- als Bayer- und Ober-Rheinischer Seiten anerbotenen Modum accedendi gleich Anfangs gehörig zu referiren / und in Proposition zu stellen / auch darauf erfolgenden endlichen Entschluß am ehesten denen andern löblichen Creyß-Directoriis kund zu machen / welches dann von denen Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften mit denen respective ad ratificandum & referendum genommenen Puncten zu thun reciproce anerbothen worden / allermassen man auch

4. In der Hoffnung / daß anbey irgendwo einiger fernerer Anstand werde genommen werden / sich eventualiter des sub Lit. E. beygefügten formularis, wie nemlich auf die einlangende allerseitige final-Resolutiones die Accession in die zwischen Francken und Schwaben erzichtete Allianz von Seiten derer anderen Hrn. Churfürsten / Fürsten und Ständen zu bewerckstelligen / und zu einem beständigen Recess zu bringen / verglichen / und dan

Schlüßlich hat zwar die Chur-Rheinische Gesandschafft / besage der Beylage sub Lit. F. umständlich bey gegenwärtigen Convent vorgestellet / aus was vor Ursachen und Motiven von des löbl. Chur-Rheinischen Creyses Hrn. Hrn Chur-Fürsten und Ständen verlanget werde / daß die Eyffelischen Hrn. Hrn. Grafen und des Reichs Stadt Cölln zu dem von Ihnen bey dem Chur-Rheinischen Creyß-Tag gesuchtem Beytritt in die vorhabende Allianz mit möchten admittirt werden / die löbliche Ober-Rheinische Gesandschafft auch auf gleichmäßige Admission der löbl. Oesterreichischen und Westphälischen Creysen ihrer habenden Instruction gemäß angetragen / auch wegen des löblichen Oesterreichischen Creyses von des sich hier eingefundenen hochansehnlichen Kayserl. Herrn Gesandten Grafen von Löwenstein Excell. Instanz gemacht worden : Weiln aber die übrige Gesandschafften defectum Instructionis vorgeschützt / als ist von denenselben letztberührtes ad referendum genommen worden. Urkundlich ist dieses fünffmahl gefertigt / und von allerseits gevollmächtigten Hrn. Hrn. Abgesandten unterschrieben und gesiegelt worden / so geschehen Heilbronn den 31. Augusti 1701. ANNO 1701.

1. Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses /
George Friedrich Peringer. (L. S.)

2. Von wegen Ihrer Chur-Fürstlichen Durchl. in Bayern /
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Künzingen. (L. S.)

3. Von wegen des Fränckischen Creyses /
Johann Georg Scharff / und Johann Christoph Staudt. (L. S.)

4. Von wegen des Bayerischen Creyses /
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Künzingen. (L. S.)

5. Von wegen des Schwäbischen Creyses / im Namen Ihrer Hoch-Fürstl. Gnaden zu Constantz und Ihrer Hoch-Fürstl. Durchl. zu Würtenberg /
Johann Edler von Backmeister. (L. S.)

6. Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses /
Johann Friedrich Faber. (L. S.)

Philipp Heinrich von Jodoci. (L. S.)

XIII.

Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM I, *Regiam Majestatem Britanniæ* WILHELMUM III, *nec non Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM, *ad procurandum suæ Cæsar: Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Hagæ Comitum die 7. Septembris, anno* 1701. Cum ARTICULO SEPARATO. Nec non RATIFICATIONE *Imperatoris* LEOPOLDI. *Eberstorfii, 19. Septembris* 1701. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 7. Sept.

NOs Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio

ANNO 1701. chio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes, Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum.

Notum teſtatumque facimus omnibus, & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt, quod cum Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Conſanguineum & Fratrem noſtrum Chariſſimum; nec non Chariſſimos Amicos noſtros, Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum per utrinque ad id Deputatos, & ſufficienti Mandato inſtructos Legatos & Miniſtros Plenipotentiarios die ſeptimâ currentis menſis & anni Hagæ Comitum Tractatus Fœderis ſequentem in modum initus & concluſus ſit.

Quandoquidem mortuo ſine Liberis non ita pridem glorioſiſſimæ memoriæ Carolo II. Hiſpaniarum Rege, Sacra Sua Cæſarea Majeſtas Succeſſionem in Regna, & Provincias Regis defuncti Domui Suæ Auguſtæ legitimè deberi aſſeruerit, Rex autem Chriſtianiſſimus pro Nepote ſuo Duce Andegavenſi eandem Succeſſionem ambiens, & Jus illi ex Teſtamento quodam Regis defuncti natum eſſe præferens, pro modo dicto Duce Andegavenſi poſſeſſionem univerſæ Hæreditatis ſive Monarchiæ Hiſpanicæ arripuerit, Provincias Hiſpano-Belgicas, Ducatumque Mediolanenſem armis occupaverit, Claſſem in Portu Gaditano paratam teneat, Naves plures bellicas ad Indias Hiſpano parentes miſerit, atque hoc modo aliisque plurimis Regna Galliarum & Hiſpaniarum tam arctè inter ſe uniantur & coaleſcant, ut poſthac non aliter quam pro uno eodemque Regno conſideranda eſſe videantur, adeo ut niſi proſpectum fuerit, ſatis appareat, Cæſareæ ſuæ Majeſtati abjiciendam eſſe omnem ſpem, umquam ſibi de prætenſione ſua ſatisfactum iri, ſacrum Romanum Imperium Jura ſua in Feuda, quæ ſunt in Italia & in Belgio Hiſpanico perditurum, Britannis & Belgis fœderatis liberum Navigationis & Commerciorum uſum in Mare Mediterraneum, in Indias & alibi funditus periturum, unitumque Belgium deſtitutum iri ſecuritate, quam ex interpoſitis inter ſe & Gallos Provinciis Hiſpano-Belgicis, vulgo *Barriere*, tenebat, denique Gallos & Hiſpanos ita conjunctos adeo omnibus formidandos brevi evaſuros, ut totius Europæ Imperium facile ſibi vindicaturi ſint. Quum autem ob hunc procedendi modum Regis Chriſtianiſſimi, Cæſareæ ſuæ Majeſtati neceſſitas impoſita fuerit, Exercitum in Italiam mittendi ad conſervanda tam jura ſua privata, quam Feuda Imperii, Rex Magnæ Britanniæ neceſſarium exiſtimaverit, Copias ſuas auxiliares mittere Belgio Fœderato, cujus res eo loco ſunt, ac ſi reipſa jam aggreſſum foret, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, quorum fines undique ferè patent, effracto & remoto obice, vulgo *Barriere*, qui Gallorum vicinitatem arcebat, coacti ſint, ea cuncta pro ſecuritate & ſalute Reipublicæ facere, quæ Bello impetiti facere debuiſſent, vel potuiſſent, quumque tam anceps rerum conſtitutio ipſo Bello periculoſior ſit, & hoc rerum ſtatu Gallia & Hiſpania abutantur, ut ſe magis & magis inter ſe devinciant, ad opprimendam Europæ libertatem, & tollendum Commerciorum uſum, his rationibus adducti, Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, Sacra ſua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii tantis malis hinc ſurrecturis obviam tendentes, & pro viribus remedia afferre cupientes, arctam inter ſe conjunctionem, & Confœderationem pro depellenda communis periculi magnitudine neceſſarium eſſe exiſtimaverunt, & hunc in finem Mandatis ſuis inſtruxerunt, ſcilicet Sacra ſua Cæſarea Majeſtas Nobiliſſimos, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos, Dominum Petrum Sacri Romani Imperii Comitem a Goeſſen, Dominum de Carlsberg, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarium, Conſiliarium Imperialem Aulicum & ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Joannem Wenceſlaum, Sacri Romani Imperii Comitem Wratiſlau à Mitrowitz, Dominum de Ginez, & Malentriz, Sacræ Romanæ & Hungariæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, intimæ Cancellariæ Aulico-Bohemicæ Conſiliarium & Aſſeſſorem, nec non Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ad Sereniſſimum Magnæ Britanniæ Regem Ablegatum Extraordinarium, Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios: Sacra ſua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, Nobiliſſimum, Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum, Dominum Joannem Comitem de Marlebourough Baronem Churchil de Sandrige, Sacræ Regiæ Majeſtati à Conſiliis intimis, Copiarum Pedeſtrium Ducem, vulgo Generalem, & ſummum Exercitus memoratæ ſuæ Sacræ Regiæ Majeſtatis in Belgio Præfectum, Legatum ejus Extraordinarium, Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium: Et Domini Ordines Generales, Dominos Didericum Eck de Pantaleon, Dominum de Gent & Erlekum: Fredericum Baronem de Rheede, Dominum de Lier, agri Sti Antonii, & de Terlee, Commendatorem Buræ, unum Nobilium & in Ordine Equeſtri Hollandiæ & Weſtfriſiæ conſcriptum: Antonium Heinſium Dominorum Ordinum Hollandiæ & Weſtfriſiæ Conſiliarium & Syndicum eorundem, Magni Sigilli Custodem ac Feudorum Præſidem, Wilhelmum de Naſſau Dominum de Odyk Cortgiene &c. Primum Nobilem & repræſentantem Ordinem Nobilium in Dominorum Ordinum Zeelandiæ & eorundem Deputatorum Congreſſu: Everhardum de Weede Dominum de Weede, Dikveld, Rateles &c. Fundi Civitatis Oudewaater Dominum, Capituli Stæ. Mariæ, quod Trajecti ad Rhenum eſt, Decanum, Conſiliarium Primarium & Præſidem Conſeſſus Provinciæ Ultrajectinæ, Aggerum fluminis Lecciæ Præfectum & Prætorem: Wilhelmum van Haren, Agri Biltani in Friſia Grietmannum, Univerſitatis Franequeranæ Curatorem, a parte Nobilium in Conſeſſu Dominorum Ordinum Friſiæ Deputatum: Burchardum Juſtum a Welvelde in Bukhorſt & Molokate Toparchum in Zalick, & Vekaten Yſſelmuytani agri Satrapam: & Wicherum Wichers Civitatis Groningenſis Senatorem, reſpectivè Dominorum Ordinum Geldriæ, Hollandiæ & Weſtfriſiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Friſiæ, Tranſyſulaniæ & Groningæ & Omlandiorum ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Deputatos, qui vi Mandatorum ſuorum in ſequentes Fœderis leges convenerunt. ANNO 1701.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii conſtans, perpetua & inviolabilis amicitia & correſpondentia, teneaturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro poſſe avertere.

II. Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales, cum nulla res ipſis magis cordi ſit, quam pax & tranquillitas generalis totius Europæ, judicaverunt ad eam ſtabiliendam nihil efficacius futurum, quam procurando Cæſareæ ſuæ Majeſtati ratione prætenſionis ſuæ in Succeſſionem Hiſpanicam ſatisfactionem æquam & rationi convenientem, & ut Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales ſecuritatem particularem & ſufficientem pro Regnis, Provinciis Ditionibusque ſuis, & pro Navigatione, & Commerciis Subditorum ſuorum adipiſcantur.

III. Propterea Foederati ante omnia operam dabunt quantam poſſunt maximam ad obtinendam via amicabili, & per Tranſactionem ſolidam & firmam Cæſareæ ſuæ Majeſtati ſatisfactionem æquam & rationi convenientem in cauſa memoratæ Succeſſionis, ac ſecuritatem modo indigitatam Regiæ ſuæ Majeſtati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, impendentque Fœderati in hunc finem omni ſtudio & absque ulla intermiſſione, ſpacium duorum menſium à die quo Ratificationum Tabulæ commutabuntur, numerandum.

IV. Quod ſi præter ſpem & vota, intra tempus præfinitum res eo, quo dictum eſt modo tranſigi nequeat, Fœderati ſibi invicem ſpondent & promittunt, ſe alter alterum omnibus viribus adjuturos, idque juxta ſpecificationem peculiari in Conventione determinandam, ut ita aquirant ſatisfactionem & ſecuritatem antè memoratas.

V. Fœderati ad procurandam ſatisfactionem & ſecuritatem antedictas, omnes nervos intendent, ut inter alia recuperent Provincias Hiſpano-Belgicas, ut ſint obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens & ſeparans pro ſecuritate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum ab omni tempore inſervierunt, donec Rex Chriſtianiſ-

ANNO 1701. nissimus nuper eas Milite suo occuparit, ut & Ducatum Mediolanensem cum dependentiis ejus, tanquam Feudum Imperii, atque securitati Provinciarum Hæreditariarum Cæsareæ Majestati inserviens. Præterea Regna Neapolis & Siciliæ, & Terras atque Insulas circa ora Hetruriæ in Mari Mediterraneo, quæ sunt Ditionis Hispanicæ & ejusdem usui esse possunt, ut & prodesse Navigationi & Commerciis Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Belgii Uniti.

VI. Licitum sit Regiæ suæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus communi Consilio pro utilitate & commodo Navigationis & Commercii Subditorum suorum, quas poterunt in Indiis Hispanicæ Ditionis Terras & Urbes armis occupare, quidquid autem occupaverint, ipsorum manebit.

VII. Necessitate exigente, ut Fœderati ad obtinendam antedictam suæ Cæsareæ Majestatis satisfactionem & Regis Magnæ Britanniæ, ac D. Dominorum Ordinum Generalium securitatem bellum subire adigantur; fideliter inter se Consilia communicabunt de operationibus bellicis, & de omnibus rebus ad causam hanc communem spectantibus.

VIII. Neutri Partium fas sit Bello semel suscepto de Pace cum hoste tractare nisi conjunctim & communicatis Consiliis cum altera Parte, nec Pax incatur, nisi adepta prius pro Cæsarea sua Majestate satisfactione æqua, & rationi conveniente, & pro Regia sua Majestate Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitate peculiari Regnorum, Provinciarum, Ditionum, Navigationis, & Commerciorum suorum, & nisi justis cautelis antea provisum sit, ne Regna Galliæ & Hispaniæ unquam sub idem Imperium veniant & unianter, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, & speciatim ne Galli unquam in possessionem Indiarum Juris Hispanici veniant, neque ipsis ibidem Navigatio Mercaturæ exercendæ causa, sub quocunque prætextu directè vel indirectè permittatur & denique nisi pacta pro Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii facultate plena utendi & fruendi omnibus iisdem Privilegiis, Juribusque, Immunitatibus & Libertatibus Commerciorum Terra Marique in Hispania, Mari Mediterraneo, & in omnibus Terris & locis, quæ Rex Hispaniarum postremò defunctus tempore mortis, tam in Europa quam alibi possedit, quibus tunc utebantur & fruebantur, vel quibus amborum vel singulorum Subditi jure ante obitum dicti Regis Hispaniarum quæsito, per Tractatus, per Pacta conventa, per Consuetudinem, vel per alium quemcunque modum uti & frui poterant.

IX. Tempore quo dicta Transactio vel Pax fiet, Fœderati inter se convenient, de omnibus iis, quæ ad stabiliendam Navigationem & Commercia Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium in Terris & Ditionibus aquirendis, & a postremo defuncto Hispaniarum Rege possessis necessaria erunt, quemadmodum etiam de modo quo Domini Ordines Generales per obicem antedictum, vulgo *Barriere*, securi reddentur.

X. Et quoniam Controversiæ quædam Religionis ergo exoriri possent, in Locis à Fœderatis, uti sperant, armis occupandis de exercitio ejus inter se, etiam eodem quo supradictum est, tempore convenient.

XI. Fœderati se invicem omnibus viribus juvare & opem ferre contra Aggressorem teneantur, si Rex Christianissimus vel quisquam alius aliquem Fœderatorum ex causa hujus Fœderis aggredi sustineat.

XII. Quod si vel nunc super sæpe indigitata satisfactione, & securitate transigi queat, vel post susceptum necessario Bellum Pax iterum coalescat, post talem vel Transactionem vel Pacem concluśam, sit & maneat semper inter Partes contrahentes Fœdus defensivum pro Guarantia ejusdem; vel Transactionis vel Pacis.

XIII. Ad hujus Fœderis societatem admittentur cuncti Reges, Principes & Status qui volent quibusque Pax Generalis cordi est: quoniam autem sacri Romani Imperii peculiariter interest Pacem publicam servari, & hic inter alia agatur de recuperandis Imperii Feudis, ad hujus Fœderis societatem dictum Imperium speciatim invitabitur: Præterea Fœderatis conjunctim vel singulis seorsim licitum sit accessionem ad hoc Fœdus requirere, eorum quos requirere ipsis visum fuerit.

XIV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis intra spatium sex septimanarum vel citius si fieri poterit, in quorum fidem nos suprameniorati Plenipotentiarii præsens Fœdus Subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum die septimo Septembris anni millesimi septingentesimi primi. ANNO 1701.

(L.S.) Petrus *Comes* a Goessen.

(L.S.) Joannes Wenceslaus *Comes* Wratislau a Mitrowitz.

Nos prædictum Fœdus sic initum & concluśum per omnia & singula, approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum id hisce approbamus confirmamus, & ratumhabemus, promittentes verbo nostro Imperiali & Regio, Nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta firmiter & constanter observaturos, impleturos, observari & impleri curaturos, neque quantum in nobis erit passuros, ut a quopiam sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè violentur & infringantur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, sigilli Nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Dabantur in Arce Nostra Ebersdorffii, die decimâ nona mensis Septembris, Anno millesimo septingentesimo primo, Regnorum nostrorum Romani 44. Hungarici 41. Bohemici vero 46.

LEOPOLDUS.

Vt D. A. C. a Kaunitz.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

Articulus Separatus *de reparatione Regi magnæ Britanniæ, circà agnitionem prætensi Walliæ Principis in Regem Angliæ per Regem Galliæ attentatam, procuranda.* Cum Ratificatione *Cæsarea. Viennæ 22. Martii* 1702. [Manuscrit tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

Nos Leopoldus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, quòd, cùm die 7. Septembris Anni proximè elapsi inter nos & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum, nec non Charissimos Amicos nostros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrimque ad id deputatos & sufficienti Mandato instructos Ministros Fœdus initum & concluśum sit, omnibus verò Partibus nuperrimè placuerit de sequenti adhuc Articulo convenire.

Quandoquidem post Fœdus inter Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Hagæ Comitum die 7. mensis Septembris 1701. Anni confectum signatumque, Rex Galliæ sibi tantum arrogaverit, ut prætensum Walliæ Principem agnosceret, declararetque Regem Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, atque eo facto Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ & universæ Nationi Britannicæ gravem admodum & indignam injuriam intulerit: Conventum concluśumque est inter prædictos Dominos Confœderatos, Sacram sua Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos

ANNO 1701. sos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii per præsentem hunc Articulum (qui parem & eandem prorsus vim, virtutem & vigorem obtinebit, ac si supradicto Fœderi ab initio insertus esset) quòd nulla cum Gallis Pax omnino inibitur, priusquam ante memoratæ Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ pro eadem atroci injuria reparatio facta sit.

Nos eundem Articulum separatum per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum eum hisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, promittentes verbo Nostro Imperiali & Regio, nos omnia, quæ in eo continentur, bona fide præstituros & adimpleturos, neque quantum in Nobis erit, passuros esse, ut à quopiam sub quocunque demum prætextu directè vel indirectè violetur & infringatur: In cujus rei fidem hasce manu Nostra subscriptas Sigilli Nostri Cæsarei appressione muniri jussimus; Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ diè 22. Martii Anno 1702. Regnorum Nostrorum, Romani quadragesimo quarto, Hungarici quadragesimo septimo: Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. H. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

C. F. CONSBRUCH.

XIV.

23 Oct. **Fürst-Bruderliche Convention zwischen Herrn Rudolph Augusten / und Anthon Ulrichen Hertzogen zu Braunschweig und Luneburg / wodurch Sie zu Conservation Ihrer Lande / auch alten Prærogativen und Rechten sich in einen Vermögl. Defensions-Stand setzen. Braunschweig den 23. Octobr. 1701.** [*Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 190. col. 2. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. VI. Absatz. IV. pag. 169.

C'est-à-dire,

Convention fraternelle, entre les Serenissimes Princes RODOLPHE AUGUSTE, *&* ANTHOINE ULRIC, *Ducs de Brunswick-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswick 23. Octobre* 1701.

DEmnach wir von Gottes Gnaden Rudolph Augustus und Anthon Ulrich / Hertzoge zu Braunschweig und Lüneburg / bey Unser führenden Brüderlichen Gesamt-Regierung uns jederzeit angelegen seyn lassen / durch einmüthigen Rath die Wohlfarth Unsers Etats zu befordern / wir auch vermittelst Göttlicher Assistenz bishero unser Fürstenthum und Lande in gutem Friede und Ruhestand erhalten; die gegenwärtige Conjuncturen aber / und zumahln die Unserm Hause anscheinende Particulier Gefährlichkeiten / uns vor dasmahl um so mehr obligiren / ein treu-brüderliches einmüthiges Concert zu fassen / in Betracht da 1. durch den von Hannover gesuchten Electorat, und was demselben anhangig ist / Unser von so vielen Seculis her in einer egalen Dignitæt und genauer Vereinigung gestandenes Hertzogliches Gesamt-Hauß hauptsächlich getrennet / wir aber als der schwächere Theil von solcher Revolution und derseits etablirenden Præpotenz nichts anders [massen wir es allbereit bey der Sachsen-Lauenburgischen und andern Sachen würcklich empfinden /]als ein verkleinerliches Tractament, thätliche Proceduren und Bedrängnüssen / auch zuletzt wohl gar eine gäntzliche Oppression erwarten können; Nunmehr auch 2. der Spanische Successions-Streit und darüber herfürbrechender Krieg einen jeden Reichs-Patrioten und Uns insonderheit fürchten machet / daß selbiger Teutschland mit ergreiffen / und nach dem Exempel des vormahligen dreyssigjährigen Krieges unser Fürstenthum und Lande mit Durchzügen / Exactionen / Einquartierung / Brennen / Rauben und Plündern abermahl verheeret und zu Grunde gerichtet werden möchten; Über dem 3. die einige Zeithero von so vielen Orten wider uns erschollene Bedrohungen und continuirende gefährliche Gerüchte / mithin die derhalben einlauffende vielfältige Warnungen uns in die gerechte Apprehension und Vermuthung setzen / daß von Unsern übelwollenden und ihren gegen Uns animirten Freunden ein oder ander gefährliches Dessein wider Uns machiniret werde / und wir dannenhero uns Ehren- und Gewissens halber verbunden achten / Uns / Unsern Etat / Fürstenthum und Lande für feindlichen Tractament zu retten / und Uns bey allen Unsern von Gott verliehenen und uns angeerbten Rechten nach äusersten Kräfften zu mainteniren; So haben wir nach gehaltener gemeinsamer reiffer Berathschlagung / bey Erwegung vorangeführter und mehrer gefährlicher Umstände / uns dahin treu-brüder- und einmüthiglich miteinander vernommen / concertiret und geschlossen / Unsere vorhin gehabte ordinaire Defensions-Verfassung bey gegenwärtigen Zeiten auf eine stärckere und solche Proportion einzurichten / daß wir im Stande seyn mögen / nicht nur denen angedroheten Entrepriesen und Gewaltthätigkeiten nachdrücklich widerstehen / Unsere Vestungen bewahren / und Land und Leute für Ruin schützen / sondern auch zu Erhaltung des Reichs-Friedens und gemeinen Ruhe-Standes schuldigster massen concurriren zu können; zu welchem End wir dann bey Unser Milice die Compagnien / insonderheit bey der Infanterie, so weit verstärcken lassen wollen / daß mit ehesten Unsere Defensions-Verfassung effectivement in zwölfftausend Mann regulirter Trouppen bestehen möge / die wir auch nach äusserster Möglichkeit so lange beyzubehalten trachten wollen / bis wir aus der Gefahr gerettet / und Unser Etat, Rechte und Befugnüssen auf ein oder andere reputirliche Weise in Sicherheit gesetzt seyn werden / mithin auch bey dem Spanischen Successions-Streit die Bewahrung des gemeinsamen Reichs-Friedens und Ruhestandes in Teutschland wird effectuiret und beschaffet seyn. Gleichwie wir aber Unser getreuen Landschafft vorhin gnädigst versichert haben / daß durch die Augmentation unser Trouppen Land und Leuten keine mehrere Onera, als vor dem zu der ordinairen Kriegs-Cassa bewilliget / aufgeleget / sondern die zugeworbene Milice, und was davon dependiret / ohne Last und Zuthun des Landes / aus denen von der Cron Franckreich bey dem mit derselben zu Maintenirung des Westphäl- und Ryßwickischen Friedens in Teutschland vor einiger Zeit getroffenen Tractat veraccordirten Subsidien unterhalten werden soll; Also wollen wir auch darüber ernstlich halten / und Unsere Unterthanen in so weit aller neuen Beschwerung gäntzlich entheben.

Und obwohl diese von Uns concertirte Verfassung die Disposition der Reichs-Constitu-

tio-

(1) Cette Piece étant tirée du *Theatrum Europæum* où on a conservé la Date Celle de *Lunig* est du 2. peut être par une faute d'impression. [DUM].

ANNO 1701.

tionen und des Westphälischen Friedens-Instruments, zuforderst aber die schuldige Treue und Pflicht/ womit wir dem Reich und dessen allerhöchsten Ober-Haupt verwand/ zum Fundament hat/ dahero auch von keinem Wohlgesinneten desfalls eine widrige Explication zu vermuthen; So declariren wir dennoch zum Uberfluß einmüthiglich/ und mit aufrichtigen Teutschen Hertzen/ weder des neundten Electorats halber/ noch ex quovis alio capite jemanden/ er sey wer er wolle/ offensive anzugreiffen/ sondern Uns mit Unser Armatur in terminis & statu defensionis und zwar solcher massen zu halten/ daß wir zuforderst für unsern Etat, für Unsere alte Prærogativen und Rechte/ für die Sicherheit Unser Vestungen und Lande ein wachendes Auge haben/ und uns dabey auf keinerley Weise verächtlich halten/ bedrengen/ befehden/ weniger unterdrücken lassen/ daneben auch stets bereit und gefast seyn wollen/ wann dem Reich und gemeinem Vaterlande eine besondere Gefahr zustossen und der Friede und Ruhestand troubliret werden solte/ so dann dagegen alle mögliche Hülffe zu dessen Rettung und Friedens-Erhaltung mit zu beschaffen/ und an keinem Stück/ so die Reichs-Gesetze auch die Rechte der Natur und Völcker von alten Teutschen Fürsten des Reichs requiriren/ es ermangeln zu lassen.

Zu Bekräfftigung dessen allen haben wir dieses Unser einmüthiges Concert mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unserm geheimten Cantzeley-Secret bedrücken lassen. So geschehen in Unser Stadt und Vestung Braunschweig den 23. Oct. 1701.

Rudolph Augusts. Anthon Ulrich.

XV.

11 Nov. Vergelyk en Compromiss tusschen de Heeren ARNOLD MAURITS WILLEM ter eenre, en ERNST en STATIUS PHILIP ter andere zyde, Graven te Bentheim, &c. wardoor sy syne Majesteyt van Groot Brittagne tot Arbiter van hare Differentien en geschillen verkiesen; ende Grave ARNOLD MAURITS WILLEM verklaart, hoe dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica* sal reguleeren en wechnemen. Gedaen in s'Gravenhage den 31. Octobr. 1701. *Met* de Compromissoriale Uitspraek van syne Brittannische Majesteyt. Gedaen in s'Gravenhage den 11. Novembr. 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. In Supplement. des I. Absatzes von den Grafen von Bentheim pag. 513. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 239. en Allemand.]

C'est-à-dire,

Compromis entre ARNAULD MAURICE GUILLAUME *Comte de Bentheim d'une part*, ERNEST & STATIUS PHILIPS *aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs Differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le* 31. *Octobre* 1701. Avec *la* SENTENCE *Arbitrale de sa Majesté Britannique rendue à la Haye le* 11 *Novembre* 1701.

ANNO 1701.

WY ondergeschreve, *Arnold Maurits Willem ter eenre, en Ernst en Statius Philip ter andere zyde, Gravente Bentheim, Steenfort, Tecklenburg, &c.* onderricht zijnde, dat sijne Majesteyt van Groot Brittagne geerne soude sien, dat de openstaende differenten en geschillen, dewelcke tusschen haer nu eenige jaren aen den anderen hebben getrotteert, uit den wech wierden geleght, en geaccommodeert, ende dat hoogstgedachte sijne Majesteyt de adimpletie van het soo genaemde Byleveltsche Verdragh daer toe het gereedtste middel oordeelt te zijn, verklaren by desen, dat wy voor ons, ende onse Erfgenamen en Successeurs, na een volkomen overleg, en uyt goede redenen ons daer toe moverende, hebben overgegeven en geaccordeert, gelijck wy overgeven en accorderen by desen, dat wy met den anderen over de adimpletie van het voorschreve Byleveltsche Contract in der minne, en *de plano* sullen trachten te verdragen, ende in cas wy in de selve onderhandelinge den anderen niet konden verstaen, soo submitteren wy ons volkomentlijk daer omtrent aen de decisie, ende het oordeel van hooghstgedachte sijne Koninghlijcke Majesteyt van Groot Brittagne: Belovende by desen, voor ons, en onse Erfgenamen en Successeurs, dat wy ons na des selfs uytsprake sullen gedragen, versoekende sijne Majesteyt met alle respect by ontstentenisse van ons onderlinge verdrag, de voorschreve decisie en uytsprake te willen doen, en die in alle sijne deelen te willen executeren.

Noch is geaccordeert, dat de sustenue van Grave Ernst en Statius Philip aengaende de invaliditeyt des Byleveltschen Contracts in sijne waerde en onwaerde gelaten zijnde, hun sal vry staen de voornoemde sustenue in rechten te kunnen allegeren, daar en soo sy te rade souden mogen werden.

Wijders verklaert meer gemelden Grave Arnold Maurits Willem, soo voor hem als voor des selfs Erfgenamen en Successeurs, dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica*, soo ras als hooghst-gedachte sijne Majesteyt de decisie en uytsprake sal hebben gedaen, sal reguleren en wechnemen, gelijck hy die van nu voor als dan reguleert ende wech neemt by desen, ende op de volgende maniere, als hier onder van woorde tot woorde geinsereert staet, over de reserve en aentekeninge op den tweeden Articul van de *Gravamina Politica* breeder in margine geëxprimeert.

1. De protesterende Ingezetenen der Graefschap Benthem sullen allesints in den staet en observantie harer Religie, in den jare 1624. tot de veranderinge van wijlen Heere Grave Ernst Willem in den jare 1668. gelaten, herstelt ende beschermt werden.

2. Dienvolgende sal de oude afgeschafte Over-Kerckenraedt, ofte het Opper-Consistorium, ingestelt tot waerneminge van het Geestelijck of Kerckelijck regiment door wijlen Heer Graef Arnold Joost, wederom aengestelt werden, en bestaen uit vijf personen, ten deele Geestlijke, ten deele Wereltlijcke, welke tot dat ampt bequaem, en alle van de Gereformeerde Religie sullen zijn, met name....

3. Wanneer een van de selve door versterf of anderssints komt af te gaen, sullen de resterende Leden een ander Gereformeert Persoon in sijne plaets verkiesen, en den selven aen de Heeren Graven als Landts-heeren præsenteren, om binnen een maent geconfirmeert te werden.

4. De voorschreve Over-Kerckenraedt sal van tijdt tot tijdt na ouder gewoonte, en vereysch van saken vergaderen en besoigneren, doende alles wat men volgens de Fundatie van den dertienden October 1613. plagt en behoort te doen, en van alle sijn doen goede notulen en protocol houden, door een Actuarius, die daer toe gequalificeert is, by het voorschreve Opper-Consistorium te verkiesen.

5. Voornamentlijck sal den Over-Kerckenraedt sorge dragen, dat de vacante Pastoryen, School-Kôster-ende Organist-diensten spoedig, en wel, wederom voorsien werden; ten welcken eynde de persoon sal aengestelt werden by de Opper-Consistorialen, met de Leden des Onder-Kerckenraedts daer de plaetse vaceert, by meerderheyt van stemmen. Daer na sal de aengestelde persoon peremptorie van haer worden geëxamineert, of van het eerwaerde Classis, op haer begeerte: bequaem bevonden zijnde, sal hy de hooge Overigheyt gepraesenteert, ende van de selve binnen een maent geconfirmeert werden, sonder daar voor yetwes te genieten, uytgenomen

ANNO 1701. de *jura* en *leges* van de Cancelerye, welke niet een ſomme van twaelf rycksdaelders voor een Paſtor, en ſes voor een Schoolmeeſter, Koſter of Organiſt ſullen excederen. Na de confirmatie ſal hy van twee Gecommitteerden des Kerckenraedts geordineert en geinſtalleert worden in tegenwoordigheyt van een Graeffelijcke gecommitteerde op koſten van de Gemeenten, ſullende elck gecommitteerde, boven de wage-vrachten, noyt meer als twee rijcksdaelders daegs genieten, ſonder echter een particulier Collator, die eenig recht heeft daar meede te praejudiceren.

6. Voorts ſal meer gemelde Over-Kerckenraedt ten minſten eens des jaers de Claſſicale vergaderinge, de Onder-Kerckenraden, en de geſamentlijcke Gemeentens viſiteren, om alle gebreken te verbeteren, ſullende in de Kercken-boete mogen procederen, niet alleen tot ſuſpenſie, maer oock tot het deportement van Praedikanten, Schoolmeeſters, Organiſten, Koſters, Geeſtelijke Rentmeeſters, Kerk en Arme-Proviſoren, ende hare onder-Dienaars, die het meriteren, mits dat daer van notificatie aen ſijn Excell. werde gedaen, ſonder daer door de executie te ſuſpenderen.

7. De voorſchreve Over-Kerkenraedt ſal op alle Geeſtelijke goederen nauwkeurigh acht geven, ten eynde daer van niets veralieneert, noch tot eenig ander gebruyck beſteedt werde, als tot nutte van de Gereformeerde Godtsdienſt; daarom ſullen de Geeſtelijke Rentmeeſters, en alle Arme en Kercken Proviſoren, onder de opſicht van meer gemelde Kercken-raedt ſtaen, ſullende eens des jaers voor haer van ontfang en uytgave, in tegenwoordigheyt van een van ſijn Excell. gecommitteerden, rekeninge doen, het ware dan dat in deſe of geene Steden of Dorpen een andere gewoonte ware, daer het by het oude gebruyck ſal blijven; om welke oorſake den Geeſtelijcken Rentmeeſter (dewelcke altijt van de gereformeerde Religie ſal zijn) van het Opper-Conſiſtorie ook aengeſtelt, ende t'elkens by de vacature van ſijn ampt, van de hooge Overigheyt geconfirmeert ſal werden, ſo als van Paſtoren, Koſteren en Organiſten art. 5. is geſegt.

8. Noch incumbeert den Over-Kerckenraedt alle Echt-ſaken, na Godts Woordt en de Wereldtlijcke Rechten, ſonder appel of reviſie by rechtelijcke deciſie te ontſcheyden; deſgelijcks Armen- ende Kercken-ſaken, ook alle Proceſſe, welke de Paſtoren Schoolmeeſters, Koſters ende Organiſten om eenige redenen haer ampt concernerende worden aengedaen, zijnde voor geen ander Rechtbanck convenibel.

9. Wanneer de Kerckenraedt tegens eenige ſcandaleuſe Leden der Gemeente verder procedeert, als tot de verbiedinge des heyligen Avondtmaels, ende deprecatie voor den Kerckenraedt ter plaetſe daer de ergerniſſe begaen is, (het welke de Onder-Conſiſtorien altijt geëxerceert hebben, en voortaen ſullen exerceren) en dat men genoodtſaeckt wordt het ſcandael openbaerlijck voor de Gemeente te laten repareren, of dat het alleruytterſte middel van excommunicatie gebruyckt werdt, ſulcks ſal alles van den Over-Kerckenraedt geordonneert en gereguleert worden, met notificatie aan de hooge Overigheyt, ſonder echter de executie daer door te ſuſpenderen.

10. Om alle het voorgenoemde met effect uyt te voeren, mag de Over-Kerckenraedt oock de middelen van dwangh en executie gebruycken, gelijck als het ſelve allen en yegelijcken hoogh Graeffelijcke Amptenaren, Bedienden, hooge en lage in de Fundatie bevolen werdt. Maer om van die macht geen misbruyck te maken, ende om in het Kercken-weſen alles met beſcheydentheyt te beſtieren, en niet te domineren, ſullen de Over-Kerckenraden in gewichtige ſaken het advis van het Claſſis hebben te vragen, oock het advis van een Gereformeerde Univerſiteyt inhalen.

11. Het Klooſter tot Schuttorp, met de Klooſterkercke en de verdere annexe Gebouwen, ſullen aen de Gereformeerde wederom werden ingeruymt tot den Gereformeerden Godtsdienſt en andere gebruyken, ende in ſpecie het tweede Paſtoriehuys aldaer, voor den gedeposſideerden Praedikant, als mede het tweede Paſtorie-huys tot Benthem voor den tweden Paſtor, mitsgaders alle canones, pachten, intraden, welke de Praedikanten, Kercken, Armen, Schoolmeeſters, Koſters en Organiſten uyt de domeynen van ſijne Excellentie ende anders competeren; item huyſen, ſchoolen, welcke de Gereformeerde anno 1624. hebben beſeten, en het gantſche Geeſtelijcke Regiſter, ſoo als het anno 1624. ende onder de regeringe van de Heer Graef Arnold Jooſt is geweeſt, waar in ſijn Excellentie ook aenneemt te betalen de poſten, die ſijn Heer Oom ofte des ſelfs voor-vaderen daer in ſchuldig zijn, mitsgaders alle het geene wat ſy tot verbeteringe van Paſtoryen, Kercken en Schoolen, gefundeert, gegeven en gelegateert hebben, mits dat de agterſtallen niet meer geëyſcht werden. ANNO 1701.

12. Daarenboven ſal richtig betaelt werden aen het Gymnaſium van Steenfort een capitael van vijf hondert rijcksdaelders, ſonder de intereſſen, die tot hier toe zijn verlopen.

13. Noch neemt ſijn Excellentie aen te betalen het gerechte derde part van twee duyſent agt hondert negen rijcksdaelders, door de Heer Graef Arnold van de Kercke tot Steenfort opgenomen, belovende daer nevens ſijn uytterſte beſt te doen dat de twe andere derde-parten van de hoogh-Graeffelijcke huyſen Teckelenburgh en Steenfort mede voldaan werden.

14. Wat na deſe herſtellinge van de geeſtelijcke goederen mogte overſchieten ſal van de voorſchreve Over-Kerckenraedt tot verbeteringe van ſommiger Praedikanten ende Schoolmeeſteren geringe tractementen werden aengewent, als mede tot onderhoudinge van hare nagelatene Weduwen en weſen, tot het twintigſte jaer hares ouderdoms; ofte oock tot ſtichtinge van nieuwe Kercken en Scholen, daer het de eere Godts en dienſt van de Ingezetenen vereyſcht, echter alles met kenniſſe van de hooge Landts Overigheyt. Specialijck ſal te Wilſum wederom een Paſtor, en te Velthuyſen een tweede Paſtor werden aengeſtelt, elck op een tractement van drie hondert guldens, met name de Candidatus *Schrader* tot Praedikant van Wilſum, en de Candidatus *Hulsken* als tweede Praedicant tot Velthuyſen; en yeder Praedikants weduwe in de Graeffſchap Benthem en Steenfort ſal na deſen een penſioen van twintig rijcksdaelders jaerlijcks werden toegelegt uyt den overſchot der geeſtelijcke goederen, het welcke in de eerſte plaetſe ſal werden voorgenomen ende afgedaen, eer dat de voornoemde overſchot der geeſtelijcke goederen tot yetwes anders geëmployeert werde.

15. Wat den Roomſch-Catholijken Godtsdienſt betreft, ſal de ſelve alleen werden geëxerceert op deſe navolgende plaetſen, te weten op het Slot tot Benthem, en in de Kerke door de Roomſch Catholijcken aldaer gebouwt; en op het Huys te Altena tot Schuttorp; op het Huys te Brantlegt tot Brandtlegt; op de Borg tot Noorthorn; op het Ampt-huys tot Nienhuys; ende in het Dorp Emmelenkamp, tot die tijdt, dat over dit verſchil anders ſal zijn geconvenieert, of dat het ſelve in het Roomſche Rijck ſal zijn gedecideert, ſullende ook geen andere proceſſie in de Graeffſchap, als die op St. Joannes des Tauffers dag te Benthem gecelebreert werden.

16. Indien yetwes in dit Contract niet mogte zijn uytgedruckt en geſtipuleert, ſal na het Inſtrument van de Weſtphaelſche Vreede in den jare 1648. gereguleert en onderhouden werden.

1. Ten reguarde van de Politicque Grieven neemt ſijn Excellentie den Heere Grave Arnold Maurits Willem aen alle Immuniteyten, Privilegien, Voorrechten, door ſijne Heeren Voorſaten aen de Stenden, Steden, Dorpen en Vlecken, Boerſchappen en particuliere Ingezetenen verleent, ofte van haer van oudts beſeten, te confirmeren, en de ſelve niet te verminderen, nemaer na verdienſten te vermeerderen, ſpecialijck de voorgaende Landdags-Receſſen, en die daer op gegronde Concordaten, door wijlen Heere Grave Ernſt Willem met de Stenden gemaeckt, heyliglijck te onderhouden.

2. In vrijwillige conſenten, hoedanig de ſubſidien zijn, ende de ſelve na deſen altoos daer voor ſullen gereputeert werden, ſal de overſtemminge of *majora vota* by de Stenden geen plaets hebben, en de voornoemde ſubſidien uyt krachte van pluraliteyt van ſtemmen niet mogen geëyſcht werden; ſullende de Gecommitteerden van ſijne Majeſteyt van Groot Brittagnejtot de Benthemſche Landt-dagen de voorſchreve ſubſidien na tijds gelegentheyt ſich laten gerecommandeert zijn.

3. Sijne Excellentie neemt aen alle deugdelijcke ſchulden (waar over met de Crediteuren noch niet ge-

ANNO 1071. geaccordeert en geconvenieert mogte hebben) van ſijne Heeren Voorſaten, ende in ſpecie van wijlen Heere Grave Ernſt Willem gemaeckt, te betalen, voor ſoo verre na recht en juſtitie daar toe gehouden is, ten welcken eynde Arbiters ſullen genomineert werden, twee door ſijn Excellentie, met name

ende twee aen de zyde der Crediteuren, met name

om in de tijt van een of twee jaren deſe ſaeck te vuideren en uytvondig te maken, ſoo als na rechten behoort, na welckers uytſprake en vonnis ſijn Excellentie ſal gehouden zijn de ſchulden te betalen.

4. De Gereformeerde Onderdanen ſullen van geene ampten ofte eeren werden uytgeſloten, maer tot de Landts-deputatie, Droſt-ampten, Hof-en Nedergerichten, item Rentmeeſterien, Landts en particuliere Ontfangers plaetſen, en alle andere charges en bedieningen na verdienſten worden angeſtelt, en den uytheemſchen voorgetrocken, beſonderlijk na het overlijden van een der Adelijcke Aſſeſſoren ſal het Hof-gericht wederom op den ouden voet geſtelt worden, en beſtaen in drie perſonen, te weten, in een Hof-richter, een Adelyke, en een geleert Aſſeſſor; voorts ſoo wel na een Catholijc-Hof-richter, als na een Catholijcke Aſſeſſor altoos een Gereformeerde, en *vice verſa* ſuccederen. Tegenwoordigh ſal het ſelve bekleedt en bedient werden van de Heer Cancelier Riccius als Hof-richter, Heere van Etzbag tot Langen, Heere van Heuvel tot Ravens-horſt, en Doctor Wiedenbrugge als Aſſeſſoren, genietende de tractementen daer toe geraditeert. Ende by aldien een Gereformeerde Landtsheer aen de Regeringe nu ofte daer na mogte komen, ſullen de Catholijcken den effect en alternative in deſen Articul vermeldt insgelijcks hebben te genieten.

5. De Conventie tuſſchen wijlen den Heere Grave Ernſt Willem ende den Heere Adolf Hendrick van Raesvelt in de jaren 1651. en 1680. ingegaen, van ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt allergenadigſt geconfirmeert, ſal in alle ſijne Poincten en Clauſulen werden geapprobeert, en tot nakominge van dien wederzydts Ingezetenen werden verplichtet.

6. Voorts werdt geaccordeert een eeuwige Amneſtie en vergetenheyt van het gepaſſeerde van werkanten, uyt welcke niemandt, onder wat praetext en voorwendtſel het oock ſoude mogen zijn, ſal werden uytgeſloten, en de ſpeciale Amneſtie ſal aen die het begeren in het byſonder werden gegeven, ſullende de proceduren tegens den Landt Ontfanger voor deſen geinſtitueert mede gecaſſeert blijven, en noyt uyt eenigen hoofde gereſuſciteert werden.

7. Eyndelijck verſekert ſijne Excellentie alle proceduren tegens de geſamentlijcke Stenden der Graefſchap Benthem, by den Rijcks-Hof-raedt tot Weenen, als mede de Keyſerlijcke Commiſſie van ſijne Chur-Furſtelijcke Doorluchtigheyt van de Paltz terſtondt te doen ſtaken.

8. Alle het geene de Heeren Stenden, ofte der ſelver Gedeputeerden, ſedert de verdeelinge der over-en neder-Graefſchap Benthem hebben moeten aen de Landts-Ontfanger ordonneren, tekenen ende reſolveren, ſal ſonder eenige contradictie geapprobeert, voor goet gekeurt en in rekeninge gevalideert werden.

Eyndelijck verſoecken de ondergeſchreve Graven ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt, haren aldergenadigſten Heere, mitsgaders ſijne Koninglijcke Majeſteyt van Groot Brittagne, voorts haer Hoog Mog. de Heeren Staten Generael, en alle Cheur-Furſten, en Furſten des Roomſchen Rijcks dit Compromis en Declaratoir daer op volgende te guaranderen.

Aldus gedaen, geaccordeert, belooft en gecompromitteert in 's Gravenhage op huyden den een en dertigſten October, ende by ons onderſchreve getekent op den eerſten November beyde deſes jaars 1701. en met onſe aengeboorne Cachetten bekrachtigt. Was getekent, *A. M. W. Graef zu Bentheim.* Hebbende in margine des ſelfs cachet gedrukt in roodt lack.

Syne Majeſteyt van Groot Brittannien, &c. aengenomen hebbende, conform 't voorenſtaende Compromis, de uytſprake te doen, heeft de adimpletie van het ſo genaemde Byleveltſche Contract begroot, gelijk het ſelve begroot werdt by deſen op een ſomme van 60000. Rijkſd. by Grave Arnold Maurits Willem aen Grave Ernſt en Statius Philip uyt te keeren, boven de Graefſchap Steynfurt, Alpen en Havickerweert, neffens ſekere rente van duyſent Rijkſd. jaerlijks, of 20000. Ryckſdaelders capitael, op de ſteenkuylen gehypothequeert, en al 't geene gemelde Graven Ernſt en Statius Philip uyt krachte van het meergemelde Byleveltſche Contract reeds actuelijk poſſideren, mitſgaders boven het geene geduyrende de Sequeſtratie by de Graven Ernſt en Statius Philip uyt het Neder-Graefſchap van Benthem is getrocken, van welcke voorſz. capitalen van ſeſtig duyſent en twintigh duyſent, ende ſulcks te ſamen tachtig duyſent Rijkſdaelders Hollandts geldt, Graef Arnold Maurits Willem ſal mogen volſtaen met jaerlijcks t'elckens op den verſchijndag præcis aen de Graven Ernſt en Statius Philip te betalen den intereſt tegens vijf per cento, geduyrende de eerſte tien jaren, aenvang nemende met dato deſes, ofte wel binnen den voorſchreven tydt het ſelve capitael af te loſſen, ſo hy ſulks mogt komen goedt te vinden, na exſpiratie van welcke tien jaren Graef Arnold Maurits Willem geobligeert ſal zijn, tot vermaninge van de Graven Ernſt en Statius Philip het voorſchreve geheele capitael van tachtigh duyſent Rijcksdaelders Hollandts met de verloopene intereſſen van dien af te loſſen en te voldoen; ende dat daer door alle differenten, wegens de adimpletie van het Byleveltſche Contract gemoveert, ſullen af, doodt en te niet zijn; gelijck mede daer door geperimeert ſal weſen de wederzydtſche prætenſie van de gemelde Heeren Graven, nopende de pachten ende renten van de Toornſche goederen tot dato deſes verſchenen, midtſgaders de rente van het bovengemelde capitael van twintigh duyſent Rijckſdaelders, op de ſteenkuylen ſtaende, mede tot dato deſes verſchenen; alles voorbehoudens aen de Graven Ernſt en Statius Philip haer hier voor gereſerveert Recht, om ten petitoire in rechten te mogen ſuſtineren de nulliteyt van het voorſchreve Byleveltſche Contract; ende by aldien deſelve daer inne mochten komen te triumpheren, ende de voornoemde tachtig duyſent Rijckſdaelders Hollandts aen de voornoemde Graven Ernſt en Statius Philip mogten voldaen en betaelt zijn, ſullen ſy konnen volſtaen met het reſtituëren van de voornoemte tachtig duyſent Rijckſdaelders Hollandts ſonder intereſſen. Voorts neemt ſyne Majeſteyt genoegen in het reguleren van de *Gravamina Eccleſiaſtica* en *Politica*, ſoo als hier vooren is geſegt, ſpecialijck met de explicatie van den tweeden Articul onder de *Gravamina politica*, ſonder daer mede de andere Landt-Standen in haer recht te praejudiceren. Ende ſoo ras Grave Arnold Maurits Willem wegens de bovenſtaende ſomme van tachtig duyſent Rijcksdaelders Hollandts, verſeeckering ten genoegen van ſijne Majeſteyt ſal hebben gedaen aen de Graven Ernſt en Statius Philip, ordonneert Sijne Majeſteyt hier mede die van ſijnen Rade en Reeckeninge Grave Arnold Maurits Willem met Nyenhuys en ſijn toebehoren te inveſtieren, en ſo ras de *Gravamina Eccleſiaſtica* en *Politica* zijn geremedieert, de geſequeſtreerde Neder-Graefſchap ten behoeve van Grave Arnold Maurits Willem wederom in te ruymen. Voorts ſal den Rentmeeſters Goddaeus gehouden zijn binnen den tijdt van veertien dagen, voor Commiſſariſſen van onſen Raede te doen behoorlijcke reekeninge, bewijs en reliqua wegens ſijne Adminiſtratie van de revenues der Neder-Graefſchap Benthem, zedert den tijd der Sequeſtratie, te weten, van den ſeſden October 1696. tot dato deſes; en al het geene hy boven de penningen aen de reſpective Heeren Graven van Benthem immiddels uytgetelt, bevonden ſal werden in caſſa te hebben, als mede de onbetaelde reſtanten ſal hy aenſtonts demanueren en over tellen aen den Heere van Ripperda tot Weldam, en den Rentemeeſter Pontanus, om daer mede, ſo verre het ſtrecken kan, de deugdelijke en meeſt krijtende ſchulden te betalen, dewelcke daer toe geauthoriſeert werden by deſen; ſullende ook Graef Arnold Maurits Willem gehouden blijven de Graven Ernſt en Statius Philip af te houden en te indemneren van alle de deugdelijcke onbetaelde ſchulden harer Voorvaderen, ende in ſpecie van Graef Ernſt Willem op Benthem ſpecialijk geveſtigt; gelijck mede van het capitael daer de Graefſchap Steenfort en de Gravinne van Oxenſtern voor verpant is, blijvende buyten deſe geſpecificeerde poſten de beyde Graefſchappen Benthem en Steyn-

ANNO 1701.

ANNO 1701. Steynfort, met haer dependentien, tot yeders profijte en laſte.

Tot Leden van den Over Kercken-raedt zijn aengeſtelt de Heer *Ripperda*, Heere tot Weldam, &c. en den *Rentemeeſter Pontanus*, onſe gecommitteerdens ten Landdage, en tot de Benthemſche affaires; *De Heere Willem van Etzbag tot Langen*; en neffens haer *D. Metlercamp Senior*, *Praedicant tot Nieuenhuys*, en *D. Frantzen*, *Praedicant* tot *Schuttorp*; de Licentiaet *Frederick Silveſter Danckelman*, tot Geeſtelijcke Rentmeeſter, en Doctor *Wydenbrugge* tot Actuarius van den Over-Kercken-raedt. Tot Arbiters nomine Creditorum zijn verkoren *Doctor Hinſen*, *Borgemeeſter tot Weſel*, *Doctor Meyer*, *Borgemeeſter tot Oſnabrugge*, *Doctor Jo. Fockinghen*, *Doctor Wolter ten Brink*, *beyde Advocaten tot Deventer* alternative, te weten telkens een Duytſch met een Hollandtſch Advocaet, om ſo veel te korter de ſaken te konnen termineren, uyterlijck binnen den tijt van een jaer. Deſe ſullen alle ſchulden examineren, en liquideren, voorts ter praeſentie van onſe Gecommitteerdens ten Landdage, alvoorens tot den dienſt te treden, eenen werckelijken eed praeſteren, om alle ſaecken na rechten, en ſonder aenſien van perſonen, binnen 's jaers, ſonder eenigh verder appel te termineren; daer nevens gemelde Heere Graef Arnold Maurits Willem mede gehouden zijn binnen een maent te declareren, of den ſelven ſal goedtvinden te kieſen vier Doctoren, die de voorſchreve ſaecken met die boven-genoemde vier alternative doen, of twee die geſtadigh blijven ſullen, welcke Gecommitteerden alvoorens eenige deciſie of uytſpraecke te doen, met alle vlijt eerſt ſullen trachten de Partyen tot een accoord te brengen, daer toe niet konnende geraecken, ſullen deſelve met de definitive voortvaren, en het Gewijſde ſal hy Graef Arnold Maurits Willem promptelijck voldoen, en ſal de conventie-plaets tot dit examen en liquidatie Schuttrup zijn.

Sijne Majeſteyt reſerveert aen hem d'interpretatie van deſe uytſpraecke in alle ſijne Poincten en Clauſulen, ſoo daer over eenige differenten mochten komen te ontſtaen.

Ende op dat deſe uytſpraecke volkomen en ſtiptelijck nagekomen werde, ſoo belooft Sijne Majeſteyt mits deſen het ſelve te ſullen guaranderen, en in cas van contraventie daer toe des noodt, aende gelaedeerde Party de ſtercke hand te bieden. Aldus gedaen, en by onſe arbitrale uytſpraecke gedecideert in 's Gravenhage den elfden November ſeventien hondert een, in het dertiende jaer onſer regeringe.

Accordeert met het Regiſter, ter Griffie van Sijne Koninghlijcke Majeſteyt van Groot Brittagne glorieuſer memorie beruſtende.

Onderſtondt,
In kenniſſe van my.
Was geteeckent,

W. v. SCHUYLENBURGH.

XVI.

Decem. 1702. Janvier. *Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de* PRUSSE *promet de fournir au Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *& aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour les ſervir à leur ſolde, aux conditions y contenües. Fait à la Haye & à Londres aux mois de Decembre* 1701. *& de Janvier* 1702. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *concernant le General Commandant, & les Officiers de ce Corps.* [Tiré des Archives de L. A. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

SA Majeſté le Roy de Pruſſe ayant offert à ſa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de leur remettre un Corps de cinq mille hommes de bonnes & vieilles troupes, & cette offre aiant eſté bien receuë, on en eſt convenu de part & d'autre, aux conditions ſuivantes. ANNO 1701.

I. Ce Corps conſiſtera, ſuivant la Liſte cy-jointe, en deux Regimens de Cavallerie, faiſant enſemble avec l'Etat major, & primes planes, huit cents ſeptante quatre hommes; & en cinq Regiments d'Infanterie, chacun de douze Compagnies, faiſant enſemble avec les Etats majors & primes planes quatre mille deux cents cinquante cinq Hommes, & le total en Cavallerie & Infanterie cinq mille cent vingt neuf Hommes.

II. Ces Troupes ſeront bien habillées & bien armées, & la Cavallerie ſera fournie de bons chevaux, & elles ſeront en tout traitées & payées ſur le même pié que l'Etat traite les ſiennes propres.

III. Lesdites Troupes ſeront payées, moitié de la part de ſa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & l'autre moitié de celle de Leurs Hautes Puiſſances, ce payement ſera auſſi promt, & ſur le pied des Troupes de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe qui ont eſté au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, durant la derniere Guerre.

IV. On fera payer à ce Corps un mois de gage pour ſon tranſport dés qu'il ſe mettra effectivement en marche.

V. Sa Majeſté le Roy de Pruſſe fera ſortir des quartiers & mettre en marche le dit Corps de troupes quinze jours aprés la ſignature de ce Traité & plustoſt s'il eſt poſſible.

VI. La ſolde de ces Troupes ne commencera que du jour qu'elles ſeront entrées dans les limites des Etats de Leurs Hautes Puiſſances, c'eſt alors qu'on en fera la reveuë par les Commiſſaires de Sa Majeſté Brittannique & ceux de Leurs Hautes Puiſſances & que les dites Troupes preſteront ſerment au Roy de la Grande Bretagne & à l'Etat.

VII. A l'egard des recruës des dites Troupes, on en uſera ſur le pied que Leurs Hautes Puiſſances feront avec leurs propres Troupes; & d'ailleurs on laiſſera de part & d'autre, aux dites Troupes la liberté de faire leurs recruës où il leur ſera le plus convenable, auſſi bien dans les Etats de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, que dans ceux de Leurs Hautes Puiſſances.

VIII. En tems de guerre on fera payer à ces mêmes Troupes, en argent, pour chariots & autres equipages, ce qu'on paye de la part de Leurs Hautes Puiſſances à leurs propres Troupes, & au reſte on traitera les dites Troupes en tout également à ce qui ſe pratique envers celles de Leurs Hautes Puiſſances.

IX. Au cas qu'aprés un Accommodement ou Paix faite avec les Couronnes de France & d'Eſpagne, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances veuillent renvoier le dit Corps de Troupes. Sa Majeſté le Roy de Pruſſe ſera averti deux mois devant qu'il ſe mette en marche pour ſon retour.

X. Si Sa Majeſté le Roy de Pruſſe venoit d'être attaqué dans ſes propres Etats, eloignez du Rhin, & ſeroit obligée de redemander là-deſſus ſes dites Troupes, on les luy renvoiera inceſſamment & ſans aucune contradiction.

XI. Quand Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances renvoieront le dit Corps de Troupes, en ce cas il luy ſera payé un mois de gage pour le retour & tranſport; mais au cas que Sa Majeſté le Roy de Pruſſe le rappelle, on ne luy paiera que le reſte du mois de gage dans lequel le rapel ſe fait.

XII. Au cas de Renvoy, ou de rapel de ces Troupes, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances ne paieront ni ne remplaceront point les ſimples Soldats, qui y pourroient alors manquer, & ce ſera aux Officiers dudit Corps d'en repondre à Sa Majeſté le Roy de Pruſſe.

XIII. Audit cas de Renvoy ou de rapel des dites Troupes, ce qui ſe trouvera alors leur être dû, ſera payé promtement, & autant qu'il eſt poſſible, avant qu'elles ſe mettent en marche pour leur retour.

XIV. La preſente Convention ſera ratifiée, & les Ratifications ſeront echangées de part & d'autre, dans l'eſpace de ſix Semaines à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy nous ſouſſignés Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, de Sa Ma-

ANNO 1702. Majesté le Roy de Prusse & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons conclu, signé & scellé du Cachet de nos Armes la presente Convention; à savoir moy le Comte de Marlborough de la part de Sa Majesté Britannique à Londres le.. Janvier $\frac{17}{17}\frac{01}{02}$ v. $\frac{ft}{ft}$ n. Nous le Baron de Spanheim, & le Baron de Schmettau de la part de Sa Majesté le Roy de Prusse; le premier à Londres le $\frac{9}{20}$. Janvier $\frac{17}{17}\frac{01}{02}$ v. $\frac{ft}{ft}$ n. & le second à la Haye le 30 Decemb. 1701. N. St. & Nous soussignés Deputez des Seigneurs Etats Généraux de leur part à la Haye le 30. Decemb. 1701. Nouveau Stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,
(L. S.) B. DE SPANHEIM,
(L. S.) B. DE SCHMETTAU,
(L. S.) J. VAN ESSEN,
(L. S.) F. B. VAN REEDE,
(L. S.) A. HEINSIUS,
(L. S.) W. DE NASSAU,
(L. S.) DU TOUR,
(L. S.) AR. LEMKER,
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

Articles Separés.

I. DURANT que le Corps de Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse, dont on est convenu au jourd'huy, restera au service de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances, Sa Majesté le Roy de Prusse aura à remplir les places vaquantes des Officiers suivant ce qui s'est pratiqué entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances dans la Guerre precedente terminée par la Paix de Ryswik; Mais on fera à chaque remplacement de Charge vaquante, donner part à celuy que le Roy de la Grande Bretagne ordonnera, & au Conseil d'Etat par le Ministre du Roy de Prusse du nom de l'Officier qui succedera, afin de tenir les Listes en bon ordre; Sa Majesté le Roy de Prusse aura tout l'egard possible à la recommandation des Officiers que Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances voudront faire.

II. Pour la conservation de ce Corps de Troupes, & pour y observer un bon ordre & discipline, il sera commandé par un General Major, qui sera entretenu sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs; Et au cas que le commandement fut donné par Sa Majesté le Roy de Prusse à Son Altesse Royale le Marcgrave Albert son Frere, ce sera alors avec la qualité de Lieutenant General, & pareillement sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs.

Ces Articles Separés seront de la même force, & auront la même vigueur, comme s'ils étoient inserés dans la Convention principale faite aujourd'huy. En foy de quoy nous les avons signez pareillement & scellés du Cachet de nos Armes. Fait à Londres le $\frac{9}{20}$. Janvier $\frac{17}{17}\frac{01}{02}$ v. $\frac{ft}{ft}$ n. Et à la Haye le 30. Decemb. 1701. no: stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,
(L. S.) SPANHEIM,
(L. S.) SCHMETTAU,
(L. S.) J. VAN ESSEN,
(L. S.) F. B. VAN REEDE,
(L. S.) A. HEINSIUS,
(L. S.) W. DE NASSAU,
(L. S.) DU TOUR,
(L. S.) AR. LEMKER,
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

XVII.

ANNO 1702.

Reverso del Serenissimo Principe EUGENIO DI SAVOIA, *al Serenissimo Principe Duca di Modena, tocante alla Restituzione della Piazza di* BERSELLO *tosto che sarà fornita la Guerra, overo che li Francesi saranno fuori d'Italia; à Luzzara An.* 1702. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

EUGENIO *Principe di Savoia e Piemonte, Consigliere di Stato, Collonello d'un Regimento di Dragoni, Mareschalco di Campo, e General Comandante dell' Armata di S. M. Ces. in Italia, Cavagliere del Toson d'Oro &c.*

HAVENDO S. A. Serenissima il Sig. Duca di Modena, per contrasegno della sua innata divozione, e gran zelo, sempre dimostrato, nell maggior servigio di S. M. Ces. generosamente secondata la richiesta, da me fattale in nome della medesima, con far consignare in mio potere, vole à dire, all' armi augmi., sott'il mio Comando, la Fortezza di Bersello, di sua ragione, & incorporata ne suoi Stati. Cosi in virtu della Plenipotenza clementemente conferitami in questa parte dalla Maestà Sua, prometto che tosto sarà fornita la presente Guerra, e che i Francesi saranno fuori d'Italia, verra fedelmente restituita la detta Piazza al Serenissimo Sig. Duca, con tutte le appartenenze, che vi si trovano in oggi dentro, cio è Artiglieria, Munizioni, si da Guerra, che da bocca, ed altri accessorii è attrezi, secondo la qualità e quantità, riconosciutosi in tempo della consegna, come appare dall' Inventario, fatto e sottoscrito da ambe le Parti, ed in evento, che per parte di S. M. Ces. venissero fatte, tanto dentro, che fuori, qualche bonificazione, o aggiunta di nuove fortificazioni, tutto cederà à beneficio del Sig. Duca, che non sarà tenuto à compenso, ò reintegrazione di alcuna spesa, sotto qualsivoglia titolo ò pretesto. Tall è la mente di S. M. Ces. in nome della quale promette la piena essecuzione di tutto cio. In fede di che la presente sarà da me sottoscritta e corroborata col mio solito Sigillo. Dat. dal quartier generale in Luzzara li 8. ...., 1702.

Luogo del Sigillo,

EUGENIO DI SAVOIA.

XVIII.

Accommodement de la LITHUANIE. *Fait à Varsovie le* 17. *Janvier* 1702. [Feuille volante.] 17. Janv.

LES Differens qui ont été depuis quelques années dans le Grand Duché de Lithuanie, ayant causé beaucoup de troubles à la République de Pologne, les Grands qui d'une part ont été choisis par Sa Majesté, & de l'autre requis par les deux Parties contraires, pendant la presente Diéte de Warsovie, ayant pour President le Prince Michel, Cardinal Radziowski, Primat de la Couronne de Pologne, les ont apaisez de la maniere suivante.

I. Ce qui a été jusqu'à present changé dans l'Etat & les autres Loix du Païs, sera remis sur le premier pied, selon l'ancien Usage.

II. Les Charges demeureront sans lesion, avec leurs precedentes prerogatives, selon l'ancien droit des dernieres modifications, à toutes les Personnes, tant du plus grand que du moindre rang. Pour les Doüanes de Prusse qui apartiennent depuis longtems à la Table de Sa Majesté, elles y demeureront; & l'Armée, en cas qu'on n'en ait pas besoin, sera licenciée, en consequence de la modification.

III. On restituera à ceux qui ont perdu leurs biens en cette Guerre Civile, tous leurs biens en leur entier; & l'on ordonne par ces presentes, sous l'autorité de la République, à tous les Tribunaux des Provinces ou des Châteaux, d'accorder leurs secours à chacune des Parties qui les en requerra.

IV. Tous & chacun, quels qu'ils puissent être, de grandes Familles, riches, ou possedants de grandes Charges, seront sujets aux mêmes Droits, Tri-

ANNO 1702. bunaux, & peines; & ne seront point en droit d'empêcher les Libertez & les Résolutions communes de la Noblesse, mais se serviront en tous les differens qui pourront survenir des voïes de Droit, & non de la force; & les Justices superieures & inferieures sont exhortées par les presentes de rendre justice à tous & chacun, sans acception de Personne, contre ceux qui enfraignent les Loix, & contre les Rebelles; & de se conformer aux procedures prescrites selon l'ancien Droit de la Nation, afin d'obvier autant qu'il sera possible selon les Loix, à de semblables troubles.

V. Qu'ainsi ceux qui jusques à present ont vêcû en querelle & en Guerre, se deferont chrêtiennement & sincerement de toutes leurs animositez & rancunes, & les termineront par une Amnistie, à l'exception néanmoins du Procès pendant devant le Clergé, à l'occasion de la mort violente du Grand Ecuïer de Lithuanie.

VI. Que si quelcun, suivant quelque ordre, cherchoit secretement ou ouvertement à se vanger luimême, ou par un autre, il sera puni comme Perturbateur de la Paix publique, rebelle, & criminel, selon la rigueur des Loix.

VII. Les procedures de Droit, pretentions, obligations passives & actives sur les Srs. Sapieha & leurs biens, demeureront en leur valeur; & les Tribunaux de Lithuanie en jugeront au plûtôt, pour satisfaire les Interessez, nonobstant, & sans avoir égard aux Procès passez pendant les mouvemens de discorde, depuis le mois de Novembre jusques à ce jour.

VIII. On rendra la même justice à ceux qui n'ont pas pû paroître en justice, pendant cette Guerre intestine, & qui auront assez prouvé, & légalement, ce qui les en a empêchez; les Decrets qu'on aura obtenu contr'eux ne leur portant aucun préjudice; mais leurs pretentions leur étant reservées, pour être selon l'exigence du Droit & de la Justice, débatuës devant des Juges competans.

IX. Pour ce qui regarde la Tutelle de la Princesse de Neubourg, & de ses biens, pretenduë par Mr. le Grand Maréchal des Camps de Lithuanie, Waiwode de Wilna, & par ses Fils d'une part, & le Prince de Radziwil Grand Chancelier de Lithuanie d'autre part; les deux Parties s'en raportent au jugement comprovisionel, & veulent nommer comme Sous-Arbitres, avec Mr. le Cardinal, quatre Amis qui seront agréez des deux côtez; & ce que ces Arbitres en decideront comme Juge, & le recevront comme un jugement définitif.

Pour plus grande fermeté de ce Traité, Sa Majesté, tous les Senateurs, & toute la Noblesse des deux Provinces de la Couronne, comme aussi les Maréchaux des Camps de la Couronne, avec le consentement du Grand Duché de Lithuanie, se chargent de la Garantie, pour ce qui regarde la sûreté des Personnes.

Mais, afin qu'il y ait une plus ferme confiance entre les deux Nations, Nous mettons tous nos Droits & Alliances, dont nous sommes attachez, à l'intérêt & à la sureté publique de nôtre République pour gage de ce Traité, & le signons dans l'intention qu'il sera sans contradictions incorporé aux Constitutions du Royaume & de la Diéte. Et en cas que, ce que Dieu ne veuille pas permettre, elle vint à ne se pas finir, il sera mis entre les Actes de la Matricule de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ayant vigueur de perpetuité jusques à ce qu'une autre Diéte se termine heureusement.

MICHEL *Cardinal* RADZIOWSKI, *Primat.*

CONSTANTIN ZIELOUSKI, *Archevêque de Lemberg.*

Fait à Warsovie le 17. Janvier 1702.

XIX.

17. Fev. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa* CLEMENTE XI. *In Causa Successionis & Hæreditatis tam Principis* CAROLI LUDOVICI, *quam Principis* CAROLI *Electorum Palatinorum controversa; Inter Electorem Palatinum* JOANNEM WILHELMUM, *& Duciſſam Aurelianenſem* ELISABETHAM CHARLOTTAM, *publicata die* 17. *Februarii* 1702. *Per Acta Peluſii Notarii A. G.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV Abſatz. I. pag. 749 d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans FABRI *Europæiſche Staats-Canzley* Tom. VI. pag. 824. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 744. ſub anno 1702. en Allemand & en Abregé, dans THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag. 359. en Latin, & dans la *Continuation des Actes & Memoires* de la Paix de RYSWICK pag. 680. en François.] ANNO 1702.

Chriſti nomine invocato.

IN cauſa inter Sereniſſimam D. Eliſabetham Charlottam Comitiſſam Palatinam Rheni, Duciſſam Aurelianenſem, viduam, ex una & Sereniſſ. D. Johannem Wilhelmum Comitem Palatinum Rheni S. R. I. Principem & Electorem ex altera, Partibus de & ſuper ſucceſſione in Bonis & Hæreditate tam Principis Caroli Ludovici, quam Principis Caroli præfatæ Sereniſſimæ Aurelianenſis Duciſſæ Patris & Germani Fratris reſpectivè rebusque aliis in Actis Compromiſſi latius deductis. Viſo Proceſſu Compromiſſi Francofurtenſis in executionem Pacis Ryswicenſis ad Sanctiſſimum D. N. Papam Clementem XI. tanquam Super-Arbitrum delato, & in Actis Notarii Sacri Palatii Apoſtolici producto, attenta diſcordia Sententiarum ſeu Laudorum latorum & promulgatorum à Delegatis per Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam in executionem Articuli VIII. Pacis Ryſwicenſis.

Viſa Deputatione Congregationis ab eodem Sanctiſſimo D. N. Papa in Nos infra ſcriptos Delegatos facta in Libello Sanctitati ſuæ porrecto nomine antedictæ Seren. D. Duc. Aureli. Viſo Chirographo ab eodem Sanctiſſimo Domino Noſtro ſignato cum præſervationibus & declarationibus tam in eo, quam in ſupradicta Deputatione oppoſitis, illisque inhærentes; Ac viſis Juribus utriusque Partis in Proceſſu Compromiſſi contentis, eisque plene examinatis & diſcuſſis, earumque Procuratoribus & Advocatis pluries auditis, tam in ſcriptis quam oretenus etiam in Contradictorio informantibus in Congregationibus deſuper in ſacro Palatio Apoſtolico habitis & maturè conſideratis omnibus de Jure conſiderandis, ac inhærendo Juramento ad Sancta Dei Evangelia jam per nos in Actis præſtito, ad formam ejusdem Compromiſſi, Chriſti Nomine repetito & ſolum Deum præ oculis habentes, ac inſimul congregati in Sac. Palatio Apoſtolico Vaticano, per hanc noſtram ultimam definitivam & arbitralem Sententiam, quam in his Scriptis ferimus, dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus, ſententiamus ac laudamus Sereniſſimum Dominum Johannem Wilhelmum, Comitem Palat. Rheni & S. R. I. Electorem abſolvendum & liberandum fore & eſſe (ſalva tamen infra dicenda declaratione & obligatione) ab omnibus & quibuſcunque actionibus, petitionibus & prætenſionibus ex parte dictæ Sereniſſimæ Dn. Duc. Viduæ Aurelianenſis in Proceſſu Arbitrali intentatis, motis ac deductis occaſione prædictarum Succeſſionum & Hæreditatum Principum Caroli Ludovici Patris & Caroli Fratris, pro quibusvis rebus & Bonis mobilibus & Supellectilibus, etiam pretioſis, Gemmis, Margaritis, Argentis, Pecuniis, Creditis, Nominibus Debitorum, quomodolibet, ex Actis ſe moventibus fructibus & quarumvis Scripturarum & Inventariorum exhibitione & reſpectivè confectione, nec non pro quibusvis aliis Bonis Immobilibus, Urbanis & Ruſticis, tam Allodialibus quam ex quocunque titulo & Cauſa Feudalibus & Emphiteuticis, Principatibus, Ducatibus, Comitatibus, Urbibus, Oppidis, Caſtris, Arcibus, Bonis contentis in Libello Aurelianenſi, ac in toto Proceſſu Francofurtenſi, eorumque pertinentiis, acceſſionibus, meliorationibus, Juribus & Actionibus univerſis, nihil penitus excepto, prout Nos eundem Seren. Elect. plenariè abſolvimus & liberamus & pro abſoluto & liberato haberi volumus & mandamus omni &c.

Item pari noſtra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamusque & laudamus Nomina Debitorum, Actiones & Credita, quæcunque ad Hære-

ANNO 1702. Hæreditates præfatorum Principum Caroli Ludovici & Caroli ſpectantia, illiusque quomodolibet debita de Jure & in futurum debenda per quasvis Perſonas & Univerſitates, adjudicanda fore & eſſe dicto Ser. D. Elect. Joanni Wilhelmo, prout adjudicamus & pro adjudicatis haberi volumus & mandamus, nullumque Jus impoſterum ſuper illis, ac aliis Bonis & Juribus Hæreditariis ſupra expreſſis, præfatæ Ser. Duciſſ. Aurel. competere declaramus omni &c.

Item pari noſtra Sententia dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus & laudamus prædictum Ser. Dn. Electorem fuiſſe & eſſe obligatum ſolvere dictæ Ser. D. Duciſſæ Aurelianenſi ſummam ſcutorum tercentum mille monetæ Romanæ, ſive illorum valorem pro omni & toto eo, quod ex quacunque cauſa & titulo eadem Ser. Domina Duciſſa prætendere potuit, & poteſt à Ser. D. Electore, occaſione Succeſſionis in Bonis & Hæreditate Principis Caroli Ludovici ejus Patris & Principis Caroli ejus Germani Fratris, & in dicta ſumma compenſandas & excomputandas fore & eſſe omnes & quascunque ſolutiones factas prædictæ Ser. D. Duciſſæ ac ejus Miniſtris, tam ante, quam poſt Tractatum Pacis Ryſvic. ratione dd. ſucceſſionum, prout compenſari & excomputari volumus & mandamus, & propterea dictum Ser. Electorem teneri & obligatum eſſe ad ſolutionem reſidualis ſummæ ſcutorum tercentum mille, faciendam tamen intra quatuor annos ab hodie proximos, ratam ſcilicet partem in fine cujuslibet anni &c.

Ita pari noſtra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus & laudamus, præfatam Ser. D. Duciſſam abſolvendam & liberandam fore & eſſe à petita reconventione in Actis Arbitrii Francofurtenſis facta pro parte Ser. D. Elect. prout eam abſolvimus & liberamus, ac pro abſoluta & liberata haberi volumus & mandamus. Et ſecundum prædicta arbitrales Sententias prolatas à Dominis Delegatis Cæſareæ Maj. & Regis Chriſtianiſſimi in ea parte, in qua huic noſtræ Sententiæ & Laudo ſunt conformes, confirmamus. In parte vero contraria revocamus, perpetuumque ſilentium deſuper utrique Parti imponimus & ita dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus, laudamus, ac definitivè ſententiamus, non ſolum promiſſo, ſed & omni alio meliori modo.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Johannes Dominicus Thomatus, Epiſcopus Cyrenenſis, Judex à S S. D. N. tanquam Super-arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Cyriacus Cancetta, S. Rotæ Auditor à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Ferdinandus Nuptius, Cam. Apoſt. Clericus à S S. Dn. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Gabriel Philipp Puccius, Signaturæ Juſtitiæ votans, à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Johannes Dominicus Paraccianus, S. S. D. N. Papæ Auditor & ab eodem tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Silvius de Cavaleriis R. C. Apoſt. Comm. Generalis, à S. S. D. tanquam Super-Arbiter deleg.

XX.

20. Mars. **Nördlingiſcher Aſſociations-Receſs derer löbl. Reichs-Crayſe / nemblich Chur-Rhein / Oeſterreich / Francken / Schwaben und Ober-Rhein; Worinnen Sie einander in allen Nothfällen getreulich beyzuſtehen / und communibus Conſiliis atque Auxiliis gefahr und ſchaden abzuwenden verſprechen / Sich auch zu dem Ende einer gewiſſen auf den beinen unterhaltenden Mannſchafft vergleichen. Geſchehen Nördlingen / von ſeithen Francken und Schwaben den 16. Von ſeiten Oeſterreich den 17. und dan von ſeiten der Chur- und Ober-Rheiniſchen den 20. Martii 1720.** [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 378. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 506. & dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. II. pag. 644.]

C'eſt-à-dire,

Recès d'Aſſociation conclu à Nordlingen entre cinq CERCLES *de l'Empire, ſavoir l'*ELECTORAL *du* RHYN, *ceux d'*AUTRICHE, *de* FRANCONIE, *de* SUABE, *& du* HAUT-RHYN; *par lequel ils ſe prometent une mutuelle & reciproque aſſiſtance en tous leurs beſoins; & d'agir toujours de concert quand il ſera neceſſaire de detourner quelque danger commun; à quel effet auſſi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes: Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyn le 20. Mars 1702.*

ANNO 1702.

Zu wiſſen / demnach die beede löbl. Reichs-Creyſe Francken und Schwaben auf den anhero nach des Heiligen Römiſchen Reichs-Stadt Nördlingen auf den 10ten dieſes veranſtalteten Convent / den vormahls zu Heydenheim errichteten Receſs, nach denen ſich zeithero geänderten Conjuncturen mehrers erläutert / und darzu mit dem löblichen Oeſterreichiſchen Creyß / auf das derenthalben von Ihro Kayſerlichen Majeſtät hieſigen Orten habenden Abgeſandtens / Herrn Gravens von Löwenſtein Excellentz beſchehenes Anerbieten / die Aſſociation feſt geſtellt haben / wie ein ſolches die hierüber aufgerichtete und hiebey gefügte Receſſen mit mehrerm beſagen / und von Wort zu Wort lauten / wie folget:

Zu wiſſen: Nachdeme zwiſchen denen beeden löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Creyß-Ausſchreib-Aembtern in Betrachtung der vorjetzo vorwaltenden gefährlichen Conjuncturen eine Zuſammenſchickung deren darzu bevollmächtigten Geſandſchafften / anfänglich nacher Heydenheim an der Prentz veranlaſſet / und ſich am 23. Novemb. des 1700ten Jahres / auf geſammter Fürſten / und übriger beeder ſothaner löblichen Creyſen / Herren Mit-Ständen bedungener Ratification / gewiſſer Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber / auf darvon bey denen allgemeinen Creyß-Verſammlungen zu Nürnberg und Ulm erſtatteten ausführlichen Bericht / dieſelbe in extenſiorem formam gebracht / die darin auf die ſich ereignete Neceſſität ausgeſtellte Augmentirung der ſtipulirten Mannſchafft / durch einen Articulum ſeparatum, ſo gleich um ein drittel zu erhöhen / mit allerſeitig durchgehenden Belieben reſolviret / und den 6. May vorigen 1701ten Jahres gegen einander ausgewechſelt / wegen der ſich zeithero in etwas geänderten Conjuncturen aber / eine dermahlige ferner weitige Zuſammenkunfft / auf anhero des heiligen Reichs-Stadt Nördlingen veranlaſſet / und dabey ohne Alteration der Haupt-Sache / in wenigen Puncten mehrers erläutert worden / wie nachgehender Receſs zeiget.

Zu wiſſen: Nachdem die beede löbliche Creyſe Francken und Schwaben nicht nur vor geraumer Zeit in guter Correſpondentz miteinander geſtanden / ſondern auch ſolche durch gewiſſe in Anno 1691. & 92. errichtete Tractaten mehrers établiret / und ſich in eine auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gründendes ſpecial-Fœdus, mit der Condition eingelaſſen / daß ſolches ſo lange dauren ſolte / biß die dermalig-höchſtgefährliche Conjuncturen ſich milderten / und zu einem ſichern und reputirlichen Frieden anlieſſen / da man ſo dann der utrinque befindenden convenientz nach / ſich miteinander weiter zu vernehmen hätte / und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 1697. Jahrs der Friede zu Ryßwick erfol-

ANNO 1702. erfolget / dadurch aber diese obere Reichs-Creyse und Lande / des in währendem Krieg erlittenen grossen Schadens und ruins halber / keineswegs ergötzet / sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen / und zu äusserſten Gräntzen des Reichs gemachet worden / die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weit aussehend / daß man mehr als jemahls Ursache gehabt / sich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen / zu Beybehaltung des theuer erworbenen Ruhestands / wohl mit einander zu verstehen / und disfalls getreulich zusammen zu halten; Als ist nach hinc inde hierüber gepflogenen münd- und schrifftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beeder erstgedachten löblichen Creysen Hochfürstlichen Ausschreib-Aembtern / und deren darzu bevollmächtigten Gesandschafften / anfänglich nacher Heydenheim veranlasset / und sich daselbsten am 23. Novembr. 1700. auf gesambter Fürsten und Stände sothaner beeden löblichen Creysen bedungene Ratification, gewisser Puncten miteinander verglichen / und nebst deme ratione der Verstärckung des zu Heydenheim verglichenen Quanti Associabilis, errichteten Articulo separato, den 6. May vorigen 1701ten Jahrs / von beeden löblichen Creysen ratificiret / und gegen einander ausgewechselt / bey denen dermahligen Conventen zu Nürnberg und Ulm aber / und darbey vorgekommenen extension solcher Association, auf noch mehr löbliche Reichs-Creyse / ein und anders mehrers darinnen zu erleutern / und ohne Alterirung der Substanz, bey einigen Puncten / nach denen sich zeithero geänderten Conjuncturen / etwas klärer einzurichten vor nöthig befunden / auch zu dem Ende eine fernerweite Zusammenschickung der beeden löblichen Creysen / auf anhero des Heyl. Römischen Reichs-Stadt Nördlingen veranlasset / und durch die darzu bevollmächtigte Creyß-ausschreibende Gesandte es denen beederseits hoc in passu conform befundenen Instructionen gemäß / in die Form gebracht worden / wie hernach folget:

1. Und zwar bleibt es in substantia bey oberwehntem zu Heydenheim projectirten / und vorigen Jahrs ratificirten Recess dergestalt ungeändert / daß jeder der löblichen Associirten Creysen / des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / die gemeine Interesse mutuo secundiren / und an deme nichts unterlassen solle / was zu verbündlicher Cultivirung vertraulicher Zusammensetzung dienen kan / anförderst aber solle man in allen Nothfällen einander getreulich beystehen / und communibus Consiliis & Auxiliis Gefahr und Schaden äusserſten Fleisses abzuwenden trachten / vornemlich auch alles dahin richten / und behöriger Orten alles dienliche vorkehren / daß

2. Allerförderst der Securität der beeden löblichen Creysen aufs zulänglichste prospicirt, und von Fürsten und Ständen die Gefahr / so die obschwebende mißlich- und weit aussehende Zeiten und Läufften nach sich ziehen möchten / abgewendet / hingegen sie bey ihrer Consistentz bestens conservirt werden mögen / wie sie dann

3. Zu dem Ende / und um sich hierinn / auch vor sich / und so viel in ihren Kräfften / destomehr zu manuteniren / die anfangs auf 14200. zu stellen / hernachmahls noch um ein Drittel zu augmentiren resolvirte Mannschafft in solchem erhöheten Stand / noch fürters folgender massen zu erhalten entschlossen / daß

4. Der löbliche Fränckische Creyß drey Regimenter / als Erffa / Schneblin / und Printz Onolzbach zu Fuß / jedes von 2260. Köpffen / dann Bayreuth zu Pferd und Aufsaß Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 8000. Mann / der löbliche Schwäbische Creyß aber 5. Regimenter zu Fuß / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürstenberg-Mößkirch / Fürstenberg-Stühlingen und Reisach zu Fuß / jedes von 1800. Dann Erb-Printz Würtemberg und Stauffenberg zu Pferd / auch Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 10800. Mann / an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen habe / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / förderist supplirt, und um mehrerer zuverläßiger Gewißheit willen / die reciprocirliche Musterung der beederseits überkommenen Contingenten / auf Verlangen nicht difficultiret werde.

ANNO 1702.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft und disfalls errichtete Ordonnance bleibet eines jeden Creyses Convenienz anheim gestellet / doch daß / so viel möglich / hierinnen eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erheischenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden möge / so bleibt auch

6. Jedem löblichen Creyß über seine eigene Völcker die Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität läsſet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löblichen Creysen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfallenheiten / und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen / belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löblicher Creyß / wann beyderley Trouppen nicht beysammen stehen / durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beederseitigen Mannschafft geschähe / ist deme sich gemäß zu bezeigen / was die Executions-Ordnung und der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. disfalls mit sich führet / nach Maßgab deren auch

9. Bey sich äussernder Gefahr dem nothleidenden Creyße alle Assistence mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten / und alle beschwerliche Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderblichen Marches, Remarches, Still-Lager und Quartier zu verstehen / und hierinn dem den 18. Febr. vorigen Jahrs mit der Löbl. Kayserlichen Hoff-Cammer errichteten March-Reglement nachzugehen / und dasselbe so wohl bey beeder löblichen Creysen eigenen / als andern Trouppen zu beobachten / und gleichwie

11. Dieses gantze Associations-Werck auf den Fuß der Executions-Ordnung und üblichen Reichs-Constitutionen sich gründet; Also solle auch / Krafft deren die Hülffs-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Creyses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Creyses Contingent an Manschafft und Pferden / aus dessen eigenen Mitteln / mit dem ordonnanzmäßigem Brod und Habern / desgleichen den behörigen Monat-Sold / wovon der Soldat die übrige Nothdurfft sich anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch dessen eigenes Commissariat verpfleget / mithin den Soldaten alle Gelegenheit und Ursach benommen werden / aus Mangel der Provision und Solds / die Unterthanen und Land-Ingesessenen in diesem oder jenem Creyß zu beläſtigen / und / unter dem Vorwand der Fouragirung / allerhand Excesse zu verüben / dann das Land-verderbliche Fouragiren auf die Früchte im Feld / neben dem Cantoniren und Refraichiren in denen

Dörffern /

ANNO 1702. Dörffern / Flecken und Städten / gäntzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auf Graß / nicht anderst / als mit guter Ordnung / nach der commandirenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / beschehen solle / und hat dannenhero ein jeder Creyß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction in Zeiten mit nothdürfftigen Mehl / Habern- und Heu-Magazinen in einem besondern Ort zu versehen / auch zu ordentlicher Beybringung des Proviants zu denen Regimentern bey seinen Trouppen ein zulängliches Proviant Fuhrwerck zu halten / um die Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein- und andern Land-Fuhren nicht zu beschweren / welche auch auf ein- und andern Nothfall nicht anderst als gegen Præstirung billigmässiger Zahlung zu erfordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officirern und Commissariaten zu erpressen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder Beamten manierlich zu suchen / und nach deroselben machenden Repartitionen anzuschaffen sind / doch solle dem hülffleistenden Creyß von demjenigen / dem die Hülff zukommt / auf vorhergehende geziemende Requisition Platz zu vorgedachten Magazinen an einen sichern und verschlossenen Ort / ohnentgeltlich eingeräumet / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prærension der freyen Quartier oder Services vor die Commissarien / Proviant- oder Magazin-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter auf Pferd / und dergleichen gesucht werden; Inmassen solches alles / wann dergleichen geschähe / für Excess zu achten / und von dem / so etwas erpressen oder geniessen solte / zu bezahlen / und hat man einander reciprocè versprochen / daß / um mit denen Magazinen desto besser aufzukommen / die vivres und Fourage, so bey vornehmenden Kriegs-Operationen / vor die zu halten kommende Mannschafft / einzukauffen wären / gegen des löblichen associirten Creyses Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Frembden wie denen Einheimischen / in gleichem billigen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung geliefert / deswegen dienliche Anstalten gemachet / und alle solche in die Magazinen / nomine publico, verordnete Nothdurfften / jedoch / daß darmit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu schulden komme / von denen Land-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestationen / Zoll- und Mautfrey passiret werden sollen. Gleichwie es nun

12. Mit dieser also abgeredeten Verfassung diese Meynung hat / daß solche bey entstehenden Moribus vor allen andern zur Defension der beyden Creysen / employret / und so lang sie deren hiezu von nöthen / nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder einige freye Winter-Quartier vor frembde / und in solche Creysse nicht gehörige Trouppen / noch sonst einer anderwärtig weitern Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / aufladen lassen / sondern hat sich gegen einander dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich auf das kräfftigste bearbeiten wolle / wäre es dann /

13. Daß bey schon öffters erwehnter würcklichen Conjunction der Trouppen noch ein- und anders mehrere Erläuterung erfordern solte / so solle dasselbige durch gütliche Zusammentretung geschehen / und auch sonst in allen vertraute Correspondentz zwischen beeden löbl. Creysen gepflogen / desgleichen sich von keinem Theil ohne Vorwissen des andern in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alteriret / oder davon absque præscitu & consensu beeder Theilen abgewichen werden. ANNO 1702.

14. Und weiln das gantze Absehen dieser Association auf die allgemeine Wohlfarth und den Weg zu der gemeinsamen Besorgung / mittelst successiver Erreichung der vollständigen Reichs-Verfassung zu bahnen gerichtet; Als sollen alle und jede löbliche Reichs-Creyse / die in Corpore mit beytreten / und obigen solchergestalt accediren wollen / admittiret / und auf den Conjunctions-Fall / sich auch so dann mit ihnen über alle Vorfallenheiten fernerweit vernommen / in dergleichen gemeinsamen Zusammenkünfften und Unterredungen aber / die per Constitutiones imperii; in Verfassungs-Sachen stabilirte majora, observirt werden. Zu Uhrkund und steter Besthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / von beeden löblichen Creysen hierzu bevollmächtigten Creyß-ausschreibenden Gesandschafften unterschrieben und gesiegelt / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden. So geschehen Nördlingen / den 16. Martii 1702.

Johann Lorentz Scharf.
(L. S.)

Johann Adam Tanner von Reichersdorff.
(L. S.)

Friederich von Dürrheim.
(L. S.)

Johann Friedrich von Stathorst.
(L. S.)

Johann / Edler von Backmeister.
(L. S.)

Und nun Ihro Keyserliche Majestät / als regierender Hertzog zu Oesterreich / durch dero an beede löbl. Associirte Creyse Francken und Schwaben / accreditirten Gesandtens / Herrn Grafen von Löwenstein Excellenz, solcher Association, mit dero Oesterreichischen Creyß / beyzutreten / darzu 16000. Mann zu stellen und dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie zu versehen / allergnädigst offeriren lassen / ein solches von mehrgedachten beeden löblichen Creysen / durch deren respectivè den 1. Octobr. 1701. und 15. Febr. 1702. ausgestellte Resolutiones, mit allerunterthänigstem Danck acceptiret / und sich mit Sr. Excellenz, de modo, quanto & quali, bey hiesigem Congress vernommen / und dahin conditioniret worden / daß Ihro Kayserliche Majestät / als regierender Ertz-Hertzog von Oesterreich / und in solcher Qualität / notorischer Vertreter des löblichen Oesterreichischen Reichs-Creyses / sothaner / zwischen denen auch löbl. Fränck- und Schwäbischen Reichs-Creysen / errichteten Verbindniß / mit allen Præstationen und Clausuln / wie selbige / dem obinserirten ausführlichen Recess nach seinem buchstäblichen Innhalt / einverleibt seynd / ohne darwider etwas zu verhängen / zu thun oder thun zu lassen / von nun an beytreten / und 16000. Mann / jedoch so wohl dem löbl. Oesterreichischen / als andern Associations-verwandten Creysen / an dero gewöhnlichen Reichs-Contingentien / ohne Consequenz oder Nachtheil / darzustellen / dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie versehen / und weil ermeltes Quantum zu dieser Association beständig gewidmet seyn solle / die Regimenter / worinnen sie bestehen werden / innerhalb drey Wochen nahmhafft machen / dieselbe stets in completen und gutem Stande erhalten / und so

ANNO 1702. lang man deren zur Sicherheit der associirten Creyssen / und darzu gehörigen Herrschafften / Land- und Vestungen / auch Fortsetz- und Ausführung / der erheischenden Nothdurfft nach / pro bono publico & Imperii conjunctim vornehmenden / unter sämtlicher Generalität zuvor concertirten operationen / von nöthen / nicht anderst wohin ziehen / durch sie die nothwendige Postirungen mit besorgen lassen / jedoch darinnen die Mannschafft völlig und durchaus ohne Zuthuung des Postirungs-Orts erhalten / und so wenig mit dieser / als mit all übriger / noch weiter etwann ins Reich schickender Mannschafft an eigenen oder von andern übernehmenden Trouppen / die Creyse und deren incorporirte Fürsten und Stände / und dero Angehörige / auf einigerley Weise / es seye mit Quartieren / Unterhalt / Adjuto, oder wie es immer Nahmen haben mag / beschweren; So dann vor allen auch die nachdrucksame Ordre stellen / und darob vest halten wollen / daß in denen Marchen / dem / in dem Associations-Recess angezogenen / und dem beygelegten March-Reglement so wohl in denen Marchen / der ins Reich und Italien gehenden Kayserlichen und Alliirten Regimentern / als bey Ablösung der Guarnisonen / in denen vördern Oesterreichischen Vestungen / und Beziehung der Quartiere / in- und an Schwaben gelegenen Landen / auch Ausrückung aus denenselben ins Feld / besser als bishero nachgelebet werde / allermassen auch unter dem / von dem löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen herzustellen paciscirten Mannschaffts-Quanto, die zur ordinari-Versorgung der Creyß-Vestungen erforderte Guarnisonen nicht verstanden / also mag auch unter dem dermahligen beystellenden Oesterreichischen Creyß-Quanto der 16000. Mann / die zu der Oesterreichischen Vestungen ordinari-Besatzung / nöthige und würcklich gebrauchende Mannschafft / nicht an dem stipulirten Associations-Quanto angerechnet werden; Über dieses seynd auch Eingangs ernannten Kayserlichen Gesandten / Herrn Grafen von Löwenstein Excell. von beeder löbl. associirten Fränck- und Schwäbischen Creysen wegen / angelegentlichst ersuchet worden / bey Ihro Kayserlichen Majestät dero Officia zu interponiren / damit allerhöchstgenannte Ihro Kayserliche Maj. aus denen des Herrn Gesandten Excell. mündlich vorgebrachten Bewegnüssen / allergnädigst geruhen möchten / über obig bestimmtes Contingent der 16000. Mann / noch weiter über Ihro zu erforderter Feld-Artillerie herstellendes Associations-mäßiges Quantum, die übrige zu dem Associations-Corpo erforderliche Artillerie, und die darzu gehörige Requisita an hoch- und niedern Artillerie-Bedienten / Munition und andern / auch Pferden und Knechten / aus eigenen Mitteln anzuschaffen und zu erhalten / und solches alles ohne des Hülff-requirirenden / und deren bedürfftigen löbl associirten Creyse Entgeld / Kosten oder Beschwerde / auf erforderlichen Conjunctions-Fall / zur Operation beyzustellen / und darinnen ohne Distinction der Jahrs-Zeit / so lange es die Nothdurfft erfordern wird / zu continuiren / welches Se. Excellenz allerhöchsten Orts allerunterthänigst zu hinterbringen / und dahin / so viel an ihrem Ort möglich / zu secundiren / übernommen / daß Ihro Kayserliche Majestät an der Artillerie und Zugehörte / vor denen Löbl. associirten Creysen ein übriges zu thun / allergnädigst geruhen möchten; Als ist hierauf diese allergnädigste Declaration von beeden allbereits associirten Löbl. Fränck- und Schwäbischen Creysen / mit der reciprocirlichen Obligation, angenommen worden / daß / was diese beede Creyse / Krafft obangezogenen Recessus gegen einander allein zu præstiren schuldig gewesen / auch gegen allerhöchstgedachter Ihro Käyserl. Majestät / als Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / und dem löbl. Oesterreichischen Creyß observiret / und nach solchen / die reciprocirliche Hülffe einander / in allen Vorfallenheiten / getreulich geleistet werden solle. ANNO 1702.

Zu dessen Bestätigung ist diese Accessions-Formul in triplo ausgefertiget / und zwey Exemplaria von des Käyserl. Herrn Gesandtens Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen / für die beede übrige associirte löbliche Creyse / das dritte von den beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen ausschreibenden Gesandschafften / von wegen dieser beeden Creysen unterschrieben / gesiegelt / und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Nördlingen / den 17. Martii Anno 1702.

Maximilian Carl / Graf zu Löwenstein-Wertheim.

L. S.

Und dann von beeden löbl. gedachten Creysen Francken und Schwaben / auch die löbliche Chur- und Ober-Rheinische Creyse / um gleichfals mit denenselben / dieses vorhabende Associations-Werck / nach Anleitung dieses / und der vorigen Recessen / dermahlen zu seinem Stand zu bringen / anhero eingeladen worden / auch darauff ihre darzu bevollmächtigte Deputirte sich eingefunden / daß endlich mit denen erstgedachter massen bereits Associirten drey löblichen Oesterreichischen / Fränck- und Schwäbischen Creysen / folgends abgehandelt und beschlossen worden seye / nehmlich:

1. Thun die Deputati der Chur- und Ober-Rheinischen Creyse nicht allein den / zwischen den beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben / allhier zu Nördlingen anietzo errichteten und gegenwärtigem Recessui mit inserirten Recess, in allen seinen Puncten und Clausuln, auch den dariunen beschehenen Anerbietungen / (ausser was die zu eines jeden Creyses Disposition stehende Oeconomica betrifft /) amplectiren / sondern auch sich zugleich mit dem löblichen Oesterreichischen Creyß / auf die / zwischen des Käyserlichen Herrn Abgesandtens Excellenz, von wegen ietztgedachten Oesterreichischen Creyses / und denen beyden Creysen Francken und Schwaben beliebte Conditiones, hiermit würcklich und folgender massen associiren / daß vors

2. Man mit und benebens denen Fränck- und Schwäbischen Creysen / in puncto des March-Wesens / auf demjenigen Reglement beständig halten lassen werde / welches man zwischen dem Chur- und Ober-Rheinischen Creyß zu treffen / schon im Werck begriffen / und darinnen sich nach denen Reichs-Constitutionen / und dem in F. 10. dieses letztern zwischen Francken und Schwaben errichteten Recessus, angezogenen Reglement, so viel es des Chur- und Ober-Rheinischen Creyses Landen Situation und Constitution leiden / reguliren wird / dahingegen sollen der Chur-Rheinische Creyß

3. So viel dessen Quantum associabile betrifft / die 6500. Mann / welche die in dem Chur-Rheinischen Creyß gehörige / und sich im Stand der Association, beytreten zu können befindliche Herren Chur-Fürsten und Stände / allbereits auf den Beinen haben / benanntlich bey Chur-Maintz 2500. Mann /

ANNO 1701. Mann / unterm Schönbornischen Regiment zu Fuß / und 500. unterm Bibraischen Dragoner-Regiment / bey Chur-Trier / unterm Hülchischen Regiment zu Fuß / 2000. Mann / so dann bey Chur-Pfaltz 450. Mann zu Pferd und 1000. Mann zu Fuß / in zweyen Regimentern / so man Chur-Pfältzischer Seiten längstens innerhalb drey Wochen benamsen solle / in completem Stande erhalten / und obwohl nicht ohne / daß von diesen Trouppen die Besatzungen deren in den Chur-Rheinischen Creyß gelegenen Gräntz-Vestungen / an deren Conservation dem allgemeinen Wesen so viel gelegen / mit zu besorgen / so hofft man doch vor einer Attaque oder Belägerung ausser Furcht / und in dem Stand zu seyn / wann eine Armée in dem Feld stehet / und diese Vestungen dadurch bedecket / oder sonsten ausser Gefahr seyn werden / daraus so viel Trouppen / als man nach Beschaffenheit der Conjuncturen und Raison de Guerre entbehren kan / und mit einander vor gut befinden wird / ins Feld / mit denen darzu gehörigen Regiment-Stücken / und andern nöthigen Requisitis, schicken / und mit operiren lassen zu können / massen man dann zum wenigsten auf diesen Fall / Chur-Maintzischer Seiten / 1000. Mann zu Fuß / und 500. Mann zu Pferd / Chur-Trier eine Bataillon zu Fuß von 500. Mann / und von wegen Chur-Pfaltz / 450. zu Pferd und 1000. zu Fuß / jedoch ohne einiges Præjuditz und Nachtheil der sonsten nach dem Matricular-Anschlag zu concurriren habender Proportion, denen andern associirten Creyß-Trouppen beystellen / und mit denenselben operiren lassen will / so viel aber

4. Den löblichen Ober-Rheinischen Creyß betrifft / derselbe solle von denen 3600. Mann / welche dessen in der Verfassung stehende Herren Stände (die 6. Compagnien mit eingerechnet / so zu Hanau und Franckfurt in Guarnison liegen bleiben) auf denen Beinen haben / zu seinem Quanto associabili 3000. Mann / nemlich 2700. zu Fuß / in dem Nassau-Weilburgischen / und dem Buttlarischen Regiment / so dann 300. Mann zu Pferd / gleichfals unter dem Nassau-Weilburgischen und Buttlarischen Regiment / in completem Stand / und bey der Hand halten / und wann es nöthig / mit denen dazu gehörigen Regiment-Stücklein und andern Zugehörungen / ins Feld schicken / und mit operiren lassen / wobey sich löblich gemelte / in der Verfassung noch zur Zeit allein stehende Ober-Rheinische Herren Creyß-Stände dahin erbothen / daß / wann die noch zur Zeit bekandtlich abgehende Stände / der habenden Hoffnung nach / dem Creyß gebührend beytreten / man so dann die dardurch anwachsende Mannschafft / welche ein merckliches noch auswerffen wird / zu obigen Trouppen vollends mit beystellen wolle. Nachdeme nun dahingegen.

5. Mehr löblich gedachte beede Chur- und Ober-Rheinische Creyse / sowohl von denen beyden Creysen / Francken und Schwaben in die zwischen ihnen allhier errichtete obangeregte Association auf- und angenommen / auch des hochgemelten Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen Creyses sich gleichfals mit denenselben auf obangeführte Conditiones würcklich associiret / mithin dadurch zwischen mehr löblichen gedachten fünff Creysen / dermahlen dieses vorgehabte Associations-Werck zu seinem völligen Stand gebracht worden / jedoch mit dem Vorbehalt / daß es keinem Creyß in Corpore, noch dessen Stand in particulari, zu einigem Vortheil oder Præjudiz gereichen solle / wann er etwan zu dem Quanto associabili weniger oder mehr stellet / als man sonsten dem Matricular-Anschlag nach / zu thun schuldig gewesen wäre; Als ist darüber gegenwärtiger Receß fünffmahl ausgefertiget / und davon zwey Exemplaria von des Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, von wegen des Oesterreichischen Creyses / und denen Deputirten der beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben / denen Deputirten der Chur- und Ober-Rheinischen Creysen / und von diesen hingegen obigen / drey Exemplaria, und alle unter gewöhnlicher Subscription, der beygedruckten Siegeln den obgedachten Herren Abgesandten und Deputirten ausgefertiget zugestellet worden. So geschehen Nördlingen den 20. Martii 1702. ANNO 1701.

Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses

George Friedrich Berninger. (L. S.)

Loth Friederich von Hundheim. (L. S.)

Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses

Johann Friedrich Faber. (L. S.)

Philip. Henric. von Jodaci. (L. S.)

Joachim Georg Plœnnies. (L. S.)

XXI.

Versicherung derer sämbtlichen Fürsten zu Anhalt / an Fürst Leopold zu Anhalt-Deßau / daß sie dasjenige Pactum, so sie mit dero Herrn Vatern weyland Fürst Johann Georg zu Anhalt Anno 1678. den 4. Januarii aufgerichtet / erneuern / und auf seine Gemahlin Annam Louisam und seine mit dieser erzeugte Printzen Wilhelm Gustav und Leopold Maximilian einrichten und verändern wollen. Geschehen den 21. Martii 1702. [Lunigs Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. In Supplem. Unter von Anhalt pag. 95. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans Thucelii *Actorum Publicor.* Tom. III. pag. 740.] 21. Mars.

C'est-à-dire.

Asseurance donnée à Leopold *Prince d'Anhalt-Dessau par les autres Princes de la Maison d'*Anhalt, *pour le renouvellement du Pacte conclu le 4 Janvier 1678. avec le Prince* Jean George *son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse* Anne Louise, *& de ses Fils* Gustave Guillaume & Leopold Maximilien. *Fait le 21 Mars 1702.*

VOn GOttes Gnaden / Wir Victor Amadeus, Wilhelm / Carl Wilhelm und Emanuel Lebrecht / wie auch respective in Vollmacht der Durchlauchtigsten Fürsten / Herrn Anthon Günthers / Herrn Johann Adolphs und Herrn Johan Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Hertzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen / Grafen zu Ascanien / Herren zu Bernburg und Zerbst / respective Jever und Kniephausen / Uhrkunden hiermit

ANNO 1702. hiermit und bekennen / demnach Uns der Durchlauchtigste Fürst und Herr Leopold / Fürst zu Anhalt / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graff zu Aſcanien / Herr zu Zerbſt und Bernburg / Unſers freundlichen geliebten Herrn Vetters Liebden durch einen beſondern Abgeſchickten freundvetterlich erſuchen laſſen / dasjenige Pactum, ſo Wir mit dero Herrn Vater / weiland Fürſt Johann Georg zu Anhalt Liebden Chriſtmilden Andenckens Anno 1678. den 4. Januar. aufgerichtet / aus allerhand angeführten trifftigen Motiven zu erneuen / und auf hochgedachter Unſeres Herrn Vetters Fürſt Leopolds Liebden Gemahlin / die auch Durchlauchtige Fürſtin / Frau Anna Loyſa, vermählte Fürſtin zu Anhalt / Hertzogin zu Sachſen / Engern und Weſtphalen / Gräfin zu Aſcanien / Frau zu Zerbſt und Bernburg Liebden / und die mit derſelben erzeugten 2. Printzen / nahmentlich Wilhelm Guſtav, und Leopold Maximilian, einzurichten und zu verändern / daß Wir zwar aus freundvetterlicher Affection hochgedachtes Unſers Herrn Vetters Fürſt Leopolds / wie auch hocherwehnte Dero Fürſtliche Gemahlin und Printzen Liebden / Liebden / Liebden / Uns gantz geneigt befunden / und dazu bereit geweſen; Alldieweiln aber Seiner Liebden Abreiſe zu dero Commodo am Nieder-Rhein-Strohm / welche ſie unumbgänglich dieſe Woche anzutreten ſich gemüßiget gefunden / ſolches nicht füglich verſtatten wollen / indem obgemeltes Pactum de Anno 1678. ziemlich weitläufftig / auch wichtige puncta in ſich hält / ſo einiger Aenderung unterworffen / mithin wohl einige Tage zur reviſion erfordern dürffte; So haben Wir mehr hocherwehnten Unſers freundlich vielgeliebten Herrn Vetters Fürſt Leopolds Liebden Krafft dieſes inzwiſchen verſichern wollen / daß / wann dieſelbe in derer Abweſenheit / oder auch nach dero Wiederkunfft dieſes Werck zu Stande zu bringen verlangen werden / Wir deroſelben zu willfahren gantz kein Bedencken tragen / ſondern deſſen forderſame Ausmachung uns angelegen ſeyn laſſen wollen / biß dahin aber ſothanes Pactum allerdings in ſeinem vigore bleibet / da auch / welches der grundgütige GOtt in Gnaden abwenden wolle / Fürſt Leopolds Liebden / und dero 2. Printzen vor dero Wiederkunfft oder Einrichtung bemeltes Pacti mit Tode abgehen ſolte / verſprechen Wir hiermit obhochgedachter dero Gemahlin Liebden den Genoß des Ambts Freckleben / zum Witthumb / mit allen Emolumenten und Nutzungen / ohne einige Contradiction, zu vergönnen. Uhrkundlich haben Wir dieſe Verſicherung Seiner Lbd. unter unſer eigenhändigen Unterſchrifft und fürgedruckten Fürſtlichen Inſiegel ausgeſtellet; So geſchehen den 21. Martii 1702.

Victor Amadeus, F. zu Anhalt.
(L. S.)

Wilhelm / Fürſt zu Anhalt.
(L. S.)

Carl Wilhelm / F. zu Anhalt.
(L. S.)

Emanuel Lebrecht / F. zu Anhalt.
(L. S.)

XXII.

22. Mars. *Acceſſio Circulorum Imperii Romani, nimirum* RHENANI *Electoralis*, FRANCONICI, SUEVICI, *&* RHENANI SUPERIORIS *ad magnum Fœdus Cæſareo-Anglo-Belgicum. Nordlingæ in Conventu placita Die* 22. *Martii* 1702. Cum ACCEPTIONE *&* *Receptione per* ANNAM *Reginam Magnæ Britanniæ. Dat. in Palatio S. Jacobi* 20 *Junii.* 1702. [Copie communiquée par un des Miniſtres de la Negociation.] ANNO 1702.

ANNA Dei Gratia magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes Literæ pervenerint ſalutem. Quandoquidem inter quosdam è Sacri Romani Imperii Circulis, qui ad Societatem Fœderis inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Guilielmum tertium Glorioſiſſimæ memoriæ, Magnæ Britanniæ &c. nuper Regem, & Dominos Ordines Generales uniti Belgii die ſeptimo menſis Septembris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo primo concluſi, Regis præfati Literis invitati erant, Circulum ſcilicet Rhenanum Electoralem, Franconicum, Suevicum & Rhenanum ſuperiorem, de conditionibus, quibus Fœderi prædicto accedere parati ſunt, Nordlingæ die viceſimo ſecundo menſis Martii ſuperioris ſtilo novo, verbis quæ ſequuntur conventum fuerit.

Articuli ſive Conditiones, quarum actualem præſtationem Circuli Aſſociati, & ad Fœdus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ſeptimo Septembris ultimi elapſi anni initum invitati, quoad quæſtionem quomodo in hoc Negotio ſibi ſtipulantur.

I. Cum principalis ſcopus Tractatus hujus inter Dominos Confœderatos initi eo tendat ut ipſis omnibus & ſingulis ſatisfactio æqua & ſecuritas ſufficiens procuretur, æquitas ſuadet, ut etiam ſecuritati & conſervationi Circulorum Aſſociatorum, inprimis vero periculo viciniorum omnimodo proſpiciatur, eum in finem.

II. Sacra Cæſarea Majeſtas quam clementiſſime operam dabit, ut ſedecim illa millia Armatorum quæ ab eadem nomine Circuli Auſtriaci pro quanto aſſociabili, juxta tenorem Receſſus Aſſociationis promiſſa ſunt, ſine mora præſto ſint, uti & viciſſim reliqui Circuli aſſociati, ea quæ ex vinculo Aſſociationis ipſis incumbunt, ſtricte adimplebunt.

III. Quod ſi vero omnia hæc ad ſcopum præcedente Articulo memoratum obtinendum non ſufficientia eſſe dignoſcerentur; ſed majorem ad id tam Militum numerum, quam apparatum rei Armamentariæ, Tormentorum Bellicorum reliquique Inſtructus Bellici requiri appareret, hiſce quoque omnibus, præſertim vero modo dictis requiſitis Bellicis, utpote quæ Circulis Aſſociatis quam maxime deſunt, quibusque eos ita facile inſtrui haud poſſibile eſt, altememorati Domini Fœderati ſubvenire tenebuntur.

IV. Cum quoque Circulorum Aſſociatorum multum interſit, compertum habere, quomodo inter Dominos Confœderatos alter alterum adjuvare velit, quænam ſit ſpecificatio illa, cujus determinatio peculiari Conventioni in Articulo quarto Tractatus Fœderis hujus reſervata eſt, tum etiam quomodo tam ſuper his, quam iis quæ nono & decimo Articulo modo nominati Tractatus ſimiliter ad ulteriorem Conventionem remiſſa ſunt, forſitan jamjam inter ſe convenerint, omnium horum ſufficientem explicationem certiorationemque antecedaneam a Dominis Fœderatis expetunt.

V. Quod ſi vero imminentes & quibusdam in locis jam exorti motus per ſtipulatam a Fœderatis Articulo tertio ad obtinendam amicabilem rei compoſitionem officiorum interpoſitionem, quæque ſine dubio adhucdum eum in finem impendent, componi nequeant, resque ad Arma & actuale Bellum deveniat, ſæpius dicti Confœderati Circulos Aſſociatos in omnibus communem defenſionem cauſamque concernentibus rebus in partem curarum conſiliorumque aſſumere, & cum iis tanquam compaciſcentibus ſuper iis omnibus fideliter communicare, ante omnia vero eo Conſilia & diſpoſitiones ſuas bellicas dirigere tenebuntur, quo

VI. Communi ſecuritati ſuperiorum ipſa ſua ſituatione omni periculo ſatis expoſitorum Circulorum ſufficienter proſpiciatur, iique in tuto, quantum poſſibile contra hoſtiles irruptiones collocentur, imminens quoque ipſis vis hoſtilis mediante alia operatione bellica ſtatim diſtrahatur, alioque divertatur,

ANNO 1702. tatur, & necessaria ad hoc mandata semper in tempore ita expediantur, ut Circuli Associati Dominorum Fœderatorum ope & auxilio se nunquam destitutos videant, eam quippe illi Dominorum Foederatorum in hoc negotio mentem esse præsuponunt, quemlibet Fœderatorum alteri, consequenter etiam Circulis Associatis ipsis, post eorum ad Fœdus hoc accessionem, in quocunque casu omni possibili, auxilio non tantum adfuturum, sed & quemlibet eorum in casum actualis Belli inter Partes suo nomine belligerantes computatum, eaque propter

VII. Juxta proportionem præstantis a se auxilii in partem emolumentorum, aliorumque qui per modum contributionum, stationum, aut aliâ quacunque viâ Dominis Fœderatis obvenire possent Belli fructuum, pro rata quoque admissum iri.

VIII. Stipulantur sibi, ut inter alia præprimis etiam redintegrationis superiorum Imperii Circulorum, mediante restitutione tot ab iis avulsorum Commembrorum, Civitatum Terrarumque in pristinum statum & Jura, quo ante avulsionem ab Imperio gavisi sunt, cura ratioque habeatur, nullumque mediorum ad eam obtinendam conducentium omittatur, propterea etiam nulli unquam Fœderatorum cum hoste Tractatus separatos inire fas sit, sed ut de Pace conjunctim tractetur, eaque non aliter nisi obtenta prius in quantum possibile redintegratione supra memoratorum Circulorum, & donec ad minimum securitati Associatorum Circulorum, omni meliori quo fieri potest, & tutiori quam hactenus modo, satis superque prospectum fuerit, concludatur.

IX. Cum porro Circuli Associati in Tractatu inter Dominos Confœderatos inito, & præcipue ejusdem Articulo undecimo mentionatorum commodorum participationem sibi expresse reservent, ejus erga Dominos Confœderatos sunt fiduciæ, eos ipsis instante hoste non tantum sufficienti semper auxilio subventuros, sed etiam re ad Tractatus Pacis tandem perveniente, majorem ipsorum, quam antehac in iis rationem habituros, omnique opera & cura in id allaboraturos esse, ut inprimis Circulis durante Bello damnificatis ab iis qui damna hæc intulerunt æqua & condigna perpessarum ruinarum, & illatorum damnorum indemnisatio, sufficiensque ad stabiliendam securitatem Circulorum Associatorum Cautio atque Garantia præstetur.

X. Cum vero Negotium, hoc tanquam omnes Sacri Romani Imperii Electores, Principes ac Status concernens, ad Comitia Sacri Romani Imperii pertinere dignoscatur, de eoque quamprimum in Dieta Generali Imperii Ratisbonæ tractandum fore, eo minus dubitetur, quod Domini Ordines Generales Uniti Belgii ipsimet in datis a se ad Associatos Circulos Literis invitatoriis Negotium hoc ibi quoque tractari desiderent, non deerunt tunc comprehensi in modo dictis Circulis Principes & Status votis suis hoc Negotium in præfata Dieta ad finem propositum promovere, id sibi interea expresse reservantes, quod proveniens tum Generale Imperii Concluſum, æque ipsis ac cæteris Statibus & Circulis Sacri Romani Imperii prodesse huicque Concluso Comitiali per præsentes Tractatus nullatenus derogatum aut præjudicatum esse debeat, sicut & pari modo omnia beneficia & emolumenta in Tractatu Associationis inter ipsos hic Nordlingæ inito comprehensa, præcipue vero ea quæ respectu Assignationum, Quartiorum, Transituum Militarium, & quoad hoc vel jam factarum aut in posterum adhuc faciendarum Ordinationum, vel etiam in aliis in illo disposita inveniuntur, sibi hisce specifice reservant, ea erga sæpe alte memoratos Dominos Confœderatos freti fiducia, non tantum eos ipsosmet, sed eorundem Officiales modo dicti Tractatus Conditiones ex integro observaturos, & quod illarum in iis partium est, bona vicissim fide adimpleturos esse. Nordlingæ vicesimo secundo Martii 1702.

Nos, visis & perpensis Articulis sive conditionibus præfatis, easdem aprobavimus, ratas, gratas, firmasque habuimus, sicut per præsentes, pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, easdem approbamus, ratas, gratas, firmasque habemus, ita tamen ut, quæ in Articulo secundo & tertio continentur, nos ulterius obligare non intelligantur, quam quo per ipsum Fœdus prædictum jam obligamur, & ut Articulus septimus eo sensu duntaxat hoc Instrumento comprehendatur, quatenus locos illos, in quibus Circulorum Copiæ militant spectat, spondentes & in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula quæ in Conditionibus prædictis continentur, sancte observare & præstare velle, neque pati, quantum in nobis est, ut a quopiam violentur aut ullo modo iisdem controveniatur; In quorum majus robur & fidem præsentibus manu nostra Regia signatis Magnum nostrum Angliæ Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro a Sancto Jacobo nominato, die vicesima Mensis Junii Anno Domini Millesimo septingentesimo secundo, Regni nostri primo.

ANNO 1702.

ANNA R.

XXIII.

Vergleich zwischen Herrn Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin und der Stadt Rostock / wodurch man wegen der Fürstlichen Besatzung in der Stadt / übereinkömt / diese an den Herrn Hertzog ihre Ober- und Unter-Jagd in der so genannten Rostocker-Heyde ad tempus vitæ einräumet / hergegen Ihro Durchl. die Stadt bey dero Privilegien und Erbverträgen zu schützen / das in der Stadt anzulegende Schloß zu keiner aparten Festung und Castell zu machen / sondern innerhalb der Stadt-mauer anlegen zu lassen versprechen. Geschehen Rostock den 27 Martii 1702. Mit deß Herrn Hertzogs Confirmation aller und jeder Privilegien, Freyheiten und Gerechtigkeiten der Stadt Rostock / sub eod. loco & die data. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. IV. andern Theils Fortsetzung. Abtheil. IX. Absatz XVII. von Rostock pag. 725. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. II. pag. 323.] 27. Mars.

C'est-à-dire;

Accord entre S. A. S. FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de* ROSTOCK, *touchant la Garnison que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel aussi ladite Ville lui cedant pour sa vie durant le Droit entier de la Chasse dans le* Rostocker Heyde, *il lui promet en échange de la maintenir dans tous ses Droits, Privileges & Pactes Hereditaires; & que le Château qu'il veut y construire ne sera point une Forteresse separée de la Ville, mais seulement un Palais interieur pour son habitation. A Rostock le 27. Mars* 1702. Avec *la* CONFIRMATION *de tous les Privileges, Droits & Immunitez de la Ville, par le Serenissime Duc. Du même jour.*

Zu wissen / demnach der Durchläuchtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr ꝛc. nach nunmehr consolidirten beyden Hertzogthümern Mecklenburg / und da / nach Abgang der Hochfürstl. Güstrauischen Linie, das Jus Communionis mit dem Hochfürstlichen Güstrowischen Hause auf dero Erb-unterthänigste Stadt Rostock zugleich gäntzlich mit aufgehoben und selbige ihro allein heimgefallen / aus Fürst-gnädigster und Landes-Väterlicher Propension, diese ihro durch Krieg und Brand / in Abgang der Nahrung leider! gerathene Stadt / mit der Hülffe GOttes / aus ihren Ruinis in bessern Wohlstand hinwieder zusetzen / in Gnaden resolviret / dahin Ihro Hoch-Fürstl. Residence und Hoff-Stadt / nicht sonder dero gröſſesten Schaden und Unkosten / zu verlegen / und Burgermeister und Rath / wie auch eine ehrliebende Bürgerschafft nicht allein diese Fürst-gnädigste Vorsorge vor ihre

ANNO 1702. Wohlfarth/ und Landes-Väterliche Hulde / mit-gezieмendem Danck und Freuden unterthänigst angenommen/ besondern auch/ da Seine Hochfürstl Durchl. zu mit-Übernehmung der gemelden Stadt allein zu tragen zu schwehr fallenden Besatzungs-Last/ und dazu haltenden genugsamen Militis Præsidiarii sich gnädigst anerboten/ zu mehr vergnüglicher deroselben dahin zuhebender Demeure die Ober-und Nieder-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / zu dero Hochfürstl. Plaisir, gegen gewissen billichen und nachfolgenden Conditionibus, ad Dies vitæ, Seiner Hochfürstl. Durchl. in Unterthänigkeit überlassen/ daß über dieses alles/ und zu Beybehaltung beständigen respective gnädigsten und unterthänigsten Vertrauens und guten Vernehmens / zwischen Sr. Hochfürstl. Durchl. und dero Erb-unterthänigsten Stadt Rostock/ und zu Verhütung alles besorgenden Mißverstandes / folgender aufrichtiger und beständiger Vergleich zwischen vor hochgedachter Hochfürstl. Durchläuchtigkeit und der Stadt Rostock abgeredet / getroffen und/ im Nahmen Gottes/ vollenzogen worden.

1. Erstlich und anfänglich versprechen Seine Hochfürstl Durchl. dero Erb-unterthänigsten Stadt gnädigst / bey dero Privilegien / Freyheiten und Gerechtigkeiten / in Specie auch bey denen Erb-Verträgen/ und absonderlich den Rath bey der solchem einmahl privative gnädigst beygelegten omnimoda Jurisdictione & Jure Politiæ mit allem/ so davon dependiret / item/ bey dem an der hiesigen Universität/ insonderheit der aufgerichteten Formulæ Concordiæ gemässem Rechte / Fürst-gnädigst zulassen / und zu allen Zeiten zu mainteniren.

2. Nicht weniger Bürgermeister und Rath die bisherige Freyheit zulassen / das Stadt-Regiment / ihren Statutis und Observantzen gemäß / und nach Belieben zu bestellen und zu führen;

3. Sind auch des gnädigsten Erbietens / niemand/ als der E. E. Raths Jurisdiction unterwürffig / und alle Bürgerliche Onera mit trägt/ und hieselbst Bürger worden/ weder directe noch indirecte einige Bürgerliche Nahrung und Gewerbe zu verstatten / besondern / die Nahrung zu Wasser und Lande/ inn-und auserhalb der Stadt allein denen würcklichen Bürgern zu lassen und zu vergönnen.

4. Gestalt dann auch Seine Hochfürstliche Durchl. dero Titulair-Bedienten / a Jurisdictione Senatus & oneribus civicis nicht zu eximiren gemeinet seyn / sondern sub Jurisdictione urbica gelassen haben wollen.

5. Alle Häuser / so Ihro Hochfürstl. Durchl. Ministri zu ihrer Demeure bereits erkauffet haben / und noch erkauffen / oder erbauen möchten / bleiben zu Bürger-Recht / und tragen alle denen immobilibus imponirende Onera, in specie auch das jährlich entrichtende Wasser-Geld / wie dann auch der Eigenthümer desfalls die Bürgerschafft zu gewinnen / und in Actionibus realibus vor E. E. Rath zu stehen / schuldig und gehalten seyn soll; Dabey eben wol Se. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens seyn / daß dero jetzo am Hopffen-Marckt habende Hochfürstliche Häuser / sobald sie solche von dero eigenen Wohnung verlassen / und das hie anbauende Schloß selbst beziehen werden/ gleichfals zu Bürger-Recht wieder kommen / und bloß das erbauende Schloß exemt seyn soll.

6. Lassen / ohngeachtet die Hochfürstliche Cantzleyen anhero nunmehro transferiret werden sollen/ Se. Hochfürstl. Durchl. dennoch auch darunter in specie es bey den Erb-Verträgen bewenden / daß die von Sr. Hochfürstl. Durchl. hier affigirende Mandata E. E. Raht zur Affixion und Publication zugesandt werden. ANNO 1702.

7. So sind auch Se. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens / daß Sie / was zu Dero Hochfürstl. Hoff-Statt benöthiget / von hiesigen Bürgern gnädigst nehmen / und keine absonderliche Hof-Handwercker einsetzen und privilegiren lassen wollen; Doch daß auch die hiesige Bürger gute tüchtige Arbeit zu verfertigen / und was zur Hochfürstl. Hoff-Statt und deren Angelegenheiten von nöthen / gegen civilen Preiß / bey Zeiten an die Hand zu schaffen / sich bemühen und befleißigen sollen.

8. Was die Jurisdiction über Hof-und Cantzeley-Bediente / item die Advocaten und andere Gelehrte betrifft / erklären Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin in Gnaden / daß die würckl. Hof-und Cantzley-Bediente / unter Sr. Hochfürstlichen Durchl. hohen Jurisdiction, denen Erb-Verträgen unabbrüchig / zwar seyn und bleiben / die Advocati graduati aber / so Matriculam Academicam gewinnen werden / sub Jurisdictione & Privilegiis Academicis, die non graduati aber / wie auch die Notarii, unter des Raths Jurisdiction seyn / und Bürger werden sollen.

9. Da einige von denen geringern Hoff-Bedienten tumultuiren / oder sonsten / extra Aulam, bey Tage oder Nacht delinquiren / oder denen Bürgern und eingesessenen Schaden zufügen solten/ und deßwegen in Arrest genommen werden müsten/ so bleibet zwar dem Raht frey / solche zu apprehendiren / sie werden aber hernach / auf Begehren Sr. Hochfürstl. Durchl. zu dero Cognition und Bestraffung ausgelieffert. Wie dann auch hingegen / da ein unter Rahts Jurisdiction gehöriger / innerhalb des Hochfürstl. Hofes Jurisdiction, vorbesagter massen / sich vergehen solte / von Sr. Hochfürstl. Durchl. derselbe inhaftiret / und / auf Requisition E. E. Rahts zu deren Cognition und Bestraffung ausgefolget / auch sonsten keinem ein Asylum in Aula verstattet werden soll.

10. Sind auch Se. Hochfürstliche Durchl. nicht gemeynet / daß ein Bürger / oder sonst jemand ad Jurisdictionem civicam gehöriger / ad Testimonium dicendum, oder auch sonst ad Aulam evociret werden soll / besondern des gnädigsten Erbietens / solche und dergleichen Sachen ad Senatum urbicum zu verweisen. Wie denn auch von des Raths Erkäntnis die Appellationes, soweit sie denen Erb-Verträgen nicht entgegen / ans Hof-Gericht / und / nach Maßgebung vorgedachter Erb-Verträge / gehen / sonsten aber E. E. Raths Verordnungen kein Einhalt geschehen soll. Doch bleibet / denen Erb-Verträgen gemäß / an Se. Hochfürstl. Durchlauchtigkeit denen hiesigen Bürgern der gnädigst verstattete Recursus allerdings frey.

11. Haben Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin gnädigst erkläret / daß sie mit der Stallung der aufs höchste nicht über funfzig haltenden Guarde-Reuter die hiesige Bürgerschafft gnädigst übersehen/ auch das hie anlegende Schloß nicht zu einer a parten Festung und Castel machen/ sondern innerhalb der Stadt-Mauren legen lassen wollen.

12. Bleibet auch die Præsentatio, Electio und Vocatio der Herren Prediger E. E. Rath und der Gemeine eines jeden Kirchspiels / denen Erb-Verträgen und Herkommen gemäß / alleine.

13. Wie denn auch Se. Hochfürst. Durchl. sich dahin gnädigst erklären / daß selbige im Lande / zu dero hiesigen Stadt Præjudiz, keine Monopolia verleyhen wollen.

14. We-

ANNO 1702.

14. Wegen des Ranges / so wol mit des Hoffes- civil- als militar-Bedienten / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. nechstens ein gewisses Reglement in Gnaden verfügen / da dann die Bürgermeistere denen würcklichen Räthen in der Ordnung immediate folgen / auch wegen der übrigen Raths-Glieder / die Competenz besorget werden soll.

15. Und damit in der Accise von den eximirten Hof-Bedienten kein besorgender Unterschleiff geschehen möge / so ist weiter verabredet / daß einem jeden / so Haußwirthschafft hat / zu Behuff derselben / ein gewisses jährliches Quantum gesetzet / solches mit des Ober-Marschalls Hand bescheiniget / darnach die Accis-Zettel frey gesetzet / was über das gefodert werden möchte / soll ein jeder gebührend zu veraccisen schuldig seyn.

16. Wollen Se. Hochfürstl. Durchl. darob gnädigst halten / daß alhier keine commercirende Juden ausser Jahrmarckes Zeit zu dulten / und werden dieselbe alsdann von dem regierenden Bürgermeister / gegen bishero gewöhnliche Gebühr / aufgenommen.

17. Die zu Friedens-Zeiten Sr Hochfürstlichen Durchl. in diese Stadt einzulegende militarische Besatzung belangend / erbieten Se. Hochfürstliche Durchl. sich dahin gnädigst / daß (1) dieselbe nur bloß in Fuß-Volck bestehen / und (2) nicht über fünff Compagnien extendiret werden / die Bürgerschafft auch denen gemeinen und Unter-Officierern nichts an Service oder sonsten / auch nicht einmahl Vorschusses-Weise / besondern nur bloß Obdach und Lagerstat zu geben / schuldig seyn solle. Gestaltsam denn auch die Milice ihr selber die Nothdurfft von Bürgern / oder zu Marckt kommenden Land-Mannen ankauffen / und die Bürger solche / nach der etwa künfftig machenden Ordonance, ihnen anzuschaffen / oder zu lieffern / keinesweges gehalten seyn. Was die Ober-Officierer anbetrifft / sollen zwar die Bürger denenselben nichts / als Quartier, im blossen Obdach und Lagerstatt bestehend / verschaffen / jedoch mit dem Anhange / daß wann der Wirth nicht mit sie / oder sie nicht mit dem Wirth zu frieden / und der sich beschwehrende Theil / nach von dem Commendanten und Wort-haltenden Bürgermeister vorhero versuchter Aussöhnung / sich nicht finden lassen wolte / er alsdenn respective so viel monahtlich zu geben oder anzunehmen gehalten seyn soll / wofür / nach Gutbefinden des Commendanten und regierenden Bürgermeisters / der Officier ein ander Quartier haben kan.

18. Solte aber / so der grosse GOtt verhüte / Krieges-Gefahr entstehen / und bey solcher die Garnison der Stadt verstärcket werden müssen / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. über nöthige Veranstaltung / zu Abkehrung sothaner Gefahr / mit Bürgermeister und Raht ferner gnädigste Communication pflegen / und mit deren Zuziehung / was zu gemeiner Stadt Bestem gereichen kan / in Gnaden veranlassen.

19. So behält die Stadt ihre Compagnie von 50. Mann mit ihren Officierern in der Stadt-Liverey / und thut dieselbe / doch proportionabiliter, nebst Sr. Hochfürstl. Durchl Soldatesca ihre Dienste / und werden deren Officierer denen übrigen gleich geachtet. Es reichet denenselbigen und deren Officierern die Stadt den Sold / so wie sich mit ihnen darüber verglichen wird / wobey gleichwol auch Raht und Bürgerschafft unterthänigst bedungen / Se. Hochfürstliche Durchl. auch ebenwol gnädigst eingewilliget / daß die Stadt diese Anzahl ihrer Milice, nach Befinden / zu mehren zu mindern / oder auch gar / doch salvo Jure Compræsidii, denen Verträgen gemäß / völlig abzudancken / bemächtiget seyn soll / und soll nichts minder der Commendant und übrige Officierer / auch Soldaten / mit in der Stadt Eyden und Pflichten bleiben und treten / es auch sonsten / bey allem übrigen hierin enthaltenen / gelassen werden.

ANNO 1702.

20. Und da der Stadt das Compræsidium bleibet / so wird der Commendant (welchem doch nicht minder Se. Hochfürstl. Durchl. allein das jährlichen Salarium zu geben / sich in Gnaden erklären) in Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und gemeiner Stadt Nahmen bestellet / und soll derselbe und dessen Successores, auch sowol / als andere ietzige und künfftige Officierer und Soldaten / nebst Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit / ebenwohl dem Raht und der Stadt schwehren / und solche Eyde in Presence der Deputatorum Senatus aufgenommen werden.

21. Wegen der Thor-Schlüssel und des Worts ist beliebet / daß dem regierenden Bürgermeister alle Abend von der Parole Notiz gegeben / auch wann Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person nicht zugegen / die Thor-Schlüssel demselben anvertrauet und hingebracht / demselben auch des Abends der tägliche Thor-Zettel der Einkommenden communiciret werden soll. Wenn aber Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person alhier zugegen / bleiben bey deroselben die Schlüssel.

22. Die Artillerie sambt dem Zeughause / Gewehr / Ammunition, und was darzu gehöret / bleibet der Stadt / als ihr Patrimonium ad publicum civitatis usum, und soll ausserhalb der Stadt nicht verführet werden.

23. Weil die Stadt ihr Contingent zu dem mit Ritter- und Landschafft veraccordirten jährlichen Quanto der einhundert zwantzig tausend Reichsthaler zu Fortificotions-Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / so wie sich darüber mit Ritter- und Landschafft verglichen / an dieselbe versprochen / so lassen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in Gnaden geschehen / daß davon die Reparation der Wälle und übrige Nothdurfft / so die Stadt reichen wird / proportionabiliter, aber ausser denen Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / gekürtzet werde.

24. Die Jurisdiction über die Soldatesca (welche denen Rahts-Personen die bisher gewöhnliche Ehre / mit Austretung der Wache in den Thoren / auch ins künfftige erzeigen soll) betreffend: So ist verabredet / daß / da ein Soldat delinquiret / und solches wegen / oder auch civiliter zu belangen / die Sache von dem Commendanten cognosciret und decidiret / da aber ein Bürger auf der Wache etwas verbrechen würde / solcher zu gemeiner Stadt Deputirten und der Officierer der Bürger-Fahnen Cognition und Bestraffung gestellet werden soll: Es wäre dann / daß das Delictum an Ehren / Gut und Blut gehen möchte; Auf welchen Fall die Cognitio und Bestraffung E. E. Rath / und denen Ambtstragenden Personen / darunter der Verbrecher gehörig seyn möchte / Krafft habender Jurisdiction, allein verbleibet.

25. Wann die Bürger mit auf die Wache ziehen (womit sie doch jederzeit / ohne in vorfallenden von dem grossen GOtt abwendenden Krieges-Läufften / und wann alsdann die Noth so groß seyn dürffte / daß der bestimmte Miles præsidiarius nicht capabel, es allein zu bestellen / auch / auser Ehren-Fällen / bey Durch-Zügen / oder Entréen des gnädigsten Landes-auch fremder Herrn und Potentaten / verschonet werden sollen) so sollen sie von denen Soldaten / oder deren Officierern

ANNO 1702. nicht molestiret / sondern von ihren / aus ihren Mitteln vorgestellten Officierern geführet werden / auch diese ihre Officierer / nebst der Soldatesque Officierern / zugleich die Runde gehen / und eine Wache die andere allemahl secundiren. Wie dann auch in solchen Fällen sie der Commendanten Commando, in Bestellung der Wachten / und Verwahrung der ihnen conjunctim nebst der Soldatesca assignirten Orten und Posten / innerhalb denen Wällen / nicht aber in denen Contrecharpen / es erfodere denn die höchste Noth und der Stadt Defension, auch zu keinen Ausfällen obediren.

26. Wann der jetzo mit einmühtigem / respective gnädigstem und unterthänigstem Belieben Sr. Hochfürstl. Durchl. und der Stadt Rostock bestallte Commendant, Obrist Gideon du Guitz, abgehen dürffte / so ist beliebet / daß es mit Wieder-Bestellung eines andern also gehalten werden soll / daß Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit ein qualificirtes Subjectum, dem solches Commando wieder anvertrauet werden könte / gnädigst præsentire / welches / auf sothane Præsentation, mit Bürgermeister und Raths Beliebung / und da sie keine Ursache zu dissentiren hätten / der Soldatesca in ihrem Nahmen mit vorzustellen und gleicher massen mit zu beeyden ist.

27. Und gleichwie der Stadt Disposition allein die Machung der Quartiere / so der Miles præsidiarius krieget / ausser welchem auch vor niemand Quartiere verlanget werden sollen / anheim gelassen bleibet: Also ist auch verabredet / daß Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich mit dem Rathe / um gute Disciplin bey der Soldatesca beyzubehalten / sich eines gewissen Articul-Brieffes gnädigst vereinigen wollen / nach welchem die Soldatesca zu leben angewiesen / und / wenn sie dawider sündigen dürffte / gestraffet werden soll.

28. Der Garte auf dem Wall / wie auch ein Revelin bleibet denen Bürgermeistern / das Graß auf dem Wall aber / ingleichen die Fische und Krebse im Stadt-Graben gemeiner Stadt.

29. So soll von dem in denen Thoren abgebenden Holtze die benöthigte Feuerung in denen Corps des Gardes genommen werden / und der Commendant dahin sehen / daß solches / zu dem Behuf / so fort auf den so genannten Zwinger gebracht / daselbst asserviret / und keinem Soldaten davon etwas mit nach Hause zu nehmen / oder ad alios Usus zu verwenden verstattet werde; die zu denen Wachten benöthigte Lichte aber werden von Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und der Stadt proportionabiliter gegeben.

30. Gemeine Stadt giebet dero Compagnie die benöthigte Ammunition, und wird weiter nicht beschwehret.

31. Und da Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit zu mehrer deroselben Plaisir, auf dero gnädigstes Ansinnen / die Stadt Rostock Ihre Ober- und Unter-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde ad tempus vitæ hiemit unterthänigst überlässet und einräumet; So nehmen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit solche ad tempus vitæ unterthänigst concedirte Jagt in Gnaden an / und versichern hiemit gnädigst / daß dieses auf Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit Nachkommen und Successores nicht extendiret werden soll / besondern es sollen Bürgermeister / Rath und Gemeine befugt seyn / alsobald / wann / nach GOttes gnädigstem Willen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit hinkünfftig / so der Allerhöchste biß ins hohe Alter Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit allergnädigst ausgesetzet seyn lassen wolle / dieses Zeitliche gesegnen dürffte / ohne einiges Beding und Rückhalt / sowol die Ober- als Unter-Jagt in der Heyde wieder an sich zurücke zunehmen / und damit / als ihr Eigenthum / nach / wie vorhin / zu verfahren / und sich allein derselben / nach ihrem Gefallen / wieder zugebrauchen; Wie dann auch Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich dahin gnädigst erklären / daß durch diese ad tempus vitæ unterthänigst überlassene Jagt / auch die Zeit da sie solche gebrauchen / der Stadt an dem Eigenthumb der Heyde / der darin befindlichen Weyde / Mast / harten und weichen Holtzung / und beydes / nach eigenen Belieben / zum Bau- und Brenn-Holtz zu fällen / item an denen da verhandenen Dorffschafften / Höfen und Meyereyen / Bauren / Ackerwercken / Wiesen / auch überall durch die gantze Heyde / und so weit solche sich weiter erstrecket / der Stadt zustehenden Jurisdiction, und was von diesem allen dependiret nichts benommen seyn soll / allermassen dieses alles / nach eigenem Belieben / wie vorhin / also auch ins künfftige zu gebrauchen / zu geniessen / und zu exerciren der Stadt gantz ungehindert verbleibet / und sollen daneben die Unterthanen mit keinen Jagt-Diensten / Ablager oder Wild-Fuhren beschwehret werden; Wann aber Wolffs-Jagten anzustellen / so sollen sich auch zu solchen / als weit die Rostocker Heyde gehet / die Röversheger Bauren / wann Ihre Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solches vom Raht gnädigst begehren / mit gebrauchen lassen.

32. Und gleich Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit darob ein ungnädigstes Mißfallen tragen / daß / dem Bericht nach / die Bewohner der Officialen und des Dobbranschen Hofes sich des eigenen Brauens / auch Brandtwein-Brennens zum feylen Kauffe / auch anderer Bürgerlicher Nahrung angemasset / und solches / auch die auf dem so genannten Dobbranschen Hofe angelegte Roß-Mühle gäntzlich so fort gnädigst wieder abstellen lassen wollen; welche Dinge dann auch zu keinen Zeiten hinführo der Orten / zum Præjuditz dieser guten Stadt / geduldet werden sollen: Also versprechen auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit hiemit in Gnaden / daß sie / in Compensationem der ihr ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / die dem Dobbranschen Hofe und der Officialey innerhalb Hauses beygelegte Schencke des Rostocker und fremden Bieres / in specie auch des so genannten Kniesenacks / zu mehrer Aufnahm der hiesigen Brauern / als welche dadurch unter andern zimblichen mit herunter gekommen / so lange die concedirte Jagt wehret / nehmlichen ad tempus vitæ Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit / gnädigst legen zu lassen: Allermassen denn die Schencken auf der Officialey und auf dem Drobbanschen Hofe so fort van Johannis dieses Jahres an cessiren und gehoben seyn sollen; Da aber / nach GOttes gnädigstem Willen / Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit / welches der grosse GOtt in Gnaden biß an dero spätes Alter ausgesetzet seyn lassen wolle / das Zeitliche gesegnen / und dadurch vorgedachte Jagt der Stadt wieder heimfallen solte / so behalten Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit ihr per expressum bevor / Ihre bey diesen Höfen habende hohe Gerechtigkeit / gleich als hiebevor / alsdann zu exercieren / auch immittelst / ausser denen Schencken dieser beyden Höfe / sonst competirende Privilegia zu conserviren.

33. Wie dann auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit des gnädigsten Erbietens seyn / daß / zu Wieder-Aufhelffung der Stadt / derselben die Krüge auf dem Lande / so ihr vorhin assignirt gewesen / umb solche mit ihrem Bier wieder zu verlegen / wieder zugebracht / denn auch von dem Lande

die

ANNO 1702. die Handwercker weg geschaffet / und dieser wegen in der bevorstehenden Policey-Ordnung forderſamſt gnädigſte Verfügung gemachet werden ſoll.

34. So erbieten auch Seine Hochfürſtliche Durchlauchtigkeit ſich in Gnaden hiebey / daß ſie jährlich dem Raht-Stuhl / umb ſolche unter ſich zu vertheilen / zwey groſſe Stücke Wild / 4. groſſe wilde Schweine / und 6. Rehe / welche dem Wort-haltenden Burgermeiſter / wenn er ſich desfals bey Zeiten bey dem Ober-Jager-Meiſter gemeldet / geliefert werden ſollen / an ſtatt der durch überlaſſene Jagt abgehenden Ergötzlichkeit geben / auch denen Bürgern zu Ehren- und Noth-Fällen ein groß Stük Wild zu vier / ein groß wild Schwein zu vier / ein mittel Schwein zu drey / einen Fröſchling zu zwey / und ein groſſer Reh zu drey Rthlr. wann ſelbige gleichfalls ſich bey dem Ober-Jäger-Meiſter bey Zeiten gemeldet / zukommen laſſen wollen: Jedoch mit dem Anhange / daß / wann ein und anderer ſolches auswärtig verkaufft / oder damit Handlung getrieben zu haben überführet werden ſolte / er ſich dadurch dieſer Hochfürſtlichen Hulde Zeit Lebens verluſtig gemacht haben ſolle.

35. Iſt verglichen / daß / damit Seiner Hochfürſtlichen Durchlauchtigkeit in dero unterthänigſt überlaſſene Jagt von niemanden Eintrag geſchehen möge / auch von Seiner Hochfürſtlichen Durchlauchtigkeit in ſo weit / und auf ſolche gute Acht zu haben / die von gemeiner Stadt anietzo beſtellete / und auch ins künfftig zu beſtellende ſo genannte Heyde-Voigte von Seiner Hochfürſtlichen Durchlauchtigkeit dahin mit beeydiget werden mögen / daß ſie niemand / er ſey auch / wer er wolle / daſelbſt einiges Wildt zu ſchieſſen / oder auch mit Gewehr und Zucht oder Windhunden ſich finden zu laſſen verſtatten / ſondern ſich derſelben bemächtigen / und / ſalva cæteroquin Juriſdictione Senatus urbici in der ſo genannten Roſtocker Heyde / zu gebührender Beſtraffung / Seiner Hochfürſtlichen Durchlauchtigkeit anzeigen ſollen.

36. Schließlichen und 36ten bedinget die Stadt unterthänigſt / und concediren auch Seine Hochfürſtliche Durchlauchtigkeit in Gnaden / daß / unter der ad tempus vitæ unterthänigſt überlaſſenen Jagt / dieſelbe nicht zu verſtehen / welche die Stadt auch dero Armen-Häuſer / in übrigen deren Holtzungen / auf deren Feldern / und bey deren Dörffern hat / allermaſſen dieſe übrige Jagt / auſſerhalb der ſo genannten Roſtocker Heyde / gemeiner Stadt und dero Armen-Häuſern gar allein verbleibet / und ſind ſie ſolche / nach wie vor / ungehindert zu gebrauchen befuget.

Deſſen zu Uhrkund und feſter Haltung haben Seine Hochfürſtliche Durchläuchtigkeit dieſen Vergleich mit Ihrem Fürſtlichen Inſiegel und Unterſchrift / wie auch Burgermeiſter und Rath mit der Stadt Secret beſtätiget. So geſchehen Roſtock den 27. Martii, Anno eintauſend ſiebenhundert zwey.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

(L. S. Urb.)

28. Mars. Folget des Herrn Hertzogs Confirmation über der Stadt Roſtock aller und jeder Privilegien den 28. Martii 1702. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. Abſatz. XVII. pag. 730. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans THUCELII *Acta Publica* Part. II. pag. 328.]

C'eſt-à-dire,

ANNO 1702.

Confirmation des Privileges de la Ville de ROSTOCK *par le Sereniſſime Duc de* MECKLENBOURG SUERIN *le* 28. *Mars* 1702.

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graffe zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr ꝛc. Für uns und unſere Nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg / thun kundt / und mit dieſem Brieffe öffentlich bekennen / als nach ſeeligem tödlichen Hintritt der Weyland Durchleuchtigſten Fürſten / Herrn Chriſtian Ludewichen / und Herrn Guſtav Adolphen / Hertzogen zu Mechlenburg / Fürſten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graffen zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard / Herrn ꝛc. Unſerer in GOtt ruhenden vielgeliebten Herrn Vetter und Vaters Gnaden und Lbd. hochlöblichen Bedenckens / wir die Regierung der Mecklenburgiſchen geſambten Lande angetreten / und dan die Ehrenveſte und Ehrſahme / unſere liebe Getreue / Bürgermeiſter / Rath und gantze Gemeine unſer Erb-unterthänigſten Stadt Roſtock bey uns ihrem einigen itzigen Landes-Fürſten und Erb-Herrn / umb die Confirmation ihrer von unſern hochlöblichen Botfahren erhaltenen Privilegien unterthänigſt angehalten. Daß wir demnach / in Anſehung derer getreuen Dienſte / die gemeldte Bürgermeiſter / Rath und Gemeine uns und unſern Vorfahren allewege gethan / und uns hinfürther thun konnen und ſollen / ihnen ihre Kirchen / Clöſter und Capellen / beſage Inhalts des Anno 1573. aufgerichteten Erb-Vertrages / wie auch alle ihre Privilegia, Freyheit- und Gerechtigkeiten / ſambt und beſondere verſiegelte Brieffe und Schrifften / Lübſch oder Schweriniſch Recht / in ihren Dörffern / Höfen / Aeckern und Hufen / wie ihnen dieſelbe von unſern Gottſeeligen Herrn Vettern / und allen unſern löblichen Vorfahren / Chriſtlicher Gedächtnis / verlehnet / verſiegelt / confirmiret und beſtätiget worden / confirmiret und beſtätiget haben / confirmiren und beſtätigen ihre gemeldte Privilegia, Freyheiten und Gerechtigkeiten / verſiegelte Brieffe und Schrifften / Lübſch und Schweriniſch Recht / hiemit und in Krafft dieſes Brieffs / wiſſentlich vor uns / unſere Erben / und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg. Jedoch ſoll durch dieſe unſere Confirmation, denen Anno 15-4. mit unſerer Stadt Roſtock aufgerichteten Erb-Verträgen nichts benommen ſeyn / ſondern wir wollen dieſelben Verträge auch in allen ihren Articuln und Puncten hiemit ratificiret / beliebet / confirmiret und beſtätiget haben.

Gereden und geloben darauf / bey unſern Fürſtlichen Ehren und Worten / mehr gedachte Bürgermeiſtere und Rath / und gantze Gemeine unſer Stadt Roſtock / ihre Nachkommen / Kirchen und Clöſter / bey ermeldten ihren Privilegien, Frey- und Gerechtigkeiten / verſiegelten Brieffen / Schrifften und Verträgen verbleiben zu laſſen / ungehindert unſer Erben und Nachkommen / ſie auch dabey feſtiglich zu ſchützen und zu vertreten / getreulich und ohngefehrlich.

Zu Uhrkund / haben wir dieſen Confirmations-Brieff mit unſerm Fürſtlichen Hand-Zeichen und Inſiegel beſtärcket / geben und geſchehen in unſer Erb-unterthänigen Stadt Roſtock / den 28ten Tag Martii, nach Chriſti unſers einigen Erlöſers und Seeligmachers Geburth / im ein tauſend ſieben hundert und zweyten Jahr.

Friedrich Wilhelm. (L. S.)

ANNO 1702. 19 Avril.

XXIV.

Vergleich zwischen dem Fürstl. Braunschweigischen Hauß beyder Linien / Zell und Wolffenbuttel / durch Interposition Ihrer Königl. Majest. in Preussen / und des Land-Grafen zu Hessen-Cassel / in puncto der von Wolffenbuttel geschehenen Armaturæ, wovon einige Regimenter an Zell und Hannover / zur gemeinen sache überzulaßen versprochen wird. Geschehen zu Braunschweig den 19ten April 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IX. pag. 1023.]

C'est-à-dire,

Convention passée entre les Ducs de BRUNSWICH *de la Ligne de* ZELL, *& de celle de* WOLFEMBUTTEL *par la Mediation du Roi de* PRUSSE *& du Land-Grave de* HESSE-CASSEL, *touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de* WOLFFEMBUTTEL, *& dont on promet de rendre incessamment quelques Regimens à la Maison de* ZELL *& de* HANNOVER *pour être employez pour la Cause publique, à Brunswich le 19. Avril* 1702.

DEmnach wegen der Fürstl. Wolffenbüttelschen Armatur einige Mißverständ entstanden / dahero es in dem Durchleuchtigsten Hause Braunschweig undt Lüneburg zwischen beyden Linien Zell und Wolffenbüttel zu Weiterungen gekommen / hernach aber gütliche Tractaten darüber angestellet worden; so ist vermittelst Ihrer Königl. Majestät in Preussen undt des Herrn Landtgrafen zu Hessen-Cassel Durchl. interposition von denen dazu bevollmächtigten Ministris deshalber folgendes abgehandelt undt verglichen.

Art. 1.

Soll alles dasjenige / was dieser Sache halber an beyden Seiten vorgegangen / in ewiges Vergessen gestellet seyn / undt der eine Theil solches dem andern in Unguten nie entgelten lassen / noch es von einem Theil gegen den andern jemahls angezogen / auch einer von dem andern desfalls inn- oder ausserhalb Gerichts nie belanget oder besprochen / sondern es alß nie geschehen geachtet werden / undt aboliret und aufgehoben seyn. Des effects dieser amnestie sollen auch alle undt jede beyderseitige Civil-undt Militair-Bediente / Unterthanen undt Angehörige für ihre Personen / auch Haab und Güter / mit zu geniessen haben.

Art. 2.

Declariren beyde Theile / undt versprechen festiglich / daß sie dero bißhero gehabte / oder noch habende Fœdera, einer zu des andern offension nicht gebrauchen wollen.

Art. 3.

Erklähren sich Hertzog Rudolph Augusti zu Braunschweig undt Lüneburg Durchl. mittelst dieses dahin / daß sie bey denen jetzigen höchst gefährlichen Conjuncturen zu desto mehrer Bezeugung dero für Ihre Käyserliche Maj. alß das höchstgeehrteste Ober-Haupt des Reichs / undt die gemeine Sache tragenden patriotischen Neigung / von ihren auf den Beinen habenden Trouppen, an guter / untadelhaffter / mit tauglichem Gewehr undt ihrer völliger Montirung versehener Mannschafft / dem Publico zum Besten / so fort undt ohne allen Anstandt zwey Regimenter Infanterie, jedes a 12. Compagnien / jegliche a 100. Mann inclusive prima plana, denn drey Regimenter Reuter undt zwey Regimenter Dragoner, welche laut übergebener Liste 769. gemeine Berittene / undt 48. Unberittene annoch ausmachen / hergeben undt überlassen wollen. ANNO 1702.

Art. 4.

Sofort alß diese Convention von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret worden / soll von Seiten Herrn Hertzog Rudolph Augusti vorberegte Anzahl Trouppen durch undt an die dazu verordnete Commissarios an denen dazu belieben den Gräntzen an Zell undt Hannover richtig geliefert / dieselbe auch sodann zugleich der bisherigen Wolffenbüttelschen Pflichten erlassen / undt in die Zell-undt Hannoversche Pflichten angewiesen / und solche Trouppen folgendts / so baldt alß nur mit Ihrer Käyserlichen Majestat undt dero hohen Alliirten / in specie Engelandt undt Hollandt / deshalber Abrede genommen seyn wird / an Ort und Enden / wo es die Noth erfordern undt beliebt werden wird / abgeführet werden.

Art. 5.

Es verspricht auch Rudolph August dabey / daß solchen an Zell und Hannover zu überlassenden Trouppen nicht allein ihre biß zu gedachter Uberlieferung rückständig gebliebene monatliche Verpflegungs-Gelder richtig bezahlet / sondern auch denenselben ihre Regimenter-undt Mundirungs-Casse, undt was dazu gehörig / gelassen undt abgefolget / wofern auch einige von besagten Trouppen desertiren / und sich in die Wolffenbüttelsche Lande wieder begeben solten / selbige ohnweigerlich wieder ausgeliefert werden solten.

Art. 6.

Zell-undt Hannoverscher Seite wird hiebey versprochen / daß sie diese Trouppen, so lange biß dieselbe aus ihren Landen ab-und weiter geführet werden / welches denn bestmöglichst befördert werden solle / verpflegen wollen.

Art. 7.

Ingleichen wird Zell-und Hannoverschen Theils hiemit festiglich zugesaget und versprochen / daß sofort / alß die Abführung solcher dem Publico herzugebenden Trouppen aus den Fürstlichen Wolffenbüttelschen Landen / und deren Lieferung an Zell und Hannover geschiehet / zugleich und pari passu alle und jede Zell-und Hannoversche in denen Wolffenbüttelschen Landen stehende Trouppen abgeführet / undt wieder in ihre eigene Lande zurück gezogen / dabey auch die scharffe und exacte Ordre gestellet werden soll / daß bey solchem Abzuge die geringste desordres und exactiones nicht geschehen / oder wenn ja dergleichen vorgehen würde / dessen Ersetzung / wann davon richtige Specificationes eingesandt werden / beschaffet / und die Contravenienten der gebühr mit scharffer Bestraffung angesehen werden sollen.

Art. 8.

Es hat auch Zell undt Hannover / umb zu zeigen / daß man derseits keine intention, einen Vortheil aus dieser Sache zu ziehen / sondern nur ihre eigene und gemeine Sicherheit für Augen gehabt / dan auch aus sonderbahrer Consideration für Hertzog Rudolph Augusten / aus eigener Beweg-

ANNO 1702. weguis ſich erkläret / daß alle von Zeit der Einrückung derſeitigen Trouppen in die Wolffenbüttelſche Lande erhobene Contributiones, ausgenommen das / was auf Abſchlag derſelben Behuef ſolchen Trouppen an Korne / zum Commiſs oder zu Subſiſtenz der Cavallerie gereichet worden / reſtituiret werden ſolle.

Art. 9.

Beyde Theile verſprechen hiemit / daß / wann ein oder der ander Theil / dieſer Convention halber / von jemanden / er ſey auch wer er wolle / angegriffen werden ſolte / man einander nicht allein dagegen treulich aſſiſtiren / ſondern auch Zell und Hannover bey Ihrer Kayſerlichen Majeſtät / auch Engel- und Hollandt / und übrigen hohen Garants dieſes Vergleichs ihre beſte Officia dahin anwenden wollen / daß in der über ſolchem Vergleich auszuſtellenden Garantie, dieſelbe auch in ſpecie hierüber möge accordiret werden.

Art. 10.

Herr Hertzog Rudolph Auguſt will / ſo viel an Ihro / daran ſeyn / dero Herrn Bruders Hertzogs Anton Ulrichs Ratification über dieſen Vergleich innerhalb zween Monathen a dato dieſes zu verſchaffen Es werden auch die hohe Puiſſances, welche die Garantie ſothanen Vergleichs übernehmen / in ſpecie ſolche dero Garantie darauf richten / und nachdrücklich darüber halten / daß von Herrn Hertzog Anton Ulrich oder deſſen Nachfolger an der Regierung / dieſem Vergleich in keine Wege ſolle zuwider gehandelt werden.

Art. 11.

Gleichwie man beyderſeits dieſem allen / was obſtehet / alſo treulich und onhnverbrüchlich nachzukommen / bey Treu und Glauben hiemitzuſaget und verſpricht / alſo ſollen auch Ihro Kayſerliche Majeſtät / alß des Reichs höchſtes Ober-Haupt / nebſt der Cron Engellandt / und Ihre Hochmögenden die Herren General Staaten der vereinigten Niederlanden / die Garantie darüber zu præſtiren und zu halten / von beyden pacifcirenden Theilen erſuchet werden / wie dann auch von den Königlichen Preuſſiſchen / und Fürſtlichen Heſſen-Caſſelſchen Mediations-Miniſtres auf ebenmäßiges Erſuchen / Nahmens dero hohen Herren Principalen / die Garantie darüber gleichfalls zu leiſten verſprochen / und deswegen eine Acte ausgeſtellet worden.

Art. 12.

Dieſe Convention ſoll ſobald möglich / und längſtens innerhalb. 3. Tagen a dato dieſes / von beyderſeits gnädigſter Herrſchafft ratificiret / und die Ratificationes allhie zu Braunſchweig gegen einander ausgewechſelt werden.

Zu Urkundt und Feſthaltung deſſen / was obſtehet / haben beyderſeits hierzu deputirte Miniſtri und Räthe nach beyderſeits hinc inde ausgewechſelten Vollmachten / dieſe Convention, welche in triplo ausgefertiget / mit ihrer Hand und beygedruckten Petſchafften bekräfftiget / auch die Königliche Preußiſche / und Landtgräfliche Heſſen-Caſſelſche Mediations-Miniſtri dieſelbe mit unterſchrieben. So geſchehen Braunſchweig den 19. April 1702.

P. F. von Fuchs / als Mediations-Miniſter. (L. S.)

Jacob Friedrich Retler / als Mediations Miniſter. (L. S.) ANNO 1702.

W. V. Fabritius. (L. S.)

Hillbert von dem Buſch. (L. S.)

P. V. Wendhuſen. (L. S.)

F. V. Steinberg. (L. S.)

U. Ludecke. (L. S.)

XXV.

Proteſta ſtipulata per mano di pubblico Notaro nella Città di NAPOLI *ſegretamente, per eſſentarſi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile* 1702. *da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedeliſſimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta ſtampare per univerſale cognizione.* [Feuille volante imprimée à Naples.] 30 Avril.

CORRE voce, ch'il Sereniſſimo Signor Duca d'Angiò, che ſi attrova in queſta Città di Napoli, ſia per voler' eſiggere il Giuramento di fedeltà, come s'egli ne foſſe il legitimo Rè. E perche ciò è contro à Privilegi, e Conſtitutioni del Regno, le quali vietano, che non ſi debba da chi ſi ſia preſtare tal Giuramento, ſe prima non precede l'Inveſtitura della ſanta Sede, e non ſi chiamino li Parlamenti Generali di tutto il Regno, & è pure proibito da Bolle di Sommi Pontefici, che non ſi poſſa da alcuno ſotto pena di Scomunica riconoſcere per Re di Napoli ſe non chi ha ottenuta prima la Inveſtitura, il che non è ſucceſſo, ne ſuccederà mai nella perſona del ſudetto ſereniſſimo Signor Duca d'Angiò; al quale di ragione non aſpetta; conſiderando noi d'ogni Ceto di perſone, che dalla prepotenza potreſſimo eſſerè aſtretti à far queſto paſſo contro la Giuſtizia, contro le' Leggi della noſtra Patria, e contro la noſtra coſcienza, ſi ſiamo riſoluti di fare la preſente dichiarazion e in ogni miglior modo, e forma, volendo, che queſta ſia la piu ſolenne, che poſſa praticarſi, colla qualle ſi proteſtiamo à noſtri Cittadini, al ſommo Pontefice Clemente XI. à tutto il mondo, & à Dio, che ſe queſto ſeguirà, ſarà per pura tiraña neceſſità, e per ſalvare la vita, e che qual ſi ſia giuramento, come qualunque dimoſtrazione di Cavalcate, ò di donativi, ò altri atti, che ſignificaſſero conſenſo alla riconoſcenza del ſudetto Sereniſſimo Signor Duca d'Angiò, perche ſurrepiti, e violenti, non prodotti dalla volontà, mà eſtorti dalla forza, ſaranno nulli & invalidi, per lo che non ſaremo tenuti ad alcun' obbligo, nè potrà pregiudicar mai alla noſtra puntualità, nè riputarſi à mancanza di Fede, quando al proſſimo arrivo dell' Armi dell' Auguſtiſſimo Imperatore nel Regno noi foſſimo per ſecondarle, come del legitimo Erede alla ſucceſſione dell' Auguſtiſſima Caſa d'Auſtria, e per havere il Sereniſſimo Arciduca Carlo dal pio Leopoldo à Noi deſtinato per Re, à riſiedere in Napoli, e liberarci dalla tirannide de' Miniſtri ſubalterni, che ci comandano, e che oggidi tentano d'ingannare la Gente con apparenza di togliere gabelle, mà con animo veramente attento d'imporci nuovi aggravi, e far cumulo di denaro, per renderci ſempre più miſerabili. Et acciò che ſia noto, non eſſere queſta Proteſta qualche ritrovato inſuſſiſtente di poche perſone, la habbiamo fatta ſtipulare da pubblico Notaro coll' intervento di Giudice à perpetua memoria colla ſottoſcrizione di un grande, e coſpicuo numero d'ogni grado, e condizione, che hà potuto concedere la neceſſità del ſegreto, per eſimerci dalle tiranne violenze con altri praticate. E perche ſappiamo, ch' ogni fedele Cittadino amante della noſtra afflitta Patria, ſarà dello ſteſſo ſentimento, habbiamo voluto renderne una pubblica rimoſtranza, ponendo queſta Proteſta alla

ſtampa

ANNO 1702. ſtampa, accioche à ciaſcheduno ſia noto, che ſe bene non haverà potuto ſottoſcriverſi, può però conſervare nell' interno gl' iſteſſi ſentimenti, li quali noi habbiamo prima della ſtipulazione dell' Inſtrumento conſultati con molti Sacerdoti, e Teologi, che vi ſono intervenuti, e che hanno giudicato, che debba pubblicarſi queſta noſtra ſolenne Proteſta, à fine, che ogn' uno cautelar poſſa la propria coſcienza, ſappia, che il Giuramento come forzato non obbligherà all' oſſervazione, e che non potrà alcuno eſſere tacciato di mancanza di Fede, quando verrà il tempo di liberarci dal barbaro giogo, à cui vogliono ſottoporci li Franceſi, e Spagnuoli, uniti per la noſtra oppreſſione; facendo pure paleſe, che ſarà lecito ad ogn' uno à ſuo tempo di ſottoſcriverſi nel preſente Inſtrumento, perche ſi riconoſca la di loro intenzione, quando furono violentati à preſtare il preteſo Giuramento, che non può darſi, che ſacrilegamente, proibendolo li Decreti della Patria, i Privilegi del Regno, e le Scomuniche de Pontifici. In fede di che

Noi N.N.N.N.N.N.N.N. &c.

XXVI.

8. Mai. *Manifeſte, contenant les Raiſons qui obligent les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs Bas, de déclarer la Guerre à la France & à l'Eſpagne. Fait à la Haye le 8. de Mai.* 1702. *Publié le* 15. *du même Mois & An.* [Feuille volante.]

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces préſentes verront ou entendront lire, SALUT. Sçavoir faiſons, que depuis un très long-tems, le Roi de France aïant jetté les yeux ſur ces Provinces, pour s'en emparer, s'il lui étoit poſſible, ou autrement pour les ruiner, ravager, & reduire en deſert, il a entrepris & attaqué l'Etat à cette fin en deux differentes fois, ſçavoir dans les années mil ſix cent ſeptante-deux & mil ſix cent quatre-vingt & huit, & ce par une Guerre & très-forte & très-injuſte, quoique de nôtre côté nous euſſions emploié tous les Devoirs imaginables pour l'éviter & pour continuer le Repos & la Paix. Qu'il n'y a rien de plus connu, que ſi le Roi de France avoit pû ſe rendre Maître de ces Provinces, c'étoit le moïen de ſe fraier le chemin à la Monarchie Univerſelle, ou qu'en cas qu'il eût affoibli l'Etat & gagné tellement ſur lui le deſſus qu'il eut été obligé de demeurer en repos & ſe ſéparer de ſes Alliez, il n'auroit pas laiſſé, en maitriſant d'autres Princes & Potentats, de parvenir à ce but, & auroit dans ces entrefaites ou dans la ſuite mis ces Provinces en danger d'être ſubjuguées, & les auroit ainſi dépouillées de leur Liberté & de leur Religion, gages précieux pour leſquels les Sujets & Habitans de l'Etat ont été obligez de ſoutenir ci-devant tant de terribles perſecutions, & qui n'ont pû être mis en pleine ſûreté qu'après que les mêmes Sujets ont expoſé & hazardé volontairement & avec la derniere conſtance tout ce qu'ils avoient de plus cher, & ſoutenu une Guerre de quatre-vingts ans conſecutifs contre les puiſſans Rois d'Eſpagne.

Il eſt vrai que le Dieu Tout-Puiſſant a dans la ſuite voulu punir ces Provinces par ces ſuſdites deux dernieres Guerres, à cauſe des grands pechez de ſes Habitans; mais, par ſon Conſeil qui gouverne toutes choſes, il n'a pas voulu permettre que le Roi de France ait exécuté ſes ambitieux Deſſeins; au contraire, il a tellement beni les Armes de l'Etat & de ſes Alliez, que la Paix générale s'en étant enſuivie és années mil ſix cent ſoixante & dix-ſept, & mil ſix cent quatre-vingt & dix-ſept, le Roi de France a été contraint par la derniere de reſtituer à l'Empereur & au Roi d'Eſpagne, des Provinces, Païs, & Villes très-importantes & très-conſiderables, dont, contre la teneur du Traité de Nimegue, il s'étoit emparé, en partie ſous le nom de Réünion & autres prétextes, en partie à force ouverte, & en partie enfin par ſes tromperies & artifices.

Le Traité de Ryſwick, tant de Paix que de Commerce, aïant été ſi ſolemnellement conclû en la ſuſdite année mil ſix cent quatre-vingt & dix-ſept, nous avions ſujet de nous attendre qu'il ſeroit ſatisfait de bonne foi au contenu d'icelui; mais nous avons experimenté au contraire que lorſque la France l'a fait, ce n'a point été dans l'intention de l'obſerver, mais ſeulement pour nous faire à nous & à nos Alliez mettre bas les armes, nous deſunir les uns des autres, ruïner après cela notre Commerce & affoiblir & épuiſer entiérement les Sujets Négotians de l'Etat, pour pouvoir enſuite plus facilement continuer ſes précedens Deſſeins; car, à peine les ſuſdits Traitez de Paix & de Commerce furent ratifiez, qu'on vit clairement qu'on avoit pour but de traverſer de nouveau le Commerce de ces Païs, qui en eſt le nerf, puis qu'on s'opiniatra publiquement à refuſer le Tarif promis par le ſuſdit Traité, & qu'on fit à cette occaſion pluſieurs vexations aux Sujets de l'Etat qui ſe mêlent du Commerce, par où, après une longue & penible Négociation, & pour éviter ſeulement un plus grand mal, nous fûmes néceſſitez, contre le Traité ſuſmentionné, d'accepter un Tarif beaucoup plus deſavantageux. ANNO 1702.

En outre, nous avons été obligez de voir, que ſans avoir égard à l'Article quinziéme du ſuſdit Traité de Commerce, en vertu duquel nos Sujets qui s'établiſſent en France pour y traffiquer ne doivent point être compris dans les charges publiques qui ſeront impoſées ſur les étrangers, ils n'ont pas laiſſé d'être chargez d'impoſitions exhorbitantes.

Le Roi de France, nonobſtant toutes ces choſes, n'a rien obmis, pour nous perſuader par toutes les Proteſtations imaginables de ſincerité, qu'il n'avoit point d'autre intention que de conſerver la Paix, & de vouloir éloigner tous les obſtacles qui pourroient s'y oppoſer; & comme le Roi d'Eſpagne étoit d'une conſtitution très-foible, & que venant à deceder, ſa Succeſſion pouvoit cauſer de très-grands Differens & de fâcheuſes Guerres, cela a donné lieu à des ouvertures pour un Traité, par le moien duquel d'un côté on devoit prévenir le trop grand pouvoir où le Roi de France ſeroit monté par ſon Avenement à toute la Monarchie d'Eſpagne, & les ſuites qui en auroient reſulté pour toute l'Europe; &, d'un autre, contenter par-là ceux qui aſpiroient à cette même Succeſſion, afin qu'ainſi la Paix générale fût conſervée.

Sur ce fondement, le Roi de France aïant fait un Traité ſolemnel avec celui d'Angleterre & cet Etat les troiſiéme & vingt-cinquiéme de Mars mil ſept cent, nous avions eſperé que la Paix générale ſeroit par-là maintenuë; mais à peine le ſuſdit Traité fut-il conclu & ratifié, que nous experimentâmes clairement que l'intention de ce Roi n'avoit nullement été de le tenir & de l'exécuter; & qu'au contraire il emploioit toutes ſortes de devoirs & d'artifices à la Cour d'Eſpagne, pour y rendre non ſeulement l'Empereur odieux, mais pour obliger de plus le Roi d'Eſpagne à faire un Teſtament en faveur de la France.

En effet, le Roi d'Eſpagne étant venu à mourir dans ces entrefaites, on a auſſi-tôt produit un Teſtament, par lequel le Duc d'ANJOU Petit-Fils du Roi de France eſt inſtitué Héritier de tous ſes Royaumes & Etats.

Ledit Teſtament n'a pas plûtôt été rendu public, que le Roi de France a donné des preuves de ſon abſoluë & interieure intention de ſatisfaire par toutes ſortes de voïes & de moiens ſon Ambition démeſurée. A cette fin, ſans avoir égard à un Traité ſi ſolemnel & ſi nouvellement fait, & à ſes grandes & iteratives proteſtations de s'y vouloir ſincerement tenir, il n'a pas laiſſé d'accepter dans le même tems ledit Teſtament, & de rejetter & rompre le Traité ſuſmentionné, ſans même avoir donné la moindre communication ni connoiſſance préallable de ſon intention à ceux avec qui il l'avoit fait; ſe contentant de le notifier ſans aucun déguiſement à l'Etat & d'en donner pour principale raiſon, qu'il falloit avoir égard à l'eſprit ou ſens, & non pas aux termes ou mots du Traité, expliquant cet eſprit & ce ſens ſelon ſon bon plaiſir, non ſans menace & avertiſſement de divers dangers & deſaſtres, ſi nous ne voulons point nous conformer à cet eſprit: ce qui eſt une Infraction ſi grande, & ſi inouïe, que jamais il n'a été parlé de telle dans le monde, & une Maxime ſuivant laquelle on ne ſeroit jamais obligé d'obſerver aucun Traité.

Le même Roi en conſequence de ce Teſtament n'a pas ſeulement fait proclamer le Duc d'ANJOU pour Roi d'Eſpagne; il a de plus, en ſon nom, pris poſſeſſion de tous les Roiaumes & Domaines dudit

feu

ANNO 1702. feu Roi, ſans réfléchir le moins du monde ſur les Prétentions de l'Empereur, leſquelles néanmoins, par le Traité dont il vient d'être parlé, avoient été ſi bien reconnuës dans toute leur force, qu'elles en ont été non ſeulement la raiſon fondamentale, mais qu'elles y furent même avouées ſi legitimes, que la plus grande partie de la Monarchie d'Eſpagne devoit en conſequence appartenir à l'Archiduc d'Autriche.

Ledit Roi n'en demeurant pas-là, il a bien-tôt après fait occuper tous les Païs-Bas Eſpagnols par ſes propres Troupes, quoique pour la conſervation d'iceux les nôtres y fuſſent en Garniſon du conſentement du ſuſdit feu Roi, & ne les en a laiſſé ſortir, qu'après beaucoup de difficulté, & avoir ſouffert bien du dommage & de la perte.

Par-là, l'Etat s'eſt vû privé tout d'un coup de la Barriere pour laquelle il avoit déja ſoutenu deux ſanglantes Guerres, & que le Roi de France même, dans les conditions du Traité de Paix de l'année mil ſix cent ſoixante & dix ſept, lui avoit ſpecialement aſſigné, aiant même nommément été ſtipulé par le Traité de Partage dont il a été parlé, que les ſuſdits Païs-Bas Eſpagnols demeureroient à l'Archiduc d'Autriche.

Outre cela, le Roi de France a commencé auſſitôt à gouverner deſpotiquement, tant à l'égard de la Police que de la Guerre, les Roiaumes & Domaines d'Eſpagne, ſous le nom de ſon Petit-Fils, & les a tellement réünis aux ſiens, que le tout n'eſt plus que comme une même Monarchie & un ſeul Gouvernement; ce qui ne peut paroître plus fortement, que dans la direction qu'il a deſdits Païs-Bas Eſpagnols, qui ſont le Rempart de l'Etat: par où ſe confirme très-évidemment, (ainſi que les Avis même d'Eſpagne le portent) qu'ils ont été offerts, delaiſſez, & cedez entiérement au Roi de France, pour y gouverner en Souverain, tant à l'égard des choſes qui concernent la Police, & la Milice, que les Finances.

Ce même Roi étant parvenu à cette énorme Puiſſance (pour laquelle toute la Chrêtienté avoit ſi long-tems aprehendé) & aiant par ce moien jetté le parfait fondement pour parvenir à la ſuſdite Monarchie Univerſelle, il ne tarda guere à travailler ſur ce plan, en envoiant une formidable Armée en Italie, pour s'y rendre entiérement le Maître, & en inondant de plus les Païs-Bas Eſpagnols de ſes Troupes, afin de nous intimider, s'il lui étoit poſſible, & nous obliger d'entrer en une Négotiation particuliere, ſans la participation de nos Alliez: & voiant que tous les ſoins qu'il employoit à cet effet ſe trouvoient inutiles, il a cherché toutes les voies imaginables afin de nous y contraindre par la force. Il s'eſt ſaiſi à cette fin de la Citadelle de Liege, malgré le Doien & le Chapitre, & à l'inſû de l'Empereur ou de l'Empire; faiſant, pour ne point trouver d'obſtacle à l'exécution de ſes deſſeins, & inſpirer de la terreur au Chapitre, enlever le Doien & le conduire par force ſous la Juriſdiction d'Eſpagne.

Ne ſe contentant pas de s'être emparé de Liege, il s'eſt, pour nous environner & reſſerrer encore davantage, & contre le gré du Chapitre de Cologne, rendu Maître de la pluſpart des Places de ce Dioceſe, & ſpecialement des Forteresſes de Bonn, de Kaiſerswert, & de Rhinberg; (la Ville de Cologne, où ſes deſſeins ne purent réüſſir, lui aïant échapé par la bonne conduite qu'elle a tenuë.) Et s'étant mis par-là en état de faire invaſion à toute heure dans cette République, ſelon le plan de l'année mil ſix cent ſoixante & douze, il n'en eſt pas demeuré là; mais, pour agir encore plus ſurement & bloquer & aſſiéger en quelque maniére entierement ce Païs, il a à ſes propres dépens levé un nombre conſiderable de Troupes dans le Wolfembuttel, afin de pouvoir auſſi en même tems nous attaquer de ce côté, & a fait dans ces entrefaites tranſporter au travers de Païs étrangers toute ſorte de munitions de Guerre & d'Artillerie, pour d'autant plus facilement envahir ces Provinces.

Ce Roi ſuſdit n'étant pas ſatisfait de nous avoir ainſi reſſerré par terre, il a pouſſé les choſes encore plus loin, il s'eſt emparé des Ports de Mer d'Eſpagne, de Naples, de Sicile, & des autres Iles de la Méditerranée, comme auſſi des Havres des Païs-Bas Eſpagnols au nom du Roi d'Eſpagne: il s'eſt auſſi ſaiſi des Indes, s'eſt rendu Maître par cette voie de tout le Commerce de l'Europe, & s'eſt mis en pouvoir d'en exclure & nous & les autres; &, afin de ne plus laiſſer aucun lieu au nôtre, il a encore tâché de perſuader au Roi de Portugal de nous deffendre ſes Havres: ſans compter qu'il a envoié une Eſcadre aux Indes, pour ſe ſaiſir de la Flote d'argent, dans laquelle les Sujets de l'Etat, auſſi-bien que d'autres Princes & Potentats de l'Europe, ſont conſiderablement intereſſez. ANNO 1702.

Voiant donc les choſes dans une ſituation ſi dangereuſe & ſi capable de donner de l'inquietude, nous nous ſommes, comme les plus expoſez à l'embraſement, trouvez néceſſitez, après l'invocation du nom de Dieu pour nôtre ſecours & aſſiſtance, de nous mettre en poſture de nous deffendre, & de nous armer autant qu'il nous a été poſſible tant par Mer que par Terre contre une ſi grande Puiſſance & un peril ſi menaçant; enſemble de demander, outre cela, les ſecours qui par les Traitez nous étoient promis, en cas d'attaque, par nos Voiſins, & Alliez, & leſquels nous ont été accordez avec toute la promptitude que nous avions deſiré: par où nous trouvant en état de rejetter les Négociations particulieres propoſées par la France, nous nous ſommes alliez avec Sa Majeſté Impériale, les Rois d'Angleterre & de Pruſſe, & autres Princes & Potentats, pour la Défenſe de nos Roiaumes & Païs reciproques, la Conſervation de la Liberté de toute l'Europe, & le Rétabliſſement de la Tranquilité & de la Paix générale.

Ainſi, chacun commençant à ouvrir les yeux, & à penſer à ſa Défenſe naturelle, l'Empereur a envoié une Armée conſidérable en Italie pour s'oposer au Roi de France.

Outre cela, Sa Majeſté Imperiale, aiant ſongé à faire retirer les François du Dioceſe de Cologne, Elle a emploié pour cela tous les devoirs imaginables, & nous a requis d'y intéreſſer les Directeurs des Cercles, afin d'y prêter leur aſſiſtance; ce que, ſuivant nôtre devoir, & nos engagemens, & eu égard à nôtre propre Defenſe, nous n'avons pû refuſer; mais nous avons au contraire fait par maniére de diverſion agir nos Troupes, comme Auxiliaires, tant là qu'ailleurs.

C'eſt ainſi que par le Procedé des François, la Guerre ſe voit commencée & pouſſée vivement en pluſieurs Contrées du Monde, à nôtre grand déplaiſir.

Et bien loin d'y avoir jamais donné de nôtre part la moindre occaſion, nous avons toûjours au contraire fait tout ce qui étoit en nous pour conſerver la Paix générale. En effet, nous avons reſſenti une joïe & un plaiſir extrême, voiant que le Roi de France avoit envoié ici ſes Miniſtres, & avons fait tout ce que nous avons pû pour que l'on fit quelques Propoſitions pour une Paix générale; ce qui ne ſe faiſant point, nous avons nous-mêmes demandé ce que nous jugions convenable pour parvenir à cette fin, & nous faire avoir nôtre ſûreté particuliére, ſans qu'on nous ait jamais fait la moindre réponſe ni la moindre offre.

On a bien, à la vérité, fait de l'autre part pluſieurs Proteſtations apparentes de Paix; mais cependant on n'a pas laiſſé de continuer les Armements, de s'emparer des Païs de nos Voiſins, & de s'allier avec divers Princes & Potentats; faiſant en même tems paroître clairement, qu'à moins que nous ne traitaſſions ſéparément de nos Confédérez, il n'y avoit rien à faire, comme en effet on l'a aſſez vû par le rappel ſucceſſif des ſuſdits Miniſtres.

Juſques là que ce Roi nous a enfin fait déclarer par un Mémoire de ſon Réſident, que ſes Armées étoient en état d'agir contre nous, ſi nous ne nous réſolvions d'accepter les Propoſitions faites par le ſuſdit Mémoire.

Il n'eſt, de plus, rien de ſi notoire, que le but du Roi d'Eſpagne d'à préſent, contre la Liberté de nôtre Etat & de nôtre Commerce, eſt le même que celui du Roi de France: en effet, cela paroit clairement par la maniére dont les Affaires ſont entiérement dirigées & conduites; & perſonne n'en peut douter: le Roi d'Eſpagne ne peut ou ne veut rien faire que ſelon le bon plaiſir du Roi de France, les Roïaumes de l'un & de l'autre ſont animez d'un même eſprit; & par conſequent on ne peut entendre la choſe autrement, ſinon que tout ce que le Roi de France fait contre nous & nos Alliez ſous le nom du Roi d'Eſpagne, ſe fait auſſi par ce dernier, ou du moins par tous les deux. C'eſt de cette maniére que le Roi de France, outre les choſes dites ci-deſſus, ſe ſert des Troupes Eſpagnoles au nom du

ANNO 1702. du Roi d'Eſpagne pour éxécuter ſes deſſeins contre nous; c'eſt ſous ce nom qu'il a même conſtruit un Fort à la portée du Canon d'une des Forteresſes de l'Etat, directement contre le Traité de Paix fait avec le Roi d'Eſpagne en l'année 1648. & contre le Droit des Gens & de la Guerre.

Le Roi d'Eſpagne ſouffre non-ſeulement toutes ces demarches de ſon Grand-Pére, mais il les autoriſe entiérement, tant en ce qui regarde l'occupation effective de la Monarchie d'Eſpagne en général, que celle des Païs-Bas Eſpagnols en particulier, qui ſont le Rempart néceſſaire de cet Etat.

Ainſi, les Loix divines & humaines nous dictent, qu'étant de la maniére, qu'il eſt dit ci-deſſus, environnez, & comme bloquez & aſſiégez de toutes parts, & même réellement & de fait inſultez & attaquez par les Rois de France & d'Eſpagne, & que nous ſommes menacez de tant de dangers; Nous nous trouvons auſſi obligez de nous ſervir des moiens que Dieu & la Nature nous a mis en main, pour la Défenſe de nos Sujets & pour la Conſervation de leur Liberté, & de leur Religion, & en conſequence de prendre les Armes contre les Rois de France & d'Eſpagne qui ont enſemble entrepris nôtre ruïne & nôtre perte, & de leur déclarer la Guerre, comme nous faiſons par ces préſentes; Nous confiant que le Dieu Tout-Puiſſant benira abondamment nôtre juſte Cauſe, & les moiens que nous devons emploier.

Requerant tous Rois, Princes, Républiques, & Etats, qui ont à cœur & aiment leur propre Salut, leur Liberté, & celle de toute l'Europe, de recevoir nôtre Déclaration, comme y aïant été contrains & forcés pour la défenſe & protection de Nous, & de Nos Sujets, & de toute l'Europe, & de s'opoſer avec nous aux pernicieux deſſeins des Rois de France & d'Eſpagne, & à leur trop grand pouvoir, dont ils veulent ſe ſervir pour ſe rendre Maîtres de toute la Chrêtienté; & ce faiſant nous aſſiſter & nous ſecourir.

Enjoignant enfin & ordonnant à tous nos Sujets & Habitans, Commandans, Officiers, & Soldats, & à qui il peut appartenir, de quelque condition & qualité qu'ils puiſſent être, de reconnoître les Rois de France & d'Eſpagne pour Ennemis de cet Etat, de pourſuivre & attaquer hoſtilement leurs Païs, Peuples, Habitans, & Sujets en tous Lieux par Terre & par Mer; de ſe défendre contre leur attaque & violence; & de faire tout ce qu'il convient & qu'on eſt obligé de faire pour la défenſe de nôtre chere Patrie, & pour le dommage de nos Ennemis.

Et afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats, Conſeillers Députez, & les Etats Députez des Provinces reſpectives, comme auſſi tous autres Officiers de Juſtice des ſuſdites Provinces, qu'ils faſſent annoncer, publier, & afficher ces préſentes le quinziéme du préſent mois de Mai dans tous les Lieux où l'on eſt accoutumé de faire telles Publications & Affiches; enjoignons & commandons que pareilles Publications & Affiches ſeront faites dans le Diſtrict de la Généralité au Lieu où elles ſe font ordinairement. Fait & arrêté dans l'Aſſemblée des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux à la Haie, le huitiéme Mai 1702.

Etoit paraffé,

W. DE NASSAU,

Et plus bas étoit écrit,

Par Ordonnance d'iceux,

Signé,

F. FAGEL;

Et ſur l'eſpace étoit imprimé le Cachet des ſusdits Seigneurs Etats en cire Rouge, couvert d'un papier.

XXVII.

8. Mai. *Convention entre* ANNE, *Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part; & l'Electeur de* TREVES, *de l'autre. A la Haye le* 8 *de Mai* 1702. *& à Londres le.... de Mai de la même Année.*

I. SA Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, aïant invité Son Alteſſe Electorale de Treves, d'entrer dans l'Alliance faite & concluë à la Haie le 7. Septembre 1701. entre Sa Majeſté Imperiale, le Roi de la Grande-Bretagne GUILLAUME III. de très-glorieuſe mémoire, & leſdits Seigneurs Etats Généraux, à quoi ſadite Alteſſe Electorale aïant conſenti, on eſt convenu que Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux feront dépêcher chacun un Acte en bonne & dûë forme pour l'incluſion de ſadite Alteſſe Electorale dans l'Alliance ſuſmentionnée. Son Alteſſe Electorale de ſon côté fera dépêcher des Actes ſemblables par leſquels il entrera dans la même Alliance, & ces Actes ſeront changez avec les Ratifications de la préſente Convention. ANNO 1701.

II. Son Alteſſe Electorale entretiendra pendant la Guerre trois Bataillons pour ſervir de Garniſon à Ehrenbreitſtein, Coblentz, & Treves, & être en après emploiez là où le ſervice de la Cauſe commune les pourra requerir.

III. Son Alteſſe Electorale accordera ſans difficulté aux Armées Alliées les paſſages du Rhin & de la Moſelle ſur ſes Ponts de Coblentz, que la raiſon de Guerre demandera pour le ſervice de la Cauſe commune.

IV. La Guerre étant commencée, Son Alteſſe Electorale permettra l'érection des Magaſins à Coblentz ou en tel autre lieu qu'on ſouhaitera dans ſes Etats.

V. En cas qu'il ſe doive faire quelque entrepriſe de Guerre ſur la Moſelle, Son Alteſſe Electorale y apportera les facilitez poſſibles dans ſes Etats, & prêtera en même cas de Siége dans le voiſinage, quelques Canons, ſi Elle en peut manquer à Coblentz, à condition pourtant qu'Elle ſoit aſſurée de la reſtitution & du rembourſement des fraix pour faire refondre les dommages par celui des Alliez qui les aura requis.

VI. En conſideration de ceci & vû les conſtantes bonnes intentions de Son Alteſſe Electorale pour le Bien Commun, comme auſſi que ſes Etats ſont plus expoſez qu'aucuns autres aux incommoditez & dégâts de la Guerre, Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux, donneront à Son Alteſſe Electorale tant que la Guerre durera, chacun d'Eux la moitié, tous les ans une aſſiſtance de cinquante mille Ecus payables de trois mois en trois mois, dont le prémier payement de douze mille cinq cens Ecus, ſçavoir ſix mille deux cens cinquante Ecus par l'Angleterre & ſix mille deux cens cinquante Ecus de l'Etat, ſe fera immédiatement après la Ratification, & puis ſera continué exactement le même payement de trois mois en trois mois. Et d'autant que ſon Alteſſe Electorale n'a perſonne en Angleterre pour y recevoir ledit argent, Sa Majeſté veut bien avoir cette bonté particuliére pour Elle, que de le faire payer par ſon Miniſtre ou par quelqu'autre, à la Haie ou à Amſterdam, à celui qui réſidera à la Haie de la part de Son Alteſſe Electorale.

VII. Sa Majeſté la Reine & Leurs Hautes Puiſſances concourront avec les autres Hauts Alliez autant que faire ſe pourra, pour aſſurer la Ville de Treves, & prévenir que les François n'y reprennent pied ferme, ou ne la ruinent entierement.

VIII. On épargnera les Etats de Son Alteſſe Electorale autant qu'il ſe pourra des Campemens & autres incommoditez de la Guerre; mais ſi le ſervice du Bien public requiert de faire marcher & camper des Armées dans leſdits Etats, cela ſe fera avec une exacte diſcipline, & en ſorte que les Troupes ſoient fournies de Magaſins, ſans que les Sujets de Son Alteſſe Electorale ſoient tenus à autre choſe qu'aux Voitures pour un prix raiſonnable; & afin que cela ſoit auſſi obſervé par les Alliez, Sa Majeſté, & Leurs Hautes Puiſſances, interpoſeront en cas de neceſſité leurs bons offices auprès d'eux.

La préſente Convention ſera ratifiée & les Actes des Ratifications ſeront échangez à la Haie dans quatre ſemaines, ou plûtôt ſi cela ſe peut; En foi de quoi nous ſouſſignez, Ambaſſadeur Extraordinaire, Députez & Plenipotentiaires deſdits Hauts Contractans, avons ſigné la préſente Convention & y avons apposé le Cachet de nos Armes.

ANNO 1702. A la Haïe le 8. de Mai 1702. & à Londres le... de Mai de la même Année.

D. van Eck.

V. Pant, *Heer van Gendt.*

F. G. de Reede.

A. Heinsius.

W. de Nassau.

E. de Weede.

W. Scheltinga.

Arnold Lemker.

Ide Drews.

XXVIII.

7/14. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France & l'Espagne. Donné à S. James le 4. de Mai 1702.* [Feuille volante.]

ANNE R.

„ D'Autant qu'il a plû à Dieu de Nous appeller au Gouvernement de ces Roïaumes, „ dans le tems que feu nôtre cher Frére Guillaume III. de glorieuse Mémoire, étoit entré, „ en consequence des Avis réiterez du Parlement de „ ce Royaume, en des Traitez solemnels d'Alliance, avec l'Empereur d'Allemagne, les Etats Généraux des Provinces-Unies, & d'autres Princes „ & Potentats, pour conserver la Liberté & la Balance de l'Europe, & pour abatre le Pouvoir exhorbitant de la France; Lesquels Traitez sont „ fondez sur les injustes Usurpations du Roi des „ François, qui s'est saisi & retient encore en sa possession une grande partie des Etats de la Couronne „ d'Espagne, exerçant une Authorité absolue sur „ toute cette Monarchie, qui s'est emparé du Milanez & des Païs-Bas Espagnols avec ses Armées, „ & s'est rendu Maître de Cadix, de l'entrée dans la Mediterranée, & des Ports de l'Espagne, dans les Indes Occidentales, par le moien de ses Flotes, „ dans le dessein d'envahir par tout les Libertez de „ l'Europe, d'empêcher la Liberté de la Navigation „ & du Commerce. Et étant accordé par les troisiéme & quatriéme Articles des Alliances ci-dessus „ mentionnées, que si dans l'espace de deux mois, „ qui sont expirez depuis quelque tems, les injures „ dont on se plaignoit, n'étoient reparées, les Parties interessées s'assisteroient mutuellement les unes „ les autres de toutes leurs Forces; Et comme le „ Roi des François au lieu de donner la satisfaction „ qu'on devoit justement attendre de lui, n'a pas seulement commis de nouvelles violences, mais y a „ encore ajouté un grand affront & une indignité „ envers Nous & nos Roiaumes, en présumant de „ déclarer le prétendu Prince de Galles Roi d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, & a aussi porté „ l'Espagne à concourir avec lui dans ledit Affront & Indignité, ainsi que dans ses autres oppressions; Nous Nous trouvons obligez, pour „ maintenir la Foi publique, pour vanger l'honneur „ de nôtre Couronne, & prévenir les malheurs dont „ toute l'Europe est menacée, de déclarer, & Nous „ déclarons par les Présentes, la Guerre contre la „ France & l'Espagne. Et comme Nous nous reposons entiérement & mettons toute nôtre confiance en l'assistance du Dieu Tout-Puissant, dans „ une Entrepriſe si juste & si nécessaire, Nous poursuivrons vigoureusement, conjointement avec nos „ Alliez, ladite Guerre, tant par Mer que par Terre: Nous tenant assurez que Nos Sujets concourront avec Nous, & nous assisteront de bon cœur, „ dans une cause qu'ils ont si ouvertement & si cordialement épousée; Nous requerons & Nous enjoignons par les présentes, à nôtre Grand Amiral „ d'Angleterre, au Général de nos Armées, aux „ Gouverneurs de nos Provinces & Comtez, aux „ Gouverneurs de nos Forts & de nos Places, & „ à tous nos autres Officiers & Soldats servant sous „ eux, tant par Mer que par Terre, de commettre & exercer tous Actes d'hostilité en poursuivant cette Guerre contre la France & l'Espagne, leurs Vassaux & Sujets, s'opposer à leurs Attentats & Entrepriſes, enjoignant à tous nos Sujets d'en prendre connoissance; Et nous leur defendons expressément d'entretenir à l'avenir aucune Correspondance ou avoir aucune Communication avec la France ou l'Espagne ou leurs Sujets. Mais, comme il y a dans nos Roïaumes plusieurs des Sujets de France & d'Espagne, Nous déclarons que nôtre intention est, que tous les Sujets de France ou d'Espagne, qui se comporteront comme ils doivent envers Nous, seront assûrez en leurs Personnes & en leurs Biens.

„ Donné en nôtre Cour, à St. James, le quatriéme jour de Mai 1702. & de nôtre Regne le prémier.

ANNO 1702.

XXIX.

Declaration de Guerre de l'Empereur Leopold *contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait à Laxembourg le 15 de Mai 1702.* [Feuille volante.] 15. Mai.

„ Nous Leopold, par la Grace de Dieu élû Empereur des Romains en Allemagne, toûjours Auguſte, Roi de Hongrie, de Boheme, de „ Dalmatie, de Croacie, & de Sclavonie, Archiduc „ d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, & de Wurtemberg, Comte „ de Tyrol, &c. Sçavoir faisons, que quoique, depuis la conclusion d'une Paix générale faite depuis „ peu d'années à Ryswick en Hollande, la Couronne de France ait, tant par le long refus qu'elle a „ fait de restituer la Forteresse de Brisak, que par „ le tort & dommage qu'elle a causé à la Maison de „ Montbeliard, & par plusieurs autres transgressions, „ donné abondamment à connoître, que son intention n'étoit pas d'entretenir ce Traité solemnel „ mieux que les précédens; Néanmoins, espérans „ que nous pourrions passer en paix le reste du tems „ de nôtre penible Régne, & maintenir le St. Empire Romain, aussi-bien que nos Roiaumes & Païs „ Héréditaires dans la jouïssance de la Paix présente, „ après avoir souffert tant d'oppressions, & empêcher „ enfin à l'avenir l'effusion de tant de sang Chrêtien „ innocent, Nous avons mieux aimé souffrir patiemment tous ces attentats, & chercher les moiens de „ terminer les differens à l'amiable, que d'en venir „ pour cet effet à un nouveau démêlé, & que d'entreprendre une ruineuse Guerre. Mais, comme „ incontinent après le decés de Charles II. „ Roi d'Espagne, & Archiduc d'Autriche, sous prétexte d'un Testament que l'on suppose que ce „ Prince auroit fait, mais qui en effet, est nul & de „ nulle valeur, & que nonobstant tous les Contracts „ de Mariage, Renonciations, Cessions, Traitez de „ Paix, & Sermens précédens, le Roi de France s'est „ emparé de tous les Roiaumes & Terres de ladite „ Sérénité, (entre lesquelles il y en a aussi qui ont „ appartenu à nôtre Maison Archiducale, avant qu'elles fussent venuës au pouvoir de la Couronne „ d'Espagne, outre celles qui relevent de l'Empire;) „ qu'il y a intrus son Petit-Fils le Duc Anjou, „ & a pris par force outre cela non seulement le „ Duché de Mantouë & les autres Fiefs de l'Empire, „ quoiqu'ils n'aient jamais appartenu à la Monarchie „ d'Espagne, mais aussi a fait entrer une quantité de „ Troupes dans le Diocése de Cologne, & dans celui de Liége; qu'il s'est emparé & a mis Garnison „ dans toutes les Villes & Places fortes; qu'il les „ a outre cela fortifiées, y a dressé par tout des Magazins; & qu'il a contre nos legitimes Ordonnances, & executions, conformes aux Loix de l'Empire, commises aux Princes des Cercles, soutenu à „ main armée & fortifié l'Electeur de Cologne dans „ sa desobeïssance, & qu'au contraire il a fait emprisonner les fideles Sujets de l'Empire, & specialement le Baron de Mean Doïen de Liége, & enlevé quelques autres de dessus les Terres de l'Empire, & attaqué hostilement & maltraité lesdits „ Princes des Cercles, qui selon leur devoir, tachoient d'éxécuter nos légitimes Mandemens Impériaux. Outre que son Petit-Fils le Duc d'Anjou s'est approprié les Titres qui n'appartiennent „ qu'à

ANNO 1702.

„ qu'à nôtre Maiſon Archiducale, & s'eſt fait nommer Archiduc d'Autriche, Comte de Habsbourg, „ & de Tyrol. Il nous ſemble être une choſe inexcuſable de paſſer plus long-tems ſous ſilence de „ telles hoſtilitez, infractions, & violences, commiſes tant contre nôtre Maiſon Archiducale, que „ contre nôtre haute Dignité Impériale, mais au „ contraire nous nous trouvons obligez, en conſequence, & en vertu du Droit Naturel, du Droit „ des Gens, & du St. Empire Romain, & particuliérement en conſequence de la Capitulation que „ nous avons jurée, lorsque nous avons été élû „ Empereur, & de Nôtre Dignité Impériale & Archiducale, comme auſſi de celle de Nôtre Patrimoine, de les prévenir de toutes nos forces & pouvoir (puiſque tous les efforts des autres Potentats, „ ont auſſi peu valu auprès de ladite Couronne de „ France, que les offres que nous avions faites d'un „ Accord à l'amiable) & cela d'autant plus, que c'eſt „ une choſe conſtante que ledit Teſtament, qui ſert „ aujourd'hui de prétexte auxdites hoſtilitez de la „ France, a été dreſſé par quelques Conſeillers Eſpagnols corrompus, ſuivant l'intention du Roi de „ France; & qu'il a été propoſé audit feu Roi Catholique, lors qu'accablé de foibleſſe de corps, & „ de jugement, il n'étoit plus en état de lire, ou „ d'entendre, & beaucoup moins de peſer & examiner comme il falloit l'ample contenu dudit Teſtament. Comme auſſi, c'eſt une choſe tout à fait „ repugnante à l'intention dudit feu Roi, laquelle il „ nous a ſi ſouvent fait connoître, & que ledit Teſtament eſt rempli de choſes fauſſes, inconvenables, & contradictoires, & enfin qu'il donne auſſi „ peu de ſatisfaction à nôtre juſte demande, que le „ Roi de France en a pû accepter, pour ne pas dire, „ qu'il n'a pas encore été effectivement executé par „ lui même, mais qu'il l'a déja violé en pluſieurs „ points; & bien particulierement parce qu'il eſt „ bien conſtant, que leſdites entrepriſes arbitraires „ tant par lui-même qu'au nom de ſon Petit-Fils, „ comme prétendu Seigneur du Cercle de Bourgogne, & par conſequent l'Ennemi déclaré de „ Nous & de l'Empire, tendent au renverſement „ & à l'oppreſſion de la Dignité Impériale, de l'Autorité, & des Droits, qui nous ont été offerts par „ une légitime Election.

„ A ces cauſes, appuiez ſur la juſtice de nôtre „ cauſe, & ſur l'eſperance du ſecours d'enhaut, „ Nous déclarons & publions par ces préſentes, & „ en conſequence, que nous tenons pour nos Ennemis, le Roi de France auſſi-bien que le Duc „ d'ANJOU, avec leurs Sujets & leurs Adherens, „ & que pour détourner la violence & le tort public „ qui nous eſt par eux fait, & à l'Empire, & aux „ fideles Etats dudit Empire, & pour défendre nos „ Droits Impériaux & autres, nous ſommes obligez „ de prendre les Armes, & de faire à cette fin marcher nos Troupes contre eux. Ordonnons par ces „ préſentes aux fideles Sujets de Nous & de l'Empire, par le devoir auquel ils ſont engagez envers „ Nous & envers l'Empire, & ſous peine de privation de Corps & de Biens, & voulons très-ſerieuſement par ces préſentes, qu'aucun d'eux ne s'engage dans le ſervice de ladite Couronne de France, du Duc d'ANJOU ou de ſes Adherens, & „ qu'aucun n'entreprenne en la moindre choſe, de „ leur rendre aucun ſervice, aide, ou faveur, & entretienne avec eux directement ou indirectement „ aucun Négoce, Communauté, ou Correſpondance, mais que dès ce moment ils s'en retirent & „ s'en abſtiennent entiérement, & qu'ils nous aident „ de toutes leurs Forces à pourſuivre & courre ſus à „ noſdits Ennemis & les leurs. Nous avons auſſi „ cette pleine confiance envers les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, que tous tant en général, qu'en particulier, dès maintenant & à l'avenir, „ lorſque ſelon l'exigence des choſes nous conſulterons avec eux, ſur ce qu'il ſera beſoin de faire, „ dans une Affaire qui ne nous regarde pas ſeulement, mais qui concerne auſſi le bien & la ſûreté „ des autres Principaux Membres de l'Empire en „ particulier, & par conſequent celui de tout l'Empire Romain, ils nous ſecoureront, & nous aideront dans nôtre legitime & juſte entrepriſe, de leur „ fidele & ſage conſeil, & de leur ſincere, unanime, & ferme Union de toutes les Forces, que „ Dieu & l'Empire leur a données, pour ſe tirer de „ l'oppreſſion eux & les autres Etats opprimez; qu'ils „ contribueront pour detourner tous les malheurs, ANNO „ & qu'ils ne ſe laiſſeront pas detourner en aucune „ maniere. Surquoi chacun ſe reglera pour éviter 1702. „ ſon dommage. En foi dequoi Nous avons fait „ ſceller ces préſentes de nôtre Sceau Impérial, donné à Laxembourg le 15. Mai 1702. en la quarante „ quatriéme-année de nôtre Régne en l'Empire, en „ la quarante-ſeptiéme de nôtre Régne en Hongrie, „ & en Boheme la quarante-ſixiéme.

„ *Etoit ſigné*,

„ LEOPOLD.

„ (L. S.) vt. D. A. Comte DE CAUNITS.

„ *Par Mandement exprès de Sa Majeſté* „ *Impériale*,

„ Signé,

„ C. F. CONSBRUCK.

XXX.

Traité entre ANNE *Reine de la Grande Bretagne & la Maiſon de* LUNEBOURG. *Avec les* ARTICLES SEPAREZ. *Fait à la Haie le* 21. *de Juin* 1702. 21. Juin.

ANNA, Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. omnibus & ſingulis ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Conventio inter Nos & Sereniſſimos & Celſiſſimos Principes, Dominum Electorem, & Dominum Ducem Brunswico-Luneburgicum, de Auxiliis decem mille hominum præſtandis, Hagæ-Comitum, die viceſimo primo præſentis Menſis Junii Stilo Novo, Conditionibus & Verbis quæ ſequuntur, concluſa & ſignata fuerit.

Convention entre Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswik-Lunebourg, pour un Secours de dix mille Hommes.

I. LEURS Alteſſes Electorale & Sereniſſime le Seigneur Electeur & le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg, promettent de fournir à Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, pour le Service de la Cauſe Commune pour cette Campagne, un Corps de Troupes de dix mille Hommes, dont une partie eſt arrivée déja au Bas Rhin, & le reſte effectivement en marche pour ſuivre avec toute la diligence poſſible.

II. Sa Majeſté fera payer & entretenir ces Troupes Auxiliaires à raiſon de ſept cens Chevaux en deux Régimens de Cavallerie & neuf mille trois cens Fantaſſins en douze Régimens d'Infanterie, ſur le pied des Troupes que leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont aux Services des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour les Gages ordinaires, que pour les Emolumens extraordinaires, ce qui fera pour un long mois de ſix ſemaines ou de quarante deux jours, ſuivant l'Etat joint à cette Convention, la ſomme de deux cens & trois mille ſept cens & quinze frans huit ſols & un quart monnoie de Hollande, qui ſera païée à Rotterdam, regulierement de quinze jours en quinze jours, à commencer du prémier jour de ce mois de Juin nouveau Stile. Ces Troupes jouïront auſſi dans tout le reſte ſans exception, des mêmes avantages, benefices, douceurs, & commoditez que ceux que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont aux Services de Leurs Hautes Puiſſances.

III. Ces Troupes Auxiliaires ſeront reçûes par le Commiſſaire de Sa Majeſté, ſur la Frontiere des Etats Généraux, & lui prêteront alors le Serment.

IV. Sa Majeſté ne payant la Cavallerie ſuivant l'Article deuxiéme, que ſur le pied de deux Régimens de ſept cens Chevaux nonobſtant qu'il y en a un beaucoup plus grand nombre qui ne paſſe dans la paye que pour de l'Infanterie, on eſt convenu de part & d'autre, que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime pourront, quand il leur plaira, changer contre de l'Infanterie, ce qu'il y a en Cavalerie dans ce Corps

ANNO 1702.

Corps au deſſus deſdits deux Regimens qui ſont les ſept cens Chevaux enſemble.

V. Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ſe reſervent la liberté de retirer ces Troupes, ou toutes, ou en partie, en cas qu'Elles ſoient attaquées, ou dans un danger évident de l'être, dans les Etats qu'Elles poſſedent, & Sa Majeſté conſent à cette reſervation. Pour faciliter leur retraite dans des cas ſemblables, on les éloignera le moins qu'il ſera poſſible du Bas Rhin.

VI. Les Deſerteurs pourront être reclamez reciproquement & ſeront rendus de bonne foi, ſans aucune reſtitution des frais ou depenſes. Et comme il arrive ſouvent qu'on diſpute ſi les gens reclamez peuvent être reputez Deſerteurs ou non, on n'aura pour cela beſoin d'autres preuves, ou forme de procès, que de trouver ces ſortes de gens dans d'autres Corps ſans congé par écrit de leurs Commandans.

VII. Quoique cette Convention n'eſt faite que proviſionellement pour cette Campagne, l'intention eſt pourtant de travailler pendant ce tems-là, à une plus particuliere, & pour plus-long tems; ainſi on compte que ces Troupes ne ſeront pas obligées de s'en aller après que la Campagne ſera finie. Mais ſi contre l'attente cela arrivoit, on les renvoiera le quinzieme Novembre, ou au plus tard à la fin de ce mois, ſans rien retrancher des Gages promis, par l'Article deuxieme juſqu'à la fin de l'année afin que ce qui en reſtera alors puiſſe ſervir aux frais de leur Marche penible dans cette mauvaiſe Saiſon, d'autant que cela eſt conforme à la coutume, & à toutes les Conventions ſemblables que leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait juſques ici avec les Etats Généraux: ainſi ce qui reſtera à leur depart du payement ſtipulé ci-deſſus à l'Article deuxiéme, ſera païé alors d'abord par avance juſqu'à la fin de l'année.

VIII. Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées ici en quatre ſemaines, ou plûtôt s'il ſe peut. Fait entre les ſouſſignez Comte de Marlborough, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & le Baron de Bothmer Plenipotentiaire de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswic-Lunebourg. A la Haie ce vingt & unieme Juin mil ſept cens deux.

MARLBOROUGH. (L. S.) DE BOTHMER. (L. S.)

NOS viſâ & perpenſâ Conventione præfatâ, eandem in omnibus & ſingulis ſuis Articulis & Clauſulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris eandem approbamus, ratam, gratam, firmamque habemus, ſpondentes, & verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula quæ in Conventione prædictâ continentur, ſanctè, religioſeque, obſervare & præſtare velle; neque pati, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violentur, aut ullomodo iiſdem contraveniatur. In quorum majus robur, & fidem, Præſentibus Manu Noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum Noſtrum Angliæ Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio Noſtro à Sancto Jacobo nominato, die viceſimo Menſis Junii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regnique Noſtri primo.

Articles Séparez.

I. LEs raiſons très-importantes que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswic-Lunebourg ont de deſirer pour la ſûreté de leurs Etats, que leurs Troupes qui ſont emploiées pour la Cauſe Commune, ne ſoient pas plus éloignées d'Eux que pour les operations ſur le Bas Rhin, les ayant obligé de ſe le reſerver à l'égard de celles qu'ils ont envoié à Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne à l'Article cinquiéme de la Convention faite là-deſſus, & ayant conſideré depuis que l'intérêt public pourroit les rendre néceſſaires même en delà de la Meuſe; on eſt convenu de part & d'autre, que lorſque la raiſon de Guerre demandera une operation en delà de cette Riviere, où toute l'Armée ſera emploiée, leſdites Troupes la paſſeront & agiront avec elle. Mais ſi on en laiſſe en deça un Corps aſſez conſiderable pour y emploier toutes ces Troupes de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, elles le feront préferablement aux autres de cette Armée: au reſte ledit Article cinquiéme de la Convention demeure pour le cas de la propre neceſſité dans ſon entier.

II. La Marche pour retourner chez eux devenant par ces éloignemens d'autant plus longue, on les renverra au plus tard le 15. Novembre pour ne point les expoſer, après leurs Services, à la ruine d'une marche dans la derniere & la plus mauvaiſe Saiſon de l'Année, ſi entre ici & ce tems-là, on ne convient pas pour les garder pour d'autres Campagnes ſuivantes, comme c'eſt l'intention ſelon l'Article ſeptiéme de la Convention, auquel dans le reſte il ne ſera rien derogé par celui-ci.

III. Et comme Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait voir que leurs Troupes qui ont ſervi le feu Roi de la Grande-Bretagne de glorieuſe mémoire, dans la Guerre précedente, ne lui ont pas preté le ſerment, Sa Majeſté la Reine ne le prétend pas non plus de leurs Troupes qui la ſervent préſentement.

Ces Articles Separez ſeront de la même force que la Convention, & comme s'ils y étoient inſerez mot pour mot. Fait au Campement de Nimegue ce 10. Juillet 1702.

MARLBOROUGH. (L. S.) H. BOTHMER. (L. S.)

Etat de la Païe des Troupes d'Hanovre & de Cel, à la Solde de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne pour un long mois de ſix ſemaines, ou quarante deux jours.

DOUZE REGIMENS D'INFANTERIE.

Etat Major d'un Régiment.

Hommes		Francs	Sols	En 42 jours. Francs	Sols
1	Colonel.	393	15		
1	Lieutenant-Colonel.	131	5		
1	Major.	105	0		
1	Quartier-Maître.	150	0		
1	Adjutant.	90	0		
1	Chapelain.	150	0		
1	Auditeur.	100	0		
1	Chirurgien-Major.	80	0		
1	Tambour-Major.	20	0		
5	Hautbois.	61	5		
1	Prevôt.	40	0		
12				1321	5

Une Compagnie.

1	Capitaine.	150	0		
1	Lieutenant.	70	0		
1	Enſeigne.	60	0		
2	Sergens	48	0		
3	Bas Officiers.	73	16		
1	Chirurgien.	25	0		
3	Caporaux.	69	16		
1	Ecrivain.	12	0		
2	Tambours. à	15-10	31	0	
16	Appointez. à	14- 5	228	0	
75	Factionaires. à	12- 5	918	15	
3	Valets. à	8- 0	24	0	
109				1710	7
654	Six autres Compagnies pour former le Régiment.			10262	2
775	En tout pour un Régiment.			13293	14
8525	Pour onze autres Régimens.			146230	14
9300	Fait pour les douze Régimens.			159524	8

ANNO 1702.

DEUX REGIMENS DE CAVALERIE.

Etat Major d'un Régiment.

Hommes		Francs	Sols	Pour 42. jours. Francs	Sols
1	Colonel.	393	15		
1	Lieutenant-Colonel.	131	5		
1	Major.	105	0		
1	Quartier-Maître.	180	0		
1	Auditeur.	100	0		
1	Adjutant.	100	0		
1	Chapelain.	150	0		
1	Chirurgien-Major.	80	0		
1	Timbalier.	35	10		
2	Prevôt & ſon Valet.	40	0		
8				1315	10

Une Compagnie.

1	Capitaine.	400	0		
1	Lieutenant.	180	0		
1	Cornette.	145	0		
1	Quartier-Maître.	80	0		
1	Chirurgien.	36	0		
2	Trompettes.	70	0		
1	Ecrivain.	28	0		
3	Caporaux. à	50	150	0	
46	Maîtres. à	28	1288	0	
57				2377	0
285	Cinq autres Compagnies pour former le Régiment.			11885	0
350	En tout pour un Régiment.			15577	10
350	Pour un autre Régiment.			15577	10
700	Fait pour la Cavalerie.			31155	0
9300	Pour l'Infanterie.			159524	8
10000	En tout			190679	8

Transport.

	Francs	En 42 jours. Francs	Sols
		190679	8
La paie d'un Lieutenant-Général à 500 Francs par mois, de douze dans l'Année, pour ſept mois, à commencer le prémier Juin.	3500		
De plus pour ſix mois de Campagne à 500 Francs par mois.	3000		
Pour ſix Chariots à deux Francs par Chariot pour 184 jours de Campagne.	2208		
	8708		
La paie d'un Général-Major à 250 Francs par mois, pour ſept mois à commencer le prémier de Juin.	1750		
De plus pour ſix mois de Campagne à 250 Francs par mois.	1500		
Pour quatre Chariots à deux Francs pour les 184 jours de Campagne.	1472		
	4722		
Pour les Chariots de Campagne à raiſon de douze chaque Régiment d'Infanterie, à ſçavoir deux pour le Colonel, un pour le Lieutenant-Colonel, un pour le Major, un pour le petit Etat, & un pour chaque Compagnie à deux Francs par jour chaque Chariot, fait pour les douze Regimens en 184 jours.	52992		
	66422		
En tout deux cens & trois mille ſept cent & quinze Francs huit ſols & un quart tous les quarante & deux jours, à commencer du prémier de Juin 1702. St. N.		13036	0 ¼
		203715	8 ¼

ANNO 1702. 3. Juillet

XXXI.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*EMPEREUR, *l'*ANGLETERRE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES, *& leurs Alliez. A. Marli, le 3. Juillet* 1702.

DE PAR LE ROI.

BIEN que le Traité conclu à Ryſwick, dans le tems que le Roi par la ſupériorité de ſes Forces étoit en état de donner la Loi aux Princes voiſins jaloux de ſa Puiſſance, ſoit une preuve certaine du deſir ſincere que Sa Majeſté a toujours eu de donner la Paix à ſes Sujets, & rétablir la tranquillité dans l'Europe, Sa Majeſté a néanmoins vû que l'Empereur, ſans aucun Droit legitime à la Succeſſion des Roiaumes & Etats de la Monarchie d'Eſpagne, s'eſt mis en état par l'augmentation de ſes Troupes, par des Traitez & Alliances avec pluſieurs Princes, & particulierement avec l'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces-Unies, de troubler le repos de l'Europe par une nouvelle Guerre auſſi injuſte qu'elle eſt mal fondée. Ils ont commencé de toutes parts des Actes d'hoſtilitez, contre & au préjudice des Traitez ſi ſolemnellement jurez; l'Europe entiere eſt témoin de la moderation de Sa Majeſté, elle a vû attaquer des Places, prendre des Poſtes avantageux, arreſter des Convois, faire des Priſonniers avant qu'il y eût aucune Déclaration de Guerre, dans le tems que Sa Majeſté faiſoit agir ſes Ambaſſadeurs ou Envoiez pour conſerver la Paix. Toutes ces Démarches ſi contraires à la bonne foi & à leurs propres interêts, les Manifeſtes & Déclarations de Guerre de l'Empereur, de l'Angleterre, & des Etats Généraux, aiant été publiez, Sa Majeſté s'eſt trouvée dans la néceſſité, pour conſerver ſes propres Etats & ceux du Roi ſon Petit-Fils, d'armer de ſa part, & de faire des levées aſſez conſiderables pour pouvoir s'oppoſer aux entrepriſes de leurs Ennemis communs, & à cet effet Sa Majeſté a réſolu d'emploier toutes ſes Forces tant de Terre que de Mer, ſoûtenuës de la Protection Divine qu'elle implore pour la juſtice de ſa Cauſe, de declarer la Guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, & aux Princes leurs Alliez. Ordonne & enjoint Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux, & Serviteurs, de courre ſus aux Sujets de l'Empereur, aux Anglois, Hollandois, & aux Sujets de leurs Alliez; & a défendu & défend très-expreſſément d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & en conſequence Sa Majeſté a dès à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes & Saufconduits qui pourroient avoir eſté accordez par Elle ou par ſes Lieutenans-Généraux & autres ſes Officiers, contraires à la Preſente, & les a declaré & declare nuls, & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majeſté à Monſieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Preſente ils faſſent executer, chacun à ſon égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Juriſdictions: CAR TELLE EST LA VOLONTE' DE SA MAJESTE', laquelle veut & entend que la Preſente ſoit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ſes Ports, Havres, & autres lieux de ſon Roiaume & Terres de ſon obéiſſance que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en pretende cauſe d'ignorance.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

CHAMILLART.

Fait à Marly le troiſiéme Juillet mil ſept cens deux.

XXXII.

ANNO 1702.

XXXII.

21 Juillet Protestation von Seiten eines Hochwürdigen Thumb-Capittuls des Ertzstiffts Cölln wider Jhro Churfürstl. Durchl. von Pfaltz / in puncto der Stadt und Vestung Kayserswerth Cölln den 21. Julii 1702. [Feuille volante imprimée à Cologne.]

C'est-à-dire.

Protestation de l'Illustrissime Chapitre Metropolitain de COLOGNE *contre le Serenissime* Electeur Palatin du Rhyn *touchant la Ville & Forteresse de* Keiserswerth. *A Cologne le 21. Juillet* 1702.

EJnem Hochwurd. Thumb-Capitull dieses hohen Ertz-Stiffts Cöllen ist nicht weniger schmertz- als befremdtlich zu vernehmen vorkommen / welcher gestalt von Seithen des Heren Churfürsten zu Pfaltz Liebd. und Durchleucht gegen alles Vermuthen / und besonderes auff Dieselbe / als von Jhrer Käyserl. Majestät allergnädigst angeordnetem Commissarien gesteltes Vertrawen / an platz der / bey gegenwerrigen betrübten Kriegs-Zeiten verhoffter- und mehrmahlen veranlaster Trostleistung / die Ertz-Stifftische / zwarn mit Frantzösischer Guarnison, aber gegen Capituli außtrücklichen willen / auch desselben und gesambter Löbl. Land-Ständen offentliche vielfältige Widersprechungen / belegt gewesene- und auff-Anordnung Jhro Käyserl. Mayest. nunmehr durch die Wapfen deroselben hoher Herren Alliirten ohnlengst zur Ubergab gezwungene Stadt und Vestung Käyserswerth / von hiesiger Kirchen ab- und ahn sich zu ziehen jüngsthin thätlich gesucht / zu dem Endt dan den würcklichen Besitz daselbsten äigenmächtig ergreiffen / mithin die Einwöhnere und gemeine Bedienten in Aydt und Pflichten nehmen zu lassen / kein Bedenckens gemacht worden.

Gleich wie nuhn dieses in keinen Rechten verantwortliches / sonderen gegen den allgemeinen Landt-Frieden / und die Reichs-Pfandungs-Constitutionen absonderlich streitendes factum Capitulo desto tieffer zu Hertzen gehet / jemehr bekandt / daß vorbemelte Vestung Käyserswerth bereits über einige Sæcula per continuam & nunquam interruptam Possessionem, dem Stifft Cöllen äigenthümblich incorporirt / und hiesige Kirch ex hoc solo cursu longissimi temporis in optimo Jure & titulo proprietatis, allen Rechten zufolg / unumbwerfflich befestiget / auch deswegen unnöhtig ist / zu weiterer Bewehrung diesseithigen Gerechtsambs mit anderwertigen Documentis extra terminos Possessorii sich ein- und außzulassen; also wird die dießfals obhandene Nichtigkeit / auch gar durch die von höchstgemel. Seiner Chur-Pfaltzischen Liebd. und Durchl. zu vermeinter Beschönung dieses thätlichen Verfahrens außgeführte Motiva zu Tag gelegt / maßen darin (wie wohl mit besonderer alteritung des Facti) jedoch außtrücklich gestanden und nachgegeben wird / daß ein zeitlicher Ertz-Bischoff zu Cöllen / Nahmens des Ertz-Stiffts und der Kirchen schon von viel hundert Jahren her die Burg / Stadt / und Zoll Käyserswerth mit ihren Zubehörungen legitimo titulo in rühigem Besitz gehabt habe / welcher wohlhergebrachter rühiger Besitz / obwohl nun durch ein vom Herren Pfaltz-Graffen Ruprechten im Jahr 1368. dem Angeben nach / ertheiltes Reversale umbgeworffen werden will / so kan jedoch dieser allzuweit hervorgesuchter Prætextus das Chur-Pfaltzische Verfahren darumb für dasmahl so weniger entschuldigen / noch die äigenmächtige angemaste Recht-Sprechung beschönen / weilen dem äigenen Erzehlen nach / vor hundert und mehr Jahren eben selbige Einwürffe ins Mittel gebracht / an Seithen des Ertz-Stiffts aber dergestalt hintertrieben worden / daß gehöriger hoher Orthen nuhn über ein Sæculum und weiter / auff die Erörterung zu treiben / ahn Gülischer Seithen die Lust vergangen / worzu man aber diesseits / so weith nötig / annoch erbietig: Inzwischen aber den rechtmässig hergebrachten Besitz civiliter ac naturaliter behaltet / und sich auff das / in dergleichen Fallen pro norma & regula inter Status Imperii gesteltes Instrumentum Pacis art. 17. §. 7. unabwendig fuesset: Ut nulli omnino Statuum Imperii liceat jus suum vi, vel armis persequi, sed si quid controversiæ sive jam exortum sit, sive posthac inciderit, unusquisque jure experiatur, secus faciens, reus sit fractæ pacis &c. Und dieses alles umb demehr / dahe die Belägerung Käyserswerth der Ursachen bekandtlich vorgenohmen / damit Jhro Käyserl. Majestät zu Auß- und Abtreibung der frembden Kriegs-Macht vom Reichsbodem führende allergnädigste Intention erreicht / der freye Handel auff dem Rheinstrohm wieder eröfnet / dem Chur-Cöllnischen Landt die Ruhe und Sicherheit wieder gebracht / und dasselbe ins künfftig durch alle zuläugliche Mittelen dabey gehandhabt / nicht aber durch dergleichen im Reich höchst verbottenes thätliches Verfahren / nach so trew- und auffrichtiglich geführter / und von Jhro Käyserl. Majestät und allerseiths hohen Herrn Alliirten offtgerühmbter Patriotischer Conduite, an statt allergnädigst zugesagten Schutzes / in seinem Aigenthumb verkürtzt werden solle.

ANNO 1702.

Wiewohl nun hochgemeltes Thumb-Capitul dafür haltet / es werden Se. des Herren Churfürsten zu Pfaltz Liebd. und Durchl. bey näherer der Sachen Erwegung / die vorgangene Ubereylung / und den untergelauffenen Irrthumb von selb erkennen / und Dero hoher Æquanimität zufolg hiesig Ertz-Stifft in seinem uralt rühigem Besitz unangefochten stehen lassen / da sonsten ja demselben alle rechtliche Possessions-Mittel pro manutenentia kundtbarlich zu Hülff kommen.

So hat dannoch hochgemeltes Capitulum zu übriger Beybehaltung sein und der Kirchen zustehenden Rechtens gegen vor angeregte in sich selbst nichtig- und ungültige Possessions-Ergreiffung / und alle darauß ferner entstehende Beeintrachtigungen sich auffs zierlichst bedingen / zum höchsten darwider beschweren / und alle geziemende Rechts-Mittelen dagegen vorbehalten / auch die von des Herren Hertzogens von Sachsen Thumb-Probstens Liebd. und Durchl. in gemelten Käyserwerth gleich Anfangs nomine Capituli feyrligst eingelägte Protestation absonderlich hierin wiederhohlen / und dieselbe coram Notariis & testibus bey heuth gewöhnlicher massen sitzendem Capitulo Generali Margarethæ der Gebühr Rechtens interponiren wollen.

Urkundt Unsers diesem vorgetruckten Capitular Jnsiegell / und Secretarii Unterschrifft / so geschehen Cöllen den 21. Julii 1702.

L.S.

XXXIII.

ANNO 1702.

XXXIII.

23 Juillet. Declaration Herrn Hertzog Fridtich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin / wider eilffe von der Ritterschafft / welche dem zwischen Jhme Hertzogen und der Ritter- und Landschafft / zu Schwerin den 16. Julii 1701. geschlossenen Vergleich contradiciret / worinnen selbige nicht allein der verwilligten Amnestie, samt aller andern Emolumenten / Beneficien / und Immunitäten unwürdig erkläret sondern auch alle und jede Ahndung und Beſüguns wider dieselbe reservirt worden. Geschehen Schwerin den 23. Julii 1702. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 608. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Acta Publica* S. Rom. Imp. Part. II. pag. 316.]

C'est-à-dire,

Declaration de FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Suerin contre Onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le 16. Juillet* 1701. *entre lui, Sa Noblesse & le Païs; par laquelle il les declare indignes de son Amnistie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunités, se reservant contr'eux toute legitime Action & Animadversion. A Suerin le 23. Juillet* 1702.

VON GOttes Gnaden / Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg ꝛc. Nachdem Wir mit ungnädigstem Mißfallen vernehmen müssen / daß nach geschlossenem / und von der Kayserlichen Commission signirten Vergleich / zwischen Uns und Unser getreuen Ritter- und Landschafft / sich einige / dem Vernehmen nach / in Eilff Personen / benantlich Bernstorff zu Rüting / Baßewitz zu Walmstorff / Negendanck zu Eggerstorff / und Negendanck zu Zirow / Lützow von drey Lützow / Lepel zu Graubow / Lutzow von Goldebau / Pleße von Gottes-Gabe / Jürgen Rabe von Stücke / Pentze von Besendorff / und Pentze von Lutzow / unter dem Nahmen von denen Vier Aemtern Unsers Hertzogthums Schwerin / als Schwerin / Gadebusch / Wittenburg und Grevis-Mühlen / jedoch ohne vorgewiesenes Rechts-gültiges Mandat, hervor geben / und bemeldtem Vergleiche nichtiglich contra leges & consuetudinem Unserer beyden Hertzogthümer / in welchen nicht allein pluralitas votorum bey allen Landschafftlichen Gemeinen / und der Aemtern Conventibus, den Schluß machet / besondern auch absentes & tacentes quando citati sunt, gleichwie bey gegenwärtiger Commission von dem Kayserl. Herrn Commissario, General Johann Martin Geschwind von Peckstein / ohnstreitig geschehen / pro præsentibus & consentientibus gehalten werden / zu contradiciren sich vermessentlich unternehmen; So können Wir nicht entübriget seyn / diese neuerliche Verwegenheit / welche auch so weit sich erstrecket / daß dieselbe ihren würcklichen Deputirten bey dieser Commission das gehabte Mandatum, nach in ihrem Nahmen mitgetroffenen Vergleiche / & re non amplius integra, zu disputiren und abzuleugnen sich unterstehen / nicht allein als null und nichtig zu erklären / besondern auch Uns darwider alle hohe Landes-obrigkeitliche Ahndung kräfftigst zu reserviren / absonderlich vorbedeutete Eilff Personen / und alle diejenigen / welche aus berührten Aemptern wider Unser gnädigstes Vermuthen / sich Jhnen etwa noch nahmentlich zugesellen dürfften / Unserer in denen bey dieser Kayserlichen Commission ausgestellten Recessen / gnädigst verwilligten Amnestie, und aller andern Emolumenten / Beneficien und Immunitäten unwürdig zu erklären / folglich alle und jede Befugniß wieder dieselbe zu reserviren / gleichwie Wir sub dato den 15. & 19. dieses dergleichen Declaration schon durch Unsere Deputatos, coram Commissione und in Gegenwart sämtlicher Ritter- und Landschafft-Deputirten / zu Bestraffung aller Refractarien gethan / und Uns quævis competentia reserviret haben / auch nochmahln vorbesagter maßen hiermit thun und reserviren. Wir seynd danebst zu Jhrer Kayserlichen Majestät des allerunterthänigsten Vertrauens / Sie werden nach Jnnhalt der Wahl-Capitulation, diese wiederspenstige / falls sie biß an dero allerhöchste Person ihre unziemliche Intention erstrecken solten / tractiren / mit Ungnaden ab / und zu Unser gebührenden Bestraffung an Uns verweisen / dieses alles umb so viel mehr / als dero eigner in dieser Sachen verordneter Herr Commissarius von offt berührten Refractarien unverantwortlichen und höchststraffbahren Bezeigungen die beste und wahrhaffte Relation erstatten kan und wird. Uhrkundlich haben wir diese Unsere wohlbedachte beständige Declaration unter Unserm Fürstl. Hand-Zeichen und Jnnsiegel ausgestellet. So geschehen auf Unserer Residentz und Vestung Schwerin den 23. Julii Anno 1702.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

ANNO 1702.

XXXIV.

Extrait de la Déclaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre le Roi de France & contre le Duc d'Anjou & ſes Alliez. [Lettres Hiſtoriques, Mois de Novembre, pag. 566.] 28. Sept.

COMME le Roi de France a enfreint la Paix de Ryſwick, premierement par le refus, & enſuite par un long délai à reſtituer la Ville de Briſac, la Forteresſe de Philisbourg, & le Palatinat; & par le païement injuſte qu'il a exigé avec violence de l'Electeur Palatin, &c. Qu'enſuite, après la mort de CHARLES II. Roi d'Eſpagne, il a pris poſſeſſion à force ouverte de toute la Monarchie Eſpagnole, où ſon Petit-Fils le Duc d'ANJOU eſt intrus pour Roi, ſous prétexte d'un Teſtament nul & ſuggeré, contre la foi des Contracts, Sermens, Ceſſions, & Traitez de Paix; & nonobſtant que pluſieurs Membres de la Monarchie apartiennent à l'Empire & à la Maiſon d'Autriche, & en particulier le *Cercle de Bourgogne*, *les Duchez de Milan & de Mantouë*, & pluſieurs autres Fiefs de l'Empire occupez à main armée, où la France a exercé toutes ſortes d'hoſtilitez: Qu'il a fait paſſer une Armée formidable dans l'Archevêché de Cologne & Principauté de Liege, ſous le nom frivole de *Troupes du Cercle de Bourgogne*, & en a rempli les Villes, aïant fait conſtruire quelques nouveaux Forts contre le Droit des Gens, établi des Magazins d'Artillerie, & de toutes ſortes de Munitions de guerre & de bouche; enlevé le Seigneur de Mean, Grand Doien de Liege, & autres Sujets de l'Empire; exigé des Contributions inſupportables; déſolé les Terres de pluſieurs Etats de l'Empire, par des pillages & autres hoſtilitez criantes; troublé le libre Commerce ſur le Rhin & autres Fleuves; envahi les Etats Imperiaux du Cercle de Weſtphalie, avec toutes ſortes d'hoſtilitez; rebellé les Etats de l'Empire contre l'Empereur, qui en eſt le premier Chef, & contre eux-mêmes, tâché de détruire l'autorité des Colleges de l'Empire, n'ometant rien de tout ce qui pouvoit contribuer à l'affoibliſſement, & même à l'entiere ruine de la Nation Allemande, en aboliſſant ſes Libertez, & aſſujettiſſant

ANNO 1702. sant tant de fideles Etats, Païs & Fiefs de l'Empire, afin de parvenir d'autant plûtot à son but de la Monarchie Universelle, qu'il ambitionne depuis longtems; outre que le Duc d'ANJOU ne s'est pas abstenu d'usurper le titre d'*Archiduc d'Autriche*, *Comte de Habsburg & de Tirol*, *&c. &c.* LES ELECTEURS ET ETATS DE L'EMPIRE, après avoir fait leurs très-humbles remercîmens à Sa Majesté Imperiale, déclarent qu'ils tiennent les Contraventions, Occupations, Détentions, Hostilitez ci-dessus mentionnées, & autres, pour une haute infraction de la Paix; Et A CES CAUSES, reconnoissent le Roi de France & son Petit-Fils le Duc d'ANJOU, & leurs Alliez, pour Ennemis de l'Empire; leur déclarent la Guerre au nom de tout l'Empire; & commandent, sous les peines capitales, à tous les Sujets de l'Empire, d'exercer contr'eux toutes sortes d'hostilitez, jusqu'à ce qu'une Paix générale, profitable & solide, s'ensuive; Défendant sous les mêmes peines, toute Correspondance & Commerce de *Laines*, *Soyes*, *Manufactures d'or & d'argent*, *& autres Marchandises*, *Vins*, *Eaux de vie*, *Huiles*, *&c. &c.* Ensemble, *Change*, *& Contrechange*; Commandant à tous les Sujets de l'Empire de sortir des Terres de leur Domination; & déclarant les Marchandises qui en proviennent *pour Contrebande & confiscables*; Défendant particulierement qu'on y envoie des *Grains*, *Chevaux*, *Poudre*, *Plomb*, &c. directement ou indirectement, déchargeant les Sujets de l'Empire de tous Sermens & Alliances faites avec les Ennemis; & ordonnant qu'ils aient à se rendre au plûtôt au Service commun de l'Empire, sous peine de la perte de leurs Biens, &c.

*Avocatoires de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service du Roi de France ou du Duc d'*ANJOU.

COMME le Roi de France & le Duc d'ANJOU, leurs Alliez & Adherens, ont été déclarez Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, & la Guerre leur étant déclarée au nom de tout l'Empire; Il est defendu à tous Sujets & Alliez de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, de rester, ou se mettre au Service des Ennemis, sous peine de la vie, & de perte de tous leurs biens, &c. Mais au contraire, tous ceux qui se trouvent au Service du Roi de France & du Duc d'ANJOU, sont déclarez libres de leur Serment, en vertu du Pouvoir Impérial, avec promesse, à ceux qui voudront se joindre, pour servir fidelement l'Empereur & ses Alliez, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire bien intentionnez, qu'ils seront reçûs en grace & leur sera donné à chacun, selon sa qualité & condition, des Emplois & Dignitez Militaires, &c.

Avocatoires de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service de l'Electeur de Baviere.

COMME l'Electeur de Baviere a levé une puissante Armée dans l'Empire avec l'argent de la France, &c. Qu'il a surpris Ulm, & s'en est emparé avec violence: Qu'il a contraint la Ville de Memmingen à se rendre à lui, contre toutes sortes de Droits, & traité hostilement le reste des Etats des Cercles de Suabe & de Franconie, qui s'opposent à lui; Et qu'il a entretenu des intelligences & correspondances avec la Couronne de France, par le moien des Ministres François, & par des Lettres, dont quelques-unes ont été interceptées; quoi que cette Couronne fût déclarée Ennemie par tout le St. Empire: aiant fait cela, non seulement contre Dieu, sa propre conscience, son serment, & son devoir, mais aussi contre les Statuts de l'Empire, Alliances, &c. &c. & directement contre le Traité de Paix de Westphalie. Ces hostilitez ne pouvant être reconnuës que pour une infraction ouverte de la Paix, Sa Majesté Imperiale, à la priere instante des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ordonne à tous Généraux, Colonels, & autres Hauts & Bas Officiers, ensemble à tous Soldats tant à pied qu'à cheval, originaires, ou habitans de l'Empire, presentement au Service dudit Electeur, de l'abandonner, & venir se rendre au Service du St. Empire; sous peine aux contrevenans d'être déclarez Parjures, gens sans honneur, mépriſans l'Empire, & Traitres à leur Patrie, leurs noms devant être publiez dans tout l'Empire. leurs Biens & Effets confisquez, & eux punis de mort, dès qu'on pourra s'en saisir, &c. ANNO 1702.

XXXV.

Instrumentum Accessionis Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem LEOPOLDUM, WILHELMUM *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *die Septima Septembris Ann.* 1701. *initum. Coloniæ ad Rhenum* 29. *Mensis Septembris* 1703. 29. Sept.

NOS, Dei Gratiâ FRIDERICUS-CHRISTIANUS Episcopus Monasterienſis, Burggravius Strombergenſis, &c. Romani Imperii Princeps, Dominus in Borkeloe; JOANNES-WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ, ac Montium Dux, Comes Veldentii, Sponheimii, Marchiæ Ravensbergi & Morsæ, Dominus in Ravenstein; FRIDERICUS Rex Borussiæ, Marchio Brandenburgicus, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Elector, Supremus Princeps Auriacus, Magdeburgi, Cliviæ, Juliæ, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum, & Vandalorum, ut & in Silesiâ Crosne Dux, Burggravius Norimbergæ, Princeps Halberstadii, Mindenæ & Camini, Comes in Hohenzollern, Marcæ Ravensbergæ, Lingen, Moers, Buren, & Leerdami, Marchio in Veeren & Vlissingen, Dominus in Ravenstein, Lavenburg, Buttonia, Atley, & Breda; Nostro ut Directorum, reliquorumque Principum & Statuum incliti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad hoc specialiter requisiti nomine omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, Notum testatumque facimus, quandoquidem Sacra sua Cæsarea Majestas nos certiores reddiderit, sese existimavisse periculosissimâ hâc rerum Constitutione natâ ex fatali postremo defuncti gloriosissimæ memoriæ Hispaniarum Regis decessu, ad prævenienda & avertenda, quæ toti Europæ ruinam & interitum minantur & ad procurandam cum incolumitate publicâ Pacem bonam, firmam & constantem, nihil magis necessarium esse, quam ut hunc in finem, se quantum fieri posset arctissimo Fœdere jungerent, & propterea inter illos pactum fuisse Fœdus, formâ & tenore sequenti.

Inseratur hîc Fœdus incipiens

Quandoquidem mortuo sine Liberis non ita pridem gloriosissimæ memoriæ &c.

Cumque altissimè memorata Sacra sua Cæsarea Majestas virtute Articuli 13. Nos ut Directores cæterosque inclyti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principes & Status ad Societatem dicti Fœderis invitaverit & requisiverit, ut illi accedere, accessione nostrâ illud corroborare, atque ad ejus observationis & executionis Guarantiam nos obstringere vellemus; Nos itaque nostro reliquorumque modò memorati Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principum & Statuum nomine, ut testatum faciamus, quanto & Nos erga publicum feramur affectu & studio ad consequendum finem in supra scripto Fœdere propositum, illud in totum ut & singulos ejus Articulos approbavimus, ratum, gratum & acceptum habemus, vigore præsentium declarantes Nos cunctas obligationes in eo contentas in Nos proprio & cæterorum Principum & Statuum nomine recipere, constituentes Nos vindices vulgò Guarandos pro ejus observatione & executione, atque Nos ut & Successores & Hæredes Nostros hisce erga altissimè memoratam Sacram suam Cæsaream Majestatem ad inviolabiliter præstanda & exequenda cuncta & singula quæ in supra scripto Fœdere contenta sunt, absque ulla exceptione eodem modo ac si ab initio cum eadem Fœdus hoc pepigissemus, spondentes ac bonâ fide promittentes, nos nihil quidquam directè vel indirectè unquam facturos, quod illi contrarium esse possit, ità tamen ut Nos inclytusque Circulus Inferior Rhenano-Westphalicus pariter omnium exinde provenientium commodorum & jurium participes reddamur, illudque quod in nupero Nordlingæ in

ANNO 1702. partibus Sueviæ habito Congreſſu 22. menſis Martii anni adhuc currentis Superiores aſſociati Circuli per Ablegatos ſuos ſtipulati ſunt, & ſicut ex poſt per Litteras ſubſecutas ratificatorias promiſſum eſt, inſuperque id ipſum quod ſuprafati Directores & Status Circuli Weſtphalici 29. Septembr. in Congreſſu Coloniæ habito ſibi ulterius ſtipulati ſunt, viciſſim præſtetur & obſervetur; Cumque ab altiſſimè memoratâ ſuâ Sacrâ Cæſareâ Majeſtate, Nobis ſuper hâc inclyti Inferioris Rhenano-Weſtphalici acceſſione Inſtrumentum receptionis extraditum ſit, ita Nos viciſſim nullatenus dubitantes, pro ut Reverendiſſimus & Sereniſſimus Epiſcopus Javarienſis, Saxoniæ Dux fidem ſuam deſuper interpoſuit, idem à Suâ Regiâ Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii extradendum eſſe, ad hujus rei & prædictorum omnium majorem fidem hoc præſens Inſtrumentum Acceſſionis Noſtro reliquorumque Principum & Statuum nomine ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris Secretioribus communiri juſſimus. Signatum Coloniæ ad Rhenum 29. menſis Septembris 1702.

Inſtrumentum Receptionis.

NOS LEOPOLDUS, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Bohemiæ, Dalmatiæ, &c. &c. &c.

Notum & teſtatum facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt, quod cum ad invitationem noſtram Venerabilis FRIDERICUS-CHRISTIANUS Epiſcopus Monaſterienſis, Princeps devotus nobis dilectus, nec non Sereniſſimus & Potentiſſimus FRIDERICUS Pruſſiæ Rex, Marchio Brandenburgenſis, Magdeburgi, Stettinæ, Pommeraniæ, Caſſubiorum, & Wandalorum Dux, Burggravius Norimbergenſis, Princeps Halberſtadii, Mindæ, & Caminæ, Comes in Hohenzollern, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius; ac Sereniſſimus JOANNES WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ, Comes in Veldenz & Sponheim, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius, reſpectivè Conſanguineus & Frater conſobrinus & Principes Electores Noſtri Chariſſimi, ſeu Principes convocantes & Directores inclyti Circuli Weſtphalici, tam ſuo, quam reliquorum ejuſdem Circuli Principum, ac Statuum nomine, confecto deſuper Inſtrumento declaraverint, ſe Fœderi nos inter, & Sereniſſimum Principem Dominum WILHELMUM, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem, Conſanguineum & Fratrem noſtrum Chariſſimum, nec non Chariſſimos amicos noſtros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrumque ad id Deputatos, & ſufficienti Mandato inſtructos Miniſtros, die ſeptimo Septembris Anni proximè elapſi in Hollandiâ Hagæ Comitis percuſſo, ſuâ etiam ex parte accedere, illudque ratum, & gratum habere, & ad ejus inviolabilem obſervationem obligari velle, Nos præmemoratos Principes & Status, ad dicti Fœderis ſocietatem admiſerimus & acceptaverimus, quemadmodum hiſce admittimus, acceptamus, eoſdemque hujus Fœderis participes facimus; adſtringentes Nos reciprocè verbo noſtro Imperiali Regio, atque Archiducali, erga præfatos Principes & Status, ad præſtandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu, eoſdem concernere queunt, non ſecus, ac ſi cum illis ſimul ab initio concluſus & ſignatus fuiſſet, pro ut etiam ipſis, omne illud, quod in Europâ Nordlingæ in Sueviæ partibus habito Congreſſu ſuperiorum aſſociatorum Circulorum Directores & Status, per Ablegatos ſuos, ſpecialiter ſibi ſtipulati ſunt, nosque ipſis per ſubſecutas Litteras noſtras ratificatorias, denuò promiſimus, nec non id ipſum quod ſuprafati Circuli Weſtphalici Directores & Status, vigeſima nona Septembris in Congreſſu Coloniæ habito, ſibi ulteriùs per expreſſum ſtipulati ſunt, viciſſim actualiter præſtari volumus, in cujus rei fidem & majus obſervantiæ robur hoc Inſtrumentum, manu noſtrâ ſubſcriptum Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione muniri juſſimus, quod dabatur in Civitate noſtrâ Viennæ die &c. Anno Domini 1702. Regnorum noſtrorum Romani quadrageſimo quinto, Hungarici quadrageſimo octavo, Bohemici verò quadrageſimo ſexto.

LEOPOLDUS. &c.

XXXVI.

ANNO 1702. 2. Dec.

Teſtament Fürſt Emanuel Lebrechts zu Anhalt Cöthen / in welchem unter andern dero Frau Gemahlinn / Frau Giſela Agneſa / nach deſſen Abſterbung / die Vormundſchafftliche Landes-Adminiſtration, biß zu des ältiſten Printzen Majorennität / aufgetragen: Ihro Königliche Majeſt. in Preuſſen aber zu dero Protectorn und Ober-Vormund / wie auch Executorn dieſes letzten Willens / ernennet und ausgebetten worden. Geſchehen Cöthen den 2. Decembre 1702. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz. XIII. pag. 290. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans THUCELIUS *Actor. Publicor.* Tom. III. pag. 220.]

C'eſt-à-dire,

*Teſtament d'*EMANUEL LEBRECHT *Prince d'Anhalt-Cothen, par lequel, entr'autres choſes, il declare la Princeſſe* GISELA AGNES, *ſa Femme pour Tutrice de ſes Enfans, & Adminiſtratrice du Païs, en cas que ſa mort arrive avant qu'ils ateignent l'âge de Majorité; remetant neantmoins au Roi de Pruſſe la Tutelle Superieure, & l'Execution de ſon Teſtament. Fait à Cothen le 2. Decembre* 1702.

Im Nahmen der Heiligen Hochgelobten Dreyfaltigkeit / GOttes des Vaters / Sohnes / und H. Geiſtes / Amen.

DEmnach von GOttes Gnaden Wir Emanuel Lebrecht / Fürſt zu Anhalt / Hertzog zu Sachſen / Engern und Weſtphalen / Graff zu Aſcanien / Herr zu Bernburg und Zerbſt ꝛc. in Chriſtlicher Betrachtung erwogen / wie mancherleyen unverſehenen Zufällen unſere ohne das ſchwache menſchliche Natur in dieſem flüchtigen und zergänglichen Leben unterworffen / und was maßen unſere Tage wie der Schatten vorüber gehen / daß dahero in dieſem Elende und Jammerthal nichts gewiſſers / alß der zeitliche Tod / deſſen eigentlicher Orth / Stunde und Weiſe aber dem Allwiſſenden GOtt allein bekandt und vorbehalten ſeyn.

Damit dann uns die ungewiſſe Stunde des Todes bey denen jetzigen ohne das geſchwinden Läufften / nicht unverſehens übereile / ehe und bevor wir unſern letzten Willen und Intention denen Unſrigen zu erkennen gegeben / ſo leben wir der ungezweifelten Zuverſicht / der Dreyeinige / Allgewaltige und Barmhertzige GOtt / der uns die Zeit Unſers gantzen Lebens unzählig viel Gutes gethan / werde uns / ſo lange wir in dieſer Zeitlichkeit noch wandeln und walten / in ſeiner Gnade erhalten / und bey beſtändiger Bekänntniß der Chriſtlichen Evangeliſchen Reformirten Religion, als worinnen wir bißhero gelebt / biß an unſer letztes Ende kräfftiglich ſtärcken / ſo dann wenn wir den Lauff vollendet und Glauben gehalten haben / uns an jenem Tage die beygelegte Crone der Gerechtigkeit geben / und aufſetzen / deme wir uns dann inzwiſchen mit Leib und Seele empfehlen und ſowohl bey geſunden Tagen und guten Leibes-Kräfften / die wir durch göttliche Gnade vor ietzo empfinden / als auch in Menſchlichen Zufällen bereit ſeyn / Ihme unſern GOTT / dem wir leben und ſterben / auff das Verdienſt Chriſti unſeres Heylandes / Chriſtlich / willig und freudig zu folgen;

Nachdem aber nechſt Verſorgung unſerer Seelen /

ANNO 1702. len/ eine unserer vornehmsten und wichtigsten Angelegenheiten ist/ zu disponiren und zu verordnen/ was unser Nachlaß des zeitlichen Vermögens/ absonderlich aber und zuförderst die Regierung unserer Lande und Leute betrifft; So haben Wir bey guter Zeit/ und indem wir oberwehnter maßen noch gesunden Leibes/ auch unverkehrter Sinnen und Vernunfft seyn/ mit wohlbedachtem Muht und reiffen Rath/ aus eigener Bewegnüß/ und freyen ungehinderten Willen/ diese unsere testamentalische letzte Verordnung aufgerichtet/ richten auch dieselbe hiermit und Krafft dieses auff/ in aller bester Form und Gestalt/ wie solches vermöge Geist- und Weltlichen Rechte/ Gewohnheit und Gebrauch/ insonderheit bey Fürstl. Standes Personen geschehen soll/ kan oder mag; Immaßen hiernach mit mehrem unterschiedlich folget.

Weiln auch unsere Printzen und Printzessinnen annoch in ihren ersten Jahren begriffen/ und wir nicht wissen/ ob der grosse GOTT das zeitliche Leben uns so lange fristen mochte/ daß wir Sie selbsten biß zu ihrer Majorennität erziehen könten/ und wir hierbey billig erwegen/ die ungemeine Liebe und Treue/ welche unsere von Hertzen geliebte Gemahlin/ die Durchläuchtigste Fürstin und Frau/ Giesela Agnesa/ Fürstin zu Anhalt/ Hertzogin zu Anhalt/ Hertzogin zu Sachsen/ Engern und Wephalen/ Gräfin zu Ascanien/ gebohrne Reichs-Gräfin von Mienburg/ Frau zu Bernburg und Zerbst ꝛc. Uns und unsern Fürstlichen Kindern biß anhero erwiesen/ und dahero niemand sicherer und besser/ als Ihr Derenselben Aufferziehung anvertrauen können; So haben wir aus wohlbedachtem Muth und gutem Rath hiermit wohlgedachte unsrer Frau Gemahlin zur eintzigen Vormünderin unserer nachgelassenen Fürstlichen Pupillen und Minorennium dergestalt constituiret und geordnet/ daß selbige nicht nur die Aufferziehung derselben über sich nehmen und führen/ sondern auch hierbey die völlige Administration, was den statum publicum Regiminis unserer Fürstlichen Landes-Portion anbelanget/ gleichmäßig allein haben und exerciren soll/ und zwar nach dem Exempel des Fürstlichen Deßauischen Landes/ als wo durch die Observanz die Mütterliche Vormundschafft/ sowohl quoad effectum educationis, als Administrationis bey dem Fürstlichen Hause Anhalt nunmehro eingeführet und bestätiget worden/ auch sonst dergleichen bey andern Furstlichen Häusern üblichist/ die völlige Vormundschafft/ sowohl was die Landes-Regierung selbst/ als die Aufferziehung unserer nachgelassenen Kinder betrifft/ auffgetragen/ und ersuchen Sie Krafft dieses/ nach unserm/ GOtt gebe seeligem Absterben/ solche Vormundschafft auff sich/ auch unsere nachgelassene Räthe und Diener so forth durch einen Handschlag/ in ihre als Regierender Vormünderin Pflicht zunehmen/ und unserm zu Sie tragenden Vertrauen nach die Regierung des Landes dergestalt vorsichtig zu führen/ damit alle unnöthige Kosten vermieden/ die Aemter in fleißiger Obsicht gehalten/ die Cammer-Intraden zu rechter Zeit eingetrieben/ die Schulden abgetragen/ und so viel möglich ein guter Vorrath vermittelst Göttlichen Seegens/ erhalten werde. Damit aber Unser Freundlich geliebte Frau Gemahlin/ bey der Ihr auffgetragenen Vormundschafft und Landes-Administration desto nachdrücklicher geschützet werden möge; So haben wir annoch bey unserm Leben/ Ihro Königliche Majestät in Preußen/ unsers gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vettern protection vor Sie und unsere nachgelassene Printzen und Printzeßinnen ausgebethen/ dergestalt/ daß Ihre Majestät zu gleich die Execution unsers letzten Willens übernehmen wolten/ damit solchem in allen Puncten und Clausuln nachgelebet werden möge/ welches auch Hochgedachte Ihro Königliche Majestät/ laut Dero Schreibenn vom 24ten Novembris 1702. gnädig und freundvetterlich übernommen/ daher wir Krafft dieses vor Hochgedachte Königliche Majestät in Preußen zum Beschützer unserer nachzulassenden Frau Gemahlin/ Printzen und Printzeßinnen/ nochmahls benennen/ und derselben die Execution unseres letzten Willens aufgetragen/ auch Derselben die Ober-Vormundschafft dergestalt committiren/ daß unsere nachbleibende Frau Gemahlin/ als würcklich Administrirende und Regierende Vormündin/ in vorkommenden wichtigen Sachen sich Dero Hohen Raths erholen/ und bey unverhoffter Kränckung in Dero Vormundschaffts-Verwaltung/ sich Dero Königlichen Schutzes gebrauchen/ auch auff benöthigten Fall/ bey Ihro Römischen Kayserlichen Majestät/ unsern Allergnädigsten Herrn/ daß Sie ein absonderliches Protectorium an Ihro Königliche Majestät in Preussen ertheilen möchten/ allerunterthänigst ansuchen/ damit in allen Stücken unser letzer Wille erfüllet werden möge.

ANNO 1702.

Was unsere Räthe und Bediente/ so unserer Frau Gemahlin Liebden zu der Regierung zuführen benöthiget/ betrifft/ überlassen wir deroselben/ als künfftiger Regentin und Vormünderin/ freyen Disposition, selbige nach Ihren Gutbefinden zubehalten/ abzudancken und andere an Ihre Stelle anzunehmen.

Wann aber wie vorgedacht unsere Frau Gemahlin Liebden mit Tode abgiengen/ ehe unsere Printzen Majorennes werden/ so sollen alsdenn die Räthe/ so sie bey Ihrem seeligen Absterben verordnen wird/ verbleiben.

Indessen aber soll unserer Frau Gemahlin Liebden dahin sehen/ daß Sie mit unnützen Dienern und deren salarirung die Cammer-Intraden nicht vermindere/ sondern sich mit wenigen/ redlichen/ und Ihr wohlanständigen nützlichen Dienern vergnüge.

Und obzwar auch sonsten eine Fürstliche Mutter die Vormundschafftliche Administration über sich nimmt/ diese zu Aufrichtung eines Inventarii und Ablegung ordentlicher Rechnung der von Ihr geführten Administration, verbunden ist; So wollen wir dennoch unsere Frau Gemahlin von dieser Bürde des Rechtens befreyet wissen/ dergestalt/ daß Sie des gantzen Landes Revenüen einheben/ und Dero Gefallen nach/ geniessen und gebrauchen möge/ biß zu des ältisten Printzen Majorennität; und soll dieser alsdann mit demjenigen/ was unsere Gemahlin Ihm von denen bißhero gehobenen Intraden heraus geben wird/ ohne Forderung einiges Inventarii, oder abzulegenden Rechnung/ sich vergnügen zulassen schuldig seyn. Zum Beschluß/ wollen wir/ daß im Fall/ dieses unser Testament und letzter Wille/ aus Mangel einiger solennität der beschriebenen Rechte/ oder von Gewohnheit wegen/ als ein zierlich und förmlich Testament nicht geachtet werden/ noch Bestand haben solte/ dennoch als ein Codicill, Übergabe auffm Todesfall/ eine Väterliche Disposition, und Abtheilung unter Kinder/ oder sonst als ein anderer letzter Wille/ auf was Arth und Weise nur solcher einiger massen stand haben kan/ in Krafft dieses gehalten/ auch dessen Fehler/ Mängel und Gebrechen/ so deren einige sich ereignen und befinden solten/ in allen und jeden Puncten und Articuln/ wo dieselbe seyn möchte/ hiermit aller Möglichkeit nach abgethan und ersetzet haben wollen.

Wir behalten uns darneben ausdrücklich bevor

ANNO 1702. dieſe unſere Diſpoſition nach unſerm Gefallen zu ändern / zu verbeſſern / zu vermindern und zu vermehren / wollen auch / daß dasjenige / was wir durch ein oder mehr Codicill, auch eingelegten Zettulen / Väterliche Annotation, oder ſonſt weiter verordnen werden / alſo ſtarck und gültig ſeyn ſolle / als wenn es hierunter mit ausgedrückten Worten begriffen wäre.

Deſſen alles denn zu mehrer Uhrkund und Gläubigung / haben wir nicht allein ſolches alles durch eigenhändige Unterſchrifft auff allen Seiten der Blätter / und hieran zu Ende wohlbedächtig unterſchrieben / und zugleich unſer Fürſtliches Hand-Secret darunter auffgedrücket / ſondern haben auch zugleich dieſen unſern letzten Willen / unſerm Cantzler und Räthen verſiegelt übergeben / damit ſie ſolches denen Actis beylegen / und nach unſern in GOttes Händen ſtehenden Tode / eröffnen ſollen.

Wir erſuchen aber nochmahls Ihro Römiſche Kayſerliche Majeſtät / unſern allergnädigſten Kayſer und Herren / allerunterthänigſt / dieſes unſer Teſtament ſowohl / was die Primogenitur, als auch was die Vormundſchafft unſerer Frauen Gemahlin / auch die Ober-Vormundſchafft Ihrer Königlichen Majeſtät in Preußen / und alle übrige darinn befindliche Puncta und Clauſuln betrifft / wenn es von uns bey unſerm Leben / oder auch nach unſerm Tode / von unſerer Gemahlin gebührend geſuchet wird / allergnädigſt zu confirmiren / auch darneben / daß demſelben überall ſtricte nachgelebet werden möge / mit Kayſerlicher Majeſtät Macht und Gewalt zuhalten / und unſerer Gemahlin ein ordentliches Tutorium allergnädigſt zu ertheilen / und dergeſtalt die Execution dieſes unſern letzten Willens mit Nachdruck ohne Verſtattung einiges Proceſſes oder andern Weitläufftigkeit mächtigſt zu befördern.

Womit wir alſo unſern letzten Willen im Nahmen GOttes beſchloſſen haben wollen; So geſchehen in unſerer Reſidenz-Stadt Cöthen den 2ten Decembris Anno 1702.

Emanuel Lebrecht / Fürſt zu Anhalt.
(L. S.)

XXXVII.

1703. 15. Mars. *Convention entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *& le Duc de* HOLSTEIN. *Faite à la Haye le 15. de Mars* 1703.

I. LA Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, renouvelleront, comme ils renouvellent par la preſente, la Guarantie des Traitez d'Altena du vingtiéme Juin 1689. de Travendaal du 18. d'Août 1700. à ce qu'il n'y ſoit contrevenu en aucune maniere, & ſpecialement en cas d'attaque des Etats de Son Alteſſe Séréniſſime pour avoir donné ſes Troupes aux Alliez.

II. Son Alteſſe Séréniſſime fournira à ladite Reine de la Grande-Bretagne & auxdits Seigneurs Etats Généraux deux Regimens de Dragons, chaque Regiment de 561. Têtes, & deux Regimens d'Infanterie, chaque Regiment de 881. Hommes, y compris les Officiers, ſelon la Liſte ci-jointe, bien montez, habillez & armez.

III. Ladite Reine & leſdits Seigneurs Etats Généraux paieront à Son Alteſſe Séréniſſime cent mille Ecus, à la Haye, ou à Amſterdam; la moitié dans quinze jours après la Ratification du preſent Traité, & l'autre moitié quand leſdits quatre Regimens ſeront arrivez ſur les Frontieres de l'Etat des Provinces-Unies, en dedommagement de l'augmentation deſdits Regimens, & de la depenſe, que Son Alteſſe Séréniſſime eſt obligée de faire.

IV. Les deux Regimens de Dragons ſe mettront en marche le 26. d'Avril, ou plûtôt s'il ſe peut; & les deux Regimens d'Infanterie s'embarqueront à Tonningue le 20. à peu près, vers lequel tems Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux y envoieront à leurs depens, le nombre des Vaiſſeaux de tranſport, qu'il faudra, & le Convoi pour la ſûreté de leur paſſage. Le paiement des uns & des autres ne commencera, que du jour, qu'ils arriveront ſur les Frontieres & dans les Ports de l'Etat, & il ſera aſſigné ſur de bons Comptoirs, ſuivant la Liſte de la paie ci-jointe *ſub Lit. A.* & fait auſſi promptement, que celui des Troupes de Hannovre & Cell, qui ont ſtipulé le prompt paiement. Et ils jouïront au reſte des Chariots, recruës & autres avantages, dont jouïſſent les Troupes ſuſmentionnées. ANNO 1703.

V. L'on paiera pour chaque Regiment d'abord qu'il arrivera ſur les Frontieres, ou dans les Ports de Leurs Hautes Puiſſances un mois de ſix ſemaines pour la marche de ces Troupes.

VI. Parmi les Colonels deſdits quatre Regimens il pourra y avoir un Général-Major, à qui on paiera les Gages & autres Emolumens ſur le pied de ceux de l'Etat, & qui ſervira & roulera ſelon ſon ancienneté.

VII. Leſdits quatre Regimens ſeront emploiez en Campagne & ſerviront dans la même Armée ou dans le même Corps, ſans qu'on pourra les en detacher ſeparement; Et pour faciliter les Recruës, ils auront leurs quartiers d'hyver ſur la Meuſe, ſur le Rhin, ou en d'autres endroits plus proches des Etats de Son Alteſſe Séréniſſime, le tout autant que la néceſſité & la raiſon de Guerre le permetront.

VIII. Les Troupes ſuſdites & leurs Officiers ſeront obligez de prêter ſerment de fidelité à ladite Reine & auxdits Seigneurs Etats Généraux, entre les mains de leurs Commiſſaires, qui feront paſſer en revûë les Dragons au paſſage de l'Elbe, & l'Infanterie lors qu'elle s'embarquera.

IX. Son Alteſſe Séréniſſime remplira les Charges des Officiers qui vaqueront; mais elle en fera ſçavoir d'abord les noms au Général de la Reine & au Conſeil d'Etat reſpectivement ſelon qu'elles ſeront remplacées pour les inſerer dans les Liſtes, & aura égard à la recommandation de ladite Reine & de Leurs Hautes Puiſſances autant qu'il ſe pourra faire. Leſdits quatre Regimens auront leur Juſtice à part, & la feront adminiſtrer par leurs Officiers & gens à cela deſtinez: Excepté lors qu'il s'agira d'un crime, qui regarde directement le ſervice de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats Généraux, dans le cas de trahiſon, lâcheté, & ſemblables: auquel cas le Criminel ſera jugé par la Juſtice ordinaire; en y admettant neanmoins un tiers des Officiers de ſon Alteſſe Séréniſſime.

X. Il ſera permis aux Officiers deſdits quatre Regimens de faire leurs recrûës dans les Etats de ſon Alteſſe Séréniſſime.

XI. Leſdits quatre Regimens reſteront dans le ſervice de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats Généraux durant la preſente Guerre, & lors qu'ils ſeront congediez, la Paix faite, il leur ſera païé deux mois courants de ſolde de douze dans l'année pour le retour, outre l'argent de recrue à raiſon de ſoixante Ecus par Dragon & de vingt cinq par Fantaſſin, pour autant de têtes, que les Officiers verifieront avoir perdu devant l'Ennemi, leſquels au reſte reſpondront à Son Alteſſe Séréniſſime de ce qui pourra alors manquer aux Regimens.

XII. Si Son Alteſſe Séréniſſime venoit d'être attaquée dans ſon propre Païs on ſera obligé de lui renvoier leſdits quatre Regimens, & on le fera pareillement, en cas que Sa Majeſté le Roi de Suéde fut attaquée en Pomeranie, ou dans le Païs de Bremen par un Etat ou Prince, qu'il n'auroit pas attaqué le premier: Bien entendu, qu'au dernier cas, Son Alteſſe Séréniſſime ſera obligée de rendre par Dragon ſoixante Ecus, & par Fantaſſin vingt cinq, de ce que Son Alteſſe Séréniſſime rappellera avant qu'on ſera obligé de les faire marcher: Mais en ce cas Son Alteſſe Sereniſſime pourra auſſi donner en paiement ce qui pourroit être dû à ſes Troupes, ſoit en argent de Chariots, de recrûës ou d'une autre maniere, Son Alteſſe Sereniſſime s'engage à les renvoier dès que le peril ſera paſſé & qu'il en ſera requis, & en ce cas, Son Alteſſe Séréniſſime ſera rembourſée de l'argent ſtipulé par Dragon & par Fantaſſin, qu'Elle aura été obligée de paier, en les rappellant & les faiſant revenir.

XIII.

ANNO 1703. XIII. L'échange des Ratifications de cette Convention ſe fera dans l'eſpace des trois ſemaines, ou plûtôt, ſi ſe peut faire.

En foi de quoi Nous ſouſſignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Holſtein-Gottorp, avons ſigné la preſente Convention & y avons appoſé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil ſept cens trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

LIT. A.

Etat Major d'un Regiment de Dragons en 42. jours.

1 Colonel.	300		
1 Lieutenant-Colonel.	100		
1 Major.	90		
1 Maréchal de Logis.	90		
1 Adjudant.	62		
1 Chapelain.	50		
1 Auditeur.	45		
1 Chirurgien-Major.	45		
1 Timballier.	25	6	1
6 Hautbois.	119		
2 Prevôt & Valet.	30	10	1
	946	16	2

Compagnie de Dragons en quarante deux jours.

1 Capitaine & ſon Valet.	248		
1 Lieutenant & ſon Valet.	99		
1 Enſeigne & ſon Valet.	94		
2 Sergeants.	112		
1 Fourrier.	56		
1 Ecrivain.	24		
1 Chirurgien.	25		
1 Fahnen-Schmidt.	24		
2 Tambours.	52		
3 Caporaux.	126		
6 Appointez. à 24 flor.	156		
45 Dragons. à 24 flor.	1080		
68 Hommes.	2107		

Etat Major d'un Régiment d'Infanterie en 42. deux jours.

1 Colonel.	300		
1 Lieutenant-Colonel.	100		
1 Major.	80		
1 Maréchal de Logis.	80		
1 Adjudant.	46		
1 Chapelain.	50		
1 Auditeur.	45		
1 Chirurgien-Major.	55		
6 Hautbois.	91	10	
Tambour-Major.	17	7	7
1 Prevôt & ſon Valet.	30	10	1
	895	7	8

Compagnie d'Infanterie en quarante deux jours

1 Capitaine & ſon Valet.	158		
1 Lieutenant & ſon Valet.	53		
1 Enſeigne & ſon Valet.	48		
2 Sergeants.	48		
1 Fourrier.	24		
1 Ecrivain.	12		
1 Capitaine d'Armes.	22		
1 Chirurgien.	21		
2 Tambours.	28	10	
3 Caporaux.	60		
17 Hommes.			
8 Appointez.	114	10	
54 Fantaſſins.	661		
79 Hommes.	1250		

ANNO 1703.

Articles Séparez.

I. LEs Sujets du Duché de Sleswigh n'étant pas Membres de l'Empire, & conſecutivement pas compris dans la preſente Guerre, auront la liberté du Commerce ſur le même pied que ceux du Roi de Danemark.

II. Les Deſerteurs des Troupes de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats qui ſeront dans leſdits quatre Regimens à leur arrivée ſur les Frontieres deſdits Seigneurs Etats ne ſeront pas recherchez ni redemandez, excepté neanmoins ceux qui pourroient deſerter, après la ſignature du preſent Traité.

III. Les arrerages des ſubſides de la derniere Guerre ſeront paiez dans quinze jours après la ſignature du preſent Traité; ce qui s'entend de ce qui eſt dû des Provinces-Unies, & l'on fixera un tems, auquel l'on touchera pour le commencement d'une partie de celles d'Angleterre, dont on pourra convenir de la ſomme dans les Articles Séparez.

IV. La Guerre étant finie & Leurs Hautes Puiſſances trouvant bon de renvoier les Troupes, leur paiement ſera toutefois continué juſqu'au jour qu'elles quiteront les Frontieres de l'Etat, ſans que cela puiſſe être rabattu de deux mois de ſolde, ſtipulée à l'Article XI. du preſent Traité pour le retour deſdites Troupes.

En foi de quoi Nous ſouſſignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de ſon Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Gottorp, avons ſigné ces Articles ſeparez, & y avons appoſé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil ſept cent trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

XXXVIII.

*Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'*ESPAGNE *&* FRANCE. *A Bruxelles le* 15. Mars 1703. [Feuille volante imprimée à Bruxelles en 1703. in 4.] 25. Mars

NOus Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck, Surintendant Général des Finances, & Miniſtre de la Guerre dans le Pais-Bas Eſpagnol, au nom & de la part de Sa Majeſté Catholique; Et nous Dreux Louïs Dugué Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conſeiller d'Etat ordinaire, Intendant en Flandres, au nom & de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſommes convenus de ce qui s'enſuit pour la facilité du Commerce reciproque d'entre les Sujets de Sa Majeſté Catholique dans le Païs-Bas Eſpagnol, & les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne.

Marchandiſes de France paſſant dans le Païs-Bas Eſpagnol.

I. IL ne ſera payé pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Eſpagnol ſur les Huiles de Semences de Colzat, de Choux, de Navette, & autres venant de France, que trois Florins quinze patars par aime de ſoixante meſures de Gand, ou de cent pots, ci. 3. florins 15. patars.

II. Les Chapeaux des fabriques de France payeront ſeulement pour Droits d'Entrée dans les Païs-Bas Eſpagnols, ſavoir;

Les Chapeaux de Caſtor, la piece un florin, ci. 1. florin.

Les Chapeaux de Vigogne, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Poil de Lapin, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Laine, la piece neuf patars, ci. 9. patars.

III. Les Gans venant de France dans le Païs-Bas Eſpagnol payeront pour Droit d'Entrée, ſavoir;

Les Gans en broderie, ou garnis de Franges, la paire ſix patars, ci. 6. patars.

Les Gans de Frangipane, la douzaine de paires ſeize patars, ci. 16. patars.

Les Gans de Cerf, demi Cerf, ou de Dain, la douzaine

ANNO 1703. zaine de paires, dix neuf patars, ci. 19. patars.
Les Gans communs, la douzaine de paires six patars, ci. 6. patars.

IV. Les habillemens & les ajustemens de toutes sortes venant de France, payeront à l'entrée du Païs-Bas Espagnol pour Droits dix pour cent de la valeur, suivant l'estimation dont les Marchands, & les Commis des Fermes conviendront, sinon au dire d'experts, ci. 10. pour cent.

V. La Chaux de Tournay ne payera pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, que quarante patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 40. patars.

La Cendrée vingt patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 20. patars.

VI. Le Sel de France ne payera pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, que trois florins la raziere de 250. l. pesant, ci. 3. florins.

Le Sel de France, qui sera tiré de Dunkerque par les Canaux, pour être transporté dans le Païs-Bas Espagnol, demeurera déchargé à la sortie de Dunkerque du Droit de trente sols par raziere, suivant l'Arrêt du Conseil de France du 21. Octobre 1702.

VII. Le Verre de France, entrant dans le Païs-Bas Espagnol, ne payera pour Droits d'Entrée que vingt patars par panier de vingt quatre feuilles, ci. 20. patars.

VIII. Les Livres non reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant un florin, ci. 1. florin.

Les Livres reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant deux florins, ci. 2. florins.

Les Livres reliés & non reliés venant de France, dans lesquels il y aura des estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à l'Entrée du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

Marchandises du Païs-Bas Espagnol passant en France.

IX. LEs Livres non reliés sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droits de sortie le cent pesant un florin, ci. 1. florin.

Les Livres reliés, sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droit de Sortie le cent pesant quinze patars, ci. 15. patars.

Les Livres reliés, & non reliés, dans lesquels y aura des Estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à la Sortie du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

X. Les Mines, Sables, Terres, Pierres bleues, & autres matieres servant aux fourneaux, ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que six deniers la poise de cent quarante livres pesant, ci. 6. deniers.

XI. Les Charbons de bois ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que huit patars par Benne, ci. 8. patars.

XII. Les Charbons de Terre du Haynaut Espagnol, qui seront declarés au Bureau de Condé pour passer dans le Païs-Bas Espagnol, demeureront dechargés du Droit d'Entrée de cinq sols par Baril, porté par l'Arrêt du Conseil de France du 21. Decembre 1700. ensemble du payement des Droits de Sortie, & payeront seulement le Droit de deux sols six deniers par Wague dûs au Domaine de Sa Majesté Très-Chretienne à Condé, celui de dix-huit livres dix-sept sols six deniers par Batteau pour le Droit de la grande Ecluse, le droit de quatre livres dix sols, aussi par Batteau pour le Droit de l'Etat Major, & le Droit de peage appartenant à Monsieur le Comte de Solre de vint-quatre patars par Batteau, à la charge par lesdits Bateliers & Conducteurs de prendre aquit à caution au Bureau de Condé pour assurer la Sortie des Charbons de Terre par le Bureau & Ecluse de Tournay.

XIII. Les Camelots des Fabriques du Païs-Bas de la Domination d'Espagne, pourront entrer directement dans la Flandre Françoise, par les Burcaux de Lille, Menin, ou Valenciennes, & de la Flandre Françoise dans les autres Provinces du Royaume par les Bureaux de S. Quentin, Peronne & Amiens en payant pour tous Droits d'Entrée six livres par piece de vingt Aunes, à condition que chaque piece de Camelot portera au chef le nom du Fabriquant, & celui du lieu de sa demeure, avec un Plomb qui sera apposé par le Magistrat du même lieu portant d'un côté ces mots MANUFACTURE DE LA FLANDRE ESPAGNOLE. ANNO 1703.

XIV. Les Tapisseries des Manufactures du Païs-Bas Espagnol payeront aux Entrées de France, savoir:

Celles rehaussées d'Or, & d'Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant cent soixante livres, ci. 160. liv.

Et celles de pure Laine ou mêlée de soye, sans Or, ni Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant quatre-vingt livres, ci. 80. liv.

XV. Les Cuirs dorés des Fabriques du Païs-Bas Espagnol, payeront aux Entrées de France le cent pesant quinze livres, ci. 15. liv.

XVI. Les Dentelles de Fil des Fabriques de Malines, & autres lieux du Païs-Bas Espagnol, tant fines que communes entrant dans le Païs de l'obeïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne, payeront pour Droit d'Entrée, savoir celles destinées pour la Flandre & Haynaut François, à l'Entrée dudit Païs, la livre pesant dix-huit livres, ci. 18. liv.

Celles destinées pour les Provinces de l'étenduë des cinq grosses Fermes, & autres Provinces du Royaume, à l'Entrée des cinq grosses Fermes, la livre pesant vingt-cinq livres, ci. 25. liv.

XVII. Les Camelots, Tapisseries, Cuirs dorés, & les Dentelles des Fabriques du Païs-Bas Espagnol qui seront destinés pour la Flandre Françoise, aquiteront les Droits d'Entrée ci-dessus marqués aux Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes; lesdites Marchandises qui seront destinées pour les Provinces de l'étenduë des cinq grosses Fermes ou autres Provinces du Royaume, seront déclarées à l'un des Bureaux de Lille, Menin ou Valenciennes, & y prendront aquit à caution pour venir en aquiter les Droits aux Bureaux de S. Quentin, Peronne, ou Amiens.

Article Commun.

IL ne sera respectivement payé aucuns Droits d'Entrée ni de Sortie, conformement aux Traités de Nimegue & de Ryswick, pour les Marchandises qui seront transportées d'un lieu de la domination de France dans un autre lieu de la même domination en passant par les Terres enclavées dans la domination d'Espagne, ou d'un lieu de la domination d'Espagne dans un autre lieu de la même domination, en passant par les Terres enclavées dans la domination de France, à la charge de faire par les Marchands ou Voituriers les declarations necessaires, & de prendre les aquits à caution & passavans accoûtumés, & de rapporter au Bureau où la declaration aura été faite, certificat de Sortie des terres de la domination dont on aura emprunté le passage dans le tems qui sera marqué par l'aquit à caution à proportion du tems necessaire pour le trajet qu'il y aura à faire: sans qu'il soit payé aucun Droit pour la declaration, pour l'aquit à caution ou passavant, pour le certificat de Sortie, ni pour la décharge de l'aquit à caution, & sans que les Marchandises puissent passer par les Villes ni être déchargées sur les terres de la domination dont il aura été declaré que l'on emprunte le passage. Le tout suivant l'Arrêt du Conseil de France du 15. Novembre 1702. & suivant l'Arrêt du Conseil de Bruxelles du 23. Septembre 1702. attachez à ces presentes.

Transit pendant la Guerre.

ET pour faciliter davantage quant à présent le Commerce des Manufactures du Païs-Bas Espagnol, nous sommes encore convenus que les Marchandises desdites Manufactures, pourront être transportées par terre en Espagne & en Italie pendant la presente Guerre en passant au travers du Royaume de France sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, mais en payant seulement pour Droit de Transit deux & demi pour cent de la valeur, à condition que toutes les Marchandises des Manufactures de la Flandre Espagnole qu'on voudra faire passer par transit en Espagne, ou en Italie, seront transportées dans la Ville d'Anvers, où avant que

ANNO 1703. que d'être emballées, elles seront visitées par un Commissaire qui sera établi à cet effet de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour visiter les Marchandises, en tenir regître, plomber les Balles, Ballots ou Caisses, & pour donner des Certificats de la visite qu'il en aura faite, dans lesquels il exprimera aussi la qualité des Marchandises, le nombre des Pieces, des Balles, ou Caisses qui seront envoyées par chaque Marchand, le prix qui lui aura été declaré, ou dont il sera convenu avec les Marchands, & le port ou passage par lequel les Marchands auront declaré que les Marchandises devront sortir du Royaume.

Sur la representation du Certificat du Commissaire de France, & sur la reconnoissance des Plombs qu'il aura apposez aux Caisses, Balles, & Ballots, le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé à Maubeuge & Valenciennes, Lille, ou Menin, après que les Marchandises auront été declarées au premier Bureau de la Flandre Françoise, & qu'on y aura pris des aquits à caution pour aquitter les Droits auxdits Bureaux de Maubeuge, Valenciennes, Lille ou Menin; il sera pris aux mêmes Bureaux avec l'aquit du payement du Droit un aquit à caution pour le Bureau de l'extremité du Royaume marqué dans le Certificat du Commissaire d'Anvers, par lequel les Marchands ou Conducteurs s'obligeront de faire sortir les Marchandises specifiées dans le même Certificat, savoir par terre par les Bureaux du Pont de Bauvoisin & de Bayonne, & par mer par le Port de Toulon, par le Bureau de Septêmes pour Marseille, & par les Ports de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes & S. Malo, ensemble de raporter dans six mois au dos de l'aquit à caution, un Certificat de l'embarquement ou sortie des Marchandises hors du Royaume signé des Receveurs & Controlleurs du Bureau declaré pour la sortie à peine du double des Droits ordinaires. L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution seront representez & visez, & les Plombs reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui désigné pour la sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Les Marchandises qui ne seront pas accompagnées d'un Certificat du Commissaire qui sera établi à Anvers de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, ne jouïront point de la faculté du Transit, quoi que destinées pour Espagne ou pour Italie, & payeront en entrant dans les Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne les Droits d'Entrée établis, & en sortant les Droits de Sortie.

Les Marchandises venant d'Espagne & d'Italie, tant celles qui sont necessaires pour l'entretien des Manufactures du Païs-Bas Espagnol qu'autres provenant des retours des Marchandises qui seront envoyées par Transit du Païs-Bas Espagnol en Espagne ou en Italie, jouïront aussi, pendant la presente Guerre, de la faculté du Transit en payant pareillement pour tous Droits deux & demi pour cent de la valeur; à la charge qu'elles seront declarées, & les Balles, Ballots, ou Caisses plombées au premier Bureau d'entrée en France, où le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé, savoir par terre aux Bureaux du Pont de Beauvoisin, ou de Bayonne, & par Mer au Bureau de Toulon; à celui de Septêmes pour celles qui seront entrées par Marseille, & aux Bureaux de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes ou S. Malo, & de prendre à celui desdits Bureaux par où elles entreront, avec l'aquit du payement du Droit, un aquit à caution pour le dernier Bureau de Sortie des Terres de l'obéïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne; qui sera designé dans l'aquit à caution, lequel aquit à caution, ensemble le Certificat de Sortie de Marchandises par le dernier Bureau de Sortie, seront representez au Commissaire de Sa Majesté à Anvers, où les Marchandises de retour seront directement conduites à leur arrivée, avant que d'être distribuées dans les autres Villes du Païs-Bas Espagnol, pour être l'aquit à caution, & le Certificat de Sortie du dernier Bureau des Terres de l'obéïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne visez par le Commissaire, & en être aussi également tenu regître, & ensuite l'aquit à caution reporté au Bureau d'Entrée, où il aura été pris pour y être déchargé.

L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution qui auront été expediés pour les Marchandises de retour, seront representés & visés, & les Plombs des Balles; Ballots, ou Caisses reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui designé pour la Sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis. ANNO 1703.

Le present Traité aura lieu à commencer du premier Avril prochain: & pour plus grande seureté de l'execution d'icelui, Nous Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté Catholique.

Et Nous Dreux Luis Dugué Chevalier Seigneur de Bagnols avons aussi promis de le faire ratifier par Sa Majesté Très-Chrétienne. Fait à Bruxelles le quinziéme Mars, mil sept cens trois.

Le Comte de BERGEYCK. DUGUE' DE BAGNOLS.

LE ROI EN SON CONSEIL.

SA Majesté, a, par avis de son Conseil & à la deliberation de son Commandant Général de ce Païs, ordonné, comme elle ordonne par cette aux Conseillers & Admodiateurs Généraux, Receveurs, Controlleurs, Commis & Gardes des Droits d'entrée & sortie, & à tous autres à qui il peut toucher, de se regler ponctuellement selon le contenu dans le Traité ci-dessus. Si declare Sa Majesté en faveur des Fabriques de ce Païs, que ne sera levé aucun Droit de sortie sur les Manufactures qui seront envoyées par Transit de la Ville d'Anvers par la France en Espagne & Italie parmi prennant un Passavant des Officiers du Comptoir d'Anvers que les Caisses, Ballots & Tonneaux qui contiennent lesdites Marchandises des Fabriques, de ce Païs y ont été ficellez & plombez & declarez pour sortir par Transit par la France vers l'Espagne & l'Italie, lesquels Passavans les Conducteurs seront obligez de faire viser aux Comptoirs de leur passage & laisser au dernier Comptoir de la sortie du Païs, (où il leur sera donné un autre Passavant pour la sortie) & les Officiers dudit dernier Comptoir seront obligez de tenir un Regître separé desdits Passavans, & de les renvoyer tous les mois aux Officiers du Comptoir d'Anvers pour en tenir notice sur leur regître pour la verification de l'issue. Fait à Bruxelles le 2. d'Avril 1703. Etoit signé, EL MARQUES de BEDMAR. plus bas.

Comte de BERGEYCK.

XXXIX.

Fœdus offensivum & defensivum inter LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum*, ANNAM *Reginam Angliæ & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab unâ; &* PETRUM II. *Regem Lusitaniæ ab altera parte initum, Libertatis Hispaniarum asserendæ, communisque periculi totius Europæ avertendi, atque Jura Augustissimæ Domus Austriæ in Monarchiam Hispanicam vindicandi causâ. Olissipone 16. Maii* 1703. Cum SEPARATIS ARTICULIS *eodem die factis & firmatis.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande] 16. Mai.

CUM Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps LEOPOLDUS, Romanorum Imperator, & Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Guillelmus III. Magnæ Britanniæ quondam Rex; nec non Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Fœdus inter ſe iniverint Hagæ Comitis concluſum die ſeptimo Septembris anni milleſimi ſeptingenteſimi primi, quod poſt obitum prædicti Regis Sereniſſima ac Potentiſſima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina alacriter ſervandum ſuſcepit, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Petrum II. Portugalliæ Regem invitaverunt, ut in ejus Fœderis Societatem venire vellet, ipſa autem Sacra Regia Majeſtas Portugalliæ cum tam amica invitatione Dominorum Fœderatorum permota, tum etiam reputans Chriſtianiſſimum Regem Ludovicum XIV. poſtquam ipſe Neposque ejus, ex Sereniſſimo Delfino ſecundo loco natus ſecum

ANNO 1703. cum poſtrema percuſſerant Fœdera multa edidiſſe non modo ſigna, ſed etiam facta, quibus manifeſtè oſtendit ejus conſilia eo ſolum tendere, ut oppreſſa Gallico Dominatu Hiſpanorum Libertate, Hiſpaniæ Regna & Ditiones Provinciarum in modum Gallico Regno adjungat, quod non modo rei Luſitanæ perincommodum accidiſſet, ac periculi plenum, ſed etiam ceteris Europæ Regnis ac Nationibus; conſultiſſimum ac rectiſſimum fore ſtatuit, ſi ipſe pro virili conaretur commune diſcrimen avertere, Hiſpanosque finitiſſimam Gentem Luſitaniæque cognatam & ad eosdem auctores origines referentem, ab impotenti Dominatione aſſerere; præſertim cum verendum eſſet, ne & præſens & poſtera ætas conſilium improbaret Regis ortu & origine Hiſpani (nam & Luſitani Hiſpanorum nomine cenſentur) ſi Hiſpaniam commune natale ſolum graviſſimo ejus tempore deſeruiſſet, & quaſi imploranti opem atque ab illis quos genuerat repoſcenti amicam manum porrigere recuſaſſet: Itaque cum nihil de Jure Succeſſionis Hiſpaniæ deciſum fuerit Fœderibus inter ipſam Sacram Regiam Majeſtatem Portugalliæ Regemque Chriſtianiſſimum atque ejus nepotem initis, utpote quæ, non præjudicata eâ cauſâ id unum reſpiciebant, ut præbitâ aliquali opera pax & tranquillitas Hiſpaniæ ceteræque Europæ juvaretur, viſum fuit eidem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Regi Portugalliæ Fœdus inire cum eodem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe Leopoldo Romanorum Imperatore, ut cui Succeſſio Hiſpanica mortuo ſine liberis Catholico Rege Carolo hujus nominis ſecundo, gentilitio jure pactisque obvenerit, atque una cum ejus Fœderatis & in eam cauſam conſpirantibus, nempe cum Sereniſſima ac Potentiſſima Principe Anna Magnæ Britanniæ Regina & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum, ut conjunctis animis & viribus communi Securitati, Hiſpanorum Libertati, Legitimoque in Regna ſuccedendi juri quam firmiſſime conſulatur. Qua de cauſa ad id Fœdus ineundum Plenipotentias ſuas & Mandata dederunt ab una parte Sacra Cæſarea Majeſtas Domino Carolo Erneſto Comiti à Waldſtein Aurei Velleris Equiti, Conſiliario ſuo Arcano, ſuoque & Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum & Hungariæ Regis Camerario, ac Legato ſuo Extraordinario in Luſitania, Sereniſſima ac Potentiſſima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina Domino Paulo Methwen Armigero & Ablegato ſuo Extraordinario in Luſitania, Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Domino Francisco Schonenberg, ab altera vero parte Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Portugalliæ Rex Domino Nonio de Mello Alvares Pereira Conſanguineo ſuo Cariſſimo, Duci de Cadaval, Marchioni de Ferreira, Comiti de Tentugal, Domino Oppidorum de Povoa, de Sancta Chriſtina, Villa nova de Aruos, Noudar, Barrancos, Rabacal, Arega, Alvadaſere, Buarios, Arcobra, Carapito, Mortagua, Aqua de Peixes, Operat, Avermelia, Cereal, Commendatario de Grandola in Sodalitio Equitum Jacobenſium, in Aviſienſium vero de Noudar & Barrancos, Palatini Senatus Præfidi, hac in Urbe Regia totaque Regione Eſtremadura equeſtrium ac pedeſtrium Copiarum Magiſtro, ſuæ Sacræ Regiæ Majeſtati immediato, Statusque Conſiliario; & Domino Emanueli Telles de Silva Marchioni de Alegrete, Comiti Villar Majorio, in Sodalitio Equitum Chriſti Commendatario Sancti Joannis de Alegrete, & Trapetorum de Soure; in Aviſienſium vero Collegio Commendatario Sancti Joannis de Moura, & Sanctæ Mariæ de Albufeira, Triumviro Fiſci Moderatori, primæ admiſſionis Cubiculario, Sacræ Regiæ Majeſtatis ſuæ ejusque Status Conſiliario &c; Domino Francisco de Tavora Comiti de Alvor, Domino Oppidi de Albuta, Pinelli Præfecto in Chriſti Equitum Sodalitio Commendatario de Sancto Andrea de Reixeda, Porto Sancto, Sancta Maria duarum Eccleſiarum, & Sancto Salvatore de Baſto, Præſidi Conſilii Transmarinis rebus præpoſiti, Statusque Conſiliario &c. Domino Roquo Montegro Paim, Domino de Alva, Villa Cains & Refryos, in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Campanana, & Sanctæ Mariæ de Germinde, Conſiliario & Secretario ejusdem Sacræ Regiæ Majeſtatis, & Domino Joſepho de Faria publico totius Regni Tabulario præpoſito, Regni Hiſtoriographo Maximo, Regiæque Signaturæ Secretario, & Conſiliario ſummæ dictæ Sacræ Regiæ Majeſtatis, qui quidem Plenipotentiarii virtute prædictarum Plenipotentiarum reſpective ſibi conceſſarum (quæ priusquam huic Tractatui ſubſcriberent perpenſæ & excuſſæ ſunt, & pro legitimis ac ſufficientibus habitis commutatæ) re diligenter matureque deliberata Dominorum ſuorum altiſſime memoratorum nomine, in Capita ſive Articulos ſequentes convenerunt & conſenſerunt. ANNO 1703.

I. Tres Potentiæ Fœderatæ alte memoratæ una cum Sacra Regia Majeſtate Luſitaniæ operam conferent unanimiter, ut Sereniſſimus Archi-Dux Carolus Filius ſecundo genitus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis immittatur in poſſeſſionem totius Hiſpaniæ, prout illam Rex Catholicus Carolus ſecundus poſſidebat, cum eo tamen temperamento, ut Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ non teneatur Bellum facere offenſivum præterquam in ipſâ Hiſpania.

II. Ad id autem Bellum offenſivum in Hiſpania faciendum Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ non tenebitur habere & alere de ſuo plus quam duodecim millia Peditum & Equitum tria millia, quos educere in aciem debeat.

III. Præterea Sacra Regia Majeſtas leget tredecim millia Militum Luſitanorum, ut ſint in univerſum Luſitanæ Copiæ duo de triginta millia militum, quorum quinque millia Equites erunt, viginti tria millia Pedites.

IV. Ex his tredecim millibus Militum nempe undecim millibus Peditum & duobus millibus Equitum, ipſa undecim millia Peditum congruentibus armis ornabuntur, quæ ad rem Domini Fœderati præbere debent, inſuperque etiam pro auctario ipſorum Militum cauſa duo millia armorum.

V. Domini Fœderati tenebuntur dare Sacræ Regiæ Majeſtati Luſitanæ decies centena millia Philippæorum argenteorum Monetæ Hiſpanicæ, ſive ut vulgo vocant millionem Patacarum ſingulis annis, quibus Bellum extiterit ad ſumptum ſupra dictorum tredecim Millium militum tum in ſtipendia, tum etiam in alias omnes impenſas, quarum ipſis opus fuerit tam in ſtativis, quam in agmine.

VI. Solutio horum decies centenorum millium Philippæorum argenteorum Hiſpanicæ Monetæ, ſive ut vulgo vocant millionis Patacarum, fiet per penſiones, per omnes anni menſes æqualiter diviſas, nempe quæ pars ad ſtipendia tredecim millium Militum ſpectat à permutatione Ratificationum incipiet, idque pro rata portione, quæ competat ad eum numerum Militum, qui jam lecti fuerint & ſubinde legentur; quod autem ad eam partem hujus millionis ſpectat, qui ad ſumptus extraordinarios Exercitus ex ſtativis educti pertinet, incipiet ejus ſolutio ex quo primo die ex ſtativis Copiæ educentur. Cautum tamen eſt ad ſolutionem primæ partis hujus millionis paratas fore ſemper Oliſipone duorum menſium penſiones; ad ſecundæ autem partis hujus millionis ſolutionem cum primum Exercitus ex ſtativis educetur, duorum menſium penſiones in anteceſſum dabuntur, quæ non imputabuntur, niſi poſtremis duobus anni menſibus.

VII. Quod ſi evenerit, ut Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ tota ſupra dicta tredecim millia Militum non legerit, ex hac Patacarum millione ea pars ſtipendiorum imminuetur, quæ ad eum numerum congruat Militum, qui re ipſa lecti non fuerint.

VIII. Præter ſupradicta decies centena millia Philippæorum argenteorum, Hiſpanicæ Monetæ, ſive millionem patacarum, quæ ſingulis annis præbere Domini Fœderati debent in ſolutionem tredecim millium Luſitanorum Militum, prout præfertur, tenebuntur etiam præbere Sacræ Regiæ Majeſtati Luſitaniæ quinquies centena millia Philippæorum argenteorum ſive quinquies centena millia Patacarum ad apparandum Exercitum, & reliqua quæ opus fuerint, hoc priore anno, eamque argenti ſummam tempore Ratificationis hujus Fœderis tradent.

IX. Præbebunt etiam Domini Fœderati, & hoc in Regno Luſitaniæ parata ſemper habebunt, omnibus, quibus Bellum duraverit annis duodecim millia externorum Veteranorum Militum, decem ſcilicet Peditum millia, mille Equites levis armaturæ, milleque Dimachas quos Dragones vocant, quæ quidem duodecim millia Militum non ſolum ſubinde impendio ſuo ſupplebunt, prout neceſſe erit, ſed armare etiam, & ære ſuo eis ſolvere quidquid ipſis opus fuerit, cum ad ſtipendia, quæ merebunt tam in ſtativis quam extra ipſa, tum ad militarem panem Militibus præbendum, paleam & hordeum equis, qui quidem panis,

ANNO 1703. nis, palea & hordeum eisdem pretiis præbebitur quam propriis Militibus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ præberi solet & reapse præbetur; idque ministerio & curâ ejus Generalium Quæstorum, atque Officialium, ita tamen ut Sac. Reg. Maj. Lusitaniæ nullam omnino impensam in prædictas Copias exteras facere debeat, neque ipsis quidquam præbere, præterquam valetudinaria & vehicula, quæque ad valetudinaria & rem vehicularem pertinent.

X. Sacra Regia Majestas Lusitaniæ bis mille equos in Lusitania præbebit ære Dominorum Fœderatorum emendos ad instruendas exteras ipsorum Copias, ita ut pro singulis equis Militibus attribuendis quadraginta millia Regalium Monetæ Lusitaniæ solvant, sive ut vocant, quadraginta millia *Reis*. Pro equis vero, qui Officialibus attribuentur, sexaginta millia Regalium ejusdem Monetæ, sive, sexaginta millia *Reis*; quibus etiam pretiis ceteros omnes equos præbebit, quos pro copia & facultate Regni ab ipsa desideraverint, Domini Fœderati ad augendum Equitatum.

XI. Una cum supra dictis duodecim externorum veteranorum Militum millibus ære sumptuque Fœderatorum apportari debent, decem ænea Tormenta magni modi suis aptata vehiculis cæteroque apparatu ad usum agminis necessario instructa præterquam mulis, quibus trahentur.

XII. Ad hoc cum armis ad armanda undecim millia Lusitanorum ex tredecim millibus, quæ Sac. Reg. Majestas Lusitaniæ legere debet, apportabuntur etiam alia decem ænea Tormenta suis aptata vehiculis ea magnitudine, quæ ad globos competat a duodecim usque ad viginti quatuor libras; atque hæc Tormenta simul cum armis pro undecim millibus Lusitanorum Militum propria fient Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ, ita ut repeti ab ea non possint, nec eorum pretium exigi.

XIII. Tenebuntur Domini Fœderati statim apportanda curare suo ære empta quatuor millia quintalium nitrati pulveris, quorum singula quintalia centum duodetriginta libras explent ponderis Lusitanici ad usum expeditionis hujus prioris anni, singulis autem sequentibus annis, quibus Bellum duraverit, alia quatuor millia quintalium pulveris nitrati suo item ære empta, prius quam Copiæ ex stativis educantur, apportanda curabunt.

XIV. Mittent etiam Domini Fœderati statim cum externo Milite duos Præfectos, sive Magistros Campi Generales, qui sint ea dignatione, ut jam munere Sub-Præfecti, sive Tenentis Generalis functi sint, de quibus Majestas sua, qualesnam sint, prius edocebitur; quatuor Aciei Instructores, sive Sergentos Majores prælii; quatuor Officiales Equitatus, qui in eo Commissariorum munere fungantur; duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Magistri Campi Generales, duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Generales rei tormentariæ; duodecim Architectos militares; quadraginta Tormentorum Libratores; decem ignium Artifices, viginti Cuniculorum fodiendorum peritos; quibus universis Domini Fœderati de suo solvent eodem modo, quo duodecim millibus externi Militis solvere tenentur.

XV. Universæ externæ Copiæ, quas Domini Fœderati mittere & conservare in Lusitania debent, subjectæ erunt non solum Majestatis suæ Lusitanæ supremis Imperiis, sed etiam Præfectorum ejus sive Generalium atque etiam Officialium, qui ob munus, quod obierint, ipsis superiores fuerint. Cæterum ob rupta imperia, crimina & flagitia, quæ committent, per Præfectos sive Generales & Auditores Generales Exercitus plectentur, prout plectuntur, aut plectentur more Militiæ ipsimet Lusitani, maxime propter ea, quæ ad violationem rerum ad Religionem spectantium pertinebunt.

XVI. Domini Fœderati facultatem præbebunt auxilium & adjuvamentum omne redemptoribus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ ad extrahendum ex suis Portionibus & Terris omnem nitratum pulverem, tela, annonam, ceteraque omnia Belli Instrumenta atque omnes apparatus, tum maritimos, tum terrestres, quæ ab illis desiderabuntur, idque eisdem pretiis, quibus ea suum in usum comparare consueverint iidem Domini Fœderati & absque ulla pretii immutatione.

XVII. Potentiæ maritimæ tenebuntur habere & conservare in ora maritima Lusitaniæ & in Portibus ejus competentem Navium Bellicarum numerum, ad ipsam oram Portusque tuto ab hostili vi defendendos; Commerciumque & Classes Emporeticas, ita ut comperto, vel etiam intellecto, posse Portus ipsos & Classes prædictas majore vi hostili invadi, teneantur iidem Domini Fœderati prius quam casus ejus invasionis eveniat, eum Bellicarum Navium numerum in Lusitaniam mittere, qui par sit, atque etiam superior Navibus viribusque hostium, qui in Portus aut Classes prædictas invadere meditabuntur. Ad subitos autem casus, qui evenire possunt abscedentibus ab ora Portubusque Lusitaniæ dictorum Dominorum Fœderatorum Navibus ipsi Domini Fœderati ita facere tenebuntur, ut his in Maribus aut in Portibus eæ Naves maneant, quarum opus esse Sacra Regia Majestas Lusitaniæ judicaverit. ANNO 1703.

XVIII. Quod si quæ Potentiæ in transmarinis Lusitanorum Provinciis aut Ditionibus Bellum inferant, aut si Sacra Regia Majestas Lusitaniæ id hostes meditari cognoverit, Domini Fœderati Sac. Regiæ Majestati Lusitaniæ tantum Bellicarum Navium præbebunt, quantum par competensque fuerit ad hostiles Naves, atque etiam superius, ita ut eis non solum possit obsisti, sed id etiam Bellum impediri, aut irruptio quamdiu Bellum duraverit & occasio postulaverit. Si vero hostes aliquod Oppidum ceperint, Locumve occupaverint, quem muniunt in prædictis transmarinis Provinciis & Ditionibus, hæc auxilia continuabunt donec integre recuperetur id Oppidum, aut Locus plurave Oppida & Loci si capta fuerint.

XIX. Omnes auxiliares Naves Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ Imperiis subditæ erunt, ut ea agant, quæ ipsis imperata fuerint à Majestate sua. Quod si in Provincias Transmarinas, Lusitanorumque Ditiones proficiscuntur, ea etiam agent, quæ Sacræ Regiæ Majestatis suæ nomine per Proreges ejus & Gubernatores ipsis injuncta fuerint.

XX. Cum vero hæ Naves auxiliares duarum Potentiarum quacunque occasione casuve cum Lusitanis Navibus conjungentur, Præfectus Classis Naviumve Lusitanarum cui jus ferendi sit vexilli, signa dabit, & ad Bellicum Consilium convocabit, quod in ipsa Lusitana Prætoria habebitur, & per ipsum Classis Lusitanarumve Navium Præfectum expedientur imperia ad ea exequenda, quæ in Consilio deliberata fuerint, quæ ipsi Præfecti auxiliarium Navium exequentur unusquisque suis Navibus.

XXI. Neque Pax neque Induciæ fieri poterunt, nisi mutuo consensu omnium Fœderatorum, neque ullo tempore fient, manente in Hispania Secundo Genito Regis Christianissimi ex Delfino Nepote; quolibetve alio Principe ex stirpe Gallica, & quin Lusitana Corona integre possideat & dominetur omnibus Terris, Regnis, Insulis, Statibus, Ditionibus, Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, eorumque Territoriis & annexis, quæ nunc tam in Hispania, quam extra ipsam habet.

XXII. Eodem modo etiam Pax fieri non poterit cum Rege Christianissimo, nisi ipse cedat quocunque Jure, quod habere intendit in Regiones ad Promontorium Boreale vulgo *Caput de Nort* pertinentes & Additionem Status Mararconii spectantes, jacentesque inter Fluvios Amazonum & Vincentis Pinsonis, non obstante quolibet Fœdere, sive provisionali sive decisivo inter Sacr. Reg. Majestatem Lusitaniæ & ipsum Regem Christianissimum inito super possessione jureque dictarum Regionum.

XXIII. Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam Hispaniæ dominabitur, Sacr. Regiæ Majestati Lusitaniæ Indicæque Societati solvet quidquid Corona Hispaniæ ipsis solvere tenebatur ex vi Transactionis cum ipsa initæ, perinde ac si cum eo re ipsa inita fuisset, transactis in ipsum omnibus Obligationibus & Conditionibus ejus, ut eas exacte observet, curetque ut solutiones fiant iisdem Temporibus in ea expressis, nempe prima solutio in Adventu primæ Classis Indicæ aut Classiculæ, quæ in Hispaniam appulerit, postquam in ipsa dominabitur prædictus Sereniissimus Archi-Dux, Secunda vero in Adventu Secundæ, ceterisque rebus satisfaciat, quæ in prædicta Transactione continentur, ita ut Corona Lusitaniæ Indicaque Societas omnia consequatur, quæ vi prædictæ Transactionis consequi debebat. Sacra autem Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii sese obligant tanquam Guarantes Serenissimum Archiducem contentis in hoc Articulo satisfacturum.

XXIV. Serenissimus Archi-Dux Carolus huc in Lusitaniam appellet, & descendet in eam cum omnibus auxiliis, quæ Domini Fœderati mittere debent,

ANNO 1703. prout in hoc Fœdere pactum & conventum est; neque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ tenebitur Bellum inferre, nisi egresso in Lusitaniam Sereniſſimo Archiduce, appulsisque ad eam omnibus auxiliis tam hominum, quam Navium.

XXV. Cæterum quam primum Sereniſſimus Archidux in Lusitaniam advenerit eum Sacra Regia Majestas Lusitaniæ agnoscet & habebit pro Rege Hispaniæ, prout ipsam Carolus II. Rex possidebat, ita tamen, ut Sac. Reg. Majestati Lusitaniæ prius juridice innotescat jus illud quo sit Rex Hispaniæ in eum legitimo modo cessum & translatum esse.

XXVI. Eo ipso tempore, quo Sacra Regia Majestas Lusitaniæ Bellum illatura erit, Potentiæ maritimæ valida Classe irrumpere tenebuntur in oram Hispaniæ, eamque pro virili infestam reddere, ut hostium vires distrahantur, eoque proclivior factu reddatur expeditionis summa.

XXVII. Eadem de causa tenebuntur Domini Fœderati aeriter Bellum inferre tam in Belgio & Superiore Rheni parte, quam in Italia eo ipso tempore, quo a Lusitania inferenda erunt arma in Hispaniam, idque deinceps eo modo continuabitur cæteris annis, quibus Bellum duraverit.

XXVIII. Cautum est, ne ullo unquam tempore dictis Potentiis liceat petere aut prætendere à Corona Lusitaniæ sumptus & expensas, sive universas, sive partem aliquam, quæ fient auxiliorum causa ipsi suppeditandorum ex hujus Fœderis vi, tam terrestrium Copiarum stabilium & Navium auxiliarium, quam pecuniæ, armorum, nitrati pulveris, Tormentorum & quorumlibet aliorum, quamvis de eo cautum non sit, omnibus & singulis hujus Fœderis Capitibus, sive Articulis, in quibus hæc auxilia paciscuntur, cum in aliquo tamen eorum ea de re speciatim caveatur.

XXIX. Tractatus hic confirmabitur & ratihabebitur legitima ac debita forma per alte memoratos Dominos ipsorum Plenipotentiariorum, ipsæque Ratificationes commutabuntur Olisipone intra trium mensium spatium à subscriptione ejus.

In quorum omnium Fidem ac Testimonium Nos supra memorati Plenipotentiarii Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii hoc Instrumentum manibus nostris subscripsimus, appositisque Insignium Nostrorum Sigillis munivimus. Ipse vero Dominus Plenipotentiarius Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ vitandæ controversiæ causa, quæ est de loci prærogativa inter Coronas Lusitanam & Britannicam, pro more consuetudineque inter utramque Coronam observata, separatim alia Instrumenta ejusdem tenoris subscripsit & Sigillo appositio munivit. Olisipone die decimo sexto Maji Anni Domini millesimi septingentesimi tertii.

(L. S.) C. DE WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

Articuli Secreti & Separati.

CONSULTUM visum fuit, ut Secreti essent duo Articuli inferiores scripti ad Fœdus offensivum spectantes hoc ipso die subscriptum & obsignatum, ab una parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ab altera vero parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Regiæ Majestatis Portugaliæ, cum eo tamen, ut non minorem firmitatem habeant, sed eodem valore & validitate gaudeant, tanquam pars integrans & substantialis ejusdem Fœderis Offensivi.

I. Cautum est, ut Sereniſſimus Archi-Dux Carolus postquam in ipsum cessum & translatum legitime fuerit jus, quo sit Rex Hispaniæ & Indiarum Occidentalium, prout ambo hæc Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat, cedat, donetque Sacræ Regiæ Majestati Lusitaniæ Oppida Pacem Augustam, sive Badajos, Albuquerque, Valenciam, & Alcantaram in Regione Estremadura, & Oppida Guardam, Tuy, Bajonam & Vigum in Regno Galiceæ, eaque omnia Oppida, Urbes & Castella cum agro singulis attributo, prout ad singula eodem spectat, eodemque modo, quo in præsenti habetur. Quæ quidem cessio & donatio fiet Coronæ Portugaliæ in perpetuum, ut ea omnia Oppida, Urbes & Castella, sicut præfertur, eodem Jure, proprietate & supremo Dominio habeat, quo illa omnia prædictus Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat.

II. Præterea Sereniſſimus Archi-Dux eodem tempore & modo tenebitur cedere & donare Sacræ Reg. Majestati Lusitaniæ, ut ipsius Regni Coronæ in perpetuum fiat, omne & quodvis jus, quod habebat & habere poterat in Regiones ad ripam Borealem Fluminis Argentei, sive de Plata sitas, ut illa Americæ Dominia utriusque Coronæ prædicto argenteo Flumine dividantur, eosque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ habere & præsidiis suis occupare possit, tanquam supremus & verus eorum Dominus, non aliter quam ceteras ejus Dominiorum, non obstante quolibet Tractatu tam provisionali quam decisivo cum ipsa Corona Hispaniæ sancito. In quorum omnium fidem &c.

(L. S.) C. WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETTE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

Declaratio præliminaris à Comite Waldenſtenio & Amirante Caſtellæ nomine LEOPOLDI *Cæſaris & Caroli III. Hiſpaniarum Regis facta, circa tertiam partem Subſidiorum & Munitionum Regi Luſitaniæ, Fœderis cauſa promittendarum. Oliſſipone 2 Maii* 1703. Cum RATIHABITIONE *Cæſarea. Datum Viennæ die 9. Septembris* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande.]

NOS LEOPOLDUS Divina favente clementia electus Romanorum Imperator ſemper Augustus ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum facimus & teſtamur quod cum ſub concluſionem Fœderis inter nos, Sereniſſimam Potentiſſimamque Principem Dominam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam: uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex una: Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Petrum Secundum Luſitaniæ & Algarbiæ Regem ex altera parte die decimo ſexto præteriti menſis Maii Olyſipone initi Legatus noſter ibidem Extraordinarius Comes à Waldſtein una cum Amirante Regni Caſtellæ ad ſummovendas difficultates quæ circa tertiam Subſidiorum, Armorum & Munitionum Regi Luſitaniæ promiſſorum exortæ Fœderis iſtius ſubſcriptionem ex parte Miniſtrorum Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinum Uniti Belgii vidébantur remoraturæ, ſequentem ediderit Declarationem.

Los Miniſtros Plenipotenciarios de las dos Potencias maritimas que ſe hallan en eſta Corte de Lisboa,

ANNO 1703. boa, han expreſſado repetidas veces las conſiderables ſumas que les piden Portugeſes, para entrar en la Liga y que despues de haver puesto la mayor y mas continuada ſolicitud en que ſe rebaxaſſen mucho las que propuſieron en el Projecto ſiempre quedan inſoportables los ſocorſos que por ultima reſolucion quieren para entrar en la Liga, anadiendo que les ſara ympoſſibile firmar con tanto diſpendio de ſus Amos eſte tradato ſi ſu Mag^d. Ceſarea y el Señor Rey Don Carlos III. no ſe obligaſen à que la Monarquia de Eſpaña que es la Principal ynteresada contribuira con la terzera parte de dichos Subſidios, Armas y Municiones que ſe dieren a Portugal para eſta Alianza y conſtaren del Tradato con ellos, obligandoſe ambas Potencias a ſuplir eſta terzera parte mientras la Monarquia de Eſpaña no eſta en aptitud de concurrir con ella, con la condicion de que aya de ſatisfazerla quanto antes pueda deſpues de hallarſe el Señor Rey Carlos III. en la poſſeſſion del Reyno de Eſpaña, y haviendo conſiderado el Conde de Waldſtein Embaxador Extraordinario en eſta Corte por ſu Mag. Ceſarea y ſu Plenipotenciario en el Tratado de eſta Liga, y el Almirante de Caſtilla que ſin eſta circunſtancia peligrata un Tratado que eſta ſuma de las coſas para el fin deſeado, y tan de la mayor importancia al ſervicio y exaltacion de la Aug^ma. Caſa que abierta eſta puerta entra con tanto mayor brevedad y ſeguridad a la Succeſion Hereditaria de ſu Monarquia Eſpañola, y que por otra parte las razones, que alegan dichos Miniſtros Plenipotenciarios de las Potencias Maritimas ſon tan juſtificadas y conbenientes les ha parecido muy puesto en razon, mas como les falta poderes para tratar con las Potencias Maritimas no han podido obligarſe formalmente a ello, pero no dudan que ambas Mag^es. Ceſarea y Catholica ſe dignaran de aprobar eſto mismo que eſtan de ſu Real Servicio, y en fée de ello firmaron la preſente y corroboraron con el Sello de ſus Armas. En Lisboa à 2 de Mayo de 1703.

(L. S.) El Conde de Waldstein.

(L. S.) El Almirante de Castilla.

NOs eandem confirmaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, approbamus etiam illam & ratam habemus, Promittentes verbo noſtro Cæſareo illam non ſolum a Sereniſſimo Filio noſtro Secundo-genito ſtatim atque à nobis Succeſſor Monarchiæ Hiſpanicæ publice declaratus fuerit, approbatum: ſed etiam deinceps bona fide ſervatum & impletum iri. In cujus rei majus robur hanc paginam manu noſtra ſubſcriptam Sigillo noſtro Cæſareo muniri juſſimus. Dabatur in Urbe noſtra Viennæ die nona Septembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum Romani quadrageſimo ſexto, Hungarici quadrageſimo nono, Bohemici vero quadrageſimo ſeptimo.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. A. C. à Kaunitz.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

Ratificatio ejuſdem Declarationis per Carolum III. *Hiſpaniarum Regem Catholicum Viennæ die 13. Septembris* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande.]

NOs Carolus Tertius Dei Gratia Rex Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, Utriuſque Siciliæ, Hieroſolymorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Gallæciæ, Majoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gadium, Inſularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularumque & Terræ Firmæ Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Athenarum & Neopatriæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriæ, & Molinæ Dominus.

ANNO 1703. Notum facimus & teſtamur quod cum Tranſlationi Hiſpanicæ Monarchiæ ab Auguſtiſſimo Imperatore Domino & Parente noſtro colendiſſimo, uti & Sereniſſimo Principe Domino Joſepho Romanorum ac Hungariæ Rege Chariſſimo Fratre noſtro Primogenito in nos heſterna die ſolemniter factæ, ea conditio addita & a Nobis acceptata ſit, ut omnes Conventiones ratas habeamus quæ ad vindicandam ejusdem Monarchiæ poſſeſſionem Sacra Cæſarea Majeſtas iniverit, atque inter alias nobis exhibita fuerit Declaratio quædam ab ejusdem Miniſtro & Extraordinario in Aula Luſitanica Legato, Comite a Waldſtein, nec non ab Amirante Regni Caſtellæ Olyſipone facta & à Sacra Cæſarea Majeſtate approbata tenoris ſequentis.

Nos Leopoldus &c.
(*Fiat Inſertio.*)

Nos Sacræ Cæſareæ Majeſtatis verbum in omnibus implere ejusque fidem liberare cupientes, prætactam Declarationem & Promiſſionem Cæſaream gratam ratamque habuerimus, prout eam hiſce gratam ratamque habemus & promittimus, nos illam accurate obſervaturos &, juxta illius tenorem Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii bona fide ſatisfacturos eſſe. Harum vigore Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigillo noſtro Regio munitarum, quæ dabantur Viennæ Auſtriæ die decima tertia menſis Septembris Anno poſt Nativitatem Salvatoris noſtri milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum primo.

CAROLUS.

(L. S.)

XL.

Decretum Auguſtiſſimi Cæſaris Leopoldi I. *Sereniſſimo* Rainaldo, *Mutinæ Duci datum de plenaria ejus Reſtitutione in priſtinum ſtatum nec non de damnis ſuæ Celſitudini illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus reſarciendis. Viennæ die 9. Julii* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale, en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 9. Juillet.

NOs Leopoldus &c. (tit.) notum teſtatumque facimus, quod cum nobis Sereniſſimus Rainaldus Mutinæ & Regii Dux, Princeps Corregii, Marchio Eſtenſis, Rhodigii & Carpi Comes, Conſanguineus & Princeps noſter Chariſſimus per ſuum ad Aulam noſtram Ablegatum Extraordinarium Carolum Antonium Giannini decenter expoſuerit, ſe cum ob traditum nobis Fortalitium Bercellenſe, teſtatamque in noſtris & S. R. I. Bonique Publici rationibus promovendis conſtantiam, tum ob neglectas Regis Franciæ minas promiſſionesque, una cum Provinciis Subditisque ſuis, in maximas anguſtias redactum, quin imo illis non minus, quam & ipſismet alimentis ſpoliatum & deſtitutum eſſe, ac proinde tam in Univerſalibus Pacis Tractatibus ſui rationem haberi, demiſſe petierit, ut de plenaria in priſtinum ſtatum reſtitutione, reſarciendisque non minus illatis quam inferendis porro hujus Belli tempore, damnis ſecura eſſe queat Dilectio ſua; Nos benevole perpendentes conſtantiſſimum ejusdem erga nos Sacrumque Romanum Imperium, & Auguſtam Domum noſtram intemeratæ fidei & obſervantiæ, nec non publicæ rei promovendæ ſtudium, & præterea conſiderantes hocce deſiderium æquitati conſentaneum eſſe, conſtituimus & declaravimus, nos pro parte noſtra non ſolum omnibus viribus anniſuros, ſed & apud Fœderatos noſtros impenſe curaturos, ut in Pacis prædictis Tractatibus Sereniſſimus Mutinæ & Regii Dux in priſtinum ſtatum omnino reſtituatur, juſtaque ei & debita indemnitas præſtetur. Harum teſtimonio Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione munitarum. Dabantur in Civitate noſtra Vienna nona menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum &c.

ANNO 1703. $\frac{1}{11}$. Août.

XLI.

Fœdus inter ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam*, CAROLUM XII. *Sueciæ Regem*, *& Ordines Generales* UNITI BELGII *pro mutuæ ſecuritatis conſervatione initum. Hagæ Comitum die* $\frac{1}{11}$. *Auguſti* 1703.

CUM Sacra Regia Majeſtas Magnae Britanniae atque Celſi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii colendae cum Sacrâ Regiâ Majeſtate Sueciae ſincerae Amicitiae & Fœderum cum eadem ſibi intercedentium religioſe ſervandorum apprimè ſtudioſi hoc quidem rerum temporisque habitu pro bono publico & cauſâ communi neceſſarium exiſtimaverint, adhuc arctius cum altiſſimè memorata Sacra Regia Majeſtate Sueciae ſeſe devincire, quo cura conſiliiſque ſociatis eo maturius tranquillitas Europae reddi & reſtaurari poſſit, atque viciſſim Sacra Regia Majeſtas Sueciae non minori deſiderio teneatur propiorem cum Sacra Regia Majeſtate Magnae Britanniae & Dominis Ordinibus Generalibus conjunctionem ineundi & publicae tranquillitatis modo ſecuro & in futurum ſtabili unitâ cum ipſis opera reducendae. Cumque eum in finem alte memoratae Sacrae Regiae Majeſtates & Domini Ordines Generales Plenipotentiarios Suos nominaverint & Mandatis neceſſariis inſtruxerint: Scilicet Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Duodecimus Dei Gratia Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiae; Dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae & Vandaliae; Princeps Rugiae; Dominus Ingriae & Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae, & Montium Dux &c. Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum, Dominum, Dominum Nicolaum Comitem de Lillienrooth, Sacrae Suae Regiae Majeſtatis Senatorem & Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium, nec non Academiae Pernavienſis Cancellarium: Sereniſſima & Potentiſſima Princeps & Domina, Domina, Anna Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defenſatrix Joannem Ducem & Comitem de Marlborough, Marchionem de Blandfort Baronem Churchill de Sandrige & Aimouth, Sacrae Regiae Suae Majeſtati a Conſiliis intimis, Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Equitem, Rei Tormentariae Praefectum, Copiarum Regiae Suae Majeſtatis terreſtrium Ducem, Summum Exercitus ejus in Belgio Generalem, & memoratae Sacrae Regiae Majeſtatis Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium; & Celſi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, Dominos, Dominos Joannem ab Eſſen Civitatis Zutphanienſis Conſulem; Allardum Merens Civitatis Hornanae Senatorem & Conſularem, Anthonium Heinſium Dominorum Ordinum Hollandiae & Weſt-Friſiae Conſiliarium & Syndicum, eorundem Magni Sigilli Cuſtodem & Feudorum Praeſidem; Guilielmum de Naſſau Dominum de Odyk, Gortgene &c. Godard: Guilielmum de Tuyl de Seraskerk, Dom. de Welland. Nederhorſt, Berg Hoeſtwaar Aſcriptum ex primo Ordine in Conſeſſu D. D. Ordinum Provinciae Ultrajectinae; Auguſtinum Lyklama a Nyeholt, Dioceſeos Opſter-Landiae in Friſia Grietmannum; Burchardum Juſtum a Welvelde in Bukhorſt & Molekate Toparcham in Tallik & Vekate Yſſelmuydani agri Satrapam; & Petrum Joannem de Steenhuyſe reſpective Dominorum Ordinum Gelriae, Hollandiae & Weſt-Friſiae, Zelandiae, Ultrajecti ad Rhenum, Friſiae, Tranſyſulaniae, & Groningae & Omlandorum ad Conventum altè memoratorum Ordinum Generalium Deputatos, qui collatis conſiliis in ſequentes conditiones convenerunt.

I. Priora Fœdera per praeſens, iis tanquam fundamento ſuperſtructum, diſertè renovata & confirmata cenſeantur.

II. Cum hujus Tractatus praecipuus ſcopus ſit Amicitiam inter ſummos Paciſcentes magis magisque corroborare, hi mutuò ſibi promittunt, quod alter alterius commoda & utilitatem omni meliori modo promovere, damna verò avertere, & quaſcunque ſibi compertas molitiones & noxia alterutri conſilia praevenire eidemque ſincera fide aperire velit.

III. Porrò invicem ſeſe obſtringunt, quod nullo prorſus modo, neque directè neque indirectè hoſtibus alterutrius ſive praeſentibus ſive futuris auxilium ferre vel Partes eorum quacunque aliâ viâ fovere velint. ANNO 1703.

IV. Sacra Regia Majeſtas Sueciae ſigillatim promittit, quod ſimul ac Pax cum Rege Poloniae & Moſcorum Czaro inita fuerit, vel citius etiamſi fieri poſſit, Sereniſſimae Reginae Magnae Britanniae & Celſis ac Praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii ſi requiſita ab eis fuerit decem mille Militum auxilio eis aderit, & ſi acciderit eos urgente quadam neceſſitate dictis Copiis indigere antequam utraque haec Pax coaleſcere potuerit, Sacra Regia Majeſtas Sueciae nihilominus eaſdem eis exhibebit, ſi modò ullatenus rationes ejus id fieri permittant, quae quidem Copiae, quas, ſivè in totum ſivè ex parte, praeſtari contigerit, ſumptibus Angliae & Uniti Belgii ſuſtentabuntur, hac quidem adhibita diſtinctione, ut Regia Majeſtas Sueciae ſi demum ab omni Bello undequâque libera eas exhibeat, ſimplici earundem ſuſtentatione ſit contenta: quod ſi verò adhuc dum Bello Polonico & Moſcovitico vel alterutro eorum eſſet involuta, ſive etiam novus Ipſi hoſtis emergeret, eo caſu Magnae Britanniae Regina & Domini Ordines Generales praeter ſuſtentationem, tenebuntur ſolvere pretium conductionis (*la levée*) eo modo, de quo cum aliis ut plurimum tranſactum eſſe intelligetur, reſervata de caetero Sacrae Regiae Majeſtati Sueciae facultate Copias ſuas revocandi ſi Ipſamet hoſtiliter laeſam eis indigere evenerit.

V. Neuter Pacem niſi cum alterius Fœderati participatione & incluſione inibit, ſi illud requiſiverit.

VI. Praeſens Fœdus defenſivum ejusdem durationis erit cum Fœdere anno milleſimo ſeptingenteſimo inito.

VII. Ratihabebitur hoc Fœdus intra ſpatium duorum menſium vel citius ſi fieri poterit & Ratificationum tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur.

In quorum fidem Nos ſupranominati Plenipotentiarii praeſens Fœdus cujus ſex Inſtrumenta confecta ſunt ſubſcriptionibus & Sigillis noſtris munivimus: ſcilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo ſexto}}$ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlborough pro Regina Magnae Britanniae in Caſtris apud die Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo ſexto}}$ Auguſti anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio.

MARLBOROUGH. LILLIENROOTH.

J. VAN ESSEN.

ALLARD MERENS.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

G. DE TUYL DE SERASKERK.

LYCKLAMA A NYEHOLT.

J. B. WELVELDE.

P. VAN STEENHUYSEN.

Articulus Separatus.

CUM Sacra Regia Majeſtas Magnae Britanniae & Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii amicè requiſiverint Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae, ut Fœderi, quod Ipſi cum Sacra Caeſarea Majeſtate die octavo Septembris 1701. iniverunt, accederet, eademque ad hanc acceſſionem pronam ſeſe declaraverit, quatenus memoratum Fœdus Angliae & Uniti Belgii rationes concernit: intereà verò cum ob temporis anguſtiam de conditionibus plenè convenire non licuerit, hoc Articulo Separato conventum eſt, quod ulterior hac de re

ANNO 1703. re negociatio instituetur, sicut etiam de auxiliis quae Sacra Majestas Sueciae, vigore Fœderis antecedentis adhuc petit. Praesens Articulus ejusdem vigoris erit cum ipso Fœdere hodiè concluso & itidem ratihabebitur intra spatium duorum mensium, vel citius, si fieri poterit, & Ratificationum Tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur. In quorum fidem nos infrascripti Plenipotentiarii, hunc Articulum Separatum, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus: scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die quinto / decimo sexto Augusti anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlboroug pro Regina Magnae Britanniae, in Castris apud die Augusti anni millesimi, septingentesimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagae-Comitum die quinto / decimo sexto Augusti anno millesimo septingentesimo tertio.

(S) MARLBOROUGH. (S) LILLIENROOTH.

(S) J. VAN ESSEN.

(S) ALLARD MERENS.

(S) A. HEINSIUS.

(S) W. DE NASSAU.

(S) W. DE TUYL DE SERASKERKE.

(S) AUG. LICKLAMA, A NYEHOLT.

(S) B. J. WELVELDE.

(S) P. J. STEENHUYSEN.

XLII.

12. Sept. *Cessio Monarchiæ Hispanicæ Archiduci* CAROLO LEOPOLDI *Imperatoris secundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito* JOSEPHO *Romanorum & Hungariæ Rege facta. Viennæ, die* 12. *Septembris.* 1703.

NOS CAROLUS III. Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Galliciæ, Mayoricæ, Minoricæ, Sevilliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiae, Algezirae, Gadium, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum & Neopatriae, Comes Habspurgi, Flandriae, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriae, & Melinae Dominus: Notum facimus omnibus praesentibus & futuris. Cum invictissimus Princeps Dominus LEOPOLDUS Romanorum Imperator semper Augustus, Dominus & Parens noster amantissimus & summâ veneratione colendus, unâ cum Serenissimo Principe Domino JOSEPHO, Romanorum & Hungariae Rege, Fratre nostro Charissimo pro horum benignâ & benevolâ in nos propensione haereditario jure sibi delatam morte Sereniſſimi quondam & Potentissimi Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis pientissimae recordationis, Hispanicam Monarchiam, simulque Belgium Catholicum antiquum inclytae Domus nostrae patrimonium in nos transtulerit prout sequitur.

Nos LEOPOLDUS, divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi, ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae, & Tekae, Princeps Sueviae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi & Goritiae, Landtgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Comes Mahonis & Salinarum: Notum testatumque facimus. Cum per mortem pientissimae Memoriae Sereniſſimi quondam & Potentissimi Principis Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis, Fratris & Nepotis nostri Charissimi, omnia ab illo possessa Regna & Ditiones ad nos Haereditario jure pervenerint; nos tamen serio perpendisse, quam difficile sit, tot & tàm longè dissitas Provincias, simul cum aliis Regnis & Provinciis nostris haereditariis ab uno Principe sic gubernari, ut his praesertim temporibus communis Europae salus & cunctorum nostrorum Subditorum utilitas efflagitat. Maturè praeterea consideravimus, cum modernae res Hispanicae ita comparatae sint, ut Regis sui praesentiam quantociùs requirant, non solùm nos multifarie impediri quo minus illuc nos statim conferamus, sed nec filium nostrum dilectissimum primogenitum Sereniſſimum Regem Romanorum & Hungariae JOSEPHUM, ad quem post nos omnis Successio nostra primo jure pertinet, istud nunc iter arripere & ab Imperio Romano, Regnisque nostris & Provinciis Austriacis abesse posse. Non minus ob oculos nobis posuimus quae jam à teneris unguiculis in altero nostro Filio perdilecto Sereniſſimo Archiduce Carolo indoles emicuerit, talis nimirum, qualis eos quos divina ipsi benignitas concessit natales deceat, quam etiam progredientibus annis omni virtutum se, & domibus unde ortum trahit dignarum genere excoluerit, & quod jam eâ aetate sit, ut divino auxilio praeeunte accedente fidelium Ministrorum Consilio, & ope, populis à Deo sibi concreditis laudabiliter praeesse queat. Non potuimus denique pro certissimo approbantis, ducentis, & secundantis divinae voluntatis indicio grati non agnoscere & venerari, quod & primogenitus noster Sereniſſimus Romanorum Rex hujus sui Fratris amantissimi incrementa pro suis reputet, & hic communibus non modo Populorum Hispanicae Ditioni subditorum, sed totius paenè Europae votis ad Hispanicam capessendam Monarchiam destinetur & invitetur, eumque ad finem assequendum à plurimis potentiâ & justitiâ fulgentibus Statibus nulli sumptui aut operae etiamnum parcatur. His igitur aliisque permoti graviſſimis rationibus in nomine Sacro-Sanctae & individuae Trinitatis, consentiente & adstipulante & promovente dilectissimo Filio nostro primogenito Sereniſſimo Romanorum & Hungariae Rege JOSEPHO, cessimus & assignavimus, cedimus & assignamus, virtute praesentium Literarum, omni meliori modo & quam firmissimè id fieri possit, eidem Filio nostro secundo genito Sereniſſimo Archiduci CAROLO, ejusque posteris ex legitimo matrimonio nascituris, non qualitercumque legitimatis aut legitimandis, Universam Monarchiam Hispanicam, omniaque ad eam pertinentia, ubicunque sita Regna & Provincias, unàque Belgium quod Catholicum audit, & ad Sereniſſimam Domum nostram Austriacam antiquo jure spectat, illique & illis plenam & absolutam suo nomine omnes easce Ditiones adipiscendi, possidendi, regendi & gubernandi tribuimus facultatem, eâ planè ratione, iisque titulis & praerogativis, quibus defunctus Rex CAROLUS II. eas possedit, tenuit, rexit, & gubernavit, aut possidere, regere & gubernare potuit aut debuit; nosque ipsi aut dilectissimus Filius noster primogenitus potuissemus aut debuissemus, salvo semper evenientibus casibus totius Sereniſſimae Domus nostrae Successionis jure & ordine, observatis quoque ubivis cujusque Populi privilegiis, quae illibata penitus quibusvis cupimus. Reservamus etiam Nobis & Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, Sacroque Romano Imperio, omnia Imperii jura in illas Provincias, quae praecedentes Reges Hispaniae sub quâcumque qualitate ab Imperio acceperunt, Filiusque noster Sereniſſimus CAROLUS III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hîc singula expressa fuissent, quaeque adeo idem conservare & suo quaevis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter ut eam porrò huic Cessioni seu Translationi conditionem dicimus, & Filius noster Charissimus Sereniſſimus Rex CAROLUS III. omnes Conventiones ratas habeat, atque jam ratas habuisse censeri debeat, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam Successionem fecimus, seu inivimus & ad eas implendas suo se nomine diserte obstringat, ac jam obligatus censeatur, fidemque à nobis datam reapse liberet atque nos Filiumque nostrum Regem Romanorum Josephum & illius posteros, eâ de causâ securos & indemnes praestet, perinde ac si omnes istae Conventiones & Praestationes hîc sigillatim de-

ANNO 1703. scriptae essent. In horum omnium Testimonium, & majus robur, Nos, unà cum Filio nostro dilectissimo Sereniſſimo Romanorum Rege JOSEPHO, non tantum praesentes has Literas manibus nostris subscriptis Sigillis nostris munivimus & Chariſſimo Filio nostro Sereniſſimo Rege CAROLO III. Hispaniarum & Indiarum tradidimus, ab eoque vice mutuâ aliud Acceptationis Instrumentum, cui hoc Instrumentum verbo tenus insertum est, recepimus, sed & de eorum tenore semper observando, ac omnibus viribus propugnando nos amboque Filii nostri, pro nobis, omnibus posteris nostris verbo Imperiali & Regio, jureque jurando corporaliter praestito fidem nostram quàm solemniſſimè adstrinximus, nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam, omni quorumlibet qualicunque contradictione, exceptione generali ac speciali restitutione, dispensatione & absolutione etiam Pontificiâ, aliisque beneficiis Legis seu Consuetudinis aut nominis perpetuò exclusis. Actum praesentibus praecipuis Aulae nostrae Caesareae Proceribus, aliisque Consiliariis sanctioris nostri Consilii Status, Viennae, die duodecimâ mensis Septembris, Anno à partu Virgineo milleſimo septingenteſimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadrageſimo sexto, Hungarici quadrageſimo nono, Bohemici vero quadrageſimo septimo.

Et nos JOSEPHUS, Dei Gratiâ Romanorum, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi ac superioris & inferioris Sileſiae, Wirtembergae, Teckae, &c, Princeps Sueviae, Marchio Sancti Romani Imperii Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, & Goritiae, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Portus Mahonis & Salinarum, Testamur & profitemur omnia superius descripta ab Augusto Domino & Parente nostro summè venerando, nobis maximè volentibus, assentientibus, & unà cedentibus decreta, acta, & cessa esse; assentimur etiam & cedimus pro nobis & Posteris nostris omni meliori quo fieri possit modo, verbo aeternae Veritatis & Regio, additoque corporali Sacramento, promittente, nos omnia & singula exactiſſimè servaturos, nec iis unquam contraventuros, aut aliis id permissuros esse, abolitis omnibus quibuslibet exceptionibus aut beneficiis contrariis, undecunque aut quomodocunque provenientibus, etiamsi eorum jure vel consuetudine singularis mentio vel amplior renunciatio fieri debuisset. Viennae die & Anno expreſſis.

LEOPOLDUS *Manu propria.*
(L. S.)

JOSEPHUS *Manu propria.*
(L. S.)

NOS, cum Cessionem ipsam, tum additas Conditiones gratiſſimo animo acceptasse, sicut hisce acceptamus, pro nobis & omnibus Posteris nostris, Regio verbo promittentes, & tactis Sacro-Sanctis Scripturis, jurantes, nos & ipsos omnia & singula accuratiſſimè custodituros, & optimâ fide impleturos, illis nunquam contra ituros aut ut ab aliis contra eatur passuros, & si quae ulterior aut iterata, vel saepius repetita, licet non necessaria confirmatio à nobis, Posterisve nostris quibuscumque, nostrisque Regnis & Provinciis quandocumque postuletur, eam quoque daturos & ut quàm solemniſſimè expediatur curaturos esse, omni qualicunque tergiversatione, generali vel speciali exceptione, restitutione & absolutione cujusvis Ecclesiasticae aut saecularis potestatis etiam Pontificiâ aliisque beneficiis contrariis quibuscumque perpetuo exclusis. Ita nobis, Posterisque nostris summa Divinitas semper propitia sit uti cupimus feliciſſimis & florentibus Regnis & Provinciis à Sereniſſimis Parente & Fratre nobis eâ fiduciâ ultrò conceſſis. Actum praesentibus praecipuis Caesareae Aulae Proceribus, aliisque Suae Majestatis Consiliariis Sanctioris Consilii Status. Viennae die 12. Mensis Septembris Anno à Nativitate Christi Domini & Salvatoris nostri supra milleſimum, septingenteſimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

CAROLUS.
(L. S.)

PRAESENTES fuere Eminentiſſimus & Celsiſſimus Princeps Dominus Leopoldus, Sacrae Romanae Eccleſiae Cardinalis à Kollonitz Archi-Episcopus Strigonienſis & Colozenſis, Regni Hungariae Primas: Reverendiſſimus ac Celsiſſimus Princeps Dominus Christianus Augustus Coadjutor Archiepiscopatus Strigonienſis, Episcopus Jaurinenſis, Saxoniae Dux: Celsiſſimi, Dominus Ferdinandus Princeps à Schuartzenberg Aulae Augustae Imperatricis supremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Theodorus Princeps à Salm Aulae Sereniſſimi Regis Romanorum supremus Praefectus; Dominus Ferdinandus Princeps à Lobkoviz Sereniſſimae Romanorum Reginae supremus Aulae Praefectus; Dominus Antonius Florianus Princeps à Lichtenstein Aulae Sereniſſimi Regis Hispaniarum supremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Eugenius, Princeps Sabaudiae & Pedemontii, Caesarei Consilii Belli Praeses, & Campi Mareschallus, aurei Velleris Eques. Illustriſſimi & Excellentiſſimi Dominus Ferdinandus Bonaventura Comes ab Harrach, supremus Aulae Caesareae Praefectus; Dominus Wolfgangus Comes ab Oting, Excelsi Consilii Imperialis Aulici Praeses; Dominus Joannes Franciscus Comes à Vurben, Sacrae Caesareae Majestatis, uti Regis Bohemiae Supremus Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Henricus Princeps de Fundis Comes à Mansfeld, supremus Sacri Cubiculi Praepositus, aurei Velleris Eques; Dominus Dominicus Andreas Comes à Kauniz, S. R. I. Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Wenceslaus Robertus Octavius Comes Kinsky, Sacrae Caesareae Majestatis in Regno Bohemiae supremus Camerarius & Aulae Regiae Praefectus; Dominus Georgius Adamus Comes de Martiniz, supremus Aulae Caesareae Mareschallus, aurei Velleris Eques; Dominus Otto Henricus Comes ab Abensperg & Traun, Statuum inferioris Austriae Mareschallus, aurei Velleris Eques: Dominus Hothardus Henricus Comes à Sallaburg; Dominus Wenceslaus Adalbertus Comes à Sternberg, Sacrae Caesareae Majestatis in Regno Bohemiae supremus Judex, & Aulae Regiae Mareschallus; Dominus Carolus Maximilianus Comes de Turri & Valsasinâ, Sacrae Caesareae Majestatis in Marchionatu Moraviae Locum tenens; Dominus Julius Fridericus Comes Bucellini Aulae Caesareae Cancellarius; Dominus Hermanus Jacobus Comes de Isthernin, supremus in Regno Bohemiae Praefectus; Dominus Philippus Sigismundus Comes à Dietrichstein, supremus Cesaraei Stabuli Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Ferdinandus Marchio degli Obizzi, Caesareus Campi Mareschallus, & Praesidii Viennenſis Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Volckardus Comes à Conzin, supremus Aulae Sereniſſimae Dominae Archi-Ducissae Elizabethae Praefectus; Dominus Leopoldus Donatus, Comes à Trautshon, supremus Sereniſſimi Romanorum Regis Cubiculi Praepositus; Dominus Albertus de Longueval, Comes de Bouqui, Ordinis de Calatrava Eques; Dominus Norbertus Leopoldus Leibsteinsky, Comes à Kolororat; Dominus Aloysius Thomas Raymundus, Comes ab Harrach, supremus Caes. Protectorum pedestrium Praefectus; Dominus Jacobus, Comes ab Hamilton, Sacrae Caesareae Majestatis in Marchionatu Burgoviae Nomarcha; Dominus Carolus Josephus, Comes à Paar, supremus in Regnis & Provinciis Haereditariis Currus publici Praefectus; Dominus Nicolaus, Comes de Palffi Caesar. Protectorum equestrium Praefectus, Generalis Campi Mareschallatûs Locum tenens; Dominus Ferdinandus Gobertus Comes ab Aspermont, Generalis Campi Mareschallus Locum tenens; Dominus Gundackerus Thomas, Comes de Stahrnberg, Camerae Aulicae Caesareae Praeses; Dominus Hugo Franciscus, Comes à Koningsegg, Episcopatûs Leutomericenſis Coadjutor, Metropolitanae Eccleſiae Colonienſis Canonicus; Dominus Joannes Fridericus liber Baro a Seilern; & Dominus Franciscus Moles, Dux de Pereti: omnes Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarii Status. In fidem veritatis nomen meum subscripsi ac Sigillum meum apposui, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, atque authoritate Caesareâ & Archiducali creatus Notarius Publicus qui haec omnia fieri praesens audivi & vidi ego

JOANNES IGNATIUS ALBRECHT
AB ALBRECHTSBERG
(L. S.)

Ra-

ANNO 1703. *Ratificatio Cæsarea.* Voyez ci-dessus pag. 130. 131.

XLIII.

4. Dec. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye le* 4. *Dec.* 1703. [Sur l'Imprimé à Paris.]

LEs Manifestes que le Duc de Savoye a répandus dans ses Etats, pour engager ses Sujets à prendre les Armes pour leur conservation; Et l'impression qu'il a voulu donner dans toutes les Cours de l'Europe, de la violence qui avoit été faite à ses Troupes le 29 Septembre, lorsqu'elles furent arrêtées & desarmées par le Duc de Vendôme, en consequence des ordres de S. M. auroient pû produire quelque effet sur les esprits, si les demarches de ce Prince déja trop connuës, n'avoient forcé S. M. à prendre cette resolution si contraire à la conduite qu'Elle a tenuë dans les tems que la superiorité de ses Armes, & les avantages considerables qu'elles avoient remportés sur les Princes & Etats ligués contr'Elle, l'avoient mise en état de donner la Paix à telle condition qu'Elle auroit voulu. Le Traité fait en 1696. entre S. M. & le Duc de Savoye, dont le Mariage de son Petit-Fils le Duc de Bourgogne avec la Fille aînée de ce Prince fut le lien, en fournit un exemple bien authentique, & des avantages qu'il trouva à manquer à celui qui étoit entre lui, l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande.

Le Roy Charles II. étant mort en l'Année 1700, & la Succession de la Monarchie d'Espagne ayant été deferée à Philippe V. par le Droit du Sang, par la disposition des Loix de tous les Etats dont cette puissante Monarchie est composée, par la volonté du dernier Roy, & par les vœux de tous les Peuples, cette disposition ayant reveillé la Jalousie des Ennemis de la grandeur de la France, Sa Majesté fut obligée; pour conserver cette Monarchie entiere, de faire marcher des Troupes dans l'Italie, qui sembloit être attaquée la premiere; Elle fit proposer en même tems un nouveau Traité au Duc de Savoye, par lequel il s'engagea pendant le tems que la Guerre dureroit, de fournir 10000 Hommes de ses Troupes, moyennant les Subsides convenus. Par ce même Traité il devoit avoir le Commandement des Armées des deux Rois en Italie; S. M. consentit en suite au Mariage du Roy d'Espagne avec la seconde Fille de ce Duc, afin de fortifier de si grands engagemens & des marques d'une confiance aussi entiere; L'Union qui devoit être assurée pour toujours entre Sa Majesté, le Roi d'Espagne, & ledit Duc, & l'engager à contribuer de tout son pouvoir aux avantages des deux Couronnes; Ce Traité a été executé de bonne foy de la part des deux Rois la premiere année; Et quoy que le succés n'ait pas été heureux, que l'Armée de l'Empereur ait penetré avant dans l'Italie, & que le Duc de Savoye ait retiré ses Troupes dans le tems qu'elles étoient le plus necessaires, on ne peut pas dire qu'il ne l'ait point été de son côté. A peine cette Campagne fût achevée, que S. M. voyant les progrés des Troupes Ennemies, se determina d'envoyer 30 Bataillons & 30 Escadrons d'augmentation, pour fortifier son Armée & lui donner la superiorité si necessaire pour retablir la tranquillité de l'Italie, & ôter à l'Empereur toute esperance de s'en pouvoir rendre le Maître. Ce fut dans ces tems-là qu'il revint à S. M. des avis de toutes parts, des liaisons qu'il conservoit avec l'Empereur & l'Angleterre, qu'il fit proposer par son Ambassadeur une augmentation de Subsides, & qu'ayant rendu sa fidelité suspecte, S. M. se determina à consentir la reduction de ses Troupes à la moitié de ce qu'il en devoit fournir, & que le Roy d'Espagne vint lui même se mettre à la tête des Armées.

Ces soupçons déja trop bien fondés, n'ont fait qu'augmenter par les assurances certaines, des negociations & des propositions de traiter avec l'Empereur. Les soins de ce Duc pour conserver le secret, n'ont point empêché qu'il n'ait été penetré, que les Gazettes n'ayent été remplies des conditions, que l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome ne les ait dites publiquement, & que S. M. n'ait été informée par des voyes sûres, que le Comte d'Aversberg Ministre de l'Empereur, étoit arrivé à Turin le 15. Juillet dernier, avec tous les Pouvoirs necessaires pour le conclurre.

Cette Negociation a été faite pendant les nuits dans la maison du Marquis de Prié, où ce Ministre a été long tems caché, & dans laquelle le Duc de Savoye, & le Comte de la Tour, ont eu de frequentes Conferences avec lui. ANNO 1703.

Le bruit s'étant trop répandu du sejour du Comte d'Aversberg à Turin, il en sortit pour se retirer à la Cassine du Comte de Tarini, où le Marquis de S. Thomas se rendoit très-souvent, & où le Duc de Savoye a été lui même plusieurs fois. S. M. bien informée de toutes ces demarches, confirmées depuis par une Lettre interceptée du Comte d'Aversberg au Comte de Sinzendorf, datée du 13. Octobre de Turin, Elle ordonna à son Ambassadeur d'en parler au Duc de Savoye, qui donna des ordres au Comte de Vernon de renouveller à Sa Majesté par des protestations publiques, la fidelité de ses engagemens, qu'il ne s'en departiroit jamais, qu'il n'y avoit aucun Ministre de l'Empereur à Turin, & qu'il n'écouteroit aucune proposition de sa part; Et il donna de pareils ordres à son Ambassadeur à Madrid pour le Roy d'Espagne.

Une pareille conduite ne laissant plus lieu à S. M. de douter des mauvaises intentions de ce Prince, Elle ordonna par une precaution aussi juste que necessaire au Duc de Vendôme, de faire desarmer le peu de Troupes de ce Duc qui restoit dans l'Armée de S. M. & du Roy Catholique, de s'avancer vers ses Etats; Mais avant d'y entrer & d'exercer aucun Acte d'hostilité, S. M. luy fit proposer de donner des Places de sûreté & de reduire le nombre de ses Troupes sur le pié du Traité de 1696. pour assurer la communication de ses Etats avec ceux du Roy son Petit-Fils, & se garantir dans la suite de la mauvaise volonté du Duc de Savoye.

Des propositions si convenables aux interêts du Duc de Savoye, & seules capables de maintenir la tranquilité dans ses Etats, ont été rejettées; Il a fait arrêter à Turin l'Ambassadeur de S. M. & celui du Roy d'Espagne, sans leur laisser aucune communication, ni même la liberté de donner de leurs nouvelles, pendant que le Comte de Vernon son Ambassadeur auprès de S. M. étoit en liberté sur la parole qu'il avoit donnée de n'en point abuser. Il a même fait arrêter tous les François, les Officiers des Troupes & les Soldats de S. M. qui passoient dans ses Etats; Il a fait saisir tous leurs effets, & se tenant sûr des Secours qu'il attendoit de ses nouveaux Alliés, en execution des Traités qu'il avoit conclus avec eux, il a fait marcher des Troupes pour aller au devant de 2000. Chevaux commandés par Visconti, qui ont été entierement defaits par le Duc de Vendôme, avant de l'avoir pû joindre. Il a fait prendre les armes à tous ses Sujets, donné des ordres pour de nouvelles levées, & n'a rien obmis pour faire voir à toute l'Europe, qu'il compte pour rien de violer la foy des Traitez. Cette conduite ne laissant pas lieu de douter de ses intentions, S. M. pour en prevenir les suites, a resolu de lui declarer la Guerre tant par Terre que par Mer, comme Elle fait par la Presente. Ordonne & enjoint pour cet effet S. M. à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets du Duc de Savoye; Et leur a défendu & défend très-expressément d'avoir ci-après avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin S. M. a dès à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la Presente, & les a declarez & declare nuls & de nul effet & valeur; Défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne S. M. à Mr. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs, & Lieutenans Généraux pour S. M. en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de S. M., laquelle veut & entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume & Terres de son obeïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Marli le 4. jour de Decembre 1703.

Signé, LOUIS,

Et plus bas, CHAMILLART.

XLIV.

ANNO 1703. 15. Dec.

XLIV.

Tractaet van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen haer Hoogh. Mog. de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de* Bassa, Bey, *Divan ende Regeering van* TRIPOLI. *Gedaen in Tripoli di Barbaria* (1) *den* 15. *Decemb.* 1703. Met *de* RATIFICATIE *van haer Hoogh Mogende van den* 1. *December* 1703. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies.]

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Allen den geenen die desen sullen sien, Salut. Alsoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriseert tot het sluyten van de Vrede met de Regering van Tripoly, van daer weder gekomen synde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaet, daer by de Vreede tusschen Ons, en den Bassa Bey, Divan en geheelen Raet van 't Koningryck van Tripoly wert vernieuwt, indiervoegen, als het Translaet van 't voorsz. Tractaet in de Nederduytsche tael hier na van woorde te woorde staet geinsereert.

Den name Gods zy gepresen.

HY is barmhartig en magtig, die de Sleutels van de barmhertigheit heeft, die de Weereld en de Creaturen heeft geschapen, en dien weder breckt, hy is 't die het Ligt ende de Duysterniss heeft gemaeckt, die de Hovaerdige straft sonder haer weten, sonder nodig te hebben eenige hulp, hy is den Koning, den Heer, den Magtige en den Gevreesden, gesegent sy hy, en synen heyligen naem.

Nu wat aengaet de Negotie en Commercie met liberteit en securiteit, de tegenwoordige is de waerheyd, dat alhier in Onse presentie is gekomen den Envoyé Juda Cohen, met magt van de Hoog Mogende de Heeren Staten Generael, om met Ons het Koningryck van Tripoly de Vrede te tracteren, en hebbende daer in gesien, dat hy het werck oock sal doen met Tunis, en Algiers; en considererende, dat dese Vredens syn raedsaem aen Ons en aen U. sullen wy ons gedragen aen de voorgaende, hopende in God, datse seekerder sullen syn, door uwer H. M. goedheit, en op de wys als wy d'accord syn gebleven in presentie van hare Excellentien Hamed Bassa, Helil Bey; en den Divan en geheelen Raed, naer veele differenten die wy gehad hebben, met den voorn. Envoyé, over de Articulen die hy meer prætendeerde, en wy oock, syn wy overeengekomen de onderstaende Articulen buyten die van de voorgaende Vreede; en alsoo wy d'accord daer in syn, sal ons lief wesen te sien uwe brieven van Vreede, die God uw Hoog Mog. wil verleenen met veel voorspoed.

I. Eerstelyck, soo uwe Oorlog-Schepen in onse Havens komen, en nodig hebbende eenige levensmiddelen, sullen wy het haer laten toekomen.

II. De Koopvaerders sullen mogen in onse Havens komen, om te koopen en verkoopen, alle de Goederen die haer nodig syn, en ingeval, dat eenige van hare Goederen mogten overig houden, sullen deselve aen boord mogen brengen, sonder regten te betalen.

III. Soo eenige Hollandsche Schepen eenige Goederen van contrabande, te weten, Yser, Stael, Buskruyt, Kogels, of diergelycke quamen in te brengen, sullen geene regten betalen, maer van de Koopmanschappen die geen contrabande syn, sullen drie per cent betalen.

IV. Soo onse beyde Schepen malkander ontmoeten, soo sullen yder gehouden syn, syn Sloep met twee mannen aen malkanderens boord te senden, om de Paspoorten te sien; en soo die goed syn, is het wel, en in tegendeel die in 't ongelyck sal bevonden werden, sal de schade dragen, soo als, naer Justitie sal bevonden werden, door Ons en uwen Consul.

V. Soo eenig Schip op onse Kusten quam te stran-

(1) Il y a faute dans l'une ou l'autre de ces dates, mais on ne sauroit dire laquelle. Ce qu'il y a de certain est, que la Ratification n'a pu precéder le Traité. [DUM.]

ANNO 1703. 15. Dec.

XLIV.

Traité de Paix, de Navigation & de Commerce, entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs Bas & le *Bacha*, *Bey*, Divan & Regence de TRIPOLI. Fait à Tripoli de Barbarie le 15. Decembre 1703 *Avec* la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances du 1. Decembre 1703.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront; Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autorisé par Nous pour la conclusion de la Paix avec la Regence de Tripoli, étant de retour ici, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix entre Nous & le Bassa Bey, le Divan & tout le Conseil du Royaume de Tripoli, est renouvellée, de la maniere que la Traduction dudit Traité s'ensuit mot à mot.

Le Nom de Dieu soit loué.

IL est misericordieux & puissant, lui qui tient les Clefs de la misericorde, qui a créé le Monde & les Créatures & qui les détruit; c'est lui qui a fait la lumiere & les tenebres, qui sans avoir besoin de secours punit les orgueilleux sans qu'ils le sçachent; il est le Roi, le Seigneur, le puissant & le redouté; Lui & son saint Nom soit beni.

Pour ce qui concerne le Negoce & le Commerce avec liberté & sureté; ceci est certain, que l'Envoyé Juda Cohen est comparu ici en notre presence avec Plein-pouvoir de la part de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux pour traiter de la Paix avec Nous, le Royaume de Tripoli; ayant vû qu'il le fera aussi avec Tunis & Algers; & considerant que de telles Paix sont profitables à Nous & à Vous, nous nous conformerons aux precedentes, esperant en Dieu qu'elles seront plus solides par la bonté de Vos Hautes Puissances & sur le pied que Nous en sommes tombez d'accord en présence de Leurs Excellences Hamed Bassa, Helil Bey, le Divan & tout le Conseil, après avoir long-tems débattu avec ledit Envoyé sur les Articles qu'il prétendoit de plus, comme Nous aussi; nous sommes convenus des Articles suivans outre ceux de la Paix précedente; & comme nous sommes d'accord là-dessus, il Nous sera agréable de voir Vos Lettres de Paix que Dieu veuille accorder à Vos Hautes Puissances avec beaucoup de prosperité.

I. Premierement, si vos Vaisseaux de Guerre arrivent dans nos Ports, & qu'ils ayent besoin de quelques Vivres, nous les leur accorderons.

II. Les Vaisseaux Marchands auront la liberté d'entrer dans nos Ports, pour y acheter & vendre tout ce dont ils auront besoin, & en cas qu'ils ayent quelques Effets & Marchandises de reste, ils pourront les rapporter à bord, sans payer aucuns Droits.

III. Si quelques Vaisseaux Hollandois venoient à y faire entrer quelques Marchandises de contrebande, comme Fer, Acier, Poudre, Boulets, ou semblables, ils n'en payeront aucun Droit; mais à l'égard des Marchandises qui ne sont pas de contrebande, ils en payeront trois pour cent.

IV. Si Nos Vaisseaux & les Vôtres se rencontrent les uns les autres, chacun sera tenu d'envoyer à bord de l'autre sa Chaloupe avec deux hommes, pour visiter les Passeports, & s'ils sont bons, c'est bien; & au contraire celui qui sera trouvé dans le tort, en souffrira la peine de la maniere que selon la justice il en sera jugé par Nous & Votre Consul.

V. Si quelque Vaisseau venoit à échouer sur nos côtes, il

ANNO 1703.

ſtranden, ſullen het ſelve mogen brengen, ſonder van ymand daer in verhinderd te werden, ter contrarie in het geen wy behulpſaem konnen ſyn, beloven het te doen.

VI. Soo wanneer eenige van uwe Oorlogſchepen ten anker in onſe Havens komen, ſullen wy gehouden ſyn, om uyt te laten roepen in de Stad, ten eynde de Patronen van Hollandſche Slaven, deſelve ſullen hebben te bewaren; en ſoo naer deſe waerſchouwing eenige Slaven quamen te ontvlugten aen 't boord van de voorſz. Schepen of Schip van Oorlog, ſal niemand vermogen denſelven van 't boord te ligten, nog ſyn Patroon daer voor yetwes van den Hollandſchen Conſul te eyſſchen.

VII. Soo eenige Koopluyden van de Hollandſche Natie, die hier te Lande komen om te negotieren, en alhier ſtervende, ſal hare goederen, volgens haer Teſtament blyven; maer ſonder Teſtament ſtervende, ſal ſyne goederen blyven onder den opſigt van den Hollandſchen Conſul met inventariſatie van onſen Secretaris van Divan, met ordre van onſen Heer Bey, tot dat advys kome van haer Hoog Mogendheden de Heeren Staten aen wien het ſelve te leveren.

VIII. Soo de Hollandſche Schepen quamen te nemen eenig Franſch Schip, en op deſelve ſig bevond eenig Koopman van onſe Dominie met paspoort van den Hollandſchen Conſul, ſal geen Slaef ſyn, nog hy nog ſyn goed; en deſe conditie ſal ſoo wel voor u, als voor ons ſyn, en ſal de vragten die onſe Koopluyden belooft hebben aen de Franſchen, in ſulcken geval aen de Hollanders betalen.

IX. Soo eenige Hollandſche of Joodſche Koopluyden Onderdanen van de Heeren Staten, in onſe Stad, of Havens quamen te woonen, ſullen deſelve Privilegien genieten, als de Koopluyden van onſe Steden, datſe van de markt mogen kopen ſonder accyns, en hebben liberteyt tot de tuynen.

X. Soo eenig Hollands Koopman quam te failleren met Goederen van Turcken, of van wie het ſelve ſoude mogen weſen, ſullen niets van den Conſul mogen pretenderen.

En op deſe wyſe en conditien ſluyten en ratificeren wy de Vreede, ſynde alſoo dat wel doorgeſien, daer niets beter als de vreede; en het geen aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onſen Envoyé hebben geeyſcht is maer alleen om op te volgen een gebruyck die wy van ouds hebben; en hoopen dat de Vreede ſoo lang niet ongeratificeerd ſal blyven als de voorgaende, hebbende vier jaren onſen Envoyé opgehouden, en daer naer hem met ſchulden te rug geſonden, ſoo verwagten wy van haer Hoog. Mog. datſe hem beter ſullen tracteren, als tot nu toe geſchiet is: Want door ſyn toedoen is de ratificatie van deſe Vreede geſchiet; want hy ſynde gebooren in Barbaryen, heeft ſig tot voorſtander van de Hollandſche Natie geſtelt; want hy heeft ons doen accorderen, 't geen wy nooyt hebben gedaen, nogte onſe voorſaten; En wy hebben het alles t'ſyner gevallen gedaen, En alſoo bidden wy aen den Grooten Magtigen God van Hemel en van Aerde, dat hy ons wil mainteneren in vrede, en ons geven victorie jegens onſe vyanden.

Geven aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onſen Envoyé magt om te doen en te laten, als of het onſe eigene Perſoon ware, met conſent van alle de Raden en Edelen, Hooge en Lage. En de tegenwoordige is getekent en gezegelt van de Bey en Divan. Geſchreven den laetſten van Saban het Jaer 1116.

Volgt de Certificatie van den Engelſchen Conſul Benjamin Lodington, Agent en Conſul voor haer Majeſteit van Groot Britannien, in deſe Stad en Koningryck van Tripoly.

Deſe is om te certificeren voor die geene daer deſe preſente ſal komen, dat de bovenſtaende Tekening en Zegels ſyn deſelve, in preſentie van my geteikent en gezegeld door Illuſtre Lords of Heeren Mehemed Baſſa, en Hillel Bey, Gouverneurs en Commandeurs van de Stad en Koningryk van Tripoly in Barbarien; 't welck hare Excellentien hebben gedaen, tot confirmatie van de bovenſtaende Articulen van Vrede, met de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, getracteert en geconcludeert met haer Hooggemelte Excellentien ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van Hooggemelde Heeren Staten Generael ter andere zyde. Gegeven onder myn Hand en Zegels

il leur ſera permis de le ſauver, ſans y être empêché par qui que ce ſoit; même nous leur promettons tout le ſecours qui pourra dépendre de nous.

ANNO 1703.

VI. Si quelques-uns de vos Vaiſſeaux de Guerre viennent à jetter l'ancre dans nos Ports, nous ſerons tenus de le faire publier par la Ville, afin que les Patrons des Eſclaves Hollandois prennent garde à eux; & ſi après cet avertiſſement quelques Eſclaves venoient à s'enfuir à bord desdits Vaiſſeaux ou Vaiſſeau de Guerre, il ne ſera permis à perſonne de les aller reprendre à bord, & le Patron ne pourra rien pretendre pour cela du Conſul Hollandois.

VII. Si quelques Marchands de la Nation Hollandoiſe qui viennent ici pour y negocier, venant à y mourir, leurs Biens & Effets ſeront maintenus ſelon la teneur de leur Teſtament; & mourant ſans Teſtament. leurs effets reſteront ſous la garde du Conſul Hollandois avec l'Inventaire fait par notre Secretaire du Divan, avec ordre du Seigneur Bey, jusqu'à ce qu'il arrive avis de L. H. P. les Etats Généraux à qui eſt-ce qu'il faudra les livrer.

VIII. Si les Vaiſſeaux Hollandois venoient à prendre quelque Vaiſſeau François, ſur lequel il ſe trouvât quelque Marchand de notre Royaume fourni d'un Paſſeport du Conſul Hollandois, il ne ſera Eſclave ni lui ni ſes Effets; & cette condition ſera autant pour vous que pour nous; & en un tel cas le paſſage & le fret promis par nos Marchands aux François, ſera payé aux Hollandois.

IX. Si quelques Marchands Hollandois ou Juifs, Sujets de L. H. P. venoient habiter dans notre Ville ou Porte, ils y jouiront du même Privilege que les Marchands de nos Villes, d'acheter au marché ſans payer d'acciſe, & d'avoir la liberté d'entrer dans les jardins.

X. Si quelque Marchand Hollandois venoit à faire faillite avec des effets des Turcs, ou de qui que ce ſoit, on n'aura rien à prétendre du Conſul.

De cette maniere & à ces conditions nous concluons & ratifions la Paix, car tout bien conſideré il n'y a rien de meilleur que la Paix; & ce que nous avons demandé à l'Excellent Juda Cohen votre Envoyé & le nôtre, n'a été que pour ſuivre une coûtume établie dès longtems parmi nous; & nous eſperons que cette Paix ne reſtera pas ſi long-tems ſans être ratifiée, comme l'a été la précedente, notre Envoyé ayant été arrêté pendant quatre années, & puis renvoyé avec des debtes; Ainſi nous attendons de L. H. P. qu'Elles le traiteront mieux que cela n'a été fait jusqu'à preſent; car par ſon entremiſe la Ratification de cette Paix s'eſt faite; & étant né en Barbarie, il s'eſt établi Protecteur de la Nation Hollandoiſe, & nous a porté à accorder ce que nous n'avions jamais fait ni nos Prédeceſſeurs: Nous avons fait le tout à ſa conſideration. Et ainſi nous prions le Dieu tout puiſſant du Ciel & de la Terre de nous vouloir maintenir en Paix, & nous accorder la victoire ſur nos Ennemis.

Donnons à l'Excellent Juda Cohen Votre Envoyé & le Nôtre, le Pouvoir de faire & laiſſer, comme s'il étoit notre propre Perſonne, avec le conſentement de tous les Conſeils & Nobles, hauts & bas. Et la preſente eſt ſignée & ſcellée par le Bey & le Divan. Fait le dernier de Saban, l'année 1116.

Suit le Certificat du Conſul Anglois Benjamin Lodington, Agent & Conſul de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, dans cette Ville & Royaume de Tripoli.

Celle-ci eſt pour certifier à tous ceux à qui parviendra la Preſente, que les Seings & Sceaux ci-deſſus, ſont les mêmes qui ont été ſignez & ſcellez en ma preſence par les Illuſtres Lords ou Seigneurs Mehemed Baſſa & Hillel Bey, Gouverneurs & Commandeurs de la Ville & Royaume de Tripoli en Barbarie; de que Leurs Excellences ont fait pour confirmer les ſuſdits Articles de Paix avec L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, traitée & concluë avec leursdites Excellences d'une part, & de l'autre avec Monſieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Généraux. Fait ſous mon Seign & Sceau à

ANNO 1703. In Tripoly di Barbaria deſen 15. December in 't Jaer 1703.

Was getekent,

BENJAMIN LODINGTON
Agent en Conſul.
(L. S.)

Zoo is 't, dat wy het voorſchreve Tractaet geſien en geexamineerd hebbende, het ſelve hebben geapprobeerd en geratificeerd, approberen en ratificeren mits deſen; belovende opregtelyk en ter goeder trouw het ſelve in allen delen van onſe zyde te ſullen agtervolgen, en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, ſonder te gedogen, dat ietwes gedaen werde, dat daer tegens ſoude mogen ſtryden; Aldus gedaen in 's Gravenhage onder het Groot Zegel van onſen Staet, de Paraphure van den Heer Præſiderende in onſe vergaderinge, en de Signature van onſen Griffier. Op huyden den 1. December 1703.

à Tripoli de Barbarie, ce 15. Decembre de l'année 1703. ANNO 1703.

Etoit ſigné,

BENJAMIN LODINGTON,
Agent & Conſul.
(L. S.)

A ces Cauſes, après avoir vû & examiné le ſuſdit Traité, nous l'avons approuvé & ratifié, approuvons & ratifions; promettant ſincerement & de bonne foi de l'obſerver & executer en toutes ſes parties, de le faire obſerver & executer ſans permettre qu'il ſe faſſe la moindre choſe qui puiſſe y être contraire. Fait à la Haye ſous le Grand Sceau de nos Etats, la Paraphe de Monſieur le Préſident de l'Aſſemblée & le Seing de nôtre Greffier. Ce jourd'hui le 1. Decembre 1703.

XLV.

1704. 9. Mars. *Manifeſte contenant les Droits de* CHARLES III. *Roi d'Eſpagne, & les juſtes motifs de ſon Expedition, publié en Portugal.* [Feuille volante.]

CHARLES III. Roi d'Eſpagne & Archiduc d'Autriche ſe rendant en perſonne dans les Espagnes pour prendre poſſeſſion de toute la Monarchie, telle qu'elle a appartenu à CHARLES II. ſon Prédéceſſeur; l'Expedition de Sa Majeſté Catholique eſt fondée *premierement* ſur le Droit inconteſtable, que l'Empereur ſon Pere & le Roi des Romains ſon Frere aîné lui ont cedé en bonne forme; & *en ſecond lieu* ſur le Bien public & le ſalut des Grands, & des Peuples, que la conſcience & leur intérêt capital doivent porter à ſe ranger du côté de Sa Majeſté. Ce Manifeſte fera voir l'un & l'autre Point clair comme le jour, le plus ſuccinctement qu'il ſera poſſible.

Pour ce qui eſt du Droit, il eſt notoire que l'Empereur LEOPOLD eſt Fils de FERDINAND III. Empereur des Romains, & de MARIE ANNE Infante d'Eſpagne, Fille de PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV. Monarques d'Eſpagne; & qu'il a été ſeul Héritier des Droits de l'Infante ſa Mere, par la mort prématurée de ſon Frere aîné FERDINAND IV. Roi des Romains. Or la poſterité de l'Infante MARIE ANNE réduite au ſeul Empereur & à ſes deux Fils ou à leurs Deſcendans, ſuccede ſeule dans tous les Droits de la Monarchie Eſpagnole après la mort du dernier Roi CHARLES II. Fils de PHILIPPE IV. Car quoi qu'il ſoit vrai que PHILIPPE III. a donné ſa Fille aînée ANNE d'Autriche à LOUÏS XIII. Roi de France, qui en a eu LOUÏS XIV. & le feu Duc d'Orleans: & que PHILIPPE IV. a eu deux Filles, dont l'aînée MARIE-THERESE a été donnée à LOUÏS XIV. Roi de France, & la ſeconde MARGUERITE THERESE à LEOPOLD Empereur des Romains, de qui la Fille MARIE ANTONIA née de ce Mariage avoit épouſé MAXIMILIAN Electeur de Baviere:

Néanmoins les Droits de toutes ces perſonnes, qui auroient pû faire obſtacle aux Fils de l'Empereur LEOPOLD, ſavoir les Droits d'ANNE & de MARIE-THERESE Reines de France, & de MARIE ANTONIA Electrice de Baviere, ont été éteints & annullez par leurs Renonciations aprouvées par les Epoux avant les Mariages; outre que le Prince Electoral de Baviere, Fils de MARIE ANTONIA, a ſuivi ſa Mere en bas âge; de ſorte qu'il n'y a point d'autre poſterité que celle des deux Reines de France ANNE & MARIE THERESE, excluës avec leurs Deſcendans par les Renonciations les plus ſolemnelles que la prudence humaine puiſſe inventer, jurées ſur les Evangiles, confirmées par les Sermens de leurs Epoux & par les Traitez publics les plus autoriſez. Celui des Pirenées qui a été le Traité de la Paix entre les deux Couronnes, qui a rendu le Repos à l'Europe, en terminant une grande & longue Guerre, ſert particuliérement de Loi fondamentale de part & d'autre. Or ſans la Renonciation le Mariage ne ſe ſeroit point fait; donc elle doit ſubſiſter, ou bien ceux, qui s'y oppoſent, déclarent hautement, qu'ils ne font des Traitez que pour tromper, que les Sermens ne leur ſervent que de piéges, & que la Juſtice & la Religion ne paſſent chez eux que pour des chimeres toutes pures.

Cependant, choſe bien étrange & de très mauvais exemple dans la Chrétienté; les Armes de France ayant envahi les Païs-Bas Eſpagnols après la mort de PHILIPPE IV. ſous le prétexte frivole d'un Droit de Dévolution, établi entre les particuliers dans ces Provinces, où la Fille du premier Lit eſt préférée en certains cas au Fils né du ſecond; on vit des Ecrivains François munis d'autorité publique pour établir les Droits prétendus de leur Reine, s'émanciper juſqu'à révoquer en doute la validité de la Renonciation de cette Princeſſe. Mais leurs ſophismes furent détruits par des Ecrits oppoſez de la part de l'Empereur & de l'Eſpagne, d'une maniere, qui eût l'approbation de toute l'Europe non intéreſſée, laquelle condamna hautement l'injuſtice manifeſte & inſupportable du procedé de la France. Et ce fut dès lors que les Deſſeins de cette Couronne tendans à l'établiſſement de la Monarchie Univerſelle, & à l'oppreſſion de la Liberté publique furent reconnus; Et que les Puiſſances les plus intéreſſées ſe virent forcées à prendre des meſures pour s'y oppoſer de bonne heure.

Ces Ecrivains cherchoient des chicanes tirées mal à propos du Droit Civil, & ils alleguoient principalement, que les Renonciations des Filles qui ſe démettent de leurs Droits ſur l'heredité paternelle, ſont odieuſes & limitées en bien des manieres: Comme ſi l'on ne ſavoit point que les Loix Civiles des particuliers ne ſauroient faire préjudice au Droit des Gens, & au Droit public, qui reglent la Succeſſion des Royaumes, & l'obſervation des Traitez des Couronnes, & que le but de ces Loix Civiles dans ce Point n'a été, que d'empêcher que les Filles ne ſe ruïnent par leur facilité. Au lieu qu'un Roi ne ſauroit mieux pourvoir à ſa Fille, qu'en lui procurant un Mariage avec un autre grand Roi; & que le ſalut de l'Etat, qui ordonne d'empêcher la tranſlation d'une Monarchie dans une Nation qu'on a tant de raiſons d'apprehender, eſt infiniment préférable aux intérêts d'une perſonne ſeule, dont le bonheur eſt rendu aſſuré d'ailleurs, & qui par conſequent renonce de pleine volonté & le plus raiſonnablement & efficacement du monde, à ce qu'on ne peut point lui accorder avec ce Mariage.

Les mêmes Ecrivains faiſoient encore une objection des plus abſurdes, en prétendant que les 500. mille piſtoles de dot n'avoient pas été païées à leur Reine, & que par conſequent ſa Renonciation ne ſubſiſtoit point.

Mais on leur oppoſa, que les François eux-mêmes avoient empêché ce payement; parce qu'on demanda réciproquement en Eſpagne, que le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage fuſſent enregiſtrez dans les Parlemens de France, comme il avoit été ſtipulé dans le Traité, à quoi la France manqua de ſatisfaire. D'ailleurs, le bon ſens dicte, qu'il

ANNO 1704. qu'il n'y a point de proportion entre cette somme & la Monarchie d'Espagne, & que tout au plus cette Reine ou le Roi son Mari (si le manquement n'avoit pas été de leur côté) en auroient pû demander les intérêts, & que faute de ce payement on ne pouvoit point renverser une clause essentielle, qui avoit été le fondement du Mariage même, qu'il auroit fallu révoquer aussi à ce compte avec ses effets. De plus la dot ne se donnoit pas à l'Infante en équivalent des Royaumes & Etats, mais des joïaux, meubles & autres biens propriétaires, comme le Texte du Contract de Mariage le marque assez: Ainsi son regrés en ce cas n'auroit pû aller qu'à ces sortes de biens de la succession de Pere & de Mere.

Des personnes passionnées pour le parti des Bourbons, & peu versées dans le Droit ont allegué quelques autres raisons de peu d'importance contre la force de la Renonciation. Et comme on ne peut point faire préjudice au Droit d'autrui, ils s'imaginent que la renonciation d'un Pere ou d'une Mere ne sauroit détruire le Droit qui pourroit appartenir aux enfans: Et qu'ainsi ce que la Reine MARIE-THERESE & le Roi son Epoux ont promis, ne sauroit nuire au Dauphin & à ses Enfans. Mais outre que le Roi Très-Chrêtien au moins ne pourroit donc pas appuïer les prétentions du Dauphin & de sa lignée, lié comme il est par son Serment: il faut savoir qu'il est vrai, qu'on ne peut point déroger au droit acquis d'autrui, & que même un Pere ne peut point diminuer celui de ses Enfans déja engendrez; mais quant à celui des Enfans futurs, toute la Jurisprudence (par raport aux dispositions qu'on peut faire à leur préjudice du consentement des autres intéressez, & avec confirmation du Prince, s'il en est besoin) les compte ici pour non-existens, & pour des non-êtres, qui sont sans attributs, & par consequent comme n'ayant encore aucun droit acquis; sans cela il seroit impossible de faire des Loix, Pactes, Aliénations ou Transactions stables; puisque ceux qui ne sont pas encore ne sauroient être portez à consentir, & seroient toûjours reçûs à s'opposer à ce qui a été fait. Et cela auroit lieu sur tout entre les Princes ou les Républiques; car on ne pourroit jamais lier la posterité; & par consequent les Traitez, Cessions & Echanges, entre les Puissances, ne seroient que personnels, & seroient toûjours en danger d'être renversez. Ce qui priveroit les hommes du moien de terminer les Guerres par quelque Convention durable, & seroit par consequent contraire absolument au Droit Naturel, au Droit Divin, & au Droit des Gens.

C'est pourquoi la Cour de France voyant que toute la Terre avoit en horreur ces Maximes, qui tendoient à violer les Sermens les plus exprès, & à renverser tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes; s'avisa enfin d'un autre expedient & prit le parti de reconnoître la Renonciation pour bonne & valable, afin de sauver (si cela se pouvoit) les apparences de la bonne foi. Mais ce fut après avoir forgé une chicane qui paroissoit propre à en éluder l'effet, & à ébloüir ceux qui se payent de paroles.

Ce fut à ce dessein que les Partisans de la France à la Cour de Madrit dresserent un Testament au nom du feu Roi; lors qu'il étoit près de sa fin, où dans l'Article XVII. on lui faisoit interpreter le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage de la Reine MARIE THERESE, avec la Renonciation qui y est inserée, d'une maniere contraire à tout ce qu'on avoit jamais entendu; comme si le but de cette Renonciation *n'étoit autre* que d'empêcher l'union des deux Couronnes sur une même tête; ce qui se pouvoit éviter (disoit-on) en appellant le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, à la Couronne d'Espagne, à condition que si le Duc de Bourgogne venoit à décéder sans laisser de Successeurs en France, le Duc d'Anjou fut obligé d'opter, & qu'au cas qu'il voulut préférer la Couronne de France, le Duc de Berri son puîné devint Roi d'Espagne aux mêmes conditions, ce qui se devoit encore entendre de leurs Successeurs. Et le Roi Très-Chrêtien acceptant ce prétendu Testament, a voulu se prévaloir de cette interpretation, & s'en est servi dans un Ecrit, qu'il a fait donner au Ministre que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas tenoient à sa Cour, qui se plaignoit de la part de Leurs Hautes Puissances de la violation du Traité fait entre les Rois de France & d'Angleterre & les mêmes Etats.

Pour ne point parler des Ecrits que les Ministres de France ont fait courir en Hollande & ailleurs; qui s'appuïoient sur cette même interpretation de la Renonciation de la Reine MARIE THERESE. ANNO 1704.

Il n'est point nécessaire d'examiner ici, si le Testament où cette étrange explication a été mise en avant, doit être attribué au feu Roi, & si ce Testament est valable. L'on sait que le Roi encore peu de semaines avant sa mort, comme toûjours auparavant, s'étoit engagé envers l'Empereur de la maniere la plus forte, & la plus positive du monde, à lui conserver la Succession & à sa posterité, reconnoissant que cela étoit entiérement conforme au Droit. L'on sait aussi que ce Prince avoit été toûjours constant dans ces sentimens malgré toutes les sollicitations contraires, croïant qu'il y étoit obligé en conscience, & ne pouvant s'en départir sans faire à l'Empereur & aux siens le plus grand tort du monde, & sans plonger l'Espagne & toute la Monarchie, dans les plus grands malheurs; comme l'Empereur de son côté avoit été religieux observateur de sa parole & n'avoit jamais voulu écouter les offres les plus spécieuses qu'on lui avoit fait pour s'en départir. Ainsi il n'est point croiable que le feu Roi dans le dernier moment de sa vie se soit éloigné de ce qu'il avoit toûjours voulu sur de si fortes raisons, supposé que son esprit ait été dans son assiette; & qu'on n'ait point emploïé de mauvais artifices pour l'obliger à signer une disposition contraire à sa volonté constante & perpetuelle. Il faudroit des preuves claires comme le jour pour persuader que tout s'est passé comme il faut dans une action si étrange.

Les Loix Civiles ont suivi la raison naturelle, en voulant que les Testamens fussent accompagnez d'un bon nombre de témoins sans reproche, & d'autres solemnitez propres à exclure les supercheries. Si cela se doit observer dans le Testament d'un particulier, à combien plus forte raison doit-on y avoir égard quand il s'agit de la Succession d'un Roi & d'une des plus grandes Monarchies du Monde, & quand il y a tant de sujets de défiance. Il falloit ne rien ômettre de tout ce qui pouvoit lever les soupçons & les doutes. Il ne falloit pas enfermer le Roi, ni éviter la presence de la Reine, de l'Ambassadeur de l'Empereur & des Grands, contraires au parti des Bourbons. Il falloit qu'une si grande action & si extraordinaire fut comme publique. Il falloit que le Roi ordonnât de son mouvement, qu'on dressât un tel Testament, & non pas, qu'on lui en apportât un tout dressé, *& qu'on tâchât de le pousser après* à le signer.

Il falloit qu'on n'abusât point du nom de Dieu, & des Droits de la Conscience, & qu'on ne feignit point une sédition Populaire pour donner de fausses terreurs à un Prince destitué & agonisant, dont on s'étoit rendu maître, & qu'on menaçoit cruellement de la damnation éternelle & de la violence toute prête, mais imaginaire, d'une canaille brutale, pour le forcer à signer ce qu'on vouloit: sans parler de plusieurs autres considerations qui rendent ce Testament insoûtenable.

Mais quand il auroit été fait par le Roi CHARLES II. de son plein gré & de la maniere du monde la plus inconteſtable, il ne serviroit de rien pour changer la Loi fondamentale de l'Etat & de la Paix des Pirenées par une interpretation contraire au Texte, à la Raison & à toute la Jurisprudence; au préjudice des engagemens pris, & du Droit acquis d'autrui.

Tout le monde convient, qu'il n'est pas dans le pouvoir d'un Roi de disposer de ses Royaumes par Testament, soit qu'il le fasse directement, ou qu'il prétende de le faire comme interprete des Loix ou Pactes, si cette interpretation ne se soûtient pas d'ailleurs; & les François ont assez fait voir cette vérité eux-mêmes, lors qu'ils n'espéroient pas encore qu'un Testament d'un Roi d'Espagne leur pourroit être favorable. Il s'agit donc d'examiner cette interpretation en elle-même, savoir s'il est vrai, qu'un Prince de Bourbon descendant de la Reine MARIE THERESE peut hériter l'Espagne nonobstant la Renonciation de cette Princesse, pourvû qu'il ne soit point en même tems héritier présomptif de la Couronne de France; Et si cette exception se peut soûtenir, sous prétexte que le motif de la Renonciation n'est autre que l'empêchement de l'union des deux Couronnes sous un même Roi & cesse ainsi en sa personne.

ANNO 1704. Pour renverſer cette exception de fonds en comble & faire voir qu'il n'y a jamais eu de chicane plus inſupportable, & moins capable d'excuſer la violation des Traitez & des Sermens les plus ſolemnels; il eſt plus que ſuffiſant de montrer: 1. Que les Juriſconſultes condamnent en général depuis long-tems cette *exception du motif ceſſant*: 2. Que la France en fait un très-mauvais uſage. 3. Qu'on auroit du parler tout autrement, dans le Contract de Mariage, ſi cette exception eut été conforme au ſentiment des Contractans. 4. Que ce motif même, qu'on prétend ceſſer ne ceſſe pas ici. 5. Que l'Acte de Renonciation marque cela lui-même. 6. Qu'il paroît, qu'on doit avoir encore d'autres motifs. 7. Que l'Acte même en donne des marques. 8. Que cela eſt dit expreſſement. 9. Qu'on particulariſe même en termes formels encore un autre motif, qui a lieu ici, outre ceux qu'on peut ſous-entendre. 10. Qu'enfin quand tous les motifs marquez ceſſeroient véritablement, l'exception du motif ceſſant eſt rejettée en termes formels dans l'Acte même. On vérifiera tous ces points par ordre.

Primo. L'Exception du motif ceſſant qu'on met ſur le tapis dans le prétendu Teſtament, eſt ſi peu applicable ici, qu'il n'y a point de vrai Juriſconſulte, qui oſe raiſonner comme on y fait, de peur de ſe proſtituer. Il ne faut avoir que ce qu'on appelle une Juriſprudence cérébrine, c'eſt-à-dire, que les perſonnes peu inſtruites ſe forment de leur tête ſur de legeres apparences, pour confondre la *condition avec la cauſe* exprimée dans quelque diſpoſition. Les vrais Juriſconſultes y ont pourvû, il y a long-tems, en rejettant cette exception dans un tel cas. Caïus ancien Juriſconſulte Romain dans la dix-ſeptiéme Loi du Titre des Digeſtes, qui traite des conditions & deſignations, remarque que ſi le Teſtateur dit, je donne ma terre à Titius, parce qu'il a eu ſoin de mes affaires, ce leg eſt dû, quand la raiſon ſe trouveroit fauſſe: mais ſi la raiſon avoit été marquée conditionellement, c'eſt-à-dire ſi le Teſtateur avoit dit, je lui donne la terre, s'il ſe trouve, qu'il a eu ce ſoin-là; rien ne lui ſeroit dû en cas que cela ne ſe trouvât point vrai. Cette diſtinction eſt fort judicieuſe: il y a bien de la difference entre *ſi*, & *parce que*: l'Enonciation modifiée par un *ſi* eſt en ſuſpens; mais l'Enonciation dont on veut donner la raiſon, eſt pure & abſoluë, & peut ſubſiſter quand cette raiſon n'auroit point de lieu. Souvent les hommes n'expriment pas tous leurs motifs, ou ſe ſervent de prétextes pour couvrir leurs véritables raiſons, & cela ſuffit ſans déroger à leur volonté & à ſon effet, ſur tout dans le cas, où leur diſpoſition pourroit ſuffire quand ils n'en donneroient aucune raiſon.

II. Dans les Contracts auſſi (pour ne point dire qu'il ne s'agit pas tant des raiſons qui ſont marquées que de celles qui ſont les véritables) on ne peut point en interpreter les motifs comme l'on veut au préjudice d'autrui. Autrement il ſeroit aiſé de renverſer toutes les Conventions ſuivant la nouvelle Methode que la France a voulu introduire pour ſe départir du dernier Traité qu'elle avoit fait avec le feu Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux ſur la Succeſſion d'Eſpagne; où elle a voulu emploïer la même *exception* frivole *du motif ceſſant*; en poſant tel motif que bon lui ſemble, & puis le faiſant paſſer pour ceſſant quand bon lui ſemble. Car elle prétendoit que le motif unique du Traité avoit été d'empêcher la Guerre, ce qui n'étoit point, puis qu'on devoit avoir égard non ſeulement à la Paix; mais encore à la juſtice: Et ſi pour conſerver la Paix on vouloit tout ſouffrir, les plus méchans prévaudroient par-tout.

La même Couronne prétendoit auſſi que ce motif ceſſoit & que la Paix ſe conſerveroit mieux par l'acceptation du prétendu Teſtament; ſuppoſant contre toutes les apparences que perſonne n'oſeroit remuer après un tel coup. Ainſi cette exception eſt un beau moien de juſtifier toutes les violences. Car on peut dire que le but de tous les Traitez eſt la Paix; mais en les violant, & en ſe rendant maître des Forces d'autrui on a trouvé le moien le plus ſûr de la conſerver, perſonne après cela n'étant en état de faire réſiſtance. Voila le bel uſage que la France fait de l'exception du motif ceſſant. On montrera dans le dernier Point que le Contract de Mariage la rejette en termes exprès.

III. Quoi que cela ſeul ſoit plus que ſuffiſant, néanmoins il y a bien d'autres choſes à dire encore, qui détruiſent abſolument cette chicane. Il eſt clair ANNO 1704. ſur tout, que ſi l'intention de ceux qui ſont intervenus à la Renonciation avoit été uniquement d'empêcher la jonction des deux Monarchies dans la perſonne d'un ſeul Monarque, & de limiter la diſpoſition à ce ſeul cas; ils pouvoient & devoient parler comme on a coûtume de s'expliquer dans des rencontres d'une ſi grande importance, pour obvier aux doutes & prévenir les difficultez: c'eſt-à-dire ils devoient exprimer clairement qu'en cas que le Roi LOUIS XIV. eut deux Enfans mâles de la Reine MARIE THERESE, le ſecond pourroit ſucceder en Eſpagne, ou s'il n'avoit qu'un Mâle avec des Filles, ou des Filles ſeulement; l'aînée des Filles y pourroit ſucceder, &c. au lieu qu'il eſt dit tout le contraire, comme on remarquera tantôt. Peut-on croire qu'un auſſi habile Négotiateur que le Cardinal Mazarin, & tout le Miniſtere de France (qui ſongeoit dès lors aux moiens d'éluder cette Renonciation; comme les Lettres du Cardinal & les Diſcours publiez immediatement après le Mariage l'ont fait connoître) auroit négligé de faire marquer diſtinctement une diſpoſition de cette conſequence en faveur de la Maiſon de Bourbon; s'il avoit vû jour pour cela; s'il avoit ſçû que c'étoit le ſens de l'Acte, & s'il avoit oſé en faire la moindre mention: Il faudroit en effet avoir perdu le ſens commun pour ſe le perſuader; & cela ſeul ſuffiroit pour prouver certainement, que l'interpretation qu'on a forgée un peu tard, eſt ridicule & inſupportable. Car on ne doit jamais admettre des interpretations, qui obligent celui qui s'y fonde de confeſſer, ou que ceux qui ont part à l'Acte, & qui plus eſt lui-même, ou ſes Prédéceſſeurs, & les Miniſtres qu'on a emploïez de ſon côté ont été ſtupides au dernier point, ou qu'autrement ils ont été malicieux au ſupreme degré & pleins de fraude, dont il eſt injuſte, que les Coupables, & leurs Principaux, ou leurs Succeſſeurs profitent; Or l'interpretation qu'on vient de controuver eſt de cette nature. Car ſi la Cour de France a ignoré, ou manqué de faire exprimer un ſens ſi manifeſte, s'il étoit le véritable, ceux qui avoient part à l'affaire étoient les plus ſtupides de tous les hommes; mais s'ils n'oſoient point le mettre ſur le tapis, voïant bien qu'il ſeroit rejetté d'abord, & qu'il étoit contraire à la nature de l'Acte, qui ne pouvoit point paſſer avec cette déclaration, comme c'eſt la vérité toute évidente; ils ſongeoient à malice & à fraude; ſuppoſé qu'ils aient eu ce ſens *in petto*, & prétendu de s'en ſervir en tems & lieu. Ce qui ſuffit pour rejetter ce ſens (quand d'ailleurs il ſeroit paſſable) & pour faire l'interpretation contre ceux qui ont part à une telle conduite. Mais s'ils n'ont point fait marquer le ſens, & ne l'ont point eu en penſée non plus, eux qui y avoient le plus d'intérêt, il eſt de la derniere évidence, que ce n'étoit donc pas l'eſprit du Contract ni le ſens des Contractans; mais il ſe trouve de plus, que le contraire de ce ſens y eſt exprimé fort clairement, ce qu'ils ne devoient point permettre, s'ils n'y conſentoient pas; ou bien il faudroit qu'ils euſſent été ſtupides au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer.

IV. Qui plus eſt, l'exception du motif ceſſant n'a point de lieu, puiſque ce motif de l'empêchement de l'union des deux Couronnes, qu'on allegue comme unique cauſe de la Renonciation, ne ceſſe point. Il eſt vrai, que maintenant on s'abſtient d'unir ces Couronnes, mais on ſe met dès à preſent en état de les pouvoir unir un jour, lorſque l'occaſion s'en preſentera. Et quoi qu'on promette de s'en abſtenir encore à l'avenir, il n'y a point de ſûreté: car outre qu'en général ces diſtinctions & réſervations ſont perilleuſes & ſujettes à caution dans une ſi grande affaire; les ſujets de défiance ne ſauroient jamais être plus grands, qu'ici, puis qu'on n'aura d'autre aſſurance contre ce qu'on craint, que la parole & la bonne foi des Bourbons, chez qui l'on fait profeſſion ouverte par les diſcours & les raiſonnemens, & plus encore par les faits, & les actions, de n'être point eſclave de ſa parole. Ne peut-il pas arriver aiſément que le Fils aîné du Dauphin manquant en France, ou ſa lignée, le ſecond ou quelqu'un de ſa poſterité, déja Roi d'Eſpagne, lui ſuccede chez les François; qu'on ſera alors bien moins en état qu'à preſent de mettre à la raiſon, & de faire lâcher priſe chez les Eſpagnols: danger des plus évidens, & où il ſeroit inexcuſable de s'expoſer, ſur tout avec des gens chez qui les Promeſſes, les Traitez & les Sermens

ont

ANNO 1704. ont ſi peu de force. Et afin qu'on n'en prétende point cauſe d'ignorance quelque jour, la France vient de nous l'inſinuer tacitement, pour ne pas dire bien clairement; lors que le Duc d'ANJOU partant pour l'Eſpagne ſe réſerva éventuellement les Droits ſur la France par un Acte ſolemnel mis par écrit, qu'on a voulu faire paroître en public; où l'on a ômis tout exprés la clauſe & limitation miſe dans le ſuſdit Teſtament attribué à CHARLES II. ſur lequel toute la prétenduë Roïauté du Duc d'ANJOU étoit fondée, ſavoir qu'un Roi d'Eſpagne ſuccedant en France doit quitter la Monarchie Eſpagnole. Et puis qu'on a ômis cette clauſe, quand la mémoire en étoit encore fraîche, dans un endroit où elle devoit entrer le plus naturellement, il eſt de la derniere évidence qu'on l'a ômiſe à deſſein & de propos délibéré; & qu'on doit s'attendre qu'une telle clauſe aïant été mépriſée & ômiſe, quand on n'y devoit avoir égard qu'en paroles; on la negligera à plus forte raiſon, quand il faudra l'obſerver en effet, & ſe priver volontairement d'une grande Monarchie: Choſe d'ailleurs fort difficile à digerer, & où la nature pâtiroit bien ſans contredit. Qui doute qu'alors on ne ſe moquera point du prétendu Teſtament, ſi peu valable d'ailleurs; autant & bien plus qu'on s'eſt joué, & ſe jouë encore de la plus forte Renonciation qui fut jamais, tantôt ouvertement & tantôt par des chicanes où la mauvaiſe foi eſt toute viſible.

V. Ainſi la néceſſité évidente & le ſalut de l'Eſpagne (afin qu'elle ne ſoit point un jour réduite en Provinces,) demande qu'on ne l'y expoſe pas, après tant de ſujets de craindre qui ſautent aux yeux: & le moien le plus ſûr d'éviter cette fatale conjonction, eſt celui que l'Acte de la Renonciation a ſuggeré lui-même; c'eſt-à-dire *de prévenir dès à preſent* (ce ſont les termes formels) *les occaſions d'une pareille conjonction*; & ainſi de couper entierement le fil de la Succeſſion des Princes François en Eſpagne, pour faire ceſſer l'eſperance des mêmes François & la crainte des Eſpagnols. Tellement qu'outre la raiſon inconteſtable, les termes de l'Acte même marquent que le motif de l'empêchement de la conjonction des Couronnes ne ceſſe point, tant qu'on n'en a point *prevenu* juſqu'aux occaſions; ſur tout quand on n'évite pas une occaſion auſſi pleine de danger & auſſi peu ſuſceptible de remede, que celle de mettre un Prince *preſque héritier préſomptif* de la Couronne de France ſur le Trône des Eſpagnes.

VI. Mais quand on voudroit s'imaginer ou ſuppoſer contre les plus grandes évidences du monde, que ce motif de la Renonciation; qui conſiſte à prévenir le danger de la conjonction des deux Couronnes ſur une même tête, ceſſe entierement, & quand on ſauroit par une prophetie immanquable & divine, que la Branche de l'aîné du Dauphin ne finira jamais en France pour faire place à celle qui veut s'établir en Eſpagne, il faut ſavoir qu'il y a encore d'autres motifs de la Renonciation qui ſubſiſtent. Car on a crû ſans doute, en faiſant le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage, que le danger pour l'Eſpagne & pour toute la Chrêtienté ne ſeroit guéres moindre, ſi ces deux grandes Couronnes étoient jointes dans la même Maiſon de Bourbon ſi formidable déja; & ſi deux Rois ſi étroitement unis & dont les grands Païs ſont joints immediatement & de plein pied, ſe trouvoient en état de s'entr'aider à opprimer les Grands & les Peuples des Roïaumes & Provinces de la Monarchie Eſpagnole, & même la Liberté de l'Europe. Danger qui n'a jamais été plus grand que maintenant, que le Roi de France gouverne auſſi abſolument la Monarchie d'Eſpagne uſurpée ſous le nom de ſon Petit-Fils, que celle de France même.

VII. Outre que la raiſon fait connoître qu'on a voulu exclure la Race des Bourbons de toutes les manieres, l'Acte même de la Renonciation le dit clairement, & en donne des marques certaines: puiſque cet Acte ne permet pas même que les Filles des Princes Bourbons ſuccedent en Eſpagne, & qu'il leur donne excluſion auſſi bien qu'aux Mâles. Car on y fait renoncer l'Infante MARIE THERESE pour toute ſa poſterité *Mâles & Femelles* de quelque degré qu'ils puiſſent être. Donc il eſt évident, qu'on n'a point voulu être ſoûmis en Eſpagne à qui que ce fût de la Maiſon de Bourbon, ſans diſtinguer s'il ſeroit en même tems Roi de France ou non; puis qu'on a déclaré que cette Renonciation devoit s'étendre juſqu'aux Filles deſcenduës de l'Infante mariée en France, quoique ces Filles n'y puiſſent point ſucceder ſuivant l'hypotheſe de la Loi Salique. Donc il faut qu'il y ait encore d'autres motifs que l'empêchement de la conjonction des deux Couronnes, & que le ſens de l'Acte ait été plus étendu. ANNO 1704.

VIII. Mais afin qu'on n'en puiſſe point douter en aucune maniere, l'Acte même le dit formellement, & parle de ces autres motifs: après quoi c'eſt un abus inſupportable & une audace ſans exemple d'avancer avec les Partiſans des Bourbons, que le motif de la Renonciation n'*étoit autre* que la crainte de voir les deux Monarchies unies; car dans ledit endroit du Contract de Mariage de la feuë Reine de France, ou dans l'Acte de la Renonciation, il eſt dit expreſſement, *attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons*; & *notamment celle de L'EGALITE' qui ſe doit conſerver*. Il y a donc eu plus d'un motif, & cette crainte de l'union des deux Couronnes n'eſt pas l'unique.

IX. Et il eſt viſible de plus, qu'on nomme même ici un de ces autres motifs, ſavoir *l'égalité* qui ſe *doit conſerver*, c'eſt-à-dire, l'égalité entre les deux Couronnes, & cette égalité ne peut ſignifier ſans doute que la *Retorſion* ou *Talion* contre les François, qui ne permettent point que d'autres, & particulierement ceux qui ſont deſcendus des Filles de France mariées en Eſpagne, ſuccedent chez eux; comme ils l'ont fait connoître lorſque l'Infante ISABELLE Fille de PHILIPPE II. Roi d'Eſpagne & de la Reine ELISABETH de la Branche de Valois, prétendoit à la Succeſſion de France après l'extinction de cette Branche; pour ne rien dire des anciennes prétentions d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre & autres Deſcendans des Filles de France, qu'on y a exclus, ce qui oblige les autres Etats de rendre la pareille aux François. Ce Droit de Retorſion eſt fondé dans l'équité naturelle & pratiqué entre differens Etats. Car on ne permet point par exemple dans un Païs que les Sujets d'un Etat voiſin y héritent, ſi ce même Voiſin n'en accorde autant aux nôtres. Et cette raiſon a lieu ſur tout dans la Succeſſion des Etats & des Roïaumes, puis qu'autrement le Roi de France pouvant acquerir d'autres Etats par des Mariages ſans que d'autres Rois en puiſſent eſperer autant dans le Roïaume de France; les François par cette ſeule raiſon ſeroient capables enfin d'abſorber la meilleure partie de l'Europe, comme ils commencent de vouloir faire dés à preſent. Ainſi quand le motif de la crainte de l'union des deux Couronnes ceſſeroit, il en reſte aſſez d'autres; il eſt aiſé même de juger qu'il y en a eu, qu'on n'a point voulu exprimer nettement dans l'Acte: comme l'apprehenſion que la liberté des Roïaumes & Provinces d'Eſpagne pourroit être opprimée par les Bourbons accoûtumez au Gouvernement Deſpotique & aſſez puiſſans pour l'introduire par tout où ils auroient mis le pied; la forte répugnance, que les véritables Eſpagnols ont eu & doivent avoir encore à recevoir le joug de leurs Ennemis; & à ſe ſoûmettre à un Prince François, après tant de maux, que la même Nation leur a fait ou tâché de faire; le deſſein de conſerver la Monarchie dans la Maiſon d'Autriche, dont le Gouvernement eſt ſi doux & ſi conforme aux Droits & aux humeurs des Eſpagnols; l'exemple de la Renonciation d'ANNE d'Autriche mariée à LOUIS XIII. & d'autres raiſons dont il eſt inutile de mettre ici le détail.

X. C'eſt pourquoi comme toutes les raiſons de la Renonciation ne pouvoient pas bien être exprimées, & qu'il n'étoit pas même néceſſaire d'en exprimer dans l'Acte dont il s'agit; on y a mis une clauſe qui décide tout, & détruit tellement cette chicane du motif ceſſant dont on a voulu ſe ſervir pour éblouïr les gens; qu'aprés cela on ne ſauroit s'y fonder ſans une imprudence extrême. C'eſt que le Contract de Mariage, ou l'Acte de la *Renonciation* diſent en termes formels: que ladite *Dame* MARIE THERESE *dit & déclare* être *& demeurer bien & dûëment excluſe enſemble tous ſes Enfans ou Deſcendans mâles ou femelles, encore qu'ils* vouluſſent *ou puſſent dire &* prétendre *qu'en leurs perſonnes ne courent ni ne ſe peuvent & doivent conſiderer les dites raiſons* de la choſe publique *ni autres auxquelles la dite excluſion ſe pourroit fonder* . . . . . parce que comme il a été dit en

ANNO 1704. aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ſes Hoirs & Succeſſeurs, n'ont à ſucceder ni à prétendre pouvoir ſucceder &c. Eſt-il poſſible de trouver des paroles plus claires & plus fortes pour détruire l'exception frivole du motif ceſſant miſe en avant dans le prétendu Teſtament que les Bourbons font valoir. Et ne faut-il point avoüer, ſi l'on prétend que des Déclarations ſi ſolemnelles fortifiées par des Sermens, ne ſervent de rien, que c'eſt en effet déchirer tous les Traitez, fouler aux pieds le Droit des Gens, renoncer à toute juſtice parmi les hommes, & ſe moquer de Dieu même vangeur des fraudes & des parjures.

Ainſi la Renonciation pure & abſoluë de la feuë Reine MARIE THERESE pour elle & pour ſa poſterité ſubſiſtant dans ſa pleine vigueur, il n'y a plus lieu de douter que l'Empereur ſeul & ſa lignée a droit ſur la Succeſſion d'Eſpagne préférablement à tout autre, & que Sa Majeſté Imperiale auſſi bien que le Roi des Romains aïant cedé leurs Droits à l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur maintenant CHARLES III. Roi d'Eſpagne, Sa Majeſté Catholique doit être reconnuë par tout pour véritable & unique Succeſſeur & Monarque de toutes les Provinces de la Monarchie Eſpagnole. On peut même dire que la France venoit de reconnoître que la lignée de l'Empereur a de l'avantage du côté du Droit, puis qu'en faiſant tout fraîchement ſon Traité du prétendu Partage, elle avoit conſenti que l'Archiduc auroit le Corps de la Monarchie Eſpagnole, dont on ne vouloit détacher que les Etats d'Italie qui devoient être partagez entre le Dauphin & le Duc de Lorraine, ſans parler de quelques autres changemens de moindre importance.

C'eſt pourquoi les Partiſans des Bourbons deboutez du côté du Droit de Succeſſion, ont recours maintenant à une prétenduë poſſeſſion legitime, comme ſi les Peuples de la Monarchie Eſpagnole avoient reçu volontairement le Duc d'ANJOU pour être leur Roi. Mais on ne doit point attribuer à toutes ces Nations ſans une preuve manifeſte, qu'elles aïent eu intention de commettre une injuſtice criante, & de déroger au Droit du legitime Succeſſeur; c'eſt un des plus grands principes de la juſtice, qu'excepté le cas d'une néceſſité extrême & indiſpenſable, qui n'a point de loi, on ne peut ôter à perſonne ce qui lui appartient, ſans qu'il ſoit coupable. Or que peut-on imputer à l'Empereur, qui par un grand principe de droiture a rejetté les offres très-avantageuſes de la France & des autres Puiſſances qui avoient fait le Traité de Partage; la vûë de Sa Majeſté Imperiale étant de ne rien faire qui ne fut conforme au Droit, & dont le Roi & les Peuples d'Eſpagne ſe puſſent plaindre avec apparence de juſtice; auſſi le feu Roi étoit-il fermement réſolu de tenir parole à Sa Majeſté Imperiale, & ce qui a été fait comme de ſa part à l'article de la mort doit être compté pour rien, comme on l'a aſſez montré. On ſçait d'ailleurs que lors même qu'il arrive qu'une force majeure oblige les Sujets, & tout un Païs de prêter hommage à un Conquerant uſurpateur, ou d'abjurer leur Maître, comme il arrive ſouvent dans la Guerre, quand une Place eſt priſe par les Ennemis; le véritable Seigneur a toûjours ſon Droit ſauf & entier, juſqu'à ce qu'il y renonce par le Traité de Paix, ou autrement. Or ſi cette force ou néceſſité même ne détruit point le Droit du Seigneur legitime, combien moins ſera-t-il détruit ici, où cette néceſſité ne ſe trouve point? car le Roi Très-Chrêtien n'avoit garde de ſe rendre maître de la Monarchie Eſpagnole aſſurée du ſecours du reſte de l'Europe; outre que les Fiefs & Terres de l'Egliſe de Rome & de l'Empire Romain ne peuvent point être donnez à celui qui n'y a point de Droit ſans le conſentement du Seigneur du Fief.

On dira peut-être que les Eſpagnols ont été forcez de ſe donner à un Prince François pour éviter le démembrement de quelques parties de la Monarchie dont ils étoient menacez, & qu'ils ont mieux aimé faire un coup de deſeſpoir que de s'y réſoudre, ſuivant ce que l'Ambaſſadeur d'Eſpagne avoit prédit dans ſon Memoire preſenté à la Haïe. On a répondu ſouvent à cela, que quand ce démembrement eut été inévitable, ce ſeroit ſans doute une action plus que deſeſpérée & digne ſeulement d'un enragé que de ſe perdre, & le tout pour ne point perdre une partie; & de ſe ſoûmettre à l'Eſclavage d'un ancien Ennemi, plûtot que de dominer ſur quelque Province de moins. Ainſi il n'y a point d'apparence qu'on puiſſe attribuer à une Nation auſſi grave & auſſi ſage que l'Eſpagnole des ſentimens ſi déraiſonnables, & qui approcheroient de la folie; mais outre que l'Empereur n'avoit point de part à ce démembrement, & ne pouvoit point en être reſponſable, & par conſequent n'en devoit point ſouffrir; & qu'il n'étoit rien de plus indigne de la generoſité Eſpagnole que de récompenſer de toute leur Monarchie celui qui faiſoit tout le mal, & étoit l'auteur de ce prétendu démembrement; qu'il n'avoit peut-être mis en avant, que pour leur tendre ce piége: & que de plus les Eſpagnols en ſe donnant à un Prince de Bourbon & ne voulant point reconnoître le Succeſſeur legitime, cauſeroient eux-mêmes le démembrement qu'ils abhorrent, parce qu'ils détacheroient volontairement de leur Corps, les Fiefs de l'Empire, & de l'Egliſe, dont ils n'ont point droit de diſpoſer au préjudice de celui qui y ſuccede en vertu des Loix des Fiefs: Outre tout cela, dis-je, il s'en falloit beaucoup que le démembrement que la France avoit projetté fût une affaire ſi certaine, & ſi inévitable, qu'elle dût porter à une réſolution deſeſperée.

Car il s'agiſſoit dans le prétendu Partage de donner au Dauphin les Roïaumes de Naples & de Sicile avec les Places Eſpagnoles de la Toſcane. Mais non ſeulement l'Empereur & les Peuples de ces Roïaumes, mais auſſi le Pape & preſque tous les Princes & Etats Catholiques y étoient contraires, les Princes Proteſtans auſſi & les Rois du Nord, qu'on invitoit à aquieſcer au Traité, n'y vouloient point avoir de part; & tout l'Empire s'oppoſoit ouvertement à un Traité où l'on diſpoſoit du Milanois & des autres Fiefs Imperiaux. Or les Forces de la Monarchie Eſpagnole ſe joignant à ce parti, il n'auroit pas été trop aiſé à la France de s'emparer des Roïaumes de Naples, de Sicile, & de Toſcane, où elle ne pouvoit aller facilement que par Mer, & où l'Empereur pouvoit aller avec plus de facilité par Terre, aïant le Milanois pour lui & apparemment auſſi la République de Veniſe, le Duc de Savoie, & tout le reſte de l'Italie. Les Anglois & les Hollandois n'auroient ſecouru la France tout au plus que par un Secours dont elle n'avoit point beſoin, c'eſt-à-dire avec leurs Flottes. Car il ne faut point croire que pour maintenir le Partage ils euſſent voulu attaquer l'Eſpagne, les Païs-Bas, ou l'Empire; auſſi le Traité ne les y obligeoit point. Le Parlement d'Angleterre n'auroit point concouru à l'execution de ce Traité, quand même le Roi d'Angleterre ſeroit reſté en vie; ce Traité paroiſſant aux Anglois contraire à leurs vrais intérêts, comme ils le firent connoître auſſitôt qu'ils en eurent la connoiſſance; & la France entreprenante comme elle eſt, & ſe mettant ſi peu en peine des Traitez & de ſes Amis, auroit fait ſans doute bientôt des démarches qui auroient diſpenſé & l'Angleterre & la Hollande d'executer leur parole, & auroit même autoriſé ces Puiſſances à épouſer le parti oppoſé. L'explication même du Traité leur en fourniſſoit un ſujet. Car les François prétendent ſoûtenir cette Maxime extraordinaire que ce qui appartient à leur Roi, eſt uni, & comme incorporé à la Couronne. Mais il y avoit une clauſe dans le Traité qui étoit contraire à cette incorporation, car les Roïaumes de Naples & de Sicile étoient accordez au Dauphin & à ſa Poſterité mâles & femelles, ce qui ne ſçauroit avoir lieu à l'égard des Païs incorporez dans la Couronne de France, où l'on prétend que les Femmes ne ſuccedent point. Mais apparemment, ſi le cas fût jamais arrivé qu'une Fille eût dû ſucceder aux Roïaumes de Naples & de Sicile au préjudice d'un Roi de France; on ſe ſeroit moqué de cette clauſe du Traité, & on ſe ſeroit fondé ſur la Maxime prétenduë de l'incorporation; donc ces Puiſſances avant que de travailler à l'execution du Traité de Partage avoient droit de demander à la France une ſûreté ſuffiſante contre cette prétention d'incorporation, qu'on avoit droit de craindre, & qu'on ne pouvoit point ignorer, puiſque les François ont aſſez publié leur Maxime; ſans parler de beaucoup d'autres raiſons qui pouvoient brouiller cette Triple Alliance, dont la liaiſon étoit ſi peu naturelle.

Il n'y avoit donc point d'ombre de néceſſité qui put porter les Royaumes & Provinces de la Monarchie d'Eſpagne à ſe donner à un Prince de Bourbon contre le Droit inconteſtable de l'Empereur. Mais auſſi il ne ſe trouve point que la reception volontaire

du

ANNO 1704. du Duc d'ANJOU pour Seigneur ou Roi, que les Partisans des Bourbons attribuent à ces Peuples, soit averée. La volonté des Nations ne s'explique point par les Magistrats ou Regens, mais par les Assemblées des Etats des Royaumes, & des Provinces. Il falloit donc que ceux qui s'étoient érigez en Regens, assemblassent ce qu'on appelle *Las Cortes* ou les Etats, tant en Castille qu'en Arragon, avant que de prendre la moindre résolution sur la Succession. Car on sçait bien, qu'un Roi n'a point de Droit de donner son Royaume par Testament, quand même celui qu'on attribuë à CHARLES II. eût été dans les formes; quant aux Gouverneurs ou Vicerois des Païs-Bas, du Milanois, de Naples, & de Sicile, que le feu Roi avoit continuez jusqu'à nouvel ordre du Successeur (quoi qu'ils n'en eussent point besoin) ils avoient Droit & obligation non seulement d'assembler les Etats des Royaumes ou Gouvernemens, pour résoudre ce qui étoit à faire par *interim*, & de recourir à l'avis des Seigneurs supremes des Fiefs, là où il y en avoit; mais aussi de se rapporter aux Assemblées des Etats des Royaumes d'Espagne; & de communiquer avec elles; & en attendant de garder le Païs pour le véritable Successeur. Il est bien manifeste que si on eût observé ces formalitez requises, & qu'on se fût conformé à la volonté des Etats & des Peuples, comme à l'avis des Seigneurs des Fiefs; toute crainte des armes étrangeres, aussi bien que toutes mauvaises pratiques au dedans venant à cesser, le Droit de la Maison d'Autriche qui conservoit tout dans l'état ancien, & dans son entier, auroit prévalu sans difficulté. Mais au grand étonnement de tout le monde ceux qui avoient en main le timon du Gouvernement, n'ont rien fait de cette nature, pour avoir le véritable sentiment des Peuples & des Intéressez, tout au contraire quelques personnes de la Cabale à la Cour d'Espagne se sont fait nommer pour Regens dans le prétendu Testament attribué au feu Roi; ils ont proclamé le Duc d'ANJOU, personne n'a osé s'y opposer, intimidé par la crainte de la Faction Françoise, & de peur d'être mal-traité. La conservation, l'amour du repos, & la terreur d'un Parti déja prévalant a fait le même effet dans les Provinces d'Espagne; & les Gouvernemens au dehors ont suivi le torrent, & ont été gagnez: Cependant ces irregularitez & ces violences ne sçauroient point donner de Droit à l'un, ni en ôter à l'autre, ni passer pour la volonté des Peuples.

On n'a qu'à venir à l'épreuve pour s'en assurer; Que les Bourbons, s'ils osent, rendent la liberté aux Païs de la Monarchie & les laissent choisir volontairement & de plein gré un Roi pour les gouverner; qu'ils fassent cesser la terreur des Armes, & que les François nouveaux venus sortent de Madrid & de toute l'Espagne, mais sur tout des Païs-Bas, & du Milanois. Le Roi CHARLES III. & ses Alliez en feront autant, & feront retirer leurs Troupes, & on verra de quel côté tombera le choix.

Maintenant le Droit de la Maison d'Autriche parvenu au Roi CHARLES III. étant pleinement établi, il n'est point nécessaire de prouver amplement le second Point de cette Déduction, qui est que la Conscience & la consideration du Bien public & du salut de la Monarchie, doit porter les Grands & les Peuples à se ranger du côté de leur vrai & legitime Roi. Car quant à *la Conscience*, le Droit du Prince étant clair suivant ce qu'on vient de montrer, on n'en peut prétendre cause d'ignorance, & les Bourbons refusant tout jugement ou arbitrage, & ne se fondant que sur les Armes & les Usurpations ils se condamnent eux-mêmes, & reconnoissent le Droit du Roi, comme ils avoient déja fait en effet dans leur pretendu Partage: & afin que tout le monde le reconnoisse généralement, il ne faut que sçavoir lire ce qu'on a voulu mettre à la fin; c'est-à-dire *l'Extrait du Contract* de Mariage de LOUIS XIV. & de l'Infante MARIE THERESE, *ou de l'Acte de la Renonciation*, qui est la Piéce la plus décisive du monde; & comme il ne s'agit pas seulement du Droit du Roi, mais encore du salut de la Monarchie, qui est sur le point d'être précipitée irremediablement dans un abîme de malheurs; la conscience de ceux qui sont en état de contribuer en toute sorte de manieres, à redresser les choses, en demeure chargée, & ils seront responsables devant Dieu & devant les hommes des maux horribles qu'ils auront causez, ou qu'ils pouvoient empêcher. Car ceux qui auroient peut-être pû se flatter au commencement de cette Révolution contre toute sorte de raisons, que la Monarchie demeureroit en Paix, & qu'on pourroit recevoir un Prince de Bourbon Petit-Fils du Roi Très-Chrêtien, sans recevoir le Joug Despotique de la Domination Françoise, auront été desabusez de ces esperances frivoles, par l'évenement, & par les entreprises des François, qui les gouvernent déja la baguette à la main.

ANNO 1704.

Or que le salut de la Monarchie, & de la Nation Espagnole n'a jamais été dans un plus grand danger depuis l'Invasion des Sarrasins, c'est la chose du monde la plus visible. On ne peut pourtant se dispenser d'en toucher quelque chose, sans s'étendre dans un champ si vaste, pour faire voir qu'on doit attendre de grands malheurs d'un Roi Bourbon, & qu'on n'a rien à craindre d'un Roi Autrichien. Il faut considerer que les malheurs qui peuvent arriver par la volonté d'un Roi Bourbon, ou même malgré lui, par la consequence des choses, par ses volontez ou ses desirs, fondez, ou dans son inclination ou même sur son intérêt, seront fort contraires au bien de l'Etat, & au genie des Peuples. Un Roi peut avoir des inclinations séparées de ses intérêts, & l'un pourra être aussi dangereux que l'autre. Or les inclinations des Bourbons sont connuës, s'ils chassent de race; du moins on doit présumer d'eux ce qui convient aux manieres de leur Nation. Car si même ils ne les suivoient pas entierement, ils auroient toûjours du panchant à les tolerer, pour ne pas dire à les favoriser; l'intérêt d'un tel Roi ne seroit-il pas de donner sa confiance à ceux de sa Nation qu'il considereroit comme plus affidez & attachez à sa personne & plus propres à le servir dans ses desseins.

Les manieres des François sont absolument éloignées des manieres ou coûtûmes d'Espagne. Il y a en France une grande liberté, sur tout par rapport au Sexe, & il est à craindre qu'ils ne l'introduisent avec eux au préjudice des bonnes mœurs. Aussi sçait-on ce qui a causé les Vespres Siciliennes, mais on ne veut point s'arrêter sur une matiere si odieuse; il y a d'ailleurs une opposition infinie entre les usages d'Espagne & ceux de France, & il y a des Livres faits exprès sur ce sujet: D'un côté on est grave, serieux, & reglé: On est pour l'exacte observation des Loix & des Coûtumes; on est bien aise de s'y conformer, & l'on veut que les autres s'y conforment; dans ce que les Loix n'ont point reglé, la Sageſſe de la Nation y a suppléé, & a introduit des Coûtumes qui tiennent lieu de Loix. Dans la conversation & le commerce de la vie, comme on ne veut point incommoder les autres, on n'en veut point être incommodé, & la Jeunesse même tient de la gravité de la Nation. Mais de l'autre côté, c'est-à-dire du côté des François, c'est tout le contraire. On ne se donne point de repos, & on n'en laisse point aux autres; le grave & le serieux passent pour ridicules, & la regle ou la raison pour pedantesque; le caprice pour quelque chose de galant, & l'inégalité dans la façon d'agir avec les gens pour une adresse: on se fourre dans les maisons; on poursuit les gens jusques chez eux, on fait des querelles mal-à propos. La Jeunesse sur tout fait gloire de sa folie, & de ses desordres qui vont loin aujourd'hui, comme si c'étoit une marque de bel esprit; elle ne respecte ni le Sexe, ni l'âge, ni le merite.

Peut-on s'imaginer que la Cour & les Provinces se remplissant de telles gens, qui seront même dans la faveur & dans les Emplois, la Nation Espagnole s'en puisse accommoder sans se corrompre enfin par tant de mauvais exemples, à Dieu ne plaise que cela arrive jamais. On dira que ce sont des bagatelles, mais ce n'est rien moins que cela; car outre que la pieté, la vertu, & la raison vont par dessus toutes choses, la douceur de la vie consiste en bonne partie à n'être point incommodé chez soi par des importuns dangereux; il est bien plus dur incomparablement d'être troublé, mocqué, affronté, & maltraité dans son domestique, dans sa personne, dans les siens, & de trainer une vie pleine de chagrin causée par les mépris & les insolences de ceux avec qui on a à vivre, & qu'on est obligé de souffrir malgré soi, & même de craindre; que d'être mis sous le joug d'un Conquerant, ou d'être opprimé par un Tyran qui ne se prend qu'au général ou à la bourse.

La consideration de la Religion encore ne doit pas être de peu d'importance, sur tout dans un Païs très-Catholique. L'on sçait qu'en France on n'est Catholique qu'à

ANNO 1704.

qu'à demi, & plût à Dieu, qu'on y fût assez Chrêtien ! L'Authorité du Pape même dans les matiéres Ecclesiastiques n'y est considerée que lors qu'on les veut flatter pour les avoir à sa devotion, & pour les opprimer un jour avec les autres. On a fait mille affronts à un Saint Pontife*, parce qu'il étoit Zelateur de la justice, & n'approuvoit point les desseins ambitieux de la France. On attaquoit ouvertement alors l'Autorité du Saint Siege, & on persécutoit ceux qui la soûtenoient comme des Hérétiques. On opprimoit les Libertez des Eglises par les prétentions mal fondées de la Regale, contre la Doctrine expresse d'un Concile Général de Lion; & des Evêques exemplaires, qui n'étoient point esclaves de la Cour au préjudice de leur conscience, étoient traitez avec la derniere inhumanité. De plus, il s'étoit formé depuis long-tems un grand parti dans l'Eglise de France, qui tendoit à renverser entiérement l'Autorité du Pape, & à réformer plusieurs Dogmes de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine comme des abus. Ce parti triomphe maintenant parmi le Clergé Séculier de France, & on en verroit les effets un jour, si Dieu permettoit que la Maison de Bourbon obtint la paisible possession des deux Monarchies, & que par conséquent le Pape avec Rome fût à sa discretion.

* *Innocent XI.*

L'ambition de la France aussi a conservé les Mahometans en Europe, que l'Empereur étoit sur le point d'en chasser ; Qu'on ne dise point que cette Couronne apprehendoit l'accroissement de la puissance de la Maison d'Autriche, car elle n'avoit qu'à prendre part à la dépouille; La Grece avec la Thrace (pour ne rien dire de l'Asie) l'attendoient & lui étoient assurées. Mais elle a mieux aimé se réserver pour l'injuste Invasion de la Monarchie d'Espagne; & encore maintenant elle fait des efforts pour pousser la Porte Ottomanne à attaquer la Chrêtienté tout de nouveau. C'est cette Couronne qui par son avidité a causé une horrible effusion de sang Chrêtien depuis près de trente ans, en attaquant toûjours les autres ; & presque tous les maux que l'Europe a souffert depuis ce tems-là, lui doivent être imputez. Ce sont là les merites que la Maison de Bourbon peut alleguer pour remporter un aussi grand prix que celui de la Monarchie d'Espagne, & pour l'ôter à l'Empereur toûjours fidéle à son Dieu & à ses Alliez.

Mais le pis de tout est, que l'Athéïsme marche déja en France tête levée; que les prétendus esprits forts y sont à la mode, & que la pieté y est tournée en ridicule. Ce venin se répand avec l'esprit François, & par tout où ce genie met le pied & se rend superieur, il le porte avec lui. Se soûmettre à la Domination Françoise, c'est ouvrir la porte à la dissolution & au libertinage; aussi peut-on bien être assuré que la pieté ne sauroit régner où la justice est foulée aux pieds, ainsi que la France l'a fait tant de fois, & avec tant de hauteur: & si l'esprit insolent des François dès qu'ils sont les maîtres, doit obliger les honnêtes gens à ne les point laisser prendre le dessus dans leur Païs ; leurs sentimens & leurs actions impies doivent effraïer les gens de bien & les bons Prélats, de même que tous ceux du Clergé qui ont du zele pour la Maison de Dieu. Il faut avoir assez bonne opinion des Princes Bourbons pour croire que les maux arrivent, & arriveront malgré eux, & qu'ils ne favoriseront point le déréglement, ni l'impieté : Mais la mauvaise coûtume, quand les esprits y ont pris goût, est plus forte que les Ordonnances, & nous le voïons maintenant en France même, où sous un Roi devot, severe, & absolu, le desordre & l'irreligion, sont allez au delà de tout ce qu'on a jamais vû dans le Monde Chrêtien. Dieu veuille qu'on n'ait point besoin de se précautionner contre ce mal François, & que la grandeur de cette Nation, qui va toûjours en croissant, si on ne s'y oppose, ne soit un nouveau fleau contre la Religion. L'Espagne s'en ressentira, les Eglises sur tout ; & les Espagnols en seront les plus coupables s'ils se soûmettent à cette dangereuse Nation, & la mettent par là en état de maîtriser le reste de l'Europe.

L'intérêt, aussi bien que l'inclination d'un Roi Bourbon & des François, sera de se rendre absolus pour pouvoir exercer un Gouvernement Despotique. L'on sçait que cette forme de Gouvernement est établie en France, qu'elle y est exaltée par les flatteurs, & qu'un Petit-Fils d'un Roi de France ne sçauroit manquer d'être imbu de ces Maximes. On y a réduit à rien les libertez des Grands & des Peuples; le bon plaisir du Roi tient lieu de tout, les Princes du Sang Roïal même y sont sans aucune Autorité ; les Grands ne sont que titulaires & se ruinent de plus en plus, pendant que des personnes de peu de consideration sont élevées pour servir d'instrumens à l'oppression des autres. Dans les Païs à Etats, on n'assemble les Etats que pour la forme, & ces Assemblées ne servent plus qu'à executer les ordres de la Cour, sans qu'on ait égard à leurs griefs. La Noblesse est appauvrie au dernier point, vexée par des chicanes & par des recherches, obligée de se consumer au service du Roi & de sacrifier son bien & son sang à l'ambition d'un Conquerant, pendant qu'elle ne se nourrit que d'esperances d'une fortune chimerique & d'avancemens qui ne sont donnez qu'à un très-petit nombre. Ceux qui sont dans les Emplois Civils & sur tout dans les lucratifs, s'étant enrichis aux dépens du commun, parce qu'on leur lâche la bride, sont ensuite pressez comme des éponges par les revisions de leurs Comptes & de leurs Affaires, par la venalité des Offices, par la création de nouvelles Charges, & par de grandes sommes qu'on leur demande, sans aucun sujet, & qu'ils sont obligez de paier pour s'exempter de la vexation. Le Peuple est foulé sans misericorde & réduit au pain & à l'eau par les Tailles, Taxes, Impôts, Capitations, Quartiers d'Hiver & passages des Gens de Guerre; par des Monopoles, par des changemens de Monnoïe qui enlevent tout d'un coup à tout le monde une bonne partie de son bien, & par mille autres inventions: & tout cela n'est que pour servir à l'insatiabilité d'une Cour qui ne se soucie point des Sujets qu'elle a déja, & qui ne cherche qu'à augmenter le nombre des miserables en étendant ses Etats. Maintenant tous les Peuples de la Monarchie d'Espagne étant sur le point d'éprouver le même sort; les véritables Espagnols qui aiment leur Patrie, & l'honneur de leur Nation n'en seront-ils point émus ?

ANNO 1704.

On n'a qu'à se figurer tout ce que l'esprit remuant & chicaneur des François est capable d'entreprendre en Espagne pour enrichir le Roi, & pour élever sa Puissance aux dépens des Sujets. La France fourmille de donneurs d'avis & de Partisans de profession affamez de l'or & de l'argent des Indes & des richesses d'Espagne qu'ils devorent déja des yeux. Le Roi se rendra Maître du Commerce de l'Amérique, & disposera des Mines du Perou à son plaisir, en y introduisant des Entrepreneurs François ; les particuliers n'en auront que ce qu'il leur faudra laisser pour continuer les ouvrages dont il n'est pas à propos que le Prince se charge. En Espagne on verra des Fermiers à la mode de France & des Gens d'Affaires qui succeront jusqu'à la moëlle du Peuple, pour l'obliger (diront-ils) à être plus industrieux & à travailler davantage; mais il ne jouïra gueres de son travail, dont le profit ne sera que pour la Cour & pour les Etrangers.

Les Gens de Justice, de Police & de Finances éprouveront de terribles réformes ; on changera les uns, on retiendra les autres, & on leur donnera des Collegues comme on le trouvera à propos : & cela ne se fera gueres sans Finances, quand même on n'introduiroit pas ouvertement si-tôt la venalité des Charges. Il y en aura beaucoup qu'on forcera à se racheter pour s'exempter des vexations & des recherches prétenduës. Généralement on les renverra à l'école chez les François, sous prétexte que tout est si bien reglé en France; mais dans le fonds afin que les François devenant leurs Précepteurs, entrent dans le secret de toute l'œconomie de l'Espagne, & se fourrent dans toutes sortes d'Emplois. S'ils changent quelque chose en mieux, ce sera non pas pour le bien des Peuples, mais pour celui du Roi, dont on sait que le Tresor ou le Fisc ressemble dans l'Etat, à la ratte dans le corps humain, de qui la grandeur énorme est la diminution des autres membres ou visceres : Outre que ces exceſſives richesses toutes prêtes mettent les Rois en état de méditer des Conquêtes, & d'entreprendre des Guerres, qui achevent de miner les particuliers & augmentent les desordres & les miseres du Genre-Humain.

Les Grands & les Seigneurs ne seront point exempts des vexations ; au contraire ceux, dont la puissance fera tant soit peu ombrage seront bien-tôt mis au petit pied : on les envelopera dans les recherches

ANNO 1704. ches du Domaine de la Couronne aliéné, & on les obligera d'y renoncer ſous pluſieurs prétextes : On leur donnera des Emplois d'une flateuſe diſtinction, mais qui ſeront ſomptueux & propres à les ruiner : on engagera les Gentilshommes dans le luxe & dans les Procès ; on les obligera de paroître à la Cour, à l'Arriére-Ban & dans les Armées, ſous peine d'être mépriſez & même mal-traitez. Les Emplois lucratifs & de confiance ſeront, ou pour les étrangers, ou pour de petits compagnons du Païs, ſouples & bons à tout faire & à tout ſouffrir, ſans ſe ſoucier de l'honneur & du bien de la Patrie. Les Gens d'Egliſe ne ſeront gueres mieux traitez, & l'exemple de la France leur ſervira de Loi. Le Roi aſſiſté de celui de France forcera le Pape à tel Concordat qu'il voudra ; la Cour s'emparera de la Collation preſque de tous les Benefices, & donnera des Penſions là-deſſus : elle introduira la Regale dans ſa rigueur ; les Juges Séculiers réformeront les Sentences Eccleſiaſtiques ſous prétexte d'abus ; on rognera les aîles aux Prélats qu'on croira trop riches ; & on demandera tant de dons gratuits coup ſur coup, que la condition du Clergé ne ſera point meilleure que celle des Laïques, dont ils ſeront obligez d'aider à ſupporter la miſere.

Pour ce qui eſt des Affaires publiques, il peut arriver fort aiſément que le Duc d'Anjou, pour être appuïé par ſon Grand-Pere, ou par ſon Pere ſera obligé de ſacrifier à la France, ou aux intérêts des Bourbons une partie des Etats, ou des Droits de la Monarchie.

On fit ſonner bien haut dans ce parti, la diſpoſition du prétendu Teſtament attribué au feu Roi, qui défend de faire dans la Monarchie aucune ſorte d'aliénation ou de ſéparation ; & la France fit connoître qu'elle ne permettroit pas le démembrement d'un pouce de terre. Mais ſes intentions & ſes paroles ſont bien differentes. L'on ſçait qu'elle flatte l'Electeur de Baviere de l'eſperance des Païs-Bas : pendant qu'elle même ſe met en poſſeſſion de toutes les Forteresſes de ce Païs, auſſi bien que du Milanois, & fait aſſez connoître qu'elle veut être rembourſée de ſes fraix. Que ſavons-nous ſi les François ne s'aſſureront pas de la Catalogne, des Châteaux de la Ville de Naples, & de quelque Port en Sicile, pour avoir la Monarchie à leur diſcretion, afin que le Roi Bourbon ſoit toûjours ſous la Tutelle de celui de France, comme le Duc d'Anjou l'eſt ſous celle de ſon Grand-Pere ; & ce jeune Prince qui s'eſtime trop heureux de regner à Madrit, plûtôt que dans le Château du Meudon qui auroit été de ſon appannage, donne les mains à tout : Outre qu'il peut eſperer de regner lui-même un jour en France. D'ailleurs, il paroît fort vrai-ſemblable que la France prendra ſes meſures pour empêcher un jour les Eſpagnols de changer de parti, quand ils le voudroient. Car il n'y a point d'apparence qu'elle veuille fortifier une rivale au hazard d'en être incommodée un jour. On peut juger de ce que cette Couronne, ou du moins un Roi François peut faire & fera dans la ſuite des tems à loiſir, & quand il aura les bras libres au dedans & au dehors, par tout ce que les François ont déja fait depuis deux ou trois ans ; quoi qu'ils aïent de grands ennemis ſur les bras, & qu'ils ſoient obligez de ménager encore un peu les Eſpagnols. Il faut avoüer qu'à juger de l'avenir par cet échantillon, & que ſi les François avancent à proportion de ce qu'ils ont déja fait, ils auront bientôt l'Eſpagne dans les fers ; car ils ſont déja preſque maîtres des Païs-Bas & du Milanois, ſeules Provinces de la Monarchie pourvûës de quantité de Forteresſes ; Et ſur le moindre ſoupçon ils tâcheront de deſarmer les Eſpagnols, comme ils ont deſarmé les Troupes du Duc de Savoie. Ils renvoïent maintenant en Eſpagne la plûpart des Eſpagnols & des Italiens qui ſont aux Païs-Bas avec les Seigneurs Wallons qui leur ſont ſuſpects ; ils prennent des meſures pour s'aſſurer toûjours de Pampelune, de Barcelone & des Ports de la Biſcaïe pour avoir les Clefs de l'Eſpagne en leur pouvoir. Ils travaillent à introduire les François dans le Mexique & dans le Perou, & ils ont déja bien commencé. Il s'en eſt peu fallu qu'ils n'aïent mené la Flotte d'Argent de l'Amerique dans quelque Port de France, & s'ils y ont manqué la premiére fois, ils n'y manqueront point la ſeconde, ſi on leur en donne encore l'occaſion. Ils s'aſſurent du commerce des Negres à l'excluſion des autres Nations, ce qui met les Mines du Perou dans leur dépendance. D'ailleurs, ils mal-traitent déja les Sujets d'Eſpagne, & leur apprennent à obéïr à la Françoiſe. On ſe mocque des privileges des Païs & des Villes : On exige l'argent qu'on juge à propos, & pour toute réponſe aux plaintes que l'on fait, on dit : Le Roi le veut. ANNO 1704.

Pour tout dire en un mot, le Roi Très-Chrêtien, eſt auſſi abſolu à Madrit qu'à Paris, & il gouverne la Monarchie d'Eſpagne comme la France. Les Maréchaux de Villeroi & de Bouflers ont commandé ſans avoir aucun égard au Marquis de Bedmar dans les Païs où il devoit faire la fonction de Capitaine & de Gouverneur General. Le Duc de Bourgogne étoit muni d'une Procuration du Duc d'Anjou ſon Frere pour y avoir un pouvoir ſans réſerve. C'étoit mettre les meilleures Places des Provinces de l'Eſpagne dans le pouvoir de l'Héritier preſomptif de la Couronne de France ; Peut-on en uſer plus deſpotiquement, & d'une maniere plus contraire aux intérêts des Eſpagnols ? Les Miniſtres d'Eſpagne dans les Cours Etrangeres ſemblent être comme à la ſuite de ceux de France, ou tout au plus comme des ſecondaires ; la Clef du Secret & des Affaires eſt entre les mains des François ; & dès le commencement de cette Révolution Don Quiros l'éprouva lors qu'il ſe trouva en Hollande avec le Comte d'Avaux. Les Eſpagnols ſont obligez auſſi de ceder par tout aux Miniſtres de France, & de reconnoître la preſſéance de cette Couronne, ce qu'ils n'avoient garde de faire autrefois.

La Maiſon de Bourbon n'en uſe gueres avec moins de hauteur en Eſpagne même. Les François viſitent les Ports d'Eſpagne, & s'informent des Fonds & des Revenus de la Monarchie : On a déja mis au niveau les Grands d'Eſpagne avec les Ducs & Pairs de France, qui pourtant ne ſe couvrent devant leurs Rois, que dans certaines rencontres. Quand quelque Grand en a murmuré on l'a envoïé en exil, ou mal-traité autrement. A peine le Duc d'Anjou fut-il en état de ſe faire obéïr, qu'on chaſſa & mit en priſon un Eccleſiaſtique de diſtinction ſans aucun ſujet legitime & ſans aucune forme de juſtice. On s'eſt moqué dès lors de la Regence établie dans le prétendu Teſtament, & depuis on eſt allé juſqu'à donner au Cardinal Porto-Carrero un Surveillant en la perſonne du Comte d'Etrées. Car on voit bien, que ſi le Cardinal François eſt rappellé maintenant ce n'eſt que dans l'intention d'appaiſer les eſprits aigris.

Le Teſtament prétendu étant le fondement des démarches des Regens & de la France, cette Couronne devoit au moins faire ſemblant d'y avoir égard, ſi elle vouloit ménager le public. Mais on y fit d'abord une brêche très-grande, & on ſe ſoucia fort peu des volontez & de la gloire du feu Roi, en traitant indignement la Reine Doüairiere ſon illuſtre Epouſe, nommée Regente dans ce Teſtament, ce qui étoit peut-être la ſeule clauſe conforme aux veritables intentions de ce Prince : & avant même que le Duc d'Anjou fût arrivé à Madrit, on la dépoſſeda de la Regence & on l'éloigna de la Cour par une Lettre des plus dures, qui lui fut écrite au nom du Duc, & on n'eut pas le moindre égard à l'option que ce même Teſtament donnoit à cette grande Princeſſe.

On ſe réſerva même expreſſement les moiens d'anéantir un jour toute la force de ce Teſtament, ſur le point de la Succeſſion, à l'égard des cas qui pourroient être contraires à l'intérêt des Bourbons, par les réſervations & proteſtations qu'on reçût de la part des Ducs d'Anjou & d'Orleans : comme il a déja été remarqué ci-deſſus.

Le Duc d'Anjou avant ſon départ pour l'Eſpagne fit un Acte, où il réſerva ſon regrès à la Couronne de France en cas que la Ligne Maſculine de ſon aîné vint à manquer ; mais il n'y fit pas la moindre mention de quitter l'Eſpagne dans le cas, rapporté dans le Teſtament ; quoi que ce fût le lieu d'en parler, & qu'on le dût faire pour éviter les ſoupçons : Donc ne le faiſant point, on marquoit, qu'on ne ſe ſoucioit gueres ni de la condition, ni du Teſtament, ni même des jugemens, que les Eſpagnols & les autres Peuples & les Puiſſances, qui ont tant d'intérêt que les deux Monarchies ne ſoient point unies, en pourront faire.

On témoigna encore qu'on ne ſe met point en peine du prétendu Teſtament, qu'en ce qu'il eſt utile, en recevant la proteſtation du Duc d'Orleans con-

ANNO 1704. contre ce Teſtament même, qui prétendoit comme Deſcendant de la Reine de France ANNE, Sœur aînée de PHILIPPE IV. d'être préféré à la poſterité de la Sœur cadette MARIE ANNE Mere de l'Empereur, & à celle de CATHERINE Sœur de PHILIPPE III. dont deſcend le Duc de Savoie, nonobſtant la Renonciation de ladite Reine ANNE. Ce qui fait voir que les Bourbons prétendent retenir la Monarchie d'Eſpagne quand même toute la Lignée du Dauphin viendroit à manquer. Car, ſi le Roi Très-Chrêtien avoit ſerieuſement l'intention de faire obſerver le Teſtament, & avoit crû au moins alors qu'il lui étoit utile d'avoir des égards pour les Eſpagnols, le Duc d'Orleans n'auroit point oſé faire publiquement ſa Proteſtation, comme l'on ſait qu'il n'en a point oſé faire contre le Traité de Partage, ni en d'autres rencontres.

On ne doit donc point douter que les François, s'ils en ſont les maîtres, n'aïent le deſſein de retenir la Monarchie d'Eſpagne dans la Maiſon de Bourbon contre les clauſes du Teſtament & au préjudice des Subſtituez: Qu'ils ne manqueront pas d'unir cette Monarchie à la Couronne de France ſi le cas échet, & de réduire l'Eſpagne en Province; Qu'un Roi Bourbon ne voudra pas la gouverner moins deſpotiquement un jour, qu'il le fait dès à preſent, ou ſon Grand-Pere pour lui, encore qu'ils aient une Révolution à craindre, qu'ils ne craindront plus quand ils auront pris racine: Que la confiance, les principaux Emplois, ou les plus lucratifs, le Commerce, ſur tout celui de l'Amerique, le Commandement des Troupes, les plus fortes Places, & les Clefs de l'Etat, ſeront pour les François, ou pour ceux qui ſeront dépendans d'eux, & dévoüez à la Cour: Qu'on gouvernera ſur le modelle de la France; Qu'on abbaiſſera les Grands; qu'on opprimera les Petits ſans aucun égard aux Droits & Privileges; & qu'on appauvrira les uns & les autres par une infinité d'Impôts, d'extorſions; & de vexations, pour mettre le Roi en état de contribuer beaucoup à la Monarchie univerſelle des Bourbons. Enfin qu'on affrontera les Eſpagnols chez eux, & qu'on les inſultera même dans leur domeſtique, ſuivant les manieres inſolentes & libertines des François; & qu'une Nation qui avoit paſſé pour une des plus genereuſes, & qui avoit dominé à tant d'autres, ſera le joüet de ſon Ennemie, & l'opprobre de toute la Terre; d'autant plus qu'elle aura été la cauſe des malheurs & de l'oppreſſion de toutes les autres en ſe ſoûmettant à la France la premiere.

Il y a des gens qui diſent que toutes ces craintes ſe réduiſent à un avenir incertain, & qu'il ne faut point ſe tourmenter réellement ſur les idées d'une poſſibilité future. Mais le mal en bonne partie eſt déja preſent, & ſur le point de venir à ſa maturité & à ſon accompliſſement; on eſt enchaîné à demi, & ſi on ne ſe réveille au plûtôt, on ne ſera plus en état d'être affranchi de l'eſclavage, ni par ſes propres forces, ni par celles de ſes amis. Mais quand tout le mal ne conſiſteroit que dans l'avenir, ne ſait-on pas que toute la prudence humaine n'a que l'avenir pour objet. Car on doit prendre des précautions, s'il eſt poſſible, contre de grands maux qui peuvent arriver facilement, ou plûtôt qui difficilement n'arriveront pas en l'état où ſont les choſes.

C'eſt juſtement cette fatale nonchalance où les hommes ne ſont que trop portez, en s'attachant au preſent, qui a cauſé la plûpart des mauvais conſeils, dont nous voïons de funeſtes ſuites. C'eſt ce qui a fait naître les relâchemens des uns, qui negligent la Patrie, & ne penſent qu'à vivre doucement le reſte de leurs jours, (quoi qu'ils ſe trompent en cela même, les malheurs n'étant que trop prochains, & la corruption des autres, qui tâchent à profiter du preſent, & de contribuer même aux maux de la Patrie pour en tirer de l'avantage. Ces principes ſont indignes des gens qui font profeſſion de ſageſſe, d'honneur & de probité; & il faut avoir renoncé aux ſentimens de l'honnêteté & de la conſcience pour les ſoûtenir.

Il y a des eſprits de cette trempe, c'eſt-à-dire gagnez par les Bourbons ou plongez dans une molleſſe effeminée, qui ſe flattent eux-mêmes, ou jettent de la poudre aux yeux des autres, en tâchant d'affoiblir les plus grandes & les plus juſtes craintes, lors qu'ils ſoûtiennent que les deux Branches de la Maiſon de Bourbon pourront aiſément ſe brouiller enſemble, alors (diſent-ils) les Affaires de l'Europe reviendroient en l'état où elles étoient avant la mort du feu Roi; Mais outre que le Duc d'Anjou, quand il voudroit, ne pourroit point ſe détacher des intérêts du Roi de France, qui en qualité de Curateur de ſon Petit-Fils, eſt Monarque commun des deux Monarchies, & prend des meſures pour le demeurer, & pour laiſſer ces avantages ſans exemple au Dauphin, qui aura encore l'autorité d'un Pere, l'affection & le reſpect du Fils, & le même pouvoir en main pour ſe faire obéïr: outre cela, dis-je, l'interêt veritable des deux Branches de Bourbon, eſt, de demeurer unies. Elles ſeront plus en état de s'entr'aider que celles de la Maiſon d'Autriche, à cauſe de la contiguité de leurs Etats. Le Duc d'Anjou ſous ſon Grand-Pere, ou ſous ſon Pere, ſera le Monarque abſolu de toute la Monarchie, & ſe mettra en état d'en emploïer les grandes forces aux deſſeins communs, dont la France ſera toûjours l'ame & le premier mobile: & le Duc de Bourgogne étant parvenu à la Couronne de France, les mêmes raiſons ne laiſſeront pas de ſubſiſter entre les deux Freres. Peut-on croire qu'ils ſe voudront borner & arrêter dans la plus vaſte & la plus belle carriere qu'on ait vû ouverte depuis la décadence des Romains? Le Monde eſt aſſez grand pour que les deux Rois puiſſent ſe donner les mains, & s'aider à faire des Conquêtes ſans s'entrechoquer & ſe nuire: il faudroit qu'ils euſſent perdu la raiſon pour en uſer autrement, & pour ſe brouiller. Et ſi le ſalut de l'Eſpagne, ou même de toute l'Europe ne depend que d'une ſi grande bevûë des Bourbons, il ne ſauroit être plus mal affermi.

ANNO 1704.

On ne peut donc point compter là-deſſus, ſans s'aveugler volontairement, & il eſt clair comme le jour, que ſi l'Eſpagne demeure au Duc d'Anjou elle ſera à la diſcretion des Bourbons. Car quelles forces aura-t-on à leur oppoſer, quand ils y ſeront affermis? Les efforts inutiles qu'on fera pour ſe délivrer ne ſerviront qu'à rendre les chaines plus peſantes. Il y a de grandes Puiſſances armées maintenant pour tirer l'Eſpagne du danger evident où elle eſt, de tomber dans l'eſclavage. L'Empereur, l'Empire, l'Angleterre & la Hollande lui envoïent ſon Roi legitime; le Portugal le reçoit & l'aſſiſte de toutes ſes forces. Quelques Puiſſances d'Italie commencent à ſe déclarer, & un peu de ſuccès fera ſuivre ceux qui ne balancent que par crainte; ſi les Eſpagnols s'y joignent eux-mêmes l'affaire eſt faite. Mais il faut profiter des conjonctures favorables, en ſe déclarant maintenant ou jamais. Car ſi nous laiſſons paſſer ce fatal moment, tout eſt perdu, autant que l'eſprit humain eſt capable d'en juger.

La grande Alliance, ſi les choſes trainent, ne ſauroit ſubſiſter long-tems; les Bourbons demeurant les maîtres de la Monarchie d'Eſpagne, ſeront capables de cauſer en Angleterre & en Ecoſſe les plus tragiques revolutions. La Hollande ne ſauroit continuer à fournir aux frais immenſes d'une longue Guerre, & ne voudra pas ſe ruïner ſans eſperance de fruit. Il ſera impoſſible à l'Empereur de ſoûtenir le faix de la même Guerre, on lâchera les Rebelles & les Turcs ſur lui, & on l'incommodera dans l'Empire même, qui ſera fort près de ſa deſolation. Ainſi nous ſommes à la veille d'un renverſement general, & la Monarchie univerſelle des Bourbons ne ſauroit être arrêtée que par un coup extraordinaire du Ciel; mais de faire ſon compte là-deſſus, c'eſt tenter Dieu, & c'eſt ſe tromper ſoi-même. Cependant ces grands changemens ne ſauroient arriver que par un deluge de ſang, & par les miſeres horribles des Peuples, tant du côté des Conquerans que de ceux qui reſiſtent; l'Eſpagne aura ſa part des grands maux, & ſon eſclavage ſera la planche & ſervira de modelle à l'oppreſſion des autres.

Mais en recevant le legitime Roi, ces craintes ceſſent. Les Princes de la Maiſon d'Autriche gouvernent doucement, & ſuivant les Loix; & quand ils voudroient opprimer la liberté & les Privileges des Peuples, ils ne ſeroient pas en état de le faire, n'aïant point de ſecours à eſperer de la branche d'Allemagne, qui eſt éloignée, & aïant la France à craindre près d'eux. Ainſi l'Eſpagne & l'Europe demeureront dans leur premier état, il n'y aura point d'autre mal que la néceſſité de chaſſer les François des poſtes qu'ils

ANNO 1704. qu'ils ont occupez, sous pretexte de nous assister. Comme nous avons presque toute l'Europe de nôtre côté, qui y est interessée autant que nous, on est assûré du succès avec l'assistance de Dieu protecteur de la justice & vangeur des mauvaises actions.

Pour conclure, figurons-nous l'Espagne & les Provinces de sa domination sous le joug des François, les mœurs corrompuës, la Religion & la Pieté mepriſées, les honnêtes gens insultez; les Peuples reduits à la besace; les Grands bas & rempans; les étrangers maîtres des Forces & des richesſes du Païs; Le Roi gouvernant à l'Ottomane; ses Favoris, Officiers, Soldats & autres Ministres de son pouvoir, exerçant à la rigueur ce que Samuël prediſoit au Peuple d'Iſraël, deshonorant les familles, s'emparant de ce qu'ils trouvent à leur gré, & ne répondant aux plaintes que par des moqueries ou de nouveaux affronts: ſans qu'il y ait aucun eſpoir de delivrance, puiſque les François ne manqueront pas ſans doute de ſe precautionner contre des Vespres ſemblables à celles de Sicile, & que le reſte de l'Europe ſera en bonne partie dans la même oppreſſion & hors d'état de pouvoir donner du ſecours à ceux qui ſeront opprimez. Outre que les autres Nations haïront & mépriſeront celle qu'elles conſidereront avoir été la cauſe des malheurs communs par ſon imprudence, & par ſon peu de courage, lorſqu'on la verra applaudir à des miſerables affamez, qui auparavant venoient travailler & chercher du pain chez elle.

Ceux que les images de ces malheurs horribles & inévitables ne touchent point, ſont dignes de maux encore plus grands, & ne meritent point de porter le glorieux nom d'Eſpagnols.

Les Conſalves, les Ximenes, les Toledes, les Pizares, & tous les autres anciens Eſpagnols fondateurs d'une grande Monarchie, dominateurs de tant de Nations, s'ils revenoient au monde, avoüeroient-ils pour être de leur ſang, ceux qu'ils verroient prêts à ſubir le joug de leurs Ennemis par une indigne lâcheté, puiſqu'ils ſont en état de s'en garantir, & que l'Europe leur tend les bras? Mais il faut croire qu'il y en aura bien peu de ce nombre, & que ceux-là mêmes qui ont reçû un Prince François, voïant combien on les a trompez, ſeront des plus ardens, pour reparer la faute qu'ils ont faite; que la conſcience, le devoir, l'honneur, le ſalut de la Patrie, & le bonheur ou le malheur de chacun en particulier feront des impreſſions vives ſur un Peuple qu'on n'a pas accuſé autrefois d'avoir le cœur bas; & que toute cette généreuſe Nation, rendant juſtice à ſon legitime Roi, & à elle-même, fera voir à toute la Terre qu'elle n'a point dégeneré de la valeur de ſes Ancêtres.

Extrait du Contract de Mariage de LOUIS XIV. *Roi Très-Chrêtien, & de* MARIE-THERESE *Infante d'Eſpagne, dont les paroles ſont repétées dans l'Acte de la Renonciation.*

QUE d'autant que leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique ſont venuës & viennent à faire ce Mariage, afin de tant plus perpetuer & aſſurer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté, & entre leurs Majeſtez l'amour & fraternité que chacun eſpere entre Elles; & en contemplation auſſi des juſtes & legitimes cauſes, qui montrent & perſuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moïen duquel, & moienant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut eſperer de très-heureux ſuccès; & au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Roïaumes, Sujets & Vaſſaux des deux Couronnes; comme auſſi pour ce qui touche & importe au bien de la choſe publique & conſervation deſdites Couronnes: qu'étant ſi grandes & puiſſantes, *elles ne puiſſent être réünies* en une ſeule, & que *dès à préſent on prévienne les occaſions d'une pareille jonction:* donques attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons, & notamment *celle de l'égalité* qui ſe doit conſerver: Leurs Majeſtez accordent & arrêtent par Contract & Pacte conventionel entre Elles qui ſortira, & aura lieu, *force & vigueur de Loi* ferme & ſtable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la choſe publique d'iceux: que la Sereniſſime Infante d'Eſpagne Dame MARIE THERESE, & les Enfans procréez d'Elle, ſoient *mâles ou femelles*, & leurs deſcendans premiers ou ſeconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils ſe puiſſent trouver, voire à tout jamais, ne puiſſent ſucceder ni ſuccedent és Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations, qui appartiendront à Sa Majeſté Catholique, & qui ſont compris au-deſſous des Titres & Qualitez mentionnées en cette preſente capitulation, ni en aucun de ſes autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Iſles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres, que Sa Majeſté Catholique poſſede de preſent, ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir tant dedans que dehors le Royaume d'Eſpagne, & qu'à l'avenir Sadite Majeſté Catholique ou ſes Succeſſeurs auront, poſſederont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui ſont compris en iceux ou dépendans d'iceux, ni même en tous ceux que par ci-après, en quelque tems que ce ſoit, elle pourroit acquerir ou accroître & ajoûter aux ſuſdits ſiens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elle pourroit retirer ou qui lui pourroient échoir par devolution, ou par quelques autres titres, droits ou raiſon que ce puiſſe être; encore que ce fut durant la vie de la Sereniſſime Infante Dame MARIE THERESE, ou après ſa mort, en celle de qui que ce ſoit de ſes deſcendans, premiers, ſeconds, troiſiémes nez ou ulterieurs; que le cas ou les cas, par leſquels ou de Droit, ou par les Loix ou Coûtumes deſdits Royaumes, Etats & Dominations, ſoit par diſpoſitions de Titres, par leſquels ils puiſſent ſucceder ou prétendre pouvoir ſucceder auxdits Royaumes, Etats ou Dominations, leur dût donner la Succeſſion. En tous leſquels ſuſdits cas dès à preſent ladite Dame MARIE THERESE Infante, dit & déclare être & demeurer bien & dûëment excluſe, enſemble tous ſes enfans & deſcendans mâles ou femelles, *encore qu'ils vouluſſent ou puſſent* dire & pretendre *qu'en leurs perſonnes ne courent ni ne ſe peuvent, & doivent conſiderer leſdites raiſons* de la choſe publique, ni autres auxquelles ladite excluſion ſe pourroit fonder; ou qu'ils vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que la Succeſſion du Roi Catholique ou de ſes Sereniſſimes Princes ou Infantes & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ſes legitimes Succeſſeurs, eût manqué & defailli; parce que comme il a été dit, *en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut avenir*, ni Elle, ni eux, ſes Hoirs & ſes deſcendans, n'ont à ſucceder ni prétendre pouvoir ſucceder nonobſtant, &c.

XLVI.

Declaration de CHARLES III. *Roi d'Eſpagne, publiée à Lisbone le 9. Mars* 1704. 9. Mars.

D'Autant que par la merveilleuſe bonté & miſericorde de Dieu nous ſommes arrivez heureuſement en Portugal, après un fâcheux & dangereux voïage, que nous avons pourtant entrepris avec toute la joïe imaginable, aïant mieux aimé expoſer nôtre Perſonne Royale à quantité de dangers éminens, que de permettre que nos bien-aimez Sujets d'Eſpagne reſtaſſent plus long-tems ſous le joug d'un injuſte eſclavage & tyrannie, dans laquelle ils ſont malheureuſement enveloppez par l'introduction violente & l'uſurpation du Duc d'Anjou, du Roi de France & de ſes Adhérens: A ces Cauſes, étant venu ici par bienveillance pour nos bien aimez Sujets, & par une compaſſion Royale de leurs ſouffrances & de leur oppreſſion, nous avons abſolument réſolu non ſeulement de recouvrer nos juſtes Droits ſur la Couronne d'Eſpagne, à laquelle les Loix de Dieu & de la Nature nous donnent un juſte titre, mais auſſi pour fournir à nos Sujets l'occaſion pendant qu'il en eſt tems, de rentrer dans leur devoir & dans la fidelité, & de s'affranchir de cette ſervitude & de ce joug inſupportable dont on les a injuſtement chargé. Nous ne doutons pas, vû la juſtice de nôtre Cauſe, que par la benediction de Dieu ſur nos efforts & ſur nos Forces jointes à celles de nos chers Alliez, nous ne ſoïons dans peu rétablis dans nos juſtes Droits & nos Peuples dans leur legitime Liberté, Prérogatives & ancien bonheur. Nous ferons état que la plupart de nos Sujets contribueront de tout leur cœur & de toutes leurs Forces pour procurer leur délivrance, en détrônant la Tyrannie & l'Uſurpation.

ANNO 1704. Et pour encourager nos bien-aimez Sujets à executer une ſi légitime entrepriſe, puis qu'on les a empêché juſques à cette heure de ſe joindre à nos Forces, nous déclarons ſolemnellement ſur nôtre parole Royale, que tous ceux de nos Sujets qui ont été contraints de prendre ſervice contre nous chez les Ennemis, ſoit de gré ou de force, jouïront de nôtre pardon Royal, s'ils ſe rendent à nous dans le terme de 30. jours, après que nos Forces ſe ſeront aprochées des Frontiéres d'Eſpagne. Outre cela, ils recevront auſſi des marques de nôtre faveur Royale, ſelon leur rang, leurs degrez, & le mérite de devoir & de fidelité envers leur légitime Souverain. Au contraire c'eſt notre volonté Royale & nôtre bon plaiſir, que ſi quelqu'un de nos Sujets après le terme de 30. jours eſt trouvé en armes contre nous, contre ſon devoir & ſon obéiſſance, au mépris de nôtre Déclaration Roïale, & qu'il perſiſte dans ſa Rebellion au ſervice des Uſurpateurs François, de leurs Confédérez ou Adhérens au préjudice de nôtre légitime Monarchie, que telles perſonnes mépriſant nôtre benigne Déclaration, ſoient traitez comme Ennemis de leur Patrie, & comme indignes de la moindre de nos faveurs Royales. Quant à nos autres fidéles & bien aimez Sujets, qui n'ont point pris les armes contre nous, ils pourront reſter dans leurs maiſons ſans craindre d'être moleſtez par nos Troupes ſoit en leur perſonne, ſoit en leurs effets.

Et afin que perſonne de nos Soldats ne puiſſe prétendre ignorance du cas, nous voulons que tous nos Généraux, Commandans, Officiers & autres dans leur Département, prennent garde qu'il ne ſe faſſe aucune violence aux Egliſes, Cloitres, Maiſons Religieuſes, ou à qui que ce ſoit de nos Sujets dans les Marches ou Contremarches.

Et ſi quelque Officier ou Soldat contre nôtre volonté Royale s'ingeroit de moleſter ou de troubler en quelque façon nos Sujets tranquilles & fideles, ſoit en leurs Cloitres, Maiſons Religieuſes, Perſonnes, Biens, Terres & Bêtail, ſur les plaintes qui en ſeront portées à nos Généraux, les Transgreſſeurs encourront non ſeulement nôtre diſgrace, mais ſeront auſſi punis avec la derniere rigueur.

Donné en nôtre Cour à Lisbonne le 9. Mars 1704. la premiere année de nôtre Regne.

XLVII.

Manifeſte du Roi de Portugal pour la juſtification de ſes Armes, dans la reſolution qu'il a priſe d'aider la Nation Eſpagnole à ſecouer le joug de la Domination Françoiſe, & à mettre ſur le Trône Roïal de la Monarchie le Roi Catholique CHARLES III. [Traduit de l'Eſpagnol, imprimé à Lisbonne, par le commandement de S. M. P. chez. *Valentin de Acoſta Deſlandes*, Imprimeur de la Maiſon Royale.]

QU'IL ſoit notoire à tous Rois, Princes, Républiques, & Potentats, à leurs Sujets & Vaſſaux; & en particulier aux très-Illuſtres Grands d'Eſpagne, Ducs, Marquis, Comtes, & autres Perſonnes qui compoſent l'Ordre de la Nobleſſe de cette Monarchie, aux Préſidens, Conſeillers, & Miniſtres des Conſeils, Régens & Auditeurs des Chancelleries, Corrégidors, & Magiſtrats des Citez, Villes, & Lieux, & à toutes les autres Perſonnes deſdits Roiaumes & Seigneuries, de quelque degré, état, & condition qu'elles puiſſent être; aux Révérens Archevêques, Evêques, Prélats & autres Perſonnes de l'Etat Eccléſiaſtique: Que Sa Majeſté Portugaiſe faiſant conſiſter ſa premiére obligation à veiller infatigablement à la conſervation & ſûreté de ſes Royaumes & Vaſſaux, & à prévenir le péril dont ils ſont menacez par l'union de la Monarchie d'Eſpagne à celle de France, ſoit par une réelle incorporation de l'Eſpagne & de ſes Seigneuries à la Couronne de France, ce qui eſt déja quaſi fait, quoi que ſous les feintes apparences d'un Tître imaginaire, ou par une étroite union des intérêts de l'une & l'autre Monarchie, ce dont perſonne ne peut preſentement douter; elle a tâché de prendre les moiens les plus proportionnez à la preſente conjoncture, & à l'effet deſiré. Dieu nôtre Seigneur, qui eſt le vrai Scrutateur des cœurs, & qui tient en ſa puiſſante main ceux des Rois, eſt témoin que ſon intention n'eſt point, & n'a point été, d'ajoûter de nouveaux Royaumes & Provinces à ſa Couronne, & que l'ambition, ni la vaine gloire, n'ont point eu de part à la réſolution qu'il a priſe, étant inconteſtable qu'il a mépriſé les favorables occaſions que les derniers tems lui ont offertes, & qui étoient ſuffiſantes pour ſatisfaire toute ambition. ANNO 1704.

Tout le monde ſçait que la ſtérilité des Mariages du Roi Catholique CHARLES II. de bonne mémoire, ſa ſanté débile & périlleuſe, & la conſidération des prétentions du Dauphin à la Succeſſion de ce Prince, donna lieu aux Puiſſances d'Angleterre & de Hollande de faire un Traité avec la France, par lequel on partageoit la Monarchie d'Eſpagne entre le Dauphin, & le Séréniſſime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche. Car la France ſe trouvant ſupérieure à l'Eſpagne & à tous ſes Etats, étant pourvûë de beaucoup de Troupes fort aguerries, & ayant de puiſſantes Armées en mer, il étoit évident que le Roi Catholique venant à mourir ſans enfans, cette Couronne s'introduiroit dans la poſſeſſion de toute la Monarchie, laquelle étant incorporée à celle de France, il s'en formeroit un Corps ſi ſupérieur, & ſi formidable à tous les autres Royaumes & Etats de l'Europe, que bientôt ils ſe trouveroient ſoûmis au Deſpotiſme de la France. Pour éviter cet éminent danger, on donnoit dans le Traité de Partage à l'Archiduc CHARLES, en cas de mort du Roi Catholique, les Royaumes & Etats, que ce Prince poſſédoit en Eſpagne, les Etats de Flandres, & les Royaumes de Sardaigne, Majorque & Minorque, avec les Indes, & tous les autres Etats, avec partie du Guipuſcoa au Dauphin.

Le Roi Très-Chrêtien ne refuſa point le tempérament de cette répartition, & après en être convenu par un Traite ſolemnel, conclu entre lui & les deux Puiſſances d'Angleterre & de Hollande, il convia toutes les autres principales Puiſſances de l'Europe d'y entrer, particuliérement Sa Majeſté Portugaiſe, à laquelle il en fit faire tout d'abord des inſtances, & qui y donna les mains, perſuadée que ce chemin étoit le plus ſûr pour conſerver la Paix publique de l'Europe, & la délivrer du danger éminent qui la menaçoit. Ainſi il ſe fit là-deſſus un Traité avec le Roi Très-Chrêtien dont leſdites Puiſſances d'Angleterre & de Hollande furent Garands.

Mais le Roi Catholique CHARLES II. étant mort à la fin de 1700. il parut un Teſtament en ſon nom, par lequel on déclaroit le Duc d'Anjou, ſecond Fils du Dauphin, pour Succeſſeur à la Monarchie. Alors le Roi Très-Chrêtien changea tout d'un coup de langage, & nonobſtant le Traité de Partage peu auparavant conclu avec les trois Puiſſances, de Portugal, Angleterre, & Hollande, & ſans égard pour la foi qui y étoit engagée, il accepta la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne pour ſon Petit-Fils. En même tems il écrivit une Lettre aux Gouverneurs de la Monarchie pendant l'Interrégne, dans laquelle il flatoit les Eſpagnols de l'eſpérance qu'il rétabliroit cette Couronne en ſon ancienne ſplendeur, & qu'il l'éleveroit au plus haut degré de Gloire, leur inſinuant ainſi qu'il y réüniroit les Roiaumes & Etats qui en ont été ſéparez.

Cette réſolution du Roi Très-Chrêtien priſe au même inſtant que la nouvelle de la mort du Roi Catholique arriva, avec une manifeſte infraction du Traité, & au mépris des Puiſſances qui y étoient intéreſſées, irrita extrêmement l'eſprit de ces mêmes Puiſſances, & plus encore l'Empereur qui n'avoit pas voulu y donner ſon conſentement. Cependant, le Roi Très-Chrêtien ayant fait repréſenter à Sa Majeſté Portugaiſe, par le Préſident Rouillé ſon Ambaſſadeur; Qu'il trouvoit plus convenable à ſa tranquillité, & à celle de toute la Chrêtienté, que la Monarchie d'Eſpagne toute entiére, & telle que la poſſédoit le feu Roi Catholique, demeurât unie ſous un ſeul Prince (quoi qu'il dût lui en coûter, & à ſa Couronne, une conſidérable portion de cette même Monarchie qui lui devoit appartenir par le Traité de Partage) Que ce Prince devoit être ſon Petit-Fils le Duc d'Anjou, en qui le feu Roi Catholique avoit reconnu le Droit inconteſtable du Dauphin, déclarant ledit Duc d'Anjou pour Succeſſeur univerſel de tous ſes Etats; Que la Monarchie d'Eſpagne ſeroit gouvernée par ſes propres Loix, par ſes Conſtitutions & Coûtumes, ſans la moindre altération, ni dépendance de la France, de ſorte qu'il n'y auroit rien de changé que la ſeule Famille régnante,

ANNO 1704. gnante, celle de Bourbon étant placée au Trône au lieu de celle d'Autriche; Qu'ainſi toute l'Europe demeureroit au même état où elle étoit avant la mort du Roi Catholique CHARLES II.: Et qu'enfin, le Roi Très-Chrêtien deſiroit renouveller les anciens Traitez, que ſon Petit-Fils en feroit de même, & qu'il ſeroit Garand de la Paix entre la Couronne de Portugal & celle de Caſtille.

Sa Majeſté Portugaiſe ayant fait ſur ces repréſentations la réfléxion que la circonſtance du tems demandoit, il lui ſembla qu'elle devoit ſacrifier au bien de la Paix, la violation que la France venoit de faire du Traité de Partage, ſur tout puis que l'Europe demeuroit à peu près au même état & conſtitution où elle étoit auparavant. Et pour éloigner de ſes Royaumes toute inquiétude de Guerre, ce qui n'auroit pas été poſſible en permettant l'entrée de ſes Ports aux Nations qui feroient la Guerre à l'Eſpagne, puis que l'incendie voiſin auroit pû aiſément paſſer en ſes propres Etats, Sa Majeſté fit un Traité avec le Roi Très-Chrêtien & avec ſon Petit-Fils, par lequel Sa Majeſté Portugaiſe s'obligea tant ſeulement, à ne donner point d'entrée dans ſes Ports aux Nations qui feroient la Guerre aux deux Couronnes, pour cauſe de la Succeſſion du Duc d'Anjou, accordant cette commodité au ſeul Duc comme poſſeſſeur de la Monarchie, afin qu'elle pût ſervir à la ſûreté des Royaumes de Portugal, & du moins à diminuer le danger de la Guerre. Mais comme il pouvoit arriver que les Puiſſances d'Angleterre & de Hollande ne voudroient pas conſentir à la prohibition deſdits Ports, & que l'on avoit avis qu'elles devoient s'allier avec l'Empereur pour venger l'infraction du Traité, & pourvoir à leurs intérêts & à leur conſervation, le Roi Très-Chrêtien s'obligea d'envoïer en Portugal le ſecours de Troupes & de Navires que Sa Majeſté Portugaiſe jugeroit convenable & néceſſaire en l'occaſion.

Le Duc d'Anjou céda auſſi à la Couronne de Portugal le Droit, que celle de Caſtille prétendoit avoir aux Terres ſituées au rivage Septentrional *del Rio de la Plata*, où ſe trouve établie la Colonie *del Sacramento*, & il s'obligea d'indemniſer la Compagnie Royale des Indes, où les Vaſſaux de ladite Couronne de Portugal étant intéreſſez pour de grandes ſommes, ont fait auſſi de très-grandes pertes, par les contraventions que le Gouvernement d'Eſpagne a faite aux conditions de leur Contract, quoi qu'il eût été autoriſé par les deux Couronnes de Caſtille & de Portugal.

L'obſervation de ce Traité fut très-conforme à celle du précédent, car le Roi Très-Chrêtien ayant fait ſçavoir par le Préſident Rouillé ſon Ambaſſadeur à Sa Majeſté Portugaiſe, que les Armées que les Puiſſances d'Angleterre & de Hollande équipoient, étoient deſtinées contre les Ports & Flottes de Portugal, Sa Majeſté déclara en tems convenable, qu'elle ſouhaitoit qu'on lui envoïât un médiocre nombre de Vaiſſeaux pour aider à la défenſe du Commerce de ſes Sujets, & des Côtes de ſes Royaumes, mais on ne lui en envoïa pas le tiers de ce qu'il en avoit demandé, le Miniſtre de la Cour de France ſe trouvant obligé à déclarer à celle de Portugal qui ſollicitoit ce ſecours dû, que la Couronne ne ſe trouvoit pas en état de ſatisfaire à cette obligation, & que le Roi Très-Chrêtien reconnoiſſoit que celle de Portugal demeuroit dégagée du Traité qu'elle avoit conclu avec lui, & avec ſon Petit-Fils, ſous la condition du ſecours.

La ponctualité avec laquelle le Duc d'Anjou accomplit ſon Traité, ne fut pas différente de celle du Roi Très-Chrêtien ſon Aïeul, car il ne ſatisfit point aux ſommes qu'il devoit payer à la Compagnie des Indes, il ne la délivra point des vexations & violences qu'on lui faiſoit ſelon qu'il avoit été ſtipulé, mais au contraire on lui fit les plus grandes oppreſſions, & le Gouverneur de *Buenos-Aires*, par des ordres ſecrets de la Cour, contraires à ceux qui avoient été publiquement expédiez en vertu du Traité, empêcha aux Vaſſaux de Sa Majeſté Portugaiſe l'uſage des Terres adjacentes à la Colonie *del Sacramento*, par un Blocus ouvert.

Toutes leſquelles choſes juſtifient aſſez la conduite du Roi de Portugal dans ſa ſéparation du dernier Traité avec le Roi Très-Chrêtien & ſon Petit-Fils, & le reſſentiment qu'il a de tant d'infractions réïtérées. Cependant, il y faut ajoûter, qu'à peine le ſecond Traité fut conclu, que le Roi Très-Chrêtien commença à montrer que ſon deſſein étoit d'unir la Monarchie d'Eſpagne à la ſienne, la gouvernant à ſon plaiſir en toutes choſes, ſans en excepter les plus grandes, ni les plus petites affaires. Les Négociations & les Ambaſſades commencérent à être dirigées, non par les ſimples inſinuations, mais les ordres exprès de la Cour de France. Les Vice-Roïautez & Gouvernemens des Royaumes, Provinces, & Seigneuries d'Eſpagne, les Préſidences des Conſeils, les Archevêchez, Evêchez, & Prélatures, les Commanderies, Places, Poſtes, Charges Militaires & Politiques, & généralement tout l'utile & l'honorable, dépendit entiérement de la preſentation des Miniſtres François. Les Avant-murs de la Monarchie, Flandres, & Milan, furent occupez par les armes de France ſous le ſpécieux prétexte d'Auxiliaire. Les Grands d'Eſpagne, que les Rois avoient mutuellement élevez à un degré voiſin de leur Souveraineté Royale, ſe virent opprimez & outragez. On a obligé pluſieurs d'entr'eux à s'aller humilier à Paris ſous le Gouvernement Deſpotique de la Cour de France, & on les a égalez aux Pairs, & les Pairs à eux, comme ſi ce n'étoit plus qu'une même Nation, & qu'ils ne ſerviſſent tous qu'un ſeul Roi. Le Sacré Tribunal de l'Inquiſition a été opprimé en ſon Chef, & en ſes Membres. Les Banniéres de l'Armée Royale d'Eſpagne ont été obligées de céder dans ſes propres Mers à celles de France. Le Commerce des Indes qui n'eſt pas permis même à tous les Vaſſaux de la Monarchie d'Eſpagne, mais ſeulement à ceux de la Couronne de Caſtille, a été ouvert aux François, à la ruine manifeſte de toute l'Eſpagne. Enfin, tous les Eſpagnols ont été mépriſez, opprimez, & traitez en eſclaves par les Miniſtres & autres Perſonnes de la Nation Françoiſe; quoi que ſouvent ceux-là fuſſent de la plus grande qualité, & ceux-ci de la plus vile condition, l'illuſtre Nation Eſpagnole ſe trouvant ainſi réduite ſous le joug François, & voila à quoi ſe ſont terminées les promeſſes qu'on lui avoit faites de la relever, & de la rétablir dans ſon ancienne ſplendeur.

Il n'eſt pas néceſſaire de particulariſer les perſonnes & les affaires dont on pourroit tirer la démonſtration de ce qu'on vient de dire. Il eſt connu non ſeulement à tous les Eſpagnols, mais auſſi à toute l'Europe, que les Grands ont été obligez de ſe ſoûmettre à ſervir en des Miniſtéres non convenables à leur Grandeur, ou à chercher azile dans les Païs étrangers, abandonnant leurs Maiſons & Etats, pour conſerver les Honneurs & Prérogatives, héritées de leurs Ancêtres. Puis pour avilir par tous moyens cette haute Dignité, la France y a admis des Perſonnes qui ne pouvoient y aſpirer, ni par leur qualité, ni par leur mérite, & qui en effet n'y ont été pouſſez que parce qu'ils ſe ſont rendus les inſtrumens de l'eſclavage de leur Patrie; des perſonnes enfin, qui ſemblables à des vipéres, meurtriéres de la Mere qui leur avoit donné le jour, n'ont emploïé leurs ſoins & leurs peines qu'à ſuſtenter & nourrir le cancer vorace de la Monarchie.

Le deſſein de la France pour unir la Monarchie d'Eſpagne à ſa Couronne, & la mettre au rang des autres Provinces conquiſes, étant donc découvert, & la ſéparation & indépendance de l'Eſpagne ayant été au contraire la baſe & le fondement du Traité conclu avec le Roi Très-Chrêtien & ſon Petit-Fils, Sa Majeſté Portugaiſe voyant une Nation ſi Illuſtre & héroïque traitée avec mépris & oppreſſion comme une Nation conquiſe, Elle a été obligée de chercher d'autres moyens & d'autres voyes que ceux qu'elle avoit pris, pour aſſurer ſes Royaumes, & tâcher à rompre les fers dont l'ambition Françoiſe a chargé la Nation Eſpagnole. D'ailleurs, il eſt de la réputation de Sa Majeſté, entre les mains de laquelle Dieu a mis une partie de l'Eſpagne, ſçavoir la Luſitanie, de travailler à la Liberté de tout le nom Eſpagnol, & de l'affranchir de l'opprobre d'une Domination étrangere & violente.

C'eſt pourquoi, du conſentement unanime de toutes les Puiſſances engagées dans la grande Alliance, & avec l'approbation générale de celles-là même qui ne s'y intéreſſent que par leurs vœux & affections, il ſembla que le meilleur, le plus juſte, le plus prompt, & le plus efficace moïen pour parvenir à ces deux fins ſeroit, que Sa Majeſté Imperiale, & ſon Fils aîné le Sereniſſime Roi des Romains, cédaſſent & renonçaſſent, en faveur de l'Archiduc CHARLES d'Autriche, Fils puis-né de Sadite Ma-

ANNO 1704. jesté Imperiale, & Frere dudit Roi, le Droit qui leur appartenoit à la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne. Et en effet, quand même le Droit de cette Renonciation & Ceſſion, ne ſeroit pas entiérement indiſputable, comme il l'eſt du conſentement commun de tous, il faudroit pourtant que pour l'éluder, les Partiſans de la France, qui ne peuvent être autres que les François, & ceux qui ſe ſont laiſſez corrompre par eux-mêmes, en vûë de quelque intérêt, ſoûtinſſent la maxime du monde la plus execrable, & de la plus pernicieuſe conſéquence pour le Genre-Humain, ſçavoir, que la foi des promeſſes des Rois eſt vaine & inſubſiſtante; lors que l'execution ſe trouve contraire à leurs intérêts, quoi que cette foi ait été fortifiée par la ſolemnité des Traitez, & par le ſacré lien du Serment, comme il fut notoirement pratiqué au Traité des Pirenées, d'où vient que le premier ſoin des Défenſeurs de la France, conſiſte à fonder & perſuader cette Doctrine.

Sa Majeſté Portugaiſe promit donc, par un Traité ſolemnel qui fut conclu avec Leurs Majeſtez Imperiale & Britannique, & avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, que lors que la Renonciation à la Monarchie d'Eſpagne ſeroit faite par Sa Majesté Imperiale, & par le Roi des Romains, en faveur du Sereniſſime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche, toutes les quatre Puiſſances Alliées concourroient à mettre ce Prince ſur le Trône d'Eſpagne, ſans qu'aucune d'Elles pût faire la Paix avant de l'y avoir établi. Et comme Sa Majeſté Imperiale a ſatisfait à ſon obligation touchant la Renonciation, laquelle a été auſſi aprouvée par le Roi des Romains, & que le Sereniſſime Archiduc CHARLES a été reconnu pour legitime Roi d'Eſpagne, non ſeulement par l'Empereur ſon Pere, & par le Roi des Romains, mais auſſi par toutes les Puiſſances de la Ligue, & autres Princes, ainſi que tout le monde ſçait, & que ledit Roi Catholique CHARLES III. eſt arrivé dans les Royaumes de Sa Majeſté Portugaiſe pour mettre en execution un deſſein ſi juſte & ſi ſalutaire à la tranquillité de toute l'Europe, Sa Majeſté Portugaiſe a trouvé bon, avant que de commencer aucune operation d'Armes, non ſeulement de déclarer les divers motifs qui l'y portent, mais auſſi de repreſenter à la Noble Nation Eſpagnole, que c'eſt ici la conjoncture la plus propre, & même l'unique qu'elle puiſſe avoir, pour recouvrer ſa Liberté, ſa Réputation & ſa Gloire, en excluant du Trône Roïal de la Monarchie, un Prince qui eſt de la Famille la plus contraire à ſes intérêts & à ſon héroïque réputation; & lequel elle n'a admis qu'à ſon grand regret, ſe voïant forcée à prendre cette réſolution par la terreur & la violence des Armes du Roi de France qui ne lui laiſſe uniquement que le tître de Roi, & qui s'arroge au reſte le commandement abſolu de la Monarchie.

La Nobleſſe d'Eſpagne, & tous ſes Peuples & Etats, ont vû & expérimenté l'inſubſiſtance des promeſſes flateuſes de la France, & que l'augmentation promiſe de la Monarchie s'eſt changée en une ſervitude injurieuſe, & indigne de toute ame noble & généreuſe, telles que doivent être celles des vrais Eſpagnols. C'eſt à eux de conſidérer ce qu'ils devroient attendre, ſi la grande Alliance venoit à ſe diſſoudre, & qu'ils demeuraſſent ſous le joug de la France, puis que cette Couronne les traite avec ſi peu d'égard, dans le tems même que tant de Puiſſances ſont armées pour l'obliger à ne pas excéder les bornes de la Raiſon, & pour delivrer les Eſpagnols de l'oppreſſion où elle les tient. Qui peut douter qu'elle acheveroit de les réduire à la derniére miſére? Elle les regarderoit comme des Peuples, qui ſe ſeroient rendus à la diſcrétion du Vainqueur, & on laiſſe à juger s'il y a lieu d'eſpérer de rencontrer facilement une autre conjoncture ſemblable à celle-ci, dans laquelle quatre Puiſſances ſi grandes & ſi propres à travailler avec ſuccès à la Liberté de la Monarchie Eſpagnole, ſe ſont unies pour cette bonne fin.

Toutes ces conſidérations font croire, que les Eſpagnols raſſurez contre la crainte de la France qui les a obligez à prendre pour leur Roi le Fils puiſné du Dauphin, & voyant à preſent tant de Puiſſances accourir à leur aide avec des Forces de Terre & de Mer ſupérieures à celles de France, agiront vaillamment de leur côté pour leur honneur, leur réputation, leur gloire, & leur Liberté, rejettant un Prince qui a occupé le Trône de leur Monarchie par violence, & recevant celui qu'ils ſouhaitoient ardemment d'avoir en Eſpagne au tems de la mort du Roi CHARLES II. pour lui remettre le Sceptre en main. Il eſt certain que le Droit de ce Prince à la Couronne d'Eſpagne eſt inconteſtable par la Renonciation de l'Empereur ſon Pere, & du Roi des Romains ſon Frere, que ſes héroïques vertus ſont dignes de la Couronne d'une ſi grande & ſi opulente Monarchie, & qu'elles ſont égales ou ſupérieures à celles des glorieux Princes d'Autriche, qui ont porté le Sceptre d'Eſpagne pendant deux Siécles; tems heureux ſous lequel l'Illuſtre Nation Eſpagnole a été élevée au plus haut comble de la gloire, les Eſpagnols & tous les autres Vaſſaux de la Monarchie étant alors gouvernez avec un amour ſemblable à celui d'un Pere pour ſes Enfans, au lieu que depuis le peu de tems qu'ils vivent ſous le Gouvernement François, ils n'ont éprouvé que rigueur & oppreſſion. ANNO 1704.

Toutefois, ſi les Eſpagnols, ou préoccupez par une terreur panique du pouvoir de la France, ou infatuez des chimériques perſuaſions des François qui mêlent le faux avec le vrai-ſemblable, & cachent leur venin ſous des apparences agréables, venoient à fermer les yeux & les oreilles à tant d'évidence, & que devenant cruels à eux-mêmes, ils vouluſſent aider leurs mortels & irréconciliables Ennemis les François, pour achever d'opprimer leur Liberté, Sa Majeſté ne pourra ſe diſpenſer, en aidant le Roi Catholique CHARLES III. & protégeant la juſtice de ſa Cauſe par ſes Armes & celles de ſes Alliez de tâcher à donner par force aux Eſpagnols le remede qui leur eſt néceſſaire. Sa Majeſté en uſera en tel cas avec eux, comme on fait avec les frénétiques & les létargiques, auxquels il eſt néceſſaire, pour leur conſervation de tirer du ſang, quoi qu'ils ne le ſouhaitent pas & qu'ils y réſiſtent, parce que les uns & les autres n'ont pas les opérations de l'Entendement & de la Raiſon libres, & qu'ils ne ſont pas en état de raiſonner, ni de connoître leurs propres intérêts. Ainſi, tout le ſang Chrétien qui ſera répandu pour cette cauſe, & tous les dommages qui en réſulteront, ſeront imputez à ceux qui prétendent ſoûtenir un Prince injuſte poſſeſſeur d'une Monarchie qui appartient de tout Droit au Roi Catholique CHARLES III.

XLVIII.

Renovirte und auf fünff-Jahr prorogirte Defenſiv-Allianꝛ zwiſchen Carl den XII. König in Schweden an einem/ dann Ihro Churfürſtl. Durchleucht/ wie auch dem Hertzog Georg Wilhelm zu Braunſchweig und Luneburg andern Theils/ zu beſchutzung und ſicherheit dero Land und Leuthen wieder alle feindliche Ueberfälle/ und andere denen Creyß-Conſtitutionibus entgegen lauffende exactiones und beſchwärden/ aufgerichtet/ zu Stockholm den 28. April 1704. Sambt Articulis Separatis, enthaltend die beſchutzung des Fürſtl. Hauſes Schleßwig-Hollſtein wieder die Cron Dennemarck/ wie auch Conſervirung der Ruhe in dem Unter-Sächßiſchen Creyß/ geben wie oben. Nebſt noch einem Articulo Separato, die beſchutzung des Landes Hadeln betreffend. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IX. pag. 1025.] 28. Avril.

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive renouvellée & prorogée pour cinq ans, entre CHARLES XII. *Roi de Suede d'une part; le Sereniſſime Electeur de* BRUNSWICH LUNEBOURG *& le Duc* GEORGE GUILLAUME *d'autre part, pour la ſeureté, & defenſe de leurs Etats contre toute Hoſtilité, & contre toute Exaction, ou Vexation qui ſeroit contraire aux Conſtitutions du Cercle. A Stocholm le 28. Avril* 1704. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *pour la Commune Defenſe*

&

ANNO 1704.

& Assistance de la Maison Ducale de SLESWICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Basse Saxe, dudit jour* 28. *Avril* 1704. Et *un autre* ARTICLE SEPARE' *pour la Defense particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour* 28. *Avril* 1704.

KUnd und zu wissen sey hiemit jedermänniglich / alß zwischen der nunmehr in GOTT ruhenden Königlichen Majestät von Schweden glorwürdigsten Andenckens / und dem gesambten Fürstlichen Braunschweigischen Hause den 3. October Ao. 1690. eine defensiv-Bündtnis auf 3. Jahr geschlossen / selbige auch hernach zwischen der jetzt regierenden Königlichen Majestät von Schweden / und der jetzt regierenden Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. ihterm 10. Martz 1698. erneuret / und auf 5. Jahr erstrecket / von beyden Seiten aber vorbehalten worden / darüber / gegen Ablauff ermelter fünffjährigen Frist / Handlung pflegen zu lassen / daß demnach zwischen vorhöchstgedachter jetzo regierenden Königlichen Majestät von Schweden und Churfürstlichen Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. hierunter benandten Ministris in Krafft der ihnen desfalß ertheilten zu Ende dieses Tractats angefügten Special Vollmachten / wegen weiterer Continuirung obmehrgedachter defensiv-Bündtnis abgeredet und geschlossen worden / wie folget :

1. Soll diese Zusammensetzung und defensiv-Alliantz zu keines Menschen Offension oder Beleidigung / weniger wider die Römische Kayserliche Majestät oder das Römische Reich / sondern allein dahin gerichtet und angesehen seyn / daß Ihro Königliche Majestät auch Chur- und Fürstliche Durchlauchtigkeit eine gute vertrauliche Correspondence in allen besagten dero Länder Sicherheit und Beruhigung concernirenden Fällen pflegen / und dahin mit zusammen gesetzten Kräfften arbeiten wollen / daß / wie oberwehnet / dieselbe / und die darinnen gesessene Unterthanen / sowohl für allem feindlichen Ein- und Uberfall / alß andern denen Reichs- und Creiß-Constitutionibus und Executions-Ordnung entgegen lauffenden Invasionen / Exactionen und andern Violentien und Beschwerden / wie selbige in nechstfolgenden 3. Art. specificiret / und sonsten Nahmen haben / auch von wem / und unter welcherley prætext dieselbe geschehen und herrühren möchten / befreyet / und in ihrer Consistence und friedlichen Zustande erhalten werden mögen.

2. Zu welchem Ende dann Ihro Königliche Majestät und Chur- und Fürstliche Durchl. Dl. einander im rechten Vertrauen mit Raht und That desfalls festiglich bey einander halten / einer des andern Bestes befördern / Schaden und Arges warnen und wehren / über allen Begebenheiten / woraus Unruhe und Gefahr entstehen könte / wie auch was zu derer Abwendung gereichen möchte / fleißig und vertraulich communiciren / auch sich angelegen seyn lassen / mit einander solche mesures zu nehmen / welche dem Reiche und dessen allgemeinen Frey- und Sicherheit zuträglich seyn mögen; Wie sie dann auch ihren auf Reichs- und Creyß-Tagen und sonsten habenden Ministris anbefehlen wollen / vertrauliche Correspondenz und Communication mit einander zu pflegen.

3. Diesemnechst wird in Krafft dieser Alliance beyderseits versprochen / daß / daferne entweder Ihre Königliche Majestät oder Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. in ihren hierunter benahmten Landen und Provinzen / oder an ihren Rechten / denen Reichs-Satzungen zuwider / angegriffen / oder jetztbesagte dero Lande mit Werbungen / Muster-Plätzen und Einquartirungen / Standquartieren / Durchzügen / Contributions- Proviant- und Munitions-Lieferungen / oder dergleichen Auflagen und Zumuthungen graviret / turbiret / und verfolget werden / oder daß solches geschehen würde / gewisse Nachricht vorhanden seyn solte / man andern Theils sich dessen treulich annehmen / und die in diesem Fœdere versprochene Hälffe würcklich und effective zu leisten verbunden seyn / keiner der Alliirten aber von den andern um Hülffe requiriret werden solte / wenn dieser / ohne vorhero mit jenem gepflogene Communication und dessen Beyfall / jemand attaquiren oder gewaltthätig angreiffen / und darüber in seinen Landen oder an seinen Juribus von dem Attaquirten oder dessen Bunds-Genossen angegriffen / oder vergewaltthätiget werden solte. ANNO 1704.

4. In solchem Fœdere soll nun an Seiten Ihrer Königlichen Majestät und der Cron Schweden die Hertzogthümer Brehmen / Vehrden und Pommern / das Fürstenthum Rügen / wie auch die Stadt und Herrschafft Wißmar / und was dazu gehörig / an Seiten Ihrer Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber alle denselben zustehende und gegenwärtig besitzende Lande / ohne allem Unterscheid und Exception, in specie auch die Lauenburgische Lande eingeschlossen seyn; Weilen jedoch Ihro Königliche Majestät von Schweden / durch diese Inclusion des Lauenburgischen in das jetzige Fœdus niemanden an seinen etwa habenden Recht zu præjudiciren gemeinet / und die Hülff-Leistung wegen des Lauenburgischen nicht contra legitimam viam juris, sondern nur lediglich contra viam facti, und wann Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. mittelst einiger Thätligkeit im Lauenburgischen / von wem / und unter was Prætext es auch seyn möchte / turbiret werden sölten / zu præstiren sich verbinden / um den Ruhestandt und die Sicherheit des Nieder-Sächsischen Creysses wider alle Turbationes und Actualitäten / wie die Nahmen haben mögen / zu mainteniren; So bleibet im übrigen einem jeden seine vermeintliche Prætension am Lauenburgischen rechtlich auszuführen unbenommen. Was das Stifft Oßnabrück betrifft / so ist zwar auch dasselbe der Eingangs angezogener Allianze vom 3. October 1690. Art. 4. mit eingeschlossen gewesen; Es ist aber jetzo beyderseits beliebet / daß nunmehro solches Stifft aus dieser Alliance zu lassen / biß der Casus Instrumenti Pacis, wegen der Alternation im Stifft Oßnabrück / für das Hauß Braunschweig Lüneburg wiederum existiren wird; Alß auch von Seiten Ihro Königliche Majestät von Schweden wegen Inclusion der Pfaltz-Zweybrückischen Landen in das jetzo renovirende Fœdus, Erwehnung und Instanz geschehen; So haben zwar Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg dero in diesem Fœdere übernommenes quantum an Mannschafft in eventum nach gedachten Zweybrückischen Landen würcklich marchiren zu lassen / aus denen deßwegen vorgestellten Ursachen sich nicht entschliessen können / gleichwohl aber versprechen dieselbe hiermit und Krafft dieses / daß wann mehrgedachten Pfaltz-Zweybrückischen Landen eine solche Gefahr zustossen würde / daß Ihro Königliche Majestät von Schweden ihre Völcker aus dero denen Braunschweig- und Lüneburgischen Landen nechst gele-

ANNO 1704. gelegenen Teutschen Provincien nach dem Zweybrückischen zu schicken / obligiret werden solten / Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. alßdann den dadurch verursachenden Abgang durch besagtes dero Hülffs-Quantum ersetzen / solches in vorgedachten Ihro Königlichen Majestät von Schweden Teutsche Provincien verlegen / und zu derer Defension gebrauchen lassen wollen.

5. Was das Quantum betrifft der Volck-Hülffe / womit beyderseits Alliirte existente casu Fœderis einer dem andern zu assistiren gehalten seyn sollen; So ist für diesmahl verglichen / daß Ihro Königliche Majestät von Schweden / dafern Ihro Churfürstliche und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt / oder deren einer / feindlich angegriffen / oder auf vorerwehnte Masse beleidiget / oder beschwehret werden solte / auf Erfordern mit 6000. Mann / alß 1000. zu Pferde an Reutern oder Dragonern / und 5000. zu Fuß von dero in Teutschland haltenden Miliz, und hingegen / da Ihro Majestät von Schweden in obgemelten dero Provinzen vorgesetzter massen attaquiret werden solten / Ihro Chur- und Fürstl Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt derselben gleichfalls mit 6000. Mann / als 1000. zu Pferde an Reuterey oder Dragonern / und 5000. zu Fuß assistiren wollen und sollen. Da auch bey anscheinender Gefahr von ein oder anderen Theil ein mehrers noch verlanget werden möchte / ist abgeredet und versprochen / die Hülff-Leistung nach vorheriger deshalber zwischen beyden hohen Theilen gepflogenen Communication auf 8000. Mann zu extendiren / und wenn hierunter / oder auch unter dem zuförderst ermelten Hülff-Quanto der 6000. Mann mehrere Cavallerie, alß bereits genennet / erfordert werden möchte / soll selbige nach vorhero desfallß gepflogener Unterhandlung / nach Billigkeit gegeben / jedoch das Augmentum der Cavallerie nach der gewöhnlichen Proportion einen Reuter oder Dragoner für 3. Fantassins zu rechnen / abgezogen werden.

6. Solte aber die jetzt benandte vereinbarte Hülffe noch nicht zulänglich seyn / und dem requirenten von seinen Feinden so hart zugesetzet werden / daß er mehrer Hülffe bedürffte; Auf solchem Fall wollen beyderseits Contrahenten die Hülffe / nachdem es die Noth erfordert / vergrössern und erhöhen / auch alßdenn mit einander sich darüber vereinbaren / was zu beyderseits mutuellen Sicherheit und Convenienz vonnöthen seyn möchte; Es bleibet auch in des requirenten Willkühr / ob er die stipulirte Hülffe / befindenden Umbständen nach / nicht gantz sondern nur zum Theil begehren wolle / jedoch sollen die Hülffs-Trouppen, welche also gesandt werden / ausser sonderbahren Noth-Fällen / ohne des requisiti Willen und Consens von einander nicht getrennet noch separiret werden.

7. Und obzwar der Requisitus eben nicht verbunden / mit dem den requirenten attaquirenden Theil selbst in Ruptur zu treten / ihm auch freystehet / bey demselben alle gütliche Officia, zu Abwendung der Gefahr und Reparirung des dem beleidigten Bundts-Genossen bereits zugefügten Schadens / zu interponiren / und zu versuchen / ob die Sache in Güthe und ohne fernere Weitläufftigkeit componiret werden könne; So soll jedoch derselbe nichts destominder die in dieser Allianz versprochene Hülffs-Völcker / sobald immer möglich / und längstens innerhalb den nächsten 3. a 4. Wochen nach beschehener Requisition, ohne einige Aus- und Wider-Rede / unter was Prætext es auch sey / zu sistiren / und an den Ort / welchen der Requirent benennen wird / würcklich anmarchiren zu lassen / auch mit der Hülffe zu continuiren / gehalten seyn / bis daß der beleidigte Theil in seinen vorigen Stand / worinnen er ante turbationem vel invasionem gewesen / plenarie restituiret und erstattet sey / es wäre dann / daß der Assistent in denen in dieser Allianz eingeschlossenen Landen und Orten überzogen oder vergewaltthätiget / und derselbe zu seiner eigenen Defension und Rettung der Auxiliar-Völcker gantz oder zum Theil vonnöthen haben möchte / oder auch der Requisitus eine eben so grosse oder grössere Volck-Hülffe einem andern seiner in diesem Fœdere nicht begriffenen Bundts-Genossen / wider selbigen Feind und Aggressorem albereit geschickt hätte. Dafern jedoch jetztgemelte Volck-Hülffe nicht so hoch / alß das in dieser Allianz beyderseits versprochene und stipulirte Quantum seyn solte / soll der Requisitus schuldig seyn / das übrige / was zu völliger Ergäntzung des in diesem Recess bewilligten Assistenz-quanti annoch erfordert wird / dem Requirenten zuzuschicken / geschehe aber der Angriff oder Einfall von einem neuen Aggressore, soll alsdenn solches pro casu Fœderis gehalten / und die darinn versprochene Hülffe geleistet werden.

8. Da aber der Requisitus wegen solcher leistenden Hülffe / oder sonsten feindtlich angegriffen / und also beyde Theile in einen Krieg verwickelt werden solten / soll keiner in einige Handlung von Frieden oder Suspension der Waffen sich einlassen / viel weniger darunter etwas schliessen / es sey denn mit des andern guten Belieben und vollkommener Concurrenz, und daß zuförderst dem beleidigten Theil der erlittene Schaden gut gethan und erstattet werde.

9. Die nöthige Feldt-Artillerie und Munition verschaffet ein jeder den Seinigen / nach Proportion der Völcker / und wie es die sich ereignende Occasion und Nothwendigkeit erfordert / und ist in specie wegen der Artillerie abgeredet / daß ein jeder die nöthige Feldt- oder Regiments-Stücke für seine Völcker / alß etwa auf eine jede Bataillon zwey dreypfündige Feldt-Stücke / sambt ihrer Zugehör / die übrige schwere Stücke oder Mörser aber / so zu einer Belagerung vonnöthen / sambt deren Requisitis an Constableren / Pferdten / Geschirr / Munition und dergleichen / der Requirent hergeben und verschaffen / jedoch aber der Requisitus, wenn er dergleichen in der Nähe und in Vorrath hat / und desselben ohne Schaden entbehren kan / auf nöthigen Fall / und des Requirenten Begehren / demselben gegen billigmäßige Satisfaction damit an die Hand gehen soll.

10. Soll zwar derjenige / welcher die Hülffe leistet / seine Auxiliar-Trouppen mit behöriger Verpflegung und Gage versehen / der Requirente aber die Verfügung thun / daß denenselben das benöthigte Proviant und harte Futter / umb billigen Preiß / und wie ers für seine Völcker haben kan / (derentwegen denn von Monathen zu Monathen richtige Zahlung zu thun /) zur Hand geschaffet / und überlassen werden mögen / Rauch-Futter und Greserung aber / wird denen Hülffs-Völckern in des Requirenten Landt / ohne Entgeldt / jedoch / nach jeden Theils gemachten Reglement, und auf gehörige Anweisung gereichet.

11. Damit denn auch die ungleiche Besoldung und Tractamenten der also bey einander stehenden Trouppen keine Ungelegenheit verursachen möge / so wollen Ihro Königliche Majestät und Ihro Churfürstliche Durchl. sich so fort bey Conjunction derselben einer gleichmäßigen Verpflegungs-Ordonnanz, sambt einem Anschlag / wie das Proviant und hart Futter zu bezahlen / vergleichen / auch dabenebst zu desto mehrer Verhütung aller Confusion, wegen Formirung der Regimenter

ANNO 1704. menter und Compagnien / und anderer dergleichen Sachen und Particularien / eine gewisse Abrede nehmen / damit / soviel möglich / durchgehende Gleichheit in allen Dingen observiret / und alle Verwirrung desto besser evitiret werden könne.

12. Wann nun die Conjunction der Trouppen / wie obgesagt / würcklich geschehen / bleibet bey jedem commandirenden Officieren / bey denen ihm untergebenen Hülffs-Völckern / das Commando un Justiz über selbige / ohne einige Hinderung und Eingriff. Es soll aber derselbe / damit die Unterthanen auf keinerley Weise beschweret / sondern dieselbe bey den Ihrigen geruhig bleiben / und also die von denenselben und andern Orten benöthigte Zufuhr der Lebens-Mittel / und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden mögen / gute Ordre und Kriegs-Disciplin zu halten / und die Übertreter / ohne einigen Aufschub / connivence oder andern Außflüchten / als dann exemplariter zu bestraffen / schuldig seyn / soviel aber das General-Commando in dem Felde / und denen Actionibus militaribus betrifft / bleibt solches demjenigen Alliirten / welchem die Hülffe zugesandt wird / und dessen General unstreitig / jedoch dergestalt / daß nichts haubtsächliches vorgenommen werde / ohne daß die Sache vorhero im Kriegs-Rath / und in Beyseyn des von dem Requisito geschickten Generals, oder commandirenden Officiern / überleget und resolviret worden.

13. Damit dann auch aus gleichheit / und Proportion der Chargen / umb so weniger Irrungen und Mißverstände erwachsen mögen / so soll derjenige von denen Alliirten / so der Hülffe benöthiget / beyzeiten anzeigen / was vor ein Haupt er zum General-Commando gebrauchen wolle / damit der assistirende Theil sich darnach richten / und einen solchen Ober-Commendanten / mit seinen Hülffs-Trouppen, welcher unter seinem Commando stehen kan / schicken möge.

14. Wollen beyderseits Confœderirte einer dem andern / und den Alliirten Ständen des Nieder-Sächsischen Crayßes mit keinen unnöthigen Durchzug beschwehrlich fallen / sondern deren Lande darum / so viel immer möglich / verschonen / und sich einer andern Route bedienen / da es aber die unumgängliche Nothwendigkeit erfordert / einen Durchzug zu begehren / soll zwar derselbe verstattet / jedoch dabey exacte Ordre und Disciplin gehalten / von dem Herrn aber / durch dessen Land der Durchzug genommen wird / die Verfügung geschehen / damit denen marchirenden Völckern das benöthigte Proviant, Hart- und Rauch-Futter / wie auch andere Nothwendigkeiten herbey geschafft werden mögen / welches alles dann in solchem Preiß bezahlet / und es sonsten desfalls dergestalt gehalten werden solle / wie es das mit beyderseits Gutfinden aufgerichtete March-Reglement mit sich bringet und erfordert.

15. Diese Bündnis soll fürs erste auf 5. Jahr sich strecken / jedoch daß auf dem Fall / da bey Verfliessung solcher Zeit / man zu Rettung eines oder der andern der Herren Alliirten / und dessen Land in würcklicher Action begriffen seyn würde / alsdann die Hülffs-Völcker nicht ehe / biß daß sothane Operation, und dem beleidigten Theil Satisfaction geschehen / zurück geruffen / sondern dabey gelassen werden solle.

16. Wann auch nach Verfliessung solcher 5. Jahren Ihro Königliche Majestät und Fürstl. Durchl. Durch. dieses Fœdus zu prolongiren nöthig finden / wollen dieselbe in Zeiten / und etwa 6. Monath vor deren Ablauff darüber weiter conferiren / und Handlung pflegen lassen.

17. Letzlich ist hiebey verabredet und versprochen worden / daß die Ratification derer beederseits Herren Contrahenten über diesen Tractat, innerhalb den nechsten 2. Monathen a dato, oder eher / wann es möglich / zu Stockholm ausgewechselt werden sollen. ANNO 1704.

Zu Urkundt dessen / was obstehet / ist dieser Tractat in Triplo ausgefertiget / und von Ihro Königl. Maj. und Ihro Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

Snolzky.

T. Grote.

Articuli Separati.

DEmnach die zwischen Ihro Königlichen Majestät in Schweden an einer / und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzogen Georg Wilhelms zu Braunschweig Lüneburg Durchl. an anderer Seithen / unter heutigem dato renovirender Defensiv-Alliance, nicht allein zu beederseits Confœderirten mutuellen defension und Sicherheit / sondern auch zu Erhaltung des Ruhestandes im Nieder-Sächsischen Creysse / zumahlen ratione ihrer respective daselbst tragenden Creyß-Aempter angesehen; Alß wollen beyderseits hohe Theile die Tranquillität solchen Creysses insgemein / denen Reichs-Constitutionen gemäß / ihnen sorgfältig angelegen seyn lassen / haben auch zu solchem Ende für diensahm befunden / wegen einiger special Casuum, woraus zu Stöhrung des Ruhe-Standes in vorbesagtem Creyß besorglich am meisten Anlaß erwachsen könte / sich nach Einhalt der hiernechst folgenden Separat-Articuln zu vergleichen.

1. Demnach beede hohe Theile den zwischen der Cron Dennemarck und des nunmehro in GOtt ruhenden Herrn Hertzogen Friedrich zu Schleßwig Hollstein Durchl. zu Travendahl den 18ten Augusti 1700. errichteten Friedens-Recess mit denen dazu gehörigen Articulis separatis durch ausgestellte besondere Acten guarantiret; So bleibet es nicht allein bey dem Inhalt solcher guarantie-Acten / sondern es ist auch hiemit verglichen / daß / wann das Fürstliche Hauß Schleßwig-Holstein Gottorff sothanen Travendahlischen Friedens-Recess zuwider / auf einigerley Weise beeinträchtiget / beunruhiget oder angegriffen würde / solches ein Casus der Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance mit seyn / und in solchem Casu vorhochbesagtem Hause Schleßwig-Holstein-Gottorff der Effect jetzt ermelter renovirender Defensiv-Alliance völlig und ohnweigerlich geleistet werden solle.

2. Demnach der Art. 8vus mehrangezogenen Travendahlischen Friedens-Recessus klare Maß giebet / wie es wegen des Pacti gehalten werden solle / welches das Fürstliche Hauß Schleßwig-Hollstein Gottorff Anno 1647. mit dem Thum-Capittul zu Lübeck / wegen der Wahl zum Coadjutore oder Bischoffen zu Lübeck auf 6. Genera-

ANNO 1704. tiones aus jetzt besagtem Hause errichtet / und dann sothanem Pacto zu folge des jetzigen Herrn Administratoris, Hertzogen Christian Augusti zu Schleßwig Hollstein Durchl. zum Coadjutore zu Lübeck vom Thumb-Capittul daselbst per majora benennet und erweylet worden / dem aber von Seiten der Cron Dennemarck contradiciret / und daß sothane Wahl auf einen Printzen vom Königlichen Dänischen Hause außgefallen / prætendiret wird; Alß soll insonderheit auch die maintenirung vorhochgedachten Herrn Administratoris Durchl. bey dero durch vorallegirtes Pactum de Anno 1647. und ihren dem zu folge geschehenen vorbesagten Benennung und Wahl zum Coadjutore erworbenen Juribus, ein Casus Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance seyn / und deren Effect dem Fürstlichen Hause und Sr. Durchl. gleicher Gestalt / wie im obigen Art. 1. vermeldet ist / geleistet werden.

3. Wollen Ihro Königl. Maj. von Schweden mit Sr. Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzog Georg Willhems zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. das Stifft Lübeck mit denen demselbigen zugehörigen Ländern und Gerechtsahmen / wider alle denen Reichs-Constitutionen zuwider laufenden Anmuthungen kräfftigst schützen und vertheidigen / und da daßelbe Stifft in besagten seinen Gerechtsahmen turbiret / zumahlen aber unter dem Prætext der Kayserl. vormahligen Beytrags-Assignationen / demselben etwas Widriges / dem Articulo separato Vto vorofftangezogenen Tr. Friedens-Recessus zugegen / angemuthet werden solte / solchem Stifft kräfftigst assistiren.

4. Ingleichen will man beederseits alles Fleisses sich angelegen seyn lassen / daß der zwischen Herrn Hertzog Friedrich Wilhelm / und Herzn Hertzog Adolph Friederichs zu Mecklenburg Durchl. Durchl. den 8. Martii Anno 1701. zu Hamburg errichtete Vergleich / bey seinen wahren und billigen Verstande in allen Stücken und Fällen erhalten / folglich des Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. nach dero desfalls beschehenen Requisition bey Ihro durch ermelten Vergleich erworbenen Gerechtsahmen kräfftigst geschützet und gehandhabet / auch dasjenige / worinnen etwa bereits obbesagtem Vergleich contraveniret seyn möchte / nach Anleitung und Maßgebung desselben / fürtersahmbst abgethan und redressiret werde.

5. Alß auch dem Nieder-Sächsischen Creyß die Conservation der Städte Lübeck und Hamburg in ihrem ietzigen freyen Stande viel importiret / so wollen beede hohe compaciscirende Theile bey denen Emergentien und Zufällen / da solcher Städte halber einige Unruhe und Weiterung zu besorgen stünde / nach Bewandtnus der Zeiten und Conjuncturen / mit einander ferner gemeinsame Mesures nehmen / und beederseits mit zusammen gesetzten Rath und Kräfften / ohnverweilt daran seyn / daß besagte Städte nicht in frembde Hände gerathen mögen / gestalten Ihro Königliche Majestät / Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu solchem Ende sofort bey sich eräugender Gefahr dero respective in ihren Teutschen Provinzen und in ihren Landen befindliche Trouppen ohngesäumet an Ort und Ende / wo es nöthig / zusammen setzen / und die Conservation beeder vorgedachter Städte in gegenwärtigen Standt gegen frembde Gewalt / nach allen Kräfften und Vermögen / ihnen angelegen seyn lassen wollen.

6. Gleicher Gestalt wollen Ihro Kön. Maj. und Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. der zu dem Nieder-Sächsischen Creysse ebenfalls mitgehörigen Städte Mühl- auch Nordhausen und Goslar sich dahin kräfftigst annehmen / daß dieselbe bey ihrer Reichs-Immedietät und Juribus in allen erhalten / und was zu deren Abbruch etwa bereits geschehen / oder hinführo geschehen möchte / fordersambst aufgehoben / und in vorigen Stand wiederumb gesetzet werden möge. ANNO 1704.

Zu Urkund dessen was obstehet / sind obige Articuli Separati, welche eben so gültig seyn sollen / als wann sie der Eingangs angezognen unter heutigem dato renovirender Defensiv-Allianz wörtlich einverleibet wären / abgefasset / und von beederseits gevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt worden / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

T. Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

G. F. Snolsky.

T. Grote.

Articulus Separatus.

DEmnach bey der zwischen Ihro Königlichen Majestät von Schweden an einer / und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzoge Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. am andern Theil / heute renovirten Defensiv-Allianz verabredet worden / daß das Land Hadeln in der Garantie solcher Allianz dergestalt begriffen seyn solle / damit selbiges Land contra tertium, der sich etwa directe oder indirecte dahin einzudringen trachten / und folglich Unruhe im Niedersächsischen Creysse erwecken würde / kräfftigst möge vertheidigt und geschützet werden; Als ist dieser besondere Articul darüber errichtet / welcher gleiche Krafft / als ob er dem Allianz-Renovations-Recess einverleibet wäre / haben / auch zugleich mit demselben ratificiret werden solle. Zu dessen Urkund ist dieser Articul von beyderseits Gevollmächtigten unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen Stockholm den 28. April. 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienrott.

Bergenhielm.

G. F. von Snolsky.

T. Grote.

XLIX.

Declaration de Guerre de PHILIPPE V. *Roi d'Espagne contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES D'AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le* 30. *Avril* 1704. 30. Avril.

LA Guerre est la derniere justice des Souverains, qui ne la doivent entreprendre que dans les regles de l'équité; aussi puisque les Guerres les plus justes attirent nécessairement la ruine des Provinces & la desolation des Peuples; il est bon qu'en pareilles occasions ils aïent la consolation qu'on leur fasse connoître les motifs qu'on a de s'y engager. Il est de notorieté publique que nous sommes parvenu à la Succession de la Monarchie d'Espagne par le Droit de

ANNO 1704. de la Naiſſance reconnu par le feu Roi Don CHARLES SECOND, mon Oncle d'heureuſe mémoire, qui par cette raiſon nous a inſtitué ſeul & unique Héritier & Succeſſeur à ſa Couronne. Nous avons été reconnus en cette qualité par tous les Sujets, qui la compoſent, & qui nous ont prêté Serment ſolemnel. Nôtre Saint Pere le Pape nous a auſſi reconnu, de même que Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Monſeigneur & mon Aïeul, comme auſſi des Puiſſances d'Angleterre & de Hollande, les principaux Princes & Etats d'Italie, la plus grande partie du Nord, enfin le Roi de Portugal lui-même, depuis quatre ans, ſans que la Guerre allumée par l'Empereur & ſes Alliez en Italie & dedans les Païs-Bas, eût alteré en rien la fidelité de mes Royaumes & de mes Sujets.

Nous devons à la bonté de Dieu Tout-Puiſſant tant d'heureux ſuccès, dans leſquels il a fait connoître la juſtice de nôtre Cauſe, que nous avons tout ſujet d'en eſperer la continuation. Cependant, le Roi de Portugal ſe laiſſant ſéduire par des perſonnes mal-intentionnées, non ſeulement a manqué à l'execution des Traitez de Ligue Offenſive & Défenſive, qu'il avoit faits avec les deux Couronnes, mais encore à la Neutralité qu'il a enſuite demandée: Et enfin, il a fait Alliance avec l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande, & ſous le prétexte imaginaire du Bien & de la Liberté de l'Europe, il a entrepris de mettre l'Archiduc CHARLES d'Autriche en poſſeſſion des Royaumes d'Eſpagne & de ſes Dépendances; d'en démembrer les principales Provinces, en ſe faiſant ceder à perpetuité, la Ville de Badajos, les Places d'Alcantara, d'Albuquerque & de Valencia en Eſtramadure, de Bayonne, de Vigo, de Tuy & de la Gardia en Gallice; & tous les Païs au delà du Rio de la Plata dans les Indes Occidentales. Pour lequel effet il s'eſt fortifié de Troupes Auxiliaires, autant ennemies des deux Couronnes que de la Religion Catholique, leur ouvrant, pour ainſi dire, la porte des Egliſes pour les faire entrer en mes Royaumes, & les expoſer aux Sacrileges, dont ils les menacent. Il a auſſi introduit l'Archiduc dans le deſſein d'exciter des Séditions par ſa preſence: Et enfin, il a fait ſaiſir un Vaiſſeau, & les Effets de mes Sujets contre le Droit des Gens, ſans aucune Déclaration de Guerre precedente, ſous prétexte de repreſailles.

Toutes ces juſtes Raiſons nous ont obligé à nous mettre à la tête de nos Armées pour défendre la gloire, que nos Sujets ont toûjours acquiſe, autant par leur fidelité inviolable que par leur valeur, & nous avons jugé à propos de les rendre publiques, afin que tout le monde connoiſſe avec combien de juſtice, Nous & nos Sujets prenons les Armes pour la Foi, pour la Couronne, & pour l'honneur de la Patrie, déclarant en conſequence pour Ennemis de l'Etat le Roi de Portugal, l'Archiduc CHARLES d'Autriche & leurs Alliez, & nous exhortons, enchargeons, & ordonnons à tous nos Sujets de ſe joindre à nous pour la défenſe de nôtre Cauſe & de la leur, & d'éviter les attentats de ceux qui ont pris les Armes, plûtôt pour combattre la Religion, que pour d'autres intérêts.

Et afin qu'un chacun ait connoiſſance de cette nôtre Réſolution, nous avons ordonné de la faire publier dans tous nos Etats pour être exactement executée. Fait à Placentia le 30. d'Avril 1704.

MOI LE ROI.

D. ANTONIO DE UBILLA Y MEDINE.

L.

12. Juillet Sr. Königl. Majeſt. in Preuſſen Friderici I. Guarantie über den Vergleich der Grafen von Bentheim de Anno 1701. 1. Nov. und Ausſpruch Seiner Groß-Britanniſchen Majeſtät. Cölln an der Spree den 12. July 1704. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. pag. 518.]

C'eſt-à-dire,

Garantie de FRIDERIC *Roi de Pruſſe ſur le Compromis, & ſur la Sentence Arbitrale rendue entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne ſur la Sprée le* 12. *Juillet* 1704.

Wir Friderich von Gottes Genaden König in Preuſſen ꝛc. thun kund und fügen hiermit zu wiſſen. Demnach zeit einigen Jahren zwiſchen denen Graffen von Bentheim / wegen der Grafſchaft Bentheim und Steinfurt gewiſſe irrungen enſtanden / ſolche ſtreitigkeiten auch theils durch einen zwiſchen beiden theilen darüber errichteten Vergleich / theils durch des letzt verſtorbenen Königs von Groß-Brittanien Majeſtät auf vorher beliebtes Compromiß darüber gethanen Außſpruchs erörtert und abgethan worden / welcher Vergleich / Compromiß und Außſpruch von wordt zu wordt lautet wie folget: ANNO 1704.

Inſeratur Vergelijk en compromiſſoriale uitſpraek van ſijne Britanniſche Majeſteyt.

Daß wir auf Ihr Hoch-Mögende der Herren General Staten der Vereinigten Niederlande durch dero an unſeren Hofe ſubſiſtirenden Envoye extraordinaire den F. H. von Lintelo deshalb bey uns geſchehene vorſtellung / die Guarantie des obinſcrirten Vergleichs und Königlichen Engliſchen Außſpruchs über uns genommen haben / thun auch ſolches und verſprechen hiemit und kraft dieſes beſter und beſtändigſter maſſen / daß wir über ſolchen Bentheimiſchen Vergleich und Außſpruch in allen deſſen puncten und articulen feſte halten / auch daß beyderſeits Intereſſenten den in allen ſtücken genau und unverbrüchlich nachkommen / befordern: Auf den fall aber da von yemanden darwieder gehandelt würde / wir mit alle denen übrigen Puiſſancen / die ſich zu ſolcher Guarantie ebenfals verbunden haben / dem dadurch laedirten theil die ſtarke hand bieten / und das ſolcher ihm angethaner unfug cum omni cauſâ redreßiret und abgeſtellet werde / uns bemühen wollen / jedoch uns an unſern überal habenden Rechten ohne ſchaden. Des zu uhrkund geben in unſerer Reſidentz zu Coln an der Spree den 12. Juli 1704. in vierten Jhar unſerer Königlichen Regierung.

Was getekent,

Concordat cum Actis Archivi Regis Boruſſi, die 28. Jan. 1707. J. Chuner, K. P. Rhat und Archivarius, hebbende in margine het Koninglijke zegel in root was.

LI.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en ſurſeance entre le Duché de Lorraine, & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions, qui étoient entre Sa Maj. T. C. & ſon Alteſſe Royalle, ſur pluſieurs Villages mi-partis, & autres ſitués ſur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Beſançon le* 25. *d'Août,* 1704. *S'enſuivent la* RATIFICATION *du Roi du* 15. *Sept.* 1704. *Celle de S. A. R. de Lorraine du* 20. *Octobre de la même année. Et les* ARRESTS *d'Enregiſtrement au Parlement de Beſançon du* 8. *Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du* 20. *Mars* 1705. [Tiré des Archives de Lorraine]. 25. Août.

NOUS LOUIS DE BERNAGE, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du 31. Mai dernier;

ANNO 1704. Et CHARLES DE SARRAZIN ; Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître de Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier; à l'effet d'entrer en connoiſſance des prétentions que Sa Majeſté & Son Alteſſe Royale, peuvent avoir reciproquement l'un l'autre, ou les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages mi-partis, & des Terres de ſurſéance, ſoit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, & de quelque nature qu'elles puiſſent être; les terminer, regler & décider entre Nous, ainſi qu'il ſera jugé plus convenable, & en paſſer tous Traitez, & autres Actes, ainſi qu'il eſt plus amplement expliqué par noſdites Commiſſions & Pouvoirs, que Nous nous ſommes reſpectivement communiquez, & dont les Copies ſeront inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité: Après avoir conferé touchant lesdites prétentions & conteſtations reſpectives entre Sa Majeſté comme Comte de Bourgogne, & Son Alteſſe Royale, ſur pluſieurs Lieux & Villages ſituez ſur les Frontieres entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, tant de ſurſeance, mi-partis, & tripartis, qu'autres, qui ont été formées trés-anciennement, & diſcutés en differens temps, mais particulierement dans les Conferences tenuës entre les Commiſſaires du Comté de Bourgogne & de Lorraine, dans les Villes de Veſoul & Fontenoy, és années 1613. & 1614. Avons jugé en premier lieu, Qu'il étoit à propos que Viſite exacte fût faite des Terres avoüées être tenuës en ſurſeance de Souveraineté, & des Villages mi-partis & tri-partis, pour reconnoître le nombre & la force des Sujets, celui des feux, l'étenduë & la qualité des territoires; à l'effet de quoi Nousdit Sieur Sarrazin nous tranſporterions ſur les lieux avec le Sieur Salivet Subdelegué en la Ville & Bailliage de Veſoul, Commis par Nousdit Sieur de Bernage, ſuivant le Pouvoir à Nous donné par Sa Majeſté; ce qui ayant été executé, & Procés Verbal dreſſé en conſequence, lequel a encore depuis été verifié par une ſeconde Viſite, que Nousdits Commiſſaires avons faite des mêmes lieux, Nous ſommes convenus de ce qui s'enſuit; SCAVOIR,

I. Que les Terres & Lieux, dont la Souveraineté eſt tenuë en ſurſeance, & dépoſée entre les mains des Seigneurs, ou qui doivent être conſiderez comme tels, ſuivant l'état où ils ſe ſont trouvez en l'année 1670. temps auquel la Lorraine fut occupée par les Armes de Sa Majeſté, & qui a été rapellé par le Traité de Ryſwick pour les reſtitutions qui devoient être faites par la France à la Lorraine, ſont ceux cy-aprés nommez.

La Terre & Seigneurie de Fougeroles, Villages, Granges & Hameaux en dépendans, conſiſtans à ceux de Fougeroles-l'Egliſe, Grange de l'Egliſe, le Pont, ſous le Chemin du Pont, le Cloz, le Fay, Grange du Fay, Sarcenotte, Bolmont, Croſlure, Blunzel, le Champ, Fougeroles-le-Château, les Granges de Fougeroles, Bans, Finages & Territoires deſdits lieux, ſelon que le tout eſt à preſent tenu & poſſedé en garde & dépôt de Souveraineté, par les Seigneurs Hauts-Juſticiers & Proprietaires de ladite Terre.

Moitié du Village de Frêne ſur Apance, Bans, Finage & Territoires en dépendans; l'autre moitié n'étant tenuë en ſurſeance, mais poſſedée par Son Alteſſe Royale de Lorraine.

La Seigneurie commune de Montureux ſur Saône, diſtincte quant audit état & ſurſeance, de la Seigneurie particuliere dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté eſt poſſedée par Sa Majeſté, & de la Seigneurie du Château, dont la Souveraineté eſt poſſedée par S. A. R. de Lorraine.

La partie de la Comté de Fontenoy, dite la Côte-lés-Fontenoy, avec les Villages du Meſnil, Tremonſey, Montmontier, Forge du Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Grange, Ban, Finage & Territoire en dépendans.

Et le Village de Ruaux, Ban, Finage & Territoire dudit lieu.

II. Sommes auſſi convenus que les Villages mi-partis entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, à cauſe du Duche de Bar, étoient ceux de Corre, Ameuvelle, & Bouſſeraucourt; non compris le Village de Blonde-Fontaine, dans lequel il appartenoit quelques Sujets aux Comtes de Bourgogne; & celui de Montdoré, dans lequel pareillement il appartenoit quelques Sujets aux Ducs de Bar. ANNO 1704.

Et les Villages tri-partis entre la Champagne, le Comté & la Lorraine, auſſi à cauſe du Duché de Bar, étoient ceux de Lironcourt, Grignoncourt, & Rongecourt.

Et que le Village d'Alaincourt appartenoit par indivis, & par moitié pour la Souveraineté, à Sa Majeſté & à Son Alteſſe Royale; & pour la Juſtice & proprieté à S. A. R. & aux Seigneurs de Vauvillers, ainſi qu'il a été reconnu par le Traité du vingt-neuf Octobre dernier.

III. Et pour terminer & prévenir les conteſtations qui ont été formées, & pourroient l'être à l'avenir entre Sa Majeſté comme Comte de Bourgogne, & Son Alteſſe Royale, & leurs Sujets, tant à l'occaſion des Terres de ſurſeance, qu'à raiſon de la confuſion des Maiſons, Sujets & Territoires deſdits Villages mi-partis & tri-partis, & toutes autres generalement quelconques entre le Comté de Bourgogne & les Duchez de Lorraine & de Bar; après avoir meurement examiné la force & l'étenduë des lieux, & diſcuté les anciennes prétentions reſpectives entre les Comtes de Bourgogne, & les Ducs de Lorraine & de Bar, ſur pluſieurs Lieux & Villages non tenus en ſurſeance, & dont la Souveraineté eſt poſſedée tant par S. M. que par S. A. R. Nous ſommes convenus que lesdites Terres tenuës en ſurſeance, & lesdits Villages mi-partis & tri-partis, ſeront partagez & échangez, de maniere que la totalité de chacun dépende à l'avenir de la domination de S. M. ou de S. A. R. à l'exception neanmoins des Villages tri-partis, dont la partie qui dépend de la Champagne, n'entrera dans le preſent partage, ſauf à s'en accommoder dans la ſuite avec S. A. R. en donnant par Elle des Terres, en Souveraineté, équivalentes en ladite Province, s'il eſt ainſi jugé convenable.

IV. Et pour proceder ausdits Partages & Echanges, il a été accordé qu'à Sa Majeſté & à ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, appartiendra en tous Droits de Souveraineté, la Terre & Seigneure de Fougerolles, Villages, Granges, Hameaux & Territoires en dépendants, ainſi qu'ils ont été exprimez ci-devant, & tels qu'ils ſont tenus en dépôt de Souveraineté, ſans en rien retenir ni réſerver, & ſans que Sa Majeſté puiſſe rien prétendre en conſequence, ſur le Valdajotz; à l'effet de quoi les Territoires deſdites Terres de Fougerolles & du Valdajotz, ſeront limitées, conformément à la poſſeſſion actuelle, par des Commiſſaires qui ſeront nommez; & il y ſera planté des bornes aux endroits qui ſeront par eux jugez neceſſaires.

Appartiendra auſſi à S. M. en tous Droits de Souveraineté, la Terre & le Village entier de Freſne ſur Apance, autrement dit lés-Vaudois, Ban, Territoire & Finage d'icelui, non-ſeulement pour la moitié qui eſt tenuë en ſurſéance, mais encore pour l'autre moitié, qui étoit poſſedée par S. A. R. ſans en rien retenir ni réſerver par Elle en Droit de Souveraineté, mais ſeulement les Droits de Juſtice, Domaine & Proprieté, qui lui peuvent appartenir, pour en jouir par Elle ſous la Souveraineté de Sa Majeſté.

Lesquels lieux, ainſi que ceux qui ſeront ci-après cedez à S. M. demeureront ſous ſa domination, comme dépendans du Comté de Bourgogne au Bailliage de Veſoul.

V. Et reciproquement appartiendra à S. A. R. & à ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, à perpetuité, en tous Droits de Souveraineté, la partie de Fontenoy, dite la Coſte-lés-Fontenoy, avec les Villages du Meſnil, Tremonſey, Montmontier, forge de Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Granges, Finages & Territoires en dépendans; la Terre & Seigneurie de Montureux ſur Saône, non ſeulement pour la partie de la Seigneurie commune, qui eſt tenuë en ſurſéance, mais auſſi pour la Seigneurie dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté appartenoit à Sa Majeſté, avec les Bans & Territoires en dépendans, & le tout ſans aucune réſerve.

VI. Et à l'égard de Village de Ruaux, qu'on a auſſi reconnu avoir été tenu en ſurſéance juſqu'en l'année 1670. attendu qu'il a été ſtipulé par le Traité paſſé à Beſançon le vingt-neuf Octobre dernier, que pour eviter les difficultez & inconveniens qui pourroient naître à l'avenir, à l'occaſion de la Souveraineté que

ANNO 1704. que S. M. & S. A. R. poſſedent par indivis à Alaincourt, on conviendroit le plutôt qu'il ſeroit poſſible d'échanger ladite partie de Souveraineté qui appartient à S. A. R. contre quelqu'autre appartenant à S. M. il a été arrêté que ledit Village, Ban, Finage & Territoire de Ruaux, demeureront en tout Droit de Souveraineté à S. A. R. & à ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine; au moyen de quoi Elle a cedé à Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, le Droit de Souveraineté qui lui appartient dans ledit Village d'Alaincourt, Ban & Territoire en dépendant; & ce faiſant, ledit Traité du 29. Octobre dernier demeurera comme nul & non advenu, ſans préjudice neanmoins du Droit de Juſtice, qui appartient à S. A. R. par indivis, & autres Droits de proprieté qui peuvent lui appartenir dans ledit Village & Territoire d'Alaincourt, dont elle continuera de jouïr tant qu'Elle les détiendra ſous la Souveraineté de S. M. & Reſſort du Parlement de Beſançon.

VII. Et quant aux Villages mi-partis & tri-partis, il a été reconnu qu'il n'en pouvoit être fait d'échange plus égal & plus convenable, que celui porté par le Traité non ratifié ni executé, qui avoit été arrêté entre les Commiſſaires du Comté de Bourgogne & ceux de Lorraine le premier Juillet mil ſix cent quatorze: Mais attendu que le partage & échange fait ci-deſſus des Terres de ſurſéance, & de quelques-unes non tenuës en ſurſéance, s'eſt trouvé plus avantageux à Sa Majeſté qu'à S. A. R. ſuivant la force & valeur des lieux partagez & cedez, il a été accordé que le Village d'Ameuvelle, qui étoit de ceux mi-partis, dont la part appartenant à S. A. R. devoit être par Elle cedée, pour demeurer en entier dans la Souveraineté du Comté de Bourgogne, conformément audit échange du Traité de mil ſix cent quatorze, ſeroit cedé par Sa Majeſté, comme en effet Elle le cede à S. A. R. & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, pour le tenir en entier, avec le Ban, Finage & Territoire en dépendants, en tous Droits de Souveraineté, ainſi que les autres Terres & Lieux de ſon Duché de Lorraine, ſans en rien réſerver ni retenir.

VIII. A auſſi Sa Majeſté cedé, quitté & tranſporté à Sadite Alteſſe Royale les Maiſons, Sujets, portions, & Territoires qui dépendent de la Souveraineté au Comté de Bourgogne, dans les Villages de Lironcourt, Grignoncourt & Vougécourt, pour en jouïr à perpétuité par Sadite Alteſſe Royale, & ſes Succeſſeurs Ducs de Bar, en tels & ſemblables Droits qu'Elle poſſede & exerce ſur les autres Lieux dépendans du Barrois-mouvant; enſemble tous les Droits de Juſtice, proprieté & Domaine, qui peuvent appartenir dans leſdits Lieux à S. M. ſans aucune autre réſerve de ſa part, que des Droits de la Couronne de France ſur le Barrois-mouvant, & des Maiſons, Sujets & parties de Territoires qui appartiennent à S. M. dans leſdits Villages, à cauſe de ſa Province de Champagne, ainſi qu'il eſt porté par l'Article trois.

IX. Et en contre-échange, S. A. R. a cedé, quitté & tranſporté à S. M. pour en jouïr à perpetuité par Elle & ſes ſucceſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, ainſi que des autres Villages & Sujets dudit Comté, les Maiſons, Sujets & parties de Territoires qui appartenoient à Sadite Alteſſe Royale dans les Villages de Corre & de Bouſſeraucourt, avec les même Droits qu'Elle y poſſedoit, comme dépendans du Barrois-mouvant; même ceux de Juſtice; proprieté & Domaine, à l'exception neanmoins de la redevance dûë par les Habitans de Bouſſeraucourt, à cauſe de la conceſſion qui leur a été faite de l'uſage dans la Forêt de Darney, attendu que ladite redevance eſt indépendante de la Seigneurie de Bouſſeraucourt.

X. Et au ſurplus l'échange fait par le Traité de 1614. ci-deſſus mentionné, de quelques Sujets appartenans aux Comtes de Bourgogne dans le Village de Blonde-fontaine, contre quelques autres appartenans aux Ducs de Bar dans Mont-doré, demeurera executé, pour jouïr par S. M. desdits Sujets, ainſi qu'Elle en jouït actuellement, comme des autres Sujets deſdits Comtes; & par S. A. R. de ceux de Blonde-fontaine, ainſi qu'Elle en jouït pareillement comme de ſes autres du Barrois-mouvant.

XI. De toutes leſquelles Terres & Lieux ainſi cedez, S. M. & Son Alteſſe Royale entreront en poſſeſſion & jouïſſance, auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du preſent Traité; ſe reſervant neanmoins reciproquement la levée & perception des impoſitions ordinaires & extraordinaires, faites ſur leſdits Lieux pour l'année courante ſeulement, qui finira au dernier Decembre prochain. ANNO 1704.

XII. Et au moyen des Partages & Echanges ainſi faits desdites Terres de ſurſeance & Villages mi-partis & tri-partis, S. M. ſe déporte pour toujours en faveur de S. A. R. & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, de toutes prétentions de Souveraineté, & autres Droits generalement quelconques, ſur les bans de Longchamps & de Ramonchamps, & le Valdajotz, Fontenoy & Chatel, Château & Seigneurie de Montureux; Village de Monſavillon, Granges & Fiefs de Mervaux, Hommes, Sujets, Villages, Hameaux, Finages & Territoires dépendans deſdits Bans & Lieux ci-deſſus exprimez, & generalement ſur toutes autres Terres & Sujets, dont Elle auroit pû pretendre la Souveraineté, ou autres Droits, comme dépendans du Comté de Bourgogne, ſans en rien reſerver ni retenir.

Comme auſſi Son Alteſſe Royale ſe deporte de ſa part en faveur de S. M. & ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, à perpetuité, de la prétention qu'Elle avoit que la Terre de S. Loup devoit être reputée Terre de ſurſeance; & de toutes autres prétentions de Souveraineté, ou autres Droits ſur ladite Seigneurie de S. Loup, & les Villages de Francalmont, Aillevellers, Jamey, Cunes, Plainemont, Bolligny, Marlſeroncourt, Magnoncourt, Fontaine, Angrogne, Fleurey, la Vaivre, & Cosbenay, & Territoires en dépendans, & generalement ſur toutes autres Terres, Lieux & Sujets que S. A. R. auroit pû prétendre ſur le Comté de Bourgogne, à cauſe de ſes Duchez de Lorraine & de Bar, ſans en rien réſerver ni retenir; le preſent Traité vallant, entant que beſoin; ceſſion reſpective de tous leſdits Droits & prétentions de S. M. & de S. A. R. ſans préjudice neanmoins d'autres prétentions reſpectives qui ne concernent ledit Comté de Bourgogne, n'étant entré au preſent Traité que celles qui peuvent être entre ledit Comté & les Duchez de Lorraine & de Bar.

Sans préjudice auſſi de Droits de Juſtice, Fiefs, Patronages, redevances, & autres de proprieté, qui peuvent appartenir aux Seigneurs proprietaires, Communautez & Particuliers, ſur leſdites Terres & Villages, & Sujets, reſpectivement partagez, échangez, & cedez; même les Droits d'uſages de pâturages & parcours, que les Communatez voiſines peuvent avoir les unes ſur les autres; tous leſquels Droits leſdits Seigneurs proprietaires, Particuliers, & Communautez, pourront exercer conformément à leurs titres & poſſeſſions, & tout ainſi qu'ils ont fait ou dû faire, quoi qu'ils ne ſoient ici plus particulierement exprimez, encore que les Terres & Lieux ſe trouvent dépendans de la Souveraineté dont ils ne ſeront ſujets; auquel effet S. M. & S. A. R. leur accorderont tous ſecours, juſtice & protection.

Il a été auſſi convenu, que les Sentences & Jugemens rendus entre les Particuliers par les Juges des Lieux reſpectivement partagez, échangez & cedez, ſubſiſteront, ſauf neanmoins à ſe pourvoir par les voyes de Droit, pardevant les Juges & Cours où ils reſſortiront dorénavant.

XIV. Et attendu qu'on n'a pû faire les Partages, Echanges & Ceſſions cy-deſſus, de maniere qu'il ne ſe ſoit trouvé quelques-uns des Lieux cedez, enclavez dans le Comté de Bourgogne & la Lorraine & Barrois; en ſorte qu'on ne peut y aller par des Chemins praticables des autres lieux de la Souveraineté dont ils ſont dépendans, ſans paſſer par quelques Villages & Territoires dépendans de l'autre Souveraineté, ce qui produiroit une tres-grande incommodité & interruption de commerce aux Sujets & Habitans, s'il ne leur étoit permis de paſſer librement, & ſans être inquietez, ainſi qu'ils faiſoient ci-devant; il a été convenu que les Habitans du Comté de Bourgogne pourront paſſer debout & ſans s'arrêter, avec leurs Chariots, Chevaux, Denrées & Marchandiſes, ſur les Villages & territoires de Blonde-Fontaine, Mellay, Lironcourt & Grignoncourt, dependans du Barrois, pour aller à Freſne ſur Apance, à Godoncourt & Fignevelle, dépendans dudit Comté de Bourgogne, & revenir deſdits Lieux dans les autres dépendans dudit Comté; comme auſſi ceux de Lorraine & Barrois pourront paſſer & repaſſer de la même maniere, par les Villages & Territoires de Freſne ſur Apance, Bouſſeraucourt, Godoncourt & Fignevelle,

ANNO 1704. velle, dépendans du Comté de Bourgogne, avec Chariots, Chevaux, Marchandiſes & Denrées, pour aller à Châtillon, Melley, Blonde-Fontaine, Lironcourt & Grignoncourt, dépendans du Barrois, ou revenir deſdits Lieux en ceux de Lorraine & Barrois, ſans qu'on puiſſe exiger des uns ni des autres aucuns Droits d'entrée ni de ſortie, ni arrêter les Marchandiſes & Denrées, dont les entrées & ſorties peuvent être défenduës; à la charge neanmoins de prendre des Acquits à caution en paſſant dans leſdits Lieux, pour leſdites Marchandiſes & Denrées ſujettes aux Droits, ou dont l'entrée ou ſortie ſont défenduës; en cas neanmoins que dans leſd. Lieux il ſoit établi des Bureaux pour la conſervation des Fermes, & non autrement.

Le preſent Traité à été ainſi fait, conclu & arrêté par Nouſdits Commiſſaires, ſous le bon plaiſir de Sa Majeſté, & de Sadite Alteſſe Royale; promettans reſpectivement, en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier inceſſamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire ſe pourra. FAIT double à Beſançon, le vingt-cinquiéme Aouſt mil ſept cens quatre.

Signé,

DE BERNAGE. ET C. SARRAZIN.

Ratification du Roi Très-Chretien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre amé & feal le Sr. de Bernage de S. Maurice, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & ſur nos Troupes en notre Comté de Bourgogne, Commiſſaire par Nous député, a en vertu du Pouvoir que nous lui en avions donné, conclu, arrêté & ſigné à Beſançon le 25. Août dernier, avec le Sieur Sarrazin d'Abaucourt, Conſeiller d'Etat de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, & ſon Commiſſaire, pareillement muni de ſon Pouvoir; duquel Traité la teneur enſuit.

Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du 31. May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du vingt-deux Juillet auſſi dernier, &c.

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes ſignées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver, en tous ſes Points & Articles ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit il y ſoit contrevenu directement ni indirectement: En temoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes, & y avons fait appoſer notre Scel. DONNE' à Fontainebleau, le quinziéme jour du mois de Septembre l'an de grace mil ſept cens quatre, & de notre Regne le ſoixante-deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Contreſigné Par le Roy,

CHAMILLART,

Avec Paraphe.

Ratification de S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A tous ceux qui ces Preſentes verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre très cher & feal Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt & de ſaint Agnan, Commiſſaire par Nous deputé, & en vertu du Pouvoir que Nous lui en aurions donné, auroit conclu, arrêté & ſigné à Beſançon le vingt-cinquiéme Août dernier, avec le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller du Roi Tres-Chretien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & ſur les Troupes, en ſon Comté de Bourgogne, & ſon Commiſſaire, pareillement muni de ſon Pouvoir; duquel Traité la teneur s'enſuit:

ANNO 1704.

Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du trente-un May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sad. A. R. par Commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier, &c.

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes: Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons aux Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le vingtiéme Octobre mil ſept cens quatre.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Alteſſe Royale,

J. LE BEGUE.

Avec Paraphe, & ſcellé du grand Sceau.

Arrêt d'Enregiſtrement du Parlement de Beſançon.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A nos Amez & feaux Conſeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Beſançon, SALUT. Par le Traité conclu, arrêté & ſigné en notre nom, & en celui de notre tres cher & tres amé Frere le Duc de Lorraine, à Beſançon le 25. jour d'Août dernier, par notre amé & feal le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & ſur nos Troupes, en notre Comté de Bourgogne, Commiſſaire par Nous député, & muni de notre Pouvoir à cet effet; Et le Sieur Sarazin d'Abaucourt, Conſeiller d'Etat de notredit Frere, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, & ſon Commiſſaire pareillement muni de ſon Pouvoir, les prétentions que Nous, comme Comte de Bourgogne, & notredit Frere, pouvions avoir reciproquement l'un envers l'autre, comme auſſi les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages, & Lieux mi-partis & tri-partis, & des Terres de ſurſéance, ſoit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, ont été reglées & terminées; & comme ledit Traité contient pluſieurs diſpoſitions, en conſequence & conformité deſquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous avons eſtimé neceſſaire de vous l'envoyer, afin que notre volonté vous étant connuë, vous puiſſiez vous y conformer dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire garder, executer & obſerver de notre part ledit Traité, dont la teneur enſuit.

Nous

ANNO 1704. *Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté par Commiſſion du 31. Mai dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier, &c.*

Nous voulons & entendons que le contenu au ſusdit Traité ſoit gardé & obſervé inviolablement, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Preſentes ſignées de notre main, que vous ayez à juger & terminer conformément à icelui tous Procés mûs & à mouvoir par-devant vous, où il s'agira de l'execution & obſervation dudit Traité. Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Preſentes, vous ayez à faire lire, publier, regiſtrer, & leur contenu garder, & faire garder & obſerver, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens quelconques, nonobſtant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement, & ſans tirer à conſequence, Nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites Preſentes : Car tel eſt notre plaiſir. DONNE' à Verſailles, le vingt-deuxiéme jour de Novembre l'an de grace mil ſept cent quatre, & de notre Regne le ſoixante deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

Signé,

CHAMILLART.

Lû, publié & regiſtré, oui & ce requerant le Procureur General du Roi, en l'Audiance de la Cour de Parlement de Beſançon, le 8. Janvier 1705. laquelle a ordonné que Copies en ſeront envoyées dans les Bailliages & Sieges du Reſſort dudit Parlement, pour y être pareillement lû, publié, regiſtré & obſervé ſelon ſa forme & teneur; & enjoint aux Subſtituts dans leſdits Sieges, d'en certifier la Cour dans le mois.

Signé,

BONNE.

Arrêt d'Enregiſtrement de la Cour ſouveraine de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A nos tres-chers & feaux les Preſidens, Conſeillers & Gens tenans notre Cour ſouveraine de Lorraine & Barrois, SALUT. Les difficultez & conteſtations concernans les limites des lieux de Coravillers & de Lonchamps, & les Droits de Souveraineté & de Juſtice ſur le Village d'Allaincourt, ayant été terminées par les Traitez conclus, arrêtez & ſignez en la Ville de Beſançon le 29. Octobre de l'année 1703. entre notre tres-cher & feal Conſeiller d'Etat & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt; Et le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller du Roi Tres-Chrétien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & ſur ſes Troupes en ſon Comté de Bourgogne, & depuis ratifiez de part & d'autre; Et ayant été convenu que pour prévenir tous autres differens & conteſtations qui pourroient naître entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Nous, ou entre les Sujets de l'un & de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages mi-partis & tri-partis; & des Terres de ſurſéance, ſoit pour toutes autres difficultez generalement quelconques, on nommeroit des Commiſſaires pour entrer en connoiſſance des prétentions reciproques au ſujet desdits Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de ſurſéance, les terminer, regler & décider, ainſi que toutes autres difficultez qui pourroient reſter ſur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Bourgogne; Traité auroit été fait, conclu, arrêté & ſigné à ce ſujet, en ladite Ville de Beſançon le 25. Août de l'année derniere 1704. en notre nom par ledit Sieur Charles Sarrazin, en qualité de notre Commiſſaire; Et en celui de S. M. par ledit Sieur de Bernage de S. Maurice, en qualité de ſon Commiſſaire : Et comme ledit Traité, dont les Ratifications auroient été échangées de part & d'autre, contient pluſieurs diſpoſitions, en conſequence & en conformité deſquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous aurions jugé neceſſaire pour le bien de notre ſervice, de vous l'envoyer, pour que vous vous y conformiez dans vos Arrêts. ACES CAUSES, & voulant faire executer, garder, & obſerver de notre part ledit Traité dont la teneur enſuit.

ANNO 1704.

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par S. M. par commiſſion du 31. Mai dernier. Et Charles Sarrazin Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe par commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier &c.

Nous voulons & entendons, que le contenu au ſuſdit Traité ſoit gardé & obſervé inviolablement, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Preſentes, que vous ayez à juger & terminer tous Procés mûs & à mouvoir pardevant vous, où il s'agira de l'execution & obſervation dudit Traité.

Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Preſentes, vous ayez à faire lire, publier & regiſtrer par tout où beſoin ſera, & leur contenu garder & obſerver, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens; nonobſtant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement Nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites Preſentes : Car ainſi nous plaît. En foi de quoi Nous avons à icelles ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville le vingt Mars mil ſept cent cinq.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas :

Contreſigné,

J. LE BEGUE.

Lû, publié & regiſtré, l'Audiance tenante, oui & ce requerant le Procureur General, pour eſtre ſuivi & executé ſelon ſa forme & teneur. Ordonné qu'à ſa diligence Copies dûment collationées ſeront envoyées dans tous les Bailliages & Sieges reſſortiſſans immediatement à la Cour, pour y eſtre pareillement lû, publié, ſuivi, executé & regiſtré. Enjoint au Subſtitut de chacun deſdits Lieux de tenir la main à l'execution, & d'en certifier la Cour au mois. Fait à Nancy, en la grande Salle du Palais le 23. Avril 1705. en preſence du Greffier ſouſſigné.

Signé,

VAUTRIN.

ANNO 1704. 2. Oct. & 21. Mai 1705.

LIII.

Deux Traitez faits entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoitre & diſtinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Alteſſe Royalle dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, d'Eſpiey, Saint Germain, Lezeville, & Dainville, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté, à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug. Le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2 Octobre* 1704. *Et le ſecond à Chalons le 21. Mai* 1705. *S'enſuivent, la* COMMISSION *du Roi T. C. donnée à Verſailles le* 12. *Decembre* 1702. *&* CELLE *de S. A. R de Lorraine donnée à Luneville le* 13. *Septembre* 1704. [Tiré des Archives de Loirraine.]

CE JOURD'HUI deuxiéme Octobre mil ſept cent quatre, à huit heures du matin, Nous ANDRE' DE HARROUIS, Chevalier, Seigneur de la Seilleraye, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Province & Frontiere de Champagne; Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de SON ALTESSE ROYALE Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel; étant aſſemblez en la Ville de Vaucouleur, en conſequence des Ordres & Pouvoirs qui nous en ont été donnez, & que nous nous ſommes communiquez; Sçavoir, à Nousdit Sieur de Harrouis, par Commiſſion du grand Sceau, en datte du 12. Decembre 1702. Signée LOUIS; Et plus bas, Par le Roi, CHAMILLART. Et à Nouſdit Sr. de Sarrazin, par Commiſſion de S. A. R. du 13. Septembre de la preſente année, Signée LEOPOLD, ſcellée du Scel ſecret, & contreſignée LE BEGUE, un de ſes Secretaires d'Etat; pour reconnoître & diſtinguer les Sujets qui ſe trouvent dans pluſieurs Villages, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté & S. A. R. avons procedé à ladite reconnoiſſance & diſtinction, en la maniere qui ſuit;

C'eſt à ſçavoir, qu'ayant fait comparoître pardevant Nous tous les Sujets que Sadite A. R. a dans le Village de Burey en Vaux, dépendant des Prévôtez de Vaucouleur & de Gondrecourt; & ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans ledit lieu; enſemble le Maire & les quatre anciens Habitans, pour être entendus ſur l'origine & qualité deſdits Sujets, & d'iceux pris & reçû le ſerment: Nous, après avoir meurement examiné & diſcuté toutes choſes, avons, ſous le bon plaiſir & vouloir de S. M. & de S. A. R. reconnu que ſuivant la Coutume qui s'obſerve dans ledit lieu de Burey en Vaux, de même que dans les Villages de Badonvillers, Eſpiey, Gouſſaincourt, Lezeville & Saint Germain, par laquelle il eſt d'uſage que le fruit ſuit le ventre; les nommez Laurent George, Noël Pelletier, Claude Royer, Jean Mathieu pere, Claude Pancé, Claude Coutellier, la Veuve de Louis Pigot, Anne Nicolas veuve de Jean Guyot, tous reſidents dans ledit lieu de Burey en Vaux, ſont Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à Sadite A. R. Avons pareillement reconnu que les nommez Antoine Carbon, Claude Thenot, François Jaquet, Habitans dudit lieu, ſont auſſi Sujets Lorrains; mais comme ils réſident actuellement dans le Château & Moulin dudit Burey en Vaux, Fief relevant de S. M. il a été convenu, qu'ils ſeront reputez François, & ſeront compris dans toutes les Impoſitions Françoiſes, tant qu'ils demeureront dans leſdits Château & Moulin. Et venans à quitter leur réſidence, pour s'aller établir dans le Village dudit Burey en Vaux, ils reprendront leurs premieres qualitez de Lorrains, & ſeront compris dans toutes les Impoſitions Lorraines. Et à l'égard de Marguerite Bonnat, veuve de Touvenin, comme la naiſſance de ſa mere a paru incertaine, & qu'elle paye actuellement les impoſitions en France, elle demeurera Sujette du Roi, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans ſix mois, comme la mere de lad. Bonnat étoit Lorraine; auquel cas icelle Bonnat appartiendra à S. A. R. & paſſé ledit temps, elle demeurera, faute de preuves, Sujette du Roi définitivement. Quant à ce qui concerne Jean & Antoine de Louze, Nous les avons auſſi reconnus Lorrains, ſauf aux Officiers de S. M. de juſtifier le contraire dans pareil délai de ſix mois; & que leur mere étoit Françoiſe: ſinon & à faute de ce faire, & ledit temps paſſé, leſdits de Louze demeureront définitivement Lorrains. Et pour ce qui eſt de tous les autres Habitans de Burey en Vaux, qui ne ſont point cy-deſſus nommez, ils ont été reconnus être inconteſtablement Sujets de Sa Majeſté.

ANNO 1704.

Et ledit jour, à deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village de Badonvillers, dépendant des Prévôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, avec le Maire, & les quatre anciens Habitans dudit lieu; après avoir pris leurs ſermens, & iceux ouïs, avons reconnu que Joſeph Antoine & Jeanne Voiſin, François le Maire dit des Ainville, Didelot Colas, Jean & Joſeph Fageot, Claude Simon, de Mange, & Jeanne les Rezins, ſont tous Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de Dominique Bourdin, Jean Flambeau, & Dorothée Desbernard, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, nous les avons déclarez Sujets François par proviſion, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs meres étoient Lorraines; faute de quoi, & led. temps paſſé, demeureront définitivement Sujets de S. M. Et quant aux autres Habitans reſidens audit Badonvillers, qui ne ſont ci-deſſus dénommez, Nous les avons reconnus Sujets François irrévocablement.

Et le troiſiéme du preſent mois d'Octobre, à huit heures du matin, procedant par continuation à la reconnoiſſance & diſtinction deſdits Sujets répetez par S. A. R. Nous avons fait comparoître pardevant Nous ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans le Village de Gouſſaincourt, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, enſemble le Maire & quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, auſſi-bien que deſdits Sujets repetez, Nous avons reconnu, par la même regle que le fruit ſuit le ventre, que François Bertrand, Humbert André, & Louis Pierre, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Nous avons auſſi reconnu que Claude Georget eſt Sujet Lorrain: mais comme il demeure actuellement dans le Château de Mr. de Belleporte, Fief relevant de France, il a été convenu qu'il ſera réputé François, & payera les impoſitions Françoiſes, tandis qu'il réſidera dans ledit Château; & venant à quitter cette réſidence pour s'aller établir audit Village de Gouſſaincourt, il reprendra ſa premiere qualité de Lorrain, & payera les impoſitions en Lorraine. Et pour ce qui eſt des nommez Jean Gerardin, & François Royer, la naiſſance de leurs meres n'étant pas connuë, ils demeureront Lorrains par proviſion; mais en verifiant par les Officiers du Roi dans les ſix mois, que leurſdites meres étoient Françoiſes, ils retourneront ſous l'obeïſſance de Sa Majeſté. A l'égard de Claude & Jean Taron, Nicolas Claude & Etienne Fournier, Claude Carmouche, & Antoine Guyot, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par proviſion Sujets du Roi; ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs meres étoient Lorraines; auquel cas ils appartiendront à S. A. R. & paſſé ledit temps, & faute de faire la preuve, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans dud. Gouſſaincourt, autres que ceux cy-deſſus dénommez, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M.

Et le même jour, deux heures de relevée, nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village d'Eſpiey, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs, & de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre Anciens dudit lieu; & après les avoir ouïs ſommairement, enſemble leſdits Sujets répetez, le ſerment d'iceux pris préalablement, Nous avons reconnu que Jean Voyot, Pierre Aubert, François Monnet, Mathieu Poirſon, & Jean François, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de François & Charles Urgot, & Joſeph Man-

ANNO 1704. Mangeot, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par proviſion Sujets du Roi, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & paſſé ledit temps, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M. Et pour ce qui eſt de tous les Habitans demeurans audit Eſpiey, autres que ceux ci-deſſus nommez, nous les avons reconnus Sujets du Roi.

Et ledit jour troiſiéme du preſent mois, Nous avons fait comparoître les Sujets de S. A. R. & ceux par Elle répetez dans le Village de Saint Germain, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Foug, avec le Maire & quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, & deſdits Sujets répetez, iceux ouïs ſommairement; Nous avons reconnu que Chriſtophle Pigeolot, Jean Simon, François & Claude Abraham, tous les Enfans de Pierre Etienne, Pierre Brocard, Nicolas Robert, François Martin le jeune, Nicolas Jeamblot, Nicole Denis, & Pierre Robert, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. A l'égard de Nicolas Philbert, dit Branot, Louis Biget, François Aubert, Claude Donat, Jacques le Munier, Laurent Tergoreſe, Gerard Simon, & Fiacre, Jacque; comme la naiſſance de leurs Meres nous a paru douteuſe, ils demeureront par proviſion Sujets Lorrains, ſauf aux Officiers du Roi de juſtifier dans leſdits ſix mois comme leurs Meres étoient Françoiſes; faute de quoi, & ledit temps paſſé, ils reſteront définitivement Sujets Lorrains. Et comme la naiſſance des Meres de Jean & Nicolas Curel, Charles Buſſenot, Manſuette Jacob, François Blanchard, Nicolas Bourdin, Pierre Routon & Claude Henry, nous a auſſi paru douteuſe, ils reſteront par proviſion Sujets François, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & paſſé ledit temps, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans réſidens audit Saint Germain, autres que ceux ci-deſſus dénommez, ils ont été reconnus Sujets de S. M. irrévocablement.

Et le quatriéme du même mois, huit heures du matin, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans Lézeville, Village dépendant de la Prévôté de Grand, & de celle de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre anciens Habitans dudit lieu; & après les avoir ouïs par ſerment, enſemble leſdits Sujets répetez, Nous avons reconnu que Claude Henrion, Jean Grosjean, Mangin Varin, Mangeote Jacob, & Barbe Bourbonnois, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et que tous les autres Habitans dudit Lieu appartiennent au Roi irrévocablement.

Et ledit jour quatriéme dudit mois, deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets qui appartiennent à S. A. R. & ceux qu'Elle répete dans le Village de Dainville-aux-Forges, dépendant des Prévôtez d'Andelot & de Gondrecourt, dont la regle commune eſt que le fruit ſuit la verge; comme auſſi le Maire & les quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, & deſdits Sujets répetez, nous avons reconnu Claude le Moine, la veuve Charles François, Claude Guillaume, Jean Martin, Claude Serva, François Mathieu, Pierre Milhomme, Jean Thouvenin, Claude Bataille, François Jacob, Joſeph Eſſein, François Vuillaume, la veuve Pierre Vuillaume, Benjamin Nicolas & Claude Jeannot, la veuve Pierre Aubert, Jean Humbert, Claude, le Clerc, François Servart, Benjamin Bataille, Demange & Dominique Jacob, Sebaſtien Claudel, la veuve Nicolas Claudel, François Milhomme, la veuve Charles Eſloys, Pierre Humbert, Louis Parmentier, Michel Poinſot, Dominique & Jacques Antoine, Jacques Collot, François Maubert, Pierre Maſſon, Pierre Gaon, & Paul Bourbonnois, être tous Sujets Lorrains, & appartenir à S. A. R. Quant au nommé Antoine Curnot, nous ſommes convenus que par proviſion il reſtera Sujet François, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans le même délai de ſix mois, que la Cenſe appellée Vuidebary né dépend point du Fief de Dainville, partie de France. Et à l'égard de tous les autres Habitans dudit lieu de Dainville, ils ont été reconnus être Sujets François, & appartenir irrévocablement à Sa Majeſté, ſauf Jean Thiery, la veuve Bontemps, la veuve Jacques Charlier, qui demeureront Lorrains par proviſion, à la charge d'être reſtituez à Sa Majeſté en cas que dans leſdits ſix mois il ſoit juſtifié que leurs Peres étoient François. ANNO 1704.

Et comme dans ledit lieu de Dainville, il y a Forge, Fourneau & Moulin, qui ſont de Fief relevant de S. A. R. à cauſe de ſon Duché de Bar, il a été convenu que tous les particuliers qui réſident ou réſideront à l'avenir dans l'étenduë deſdites Forges, Fourneau, Moulin & dépendances, ſeront reputez Lorrains, & payeront les impoſitions en Lorraine: mais leſdits Particuliers qui ſeront François, venant à quitter leſdites Forge, Fourneau, Moulin, & dépendances pour s'établir audit Dainville, ils reprendront leur premiere qualité de François, & payeront les Impoſitions en France.

Comme une partie des Sujets ci-deſſus dénommez, que nous avons reconnu appartenir à S. A. R. ſont actuellement compris dans les Impoſitions faites en Champagne pendant la preſente année mil ſept cent quatre, il a été arrêté que ceux qui ſe trouveront dans ce cas, ſeront tenus de payer les ſommes pour leſquelles ils auront été taxez dans leſdites Impoſitions, quand bien même tous les termes de payemens n'en ſeroient pas échus, ſans cependant y pouvoir être compris à l'avenir. Et pourront leſdits Lorrains reconnus, uſer & ſe ſervir dés-à-preſent du Sel de Lorraine, & ſe regir & gouverner comme tous les autres Lorrains, avec cette condition neanmoins, que dans leſd. Paroiſſes de Dainville & Lézeville, leſdits Habitans Lorrains nouvellement reconnus, ſeront tenus de prendre & de payer le Sel auquel ils auront été impoſez pendant la preſente année, & juſqu'au dernier Decembre prochain incluſivement, ſans que cette condition les prive d'uſer dés-à-preſent de Sel de Lorraine, comme les autres Sujets Lorrains; & ne pourront, après ledit jour dernier Decembre, ſe ſervir d'autre Sel que de celui de Lorraine, & ſeront auſſi compris dans toutes les Impoſitions qui ſe feront en Lorraine.

Et finalement a été convenu, que pour les reconnoiſſances & diſtinctions qui ſeront à faire à l'avenir deſdits Sujets dans toutes leſdites Paroiſſes ci-deſſus nommées, dont la Souveraineté eſt indiviſe, il en ſera uſé ſuivant les anciennes regles, & comme du paſſé.

FAIT & arrêté double par Nouſdits Sieurs Commiſſaires, à Vaucouleurs, les an, jour & mois ſuſdits.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

ET depuis, Nous Commiſſaires ſuſdits, Nous étant raſſemblez en la Ville de Chaalons, cejourd'hui vingt-un May mil ſept cens cinq, & autres jours ſuivans, ainſi que Nous en ſommes demeurez d'accord depuis le Traité ci-deſſus, pour regler définitivement l'état des Sujets du Roi & de Sadite Alteſſe Royale, qui ſont demeurez en ſurſeance par ledit Traité; & après nous être communiqué reſpectivement les Titres, Piéces & Preuves ſervans à juſtifier de l'état deſdits Sujets, & les avoir ſuffiſamment diſcuté, ſommes convenus que leſdits Sujets reſteront, ſous le bon plaiſir & vouloir du Roi & de Sadite Alteſſe Royale;

SÇAVOIR,

NOMS des Communautez.	*NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.*	*NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.*
BUREY EN VAUX.	Marguerite Bonat.	Jean & Antoine de Louze.
BADONVILLERS.	Jean Flambeau, & Dominique Bourdet.	Dorothée des Bernard.
GOUSSAINCOURT.	Claude Carmouche, Nicolas Claude, & Etienne Fournier.	Jean Girardin, FrançoisRoyer, Claude & Jean Taron, & Antoine Guyot.
ESPIEY.	François & Charles Huriot, & Joſeph Mangeot.	

ANNO 1704.	*NOMS des Communautés.*	*NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.*	*NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.*
	SAINT GERMAIN.	Fiacre Jacques, Jean & Nicolas Curel, Claude Henry & Nicolas Bourdin.	Nicolas Philbert, dit Bravot, Louis Biget, François Aubert, Tiffier, Claude Bonat, le nommé Jacques, demeurant au Moulin de Chanteraine, Laurent Tergoreſe, Gerard Simon, Charles Buſſenot, Manſuete Jacob, François Blanchard, & Pierre Routon.
	DAINVILLE.	Antoine Purnot.	Jean Thiery, la Veuve Bontemps, la Veuve Jacques Charlier.

Tous leſquels Sujets ainſi diſtribuez reſteront au Roi & à Sadite A. R. définitivement & irrévocablement; ainſi que tous les autres Sujets qui doivent appartenir dans leſdites Communautez à Sa Majeſté & à Sadite Alteſſe Royale, ſuivant que le tout eſt expliqué dans notredit Procès verbal, lequel au ſurplus ſera executé dans tous ſes points, ſelon ſa forme & teneur; ayant de plus été convenu entre Nous, que la nommée Marguerite Deſmoiſſons demeurante à Lézeville, dont il n'a été fait aucune mention en icelui, reſtera & demeurera à Sadite A. R. auſſi définitivement, comme reconnuë ſa Sujette naturelle; & que la Demoiſelle de Huraut, demeurant dans le Fief de ladite Paroiſſe de Dainville, auſſi Lorraine, naturelle, demeurera définitivement à Sadite A. R. de même que tous autres Sujets François ou Lorrains qui réſideront dans ledit Fief, ſans aucune ſuite de leur naiſſance, ni de celle de leurs Peres & Meres; avec cette condition neanmoins, que les Sujets François réſidens dans ledit Fief, venans à s'en retirer, pour aller réſider dans ledit Village de Dainville, ſeront ſoumis à la regle ordinaire dudit lieu, qui eſt que le fruit ſuit la Verge.

Après quoi, de la part de Nous Commiſſaire de S. A. R. a été demandé que les Curez deſdites Paroiſſes indiviſes fuſſent reglez & diſtinguez, ſuivant ce qui s'eſt toujours pratiqué, & conformément aux regles & uſages établis pour les autres Sujets; à l'effet de quoi nous ſommes prêts de juſtifier par nombre de piéces le droit & la poſſeſſion de S. A. R. au Sujet deſdits Curez, & que dans les cas où ils ont été reconnus François, ils ont appartenu au Roi, & que quand ils ont été reconnus Lorrains, ils ont appartenu à S. A. R.

Soutenant de plus, Nouſdit Commiſſaire, que S. A. R. a d'autres droits & prétentions ſur pluſieurs lieux & Villages mi-partis, & autres, qui ont été unis à la Province de Champagne depuis mil ſix cent ſoixante & dix, comme Maxey ſous Brixey, qui eſt de la Souveraineté de Lorraine, la ruë du Fief de Pagny, dépendante de la Prévôté de Gondrecourt, le Village de Mauvage, qui en eſt pour la totalité, de même que ceux de Brouſſey & de Neſve en Blois, & le Village, Ban, Finage & Territoire de Martinvelle qui dépend de l'Office de Darney & du Bailliage de Vôges, à l'exception d'une ſeule Tour, faiſant Fief mouvant de la partie du Roi à Paſſavant; & que le Sr. le Gros, Gruyer de Coiſy, a fait en mil ſix cens quatrevingt pluſieurs anticipations dans la Foreſt de Darney, appartenante à S. A. R. Sur tous leſquels Chefs compris au preſent Article, Nous eſtimons qu'il eſt auſſi neceſſaire de prendre un Réglement, à moins que le Roi ne juge à propos d'accorder une Commiſſion particuliere pour en décider, dont S. M. eſt très-humblement ſuppliée; le tout ſans préjudice d'autres droits & prétentions qui reſtent à regler, en execution du Traité de Paix fait à Riſwick, & des anciens Traitez faits en mil ſix cent ſoixante-un & mil ſix cent ſoixante-trois.

Et de la part de Nous Commiſſaire de S. M. a été dit qu'il ne s'agit point ici de faire la diſtinction des Curez, qui ſe trouvent dans les ſept Paroiſſes dénommées dans le preſent Procés verbal, parce qu'ils appartiennent au Roi, & qu'ils ſont de l'Officialité de Vaucouleurs, ſoit qu'ils ſoient nez Sujets de S. M. ou de S. A. R. ſans diſtinction de naiſſance; Sa Majeſté étant dans le droit & la poſſeſſion immemoriale deſd. Curez, comme premier & plus noble Souverain dans leſdites ſept Paroiſſes; faiſant au ſurplus toutes proteſtations contraires à celles de mondit Sieur Sarrazin, pour la conſervation des Droits de S. M. ANNO 1704.

Sur quoi, & après qu'il a été ſoutenu par mondit Sieur Sarrazin que la Souveraineté étant commune & indiviſe entre les deux Souverains, les Droits & les Sujets en doivent être partagez par portion égale, ſans qu'il y puiſſe avoir aucune préference pour les Sujets, & que la poſſeſſion alleguée au ſujet deſdits Curez dans l'Officialité de Vaucouleurs, ne pourroit, quand elle ſeroit veritable, que non, nuire ni préjudicier au Droit de la Souveraineté, les Officiers de S. A. R. étant dans une poſſeſſion contraire, tant pour la Juriſdiction qu'impoſition, en cas de Decimes, & autres cas; le contraire de quoi a encore été maintenu par mondit Sieur de Harrouis.

Nous Commiſſaires ſuſdits, ſommes convenus, ſans déroger à nos demandes & proteſtations, que le chef concernant leſdits Curez dans leſdites ſept Paroiſſes, ſera & demeurera indécis, & que les choſes reſteront en l'état où elles ſe trouvent actuellement, juſqu'à ce qu'il ait plu au Roi & à Sad. A. R. d'en ordonner autrement.

FAIT & arrêté double cejourd'hui vingt-troiſiéme May mil ſept cent cinq. Et pour la validité du preſent Procés verbal, les Commiſſions de Nous Commiſſaires ſuſdits; ont été tranſcrites à la fin d'icelui.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

Commiſſion de Sa Majeſté Très-Chretienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A notre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en Champagne, le Sieur de Harrouïs, SALUT. Dans le deſſein que Nous avons eu de prévenir tous differens & conteſtations qui pourroient naître entre nos Sujets, & ceux de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, à l'occaſion de ce que la Souveraineté de quelques Villages limitrophes de nos Etats, & de ceux de notredit Frere & Neveu, nous appartient auſſi-bien qu'à lui par indivis; & que ſuivant l'uſage qui s'eſt pratiqué juſqu'ici, les Habitans deſdits Villages ſe diſtinguent, par la naiſſance du côté maternel, les uns pour nos Sujets, & les autres pour Sujets de noſtredit Frere & Neveu; Nous ſommes convenus avec lui de nommer des Commiſſaires pour ſe tranſporter ſur les lieux, & proceder conjointement à la reconnoiſſance & diſtinction reciproque des Sujets de part & d'autre; & Nous vous avons choiſi pour notre Commiſſaire à l'effet ſuſdit; perſuadé que Nous ne ſçaurions confier cette fonction à un Sujet plus capable que vous de s'en bien & dignement acquiter, ni qui ſoit plus zelé pour le bien de notre ſervice. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes ſignées de notre main, pour de concert avec le Commiſſaire qui ſera à cet effet nommé par notredit Frere & Neveu, vous tranſporter aux Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, Eſpiey, Lézeville & Dainville aux Forges, qui dépendent en partie de Vaucouleurs, & en partie de Gondrecourt, & dont la Souveraineté nous appartient, & à notredit Frere & Neveu par indivis; comme auſſi au Village de Saint Germain, dont la Souveraineté nous appartient pareillement par indivis; & y étant, proceder conjointement à la reconnoiſſance & diſtinction des Sujets de part & d'autre; & paſſer à cet effet avec le Commiſſaire de notredit Frere & Neveu, tous Traitez & autres Actes neceſſaires. De ce faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commiſſion, Autorité & Mandement ſpecial par ceſdites Preſentes; promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous ſerez convenu, & que vous aurez accordé en

ANNO 1704. en notre nom. Mandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles le douziéme jour de Decembre, l'an de grace mil sept cent deux, & de notre Regne le soixantiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi;

CHAMILLART.

Commission de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A notre très-cher & feal Conseiller d'Etat des nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, le Sieur CHARLES SARRAZIN, Seigneur d'Abaucourt, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer quelque personne de confiance, pour avec le Commissaire qui sera dénommé de la part du Roi Très-Chrétien éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & du Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté de Champagne, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres; Sçavoir faisons, qu'étant pleinement informé de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité & affection au bien de notre service, & étant satisfait de la maniere dont vous vous êtes déja acquitté des autres Commissions de pareille nature, dont Nous vous aurions chargé depuis notre avenement dans nos Etats : A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Presentes, pour vous transporter sur les Lieux; pour avec le Commissaire qui sera dénommé par Sa Majesté Très-Chretienne, éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les Frontieres de nosdits Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres; passer à cet effet avec ledit Commissaire de S. M. tous Traitez & autres Actes à ce necessaires; de quoi faire Nous vous avons donné tout Pouvoir, Commission & Mandement expres & special; promettant d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR ainsi Nous plaît. En foi de quoi Nous avons ausdites Presentes, signées de notre main, & contre-signées par l'un de nos Conseillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & apposer notre Scel secret. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le treize Septembre mil sept cent quatre.

Signé,

LEOPOLD,

Et scellé.

Et plus bas :

J. LE BEGUE.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

LIII.

ANNO 1704. 7. Nov.

Traité conclu entre JOSEPH *Roi des Romains, &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le* 7. *de Novembre* 1704.

PAR la Grace de Dieu; Nous THERESE CUNIGUNDE, Ducheſſe de la Haute & Basse Baviere, comme aussi du Haut Palatinat, Palatine du Rhin, Electrice, Landtgrave de Leuchtenberg, née Princesse Royale de Pologne, Grande Ducheſſe de Lithuanie, &c. &c. &c. Savoir faisons par ces Présentes, & particulierement pour détourner un plus grand dégat de la Guerre, qui a déja si sensiblement fait souffrir l'Electorat & les Etats de Baviere, que nous sommes convenuë de conclurre avec Sa Majesté Royale & Romaine le Traité particulier ci-dessous, sous la très-gracieuse Ratification de Sa Majesté Imperiale, qui a déja été expediée; savoir,

Qu'entre Sa Majesté Romaine & Royale de Hongrie, de la part de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Pere, par ses Ministres constituez & pourvûs de Plein-Pouvoir pour cet effet, savoir le Sieur Jean Leopold Donat Trautson, Conseiller Privé de Sa Majesté Royale, & son premier Chambellan, Comte de Falckenstein, Baron de Sprechen, & Schroffenstein, Seigneur de Marterey, Kain, Laa, St. Polcken, Maiteniz, Krailowitz, Thetitz, Russudon & Rebbon, Maréchal Héréditaire d'Autriche sous l'Ens, & Maréchal Héréditaire en Tirol, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or; le Sieur Philippe Louïs, Conseiller Privé & Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Tresorier Héréditaire du Saint Empire Romain, Comte de Sinzendorf & de Thonhausen, Burgrave de Rheineg, Baron d'Ernstbrumez, Echanson Héréditaire d'Autriche sur l'Ens, Seigneur de Gefel, Belowitz & Benlitz; Et le Sieur Jean Wentzel, Chambellan de sadite Majesté Royale, Gouverneur Général & Juge Supreme de Boheme, & Envoié Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Cour d'Angleterre, Comte du Saint Empire Romain de Wratislaw à Mitrowitz, Seigneur de Grenetz & Malescitz, d'une part; & de l'autre entre Son Alteſſe Electorale Madame l'Electrice de Baviere, Dame THERESE CUNIGUNDE, née Princesse Roïale de Pologne, &c. &c.; Par son Ministre de même legitimé par un Plein-Pouvoir suffisant le Sieur Jean Sebald Neusoner, son Conseiller & Directeur de sa Cour & des Finances, il a été convenu & conclu aujourd'hui 7. de Novembre 1704, ici dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau, sous l'agrément & la Confirmation de sadite Majesté Imperiale; savoir,

I. Que quoi qu'il ait été fait, de la part de Son Alteſſe, Madame l'Electrice, de pressantes representations au sujet des Forteresses, & particulierement touchant les Arsenaux, il ne lui a pû être accordé autre chose, vû les circonstances de la Conjoncture d'alors, sinon que toutes les Places fortifiées dans toute l'étenduë des Etats de Baviere, & actuellement occupées par la Milice Bavaroise, seront cedées avec les Arsenaux, l'Artillerie, Munitions, Armes & autres Provisions de Guerre, & seront après la reception de la Ratification de Sa Majesté Imperiale, remises aux Commissaires Imperiaux, constituez à cet effet; à l'exception de ce qui sera exprimé dans l'Article III. ci-dessous, touchant la Ville d'Ingolstadt.

II. Que comme pareillement la reduction, que Sa Majesté Imperiale demande de toute la Milice, qui se trouve dans les Etats de Baviere, soit à cheval ou à pied, n'a pû, nonobstant les representations au contraire, être limitée autrement, sinon qu'on choisira de toute la Milice, 400 hommes pour servir de Garde à la Personne de Son Alteſſe Electorale, de la maniere, qu'il sera expliqué plus amplement dans l'Article VIII. ci-dessous, & qu'on les laissera en état de pouvoir servir. Ainsi tout le reste des Troupes Bavaroises, tant les Hauts & Bas-Officiers que les Fantassins & Cavaliers, comme aussi tous les Officiers d'Artillerie, & enfin tout ce qui peut être compris sous le nom de Militaire, seront congediez en presence des Generaux Imperiaux, deputez pour ce sujet, & seront cassez; de sorte qu'ils auront bien la liberté, ou de chercher ailleurs servi-

ANNO 1704. ce, ou de rester dans le Païs, ou bien de se retirer chez eux; mais que les Vassaux & Sujets de l'Empereur & de l'Empire, s'engageront par Serment de ne point servir contre Sa Majesté Imperiale, ni contre l'Empire, ou ses Hauts Alliez.

III. Mais comme il se passera quelque tems jusques à ce que la Ratification de Sa Majesté Imperiale puisse arriver, & que néanmoins il seroit besoin de laisser préliminairement prendre possession de quelques Places, Son Alteſſe Madame l'Electrice s'oblige de donner, dès après avoir reçû ce Traité, les ordres nécessaires pour que le 18. de ce mois on cede pleinement aux Généraux Impériaux, ou autres Officiers de Guerre constituez pour cela, & qu'on leur remette avec les Arsenaux, Magasins, Canons, Munitions, & Armes, comme il a été dit ci-dessus, la Forteresse d'Ingolstadt, & ensuite Kopfstein en Tirol, comme aussi le Château de Neubourg sur l'Inn, après en avoir préalablement retiré toutes les Garnisons qui s'y trouvent.

IV. Qu'on restituera aussi tout ce qui sera prouvé avoir été enlevé du Tirol, avec tout ce qui en dépend.

V. Son Alteſſe Madame l'Electrice sera aussi obligée de livrer dans le terme fixé ci-dessus, tous les Prisonniers, faits des Troupes Imperiales, de celles de l'Empire & des Alliez, & de les remettre à la disposition desdits Généraux. Ce qui sera pareillement observé de la part de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & des Alliez, à l'égard des Prisonniers Bavarois; avec cette réserve néanmoins, qu'ils seront tenus comme cassez, & qu'ils s'engageront par serment, de même que les autres, de ne point servir contre Sa Majesté Imperiale, l'Empire Romain & les Alliez. S'il se trouve encore quelque peu d'Officiers François en Baviere, on leur accordera sans delai des Passeports, pour se retirer librement.

VI. En consideration de cela, Sa Majesté Romaine & Royale accorde à Son Alteſſe, Madame l'Electrice, le Gouvernement de Munich, avec la Jurisdiction Territoriale, comme aussi tout ce qui se trouve dans l'ancien Tresor Electoral de Munich, de Meubles, d'Archives, de Peintures, de Joïaux, les Ecuries, les Maisons de Plaisance Schweigen & Schleisheim, & tout ce qui peut dépendre de ces choses spécifiées; de sorte néanmoins & avec cette réserve, qu'hormis les Revenus, on n'accorde rien à sadite Alteſſe Electorale, ni à Ingolstadt, ni à Rhein, & Wendingen, étant des apartenances du Gouvernement de Munich. Mais pour ce qui est de Donawerth, qu'on a voulu de la part des Bavarois tirer sous le Gouvernement de Munich, on entend qu'il n'est pas de ses Dépendances, & qu'il en sera excepté, de même que les autres Terres.

VII. Parce que la Ville de Munich avec son Gouvernement & ses Revenus a été cedée de la maniere ci-dessus pour la Résidence & l'Entretien de Son Alteſſe Madame l'Electrice, & qu'il y a beaucoup d'Ouvrages & Fortifications, faites nouvellement depuis l'année 1704, ces Ouvrages seront entiérement démolis & rasez, & par consequent la Ville, quant à sa défense, laissée dans l'ancien état. Mais on livrera sans aucune réserve aux Généraux, constituez pour cela dans cette Ville, de même que dans les autres Forteresses, Forts & Châteaux, l'Arsenal & les Magasins avec toute l'Artillerie, Munitions & Provisions de Guerre.

VIII. On accorde de plus à Son Alteſſe Madame l'Electrice, la Garde desirée de 400. hommes, pour le service de sa Personne, à choisir parmi la Milice à congedier; mais il ne pourra y avoir plus d'Officiers, qu'il n'est communément nécessaire, & que le pied des Compagnies le demande.

IX. Pour ce qui regarde les Apanages & autres Charges en commun, on les remet à la gracieuse décision de Sa Majesté Imperiale.

X. La susdite Majesté Roïale ne refusera pas de consentir, que Son Alteſſe Madame l'Electrice, après que tout le contenu des susdits Articles, aura été executé, puisse se retirer, comme Elle le trouvera à propos avec les siens & toute sa Cour, & de faire expedier pour cela les Passeports requis.

XI. Sa Majesté Romaine & Royale déclare de vouloir laisser les Etats de Baviere dans la jouïssance de leurs Privileges, Usages, & Coûtumes.

XII. Et finalement promet de faire delivrer à Son Alteſſe Madame l'Electrice, la Ratification de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Pere dans la huitaine, à compter du jour de l'arrivée du Courrier à dépêcher sur ce sujet à Vienne. A l'encontre de quoi son Alteſſe Electorale fera incessamment executer le contenu des Articles arrêtez & conclus ici, & s'engagera par écrit de ne point permettre que les Sujets & dépendans du Gouvernement qu'Elle prendra en possession, trament ou entreprennent, tant pour le present qu'à l'avenir, quelque chose qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Imperiale & à l'Empire Romain. En consequence de quoi le Commerce sera dès à present libre, & demeurera rétabli entre les Sujets de part & d'autre. ANNO 1704.

Pour plus de foi & témoignage, on a fait deux Exemplaires d'un même contenu, lesquels, les Plenipotentiaires de part & d'autre ont signé & muni de leurs Cachets, & donné un Exemplaire à chaque Partie. Fait comme ci-dessus dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau le 7. Novembre 1704.

(L. S.) JEAN-LEOPOLD, COMTE DE TRAUTSON.

(L. S.) PHILIPPE-LOUÏS, COMTE DE SINZENDORF.

(L. S.) JEAN WENTZEL, COMTE DE WRATISLAW.

(L. S.) JEAN S. NEUSÖNER.

Et comme en vertu d'icelui, il a été stipulé que Nous nous engagerions de ne point permettre, que par les Sujets & les Terres qui nous restent pour le present, il ne se trame ni se fasse rien à present, aussi-bien qu'à l'avenir qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Imperiale, & au Saint Empire Romain; Nous promettons, non-seulement de l'executer fidelement, & de ne point souffrir que les Sujets & Habitans de nôtre Païs trament, ou entreprennent quelque chose de préjudiciable à sa Majesté Imperiale & au Saint Empire; mais aussi de contribuer en tout à la conservation de la Paix & du Repos, & d'entretenir un bon Voisinage, tant avec les autres Etats de Baviere, qu'avec les Païs Hereditaires Circonvoisins; dans la confiance que de la part de sa Majesté Imperiale, on nous laissera & les Habitans & Sujets du Païs à Nous réservé, jouïr en tout d'une sureté réciproque, conformement aux promesses faites, & de nous laisser dans la tranquille jouïssance d'icelui, le tout fidelement & sans préjudice. En foi de quoi Nous avons signé cette Promesse de nôtre propre main & muni de nôtre Seau Electoral. Donné dans nôtre Capitale & Résidence, la Ville de Munich, le 21. Decembre 1704.

Signé,

THERESE, ELECTRICE.

LIII.

Abscheid zwischen denen Ertzhertzogl. Oesterreichischen Herren Commissarien, dann dem Schwäbischen Creyß / von wegen einigen Impost der Waaren / wie auch der Contraband-Waaren halber aufgerichtet / auf welche ein jeder Fürst und Stand des Creyses gute obsicht haben / und sich dießfalls des competirenden Juris Fisci bedienen solle. Geschehen den 26. Novemb. zu Eßlingen anno 1704. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abſatz. IV. pag. 127.] 26. Nov.

C'est-à-dire,

*Recès entre la Maison Archiducale d'*AUTRICHE, *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'imposition d'une certaine Gabelle sur le Sel, comme aussi, au sujet des Marchandises de Contrebande, sur lesquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en son propre Territoire, & pourra les faire confisquer à son profit. A Eslingen le 26. Novembre 1704.*

ANNO 1704. Zu wissen; Als bey dem dermahligen Schwäbischen Creyß-Convent man neben andern auch bedacht gewesen / wie nach so vielen überstandenen Trangsalen und erlittenen grossen Ruinen man dannoch Mittel ausfinden möge / die obhabende schwere Kriegs-Onera zu bestreiten und das bonum publicum nach äusserstem Kräfften zu befördern / zu gleicher Zeit auch eine hochansehnliche Commission von dem hochpreißlichen Ertz-Hauß Oesterreich sich hier eingefunden / und sich mit derselben über ersterwehntes so wol / als förderist / wie der Röm. Kayß. und Königl. Maj. auch des gantzen H. Reichs Verordnungen wegen der Pferd-Ausfuhr und andern zu vollziehen / so mehr freundnachbarlich vernommen worden / als die Oesterreich-Schwäbische Creyß-Ort neben und unter einander gelegen / und ohne gemeinsames Zuthun in dergleichen nicht wol etwas mit Bestand statuiret werden kann / daß man darauff zwischen oberwehnter löbl. Commission und dem löbl. Schwäbiß. Creyß die Abrede genommen / und sich miteinander auf allergnädigste Genehmhaltung allerhöchst-gedachten Röm. Käyß. auch Königl. Maj. doch daß jeder sonst præjudicirlicher Actus nur pro voluntarie ob exigentiam boni publici concesso zu halten / auch in keine Consequentz gezogen / weniger zu eines oder des andern præjuditz seiner sonst habenden Jurium gereichen solle / dahin verstanden / daß

1. Ob denen ergangenen Verbotten der Pferd-Ausfuhren strictè gehalten / und die dißfalls noch weiters vorkommene Præcautiones in ein fernerweites Patent gebracht / und zu Beobachtung der durchgehenden Gleichheit durch den Druck publiciret / auch vorgekehrt / auch

2. Wegen der Correspondentz und des Commercii mit dem Feind / auch der Contrebanden / demjenigen durchaus nachgegangen werden solle / was die Kayß. und des H. Reichs Avocatorien und Inhibitorien mit sich führen / auch mit denen hohen Alliirten darüber concertirt worden / so / daß beedes die löbl. Ober-Oestr. Wesen und auch ein jeder Fürst und Stand des Creysses hierunter alle gute Obsicht zu tragen / und da sich deme entgegen etwas äusern solte / sich dagegen von jedes Orts Herrschafften des ihro competirenden Juris Fisci zu bedienen / auch hierunter so gute Correspondentz zu pflegen / daß wann jemand in Erfahrung brächte / daß in des andern Territorio darwieder gehandelt worden / oder gnugsamer Argwohn vorhanden / daß es geschehen möchte / er es selbigen Orts Herrschafft oder dero Beampten nachrichtlich anzufügen befugt seyn / und wann es sich so befinden / und dergleichen attrapiret werde / daran einen gewissen Antheil pro denunciatione zu geniessen haben solle. Wäre es aber / daß wegen der Contrebanden zwischen den preißwürdigsten Ertz-Hauß und Creyß-Ständen sich einige Differentien hervor thäten / ob nemlich solch ein in Oestert. oder Obern Creyß-Ständen Territorio attrapirt und angehalten worden / auch ob solche Waar für Contraband zu halten / und weme diese solchen Falls gebühren solle / also hierunter so wol der Creyß als Oesterreich interessiret wäre / solche jedoch citra omne præjudicium zur decision denen ohne das / des Impostо halben / von halb zu halb Jahren zusammen kommenden Oesterreichisch- und Creyß-Deputirten / wie in dem folgenden §. 4to mit mehrern zu sehen / ausgestellt / und sodann von denenselben dieses entschieden werden / bey welchem Spruch es hienach / ohne weiters bringen zu können / sein Verbleiben haben / sonsten aber so wenig denen Kayß. Oestert. als des Creysses Contreband-Commissariis, einig andere Activität auf andern als des Herrn Territorio, von welchen er dependiret / es seye zu Wasser oder zu Land / nisi per modum denunciationis, wie offt gemeldt / gestattet werde / sondern wann deme zuwieder sich jemand was præjudicirliches zu unternehmen / oder auch denen Insässen oder Begüterten der löbl. Marckgraffschafft Burgau / wieder die vorhandene Verträg etwas zuzumuthen unterstünde / solchenfalls wieder denselben von dem Domino Territorii, als dessen Jurisdiction lædirt worden / die gebührende Ahndung / bey dessen in seiner Jurisdiction beschehenden Attrapirung / auch selbsten vorzukehren erlaubt seyn solle / wie denn auch die gewöhnliche Landstrassen und Routen noch füraus beständig zu gebrauchen / und finde man an Seiten des Creysses dermahlen keine gnugsame Ursach / daß der so genannte Rande in Verbott gelegt / wohl aber daß zwischen denen löbl. Interessenten hierüber nechstens ein Augenschein / was es mit dieser Straßen eigentlich für eine Bewandnis habe / beliebt / in zwischen aber solche passirt / und sodann das weitere / so zu beederseitgen Contento gereichen möchte / mit einander einverstanden werden solle; Hingegen sollen all andere ungewöhnliche Umb- und Nebenweg gäntzlich verbotten seyn / doch wird von obigen Contrebanden

3. Dasjenige ausgenommen / wessen man in dem Reich nicht wohl entrathen / und nirgens her / dann aus Feindes Landen haben kann / als da seynd Saffran / Grünspan / Saflor / Beuteltuch / Baumöl / Mandel / Alkermes und Fusilstein / so von denen Handelsleuten jedoch gegen Erlegung eines gewissen Impostо, in das Reich frey zu bringen und zu verkauffen / und gleiche Freyheit wegen der in der Schweitz fabricirten Waaren zu gestatten / massen auch all übriges Commercium im Reich durchaus frey bleibt.

4. Solle auf das aus Tyrol und Bayern kommende Saltz ein geringer Auffschlag von zwey Gulden dreyßig Kreutzer auf jedes ordinari-Fäßlen Tyrol ꝛc. und eben so viel auf das Bayerische solch Quantum ausmachende Saltz gelegt werden / dergleichen bey dem Eintritt in den Creyß / folglich auch von allen deme / so in dem Creyß consumirt / oder dadurch verführt wird / zu erheben / und von dem Tyroler Saltz / auch was davon die obere Strassen gehet / auf der gewöhnlichen Ruttstadt zu Hindelang durch den alldort sich befindlichen Hoch-Stifft-Augspurgis. Saltz-Factorn oder Zollnern / auf der untern Route durch besagten Hoch-Stiffts-Saltz-Factorn oder Zollnern zu Füssen / Nesselzwang und Oy; von dem Bayerischen aber so über Landsperg kommet / durch den Hoch-Stifft Augspurgis. Zollner zu Buchlöw / was über Friedberg zu Augspurg / und dann was über Donauwärth gehet / allda / nicht weniger zu Schongau / und auch zu Vadung / allwo auch das / was über den Adelberg gehet / zu beobachten / durch die bestellende Receptores auch verbunden seyn sollen / demjenigen / so den Impostо bezahlt eine Politen des Erlags halber / zu geben / damit dieser nicht auch anderwärts / und also zweymal angehalten / mithin auch andere Unbilligkeiten verhüttet werden mögen. Und haben die Receptores auch Obsicht zu tragen / daß kein Saltz durch andere als ersterwehnte alt-übliche Weg durch-practiciret / sondern wann dergleichen etwa betretten würde / dasselbe gleich confiscirt / da auch jemand diesen Impostо zu erlegen difficultirte / ihme so lange / biß solcher entrichtet / das Saltz zurück gehalten werde / und sollen diese Receptores so wohl deren hochlöbl. Ertz-Hauß Oesterreich / als dem löbl. Creyß die Pflicht leisten / hierinne treulich zu verfahren / auch wochentlich an das Hochfürstliche Creyß-Ambt / wie auch löbl. Ober-Oestert. Wesen zu Jusprugg / was die Wo-

ANNO 1704. chen über eingangen / berichten / von halb zu halb Jahren aber denen alsdann zu Augspurg und Kempten / oder wie mann sich dißfalls mit einander verstehen wird / derentwegen zusammen kommenden Oestern. und Creyß-Deputirten ordentlich Rechnung über alles erstatten / und das eingenommene baar erlegen / da so dann der / nach Abzug der darauff gegangenen passirlichen Unkosten / verbleibende Ertrag / unter Oesterreich und dem Creyß gleich getheilt / und da sich einige Unrichtigkeiten dabey hervor thäten / solche durch die beederseitigen Herrn Deputirte abgethan werden sollen; In gleichen solle

5. Auf Garn und Wollen / so aus dem Reich gehet / ebenfalls dem verkauffenden Unterthanen ein leidentlicher Impostο, nach der darüber noch zu publiciren stehenden Tariffa, angesetzt / das hieran beziehende in eine gemeinsame Cassa geleget / und davon Oesterreich ein Drittel / und dem Creyß zwey Drittel zugetheilt / und was davon / auch von dem Saltz eingehet / zu denen Kriegs-Vorfallenheiten und præstandis verwendet werden; All übriges /

6. Als da seynd Toback / frembde und eigene Wein / Brandwein / Eymer- oder Maßweiß / auch Pferd und Vieh / und was sonst seyn mag / solle nach jedes Orts Gutbefinden / per modum eines Accis, oder wie mann es nennen will / bey diesen extraordinari-Kriegs-Zeit- und Läufften belegt werden / oder auch auf andere Arth / nachdem es sich hier und da am füglichsten schickt / von extraordinari-mediis, jedoch ohne des dritten præjudicio, dergleichen Auflag eingeführet werden können / und trägt mann

7. An Seiten des Creysses keinen Zweiffel / allerhöchstgedacht Ihr. Kayserliche und Königliche Majestäten den allergnädigsten Consens hierzu ertheilen und zumahl die allergnädigste Verordnung ergehen lassen werden / daß gegen Beziehung oberwehnten / dem Publico allein zu statten kommenden Impostο von dem Saltz / all übriger etwa daraus hoffender derley Oblag abgethan / und es allein bey diesem gelassen / mithin das Saltz / als ein unentbehrliches / nicht ein oder andern zum præjudiz vertheuert werden möchte. Und dieses alles von jetzo an auf ein halb Jahr / da sich dann weiter zeigen wird / ob nach eines jeden befindenden Convenientz dasselbe zu verbessern / zu prorogiren / oder gar aufzuheben.

Dessen allen zu Urkund ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / und das eine Exemplar von der hochansehnlichen Ober-Oestern. Commission mit ihren Hand-Unterschrifften und Pettschafften bestättiget / das andere aber mit der 5. Bäuren gewöhnlichen Insiegeln corroboriret / und gegen einander ausgewechselt worden / So geschehen Eßlingen den 26. Novembr. 1704.

LV.

1705. 2. Août. **Vertrag zwischen Johann Wilhelm Churfürsten zu Pfaltz / dann Frantz Ludwig Bischoffen zu Worms durch beederseithige Gevollmächtigte Deputirte geschlossen; Wodurch die zwischen Ihnen wegen der Stadt Ladenburg und anderer verschiedenen Dörffern in puncto possessionis entstandene Strittig- und Mißhelligkeiten / vermittelst einander reciprocè gethanen Cedirung und Renuncirung verschiedener Ohrtern Recht- und Gerechtigkeiten gütl. beygelegt worden; Geben zu Dusseldorff den 2. Aug. 1705.** [LUNIG. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatzung I. pag. 751.]

ANNO 1705.

C'est-à-dire.

Accord & Transaction entre JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Cessions de lieux & de certaines Renonciations, les anciens diferents qu'ils avoient au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, sont entierement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Aouſt 1705.*

VON GOttes Gnaden Wir Johann Wilhelm (tot. tit.) und von desselben Gnaden wir Frantz Ludwig (tot. tit.) Bekennen und thun kundt Krafft dieses / vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen / so wohl des Churfürstenthumbs der Pfaltz alß des Hochstiffts Wormbs / nachdem von langen Jahren hero zwischen Unserm respect. Churfürst / dem Hochstifft Wormbs viel und schwere Strittig- und Mißhelligkeiten sich eraignet / daß wir und Unsere Vorfahren zu deren gründlichen Hindansetzung anfänglich zwaren den Weg Rechtens durch verschiedene Procels und gerichtliche Händel zu ergreiffen gemüßiget worden / nachmahls aber Unß eines arbitral-Endtscheidts und Compromissi, und zwaren sub auspiciis weyland Ihro Röm. Kayserlichen Majestät glorwürdigster Gedächtnüs / beederseits entschlossen / und nunmehro in Erwegung / was dergleichen Endschiedt und Lauda vor Weiterung nach sich zu ziehen pflegen / zu gut- und freundt-brüderlichen Vergleich und gäntzlicher Abthuung aller hinc inde entstandener gravaminum und differentien eine wiederhohlte Zusammenschickung Unserer beederseits specialiter hierzu bevollmächtigter Deputirten und Räthen veranlasset haben / umb alles in den Standt zu setzen / wie man hinführo in beständiger Freund- und Nachbarschafft verbleiben möge / worauf dann wir Uns folgender gestalt gütlichen verglichen.

1. Cediret das Hochstifft Wormbs der Churfl. Pfaltz die Bischöffliche Wormbsische Stadt Ladenburg und das Dorff Neckerhausen / wie auch die im Odenwald liegende Dörfflein Altenbach / Ringes und Hewbach / von nun an aigenthumblich mit aller Landts-Fürstlicher Superiorität / Juribus, Rechten und Gefällen zu ewigen Zeiten / dergestalten / daß das Hochstifft einig theil daran nit mehr haben solle / ausgenommen das jenige / so von dem gedachten Hochstifft an denen Straßheimer Höffen dermahlen Pfandtsweiß possidiret und genossen wird. Item sein Antheil Zehenten zu gedachtem Ladenburg so lang / biß die Churfürstl. Pfaltz ein æquivalent verschaffen wird / so dann die heimgefallene und noch heimfallende Lehen / so nicht von Statt und Burg / sondern von dem Hochstifft Wormbs immediatè dependiren / nicht weniger die Schaffnerey zu gedachtem Ladenburg / welche das Domb-Capitel zu Wormbs daselbst sambt zugehörigen Renten und Gefällen bißhero gehabt und genossen / welches alles unter solcher cession und Ubergab keines weges verstanden / sondern beym respective Hochstifft und Domb-Capitul wie bißhero aigenthümblich verbleiben solle; Waß aber die Kellerey Stein belanget / nachdeme solche dem Hochstifft Wormbs vermittels dieses Tractats / mit aller Teraitorial superiorität und hievon dependirenden juribus quibuscunque aigenthümblich verbleibet / so wird solche inhalts der Pfandt-Verschreibung nicht allein restituiret / sondern auch alle hohe und niedere Jagbarkeiten / Waldung / Wörten / Auen / Schäffereyen / Renth und Gefäll / welche die Churfürstl. Pfaltz bißhero

strittig

ANNO 1705. strittig und ohnstritig besessen und genossen / sodann das der Churfl. Pfaltz zuständiges so genantes Neuschloß und darzu dermalen gehörige Güther auch hohe und niedere Jagdbarkeiten / so das Chur-Hauß Pfaltz in denen Lambertheimer Waldungen prætendiret / und so weit der Chur-Pfaltz solche gebühren mögten / dem Hochstifft Wormbs überlassen werden / und nicht das geringste bey sothaner Kellerey Stein vorbehaltlich verbleiben / Chur-Pfaltz auch wegen der Lambertheimer Jagdbarkeiten alle inhabende Documenta fideliter dem Hochstifft extradiren solle. Hingegen

2.) Cediret und übergibt ebenfalls auf ewig das Hochstifft Wormbs der Churfürstl. Pfaltz das Ambt Hembspach / in denen Dörffern Hembspach / Landenbach und Sultzbach / und dessen zugehörende Bestande / wie solche von besagtem Hochstifft bißhero besessen und genossen / auch vermög der Kauff-Verschreibung prætendiret werden / nichts ausgenommen.

3. Thut das Hochstifft auf die bißhero prætendirte von Chur-Pfaltz aber nicht eingestandene Rheins-Gerechtigkeit dergestalt renunciiren / daß jedoch dem Hochstifft in dem Rheins-Districk von der Rohrheimer Rinnen an biß an die steinern Bach cum superioritate territoriali aigenthümblich seyn / und verbleiben solle / die darinnen befindl. Auen / Wörten / und zwar in specie der so genante Rosen-Garten / die Maulbeer Aue / der Heyl. sand / auch liegende-Auen / Insuln oder Wörten / und was von Chur-Pfaltz in solchem quæstionirten Rheins-Districk auch in der Kellerey Stein Jure alluvionis, oder sonsten besessen und genossen worden / auch künfftig sich weiter daran legen möchte. Mehres der so genante Norheimer Alt-Rhein und Alt-Wässern / sambt allen Fischereyen / hohen und nieder-Jagdbarkeiten / und was sonsten in denen diß und jenseitigen und obgemelten im Rhein liegenden Bischöffl. Auen / und Wörten / Chur-Pfältzl. Seithe / sub quocunque titulo exerciret worden / oder werden können / als dessen allen sich die Chur-Pfaltz gäntzlich begeben / und nichts anders reserviren thut / als besagte Rhein-Gerechtigkeit. Nemblich die bißhero erhaltene Rhein-Ruge und in dem Rhein künfftig entstehende weitere Insuln / sambt einigen bißhero in ipso flumine Rheni Chur-Pfältzl. Seithen ohne Contradiction besessenen Auen / und Wörten und damit keine Difficultät wegen des Leinpfadts am Rhein entstehen mögen so ist verglichen worden / daß die Bischöffl Wormbsische Unterthanen solchen Leinpfad zu Beförderung der Schiffart in solchem Districk unterhalten sollen / der Churfürstl. Pfaltz aber / gleich wie das / was in ipso flumine Rheni, also auch auff dem Leinpfadt bey und occasione der Schiffarten von denen Fuhr- oder Schiff-Leuthen straffbahres vorgehet / zu examiniren und zu bestraffen freystehe / ausser diesen Fällen aber dem Hochstifft Wormbs ratione juris territorialis die Cognitio und Bestraffung zukommen solle.

4.) Herentgegen versprechen wir der Churfürst / die funffzehen tausend Gulden Ladenburger Kauff-Schilling keineswegs zu fordern sondern renunciiren darauf gäntzl. dergestalten / daß das Hochstifft davon frey seyn und bleiben / und an dasselbe zu ewigen Tagen diesentwegen nichts gefordert werden solle / waß

5.) Die Bischöffl. Rhein-Dörffer selbsten betrifft / so renunciirt die Churfl. Pfaltz dem bißanhero in denen Bischöffl. Rhein-Dörffern benandtlich Horchheimb / Rorheim / Bobenheim und Mörsch gehabt und exercirten juri Wildfangiatus und der Leibaigenschafft in realibus & personalibus uf dasige Unterthanen und Einwohner / auch was davon dependiret / und in krafft deren von der Chur hergebrachten Privilegien und alten Herkommens competiren mag / und cediret gantz und völlig dem Hochstifft Worms alle die Jura und Realia sambt hohen und niedern Jagdbarkeiten in obgedachter Rhein-Dörffer Bezirck / biß an die Gräntze der Statt Wormbs / wie solche von Chur-Pfaltz biß dato hergebracht / exerciret und genossen werden können; weiter alle und jede in diesem Territorio, denen Rhein-Dörffern befindlicher Waldungen / Büsche / Gehöltz / oder Gesträuch / wie solche Nahmen haben mögen / begriffen seynd / umb halben auch der Ends stehende so genante Chur-Pfältzl. Jagd-Säuel abgestellet werden solle / daß also solchemnach sothane Dörffer sambt ihren Districten und Gemarckungen dem Hochstifft Wormbs plenissimo & absoluto supremi Dominii ac superioritatis territoriali jure, mit allen davon fliessend- und dependirenden Gerechtsahmen / von dato an / dem privativè und allein zustehen / der zu Norheim befindliche Crahnen aber demolirt und abgethan werden solle / zu welchem Ende dann auch Chur-Pfaltz sich hiermit und Crafft dieses obligiret und verbindet / dem Gräfflichen Hauß Nassau-Saarbrücken / in specie dem Grafen von Nassau-Weylburg / Herrn Johann Ernsten / wegen des an obgedachten Rhein-Dörffern titulo feudi, von dem Bistumb Wormbs innhabende Halbscheid ein anderwert annemliches æquivalent innerhalb 4. Monath à dato dieses geschlossenen Tractats / zu verschaffen / also und dergestalten / daß der jetzige Possessor und seine Agnaten an sothanen Rheindörffern hinfüro nit mehr participiren / oder sonsten einigen Anspruch (wie er immer genant werden mag) zu haben oder zu machen befugt / auch hierüber schrifftlichen Revers und Versicherung dem Bistumb außzustellen verbunden seyn / wiedrigen falls aber und da gemelter Herr Graff von Nassau Weylburg nit vollkömmlich vergnügt / und dessen so wohl alß seiner Agnaten förmblich und in Recht verbindliche Renunciation nit beygebracht werden solte / alß dann Chur-Pfaltz die behörige Evictionem zu præstiren hette.

6. Cediret und übergiebet weiters die Churfürstl. Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die von demselben zu Lehen getragene Helffte deren Dorffschafften Dirmbstein u. Lamersheim / mit aller Landfürstl. Superiorität und Bottmäßigkeit / auch allen etwann fliesenden Gerechtsahmen / wie solche von der Churfürstl. Pfaltz gegenwärtig possidiret und genossen werden / und Chur-Pfaltz vermög Lehen-Reversalien / und Übergab bißhero possidir- und geniessen können / mit gäntzlicher Renunciation auf alle biß hiehin in dieser Gemeinschafft prætendirte Jura præcipua, und waß davon deriviret.

7. Cediret und übergibt Chur-Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die Dorffschafften Neuhaussen / Rheindürckheim und Beintersheimb sambt allen Appertinentien und Dependentien, cum omnimoda Jurisdictione ac superioritate Territoriali, und sonsten / nichts davon ausgenommen / wie es Nahmen haben mag / und es Chur-Pfaltz besessen / also und dergestalt / daß offt-erwehntes Hochstifft von nun an / und zu ewigen Zeiten sothane Dörffer und Appertinentien besitzen und geniessen solle / wie die Churfürstl. Pfaltz solche gegenwärtig besitzet und geniesset / außgenommen die in der Rheindürckheimer Gemarckung und Bottmäßigkeit von dem Obrist Krähe aufgeführte Gebäw mit dem Grahnen und Bordthandel / so an seithen der Churfürstl. Pfaltz demselben schon vor einigen Jahren

erb-

ANNO 1705. erbbeständtlich überlassen / und dahero conditioniret worden / daß er Kröhe und seine Erben bey dem Erbbestandt gelassen / und dargegen nit beschweret / sondern vielmehr beschützet werden / jedoch ohnerachtet er und diejenige Churfürstl. Pfältzl. Erbbeständere seind / dannoch der Bischofflichen Wormbsischen Landtsfürstl. Jurisdiction unterworffen bleiben / im übrigen auch gleich andern Bischöfl. Landts-Einwohnern dem Hochstifft die Herrschafftl. onera, in so weit es der Erbbestandts-Concession nit zuwieder ist / abtragen solle.

8 Nachdeme das Hochstifft Wormbs inständig verlanget / daß so wohl. in der Gemeinschafft Dirmbstein und Lamersheim / alß denen Rheindörffern / wie nit weniger in der Kellerey Stein die Zölle abgestellet werden sollen / so haben wir der Churfürst uns freund-brüderlich dahin erkläret / so viel den Zoll in der Kellerey Stein betrifft / solcher auf Art und Weiß bey dem Bistumb verbleiben solle / wie die Churfürstl. Pfaltz selbigen bißhero innegehabt und genossen / so viel aber die Zölle in denen Rheindörffern angehet / solche wollen wir uns und der Churfürstl. Pfaltz beybehalten; Jedoch zu Verhütung alles Streits / so sich offters mit denen Zöllen und occasione derselben ereignet / sothane Zollstöcke in andere unß gelegne und zuständige eigene Oerter transferiret / in der bißherigen Gemeinschafft Dirmbstein und Lamersheim aber der Zoll daselbst abgestellet; Im übrigen in den cedirten Orthen Rheintürckheim / u. Beintersheim / wie bey denen Rheindörffern der Zoll ebenmäßig transferiret / der Zoll an der Brücken zu Neuhaussen aber in statu quo gelassen / jedoch aber der Zollstock auß dem Dorff hinweg gethan / u. an das Zollhauß gesetzet werden. Was dz Gelaid in dem Bischoffl. Territorio angehet; So ist es dahin vergl. daß / obwohlen sothanes Gelaid der Churfürstl. Pfaltz bißgero Vigore Laudi Heilbronnensis privative zustünde / daß jedoch bey denen Messen-Gelaiden denen Bischofl. Bedienten dem Gelaid-Actui beyzuwohnen gestattet werde.

9. Was die von seithen des Hochstiffts prætendirte restitution des Stiffts Neuhausen / und krafft des zu Augspurg in anno 1566. ergangenen Urtheils betrifft / da ist Chur-Pfaltz- und Bischofl. Wormbsischer seithen verglichen worden / daß man beederseits sich zu demjenigen zu bequemen / was dieserthalben in Judicio competenti, nemblich bey dem Kayserlichen Reichshof-Raht / nach Ersuchen der anteactorum vor recht und billich wird erkant / und amicabiliter verglichen werden.

10. Was das Religions-Wesen in denen hinc inde cedirten Orthen betrifft / ist quoad exercitium Religionis verglichen / daß dießfalß keine Neuerung eingeführet / sondern solches in statu quo gelassen werden solle.

11. Renunciret das Hochstifft Wormbs auf seinen Antheil der prætendirten drey Dörffer Hochheim / Leisselheim / Pfifflichheim / jedoch mit Vorbehalt der in die Kellerey Wormbs unstrittig gehörigen / bißhero / vermög selbiger Rechnung / allda eingezogener und genossener Renthen u. Gefällen.

Item auf die zu Hammern / Ilbersheim / Osthoffen u. Schwabenheim auch alle andere in bißheriger Handlung formirte prætensiones; so dann versprechen wir der Bischoff zu Worms / wegen der von unsern an die Dom-Capitulische Dörffer Nieder Flörsheim / Radenbach / und sonsten habender prætension, mit selbigen uns absonderlich abzufinden / damit die Churfürstl. Pfaltz diese Dörffer hinführo ohne Anspruch genissen möge / und damit man ANNO 1705.

12. Alles zu gegenwertiger u. künfftiger Versicherung auch Abwendung Streits / desto besser einrichten möge / so ist verabredet / dz die in denen hinc inde cedirten Oertern und darzu gehörigen Districten sich befindende sämbtl. Jura, Renth u. Gefälle ordentl. aufgezeichnet und von denen Deputirten subsignirt, zu unser beederseits Unterschr. um diesem Tractatui beyzufügen / zugestellet werden.

13. Weilen unsers freundtlich geliebten Herrn Bruders Bischoffens zu Wormbs Liebd. Uns zu erkennen gegeben / was massen das Wormbsische Domb-Capitul und übriger Clerus noch einige Gravamina bey bißherigen Conferentien vorgebracht / welche sie ebenfals gern erörtert sehen möchten; Als erklähren wir uns / solche Gravamina nach Vollziehung solches Tractats / so gleich vornehmen / u. der Billigkeit nach / remediren zu lassen.

14. Erklähren wir uns beederseits dahin / daß gegen diesen unsern gütlichen freund-brüderlichen Vergleich uns nichts schützen oder zustatten kommen solle / einige Exception, in specie Læsionis und dergleichen / oder andere Beneficia und remedia juris, sie haben Nahmen / wie sie wollen / gestalten wir solchen hiemit in genere und in specie austrücklich renunciiren / und derselben uns gäntzlichen begeben. Wan aber

15. Hiernechst über kurtz oder lang wegen Erläuterung oder interpretation dieses gütl. Vergleichs einige Irrungen u. Zweifel entstehen solte / dieselbe vermög der Reichs-Constitutionen abgemachet / und unterdessen keinem Theil / wer der auch seye / erlaubet oder zugelassen seyn / mit seiner vermeinten Befugnüß via facti durchzudringen; sondern dem possidirenden Theil biß zu rechtlicher Decision und Ausspruch ohn-turbiret und ruhig zu lassen / zu mehrer vesthalt-Sicherheit und Bestättigung alles dessen / was in gegenwertigem Tractat u. gütl. Vergleich enthalten / geloben und versprechen wir unserer respective Hn. Brüdere u. Pfaltz-Sultzbach / als nechsten Agnaten / auch Dom-Capitulichen Consensum innerhalb 1. Jahr / à dato in recht beständiger Form beyzubringen / desgl. Ihro Kayserl. Maj. Confirmation, Manutenenz u. Garantie auszuwürcken / biß zu erfolg so wohl ein als des andern aber solle nichts daweniger mittler Zeit dieser gütliche Tractat in seiner vollkommen Würcklichkeit und effect bestehen / mithin derselbe in allem vollzogen / und solchem in allen Stücken / Puncten u. Clausulen treul. u. ohnverbrüchl. nachgelebet werden / gestalten dann die Execution und Vollenziehung dieser Tractaten durch beederseits hierzu verordnete besondere Commissarios und Gevollmächtigte / innerhalb 6. Wochen à dato, oder so bald immer möglich / vermittels gewöhnlicher Immission und Ergreiffung würcklicher possession, wie solches bey dergleichen fällen gebräuchlich / geschehen solle.

Zu Urkund und mehrerer Bekräfftigung dessen alles haben wir gegenwertigen gütlichen Vergleich in duplo ausfertigen / selbigen aigenhändig unterschreiben / und unsere geheime Secret-Insiegel daran hangen lassen / So geschehen Düsseldorff den 2. Aug. 1705.

ANNO

LVI.

1705. 15. Sept. Revers Hertzogs Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin/ an Hertzog Adolph Fridrich zu Mecklenburg-Strelitz/ daß er Jhme/ die zu folge dem Hamburgischen Recels de dato 8. Martii 1701. jure perpetui Dominii gehörige/ und annoch restirende Zoll-gelder der 9000. Thaler zu Boitzenburg richtig abzahlen/ und fuhrohin an derselben erhebung unperturbirt lassen wolle. Geben zu Schwerin den 15. Septembris 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 626. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 178.]

C'est-à-dire,

Revers donné par FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin; au Duc* ADOLPH FRIDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages des 9000. Ecus, qui lui doivent revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en consequence du Recès fait entr'eux à Hambourg le 8. Mars 1701. Et de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Schwerin le 15. Septembre 1705.*

VOn GOttes Gnaden/ Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Mecklenburg/ Fürst zu Wenden/ Schwerin und Ratzenburg/ auch Grafe zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herr: Uhrkunden und bekennen hiermit/ demnach Wir/ mit unsers Herrn Vettern/ Hertzogs Adolph Friedrichs zu Mecklenburg Lbd. wegen von Uns beschehener Vorenthaltung und Erhebung/ der zu Folge des zu Hamburg den 8. Martii Anno 1701. errichteten Recessus Jhro Lbd. Jure perpetui Dominii jährlich competirenden 9000. Rthlr. Boitzenburgischer Zoll-Gelder in Streit und Irrung gerathen/ und solche nunmehr auf Unterhandlung und fleißiges Zusprechen/ der von den Hohen Guarands obgedachten Vergleichs verordneten Herren Commissariis dergestalt gütlich gehoben und abgethan worden/ daß Wir dasjenige/ was mit Fürstl. Mecklenburg-Strelitzischen Original-Quittungen auf diese Zoll Gelder nicht als baar bezahlt so fort beleget werden kan/ mit den 4. Wochen nach jüngst verflossenen Johannis verfallenen Termin, præ via liquidatione, noch rückständig befunden wird/ mit und nebst dem Interesse a 5. pro Cento, innerhalb 6. Tagen à dato dieses/ in einer nachdrücklichen Summ an speciebus in der Stadt Hamburg an den/ oder diejenigen/ so mehr Hochgedachte Jhr. Lbd. darzu bevollmächtigen werden/ baar/ ohn einigen Aufenthalt/ zu bezahlen gelobet/ und unter denen bey weitern Aufschub Uns zur Last gereichenden Conditionen/ welche der hohen Herren Guarands verordnete Ministri an statt der würcklichen Execution, zur Sicherheit sothanen unsers Versprechens völligen Erfüllung/ in einem Neben-Recessu abzureden und zu bedingen/ auch Wir einzugehen mit beliebet/ versprechen; Als werden Wir dem nicht allein behörig nachkommen/ sondern wir geloben und versprechen auch Krafft dieses bey Fürstlichen wahren Worten und Ehren zum verbündlichsten/ als es immer geschehen kan und mag/ und unter der beständigen Guarantie vor Höchstgedachten beyden Puissances hiemit/ damit Jhr Lbd. ratione futuri der ruhigen Erhebung dieser Jhro Jure perpetui Dominii zugehöriger Zoll-Gelder/ desto völliger und allerdings gesichert seyn mögen/ daß Wir Jhr. Lbd. dieselbe von nun an/ und hinkünfftig ohn einigen Abgang/ Schmälerung und Eingriff/ nicht allein wollen ruhig und ohnperturbirt erheben lassen/ sondern auch den zeitigen Zoll Verwalter mit Vorgreiffung/ Inhibition, Compensation, oder sonsten andern Vorwand und Prætext, wie derselbe auch genamt wer den könte/ deren Zahlung nicht hemmen/ weniger wegen unser/ an die Contribution des Stargardischen Crayses machenden Forderung (als welche Wir auf die in dem Hamburgischen Recesse abgeredete Weise nechstens vor einer Arbitrage an- und auszuführen/ jedoch aber Jhr. Lbd. eher Wir dieselbe durch rechtlichen Spruch erhalten/ an deren richtigen Perception und Genuß auf keine Weise zu hinderen versprechen) diese Gelder occupiren und an Uns ziehen/ so daß Wir/ wenn auch gleich inzwischen einige Mandata inhibitoria oder andere dergleichen Verordnungen/ Arresta, oder sonsten ergiengen/ solche nicht attendiren/ gebrauchen/ oder die Abführung dieser Gelder an Jhro Lbd. dadurch aufzuhalten Uns bedienen werden/ wollen oder mögen. Jnmaßen dann/ zu mehrer Festhaltung dieses alles/ nicht allein der jetzige Zoll-Verwalter und dessen Successores, so offt einer diesen Dienst antritt/ Krafft dieses befehlichet und angewiesen werden/ und stets schuldig seyn sollen/ vor hochgedachten unsers Herrn Vettern Lbden und dero Nachkommen/ sich eydlich zu verpflichten und zu verbinden/ diese Jhro zugehörige Gelder auf die verflossene Termine richtig zu bezahlen/ und Uns von denen Zoll-Intraden den Uberschuß nicht ehender zu lieffern/ biß diese bey jedem Termin richtig und gänzlich vergnüget/ mit dem verbündlichen Anhang/ da/ wieder Verhoffen der Zoll-Verwalter daran säumig würde/ und die Gelder innerhalb 14. Tagen/ nach dem verflossenen Termin, nicht baar abführete/ alsdann das ob ulteriorem moram erwachsende Interesse selbiger aus eigenem Beutel/ oder in casum ipsius innocentiæ & inopiæ, Wir selbst aus denen Zoll-Geldern solche una cum Capitali abtragen/ und contentiren lassen wollen. Wir können und wollen auch gerne zustehen und leiden/ daß unsers Herrn Vettern Lbd. der zeitige Zoll-Verwalter/ wenn er die Bezahlung eines Termins wieder Zuversicht verzögert/ nach Verfliessung 4. Wochen nach demselben/ so lange bis die Bezahlung würcklich erfolget/ monatlich von 100. Rthlr. einen Rthlr. nebst dem vorgemelten Interesse abführen/ und diese aufgesetzte Straffe von unsers Vettern/ Hertzog Adolph Friedrichs Lbd. ad pias Causas verwendet/ auch durch Unser/ oder do Wir Uns dessen wegerten/ die hohe Herren Guaranteurs exequiret werden sollen. Würden Wir auch/ das doch nimmermehr seyn solte/ selbst in diese Gelder greiffen/ oder deren Abführung verhindern/ so wollen Wir geschehen lassen/ daß durch der offtgemeldten hohen Guarantie Hülffe offt-hochgedachte Unsers Herrn Vettern Lbd. auf Art und Weise/ wie Sie am besten dazu gelangen mögen/ das Jhrige nebst Kosten und Schaden/ von Uns wieder exigiren/ und wie unsers Herrn Vettern Liebd. annoch einen Ansprach an uns/ wegen der von Jhr. Lbd. zu Erhaltung der Restitution solcher Boitzenburgischen Zoll-Gelder angewandten Kosten zu machen vermeinen/ so wollen wir derselben vor der Arbitrage, wann Sie deßhalber Klage führen/ derentwegen zu rechte stehen/ und was alsdann das Recht mitbringet/ præstiren.

Zu Uhrkund dessen haben Wir dieses eigenhändig unterzeichnet/ und mit unserm Fürstlichen Jnsiegel bekräfftiget. So geschehen auff unser Vestung Schwerin/ den 15. Septembr. Anno 1705.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

ANNO 1705.

ANNO 1705. 25. Oct.

LVII.

Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande ſureté de la Perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté BRITANNIQUE *& de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER; *paſſé* anno quarto & quinto ANNAE REGINAE, *de la premiere Seſſion, qui commença le 25. d'Octobre* 1705. [Sur la Copie imprimée par ordre d'un Miniſtre d'Angleterre, á la Haye chez *T. Johnſon.* Anno 1706. in fol. grand format.]

POUR la plus grande ſureté de la Perſonne & du Gouvernement de Nôtre très-gracieuſe Souveraine, & de la Succeſſion à la Couronne d'Angleterre dans la Ligne Proteſtante, comme elle eſt preſentement établie, limitée & fixée par les Loix & les Statuts de ce Royaume; Qu'il ſoit ordonné par Sa très-Excellente Majeſté, avec & de l'avis, & du conſentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes aſſemblées dans ce preſent Parlement, & par l'Autorité d'iceux, Que ſi quelque perſonne ou perſonnes que ce ſoient, depuis & après le vingt-cinquiéme jour de Mars de l'an de Nôtre Seigneur mil ſept cens ſix, *déclarent, ſoûtiennent, & affirment malicieuſement, de conſeil déliberé & directement, par des Ecrits, ou des Imprimez, Que Nôtre Souveraine la Reine à preſent Regnante, n'eſt pas la légitime & la véritable Reine de ces Royaumes:* ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui prend à preſent le Titre de Roi d'Angleterre ſous le nom de* JAQUES III. *a aucun Droit ou titre à la Couronne de ces Royaumes:* ou *Qu'aucune autre perſonne a aucun Droit ou titre à ladite Couronne, autrement qu'il n'a été établi par l'Acte du Parlement paſſé la premiere année du Regne de feu leurs Majeſtés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE *d'heureuſe & de glorieuſe memoire, Intitulé* Acte déclarant les Droits & les Libertez des Sujets, & établiſſant la Succeſſion de la Couronne; *& d'un autre Acte fait l'an douziéme du Regne de ſa feu dite Majeſté le Roi* GUILLAUME III., *Intitulé*, Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux aſſûrer les Droits & les Libertez des Sujets: ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec & de l'autorité du Parlement d'Angleterre n'ont pas le Pouvoir de faire des Loix & des Statuts d'une force & d'une validité ſuffiſantes, pour limiter & reſtraindre la Couronne de ce Royaume, & la Deſcente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*; Chaque telle perſonne ou perſonnes ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus, ſuivant les Loix & Statuts de ce Royaume, ils ſeront reputez & jugez Traîtres, & ſubiront la peine de mort, & toutes les pertes & confiſcations comme en cas de Haute Trahiſon.

Et Qu'il ſoit ordonné de plus par l'Autorité ſuſdite, Que ſi après ledit 25. jour de Mars, Quelque perſonne ou perſonnes *déclarent, ſoûtiennent, & affirment malicieuſement & directement en prêchant, en enſeignant, ou dans leurs diſcours prémeditez, Que la Reine nôtre Souveraine à preſent Regnante n'eſt pas la legitime & véritable Reine de ces Royaumes*, ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui ſe dit à preſent Roi d'Angleterre ſous le Nom de* JAQUES III. *a aucun Droit, ou Titre à la Couronne de ces Royaumes*, ou *Qu'aucune autre perſonne ou perſonnes, a ou ont, aucun Droit ou Titre à ladite Couronne, autrement que ſuivant un Acte du Parlement fait la premiere année du Regne de feu leurs dites Majeſtés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE, *Intitulé*, „ Acte qui déclare les Droits & les Liber„ tez de Sujets, qui établit la Succeſſion de la Cou„ ronne "; Et ſuivant un autre Acte fait l'an douzieme du Regne de feu ſadite Majeſté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, „ Acte pour une plus „ grande Limitation de la Couronne, & pour mieux „ aſſeurer les Droits & les Libertez des Sujets ": ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec ou de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix, ou des Statuts d'une force & d'une validité ſuffiſantes pour limiter & reſtraindre la Couronne de ce Royaume, & la Deſcente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*, Chaque telle perſonne ou perſonnes, en étant duëment convaincuës, *encoureront le danger & la peine de* PRAEMUNIRE, mentionnez dans le Statut de *Praemunire* fait la ſeiziéme année du Regne du Roi RICHARD II. ANNO 1705.

Pourvû toûjours, & Qu'il ſoit ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que perſonne ne ſera pourſuivi en vertu de cet Acte, pour aucunes paroles dites, à moins que l'Information deſdites paroles ne ſoit faite ſous Serment devant un ou pluſieurs Juges de Paix, dans le tems de trois jours après que leſdites paroles auront été prononcées; & Que la pourſuite de ladite offenſe ſera faite dans le tems de trois mois après ladite Information; Et Que perſonne ne ſera convaincu en vertu de cet Acte, pour aucunes telles paroles prononcées; que ſur le Serment de deux Témoins dignes de foi.

Et Qu'il ſoit ordonné de plus par l'Autorité ſuſdite, Que ce preſent Parlement, ou quelqu'autre Parlement, qui ſera appellé & convoqué par ſa Majeſté la Reine ANNE, ſes Heritiers ou Succeſſeurs, ne ſera ni fini, ni diſſous par la Mort, ou la *Demiſe* de ſadite Majeſté ſes Heritiers ou ſes Succeſſeurs, mais que ledit Parlement continuera; & il eſt ordonné par ce preſent Acte de continuer: Et a pouvoir, & eſt requis par ce même Acte, en cas qu'il tienne Séance dans le tems de ladite Mort ou *Demiſe*, de continuer immediatement d'agir, nonobſtant ladite Mort, ou *Demiſe*, pour & durant le tems de ſix mois, & pas plus longtems; à moins que le même Parlement ne ſoit prorogé, ou diſſous avant ce tems-là par la perſonne à qui la Couronne de ce Royaume d'Angleterre viendra, demeurera, & ſera, conformément aux Actes pour la Limitation & Etabliſſement de la Succeſſion ci-deſſus mentionnée: Et ſi ledit Parlement ſe trouve prorogé alors, il s'aſſemblera & tiendra Seance le jour auquel il aura été prorogé, & continuera le reſte dudit tems de ſix mois, à moins qu'il ne ſoit plûtôt prorogé ou diſſous, comme il a été dit.

Deplus il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que s'il y a un Parlement dans le tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, & qu'il arrive que ledit Parlement ſoit ſeparé par Ajournement, ou Prorogation; ledit Parlement immediatement après ladite Mort ou *Demiſe*, s'aſſemblera, tiendra Séance, & agira nonobſtant ladite Mort, ou *Demiſe*, pour & durant le tems de ſix mois, & non plus long-tems; à moins qu'il ne ſoit plûtôt prorogé, ou diſſous, comme il a été dit.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ci-deſſus, Qu'au cas qu'il n'y ait point de Parlement actuel dans le tems dudit decès, lequel ſe ſoit aſſemblé & ait tenu Séance; Alors le dernier précedent Parlement s'aſſemblera immediatement, tiendra ſes Seances à Weſtminſter, & ſera un Parlement pour continuer, comme il a été dit, à tous égards & propos, comme ſi ledit Parlement n'avoit jamais été diſſous; mais il ſera pourtant ſujet à être prorogé & diſſous, comme il a été dit.

Pourvû toûjours, & Il eſt déclaré par ce preſent Acte, Que rien de ce qui y eſt contenu ne s'étendra, ou ne ſera entendu s'étendre à alterer ou à abroger le Pouvoir de la Reine, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs: de proroger, ou de diſſoudre les Parlemens; ni à revoquer, ou annuller un Acte du Parlement paſſé l'an ſix & ſeptiéme du Regne de feu Sa Majeſté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, *Acte pour une frequente Aſſemblée & Convocation des Parlemens:* Mais Que ledit Acte continuera en force, dans chaque choſe qui n'eſt pas contraire ou inconſiſtante avec ce qui eſt ordonné par cet Acte.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que le Conſeil Privé de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, ne ſera point fini ni diſſous par le Decès, ou la *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs; mais que ledit Conſeil Privé continuera & agira, comme tel, pendant le tems de ſix mois, immediatement après ladite Mort ou *Demiſe*, à moins qu'il ne ſoit fini plûtôt par le prochain Succeſſeur à qui la Couronne Imperiale de ce Royaume doit aller, demeurer, & deſcendre ſelon la Limitation de la deſtination de ladite Couronne. Et ne demeureront point vacants pour raiſon de la *Demiſe*, ou Decès de Sa Majeſté, ſes Heritiers, ou Succeſſeurs Reines ou Rois de ce Royaume, les Offices & Places de Chanceliers, de Garde du Grand Sceau d'Angleterre, de Grand Treſorier d'Angleterre,

ANNO 1705. terre, de Preſident du Conſeil, de Garde du Sceau Privé, de Grand Amiral d'Angleterre, ni aucun des Grands Offices de la Maiſon de la Reine ou du Roi pour le tems preſent; Ni pareillement aucun Office, Place, ou Emploi, Civil ou Militaire, dans les Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, Principauté de Galles, la Ville de Berwyk ſur la Twede, les Iles de Jerſey, Guerneſey, Alderney, & Sarck, ni aucunes des Colonies de Sa Majeſté; Mais ledit Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, le Grand Treſorier d'Angleterre, le Preſident du Conſeil, le Garde du Sceau Privé, le Grand Amiral d'Angleterre, les Grands Officiers de la Maiſon Royale, & toute autre perſonne ou perſonnes dans quelques-uns des Offices, Places, ou Emplois ſuſdits, continueront chacun dans ſon Office, Place, ou Emploi, pendant le tems de ſix mois prochains, après ledit decès, ou ladite *Demiſe*; à moins qu'ils n'en ayent été éloignez & démis par le Succeſſeur, comme il a été dit.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que le Grand Sceau d'Angleterre, le Sceau Privé, le Cachet Privé, & tous les autres Sceaux publics, qui ſubſiſteront au tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, continueront & ſerviront comme les Sceaux propres du Succeſſeur, juſqu'à ce que ledit Succeſſeur en ordonne autrement.

Il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Qu'en quelque tems que Sa Majeſté (que Dieu veuille longtems conſerver) vienne à deceder ſans iſſuë de ſon corps, le Conſeil Privé, qui ſubſiſtera dans le tems du decès de Sa Majeſté, fera proclamer ouvertement & ſolemnellement en Angleterre & en Irlande, avec toute la diligence convenable, le plus proche Succeſſeur Proteſtant, qui a le Titre à la Couronne d'Angleterre, en vertu des Actes ci-deſſus mentionnez, ſelon la maniere & la forme ſelon leſquelles les précedens Rois & Reines d'Angleterre ont eu coûtume d'être proclamez après le decès de leurs Predeceſſeurs: Et que tous & chacun des Membres dudit Conſeil Privé qui negligera, ou refuſera volontairement de faire faire une ſemblable Proclamation, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus ſelon les Loix & les Statuts de ce Royaume, ſeront reputez & jugez Traîtres, & ſubiront les peines de Mort, & tous dommages & confiſcations comme en cas de Haute Trahiſon. Comme auſſi chaque Officier & tous les Officiers deſdits Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, qui ſeront requis par ledit Conſeil Privé de faire leſdites Proclamations, & qui refuſeront ou negligeront volontairement de les faire, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus ſuivant les Loix & les Statuts de ce Royaume, ſeront cenſez & jugez Traîtres, & ſubiront les peines de Mort, & tous les dommages & confiſcations comme dans le cas de Haute Trahiſon.

Et parce qu'il peut arriver que le prochain Succeſſeur Proteſtant, peut dans le tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, être hors du Royaume d'Angleterre & delà la Mer; C'eſt pourquoi il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que pour continuer l'Adminiſtration du Gouvernement au nom dudit prochain Succeſſeur Proteſtant, juſqu'à ſon arrivée en Angleterre, les ſept Officiers ci-deſſous nommez, qui ſeront en poſſeſſion de leurs Offices dans le tems de ladite Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté; c'eſt-à-dire, l'Archevêque de Cantorbery, alors en Charge; le Grand Chancelier, ou le Garde du Grand Sceau d'Angleterre, alors en Charge; le Grand Treſorier d'Angleterre, alors en Charge; le Preſident du Conſeil, alors en Charge; le Garde du Sceau Privé, alors en Charge; le Grand Amiral d'Angleterre, alors en Charge, & le Chef de Juſtice du Banc de la Reine, alors en Charge, ſeront, & ſont, en vertu de cet Acte, conſtituez & établis Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & en vertu dudit Acte, auront & ont Pouvoir au nom dudit Succeſſeur, & en ſa place, d'exercer & executer tous pouvoirs, autoritez, matieres, & Actes du Gouvernement, & l'Adminiſtration du Gouvernement, d'une maniere auſſi étenduë, que ledit prochain Succeſſeur pourroit faire s'il étoit preſent en perſonne dans ce Royaume d'Angleterre; juſqu'à ce que ledit Succeſſeur vienne, ou qu'il faſſe finir autrement leur autorité.

Néanmoins, il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ladite Perſonne, qui par les Limitations ſuſdites, eſt, ou ſera la plus proche à ſucceder à la Couronne de ce Royaume, en cas de Mort de Sa Majeſté ſans Iſſuë, aura & a le Pouvoir, en vertu de cet Acte, de nommer & de conſtituer, dans quelque tems que ce ſoit, durant la vie de Sa Majeſté, par trois Inſtrumens ſignez de ſa main, & ſcellez de ſon Sceau, leſquels Elle pourra revoquer, ou changer à ſa volonté & à ſon plaiſir, telles, & autant de perſonnes, nées Sujettes de ce Royaume d'Angleterre, qu'Elle le jugera à propos, pour être ajoûtées aux ſept Officiers ci-deſſus nommez, pour être Seigneurs Juſticiers, comme il a été dit, Leſquels auront pouvoir, par l'autorité de cet Acte, d'agir avec Eux comme Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, auſſi pleinement, & de la même maniere, que s'ils avoient été nommez particulierement dans cet Acte; Leſquels dits Seigneurs Juſticiers, ou la plus grande partie d'iceux qui s'aſſembleront, pourvû qu'ils ne ſoient pas moins de cinq, pourront employer & exercer tout le pouvoir & l'autorité ci-deſſus mentionnez, auſſi amplement & avec autant d'effet à tous égards, que s'ils avoient été tous aſſemblés, & qu'ils euſſent tous donné leur conſentement.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que les trois dits Inſtrumens revocables, & qui peuvent être changez, comme il a été dit, ſeront tranſmis bien cachetez en Angleterre, au Miniſtre Reſident de la Perſonne qui doit ſucceder, comme ci-deſſus dit, (duquel Miniſtre Reſident les Lettres de Créance ſeront enregiſtrées dans la Grande Cour de la Chancellerie) & à l'Archevêque de Cantorbery, & au Grand Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre; & après qu'ils auront été ainſi transmis, ils ſeront mis ſéparément ſous divers Couverts, qui ſeront ſéparément ſcellez des trois differens Cachets dudit Miniſtre Reſident, de l'Archevêque de Cantorbery, & du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et l'un deſdits Inſtrumens étant ainſi ſcellé, ſera mis & depoſé entre les mains dudit Miniſtre Reſident, un entre les mains dudit Archevêque de Cantorbery; & l'autre entre les mains du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et ſi le prochain Succeſſeur a deſſein de revoquer, ou de changer la Nomination, & Deſtination faites, comme il a été dit, il demandera par trois Ecrits de la même Teneur, ſous ſa Main & ſous ſon Sceau leſdits Inſtrumens depoſez, comme il a été dit, pour être délivrez à une ou pluſieurs Perſonnes autoriſées pour les recevoir; Alors & dans ledit cas leſdites Perſonnes entre les mains de qui ſeront depoſez leſdits Inſtrumens, & chacun d'iceux, & en cas de mort de quelqu'une de ces Perſonnes, leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs, & toute autre perſonne en la garde de qui ſeront leſdits Inſtrumens, les délivreront ſemblablement, & ſont autoriſez, & requis de le faire par ce preſent Acte. Et s'il arrive qu'aucune deſdites Perſonnes entre les mains de qui leſdits Inſtrumens ſeront depoſez, vienne à mourir, ou ſoit demis de ſon Emploi, ou Office, pendant la vie de Sa Majeſté à preſent Regnante; Ladite Perſonne ou Perſonnes, & en cas de mort leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs reſpectivement, & toute autre Perſonne à la garde de qui ſera aucun deſdits Inſtrumens, délivrera ou délivreront avec toute la diligence convenable, tels desdits Inſtrumens qui ſeront en ſa ou en leur garde, au Succeſſeur, ou Succeſſeurs de la Perſonne, ou Perſonnes mortes ou demiſes de leurs Emplois, ou Offices, comme il a été dit: Leſquels dits differens Inſtrumens, ainſi ſcellez & depoſez, comme il a été dit, ſeront apportez devant le Conſeil Privé immediatement après le Decès de Sa Majeſté ſans Iſſuë, où ils ſeront auſſi-tôt ouverts & lûs, & enſuite enregiſtrez dans la Grande Cour de la Chancellerie.

Et Qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ſi quelqu'une deſdites Perſonnes entre les mains de qui leſdits Inſtrumens ſeront depoſez, comme il a été dit, ou quelqu'un de leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs, ou quelqu'autre Perſonne en la garde de qui ſeront leſdits Inſtrumens, après la Mort de quelqu'un deſdites Perſonnes, ouvre aucun deſdits Inſtrumens, ou neglige ou refuſe volontairement, de les produire devant ledit Conſeil Privé, comme il a été dit; Telle Perſonne ouvrant ainſi, negligeant, ou refuſant de les produire, encourra les peines & amandes de *Præmunire*, infligées par ledit Statut de *Præmunire*.

ANNO 1705.

ANNO 1705. Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ſi tous leſdits Inſtrumens depoſez, comme il a été dit, ne ſont pas produits devant ledit Conſeil Privé, comme il a été dit, Alors un ou pluſieurs deſdits Inſtrumens ainſi produits, comme il a été dit, auront le même effet pour donner la même Autorité, comme il a été dit, aux Perſonnes qui y ſeront nommées, comme s'ils avoient tous été produits, comme il a été dit: Et Que s'il n'y a point de Nomination faite par de tels Inſtrumens, Alors les ſept ſuſdits Officiers, ou cinq d'entre Eux, quels qu'ils ſoient, ſeront conſtituez & appointez pour être Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & ſeront revêtus du Pouvoir & de l'Autorité mentionnez dans le preſent Acte.

Il eſt de plus ordonné, Que les Seigneurs Juſticiers conſtituez, comme il a été dit, ne diſſoudront point le Parlement qui eſt continué & ordonné de s'aſſembler, & de tenir ſes Séances, comme il a été dit, ſans un Ordre exprès de la Reine ou du Roi, qui ſuccedera; Et que leſdits Seigneurs Juſticiers ſeront & ſont par cet Acte reſtraints & rendus incapables de donner le conſentement Royal dans le Parlement, à aucun Bill ou Bills pour revoquer, ou alterer l'Acte paſſé l'an treiziéme & quatorziéme du Regne du Roi CHARLES II., Intitulé, *Acte pour l'Uniformité des Prieres Publiques, & pour l'Adminiſtration des Sacremens, & autres Rites & Cérémonies, & pour établir la forme de faire, d'ordonner, & de conſacrer des Evêques, Prêtres, & Diacres dans l'Egliſe Anglicane*, Et que tous & chacun deſdits Seigneurs Juſticiers, qui concourront à donner le Conſentement Royal au Bill ou Bills, pour revoquer ou alterer ledit Acte, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & ſouffriront les peines & confiſcations comme dans le cas de Haute Trahiſon.

Et Qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ciderſus dite, que leſdits Seigneurs Juſticiers avant qu'ils agiſſent & entrent dans la fonction deſdits Offices, & d'aucune partie de l'Autorité, qui leur a été donnée par cet Acte, prêteront le Serment mentionné dans un Acte paſſé la premiere année du Regne de feu leurs dites Majeſtez le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, Intitulé, *Acte pour abroger les Sermens de Fidélité & de Suprématie, & pour ordonner d'autres Sermens*; & auſſi les Sermens exprimez dans la ſuite de cet Acte; Leſquels Sermens ſeront prêtez devant le Conſeil Privé, qui doit continuer en vertu de cet Acte; Lequel Conſeil Privé eſt requis & a pouvoir d'éxiger ledit Serment. Et tous les Membres des deux Chambres du Parlement, & chaque Membre du Conſeil Privé, & tous les Officiers & Perſonnes dans quelques Offices, Places, ou Emplois, que ce ſoit, civils, ou militaires, qui ſont & ſeront continuez par cet Acte, comme il a été dit, prêteront ledit Serment, & feront tous les autres Actes requis par les Loix & Statuts de ce Royaume, pour ſe qualifier & rendre capables d'être & de continuer dans leursdites Places, Offices & Emplois, dans le même tems, de la même maniére, & ſous les mêmes peines, amendes & incapacitez qu'ils le devroient prêter, s'ils avoient été nouvellement élûs, nommez, conſtituez, & mis dans lesdits Offices, Places, ou Emplois, dans la maniére ordinaire & accoûtumée.

Il eſt de plus ordonné & établi par ce preſent Acte, Que toutes & chaque Perſonnes qui ſeront Seigneurs Juſticiers en vertu de cet Acte, ſeront eſtimez & regardez comme Perſonnes éxerçant des Offices de Confiance dans ce Royaume, & ſeront requis de faire tous les Actes exigez par les Loix & les Statuts de ce Royaume, pour ſe qualifier, & continuer dans leursdits Offices, ou Places de Confiance, dans ledit tems, en ladite maniére, & ſous leſdites peines, amendes & incapacitez, comme il eſt requis dans & par leſdits Actes.

Et qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que depuis & après le décès de Sa Majeſté ſans Iſſuë de ſon corps, au lieu du Serment ordonné par l'Acte paſſé l'an premier du preſent Régne de Sa Majeſté intitulé, *Acte pour déclarer les changemens faits dans le Serment qui doit être pris en vertu de l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande ſûreté de la Perſonne de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante, & pour éteindre les eſpérances du prétendu Prince de Galles, & de tous les autres Prétendans & leurs Fauteurs ſecrets ou déclarez*, & pour déclarer que *l'Aſſociation* eſt finie; Le Serment ſuivant ſera prêté par toutes les Perſonnes qui ſont requiſes par cet Acte, de prêter le Serment qui y eſt mentionné, ſelon les altérations & changemens faits dans ce preſent Acte; c'eſt à dire, ANNO 1705.

„ Je A. B. reconnois, confeſſe, témoigne & déclare véritablement & ſincérement, en conſcience, devant Dieu, & devant le Monde, que nôtre „ Souveraine „ eſt légitime & véritable „ de ce Royaume & de tous les autres Etats & Païs „ appartenans à Sa Majeſté, & je déclare ſolemnellement & ſincérement, que je croi en conſcience „ que la Perſonne que l'on prétendoit être Prince „ de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui „ depuis ſa mort prétend être & prend ſur ſoi le ſtyle & tître de Roi d'Angleterre ſous le nom de Jaques III. n'a aucun Droit ni tître que ce ſoit à „ la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, abjure, & „ refuſe de lui rendre aucune fidélité & obéiſſance; „ & je jure que je ſerai fidéle, & rendrai une véritable obeiſſance à „ ; & que je défendrai de tout „ mon pouvoir contre toute ſorte de Conſpirations, „ & attentats quels qu'ils puiſſent être, qui ſeront „ commis contre ſa Perſonne, ſa Couronne, ou ſa „ Dignité; & que je ferai tous mes efforts pour découvrir & faire connoître à Sa Majeſté & à ſes „ Succeſſeurs, toutes trahiſons & conſpirations que „ je ſaûrai être contre „ ou quelqu'un d'eux; & je „ promets fidélement & de tout mon pouvoir, de „ ſupporter, maintenir, & défendre la Limitation „ & Succeſſion de la Couronne, contre lui ledit Jaques & toutes autres Perſonnes que ce ſoit, comme elle eſt & demeure limitée dans la Perſonne „ de la Princeſſe Sophie, Electrice & Ducheſſe „ Douairiére d'Hanover & les Héritiers de ſon corps „ qui ſeront Proteſtans, par un Acte intitulé, *Acte „ pour la plus grande Limitation de la Couronne, & „ pour la plus grande ſûreté des Droits & Libertez des „ Sujets*; Et je reconnois & jure entiérement & ſincérement toutes ces choſes, ſuivant les paroles „ expreſſes que j'ai prononcées, & ſuivant le ſens „ naturel & commun de ces mêmes paroles ſans aucune équivoque, évaſion mentale, ou réſervation „ ſecrette, quelles qu'elles ſoient; & je fais cet „ aveu, cette abjuration, renonciation, & promeſſe, „ de tout mon cœur, volontairement & ſincérement „ ſur la vraye foi d'un Chrétien.

Ainſi Dieu me faſſe grace.

Les Blancs duquel Serment ſeront remplis du nom de celle, ou de celui, comme Reine, ou Roi, qui ſera le plus proche de la Succeſſion, conformément audit Acte; *Pour la plus grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & des Libertez des Sujets*, quand ledit Serment aura lieu, & avec les autres additions propres des mots *Elle*, ou *Lui*. Et depuis & après la mort du prétendu Prince de Galles, les paroles ſuivantes (à ſavoir) *Et je déclare ſolemnellement & ſincérement, que je croi en conſcience que la Perſonne que l'on prétendoit être le Prince de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui depuis ſa mort prétend être & prend ſur ſoi le ſtile & titre de Roi d'Angleterre, ſous le nom de Jaques III. n'a aucun Droit, ni titre que ce ſoit à la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, abjure, & refuſe de lui rendre aucune fidélité & obéiſſance*, ſeront laiſſées, comme auſſi les paroles, *contre ledit Jaques, & toutes autres perſonnes que ce ſoit*, ſeront omiſes, & à leur place il ſera inſéré, *contre toutes perſonnes que ce ſoit.*

Et qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que leſdits prochains Succeſſeurs Reine, ou Roi, ſe ſerviront & pourront ſe ſervir de quelque Sceau que ce ſoit pour apposer à chaque Ecrit ou Inſtrument, lequel Elle, ou Lui, fera ou paſſera avant l'arrivée de l'une ou de l'autre en Angleterre, pour éxécuter, ou faire éxécuter tout Acte Royal; & qu'étant marqué dans ledit Ecrit, ou Inſtrument, *Que ledit Sceau aura le même effet que s'ils étoient paſſez ſous le grand Sceau d'Angleterre, ou ſous quelques Sceaux publics dont on ſe ſert*, ledit Ecrit, ou Inſtrument ſera de la même force & effet, que s'il étoit actuellement ſcellé du Grand Sceau d'Angleterre, ou de quelqu'autre Sceau public; lequel dit Sceau

ANNO 1705. Sceau du Succeſſeur eſt déclaré en avoir la force & l'effet dans ledit Ecrit, ou Inſtrument.

Et qu'il ſoit de plus déclaré & ordonné, Que ſi après la mort de Sa Majeſté ſans Iſſuë, & avant l'arrivée de quelque Succeſſeur, Reine, ou Roi en Angleterre, aucun Parlement eſt convoqué par les Seigneurs Juſticiers, par des Ordres ſous leur Seing, ledit Parlement ne ſera pas diſſous par l'arrivée dudit Succeſſeur en Angleterre; mais après ladite arrivée il continuëra ſans aucune nouvelle convocation.

Pourvû toutefois, Que ſi aucun desdits ſept ſusdits Offices, autre que la Charge de Grand Treſorier d'Angleterre, ſera en Commiſſion au tems de la Mort de Sa Majeſté, alors le premier Commiſſaire d'une telle reſpective Commiſſion ſera un desdits Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & employera, éxercera, & éxécutera tous Pouvoirs, Autoritez, matiéres, & Actes du Gouvernement, dont les Seigneurs Juſticiers d'Angleterre ſont revêtus par cet Acte, ſelon les Directions & les Proviſions de ce même Acte, d'une maniére auſſi étenduë, & auſſi ample, que ſi lesdits Office, ou Offices, étoient entre les mains d'une ſeule Perſonne. Pourvû que s'il n'y a point de Grand Treſorier d'Angleterre, & que l'Office de Treſorier de l'Echiquier ſoit en Commiſſion; alors le premier Commiſſaire de cette Commiſſion ſera un des Seigneurs Juſticiers d'Angleterre.

Et d'autant que dans & par ledit Acte du Parlement fait l'an douziéme du Régne du feu Roi Guillaume III. de glorieuſe mémoire, intitulé, *Acte pour une plus Grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & Libertez des Sujets*, il étoit ordonné entr'autres choſes dans les termes ſuivans, *Que depuis & après le tems que la plus Grande Limitation faite par cet Acte aura lieu, toute ſorte de matiéres & de choſes, qui ont rapport au bon Gouvernement de ce Royaume, & dont la connoiſſance appartient proprement au Conſeil Privé par les Loix & les Coûtumes de ce Royaume, y ſeront debattuës, & arrêtées, & que toutes les Réſolutions qui ſeront priſes là-deſſus ſeront ſignées par les Membres du Conſeil Privé, qui les auront conſeillées, & y auront donné leur Conſentement:* Il eſt ordonné par l'Autorité ſusdite, que cette dite Clauſe ſera & eſt en vertu de cet Acte annullée & révoquée, comme ſi ledit Acte n'avoit jamais été fait.

Et d'autant que dans ledit Acte il étoit auſſi entr'autres choſes ordonné dans les termes ſuivans, *Que toute Perſonne qui a une Charge ou Place de profit, ſous le Roi, ou reçoit Penſion de la Couronne, ſera incapable d'être Membre de la Chambre des Communes*; & qu'il paroît raiſonnable que cette dite Clauſe ſoit révoquée; Qu'il ſoit ordonné par l'Autorité ſusdite que ladite Clauſe ſera & eſt en vertu de cet Acte, annullée & révoquée, comme ſi ledit Acte n'avoit jamais été fait. Pourvû toutefois; Et il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que depuis & après la fin ou diſſolution de ce preſent Parlement, toute perſonne qui aura en ſon propre nom, ou au nom de quelque perſonne ou perſonnes ayant cauſe & confidence d'elle, ou pour ſon profit, aucune nouvelle Charge ou Place de profit quelconque dépendante de la Couronne, laquelle ſera érigée & créée à l'avenir, & que toute Perſonne qui ſera Commiſſaire, ou Sous-Commiſſaire des Priſes, Secrétaire, ou Receveur des Priſes, Contrôleur des Comptes de l'Armée, Commiſſaire des Navires de Tranſport, Commiſſaire de l'Hôpital des malades & des bleſſez, Agent de quelque Régiment, Commiſſaire des Licences pour la Vente du Vin, Gouverneur, ou Sous-Gouverneur de quelqu'une des Colonies, Commiſſaire de la Marine, employé dans quelque Port de Mer; & enfin toute perſonne qui aura Penſion de la Couronne à volonté, ſera incapable d'être élû, ou d'avoir ſéance, ou de donner ſa voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui ſera convoqué & tenu à l'avenir.

Pourvû toutefois, Que ſi quelque perſonne étant choiſie Membre de la Chambre des Communes, accepte à l'avenir après la fin ou Diſſolution du preſent Parlement, quelque Charge de profit de la Couronne, pendant le tems qu'il ſera Membre de ladite Chambre, ſon Election ſera & eſt par cet Acte déclarée nulle, & on expédiera un nouvel Ordre, pour faire faire une nouvelle Election, comme ſi une telle Perſonne qui accepte une telle Charge étoit naturellement morte. Pourvû toutefois, Qu'une telle perſonne pourra être élûë derechef, comme ſi la place n'avoit pas été vacante, comme il a été dit. ANNO 1705.

Pourvû auſſi; Et qu'il ſoit ordonné pour empêcher à l'avenir qu'un trop grand nombre de Commiſſaires ne ſoit fait ou conſtitué pour l'éxécution d'aucun Office; Qu'il ne ſera pas fait & conſtitué pour l'éxécution d'aucun Office un plus grand nombre de Commiſſaires, qu'il n'en a été employé dans l'éxécution d'un tel Office, quelque tems avant le premier jour de cette préſente Seſſion de Parlement.

Pourvû auſſi: Que rien de ce qui eſt contenu dans cet Acte, ne s'étendra ni ne ſera cenſé s'étendre à aucun Membre de la Chambre des Communes qui eſt Officier dans la Marine, ou dans les Armées de Sa Majeſté, lequel recevra une nouvelle ou autre Commiſſion dans la Marine ou dans les Armées.

Et qu'il ſoit de plus ordonné, Que ſi quelque Perſonne, qui en vertu de cet Acte eſt renduë & déclarée incapable d'avoir ſéance, ou voix dans quelque Parlement qui ſera aſſemblé à l'avenir, ſera nonobſtant cela députée pour ſervir comme Membre de quelque Comté, Ville, Bourg, ou d'un des cinq Ports dans aucun tel Parlement, une telle Election & Députation eſt ordonnée & déclarée par cet Acte nulle à tous égards & propos quels qu'ils ſoient; & ſi une telle perſonne renduë ou déclarée par cet Acte incapable d'être élûë, préſume à l'avenir, après la diſſolution du preſent Parlement de prendre ſéance, ou de donner ſa Voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui ſera convoqué à l'avenir, une telle Perſonne qui prend Séance ou donne ſa voix, payera l'amende de cinq cens livres Sterlings; Laquelle ſomme ſera recouvrée par toute Perſonne qui en fera la pourſuite par Action de Dette, Requête, Plainte, ou Information, dans laquelle on ne lui accordera aucun *Eſſoign*, Protection ou *Gageure de Loi*, & ſeulement une *Imparlance*.

LVIII.

Fœdus perpetuum inter CAROLUM XII. *Regem Sueciæ, &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II. *in defectione electum. Actum Varſaviæ die* 18. *Novembris* 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. *Novembris,* STANISLAI 5. *Decembris, & Senatoribus aliiſque Adhærentibus* 5. *Decembris datis Anno* 1705. [ANDREÆ CHRYS. in ZELUSKIE. ZALUSKI Epiſc. Varmienſis Epiſt. Tom. 3. pag. 735.] 18. Nov.

NOS CAROLUS *Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ, & Viſmariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, & Montium Dux. Omnibus & Singulis, quorum intereſt aut ullo modo intereſſe poterit, notum, teſtatumque facimus. Quod cum ad renovandum Olivenſe Fœdus, illudque pro habitu præſentis temporis amplificandum nos inter, & Seren. ac Potent. Principem, Fratrem, Amicum, & Vicinum Noſtrum Chariſſimum, Dominum* STANISLAUM I. *Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenxiæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. nec non Rempublicam Polonam, per denominatos utrinque Legatos, ac Commiſſarios, Varſaviæ Tractatus ſit inſtitutus, atque hoc anno, die* 18. *Novembris, ab iiſdem concluſus, atque ſignatus, ſenſu, ac tenore, quo hic inſertus reperitur.* Univerſis ac Singulis &c. *Igitur ſupra memoratum Tractatum, omnibus & ſingulis Punctis, ac Clauſulis, ſicut infra verbotenus deſcriptus, ac inſertus legitur, approbavimus, & ratihabuimus; quemadmodum etiam virtute præſentium approbamus, & ratihabemus, Regio verbo ſpondentes, nos omnia, ac ſingula in eodem comprehenſa religioſe obſervaturos, ac impleturos, Neque quantum in Nobis erit unquam paſſuros, ut ullo modo, ac prætextu violetur, ac infringatur. In quorum majorem fidem hoc Diploma*

ANNO 1705. *manu noſtra ſubſcriptum, Sigillo quoque Regio corroborari juſſimus. Quod factum eſt in Caſtris noſtris ad Bloniam die 24. Novembris, Anni à nato Salvatore ſupra milleſimum ſeptingenteſimi quinti.*

CAROLUS (L. S.)
C. PIPER mpp.

NOS STANISLAUS I. *Dei Gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. & Reſpublica Poloniæ. Univerſis & Singulis quorum intereſt, aut ullo modo intereſſe poterit, notum, teſtatumque facimus. Quod cum pro habitu præſentis temporis, atque mutua ſecuritate, ac defenſione, è re viſum ſit inter Nos ex una, atque Seren. ac Potent. Principem* D. CAROLUM XII. *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, ac Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. Fratrem, Amicum, & Vicinum noſtrum Chariſſimum ex altera parte, vetus renovare Fœdus, arctiorique nexu adſtringere, quod per conſtitutos utrinque Legatos, & Commiſſarios, juſta auctoritate inſtructos Varſaviæ, die* 18. *Novembris Anno* 1705. *confectum, ſignatumque eſt, ſenſu ac tenore, quo hic infra inſertum reperitur.* Univerſis & Singulis *&c. Idcirco ſupra memoratum Fœdus in omnibus, & ſingulis Punctis, & Clauſulis, approbavimus, & ratihabuimus, Regio verbo ſpondentes Nos omnia, & ſingula, in eodem comprehenſa, religioſe, & inviolabiliter obſervaturos, obſervarique, & impleri curaturos, neque quantum in Nobis erit paſſuros, ut à quopiam, ſub quocunque prætextu violetur, & infringatur. In majorem horum omnium fidem, hoc Diploma manu noſtra ſubſcriptum, Sigillo quoque Regio muniri juſſimus. Quod factum eſt die* 5. *Decembris, Anno* 1705.

STANISLAUS REX.
(L. S.)

ADAMUS RADONSKI
Capit. Inowlod. Secretarius, & Not. Cubicul. S. R. M. mpp.

NOS pariter infra ſcripti Senatores, & Equeſtris Ordinis, à Seren. Rege STANISLAO. *Primo &c. &c. &c. Ordinibus Regni Magnique Ducatus Lit. Confœderatis delegati Commiſſarii conſtare volumus, quorum intereſt univerſis & ſingulis. Quia vigore Poteſtatis nobis à Sacra Regia Majeſtate, & Republ. Confœderata conceſſæ, nomine eorundem præſentia Fœdera, cum omnibus ſuis Articulis, Punctis, Clauſulis, ut ſunt poſt inſerta approbamus, & ratihabemus perpetuo, & in ævum, nec ab ullo Reipubl. Statu, Vaſſallo, Officiali, aut Subdito, quovis modo violari Nos paſſuros promittimus, & cavemus, Nos Diplomata Ratificationis hujus Pacti, tam S. R. Majeſtatis, quam hoc Noſtrum in proximis Comitiis Regni Generalibus confirmaturos, & Volumini Legum Noſtrarum inſeri curaturos. In cujus rei fidem, manibus noſtris hancce ſubſcriptam approbationem Sigillis noſtris communivimus. Datum Varſaviæ* 5. *Decemb.* 1705.

(L. S.)

PETRUS à PARADYSZ BRONISZ, Capit. Pyzdren. Mareſchalcus Confœd. Generalis.
CASIMIRUS SAPIEHA, Palatinus Vilnenſis Summus Dux M. D. Lit.
JOSEPHUS POTOCKI, Palatinus Kyovienſis Capitaneus Halicenſis.
GEORGIUS WARSZYCKI, Caſtellanus Lancicienſis Capitaneus Petricovienſis.
ANDREAS MORSTYN, Capitaneus Siradienſis.
FRANCISCUS DESIDERIUS JAGNIATHOWSKI, Pocillator Lancicienſis.
PETRUS BOGLEWSKI, Dapifer Cernenſis.
STANISLAUS KOZUCHOWSKI, Pincerna Terræ Vielunenſis.
GEORGIUS SAPIEHA, Dapifer M. D. Lit.
FRANCISCUS EPERIASZ.

In Nomine Sacro Sanctæ, & individuæ Trinitatis. ANNO 1705.

UNIVERSIS & Singulis quorum intereſt, notum, teſtatumque ſit; Poſtquam Olivenſe Fœdus, cujus Tabulis ſtabilita inter Regna Sueciæ, ac Poloniæ Amicitia, quadraginta annorum ſpatio intemerata viguerat, hoſtili, Regis olim Poloniæ Friderici Auguſti in Livoniam irruptione, læſum, ac violatum erat: tanti inde motus ſunt ſecuti, qui gravibus quidem utramque Nationem affecerant incommodis. Poloniam verò admodum funeſtis turbis implicuerant, ac diſcordiis, quas componi cum utriuſque Regni, quam maxime intereſſet, bonâ vero fide tolli hæc mala, ac ſopiri poſſe non viderentur, niſi amoto eorum auctore, cùm quieti communi, tum Pactorum veterum perpetuitati provideretur. Respublica Poloniæ non modo Regem ſibi elegit, ac creavit Seren. Principem STANISLAUM I. Sed etiam præ ſe juſtum tulit deſiderium, veterem, cum Regno Sueciæ redintegrandi Amicitiam, conſolidatiſque cunctis, quæ in priſtino Fœdere, mota, ac concuſſa invenirentur, arctiori ſibi illud vinculo adſtringendi, ad libertatis, & jurium ſuorum tuitionem, mutuumque decus, defenſionem, ac emolumentum. Ad hoc inſtitutum, cum par ſtudium nec minorem voluntatem S. R. Majeſtas Sueciæ attuliſſet, inter utramque R. Majeſtatem Sueciæ, ac Poloniæ, Seren. ac Potent. Regem CAROLUM XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, ac Pomeraniæ, Caſſubiæ, ac Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Viſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. & Seren. ac Potentiſſimum STANISLAUM I. Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. Rempublicamque Poloniæ, conventum eſt, ut conſtituti utrinque Legati ac Commiſſarii Varſaviæ convenirent, ac congregarentur, quorum operâ negotium, non ſalutare minus, quam neceſſarium, tractari, ac concludi poſſet. Quemadmodum etiam à S. R. Majeſtate Sueciæ miſſi illuc ſunt Legati extraordinariis Mandatis neceſſariis, plenaque poteſtate inſtructi Illuſtriſſimi ac Excellent. Viri. Dominus Arvidus Horn; liber Baro, Satellitum Regiorum Præfectus, & Generalis Equeſtrium Copiarum Dux Vicarius. D. Georgius Wachſchlagerus Secretarius Status, ut & D. Juſtus Palmbergius ſupremi in Livonia Tribunalis vice Præſes; à S. R. Majeſtate vero Poloniæ, & Republ. conſtituti ſunt Commiſſarii, pari itidem poteſtate muniti Illuſtriſſimi & Excellent. DD. ex Ordine Senatorio quidem D. Nicolaus in Swiecice Swiecicki Epiſcopus Poſnanienſis, D. Hieronymus Lubomierski, Caſtellanus Cracovienſis, ſupremus Dux Exercituum Regni, D. Joannes Odtowaz Pieniazek Palatinus Siradienſis, D. Stephanus Branicki, Palatinus Terrarum Podlachiæ. D. Franciſcus Grzybowski, Caſtellanus Inowladiſlavienſis. Ex Ordine vero Equeſtri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Venceſlaus Jeruzalski, Vexillifer Terræ Bielſcenſis, D. Alexander Gaſowski Dapifer Terræ Bielſcenſis, D. Caſimirus Skiwski, Subdapifer Terræ Drohicenſis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Vladiſlaus à Ponin Poninski, vice Præfectus Stabuli Regni, D. Ludovicus Antonius bini nominis Laſocki, Capitaneus Zakrocimenſis, D. Vladiſlaus Comes à Czarnkow Czarnkowski. Ex Provincia M. D. L. D. Michael Comes à Czereia Sapieha Notarius Campeſtris M. D. L. Dolinenſis, Relovienſis, Kirsnenſis &c. Gubernator D. Daniel Wyhowski, Niechorovienſis, Reklinenſis &c. Gubernator, qui ſuperiore anno 5. Auguſti Varſaviæ, in Cœnobio Carmelitarum Diſcalceatorum convenientes, invocato Supremi Numinis auxilio Tabulis plenæ Potentiæ invicem commutatis, opus aggreſſi ſunt. Quod licet paulo poſt iniquitate temporum dilatum eſſet, hoc tamen anno poſt nativitatem Salvatoris noſtri 1705. die 3 Septembris ordinariis, & delectis S. R. M. ac Reipubl. Polonæ Commiſſariis, quorum numero, ob abſentiam quorundam ex prioribus, qui aut non comparuerunt, aut fatorum injuria, inviti à Patria abſunt, aut ſponte in adverſas tranſierunt partes, additi ſunt, & quidem ex Senatorio Ordine, Illuſtriſſimi & Excellen. DD.

ANNO 1705. D D. D. Chryſoſtomus in Gnin Gninski Epiſcopus Camenecenſis, Abbas Wagrowecenſis, D. Franciſcus Zapolski, Caſtellanus Siradienſis. D. Franciscus in Debiany Debinski, Caſtellanus Sandecenſis. Ex Ordine vero Equeſtri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Staniſlaus Comes in Melſztyn Tarlo Præfectus Culinæ Regni, D. Franciscus in Wlodziſlaw Lanckornski, Succamerarius Generalis, Palatinatus Cracovienſis, ac Zatorienſis, & Osviecimenſis, Ducatuum, Vielicenſis, Bochnenſis, Rognicenſis, &c. Capitaneus, D. à Zydowo Zydoski Vexillifer, & Judex Caſtrenſis Cracovienſis, D. Albrachtus à Debiany Debinski, Vexillifer Ducatuum Zatorienſis, & Osviecimenſis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Franciscus à Bnin Radzewski, Wſchovenſis Gubernator. Ex Provincia M. D. L. D. Chriſtophorus Comes in Bakſzty, & Burdyczow Zawiſza, Minſcenſis, Czernſcenſis Dolinenſis Gubernator, D. Joſephus Piotrowski, Tribunus Czerniechovienſis, renovatis auſpiciis feliciter adeo continuari cœptum eſt, ut in mutuas tandem Fœderis, & æternum duraturæ Amicitiæ leges conceſſerint tenore ſequenti.

I. Maneat Pax perpetua, ſit vera, ſinceraque Amicitia, inter Seren. ac Potent. Principem, ac Dominum D. Carolum XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Scaniæ, &c. &c. &c. ejusque Regiæ Majeſtatis Succeſſores, ac poſteros Reges Suecorum, Regnumque Sueciæ, nec non ſubjectas illi Regiones, ac Provincias ab una, atque Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem, ac Dominum, D. Staniſlaum Dei Gratiâ Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. ejus Regiæ Majeſtatis Succeſſores, ac poſteros Reges Poloniæ, Magnos Duces Lithuaniæ, atque ſubjectas illi Regiones & Provincias ab altera parte, ita ut alter alteri nihil hoſtilitatis unquam, aut inimicitiæ, clam ac palam, directè vel indirectè inferat, vel per ſuos, aut alios inferri faciat, nec alterius hoſtibus auxilia quocunque nomine præſtet, non cum alterius hoſtibus Fœdera huic Pacto contraria ineat, nec quicquam in alterius Status, & Securitatis diminutionem, per ſe, vel per alios moliatur, ſed ut utraque Pars, alterius utilitatem, honorem, ac commodum quærat, ac promoveat, & fidem invicem, pacificamque vicinitatem colat, ac ſervet, pericula quoque alteri imminentia, quantum poſſit, amoliatur, ac præveniat, nec non tempeſtive moneat, ſi quid alteri diſcriminis inſtare intellexerit. Pacta vero, ac Fœdera, quæ cum aliis Principibus, ac Statibus utraque Pars ſancita habet, in antiquo vigore conſerventur, ita tamen, ut huic Fœderi nihil quicquam derogare poſſint.

Pax Olivenſis huic Tractatui, ut baſis, & fundamentum inviolabile, ſubſternitur, adeoque ad omnia ſua Capita, Articulos, & Clauſulas, tanquam verbotenus hic inſerta eſſent, confirmatur, niſi quatenus aliter jam ſtatutum, uberiusque explicatum, vel in poſterum ob utriusque pacifcentium Partis commodum, & ad præſentes motus componendos, & per rationes Belli, mutuo conſenſu ſtatuere, explicare & decernere neceſſarium fuerit.

§. 1. Cum ex Bello hoc, quod Factio Saxonica excitaverat, non pauca in utramque Gentem redundaſſent incommoda, ea omnia, quocunque tandem nomine, ſive moleſtiæ, hoſtilitatis, onerum, aut ſtudii partium veniant, generali hac Amniſtia perpetuæ tradantur oblivioni, nec uni Partium poſt hunc diem, liceat eorum, quæ ita acta ſunt, alteri quidquam imputare, exprobrare, aut quempiam illorum, qui alteri Parti adhæſiſſent, propterea accuſare, aut perſequi.

§. 2. Hac generali Amniſtia gaudeant omnes, & ſinguli cujuſcunque ſtatus, conditionis, & Religionis fuerint, ut & omnes Communitates, quæ utrinque Partes Belligerantes ſecutæ ſunt, aut in hoſtilem poteſtatem devenerunt, præſertim autem illi, qui relictâ Parte contraria, ſalutares in publicum Majoris Poloniæ Bonum ſenſus amplexi ſunt, ejusdemque Boni publici promovendi, & ſalvandæ Patriæ conatus opera ſua adjuverunt, aut non impediverunt, quibus anteriores actiones, ſtudia partium, & hoſtilis in pacifcentes animus, neutiquam nocebunt, ſed cuncta perpetuæ oblivioni tradantur.

§. 3. Cum vero quorundam impietas augendæque per mala Reipub. fortunæ ſtudium, ingentium tam Regno Sueciæ, quam Poloniæ ærumnarum dederit occaſionem: Proinde excluduntur, ab hac Amniſtia omnes, qui una cum Factione Saxonica, Pacem Publicam, & Amicitiam inter Sueciæ, & Poloniæ Regna perturbarunt, qui Parti contrariæ contumaciter, & perfracte adhærentes, non tantum ſalutem Publicam varie morati ſunt, & adhuc morantur, vel morabuntur, ſed & hoſtium Reipub. deſtinatis omni modo faventes; contra Rempub. ejusque Fœderatos, exercitus ducere, conſiliisque, aut alia ratione mala Reipub. augere, & protrahere auſi, interitum ejus jugiter promotum ivere: In hos omnes licet ex rigore Patriarum Legum animadvertendum eſſet ita, ut hoſtes Patriæ; ac tanquam Perduelles, honoris, Bonorum, vitæque jacturam meruiſſe cernerentur; quo tamen utrique Regno quies, ac tranquillitas, tanto facilius reſtituatur; animique civium coalescant, detur illis reſipiſcendi ſpatium trimeſtre, à die concluſi, & ſubſcripti Tractatus computandum ita, ut intra determinatum tempus reſipiſcentes, & ad meliorem mentem redeuntes, Teſtimoniis Documentisque authenticis, & ipſo facto bonam fidem, ac ſincerum animum comprobantes; S. R. Majeſtatis Sueciæ gratiam quærentes Seren. Regis Staniſlai, ac Reipub. Fœderatæ obſequium amplectentes, idem Amniſtiæ beneficium, & præteritorum oblivio complectatur. Quod ſi neglexerint, utraque pacifcentium Pars illos ut hoſtes ea, quam merentur, ſeveritate ubivis locorum perſequetur.

II. §. 1. Quemadmodum Auguſtus Rex quondam Poloniæ, hac Amniſtia comprehendi nequit, ita ille, omnesque illius Partibus adhærentes, ſive Saxones ſint, ſive alterius Nationis, pro utriusque Regni hostibus habendi, ac tamdiu hoſtiliter perſequendi, donec Reipub. finibus ejiciantur, neque ulli Parti Pacifcentium liberum erit cum iis tranſigere, Inducias facere, Pacem inire, aut ullam aliam Conventionem ſtabilire, ſine mutuo utriusque Partis conſenſu, cujus hæc neceſſaria erit conditio; ut dictus Rex Auguſtus Coronæ Poloniæ, omnique Juri, quod ad ipſum pertinere prætendere vellet, renuntiet, & S. R. Majeſtati Sueciæ, ut & Reipubl. Polonæ, pro omnibus moleſtiis, damnisque quæ hujus Belli occaſione paſſæ ſunt, ſatisfaciat.

§. 2. Et ſicut hoc Bellum contra Jura, & Conſtitutiones Reipubl. Polonæ cœptum improbatur, ita S. R. Majeſtas & Reſpubl. Poloniæ clarigationem initio hujus Belli à Rege Auguſto, contra S. R. Majeſtatem & Regnum Sueciæ editam, declarant nullo fundamento nixam, nullam, & irritam, uti & omnes criminationes, quæ in ea allegantur, pro non competentibus, & nullius valoris, cum Reſpub. in præfatæ clarigationis promulgationem nunquam conſenſerit. Quemadmodum Seren. Rex, & Reſpub. Poloniæ, ad ſuam cenſuram pertinere non exiſtimant, quidquid Sereniſſimo Regi Sueciæ in Subditos Livoniæ Suæ, aut aliarum Regni Sueciæ Provinciarum, viſum fuerit ſtatuere.

§. 3. Decreta, & Statuta, quæ vulgo Lauda vocantur, quocunque tempore, nomine, & loco, tam in Regno Poloniæ, quam in M. D. Lit., præſertim vero in Varſavienſi Senatus Conſilio, Mariæburgenſi, Thorunenſi, Elbingenſi, Savorovienſi, Sandomirienſi, Cracovienſi, Breſtenſi, Olkinenſi, & aliis Congreſſibus, tam extra, quam intra Provincias Regni, & Reipublicæ, durante hoc Bello per Auguſtum Regem, ejusque Aſſeclas peracta, non tantum in everſionem Status Reipubl. Polonæ, ſed etiam in ſublationem Pacis Publicæ per Pacta Olivenſia cum Regno Sueciæ concluſæ, & ſtabilitæ, tum & ipſa Comitia Lublinenſia, uti Libertati Polonæ nociva, & ipſis Pactis Olivenſibus contraria, Decretaque in contumaciam Tribunalitia, cæterorumque Subſelliorum M. D. L. durante hoc Bello, contra adhærentes Partibus Pacifcentium, in Regno vero Poloniæ, poſt remotionem Regis Auguſti, quovis loco & tempore, à parte contraria lata, Confiſcationes Bonorum, & Abrogationes Dignitatum, pro irritis, & nullis declarantur.

§. 4. S. R. Majeſtas, & Reſpub. Poloniæ, improbant, irritaque pronuntiant omnia Pacta, vel Fœdera, quæ cum aliis Principibus, Statibusque antehac ſancita ſunt, quatenus S. R. Majeſtati Regnoque Sueciæ noxia deprehenduntur, præcipuè autem ea, quæ à Rege Auguſto in Clarigatione ſuperius abrogata allegantur, ibique ad conciliandum injuſto huic Bello aliquam ſpeciem, recenſentur. Pari modo Sereniſſimus Rex, & Reſpub. Poloniæ, nullum prorſus Fœdus pacifcentur, & concludent cum ante memoratis,

ANNO 1705. ratis, aut aliis extraneis Poteſtatibus, quæ in damnum, aut præjudicium S. R. Majeſtatis Regni Sueciæ vergere poterunt, nec Reſpubl. Regibus ſuis ulla Fœdera inire permittet, quæ Regibus Regnoque Sueciæ contraria ſint, ſed ea impediet, & improbabit; quemadmodum etiam ea hiſce in anteceſſum pro nullis declarat.

III. §. 1. Quoniam Czarus Moſcoviæ, non modo Pacem præſenti Bello ſubdidit artibus, & molimínibus ſuis, ſed etiam ad illud proſequendum, tum armis, Copiisque, tum pecunia Regem Auguſtum adjuvit, & adhuc adjuvat, maxima damna utrique Regno intulit, & etiamnum infert. Idcirco paciſcentes mutuo conſenſu de eo conveniunt, quod ab hoc Fœdere non tantum excludatur, ſed etiam quod cum S. R. Maj. Sueciæ, S. R. Maj., & Reſpubl. Poloniæ arma conjungant, iisque ipſum tamdiu perſequantur, usque dum pro illatis illi utrique Parti injuriis & damnis, tyrannideque, quam in Terras, & Subditos utriusque Regni exercuit, ad deſiderium ſatisfecerit. Quemadmodum etiam unanimi conſenſu ſtatutum eſt, ut neutra Pars Paciſcentium, Inducias, Pacem, aut quæcunque demum Fœdera, Pactave cum eo inire poſſit, aut velit, niſi prævia mutua deliberatione, communicatisque Rationibus, & Conſiliis.

§. 2. Quo autem modo, quibus conditionibus arma conjungenda, quoque numero, & quibus in locis auxilia præſtanda ſunt, peculiari Pacto convenietur.

§. 3. S. R. Majeſtas Sueciæ hiſce quoque promittit S. R. Majeſtati, & Reipub. Polonæ, auxilia ſua contra præſentes eorum hoſtes, quodque arma ſua non prius revocatura ſit, quam Deo favente Sereniſſimus Rex, & Reſpublica in quiete & ſecuritate ſint conſtituta.

§. 4. Si annuente ſupremo Numine, à S. R. Majeſtate Sueciæ, & auxiliaribus ejuſdem armis, Provinciæ, & Loca aliqua munita, quæ anteriori Bello, per Czarum Moſcoviæ Reipub. Polonæ adempta ſunt, recuperata fuerint, repenſis S. R. Majeſtati Sueciæ ſumptibus, Reipub. Polonæ reſtituentur.

§. 5. Loca munita Regni Poloniæ, & M. D. Lit. quæ S. R. Majeſtas Sueciæ præſenti tempore tenet, & inposterum ex circumſtantiis ſui Belli ab hoſtibus capere poterit, eadem S. R. Majeſtas teneat, ibique præſidia ſua habeat, & collocet.

§. 6. Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ liberum erit per totam Pruſſiam, ejusque Urbes, Oppida, & Pagos, aliasque Reipub. Provincias, ubicunque viſum fuerit, Milites, exercitumque conducere, & ſupplementa facere durante hoc Bello, atque quamdiu Sereniſſimo Regi Sueciæ propter motus Polonicos Copias ſuas intra fines Reipub. retinere neceſſe fuerit, ita tamen, ne delectus Militum Sereniſſimi Regis Poloniæ ullo modo impediantur.

§. 7. Quod ſi S. R. Majeſtati Sueciæ Copias, apparatum Bellicum, aliasve res ſuas ex Polonia, vel Lithuania, alio per Mare, vel Flumina tranſportare neceſſe fuerit, non modo iisdem Portus Reipubl. patebunt, ſed etiam cujuſcunque magnitudinis, & generis Naves, ad eas trajiciendas, ſine ulla remora, & objectis obſtaculis concedentur.

§. 8. Si alterutri Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, ac M. D. Lithuaniæ, Bellum cum vicinis eorum gerere contigerit, altera Pars, alterius hoſtibus, hoſtiumque adjutoribus, nullam Bellicam ſupellectilem, vel vetitas Merces advehet, vel quocunque modo ſuppeditabit, aut advehi, vel ſuppeditari faciet, aut ſinet. Præterea nullos tranſitus Militum fieri, nullaque cujuſcunque generis auxilia præſtari iisdem permittet, nec ulla ratione in alterius Partis damnum favebit.

§. 9. Quod ſi poſt finitum hoc Bellum, quispiam ex Regni Poloniæ, & M. D. Lithuaniæ Incolis, vel Civibus arma contra Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ ſumere, ejusque Regna vel Provincias hoſtiliter aggredi, aut infeſtare, quemadmodum hoc Bello factum eſt, auſus fuerit, vel tentaverit, S. R. Majeſtas, & Reſpub. Poloniæ ſe præſenti Fœdere obſtringunt, quod talia molimina, cœptave ſerio reprimere, delinquentes debita pœna afficere, atque Sereniſſimo Regi, Regnoque Sueciæ pro illatis damnis ſatisfacere velint.

§. 10. Omnes, qui hoc Bello, quocunque in loco capti, vel poſthac capientur, ſive Sueci ſint, ſive Poloni, ſive alterius Nationis, cujuſcunque demum ſortis, vel generis, conditionis, ac ſtatus ſub ſignis Suecicis, vel Polonicis, vel Lithuanicis militarunt, ſine ullo ſoluto pretio, finito hoc Bello, priſtinæ libertati reſtituantur, ſicut & illi, qui ob delicta ſua capti detinentur, tunc reddentur Dominis ſuis, pro arbitrio, ut cum ipſis agant, ſi autem Natione Sueci, aut alii, qui arma Suecica geſtarunt, inter Tartariam, aliasque Regiones finitimas in Captivitatem abducti comperiantur, Seren. Rex & Reſpub. Poloniæ, ad liberandos eos, ſi reperiri poſſent, ſedulam operam navabunt: qui durante Captivitate debita contraxerint, eadem ſolvere, vel vadimonium dare tenebuntur. ANNO 1705.

§. 11. Si quis Suecorum Subditorum, qui hoſtis ſigna vel partes ſecutus eſt, à Copiis Polonicis captus fuerit, is ſine omni cunctatione Suecicæ Militiæ Præfectis reddetur, pari modo S. R. Majeſtas Sueciæ, Regni Poloniæ Cives, aut Subditos, ejusdem delicti reos Reipub. reſtituere vult, prævia cautione, ne hoſtibus poſtea ſerviant.

§. 12. Omnes Subditi, ſive Milites, ſive Ruſtici, aut cujuſcunque conditionis, & ſtatus homines, qui hoc Bello, à Regionibus Suecicis in Provincias Reipub. transfugerunt, ſine ulla mora, ubicunque deprehendantur, cum Uxoribus, Liberis, Familia, Bonis, & Rebus ſuis Dominis eos requirentibus reddentur, & reſtituentur, nec ulli Regni Poloniæ Civi, vel Subdito è Territorio Suecico profugos, apud ſe recipere, & celare liberum erit, ſed tales cum venerint, prehendet, & in cuſtodia detinebit, donec Domino, vel proximè adjacenti Urbi, vel Loco munito ſignificatum fuerit, qui eos recipiant, & abducent. Idem viceverſa obſervabitur, ſi qui fugitivi à Territorio Polonico in Provinciis Suecicis reperti fuerint. Cavetur tamen, ne Civitati Rigenſi in jure ſuo præſcriptionis biennalis, quod in fugitivos è Regionibus Reipub. ab iisdem temporibus, quibus Epiſcopis, & Magiſtris Ordinis Teuthonici paruit, continua temporum ſerie habuit, Regesque Poloniæ pluries illi confirmarunt, quicquam decedat, ſed ut eodem Civitatis vetuſto jure, inpoſterum, velut hactenus illibato fruetur, ſalva tamen reſtitutione Bonorum ſi extant, quæ eodem transfugas ſecum injuſtè abſtuliſſe probari poteſt.

IV. Quæcunque in Illuſtriſſimam Sapiehanam Domum, cæterosque Lithuaniæ Nationis, à Factione Saxonica eo nomine ſancita ſunt, quod ejus cœptis, moliminibusque obſtiterint, hoc Fœdere in perpetuum abrogata ſunto, & ne in poſterum ad ſimilia deveniatur, in authores adverſæ Factionis, qui per ruinam hujus Familiæ, & Reipub. ſimul oppreſſum iverunt, violataque ſecuritate Publica Præfectum ſtabuli in M. D. L. Illuſtrem Comitem, Michaelem Sapieham, crudeliſſime trucidarunt, ex rigore Patriarum Legum animadvertetur, & utraque paciſcentium Pars, de dicta cæde curabit ſatisfactionem fieri. Dicta autem Domus, cæterique cum ea oppreſſi in priſtinam Dignitatem, honores, munia, prærogativas, ac fortunas, facta refuſione damnorum, ab uſurpatoribus omnimode reſtituentur. Bona vero Regalia, quæ hiſce in conſpirationis præmium ceſſerant, ad primos Poſſeſſores redeant. Utraque demum paciscentium Pars cavet, ut non ea modo, de quibus ita hic conventum eſt, executioni mandentur, verum etiam ut eum, eosque qui dictam Domum cæterosque cum ea oppreſſos, hac ex occaſione perturbare in poſterum, & perſequi inſtituerint, pro perturbatoribus Pacis Publicæ habeat, & vindicet.

§. 1. Sacra Regia Majeſtas Poloniæ, & Reſpub. ratihabent, ac ſe tuituros declarant, Pacem, ac Securitatem, quam Diſſidentes à Religione Rom. Catholica, tam in Polonia, quam in Lit. nacti ſunt, Confœderationibus, Pactis Conventis, Confirmationibus Jurium, & ipſismet Juramentis Regum firmatam, adeo, ut Proteſtantium Religioni addictis, quamdiu pacifice ſe gerant, fides, quam profitentur, damno non ſit futura, aut quocunque prætextu impedimentum adferatur, quominus locis ſolitis, ac conceſſis, Sacra rite peragant, liberosque ſuos in Religione avita inſtruere ac educare poſſint, ſi quæ actio cuiquam cauſa Religionis eorum intenderetur, illa non ex capite Arianismi, ſicut Arianorum, dijudicabitur.

§. 2. Civitatibus Pruſſiæ, omnia Jura, Immunitates, Privilegia, Jurisdictiones, & Prærogativæ, quibus ſive in Eccleſiaſticis, ſive prophanis, ante vel poſt factam Pacem Olivenſem gaviſi ſunt, conſervantur, & confirmantur. Si vero aliqua poſtmodum, contra eandem acta, & tentata fuiſſe inveniantur, à S. R. Majeſtate Poloniæ, & Repub. dijudicabuntur, & non modo irrita, injuſtaque declarabuntur, ſed etiam abrogabuntur, & abolebuntur, priſtinoque ſtatui, ſicuti etiam

Seren.

ANNO 1705. Seren. Rex, & Respub. Poloniæ hisce spondent, sancteque promittunt, quod nullam infractionem, vel mutationem dictis in rebus inposterum facient, vel fieri sinent.

V. Sint inter Sueciæ, & Poloniæ Regna, & M. D. L. ut & inter Prussiæ, Russiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, totiusque Livoniæ Incolas, & Subditos, tam Terra quam Mari, libera, & secundum veterem atque antiquum usum, non impedita commercia. Dictum vero pristinum, & veterem usum inter alia in sequentibus consistere, & observari debere utrinque conventum est, nempe,

§. 1. Ne Portus & nova Emporia alibi, quam Rigæ, debeant erigi & frequentari, sed Merces, ex Lithuania, Russia, Prussia, Samogitia, Curlandia aliisque Provinciis ad solum Portorium & Forum Rigense, secundum morem, & antiquam consuetudinem, Privilegiis, & Pactis cautam ubique venire, & distrahi, indeque, ad Naves evehi debeant. Iis vero, qui nihil Rigæ debent, aut ibi contraxerunt, liberum sit Merces suas domi vendere, aut Rigam, aut Vilnam transferre.

§. 2. Ne Mercibus aut Mercatoribus, Rigam tendentibus, aut inde venientibus, impedimenta ulla fiant, neglecta hactenus viarum, aut portuum, trajectuumque refectio in Ducatu Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, & aliis locis, ubi ab antiquo fuerunt, quantocius fieri, & sarta tecta conservari debent.

§. 3. Ne Cives Rigenses, in jam dictis locis in libera coëmptione rerum necessariarum, boum, lignorum, piscium, aliarumque rerum impediantur, aut prohibeantur, secundum veterem praxin, salvis Teloniis Regiis, & Reipublicæ, ab antiquo desuper constitutis.

§. 4. Ne Bona naufraga, Naves vi ventorum, aut tempestatis in Litora, & Brevia adacta, cæteræque res omnes, quocunque Locorum, aut in Mari, aut in Fluminibus à quoquam occupentur, aut sub quovis prætextu detineantur, sed Dominis, atque Proprietariis, absque ulla tergiversatione restituantur, nec præter æquum, & justum, pro solo salvationis labore præmium, inter Partes, si ipsæmet ea de re convenire non possint, à Judicibus juratis determinandum, quicquam exigatur. Infortunium ejusmodi passis quocunque modo ab Accolis Littorum, atque Fluminum, aliisque auxilium invitis non obtrudatur, sed liberum sit pro libitu, aut cum Nautis suis, aut cum aliis quibusvis, quos illi ipsimet ad istud vocaverint, res suas salvare, & sibimet opem ferre, ac quærere, neque quando auxilio indigent, idque per signum quoddam indicant, adstricti sint expectare, donec illi, qui forte à Dominis fundi, vel ripæ ad id destinati sunt, veniant, sed quemcunque, qui prior est, recipere, ipsiusque opera, pro debita satisfactione, uti fas sit. Quemadmodum licitum cuilibet sit ad ejusmodi signum datum, sine mora accurrere, & quo potest meliori modo, in periculis constitutis opem ferre, scopulos quoque ad quos fere quotannis Naves, & rates, cum maximo Commerciorum damno & impedimento allidi, & frangi solent, removere, non requisito fundi Domino, nisi ipsemet monitus, hoc præstare vellet, cuilibet id liberum sit, citra tamen jus eo nomine, à Mercibus, aut Navigiis præteruntibus aliquid exigendi.

§. 5. Ne novis Teloniis, aliisque impositionibus quibuscunque, contra Pacta Olivensia, Personæ, & Merces Rigam devehendæ, in Russia, Lithuania, Samogitia, Curlandia aliisque locis graventur, vice etiam versa Subditi Polonici in Livonia eodem jure gaudeant. Ideo quæ contra dicta Pacta in hac refacta sunt, injusta declarentur, & aboleantur, taliaque in posterum fieri prohibeantur; quemadmodum mos etiam iste, qui post factam Pacem Olivensem in Regionibus Reipubl. invaluit, quod scilicet Mercatores, & alii Subditi Suecici Polockam, Witepskum, Dysnam aliasque ad hoc Fluvium Dunæ Urbes & Loca adeuntes, censum trium, aut quatuor, aut quinque talerorum imperialium, per singula capita solvere coacti fuerint, non modo improbatur, & rejicitur, sed etiam si quid in posterum ejusmodi evenerit, in casu protractæ, vel denegatæ justitiæ, jus talionis in Incolas Reip. in Territorium Suecicum venientes exercere licebit.

§. 6. Merces omnes ex dictis locis Rigam delatæ censuram publicam, per Juratos Censores subeant, & Merces, quæ non notæ sunt, Dominis suis restituantur, ut de iis pro libitu disponere liceat.

§. 7. Ne Nobilibus Subditisque Polonicis simul cum duobus de Mercibus suis contrahere, aut postquam illarum ab uno Cive Rigensi pecuniam mutuo accepit, postea quoque ab altero inscio priore sumere liceat, quo facto anterior Creditor, tanquam tempore prior, potius jus, & præferentiam in omnibus debitoris sui Mercibus pro pretio, quod tunc communiter erit, habeat, reliquique Creditores parata pecunia, à priore Creditore exolvenda contenti sint. ANNO 1705.

§. 8. Ne dicti Poloni Nobiles, & Subditi, tempus de Mercibus suis, certum, & determinatum pretium communiter statuendi protrahant, præcipue illi, qui debita contraxerunt Rigæ, sed ut teneantur, quando tempore verno, cum ratibus, & Navigiis suis vulgo *Strusii* dictis Mercatores ad numerum circiter viginti descenderunt, pretio cum Civibus Rigensibus intra octiduum convenire, tempore vero autumnali, quia tunc Navigatio minorem moram patitur, statim post adventum suum.

§. 9. Cum ab antiquis temporibus, etiam Rustici Lithuanici, æque ac alii, postquam Dominis suis præstanda præstiterint, liberam vecturam Mercium reliquarum ad Civitatem Rigensem habuerint, & plurimi eorum ibidem mutua debita contraxerint, eadem iis in posterum, negotiandi libertas relinquatur, nec Domino fas sit contra veterem usum, & in fraudem Creditorum, ipsorum Merces, ab illis coëmendo impedire, quominus Rigam venire, & debita sua solvere possint.

§. 10. Quicunque contractui suo non satisfacit, ejus Bona omnia tam mobilia, quam immobilia, eorumque reditus, ubicunque locorum sint, Creditori suo Hypothecæ loco obligata maneant, & quamvis ipse Debitor morte extinctus sit, Hæredes ejus, aut quicunque Occupator, atque Possessor debitum solvere teneatur, nec liberum sit, ejusmodi Bona, eorumque proventus in fraudem Creditoris emere, nisi depositа in Judicio aut alio loco tuto pecunia ad satisfactionem Creditoris.

§. 11. Securitas in utrisque Regnis eorumque Provinciis, Aquâ, & Terra peregrinantibus, & res atque negotia sua curantibus præstetur tam pro personis, quam pro bonis suis.

§. 12. Quæ ratione mensuræ, & ponderis inter Subditos Poloniæ, & M. D. L. & Cives Rigenses conventa sunt, ea stricte observari debent.

§. 13. Cum penes Fortalitium Kokenhausen Subditi Polonici Navigia sua quando ibidem visitantur, propter rapiditatem Fluvii Dunæ sæpius perire, Naufragiumque pati querantur, commodior si fieri potest locus per Commissarios ad id deputandos deligi, ibidemque visitatio fieri debet.

§. 14. Nemo Mercatorum Rigensium famulo, vel servo alicujus Poloni pecuniam dabit, Plenipotentia vel assignatione Domini sui non instructo.

§. 15. Si Subditus aliquis Lithuanicus debita apud Rigenses contracta non solverit, Bona alterius eam ob causam arresto nunquam sunt prosequenda, sed ipse Debitor, ejusque Fidejussores soli ad solvendum adigi debent.

§. 16. Qua ratione debita, inter Institores, vel Mandatarios, & Subditos Polonicos, cum Civibus Rigensibus, inposterum ita contrahi, & probari debeant, ut nec Creditoribus, nec Debitoribus injuria fiat, & quæ præterea ratione Commerciorum, eorumque commodioris usus, utrinque moneri possint, ea cum ab ipsis contrahentibus, ex Conventione desuper facta melius determinari queant, per Commissarios utrinque ab ipsismet denominandos, in loco ipsis commodo complanari ac postmodum à Regibus utriusque Regni ratihaberi, & confirmari poterunt.

§. 17. Debita inter utriusque Regni Subditos Literis Chyrographis, contractibus, aliisque legitimis modis probata, sive ante sive durante hoc Bello contracta, aut in posterum contrahenda sint, rite, atque exacte solvi debent, & Creditoribus opem ipsorum, qui in quolibet loco, Regione, ac Provincia Judiciis, aut Incolis cum imperio præsunt, desiderantibus, sine ulla mora, Justitia administrari, ipsisque statim ad desideria ipsorum, responsum Literis consignatum extradi debet. Sententiæ, aut Decreta super debitis, aliisque rebus, inaudita Partis petentis causa lata, irrita & nulla sint, omni prorsus effectu in perpetuum careant ita, ut auctori integrum sit, causam suam legitimam, Juris via postmodum libere prosequi, ac si nunquam Judicium aliquod, aut nulla Sententia interveniisset.

VI. Cum antehac Posnania, versus Stetinum, per Flu-

ANNO 1705. Fluvios Wartam, & Oderam Mercium transitus liber fuerit, Commerciumque inter eandem, aliasque ad dictos Fluvios adjacentes Urbes Locaque in magnum utriusque Regni Incolarum emolumentum viguerit, navigatio ista, par Fluvium, Wartam, unde potest esse navigabilis, inposterum liber, & immunis reddetur. Ideoque Molendina, aliaque Ædificia, quæ super dicto Fluvio instructa, navigationem impediunt, destruentur, & tollentur.

VII. Quandoquidem contra veterem usum, & damnum tam Civitatum Livoniæ, quam Prussiæ & Curlandiæ Portus novus ad Polangam, ante aliquot annos exteris Navibus frequentari cœperat, ideo desolabitur, nec ibi, nec alibi novus quispiam Portus erigetur, aut præter antiquos frequentabitur. Prout etiam nulli abhinc sive indigenæ, sive extraneo illuc vela facere, vel cujuscunque sortis Merces inde transportare licebit. Quod si quis tentaverit eum prohibere & abducere Suecis fas erit, Mercibus cum Navi publicatis.

§. 1. Mercatores Suecici, quibus in Polonia, sive per Provincias, & Flumina ejusdem mercaturam instituere, & exercere volupe fuerit, eodem usu, iisdemque ut alii amicissimarum Nationum Mercatores, Libertatibus, Prærogativis, & Privilegiis ibidem gaudeant.

§. 2. Imprimis liberum sit Suecicis Subditis, Mercatoribus eorundemque Institoribus, omni onere exemptis commorari non solum prout antehac moris fuit, Gedani, verum etiam in aliis Majoris, Minorisque Poloniæ Civitatibus, utpote Torunii, Varsaviæ, Cracoviæ, Leopoli, & Jaroslaviæ, atque in Civitatibus Lithuaniis, aliisque Fluminibus proximè adjacentibus locis, ibique Merces quascunque venales, pro libitu coemere, & ad Urbes maritimas, Terra, aut Aqua in Scaphis, aut Navigiis, quæ aut ipsimet sibi comparare, aut pro justo pretio ab aliis conducere possunt, transportare, absque ullius certa dictanda pœna, turbatione, vel interruptione.

§. 3. Conceditur Suecicis Mercatoribus, pro quo conveniri potest, ordinarium tamen non excedente sed usitato pretio, singulis annis, ex Salifodinis Reipub. emere certam copiam Salis, eamque vel in magnis partibus, prout frangitur, vel coactam ad Urbes maritimas, atque illinc postmodum in Sueciam transmittere, solutis quæ Reipub. pendi solent vectigalibus.

§. 4. Similiter quoque varias Hungaricas Merces, utpote Vinum, Carnem Bovinam, Coria, Adipem, Cretam, & ejusmodi alios fructus apud Hungaros venales emant, eosdemque ex Hungaria per Territoria Polonica tuto abducant, invehant, & exportent.

§. 5. Quascunque demum Merces, & Mercimonia, quæ vel in Polonia, vel ex vicinia Hungaria coemuntur, integrum sit Sueticis Incolis, solutis tantummodo Teloniis ordinariis, & usitatis exportare, & ad Urbes maritimas, Terra, & Aqua vehere, ita tamen, ut modo dictæ Merces in aliquo loco Polonico, in Polonicorum Mercatorum noxam, aut præjudicium non possint divendi.

§. 6. Contra autem Commercia, quæ Moschoviæ per Poloniam, & Lithuaniam, cum exteris Nationibus, aliquo tempore exercuerunt, prohibeantur, utpote non modo Civitatibus Polonicis summe noxia, sed etiam juribus, & Privilegiis earum repugnantia, adeò, ut nulli abhinc Merces è Moschovia in alias Regiones, vel ex illis in Moschoviam per Reipub. Provincias transmeare, licitum sit, sed ejusmodi Merces, in Civitatibus Polonicis deponentur, & dividentur, secundum veterem legem, & consuetudinem in locis lege descriptis, iis tantummodo exceptis, quæ longo usu, Aqua vel Terra, ex Moschovia per Territoria Reipub. Polonæ, & M. D. L. Rigam vehuntur, quibus eadem, quæ hactenus transeundi libertas conceditur.

VIII. Quod si ex Incolis Regni Sueciæ, ejusque Provinciarum, Jure Conductionis, vulgo Arendæ ad extenuationem, perceptionemve summæ pecuniarum mutuo datæ, bona Nobilium, ac Regalia acquisiverit in Polonia, & M. D. Lit. quamdiu illa possederit, Reipubl. Patrocinio & Securitate, ac Privilegiis gaudeat, ac Jurisdictioni subjaceat, uti Incolæ ejusdem.

IX. Cum ad Commerciorum faciliorem usum, & Negotiorum quorumcunque promotionem quoque spectat, Postarum seu Tabellariorum Publicorum liber cursus, S. R. Majestati Sueciæ prout ante, & durante Induciarum tempore, & posthac quoque liberum sit, tam Veredariis, quam Equitibus, per quascunque Reipub. Provincias, & Territoria, istum usum continuare. Ideoque ubicumque Tabellarii insignibus Coronæ Sueciæ muniti seu abeant, seu revertantur, non tantum nullo modo, nulla specie detinebuntur, vel impedientur, quominus tempore cursuque consueto, salvi, liberi & inviolati cum Literis, Vectura, Hominibus, & Equis transeant, verum etiam certa iisdem Stationum loca, vel Hospitia assignabuntur, qua ubi opus fuerit divertere, requiem capere, & equos commutare, ac justo pretio conducere possit. ANNO 1705.

X. Conventum quoque est, ut omnis Moneta depravata, sic & Solidi Valachici vulgo *Dumnicze* abrogentur, cursusque eorum, vigore Tractatus præsentis interdicatur, salvo usu Solidorum Regni Poloniæ ordinariorum in Regionibus ejus. Quando vero in tranquillo statu Respublica Monetam cudere statuerit, talem cudi curabit, quæ pretio, & valori Monetæ Regni Sueciæ ejusque Provinciarum respondeat.

Ad omnimodam vim, & firmitudinem præsenti Fœdere conciliandam, S. R. Majestas, & Respub. Poloniæ idem cum omnibus suis Punctis, Articulis, & Clausulis, se candide sancteque servaturas hisce inpræsentiarum testantur. Quod vero ad tempora futura attinet, Respub. Poloniæ promittit, & spondet se singulos Reges suos continua serie regnaturos, ad ejusdem observationem per Pacta Conventa, & Juramentum Coronationis obstringere velle, & debere, quemadmodum se ipsam ad idem jam, & in perpetuum obstrictam declarat. Et si quis autem Regum Poloniæ præsens Fœdus ruperit, & Respub. consiliis & armis serio se ei non opposuerit, Respubl. de damno & injuria illatâ S. R. Majestati Sueciæ debitam satisfactionem præstabit.

Si quæ Regna, Respublicæ, & Status, hoc Fœdere comprehendi, idemque quoad omnes Partes comprobare velint, unanimi utriusque Pacisscentium Partis consensu admittentur, & recipientur.

Præterea de eorum Principum, ac Potestatum Fidejussione, & Guarancia super hoc pactum conjunctim expetenda conventum est, qui eandem propter publicum commodum in se susscipere velint, quorumque salus, & conservatio Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, quam maxime interfuerit.

Denique præsens Conventio, hoc modo feliciter peracta, utrinque intra hebdomadam, a die subscriptionis computandam, optima ritaque forma ratihabebitur exemplaribus ratihabitis, intra praefatum tempus commutatis. Atque ut eo firmior, & stabilior permaneat, Respubl. eandem proximis Comitiis non modo iterata Ratihabitione se confirmaturam, sed etiam Volumini Legum, & Constitutionum Reipub. universalium, tanquam Legem inviolabilem universalem, inque perpetuum observandam, inserturam esse sancte promittit. In quorum omnium Testimonium, & Fidem, tam Nos S. R. Majestas Sueciæ Legati Extraordinarii, quam Nos S. R. Majestas Poloniæ, & Reipub. Commissarii, præsentem Tractatum, cujus duo exemplaria ejusmodi tenoris scribi, literisque mandari fecimus, m. pp. signavimus, ac Sigillis nostris corroboravimus. Dabamus Varsaviæ in Suburbio Cracovienſi, & quidem in Cœnobio Carmelitarum Discalceatorum 18. Novemb. 1705.

(L. S.)

ARVERD. HOM.

GEORGIUS WACHSCHLAGER.

JUSTUS A PALMBERG.

CHRYSOST. BENEDICTUS GNINSKI, *Episc. Cammen. Abb. Wag.*

FRANCISCUS ZAPOLSKI, *Castell. Siradien.*

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, *Castell. Inowlad. & reliqui qui supra.*

ANNO 1705. 21. Nov.

LIX.

Recès, welcher zwischen Sr Königl. Majest. in Preussen Friderico / und Sr Churfürstlichen Durchl zu Pfaltz Johann Wilhelm / wegen der Reformirten Religion, Gewissens-freyheit / und freyen Religions Exercitii in der Chur-Pfaltz / aufgerichtet zu Dusseldorff den 21. Nov. 1705. Nebst der Declaration gedachter Churfürstl. Durchl zu Pfaltz auf Ihrer Königl. Majest. in Preussen eingelegte Recommendation, in faveur der Evangelischen und Reformirten Religions Verwandten von sich gegeben / und in der Pfaltz publiciren lassen / betreffend die Gewissens-Freyheit aller 3. im Römischen Reich recipirten Religionen / die Eintheilung der Kirchen / restablirung der Universität zu Heidelberg / bestellung des Kirchen-Raths etc: Dusseldorff ut supra. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz. I. pag. 754. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 143. dans LEHMANNUS Reichs-Handlungen von Religions-Frieden. pag. 796.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC I. *Roi de Prusse, & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la liberté de conscience, & d'Exercice public, pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorp le 21. Novembre* 1705. Avec *La* DECLARATION *de son Altesse Electorale Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions reçuës dans l'Empire; par laquelle il est pourvû, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au retablissement de l'Academie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorp le même jour.*

ZU wissen: Nachdem auf Ihrer Königl. Maj. in Preussen / bey Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz eingelegte Recommendation dieselbe in favor der Evangelischen Reformirten Religions-Verwandten in dero Chur-Pfältzischen Landen unterm heutigen dato diese hiernach folgende Declaration von sich gegeben.

VON GOttes Gnaden wir Johann Wilhelm / Pfaltzgraff bey Rhein / des heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst / in Bayern / zu Gülch / Cleve und Berg Hertzog / Graf zu Veldentz / Sponheim / der Marck Ravensperg u. Mörß / Herr zu Ravenstein / ꝛc. ꝛc.

Thun kund und zu wissen; Nachdem wir von Anfang Unserer / in Unseren Chur-Pfältzischen Landen angetretenen schweren Regierung uns vornemlich unter andern beflissen / denen zwischen Unseren Chur-Pfältzischen Unterthanen vor und nach Ihrer differenten Religion / und deren Exercitien halben angewachsenen Irrungen vorzukommen und solchen nach Möglichkeit abzuhelffen. So haben wir auch zu diesem Ende von Zeit zu Zeit wohlmeinende Verordnungen ertheilet / und nichts unterlassen / was wir zu Erhaltung obigen Zwecks zulänglich zu seyn erachtet. Nachdem wir aber gegen alles verhoffen / dannoch vernehmen müssen / daß auch dadurch Unsere heilsame Intention nicht allerdings assequirt worden / weilen Unsere der Reformirten Religion beygethane Unterthanen durch verschiedene eingeschlichene Mißbräuche und Excess einigermassen beschweret zu seyn vermeinen wollen; Also haben wir absonderlich auf verschiedene Unserer Alliirten / und Auswärtiger Potentien bey Uns eingewendten ansehnlichen Recommendationen / zu Beybehaltung der Unseren Unterthanen so nöthigen Einigkeit / diese hernachfolgende unveränderliche Verordnung in unserem Chur-Fürstenthum der Pfaltz und zugehörigen Landen / Krafft dieses gnädigst publicirt, befehlen auch / und verordnen solchem nach gnädigst und ernstlich:

ANNO 1705.

Daß von nun an / u. ins künfftig Unseren gesamten / denen dreyen / in dem Röm. Reich recipirten Religionen zugethanen Unterthanen durchgehends in obgedachten sämmtl. Chur-Pfältzischen Landen / in specie in dem Ober-Amt Germersheim / die vollkommene Gewissens-Freyheit mit Abstellung aller dagegen sich etwan hervor gethanen Mißbräuchen unbehindert gelassen / u. dieselbe keineswegs weder beeinträchtiget / noch turbirt, auch folgende specialia, zu allen Zeiten steth und unverbrüchl. gehalten werden / u. die Unsrige bey Unserer höchsten Ungnad sich darnach reguliren sollen.

Diesemnach kan ein jeder eine der dreyen im Römischen Reich erlaubten Religionen öffentlich bekennen / und ohne Hinderung Alt und Jung / wann diese Annos discretionis haben / die völlige Gewissens-Freyheit gäntzlich geniessen / auch nach Belieben von einer Religion nach der andern sich begeben; Zu welchem Ende alle disfalls der obgedachten Gewissens-Freyheit entgegen lauffende in der Untern-Pfaltz / und Ober-Ambt Germersheim etwa ergangene Mandata hiemit aufgehoben seyn sollen. In Matrimoniis mixtis stehet denen Eltern frey ihre Kinder in der Religion tauffen zu lassen / und zu erziehen / wie es die Ehe-Gerichts-Ordnungs-mäßige Ehe-Pacta, oder ihre / stante Matrimonio, beschehene authentische Abrede mit sich bringet; Wo aber weder Ehe-Pacta, noch dergleichen Abrede / so viel diesen Punct angehet / befindlich / da folgen die Kinder dem Capiti Familiæ, jedoch bleibt den Kindern / wie obgedacht / die vollkommene Gewissens-Freyheit / wann sie ad annos discretionis kommen / auch dem letztlebenden Vater oder Mutter bevor / die Kinder nach Belieben in ihrer Religion zu erziehen.

Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen / sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religion Kirchen / ob sie gleich in einer Stadt / oder Kirch-Spiel wohnhafft / ordentlich verrichtet / dimissoriales gefordert / jedoch unbedinglich und unwaigerlich / auch unentgeltlich gegeben werden / und soll in Puncto der Copulation die Braut dem Bräutigam folgen / sonsten aber die Catholische Geistlichkeit und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandte / und vice versa die Evangelische Prediger keine Römische-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester / Pastoren oder Prediger / zusammen geben.

Denen Pupillen werden Vormünder von der Religion verordnet / in welcher sie / nach denen Ehe-Pacten / oder his deficientibus, nach der hiebevorgesetzten Regul erzogen werden müssen. Vorgedachte Augspurgische Confessions-Verwandte / Reformirte und Lutherische sollen an keine andere Ceremonien / als an die Ihrige gebunden seyn / dahero sie weder directè noch indirectè angehalten werden sollen / bey denen Catholischen Processionen Graß zu streuen / Meyen zu stecken / May- oder andere dergleichen bey denen Römisch-Catholischen gebräuchliche Feyer-Glocken anzuziehen / das Ave Maria / oder die Catholische Feyer-Täge anzuläuten / vielweniger mit dem Gewehr bey der Procession auf-

ANNO 1705. aufzuwarten/ Fahnen oder Creutze zu tragen/ bey der Morgens- Mittags- oder Abends-Glocken den Huth abzuziehen; Sie sollen auch dieserhalben von niemand beschweret/ vielweniger begehret werden/ vorher erzehlten und andern Catholischen Ceremonien und Ritibus beyzuwohnen/ herentgegen die Catholische in ihrem Gottesdienst und üblichen Ceremonien weder directè noch indirectè behindert/ verstöret/ verspottet noch beeinträchtiget werden sollen.

Ferners sollen beyderseits A. C. Verwandte die verschloßene Zeiten nach Catholischer Kirchen-Gewohnheit/ nach vorhero von der Churfürstlichen Regierung erhaltener Erlaubnüs/ eben zu observiren nicht schuldig seyn. Uber dieses so sollen jetztgedachte Evangelische/ bey denen Catholischen Processionen/ und wann das Venerabile zu denen Krancken getragen wird/ nicht gezwungen werden/ das Gewehr zu præsentiren/ oder nieder zu knien/ hingegen aber keine vorsetzliche Aergernüs geben/ sondern so lange/ bis die Procession vorbey/ auf die Seite in ein Hauß/ oder zurück gehen/ oder wo sie nicht ausweichen können/ den Huth abziehen. Es solle auch den Evangelischen/ so Reformirt als Lutherischen/ in denen Städten/ und in den Häusern/ bey verschlossenen Buden/ Thüren/ Läden und Fenstern/ auf Catholische Fest-Täge zu arbeiten erlaubt seyn/ und sollen sie deswegen keine Inquisition und Bestraffung zu beförchten haben/ jedoch sollen die Grobschmied (ausser was vor die Reisende nöthiger weise beschiehet und andere Handwercker/ welche ein grosses Gethön machen/ auf diese Täge öffentl. nichts verfertigen.

Es stehet denen beyderseits A. C. Verwandten frey/ auf sothanen Catholischen Feyertägen offentlich Schul oder Catechizationes zu halten/ und ist ihnen auch unverwehret/ ihre monatliche Bett-Täge zu feyren. Beyderseits A. C. verwandte Eltern können nicht gezwungen werden/ die Noth-Tauffe zu adhibiren/ oder Catholischer Hebammen wider Willen sich zu bedienen. Es bleibt offtgenannten Reformirten und Lutherischen bevor/ in der Fasten/ und an Catholischen Abstinentz-Tägen in ihren Häusern Fleisch zu speisen.

Niemand/ er sey geist- oder weltlich/ solle der Religion halber/ er seye darinn gebohren/ oder habe dieselbe von kurtzen oder lang angenommen/ verfolget/ vielweniger aus einer Stadt/ Dorff/ oder Land/ disfalls zu emigriren genöthigt/ auch seines Glaubens halber verachtet/ nachgeruffen/ ausgeschrien/ oder gescholten werden. Niemand soll von der Magistratur, Bürger-Recht/ von Kauffleuten/ Handwercken/ oder Zünfften/ Gemeinschafften/ auch offentlichen Gewerb/ Handthierungen/ Handwercken/ Contracten/ kauff- und verkauff beweg- und unbeweglichen Gütern/ von Vernäherungs-Recht/ wo es hergebracht/ noch von einigen Erbschafften/ Erb-Vermächtnüssen/ oder Legaten/ oder andern Gerechtigkeiten und Handlungen/ der Religion halber ausgeschloßen werden.

Ferners gestatten wir gnädigst/ daß in Ehe-Sachen/ so viel die beyderseits A. C. verwandte Personen angehet/ es auf Arth und Weise/ wie solches in Unsern Gülich- und Bergischen Landen/ vermöge des errichteten Religions-Receß verglichen/ in allen Punckten gehalten werden/ und selbige von Unserm Evangelischen Ehe-Gericht/ oder wann selbiges noch nicht retabilirt/ von dem Reformirten Kirchen-Rathe/ oder darzu expresse committirten Evangelischen Räthen beurtheilet werden sollen.

In denen Fällen/ wann zwischen Catholisch- und Evangelischen Unterthanen Ehe-Streit vorfällt/ folgt der Actor das Forum Rei, und wird der Evangelische nach denen von Evangelischen angenommenen/ der Catholische nach der Catholischen geistlichen Rechten/ insonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet; Ratione dispensationis in matrimonialibus quoad gradus prohibitos wollen wir es nach der Chur-Pfältzischen Ehe-Gerichts Ordnung halten/ und also denen Evangelischen das Recht nach ihrer Religion gedeyen lassen. ANNO 1705.

Damit auch die bishero wegen des Exercitii simultanei sich hervorgethane Beschwerungen auf einmahl geendiget seyn mögen; So haben wir nach reifflicher Uberlegung solches dergestalt aufzuheben beschlossen/ heben solches auch hiemit dergestalt auf/ daß nichts destoweniger selbiges in denjenigen Oertern/ wo es schon bey Lebzeiten des Chur-Fürsten Carl Ludwigs Christmildesten Andeckens mit denen benachtbarten Herrschafften/ und in specie mit Chur-Maynz in dem Bergstraßischen Receß de Anno 1650. dem Regenspurgischen Vergleich von Anno 1653. wie auch mit dem Fürstl. Hauß Baaden-Baaden 1652. 1653. 1661. errichteten Pactis, welche in ihrem Vigor bleiben/ und nach deren wörtlichem Inhalt wir die beyderseitige Religions verwandte Unterthanen handhaben/ und selbige gegen alle bishero etwa beschehene Beeinträchtigungen obbesagten Recessen gemäß gnädigst schützen wollen/ êtablirt/ ohne daß die geringste Behindernüs caufiret werden möge.

Wie wir dann zugleich gnädigst verordnen/ damit gesamte Unsere liebe Unterthanen in der Religion ihr besonders/ à partes, offentliches/ freyes und unbehindertes Religions-Exercitium ruhig haben/ daß es mit den Kirchen-Pfarr- und Schul-Häusern/ samt denen darzu gehörigen Gütern/ Zinsen/ Zehenden und Renten auf hernach beschriebene Weise gehalten werden solle.

Gestalten dann/ so viel Unsere drey Haupt-Städte in obgedachten Unsern Chur-Pfältzischen Landen/ Heydelberg/ Manheim und Franckenthal/ und Unsere sämtliche übrige Ober-Amt-Städte/ nahmentlich Alzey/ Bacharach/ Bretten/ Lautern/ Moßbach/ Neustadt/ Oppenheim/ Simmeren/ Stromberg und Ladenburg betrifft/ wir gnädigst wollen/ daß/ wo zwey oder mehrere Kirchen/ oder Kirchen-Plätze/ woselbsten die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium Religionis gehabt/ oder sie nach der Hand auf ihre Kosten erbauet/ sich befinden/ und hingegen die Catholische keine eigene Stadt- oder Closter-Kirche daselbst haben/ denen Catholischen eine davon privativè eingeräumet werden solle; Jedoch behalten dieser Regul ungeachtet die Catholische die von denen P. P. Francilcanis inhabende so genannte Closter-Kirche/ und des Gymnasii Platz zu Heydelberg/ wie auch die so genannte Spithal- oder Guarnisons-Kirche in der Vorstadt (worunter gleichwohlen das Spithal/ und dessen Gefälle nicht begriffen) desgleichen das Chor der heil. Geist-Kirchen daselbst/ welches mit einer Mauer separiret/ und nicht durch den Navem Ecclesiæ, sondern von aussen her der Eingang gemachet werden solle/ privative. Da hingegen die Reformirte navem Ecclesiæ sothaner heiligen Geist-Kirchen mit dem Thurn (dessen Gebrauch/ samt dem Geläut/ mit denen Catholischen gemeinschafftlich seyn solle) wie auch die St. Peters-Kirch/ nebst dem Chor cum pertinentiis, und endlich alle übrige Kirchen-Plätze/ und Rudera cum pertinentiis, neb allen Pfarr- und Schul-Häusern/ oder deren Plätzen/ in deren Possession die Reformirte Anno 1685. gewesen/ privative bekommen/ und an statt obgedachten Gymnasii, Guarnison- und Closter-Kirchen der Schönauer in Heydelberg gelegener

Hoff/

ANNO 1705. Hoff / mit seinem völligen Bezirck / um selbigen nach Belieben zu einer Kirchen / Gymnasio, Schul / Pfarr- oder Schul-Häuser / oder ad alios Ecclesiasticos usus zu employren / privativè eingeraumet wird.

Verordnen wir gnädigst / daß nach sothaner Regul denen Reformirten zu Manheim privativè zugestellet werde die provisionaliter erbaute Kirchen (gestalten die Catholische / bis sie eine anderwärtige Kirche bekommen / sich in der Patrum Capucinorum-Kirch behelffen mögen) nebst dem grossen Kirchen-Platz / und daselbst gelegten Fundament / so zu der Hochteutschen / und Wallonischen Gemeinden destiniret seynd / mit allen etwa daselbst befindlichen Pfarr- Rectorats- und Schulhäusern / oder deren Plätzen / und Pertinentien / welche die Reformirte 1685. besessen / oder seithero an sich justo titulo gebracht / oder gebauet.

So wollen wir auch gnädigst / daß zu Franckenthal denen Reformirten diejenige Kirche mit ihrem völligen Bezirck zukommen solle / in dessen Chor anjetzo das Simultaneum eingeführet ist / und solle das Pædagogium daselbst / die Pfarr- und Schul-Häuser / oder vielmehr deren Plätze / und was sie sonsten Anno 1685. ingehabt / denen Reformirten / und denen Catholischen die zweyte Kirche / so die P. P. Capuciner anjetzo inhaben / die dritte aber denen Reformirten für die Wallonische Gemeinde privativè gleichfalls verbleiben.

In Unsern übrigen vorbenannten Ober-Amt- und andern Städten bleibt es bey obiger Regul / zu folg solcher die grosse Kirche zu Alzey denen Reformirten / den Catholischen aber die andere zu Lautern gleichfalls / und zu Oppenheim die grosse Pfarr-Kirche denen Reformirten / denen Catholischen aber in beyden Orten sich befindliche Franciscaner-Kirche / und zu Bacharach denen Catholischen die Kirche am Berg / denen Reformirten aber die Stadt-Kirche und weniger nicht denenselbigen zu Weinheim / die in der Vorstadt gelegene Pfarr- und die Rudera der in der Stadt befindlichen Spital-Kirchen / denen Catholischen aber die daselbstige Carmeliter-Kirche privativè zukommen solle.

In welcher Ober-Amt-Stadt aber nur eine Kirche / oder Kirchen-Platz sich befindet / daselbst solle Navis Ecclesiæ cum pertinentiis denen Reformirten / das Chor aber denen Catholischen gelassen werden / und mit einer Mauer auf beyder Theile Kosten separiret werden / auch jedem Theil frey stehen / wo Raum vorhanden / noch etwas an seinem Theil anzubauen.

Wir wollen und verordnen auch ferners / daß die Kirchen in allen übrigen Unsern Städten / und in denen Flecken und Dörffern auff dem platten Lande / wo nur eine Kirche ist / darinnen die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium gehabt / und die Catholische keine Clöster / oder eigene Kirche bereits haben / solchergestalt getheilet werden / daß diejenige Reformirte Mutter-Kirchen von An. 1685. woselbst anjetzo kein Reformirter Pfarrer mehr / sondern ein Catholischer Pfarrer wohnet / die Catholische zum voraus auff Abschlag ihrer $\frac{2}{7}$ Theil haben sollen / jedoch daß hingegen die Reformirte aus derjenigen Inspection, worinnen sothane denen Catholischen überlassende Mutter-Kirchen gelegen / ihre / ratione dieser / denen Catholischen zum voraus einraumenden Kirchen zukommende $\frac{5}{7}$ Theil aus denen Kirchen / wo die Reformirte Pfarrer gegenwärtig wohnen / zum voraus ebenfalls wählen mögen / daß also / so offt die Catholische zwey Mutter-Kirchen behalten / denen Reformirten hingegen fünff Kirchen / wo ihre Reformirte Pfarrer wohnen / gleichfalls zukommen. Die übrige Kirchen insgesamt sollen auff folgende Weiß getheilet werden / daß nach jetztgedachter vorhergegangenen Theilung erstlich die übrige Kirchen / wo annoch Reformirte Prediger wohnen / zweytens die wohlgebaute / drittens die baufällige Filialen / und endlich vierdtens die Rudera jedesmahlen sieben und sieben aus einer / oder da sieben dergleichen Kirchen darinnen nicht befindlich / aus der nechsten Inspection zusammen gesetzet werden / davon denen Reformirten fünff / und denen Catholischen zwey privativè dergestalt zukommen sollen / daß Unserm Reformirten Kirchen-Rath daraus die erste / und die zweyte Wahl Unsern darzu expressè benannten Räthen nomine Catholicorum, die dritte denen Reformirten abermahls / die vierdte denen Catholischen / und der Rest denen Reformirten verbleiben solle. Wobey wir expressè verordnen und befehlen / daß alle bey solchen ihnen Reformirten privativè einzuraumen habenden Kirchen befindliche Pfarr-Güter / Renten / groß und kleine Zehenden und Zinsen / so An. 1685. ein Reformirter Pfarrer salarii loco genossen / oder durch die Collectur erhoben worden / zu der Reformirten Kirchen Behueff privativè, ohne die geringste Schmälerung und bey der hergebrachten Freyheit überlassen / auch Unsere Hof-Cammer / und die unter derselben stehende Corpora, wie auch die benachbarte Stiffter / oder Herrschafften / Communen / und andere Corpora zu Ablegung des etwa schuldigen Beytrags / der Observantz gemäß / angehalten werden sollen; Gleiches Recht geniessen die Catholische bey denen ihnen durch vorgesetzte Regul privativè zukommenden Kirchen; jedoch werden die Stiffts- und Klöster-Gefälle hierunter nicht verstanden.

Wir verwilligen und gestatten ferners gnädigst / daß allen Reformirten / und Evangelisch-Lutherischen / wann schon denen Catholischen in ein- oder anderm Ort die Kirche / Pfarr- und Schul-Häuser privativè zukommen / ihr Exercitium Publicum in einem Privat-Hauß / oder wo sie es dienlich erachten / zu üben / unverwehrt seyn solle / & vice versa denen Catholischen / gestalten einem jeden Theil auch unbenommen ist / an allen Orten / wo er es nöthig erachtet / neue Kirchen mit Thürnen / Glocken und übrigen Zugehörungen / wie auch Pfarr- und Schul-Häuser zu erbauen; welchen Falls wir auch die neue Plätze / wohin die Kirchen / Schulen / Pfarr- und Schul-Häuser angerichtet werden möchten / von allen herrschafftlichen Beschwerden hiemit gäntzlich befreyen / und sothane Gebäue und Häuser / so lang sie zu obbemeltem Gebrauch gewidmet bleiben / bey der Immunität gnädigst schützen / und handhaben wollen.

Alle von denen Reformirten 1685. in der gantzen untern Pfaltz besessene Gymnasia, Pædagogia, Rectorats-Häuser / und Lateinische Schulen / oder deren Plätze / in specie das Collegium Sapientiæ, und die Neckar-Schul zu Heydelberg / und das Casimirianum zu Neustadt / oder an dessen Stelle eines in Dach und Fach wohl-conditionirtes Æquivalent; das Gymnasium zu Franckenthal / Manheim und andern Orthen / oder deren Plätze / sollen denen Reformirten cum omnibus Reditibus & Accessionibus, wie sie selbige 1685. gehabt / privativè verbleiben. Und damit hinkünfftig alle fernere Disputen unterbleiben mögen / wollen wir gnädigst / daß Jurisdictionem Ecclesiasticam & Jura Parochalia cum Cura animarum & omnibus annexis Exercitii publici gesamte Religionen über ihre Glaubens-Genossen allenthalben exerciren mögen / ungeachtet die Kirche selbigen Orths nur einer Religion angewiesen / dahero die Jura Ordinariatus & Stolæ, vielweniger Jurisdictio Ecclesiastica keines wegs auf andere Religions-Verwandte extendi-

ANNO 1705. ret werden / sondern alle dergleichen Prætensiones hiemit expresse aufgehoben / und verbotten seyn sollen.

Wir wollen auch gnädigst / daß die Glocken und Kirch-Höfe von denen Kirchen dependiren / jedoch daß ein Theil dem andern umb die Gebühr bey denen Begräbnüssen / Hochzeiten / und dergleichen / läuten / auch wo nur ein Kirch-Hoff vorhanden / derselbige gesammten Religionen ihre Todten zu begraben gemeinschafftlich erlaubt / und einer jeden Religion ihre Gesänge und Ceremonien dabey zu üben ungehindert gestattet / dabey gleichwohlen jedem verwillet / und frey stehen solle / einen absonderlichen Kirch-Hoff anzuschaffen / oder mit Abtheilung des vorhandenen Kirchhoffs sich untereinander nach Zustand des Orts und Gelegenheit gütlich zu vergleichen ; welches eben den Verstand haben solle / wo die Kirchen gemeinschafftlich überlassen werden / daselbsten die Reparation des Closters denen Catholischen / navim Ecclesiæ aber zu unterhalten denen Reformirten / des Thurns und Glocken-Unterhaltung beyderseits Glaubens-Genossen gemeinschafftlich obliegen solle / es sey dann / daß etwa ein Patronus, Decimator, oder sonsten jemand von alters her die Reparation zu thun obligiret wäre ; So soll auch in denen Kirchen / welche denen Reformirten zu theil / keiner das Jus Patronatus exerciren / der es in Anno 1685. nicht exerciret hat. Und gleichwie ferners zu Zeiten Unserer Vorfahren diejenige aus denen eingezogenen Stifftern / Probsteyen / Clöstern / Prælaturen und dergleichen Corporibus gefallene Renten / und Einkünfften meistentheils ad pias causas verwendet worden / und wir dann gleichmäßig gnädigst entschlossen / alle solche Gefälle von denen gesambten obgedachten Corporibus , wie selbige die sogenannte Verwaltung An. 1685. würcklich besessen / zu gleichmäßigem Ziel gebrauchen zu lassen ; Also verordnen und befehlen wir hiermit und in krafft dieses gnädigst / daß zu Unterhaltung des Reformirten Kirchen-Raths / Pfarrer / Kirchen- und Schuldiener / Reparation , Erbau- und Erhaltung der nöthigen Kirchen und Schulen / fünff sieben Theil von denen eingehenden obgedachten Gefällen an Geld / Früchten / Wein / und dergleichen employret und angewendet werden. Die übrigen zwey sieben Theil deductis pro rata oneribus, Uns / zu Unserer freyen Disposition verbleiben sollen. Und sollen die etwa vorhandene Früchte / oder Wein unter dem gemeinen Land-Preiß und ohne bahrem Gelde nicht begehret / oder durch einen Vorschuß geschmählert / oder sonsten etwas sive ad usus politicos , sive Ecclesiasticos, noch unterm Nahmen der Landes-Rettung und Schutzes verlanget werden mögen.

Und damit allem weiterm Mißtrauen vorgebogen werde / befehlen wir gnädigst / daß vorgedachte Güter und Gefälle durch eine General-Administration bestehend in zweyen Catholischen und zweyen Reformirten Räthen / und übrigen nöthigen Bedienten solcher gestalt verwaltet werden sollen / daß jederzeit quartaliter die Catholische und Reformirten die Einkünfften gemeinschafftlich repartiren / und solche Repartition ungesäumt / und also fort denen Verwaltungs-Bedienten im Lande per modum Rescripti von beyderseits Religions-Verwandten Verwaltungs-Räthen unterschrieben / bekannt gemacht werden / welche alsdann denen beyderseits Religions angestellten Receptoren / nemlich den Cathol. ihre $\frac{2}{7}$ Theil / und die denen Reformirten angewiesene Portion der $\frac{5}{7}$ dem Reformirten Receptori einzulieffern und zu verrechnen haben ; Unterdessen aber bevor die Repartition geschehen / auf keines theils Assignation nicht das geringste abgefolget / Uns aber Rechnung und Reliqua darüber præstiret werden / jedoch daß jedem Theil der Uberschuß zu seinem privaten Gebrauch gewiedmet verbleiben solle. ANNO 1705.

Demnächst sollen die Verwaltungs-Räthe nicht mehr gemeinschafftlich / sondern / jeder Religions-Verwandte über ihr Antheil privative zu disponiren bemächtiget / und die Unter-Bediente alsdann von denenselben separatim dependiren / und ihre Verordnungen unverweigerlich respectiren / wie sie dann in denen Uns leistenden Pflichten würcklich dergestalt sollen angewiesen werden ; In allen übrigen Vorfallenheiten aber bleibt es bey der bißherigen Verwaltungs-Ordnung.

So viel sonst den Reformirten Kirchen-Rath und dessen Jurisdiction betrifft / solle selbiger nach Inhalt der Chur-Pfältzischen Kirchen-Raths-Ordnung von Anno 1564. und wie er An. 1685. bestellet gewesen / hinwieder ersetzet / und bey der ihme vermög gemeldter Ordnung und Observantz / bis ad Annum 1685. zukommender Verzichtung / Freyheit / Immunität / Besoldung / Rang / und Herkommen kräfftigst geschützet und gehandhabet werden.

Worbey wir noch ferners gnädigst verordnen / daß dem Kirchen-Rath bevorstehen solle / so viele Pfarrer und Schul-Diener / als er nöthig erachtet / doch nicht ohne Unserm Vorwissen anzunehmen / selbige nach Befinden zu transferiren / auch die Partheyen zu combiniren und zu separiren.

So soll auch / im Fall ein oder anderer Prediger beschuldiget werden würde / gegen die Catholische Religion unzuläßig geprediget / geschmählet oder sonsten gehandelt zu haben / alsdann die Inquisition , da dergleichen nöthig befunden würde / jedesmahl mit Zuziehung eben so vieler Kirchen-Räthen / als anderer darzu verordneten Commissarien beschehen / und darinnen und sonsten in allen übrigen Beschuldigungen / und Inquisitionen der Chur-Pfältzischen Inquisitions-Ordnung gemäß verfahren / und unpartheyische Justitz administrirt werden.

Und damit auch Unsere vormahls so berühmte Universität zu Heydelberg um so viel ehender wieder in vorigen Flor und Frequentz gerathen / gesamten Religionen auch in allen Facultäten zu profitiren Gelegenheit gegeben werden möge ; so haben wir gnädigst resolviret / zu der Theologischen Facultät beständig zwey Reformirte Theologos gnädigst zu verordnen / und selbige mit der gewöhnl. vorigen Besoldung ordentl. salariren / und unterhalten zu lassen ; wie wir dann vorjetzo von Unserm Reformirten Kirchen-Rath ein oder andern Vorschlag erwarten / wie wir solche Professuren zu bestellen vermöchten / gestalten wir auch hiernechst bey Abgang eines oder andern Reformirten Theologi , zu Ersetzung der dadurch vacirenden Professur gedachten Kirchen-Raths unterthänigste Vorschläg gnädigst erwarten wollen. Worbey wir gnädigst declariren / daß die Allmosen / so von jeder Religion â parte gesammlet / oder gestifftet werden / auch von jeder privative administriret und distribuiret werden.

Die Legata und Capitalien aber / in specie zu Heydelberg / Manheim / Franckenthal / und andern Orthen / so noch vorhanden / und nicht bereits anietzo consumiret seynd / werden denjenigen Religions-Verwandten restituirt und gelassen / so vor der eingeführten Gemeinschafft / oder Theilung in deren Possession gewesen / und administriret jeder Religions-Theil die seinige privative, worinnen von keinem dem andern eingegriffen werden solle. So viel aber die Stipendia anbelanget / so Anno 1685. in Observantz gewesen / wird es eben-

ANNO 1705. ebenfalls nach sothanem Jahr damit gehalten/ und kommen selbige/ wie auch diejenigen/ so seithero gestifftet worden/ oder noch gestifftet werden möchten/ nach des Testatoris Willen/ denjenigen Religions-Verwandten zu/ deren der Fundator gewesen.

Bey den Spitalern/ Waisen-auch andern dergleichen Armen-Häusern/ so für die Einwohner und Bürger gewidmet seyn/ wollen wir/ daß nach der von uns concedirten Proportion der $\frac{2}{7}$ und $\frac{1}{7}$ Theil/ jede Religions-Verwandten recipirt/ und in ihrer Religion nicht turbiret: Bevorab aber die Waisen nach der Religion/ deren der Vatter gewesen/ erzogen werden.

In dem übrigen aber verordnen wir gnädigst/ daß ohne Ansehen der Religion/ die Armen/ oder Krancken aufgenommen werden/ und ebenfalls alle Gewissens-Freyheit geniessen.

Wir wollen auch/ und befehlen gnädigst/ daß denen Evangelisch-Lutherischen nicht allein die An. 1624. zugekommene/ sondern auch diejenige Kirchen/ welche sie seithero erbauet/ oder noch künfftig erbauen/ privative gelassen.

Das von uns aufgerichtete Evangelisch-Lutherische Consistorium auch von den Reformirten Kirchen-Rath independent verbleiben/ denen selben annebenst dasjenige/ so ihnen an geistl. Gütern/ Pfarr-und Schul-Häusern/ Zehenden/ Renten und Gefällen/ An. 1624. erweißlich zugekommen/ zu ihrer Administration überlassen werden solle. Urkund unserer eigenhändiger Unterschrifft und hierauf gedrucken geheimen Cammer-Cantzley-Secret-Insiegels. Geben in Unserer Residentz-Stadt Düsseldorff den 21. Nov. 1705.

Joh. Wilhelm/ Churfürst.

L.S.

UNd dann so wohl dem Publico, als höchstgedachten Ihr. Kön. Maj. u. Churfl. Durchl. selbsten daran nicht wenig gelegen/ daß zu Vermeidung aller etwa hiernechst besorgenden weitern Religions-Trennungen/ ob-bemelte Declaration in allen Puncten und Clausulen nicht allein anietzo zur Execution gebracht/ sondern auch hinkünfftig/ biß man von gesambten Reichs wegen sich der Religions-Gravaminum halber etwan anders vergleichen/ oder in dessen Entstehung eine Comitial-Decision erfolgen möchte/ unverbruchl. gehalten und beobachtet/ auch gesambte Interessirte Religions-Verwandte dabey auf das kräfftigste geschützet und manuteniret werden/ daß höchstgemeldte Ihr. Churfl. Durchl. zu Bezeigung Ihr vor Ihr. Königl. Majest. in Preussen beständigst habender Hochachtung nicht allein vorbesagte Declaration dergestalt zu baldigster Execution bringen zu lassen fest gestellet/ daß/ so bald der Kirchen-Rath durch die abgängige Subjecta wieder bestellet/ gestalten Ihr. Churfürstl. Durchl. daruber von gemeldtem Kirchen-Rath ehestens die nöthige Vorschläge erwarten/ den Anfang sothaner Execution durch dero expresse darzu bestellte Commissarios und besagten Reformirten Kirchen-Rath machen/ und den Rest zum schleunigen Ende befördern lassen wollen; Sondern versprechen und geloben auch hiermit/ und in Krafft dieses vor sich und Ihrer Chur Nachkommende/ gemeldte Declaration, wie selbige von Wort zu Wort hier oben geschrieben/ in obgemeldten Chur-Pfältzischen Landen/ fest und unwiederruffl. halten und beobachten zu lassen. ANNO 1705.

1.) Wollen mehr höchstged. Ihro Churfürstl. Durchl. daß in dem an den Herrn Bischoffen zu Würtzburg oppignorirten Ambt Boxberg der Status Religionis, quo tunc, observiret werde/ wie in der Pfand-Verschreibung von 18. Febr. 1691. expresse paciscirt worden.

2.) Daß wegen Dirmstein und derjenigen Orten dieses Ampts/ wie auch der Kellerey Stein/ so an des Hrn. Bischoffen zu Wormbs Hochfürstl Durchl. unlängst cediret/ und dabey der Status quo paciscirt worden/ Ihre Churfl. Durchl. dero Officia nebst des Königs in Preussen Maj. dahin anwenden wollen/ damit obgemeldte Declaration gütlich angenommen/ und daselbst observiret werde/ in allen übrigen etwa Lehn-weise oder sonsten etwa abgegebenen Orten es ebenfalls in puncto Religionis usque ad Comitialem Decisionem in Statu hujus Declarationis verbleiben solle.

3.) Daß ratione des Ambts Böckelheim Ihr. Churfl. Durchl. bey Chur-Maynz und der Käyserl. Sequestration Ihre Officia nebst des Königs in Preussen Majest. dahin interponiren wollen/ damit durante sequestratione, und biß zur Comitial-Decision dieser Declaration allda gleichfalls nachgelebet werde.

4.) Wann Ihro Churfl. Durchl. hiernechst etwas vertauschen solten/ so wollen dieselbe jederzeit den Statum Religions, salva Comitiali decisione nach obiger Declaration ausbedingen/ u. keine

5.) Verwaltungs-Güter alieniren/ sondern selbige jederzeit vorbehalten.

6.) Diejenige Verwaltungs-Güter/ so die Catholische Geistlichkeit bereits besitzet/ wollen Ihro Churfl. Durchl. in Rechnung jährlich bringen/ und deren Einkünfte an den zwey siebenden Theil decourtiren lassen/ auch alles/ was Ihrer Churfl. Durchl. Krieges-Commissariat nach gepflogener Liquidation vor empfangenen Haber/ oder sonsten schuldig zu seyn befunden wird/ davon wollen dieselbe fünff sieben Theil denen Reformirten restituiren lassen/ welche sie zu Erbauung ihres Gymnasii und Collegii Sapientiæ anwenden sollen.

8.) Obhöchstged. Ihre Churfürstl. Durchl. wollen auch nicht gestatten/ daß die Verwaltung der Universität ein mehrers als sie An. 1686. gezogen/ jährl. entrichte/ oder von einem alten Rückstand Prætensiones gemacht werden/ indeme sie selbst nichts genossen.

9.) Und gleichwie die Verwaltung pari numero Religionis von Reformirten und Catholischen angeordnet worden/ und derselben Unter-Bediente in fünff-sieben Theil Reformirten bestehen werden/ also wollen Ihro Churfürstl. Durchl. bey jedesmahliger Vacantz selbige wieder mit Reformirten besetzen/ und der Reformirten Kirchen-und Verwaltungs-Räthen unterthänigsten Vorschlag jederzeit deswegen erwarten/ und den tüchtigen annehmen/ wo aber die Corpora durch Admodiationes, gleichwie bißher/ administriret werden/ solle nicht auff die Religion/ sondern auf die meistbietende reflectiret/ jedoch keine Geistliche von beyderseits Religionen dazu admittiret werden.

10.) Denen Reformirten Pfarrern u. Schuldienern wollen Ihro Churfürstl. Durchl. gleiche Freyheit und Immunität von allen Oneribus geniessen lassen/ als von Schatzung/ Wacht/ und Frohn/ und allen übrigen Lasten/ wovon sie unter ihrer eigenen Religion zugethanen Herrschafften befreyet seynd/ und sie sub prætextu Juris Patronatus, collaturæ, &c. so bey derselben Vorfahren denen Churfürsten/ Pfaltzgraffen Carel Ludwig/

und

ANNO 1705. und Carl Christmildesten Andenckens nicht in Ob servantz gewesen / an ihren Functionen nicht hindern lassen.

II.) Versprechen und wollen Ihro Churfürstl. Durchl. auch / daß es mit dem Ober-Amt Germersheim auf nachfolgende Weise gehalten werden solle / nemlich deß wegen der Gewissens-Freyheit / Ehe-Sachen / ungehinderten Exercitii publici cum annexis & privati in allen und jeden Orten dieses Ober-Ambts / der geistl. Jurisdiction, Jurium parochialium & curæ animarum, Aufrichtung neuer Kirchen mit Thürmen / Glocken und Zugehörungen / Schulen / Pfarr- und Schulhäuser / eben auf denselbigen Fuß gehalten werden solle / wie Ihro Churfürstl. Durchl. solches in dero übrigen Chur-Pfältzischen Landen zu erhalten unter heutigem dato declariret haben / zu dessen Folge dem Reformirten Kirchen-Rath so viel Pfarrer und Schuldiener in gedachtem Ober-Ampt anzuordnen / als von demselben nöthig zu seyn erachtet wird / erlaubet und zugesagt seyn solle / und versprechen Ihro Churfürstl. Durchl. zu denen jenigen Kirchen / so die Reformirte weiters in gedachtem Ober-Ambte Germersheim bauen werden / das dazu nöthige Holtz aus dero nechsten Waldungen gratis hergeben zu lassen.

So viel die Stiffter / Prælaturen und Abteyen zu Cuserthal / Hörd / Seltz / Elingen / Münster / und Germersheim angehet / behalten selbige die Catholische sambt denen dabey befindl. Stiffts- oder Kloster-Kirchen / nebenst allen darzu gehörigen Renten und Gefällen privative, denen Reformirten und Evangelisch-Lutherischen aber bleiben alle diejenige Kirchen / wo sie selbige anjetzo besitzen / wobey ihnen die Kirchen zu Impflingen / Schechenheim / und Godramstein auch einzuräumen / gestalten mehr höchstged. Ihr. Churfürstl. Durchl. dann auch gnädigst verwilligen / daß vor allen übrigen sich in gemeldtem Ober-Ampt befindl. geistl. Corporibus, wie selbige Anno 1685. unter der Verwaltung gestanden / zu Unterhaltung der nöthigen Prediger / ein dritter Theil denen Reformirten zukommen / und gleich übrigen geistl. Gütern nach Inhalt vbiger Declaration verwaltet werden mögen.

Dahingegen Ihr. Königl. Majest. in Preußen geloben und versprechen / daß sie wegen der zu Regenspurg auff dem Reichs-Convent vorgekommenen Chur-Pfältzischen Religions-Gravaminum keine weitere Klagen führen / auch im Fall derentwillen anderwerts was vorkommen solte / Sr. Königl. Majest. selbige / so viel mögl. biß zur Comitial-Erörterung und Decision ablehnen und sich mit deme / so in vor offterwehnter Declaration enthalten / allerdings befriedigen wollen.

Dessen zu wahrer Urkund seynd gegenwärtigen Recesses zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / und mit beyderseits hierzu verordnet- und deputirter Ministrorum eigenhändiger Unterschrifft und fürgedruckten Petschafften bekräfftiget / und pacisciret worden / daß beyderseits gnädigster Herrn Principalen Ratificationes, so bald möglich / gegen einander ausgewechselt werden sollen / so geschehen Düsseldorff den 21. Novemb. 1705.

LX.

1706. 12. Janv. *Fœdus inter Rempublicam* VENETAM *ab una, & Inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium promittunt & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstandum. Actum* 12. *Januarii* 1706. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

In nomine Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis Dei Patris, Filii & Spiritus Sancti, Amen. ANNO 1706.

QUANDOQUIDEM æterno omnium rerum Creatori & Conservatori Politiarum inde ab Orbe condito placuit Concordia atque Justitia omnia augere atque promovere, ut ita sincera Amicitia & vicinia Politiæ & Reipublicæ divina favente Clementia perfectiorem suam securitatem consequi & conservare usque & usque possint, majores etiam Antecessores nostri Sereniſſimæ Reipubl. Venetæ, sic & inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ non solum pristinorum seculorum decursu Amicitiam fidelem arctioremque conjunctionem, Cœlesti irrorante gratia, semper coluerunt, verum etiam quia firmissima inter Respubl. Amicitia, quæ quanto vetustior tanto robustior, anno supra millesimum sexcentesimum decimo sexto pro mutua sui conservatione Fœdus invicem inierunt. Quemadmodum vero eorum & optanda sequendaque maxime Societas, qui semper officium & fidem servarunt, quia probata fides comprobat Amicitiam, ideo

Nos Aloysius Mocenigo Dei Gratia Dux Venetiarum &c. Et nos Senatus Major & Minor Ducentum Virorum Civitatum Tigurinæ & Bernensis, Membra veteris illius ac magni Fœderis superioris Allemanniæ, Helvetiæ, ante oculos nobis ponentes præsentium temporum faciem omnino requirere, ut Principes atque Respubl. majorem subinde curam & operam impendant, quin Unionum, Amicitiarum, & conjunctionum fidarum vinculo se tutos præstare, salvosque & incolumes conservare valeant, quod ut fiat, liberis cum primis & veteri Amicitia sibi invicem conjunctis Rebus Publ. & Statibus, quales nos divina providentia esse voluit, opera sedulo danda est, in eundem finem veterem restaurare necessitudinem & Confœderationem conveniens atque necessarium reputantes.

Nos prædictus Venetiarum Dux circumspectum virum Vendraminum Bianchi ad commemoratos Amicos nostros ambarum inclytarum Urbium Tigurinæ & Bernensis ablegavimus, qui id Mandato ageret, quomodo vetus & optima illa Amicitia inter Rempubl. nostram atque ipsas Urbes renovato Fœderis vinculo ad utriusque Partis commoda & protectionem conservari & propagari possit. Id quod DEO T. O. M. benigne annuente aliquod interlocutionibus peractum est, ita ut nos prædictus Dux Venetiarum ex una parte, & nos Consul, Scultetus ac Senatus uterque Urbium prædictarum Tiguri & Bernæ ex altera parte ad Dei gloriam salutem & prosperitatem mutuam in Dominio Veneto & ambarum Urbium Tigurinæ & Bernensis Jurisdictionibus & Terris illorumque Subditis fovendam & conservandam, sincera mente & deliberato Consilio, his qui sequuntur Articulis & Conditionibus, arcto Fœdere & vera animorum conjunctione (quod felix fauſtumque sit) nosmet ipsos obligaverimus.

I. Sereniſſima Respublica Veneta & binæ Inclytæ Urbes Helvetiæ Tigurum & Berna, omnibus in rebus bonam Amicitiam & Vicinitatem inter se colunto, sicut veros, sinceros & bonos Amicos & Confœderatos decet.

II. Si Sereniſſima Respublica Bellum gerens, sive Belli periculum exspectans à binis Inclytis Urbibus Tiguro & Berna Milites desideret, teneantur hæ in auxilium & subsidium illius conservationem mittere peditum 4000 voluntariorum, qui in duas Legiones & totidem Collonellos, Tigurinum unum, alterum Bernensem distincti sunto, assignati cuilibet Vexillo viri 2000. Quod si Sereniſſima Respublica tanto numero non opus habeat, teneatur petere ad minimum 2000, ita tamen, ut huic numero minori non duo sed unus duntaxat Collonellus præficiatur, qui quidem in prima expeditione sit Tigurinus, & Collonellus Locumtenens Bernensis, in secunda vero Collonellus Bernensis & Collonellus Locumtenens Tigurinus, adeo ut Urbium ambarum Collonelli alternas vices gerant, & si accidat, ut durante expeditione Collonellus aliquis moriatur, vel quacumque ratione Militiam deserat, Successor ipsi ex eadem Urbe unde fuit constituatur; cum hac declaratione, ut quælibet Urbs posteriori casu quinque vexilla suppediteet, atque hi Milites sive majori sive minori numero obligati sunto Sereniſſimæ Reipublicæ fideliter servire, tum in Castris tum per Præsidia ad defensionem Regionum & Populorum ipsi hoc tempore

sub-

ANNO 1706. subjectorum, in Continenti sive in Terra firma Italiæ, contra omnes & singulos, qui hostiliter eam oppugnare possent; attamen si Serenissima Respublica Veneta ab utraque parte Militem petat eo tempore, quo vel utraque vel alterutra in periculo sit, sive in imminentis Belli discrimine constituta sit & Bellum pertimescat, nec utraque nec alterutra teneatur auxilia permittere, quin & supradicti Urbium Milites Serenissimæ Reipublicæ militantes ab oppugnationibus, & à Militia maritima plane eximantur. Officiales uniuscujusque Vexilli erunt Locumtenens superior & inferior, 1. Vexillifer, 4. Præfecti Vigilum, 4. Officiales inferiores, 6. Corporales, 6. Appuntati, 4. Tamburi & unus Tibicen, itemque Chirurgus, Bellicus & Trabantes eodem numero 200. Militum comprehendantur.

III. Si Serenissima Respublica constituerit expeditionem facere & in Urbium ambarum Regionibus, ac Jurisdictionibus Milites conscribere, teneatur tunc ea singulis Capitaneis pro Vexillis illorum solvere 533. Dublones Hispanicos justi ponderis ante profectionem pro sufficienti cautione, eo modo ut post unum annum effluxum singulis mensibus 30. Dublones detrahendo Serenissimæ Reipublicæ restituantur, sin vero, in primo Armilustrio vel in sequentibus, unus aut plures in numero commemorato 200. Militum, desiderentur pro singulis qui desiderantur Capitaneo menstruatim detrahantur Dublonus unus cum dimidio minus una libra Veneta, & pro mensibus singulis computari debent dies 30, & pro anno menses duodecim.

IV. Quod si instituta expeditione una vel altera Urbs 200. Milites cum necessariis suis Officialibus ad profectionem paratos habeat, tunc eos dimittere potest cum attestatione, quo die ab Urbe profecti sint, adeo ut eodem tunc die his Militibus conscriptis, stipendium tunc initium sumat; postea vero pro reditu ad Patriam Vexillis singulis stipendium unius mensis vel 30. dierum in profectionem à Serenissima Republica solvitor; verum cum hac clausula, ut hi Milites exautorati vel in patriam remitti non debeant eo tempore quo montes nivibus clausi, adeoque itineri faciendo inapti sint.

V. Si Milites Urbium ambarum servitio Serenissimæ Reipublicæ semel destinati tribus durantibus annis in servitio habeantur, neque durante hoc tempore exauctorari possint, & si prælium committatur in quo, auxiliante Deo, victoria reportetur, Serenissima Respublica stipendium menstruum præliarium Collonello, Capitaneis, Officiariis & Militibus gregariis persolvito.

VI. Conformatis Castris Regimina pro hodierna ratione militandi in Battaliones quidem dividi possunt; si vero ambarum Urbium Milites in Serenissimæ Reipublicæ propugnaculis & Arcibus per præsidia sint disponendi tunc Regimina dividi possunt per Vexilla, Milites vero à propriis Vexillis non separentur, sed una maneant.

VII. Collonelli & Capitanei obligati sunto in Castris atque in rebus Militaribus obedire Archistratego Serenissimæ Reipublicæ, Generalibus, Gubernatoribus, Generalibus Proveditoribus, aut aliis qui, ipsorum nomine, imperium in Exercitum habent, at in præsidiis Milites teneantur obedire eorum Rectoribus & Gubernatoribus, sicut apud alios Officiales & Milites Serenissimæ Reipublicæ usus est.

VIII. Quod si ambæ Urbes simul, aut una separatim ab hostibus suis Bello impetantur, aut in periculo imminentis Belli fuerint tempore illo, quo Milites earum Serenissimæ Reipublicæ stipendia merent, licitum tunc illis esto eos domum revocare, eorumque opera declinandis propriis periculis uti, sic tamen ut in tali casu Serenissima Respublica ejusmodi Militibus revocatis teneatur dare stipendium unius mensis pro reditu à Limitibus ejus, nec non illos usque ad Confinia sua versus Rhætorum Dominium tutos, securosque & ad transportandos ægrotos & Officialium suppellectilem necessariis carris instructos sine Officialium & Militum expensis deducere.

IX. Ambarum Urbium Milites armati sunto Sclopetis vulgo *Fusilis* dictis, Bajonetis & Bandoleriis, liberumque esto prædictis Urbibus ipsismet hoc modo in Patria sua Milites armandi vel armaturam Serenissimæ Reipublicæ concedendi, quo posteriori casu singulis Militibus menstruatim sex Solidi Veneti, pro consumptione Armorum detrahantur: Teneatur vero Serenissima Respublica Veneta pro singulis sic armatis Vexillis sive in Campo sive per Præsidia operaeorum utatur, menstruatim persolvere Doblones Hispanicos trecentos triginta tres justi ponderis, singulis autem Collonellis tam pro menstruo honorario unius cujusque Regiminis, Doblones Hispanicos centum quadraginta quinque justi ponderis persolvantur, sic nos clarius explicantes, si Serenissima Respublica alio aureo vel argenteo nummorum genere omnes expensas in hoc Tractatu expressas facere cogitet & quivis Duplus Hispanicus aureus novem libras monetæ Venetæ computetur, tum ad æqualem constituendum valorem sequentes aurei & argentei numi hoc pretio expendantur, scilicet Duplus Italicus pro viginti octo libris & decem solidis; Cechinus pro 17. Libris, Scutus seu Coronatus argenteus pro novem Libris & 12. Solidis, Philippus seu Justina Veneta pro 8. Libris & 10. Solidis, Ducatus aureus seu Hungarus pro 16. Libris, Ducatus currens pro sex Libris & 4. Solidis supradictæ Monetæ Venetæ. Quod si unus vel alter Capitaneus plures quam ducentos Milites, imo usque ad numerum ducentorum viginti habent, hi viginti supernumerarii dum sint effectivi & Helvetii, stipendium unius Dublonis & tertiæ Partis accipiant. Non gravabitur etiam Serenissima Respublica dare Militibus pulverem Tormentarium & Plumbum gratis, prout id apud alios Principes ac Dominos hactenus in usu fuit. Si unum quodque Vexillum minori numero quam centum septuaginta quinque Militum numero fuerit, Capitaneus perdet Doblones viginti menstruatim, & si diminuatur infra centum septuaginta quinque, Capitaneus perdet Doblones quadraginta. Quod si prælium committatur, & ea sive etiam morbi contagiosi causa (id quod Deus avertat) Vexilla diminuantur, Capitanei duorum mensium spatio stipendium accipient, secundum ultimam lustrationem præcedentem, ut eo facilius numerum suorum Militum redintegrare possint.

X. Milites ambarum Urbium, qui Serenissimæ Reipublicæ serviunt, omnibus ac singulis Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, ritibus & consuetudinibus tam in administrando jure, & exercenda Justitia, quam in aliis omnibus rebus fruantur, quibus in Gallia & alibi utuntur & hactenus omni tempore usi sunt. Militibus etiam pro libero Exercitio Religionis in aliqua domo locus commodus & honestus assignandus, neque hi in Exercitio suo ullo modo turbandi, aut ulla occasione nec publicè nec privatim molestandi erunt, itemque pro sepultura mortuorum locus honestus permittendus.

XI. Ægrotantes Milites in Xenodochia recipiantur, iisque tamdiu stipendium cedat, quamdiu Serenissimæ Reipublicæ servitio sint addicti, usquedum aut convalescant aut morte perfungantur, utque nihil hoc tempore detrahatur, quam aliis Serenissimæ Reipublicæ Militibus detrahi solet. Liceat etiam Pastoribus Bellicis suæ Nationis eos invisere, eos consolari, sine ullo impedimento, nec cuiquam concedatur, eos à sua Religione quocunque modo avellere.

XII. Si Serenissima Respublica destinatum stipendium Capitaneis in singulos menses non solvat prompte, debet tunc eis numerare stipendium juxta Tabulas ultimas lustratorias hac cum exceptione, si armilustrium primis decem diebus, quando mensis initium cepit, non sit habitum, ut tunc mense illo nullus Capitaneus teneatur Vexillum suum lustrare, sed stetur, ut supradictum, Catalogo Armilustrii præcedentis proxime.

XIII. In conscribendis Militibus utriusque Collonelli nominatio penes Serenissimam Remp. esto, at Capitaneorum electionem Urbium ambarum Magistratus reservant sibi, ita tamen, ut tum Collonelli, tum Capitanei debeant esse Incolæ Officiorum Publicorum in Urbibus Tigurina & Bernensi capaces, qui non minus Magistratibus utriusque Urbis, quam Serenissimæ Reipublicæ placeant & non plus quam unus Capitaneus singulis Vexillis est præponendus, hi vero Capitanei electionem Officialium subalternorum liberam habeant, hac tamen conditione, ut homines ad id idoneos, atque ambarum Urbium Incolas nullo modo vero exteros eligant.

XIV. Omnibus & singulis utriusque Partis personis ac Subditis reciproca potestas esto in ipsarum Urbibus & Territoriis libere eundi, permanendi, transeundi, redeundi, agendi & administrandi quævis negotia, res & artes suas tam Mercimoniales, quam Militares sine impedimento aut ullis Impositionibus aut Gravaminibus, quocunque tandem nomine insigniun-

ANNO 1706. niuntur, adeo præter hucusque consueta Vectigalia aliud persolvere non teneantur, à quo expresse excipitur Vectigal Corporale, item Boletæ, & Bona, quæ quis Valisiis impacta aut proprio vehit equo, aut bajulat corpore suo, pro quibus nunc Vectigal debet exponi, & illorum causa quemquam inquiri, attamen reservantur hîc tempora, quibus morbi contagionis regnant, tunc enim quælibet Respublica Commercia & Transitum potest inhibere pro lubitu quoad suspicio contagionis durat, quod intellectum quoque volumus de Urbium ambarum Militibus à Militia Veneta exauctoratis, aut ab Urbibus revocatis, ut nempe euntes & redeuntes cum apparatu suo Militari omni, quidquid bajulant corpore aut equis, vel alio modo vehunt, ab omni Vectigali prorsus sint immunes, prout vetus hæc consuetudo apud omnes Nationes invaluit. Definitum præterea est, ut tum Tigurini tum Bernenses, sive transeant, sive Reipublicæ Venetæ stipendia mereant, & morte perfuncti sint, itidem à Vectigali aliove onere immunes sint, libere & absque impedimento sive impositione ex Territorio Veneto vehi aut in honestis Locis sepeliri possint, ipsorum Bona legitimis Heredibus relinquantur, quod in Ditionibus ambarum Urbium pari & reciproco modo erga Sereniſſimam Rempublicam & ejus Subditos observabitur. Cuilibet Vexillo liceat habere ex suis Militibus qui comestibilia vendat in Campo, hicque omnium onerum & impositionis immunis sit, in Præsidiis vero hicce homo ratione comestibilium cum Impressariis aut Gubernatoribus Reipublicæ convenire teneatur quoad solutionem Vectigalium, ita tamen, ut comestibilia sua nemini, quam Militibus Helvetiis vendat. Ratione Privilegiorum, Prærogativorum, Beneficiorum, Hospitiorum & Utensilium Milites Helvetii, ut & eorum Collonelli aut Officiales, pari modo tractentur, ut alii Sereniſſimæ Reipublicæ merentes.

XV. Ambæ Partes teneantur omnibus Militibus aliarum Nationum, qui ad partem oppugnatam per Jurisdictionem alterius se conferre volent, liberum transitum concedere, ita tamen, ut Magistratus, per cujus Ditionem transitus iste instituitur, de eo prius erudiatur, atque moneatur & ut serventur Leges, quas Magistratus jam dictus præscribere posset, & Conventiones inter Cantones Helvetiæ, per quorum Dominium transitus faciendus esset.

XVI. Quæsibet Respublica teneatur hostibus Partis alterius transitum per sua Dominia negare, nec non manu etiam armata, si opus sit, & viribus necessariis eos à transitu arcere & propulsare.

XVII. Si ambæ Urbes Tigurum & Berna, vel una earum Bello petantur, tunc Sereniſſima Respublica tum Urbi, quæ Bello invaditur, tum etiam alteri, quæ Bello petitur, teneatur auxilium ferre; singulis menstruatim numerare Ducatos 4000 Venetos, aut horum valorem, ad sumptus illarum Bellicos, in auxilium & sublevationem necessitatis ipsarum, quoad Bellum durat, ita quidem, ut cum primum Sereniſſima Respublica per Urbes hac de re certior fiat, & in angustiis suis Bellicis prædictam opem sint petituræ, & sine interposita mora & absque ulla reservatione, illam ad menses tres in singulas binas Urbes distincte dari curet, & si Bellum trimestri diutius duret, ut tunc iterum ad trimestre altera summa commemorata numeretur, de qua summa expensa ambæ Urbes Sereniſſimæ Reipublicæ finito Bello, rationem reddent, & quam semper rationem reddere tenebuntur, quid nempe ex Fœderis pacto de pecunia accepta, aut insumtum sit, aut remanere possit, Sereniſſimæ Reipublicæ reddendum.

XVIII. Quod si una vel altera Urbs, quæ Bello conflictatæ auxilia juxta Fœderis pacta & petiit, & accepit, Pacis Tractationem instituere velit, teneatur ea Coadjutores suos ante concluſionem Pacis hac de re certiores facere, quo & ipsi suo lubitu & commodo ea in pace comprehendi, aut præteriri possint.

XIX. Sereniſſima Respublica sub finem cujusque anni, à die Ratificationis hujus Fœderis, quamdiu illud durat, utriusque Urbis Magistratibus, singulatim persolvito pro pensione annua 711. Doblones Hiſpanicos justi ponderis in manu hujus, quem dictæ Urbes ad recipiendum constituent.

XX. Omnes & singuli Urbis Cives ac Subditi liberam potestatem habeant eundi, permanendi, transeundi, redeundi, habitandi & negotia sua exequendi in toto Dominio Veneto, sine impedimento inquisitionis. Eadem potestas esto Sereniſſimæ Reipublicæ Subditis in ambarum Urbium Dominiis, dummodo neutri eorum loquantur, disputent, aut rem ullam exerceant vel agant, quæ contra Religionem eorum locorum in quibus degerint, esse possit. ANNO 1706.

XXI. Neutri Parti licitum esto ad se recipere alterius rebelles aut perduelles, vel propter atrocia crimina condemnatos, uti Latrones, Sodomitas, publice infames, Fures, Proditores, Incendiarios, violatores & raptores Virginum, prædones, ac falsos Monetarios, sed quælibet Pars teneatur personas hujusmodi condemnatas atque proscriptas alteri Parti cujus sunt Subditi reddere, si repetantur & æqui sumptus refundantur.

XXII. Præsens Unio & Confœderatio debet durare duodecim annos proximos & amplius, pro Partis utriusque placito, & dum alterutra Partium ei non renuntiet; Utra vero Pars ei renunciare volet, ea tenebitur id alteri Parti notum facere annum ante duodecimum, & quamvis renunciatio fuerit facta illo tempore, tamen Fœdus usque ad finem duodecennii firmum & constans maneto. Quod si sub finem duodecennii neutra Pars huic renunciaverit, tum illud confirmatum habeatur per alterum duodecennium & sic succeſſive; At si forte sub finem duodecennii, renunciatione jam facta Fœderis, alterutri Parti adhuc periculum aut necessitas quæpiam incumbat, liceat ei tunc aut admissa auxilia Militum retinere, aut commemorata pecunia promissa uti tantisper, dum omne periculum præteriit.

XXIII. Si lites utrinque oriantur, & amicabiliter (quæ via prius tentanda est,) componi nequeant, quælibet tunc Pars duos idoneos Judices eligat, qui quaterni Curiæ Rhætorum conveniant, litesque finiant; si id facere nequeant, quippe in duas æquales Partes divisi, tum a qualibet Parte tertius quispiam vir prudens & neutri Parti suspectus aut addictus assumatur, ex quibus, duobus modo assumtis, sorte eligatur Judex supremus, quique probatione unius vel alterius Sententiæ, controversam litem decidat, cujus judicium postea ratum haberi possit.

XXIV. Si lites oriantur inter utriusque Partis homines privatos, quibuscunque de causis, actor reum in jus citato sub illo Magistratu, cui reus ille est subjectus, qui Magistratus jus procurabit, & dicet sine longiori interposita mora, dictam vero Sententiam exequetur absque respectu Personæ hujus vel illius Religionis.

XXV. Durante hoc Fœdere neutræ Parti licitum esto Fœdus cum quoquam facere, quod præsentis Fœderis Articulis ullo modo repugnet aut præjudicio esse possit.

XXVI. Denique ambæ Urbes Tigurum & Berna in hac Unione & Confœderatione sibi reservant Sacrum Romanum Imperium & omnia Fœdera, Pacta & Conventa, quæ ipsis sunt cum Fœderatis suis Helvetiis, nec non perpetuas & certis annis determinatas Uniones, ante hoc Fœdus initas, & nominatim Tractatum Pacis perpetuæ, & Fœderis cum Regno Gallia, adeo ut Fœderibus & Conventis illis omnibus ac singulis communiter & privatim per præsens hoc Fœdus nihil derogari aut præjudicio vel incommodo servire, verum omnia sincere & integre servari debeant, omni fuco ac dolo malo penitus excluso.

XXVII. Et si ullus reservatorum ab Inclytis Urbibus Sereniſſimam Rempublicam invaderet aut quoviscunque modo damnum inferret, directe aut indirecte, in Regionibus, Civitatibus & Ditionibus, quas pro præsenti tenet, tunc ambæ Inclytæ Urbes, absque ulla consideratione reservationis supra scriptæ, Partem læsam atque molestia infestatam ac turbatam contra quoscunque aggressores tueri, & ipsi subsidio venire, obligatæ sunto.

XXVIII. Ad hoc autem, ut Milites duarum Inclytarum Urbium pro Sereniſſima Republica conscribendi ab Illustriſſimis DD. Rhætis Trium Fœderum transitum liberum habeant per illorum Dominium, Sereniſſima Respublica simul & conjunctim cum ambabus Inclytis Urbibus omnia sua studia & officia, ut hicce transitus liber obtineatur, conferat, & ipsæmet Urbes Inclytæ, prout opus erit, & Sereniſſima Respublica postularit, in ejusdem Reipublicæ impensis sumptibus, Legatorum suorum expeditionem studiis Residentis Veneti adjungere non recusabit.

In fidem & testimonium rerum omnium supra commemoratarum ambæ Nos Partes ternas Tabulas Fœderis ejusdem exempli, tum Sereniſſimæ Reipublicæ

ANNO 1706. publicæ tum binarum Inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ, appensis Sigillis secretioribus communiri jussimus.

Actum die 12. Januarii, anno à Nativitate Domini & Redemptoris nostri Jesu Christi MDCCVI.

LXI.

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *touchant la Discipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars* 1706. [Feuille volante.]

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, aïant meurement & attentivement consideré, de quelle maniere on pourroit le mieux remedier aux abus, aux déréglemens, & aux desordres, qui depuis quelque tems se sont glissez dans l'Armée de l'Etat, par le relâchement, & l'inobservation des anciens Ordres & Reglemens, ou autrement; tant à l'égard de la subordination convenable & necessaire de la Discipline Militaire, de l'ordre touchant le fourage, des Gardes, des Ceremonies, du Secret, qu'à l'égard du soin que l'on doit avoir pour que la Milice soit complette, des Sauvegardes & des autres choses semblables; de quelle maniere on pourroit & devroit mettre de meilleurs ordres, & comment on devroit faire en sorte que le tout fut observé; après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat, ont trouvé bon, d'établir, statuer & ordonner par ce present Reglement, comme nous établissons, statuons & ordonnons par ces presentes, les Points & Articles suivans.

I. Lors que deux *Velt-Marechaux* se trouveront dans une même Armée, le premier commandera seul en Chef, en se communiquant avec le second en toutes choses, & dans un jour de Bataille, le second se tiendra soit auprès du premier, pour s'aider mutuellement de la main & du conseil, ou bien, où ils trouveront être à propos.

II. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, se trouveront dans une Armée, sans un General au dessus d'eux, ou un du même rang qui soit plus ancien, le premier commandera en Chef, & le second commandera la Cavalerie, ou l'Infanterie respectivement, & en un jour de Bataille le second prendra en consequence le poste, qui appartient au General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie respectivement.

III. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie se trouveront dans une Armée, sous un General au dessus d'eux, ou plus ancien, le premier fera seul tout le détail de la fonction, mais dans les affaires de quelque importance il se consultera avec le second, & prendra son poste en un jour de bataille dans la premiere Ligne, & le second sera dans la seconde Ligne.

IV. En l'absence des Generaux respectifs de la Cavalerie, & de l'Infanterie, les plus anciens Lieutenans-Generaux, ou Generaux-Majors, qui se trouveront sous le commandement d'un General au dessus d'eux, soit dans la Cavalerie, soit dans l'Infanterie, ne seront point dispensez de rouler avec les autres Generaux de même caractere.

V. Le General de l'Artillerie n'aura du chef de sa Charge aucun rang plus haut, que celui de Lieutenant-General, & roulera avec les Lieutenans-Generaux, sans se mêler d'aucun autre détail, que de celui de l'Artillerie, excepté lors que les autres Lieutenans-Generaux seront absens.

VI. Leurs Hautes Puissances entendent, sans préjudice des Droits du Gouverneur de l'Ecluse & des Forts & Places de Flandres de sa dépendance, pouvoir se servir pour le commandement, des Troupes qui seront tirées pour l'Armée de Flandres, soit des Garnisons de Flandres, soit d'ailleurs, comme elles le trouveront bon.

VII. Messieurs les Deputez à l'Armée ne donneront aucun ordre directement aux Generaux subalternes, ou aux Troupes, soit qu'elles soient détachées de l'Armée, ou non, mais ils feront passer tous les ordres, par le Canal du premier General.

VIII. Comme aussi celui-ci aussi-bien que les moindres Generaux & les Officiers, chacun dans la fonction de sa Charge, feront passer leurs ordres par les ressorts & les dégrez ordinaires du Commandement.

IX. Messieurs les Deputez ne recevront aucunes plaintes des Generaux ou moindres Officiers, & ne disposeront de rien à ce sujet, soit en principal, ou provisionnellement; mais ils les renvoyeront au premier General, pour y avoir égard, & pour terminer l'affaire par son autorité, ou par le Conseil de Guerre suivant la nature de la chose, à moins que les plaintes qui leur seront portées ne fussent contre le General même, ou contre d'autres, dans des affaires, où le service, ou la grandeur de l'Etat fussent particuliérement intéressez: auquel cas ils en feront informer, & en donneront connoissance à Leurs Hautes Puissances. ANNO 1706.

X. Ils donneront & laisseront absolument au premier General le soin de donner des Congez, lequel pourra donner congé aux moindres Officiers, jusques aux Colonels inclusivement, sans l'approbation de Messieurs les Deputez à l'Armée, mais non sans leur approbation aux Officiers qui sont au dessus.

XI. Le premier General ne sera pas seulement autorisé, mais sera spécialement chargé de faire procéder selon la rigueur du Reglement appellé *Artikel-Brief* par le Conseil de Guerre, contre tous & un chacun, sans distinction, de ceux qui entreprendront de quitter l'Armée, ou qui s'en absenteront; autrement qu'avec un congé écrit de sa main.

XII. Le General donnera toutes les semaines à Messieurs les Deputez à l'Armée une liste des Congez, lesquels y trouvant de l'excès, en pourront avertir le General, ou en écrire à l'Etat selon l'occasion.

XIII. A l'heure ordinaire que l'on donne les Ordres, non seulement les Generaux-Majors, & les Brigadiers de la Cavalerie & de l'Infanterie qui feront de jour, & les Majors de Brigades se trouveront au Quartier General, pour recevoir les ordres, mais aussi les Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence les premiers Generaux qui les suivent, à moins que ce ne soit pour cause légitime d'empêchement.

XIV. Le General en Chef aiant donné ses ordres auxdits Generaux-Majors ceux-ci les porteront aux Generaux de la Cavallerie, & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence aux premiers Generaux qui les suivent.

XV. En ensuite le détail desdits ordres sera fait & distribué par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, ou en leur absence par les premiers Generaux qui les suivent, aux Brigadiers de jour, & aux Majors de Brigade.

XVI. Premiérement, que les Troupes prises au service sont absolument & entiérement sous les ordres de l'Etat, soit entant qu'elles sont prises au service par l'Etat seul, ou par l'Angleterre & par l'Etat conjointement, & en commun, sinon entant qu'il y aura quelque chose expressément contraire à ce qui aura été arrêté dans le Traité.

XVII. En second lieu, qu'il ne dépend pas du jugement des Generaux des Troupes prises au service, de décider si les ordres qui leur sont donnez de la part de l'Angleterre & de l'Etat, sont contraires aux Traitez, ou non; mais qu'ils sont tenus d'obéïr sans limitation & sans reserve, excepté seulement dans les cas qui sont exprimez en termes clairs dans les Traitez, laissant hors de ces cas à l'Etat, à répondre des ordres qui auront été donnez.

XVIII. En troisiéme lieu, qu'en cas de desobéïssance auxdits Ordres, les Generaux des Troupes prises au service, seront tenus de comparoître en Justice devant le Grand Conseil de Guerre de l'Armée.

XIX. En quatriéme lieu, que les Princes, dont les Troupes ont été prises au service, ne sont point en Droit de limiter par des ordres secrets leur subordination sur les ordres de l'Angleterre & de l'Etat, mais doivent se confier à l'Angleterre & à l'Etat, & croire qu'ils ne donneront aucun ordre qui repugne, ou qui soit contraire aux Traitez. Que si le contraire se trouve, ils doivent en porter leurs plaintes à l'Angleterre & à l'Etat, qui redresseront selon l'équité, ce qui pourroit être contraire aux Traitez.

XX. Et enfin, que l'intention de Leurs Hautes Puissances est, que les quatre Points ci-dessus soient maintenus avec vigueur.

XXI. On recommande serieusement aux Generaux de l'Etat une meilleure pratique de la Discipline Militaire, que l'on n'a fait ci-devant; & à cette fin, il est spécialement ordonné au premier General

ANNO 1706. de la Milice de l'Etat, d'entretenir bonne correſpondance avec le Préſident du Conſeil de Guerre, & de ſe faire inceſſamment informer, ſi le Fiſcal de la Generalité, & le Prevôt-General de l'Armée, s'aquittent, comme il faut, de leur devoir, pour prévenir & empêcher tous les deſordres & les excès, pour prendre & faire punir ceux qui en ſont coupables, & enſuite donner, tant au Préſident du Conſeil de Guerre, qu'au Fiſcal, & au Prevôt-General, tout le ſecours poſſible pour l'exécution de leurs Charges.

XXII. En conſéquence des ordres ci-devant donnez, & de l'ancien uſage, le Reglement appellé *Artikel-Brief*, ſera publié à la tête de tous les Regimens auſſi-tôt que l'Armée ſera formée, & enſuite tous les deux mois, ſoit que leſdits Regimens aïent leur Conſeil de Guerre particulier, ou non, avec dénonciation, & avertiſſement, que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances eſt, de les faire éxécuter ſans la moindre connivence.

XXIII. Aucune Sentence criminelle prononcée à l'Armée ne pourra être executée que ſur les ordres par écrit du *Velt-Marechal*, ou du premier General Commandant les Troupes de l'Etat dans l'Armée, ſans néanmoins aſſujettir ladite Sentence à ſon jugement, ou ſans lui donner Droit de l'approuver ou de la deſapprouver, autrement que par voie de pardon; ſous les limitations ſuivantes.

XXIV. A ſçavoir, que le *Velt-Marechal* aura le pouvoir de diſpoſer ſur les demandes de pardon & de grace, pendant les expéditions, des delits commis à l'Armée, non ſeulement par les ſimples Soldats, mais auſſi par les Officiers, juſques aux Capitaines incluſivement, mais cela non autrement qu'après avoir pris l'avis du Conſeil de Guerre, & du conſentement de Meſſieurs les Deputez à l'Armée; & n'y aïant point de Deputez au Camp, ſur l'avis du Conſeil de Guerre.

XXV. A la réſerve des Cas, où il pourroit s'agir de crime de Leze Majeſté, de trahiſon, de lâcheté, d'aſſaſſinat, & d'autres ſemblables crimes énormes; dans lequel cas le *Velt-Marechal* ne pourra point donner de grace.

XXVI. Tous les Chevaux pris ſur les Ennemis, & autres butins, ſeront incontinent déclarez au Fiſcal de la Generalité, & ſeront mis en la garde du Prevôt-General, afin qu'en cas d'abus il puiſſe être redreſſé par le Grand Conſeil de Guerre, & l'Officier Commandant le Parti, ou le Détachement qui aura fait le butin, condamné à l'amende de ſix mois de ſes gages.

XXVII. Sans que les Conſeils de Guerre particuliers des Troupes priſes au ſervice puiſſent en prendre connoiſſance.

XXVIII. Le premier General de la Milice de l'Etat fera informer par le Fiſcal de tous les excès qui viendront à ſe commettre par les Troupes priſes au ſervice, auſſi-tôt qu'elles viendront à ſa connoiſſance, ſoit que les intéreſſez en aient porté leurs plaintes, ou non.

XXIX. Il fera enſuite mettre ces informations entre les mains du General Commandant des Troupes qui auront commis ces excès, & lui preſcrira en même tems, un tems court & péremptoire, pour faire Droit dans l'affaire, ſous peine qu'il y ſoit fait Droit par le Conſeil de Guerre de l'Armée.

XXX. Et il ſe fera montrer les Sentences qui auront été prononcées dans ces affaires, avant qu'elles ſoient miſes à execution.

XXXI. Il tiendra la main à ce que les Troupes étrangéres auſſi-bien que les Suiſſes, rendent la Juſtice ſuivant l'Ordonnance Militaire, ou *Artikel-Brief* de ces Provinces, & non ſelon aucunes autres Loix, ou Coûtumes.

XXXII. Semblablement il aura ſoin, qu'ils ſe gardent bien de donner pardon ou grace, encore que ce puiſſe être une choſe uſitée parmi eux.

XXXIII. Si pour des raiſons importantes il trouve qu'il ſoit beſoin de faire aſſiſter le Fiſcal de la Generalité, dans les Conſeils de Guerre des Troupes priſes au ſervice, & aiant leur propre Judicature, il le fera, non pour y exercer aucune fonction, ſoit d'Accuſateur, ou de Juge; mais pour voir & pouvoir rapporter ſi dans ces Conſeils de Guerre on agit dans l'ordre, & ſi l'on y rend la Juſtice ſuivant *l'Artikel-Brief* & les autres Ordonnances Militaires de ces Provinces.

XXXIV. Il fera auſſi donner accès audit Fiſcal, aux Rôles criminels, aux Regiſtres, touchant la Juſtice Militaire, leſquels ſont tenus par les Auditeurs, les Greffiers, ou les Ecrivains de Juſtice desdites Troupes. ANNO 1706.

XXXV. Lors que l'Armée ſe formera, on dénoncera aux Generaux des Troupes étrangéres, que l'on fera paier à tout le Corps en rabattant ſur le paiement & la ſolde, le tort & le dégât, que les Officiers & les Soldats feront à quelqu'un contre le Droit de la Guerre.

XXXVI. Et on dénoncera ſemblablement à la tête de tous les Regimens de la Milice de l'Etat, que le dommage, & le degât qui auront été commis par la Milice de l'Etat, ſeront paiez par le Regiment, ou par les Regimens qui les auront commis.

XXXVII. Les Diſpoſitions en ſeront faites, non pour chaque Ligne ſéparément, comme cela s'eſt pratiqué juſques à cette heure dans l'Armée combinée, mais pour toute l'Armée dans le Quartier du General en Chef.

XXXVIII. Dans une Armée combinée, ces diſpoſitions ſeront faites par les Maréchaux des Logis Generaux, *Quartier-Meeſters General*; de part & d'autre.

XXXIX. Enſuite les Ordres ſeront donnez par le General en Chef; après qu'il en aura communiqué avec le General de l'Etat dans une Armée combinée; & reciproquement, ſi le premier General de l'Etat commande l'Armée en Chef; le tout avec connoiſſance de Meſſieurs les Deputez à l'Armée.

XL. On punira ſuivant *l'Artikel-Brief*, & les Ordres Militaires, le rachapt direct ou indirect du fourage.

XLI. Qui que ce ſoit, outre le General Commandant, & ſpécialement les Aides de Camp, *Ajudans*, les Secretaires, les Fouriers ou autres Domeſtiques des Generaux, n'entreprendront d'aſſigner le fourage, en quelque petite quantité que ce puiſſe être, mais un chacun, ſans exception, fera fourager en même tems, & en la même maniére, avec les Regimens dans leſquels, ou autour deſquels il a ſon poſte, ſous peine de correction arbitraire.

XLII. Aucune Ville ouverte, Village, Egliſe, Cloître, ou Maiſon Seigneuriale, ne ſeront fourragez, que par un ordre ſpécial du General Commandant l'Armée, & qu'apres qu'aiant pris un état de la quantité de fourage qu'il y a dedans, le partage en aura été fait par le Marechal des Logis General, *Quartier-Meeſter General*, ſous peine de la vie, à l'égard des Cavaliers, Dragons, & Soldats; & à l'égard des Officiers qui l'auront fait, ou ſouffert, ſous peine d'être caſſez.

XLIII. Il eſt auſſi deffendu ſous la même peine aux Fourageurs d'entrer dans les Villages, quand on fourage à la Campagne.

XLIV. Quand les Cavaliers, Dragons & Soldats iront à la paille, ils ſeront commandez par des Officiers, & auront des Eſcortes pour les couvrir, de même que les Fourageurs, leſquels Officiers auront ſoin, tant dans les Villages que dehors, que les Habitans des maiſons & granges, s'ils s'y trouvent, portent eux-mêmes la paille hors de leurs maiſons, ſans permettre que les Cavaliers, les Dragons & les Soldats, ſe rendent en ce cas maîtres des maiſons, ou granges, & qu'ils endommagent les toits, bien moins, que ſous pretexte d'aller chercher de la paille, ou du bois à brûler, ils pillent, ou briſent les maiſons ou granges, ſoit que les habitans les aïent abandonnées, ou non. Le tout ſous les mêmes peines que ci-deſſus.

XLV. Les mêmes ordres & les mêmes punitions auront lieu, quand après la Moiſſon on viendra à fourager les Maiſons & les Granges; avec cette réſerve néanmoins, qu'en cas de beſoin, les Officiers pourront commander un petit nombre d'hommes, pour aider à ſortir le fourage, & à l'apporter hors de la maiſon, en aiant ſoin qu'il ne s'y commette aucun deſordre, ſous peine d'en être reſponſables.

XLVI. Qui que ce ſoit ne pourra fourager ſans eſcorte, ou aux jours que l'Armée ne fourage pas, ſous peine de la vie; ceci & les quatre Articles précédens devant être publiez à l'Armée, tout au moins tous les deux mois; avec ordre au Prevôt-General de l'Armée d'avoir particuliérement l'œil à leur éxécution, & de faire punir ſur le champ les contrevenans.

XLVII.

ANNO 1706.

XLVII. Meſſieurs les Deputez à l'Armée, & le *Velt-Marechal* des Troupes de l'Etat, ou le premier General des Troupes de l'Etat dans une Armée combinée en ſon abſence, auront un Drapeau à leur garde.

XLVIII. Semblablement un General Commandant une Armée ſeparée aura auſſi un Drapeau à ſa garde; mais outre ceux-là, perſonne.

XLIX. Touchant le fait des Gardes, & la batterie du Tambour, on ſuivra les Reglemens de Sa Majeſté Britannique de glorieuſe memoire, du 6. Septembre 1688., & du troiſiéme Avril 1691. & quant au differend qui pourroit s'émouvoir au ſujet du dernier, il y ſera remedié par un nouveau reglement, au premier avertiſſement qui en ſera fait par Meſſieurs les Deputez à l'Armée, ou par le premier General de l'Etat.

L. Les Gardes des Generaux ſeront priſes de toute l'Armée, comme toutes les autres Gardes, ſans qu'ils puiſſent affecter pour cela les Regimens qui ſont ſous eux, & les diſpenſer par ce moien des autres ſervices; avec cette exception ſeule, que la Garde du Colonel-General des Suiſſes ſera priſe des Regimens Suiſſes.

LI. Les Generaux ne pourront avoir à leurs quartiers une Garde plus forte que celles qu'ils doivent avoir, beaucoup moins faire camper aucune Milice hors des Lignes, pour la ſûreté de leurs Quartiers, & en general aucune Milice ne pourra camper hors des Lignes, à moins que le General en Chef ne le trouve bon pour des raiſons qui regardent le ſervice.

LII. Les Generaux ſeront obligez de ſe loger ſi proche des Troupes, qu'à la moindre allarme, ils puiſſent être auſſi-tôt à leur tête, & s'il n'y a point de Maiſons, ils devront camper à leur poſte, tout au plus à un demi quart d'heure du lieu, où les Generaux ont leur poſte reſpectif.

LIII. Aucun Brigadier, ni moindre Officier, ne pourront loger dans les Maiſons, ou Granges, mais devront camper avec les Troupes chacun à ſon poſte, ſous peine de confiſcation de trois mois de tous traitemens ordinaires & extraordinaires, pour les Generaux, Brigadiers, & moindres Officiers qui contreviendront à cet Article, & au precedent reſpectivement.

LIV. Les Quartiers des Generaux ſeront faits dans la diſtance ſuſdite par le Marechal des Logis de l'Armée, ſans que les Generaux puiſſent s'en attribuer la diſpoſition, ni témoigner au Marechal de Logis General le moindre mécontentement à cauſe du quartier qu'il leur aura aſſigné; mais en cas qu'ils penſent n'avoir pas un quartier convenable, ils devront le remontrer au premier General de l'Etat.

LV. Auquel il eſt enchargé, comme auſſi à Meſſieurs les Deputez à l'Armée de maintenir le Marechal des Logis General dans l'exercice de ce que deſſus, & dans toutes les autres parties de ſa Charge contre tous & un chacun, qui que ce puiſſe être.

LVI. Le principal projet des opérations de la Campagne, ſera entre les mains du General qui commandera l'Armée en Chef, & Meſſieurs les Deputez à l'Armée, en conformité de leur Inſtruction, & de la Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du trentiéme Juin de l'an 1702.

LVII. Dans une Armée combinée, ſi le General en Chef eſt au ſervice de l'Angleterre, le premier General de l'Etat aura part dans toutes les déliberations, & reciproquement, pourvû qu'il ſoit d'un caractére au-deſſus de celui de Lieutenant-General, auſſi en conformité de ladite Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances.

LVIII. Le premier General de l'Etat demandera de tems en tems le ſentiment des Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, touchant les Opérations Militaires; il ne demandera celui des Lieutenans-Generaux, que dans les occaſions importantes, & celui des Generaux Majors que fort rarement.

LIX. Le General en Chef & Meſſieurs les Deputez à l'Armée, aiant pris les ſentimens des moindres Generaux en delibereront ſeparément & tiendront la concluſion ſecrete, juſques à l'éxecution; excepté ſeulement, que dans une Armée combinée, le premier General de l'Etat, ſi le General en Chef eſt au ſervice de l'Angleterre, & reciproquement, aſſiſtera aux déliberations, comme il a été dit plus haut.

LX. On laiſſe bien à la liberté du General en Chef & de Meſſieurs les Deputez à l'Armée, comme auſſi au premier General de l'Etat dans une Armée combinée, qui eſt commandée par un General Anglois, de pouvoir demander ſeparement le ſentiment de ceux qu'ils veulent, mais non autrement, que ſous promeſſe ſpéciale ou ſous ſerment, & avec recommandation de ne ſe ſervir de la liberté que très rarement, & pour des raiſons particulieres.

ANNO 1706.

LXI. Tous les ordres, même ceux de peu d'importance ne ſeront diſtribuez en préſence de qui que ce ſoit, que de ceux qui doivent en avoir connoiſſance, & avoir part à l'execution.

LXII. Les Aides de Camp, les Secretaires, & les Clercs des *Velt-Marechaux* & des Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie devront être natifs & habitans des ſept Provinces-Unies, ou du reſſort d'icelles, à moins que pour des raiſons importantes, Leurs Hautes Puiſſances ne trouvaſſent bon unanimement d'en diſpenſer, laquelle diſpenſe ne pourra néanmoins s'étendre ſur ceux qui ſeront nez Sujets de l'Ennemi de l'Etat, encore qu'ils fuſſent de la véritable Religion Reformée.

LXIII. Les mêmes Aides de Camp, Secretaires & Clercs, ſeront tenus de prêter le ſerment de garder le ſecret; lequel ſerment ils prêteront à l'entrée de la Campagne entre les mains de Meſſieurs les Deputez à l'Armée; & en leur abſence entre les mains du Préſident du Conſeil de Guerre.

LXIV. Les Generaux de la Religion Romaine ne pourront avoir auprès d'eux d'autres Prêtres que des Seculiers, natifs & habitans desdites Provinces, à quoi le Fiſcal de la Generalité eſt chargé de prendre garde de près.

LXV. On ne pourra envoyer aucun Trompette, ou Tambour, au Camp de l'Ennemi, que par & avec la connoiſſance du General en Chef, & dans une Armée combinée, de la connoiſſance du premier General après lui.

LXVI. On ſuivra preciſement l'Article treizieme de *l'Artikel-Brief*, à l'égard des Trompettes & Tambours qui viendront de la part de l'Ennemi; & ſi cela ne ſuffit pas, on y mettra de tels ordres, que Meſſieurs les Députez à l'Armée trouveront être néceſſaires, après en avoir conſulté avec le General en Chef.

LXVII. Quand il y aura plus d'un General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, ils ne ſeront pas tous deux emploïez en même tems au Commandement General, ni empêchez par ce moïen d'avoir ſoin du detail de leur Charge.

LXVIII. Maintenant qu'on a établi plus d'un General de la Cavalerie, & de l'Infanterie, chacun aura ſon département aſſigné, lors que l'Armée n'eſt pas en Campagne, l'un aïant l'inſpection de la Milice du côté de l'Eſt de la Meuſe, & l'autre celle de la Milice du côté de l'Oueſt de la même Riviere; à condition qu'aucun d'eux ne pourra faire le moindre changement dans les Ordres reçûs, à l'égard de l'Armement, de l'Habillement, de l'Exercice, & en general de tout ce qui regarde le détail & l'œconomie de la Milice.

LXIX. Quand l'Armée ſe formera, le premier General de la Milice de l'Etat ſe fera informer de Regiment en Regiment, comme auſſi Meſſieurs les Deputez à l'Armée, incontinent après leur arrivée au Camp, ſi tous les Officiers y ſont; & enſuite ſans aucune connivence ils feront proceder devant le Conſeil de Guerre de l'Armée contre les abſens, à ce qu'ils ſoient caſſez, pour quelque raiſon que ce puiſſe être qu'ils ſoient abſens, ſoit à cauſe d'indiſpoſition, d'Emploi ſur les frontiéres, d'Actes titulaires, ou autres; à moins qu'ils ne ſoient pourvûs & munis de Congé en forme, & qu'ils n'en livrent copie authentique entre les mains du premier General à l'entrée de la Campagne, à laquelle fin les Officiers en ſeront avertis de bonne heure.

LXX. Meſſieurs les Deputez à l'Armée feront non ſeulement de tems en tems la revûe de la Milice conformement à leur inſtruction, ſoit par eux-mêmes, ſoit par les Commiſſaires des Montres que le Conſeil d'Etat envoyera pour cet effet à l'Armée, mais ſur tout ils ſe feront ſouvent donner les Liſtes de la force des Regimens, & y trouvant quelque diminution conſiderable, ils ſe feront apporter les livres des Regimens, & feront eux-mêmes, ou par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie reſpectivement, une exacte recherche, des raiſons de cette diminution, afin que ſi par hazard c'étoit la faute des Capitaines, on pût proceder contr'eux ſelon la rigueur des Placards émanez au ſujet des Revûës.

ANNO 1706.

LXXI. Meſſieurs les Deputez à l'Armée ſe feront informer avec tous les ſoins & toutes les précautions poſſibles, ſi les Sous-Officiers & les ſimples Soldats & Cavaliers, reçoivent leur prêt tout entier, ſuivant l'Ordre du Païs, & trouvant qu'il y a faute, ils en avertiront Leurs Hautes Puiſſances, & le Conſeil d'Etat.

LXXII. Dans une Armée compoſée de Troupes d'Angleterre, & de l'Etat, ſuivant ce dont on eſt convenu avec Monſieur le Duc de *Marlborough*, perſonne ne donnera des Sauvegardes, que le General Commandant en Chef; ſinon lors que le General qui le ſuit eſt *Velt-Marechal*, auquel cas les Sauvegardes ſeront données au nom des deux premiers Generaux, & ſignées d'eux deux.

LXXIII. Les Secretaires des deux ſuſdits Generaux devront avoir ſoin qu'il y ait toûjours bonne proviſion de Sauvegardes ſignées & prêtes, pour être diſtribuées à ceux qui les viendront demander, & leſdits Secretaires tiendront bon compte des Sauvegardes qui auront été diſtribuées, & de l'argent qui aura été reçû; pour être partagé entre leſdits deux premiers Generaux; ſoldant leur Compte chaque mois.

LXXIV. Pour un Sauvegarde vivant il ne ſera payé par jour au General qu'une piſtole, & une Rixdalder pour le Cavalier, outre la nourriture pour lui & pour ſon cheval.

LXXV. On ne pourra exiger aucun Droit de Sauvegarde ſur les Terres de l'Etat, ſans que pour cela on puiſſe refuſer des Sauvegardes à ceux qui en auront beſoin pour leur ſureté.

LXXVI. On n'obligera perſonne à recevoir des Sauvegardes.

LXXVII. On ne donnera qu'une Sauvegarde à la fois à un Village, à un Cloître, & à une Maiſon Seigneuriale, ſinon à la demande expreſſe des Intereſſez.

LXXVIII. Les Cloîtres & les Maiſons Seigneuriales qui ſont enclavez dans les Villages, & ceux qui n'en ſont pas éloignez d'une diſtance conſiderable, ſeront compris ſous les Sauvegardes des Villages.

LXXIX. On ne pourra donner aucune Sauvegarde pour empêcher le fourage des fruits de la Campagne, qui pourroient être fouragez ſelon les manieres accoûtumées de fourager.

LXXX. Pour une Sauvegarde par écrit, on ne payera pas par jour, mais on payera une fois pour tout, autant que l'on païe pour un Sauvegarde vivant; outre une Rixdalder pour la depêche au Secretaire du General, & l'on ne donnera aucune Sauvegarde par écrit pour moins de tems que pour un mois.

LXXXI. Et pour empêcher les excès qui pourroient ſe commettre à l'avenir au ſujet des Sauvegardes, Meſſieurs les Deputez à l'Armée auront l'œil, que les Articles ſuſdits ſoient exécutez comme il faut, & y trouvant quelque excès, ils avertiront les Generaux, qu'ils aïent à ſe tenir preciſement auxdits Articles; comme auſſi il eſt ordonné au Preſident du Conſeil de Guerre, & au Fiſcal de la Generalité, de proceder à la derniere rigueur, contre ceux qui violent & forcent les Sauvegardes.

LXXXII. Chaque Bataillon n'aura que ſix Vivandiers, & chaque Eſcadron, que deux, leſquels devront être pourvûs d'un Acte par écrit du Colonel, ou de l'Officier Commandant le Regiment, & ſeront tenus de ſuivre leſdits Bataillons ou Eſcadrons, pendant toute la Campagne, tant dans l'Armée, que quand ils en ſeront détachez, & pour cette fin ils ſe pourvoyeront d'un bon chariot ou charette, attelez tout au moins de deux forts chevaux, & devront camper à la queuë deſdits Bataillons ou Eſcadrons, le tout ſous peine de confiſcation de leurs denrées & de correction arbitraire, ſans qu'aucun de ceux que l'on nomme *Hegh-Soutelaers*, *Vivandiers de Buiſſons*, puiſſent ſe tenir derriere ou autour dedits Bataillons ou Eſcadrons, ſous ſemblables peines.

LXXXIII. Tous les autres Vivandiers & Marchands ou Merciers, devront s'adreſſer au Prevôt General de l'Armée, qui leur donnera un Acte d'Admiſſion, & avec la conſultation du Fourrier de l'Etat Major General leur aſſignera à chacun le lieu où ils pourront tendre leurs tentes, ou dreſſer leurs huttes, dans le quartier General des Vivandiers; ſans qu'aucun, outre leſdits Vivandiers des Regimens, puiſſe faire ce metier ſans Acte du Prevot General, ou hors du lieu, qui lui ſera aſſigné, ſous les mêmes peines que deſſus. ANNO

LXXXIV. Le Prevôt General aura grand ſoin 1706.
que l'on n'apporte, & qu'on ne vende point dans le Camp aucunes Denrées ou Boiſſons gatées, ou corrompuës, & à cette fin toutes les Denrées que l'on apportera au Camp devront lui être declarées en l'abſence des Commis & Contrôleur General des vivres; comme lui-même & ſon Subſtitut pourront les viſiter en tout tems, ſans contredit de perſonne, ſous peine de ſix frans d'amende à chaque fois.

LXXXV. Les Vivandiers ſe regleront dans le debit des vivres & de la boiſſon, ſur la Taxe qui aura été faite à l'Armée, toutes les fois que le plus ou le moins de diſtance des Lieux d'où les vivres doivent être amenez au Camp, ou les autres circonſtances le requerront, ſans l'outrepaſſer, ſous peine de correction arbitraire.

LXXXVI. Le prix ſera mis comme anciennement par le Prevôt General, de l'avis du Preſident du Conſeil de Guerre, & de l'approbation du Seigneur Deputé à l'Armée par le Conſeil d'Etat, & en ſon abſence de celle du General de l'Armée, & enſuite il ſera publié par le Prevôt General, afin que chacun en ſoit averti.

LXXXVII. Les Vivandiers, ou qui que ce ſoit, ne pourront ſe ſervir à l'Armée d'aucunes meſures, poids, ou aûne, que de celles qui auront été marquées par le Prevôt General, ou ſon Subſtitut, à peine de douze francs d'amende: & ceux qui ſe ſerviront de faux poids, ou de fauſſes meſures, ou aûne, outre la confiſcation de leurs marchandiſes ſeront corrigez arbitrairement.

LXXXVIII. Qui que ce ſoit ne pourra tirer aucun profit des Vivandiers, ou des Marchandiſes & Denrées qu'ils apporteront à l'Armée, ſous quelque nom, ou prétexte que ce puiſſe être, non pas même pour les Actes d'Admiſſion, dont il eſt parlé dans les Articles LXXXII. & LXXXIII. ſous peine de correction arbitraire; excepté ſeulement, que le Prevôt General tirera des Vivandiers & de tous les autres faiſant quelque negoce à l'Armée, tant à la ſuite des Regimens, ſans en excepter aucun, que dans le Quartier General, ou auprés de l'Artillerie, en quelque part que ce ſoit, les émolumens ſuivans, comme autrefois, ſçavoir trois ſols de chaque tonne de biere, vingt-quatre ſols de chaque Muid de vin, ou *Oxhooft*, quarante huit ſols de chaque *Oxhooft*, ou Pipe d'Eau-de-vie, ou autres eaux diſtilées; un demi-ſol de chaque bouteille d'un pot de vin, de toutes les ſortes de Vins qui ſeront apportez au Camp en bouteille; la tête d'un mouton, ou d'un veau qui ſera tué, la langue d'un bœuf ou d'une vache; la moitié de la tête d'un cochon, & de toutes les autres Denrées & Boiſſons, à l'avenant.

LXXXIX. Item trois ſols par ſemaine pour la Place de la Tente ou de la Hutte de chaque Vivandier, ou Mercier, ou de qui que ce ſoit qui faſſe quelque négoce, & qui pour cet effet dreſſe une Tente ou Hutte au Camp, ſemblablement ſans exception, ſi les Vivandiers ſont placez à la queuë des Régimens, ou dans le Quartier General des Vivandiers. Deſquels trois ſols néanmoins le Prevôt General rendra compte entre les mains du Marechal des Logis General de l'Armée, *Quartier-Meeſter*, en preſence du Fiſcal de la Generalité, pour les deux tiers être diſtribuez au profit des ſoldats malades ou bleſſez, & des veuves & des enfans des ſoldats, enſemble pour la Juſtice Militaire, & autres ſemblables fraix extraordinaires, ſans que les Fouriers des Generaux, les *Quartier-Meeſters*, ou Marechaux des Logis, des Régimens, ou qui que ce puiſſe être, puiſſent s'attribuer l'argent deſdites Huttes ou Places; excepté ſeulement que le Fourier de l'Etat Major-General profitera de la moitié de la portion du Prevôt General, dans l'argent des Huttes, quant à ce qui eſt du quartier general des Vivandiers, & non au delà.

XC. Les Vivandiers ne pourront point donner à boire ni faire écôt le matin avant le lever du Soleil, ni le ſoir après la retraite; ou que les Gardes ſont rentrées; ſous peine de trois francs d'amende à chaque fois.

XCI. Aucuns Vivandiers, Bateliers, Charretiers des Quaiſſons pour le pain, ou d'autres chariots de Munition, ou autres perſonnes, ne pourront acheter, prendre en gage, ou emmener hors du Camp, aucun Fer, Metal, Bronze, Boulets, Armes, Poudre

à Ca-

ANNO 1706.

à Canon, ou autres Munitions, tonneaux de Munition, ou aucune autre Marchandise deffenduë; sous peine d'être fouettez publiquement, outre la confiscation desdites Marchandises deffenduës.

XCII. Les Articles ci-dessus touchant les Vivandiers seront publiez & affichez par tout le Camp aussi-tôt que l'Armée sera formée, afin qu'un chacun en soit averti; & le Fiscal de la Generalité, à la requisition du Prevôt General, aura incontinent à proceder sans connivence devant le Conseil de Guerre de l'Armée contre les Transgresseurs d'iceux, afin d'entretenir une bonne œconomie dans l'Armée.

XCIII. Le General en Chef, aussi-bien que Messieurs les Députez à l'Armée, auront soin que l'Armée ne soit pas trop affoiblie par le commandement de trop grosses Escortes auprès du Bagage, & qu'aucuns Generaux, ou moindres Officiers n'emploient des Cavaliers ou Soldats au Bagage.

XCIV. Aucunes Caleches, Chaises, Chariots de cuisine, ou autres Voitures, ne pourront marcher dans la Ligne avec les Regimens, sinon une seule pour chaque General, mais elles devront marcher avec le gros bagage de l'Armée.

XCV. Semblablement aucuns Chariots de bagage, Caléches, Chaises, ou autres Voitures, à qui que ce soit qu'ils puissent appartenir, ne pourront marcher à la tête de l'Armée, soit avec les Marechaux des Logis, *Quartiers-Meesters*, qui sont envoyez devant pour marquer le Camp, ou separement.

XCVI. Qui que ce soit ne pourra employer pour son Bagage, ou pour d'autres services, les Conducteurs du *Wage-Meester-General*, ou les Guides.

XCVII. Qui que ce soit ne pourra aussi employer pour son service particulier, les chevaux des Quaissons, ou Chariots de Munitions, de l'Artillerie, ou des Pontons, sous quelque pretexte que ce puisse être, sous peine du double de ce que lesdits Chariots, ou Chevaux coûtent à l'Etat, pendant tout le tems de la Campagne.

XCVIII. Outre les Maisons & les Granges qui serviront au logement du General, personne ne s'attribuëra la disposition des autres Maisons & Granges, qui seront de reste autour du Camp; beaucoup moins en pourront-ils faire leur profit particulier, en les louant à d'autres, ou autrement, sous semblables peines que dessus.

XCIX. Leurs Hautes Puissances entendent ne déroger par ce Reglement en aucune partie aux autres Ordres & Reglemens Militaires; qui ont été faits ci-devant en tant qu'ils ne sont point contraires à ces presentes; mais entendent au contraire, qu'ils seront precisement executez, tout de même que s'ils avoient été expressement renouvellez par ce Reglement, & qu'ils y fussent inserez.

C. Ce Reglement sera mis entre les mains de tous les Generaux, comme aussi au President du Conseil de Guerre, au Fiscal de la Generalité, & au Prevôt-General de l'Armée avec serieux & exprès commandement de l'executer & faire executer precisement & sans aucune connivence, ou dissimulation, chacun entant qu'il le regarde.

CI. Et tous les Generaux, ensemble lesdits President & Fiscal seront tenus d'en prêter le serment particulierement, aussi chacun en tant qu'il le regarde; lequel serment sera prêté entre les mains de Leurs Hautes-Puissances, par ceux qui se trouvent ici, & par les absens, entre les mains de Messieurs les Deputez à l'Armée, aussi-tôt que l'Armée sera formée.

CII. Et le Duc de *Marlborough* sera aussi serieusement prié, tant de tenir la main à l'observation de cedit Reglement, en tant qu'il regarde les Troupes communes, que de faire observer une severe discipline entre les Troupes Angloises, & entre celles qui sont prises au service par l'Angleterre separement.

Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à la Haie le 15. Mars 1706.

Etoit paraphé,

J. VAN ESSEN, vt.

Plus-bas,

Par Ordonnance desdits Seigneurs,

Signé,

F. FAGEL.

Etant sur l'espace imprimé le Cachet de Leurs Hautes Puissances sur une Oublie rouge, couverte d'un quarré de papier.

LXIII.

ANNO 1706. 29. Avril.

Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril* 1706.

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi en Germanie; de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Sclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtembergh, de la Haute & Basse Silesie, Prince de Suabe, Marckgrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince de Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windismark, de Porentru, & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Intendans de Provinces, Droffards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Feaux de l'Empire, de quelque état, qualité, & condition, qu'ils soient; & particulierement à l'Archevêché de Cologne, Dioceſe de Ratisbonne, Evêché de Liege, & aux Etats de Berchtergarde, Sujets, Vassaux, Amis & Parens, qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soûmettront ou conformeront; Offrons nôtre Amitié & bienveillance d'Oncle & de Cousin, faveur Imperiale, Grace & tout Bien.

Il n'est pas besoin de longs discours, pour prouver quels pernicieux desseins & mauvaises resolutions JOSEPH-CLEMENT jusques ici Electeur de Cologne, & son Frere aîné, alors Electeur & Duc de Baviere, ont brassez depuis long-tems contre feu nôtre très-gracieux & très-honoré Seigneur & Pere, Empereur de Glorieuse Memoire, & contre l'Empire Romain, & quelles Alliances défenduës ils ont fait avec la France, pour l'exécution de ces pernicieux desseins; attendu que cela paroit non seulement par les propres Ecrits, qu'ils ont publiez, mais aussi par les crimes de dangereuse consequence qu'ils ont commis aux yeux de tout le Monde. Semblablement Nous croions qu'il est inutile, d'en faire une énumeration circonstantiée, & nous nous en rapportons seulement aux Ecrits qui ont été publiez, de quelle maniere il a fait de grosses levées de Gens de Guerre avec l'argent des François contre l'Electorat de Cologne, sans le consentement & l'approbation du Chapitre, & *s'est engagé avec Eux par serment comme son Predecesseur*; comment au contraire & avec quelle fidelité, le Chapitre a tâché de l'en détourner, & lui a fait ressouvenir de la foi & hommage qu'il avoit prêté à l'Empereur, à l'Empire, & au Dioceſe, comment paternellement aussi feu Sa Majesté Imperiale de haute & glorieuse Memoire, lors qu'elle apprit cette affaire, l'a exhorté & fait exhorter à son devoir par ses Commissaires qu'elle lui avoit députez. Mais, qu'il n'a pas voulu suivre ces voyes de douceur de Sa Majesté Imperiale, ensorte que voyant l'opiniâtreté dudit JOSEPH-CLEMENT, elle a été contrainte, de laisser le cours à la Justice contre les Plaintes portées contre lui; & consequemment de le solliciter par Sentence judicielle, à l'observation de l'union des Pais hereditaires, & enfin de permettre aussi qu'on fît d'autres procedures judicielles; & d'en commettre l'execution, aux Princes & Cercles de Westphalie, & du Bas Rhin & des Electeurs; ce qui leur a été aussi signifié par feu Sa Majesté. Et quoi que sadite Majesté & tout le Monde ait esperé, qu'au moins il rentreroit en soi-même, qu'il reconnoîtroit ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majesté, à l'Empire, au Chapitre, & aux Etats de l'Empire dont il relevoit, & qu'il ne se plongeroit pas lui & les siens dans un plus grand malheur; cependant, l'experience nous a fait voir, que le Roi de France, son Frere MAXIMILIEN EMANUEL & lui n'ont pensé à autre chose qu'à exe-

ANNO 1706. executer leur damnable & impie Conjuration, & les deſſeins qu'ils avoient complottez enſemble; attendu que fort peu de tems après MAXIMILIEN EMANUEL, ſoûmit proditoirement & par un eſprit de revolte au pouvoir des François, les Païs-Bas Espagnols, dont le feu Roi d'Eſpagne CHARLES SECOND de Glorieuſe Memoire, lui avoit confié le Gouvernement, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à notre Maiſon Archiducale d'Allemagne; ſous le nom ſpecieux & moqueur, de Troupes de Bourgogne, a fait entrer des Troupes Françoiſes dans le Dioceſe de Cologne, & dans celui de Liege, & en a fait occuper les Places fortes; & depuis il n'a pas manqué de remontrances renouvellées de la part de feu nôtre Seigneur & Pere, qui repoſe en Dieu, & des autres Etats de l'Empire, de même que des Chapitres de Cologne & de Liege, même on a vivement repreſenté à JOSEPH CLEMENT les rudes punitions que telles entrepriſes lui attireroient, principalement en faiſant entrer des Troupes ſi dangereuſes, ſur les Terres de l'Empire Romain, malgré les défenſes, encore plus à lui qui n'en étoit pas le Seigneur proprietaire; mais qui ne les poſſedoit que comme Gouverneur, avec certaines reſtrictions, en vertu de l'Union des Païs hereditaires & autres Droits, & que non ſeulement en conſequence d'iceux à cauſe de ſon opiniâtreté, il ſeroit & demeureroit depoſé de ce Gouvernement, mais qu'auſſi il le perdroit immanquablement ſuivant les Conſtitûtions de la Chambre Imperiale, & les dernieres réſolutions de la Diete de l'Empire; que par l'effective oppoſition & réſiſtance qu'il a fait au Jugement judiciel qui a été rendu, il a de fait encouru, au lieu du Ban Imperial & de l'Empire contre les Seculiers, en qualité d'Eccleſiaſtique, la perte de toutes les Prerogatives, & de tous les Bienfaits qu'il tenoit de Sa Majeſté Imperiale, & du Saint Empire. Mais il ne s'eſt pas pour cela converti, mais au contraire s'eſt emporté contre les Capitulaires, qu'il regardoit de mauvais œil, & à qui il portoit une haine mortelle, les a perſecutez à la derniere rigueur, en partie, & en a livré une partie aux François qui les ont empriſonnez & ſe ſont vangez d'eux par autres voies, après avoir ſemé par tout toutes ſortes de Paſquils & de Libelles diffamatoires contre nous, & contre les principaux Etats de l'Empire, & avoir temerairement entrepris ſous le titre & nom d'Archi-Chancelier en Italie la défenſe du Rebelle & felon Duc de Mantouë dans & hors de l'Empire, & de le porter à la deſobéïſſance contre nous; aiant auſſi fait pour lui dans les Païs de ſa dépendance de grands préparatifs de Guerre, & s'étant chargé avec plaiſir de tous ſes propres crimes & de ceux des autres. Si bien qu'après pluſieurs demarches inutiles, feu Sa Majeſté Imperiale a été contrainte de prendre les armes contre lui & contre les François de ſa Faction, & d'aſſieger entr'autres la Fortereſſe de Keyſerswaert, qui lui a été heureuſement priſe, quoique ce n'ait pas été ſans effuſion de beaucoup de ſang Chrêtien; mais au lieu de venir à reſipiſcence, il a mis au jour quantité de piéces & autres choſes frivoles, remplies de ſtile François, dans leſquelles il a déclaré rondement, qu'il n'accepteroit aucune des offres qu'on lui faiſoit quelques avantageuſes qu'elles fuſſent, pour le faire rentrer dans ſon devoir; mais qu'il tâcheroit de tout ſon pouvoir à maintenir ſes Troupes Bourguignonnes, ſur leſquelles ſeules il ſe confioit, & qu'avec elles il ſe feroit la ſatisfaction, qu'il ne pouvoit trouver autrement.

Peu de temps après la Déclaration de Guerre de feu notre Seigneur & Pere à la perſuaſion de l'Empire, contre la France, & contre le Duc d'Anjou, ſes Suppots & ſes Adherans, & particulierement contre ſon Frere & lui, il s'eſt encore expliqué par écrit, qu'il aimoit mieux expoſer ſon corps, ſa vie, ſon bien & ſon ſang, que de jamais ſouffrir, que les Electeurs libres l'exhortaſſent encore, à ſe debaraſſer de l'Alliance qu'il avoit faite, à congedier les Troupes Françoiſes, & à ſe comporter comme un Etat fidele de l'Empire, ni encore moins de lui faire aucune ſollicitation, mais qu'au contraire en rejettant toutes les offres & les avances de feu Sa Majeſté Imperiale pour qu'il acceptât de ſe reconcilier, il réſolut plus fort que jamais de s'attacher inviolablement à l'Alliance des François. Il a écrit lui-même à ſon Frere, & la memoire en eſt encore toute recente, des cruautez qu'il fit en ce tems-là, pour contraindre la Ville de Cologne à la Neutralité, par le pillage, la deſolation, l'incendie de pluſieurs Lieux & Places du Païs de Juliers & de Bergues, & par le mauvais traitement qu'il a fait aux Habitans de l'un & de l'autre Sexe, par le moien d'un grand nombre de Troupes Françoiſes; c'eſt dont il s'eſt vanté comme de choſes dignes d'admiration & glorieuſes. Enfin, il a mieux aimé abandonner l'Electorat de Cologne, & la Principauté de Liege, ceder aux François la Ville de Bonne, lieu de ſa Reſidence, & ſe mettre avec ceux de ſa ſuite au pouvoir des François ſous une Eſcorte de la même Nation, paſſer chez les Ennemis déclarez de l'Empire, & y demeurer encore actuellement, que de ſe rendre à ſon devoir; ſans parler de la quantité de deſſeins meurtriers, commis par lui ou de ſon ſçû avant & depuis ce tems-là contre des Princes & Perſonnes Eccleſiaſtiques; ni des autres Crimes, qu'il a commis, ou fait commettre. Ainſi il ne reſte plus, en conſequence, ſinon que ſuivant le jugement qui a été rendu & accompli, nous de nôtre part nous excluons expreſſement ledit JOSEPH CLEMENT du nombre, de la Dignité, & de la jouïſſance des Membres de l'Empire d'Allemagne; ainſi que le meritent ſon infraction de Paix, ſes Crimes de Leze-Majeſté, ſa Deſobéïſſance opiniâtrée, & ſes autres groſſes fautes, & que le demandent la Bulle d'Or, les Conſtitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, les derniers Statuts de l'Empire, & les dernieres Réſolutions de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire; & comme nous y ſommes obligez ſuivant la Capitulation, jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur. C'eſt pourquoi nous le mettons lui JOSEPH-CLEMENT par ces preſentes, ci-devant Electeur de Cologne, Prince du Saint Empire, de Ratisbonne, de Liege & de Bergtergade, ou comme il ſe nomme de Hildesheim, né Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, hors de nôtre grace & de celle du Saint Empire, Protection, Défenſe, & Interceſſion, & nous le déclarons & publions & reconnoiſſons pour dépoſé, pour avoir perdu de fait toutes les Prérogatives, Franchiſes, Droits, Regales, Honneurs, Dignitez, Fiefs, Proprietez, Patronages, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, qu'il avoit & tenoit de nous & de l'Empire; quels qu'ils ſoient ſans en excepter aucuns. Défendons à tous & un chacun les Vaſſaux de l'Empire de quelque état & condition qu'ils ſoient, d'avoir doreſnavant aucune communication avec ledit JOSEPH-CLEMENT ci-devant Electeur de Cologne, Prince de l'Empire, de Ratisbonne, de Liege, & de Bergtergade, ou comme il ſe qualifioit de Hildesheim, Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, ſous quelque prétexte que ce ſoit, de le retirer chez eux, le loger, lui donner le Couvert, lui donner à manger ou à boire, ou de lui fournir quoi que ce ſoit, ni lui donner aucune aide ou aſſiſtance, ni de lui faire tenir quelque choſe, ni de le recevoir en leur garde & protection. Nous commandons encore à ceux qui ont été ſes Vaſſaux, Sujets, Officiers, Habitans ou Dependans, Eccleſiaſtiques & Seculiers, de n'avoir plus aucuns égards pour lui, ni de recevoir de lui, ni de ſa part & des ſiens, quels qu'ils ſoient, aucun ordre, beaucoup moins de le ſuivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéïr qu'a nous & à ceux auxquels nous les avons déja adjugez, ou à qui nous les adjugerons ci-après ſelon l'occaſion; Nous rappellons particulierement tous & un chacun les Officiers & Soldats qui lui ſont encore attachez, par nos réïterées Avocatoires pour la derniere fois, qu'ils aïent à le quitter inceſſamment & nos autres Ennemis, & à ſe ranger de notre côté, de ne ſe point engager, ni laiſſer employer pour la défenſe de lui ou de ceux de ſa Faction, ni pour rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, contre ſes fideles Etats, ou contre nos Vaſſaux & ceux de l'Empire, mais au contraire de ſervir contre lui & contre ſes Suppots, de courre ſus à lui, & aux ſiens, & de lui faire tout le tort & le dommage poſſible, afin de regagner par-là nôtre Grace & nôtre Generoſité. Nous abſolvons tous ceux qui lui ſont en quelque maniere engagez ou obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez ou obligez, de toute foi & hommage, Serment de fidelité, devoirs, obéïſſance, intelligence & Alliance, quelles qu'elles ſoient, ou qu'elles puiſſent être nommées, comme étant nulles & ſans force depuis ſa felonie, & Crime de Leze-Majeſté; & icelles ſont déclarées telles par

ces

ANNO 1706.

ANNO 1706. ces presentes, & ne peuvent & ne doivent plus lier, ni adstreindre personne. Ordonnons que tous & un chacun nos Vassaux & de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit *Ban & Arriere-Ban*, & la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou celles que nous avons exprimées, soient reputez tels dès ce moment, & pour tels reconnus, déclarez & tenus; & les autres qui lui sont soûmis ou qui voudront en quelque maniere s'opposer, ou ne pas vouloir accomplir parfaitement, nos presentes Déclarations, Avertissemens, Manifestations, Publications, Decharges, Absolutions, Admonitions, Commandemens, Ordres & Defenses. Enfin, nous cassons, annullons, & revoquons toutes & une chacune les Graces, Privileges, Franchises, Coûtumes & Usages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque maniere contraires aux presentes, & qui pourroient être alleguées à l'encontre, en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçûs, & reservez. Voulant expressement, que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit, n'excepte aucune de toutes nos presentes Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise en aucune maniere. Le tout par autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes suivant lesquelles chacun aura à se regler, & à se garder de dommage, & de ruine. Donné à nôtre Ville de Vienne, le vingt-neuviéme Avril mil sept cens six, l'an de nôtre Regne Romain le dix-septiéme, de Hongrie le dix-neuviéme, & de Boheme le Premier.

JOSEPH,

(L. S.) FRID. CHARLES COMTE DE SCHONBORN, vt.

Par le propre Mandement de Sa Sacrée Majesté Imperiale.

C. F. CONSBRUGH.

LXIII.

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire*, MAXIMILIEN EMANUEL, *Electeur & Duc de Baviere Données à Vienne le 29. Avril* 1706.

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élû Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, Prince de Suabe, Margrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince d'Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windismarck, de Porentru, (ou Portenou) & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Juges de Provinces, Drossards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Feaux, & de l'Empire, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient; & particulierement aux Etats de Baviere, Sujets, Vassaux, Parens, ou Amis; qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soûmettront ou conformeront; offrons nôtre amitié d'Oncle & de Neveu, faveur Imperiale, Grace, & tout bien.

Tout le monde sçait comment MAXIMILIEN EMANUEL, jusques ici Electeur & Duc de Baviere, animé en partie d'un esprit d'ambition demesurée, en partie poussé par une haine secrete, inveterée, & illegitime, contre Sa Majesté Imperiale son Seigneur & Cousin de glorieuse Memoire, s'est depuis quelques années tellement déclaré, contre nôtre Maison Archiducale, que mépriſant & foulant aux pieds tout l'amour, le devoir, l'honneur, & la fidelité dûs à feu Sa Majesté & à l'Empire Romain, il s'est attaché au Roi de France, & a machiné avec lui par toute sorte de voyes, les moiens de pouvoir parvenir à ce souverain degré de grandeur & d'élevation où il aspiroit, & au contraire à abaisser, affoiblir, dechirer, & opprimer le Saint Empire Romain, mais sur-tout à ruiner feu Sa Majesté Imperiale & nôtre Maison Archiducale; aiant de fait tâché d'executer ce maudit & pernicieux dessein particulierement depuis la mort de CHARLES SECOND, Roi d'Espagne, de chrêtienne & glorieuse Memoire, arrivée en mil sept cens un, & duquel dessein il ne s'est pas encore desisté. ANNO 1706.

Mais sur-tout il est notoire dans l'Empire & ailleurs, comment par un Esprit de revolte & de felonie, lui MAXIMILIEN EMANUEL, a proditoirement fait tomber au pouvoir de la France, les Païs-Bas Espagnols dont la garde & le Gouvernement lui avoient été confiez, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à nôtre Maison Archiducale d'Allemagne. Avec quelle impudence celui qu'il députa de la part de la Bourgogne au nom du Duc d'ANJOU à la Diete de Ratisbonne, entreprit de s'opposer à feu notre Seigneur & Pere, (qui repose en Dieu) avec quelle méchanceté il a séduit son Frere, alors Electeur de Cologne, pour faire une Alliance défenduë telle qu'il a faite, & pour recevoir dans l'Electorat de Cologne & dans le Diocese de Liege des Troupes Françoises, que par derision il nommoit Troupes de Bourgogne. Avec quelle fierté il a voulu forcer les Louables Cercles de Franconie & de Suabe à procurer l'avancement de ses pernicieux & damnables desseins, & les obliger à se soûlever contre Sa Majesté Imperiale. Par quels artifices il a cherché à retarder les Résolutions de la Diete de l'Empire, contre la France, & contre ceux de sa Faction; ce qu'il a machiné d'ailleurs, & de quels maux non seulement il a menacé ceux qui refusoient de lui obéïr, mais comment il les a accablez par tout, en se saisissant subtilement de notre Ville Imperiale d'Ulm le jour de Nôtre-Dame; qu'il n'en est pas demeuré là, mais que lui seul a temerairement éludé les desseins & les Conseils de tous les Etats de l'Empire, (hormis les siens,) ceux de Sa Majesté Imperiale, & leur Déclaration de Guerre contre la parjure Couronne de France, le Duc d'Anjou, leurs Fauteurs, & Adherans; qu'il a mépriſé les Ordonnances émanées contre lui en particulier, en consideration de cette infraction de Paix, & s'est moqué des exhortations & avertissemens de tout l'Empire, & des remontrances plus que paternelles, aussi bien que des ordres de l'Empereur; qu'il s'est emparé par surprise, ou par force des Villes Imperiales les unes après les autres, qu'il en a fait de même des Provinces, sans distinction, ni difference, si elles appartenoient à Sa Majesté Imperiale, & à nôtre Maison Archiducale, ou autres fideles Etats de l'Empire, autant qu'il a pu faire, & cela avec les Troupes de l'Ennemi qu'il a appellées dans l'Empire, qu'il a forcé toutes lesdites Provinces & Places, à lui païer contribution, qu'il y a commis toute sorte de pillage, de Meurtres, & d'Incendies, sans avoir épargné ni les Eglises, ni les autres Lieux sacrez; jusques-là qu'il a investi le jour de Pâques, la Ville Imperiale de Ratisbonne, nonobstant que la Diete de l'Empire, & son propre Envoïé fussent dedans, qu'il s'en est emparé, & a prétendu de la retenir pour soi en propre; aïant voulu forcer les Envoïez à révoquer les Conclusions Imperiales qui avoient été prises contre lui, & contre ceux de sa Faction, jusques à ce qu'enfin à l'arrivée des Troupes il a été contraint de l'abandonner. Toutes ces choses ne se prouvent pas tant par les Ecrits & les Negotiations publiques, & particulieres, qui se sont faites & tenuës depuis ce tems-là, que par les fleuves de sang Chrêtien, qui a été répandu, & par l'abondance des larmes qui coulent encore des yeux d'un nombre infini de personnes qui ont long-tems gemi, & qui pleurent encore en reclamant la vengeance divine & humaine. On n'a pas aussi moins experimenté combien lui & ses Suppôts se sont donné de peines, pour faire ensorte, quoi qu'inutilement, que la constante Porte Ottomanne, qui sçait bien mieux qu'eux tenir sa parole, se déclarât contre feu notre Seigneur & Pere & contre nous; qu'il a sur-tout exhorté nos Sujets Rebelles de Hongrie à perseverer dans leur revolte, & à rejetter tous les moyens d'accommodement qui leur ont été offerts

ANNO 1706. par feu Sa Majeſté Imperiale & par nous; qu'il leur a promis toute ſorte de prompt ſecours, les aſſurant qu'à leur requiſition, non ſeulement comme Vainqueur indubitable de notre Maiſon Archiducale, mais auſſi quand même contre ſon attente, il ſeroit vaincu, il paſſeroit vers eux en propre perſonne, & les meneroit contre nous; comme cela paroit par les autres revoltes & trahiſons, tramées, ſuſcitées & fomentées dans pluſieurs autres endroits par lui & par les ſiens, contre Sa Majeſté Imperiale, contre nous, & contre l'Empire. Sans parler des Injures atroces, & des Calomnies infames qu'il a vomies & fait publier contre nous de vive voix & par écrit, dans toutes les Egliſes de Baviere, ni comment avant le commencement des Hoſtilitez, Sa Majeſté Imperiale n'a pas manqué de l'exhorter, lui MAXIMILIEN EMANUEL à rentrer en ſoi-même, à ſonger à ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majeſté, à l'Empire Romain, à ſoi-même, à ſes Enfans, & à ſes Sujets, & à ne ſe point précipiter avec eux dans le dernier malheur, au grand dommage & détriment de feu Sa Majeſté Imperiale, de nous, & de nôtre Maiſon Archiducale, en lui faiſant les offres du monde les plus honnêtes & les plus avantageuſes. Sa Majeſté Imperiale lui ayant auſſi depuis & à pluſieurs repriſes, & même après le rude échec que lui & ſes Troupes Auxiliaires avoient reçû auprès de Donawert confirmé ſes premieres demandes, portée à cela en partie par les avances trompeuſes, que lui & les ſiens avoient faites à Sa Majeſté, & en partie par les remontrances des Hauts Alliez bien intentionnez; pour voir, ſi par les voyes de la douceur lui & ſon Frere pourroient être induits à rétablir au plûtôt le Repos & la Paix dans le Païs. Mais tous ceux qui avec Sa Majeſté Imperiale, & nous, s'en ſont mêlez, ont experimenté qu'il n'a cherché que des ſubterfuges, & que tous les grands avantages & les offres que Sa Majeſté Imperiale lui a faites de lui donner des Terres & des Principautez en propre, n'ont pû le raſſaſier, ni les Villes & les Terres de Suabe & de Baviere contenter ſes deſirs immoderez, pour le récompenſer ſans honte de ſes mauvaiſes Actions. Au contraire il a toûjours conſtamment perſiſté dans ſes premiers deſſeins pernicieux & impies, n'ayant attendu pour les executer, qu'un renfort de nouvelles Troupes, & une nouvelle occaſion; &, (ce qu'on ne ſçauroit dire ſans rougir) à peine a-t-il cru avoir ce qu'il prétendoit, que ſe moquant d'une maniere, qui ne ſe peut ſouffrir, de Sa Majeſté, il n'a pas négligé un ſeul moment de le faire paroître. Mais Dieu, qui eſt juſte, du Nom & de la Patience duquel il avoit ſi long-tems abuſé, dans ſes paroles & dans ſes Ecrits, eſt intervenu par ſa Toute-Puiſſance, & a donné aux Generaux de l'Empereur, de l'Empire, de la Sereniſſime Reine d'Angleterre, & des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & aux autres Commandans & ſimples Soldats de leur Armée une telle force, prudence, courage, & bravoure, accompagnez de bonheur, qu'après la defaite entiere des ſiens & des François qui l'avoient joint, après que pluſieurs milliers ont été faits priſonniers, lui avec le peu de Troupes, qui lui étoient reſtées, a été mis en fuite, & contraint d'abandonner ſon propre Païs, s'étant tenu depuis ce tems-là parmi les Ennemis de l'Empire ſes Compagnons ſans le moindre repentir, ni aucune apparence de converſion, ayant perſiſté publiquement & couvertement dans ſes premiers Crimes. Il ne reſte donc plus en conſequence, ſinon que ſuivant le Jugement qui a été rendu, & accompli, nous de nôtre part, nous excluïons poſitivement lui MAXIMILIEN EMANUEL, du Nombre, de la Dignité, & de la jouïſſance des Membres de l'Empire Romain, ainſi que nous l'en déclarons exclus, & que nous faſſions publier formellement, publiquement, & ſans plus de delai le Ban, ſelon que le meritent ſes infames Calomnies, & ſes Crimes de Leze-Majeſté & autres; & que le demande la Bulle d'Or, les Conſtitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, & les autres Statuts de l'Empire, & ſur-tout les dernieres Réſolutions Imperiales, & comme nous y ſommes obligez par la Capitulation jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur.

A ces Cauſes, nous publions, & déclarons, par ces preſentes, lui MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, & le mettons au Ban & Arriere-Ban de nous & de l'Empire, & le déclarons avoir encouru de fait toutes les punitions & peines que contiennent & tirent après elles telles Déclarations, ſelon le Droit & les Coûtumes. Nous le dépoſons par ces preſentes, déclarons, & faiſons ſçavoir, qu'il eſt dépoſé, & qu'il a perdu toutes les Graces, Libertez, Droits, Regales, Honneurs, Charges, Titres, Fiefs, Proprietez, Patronage, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, quels, & quelque part qu'ils ſoient; Faiſons ſçavoir à tous ceux qui appartiennent à lui MAXIMILIEN EMANUEL, autrefois Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, qu'aucun d'eux n'ait à ſe joindre à lui, ni à embraſſer ſon parti, comme ayant été dépoſé, & mis hors de nôtre Paix, & protection, & de l'Empire, & étant dans nôtre diſgrace & incertitude; en s'y étant mis lui-même. Defendons à tous & un chacun les Membres de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils ſoient, d'avoir doreſnavant aucune correſpondance avec lui, de le retirer chez eux, le loger, lui donner à boire ou à manger, ou de lui rien fournir en aucune maniere, de lui donner aucun ſecours ou aſſiſtance, ou de lui en faire avoir, ou de le prendre en leur garde & en leur protection; Nous commandons encore à ceux qui ont été ſes Vaſſaux, ſes Sujets, ſes Officiers, & ceux qui étoient de ſa dépendance, Eccleſiaſtiques, & Seculiers, de n'avoir plus aucun égard pour lui, ni de recevoir de lui, ni de ſa part ou des ſiens quels qu'ils ſoient, aucun ordre, beaucoup moins de le ſuivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéïr qu'à nous & à ceux auxquels nous en avons donné la Commiſſion, ou à qui nous la donnerons ci-après ſelon l'occaſion. Nous réïterons en particulier pour la derniere fois tous & un chacun nos Avocatoires, à tous les Officiers & Soldats qui l'ont ſuivi, & ſont encore attachez à ſa Perſonne, les avertiſſant qu'ils ayent à le quitter & nos Ennemis inceſſamment, à ſe ranger de nôtre côté, & à ne ſe point laiſſer employer pour ſa défenſe, ni celle de ceux de ſa Faction, & à ne rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, ſes fideles Etats, ou contre nos Sujets, ou ceux de l'Empire, mais au contraire à s'employer contre lui & contre ſes Suppôts, à lui courre ſus & aux ſiens, à lui nuire en tout, & à meriter parlà nôtre grace & bienveillance. Nous abſolvons tous ceux qui lui ſont en quelque maniere engagez & obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez & obligez, de tout Serment de fidelité, de foi & hommage, Devoirs, Obéïſſance, Intelligence & Alliance, de quelque nature qu'elles puiſſent être, ou qu'elles puiſſent être nommées, comme étant nulles & ſans force du moment de ſa felonie, & crime de Leze-Majeſté; & elles ſont déclarées nulles par ces preſentes, & ne peuvent, & ne doivent plus lier perſonne. Ordonnons que tous & un chacun nos Officiers & Vaſſaux de l'Empire qui ont encouru ſemblablement & de fait ledit Ban & Arriere-Ban, comme auſſi la privation Eccleſiaſtique, & les autres peines mentionnées dans les Conſtitutions de l'Empire, ou les peines exprimées par nous, ſoient reconnus, déclarez & reputez tels dès cette heure, & les autres qui lui ſont ſoûmis punis à la derniere rigueur par Corps & de la Vie, leſquels s'oppoſeront en quelque maniere à nos preſentes Déclarations, Manifeſtations, Publications, Decharges, Admonitions, Commandemens, Ordres, & Defenſes, ou qui ne s'y conformeront pas entierement. Enfin, nous caſſons, annullons, & relevons toutes & une chacune les graces, Privileges, Franchiſes, Coûtumes & Uſages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predeceſſeurs en l'Empire, ou autres, qui ſont en quelque maniere contraires aux preſentes, ou qui pourroient être allegués à l'encontre en quelques termes, ou ſens qu'ils ſoient conçûs, & réſervez; Voulant expreſſement que qui que ce ſoit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il ſoit, n'excepte aucune de ces preſentes nos Ordonnances, ne s'y oppoſe, ou n'y contrediſe, en aucune maniere. Le tout par Autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes, auxquelles chacun aura à ſe conformer, & à ſe garder de danger & de ruïne.

Donné en nôtre Ville de Vienne, le 29. Avril 1706. &c.

LXIV.

ANNO 1706. 10. Mai.

LXIV.

Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres JOSEPH CLEMENT *de Baviere, &* MAXIMILIEN EMANUEL *Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le* 10 *Mai* 1706.

„ SA Majesté Romaine Imperiale, Hongroise & Bohemienne, nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, a fait savoir au très-éminent & très-haut Prince & Seigneur, le Seigneur Jean Philippe, &c. &c. son Conseiller Privé, & son Principal Commissaire à cette Diete de l'Empire, ce qui suit, par le Rescript daté de Vienne le 29. Avril dernier. A savoir qu'il n'étoit pas besoin de repeter par le menu aux Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, aux Conseillers, Ambassadeurs, & Envoyez des Princes ici presens, combien grossierement & intolerablement les deux Freres JOSEPH CLEMENT, & MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviere, se sont écartez de leurs devoirs & ont entrepris par leur quantité d'Intrigues seditieuses, pernicieuses & violentes malversations, & par leur Infraction à la Paix, contre la Grandeur de la Majesté Imperiale, contre la Liberté de l'Empire, & contre ses Constitutions; comment ils ont persisté dans leur desobéissance, dans leur revolte, & dans leurs damnables desseins; ayant mépriſé les Avertissemens & Admonitions plus que paternelles de feu Sa Majesté Imperiale, & s'étant moquez & aïant rejetté les Propositions & les Offres qui leur ont été faites, par les fideles Princes & Etats, & par la Diete même, qui leur étoit bien intentionnée; jusques-là qu'ils ont à la fin mieux aimé abandonner leurs propres Païs, & se jetter entre les mains & au pouvoir des Ennemis jurez & déclarez de l'Empire, que de se desister de leurs pervers dessseins; attendu que c'est une chose connuë de tout le monde, & que les Envoïez ont contribué en partie à imaginer & à conseiller genereusement, ce qui étoit bon & necessaire; tellement qu'il n'est plus resté, sinon, que suivant l'Instruction de la Bulle d'Or, les Constitutions Imperiales, & de l'Empire, la Paix du Païs, du Saint Empire, & les autres, & sur-tout aussi en consequence de la Capitulation Imperiale jurée à l'Election, & des Resolutions de l'Empire prises au sujet de cette presente Guerre, l'Empereur fasse le devoir de sa Charge d'Empereur, & que pour punir selon leurs demerites les deux dits Freres Infracteurs de la Paix, Parjures, Felons, Contempteurs de la Liberté & des Loix d'Allemagne, & pour servir d'exemple aux autres, Sa Majesté Imperiale les excluë du nombre & de la Dignité des Princes de l'Empire, comme ils s'en sont exclus eux-mêmes de fait, & qu'elle les déclare & tienne, & qu'ils soient tenus pour exclus de toutes les Terres qu'ils possedoient tant en qualité d'Electeurs que de Princes, de toutes les Graces, & de la Protection qu'ils ont euës de l'Empereur & de l'Empire; & qu'à l'égard du Seculier en particulier, & nommement, il soit mis au Ban & Arriere-Ban de l'Empire; c'est pourquoi aussi Sa Majesté Imperiale l'avoit aussi executé par le moien de la Publication des Lettres Patentes que nous avons reçûës, n'aïant pu differer plus long-tems; & a bien voulu le communiquer gracieusement à cette Diete de l'Empire pour lui servir d'avertissement & satisfaire à la Coûtume. Laquelle Volonté & Commandement de Sa Majesté Imperiale, les hauts & éminens Princes, Electeurs, & Etats, les excellens Conseillers de l'Empire, les Ambassadeurs & Envoïez n'ont pas voulu empêcher, au contraire comme bien intentionnez, ils ont voulu s'y conformer, & y perseverer. Donné à Ratisbonne, le 10. Mai 1706.

„ JEAN PHILIPPE, *Cardinal de Lamberg*,
„ *Evêque & Prince de Passau*,

ANNO 1706. 26. Mai.

LXV.

Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la GRANDE BRETAGNE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES UNIES, *d'une part & Son Alteſſe Electorale* PALATINE *d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au service de ſadite Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances ſeront augmentées.*

LES sept mille hommes des Troupes de Son Alteſſe Electorale Palatine au service de l'Angleterre & de l'Etat, envoïées d'un commun consentement en Italie, & Son Alteſſe Electorale ayant offert d'augmenter le Corps de ces Troupes au service susdit jusques à dix mille hommes, sans pretendre aucun argent de Levée pour les Troupes d'augmentation, Sa Majesté de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances ont accepté cette offre, ainsi l'on est convenu de part & d'autre, que Son Alteſſe Electorale donnera, & Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances accepteront à leur service encore trois mille Hommes, à sçavoir deux Regiments d'Infanterie, & trois Esquadrons de Cavallerie, suivant la liste jointe à cette Convention.

Ces trois mille hommes seront paiez par l'Angleterre & par l'Etat, sur le même pied que les sept mille Hommes ci-devant mentionnez sont païez, suivant les Conventions & la liste ci-jointe.

Sa Majesté Britannique prendra à sa charge & païera les deux tiers, ou deux mille Hommes, & Leurs Hautes Puissances un tiers, ou mille Hommes des trois mille susdits.

Le païement commencera du jour que les quatre mille Hommes, qui iront les premiers en Italie, se seront mis en marche pour y aller; & pour éviter toute dispute là-dessus, on comptera deux longs mois avant le jour que les premiers quatre mille Hommes seront arrivez en Italie, & y auront joint l'Armée Imperiale, à condition que les trois mille Hommes susdits soyent complets dès à present.

Ces trois mille Hommes serviront aux Païs-Bas, ou autre part, où Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances le trouveront à propos.

Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances s'engagent à faire païer les arrerages dûs aux Troupes Palatines au plûtôt.

La presente Convention sera ratifiée, & les Actes de Ratification en seront échangez ici à la Haie dans le terme d'un mois, ou plûtôt s'il se peut.

En foi de quoi nous soussignez Plenipotentiaires & Deputez de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & de Son Alteſſe Electorale Palatine d'autre part, avons signé la presente Convention, & y apposé le Cachet de nos Armes.

A la Haie le vingt sixieme de Mai, mille sept cent six.

(L. S.) ALEXANDER STANHOPE.

(L. S.) J. H. v. HETTERMAN.

(L. S.) G. H. VAN REEDE.

(L. S.) F. B. VAN REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) JOHAN BEKER.

(L. S.) A. B. SCHURMANUS.

(L. S.) NIELAND.

(L. S.) W. VAN BORCK.

ANNO 1706. *Etat & Ordonnance de Son Alteſſe Electorale Palatine touchant la Convention arrêtée avec Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & avec Leurs Hautes Puiſſances au ſujet du Païement de 3000. Hommes, qui conſiſtent en quatre Bataillons d'Infanterie, & en trois Eſcadrons de Cavallerie, pour leſquels eſt requis, en un mois de 42. jours ſuivant l'Ordonnance de la Province d'Hollande, ſçavoir,* ANNO 1706.

Direction. *Ordonnances.*

Perſonnes d'une Compagnie d'Infanterie.		Fl. d'Holl.	Ecus d'Holl.
1 Capitaine.		150	60
1 Lieutenant.		45	18
1 Enſeigne.		40	16
2 Sergeants.	à *f* 25	50	20
1 Fourrier.		20	8
3 Caporaux.	à *f* 17	51	20 20
1 Chirurgien.		17	6 40
1 Ecrivain.		17	6 40
2 Tambours.	à *f* 13	26	10 20
3 Valets.	à *f* 8	24	9 30
1 Solliciteur.		12 5	4 45
10 Exempts ou Gefreyden.	à *f* 13	130	52
51 Soldats.	à *f* 12 5	624 15	249 45
78 Perſonnes pour une Compagnie en tout.		1207	
78 Perſonnes la 2 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 3 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 4 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 5 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 6 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 7 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 8 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 9 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 10 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 11 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 12 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 13 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 14 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 15 Compagnie.		1207	
78 Perſonnes la 16 Compagnie.		1207	
1248 Perſonnes pour le Regiment entier.		19312	

Un Regiment conſiſte en deux Bataillons.

Ordonnance de l'Etat Major.

Etat Major d'Infanterie.

		Flor.	*Sols*	*d'Holl.*
1 Colonel.		393	15	
1 Lieutenant-Colonel.		131	5	
2 Majors.	à *f* 105	210	0	
1 Mareſchal des Logis.		53		
2 Adjutants.	à *f* 48	96		
1 Auditeur.		40		
1 Paſteur.		45		
1 Chirurgien-Major.		25		
1 Tambour-Major.		20		
1 Prevoſt.		20		
1 Valet ou aide Prevoſt.		13		
6 Hautbois.	à *f* 12 5	73	10	
19 Perſonnes doivent avoir en 42 jours.		1128	10	
1 Capitaine de la Compagnie Colonelle		150		
20 Perſonnes de l'Etat Major.		1278	10	
1248 Perſonnes de 16 Compagnies doivent avoir		19312		
1268 Perſonnes pour le Regiment entier avec l'Etat Major.		20590	10	
1268 Perſonnes encore pour un Regiment.		20590	10	
2536 Perſonnes pour deux Regimens doivent avoir		41181		

La ſomme totale pour les deux Regimens d'Infanterie, qui conſiſtent en quatre Bataillons de 2536. Perſonnes, doivent avoir en 42. jours, avec l'Etat Major la ſomme de *f* 41181. de Hollande; Et ſont en Ecus d'Hollande 16472 : 20.

Un

ANNO 1706.

Un Regiment de Cavallerie de trois Eſquadrons.

ANNO 1706.

Perſonnes.	*Chevaux.*		*Flor.*	*Sols d'Holl.*
1 Capitaine de Cavallerie.	6		400	0
1 Lieutenant.	4		180	0
1 Cornet.	3		145	0
1 Wagtmeeſter ou Sergeant.	2		80	0
1 Mareſchal de logis.	2		70	0
3 Caporaux.	3		96	0
2 Trompettes.	2		70	0
1 Chirurgien.	1		35	0
1 Ecrivain.	1		35	0
1 Solliciteur.	1		28	0
1 Mareſchal.	1		32	0
1 Sellier.	1		32	0
35 Cavaliers.	35		980	0
50 Perſonnes en tout.	62	pour 1 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 2 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 3 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 4 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 5 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 6 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 7 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 8 Compagnie.	2183	0
50 Perſonnes &c.	62	pour 9 Compagnie.	2183	0
450 Perſonnes &c.	558	pour un Regiment.	19647	0

L'Etat Major de Cavallerie.

Perſonnes.	*Flor.*	*Sols d'Holl.*
1 Colonel.	393	15
1 Lieutenant-Colonel.	131	5
1 Major.	105	0
1 Mareſchal de logis.	53	0
1 Adjutant.	48	0
1 Auditeur.	48	0
1 Paſteur.	45	0
1 Chirurgien.	25	0
1 Timbalier.	35	0
2 Prevôt & ſon valet.	39	0
11 Perſonnes doivent avoir	973	0
1 Capit. de Cavall. de la Colonelle.	250	0
12 Perſonnes de l'Etat Major.	1246	0
450 Perſonnes de 9. Compagnies.	19647	0
462 Perſonnes d'un Regiment avec l'Etat Major.	20880	0
Somme totale pour les 3000 Hommes porte en 42 jours.	62074	0
Ou en Rycksdallers ou Ecus de Hollande.	24829	30

ANNO 1706. 7. Juin.

LXVI.

Resolution des Etats de la Province de Flandres, par laquelle ils reconnoissent Sa Majesté Catholique le Roi CHARLES III. *pour leur legitime Souverain du 7. Juin.* 1706. [Copie Manuscrite & sûre. Elle est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs = Archiv. Part. Special. Continuat. I. Absatz. III. Anhang zu Burgund pag. 203.]

LA Lettre qu'il a plû à Son Alteſſe Mylord Prince & Duc de Marlborough, & à Leurs Excellences Mrs. les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, d'écrire à l'Aſſemblée des Etats de cette Province de Flandres, ayant été luë avec tout reſpect, & le contenu avantageux d'icelle ayant été pris en conſideration.

Il a été reſolu unanimément de reconnoître, comme ladite Aſſemblée reconnoit par les préſentes, la Souveraineté de Sa Majeſté CHARLES III., auquel elle ſe ſoumet comme bons & fideles Sujets; dans l'aſſurance que S. M. maintiendra cette Province dans tous les Privileges, Uſages & Coûtumes, tant pour le Spirituel que pour le Temporel: Que S. M., en qualité de Comte de Flandres, ne ſouffrira pas qu'il y ſoit rien changé ou diminué dans aucun point; Et qu'Elle voudra bien agréer, & approuver la conſtitution du Gouvernement de ladite Province, des Cours, Païs, Villes, Châtellenies, Offices, & Lieux Subalternes, & generalement de tous les Departemens & Diſtricts du reſſort d'icelle, tant par raport aux Fermes des Finances, qu'aux Deniers empruntez à interêt juſqu'à ce jour de quelque nature qu'ils puiſſent être, ſans aucune exception, tant pour la ſureté du Public en général, que de chacun en particulier. Et pour l'accompliſſement de ce que deſſus, S. A. Mylord Prince & Duc de Marlborough, & leurs Excellences Mrs. les Députez des Etats Généraux des Provinces Unies ſont très-humblement priez de vouloir ratifier ce qu'ils ont déja eu la bonté d'octroyer aux Colleges & Villes de la Province, ſur les prieres & repréſentations qui leur en ont été faites.

Et comme pluſieurs Habitans de cette Province, tant Eccleſiaſtiques que Séculiers, trouvent que leurs Biens ſont confiſquez ou ſaiſis, on ſe promet que leſdites ſaiſies, & confiſcations ſeront levées, & ceſſeront entiérement du jour de la preſente ſoumiſſion. Fait à l'Aſſemblée des Députez Eccleſiaſtiques & Séculiers de la Province de Flandres, à la Maiſon de Ville de Gand le 6. Juin. 1706. Signé J. THYSEBAERT. Et ſcellé du ſceau de la Province de Flandres.

Le tout accordé au nom de S. M. C. le Roi CHARLES III. *Au Camp d'Aerſele, le 7. Juin* 1706.

Signé,

Le Prince & Duc DE MARLBOROUGH.

FERDINAND VAN COLLEN.

J. H. BARON VAN RENSWOUDE.

J. VAN GOSLINGA.

CUYPER.

LXVII.

13. Juin. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY *&* TOURNAYSIS *ſe ſoumettent aux Contributions de Guerre ordonnées ſur leur Païs, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES. *Fait à Gand le* 13. *Juin* 1706. [Pièce autentique tirée des Regiſtres des Etats de Tournay & Tournayſis.]

DE Raad van Staate de Vereenigde Nederlanden, geſien ende geexamineert hebbende het Accoord door Mrs. Ernſt Peſters en Johan Theodor Wierts Ontfanger der Contributien als daar toe door haar Ed. Mog. geauthoriſeert, geſlooten met gedeputeerden vande Stad Doornick over de Contributien vande voorſz. Stad ende Bailliage mitsgaders Banlieue en verdere dependentien vandien den 13. *deſer volgende hier van woorde te woorde,* ANNO 1706.

NOUS Erneſt Peſters Conſeiller Penſionaire de la ville de Maaſtrigt & Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contributions pour le ſervice des Etats Generaux des Provinces Unies d'une part, Meſſire René Becuau Vicaire & Deputé de Mr. le Cardinal de Medicis Abbé de St. Amand & Conſeiller Clerc au Parlement de la Ville de Tournay, Thiery Ignace Errembaut Eſcr. Seigneur de Beaurepaire Grand Baillif de Mortagne, & Jean Baptiſte Ignace Dubois Eſcr. Seigneur d'Inchy Grand Baillif de Rume, authoriſé de la part des Etats, & de la Ville & Banlieue de Tournay ſuivant leurs Pouvoirs des deux & ſept de ce mois, qui ont été exhibés pour traiter des contributions impoſées par leſdits Etats Generaux, ſur le Bailliage de Tournay, y compris la Banlieue & dependances, à l'occaſion de la preſente Guerre, declarons d'avoir convenu de ce qui s'enſuit,

Que moyennant la ſomme de deux cent quarante huit mille deux cent florins monnoye de Change, le Louis d'or à neuf Florins, l'Ecu a quarante huit patars, & l'eſcalin à ſix patars, ledit Bailliage de Tournay, Dependances & Banlieue, à la reſerve des ſept Quartiers de la Banlieue, de la Ville de Tournay, & les Villages tant de l'ancien que du nouveau Tournefis reuny par la paix de Riſvik, ſitués au delà de l'Eſcault qui doivent continuer de payer à Maſtrigt demeureront bien & valablement deschargés de tout ce qui pourroit être deu pour Contribution, Fourages, Vaches & autres choſes generalement quelconques, qui pourroit être exigible à ce titre depuis le quinze May mil ſept cens deux, jour de la Déclaration de la preſente Guerre, juſques à pareil jour de l'année mil ſept cens ſept, ſauf les Droits des Sauvegardes dont il en ſera pris & payé d'eux pendant l'année commencée le quinze May dernier par chacque Paroiſſe à raiſon de vingt quattre Florins auſſi argent de Change, & quatre Eſcalins de permiſſion pour les Droits d'enregiſtrement, & les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue tant nobles qu'autres, excepté les militaires, demeureront en toute ſeureté avec leurs Biens, Beſtiaux, Grains, Fourages & autres choſes generalement quelconques, ſans qu'il leur ſoit fait aucun tort ou empeſchement par les troupes des Etats Generaux ſuſdits & de leurs Alliés.

Le payement de la ditte ſomme de deux cent quarante huit mille deux cent Florins ſera fait entre les mains dudit Sr. Wierts, ſcavoir une moitié au huitieſme du mois de Juillet prochain & l'autre moitié en deux termes, dont le premier eſcherra le huitieſme du mois de Septembre, & le deuxieſme pendant tout le mois de Novembre de la preſente année, pour la ſeureté de tous leſquels payemens & execution du preſent Traité, il a été convenu qu'il ſera donné à l'eſchange des Ratifications au gré dudit Sr. Wierts de la part des Etats de Tournay bonne & ſuffiſante Caution dans la Ville d'Amſterdam ou telle autre qu'il trouvera convenir, qui s'oblige perſonnellement & ſolidairement à faire leſdits payements ſans aucune diviſion ou diſcution à peine d'y être contraint après une ſimple ſommation de payer, ou bien il ſera donné des Lettres de Change pour le payement de la ſomme ſuſditte aux termes marquez, ſur Amſterdam, ou telle autre Ville que Mr. Wierts trouvera convenir, acceptées par les Marchands qui devront les acquiter.

Que les partis qui pourroient être envoyés dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue pour le ſervice des Alliés ſeront tenus d'y vivre en bon ordre & diſcipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur argent, ſans être en aucune maniere à charge au pays. Si leſdits partis n'obſervoient point ce qui eſt reglé par le preſent Article, il ſera tenu des Proces verbaux deuement verifiés par les gens de loy des lieux, des dommages & intereſts qu'ils y auront cauſés pour en être tenu compte ſur leſdites Contributions.

Les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Partis qui ne ſeront pas munis des Paſſeports ſuffiſans, ſans que pour cela ils ſoient reputez avoir commis aucune hoſtilité ou choſe contraire au preſent Traité.

Les

ANNO 1706. Les Generaux Commandants & autres Officiers ne pourront exiger deſdits habitans aucune choſe à titre de donation, preſens ou autrement, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, & ſi nonobſtant le preſent Traité ils en exigeoient quelque choſe, il en ſera auſſi dreſſé des Proces verbaux par les gens des lieux, leſquels étans trouvés veritables ſeront envoiés par leſdits Srs. des Etats de Tournay au Sieur Wierts, pour qu'il les examine, & en tienne compte ſur la Contribution.

Il ſera permis aux habitans de la Ville de Tournay d'aller librement dans les Faubourgs de ladite Ville y compris les Auberges de la Tombe & le Vermont & point au delà ſans qu'ils puiſſent y être faits priſonniers par les partis des Alliés.

Il ſera delivré des Paſſeports gratis aux Deputés Eccleſiaſtiques, Baillifs, Conſeillers, Greffier & Controlleur deſdits Etats de Tournay, comme auſſi au grand Prevoſt, Majeur, Commis aux Finances; Premier Conſeiller, Penſionaire ſubdelegué de l'Intendant, Procureur Fiſcal, Greffier & Treſorier de laditte Ville, pour leurs Perſonnes, Femmes, Enfans & Domeſtiques, enſemble ou ſeparement en telle voiture qu'il leur plaira &c. & à l'eſgard des Huiſſiers & Meſſagers deſdits Etats de Tournay & Banlieue, des Baillifs, Greffiers & Collecteurs des Communautés dudit Bailliage & Banlieue, auſſi bien qu'à l'eſgard de tous ceux qui occupent & cultivent des terres dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue, de quelle qualité qu'ils ſoient demeurants dans laditte Ville ou ailleurs, ils ſeront libres d'aller & venir en toute ſeureté faire la fonction de leur Charge dans les Villages, & y labourer leurs Terres étans munis d'un Certificat du Greffier deſdits Etats, contenant leur qualité & occupation.

Le preſent Traité ſera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; ſcavoir de la part des Sieurs Peſters & Wierts par les Seigneurs du Conſeil d'Etat des Provinces Unies ſe faiſans fort de tous leur Alliez, nuls exceptés, & de la part des Srs. Deputés par leurs Principaux. Ainſi fait & ſtipulé à Gand ce treizieſme Juin mil ſept cens ſix. E. PESTERS, J. T. WIERTS, BECUAU, ERREMBAUT & de BEAUREPAIRE, DUBOIS D'INCHY, *onderſtont my preſent Controlleur* FRANÇOIS DENIK,

Heeft het voorſz. Accord geaggreert en geapprobeert, aggreert en approbeert 't ſelve in kragte deeſe belovende 't ſelve in alle deele te ſullen doen obſerveren en naarkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage de 15. Juny 1706. Was geparapheert R. V. AUDRINGA onderſtont ter Ordonnantie vanden Raad van Staat ende was onderteekent J. VAN SLINGELANDT ter zyde ſtont het Zegel van Hooggemelte. Ed. Mog. Heeren in een rooden Ouwel overdeckt met een witte papiere ruyte, onderſtont, Accordeert met zyn Originecle ons Ontfanger en Controlleur der Contributien in kenniſſe der waarheyt deſe onderteekent hebbende, onderteekent WIERTS en FRANÇOIS DENICK.

Collationné à la Copie, Signé comme deſſus, & trouvé accorder, temoin le ſeing du Greffier Criminel de la Ville & Cité de Tournay, & mis jointement le Cachet ſecret de ladite Ville.

D. VAFFELART.

LXVIII.

22. Juillet 2. Août *Traité pour l'UNION de l'ANGLETERRE & de l'ECOSSE, conclu & ſigné par les Scigneurs Commiſſaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août. 1706.* [Traduit de l'Original imprimé à Edimbourg, par ordre du Parlement d'Ecoſſe.]

Articles d'Union conclus le vingt-deuxiéme de Juillet, dans la cinquiéme année du Regne de Sa très-Excellente Majeſté ANNE *par la grace de Dieu, Reine d'Ecoſſe, d'Angleterre, de France & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, &c. & l'an de nôtre Seigneur mil ſept cens ſix; par les Commiſſaires nommez de la part du Royaume d'Ecoſſe, ſous le grand Sceau d'Ecoſſe, le 27. de Fevrier dernier; en conſéquence du quatriéme Acte de la troiſiéme Seſſion du préſent Parlement d'Ecoſſe, dans la quatriéme année du Régne de Sa Majeſté: & les Commiſſaires nommez de la part du Royaume d'Angleterre ſous le grand Sceau d'Angleterre, datté de Weſt-Minſter le 10. d'Avril dernier, en conſéquence d'un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la troiſiéme année du Regne de Sa Majeſté, pour traiter de l'Union deſdits Royaumes. Leſquels Articles doivent être préſentez en toute humilité à Sa très-Excellente Majeſté, & offerts à la conſideration & examen des Parlemens reſpectifs des deux Royaumes, conformément auxdits Actes & Commiſſions.* ANNO 1706.

I. QUE les deux Royaumes d'Ecoſſe & d'Angleterre ſeront dorenavant à perpétuité unis en un ſeul Royaume ſous le nom de GRANDE-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni ſeront telles que Sa Majeſté l'ordonnera; & les Croix de Saint André & de Saint George ſeront jointes enſemble de la maniére que Sa Majeſté le trouvera à propos, & ſeront employées dans tous les Pavillons, Drapeaux, Etendarts, & Banniéres, tant par mer que par terre.

II. Que la Succeſſion à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, ſera, demeurera & continuera après ſa Sacrée Majeſté, & au défaut d'Enfans iſſus de ſon Corps, à la très-Excellente Princeſſe SOPHIE Electrice & Ducheſſe Doüairiére d'*Hanover*, & ſes Hoirs iſſus de ſon Corps, étant Proteſtans, ſur leſquels la Couronne d'Angleterre eſt établie par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douziéme année du Regne de feu Sa Majeſté le Roi *Guillaume* Troiſiéme, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux aſſurer les Droits & les Libertez des Sujets.* Et que tous les Papiſtes, & perſonnes mariées à des Papiſtes, ſeront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, poſſéder, ou jouïr de la Couronne Impériale de la *Grande-Bretagne*, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas ſemblables, la Couronne & le Gouvernement iront de tems en tems, & ſeront poſſédez par une Perſonne Proteſtante; comme elle en auroit hérité & joui en cas que telle Perſonne Papiſte ou marié à un Papiſte, fût morte naturellement; conformément à l'Ordonnance pour la Succeſſion à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre dans la premiére année du Régne de feu Leurs Majeſtez, le Roi *Guillaume* & la Reine *Marie*, intitulé, *Acte déclarant les Droits & Libertez des Sujets, & pour établir la Succeſſion de la Couronne.*

III. Que le Royaume Uni de la *Grande-Bretagne* ſera repréſenté par un ſeul & même Parlement, lequel ſera nommé le Parlement de la *Grande-Bretagne.*

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la *Grande-Bretagne*, auront après l'Union entiére Liberté & Correſpondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres & Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privileges & avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume; à la reſerve de ce qui eſt autrement & expreſſément convenu dans ces Articles.

V. Que tous les Vaiſſeaux appartenans aux Sujets de Sa Majeſté en Ecoſſe au tems de la ſignature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quoi que conſtruits hors du Païs, ſeront eſtimez & paſſeront pour Vaiſſeaux de la fabrique de la *Grande-Bretagne*; Le Proprietaire, ou les Proprietaires, ou un, ou pluſieurs des Proprietaires, faiſant Serment dans l'eſpace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la ſignature dudit Traité, ces Vaiſſeaux appartenoient à lui ou à eux, ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecoſſe, qui ſeront nommez particuliérement, avec les lieux de leur demeure reſpective; & que leſdits Vaiſſeaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment ſera fait en preſence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure deſdits Proprietaire, ou Proprietaires. Et leſdits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de recevoir ledit Serment. Et le Serment étant ainſi

prêté

ANNO 1706. prêté, ſera atteſté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçû; & étant enregîtré par leſdits Officier, ou Officiers, il ſera delivré aux Maîtres des Vaiſſeaux pour la ſûreté de leur Navigation; & il en ſera donné un double par leſdits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregîtré, & de-là être envoyé au Port de Londres, pour y être couché ſur le Regître general de tous les Vaiſſeaux Marchands appartenans à la *Grande-Bretagne*.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toûjours, après l'Union, les mêmes Avantages & Priviléges, & ſeront ſoûmiſes aux mêmes Défenſes, Reſtrictions, & Réglemens de Commerce, & tenuës aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de ſortie. Et que les Avantages, Priviléges, Défenſes, Reſtrictions, & Réglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de ſortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni, ſeront à perpétuité, depuis l'Union tenuës aux mêmes Impôts ſur toutes les Liqueurs ſujettes aux Impôts; & que les Impôts qui ſe trouveront être mis en Angleterre ſur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union, tout le Sel qui ſera apporté des Païs étrangers en Ecoſſe, ſera chargé des mêmes Droits d'entrée, que ce même Sel eſt préſentement chargé pour l'entrée en Angleterre; & qu'il y ſera levé & pris de la même maniére. Mais l'Ecoſſe ſera éxempte pendant l'eſpace de ſept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecoſſe ſur le ſel qui y ſera fait, les Droits ou Impôts qui ſe payent maintenant ſur le Sel qui eſt fait en Angleterre; mais après l'expiration deſdites ſept années, on ſera ſujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecoſſe, qui ſeront alors établis & impoſez ſur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même maniére; & avec les mêmes retours & avantages qu'en Angleterre. Et pendant leſdits ſept ans, il ſera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecoſſe, & de là tranſporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour le Sel fait en Angleterre: pour être levé & pris de la même maniére, que les Droits du Sel étranger ſe prennent & ſe levent en Angleterre. Et que pendant les ſuſdits ſept ans, on n'apportera point de Sel quel qu'il ſoit, d'Ecoſſe en Angleterre, par terre en aucune maniére, ſous peine de confiſcation du Sel, des chariots & du bétail employé pour le tranſport, & de payer vingt ſchellings pour chaque boiſſeau de Sel; & à proportion, ſelon qu'il y en aura plus ou moins; au payement de quoi le Charretier & le Propriétaire ſeront auſſi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux ſolidairement. Et les Perſonnes, qui le porteront ou conduiront, ſeront empriſonnez par tout Juge de Paix, pendant l'eſpace de ſix mois, ſans caution, & juſqu'à-ce que l'amende ſoit payée. Et pendant leſdites ſept années, toute la Viande & le Poiſſon ſalé, porté d'Ecoſſe en Angleterre, ou employé pour les proviſions des Vaiſſeaux d'Ecoſſe, & toute la Viande embarquée en Ecoſſe, pour être tranſportée dans les Païs étrangers laquelle ſera ſalée du Sel d'Ecoſſe, ou de quelque melange dudit Sel ſera confiſquée & pourra être ſaiſie; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecoſſe, touchant la Pêche, le Sallage, & Emballage de Harang, du Poiſſon blanc & du Saûmon, qui doit être tranſporté, étant ſalé avec du Sel étranger ſeulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Salage & Emballage du poiſſon, demeureront dans leur force & vigueur en Ecoſſe; étant néanmoins ſujets aux changemens & altérations qui ſeront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poiſſon, qui ſera tranſporté d'Ecoſſe dans les Païs étrangers, qui ſera ſalé avec du Sel étranger ſeulement, aura les mêmes ſoulagemens, recompenſes, & retours, qu'il eſt & ſera alloué aux perſonnes qui tranſportent d'Angleterre le même Poiſſon. Et s'il ſe trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au ſujet deſdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été ſuffiſamment pourvû par cet Article, elles ſeront ſujettes à telles autres plus amples proviſions, qu'il ſera trouvé convenable par le Parlement de la Grand-Bretagne.

IX. Que quand la ſomme d'un million neuf cens nonante-ſept mille ſept cens & ſoixante & trois livres, huit ſchellings, & quatre ſous & demi, ſera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appellé aujourd'hui *Angleterre*, ſur les Terres, ou autres choſes, taxez ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subſides à la Couronne, par une Taxe des Terres; Cette partie du Royaume Uni, appellée aujourd'hui *Ecoſſe*, ſera chargée par le même Acte d'une ſomme de quarante-huit mille livres, franches & quittes de toutes charges, comme étant la Quote part de l'Ecoſſe dans cette Taxe; & ainſi proportionnellement, pour chaque ſomme qui ſera levée au deſſus, ou au deſſous, en Angleterre, par aucunes Taxes ſur les Terres, & autres choſes taxées ordinairement avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'*Ecoſſe* ſera levée dans les cas ſuſdits, & recueillie de la même maniére, que ſe levent & recueillent aujourd'hui les Taxes des Terres dans ledit Royaume; mais qu'elle ſera ſujette aux Réglemens, touchant la maniére de la recueillir, qui ſeront faits par le Parlement de la *Grande-Bretagne*.

ANNO 1706.

X. Que pendant la continuation des Droits reſpectifs ſur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui ſont maintenant en vigueur en Angleterre, l'Ecoſſe ne ſera point chargée deſdits Droits reſpectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre ſur les Fenêtres, & les Lumiéres, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710. l'Ecoſſe ne ſera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre ſur le Charbon, de toutes ſortes, & qui doivent ceſſer le trentiéme jour de Septembre 1710., l'Ecoſſe ne ſera point chargée deſdits Droits ſur les Charbons, qui s'y conſumeront, mais elle en ſera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne ſe conſumera pas en Ecoſſe.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre ſur la Dreche & qui doit finir le vingt-quatrieme jour de Juin 1707. l'Ecoſſe ne ſera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecoſſe ne ſera chargé d'aucun autre Droit impoſé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la reſerve de ceux dont on eſt convenu dans ce Traité; à cauſe qu'il a été accordé; que toutes les proviſions néceſſaires ſeront faites par le Parlement d'Ecoſſe pour les Charges publiques, & pour le ſervice de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvû *néanmoins*, que ſi le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelqu'autre Impôt, par maniére de Droits de Douane, ou telles Acciſes, dont en vertu de ce Traité l'Ecoſſe doit être chargée également avec l'Angleterre; En ce cas l'Ecoſſe ſera tenuë aux mêmes Droits de Douane & d'Acciſes, & aura un Equivalent, qui ſera réglé par le Parlement de la Grande Bretagne. Et comme on ne ſauroit ſuppoſer, que le Parlement de la Grande Bretagne impoſera jamais aucune ſorte de charges ſur le Royaume Uni, que celles qui ſeront trouvées neceſſaires, pour le bien & la conſervation du Tout, & cela eu égard aux circonſtances, & aux forces de chaque Partie du Royaume Uni; A ces cauſes, il eſt arrêté, qu'on n'inſiſtera plus ſur aucune éxemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la conſidération de quelques exemptions que ce ſoit au delà de ce qui a déja été convenu dans ce Traité, ſera laiſſé à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecoſſe, pour conſerver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, ſeront tenus à tous les Droits de Douane, & Acciſes, qui ſe payent aujourd'hui en Angleterre, leſquelles devront ſervir à aquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant l'Union; Il eſt convenu que l'Ecoſſe aura un équivalent, pour ce que ſes Sujets devront être chargez, pour le payement deſdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularitez quelles qu'elles ſoient, en la maniére ſuivante; c'eſt à ſavoir, Qu'avant l'Union deſdits Royaumes, la ſomme de trois cens quatre-vingt dix neuf mille, & quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, ſera accordée à Sa Majeſté par le Parlement d'Angleterre, pour les beſoins mentionnez ci deſſous; étant l'Equivalent qui

doit

ANNO 1706. doit être payé à l'Ecoſſe, pour telle partie deſdits Droits de Douane & d'Acciſes, ſur les Liqueurs, deſquels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui ſera appliquable pour le payement deſdites Dettes d'Angleterre; cela étant à proportion des Droits préſens de l'Ecoſſe, qui ſont de trente mille livres par an, par rapport à la Douane d'Angleterre ſupputée à un million trois cens quarante & un mille, cinq cens cinquante-neuf livres par an; & proportionnellement aux préſentes Acciſes, ſur les Liqueurs acciſables d'Ecoſſe, qui ſont trente-trois mille & cinq cens livres par an, par rapport aux Acciſes ſur les Liqueurs acciſables en Angleterre, ſupputé à neuf cens quarante-ſept mille ſix cens & deux livres par an. Laquelle ſomme de trois cens quatre-vingt dix-huit mille quatre vingt-cinq livres dix ſchellings, ſera duë & payable, depuis le tems de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecoſſe ſera tenuë & ſujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la ſortie, & aux mêmes Acciſes ſur les Liqueurs acciſables, comme en Angleterre, auſſi bien par cette raiſon, qu'à cauſe de l'augmentation de monde & de commerce; (qui ſera l'heureuſe conſéquence de l'Union,) Leſdits revenus augmenteront beaucoup au delà de la valeur annuelle mentionnée ci-deſſus, dont on ne peut faire maintenant l'eſtimation. Cependant pour les raiſons ſus-mentionnées, étant juſte qu'il y ait un Equivalent rendu à l'Ecoſſe: *Il eſt convenu*, qu'après l'Union, il ſera dreſſé un Compte de tous leſdits Droits qui ſe leveront en Ecoſſe, afin qu'il puiſſe apparoître, combien il faudra rendre à l'Ecoſſe pour l'Equivalent de telle partie de ladite augmentation, qui ſera deſtinée au payement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionnées ci-après, *on eſt convenu* que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de ſortie, & les Acciſes miſes ſur les Liqueurs qui y ſont ſujettes, en Ecoſſe, au delà & par deſſus le produit annuel deſdits Droits reſpectifs, ſur le pied que ci-deſſus, ſervira & ſera applicable pour l'eſpace de ſept ans, aux Uſages mentionnez ci-deſſous; Et que ſur ledit Compte, l'Ecoſſe ſera rembourſée tous les ans, à commencer à la fin de ſept ans après l'Union, d'un Equivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au payement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de ſept ans, après l'Union, le Sel fait en Ecoſſe doit être ſujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre; *Il eſt accordé*, que quand ces Droits auront lieu, il ſera rendu à l'Ecoſſe un Equivalent pour telle portion deſdits Droits, qui ſera employé pour le payement des Dettes d'Angleterre; Deſquels Droits il ſera tenu Compte exact afin que l'on puiſſe voir ce qu'il faudra pour faire ledit Equivalent à l'Ecoſſe. Et généralement que l'Ecoſſe aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle ſera ci-après tenuë de payer à raiſon de l'Union, quelles qu'elles ſoient, outre celles pour leſquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Douanes, & autres Droits d'entrée & de ſortie, d'Acciſes ſur les Liqueurs acciſables, & ſur le Sel, au regard deſquelles Dettes, on a déja ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, qui doit être donnée comme deſſus; & tous les autres deniers dont on doit répondre à l'Ecoſſe, ou qui lui doivent être alloüez, comme deſſus; *On eſt convenu* que de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt cinq livres dix ſchellings, ſeront payées toutes les Dettes publiques du Royaume d'Ecoſſe, & auſſi le fonds Capital de la Compagnie Ecoſſoiſe d'Afrique & des Indes, enſemble avec les intérêts pour ledit fonds capital à raiſon de cinq pour cent par an depuis les tems reſpectifs du payement qui en a été fait. Et on eſt convenu que ſur le payement dudit fonds capital & des intérêts, ladite Compagnie ſera diſſoute & ceſſera; & auſſi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre ſera paſſé pour la levée de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix ſchellings, ladite Compagnie ne négociera plus, & ne donnera plus permiſſion de négocier. Et pour le ſurplus de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings après le payement deſdites Dettes du Royaume d'Ecoſſe, & dudit fonds capital & des intérêts; & auſſi toute l'augmentation des ſuſdits Revenus des Douanes, Droits, & Acciſes, au deſſus de la préſente valeur, qui ſeront levez en Ecoſſe, pendant ledit terme de ſept ans, enſemble avec l'Equivalent qui ſera dû au ſujet de l'augmentation des Revenus en Ecoſſe, après ledit terme. Et auſſi pour ce qui eſt de toutes les autres ſommes, qui ſuivant les Conventions ſuſdites ſeront dûës à l'Ecoſſe par voye d'Equivalent; pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le payement des Dettes d'Angleterre; *On eſt convenu* que cela ſera appliqué en la maniére ſuivante; ſavoir; que de là les pertes qui pourront avoir été ſoutenuës ou ſouffertes par des particuliers à cauſe de la reduction de la Monnoye d'Ecoſſe à la valeur de celle d'Angleterre, ſeront dédommagées autant qu'il ſera jugé néceſſaire. Après quoi le reſte ſera entiérement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Négoce en Ecoſſe, qui pourront le plus contribuer au bien général du Royaume Uni. *Et il eſt arrêté*, Que Sa Majeſté ſera autoriſée pour nommer des Commiſſaires, qui ſeront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande Bretagne, pour employer aux uſages ci-deſſus mentionnez, ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, & tous les autres deniers qui ſeront dûs à l'Ecoſſe, en vertu de l'Accord & Convention ci-deſſus. Leſquels Commiſſaires ſeront autoriſez à demander, recevoir, & diſpoſer deſdits deniers en la maniére ſuſdite, & à prendre inſpection des Livres des Collecteurs deſdits Revenus, & de tous les autres Droits, ou Impôts d'où ſe pourra lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs deſdits Revenus & Droits, ſeront obligez de donner auxdits Commiſſaires, des Extraits authentiques & ſignez du produit deſdits Revenus & Droits levez dans l'étenduë de leurs Reſſorts reſpectifs. Et que leſdits Commiſſaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecoſſe: Que dans leſdits Bureaux ſeront tenus les Livres, contenans les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle maniére il en aura été diſpoſé, de tems en tems: Leſquels Livres pourront être vûs par qui que ce ſoit des Sujets qui les voudront voir.

ANNO 1706.

XVI. Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye ſera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni, comme elle eſt préſentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye ſera continué en Ecoſſe ſous les mêmes régles, que la Monnoye d'Angleterre; & ſera ſujet à tels Réglemens que Sa Majeſté, ou ſes Hoirs, & Succeſſeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

XVII. Que du moment & après l'Union, on ſe ſervira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Meſures, qui ſont à préſent établis en Angleterre. Et les Modeles deſdits Poids & Meſures ſeront gardez dans les Bourgs d'Ecoſſe, à qui la garde des Modeles des Poids & Meſures, qui ſont aujourd'hui en uſage, appartient de Droit ſpecial. Tous leſquels Modéles ſeront envoyez auxdits Bourgs, étant formez ſur ceux qui ſont gardez dans l'Echiquier à Weſtminſter; étant ſujets néanmoins aux Reglemens qui ſeront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

XVIII. Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes & des Acciſes, auxquelles en vertu de ce Traité, l'Ecoſſe doit être ſujette; ſeront en Ecoſſe les mêmes après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix qui ſont uſitées dans le Royaume d'Ecoſſe, ſeront après l'Union, & nonobſtant l'Union, dans la même vigueur qu'auparavant, à la reſerve de celles qui ſont contraires & ne peuvent ſubſiſter avec les termes de ce Traité, mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande Bretagne; avec cette difference entre les Loix concernant le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil; & celles qui concernent le Droit particulier, que les Loix qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni; mais qu'on ne pourra faire d'alteration, ou changement aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne ſoit pour l'utilité évidente des Sujets d'Ecoſſe.

XIX. Que la Cour de Seſſion, ou le College de Juſtice, ſera & demeurera après & nonobſtant l'Union, en tout tems en Ecoſſe, telle qu'elle eſt maintenant

ANNO 1706. tenant établi par les Loix de ce Royaume; & avec la même autorité & les mêmes Priviléges, qu'avant l'Union; étant néanmoins ſujette aux Reglemens qui pourront être faits pour mieux adminiſtrer la Juſtice, par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que la Cour des Juſticiers, demeurera auſſi après & nonobſtant l'Union en tout tems en Ecoſſe, telle qu'elle eſt maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité, & les mêmes privileges, qu'avant l'Union, étant néanmoins ſujette aux Reglemens qui ſeront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne; & ſans préjudice des autres Droits de Juſticiers; Et que toutes les Juriſdictions de l'Amirauté ſeront ſoûmiſes au Lord Grand Amiral, ou aux Commiſſaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui ſeront alors en Charge. Et que la Cour de l'Amirauté, qui eſt maintenant établie en Ecoſſe, ſera continuée; & que toutes les Reviſions, Reductions, ou Suſpenſions de Sentences en cauſes de Marine, appartenant à la Juriſdiction de cette Cour, demeureront dans la même maniere après l'Union, qu'elles ſont maintenant en Ecoſſe, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y faſſe les Reglemens & les changemens, qui ſeront jugez expediens pour tout le Royaume Uni; mais il ſera à toûjours continué en Ecoſſe une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Cauſes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecoſſe, appartenans à la Juriſdiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle ſera néanmoins ſujette aux Reglemens & Alterations, qui ſeront jugez devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Héréditaires d'Amirauté, ou de Vice-Admirauté en Ecoſſe ſeront reſervez aux Proprietaires reſpectifs, comme Droits de proprieté, ſujets neanmoins, pour la maniere d'exercer ces Droits Hereditaires, aux Reglemens & Alterations, qui ſeront jugez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que toutes les autres Cours qui ſont maintenant dans le Royaume d'Ecoſſe, demeureront, mais ſeront ſujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours ſubalternes qui ſont dans ledit Royaume, demeureront ſubordonnées, comme elles ſont preſentement, aux Cours Souveraines de Juſtice, dans leſdites Limites en tout tems. Et qu'aucunes cauſes d'Ecoſſe, ne pourront être évoquées, ni renvoyées à la connoiſſance des Cours de la *Chancellerie*, *du Banc de la Reine*, *des Plaids Communs*, ou de quelque autre Cour à Weſtminſter; Et que leſdites Cours, ou aucune autre de ſemblable nature, après l'Union; n'auront pas le pouvoir de connoître, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecoſſe, ou d'en ſuſpendre l'execution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecoſſe après l'Union, pour decider les queſtions, ou diſputes, concernant les Revenus, Douanes & Acciſes du Païs, laquelle aura le même pouvoir & la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecoſſe aura le pouvoir de paſſer des Signatures, des Dons, des Tutelles, & autres choſes comme à la Cour de l'Echiquier qui eſt en Ecoſſe à preſent: Et ladite Cour de l'Echiquier qui eſt à preſent en Ecoſſe demeurera juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme une nouvelle après l'Union. Et Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Royaux pourront après l'Union continuer un Conſeil Privé en Ecoſſe, pour le maintien & la conſervation de la Paix publique, & pour entretenir un bon ordre, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne jugera à propos de le changer, ou d'établir à cette fin, quelqu'autre methode effective.

XX. Que toutes les Charges Hereditaires, les Juriſdictions Hereditaires, les Charges & les Juriſdictions à vie ſeront conſervées aux Proprietaires comme Droits de proprieté, de la même maniere qu'elles ſont aujourd'hui poſſedées par les Loix d'Ecoſſe, nonobſtant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privileges des Bourgs Royaux d'Ecoſſe, tels qu'ils ſont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobſtant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, ſeize des Pairs d'Ecoſſe au tems de l'Union, feront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq feront le nombre des Repreſentans pour l'Ecoſſe dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majeſté, ſes Hoirs, ou Succeſſeurs, declarera ſon bon plaiſir, pour la convocation du premier Parlement, ou de quelqu'autre de la Grande-Bretagne, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvû, il ſera expedié un ordre, ſous le grand Sceau du Royaume Uni, qui ſera addreſſé au Conſeil d'Ecoſſe, par lequel il lui ſera ordonné de faire ſommer ſeize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire élire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, ſuivant les conventions de ce Traité, en la maniere qu'il ſera reglé avant l'Union par le Parlement d'Ecoſſe; & que les noms des Perſonnes ainſi nommées & éluës ſeront envoyez par le Conſeil privé d'Ecoſſe, à la Cour d'où ledit Ordre ſera émané. Et que ſi Sa Majeſté declare ſous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu; qu'il eſt expedient que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du preſent Parlement d'Angleterre ſoient les Membres des Chambres reſpectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors leſdits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du preſent Parlement d'Angleterre, ſeront les Membres des Chambres reſpectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part de l'Angleterre. Et Sa Majeſté pourra par ſa Proclamation Royale ſous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'aſſembler en tels tems & lieu que Sa Majeſté trouvera à propos; lequel tems ne ſera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation; & le tems, & lieu de l'Aſſemblée du Parlement étant ordonné, il ſera immédiatement après envoyé un ordre ſous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, adreſſé au Conſeil Privé d'Ecoſſe, pour la Sommation, ou Aſſignation des ſeize Pairs, & pour l'Election des quarante cinq Membres, qui doivent repréſenter l'Ecoſſe dans le Parlement de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & ſeize Pairs d'Ecoſſe, leſdits ſeize Pairs aiant été ſommez & retournez en la maniere dont on eſt convenu dans ce Traité; & les Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante-cinq Membres pour l'Ecoſſe, leſdits quarante-cinq Membres étant élus & retournez, en la maniere dont on eſt convenu dans ce Traité, s'aſſembleront reſpectivement, dans leurs Chambres reſpectives du Parlement de la Grande-Bretagne; dans le tems & lieu qui ſera ordonné par Sa Majeſté; & feront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de tems ſeulement que le preſent Parlement d'Angleterre auroit pû être continué, ſi l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite; à moins que Sa Majeſté ne le diſſolve plûtôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les ſuivans, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne ſoit autrement reglé, prêteront les Sermens reſpectifs, qui ſont ordonnez & doivent être prêtez en la place des Sermens *d'Allegeance*, & *de Supremacie*, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la premiere année du feu Roi *Guillaume* & de la Reine *Marie*, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie & d'Allegeance*, & *pour ordonner d'autres Serméns*, & feront, ſigneront, & repeteront à haute voix la Declaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentiéme année du Regne du Roi *Charles* Second, intitulé, *Acte pour la plus effective conſervation de la Perſonne du Roi, & du Gouvernement, en rendant les Papiſtes incapables d'avoir Seance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*; & ils prêteront & ſigneront le Serment mentionné dans la premiere année du Regne de Sa Majeſté, intitulé, *Acte pour expliquer les changemens dans le Serment, qu'il eſt ordonné de prêter par l'Acte* intitulé, *Acte pour la plus grande ſureté de la Perſonne de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante, & pour éteindre & étouffer les eſperances du prétendu Prin-*

ANNO 1706.

ANNO 1706.

Prince de Galles & de tous les autres Prétendans, & de leurs Partisans déclarez, ou couverts, & pour *déclarer que l'Association est terminée*, en tel tems, & de la maniere, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordre par lesdits Actes respectifs, de les prêter, faire, & signer, sous les peines portées dans lesdits Actes respectifs. Et il a été declare & convenu, que ces mots, *Ce Royaume*, *La Couronne de ce Royaume*, & *la Reine de ce Royaume* mentionnez dans le Serment & Declaration contenus dans les Actes susdits, qui étoient dits pour signifier *la Couronne & le Royaume d'Angleterre*, seront entendus de la *Couronne & du Royaume de la Grande-Bretagne*; Et que ce sera en ce sens que lesdits Sermens & Declarations seront prêtez & signez par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII. Les susdits seize Pairs d'Ecosse mentionnez dans l'Article précédent pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement de la Grande-Bretagne auront tous les Privilèges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant; & qu'Eux ou aucuns Pairs de la Grande-Bretagne auront après l'Union; & particuliérement le Droit de Séance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de jugement de quelque Pair, en tems d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les susdits seize Pairs seront sommez de la même maniére, & auront le même Pouvoir & Privilèges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne; Et en cas qu'il arrive ci-après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement; les seize Pairs qui auront assisté au dernier Parlement précedent, seront sommez de la même maniére, & auront les mêmes Pouvoirs & Privilèges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecosse & leurs Successeurs à leurs Honneurs & Dignitez, seront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Préséance proche & immediatement après les Pairs de pareil ordre & degrez en Angleterre, au tems de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degré qui pourront être créez après l'Union: & seront jugez comme Pairs de la Grande-Bretagne, & jouïront de tous les Privileges des Pairs aussi pleinement & entiérement qu'en jouïssent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelqu'autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra jouïr ci-après, à la reserve du Droit & Privilége d'assister à la Chambre des Seigneurs, & les Privilèges qui en dépendent, & particuliérement le Droit d'assister au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui sera différent du Grand Sceau usité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la maniére qui conviendra le mieux à l'Union, sera laissé à Sa Majesté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre servira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni, sera employé pour sceller les Lettres de Convocation, ou Sommation, & Election de la Grande-Bretagne, pour sceller tous les Traitez avec les Princes & Etats Etrangers, & tous les Actes Publics, Instrumens, & Ordres d'Etat qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même maniére qu'on se sert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toûjours en Ecosse un Sceau, dont on se servira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Concessions particuliéres, qui ont ordinairement été passées sous le Grand Sceau d'Ecosse, & qui ne concernent que les Charges, Concessions, Commissions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que jusqu'à ce qu'un tel Sceau soit ordonné par Sa Majesté, le présent Sceau d'Ecosse y sera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Justice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on se sert aujourd'hui en Ecosse seront continuez, mais que lesdits Sceaux seront altérez & appropriez à l'Etat de l'Union, comme Sa Majesté le trouvera à propos. Et lesdits Sceaux & chacun d'eux & les Gardes desdits Sceaux, seront sujets aux Réglemens, que le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils seront contraires & ne pourront subsister avec les termes de ces Articles ou aucun d'eux, cesseront & seront abolis après l'Union, & seront déclarez être ainsi par les Parlemens respectifs desdits Royaumes.

ANNO 1706.

En foi de quoi les Commissaires de la part des Royaumes respectifs *autorisez* comme dessus, ont signé & scellé ces Articles, contenus en ces présentes à Westminster jour & an que dessus.

SEAFIELD *Chancelier.*
QUEENSBURI C. P. S.
MAR. S.
LOUDON S.
SUTHERLAND.
MORTON,
WEMYSS,
LEVEN,
STAIR,
ROSEBERIE,
GLASGOW,
ARCH. CAMPBELL,
DUPPLIN,
ROSSE.
HEW. DALRYMPLE,
AD. COCKBURNE,
P. MONTGOMERIE,
DAVID DALRYMPLE,
PAT. JOHNSTON,
THOMAS CANTUAR.
WILLIAM. COUPER C. S.
GODOLPHIN,
PEMBROKE P.
NEWCASTEL C. P. S.
DEVONSHIRE,
SOMMERSET,
BOLTON,
KINGSTON;
SUNDERLAND,
ORFORD,
TOWNSHEND,
WHARTON,
PALETT,
SOMERS,
J. SMITH,
HARTINGTON.
GRANBY,
C. HEDGES.
JA. SMALLET,
W. MORISON,
ALEXANDER GRANT,
W. SETON.
JOHN CLERK,
DAN. STEWART,
DANIEL CAMPBELL.
RO. HARLEY,
H. BOYLE,
J. HOLT,
THO. TREVOR
EDW. NORTHEY,
SYM. HARCOURT,
J. COOKE,
ETIENNE WALLER.

ANNO 1706. 14/24 Sept.

LXIX.

Tractatus Pacis inter Reges SUECIÆ *&* POLONIÆ *de die* 14/24 *Septembris* 1706. [Sur l'Exemplaire imprimé à la Haye par ordre du Miniſtre de Suede en 1706. chez *Adrien Moetjens* in 8.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.

CUM Polonicum tenente Seeptrum Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino FRIDERICO AUGUSTO Rege ac Electore Saxoniæ, grave ortum eſſet Bellum, quod anno jam ſeptimo continuatum, non modo Regna Sueciæ ac Poloniæ, ſed etiam Electoratum Saxoniæ variis moleſtiis, turbis & incommodis cumulaverat: Secuta eſt interim ea rerum commutatio, ut Reſpublica Polona, in partes ſciſſa, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM Primum, Regem ſibi eligeret, adque Solium Ejuſdem tuendum, cum Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino CAROLO XII. Rege Sueciæ ſocietatem iniret. Quo facto quamvis accenſa belli flamma vehementius exardeſcere, latiuſque ſe diffundere videretur; ſingulari tamen Dei bonitate accidit, ut belligerantes Principes ac Reges ſerium pacis deſiderium animis conciperent, atque ad reſtiguendum funeſtum hujus Belli incendium paria ſtudia & vota adferrent. Conſtituti igitur ſunt, ac plena poteſtate muniti, qui operi tam ſalutari manus admoverent. Et quidem à Sacra Regia Majeſtate Sueciæ Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi Viri, Dominus CAROLUS PIPER, Senator Regius, ſupremus Aulæ Præfectus, Conſiliarius Cancellariæ Regiæ, & Academiæ Upſalienſis Cancellarius, ut & Dominus OLAUS HERMELINUS, Secretarius Status: Et à Sacra Regia Majeſtate Poloniæ, ſicut Fœderato Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi, Dominus, JOHANNES STANISLAUS, Comes Jablonowſki, Palatinus & Generalis Terrarum Ruſſiæ, ut & Dominus ALEXANDER PAULUS, Comes Sapieha, Supremus Magni Ducatus Lithuaniæ Mareſchallus; A parte vero Sacræ Regiæ Majeſtatis & Electoralis Serenitatis, Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi Dominus ANTONIUS ALBRECHTUS, Liber Baro de Imhof, Conſiliarius intimus & Cameræ Præſes, ut & Dominus GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN, Referendarius intimus, qui in Caſtris Suedicis congreſſi, Tabulis plenæ Potentiæ ritè commutatis, rem eo deduxerunt, ut favente ſupremo Numine, diu optata Pax reſtitueretur, inque mutuas Amicitiæ leges conſentiretur, tenore ſequenti.

ARTICULUS I.

Sit Pax perpetua, firma & ſincera Amicitia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM XII. Dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Viſmariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c. &c. Ejuſque Succeſſores ac Poſteros Reges, Regnum Sueciæ, & ſubjectas illi Regiones ac Provincias: Nec non Fœderatum Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. Dei gratia, Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenciæ, Severiæ, Czerniekoviæque, &c. &c. Ejuſque Succeſſores ac poſteros Reges Poloniæ Magnoſque Duces Lithuaniæ, atque ſubjectas illis Regiones ac Provincias ab una parte; Et ab altera inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum FRIDERICUM AUGUSTUM, Dei gratia, Regem, Ducem Hæreditarium Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archimareſchallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Miſniæ, nec non Superioris & Inferioris Luſatiæ, Burgravium Magdeburgenſem, &c. &c. ejuſque Hæredes ac Succeſſores; Adeo ut omiſſa omni hoſtilitate altera pars alteri nihil damni clam aut palam, directè aut indirectè, inferat, aut per ſuos alioſve inferri faciat; Nihil moliatur in alterius Partis diminutionem & incommodum; Non hoſtibus alterius quocumque prætextu auxilia præſtet, nec Fœdera cum aliis huic Pacificationi adverſa feriat; ſed obſtricta ſit utraque Pars ea poſt hac quærere ac agere quæ alteri honori ſint atque emolumento, fidamque vicinitatem & mutuam Amicitiam intemeratè colere ac obſervare. ANNO 1706.

II. Sit damnorum quoque omnium, quæ utraque Pars paciſcentium occaſione hujus Belli paſſa eſt, æterna oblivio; Neutri Partium liceat ea, quæ ante acta ſunt, exprobrare, aut via facti vel ſpecie juris perſequi; nec ob ſumtus huic Bello impenſos, damnaque accepta, ab altera ſatisfactionem expetere.

§ 1. Privatis nulla competat actio ratione eorum quæ tempore Belli fiſco addicta ſunt; Salvo tamen vigore Articuli ſexti infra ſequentis.

III. Ut radix funeſti hujus Belli ac inimicitiarum omnium penitus exſtirpetur, Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex, & Elector Saxoniæ, amore Pacis ductus, Regno Poloniæ cedit, omnique juri & prætentioni in Poloniam & Magnum Ducatum Lithuaniæ, Provinciaſque illis ſubjectas, nunc & in poſterum renunciat; Sereniſſimum vero Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. pro Rege Poloniæ & Magno Duce Lithuaniæ vero ac legitimo, vigore hujus Tranſactionis, ſolenniter agnoſcit & declarat; Adeo ut neque eo ſuperſtite, aut poſt fata ejus, ſi ipſe ſupervixerit, in Regnum Poloniæ, Magnum Ducatum Lithuaniæ, ſubjectaſque illis Provincias, quidquam prætenſurus ſit.

§. 1. Conventum autem eſt, ut Sereniſſimus Rex & Elector Saxoniæ Nomen honoreſque Regis ad dies vitæ retineat, abſque tamen inſignibus ac titulo Regis Poloniæ.

IV. Spondet inſuper Sereniſſimus Rex & Elector, quod abdicationem hanc Solenni Diplomate conſcriptam Ordinibus Reipublicæ Polonæ notam faciet ac manifeſtabit; Quodque hoc Diploma intra ſex hebdomadarum ſpacium, à die concluſi ac ſubſcripti hujus Tractatus computandum, in manus Sereniſſimi Regis Sueciæ tradi curabit. Quemadmodum jam nunc & præſenti hac Conventione, eoſdem Reipublicæ Polonæ Ordines, univerſoſque ac ſingulos Poloniæ & Lithuaniæ Incolas jurejurando & obſequio, quo adſtricti antea fuerant, ſolvit ac liberat, & in jusjurandum & obſequium Sereniſſimi Regis STANISLAI I. concedere ſinit.

§. 1. Promittit quoque bona fide, ſe poſt hoc tempus nulla cum illis conſilia clam aut palam agitare velle; Neminem eorum, qui novi Regis imperium fortè aut jam detrectaverit, aut in poſterum malitioſè detrectare potuerit, recipere, juvare aut protegere; Nec quidquam cum illis aliisve quibuscunque tentare aut moliri, quod huic Conventioni & Sereniſſimo Regi STANISLAO Reipublicæque Poloniæ fraudi ſit atque detrimento.

V. Pariter omnia Fœdera & Pacta, quæ cum aliis Principibus ac Statibus contra Sereniſſimos Reges Regnaque Sueciæ & Poloniæ ſancita habet, præſenti pacificatione abrogat & irrita declarat; inprimis vero illa, quæ cum Czaro Moſcoviæ contra Eoſdem Reges ac Regna, vel ante Bellum hoc vel durante illo iniverat.

§ 1. Eidem Czaro Moſcoviæ non modo nullas poſt hunc diem ſuppetias mittet, verum etiam omnes Saxonicæ Nationis, qui auxilio ipſi antehac miſſi ſub ſignis Moſcoviticis militant, à ſervitio ejuſdem revocabit.

VI. Simili modo omnia Decreta & Statuta, quæ vulgo *Landa* appellantur, præſertim ea, quæ in Varſavienſi Senatus Concilio, in Conventu Mariæburgenſi, Thorunenſi, Elbingenſi, Javorovienſi, Sandomirienſi, Cracovienſi, Breſtenſi, Olchiniſenſi, & Noviſſimo Grodenſi, aliiſque Congreſſibus, ipſiſque Comitiis Lublinenſibus, quatenus huic pacificationi contraria reperiantur: Confiſcationes etiam Bonorum, & abrogationes Dignitatum, decretaque in contumaciam tribunalitia cæterorumque ſubſelliorum quæ poſt diem 4/14. Menſis Februarii anni 1704. facta ſunt, nunc & in æternum abrogantur.

§ 1. Quæ ab eo tempore Dignitates ac Beneficia, tam Eccleſiaſtica quam Secularia, à Sereniſſimo Rege ac Electore in ſuarum partium homines collata ſunt,

ANNO 1706. sunt, ea rescindere aut conservare, in potestate ac arbitrio Sereniſſimi Regis Poloniæ esto.

VII. Diademata Polonica, reliquaque Regni Poloniæ insignia ad Cultum Regalem pertinentia, ut & Archiva omnia Regni, quæ fortè in Saxoniam asportata sunt, cum omni ornatu ac lapidibus preciosis, eidem Sereniſſimo Regi, ratihabito hoc Tractatu statim extradentur.

VIII. Sereniſſimi Principes Regii, Principes Jacobus ac Constantinus, eodem tempore è custodia liberati, in Castris Suedicis decenti modo sistentur; qui justo antea Diplomate cavebunt de non offendendo, aut vindicando in posterum, quæ tempore Belli aut detentionis toleraverant.

§. 1. Sereniſſimus autem Rex & Elector promittit, se Sereniſſimo Principi Jacobo vigore dati Chirographi debitam pecuniæ summam soluturum, jussurumque ut absque ulla tergiversatione ad liquidum illa deducatur.

IX. Similiter omnes Poloni ac Lithuani qui in Saxoniam abducti sunt, ibique vel alibi locorum jussu Sereniſſimi Regis ac Electoris captivi detinentur, cujuscunque sortis sint ac conditionis, priſtinæ restituentur libertati. Promittit etiam Sereniſſimus Rex & Elector, se officia apud Pontificem Romanum interpositurum, ut Episcopus Posnanienſis quamprimum dimittatur.

X. Sic quoque omnes Sueci qui hoc Bello capti sunt, & in custodia Saxonica ubicunque locorum asservantur, cujuscunque fuerint gradus ac conditionis, Ratihabitione facta, absque lytro dimittentur. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ totidem Saxonicæ Nationis, & præterea omnes Belli Duces, Ordinumque Ductores eodem tempore, & absque lytro, dimissura est: Reliquos vero gregarios, haud aliter ac eos quos suo dudum adactos habet Sacramento, ad beneplacitum detinere, militiæque suæ adscribere fas esto.

§. 1. Qui Officialium utriusque Partis, durante captivitate, æs alienum contraxerant, antequam liberabuntur, illud solvere aut vadimonium præstare tenebuntur.

XI. Extradentur Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ omnes transfugæ ac proditores qui in Saxonia reperiuntur, sive Sueci fuerint, sive ex Provinciis Suedicis oriundi, interque eos nominatim Johannes Reinholdus Patkul, qui donec dedatur, in arcta continebitur custodia.

XII. Milites præterea Moscovitæ, quotquot in Saxonia Electorali supersunt, ut captivi, in potestatem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ tradentur.

XIII. Quæcunque Signa Militaria, Vexilla, Tympana, Tormenta Bellica, aliaque ejusmodi reperiuntur, quæ Suecis ademta sunt, & tropæorum instar esse possunt, ea omnia conquirentur, & Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ, absque ullo detentionis titulo restituentur.

XIV. Quoniam Tribuno Ciortzio, quem in fidem Sacra Regia Majestas Sueciæ accepit, absenti & indicta causa, gravis suplicii nota inflicta est; hac penitus abolita, priſtino honori atque existimationi idem restituetur.

XV. Cum propter distantiam locorum longius videatur requiri tempus antequam Pacificatio hæc ratihaberi, ac sponsiones infra nominandæ obtineri queant; Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ integrum erit copias suas per totum Electoratum, ejusque Provincias, in hybernis collocare, ibique commeatum ac stipendia pro iisdem colligere. Interea Copiis Sacræ Regiæ Majestatis & Electoralis Serenitatis, quæ in Saxonia remanserant, certi attribuendi sunt Distrietus, quibus pro sua sustentatione tuto ac quietè frui possint: Quæ vero earum in Regno Poloniæ degunt, tam diu illic sine noxa commorabuntur ac sustentabuntur, & quidem in Regione à Suedicis stationibus remota, donec educto è Saxonia Milite Sueco, ad patrias remigrare sedes possint.

XVI. Eodem tempore Urbes ac Arces Cracovienſis ac Tychosinenſis, & si quæ alia loca munita Præsidiis Saxonicis insideantur, evacuabuntur, iisque quos Sacra Regia Majestas Poloniæ ad hoc nominaverit ac constituerit, cum Tormentis cunctis & apparatu Bellico, quæ in illis hoc inveniuntur tempore, tradentur.

XVII. Et cum, Lipsiâ cum adjacente Arce traditâ, Vitteberga quoque Præsidium recipiat Suedicum, quoad leges hujus Fœderis impletæ fuerint, & executioni datæ, conventum est ut iis impletis ac executioni datis, Urbes hæ atque Arces Præsidio Suedico liberatæ, in priorem statum integrè restituantur, & Exercitus Suedicus ad certum diem finibus exeat Saxoniæ. ANNO 1706.

XVIII. Cessabunt autem omnes hostilitates in Saxonia & Provinciis Electoralibus, Induciæque in earum locum succedent & bona fide servabuntur ab eo die, quo Fœdus hoc à constitutis utriusque Partis pacisscentium Commissariis conclusum fuerit ac signatum. In Polonia vero ac Lithuania, quam primum notitia factæ Pacis ad Exercitus utriusque Partis pervenire possit. Ad quam perferendam 21. dierum spacium utrinque constituitur.

XIX. Inter Sereniſſimum Regem Sueciæ, & Sereniſſimum Regem & Electorem Saxoniæ peculiariter hoc Pacto transactum est, ut ambo, tanquam Membra Imperii Romano-Germanici, Religionem Pace Westphalica stabilitam firmiter tueantur, inque cæteris Imperii Negotiis consilia jungant socientque. Et quo Ordines Incolæque Saxoniæ & Lusatiæ de illibato Religionis Evangelicæ usu reddantur confirmatiores, ad instantiam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ tanquam sponsoris ejusdem Pacis, promittit Sacra Majestas & Electoralis Serenitas, pro se suisque posteris Electoribus Saxoniæ, nullam unquam Religionis Evangelicæ mutationem in dictis Regionibus admittendam aut introducendam, neque permittendum, ut Templa, Scholæ, Academiæ, Collegia vel Monasteria, aut loca ad ea exstruenda, Pontificiæ Religionis hominibus, inibi nunc aut in posterum concedantur.

XX. Quod si Sereniſſimus Rex ac Elector Saxoniæ, ob Fœdus hoc à Czaro Moscoviæ aut alio quopiam Bello impetatur, Sereniſſimi Reges Sueciæ ac Poloniæ eidem contra vim aggressoris auxilio esse volunt.

§. 1. Spondent pariter, cum eo deventum fuerit ut Pax cum Czaro Moscoviæ restauranda sit, in ea pacificatione rationem Sereniſſimi Regis ac Electoris esse habendam, ut in iis, quæ jure postulaverit, æqua contingat satisfactio.

XXI. Quæ hoc Tractatu ita constituta, promissa ac transacta sunt, non tantum Sereniſſimi Reges ac Principes pacisscentes inviolabiliter ac sanctè pro se quisque observabunt, bonaque fide & exacte implebunt, in omnibus Clausulis & Fœderis hujus Articulis; Sed etiam ut hæc Pax eo firmior ac stabilior sit, in se recipit Sereniſſimus Rex & Elector Saxoniæ, quod earum Conventionum, quæ hoc Tractatu continentur, fidejussionem à Sereniſſimo ac Potentiſſimo Imperatore Romano, à Sereniſſima ac Potentiſſima Regina Magnæ Britanniæ, ut & à Celsis ac Præpotentibus Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, expetere velit, & intra semestre spacium, à die subscriptionis numerandum, justa ac solenni formula conscriptam extradere. Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ quoque licebit, ultra memoratas Potestates, plures hujus Tractatus fidejussores, si placuerit, suscipere ac adsciscere.

XXII. Denique hæc Pacificatio, cujus bina Instrumenta confecta sunt, intra sex hebdomadas, à die subscriptionis computandas, optima formula à singulis pacisscentium ratihabebitur. Exemplaria autem quæ ratihabebuntur, à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ & Sacræ Regiæ Majestatis Poloniæ singula, à parte vero Sacræ Regiæ Majestatis & Electoralis Serenitatis bina conficienda: Quæ statuto die ac loco intra præfatum tempus per utriusque Partis Commissarios commutabuntur. In quorum omnium fidem Nos supra nominati Commissarii, plena Potestate ac Mandatis instructi, Instrumentum geminum ejusdem tenoris, utrumque manibus ac sigillis Nostris signavimus ac corroboravimus. Quod factum est in Pago Alt-Ransteda die $\frac{14}{24}$. Septembris Anno supra milleſimum septingenteſimo & sexto.

(L. S.) C. Piper.

(L. S.) O. Hermelinus.

(L. S.) Antonius Albertus, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) Georgius Ernestus Pfingsten.

ANNO 1706.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUAMQUAM Sereniſſimus Princeps, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex & Elector Saxoniæ, Articulo ipſius Fœderis vigeſimo & primo promiſerat; ſe fidejuſſiones ibi nominatas intra ſemeſtre ſpacium acquirere velle atque exhibere; ſi tamen contingat certas ob cauſas, unam alteramque non poſſe obtineri, aut earum traditionem ultra præfatum tempus differri, conventum eſt, ut Fœdus ipſum nihilominus in vigore ſuo permaneat, nec propterea ejus validitati quidquam detractum eſſe exiſtimetur.

Huic Articulo Nos initio hujus Fœderis nominati Commiſſarii eandem vim ac robur tribuimus, ac ſi ipſius Fœderis tabulis inſertus eſſet, eundemque intra tempus Tractatu expreſſum, ratihabitum iri ſpondemus. Inſuper duo Exemplaria pari tenore confecta ſubſcripſimus, Sigilliſque noſtris munivimus. Actum in Pago Alt-Ranſteda ad Lipſiam die ⅓. Septembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi ac ſexti.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

LXX.

24. Sept. *Acte de Sûreté, de Bienveillance, & de Protection accordé à la Ville & au Duché de* MILAN, *par le Duc de* SAVOYE *au nom de l'*EMPEREUR. *Au Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706. [Copie Manuſcrite & ſûre. On le trouve auſſi dans LUNIG, **Teutſches Reichs-Archiv. Continuat. I. Abtheilung I. Anhangs. Abſatz. V. pag. 34.**]

LA Ville & Duché de Milan ſe trouvant à l'aproche des Armes de Sa Majeſté Imperiale, dans la liberté de pouvoir exercer, avec une extrême joye, l'ancienne & inviolable fidelité que tous les Ordres de cet Etat ont toujours conſervée envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, ont deputé par Acte du 23. de ce Mois, les Seigneurs Comtes Jean Baptiſte Scotti & Uberto Stampa, pour lui rendre les hommages de l'obéïſſance qui lui eſt duë, en rentrant dans le bonheur de ſa legitime Domination. Pour cet effet, leſdits Seigneurs Comtes ſe ſont rendus dans ce Camp, pour faire la reverence à Son Alteſſe Royale, Suprême Commandant des Armes de S. M. I. en Italie, & faire entre les mains de ſa Perſonne Royale, au nom de la Ville & Duché, cette publique & authentique Déclaration de leur ſoumiſſion envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, à laquelle ils proteſtent de vouloir obéïr, ſervir, & s'attacher avec la fidelité qu'ils ont toûjours conſervée dans le cœur, & qu'ils profeſſeront ouvertement à l'avenir, comme ſes bons & veritables Sujets. Ce qui ayant été entendu de Son Alteſſe Royale avec une particuliere ſatisfaction, Elle déclare au nom de Sa Majeſté Imperiale, & de la part de la Très-Auguſte Maiſon, accepter cet Acte d'Obéïſſance, & recevoir, comme elle reçoit, ladite Ville & Duché de Milan ſous la Très-Haute Protection de Sa Majeſté Imperiale, & de la Très-Auguſte Maiſon, auprès de laquelle Son Alteſſe Royale s'employera, avec une particuliere inclination, afin de lui faire éprouver les effets de la benignité & magnanimité ſi naturelle à la Très-Auguſte Maiſon envers cet Etat & les Peuples ſujets à ſa Domination.

Signé,

V. AMEDE'E

C. BATTISTA SCOTTI.

C. UBERTO STAMPA.

Du Camp de Corſico le 24. Septembre 1706.

ANNO 1706.

LXXI.

14. Dec. *Trattato conchiuſo tra S. E. Il Signor Marcheſe di* PRIE', *come Plenipotenziario di* S. M. CESAREA *in Italia, e gli Signori Commiſſarii di S. A. S. Il Signor Duca di* PARMA, *per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di* PARMA *e* PIACENZA. *Piacenza nel Convento di San Savino li* 14. *Decembre* 1706. [Tiré du Manifeſte Latin, de Sa Majeſté Imperiale publié en 1708. dans le Demêlé avec la Cour de Rome.]

Articoli concordati trà S. E. il Signor Marcheſe di Prié, come Plenipotenziario di S. M. Ceſarea in Italia, in virtù dell' Imperial Diploma delli 4. Maggio ſcaduto, e l'Illuſtriſſimo Signor Governatore Franceſco Malpeli Deputato di S. A. S. il Signor Duca di Parma, all' intervento degl' Illuſtriſſimi Signori Conte Gio: Franceſco Marazzani Viſconti & Marcheſe Annibale Scotti, due Cavalieri di queſto Publico di Piacenza, dal quale coll' aprovazione e conſenſo di S. A. S., ome da ſuo benigniſſimo Foglio in data di 20. Novembre promiſſo paſſato, ſopra il regolamento del preſente Quartiere d'Inverno, che ſi è preſo di fatto ne' Stati di Parma e Piacenza, mediante l'ingreſſo delle Truppe Ceſaree & Collegate, e col mezzo de' ſuoi Miniſtri, come pure da queſte Communità di Parma e Piacenza, s'è venuto all' Accordo infraſcritto, affinche ſi ſtabiliſca il buon ordine e ſi ſcanſino li magiori danni e pregiudizi.

SI è fiſſato dal ſodetto Sign. Marcheſe di Prié per parte del Commiſſario Ceſareo l'ammontare di eſſo Quartiere à la ſomma di doppie 90000. di Spagna, ò loro valore, delle quali ne toccheranno doppie 67750. alli particolari Secolari d'eſſi due Stati (eſcluſa la tangente degli Eccleſiaſtici riſervata nell' Articolo nono) da ſborſarſi ne' termini e modi infra eſpreſſi alla Caſſa Ceſarea per il mantenimento delle Truppe che reſteranno acquartierate in queſti Stati, e de' Regimenti di Cavalleria, che ſi ſono rimoſſi per maggior ſollievo di eſſi, mediante la qual ſomma ſarà buonificato tutto ciò che verrà ſomminiſtrato in natura dal Paeſe; tanto per le porzioni da bocca che di Cavalli, e devranno pure non meno li Signori Generali & Uficiali che li Soldati commun (eſcluſe le infraſcritte porzioni) pagare puntualmente la carne e vino e tutti li commeſtibili, che ſaranno taſſati à giuſti prezzi, e ſeguendo qualche diſordine contro il buon regolamento, che ſi publicherà e ſtabilirà ne' Quartieri, ſarà riparato con ogni più accurata diligenza da' Signori Commandanti de' Reggimenti, che dovranno obligare li traſgreſſori ad una congrua indenizazione, la quale ove non ſi ottenneſſe col loro mezo, ſi ricorrerà all' Eccellentiſſimo Signor Generale de la Cavalleria Marcheſe Viſconti, Commandante in queſto Quartiere, che farà dar loro la dovuta ſodisfazione.

II. Hà pure condeſceſo detto Signor Marcheſe di Prié alla compenſa di doppie cinque mille dalla total ſomma delle doppie 90000., tanto à favore degli Eccleſiaſtici, ſecondo la loro porzione; che de' Secolari, in iſconto del pane ſomminiſtrato in occaſione del paſſaggio dell' Armata Ceſarea nello ſcorſo Meſe d'Agoſto, di cui ſi promiſe la reſtituzione, come pure del pane ed altri commeſtibili ricevuti in più occaſioni dalle Truppe Affiane e dal Corpo delli 500. Cavalli commandati ultimamente dal Tenente Colonello St. Amor, che ſi è avuto in ciò pure qualche riguardo alli carri, che verranno proveduti da eſſi Stati per la vettura de' Grani ed Avena, che converrà introdurre da varie parti per la ſoſſiſtenza delle Truppe, & per non accreſcere la penuria del Paeſe, à cui verranno conceſſi gli oportuni Paſſaporti, che ſaranno bramati, tanto per Acqua che per Terra per l'introduzione pure de' Grani, che mancaſſero al loro biſogno.

III. Per facilitar maggiormente il Paeſe al pagamento della ſudetta ſomma ſpettante a' Secolari, ſi è convenuto per patto eſpreſſo, che ſaranno ſborſate le due terze parti, ch' importano doppie 42500. nel Meſe d'Aprile, e l'altra terza parte di doppie 21250. mediante l'obligazione de' migliori Banchieri di queſti Stati in due termini, cioè la metà nel Meſe di Agosto,

ANNO 1706. to, e l'altra metà in Ottobre dell' anno proſſimo venturo, colle quali ſomme ſi dichiara da detto Signor Marcheſe di Prié, che s'intende ſodisfatto per parte del Signor Duca alle obligationi feudali, che gli corrono verſo Sua Maeſtà Ceſarea.

IV. Come ſi è creduto ſpediente per minor peſo di queſti Stati di devenire all' erezione d'un Monte per un Capitale di doppie 36000. e più, coſì ſi publicherà ſenza ritardo nel Meſe corrente. Sarà deſtinato per fondo di eſſo Monte, che aſcenderà à doppie di Spagna 36000. e più un reddito annuo da accettarſi ſopra li propri effetti di S. A. S. à ragione del cinque per cento, che del giorno dell' impiego correrà à favore de' compratori. Si daranno in oltre tutte le cautele poſſibili per ſicurezza ed invito di eſſi Compratori; ed à queſto fine ſi ubligheranno non ſolo li Publici della Città di Parma & Piacenza, mà ancora *in ſolidum* ſei delle Caſe più commode e beneſtanti, e li migliori Banchieri d'ambedue dette Città, al puntuale pagamento de' frutti come ſopra di trimeſtre in trimeſtre à termini maturati, ed alla reſtituzione del Capitale in due termini, cioè doppie 18000. in Ottobre dell' anno 1708., e l'altre 18000. ò più nello ſteſſo meſe del 1709. Perche poi detti Signori hanno dubitato (atteſe le circoſtanze de' preſenti tempi) di non poter ritrovare tutta la ſomma per riempire il Monte, però ſi è benignamente accollato S. E. il Signor Marcheſe di Prié (nel caſo ſudetto) di prender ſopra di ſe il carico di trovar' una ò più perſone, che ſupliſcano fino alla ſomma di doppie venti mila nella compra di eſſo Monte, laquale frà tanto dall' E. S. ſarà compenſata in detti termini. Si è però convenuto che ſi pratichino ſenza ritardo da' ſudetti Signori tutte le poſſibili diligenze à Milano, Genova, e Bologna per rinvenire il più prontamente che ſi potrà tutta eſſa ſomma, ed ove ciò rieſca, ed à miſura ch' entrerà il danaro ſi farà ſborſare indilatamente alla Caſſa Ceſarea di Guerra.

V. Affine di accertare il punto più eſſenziale, che ſi è diſcuſſo, cioè il modo di potere ſtabilire e combinare col ſervizio Ceſareo, e la ſoſſiſtenza delle Truppe, la conſervazione del Paeſe, e perciò il ſoſtentamento del Popolo e del Beſtiame (atteſi li frequenti paſſaggi di Truppe, la penuria de' grani e de' foraggi, che ſi prova nel corrente anno per la ſiccità della ſcorſa Eſtate, e le ſtraordinarie inondazioni ultimamente accadute) ſi è convenuto che l'ubligazione per parte del Paeſe, di provedere il pane ſia puramente riſtretta alli trè Reggimenti Imperiali di Cavalleria e Dragoni, e ſarà bonificato per oncie trenta di peſo, ch' importa per cadauna porzione, ed oncie dieci otto carne al giorno, che ſarà ſomminiſtrata del Paeſe, doppia una di Spagna al Meſe, compreſe lire dodeci di queſta moneta di Piacenza, che ſaranno pagate per il vino che ſi venderà à Soldati nel Paeſe ſteſſo à giuſti prezzi: Quanto poi alle Truppe di Pruſſia ſarà totalmente à carico del Commiſſario Ceſareo il provederle, e l'introdurre grani per la ſoſſiſtenza loro, e ſaranno puramente ſomminiſtrate le vetture dal Paeſe entro il Territorio. Si farà però l'anticipazione per un Meſe di trè mila porzioni di pane ogni giorno, il quale ſarà puntualmente reſtituito in tanto grano della medeſima ſpecie. Dovrà pur' anco ſomminiſtrarſi il foraggio con carri del Paeſe, diſtribuirſi con tutto il miglior ordine e la più eſatta miſura che ſarà poſſibile, cioè à ragione di 15. libre di fieno per ogni porzione da Cavallo, e ſi provederà per quatro mila in circa, ſecondo la ripartizione, ſpecificazione che ſarà data da' Commiſſari di Guerra di Sua Maeſtà Ceſarea, purche ſi laſci la neceſſaria ſoſſiſtenza per il beſtiame, ſenza laquale non aurebbe potuto queſto Paeſe aſſumere, nè ſuplire alle ſudette ubligazioni. Si reſtringerà però eſſe beſtiame al numero puramente indiſpenſabile alla cultura de' Terreni, ed alla metà delle Vaccherie; e ſi deſtinaranno pur' anche Commiſſari d'ambe le parti per fare la recognizione e conſcrizione de' foraggi, e procurare, che tutto ciò ſia poſto puntualmente in eſecuzione.

VI. Si è fiſſato il prezzo del foraggio, regolato alle ſudette libre 15, al giorno, à due terzi di doppie di Spagna ogni Meſe, e l'altro terzo per l'avena di libre 9. per porzione, che ſi ſomminiſtrerà dal Paeſe ſino al fine di Genaro proſſimo (paſſato il qual tempo, ſarà tenuto il Commiſſario Ceſareo à provederle) con facoltà al Paeſe medeſimo di poter ſomminiſtrare in difetto dell' avena ſudetta altri grani confacevoli alla ſoſſiſtenza della Cavalleria Imperiale, ſecondo una giuſta porzione, che dovrà ſtabilirſi col ſudetto Signor Marcheſe Generale Visconti, e dove veniſſero dette porzioni da Cavallo ad eſſere calcolate à maggior prezzo nello Stato di Milano, ſi ſeguirà la ſteſſa regola. ANNO 1706.

VII. Mediante le accennate preſtazioni ed ubligazioni, non dovranno li ſudetti Stati eſſere aſtretti, nè ſoggetti ad alcun' altro peſo, toltone il cuoperto coll' uſo del fuoco, lume e letto ò pure pagliarizzo, ſecondo il commodo de' Paeſani per li Soldati in caſa de' particolari; ed eſigendoſi di più, ſi farà ſodisfare da' loro Uficiali. Parimente non ſaranno aſtretti gli Stati ſodetti che à dare il puro cuoperto e la legna (in quella quantità che ſarà limitata dal Signor Generale Viſconti) per li Signori Generali ed Uficiali, liquali pure non potranno ubligare il Paeſe à ſomminiſtrare il foraggio per li loro cavalli, il quale poteſſe eccedere le porzioni che ſono à loro aſſegnate &c.

VIII. Sarà compenſato nella detta ſomma l'ammontare del foraggio per tutti li Reggimenti Ceſarei e Pruſſiani dal tempo, che ſono entrati in queſto Paeſe, e ſono ſtati di paſſaggio dal principio dello ſcorſo Meſe di Novembre, e perche non ſi può fare preſentemente un' eſatto calcolo di tutto ciò, che di foraggio ed avena hanno ricevuto, ſi dichiara che per temperamento d'equità ſi compenſerà ogni porzione à quatro quinti di doppia. Si farà pure rimborſare da' Reggimenti il pane, carne e vino, che ſi giuſtificarà eſſer ſtato dal ſudetto tempo ſomminiſtrato ò ricavato dal Paeſe. Lo ſteſſo ſi praticarà eſattemente nell' avenire per tutte le Truppe, che occorreſſe di far paſſare per queſti Stati, eccettuato il foraggio in erba, che ſi ſomminiſtrerà ſenza alcun pagamento dal Paeſe, ſpirato il termine de' Quartieri.

IX. Per uguagliare il peſo del preſente Quartiere, e ſollevare queſti Stati dovranno concorrere li particolari tutti indiſtintamente, ancorche privilegiatiſſimi, mentre S. A. S. iſteſſa effettivamente concorre per la quota de' ſuoi beni; E come gli Eccleſiaſtici, ſiano Secolari ò Regolari, poſſedono buona parte de' terreni in ambi detti Stati, ed hanno già concorſo altre volte a' Quartieri, come pure concorrono anche attualmente per la quarta parte de' Secolari al mantenimento de' Preſidi di Parma e Piacenza, così ſi riſerva il Commiſſario Ceſareo la facoltà nelle dovute legitime forme, di ricavare da eſſi la loro rata ſino à doppie vent'un mila e 250., mediante il che reſtano pure eſenti li beni de' ſudetti Eccleſiaſtici dalli danni maggiori, che aurebbero potuto patire indiſtintamente, quando non ſi foſſero divertiti con li ſudetti temperamenti, nel che tutto però ſi proteſta per parte de' Secolari di non voler' avere alcuna parte, ed ingerenza.

X. Il Signor Marcheſe Generale Viſconti Commandante di queſte Truppe farà oſſervare ogni più eſatta diſciplina nelli ſudetti Quartieri alla mente e conformità di queſto ſtabilimento, ed invigileranno pure li Signori Commiſſari di S. A. S. e di eſſi, ed affinche ſi faccia la più giuſta e proporzionata diſpoſizione de' Quartieri.

In fede di che ſi è ſottoſcritta la preſente, e munita de' reſpettivi Sigilli. Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Decembre 1706.

Sottoſcritto

Il Marcheſe di PRIE'.

FRANCESCO MARPELI *Governatore, e Delegato.*

GIO: FRANCESCO MARAZZANI VISCONTI.

ANNIBALE SCOTTI.

LXXII.

Bundnuß endzwiſchen der Durchlaucht. Republic Venedig eines- und den Löbl. dreyen Bunden des erſten alten Rhætia andern theils auf 20. Jahr und länger beſchloſſen/ wodurch ſie einander reciprocirliche Hülffe/ von Seiten Venedig mit Geld/ von ſeiten der 3. Bünd mit Volck abzuſtatten promittiren. Chur den 5/17. Decembr. Anno 1706. [Copie communiquée par un des Miniſtres de la Negociation.] 5/17. Dec.

C'eſt-

ANNO 1706.

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre la Serenissime Republique de VENISE *d'une part, & les Seigneurs des* TROIS LIGUES GRISES *d'autre part, pour le tems de vingt-années & davantage, par lequel les deux Republiques se promettent une reciproque Assistance en cas de besoin; savoir de la part de Venise en argent, & de la part des trois Ligues en Soldats. A Coire le* $\frac{6}{17}$ *Decemb.* 1706.

In Nahmen der Allerheiligisten ohnzertheilten drey Einigheit / Gottes des Vatters / des Sohns / und des Heiligen Geistes / Amen.

Alldiewylen der hochste Schöpfer aller Dingen vermittelst seiner vollkommnesten Wurckungen manniglichen eingegeben und underwisen / daß die wahre vollkommenheit aller Sachen vornemlich in der Einigheyt und Gerechtigheit bestehe / habend danachen die Vorfahrer der Durchl. Herrschafft von Venedig / und der Loblichen dreyen Pündten des ersten alten Rhætia, sich vor deme höchstens angelegen seyn lassen eine reciprocirliche freundtschafft und nache Verbindung gegen einanderen zu underhalten / wie Sie dann in dem Jahr 1630. in solchem absehen eine guete Allianz zwischen ihnen auffgerichtet. Und sinttenmahlen die Einigheit allezeit absonderlich zwischen freyen Ständen / und vorauß zwischen denen welcher guete Trew man in der That erfahren / sehr nutzlich und ersprießlich ist / Habent wir

Aloysio Mocenigo.

VON Gottes Gnaden Hertzog zu Venedig / ꝛc. Und wir Landt-Richter / Præsident, Landtamman / Rath / und Gemeinden / dis- und jenseits der Bergen / der dreyen Pündten / des Grawen / Gottshaus / und Zehen Grichten des ersten Alten Rhætia, verhartende / und verbleibende in den Hochlöblichen Fußstapfen Unser Alt-fordern und Vorfahreren / umb vermittelst des allerbesten und höchsten Gottes genädigen Beystand / diese gute Einigheit zubestättiget und zubevestnen / anständig sein erachtet / dise alte Pundtnus zu erneweren.

Zu welchem Ende dann wir obvermelter Hertzog von Venedig abgeordnet habend den Fürsichtigen und Weisen Vendraminum Bianchi als Unsern Residenten bey gedachten drey löbl. Pundten / umb die gemelte Erneweruug der Pündtnus / zu Ehren Vortheil / und Nutzen beyder Theilen zu tractieren / welches dann durch die Gnad des Allmächtigen Gottes solcher gestalten beschehen / daß zu seiner Ehren / und beyder Herrschafften Schutz / Ruhe / Sicherheit und Erhaltung / wir gantz freywillig und auß sicherer wissenschafft Uns zu nachvolgenden Articlen (uber welche seine Gottliche Majest. den Himmlischen Seegen ausgiessen wolle) verstanden haben.

Erstlichen daß beyde Republiquen in allen Sachen eine gute Freundtschafft und Nachbahrschafft untz einanderen halten / wie es gueten und getrewen freunden und verpundeten gebührt.

2. Daß wann die Durchleuchtige Herrschafft Venedig vonnöthen seyn wurde / sich der Truppen auß dem Landt der Löbl. 3. Pundten zubedienen / selbige schuldig seyen Ihro zuverwilligen / daß Sie durch Ihre bestelte Oberste und Haubtleuth solche könne werben bis auff 4000. gute und freywillige zue fues / auff das meiste / aber nicht weniger als 1500. welche sollen schuldig seyn zu dienen zu Feld oder in den Besatzungen abgetheilt / in dem Gebieth der Durchl. Herrschafft (nella terra ferma) des festen Lands in Italien / doch sollen sie nicht schuldig seyn zu sturmen / noch über Meer under einichen Vorwant zu gehen / wol aber verpflichtet seyn / zu zeiten / daß die Durchl. Herrschafft im krieg were / derselbigen zu dienen wider alle und jede / zu Schutz und Schirm / Ruhe / Sicherheit und erhaltung Ihrer Sachen / Landen und Herrschafften / so sie dermahlen in Italia besitzet: Mit disen klaren Vorbehalt jedoch / daß in ansehung der von Löbl. 3. Pündten gethanen erklehrung / in disen vorwährenden Krieg eine genawe Neutralitet zu halten / und niemanden im Nahmen deß Stands einige Werbungen zugestatten / Sie die drey Pundten biß zu Endigung dises Kriegs wegen diser Werbung sich nicht impegniren / sondern mennichlichen frey lassen wollen zu werben / und zu dienen / ohne Impegno deß Standts / gleich gegen anderen Herrn und Fürsten auch geschicht: Wann aber diser Krieg geendet / so solle diser Vorbehalt auffgehebt / und die Durchl. Herrschafft allezeit schuldig seyn / wann sie Hilffs-Völcker vonnöthen hette / die Löbl. Herren Pündner jetz und ins künftige gleicher Consideration zuhalten wie die 2. Löbl. Orth Zürich und Bern / das ist / allezeit wan einiche Schweitzerische Werbung vorgenommen wurde / einen dritten theil Pündtner zunemmen / und sollen die Pündnerische Truppen under die Regimenter der Schweitzer oder anderer Nationem nicht mögen untergestossen werden / sondern in einem besondern Regiment oder Corpo under ihren eygnen Officier allein dienen.

Gleichwohlen wan die Durchl. Herrschafft von den Löbl. 3. Pündten Truppen begehren solte in der zeit / da sie den Krieg sehr furchteten / das ist / in anscheinender gefahr stunden / daß sie dann nit schuldig sein sollen diese Werbungen zugestatten. Jede Compagnie solle 200. Mann vor ein fahnen haben / und die Officierer sollen sein ein Ober- und Unter Leutenant / ein Fendrich / 4. Wachtmeister / 4. Under Officierer / 6. Corporalen / 6. Gefreyte / 4. Trummenslager und ein Pfeiffer / auch solle der Felldscherer / und die Trabanten in der zahl der 200. begriffen sein.

3. Wan die Durchleucht. Republic bestellen wird / einen zug zu thuen / und in gemeiner 3. Pündten Landen und Gebiethen Truppen zu werben / so solle sie schuldig sein / jedwederen Hauptmann vor seine Compagney 533. Spanische Duplonen guten gewichts vor dem abzug / gegen gnugsamer Bürgschafft der restitution, zubezahlen / also daß nach verfliesung eines Jahrs jeden Monatz der Durchl. Republic 30. Duplonen durch abzug Zuruck gegeben werdind / wan aber in der ersten oder folgenden musterungen einer oder mehr an bemelter zahl der 200. mangelte / so solle dem Hauptmann vor jeden so manglet monatlich ein nnd ein halben Duplonen weniger ein Venetianisch pfund abgezogen werden: Jeden Monath solle man zu 30. Tagen / und jedes Jahr zu 12. Monat rechnen.

4. Wan nach angesteltem zug die Obristen und Hauptleüth 200. Soldaten mit Ihren gehörigen Officieren zu dem verreissen fertig hätten / so soll man selbige können lassen gehen mit attestation, welchen Tag sie auß dem Land verreist / also daß an eben disem Tag disen geworbenen Truppen der sold den anfang nemen / hernacher aber solle jede Compagney vor ihre rucktehr / eines Monaths oder 30. Tagen sold auf die reiß von den grentzen der Durchlaucht. Herrschafft bis in ihro Vatterland bezalt werden / doch mit diesem vorbehalt / daß disere Truppen nicht abgedanckt / oder in ihre Vatterland zuruck geschickt

werden

ANNO 1706. werden konnend in der zeit / da die Berge von Schnee beschlossen / also daß sie zu der reiß untuchtig sein.

5. Wan die Truppen Löbl. 3. Pündten sich einmahl dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / so sollen sie 3. Jahr in dem dienst behalten und wehrender dieser zeit nicht können abgedanckt werden: Und wan ein schlacht solte gehalten werden / in welcher durch Gottes hilff der sig erhalten würde / so solle die Durchl. Republic den Obersten / Hauptleüthen / Officiereren und gemeinen Soldaten einen Monatlichen sold bezahlen.

6. Wan die Lager formiret / so sollen die Regimenter nach heütiger Krieges-gewonheit in Battallions können abgetheilet werden / wan aber Löbl. 3. Pündten Truppen in den Mauren und Bestungen der Durchl. Republic zu besatzung verlegt / dan sollen die Regimenter in Compagnien können zertheilt / die Soldaten aber von ihren eygenen Fahnen nit abgescheiden werden / sonderen bey einanderen bleiben.

7. Die Obersten und Hauptleüthe sollen schuldig seyn / im Feld und in allen Krieges-Sachen der Durchl. Herrschafft Proveditor General ihren Gubernatoren Generalen, Proveditoren, und anderen so in ihren Nahmen den befehl über die Truppen habend / zu gehorsammen / in den besatzungen aber sollen die Truppen ihren Führeren und Gubernatoren zu gehorsammen schuldig sein / wie es bey anderen Officieren und Soldaten der Durchl. Herrschafft breüchlich ist.

8. Wan die Löbl. 3. Pündt von ihren feinden mit Krieg angefallen würden / oder in augenscheinlicher Kriegsgefahr weren / in der zeit da ihre Truppen in dem dienst der Durchl. Republic stunden / so solle ihnen dan erlaubt seyn / selbige zuruck zuberuffen / und sich derselben in ihren eygenen gefahren zu gebrauchen / also zwahren / daß in diesem fahl die Durchl. Republic solle schuldig seyn / diesern zuruckberuffenen Truppen ein Monat sold vor ihre Ruckreiß von ihren grentzen zubezahlen / auch sie bis auf ihre grentzen gegen dem Pündnnischen gebieth / frey und sicher zuführen / und zu führung der krancken und Officier Bagage mit nöthigen Karren / ohne der Officier und Soldaten unkosten / zuversehen.

9. Löbl. 3. Pundten Soldaten sollen gewaffnet sein mit Schnaphanen oder fusils, Bajonnetten und Bandolieren / und soll denen Oberst- und Hauptleuthen frey stehen die Truppen in ihrem Land selbsten zubewaffnen / oder die bewaffnung der Durchl. Herrschafft zu uberlaßen / in welchem letzteren fahl den Soldaten Monathlich 6. Venetianische Soldi vor den vorschus des gewehrs sollen abgezogen werden: Die Durchl. Herrschafft aber solle schuldig sein / vor jede so bewaffnete Compagney / sie bediene sich deren im Feld oder in Garnison Monathlich 333. Spanische Duplonen guten gewichts zubezahlen / dem Obrist aber so wol für seinen Monatlichen sold / als vor seinen tisch / und Monatliche ehrenbesoldung / eines jeden Regiments sollen 145. Spanische Duplonen guten gewichts bezalt werden / wan aber die Durchl. Republic, mit einer anderen gattung guldener oder silberner müntz alle in diesem Tractat gemelte außgaben / bezahlen wolte / solte die Spanische Duplonen zu 29. pfund außgeworffen und gerechnet werden / und hingegen die Ital. Duplonen zu 28. pfund 20. sold / die Zecchin 17. pfund / die silberne Kronen oder Scudi 9. pfund 12. sold. der Fillipp oder Venedische Justina 8. pfund 10. sold / die Ducaten oder Ongari 16. pfund / die Ducatelli oder Venetianische Kronen 6. pfund 4. sold. alles Venetianischer währung.

Wan ein oder anderer Hauptmann mehr dan 200. Soldaten / ja bis auf 220. hette / so sollen diese 20 Supernumerarii, wan sie effectiv und Pündtner seyn / Monatlich 1½ Duplonen sold empfangen. Die Durchl. Herrschafft wird auch den Soldaten das schieß-pulver und bley umbsonsten geben / gleich wie es bey anderen Fürsten und Herren bis dato im brauch gewesen. ANNO 1706.

Wan ein jedwedere Compagnie an der zahl weniger als 175. Man were / so solle der Hauptman jeden Monat 20. Duplonen verliehren / und wan sich die Compagnie bis under 165. verringerte / so solle er 40. Duplonen verliehren. Wan eine schlacht gescheen solte / und dardurch / oder von wegen ansteckender kranckheit (worvor Gott seien wolle) die Compagnien verringert würden / so sollen die Hauptleüth zweyer Monat sold / nach der letzten vorgegangenen munsterung / empfangen / damit sie desto leichter / die zahl ihrer Soldaten ergentzen können.

10. Die bemelten Truppen sollen aller und jeden Privilegien / Freyheiten / Immuniteten / Rechten / gebraüchen / und gewonheiten / sowol in Administratione des Rechtens und außübung der Justitiæ, als in allen anderen sachen / genießen / wie sie es diesmahl in Franckreich / und anderstwo gebrauchen / und bishero zu aller zeit gebraucht haben. Es soll auch denen Truppen zu dem freyen exercitio ihrer Religion in etwelchem hauß / ein bequemer und ehrlicher Orth angewisen werden / und sollen sie in ihrem exercitio auf keine weiß zerstöret / noch bey einichem anlaß weder offentlich noch ins besonder beschwerdt werden / gleichmeßig soll man ihnen zu der begräbnüß ihrer Todten ein erlichen Orth gestatten.

11. Die Krancken sollen in die Spitäle aufgenommen und ihnen der sold so lange gelaßen werden / als lange sie dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / bis sie entweder ihre gesundheit erlangen / oder mit Todt abgehen / und soll ihnen in diser zeit nichts anders abgezogen werden / als das was man anderen Soldaten der Durchl. Herrschafft abzuziehen pflegt. es soll auch denen Feldpredigeren ihrer Nation erlaubt sein / selbige zubesuchen / und zu trösten / ohne einige verhinderunge / und sol nimand zugelassen sein / sie von ihrer Religion, auf waß weiß es seien mochte / abzutreiben.

12. Wan die Durchl. Republic denen Haupbtleüthen jeden Monat den verordneten sold nicht schleunig bezahlte / so soll dan ihnen der sold nach dem letzten muster-Rodel gezehlt werden / mit diesem vorbehalt / daß wan die musterung in den 10. ersten Tagen des Monats nit gehalten wurde / daß dan in diesem Monat kein Hauptman solle schuldig sein / seine Compagnie musteren zulassen / sonderen mann soll sich wie oben gesagt an dem letzt vorgehenden muster-Rodel halten.

13. Jedweder Compagnie soll erlaubt sein / einen auß ihren Soldaten zuhaben / der die Victualien im Feld verkauft / und diser soll aller beschwerden und auflagen frey sein / in den besatzungen aber soll dieser Man in ansehung der Victualien nimand anders als den Pündtnerischen Soldaten verkauffen / in ansehung der Privilegien / Prærogativen / Guttheten / Quartieren / Utensilien / sollend die Pündtnerische Soldaten / wie auch ihre Oberste und Officier auf gleiche weiß tractiret werden / wie andere Truppen der Durchl. Herrschafft.

14. Es solle allen und jeden beyder Partheyen Personen und Unterthanen reciprocierlich frey stehen in ihren Stätten / und Gebiethen frey zugehn / zu bleiben / zu passieren / repassieren / zu fues und zue pferdt mit den gewonhlichen pistolen / zu thuen und zuverrichten alle ihre gewerbe / Sachen und Kunst / so wol in Kaufmansschafften als Militar-Sachen / ohne einige verhinderung / auflag oder beschwerd / waß nahmen sie haben möchten: also daß

ANNO 1706. ohne die gewönhliche alte zöll sie nichts anders zubezahlen schuldig sein sollen / von welchem expresse außgedinget der leibzoll / item die bolletten / und der zoll deren sachen / die man in den felleisen auf seinem eygenen pferd führet / oder auf seinem leib traget / von welchen sachen man keinen zoll geben soll / noch solcher wegen niemand undersucht / molestiret / oder beschwert werden / jedoch werden die zeiten der pest und des verdachts der contagion oder ansteckung vorbehalten / dan dazumahlen kan dan jede Republic den paß nach gutduncken aufheben / so lang solcher verdacht währet. Welches auch soll verstanden werden von denen Truppen / so von der Durchl. Republic abgedancket / oder von den löbl. 3. Pundten zuruckberuffen wurden / daß sie nemlich wan sie kommen / und wan sie wiederum zuruck gehen / mit allem ihrem Kriegs-gerust / oder waß sie auf dem leib tragen / mit den Pferden / oder auf andere weis fuhren / von allem zoll auf alle weiß gentzlich sollen frey sein; wie dises ein alte gewonheit bey allen Nationen gebraüchig; uber diß hat man beschlossen / daß die Pundtner / wan sie passieren / oder in dem dienst der Durchl. Republic stehend / und mit Todt abgehend / gleichmäßig von allem zoll / und anderen beschwerden frey seind / auch frey ungehindert / und ohne auflage aus dem Venetianischen gebieth konnen gefuehrt und an einen ehrlichen orth begraben werden / desgleichen ihre güter ihren rechtmeßigen erben uberlaßen werdind / welches in den gebiethen der Löbl. 3. Pundtnen auf eine gleiche reciprocirliche weiß gegen der Durchl. Herrschafft Unterthanen solle beobacht werden.

15. Daß der Durchl. Herrschafft Venedich der paß durch das Gebieth der Löbl. 3. Pundten vor die Truppen so in ihren dienst zugehen willens / solle vergunt / aber darbey nachfolgende ordnung gehalten werden / daß die Truppen unbewaffnet passieren sollen / und zwahren zu fues nur mit ihrem degen an der zahl 200. zum tag / und die zu pferd mit Pistolen ohne Schloß / 50. täglichen / also daß sie einen tag voneinanderen zertheilt sein / sie sollen in gebuhrender zeit die jenigen Oerth avisiren / wo sie zu passieren haben / damit mann die notwendige provision komlich machen könne / und wan auf einen Tag 200. zu fues / und 50. zu pferd passieren würden / sollen sie 2. ungleiche straßen brauchen / nemlich die zu pferd eine / und die zu fues ein andere / sie sollend auch alle unkosten ihrer zehrung ordentlich abstatten / und anbey alle und jede schäden / so sie dem gemeinen weesen / oder den particularen zufügen würden / wan sie erwiesen / und verificiert werden / zubezahlen schuldig / auch benebens die Obersten verpflichtet sein / gute ordnung zuhalten / und jede Truppen mit Officier und einen Commissario von den 3. Pündtnen / auf der Durchl. Herrschafft oder der durch-passierenden Truppen unkosten / begleiten zu laßen / und die gewonlichen zöll zubezahlen; zu sicherheit der wirthen und der erfolgenden schäden / soll die Durchl. Herrschafft von jedem Pündt eine person ernahmen / welche die erfolgende und erwisene schaden zubezahlen schuldig sein solle; Jedoch daß dergleichen durch-passirende Truppen keines wegs können gebraucht werden zum schaden und nachtheil der jenigen mit welchen die 3. Pündt einige Pündnüs und Convention haben / weilen aber in wehrendem diesem Krieg die 3. Pündt eine exacte Neutralitet zuhalten versprochen / gibt mann keinen von frömbden Fürsten und Herren ubernemenden Truppen / freyen Pass / ausgenommen denen so die 2. Löbl. Cantons Zürich und Bern der Durchl. Republic geben werden; welchen Truppen man einen freyen paß geben wird / damit nach den occurrenzen oder zufalligkeiten dieser Durchl. Republic, und nach den Capitulationen deß Allianz-Tractats zwischen selbiger und bemelten 2. Löbl. Cantonnen disere Truppen sich in den Venetianischen Staat dorten zu selbiges defension zu dienen konnend verfügen. ANNO 1706.

16. Der ein und andere Theil reciprocierlich soll den paß verhinderen / auch mit den Waffen selbst / so es nötig / jedem feind / so sich zu des anderen schaden durch sein Land tringen wolte.

17 Wan die Löbliche 3. Pündt mit offentlichen Krieg angefallen würden / oder sonst in augenscheinlicher Kriegs-gefahr wären / in solchem Falle solle die Durchl. Herrschafft schuldig sein / ihnen jeden Monat / gleich einem Canton von Zürich und Bern / 4000. Venetianische Ducati an ihren Kriegsunkosten zubezahlen / zu hilff und erleichterung ihrer notwendigkeiten / so lange als der Krieg währet / also zwahr / das wann die Durchl. Republic dieser sach berichtet / und in Krieges-nöthen vorbesagte gelthilff begehret wird / sie ohne verweilen und einigen vorbehalt schuldig sein solle / diese summa jede 3. Monat anticipaté zu übermachen / und wan der Krieg langer als 3. Monat wehrete / daß dan wiederum vor die andere 3. Monath bemelte summa bezahlet werde: von welcher ausgelegten summa die Löbl. 3 Pündt nach geendigtem Krieg der Durchl. Republic allezeit eine billige rechnung zu geben sollen schuldig sein / was namblich nach des Pündts-Vertrag von dem empfangenen gelt verbraucht worden / oder der Durchl. Republic zu restituiren ubergeblieben.

18. Die Durchl. Republic solle schuldig sein / denen Löbl 3. Pündten zu end eines jeden Jahrs wehrender dieser Capitulation eine pension von 711. Spanischen Duplonen guten gewichts in der Statt Chur zubezahlen; wie auch verspricht die Durchl. Herrschafft ihnen den 3. Pündten 8. Metallene Canons oder stuck von 6. pfundigem qualibre auf ihren kosten nacher Zürich / Morbegno, oder Clefen zu lieferen / nach belieben der Durchl. Herrschafft / als namblichen 2. vier Monat nach der Ratification dieser Pündtnüs / und dan alle 4. Jahr 2. bis die zahl der 8 erfüllet.

19. Alle Personen der 3. Pündten von was Religion sie seind / und ihre Unterthanen / sollen frey gehen können / wohnen / passieren / repassieren / und handelen in dem Staat der Durchl. Republic mit geniessung aller der Privilegien / Vortheilen / und Gebreüchen / so sie in verwichenem seculo in allen Orthen der Durchl Herrschafft genossen / und ohne einige verhinderunge der Inquisition, und aller anderen Tribunalen in Religions-Sachen / doch daß selbige nicht disputirend / und in bemeltem Staat einige sache übend / die wieder die Catholische Religion seye; weder der ein noch der andere Theil soll nicht können aufnemen einige Rebellen / noch solche die wegen schweren missethaten angeklagt sind / das ist / Mörder / Sodomiten / verschreite Dieben / Mordbrenner / Jungfrauen-schänder / und falsche Müntzer / sonder der ein und anderer theil solle schuldig sein / die bemelten Banditen / und angeklagten / wan sie Unterthanen / bannisieret oder angeklagt sind / von dem theil so sie begehren würde / gegen erlegung der billigen unkosten wieder auß zu lifferen.

20. Diese gegenwartige Capitulationen sollend die zwantzig negst folgende Jahre wehren / und auch lenger / nach beyder theilen gefallen / also daß wan keiner von beyden theilen selbige auffsaget ein Jahr zuvor ehe sie verflossen / sollen sie noch 20 andere Jahren dauren / wan aber ein theil dem anderen disere Pündnüß absagen wolte / solle solches allezeit ein Jahr vor verfliessung der 20. Jahren beschehen / und obschon die auffsagung von einem oder dem anderen theil in wehrenden disen 20. Jahren beschehen

ANNO 1706. scheen würde. Solle doch dieser Pundt nichts destoweniger fest und bestandig bleiben / biß die vollige 20. Jahr verflossen.

21. Wan einiger zwyspalt zwischen beyden parteyen wegen dem gemeinem weesen entstehen solte / und selbiger nicht freündlich beygelegt werden möchte / solte man zwey Commissarien / von jedem theil einen / erwehlen / und wan dise ungleicher meinung wehren / solte ein drittmann von Löbl. Orthen Zürich oder Bern zum Richter erkiest / und die zusammenkunfft zu Cleffen gehalten werden.

22. Wan unter beyden theilen privat-Persohnen streitigkeit entstehen solte / von was sachen es sein möchte / so sollen keine arrest gegen einanderen vergünt und vorgenommen werden; sondern es solle der anklager den schuldigen vor Recht citieren / vor der Obrigkeit / wo der schuldige gesessen / welche Obrichkeit dan Recht verschaffen und sprechen solle ohne langen aufzuch / und die gesprochene Sententz vollführen / ohne ansehung der Persohn diser oder jener Religion.

23 Zeit wehrendem disem Pundt solle keinem theil erlaubt sein / eine Pündnüß mit jemand einzugehen / welche gegenwertigen Pündnüß-Artickelen auf einige weise widrig oder nachtheilich sein könte.

24. Es wollend in dieser Pündnüß die Löbl. 3. Pündt ihnen vorbehalten haben / alle andere Pündnüßen / Conventionen / die Erbvereinigung und ewigen Friden / so vor disem auf eine gewisse zeit oder vor immerhin zuhalten / sind aufgerichtet worden; welchen sambt der in disem Krieg von ihnen angenommenen Neutralitet obgemelte 3. Pundt durch diese gegenwertige Pündnüß kein schaden / nachtheil oder abbruch wollen gethan haben / welcher vorbehalt jedoch nicht verhinderen soll / daß die Truppen der Löbl. 3. Pündten zu laut den 2ten. Artickel wider alle und jede / auch die so vorbehalten / im fahl selbige die Durchl. Herrschafft in den Ständen die sie besitzet / solten angreiffen oder beschweren / mögen gebraucht werden.

25. Die Durchl. Republic verspricht den Löbl. 3. Pündten den freyen paß zugeben vor 3000. saum korn / welche sie in anderen Landen erkauffen / ohne daß man einige tratten / außer dem gewohnlichen zoll / zubezahlen schuldig: Wan man aber aus dem gebieth der Durchl. Republic auch extrahieren wolte / solle man befüeget sein / gegen der bezahlung der gewohnlichen zöllen / auch 2000. saum zu extrahieren / vorbehalten / wan grosse und überschwencklicher Theürung und mangel were.

26. So gemelte 3. Pündt vor ihr Land und Leuth saltz nothwendig weren / solle die Durchl. Herrschafft in dem kauff und wehrt / das nothwendige Saltz geben / wie sie es ihren Zöllneren und Saltzmeisteren zu Brescia und Bergamo auch gibt.

27. Wan der ein und andere Theil / der in Kriegs-nöthen die hülf begehret / und empfangen / die fridenshandlung vornemen solte / so soll er dan schuldig sein / seine helferen vor dem Fridensschluß zuberichten / damit diselbigen nach ihrem gutduncken und komblichkeit in disem friden entweders ingeschlossen / oder ubergangen werden können.

28. Die Durchl. Republic verspricht auch auf ihren kosten den weg über St. Marco / so weith als ihre Grentzen gehen / in gutem wandelbahren standt zu setzen und zu erhalten / also daß Menschen und Vieh mit ihrer last komlich und sicher passieren und repassieren mögen / gleicher gestalten solle auch von den Herrn Pündtneren auf ihrer seithen des bergs die straas accommodiret / und erhalten werden / und der eine theil wie der andere solle die freyheit haben / zu belohnung deren die arbeiten werden / umb die wege allzeit practicabel zuerhalten / die reisenden zu verpflichten / etwas weg-geld vor den paß eines jeden pferds oder ander gattung Vihes zubezahlen / aber so wohlen die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen sollen auf dem Venetianischen Staado / als die Venetianischen Unterthanen auf der Pündtnerischen seithen bemelten bergs St. Marco aller auflagen frey sein / und deswegen nit beschweret werden / jedoch will mann hierdurch den alten Conventionen / bräuch- und gewonheiten wegen eröffnung und offenhaltung des gedachten Bergs zu winterszeit nichts benommen haben / Falls einige dergleichen weren. Mit vorbehalt / daß die Durchl. Republic, und die Löbl. 3. Pündten sich wegen der Anlagen / so denen fröimbden reisenden / welche nach inhalt dieser Pündnüß nit befreyt sind / auf zu legen / mit einanderen zuvergleichen. ANNO 1706.

In Urkund aller diser obverschriben Sachen / haben wir beyde theil befohlen / daß zwey gleiche exemplarien / das eine in Italianischer und das andere in Teütscher Sprach / abgesetzt und mit den Siglen der Durchl. Herrschafft von Venedich und der Löbl. 3. Pündten besiglet worden / so beschehen den 6. und 17. Decembris 1706.

LXXIII.

Erklährung derer beeden ausschreibenden Fürsten des Löblichen Schwäbischen Creyßes / nemlich Bischoffs Johan Frantzen zu Costantz / und Hertzogs Eberhard Ludwigs zu Wurtemberg / daß die Creyß-Negotia communicato Consilio tractirt / und alle deswegen entstandene differentien aufgehaben seyn. Geben Mörseburg den 21. / Stuttgard den 29. Jan. 1707. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 387.] 1707. 21 / 29 Janv.

C'est-à-dire,

Declaration de Jean François *Evêque de Constance, &* Eberard Louis *Duc de Wirtemberg comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle, & les Diferents survenus ont été accommodés d'un commun Conseil. A Mersebourg le 21. / & à Stutgard le 29. Janvier 1707.*

Zu Abhelffung der zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Costantz / und Ihro Hochfürstliche Durchlauchtigkeit zu Würtemberg / als des löblichen Schwäbischen Crayses beeden Herren ausschreibenden Fürsten / wegen der / Vigore solchen Ausschreib-Ambts / Ihnen sambt und sonders zukommenden / von alters hergebrachten Jurium und Functionen entstandenen Differentien; declariren Ihr. Hochfürstl. Gnaden zu Costantz / Hochfürstl. Durchl. zu Würtemberg / iteratô hiemit / daß sie es lediglich bey deme / was disfalls die uhralte Crayß-Observantz mit sich bringt / und deren gemäß in Anno 1662. zwischen denen damahligen beederseytigen Höchst-löbl Regenten des Hochstiffts Costantz / und des Hertzogthumbs Würtenberg / abgeredt / reservirt / und durch die hinc & inde darauf gewechselte Missiven bestätiget worden / bewenden lassen wollen / dasselbe auch pro Norma & Regula sowohl bey / als ausser denen Conventen beederseits beobachtet / mithin nach dessen klahrem Verstand und Maßgab die Crayß-Negotia communicato Consilio tractiret / auch einer jeweiligen Costantzischen Gesandschafft / aus dem Crayß-Protocoll, Extractus, je / nachdem sie es verlangen wird / ertheilt werden /

ANNO 1707. den/ was aber deme entgegen bis dato verbis & scriptis geschehen / und in denen bishero hierunter gedruckten oder geschriebenen Deductionen / Informationen / Schreiben / oder wie man es nennen mag / ein oder anderm Theil præjudicirliches eingeflossen seyn möchte / tam quoad realia, quam Personalia gäntzlich aufgehebt und abgethan seyn solle. Mörseburg den 21. } Jan. 1707.
Stuttgard den 29. }

Johann Frantz / *Episc. Const.*

Eberhard Ludwig / Hertzog zu Würtemberg.

LXXIV.

12. Fev. Guarantie van de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN over de Vergelyck en Uitspraek tusschen de Graven STATIUS ende PHILIPPUS van Bentheim, in Octobre en Novembre 1701 geschiet. Dat. 's Gravenhage 12. February 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 518.]

C'est-à-dire,

Guarantie des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre* 1701. *entre les Comtes* STATIUS *&* PHILIPPE *de Bentheim. Donnée à la Haye le* 12. *Fevrier* 1707.

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, allen den genen, die desen jegenwoordigen sullen sien, Salut. Also voor eenigen tyd tusschen de Graven van Benthem verscheidene differenten twisten en onlusten sijn ontstaen geweest over de Graefschappen van Benthem ende Steinfurt, om welke weg te nemen, tusschen de geinteresseerde partyen een Vergelijk en Compromis is angegaen geweest, by het welke de verschillen sijn gecompromitteert aen de uitsprake van sijne Majesteit den Konink van Groot Brittanien, doenmaals regeerende, daar op de uitsprake gevolgt is in dier voegen, als het voorschreve Vergelijk en Compromis en de voorschreve uitsprake hier na volgen geinsereert:

Inseratur Vergelijk en compromissoriale uitspraek van sijne Brittannische Majesteit.

En also wy versogt zijn het voorschreve Vergelijk en de voorschreve uitsprake door onse Guarantie te bekragtigen: So is 't, dat wy het een en het ander geëxamineert en overwogen hebbende, en oordelende de rust en eenigheid tusschen de Graeflijke Huysen van Benthem daar door te sullen werden bevordert, als mede dat sulx strekkende is, ten goede van de Graefschappen van Benthem en Steenfurt, en van de goede Ingesetenen van dien, goedgevonden hebben, op het voorschreve Vergelijk, en de voorschreve uitsprake, sodanig als hier voren zijn geinsereert, onse Guarantie te verleenen: Belovende dienvolgens hier mede, kragtelijk de hand daar aan te sullen houden, dat het voorschreve Vergelyk, en uitspraek, in het geheel, en ieder Articul in het bysonder naar behoren sullen werden naergekomen, achtervolgt, en geëxecuteert; en ingevalle tegens alle verwagtinge iemand van de geinteresseerde daer van mogte komen in gebreke te blijven, ofte daer van quam af te gaen, dat wy in sodanige gevalle onse hulpe, en des noods de sterke hand sullen bieden aan die geene van de partyen, die gelædeert soude mogen weesen, om het voorschreve Vergelijk en uitspraeke, in allen deele sijn effect te doen hebben. Aldus gedaan onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse Vergaderinge en de Signature van onsen Grifficr op den 12. February duisent seven hondert en seven. ANNO 1707.

Onderstond,

E. V. ITTERSUM, vt.

Ter Ordinantie van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal,

J. FAGEL.

En was in margine gedrukt het Cachet van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal in roode wasse.

LXXV.

Capitulation generale, accordée aux François par Son Alteſſe Sereniſſime le Prince EUGENE DE SAVOYE, *pour l'Evacuation entiere de la Lombardie & de toutes les Places qu'ils y poſſedoient. Du* 13. *Mars* 1707. *Avec la* RATIFICATION *de Son Alteſſe Royale de Savoye.* [Feuille Volante imprimée en Hollande.] 13. Mars.

I. ON abandonnera toutes les Places occupées par les Troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme, & jour dont on conviendra, & aux conditions ſuivantes. *Accordé.*

II. Toutes les Troupes des deux Couronnes de quelque Nation qu'elles puiſſent être tant de Cavalerie, Dragons, qu'Infanterie, & généralement tous les Officiers, & autres, qui compoſent les Etats Majors des Places, ſortiront avec Armes, Bagages & Equipages, Enſeignes deployées, avec tous les honneurs de la Guerre, dans l'état où elles ſont préſentement, marcheront en gros & en détail à nôtre choix, comme il s'enſuit pour la commodité des Troupes, & ſeront renduës en toute ſeureté par le plus court chemin à Suze, ſans qu'il leur ſoit fait aucun tort, retard, ni empêchement à eux ni leurs Equipages, ni que ſous aucun prétexte on puiſſe y contrevenir de la maniere qu'il ſuit. *Accordé.*

III. La Garniſon de Seſtola ſe rendra à la Mirandole, & pour cet effet l'Ennemi donnera un Paſſeport pour l'y conduire en ſeureté. *La Garniſon eſt déja priſonniere de Guerre.*

IV. La Garniſon de Final partira le 26. du mois preſent avec dix piéces de canon pour ſe rendre à Suze par la route qui ſera reglée, & les meſures neceſſaires pour ſa ſeureté, & ſubſiſtance juſqu'audit Suze. *On n'en promet que quatre, ſavoir deux de douze, & deux de ſix livres, leſquels en cas de difficulté de pouvoir être conduits par Terre pourront être emportez par Mer. De plus ſera donné à cette Garniſon un Officier Général, & un Commiſſaire de Guerre pour la ſeureté de ſa marche, & de ſa ſubſiſtence.*

V. La Garniſon du Château de Milan partira le 20. de ce preſent mois pour ſe rendre à Valence, où elle joindra la Garniſon de cette Place pour marcher enſemble droit à Suze avec les mêmes circonſtances. *Elle marchera ſans ſe détourner droit à Novare, & joindra le gros à Suze. Celle de Valence ſera priſe en paſſant par celle de Cremone. On fera publier au plus vite une ſuſpenſion générale, enſuite de laquelle le Château donnera des Otages.*

VI. La Garniſon de la Mirandole partira le 29. de ce preſent mois, & ſe rendra à Gualtieri pour ſe joindre à celle de Mantoüe le jour qu'elle y paſſera. *Accordé.*

VII. La Garniſon de Mantoüe partira le premier d'Avril pour paſſer le lendemain le Pô à Borgoforte ſur le Pont, que nous ferons faire, & ſe rendre à la hauteur du Pont de Cremone par le chemin dont on ſera convenu. *Accordé.*

VIII. La Garniſon de Sabionetta partira le 1. d'Avril, & ira joindre celle de Cremone par les chemins, & gites, qui lui ſeront reglez. *Accordé.*

IX. La Garniſon de Cremone paſſera le Pô ſur le Pont de Cremone. *Accordé.*

X. Toutes leſdites Garniſons de la Mirandole, Mantoüe, Sabionette & Cremone, s'aſſembleront au bout du Pont de Cremone pour marcher toutes enſemble par le Plaiſantin, le Milanois, & les Etats de S. A. R. de Savoye droit à Suze ſelon la route, & les gîtes dont on ſera convenu. *Accordé.*

XI.

ANNO 1707.

XI. Chaque Garniſon pourra emmener avec ſoi dix pieces de Canon avec les mêmes Equipages que l'Artillerie ; & cent coups à tirer par piece, chaque Soldat & Cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre, & de plomb. *On promet dix pieces pour toutes les Places ſans y comprendre celles, qui ont été accordées pour Final, & on conviendra de l'endroit précis, d'où elles devront être tirées, à ſavoir quatre de douze, deux de ſix, & quatre de trois livres avec cinquante coups à tirer pour chacune.*

XII. En cas que les Gouverneurs des Places ayent quelque choſe à ajouter aux préſens Articles pour leurs propres interêts, ou de ceux qui compoſent leur Garniſon, on leur accordera ce qu'on ne peut ſavoir, que lors qu'on leur envoyera les ordres pour l'execution de l'évacuation. *Si les Gouverneurs des Places ont quelque choſe à ajoûter auxdits Articles, on s'entendra avec eux ſelon la juſtice.*

XIII. Aucun Deſerteur de quelque Nation qu'il ſoit ne ſera pris ni rendu. *Il ſera permis aux Deſerteurs de retourner à leurs Corps, mais en cas qu'ils ne veuillent pas, on ne les prendra pas par force.*

XIV. Aucun Officier, Soldat, & autre, de quelque caractere qu'ils puiſſent être de la part des Ennemis, ne pourra ſe mêler dans les Troupes des deux Couronnes pour debaucher les Soldats, Cavaliers, ou Dragons. *Accordé.*

XV. Les Chariots neceſſaires ſeront fournis gratis tant des endroits dont les Garniſons ſortiront, que par tout ailleurs dans leur marche juſqu'à Suze, autant qu'il en faudra pour le tranſport des effets des Rois, les malades & les Equipages des Troupes, & ceux des Officiers Généraux, *On paſſera pour chaque Bataillon trois chariots gratis, & même trois chariots pour chaque Regiment de Cavalerie ; le reſte des chariots les Ennemis ſeront obligez de les payer, à la reſerve des Officiers Généraux, auxquels on les donnera auſſi gratis.*

XVI. Il ſera permis de laiſſer de nôtre part deux Commiſſaires de Guerre dans les Places du Milanois, ou Piemont à nôtre choix tant pour prendre ſoin des malades, qui ſeront reſtez dans les Places, à qui il ſera donné des routes pour s'en aller en France, quand ils ſeront gueris ſur le même pied, qu'elles auront été données aux Troupes, que pour liquider toutes les dettes, & les affaires, qui n'auront pas été conſommées tant en Lombardie qu'en Piemont, moyennant quoi les Commiſſaires, Treſoriers, Commis, & autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Caſal, & Turin pour regler les dettes, & aſſiſter les priſonniers, auront permiſſion de repaſſer en France après qu'ils auront remis auxdits deux Commiſſaires, qui ſeront nommez par Mr. le Prince de Vaudemont, le Memoire des affaires dont ils étoient chargez. *Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les Munitions & attirails militaires dans les effets des Couronnes, ſachant bien que l'on ne parle point de Munitions de Guerre dans cet Article, mais on l'a mis par precaution.*

XVII. Les Ennemis, & les Païs où nous avons fait la Guerre, ne pourront rien repeter ſur des Chariots fournis dans les marches extraordinaires, & perte des Bœufs dans les Convois, & pour autres fournitures de foin, paille, & bois faites dans les paſſages des Troupes pendant que nous en avons été en poſſeſſion. *Accordé.*

XVIII. Qu'il ſera permis d'évacuer les Hôpitaux des Places par barque ſur le Pô, ſans attendre le depart des Troupes, moyennant quoi il ſera accordé des Paſſeports tant pour les barques, malades, bleſſez, & utenciles ; que pour les Commiſſaires & les Commis, qui doivent avoir ſoin de leur conduite juſqu'à Chivas, où il ſera fourni des Chariots pour mener le tout à Suze, & que ſi la neceſſité obligeoit de laiſſer quelques Malades, ou effets dans quelque Place du Milanois, ou du Piemont, on les y recevra : bien entendu, que cè ſeroit aux dépens du Roi pour leur ſubſiſtance. *Accordé.*

XIX. Outre les piéces d'Artillerie, que chaque Garniſon peut emmener avec ſoi, on pourra emmener l'Artillerie de Campagne, qui conſiſte en trente piéces de Canons de tout calibre, & cinq Mortiers, avec les Munitions, que l'on voudra porter à la ſuite. *Quant au Canon des Places, il y a été répondu par l'* 11. *Article. A l'égard de l'Artillerie de Campagne, l'on accorde vingt-quatre piéces, & point de Mortiers, & cinquante coups par piéce.*

XX. Les Chariots neceſſaires pour le ſervice de ladite Artillerie ſeront fournis gratis de la part des Ennemis en cas de beſoin. *Outre les Bœufs neceſſaires pour les piéces de Canon on donnera pour toute l'Artillerie trente Chariots gratis ; s'il en faut davantage les Ennemis les payeront.*

ANNO 1707.

XXI. Tous les Officiers d'Artillerie, & tous les Gens qui la ſervent, paſſeront à Suze avec ladite Artillerie aux mêmes conditions que les Troupes. *Accordé.*

EFFETS.

XXII. Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la Signature du Traité, il nous ſera permis de tirer tous les vivres ; & toutes les Munitions de Guerre, qui ſont dans les Places ; & autres effets appartenans aux deux Couronnes pour les conduire à Gennes, Venize, ou Suze, tant par Eau, que par Terre, avec les Paſſeports neceſſaires pour leur ſeureté en paiant les voitures ; qui ſeront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder ſur les Lieux, ſoit avec les Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale, ſoit avec les Particuliers, ou Juifs, qui voudront les acheter. *Quant aux proviſions de bouche, qui appartiennent aux Ennemis, il ſera permis de les vendre, n'étant pas poſſible de fournir les voitures pour le tranſport ; on permettra auſſi de laiſſer des Commiſſaires pendant trois mois pour la vente, & la Liquidation deſdits effets. Les Munitions de Guerre reſteront dans les Places, hors celle, qui ſera donnée pour l'Artillerie auſſi bien de Campagne, que de Garniſon, & diſtribuée ſelon ce qui a été accordé aux Troupes.*

XXIII. L'Intendant, les Commiſſaires de Guerre, les Généraux des Vivres, Directeurs des Hôpitaux, & des Poſtes, Ingenieurs, Tréſoriers, & généralement tous les employez dont il ſera donné un état par l'Intendant pourront marcher avec les Troupes ou ſéparement, en leur fourniſſant des Paſſeports pour ſe rendre en ſûreté juſqu'à Suze. *Accordé.*

XXIV. Les Galleottes pourront être conduites à Venize pour en faire l'uſage, que l'on voudra, les Officiers & Matelots deſdites Galleottes ſuivront les Troupes aux mêmes conditions, qui ſont ſpécifiées ci-deſſus pour les Troupes & Officiers. *Accordé.*

XXV. Tous les priſonniers de Guerre faits en Italie de quelque caractére, & de quelque Nation qu'ils puiſſent être nous ſeront rendus de bonne foi & ſuivront les Troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux, qui ſont en France, & qui ne ſont pas à portée d'être rendus ſur le champ. *Les priſonniers François, qui ſe trouvent marquez dans une ſpecification ſignée à part & entre les mains des Imperiaux actuellement ſeront rendus, auſſi bien que quelques autres qui ſont détenus à Roveredo, l'Abadia, & au corps du Général Wetzel ; A l'égard des Eſpagnols, Italiens, Suiſſes, & Griſons on en uſera de même depuis le Collonel en bas, exceptez ceux, qui voudront prendre parti dans les Troupes de l'Empereur, ou de S. A. R. ou s'exempter tout-à-fait du ſervice. En échange on ſe contente pour les priſonniers Imperiaux de ce qui a été offert dans l'Article, à ſavoir auſſi du Collonel en bas.*

XXVI. Tous les Suiſſes, qui ont été faits priſonniers, & qui ſe trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur Païs, ſeront déclarez libres. *Ceux qui n'ont pas pris parti ſont cenſez être compris ſous l'Article des priſonniers.*

XXVII. Le pain, le fourrage, & le logement ſeront fournis gratis par les Ennemis à toutes les ſuſdites Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie, & aux Equipages des Officiers Généraux des Troupes, des Vivres, & de l'Artillerie dans tous les lieux de paſſage, dont il ſera donné un état par l'Intendant, & que de quatre jours l'un, les Troupes ſéjourneront ne faiſant au plus que dix milles d'Italie par jour. *Le pain, & l'avoine, ou autre grain pour les Chevaux ne peuvent pas être donnez gratis, quand l'Ennemi prétend profiter des Magaſins, qui ſont dans les Places : ainſi ils doivent payer ces eſpeces, ou donner une certaine quantité de Farines, & de grains dont on leur fournira chaque jour. Juſques aux frontieres du Piémont le foin s'accorde gratis, & où il ne s'en pourra trouver les Ennemis ſe contenteront de paille, ou de la ſorte du fourrage, que l'on y pourra avoir : on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, & le ſéjour au quatrieme.*

XXVIII. Monſieur & Madame la Princeſſe de

ANNO 1707. Vaudemont, & tous les Officiers Généraux de quelque Nation qu'ils puiſſent être marcheront avec les Troupes, ou ſéparement, à leur choix droit à Suze, par le plus court chemin avec tous leurs Caroſſes, Chaiſes, Equipages, Suites, & Domeſtiques. Il leur ſera fourni ſur le parti qu'ils prendront les Paſſeports & Eſcortes convenables pour leur ſureté, le logement & le fourrage. *Accordé pour Monſieur & Madame la Princeſſe de Vaudemont, & les Officiers Généraux, les Suites, & Equipages, & on ſe fie à leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui ſera de pure neceſſité.*

XXIX. Il ne ſera permis de retenir aucun Officier, Soldat, Valet, ou autre Perſonne pour dettes, puis qu'on offre de laiſſer des Commiſſaires pour liquider leſdites dettes en toute équité. *Accordé.*

XXX. Quant aux dettes que Monſieur le Prince de Vaudemont peut avoir dans Milan, & le Milanois, il y ſatisfera en donnant des cautions valables dès à préſent pour la ſeureté du payement dans le terme de ſix mois, moyennant quoi main levée lui ſera donnée de ſes Meubles, & effets, & la liberté à ſes Domeſtiques de faire emballer les ſuſdits Meubles & effets, & de les envoyer ſur Paſſeports à Gennes, ou à Suze, moyennant des voitures, qu'on lui fera fournir en payant: il ſera permis à Mr. Carlos Semple, & à la Gorge deux de ſes Domeſtiques comme à tout autre, qu'il envoyera pour faire les recherches des Meubles, & hardes à lui appartenant, qui auront pû être pris par les Particuliers dans les deſordres de l'évacuation de ſa Maiſon, de faire toutes les diligences neceſſaires à cet effet, & en ce cas on demande l'autorité de Mr. le Prince Eugene, & ſes ordres pour l'execution de ce que deſſus. *On ne fait aucune difficulté de faire rendre les Meubles de Mr. le Prince de Vaudemont pourvû que les Créanciers ayent ſeureté & ſatisfaction; & Mr. le Prince Eugene conſent de faire intervenir ſon autorité pour que le tout s'ajuſte avec équité & juſtice.*

XXXI. La même choſe ſera accordée pour tous les Meubles, & hardes des Domeſtiques de Mr. le Prince de Vaudemont, qui pourront ſe trouver dans Milan, ou le Milanois, auxquels il ſera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes, ou à Suze. Pour cet effet leſdits Domeſtiques pourront envoyer de leurs Valets, ou y aller eux-mêmes pour faire la recherche de leurs Meubles, ou Hardes, auxquels il ſera fourni des Paſſeports valables pour trois Mois tant pour aller à Milan, que pour les retirer à Gennes, ou à Suze. *Accordé hors ce qui n'aura pas été pris, ou diſſipé dans le commencement.*

XXXII. Tous les Officiers Généraux, & particuliers de quelque Nation, qu'ils puiſſent être, qui pourront avoir laiſſé de leurs Bagages dans les Villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes, ou à Suze ſur des Paſſeports, qui leur ſeront donnez quand ils en demanderont. *Accordé hors ce qui n'aura pas été confiſqué, ou diſſipé dans le commencement.*

XXXIII. On pourvoira à la ſubſiſtance, & à la ſeureté de la marche des Troupes, & de tous les Equipages juſqu'à Suze. *On pourvoira à la ſeureté de la marche; & ſur la ſubſiſtance, on a répondu aux autres Articles précedens.*

XXXIV. Mr. le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille Ecus qui lui ſont dûs de ſes appointemens comme Gouverneur Général du Milanois échûs dès le mois de Septembre 1706. avant que les Ennemis y ſoient entrez. *On accorde à Mr. le Prince de Vaudemont la Liquidation des comptes pour ce qui concerne ſes gages ordinaires, & extraordinaires de Gouverneur de Milan juſqu'au terme exprimé dans l'Article; & au cas, qu'il lui en reſulte quelques arrérages Mr. le Prince Eugene lui fera faire raiſon par l'Etat de Milan.*

XXXV. Le même Etat de Milan payera aux Entrepreneurs de l'Artillerie, du pain de munition, fourrage, Grains, & autres, ce qui leur eſt dû, & de la maniere, qu'il eſt ſtipulé dans les aſſignations qui leur ont été données à cet effet par le Magiſtrat, & l'Etat de Milan. *C'eſt une diſcuſſion, qui regarde l'Etat de Milan, & le Magiſtrat, & qui ſera decidée en juſtice, à laquelle les ennemis n'ont plus de part.*

XXXVI. Il ſera donné un Paſſeport à Mr. D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui eſt à Bologne pour joindre les Troupes avec ſon Equipage, & marcher avec elles, ou ſéparement, comme il lui plaira droit à Suze, ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui ſera permis auſſi de pouvoir retirer les effets, qu'il peut avoir laiſſé dans Milan ou le Milanois. *Accordé quant aux effets ſur le même pied de ce qui eſt dit aux points precedens.* ANNO 1707.

XXXVII. En rendant le Modenois il ſera permis de faire rendre compte par Mrs. de la Conſulte de Modene de ce qui eſt dû au Roi juſqu'au jour de l'évacuation de la Citadelle de Modene des Fermes de Modene, & des billets faits payables à la fin de Septembre dernier par ladite Conſulte pour la ſomme de 22. mille livres, ſavoir 12. mille à Mr. de Chemerault, 6. mille à Mr. le Chevalier de Luxembourg, & 4. mille à Monſr. d'Eſclainvilliers. *La Citadelle de Modene ayant capitulé, cet Article ſera renvoyé à la Capitulation de la Citadelle de Modene.*

XXXVIII. On laiſſera en pleine liberté ſans pouvoir contraindre tous Officiers, Soldats & autres perſonnes de quelque Nation, caractere, ou profeſſion, que ce puiſſe être, comme auſſi leurs familles, de ſuivre les Troupes, ou de reſter en Italie dans leurs emplois, ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets ou les vendre dans le terme de trois mois, ſans inquieter en aucune façon ni ſous aucun prétexte ceux qui auront ſervi en quelque qualité que ce ſoit les deux Couronnes, ou leur auront été attachés. *Accordé, à la reſerve que ceux, qui voudront reſter après trois mois auront beſoin d'une nouvelle permiſſion.*

XXXIX. Les Officiers Généraux, Particuliers, ou autres étant au Service des deux Couronnes pourront jouïr du bien, qu'ils ont dans le Milanois, le Monferrat, le Modenois, & le Mantoüan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir diſpoſer par vente, ou autrement. *Accordé pour ſix mois à prendre le parti, qu'ils jugeront à propos.*

XL. On rendra à Monſr. le Duc de Mantoüe la partie du Monferrat, qui lui appartient, ou pour Equivalent Cremone, & le Cremonois avec la même Neutralité, que lui reſteront Mantoüe & ſes Etats: dans leſquels ſont compris le Guaſtallois, & le Bozolois, & qu'il lui ſera libre de mettre telle Garniſon neutre, qu'il lui plaira dans Mantoüe & Cremone, quand les Troupes des deux Couronnes en ſortiront. *Refuſé en tous points: on promet cependant la conſervation des privileges aux habitans de Mantoüe, & Juifs y demeurans.*

XLI. On rendra auſſi à Mr. le Duc de la Mirandole, la Mirandole, & ſes Etats. *Répondu par l'Article precedent.*

XLII. Tous les Batteaux, & Attirails neceſſaires pour les Ponts ſur les paſſages des Rivieres, qui ſe trouveront dans la marche des Troupes juſqu'à Suze ſeront faits, & fournis aux depens des Ennemis, & les ordres de la part des Ennemis ſeront donnez à cet effet, comme auſſi de faire deſcendre inceſſamment les batteaux pour achever de conſtruire le Pont de Cremone. *Accordé.*

XLIII. Il ſera donné des Otages de part & d'autre juſqu'à l'entiere execution du preſent Traité dont S. A. R. de Savoye, & Monſr. le Prince Eugene demeureront Garants dans tout ſon contenu. *Convenu par deux Officiers, ſavoir un Maréchal de Camp, avec un Colonel, ou un Brigadier; & pour ladite Garantie. Fait à Milan, le 13. de Mars* 1707.

LE COMTE SCHLIK. (L. S.) — ST. PATER. (L. S.)

LE COMTE DAUN. (L. S.) — LA JAVELLIERE. (L. S.)

Victor Amé II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Supreme Général Commandant des Armées de Sa Majeſté Imperiale en Italie.

AYANT vû les Articles ci-deſſus ſignés par Monſr. le Prince Eugene nous les avons approuvez, ratifiez & confirmez, approuvons, ratifions, & confirmons ſelon leur forme, & teneur; Promettant en foi, & parole de Prince de les obſerver, & faire inviolablement obſerver ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement

ANNO 1707. ment ni indirectement. En temoin de quoi nous avons signé les presentes de nôtre Séel secret. Données à Turin ce 16. Mars 1707.

Signé,

V. AMEDE' E.

Et Contresigné,

DE ST. THOMAS.

LXXVI.

6. Avrii. Versicherungs-Brieff Adalbert Abts des Stiffts Fulda / denen Unterthanen des wieder von ihm eingelösten Ambts Fischberg ertheilet; Worinn derselbe die der Augspurgischen Confession Verwandte bey ihrem Religions-Exercitio, wie auch deren Kirchen und Schul-besoldungen / einkommen / allmoßen / und gerechtigkeiten ungehindert zu lassen verspricht; auch sollen die Evangelische Unterthanen mit denen Römischen die ungewöhnliche feyertage mit zu feyern nicht genöthiget seyn. Geben zu Fuldt den 6. Aprilis Anno 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung. III. Abtheil. III. Absatz. X. pag. 166.]

C'est-à-dire.

Lettres d'Assurance accordées par ADELBERT *Abbé de Fulde à ses Sujets de la Ville de* Vieschberg, *par lesquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privileges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, selon la Confession d'Ausbourg, comme aussi dans la perception, & usage de leurs Revenus, Salaires, Aumones &c. aussi ne seront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Festes inacoutumées, & particulieres. A Fulde le 6. Avril.* 1707.

VON GOttes Gnaden Wir Adalbertus, Abt des Stiffts Fulda / des Heil. Römischen Reichs Fürst / Römischer Kayserin Ertz-Cantzler / durch Germanien und Gallien Primas &c. Uhrkunden und bekennen / für Uns und unsere Nachfolger am Stifft hiermit und krafft dieses / Demnach Wir Unser eine geraume Zeithero unter dem Chur- und Fürstl. Hauß Sachsen Pfandts Weise gestandene Ambt Fischberg / mit seinen Dorffschafften und pertinentien / gegen verglichenen Abtrag des Pfand-Schillings / wiederum einzulösen gemeinet / weßwegen biß daher verschiedene Recht- und Güttl. Handlungen gepflogen worden / und aber die Unterthanen dieses unsers Erb-Ambts der Evangelischen Religion und Glaubens-Lehre nach der Augspurgischen Confession zugethan / und verwandt sind; Alß erklähren Wir Unß uff gepflogene Unterhandlung in Gnaden dahin / haben Unß auch per modum Pacti, auff Intercession der bißherigen Pfands-Inhaber / mit Ihnen also verglichen / und versprechen Ihnen und Ihren Nachkommen sambt und sonders hiermit und in krafft dieses Briefs / daß wir dieselbe in bemelter ihrer Religion und Gottes-Dienst mit Reformation oder sonsten weder directe noch indirecte nicht turbiren / oder kräncken / sondern Sie und Ihre Nachkommen sambt und sonders bey dem publico und privato Exercitio der Evangelischen Religion, bey denen Kirchen und Schulen / auch Pfarr- und Schul-Besoldungen in fixo, wie auch Juribus Stolæ und Accidentien / denen Kirchen-Güthern / Renthen / Gülden / Zinßen / Zehenden an Geld oder Früchten / oder andern Victualien / Gerechtigkeit und Einkommen / die Nahmen haben wie sie wollen / nicht weniger auch denen Hospitalien / Allmosen / Milden-sachen / Stifftungen und deren Perception, ohne alle Hinderung und Abbruch beständig lassen / und ihnen sambt und sonders deme zugegen über kurtz oder lang nichts zuzumuthen / noch daß solches von denen Unsrigen geschehe / gestatten wollen; Worbey im fall Wir alß Territorial-Herr / Unsere Religion in besagten Ambt exerciren wolten / solches iedoch iezterwehnten Unsern Ambts Fischbergischen Unterthanen iezo zugestandenen Exercitio ihrer Religion cum annexis ohnabbrüchig seyn / und denenselben einiger Beytrag oder præstation an die Catholische Priesterschafft / Kirchen- und Schul-Gebäude nicht auffgebürdet / auch in ihren Kirchen und Schulen kein Simultaneum eingeführet werden soll. Wie nun dahero die iezigen Pfarr-Kirchen und Schul-Bedienten besagten Amts / in ihrer Amts- und Religions-Übung unverstöret gelassen werden / also / wenn an einem Orth einer mit Todt oder sonsten abgienge / hat der benachbahrte Evangelische Pfarrer die Sacra, so lange gewöhnlicher massen zu administriren / biß die Gemeinde mit einem andern versehen / die Wittib aber die Besoldung auff eine gewisse Zeit / dem Herkommen nach / ohne Abbruch zugenieſſen / und versprechen Wir an der abgehenden Stelle / jedesmahl solche Personen zu wehlen und zu confirmiren / welche ihrer Lehre und untadelhafften Lebens auch Geschicklichkeit halber gnugsame Attestata von Evangel. Theologischen Facultäten oder Consistoriis, auch im fall sie schon im Pfarr-Ambte stünden / und ordiniret weren / von denen Gemeinden bekommen; Wie denn die Pfarrherrn nach Gewohnheit der Evangel. Kirche / denen Gemeinden mit Verstattung einer Prob-predigt præsentiret / und wenn Sie nichts erhebliches ihrer Lehr und guten Wandels halber einzuwenden / (wormit und wenn Sie auch sonst wieder ihre Pfarrer und Schul-Diener eine Klage und Beschwerung hätten / Wir sie nicht enthören / sondern die Justiz ihnen wiederfahren lassen wollen) von Evangel. Superintendenten uff vorgehende Prüfung / in Gegenwart einiger von der Gemeinde ordiniret / die Schul-Bedienten auch durch ieder Orths Pfarrern eingeführet werden sollen; Indem auch die Augspurg. Confessions-Verwandten in verschiedenen Materien / alß in puncto divortii & repudii, dispensationis in gradibus prohibitis, &c. von denen bey den Catholischen recipirten Canonibus differiren / alß wollen Wir in obigen und sonst discrepirenden fällen den Beambten auffgeben / daß er mit Zuziehung eines daselbstigen Geistlichen / als in einer Consistorial-Sache / vor allen Dingen die Güthe tentire / Solte dieselbe aber nicht verfangen / und deßwegen die Sache vor Unserer nachgesetzten Regierung in Contradictorio außgebuet werden wollen / so solle daselbst nach ihren Religions-Principien die Sache erörtert / oder auff Begehren der Partheyen / von Außwärtigen / gleicher Religions-Academien oder Rechtsgelehrten ein / oder nach Befinden und Wichtigkeit der Sachen / mehr Decisiv-Urthel eingeholet / und also die ungekränckte Justiz ertheilet werden.

Dieweil auch nach dem Verbesserten Calender die Haupt-Feste beyder Religionen / auff gleiche Zeit celebiret werden / so hat es dabey sein Bewenden / und wollen Wir die übrige Catholische bey denen Evangel. ungewöhnliche Feyertage Unsere Unterthanen in bemelten Ambt mit zu feyern / nicht nöthigen / Unß im übrigen zu ihnen / samt und sonders versehend / Sie werden sich in Umbgang und Wandel gegen die Catholische Religions-zugethane / dergestalt schied- und friedlich bezeigen / wie

ANNO 1707.

ANNO 1707. wie es das Oßnabrückische Friedens-Instrument, der Religions-Friede / und Reichs-Constitutiones erfordern / dergleichen die Unsrige denn auch gegen jene gebührend beobachten sollen ; Daferne auch ausser diesen Angeführten denen Unterthanen sambt und sonders ein mehrers in puncto Religionis, vermöge obangeführten Instrumenti Pacis competiret / sollen Sie gleichfalls dabey ungehindert gelassen werden.

Diese Unsere Zusage und Versicherung / haben offtergemelte Unsere Unterthanen des Ambts Fischberg / mit unterthänigsten Danck acceptiret / und angenommen / wieder welche wir und Unsere Nachkommen am Stifft Uns mit keinen Exceptionen / wie dieselbe Nahmen haben / oder aus Kayserl. und Päbstlichen Rechten erfunden werden möchten / behelffen / inmassen Wir Uns derselben auff das kräfftigste hiermit begeben / sondern derselben / alß obbesagten Instrum. Pac. Westphal. gemäß / bey der darinnen vorgesehenen Versicherung / deren auch Unsere Unterthanen des Ambts Fischberg und ihre Nachkommen billig genießen / Fürstlich nachleben wollen / Treulich sonder Gefährde. Zu Uhrkund und mehrer Versicherung dessen allen / haben Wir diesen verbindlichen Vergleichs-Zusags- und Versicherungs-Brieff eigenhändig unterschrieben / mit Unserm Secret und Insiegel bestärcket / und wissentlich von Uns gestellet ; So geschehen und geben Fuldt den 6. April, im Jahr nach Christi Unsers HErrn und Erlösers Geburth / Tausend Sibenhundert und Sieben.

ADALBERT Abt.

L.S.

LXXVII.

7. Mai. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* LEOPOLD *Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. est retablie, & doit demeurer en la pleine & paisible possession de la Terre & Seigneurie de Commercy, ses Appartenances dependances, & Annexes ; sçavoir des Villes, Bourg, & Fauxbourg de Commercy, & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Ville-Issey, saint Aubin, Meligny le grand, Mesnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes ; à la charge neantmoins, du Ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'Appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai* 1707. Avec *les* POUVOIRS, *&* *les* RATIFICATIONS *de l'une & de l'autre Partie ; Et le* PROCES VERBAL *de la prise de Possession pour S. A. R. de Lorraine, du 19. d'Août* 1707. [Tiré des Archives de Lorraine.]

NOus DOMINIQUE DE BARBERIE, Chevalier, Seigneur de Saint Contest, & autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontieres de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre ; Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix sept Avril dernier ; Et JEAN-BAPTISTE DE MAHUET, Chevalier, Seigneur de Drouville, & autres lieux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, Premier Président en la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois ; Et PAUL PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, aussi Conseiller d'Etat de S. A. R. & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Commissaires nommez de Sadite Altesse ; par Commission du 20. Fevrier aussi dernier ; à l'effet d'examiner les prétentions que Sa Majesté peut avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances ; ce qui peut appartenir à Sadite Altesse Royale dans la même Terre & Souveraineté ; de quelle maniere le Duc Charles en jouïssoit en l'année mil six cent soixante & dix ; & passer ensuite entre Nous tous Traitez, Conventions, & autres Actes necessaires, pour conserver les Droits & prétentions legitimes de Sa Majesté, ceder & abandonner à Sadite Altesse tout ce qui se trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances ; ainsi qu'il est plus au long spécifié par nosdits Pouvoirs & Commissions, que nous nous sommes respectivement communiquez, & dont les Copies seront inserées mot à mot à la fin des Presentes. ANNO 1707.

Sur quoi ayant de nouveau examiné le Procés verbal que Nous avons fait sur ce sujet le vingt-quatriéme jour de Fevrier, en consequence des ordres particuliers que nous en avions reçus de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, contenant les raisons alleguées de part & d'autre, & les Titres & Papiers sur lesquels elles étoient fondées ; Nous avons reconnu que la Terre & Seigneurie de Commercy doit être considerée comme se divisant en deux parties ; l'une composée des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourgs de Commercy, & des Villages de Breuil & Lérouville, qui depuis plusieurs siecles ont été possedez par indivis en Souveraineté par les Ducs de Lorraine & les Seigneurs Damoiseaux dudit Commercy, lesquels possedoient encore seuls en Souveraineté le Village d'Euville.

L'autre partie composée des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, qui appartenoient ausdits Seigneurs Damoiseaux seuls, & neanmoins soumis au ressort de la jurisdiction du Bailliage de Vitry, où ils ressortissent actuellement, & par appel au Parlement de Paris, & que tout ce qui appartenoit ausdits Seigneurs Damoiseaux en ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, a été vendu en l'année 1665. par feu M. le Cardinal de Retz au feu Duc Charles IV.

Au moyen de quoi Nous sommes convenus, qu'en vertu du Traité de Paix de Ryswick, Son Altesse Royale doit être rétablie & demeurer en la pleine & paisible possession de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, sçavoir des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourgs dudit Commercy, & des Villages de Breuil, Lérouville, & d'Euville en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les Ducs ses Prédecesseurs, & les Seigneurs Damoiseaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouïssoient en l'année 1670. Et des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Meligny, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, & leurs dépendances, appartenances & annexes, à la charge neanmoins du ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris ; Et en consequence tous les empêchemens qui auroient été apportez de la part de Sa Majesté, à la pleine & libre jouïssance de Sadite Altesse Royale, sont & demeurent levez, & les ordres donnez de la part de Sa Majesté, nuls & revoquez.

Le present Traité a été ainsi fait, conclu & arrêté par Nousdits Commissaires, sous le bon plaisir de Sa Majesté, & de Sadite Altesse Royale ; promettant respectivement en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier incessamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire se pourra. FAIT double à Metz, le septiéme jour de May mil sept cens sept,

Signé,

DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

J. B. MAHUET, & PROTIN.

Com-

ANNO 1707.

Commiſſion de Sa Majeſté T. C. pour M. de Saint Conteſt.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A notre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, & ſur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & la Sarre, le Sieur de Saint Conteſt, SALUT. Notre tres-cher & tres-amé frere & neveu le Duc de Lorraine Nous a fait repreſenter que par l'article XXVIII. du Traité de Paix conclu à Ryſwick, il eſt porté qu'il ſera rétabli, pour lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs, dans la libre & pleine poſſeſſion des Etats, lieux & biens que le Duc Charles ſon Oncle paternel poſſedoit l'an 1670. lors qu'ils furent occupez par nos Armes; Qu'en cette année-là, ledit Duc Charles poſſedoit la Terre & Souveraineté de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes; ſçavoir, la moitié de cette Souveraineté acquiſe par ſes Autheurs en l'année 1443. & l'autre moitié, par l'acquiſition que le même Duc Charles en fit en 1665. du Cardinal de Retz, à qui elle appartenoit inconteſtablement, en qualité de Legataire univerſel de Charles d'Angennes ſon couſin germain, Damoiſeau de Commercy; à l'exception de quelques Villages, que notredit Frere & Neveu reconnoît être du Reſſort du Bailliage de Vitry, & dont les Appels vont en notre Cour de Parlement de Paris; Que le Cardinal de Retz, par le Contract de vente qu'il fit de ſa moitié, ſe reſerva la jouïſſance & l'uſufruit, ſa vie durant, tant de la moitié qu'il avoit venduë, que de celle qui appartenoit audit Duc Charles, dont il a joui paiſiblement juſqu'à ſon décés, & dont Nous n'avons pris poſſeſſion que par la voie des armes, & par les Arrêts de reünions, dont Nous avons bien voulu depuis Nous départir en faveur de la Paix generale, par l'article IV. du Traité de Ryſwick. Et comme notredit Frere & Neveu Nous a fait propoſer de nommer un Commiſſaire de notre part, pour, avec ceux qu'il choiſira de la ſienne, examiner les Droits que Nous avons ſur ladite Souveraineté de Commercy, & ſes dépendances, & ceux qui peuvent auſſi lui appartenir, pour les regler & terminer définitivement; Nous avons cru que Nous ne pouvions choiſir perſonne qui pût s'en acquitter plus dignement que vous, par la connoiſſance que Nous avons de votre capacité, de votre vigilance, de votre zele, & de votre attachement à notre ſervice, dont vous avez déja donné des preuves en pluſieurs occaſions importantes. POUR CES CAUSES, aprés Nous être fait repreſenter leſdits Articles IV. & XXVIII. dudit Traité de Ryſwick, & l'Article XLIX. du même Traité, qui porte que la ceſſion ou la reſtitution de tous les lieux, perſonnes, effets, ou Droits, que Nous avons faite, n'acquerrera aucun nouveau Droit à ceux qui auront été rétablis, ou qui le devront être; Voulans favorablement traiter notredit Frere & Neveu, & lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection que nous avons pour lui, Nous vous avons commis, ordonné & député, & par ces Preſentes ſignées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec les Commiſſaires qui ſeront par lui nommez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, examiner les Droits & prétentions que Nous pouvons avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ſes dépendances; ce qui peut appartenir à notredit Frere & Neveu dans la même Terre & Souveraineté; de quelle maniere le Duc Charles en jouïſſoit en 1670. & paſſer enſuite avec ſes Commiſſaires, tous Traitez, Conventions, & autres Actes neceſſaires, pour conſerver nos Droits & prétentions legitimes, ceder & abandonner à notredit Frere & Neveu tout ce qui ſe trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ſes dépendances; & generalement promettre, ſtipuler, conclure & accorder tout ce que vous eſtimerez neceſſaire, pour terminer entiérement cette affaire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore que le cas requît un Mandement plus ſpecial: Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agreable, & de tenir ferme & ſtable à toujours, tout ce que vous aurez arrêté, conclu & ſigné en notre nom, & d'en fournir la Ratification en bonne forme dans les temps dont vous ſerez convenu: Car tel eſt notre plaiſir. DONNE' à Verſailles, le dix-ſeptiéme jour du mois d'Avril l'an de grace mil ſept cent ſept, & de notre regne le ſoixante quatriéme. ANNO 1707.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roi,

Signé,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Commiſſion de S. A. R. M. le Duc de Lorraine pour Meſſieurs Mahuet & Protin.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A nos trés chers & Feaux le Sieur Jean-Baptiſte de Mahuet, Baron du Saint Empire, Seigneur de Saulcy & Drouville, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, & premier Préſident en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et le Sieur Paul Protin, auſſi Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, SALUT. Ayant jugé du bien de notre ſervice de nommer & commettre quelques perſonnes de notre part, pour, avec le Commiſſaire qui ſera dénommé par le Roi Tres-Chrétien, entrer en connoiſſance des difficultez & conteſtations qui ſe rencontrent entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Nous, au ſujet de la Souveraineté des Terre & Seigneurie de Commercy, & Villages en dépendans; Sçavoir faiſons, qu'étans pleinement informez de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité, & affection au bien de notre ſervice; ACES CAUSES, & autres bonnes & juſtes à ce Nous mouvantes, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Preſentes pour nos Commiſſaires, & en cette qualité reconnoître avec le Commiſſaire qui ſera pareillement nommé par Sa Majeſté T. C. toutes les difficultez & conteſtations qui ſe rencontrent au ſujet de la Souveraineté deſdites Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances & dépendances, les terminer, regler & décider entre vous & lui, ainſi qu'il ſera jugé plus convenable, & en paſſer tous Traitez & autres Actes à ce neceſſaires; De quoi faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commiſſion, & Mandement exprés & ſpecial. Promettant d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous ſerez convenus en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Juſticiers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en qualité de nos Commiſſaires, & de vous donner toute l'aſſiſtance dont vous pourrez avoir beſoin pour le fait de ladite Commiſſion: Car ainſi Nous plait. En foi de quoi Nous avons aux Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le 20. Fevrier mil ſept cens ſept.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Alteſſe Royale,

J. LE BEGUE,

Et ſcellé du grand Sceau de cire rouge. Collationné,

Signé,

DE BARBERIE DE SAINT CONTEST,

J. B. MAHUET & PROTIN.

ANNO 1707.

Ratification de Sa Majeſté T. C.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné les Articles du Traité conclu & ſigné en notre nom le ſeptiéme de ce mois, entre notre amé & feal le Sieur de Saint Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances de la Generalité de Metz, & ſur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & de la Sarre, en vertu du plein Pouvoir que Nous lui en avions donné; & entre les Sieurs de Mahuet, Conſeiller d'Etat de notre tres cher & tres-amé Frere & Neveu le Duc de Lorraine, & premier Preſident en ſa Cour Souveraine de Lorraine; Et le Sieur Protin, auſſi Conſeiller d'Etat de notredit Frere & Neveu, & Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, munis pareillement des Pouvoirs neceſſaires; duquel Traité la teneur s'enſuit.

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Conteſt & autres lieux, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du dix-ſept Avril dernier, &c.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité, en tout & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux loué, approuvé & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Preſentes ſignées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En temoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes, & à icelles fait appoſer notre ſcel. DONNE' à Marly le trente & uniéme jour de May l'an de grace mil ſept cent ſept, & de notre Regne le ſoixante cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy,

Signé,

COLBERT;

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratification de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A tous ceux qui ces Preſentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité que nos tres chers & feaux le Sieur Jean Baptiſte de Mahuet, Baron du S. Empire, Seigneur de Saulcy & de Drouville, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, Preſident en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; & le Sieur Paul Protin, auſſi Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maîtres des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Commiſſaires par nous députez en vertu du Pouvoir que Nous leur avions donné, auroient conclu, arrêté & ſigné en la Ville de Metz, le ſeptiéme du preſent mois de May, avec le Sieur Dominique de Barberie de Saint Conteſt, Conſeiller du Roi T. C. en ſes Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, & ſon Commiſſaire pareillement muni de ſon Pouvoir, duquel Traité la teneur enſuit.

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Conteſt & autres lieux, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontieres de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du dix-ſept Avril dernier, &c.

ANNO 1707.

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes; Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons auſdites Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le quatorziéme dudit mois de May mil ſept cens ſept.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Alteſſe Royale,

Signé,

J. LE BEGUE.

Proces-verbal de Priſe de poſſeſſion par M. Mahuet, pour S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

CEJOURD'HUI dix-neufviéme Août mil ſept cent ſept. Nous JEAN-BAPTISTE MAHUET, Chevalier Seigneur de Saulcy, Drouville, & autres lieux, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale, Premier Preſident en ſa Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, Commiſſaire par Elle nommé par Lettres expediées à Lunéville, le quatorze du preſent mois, ſignées de Sadite Alteſſe Royale, & contre ſignées LABBE', & ſcellées de ſon Scel ſécret, à l'effet de prendre pour Elle & en ſon nom, poſſeſſion de la Souveraineté des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourg de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, en execution du Traité paſſé en la Ville de Metz le ſeptiéme May dernier, entre Monſieur Barberie de Saint Conteſt, Conſeiller du Roi tres-Chrêtien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de la Generalité de Metz, & Commiſſaire nommé par Sa Majeſté Tres-Chrétienne d'une part; Nous, & Monſieur PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Commiſſaires nommez par Sadite Alteſſe Royale, d'autre part; à l'effet de terminer les difficultez & conteſtations qui ſe rencontroient entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Sadite Alteſſe Royale, au ſujet de la proprieté de la Souveraineté de la Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, ledit Traité ratifié par Son Alteſſe Royale le quatorze dudit mois de Mai, & par Sa Majeſté Tres-Chrétienne le trente & uniéme du même mois; Nous étant tranſportez en cette Ville de Commercy pour l'execution de notre Commiſſion & dudit Traité, par lequel il eſt convenu & arrêté qu'en vertu du Traité de Paix conclu à Ryſwick le trentiéme Octobre de l'année 1697. Sadite Alteſſe Royale devoit être rétablie & maintenuë en la pleine & paiſible poſſeſſion de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes; Nous avons fait avertir les Sieurs Charles-François Durand, Jean Noirel, & Henry-François Bonnet, Preſident & Juges de la Cour Souveraine des grands Jours dudit Commercy, & le Sieur François-Anne Dupuy, Procureur General de ladite Cour, de ſe rendre dans la Salle de leurs Séances ordinaires, accompagnez de leurs Greffiers & Huiſſiers; Où nous étant pareillement rendu, & ayant pris ſéance, Nous y avons mandé les Prevôts de la Juſtice ordinaire dudit lieu, leurs Lieutenans, les Procureurs Fiſcaux, & leurs Subſtituts, les Prevôt,

ANNO 1707. vôt, Procureur, Syndic & Secretaire de la Juſtice des Chanoines dudit lieu, les Officiers de l'Hôtel commun de ladite Ville, & les Maires de tous les Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie : Tous leſquels ayant comparu; Sçavoir M. Jean Baptiſte Raillard, Prevôt, pour Madame la Princeſſe de Liſlebonne, Dominique Rouyer ſon Lieutenant, François Lallemand Procureur d'Office de ladite Dame, François Dominique Lallemand ſon Subſtitut, Nicolas Martin, Humbert Saintin, & Nicolas Martinot Greffier deſdites Prevôtez; les Sieurs Jean Guillermin, Prevôt de la Juſtice des Chanoines, Jean Haybelot Syndic, & Nicolas Rouyer Secretaire; M. Dominique Rouyer Maire de Commercy, François la Paillotte le jeune, Lieutenant, Anthoine Denis, Nicolas Gallois, & Gilbert Baudot Echevins, ledit Dominique Rouyer Maire de Breuil, Jean Larcher Maire d'Euville, Jean Hebert, & Chriſtophe Saintin Maire de Lérouville, Claude Desbœufs Maire de Chonville, Jacques Touſſenel Maire de Saint-Aubin, Gerard Petit, Maire de Meſnil la Horgne, Pierre Lucion Maire de la Neuville au Rup, Claude Fromont & Martin Maury Maire de Meligny le grand, Nicolas Rouyer Maire de Ville-Iſſey.

Nous leur avons declaré qu'en vertu du Traité dudit jour ſeptiéme May dernier, des Ratifications qui en ont été bien & duëment faites & échangées, & de notre Commiſſion dont nous leur avons fait donner lecture, nous étions venus pour prendre, comme effectivement nous prenons en leur preſence poſſeſſion au nom de Son Alteſſe Royale, de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances & dépendances annexes; pour en jouïr par Sadite Alteſſe Royale dans les Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourg dudit Commercy, & encore dans les Villages de Breuil, Lérouville, & Euville, en tous Droits de Souveraineté, ainſi que les Ducs ſes Prédeceſſeurs, & les Seigneurs Damoiſeaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouïſſoient en l'année 1670. Et encore dans les Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Méligny le grand, Meſnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs appartenances, dépendances & annexes, ſous le reſſort neanmoins de la Juſtice deſdits ſix Villages, leurs appartenance, dépendances & annexes, au Bailliage Royal & Siége Preſidial de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris. Et en conſequence, nous avons ordonné que par M. Philippe Larcher, Greffier par nous commis, ledit Traité, notre Commiſſion, & notre preſent Procés-verbal ſeront regiſtrez dans les Regiſtres de la Cour Souveraine deſdits Grands Jours, & que par les Greffiers ordinaires deſdites Prevôtez & Hôtel de Ville, ils ſeront pareillement regiſtrez dans les Regiſtres deſdites Juriſdictions, pour être le contenu audit Traité exactement ſuivi & executé ſelon ſa forme & teneur.

Enſuite de quoi, & du Pouvoir qu'il a plû à Son Alteſſe Royale de nous donner, avons deſtitué leſdits Sieurs Durand, Noirel, Bonnet & Dupuy des Offices & Commiſſions, en vertu deſquels ils exerçoient la Juriſdiction de la Cour Souveraine des Grands jours de Commercy, de même que le Greffier & les Huiſſiers de ladite Cour, & leur avons fait deffences d'y plus faire les fonctions des emplois dont ils étoient revêtus, en vertu des Titres & Commiſſions qu'ils en avoient. Et de la même autorité, nous les avons rétablis, ſous le bon plaiſir de Son Alteſſe Royale, pour y faire les mêmes & ſemblables fonctions, en ſon ſeul nom, ſous ſon Scel, & ſous ſon autorité Souveraine, tant qu'il lui plaira, avec les mêmes titres & qualitez, Séances, Honneurs, Prérogatives, Autoritez, Prééminences, Franchiſes, Priviléges, Droits, Émoluimens, profits & revenus dont ils ont ci-devant joui, & dû jouïr de Droit. A l'effet de quoi Nous avons pris & reçu d'eux le ſerment au cas requis. Avons en outre enjoint auſdits Prevôts, & encore au Prevôt, Procureur Syndic des Chanoines dudit lieu, dont les appellations reſſortiſſoient immédiatement à ladite Cour Souveraine, enſemble aux Maire & Officiers de l'Hôtel de ladite Ville, de bien & fidelement exercer leurs emplois, ſous l'autorité Souveraine de Son Alteſſe Royale, de même qu'aux Maires des Villages de Breüil, Lérouville, & Euville, de reconnoître pour Juges Souverains, & en dernier reſſort, les Préſidens & Officiers par Nous établis pour exercer la Juriſdiction de ladite Cour Souveraine des Grands jours: Enjoignant pareillement à ceux des Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Meſnil la Horgne, & la Neuville au Rup, de reconnoître, comme ils ont fait ci-devant, les Gens tenans le Bailliage Royal & Siége Préſidial de Vitry pour Juges du Reſſort de leurs Juſtices, & en cas d'Appel, le Parlement de Paris; & à tous les Hommes, Sujets, Officiers, Juſticiers & Habitans de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, de ſe comporter en tout comme bons & fideles Sujets de S. A. R. doivent faire, & de lui obeïr fidellement en tout ce qui leur ſera ordonné & commandé de ſa part. A l'effet de quoi Nous avons pareillement pris & reçu le ſerment au cas requis, deſdits Prevôts, leurs Lieutenans, Procureurs fiſcaux, leurs Subſtituts, & des Officiers dudit Hôtel de Ville, & des Maires de tous leſdits Villages, en preſence des plus notables Eccleſiaſtiques & Bourgeois de ladite Ville & Souveraineté. FAIT en la Salle de l'Audiance de la Cour Souveraine des Grands jours dudit Commercy, ledit jour dix-neufviéme Août mil ſept cens ſept. ANNO 1707.

Signé,

J. B. MAHUET,
DE LAHEVILLE,
DURAND,
J. NOIREL,
H. F. BONNET,
DUPUY,
J. B. RAILLARD,
BRADY,
F. LALLEMAND,
F. D. LALLEMAND *Subſtitut*,
BARROIS,
L. S. NICOLAS, *Doyen & Curé de Commercy*,
LA PAILLOTTE *Lieutenant de Maire*,
BAULIN *Avocat*,
D. ROUYER *Maire*,
ANTHOINE DENIS,
NICOLAS GALLOIS,
F. LARTILLIER *Avocat*,
C. BAUDOT,
N. THOMAS *Subſtitut*,
FRANÇOIS LA PAILLOTTE *Lieutenant de Prevôt*,
GUILLERMIN *Prevôt*,
MARTINOT *Greffier*,
J. HEYBLOT *Procureur Syndic du Chapitre*,
N. ROYER *Secretaire*,
D. MAILLOT *Prieur de Breuil*,
D. LOUIS POINSIGNON *Procureur*,
J. HEBERT.
JEAN CHEVENIER,
JEAN LARCHER *Maire d'Euville*,
NICOLAS GUICHARD,
J. VOITOU,
J. BICRAT,
C. DESBOEUFS *Maire de Chonville*,
JACQ. TOUSSENEL,
C. SAINCTIN,
G. PETIT,
N. ROUYER,
F. B. RAMBONNET *Prieur de l'Abbaye de Riéval*,
C. FROMONT,
F. JEAN BOTTIN *Procureur de l'Abbaye de Riéval*,
M. MAURY, & LARCHER *Greffier de la Cour.*

ANNO LXXVIII.

1707. 30. Juillet. *Traité par lequel la Ville & Cité de* TOURNAI, *se soumet pour sa Banlieue ancienne & nouvelle, aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 30. Juillet 1707.* [Pièce autentique tirée des Regittres de la Ville & Cité de Tournay.]

DE Raad van Staate der Vereenigde Nederlanden gesien en geexamineerd hebbende het Accoord door den Ontfanger der Contributien Johan Theodoor Wierts als daar toe wegens haar Ed. Mog. geauthoriseert geslooten over der Contributien met die van het Banlieue van Doornick op de 30. Julii laast leede volgende hier na van woorde te woorde.

NOUS Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contributions pour le service des Etats Generaux des Provinces Unies, authorisé de la part du Conseil d'Etat desdites Provinces d'une part, Jean Baptiste Vivequin, Maximilien Cambier, & Pierre François de la Ruë, respectivement deputez pour les Banlieues ancienne & nouvelle de la Ville de Tournay au del à de l'Escault costé de Lille & de la Flandres d'autre part, pour traiter de la Contribution de la presente année, qui est commencée le quinze de May dernier à finir à pareil jour de l'an mil sept cens huit, declarons, sans tirer a consequence pour la suitte, qu'il sera payé par lesdites Banlieues ancienne & nouvelle avec les dependances la somme de sept mille cinq cens Florins argent de change, pour toute Contribution, Fourages, Vaches & autres choses, generalement quelconques qui pourroient être exigibles à ce titre ou autres charges de quelque nom qu'on les puisse nommer & qualifier pendant ledit terme, sauf les Droits de Sauvegardes dont il en sera pris & payé deux pendant laditte année par chaque Paroisse de laditte Banlieue ancienne & nouvelle à raison de cinq Escus chacune, & deux escalins de permission pour les Droits d'enregistrement, excepté les Droits de Comptoir.

II. Le payement de la ditte somme de sept mille cinq cens Florins sera entre les mains dudit Sr. Wierts en quatre termes, dont le premier escherra au quinze d'Aoust prochain, le deuxiesme pendant tout le mois d'Octobre aussi prochain, le troisiesme pendant le mois de Janvier mil sept cens huit, & le dernier au dix d'Avril de la mesme année.

III. Au moyen de quoy les Partis qui pourroient être envoyez dans lesdittes Banlieues pour le service des Alliez, seront tenus d'y vivre en bonne ordre & discipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur Argent, sans être en aucune maniere à charge auxdites Banlieues, & s'ils faisoient le contraire, il sera tenu des Proces verbaux deuement verifiez par les Officiers ou Gens de Loy des Lieux des dommages & interests qu'ils y auront causez, pour en être tenu compte sur ladite Contribution.

IV. Les Habitans desdites Banlieues pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Parties qui ne seront pas munis de Passeports suffisans, sans que pour cela ils soient reputez avoir commis aucune hostilité ou chose contraire au present Traité.

V. Les Generaux, Commandants, & autres Officiers desdits Alliez, ne pourront exiger desdits Habitans aucune chose, soit à titre de donation, presens, courtoisie, ou autrement, sous quelque pretexte que ce puisse être, & si nonobstant le present Traité, ils en exigeoient quelque chose, il en sera dressé des Proces verbaux par les gens de Loy ou Officiers des Lieux, lesquels étans trouvez veritables seront envoyez audit Sieur Wierts, pour les examiner, & en tenir compte sur laditte Contribution.

VI. En sorte que les Habitans desdites Banlieuës, tant Nobles qu'autres, de telle qualité qu'ils soient, excepté les Militaires, demeureront en toute seureté avec leurs Biens, Bestiaux, Grains, Fourages, Utensiles, Denrées & tous autres effects generalement quelconques, & pourront aller venir & trafiquer librement dans toute l'étendue des Terres & Places de leur Souverain, & de ses Alliez, pourveu qu'ils soient munis d'un Certificat de la Justice ou gens de Loy de leur residence.

VII. Il sera delivré de Passeports gratis aux grand Prevost, Majeur, Commis aux Finances, Conseiller Pensionaire, Subdelegué de l'Intendant, Commis au Logement, Procureur Fiscal, Greffier & Tresorier de laditte Ville, & auxdits Cambier & de la Ruë Deputez, pour leurs Personnes, Femmes, Enfans & Domestiques, ensemble ou separement en telle voiture qu'il leur plaira. ANNO 1706.

VIII. Que les Seigneurs & Dames des Paroisses & Seigneuries esdites Banlieuës, les Baillifs, Greffiers Collecteurs des Tailles des Communautés aussi bien que les Laboureurs du College demeurans dans laditte Ville pourront aller & venir librement, & en toute seureté, faire les fonctions de leurs Charges dans les Villages, de ladite Banlieuë de Tournay, & en general il sera permis conformement à la resolution de leurs Nobles Puissances, du 27. Janvier de la presente année, que les Habitans de ladite Banlieuë de Tournay gagnant leur vie à l'Agriculture ou Negoce & demeurant dans le plat Païs à une lieuë des Terres d'Espagne occupez par les Armes des Alliez, d'aller l'espace d'une lieuë sur lesdites Terres & au plus proche marché & plat Païs d'Espagne, munis d'un Certificat des Gens de Loy de leurs Villages.

IX. Que les Habitans des susdites Banlieues & les Laboureurs dudit College, estans commandés comme Pionniers, ou bien avec leurs Chevaux, Chariots, ou Charettes, pour le service de leur Souverain, ses Armées ou Alliées, pourront aller & retourner librement avec leurs outils, Chevaux, Charettes, ou Chariots par toutes lesdites Terres sans être de bonne prise, moyennant un Certificat des Officiers ou Gens de Loy de leur residence, & qu'ils vont par ordre de leurs Superieurs pour le service de leurdit Souverain, ou de ses Alliez, tant dans les Armées que dans les Places.

X. Il a été convenu que l'or & l'argent monnoyé dont les particuliers desdites Banlieues & autres ci-dessus specifiez se trouveront porteurs & celui qu'ils conduiront provenant des Contributions, Aydes & Subsides, Denrées & Manufactures, ne sera point reputé de contrebande, & pourra être conduit surement sur la foy tant des Certificats du Magistrat de laditte Ville, & des Officiers ou Gens de Loy des Paroisses desdites Banlieues, que de tous Passeports, qui pourroient être delivrez.

XI. Il sera permis aux Habitans de laditte Ville de Tournay d'aller & venir librement dans tous les Faubourgs de ladite Ville, y compris la Chartreuse & la Tombe.

Le present Traité sera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; scavoir de la part dudit Sieur Wierts, par les Seigneurs du Conseil d'Etat des Provinces Unies, se faisans fort de tous leurs Alliez, nuls exceptés, & de la part desdits Srs. Deputez de leurs Principaux. Ainsi fait triple à Gand le trente de Juillet mil sept cens sept,

Was getekent,

J. T. WIERTS,
F. DE LA RUE,
M. CAMBIER,
JEAN BAPTISTE VIVEQUIN.

Lager stont,
Moy present,
En gecontrasigneert,
FRANÇOIS DENIK.

Heeft het voorsz. Accord geapprobeert en geratificeert, approbeert en ratificeert 't selve in kragte deese belovende 't selve in alle deele te sullen doen observeren en naarkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage den 13. Septembre 1707.

Ondertekent,
V. DEDEM, vt.
Onder stont ter Ordonnantie van de Raad van Staate,
Ondertekent,
J. VAN SLINGELANDT.

Collationné & trouvé accorder à Son Original, temoin le seing du Greffier Civil de la Ville & Cité de Tournay, cy mis jointement le Cachet secret de ladite Ville.

D. VAFFELART.

LXXIX.

ANNO 1707. ½. Août. 1. Août. 1. Sept.

LXXIX.

Articuli Conventionis inter Auguſtiſſimum Cæſarem JOSEPHUM, *&* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ in puncto liberi Religionis Exercitii Incolis Sileſiæ Auguſtanæ Confeſſioni addictis, conceſſi, quorum primus in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus die* $\frac{11}{22}$. *Auguſti initus eſt, reliqui vero in eisdem Caſtris die* 21. *Auguſti* 1. *Septembris.* 1707. [LEHMANNUS *Suppletus & Continuatus* inter Acta Religionis Sileſiaca. pag. 848. LUNIG. Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Abſatz. I. pag. 203. en Allemand & en Latin.]

Promittitur à parte Sacr. Cæſar. Majeſtatis

ARTICUL. I.

LIBERUM Religionis Exercitium, quod Principibus Sileſiæ, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, eorumque Subditis, nec non Civitatibus, Suburbiis, & Pagis Auguſtanæ Confeſſioni addictis, Pace Oſnabrugenſi eſt conceſſum, non modo ſalvum & imperturbatum fore, ſed etiam, quæ contra genuinum ejus Pacificationis Senſum innovata reperiuntur, ſequentibus modis correctum iri:

§. 1. Quæ Templa & Scholæ in Principatibus Lignitio, Briga, Munſterberga, ac Oelſna, ut & Urbe Vratiſlavia, Civitatibusque reliquis, Suburbiis & Pagis, poſt Pacem Weſtphalicam adempta ſunt, ſive Catholicis Sacris initiata, ſive tantum occluſa fuerint, illa in eum ſtatum, in quo tempore dictæ Pacificationis erant, reponentur, & Auguſtanæ Confeſſioni addictis cum cunctis Juribus, Privilegiis, Reditibus, Fundis, Bonisque eo pertinentibus, intra Semeſtre ſpatium ad ſummum aut citius reſtituentur.

§. 2. Eccleſiis, quæ Templa habent extructa ad mœnia Civitatum Schwidnizii, Javorii, ac Glogoviæ, non tantum liberum eſto, tot alere Sacerdotes, quot ſacris adminiſtrandis ſufficiant, verum & pro Educatione Liberorum Scholas prope eadem Templa habere & inſtaurare.

§. 3. In iis vero locis, ubi publicus Auguſtanæ Religionis Uſus interdictus eſt, nemo prohibebitur, cultum divinum pacificè & tranquillè in Ædibus ſuis pro ſe, ſuisque Liberis, Inquilinis ac Domeſticis peragere, Liberosque ſuos exteris ſuæ Religionis Scholis, aut privatis Domi Præceptoribus inſtituendos tradere: Nec quisquam Auguſtanæ Confeſſionis in Sileſiâ cogetur Sacris Catholicorum intereſſe, Scholas eorum frequentare, Religionem amplecti, aut Parochos Catholicorum, ad Actus Miniſteriales, velut Copulationis, Baptizationis, Funerales, Communicationis Sacræ, aliosque ejuſmodi adhibere, ſed integrum cuique erit, horum Negotiorum cauſa, ad Loca vicina intra vel extra Sileſiam, ubi Auguſtana Religio viget, ſe conferre, ſolutis Parocho Loci iis, quæ ex veteri Uſu debentur. Porro non impedientur Sacerdotes Auguſtanæ Confeſſionis, cum accerſentur, ægrotos ſuæ Religionis ſub Catholicorum Jurisdictione degentes inviſere, nec non captivis & ad mortem damnatis communicando, conducendo, & conſolando, adeſſe.

§. 4. Nobiles aliique Catholicæ Fidei, qui in Parochiis Auguſtanæ Religioni addictis degunt, aut Fundos habent, Parocho Eccleſiæ Auguſtanæ Decimas, aliosque Reditus, qui Stolæ nomine veniunt, ſolvere tenentur.

§. 5. Pupillis ac Orphanis, qui Parentibus Auguſtanæ Confeſſionis nati ſunt, cujuſcunque Sexus & Conditionis fuerint, Tutores ac Curatores diverſæ Religionis non obtrudentur, multo minus hiſce fas erit pupillos in Monaſteria abdere, ſuæque Religionis Principiis imbuere, & cum Matribus de Jure naturali competat Tutela ac Educatio Liberorum ſuorum, licitum eſto illis, ubi Tutores ac Curatores legitimi aut Teſtamentarii non adſunt, alios Auguſtanæ Religionis expetere, ſibique adjungere.

§. 6. Cum Negotium Religionis cauſa incidat, à Præfecto aut Judice Subſellii inferioris Executioni non mandabitur, antequam is, cui lis intentatur, ad Supremum Sileſiæ Regimen, aut ipſam Sacram Cæſaream Majeſtatem, illud deferre poſſit, ibique Jus experiri: Proinde licitum erit Statibus Auguſtanam Religionem profitentibus hunc in finem certos Homines ac Mandatarios, ad Aulam Cæſaream propriis ſumptibus alere ac ſuſtentare. ANNO 1707.

§. 7. Cauſæ Matrimoniales, aliæque ad Religionem ſpectantes Conſiſtorio Catholico, vel non ſubjicientur, aut ſecundum Canones, in Auguſtana Religione receptos, judicabuntur: In iis vero Principatibus, ubi tempore Pacis Weſtphalicæ Conſiſtoria Auguſtanæ Confeſſionis fuerunt, juxta veterem uſum reſtauranda ſunt, quæ ejusmodi Cauſas examinabunt, decidentque, ſalva ubique Appellatione ad ſummum Principem.

§. 8. Nullæ amplius Eccleſiæ ac Scholæ in Civitatibus, Suburbiis, ac Pagis per univerſam Sileſiam, ubi Auguſtanæ Religionis Exercitium adhuc manet, ſive à Collatione Cæſarea ſive aliorum Patronorum Catholicorum dependeant, auferentur, ſed cum Paſtoribus ac Collegiis Scholarum conſervabuntur & protegentur. Patronis quoque Eccleſiarum Jus ſalvum eſto, vocandi Sacerdotes ac Miniſtros Religionis Auguſtanæ ad munia in Eccleſiis & Scholis obeunda, nec illis impedimento erunt Contradictiones Catholicorum, qui Jus Patronatus habent ſimultanei; qui ſi tergiverſentur, nec intra tempus conſuetum ſe declarent, Univerſitati facultas eſto, Sacerdotes ac Miniſtros Scholarum idoneos vocandi, ſine tamen diminutione Juris Patrono hac in Cauſa competentis.

§. 9. Nobiles, Vaſalli, ac Subditi Auguſtanæ Religionis ab Officiis Publicis, quatenus ad ea idonei fuerint, non arcebuntur, neque vetabuntur, Bona ſua vendere, & extra Territorium, cum libitum fuerit, commigrare, quemadmodum Pace Weſtphalica fuſius eſt expoſitum.

§. 10. Sacra Cæſarea Majeſtas amicis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Principum, ac Statuum ejusdem Religionis Interventionibus ac Interceſſionibus pro majori Exercitii Religionis Libertate, iisdem Statibus obtinenda, locum relinquere non recuſabit, ad mentem Pacis Weſtphalicæ.

§. 11. Mandabit pariter recepto more, ut quæ hic ita acta ac tranſacta ſunt, non tantum ad dictum tempus Executioni tradantur, ſed etiam, ut omnes ac ſinguli Articuli, qui hic comprehenduntur, exacte, ac bona fide quovis tempore obſerventur, ac impleantur. Quemadmodum iis nunc quoque & in perpetuum vim Legis tribuit, nullis contrariis Reſcriptis ac Mandatis infringendæ. Permittit denique ut Miniſter Suecicus Executioni adſiſtat, ac eorum, quæ hoc in Negotio aguntur, Communicationem accipiat. Dabantur in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus die $\frac{11}{22}$. Auguſti 1707.

JOHANNES WENCESLAUS,
Comes WRATISLAV.

(L. S.)

Ulteriores Articuli Conventionis inter Sac. Cæſaream Majeſtatem ac Sereniſſ. Potentiſſimumque Regem Sueciæ die 21. *Auguſt.* (1. *Septem.*) *A. MDCCVII. in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadii conſummatæ.*

ARTICULUS II.

CUM S. R. M. Sueciæ maxime ſibi cordi eſſe teſtata ſit Sereniſſimæ Domus Holſato-Gottorpienſis commoda: pollicetur Sac. Cæſarea Majeſt. ſe, cum ab hac Ducali Domo decenti modo requiratur, Pactum illud, quod Capitulum Lubecenſe An. 1647. de eligendis ex illa in ſextam uſque generationem Epiſcopis ac Coadjutoribus iniverat, prævia cognitione intra ſpacium quatuor menſium confirmaturam.

§. 1. Propenſam inſuper ſe declarat ad continuandum in Domo regnatrice Holſato-Gottorpienſi Jus Primogenituræ, ordinatione Ducis Johann. Adolphi die 9. Januarii 1608. introductum; quatenus à ſubſecutis continua ſerie Cæſaribus confirmatum eſt: Adeo, ut, cum ſupra memoratum Pactum, tum hanc toties conſtabilitam Ordinationem, recepta in Aula Cæſarea forma, non tantum confirmare velit, ve-

ANNO 1707. rum etiam hinc quæsitum Seren. Domus Holsato Gottorpiensis Jus in vigore suo conservare, neque permittere, ut quicquam in contrarium unquam statuatur.

ARTICUL. III.

Remittit Sacr. Cæsarea Majest. S. R. Majestati Sueciæ omne subsidium Militis sive pecuniæ, aliusque Præstationis, quam ob Provincias suas Germanicas, cum ad priora tempora, tum ad præsens à Sacr. Cæsar. Majestate & Imperio, contra Galliam ejusque Asseclas decretum Bellum conferre tenebatur, & durante Bello hoc, debere poterit. Neque fas erit eo nomine S. R. Majestatem ejusque Successores, aut Regnum Sueciæ ipsasque Provincias Germanicas, quavis ratione, ullo tempore compellare aut molestare: Manente alias omni nexu, quo, extra hanc remissionem, propter Provincias has S. Cæs. Majestati ac Imperio obstricta est & imposterum obstricta erit.

ARTICUL. IV.

Ut autem hisce promissis eo majus robur addatur, certiorque fides sit, omnia ac singula, quæ in iis continentur, sancte ac inviolabiliter servatum iri: S. Regiæ Majest. Sueciæ potestas relinquitur, eos quos voluerit, fidei-Jussores pro iis nominandi atque suscipiendi.

In quorum omnium fidem Sac. Cæs. Majest. Minister Plena Potestate instructus, præsentem Conventionem subscriptam Sigillo suo solito confirmavit, atque à Sac. Cæs. Majestate intra terminum duarum Septimanarum, ab hoc die computandarum, ratam habitum, ipsumque adeo Ratihabitionis Instrumentum rite extraditum iri, promisit. Dabantur in Castris Regiis Alt-Ranstadiensibus die 21. Augusti (1. Sept.) 1707.

(L. S.)

JOHAN. WENCESLAUS,
Comes WRATISLAV.

Declaratio CAROLI XII. *Sueciæ Regis, erga suam Majestatem Cæsaream* JOSEPHUM I, *quod pro firmanda necessitudine inter se, & suam Cæsaream Majestatem, Pacem Osnabrugensem inviolatè custoditurus, Copiasque suas ex Silesia, quam primum Ratihabitio Conventionis Alt-Ranstadiensis secuta fuerit, eductur sit. Datum Wolkovitz* 21. *Augusti* 1 *Septembris* 1707. [LUNIG. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. pag 208.]

NOS CAROLUS, DEI gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dux Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus, quod quandoquidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dn. Dn. JOSEPHUS, Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lutzenburgiæ, ac superioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teccæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Pfirti, Terræ Kyburgii & Gœricii, Landgravius Alsatiæ supra Analium & Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ Dux Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Frater & Consanguineus & Amicus noster charissimus misso ad Castra nostra Consiliario suo intimo, & Regni Bohemiæ Cancellario, Illustriss. Johann. Wenceslao Comite de Wratislau, natas forte inter nos controversias componi feciſſet iis Conditionibus, quas Instrumentum superius confectum d. 21. Augusti (1. Septembr.) nuper præterlapso, atque à dicto Ministro signatum nobisque extraditum dilucide exprimit ac comprehendit; Nos igitur non minus proni cum ad veterem, quæ nobis cum Sacra Cæsarea Majestate, Augustaque Domo Austriaca intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem imposterum simultatis ansam præscindendam sequentibus Articulis studia nostra integerrimumque animum declarare testarique volumus. ANNO 1707.

ARTICUL. I.

PACEM Osnabrugensem, quæ communis nobis cum Sacra Cæsarea Majestate & Sacro Romano Imperio æternaque Lex erit, non modo integre ac inviolate custodiemus, verum etiam cum Sacra Cæsarea Majestate sinceram & illibatam conservabimus Amicitiam, & cum ratione controversiarum, quæ nuper exortæ erant, nobis satisfactum est, quicquid ea de causa prætensum fuit, aut prætendi potest, abolemus, atque perpetua sepultum esse oblivione volumus.

ARTICUL. II.

Copias quoque nostras tam Pedestres quam Equestres ex Silesiæ Regionibus Sacræ Cæsareæ Majestatis Hæreditariis sine mora eductum iri promittimus, quam primum Ratihabitio eorum, quæ à parte Sacræ Cæsareæ Majestatis in nominato supra Instrumento promissa sunt, ad nos allata fuerint, mandataque de iis simul rite exequendis debito modo promulgentur. Si vero, dum hæc expectantur, Copiis nostris in Silesia commorari necesse fuerit, commeatus quidem iis suppeditandus est, exactam tamen inter illas disciplinam servari curabimus, nec ullum ab iis violentiæ genus patrari permittimus.

ARTICUL. III.

Quod si præter expectationem contigerit, ut ea quæ à Sacra Cæsarea Majestate jam stipulata sunt, ad præstitutum tempus tradita aut impleta non fuerint, liberam semper nobis reservamus facultatem, Copias in Silesiam reducendi, donec executio horum omnium facta fuerit.

In quorum omnium fidem nos Diploma hoc Manu nostra subscriptum, sigilloque Regio confirmari jussimus, quod actum est in Castris Wolcowicensibus die 21. August. (1. Septembr.) 1707.

CAROLUS.

(L. S.)

C. PIPER.

RATIFICATIO *Cæsarea. Data Viennæ die* 6. *Septembris* 1707. [Copie Manuscrite communiquée par un Ministre de Suede.]

NOS JOSEPHUS, &c.

NOTUM testatumque facimus, quod, cum Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, Gothorum Vandalorumque Regem (*tot. tit.*) Consanguineum & Fratrem nostrum charissimum querimoniæ quædam & Controversiæ obortæ essent, iisque componendis ex parte nostra Illustris & Magnificus Consiliarius noster arcanus, Camerarius & Regni nostri Bohemiæ Cancellarius, Sacrique Romani Imperii fidelis dilectus Joannes Wenceslaus Comes à Wratislau, quem ad Serenitatem suam sufficienti facultate munitum miseramus, sequentes inierit concluseritque Articulos.

Fiat insertio.

Nos cum ad veterem quæ nobis cum prædicto Sereniſſimo Rege & Regno Sueciæ intercedit neceſſitudinem firmandam conſolidandamque, tum ad omnem in poſterum ſimultatis anſam præcidendam proni, Articulos ſupra inſertos ratos gratoſque habemus, & exacte ſervaturi, neque iis contraveniri paſſuri ſumus. Harum vigore Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigillo noſtro Cæſareo munitarum. Quas dedimus in Civitate noſtra Viennæ die ſexta menſis Septembris Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſeptimo, Regnorum noſtrorum, Romani deci-

ANNO 1707. decimo octavo, Hungarici vigesimo, Bohemici vero tertio.

JOSEPHUS.

(L. S.)

H. FRIDERICH. G. v. SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

8. Fev. **Fernere Erklährung** Ihrer Kayßerl. Majest. JOSEPHI wegen endlicher Terminirung des in den Alt-Ranstädtischen Conventions-Articulen geschlossenen Schlesischen Religions-Wercks/ von der zu dieser Executions-Sache angeordneten Käyserl. Commission, dem Königl. Schwedischen Plenipotentiario Freyherrn von Strahlenheim communicirt. Breßlau den 8. Februar. 1709. Nebst der Consignation derer in verschiedenen Schlesischen Fürstenthumen an die Augspurgische Confessions-Verwandten Stände/ vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Absatz. I. Num. LX IV. pag. 210.]

C'est-à-dire,

Ulterieure Declaration de JOSEPH I. *Empereur des Romains, sur les Affaires de la Religion en Sileſie, & de la Convention d'Alt-Ranſtadt, communiquée par les Miniſtres de la Commiſſion Imperiale, au Baron Stralenheim Plenipotentiaire du Roi de Suede. A Vratiſlauw le 8. Fevrier* 1709. Avec *la Conſignation des Temples restituez à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, dans diverſes Principautés de Sileſie, conformement au Traité d'Alt-Ranſtadt.*

Hoch-Wohlgebohrner Freyherr/ Hochansehnlicher Königlich-Schwedischer Herr Plenipotentiarie,

Gleichwie Euer Excellenz aus denen erfolgten Communicationen der zeitherigen Executions-Actuum wohl erinnerlich seyn wird/ welcher Gestalt Ihro Käyserl. und Königl. Majestät/ nach Veranlassung der Alt-Ranstädtischen Convention, zu dem freyen Exercitio der unveränderten Augspurgischen Confession, in denen Fürstenthümern/ Liegnitz/ Brieg/ Wohlau/ Münsterberg/ Oelß/ und der Stadt Breßlau/ die in beyliegender Consignation specificirte Kirchen hinwiederum einräumen zu lassen/ so haben auch allerhöchst-erwehnte Käyserl. und Königl. Majestat zu endlicher Terminirung dieses weitläufftigen Religions-Negotii (Religions-Wercks) sich über die bey der Execution angekommene Puncten fernerweitig allergnädigst zu declariren nicht ermangelt/ und zwar dergestalten/ daß

I. Was die in der Alt-Ranstädtischen Convention §. 2. angedeutete Vermehrung der bey denen Kirchen vor Schweidnitz/ Jauer und Glogau erforderlichen Ministrorum anlangete/ nachdem dieselbe in dem Tractat fundiret/ man Ihroseits nicht gemeynet sey/ einige Obstacula dawider zu machen/ wenn nur die Præsentation auf Art und Weise geschehen würde/ wie solche bey Auferbauung derselben introduciret worden. Wie denn auch allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät auf speciale Interceſſion, Sr. Königl. Majestät von Schweden/ die Erbauung der Thürne/ Verstattung des Glocken-Klangs/ und den öffentlichen Leichen-Conduct, jedoch salvis omnibus Juribus Stolæ, (unbeschadet derer denen Catholischen Pfarrern zukommenden Gebühren/) so denen daselbstigen Catholischen Stadt-Parochis zukommen und gebühren/ nicht difficultiren/ auch allergnädigst zulassen werden/ daß gemeldte drey Kirchen und neu-aufgerichtete Schulen/ aus Mauren und Stein (jedoch wenn solche einen Stück-Schuß weit von der Stadt hinaus entfernet würden) erbauet werden möchten. ANNO 1707.

II. Condescendiren (willigen) Ihro Käyserl. und Königl. Majestät allergnädigst in die verstattende Reichung des Abendmahls/ bey Besuchung der Krancken/ Augspurgischer Confession, wenn diese Ausspendung von sothaner Confession Pfarrern/ so an denen angräntzenden Fürstenthümern/ wo beyderley Religion zugelassen/ befindlich und angesessen/ geschehen wird.

III. Haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bereits eine neue Taxam Stolæ (Taxa Stolæ ist ein Verzeichniß oder Verordnung derer denen Geistlichen zukommenden Gebührnissen) aufrichten/ und dieselbe dero gantzen Erb-Hertzogthum Schlesien angedeyen lassen/ sind auch allergnädigst nicht gemeynet/ daß/ wenn sothane Taxa denen Catholischen Pfarrern von ihrigen Parochianis der unveränderten Augspurgischen Confession, dem Herkommen nach/ nur entrichtet würde/ gemeldete Confessions-Verwandte weder zu dem Exercitio quoad Ceremonialia (Glaubens-Übung/ was die äusserlichen Gebräuche anlanget) noch auf einigen in ihrer Religion gebräuchlichen Actum, zwingen zu lassen.

IV. Soll denen Pupillen frey gelassen werden/ wenn sie ihre Jahre erreichet/ mit ihren Gättern/ gleichwie andere zu disponiren/ auch denen Witben und Jungfrauen nicht verwehret seyn/ sich nach Belieben/ sowohl mit In- als Ausländischen zu verheyrathen. Und gleichwie

V. Ihro Käyserl. und Königl. Majestät wegen Communicirung derer Käyserlichen und Königlichen Verordnungen in Originali, denn nicht minder/ daß in denen Religions- und Consistorial-Fällen/ die Execution, interpositâ Appellatione, (nach eingewendeter Appellation,) nicht fortzustellen/ kein Bedencken tragen; also thun dieselben auch

VI. Bey demjenigen/ was wegen pacisicirter Education (verglichener Auferziehung) der Kinder/ in dieser oder jener Religion/ inter personas diversæ Religionis, (zwischen Personen unterschiedlichen Glaubens) wie ingleichen auch derer Copulationen halber/ respectu Parochi Sponsæ, (Trauungen halber/ so viel den Geistlichen (Pfarrern) dahin die Braut gehörig/) verlanget worden/ keinen fernern Anstand machen. Ingleichen solle.

VII. Sowohl denen von Adel/ und der Bauerschafft auf dem Lande/ als denen Bürgern in denen Städten/ Güter und Häuser/ in denen unter Catholischer Herrschafft gelegenen Fundis, (Herrschafft/ Güter/ Gebiethe/) zu erkauffen/ und an sich zu bringen/ nicht verwehret/ noch einiger Herrschafft oder Obrigkeit einige Exceptiones, oder Privilegium in contrarium, (Ausflucht oder Befreyung/ so diesem entgegen/) darwider vorzuschützen/ zugelassen; Denn

VIII. Denen unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten in denen Kirchen-Festis und Feyer-Tägen zu arbeiten/ doch dergestalten/ daß der Cultus Divinus (Gottesdienst) der Catholischen dadurch nicht turbiret werde/ keinesweges

ANNO 1707. weges verwehret / auch die Freyhaltung ihrer Buß- und Beth-Täge / und daß die Collatores sich in diejenigen Kirchen / bey welchen ihnen das Jus Patronatus zustehet / solutis Stolæ Accidentiis (wenn denen Geistlichen das ihre entrichtet) begraben / auch daselbst ihre Epithaphia und Monumenta aufrichten lassen könten / allergnädig erlaubet seyn.

IX. Haben Ihre Käyserl. und Königl. Majestät die Stadt-Kirche und Schule zu Goldberg / wie auch die zu Banthen / hinwiederum denen Augspurgischen Confessions-Verwanten einzuräumen / allergnädigst anbefohlen / sind auch nicht abwiedrig / daß das zu Brieg in der Vorstadt gelegene so genannte Polnische Kirchel / zum libero Exercitio (freyen Ubung Evangelischen Glaubens) der Augspurgischen Confession überlassen werde. Was aber die Kirche zu Lossen belanget / da lassen es öffters allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bey deme allergnädigst bewenden / daß solche hinwiederum in eum statum, qui fuit tempore conclusæ Pacis Westphalicæ (in denjenigen Stand / darinnen sie beym Schluß des Westphälischen Friedens gewesen) gesetzt werde / und ferner darbey verbleiben solle / es wäre denn / daß / zwischen dem Prælaten zu St. Vincenz und der Ritterschafft / mit beyderseitigem Vergnügen / ein anders unter sich verglichen würde. Nicht minder ist

X Die Auf- und Einrichtung / der aus dem Fürstlichen Gestiffte zu S. Joannis in der Stadt Liegnitz fundirten Ritter-Academie, bereits in ein vollkommenes Esse gebracht worden / bey welchem es nochmahlen öffters allerhöchstgedachte Käyserl. und Königl. Majestät nicht allein allergnädigst bewenden lassen / sondern tragen auch kein Bedencken / solche eurer Excellenz durch uns zu communiciren.

XI. Nachdem die Filial-Kirchen / so im Territorio derer restituirten Matrum (in dem Gebiethe derer wieder erstatteten Haupt-Kirchen) nicht befindlich / wohl aber in Territorio Reformationi obnoxio, salvis in Conventione expressis passibus, (in dem Gebiethe derer / so der Reformation jedoch ohne Nachtheil derer in dem Vergleich ausgenommenen Fälle / unterworffen /) gelegen / nunmehro zu denen Matribus nicht gehörig / sondern Separatione facta, eo ipso selbsten Matres worden / (nach erfolgter Theilung / vor sich selbst Haupt-Kirchen worden /) so ist der Billigkeit gemäß / daß auch deren Jura, Privilegia, Reditus, Fundi, & Bona eo pertinentia (Recht / Freyheiten / Einkünffte / Herrschafften und dahin gehörige Güther) ihnen gelassen werden müssen. Gleichwie nun aber solche erwehnte Filial-Kirchen / als ihr Eigenthum nicht entzogen werden können / sondern billig zu reserviren seyn; also sind hingegen Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht abwiedrig / daß die Accidentia Stolæ, (geistlichen Einkünffte) mit denen der unveränderten Augspurgischen Confession zugethanen Parochianis, (Pfarren /) auch denen retradirten Matribus (auch denen wiedergegebenen Haupt-Kirchen) gleichmäßiger Confession, intuitu der daselbst verrichtenden Ministerialium, (in Ansehung derer daselbst verrichtenden Kirchen-Dienste /) überlassen werden mögen.

XII. Die Extradition der Lassatischen Tochter solle auch ferner nicht difficultiret / sondern solche gewissen Augspurgischer Confession-Verwandten Vormündern anvertrauet werden.

XIII. Mit der quoad Formam & Materiam (so viel die äusserliche und innerliche Einrichtung und Gestalt betrifft) auf den Fuß / welcher tempore Pacis Westphalicæ gewesen / verabfaseten Einrichtung der Consistoriorum zu Liegnitz / Brieg und Wohlau / hat es nunmehro seine Endschafft erreichet / und sind die dazu verordnete Catholische Præsides, daß sie secundum Canones in Augustana Religione receptos, & majora Assessorum vota, (nach Anleitung derer bey der Evangelischen Lehre Augspurgischer Confession hergebrachten Gesetze und meisten Stimmen derer Beysitzere /) bey denen vorkommenden Sachen / salva ubique Appellatione immediata, (jedoch der unmittelbaren Appellation allezeit ohne Nachtheil /) an Ihro Käyserl. und Königl. Majestät zu concludiren und decidiren hätten / gleich anfangs hiernacher instruiret worden. Was aber die Confirmationes derer Præsentatorum belanget / da haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät sich dahin allergnädigst entschlossen / daß bey denenjenigen Partheyen / allwo deroselben das Jus Patronatus immediatè (Kirchen-Recht unmittelbarer weise) zukommet / weilen sothanes Jus præsentandi unâ cum Jure confirmandi unseparirt verknüpfft ist / (Recht / dieselben vorzustellen / mit dem Recht sie auch zu bestätigen untheilhafft verknüpffet ist /) solches auch absolutè deroselben reservirt verbleiben müsse. Damit aber binnen dieser Zeit die eingepfarrten in denen Cammer-Dorffschafften sich über den abgängigen Gottesdienst nicht zu beklagen hätten / so werden sich Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht entgegen seyn lassen / daß inzwischen / und in so lang dero allergnädigste Collatur (welche jedesmahl zeitlich eingerichtet werden wird) erfolget / sothaner Gottesdienst / nebst denen Ministerialien / entweder von denen angräntzenden Pfarrern / oder von einem von dem Consistorio, provisorio modo (auf allen Fall und Vorsorge) hierzu erkiestem Substituto verrichtet werde; Wie denn auch öffters erwehnte Käyserl. und Königl. Majestät dahin allergnädigst condescendiren / daß in demjenigen Casu, allwo denen Privatis mehr gemeldtes Jus Patronatus gehörig / das Consistorium den von denen Privatis præsentirten Pfarrern / so bald er demselben vorgestellet worden / also gleich provisorio modo die Ministerialia (gleichsam nur auf eine Vorsorge) inzwischen verrichten / und super qualitatibus & habilitate (über der Geschicklichkeit und Gelehrsamkeit) des vocirten Subjecti Bericht erstatten / und die diesfällige Bestätigung bey Ihro Kayserl. Majestät durch Vorzeigung seiner Vocation ausbitten und erwarten solle. Nicht minder

XIV. Solle auch das Consistorium, oder so genannte Kirchen-Ampt bey der Stadt Breßlau / in derjenigen Verfassung / wie solche tempore Pacis Westphalicæ (zur Zeit des Westphälischen Friedens) gewesen / annoch ferner verbleiben. Und nachdem die bisherige Notorische Praxis gezeiget / daß entzwischen dem Bischöfflichen Consistorio und oberwehntem Breßlauischen Kirchen-Ampte / das Jus præventionis und electionis (das erste und Wahl-Recht) allezeit statt gefunden / und in der litigirten Partheyen freyen Willkühr bestanden / zu welchen sie sich aus beyden wenden wollen: Also müste es auch darbey um so viel mehr ins künfftige verbleiben / als derley zu dem Bischöffl. Consistorio freywillig recurrirende Partheyen / von demselben entweder secundum Canones in Augustana Religione receptos, & quidem, salva semper Appellatione immediata (sich freywillig wendende Partheyen von denenselben entweder nach Anleitung derer bey der Evangelischen Religion hergebrachten Regulen / und zwar allezeit mit Vorbehalt der unmittelbahren Appellation) an Ihro Kayserl. und Königl. Majest. judiciret / oder aber

[gleich

ANNO 1707. gleich anfangs nach der Sachen Bewandtnüs und Umständen von erwehntem Bischöfflichen Judicio abgewiesen / und an das Breßlauische Kirchen-Ampt remittiret werden sollen.

XV. Haben wir auch in Materia der Ersetzung derer Officiorum publicorum (öffentlichen Aemptern) von wegen und im Nahmen öffters Allerhöchst-erwähnt Jhro Kayserl. und Königl. Maj. Euer Excell. zu bedeuten / daß gleich wie vorhin schon notorisch / welcher gestalt die unter deroselben Unterthanen der Augspurgischen Confession zugethane Subjecta, weder von den Militar- oder Civil-insonderheit aber denen Landes-Officiis, ihrer Tüchtigkeit nach / nicht arciret würden; Also auch inskünfftige Jhro Kayserl. und Königl. Majestät auff selbige allergnädigst reflectiren / und nicht weniger bey denen Städten und Magistraturen die tauglichen Subjecta Augsp. Confession in allermildeste Consideration zu ziehen / unvergessen seyn werden.

XVI. Was endlich die verlangte Erlaubnüß über die / nach dem Westphälischen Friedens-Schlusse / in denen Vorstädten zu Schweidnitz / Jauer / und Glogau erbauete drey Kirchen / annoch eine grössere Anzahl Kirchen und Schulen concerniret; So wollen Jhro Kayserl. und Königl. Maj zu Bezeigung dero gegen Jhro Königl. Maj. von Schweden stets hegenden Freund-Brüderlichen Propension, und wie begierig sie seyn / alles dasjenige beyzutragen / was zu fernerweitiger Cultivirung beständig guten Vernehmens und Freundschafft gereichen könte: Wie nicht minder um diesen so viel- und langjährigen Religions-Negotio einen vollkommenen Ausschlag zu geben / mithin sich von allen weiteren dießfälligen Angehen hinführo zu befreyen / allergnädigst erlauben und zulassen / daß öffters erwehnten unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten / über oben gemeldete drey Kirchen / annoch eine Anzahl von anderen sechs Kirchen / und dazu gehörigen Schulen / nach Art und Weise / obgerügter Schweidnitz / Jauer- und Golgauischen / und zwar dergestalten / daß selbige keine Actus parochiales (Pfarr oder geistlichen Verrichtungen) zum Præjudiz der daselbstigen Catholischen / zu exerciren befugt seyn / weniger denen Parochis loci an ihrer Stola (Orthen / so die Pfarr-Gerechtigkeit haben / an ihren Einkünfften) Zehenden / oder andern Accidentiis einigen Eintrag thun / auch quoad præsentationem Ministrorum (so viel die Vorstellungen derer Geistlichen betrifft) auff gleiche Weise / wie obige benahmsete drey Kirchen verfahren / und die Præsentatos, zu allergnädigster Kayserl. Confirmation, so denn jedesmahl einsenden sollen / auf ihre selbst eigene Unkosten / in denen ihnen denominirenden Oertern / auf denen ausssteckenden Plätzen / frey und ungehindert erbauen mögen. Gleichwie nun aber hierzu öffters allerhöchst-erwehnte Kayserl. und Königliche Majestät nachfolgende Oerter / als in dem Fürstenthum Sagan vor der Stadt Sagan / in dero Erb-Fürstenthum Groß-Glogau vor der Stadt Freystadt / in dero Erb-Fürstenthümern Schweidnitz und Jauer vor denen beyden Städten Hirschberg und Landeshut / in der freyen Standes-Herrschafft Militsch vor der Stadt Militsch / und in dero Erb-Fürstenthum Teschen nahe bey der Stadt Teschen / allergnädigst denominiret und ausgesehen; Also werden auch dieselbe fernerweit nicht ermangeln / die erforderliche Verordnungen dahin vorkehren zu lassen / damit / so bald nur die Declaration, der vollkommentlich vollzogenen Alt-Ranstädtischen Convention halber / Königlicher Schwedischer Seits erfolget / auch der hierzu benöthigte Platz und Ort alsogleich und ohne weitern Anstand / benöthigter massen nach / ausgezeichnet werden möge. ANNO 1707.

Welches alles wir Euer Excellenz zu dero Notiz und Wissenschafft hiermit eröffnen und beybringen wollen / nicht zweifflende / daß / gleichwie Euer Excellenz darausser so viel ersehen / und wahrnehmen werden / daß man von Seiten Jhro Kayserl. und Königl. Majestät alles dasjenige gethan / was zu vollkommener Erreichung und Erfüllung mehr gemeldter Alt-Ranstädtischen Convention gereichen / und verlanget werden könne; Also man auch hingegen Königlich-Schwedischer Seits mit der endlichen Declaration, wie nemlichen öffters angezogener Alt-Ranstädtischen Convention nunmehro ein sufficientes (gnugsames) und zulängliches Genügen geschehen / und solche dergestalt vollkommentlich erfüllet worden / keinen weitern Anstand machen / sondern dieses so lang geschwebete wichtige Religions-Werck zu der gäntzlichen Endschafft bringen helffen werden / und dieses zwar um so viel ehender / als Jhro Kayserl. und Königl. Majestät dero Königl Ober-Ampt in dero Erb-Hertzogthum Ober- und Nieder-Schlesien bereits allergnädigst dahin beordert / daß / sobald nur immer obgemeldete Declaration Königlicher Schwedischer Seite erfolget seyn würde / obangezogene dero allergnädigste Resolutiones allen und jeden geist- und weltlichen Instantien intimiret und zu wissen gemachet / auch deren Punctuale Befolgung und Execution in allem Ernst und Nachdruck mitgegeben / und darüber steiff und feste Hand gehalten werden solle. Worbey wir übrigens verharren

Euer Excellenz.

Breßlau / den 8. Febr. 1709.

Gehorsame Diener /

Hanns Anthon / Graf Schaffgotsch.

Christoph Wilhelm / Graff Schaffgotsch.

Frantz Anthon / Graff Schlegenberg.

Frantz Albrecht Langius von Krannichstadt.

ANNO 1707.

CONSIGNATION.

ANNO 1707.

Derer

In dem Fürstenthum Liegnitz

An die Augspurgischen Confessions-Verwandte Stände / vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen:

Die Stadt-Kirche zu Goldberg.
Die Stadt-Kirche zu Hainau /
die Begräbnis-Kirche daselbst.
Die Stadt-Kirche zu Lüben /
item zwey kleine Kirchel:
dann das Begräbnis-Kirchel zu Allerheiligen.
Die Kirche zu Wahlstadt /
Kaltwasser /
Röchlitz /
Panthenau.
Die Kirche zu Parchwitz /
das Begräbnis-Kirchel daselbst.
Die Kirche zu Groß-Baudis /
Die Kirche zu Groß-Tintz /
Kaschwitz /
Karsch /
Jemkau /
Bärndorf /
Heydau /
Groß-Läßwitz /
Waldau /
Kayers-Waldau /
Börschdorf /
Blumenrode /
Wangten /
Griebnig /
Kampern.

Im Fürstenthum Brieg:

Die Kirche zu Kauern /
Kätzendorf /
Stoberau /
Zscheplowitz /
Neudorf /
Scheidelwitz /
Michelwitz /
Linden /
Briesen /
Bamkau /
Jägerndorf /
Schönau /
Bömischdorf /
Michelau /
Pampitz /
Kartzen /
Steinkirchen /
Arnsdorf /
Wilkau /
Senis /
Heydersdorf /
Langen-Oelß /
Nasselwitz /
Wilschkowitz /
Sigroth /
Groß-Knignitz /
Karschen;
Pfarr-Kirche zu Creutzburg /
Mümken /
Peisterwitz /
Wüste-Priese /
Groß-Peißkerau /
Gaule /
Zedlitz /
Pohlnisch Kirchel zu Strehlen /
Eisenberg /
Priborn /
Crommendorf /
Oldendorf /
Stadt-Kirche zu Nimbtsch /
St Georgen-Kirchel.
Die Kirche zu Prauß /
Rudelsdorff /
Begräbniß-Kirchel /
Jacobsdorf;
Pfarr-Kirche zu Pitschen /
item St. Hedwigis /
Polanowitz /
Golkowitz /
Neudorf /
Kostau;
Pfarr-Kirche zu Reichstein /
Pfarr-Kirche zu Silberberg /
Das Polnische Kirchel vor der Stadt Brieg /
Stadt-Kirche zu Ohlau /
Das Polnische Kirchel daselbst.

Im Wohlauischen Fürstenthum:

Stadt-Kirche zu Wohlau /
Filialis zu klein Ancker;
Stadt-Kirche zu Steinau /
Begräbniß-Kirchel /
Timmendorf /
Gürtsch;
Stadt-Kirche zu Rauden /
und dasige Filialis,
Alt-Rauden;
Stadt-Kirche zu Wintzig /
Hospital-Kirche daselbst /
Beschina;
Stadt-Kirche zu Herrnstadt /
Begräbniß-Kirchel /
und Filialis zu St. Andreä.

Im

ANNO 1707.

Im Fürſtenthum Münſterberg:

Tepplowoda/ Nobſchütz/ Quickendorf/ Ober- und Nieder-Lempersdorf/ Stoltz/

Giresdorf/ Roſenbach/ Dittmansdorf/ Olbersdorf.

ANNO 1707.

Im Fürſtenthum Oelß:

Die Stadt-Kirche zu Trebnitz/ Schawan/ Polniſch-Hammer/

Lucin/ Schlotten/ Pawlau.

Bey der Stadt Breßlau:

Die Kirche zu Dombslau/ Riemberg/

Schwotſch/ Protſch an der Oder.

Hanns Anthon/ Graf Schafgotſche. (L. S.)

Franz Anthon/ Graf Schlegenberg. (L. S.)

Chriſtoph Wilhelm/ Graf Schafgotſche. (L. S.)

Franz Albrecht Langius von Krannichſtatt. (L. S.)

Declaratio nomine & authoritate CAROLI XII. *Regis Sueciæ facta, quod per ſacram Cæſaream Majeſtatem Conventioni Alt-Ranſtadienſi plenè & planè ſatisfactum ſit. Wratiſlaviæ* 18. *Februarii.* 1709. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 215.]

POSTEAQUAM a Sacra Regia Majeſtate Sueciæ mihi, Sacræ Suæ Majeſtatis ad Aulam Cæſaream Ablegato extraordinario, in Mandatis datum eſt, executioni Conventionis Alt-Ranſtadienſis, die $\frac{12}{22}$. Auguſti Anno 1707. initæ, aſſiſtere, ac id ſedulo agere, ut ea, quæ in illa pacta ſunt, promiſſæ executioni mandentur, eoque præfatæ Alt-Ranſtadienſis Conventionis executio, adſpirante divini Numinis gratia, & officiis Dominorum Commiſſariorum, nec non ſupervenientis Comitis de Zinzendorff, largiſſimè præſtitis, remotis funditus omnibus difficultatibus & obſtaculis devenerit, ut ſingula, quæ in memorata Alt-Ranſtadienſi Conventione, de reſtauranda libero in Sileſia Auguſtanæ Confeſſionis exercitio, ſtipulata, & in vim Legis ſancita ſunt, fideliter & genuinè adimpleta eſſe, profiteri debeam, omniaque jam plene executioni mandata ſint: Ideo, quam fieri poteſt ſolenniſſime, profiteor, non ſolum nihil ſupereſſe, quod in hoc Religionis Negotio amplius, ſub quocunque prætextu, deſiderari poſſit, ſed etiam gratiſſimo agnoſcere Sacram Regiam Majeſtatem animo, quod ad Illius interceſſionem ſex nova Templa ædificanda Subditis ſuis conceſſerit, eamque viciſſim fraternis officiis recogniturum.

Quemadmodum hanc quoque Confeſſionem Mandato Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, enunciatam, & in hoc Inſtrumento conſcriptam, manu mea ſubſcripſi & ſigillo communivi. Dabantur Vratiſlaviæ, die 8. Febr. 1709.

(L. S.) HENNING, *Liber Baro à Stralenheim.*

LXXX.

30. Nov. *Decretum* JOSEPHI *Romanorum Imperatoris* LEOPOLDO *Duci Lotharingiæ datum de jactura Ducatus Montisferrati ei reſarcienda, deque loco ejusdem, alia Provincia æquivalentis valoris proximis Pacis Conventibus ipſi aſſignanda. Datum Viennæ die* 30. *Novembris* 1707. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 149. Sec. Edit.]

SACRÆ Cæſareæ Majeſtati, Domino Noſtro Clementiſſimo, ex porrectis a Domino Ablegato Lotharingico, Libellis Memorialibus humillime relatum eſt, inopinatum & grave accidiſſe Sereniſſimo Domino Duci Lotharingiæ, quod Ducatum Montisferrati ſine facto & conſenſu ſuo in Sereniſſimum Sabaudiæ Ducem per Tractatus Fœderis à Sacra Cæſarea Majeſtate, & ejus Dominis Fœderatis cum illo initos tranſlatum eſſe intelligat, petereque eundem Sereniſſimum Dominum Ducem Lotharingiæ, ut cum ſucceſſio Montisferrati ſibi poſt futura Mantuani Ducis fata non uno titulo indubitatè competat, Sacra Cæſarea Majeſtas ejus Inveſtituram vel ſibi benignè concedere, vel illam ſaltem, uſque dum de Æquivalente conventum, & de ejuſdem ſecura ſtabilique poſſeſſione proſpectum ſatis fuerit, Domino Duci Sabaudiæ denegare, & deſuper Decretum aſſecuratorium ſibi impertiri benignè velit.

Petitione hac maturè perpenſâ juſſit Sacra Cæſarea Majeſtas non celari Sereniſſimum Dominum Ducem, quod poſtquam ſtatim a morte Regis Hiſpaniarum Caroli Secundi pientiſſimæ recordationis, Sacri Romani Imperii hoſtes univerſam Italiam, ſicque etiam Ducatus Mantuæ & Montisferrati adjuvante Mantuani Ducis perfidiâ & perduellione occupaſſent, exercituſque Cæſareus immenſis ſumptibus illuc miſſus hæc Imperii Feuda integro amplius biennio fruſtra vendicare conatus eſſet, Auguſtiſſimus Imperator & Parens ſuus Leopoldus glorioſiſſimæ Memoriæ haud aliud ea recuperandi ſibi & Imperio medium ſupereſſe ratus fuerit, quam ut prædictum Dominum Ducem Sabaudiæ in Societatem armorum pertraheret, ideoque cum illo Fœdus, quo inter cætera Ducatus Montisferrati ceſſio, in ipſum, & Succeſſores illius Maſculos continetur, annis circiter abhinc quatuor concluſerit, ſubſecutis deinde Potentiarum Colligatarum Fœderibus, & Guarantiâ ut vocant ſeu fidejuſſione firmatum, ut proinde non videat Sacra Cæſarea Majeſtas, quo modo aut hujus Pacti juſtitiam ſeu probabilitatem nunc in dubium revocare poſſit, aut conditionis hujus implementum recuſare.

ANNO 1707. Quemadmodum tamen probè novit defuncti Auguſtiſſimi Genitoris ſui mentem ſemper fuiſſe, ut quidquid alias obtendi poſſet, Sereniſſimus Lotharingiæ Dux ex ea ceſſione, & Mantuani Ducis felonia, quam minimum detrimenti caperet, dictique Ducatus jactura ipſi aliunde reſarciretur, ita & pro arctiſſimo ſanguinis vinculo, & intimo, quo Sereniſſimum Ducem a teneris complectitur, amore & benevolentia, nec non immortalium ejuſdem Sereniſſimi Parentis in Chriſtianum & Auſtriacum nomen, meritorum indelebili memoriâ, omnem operam, curam, conatus, armis, conſiliiſque una cum Dominis Fœderatis ſeſe adhibiturum ſpondet, ut eidem Sereniſſimo Domino Duci in vicem & compenſationem dicti Ducatus æquivalentis valoris Provincia in futuro Pacis Tractatu aſſignetur, & tradatur, deque ſecura & perpetua ejuſdem poſſeſſione omni humano modo caveatur. In cujus Declarationis majus robur Sacra Cæſarea Majeſtas præſens Decretum Sereniſſimo Domino Duci conſignari voluit, eidem Gratiæ & Benevolentiæ Suæ Cæſareæ affectum prolixiſſimè confirmans. Signatum Viennæ ſub altiſſimè dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Sigillo ſecreto die trigeſimâ menſis Novembris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſeptimo.

(L. S.) FRED. CAROL., *Comes de Schönborn.*

C. L. CONSBRUCK.

LXXXI.

1708. 18. Janv. **Vollmacht Frauen Dorothea Maria vermählter Hertzogin zu Sachſſen-Meinungen / und gebohrner zu Sachſſen-Gotha / vor dero Herrn Brudern Fridrich Hertzog zu Sachſſen-Gotha / zu empfahung der ihr zukommenden ratæ von der / nach dero Frauen Schweſtern Johanna vermählt-geweſter Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz / verbliebenen Verlaſſenſchafft. Geben Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IV. pag. 625.]**

C'eſt-à-dire.

Plein-Pouvoir de DOROTHE'E MARIE *Ducheſſe de Saxe-Meiningen, née Ducheſſe de Saxe-Gotha à ſon Frere* FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en ſon nom la portion qui lui apartient de la ſucceſſion de feue ſa Sœur* JEANNE *Ducheſſe de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg dans le Château d'Ehrnbourg le* 18. *Janvier* 1708.

WIR GOttes Gnaden wir Dorothea Maria / gebohrne und vermählte Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meißen / gefürſtete Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Marck und Ravensberg / Frau zu Ravenſtein und Tonna ꝛc. vor Uns und Unſere Fürſtl. Erben und Erbnehmen / Uhrkunden hiermit: Demnach durch jüngſt erfolgtes Hochſeel. Ableiben des weyl. Durchl. Fürſten / Unſers freundlich geliebten Herrn Schwagers / Herrn Adolph Friedrichs zu Mecklenburg-Strelitz Liebden / der zwiſchen dieſem und dem Fürſtl. Sachſen-Gothaiſchen Hauſe / wegen der daſelbſt geweſenen Hertzogin / Unſer auch in GOtt ruhenden Frau Schweſter Liebden ſchon ehehin proviſionaliter verſehene Fall nach GOttes heiligen Rath ſich würcklich ereignet / und der auch Durchl. Fürſt / Unſer freundl. geliebter Bruder und Gevatter / Herr Friedrich / Hertzog zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgraffe in Thüringen / Marggraffe zu Meißen / gefürſteter Graffe zu Henneberg / Graf zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenſtein und Tonna / ſich gegen Uns dahin Freundbrüderl. erkläret / bey nunmehriger Urgir- und Erhebung Ihrer daher habender Forderung auch ſo viel als Uns zu Unſerer rata daran zukommet / mit beſorgen und einbringen zu laſſen / und wir denn ſolch Freund-brüderl. Offertum zu Freund-ſchweſterl. Danck angenommen. Als geben Ihro Lbden. wir hierdurch volle Macht und Gewalt / daß ſie bey hier nechſter Eintreibung ihrer dißfalßigen Prætenſion auch Unſern Antheil mit beſorgen und einheben laſſen / auch ſtatt Unſerer darüber quittiren ſollen und mögen; Allermaſſen alles das / was Ihr. Lbd. hierunter unſerentwegen thun und verrichten werden / wir als von Uns ſelbſt geſchehen / vor genehm achten und halten wollen: In deſſen Uhrkundt wir dieſe ausgeſtellte Vollmacht eigenhändig unterſchrieben / und mit Unſern Fürſtl. Siegel bekräfftiget. So geſchehen Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708.

L. S.

Dorothea Maria H. Z. S.

ANNO 1708. **Vollmacht Frauen Anna Sophia gebohrner Hertzogin zu Sachſſen-Gotha / und vermählter Gräfin zu Schwartzburg / dero Herrn Brudern Hertzog Fridrich zu Sachſſen-Gotha ertheilet / womit derſelbe dero contingent / von dero Frauen Schweſter Johanna vermählt geweſter Hertzogin zu Mecklenburg / Verlaſſenſchafft empfangen möge. Geben Panlin Zella den 8. Juny 1708. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IV. pag. 624.]** 8. Juin.

C'eſt-à-dire,

*Plein-Pouvoir d'*ANNE SOPHIE *née Ducheſſe de Saxe-Gotha, & mariée Comteſſe de Schwartzbourg à* FRIDERIC *ſon Frere Duc de Saxe-Gotha pour recevoir en ſon nom ſa portion competente de la Succeſſion de feu la Ducheſſe de Mecklenbourg ſa Sœur. A Panlin Zelle le* 8. *Juin* 1708.

WIR Anna Sophia / gebohrne Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meiſſen / gefürſtete Gräfin zu Henneberg / vermählte Gräfin zu Schwartzburg und Hohnſtein / Frau zu Arnſtadt / Sondershauſen / Leutenberg / Lohra und Clettenberg / vor Uns und Unſere Erben / Uhrkunden hiermit / daß als der Durchl. Fürſt / Herr Friedrich / Hertzog zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgraf in Thüringen / Marggraff zu Meißen / gefürſteter Graff zu Henneberg / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenſtein und Tonna ꝛc Unſer freundlich geliebter Herr Bruder / nach erfolgten Abſterben des Hertzogs von Mecklenburg-Strelitz Hochſeel. Lbd. gemeinet ſind / wegen derer bey Vertheilung Unſer in GOtt ruhenden Schweſter / geweſenen Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz Lbd. Verlaſſenſchafft unter denen receſſirten 30000. Thl. Rückfalls-Geldern mit enthaltenen 1000. Thl. Morgengabs- und Nachſchuß-Geldern gehöriges Orts ſchrifftlich / auch da nöthig / durch Abſchickung / mündliche Erinnerung thun zu laſſen / wir ſolchem nach Unſers hochgeb. Herrn Bruders Lbd. Freund-ſchweſterlich erſuchet / die Ein-

ANNO 1708. Einbringung Unſers dießfallßigen Contingents mit beſorgen zu laſſen / geſtalten den mehr hochged. Se. Lbd. ſich auch hierzu Freund-brüderl. und willig anerkläret haben; wir erſuchen dieſelbe demnach / und überlaſſen Ihro Krafft dieſes die Einbringung des obgedachten Uns hierunter zukommenden Contingents dergeſtalt / daß Se. Lbd. ſolches in Unſern Namen / mit in Empfang zu nehmen / darüber zu quittiren / und dabey an Unſer Statt dasjenige zuthun / oder durch dero künfftige abgeordnete thun zu laſſen belieben mögen / was die Nothdurfft hierunter allenthalben erfordert / und wir ſelbſt thun und verrichten könten; Allermaſſen wir hierzu Sr. Lbd. vollkommenen Poteſtät hierdurch überlaſſen / und was dieſelbe hierunter unſertwegen thun und verrichten werden / für genehm achten wollen. Uhrkundlich iſt dieſe Vollmacht eigenhändig unterſchrieben und beſiegelt worden So geſchehen Panlin Zella, den 8. Juny 1708.

(L. S.)

Anna Sophia G.H Z.S.V.G.Z.S.V.H.

16. Juin. Vollmacht Frauen Friderica Fürſtin zu Anhalt-Zerbſt / gebohrner Hertzogin zu Sachſen-Gotha / dero Herrn Brudern Hertzog Friedrich ertheilet / daß ſelbter die ihr zu kommende portion / von der / nach dero Frauen Schweſter Johanna vermählt geweſter Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz / hinterlaſſenen Verlaſſenſchafft / und Rückfalls-Gelder / im nahmen ihrer einbringen möge. Geben Zerbſt den 16. Juny 1708. [LUNIG. Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. continuat. II. Abſatz. VI. pag. 625.]

C'eſt-à-dire,

Plein-Pouvoir de FRIDERIQUE *Princeſſe d'Anhaldt-Zerbſt, née Ducheſſe de Saxe-Gotha, ſur ſon Frere* FREDERIC *pour recevoir en ſon nom la portion qui doit lui revenir de la ſucceſſion de ſa defuncte Sœur, Ducheſſe de Mecklenbourg. A Zerbſt le 16. Juin* 1708.

VON GOttes Gnaden Friderica, Fürſtin zu Anhalt / Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / Engern und Weſtphalen / gebohrner Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / Gräfin zu Aſcanien / Frau zu Zerbſt / Bernburg / Jever und Kniphauſen ꝛc. Uhrkunden hiermit: Demnach durch den unvermutheten Todt des weyland Durchl. Fürſten Herrn Adolphs Friedrichs / Hertzogen zu Mecklenburg-Strelitz / Chriſtſeel. Andenckens Lbd. die von Unſer in GOtt ruhenden Frauen Schweſter / der weyland Durchl. Fürſtin / Frauen Johannen / Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz eingebrachte Ehe-Gelder / vermöge deßhalber auffgerichteten Receſſus, nunmehr zurück fallen / und zum Theil auff Uns verfället worden; Als geben Unſern freundlich geliebten Herrn Bruders Lbd. dem Durchl. Fürſten / Herrn Friedrichen / Hertzogen zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / mit Vollmacht Unſers hertzlich vielgeliebten Herrn Gemahls und Vormundts / Fürſt Johann Auguſts zu Anhalt Lbd. wir hiemit völlige Macht und Gewalt / daß hochermeldte Sr. Lbd. ſothane Gelder Unſerntwegen an den Fürſtl. Strelitziſchen Hoffe einheben / darüber quittiren / und alles andere / was in ſothanen negotio nöthig ſeyn wird / thun können und mögen; wie wir denn alles dasjenige / was mehr hochermeldtete Sr. Lbd. in ſothaner Angelegenheit thun / handeln / ſchlieſſen und verrichten werden / genehm halten wollen / getreulich ſonder Gefehrde / uhrkundlich haben nebſt obgedachten Unſerm Herrn Gemahl wir dieſe Vollmacht eigenhändig unterſchrieben / und mit Unſern Fürſtl. Inſiegel bedrucken laſſen. So geſchehen Zerbſt den 16. Juny 1708. ANNO 1708.

Friderica H. Z. A. H. H. Z. S.

(L. S.)

Johann Auguſt / H. Z. S. in ehelicher Vormundſchafft.

(L. S.)

LXXXII.

Decret de la Reine de la GRANDE BRETAGNE *en faveur de S. A. R. de* LORRAINE, *promettant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniſer de la perte du Duché de Montferrat, & lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehal le 6. Septembre* 1708. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 152] 6. Sept.

LE Memoire de l'Envoyé Extraordinaire de Mr. le Duc de Lorraine, ayant été preſenté à Sa Majeſté la Reine, par lequel il demande au Nom dudit Duc ſon Maître, que Sa Majeſté veuille bien en conformité de la Garantie, qu'Elle a donnée du Traité conclu à Turin entre feuë Sa Majeſté Imperiale, & Mr. le Duc de Savoye le 8. Novembre 1703. lui donner par un Acte authentique des aſſurances, qu'Elle tâchera de procurer audit Duc de Lorraine un Equivalent pour le Duché de Montferrat, & un dédommagement pour la perte qu'il ſouffre par la Non-joüiſſance dudit Duché; Sa Majeſté ayant conſideré ledit Memoire, a ordonné qu'on faſſe la Déclaration ſuivante.

Que quoique Sa Majeſté la Reine ait déja donné audit Duc de Lorraine de fortes aſſurances de ſes bonnes intentions ſur ce qui le regarde, & particulierement par une Lettre écrite à St. James le 14. du mois de Mars paſſé; Neantmoins Sa Majeſté pour faire voir audit Duc la veritable diſpoſition où Elle eſt à ſon égard, & l'attention qu'Elle a pour les inſtances reïtérées qu'il vient de faire par ſon dit Envoyé Extraordinaire, renouvelle encore ſes aſſurances de la maniere la plus ferme. Et comme Elle s'eſt engagée de garantir ledit Traité de point en point, Elle ne manquera pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les interêts dudit Duc de Lorraine, & ſes pretentions à une Indemnité juſte & raiſonnable pour le Duché de Montferrat, conformement à l'Article cinquieme dudit Traité. Et que Sa Majeſté eſt ſi éloignée de ſouffrir qu'on lui faſſe le moindre tort touchant ſes pretentions, & Droits legitimes, qu'Elle eſt prête dès à preſent à prendre les meſures neceſſaires avec Sa Majeſté Imperiale, & Leurs Hautes Puiſſances Meſſieurs les Etats Généraux pour regler, & déſigner un équivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte, que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par ſa Non-joüiſſance depuis la mort du Duc de Mantouë, & ſi les conjonctures preſentes ne ſe trouvent pas aſſez favorables pour déſigner ladite Indemnité, Sa Majeſté la Reine déclare, qu'Elle a tant d'eſtime, & d'amitié pour ledit Duc de Lorraine, & une conſideration ſi particuliere pour ſes pretentions ſuſdites, qu'Elle s'intereſſera efficacement avec ſes autres Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la ſatisfaction, & le dédommagement poſſibles, de quoi ledit Duc peut être fermement aſſuré, comme d'une choſe, que Sa Majeſté fera autant par inclination, que par ſes engagemens.

A Whitehall ce 6. Septembre 1708.

H. BOYLE.

ANNO 1708. 1. Dec.

LXXXIII.

Tractaat van Vrede, Navigatie, en Commercie, tuſſchen Haare Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, *en de Baſſa, Dey, Bey, Raadt en Divan van de Regering van* TUNIS, *gedaan en geſloten op de voet der oude Tractaten van Vrede, met byvoeging van verſcheide nieuwe voordeelen; Getekent tot Tunis door de Regering den* 24. *Maart* 1704. *Geaccepteert en Geratificeert door Haar Hoogh Mog. in 's Gravenhage den* 1. *December* 1708. Nevens *vier Artykels van Verklaringen, in de Acceptatie van Haar Hoog Mog. ingevoegt.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.]

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden. Allen den geenen die deſen ſullen ſien, Salut. Alſoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriſeert tot het ſluyten van de Vrede met de Regering van Tunis, van daar weder gekomen zynde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaet, daer by de Vrede tuſſchen Ons, en den Baſſa Dey en Bey, neffens die van den Rade, Divan en Edelen van het Koningryck van Tunis, werd vernieuwd, in diervoegen, als het Translaet van het voorſz. Tractaet in de Nederduytſche tale hier na van woorde te woorde ſtaet geinſereerd.

In de Name Gods, die gelooft zy.

HY is de magtige, de barmhertige die de Weereld en alle dat aaſſem heeft, geſchapen heeft, en weder daar van naar zyne goedertierentheyt diſponeert, die het ligt en de duyſterniſſe form heeft gegeven. Die de ſuperben na zyn welbehagen ſtraft. Hy is den Almagtigen Koning boven alle Koningen zonder van ymand te dependeren. Gezegent zy zynen heyligen naam.

Hoog Mogende Heeren de Staten Generael.

ALhier is den voortreffelyken Juda Cohen onzen Envoyé van Tripoly en Algiers gearriveerd, en heeft ons gepreſenteert uwen Hoog Mo. Credentiael met volle magt om de Vreede met deſe drie Regeringen te tracteren en ſluyten, zynde verblyd, dat aen uw Hoog Mog. den voorſz. Envoyé aengenaem is geweeſt.

Ik Ibraim Serif Baſſa Dey, en Bey, neffens die van mynen Rade, Divan en Edelen met eenparige ſtemmen hebben goedgevonden te tracteren, ajuſteren en ratificeren, met den voorſz. voortreffelyken Juda Cohen in voegen als voren de Vreede met de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden onze en deſſelfs Onderdanen op denſelven voet als de laatſte voorgaande reys is geſlooten, en daar en boven geamplieerd met de volgende Articulen op inſtantien van den voortreflyken Juda Cohen toegeſtaan; aennemende op het arrivement van den Schepen der Hoog Mog. Heeren Staten Generael, den Oorlog te declareren aen alle derſelver vyanden, en hen, onder Godes hulp, te helpen verdelgen, naar ons vermogen.

I. Vooreerſt werd toegelaten aen alle de Hollandſche Schepen 't zy van Oorlog, Commiſſie-Vaarders als Koopvaardy-Schepen, de Havens van deſe onzen Koninckryk, vry en liber te frequenteren, zonder eenige laſten te betalen.

II. Dat wanneer de Oorlogs-Vloten van den Staat der Vereenigde Nederlanden in de Havens van dit Ryk ſullen komen te arriveren, ſullen ſig mogen voorſien van alle nodige behoeften, als Brood, Oly, Taruw, Vleeſch, en alle het geen verders nodig ſullen hebben, niets uytgezondert.

III. Dat alle zodanige behoeften, die de Regering van Tunes en deſſelfs Onderdanen ſullen nodig hebben, geen uytgezondert, uyt de Landen van de Heeren Staten Generael by onſe Ingezetenen zullen mogen werden gehaalt en hier gebragt en a couranten prys mogen ingekogt werden.

IV.

ANNO 1708. 1. Dec.

LXXXIII.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & le Bacha, Dey, Bey, Conſeil & Divan de la Regence de TUNIS, fait & conclu ſur le pied des anciens Traitez de Paix, avec addition de divers nouveaux avantages. Signé à Tunis de la part de la Regence le 24. Mars 1704. Accepté & Ratifié par Leurs Hautes Puiſſances à la Haye le 1. Decembre 1708. *Avec* Quatre ARTICLES d'Explication, inſerés dans l'Acceptation de Leurs H. P.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autoriſé par Nous pour conclurre la Paix avec la Regence de Tunis, étant de retour de là, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix eſt renouvellée entre Nous & le Bacha, Dey, Bey, Conſeil, Divan & Nobles du Royaume de Tunis, de la maniere comme la Traduction dudit Traité eſt inſerée ci-après mot pour mot.

Au Nom de Dieu, qui ſoit loué.

IL eſt le puiſſant, le miſericordieux, qui a créé le Monde & tout ce qui reſpire, & qui en diſpoſe ſelon ſon bonplaiſir; qui a formé la lumiere & les tenebres; qui punit les ſuperbes ſelon ſa volonté. Il eſt le Roi tout-puiſſant par deſſus tous les Rois, ſans dépendre de perſonne. Son ſaint Nom ſoit loué.

Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux.

L'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, eſt arrivé ici de Tripoli, & d'Alger, & nous a preſenté vos Lettres de Créance avec Plein-pouvoir de traiter & conclure la Paix avec ces trois Regences. Nous ſommes ravis que ledit Envoyé ait été agreable à Vos Hautes Puiſſances.

Nous Ibrahim Serif Bacha, Dey & Bey, avec ceux de notre Conſeil, Divan & Nobles, avons trouvé bon d'une commune voix, de traiter, ajuſter & ratifier avec ledit Excellent Juda Cohen la Paix avec L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, entre nos Sujets & les leurs, ſur le même pied que la precedente derniere a été concluë, & outre cela l'avons amplifiée par les Articles ſuivans aux inſtances de l'Excellent Juda Cohen, nous engageant de déclarer, à l'arrivée des Vaiſſeaux de L. H. P., la Guerre à tous leurs ennemis, & d'aider avec le ſecours de Dieu à les détruire ſelon notre pouvoir.

I. Premierement, on permet à tous les Vaiſſeaux Hollandois, tant de Guerre, qu'Armateurs & Vaiſſeaux Marchands, de frequenter les Ports de notre Royaume librement & ſans payer aucuns Droits.

II. Que lorsque les Flotes de Guerre de L. H. P. viendront à arriver dans les Ports de ce Royaume, elles pourront ſe fournir de vivres neceſſaires, comme Pain, Huile, Bled, Chairs, & de tout ce dont ils auront beſoin de plus, rien d'excepté.

III. Que nos Habitans pourront aller querir dans les Païs de L. H. P. & apporter ici toutes les choſes néceſſaires dont la Regence de Tunis & ſes Sujets auront beſoin, nulles exceptées, & pourront en faire l'achat au prix courant.

IV.

ANNO 1708.

IV. De Onderdanen van de Heeren Staten Generael, in de Landen onder onze gehoorsaamheyt komende sullen haren handel vry en neffens de Ingezetenen mogen dryven in alle soorten van Waaren, en in hare Persónen en vryheden werden gemainteneerd.

V. Als mede wanneer de Onderdanen van de Heeren Staten in de Havens van onze Regering, eenige Waaren mogten hebben ingebragt, dezelve, naar haar genoegen niet konnende verkopen, als dan sullen die weder mogen uytvoeren naar andere Gewesten, mits betalende de helft van de regten, die gereguleerd sullen werden, zoo als de Engelsche Natie betaalt.

VI. Dat in cas eenige van onze Onderdanen, aen boord van Fransche, ofte van andere Schepen in Oorlog met de Heeren Staten Generael zynde, bevonden mogten werden, sullen by haere Onderdanen, in cas van verovering niet mogen gedetineerd werden, maar neffens hare effecten aen Landt en in vryheyt gestelt werden, mits betalende de vragten die van haar bedongen waren.

VII. Dat wanneer de Schepen van onze Onderdanen en die van de Heeren Staten malkanderen sullen rencontreren in Zee, sullen haere Schepen moeten uytzetten, en met twee Man aen malkanderens boord senden met de Paspoorten en die wederzyts geexamineert zynde, sullen yder in Vrede hare route vervolgen.

VIII. Gebeurende, dat eenig Schip of Schepen toebehoorende de Onderdanen van de Heeren Staten Generael op de Kust van onze Domeinie quamen te stranden (dat Godt verhoede) in zodanigen geval, zal Schip en Goed zodanig als geborgen zal zyn, gehouden werden ter dispositie van de eygenaars, zonder dat ymand anders yets zal mogen prætenderen, en in gelyk geval sullen de Onderdanen van ons Ryk van Tunes, in de Landen van de Heeren Staten Generael op de eyge manier werden behandelt.

IX. In cas eenige Hollandsche Schepen by die van Tunes komende, en onder een andere vreemde vlag sig in bataille begaven met die van onze Onderdanen verovert werden, zal zyn en blyven voor goeden prys, Schip en Goed, en het Volk als Slaven; en op den eygen voet sullen de Onderdanen van Tunes by die van de Heeren Staten Generael, in gelyck geval werden getracteert.

X. Gebeurende dat de Onderdanen van Tunes eenige Scheepen van andere Natie quamen te veroveren en in deselve eenige Vassallen van de Heeren Staten Generael wierden bevonden zodanige Passagiers met alle haere Goederen daar in geladen, naer inhout van haar Paspoort, sullen vry zyn, te weten op Koopvaerdye-Schepen, en geen Commissie-Vaerders, reciproquelyk en in gelyck geval zal werden gehandelt de Onderdanen van Tunes door de Vassallen van de Heeren Staten Generael.

XI. En in cas dat een Hollandsch Koopman in de Landen van Tunes wonende, quam te failleren, voor de schulden van de Ingezetenen van Tunes, zal den Hollandschen Consul daar over niet mogen werden aengesprooken.

XII. Gebeurende, dat in de Landen van Tunes eenige Koopluyden van de Hollandsche Natie kwam te sterven zonder Testament, zal desselfs nalatenschap by niemand mogen werden geprætendeerd, maar die, onder behoorlyke inventarisatie door Notaris en Getuygen, in handen, en onder den Consul werden bewaard, tot den tyt, dat de Heeren Staten Generael daar over sullen komen te disponeren, ten behoeve van die geen, daar toe geregtigt sullen vinden.

Op de bovenstaande conditien, naer deselve wel te hebben geexamineert, hebben de Vreede getracteert, geconcludeert en geratificeerd met den voortreflyken Envoyé Juda Cohen, als by Ons geconcludeert en geratificeerd werd by desen.

Zynde de regalen die door den voorsz. Juda Cohen van uw Hogg Mog. komen te versoeken, alleen om te voldoen aen de Usantie, van ouds by onze Voorzaten gebruykt; verhopende dat uw Hoog Mo. die niet zullen ophouden, als by de laatste reys is geschied, met detentie van onzen Envoyé den tyt van vier jaar, naar welkers verloop, denselve in diepe schulden alhier is gekomen; vertrouwende dat uw Hoog Mog. den voorsz. Juda Cohen onsen Envoyé beter en spoediger als voor desen zult tracteren en expedieren zynde by het Instrument van het sluyten deses Tractaets van Vrede, en alhoewel een Inboorling deser Landen zig getoond, en aen dit Hof

ANNO 1708.

IV. Les Sujets de L. H. P. venant dans les Pais de notre Obéissance, pourront faire leur Commerce en toutes sortes de Marchandises librement avec nos Habitans; & seront maintenus en leurs Personnes & Libertez.

V. De plus, lorsque les Sujets de L. H. P. ayant apporté dans les Ports de notre Regence quelques Marchandises, & ne pouvant les vendre à leur contentement, alors ils pourront les transporter en d'autres Pais, en payant la moitié des Droits, qui seront reglez comme la Nation Angloise paye.

VI. Qu'en cas que quelques uns de nos Sujets se trouvent à bord des Vaisseaux François ou d'autres Nations étant en Guerre avec L. H. P. ils ne seront pas, en cas de prise, detenus par les Sujets de L. H. P. mais ils seront mis à terre & en liberté avec leurs effets, en payant le Fret accordé avec eux.

VII. Que lorsque les Vaisseaux de nos Sujets & de ceux de L. H. P. se rencontreront en Mer, ils devront s'envoyer reciproquement à bord deux Hommes avec les Passeports, qui étant examinez de part & d'autre, chacun poursuivra librement sa route.

VIII. S'il arrivoit, que quelque Vaisseau ou Vaisseaux, appartenant aux Sujets de L. H. P. venoient à échouer sur les Côtes de notre Domaine, ce qu'à Dieu ne plaise, en ce cas-là le Vaisseau & les Effets qu'on aura sauvé, seront à la disposition des Proprietaires, sans que qui que ce soit y puisse rien pretendre; & en un pareil cas, les Sujets de notre Royaume de Tunis seront traitez de la même maniere dans les Pais de L. H. P.

IX. En cas que quelques Vaisseaux Hollandois venant à s'approcher des Vaisseaux de Tunis, & ayant arboré un Pavillon étranger à se battre contre les nôtres, s'ils sont pris par nos Sujets, ces Vaisseaux & leurs effets seront & resteront de bonne prise, & les Hommes faits Esclaves; & en pareil cas les Sujets de Tunis seront traitez de la même maniere par ceux de L. H. P.

X. S'il arrive que les Sujets de Tunis se rendent Maitres de quelques Vaisseaux d'autres Nations, & qu'on y trouve quelques Sujets de L. H. P. tels Passagers seront libres avec tous leurs effets qui s'y trouveront conformement à la teneur de leur Passeport, sçavoir sur des Vaisseaux Marchands mais non pas Armateurs; & les Sujets de Tunis seront en pareil cas traitez de même par les Sujets de L. H. P.

XI. Et en cas qu'un Marchand Hollandois, Habitant dans le Royaume de Tunis, vint à faire faillite, le Consul Hollandois ne pourra pas en répondre ni être inquieté pour les debtes des Habitans de Tunis.

XII. S'il arrivoit que quelque Marchand de Nation Hollandoise vint à déceder dans les Pais de Tunis sans Testament, les Biens qu'il aura laissez ne pourront être prétendus de personne, mais ils seront remis au Consul, après en avoir fait un Inventaire duement dressé par un Notaire & des Temoins, pour les garder jusqu'à ce que L. H. P. en ayent disposé en faveur de ceux qui y auront un droit legitime.

Sous ces susdites Conditions, après les avoir bien examinées, nous avons traité, conclu & ratifié la Paix avec l'Excellent Envoyé Juda Cohen, comme en effet nous la concluons & ratifions par ces presentes.

Les Droits regaliens, que nous demandons à Vos H. P. par ledit Juda Cohen, n'étant que pour suivre la coûtume établie d'ancienneté par nos Predecesseurs; esperant que Vos H. P. ne les suspendront pas, comme cela est arrivé la derniere fois, en retenant notre Envoyé l'espace de quatre ans, après lequel tems il est retourné ici chargé de dettes; nous flatant que Vos H. P. traiteront mieux & expedieront plûtôt que ci-devant ledit Juda Cohen notre Envoyé, qui est l'Instrument de la conclusion de ce Traité de Paix; & quoi que natif de ce Pais, il s'est montré & comporté à notre Cour

ANNO 1708. Hof geëvertueerd als een Voorſtander van de Hollandſche Natie, hebbende door zyne aengenamen Conduite ons geperſuadeert en gebragt tot het amplecteren van zodanige Pointen in het Tractaet, als nooyt by Ons nog onze Voorzaten zyn toegeſtaan, waar toe wy ons ſelve hebben laten bewegen om hem te complaceren.

; Bidden aen den Groten en magtigen Godt die Hemel en Aarde geſchapen heeft, dat zyne Goddelyke Majeſt. ons conſervere in eene eendragtige Vreede, en verleene voorſpoed jegens onze vyanden. Men geeft nog aen den voortreflyken Juda Cohen onzen Envoyé, pouvoir om onſenthalven verders te handelen en te doen al het geen geraden zal vinden, als of hy was onze eige Perſoon, met eenparig conſent van allen onzen Rade, Hoge en Lagen Adel.

Deſe is de Copie van de Articulen van Vrede en deſſelfs Ratificatie tuſſchen het Ryk van Tunes en de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, overgeſet van woord tot woordt, uyt de Arabiſche Tael, op ordre van den Excellenten Baſſa Ibrahim Serif Dey en Bey, den Divan en het Hof met deſſelfs Raden heden 24. Maart 1704.

Volgt de Certificatie van den Engelſchen Conſul.

JOhn Goddard Agent voor haere Majeſteyt van Groot Brittannien &c. en Conſul Generael in deſe Stadt en Koningryk van Tunes, certificere by deſen, dat de bovenſtaende Schriften zyn Articulen van Vreede, geaccordeert tuſſchen ſyne Excellentie Ibrahim Baſſa Dey en Bey, geſamentlyk met den geheelen Divan van deſe Stadt en Koningryk van Tunes ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, voor haar Hoog Mog. ter andere zyde, dewelke is gezegelt met haere reſpective Zegels van de Hooggemelte zeer Excellente Heeren. Gegeven op haar verſoek in Tunes den 23. Maart 1704.

Was getekent,

J. GODDARD.

En nademaal wy om wegh te nemen eenige duyſterheden, van gemelten Envoyé Juda Cohen verſogt hebben zyne verklaring op de vier volgende Pointen, daar op hy gegeven heeft de verklaringen in Margine van yder Point ſtaande geannoteerd. Zoo als volgt.

Declaration van den Envoyé Juda Cohen.

1.

Den Ondergeſchreven verklaart dat dit Point alzoo zal geobſerveert werden, dog niet anders als bevonden werdende de cognoſcementen by de Goederen in het voorſz. vyandlyk Schip, en daer by gedeclareert te zyn, voor rekening van den Onderdanen van deſen Staat.

2.

Verklaart den Ondergeſchreven alzoo geobſerveert ſal werden vermits uytdruckelyck heeft geaccordeert, dat de Onderdanen van deſen Staat van alle voordelige vryheden die aldaer by andere Natien werden genoten, ſullen profiteren.

3. Ver-

Pointen waar op het Declaratoir is verſogt.

1.

Eerſtelyk, dat de vrydom dewelke by het Art. 6, en 10. van het voorſz. Tractaet geaccordeert is aen den Onderdanen van den Staat met haere Goederen op vyandelyke Schepen gevonden werdende, ook plaats zal hebben ten opſigt van den Goederen van deſelve Onderdanen ſchoon deſelve by haere Goederen niet præſent zouden mogen zyn.

2.

En ten tweeden, dat van Goederen, door de Ingeſetenen van deſen Staat aldaar werdende ingevoert, en van daar werdende uytgevoert, geene andere regten ſullen werden betaelt, als door de Engelſche: namentlyck drie percent, van de ingevoert werdende Koopmanſchappen.

3. En

Cour comme Protecteur de la Nation Hollandoiſe; nous ayant par ſa bonne conduite perſuadé & porté à accepter de tels Points, que nos Ancêtres ni Nous n'avons jamais accordé, & nous nous ſommes laiſſez perſuader pour lui complaire. ANNO 1708.

Nous prions le grand Dieu tout-puiſſant, Créateur du Ciel & de la Terre, que ſa Majeſté divine nous veuille conſerver dans une Paix durable, & nous faire proſperer contre nos Ennemis. On donne encore à l'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, le Pouvoir de traiter de notre part outre ce ci-deſſus, & de faire tout ce qu'il jugera expedient, comme s'il étoit notre propre Perſonne, du conſentement unanime de tout notre Conſeil, de toute notre Nobleſſe haute & baſſe.

Cette preſente eſt la Copie des Articles de Paix & de ſa Ratification entre le Royaume de Tunis & L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, traduite mot à mot de la Langue Arabe, par ordre de l'Excellent Bacha Ibrahim Serif, Dey & Bey, le Divan & la Cour, avec ſes Conſeillers. Aujourd'hui ce 24. Mars 1704.

Suit le Certificat du Conſul Anglois.

JEan Goddard Agent de Sa Majeſté de la Grande Bretagne &c. & Conſul General dans cette Ville & Royaume de Tunis, certifie par la preſente que les Ecrits ci-deſſus ſont des Articles de Paix accordée entre ſon Excellence Ibrahim Bacha, Dey & Bey, enſemble tout le Divan de cette Ville & Royaume de Tunis d'une part, & entre le Sieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas pour L. H. P. d'autre part, laquelle eſt ſcellée des Sceaux de leurs-dites Excellences. Fait à leur requiſition à Tunis ce 23. Mars 1704.

Etoit Signé,

J. GODDARD.

Et comme pour lever quelques obſcuritez, nous avons demandé audit Envoyé Juda Cohen ſon explication ſur les quatre Points ſuivans, il nous l'a donnée placée à la marge de chaque Point, comme il ſuit.

Eclairciſſement de l'Envoyé Juda Cohen.

1.

Le ſouſſigné déclare que ce Point ſera obſervé de cette maniere-là, mais pas autrement que lorſqu'on y trouvera les Connoiſſemens des effets, qui ſont dans les Vaiſſeaux ennemis, avec la declaration jointe que ces effets ſont pour le compte de Sujets de L. H. P.

2.

Le ſouſſigné declare que cela s'obſervera ainſi, d'autant qu'il a été accordé expreſſement, que les Sujets de L. H. P. profiteront de toutes les Libertez avantageuſes dont y jouiſſent les autres Nations.

3. De-

Points ſur leſquels on a demandé explication.

1.

Premierement que la liberté & immunité accordée par les Art. 6. & 10. du ſuſdit Traité aux Sujets de L. H. P. trouvez avec leurs effets ſur des Vaiſſeaux ennemis, aura auſſi bien lieu pour les effets des mêmes Sujets, quand même ils ne ſeroient pas preſents en Perſonne près de leurs effets.

2.

En ſecond lieu, que pour les effets que les Sujets de L. H. P. y auront fait entrer, & en auront fait ſortir, on n'en payera pas d'autres Droits, que les Anglois en payent; Sçavoir trois pour cent pour les Marchandiſes qu'on y aura fait entrer.

3. Et

ANNO 1708.

3.

Verklaart alzoo geobſerveert zal werden, alzoo by het Tractaet is bedongen, en wel expreſſelyck geaccordeert, dat de Onderdanen van den Staat ſullen betalen zoo als de Engelſche by het ſluyten van de Vreede hebben betaalt, en niet zoo als namaels ſullen komen te betalen.

3.

En dat die alzoo geſtelde regten ſullen blyven niet tegenſtaande deſelve, ten opſigte van Engelſche naderhandt verkogt zouden moogen werden.

3.

Declare que cela ſera obſervé de même, parce qu'on a ſtipulé dans le Traité & accordé bien expreſſement que les Sujets de L. H. P. payeront comme les Anglois ont payé lors de la Concluſion de la Paix, & non pas comme ils viendroient à payer dans la ſuite.

3.

Et que ces Droits ainſi établis ſubſiſteront, quand même par rapport aux Anglois les Droits viendroient à être hauſſez dans la ſuite.

ANNO 1708.

4.

Declareert den Ondergeſchreven tot antwoort, als by het 2de Articul.

Was getekent,

JUDA COHEN.

4.

Dog zoo deſelve uit regard van de Engelſche, ofte van andere Natien zouden mogen werden verminderd, dat de Ingezetenen van deſen Staat, in allen gevalle getracteert ſullen werden als de Natie die het favorabelſte werd getracteerdt.

4.

Declare le ſouſſigné en réponſe ce qui eſt au 2. Article.

Etoit ſigné,

JUDA COHEN.

4.

Mais ſi ces Droits venoient à être diminuez par rapport aux Anglois ou autres Nations, que les Suiets de L. H. P. ſeront en toutes les occaſions traitez comme la Nation qui eſt traitée le plus favorablement.

Soo is't, dat wy het voorſchreve Tractaat geſien en geexamineert hebbende; en gelet op de verklaringen door gemelde Envoyé Juda Cohen gedaan, en genegen zynde, om met de Regeringh van Tunes in vreede en vrundſchap te leven, het voorſz. Tractaet van Vreede, onder beneficie van de hier voorſtaande verklaringen, hebben geapprobeert en ratificeren het ſelve mits deſen; belovende opregtelyk en ter goeder trouwe, het ſelve in allen deelen van onze zyde, te ſullen agtervolgen en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, zonder te gedogen, dat ietwes gedaan werde dat daar tegens zoude mogen ſtryden. Aldus gedaan in 's Gravenhage onder het groot Zegel van onzen Staat, de Paraphure van den Heer Præſiderende in onze Vergaderinge en de Signature van onzen Griffier, op huyden den 1. December 1708.

A ces cauſes, après avoir vû & examiné le ſuſdit Traité, & fait attention aux explications faites par ledit Envoyé Juda Cohen, & déſirant de vivre en Paix & Amitié avec la Regence de Tunis, nous avons approuvé & ratifié le ſuſdit Traité ſous le benefice des explications ci-deſſus; promettant ſincerement & de bonne foi de le ſuivre & obſerver, de le faire ſuivre & faire obſerver de notre part en toutes ſes parties, ſans permettre qu'il ſe faſſe la moindre choſe qui y ſoit contraire. Fait à la Haye ſous le grand Sceau de Notre Etat, le Paraphe de Mr. le Preſident de notre Aſſemblée & la Signature de notre Greffier, ce jourd'hui le 1. Decembre 1708.

LXXXIV.

1709. 15. Janv. *Trattato per il reſtabilimento di una perfetta e durevole Corriſpondenza tra* SUA BEATITUDINE, *& la Maeſtà dell' Auguſtiſſimo* IMPERATORE *e tutta l'Auguſtiſſima Caſa. In Roma li di 15. Gennaro* 1709. [Simple Copie.]

PER il reſtabilimento di una perfetta e durevole corriſpondenza, tra Sua Beatitudine, e la Maeſtà dell' Auguſtiſſimo Imperatore & tutta l'Auguſtiſſima Caſa, ſi ſono concordati in virtù delle Plenipotenze, che ſi ſono vicendevolmente cambiate tra Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci Segretario di Sua Santità, & Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié, Conſigliere intimo di Stato di Sua Maeſtà Ceſarea, gl' infraſcritti Articoli.

I. Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci, come Plenipotenziario Pontificio, promette, che Sua Santità, atteſe le infraſcritte promeſſe che ſi fanno da Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié Plenipotenziario Ceſareo, riformerà le Truppe che preſentemente hà in Ferrara, Forte Urbano, Roma, Ancona, Civitta-Vecchia, & in tutto il rimanente dello Stato Eccleſiaſtico, riducendole al piede & alla forma che erano primà del preſente armamento, cioè al numero di cinque mila huomini in circa, trà Cavalleria & Fanteria, con licenziare tutti li Officiali e Soldati ſtranieri, non ſoliti à ſervire alla Santa Sede; anzi per torre ogni geloſia, & atteſe le accennate vicendevoli ſicurezze e promeſſe, continuerà ſu l'iſteſſo piede durante la preſente Guerra, ne accreſcerà le dette Truppe oltre il ſudetto numero ſolito à ritenerſi di cinque mila huomini in circa, e la ſudetta riforma e riduzione di Truppe, dovrà principiare nel termino di tre giorni doppo la ſottoſcrittione de' preſenti Capitoli, e compitamente terminarſi nello ſpazio di venti giorni.

II. Si ridurranno li Preſidii di Ferrara e di Forte Urbano allo ſtato antico, cioè al numero de' Soldati ſolito à tenerſi prima di queſt' armamento.

III. Sua Santità farà parimente rimuovere li Preſidii, da i Luoghi e Porti che ſono ſtati nuovamente muniti e fortificati, nelle frontiere del Regno di Napoli; cioè dal canto del Garigliano e dell' Abbruzzo, come pure da quello del Mantouano.

IV. Che Sua Santità farà rimuovere il ſuo Preſidio da Paliano, & ſi rimetterà nello ſtato di prima.

V. Promette all' incontro Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié, Plenipotenziario Ceſareo, in correſpettività del detto Diſarmo, e delle infraſcritte promeſſe, che ſi fanno per parte di Sua Santità, di fare in modo che in conformità degli ordini che ſono dati da Sua Maeſtà Ceſarea à i Generali Commandanti delle ſue Armate in Italia, ſia quanto prima ſia poſſibile ſollevato lo Stato Eccleſiaſtico dalle Truppe Ceſaree, alleate, & auſiliarie. Partiranno immediatamente da i Confini dello Stato, quelle che ſi trovano dal canto del Garigliano, e del Tronto ſotto il Commando di Sua Altezza il Signor Principe de Darmſtat. Sua Eccellenza il Signor Mareſciallo Comte di Daun, Commandante Generale dell' Armata Ceſarea, che ſi trova nelle tre Legazioni, farà uſcire due mila Cavalli, ſubito che havrà l'auviſo della concluſione del Trattato, e ſottoſcrittione de' preſenti Articoli.

VI. Quando Sua Santità ridurrà al numero e ſtato come ſopra, il Preſidio della Città e Fortezza di Ferrara e Forte Urbano, promette detto Signor Marcheſe, che il detto Signor Mareſciallo farà ſubito levare

ANNO 1709. levare il Blocco di dette Piazze, e farà parimente dare le opportune ſicurezze, affinche li Soldati che ſi licenziano poſſano liberamente ritornare alle loro caſe e dove loro parerà.

VII. A miſura che anderà ſuccedendo detta riforma, per parte di Sua Santità, anderanno pur anche uſcendo le ſudette Truppe Imperiali, auſiliari & alleate; di modo che reſti quanto prima ſia poſſibile intieramente evacuato lo Stato Eccleſiaſtico dalle medeſime, alla riſerva di un piccolo Corpo da reſtare in Comacchio, come ſi dirà in appreſſo.

VIII. Che in tanto che anderanno uſcendo le Truppe dallo Stato Eccleſiaſtico, quelle che vi reſteranno ſino alla totale evacuazione, debbano contenerſi nelle ſudette tre Legazioni di Ferrara, Bologna e Romagna, oſſervando tutta la piu eſatta diſciplina, che è ſtata preſcritta da Sua Maeſtà Ceſarea, ſenza che poſſano commettere alcuna ſorte Poſtilità.

IX. Reſtando in tal forma ſtabilito il ripoſo e la ſicurezza dello Stato Eccleſiaſtico, ſenza che poſſano entrarvi nuovamente durante queſta Guerra le Truppe dell' Auguſtiſſima Caſa, come il detto Signor Marcheſe promette, & avendo pur anche Sua Santità domandato d'eſſere aſſicurata dà Sua Maeſtà Ceſarea, per conto dell' Altezza Sereniſſima del Signor Duca di Modena, al che eſſendo condeſceſa Sua Maeſtà; perciò il detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe promette & aſſicura, à nome della medeſima, che lo Stato della Chieſa non ſarà moleſtato per detto tempo dalle armi di detto Signore Duca, ne d'alcun altro Prencipe. Per tal riguardo Sua Beatitudine aſſicura all' incontro Sua Maeſtà Ceſarea, e col di lei mezzo detto Sereniſſimo Signor Duca, come così promette l'Eminentiſſimo Paolucci per parte della medeſima, che per tutte le ſue pretenſioni particolari ſaranno ſentiti li ſuoi Miniſtri e Defenſori, avanti una Congregazione particolare de' Signori Cardinali, che ſarà ſubito dalla Santità Sua deputata, accio ſia tutto diligentemente riconoſciuto e determinato *prout de jure*, e ſia reſa al detto Signor Duca una pronta & eſatta giuſtitia.

X. Promette pure detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe, che il Signor Mareſciallo di Daun farà reſtituire tutti i Priggionieri di Guerra delle Truppe Pontificie, & in quanto a gli Avignoneſi che ſono ſtati preſi in mare, farà detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe le ſue parti appreſſo l'Ammiraglio, affinche ſiano rilaſciati & occorrendo ſi contenterà Sua Maestà Ceſarea, farne paſſare officio in Inghilterra.

XI. Si farà da i Generali Ceſarei l'intiera reſtituzione de' Cannoni & attrezzi militari, che ſono ſtati preſi doppo le correnti emergenze, à chi ſarà commeſſo da Sua Santità.

XII. Si reſtituirà pure per parte di Sua Santità, tutto ciò che fù preſo e ritrovato ſopra le barche, che furono arreſtate vicino à Ferrara, nel principio del paſſato Settembre.

XIII. Si rimetteranno tutti li Deſertori Allemanni che ſi ritrovano nelle Truppe Pontificie, a' quali ſi concederà da Sua Maeſtà Ceſarea l'Amniſtia per tale riguardo.

XIV. Si demoliranno per parte di Sua Santità, le nuove Fortificazioni fatte ne' luoghi che non erano fortificati prima delle preſenti emergenze, nelle Frontiere del Regno di Napoli e del Mantouano.

XV. Non ſi darà alcun impedimento alla Navigazione libera del Pò, nel modo che ſi prattica fra Prencipi Amici, per tutto ciò che poſſa occorrere per il Ceſareo ſervigio e dell' Armata, ſecondo li Paſſaporti che ſaranno ſpediti à queſt' effetto da i Generali Ceſarei.

XVI. Sarà contenta Sua Santità durante la preſente Guerra di dare libero il tranſito alle Truppe dell' Auguſtiſſima Caſa, per la Cavalleria e rimonte che conveniſce fare paſſare nel Regno di Napoli, come pure alla Fanteria, e ſue Recrute, ove eſigeſſe la neceſſità di farla paſſare per Terra, ò foſſe troppo difficile di ſpedirla per mare, dovrà in tal caſo tal tranſito eſſere innoxio, cioè ſenza danno & aggravio alcuno dello Stato Eccleſiaſtico e ſuoi Sudditi, come ſi prattica ne' Stati de' Prencipi neutrali, e ſeguire di un ſolo Regimento per volta con precedente aviſo di giorni quindeci, e per la ſtrada del Tronto che è la più breve, e di minore incommodo allo Stato della Chieſa, di modo che frà l'uno e l'altro Regimento corra ſempre lo ſpatio di trè giorni, affinche rieſca più pratticabile. Si contenterà per altro Sua Santità, in caſo di ſtraordinaria neceſſità, per ſoccorſo del Regno, di concedere il paſſagio verſo Terracina, e ſi aſſegnerà da Sua Beatitudine in tal emergente la ſtrada più commoda e vicina. ANNO 1709.

XVII. Deſiderando Sua Santità di cooperare pur anche alla quiete delle Provincie confinanti, nella quale hà tanto intereſſe lo Stato Eccleſiaſtico, non permetterà che ſi dia alcuna aſſiſtenza e favore à i foruſciti di Napoli, ne che vi ſia in Roma, ò nel di lei Stato chi fomenti torbidi in quel Regno.

XVIII. Sua Santità deputerà uno ò più Cardinali, frà i quali & il ſudetto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe come Miniſtro Ceſareo, ò chi ſerà in ſeguito deſtinato dalla Maeſtà Sua, ſi eſaminerà e diſcutterà la materia delle vertenti pendenze ſoprà li Stati di Parma, Piacenza e Comacchio, e queſto non in veruna forma di giudizio, mà por appagamento commune, tanto di Sua Santità che di Sua Maeſtà Ceſarea.

XIX. E perche Sua Maeſtà intende che la Città di Comacchio colle dette Valli debba reſtare in ſue mani nello ſtato in cui è di preſente, con un piccolo Corpo di Fanteria Imperiale, fin tanto che ſia in detto Congreſſo ventilata e di poi terminato detta pendenza, con che detto Corpo non poſſa commettere alcuna oſtilità, & all' incontro intendendoſi per parte di Sua Santità, che detta Città con le predette Valli debba reſtituirſi liberamente alla Santa Sede, hà Sua Beatitudine tal fiducia in Sua Maestà Ceſarea, che confida ſia dalla medeſima per ordinarſi; che così venga eſeguito. Quando poi Sua Maeſtà non inclini, e perſiſta come hora in detta ritenzione, non per queſto ſi laſcierà per parte di Sua Beatitudine di adempire à quel tanto che ne' preſenti Articoli ſi conviene, e colle condizioni ſopra ſtabilite, ne permetterà in tal caſo, che ſi dia alcuna moleſtia al ſudetto Corpo in Comacchio, ne che ſia impedita la libera communicazione, tanto per Aqua che per Terra al medeſime, eſſendo Sua Santità ſommamente bramoſa di contribuire, dal canto ſuo, tutte le maggiori facilità per il ſollievo de' ſuoi Sudditi, & inſieme di dare queſto nuovo argomento della confidenza che ripone in Sua Maeſtà Ceſarea, che ſi preggia del Titulo di Auvocato e Difenſore della Chieſa.

Promette detto Eminentiſſimo Cardinale Paolucci, di rapportare la Ratificanza da Sua Santità del preſente Trattato tra il termine di giorni venti cinque, e detta Eccellenza del Signor Marcheſe da Sua Maeſtà Ceſarea frà giorni trenta cinque, ſenza che frà tanto ſi ritardi in alcun modo la puntuale eſecuzione del preſente Trattato. In fede &c. Dat. in Roma li dì 15. Gennaro 1709.

F. Cardinale PAOLUCCI.

Il Marcheſe di PRIE'.

LXXXV.

Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix Générale, dreſſez ſub ſpe Ratihabitionis, *entre les Miniſtres de l'*EMPEREUR, *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Scigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, & ceux du Roi de* FRANCE *d'autre part, mais ſignés ſeulement des premiers. Par leſquels on convient, que la* MONARCHIE D'ESPAGNE *ſera entierement remiſe & cedée, à Sa Majeſté Catholique* CHARLES III. *Et qu'elle demeurera dans la Maiſon d'Autriche, ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais demembrée. A la Haye le* 28. *Mai.* 1709. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale aux Traitez de Paix à la Haye, & à Utrecht] 28. Mai.

I. ON procédera inceſſamment à faire une bonne, ferme & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié, entre Sa Majeſté Impériale, comme auſſi entre tous & chacun des Alliez de Sa Majeſté Impériale, & principalement le Royaume de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part; & de l'autre, entre Sa Majeſté Très-Chrétienne &

les

ANNO 1709. ſes Alliez. Et comme les conjonctures préſentes n'ont pas permis que Sa Majeſté Impériale ait préalablement pû recevoir l'agrément, & un conſentement de l'Empire ſur tout ce qui le regarde dans pluſieurs Articles contenus dans ces Préliminaires, elle tâchera d'obtenir, ſuivant l'uſage établi dans l'Empire, le plûtôt qu'il ſera poſſible, le Conſentement & la Ratification dudit Empire, avant l'éxécution de ces Articles qui regardent particuliérement l'Empire.

II. Et pour parvenir à ce but tant ſalutaire au plûtôt, & d'en joüir à preſent autant qu'il ſera poſſible, on eſt convenu des Articles Préliminaires qui doivent ſervir de fondement aux Traitez de la Paix générale.

III. Prémiérement, en conſidération & conſéquence de ladite bonne Paix & Réünion ſincére de toutes parts, le Roi Très-Chrétien reconnoîtra dès à preſent publiquement & authentiquement, comme auſſi après dans les Traitez de Paix, à faire, le Roi Charles III. en qualité de Roi d'Eſpagne, des Indes, de Naples, & de Sicile, & généralement de tous les Etats & Dépendances compris ſous le nom de la Monarchie d'Eſpagne, en quelque partie du monde qu'ils ſoient ſituez, à la reſerve de ce qui doit être donné à la Couronne de Portugal & au Duc de Savoye, ſuivant les Traitez faits entre les Hauts Alliez, & de la Barriére que ledit Roi Charles III. doit faire tenir auxdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans les Païs-Bas, ſelon la teneur de la Grande Alliance de l'année 1701, & de ce qui ſera dit ci-après du Haut Quartier de Gueldre, & des Conventions à faire avec ledit Roi Charles III., ſans rien excepter davantage, ainſi & avec tous les Droits que le feu Roi d'Eſpagne Charles II. a poſſédé, ou dû poſſeder, tant pour lui, que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, ſelon la diſpoſition teſtamentaire de Philippe IV. & les Pactes établis & reçûs dans la Séréniſſime Maiſon d'Autriche.

IV. Et d'autant que le Duc d'Anjou eſt préſentement en poſſeſſion d'une grande partie des Royaumes d'Eſpagne, des Côtes de Toſcane, des Indes, & d'une partie des Païs-Bas, il a été réciproquement convenu, que pour aſſûrer l'éxécution deſdits Articles, & des Traitez, à faire & à achever, dans l'eſpace de deux mois, à commencer du premier du mois de Juin prochain s'il eſt poſſible, Sa Majeſté Très-Chrétienne fera en ſorte que dans ce même terme le Royaume de Sicile ſoit remis à Sa Majeſté Catholique Charles III.; & ledit Duc ſortira en pleine ſûreté & liberté, de l'étenduë des Royaumes d'Eſpagne, avec ſon Epouſe, les Princes ſes Enfans, leurs Effets, & généralement toutes les Perſonnes qui les voudront ſuivre : En ſorte que ſi ledit terme finit ſans que ledit Duc d'Anjou conſente à l'éxécution de la préſente Convention, le Roi T. C., & les Princes & Etats ſtipulans, prendront de concert les meſures convenables pour en aſſurer l'entier effet, & que toute l'Europe, par l'accompliſſement deſdits Traitez de Paix, joüiſſe inceſſamment d'une parfaite tranquilité.

V. Pour en avancer l'établiſſement, Sa Majeſté Très-Chrétienne retirera dans le terme deſdits deux mois, les Troupes & les Officiers qu'elle a préſentement en Eſpagne, & auſſi celles qui ſe trouvent dans le Royaume de Sicile, auſſi bien que dans les autres Lieux, Païs, & Etats dépendans de ladite Monarchie d'Eſpagne en Europe, & des Indes, auſſitôt qu'il ſera poſſible : promettant en foi & parole de Roi, de n'envoyer deſormais au Duc d'Anjou, s'il refuſe d'y aquieſcer, ni à ſes adhérans, aucun ſecours, ſoit de Troupes, Artillerie, Ammunitions de Guerre, ou d'argent, directement ou indirectement.

VI. La Monarchie d'Eſpagne demeurera dans la Maiſon d'Autriche, de la maniére qu'il a été dit ci-deſſus, ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais démembrée, ni ladite Monarchie en tout ni en partie, être unie à celle de France, ni qu'un ſeul & même Roi, ni un Prince de la Maiſon de France en devienne le Souverain, de quelque maniére que ce ſoit, par Teſtament, Apels, Succeſſion, Conventions matrimoniales, Dons, Ventes, Contracts, ou autres voyes, telles qu'elles puiſſent être, ni que le Prince qui régnera en France, ni un Prince de la Maiſon de France, puiſſe jamais régner auſſi en Eſpagne, ni aquérir dans l'étenduë de ladite Monarchie aucunes Villes fortes, Places, ou Païs, dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Païs-Bas, en vertu d'aucuns Dons, Ventes, Echanges, Conventions matrimonielles, Héréditez, Appels, Succeſſion par Teſtament, *ab inteſtato*, en quelque ſorte & maniere que ce puiſſe être, tant pour lui que pour les Princes ſes Enfans, & Freres, leurs Héritiers & Deſcendans. ANNO 1709.

VII. Specialement, que la France ne pourra jamais ſe rendre Maître des Indes Eſpagnoles, ni envoyer des Vaiſſeaux pour y exercer de Commerce, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

VIII. Sa Majeſté Très-Chrétienne voulant donner des marques certaines du deſſein qu'Elle a de maintenir une Paix ferme & ſtable, & faire ceſſer tout ombrage de deſſeins, conſent à remettre à Sa Majeſté Imperiale, & à l'Empire, la Ville & Citadelle de Strasbourg, dans l'état où elle ſe trouve preſentement, avec le Fort de Kell & ſes dépendances, ſituez des deux côtez du Rhin, ſans aucune repetition de fraix ou dépenſes, ſous quelque prétexte que ce ſoit, avec cent pieces de Canon de bronze, de different calibre, ſavoir cinquante pieces de vingt-quatre & de douze livres de bales; & cinquante pieces de huit, & de quatre livres, & les munitions à proportion, pour être rétablie dans les Prérogatives & Priviléges des Villes Imperiales, dont elle joüiſſoit avant que d'être ſous la Domination de Sa Majeſté Très-Chrétienne : laquelle Ville de Strasbourg & Forts, ſeront rendus & évacuez auſſi-tôt après les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire, qui ſeront échangées à la Haye, & qu'il comparoitra aux Portes de ladite Ville de Strasbourg & Forts, quelqu'un muni d'un Plein-pouvoir de Sa Majeſté Imperiale, & de l'Empire, ſelon la forme accoûtumée, pour en prendre poſſeſſion.

IX. Que la Ville de Briſac, avec ſon Territoire ſoit évacué par ſa Majeſté Très-Chrétienne & remiſe par elle à Sa Majeſté Imperiale, à la Maiſon d'Autriche, avec tous les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouveront à la fin de Juin au plus tard, pour en joüir deſormais en toute proprieté; ainſi que Sa Majeſté Imperiale en a joüi & dû joüir en execution du Traité de Paix de Ryſwick avec les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent.

X. Sa Majeſté Très-Chrétienne poſſédera déſormais l'Alſace, dans le ſens littéral du Traité de Weſtphalie, en ſorte qu'Elle ſe contentera du Droit de Préfecture ſur les dix Villes Imperiales de ladite Alſace, ſans pouvoir méanmoins étendre ce Droit au préjudice des Prérogatives, Droits & Priviléges qui leur compétent, comme aux autres Villes libres de l'Empire pour en joüir auſſi-bien que des Prérogatives, Revenus & Domaines, ainſi que Sadite Majeſté a dû joüir, lors de la concluſion dudit Traité, devant auſſi être remiſes les Fortifications deſdites Villes au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la Ville de Landau, dont la poſſeſſion & proprieté appartiendront pour toûjours à Sa Majeſté Imperiale & à l'Empire, avec faculté de démolir ladite Place s'il eſt jugé à propos par l'Empereur & l'Empire.

XI. Qu'en conſéquence dudit Traité de Weſtphalie Sadite Majeſté Très-Chrétienne fera démolir dans le tems convenu, à ſes dépens, les Forteresſes qu'elle a préſentement ſur le Rhin depuis Bâle, juſques à Philipsbourg, nommément Hunninguen, le Neuf-Briſac, & le Fort Louis avec tous les ouvrages, & dépendances dudit Fort tant en deça qu'au delà du Rhin, ſans que jamais on puiſſe le rétablir.

XII. Que la Ville & Forteresſe de Rhinfeltz avec ce qui en dépend demeurera au Land-Grave de Heſſe-Caſſel, juſques à ce qu'il en ſoit convenu autrement.

XIII. La Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux ſoutenant que la clauſe inſerée dans l'Article IV. du Traité de Ryſwick touchant la Religion, eſt contre la teneur de la Paix de Weſtphalie, & que conſéquemment elle devroit être revoquée; il a été trouvé bon que cette affaire ſera remiſe à la Négociation de la Paix Générale.

XIV. Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majeſté Très-Chrétienne reconnoîtra dès à préſent & dans la Négociation de ce Traité de Paix à faire, la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

XV. Sadite Majeſté reconnoîtra auſſi la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la

ANNO 1709. Ligne Proteſtante ainſi qu'elle eſt établie par les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

XVI. Le Roi Très-Chrétien cedera à la Couronne de la Grande-Bretagne ce que la France poſſéde dans l'Iſle de Terre-neuve, & on reſtituera, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne auſſi-bien que de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne tous les Païs, Iles, Forteresſes, & Colonies que les Armes de l'un & de l'autre côté ont occupez depuis la préſente Guerre en quelques lieux des Indes qu'ils ſoient ſituez.

XVII. Sadite Majeſté promet de faire raſer toutes les Fortifications de la Ville de Dunquerque, du Port, & des Rysbancs, & ce qui en pourroit dépendre à ſes dépens, ſans exception, en ſorte que la moitié deſdites Fortifications ſoit raſée, & la moitié du Port comblé dans l'eſpace de deux mois, & l'autre moitié des Fortifications raſée auſſi-bien que l'autre moitié du Port comblée dans l'eſpace de deux autres mois, le tout à la ſatisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne & des Etats Généraux, ſans qu'il ſoit permis de rétablir ces Fortifications & de rendre le Port navigable à jamais, ni directement, ni indirectement.

XVIII. La perſonne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne ayant déſiré de ſortir hors du Royaume de France & de prévenir la demande que la Reine de la Grande-Bretagne & que la Nation Britannique ont faite, ſe retirera en tel Païs & de telle maniere que par le prochain Traité de Paix Générale il ſera convenu ſur les moyens dudit Traité.

XIX. Dans la Négociation principale du Traité à faire on tâchera de convenir d'un Traité de Commerce avec la Grande-Bretagne.

XX. A l'égard du Roi de Portugal, Sa Majeſté Très-Chrétienne conſentira qu'il jouïſſe de tous les avantages établis en ſa faveur par le Traité fait entre lui & les Alliez.

XXI. Sa Majeſté reconnoîtra le Roi de Pruſſe en cette qualité, & promettra de ne le point troubler dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & du Comté de Vallengin.

XXII. Et quant aux Seigneurs Etats Généraux, Sa Majeſté leur cedera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les Places de Furnes, & Furner-Ambagt, le Fort de Kenok, y compris Menin avec ſa Verge, Ypres avec ſa Châtellenie & ſes dépendances, qui ſeront déſormais Bailleu ou Belles, Warneton, Commine, Werwic, Popperinguen, & ce qui dépend des lieux ci-deſſus exprimez. (La Ville & Châtellenie de Caſſel demeurant à Sa Majeſté Très-Chrétienne.) Lille avec ſa Châtellenie (à l'exception de la Ville & Gouvernance de Doüai.) Tournai, Condé, & Maubeuge, avec toutes leurs dépendances, le tout en l'état que ſont à préſent leſdites Places, ſpecialement avec les Canons, Artillerie, & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent, pour auſſi ſervir de Barriere avec le reſte des Païs-Bas Eſpagnols auxdits Seigneurs Etats Généraux, & pour en pouvoir convenir avec ledit Roi Charles, ſelon la teneur de ladite Grande Alliance tant à l'égard de la Garniſon que leſdits Seigneurs Etats Généraux y tiendront, que de toutes les autres choſes dans les Païs-Bas Eſpagnols, & particulierement pour avoir en toute Proprieté & Souveraineté le haut Quartier de Gueldre ſelon le XII. Article du Traité de Munſter de l'an 1648, comme de tems en tems ils le trouveront à propos, bien entendu que s'il y a un Magazin général à Tournai on conviendra de la quantité & qualité d'Artillerie & Munitions, qui ſeront laiſſez dans ladite Place.

XXIII. Sa Majeſté Très-Chrétienne rendra auſſi toutes les Villes, Forts & Places qu'Elle aura occupées dans les Païs des Eſpagnols, dans l'état qu'ils ſont préſentement, avec leurs Canons, Artilleries, & Ammunitions de Guerre, bien entendu que ſi depuis que les Troupes du Roi Très-Chrétien ſont entrées dans Namur, il s'eſt fait quelque Magazin ou Amas d'Artillerie, & Ammunitions dans ladite Ville & Château, outre que pour leurs défenſes, ils ſeront retirez par les Officiers de Sa Majeſté Très-Chrétienne, de concert avec ceux des Etats Généraux dans le tems de l'évacuation, laquelle ne pourra être retardée pour raiſon de cela; mais ſera faite dans le tems qu'il ſera reglé, le tout ſous condition expreſſe, que la Religion Catholique ſera maintenuë dans toutes leſdites Places renduës, & Lieux & Dependances, en la même maniere qu'elle y eſt établie, horsmis que les Garniſons de l'Etat pourront exercer leur propre Religion, tant dans les Places cedées pour l'augmentation de la Barriere, que dans les Places des Païs-Bas Eſpagnols renduës. ANNO 1709.

XXIV. Et afin que cette Convention puiſſe ſortir un plein effet, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de ne faire ſortir dès à preſent ni Canons, ni Artillerie, ni Ammunitions de Guerre des Villes & Forts qui devront être rendus & cedez en vertu de ces Articles.

XXV. Sa Majeſté accordera auxdits Seigneurs Etats Généraux touchant leur Commerce ce qui eſt ſtipulé par le Traité de Ryſwick & le Tarif de 1664. La ſuppreſſion des Tarifs faits depuis la révocation de tous Edits, Déclarations, & Arrêts poſterieurs, contraires audit Tarif de l'an 1664. & auſſi l'annullation du Tarif fait entre la France & leſdits Seigneurs Etats Généraux le 29. Mai l'an 1699. de ſorte qu'il n'y aura que le Tarif du 18. Sept. de l'an 1664. qui aura lieu à leur égard : enſemble l'exemption de 50. ſous par tonneau ſur les Vaiſſeaux Hollandois trafiquans dans les Ports de France.

XXVI. Sa Majeſté reconnoitra lors de la ſignature des Traitez de Paix le Neuviéme Electorat érigé en faveur de Son Alteſſe Electorale d'Hannover, de Brunſwick & Lunebourg.

XXVII. Le Duc de Savoye ſera remis en poſſeſſion du Duché de Savoye, du Comté de Nice & de tous les Lieux, & Païs qui lui appartiennent, & que les Armées de Sa Majeſté auront occupez pendant le cours de la préſente Guerre, ſans aucune réſerve, conſentant d'ailleurs que Son Alteſſe Royale jouïſſe de tous les Païs, Etats & Places qui lui ont été cédés par l'Empereur & ſes Alliez.

XXVIII. Que le Roi T. C. céde à Mr. le Duc de Savoye la Propriété & Souveraineté des Villes d'Exilles, Feneſtrelles, & Chaumont, occupées préſentement par les Armes de Son Alteſſe Royale auſſi-bien que de la Vallée de Pragelas, comme auſſi de tout ce qui eſt en deçà du Mont-Génevre & autres, en ſorte que deſormais ces dits Monts ſervent de Barriére & de Limites contre le Royaume de France & la Principauté de Piémont.

XXIX. Quant aux ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviére, leurs demandes & prétenſions ſeront remiſes à la Négociation du Traité de Paix; & ces Diſpoſitions & Decrets de Sa Majeſté Impériale, & de l'Empire faits & émanez durant cette Guerre ſeront ſoûtenus à l'égard de Son Alteſſe Electorale Palatine qui reſtera dans la poſſeſſion du Haut-Palatinat, du Comté de Cham & dans le rang & dignité, tout de même comme il en a été inveſti par Sa Majeſté Imperiale, comme auſſi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la Ville Imperiale de Donaweert & de pluſieurs autres diſpoſitions de cette nature : & pour ce qui regarde les Garniſons qui ſe trouvent ou ſe trouveront ci-après de la part des Etats Généraux dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bonn, elles y reſteront juſques à ce qu'il ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imperiale, & l'Empire.

XXX. Et pour faire ceſſer tous ces doutes ſur l'exécution deſdits Articles & en avancer l'éxécution dont dépend le rétabliſſement du repos général & de la Confiance & Amitié reciproquement.

XXXI. On promet que les demandes ulterieures que l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Seigneurs Etats Généraux pourront faire dans la Négociation de la Paix Générale, auſſi-bien que le Roi Très-Chrétien, ne pourront interrompre l'Armiſtice dont il ſera parlé ci-après.

XXXII. Pour l'Empire, les quatre Cercles aſſociez, le Roi de Portugal, le Roi de Pruſſe, le Duc de Savoye, & autres Alliez, il leur ſera libre, outre ce qu'il leur eſt accordé ci-deſſus, de faire dans ladite Aſſemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

XXXIII. La Negociation générale ſe terminera, s'il eſt poſſible, dans le tems de deux mois, comme ci-deſſus.

XXXIV. Et afin que ladite Négociation ſe puiſſe tant mieux faire dans le terme deſdits deux-mois, & que ſur l'éxécution deſdits Articles, la Paix s'en puiſſe ſuivre immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une Ceſſation d'Armes entre les Armées de toutes les Hautes Parties qui ſont en Guerre, à commencer par tout lors que la concluſion deſdits Articles pourra venir à la connoiſſance deſdites Hautes Parties préſentement en Guerre. XXXV.

ANNO 1709.

XXXV. Le Roi T. C. pour donner des preuves de ſon deſir & inclination pour terminer cette ſanglante Guerre, dès à preſent promet auſſi-tôt la Concluſion & la Ratification deſdits Articles, d'évacuer comme ci-deſſus aux Païs-Bas, les Villes de Namur, Mons & Charleroi, devant le 15. de Juin prochain; Luxembourg, Condé, Tournai & Maubeuge, 15. jours après; & devant le 15. de Juillet, les Villes de Nieuport, & Furnes; & les Forts de Kenoke, & Ypres; & devant l'expiration de ces deux mois, de raſer & combler, comme on eſt convenu ci-deſſus, les Fortifications & le Port de Dunquerque, ſe rapportant, à l'égard de Strasbourg & du Fort de Kell, à ce qui eſt ſtipulé par l'Article VIII.

XXXVI. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de même au tems de ladite concluſion, & devant l'expiration des deux mois après, d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-devant à l'égard des autres Alliez.

XXXVII. Et en cas que le Roi Très-Chrétien éxécute tout ce qui a été dit ci-deſſus, & que toute la Monarchie d'Eſpagne ſoit renduë & cédée audit Roi Charles III. comme il eſt accordé par ces Articles, dans le terme ſtipulé, on a accordé que la Ceſſation d'Armes entre les Armées des Hautes Parties en Guerre, continuera juſques à la Concluſion & à la Ratification des Traitez de Paix à faire.

XXXVIII. Tout ceci ſervira de baſe & de fondement des Traitez de Paix à faire, dont on fera l'extenſion dans les formes les plus amples comme on a accoûtumé de faire dans les Traitez de Paix, tant à l'égard de Ceſſion, Succeſſion, Renonciation, Dépendances, & Annéxes, Evacuation du Canon, Artillerie, & Ammunitions de Guerre, Galéres, & Chiourmes, ſans fraix ni depens, & ſemblables choſes.

XXXIX. Les Ratifications des Articles Préliminaires ci-deſſus ſeront formez & échangez de la part du Roi Très-Chrétien, de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avant le 15. Juin prochain; de la part de l'Empereur, le prémier Juillet ſuivant, & de celle de l'Empire le plûtôt qu'il ſera poſſible, & auſſi-tôt après la délivrance deſdites Ratifications de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, l'on procédera à l'éxécution de ce qui eſt ſtipulé touchant l'évacuation des Places que Sa Majeſté Très-Chrétienne doit rendre & céder, aux Païs-Bas, comme auſſi touchant la démolition de la Ville de Dunquerque & Comblement du Port, & tout ce qui eſt accordé auxdites Puiſſances. La même éxécution aura lieu pour ce qui eſt ſtipulé en faveur de l'Empereur, & du Roi Charles III. après la Ratification de S. M. Imperiale.

XL. Et pour avancer la concluſion des Traitez de Paix Générale; il a été convenu que le 15. du mois de Juin prochain le Congrès commencera en ce lieu de la Haye, & tous les Rois, Princes, & Etats, Alliez & autres, ſeront invitez d'y envoïer leurs Miniſtres & Plénipotentiaires pour prévenir toutes les difficultez & embarras ſur le Cérémoniel, & avancer d'autant plus la concluſion de la Paix Générale. Ceux deſdits Miniſtres qui auront le Caractére d'Ambaſſadeurs ne le déclareront que le jour de la ſignature des Traitez de ladite Paix. Ainſi fait, convenu & ſigné par les Plénipotentiaires de Sadite Majeſté Impériale, de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrétienne. A la Haye ce 28. Mai 1709.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.)

Le Prince & Duc de Marlborough. (L. S.)

PHILIPPE-LOUIS, *Comte de Sinzendorff.* (L. S.)

TOWNSEND. (L. S.)

J. VAN WELDERE. (L. S.)

F. B. DE REEDE. (L. S.)

A. HEINSIUS. (L. S.)

CONINGH. (L. S.)

F. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE. (L. S.)

S. VAN GOSLINGA. (L. S.)

E. VAN ITTERSUM. (L. S.)

W. WICHERS. (L. S.)

WILHEM BUYS. (L. S.)

VANDER DUSSEN. (L. S.)

ANNO 1709.

LXXXVI.

Decretum CAROLI III. *Hiſpaniarum Regis Catholici, pro* LEOPOLDO *Duce Lotharingiæ, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compenſationem ei præſtanda. Datum Barcinonæ die 19. Junii* 1709. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 155.] 19. Juin

SACRA Regia Catholica Majeſtas ad debitam requiſitionem eidem factam ex parte Sereniſſimi Domini Ducis Lotharingiæ ſequentem reſolutionem reſponſi loco præberi benignè juſſit. Quod videlicet, uti præfata Sua Majeſtas Sereniſſimi Domini Ducis petitionem juſtitiæ atque æquitati omni modo conſentaneam cenſet, quatenus nimirum ob ceſſionem & inveſtituram Ducatus Montisferrati ab Imperatore Leopoldo Domino Genitore ejuſdem Colendiſſimo feliciſſimæ memoriæ, cauſæ publicæ, & Auguſtæ Domus Auſtriacæ indiſpenſabili neceſſitate, atque notoriâ, utilitate præteritorum annorum tempeſtate ita exigente, Sereniſſimo Domino Sabaudiæ Duci conceſſam Serenitas ſua Lotharingica, prout in Fœdere inter divum Cæſarem, ac prædictum Sabaudiæ Ducem inito Articulo 5. ſancitum eſt, indemnis habeatur, ac proinde ob alios in tabulis Pacis Riswicenſis fundatos, & hactenus à Corona Gallica executioni nondum traditos Articulos eidem debita & plenaria ſatisfactio reddatur, ita altè fata Sua Majeſtas Catholica tum ex obligatione vi Fœderis ab eadem confirmati naſcente, tum & præcipuè quidem ex ſtrictiſſimo Sanguinis, atque intimi affectus & Amicitiæ nexu quo Sereniſſimum Dominum Lotharingiæ Ducem à teneris amplexus eſt, omni curâ, & ſtudio, atque armis & conſiliis cum moderna Sacra Cæſarea Majeſtate Domino Fratre ejuſdem dilectiſſimo, cæteriſque Dominis Collegatis in id incumbere velit, ut non ſolum Sereniſſimo Domino Duci Lotharingiæ Ducatus Montisferrati jactura aliunde reſarciatur, & eidem in vicem & compenſationem præfati Ducatus æquivalentis valoris Provincia, aut Terræ in futuro Pacis Tractatu aſſignentur, & in earumdem actualem, & quietam poſſeſſionem immittatur, ſed etiam ob allas Sereniſſimo Domino Duci erga Franciam ex Pace Riswicenſi remanentes actiones, atque credita eidem debitè ac plenariè ſatisfiat. Pro cujus Declarationis majore ac fortiori robore Sacra Regia Catholica Majeſtas præſens Decretum aſſecuratorium Sereniſſimo Domini Duci benignè extradi, eidemque ac toti Sereniſſimæ Domui Lotharingiæ conſtantem animi & benevolentiæ ſuæ Regiæ affectum denuò confirmare voluit. Signatum Barcinone ſub altiſſimè dictæ ſuæ Majeſtatis Sigillo ſecreto, & Secretarii ſui intimi ſubſcriptione firmatum die decimâ nonâ menſis Junii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

(L. S.) *Subſcribebatur* GUILLIELMUS *Liber Baro de* KELLERS.

LXXXVII.

Manifeſte du Roi AUGUSTE *pour ſon retour en Pologne, donné le 8. Août 1709. en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince.* [Feuille volante.] 8. Août.

NOUS AUGUSTE SECOND, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie,

ANNO 1709. tuanie, de Ruſſie, de Pruſſe, de Maſſovie, de Samogitie, de Kiovie, de Volhinie, de Podolie, de Podlachie, de Livonie, de Smolenſco, de Severie, & de Czernicow; Duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Mons, d'Angrie & de Weſtphalie, Archi-Maréchal & Electeur du Saint Empire; Landgrave de Thuringue, Margrave de Miſnie, de la Luſace ſuperieure & inferieure, Burgrave de Magdebourg, Prince Comte de Henneberg, Comte de la Mark, de Ravensberg & Barbi, Seigneur de Ravenſtein, &c. &c.

Faiſons à ſçavoir; & d'ailleurs tout le monde ſçait, que Nous fumes contraints en 1699. de prendre les armes contre la Suede, pour rétablir la liberté du Commerce, qui étoit une des conditions de la Paix d'Olive, & qui avoit été promiſe au Royaume de Pologne, & à ſes Habitans, par l'Article XV. de cette Paix. Les Suedois avoient tellement troublé cette liberté du Commerce, qu'après avoir vû qu'ils n'avoient point d'égard aux plaintes & aux répreſentations qui leur étoient faites là-deſſus de la part de nos Sujets, Nous crûmes être obligez en conſcience, de Nous ſervir de la voye des armes, non ſeulement pour leur faire obſerver cette condition, dont Nous venons de parler; mais auſſi pluſieurs autres qu'ils avoient violées, contre les engagemens où ils étoient par la même Paix d'Olive. Nous étions cependant dans le deſſein de ne Nous ſervir de nos Armes, que comme il eſt reçû & pratiqué parmi les Chrêtiens. Nous donnâmes même d'abord pluſieurs preuves que c'étoit là nôtre intention. Non ſeulement Nous tâchâmes de rapeller par des Edits remplis de douceur, ceux qu'une crainte vaine avoit fait ſauver de la Province de Livonie, à nôtre approche; mais qui plus eſt, Nous fimes diſtribuer du pain & des ſemences, à ceux qu'une terreur panique avoit contraints de ravager eux-mêmes leurs propres poſſeſſions. Nous ne mépriſâmes pas les propoſitions de reconciliation qui nous furent faites, tant par l'Envoyé de France, qui étoit déja ſur les lieux, que par celui de Hollande qui vint bien-tôt après. Et même la complaiſance, que Nous témoignâmes dans cette occaſion, interrompit le ſuccès de nos Armes, qui avoient alors tout le bonheur que Nous pouvions deſirer.

Cependant CHARLES XII. Roi de Suede, ne penſoit pas à moins qu'à Nous arracher le Sceptre des mains, & à nous faire deſcendre du Trône. Animé de cet eſprit, il fit irruption en Pologne; & après avoir rejetté les propoſitions qui lui furent faites, & par Nous-mêmes, & avec nôtre permiſſion, par les Etats de nôtre Royaume, il fit tous ſes efforts pour porter le flambeau fatal de la ſedition parmi nos Sujets, & pour les attirer à ſon parti. Pour parvenir à ſes fins, il fit courir le bruit, que Nous avions violé les *Conventions* que Nous avions faites avec la République, & on ſuppoſa un Interregne chimerique, le Roi légitime de Pologne étant plein de vie. Il attira de plus à Varſovie quelques Etats de nôtre Royaume, ſous le ſpecieux prétexte de traiter de la Paix; & quoi que ceux qui s'y rendirent, n'euſſent reçû des Inſtructions qu'à cet égard, il tâcha de ſe ſervir de leur preſence pour le deſſein impie & téméraire qu'il avoit formé de nous ôter la Dignité Royale.

Le Comte Staniſlas Leſcinski, dont Nous avions comblé le Pere & la famille d'un grand nombre de bienfaits, à qui nous avions conferé le Palatinat de Poſnanie, que Nous avions accablé de nos graces & de nôtre bienveillance; enfin, qui nous avoit ſi ſouvent, & ſi ſaintement juré une fidélité inviolable; ce Comte Leſcinski ſe porta à un tel degré de témérité & d'aveuglement, qu'il voulut ſervir comme d'organe aux complots criminels qu'on faiſoit de nous ôter la Couronne; il oſa s'ériger en Roi de l'illuſtre Nation Polonoiſe, & prétendit commander à tant d'autres, qui étoient autant, pour ne pas dire infiniment plus que lui; & cela contre les Loix fondamentales du Royaume. Ces monſtrueux projets furent enfantez dans cette petite Aſſemblée, à qui la crainte & la terreur, que lui inſpiroit le voiſinage de l'Armée Suedoiſe, ôtoient toute ſorte de liberté, & à laquelle on eut la hardieſſe de donner le nom de *Diete d'Election*. Mais le Cardinal Radziowski Primat du Royaume, quoi qu'il n'eût pas peu contribué lui-même à ce deſſein criminel, contre ſa Foi & ſa Conſcience, ne voulut pourtant pas aſſiſter à cet Acte chimerique, ni être preſent au vain Couronnement qu'on meditoit. Ceux des Etats de Pologne qui étoient preſens, proteſterent contre toutes les Procedures qu'on pourroit faire à cet égard, & ſe ſervirent du Droit reçû de tout tems chez les Polonois, par lequel tout Acte de cette nature, eſt ſans force, & cenſé abſolument nul, quand il n'y auroit qu'un ſeul oppoſant. ANNO 1709.

Les Senateurs, les Grands du Royaume, & généralement tous ceux qui avoient à cœur le bien de leur Patrie, demeurerent inebranlables; ils ne voulurent point violer la Foi qu'ils devoient à Dieu, l'Auteur de la Majeſté Royale, à leur Roi legitime, & aux Loix du Royaume, ni rien faire de préjudiciable à leur liberté. Animez au contraire d'un zele véritable, ils firent publier au Camp de Landshut le 28. Juillet 1704. un Manifeſte, où, à l'exemple de ce qui avoit été fait l'année précedente à l'Aſſemblée de Sendomir, le prétendu *Détrônement* (comme ils l'appelloient) & toutes les demarches que les malintentionnez avoient faites à ce ſujet, étoient déclarées nulles, illegitimes & criminelles; par ce même Manifeſte, ils témoignoient l'indignation que de tels projets leur avoient inſpirée, ils proteſtoient contre l'Acte de cette Election forcée, ils déclaroient Leſcinski, & les Complices de ſon attentat, traitres, ennemis de la Patrie, & criminels de Leze-Majeſté; ils confirmoient les *Conféderations* qu'ils avoient faites, pour s'oppoſer à tous les injuſtes efforts des Conjurez; ils s'engageoient envers nous, par de nouveaux ſermens, à une obéïſſance & à une fidélité inviolables. Tout cela fut encore repeté & confirmé par de nouveaux Decrets, dans les autres Aſſemblées qui ſe firent enſuite.

Il y avoit une *Concluſion* de l'Empire faite à la Diete de Ratisbonne le 30. Septembre 1702. confirmée par l'Empereur, & par tous les Etats de l'Empire, approuvée par le Roi de Suede même, en conſéquence des Etats qu'il poſſéde dans l'Allemagne, par laquelle *Concluſion* on déclaroit; que quiconque attaqueroit ou troubleroit, de quelque maniére que ce fût, un Electeur, un Prince, un Etat, ou un Allié de l'Empire, durant la Guerre contre la France & ſes adhérans, ſeroit déclaré ennemi de l'Empire, ſes entrepriſes ſeroient regardées comme étant faites contre l'Empereur & l'Empire mêmes; que tous Electeurs, Princes, Etats & Alliez de l'Empire, ſeroient obligez d'unir leurs forces pour s'oppoſer à ſes deſſeins. Une pareille *Concluſion* ne fut pas capable de retenir le Roi de Suede, & de l'empêcher de faire des entrepriſes contre l'Empire, ni de porter la Guerre dans nôtre Electorat, & dans nos Etats Héréditaires.

Les premiéres paroles que la Chancellerie du Roi de Suede adreſſa à nos malheureux, quoi qu'innocens Sujets, furent des menaces du fer & du feu. La Déclaration qu'il donna à ſon Camp près de Krumels le 5. Septembre 1706. lors de ſon irruption en Saxe, portoit; que quiconque ſeroit aſſez hardi pour vendre ſes maiſons & ſes poſſeſſions, pour mettre à couvert ſes meubles, ou cacher dans la Terre ce qu'il auroit de précieux, qui feroit la moindre réſiſtance, ou n'obéïroit pas promptement aux ordres des Officiers & des Commiſſaires, qu'un tel homme, de quelque condition & de quelque ordre qu'il pût être, & en quelque endroit qu'il fût pris, & que ſes biens fuſſent trouvez, ſeroit traité comme ennemi, & châtié par le *Fer* & le *Feu*. Le Roi de Suede avoit encore amené avec lui, le Traitre Leſcinski accompagné d'un amas de perfides Polonois.

Il eſt aiſé de juger quelle crainte & quelle terreur dût jetter dans l'eſprit de nos Sujets cette irruption inopinée. La Déclaration remplie de menaces, inouïes juſques-là parmi les Chrêtiens, laquelle ils avoient devant les yeux, les jettoit dans la derniere conſternation; ils n'oſoient rien cacher de ce qu'ils avoient, ni l'ôter de devant les mains du Soldat avide; une parole, un geſte, le moindre retardement, leur étoient imputez à crime; ils étoient traitez eux-mêmes de refractaires, & de gens animez d'un eſprit de contumace; la crainte de perdre leur vie par le fer, & de voir périr par le feu leurs poſſeſſions & leurs heritages, les tenoit dans une allarme continuelle.

Les choſes étant ainſi, qui eſt-ce qui pourra donner un mauvais tour à la compaſſion paternelle qu'exciterent dans nôtre cœur les miſeres de nos Sujets, & les calamitez où ils étoient réduits? Il y avoit d'ail-

ANNO 1709. d'ailleurs une autre consideration qui nous sollicitoit fortement, c'étoit la crainte que nous avions, qu'un pareil évenement n'allumât la Guerre dans le cœur de l'Empire même, & n'interrompît les heureux succès des Armes des Princes Alliez contre la France. Ces considérations nous obligerent donc à nommer des Plénipotentiaires, & nous en choisîmes qui dans d'autres occasions nous avoient donné quelque sorte de preuve de leur fidelité, & de qui nous avions d'autant plus de sujet de concevoir de bonnes esperances dans celle qui se présentoit, qu'ils s'étoient offerts eux-mêmes, & avoient fortement sollicité d'être employez dans une affaire si delicate. Nous leur donnâmes des Instructions, & leur ordonnâmes d'aller trouver nôtre Ennemi. Pour ramener plus promptement une tranquillité si ardemment desirée, & pour faire connoître à nos Plénipotentiaires mêmes, la bonne opinion que Nous avions de leur fidélité & de leur habileté, nous leur mîmes entre les mains des Blancs signez, dont ils pussent se servir dans cette négociation, lors que cela seroit nécessaire. Mais nous inférâmes cette Clause dans le Plein-Pouvoir dont Nous les munîmes, & que nous leur donnâmes au Camp près de Novogrodeck le 16. Août 1706. *Qu'ils traitassent sous des conditions équitables & Chrétiennes*; Clause qui a été souvent repetée depuis par les Suedois eux-mêmes. Or tout le monde peut voir s'ils ont observé cette *Equité Chrétienne*; il n'y a pas un Article dans ce Traité, qu'on appelle Traité de Paix, & qui fut conclu à Randstadt par nos dits Plenipotentiaires le 14. (24.) Septembre 1706. où il paroisse la moindre ombre d'Equité ou de Christianisme. De là vient aussi que ces malheureux & imprudents auteurs de la Paix, n'oserent pas nous remettre, ni presenter à nos yeux le Traité qu'ils avoient conclu, tel qu'il a été publié dans la suite. Tout au contraire, George Ernest Pfingsten, qui nous étoit venu trouver à Petricow, & qui se disposoit à retourner en Saxe le 20. Octobre, osa bien Nous assurer, qu'il n'y avoit encore rien de conclu; qu'on n'étoit pas convenu des Conditions, lesquelles on n'avoit que proposées; que quoique les Suedois en exigeassent quelques unes qui paroissoient trop dures, il seroit aisé de les adoucir, à nôtre arrivée en Saxe, dequoi il étoit persuadé, & ce qu'il pouvoit prouver par son *Protocole*; quoi qu'il soit certain, & que la suite l'ait fait voir, qu'ils n'en avoient tenu aucun; & cela paroît d'autant mieux, que le Traité avoit déja été signé de part & d'autre le 14. (24.) Septembre, lors qu'il tâchoit de Nous persuader la vérité des assurances dont nous venons de parler. De plus on abusa d'un des Blancs-signez que nous avions donnez, & on s'en servit malicieusement, à nôtre insu & contre notre intention, pour ratifier les Articles d'un Traité frauduleux, que Nous n'avions pas seulement vu. Et pour rendre la chose plus vrai-semblable, ledit Pfingsten fit dater cette Ratification du même jour qu'il étoit parti d'auprès de nous, & qu'il Nous avoit voulu persuader des choses si contraires à la vérité.

Ces faux recits dont ils Nous abuserent, & les vaines esperances qu'ils Nous donnerent, Nous ôterent des mains tout le fruit que Nous devions attendre de la Victoire que Nous venions de remporter, près de Calisch le 29. Octobre, avec nos Troupes, secondées de la valeur de celles de Sa Majesté Czarienne, & par l'assistance de Dieu, sur le Général Mardefeld, qui avoit dessein de Nous surprendre, & sur son Armée composée de Suedois & de quelques Polonois séditieux. Nous ne poursuivîmes donc pas une Victoire, dont nous aurions pû retirer des avantages très-considerables; mais nous donnâmes au Roi de Suede de nouveaux témoignages de la même Generosité, avec laquelle Nous Nous étions conduits, pendant tout le cours de la Guerre que Nous avions euë avec lui. Nous donnâmes la liberté au Général Mardefeld, & à tous les autres Prisonniers que Nous avions faits, Nous leur fimes rendre leur bagage & leurs équipages. Ensuite, Nous hâtâmes nôtre retour en Saxe, nous fiant sur l'assurance qui Nous avoit été donnée, que les choses s'ajusteroient à l'amiable, & conformement aux Loix de *l'Equité* & du *Christianisme*, lors que Nous Nous serions abouché avec le Roi de Suede; que ce Prince ne seroit pas insensible aux liens d'un même sang qui nous unissoient.

A nôtre arrivée, on ne manqua pas de Nous donner de bonnes paroles; mais Nous n'eûmes pas de peine à découvrir au fond une dureté extrême & presque incroyable. Nos Plenipotentiaires commencerent alors leurs regrets, & reconnurent enfin, mais trop tard, qu'ils avoient été surpris, & qu'on les avoit trompez. ANNO 1709.

Les choses étant dans cette situation, quel parti y avoit-il à prendre? Nous nous voyions environné d'ennemis, & à leur merci; Nous avions laissé échaper de nos mains tout le fruit que Nous pouvions attendre de nôtre Victoire, & Nous avions perdu l'occasion de profiter des Conditions avantageuses qui Nous avoient été proposées; cette belle Paix avoit déja été renduë publique dans toute l'Europe. Il ne fut donc pas en nôtre pouvoir de Nous défendre de donner cette Déclaration du 9. (19.) Janvier 1707. que le Roi de Suede Nous arracha. Mais ne pouvant differer nôtre juste vengeance, nous fimes arrêter, & Nous envoyâmes à nôtre Forteresse de Sonnenstein, les pernicieux Auteurs de la Paix, après les avoir privez de leurs Dignitez & de leurs Charges; & on prononcera dans peu, contre eux, la juste Sentence qu'ils ont meritée.

Quelques dures & injustes que fussent les Conditions de la Paix, qu'on Nous avoit imposées, le Roi de Suede n'observa pas seulement celles à quoi il s'étoit engagé. Pour en être convaincu, on n'a qu'à lire le premier Article du Traité de Paix; il porte, que *faisant cesser toutes hostilitez ils promettent de part & d'autre, de ne rien faire par eux-mêmes ni par d'autres, secrétement ni ouvertement, directement ni indirectement pour s'entrenuire; de ne donner aucun secours l'un contre l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être; mais plutôt de chercher & de faire dorénavant tout ce qui peut contribuer à leur honneur & avantage &c.*

D'ailleurs, par l'Article XV. du même Traité, on étoit seulement convenu, qu'il seroit permis au Roi de Suede, *de mettre ses Troupes en Quartiers d'hiver* dans la Saxe, *& d'y exiger de quoi les faire subsister*. Cependant on étendit ces Quartiers d'hiver jusqu'au milieu de l'Eté, sous divers prétextes, & par des demandes injustes qu'il étoit impossible de satisfaire; & ils ne finirent qu'après que les differens qui étoient survenus entre l'Empereur & le Roi de Suede, furent terminez, par le moyen du Comte Wenceslas de Wratislau Envoyé de Sa Majeste Imperiale; de sorte que ces Quartiers d'hiver durerent au delà d'une année. En effet le Roi de Suede, après avoir passé l'Oder à Steinau, avoit fait irruption dans nos Etats le premier de Septembre 1706. & il n'en sortit, pour rentrer en Pologne par le même endroit, que le 16. Septembre de l'année suivante; il falut même que nos Sujets voiturassent jusques en Pologne, les provisions de fourage qu'il avoit faites pour son Armée.

Nous avions déja, avant le Printems, rempli toutes les Conditions du Traité, comme le Roi de Suede Nous l'avoit demandé par des Lettres qu'il Nous fit rendre au mois de Février 1707. par son Secretaire Cederhielm. Nous avions donné la liberté à tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits à la Bataille de Calisch, & Nous n'avions reçû en échange aucuns de ceux d'entre les nôtres qui avoient été emmenez prisonniers en Suede; à quoi pourtant le Général Mardefeld avoit engagé sa parole, par une promesse qu'il avoit donnée par écrit, lors que Nous lui rendîmes la liberté, & à ceux qui étoient prisonniers avec lui. Nous fûmes même obligé de rendre, aux fers des Suedois, ceux de nos Soldats & de nos Sujets qu'ils avoient fait prisonniers à la Bataille de Frauenstadt, & que Nous avions délivrez à celle de Calisch.

Quoi que Nous n'y fussions aucunement engagé par le Traité de Paix, Nous voulumes bien deferer à la priere qui Nous fut faite par le Roi de Suede, d'écrire à Stanislas une Lettre de nôtre propre main, dans laquelle Nous le traitions de la même maniere, & Nous lui donnions les mêmes titres qui lui étoient accordez par le Roi de Suede. Nôtre intention étoit de témoigner par cette démarche, que Nous ne voulions négliger aucun des moyens qu'on croyoit propres à soulager la Saxe, & à la délivrer des calamitez sous lesquelles elle gemissoit.

Enfin, Nous Nous rendîmes, autant que cela dépendit de Nous, aux instances réïterées qui Nous furent faites, contre nôtre attente, au mois de Juin

de

ANNO 1709. de la même année ; mais ce ne fut pas ſans de grands combats que la douleur livra dans nôtre cœur.

Cependant Nous n'avancions rien ; toutes ces démarches, dont Nous venons de parler, ni pluſieurs autres que Nous taiſons, ne produiſoient aucun effet.

Quoi que Nous euſſions fait ſortir nos Garniſons de Cracovie & de Tycozyn, Villes de Pologne, vers le commencement de l'année 1707. celles que le Roi de Suede avoit miſes dans le Château de Leipſig & à Wittemberg, ne vuiderent ces Places, que lors que l'Armée entiere ſe retira, contre la teneur de l'Article XVII. du Traité.

Les ſommes exceſſives d'argent qu'ils tiroient de nos pauvres Sujets, au lieu de diminuer après la concluſion de la Paix, alloient au contraire tous les jours en augmentant ; & après que le Traité eût été ſigné, ils levoient de plus groſſes contributions, dans l'eſpace d'un mois, qu'on n'en pouvoit raiſonnablement exiger dans l'eſpace de ſeize ; ce qui ne pouvoit qu'épuiſer entierement le Païs. En effet, lors que l'on calcule à quoi montent les contributions que les Suedois ont exigées en Saxe, ſous les noms de *Portions* & de *Rations*, on trouve qu'ils ont tiré de cette Province juſques à 23. millions d'écus ; même ſans y comprendre les deſordres cauſez par la licence des Soldats, & par leurs rudes executions. Mais quoi, ces paroles, *De quoi les faire ſubſiſter*, ſignifioient-elles les ſommes immenſes d'argent, & la quantité de fourage, que les Suedois exigeoient ſans bornes & ſans meſure ? D'ailleurs il eſt clair, que lors qu'on étoit convenu d'entretenir l'Armée Suedoiſe pendant le Quartier d'hiver, on la ſuppoſoit dans l'état qu'elle étoit du tems de la concluſion du Traité, & non telle qu'elle avoit été augmentée depuis. Il eſt certain qu'on auroit pû nourrir & entretenir près de cent mille hommes avec les contributions exceſſives qu'on exigeoit en Saxe. Cependant on avoit renoncé, par l'Article II. du Traité, à tous dédommagemens qu'on auroit pû prétendre pour les frais de la Guerre.

Avoit-il été ſtipulé, que l'Armée Suedoiſe augmenteroit de la moitié dans nos Etats ; qu'on y feroit des levées d'hommes, & qu'on les dégarniroit par là d'Habitans. Les Soldats qui deſertoient de nos Forteresſes & de nos Garniſons, avec leurs armes & leurs équipages, étoient enrôlez ouvertement par les Suedois. Auſſi oſerent-ils Nous faire l'affront d'arracher & de déchirer en pluſieurs occaſions, & en differents endroits, mais ſur tout dans la Luſace inferieure, les Edits que Nous avions fait afficher, comme c'eſt la coûtume, contre les Deſerteurs.

Il n'y avoit pas un ſeul mot dans le Traité qui Nous engageât à nourrir cette foule de Polonois, qui accompagnoient Staniſlas, & dont le nombre n'étoit pas petit ; moins encore Staniſlas lui-même, qu'ils avoient oſé prendre pour Chef. Cependant on arrachoit avec violence, de l'argent & du fourage de nos Sujets, pour leur entretien ; joint à cela, que ces Bandits pilloient & déroboient, avec une licence qui croiſſoit de jour en jour ; de telle ſorte, que le Roi de Suede fut obligé lui-même de publier un Edit le 12. Octobre 1706. pour empêcher ces deſordres, & de permettre qu'on empriſonnât de tels voleurs.

L'Armée des Suedois ne fut pas moins à charge à nôtre Electorat & à nos Etats. On n'exemptoit pas plus des contributions, les Lieux qui avoient été brûlez, que ceux qui étoient dans leur entier ; il falloit même que les Habitans qui reſtoient payaſſent pour les Lieux deſerts & dont il y avoit déja long tems que Nous ne retirions plus rien. Les Lieux mêmes qui avoient été brûlez par la faute des Suedois, ce qui étoit ſouvent arrivé, n'étoient pas exempts des contributions. Nous avons un triſte exemple de ce que Nous venons d'avancer, dans ce qui arriva à Bebra Ville ſituée dans le Cercle de Thuringue. Les Suedois firent mettre le feu aux quatre coins de la Ville, parce que les Habitans n'avoient pas fourni aſſez promptement tout le fourage qu'on leur avoit demandé ; & ce qu'il y a de plus abominable dans cette conduite barbare, eſt, que ceux d'entre les Habitans qui s'étoient ſauvez dans l'Egliſe, croyant trouver près de l'Autel un refuge aſſuré, furent arrachez de cet azyle ſacré, & chaſſez à coups de foüet. Nous ne diſons rien de ce qui eſt arrivé en d'autres Lieux, dont les ruïnes ſont encore des témoins bien triſtes de leur fatal ſort. ANNO 1709.

Nous Nous étions offert d'employer nos ſoins, pour recueillir les contributions, & cela dans la penſée d'empêcher la ruïne dont nos Sujets étoient menacez, par la maniere inégale & diſproportionnée dont les Suedois levoient ces Impôts que l'on appelle *Steuer-Schock* ; mais on ne voulut pas nous le permettre. Nous avions auſſi ſouhaité que ces Impôts généraux qu'on appelle *Acciſes*, demeuraſſent toûjours ſur le même pied qu'ils étoient, pour pouvoir amaſſer plus aiſément les ſommes qu'on exigeoit de nos Sujets, & ſubvenir à leur pauvreté. Mais on ne ſe contentoit pas d'abolir entiérement leſdites *Acciſes*, on chaſſoit encore de leurs Poſtes ceux qui étoient commis pour les recueillir, on les mal-traitoit en pluſieurs manieres, juſques à les trainer ſouvent en priſon. Ainſi, nonobſtant la Paix qui avoit été concluë, Nous Nous voyions encore privez de tous les Droits que Nous avions naturellement ſur nos Sujets.

Ce n'étoit pas aſſez que le Roi de Suede donnât des ordres de ſon Quartier, pour faire lever des contributions ſi exceſſives, il falloit encore que les Officiers taxaſſent nos Sujets à leur fantaiſie, & qu'ils en exigeaſſent les *Portions* & les *Rations* qu'ils jugeoient à propos. Et ſi quelqu'un d'entre ces Officiers étoit condamné à rendre ce qu'il avoit pris de trop, il trouvoit pourtant toûjours quelque prétexte pour le détourner, & en fruſtrer ceux à qui la reſtitution devoit être faite ; & il arrivoit quelquefois, que ceux qui portoient des plaintes là-deſſus, étoient, pour cela même, expoſez à toute ſorte d'inſultes.

Ils n'étoient jamais contens du poids, ni de la meſure. Pour faire un plus grand dégât de fourage, ils faiſoient litiere de foin à leurs chevaux. On ne reſpectoit plus ni Officiers, ni Juges, ni Magiſtrats ; il n'y avoit plus de ſureté, pour eux : on les traînoit en priſon ſous divers prétextes. S'il y avoit dans une Communauté quelqu'un qui fût plus à ſon aiſe que les autres, on le mettoit en priſon & on le faiſoit payer pour ceux qui ne le pouvoient pas.

Ni le reſpect que l'on doit aux Egliſes, ni la ſainteté des jours de Fête n'étoient pas capables de ſe défendre contre les inſultes. On exigeoit des perſonnes & des Lieux mêmes qui avoient déja fourni ce à quoi ils étoient taxez, qu'ils payaſſent pour ceux qui ne l'avoient pas fait. On enlevoit les habits, les lits & les autres meubles, & on les vendoit à des Juifs qu'on avoit fait venir exprès de Bohéme, à peine la quatriéme partie de ce qu'ils valoient. Combien de nos Sujets, négligeant le Salut de leurs Ames, ſe ſont portez à la funeſte extremité de ſe tuer eux-mêmes, pour ſe délivrer tout d'un coup, des peines & des ſouffrances, à quoi ils étoient expoſez ?

C'eſt une choſe qui paſſe l'imagination, que ce que les Suedois exigerent à leur départ. Comme ſi tout leur eût appartenu, ils demandoient & prenoient des chevaux, ſoit pour les monter, ſoit pour traîner leur bagage & ils choiſiſſoient les meilleurs ; ils enlevoient les beſtiaux, ou ils s'en faiſoient payer la valeur. Ils avoient déja auparavant levé des ſommes conſidérables d'argent pour acheter des chevaux pour leur Artillerie, de la toile, des tentes, du biſcuit, & une infinité d'autres choſes de cette nature. Ils contraignirent nos Sujets de les ſuivre non ſeulement juſques en Pologne, mais juſques dans l'Ukraine, d'où une partie n'eſt pas encore de retour à l'heure qu'il eſt. Ils faiſoient aſſembler des troupeaux nombreux de bœufs, d'où ils choiſiſſoient les plus gras qu'ils emmenoient. Nous paſſons ſous ſilence une infinité d'autres choſes de cette nature.

Du reſte, le Roi de Suede même ne pouvoit pas nier que tous les excès, dont Nous avons parlé, ne fuſſent commis ; car Nous lui écrivimes deux Lettres, l'une du premier Août 1707. & l'autre du 12. du même mois, par où Nous l'avertiſſions de tous ces deſordres & de tous ces excès. Mais il n'allégua autre choſe, pour toute excuſe, dans la Réponſe qu'il fit le 29. Juillet (9. Août) à nôtre premiére Lettre, ſi ce n'eſt, qu'il étoit impoſſible de ſubvenir à l'entretien d'une Armée auſſi nombreuſe que la ſienne, & d'y ſubvenir pendant ſi long-tems, ſans que le Païs en ſouffrît un peu.

Il étoit néceſſaire que Nous rapportaſſions ces exemples, pour faire connoître à toute la terre de quelle maniére on s'eſt comporté avec Nous ; quelles miſeres & quels dommages ont ſouffert nos Sujets,

ANNO 1709. jets, qui attendoient de tout autres fruits de la Paix ; comment le Roi de Suede y a satisfait, comment il a d'abord violé les engagemens où il s'étoit mis.

Nous ajoûterons ici, que nôtre Partie adverse, contre l'Article VI. du Traité, a dépouillé plusieurs Polonois des Dignitez & des Charges qu'ils possédoient en Pologne & dans le Grand Duché de Lithuanie, & que Nous leur avions conferées, avant le terme marqué par le Traité, savoir avant le 5. (15.) Février 1704.

Après tout, Nous sommes persuadez, que tout ce qu'il y a de gens de bon sens au monde, ont regardé avec indignation une Paix si dure & si cruelle, & dans laquelle on a voulu Nous imposer des conditions si déraisonnables ; une Paix d'ailleurs qu'on a prescrite à nos Commissaires, qu'ils ont signée contre les ordres que Nous leur avions donnez : puisque, comme Nous l'avons déja remarqué, Nous avions mis cette restriction au Plein-pouvoir que Nous leur avions donné, qu'ils ne devoient traiter que sous des *conditions équitables & Chrétiennes*. Nous sommes aussi persuadez que ces mêmes gens de bon sens, ont mis cette Paix au rang des engagemens que l'on n'est pas obligé de tenir.

Toutes les conditions qu'on exigeoit de Nous par ce Traité fatal, ne sont pas seulement contraires à la Dignité Royale, & à l'honneur, qui doivent être aussi chers que la vie ; mais qui plus est, elles sont contraires à l'Equité, aux Coûtumes & au Droit des Gens ; & elles sont accompagnées de difficultez insurmontables ; de sorte que dès là elles doivent être considérées comme nulles & sans force.

Qui a jamais ouï dire, qu'on ait contraint, ou seulement exigé, d'un Roi qui l'est legitimement, de declarer un Sujet rebelle, Roi legitime ; mais un Sujet qui n'avoit d'autres titres, pour justifier ses prétensions téméraires, que sa rebellion, sa foi violée malgré les sermens solemnels qu'il avoit si souvent faits à son Souverain, un dévouement criminel à l'Ennemi de sa Patrie ; un Sujet qui avoit contre lui toutes les Loix du Royaume de Pologne, dont l'Election n'a été faite que par les Ennemis du Roi & de la Patrie, par la force & par la violence ? Quoi ! un Souverain ôteroit lui-même de dessus son front le Diademe sacré qui y est placé legitimement, pour le mettre sur la tête d'un tel Sujet rebelle ? Il soûmettroit à l'injuste pouvoir d'un perfide, des Etats qui ne lui ont jamais manqué de fidélité, des Sujets qui ont toûjours eu à cœur l'interêt de leur Patrie ? Mais est-il au pouvoir d'un Roi de Pologne de casser & d'annuller, sans le consentement des Etats, les Loix & les Déclarations faites dans les Diétes Générales, dans les Conseils du Senat, & dans d'autres Assemblées ? Dépend-il de lui de quitter la Couronne, & de transferer ses Droits à un autre ? Qui est-ce qui ne sçait pas les Constitutions du Royaume de Pologne ? C'étoit-là cependant ce qu'on exigeoit de Nous, par l'Article II. du Traité.

Mais encore ; de quel Droit, & par quelle raison, étoit-il remis à la liberté du Roi de Suede par l'Article X. de retenir nos Soldats que la fortune des Armes avoit fait tomber entre ses mains ? Pourquoi s'arrogeoit-il le pouvoir de retenir prisonniers, après la Ratification du Traité, des hommes libres, nos Sujets, dont plusieurs ont encore actuellement leurs familles & des maisons dans nos Etats ? Et cependant on Nous obligeoit, par l'Article IX. & X. à relâcher tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits, sans qu'il Nous fût permis d'en retenir aucun.

C'est, sans doute, une chose bien dure, que de vouloir rompre les nœuds qui unissent des Alliez ; cependant elle n'est pas sans exemple. Mais avoir exigé de Nous que Nous livrassions un Ministre d'un de nos Alliez, que Nous ne gardions que pour le rendre bien-tôt à son Maître, & à qui on a fait souffrir dans la suite de si cruels supplices ; avoir prétendu que Nous arrêtassions & que nous remissions entre les mains de leurs Ennemis, comme prisonniers de Guerre, des Troupes Auxiliaires que Nous avions dans nos Etats ; c'est ce dont on ne trouve aucun exemple dans les Histoires, & ce qui est porté par les Articles XI. & XII. du Traité de Randstadt.

Mais ce n'étoit pas encore assez. N'est-ce pas attaquer la Majesté de Dieu elle-même, que de vouloir usurper sur la Conscience un Empire qui appartient à Dieu seul ? Sans parler de ce que le Roi de Suede a soustrait de nôtre obéissance, des Sujets qui nous avoient toûjours été fidéles, & qu'il les a contraints de devenir parjures. Nous demandons seulement, si quelqu'un au monde étoit en droit d'éxiger que Nous faussassions les Sermens réitérez, par lesquels Nous avions engagé nôtre Conscience ? N'avions-Nous pas juré, selon les *Conventions faites avec la République*, de régner tout le tems de nôtre vie, & de n'abdiquer jamais la Couronne, qu'avec le consentement des Etats ? N'y avoit-il pas une Constitution particuliére du Royaume, qui fut faite après l'Abdication de Casimir, laquelle portoit, qu'il ne seroit jamais permis à aucun Roi de Pologne de travailler à son Abdication, ni d'abandonner la Couronne, sans avoir auparavant fait assembler, pour ce sujet, généralement toute la République. Nous avions confirmé ce Serment dans l'Assemblée Générale de *l'Arriére-ban* & Nous avions promis solemnellement par un Decret particulier, que Nous n'abandonnerions jamais les Rênes du Gouvernement ; & que Nous ne ferions pas séparement la Paix avec le Roi de Suede. Nous étions entrez dans les mêmes Engagemens en 1703. à la Diete de Lublin, & en 1704. à l'Assemblée Confederée de Sendomir. Le Serment étoit conçû en ces termes. *De quelle maniére qu'il plaise à Dieu de disposer de la République, Nous ne l'abandonnerons jamais ; mais plûtôt Nous la defendrons tout le tems de nôtre vie, au prix même de nôtre sang. Nous ne donnerons jamais les mains à aucune* Scissio, *ni à aucunes conditions de Paix séparées. C'est ce que Nous Nous engageons par un saint Serment, d'observer religieusement.* Quel autre que Dieu, peut Nous dégager d'un pareil Serment ?

Les Suedois ayant pris un grand soin, en dressant les Articles de la Paix de Randstadt, pour inserer & exprimer en détail dans l'Article VI. tous les Decrets & les Statuts, nommez vulgairement *Lauda*, qui avoient été faits depuis le 5. (15.) Février 1704. pour nôtre conservation, pour celle des Loix du Royaume & de la Liberté publique, oublierent, comme par une direction secrete de la Providence, d'y inserer le Decret qui avoit été fait à Landshut généralement par toute la Republique, contre la prétenduë Election de Lescinski.

Maintenant Nous donnons à juger à toute la Terre, s'il est juste que Nous tenions un Traité, qui a été prescrit à nos Commissaires par la force & par la crainte, & qui a été fait dans un tems où nos affaires étoient en très-mauvais état ; si ce ne seroit pas au contraire agir contre nôtre Conscience que de nous y arrêter ? C'est une chose qui passe l'imagination, que le Roi de Suede ait pû exiger de Nous de semblables conditions ; & ne doit-il pas s'accuser lui-même d'en avoir mis dans le Traité, qui sont du rang des choses impossibles ? Par là même ne consentoit-il pas tacitement, qu'il fut libre de ne pas s'en tenir à un Traité, qu'il faisoit avec un Prince, dont il ne pouvoit ignorer l'état, puisqu'il étoit connu de toute la Terre ?

C'est une Maxime de la Morale, que *Personne n'est obligé à l'impossible*. Or ne doit-on pas mettre au rang des choses impossibles, celles qui sont contraires à la Volonté de Dieu, à la Foi, à la Conscience, à l'Honneur, à l'Honnêteté & aux bonnes Mœurs ? Il n'y a personne à qui il reste seulement une étincelle de droite raison, qui ne juge que nous sommes entiérement dégagé de toute obligation.

Ceux qui avoient projetté le Traité, en étoient bien persuadez en leur Conscience, d'où vient que dans l'Article second ils tâchent d'éloigner tout *prétexte de Droit*, pour cacher, en quelque maniére, leur injustice aux yeux du monde. Mais si la vérité peut souffrir quelque fois des éclipses, elle ne sçauroit pourtant jamais être entiérement obscurcie.

Nous sommes obligez de donner ici les loüanges qui sont si justement dûës à la constance de nôtre Ami & Frere le Grand Czar de Moscovie. Nous devons aussi rendre justice à la Fidélité des Illustres Etats du Royaume de Pologne, laquelle ils Nous ont gardée inviolablement, depuis la Confédération de Sendomir. Nôtre Ami, Frere & Allié, les Etats & les fidéles Sujets de nôtre Royaume, Nous sollicitent, nous appellent, Nous conjurent ; nôtre Conscience même ne nous permet pas de plus longs délais. Il ne nous reste donc plus rien à faire, qu'à rentrer dans la possession d'un bien que Nous avons reçû de Dieu & du Droit. C'est pour cette fin, qu'après plusieurs Négotiations, Nous avons renouvellé depuis quelque tems, & serré par de nouveaux nœuds l'Amitié & l'Alliance qu'il y avoit entre Nous & Sa Majesté Czarienne.

ANNO 1709. Nous reconnoiſſons de plus ici, qu'il n'étoit pas en nôtre Pouvoir de faire, ſans l'aveu de la République, (qui n'a pas été dûëment convoquée à cet Acte) l'Abdication de la Couronne de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent.

Il s'enſuit naturellement de là, que l'Acte d'Abdication daté de Petricow le 20. Octobre 1706. dont on a pareillement rempli frauduleuſement un de nos Blancs-ſignez, eſt nul & ſans force. Nous prenons donc ce que la Providence Divine Nous a donné, & qui Nous appartient de Droit.

Nous déclarons enſuite par ce preſent Manifeſte, qu'encore que Nous ayons reçû beaucoup d'injures du Roi de Suede, que nos Sujets en ayent été maltraitez, que nôtre Electorat & nos autres Etats ayent ſouffert de grands dommages de ſa part, que ce Roi ait violé lui-même cette prétenduë Paix : Nous n'avons cependant pour but principal, que de Nous rétablir dans la ferme poſſeſſion de la Couronne du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent, de ramener la tranquilité dans nôtre Royaume, de ne pas abandonner la République, & de ſeconder nôtre fidéle Allié dans ſes juſtes entrepriſes.

Nous ſouhaitons donc, & Nous l'eſperons, que le Roi de Suede rentrant en lui-même, & peſant les raiſons Divines & humaines que Nous avons de nôtre côté, n'entreprenne rien pour empêcher l'éxécution de nôtre deſſein, & ceux des nôtres qui Nous ont toûjours gardé la foi depuis le tems de la Confédération de Sendomir.

Que ſi le Roi de Suede perſiſte à Nous être contraire, & s'oppoſe encore à nôtre deſſein, Nous prenons toute la Terre à témoin, qu'il ſera l'Auteur de tous les maux qui en pourront arriver ; puiſque Nous ne cherchons qu'à conſerver une Dignité que Nous avons reçûë de Dieu ; qu'en ce cas-là, le Roi de Suede devra ne s'en prendre qu'à lui-même, ſi nous le contraignons à reparer les torts & les dommages que nous ou les nôtres avons ſoufferts ou ſouffrirons, & de Nous donner une ſatisfaction telle que Nous la pourrons exiger.

Au reſte, Nous eſperons que tous Rois, Electeurs, Princes & Etats Chrêtiens, Nous donneront dans cette occaſion, des témoignages du panchant qu'ils ont à la Juſtice ; qu'ils conſidéreront combien peut être pernicieux à tous, l'exemple du *Détrônement* qu'on avoit projetté ; qu'ils regarderont avec horreur un pareil attentat, & que non ſeulement ils ne Nous ſeront pas contraires dans nôtre juſte entrepriſe, mais qu'ils Nous y préteront leurs ſecours. Nous l'eſperons d'autant plus, que Nous promettons de n'abandonner jamais les Princes Alliez contre la France, d'obſerver conſtamment les Traitez que Nous avons faits avec eux, & de ne retirer de leurs Armées aucunes de nos Troupes, tant que ces Traitez dureront. Nous déclarons de plus, que nous ne ſommes pas dans le deſſein d'envahir les Provinces que le Roi de Suede poſſéde dans l'Empire.

Vous nos très chers Senateurs, Grands & Palatinats du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie, & des Provinces dépendantes, qui depuis la Conféderation de Sendomir, avez toûjours maintenu avec tant de force & de courage, la gloire & la liberté de l'Illuſtre République de Pologne, perſeverez dans l'attachement que vous avez toûjours eu pour vôtre Patrie ; rappellez dans vôtre eſprit ces belles paroles du Decret qui fut fait d'un conſentement unanime & tout d'une voix à Grodnow ; *Pour la Foi, pour la Loi, & pour le Roi* ; ſouvenez-vous, d'un côté, avec quel ſoin Nous avons toûjours obſervé les Loix du Royaume, depuis que Nous régnons ſur vous, & conſidérez de l'autre, comment cette précieuſe liberté des Polonois, vantée & célébrée par toute la Terre, eſt foulée aux pieds par le Soldat étranger, à la honte de toute la Nation ; comment elle eſt opprimée par un homme de beaucoup inferieur à la plûpart d'entre vous, dont la volonté eſt entiérement ſoumiſe à celle d'un Prince étranger, & qui n'éxécute rien que par ſes Ordres.

Joignez vous donc à Nous & à nôtre très-cher Allié, uniſſez vos forces avec les nôtres, & ſecoüez le joug inſupportable, qui, peu s'en faut, vous accable depuis tant d'années. C'eſt là la ſeule voye qu'il y ait à prendre pour conſerver à la Patrie ſon ancienne Liberté, c'eſt l'unique moyen de rétablir le Commerce ; ſans cela il eſt impoſſible que la République puiſſe ſubſiſter.

Dans ce deſſein Nous Nous diſpoſons à vous aller trouver dans peu en Pologne. Dieu veuille ſeconder & favoriſer nos entrepriſes ! Nous mettons toute nôtre confiance en ſa Grace & en ſon ſecours. ANNO 1709.

Or comme nôtre principal deſſein, eſt de ramener la tranquillité dans le Royaume de Pologne, dans le Grand Duché de Lithuanie, & dans les Provinces qui en dépendent, Nous avertiſſons, avec une affection de Pere, tous ceux qui ont été juſques ici du Parti contraire, & qui ont offenſé la Majeſté de Dieu, & celle que Nous tenons de Lui, qu'ils ayent à rentrer dans la bonne voye, qu'ils ſe repentent de leurs crimes paſſez, & qu'ils retournent à leur Roi legitime. Nous leur accordons trois mois de tems pour rentrer dans leur devoir ; & Nous promettons d'abolir & d'oublier tout ce qu'ils ont fait par le paſſé, & de les recevoir dans nos bonnes graces ; pourvû que dans cet eſpace de tems, ils Nous donnent des preuves véritables de leur Obéïſſance & de leur Fidélité.

Mais ſi au contraire ils négligent cet avertiſſement paternel, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes, lors que Nous les traiterons avec la derniere ſévérité, & que Nous les punirons comme des Ennemis, & des Traîtres de la Patrie, par les ſupplices, les Confiſcations & les autres peines dont les Loix du Royaume, qui ſont déja établies, menacent ceux qui ſe ſont rendus coupables d'un crime tel que le leur. Mais Nous ſouhaitons, avec toute l'ardeur dont Nous ſommes capables, de n'être pas contraints d'en venir à cette extrémité.

En foi de quoi Nous avons ſigné de nôtre propre main le préſent Manifeſte, & Nous y avons fait mettre nôtre Sceau Royal & Electoral. Fait à Dreſden le 8. Août 1709.

(L. S.)

AUGUSTE Roi.

LXXXVIII.

Declaration de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs bas, en faveur de S. A. R. le Duc de* LORRAINE *portant qu'elles auront à cœur ſes interêts, dans la future Negociation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui eſt dûe, touchant le Duché de Montferrat.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 157.] 24. Août.

Du Samedi 24. d'Août 1709.

ON a examiné de nouveau le Mémoire du Sr. le Begue, Envoyé Extraordinaire de Son Alteſſe le Duc de Lorraine, tendant à ce que leurs Hautes Puiſſances veuillent entrer avec Sa Majeſté Imperiale, & la Reine de la Grande-Bretagne dans la déſignation d'un Equivalent promis audit Duc par le Traité du 8. Novembre 1703. entre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Royale le Duc de Savoye ſous la Garantie de ladite Reine, & de leurs Hautes Puiſſances & demandant, qu'en cas que les conjonctures preſentes ne fuſſent point aſſez favorables pour en faire joüir ledit Duc de Lorraine dés à preſent, leurs Hautes Puiſſances veuillent en conformité de leur Garantie, & à l'exemple de leurs Majeſtez Imperiale & Britannique lui donner des aſſurances par un Acte authentique, que cette affaire ſera terminée à ſa ſatisfaction dans les Préliminaires de la Paix générale, tant pour le fond, que pour la perte qu'il ſouffre par la Nonjoüiſſance actuelle du Montferrat mentionnée plus amplement dans ledit Mémoire. Sur quoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon, & arrêté, qu'il ſera répondu audit Sr. le Begue ſur ce Mémoire, que leurs Hautes Puiſſances, tant par l'affection & l'eſtime qu'Elles ont pour la perſonne & pour l'amitié de Son Alteſſe le Duc de Lorraine, qu'en conſideration des bons ſervices rendus à la Cauſe commune par feu les Ducs ſon Pere & ſon Grand Oncle de glorieuſe mémoire, ont toûjours été portées, & le ſont encore, à avancer les intérêts de Son Alteſſe, en ce qui dépend d'Elles, autant qu'il eſt poſſible.

Que

ANNO 1709. Que s'étant engagées à garantir le Traité ſuſmentionné de point en point, Elles ne manqueront pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & ſes prétentions à une Indemnité juſte & raiſonnable pour le Duché de Montferrat conformément à l'Article cinquiéme dudit Traité. Que leur intention n'eſt nullement qu'on lui faſſe le moindre tort touchant ſes Droits & Prétentions légitimes, & qu'Elles ſont prêtes dés à preſent de prendre les meſures néceſſaires avec leurs Majeſtez Imperiale & Britannique pour régler & déſigner un Equivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par ſa Non-joüiſſance depuis la mort du Duc de Mantouë. Mais ſi les conjonctures preſentes ne ſe trouvent pas aſſez favorables pour déſigner ladite Indemnité, leurs Hautes Puiſſances déclarent, qu'Elles s'intéreſſeront efficacement avec leurs Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la ſatisfaction & le dédommagement poſſibles, dont Son Alteſſe peut être fermement aſſurée. L'Extrait de la preſente Réſolution ſera mis entre les mains dudit Sr. le Bégue pour ſervir en temps & lieu, où il appartient.

Etoit ſigné,

FAGEL.

LXXXIX.

29. Oct. *Traité d'Alliance & de Garantie, appellé communement le* Traité de Barriere, *fait & conclu entre* ANNE *Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour le maintien de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Proteſtante, ſelon qu'elle eſt établie par les Loix, & aſſeurer à L. H. P. une Barriere ſufiſante aux Païs bas, contre la France, & autres, qui les voudroient ſurprendre & ataquer. A la Haye le 29. d'Octobre* 1709. Avec *les Articles Separés du même jour & an.* [Sur l'Imprimé à la Haye chez Scheltus, par ordre de L. H. P. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag 54.]

SA MAJESTE' la Reine de la Grande Bretagne, & les Seig. Etats Généraux des Provinces-Unies; aiant conſideré, combien il importoit au repos & à la ſûreté de leurs Royaumes & Etats; & à la tranquilité publique, de maintenir & d'aſſurer d'une part la Succeſſion à la Couronne de la Grande Bretagne, telle qu'elle eſt préſentement établie par les Loix du Royaume, & que d'autre part leſdits Etats Généraux des Provinces-Unies aient une forte & ſuffiſante Barriére contre la France, & autres qui les voudroient ſurprendre ou attaquer; & Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux apréhendant, avec juſte raiſon, les troubles & les malheurs qui pourroient ſurvenir au ſujet de cette Succeſſion, s'il ſe trouvoit un jour quelque Perſonne ou quelque Puiſſance, qui la revoquât en doute; & que les Païs & Etats deſdits Seigneurs Etats Généraux ne fuſſent pas munis d'une telle Barriére. Pour cesdites raiſons, Sadite Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, quoique dans la vigueur de ſon âge, & joüiſſant d'une parfaite ſanté, (que Dieu lui conſerve longues années) par un effet de ſa prudence & de ſa piété ordinaire, a jugé à propos d'entrer avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans une Alliance & Confédération particuliere, dont la principale fin & l'unique but ſeront le repos & la tranquilité publique; & de prévenir par des meſures priſes à tems, tous les évenemens qui pourroient exciter un jour de nouvelles Guerres: C'eſt dans cette vûë que Sa Majeſté Britannique a donné ſon plein-Pouvoir, pour convenir de quelques Articles d'un Traité Additionnel aux Traitez & Alliances, qu'Elle a déja avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, le Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynregis, Conſeiller du Conſeil Privé de Sa Majeſté Britannique, Capitaine des Gardes Hallebardiers de Sadite Majeſté, & ſon Lieutenant dans la Comté de Nortfolk; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aux Sieurs Jean de Welderen, Seigneur de Valburg, Grand-Baillif de la Baſſe-Betuwe, du Corps de la Nobleſſe de la Province de Gueldre; Frederik Baron de Rheede, Seigneur de Lier, St. Antoine, & ter Lee, de l'Ordre de la Nobleſſe de la Province de Hollande & Weſt-Friſe; Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire de la Province de Hollande & Weſt-Friſe, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſteyn, &c. Gedeon Hoeuft, Chanoine du Chapitre de St. Pierre à Utrecht, & Conſeiller élû dans les Etats de la Province d'Utrecht; Heſſel van Sminia, Secretaire de la Chambre des Comptes de la Province de Friſe; Erneſt d'Itterſum, Seigneur d'Oſterhof, du Corps de la Nobleſſe de la Province d'Over-Yſſel; & Wicher Wichers, Senateur de la Ville de Groningue; tous Députez à l'Aſſemblée deſdits Seigneurs Etats Généraux de la part reſpectivement des Provinces de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Over-Yſſel, & de Groningue & Ommelandes, leſquels, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance & de Confédération entre Sa Majeſté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſeront approuvez & confirmez par le préſent Traité, & demeureront dans leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inſerez de mot à mot.

II. La Succeſſion à la Couronne d'Angleterre aiant été reglée par un Acte du Parlement, paſſé la 12. année du Regne de feu S. M. le Roi *Guillaume* III, dont le titre eſt, *Acte pour la plus ample limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & des Libertez des Sujets*; & nouvellement en la 6. année du Regne de S. M., la Reine à préſent regnante, cette même Succeſſion aiant encore été établie & affermie par un autre Acte, fait pour la plus grande ſûreté de la Perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne, &c. dans la Ligne de la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre*; & en la Perſonne, de la *Princeſſe Sophie, & de ſes Héritiers, Succeſſeurs & Deſcendans, Mâles & Femelles, nez & à naître*. Et aucune Puiſſance n'ayant droit de s'oppoſer aux Loix faites ſur ce ſujet, par la Courronne & le Parlement de la Grande-Bretagne: S'il arrivoit néanmoins, ſous quelque prétexte, ou pour quelque cauſe que ce pût être, que quelque Perſonne ou quelque Puiſſance ou Etat, prétendît revoquer en doute l'établiſſement que le Parlement a fait de ladite Succeſſion, dans la Sereniſſime Maiſon de Hanovre, de s'oppoſer à ladite Succeſſion, d'aider ou de favoriſer ceux qui s'y oppoſeroient, ſoit directement ou indirectement, par une Guerre ouverte, ou en fomentant des Seditions & des Conſpirations contre Celle, ou Celui, en faveur de qui la Couronne de la Grande-Bretagne ſeroit ouverte, conformément aux Actes ſuſdits; les Etats Généraux des Provinces-Unies s'engagent & promettent d'aſſiſter, & de maintenir dans ladite Succeſſion, Celle ou Celui à qui elle apartiendra, en vertu deſdits Actes du Parlement, de les aider à en prendre poſſeſſion, s'ils ne l'avoient déja priſe, & de s'oppoſer à ceux qui voudront les troubler dans la priſe de poſſeſſion, ou dans la poſſeſſion actuelle de ladite Succeſſion.

III. Sadite Majeſté & les Etats Généraux, en conſequence du cinquiéme Article de l'Alliance, concluë entre l'Empereur, le feu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux le 7. Septembre 1701. employeront toutes leurs forces, pour recouvrer le reſte des Païs-Bas Eſpagnols.

IV. Et de plus, on tâchera de conquerir autant d'autres Villes & Forts qu'il ſe pourra, afin qu'ils puiſſent ſervir de Barriére & de ſûreté auxdits Seigneurs Etats.

V. Et comme ſuivant le 9. Article de ladite Alliance, on doit convenir entre autres choſes, comment & de quelle maniere l'Etat ſera mis en ſûreté par le moien de cette Barriére, la Reine de la G. Bretagne fera ſes efforts pour procurer, que dans le Traité de paix il puiſſe être convenu, que tous les Païs-Bas Eſpagnols, & ce que l'on pourroit en outre trouver néceſſaire, ſoit à l'égard des Villes & Places conquiſes ou non conquiſes, ſerviront de Barriére à l'Etat.

ANNO 1709.

VI. Qu'à cette fin, L. H. P. pourront mettre & avoir Garniſon, la changer, augmenter & diminuer, comme ils le jugeront à propos, dans les Places ſuivantes; à ſavoir, *Nieuport*, *Furnes* avec le Fort de *Knocke*, *Ypres*, *Menin*, la Ville & la Citadelle de *Lille*, *Tournay* & ſa Citadelle, *Condé*, *Valenciennes*, & les Places qu'on pourra conquerir encore ſur la France; *Maubeuge*, *Charleroi*, *Namur* & ſa Citadelle, *Liere*, *Hale* à fortifier, les Forts de la *Perle*, *Philippe*, *Damme*, le Château de *Gand* & *Dendermonde*; le Fort St. *Donas* étant attaché aux Fortifications de *l'Ecluſe*, & y étant entierement incorporé, demeurera & ſera cedé en proprieté à l'Etat; le Fort de *Rodenhuyſen* en deçà de *Gand* ſera razé.

VII. Leſdits Seig. Etats Généraux pourront auſſi mettre, en cas d'attaque apparente, ou de Guerre, autant de Troupes qu'ils jugeront néceſſaire, dans toutes les Villes, Places & Forts des Païs-Bas Eſpagnols, où la raiſon de Guerre le demandera.

VIII. Et pourront auſſi envoier dans les Villes, Forts & Places, où ils auront leurs Garniſons, ſans aucun empêchement, & ſans payer aucuns Droits, des Vivres, Munitions de Guerre, Armes & Artillerie, des Materiaux pour les Fortifications, & tout ce que pour lesdites Garniſons & Fortifications ſera trouvé convenable & néceſſaire.

IX. Leſdits Seigneurs Etats Généraux pourront auſſi mettre dans les Villes, Forts & Places de leur Barriére, mentionnées dans l'Article VI. ci-deſſus, où ils auront leurs Garniſons, tels Gouverneurs & Commandans, Majors & autres Officiers qu'ils trouveront à propos, leſquels ne ſeront ſujets à aucuns autres ordres qui regardent la ſureté deſdites Places & le Militaire, quels qu'ils ſoient & de qui ils puiſſent venir, que ſeulement privativement à ceux de L. H. P. ſans préjudice pourtant aux Droits & Libertez, tant Eccleſiaſtiques que Politiques du Roi *Charles* III.

X. Qu'en outre leſdits Seigneurs Etats pourront fortifier leſdites Villes, Places, & Forts qui en dependent, & en reparer les Fortifications, de la maniere qu'ils le jugeront neceſſaire, & de plus faire tout ce qui ſera utile pour leur défenſe.

XI. On laiſſera aux Seigneurs Etats Généraux tous les revenus des Villes, Places, Châtellenies & leurs Dépendances, qu'ils auront pour leur Barriére de la France, deſquelles la Couronne d'Eſpagne n'étoit pas en poſſeſſion au temps de la mort du feu Roi *Charles* II. & outre cela on fixera un million de livres, à payer cent mille Ecus chaque trois mois des Revenus les plus clairs des Païs-Bas Eſpagnols, dont ledit Roi étoit alors en poſſeſſion, pour ſervir l'un & l'autre à l'entretien des Garniſons de l'Etat, & pour fournir aux Fortifications, comme auſſi aux Magaſins & autres dépenſes néceſſaires dans les Villes & Places ſuſdites: Et afin que les fraix à ſuporter puiſſent être trouvez deſdits Revenus, on tâchera d'étendre les dépendances & Châtellenies ſuſmentionnées autant qu'on pourra, & ſpécialement de ſtipuler avec la Châtellenie *d'Ypre*, celle de *Caſſel*, & le Bois de *Niepe*, & avec la Châtellenie de *Lille*, la Gouvernance de *Douay*, l'une & l'autre y ayant été attachées avant la préſente Guerre.

XII. Qu'aucune Ville, Fort, Place ou Païs des Païs-Bas Eſpagnols, ne pourra être cedé, tranſporté ou donné, ou échoir à la Couronne de France, ou à quelqu'un de la Ligne Françoiſe, ſoit en vertu d'aucun Don, Vente, Echange, Convention matrimoniale, Hérédité, Succeſſion par Teſtament, ou *ab inteſtat*, de quelque titre que ce puiſſe être, ni de quelque autre maniére que ce ſoit, être miſe au pouvoir ou ſous l'autorité du Roi T. C. ou de quelqu'un de la Ligne Françoiſe.

XIII. Et comme leſdits Seigneurs Etats Généraux, en conſequence de l'Article 9. de ladite Alliance doivent faire une Convention, ou un Traité avec le Roi *Charles* III. pour mettre l'Etat en ſureté, par le moyen de ladite Barriére, la Reine de la G. B. concourrera par ſes devoirs, afin que tout ce que deſſus, touchant la Barriére de l'Etat, ſoit inſeré dans le ſuſdit Traité ou Convention, & que Sadite Majeſté continuera ſes devoirs, juſqu'à ce que la ſuſdite Convention entre l'Etat & ledit Roi *Charles* III. ſoit concluë, conformemtnt à ce qui eſt dit ci-deſſus, & que S. M. garantira ledit Traité ou Convention.

XIV. Et afin que leſdits Seigneurs Etats jouïſſent dés à préſent, autant qu'il ſera poſſible, d'une Barriére aux Païs-Bas Eſpagnols, il leur ſera permis de mettre leurs Garniſons dans les Villes déja occupées, & qui pourront l'être encore avant que la Paix ſoit faite, & miſe en execution, & cependant ledit Roi *Charles* III. ne pourra entrer en poſſeſſion deſdits Païs-Bas Eſpagnols, ni en tout ni en partie; & pendant ce temps-là, la Reine aidera L. H. P. à les y maintenir dans la jouïſſance des revenus, & à trouver le million de livres par an, ci-deſſus mentionnez. ANNO 1709.

XV. Et comme L. H. P. ont ſtipulé par le Traité de *Munſter*, Article XIV. que la Riviere de *l'Eſcaut*, comme auſſi les Canaux du *Sas*, *Swyn* & autres Bouches de Mer y aboutiſſans, ſeroient tenuës cloſes du côté de cet Etat.

Et Article XV. Que les Navires & Denrées entrans & ſortans des Havres de Flandres, ſeroient & demeureroient chargées de toutes telles impoſitions & autres charges qui ſe levent ſur les Denrées, allans & venans au long de l'*Eſcaut* & autres Canaux ſuſmentionnez.

La Reine de la G. B. promet & s'engage, que L. H. P. ne ſeront jamais inquiétées dans leur Droits & poſſeſſion à cet égard directement ni indirectement; mais qu'elles continueront d'en jouïr pleinement; comme auſſi qu'au préjudice dudit Traité, le Commerce ne ſera pas rendu plus aiſé par les Ports de Mer, par ladite Riviere, Canaux & Bouches de Mer, du côté de l'Etat des Provinces-Unies, ni directement ni indirectement.

Et puis que par le même Traité de *Munſter*, Articles 16. & 17 S. M. le Roi d'Eſpagne s'eſt obligé de traiter les Sujets de L. H. P. auſſi favorablement que les Sujets de la Grande-Bretagne & des Villes Anſeatiques, qui étoient alors les Nations les plus favorablement traitées, Sa Majeſté Britannique & L. H. P. promettent auſſi de faire en ſorte, que les Sujets de la G. B. & de L. H. P. ſeront traitez dans les Païs-Bas Eſpagnols, auſſi bien que dans toute l'Eſpagne, Royaumes & Etats en dependans, également & tant les uns que les autres auſſi favorablement que les Nations les plus favoriſées.

XVI. Ladite Reine & les Etats Généraux s'obligent à donner, par Mer & par Terre, les ſecours & aſſiſtances néceſſaires, pour maintenir par la force Sadite Majeſté dans la paiſible poſſeſſion de ſes Royaumes, & la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre* dans ladite Succeſſion, telle qu'elle eſt établie par les Actes du Parlement cideſſus mentionnez, & pour maintenir leſdits Etats Généraux dans la poſſeſſion de ladite Barriére.

XVII. Après les Ratifications de ce Traité, on fera une Convention particuliere des conditions, auxquelles ladite Reine & leſdits Seigneurs Etats Généraux s'engageront de fournir les ſecours, que l'on jugera néceſſaires, tant par Mer que par Terre.

XVIII. Si S. M. B. ou les Etats Généraux des Provinces-Unies, étoient attaquez de qui que ce pût être, à cauſe de cette Convention, ils s'aſſiſteront mutuellement l'un l'autre de toutes leurs forces, & ils ſe rendront Garands de l'éxécution de ladite Convention.

XIX. Seront invitez & admis dans le préſent Traité, le plûtôt qu'il ſe pourra, tous les Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, particulierement S. M. Imperiale, les Rois d'Eſpagne & de Pruſſe, & l'Electeur de Hanovre: Et il ſera permis à S. M. Britannique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies & à chacun d'eux en particulier, de requerir & inviter ceux qu'ils jugeront à propos de requerir & inviter, d'entrer dans ce Traité & d'être Garands de ſon exécution.

XX. Et comme le temps a fait connoître l'omiſſion qui s'eſt faite dans le Traité ſigné à *Riſwyk* l'an 1697. entre l'Angletere & la France, au ſujet du Droit de la Succeſſion d'Angleterre, dans la Perſonne de S. M. la Reine de la G. B. à préſent Regnante; & que faute d'avoir établi dans ce Traité ce Droit inconteſtable de Sa Majeſté, la France a refuſé de la reconnoitre pour Reine de la G. B. après la mort du feu Roi *Guillaume* III. de glorieuſe Memoire, S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, conviennent & s'obligent auſſi de n'entrer dans aucune Négociation, ni Traité de Paix, avec la France, avant que le Titre de S. M. à la Couronne de la Grande-Bretagne, comme auſſi le Droit de la Succeſſion de la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre* à la ſuſdite Couronne, telle qu'elle eſt reglée & établie par les ſuſdits Actes du Parlement, ne ſoit pleinement reconnu

par

ANNO 1709. par la France, comme Préliminaire, & que la France n'ait en même temps promis l'éloignement hors de ſes Etats, de la Perſonne qui prétend être Roi de la Grande-Brétagne, & que l'on n'entrera dans aucune Négotiation ni diſcuſſion formelle des Articles dudit Traité de Paix, ſinon que conjointement & en même temps avec ladite Reine ou avec ſes Miniſtres.

XXI. Sa Majeſté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ratifieront & confirmeront tout ce qui eſt contenu dans le préſent Traité, dans l'eſpace de quatre ſemaines à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi les Souſsignez Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique & Députez des Seigneurs Etats Généraux ont ſigné le préſent Traité, & y ont appoſé le Cachet de leurs Armes.

A la Haye le 29. d'Octobre l'An 1709.

Signé,

L. S. TOWNSHEND.

L.S. J. v. WELDEREN.

L. S. F. B. van RHEEDE.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. G. HOEUFT.

L. S. H. van SMINIA.

L. S. E. van ITTERSUM.

E. S. W. WICHERS.

Premier Article Separé concernant le HAUT QUARTIER DE GUELDRES, *& les Garniſons à tenir dans Liege, Huy & Bonn.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies]

COMME dans les Articles préliminaires, ſignés icy à la Haye le 28. May 1709. par les Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imp., de Sa Majeſté la Reine de la Gr. Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, il eſt ſtipulé entre autres choſes, que les Seigneurs Etats Generaux auront en toute proprieté & Souveraineté le Haut Quartier de Gueldres, ſelon le 52. Art. du Traité de Munſter de l'An. 1648. comme auſſi, que les Garniſons qui ſe trouvent, ou ſe trouveront cy après de la part des Seigneurs Etats Generaux, dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege & dans la Ville de Bonne, y reſteront juſques à ce qu'on en ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imp. & l'Empire. Et comme la Barriere ſur laquelle on eſt convenu aujourd'huy, dans le Traité principal, pour la garantie mutuelle entre Sa Majeſté Britannique & les Seigneurs Etats Generaux, ne peut donner aux Provinces-Unies, la Seureté pour laquelle elle eſt établie, ſans qu'elle ſoit bien ſerrée d'un bout juſques à l'autre, & que la communication en ſoit bien liée enſemble, a quoy le Haut Quartier de Gueldres & les Garniſons dans la Citadelle de Liege, Huy & Bonne, ſont abſolument neceſſaires, l'experience ayant fait voir par trois fois, que la France ayant voulu attaquer les Provinces-Unies, s'eſt ſervie des endroits ſuſmentionnez, pour venir à elles, & pour penetrer dans leſdites Provinces. Que de plus à l'egard de l'équivalent, moyennant lequel, le Haut Quartier de Gueldres doit être cedé aux Provinces-Unies, ſuivant l'Art. 52. du Traité de Munſter ſuſmentionné, Sa Majeſté le Roi Charles III. ſera beaucoup plus gratifié & avantagé en d'autres endroits, que cet equivalent ne peut importer; Ainſi pour faire avoir aux Seigneurs Etats Generaux le Haut Quartier de Gueldres en toute proprieté & Souveraineté, & pour que ledit Haut Quartier ſoit cedé de cette maniere auxdits Seigneurs Etats Generaux, dans la Convention ou le Traité qu'ils doivent faire avec Sa Majeſté le Roy Charles III. ſuivant l'Art. 13. du Traité conclu aujourd'huy; Comme auſſi, pour que leurs Garniſons dans la Citadelle de Liege, dans celle de Huy & dans Bonne, y reſtent, juſques à ce qu'on en ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imp, & l'Empire; Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne s'engage & promet par cet Art. ſeparé, qui aura la même force, que s'il étoit inſeré dans le Traité principal, de faire pour tout cela les mêmes efforts qu'elles s'eſt engagée de faire pour leur faire obtenir la Barriere dans les Païs-Bas Eſpagnols. En foy de quoy les ſouſſignez Ambaſſadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, & Deputez des Seigneurs Etats Generaux, ont ſigné le preſent Art. Separé, & y ont appoſé le Cachet de leurs Armes. A la Haye le 29. d'Octobre, l'An 1709. ANNO 1709.

(*Etoit ſigné*)

(L. S.) TOWNSHEND.

(L. S.) J. v. WELDEREN.

(L. S.) F. B. van REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) G. HOEUFT.

(L. S.) H. SMINIA.

(L. S.) E. v. ITTERSUM.

(L. S.) W. WICHERS.

Deuxieme Article Separé, concernant l'extention du Territoire de L. H. P. en FLANDRES. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Province-Unies.]

COMME les Seigneurs Etats Generaux ont repreſenté que dans la Flandre les limites entre la Flandre, Eſpagnole, & celle de l'Etat, ſont reglés de telle maniere, que le terrain de l'Etat y eſt extremement etroit, de ſorte qu'en quelques endroits, le territoire de la Flandre Eſpagnole, s'etend juſques aux Fortifications, & ſous le Canon des Places, Villes, & Forts de l'Etat, dont il arrive pluſieurs inconveniens, ainſi qu'on en a veu un exemple, peu avant le commencement de la preſente Guerre, quand on a voulu batir un Fort ſous le Canon du Zas de Gand, ſous pretexte que c'etoit ſur le territoire d'Eſpagne; & comme pour eviter ces ſortes d'inconveniens & autres, il eſt neceſſaire, que le terrain de l'Etat aux confins de la Flandre ſoit elargi, & que par là les Places, Villes & Forts, ſoient mis plus à couvert; Sa Majeſté Britannique, entrant dans les juſtes motifs desdits Seigneurs Etats Generaux à cet egard, promet & s'engage par cet Article Separé, que dans la Convention, que leſdits Seigneurs Etats Generaux doivent faire, avec Sa Majeſté le Roy Charles trois, Elle les aydera, à ce qu'il ſoit convenu, que par la ceſſion auxdits Seigneurs Etats Generaux de la proprieté d'une étendue de terrain neceſſaire à obvier à de pareils & autres inconveniens, leurs limites en Flandre ſoient élargis plus convenablement à leur ſeureté, & ceux de la Flandre Eſpagnolle, plus eloignés de leurs Villes, Places & Forts, pour que ceux cy ne ſoyent plus ſi expoſés. En foy de quoy les ſouſſignés Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, & Deputés des Seigneurs Etats Generaux ont ſigné le preſent Article Separé, & y ont appoſé le cachet de leurs Armes. A la Haye le vingt neufieme d'Octobre l'an mil ſept cent neuf.

(*Etoit ſigné*)

(L. S.) TOWNSHEND.

(L.S.) F. B. van REEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. HOEUFT.

(L.S.) SMINIA.

(L.S.) W. ITTERSUM.

ANNO 1710.

XC.

2. Janv. *Projet de la* FRANCE *pour la Paix, publié le 2. Janvier* 1710. [Feuille Volante.]

QUOIQUE l'engagement que le Roi avoit pris pour la Paix ait ceſſé auſſi-tôt que les Ennemis de Sa Majeſté ont refuſé de la conclure aux conditions qu'elle avoit bien voulu leur offrir. Elle deſire toutefois ſi ſincerement de contribuer au prompt retabliſſement du repos de l'Europe, qu'elle conſent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avoit bien voulu accorder, ſi les Princes & Etats actuellement en Guerre contr'elle veulent traiter auſſi ſur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conferences & former une Aſſemblée de Miniſtres autoriſez à traiter & à ſigner la Paix. Les conditions ſeront,

I. A l'égard de l'Eſpagne une promeſſe autentique de la part du Roi de reconnoître, immediatement après la ſignature de la Paix, l'Archiduc CHARLES d'Autriche en qualité de Roi d'Eſpagne & generalement de tous les Etats dependans de cette Monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Monde, à la reſerve ſeulement des Etats & Païs dont le Roi de Portugal, & le Duc de Savoie ont ſtipulé le demembrement en vertu des Traitez qu'ils ont contracté avec l'Empereur, & ſes Alliez, & à la reſerve auſſi des Places que l'Archiduc s'eſt engagé de laiſſer aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

Une ſemblable promeſſe, non ſeulement de retirer tout le ſecours que Sa Majeſté a pû donner au Roi ſon petit-fils; mais encore de ne lui envoier deſormais aucune aſſiſtance pour ſe maintenir ſur le Trône, de quelque nature que ce ſoit directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effet de cette promeſſe, Sa Majeſté veut bien confier aux Etats Généraux 4. de ſes Places en Flandres, qu'elle choiſira pour les remettre entre leurs mains, & pour être par eux gardées juſques à ce que les affaires d'Eſpagne ſoient terminées, comme Otages & comme ſûreté de la Parole qu'elle donnera de ne s'intereſſer directement ni indirectement aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de defendre à ſes Sujets ſous de rigoureuſes peines de prendre parti dans les Troupes du Roi Catholique, s'obligeant d'apporter une attention ſi vive à faire obſerver ces defenſes, qu'aucun n'y contreviendra.

Sa Majeſté veut bien auſſi conſentir que la Monarchie d'Eſpagne, ni aucune de ſes parties ne ſoit jamais unie à la Monarchie de France, & qu'aucun Prince de la Maiſon de France ne puiſſe ni regner ni rien aquerir dans l'étenduë de la Monarchie d'Eſpagne par aucune des voies qui ſeront toutes ſpecifiées.

Les Indes Eſpagnoles ſeront compriſes dans tout ce qui ſera dit au ſujet de la Monarchie d'Eſpagne, comme en compoſant une partie principale, & le Roi promettra qu'aucun Vaiſſeau de ſes Sujets n'ira auxdites Indes, ſoit pour exercer le Commerce, ſoit ſous quelqu'autre prétexte.

II. A l'égard de l'Empereur & de l'Empire, le Roi rendra la Ville & la Citadelle de Strasbourg au même état où elles ſont preſentement.

Le Fort de Kehl ſera de même rendu avec l'Artillerie ſpecifiée dans le 8. Article des Preliminaires, la Ville de Strasbourg devant deſormais être retablie dans les Prerogatives, & Privileges de Ville Imperiale, & en jouïr ainſi qu'elle en jouïſſoit avant que d'être ſous la domination de Sa Majeſté.

Elle conſentira pareillement à rendre à l'Empereur la Ville de Briſac avec ſon Territoire, & l'Artillerie ſpecifiée dans le 9. Article des Preliminaires, à ſe contenter de la Poſſeſſion de l'Alſace ſuivant le ſens literal du Traité de Weſtphalie & les Articles 10. & 11. des Preliminaires.

A laiſſer à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en demolir les Fortifications.

A raſer enfin celles qu'elle a fait bâtir ſur le Rhin depuis Bale juſques à Philisbourg & qui ſeront toutes ſpecifiées.

Elle conſentira que la Ville de Rhinfeld ſoit remiſe au Land-Grave de Heſſe-Caſſel.

Que le 4. Article du Traité de Ryſwik ſoit diſcuté dans les Conferences

Elle reconnoîtra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Pruſſe, promettant de ne le point troubler dans la poſſeſſion de Neufchâtel & Valengin, & pareillement elle reconnoîtra le 9. Electorat érigé en faveur du Duc d'Hanover. ANNO 1710.

III. A l'égard de l'Angleterre le Roi reconnoîtra la Princeſſe ANNE en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & l'ordre de la Succeſſion à cette Couronne, ainſi qu'elle eſt établie dans la Ligne Proteſtante, ſuivant les Actes du Parlement.

Sa Majeſté cédera l'Iſle de Terre-neuve à cette Couronne, & conviendra d'une reſtitution réciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre depuis la preſente Guerre.

Sa Majeſté fera raſer toutes les fortifications de Dunquerque & combler le Port, avec promeſſes qu'elles ne pourront jamais être retablies.

Elle conſentira pareillement au deſſein que le Roi d'Angleterre a formé de ſortir de France, auſſitôt que la Paix ſera faite, pourvû qu'il ait une entiere liberté de ſe retirer & d'aller où il voudra, & qu'il y jouïſſe d'une neutralité parfaite.

IV. A l'égard des Etats Generaux des Provinces-Unies le Roi leur cedera, pour former une Barriere, toutes les Places denoncées dans l'Article 22. des Preliminaires, ſçavoir Furnes, le Fort de Knok, Menin, Ipres, Lille, Tournai, Condé & Maubeuge, avec les dependances, & aux conditions ſpecifiées par ce même Article.

Quant aux Places des Païs-Bas, qui apartiennent encore au Roi d'Eſpagne, le Roi retirant ſes troupes deſdites, fera en ſorte qu'elles ſoient remiſes au pouvoir de l'Archiduc, immediatement après la ſignature de la Paix. Sa Majeſté confirmera ce qu'elle a offert aux Etats Généraux au ſujet de leur Commerce, & l'Article 25. des Preliminaires ſera ponctuellement ſuivi.

V. A. l'égard du Duc de Savoie, le Roy veut bien accorder les demandes que les Alliez de ce Prince ont faites pour lui, par les Articles 27. & 28. des Preliminaires. Mais Sa Majeſté demande auſſi que les Electeurs de Cologne & de Baviere ſoient retablis dans leurs Etats & Dignitez, & leurs Miniſtres admis aux Conferences de la Paix pour y defendre leurs interêts.

Enfin s'agiſſant d'un Traité de Paix, & non d'une Trêve, le tems que l'on marquera pour l'execution de ces conditions, ſera, ſuivant l'uſage ordinaire des Traitez, après l'échange des Ratifications.

C'eſt ſur ce fondement que le Roi propoſe encore d'envoier des Plenipotentiaires pour traiter la Paix & de profiter de l'eſpace de tems que l'Hiver donne pour cet effet, avant qu'on aproche de l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si les offres que Sa Majeſté veut bien faire ne ſont pas acceptées, elle declare qu'elle eſt libre de tout engagement, & qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la prolongation d'une Guerre qui fera répandre encore tant de ſang Chrêtien.

XCI.

Decret Commiſſorial de l'Empereur JOSEPH *pour la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le 15. Janvier* 1710. 15. Janv.

LE très digne, & hautement né Seigneur & Prince, Jean Philippes, Prêtre de la Sainte Egliſe Romaine, Cardinal de Lamberg, Conſeiller Privé & de Conférence de Sa Majeſté Impériale, & ſon principal Ambaſſadeur, &c., &c., eſpere que les Magnifiques Conſeillers & Ambaſſadeurs des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ſe reſſouviendront bien de ce que ſa très haute Majeſté Impériale leur a fait amplement connoître par ſon Decret de Commiſſion du 18. Décembre de l'année derniére, touchant la Garantie requiſe de Sadite Majeſté Imperiale, par les Puiſſances du Nord Alliées contre la Couronne de Suede, contre les entrepriſes des Troupes Suédoiſes qui ſont préſentement en Poméranie. Et d'autant que Sa Majeſté Impériale a été informée depuis, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies n'ont pas ſeulement réſolu de renouveller leurs précédens Offices, afin que les ſuſdites Troupes Suédoiſes qui ſont en Poméra-

„ nie,

ANNO 1710. nie, ne retournent point en Pologne, & ne commettent aucune hoſtilité contre l'Empire; ou conter Sleeſwich & le Jutlandt, en cas qu'elles ne puiſſent pas ſortir de Poméranie ſans paſſer par les Terres de l'Empire; mais que de plus Leurs Hautes Puiſſances ont déja fait remontrer, là où il apartenoit, que ſi nonobſtant leurs Offices & Propoſitions amiables, leſdites Troupes retournoient de Poméranie en Pologne, ou venoient à commettre quelqu'hoſtilité contre les Païs de l'Empire, ou contre Sleeſwich & Jutland, alors Leurs Hautes Puiſſances ſeroient obligées, conjointement avec Leurs Majeſtez Impériale & Britannique, & les Electeurs & Princes qui ſe ſont déclarez là-deſſus, ou qui ſe déclareront à l'avenir, de prendre des meſures avec les autres Puiſſances Alliées, contre la Suéde, pour empêcher leſdites Troupes de retourner en Pologne, & de commettre hoſtilité contre les Provinces de l'Empire, qui apartiennent au Dannemarck & à la Saxe & contre Sleeſwich & Jutland, & pour les porter à l'obſervation de la Neutralité; avec aſſurance auſſi, que du côté des Parties adverſes, il ne ſera entrepris aucune hoſtilité contre les Provinces Suedoiſes ſituées en Allemagne: Sa Majeſté Impériale ayant mûrement conſidéré cette Réſolution de Leurs Hautes Puiſſances, s'eſt étroitement engagée avec les Puiſſances maritimes pour la maintenir; & pour d'autant mieux conſerver le repos de l'Empire; perſuadée d'ailleurs que Sa Royale Majeſté de Suéde elle-même, y trouvera ſon avantage, & ceux de ſes Provinces Allemandes. Et comme dans le cas ineſpéré du contraire, Sa Majeſté Impériale ne voit pas comment le ſuſdit repos de l'Empire pourroit être maintenu, ni comment la diverſion que l'Ennemi attend de ces troubles du Nord pourroit être empêchée, Sadite Majeſté Impériale a trouvé bon d'en donner très gracieuſement part à cette Diette, afin qu'elle y faſſe une dûë reflexion; & qu'elle conſidére ce qui eſt à faire en cela de la part de l'Empire. C'eſt auſſi ce que Sa Haute Principale Eminence a voulu éxécuter très-humblement par les preſentes au commencement de cette année, & elle demeure, &c.

JEAN PHILIPPES,
Cardinal de Lamberg Evêque & Prince de Paſſau.

Ratisbonne le 15. Janvier 1710.

XCII.

31. Janv. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs H. P. Meſſieurs les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs Bas, au ſujet de la Ville de* Vervier. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

Du Vendredy 31. Janvier 1710.

MESSIEURS de Welderen & autres Deputez de L. H. P. pour les affaires etrangeres ayant examiné en conformité & execution de Leurs Reſolutions Commiſſoriales de differentes dates les Pieces qui concernent les differents malheureuſement ſurvenus par les intrigues & troubles de la Ville de Vervier, & les facheuſes ſuittes qui en ſont reſultées; ont fait rapport, à l'Aſſemblée qu'après en avoir conferé avec Meſſieurs les Comtes de Sinzendorff, & de Welz & le Baron de Heems Miniſtres de Sa Majeſté Imp. qui ſe trouvent ici, ils étoient convenus avec leſdites Seigneurs Miniſtres de la maniere ſuivante.

Points dont on eſt convenû pour pacifier la Ville de Vervier.

EN ſuitte des ordres de S. M. Imp. en date du 25. Decemb. de l'an 1709. concernants l'accommodement à faire au ſujet des troubles & des ordres arrivés à Vervier, on a meurement conſideré, le contenu deſdits Ordres; la neceſſité qu'il y a de remettre le calme dans la Ville de Vervier; & ce que les Conjonctures preſentes permettent de faire pour obtenir ce but & on a trouvé a propos de convenir des Conditions ſuivantes.

I. Premierement que la Bourgeoiſie de Vervier aye à deputer quatre ou ſix Perſonnes de leur Corps à Liege, pour aſſeurer de bouche le Miniſtre Plenipotentiaire de S. M. Imp. le Comte de Welz en preſence du Conſeil Imperial que les Habitans de ladite Ville de Vervier n'ont jamais eû la moindre penſée, ny intention de s'oppoſer aux Ordres de S. M. Imper. pour leſquels ils auront toujours, comme ils ſont obligés, tout le reſpect, veneration, ſoumiſſion, & obeiſſance dues à leur Seigneur ſupreme & dominant; ſuppliant S. M. Imp. de pardonner par un effet de Sa Clemence ce qui s'eſt paſſé & les desordres commis par quelques-uns de leurs habitants pendant le cours des Diſſenſions inteſtines de la Ville; requerant en outre S. M. Imp. de leur accorder un pardon & Amniſtie; afin que le paſſé ſoit oublié & que ſes Habitans puiſſent à l'avenir vacquer avec tranquillité à leurs affaires; & Commerce, & jouïr de la protection Imp. comme les autres Sujets fidels, & obeiſſants, tels qu'ils promettent vouloir inviolablement être. ANNO 1710.

II. Que l'Amniſtie à accorder de la part de S. M. Imp. & par la Chancelerie de l'Empire ſoit faite ſelon que ladite Chancelerie le juge à propos dont la ſubſtance conſiſtera que S. M. Imp. en conſideration de Meſſieurs les Etats Généraux, ſes bons Alliés, qui ſe ſont intereſſés pour ceux de Vervier par rapport au Commerce que les Habitants de leurs Provinces ont avec la Ville de Vervier, veut bien pardonner à ceux qui ont donné occaſion aux troubles paſſés, ou y ont été mêlés, & abolir & annuler en vertu de ſon authorité ſupreme toutes les procedures & enquetes faites à cette occaſion, de ſorte que les Bourgeois & Habitants de Vervier puiſſent librement retourner & demeurer dans la Ville & ailleurs, où leurs affaires le requerront, & exercer leurs Charges, ou vacquer à leur trafic ſans être recherchés ou inquietés ſur le paſſé qui ne leur pourra être reproché, ny prejudicier en leurs honneurs, Biens, & Effects, de laquelle Amniſtie on excepte & exclut pourtant 1. Genat, 2. Du Buiſſon, 3. Jean Renant, 4. Weldery, 5. Holland, & Joſeph Daniel.

III. Cette Amniſtie ne leur ſera pourtant pas donnée avant qu'ils ayent ſatisfait à ce; dont on eſt convenu à l'egard des fraix & depences, c'eſt-à-dire que les fraix & depences payés deja pour le procez & autres debourſements, & qui montent environ à 1500. Ecus, reſteront à la charge de la Ville, & que ceux qui par la premiere enquête ont été jugés apprehenſibles, payeront & remettront en main du Miniſtre Mr. le Comte de Welz la ſomme de deux mille Ecus, lequel Miniſtre ſelon les avis du Conſeil Imperial emploira ces deux mille Ecus pour acquitter les fraix des procedures & des Officiers de Juſtice qui ont été occupés dans ces affaires pendant les troubles.

IV. Que pour le bon & paiſible Gouvernement futur de la Ville on lui accordera un Reglement desja projetté conforme aux Loix du Païs & convenable au bien, & repos de la Ville de Vervier.

Surquoy étant deliberé L. H. P. ont agréé ce rapport & ont approuvé ce qui a été accordé, Meſſieurs les Deputez étant remerciés de la peine qu'ils ont priſe dans cette affaire.

S'accorde avec ledit Regiſtre.

FAGEL.

XCIII.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour la Neutralité en Allemagne.* 23. Fev.

Du Jeudi 23. Fevrier 1710.

LES Sieurs de Welderen & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangeres ont raporté à l'Aſſemblée que les Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne de Moſcovie & de Leurs Majeſtez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Pruſſe aiant témoigné depuis quelque tems à Leurs Hautes Puiſſances la conſideration que Leurs Majeſtez ledit Czar & Rois avoient pour les interêts des Hauts Alliez, & aiant déclaré que leur intention n'eſt

ANNO 1710. n'eſt pas de porter la Guerre en Allemagne, ni de rappeller leurs troupes, qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, ils avoient en même tems requis que de la part des Hauts Alliez il fut fait en ſorte que les troupes Suedoiſes ne retournaſſent point en Pologne, ni n'attaquaſſent pas les Païs de Saxe ou de Dannemarck, ſituez dans l'Empire, mais que la tranquillité fut conſervée & que cela fut garanti par Leurs Hautes Puiſſances conjointement avec Sa Majeſté Imperiale & la Reine de la Grande-Bretagne. Que là-deſſus Leurs Hautes Puiſſances par leur Reſolution du 28. Novembre dernier, avoient déclaré combien leur étoit agreable la conſideration que Leurs Majeſtez avoient témoigné pour les interêts des Hauts Alliez, & avoient trouvé à propos de requerir le Sieur Palmquiſt, Envoié Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de Suede, de vouloir procurer une Declaration de la Regence de Suede, en l'abſence de ſadite Majeſté, que le Corps de troupes qui eſt ſous le commandement du Major General Craſſau en Pomeranie, ne retournera pas en Pologne & qu'elles n'entreprendront rien contre les Païs ſituez dans l'Empire, & ſpecialement contre la Saxe, ni les Païs de Dannemarck ſituez dans l'Allemagne ni contre Sleſwick & le Jutland. Que ſur les nouvelles inſtances faites à ce ſujet par les Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, & de Leurs Majeſtez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Pruſſe, Leurs Hautes Puiſſances par une autre Reſolution du 24. Decembre dernier, avoient jugé à propos de renouveller leur precedente requiſition près dudit Sieur Palmquiſt, ajoûtant qu'en cas que les troupes Suedoiſes, nonobſtant les repreſentations & offices déja faits, vouluſſent retourner en Pologne ou commettre quelques hoſtilitez dans l'Empire, ou contre le Païs de Sleſwick ou le Jutland, Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Britannique, & Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire, qui ont en ceci un interêt commun, & qui voudront ſe déclarer là-deſſus, ſeront obligez de prendre des meſures avec les Alliez du Nord, pour empêcher le retour deſdites troupes Suedoiſes en Pologne & qu'elles ne commettent des hoſtilitez dans l'Empire ou contre Sleſwick & le Jutland, pour ôter toute prétention au rapel des troupes qui ſervent contre la France. Que ledit Sieur Palmquiſt aiant écrit ſur ce ſujet à la Regence de Suede à Stockholm, & en aiant obtenu réponſe, avoit enſuite déclaré, que la Suede voulant répondre favorablement aux inſtances des Hauts Alliez en faveur de la tranquillité de l'Empire, elle déclaroit qu'il ne tiendroit pas à elle qu'il ne s'y obſervât une exacte Neutralité. Qu'à cette fin elle vouloit bien promettre que les troupes qu'elle y a ne commettroient aucune hoſtilité, non plus qu'en Pologne & Sleſwick, ni en Jutland, à condition qu'elle fut aſſurée que celles de Dannemarck qui ſont en deçà de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleſwick, dans l'Empire ou au ſervice des Hauts Alliez, ne faſſent aucune hoſtilité ni hors, ni dans l'Empire, & que moiennant cela elle eſt prête non ſeulement de donner les mains à la Neutralité propoſée, mais auſſi de traiter avec les Alliez pour une partie des troupes dernierement revenuës de Pologne, ſous le commandement du Major General Craſſau. Qu'eux Sieurs Députez avoient communiqué cette réponſe aux Miniſtres de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Britannique, de Leurs Sereniteż Electorales Palatin & Brunſwick-Lunebourg & du Prince & Evêque de Munſter, avec le concert deſquels Leurs Hautes Puiſſances avoient pris la Reſolution du 24. Decembre dernier, & qu'ils avoient de nouveau concerté avec eux ſur ce qu'il y auroit encore à faire pour le maintien du repos dans l'Empire, & pour prévenir que ſuivant leſdites Declarations & promeſſes, aucunes troupes de celles qui ſont preſentement emploiées contre les Ennemis communs ne fuſſent rapellées à l'occaſion de la Guerre du Nord.

Surquoi aiant été deliberé, il a été en conſequence & en conformité de ce qui a été concerté avec leſdits Sieurs Miniſtres, trouvé bon & arrêté que comme par ladite declaration ci-deſſus donnée par ledit Sieur Palmquiſt de la part de Suede, on a ſatisfait en grande partie à ce qui a été requis par la precedente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances en cas que ladite declaration ſoit effectuée, & qu'on y ajoute ſeulement cette condition que la Suede puiſſe être aſſurée que les troupes de Dannemarck qui ſont en deça de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutlande, dans le Duché de Sleswick dans l'Empire, ou au ſervice des Hauts Alliez ne commettront aucune hoſtilité ni dans ni dehors l'Empire. Que pour aplanir les difficultez qui pourroient naître de cette condition & amener les choſes à une égalité équitable, on requerra d'un côté Sa Majeſté Danoiſe de vouloir conſentir & declarer que pour la conſervation de la tranquillité & de la Neutralité de l'Empire, les troupes de Sa Majeſté qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick & dans l'Empire ne feront aucune hoſtilité contre qui ce ſoit, ni dans ni dehors l'Empire, le Duché de Sleſwick & le Jutland y compris; & de l'autre côté ſera la Regence de Suede requiſe de conſentir & declarer ſemblablement que les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe, qui ſont preſentement en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ne retourneront plus en Pologne, ni ne commettront pareillement aucun hoſtilité contre qui que ce ſoit, ni dedans ni dehors l'Empire, tout le Sleſwick & le Jutland y compris, laquelle declaration étant faite ici en bonne & convenable forme par les Miniſtres de leurs dites Majeſtez, Leurs Hautes Puiſſances ſeront trouvées diſpoſées de concourir à en maintenir l'effet avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire; Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui ſe declareront là-deſſus: Comme auſſi de concerter alors avec les ſuſdits Hauts Alliez de quelle maniere la plus convenable quelques-unes des troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont dans l'Empire, comme ſemblablement quelques unes de celles de Sa Majeſté Danoiſe, qui ſont auſſi dans l'Empire, dans le Duché de Sleſwick & en Jutland, & de l'une & de l'autre deſquelles ils pourroient ſe paſſer, pourroient entrer au ſervice des Alliez; le tout dans cette ferme & ſure confiance que ſuivant les promeſſes faites, aucune des troupes qui ſont au ſervice de Hauts Alliez & emploiées contre l'Ennemi commun ne ſeront rapellées, & ſera un extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main dudit Sieur Palmquiſt & en celles du Secretaire van Stöcken, avec requiſition de vouloir donner conformement à ce qui eſt mentionné ci-deſſus, une declaration au nom de Sa Majeſté Suedoiſe ou de ceux de la Regence de Suede, & une de Sa Majeſté Danoiſe reſpectivement & en cas qu'ils ne ſoient pas aſſez inſtruits ni autoriſez à cela, ils ſeront requis d'emploier leurs bons offices, pour qu'ils puiſſent au plûtôt pour le mieux être inſtruits & autoriſez à cet effet, comme auſſi d'emploier leurs bons offices à ce que cependant & par proviſion qu'il ſera deliberé là-deſſus, d'un côté, il ne ſoit commiſe aucune hoſtilité par les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ou d'autre part par celles de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont dans le Jutland, dans le Duché de Sleſwick & dans l'Empire, & ce ni dedans ni dehors de l'Empire de la maniere ſuſdite: mais que le repos & la tranquilité de l'Empire, du Jutland & Sleſwick ſoient conſervées, afin que Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, Sa Majeſté Britannique, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui y ont un interêt commun, ne ſoient pas obligez avec leſdites Puiſſances de convenir enſemble pour prendre d'autres meſures. Qu'il ſera en outre repreſenté audit Sieur Palmquiſt que Leurs Hautes Puiſſances croient qu'on ne doit pas faire mention des troupes de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, & dont il eſt parlé dans la reponſe ci-deſſus mentionnée, parce que les Provinces de l'Empire, le Jutland & Sleswick & les troupes qui y ſont, ſont ſeulement le ſujet de la preſente negociation; outre que les troupes Danoiſes qui ſont au ſervice de la Grande-Bretagne & de l'Etat y ſont fermement engagées; & que de plus Sa Majeſté Danoiſe a iterativement declaré qu'elle ne les rappellera pas. Et ſera auſſi un Extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main des Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, Polonoiſe & de Pruſſe, avec inſtances de vouloir concourir par leurs bons offices à ce que Sa Majeſté Danoiſe donne la declaration requiſe, & que pendant la deliberation il ne ſoit rien entrepris qui y ſoit contraire. ANNO 1701.

ANNO 1710.

CXIV.

21. Mars. *Ratificatio* CAROLI XII. *Sueciæ Regis super Conventione Alt-Ranſtadienſi in puncto Religionis facta. Datum ad Urbem Bender die* 21. *Martii Anno* 1710 [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abſatz. III. pag. 464.]

NOS CAROLUS, &c.

EX Relationibus ad Nos tranſmiſſis a Miniſtro & Ablegato Noſtro extraordinario ad Aulam Majeſtatis Veſtræ, lætis auribus percepimus Religionis negotium in Sileſia Conventione Altranſtadienſi cautum & ordinatum tam proſperos habuiſſe ſucceſſus, ut non modo omnia & ſingula ejus capita jam ſint adimpleta, atque omni modo executioni mandata, ſed Majeſtatem quoque Veſtram generoſo prorſus animo & ad poſteritatem commendando exemplo id dediſſe amicæ interceſſioni Noſtræ, ut VI. nova Templa in uſum & ſolatium A. C. addictorum Subditorum ſuorum ædificari permiſerit, confecto ſuper hiſce omnibus publico Inſtrumento ſeu Receſſu, ut vocant formali: atque edito ad ſupremum Sileſiæ Magiſtratum ſeveriſſimo Mandato, ne, quæ ita ſolenniter ſanctè & religioſè utrinque promiſſa, atque in vim Legis perpetuæ jam ſancita ſunt, quisquam auſit temerario conatu labefactare, aut in dubium unquam revocare: Majeſtatis Veſtræ æquitatem, moderationemque animi arguunt, atque nobis cumprimis luculentum probant Documentum ſtudii & amoris, quo Majeſtas Veſtra Nos proſequitur, ita non poſſunt non ex aſſe Nobis pergrata atque rata à Nobis ſemper haberi, utpote qui Amicitiam quoque Majeſtatis Veſtræ ſemper magnificamus, eamque ſincero ſtudio & affectu colere parati ſumus. De cætero Majeſtatem Veſtram divinæ commendamus tutelæ, atque fauſta & felicia ex animo eidem apprecamur. Dab. ad Urbem Bender d. 21. Martii 1710.

CXV.

31. Mars. *Conventio inter Imperatorem* JOSEPHUM, ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *de Neutralitate Imperii, facta die* 31. *Martii Anni* 1710.

QUUM Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Sacræ Regiæ Majeſtati Reginæ Magnæ Britanniæ & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, maximè ſemper cordi fuerit, & etiamnum ſit, ut quies & tranquillitas in Imperio conſervetur. Et ideò communicatis cum quibusdam Fœderatorum ſuorum Conſiliis, ab aliquo jam tempore, ad conſervandam eandem tranquillitatem, Principes inter ſe belligerantes ſedulò & ſeriò exhortati ſint, atque officia ſua interpoſuerint, ne occaſione Belli quod in Oris Septentrionalibus geritur, turbaretur, vel quicquam agatur, ſive revocando copias, ſive alio quocumque modo, quod rationibus & commodis Fœderatorum contra Galliam belligerantium noxium ſit, vel præjudicium afferre queat. Quumque Sacra Czarea Majeſtas ejuſque Fœderati Poloniæ & Daniæ Reges, mox nequaquam hæſitantes declaraverint, firmam ſibi ſtare ſententiam, nihil quidquam facere quod ad turbandam tranquillitatem in Imperio anſam præbere poſſit, & ex quo res Fœderatorum bello Gallico implicitorum, ſive revocando Copias, aut alio quocumque modo detrimentum, vel præjudicium patiatur. Et cum ſimul etiam poſtulaverint, ut ſecuri reddantur, Copias Regis Sueciæ, quæ jam in Pomeraniâ ſunt, in Poloniam non redituras, nec actus ullos hoſtiles in terris Imperii commiſſuras. Idcircò etiam illorum Miniſtri ſæpius inſtanter flagitarint, ut altememorati Fœderati illos hâc de re certos & ſecuros reddere velint; Quorum petitiones Sua Regia Majeſtas Boruſſiæ officiis ſuis ſuffulſit; Quùm etiam poſt communicata hæc deſideria cum Regimine pro adminiſtratione Regni Sueciæ, in abſentiâ Regis conſtituto, Regiæ Suæ Majeſtatis Sueciæ Ablegatus Extraordinarius de Palmquiſt, acceptis hâc de re illius Mandatis, declaraverit per Sueciam minimè ſtaturum quò minùs conſtans Neutralitas in Imperio ſervetur, eumque in finem ſe paratum fore, nomine Sueciæ ſpondere, Copias Suecicas quæ in Imperio ſunt, ibidem, uti etiam nec in Poloniâ, nec in Ducatu Sleſvicenſi nec in Jutlandiâ, nihil hoſtile tentaturas, hâc tamen ſub conditione, Sueciam viciſſim ſecuram redditum iri, Copias Regis Daniæ, quæ ſunt ex hac parte Maris Baltici, vel quæ ſunt in Jutlandiâ, in Ducatu Sleſvicenſi, in Terris Imperii ad hanc Coronam ſpectantibus, & quæ Fœderatis militant nec intra nec extra limites Imperii nihil quoque hoſtile tentaturas. Quumque communicatâ poſt modùm Regi Daniæ conditione, ſub quâ Regnum Sueciæ Neutralitati in Imperio adſtipulatur, ſupra nominati Fœderati quoque ad conſervandam in Imperio tranquillitatem & neutralitatem propoſuerint, ut ab unâ parte Rex Daniæ ſpondeat & conſenſum præbeat, Copias ſuas in Jutlandiâ, in Ducatu Sleſwicenſi & in Imperio degentes, nihil hoſtile contra ullum, quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Sleſvicenſi, Jutlandiâ unà comprehenſis, tentaturas vel facturas eſſe, utque pari modo ab alterâ; Regimen in Sueciâ conſtitutum viciſſim ſpondeat & conſenſum præbeat; Copias Regis Sueciæ in Pomeraniâ & aliis Imperii Terris & Provinciis exiſtentes, in Poloniam non redituras, nec quicquam hoſtile contra ullum quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandiâ unà comprehenſis, tentaturas vel facturas eſſe. Additâ quoque ulteriori declaratione à ſupra memoratis Fœderatis, ſe propenſos & paratos fore, aliquas Copias utriuſque Partis ad uſum ſuum conducere, & de iis quantociùs tranſigere. Supra quibus Suæ Regiæ Majeſtatis obſervationibus, nullum ſe, vel revocatione Copiarum, vel alio modo Fœderatis incommodum vel præjudicium allaturam; præterea nomine ejuſdem Regiæ Majeſtatis declaraverit, illam ut novo Documento oſtendat, quam prono erga Fœderatos feratur affectu, utque ad illorum petita reſpondeat, conſenſum præbere, ſi ex parte Sueciæ poſitivè affirmetur, Copias ejuſdem nunc in Pomerania degentes ſub Duce Craſſavio, aliaſque omnes in Provinciis Sueciæ, in Imperio ſitis, nihil hoſtile contra Ditiones Regis Daniæ vel ejus Fœderatorum, tam intrà quam extrà limites Imperii ſubditas, tentaturas eſſe, tum quoque Regiam Suam Majeſtatem Daniæ nullas ex Ducatibus Holſatiæ, Slesvici vel ex Jutlandiâ Copias, aut etiam à Czareâ Sua Majeſtate auxilio mittendas, per Germaniam, ullasve Imperii Ditiones, vel Terras minimè tranſituras, in his omnibus confidens abſque ulteriori morâ, Fœderatos ſponſionem ſivè Guarantiam ſuam, pro ſtabilienda in Imperio, Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandia neutralitate, interpoſituros eſſe.

Itaque infraſcripti Plenipotentiarii & Deputati Sac. Cæſar. Majeſt., Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ritè perpenſis, Czareæ Suæ Majeſtatis, Regumque Poloniæ, Daniæ & Pruſſiæ iteratò expoſitis deſideriis, pro tuenda & ſponſione ſive Guarantia confirmanda Neutralitate intra limites Imperii, acceptiſque ſuper his ab Imperatore, Regina, & Ordinibus Generalibus Mandatis, illorum vi, tenore præſentium, notum teſtatumque faciunt nomine Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ſe grato atque lubenti animo accipere ſupra memoratorum Principum in Septentrione belligerantium mentis & voluntatis declarationem, pro conſervanda in Imperio tranquillitate & quiete, & illæſa Neutralitate, tam in omnibus Imperii Provinciis & Ditionibus, quam toto Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandia, promittentes Sacram Cæſaream Majeſtatem, Regiam Suam Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales conjunctim elaboraturos nè ullo modo Neutralitas in Terris Imperii infringatur, ſed ut ab utrâque Partium ritè ſervetur; eumque in finem operam daturos, ne Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliiſque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, actus ullos hoſtiles, contra ullum, quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu, & Jutlandia in illo comprehenſis, committant, & ne, pari quoque modo, Copiæ Regis Daniæ in Jutlandia, Ducatu Sleſvicenſi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hoſtiles contra ullum, quiſquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Sleſvicenſi in illo comprehenſo committat. Quemadmodum etiam ne

ANNO 1710. Copiæ Suæ Czareæ Majeſtatis, Regi Daniæ, in auxilium forſan mittendæ, per Terras Imperii transeant; verùm ut omnes & ſingulæ Imperii Ditiones, reſpectu Partium in Septentrione belligerantium, ab omni tranſitu Copiarum immunes maneant, & perfecta Neutralitate gaudeant. Præterea infraſcripti, nomine ut ſupra, declarant Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Suæ Regiæ Majeſtati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus ſtatutum eſſe, eò quòd dictum eſt modo, quietem & tranquillitatem in Imperio tueri. Et quamvis poſt declarationes ſupra memoratas minimè expectandum, ullam belligerantium partem, illam infringere vel quicquam quod illi contrarium ſit, facere velle. Si tamen præter omnem ſpem & expectationem quiſquam hanc Neutralitatem violaverit, in hoc inopinato caſu, modò nominati Fœderati, ſimul omnes ſe cum illo qui Neutralitatem obſervaverit, & factæ violationis refectionem petierit, jungent, quo caſu, ſi opus fuerit, communibus viribus ad conſervandam Neutralitatem, eò quòd dictum eſt modo, utentur.

Ut autem hæc declaratio promptiorem effectum ſortiri poſſit, Sua Cæſarea Majeſtas operam dabit, ut Imperium hinc declarationi quantocyùs accedat, ſicut & Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Imperium ad hoc invitabunt.

Principes pariter & Status quibus conſervatio Neutralitatis & quietis in Imperio cordi ſit, ad corroborandam acceſſione ſua hanc Declarationem, quæ Partibus quorum intereſt hinc inde loco Guarantiæ erit, invitabantur. Præſentis Declarationis exemplaria dabuntur Miniſtris Sacræ Czareæ Majeſtatis & Regiarum Majeſtatum Daniæ & Poloniæ ab unâ, Suæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ ab altera parte, requirantur ut officia ſua adhibeant, quo Czarea & Regiæ Majeſtates ſupradictæ declarationem hanc gratam habere, nec quicquam quod illi contrarium ſit, facere velint.

Signatum erat,

(L. S.) *Le Comte de* SINZENDORFF. (L. S.) *Le Prince & Duc de* MARLBOROUGH.

(L. S.) TOWNSEND.

(L. S.) RANDWICK.

(L. S.) ALLARD MERENS.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) GHEEL VAN SPANBROEK.

(L. S.) J. A. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) V. GOSLINGA.

(L. S.) E. VAN ITTERSUM.

(L. S.) V. POTT.

CXVI.

23 Juillet *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H P. les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant les Conférences de Paix à* Gertruydenberg.

Du Mercredi le 23. *de Juillet* 1710. *au ſoir à ſix heures & demi.*

LEs Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangeres, ont raporté à l'Aſſemblée, que le Sieur Conſeiller Penſionaire Heinſius leur avoit communiqué une Lettre des Sieurs Maréchal d'Uxelles & Abbé de Polignac, Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de France, écrite à lui Conſeiller-Penſionaire, de Gertruidenberg le 20. du courant, ſervant de reponſe à ce qui leur a été propoſé dans la derniere Conference par les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen, & ſur quoi ils avoient traité; qu'eux Sieurs Deputez avoient trouvé le contenu de cette Lettre de telle nature, qu'elle ne regardoit pas ſeulement l'Etat, mais auſſi tous les Alliez, & que pour cette raiſon ils avoient jugé devoir communiquer à leurs Miniſtres, qui ſont ici, afin que tout ayant juſques à préſent été fait de concert avec eux, on en fit de même à cet égard, & que leſdits Sieurs Miniſtres auſſi-bien qu'eux Sieurs Deputez avoient été d'avis, que leſdits Plenipotentiaires, rejettant par ladite reponſe les propoſitions à eux faites, & declarant, qu'il étoit inutile, de tenir encore des Conferences ſur leſdites propoſitions, & rompant ainſi les Négociations à cet égard, il ne reſtoit rien autre choſe à faire du côté des Hauts Alliez que d'y acquieſcer, & de ne plus entrer en d'autres Conferences, tant que les Ennemis demeureront dans ces ſentimens, puiſque dans les diſpoſitions, dans leſquelles ils ſe trouvent, cela ne produiroit aucun fruit, mais pourroit donner ſeulement occaſion à des aigreurs, au lieu d'acheminer les choſes à la Paix, ce que l'Etat & ſes Hauts Alliez ont toûjours cherché. Sur quoi ayant été deliberé, Leurs Hautes Puiſſances ſe ſont conformez au ſentiment, tant de leurs Deputez, que des Miniſtres des Hauts Alliez; & il a été en outre trouvé bon & arrêté, que les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen ſeront requis & authoriſez, comme ils le ſont par ces préſentes, pour le faire ſavoir par Lettre aux ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires, ſans entrer en debat ſur le contenu de la Lettre ci-deſſus mentionnée, quoi qu'avec beaucoup de facilité & de fondement elle pourroit être réfutée, tant à l'égard de l'affaire en elle-même, qu'à l'égard des termes.

ANNO 1710.

Que de plus Copie de ladite Lettre ſera miſe ès mains deſdits Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangéres, pour concerter avec leſdits Sieurs Miniſtres ce qu'il convient de plus de faire, & de reſoudre en cela, & du tout en faire ici raport à l'Aſſemblée.

Etoit Paraphé,

E. V. ITTERSUM, vt.

Et plus bas,

S'accorde avec ledit Regiſtre.

Signé,

F. FAGEL.

XCVII.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. 27. Juillet *Meſſieurs les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant les Raiſons, pourquoi les Conferences de* Gertruydenberg *doivent être cenſées rompuës par les Miniſtres Plenipotentiaires de la France.*

Du Dimanche 27. *de Juillet* 1710.

LEs Sieurs de Randwyck & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangéres, en vertu de leur Réſolution Commiſſoriale du 23. du courant, & pour y ſatisfaire, ayant été en Conference avec les Sieurs Miniſtres des Hauts Alliez, au ſujet du contenu de la Lettre des Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Abbé de Polignac, écrite au Sieur Conſeiller-Penſionaire Heinſius, & datée de Gertruidenberg, le 20. paſſé, ſervant de reponſe à ce qui leur avoit été propoſé dans la derniere Conference, par les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen, & ce qui avoit fait le ſujet de cette Conference. Et ayant examiné enſemble ce qu'il ſeroit convenable de faire & de reſoudre là deſſus; ont raporté à l'Aſſemblée, que leſdits Sieurs Miniſtres, conjointement avec eux Sieurs Deputez, avoient temoigné generalement qu'ils voyoient avec un ſenſible déplaiſir, que les Ennemis, rompant les Negociations qu'on avoit repriſes, pour parvenir à une Paix bonne & generale, ils faiſoient par-là évanouïr les eſperances, qu'on en avoit conçûës, & éloignoient la Paix, qui étoit ſi ardemment ſouhaitée de la part des Alliez; mais qu'ayant conſideré, que l'on ne peut pas faire de Paix ſans la volonté des Ennemis, & paroiſſant clairement, que cette volonté eſt autant éloignée de leur penſée en effet, qu'elle eſt promte dans leur bouche avec de belles paroles, il ne reſte plus rien à faire à l'Etat & à ſes Hauts Alliez, que d'acquieſcer, quoi qu'à regret, à cette rupture, & de ſe conſoler par la forte perſuaſion dans laquelle ils ſont, que leur intention, d'aſſurer la Paix ſur des fondemens ſolides & équitables, a été ſincere, & qu'ayant ſouhaité ardemment d'y parvenir, ſi la choſe

ANNO 1710. chose avoit été possible, aussi toute Personne impartiale & équitable ne leur pourra pas imputer la Rupture des Negociations & la continuation de la Guerre; car quoi que la susdite Lettre soit toute remplie d'insimulations abusives, & d'expressions odieuses, & qu'elle tende à imputer aux Hauts Alliez la rupture de la Negociation & la continuation de la Guerre, comme s'ils demandoient des choses nouvelles, injustes, & impossibles à être exécutées; la vérité du fait demeure toûjours la même, & il n'en est pas moins clair, que c'est aux Ennemis seuls qu'il faut s'en prendre, qui se sont departis des fondemens, sur lesquels on a commencé la Negociation, & qui tâchent de rendre illusoire dans son execution le Point capital, savoir la restitution de l'Espagne & des Indes. Que pour le montrer clairement il faut considerer; que depuis long-tems lors que les Ennemis demandèrent d'entrer en quelque Conference, & en Negociation pour la Paix, on n'a pas voulu, ni pû y consentir de la part des Alliez, à moins que pour fondement, on ne convînt de certains Points sur lesquels on pût bâtir & apuyer l'ouvrage de la Negociation, pour parvenir à une bonne & generale Paix; entre lesquels Points le premier & le principal a été la restitution de l'Espagne & des Indes au Roi CHARLES III., ce qui fut aussi accordé par la France, même avant la venuë du Sieur Rouillé & du Sieur Marquis de Torcy dans ce Païs, & ainsi avant la conclusion des Articles Preliminaires, par lesquels cette restitution est confirmée avec plus d'étenduë, & stipulée & promise de nouveau; que par consequent personne ne peut trouver étrange, que du côté des Hauts Alliez on insiste sur un Point aussi capital que celui là, qui a été la cause pour laquelle on est entré en Guerre, & pour laquelle elle a duré depuis si long-tems, ni que lesdits Alliez prétendent à l'égard d'un Point d'une si grande importance, qu'ils doivent avoir une entiere sûreté.

Que lesdits Alliez croyant ne pouvoir trouver cette sureté, que dans l'Article XXXVII. des Préliminaires, & sa Majesté le Roi Très-Chrêtien n'ayant pas jugé à propos d'aprouver lesdits Préliminaires, à cause dudit XXXVII. Article, ainsi c'est cet Article qui est devenu le sujet de la Négociation, que les Ennemis viennent de rompre presentement, & laquelle avoit été proposée, pour chercher quelque moyen équivalent, par lequel il fut donné aux Alliez la même sûreté, qu'ils avoient par ledit XXXVII. Article des Préliminaires. Que dans la premiere Conference qui se tint à ce sujet à Gertruidenberg, entre les Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Abbé de Polignac d'une part, & les Sieurs Buys & vander Dussen, d'autre; ces derniers ayant fait voir, que les propositions qui avoient été faites jusques alors, de donner aux Alliez des Villes d'ôtage aux Païs-bas, qui tinssent lieu de la sureté, qu'ils pretendoient trouver dans le XXXVII. Article des Préliminaires, ne pouvoient point être acceptées, parce que les Alliez se trouveroient par là engagez dans une Guerre particuliere, & incertaine avec l'Espagne, pendant que la France, de son côté, jouiroit de la Paix, & qu'on ne pouvoit pas avec raison exiger des Alliez, qu'ils demeurassent dans une Guerre, qui seroit sujette à toute sorte d'incidens, & qui même leur feroit courir le risque, de ne recouvrer jamais l'Espagne & les Indes; mais qu'il falloit que la Paix fût generale; les Plenipotentiaires de France en parurent si persuadez, que dans cette premiere Conference & dans les autres qui ont suivi après, ils proposerent que puis qu'ils voyoient que les Alliez ne souhaitoient point d'autre Paix, qu'une Paix qui fut générale, avec la restitution de l'Espagne & des Indes, dont le Roi PHILIPPE étoit encore en possession, il n'y avoit que deux moyens pour le reduire à s'en desister, l'une de contrainte, & l'autre de persuasion, dont le premier, à ce qu'ils soûtenoient, seroit dure à la France, & le dernier ne seroit praticable, qu'en leur mettant en main quelque portion de la Monarchie d'Espagne, par le moyen de laquelle le susdit Roi pourroit être persuadé à se desister du reste; sur quoi ayant demandé, si du côté des Alliez, pour parvenir à une Paix générale, on ne pourroit pas entendre à un partage, ils ont proposé plusieurs alternatives, dont une étant agréée, la Monarchie d'Espagne, deduction faite de la portion qui seroit laissée au Roi PHILIPPE, viendroit au Roi CHARLES. Qu'après plusieurs Conferences tenuës, les susdits Sieurs Plenipotentiaires de France ont reduit enfin les susdites alternatives à la Sicile & à la Sardaigne, ce que du côté des Hauts Alliez on n'a pas pû, ni dû comprendre autrement, si non que ces deux Royaumes étant laissez au Petit-Fils de Sa Majesté Très-Chrêtienne, il seroit par-là persuadé par la France, de restituer aux Hauts Alliez le reste de la Monarchie d'Espagne, dont il étoit encore en possession, mais que les Hauts Alliez ayant apris, de ce qui s'étoit passé dans l'avant-derniere Conference, & par le raport des Sieurs Deputez, que quand même les Hauts Alliez pourroient se resoudre à accepter la proposition, qui avoit été faite pour parvenir à une Paix générale, il resteroit néanmoins incertain, si par-là ils parviendroient à la Paix générale, parce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires de France ne s'expliquoient pas clairement, si en tel cas l'Espagne & les Indes seroient laissées au Roi CHARLES, conformement aux Préliminaires, & même qu'ils paroissoient supposer le contraire, puis que l'un des deux (quoi que ce fut comme sa pensée particuliere) s'étoit avancé à proposer, si les Alliez ne se contenteroient pas, quand le Roi de France voudroit les assister d'une certaine somme d'argent pour les aider à conquerir l'Espagne & les Indes, ils ont crû, qu'avant que de s'ouvrir sur la susdite proposition, il falloit qu'ils fussent éclaircis de l'intention de la France, dans une affaire si serieuse, & si essentielle; auxquelles fins ils requirent le Sieur Petkum, qui ci-devant avoit été employé dans la Negociation, & qui le fut encore pour cela, d'en parler aux Sieurs Plenipotentiaires de France, & de leur faire connoître que du côté des Hauts Alliez on ne pourroit accepter ce qui avoit été avancé touchant des subsides, parce que cela supposoit une Paix particuliere avec la France, & la continuation d'une Guerre particuliere avec l'Espagne, à quoi les Alliez ne pourroient consentir pour les raisons alleguées dans la premiere Conference; demandant en même tems un éclaircissement sur les intentions de la France, au sujet de l'évacuation de l'Espagne & des Indes, en faveur du Roi CHARLES, en conformité des Préliminaires, avant que du côté des Alliez on pût s'expliquer sur la proposition du partage, avec cette déclaration de la part des Hauts Alliez, que leur intention étoit, que le fondement, qui avoit été posé, sçavoir que l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, leur seroient restituez, devoit demeurer ferme; & que sur ce pied-là, la Négotiation pouvoit être continuée; que si l'on venoit à s'en departir, les Conferences qu'on tiendroit encore, seroient sans fruit; que lesdits Sieurs Plenipotentiaires, n'ayant pas trouvé bon de repondre en aucune maniere, sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, & ayant demandé quelques jours après une nouvelle Conference, & les Sieurs Deputez ayant remarqué par la Reponse par eux faite, qu'ils étoient en état de pouvoir s'expliquer sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, ils s'en sont retournez à Gertruydenberg, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires leur dirent, que quoi qu'ils ne se crussent pas obligez de recevoir un message du Sieur Petkum, ils avoient néanmoins envoyé sa proposition à la Cour, mais que selon eux, elle y avoit été trouvée si générale & ambigue, qu'ils n'avoient là-dessus pû recevoir aucun ordre, sur quoi lesdits Sieurs Deputez avoient si bien expliqué & justifié la dite proposition auxdits Sieurs Plenipotentiaires, qu'il n'étoit resté à cet égard aucun doute, ni aucune ambiguité. Leur ayant representé, que les Hauts Alliez ne pouvoient accepter les propositions des subsides, pour le recouvrement de l'Espagne & des Indes, & y ajoutant les raisons qu'ils en avoient, sçavoir, parce que dans les discours tenus à cet égard dans la Conference précedente, ils avoient aperçu très-clairement, qu'on ne pourroit jamais s'accorder là-dessus, tant à l'égard des sommes, que pour la sûreté du payement, non plus qu'à l'égard de la sureté, que donneroit la France de n'assister directement ni indirectement le Duc d'Anjou, d'où il paroît que le refus de toute offre d'argent, de quelque nature, qu'elle pût être, & quelque sûreté qu'il pourroit y avoir, est un peu trop liberalement posé dans ladite Lettre. Mais que la raison principale & essentielle, pourquoi cette nouvelle proposition desdits Sieurs Plenipotentiaires ne pouvoit pas être acceptée, étoit, parce qu'elle supposoit une Guerre particuliere avec l'Espagne, & qu'il faudroit que ce Royaume & les Indes fussent conquis par les Armes

ANNO 1710.

ANNO 1710. des Alliez, ce qui étoit contraire au premier fondement, & à l'intention des Hauts Alliez ; qu'en outre pour éclairciſſement du ſurplus de la propoſition dudit Sieur Petkum, ils avoient repréſenté, apuïant la choſe de bonnes raiſons, que les ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires ayant propoſé un partage, & l'ayant reduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit toûjours été, & on étoit encore, du côté des Hauts Alliez, dans la perſuaſion, que le veritable ſens de cette propoſition étoit, qu'au cas qu'ils vouluſſent s'expliquer là-deſſus, les Articles Préliminaires alors devroient reſter en leur entier, tant le XXXVII. que tous les autres, que la France avoit déclaré devoir ſubſiſter, avant qu'on eût repris cette Negotiation, & que par conſequent l'Eſpagne & les Indes, avec ce qui en depend, devroient être reſtituez en conformité des Préliminaires, ſavoir dans le tems, qui y eſt exprimé, ou dans tel autre, dont on conviendroit, & que cela ne ſe faiſant pas, ce qui y eſt ſtipulé auroit lieu, ſavoir que la ſuſpenſion d'armes ceſſeroit; Que ce Point de la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, avec ce qui en depend, étant le fondement, & le Point eſſentiel de la Negociation, on ne pouvoit pas du côté des Alliez demeurer dans aucune incertitude à cet égard, ni ſe contenter de paroles & de promeſſes, ſans être ſûr que l'effet s'en enſuivroit; Que pour cela ils pretendoient qu'on devoit leur donner là-deſſus une declaration préciſe, avant que de pouvoir s'expliquer ſur le partage propoſé; mais que lorſqu'ils ſeroient éclaircis & confirmez à cet égard, ils faciliteroient les voyes pour terminer tout le reſte & le mener à une bonne fin. Qu'entre les moyens, qui pourroient ſervir à faciliter l'affaire, celui-ci en pourroit être un, qu'en cas que le Roi de France ne pût pas perſuader ſon Petit-Fils, à quitter & rendre l'Eſpagne & les Indes, ſuivant les Préliminaires, mais qu'il lui fallût pour cela uſer de voyes de contrainte, en ce cas-là, les Alliez feroient agir auſſi leurs Troupes, qui ſont en Eſpagne & en Portugal, à cet effet, durant le tems limité pour la ceſſation d'armes, ou durant celui dont on conviendroit encore, quoi que ſuivant les Préliminaires, ils n'y fuſſent pas obligez, mais y ſatisferoient en demeurant dans l'inaction; Que du côté des Alliez ayant trouvé neceſſaire de s'expliquer ainſi clairement & preciſément & de demander une explication de même de la part de la France, les ſuſdits Sieurs Plénipotentiaires s'étoient chargez de recrire en Cour, ce qui leur avoit été propoſé; ſur quoi ils viennent d'envoyer préſentement la réponſe, contenue dans leur Lettre ci-deſſus mentionnée. Il eſt notoire & inconteſtable qu'avant que d'entrer en aucune Negociation, que pendant qu'on a traité des Préliminaires, & par les mêmes Préliminaires, qu'avant qu'on ait repris cette derniere Negotiation, & pendant toute ſa durée, la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes a toûjours été poſée pour le fondement ferme & inébranlable de la Negociation, & qu'il ne reſte aucune queſtion à cet égard, ſinon que les Hauts Alliez prétendent qu'on leur donne une entiere ſureté; que ce fondement, une fois poſé, demeure ferme, & ne ſoit point renverſé, & que ce qui leur a été promis à cet égard, dès le commencement & ſans difficulté, ſorte ſon plein effet, ou pour le moins qu'on leur donne une ſureté auſſi grande, que celle qu'ils croyent avoir par le trente-ſeptiéme Article des Préliminaires, ce Point eſſentiel étant de ſi grande importance, que ce ſeroit agir contre toute ſorte de prudence & de raiſon, que de conſentir qu'il reſtât le moindre doute là-deſſus. Il eſt, ſemblablement, clair & évident, que les Hauts Alliez ſont en droit de demander pour la Maiſon d'Autriche la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, & de ce qui en depend, non ſeulement du Duc d'Anjou, comme en ayant la poſſeſſion, mais principalement du Roi de France, comme de celui, qui contre une Renonciation, & des Traitez ſolemnels, les a occupez de la maniere qu'on ſait, & qui par conſequent eſt obligé de les reſtituer; ſans que l'impoſſibilité alleguée l'en puiſſe exempter; car outre que cette impoſſibilité, dont on ne convient nullement, ne pourroit avoir d'autre cauſe que le propre fait dudit Roi, en mettant ſon Petit-Fils en état de ſe maintenir contre ſa volonté dans la poſſeſſion où ſadite Majeſté l'a mis, par où l'obligation de ſadite Majeſté ne ſeroit en aucune maniere amoindrie, perſonne ne ſe laiſſera facilement perſuader, que le Petit-Fils de ſadite Majeſté, qui hors de l'Eſpagne n'a aucun apui ni reſſource, qu'auprès de ſadite Majeſté, pût ou oſât s'engager à retenir l'Eſpagne & les Indes, ſi ſadite Majeſté veut de bonne foi & ſerieuſement lui declarer ſa volonté à cet égard, & lui en faire ſentir les effets en cas de beſoin, particulierement lors que les Hauts Alliez y concourreront pendant le tems de la Treve. Cela eſt ſi évident, qu'il n'eſt pas concevable, comment autrement le Roi Très-Chrêtien auroit pû ſans difficulté promettre la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, même avant que d'entrer dans la premiere Negociation, comment il auroit pû la poſer pour le premier fondement, & ſur lequel tout a depuis été conſtruit, ni comment on pourroit avoir une autre opinion, que celle-ci, ſavoir que ſadite Majeſté a fort bien ſû la volonté & l'intention de ſon Petit-Fils, de ſe deſiſter de l'Eſpagne & des Indes, ou qu'il connoiſſoit les moiens de l'y contraindre, s'il étoit néceſſaire; puis qu'autrement il s'enſuivroit, que ſadite Majeſté dès le commencement auroit voulu amuſer les Hauts Alliez, & les flater, en leur promettant une choſe ſi eſſentielle, qu'il n'auroit point été en volonté ni en pouvoir d'effectuer, ce qui n'eſt point à préſumer, ſans qu'on voulût douter de ſa bonne foi, d'autant moins que dans une Conference tenuë ici l'année paſſée avec les Miniſtres de France, l'un d'eux dit, que le Roi PHILIPPE ſeroit peut-être à Verſailles plûtôt que lui, preuve évidente, qu'on ne doutoit alors nullement à la Cour de France d'une choſe, qu'on veut aujourd'hui faire paſſer pour impoſſible, & qu'on étoit bien perſuadé qu'en tout cas la choſe ne dépendoit que de la volonté ou du pouvoir de ſa Majeſté Très-Chrêtienne; il ſuit donc inconteſtablement de tout ceci, que dans la derniere Conference leſdits Sieurs Députez n'ont rien demandé de la part des Hauts Alliez, que ce qui dès le premier commencement, & dans la ſuite, a toûjours été poſé pour fondement, que ce qu'ils ont pu demander avec juſtice, & que ce que la France étoit en pouvoir d'effectuer, & que par conſequent ce qui eſt allegué dans cette Lettre, & qui y eſt repeté ſi ſouvent, ſavoir que les propoſitions faites par les Sieurs Deputez dans la derniere Conference ſeroient nouvellement inventées, injuſtes & impoſſibles dans leur execution, n'a aucun fondement, puis que la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, avec ce qui en depend, hormis ce dont on conviendroit autrement, a toûjours été demandé avec raiſon, dès le commencement juſques à la fin, & n'a pû être propoſé de la part de la France, que comme une choſe poſſible, & qu'elle a été réputée telle, & l'eſt encore par les Alliez. Enſuite, il eſt très facile de détruire ce qui eſt allegué en pluſieurs endroits de cette Lettre, ſavoir que leſdits Sieurs Députez auroient ſouventefois varié, ſe ſeroient contredit dans de differentes propoſitions, en auroient fait de contraires aux Articles IV. & V. des Préliminaires, & ſe ſeroient retractez en un tems de ce qu'ils auroient propoſé en un autre, & pluſieurs autres choſes ſemblables, qui y ſont déduites d'une maniere odieuſe; car il paroît par ce qui a été dit ci-deſſus, que leſdits Sieurs Députez ont toûjours eu cette penſée, & n'ont pû en avoir une autre que celle-ci, ſavoir, que la propoſition d'un partage, fait de la part de la France, le fut dans le ſens, & dans l'intention, que ſi on pouvoit s'accorder là-deſſus, on leveroit par là toutes les difficultez, qui ſe ſont rencontrées juſques à preſent dans l'execution des Articles Préliminaires, & qu'en même tems on préviendroit celles qui conſiſtoient à prendre des meſures mentionnées dans l'Article IV., leſquelles meſures auſſi n'auroient pû avoir lieu qu'au cas que cet Article pût être ſéparé du XXXVII., ce qui pourtant n'eſt pas dans le cas non attendu, que le Duc d'Anjou ne voulût pas quitter l'Eſpagne, & que la France, après avoir emploié à cette fin deux mois inutilement, eût eu beſoin de l'apui des Alliez, pour lui faire abandonner non ſeulement l'Eſpagne & les Indes, mais auſſi toute la Monarchie, ſans le moindre démembrement; qu'à l'occaſion, qu'y donnerent leſdits Sieurs Plenipotentiaires dans la penultiéme Conference, on avoit bien parlé, ſi l'on ne pourroit point trouver des moiens propres pour aſſurer aux Alliez la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes plus efficacement, mais leſdits Sieurs Députez ne ſe ſont jamais departis pour cela de leur premier ſentiment, qui étoit que la propoſition d'un partage avoit été faite pour faciliter ladite reſtitution, & ANNO 1710.

ANNO 1710. & pour executer, à la faveur du partage proposé, les Articles Préliminaires en toutes leurs parties ; mais les discours tenus sur ce sujet ayant donné lieu d'aprehender, que l'intention de la France ne pût bien être autre, cela a donné occasion d'en demander l'éclaircissement, & d'expliquer nettement dans la derniere Conference la pensée des Alliez à cet égard, sans que pour cela on puisse dire desdits Sieurs Députez, qu'ils ayent varié, & se soient contredit, & retracté, comme on les en accuse, puis qu'ils se sont toûjours tenus au principal Point, sçavoir la seureté, que doivent avoir les Alliez à l'egard de la restitution de l'Espagne & des Indes ; pareillement tout ce qu'on allegue de la pretenduë variation des Alliez, suivant les evenemens de la Guerre, & la facilité que la France apportoit à la Paix, est destitué de tout fondement, aussi bien que les preuves qu'on en aporte ; car on n'a point de connoissance, & l'on n'avouë nullement du côté des Alliez, que l'année derniere ils auroient regardé comme une injure, qu'on les crut capables de demander au Roy de France d'unir ses forces aux leurs, cela n'ayant jamais été allegué, ni l'année precedente, ni celle-cy, dans aucune des Conferences, que si quelque chose a pû être dit hors de là, cela ne peut tirer à aucune consequence : Et certainement si l'on avoit été porté à quelques variations, suivant les évenemens, ce qui s'est passé depuis l'ajustement des Preliminaires, comme la conquête de la Ville & Citadelle de Tournay, la Victoire de Malplaquet, la reduction de Mons, le passage des Lignes auprès de la Scarpe, & la prise de Douay, auroient assés donné lieu. Quant à ce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires s'étendent en plusieurs endroits de leurdite Lettre sur la dureté des conditions, en ce qu'on voudroit, que le Roi leur Maître fit seul la Guerre à son petit-Fils, & qu'au cas que dans deux mois la restitution de l'Espagne & des Indes ne fût point entierement faite, la Trêve cesseroit, quoi que le Roi de France eût executé toutes les autres conditions des Preliminaires ; il est à remarquer, que ce qui est dit en un endroit, sçavoir que le Roi devroit faire seul la Guerre à son petit-Fils, se contredit dans une periode suivante un peu plus bas, où il est dit, que les Troupes, que les Hauts Alliez ont en Portugal & en Catalogne, concourront avec celles de la France, pendant l'espace de deux mois ; car encore qu'on y ait ajouté, que cela ne seroit que comme une grace, ainsi qu'on a jugé à propos de l'exprimer, pour rendre odieuse une facilité, que les Alliez ont bien voulu aporter, & qu'après ce terme expiré ; ces mêmes Troupes des Alliez cesseroient d'agir ; neantmoins il est constant que ce seroit, un assez considerable secours, pour ledit tems de deux mois, ou pour tel autre plus long terme, dont on pourroit convenir, & qu'on ne peut pas trouver extraordinaire, que ces Troupes ne pourroient agir plus long tems, puis qu'après ce terme la Treve seroit expirée ; outre cela lors qu'on se plaint de la dureté qu'il y auroit à charger le Roi Tres-Chrêtien seul, d'effectuer la restitution de l'Espagne & des Indes, il ne paroît pas, qu'on ait fait attention à la dureté qu'il y avoit, quand ladite Majesté s'est emparé aussi seul de toute la Monarchie d'Espagne, & quand il a mis le reste de l'Europe dans le danger d'être emparé de même. Mais au fond la chose étant bien considerée, on ne trouvera pas qu'il y ait en cela plus de dureté, que celle qui se rencontre dans tous les Contracts ou Traités, qui portent quelques restitutions, & particulierement dans ceux, où il s'agit de restitutions de choses qu'on possede injustement ; cependant on peut assez présumer de la situation, où sont les affaires d'Espagne, qu'il ne couteroit pas beaucoup à ladite Majesté le Roi Très-Chrêtien d'obliger, soit par la voye de la persuasion, soit par celle de la contrainte, son Petit-Fils à la restitution de l'Espagne & des Indes, pour peu que sa Majesté voulût s'y employer sincerement, & que son Petit-Fils, & la Nation Espagnole fussent bien persuadez, que veritablement ce seroit l'intention & la volonté serieuse de ladite Majesté. Davantage, il n'y a pas plus de dureté, que toute celle qui se rencontre dans toute autre Convention & Traité, en ce que le tems limité pour la restitution de l'Espagne étant expiré, la Treve cesseroit ; car comme les Hauts Alliez auroient raison de prendre pour une infraction du Traité, si quelques Villes, dont on auroit stipulé la cession, n'étoient point livrées dans le tems prescrit, & de la poursuivre par les armes ; il est encore bien plus juste & raisonnable, que si un Article aussi important, que celui de la restitution de l'Espagne & des Indes, venoit à n'être point executé, pendant le tems stipulé, ils seroient en droit de reprendre les armes, pour obtenir le Point le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu, & l'on ne pourroit compter pour une dureté, que les Alliez, dans un tel cas, se servissent de toutes leurs forces. De plus les Hauts Alliez ont d'autant plus de raison d'insister à ce que la France effectuë la restitution de l'Espagne & des Indes, dans le tems prescrit, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Sieurs Plenipotentiaires, que quand même il faudroit en venir à joindre les forces pour se faire faire cette restitution, on formeroit, ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'execution, qu'on ne pourroit jamais en venir à bout, ayant fait entendre, qu'il faudroit auparavant examiner & regler, combien de forces de terre chacun devra contribuer, si on agira conjointement ou separement, le nombre des Troupes que chacun y contribuera, comment & où les emploier, de combien de Vaisseaux on aura besoin, où on les emploiera, qui aura le commandement, tant de celles de Terre que de celles de Mer, & qui le donnera, quelle instruction il faudra qu'ils ayent, & par qui elle sera formée, & plusieurs autres semblables difficultez, par où on a pû comprendre, qu'on pourroit en faire tant naître, que jamais on n'en verroit la fin. On allegue bien dans ladite Lettre que la France, & pour elle les Sieurs Plenipotentiaires avoient consenti à tout ce qui leur avoit été proposé, & qu'ils n'ont jamais varié, ni ne se sont retractez d'aucune chose ; mais il est difficile de deviner, en quoi consiste cette grande facilité ; ils n'ont même encore jamais consenti à déclarer la Guerre à l'Espagne, en cas de refus du Duc d'Anjou de s'en desister, ce qui leur a été néanmoins proposé. Et étant venu ici pour traiter d'un équivalent sur le XXXVII. Article des Préliminaires, après avoir auparavant promis, qu'ils se tiendroient à tous les autres Articles, eux-mêmes ils ont proposé un partage, pour servir d'équivalent, & l'ont réduit à la Sicile & la Sardaigne, & à cette heure, qu'on leur demande de déclarer positivement, si donc les Articles Préliminaires seroient signez & executez, afin que de la part des Alliez on pût s'expliquer sur leur proposition, ils prennent cette demande pour un dessein de rompre les Conferences, ce qui est bien loin de cette facilité qu'on prône tant, & d'avoir consenti à tout, sans aucune variation ni retractation. Sans doute le monde devra être étonné, qu'après que la France a declaré iterativement, que tous les Articles Preliminaires subsisteroient, excepté le XXXVII., & offert ci-devant en la place de celui-ci, pour la sureté de l'execution des susdits autres Points preliminaires, trois Villes d'ôtage aux Païs-Bas, (lesquelles n'ont pû être acceptées, comme ne pouvant pas exempter les Alliez d'une guerre particuliere avec l'Espagne, pendant que la France de son côté jouïroit de la Paix) & en suite pour lever cette derniere difficulté, proposé un partage, qu'elle a restreint elle-même à la Sicile & Sardaigne, comme un moyen propre à persuader le Duc d'Anjou de restituer l'Espagne & les Indes : Qu'après tout cela la France étant sommée de se declarer sur l'execution des Points Preliminaires, afin que les Hauts Alliez se pussent expliquer sur la proposition qui leur étoit faite, elle prend cette sommation, pour un dessein formé de rompre la Negotiation, comme il a été dit plus haut. Que la France pretende que les Hauts Alliez, au lieu de tous les Preliminaires, excepté le XXXVII. Article, & les Villes d'ôtage dans les Païs-Bas, qui leur ont été offertes, se contenteront à present des susdits Articles Preliminaires, aussi sans le trente-septiéme Article, sans les Villes d'ôtage, & de plus en laisseront deduire la Sicile & la Sardaigne, laissant la restitution de l'Espagne & des Indes aussi incertaine comme auparavant, & qu'elle veuille faire valoir cela, comme s'ils avoient consenti à tout, sans aucune variation, ou retractation, accusant les Hauts Alliez d'injustice & d'obstination, parce qu'ils ne veulent pas accepter une si belle proposition ; & ne craigne pas d'invoquer là-dessus, avec une humilité aparente, la protection Divine, pour imputer aux Alliez les calamitez publiques & l'effusion de tant de sang Chrêtien, dont cependant l'occupation de la Monarchie d'Espagne, &

ANNO 1710. de ce que le Duc d'Anjou detient encore, eſt la grande cauſe ; leſquelles calamitez & effuſion de ſang ils peuvent faire ceſſer ſur le champ en reſtituant ce qu'ils ont envahi contre la bonne foy des Traitez les plus ſolemnels. Il paroît clairement de toute la conduite de la France, en cette rencontre, que les propoſitions d'un partage, comme auſſi celles de regler prealablement des demandes ulterieures, reſervées dans les Preliminaires, qu'ils avoient avancées auparavant, n'ont été faites à d'autre fin, que pour ſemer & faire naitre, s'il étoit poſſible, de la jalouſie & de la desunion entre les Alliez, pour parvenir ainſi plus facilement à ſes fins, leſquelles ſont, comme il paroit clairement, de retenir l'Eſpagne & les Indes, quoi que la reſtitution, qui s'en doit faire, ait été poſée pour le premier fondement de toute la Negociation ; & comme ces propoſitions n'ont eu ſans doute d'autre fin que la deſunion des Alliez, on trouve dans ladite Lettre pluſieurs paſſages (qu'on pourroit bien attendre d'ennemis, mais nullement de Perſonnes envoyées pour le retabliſſement de la Paix) qui paroiſſent n'avoir été inventés, que pour donner de mauvaiſes impreſſions aux Sujets tant de l'Angleterre, que de l'Etat, contre le Gouvernement, comme ſi ceux, qui y ſont à la tête, & les Chefs des Alliez, ſeroient la cauſe de la continuation de cette onereuſe & ſanglante Guerre ; mais la cauſe en eſt trop bien prouvée ci devant, pour qu'ils puiſſent eſperer que ces inſinuations affectées & odieuſes faſſent quelque impreſſion ſur l'eſprit des Nations, qui reſpirent une douce liberté, qui ne portent les charges de la Guerre que pour defendre cette precieuſe liberté, & dont le jugement n'eſt point corrompu par un long eſclavage & une longue oppreſſion, comme celui d'autres Peuples, auxquels ſans cela les Alliez pourroient avec bien plus de raiſon s'en raporter, comme à ceux qui ſentent combien cherement leur coute l'avidité de dominer ſur les Voiſins. Enfin, les ſix jours, que lesdits Sieurs Plenipotentiaires ont ſeulement employé pour fournir cette reponſe, & qu'ils ſemblent vouloir faire valoir comme une marque de ſincerité, pour ne pas amuſer les Alliez, paroit bien plûtoſt être une preuve d'une reſolution deja priſe & toute preparée à rompre les Conferences ; & ils ont tort de vouloir inſinuer, comme ils font dans plus d'un endroit de la Lettre, comme ſi le terme de quinze jours leur avoit été preſcrit, car les Srs. Deputez ont bien demandé qu'ils vouluſſent procurer une promte reponſe, mais ils ne leur ont preſcrit aucun terme, au contraire lors qu'il leur fut demandé, s'ils en vouloient preſcrire un, ils leur ont civilement dit, que non, & que les Conferences ayant deja ſi long tems duré, que quelques jours de plus ou de moins ne ſeroient pas une affaire. Quant à la plainte, que font les Srs. Plenipotentiaires, pour ce qui les regarde en particulier, ſavoir un pretendu mépris de leur caractére, l'impreſſion & la publication de Libelles injurieux, l'ouverture de leurs Lettres, l'empêchement des viſites qu'on vouloit leur rendre, & leur demeure, comme s'ils avoient été dans une eſpece de priſon ; il eſt à conſiderer, que les ſuſdits Srs. Plenipotentiaires, ſuivant ce dont on étoit convenu enſemble, ſont venus ſans caractére, pour traiter incognito & ſans ceremonie ; que c'eſt auſſi pour cette raiſon qu'aucun Ceremoniel n'a été obſervé de part ni d'autre ; qu'au reſte on a eu toute ſorte de conſideration pour leur naiſſance, leur qualité & leur merite, ſans qu'on ſache ni qu'on puiſſe deviner, ſurquoi peuvent tomber les plaintes qu'ils font ſur ce ſujet ; qu'on ne ſait pas non plus ce qu'on veut dire par les Libelles injurieux, dont on ſe plaint ; ces ſortes de Libelles étant deffendus dans ce Païs tres-ſeverement, & quoi que cela n'empêche pas, qu'ici, comme ailleurs, il ne s'en repande quelques uns, neanmoins le Gouvernement les condamne, & lors qu'on en découvre les Auteurs & les Imprimeurs on les punit conformement aux Loix : qu'on n'a jamais entendu, & qu'on n'a point de connoiſſance que du grand nombre de Couriers, que les Sieurs Plenipotentiaires ont reçu & depêché, & par leſquels ſans doute ils ont envoyé & reçu leurs Lettres les plus importantes, on en ait retenu aucun, ni qu'on ait intercepté les Lettres qu'ils ont envoyé par les Ordinaires ; qu'on n'a jamais empêché perſonne d'aller auprès des Sieurs Plenipotentiaires, & qu'on n'a pas donné d'ordre non plus de s'informer qui venoit auprès d'eux ; mais que dans toutes les Villes Frontieres, l'uſage voulant que perſonne n'y entre, ANNO 1710. à moins qu'il ne ſe donne à connoître à la porte & au Commandant, & que cet uſage n'ayant pas diſcontinué pendant le ſejour des ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires à Geertruydenberg, on ne doit pas le trouver étrange ni s'en formaliſer ; que ſi quelqu'un a été retenu de les aller voir ; parce qu'il craignoit d'être connu, on ne peut pas pour cela dire, qu'on ait empêché de leur rendre viſite, & l'on ne pourroit certainement point être blâmé, ſi craignant qu'ils ne decouvriſſent des choſes qu'on vouloit tenir cachées, on l'auroit prevenu : qu'enfin on ne peut pas nommer une eſpece de priſon une Ville, où leſdits Sieurs Plenipotentiaires ſont convenus de faire leur reſidence, & laquelle ils ont preferée à Anvers, qui eſt une grande & belle Ville. Toutes leſquelles raiſons les ſuſdits Sieurs Miniſtres des Hauts Alliez, & les Sieurs Deputez de leurs Hautes Puiſſances, ont crû qu'il ſeroit bon qu'elles fuſſent envoyées à leurs Principaux, avec la Lettre deſdits Sieurs Plenipotentiaires & la Reſolution priſe à ce ſujet par leurs Hautes Puiſſances le vingt-troiſiéme de ce mois, qu'ils s'étoient reciproquement exhortez, puis que l'ennemi avoit ainſi rompu la Negotiation qui ſe faiſoit pour parvenir à une Paix bonne & generale, & qu'ainſi il ne reſtoit rien autre choſe à faire qu'à continuer & pouſſer la Guerre avec vigueur, d'employer chacun tous les meilleurs offices auprès de leurs Principaux, afin qu'on ne neglige rien de ce qui eſt à faire ; mais qu'au contraire chacun faſſe tous les efforts poſſibles. Surquoi ayant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté, qu'il ſera de ce que deſſus donné connoiſſance aux Etats des Provinces reſpectives, & qu'il leur ſera envoyé Copie de la ſuſditte Lettre & de la Reſolution du vingt troiſiéme de ce mois priſe à ce ſujet, & qu'il leur ſera en même tems repreſenté, que puis qu'il paroit par l'évenement, que les ennemis n'ont eu aucune intention ſincere de traitter la Paix ſerieuſement, ni de reſtituer l'Eſpagne, & les Indes ; mais qu'ils ont rompu les Conferences, ſans laiſſer aucun ſujet de déliberation pour les continuer ou diſcontinuer, & que par ainſi il n'y a plus qu'à pouſſer la Guerre vigoureuſement, leurs Hautes Puiſſances ne doutent nullement, que les ſuſdits Seigneurs Etats ne mettent en uſage d'une maniere cordiale, conſtante & unanime, tous les moyens poſſibles & imaginables pour avancer la cauſe commune, dans l'eſperance que Dieu continuera d'y donner ſa benediction, & que par ſa bonté & ſon aſſiſtance les ennemis ſeront reduits à prendre de meilleurs ſentimens.

Qu'en outre leſdits Sieurs de Randwick, & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, ſeront requis & commis, comme ils le ſont par ces preſentes, d'entrer de nouveau en conference avec les Miniſtres des Hauts Alliez pour deliberer de quelle maniere & par quels moyens la Guerre pourra étre pouſſée par-tout avec le plus de vigueur & du tout faire raport à l'Aſſemblée.

Etoit paraphé,

E. v. ITTERSUM, vt.

Plus-bas,

S'accorde avec ledit Regiſtre.

Signé,

F. FAGEL.

XCVIII.

Convention entre l'Empereur JOSEPH, *la Reine de la Grande-Bretagne* ANNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour aſſembler des Troupes pour la conſervation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le* 4. *Août.* 1710. 4. Août.

QUANDOQUIDEM Sacra Cæſarea Majeſtas, Sacra ſua Regia Majeſtas Regina Magnæ Britanniæ & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, ſcripto per Plenipotentiarios & Deputatos ſuos die 31. Martii anni currentis

NNO 710. tis 1710. hic Hagæ-Comitum signato, testati sunt & declaraverunt, quantoperè ipsis quietis & tranquillitatis in Terris Imperii conservatio respectu belli quod in Septentrione geritur, cordi sit; quâ in re sua Sacra Regia Majestas Rex Borussiæ, Serenitates suæ Electorales Palatini & Brunsvico-Luneburgensis & Celsitudo sua Episcopus & Princeps Monasterienſis accedentes ad dictam declarationem se se cum illis conjunxerunt. Cumque Cæsarea Majestas sua, Regia sua Majestas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, non tantum hanc declarationem tuendam esse persuasissimum habeant, sed & præterea non in hâc acquiescendum esse, quod hæc declaratio facta sit, verum incundas esse vias & media quibus finis propter quem hæc declaratio facta est, assequi queat; summoperè necessarium ducant. Itaque Plenipotentiarii & Deputati altè memoratæ Cæsareæ suæ Majestatis, Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium, communicatis cum Ministris & Plenipotentiariis Regis Borussiæ, Electorum Palatini, Brunsvico-Luneburgensis, & Episcopi & Principis Monasterienſis, quemadmodum etiam cum Ministris & Plenipotentiariis Electoris Moguntini, & Ducum Brunsvici & Luneburgi in Wolfenbuttel, Megalopolis & Landtgravii Hassiæ Cassellani, qui se quoque in hâc causâ cum illis conjunxerunt; statuerunt & decreverunt quantocius fieri poterit, 15. vel 16000. militum certo in loco congregandum esse pro tuendâ declaratione de die 31. Martii hujus anni & pro conservandâ quiete & tranquillitate Imperii modo in eadem declaratione explicato.

	Equites, *Pedites*.
Ad coadunandum & constituendum modo indicatum exercitum contribuent sua Cæsarea Majestas binas Equitum turmas (*Regimens*) singulas mille Equitum.	2000.
Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales duodecim Cohortes (*Bataillons*) quarum singulæ septingentorum Peditum.	8400.
Cæterum certa spes concipitur, cæteros quoque Principes qui Declarationi antedictæ accesserunt vel Neutralitatem Imperii sibi cordi esse ostenderunt, ad componendum eundem Exercitum copias collaturos modo sequenti.	
Rex Borussiæ turmam quingentorum Equitum & tres Cohortes septingentorum Peditum singulas.	500. - - - 2100.
Elector Moguntinus cohortem unam. Elector Palatinus turmam (*Escadron*) Equitum unam, & Cohortes binas.	500. - - - 2100.
Elector Brunsvico-Luneburgensis turmam quingentorum equitum, & Cohortes septingentorum peditum tres.	500. - - - 2100.
Episcopus Princeps Monasterienſis Cohortem pari numero septingentorum peditum.	700.
Dux Brunsvico-Luneburgensis in Wolfenbuttel Cohortem peditum septingentorum.	700.
Dux Megalopolitanus itidem Cohortem singulam.	700.
Princeps Hesso-Cassellanus Cohortem unam.	700.

Hunc in finem ulterior hæc declaratio cum illis communicabitur, requiranturque ut eidem accedere velint, quemadmodum & ad accessionem parem certo cum militum numero invitabuntur alii quoque Principes, quorum Neutralitatem in Imperio servari æquè interest.

Omnes hæ turmæ & Legiones in locis proximis & idoneis constitutæ, paratæ teneantur, ità ut absque morâ se versus Oderam vel Albim, vel aliam in Regionem, prout res exiget, movere, & in unum Corpus coalescere queant.

Unusquisque Copias suas propriis sumptibus & impensis mittet & alet, Cohortes quas quilibet mittet tormentis minoribus cum omnibus eo requisitis munitæ erunt.

Quoniam Electores, Principes & Status Imperii in Comitiis Ratisbonensibus, Conclusis & Decretis suis à Cæsareâ suâ Majestate confirmatis etiam pro conservandâ quiete & Neutralitate in Terris Imperii relativè ad bellum quod in Septentrione geritur, mentem suam explicaverunt & se ad eandem tuendam paratos fore declaraverunt, Sacra sua Cæsarea Majestas eosdem Electores, Principes & Status conjunctim atque Directores & Status Circulorum in specie, modo quem efficacissimum fore judicaverint, ad augendum, si opus fuerit, antedictum Copiarum numerum & ad suppeditanda quævis necessaria, quibus ad rem benè agendam Exercitus instructus esse debet admovebit & exhortabitur. ANNO 1710.

Cæsarea sua Majestas Civitates Imperiales Lubecum, Hamburgum, aliasque quibus æquum ipsi videbitur, itidem exhortabitur & impellet, ut tormenta cum munitionibus ad illa dirigenda aptis conferant.

Cæterum Principes quibus quies & tranquillitas Imperii curæ cordique est, successu temporis & quavis datâ occasione Consilia inter se conferent, ut unâ porrò statuant atque decernant quæcumque ad conservandam, tuendamque eandem quietem & tranquillitatem in Terris Imperii ad normam in declaratione ante memoratâ enunciatam, utilia vel necessaria erunt.

In horum omnium fidem nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Plenipotentiarii & Deputati ulteriorem hanc Declarationem manu nostra subscripsimus & Sigilla nostra appossuimus.

Signatum,

(L.S.) PHILIPPUS LUD. *Comes à* SINZENDORFF.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J.B. van RANDWICK.

(L.S.) ALARD MERENS.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) C. van GOSLINGA.

(L.S.) E. van ITTERSUM.

(L.S.) A. van NIEVEEN.

Hagæ Comitum, *die* 4. *Augusti*. 1710.

XCIX.

Excerptum è Libro Decretorum Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium UNITI BELGII, *pro ulteriori Explicatione, Neutralitatis in Septentrione servandæ.* 11. Août.

Die 11. *Augusti* 1710.

DELIBERATIONE institutâ & considerato die 4. mensis currentis signatum fuisse à Plenipotentiariis & Deputatis Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Uniti Belgii unam Declarationem de certo Copiarum numero congregando ad tuendam priorem Declarationem die 3. Martii proximè præteriti factam & ad conservandam quietem & Neutralitatem in Terris Imperii, modo in hâc priore declaratione explicato, attentoque ne quid ambiguitatis vel obscuritatis in verbis posterioris Declarationis remaneat, elucidatione majori opus videri: itaque postquam ea de re communicatum fuit cum Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis ac Reginæ Magnæ Britanniæ, visum & decretum est; secundum Declarationem die 31. Martii præteriti factam, hisce iterum declarare, quietem & Neutralitatem Imperii, de quâ mentio fit in posteriore declaratione, ità intelligendam, nè Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, nec actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intrà nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, & Jutlandiâ in illo comprehensis, committant; & ne pari quoque modo Copiæ Regis Daniæ in Jutlandiâ, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo compre-

ANNO 1710. prehenſo, committant. Quemadmodum etiam ne Copiæ Czareæ Suæ Majeſtatis, Regi Daniæ in auxilium forſan mittendæ per Terras Imperii tranſeant; verum ut omnes & ſingulæ Imperii Ditiones, reſpectu partium in Septentrione belligerantium, ab omni tranſitu Copiarum, immunes maneant, & perfectâ Neutralitate gaudeant ita, ut in Declaratione 31. Martii expreſſum fuit.

C.

22. Août. 2. Sept. *Memoire de* M. MATUEOF *Ambaſſadeur, de Moſcovie ſur la Neutralité de l'Empire, preſenté aux Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{22\ \text{Août}}{2\ \text{Septembr.}}$ 1710.

CELSI AC PRÆPOTENTES DOMINI.

INFRASCRIPTUS Suæ Sacræ Czareæ Magnæ Ruſſiæ Imperatoris, Domini ſui Clementiſſimi Legatus Plenipotentiarius recens inſtructus ſpecialibus Suæ Majeſtatis Mandatis, Petropoli die $\frac{36.\ \text{Julii}}{10\ \text{Auguſti}}$ datis ſeriem eorundem quâ par eſt cum exiſtimatione Celſis ac Præpotentibus Dominationibus Veſtris exponere officii ſui eſſe duxit. Quod quandoquidem Sua Czarea Majeſtas omnibus Celſis cum Galliâ belligerantibus Fœderatis, in exhibitâ Declaratione Marienverderâ 22. die Octobris immediatè præterlapſi 1709. anni fuſius patefecit, nequaquam ſuo, Celſorumque Suorum Fœderatorum Daniæ, Poloniæque Regiarum Majeſtatum animo ineſſe, in Imperio Romano motus per invaſionem Suecicarum ibi jacentium Provinciarum, ad præjudicium belli contra Galliam, excitare; Tametſi omnia Jura Gentium ac belli ratio pro illis militent: ſub ejuſmodi conditione nihilominus, ut prætacti contra Galliam belligerantes Fœderati, nec non Romani Imperii Ordines, antememoratis in Septentrione bellantibus pariter Fœderatis tantam procurent ſecuritatem, quò minus ex dictis Provinciis aggreſſioni ſubjaceant, ac inde Suecorum copiæ irrumpere in Saxoniam, Daniam vel in Poloniam tentare audeant. Tum etiam nè in iiſdem Provinciis plus militis, ac ad præſidia Arcium requiruntur, tenere fas ſit, nec copias ibidem conſcriptione tyronum aut receptione militum ad ſtipendia multiplicare Suecis liceat. Sin autem Fœderatæ eædem Potentiæ, Suæ Czareæ Majeſtati ſibique fœdere junctis eam ſecuritatem non procuraverint aut quocumque modo hoſtibus illorum opem tulerint, & hos in dictis Provinciis vires ſuas reſumere vel etiam indè invaſionem tentare ſiverint, ex parte Suæ Czareæ Majeſtatis declaratum erat, in tali caſu, eandem Majeſtatem, illiusque Fœderatos invitos hunc hoſtem ſuum ubi locorum potuerint inſequi, vireſque illius diſtrahere conaturos & tunc jam in malam partem illis id non interpretandum iri. Quum etiam ad hanc Suæ Czareæ Majeſtatis Declarationem, altè dictæ contra Galliam belligerantes Fœderatæ Potentiæ prævio communi animi inter ſe conſenſu, nec non accedente Holmiæ à Senatu, qui Regis Sueciæ in abſentia Regiminis faſces gerit, aſſenſu in locum guarantiæ Autographum confecere, quo ſe erga ambas in Septentrione bellantes Partes ad conſervandam mediam conditionem ſeu neutralitatem in Germaniâ obſtrinxere, ac declaravere, quod ſi alterutra diſſidentium Partium abſque ullâ anſâ, Pacta hæc non obſervabit ac in hoſtilitatem erumpet, tum Parti læſæ arma jungent, agreſſori opponent, eundemque ad ſervanda ea impellent. Deinde etiam Sua Czarea Majeſtas hanc Neutralitatem ratihabuit ſub nominatis in primâ Declaratione conditionibus, ac ipſi Legato ſuo hîc Hagæ Comitis id patefacere mandavit. Nunc autem Suæ Czareæ Majeſtati compertum eſt, Suecorum Copias in Pomeraniæ Bremenſique Ducatibus ſubſiſtentes noviter conſcriptis Tyronibus maximè adauctas eſſe, & ſummopere adhucdum numero invaleſcere. Prætereaque in iiſdem Provinciis, Civibus & Colonis aliquot millia virorum pro equitatu & peditatu cogere intimatum eſſe; has etiam Copias armis inſtrui, veſtitu provideri ac ad movenda caſtra, iterque ſuſcipiendum paratas ſtare: Tum quoque innotuit à nonnullis Imperii Principibus, nominatim verò à Duce Holſatiæ Gottorpienſi aliquot millia militum iiſdem in auxilium promiſſa eſſe (prouti jam & publicè divulgatum) quibuſcum inſimul Saxoniam aut Poloniam invadere ſtatutum eſſe Suecis, adque id explendum Benderâ à Rege illorum omninò Mandata veniſſe, utque Copiæ non amplius Holmienſis Senatus, ac Regis, ipſiuſmet & Lezinskii juſſibus obſequantur. Inſuper & certum eſt eundem Regem in Mandatis quæ Miniſtris ſuis miſit, explicaſſe, quod dicto ad conſervandam Neutralitatem confecto autographo non contentus eſt, nec ad omnimodam adimpletionem illius teneri vult. Demum Suæ Czareæ Majeſtati à Legato illius Conſtantinopoli degente certa pervenit notitia, dictum Regem non ob aliam cauſam Benderæ tam diu morari, ut quàm Portam Ottomanam ſub quocumque valet plauſibili prætextu ad Pacis diremtionem cum Suâ Czareâ Majeſtate & Regiâ Poloniæ Majeſtate inducat. Quod & hanc ob rem primò per unum adhærentium ſibi Polonorum Poniatovium, ac paulò poſt per ſic dictum Palatinum Kioviæ Potoccium, Portæ, & ipſemet Benderæ Cano Juſreph Bacha, ſuo & Leſzinskii nomine, ut numeroſa illi Turcarum Tartarorumque manus, ac ſi conductitiorum more detur, ſuiſque ſtipulatus Regnum Poloniæ ingredi, interque Polonos ſeditiones complicare intendit, ut Leſzinskius iterum Throno obtrudatur, qui eodem tempore è Pomeraniâ ad conjungendas copias vireſque per Sileſiam procederet, ibidemque plurimos Suæ Cæſareæ Majeſtatis Sueco velificantes Subditos & Confœderatos Ungaros partibus illius adſciſceret, hoc modo tam Suæ Regiæ Majeſtatis Poloniæ quam & Suæ Czareæ Majeſtatis in Poloniâ ſubſiſtentes auxiliarias Copias obruturus. Dum verò voti hujus compos redderetur, parte unâ hujus exercitus adverſæ ſuæ ad hucdum parti in Polonia & Suæ Czareæ Majeſtati opponenda, altera autem invaſioni Saxoniæ, & ſuſcitando belli igne in Imperio, Franciæ commodo, admovenda. Quodque in gratitudinem hujus auxilii promittit idem Rex Sueciæ una cum Leſzinskio à parte Poloniæ, plurima Portæ Ottomanæ emolumenta, extremo ejuſdem Regni exitio, totiuſque Chriſtianitatis detrimento. Quæ omnia idem Suæ Czareæ Majeſtatis Legatus cum Celſis ac Præpotentibus Dominationibus Veſtris ac Fœderatorum Principibus cum Miniſtris apertè communicare mandata tenet. Ex quibus malignis Suecicis tricis non modo Suæ Czareæ Majeſtati ac ſuis Fœderatis, ſed & toti Orbi Chriſtiano perniciosiſſimis, Celſi Fœderati contra Galliam facilè inferent, utrum eadem Czarea Sua Majeſtas illiuſque Fœderati abſque omni apparatu ad fruſtrandas has machinationes pacifici permanere, hoſtilemque ſui invaſionem parte ab utraque (quam Deus avertere velit) præſtolari poſſunt, innixi tantummodo contextu ex dictionibus generalibus archetypi à parte illorum loco Guarantiæ exhibiti, ſine omni actuali executione; Etenim quantumvis Czarea Sua Majeſtas ſuique diſcrimina hæc, nec non augmentationem virium Suecicarum in Pomerania per ſuos Miniſtros Celſis Fœderatis exponere mandaverunt, deſiderantes, ut adinventione hoc in negotio ſecuritatis morem illis gerere vellent, huc usque effectus non niſi verbis comprobatur.

Eapropter Suam Czaream Majeſtatem neceſſitas premit & conſenſu ſuorum Fœderatorum, Poloniæ, Daniæque Regiarum Majeſtatum, nec deſperantem quin & Sua Regia Majeſtas Boruſſiæ ex nexu Fœderis defenſivi accedat, præſenti declaratione dictis Celſis Fœderatis manifeſtum reddere ſuum deſiderium, ab iiſdem optare, ut irremotè omnia præcavendo, non modo ſcriptim, ſed & actualiter promiſſam exequantur Guarantiam & ſecuritatem efficiant contra ſupradictas, hoſtiles Suecicas in Germania latitantes vires, atque perfectam ità immobilemque Imperio procurent tranquillitatem. Præcipuè verò, ut eædem Suecicæ Copiæ, quamquam à Rege ſuo mandata acceperint, in ſtatu non ſint Poloniæ, Saxoniæ, Daniæque Provincias hoſtiliter invadere contra data promiſſa. Quod ſecùs fieri non poterit, niſi dum à Fœderatis Principibus ad Guarantiam obſtrictis, validis mediis compellentur; quo præter ſufficientia præſidia, quæ ſextis aut ſeptenis millibus Militum (uti fertur) ibidem conſtitui poterunt, plus Militis Sueci in dictis non foret Provinciis, ſuperfluas vero vel ad ſtipendia Celſorum Fœderatorum ducant aut penitus dimittant; nec non ut omnis extranei Principes obligati reddantur, nè ullas Copias illis contra Suam Czaream Majeſtatem ſuoſque Fœderatos ſuppeditent. Viciſſim Sua Czarea Majeſtas ſuo ſuorumque Fœderatorum nomine ſuperiùs dictis Potentiis omnimodam promittit ſecuritatem, ac neque ſe cum propriis Copiis ſæpius memoratas Provincias ingreſſuram, nec ſuis

Fœde-

ANNO 1710. Fœderatis ad id agendum assensuram. Quod si autem Celsi ad Guarantiam obstricti Fœderati, hujusmodi securitatem Suæ Czareæ Majestati suisque Celsis Fœderatis procurare boni non duxerint. Tunc obliquè nec pro violatione sancitæ Neutralitatis recepturi non sunt, si ipsimet integritati suæ ac præventioni supradictarum Regis Sueciæ machinationum tempestivè consuluerint ac ad dissipandas numero accrescentes Suecorum Copias, nominatas jam Provincias accedere coacti fuerint. Et ob eandem causam Suæ Czareæ Majestatis Fœderatæ Poloniæ, Daniæque Regiæ Majestates ad revocationem Copiarum, quæ nunc illis militant, compellerentur, quia non alio fine quam perneccessariæ sibi securitatis comparandæ gratia id agerent; ne semetipsos irreparabili deinde committerent discrimini ac cunctas rationes suas eversioni, dum remoto omni delectu hanc violentam sui aggressionem præstolarentur. De cætero Sua Czarea Majestas pro se, suisque Celsis Fœderatis spondet, illis non aliquid earundem contra Franciam bellantium Potentiarum, aut Romani Imperii ad præjudicium suscipere, sed tantum securitatem adinvenire animum esse; qui expectabunt ad hanc declarationem, sine temporis dispendio categoricam, fidamque voluntatis illorum explicationem & resolutionem, nè inviti extrema arripere media cogantur. Periculum enim in morâ est, & hostes Suæ Czareæ Majestatis continuò pro loci & temporis rationibus machinationi aut cunctationi incumbendo, salutaria ad pacandam tranquillitatem Imperii, Poloniæ & aliarum in Neutralitate comprehensarum Provinciarum sæpius jam nominata consilia eludere ac diù præmeditatum pariter ac speciosis illecebris obumbratum propositum in lucem tandem prodere annituntur.

Expositis his idem Legatus nihil aliud ad complementum muneris sui desiderari credit, quam ut Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris omnia fausta ac prospera ex corde apprecans celeriter ad suprascripta sibi dari Resolutionem instanter exposcat, quam per proprium Tabellarium voluntati Domini sui Clementissimi consonè ad Aulam ipsius missurus est, quique perenniter manebit,

CELSARUM AC PRÆPOTENTIUM DOMINATIONUM VESTRARUM,

Signatum,

AN. DE MATUEOF.

Hagæ-Comitis die $\frac{22.\ \text{Augusti}}{2.\ \text{Septembris}}$ 1710.

CI.

7. Sept. *Extrait du Registre des Resolutions de L. H P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur le Memoire precedent.*

Mardi 9. Septembre 1710.

OUï le raport des Sieurs Olderson & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances sur les affaires étrangeres qui suivant la Resolution Commissoriale du 2. de ce mois courant, ont examiné le Memoire du Sieur Matueof Ambassadeur de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, tendant à ce que les necessaires mesures puissent être prises pour la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire & pour prevenir que du côté des Suedois on ne puisse, par les Troupes qu'ils ont en Pomeranie, rien entreprendre qui puisse faire breche à la Declaration donnée sur cela &c. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté qu'il sera donné audit Sieur Matueof pour reponse au dit Memoire; Que Leurs Hautes Puissances se tenoient obligées à Sa Majesté Czarienne pour la declaration qu'elle a bien voulu faire donner ici, de ne rien faire qui puisse troubler la tranquillité de l'Empire ou aporter aucun préjudice aux Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France. Que Leurs Hautes Puissances de leur côté & en même temps de celle de leurs Hauts Alliez avoient aussi tâché d'asseurer Sa Majesté Czarienne & ses Hauts Alliez que les troupes Suedoises qui étoient en Pomeranie ou dans l'Empire, ne retourneroient pas en Pologne, & ne feroient aucune hostilité dans ni dehors de l'Empire, y compris tout le Sleswig & le Jutland, mais que les terres de l'Empire resteroient dans une parfaite Neutralité par raport à la Guerre du Nord. Et à cet effet les Hauts Alliez, conjoinctement avec les Princes interessez dans la tranquillité de l'Empire, avoient passé la declaration du 31. de Mars de cette année, laquelle declation Leurs Hautes Puissances sont resoluës d'accomplir & de maintenir dans toutes ses parties. Que ledit Sieur Ambassadeur est averti qu'à cette fin on a depuis peu arrêté un Accord pour assembler un Corps de 15. à 16000. hommes, pour être emploié à maintenir en cas de besoin la tranquillité & la Neutralité. Que Leurs Hautes Puissances ont déja designé les Bataillons pour leur quote-part d'un tel Corps; & qu'elles ont écrit à Leurs Deputez à l'Armée pour convenir avec les Generaux comment on pouvoit les tenir prêts à une promte marche, comme aussi de parler avec Monsieur le Prince & Duc de Marlborough sur les Bataillons qui doivent être à cette fin, fournis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: qu'on a aussi parlé ici aux Sieurs Ministres des autres Princes qui doivent donner des Troupes pour ledit Corps, afin de les tenir prêtes, ainsi qu'on a asseuré qu'elles l'étoient pour la plus grande partie: Que de plus on concerteroit avec les mêmes de regler tout ce qui peut servir au maintien de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, conformement à la declaration donnée. Que tant touchant les difficultez qui pourroient être faites de la part des Suedois contre ladite declaration, que touchant celles qui leur sont déja venuës de la part du Dannemarck, ou ce que celui-ci pourroit encore faire, qui ne fût pas conforme à ladite declaration, Leurs Hautes Puissances parleroient & concerteroient avec les Ministres des Hauts Alliez, qui sont interessez dans la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, comment ces difficultez pourront être ôtées suivant la raison & l'équité, & comment on pourra prevenir les plaintes reciproques. Cependant Leurs Hautes Puissances ont le malheur de voir que non seulement le Ministre suffisamment authorisé de la part du Roi de Dannemarck, à present ici, rend plus mal aisée la solution & le reglement des difficultez reciproques; mais qu'aussi la declaration du 31. Mars 1710. n'étoit pas encore acceptée de la part du Dannemarck, ce qui cependant devroit & seroit necessaire pour mieux & fermement assurer par-là la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, de la maniere qu'elle est reglée dans ladite declaration. C'est pourquoi Leurs Hautes Puissances prient que de la part de Sa Majesté Czarienne on puisse porter Sa Majesté de Dannemarck à accepter nettement & sans restriction ladite declaration. Que Leurs Hautes Puissances esperent d'ailleurs, ainsi qu'ils ne peuvent s'attendre autrement de l'affection de Sa Majesté Czarienne & de ses Hauts Alliez pour la cause commune des Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France, que voiant avec quelle ardeur & avec quel soin Leurs Hautes Puissances aussi bien que Leurs Hauts Alliez contribuent pour conserver la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, conformement à ladite declaration du 31. de Mars passé, & pour prevenir qu'on n'entreprenne rien au contraire, voudront aussi de leur côté perseverer à ne rien faire qui puisse réjaillir au préjudice de la cause commune desdits Hauts Alliez. Et un Extrait de cette Resolution de Leurs Hautes Puissances sera par l'Agent Rosenboom mise és mains dudit Sieur Ambassadeur Matueof.

CII.

Convention entre le Prince EUGENE DE SAVOYE, *le Prince & Duc de* MARLBOROUGH, *& Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourage aux Troupes Imperiales dans les Païs-Bas. Faite au Camp devant Aire le* 1. *Novembre* 1710. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 1. Nov.

COMME il est trouvé absolument necessaire au bien du service que le Corps des Troupes de S. M. Imp.

ANNO 1710. M. Imp. consistant en trente Escadrons, & huit Battaillons avec deux Regiments des Houssars qui ont servi dans ces Pays la Campagne passée, y demesrent aussy pendant l'Hyver, il est convenu entre S. A. le Prince Eugene de Savoye & S. A. le Prince & Duc de Malbourough avec Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, que les Troupes cy-dessus mentionnées demeureront auxdits Pays sous les Conditions suivantes.

1. Qu'on fournira le pain & le fourage complets aux Generaux & à l'Etat Major, de même qu'aux trente Escadrons & huit Battaillons, avec les deux Regiments des Houssars, suivant la spécification cy jointe, tandis qu'ils resteront en Quartier d'Hyver. bien entendu que lesdits Quartiers seront de six Mois, commençant le premier du Mois de Novembre present.

2. Que l'Argent provenant des places & portions, du Pain & du Fourage, qui ne seront pas reçuës en nature, seront payées sans faute, delay, ou deduction, à savoir 2997. rations du pain & 1815. rations de Fourage, dont l'importance, comptant pour chaque ration de fourage, à sept sols & demi & celle du pain à un & demi, sera incessamment assignée sur les fonds les plus clairs, qui seront appropriés pour le payement du pain & du fourage, & l'Assignation sera remise entre les mains du Commissorial de Guerre de Sa Majesté Imperiale.

3. Les Troupes observeront le même Reglement que l'Année passée, & jouïront des mêmes douceurs, comme feront aussi les Generaux & l'Etat General.

4. Comme il y a six Escadrons & quatre Battaillons des Troupes de son Alteſſe Electorale Palatine au service de S. M. Imp. qui ont fait la derniere Campagne dans ces Pays, il leur sera donné le pain & fourage suivant la Specification cy jointe sur le même pied que les Troupes Imperiales doivent recevoir les places & portions du pain & du fourage qu'elles ne prennent point en nature, à condition que son Alteſſe Electorale fasse fournir auxdites Troupes des quartiers d'Hyver dans ses Etats entre la Meuse, le Rhin, & la Roere.

5. Que toutes les Troupes susmentionnées obeïront aux ordres du General qui commandera en Chef l'Armée des Alliez dans ces Pays, marcheront quand il trouvera que le service le demande, & serviront la Campagne prochaine auxdits Pays sur le même pied que la Campagne passée. Ainsi fait au Camp devant Aire, ce 1. Novembre 1710.

EUGENE DE SAVOYE,

Le Prince & Duc de MARLBOROUGH.

CIII.

30. Nov. *Protestatio* CAROLI XII. *Regis Sueciæ circa Fœdus inter Sacram* CÆSAREAM *Majestatem, Serenissimam* MAGNÆ BRITANNIÆ *Reginam, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum: Quod nimirum ille nec velit nec possit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die* 30 *Novembris* 1710. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande]

QUAM PRIMUM Sacra Regia Majestas inaudivit Serenissimum Romanorum Imperatorem, Serenissimam Reginam Magnæ Britanniæ atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Uniti Belgii, nec non complures Imperii Principes pro tuenda tranquillitate Germaniæ in mutuum consensisse Fœdus, nulla equidem dubitavit, quin scopus istius Fœderis is tantum foret, ut Regna & Provinciæ suæ adversus vim Hostium tectæ ac tutæ manerent, id enim ab alte memoratarum Potestatum Amicitia Pactorum lege ad mutuam Defensionem stabilita expectare, atque Jure etiam suo postulare debuit.

Verum postquam ipsi innotuit iniquissimam Adversariorum suorum Causam eodem pariter protegi atque foveri, Regnaque & Provincias suas injuriis Hostium abutentium opportunitate temporum relinqui, absque ullo amicorum suorum auxilio, protestata est palam, & per Ministros suos declarare jussit, sese nulla ratione teneri posse Legibus istius Fœderis ipsa invita ac vix citra partium studia initi. ANNO 1710.

Protestatur adhuc atque notum hisce testarumque facit omnibus & singulis, se fretam Auxilio Divino atque æquitate Causæ salvam sibi reservatam velle omnimodam ac nullis Legibus circumscriptam facultatem utendi mediis ac viribus, quas Deus concessit adversus hostes suos, ubicunque Locorum & quocunque tempore usus & ratio Belli id popoſcerit.

Quod si autem præter omnem spem & expectationem quisquam amicum animum exuens, remoram aut obstaculum Ipsi objiceret, tum cum in eo fuerit, ut justis armis sit prosequendus conjuratus Hostis, declarat Sacra Regia Majestas se non posse eundem alio quam Aggressoris loco habere.

In quorum majorem fidem hisce manu propria subscripsit, ac ita rata esse voluit. Actum ad Urbem Benderam d. 30. Novembr. Anni 1710.

Signatum,

(L.S.) CAROLUS.

N. P. MULLERN.

CIV.

Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas sur la marche des Troupes pour la* NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE. *Du Vendredi 2. Janvier* 1711. 1711. 2. Janv.

LES Sieurs de Brockhuysen & autres Deputez de LL. HH, PP. aux affaires étrangeres; ont raporté à l'Assemblée, que les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne pressoient continuellement afin que le Corps des Troupes destinées à la conservation & au maintien de la tranquillité & de la Neutralité en Allemagne, fut sans ulterieur delai assemblé. Qu'ils y insistoient encore plus fortement depuis l'avis venu de Turquie que la Porte avoit resolu la Guerre contre le Czar & la Pologne, & que par consequent il étoit à craindre avec raison: Que les Troupes Suedoises en Pomeranie n'entrepriſſent quelque chose contraire à la Neutralité. Qu'eux Sieurs Deputez avoient conferé là-dessus avec les Ministres de Leurs Majestez Imperiale & Britannique & d'autres Puissances qui sont interessées à la conservation & à la Neutralité de l'Empire; & qu'ils avoient été tous de sentiment que par raport à la Guerre du Nord, la tranquillité & la Neutralité de l'Empire devoit être maintenuë sur le pied des Actes du 31. Mars & 4. d'Août de l'année passée, & que le Corps destiné des Troupes dans le dernier de ces deux Actes devoit être assemblé aussi-tôt que la necessité le requerroit; mais comme la saison ne permet presentement pas de faire de grandes marches avec des Troupes, moins encore d'agir en campagne, il faudroit pour cette raison que ces Troupes destinées à former ledit Corps, fussent tenuës prêtes & mises à la main autant qu'il seroit possible, afin qu'en cas de besoin elles puissent en peu de tems s'assembler, soit du côté de l'Elbe ou de l'Oder, suivant que la conservation & le maintien de ladite Neutralité le demanderoit. Que pour cet effet on étoit convenu que les 2. Regimens de Cavallerie de Sa Majesté Imperiale se tinssent prêts en Silesie; les 3. Escadrons & 3. Bataillons de Sa Majesté le Roi de Prusse dans le Neumark ou à l'Oder sur les confins de Pomeranie; le Bataillon de l'Electeur de Maience à Erfort en Turinge; un Bataillon ou un Regiment de Cavallerie à la place du Duc de Mecklembourg dans le Païs de Mecklembourg, puisqu'ils sont tous destinez à ce Corps, afin qu'ils puissent marcher à tout moment & se joindre: Que le Bataillon du Landtgrave de Hesse qui est à Rhinfels devoit marcher à Erfort en Turinge, pour être à la même fin à la main. Que l'Electeur Palatin n'aiant point presentement de Ministre ici, seroit requis de faire marcher provisionnellement ses deux

Ba-

ANNO 1711. Bataillons & un Eſcadron du Haut Palatinat vers la Sileſie, de laquelle demande Mr. le Comte de Sinzendorf s'eſt chargé. Que les 2. Bataillons de l'Electeur de Brunswik-Lunebourg, un du Duc de Brunswik-Lunebourg à Wolfenbuttel; & un de l'Evêque de Munſter qui ſont aſſez à la main dans leur païs, ſeroient pareillement tenus prêts, & s'approcheroient ſi bien des confins & autant que cela peut ſe faire ſans aucun danger évident. Que les 6. Bataillons de l'Etat qui ſont poſtez dans la Province d'Over-Yſſel & la Comté de Zutphen ſe tiendroient prêts ſur les confins de l'Etat les plus voiſins à la Weſtphalie, pour pouvoir marcher au premier ordre, ſuivant que les occurrences l'exigeront. Quant aux 6. Bataillons de Sa Majeſté Britannique, ſes Miniſtres avoient repreſenté qu'aiant quitté fort tard la campagne & ne faiſant qu'entrer en garniſon, il leur faloit quelque temps pour ſe remettre, de ſorte que ſans grande incommodité & ſans negliger à ſe remettre ils ne pourroient point faire de mouvemens; mais que cependant ils ſe tiendroient prêts à marcher lorſque le danger augmenteroit. Surquoi aiant été deliberé LL. HH. PP. ont agréé ce raport, & il a été trouvé bon d'en donner avis aux Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne & Polonoiſe, pour leur information, & que le Conſeil d'Etat ſera requis comme il l'eſt par ces preſentes de donner des ordres réiterez aux ſix Regimens ſuſdits de l'Etat de ſe tenir prêts pour pouvoir marcher au premier ordre.

F. B. van RHEEDE.

S'accorde avec ledit Regiſtre.

FAGEL.

CV.

17. Janv. *Juſtitia Armorum, quæ Sacra ſua Czarea Majeſtas* PETRUS I. *Magnæ Ruſſiæ Imperator in ſui defenſionem adverſus perfidum Turcarum Sultanum* ACHEMETEM, *Pacis violatorem arripuit, propalam expoſita. Ad Mandatum ejusdem Majeſtatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiaria.*

VIDERUNT ſæcula motus; Pax & Bellum alternis ſemper redibant greſſibus; omni fere ævo ſtupendis fluctuabant viciſſitudinibus mortales: Aſt hodiernæ Ottomanorum perfidiæ parem, vix memorarunt antiqui; merito execrentur moderni.

Neminem deſuper vulgaris præteriit fama, cunctis ergo ad aſſem notum eſto, qualiter nunc regnans Turcarum Sultanus Achemetes, initam olim inter Sactam Suam Cſaream Majeſtatem Magnæ Ruſſiæ Imperatorem & Prædeceſſorem Sultanum Muſtapham, tricennalem Pacem, quam ipſemet modo primum elapſo 1710. anno ſolemniter ratihabuit, jurejurando coram Altiſſimo confirmavit, in Litteris ad eandem Cſaream Majeſtatem datis, nec non renovationis Inſtrumento roboravit, impie, frivole, abſque ulla vel minima anſa violavit, peſſundedit, Bellum menſe Novembri anni prætacti eodem Solis decurſu Bizantii publice indixit; Suæ Cſareæ Majeſtatis Legatum Extraordinarium ac Intimum Conſiliarium Dominum a Tolſtoy contra quævis Jura Gentium immani contumelia primo affectum, veluti nefandi ſui auſus ad complementum in carcerem, quem *Edicul* vocant, cum ſua Familia detrudi juſſit, cuncta ejus ſubſtantia direpta.

Profecto, minime degener Atavorum ſtirpe, Chriſtiani Nominis natus hoſtis, non ideo paciſcitur, ut ſanctas obſervet leges, ſed quo religioni Pactorum confiſos, honoris expers, turpiter aggrediatur, gravius obruat.

Retroactorum nuntii teſtantur Hiſtorici, & inter cæteros præſtantiſſimus Hieroſolymorum Patriarcha Sanctus Nectarius, Ottomanos ab origine ipſa diſceptationibus ac diſſenſionibus inter Principes & Regna Chriſtianorum callide invigilaſſe, taliaque nactos non Pacis tranſactioni, non jurijurando peperciſſe, & ſic prædonum ſpoliatorumque prolem paucis modo ſæculis tot inclyta vetuſtaque Regna & Provincias a potiori parte Chriſtianas, ſacra, venerandaque loca poteſtati ſuæ ſubjeciſſe, & in adeo potentem Gentem evaſiſſe.

Gemunt Barbarorum jugo oppreſſi Græci, Valachi, Bulgari, Serviique; quanta ſit illis religio Pactorum, deterrimæ ſuæ miſeriæ experiuntur, nec minus Regnum Hungariæ notabili damno probavit. ANNO 1711.

Roſſiana Monarchia exitium ſibi anno 1677. a Turcis paratum reminiſcitur, dum feliciſſime regnante piæ glorioſæque Memoriæ Cſare & Imperatore Theodoro Alexiade, totius Roſſiæ Autocratore, idem doloſus hoſtis Minorem Roſſiæ Regionem prædæ ſuæ fore præſumens, Doroſzenii Coſacorum trans Boryſthenem Ducis proditione fretus, violata Pace, cum prægrandi horrendaque ſuorum manu Ucrainam invaſerat, & quamvis immorigerum dictum jam clementiam ſuæ Cſareæ Majeſtatis imploraſſe, Sedemque illius Czigirinum præſidiariis ejuſdem Majeſtatis occupatam fuiſſe inaudiviſſet, præmeditatum Regioni, in Civitatem ſat exigue munitam, fruſtra obleſſam, & niſi exigente belli ratione à Roſſicis Chiliarchis prævia devaſtatione, eductoque ad caſtra præſidiario Milite, derelictam, evomuerat virus; quoniam generoſa Roſſicarum Copiarum virtus, ulteriorem in Ucrainam ferre pedem vetabat, adeo ut maximo ſuorum cum diſpendio, ignominia obrutus in ſuas recedere oras, pacemque a Sua Cſarea Majeſtate anno 1681: concluſam, poſcere cogeretur.

Memoranda clades hiſce Fœdifragis ad Viennam Auſtriæ anno 1683. inflicta fauſtiſſimique deinde armorum Chriſtianorum progreſſus recentes valde ſunt, & quanta cum inſolentia Turca ad obſidendam tunc Metropolim dictam proruperit ſupervacuum eſſet recenſere.

Notant Archiva Chriſtianorum Principum, quomodo ii, aſtuta barbarorum inſtituta ſingulatim Regna illorum deglutire, ſeriò advertentes, ſanctum mutuumque iniverant fœdus. Scilicet Sua Cæſarea Romanorum Majeſtas & Imperium, ſua Regia Poloniarum Majeſtas, ejuſque Regni, nec non Venetiarum Reſpublicæ, cui etiam Pontifex Romanus acceſſerat, & communis Chriſtianorum ſalutis ergo, Suæ Cſareæ Majeſtatis, piæ recordationis, Joannes Alexiades, & nunc feliciter regnans Petrus Alexiades invitati, continua Turcarum Tartarorumque in Dominia ſua irruptione, & iniqua aliorum Principum Chriſtianorum hoſtili aggreſſione impulſi, anno 1686. uniti erant, primo quidem perpetuæ Pacis & offenſivi ac defenſivi itidem perpetui cum Sua Regia Poloniarum Majeſtate, & tandem ſequenti 1697, anno triennalis Fœderis cum Sua Cæſarea Romanorum Majeſtate & Venetiarum Republica, vinculis ſeſe obſtringendo, Regnorum Hungariæ, Sclavoniæ, Dalmatiæ, Moreæ, nec non Civitatum Tanæ, vulgo Aſſovy & Caſikermeny è faucibus infidelium vindicatarum, libertati, & vix non exoptato ſucceſſui, ſi votis Suæ Cſareæ Majeſtatis conſone aliquot modo annis bello contra hoſtem jam ad incitas redactum protracto, irreparabilis lapſus, vel ſaltim Chriſtiano Orbi nuſpiam nocituri roboris, eidem impoſita fuiſſet conditio.

Aſt proh dolor! irreconciliandus Barbarus iſte partim ſuaſionibus partim technis in Congreſſu Carlovicenſi Celſos Fœderatos ad paciſcendum induxit, aſtutiæ campum dedit, diſcordiæ zizania ſeminavit, cunctas Potentias a Societate Suæ Cſareæ Majeſtatis abſtraxit, & Pacem pro 25. annis excluſa illa inivit, nec alius modus Legato ejuſdem Domino a Woznicin remanſit, quam biennale armiſtitium Anno 1700. Menſis Julii tertia die conſtituere, quod brevi poſt Tricennalis Pacis Tractatus inter Suam Cſaream Majeſtatem & præcedentem Sultanum Muſtapham per Ablegatos prioris, Dominos ab Ucraintſow & a Czeredejow Conſtantinopoli concluſus ſequebatur. Sed ſat remotius acta perſtrinxiſſe, recentiora luſtra diligentius perluſtrare expedit.

Sua Cſarea Majeſtas Tractatum noviſſimum ea religione illibatum ſervabat, ut quametſi ante Ratificationem ejuſdem Sultanus Tartarorum Agri Budiacenſis, potentiſſimo Sceptro ilius ſeſe cum ſuis ſubdere ambiviſſet: repulſam tulerit, ne vel minimæ contraventionis ictus daretur, infectis rebus pariter dimiſſo Turcico Subdito Kubieck Murza, qui cum non ſpernenda Cubanenſium Tartarorum cohorte Aſſovium venerat homagia oblaturus.

Majori adhuc ſtudio alte dicta Majeſtas, ratificata per ſuum Legatum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Dominum Principem Demetrium a Galicin, hacce Pace, in ſervandam ferebatur. Gubernatoribus confinium Terrarum, Zaporogienſium ſibi ſubditarum Copiarum Duci, cæteriſque ſuorum Exercituum more patrio, & extraneo arma gerentium omnis ordinis Præfectis ſtricte ſub rigoroſis pœnis injunxit, ne excurſionibus ac deprædationibus Turcarum, Tarta-

ANNO 1711. rorumque oras tranquillitatem turbare auderent, aut vicinalem lædere amicitiam.

Perfectus hic Pactorum cultus ex parte Suæ Cfareæ Majeſtatis eo uſque proceſſit, ut dum 1701. Anno protervi quidam Zaporogienſes Incolæ nonnullos Græcos cum mercibus Ucrainam petentes ſpoliaſſent, Sultanuſque Turcarum damna hæc refundi expoſtulaſſet, Sua Cfarea Majeſtas, quoniam prædonum ex ſubſtantia fruſtra id quæreretur, ex proprio Theſauro Græcos indemnes reddi, & centum circiter, millia uncialium Thalerorum perſolvi juſſerit. ANNO 1711.

Contraria penitus bilance Pax hæc, etſi Sultani Litteris, jurejurandoque roborata, non obfuit quo Turcæ, Tartarique Suæ Cfareæ Majeſtatis ſubditos, continuo & omni modo haud injuriarentur, quos irruptionibus neci dabant, captivos abducebant, equos, pecudeſque abigebant, prouti extracta ex Regiſtris exempla dilucide tempus & facinora norant.

Anno 1699. prope Aſſovium, ad ripas maris, & juxta Oppida Coſacorum	Trucidarunt,	Sauciarunt,	Captivarunt,	equos abduxerunt.
1700	3	.	40	1684
	2	.	147	72 & 4 Camelos
1701	6	1	91	936
1702	2	2	125	906
1703	6	.	60	73
1704	.	3	3	1300
1705	12	27	368	pecudes 3418
1706	14	15	39	274
				pecudes 67
1707	1	1	151	594
1708	2	.	74	73
Summa	48	49	1098	9401

Dum Suæ Cfareæ Majeſtatis Legatus Bizantii deſuper conqueretur, in vanum ſollicitavit, non damnorum refuſio, non captivorum libertas, neve interdictio prædationum ſucceſſere, quamètſi ex parte Suæ Majeſtatis, etiam vacillantium prætenſionum, Turcæ compotes redderentur.

Quiſnam dubitaret ſuperius nominatis firmæ amicitiæ Suæ Cfareæ Majeſtatis documentis, in repudiatione tot homagiorum exhibitis, viciſſim pari æquanimitate in ſimilibus caſibus certatum eſſe debuiſſe; ſed & hic res adverſum ſortita eventum.

Turcæ rebellibus Coſacis Anno 1708. profugis Necraſſovio & complicibus, in Dominio ſuo non modo receptaculum dedere, auxilio fuere, ſed & adjunctis Tartaris ad Suæ Cfareæ Majeſtatis oras excurrere permiſere.

Non minori candoris imparitate Anno 1709, glorioſo illo ad Poltaviam peracto prœlio celebri, ac tum, reſiduæ Suecorum Copiæ, Rex ipſe una cum diſſipatorum ſuorum Caſtrorum Præfectis & Milite, qui victricis gladii trepida fuga evaſerant rigorem, nec non Suæ Cfareæ Majeſtatis proditor deteſtandus Mazepa & ejus Aſſeclæ ad Turcicas ſeſe conferendo Ditiones, tutelam ſibi invenere. Hos enim quamvis Suæ Cfareæ Majeſtatis Copiæ optimo Gentium & belli jure inſequi poterant, inhibitum habebant ad Oczacoviam, ubi hoſtes dicti rebelleſque morabantur, appropinquare, & ad confinia ſua viam relegere juſſæ: cum autem Sua Cfarea Majeſtas ternis Litteris ad Sultanum exaratis fuſiori dictionum congerie, & per Legatum expoſtularet, ne hoſtem illius foveret, ſed Tractatui Pacis & amicitiæ vinculis morem gerendo, ſaltem irremore ſua Ditione excedere faceret, rebelles vero extraderet; neutrum adimpletum, diu poſt ad Litteras non reſponſum, hoſtibus & rebellibus facultas data Ditiones Suæ Cfareæ Majeſtatis aggredi; qui & cum Valachis Tartariſque Oppidum Jahorlik noctu invaſerunt, Præfectum ejus captivarunt, & cum omni ſupellectile abduxerunt.

Deinde 1710. anno Oppidorum Targovicii, & Nembaicæ Incolas ab agris & focis cum ſubſtantia in captivitatem traxerunt; Umanenſis Coſacorum Legionis plurimos commilitones & centurionem trucidarunt, altero ejuſdem gradus officiali & fere 150. Militibus pariter abductis, catervam vectorum Poltavienſis Legionis, Molocznam Oppidum ſalis apportandi gratia pergentium expilarunt, plures illorum comprehenderunt, equorum bigas in prædam acceperunt: currus avectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamennii Zaton locum ſic dictum deſtinatos ſpoliarunt, potiorem aurigarum partem, & cuncta jumenta poſt ſe duxerunt; Czigirinenſis Legionis in agro Oppidum Camencam devaſtarunt.

Perpeſſa damna hæc non reſarcita, & hoſtilis invaſionis delationibus ſatisfactio varia excuſationis ſpecie protrahebatur.

Ad extremum pacificis indiciis fucoſum Ottomani præ ſe ferre animum conſtituerunt. Summus Miniſter illorum (*Vizir*) Ali Baſſa Legato Suæ Cfareæ Majeſtatis propoſuit, ut Sua Majeſtas initam jam cum Fratre nunc regnantis Sultani tricennalem Pacem confirmare annueret, quam a Sultano ratihabitam iri, & de diſceſſu Regis Sueciæ illius dominiis tranſigendum fore ſpopondit, modo praetacta Majeſtas pacem hanc firmiter ſervare velle aſſeveraret.

Quapropter Sua Cfarea Majeſtas dictum Legatum ſuum plena authoritate in eum finem munire, Litterasque ejuſdem tenoris Sultano exarare dignata eſt, & horum vigore Sultanus Turcarum Pacem cum eadem Majeſtate Anno 1709. menſe Decembri ſolemniter obfirmavit, ejuſdemque leges juramentoriis votis coram Altiſſimo Numine prolatis, (uti ex adjuncto inferius autographo eluceſcit) religioſe colere promiſit, & Ratificationis Tabulae adinvicem extraditae ſunt.

Quantum vero Regem Suecorum attinet, pactum erat cum Summo Miniſtro Ali Baſſa, ut eundem Turcica, uſque ad quingentos viros ſtipatoria manu per Poloniam, in illius Regiones comitari liceret, & ob ſecuritatem a Copiis Suae Cfareae Majeſtatis, Officialis ejus Roſſicique praeſidiarii in limitibus exceptum, illuc itidem conducerent: proditores vero Coſaci Turcicis Ditionibus ejicerentur.

Non defuit Sua Cfarea Majeſtas huic quoque ſtipulationi aſſentiri, & Litteras ſuo Legato deſuper tranſmitti mandavit. Turca autem procul executione Statutorum nec Regem Sueciae dimiſit, nec proditores expulit: Quinimo tricis, & machinationibus adverſus Suam Czaream Majeſtatem laxavit habenas.

Exploratis his artificiis Sua Cfarea Majeſtas e re eſſe duxit Sultano Litteras denuo perſcribere, (quarum exemplar ad finem appoſitum A. indicat) hiſque declarare voluit ſe annuere, quo ſtipatoriorum Turcarum numerus, comitatui Regis Sueciae deſignatus, ad 3. millia militum extenderetur, Legato vero ſuo injunxit, etiam de 5. millium numero convenire.

Incaſſum ad id vel minima quidem reſponſio expectabatur, illiuſque loco denſi increbuere rumores de inclinante ad Bellum Turcarum mente.

Quamobrem Sua Cfarea Majeſtas iterum Litteras ad Sultanum, per Delegatum eo ſolo nomine expeditum anno 1710. Octobris $\frac{13}{25}$. die, (exemplo, quod ſignum B. à caeteris diſtinguit, teſte) mitti juſſit: Verum pro reſponſionis vice, Delegatum contra Gentium Jura detentum, & ad ſubterraneos carceres detruſum fuiſſe (ubi ad hunc diem ſqualet) percepit.

Mox tandem undiquaque accurrerunt nuntii jam & actualiter Bellum Suae Cfareae Majeſtati a Sultano ad inſtigationem Chani Tartarorum Bizantii (ut ſupra) nihili cauſa, nonnullorum motivorum ac ſi ex parte Suae Cfareae Majeſtatis ad violationem Pacis urgentium, quae perperam dicta, & vigore noviſſimi

Tra-

ANNO 1711. Tractatus abolita sunt, prætextu, indictum Legatum ejusdem Majestatis contra Jura Gentium abjectissimis opprobriis vexatum, carceri inclusum esse retulerunt, per totum Turcicum Imperium bellicos apparatus contra Suam Cæsaream Majestatem instrui, Copias ad Benderam congregari, cunctis Armorum Praefectis (vulgo *Bassis*) expeditionem intimatam, utque Militem cogerent mandatum esse edocuerunt.

Satis superque hoc modo quidem perfidia Sultani in apricum venerat, tamen Sua Cæsarea Majestas, quo universus Orbis, non illius, sed Sultani culpa praescissionem Pacis, & sanguinis humani inevitandam effusionem futuram agnosceret, adhuc ultimo superflueque fere Litteras Sultano, suo nomine die $\frac{5}{15}$ Januarii anni præsentis Petripoli perscribi fecit, ejus tenoris, qui in adjecto aliis sub C. ad finem extat, exemplo, nempe, quod si de renovanda, & integre servanda Pace irremore certior non redderetur, non alio id, quam diremptionis ejusdem sensu explicatura esset, ullis astutiis amplius circumvenienda, sed auxiliante DEO bellicam expeditionem exorsura, & qua Terra Exercitus, qua Mari Classes ad praelium mature oppositura.

Examinet honestus, & a partium studio alienus mundus Turcicae Belli declarationis falsæ & nec minus inepte contextae & passim divulgatae capita, ac criminationes.

Perhibent Ottomani, se ac si in gratiam rebellis Leszczinii existimati illius Poloniarum Regis, & ad petita nomine Reipublicae ejusdem Regni per creditos Ablegatos, recte autem Patriae suae proditores, exauctoratum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium, quasi ad liberandam eandem ab exercitu Suae Cæsareae Majestatis, Bellum hoc inferrent, tum & quod dicta Majestas Exercitus hos ad requisitionem Turcarum inde educere, & Suam Regiam Poloniarum Majestatem Augustum ejus nominis secundum Fœderatum Suum destituere recusaret.

Quis mortalium rem factu dignam esse censuerit? quis postulatum hoc justum esse affirmaverit? Quandoquidem tota Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae Respublica Suam Regiam Majestatem Augustum Secundum pro Rege legitimo agnoscit, & idem Rex atque Regnum in Fœdere cum Sua Cæsarea Majestate persistunt, cujus vigore durante hoc bello Exercitus dicti auxilio eorum in Polonia adesse tenentur, & ipsos Regem & Ordines ad retinendos eosdem necessitas premit: quoniam clarius sole allucescit, hostem communem Regem Suecorum, nec non Rebelles Polonos non alio fine Sultani gaudere tutela, quam ut illorum opera cruentum bellum iterum in Rusficis, Polonicisque Ditionibus recrudescat; & insuper, quod si Sua Cæsarea Majestas Exercitus dictos extraheret, nil aliud obveniret, nisi Turcas introducto Rege Sueciae in Poloniam parte ab una, Leszczinio latere ab altero, Regnoque hoc ad libitum devastato & everso, tandem junctis viribus Suam Cæsaream Majestatem oppugnaturos, & sic noviissima prioribus pejora patraturos esse. Haec est ratio, quare Sua Cæsarea Majestas arrogantiae Turcarum annuere, destitutisque Fœderatis, Poloniam Barbarorum praedae exponere noluit.

Cur Rex Suecorum alio vel alio per Suam Cæsaream Majestatem proposito modo, terra aut mari, etiam per Poloniam, selecta ex multitudine, praestantiori via, omni quæsito & oblique inducto colore dempto ex Turcia non dimissus? Ecce Sua Cæsarea Majestas Exercitus suos ex Polonia, cunctisque hujus Reipublicae munitis locis, quae nunc communis securitatis ergo, quoad periculum cesset, praesidiis suis servat, eodem instanti eduxisset.

Conqueruntur Turcae in belli declaratione, ac si Suae Cæsareae Majestatis nonnulla Propugnacula, super fundo limitum Ottomanae Ditionis constructa essent; sed falsissimam quaestionem movent: quia dicta Majestas nuspiam gentium moenia erigi jussit, nisi in locis, qui tam Tractatu Pacis, quam & limitationis decreto, nominatim Anno 1704. circiter Tanam vulgo Assovium inter ejus Urbis Gubernatorem Dominum a Tolstoy, & Hassanum Bassam; in Ucraina vero inter Dominum ab Ucraintsow & Kasy Mehemetem Bassam, 1705. ad decisionem confiniorum combinato, Imperio suo incorporati, & adjudicati sunt.

Sin autem Turcae in eadem Belli declaratione, Copias Suae Cæsareae Majestatis sub insectatione Suecorum tanquam fugientium hostium, in territorium illorum irrupisse, ibique nonnullos trucidasse, alios captivasse objiciunt: Rossi egerunt haec Belli more, quem ipsimet Ottomanni recte explicatum paulo ante non reprobarunt; & quod magis est, casus ille postmodum confirmatione Tractatus Pacis penitus sublatus, & in perpetuum obliteratus. ANNO 1711.

Caetera criminationum nomina, saepius jam dicta Turcica Belli declaratione comprehensa, despectum, non refutationem merentur.

Quantum vero intrinsecum illud & verum Turcarum propositum perscrutari licet, eo tendit, ut exercitus Suae Cæsareae Majestatis, vigore Foederis cum sua Regia Poloniarum Majestate Augusto secundo; & Regni ejusdem Republica intercedentis, (uti jam superius dictum) auxilioque illorum in Polonia commorantes, praevia aggressione illinc secedere cogantur; Rex Sueciae illuc inducatur; seditio excitetur; Altedictus legitimus Rex iterum solio amoveatur; violenter a Rege Sueciae in Regem inauguratus rebellis Stanislaus Leszczinius Poloniae fascibus obtrudatur, idemque Regnum non tantum barbarum Ottomanorum servitutis subeat jugum, & tributarium reddatur, sed & plures Provinciae illius avulsae, una cum Propugnaculo Camenecensi Infidelibus cedant, secundum promissa Regis Sueciae, & nomine Leszczyny per sic nuncupatum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium desuper, & de solutione annua termillenorum millium aureorum Ducatorum, ac si a tota Republica vectigalis nomine sponte oblata; Portae data; Nec non, ut in Imperio Romano qua Fœderatorum suorum artificiis, qua Suecicis, Leszczinyque Copiis in Pomerania nunc latitantibus tumultus excitetur, Martiusque ignis succendatur, his peractis vero, Regi Sueciae tanquam fœderato associati, simulque pessima quaeque machinantes Suae Cæsareae Majestati Bellum eo pernitiosius gerant Turcae, perfido rebellium Masepianorum, & Bulavianorum Cosacorum, qui in illorum oras transmigrarunt (uti dictum est) ministerio, in Imperium Suae Majestatis seditiones invehant, plurimaque malevola, & detestanda, Suae Cæsareae Majestati, Regiae Poloniarum Majestati, & cuncto Christiano Orbi praemeditata exequantur molimina.

Ut itaque toti honesto Orbi Justitia causae Suae Cæsareae Majestatis, quodque illa a primo Carlovicensium Induciarum puncto, & ex quo tricennalis, nunc a Sultano Turcarum faede violata Pax concluса erat, hucusque nullomodo ad dirimendam provocavit, sed sancte, religioseque non attentis tot & tantis ex parte Turcarum contraventionibus, hostilibus irruptionibus scilicet in Dominia Sua, rebellium sibi Subditorum protectione, & hostium tutela, servavit, eluceſcat, eandem, & a contrario iniquissimum Turcarum fœdifragium in propatulum hic exponi clementissime mandavit.

Perspiciat unusquisque Suae Cæsareae Majestatis, in Pacem proclivem animum; aequos moderatosque in tota negotii superius enarrati serie gressus discutiat; accessitne vel minima ex parte ejusdem Majestatis ad violationem Pacis ansa, ventilet; & si praeviis benevolae propensionis suae Documentis, viciſſim a declaratione Belli perfido huic Christianorumque perpetuo hosti abstinere licebat, decidat; ac demum Bellum hoc imminens, contra fidem Pactorum, jurisque jurandi religionem suae Cæsareae Majestati illatum esse concludat: quae invocato Supremi Numinis auxilio adversus perfidum hostem suum Turcarum Sultanum, ejus Fœderatos, & Asseclas, in sui defensionem Exercitus ad confinia ducere constituit, brevi illos ipsamet secutura, causaeque suae justitiam ejusdem DEI judicio, humili committens poplite, armis sese accingit.

Apographum Litterarum ad Suam Czaream Majestatem exaratarum.

Sultanus Achemetes Chanus, Filius Sultani Mechemetis Chani, semper Triumphator.

GLORIOSISSIMO & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente Regnantium Supremorum Dynastarum Supremo Dynastae, summorum negotiorum Christianae Gentis Arbitro, Principi praestantissima virtute, splendore, honore, fama, & veneratione illi praestita conspicuo, Cæsaro Moschoviae, Imperatori totius Rossiae, pluriumque ei incorporatarum Ter-

ANNO 1711. rarum Monarchae PETRO ALEXIADÆ (cujus exitus prosper, fauſtuſque eſto, & ad viam ſalutis collimet) poſtquam hae noſtrae Imperatoriae traditae fuerint Litterae, innoteſcat. Miſſae quatuor Litterae Illius ad Suum in Noſtra felici Porta commorantem Legatum, celeberrimum Meſſinae Gentis inter Magnates Petrum Andreiadam à Tolſtoy (cujus exitus proſper eſto) ut Noſtrae Imperatoriae inſinuarentur Majeſtati, nonnullæque Commiſſiones à Veſtra Majeſtate eidem de negotiis exponendis directae pervenêre; illeque Legatus in fauſta Noſtra Porta, antiquo Ottomani Imperii Noſtri more de his cunctis Vices-gerenti Noſtro Viziro Ali Baſſa (cujus famam, & robur Altiſſimus in ſaecula augeat) oretenus retulit; Noſque per eundem, Legato Veſtro, ut in fulgidiſſima, feliciſſima, & fauſtiſſima Noſtra Porta praevia demiſſa veneratione antiquo more, comparens, has Litteras Nobis inſinuaret, ſignificari juſſimus. Deinde ſuperiùs nominati Viziri interpretationes, nec non Legati Veſtri propoſitiones in Noſtra potentiſſima Imperatoria Aula productae erant. Primae chariſſimae Veſtrae Litterae continebant, quomodo feliciter regnante beatae memoriae Fratre Noſtro Sultano Muſtapha Chano, (quem DEUS in meditullio Paradiſi conſtituit) anno ab obitu Mahometis (quem benedictio DEI coronet) 1122. (*id eſt Chriſtiano more* 1701,) 26. die Menſis *Muharem*, *Turcis ſic dicti*,) inter Celſiſſimam Portam in ſaecula uſque duraturam, & Veſtrum Imperium pro 30. annis ſequentibus concluſa eſt Pax, & in hunc diem parte ab utraque ſancita ejuſdem ſervata & illibatè obſervata ſunt; nunc verò Majeſtas Veſtra bonum eſſe duxit, exponique juſſit, ut eadem Pax renovetur.

Noſtra Imperatoria Majeſtas, exquò in fauſto celſoque Imperatorio collocata, & coronata eſt Throno, etiamſi negotium hoc nonnullorum obſtaculorum cauſa protractum erat, idem ſentiebat.

Et quoniam Veſtra mens candida eſſe exploratur, Veſtroque Legato plena poteſtas collata, confirmationis, conſtitutioniſque Amicitiae & perfectae Pacis officio fungi; noſtrae quoque Imperatoriae Majeſtatis ex parte Amicitiam Veſtram puram excolere, & ſalutationem excipere reſolutum eſt, pro tempore, Imperatoriis Litteris pactionis, beatae memoriae Fratris noſtri, deſignato, ſcilicet tricennii ſpatio: prout & de facto cunctos, noſtris Imperatoriis Litteris comprehenſos Articulos, omneſque Pacis leges ac Conventionum Decreta, Noſtra Imperatoria ex parte renovavimus, & coram Noſtrae Imperatoriae Majeſtatis ſereno vultu Legato Veſtro tradi mandavimus; & ad mentem Pactionis, ejuſque efficaciter roborandae gratia Chano Crimenſi, & caeteris in confiniis ad ripas Boryſthenis armorum Praefectis, quorumque debito ibi terrarum res tractantur, executionem, uti neceſſe fuit, & ſeriò praecepimus; Majeſtas Veſtra quoque in locis convenientibus Exercitûs ſui Ducibus eandem obſervantiam praeſcribat, laude dignam rem actura, ſi id palam fiet.

Quantùm verò deſiderium Illius, ſancti Sepulchri Hieroſolymorum ratione attinet, negotium hoc in diſcuſſione vertitur, ut Parti utrique commodum ſit. Quoſuper cum Legato Ipſius deliberare tempus adhuc non vacabat, aſt dum deliberatum erit, reſponſum per eundem tranſmittetur.

Aliarum Epiſtolarum trium de argumentis cum dicto Legato fuſiùs, abundiùſque colloquia inſtituere mandatum eſt & hæc effectum aſſequentur.

Caeterùm quae ad mutuò excolendam Amicitiam parte ab utraque requiruntur, conſtabit Illi ex relatis ſuperiùs nominati, & innoteſcet.

Pax itaque ſit ſuper ambulante per viam ſalutis. Actum Anno 1121. (*id eſt Chriſtianorum more* 1710.) primis diebus menſis *Zilcade* (*Turcis ſic dicti*,) in Imperante Conſtantinopolitana Urbe, in Noſtra Excelſa Sultanea Aula.

Renovatæ Pacis Inſtrumentum.

OMNIUM bonorum Creatoris, Omnipotentis, in æternum perennaturi, inacceſſibilis, inviſibilis, ſemper laudandi, continuò glorificandi Unius DEI & Domini ope & miſericordia, Prophetarumque praecipui, utriuſque Orbis celeberrimi Mahometis Muſtaphæ (ſuper quo benedictio DEI requieſcat) multorum magnorumque miraculorum abundantia, ſit Pax cunctis, & benedictio.

ANNO 1711.

Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, ſemper triumphator.

NOS honoratiſſimarum & benedictarum Urbium, venerandarum ædium, Sanctorumque locorum, ubi cunctus populus ſeſe inclinat, honoratæ à DEO Mechæ, ſanctè fulgidæ Mediæ, ſanctæque Urbis Hieroſolymorum Miniſter & Dominator, Monarchicarum, deſiderandarumque, trium Magnarum Urbium, Conſtantinopolis, Adrianopolis, Pruziæque Imperator. Babilonis & Damaſci, Paradiſi odore perfuſi, hodiernoque tempore incomparabilis Ægypti, totius Arabiæ, Alepi, Antiochiæ, Arabiæ, Chaldæacæ, Perſiæ, Achſiæ, Dalſiæ, Riciæ, Meſopotamiæ, Parthorum Provinciæ, Vaniæ, Culiciæ, Georgienſis, & Militenſis Terrarum, Magnæ Armeniæ, Sibaſætnæ, Caramaniae, Barbariæ, Æthiopiæ, Arcieræ, Trabloſi, Inſularum Rhôdos, Cipri, & Candiæ. Albi, Nigrique Maris, Inſularumque Iſibachiæ, Anatoliæ id eſt minoris Aſiæ, & Provinciarum Rumeliæ; præcipue verò Tartarorum Provinciarum, Cipcalenſium Deſertorum, Provinciæ Caphæ cum pertinentiis, Provinciarum Boſniæ, Temeſvari, Albægræcæ cum dependentibus Urbibus, & Propugnaculis; Moldaviæ, & Valachiæ: pluriumque celebrium, laudandorum, & declaratione dignorum locorum, Urbium, & juſtorum theſaurorum Imperator, Imperatorum Imperator, Clementiſſimus & Potentiſſimus Sultanus, Filius Sultani, Monarcha, Monarchæque Filius, Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, Filii Sultani Ibrahimi Chani.

Quandoquidem poſt inaugurationem Noſtræ Sultaneæ Majeſtatis, excelſum, felicem, plurimùmque laudandum Imperatorium, Monarchicum, Sultaneum, accedente confirmatione conſcendendo Thronum, jam antea fortunatis diebus beatæ memoriæ introducti à DEO in gaudium æternum Fratris Noſtri Sultani Muſtaphæ (cui DEUS propitius, & abſolutor eſto) cum Glorioſiſſimo & Excellentiſſimo inter Altiſſimos Principes qui credunt in JESUM, in Meſſina Gente regnantium Supremorum Dynaſtarum, Supremo Dynaſta, Summorum Chriſtianæ Gentis negotiorum Arbitro, Principe ſplendore, præſtantiſſima virtute, honore, fama, & veneratione illi præſtitâ conſpicuo, Cſaro Moſchoviæ, Imperatore Totiûs Roſſiæ pluriumque ei incorporatarum Terrarum Monarcha Petro Alexiada (cujus exitus proſper fauſtuſque eſto, & ad viam ſalutis collimet) Pacem pro 30. ſequentibus annis concluſam, Ratificationisque Imperatoriorum Pactorum Tabulas extraditas fuiſſe reſcivimus; Nunc verò alte memorati Cſaris ex parte ob firmiorem ejus roborationem celeberrimo Meſſinae Gentis inter Magnates, Dapifero, & Alatorienſi Gubernatori ad Noſtram Fulgidam Portam commoranti Legato Petro Andreiadæ à Tolſtoy, (cujus exitus proſper eſto) data eſt plena facultas, ejuſdemque Cſaris multùm amandæ Litteræ pervenêre, cum deſiderio, quò illæ ratificatoriæ Pactorum Imperatoriæ Tabulæ confirmentur, & renoventur; tum etiam Primus noſter Miniſter, & ſelectiſſimus Vices-gerens Celſiſſimus Vizirus Ali Baſſa (cujus famam & robur Altiſſimus in æternum augeat) coram Noſtro Imperatorio ſplendeſcente vultu propoſita hæc expoſuit. Nos quoque Illuſtris Majeſtatis Noſtræ nomine, cum ſuprafato Cſare condignam amicitiam, & concordiam optamus.

Eà propter harum honoratiſſimarum, potentiâque pollentium Imperatoriarum Litterarum Inſtrumento, Pacis Tractatum, leges, & ſancita, memoratis Ratificationis Tabulis comprehenſa de verbo ad verbum, ipſaſque præclaras, & præcelebres Ratificationis Tabulas, & 14. Pactorum Capita, quæ etiam in Noſtris Nobiliſſimis, Auguſtiſſimiſque ratificatoriis Tabulis extant, ſingulatim renovamus, & confirmata eſſe declaramus, id eſt, conſtitutos regnante ſupradicto piæ memoriæ Fratre Noſtro anno 1112. menſis *Muharem* 26. die, pro completo ſpatio 30. annorum, Pacis Articulos nihilo immutato, Nos quoque, honeſtè confirmamus, Invocantes Creatoris Cœli & Terræ glorioſiſſimum & *Sanctiſſimum Nomen* DEI, & noviſſimi omnium Prophetarum Mahometis Muſtaphæ (ſuper quo pax, benedictio, & ſalvatio DEI eſto); intuituque ejus plurium miraculorum, Verbi Noſtri, quod Imperatoris Diademate redimiti eſt, fidem, Pacis Articulorum, & decretorum tenorem, quoad

ANNO 1711. quoad parte ab altera contreventio defuerit, ſervare vovemus.

Præterea mandatum erit à Noſtra Imperatoria Majeſtate, quò, ad præſens authoriſati, & in poſterum authoriſandi Præcelſi Gubernatores Provinciarum, cæteriquè Noſtro nomine conſtituti & conſtituendi Generoſi Præfecti totiùs noſtri triumphantis Exercitus, cunctique honorati Miniſtri, & Subditi ſuperiùs dictis nil contra, aut præter agant.

Actum Anno 1121. (*ſcilicet* 1710.) *primis diebus Menſis* Cheval (*Turcis nuncupati*,) in Imperante Conſtantinopolitana Urbe, Noſtraque Excelſa Sultanea Aula.

A.

Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate Sultano Turcarum perſcriptarum.

DUM recens ex ratihabitis Pacis Tabulis, & Veſtræ Sultaneæ Majeſtatis ad Nos Magnum Dominum tranſmiſſis Litteris, Ipſam, ante aliquot rurſùs annos, inter Nos, & Sultani Muſtaphæ Fratris ejus Majeſtatem concluſam tricennalem Pacem omnimodè confirmaſſe, quà tenore memoratarum, quà jurejurando obfirmaſſe, deque illibatè ſervanda Nos certiores reddere voluiſſe intelleximus; Nos Magnus Dominus Noſtra Cſarea Majeſtas, ea grato animo, & cum omnigena ſatisfactione excepimus; imò deeſſe non potuimus quin Veſtram Sultaneam Majeſtatem Noſtro nomine de firmiter colenda hac ſancta tranquillitate aſſecuraremus. Equidem ejuſdem renovatæ Pacis non alios fructus fore, quam Illam, omnis anſæ, ſuſpicioniſque ad violationem Pactorum vergentis, filum præſcindendo, etiam infenſiſſimum hoſtem noſtrum Regem Sueciæ, qui unà cum Aſſeclis ſuis, rebellibus noſtris Subditis Coſacis, diremptioni mutuæ Amicitiæ Noſtræ, continuo, vigilique allaborat ſtudio, Chanumque Crimenſem & Tartaros forſitan jam allectû munerum in ſuas trahit partes, ex Ditionibus ſuis dimiſſuram, aliòque propulſaturam eſſe ſperabamus; eò certiùs, quò Legatus Noſter in Aula Majeſtatis Veſtræ degens, & ad mandata Noſtra, non abs præjudicio Nobis dicto Regi Sueciæ in gratiam Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ, & ad poſtulata ejus, liberum meatum per Exercitus Noſtros, totamque Poloniam cum ſtipatorio Turcico quingentorum Virorum præſidio, propoſuit, quamvis Jure Gentium & Belli, cuilibet hoſtem ſuum ubique locorum perquirere & inſequi fas ſit; & juſtè prætenſæ rebellium Nobis Subditorum extraditionis loco, promiſſæ nomine Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ expulſioni illorum ex Ditionibus ejuſdem, acquievetimus. Majora dicemus: cum horrore exploratum eſt Nobis, non modò Regem Sueciæ cum aſſignato præſidiariorum numero Benderâ non exceſſiſſe, & rebelles Coſacos Territorio Majeſtatis Veſtræ non ejectos eſſe, at præter expectationem plurimas, Ottomanorum, Tartarorumque Copias juxta nominatum Propugnaculum congregari; inter dictum hoſtem Noſtrum, Chanum Crimenſem, Juſuphum Seraskierum Baſſam Silyſtrienſem, denique & nonnullos Delegatos ab Aula Veſtra conſilia iniri; rumores ex Litteris prætacti hoſtis Noſtri ubique percrebeſcere, ac ſi Majeſtas Veſtra, illi favendo, renovatam & hoc inſtanti ferè ratihabitam Nobiſcum Magno Domino Pacem ſpernere, bellumque Noſtræ Cſareæ Majeſtati gerere intenderet; datâ interea licentiâ à Chano Tartarorum, Mazepæ complicibus, Tanaisque ab unda nomenclatis Coſacis, & præcipuè ſeditioſo Necraſſovio, in Dominia Noſtra irrumpere, eadem devaſtare, Incolas captivitati addicere, imò & in tutelam receptis, ſimili facultate gaudentibus Crimenſibus, Cubanenſibuſque Tartaris, tanquam priorum facinoris ſocils, & adjunctis.

Non præterit Nos quomodo turba hæc Sumſcianæ Legionis irruens in agrum, bina Oppida Nerubaicam, Targoviumque, tum & Vicinam Lebedino Makievam expilavit, devaſtavit, plurimos civium abduxit.

Minimè ſubticebimus collatam authoritatem tumultuariis Coſacis eligendi è medio ſui, ejuſdem farinæ nequam Orlik, quaſi in Ducem ſubditi Nobis Zaporogienſis Exercitûs, ſcandalo cæterorum ejusdem Nationis, qui fidelitatem Nobis religioſè ſervant.

Quid ſibi vult declaratio, quam juſſû Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ Summus Vizirus Uman Baſſa Legato Noſtro ad Aulam Veſtram commoranti exhibuit, quòd Sultanea Majeſtas Veſtra Regi Sueciæ per Poloniam tranſituro, 40. millium Militis comitatum addere conſtituerit, utque Exercitus Noſtri eodem Regno diſcedant, requiſivit. ANNO 1711.

Gravem in modum miramur, ejuſmodi Tractatui Pacis obnoxia, contrahi poſtulata, cùm jam per Legatum Noſtrum in Aula Majeſtatis Veſtræ ſignificatum ſit, quòd ſi Rex Sueciæ adeò grandi Turcarum Tartarorumque circumdatus manu Poloniam acceſſerit, actum hunc Nobis, Fœderatiſque Noſtris Regi Poloniæ & Reipublicæ evidenti Pacis violatæ ſigno fore.

Explicamus itaque mentem Noſtram Sultaneæ Majeſtati Veſtræ, unius ſanctè initæ ac obfirmatæ Pacis, & Amicitiæ illius intuitû, probè expendat, nonne, ſi Regi Sueciæ, ſpargendorum inter Noſtram, Veſtram & Regis Poloniæ Majeſtates, diſſenſionis zizaniorum abeſſet conatus, ut quid liberum tranſitum ſibi per Poloniam apud Veſtram ambiret Majeſtatem, quoniam tot commodæ illi latè patent viæ, æquora ſuperando, aut Hungariam, & Germaniam ad ſuas Ditiones uſque, nullo periculo ibi ex hoſtium offenſione, pervadendo.

Si Veſtra Sultanea Majeſtas Regem Sueciæ transverſùm Noſtri Polonicique Exercituum acies in vado conductum eſſe deſiderat, quingentorum ſtipatoriorum jam prætixorum numerum etiam ad tria millia Turcici, nullo modo verò Tartarici Militis (cujus vehemens dirimendæ Pacis cupiditas, ne ad miſſionem ejus condeſcendamus, arcet) extendere, dictuſque Rex cum hoc præſidio à Noſtris, Polonicis, & Saxonicis Exercitibus ſecurus, totam Poloniam peragrare poterit, & ubi illi viſum erit, in Pomeraniam, Sileſiam, vel Hungariam dimittetur.

Plenæ rei hujus executionis curam ſuſcipimus, quamvis Jure Gentium hoſti noſtro ejuſmodi officia gerere non teneamur, ut Veſtræ Sultaneæ Majeſtati gratificemur: ſin minùs, & pollicitationem Noſtræ Cſareæ Majeſtatis in facie totiùs Orbis Veſtræ Majeſtati oblatam non convenire, Illamque declarationi per Vizirum Legato Noſtro intimatæ, de Rege Sueciæ, tanta ut ſupra ſtipato caterva, in Poloniam ducendo, perſiſtere experimur, inviti, una cum Fœderatis noſtris, pro Pacis violatione id ſuſcepturi ſumus, & omnis exitii ac ſanguinis inſontium effuſionis culpa, coram DEO & Gentibus exolvendi.

Nuſquam deficiemus à neceſſitudine Suæ Regiæ Poloniæ Majeſtatis, & Reipublicæ, tanquam fidelis Fœderatus, & quos in deteriori periculo, vigenti adhuc Suecorum potentiâ juvimus, multò minùs ad præſens in mediis fortunatis mutuo Noſtri emolumento progreſſibus, & hoſtili Suecorum robore ad occaſum pendente, ope & unione deſtituemus.

Arctioris Fœderis cum Sua Regia Poloniæ Majeſtate, & Republica nexu, cum 30. circiter millibus Militum ad uſum illorum in Polonia præſtò eſſe, in ſumma verò temporum anguſtia, etiam totum Exercitum Noſtrum contra quemlibet hoſtem in ſuppetias ducere Nobis incumbit: pari vinculo ad ſimilem caſum illi quoque Nobis auxilio eſſe obſtricti ſunt.

Cuncta hæc Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ attentae deliberationi commendamus, non diffidentes, quin illa (uti Pacis Tutorem, Juſtitiaeque Cultorem decet) iniqua Regis Sueciae artificia, perplexae nimium ſequelæ, vitare annuat.

Præſtolabimur Sultaneae Majeſtatis Veſtrae dilucidam deſuper reſponſionem, & ſuperiùs exaratorum poſtulatorum benevolam adimpletionem.

Quod ſupereſt, ad fuſiores Legati Noſtri expoſitiones remittimus. Dabantur Petropoli ⅓ Julii die, Anno à Nativitate Chriſti Salvatoris Noſtri 1710. Regni verò Noſtri Imperatorii 29.

B.

Secundum Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate ad Sultanum Turcarum datarum.

JAM aliquot elapſi ſunt menſes, exquò Nos Magnus Dominus Veſtrae Sultaneae Majeſtati Litteras, per Legatum Noſtrum illi trādendas exaravimus, & in apricum tulimus, quantoperè Nos iniquius

ANNO 1711. quies pertentet, quod ratihabitae per Veſtram Sultaneam Majeſtatem inter utriuſque Noſtrum Imperia conſtitutae, & à Nobis in hunc uſque diem religioſè ſervatae Pacis, ac condignae Amicitiae indices, plurimae ex mora hoſtis Noſtri Regis Sueciae, Aſſeclarumque ejus, Nobis rebellium Subditorum, in Ditionibus Veſtris, Pacis dictae violationi gliſcant lites.

Diſtinctè tunc pollicitabamur, quem in modum abs ulla Pacis noxa Rex Sueciae excedere poſſet, in comitatu ſcilicet ſtipatoriorum quingentorum virorum, prouti Legato Noſtro in Aula Veſtrae Sultaneae Majeſtatis degenti cum Summo Viziro conventum erat: Sin verò numerus hic inſufficiens crederetur, uſque ad tria millia adaugendo acquieſcebamus; dictoque hoſti, & comitatui liberum tranſitum per Poloniam (ſi aliud quodvis reſpueret iter) apud Fœderati noſtri Poloniae Regis Majeſtatem & Rempublicam efficere, in Nos ſuſceperamus; exindeque propenſum hunc animum in Amicitiam Sultaneae Majeſtatis Veſtrae, libenter excipiendam, hoſtem autem Noſtrum unâ vel aliâ viâ ad ſuas demittendum Regiones expectabamus. At hodie praeter ſpem negotium hoc penitus retrogradi, quinimò eidem hoſti Noſtro citra priorem hoſpitalitatem, perſolutione inſignis pecuniariae ſummae, apparatu ad bellum, nec non confinia Ditionum Noſtrarum aggrediendi datâ facultate, apertam inimicitiam Nobis obtendi advertimus.

Quamobrem Delegato, eo ſolo nomine expedito praeſentes ad Sultaneam Majeſtatem Veſtram committere boni eſſe duximus, verum propoſitum illius reſcire cupientes, lubeat ne ipſi religioſè Nobiſcum initam, ratihabitam, jureque jurando aſſertam firmiter ſervare Pacem.

Si Veſtra Majeſtas conſentit, deſideramus, ut Rex Sueciae ſupraſcripto modo, mediocri cum praeſidio, per Poloniam, Nobis aſſecurantibus, vel aliâ quavis ſecuriori viâ (quarum ingens copia extat) Ditionibus ipſius illicò dimittatur, & cuncti qui ad ſuſpicionem Amicitiae provocant, praeſcindantur inceſſus. Nos vice verſâ Majeſtatem Veſtram de obſervantia ejuſdem Tractatûs, nunc & in aevum duratura, certiorem eſſe volumus.

Sin verò aſſentiri recuſaverit, Regem Sueciae ultra vernam tempeſtatem in Regione ſua foverit, ad Bellum ſeſe inſtruxerit; hoſtique Noſtro quà nervo rerum gerendarum, quà armis ut ut etiam auxilium ferre voluerit, non diſſimili cum fervore, indicet Nobis abs temporis diſpendio, expoſcimus.

Quo caſu aequi bonique conſulet, dum Nos quoque impulſi, ſecuritati Noſtræ proſpiciendo, Exercitus Noſtros ad confinia ducemus, Bellicis rebus unà cum Fœderato Noſtro Rege Poloniae Auguſto totaque Illi morigera Republica, vacabimus, & cuncta ſtudia confundendis adverſùs Nos hoſtilibus machinationibus impendemus. Uti enim Altiſſimo teſte Pacem cum Veſtra Majeſtate illibatam colere intendimus, ita & confidemus, quòd ſi ullâ Noſtri ex parte accedente anſa Veſtra Majeſtas leges has tranſgredietur, Dominum Exercituum Adjutorem juſtae cauſae Noſtrae habebimus.

Reſponſum quantociùs in ſcriptis ad hæc per eundem Delegatum à Veſtra Majeſtate Nobis tranſmitti etiam atque etiam flagitamus, ut eidem conſonè Nos geramus; Taedet enim Nos ampliùs tantâ incertitudine intricari.

Caeterùm Majeſtati Veſtræ longaevam valetudinem, fauſtum Imperii Regimen, & cuncta proſpera ab Omnipotente exoptamus. Dabantur Petropoli Octobris $\frac{13}{29}$ die, Anno à Nativitate Chriſti Salvatoris Noſtri 1710. Regni verò Noſtri Imperatorii 29.

C.

Tertium & poſtremum Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate Sultano Turcarum exaratarum.

QUAMETSI binas jam Litteras Veſtrae Sultaneae Majeſtati, Julii $\frac{17}{28}$, & Octobris $\frac{1}{5}$ die, anni immediatè praeterlapſi præſcripſerimus, & ob diuturnam Regis Sueciae cum Aſſeclis, Nobis verò perduellibus Subditis Coſacis, nec non Fœderati Noſtri Poloniae Regis Majeſtatis proditoribus Kiiovienſi & aliis, in Imperio Majeſtatis Veſtrae, moram, inquietudinem Noſtram fuſiùsexpoſuerimus, cum annexo deſiderio, quò idem Suecorum Rex à Territorio Ottomano, quacunque via, Tractatu Pacis omnimode ſalvo, in Regnum ſuum ſeſe conferret; tum etiam propoſuerimus, quòd ſi Majeſtas Veſtra per Poloniam eum reverti velle perſiſteret, Nos Majeſtatis Veſtrae ergo liberum greſſum ei, & praeſidiariis Turcicis ad numerum trium millium, per Exercitum Noſtrum admitteremus, & per Legatum Noſtrum deinde, ſtipatorium Militem etiam quinque millium virorum agmen adaequare poſſe, declarari juſſerimus; Suae Regiae Poloniae Majeſtatis & Reipublicae conſenſum ad id procurare promiſerimus: Regem Sueciae ſoſpitem tranſiturum eſſe ſpoponderimus: ſimul & declaraverimus, caſu quo Majeſtas Veſtra inſtitutum ſuum de dimiſſione Regis Sueciae, ingenti, aut majori cum turba ac conventum eſt, perpetuaret, & ſic evidenter Paci cum Noſtra Cſarea Majeſtate, & Sua Regia Poloniae Majeſtate violentiam infligeret, Nos ea minimè perpeſſuros, & invicem Nobis ope & auxilio, vigore Fœderis quod Nobis intercedit non defuturos eſſe; ab omni Pacis contraventione (quam Noſtra ex parte ſanctè ſervandam promittimus) exemptos, & effuſionem ſanguinis Aggreſſori imputandam fore probaverimus: Quoniam Regi Sueciae abs Polonia tot ſecurae proſtant viae, & tranſitus ejus cum tanto Exercitu per dictum Regnum petitus, non aliter, niſi ad diſcordias & Pacis violationem dirigitur. Nihilominus non modò ullum reſponſum obtinuimus, aſt nec quidem à Legato Noſtro, vel alio quovis modo percipimus, utrum hæ Litterae ad manus illius pervenêre, & Veſtrae Sultaneae Majeſtati traditae fuêre nec ne.

E contrario ſatis ſuperque ab extraneis oris, Legatum Noſtrum cuſtodiae traditum, Conſtantinopoli proclamatione, in caeteris verò Regionibus mandatis, quò Exercitus ad confinia properent, intimatum eſſe pro certo comperimus.

Non latet Nos Tartaris etiam, ut ad expeditionem bellicam ſeſe praeparent, injunctum eſſe; Majeſtatis Veſtrae propoſitum de Rege Sueciae vi per Poloniam transducendo, Noſtraeque Cſareae Majeſtati bello inferendo conſtat Nobis.

Itaque neceſſe eſſe credidimus ſemel adhuc his Noſtris, Majeſtatem Veſtram Sultaneam compellare, & tam ad priores, quàm & praeſentes reſponſum, & mentis ipſius declarationem ſuperfluè fere requirere voluimus. Eſt ne illi conſtitutum Tricennalem Pacem Nobiſcum proximè exacto anno renovatam, juramentoque ipſius coram DEO Juſto Judice confirmatam ſervare, aut abs ulla noſtri ex parte interveniente cauſa violare?

Teſtamur ſimul, quod ſi ad praeſentes nullam deciſivam reſponſionem receperimus; de intacta Pacis obſervantia, à Veſtra Majeſtate aſſecurati non erimus; de apparatu illius ad Bellum (prouti nunc fit) & Regis Sueciae decreta violenta per Poloniam ductione non ceſſaverint rumores: id tanquam evidentem Pacis praeſciſſionem reſpicere cogemur, ullis tergiverſationibus ſeducemur, ſed invocato ſupremo Numine ſecuritati noſtrae conſulemus, & cuivis hoſtili aſſultui praeveniemus.

Jam Exercitus Noſtros ad confinia diſcedere juſſimus, de violatione Pacis, & ſanguinis effuſione coram DEO & honeſto mundo non accuſandi, quia ad haec extrema, (ſupremus Arbiter cernit) compellimur, qui uti humani ſcrutator cordis nec minimam violandae Pacis mentem nobis fuiſſe, vel eſſe, ſed firmiter ſervandae deſiderium, novit. Ideoque confidimus juſtitiam cauſæ noſtræ ab omnibus Pacis violatoribus, & perjuris ſartam tectamque fore.

Sin autem reſponſum Sultaneae Majeſtatis Veſtræ, poſitivâ aſſecuratione de religioſè obſervandâ Pace, de Rege Sueciae abs violatione ejuſdem perducendo, nec non cunctorum diſcriminum reſolutione, inſtructum acceperimus, Exercitus Noſtri, quantumvis in omnem eventum confiniis vicini, nequaquam hoſtilitet ſeſe gerent, & ſublato periculo, nullâ hoſtilitate patratâ, rurſus recedent. Interea verò ſituatio eorundem pro Pacis violatione reputari nequit.

Denique Majeſtati Veſtrae Sultaneae bonam valetudinem vovemus. Dabantur Petropoli Januarii $\frac{5}{16}$ die, Anno à nativitate Chriſti Salvatoris noſtri 1711. Regni verò noſtri Imperatorii 29.

Explicatio menſium Turcico more ſuperiùs inſertorum.

MUHAREM	*Julius.*
ZILCADE	*Majus.*
CHEVAL	*Aprilis.*

ANNO 1711.

CVI.

19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas sur les Troupes pour la tranquilité d'Allemagne.*

Du Lundi 19. Janvier 1711.

LEs Sieurs de Broekhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres aiant derechef été en conference avec Mrs. les Ministres de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & d'autres Puissances interessées dans la conservation de la tranquilité & de la neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre du Nord, ont raporté à l'Assemblée que Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne ont fait savoir qu'ils avoient des avis que les troupes de Suede qui sont en Pomeranie étoient augmentées, & faisoient des preparatifs pour marcher, & qu'on devoit même y transporter des troupes de Suede. Surquoi ils ont derechef fait instance que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire puisse sans aucun delai être assemblé. Qu'aiant été dans une Conference fait part de ces avis à Mr. Palmquist Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Suede, il avoit assuré que suivant les dernieres Lettres qu'il avoit reçues du Comte de Guldenstern de Pomeranie, les troupes qui y étoient, n'avoient point été augmentées; que seulement sur l'ordre de Sa Majesté on avoit tiré quelques hommes de quelques Regimens de Dragons qui étoient trop forts, & qu'on ne pouvoit pas nommer une augmentation. Qu'il n'avoit aucune connoissance des preparatifs pretendus pour faire marcher ce Corps-là; & qu'il n'avoit non plus entendu parler du transport de troupes de Suede pour la Pomeranie. Qu'eux Sieurs Deputez avec lesdits Srs. Ministres avoient là-dessus été occupez sur ce qu'il seroit expedient de faire, & qu'ils avoient été tous de sentiment, qu'il faloit maintenir la Neutralité dans l'Empire suivant qu'elle avoit été ci-devant concertée; Et que par provision les troupes qui y étoient destinées devoient aussi être postées de la maniere portée par la Resolution de LL. HH. PP. du 2. de ce mois. Qu'on avoit aussi fait de grandes instances que les troupes de Sa Majesté de la Grande Bretagne & de l'Etat puissent être envoiées plus à portée, comme étant le plus éloignées & que Mr. le Comte de Sinzendorf avoit fait savoir qu'il avoit reponse de Son Alteste Electorale Palatine, qui s'étoit chargé de laisser marcher ses troupes; suivant la demande faite dans la Resolution du 2. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté que les 6. Bataillons de l'Etat marcheront vers la moitié de Fevrier, si la saison le permettoit, ou autrement au commencement de Mars pour aller par provision du côté de l'Elbe dans les Païs de Son Alteste Electorale de Brunswick-Lunebourg, pour aller ensuite là où la necessité requerroit. Le Bataillon de Mr. l'Evêque de Munster marchera de même; c'est dont Mr. le Resident Norf s'est chargé d'écrire. Qu'on écrira à sadite Alteste Electorale pour le prier d'assigner auxdits Bataillons une place convenable, & qu'on prieroit Mylord Touwnshend Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne de faire en sorte par ses bons offices que les 6. Bataillons de Sa Majesté puissent être nommez pour ce tems-là, & avoir ordre de marcher pareillement avec ceux de l'Etat. Et un Extrait de cette Resolution de LL. HH. PP. sera remis entre les mains de Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne, & de Leurs Majestez de Pologne & de Dannemarck, de même qu'en celles de Mr. Palmquist.

CVII.

3. Janv. *Defensio* CAROLI XII. *contra* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, Electorem Saxoniæ. Data Benderæ die 28. Januarii anni* 1711.

NOs CAROLUS (totus titulus) omnibus & singulis præsentes hasce visuris aut audituris salutem & benevolentiam nostram Regiam. Supervacaneum esse ducimus, multis heic commem orare,

quemadmodum Rex AUGUSTUS Elector Saxoniæ, potitus in Polonia rerum, primordia Dominationis suæ sumserit à violatione Legum Patriæ, atque ab oppressione libertatis Civium, spretâ Religione Pactorum conventorum, in quæ sponte sua consenserat, & ad quæ sanctè servanda jurejurando sese obstrinxerat: utque Gens inclyta Polonorum animadvertens immane periculum, quod toti Reipublicæ imminebat; quodque vitæ pariter ac fortunis civium, sparsis undique discordiarum seminibus, incendiis, cædibus & rapinis exhaustorum, ultimum periculum minitabatur, tandem cœperit de rationibus expediundæ salutis suæ, deque vindicanda in pristinam libertatem, Jura ac Immunitates suas Patria seriò cogitare: Fluctuasse primum quidem multorum de Patria benè meritorum virorum animos constat, partim blanditiis ac pollicitationibus, partim etiam minis infidi Principis inductos; sed vicisse demum amorem Patriæ, & apud saniorem Reipublicæ partem, ingenuum priscæ libertatis desiderium; excusso ac penitùs rejecto servitutis jugo, quod Rex AUGUSTUS cervicibus ipsius, contra jus & fas imposuerat: atque sublato in Regiam Dignitatem liberis Civium votis & suffragiis, solemnibusque Regiæ inaugurationis ceremoniis STANISLAO ejus nominis primo, ad regnandum à natura facto Principe, ob excelsas, quibus exornatus est, virtutes: Quique ab ipsa nascendi sorte tenerrimum patriæ suæ amorem traxit atque animo suo altè infixum tenet. Sufficit pro re natâ tantum indicasse, peracta esse ac firmata hæc omnia Tractatu Varsavienfi; Regemque AUGUSTUM in eadem, ratihabita Pace Altranstadiensi liberè consensisse, atque omni juri suo, quocunque demum nomine veniret, in Regnum Poloniæ, atque Magnum Ducatum Lithuaniæ in perpetuum sanctè solemniterque renunciasse: misso ad Ordines Reipublicæ authentico Diplomate, quo eosdem fide ipsis data exsolutos, ad obedientiam novo Regi præstandam remiserit. Post ejusmodi solennia Pactorum publicorum, fidejussionibus etiam maximorum Principum confirmatorum, quis dubitaret non satis prospectum cautumque esse saluti Reipublicæ, securitati Patriæ, ac libertati denique omnium ac singulorum Civium; atque adeò finem jam tum adesse malorum, quæ miseram Poloniam per tot annos variis fortunæ casibus agitatam afflixerant? Sed ecce! Idem Rex AUGUSTUS tot passibus hactenùs defunctus ad fidem Orbi Christiano faciendam de pacato suo ingenio, deque sincera intentione non turbandæ amplius tranquillitatis, aut trahendæ in casum Reipublicæ è repentè ad opprimendam Poloniam atque novum in eâ belli incendium excitandum cum armatâ manu prorumpit. Regium Diadema depositum & abjuratum paulo ante sibi imponit: Moscum infensissimum hostem nominis Polonici in societatem facinoris assumit: ac innumerabilem propemodum turbam ignoti nominis hostium in sinum Reipublicæ invehit, eique hanc in prædam dat: quò facilius ac securius, dominatum in eam exsanguem & truncatam nobilioribus sui partibus demum exerceat. Czarus enim isthâc rerum ac temporum opportunitate callidè uteris, in præmium submissi auxilii opimas Regiones ab AUGUSTO Rege stipulatas, homagiisque Civium firmatas sibi vindicat in perpetuam possessionem: Loca contermina Imperio suo occupat atque Castellis ac Propugnaculis Præsidiisque bellicis munit, ut totam Rempublicam faciliùs coërceat sibique tributariam reddat. Conspectiora sunt hæc Czari tentamina, quam ut à quoquam in tantâ luce rerum ignorari; graviora & Reipublicæ pestilentiora, quam ut cordatum quemque Civem non vehementer commovere atque percellere possint. Amoliri equidem à se hanc sive culpam sive suspicionem, eamque in nos transferre nullis non artibus conatur conjuratus hostis: Nunc criminando moram, quam in Terris Imperii Ottomannici aliquandiù fecimus: Nunc disseminando supposititias NOSTRO nomine, si credere fas est, ad ipsum SULTANUM per scriptas Literas de dividenda atque insuper eidem obnoxia reddenda imposterum universa Polonia: ubique sanè falsis criminationibus invidiam NOBIS conflando, ut impiæ machinationes suæ credulitate vulgi teganter, NOSTRÆ verò actiones & consilia in suspicionem revocentur. Verum enimverò dedignamur ejusmodi mendaciis refellendis vel quantillum operæ heic impendere: Qui enim æquitatem moderationemque animi NOSTRI norunt: quique res à NOBIS pro illibata libertate & salute Polonorum hactenus

ANNO 1711. gestas ad æquam judicii Lancem expenderint, detecto protinùs fallaciarum harum vero architecto, haud facilè sibi imponi siverint. Quæ cum ità sint, non possumus non ægrè ferre tristem hanc conditionem nobilissimæ Gentis, quam tanto labore ac periculis, tantoque sanguinis Suedici impendio antea servavimus gementem sub impotenti dominatione Regis AUGUSTI. Eundem erga eam animum adhuc conservamus, nulli neque labori, neque sumptui parcituri, antequam ipsam multitudine hostium liberatam in plenam libertatem asseruerimus, ac legitimo Regi suo STANISLAO Primo pacatam reliquerimus. In eum finem consilia NOSTRA communicavimus cum Imperatore OTTOMANNICO & Magno Tartarorum CHAMO: Qui ambo pari nobiscum affectu in Rempublicam Polonam, pariter etiam cupientes pristinum Libertatis statum eidem restitutum & assertum, socia nobiscum arma conjungent, ad frangendas ac retundendas eorum vires, qui libertatem Polonam oppressam tenent. Ad hoc opus, propitio quod speramus NUMINE inchoandum, præmittimus nunc illustrissimum Palatinum Kiovien-sem, supremum Exercituum Regni Poloniæ Ducem, in Poloniam cum egregia Militum manu, mox ipsi cum numerosioribus Exercitibus, si opus fuerit, eundem secuturi: nulli dubitantes, quin omnes & singuli, quibus salus Patriæ, parentum cura, Conjugumque ac Liberorum amor curæ cordique sunt, quique dignum Mavortiâ Gente animum assuetudine infimæ servitutis nondum exuerunt, ac denique qui finem malorum, quæ patriam exercent, videre cupiunt, erecto hoc salutis recuperandæ signo, unitis animis ac viribus quantociùs sese jungant Cohortibus, quæ sub auspiciis Illustrissimi Palatini Kiovienfis & supremi Exercituum Regni Poloniæ Ducis militant, proque libertate non minus quam aris & focis suis fortiter dimicant, veniam impetraturi omnium, quæ anteà secùs egissent. Brevi tempore & modico labore oportet defungi ad hoc opus, DEO justam causam secundante, feliciter conficiendum, si omnes ad eundem salutarem scopum obtinendum unanimes conspirent. Quod si autem quemquam præsens conditio parùm moveat, aut perversus in Patriam animus, commodique privati spes in adversis partibus detineat; suæ vel perfidiæ vel pertinaciæ is demum acceptum ferat, si quid inclementiùs in ipsum consulatur. In quorum majorem fidem has manu NOSTRA subscriptas Sigillo Nostro Regio muniri jussimus. Dabantur ad Urbem Benderam die 28. Januarii anni 1711.

CAROLUS,

(L. S.)

H. G. von MÜLLERN.

CVIII.

22. Fev. *Manifestum, seu Declaratio de perfidâ Pacis violatione, Sultani Turcarum* ACHEMETIS *contra Suam Cfaream Majestatem. Ad Mandatum Suæ Majestatis in lucem data anno* 1711. *Februarii die* 22. *Interpretata ad normam Originalis.*

NOTUM sit omnibus, quorum id scire interest, quoniam sine dubio universo Orbi constat, quomodo nunc regnans Sultanus Turcarum Achemetes, constitutam cum Suâ Cfareâ Majestate à Fratre ejus Sultano Mustapha ante decem annos, & ab Ipsomet, præterlapso 1710. anno confirmatam, & per Litteras ad Suam Cfaream Majestatem perscriptas, juramentoriè coram Altissimo DEO obfirmatam Tricennalem Pacem, sine ullâ illi à Suâ Cfareâ Majestate datâ causâ diremit, & Bellum Constantinopoli præterito 1710. anno, mense Novembri publicè declaravit, & postea Suæ Cfareæ Majestatis Legatum Extraordinarium, Consiliarium Intimum, Dominum à Tolstoy, contra Jura Gentium, barbarè contumeliâ affectum, in carcerem, *Edicul* dictum, mitti jussit, cujus tota substantia penes hoc direpta est. Et nunc non tantum in toto Turcico Dominio Bellicos apparatus contra Suam Cfaream Majestatem facit, & Exercitus ad Benderam congregari jussit. Sed & inscriptis ad omnes Præfectos & Bassas suos de inceptione hujus Belli transmisit declarationem, ut conveniant cum Exercitibus contra Suam Cfaream Majestatem, proponendo nonnullas causas, quasi à Suâ Cfarea Majestate ad hanc diremtionem Pacis datas, quæ non tantum falsæ, sed & postremâ Pacis confirmatione sunt resolutæ. Etenim omnes hæ ante hanc confirmationem commemoratæ erant, uti de hoc inferiùs declaratum est. Et quantùm intentionem illorum Turcarum advertere licet, illuc tendit, ut Suæ Cfareæ Majestatis Exercitus qui in Poloniâ juxta Fœdus cum Regiâ Poloniæ Majestate AUGUSTO II., & Republicâ, & propter defensionem illorum, stant, obrutos, eosdem ex Poloniâ discedere cogant, & inducto in Poloniam Rege Sueciæ, turbinibus in hoc Regno factis, altedictum legitimum Regem denuò dejiciant, & à Rege Sueciæ per violentiam inaugurato in Regem, Rebelli Stanislao Leszczinski super Thronum Polonicum inducto, sic, non tantum Poloniam suo barbaro servitutis jugo & tributo subjiciant, sed & multas Provincias ab illa, unâ cum Fortalitio Cameneco ab hoc Regno sibi avellant, (uti hoc illi à Rege Sueciæ nomine Leszczinski per nuncupatum Palatinum Kyoviæ, Potocki & Poniatouwski Portæ promissum. Et quòd quasi tota Respublica velit illis dare pro hoc tributum quolibet anno quatuor millenorum millium Ducatorum) Nec non ut & in Imperio Romano per suos Fœderatos, Regem Sueciæ & Leszczinski, Exercitibus in Pomeraniâ manentibus turbines faciant, & ignem Belli eodem tempore succendant. Et hoc facto, juxta suam malam & perfidam intentionem, Bellum contra Suam Cfaream Majestatem, unà cum Rege Sueciæ, uti Fœderato suo continuent, & per rebelles, Cosacos, Mazepianos & Bulavianos in Turcicum Dominium profugos, turbines in Suæ Cfareæ Majestatis Dominiis conficiant. Et nunc multa mala proposita, & machinationes, non tantum contra Suam Cfaream Majestatem, & Suam Regiam Poloniæ Majestatem, sed & contra totam Christianitatem exequantur. Et hanc ob rem Sua Cfarea Majestas assumpto Altissimo in auxilium, confidens veritati & Justitiæ armorum suorum, intendit contra illum perfidum, & juramenti Violatorem hostem suum, Sultanum Turcarum, & ejus Fœderatos, & assecias Bellum, in Nomine DEI, in sui defensionem incipere. Et ideò jussit Capitales suos Exercitus undique ad Turcarum confinia discedere, quorsum & ipsa persona suâ brevi advenire vult. Sed ut omni honesto mundo exponat Justitiam suam, & quòd Sua Majestas à principio Carlovicensium Induciarum, & postea à conclusione Tricennalis, nunc ab hoc Sultano Turcarum injustè violatæ Pacis, & usque ad hunc diem nec parvam occasionem & causam ad diremptionem ejus dedit; Sed illam sanctè & immobiliter observare voluit, non attentis multis ex parte Turcarum factis injustitiis, incursionibus in Terras Suæ Cfareæ Majestatis, susceptione Suæ Majestatis Subditorum Rebellium & traditorum in suam tutelam, & receptaculum illorum hostium Suæ Majestatis in sua Ditione, & cætera: Ea propter jussit per hoc Manifestum, vel Declarationem, de hoc omni prolixè declarare, ut omni honesto mundo Justitia Suæ Cfareæ Majestatis, injustitia verò Sultani Turcarum sint nota. Etenim uti tota Christianitas, & præcipuè nunc sub jugo barbaro gementes multæ Christianæ Gentes: uti Græci, Valachi, Bulgari, Servii, & cæteræ multæ cum prægrandi suâ miseriâ; Ita & Regnum Hungariæ, & Sua Cæsarea Majestas Romana ipsamet cum non parvo damno hoc experti, quòd hi Barbari Turcæ, uti Hæreditarii hostes Christiani nominis, nihilo alio, quàm continuis suis perfidis Pacis Violationibus, ex Spoliatoribus & latronibus permissione DEI paucis sæculis se se roboraverunt, & in tam potentem & insignem Gentem, & Monarchiam evaserunt, & tum celebria & vetusta Dominia & Terras, à potiori parte Christianas, sancta & veneranda loca usurparunt, uti hoc testantur historiæ, & inter cæteros Sanctissimus Hierosolymorum Patriarcha Nectarius in descriptione sua de Turcarum origine & incremento. Et expressè, quòd semper callidè invigilabant, inimicitiis, dissensionibus, & scissionibus inter Principes, & Dominia Christianorum. Et in talibus occasionibus nullos Tractatus respiciendo, pacificationis sancita, juramenta, & jurejuranda, insperatè Pacem cum Vicinis violabant, illosque aggredientes prædabantur, & suo jugo subjiciebant. Et postèà

iterum

ANNO 1711. iterum opportunitatem temporis advertentes, Pacem conficiebant, retinendo ſub ſuo Barbaro Dominio hoc citra Pacis conſtitutionem erepto. Et ſic denuò tanquam Leones capiebant uſque ad aliam talem occaſionem, continuò inter Chriſtianos ſciſſiones & inimicitias faciendo, & applicando illorum diſcordiam commodo ſuo. Et juxta hanc quoque perverſam conſuetudinem intendebat hic rapax lupus Turca, etiam cum Roſſiana Monarchia præterito 1677. anno, fauſtè regnante piæ dignæque memoriæ Magno Domino Cſare & Magno Duce Theodoro Alexiada, Totius Roſſiæ Autocratore, idem facere, dum ille putans, ſibi obtinere in prædam & capturam, ſubditam Suæ Cſareæ Majeſtati Minoris Roſſiæ Provinciam, per proditionem trans Boriſthenalis illius temporis Coſacorum Ducis Doroſzenok, violatâ Pace cum prægrandi & horrendâ Militis manu in Ucrainam venerat. Aſt advertens hunc Doroſzenok, jam Suæ Cſareæ Majeſtati ſe ſubdidiſſe, & illius olim reſidentiam Czigirinum, Suæ Cſareæ Majeſtatis Copiis occupatam fuiſſe, eâdem ſuam contra hanc Civitatem ejecerat, eandem deglutiri; & ulterius in Ucrainam ingredi cupiens. Sed validâ Exercituum Roſſicorum reſiſtentiâ, per biennales expeditiones, operationes, & multa expenſa, non poterat hunc quamvis non valdè munitum locum hucuſque capere, quouſque ipſimet Roſſici Chiliarchi e re eſſe duxerant, relictâ hac Civitate, Præſidium ad Exercitum educere, cui Exercitui, quamvis hoſtis illum diſſipare ſummopere conaretur, tamen Altiſſimi miſericordiâ, nil agere ac intentare poterat: at vel maximè perpeſſus maximum ſibi damnum, cum pudore ad ſuas reverti oras coactus erat. Et poſtea quærere Pacificationem cum Suâ Cſareâ Majeſtate, quæ deinde 1681. anno etiam confecta. Poſt quam hic perfidus non ſervatis cum Suâ Cæſarea Romanâ Majeſtate Induciis, ſine ullâ cauſâ 1683. anno rupturam inſperatò fecit, & Viennam Cæſaream Reſidentiam acceſſit, illamque obſedit. Sed qualem ultionem pro ſuâ perfidia ſuſcepit, hoc viget adhuc recenti omnium memoria. Etenim dum Chriſtianæ Potentiæ adverterunt talem ejus barbaram verſipellemque intentionem, & dolos, unum poſt alium ex Chriſtianis Principibus deglutire, concluſerunt ii, nempe Suâ Cæſarea Majeſtas Romana, cum Ordinibus Romani Imperii, & Sua Regia Poloniæ Majeſtas cum Republica, nec non Venetiarum Reſpublica contra eundem fidei infractorem, ſic dictum Sanctum Fœdus, ad quod & Pontifex Romanus cum illis acceſſerat. Poſtea verò ob commune Chriſtianorum commodum, & Suas Cſareas Majeſtates Joannem Alexiadem, & nunc feliciter Dominantem Petrum Alexiadem, illi Principes invitarunt: cui Suæ Majeſtates eò procliviores ſeſe exhibuerant, quia eidem ſeſe 1686. anno adjunxerant in principio per perpetuum Pacis Tractatum, & offenſivum pro tempore, defenſivum verò pariter perpetuum Fœdus cum Regno Poloniæ. Et poſtea 1697. anno per triennale Fœdus cum Suâ Cæſareâ Romanâ Majeſtate, & Republicâ Venetiarum. Quoniam Suæ Majeſtati continuis Tartarorum contra Pacis Sancita commiſſis in ſuas Terras, & Dominia incurſionibus, tum etiam violationibus Pacis ſine legitimis cauſis cum omnibus Chriſtianis, ſat anſæ à Turcis ad id datum erat. Et ſic per hoc Fœdus adjuvante Altiſſimo, multa antea Chriſtianis erepta Regna, Terras, & Civitates, ſcilicet Hungariam, Sclavoniam, Dalmatiam, Moream, tum & Aſſovium, Caſikermenum cum cæteris Civitatibus, felicitate Chriſtianorum armorum, vindicata fuerant; & ille hoſtis ad tantam redactus erat impotentiam, ut ſi hoc Bellum juxta deſiderium Suæ Cſareæ Majeſtatis, vigore Fœderis adhuc aliquot annis protractum fuiſſet; hic Hæreditarius Chriſtianorum hoſtis, ſinon omninò caſum ſubiviſſet, ſaltem Chriſtianis nuſquam ad nocitum ſtatum redactus fuiſſet. Sed quoniam ille per aſtutias ſuas & machinationes tempore Carlovicenſis Tractatus, Celſos Fœderatos diſpoſuerat ad paciſcendum, & ità in hac occaſione, cavillationes, inimicitias, inter dictos Fœderatos ſeminare cœpit. Et hoc modo à Fœdere cum ſuâ Cſareâ Majeſtate cæteros Principes abſtraxit, & Pacem particularem pro viginti quinque annis excluſâ Cſareâ Majeſtate confecerat. Et ſic deinde compulſus erat Suæ Cſareæ Majeſtatis Legatus Dominus à Woznicin, biennale Armiſtitium cum hoc hoſte inire. Poſt quod tandem Anno 1700. Menſis Junii 3. die per Ablegatos Suæ Cſareæ Majeſtatis D. D. ab Ukraintſow, & à Czeredejow, Conſtantinopoli Tricennalis Pax inter Suam Cſaream Majeſtatem, & priorem Sultanum Muſtapham concluſa erat. Quam Sua Cſarea Majeſtas adeò ſanctè, & immobiliter ſervabat, ut quamvis adhuc ante ratificationem ejuſdem Pacis 1701. Anno, Nurudan Sultan cum totâ Budiacenſium Tartarorum Cohorte, ad Suam Cſaream Majeſtatem miſiſſent, ſubjicientes ſe Potentiſſimo ejuſdem Majeſtatis Sceptro. Tamen Sua Majeſtas nolens ullam ſuſpicionem & anſam violationi Pacis præbere, illos ſuſcipere recuſavit, at illos repudiavit. Pari modo & poſtea dum 1702. anno Turcarum Subditus Tubiek Murza Ipſemet Aſſovium veniens, petiiſſet, ut Sua Cſarea Majeſtas illum cum multis Cubanenſibus Tartaris in Vaſſalagium ſuſcipi mandaret, eundem recipere noluit. Enimverò quando Sua Cſarea Majeſtas hanc Pacem per Magnum & Plenipotentiarium Legatum ſuum, Camerarium Dominum Principem Demetrium à Galicin, Litteris ſuis confirmare voluit, tunc vel maximè ab hoc tempore à Suâ Cſareâ Majeſtate extremos conatus de obſervatione ejusdem adhiberi mandatum, & omnibus Confiniorum Gubernatoribus, tum & Subditi Exercitus Zaporogienſis Duci, & aliis Suæ Cſareæ Majeſtatis regularis, & irregularis aciei Exercitibus fortiter injunctum, ut nec minimam cauſam ad violationem ſub rigoroſâ pœnâ excurſionibus in Turcicam Tartaricamque Terram auderent adferre, & nil agere, quod Vicinali Amicitiæ, aut conſtitutæ Paci contrarium eſſet. Et hoc Sua Cſarea Majeſtas adeò firmiter ſervare voluit, ut, dum 170. Anno protervi ſemper nequam Zaporogienſes nonnullos Græcos Mercatores, Ucrainam cum Mercimoniis petentes ſpoliaſſent, & de hoc à Sultano petitio de ſatisfactione per Legatum Suæ Cſareæ Majeſtatis facta fuiſſet, & ſic Sua Cſarea Majeſtas expendens hæc ablata ab his ſpoliatoribus reperiri non poſſe, juſſit hanc refuſionem iiſdem Græcis ex Theſauro ſuo fieri, & circiter centum millia uncialium thalerorum illis perſolvi.

ANNO 1711.

Contrariè huic, quamvis Pax hæc à Sultano Turcarum viciſſim per Litteras & Juramentum confirmata fuiſſet; attamen Turcæ & Tartari Subditos Suæ Cſareæ Majeſtatis toto tempore illius Pacis omnimodè injuriabantur, Subditoſque Suæ Cſareæ Majeſtatis obruendo, poſt ſancitam Pacem trucidabant, in captivitatem ducebant, & multos equos & jumenta illis abigebant, prouti idem annalibus Regeſtis excerptum hic declaratur. Nominatim verò ad Aſſovium, ad littora Maris, & juxta Donenſia Oppida 1699. Turcici Subditi trucidarunt tres Subditorum Cſareæ Majeſtatis, in captivitatem duxerunt 40. Viros, & mille ſexcentos octuaginta quatuor equos. Anno 1700. occiderunt duos homines. In captivitatem duxerunt centum quadraginta ſeptem homines, equos ſeptuaginta duos abegerunt, & quatuor Camelos. Anno 1701. neci dederunt ſex homines, unum ſauciarunt, in captivitatem duxerunt nonaginta unum hominem. Equos abegerunt noningentos triginta ſex. Anno 1702. occiderunt duos, ſauciarunt duos, in captivitatem duxerunt centum viginti quinque homines, equos abegerunt noningentos ſex. Anno 1703. trucidarunt ſex, ac ceperunt ſexaginta homines. Equos abduxerunt ſeptuaginta tres. Anno 1704. vulnerarunt tres, in captivitatem duxerunt tres homines, equos abegerunt mille & trecentos. Anno 1705. occiderunt duodecim, vulnerarunt viginti ſeptem. In captivitatem duxerunt ſexaginta octo homines, pecudis abegerunt tria millia quadringenta octodecim. Anno 1706. trucidarunt quatuordecim, vulnerarunt quindecim, in captivitatem duxerunt triginta novem homines, equos abduxerunt ducentos ſeptuaginta quatuor. Pecudis ſexaginta ſeptem. Anno 1708., trucidarunt duos, ac ceperunt ſeptuaginta quatuor homines. Equos abduxerunt ſeptuaginta tres. Summa, occiſi homines quadraginta octo, vulnerati quadraginta novem, in captivitatem ducti mille nonaginta octo homines. Equi abacti quinque millia noningenti duodecim. Cameli quatuor. Cornutæ pecudis tria millia quadringenta octuaginta quinque, & quamvis de talibus injuriis per Legatum Suæ Cſareæ Majeſtatis Conſtantinopoli ſufficientes quærimoniæ propoſitæ, tamen nihil proderant, & nulla compenſatio Cſareæ Majeſtatis Subditis pro devaſtatione. Et nec reſtitutio captivorum facta, & hæ prædationes non inhibitæ erant. E contrario autem huic ex parte Suæ Cſareæ Majeſtatis ad inſtantias Turcarum, & ad injuſta illorum petita ſatisfactio ſemper facta: & quamvis Sua Cſarea Majeſtas per tales ſuos propenſos actus

ANNO 1711. tus ſperaſſet firmam ab illis Turcis Pacis obſervationem, & reciprocam vicinalem amicitiam, attamen ſemper his contraria advertebat. Quoniam illi in principio rebellione facta Suæ Cſarcæ Majeſtatis à Subditis Donenſibus Coſacis, anno 1708. profugos tumultuarios Coſacos Nekraſow cum complicibus non modò in Ditionem, & protectionem ſuam recepere, ſed & cunctam aſſiſtentiam illis præbuere, & permiſere, in vicinias Suæ Cſareæ Majeſtatis Civitatum, adjunctis ſuis Tartaris irrumpere. Pari modo dum 1709. anno poſt præcelebre Poltavienſe prælium & diſſipationem Suecici exercitus ipſe Rex Sueciæ cum aliquot Generalibus, Officialibus, & Militibus reſiduis, unà cum Suæ Cſareæ Majeſtatis olim Subdito Duce maledicto proditore Mazepa ejuſque complicibus, in Turcicam Ditionem fugerant, quos uti hoſtes, quamvis Exercitus Suæ Cſareæ Majeſtatis ſufficientem cauſam habebant vigore juris gentium ubique inſequi, attamen à Suâ Cſareâ Majeſtate illis mandatum erat, ne ad Oczacoviam, quorſum dicti illius hoſtes fugerant, accederent, & redirent ad confinia. Et quamvis poſtea Sua Cſarea Majeſtas Sultano Turcarum in tribus Litteris fuſiori elucidatione ſcribere, & per ſuum Legatum exponere voluit, ut ille Pacis Tractatibus, & vicinali amicitiæ morem gerendo hoſtem Suæ Cſareæ Majeſtatis in ſuâ protectione non tenuiſſet, ſed ad minimum ſuâ Ditione irremorè excedere feciſſet, rebelles verò Coſacos extradidiſſet. Tamen non modò id non adimpletum, ſed neque longo tempore deſuper reſponſum, & interea illis hoſtibus & proditoribus facultas data Ditionem Suæ Cſareæ Majeſtatis aggredi. Et nominatim 1709. anno illi unà cum Valachis & Tartaris Civitatem Jahorlick noctu obruentes, illius loci Officialem Subalternum cum omnibus ſuis cœperunt. 1710. Anno in Oppidis Torgovice, & Nerubaicâ homines ex campis & domibus cum aliquâ Subſtantiâ in captivitatem duxerunt, & Umanenſis centuriæ plures Coſacos unà cum Centurione neci dederunt. Unum autem Centurionem & circiter centum quinquaginta Coſacos in captivitatem abduxere: catervam Vectorum, quæ à Poltavienſi Legione ſalis apportandi gratiâ Molocznam adibat, ſpoliarunt. Currus avectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamiennii Zaton deſtinatos etiam ſpoliarunt, & multos homines & equos acceperunt, Czigirinenſis Legionis in agro Oppidum Kamienka devaſtarunt. De quibus omnibus, quamvis multæ quærimoniæ ex parte Cſareæ Majeſtatis factæ, tamen nulla ſatisfactio aut inhibitio obtenta, ſed quibusvis diffugiis res protracta. Sed quando Suæ Cſareæ Majeſtatis Conſtantinopoli a Supremo Vizirio Ali Paſza facta propoſitio, ut Sua Cſarea Majeſtas Tricennalem Pacem cum Fratre nunc regnantis Sultani factam vellet confirmare, aſſecurando, quod Sultanus dum hoc ſuper ſatisfactionem & ſponſionem a Sua Cſarea Majeſtate de obſervatione Pacis obtinuerit, & ex ſua parte eandem Pacem confirmabit, & tunc de dimiſſione e ſua Ditione Regis Sueciæ cum illo Legato Tractatum facere mandabit. Et hanc ob rem Sua Cſarea Majeſtas dicto Legato ſuo plenam autoritatem de confirmatione hujus Pacis Tractatus dare, & confirmatorias Litteras de hoc ad Sultanum mittere voluit. Et ſic à præfato Sultano Turcarum illa Pax cum Sua Cſarea Majeſtate 1709. anno menſe Novembri ſolemniter confirmata; & hæc confirmatio cum Suæ Cſareæ Majeſtatis Legato adinvicem extradita, & confirmatoriæ Litteræ a Sultano miſſæ erant, in qua ille cum juramento hanc Pacem ſervare firmiter ſpopondit, & deſuper Deum Omnipotentem in teſtimonium vocavit, cujus Copia hic apponitur. De Rege vero Sueciæ cum Legato Suæ Cſareæ Majeſtatis apud memoratum Vizirium Ali Paſza ſtipulatum erat, ut illum cum præſidio Turcico uſque ad quingentos Viros, per Poloniam ad illius Ditionem perducere liberum foret, & propter ſecuritatem ab exercitibus Suæ Cſareæ Majeſtatis Officialis cum Præſidiariis Rufficis in confiniis exceptum, ſalvum perduceret, Proditores vero Coſaci rebelles Suæ Cſareæ Majeſtatis Ditione Turcica expellerentur, cui Sua Cſarea Majeſtas etiam aſſenſerat, & conſenſum ſuum deſuper Legato ſuo mitti juſſerat, ſed poſtea hæc omnia ad effectum non pervenerunt. Quia juxta hunc Tractatum nil adimpletum, & nec Rex Sueciæ dimiſſus, nec proditores expulſi, ſed vel maxime apud Turcas cunctæ machinationes & molimina cum illis facta contra Suam Cſaream Majeſtatem. Quod videndo e re duxit Sua Cſarea Majeſtas, mittere duas Litteras ad Sultanum, cujus apographum ſub littera A. hic penes reperitur. In qua Sua Cſarea Majeſtas inter cætera declarare voluit, quod conſentit ut Rex Sueciæ cum præſidio Turcico uſque ad tria millia numeroſo perduceretur, & per Legatum ſuum juſſit extendi numerum hujus præſidii Turcici uſque ad quinque millia militum. Sed quoniam a parte Turcarum nec minima reſponſio deſuper ſucceſſit, ſed continuo notitiæ de intentione illorum ad Bellum emicabant, ea propter Sua Cſarea Majeſtas mandavit die 18. Octobris 1710. anno per conſulto miſſum Curſorem reiteratas de hoc mitti Litteras, quarum apographum ſub littera B. reperitur. Aſt non modo ad eas ullum reſponſum datum, ſed & hic Curſor contra Jura Gentium, à Turcis comprehenſus, & in ſubterraneis carceribus detinetur. Poſtea vero undique certi recepti ſunt Nuntii, uti ſuperius declaratum, quod a prætacto Sultano Turcarum abs ulla cauſa, quaſi ad inſtigationem Chani Crimenſis, neſcitur quo prætextu, falſarum & pridem jam annihilatarum cauſarum, omnino Bellum Suæ Cſareæ Majeſtati declaratum eſſe Conſtantinopoli. Et Legatum Noſtrum contra Jura Gentium, uti ſupra memoratum, cum contumelia carceri Edicul dicto immiſſum fuiſſe, atque injunctum eſſe Turcis, & Tartaris ad Bellicam aggreſſionem ſeſe præparare. Et hanc ob rem Sacra Cſarea Majeſtas hanc fœdifragam, Turcarum advertens intentionem, compulſa erat ſupradicto modo; invocato Altiſſimo in auxilium, quoque cunctos Bellicos facere apparatus, & exercitus ſuos ad confinia Turcarum, unde hæc aggreſſio fore ſupponitur, ad reſiſtendum undiquaque diſcedere jubere. Sed tamen ut toti Orbi exculpata eſſet, quod non a Sua Majeſtate hæc ruptura & effuſio ſanguinis hominum fiat, ſed a parte Sultani Turcarum; ea propter adhuc Litteras ſuas ad Sultanum Turcarum Petripoli die 16. Januarii mitti jubere dignata erat, cujus apographum etiam ſub littera C. invenitur cum declaratione, quod ſi certum reſponſum & aſſecurationem de obſervatione ab illis Pacis ſine mora, non obtinuerit, id pro ipſa ruptura ejuſdem Pacis, recipiet, nec ſe circumveniri patietur, ſed cum DEI auxilio exercitus Suos qua Terra, qua Mari Bellicas expeditiones tempeſtive exordiri jubebit. Et exinde cunctus honeſtus Orbis videre poteſt, & advertere Pacis amorem & æquanimitatem Suæ Cſareæ Majeſtatis in hoc toto negotio, & quod illa nec minimam cauſam Turcis ad hanc violentiam non præbuit, ſed poſt tot ſæpiores ſupraſcriptas benevole adhibitas methodos, compulſa eſt in ſui defenſionem Bellum huic fœdifrago & Chriſtiani nominis hoſti hæreditario declarare, & incipere, confidens Altiſſimum, juxta juſtitiam, Suæ Majeſtati auxiliaturum. Cæterum quod ex parte hoſtium divulgatur, uti ex extraneis notitiis, & editis in lucem in Turcia illius declaratoriis ſcriptis apparet, ac ſi ille hoc Bellum incipere coactus eſſet ad inſtantiam Leſczinski Poloniæ Pſeudo-Regis, & ſub nomine Reipublicæ Poloniæ ſemet ipſos Ablegatos appellantium Patriæ Suæ Proditorum antea Palatini Kioviæ Potocki, & Poniatowski, quaſi ob defenſionem Reipublicæ ab Exercitibus Suæ Cſareæ Majeſtatis: & quod Sua Cſarea Majeſtas, illos exercitus ad requiſitionem Turcarum à Polonia non educit, & Suam Regiam Poloniæ Majeſtatem Auguſtum Secundum, uti Suum Fœderatum non derelinquit: Hoccine pro valida cauſa reputari poteſt; quandoquidem tota Reſpublica Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ voluntarie agnovit Suum legitime electum Regem Auguſti Secundi Majeſtatem, Amicum, & Fœderatum Suæ Cſareæ Majeſtatis. Hæcque Reſpublica una cum Regia Majeſtate perſiſtit in Fœdere cum Sua Cſarea Majeſtate, cujus vigore Sua Majeſtas, tempore hujus Belli Regi & Reipublicæ ſupradictis Exercitibus ſuis ſubvenire, illoſque ad repellendum hoſtem, in Polonia habere tenetur. Præcipue vero videns, quod Sultanus Turcarum hoſtem illorum communem, Regem Sueciæ, nec non rebelles Polonos, & Coſacos non alio fine tam diu penes ſe retinet, quam ut ignem Belli in ambobus Dominiis tam Roſſico, quam & Polonico iterum ſuccendat, & ſi Sua Majeſtas hos Exercitus ſuos ex Polonia educeret, nil aliud ſperari poſſet, quam Turcas introducto Rege Sueciæ in Poloniam parte ab una, & Leſzczinski parte ab altera, illaque ad libitum ſubdita, & in poteſtatem ſuam adducta, arma ſua illi hoſti Suæ Cſareæ Majeſtatis Regi Sueciæ adjuncturos, hæcque adverſus Suam Cſaream Majeſtatem gesturos, & ſic noviſſima prioribus pejora fore. Et ea propter Sua Cſarea Majeſtas eos ad hæc extrema pervenire ſinere, & ſuos Fœderatos deſtituere, & in ſervitutem Turcicam cedere

ANNO 1711.

ANNO 1711. cedere intueri nequit : Sed si Rex Sueciæ ex Turcica Ditione, Suæ Cſareæ Majestatis propoſitioni conſone, quamvis per Poloniam, aut alia quavis via, terra aut mari, quarum ſufficiens eſt copia, abs omnibus technis dimitteretur, tunc Sua Cſarea Majestas, mox Exercitus Suos, in Suam Ditionem ex Regno Poloniæ & omnibus Civitatibus, quæ Reipublicæ pertinent, & nunc ab Exercitibus Cſareæ Majeſtatis communis commodi gratia, quoad hoc periculum à Turcicâ invaſione manet, occupata ſunt, deinde abs omni mora educere dignaretur. Quod verò commemoratur in Turcicâ declaratione, ac ſi à Suâ Cſareâ Majeſtate in limitibus Turcicis Civitates exſtructæ ſint ; mera eſt falſitas. Quia Sua Cſarea Majeſtas, nullibi Civitates conſtrui fecit, præter tales locos, quæ non modo vigore Tractatûs Pacis, ſed & factæ cum Turcis limitationis parti Cſareæ Majeſtatis obtigêre, quæ limitatio ab Ucrainâ 1705. anno, per Dominum Ukraintſow cum Turcico Kaſſii-Mehmet Paſza, & ab Aſſovio Gubernatorem Aſſovienſem Tolſtoii ; 1704. anno, cum Hazan Paſza peracta.

Quod verò commemorant Turcæ in hac declaratione, quod Suæ Cſareae Majeſtatis Exercitus ingreſſi illorum Terram poſt hoſtem Suecicum, nonnullos illorum trucidarunt, & in captivitatem duxerunt. Hoc juxtà Bellicum gentium Jus & juſtitiam ab Exercitibus Cſareae Majeſtatis, hoſtem inſequentibus factum. Et hac reflexione etiam ab ipſis Turcis non aegrè receptum, ſed poſtea confirmato Pacis Tractatu omne id annihilatum eſt. Caeterae Turcarum cauſae Belli declaratae riſu magis, quam reſponſione dignae ſunt.

Ex his omnibus quilibet à partium ſtudio alienus colligere poteſt, quòd hoc Bellum à Turcis adverſus Suam Cſaream Majeſtatem abs ullâ cauſâ, contra juſtitiam Tractatuum Pacis, & juramentum inceptum eſt. Quod Sua Cſarea Majeſtas DEI Altiſſimi judicio committens, juſta arma ſua, contrà hunc perfidum hoſtem ſumere impulſa eſt, clementiſſimo DEI auxilio confidens.

CIX.

i. Mai. *Puncta Pacificationis Hungaricæ Zacmarini 29. Aprilis 17 1. Cum Acceptatione Amneſtiæ. Karollii prima Maji 1711.*

VIGORE Clementiſſimae Plenipotentiae ſuae Sacratiſſimae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis pro reducenda ſtabiliendaque Regni Hungariae ac Tranſylvaniae quiete & tranquillitate, Domino, Principi Ragoczi, eidemque addictis praefati Regni Hungariae peraeque Tranſylvaniae Univerſis Statibus & Ordinibus reſoluta.

I. Memorato Domino Principi, vigore praemiſſae Caeſareae Regiaeque Plenipotentiae, Gratiam vitae, & univerſorum bonorum, mobilium & immobilium, exceptis iis, quae ad Praeſidia pertinent, in Regno Hungariae & Tranſylvaniae partibuſque eidem annexis exiſtentium, cum ſecura permanſione in Regno una cum ſuis adhaerentibus ſervis & aulicis impertitur, ad cujus determinationem ſi idem Dominus Princeps Caeſaream Regiamque complecti gratiam, ſed differre Juramenti fidelitatis praeſtationem velit, terminus trium ſeptimanarum ab emanatione praeſentium computandarum conceſſus ſit ; ita tamen, ut in caſu differendi Juramenti fidelitatis ſecundum annexam formulam, interim fortalitia ſub potentia manibuſque illius exiſtentia, in ſtatu quo modo ſunt, praeſidiis Caeſareis Regiiſque illuc inducendis bona fide tradantur, aut ſtrictis mandatis tradenda iſtis Commendantibus imponatur, ac una etiam omnis Militia Praeſidiaria exauctoretur & dimittatur, dum è contra promittitur ea praeſidia in proventibus & bonis Domini Principis nullum factura praejudicium vel damnum, propriiſque Caeſareis Regiiſque alenda ſtipendiis. Haec vero omnia intra praeſpecificatum temporis terminum explenda ac exequenda. Si porro iſtis probe, peractis ipſi Domino Principi permanſio libera in Regno diſpliceret, relinquitur ipſius arbitrio eandem etiam ſub praeſtito ſuperius attacto homagio in Polonia habere, ubi citra laeſionem homagialis obligationis, erga Caeſaream, Regiamque Majeſtatem ſeſe continebit : Filiorum quoque reſtitutio, ſupra memoratis conditionibus rite ac fideliter executioni mandatis, a gratioſiſſima Caeſarea Regiaque Majeſtate haud denegabitur. ANNO 1711.

II. Magnatibus, Praelatis ac Nobilibus ſuperioris, item ordinis Militibus Hungaris pariter & Tranſilvanis aut trium Nationum, qui modo in Regno penes Dominum Principem actu ſunt, etiamſi qui eorum de ſe Reverſales quaſpiam, cuipiam antecedenter dediſſent, ſimiliter gratia intra ſaepius memoratum terminum, vitae & univerſorum bonorum Amniſtialis pariter reſoluta exiſtit, quod de illis omnibus intelligendum, qui jam antea redierunt : intelligitur vero hic talium bonorum reſtitutio, quae fors uno vel altero titulo ac Jure cuipiam collata ſive divendita vel inſcripta etiam per alios poſſeſſa actu ſunt. Ita videlicet, ut illa quoque ſine etiam fructibus medio tempore perceptis penes Litteras Noſtras ad Officiales, Fiſcales, vel Camerales generaliter exarandis ſimpliciter abſque ulteriori mora ac tergiverſatione occupari queant ; Non eſt quod aliquis metuat de neoaquiſtica Commiſſione boniſque hoc titulo appellatis, Amniſtialis enim gratia tales tricas excludit, dum ſincera bonorum promittitur reſtitutio.

Similiter indignum cenſetur, ut quis Poſſeſſorum, ubi ruſticus ſolvendae Contributioni par non erit, amiſſione bonorum mutiletur ; per terminum vero depoſitionis armorum non hoc intelligitur, quaſi liceat alicui arma non geſtare, verum omnis hoſtilitatis ceſſatio : Licebit igitur Magnatibus ac Nobilibus, eorumque ſervitoribus, juxta antiquum receptumque morem, Nobilitati in ſuis praerogativis cum geſtatione armorum (nullo tamen modo ad offendendum parato) libere uti, ac incedere : ſi porro aliquis timorem obtenderet ; ideo Caeſareae Regiaeque benignitati injuria ſane inferretur ; cujus Paterna charitas ſimilem proceſſum in uſum trahere non vult. Militibus vero inferioris ordinis dictam Amniſtialem gratiam ſimiliter elargimur, neque ulli eorum vis fiet, ut ſervitia Caeſarea Regiaque Militaria, abdicatis praeſentibus, accipere cogatur, ſolum ut praeſtito fidelitatis juramento ad ſuas aedes diſcedant, ibique œconomiam colant, ac quiete ſeſe contineant.

Militibus vero exterarum Nationum, Suecis videlicet, Gallis, Italis, Germanis aliiſque liber conceditur paſſus ad ſuos redeundi, illis exceptis, qui ex Regiminibus Caeſareis perfugiſſent, quibus tamen etiam pœna, quam propter deſertionem Regiminis meruiſſent, remittitur, caeteroquin tales ad ſuas Legiones redire vel reſtitui debent. Si vero unus vel alius exterorum in ſervitio exiguae conſiderationis, apud aliquem Magnatum foret ; dummodo non ſint Militiae Caeſareae Regiaeque adſcripti, quin ibidem manere queant, nullum eſt dubium. Si qui porro ignobilioris ſortis Milites his motibus ſe emeritos promotioneque dignos reddidiſſent, tales eo, quod jam praecedenter pro Libertinis per Status & Communitatem agniti ſunt, vigore ſuae Majeſtatis Sacratiſſimae Plenipotentiae, pro talibus habendi reſolvuntur, citra tamen praejudicium Dominorum terreſtrium.

III. Sacratiſſimam ſuam Caeſaream Regiamque Majeſtatem in Religionis negotio receptas Regni Conſtitutiones manutentura, nec non exercitium ejuſdem ſecundum Leges & Conſtitutiones ac Articulos Regni tam in Hungaria & Tranſylvania, cum beneficiis eorum de jure ſpectantibus conceſſura, non praecluſa via, modo in gratiam redeuntibus vel eorum Diaeta ratione gravaminum ſeſe inſinuandi.

IV. Ut his motibus demortuorum Orphani & Viduae (erga quos praefata ſua Majeſtas Sacratiſſima ex innata ſua Clementia ſpeciali reflexione ducitur benignitate & Clementia Regia gloriari queant, cum alias Amniſtialis gratia ex mero duntaxat Regiae Clementiae ſinu proficiſcatur, univerſa quoque harum Viduarum, Orphanorum, & ſucceſſorum bona, necdum alicui collata diſtracta vel divendita reſtituentur, talia nihilominus bona, quae jam aliis collata ſunt vel vendita, relinquuntur in ea parte, qua ſpectant ipſos duntaxat mortuos in ſtatu quo ; omni tamen officio allaborabitur, ut in futura Regni Diaeta, hi quoque omnibus melioribus practicabilibus modis conſolari, ſucceſſioniſque talis participes eſſe poſſint. Hoc tamen declarato, ne haec moderna Sacrae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis munificentia & gratia ullo unquam tempore in aliquam conſequentiam, & exemplum trahatur. Diverſa ratio habenda eſt talium Orphanorum & ſucceſſorum, qui ſive pueri ſive puellae, vel jam Matrimonio locatae in partibus Domini

ANNO 1711. mini Principis adhuc ſunt, quibus vi Amniſtialis Clementiae integrum jus, & bonorum ſucceſſio ſalva & integra relinquitur.

V. Qui porro regno exierunt, & in conterminas aut remotiores ſeſe contulerint Provincias, ob praegnantia & legitima vero impedimenta, aut manifeſta vitae pericula hucuſque ad praeſcriptum terminum redire non potuerunt, ſi legitime docuerint ipſorum abſentiam ex praedictis rationibus cauſatam ac proinde, apud Auguſtam Aulam, vel Excellentiſſimum Dominum Generalem Plenipotentiarium quamprimum eſſe poterit, ſeſe inſinuaverint, illis ſecundum cognitionem aequitatis non denegabitur gratia Amniſtialis, ſecundo Puncto caeteris conceſſa. Illis quoque hanc gratiam ſuffragari, qui in exteris Provinciis, ſive in Ablegationibus, ſive ſtudiorum vel quaeſturae gratia nunc actu ſunt, dum & quando competenter ſeſe inſinuaverint. Illis autem qui ſuperioribus armorum motibus implicati fuerant, adhuc ſuperſtitibus praeſens vitae gratia, & Amniſtia elargietur, nec recluſa bonorum ſpe ubi apud Auguſtam Aulam debitam facturi ſunt inſtantiam. Ratione Tranſylvanorum Magnatum ac Nobilium qui in Moldavia ſe recipere coacti ſunt, & adhuc de facto ibidem commorantur, ſcire intereſt, ne huc in Hungariam magnis ſumtibus & moleſtiis venire cogerentur, Illuſtriſſimo Domino Comiti de Steinville negotium commiſſum eſſe, ut itidem, ubi ſeſe ſub competenti termino praedicto Domino Generali inſinuaverint, ſicut in Hungaria, ita & ibi gratiam vitae & bonorum univerſorum habituri ſunt. Hac addita declaratione, iis intervenientibus impedimentis, quae reditum eorundem in Patriam morarentur, de ſufficienti redeundi remedio & ſecuritate providebitur. Quo magis autem hoc Pacificationis opus, etiam in Tranſylvania, ſecundum Sacratiſſimae ſuae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis Clementiſſimam intentionem, eo ordine & norma, quo hic procedat & componentur praeſentium Actorum originalia dicto Domino Generali a Steinville pro directione tranſmittenda, communicabuntur. Dignitates Magnatum ac Nobilium Regni Hungariae, ut & Tranſylvaniae, quibus ante hos belli motus fruebantur, hic non comprehendantur, cum inter bona non ſint cenſendae; non ideo, praecluſo ſupplicationis recurſu ad Auguſtam Aulam, qui etiam omni poſſibili modo ibi a nobis ſecundabitur; cumque in conſervatione Jurium & manutentione Libertatum Tranſylvaniae Principatus, cujuſcumque Nationis Incolarum erga Clementiam ſuae Sacratiſſimae Regiaeque Majeſtatis nullum ſit dubium, ejuſdemque ſecundum antiquas Regni conſuetudines, Leges, Conſtitutionesque approbatas, apud Auguſtam Aulam ordinatio & reſtauratio, omnibus officiis promovenda recipitur & promittitur; Jazygum, Cumanorum, Haiduconalium, item Oppidorum Privilegia in quantum contra Leges Regni laeſa eſſe dignoſcantur, in totum iis etiam in futura Regni Diaeta providebitur.

VI. Amniſtialis hujus gratiae Caeſareae Regiaeque participes futuri ſunt cujuſvis hoſtes bello capti Nationales.

VII. Damna durante ſuſpenſione armorum moderna cuipiam illata, comperta rei veritate ab utrinque bonificanda exiſtunt.

VIII. Ad tollendum ſcrupulum, aut quamvis difficultatem Clementiſſimae reſoluta Amniſtialis gratia vitae & bonorum, ſolenni Inſtrumento inſerta, quam totius pro Principe & univerſis, & addictis (ſtylo ad omnes Magnates, Nobiles, Cives, Libertinos Milites, Ruſticos, cujuſvis demum conditionis & ordinis Hungaros pariter & Tranſylvanos trium Nationum ſecundum conditiones ſuperius praeſcriptas extenſo) & abſque omni dubio ab Auguſta Aula confirmanda & ad omnes Comitatus Diſtrictuſque tam Hungariae Regni quam Tranſylvani Principatus pro certiori conſolatione impertienda procurabitur.

IX. Quod Sua Sacra Caeſarea Regiaque Majeſtas Regni Hungariae & Tranſylvaniae Jura, Libertates & Immunitates inviolata & ſancte ſit conſervatura, neque permiſſura, ut contra amniſtialem gratiam hanc novis contentionibus & litigiis anſa vel cauſa praebeatur, vel cuilibet quemlibet moleſtiis impetendi laceſſendique modus aut ratio ſubminiſtretur, Imo vigore clementiſſimae Amniſtialis Gratiae generalis, ne quis ſe invicem ſcommatibus, jurgiis, & altercationibus praeſcindat ſub gravi animadverſione prohibitum ſit, unde Generales Praefecti, Locorumque Commendantes, nec non & Vice-Comites, Judices Nobilium ac Magiſtratus Civium per Ordines ſerios excitabuntur, ut pro contravenientium coercitione ſeveram adhibeant adminiſtrentque Juſtitiam. ANNO 1711.

X. Salva manebit facultas in futura Regni Diaeta caetera gravamina non modo proponendi, ſed & quae pro ſalute & honore Gentis e re viſa fuerint, permiſſa votorum libertate ac clementiam Suae Sacratiſſimae Majeſtatis implorandi, ut ſane nullus dubitare debeat, Sacratiſſimam Caeſaream Regiamque Majeſtatem in conſervatione Legum praedicti Regni Hungariae & Tranſylvaniae & adhibendis ad Regni Officia indigenis toti Orbi Chriſtiano teſtatum velle reddere; quod in paterno affectu erga Hungariae Regnum & Tranſylvaniae Principatum ab iſta nihil magis deſiderari queat, uti & eadem ſumme deſiderat, ne Gens Hungara, & cujuſcunque Nationis Tranſylvaniae juxta haec Jura tractata nulli Gentium fide in Regem cedat.

Pro ultima tamen Clementiae Caeſareae Regiaeque coronide addendum, quod Caeſarea Regiaque Majeſtas omnibus & ſingulis ſuperius memoratis, Magnatibus & Nobilibus Superioris & Inferioris Ordinis, qui partibus Domini Principis Ragoczki hactenus addicti fuerunt, Amniſtialem gratiam quoad vitam & bona nihilominus ſub praefatis conditionibus conceſſuram, etſi dictus Princeps ad praefixum modo terminum non compareat, proindeque forte praefatam Amniſtialem Gratiam complecti omnino recuſaverit, aut Juramentum homagiale ſecundum propoſitam formulam per Procuratorem ſufficienti Plenipotentia inſtructum deponere noluerit, ea tamen ſpe benigne freta, quod praedicti Domini Magnates & reliqui abdicatis ejuſdem partibus in ſua fidelitate permanentes ſecuritati Patriae quovis modo proſpicere, ejuſdemque Domini Principis machinationibus ulterius nullum dare locum, ſed omnia ea rite obſervare velint, ad quae homagialis obligatio eos ſecundum Jura & Leges Patriae conſtringit. Si vero Dominus Princeps praegnantibus cauſis impeditus dictum Juramentum in praeſentia praeſtare, neque conditionibus ab eo exequendis praeſens eſſe poſſet, eidem demum concedatur illud per Plenipotentiarium in animam ſuam deferre, ac Gratiam Amniſtialem amplecti, datiſque veris & ſinceris mandatis traditionem Fortalitiorum ordinare & diſponere. Caſu vero quod Dominus Princeps traditione Fortalitiorum dimiſſioneque militiae modo ac ſine mora, praeſtitis praeſtandis, depoſitionem Juramenti fidelitatis ſecundum Formulam praeſcriptam ad terminum duarum vel forte trium ſeptimanarum differre vellet, illud ipſi etiam demum ex ſuppoſito Caeſareae ſummae benignitatis, uti ſupra dictum, conceſſum ſit, cui etiamnum ad redeundum ſemper dabitur ſub Verbo Regio plena ſecuritas, quae quidem univerſa & ſingula praemiſſis Punctis acta ſincere comprehenſa vigoreque Plenipotentiae nobis a Sacratiſſima Sua Caeſarea Regiaque Majeſtate clementer attributa in omnibus Punctis earumque clauſulis vigore praetactae clementiſſimae Plenipotentiae rata, ac in perpetuum abſque ulla exceptione vel defectu valitura, conſtanter promittimus & validamus, ac pro majori robore ſubſcriptionibus Sigilliſque noſtris ſecretioribus corroborata praedicto Domino Principi, eique hucuſque adhaerentibus univerſis & ſingulis extradenda duximus.

GENERALIS COMES JOANNES PALFY.
CAROLUS LOHER DE LINDENHEIM.

Zacmarini 29. *Aprilis* 1711.

Clementiſſimam itaque hanc Sacratiſſimae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis Domini Domini noſtri Clementiſſimi medio praeſcriptorum Plenipotentiariorum ſuorum Regno huic Hungariae partibus, Principatuique Tranſylvaniae ac eorundem univerſis Statibus, Ordinibus, Civibus ſuperioris item aeque ac inferioris conditionis Militibus, Nationibus, Incolis, imo & ipſis Ruſticis benigne reſolutam generalem Amniſtialem Gratiam benignaque Pacificationis Puncta nos quoque infraſcripti nomine totius Communitatis, abſente adhuc etiam ſuprafato Duce hactenus noſtro & Principe, omni cum demiſſione & humilitate recognoſcentes, eandem uti jam pridem magno deſiderio expectatam amplectimur, eidemque Suae Majeſtatis Sacratiſſimae debitum noſtrum homagium ſecundum annexam Juramenti formulam humillime deponimus, nihil dubitantes quin Sua Majeſtas Sacratiſſima quoque benignas praemiſſas Reſolutiones ſit ratihabitura, iiſdemque in omnibus Clauſulis & Articulis ſatisfactura. Karollii prima Maii 1711.

FOR-

ANNO 1711.

FORMA JURAMENTI.

EGO N. juro per Deum vivum Omnipotentem Cœli Terræque Creatorem. Poſtquam Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtas ex ſuperabundanti Clementia Amniſtialem vitæ & bonorum gratiam vi Plenipotentiæ Illuſtriſſimo ac Excellentiſſimo Domino Comiti Palfii ad Erdodi ejuſdem Generali Campi Mareſciallo per Regnum Hungariæ Supremo armorum Præfecto, Croatiæ Banno Cataphractorum Tribuno conceſſæ fuere, per jam dudum emanatas ac publicas declarationes propter hoſce praeteritos motus largita & impertita ſit: nec non Regni Hungariæ ac Tranſylvaniæ Jura, Leges & Libertates, tam in Politicis & Provincialibus, quam & Eccleſiaſticis receptarum Religionum negotiis per ſe ſuoſque Succeſſores ſancte conſervanda promiſerit, imo ſuam confirmationalem quoque Ratificationem obtulerit; me proinde in poſterum & ſemper uſque ad ultimum vitæ ſpiritum eidem Sacratiſſimæ Cæſareæ Regiæque Majeſtati ejuſdemque in Regno legitimo Succeſſori futurum fore fidum ac fidelem, nec quicquam contra debitum homagialis vinculi obligamen directe vel indirecte, alieno vel proprio motu & conatu in contrarium commiſſurum; ſed ea omnia rite ac probe acturum & præſtiturum re & opere, quae homagiali devotioni & obedientiæ & ſervitio agenda & præſtanda incumbunt ac incumbent. Ita juro, ſpondeo & me ſancte & inviolabili fide obligo per ſacroſancta Evangelia, uti me Deus trinus & unus adjuvet.

ANNO 1711.

SUBSCRIPTIO.

Ex parte Statuum Regni Hungariæ.

AL. CAROLY.

BERINNI.

CAS. DE REVA.

EM. DE REVA,

PETERI.

LADIS. VAIY.

JOAN. BALYAGI.

MICH. NYNZO.

JOAN. KRUISAY.

PETER HALAZ.

BACMARI MICLOS.

KOKAY MARTON.

IMBRE.

PIKO DEMETTER,

DEAK FERENZ.

SIG. BITESKUTI.

Partium Trans-Danubianarum.

DAN. RAISKI.

JOAN. BELEZNAI.

OLSKAI SANDOR.

AL. OTLIC.

NIC. SENTEI.

IMBRE.

DOMAHIDI LAZLO.

CTEPLEKI JANOS.

Ex parte Tranſylvaniæ.

MICH. BARISAY.

MICH. TELEKI.

ABR. BARCSAY.

JOSIKA.

DAN. VA.

AD. RHEDEI.

JOS. DANIEL.

GEOR. PONGRAZ.

STEPHANUS DANIEL.

LADISLAUS KILA.

DANIEL ATAI.

GAB. HALLER.

DAN. JOSIKA.

COMES STEPH. GUILAY.

MICH. KARANIDI.

FRAN. TARDI.

KUN ISTUAN.

ANDREAS RAZ.

PETRUS BALOG.

STEPHANUS HUNNIADI.

Nomina autem cæterorum univerſorum & ſingulorum, quibus hoc Concurſu actis & concluſionibus hiſce præſentes fuere homagiaque depoſuerunt extra data per

DANIELEM BULIOUSEKI,
Ex parte Hungarorum in præmiſſis Notarium.

GEORGIUM PONGRAZ,
Tranſylvanorum his Actis Notarium.

CX.

14. Mai.

Second Decret de la Reine de la GRANDE-BRETAGNE *touchant l'Indemnité promiſe au Duc de* LORRAINE, *pour le Duché du Monferrat. A Whitehal le* 14. *Mai* 1711. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 160.]

LE Memoire du Baron de Forſtner Conſeiller d'Etat, & Chambellan de Monſieur le Duc de Lorraine touchant les interêts de ſon Maître à l'égard d'un équivalent pour le Duché de Montferrat, ayant été conſideré par la Reine, Sa Majeſté m'a commandé d'y repondre, qu'Elle a déja donné, & reïteré pluſieurs fois ſes aſſûrances audit Duc, qu'Elle fera tout ce qui dépend d'Elle, afin qu'il ait toute la ſatisfaction poſſible ſur ſes juſtes prétentions; qu'Elle continuë toujours d'avoir les mêmes ſentimens pour Monſieur le Duc de Lorraine, & pour ſes interêts, qu'Elle ne manquera pas de lui faire voir les effets de ſon amitié & de ſon eſtime particuliere dans toutes les occaſions, qui ſe preſenteront, & ſur tout quand il s'agira de renouveller les Conférences pour un Traité de Paix, elle n'oubliera pas de donner des ordres très-precis à ſes Miniſtres d'appuyer en ſon nom, & avec les inſtances les plus preſſantes les demandes du Duc, afin de lui procurer une ſatisfaction ſûre & raiſonnable: Mais pour ce qui regarde la déſignation d'un équivalent dés à preſent, il eſt évident, que la ſituation des affaires eſt devenuë ſi incertaine à cauſe de la mort de feuë Sa Majeſté Imperiale, & d'autres incidens, qu'on ne ſçauroit rien faire à cette heure ſur ce ſujet; mais lorſque le temps ſera plus convenable, Sa Majeſté ſera prête à concourir avec les autres Puiſſances intereſſées pour regler l'affaire d'un équivalent, & montrer par là comme en toutes autres choſes le deſir qu'Elle a de procurer le bien, & d'avancer les interêts de Monſieur le Duc de Lorraine, & de toute Sa Maiſon.

Fait à Whitehal ce 14. *Mai* 1711.

Etoit ſigné,

J. JOHN.

CXI.

ANNO 1711.

CXI.

Deduction Abregée touchant les Differens de ſon Alteſſe Electorale de BRUNSWICK *avec le Chapitre d'*HILDESHEIM. [Mercure Hiſtorique, Mai 1711. pag. 503.]

CE fut l'an 1643. que par l'entremiſe de l'Empereur Ferdinand III., les Ducs de Brunſwick remirent l'Evêché d'Hildesheim à l'Evêque d'alors, après l'avoir poſſedé comme un Fief de l'Empire pendant plus d'un Siécle. Dans le Traité fait à cet égard le 27. Avril 1643., on ſtipula entr'autres un libre Exercice de Religion aux Proteſtans de cet Evêché ; & pour l'aſſurer davantage, on convint en même tems d'un Traité particulier qui ne regardoit que la Religion, entre les Ducs de Brunſwick, & l'Evêque & Chapitre d'Hildesheim.

Comme par ce dernier Traité l'Exercice de la Religion Proteſtante étoit limité à un certain nombre d'années, les Etats de l'Empire aſſemblez au Traité de Weſtphalie convinrent, que juſqu'à ce qu'on pût s'accorder touchant la Religion, ledit Exercice demeureroit dans toute l'étenduë de l'Empire ſur le pied de l'an 1624., annullant tous Pactes & Uſages contraires ; Et dans l'Inſtrument de la Paix, on fit mention du Traité ſuſdit, afin que dans la ſuite l'Evêque & le Chapitre n'y pûſſent contrevenir, entant qu'il étoit conforme à ce qui s'étoit pratiqué ladite année 1624. On convint même en 1651., entre les Commiſſaires de l'Electeur de Mayence & de la Maiſon de Brunſwick-Wolfenbuttel, d'un Traité ſur les affaires Conſiſtoriales, qu'on a nommé depuis *Récez Conſiſtorial*, par lequel (Art. 5.) les Pactes faits avec les Ducs de Brunſwick furent expreſſément confirmez ; & ce Récez fut ratifié l'an 1652. par l'Evêque d'alors Maximilien Henri, Electeur de Cologne.

Il porte que les Proteſtans de l'Evêché demeureront dans l'Exercice libre & entier de leur Religion, ſur le pied de l'an 1624., auquel tems ils l'avoient non ſeulement dans toute l'étenduë de l'Evêché, mais même ils l'avoient ſeuls en pluſieurs endroits, à l'excluſion des Catholiques Romains. Ce Recez porte de plus, que les affaires Conſiſtoriales ne ſeroient plus du reſſort de la Chancellerie de l'Evêque, mais qu'elles ſeroient jugées par un Conſiſtoire établi pour cet effet, comme elles l'avoient été en 1624. par les Conſiſtoires des Ducs de Brunſwick.

Ce ſont là les Pactes & les Recez qu'un zele mal réglé de Religion a fait violer tant de fois, & à tant d'égards, par la Régence, & par le Clergé Catholique Romain de l'Evêché. Ils ont bâti des Egliſes en divers endroits où les Catholiques Romains n'en avoient point l'an 1624. Ils ſe ſont emparez par force de pluſieurs Egliſes Proteſtantes, & y ont introduit le ſervice de leur Religion. Ils ont forcé les Sujets Proteſtans qui ſe trouvoient dans leurs Bailliages de ſe ſervir de Prêtres Catholiques Romains pour les Actes Miniſtériaux. Ils ont ôté aux Egliſes & aux Ecoles Proteſtantes leurs Revenus & leurs Apartenances. Ils ont obligé les Proteſtans à l'obſervation de leurs Fêtes. Ils ont mis les Egliſes Proteſtantes à l'enchere, y établiſſant pour Miniſtres ceux qui offroient la plus groſſe ſomme. Ils ont tiré devant leurs propres Tribunaux les perſonnes & les affaires qui étoient du Reſſort du Conſiſtoire. Ils ont défendu aux Officiers Proteſtans du Païs de reſpecter les Ordres & les Sentences du Conſiſtoire & de s'y ſoûmettre. Ils ont ôté les gages aux perſonnes qui compoſent la Juriſdiction Conſiſtoriale. Enfin, ils ont commis pluſieurs autres infractions qu'on peut voir plus au long dans les Déductions que les Etats Proteſtans de l'Evêché ont publiées pour faire connoître leurs griefs.

Il eſt vrai que ces Etats ayant porté leurs plaintes à l'Electeur leur Evêque, il leur promit que tout ſeroit redreſſé ; mais étant mort peu après, l'Evêque Jodoque-Edmond ſon Succeſſeur refuſa d'écouter leurs plaintes, & les obligea à demander juſtice à la Chambre Imperiale de *Wetzlar*, qui leur accorda en 1694. & 1696. les *Mandats* qu'ils demandoient ; portant, *que Juſtice ſeroit faite aux Proteſtans de l'Evêché, ſuivant la teneur de l'Inſtrument de la Paix de Weſtphalie, & du Récez Conſiſtorial, ſans aucune Reſtriction.*

Tout cela n'a produit aucun effet, & n'a pas empêché qu'on n'ait accumulé griefs ſur griefs, & qu'on n'ait agi en toutes rencontres, comme ne ſe croyant obligé à rien, juſqu'à ſe déclarer ouvertement en ce ſens-là par des Ecrits imprimez. ANNO 1711.

Il n'eſt donc pas ſurprenant que les Etats Proteſtans de l'Evêché ſe voyant ainſi traitez, ayent eu recours aux Directeurs du Cercle & à Leurs Alteſſes Electorales & Sereniſſimes de Brunſwick, qui n'ont pas manqué d'employer en leur faveur, tant auprès du dernier Evêque, que depuis ſa mort auprès du Chapitre, les interceſſions les plus preſſantes, mais qui ont été auſſi inutiles que tout le reſte.

La Maiſon de Brunſwick étant Partie principale, tant dans le Traité général que dans le Traité particulier conclus en 1643., & ayant eu tant de part au Récez Conſiſtorial ; D'ailleurs étant obligée comme les autres Etats de l'Empire, à maintenir les affaires de la Religion ſur le pied de l'an 1624. il n'étoit pas poſſible que S. A. E. n'ayant pû obtenir l'execution deſdits Pactes & Recez, ne ſe portât à employer des moyens plus efficaces pour y parvenir.

Ce fut pour arriver à ce but, que S. A. E. voyant ſes inſtances mépriſées, procéda l'an 1703. à la ſaiſie de tous les Effets appartenans dans ſes Etats au Chapitre & au Clergé de l'Evêché, ſe flatant de faire redreſſer les Griefs par cette voye. En effet, le Chapitre promit alors, qu'auſſi-tôt qu'on auroit levé la ſaiſie, il remettroit toutes choſes ſur le pied ſuſdit ; il recommença même à faire payer les gages aux Membres du Conſiſtoire, & il ſe déclara favorablement ſur quelques Articles, ce qui joint à l'interceſſion de Sa Majeſté Imperiale & de pluſieurs Princes, obligea S. A. E. à lever l'an 1709. ladite ſaiſie.

On avoit ſans doute alors tout ſujet d'eſperer que le Chapitre ſe conformeroit à des Promeſſes faites par un ſi grand nombre de Princes : Mais tout le contraire eſt arrivé, & bien loin de remedier aux griefs ; on les a encore agravez par des infractions plus énormes que les précédentes.

On a privé le Clergé Proteſtant d'une grande partie de ſa ſubſiſtance en lui ôtant ce qu'on appelle *Jura ſtolæ* ; & lors que ce Clergé a repreſenté que c'étoit là une violation expreſſe du Traité de Weſtphalie, & même de la réſolution donnée l'an 1706. par le Chapitre dans l'Aſſemblée des Etats, on leur a répondu que cette réſolution étoit nulle, n'ayant pas été priſe en plein Chapitre, & n'ayant été ſignifiée de ſa part, ni aux Baillifs, ni aux Officiers ſubalternes du Païs ; on s'eſt emparé des Cimetiéres des Proteſtans, & on a donné ordre aux Officiers de l'Evêque de prêter main forte pour cet effet aux Prêtres Catholiques Romains.

On cite en Juſtice les Miniſtres Proteſtans lors qu'ils vont conſoler les malades de leur Religion qui ſont au ſervice des Baillifs & des autres Officiers Catholiques Romains de l'Evêché, & on les condamne à des amendes, quoi que la permiſſion de viſiter leſdits malades leur ait été expreſſément accordée par la Réſolution de l'an 1706. ci-deſſus mentionnée.

On continuë à vendre au plus offrant les places de Miniſtres & de Maîtres d'Ecole, ce qui eſt non ſeulement une violation des Pactes & des Recez, mais contre toute raiſon & juſtice ; & lors que les Membres des Egliſes Proteſtantes oſent ſe plaindre de procedures ſi injuſtes, on tâche de les décourager par toute ſorte de vexations, par des procès, & même par des executions militaires.

On prive le Conſiſtoire de toute ſon autorité ; on tire devant la Juriſdiction ſéculiere les affaires qui appartiennent à la Juriſdiction Conſiſtoriale ; on fait défenſe au Conſiſtoire d'en connoître ; & lors qu'il a prononcé ſur quelques-unes, on recommence à en connoître de nouveau à la Chancelerie de l'Evêque, où on ne manque jamais de les décider en faveur des Catholiques Romains.

Son Alteſſe Electorale ne pouvant pas diſſimuler des infractions ſi criantes, n'a pas manqué de faire ſouvenir le Chapitre de ſes promeſſes & de le preſſer ſur cela. La réponſe a été *qu'on avoit déja redreſſé pluſieurs Griefs*, mais qu'on avoit differé de remedier aux autres, d'un côté *parce qu'on n'étoit pas d'accord touchant les principes ſuivant leſquels on devoit proceder*, & de l'autre *parce qu'on ne convenoit pas des faits*, ajoû-

ANNO 1711. ajoûtant qu'à la prochaine Assemblée des Etats on feroit une nouvelle tentative.

Il est de notorieté publique que la premiére partie de cette Réponse est fausse, *puis qu'aucun Grief n'a encore été redressé*, & qu'on n'a pas même tenu aux Protestans ce qui leur avoit été promis dans l'Assemblée de 1706. Et à l'égard de la seconde, il est visible qu'elle ne tend qu'à éluder l'execution du Traité de Westphalie & du Récez, & à traîner les choses dans une longueur sans fin. C'est ce qui a obligé S. A. E. (après avoir inutilement representé au Chapitre que les principes suivant lesquels on devoit proceder, étant clairement établis par ledit Traité & le Recez, ils ne devoient plus être sujets à aucune contestation) de faire saisir de nouveau dans ses Etats les effets qui se sont trouvez appartenir au Clergé Catholique Romain de l'Evêché d'Hildesheim, dont la saisie n'avoit été levée en 1709. qu'à condition que les Griefs touchant la Religion seroient redressez.

Comme cette saisie s'est faite peu de tems avant que les Etats s'assemblassent, S. A. E. avoit espéré qu'elle obligeroit le Chapitre à examiner ces Griefs & à y remedier De sorte qu'Elle a été fort surprise d'apprendre qu'il ne s'étoit rien passé à cet égard, sinon que de la part du Chapitre on avoit tâché de se justifier sur deux ou trois Griefs, & que les Etats ayant fait voir que ces Griefs étoient entierement incompatibles avec le Recez Consistorial, le Chapitre avoit déclaré *que ce Récez n'étoit aucunement obligatoire, & qu'il ne prétendoit pas y être tenu.* C'est ainsi que le Chapitre s'est expliqué sur un Recez conclu suivant l'intention du Traité de Westphalie, dont les Commissaires de Mayence & de Brunswick Wolfenbuttel étoient convenus avec les Deputez d'Hildesheim, qui avoit été ratifié par l'Electeur de Cologne alors Evêque; que la Chambre Imperiale de Wetzlar avoit décidé être la Régle suivant laquelle la Justice devoit être administrée aux Protestans; & que le Chapitre avoit promis à S. A. E. d'observer, lors qu'il avoit obtenu la levée de la saisie de ses effets.

La Déclaration que le Chapitre a fait mettre sur le Protocolle de l'Assemblée des Etats porte, *qu'il ne regarde point le Recez Consistorial comme obligatoire, puis qu'il avoit été imposé à l'Evêque malgré lui l'an* 1651.; mais le comble de la hardiesse, c'est que le Chapitre a osé écrire la même chose à S. A. E. & à S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel dans des Lettres datées du 6. de Février de la presente année 1711., y joignant copie du Protocolle susdit; ce qui fait clairement connoître que toutes les esperances que le Chapitre avoit données de redresser les griefs, & d'observer les Pactes & les Recez, avoient été illusoires, & n'avoient eu pour but que d'endormir les Etats Protestans de l'Empire, & en particulier S. A. E., pour avoir les mains d'autant plus libres à opprimer les Protestans de l'Evêché, & à abolir les Pactes & les Recez qui font toute leur sûreté. Et comme un tel procedé est contraire à l'équité naturelle; & à toutes sortes de Droits; & que s'il avoit lieu on ne pourroit jamais s'assurer de personne, & la foi des Traitez seroit aneantie, S. A. E. espere qu'on ne pourra pas trouver mauvais qu'étant fondée sur les Pactes & sur les Recez susdits, elle accorde aux Protestans de l'Evêché la Protection qu'ils lui demandent; & qu'elle insiste que non seulement lesdits Pactes & Recez soient inviolablement observez, & que tout ce qui s'est fait au contraire soit redressé; mais aussi que le Chapitre lui donne des sûretez suffisantes de n'en agir plus de même à l'avenir, afin qu'on puisse être à couvert de nouvelles infractions, & que les Protestans de la Ville & de l'Evêché d'Hildesheim jouïssent tranquillement de leurs Droits.

Le procedé du Chapitre a été si odieux, que S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel (quoi que Catholique Romain) lui en a témoigné son mécontentement, ayant envoyé un de ses Conseillers à Hildesheim pour faire des plaintes au Chapitre de la Lettre qu'il avoit reçûë, & de la déclaration mise sur le Protocolle de l'Assemblée des Etats contre la validité du Recez Consistorial; demandant que les Griefs de Religion fussent incessamment redressez, & les Pactes conclus avec sa Maison reconnus pour obligatoires; & déclarant que jusqu'à ce qu'on eût donné satisfaction à S. A. E., il feroit cause commune avec elle.

Ce n'est pas seulement dans les affaires de Religion, mais aussi dans les Civiles, que le dernier Evêque & le Chapitre ont travaillé à la ruïne des Protestans de l'Evêché. C'est ce qui a paru clairement dans le *Droit de Brasserie* dont ils ont presque entiérement privé la Ville d'Hildesheim: Et comme S. A. E. est Protecteur de ladite Ville, comme ses Ancêtres l'ont été, & que les Pactes conclus avec sa Maison portent que les Habitans de l'Evêché, & en particulier ceux de la Ville, seront maintenus dans la possession de leurs Droits tant Civils qu'Ecclesiastiques, il est juste que S. A. E. leur fasse ressentir sa Protection à l'un & à l'autre égard (*sur quoi la Déduction entre dans un Detail très exact.*)

ANNO 1711.

Et afin qu'on ne s'imagine pas que l'Infanterie que S. A. E. a mise dans Hildesheim & Paine fasse aucune brêche aux Revenus ordinaires de l'Evêché, il est bon de sçavoir qu'elle n'est aucunement à charge à ces deux Villes, étant entretenuë de la Caisse de Guerre de S A. E.; & que les Troupes qui sont dans le plat-Païs, ne sont point dans le Bailliage de l'Evêché, mais seulement dans ceux du Chapitre, & *ne tirent leur entretien ni du Païsan, ni de la Caisse des Contributions, ni même des Domaines de l'Evêque*; mais qu'elles sont aux dépens du Chapitre, tirant la paye ordinaire, & rien au delà, des trois Bailliages qui lui appartiennent, du Revenu desquels on n'a jamais rien appliqué à des usages publics, ni au payement des Troupes de l'Evêché, &c. De sorte que les Troupes de S. A. E. n'aportent pas la moindre diminution à la Caisse des Contributions, qui est le fonds dont on tire le payement du Bataillon que l'Evêché fournit à l'Empire pour son Contingent, & qui est à present en Garnison à Fribourg, &c.

On laisse à juger après tout ce qui a été dit, si S. A. E. peut retirer ses Troupes avant que le Chapitre lui ait donné satisfaction sur des Griefs, qui sont d'une telle importance que l'entiere ruïne des Protestans de l'Evêché en dépend, & d'une notorieté si publique que le Chapitre même est obligé d'en convenir; de sorte que ne pouvant nier les faits, il nie le principe & il soûtient que les Pactes & les Recez ne sont pas obligatoires. On laisse à juger si après tant de promesses qui sont demeurées sans aucune execution, S. A. E. doit encore se contenter cette fois de simples paroles, ou si elle doit admettre quelque expedient qui engage l'affaire dans de longues discussions, & qui donne le tems au Chapitre d'opprimer de plus en plus les Protestans de l'Evêché, & de les réduire à un si petit nombre qu'ils ne paroîtront plus meriter aucune consideration. Que si le Chapitre se porte, comme il le faut esperer, à donner à S. A. E. la juste satisfaction qu'Elle demande, elle ne differera pas un seul moment à retirer ses Troupes, & à faire voir combien est mal fondée l'imputation répanduë malicieusement dans le monde qu'Elle a en vûë de s'approprier l'Evêché. C'est ce dont on devroit être entierement desabusé par l'experience du passé, les Troupes de la Sereniſſime Maison qui furent mises dans Hildesheim l'an 1703. en étant sorties, sans que S. A. E. ait eu à cet égard aucun reproche à se faire que celui de les avoir retirées avec trop de facilité, & de n'avoir pas pris alors toutes les précautions nécessaires pour guérir le mal, en sorte qu'il ne fût pas besoin d'y appliquer une seconde fois le même remede.

CXII.

Resolution de L. H P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas en Reponse à une Lettre du Czar qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût se joindre incessamment aux siennes.* 15. Juin.

Du Lundi 15. *Juin* 1711.

OUï le raport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires étrangeres, aiant en consequence & pour satisfaire à la Resolution commissoriale du 6. du courant examiné la Lettre de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, écrite de Jawarow le 29. d'Avril passé, tendante à ce que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire en conformité des Actes passez sur ce sujet, soit promptement assemblé; & puisque Sa Majesté le Roi de Suede a déclaré de ne point vouloir se tenir à cette Neutralité, que ledit Corps

ANNO 1711. puisse se joindre aux troupes de Sa Majesté Czarienne & de ses Alliez les Rois de Dannemarck & de Pologne, & agir contre celles de Suede, ainsi qu'il est plus amplement porté dans ladite Lettre. Aiant d'ailleurs examiné les Memoires du Sr. Matueof, Ambassadeur ordinaire de sadite Majesté Czarienne, touchant & par raport au même sujet. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté qu'on écrira à sadite Majesté Czarienne, que LL. HH. PP. se tiennent obligées à Sa Majesté Czarienne de l'agreable temoignage, qu'elle a de nouveau bien voulu donner de son inclination pour elles & pour Leurs Hauts Alliez, & de la considération qu'elle a eu pour eux, pour ne rien faire qui pût leur faire de l'obstacle ou de la peine dans la Guerre qu'ils sont obligez de faire à la France. Que de leur côté reciproquement elles ont eu pour Sa Majesté & pour son Amitié toûjours une haute estime qu'elles conservent encore; & qu'en cette consideration elles ont gardé une parfaite impartialité par raport à la Guerre du Nord, dont Sa Majesté Czarienne a temoigné plus d'une fois d'être satisfaite. Qu'elles auroient volontiers vu & souhaité que la conservation de la Neutralité dans l'Empire, telle que par les Actes passez sur cela, avoit été projettée, eut été acceptée par les Hauts Alliez engagez dans la Guerre du Nord. Que quoique leurs demarches pour y parvenir n'aient pas eu le succès desiré pour en venir à bout, ladite Neutralité n'aiant été acceptée que sous certaines conditions, & que même à present Sa Majesté de Suede, s'étoit à leur regret declarée, de ne vouloir pas se tenir à ladite Neutralité. Que LL. HH. PP. avoient neanmoins toûjours été de sentiment que ladite Neutralité doit être conservée & de ne point laisser que de faire des instances auprès de Sa Majesté le Roi de Suede afin de vouloir encore aprouver la Declaration donnée par la Regence de Suede en l'absence de Sa Majesté. Que cependant LL. HH. PP. croient qu'on ne peut pas leur imputer d'avoir negligé la moindre chose, qui fût en leur pouvoir de faire suivant les Actes passez sur ladite Neutralité. Que deja avant l'hyver passé leur contingent pour le corps destiné au maintien de ladite Neutralité, qu'elles devoient fournir, avoit été prêt & tenu sur les plus proches frontieres, pour être toûjours à portée, & pour pouvoir en cas de besoin marcher au rendez-vous, quoi qu'on auroit peu besoin de troupes ailleurs, & qu'à present les Bataillons qui doivent être fournis pour le compte de l'Etat pour ce Corps-là, sont depuis quelque tems en marche vers le rendez-vous dans la Silesie; & seront aparemment bien-tôt arrivez-là, & y seront à tems. Que LL. HH. PP. aiant ainsi fait leur devoir, n'ont pas laissé que d'exhorter leurs Alliez qui doivent aussi fournir leurs troupes pour ce Corps, de les envoier au Rendez-vous, & qu'elles continueront de les presser. Et que pour ce qui regarde ce qu'on doit faire avec ce Corps-là, que cela doit être reglé suivant la situation des affaires & des incidents qui peuvent survenir, & comme ledit Corps doit être composé de Troupes de diverses Puissances, également interessées dans la conservation du repos & de la Neutralité dans l'Empire, aussi les ordres audit Corps doivent-ils être donnez d'un commun accord. Et que LL. HH. PP. concerteront, & continueront de tems en tems à concerter avec les Ministres de ces Puissances qui resident ici les ordres & les mesures qu'on doit prendre par raport à ce Corps, suivant la situation des affaires qui arriveront, pour parvenir au but pour lequel on l'a assemblé. Et après avoir de leur côté satisfait à ce qui est porté par les Actes de neutralité, & en aiant assemblé un Corps si considerable dans le milieu d'une onereuse Guerre, dans laquelle il pourroit être emploié avec beaucoup de succès contre l'Ennemi commun; la bonne volonté des Hauts Alliez paroit surabondamment pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire. Et elle a même deja produit quelqu'effet, puisque suivant les informations que LL. HH. PP. ont, elle a fait faire plusieurs reflexions à la Porte Ottomanne, & a-t-elle peut-être été la cause que les preparatifs de Guerre ont trainé plus qu'on n'avoit pensé. Qu'ainsi on étoit dans l'esperance & une ferme assurance que Sa Majesté Czarienne considerant suivant sa grande sagesse tout ce que dessus, ne concevra aucune pensée desavantageuse de leur conduite, mais persevera toûjours dans la bonne volonté qu'elle a eu pour cet Etat, & pour la cause commune des Hauts Alliez, ainsi que LL. HH. PP. de leur côté tâcheront toûjours de donner à Sa Majesté Czarienne des preuves de la haute estime, qu'elles ont pour l'amitié de Sa Majesté Czarienne. Et cette Rescription avec une copie de ceci sera remise par l'Agent Rosenboom entre les mains dudit Sieur Matueof, pour lui servir de reponse sur les Memoires qu'il a presenté sur ce sujet. ANNO 1711.

CXIII.

Resolution de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de* SUEDE *au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord.* 15. Juin

Du Lundi 15. Juin 1711.

OUï le raport des Sieurs Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qui suivant & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 4. Mars dernier, ont examiné la Declaration de Sa Majesté le Roi de Suede, au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord, presentée par le Sieur Palmquist, Envoié Extraordinaire de sadite Majesté dans une Conference, contenuë plus amplement dans les Notules du 4. Mars dernier; comme aussi la demande faite en même tems par ledit Sieur Palmquist pour un prompt secours, en vertu du Traité de Travendahl, pour le maintien de la Paix suivant ledit Traité, ajoûtant qu'en cas qu'il ne puisse l'obtenir, sadite Majesté esperoit qu'alors elles voudroient bien excuser les mesures qu'il seroit en ce cas-là contraint de prendre, pour y parvenir, dont il souhaiteroit fort d'être dispensé pour l'amour des Alliez, n'étant aucunement porté à leur préjudicier, & à traverser leurs affaires, ainsi s'attendant qu'on aura les mêmes égards pour celles de Sa Majesté. Sur quoi aiant été déliberé, il a été trouvé bon & arrêté, de prier par celle-ci & de commettre lesdits Sieurs Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qu'avec deliberation & concert avec les Sieurs Ministres des Puissances interessées dans la conservation de la Neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre dans le Nord, ils donnent verbalement pour réponse audit Sieur Palmquist: Que la Declaration de sadite Majesté au sujet de ladite Neutralité dans l'Empire n'avoit pû autrement que, contre leur attente, surprendre LL. HH. PP., aussi-bien que les autres Puissances interessées, car il étoit connu audit Sieur Palmquist que les Actes au sujet de ladite Neutralité avoient été arrêtez après une mûre deliberation, par raport à la constitution des affaires, au tems que ces Actes ont été faits, & que suivant eux les Provinces mêmes de Sa Majesté de Suede situées dans l'Empire, étant mises à couvert contre toute attaque d'ennemi, il étoit aussi raisonnable que de la part des mêmes Provinces on ne commit aucun acte d'hostilité; mais que le tout seroit resté dans l'état, dans lequel les affaires étoient alors. Que cela n'a pas seulement été le sentiment des Puissances, qui se sont engagées pour le maintien de ladite Neutralité, sur le pied porté par lesdits Actes; mais aussi celui du Senat, chargé de la Regence en l'éloignée absence de sadite Majesté, lequel a aprouvé & agréé ladite Neutralité, jusques-là que lui aiant été offert de prendre les Troupes, que sadite Majesté avoit dans ses Provinces dans l'Empire; il en est venu à une Negociation: Que ledit Senat aiant une parfaite connoissance de la constitution, dans laquelle les affaires étoient pour lors, il est à presumer qu'il a fait en cela ce qu'il a jugé être conforme tant à l'intention qu'au veritable interêt de Sa Majesté, pour en être d'accord. Que les Puissances s'interessant dans la conservation du repos dans l'Empire n'ont pû faire autre chose que de deferer au sentiment dudit Senat, & de se reposer en cette occasion sur l'aprobation qu'il avoit donnée à la proposée Neutralité. Et comme Sadite Majesté auroit eu raison de se plaindre, au cas que les Puissances interessées n'eussent pas deferé au sentiment dudit Senat, chargé en l'absence de Sa Majesté, de la Regence, & dans la supposition que celui-ci est informé

ANNO 1711. mé de l'intention de Sa Majesté aussi bien que du veritable interêt de ses Roiaumes & Etats ; qu'ainsi aussi lesdites Puissances, qui ont travaillé sur de si bons fondemens à l'ouvrage de ladite Neutralité, auroient raison de se plaindre en cas que Sadite Majesté ne se tînt pas à la Declaration donnée ci-devant par le Senat avec bonne connoissance des choses. Que pour cela elles prient encore que Sa Majesté ne veuille pas se departir de la Declaration donnée ci-devant par le Senat, mais plûtôt l'aprouver, & qu'on priera ledit Sr. Palmquist d'y emploier ses bons offices. Et pour ce qui regarde le secours, exigé en vertu du Traité de Travendhall : Que lesdits Sieurs Deputez donneront verbalement en reponse audit Sieur Palmquist. Que quoique LL. HH. PP. soient en doute si de la part de Sadite Majesté l'on ne donne pas trop d'étendue à l'obligation qui resulte à leur charge du Traité de Travendhal, ce qui seroit sujet à une exacte recherche & aplication, & quoique conjointement avec leurs Hauts Alliez elles soient engagées dans une onereuse Guerre qui les dispense suffisamment dans ces tems & ne leur permet de donner du secours, ce qu'elles pourroient autrement faire, & à quoi autrement leur bonne volonté pourroit s'étendre ; que neanmoins de leur côté elles aideront volontiers à contribuer tout ce qui pourra servir au retablissement de la premiere tranquillité par une Paix generale, & par-là faire toutes les reflexions possibles & raisonnables sur les interêts de Sadite Majesté, s'assurant fermement que Sadite Majesté ne prendra aucune mesure par laquelle la cause commune de LL. HH. PP. & de Leurs Hauts Alliez puisse recevoir du prejudice.

CXIV.

1. Juill. *Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ, *&* ACHMET *Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'Azof doit estre renduë a la Porte Ottomane, avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel-Achir l'an de l'Hegire* 1123. *& le* 21. *Juillet* 1711. [Sur une Copie envoyée de Constantinople par un Ministre public.]

LA raison de cet Ecrit auquel on doit ajoûter foi est : Que par la Grace de Dieu, la Victorieuse Armée Musulmanne, ayant étroitement resserré le Czar de Moscovie avec toute son Armée dans le Voisinage de la Riviére de Pruth, il a lui-même demandé la Paix, & sur ses Instances, les Traitez & Articles ont été reglez & accordez en la maniére qui suit.

1. Qu'il rendra la Fortereſſe d'Azoph avec son Territoire & ses dépendances, dans le même état où elle étoit quand il la prit.

2. Que Faiganrock, Kamenki, & le nouveau Fort, construit sur la Riviére de Saman, seront entiérement démolis, sans que jamais on puisse faire bâtir d'autres Forts au même lieu ; & que le Canon avec les Munitions du Fort Kamenki, seront laissez à la sublime Porte.

3. Que le Czar ne se mêlera plus des Polonois ni des Cosaques qui dépendent d'eux, & qu'on apelle Barabasci & Potcati, non plus que de ceux qui dépendent du très heureux Han-Doulet-Gherai, mais qu'il les laissera sur l'ancien pied & qu'il retirera toutes ses forces de leur Païs.

4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien gardée ; mais que personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur.

5. Que tous les Musulmans qui ont été faits Prisonniers, ou Esclaves par les Moscovites, avant ou pendant cette Guerre, seront remis en liberté.

6. Que le Roi de Suéde s'étant rangé sous les Aîles de la puissante Protection de la Haute Porte, aura un libre & sûr passage pour s'en retourner, sans pouvoir y être empêché, ou retenu en aucune maniére par les Moscovites ; & que la Paix se fasse entr'eux, s'ils sont inclinez à la faire, & s'ils peuvent s'entendre entr'eux.

7. Et à l'avenir il ne sera fait aucun tort ou dommage par la Porte aux Moscovites, comme pareillement ceux-ci n'en feront point aux Sujets & dépendans de la Haute Porte.

ANNO 1711. La Bonté Royale & infinie de mon très-Puissant & Gracieux Seigneur & Empereur est supliée qu'il lui plaise de ratifier les susdits Articles ; & d'oublier la précédente mauvaise conduite du Czar.

C'est en la maniére ci-dessus exprimée, qu'en vertu du Plein-Pouvoir qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, & lui en ai consigné l'Instrument. Nous conviendrons aussi des Otages qui seront donnez par le Czar, pour l'accomplissement des Articles qu'il contient. Pareillement les Traitez de Paix apellez Temeruki seront échangez de part & d'autre ; & ensuite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en son Païs, par le plus court chemin ; sans qu'il lui soit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuse, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci-dessus seront éxécutez, & la Capitulation échangée des deux côtez ; ensuite de quoi, & après que tout aura été à éfet, nous donnerons congé aux deux Otages qui se trouvent présentement dans l'Armée Victorieuse, savoir le Renommé entre les Grands de la Nation du Messie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphirof, & le Petit-fils de Czeremet Michel de Boriz, desquels la fin soit heureuse ; & nous leur permettrons aussi-tôt de retourner en leur Païs. En foi de quoi, le présent Instrument a été signé au susdit Camp le 6. de la Lune Gemaiel-Achir de l'an 1123. ; ou le 21. de Juillet 1711.

Autre Copie du même Traité signée des seuls Ministres de Sa Majesté CZARIENNE. *Au Camp le* 12. *Juillet. vieux stile* 1711. [Sur une Copie qu'on dit avoir été commeniquée à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies par l'Ambassadeur de Sa Maj. Czarienne.] 12-23. Juillet.

DIVINA favente gratiâ Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czari & Magni Ducis Petri Alexiowitz totius Russiæ Autocratoris nos infra scripti nominati Plenipotentiarii hisce notum facimus. Nos cum Serenissimi ac Potentissimi Domini Sultani Achmetis Chami Illustrissimo Magno Vizirio Machmete Passia, post exortum inter utriusque Imperium Bellum, sequentem de æterna pace Tractatum conclusisse.

1. Postquam Pax inter Czaream Majestatem, & Sultaneam Majestatem quæ jam antea interceſſit rupta esset, utriusque Exercitus etiam jam manus conseruissent, ulteriorem & omnimodam tanti humani sanguinis effusionem prævertendi animô, de restauranda pace consilium initum æternumque duratura Pax sequentibus sub conditionibus inita fuit & concluſa. Utpote restituantur Turcis occupatæ ab illis Urbes, & noviter extructæ iterum destruantur ; utraque ex parte vacuæ relinquantur ; tormenta omnia & res tormentaria commeatusque Bellici, & alia ex illis abducta Czareæ Majestati permaneant, exceptis in Camemnon Tolin existentibus tormentis, quæ Turcis tradantur.

2. Utriqué Parti Polonorum rebus se se immiscere vel illorum Subditos & Terras sibi arrogare non sit liberum.

3. Mercatores tam Czareæ Majestatis Subditi in Imperium Turcicum quam Sultaneæ Majestatis in Imperium Ruthenicum iter facere, redire & Commercia agere, omni libertate gaudeant.

4. Quia Rex Sueciæ protectioni Sultaneæ Majestatis se commisit, idcirco Czarea Majestas, Sultaneæ Majestatis amicitiæ gratia, se illi liberum securumque reditum & transitum in ipsius terras concesſuram promittit, &, si invicem convenire possunt, Pacem cum illo inituram.

5. Utriusque Partis tam Russicæ quam Turcicæ Subditis in posterum damnum vel detrimentum aliquod a nemine inferatur.

6. Vigore Tractatus hujus omnia antecedenter commissa acta hostilia oblivioni tradantur ; & facta Exemplarium permutatione (ad quem Actum nos sufficienti Plenipotentia instructi sumus) utriusque Partis Exercitus recedant neque in itinere alter alteri impedimentum afferat vel damnum.

7. Captivi Turci quotquot illorum in Imperio Czareæ Majestatis & præsenter hic in Castris reperiuntur

ANNO 1711. libertate donabuntur ; similiter ex parte Sultanæ Majestatis omnes post ruptam Pacem in captivitatem abducti Subditi Rutheni dimittentur & pristina libertate gaudebunt.

In quorum fidem nos hunc Tractatum propriis manibus subscripsimus, Sigilloque notavimus, & cum Illustissimo Magno Vizirio Exemplaria permutavimus. Datum in Castris Turcicis, stilo veteri die 12. Julii 1711.

Imperii Vice-Cancellarius Baro PETRUS SCHAFFIROUW.

Generalis Major Comes MICHEL SCHEREMETOUW.

CXV.

28. Juillet *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *sur la Succession d'*ORANGE.

Le Mardi 28. *Juillet* 1711.

LEs Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne de glorieuse memoire, ont raporté à l'Assemblée qu'en consequence & pour satisfaire à la Resolution de LL. HH. PP. du 27. du courant, ils avoient parlé avec Messieurs Ilgen & Hymen, Ministres de Sa Majesté le Roi de Prusse, sur le fondement de la conçûë Resolution inserée dans les Notules de hier pour accommoder du mieux les affaires mentionnées, & ont en même tems livré ladite projettée Resolution, redressée en certains Points, ainsi qu'elle est inserée comme suit.

Ouï le raport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne, aiant en consequence & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 20. du courant, examiné le Memoire du Sieur de Hymen, Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Prusse. Par où il témoigne à LL. HH. PP. combien Sa Majesté est touchée du triste malheur, arrivé à Monsieur le Prince de Nassau en venant de l'Armée ici, aussi bien que l'inclination de Sa Majesté de donner à Madame la Princesse Doüairiere, & aux Descendans dudit Sieur Prince des preuves réelles de l'estime & de l'affection de Sa Majesté, contenant d'ailleurs quelques considerations sur l'état où étoit tombée par ce fatal évenement la negociation sur les differens touchant la Succession, & demandant une Resolution de LL. HH. PP. sur divers Points contenus dans ledit Memoire, & dont il est plus amplement fait mention dans les Notules du 20. du courant mois. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné en réponse audit Sieur de Hymen sur ledit Memoire : Que LL. HH. PP. ne sont pas moins extrêmement touchées que sadite Majesté par le deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau de glorieuse memoire dans la fleur de son âge, & d'une maniere si fatale, qui doit inspirer de la compassion à tout le monde : Que LL. HH. PP. regardent la mort dudit Sieur Prince comme une grande perte : qui en attendant la compassion qu'il a plû à Sa Majesté de témoigner sur ce triste évenement leur est fort agreable & consolant, & particulierement la declaration de la Roiale affection de Sa Majesté pour Madame la Princesse Doüairiere, & les Descendans dudit Prince, avec la favorable assurance que Sa Majesté veut donner des preuves réelles de son affection, dont LL. HH. PP. ne peuvent pas douter puisque ledit Sieur Prince a bien voulu entreprendre le voiage pour venir ici, & qu'il venoit avec une disposition d'aporter de son côté toute la raisonnable facilité pour ajuster les differens qui étoient sur le tapis ; & Sa Majesté aiant souvent témoigné d'en faire de même de son côté, & même par de remarquables avantages & de vouloir donner à l'infortuné Prince des preuves de la particuliere estime de Sa Majesté pour sa personne, LL. HH, PP. avoient conçû une esperance bien fondée des deux parties, que par leurs bons & bien intentionnez offices on auroit mis une bonne fin depuis si long-tems souhaitée aux affaires au contentement de l'une & l'autre Partie interessée. Mais qu'à present à leur profond chagrin & douleur, l'inopiné & deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau a aporté un entier changement à l'état des affaires à l'égard de la negociation pour un accommodement, puisque par ladite mort du Prince le Plein-pouvoir qu'il avoit donné étoit venu à cesser, & ledit Sieur Prince aiant laissé une fille unique âgée d'un an, & Madame la Princesse son Epouse à present Doüairiere, grosse de quelques mois, il est aisé à comprendre que ladite Princesse Doüairiere, qui comme Mere doit être Tutrice de ses enfans mineurs, n'est pas en état dans sa presente incommodité & très grande affliction, de prendre connoissance des affaires, ni de donner les ordres & l'autorisation pour la continuation de la negociation, il est d'une absoluë & inévitable necessité, de cesser à present la negociation, du moins pour quelque tems, jusques à ce qu'on puisse la reprendre ; qu'en consequence LL. HH. PP. jugeroient être à propos, que le tout fut laissé dans l'état où il est à present, jusques à ce que Madame la Princesse Doüairiere ait eu un suffisant tems pour pouvoir mettre ordre à ses affaires, pour alors avec l'agréement de l'une & l'autre des hautes Parties interessées reprendre la negociation. LL. HH. PP. ont ensuite vû par ce Memoire que les pensées de Sa Majesté tendent que, quoique la negociation sur les affaires au principal ne peut pas être continuée à present, cependant on peut par provision disposer des points contenus dans ledit Memoire, les jugeant pour la plûpart fondez sur les Resolutions de LL. HH. PP. du 2. & 21. Avril passé ; & elles ont une forte inclination pour donner des marques à Sa Majesté de leur haute estime pour Sa Majesté & pour son amitié & pour complaire à Sa Majesté & lui donner du contentement en tout ce qui est en leur pouvoir & qui peut en quelque maniere être avec équité exigé d'eux.

Qu'ainsi en cette vûë aiant consideré avec attention ce qu'elles pourroient & oseroient en cette occasion prendre sur eux de faire pour le contentement de Sa Majesté sans préjudicier à personne. Elles, pour ne pas venir en discussion ou contestation, si & jusques où lesdites Resolutions du 2. & 21. Avril de cette année, sont encore aplicables, dans le present inopiné évenement, comme aussi pour encore éviter l'examen, quels Biens du Prince FREDERICK-HENRI de glorieuse memoire ne sont point en contestation entre les hautes Parties interessées, & du different qui pourroit naître sur la defalcation de la legitime & Trebellianique, outre le rabais touchant le paiement des dettes & legs, n'y aiant à present personne ici qui puisse soûtenir les Droits ou les prétentions des Heritiers du feu Prince là-dessus, aussi LL. HH. PP. n'étant point Juges pour decider en cas de contestation. Que cependant pour laisser le tout autant qu'il est possible en son entier jusques à ce que les negociations pour le principal puissent ci-après être reprises & continuées, LL. HH. PP. sont d'opinion que la suivante Resolution peut servir à cela. Savoir que par provision & sans diminuer le droit & prétention d'un chacun, qui sont laissez en toutes leurs parties dans leur entier à l'égard de tous les Biens de la Succession, sans donner par cette provision le moindre droit à aucun, ou d'en prendre plus qu'on n'en avoit ci-devant, Sa Majesté le Roi de Prusse, outre ce dont il est à present en possession, aura encore par provision sur les biens & revenus de ladite Succession une somme annuelle de 50000. florins. Qu'à cette fin on livrera à Sa Majesté les Biens de Naeldwyck, Honsholredyck, Wateringen, le Opstal, le Honderland, Orange Polder, 's Gravesande, la Maison de Nieubourg, & la Maison dans le Nord-Eynde, comme aussi le Haut & Bas Swaluwe, dont les revenus après la soustraction des charges, sont calculez à la somme annuelle de 26033. florins 4. sols ; que le surplus jusques à ladite somme de 50000. florins annuels, sera fourni des revenus des Biens de la Succession, qui restent sous l'administration de LL. HH. PP., par où ce qui étoit tiré des revenus pour l'entretien desdites Maisons cessera. Qu'outre cela Sadite Majesté pourra se servir de la Maison de Dieren avec les meubles qui y sont à present, & qui apartiennent aux Heritiers du Prince de Nassau, pendant le tems qu'il plaira à Sa Majesté d'y être en personne. Bien entendu que par-là il n'en naîtra aucun droit à Sa Majesté, au delà de celui qu'il a pre-

ANNO 1711. preſentement; mais que tout reſtera *in ſtatu quo* juſques à ce qu'il en ſoit autrement convenu entre les hautes Parties intereſſées, ou décidé par un Juge. Que par contre par proviſion, & ſans diminuer les Droits & prétentions d'un chacun, comme ci-devant les Heritiers du Sieur Prince de Naſſau tireront des revenus des Biens de la Succeſſion, qui reſteront ſous l'adminiſtration de LL. HH. PP. une ſomme annuelle de 150000. florins, & au cas que Madame la Princeſſe Doüairiere, comme Mere & Tutrice de ſon enfant, ou enfans mineurs, ſouhaitât qu'au lieu d'avoir ladite ſomme annuelle de 150000. florins en argent, on lui remit auſſi quelques fonds, qu'alors on lui remettra auſſi proviſionnellement quelques Biens, excepté qu'alors on aura égard à la convenance de l'Etat, & des Provinces en particulier; & que Buren & Leerdam ne ſeront point donnez à aucune des Parties inintereſſées, que de leur concert.

Que pareillement il ſera laiſſé à la diſpoſition de Madame la Princeſſe Doüairiere en ſa qualité, de pouvoir ſe ſervir de la Maiſon de Loo y étant en perſonne ſur le même pied que ci-deſſus il a été dit par raport à Sa Majeſté de Pruſſe touchant la Maiſon de Dieren.

Que d'ailleurs ſuivant l'amitié que Sa Majeſté de Pruſſe a temoigné de vouloir avoir pour Madame la Princeſſe Doüairiere & les Deſcendans du Sieur Prince de Naſſau, ladite Dame Princeſſe Doüairiere dans ſa qualité de Mere & Tutrice, en conſideration de ſa préſente incommodité, aura encore des Biens de ladite Succeſſion une fois la ſomme de 150000. florins, paiables la moitié au plûtôt, & l'autre moitié dans 2. termes annuels. Après que les ſommes ſuivant cette Reſolution reçûës par Sa Majeſté & par les Heritiers du Prince de Naſſau avec le paiement prealable des charges & interêts, s'il venoit à être trouvé qu'en defalquant la ſomme à Sa Majeſté de Pruſſe, auſſi-bien que celle aux Heritiers du feu Prince de Naſſau, les interêts des capitaux à la charge de la Succeſſion ne pourroient pas être paiez hors des revenus des biens qui reſtent ſous l'adminiſtration, en tel cas ce qui manqueroit ſeroit defalqué à l'une & l'autre des Parties à proportion, après que le Conſeil autoriſé à l'adminiſtration proviſionelle de la ſucceſſion aura par compte ou autres valables preuves, fait paroitre ce qui pourroit y manquer. Que le ſuſdit don étant auſſi par proviſion ſans diminuer les Droits & pretenſions d'un chacun, la negociation ſur le principal pour en venir à un final accommodement ſera repriſe dans 6. mois après que Madame la Princeſſe Doüairiere ſera, ſous la benediction de Dieu, ainſi que LL. HH. PP. eſperent & ſouhaitent, delivrée du fruit qu'elle porte preſentement, ou plûtôt ſi faire ſe peut. A cet effet LL. HH. PP. requerront ladite Dame Princeſſe Doüairiere d'envoier de nouveau ici ſon Plenipotentiaire afin de reprendre conjointement avec celui de Sa Majeſté de Pruſſe la negociation, & s'il eſt faiſable de la pouſſer à une bonne fin. Pour cela LL. HH. PP. continueront à emploier leurs bons offices, & qu'en reprenant ladite negociation pour un accommodement final, on mettra pareillement alors ſur le tapis les autres Points contenus dans le Memoire.

Et pour ce qui regarde l'évacuation de Meurs, puiſque c'eſt un point, ſur lequel LL. HH. PP. ne peuvent rien reſoudre ſans avoir reçû le ſentiment des Seigneurs Etats des Provinces reſpectives, Elles remettent ce point à leur deliberation.

Que LL. HH. PP. d'abord que le Plenipotentiaire de Madame la Princeſſe Doüairiere ſera arrivé, lui parleront, & tâcheront de travailler afin que pendant la negociation on ſuſpende toutes les procedures de juſtice.

Et touchant la demande de Sa Majeſté des Canons qui peuvent ſe trouver à Meurs, qui apartiendroient au Prince FREDERICK-HENRI que LL. HH. PP. n'aiant aucune connoiſſance en quoi ils conſiſtent, ils en attendront un Memoire pour l'examiner afin de reſoudre là-deſſus.

Que LL. HH. PP. eſperent & s'aſſurent que ſadite Majeſté voiant par cette Reſolution leur bonne intention & inclination pour autant que l'occurrence du tems & des affaires le permet, acheminer cet ouvrage à une bonne fin, & de donner à Sa Majeſté le contentement autant qu'il eſt en leur pouvoir, aprouvera conſequemment ladite Reſolution pour le Reglement des affaires, par proviſion & ſans donner atteinte au droit de perſonne; alors LL. HH. PP. donneront des ordres que les biens ci-deſſus ſpecifiez ſoient par proviſion livrez à Sa Majeſté, & qu'on ſatisfera de tems en tems au ſurplus pour faire la ſomme annuelle de 50000. florins, dans la certaine eſperance & attente que dans la négociation ſur le principal ſadite Majeſté voudra bien en bonne partie donner à Madame la Princeſſe Doüairiere & à ſon Enfant ou ſes Enfans, bien des preuves de l'inclination ou affection que Sa Majeſté a temoigné; eſperant de même & s'aſſurant que Madame la Princeſſe Doüairiere de Naſſau voudra auſſi être contente de cette Reſolution & de l'accepter. Surquoi aiant été deliberé il a été trouvé bon d'arrêter par les preſentes cette Reſolution, & qu'elle ſera miſe au net, & remiſe entre les mains dudit Sieur de Hymen. ANNO 1711.

Et cette Concluſion a été formée par le Sr. de Renswoude, comme la Province d'Utrecht aiant preſidé dans la ſemaine precedente.

Les Sieurs Deputez de la Province de Friſe ont fait enregiſtrer ſur ladite Concluſion, & au nom & par les ordres des Seigneurs Etats leurs Principaux ont pris à eux la ſuſdite Concluſion & l'ont contredite, proteſtant bien expreſſement de nullité & de dedommagement à l'égard de tout ce qui a été fait en ceci & reſolu & qui pourroit ci-après être diſpoſé, comme directement contre la maniere, la forme, & le droit qui apartient à Madame la Princeſſe Doüairiere, declarant que LL. HH. PP. ne ſont pas autoriſées comme Executeurs de pouvoir en diſpoſer avant que les Parties reſpectives par un amiable accommodement, ou par le droit en ſoient convenues, ſe reſervant d'ailleurs de faire de tels enregiſtremens ou proteſtes, ainſi que leurs hauts Principaux trouveront leur apartenir.

Les Sieurs Deputez de la Province d'Over-Yſſel ont declaré de prendre copie de toute l'affaire, pour mettre en deliberation devant les Seigneurs Etats leurs Principaux.

Le Deputé de la Province de Groningue qui ſe trouve ici a declaré de ne point ſe conformer à ce qui a été raporté; de contredire à la Concluſion comme contraire au pouvoir qui apartient à aucun Executeur du monde, & à la propre ſolemnelle & incomparable Declaration de LL. HH. PP., faite dans leur Lettre à Sa Majeſté de Pruſſe du 14. Octobre 1704. & ſe reſervant pour les Seigneurs Etats ſes Principaux de faire de telles proteſtations, & de prendre de telles Reſolutions & meſures qu'ils trouveront à propos, pour prevenir tout malheur.

CXVI.

Manifeſte de FREDERIC-AUGUSTE *Roi de Pologne touchant ſa Marche en Pomeranie. Donné près de Streliz le* 20 *Août* 1711. 20. Août.

NOUS FREDERIC-AUGUSTE, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, Ruſſie, Pruſſe, Mazovie, Samogicie, Kyovie, Volhinie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolenico, Servie, & Zſchernicovie; Duc de Saxe, Juliers, Cléve & Mons, comme auſſi d'Engern & Weſtphalie; Archi-Marechal & Electeur de l'Empire, auſſi à preſent Vicaire dudit Empire dans les Terres ſous la Juriſdiction de Saxe, & lieux ſujets à un tel Vicariat, Landgrave en Thuringe, Marggrave de Miſnie, & de la Haute & Baſſe Luſace; Bourggrave de Magdebourg, Comte Prince de Henneberg, Comte de la Mark, Ravensbourg & Barby, Seigneur de Ravenſtein, &c. &c. Ne doutons pas, qu'il ne ſoit connu à un chacun, comment durant les preſens Troubles de Suede, nous nous ſommes toûjours & en toutes occaſions tellement comportez, qu'un chacun puiſſe entiérement reconnoître nôtre équité, dont nous mêmes avons donné des preuves innombrables à nos Ennemis.

Et quoi que nous, par la mutinerie tout à fait contraire de nos Ennemis, euſſions pû être portez à d'autres penſées, néanmoins nous avons mieux aimé ſuivre la paſſion de nôtre Ame, à toute réputation inclinée, que les exemples de nos Ennemis.

Comme nous, à notre retour en Pologne, l'an 1709., par un propre motif & ſoin, que nous avons pour le repos general de l'Empire, nous ſommes réſolu, & avons déclaré de ne vouloir pas, en aucune

ANNO 1711. maniere, moleſter les Provinces Allemandes du Roi de Suede.

Quoi que peu de tems après la Contremarche du Corps de Craſſau hors de la Pologne pour la Pomeranie ; & pluſieurs raiſons en ſortant, nous auroient pû facilement inciter à changer nôtre intention, pour pourſuivre ledit Corps de Craſſau jusques en Pomeranie, & ainſi prevenir d'abord ceux, qui alors en étoient fatiguez, & qui étoient en effet éloignez de leurs machinations hoſtiles, pour l'exécution de quoi nous n'avons pas manqué de moiens, lorſque nos Troupes étoient apuiées par celles du Czar & l'Armée de la Couronne ; ains au contraire nous l'avons diſcontinué par l'interceſſion des Hautes Puiſſances Alliées contre la France, ſans conſiderer un moment le conſentement à la Négociation de la Neutralité par elles moiennée : comme nos Alliez de tous côtez y ont conſenti d'abord, dans l'eſperance indubitable, que le Roi de Suede accepteroit ladite Neutralité principalement auſſi concernant le ſalut & le repos de ſes Provinces ſituées en Allemagne, & qu'il agréeroit & ratifieroit la Déclaration faite en ſon nom par le Senat de Stockholm.

Mais on s'eſt bien-tôt éclairci, que ni ladite nôtre Déclaration bien intentionnée & pacifique, n'a dûëment été regardée, ni que le ſoin ſalutaire des Hauts Alliez contre la France n'a été accepté avec reſpect, mais au contraire le Roi de Suede a proteſté contre cette Neutralité, & a quaſi déclaré la Guerre avec de grandes menaces aux dits Hauts Alliez.

Ainſi donc, puiſque du côté Suedois on a effectivement agi contre la Neutralité, tant par Mer que par Terre, & qu'encore dernièrement Smigelsky a été envoié de la Pomeranie en Pologne, & après avoir exercé pluſieurs hoſtilitez, a été encore reçû dans la Pomeranie, & que le même a obligé l'Officier, ſecrettement ſurpris en Pologne, à donner un Revers de ſa main, qu'après ſa gueriſon il ſe jetteroit à la Generalité Suedoiſe en Pomeranie. Ce donc qui ſont de claires marques du futur deſſein du Roi de Suede, & du Corps d'Armée en Pomeranie à ſes ordres, & quelles ſuites périlleuſes on a à craindre à l'avenir.

Ainſi nous nous trouvons néceſſitez, pour prevenir à l'avenir tout le mal, dont nous menacent les demarches du Roi de Suede, & pour remettre la ſûreté de nôtre Couronne & Terres, comme auſſi pour détourner l'inquietude & le bouleverſement de l'Empire en demeſurez par la Suede, après avoir juſques ici inutilement employé des moiens plus doux, à chaſſer, avec l'aſſiſtance de nos fidels Alliez, les Troupes Suedoiſes en Pomeranie, comme la ſource du malheur qui eſt à craindre ci-après, & pour les mettre hors d'état, avec l'aide de Dieu, afin qu'ils n'executent pas leurs deſſeins pernicieux : par où nous au contraire nous pourrons procurer une bonne ſûreté contre un voiſinage ſi périlleux.

Mais nous déclarons par celle-ci, que ni nous, ni nos Alliez par ce nôtre deſſein juſte, & forcé par l'Ennemi, ne ſommes nullement d'opinion, de faire la Guerre aux innocens Sujets Suedois, mais ſeulement aux Troupes armées dans leur Païs : ainſi donc, que nous promettons par celle-ci de nôtre part, & au nom de Sa Majeſté le Czar, dont nous avons les Troupes avec nous, de vouloir laiſſer en tranquille poſſeſſion & jouïſſance de leurs effets & Biens, tous les Habitans & Sujets Suedois Pomeraniens, qui ne s'opoſeront pas à nos armes & de nos Alliez, & de les défendre puiſſamment contre toutes forces & dommage ; dans cette confiance, que leſdits Sujets Suedois-Pomeraniens accepteront tant plus volontiers cette nôtre gracieuſe Déclaration, & de nos Alliez, & qu'ils ne ſe ſoûmettront pas ſeulement à toutes nos Armées qui ſont en marche, mais qu'ils envoieront auſſi quelques-uns à la rencontre à leur charge, qui pourront traiter avec le Commiſſariat s'y trouvant, touchant l'entretenement inevitable & neceſſaire de ces Troupes, pour éviter les deſordres.

Nous aſſurons auſſi, que nous n'agirons pas avec eux ſelon l'exemple des violences exercées à nos Terres & Sujets, par les Suedois, mais que nous les traiterons en Chrêtien & moderement, & que pour cela nous tiendrons ſous une diſcipline & ordre rigoureux nos propres Troupes auxiliaires de Sa Majeſté le Czar, que nous avons avec nous.

C'eſt pourquoi que chacun peut autant moins douter, que tant plus de preuves de notre moderation nous avons deja fait voir en toutes occaſions. Ainſi peuvent tous les Suedois & autres, qui ſe ſont ſoûmis aux Armes du Czar, rendre un temoignage conſtant de l'équanimité & moderation de Sa Majeſté le Czar, ſans conſiderer le plus barbare traitement, par lequel les Priſonniers Ruſſiens au contraire ont toûjours été uſez & tourmentez, & des autres procedures horribles exercées en pluſieurs endroits par les Suedois qui meritoient bien un reſſentiment & repreſaille plus rigoureux. ANNO 1711.

Mais en cas que l'un ou l'autre Habitant Suedois-Pomeranien fourniroit lui-même l'occaſion à une action contraire, & qu'il ſe laiſſeroit ſeduire par une eſperance vaine du ſubit retour du Roi de Suede, ou progrès ſupoſez des Turcs contre les Moſcovites, ou par quelqu'autre vûë, qu'ils ne voudroient pas accepter cette nôtre Intention ſalutaire, que nous & nos Alliez avons pour eux, mais qu'ils ſe declareroient hoſtilement ou par force publique, ou machinations ſecrettes, comme auſſi en quitant leurs maiſons : Qu'alors ils ſe le pourroient attribuer à eux-mêmes, quand ils ſeroient encore traitez comme des Ennemis, & qu'ils ſeroient ruinez & privez de leur entier ; principalement puis que leur imagination n'eſt pas fondée, & que l'état deſeſpéré & malheureux du Roi de Suede eſt connû à tout le monde. Où au contraire paroiſſent les progrès victorieux de Sa Majeſté le Czar, & la ſoûmiſſion volontaire à icelle ſans aucun coup d'épée des deux Provinces ſi renommées, à ſavoir de Moldavie & Walachie, par les Manifeſtes publiez des Princes deſdits Païs, & la conjonction de leurs Armées nombreuſes avec celle du Czar.

Outre puis que les Turcs n'ont pû convenir enſemble, c'eſt pourquoi cette nouvelle Guerre, qu'ils ont commencée, n'a rien pû effectuer que leur defaite entiere, dont les avis certains ſont arrivez, avec cette confirmation, qu'il s'eſt déja accordé une Paix éternelle entre Sa Majeſté le Czar & la Porte Ottomane avec l'excluſion du Roi de Suede.

Selon ceci chacun, qui aime ſon ſalut, pourra profiter de cette admonition bien intentionnée, s'il ne veut pas s'atirer par ſa propre faute un traitement hoſtile, & une juſte execution d'être brûlé & empalé au plus rude & plus ſevere, ce qui ſera principalement executé aux parties de Mauſe.

Qu'il ſoit notoire pour la confirmation de ceci, que nous avons auſſi ſigné cette Lettre défenſive avec propre main, & cacheté avec nos Armes Roiales & Electorales. Ainſi fait dans la Campagne près de Streliz le 20. d'Août 1711.

AUGUSTE Roi,

(L. S.)

J. H. *Comte de* FLEMMING.

G. PAULI.

LXVII.

Manifeſte de FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Roſtock le* 21. *Aout.* 21. Août

NOUS FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, &c. &c. faiſons ſavoir par les préſentes à tous & à un chacun des Habitans du Duché de Poméranie, tant Eccléſiaſtiques que Séculiers, ceux de la Nobleſſe, des Etats, Bourgeois, & Païſans, qui ont été ſoûmis juſqu'à préſent à la Suede, & généralement à tous ceux à qui il apartiendra, que comme nous ſommes obligez de penetrer dans le même Païs avec notre Armée, pour mettre par là en ſûreté nos fidelles Sujets & Etats, & détourner, avec l'aſſiſtance de Dieu, l'Orage dont ils étoient menacez, & qu'il eſt néanmoins à craindre que les ſuſdits Habitans du Duché de Pomeranie, ne viennent à abandonner & détruire ce qu'ils ont ſur la Terre, de peur d'un dégât general de la part de nos Troupes, ce qui ôteroit à ces derniers le moien de ſubſiſter : A ces cauſes, ſouhaitant y pourvoir autant qu'il nous ſera poſſible, nous avons jugé à propos d'avertir genereuſement par les préſentes tous les Habitans de la Pomeranie Suedoiſe en general, & chacun en particulier, que nous avons donné de ſi bons ordres à nôtre Armée, qu'il ne leur ſera fait aucun tort, ni

en

ANNO 1711. en leurs Perſonnes, ni en leurs Biens, par nos Gens; Mais que chacun ſera protegé & maintenu dans la paiſible poſſeſſion de ce qui lui apartient; & que nous ſommes prêts à leur donner pour cet effet des Sauvegardes; à condition néanmoins, qu'à nôtre arrivée leſdits Habitans n'abandonneront point leurs Maiſons & leurs Terres, & ne nous cauſeront aucun dommage, directement ou indirectement; mais qu'ils ſe ſoûmettront volontairement à nous, obéïront à nos ordres, nous prêteront la même fidelité qu'ils ont fait juſqu'à préſent à la Couronne de Suede, & nous payeront les Contributions ordinaires. En ce cas, nous leur promettons ſur nôtre parole Royale, de prendre en nôtre protection, eux & tous ceux qui leur apartiennent, & de ne pas permettre qu'il leur ſoit fait aucune violence en leurs Perſonnes, ni aucune bréche en leurs Droits & Libertez; mais ſi au contraire, ils venoient à s'opoſer à nos deſſeins, & à ne pas ſe ſoûmettre à nôtre volonté, nous ſerons obligez, à nôtre grand regret, de leur faire ſubir ce que la Guerre entraîne après ſoi; de ſorte qu'ils auront à ſe reprocher à eux-mêmes la totale ruine de leurs Biens & Effets, & le danger de leur propre vie. Qu'un chacun donc ait à ſe conſerver & à prevenir tout dommage; en foi de quoi nous avons ſigné les preſentes, & y avons auſſi apliqué nôtre Sceau.

Signé,

FREDERIC Rex,

Et plus bas :

D. Wibe.

Donné à Roſtock le 21. Août 1711.

CXVIII.

3. Sept. *Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* Philippe *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne & Souverain des Païs-bas ; à* Marie Anne de la Tremouille *Princeſſe des* Ursins, *pour en joüir à toujours elle & ſes Succeſſeurs en toute proprieté, & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le 28. Septembre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 212.]

Philippe, par la Grace de Dieu, Roi *de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des* deux *Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſegue, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Algecire, de Gibraltar*, des Iſles de *Canarie*, & des *Indes* Orientales, & Occidentales, Iſles, & *Terre Ferme* de la mer Oceane, Archiduc *d'Autriche*, Duc de *Bourgogne, de Brabant*, & *de Milan*, Comte *d'Apsburg, de Flandres, de Tirol*, & *de Barcelone*, Seigneur *de Biſcaie*, & *de Molina*, &c. A tous préſens, & à venir qui ces preſentes verront, ou lire ouïront, ſalut. Nôtre très-chere & très-amée Couſine la Princeſſe des *Urſins* nous a rendu depuis le commencement de nôtre Regne, & continue de Nous rendre tant de ſignalés & agréables ſervices, que Nous avons crû ne devoir pas differer davantage à luy donner des Témoignages éclatans de nôtre reconnoiſſance, & de l'Eſtime que nous faiſons de ſa perſonne. Cette Princeſſe après avoir quitté le Rang, & les Prerogatives, qu'Elle avoit à la Cour de *Rome*, pour accepter l'employ de *Camarera Major* de la Reine nôtre très-chere Epouſe, Elle a été la joindre à *Nice* de *Provence*, & l'a conduite dans nos Etats *d'Eſpagne*, & s'eſt acquittée de toutes ces Fonctions avec tant d'attention, d'exactitude, & de ſageſſe, qu'Elle s'y eſt acquiſe toute la Confiance & toute la Conſideration poſſible.

Lorſque pour aller commander nos Armées dans nos Royaumes, & Etats d'*Italie*, nous avons confié la Regence de nos Royaumes *d'Eſpagne* à la Reine nôtre très-chere Epouſe; la Princeſſe des *Urſins* a redoublé ſon zele, & ſon aſſiduité aupres de ſa Perſonne, Elle l'a toujours aſſiſtée de ſes ſoins, & de ſes conſeils avec tant de prudence & d'affection, que nous avons dans tous les tems, & dans toutes les occaſions reſſenti les heureux effets d'une Conduite ſi judicieuſe, ſi fidelle, & ſi eſtimable. ANNO 1711.

Depuis qu'il a plû à Dieu de benir nôtre Maiſon Royale, & d'en aſſurer la Succeſſion par une heureuſe Lignée, Elle s'eſt encore chargée de donner ſes ſoins les plus tendres, & les plus effectifs à l'Education de nôtre très-cher & très-amé Fils le Prince des *Aſturies*, en qui on en remarque déja le Fruit & le Progrès. Tous ces Services ſi diſtingués, & ſi importans au Bien de nos Etats, & à la felicité de nôtre Regne, l'application avec laquelle cette Princeſſe Nous donne de plus en plus des preuves d'un parfait attâchement à nôtre Perſonne, & à celle de la Reine nôtre très-chere Epouſe, & des Princes nos Enfans, & les bons ſuccès qui ont ſuivi les Salutaires Conſeils, qu'Elle nous a donné, nous ont engagé à chercher les moiens de lui donner une récompenſe qui pût eſtre proportionée à tant de Services, & qui pût ſervir à l'avenir d'une marque certaine de la grandeur de nôtre Reconnoiſſance, auſſi bien que du merite, & des vertus de cette Princeſſe. C'eſt ce qui Nous a donné ſujet de porter nos penſées à lui aſſurer non ſeulement un Revenu conſiderable, mais encore un Pays dont Elle pût joüir à titre de Souveraineté, à quoi Nous Nous ſommes d'autant plus diſpoſés, que cette Princeſſe étant ſortie de la Maiſon de la *Tremouille*, une des plus anciennes, & des plus illuſtres du Royaume de *France*, ſe trouve alliée non ſeulement aux Princes du ſang de la Maiſon de *France*, mais encore à pluſieurs autres Maiſons Souveraines de *l'Europe*, & que connoiſſant les Lumieres de ſon Eſprit, & la Sageſſe de ſa Conduite en toutes choſes, Nous ſommes perſuadés qu'Elle gouvernera avec Juſtice les Païs & les Peuples qui luy ſeront ſoumis; & que cette grande grace ſera toujours regardée comme un juſte effet de la Juſtice & de la Magnificence des Souverains envers ceux qui ont été aſſez heureux pour leur rendre des Services importans. A ces cauſes déclarons, que de nôtre pleine Puiſſance, propre Mouvement, & Autorité Royale, & Abſoluë, Nous avons donné, cedé, & tranſporté, & par ces préſentes donnons, cédons, & tranſportons à nôtre très-chére & très-amée Couſine *Marie Anne de la Tremouille*, Princeſſe des *Urſins*, pour Elle, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Ayans cauſe, le Duché, Ville & Chateau de *Limbourg*, faiſant partie des *Pays-bas Eſpagnols*, avec les Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Maiſons, Païs, & autres Circonſtances & Dépendances du dit Duché, pour en joüir par la dite Princeſſe des *Urſins*, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Ayans cauſe, en toute Proprieté, & en Souveraineté parfaite, ſans aucune choſe en réſerver ny retenir à Nous, & à nos Succeſſeurs, Roys *d'Eſpagne*, à quelque Titre que ce ſoit, ſoit de Reſſort, ſoit de Feodalité, & encore ſans retour, ny reverſion, en aucuns cas, ni en aucuns tems, dont Nous avons exempté le dit Duché de *Limbourg*, & Dépendances compriſes dans la préſente Donation : à l'Effet de quoy en tant que beſoin eſt, ou ſeroit, Nous avons éteint, & ſupprimé, éteignons & ſupprimons leſdits Droits; Voulant que ladite Princeſſe des *Urſins* exerce en ſon Nom, tous les Droits de Souveraineté dans ledit Duché de *Limbourg*, Territoires, & Juriſdictions y annexées, avec la même Authorité que Nous les exercions, & avions droit de les exercer avant ces préſentes; & qu'Elle y joüiſſe de tous les Revenus, Fruits, Profits, & Emolumens quelconques, tant Ordinaires, qu'Extraordinaires & Caſuels, de quelque nature qu'ils puiſſent être, ſoit pour la Collation & Patronage des Benefices, ſoit pour la Proviſion & Deſtitution des Offices, ſoit pour les Péages, Entrées, Subſides, Impoſitions, & autres Droits exprimés, & non exprimés, ſoit pour la défenſe du Païs, & la Tranquillité des Peuples, ſoit pour la levée des Revenus du dit Duché & Dépendances; de tous leſquels Droits & Revenus ladite Princeſſe des *Urſins* commencera à joüir du Jour des préſentes, à compter duquel, les Agens, Receveurs, Commis, & Prépoſés à la perception desdits Revenus en rendront compte, & remettront le produit entre les mains des Porteurs des Pouvoirs de ladite Princeſſe; quoy faiſant ils en demeureront valablement quites & déchargés envers Nous, comme par ces préſentes Nous les en déchargeons; & en conſequence, ladite Princeſſe des *Urſins* demeurera Propriétaire incommutable dudit Duché de *Limbourg* & des Dépendances d'iceluy, tant pour la Souveraineté, que

pour

ANNO 1711. pour tous les revenus, comme le tout à Elle appartenant en pleine, libre & entiere proprieté, avec pouvoir d'en disposer par Donation entre vifs, ou Testament à telle personne, & avec telles Clauses & Conditions, qu'Elle jugera à propos; même d'en traiter par échange, ou autrement; & les mesmes Droits & Pouvoirs appartiendront successivement apres Elle à son plus proche Heritier, en cas qu'Elle n'en ait pas autrement disposé. A l'effet de quoy, Nous avons déchargé, absous, & liberé, & par ces présentes déchargeons, absolvons, & liberons les Habitans dudit Duché *de Limbourg*, & Dépendances, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, Politiques, Militaires, & de quelques autres Classes & Conditions qu'ils soient, & puissent estre, & chacun d'eux en géneral & en particulier, des Sermens de Fidelité, Foy, & Obéissance, Promesses, Obligations, & Devoirs qu'ils Nous gardoient comme à leur Seigneur & Prince Souverain: Leur ordonnons & enjoignons très expressément, qu'en vertu des présentes ils aient à recevoir & reconnoitre ladite Princesse *des Ursins*, & apres Elle ses Hoirs, Successeurs ou Ayans cause, successivement pour leurs Princes & Seigneurs Souverains; qu'ils luy fassent & jurent les Sermens de Fidelité & Obéissance en la maniere accoutumée, & que de plus ils luy voüent & rendent tout Honneur, Reverence, Affection, Obéissance, Fidelité, & Services, comme bons & loyaux Sujets sont obligés de rendre à leur Seigneur Souverain, & comme jusqu'à présent ils l'ont rendu aux Roys nos Prédecesseurs, & à Nous. Et de plus nôtre intention étant, que le dit Duché *de Limbourg*, & Dépendances produisent au moins, de Revenu effectif annuel & réel, par châcun an, au Profit de ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs & Ayant cause, trente mille Ecus, châque Ecu de huit Réaux d'Argent double Monnoye ancienne *de Castille*, déduction faite de toutes les Charges locales, Entretiens de Lieux, & d'Officiers qui ont accoutumé d'estre payés, & entretenus sur les Revenus dudit Duché. Voulons & Nous plait, que pendant la premiere Année de la Jouïssance de ladite Princesse *des Ursins*, après sa prise de Possession du Duché *de Limbourg*, & après la Publication de la Paix, il soit fait un Etat des Revenus, & des charges du Duché *de Limbourg* & Dépendances, en présence de Gens qui seront commis à cet effet, tant de nôtre part, que de celle de ladite Princesse *des Ursins*; & en cas que déduction faite desdites charges, les Revenus, pour ce qui en restera net au profit de la dite Princesse *des Ursins*, ne se montent pas auxdits trente mille Ecus par An, soit à cause des Aliénations qui pourroient avoir été faites de quelque partie de ce Duché, soit parce que aucuns desdits Droits, Revenus, Circonstances, & Dépendances auroient été vendus, engagés, ou chargés de quelques Rentes, même de quelques Dettes, pour Sommes prises par Emprunt, ou Anticipation, en ce cas Nous ordonnons, voulons, & il Nous plait, que le tout soit racheté & dégagé, & les Acquereurs, Engagistes, Rentiers, & autres Créanciers remboursés, payés & satisfaits du produit des Revenus les plus liquides des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*, en sorte que ladite Princesse jouïsse pleinement, réellement & sans charge des dits trente mille Ecus de Rente, à l'effet de quoi, & jusqu'au parfait remboursement du rachat desdites Alienations, ou Engagemens, Constitutions de Rentes, Anticipations, ou autres Emprunts, tels qu'ils puissent estre, les Acquereurs des Fonds alienés, ou Engagistes, Rentiers, & tous autres Créanciers seront & demeureront assignés comme des à present Nous les assignons à recevoir les Arrérages, ou Interests de leurs Capitaux sur lesdits Revenus des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*; & en consequence, Nous avons dès à present cédé & transporté, cédons, & transportons tous & tels de nos Revenus qu'il conviendra aux Engagistes & Créanciers, & jusqu'à concurrence de leur Deub, en principaux Interêts à prendre, avoir & percevoir du plus liquide, & effectif des Revenus desdits *Pays-Bas Espagnols*, autres que ceux du dit Duché de *Limbourg*, pour par eux en joüir, jusqu'à leur parfait Remboursement, & s'il se trouvoit que nonobstant ledit rachat, & Remboursement, faits, ou assignés, le Revenu dudit Duché de *Limbourg* ne fût pas de la dite Somme de trente mille Ecus par An, toute charge déduite. Nous voulons qu'il soit démembré, comme dès à present Nous démembrons des autres Païs qui Nous appartiennent adjacens, ou à la Bienseance du dit Duché de *Limbourg*, telles autres Villes, Bourgs, Villages, & Territoires qu'il conviendra pour parfaire par leur Revenu & produit Annuels ce qui manquera desdits trente mille Ecus de Rente dans le Duché de *Limbourg*, lesquelles Villes, Bourgs, Villages, & Territoires, ensemble le Revenu, Circonstances, & Dépendances demeureront demembrés de nos autres Seigneuries, & seront unis & joints à l'avenir & pour toujours audit Duché de *Limbourg*, pour être possedés par ladite Princesse *des Ursins*, au même Titre de Souveraineté, Jurisdiction, & Prerogative, cy dessus, & comme faisant partie dudit Duché de *Limbourg*. Et attendu que par les diverses propositions qui Nous sont faites de tems à autre, pour parvenir à la Paix tant desirée par Nous, & par les autres Princes & Etats de *l'Europe*, engagés en la présente Guerre, aucunes tendent à certains Démembremens desdits *Pays-Bas Espagnols* & des autres Etats qui composent nôtre Monarchie, Nous déclarons que nôtre Intention est, qu'il ne soit donné aucune atteinte à ces Présentes, par les Traités de Paix qui se feront, & que tous les Princes, & Puissances interessées dans lesdites propositions ratifient le démembrement que Nous faisons par ces présentes dudit Duché de *Limbourg*, & l'Erection d'iceluy en toute Souveraineté en faveur de la Princesse des *Ursins*, ensorte qu'Elle en soit mise, & demeure en pleine possession, & paisible jouissance dans toute l'Etenduë des présentes, selon leur Forme & Teneur, & sans aucune reserve, ny restriction, telle qu'elle puisse estre; voulant que la présente Donation soit une des Conditions des Traités, qui pourront étre faits en ce qui concernera lesdits *Pays-Bas Espagnols*, afin que ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, puissent joüir dudit Duché *de Limbourg*, Circonstances, & Dépendances, pleinement, paisiblement, perpetuellement & à toujours, en Titre de Souveraineté, sans Trouble & Empêchement au contraire; à l'effet de quoy, & pour y faire contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, Nous avons de nôtre pleine Puissance & Authorité Royale suplée, & supléons à tous défauts ou obmissions de Droit ou de Fait, qui pourroient se trouver, ou survenir dans cette Donation, Cession, & Transport, soit par le défaut de l'Expression de la valeur des Revenus, & des Charges dudit Duché *de Limbourg*, qui n'y sont pas specifiés, ny déclarés, & qui pourroient estre requises par de précedentes Ordonnances, auxquelles, & aux Dérogatoires des Dérogatoires y contenues, Nous avons expressément dérogé & dérogeons par ces présentes, parce que telle est nôtre Volonté & bon Plaisir; Voulant que les présentes Lettres Patentes soient délivrées à ladite Princesse *des Ursins* pour les faire enregîtrer, & publier où besoin sera, même les faire inserer avec la Donation & Cession y contenuë, dans le Traité de la Paix qui se négociera; s'y faire inclure & reconnoitre en qualité de Princesse Souveraine du Duché de *Limbourg*, & en cette qualité en exercer les Droits, & y faire Traitez, & Alliances, avec les Princes, & Souverains qui y interviendront; enjoignant aux Ministres & Ambassadeurs qui y seront de notre part, de l'y reconnoitre comme telle, & à tous nos Officiers audit Duché *de Limbourg*, d'obeïr à ces présentes, au moment qu'elles leur seront notifiées; & afin que cette présente Donation soit chose ferme & stable à toujours & à perpetuité, Nous avons signé ces présentes Lettres de nôtre main, & y avons fait mettre nôtre Grand Scel; Voulons, & Ordonnons qu'Elles soient regîtrées en tous & chacun de nos Conseils & Chambres des Comptes, où il appartiendra. Donné en nôtre Ville *de Corella*, au Royaume *de Navarre* le 28. Jour du mois de *Septembre*, l'an de Grace mil sept cens & onze, & de nôtre Regne l'onziéme.

ANNO 1711.

ANNO 1711. 27. Sept. 8. Oct.

CXIX.

Articles Préliminaires donnés de la part du ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *ſon Miniſtre, pour ſervir de fondement à la Paix generale. A Londres le 27. Septembre* 8. *Octobre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. I. pag. 162.]

LE Roi voulant contribuer de tout ſon pouvoir au retabliſſement de la Paix generale Sa Majeſté declare,

I. Qu'elle reconnoitra la Reine de la Grande Bretagne en cette qualité, auſſi-bien que la Succeſſion à cette Couronne ſuivant l'établiſſement preſent.

II. Qu'elle conſentira volontairement & de bonne foi à prendre toutes les meſures juſtes & raiſonnables pour empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ſoient jamais unies ſur la tête d'un même Prince, Sa Majeſté étant perſuadée que l'excès de Puiſſance ſeroit contraire au bien & au repos general de l'Europe.

III. L'intention du Roi eſt que tous les Princes & Etats engagés dans la Guerre preſente, ſans en excepter aucun, trouvent une ſatisfaction raiſonnable dans le Traité de Paix à faire: Que le Commerce ſoit retabli & maintenu deſormais à l'avantage de la Grande Bretagne, de la Hollande, & des autres Nations qui ſont accoutumées à l'exercer.

IV. Comme le Roi veut auſſi maintenir exactement l'obſervation de la Paix lorſqu'elle aura été concluë, & que l'objet que Sa Majeſté ſe propoſe eſt d'aſſurer les frontieres de ſon Roiaume, ſans troubler en quelque maniere que ce ſoit les Etats voiſins, elle promet de convenir par le Traité futur de Paix que les Hollandois auront entre leurs mains les Places fortes qui ſeront ſpecifiées, dans les Païs-Bas, pour ſervir deſormais comme de Barriere qui aſſure le repos de la Republique de Hollande contre toute entrepriſe de la part de la France.

V. Le Roi conſent auſſi qu'il ſoit formé à l'Empire & à la Maiſon d'Autriche une Barriere ſûre & convenable.

VI. Quoique Dunkerque ait coûté au Roi des ſommes très-grandes, tant pour l'aquerir que pour le fortifier, & qu'il ſoit neceſſaire de faire encore une depenſe très-conſiderable pour en raſer les ouvrages, Sa Majeſté veut bien toutefois s'engager à les faire demolir immediatement après la concluſion de la Paix, à condition qu'il lui ſera donné pour les fortifications de cette Place un équivalent convenable & dont elle ſoit contente. Et comme l'Angleterre ne peut pas fournir ledit équivalent, la diſcuſſion en ſera remiſe aux Conferences qui ſe tiendront pour la Negociation de la Paix.

VII. Lorſque les Conferences pour la Negociation de la Paix ſeront formées, on y diſcutera de bonne foi & à l'amiable toutes les pretenſions des Princes & Etats engagez dans la preſente Guerre, & rien ne ſera omis pour les regler & pour les terminer à la ſatisfaction des Parties intereſſées.

En vertu du Plein-pouvoir du Roi, nous ſouſſigné Chevalier de ſon Ordre de St. Michel & Député au Conſeil du Commerce avons arrêté au nom de Sa Majeſté les préſents Articles Preliminaires. En foi de quoi nous avons ſigné.

Signé,

(L. S.) MENAGER.

Fait à Londres le 27. Septembre vieux ſtile & du nouveau le 8. Octobre 1711.

CXX.

8. Oct. *Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE, *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Eſpagnol, ſous leur Autorité adminiſtrative, juſques à ce que Sa Majeſté Catholique le Roi* CHARLES III. *en ſoit mis en pleine poſſeſſion. A Bruxelles le* 5. *Octobre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 399.]

ANNO 1711.

SA Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aiant fortement à cœur que le bon ordre dans l'Adminiſtration du Gouvernement des Païs-Bas Eſpagnols tant par rapport aux Affaires Militaires que de Juſtice, Police, & de Finances ſoit bien obſervé; & reconnoiſſant de plus en plus que cela ne ſe peut faire ſans une entiere Subordination dudit Gouvernement au pouvoir & à l'autorité des deux Puiſſances de la maniére qu'on l'a voulu établir dès le commencement depuis la Reduction deſdits Païs-Bas ſous l'obéiſſance de S. M. Catholique le Roi Charles III. leur Souverain légitime qu'Elles repréſentent juſqu'à ce que Sa Majeſté ſoit miſe en poſſeſſion des Provinces deſdits Païs-Bas Eſpagnols déjà ſoûmiſes & qui ſont encore à ſoûmettre. Et voulant remedier à pluſieurs abus qui ſe ſont gliſſés dans le Gouvernement de ces Provinces par le manquement de ladite Subordination & être informées à fond des Revenus du Païs & de l'emploi des Deniers publics afin qu'ils ne ſoient appliqués qu'à la décharge des Peuples pour leur ſoulagement autant que le bien du Service de S. M. Catholique & de la Cauſe commune le peut permettre dans une Guerre auſſi onereuſe que celle-cy. Après une meure reflexion ſur l'état préſent des Affaires qui vont tomber dans la derniére confuſion ſi l'on n'y pourvoit point; A ces Cauſes & effet ont jugé néceſſaire & trouvé bon de faire le préſent Réglement que tous les Conſeillers d'Etat & de Finances devront reconnoître par leur ſignature & s'y conformer exactement; & ſi quelqu'un d'eux refuſe de le ſigner, ou ſi après la ſignature il y ait quelqu'un qui ne s'y conforme point, ceux-là ſeront déclarés déchûs & privés de leurs Emplois auxdits Conſeils d'Etat & de Finances.

I. PRemiérement la préſente forme du Gouvernement ſubſiſtera ſelon ſon inſtitution pour autant qu'elle n'eſt pas changée ou reſtrainte par le préſent Réglement qui ſervira d'interpretation & d'addition aux Inſtructions, Interpretations & Réglemens donnés & faits cy-devant par les deux Puiſſances.

II. Le Conſeil d'Etat qui a été proviſionellement commis au Gouvernement Général des Païs-Bas Eſpagnols ſous la direction des deux Puiſſances ſera obligé de déliberer ſans perte de temps ſur les Requiſitions de leurs Miniſtres, mettant toute autre affaire de quelque nature qu'elle puiſſe être à côté, juſqu'à ce que leſdites Requiſitions ſoient executées ſelon leur forme & teneur.

III. Si le Conſeil d'Etat pourra croire que la Requiſition intereſſe les Privilégés, ſoit deſdites Provinces en général, ou de quelque Ville ou Diſtrict de l'une de ces Provinces en particulier *qu'on déclare de vouloir maintenir exactement*, de maniére que ſelon le ſentiment dudit Conſeil d'Etat il en pourroit reſulter de grands inconveniens, ledit Conſeil devra en tel cas repréſenter ces inconveniens à la Conférence par écrit avant que d'executer la Requiſition, mais il ne pourra faire cette repréſentation qu'une ſeule fois. Et ſi après l'examen des raiſons alleguées les Miniſtres des deux Puiſſances perſiſtent dans leur Requiſition, le Conſeil donnera ſans ulterieur délai les Ordres néceſſaires pour l'execution d'icelle.

IV. Ledit Conſeil ne pourra accorder aucune interdiction de Juſtice, Surſéance ou Moratoire que les Miniſtres des deux Puiſſances n'y donnent leur conſentement unanime, après qu'ils ſeront exactement informés du fait, & pour cet effet le Conſeil ſera obligé de leur donner les informations par écrit, & leſdits Miniſtres déclareront toutes les Interdictions nulles qui ſeront accordées au préjudice de cet Article.

V. Ne pourra aucun Conſeiller d'Etat ni de Finances s'abſenter du Conſeil que pour maladie ou par permiſſion de la Conférence, à laquelle chacun d'eux devra ſe rendre toutes & quantes fois qu'il y ſera appellé, & les Sécretaires deſdits Conſeaux ſeront obligés de remettre entre les mains des Miniſ-

ANNO 1711. tres des deux Puiſſances, à la fin de chaque ſemaine la Liſte des Conſeillers qui ont été préſens pendant cette ſemaine là.

VI. Le Conſeil des Finances ſera ſubordiné au Conſeil d'Etat en tout ce qui regarde ſon Adminiſtration pour l'execution des Ordres qu'il en recevra enſuite des Requiſitions de la Conférence & pour ne pas retarder l'execution deſdits Ordres ledit Conſeil des Finances mettra à côté toute autre Affaire de quelle nature qu'elle puiſſe être, juſques à ce qu'il ait donné ſa Conſulte là deſſus, & ne fera qu'une ſeule repréſentation ou Conſulte dans les Affaires que les Miniſtres des deux Puiſſances déclareront ne pouvoir ſouffrir un plus long delai, lui laiſſant le pouvoir de repréſenter juſqu'à trois fois dans les Affaires ordinaires.

VII. Ledit Conſeil des Finances ſera obligé de s'aſſembler les mêmes jours & à la même heure que le Conſeil d'Etat, & ne pourra pas ſe ſeparer qu'après la ſéparation de celui-ci.

VIII. Tous les Revenus publics, ſoit des Provinces en général ou de quelques Diſtricts & Villes d'icelles en particulier, devront être affermés publiquement par ceux à qui il appartient au plus offrant après les Affiches & Publications uſitées, la Livraiſon du Pain & des Fourages pour les Troupes ſe fera de la même maniére au moins offrant.

IX. Tous les Deniers Roiaux tant de Domaines, Aides & Subſides, Droits d'Entrée & Sortie qu'autres devront paſſer par la Recepte générale des Domaines & Finances. Et il ne ſe fera aucun paiement par les Receveurs particuliers à qui que ce puiſſe être ſous quitances particulieres, ſans avoir eû préalablement un Billet d'aſſignation du Receveur Général, lequel Billet avec la quitance de celui qui aura reçu, leur ſervira d'acquit proviſionel; Enſuite dequoy & en retirant ledit Billet d'aſſignation avec la quittance y ſervante, il leur ſera dépêché des Lettres de Décharge pour leur ſervir d'acquits abſolus pour leur être paſſées en compte les ſommes qu'ils auront paiées; de tous leſquels paiemens ainſi que de toute la Recepte, ledit Receveur Général remettra tous les deux Mois un état ſpécifique à la Conférence, de la même maniére qu'il eſt obligé de le donner ſuivant ſes Inſtructions au Conſeil de Finances.

X. Le Conſeil d'Etat ſera obligé de remettre à la Conférence pour le moins dix jours avant le terme ordinaire du renouvellement des Magiſtrats des Villes & des Colleges qui ont voix dans l'Etat, une liſte cachetée des Noms des Perſonnes qu'il propoſe de continuer ou d'établir de nouveau dans leſdits Magiſtrats, laquelle étant approuvée ou changée par les Miniſtres des deux Puiſſances comme ils le trouveront convenir, ſera renduë au Conſeil d'Etat auſſi cachetée, le dit Conſeil ſera tenu de publier cette Liſte deſdits Miniſtres ainſi renduë pour le renouvellement deſdits Magiſtrats.

XI. Les Généraux Commandants & autres Gens de Guerre ne dépendront que de leurs Officiers Superieurs & des ordres des Miniſtres des deux Puiſſances, pour ce qui regarde les Affaires de Guerre, à la ſeule reſerve de la revûë des Troupes & des ordres à donner pour leur paiement dont le Conſeil d'Etat continuera d'avoir ſoin, & leſdits Miniſtres diſpoſeront des Emplois militaires, tant de Cavallerie que d'Infanterie, de la même maniére que cela s'eſt pratiqué depuis la reduction.

XII. L'Adminiſtration de la Juſtice militaire pour autant qu'elle concerne purement & ſimplement la diſcipline & la ſubordination entre les Officiers & les Soldats ainſi que les Délits militaires, ſe fera par un Conſeil de Guerre duëment convoqué par ordre du Général en chef. Mais les differents que les Militaires pourront avoir pour d'autres cauſes tant civiles que criminelles, qui regardent la Judicature ou l'authorité civile du Gouvernement, comme dettes, diſputes ſur des interêts particuliers & de famille & autres de pareille nature qui ne ſont pas purement des cas militaires, ſeront jugés par l'Auditeur Géneral en conformité de ſes Inſtructions, des Edits & Placarts militaires & de la maniére que cela s'eſt pratiqué pendant le Regne de S. M. Catholique Charles II. de glorieuſe mémoire, & s'il y a conflict ſur la nature des cauſes, ſçavoir ſi elles doivent être reputées pour civiles ou pour militaires, la Conférence ſeule en prendra connoiſſance & les décidera.

XIII. La Solde des Troupes levées au Nom de S. M. Catholique, les Gages des Généraux deſdites Troupes, des Gouverneurs ou des Commandans, & de l'Etat Major des Places & de toutes autres Perſonnes Militaires qui ſont ou ſeront gagées, enſemble l'entretien & la reparation des Fortifications ou des Ports, comme auſſi les néceſſités des Magaſins ſeront payées préférablement à tous autres Gages, Salaires ou Penſions de qui que ce ſoit, hors de la maſſe de tous les Revenus du Païs en général, & le Conſeil des Finances aura ſoin de l'execution du préſent Article à peine d'en repondre chacun en leur privé nom. ANNO 1711.

XIV. Finalement les deux Puiſſances, comme repréſentantes le Roi Charles III. ſe reſervent tout le pouvoir qui compete à S. M. Catholique, afin de le faire exercer par leurs Miniſtres, dont les Ordres devront être reſpectés en tout, pour autant qu'ils ne ſeront point contraires aux Priviléges du Païs. Ainſi fait à Bruxelles ce 5. Octobre 1711,

NOus les ſouſſignés Conſeillers du Conſeil d'Etat & des Finances, déclarons & promettons pour autant qu'il nous regarde chacun en particulier, de vouloir nous conformer au Réglement ci-deſſus dans tous ſes Points ſelon ſa forme & teneur. En foi de quoi nous avons ſigné la préſente.

Elucidations ſur quelques Articles dudit Réglement envoiée à Meſſrs. du Conſeil des Finances;

Sur l'Art. 9.

IL ſera diſpoſé ſur le contenu de cet Article avec ulterieure connoiſſance de Cauſe, ſur la Repréſentation faire par le Conſeil des Finances.

(*Etoit vidimé.*)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

Sur l'Art. 13.

Pour l'explication de la penalité mentionnée à la fin du préſent Article, les Miniſtres des deux Puiſſances déclarent en leur nom & de leur part, qu'Elles tiendront le Conſeil des Finances pour déchargé, en emploïant le plein & entier produit de tous les Revenus du Païs au Payement des Troupes, des Généraux, Gouverneurs & autres Officiers Militaires, comme auſſi aux autres Charges ordinaires & extraordinaires de l'Etat, & ſur tout aux Rentes hypothequées préférablement aux Gages du Miniſtere, auſſi avant que le Revenu le permettra.

(*Etoit vidimé*)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

A Meſſieurs du Conſeil des Domaines & Finances du Roi.

MESSIEURS,

AYANT examiné vôtre Repréſentation du 12. Octobre dernier, avec le Duplicata de vôtre Conſulte du 3. Décembre 1707., & les Avis y joints des deux Chambres des Comptes de la même Année, comme auſſi l'Avis du Receveur Général Van Uffele du 26. du Mois paſſé, au ſujet des difficultez qui pourroient ſe rencontrer dans l'Art. 9. du Nouveau Réglement, portant qu'à l'avenir tous les Deniers Royaux, tant des Domaines, Aides & Subſides, Droits d'Entrée & Sortie, qu'autres devront paſſer par la Recette Générale des Domaines & Finances; Nous trouvons convenir de vous requerir de ſuſpendre juſques à autre diſpoſition l'execution dudit 9. Article du Réglement, & de continuer à en agir au fait de l'expedition des Ordonnances & Aſſignations à donner de la maniére que vous avez fait juſqu'à preſent en toutes choſes à l'exception de ce qui regarde les payemens qui pourroient être faits par les Receveurs particuliers, ce que nous croyons néceſſaire au bien du Service d'empêcher dans la ſuite; Vous requerant d'ordonner en cette conformité à chaque Receveur particulier, de ne plus payer aucune

ANNO 1711. ne somme sous quitance de qui que ce puisse être, sans avoir une Ordonnance ou Assignation dépêchée dans la forme accoûtumée : Comme il est pourvû par le 9. Article dudit Réglement, auquel les deux Puissances sont d'intention que vous vous conformiez en tout, à la reserve de ce qui est présentement excepté par cette. Ainsi fait à la Conférence à Bruxelles ce 7. Novembre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

Rapport fait par le Sécretaire Crabeds de la part du Conseil d'Etat le 13. d'Octobre 1711.

LE Conseil d'Etat m'ordonne de dire aux Seigneurs de la Conférence, qu'il auroit déja eu l'honneur de donner sa réponse à la Lettre, & au Réglement nouveau remises à Monsieur le Chancelier le 9. de ce Mois, qu'il a de suite communiqué au Conseil ; mais comme c'est une Affaire de grande importance, qui regarde indispensablement le Corps entier, & tous ceux qui le composent, le Conseil n'a pû, comme il auroit bien souhaité, satisfaire aux désirs desdits Seigneurs de la Conférence, parce qu'il y a deux Absens, auxquels l'on a dépêché des Couriers avec des Lettres du Conseil, pour qu'ils auroient à s'y rendre pour ce matin, ou à y envoyer par écrit leur sentiment sur ladite Lettre, & Réglement nouveau, dont leur a été envoyé des Copies par les mêmes Couriers ; le Conseil a receu réponse du Comte de Lannoi, qu'il se rendra aujourd'hui sans faute en cette Ville, & le Comte de Clairmont n'y a pas répondu, le Courier à lui envoyé étant revenu sans réponse, c'est l'unique circonstance, qui empêche que les Seigneurs de la Conférence n'ayent pas la Résolution du Conseil.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

APRE'S que les deux Puissances étoient convenues d'un Réglement si absolument nécessaire au Service, & qu'il avoit été si solemnellement arrêté ; Nous nous sommes attendus, que vous n'auriez pas manqué d'y répondre au tems fixé, sur tout, à cause que les Affaires publiques sont arrêtées en attendant, & pour ce qui est de ce que le Conseil n'est pas assemblé, Nous ne croyons pas, que cela soit nécessaire, ni que cela regarde indispensablement le Corps entier, mais bien chaque Membre en son particulier ; cependant comme vous souhaitez plus de tems pour délibérer sur une Affaire de cette importance, Nous attendrons jusques à Jeudi qui vient, pour recevoir vos réponses positives & catégoriques la-dessus, & en cas de manquement, Nous le prendrons sans ulterieur délai pour un refus. Ainsi fait à la Conférence ce 13. Octobre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

CE n'est pas sans surprise que le Conseil d'Etat a lû vôtre Réquisition du 8. de ce Mois, avec le Réglement nouveau y joint. Nous n'avions pas lieu de croire, Messieurs, que le zéle que nous avons eû pour le Service du Roi, de la Cause commune, & pour le bien de ces Païs, & dont nous avons donné tant de marques essentielles, meritât, que l'on nous chargeât de n'avoir pas déféré à des Requisitions du service de Sa Majesté, & de la Cause commune, c'est une chose qui interesse trop sensiblement nôtre réputation, pour ne pas nous en justifier aux yeux du Roi, & des deux Puissances ; mais comme vous souhaitez, Messieurs, que nous répondions promtement & sans ulterieur délai sur vôtre Requisition, & si nous voulons accepter ou non ledit Réglement nouveau ; Nous dirons, que ni en conscience, ni en honneur nous ne pouvons executer les Requisitions, que nous jugerions être contraires soit à nôtre Religion, soit aux Interêts du Roi, au Nom duquel nous serions obligez d'executer ce qui pourroit être ANNO 1711. préjudiciable à ses Droits & Authorité, soit aux Loix & Priviléges de ces Païs. Nous nous flattons, Messieurs, que vous voudrez bien faire réflexion, que lors que ces Païs se sont soûmis au Roi, les deux Puissances aiant trouvé convenir d'établir un Conseil d'Etat, pour exercer le Gouvernement de ces Païs, & faire toutes les expéditions au Nom du Roi, l'on nous a demandé si nous voulions être de ce Conseil, & jurer les Instructions du 21. de Juillet 1706. auxquelles ledit Réglement nouveau est entiérement différent & opposé, que nous avons accepté lesdites Instructions, de suite fait le Serment de les observer, en tous ses Points, & entr'autres de maintenir l'Authorité, les préeminences & prérogatives du Roi, comme Souverain, & Seigneur de ces Provinces, & la Liberté, Loix, Priviléges, Droits, Coûtumes & Usances des mêmes Provinces, de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Enfin nous nous persuadons, Messieurs, que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, voudront bien par leur Justice & Equité ordinaire refléchir que selon l'Article 7. desdites Instructions, nous sommes obligez, de le suivre & observer, aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement avec Sa Majesté. Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

Vos très humbles & très-obéissants Serviteurs.

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Bruxelles au Conseil d'Etat ce 15. Octobre 1711.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

AIANT vû contre toute attente par vôtre Lettre du 15. de ce Mois, que vous déclarez tous, à la reserve de Monsieur le Comte de Clairmont, de ne pouvoir en conscience, ni en honneur executer les Requisitions, que vous jugeriez être contraires, soit à vôtre Religion, soit aux interests du Roi au Nom duquel vous seriez obligés d'executer ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Authorité, soit aux Loix & Priviléges de ce Païs. Nous ne pouvons assez vous marquer nôtre étonnement, de ce que vous paroissez de vouloir insinuer par-là, *comme si nous aurions été capables de donner des Requisitions de la part des deux Puissances, qui sont contraires à vôtre Religion & aux Priviléges du Païs, ou préjudiciables aux interests de Sa Majesté Catholique*, & nous trouvons une telle insinuation, si injurieuse à l'honneur des deux Puissances & si fort contraire à leurs intentions, que nous ne pouvons nous dispenser de vous demander là-dessus, en leur Nom, une satisfaction convenable, d'autant plus, que ledit nouveau Réglement n'a pour but, qu'une entiére Subordination auxdites deux Puissances, représentantes Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. jusques à ce qu'Elle sera mise en possession des Provinces desdits Païs-Bas Espagnols déja soûmises, & qui sont encore à soûmettre, & *que leur intention n'a jamais été de rien faire, qui soit directement ou indirectement contraire à la Religion Catholique Romaine, qu'Elles veulent*

ANNO 1711. *lent maintenir en ces Pays-ci, de tout leur pouvoir, suivant qu'Elles l'ont déclaré solemnellement aprés la Réduction desdits Pays à l'obéissance de Sadite Majesté.*

Le déclarant ici de nouveau, en leur Nom, & de leur part, pour autant qu'il est besoin.

Comme aussi que leur intention n'est point de porter ou souffrir, qu'il soit porté aucune atteinte aux Libertez, Loix, Priviléges, Droits, Coutumes & Usances des Provinces desdits Païs-Bas Espagnols déja soûmises au Roi, ou de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Et lors qu'il y aura des Requisitions données de la part des deux Puissances, que ceux du Conseil d'Etat croiront interesser les Priviléges, & contre lesquelles ils croient devoir faire une Représentation; on déclare de plus en ce cas-là, que les deux Puissances n'insisteront point sur l'execution de telles Requisitions, sans avoir préalablement entendu là-dessus les Etats des Provinces, ou les Magistrats des Villes, & des Corps qui sont interessés.

Pour ce qui concerne les interêts de Sadite Majesté, les deux Puissances ont donné trop de preuves à toute la Terre, combien ils leur sont chers, pour ne pas voir avec la derniére surprise, que vous puissiez affecter là-dessus le moindre doute, ne croiant pas, que vous devriez vous ériger en Juges dans des Affaires, dont les deux Puissances se reservent de donner en tems & lieu, un entier appaisement à Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III.

Et sur ce, que vous dites par la fin de vôtre Ecrit, que selon l'Article 7. des Instructions, qui vous ont été données le 31. Juillet 1706. vous ne seriez obligez, qu'à le suivre & observer aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement.

Nous Vous déclarons en outre, que leur intention n'a jamais été de se défaire de leur authorité, ou de renoncer au pouvoir de changer dans la suite le Gouvernement de ces Païs ci, suivant qu'Elles le trouveront convenir pour le Service de Sadite Majesté Catholique & de la Cause commune, tandis qu'Elle n'est pas encore mise en possession desdits Païs-Bas Espagnols, ainsi que nous nous trouverions obligés de faire par rapport à ceux de vous Messieurs, qui persistent à ne vouloir pas reconnoître, avant la fin de cette semaine, par leur Signature ledit Nouveau Réglement, que les deux Puissances ont trouvé si absolument nécessaire, qu'Elles ne pourront en aucune maniére s'en départir. Ainsi fait à Bruxelles dans la Conférence ce 19. Octobre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

AIANT vû la Lettre que vous Nous avez fait l'honneur de nous écrire le 19. de ce Mois, Nous avons celui de Vous assûrer, Messieurs, que nous avons eu, & aurons toûjours pour Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, une trop parfaite vénération pour avoir pû concevoir la pensée de nous éloigner en la moindre maniére de ce profond respect, que nous devons à ces deux Puissances, Nous Vous prions aussi, Messieurs, d'être persuadés, que nous avons & continuerons d'avoir pour vous toute l'attention, déference, & considération que vous pouvez desirer.

Nous Vous assûrons, Messieurs, de n'avoir manqué en quoi que ce soit, de ce qui regarde la direction qui nous a été confiée des Affaires de ces Païs, & si vous vouliez bien avoir la bonté de vous souvenir, Messieurs, & vous donner les peines de vous faire produire toutes les Ordonnances, Lettres & Décrets que nous avons donné pour le Service du Roi, & de la Cause commune, vous jugeriez aisement, Messieurs, que nous n'avons rien négligé, de tout ce qui pourroit y contribuer, c'est ce que nous continuerons avec tout le soin & exactitude imaginable, Vous priant d'être persuadés, que nous n'obmettrons rien de tout ce que la conscience nous permettra de faire, pour montrer le zéle parfait, & l'attachement inviolable que nous avons pour la Cause commune, & pour donner, Messieurs, des preuves plus évidentes du désir que nous avons de montrer nos bonnes intentions, & nôtre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service, Nous Vous prions, Messieurs, de trouver bon que tout le Conseil vous fasse offre de suspendre les Gages dudit Conseil pour être employés aux besoins que vous trouverez les plus pressants. ANNO 1711.

Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

Vos très-humbles & très-obéissants Serviteurs,

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL,

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Au Conseil d'Etat le 24. d'Octobre 1711.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

NOUS avions lieu de nous persuader après la Déclaration solemnelle, que nous vous avons faite de la droiture des intentions des deux Puissances, pour le maintien & la conservation inviolable de la Religion & des Priviléges de ces Païs-ci, qu'il ne vous auroit resté aucun scrupule pour differer plus long-tems de reconnoître par vôtre Signature le dernier Réglement, dont le seul but est, d'expliquer la Subordination, dans laquelle vous avez été commis par les deux Puissances au Gouvernement de ces Païs; Mais nous voyons avec surprise par quelques expressions de vôtre Lettre du 24. de ce Mois, que vous paroissez toûjours croire que la direction qu'on vous a confiée en doit être indépendante. Et quoi que cela même rende la signature dudit Réglement encore plus nécessaire, cependant comme les délais que vous continuez d'y apporter, ne peuvent causer qu'un très-grand préjudice pour le Service de Sa Majesté Catholique le Roi Charles III. & celui de la Cause commune, dans la situation, où les Affaires de ces Païs-ci sont présentement; pour montrer la modération avec laquelle les deux Puissances en veulent bien user à vôtre égard, nous avons trouvé convenir, Messieurs, de vous proposer de signer la Déclaration dont le projet est mis au bas de cette, afin que nous puissions assûrer les deux Puissances de la Subordination qui leur est dûë, comme représentantes Sadite Majesté Catholique jusques à ce qu'Elle soit mise en possession de ces Païs; au moyen de quoi nous n'exigerons pas à présent que vous signiez ledit Réglement, dont pourtant les deux Puissances ne se départiront en aucune maniére, voulant qu'il soit observé dans tous ses Points, & se reservant bien expressement de le faire signer dans la suite, quand Elles le trouveront convenir; c'est en cela, Messieurs, que vous pouvez nous donner des preuves les plus évidentes du désir que vous avez de montrer vos bonnes intentions & vôtre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service. Mais le Gouvernement ne pouvant pas demeurer plus long-tems dans la situation présente, sans que le Service de Sadite Majesté & de la Cause commune n'en souffre notablement, Nous nous trouvons dans la nécessité de vous déclarer au nom & de la part de ces deux Puissances que ceux de vô-

ANNO 1711. vôtre Corps qui n'auront pas signé la Déclaration qui suit avant Vendredi prochain 30. de ce Mois, s'ils n'aiment mieux de signer le Réglement, en conformité de nôtre premiére Réquisition, sont remerciés dès à présent comme pour lors, & déchargez du Serment qu'ils ont prêté en qualité de Conseillers d'Etat, & que nous procederons à l'expiration de ce terme sans ulterieur délai à en établir d'autres en leurs places. Ainsi fait à Bruxelles ce 27. d'Octobre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

NOus les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat ayant été commis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, au Gouvernement du Païs-Bas Espagnol, pour en avoir la direction au Nom de Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. nôtre légitime Souverain, què nous reconnoissons être représenté par les deux Puissances, jusques à ce qu'Elle sera mise en possession de ces Païs-ci; Et n'ayant reçû nos Pouvoirs & Commissions que des deux Puissances au Nom de Sa dite Majesté, promettons de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui nous seront addressées de leur part, pour autant qu'elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Priviléges de ces Païs-ci, & déclarons de plus d'accepter le dernier Réglement pour marquer le désir sincere que nous avons de contribuer autant qu'il dépend de nous à l'avancement du Service du Roi, & de celui de la Cause commune, dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet.

Ainsi fait au Conseil d'Etat à Bruxelles.

Déclaration du Conseil d'Etat.

NOus du Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général des Païs-Bas établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté nôtre légitime Souverain; promettons de donner execution, le plûtôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront addressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Priviléges du Païs, & dans l'entiere confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet, que l'avancement du Service du Roi, & celui de la Cause commune. Ainsi fait au Conseil d'Etat le 29. Octobre 1711.

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Prince DE RUBEMPRE'.

F. C. D'EESBECK.

DIT VAN DER HAEGEN.

NOus les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Député de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant vû la Déclaration que Vous avez signée par laquelle Vous reconnoissez d'être établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté Catholique vôtre légitime Souverain & promettez de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui vous seront addressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront point contraires à la Religion & aux Priviléges du Païs, & dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet que l'avancement du Service de Roi & celui de la Cause commune. ANNO 1711.

Déclarons par celle-ci de vouloir bien agréer provisionellement vôtre dite Déclaration dans l'entiére confiance que Vous vous conformerez exactement au nouveau Réglement qui Vous a été présenté de la part des deux Puissances qu'Elles veulent toûjours faire observer. Ainsi fait à la Conférence ce 30. Octobre.

Etoit signé,

ORRERY. JOHAN VAN DEN BERGH.

CXXI.

Memoire de Son Alteſſe Electorale de HANOVER, *adressé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *sur la Paix avec la France. du 9. Décembre* 1711. [Feuille volante.] 9. Dec.

SOn Alteſſe Electorale de Brunſwick-Lunebourg ayant renvoyé le soussigné, son Ministre d'Etat & de son Conseil Privé, le Baron de Bothmar, auprès de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, lui a ordonné principalement de remercier très-humblement S. M. de l'honneur qu'Elle lui a fait, de lui communiquer ce qui s'est passé depuis peu touchant la Négociation de Paix, par une personne de distinction & de la confiance de M. le Comte de Rivers, & de la nouvelle marque de l'honneur de son Amitié, qu'Elle a bien voulu donner à cette occasion, à lui & à sa Sereniſſime Famille, par ses généreux soins pour ses intérêts.

Monseigneur l'Electeur se raporte particuliérement aux sentimens qu'il a fait connoître à Mylord Rivers, & à la Réponse qu'il lui a fait donner par écrit sur les Propositions, dont une Copie va ci-jointe. Il croit que ce seroit manquer au respect dû à la confiance dont Sa Majesté l'a honoré, s'il n'y répondoit avec la sincérité qu'Elle doit attendre de son plus véritable & de son plus zélé Serviteur & Ami, qui s'intéresse pour sa gloire & pour son intérêt plus que personne du monde. Il espére que Sa Majesté lui fera l'honneur de recevoir dans ce sens & selon cette intention, tant ce qu'il a pris la liberté de lui faire dire de ses sentimens, par le susdit Lord Rivers, que ce qu'il a ordonné au soussigné son Ministre de se donner l'honneur de representer encore à ceux de Sa Majesté.

Les sentimens de S. A. E. sur la Paix & sur la Négociation sont: Que les Alliez ont besoin, non seulement de Déclarations positives, mais encore de sûretez réelles, sur tout ayant à faire à un Ennemi dont les maniéres d'agir sont assez connuës. C'est à quoi les Préliminaires précédens avoient pourvû, en obligeant la France à restituer préalablement des Places de sûreté. Ici, il n'y a ni sûretez réelles, ni aucunes Déclarations claires & précises: Tout se réduit à des généralitez vagues, qui au fond ne veulent rien dire, & sur lesquelles on pourroit négocier des années. On laisse à juger, quel est le moyen le plus sûr pour mettre une prompte fin à la Guerre; Ou d'exiger préalablement de la France de telles conditions, qu'il n'y ait plus rien à faire dans l'Assemblée générale, que de leur donner la forme de Traité; Ou d'ouvrir cette Assemblée sur des Articles captieux & obscurs, qui laissent le champ libre à la France de mettre en usage ses Intrigues & ses Chicanes ordinaires.

Il n'y a qu'une parfaite Union entre les Alliez, pendant qu'on traitera la Paix générale, & la Garantie mutuelle qu'ils se donneront de ce qui y aura été conclu, qui puissent les mettre en sûreté pour l'avenir. Sans cela, toute l'Europe tombera dans la confusion, & tôt ou tard dans l'Esclavage; sur tout, si on laissoit l'Espagne & les Indes à un Prince de la Maison de Bourbon. On ne pourroit pas se flatter que même après la Paix concluë de telle maniére, la Grande Bretagne pût être en sûreté, & se maintenir dans un état tranquille & florissant; à moins que de demeurer avec les Etats Généraux, & avec

ANNO 1711. les autres Alliez, dans une Union qui les mît tous ensemble à couvert des entrepriſes de la France. Toutes leurs Forces unies ont à peine ſuffi pour s'en garantir : D'où l'on peut juger de ce qui arriveroit, ſi cette Couronne venoit à bout de les diviſer ; & ce qu'elle ſeroit capable d'executer, après avoir reſpiré pendant quelques années, & après s'être renforcée par l'Eſpagne & par les Richeſſes des Indes. On ne doute donc pas, que S. M. Britannique ne ſe propoſe d'agir dans toutes ſes affaires conjointement & de concert avec ſes Alliez, conformément aux aſſurances qu'Elle leur a données. Mais pour bannir toute défiance, il ſeroit bon qu'il n'y eût aucune Négociation ſecrette, qui pût donner lieu de ſoupçonner que l'un ou l'autre des Alliez pourroit faire ſon Traité ſéparément.

Tous les Alliez concourront avec plaiſir à conclure la Paix, pourvû qu'elle leur procure leur ſûreté ; n'y en ayant point qui ne ſoit las des dépenſes & des incommoditez de la Guerre, & qui veüille la continuer lorſqu'elle ceſſera d'être néceſſaire. De plus, il n'y en a point parmi Eux qui ne ſe faſſe un plaiſir de contribuer de tout ſon pouvoir, à obtenir à la Grande-Bretagne les conditions & les avantages qu'elle peut prétendre de la France : Son Alteſſe Electorale ſe fera en particulier un devoir d'y aporter tous les ſoins qu'on pourra déſirer d'Elle, rien au monde n'étant plus juſte, après tant de grandes choſes que S. M. Britannique a faites avec ſa Triomphante Nation pour la Cauſe commune, depuis le commencement de ſon glorieux Régne. Et cette voye paroît plus ſûre à S. A. E., pour parvenir à ce but, & pour ſe conſerver les avantages, que ſi la Grande-Bretagne y travailloit ſans la concurrence de ſes Alliez par une Negociation ſéparée. Rien ne ſeroit auſſi plus avantageux à la France, que ſi par ſon habileté, elle pouvoit éblouïr aſſez une Puiſſance Maritime, pour lui faire accepter quelque avantage tellement au préjudice de l'autre, que la Jalouſie qui en naîtroit devint un obſtacle à leur Union pour l'avenir ; laquelle, faiſant leur ſûreté réciproque, paroit à la France le plus grand empêchement à ſes vaſtes Deſſeins.

S. A. Electorale peut répondre, que la Cour Imperiale n'a jamais formé le deſſein qu'on lui impute, de vouloir entamer avec la France une Négociation ſecrette, au préjudice des Intérêts de la Grande-Bretagne : Mais pour ôter à cet égard tout ſujet d'ombrage, tant de la part de l'Empereur, que de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, on pourra prendre avec ces deux Puiſſances de nouveaux engagemens : & on peut s'aſſurer qu'elles ne feront aucune difficulté de promettre à la Reine, de la maniere la plus forte & la plus ſolemnelle, de n'entrer jamais avec l'Ennemi commun dans aucune Négociation, de ne recevoir jamais aucune ouverture ou propoſition de ſa part, ſans la participation de S. M., & ſans prendre de concert avec Elle des meſures communes. On allégue, que la Cour Imperiale renoncera ſans peine à l'Eſpagne & aux Indes, pourvû qu'on lui donne les Etats d'Italie & les Païs Bas : Mais c'eſt ſur quoi il eſt juſte d'entendre le nouvel Empereur, qu'on ſçait avoir fort à cœur les affaires d'Eſpagne.

Il eſt aiſé de connoître les ſuites pernicieuſes qu'on auroit ſujet d'aprehender, ſi on laiſſoit l'Eſpagne & les Indes au Duc d'Anjou. S. M. Elle-même s'eſt expliquée ouvertement dans ſa Harangue à l'entrée de la derniére Seſſion de ſon Parlement, recommandant la Guerre d'Eſpagne, comme celle qui intéreſſoit le plus la Nation Britannique, qui ne ſera aucunement dedommagée par le Commerce de la Mer du Sud, dont on la flate ; lequel, ſi on lui en donnoit même la réalité, dont on peut juſtement douter encore, ne ſeroit au moins que précaire, & ne dureroit qu'autant que la France & l'Eſpagne voudroient bien le permettre. Ces deux Couronnes ne pourront être conſidérées au ſuſdit cas que comme une même Puiſſance. Tout le monde ſçait que c'eſt la France qui gouverne les Eſpagnols, dans leur Conſeil, dans leurs Finances, dans le Militaire, & qui même fait leur Commerce aux Indes par ſes Vaiſſeaux : Elle s'eſt déja renduë tellement la maîtreſſe de tout cela, que quand les Eſpagnols voudroient s'en affranchir, ſoit après la Paix, ſoit après la mort du Roi de France d'à préſent, cela n'eſt plus dans leur pouvoir, & aucun Traité ne ſera aſſez fort pour obtenir de la France de quitter effectivement ces Avantages. Il y a outre cela à conſidérer, ANNO 1711. que ſi la Lignée du Duc d'Anjou, ou la Lignée mâle du Dauphin ſon Frere, venoit tôt ou tard à manquer, ces deux Couronnes ſeroient entiérement combinées ſous une même Tête : Nul Traité, nulle Renonciation ne ſeroient aſſez forts pour empêcher cette combinaiſon en pareil cas ; dont la Renonciation faite à la Paix des Pirenées, & le Traité de Partage, fourniſſent entr'autres des exemples d'une aſſez grande évidence. Il eſt très-certain auſſi, que le Roi de France, qui nonobſtant la Paix & ſes Engagemens avec le Roi Guillaume III. de glorieuſe Mémoire, a reconnu de ſon vivant un autre pour Roi d'Angleterre, auſſi tôt qu'il s'eſt crû Maître de l'Eſpagne par ſon Petit-Fils ; ne verra pas ſi-tôt celui-ci affermi ſur ce Trône, qu'il travaillera à mettre ſa Créature ſur celui de la Grande-Bretagne, & qu'il en viendra à bout ayant augmenté ſa Puiſſance par celle de l'Eſpagne, & ſes Richeſſes par celles des Indes. Il eſt aiſé de prévoir le danger où ſeroit en ce cas la Perſonne de la Reine, & ce que deviendroit alors la Liberté de la Grande-Bretagne, ſous un Maître élevé dans les Principes de la France, & dans la haine contre les meilleurs Anglois qui l'ont abjuré ſelon la Loi, & ce qu'il ſeroit fait enſuite de celle de toute l'Europe & de la Religion Proteſtante, par la liaiſon d'obligation, de néceſſité & de reconnoiſſance de trois Rois d'une Religion oppoſée, & d'une telle Puiſſance par Mer & par Terre, ſous la direction de celui de France. Ce ſont des conſéquences où S. A. Electorale eſt trop intéreſſée, pour les conſidérer avec indifférence.

Quant à la Barriére aux Païs-Bas Eſpagnols, on ne peut pas dire qu'elle ne regarde que la ſureté des Provinces-Unies : elle regarde au contraire tout autant celle de la Grande-Bretagne, laquelle ne ſe trouveroit pas moins en danger que ladite République, ſi la France devenoit maîtreſſe des Païs-Bas Eſpagnols. C'eſt une vérité qui a été reconnuë de tout tems par les Anglois, & même ſous le Régne de Charles II. ; lequel, malgré ſes liaiſons avec cette Couronne, ne voulut pas permettre qu'elle en fît la Conquête : De ſorte que la Barriére, qui ferme à ce dangereux Ennemi l'entrée aux Païs-Bas, eſt un intérêt commun aux deux Puiſſances Maritimes, de même qu'à l'Empire d'Allemagne ; outre que la Grande-Bretagne trouve à cette heure dans ſa Garantie, celle de la Succeſſion Proteſtante réciproquement.

Quelque choſe qui arrive, & ſoit qu'on ouvre dès à préſent l'Aſſemblée de la Paix, ſoit qu'on la renvoye à un autre tems, c'eſt-à-dire juſqu'à ce que la France ait fait des Déclarations plus ſatisfaiſantes, S. A. Electorale croit que c'eſt d'une abſoluë néceſſité de ne ſe point relâcher par rapport aux préparatifs pour la Campagne prochaine ; n'y ayant aucune eſpérance d'obtenir de bonnes Conditions de Paix, qu'en ſe mettant en état de pourſuivre vigoureuſement la Guerre, & de commencer la Campagne de bonne heure avec des Forces conſidérables, & cela d'autant plus, qu'on voit les préparatifs que la France fait déja de ſon côté pour cela : C'eſt auſſi par cette conſidération que S. A. Electorale ne veut point ſe prévaloir de la permiſſion que S. M. a eu la bonté de lui accorder avec tant d'amitié, de prendre pendant cet Hiver quelques-uns de ſes Régimens de Dragons dans ſon propre Païs, ayant réſolu de les laiſſer tous au Païs-Bas. Monſeigneur l'Electeur conſervera ce nonobſtant pour S. M. la même reconnoiſſance, que ſi Elle ſe fût ſervie effectivement de ſadite permiſſion. On ne doit pas douter que l'Empereur ne faſſe de beaucoup plus grands efforts que ci-devant, & que les Etats Généraux ne fourniſſent ce à quoi ils ſont obligez par leurs Traitez ; S. M. Imperiale étant prête de faire de nouveaux concerts là-deſſus avec S. M. Britannique : Mais il ſera ſur tout eſſentiel de ſe garantir du piége d'une Ceſſation d'Armes, qu'il eſt très-apparent que la France propoſera auſſi-tôt que l'Aſſemblée de la Paix ſera ouverte, & qui laiſſant les Puiſſances Maritimes dans la néceſſité de faire les mêmes efforts & les mêmes dépenſes pour la Guerre ; & d'entretenir les mêmes Flotes & les mêmes Armées, leur ôteroit les moyens de s'en ſervir, & arrêteroit les progrès de leurs Armes Victorieuſes.

Il y a lieu d'eſpérer, qu'en demeurant bien unis, on réduira bien-tôt la France, avec la bénédiction de Dieu, à accorder des Conditions raiſonnables ; l'ex-

ANNO 1711. l'extrême épuiſement où eſt cette Couronne, & le beſoin qu'elle a de la Paix, étant très-certain & confirmé de tous côtez. Dieu a béni les Armes de la Reine & de ſes Alliez de tant de Triomphes ſur leur Puiſſant Ennemi, pour les mettre à couvert, par une Paix ſûre & avantageuſe, de ce qu'ils ont à craindre de lui; qu'il ne voudra pas, que tout épuiſé & vaincu qu'il eſt dans toutes les occaſions, il obtienne encore ſon but par cette Guerre, & qu'il en ſorte par une Paix glorieuſe pour lui, à la ruïne des Alliez Victorieux, & à la deſtruction de la Liberté de toute l'Europe, en gagnant par cette Paix le pouvoir de donner un Roi à l'Eſpagne, d'en impoſer un à la Grande-Bretagne, & de faire dépendre de ſon approbation la validité de l'élection d'un Chef de l'Empire. Fait à Londres ce 9. Decembre 1711.

Signé,

Le Baron de BOTHMER.

CXXII.

9. Dec. Verſchreibung Ihro Röm. Königl. Mayeſt. CAROLI VI., Krafft welcher Er die / durch Dero Gewalthabere mit denen Churfürſten des Reichs aufgerichtete Wahl-Capitulation annimbt / beſtättiget / und ſolche in allem unverbrüchlich zu halten verſpricht. Geben zu Franckfurt den 19. Decembris 1711. [Gegenwärtige Verfaſſung der Kayſerl. Regierung in Teutſchland pag. 2.]

C'eſt-à-dire,

Revers de CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale faite par ſes Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'obſerver inviolablement. A Francfort le 19. Decembre* 1711.

WIr Carl der Sechſte von Gottes Gnaden / erwehlter Römiſcher König zue allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zue Hiſpanien / Beyder Sicilien / Hieruſalem / und Indien / wie auch zue Hungarn / und Böheimb König / Ertz-Herzog zue Oeſterreich / Herzog zue Burgund / Meyland / Steyer / Cärnden / Crain / und Würtenberg / Graf zue Habſpurg / Flandern / Tyrol / und Görtz. ꝛc. Bekhennen öffentlich mit dieſem Brief: Alß am Tag Unßerer Wahl zum Römiſchen König / welcher war der Zwölfte nechſt abgewichenen Monaths Octobris, die von unnß als Königs zu Böheimb / und des Heil. Reichs Churfürſten / zu iezt-beſagter Wahl abgeordnete Bottſchaffter / Ernſt Friedrich Graf von Windiſch-Grätz / Frey-Herr von Waldſtein / und im Thal. ꝛc. Frantz Ferdinand Graf Kinsky von Kunitz / und Teſſau / und Caſpar Florentin von Consbruch / Unſers jüngſt in Gott ſeeligſt entſchlaffenen Herrn Bruedern Kayſerl. Maj. und Liebden Hinterlaſſene reſpectivè geheimer Rath / Cämmerer / und Teutſcher Vice-Cantzler im Königreich Böheimb / auch Reichs-Hof-Rath / und geheimer Reichs-Hof-Referendarius, nach vermög Unſeres Ihnen deßhalb unter Unſerm Inſiegel zugeſtelten beſondern völligen Gewalt / als Unſere Gevollmächtigte Geſandte / und Gewalt-Habere ſich mit denen Hochwürdigſten / und reſpective Durchleuchtigſten Fürſten Lothario Frantzen zu Maynz. ꝛc. Carln zu Trier Ertz-Biſchoffen / und Johann Wilhelm Pfaltz-Grafen bey Rhein / Hertzogen in Bayern / des Heil. Römiſchen Reichs / durch Germanien / Gallien / und das Königreich Arelat / Ertz-Canzler / und Ertz-truchſeſſen / Unſern Lieben Neven / Vettern und Churfürſten / wie nicht weniger mit denen / von wegen / und an ſtatt der Durchlauchtigſten und reſpective Großmachtigen / Friedrich Auguſti Königs in Polen / als Churfürſten zu Sachſen / Friedrichs / Königs in Preuſſen / als Churfürſten zu Brandenburg / und Georg Ludw. Hertzogs zu Braunſchweig / und Lüneburg / des Heil. Reichs Ertz-Marſchalls / Ertz-Cämmerers / und Ertz-Schatzmaiſters Unſerer Lieben reſpective Brüedern Oheimben / und Churfürſten / bey mehr-gedachter Unſerer Wahl erſchienenen Bevollmächtigten Bottſchafftern / Otto Heinrich / Freyherrn von Frießen zu Rötha / und Geſchwitz / Chriſtoph Burggraf / und Grafen von Dhona / und Friedrich Wilhelm / Freyherrn von Schlitz / genannt von Görtz / Ihrer Liebden Liebd. Liebd. reſpectivè Geheimen Räthen / Canzlers / General-Lieutenants / und Cammer-Præſidentens, GOtt dem Allmächtigen zu Lob / dem Heiligen Reich zu Ehren / und umb gemeines Nutzens willen etlicher Articul-Gedings- und Pacts-weiß in Unſerm Nahmen / und an Unſerer ſtatt vereiniget / bewilliget / vertragen / angenommen / und zu halten zugeſaget haben / wie die alle in eine offene Form geſtellet / und Ihnen unter Unſerm Nahmen / und angehängten Inſiegel übergeben ſeynd / alſo lautende:

Wir Carl der Sechſte von Gottes Gnaden erwehlter Römiſcher König / zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs / Ertz-Herzog zu Oeſterreich. ꝛc. (deß datum ſtehet / geben in Unſerer / und des Heil. Römiſchen Reichs-Stadt Franckfurth am Tag deß Heil. Maximiliani, ſo da war der zwölfte Tag deß Monaths Octobris nach Chriſti Unſers Lieben Heern / und Seligmachers Geburth / im Siebenzehen Hundert / und Eilfften Jahr. ꝛc.)

Undt aber gedachte Unßere gevollmächtigte Bottſchaffter / und Gewalthabere daneben obberührten Unſeren an- und abweſenden Lieben Neven / Vettern auch reſpective Brüedern / Oheimben / und Churfürſten Zuſag gethan / daß Wir Dieſelbige Articuln / ſo Wir hierauß in daß Heil. Röm. Reich / und in Teutſchland kommen / Perſöhnlich erneuern / und mit Unſerm Eyd beſtettigen ſollen. ꝛc.

Daß Wir demſelben nach iezo zu Unſerer Ankunfft in Teutſche Nation, und vor empfangener Königl. Crönung / alle und iede Puncten / und Articuln / davon obgemeldet / wie die durch mehr-gedachte Unſere verordnete Bottſchaffter / und Gewalthabere mit berührten Unſern Lieben Neven / und Vettern / auch der abweſenden Churfürſten Geſandten bedungen / bewilliget / und angenohmen / auch in Unſerm Nahmen und Siegel außgangen / und Ihnen übergeben ſeynd / aus freyen gnädigen Willen / iezo von Neuen bewilliget / angenommen / und zuhalten / darzu auch ſonſten alles das zuthun / das Unß als Römiſchen König gebühret / zu Gott und den Heiligen geſchwohren haben: Undt thun das hiermit wiſſentlich / in Crafft dieſes Briefs / alle Argliſt / und Gefährde hierinnen gäntzlich außgeſchieden; Deß zu Urkundt haben Wir Unnß eigenhändtig unterſchrieben / und Unſer Inſiegel an dieſen Brief hangen laſſen / der gegeben iſt in Unſerer / und des Heiligen Römiſchen Reichs-Stadt Franckfurth den 19. Decembris 1711.

Carl.

Vt. Friedrich Carl Graf von Schönborn.

Ad Mandatum Sac. Regiæ Majeſtatis proprium.

C. F. Consbruch.

ANNO 1711.

CXXIII.

ANNO 1711.

CXXIII.

22. Dec. *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE, *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & Mr. Buys, le* 22. *Decembre* 1711.

Ad relationem die 22. *Decembris* 1711.

SERENISSIMA & Potentiſſima Princeps ANNA, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor, & Celſi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præſentis quàm Pacis optandæ & Deo favente ſecuturæ, animum omni ſtudio advertentes, & volentes quam maximè, ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi conſenſu inita fuerit, ad eandem contra quoſcunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi exiſtimarunt, quamquam præcedentes Tractatus, qui inter Regiam ſuam Majeſtatem & dictos Ordines Generales intercedunt, eò ſatis tendant, eoſdem Tractatus de novo confirmare & ſpecialem eâ de re pactionem inſuper inire : Quapropter, communicatis conſiliis ſuper arduis hiſce negotiis, ſuam & Orbis Chriſtiani communem ſalutem tangentibus, de iiſdem per infraſcriptos ſuos Miniſtros plenâ Auctoritate munitos tenore ſequenti convenire, æquum duxerunt & neceſſarium.

Vigore præſentis Conventionis mutuò ſeſe obſtringunt altè memorata Regia ſua Majeſtas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præſtanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter proſequendo, ipſis ex Pactis initis invicem incumbunt, imò plura, ſi neceſſarium fuerit, idque ſe bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hoſtis in Pacis æquæ ac tutæ Leges conſenſerit, & Pax Generalis obtineri ac ſtabiliri queat.

Pace inſuper, Deo propitiante, partâ, ſincere & ſolemniter ſpondent, & mutuò promittunt R. S. M. & DD. Ordines Generales ſe fideliter, ſedulò, omnique induſtria rationem Conſiliorum ſuorum eſſe directuros, mutuamque curam & operam impenſuros etiam armatâ manu, ſi neceſſum fuerit, quo dicta Pax ritè obſervetur, & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi conſenſu acquiſiverit, ſartum ipſi tectumque maneat, ac ut omnes ejuſdem Pacis infractiones tempeſtivè evitentur ac impediantur, controverſiæ verò omnes, quæ circà ſenſum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimantur, vel, ſi media amicabilia, intra bimeſtre ſpatium minus proceſſerint, aut etiam citiùs, caſu quo periculi exigentia moram non patiatur, communes ſuæ & Fœderatorum, qui Conventioni acceſſerint, vires conſocientur, & tali numero Mari Terraque contrà quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, uſque dum Parti læſæ fiat ſatis, ac Pacis ac tranquillitatis Publicæ redintegrationi & ſecuritati omninò proſpectum ac proviſum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempè ſolidamque tranquillitatem eò pleniùs & perfectiùs procurandam, eandemque tuendam, omnes & ſinguli Principes ac Status Chriſtiani Pacem amantes, maximè vero Cæſarea S. M. aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta tranſeant, deque iiſdem ampliandis porrò, aptandiſque ad ſcopum ſuum pacificum & ſalutarem, quem ſibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, conſenſum & operam ſuam adhibere velint.

Confirmation du Traité de 1701. *entre l'Empereur* LEOPOLD, *le Roi* GUILLAUME *d'Angleterre, & les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique, & Mr. Buys, Envoié Extraordinaire des Etats à Londres le* 22 *Decembre* 1711.

Ad relationem die 22. *Decembris* 1711.

SERENISSIMA ac Potentiſſima Princeps ANNA, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regina, fidei Defenſor, & Celſi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii, ad rationes tam Belli præſentis, quam Pacis optandæ & Deo favente ſecuturæ, animum omni ſtudio advertentes, & volentes quam maxime ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi conſenſu inita fuerit, ad eandem contra quoſcunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi exiſtimarunt, quamquam Tractatus anno 1701. inter Cæſaream ſuam Majeſtatem, nuperumque Magnæ Britanniæ Regem GULIELMUM III. glorioſæ memoriæ & dictos Ordines Generales concluſus, aliiſque anno 1703. inter ſupradictam Reginam Magnæ Britanniæ eoſdemque Ordines Generales factus, eò ſatis tendant, eoſdem Tractatus, de novo confirmare & ſpecialem eâ de re pactionem inſuper inire : Quapropter communicatis conſiliis ſuper arduis hiſce negotiis ſuam & communem Orbis Chriſtiani ſalutem tangentibus, de iiſdem per infraſcriptos ſuos Miniſtros plena Auctoritate munitos, tenore ſequenti convenire æquum duxerunt & neceſſarium.

Vigore præſentis Conventionis mutuò ſeſe obſtringunt altè memorata Regia ſua Majeſtas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præſtanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter proſequendo, ipſis ex pactis initis invicem incumbant, imò plura, ſi neceſſarium fuerit, idque ſe bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hoſtis in Pacis æquæ ac tutæ Leges conſenſerit, & Pax Generalis obtineri ac ſtabiliri queat. Pace inſuper, Deo propitiante, parta, ſincere & ſolemniter ſpondent & mutuò promittunt Regia Sua Majeſtas & DD. Ordines Generales ſeſe fideliter, ſedulò omnique induſtriâ rationem conſiliorum ſuorum eſſe directuros, mutuamque curam & operam impenſuros etiam armata manu ſi neceſſum fuerit, quo dicta Pax obſervetur & Jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi conſenſu acquiſiverit, ſartum ipſi tectumque maneat, ac ut omnes ejuſdem Pacis infractiones tempeſtivè evitentur ac impediantur, controverſiæ verò omnes, quæ circa ſenſum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimentur, vel ſi media amicabilia intra bimeſtre ſpatium minus proceſſerint, vires conſocientur & tali numero Mari Terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, uſque dum Parti læſæ fiat ſatis, ac Pacis & tranquillitatis publicæ redintegrationi & ſecuritati omninò proſpectum ac proviſum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempe ſolidamque tranquillitatem eo pleniùs perfectiùſque procurandam, eandemque tuendam, omnes & ſinguli Principes ac Status Chriſtiani Pacem amantes, maximè vero Cæſarea Sua Majeſtas aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta tranſeant, deque iiſdem ampliandis porrò aptandiſque ad ſcopum pium, pacificum & ſalutarem quem ſibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, conſenſum & operam ſuam adhibere velint.

CXXIV.

1711. 2. Jan. *Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Espagnol faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, pour lui & ſes Deſcendants mâles à perpetuité. A Madrid le* 2. *Janvier* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 257.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de *Caſtille*, de *Leon*, d'*Arragon*, des deux *Siciles*, de *Jeruſalem*, de *Navarre*, de *Grenade*, de *Tolede*, de *Valence*, de *Galice*, de *Majorque*, de *Seville*, de *Sardaigne*, de *Cordouë*, de *Corſe*, de *Murcie*, de *Jaën*, des *Algarbes*, d'*Alger*, d'*Algezire*, de *Gibraltar*, des Iſles des *Canaries*, des *Indes* Orientales & Occidentales, des Iſles & *Terre Ferme* de l'Ocean, Archi-Duc d'*Autriche*, Duc de *Bourgogne*, de *Brabant* & de *Milan*, Comte de *Habsbourg*, de *Flandres*, de *Tyrol* & de *Barcelonne*; Seigneur de *Biſcaye*, de *Molina*, &c.

SAVOIR faiſons à tous ceux à qui il appartiendra, tant preſens qu'à venir, que nous avons trouvé à propos, tant pour le bien commun de la Chrêtienté, que pour celui des *Pays-Bas* en particulier, de ne pas differer plus long tems l'execution de ce

ANNO 1712. ce que le Roi Très-Chrêtien nôtre Ayeul a negocié & conclu le 7. Novembre 1702., en nôtre Nom, & de nôtre Conſentement, avec le très-Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Couſin, & Oncle, Vicaire Général deſdits *Pays-bas*, au ſujet de la Ceſſion, Donation & Tranſport des ſuſdits *Pays-bas*. Qu'en conſideration de la proximité du ſang & de l'amitié, des grands merites & ſervices dudit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & ſur tout de l'affection toute particuliere, de la vigilance & prudence avec laquelle il a gouverné ces Provinces en nôtre Nom, & à nôtre pleine ſatisfaction; auſſi bien qu'à celle de nos très fidelles Sujets, pendant le cours de pluſieurs années, nous avons reſolu de tranſporter leſdits *Pays-bas*, audit très Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Couſin & Oncle, Vicaire Général deſdits *Pays-bas*, de la même maniere que nous les poſſedions au tems dudit Traité du 7. Novembre 1702. & que nous les poſſedons à preſent, avec tous les Droits, Actes, Prétentions & Juriſdictions qui nous apartiennent auxdits *Pays-bas*; afin que ledit Duc Electeur nôtre Oncle, ſes Succeſſeurs & Hoirs mâles puiſſent en joüir & diſpoſer comme Legitimes & Souverains Princes deſdits *Pays-bas*, ſans aucune reſtriction ou reſerve. Et ainſi nous Declarons, Etabliſſons, Inſtituons & Nommons par ces Preſentes, en la forme & qualité ſuſmentionnée, ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle & ſes Succeſſeurs mâles, Princes & Poſſeſſeurs deſdits *Pays-bas*.

Nous accordons en outre, & donnons audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, nôtre plein Pouvoir & irrevocable, pour prendre, par lui même & de ſa propre autorité, ſans autre requiſition ou permiſſion, ſoit en Perſonne ou par Procuration, l'entiere Poſſeſſion de tous leſdits *Pays-bas*: Et pour cet effet, d'aſſembler les Etats Généraux ou les Etats particuliers de châque Province, ou d'agir de telle autre maniere qu'il jugera le plus convenable & néceſſaire, par raport à la Donation, Ceſſion & Transport que nous lui en avons fait, pour leur en donner connoiſſance, & faire prêter aux Etats & Sujets de ces Provinces les Sermens néceſſaires qu'ils ſont obligés de prêter, pour les engager à s'aquiter de tous les devoirs requis par leurs Sermens précedens. Et en attendant que ledit Duc Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frêre, Couſin & Oncle ait reçu ou fait recevoir en ſon Nom, l'actuelle poſſeſſion deſdits *Pays-bas*, dans la forme & la maniere ſpecifiée, nous demeurerons en poſſeſſion deſdits *Pays-bas* au Nom dudit Duc Electeur de *Baviere*.

Nous Ordonnons en conſequence, qu'on accorde nos Lettres Patentes audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, avec le Pouvoir de faire continuer & de nommer auxdits *Pays-bas* des Gouverneurs, Juges & Officiers de Juſtice, ſoit pour la ſureté ou pour l'adminiſtration de la Juſtice & de la Police, ou pour la recette des Domaines & autres Revenus; & en général de faire tous actes de Princes & de Legitime Souverain de ces Provinces, ſelon les Loix & Coutumes, comme nous avons fait & aurions pû faire. Et pour cet effet nous avons déchargé & diſpenſé, déchargeons & diſpenſons par les Préſentes, tous les Evêques, Abbés, Prélats & autres Eccleſiaſtiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Commandans & Capitaines, tant à la campagne que dans les Villes, Chefs, Préſidens & autres Membres de nos Conſeils & Chancelleries, ceux de nos Finances & Chambres des Comptes, autres Juſticiers & Officiers, Capitaines & Soldats de nos Forts & Châteaux, & leurs Lieutenants, tous Chevaliers, Gentilshommes & leurs Vaſſaux, auſſi bien que les Gens du Roi, Bourgeois & Habitans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & un châcun des Sujets deſdits *Pays-bas* reſpectivement, du Serment de fidelité qu'ils nous ont prêté, & de l'Hommage qu'ils nous doivent, comme leur legitime Souverain. Et nous Voulons de plus, Ordonnons & Commandons très-expreſſément, qu'ils reçoivent ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & ſes Succeſſeurs mâles, pour leurs Princes & Seigneurs; qu'ils lui prêtent le Serment de fidelité, & lui faſſent Hommage, ſuivant la conſtitution du Païs, des Biens, Fiefs & Seigneuries; & qu'ils aient pour lui tout le reſpect, l'affection, l'obeïſſance & la fidelité, que de bons & fidelles Sujets doivent à leur Prince & Legitime Souverain, comme ils ont fait juſqu'à préſent à nôtre égard. ANNO 1712.

Et pour ſuppléer à tous les manquemens & omiſſions, tant de droit que de fait, qu'il pourroit y avoir dans nôtre Donation, Ceſſion & Tranſport; Nous, de nôtre propre mouvement, de nôtre ſcience certaine, & en vertu de nôtre Puiſſance abſoluë & Souveraine, dont nous nous voulons ſervir, & nous ſervons à cet égard; avons renoncé & renonçons à toutes les Loix, Conſtitutions & Coûtumes qui pourroient y être contraires: Car telle eſt nôtre volonté & bon plaiſir. En foi de quoi, afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance, & que cet Acte ſoit ferme & durable à jamais, nous avons ſigné les Preſentes de nôtre main, & y avons fait apoſer nôtre grand Seau, Voulant & Ordonnant qu'elles ſoient enregîtrées dans tous nos Conſeils, Chambres des Comptes &c. Donné à *Madrid* le 2 Janvier de l'an de Grace 1712. & de nôtre Regne le douziéme.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

MANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Conditions (1) *atachées, à la Donation & Ceſſion des Provinces du Païs-Bas Eſpagnol, faite à l'Electeur de* BAVIERE. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 263.]

I. QUE le Séréniſſime Prince Maximilien Emanuel, Duc, Electeur de Baviére, nôtre bon Frere, Couſin, & Oncle, & ſes Succeſſeurs Mâles, auxquels pourra échoir la Souveraineté & proprieté deſdits Païs-Bas, imitant la Pieté & Religion, qui reluiſent en lui, devront vivre & mourir en nôtre Sainte Foi Catholique, ſelon la créance & doctrine de la Sainte Egliſe Romaine.

II. Que ledit Electeur de Baviére approuvera, maintiendra, & mettra en execution la Donation que nous avons faite à nôtre Couſine bien aimée, Dame Marie Anne de la Tremoüille, Princeſſe des Urſins, d'un Etat, & proprieté, & Souveraineté, indépendante pour Elle, & ſes héritiers, & ceux qui auront ſon droit & actions; ou ayant cauſe à perpetuité, & pour toûjours, conformément aux Lettres Patentes, qu'à cet effet nous lui avons fait expédier, avec le revenu Domanial, de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille, en chaque année, exempts de toutes Rentes, Hypothéques, & de toutes autres quelconques charges, ſoit pour tems limité, ou perpetuel, aſſignée ou impoſée, pour quelque raiſon, ou cauſe, que ce puiſſe être, en telle Province, ou en tel endroit, que ladite Princeſſe nommera & choiſira à ſa ſatisfaction, ſoit *les trois Païs d'Outre Meuſe*, ou Lokeren, au Païs de Waes, avec les huit Paroiſſes de Keure, ou en telle autre Province qui ſoit le plus de ſa convenance; & en cas qu'il ſe trouve dans ladite Souveraineté que ladite Princeſſe des Urſins choiſira quelqu'une de nos Maiſons Royales ou Châteaux à nous appartenants, voulons qu'il ne lui ſoit rien déduit ſur le fond que nous lui accordons deſdits trente mille Ecus de rente par an; chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille. Et d'autant qu'il ſera difficile de rencontrer un Etat avec domaine qui nous appartienne, & qui ſoit ſuffiſant pour y établir ledit Revenu Domanial de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille, en chaque année, ce qui fait l'eſſentiel & le luſtre de cette Souveraineté; ledit Duc Electeur de Baviére ſera obligé d'ajoûter audit Etat d'autres Domaines qui ſoient ſituez le plus près qu'il ſe pourra dudit Etat, juſqu'à rendre complet ledit revenu Domanial de trente mille Ecus de huit Reaux d'Argent double Monnoye ancienne de Caſtille en chaque année.

III.

(1) La Date manque à ces Conditions; & on ne les donne qu'au defaut du Diplome entier qui manque. [DUM.]

ANNO 1712.

III. Que ledit Séréniſſime Duc Electeur de Baviére ſera obligé de maintenir & garder aux Provinces, Villes, & Communautez, qui compoſent ledit Païs-Bas, les Priviléges, exemptions & immunitez que nous & nos Prédeceſſeurs leur avons accordées, & dont nous leur avons juré l'obſervance au tems de notre inauguration; comme auſſi de maintenir & conſerver les Dignitez & Offices à tous ceux qui preſentement s'en trouveront être pourvûs, tant dans les Tribunaux de Juſtice & Chambres des Comptes, comme en tous autres Emplois & Charges particulieres par Lettres Patentes, dépêchées ou ſignées de nous ou de nos Prédeceſſeurs, à Madrid, ou en quelconque autre endroit de nos Royaumes d'Eſpagne, ou en leur nom, ou au nôtre, au Païs-Bas, à la reſerve de ceux qui ont ſervi le Parti des Ennemis, & qui ont été pourvûs par eux dans les Provinces qu'ils ont occupées ou qu'ils pourroient occuper durant le temps de la preſente Guerre.

IV. Que ledit Duc Electeur ſera obligé de maintenir & approuver toutes les aliénations qui auront été faites par ventes ou par engagement, tant par nous que par nos Prédeceſſeurs, juſques au jour de la preſente Ceſſion formelle dudit Païs-Bas, & auſſi toutes les Conventions & engagemens qui auront été faits ou contractez avec les Magiſtrats ou Receveurs des Châtellenies, Villages, & Communautez dudit Païs, de même que les Conventions & engagemens que leſdits Magiſtrats & Receveurs auront faits, ſoit pour les Charges qui auront été venduës, comme office de Notaires au profit des Villes & des particuliers, affectation ſur le droit des papiers timbrez, ou de quelconque autre maniére que cela ait été fait, de ſorte qu'aucune Ville, Communauté, aucun particulier ne puiſſe être dépoſſedé de ſon Hypothéque, Office, ou Emploi, fondé ſur leſdites Conventions ou engagemens, ſi auparavant il n'ait été payé, remburſé, & ſatisfait des ſommes qu'il aura fournies.

V. Que ledit Duc Electeur ſera de même obligé de payer toutes & quelconques Rentes, Obligations, Charges, & Hypothéques, ſur nos Domaines, Offices, & autres Revenus dudit Païs. Et comme à cauſe des continuelles Guerres, il n'a pas été poſſible de donner entiére ſatisfaction deſdites Rentes, Obligations, & Charges, ledit Duc Electeur ſera obligé de faire payer après l'effectuation & concluſion de la Paix, en chaque année deux Canons échus deſdites Rentes, juſques à l'entiere extinction de tous les arrérages.

VI. Que ledit Duc Electeur ſera auſſi obligé à payer & accomplir toutes les Obligations & Contracts faits par nous ou par nos Prédeceſſeurs, & par nos Gouverneurs & Capitaines Généraux, en nôtre nom, & celui de nos Prédeceſſeurs, particuliérement ce qui aura reſté dû aux Etats Généraux des Provinces-Unies, des avances d'Argent qu'ils ont faites, & pour les Eſcadres des Vaiſſeaux avec leſquels ils ont ſervi durant la derniére Guerre, qui finit l'an mille ſix cent quatre vingt & dixſept par la Paix de Ryſwik, & pour cet effet leur furent conſignées & hypothéquées les Doüanes des Droits d'entrée & de ſortie, conformément aux Traitez & Conventions faites avec eux.

VII. Que ledit Duc Electeur ſera pareillement obligé de payer & ſatisfaire à l'Electeur de Brandebourg, ce qui ſe trouvera lui être dû, du reſte des Subſides qui lui furent promis pour les Troupes avec leſquelles il ſervit durant la derniére Guerre, qui finit comme il a été dit ci-deſſus l'an quatrevingt & dix-ſept; dont la ſatisfaction lui fut conſignée ſur les Subſides de toutes les Provinces dudit Païs, en conſéquence des Traitez & Accords faits avec ledit Electeur de Brandebourg.

VIII. Que ledit Duc Electeur de Baviére ſera auſſi obligé de payer & ſatisfaire la Rente annuelle de cent mille florins, conſignez au Prince d'Orange, par le feu Roi Charles II., notre Oncle, particuliérement ſur la Doüane des Droits d'entrée & ſortie de Navaigne, ſur la Riviére de Meuſe, en vertu du Titre & Patentes qui lui en furent expédiées.

IX. Que ledit Duc Electeur de Baviére ſera obligé de maintenir les concluſions des Contracts & adjudications des Fermes de nos Domaines & Rentes dans ledit Païs, pour le tems & aux conditions ſtipulées, validant aux Fermiers & Adjudicataires les avances faites de leur part pour notre ſervice ſur le prix de leur ferme.

X. Que ledit Electeur ſera obligé de payer & accomplir généralement toutes les dettes qui n'auroient point été ſatisfaites auxdits Païs & Provinces, d'entrepriſes des Vivres, Fourages, feux & lumiéres des Corps de Garde, & pour la Garniſon durant l'Hiver, des Lits dans leſdits Quartiers, Hôpitaux, & Fortifications, parce que leſdites dettes ont été contractées pour le maintien & la conſervation dudit Païs-Bas.

ANNO 1712.

XI. Que finalement ledit Duc Electeur s'obligera à payer les penſions, leſquelles ſont pour un certain tems limité ou héréditaires, & toutes les Donations, Recompenſes, ou Graces, que par nous ou nos Prédeceſſeurs auront été accordées & faites à quelques perſonnes que ce ſoit audit Païs-Bas.

XII. Et d'autant que c'eſt notre intention & volonté que les ſuſdites conditions ayent & ſortent leur entier & accompli effet, ſous & moyennant icelles donnons, cedons, delaiſſons, & tranſportons, renonçons & accordons irrévocablement & pour toûjours, & par quelque autre meilleure voye, maniére, & forme, que de droit faire ſe puiſſe & doive valoir, ſans que la forme invalide ou inutile puiſſe porter aucun préjudice à celle qui eſt valide, utile, & avantageuſe, audit Duc Electeur notre Oncle, & ſes Succeſſeurs Mâles, tous noſdits Païs-Bas, & les Duchez, Principautez, Marquiſats, Comtez, Baronnies, Seigneuries, Villes, Châteaux, & Forts, qui ſont en nos Païs-Bas, enſemble toutes Régales, Fiefs, Hommages, Droits, Libertez, Franchiſes, Droit de Patronage, Rentes, Revenus, Domaines, Aides, Confiſcations, & Forfaitures, avec tous & quelconques Droits & Actions que pouvons ou pourrions prétendre à cauſe deſdits Païs-Bas, avec toute Préeminence, Prérogatives, Priviléges, Exemptions, Gardiennes, Advouëries, Juriſdictions, Hauteurs, Reſſorts, & autres ſupérioritez quelconques, comme & en quelque ſorte elles ſoient, & à quelle cauſe & occaſion elles nous puiſſent competer & appartenir, ſoit de Patrimoine ou autrement, à quelque Titre & comme que ce ſoit & puiſſe être, pour en joüir entiérement & tout ainſi que nous les avons eû, & en avons joüi ſans rien excepter; à charge toutefois d'être gardées & obſervées inviolablement toutes & chacune deſdites conditions ci-deſſus ſpécifiées. Et c'eſt pareillement notre intention, comme nous le déclarons & ordonnons expreſſément par ces preſentes, que moyennant cette notre Donation, Conceſſion, & Tranſport, ſera ledit Duc Electeur de Baviére notre Oncle, en la forme & maniére conditionelle ici deſſus déclarée, tenu, obligé & chargé de payer & ſatisfaire toutes & quelconques Dettes & Obligations contractées par nous, ou en notre nom, ou de nos Prédeceſſeurs, ſur nos Patrimoines & Domaines de noſdits Païs-Bas, & que ſemblablement il ſera tenu & obligé de ſoûtenir, porter, & maintenir, toutes & quelconques Rentes, Penſions à vie, & toutes autres, & quelconques Dons, Récompenſes, & Graces, que nous & nos Prédeceſſeurs ayons ou ayent données, aſſignées, accordées, & faites à quelconques perſonnes que ce ſoit, comme tout eſt déclaré ci-deſſus.

Etoit ſigné,

PHILIPPE.

Et plus bas;

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO:

Y pendant, à double Cordon d'Or, le grand Seel de Sa Majeſté dans une Boëte d'Argent.

CXXV.

Manifeſte du Conſeil General des deux Religions dans le TOGGENBOURG. [Lettres Hiſtoriques, Juin 1712. pag. 694.] 12. Avril

Du 12. *Avril* 1712.

NOUS l'Advoyer, Amman, & Conſeil Général du Païs de *Toggenbourg*, ſavoir faiſons & déclarons, non ſeulement à nos fidéles & Amez Habitans & Communautez du Païs *de Toggenbourg*, mais auſſi à tous ceux qui ſe trouvent hors de nôtre dit Païs, de quel état & condition qu'ils puiſſent

ANNO 1712.

ſent être; & qui aiment la Juſtice & l'Equité, qu'en ſuite des différens ſurvenus depuis longues années, entre nous, & le *Révérendiſſime Convent de St. Gal*, en ce qu'icelui, contre la teneur des *Traitez*, *Documens Fondamentaux*, *Serment du Païs*, Droit de Communauté établi en 1440. & les Priviléges, dont nos Prédéceſſeurs ont joui, par ſes *vexations*, nous a réduits d'une maniére impitoyable, au point d'un triſte Eſclavage, ainſi que le tout a été par nous, ſuffiſamment démontré, tant de bouche que par écrit, dans les déductions à ce ſujet faites, nous étant vûs par là contrains de nous vouloir remettre en poſſeſſion de nos juſtes & légitimes priviléges, ſous la déclaration conſtante de nous vouloir ſoûmettre volontiers, à tout ce qu'une Médiation impartiale pourra trouver être de la Juſtice & de la Raiſon, ayant attendu un long-tems, avec patience, le réſultat d'icelle, nous étant cependant contenus en repos, & tranquilles, dans notre Païs, pendant que le *Révérendiſſime Convent de St. Gal* a évité tous les moyens propres *à une pacification équitable & finale* de tous ces différens, dans l'eſpérance que par le moyen de nos diſſenſions internes, & par les menaces des forces extérieures, mettant tout en confuſion, il viendroit à bout de tout, & nous ſoûmettroit derechef ſous ſa domination deſpotique, ayant à ces fins, non ſeulement, dès quelque tems en çà, incité par pluſieurs perſonnes Eccleſiaſtiques, & autres, les honnêtes Gens du Païs, à s'opoſer au Conſeil Général; *Mais auſſi tâché publiquement de lui ôter toute ſon authorité, & tout le reſpect qui lui eſt dû, mettant ſous les pieds ſes Mandats, traitans les Membres dudit Conſeil, de Fripons, de Larrons, de Diſſipateurs des Revenus publics, de Traîtres, & autres telles injures, leur imputant de refuſer une Paix équitable*, les menaçant ouvertement de les faire mourir, comme des ſcélérats & des malfaiteurs, cherchant cependant par ſes Emiſſaires, ſur tout dans le Reſſort Intérieur, de faire de leur propre authorité, des Aſſemblées illicites, contre les deffenſes du Conſeil Général, afin de diſpoſer, par toutes ſortes de moyens, & ſans fondement, l'eſprit des gens du Païs, à ſe déſiſter de leurs Droits, forçant les Communautez entiéres, & les perſonnes privées, de ſouſcrire à une ſoûmiſſion ſans bornes, menaçant d'exterminer par le fer & par le feu, tous ceux qui le refuſent, leur donnant les arrêts, dans leur Communauté, deffendans aux Membres du Conſeil Général de les fréquenter, & lors qu'on les a voulu ranger les uns & les autres à leur devoir, on y a porté le Peuple à s'y oposer, par la force ouverte, ſonné le Tocſin, & promis de les aſſiſter de toutes leurs forces, des Païs de leur ancienne Domination, ayant à cet effet, découvert les Ponts, gardé les paſſages; on a même pouſſé les choſes ſi loin, qu'ils en ont conçû l'eſperance, que pouvant ſuborner encore une ſeule Communauté, & s'en rendre Maîtres, ils pourroient enſuite attaquer & accabler de vive force, & par une cruelle effuſion de ſang, une partie du Païs par l'autre, avec le ſecours qu'on leur a promis. Cela a non ſeulement été ſecrettement tramé, *mais par une audace ſans éxemple, ces derniéres Pâques, au lieu d'apliquer au Peuple Chrétien les utilitez & avantages qui lui réſultent du mérite infini de notre Seigneur, ils ont pouſſé en chaire leur fureur, d'une maniére ſi énorme, que chacun ſans différence de Religion en a été ſcandaliſé, & ſoûpire après le remède.* Pour cet effet, Nous, ne pouvant plus endurer un mal ſi dangereux, capable de percer l'ame, ni demeurer davantage dans un danger ſi viſible, nous avons été obligez de pourvoir à notre ſûreté, & de nous mettre en état de pouvoir d'un côté, donner quelque Correction à ces malheureux Boutefeux, & d'un autre côté de pouvoir inſtruire & informer les honnêtes gens du Païs, qui ſe ſont laiſſé entraîner, par de fauſſes inſinuations, & détourner par là, avec l'aſſiſtance Divine, notre ruine toute évidente.

Mais d'autant que ledit *Révérendiſſime Convent de St. Gal*, a pouſſé les choſes ſi loin, & provoqué de telle ſorte à la jalouſie, le Peuple de divers lieux, par divers inſtrumens, & par ſes artifices dangereux, que le Conſeil même, le Conſeil Général n'oſoit plus ſe trouver dans les Aſſemblées des Communautez de ces Endroits-là, ni leur repreſenter le véritable état des affaires, & ſans prendre par un préalable, toutes leurs précautions ſuffiſantes.

Outre cela, les Eccleſiaſtiques ſe ſont encore vivement apliquez à mettre encore le Reſſort d'enhaut, en une pareille confuſion. *Ils ſe ſont figurez que la ſituation des deux Convens Nouveau St. Jean & Magdeneau leur pourroit donner le moyen*, comme il étoit arrivé précédemment, en y mettant des Commandans, de mettre ſans peine un frein audit Reſſort d'enhaut, en leur coupant par ce moyen, la Communication, & rempliſſant ainſi de cette maniére tout de terreur & de confuſion.

ANNO 1712.

C'eſt dans cette extrême néceſſité que nous nous ſommes vûs forcez de pourvoir, contre une telle force menaçante, à la ſûreté de Nous, de nos Femmes, & de nos Enfans, & de nous rendre Maîtres deſdits deux Convens, & de les munir d'une Garniſon convenable, comme l'unique moyen pour éviter, avec l'aide de Dieu, le prédit danger, & pouvoir ramener les Rebelles, & redreſſer les ſimples, dans la droite voye, par une ſuffiſante Information.

Nous proteſtons donc tous ſans exception, & ſans diſtinction ou différence de Religion, Nous proteſtons, dis-je, en public, & devant Dieu, que l'occupation de ces deux Convens, n'eſt aucunement dans la vûë d'oprimer la Religion Catholique, que pour cet effet, nous avons donné les ordres convenables qu'une telle Expedition ſe fit s'il étoit poſſible, ſans pillage & ſans effuſion de ſang, à moins que les Religieux par une induë réſiſtance n'en donnaſſent quelque ſujet, ne voulant faire aucun tort ni violence à leurs perſonnes, ni à aucun d'eux, ni à tout ce qui dépend du Service divin, ni les empêcher dans l'éxercice d'icelui, mais cherchant tant ſeulement à conſerver notre ſureté néceſſaire, admoneſtans tous & un chacun de nos chers Compatriotes, prians & requérans auſſi tous ceux de dehors, à qui ces choſes peuvent parvenir, de n'ajoûter aucune foi, ni créance à tout ce qui peut être dit au contraire, mais de demeurer perſuadé que tout ce qui eſt ci-deſſus eſt conforme à la vérité.

Ne deſirans au reſte rien plus, ſinon de finir cette affaire, par des moyens juſtes & légitimes, nous déclarons par les préſentes, que ſi le *Révérendiſſime Convent de St. Gal veut traiter ſincérement de cette pacification, avec le Conſeil Général du Païs, ſans diſtinction de Religion*, comme il a été machiné juſques à préſent, ou laiſſer décider entiérement cette difficulté, par la Médiation ci-devant établie, Nous nous ſoûmettrons à tout ce qu'avec juſtice, & autant qu'il ſera convenable à nos Priviléges, pourra être requis de nous. Mais ſi au contraire, on cherche l'opreſſion, nous ſommes réſolus avec l'aſſiſtance Divine, de nous deffendre nous & nos Privileges, juſqu'à la derniére goute de ſang. Ce que nous voulons bien publier par ces préſentes, pour l'inſtruction d'un chacun & pour notte juſtification. *Donné le* 12. *d'Avril* 1712.

Chancellerie du Païs de TOGGENBOURG.

CXXVI.

Manifeſte des Cantons de ZURICH *& de* BERNE, *touchant les affaires du* TOGGENBOURG. [Lett. Hiſt. Juin 1712. pag. 700. 13. Avril.

Le 13. *d'Avril* 1712.

NOUS le Bourguemaître, & l'Advoyer du Grand & Petit Conſeil, de Zurich & de Berne, ſavoir faiſons à tous qu'il apartiendra, par ces préſentes, que comme il eſt connu de tout le monde, que les Habitans du Païs de *Toggenbourg* ſouffrent depuis longues années, de dures & d'inſupórtables charges de la part des Officiers de Mr. l'Abbé de St. Gal, ſans pouvoir attendre autre choſe de leur patience, que leur totale ruine, & l'extinction entiére de leurs Franchiſes, qu'ils ſe ſont aquis juſques ici avec tant de gloire & de louange, de ſorte qu'ils ſe ſont vûs contraints d'en porter leurs juſtes plaintes, aux deux Louables Cantons de *Swits*, & *Glaris*, leurs Compatriotes, fondez ſur le droit du Païs, apellé communément, *Landrecht*.

Mais S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal n'y voulant avoir aucun égard, ni reconnoître ledit droit du Païs, mais offrant ſeulement le droit auxdits Louables Cantons *Swits* & *Glaris*, par devant leidits

ANNO 1712. Louables Cantons assemblez à la Diette de Baden, où cette affaire a été pendante plusieurs années, & où lesdits *Toggenbourgeois*, y étant enfin forcez, n'ont pas manqué d'y porter, avec tout le respect qui est dû, leurs plaintes, & n'y ayant pû trouver le secours, qu'ils en avoient lieu d'espérer, au contraire, ayant été encore amusez un fort long-tems, enfin ils se sont déterminez à avoir leur recours vers *Nous*, & à implorer très-instamment notre Conseil & notre Assistance, & *Nous* n'ayant pû voir un plus long-tems, un si déplorable état, & d'une si longue durée, Nous sommes crûs obligez, tant par notre compétence, que par notre devoir, de procurer tout l'avantage & prospérité du Louable Corps Helvétique, à l'éxemple de nos Louables Prédécesseurs, qui en ont usé de même à Berne, l'an 1463. à maintenir ledit Landtrecht, & à Zurich, l'an 1538. où nous avons affermi la Paix du Païs apellée *Landsfrieden*, trouvant être nécessaire, & de notre compétence, de nous en charger présentement, d'autant plus, que nous avons apris avec bien de la douleur, que les Louables Cantons Catholiques, pour terminer entiérement cette affaire, ont fait dresser un Acte de délibération particuliére & remarquable à notre insçû, après la Diette générale, & le départ de nos Députez, dans la vûë d'accorder uniquement ledit Seigneur de St. Gal, avec lesdits Louables Cantons de *Swits* & *Glaris*, en laissant les *Toggenbourgeois* à la merci dudit Mr. l'Abbé de St. Gal.

C'est pourquoi après avoir mûrement & avec toute l'éxactitude possible, éxaminé les Titres fondamentaux desdits *Toggenbourgeois*, savoir le *Serment du Païs*, le *Droit du Païs*, & *la Paix du Païs*, de l'an 1538. & les ayant trouvez munis de si beaux Priviléges, nous déclarons selon cela, que nous les voulons protéger, defendre, & maintenir de toutes nos forces, contre tous ceux qui les voudront opprimer injustement & par violence, sans autre profit, intérêt, ou avantage particulier, en sorte que nous avons bien voulu condescendre à une Médiation amiable, à nous proposée par le Louable Canton de Bâle d'une part, & les Louables Cantons de Lucerne, Uri, & Soleure, qui ont aussi travaillé de leur côté. Mais tout le monde sait, de quelle maniére cette Médiation a été rompuë & mise à part: nonobstant cela on espéroit qu'on laisseroit lesdits Habitans du Toggenbourg jouïr de leurs Priviléges, après lesquels ils soûpiroient dès long-tems, que Dieu même, par sa grace leur fournit lui-même les moyens à une decision finale de cette affaire.

Mais étant venu à notre connoissance, d'une maniére très-évidente, que quelques Ecclésiastiques, & autres Ennemis & Perturbateurs du repos public, ne se sont pas contentez d'inciter & de pousser les gens du Païs, à la desobéissance, contre le Conseil Général dudit Païs, mais qu'ils ont aussi tâché de le priver de toute authorité, & de tout respect non seulement par des discours publics mais aussi en foulant aux pieds, les Mandats qui en étoient émanez, ayant mêmes attaqué & diffamé les principaux d'entr'eux d'une maniére très-injurieuse, & entrepris de leur propre authorité d'assembler leurs Communes, dans la Prefecture inférieure en vûe d'empêcher de cette maniére, par la force, le châtiment que méritoient de tels Perturbateurs du repos public, & mettre enfin avec la totale ruine du Païs de Toggenbourg une entiére & desolante desunion entre ceux, qui jusqu'à présent, nonobstant la diversité de Religion, ont vécu en bonne intelligence, & pour y mieux réüssir ont fait toute sorte de préparatifs de Guerre, accompagnez de grandes menaces; en sorte que nous, par une affection singuliére pour la Paix, & pour l'équité, n'avons pû de moins que de donner secours & assistance auxdits pauvres *Toggenbourgeois* oprimez, suivant leur ardent desir, leurs vexations nous étant suffisamment connuës, postans des Troupes sur nos propres frontiéres près dudit *Toggenbourg*, afin qu'au cas que cela ne produisît son effet, nous fussions en état d'entreprendre ce que nous jugerons nécessaire, n'ayant toutesfois point d'autre intention que de réprimer les desordres dudit Païs de Toggenbourg, & de conserver & entretenir, à tout le Louable Corps Helvetique, la tranquilité publique, sans donner sujet à aucun Louable Canton de croire qu'on en veuille à aucun d'eux en particulier, ainsi que nous le déclarons à tous, en toute sincérité & fidélité, attendu que nous sommes toûjours portez à donner les mains à une honnête, sincére, & bien intentionnée Médiation, ne souhaitant sinon, que S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal, proposant des moyens plus convenables audit Conseil du Païs, afin que cette affaire si fâcheuse, & de si longue durée, se pût une fois terminer par une Paix solide & durable, que le grand Dieu nous veuille donner en sa grace. En foi de quoi nous avons fait expédier & imprimer le présent Manifeste, pour la conduite d'un chacun. Ce 13. d'Avril 1712.

Chancellerie de la Ville de Zurich, au nom des deux Louables Etats & Cantons de ZURICH *&* BERNE.

CXXVII.

18. Juin. *Tractaet van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen Haare Hoog-Mogende de Heeren Staten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de Hooge Regeeringe, Pascha, Aga, ende overwinnende Militie van* ALGIERS. *Gedaan in het Jaar van Jesus* 1712. *den* 18. *van Juny ende van de Hegira* 1124. *den* 18. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.]

EERSTE ARTICUL.

NA desen dagh sal met de Nederlanders wesen een vaste ende bestendige Vreede, soo als toegestaen ende bevestight is tusschen Haer ende den Doorluchtigen Ali, thans hooghgeeerde Pascha van Algiers ende haer onderhoorigh Koninghrijck, als mede den Aga der Janitzaren, ende de Wetgeleerde ende Vroome, ende de overwinnende Militie, ende sullen de Onderdanen van de Mogentheden aen weerkanten, als mede derselver Schepen, groote ende kleyne, ende die daer aen onderhoorigh zijn, van nu aen de een den anderen op geenerley wyse molesteren ofte verongelijcken, noch met woorden noch met wercken, maer sy sullen met sorghvuldigheyt des gemoedts, na het geene in haer vermogen is,

CXXVII.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, des Païs-Bas, & la haute Regence, Bascha, Aga, & Victorieuse Milice d'ALGER. Fait le 18. Juin l'an de Jesus Christ 1712. & de l'Hegire 1124. 18. Jui

ARTICLE I.

APrès ce jour il y aura avec les Hollandois une Paix ferme & durable, telle qu'elle est accordée & confirmée entre eux & l'illustre Ali, maintenant très-honoré Bascha d'Alger & le Royaume dependant, de même que l'Aga des Janissaires, les Jurisconsultes & les Sages, & la victorieuse Milice, comme aussi leurs Vaisseaux, tant grands que petits, & ceux qui en dependent, ne se molesteront ni feront aucun tort les uns les autres en aucune maniere ni de paroles ni de fait, mais selon qu'il sera en leur pouvoir, ils se feront honnêteté

&

NNO 712. is, de een den anderen beleeftheyt ende eere bewyſen : Na deſen dagh ſal oock gantſch geene ſaeck mogen gepretendeert worden.

II. De Nederlandtſche Schepen, groote of kleyne, komende tot Algiers, ofte in eene andere Haven onder haer gebiedt, moeſten volgens oudt gebruyck betalen tien per cent van de Effecten, die verkocht worden : Doch ten reſpecte van deſe Vreede, ende van haer verſoek, hebben Wy ſulcks a vyf per cent geſtelt.

Item, indien ſy de onverkochte Effecten ſullen willen wederom afvoeren, ſoo ſal men van deſelve niets vorderen.

Item, indien ende op wat tydt ſy ſullen willen vertrecken, ſoo ſal niemandt haer met overlaſt aen te doen mogen ophouden.

Item, van de contrebande Goederen, Oorloghs-Gereedtſchap, Buskruyt, Loodt, Yzer, Swavel, Plancken, en allerley Timmerhout, bequaem tot den Scheepsbouw, Pick, Teer, ende kleyn Oorloghs-Geweer, ende alle andere dingen tot den Oorlogh noodigh, daer van en ſal de Regeeringe van Algiers niets vorderen.

III. Wanneer Nederlandtſche ende Algierſche (Oorloghs-), Commiſſie-ofte Koopvaerdyeſchepen malkanderen in Zee ontmoeten, ſoo ſullen ſy onder malkanderen, noch de een den anderen geenſints mogen moleſteren, maar met beleeftheyt ende eerbewyſinge van malkanderen ſcheyden, ende ſy ſullen de een den anderen in de verrichtinge hares dienſts niet hinderlijck zyn.

Item, men ſal aen de Paſſagiers, die op de Schepen zyn, van wat Natie ſy ſouden mogen weſen, ende na wat Plaetſe ſy mogen gedeſtineert zyn, noch aen der ſelver Effecten, Goederen of Kleederen, de een den anderen geene moleſtatie mogen aendoen, noch eenige ſaken van haer wechnemen.

Item, na wat Plaetſe ſy (hare Effecten) ſouden mogen brengen, ofte waer ſy die moghten laten vertoeven, men ſal op geene de alderminſte wyſe de een den anderen ſchade noch overlaſt toebrengen.

IV. Wanneer Algierſche Commiſſieſchepen komen te ontmoeten een Nederlandtſch Koopvaerdyeſchip, groot ofte kleyn, indien dat ſelve van eene Plaetſe, ſtaende onder het Nederlandtſch gebiedt, uytgeloopen is, ſoo ſal maer alleen de Sloep geſonden, ende behalven de Roeyers twee Mannen daer in geſet worden, ende aen het Schip gekomen zynde, ſullen alleenlijck deſe twee Mannen, het en ware dan met permiſſie van den Schipper van gemelde Schip, aen boordt overgaen, ende dan haer Paspoort getoont, ende haren dienſt, na wy vertrouwen, oprechtelijck gedaen hebbende, wederkeeren, ende ſal het Koopvaerdyeſchip ſijne reyſe voortſetten, ende niet mogen opgehouden worden.

Item, wanneer een van de Nederlandtſche (Oorlogh-ofte) Commiſſieſchepen komt te ontmoeten een Algierſch Commiſſie-of Koopvaerdyeſchip, op wat plaetſe ſulcks moght gebeuren, indien gemelde Schip bevonden wordt voorſien te ſijn met het Paſpoort van wegens den Landtvooght van Algiers, of wel van wegens den Nederlandtſchen Conſul by hem reſiderende, ſoo ſal men niets mogen aenraken van het geene het gemelde Schip is toebehoorende, maer het ſal in veyligheyt ſijnes weeghs gaen.

V. Niemandt, het zy Capiteynen van Algierſche Schepen, noch der ſelver Officiers, noch yemandt van de Regenten, ſal mogen Perſonen van andere Natien, zynde aen boordt van Nederlandtſche Schepen, uyt een Nederlandtſch Schip uythalen ende naer hare ofte andere Schepen overbrengen, noch ſelfs na yets mogen ondervragen, noch eenige violentie bedryven, na dat yemandt in het Nederlandtſche Schip gevonden is, ſal men hem niet mogen moleſteren, al is hy een Paſſagier.

VI. Indien een van de Nederlandtſche Schepen, ofte van de Schepen van hare onderhoorige Onderdanen, moght komen ſchipbreuck te lyden voor Algiers, ofte elders op ſtrandt onder het gebiedt van haer Koninghrijck, ſoo ſal men geenſints het minſte van deſſelfs Goederen noch Effecten mogen aenſlaen, plunderen, noch prys maken.

Item, ſoo wanneer ſulck een geval moght gebeuren, ſal geen Tol van de geborgene Effecten mogen genomen, noch de Menſchen verkocht worden : Maer de geene, die onder het gebiedt van Algiers ſtaen, ſullen na haer vermogen ſich hebben te beneerſtigen, om als goede Mahometanen hulpe ende byſtandt

& honneur en toute exactitude & ſincerité : Après ce jour l'on ne pretendra auſſi aucune choſe. ANNO 1712.

II. Les Vaiſſeaux Hollandois, tant grands que petits, venant à Alger, ou dans quelque autre Port de leur Royaume, devoient, ſelon l'uſage ancien, payer dix pour cent des Effets qu'on vendoit : Mais eu égard à cette Paix & à leur demande, nous avons reglé cela à cinq pour cent.

Item, lorsqu'ils voudront rembarquer les Effets non vendus, l'on n'en exigera rien du tout.

Item, lorsqu'en tel tems que ce ſoit ils voudront partir, nul ne pourra les arrêter ni les inquieter en aucune maniere.

Item, la Regence d'Alger n'exigera rien des Marchandiſes de contrebande, Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & de tout bois de charpente propre pour la conſtruction des Vaiſſeaux, Poix, Goudron, & petites Armes de Guerre, ni de toute autre choſe néceſſaire dans la Guerre.

III. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre, Armateurs ou Marchands Hollandois & Algeriens ſe rencontreront en Mer, ils ne ſe moleſteront en aucune maniere les uns les autres, mais ils ſe ſepareront les uns des autres avec honnêteté & civilité, & ne ſe feront mutuellement aucun empêchement dans l'execution de leur ſervice.

Item, de part & d'autre il ne ſera permis de faire aucune vexation aux Paſſagers, qui ſont ſur les Vaiſſeaux, de quelque Nation qu'ils puiſſent être, & vers quelque lieu qu'ils ſoient deſtinez, ni à leurs Effets, Marchandiſes ou Habits, ni leur enlever aucune choſe qui ſoit à eux.

Item, en quelle Place qu'ils pourront tranſporter leurs Effets ou en quel lieu ils les laiſſeront, on ne cauſera en aucune maniere, l'un à l'autre aucun dommage ni chagrin.

IV. Lorsque des Armateurs Algeriens viendront à rencontrer un Vaiſſeau Marchand Hollandois, grand ou petit, s'il vient d'un lieu dépendant des Etats des Provinces-Unies, on n'y envoyera que la Chaloupe dans laquelle outre les Rameurs on mettra deux Hommes, & étant arrivée au Vaiſſeau, il n'y aura que ces deux Hommes, horsmis que ce ne ſoit avec la permiſſion du Capitaine de ce Vaiſſeau, qui paſſeront ſur ſon bord ; on leur fera voir le Paſſeport, & après avoir fait fidellement, comme nous eſperons, leur devoir, s'en retourneront ; & le Vaiſſeau Marchand pourſuivra ſon voyage, & il ne ſera pas permis de l'arrêter.

Item, lorsqu'un Vaiſſeau de Guerre ou Armateur Hollandois viendra à rencontrer un Armateur ou Vaiſſeau Marchand Algerien, en quelque endroit que cela arrive, ſi l'on trouve que ledit Vaiſſeau eſt fourni d'un Paſſeport du Regent d'Alger, ou du Conſul Hollandois qui y reſide, on ne touchera à rien de ce qui appartient à cedit Vaiſſeau, mais il fera ſon voyage en toute ſeureté.

V. Nuls, tant Capitaines de Vaiſſeaux Algeriens, que leurs Officiers, ni perſonne de la Regence, ne pourront enlever qui que ce ſoit des autres Nations qui ſeront à bord des Vaiſſeaux Hollandois, pour les mettre ſur leurs propres Vaiſſeaux ou autres, ni ne pourront les interroger ſur quoi que ce ſoit, ni leur faire aucune violence étant trouvez dans un Vaiſſeau Hollandois, quand même ils ſeroient des Paſſagers.

VI. Si un Vaiſſeau Hollandois, ou un Vaiſſeau de leurs Sujets venoit à faire naufrage devant Alger, ou ailleurs ſur la Côte de la domination de ce Royaume, on ne ſaiſira, pillera, ni declarera de bonne priſe la moindre de ſes Marchandiſes ou Effets.

Item, ſi pareil cas arrivoit, on ne prendra aucun Droit des Effets qu'on aura ſauvé, ni les Hommes ne ſeront vendus ; mais ceux qui ſont ſous la Domination d'Alger, feront de tout leur pouvoir toute diligence, comme bons Mahometans, de donner ſecours & aſſiſten-

ce

ANNO 1712.

ſtandt te bewijſen in het bergen van Menſchen ende Goederen.

VII. Geen van de Algierſche Schepen, groot of kleyn, ſal mogen met permiſſie ende toeſtemminge van den Landtvooght van Algiers mogen kaperye plegen tegen Salee, ofte eenige andere Plaetſen, welcke met de Nederlanders in vyandtſchap moghten ſtaen.

VIII. Geen van de Schepen van Algiers, groot noch kleyn, ſal hebben cours te ſetten naer een van de Steden, Forten ofte Havens in de Landen onder het gebiedt der Nederlanders, houdende de kaperye op na dat deſelve geſien zyn: Want ſy en ſullen niet hebben te bedrijven ſulcke dingen, welcke oorſaeck van overtredinge ſouden konnen worden.

IX. Die van Tunes, Tripoli, Salee of andere ſullen geenſints Nederlandtſche Schepen, groote noch kleyne, noch Menſchen noch Effecten, tot Algiers mogen brengen om te verkoopen: Men ſal oock niet toelaten, dat in Plaetſen onder haer gebiedt ſullen mogen verkocht worden.

X. Wanneer Nederlandſche Commiſſievaerders eenige Pryſe ofte buyt gemaeckte Effecten ſullen brengen in de Havens, ſtaende onder het gebiedt van Algiers, ſoo ſal niemandt haer eenige tegenſtandt, geweldt noch moeyte aendoen.

Item, de Commiſſieſchepen ſullen in geenerley wyſe betalen Tiendens, noch Rechten (genaemt Awaid.)

Item, indien ſy verkoopbare Waren op de Marckt ofte in de Winckelplaetſen begeeren te koopen, ſal men aen hun die Waren overlaten voor den prys, welcke andere daer voor geven, ende niet meer mogen gepretendeert worden.

XI. Wanneer Nederlandtſche (Oorlogh-) Commiſſieſchepen tot Algiers gekomen zynde, het Anker ſullen hebben laten vallen, ſoo ſal volgens oude gewoonte de Proviandt (van ververſchinge) gegeven worden.

Item, wanneer Slaven uyt Algiers al zwemmende of anderſints aen boordt ontvlucht ſullen zyn, ſoo ſal men de ſelve wederom van daer naer Algiers brengen, ende het Scheepsvolck en ſal dan niet mogen voorwenden, dat ſy de ſelve niet en hebben geſien.

XII. Niemandt van de Nederlandtſche Koopluyden, noch van andere Nederlandtſche Onderdanen, ſal mogen genomen, verkocht noch Slaef gemaekt worden op eenige der Plaetſen onder het gebiedt van Algiers, het zy onder pretext of ſonder pretext.

Item, uyt hoofde van deſe gemaeckte Vreede met de Nederlanders ſal tot haer niet mogen geſeydt worden, koopt uwe Slaven, ſoo lange ſulcks haer welbehagen niet en is: Maer wanneer om bovengemelde particuliere redenen ſulcks haer begeerte ſal zyn, dan ſal het mogen geſchieden, het en ware dan dat die Slaven ſijne naeſtbeſtaende Bloedtvrienden zynde, tot ſijne goedertierentheyt ende gemoedts beweeginge waren (behoorende.)

Item, daer en ſal geene belofte noch tydt om te (moeten) vry koopen, mogen worden (voorgewendt) maer ſoo veele als aen haerluyden ſal goetduncken (ſullen ſy mogen vry koopen, ende ſal ſulcks oock op een goede manier gedaen worden met der ſelver Patronen in (het accorderen over) den prys van de ſelve. Niemandt ſal oock tot der ſelver Patronen ſeggen, laet my immers uwe Slaven voor ſulcken prys over, al waren ſy Slaven van den Paſcha ofte van de Regeeringe, ofte van de Galleyen, maer wanneer de tydt om Nederlandtſche Onderdanen volgens oude gewoonte te loſſen ſal gekomen zyn, wanneer ſulcks oock weſen ſal, dan ſal ſulcks volgens gebruyck met andere Natien (geſchieden,) ende meer als van ſulcke ſal niet mogen gepretendeert worden.

XIII. Indien yemandt van de Nederlandtſche Koopluyden, of van hare Onderdanen, moght komen te overlijden tot Algiers, ofte elders in de Landtſchappen ſtaende onder haer gebiedt, ſoo ſal den Landtvooght van Algiers noch yemandt anders op geenerley wijſe des gemelden Overleden Geldt, Goederen noch Effecten mogen aenraken. Indien hy voor ſijn overlijden yemand heeft aengeſtelt tot Curateur van den Boedel, ſoo ſal niemandt behalven deſe yets van ſijne Goederen ende Effecten mogen aenraken, indien hy binnen het voorgemelde Koninghrijck van Algiers te vinden is. Doch indien 'er geen Curateur van den Boedel en is, ſal yemandt anders,

ce pour ſauver les Hommes & les Marchandiſes.

ANNO 1712.

VII. Nul Vaiſſeau Algerien, grand ou petit, ne pourra avec la permiſſion & conſentement du Regent d'Alger exercer piraterie contre Salé ou autres Places qui ſeront en inimitié avec les Hollandois.

VIII. Nul Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne fera cours vers aucune des Villes, Forts ou Ports qui ſont ſous la domination des Etats des Provinces-Unies, la piraterie ceſſant à leur vuë: Car ils ne commettront aucune choſe qui pourroit donner occaſion de contravention.

IX. Ceux de Tunis, Tripoli, Salé ou autres, ne pourront en nulle maniere conduire à Alger des Vaiſſeaux Hollandois, grands ni petits, ni Hommes, ni Effets pour les y vendre: On ne permettra pas auſſi qu'ils ſoient vendus dans aucune Place de leur Domination.

X. Lorsque les Armateurs Hollandois ameneront aux Ports ſous la domination d'Alger quelque Priſe ou Effets butinez, perſonne ne leur fera aucune oppoſition, violence ni chagrin.

Item, les Vaiſſeaux d'Armateurs ne payeront en aucune maniere les Dixmes, ni les Droits appellez Awaid.

Item, s'ils veulent acheter quelques Marchandiſes ou denrées aux Marchez ou Boutiques, on les leur cedera au prix que les autres en donnent, & l'on n'en pretendra pas davantage.

XI. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre ou Armateurs Hollandois arrivez à Alger, y auront jetté l'ancre, on leur donnera, ſelon la coûtume ancienne, la proviſion de rafraichiſſement.

Item, lorsque des Eſclaves ſe ſeront ſauvez d'Alger à leur bord en nageant ou autrement, on les ramenera de là à Alger, & les Mariniers ne devront pas prétexter qu'ils ne les ont pas vûs.

XII. Aucun des Marchands Hollandois ni des autres Sujets Hollandois, ne pourra être pris, vendu ni fait Eſclave dans aucune des Places ſous la domination d'Alger, que ce ſoit ſous prétexte ou ſans prétexte.

Item, en vertu de cette Paix concluë avec les Hollandois, on ne pourra leur dire, Achetez vos Eſclaves, auſſi long-tems que ce n'eſt pas leur volonté: Mais lorsqu'ils auront ce vouloir pour les ſuſdites raiſons particulieres, alors cela pourra ſe faire, horsmis que ces Eſclaves étant de ſes proches Parens ne dependent de ſa benignité & tendreſſe de cœur.

Item, on ne prétextera ni promeſſe ni tems pour acheter & mettre en liberté; mais ils en pourront racheter autant qu'ils le jugeront à propos, & cela ſe fera auſſi d'une bonne maniere avec leurs Patrons dans l'Accord pour le prix d'iceux. Nul ne pourra auſſi dire à ces Patrons, cedez-moi vos Eſclaves à tel prix, quand même ils ſeroient Eſclaves du Paſcha, ou de la Regence, ou des Galeres; mais lorsque le tems ſera venu de racheter ſelon l'ancienne coûtume des Sujets Hollandois, ſi cela ſe fait, alors cela ſe fera ſelon l'uſage établi avec les autres Nations, & l'on n'en pretendra pas davantage que de tels.

XIII. Si quelqu'un des Marchands Hollandois ou de leurs Sujets, venoit à mourir à Alger, ou ailleurs dans les Provinces qui ſont ſous cette domination, alors le Regent d'Alger ni qui que ce ſoit ne touchera en aucune maniere à l'argent, Biens ni Effets dudit deffunt. Si avant ſa mort il a établi quelqu'un pour Curateur de la Succeſſion, il n'y aura que celui-là qui touchera à ſes Biens & Effets, en cas qu'il ſe trouve dans le ſusdit Royaume d'Alger. Mais s'il n'y a point de Curateur de la Succeſſion, alors quelque autre, quel qu'il ſoit, que

ANNO 1712. anders, wie hy ook zyn magh, welcken de Overledene by laetſte wille (als Executeur) aengeſtelt heeft, deſe (ſegge ick als) Curateur ſal des Overledenen Goederen ende Effecten aenvaerden, ende niemandt anders het minſte Stroockje mogen benaderen: Aldus dan ſulcks gebeurende, ſoo ſal hy, die Curateur is, of wel de aengeſtelde (Executeur) des Overleden Geldt ende Goederen op een Inventaris gebracht hebbende, aenvaerden, ende ter tijdt als ſulcks noodigh ſal zyn, aen den geenen, die Erfgenaem is, toeſendende doen toekomen, ende ſal in deſe byſondere affaire niemandt mogen hinderlijck zyn.

Item, indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen ſchielijck moght komen te ſterven, ende voor ſijn doodt niemandt aengeſtelt hadde, ende de Erfgenaem niet in het bereyck en is, alsdan ſal den Nederlandtſchen Conſul de Goederen ende Effecten van den gemelden Overledene, op een Inventaris gebracht hebbende, aenvaerden, ende ſullen de ſelve onder den Conſul blyven, tot dat 'er uyt het Landt des Overledene ordre ſal gekomen zyn.

XIV. Men ſal tot Algiers, noch in het Koninghrijck ſtaende onder haer gebiedt, de Nederlandtſche Negotianten door moleſtatie niet doen aennemen ſulcke Effecten als men wil (hun opdringen) maer ſy ſullen ſulcke Effecten mogen inſlaen, als ſy na haer welgevallen ſullen willen.

Item, men ſal oock in de Havenen van Algiers niet mogen met geweldt ende moleſtatie ſulcke Effecten als men wil in Nederlandtſche Schepen inladen.

Item, men ſal haer oock niet mogen affenden op eene reyſe tegen hun welgevallen.

Item, indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen in ſchulden vervallen was, ende de ſelve niet konde betalen, ſoo ſal men van wegens de voornoemde ſchulden den Nederlandtſchen Conſul, noch yemandt anders van de ſijne, niet mogen arreſteren, noch de ſelve doen betalen, het en ware dan dat yemandt uyt eygen welbehagen voor den Schuldenaer borge geworden ware.

XV. Indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen geſchil kryght met een Mahometaen, ofte wel met yemandt ſtaende onder de heerſchappye van Algiers, ſoo ſal gemelde geſchil voor den Doorluchtigen (Day,) ende het eerwaerdige Hof uytgeweſen worden, ende niet door yemandt anders. Doch indien (Nederlanders) onder malkanderen geſchil krygen, dan ſal by de geene, die Conſul is, het geſchil uytgeweſen worden.

XVI. Indien het moght gebeuren, dat yemandt van de Nederlandtſche Natie in gekyf raeckte met een Mahometaen, ende de een den anderen quam te quetſen, of oock te dooden, dan ſal in conformiteyt van de wet des Koninghrijcks gevonniſt zynde, gelijck aen andere voldoeninge gegeven worden. Maer indien een Nederlander moght komen te dooden een Mahometaen, ende na begane manſlagh gevloden ende ontkomen was, ſoo en ſal aen den Conſul tot Algiers (reſiderende,) noch aen yemandt anders van de ſijne geene ſtraffe aengedaen, noch ſy gemoleſteert mogen worden.

XVII. De geene die nu Nederlandtſche Conſul is, of die ſulcks in den toekomenden tydt ſoude mogen zyn, ſal ſonder vreeſe zyn, ende vrymoedighlijck wandelen, ende niemandt ſal hem, noch ſijne Effecten aenrakende, mogen overlaſt bedryven.

Item, hy ſal eenen ſulcken, als hy ſal willen, tot Tolck mogen aenſtellen, insgelijcks oock tot Makelaer maken.

Item, t'allet tydt als hy ſal willen aen boordt gaen, of naer buyten in het veldt hem begeven, om in ruſt te zyn, ſal niemandt hem mogen hinderlijck zyn: Oock ſal men hem, om volgens ſijnen Godtsdienſt (ſijn) gebedt te doen, eene plaetſe aenwijſen.

XVIII. Op dat onſe Vreede ende vriendtſchap vaſt moge zijn, ſoo ſal, indien in het toekomende eene ſaeck moght voorvallen, ſtrijdigh tegen onſe Vreede ende vriendtſchap, ende die aen weerkanten oorſaeck van rupture ſoude konnen weſen, (dan ſal) hy, die Nederlandtſche Conſul is, ende behalven hem de Nederlandtſche Onderdaen, tot Algiers ofte elders onder haer gebiedt ſich bevindende, het zy ſtaende de Vreede, of het zy in (geval van rupture) door niemandt mogen gemoleſteert worden. Ter tydt als ſy ſullen willen vertrecken, ſal niemandt hun hinderlijck zynde, mogen ophouden.

Item,

que le defunt a établi comme Executeur par ſa derniere volonté, ſe chargera comme Curateur des Biens & Effets du defunt, & nul autre n'en revendiquera la moindre choſe: Cela arrivant donc ainſi, alors le Curateur, ou Executeur établi, ayant fait un Inventaire de l'Argent & Effets du defunt, s'en chargera, & lors qu'il ſera neceſſaire les fera parvenir à celui qui en ſera l'Heritier, ſans que qui que ce ſoit y mette aucun empêchement.

ANNO 1712.

Item, ſi quelqu'un des Sujets Hollandois venoit à mourir ſubitement, & qu'il n'eût établi perſonne avant ſa mort, & que l'Heritier ne fût pas à portée, alors le Conſul Hollandois, après avoir fait un Inventaire des Biens & Effets dudit defunt, s'en chargera & les gardera entre ſes mains, juſqu'à ce qu'il ſera venu ordre du Pays du defunt.

XIV. A Alger, ni dans le Royaume de ſa domination, on ne forcera pas les Negocians Hollandois d'accepter tels Effets qu'on voudroit leur faire recevoir, mais ils pourront ſe pourvoir de tels Effets qu'ils voudront ſelon leur bon plaiſir.

Item, on n'obligera pas par force ni vexation les Vaiſſeaux Hollandois de charger dans les Ports d'Alger tels Effets qu'on veut.

Item, on ne les envoyera point auſſi à aucun voyage malgré eux.

Item, ſi quelqu'un des Sujets Hollandois avoit fait des dettes, & qu'il ne les put pas payer, on n'arrêtera pour leſdites dettes le Conſul Hollandois ni aucun des ſiens, pour les faire payer, ſinon que quelqu'un voulût de ſon bon gré être caution pour le debiteur.

XV. Si quelqu'un des Sujets Hollandois a quelque different avec un Mahometan, ou autre qui ſoit ſous la domination d'Alger, ledit different ſe jugera par devant l'Illuſtre Dey & la venerable Cour, & non par aucun autre: Mais ſi des Hollandois ont quelque different enſemble, alors ce different ſera jugé par celui qui eſt Conſul.

XVI. S'il arrivoit que quelqu'un de la Nation Hollandoiſe eût querelle avec un Mahometan, & que l'un vînt à bleſſer l'autre, ou à le tuer, alors en conformité de la Loi du Royaume ſera donnée Sentence de la même maniere qu'on donne ſatisfaction aux autres: Mais ſi un Hollandois venoit à tuer un Mahometan, & qu'après l'homicide il ſe fut enfui & évadé, alors on n'infligera aucune peine au Conſul reſident à Alger ni à aucun des ſiens, ni on ne les moleſtera.

XVII. Celui qui eſt maintenant Conſul Hollandois, ou qui le ſera dans la ſuite, ne ſera aucunement inquieté, il ira & viendra librement, & nul ne le moleſtera en ſa Perſonne ni en ſes Effets.

Item, il choiſira pour interprête, de même que pour Courtier tel qu'il jugera à propos.

Item, en tout tems qu'il voudra aller à bord, ou ſe retirer à la campagne pour y être tranquille, perſonne ne l'en empêchera: Auſſi on lui marquera un lieu pour y faire ſa Priere ſelon ſa Religion.

XVIII. Afin que notre Paix & Amitié ſoit ſolide; s'il ſurvenoit dans la ſuite quelque affaire qui fût contraire à notre Paix & Amitié & qui pourroit fournir de part & d'autre occaſion de rupture, alors celui qui eſt Conſul Hollandois, & outre lui les Sujets Hollandois, ſe trouvant à Alger ou ailleurs de cette domination, ne pourront être moleſtez par qui que ce ſoit, tant la Paix ſubſiſtant qu'en cas de rupture. Et lors qu'ils voudront ſe retirer, perſonne ne les en empêchera, ni ne les arrêtera.

Item,

ANNO 1712.

Item, met welcke Natie ſy ſullen willen vertrecken, niemandt ſal mogen oorſaeck geven, om haer, noch hare Effecten ende Goederen, noch hare Dienſtboden eenighſints op te houden.

XIX. Indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen na een (ander) Koninghrijck was vertreckende, of wel (van daer) komende, van welcke Natie het ſoude mogen weſen, ſoo en ſullen de Algierſche Schepen, groote noch kleyne, ter plaetſe daer ſy hem ontmoeten, geenſints hebben te moleſteren noch hem, noch ſijne Effecten, noch ſijne Bagage, noch ſijne Dienſtboden.

Ende inſgelijcks, wanneer een Algierin by yemandt gevonden wordt, die met de Nederlanders Vyandt is, ofte in der ſelver Schepen, ſal niemandt ſijne Perſoon, noch Goederen, Effecten, Penningen noch Dienſtboden eenighſints mogen moleſteren, noch aen de gemelde dingen ſijne handt uytſtrecken.

XX. Telkens als een Nederlandtſch Capiteyn tegen over Algiers ſal komen, wanneer hy nu ſal geſien zyn, dan ſal hy die Nederlandtſche Conſul is, na het Schip hem vervoegen, ende tydinge brengen, ende na dat gemelde Capiteyn het Ancker ſal hebben laten vallen, ſal de Landtvooght van Algiers, om beleeftheyt te bewijſen, van deſe Batteryen een en twintigh kanonſchooten bevelen te loſſen. Daer na ſal de Nederlandtſche Capiteyn, volgens het getal van gemelde kanonſchooten beantwoordinge doende, even ſoo veel kanonſchooten loſſen.

XXI. Na dat dit Tractaet met toeſtemminge van ſijne Excellentie den doorluchtigen Ali Paſcha gezegelt en voltrocken is, ſoo is het, dat het geene geſchiedt is, dat is geſchiedt, het geene gepaſſeert is, dat is gepaſſeert; niets ſal voortaen in vyandtſchap meer gementioneert mogen worden, al het geene gepaſſeert is ſal moeten vergeten worden, ende deſe vreede, liefde ende vriendtſchap ſal duurſaem, ſeker ende vaſt zyn.

Item, ſoo dickwils als voor ontfangene tydinge van deſe gemaeckte vreede aen weerkanten des eenen Goedt en Effecten door den anderen moghten genomen zyn, ſal hy ſulcks hebben wederom te geven, of anderſints ſal de waerdye van dien moeten betaelt worden. Doch indien van de gereedt zynde Effecten yets moght aghterblyven, ſoo ſal dat ſelve, als het gevonden wordt, gereſtitueert ende overgelevert moeten worden.

XXII. Indien van nu af in het toekomende yets, dat ſtrydigh was tegen deſe onſe Vreede moght gebeuren, van welcke kant ſulcks geſchieden moght, ſoo doch, dat aen onſe Vreede geen geweldt en was geſchiedt, ſoo ſal de ſelve Vreede ſtaende blyven, gelijck ſy was; ende die dingen en ſullen geen vyandtſchap verwecken, ende de Beleedighde ſal van vriendtſchap tot vyandtſchap niet mogen overgaen, maer ſijn recht mogen eyſſchen, ende die geene, die van de Onderdanen ſulcks begaen ſullen hebben, ſullen als Vreedebrekers geſtraft worden: Ende van nu af aen is onſe trouwe onſe trouwe, ende ons woordt is ons woordt.

Aldus is door de hulpe van de Majeſteyt des hooghgeloofden Godts onſe goede Vreede ende ons Verbondt ende Tractaet vernieuwt ende gezegelt in het jaer duyſent ſeven hondert en twaelf volgens de tydtrekeninge van Jeſus, ende in het jaer duyſent een hondert en vier en twintigh na de tydtrekeninge van de Hegira van den Propheet. Gedaen in het midde deel van de maendt Gemadi de eerſte elf hondert vier en twintigh, den aghtienden dagh van Junius.

Getekent,

ALI DAY VAN ALGIERS.
(L. S.)

N. N.
ZOON VAN MUSTAFA.
(L. S.)

ANNO 1712.

Item, avec quelle Nation qu'ils veuillent partir, perſonne ne donnera occaſion d'arrêter en aucune maniere ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Biens, ni leurs Domeſtiques.

XIX. Si quelqu'un des Sujets Hollandois partant pour un autre Royaume de quelque Nation que ce ſoit, ou en venant, alors les Vaiſſeaux Algeriens, grands ou petits, ne pourront inquieter en aucune maniere à l'endroit où ils le pourront rencontrer, ni lui, ni ſes Effets, ni ſon Bagage, ni ſes Domeſtiques.

Et de même, lorſqu'un Algerien ſera trouvé parmi quelqu'un qui eſt Ennemi des Hollandois, ou dans leurs Vaiſſeaux, perſonne ne moleſtera en aucune maniere ſa Perſonne, ni ſes Biens, Effets, Argent ni Domeſtiques, ni ne mettra la main ſur leſdites choſes.

XX. Auſſi ſouvent qu'un Capitaine Hollandois viendra à la vuë d'Alger, dès qu'il ſera vû, le Conſul Hollandois ſe rendra au Vaiſſeau & portera nouvelle, & lorsque ledit Capitaine aura jetté l'ancre, le Regent d'Alger, pour lui faire honneur, aonnera ordre de tirer des Batteries vingt-un coups de canon; & là-deſſus le Capitaine Hollandois y répondant ſelon le nombre des coups de canon, en déchargera un pareil nombre.

XXI. Après que ce Traité aura été ſcellé & conclu avec le conſentement de ſon Excellence l'Illuſtre Ali Baſcha, à ces cauſes, ce qui eſt arrivé, eſt arrivé; ce qui s'eſt paſſé, eſt paſſé; rien ne ſera à l'avenir mentionné en inimitié, tout ce qui s'eſt paſſé devra être oublié, & cette Paix, Union & Amitié ſera durable, ſure & ſolide.

Item au cas qu'avant la reception de la nouvelle de la concluſion de cette Paix l'on ait pris de part ou d'autre les Biens & Effets les uns des autres, on aura à les rendre, ou autrement on devra en payer la valeur: Mais s'il venoit à manquer quelques Effets exiſtans, lorsqu'ils ſeront trouvez, ils devront être reſtituez & livrez.

XXII. Si dès maintenant à l'avenir il arrivoit quelque choſe qui fut contraire à cette nôtre Paix, de quelque part que cela vint, mais que par là aucune infraction n'eut été faite à nôtre Paix, cette même Paix ſubſiſtera telle qu'elle étoit, & ces choſes ne cauſeront aucune inimitié, & l'Offenſé ne paſſera pas de l'Amitié à l'Inimitié, mais pourra demander ſon droit; & les Sujets qui auront commis telle choſe ſeront punis comme Infracteurs de la Paix: Et dès maintenant notre foi eſt notre foi, & notre parole eſt notre parole.

De cette maniere ſous l'aſſiſtence de la très-benite Majeſté de Dieu a été renouvellée & ſcellée notre bonne Paix, Alliance & Traité en l'année mille ſept cens douze ſelon l'Ere de Jeſus, & en l'année mille cent vingt-quatre ſelon l'Hegire du Prophete. Fait au milieu du Mois Gemadi le premier mille cent vingt quatre, le dix-huitieme jour de Juin.

Signé,

ALI DEY D'ALGER.
(L. S.)

N. N.
FILS DE MUSTAFA.
(L. S.)

ANNO 1712. Avril.

CXXVIII.

(1) *Traité de Paix & d'Amitié entre la* PORTE OTTOMANNE *& Sa Majesté Czarienne. Conclu le* $\frac{1}{11}$. *Avril par la Mediation des Ambassadeurs de la* GRANDE-BRETAGNE *& des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas auprès du Grand Seigneur.*

Au nom de la sainte Trinité.

D'AUTANT qu'après le Traité d'une Paix perpetuelle conclue près de la Riviere du Prut en Moldavie, entre Sa Majesté le Czar de la Grande Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & differens, on est convenu de part & d'autre de requerir & prier les Nobles Seigneurs Monſ. Robert Sutton Chevalier, & Monſ. Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies & Resident à la Porte Ottomanne, d'employer leur Mediation, au nom de leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster les dits differens, Leurs Excellences y ayant consenti; le susdit Traité a été confirmé, aprouvé & expliqué sous leur Mediation dans plusieurs Conferences tenues à cet effet entre Nous Ministres & Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. Pierre Schaffirof Vice-Chancellier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanche, & de la Generosité, & le Comte Michel Czeremetof General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Bacha Grand Vizir de Sa Hautesse d'autre part, & pour la perfection necessaire des Articles dudit Traité, a été conclu & arrêté ce qui suit.

ARTICLE I.

QUE trente jours après la Signature des Presentes, Sa Maj. Czar. retirera toutes ses Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce côté-ci; Mais comme il faut des ordres exprés de Sa Maj. Czar. pour celles qui sont à l'autre extremité dudit Royaume on accordera pour celles-là le terme de trois Mois, pendant lesquels elles devront se retirer, après lequel temps aucunes Troupes Moscovites ne pourront rester dans ledit Royaume, sous quelque pretexte que ce soit & Sa Maj. Czar. ne se pourra mêler en aucune maniere du Gouvernement de la Nation Polonoise, encore moins y faire rentrer ses Troupes à l'avenir; Mais si le Roi de Suede ou ses Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la veüe de porter en même tems la Guerre dans les Etats de Sa Maj. Czar., de sorte que ses desseins ennemis soient publics & notoires, alors il sera permis aux Armées Moscovites de les attaquer sans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix; Bien entendu, que si le Roi de Suede ou ses Troupes se retiroient aprés quelque Bataille, entre les Armées Suedoises & Moscovites, Sa Majesté Czar. sera obligée de retirer aussi ses Troupes dudit Royaume, & de n'y laisser aucune Milice Moscovite.

II. Que lorsque la Haute Porte jugera à propos que le Roi de Suede retourne dans ses Etats, cela se fera par tel chemin, que le Grand Seigneur trouvera bon, sans stipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la resolution de faire passer Sa Majesté Sued. avec ses Troupes & celles de la Porte, par la Moscovie, jusques dans ses Etats, il ne sera fait aucun tort, ni publiquement, ni secretement, aux Sujets ni aux Provinces Moscovites, ce qui sera aussi observé par Sa Maj. Czar. & par ses Sujets à l'egard du Roi de Suede, de ses Troupes & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'escorter, jusqu'à ce que Sa Maj. Sued. soit arrivée saine & sauve dans ses Etats d'où les Troupes Ottomannes revenant, elles ne pourront être aucunement inquietées ou molestées par les Sujets de Sa Maj. Czar. qui les laisseront retourner paisiblement.

III. Veuque Sa Majesté Czarienne est en possession de la Ville de Kiow, & de ses dependances, Territoire. & Forts en deça du Boristhene, comme aussi du Païs des Cosaques nommé l'Ukraine située au delà du même Fleuve avec ses anciennes limites, ces Païs resteront en la Possession de Sa Maj. Czar. Mais d'un autre côté sadite Majesté Czarienne se retirera de tous les Châteaux, Forts, & Terres apartenantes aux Cosaques hors du Territoire de Kiow en deça du Boristhene & de la même maniere qu'ils les possedent avec leurs anciennes limites: Comme aussi de l'Isle de Saccia, à ce côté-ci dudit Fleuve, de sorte qu'à l'avenir Sa Maj. Czar. n'inquiete & ne molestе lesdits Cosaques ni secretement ni publiquement, encore moins les Habitans de Crimée & autres Sujets de la Haute Porte. Et en cas que contre la Teneur du Traité de Paix & d'Amitié il leur soit fait quelque tort Sa Maj. Czar. en punira rigoureusement les Agresseurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arrive plus. La Haute Porte promet de son côté, que, ni les Tartares, ni les Cosaques, qui sont sous sa Dependance n'entreprendront rien contre cette Paix, au prejudice des Moscovites, ou des Cosaques dependans de Sa Maj. Czar. & que faisant le contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Asoph est située à l'extremité de l'Empire Ottoman & que la Forteresse de Circaski est sur les Confins de la Moscovie comme Place frontiere, de sorte que si l'on bâtissoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de causer quelque mécontentement & quelque jalousie, on est convenu, pour l'éviter, qu'il ne sera point bati de nouveaux Forts entre ces Places frontieres ni d'une part, ni de l'autre. Et outre cela que dans l'espace de quatre Mois, à compter du jour de la signature de la presente Convention, tout Fort ou quelque Place que ce soit, ayant l'air de Forteresse, située entre les deux susdites Places frontieres sur le Territoire de la derniere pour la conservation du Magazin de Tagharrok, sera detruite jusqu'aux Fondemens; Mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebâtir la Forteresse, qui est au delà du Tanais vis à vis d'Asoph, bâtie par Sa Maj. Czar. pendant qu'Elle étoit Maitresse d'Asoph & demolie environ le tems de la restitution de cette Place à l'Empire Ottoman; On pourra aussi retablir sa communication avec ladite Ville d'Asoph.

V. Comme par les Articles de la Paix conclue, en Moldavie, on est convenu, que la Ville d'Asoph seroit rendüe dans le même état où elle etoit lors qu'elle fut prise sur l'Empire Ottoman par Sa Maj. Czar. & que lorsque sa dite Maj. Czar. s'en empara, il y avoit 60. Pieces de Canon de Bronze, qui ne s'y sont pas trouvées, après la Restitution, d'autant qu'on n'a laissé en leur place que des Pieces de Fer, Sa Maj. Czar. sera obligée de faire reparoitre les susdites Pieces de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les restituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'equivalent à la Haute Porte, ce qui étant executé, on rendra à Sa Majesté Czar. les Pieces de Fer qui ont été laissées à la place de celle de Bronze.

VI. D'autant qu'en consequence du Traité de Paix conclû sur les Frontieres de Moldavie, la Forteresse de Kamenon, & le Château nouvellement bâti à l'Emboucheure de la Samar ont été demolis, sous condition que de part ou d'autre il ne sera bâti dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit Article subsistera dans son entier & sera observé, & il ne sera rebâti aucun Fort ni d'une part, ni de l'autre dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix on est convenu & a été accordé que cette Paix continuera pendant 25. Ans de suite à compter du jour de la Signature des Presentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zele & de droiture; Et en cas qu'on jugeât à propos de part & d'autre de prolonger ledit terme avant qu'il fût expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'echange de la Capitulation; on trouve à propos de part & d'autre, de regler quelqu'autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié, & harmonie entre les deux Etats, ce qui sera resolû, sera joint à la presente Convention & ratifié par la Haute Porte, autrement les sept Articles ci

(1) On a reçu trop tard cette Piece & la suivante pour les placer selon leur Date avant la precedente.

ANNO 1712. ci dessus seront tenus pour acceptés & approuvés par nous Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. en vertu de nos Plein-Pouvoirs & sous la Mediation & en presence des susdits Ambassadeurs Mediateurs. En foi de la verité de ce que dessus nous avons signé de notre main, & scellé de nôtre Sceau cet Instrument dressé en Langue Russienne & nous l'avons échangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Ture, signé & scellé par le Grand-Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. Avril 1712. V. St.

Etoit signé.

(L. S.) PIERRE SCGAFFIROF.

(L. S.) MICHAEL CZEREMETOF.

CXXIX.

30. Avril. Erläuterungs-Receß zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen Friedrich den IV. und deß Herrn Administratoris Christian Albrechts Hertzogs zu Holstein-Schleßwig Hochfürstl. Durchl. wordurch die über dem Hamburgischen Vergleich de dato den 5. Januarii 1711. entstandene Strittigkeiten in verschiedenen Puncten gehoben werden. Geschehen zu Rendsburg den 30. April 1712.

C'est-à-dire,

Recès d'Elucidation entre Sa Majesté FRIDERIC IV. *Roi de Dannemarc & de Norwege, & S. A. S.* CHRISTIAN ALBERT, *Duc & Administrateur des Duchez de Schleswig-Holstein, par lequel les Differents sur l'Accord de Hambourg, du 5. Janvier* 1711. *en divers Points sont accommodés. Fait à Rendsbourg le* 30. *Avril* 1712.

Zu wissen: Daß / da bey Execution des zwischen Ihrer Königl. Maj. zu Dännemarck / Norwegen / und des Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Hertzogen und Administratoris zu Schleßwig-Holstein / Hochfürstl. Durchl. in obhabender Vormundschafft Herrn Hertzog Carl Friedrichs Hochfürstl. Durchl. am 5ten Januarii anni præteriti zu Hamburg errichteten / und nachmahls resp. unterm 13. und 16. ejusdem, zu Koppenhagen und Kiel aller-und gnädigst ratificirten Vergleichs / unter denen beeden resp. Königl. und Fürstl. Regierungs-Cantzleyen zu Glückstadt und Gottorp / sich einige Dubia hervor thun wollen / welche doch sonsten in dem angeregten Vergleich ihr fundamentum decisionis schon würcklich haben / indessen aber gleichwohl Ihr Königl. Maj. und Ihrer Hochfürstl. Durchl. beständiger aller-und gnädigstee Wille ist / daß solches alles nach dem wahren Verstand des berührten Hamburgischen Vergleichs explicirt und entschieden werde; Diesemnach Dero Königliche und Fürstl. zu gegenwärtiger Landtags-Versammlung bevollmächtigte Räthe / ihren erhaltenen Ordren zu aller-und unterthänigsten Folge / sich auch solcherwegen zusammen gethan / und auf Königl. und Fürstl. aller-und gnädigste Ratification mit einander darüber / und was annoch in einem und andern bey der Landtags-Commission weiter vorgekommen / vereinbaret haben / wie folget:

I. Bleibet es allerdings / wegen derer unter gemeinschafftl. Königl. und Fürstl. Jurisdiction hinführo stehender Kirchen / bey dem / was desfalls im Art. VII. mehr berührten Hamburgischen Vergleichs schon vorhin verabredet ist / und da das hierbey angeführte Fundamentum, gleich als man bey diesem allen nur lediglich dahin zu sehen hätte / wem der Grund und Boden zugehöre / worauf die Kirche stehet / beederseits agnosciret / so soll bey diesem Fundamento es auch ein vor allemahl bleiben / wann gleich sonsten bey dieser oder jenen Kirchen Ihr. Königl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. nicht nur etwa Com-Patroni, sondern auch so gar Patroni wären; Folglichen lassen Ihro Hochfürstl. Durchl. auch zwar die gemeinschafftl. Jurisdiction über die Kirchen zu Seester / Utersen / Münsterdorff / dergleichen zu Jetzeho so lang fahren / bis ihrer Seits näher beygebracht / daß solche Kirchen / wie Königlicher Seits das contrarium davon asseriret / und mit gewissen Documenten zum Theil bescheiniget worden / nicht auf Königl. privativen / sondern auf gemeinschafftlichen Grund stehen; Ihro Königl. Maj. aber agnoscizen dahingegen wiederum auch die gemeinschafftl. Jurisdiction über die sonst bis dato einiger maßen streitig gemachte Kirchen zu Aßpe / Breitenberg / Collmer / Grossen-Brode / Haselau / Haseldorp / Heiligenstetten / Crummendieck / Klipleff / Neukirchen / Niendorp / Nübel / Pronstorp / Quaes / Wandßbeck / Warder / ꝛc. ꝛc. Wie dann auch Ihr. Hochfürstl. Durchl. nach obigen Fundament der gemeinschafftl. Jurisdiction übergeben die Closter-Kirche zu Schleßwig / die Kirche zu Kaleby / die Kirche zu Satrup / wie ingl. die zum Guth Arlewatt gehörige Kirche zu Alterup ꝛc. ꝛc. und welche sich sonsten etwa über kurtz oder lang auf einer oder der andern Seite mehr finden mögten / die auf gemeinschafftl. Grund und Boden liegen / ob sie schon hieselbst nicht exprimiret sind / und wollen sowohl Ihro Hochfürstl. Durchl. sofort an Dero General-Superintendenten und Pröbste die nachdrückliche Befehle ergehen lassen / sich hiernach in allen zu richten / und darinnen keine Hinderung weiter zu machen.

II. Hat zwar ebenfalls in dem obangeregten Art. VII. bereits seine Decision, daß die Examinationes und Ordinationes der Prediger / samt andern Actibus Juris Episcopalis, einem jeden Herrn in seinem Regierungs-Jahr durch seine General-Superintend. die Examinatio, Ordinatio und Introductio zukomme; Wann dieser Actus allererst vorgenommen worden / da bereits vorhin unter des andern Herrn seinem Turno die Electio oder Vocatio geschehen; so ist beliebet / daß demjenigen General-Superintendenten oder Probst solches zukommen solle / dessen Herr zu der Zeit / da ein jeder Actus geschiehet / die Regierung hat.

III. Als auch wegen der durch oder neben eines andern Herrn Stadt und Land fahrender und reitender Posten / zwischen dem Hochfürstl. Post-Directore, Johann Christoph Wolff / und denen Itzehoischen Roll-Fuhrleuten Streitigkeiten entstanden / so haben die Königl. und Fürstl. Commissarii sich zwar bemühet / bey diesem Vergleich auch solche Irrungen aus dem Wege zu räumen / und deßfalls zwischen ermeldtem Post-Directore und besagten Fuhrleuthen einen Contract zu errichten; Nachdem aber diese die deßfalls proponirte Conditiones und geschehene Offerten zu acceptiren sich geweigert / so hat man nicht weiter in der Sache gehen können / sondern solche an die aller-und gnädigste Herrschafften remittiren müssen. Indessen hat es / bis zu näherer Vereinbarung über diesen Punct bey dem XIV. Art. des Hamburgl. Vergleichs sein beständiges Verbleiben / und wollen Ihro Königl. Maj. die ernstliche Verfügung an Dero Glückstädtische Regierung so wohl / als an dem Magistrat zu Itzehoe ergehen lassen / daß der Fürstl. Post-Director nach Belieben / beregten Hamburgl. Vergleich gemäß / die Friedrichstädter Post mit seinen eigenen Pferden /

ANNO 1712.

ANNO 1712. den/ es seyn nun derselben viel oder wenig/ durch oder neben Itzehoe/ nebst allen darauf seyenden Personen und Packen/ ungehindert gehen und fahren laßen könne.

IV. Vermeynen zwar Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl. die gemeinschafftliche Jurisdiction über Horst behaupten zu können; Es ist jedoch beliebet/ daß vor auf Hochfürstl. Seite gemachte und hierdurch loßgeschlagene prætensiones, Ihro Königl. Maj. auch alle Ihre auf Warleberg bis daher gemachte prætensiones, mit denen dazu von dem Guth Knope erkaufften drey und ein halben Pflügen/ gleichfalls so wohl in Jurisdiction als Collectis solchergestalten fest zu laßen/ daß ratione der bey Horst sodann etwa noch überschießenden Pflüge Ihrer Hochfürstl. Durchl. bey der künfftig vorzunehmenden Liquidation in denen besitzenden Adelichen Güthern ohne dem auch annoch Erstattung geschehe.

V. Soll die bey vorgewesenen Schleßwigischen Land-Gericht ausgesetzte und von dem Herrn Grafen Carl von Ahlefeld/ wie auch die Herren Grafen von Naßau-Saarbrück/ touchirende/ in puncto testamenti versirende Sache/ bey dem erst wieder kommenden Schleßwigischen Land-Gericht fürgenommen/ und wann in honorem judicii, exceptio fori non competentis opponiret wird/ gebührende reflexion darauf genommen werden.

VI. Nachdem auch von der Königl. Glückstädtl. Regierung einige dem Herrn Grafen Ranzau zugehörige Güter in sequestrum gezogen worden; So laßen Ihr. Hochfürstl. Durchl. es dabey bewenden/ zumahlen Ihr. Königl. Majest. hinwiederum versprechen/ daß so bald nur wegen ein- oder anderer Stücke/ so etwa mit sequestriret seyn mögten/ die Gemeinschafftl. Jurisdiction gezeiget werden wird/ eo ipso darauf das einseitig erkannte sequestrum cessiren solle.

VII. Wann ferner in dem Traventhal. Tractat zwischen Ihr. Königl. Majest. und Ihro Hochfürstl. Durchl. schon beständig verabredet worden/ daß einem jeden Herrn in denen ihm zugetheilten Aemtern und Städten/ ohne einzige Exception oder Exemtion, die privative jurisdiction competiren solle; Nichts destoweniger aber sich hinc inde in denen Städten einige Häußer finden/ welche unter Gemeinschafftl. Jurisdiction zu stehen prætendiren; So ist beliebet/ daß nach Innhalt; besagten Traventhalischen Tractats hierinnen schlechter Dinge verfahren/ und über keinem Hauß in einer Stadt in beyden Fürstenthümern fernerhin einige Gemeinschafftl. Jurisdiction zugestanden/ oder auch einiges Privilegium dagegen attendiret/ noch weniger von einem Herrn dem andern hierinnen Hinderung geschehen soll/ sondern alle solche Häußer dem Stadt-Magistrat, oder auch privativen Herrschafftlichen Immediat-Jurisdiction eines jeden Ortes unterwürffig seyn sollen.

VIII. Desgleichen nachdem bey denen Marschländern sich befindenden Kögen/ und zwar in specie in dem so genannten im Flenßburg-Bredstedtischen und Tunderischen belegenen Stordewercks/ und iedem Herrn zur Helffte zugetheilten Koeg/ unterschiedene von Adel entweder gleich von Anfang schon interessiret/ oder auch nachmahls sich darinnen eingekaufft/ und nunmehro ratione solcher Ländereyen ebenfalls sub communi regimine zustehen prætendiren; Indessen aber auch dieses wieder bemeldten Traventhalischen Tractat dahero läufft/ dieweilen keine Exceptio und Exemtio darwieder attendiret werden soll; So verbleibet es nochmahlen dabey/ daß die denen Adelichen sowohl als andern Personen/ in denen Kögen zuständige/ von ihren in der Landes-Matricul begriffenen Gütern separate Marsch-Ländereyen desjenigen Herrn Jurisdiction unterworffen seyn sollen/ in dessen Amt und Territorio sie liegen. Doch bleibet denen Possessoribus solcher Güter frey/ rechtlicher Art nach zu erweisen/ daß solche Marsch-Ländereyen schon vorhin unter derjenigen Pflug-Zahl begriffen/ welche in der Landes-Matricul ihren Gütern beygeleget ist. ANNO 1712.

IX. Daß sonsten Ihr. Königl. Majest. den Diaconat-Dienst zu Nordhatstädt in Süder-Dithmarsen/ aus Mangel der Subsistence, eingezogen und die Revenuen dem Pastorat-Dienst beygeleget/ dabey laßen Ihr. Hochfürstl. Durchl. wegen daselbst eingepfarreten Unterthanen/ nach geschehener Remonstration, es nicht nur bewenden/ sondern wollen auch die Verfügung machen/ daß von denen in Norder-Dithmarsen etwa auffen stehenden/ und der Nordhatstädter Kirchen zugehörigen Capitalien seit einigen Jahren restirende Zinßen/ ohne weitern Anstand/ von denjenigen/ so sie zustehen/ ausgezahlet/ und die dem p.t. Pastori als zugleich Diacono loci, dem Herkommen nach beykommende gebührliche Accidentien gegönnet/ und nicht weiter entzogen werden sollen; wohingegen aber iedoch Ihr. Königl. Maj. versichern/ daß wann gleichfalls in dem Fürstl. Territorio aus zweyen Geistlichen Diensten/ ex eadem causa, einer gemacht werden solte/ Sie sodann ungeachtet dero Königl. Unterthanen mit eingepfarret/ sich einem solchem nicht opponiren/ noch denen Ihrigen verstatten wollen/ darinnen eine Hinderung zu machen.

X. Ebenmäßig wollen Ihr. Hochfürstl. Durchl. Ihre sechs Hufen von grossen Schierensee dahin weisen/ daß sie wiederum zu der Westensee Kirchen sich halten/ und was sie nach Anleitung des Hamburgl. Vergleich zu præstiren schuldig/ und etwa daran noch restiren mögten/ denen Eingepfarreten gleich/ leisten und nachlegen müssen/ doch mit dem ausdrücklichen Beding/ daß hinführo/ wann zu Westensee sich wiederum eine Priester-Vacance ereignen solte/ die Possessores von solchen sechs Hufen auch mit zur Wahl gezogen werden.

XI. Da auch verschiedene Irrungen zwischen beederseits Cantzleyen daraus entstanden/ daß keine beständige Abrede genommen/ was eine jede Cantzley in turno Regiminis absque communicatione, oder Beysitzung des Land-Gerichts zu decretiren berechtiget sey/ oder worüber nothwendig vorhero mit des andern Herrn Cantzley gepflogen werden müße? So ist als eine beständige norma beliebet/ daß hinführo von derjenigen Cantzley/ wo der turnus zu der Zeit ist/ ohne Communication mit des andern Cantzley erkannt werden können: Citationes & Mandata, so jura partium concerniren/ Communicatoria, vel Mandata cum Clausula; Remissiones ad judicium provinciale, Tutoria, Curatoria, Proclamata ad Preces Domini seu proprietarii, dispensationes in tertio gradu lineæ inæqualis. Im übrigen aber soll Communication geschehen/ wann etwas abgegeben wird/ welches vim Decreti inferiret/ wo Citationes oder Mandata zu cassiren/ wo die Execution oder würckliche Immission, oder auch Compossessio zu erkennen und zu verhängen; wo ein Commissorium, es sey nun ad preces partium oder ex officio, auf eines oder des andern Herren Räthe oder Mandatum ex officio, es seye ad inquirendum, oder sonsten/ zu ertheilen; wann in demjenigen/ was schon an das Land-Gericht verwiesen/ oder daselbst bereits

ANNO 1712. anhängig ist / eine Aenderung zu machen; wo venia ætatis, facultas testandi & alienandi, vel dispensatio in secundo gradu lineæ æqualis gesuchet wird; Mandata sine clausula, Proclamata ad preces Creditorum, confirmationes Translactionum, Contractuum vel Testamentorum, und hauptsächlich in allem demjenigen ohne Unterscheid / worunter des Condomini jura nur einiger massen versiren; dergestalten / daß wann dannoch in denen vor-specificirten Passibus etwas ohne Communication einseitig verfüget werden mögte / ein solches an sich null und nichtig seyn solle.

XII. Nachdem auch von denen Hochf. Ministris angebracht / wie daß durch geschehene Abwerfung der über die Ober-Eyder vormahlen gewesener Brücke anjetzo Ihr. Hochfürstl. Durchl. sehr litten / indem sie so wohl vor Ihre selbst eigene Person genöthiget worden / bey etwa nach Hamburg und der Orten vorfallenden Reisen / nebst bey sich habender Suite, einen Umweg auf zwey Meile über Kiel zu nehmen / als auch sonsten die Fürstl. Ministri und mit Briefen etwa abgehende Expressen, wegen der bey Nächtlicher Weile / durch Rendsburg nicht practicablen Passage, ebenfalls solchen Weg nehmen müssen; Indessen aber zugleich hierbey angezeiget worden / wie daß zwar zu Osterade noch eine Brücke über die Ober-Eyder befindlich / von dem Possessore des Guts hingegen die Farth darüber derentwegen nicht verstattet werden wolte / dieweilen er befürchten müsse / daß ein solches von Ihr. Königl. Majest. etwa ungnädig aufgenommen werden mögte; So ist gleichfalls beliebet / und lassen Ihr. Kön. Majest. gern geschehen / daß so wohl Ihr. Hochfürstl. Durchl. nebst deren Hoffstaat / als auch die Fürstl. Ministri, wann sie nach Hamburg reisen / wie nicht weniger die der Orten hingehende Staffetten / ihren Weg über die Brücke zu Osterade ungehindert nehmen mögen / nur daß gleichwohl unter diesem Prætext auch keine andere reisende Personen sich solcher Farth bedienen / noch weniger Kauffmanns-Waaren und dergl. Sachen übergebracht werden / wovon der Zoll entrichtet werden muß. Dessen zu mehrer Urkund sind zwey gleichlautende Exemplaria hierüber verfertiget / und bis auf Ihr. Königl. Maj. und Ihr. Hochfürstl. Durchl. aller- und gnädigste Ratification, von beederseits dazu bevollmächtigten Räthen unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen zu Rendsburg den 30. April. 1712.

(L. S.) Thomas Balthasar von Jessen.
(L. S.) Johann Neve.
(L. S.) Georg Heinrich von Schlitz / genannt von Görtz.
(L. S.) Christian Albrecht Calissen.
(L. S.) Heinrich Christian Stryke.

Anmerck. Vorstehender Erläuterungs-Recels ist von Ihrer jetzo regierenden Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. vor Sich und Dero Königl. Erb-Successores an der Regierung / in allen seinen Articuln / Clausuln und Innhaltungen ratificiret / approbiret und bestätiget / auch bey Königl. Worten versprochen / daß Sie denenselben Ihres Orts getreulich nachkommen und nicht gestatten wollen / daß deme zugegen etwas gehandelt oder vorgenommen werden soll. Dat. Coldingen / den 7. Mart. 1712.

Subscript.
(L. S.) FRIEDRICH REX.
C. Sehestedt.

CXXX.

ANNO 1712. 21. Juin.

Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *& le Louable Canton de* BERNE. *L'Alliance fut conclue à la Haye, le 21. de Juin 1712. & la Capitulation le 8. Janvier 1714.*

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Louable République & Canton de Berne, aïant depuis longtems eu reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union deffensive, qui puisse servir à leurs conservations & maintiens reciproques, & à cimenter indissolublement les Sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusques-ici les uns pour les autres. Pour cet effet, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont autorisé les Sieurs de Broeckhuysen, van Alphen, Heinsius, Coninck, Ploos van Amstel, de Burum, Steenberg, & Steenhuys, leurs Députez; & la Louable République & Canton de Berne, le Sieur Pesme de St. Saphorin, qui, en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union deffensive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & le Louable Canton de Berne de l'autre; en vertu de laquelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle soin de leurs Intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du Louable Canton de Berne, à la deffense du Païs de leurs HH. PP. & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de la Paix; & cela, soit que leursdits Païs ou Barrieres fussent attaquées, soit que L. H. P. fussent obligées d'entrer en Guerre pour la deffense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs H. P. de plus seront dans le pouvoir d'emploïer les Troupes du Louable Canton qu'elles auront à leur service, pour la deffense de tous les Etats du Roïaume de la Grande-Brétagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Louable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs HH. PP. non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Louable Canton dans le projet de la Capitulation faite ci-devant, mais encore 8. autres Compagnies, commandées, l'une par un Bourgeois de Berne, & les 7. autres par des Sujets du Canton. Il avoüera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le Louable Canton puisse rappeller en nul tems, lesdites 24. Compagnies que dans les cas marquez dans l'Article fixième du présent Traité.

IV. Le Louable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs HH. PP., en cas qu'elles fussent attaquées, ou en péril inévitable de l'être, une nouvelle Levée de 4000. Hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on lui demandera la nouvelle Levée il fût lui-même en Guerre, ou dans le péril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs HH. PP. s'engagent au Louable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa domination, & sur lesquels elle a droit de Souveraineté, de même qu'à la deffense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont la Comté de Neuf-châtel, Vallangin, Bienne, la neuve & la bonne Ville & le Munsterthal.

VI. Si le Louable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de sa Barriere, Leurs HH. PP. lui fourniront pour Subside une somme pareille à ce, à quoi

ANNO 1712. quoi monte la paye présente des 24. Compagnies, tant de Berne, que des Sujets du Louable Canton, qui sont présentement à leur Service. Ce Subside sera payé régulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le Louable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le péril inévitable d'une Guerre si redoutable, qu'il se crût dans la nécessité absolue & indispensable de rappeller ses Troupes qui seront au Service de Leurs HH. PP. Elles seront obligées de les lui renvoïer à sa premiere demande, au choix du Louable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont présentement à leur Service, & cela, soit que Leurs HH. PP. soient elles-mêmes en Guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs HH. PP. étoient en Guetre, & que le Louable Canton s'y trouvât de sa part engagé avec d'autres parties du Louable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les préserver, sans qu'aucune Puissance Etrangere assistât, ni directement ni indirectement, lesdites Parties du Corps Helvetique, avec lesquelles il seroit en Guerre, ledit Louable Canton se devra, en ce cas-là, contenter du Subside sans pouvoir rappeller lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Louable Canton de Berne seroit en Guerre avec quelque Puissance Etrangere, Leurs HH. PP. ne seroient pas dans l'obligation de lui envoïer, en cas qu'elles fussent elles-mêmes en Guerre, ce qu'elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton, de surplus que les 24. Compagnies. Quoi que ledit Louable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeller, par rapport même à des Guerres Etrangeres, que lors qu'il se trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies, il sera toujours à lui à connoître si la nécessité éminente requiert qu'il les rappelle, & lors qu'il les demandera, Leurs HH. PP. les lui renvoïeront incessamment, sans pouvoir apporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistance nécessaire. Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rappellées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les païer, & les entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en Guerre, & tout ce que leur coûtera ledit entretien sera défalqué sur les Subsides qu'elles s'engagent de lui payer; cette défalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation que si Leurs H. P. jugeoient à propos de se prévaloir dans la suite du pouvoir qu'elles ont par l'Article X. du présent Traité, de réduire lesdites 24. Compagnies à 150. Hommes chacune en tems de Paix, elles ne seroient obligées de païer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rappellera, que sur le pied de la réduction qui aura été faite par Leurs HH. PP. avant ledit rappel; bien entendu qu'elles seront toujours païées complettes sur le pied de ladite réduction avec l'Etat major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour la paye, & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout, du Subside; alors on le lui païera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont présentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de L. H. P. quoi qu'emploïées pour la défense du Louable Canton & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le Louable Canton ne sera plus dans la nécessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Régimens, au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Regimens seront composez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Régiment seront indifféremment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens, chacun de douze Compagnies; Les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre les quatre Compagnies, qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront être dans ledit Régiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton. ANNO 1712.

IX. Leurs Hautes Puissances seront dans l'obligation, qu'après que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens, mais qu'en attendant que cette séparation se fasse, les Compagnies du Régiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton qui sont répandues dans divers autres Régimens Suisses au Service de Leurs Hautes Puissances, les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois, resteront toûjours entre les mains des Bourgeois; & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois de Berne, ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; mais du reste, jusques à cette séparation des Compagnies qui sont dans divers Régimens, le choix des Capitaines lors que les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au Service de Leurs Hautes Puissances, seront conservées en tems de Paix; mais L. H. P auront le Pouvoir de les réduire à 150. Hommes chacune.

XII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles Levées dans le Louable Canton de Berne, en vertu de l'engagement, que le Louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles Levées; mais il s'engage à n'en choisir que d'experimentez & de capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lors qu'un Régiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que le dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenans du Régiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont des particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déja au Service de L. H. P. avec cette observation que, sans rien changer par rapport à la payé, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution, & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuse pour les deux Parties contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la même force, que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, soit avec la Suisse en général, soit avec quelque partie en particulier, sont ici reservées. Les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être emploïées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France, soit avec la Souveraine Maison d'Autriche; Mais comme ces Alliances sont de même que le présent Traité d'Union deffensive, le Louable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses audelà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'elles s'en servent contre les Etats de leurs H. P. ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne sera en droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été proposé

ANNO 1712. de faire avec Sadite Majeſté conjointement avec leurs Hautes Puiſſances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Proteſtantes, auront auſſi droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le ſecours de Leurs Hautes Puiſſances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'échange des Ratifications ſe fera dans deux mois, au plus tard, & plûtôt s'il ſe peut. Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignez Députez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

Article Séparé.

COMME avant la concluſion & la ſignature du Traité d'Union conclu & ſigné aujourd'hui entre Leurs Hautes Puiſſances & le Louable Canton de Berne, il s'eſt élevé depuis peu une Guerre inteſtine dans la Suiſſe, il eſt ſtipulé, par cet Article ſéparé qui aura la même force comme s'il étoit inſéré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre inteſtine préſentement allumée en Suiſſe le Secours ici ſtipulé; mais ſi des Puiſſances Etrangeres prenoient occaſion de cette Guerre pour attaquer les Païs de ſa Domination & ſur leſquels elle a Droit de Souveraineté, de même que ſes Combourgeois & ſa Barriere, Leurs Hautes Puiſſances ſeront alors obligées à remplir les Conditions du Traité: Le préſent Article ſera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainſi fait & ſigné entre les ſouſſignez Députez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin, de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

Signé,

BROEKHUYSEN, PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS,

PLOOS VAN AMSTEL,

STEENBERG,

VAN ALPHEN,

CONINCK,

VAN BURUM,

VAN STEENHUYSEN.

Extract uyt de Reſolutien van de Heeren Staten van Holland en Weſt-Vriesland, en haer Ed. Groot. Mog. Vergaderingh genomen op Woensdagh den 13. *December* 1713.

BY reſumptie gedelibereert zynde op de Miſſive van de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden geſchreven alhier in den Haeg den 23. Auguſty laeſtleden, hebbende tot bylage een project Capitulatie over de Switzerſe Compagnien van het Canton van Berne, by de Heeren haer Hog. Mog. Gedeputeerden tot de Buytenlandſche Saaken, met eenige Heeren Gecommitteerden uyt den Raet van State geformeert, ingevolge en tot voldoeninge van het jongſte Tractaet met het voorgemelde Canton van Berne geſloten, onder de notulen van de voorſz 23. Aug. breeder gementioneert hebben de Heeren van de Ridderſchap en Edelen, mitsgaders de Gedeputeerden van de reſpective Steden, uyt name en van wegen Burgemeeſteren en Vroedſchappen van deſelve Heeren haaren Principalen geconſenteert en bewilligt, gelyk haer Ed. Groot Mog. conſenteeren en bewilligen by deſen in de Capitulatie voor de Switzerſche Compagnien van Berne, ſoo ende invoegen de ſelve hier na ſtaat geinſereert.

Fiat inſertio.

Accordeert met de voorn. Reſolutie.

Was geteekent

SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO 1712.

CAPITULATION *pour les Nouvelles Levées que Leurs Hautes Puiſſances ſeront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne, en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton qu'elles ont ou pourront avoir à leur Service.*

I. LEURS Hautes Puiſſances avanceront pour la Levée d'une Compagnie ſix mille Livres de France à trois Livres pour l'Ecu en eſpece, qui ſeront en ſuite rabattues aux Capitaines à raiſon de deux cens cinquante Livres par mois, à commencer du jour que la Compagnie ſera complette, ſans que les Capitaines ſoient obligez de païer aucun intérêt pour cette ſomme.

II. Leurs Hautes Puiſſances donneront, ſans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour ſe rendre au lieu d'aſſemblée dans une Ville de la dépendance des Sept Provinces-Unies, la plus à portée de la Suiſſe, laquelle on aſſignera de bonne heure, & à meſure de leur arrivée au lieu d'aſſemblée la païe ordinaire commencera; Et afin que le Capitaine puiſſe payer les Officiers, il jouïra de la moitié de la Gratification dès qu'il aura cent hommes; mais ſi les nouvelles Levées ou recrues étoient, ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront paſſer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, ſans qu'il y eût de la faute du Capitaine, L. H. P. y auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puiſſances donneront auſſi, ſans les pouvoir rabbatre, cinq Ecus par Homme, pour les fraix de Suiſſe en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être compoſée pour le moins de deux tiers de Suiſſes, & il ſera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des hauts-Allemands, ſavoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du haut Rhin, & de la haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplacer par de bons Hommes, tels qu'ils ſont obligez de les avoir, ſuivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par congé, ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez; bien entendu que les Compagnies devront être complettes à la revuë generale qui ſe fait au Printems, ſans que les Capitaines puiſſent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne ſera permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raiſon que ce ſoit, depuis la Revuë générale, juſques au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'euſſent après ladite revuë génerale plus de monde que le compte de leurs Compagnies; auquel cas ſeul, & en le faiſant voir préalablement, ils pourront congédier ceux qu'ils ont de ſurplus; & les Capitaines ſeront obligez de marquer diſtinctement, dans les Rolles des Revuës que L. H. P. ſeront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, ſoit déſertion, mort, ou autre, dont ils auront perdu les Hommes qui manqueront depuis la Revuë précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit Terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par Serment. Si les Capitaines négligent de prendre le ſoin néceſſaire pour la conſervation de leurs Compagnies & qu'ils cauſent par-là de la déſertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems, juſques au 15. Novembre, à moins que ce ne ſoit les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le compte de leurs Compagnies, ils ſeront mis au Conſeil de Guerre, & caſſez, ou punis autrement ſuivant l'exigence du cas, & ſuivant les Loix de Leurs Hautes Puiſſances.

V. Le Capitaine fournira, à ſes dépens, à ſa Compagnie les Armes & les Habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée, ne pourra être congédiée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puiſſances païeront, en tems de Guerre, pour chaque Homme 16. Livres quatre ſols de France, c'eſt treize Livres dix Sols de Hollande, par mois, à compter douze mois, dans l'Année; mais en tems de Paix, elles pourront diminuer ladite païe de dix Sols d'Hollande par Homme, ſans la pouvoir mettre plus bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvûe de tous

ANNO 1712. tous les Hauts & Bas Officiers néceſſaires, ſavoir, d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'une Enſeigne, de ſix Cadets, de quatre Sergeants, de quatre Bas Officiers, à ſavoir, un Fourrier, un Porte-Enſeigne, un Capitaine d'Armes, & un Prevôt; Item d'un Secretaire, d'un Chirurgien, de quatre Trabants, de ſix Corporaux, & d'autant d'Apointez en tems de Guerre, mais en tems de Paix les Capitaines ne ſeront obligez d'avoir que quatre Corporaux, & autant d'Appointez; il devra de plus avoir quatre Tambours avec un Phifre, & le Capitaine ſera obligé de païer leſdits Hauts & Bas Officiers, auſſi bien que les Soldats de ſa Compagnie, ſur le pied ſuivant; Savoir, en tems de Paix, au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à trois Livres pour un Ecu en eſpece; au Lieutenant ſeptante-cinq, au Sous-Lieutenant ſoixante, à l'Enſeigne cinquante, aux premiers Sergeants vingt-quatre chacun, aux deux derniers Sergeants chacun vingt, aux quatre Bas-Officiers, chacun dix-huit; aux Corporaux, chacun quinze; aux Appointez, quatorze à chacun; aux Trabants, chacun quinze; aux Cadets dix-huit chacun; & les Capitaines ſeront obligez de faire le décompte aux Soldats ſur le pied de douze Livres huit Sols par mois, dont ils leur païeront, chaque Semaine, la valeur de 40. Sols & demi de France; ce qui eſt la même païe qu'ils ont eu juſques à préſent. En temps de Guerre, les Capitaines ſeront obligez de païer par mois au Capitaine-Lieutenant, cent-vingt francs; au Lieutenant quatre vingt-dix, au Sous-Lieutenant ſeptante-cinq, à l'Enſeigne ſoixante, & à chacun des Cadets vingt Livres, Ils bonifieront auſſi dix Sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix; mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de Semaine, bien entendu que cela eſt bon argent de France, à trois Livres pour l'Ecu en eſpèce, ou pour 50. Sols de Hollande.

IX. Lors qu'une Compagnie Suiſſe ſera ſur le pied de deux cens Hommes effectifs, on payera au Capitaine vingt & ſept Hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes effectifs, n'en avoit que cent ſeptante cinq, le Capitaine jouïra toujours de ſa gratification de vingt & ſept Hommes, & ſera outre cela païé pour les préſens & effectifs, pourvû qu'ils ne ſurpaſſent pas deux cens Hommes.

XI. Mais ſi une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes, n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de ſa gratification.

XII. Et s'il laiſſoit diminuer ſa Compagnie, juſques au deſſous de cent ſoixante cinq Hommes, il perdroit alors toute ſa Gratification, & il ne lui ſeroit païé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puiſſances jugeoient à propos de réduire Leurs Compagnies Suiſſes, ainſi qu'elles ont été pendant quelque tems, à cent ſeptante-huit Hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas Officiers, comme auſſi les Tambours, Phifres, & Trabants, on payera, outre les effectifs, aux Capitaines, vingt-ſept Hommes de gratification.

XIV. Et même lors qu'une Compagnie, ſur le pied de cent ſeptante-huit Hommes, n'auroit réellement que 153. Hommes, le Capitaine, outre le payement des effectifs, jouïra encore de la Gratification de vingt-ſept Hommes.

XV. Mais ſi elle ſe trouvoit au-deſſous de cent cinquante & deux Hommes, le Capitaine ne jouïra que de la moitié de la Gratification.

XVI. Et ſi elle tomboit au deſſous de cent quarante Hommes, le Capitaine perdroit toute la gratification, & ne ſeroit païé que pour les préſents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puiſſances ſeront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix, les Compagnies à cent cinquante Hommes, & non à moins, & alors Elles ne payeront que vingt-cinq Hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryſwyk.

XVIII. Lors qu'une nouvelle Compagnie ſera congédiée, Leurs Hautes Puiſſances lui païeront deux mois de gages pour ſon retour en Suiſſe.

XIX. Si L. H. P. diminuent, conformément au droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, nombre des Hommes qui ſont dans les Compagnies du Canton, qu'elles s'engagent par le même de conſerver ſur pied, Elles donneront pour le renvoi de tout ce qu'elles réformeront, deux mois de gages par Tête. ANNO 1712.

XX. L'Etat Major des Regimens, tant des Bourgeois de Berne, que des Sujets du Canton, ſera païé au Colonel à raiſon de ſix cens Rixdalers à cinquante Sols la piece par mois en tems de Guerre, & quatre cens en tems de Paix, & le Colonel païera ſur cela tous les Officiers & perſonnes compriſes dans l'Etat Major, le tout ainſi qu'il eſt pratiqué juſques à préſent en tems de Paix, & en tems de Guerre, le Colonel ne ſera pas en droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Régiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. L. H. P., ou bien, ſi les Régimens ſont repartis ſur les Provinces, celles ſur leſquelles les Officiers de l'Etat Major ſont païez, auront le choix, ſoit en cas de vacance, ſoit dans les nouvelles Levées, des Colonels, Lieutenans Colonels, & Majors, qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choiſis par le Canton; & qui dans les vacances devront être remplis, pour les deux Régimens compoſez uniquement des Bourgeois de Berne par d'autres Bourgeois, qui ſont actuellement au Service de l'Etat; & dans les Regimens, où les Bourgeois, & les Sujets ſont également admiſſibles, par des Bourgeois ou Sujets qui ſont de même au Service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raiſons particulieres très-preſſantes & très-fortes qui y fuſſent contraires. Les Places de l'Etat Major, qui viendront à vaquer, ſeront remplies par des Officiers du même Régiment où la vacance arrivera; Les Places vacantes de l'Etat-Major ſeront remplies dans ſix Semaines après l'Avertiſſement qui en ſera donné, par l'Officier Commandant du Régiment, au Colonel Général; Lequel terme étant expiré, ſans que la Place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment, qui eſt le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la Place vacante, ſera cenſé d'en être pourvû, & ſera, en vertu de cette Capitulation, admis au Serment, bien entendu que les Etats de la Province qui auront le droit de remplir les Charges de l'Etat Major ayent été aſſemblez pendant leſdites ſix ſemaines; S'ils ne l'avoient pas été ils devront remplir leſdites Charges aux conditions ſuſdites à leur prémiere ſéance. Quant aux Compagnies de tous les Régimens du Canton de Berne déja formez, ſoit de ceux qui ſe formeront à l'avenir, lors qu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton, ſous la reſtriction marquée dans le quatorziéme Article du Traité d'Union, qui contient: Lors qu'un Regiment ſera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que ce dernier ait huit ans de ſervice en qualité d'Officier; Sans quoi, les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans ſeront nommez & le Louable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie, à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel; & immediatement après que la vacance ſera arrivée, le Colonel envoïera au Canton la Nomination en conformité dudit Article, dont il envoïera en même tems la copie au Colonel Géneral; & ſix Semaines, au plus tard, après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui l'on aura conféré ladite Compagnie devra preſenter au Colonel Géneral la Patente du Canton; ſur laquelle Patente on expediera de la part de L. H. P. ou des Provinces reſpectives, les Actes néceſſaires, lequel terme de ſix Semaines étant expiré ſans que le Canton ait envoïé la Patente, L. H. P., ou bien la Province, ſur laquelle la Compagnie eſt payée, ſeront en droit de remplir la Place vacante, en ſe conformant, pour le choix de la Perſonne, à l'Article quatorze du Traité d'Union; Mais s'il arrivoit une Vacance, ſoit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors le Terme de ſix Semaines, qui eſt donné au Canton pour le choix des Capitaines, ſera reſtraint à un mois après que ledit Canton aura reçu la Nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la Nomination des Officiers ſubalternes de leurs Compagnies, ſous l'agrément du Colonel reſpectif, & du Colonel Général, bien entendu que le rang & l'ancienneté ſeront obſervées autant que le bien du Service, & la conſervation des Compagnies le pourront permettre;

&

ANNO 1712. & lors qu'il y aura une Vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi, dans trois semaines au plus tard, faire expédier son attache ; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours faire reconnoître l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard, six semaines après qu'il y aura eu une place d'Officier subalterne vacante, ladite Place devra être remplie ; ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main ; Cependant avec cette distinction, que, si le Capitaine de la Compagnie où il y aura une Place vacante, ou le Colonel du Régiment, se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas, cinq, au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine, & non pas au Colonel, de pourvoir sa Compagnie d'Armes & d'habits, à condition que les Armes seront du même Calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance, ou Réglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance, ou Réglement, ce qui sera réglé par le Colonel, de l'aveu & consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données gratis par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice comme la Nation Helvétique en jouït par tout ; sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances, le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre ; qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens ; mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement, & entiérement païée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recruës de sa Compagnie à ses propres fraix ; mais, en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera païé cependant, sur le pied de la Revuë qui aura précedé l'occasion ; mais, s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande désertion, provenuë soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens, où l'on verroit visiblement qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moïens, de remplacer, par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, Service, Pain de munition, Hôpitaux pour les malades, blessez, & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront, de l'aveu & consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Régimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province, emploier quel Solliciteur ils trouveront convenable ; mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux, ou pour le Régiment ; ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Réglemens, qui ont été faits par leurs Nobles Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus que l'on doit païer aux Capitaines, pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. Florins par Bataillon pour les Chariots de Bagage, subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera, conformément à la même Résolution, un Homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des Fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magazins de Leurs Hautes Puissances, entant que l'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent. ANNO 1712.

XXXI. Les Troupes du Louable Canton ne pourront être emploiées sur Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs Etrangers, hormis au Roïaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'egard des Congez, dont les Officiers auront besoin pour sortir de leurs Garnisons, ils seront sujets aux mêmes ordres & Réglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez, pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois. Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesme de St. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la Louable République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Janvier 1714.

Etoit signé,

BROEKHUYSEN. A. DE PESME DE ST. SAPHORIN.
(L. S.) (L. S.)

(L. S.) DE RHEEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) A. VELTERS.

(L. S.) A. E. v. HAREN.

(L. S.) H. van ISSELMUYDEN.

(L. S.) E. TAMMINGA.

CXXXI.

Declaration de PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, faite à ses Ministres touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 3. Juillet* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 54.] 3. Juill.

QUOI que je vous aie fait sçavoir en d'autres occasions, diverses choses au sujet de la Paix ; j'ai pourtant toûjours tâché d'en tenir quelques particularitez secretes, jusqu'à ce que la Paix fût assûrée. Maintenant, qu'avec le secours du Ciel elle est entiérement réglée avec l'Angleterre, j'ai bien voulu vous communiquer les principaux Articles en quoi elle consiste, parce que les avantages qui en résultent me sont tout à fait favorables : Car il ne sera pas démembré de la Monarchie Espagnole un seul pié de terrain dans les Indes, & j'espere de posseder ces Païs-là dans leur entier, ainsi que les a possedez feu M. mon Oncle de glorieuse memoire ; le Roy mon Grand-Pere cedant seulement aux Anglois les Conquêtes qu'ils ont faites dans les Indes pendant cette Guerre, avec la Ville de Dunkerque, afin qu'ils gardent cette Place dans l'état où elle est, jusqu'à la Paix générale, qu'elle doit ensuite être démolie aux dépens des Hollandois : Le Commerce aux Indes sera réglé entre les Anglois & les François, comme du tems de mon Oncle Charles II. : Et j'attens dans peu un Exprés, avec l'avis d'une générale Suspension d'Armes.

Les instances du Roi mon Grand-Pere ont été fort grandes, à ce que dans l'Acte de Rénonciation je vouluſse préferer la Monarchie de France à celle d'Espagne ; mais ni ces importantes sollicitations, ni la consideration de la grandeur & des Forces de la France, n'ont pû alterer en moi la reconnoissance & les obligations que j'ai aux Espagnols, de qui la fidélité a affermi sur ma tête la Couronne que la Fortune avoit renduë chancelante en deux fameuses occasions ; de sorte que pour demeurer uni avec les Espagnols, non seulement je préfererois l'Espagne à toutes les Monarchies du Monde, mais je me contenterois d'en posseder la moindre partie pour n'abandonner pas la Nation. Et pour preuve de la verité de ce que je dis, & que cette Monarchie soit assûrée à mes Descendans, j'ai bien voulu qu'ils renoncent à tous leurs Droits sur la Couronne de France en faveur du Duc de Berri mon Frere, & du Duc d'Orleans mon Oncle, &c.

Autre

ANNO 1712.

Autre Declaration ou Decret de PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 8. Juillet* 1712. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 56.]

L'ASSURANCE que les Couronnes d'Espagne & de France ne seroient jamais mises sur une même Tête, a été un des principaux & des plus importans motifs de la Guerre qui a affligé l'Europe jusqu'à ce jour: ç'a été aussi comme le Préliminaire dans les vûës qu'on a euës pour la Paix, & principalement dans les Propositions qui ont été faites depuis peu en Angleterre. C'est là dessus qu'on a posé le fondement de cet Ouvrage, & l'on a jugé à propos d'établir la certitude, qu'en aucun temps, ni par quelque incident & événement que ce soit, les deux Monarchies ne puissent être unies dans une seule Personne; & c'est sur ce Point & sur d'autres Points Préliminaires, qu'on est convenu du Congrès qui se tient à Utrecht, pour traiter des autres Articles de la Paix, & les régler, pendant lesquelles Négociations les morts imprévûës des Dauphins nôtre Neveu étant survenuës, l'Angleterre en prit occasion de porter ses vûës jusqu'à prévenir & anéantir les effets de tous autres accidens qui pourroient encore survenir un jour; cette Couronne vint à proposer & soûtenir, comme un moyen nécessaire pour éviter toutes sortes d'inconveniens dans les circonstances qui pourroient arriver, qu'il falloit que je renonçasse en mon nom & en celui de tous mes Descendans, dès maintenant & à toûjours à la Monarchie d'Espagne, ou à celle de France: en telle sorte que si je demeurois dans l'Espagne, aucun de mes Successeurs ne pourroit jamais succéder à celle de France; & que ceux qui régnent ou régneront en France, ni tout autre Prince qui est issu de cette Famille, ou qui en naîtra ci-après, ni ses Descendants, ne pourront jamais posséder la Couronne d'Espagne.

Je ne hesitai pas un moment sur le parti que j'avois à prendre, & aussi on ne me laissa pas le moindre loisir de prendre Conseil & de délibérer. Mon affection pour les Espagnols, la reconnoissance des obligations que je leur ai, les fréquentes experiences que j'ai faites de leur fidelité, & la reconnoissance que je dois avoir pour la Providence Divine, de la grande faveur qu'Elle m'a faite de m'avoir placé & maintenu sur ce Trône, & donné des Sujets si illustres & d'un si haut mérite, furent les seuls motifs, les seules raisons, qui eurent accès dans mon esprit, & influérent dans ma résolution; laquelle lorsque je l'eus faite connoître, ne demeura pas sans être combatuë par d'autres propositions & avantages, qu'on me vouloit faire envisager comme plus considérables que celles qui m'avoient déterminé: mais tout cela n'a servi qu'à m'affermir dans mon dessein, & à me mettre en état de pousser & terminer cette affaire, afin qu'il n'y ait rien qui puisse plus m'empêcher de vivre & de mourir avec mes chers & fidéles Espagnols. Mes sincéres intentions & ma constance étant venuës à la connoissance des Puissances qui sont intéressées au maintien des propositions & des moyens susdits, ont donné occasion à la Reine d'Angleterre de rendre compte à son Parlement, le 17. du mois passé, de l'état où étoit la Paix avec les deux Couronnes d'Espagne & de France; & cette notification y a été aprouvée & aplaudie. J'en ai aussi fait donner communication au Conseil des Indes, afin qu'il soit informé de l'état de cette importante Négociation.

A Madrid le 8. de Juillet 1712.

Signé,

MOI LE ROI.

CXXXII.

Août. **Waffen-Stillstands Vergleich bis auf den künfftigen allgemeinen Eydgenoßischen Frieden / zwischen Löbl. Stand Zürch / und Löbl. Stand Schweitz. Geschehen in Schloß Wedenschweil den (1) 2. August. 1712.** [Europæische Staats-Cantzley 19ter Theil. pag. 657.]

ANNO 1712.

C'est-à-dire,

Treves concluës entre le Louable Canton de ZURICH, *& le Louable Canton de* SWITZ, *pour durer jusqu'à la Paix Generale des Cantons Suisses confederés. A Waderschweil le 2. d'Août.* 1712.

Nachdem ein Hochlöbl. Stand Zürch aus bekannten Ursachen / bewogen worden / dero Waffen wider die Löbl. Cantons, so den zu Arau projectirten Frieden nicht angenommen / zu gebrauchen / hat ein Löbl. Canton Schweitz durch Dero Herrn Deputirte uns die Einstellung der Hostilitäten Freund-Eydgenoßl. vortragen lassen / derowegen wir auf nachfolgende Conditiones uns miteinander Freund-Eydgenößl. dahin verglichen.

1. Erklähren sich die Herrn Ehren Deputirte von Schweitz im Nahmen Ihrer Gn. Herrn und Obern / daß was vorhin von Sämbtl. Löbl. Ohrten in der Friedens-Handlung mit den Löbl. 5. Catholischen Orten / durch Ihre Herren Ehren-Gesandte zu Arau projectirt / und von einigen ratificirt worden / durch Ihre vermahl zu besagten Arau habende Herren Ehren-Gesandte genehm zu halten und ratificiren / und was auch ferner mit obgedeuteten Löbl. 5. Catholischen Orten daselbst möcht gehandlet werden / von denenselben sich nicht zu sondern.

2. Zu Bescheinung ihrer aufrichtigen Begierde zu den Frieden erklären sie sich / alle ihre an den Gräntzen zu Rapperschweil / auch bey der Armée unter den Waffen stehende Trouppen, von nun an / abzuführen / und an keinen andern Ort wider beyde Löbl. Stände feindlich gebrauchen zu lassen.

3. Niemanden durch Ihr Land und Bottmäßigkeit feindl. wider beyde Löbl. Stände zu agiren / Paß zugeben.

4. Bey diesen heutigen Nachmittag um 4. Uhr / die Päße und Posten in der Schindellegi / Hurden / und den Schloß Pfäffikan / Jedoch dieß letztern mit Vorbehalt Ihr. Fürstl. Gnaden zu Einsiedlen habenden Rechten / abzutretten / und unsern Trouppen zu besetzen übergeben. Was die Einquartierung der Trouppen, und Darreichung der Victualien und Fourage betrifft / so hat man sich dahin verglichen / daß selbige / so viel möglich / ohne Beschwerung des Landmanns / und unleidentliche Bezahlung eingerichtet und abgefolget werde.

5. Mit der Ratification des Instruments versprechen Sie 3. Ehrliche Pfand-Männer auszuliefern / welche Löbl. Stand Schweitz zu ernambsen und zu ordnen überlassen wird.

6. Rapperschweyl betreffende / erklären Sich Ehrengedachte Herren Deputirte dahin / ihre Garnison aus selbigen abzuziehen / auch niemanden weder Zusatz noch andere Zufuhre durch ihr Land dahin zu bringen in keinerley weiß zu gestatten / sondern solches von unsern Trouppen besetzen zu lassen / darüber Sie aber / um sich mit übrigen von

(1) On se croit obligé d'avertir, que l'Auteur d'où l'on tire cette pièce la date du 12 Août; ce qui doit être regardé, comme une faute ou de Copie ou d'Impression. Il est certain que la premiere Paix se fit le 18. Juillet; qu'elle fut rompue le 19; que la Bataille de Vilmergen, où les Protestants furent Vainqueurs, se donna le 25; que la Paix Generale & finale fut signée le 9 & 11. d'Août, & que l'Accomodement provisionnel de Zurich & de Switz se fit entre le jour de la Bataille & le jour de cette Paix. S'il y a quelque erreur dans notre Date, il est sûr au moins, qu'elle n'est pas considerable. (DUM)

ANNO 1712. von andern Löbl. Orten darinnen liegenden Commendanten / Trouppen und Burgerschafft / Freund-Eyd-genößl. zu gleichen bereden zu können / biß auf Morgen zu Mittag um 12. Uhr / einen Anstand und Termin verlanget / welcher Ihnen dahin verwilliget worden / daß zwar biß zu bemelter Zeit / die Feindthätlichkeiten solten eingestellt / nach selbiger aber / Falls die von übrigen Löbl. Orten darinnen in Besatzung liegende Commendanten und Burgerschafft sich nicht zu gleichen verstehen wolten / Sie Ihre darinn habende Trouppen, ohnverweilt außziehen / und weder der Stadt noch Garnison, auf einigerley weiß assistentz zu leisten oder Vorschub zu thun ; Unser seits aber die Feindthätlichkeiten mit allem Gewalt mögen fortgesetzt werden / und also ein Löbl. Stand Schweitz sich hierinn ihrer nicht beladen / und Sie von diesem Tractat gäntzlich ausgeschlossen seyn.

7. Solten die Violationen und Beschädigungen so von einer und andern seiten von 3. Monathen her / biß zu erfolgter ruptur beschehen / durch beyderseits abgeordnete Commissarien in Freyndlichkeiten untersucht werden / und dem leydenden Theil Satisfaction geschehen / auch zugleich wegen die zeithero sich beyderseits begehenden Beschwerlichkeiten / durch gemelte Commissarien ein freundlicher Vergleich vermitlet werden. Hergegen versichern wir die Kriegs-Räthe von Zürch zu Rädenschweil versammlet / daß auch unser seits / gleich bey Einräumung dieser Passen / alle Hostilitäten und Feindseeligkeiten ; so wohl gegen Löbl. Orth Schweitz / als allen dessen angehörigen von unsern Gräntzen sollen eingestellt seyn / aufhören ; und niemanden in einigerley weise weder an Leib noch Guth / Gewalt zugefügt werden.

Es soll auch männiglich / so wohl Geist- als weltlicher / bey ihren so wohl geistl. als leiblichen Freyheiten und Rechten / auch freyer ungehinderter Religions-Ubung kräfftiglich beschirmt / und dabey in kein weiße noch wege perturbirt / zumahl einem jeden freyer Handel und Wandel / ungehinderter Paß- und Repaß mit Leib und Guth gestattet werden. Solte sich auch die Stadt Rapperschweil / bis auf angesetzte Zeit erklähren / unsere Besatzung einzunehmen / so erklären wir uns dargegen / Sie bey ihrer freyen ungehinderten Religions-Ubung / so wohl als übrigen Geist- und Leiblichen Freyheiten Recht / und Gerechtigkeiten / kräfftigst zu schützen / und selbige darinnen nicht perturbiren zu lassen. Ueber dieses alles / wie articulatim bedeutet / versprechen die Herrn Deputirte von Löbl. Canton Schweitz / bis diesen Nachmittag um 4. Uhr die Ratification und völlige Einräumung der Päßen Schindellegi / Hurden / und des Hunder-Felds / sambt dem Schloß Pfäffikan / alles in gegenwärtigen Stand / ausser Artillerie, Wehr und Waffen / zu übergeben / die völlige Ratification aber von Stadt und Land wegen / bis morgen zu Mittag um 12. Uhren / gleichmässig einzuliefern : Wir aber versichern / daß weder von bemelten Orte aus / noch sonsten Jemand der Ihrigen von den unsrigen offendirt / lædirt / noch einigerley weiß beschädiget werden : Zumahl dieser gantze Tractat auf dem zu Arau tractirenden Friedens-Schluß beruhen solle.

Dessen zu wahrer Bestättigung / haben von seithen der Herrn Kriegs-Räthen Löbl. Stands Zürch / die Hochgedachten Herrn / Herr Stadthalter und Commendant Andræas Mayer und Herr Zunfftmeister und alt Land-Vogt Leonhard Grüdert : Von seiten Löbl. Stands Schweitz aber / dessen Herren Ehren Deputirte / die hochgedachten Herren / Herr Oberst Joseph Antoni Reding von Biberegg / Ritter und Ambts-Stadthalter / und Herr Frantz Dominican Bättschard / Quartier-Haubtmann und des Raths / dieses Instrument eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Ehren-Insigeln bekräfftigt / davon 2. gleichlautende aufgerichtet / jedem Theil eines zur hand gestellt / welcher Ratification von beyderseits hohen obrigkeiten förderlicht solle eingehohlt / und solche auf den morgigen Nachmittag umb 12. uhr im Schoß Wädenschweil gegen einander extradirt werden. Actum in Schloß Wädenschweil den 2. Augusti 1712. ANNO 1712.

(L. S.) Andreas Meyer.

(L. S.) Leonhard Gruder.

(L. S.) J. A. Reding.

(L. S.) F. D. Bätzschard.

CXXXIII.

Friedens-Schluß zwischen beyden Löbl. Evangelischen Ständen Zürch und Bern und denen V. Löbl. Catholischen Ständen Lucern / Uri / Schweitz / Unterwalden und Zug wodurch der Friede vom 18. July 1712. Von Zürch / Bern / Lucern und Ury beliebet und unterschrieben / anitzo von Ihnen insgesamt angenommen wird ; die Marck-Linie zwischen denen Partheyen reguliret / Zürch und Bern die Stadt Rapperschweyl gelassen / Bern in die mit Regirung im Thurgouw / Rheintahl / Sargans und übrigen bezirck der freyen Ämter aufgenommen / das vorige vergeßen / und die gefangenen beyderseits auf freyen fuß gestellet werden. Beschlossen in Arau den 9. und 11. Aug. 1712. [Europ. Staats-Cantzley 19ten Theil pag. 821.] 9. & 11. Août.

C'est-à-dire,

Conclusion prise entre les Louables Cantons Evangeliques de Zurich *&* Berne, *& les cinq Louables Cantons Catholiques de* Lucerne, *d'*Uri, *de* Schwitz, *d'*Underwald, *&* Zug, *par laquelle la Paix faite le* 18. *Juillet* 1712. *& signée par les Cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne & d'Uri est acceptée ; & confirmée, & par dessus cela les Limites reglées entre les uns & les autres ; la Ville de Rapperschweil laissée aux Cantons de Zurich & de Berne ; & celui de Berne admis à la Conregence des Bailliages de Turgauw, de Rhynthal, de Sargans, & des autres des Provinces Libres, toutes les offenses passées étant d'ailleurs reciproquement mises en oubli. A Arau le 9. & 11. d'Août* 1712.

KUND und zu wißen sey hiemit männiglich. Demnach unterm 18. July, zwischen denen Löbl. Ständen Zürich und Bern / an einem / denen von Lucern und Ury am andern Theil / würcklich ein fried abgeredt und verglichen / in ein Instrument verfaßt / von denenselben Ehren-Gesandten / Krafft von ihren Herren und Oberen empfangenen Gewalten / allseitig unterschrieben / und mit dero Pettschafften verwahret worden ; damahlen aber Löbl. Stände Schweitz / Unterwalden und Zug / solchen verbriefften Frieden nicht annehmen noch belieben wollen : derowegen dann durch solchen Anstand die Sachen bekannter massen in noch mehrere feindthätlichkeit und leidige Kriegs-Ubungen verfallen ; daß darüber hin aller Löbl. XIII. und zugewandter Orten der Eydgenoßenschafft Herrn Ehren Gesanndte sich frischer dinge in Arau zusammen gethan ; und nachdem die sämtliche Herren Eh-

ANNO 1712. Ehren Gesandte Löbl. Interessirter Orten die von dero allseitigen hohen Oberkeiten und höchsten Gewalten zum Friedens-Schlus empfangene Vollmacht gegen einander wohlmeyntlich eröffnet und schrifftlich erkläret / durch sämbtlicher Herren Gesandten ungemeine besorgnus / eyfer und beflißenheit die Sachen dahin gebracht / daß unter gnädig himmlischer vergleitung / sothane Mißverständnus und Zweytracht nun völlig erörtert / entschieden / betragen / und (der höchste beschehre es) zu einem immerwährenden Frieden und Vergleich verordnet worden wie von Puncten zu Puncten folget; Und waren die Herren Ehren Gesandten / nemlich von Zurich / Herr Johann Jacob Escher / Burgermeister / und Herr Johann Jacob Ulrich / Stadthalter und des Raths; von Bern / Herr Samuel Frisching / Herr zu Rümmlingen und Venner / Herr Christoph Steiger / Seckelmeister Welcher Landen / und Herr Abraham Tscharner / alle drey des Raths: von Lucern Herr Johann Martin Schweitzer Herr zu Luchras / Schultheis und Venner / und Herr Obrist Carl Anthoni am Rhein / des Raths; von Uri / Herr Lanndts-Haubtmann Joseph Antoni Pundtiner / Obrist und Land-Ambtman / und Herr Sebastian Jauch / Land-Schreiber; von Schweitz / Herr Landts-Haubtmann Joseph Frantz Erler / Neu- und Herr Gilch Christoph Schorno / Alt-Land-Amtmann; von Unterwalden Obherr / Niclaus im Feld / Land-Amtmann und Panner-Herr / und Sebastian Remigius Käyser / Land-Amtmann / und Landts-Hauptmann / und Herr Hauptmann Joseph Ignatius Stultz / Alt-Land-Ambtmann nid dem Kernwald; von Zug / Herr Landts-Haubtmann Beat Jacob zur Tauben von Thurn und Gestellmburg / Herr zu Hembrunn und Anglicken / Ritter und Lands-Amtmann / Herr Haubtmann Wolfgang Damian Müller / Seckelmeister / und Herr Gall Better von Egry / und Herr Oßwald Heggli / Alt-Ambtmann von Mentzingen alle des Raths von Glarus / Herr Johann Heinrich Zwickl Land-Ambtmann und Zeugherr / und Herr Jacob Gallati / Stadthalter und des Raths / von Basel Herr Johann Balthasar Burckhard / Burgermeister / und Herr Christoph Burckhard / Deputat und des Raths; von Freyburg / Herr Frantz Philipp von Landten / genannt Heid / Herr zu Eugy au Mont und Ursin / Schultheis / Ritter / und Herr Frantz Niclaus von der Weyd alle des Raths; von Solothurn / Herr Baron Johann Friedrich von Roll / Herr zu Ennenholtz Stadt-Venner / Ritter / und Herr Johann Jacob Joseph Glutz / Seckelmeister; Ritter / beyde des Raths; von Schafhausen / Herr Michael Senn / Burgermeister / und Herr Melchior von Pfistarn / Stadthalter und des Raths; von Appenzell / Herr Paulus Suter / Land-Ambtmann Innern- und Herr Lorentz Dauner / Land-Ambtmann Aussern Rodens; von Stadt St. Gallen / Herr Christoph Hochreutener / Stadt-Schreiber / J. V. Doctor und des Raths / von Biel / Herr Peter Haas / Stadt-Venner und des Raths / und Zwar:

I. Thun Löbl. interessirte Orth Zürich / Bern / Lucern und Ury / welche den Frieden von 18. July Jüngsthin / damahls würcklich beliebet / unterschrieben und besteglet; desgleichen Schweitz / Unterwalden / ob und nid dem Kernwald / und Zug samt dem aussern Ambt / welche selbiger Zeit sich darzu nicht verstehen wollen / dismahlen in krafft habender obbemeldter vollmacht sich dahin erklähren / daß selbiger von Ihnen sämbtlichen auch angenommen und beliebet seyn / dann auch in allen seinen Puncten und Articuln völlig nachgelebet und statt gethan werden soll.

II. Daß an statt in besagtem Instrument die Marck und Sönderungs linie in den freyen Aembtern unter her dem Closter Hermetschwyl / oberhalb Sarmenstorff / hinüber auf Fahrwangen angesetzte ware / dieselbe von Lunckhofen an auf Fahrwangen gezogen werden solle: Daß was unterher dieser lini, denen beyden Löbl. Orthen Zürich und Bern allein (mit vorbehalt Löbl. Orths Glarus habenden Rechten) verbleiben / was aber ob dieser ermeldten Marck-Linie, den VII. regierenden Löbl. Orthen zu dienen; und anbey diese Marck-Lini anders / als wie im ersten Instrument versehen / nichts bedeuten / sondern einem jeden sein Recht wie zu vor verbleiben / und damit des nacher kein streit erfolge / dieser District von nun an / nach Notthurfft außgemarcket werden solle. Dan so solte auch

III. Beyden Löbl. Standen Zürich und Bern überlassen bleiben (jedoch mit vorbehalt Löblichen Standts Glarus habenden Rechten) die Stadt Raperschwyl sambt der Bruck / Hoff und Zoll / und übrige Zugehör / nach Inhalt der den 1. Augusti dieses Jahrs von beyden Löbl. Ständen Zürich und Bern / mit Schultheis und Rath zu Rapperschwyl geschlossenen Capitulation, wie auch das gegen über stehende Dorff Hurden / und von mitte desselben annoch ein District in allweg von drey tausend bekannten und üblichen Schuhen / weiter hinaus; Mit noch der Erläuterung / daß ermeldtes Hurden und Einwohner bey ihrer freyen und ohngehinderten Catholischen Religions-Übungs Geist und Weltlichen Freyheiten / Recht und Gerechtigkeiten / Haab und Guth / ohngehindert ruhig verbleiben / beschützt und beschirmet werden; denen dann auch Ihr Recht und Nutz-Niessung / so sie auf dem Schweitzerischen Territorio dermahlen haben / für baß zuständig bleiben solle. Darbey auch verglichen worden / daß zu ermelten Hurden keine Fortifications als Schantzen gegen einander gemacht werden sollen / und die neu auffgeworffene geschleiffet werden / um die verträuliche nachbarschafft widerum desto steiffer einzurichten und zu behalten. Item so solle auch

IV. Löbl. Stand Bern in die Mit-Regierung in Thurgöw / Rheintahl / Sargans und übrigen Bezirck der freyen Ämbtern aufgenommen seyn / also daß selbiger von nun an daselbstige Bevogtigungen / auf Löbl. Standts Zürch außbedienung anzutretten haben solle.

V. In diesem Frieden sollen auch kräfftigst mit begriffen seyn nicht nur alle Unsere Eyd- und Bunds-Genossen / Schirm- und Zugewandte insgemein / sondern auch ins besonder alle die / so dem ein- oder andern Theil mit Rath und That Hülffe geleistet.

VI. Erklähren sich sämptliche interessirte Orth / alle die jenige einer wahren Amnestie geniessen zu lassen / welche währender Zeit dieser Unruhen mit beschehenen oder unterlassenem Zuzug / als sonsten gegen ein- oder anderen Theil verfehlt haben mögten; auch diejenige / welche sich an beyde Löblichen Stände zu ergeben genöthiget / und sich unter derselbigen Schutz ergeben / oder ergeben wollen / und aber wiederumb an ihre vorige Obrigkeit gewiesen worden / denen solle hierum nichts zugesuchet werden / noch sich einiger massen gegen jemanden zu entgelten haben.

VII. Die Kriegs-Gefangene sollen allerseits auf Erläg der Atzungs-Kosten gegen einander ausgewechselt werden; und weilen beede Löbl. Ständ einen mercklichen Uber-Schuß an der Zahl und Quantität haben / erklähren sie sich / selbige ohne Rantzion, nach beschehener Bezahlung der Atzungs-Kosten / denen 5. Löbl. Orthen / zu Bezeugung Eydgenoßischer Freundschafft / nach publicirten Frieden auf freyen Fuß zu stellen; da dann zu-

ANNO 1712. mahlen auch aller Orthen Löbl. Eydnosschafft der Eyd- und Bundsgenoßische Handel und Wandel wieder hergestellet und offen seyn solle. Und was vor dem Krieg in ein oder andern Orts Bottmäßigkeit/ für Waaren/ Anforderungen/ Schulden und Gegenschulden und dergleichen gewesen und gelegen seyn/ ohnverhindert jedem Theil wiederum angedeyhen und verabfolgt werden solle.

VIII. Solle es wegen des Herrn Prälaten zu St. Gallen bey dem dritten Articul des geschlossenen Friedens von 18. July gäntzlich verbleiben. Und gleich wie die beyden Löbl. Stände sich förderlich angelegen seyn lassen werden/ selbiges Geschäfft mit Herren Prälaten und Convent ohnverzüglich beyzulegen; Also wollen auch die 5. Cathol. Löbl. Orth sich allen Fleisses angelegen seyn lassen/ diesen Frieden bestens ihres vermögens in Güte zu befördern/ damit die allgemeine Ruhe und Wohlstand in gemeinen lieben Vaterland wieder hergestellet werde.

Schließlichen sollen/ so bald die von Löbl. 5. Orten per Expressos verlangte Ratification dieser Tractaten eingelangt und extradirt seyn wird/ alle feindthätlichkeiten/ als Contributionen und anders widriges aufgehebt/ und die Völcker in eigene Lande zuruck gezogen werden.

Zu mehrer bekräfftigung alles obstehenden haben die Herren Ehren-Gesandte Löbl. interessirter Orthen gegenwärtiges Friedens-Instrument, Krafft habender abangezogener Vollmachten/ eigenhändig unterschrieben und mit dero angewohnten Petschafften versehen. Übrigens sich die Löbl XIII. und zugewandte Orth Freund-Eydgenössich erklähren/ die zusammen habende Bünd aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu halten; der meynung/ daß von dato inner zehen Tagen dieser und vorige Friedens-Tractaten in ein Haubt-Instrument zusammen getragen/ von allen Löbl. 13. und zugewandten Orthen der Eydgnoßenschafft/ als welchen ein behörrlicher Frieden gantz billich angelegen/ mit allseitigen Standts Insieglen verwahret werden soll. Also behandelt und beschlossen in Arau den 9 und 11. Augusti 1712.

(L. S.) Johann Jacob Escher.
(L. S.) Hanß Jacob Ulrich.
(L. S.) S. Frisching.
(L. S.) E. Steiger.
(L. S.) A. Tscharner.
(L. S.) J. M. Schweitzer zu Buchnaß.
(L. S.) E. A. am Ryn.
(L. S.) J. A. Püntiner.
(L. S.) J. Sebastian Jauch.
(L. S.) Joseph Frantz Erler.
(L. S.) Niclaus im Feld.
(L. S.) Sebastian Remigi Reyser.
(L. S.) Joseph Ignatius Stultz.
(L. S.) V. J. Zurlauben.
(L. S.) W. D. Müller.
(L. S.) Gall Better.
(L. S.) Oßwald Hechlin.

CXXXIV.

ANNO 1712. 19. Août.

Traité pour une Suspension d'Armes de quatre mois, fait & conclu entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, laquelle sera aussi observée en Espagne d'où la Reine retirera ses Troupes. A Paris le 19. d'Août* 1712. Avec *la* RATIFICATION *de la Reine donnée à Windsor le* 18-29. *d'Août* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 16]

ANNA, *Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus quibus præsentes Literæ pervenerint, salutem. Cum Perdilectus & perquam fidelis Consanguineus Noster Henricus Vice-Comes de Bolingbroke, Dominus St. John, Baro de Lidiard Tregose, nobis à Secretis Consiliis & è Primariis Secretariis Status alter, virtute plenariæ Potestatis, quam ei concessimus, simul ac Johannes Baptista Colbert, Eques, Marchio de Torcy, Croissy, Sablé, Bois-Dauphin aliorumque locorum Consiliarius Charissimir Fratris Nostri Regis Christianissimi Ministe & Secretarius Status, Commendator, Cancellarius & Custos Sigillorum Equestrium Ejus Ordinum, Cursui & Vehiculis publicis Franciæ Summus Præfectus, vi etiam Plenariæ Potestatis ei commissæ, octavo die præsentis mensis, stilo vetere, anni millesimi septingentesimi duodecimi signaverint Tractatum de armistitio in verbis sequentibus.*

Comme il y a lieu d'esperer un heureux succès des Conferences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pour le retablissement de la Paix Générale, & qu'Elles ont jugé necessaire de prevenir tous les évenemens de Guerre capables de troubler l'état où la Negotiation se trouve présentement, leurs dites Majestés attentives au bonheur de la Chrétienté sont convenuës d'une suspension d'Armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et quoique jusqu'à present sa Majesté Britannique n'ait pû persuader ses Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher sa Majesté T. C. de marquer par des preuves effectives le desir, qu'Elle a de retablir au plûtôt une parfaite Amitié & une sincere correspondance entre la Reine de la Grande Bretagne & Elle, les Royaumes, Etats & Sujets de leurs Majestés, sa dite Majesté Tres-Chretienne aprés avoir confié aux Troupes Angloises la garde des Ville, Citadelle, & Fort de Dunkerque pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande Bretagne promet aussi de sa part.

I. Qu'il y aura une suspension générale de toutes entrepriſes & faits d'Armes, & generalement de tous actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt-deuxiéme du present mois d'Aout jusqu'au vingt deuxiéme du mois de Decembre prochain.

II. La même suspension sera établie entre les Garnisons & Gens de Guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs Places dans tous les lieux, où leurs Armes agissent ou peuvent agir tant par Terre que par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension on y contrevînt de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs Places, soit par attaque, surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit du monde que ce fût; qu'on fît des Prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprevû, de la nature de ceux qu'on ne peut prevenir, contraires à la presente Cessation d'Armes, cette contravention se reparera de part & d'autre de bonne foi sans delai ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les Prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

III. Pour prevenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises ou autres Effets, qui seroient pris par mer pendant le tems de la

ANNO 1712. la ſuſpenſion, on eſt convenû reciproquement, que leſdits Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeroient pris dans la Manche, & dans les Mers du Nord après l'eſpace de douze jours, à compter depuis la ſignature de la ſuſdite Suſpenſion, ſeront de part & d'autres reſtitués reciproquement.

Que le terme ſera de ſix ſemaines pour les Priſes faites depuis la Manche, les Mers Britanniques, & les Mers du Nord juſqu'au Cap. S. Vincent.

Et pareillement de ſix ſemaines depuis & au delà de ce Cap juſqu'à la Ligne, ſoit dans l'Ocean, ſoit dans la Mediterranée.

Enfin de ſix mois au dela de là Ligne, & dans tous les autres endroits du monde ſans aucune exception, ni autre diſtinction plus particuliere de tems & de lieu.

IV. Comme la même Suſpenſion ſera obſervée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Eſpagne, ſa Majeſté Britannique promet, qu'aucun de ſes Navires de Guerre ou Marchands, Barques ou autres Bâtimens appartenans à ſa M. B. ou à ſes Sujets ne ſeront deſormais employés à tranſporter ou convoier en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la Guerre ſe fait preſentement, des Troupes, Armes, Habits, ni en général aucunes Munitions de Guerre & de Bouche.

V. Toutefois il ſera libre à ſa Majeſté Britannique de faire tranſporter des Troupes, des Munitions de Guerre & de Bouche, & autres proviſions, dans les Places de Gibraltar & de Port Mahon actuellement occupées par ſes Armes, dont la poſſeſſion doit lui demeurer par le Traité de Paix qui interviendra; Comme auſſi de retirer d'Eſpagne les Troupes Angloiſes, & généralement tous les effets, qui lui appartiennent dans ce Royaume, ſoit pour les faire paſſer dans l'Iſle de Minorque, ſoit pour les conduire dans la Grande Bretagne, ſans que leſdits tranſports ſoient cenſés contraires à la Suſpenſion.

VI. La Reine de la Grande Bretagne pourra pareillement, ſans y contrevenir, prêter ſes Vaiſſeaux pour tranſporter en Portugal les Troupes de cette Nation, qui ſont actuellement en Catalogne & pour tranſporter en Italie les Troupes Allemandes, qui ſont auſſi dans la même Province.

VII. Immediatement après que le preſent Traité de Suſpenſion aura été déclaré en Eſpagne, le Roi ſe fait fort que le blocus de Gibraltar ſera levé, & que la Garniſon Angloiſe auſſi-bien que les Marchands, qui ſe trouveront dans cette Place pourront en toute liberté vivre, traiter & negotier avec les Eſpagnols.

VIII. Les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi & en vertu des Ordres & Pouvoirs que Nous ſouſſignés avons reçû de la Reine de la Grande Bretagne, & de S. M. T. Chrétienne, Nos Maitreſſe & Maitre, avons ſigné les preſentes, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Paris le dix-neuviéme Août mil ſept cens douze.

(L. S.) BOLINBROKE.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

NOS viſo & perpenſo præfato Tractatu eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, ſpondentes, Verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in eo continentur, præſtituras ac inviolate obſervaturas, neque ei directè vel indirectè ullo modo contraventuras. In quorum fidem majusque robur Præſentes manu noſtra Regia ſignatas Magno Noſtro Magnæ Britanniæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Arce Noſtra Vindeſoræ die decimo Octavo Menſis ſextilis Anno Domini Milleſimo Septingenteſimo-duodecimo, Regnique Noſtri Undecimo.

ANNA REGINA.

Proclamation faite à Paris de la Suſpenſion d'Armes entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& l'*ANGLETERRE, *ſelon l'ordre du Roi donné à Fontainebleau le 21. d'Août* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 60.]

ON fait à ſçavoir à tous qu'il appartiendra, qu'il y a Suſpenſion d'Armes générale, & de tous actes d'hoſtilité, tant par Terre que par Mer, entre très-haut, très-puiſſant, & très-excellent Prince LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & très-haute, très-puiſſante, & très-excellente Princeſſe ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vaſſaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, & Seigneuries de leur obéïſſance, pendant le tems de 4. mois, à commencer du 22. jour du préſent mois d'Août, & finiſſant le 22. du mois de Décembre prochain: Pendant lequel temps de 4 mois, il eſt défendu aux Sujets de S. M. de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun acte d'hoſtilité par Terre, par Mer, ſur les Riviéres, ou autres Eaux, & de leur cauſer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis ſéverement, comme perturbateurs du repos public. ANNO 1712.

Fait à Fontainebleau le 21. *Aout* 1712.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

Autre Publication de la même Suſpenſion d'Armes faite à Londres le 30. *d'Aouſt* 1712. Avec *la* DECLARATION *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *prometant des Paſſeports à ceux de ſes Sujets qui voudront faire Commerce en France.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 61.]

ANNE R.

D'Autant que pour mettre fin à cette Guerre longue & onereuſe, & pour rétablir la Paix générale, on a commencé depuis quelque temps des Conférences à Utrecht, où elles ſe tiennent encore: & que pour prévenir l'effuſion du ſang Chrétien, & tous les événemens de Guerre capables de troubler le progrès de cette Négociation; & pour mieux aſſurer le Commerce de nos Royaumes, & des Etats qui en dépendent, il a été convenu entre nous & Sa Majeſté Très-Chrétienne, de ce qui ſuit, ſçavoir:

Qu'il y aura une Suſpenſion générale de toutes Actions & Entrepriſes Militaires, & de tous actes d'hoſtilité en général, entre les Armées, Troupes, Flotes, Eſcadres, & Vaiſſeaux de Sa Majeſté de la Grande Bretagne & du Roi Très Chrétien pendant le terme de quatre Mois, à commencer du 22. du préſent mois d'Août, juſqu'au 22. du mois de Décembre prochain.

Et pour prévenir tous ſujets de plaintes & de diſputes qui pourroient naître à l'occaſion des Vaiſſeaux, Marchandiſes, ou autres Effets qui ſeroient pris par Mer pendant le temps de la Suſpenſion, il a été convenu reciproquement, que les Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeront pris dans la Manche & dans les Mers du Nord, après l'eſpace de 12. jours, à compter depuis le 19. du préſent mois d'Août, auquel le ſuſdit Traité de Suſpenſion a été ſigné; & que tous les Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeront pris après ſix ſemaines, depuis ledit 19. jour d'Août, au delà de la Manche, des Mers Britanniques & des Mers du Nord, juſqu'au Cap S. Vincent, ou au delà dudit Cap, juſques à la Ligne, ſoit dans l'Ocean ou dans la Mediterranée, ſeront rendus des deux côtez.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de Nôtre Conſeil Privé, de notifier le contenu ci-deſſus à tous Nos bons Sujets; & nous leur déclarons, que Nôtre Volonté Royale & Nôtre Plaiſir eſt, & nous ordonnons & commandons expreſſement à tous Nos Officiers, tant par Mer que par Terre, & à tous Nos autres Sujets de quelque qualité qu'ils ſoient, d'empêcher tous actes d'hoſtilité, ſoit par Mer, ſoit par Terre, contre Sa Majeſté Tres-Chrétienne, ſes Vaſſaux ou Sujets, durant ledit eſpace

ANNO 1712. de quatre mois, sous peine d'encourir Nôtre plus grande indignation. Donné à nôtre Château de Windsor le 29. Août 1712., &c.

A Windsor le 29. Aout 1712.

Sa Très-Excellente Majesté la Reine étant en son Conseil.

POUR prévenir les inconvéniens auſquels les Sujets de Sa Majesté pourroient être exposez, faute de ne pas entendre la teneur ou l'effet de sa Proclamation Royale, qui déclare la Suspension d'Armes, tant par Mer que par Terre, arrêtée entre Sa Majesté & le Roi Très-Chrêtien, & qui en ordonne l'observation; & pour l'avancement & la sûreté du Commerce de ses bons Sujets pendant ladite Suspension d'Armes: Il a plû à Sa Majesté de déclarer; qu'auſſi tôt que les Passeports pourront être échangez, on les délivrera à ceux de ses Sujets qui en désireront pour leurs Vaisseaux, Biens, Marchandises & Effets, en observant exactement les divers Actes du Parlement qui subsistent encore, par raport au Commerce & à la Correspondance avec la France.

EDWARD SOUTHWELL.

Convention pour expliquer l'Article III. de la Suspension d'Armes entre la FRANCE *& l'*ANGLETERRE, *à l'egard des prises qui se pourront faire par Mer par delà la Ligne. Faite à Fontainebleau le 24. d'Aout* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 23]

COMME il est porté par l'Article 3. du Traité de Suspension d'Armes, que les Vaisseaux Marchands ou autres Effets, qui seroient pris de part & d'autre par Mer au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde &c. suivant la derniere Clause dudit Article après l'expiration de six mois, seront reciproquement restitués; pour prevenir toute équivoque & tout embarras, qui pourroient naître, & toutes les difficultés, qu'on pourroit former sur le fondement que la suspension n'étant que de quatre mois, les prises qui seront faites dans lesdits endroits au bout de six mois seront bonnes, il a été convenu, si malheureusement, ce qu'à Dieu ne plaise, la Guerre recommençoit encore entre LL. MM. Britannique & Très Chrêtienne, que la même suspension de quatre mois sera observée au delà de la Ligne, & dans les autres endroits marqués en général par la derniere Clause de l'Article 3. en sorte que ladite suspension commencera dans ces mêmes endroits le vingt-deuxiéme Fevrier 1713. pour être observée jusqu'au vingt deuxiéme Juin de la même Année 1713. quoiqu'il arrive en Europe: Et les Ratifications de ce present Article seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt s'il est possible. Fait à Fontainebleau le vingt-quatriéme Aout Mil sept cens douze.

(L. S.) BOLINGBROKE.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

CXXXV.

1. Sept. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XII. *Roi de Suede. Fait à Bender le* 1. *de Septembre* 1712.

ARTICLE I.

SA Majesté Tres-Chrétienne promet d'employer tout son pouvoir à la Porte Ottomanne, pour l'engager à rompre de nouveau avec le Czar de Moscovie, & à embrasser les interêts de Sa Majesté Suedoise: Pour cet effet les ordres en seront amplement donnez & expediez aux Ministres de S. M. T. C. à ladite Porte, & particulierement au Sieur des Alleurs: On y fera auſſi tenir & debourser les sommes necessaires pour cela, le tout aux depens de S. M. T. C.

II. Sa Majesté Suedoise sera tenuë pour Garant de la parole du Roi Stanislas, & des Senateurs de son parti, sçavoir que lors qu'il sera retabli dans son Royaume, on cedera à la Porte Ottomanne la Ville & le Château de Caminiec, & toute cette partie de la Podolie qui en depend du côté du midi, que la Porte a conquise & possedée avant la Paix de Carlowitz; & cela à perpetuité sans pouvoir jamais être reclamée pour quelque raison ou prétexte que les evenemens des affaires puissent suggerer. ANNO 1712.

III. Surquoi d'un autre côté la Porte Ottomanne sera obligée & engagée à forcer le Czar de Moscovie à restituer à la Republique de Pologne, le Palatinat, la Ville & le Château de Kiovie avec ses Dependances & toutes les Places à la droite du Boristhene, qui ont ci-devant apartenu à la Republique de Pologne.

IV. Ladite Porte Ottomanne obligera le Czar de Moscovie à ne plus se mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de celles des Cosaques de l'Ukraine qui doivent rester dans leur ancienne & entiere liberté.

V. S. M. T. C. fera donner un Million de livres à la requisition de S. M. Suedoise pour les Adhérens du Roi Stanislas en Pologne & le Sieur de Bosenval à Danzig les fera payer & debourser en deux termes, dont le second sera un mois après le premier.

VI. En cas que la Paix d'Allemagne ne soit pas concluë cette année (à laquelle pourtant S. M. T. C. malgré ses grands avantages a bien voulu donner les mains pour le bien commun de la Chrétienté selon les très justes & équitables dispositions de la Reine de la Grande Bretagne) S. M. Suedoise sera tenuë aprés avoir joint & ramassé ses Troupes, & retabli ses affaires en Pomeranie, d'entrer dans la Silesie & la Misnie selon le premier Accord, réiteré & confirmé de Bender le 17. Octobre 1710.

VII. En échange S. M. T. C. promet & s'oblige de faire payer à S. M. Suedoise ponctuellement tous les Mois 100 mille Ecus argent de France, à compter du premier jour que S. M. Suedoise entrera avec l'Armée dans les susdits Païs, jusqu'à celui qu'Elle en sortira, ou que la Paix se fera. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.

CXXXVI.

5. Nov. *Renunciacion jurada de* FELIPE *Duque de Anjou como Rey de España a la Corona de Francia por el y todos sus Decendientes perpetuamente, a favor del Duque de* BERRI, *y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno segun su grado, con clausula de incompatibilidad entre los dos Coronas, de suerte que jamas puedan hallarse unidas en una misma persona; A cuio fin, el Duque de* SABOYA, *y todos los Principes de su Casa, son llamados para succeder a la dicha Corona de España, en caso de quedar totalmente estinguida la linea de Felipe. Fecha en Madrid a los 5. Noviembre* 1712. *Reiterada y confirmada al Buenretiro a los 7. del mismo mes de Noviembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 164. en Espagnol & en François. Feuille volante imprinée à Londres, en Espagnol, en Francois. & en Anglois par autorité publique chez *Benj. Tooke* & *Jah. Barberoa*, l'an 1713. in 4.]

EL REY.

POR quanto en cinquo de Noviembre de este año de mil setecientos y doze, ante D. Manuel de Vadillo y Velasco mi Secretario de Estado y Notario mayor de los Reynos de Castilla y Leon, y testigos, otorgue, jure y firme el Instrumento publico del tenor siguiente que à la letra es como se sigue.

D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoüa, de Corzega, de Mur-

ANNO 1712. Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Absburg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina &c. Por la relacion y noticia de este Instrumento y escriptura de renunciation y dessistimiento, y paraque quede en perpetua memoria, hago notorio y manifiesto a los Reyes, Principes, Potendados, Republicas, Comunidades y personas particulares que son y fueren en los siglos venideros, que siendo unos de los principales supuestos de los Tratados de Pazes pendientes entra la Corona de España y la de Francia, con la de Inglaterra, para zimentar la firme y permanente, y proceder a la general sobre la maxima de asegurar con perpetuidad el universal bien, y quietud de la Europa en un equilibrio de Potencias, desuerte que unidas muchas in una, no declinase la valanza de la deseada igualdad, en ventaja de una, apeligro y recelo de las demas: se propuso y insto por la Inglaterra, y se combino por mi parte, y la del Rey mi Abuelo, que para evitar in qualquier tiempo la union de esta Monarchia, y la de Francia y la possibilidad de que in ningun casso subcediese se huviesen reciprocas renuncias por mi y toda mi descendencia a la subcesion posible de la Monarchia de Francia y por la de aquellos Principes y todas sus lineas existentes y futuras a la de esta Monarchia, formando una relacion decorosa de abdication de todos los derechos que pudieren azerarse para subcederse mutuamente las dos Casas Reales de esta y de aquella Monarchia separando con los medios legales de mi renuncia, mi rama del tronco real de Francia, y todas las ramas de la de Francia de la troncal derivacion de la Sangre Real Española: previniendose asimismo en consequencia, de la Maxima fondamental y perpetua del equilibrio de las Potencias de Europa, el que assi como este persuade y justifica evitar en todos casos excogitables la union de la Monarchia de España con la de Francia se precauciona se el Incombeniente de que en falta de mi descendencia, se diese el casso de que esta Monarchia pudiese recaer en la Casa de Austria cuyos dominios y adherencias aun sin la union del Imperio la haria formidable: motivo que hizo plausible en otros tiempos la separacion de los Estados hereditarios de la Casa de Austria del Cuerpo de la Monarchia Española, combiniendose y ajustandose a este fin por la Inglaterra con migo, y con el Rey mi Abuelo, que en falta mia y de mi descendencia entre en la subcesion de esta Monarchia el Duque de Savoya, y sus hijos y descendientes masculinos, nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas, el Principe Amedeo de Carignan y sus de hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas el Principe Thomas Hermano del Principe de Cariñan sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio que por descendientes de la Infante D. Cathalina Hija de el S. Phelipe Segundo y Illamamientos expressos tienen derecho claro y conocido supuesta la amistad y perpetua alianza, que se deve solecitar y conseguir del Duque de Savoya, y su descendencia con esta Corona, deviendose creer, que con esta esperanza perpetua y incesible, sea el fiel invariable de la Valanza, en que amistosamente se equilibren todas las Potencias fatigadas del sudor y incertidumbre de las Vatallas, no quedando algun arbitrio a ninguna de las Partes para alterar este equilibrio federal, por via de ningun Contrato de Renuncia ni retrocesion, pues combence la razon de su permanencia la que motiva el admittir le, formandose una constitution fundamental que regle con ley inal terable la subcesion en lo por venir, he deliverado en consequencia de lo referido, y por el amor a los Españoles y conocimiento de lo que al suyo de vo, y las repetidas experiencias de su fidelidad, y por retribuyr a la Divina Providencia con la resignacion a su distino el granveneficio de haver me colocado, y mantenido en el trono de tan illustres y venemeritos Vasallos, el abdicar por mi, y todos mis descendientes el derecho de subceder en la Corona de Francia, deseando no apartarme de vivir y morir con mis amados y fieles Españoles, dejando a toda mi descendencia el vinculo inseparable de su fidelidad y amor; y para que esta deliveracion tenga el devido efecto, y cese el que se hà considerado uno de los principales motivos de la Guerra, que hasta aqui hà affligido a la Europa. De mi proprio motu, libre, expontanea, y grata voluntad, yo D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gallicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoüa, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indas Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Absburg, de Flandes, Tirol y Barzelona. Señor de Vizcaya y Molina &c. Por el presente Instrumento por mi mismo, por mis herederos y subcesores, renuncio, abandono, y me desisto para siempre jamas de todas pretensiones, derechos, y titulos que yo o qualquiera descendiente mio, aya desde ahora, o pueda haver en qualquier tiempo que subceda en lo futuro a la subcesion de la Corona de Francia, y me declaro y hè por excluido, y apartado, y o y mis hijos herederos y descendientes perpetuamente por excluidos e inabilitados absolutamente y sin limitacion, diferencia y distincion de personas, grados, sexos, y tiempos de la accion y derecho de subceder en la Corona de Francia, y quiero y consiento por mi y los dichos mis descendientes que desde ahora para entonces, se tenga por passado transferido en aquel que por estar yo y ellos excluidos inabilitados y incapaces se hallare siguiende en grado, e immediato al Rey pro cuya muerte vacare, y se huviere de regular y diferir la subcession de la dicha Corona de Francia en qualquier tiempo y casso, paraque la haya y tenga como legitimo y Vendadero subcesor, asi como si yo mis descendientes no huieramos nacido, ni fuesemos en el mundo, porque por tales hemos de ser tenidos y reputados, para que en mi persona y la de ellos no se pueda considerar ni hazar fundamento de representacion activa o passiva, principio o continuacion de linea efectiva contemptiva de substancia sangre o calidad, ni derivar la descendencia o computacion de grados de las personas del Rey Christianissimo mi Señor y mi Abuelo, ni del Señor Delphin mi Padre, ni de los glorioso Reyes sus progenitores, ni para otro algun efecto de entrar en la subcesion ni preocupar el grado de proximidad y excluir le de el a la persona que como dicho es, se allare siguiente en grado. Yo quiero consiento por mi mismo y por mis descendientes que desde ahora como entonces, sea mirado y considerado este derecho, como passado y trassadado al Duque de Berry mi Hermano, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas al Duque de Orleans mi Tio, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas al Duque de Bourbon mi Primo y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y asi subcesivamente a todos los Principes de la sangre de Francia sus hijos y descendientes masculinos para siempre jamas, segun la colocacion y la orden con que ellos fueren llamados a la Corona por el derecho de su nacimientis y por consequencia a aquel de los dichos Principes, que (siendo como dicho es yo y todos mis dichos descendientes excluidos, inabilitados è incapaces) se pudiere hallar mas cercano en grado immediato despues de aquel Rey por la muerte del qual subcediere la vacante de la Corona de Francia, y aquien deviere pertenecer la Subcesion en qualquiera tiempo y en qualquiera casso que pueda ser, para que el la posea como subcesor legitimo y verdadero de la misma manera que si yo, y mis descendientes no huuieramos nacido. Y en consideration de la mayor firmeza del Acto de Abdicacion de todos los derechos y titulos che me assistian ami y o todos mis hijos y descendientes para la Subcesion de la referida Corona de Francia, me aparto y desisto expecialmente del que pudo sobrevenir a los derechos de naturaleza por las Letras Patentes, o Instrumento por el qual el Rey mi Abuelo, me conservo, reservò y havilito el derecho de Subcesion a la Corona de Francia, cuyo Instrumento fue despechado en Versalles en el mes de Diziembre del año de mil setecientos, y passado, aprovado y registrado por el Parlamento, y quiero que no me pueda servir de fundamento para los efectos en el prevenidos, y le refuto y renuncio, y le doy por

ANNO 1712. por nullo, irrito, y de ningun valor y por cancelado, y como si tal Instrumento no se huviese executado, y prometo y me obligo en fee de palabra real, que en quante fuere de mi parte, y de los dichos mis hijos y descendientes que son y seran procurarè la observancia y complimiento de esta escriptura, sin permitir ni consentir que se vaya o venga contra ello directe, o indirecte en todo o en parte y me desisto y aparto de todos y qualesquiera remedios savidos o ignorados ordinarios o extraordinarios y que por derecho commun o Privilegio expecial nos puedan pertenecer a mi y a mis hijos y descendientes para reclamar decir y alegar contra lo suso dicho, y todos ellos los rennncio, y expecialemente el de la lezion evidente enorme y enormissima que se pueda considerar haver intervenido en la desistencia y renunciacion del derecho de poder en algun tiempo subceder en la referida Corona, y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquier nombre y ministerio, importancia y calidad que sean nos valgan, ni nos puedan valer, y si de hecho, on con algun color quisieremos ocupar el dicho Reyno por fuerza de armas haciendo ô moviendo guerre ofensiva o defensiva desde ahora para entonces se tenga jusgue y declare por ilicita, injusta y mal atentada, y por violencia, imbasion y usurpacion, hecha contra razon y conciencia, y por el contrario se jusgue y califique por justa, licita y permitida la que se hiciere, o moviere pol el que por mi exclusion y de los dichos mis hijos y descendientes deviere subceder en la dicha Corona de Francia al qual sus subditos y naturales le hayan de acoger y obedecer, hacer y prestar el juramento y omenage de fidelidad, y servirle le coma à su Rey y Señor legitimo. Y este desistimiento y renunciacion per mi y los dichos mis hijos y descentientes hà de ser firme, estable, valida e irrevocable perpetuamente para siempre jamas. Y digo y prometo que no hé hecho ni harè protextacion o reclamacion en publico o en secreto en contrario que pueda impedir o disminuir la fuerza de lo contenido en esta escriptura, y que si la hiciere aun que sea jurada, no valga ni pueda tener fuerza; y para mayor firmeza y seguridad de lo contenido en esta renuncia, y de lo dicho y prometido por mi parte en ella, empeño de nuevo mi fee y palabra real, y juro solemnemente por los Evangelios contenidos en este Missal sobre que pongo la mano derecha, que yo observarè mantendrè y complirè este Acto y Instrumento de Renunciacion tanto por mi como por todos mis subcesores herederos y descendientes en todas las clausulas en el contenidas segun el sentido y construccion mas natural, literal y evidente, y que de este juramento no hè pedido ni pedirè relaxacion, y que si se pidiere por alguna persona particular, o se concediere motu proprio no usarè, ni me valdrè de ella, antes para en casso que se me conceda, hago otro tal juramento paraque siempre aya y quede uno sobre todas las relaxaciones que me fuesen concedidas, y otorgo este escriptura ante el presente Secretario Notario de este mi Reyno, y lo firmè y mandè sellar con mi real Sello, siendo testigos prevenidos y llamados el Cardenal D. Francisco de Judice Inquisidor General y Arzobispo di Montreal, de mi Consejo de Estado D. Joseph Frz. de Velasco, y Tobar Condestable de Castilla. Duque de Frias, Gentilhombre de mi Camara mi Mayordomo mayor, Copero Mayor, y Cazador mayor D. Juan Claros Alonzo Perez de Gusman el Bueno Duque de Medina Sidonia Cavallero del Orden de Sancti Spiritus mi Cavallerizo mayor, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado, D. Francisco Andres de Venavides Conde de Sant Istevant de mi Consejo de Estado y Mayordomo mayor de la Reyna. D. Carlos Homodei Lasso de la Vega Marques de Almonacir y Conde de Casa Palma Gentilhombre de mi Camara, de Consejo de Estado y Cavalerizo mayor de la Reyna. D. Restayno Cantelmo Duque de Popoli, Cavallero de la Orden de Sancti Spiritus, Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mis Guardias de Corps Italianas. D. Fernando de Aragon y Moncada Duque de Montalto, Marques de los Veles Commendador de Silla y Benazul en la Orden de Montessa, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. D. Antonio Sevastian de Toledo Marques de Mancera, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Presidente del de Italia. D. Juan Domingo de Haro y Gusman Comendador mayor en la Orden de Santiago de mi Consejo de Estado D. Juachim Ponze de Leon Duque de Arcos, Gentilhombre de mi Camara, Comendador mayor en la Orden de Calatrava, de mi Consejo de Estado. D. Domingo de Judize Duque de Jovenazo, de mi Consejo de Estado. D. Manuel Coloma Marques de Canales, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Capitan General de la Artilleria de Espana. D. Joseph de Solis Duque de Montellano, de mi Consejo de Estado. D. Rodrigo Manuel Manrique de Lara Conde de Frigiliana Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Presidente del de Indias. D. Isidro de la Cueva Marques de Bedmar, Cavallero de la Orden de Santi Spiritus, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, Presidente del de Ordenes, y primer Ministro de la Guerra, D. Francisco Ronquillo Brizeñon Conde, de Gramedo, Governado de mi Consejo de Castilla. D. Lorenzo Armangual Obispo de Gironda, de mi Consejo y Camara de Castilla y Governador del de hacienda. D. Carlos de Borja y Centellas Patriarcha de las Indias, de mi Consejo de las Ordenes, mi Capellan y Limosnero mayor, y Vicario General de mis Exercitos. D. Martin de Gusman Marques de Monte Alegre Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mi Guardia de Alavarderos. D. Pedro de Toledo Sarmiento Conde de Gondomar, de mi Consejo y Camara de Castilla. D. Francisco Rodriguez de Mendaroz-queta Comisario General de Cruzada, y A. Melchior de Abellaneda Marques de Valdecañas, de mi Consejo de Guerra y Director General de la Infanteria de Espana. YO EL REY.

Yo D. Manuel de Vadillo y Velasco Cavallero de la Orden de Santiago, Comendador de Bozuelo en la de Calatrava Secretario de Estado de su Magestad Notario y Ecrivano Publico en sus Reynos y Señorios, que presentè fui al otorgamiento y todo lo demas de suso contenido doy fée de ello. Y en testimonio de Verdad lo signè y firme de mi nombre en Madrid à cinco de Noviembre de mil setecientos y doze. D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Por tanto para el resguardo de los combenios federales de que se hace mencion en el dicho Instrumento aqui inserto, y para que conste authenticamente à todas las partes donde combenga y pretendan valerse de su contenido, y para todos los effectos que huviere lugar en derecho y puedan derivarse de su otorgamiento devajo de las clausulas, condiziones y supuestos en el contenidos, da mandè despachar la présente firmada mi mano, sellada con el Sello de mis Reales armas y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado y Notario mayor de Estos Reynos. En Buen Retiro a siete de Noviembre de mil setecientos y doze.

YO EL REY.

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.
(L. S.)

CXXXVII.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* JEAN V. *Roi de Portugal pour une Suspension d'Armes de quatre mois entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le 7. Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 64. 7. Nov.

NOUS Plenipotentiaires de sa Majesté le Roy très-Chrétien, & de sa Majesté le Roy de Portugal sommes convenus,

I. Qu'il y aura une suspension generale de toutes actions militaires par terre & par mer, entre les deux Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, leurs Sujets, Armées, Troupes, Flottes, Escadres, & Vaisseaux, tant en Europe, que dans tout autre pays du monde, laquelle durera l'espace de quatre mois à commencer le quinziéme du present mois de Novembre, jusques au quinziéme du mois de Mars, que l'on comptera mil sept cent treize; & Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'elle sera observée par la Couronne d'Espagne.

II

ANNO 1712. II. En vertu du preſent Traité, tous actes d'hoſtilité ceſſeront entre ces trois Couronnes de châque coſté pendant ledit eſpace de quatre mois tant par terre, que par mer & autres Eaux, en ſorte que s'il arrivoit que pendant le cours de ladite Suſpenſion, on y contrevint de part ou d'autre, ſoit ouvertement, par quelque entrepriſe, ou autre fait d'armes, ſoit par ſurpriſe ou intelligence ſecrete, en quelque endroit du monde que ce fût, même par quelque accident imprévû, cette contravention ſe reparera de part & d'autre de bonne foy ſans delay, ni difficulté : Les Places, Vaiſſeaux, & Marchandiſes ſeront rendus inceſſamment, & les Priſoniers mis en liberté, ſans qu'on demande aucune choſe pour leur rançon, ni pour leur dépenſe.

III. Afin de prevenir tous ſujets de plaintes & conteſtations, qui pourroient naître à l'occaſion des priſes faites ſur mer pendant le terme de la ſuſpenſion, on eſt convenu que les Vaiſſeaux de part & d'autre qui ſeroient pris après l'expiration des termes ci-deſſus marquez à commencer du jour de la ſignature de ce Traité, ſeront entierement rendus avec le monde, l'Equipage, les Marchandiſes & les autres effets qu'on y aura trouvé, ſans la moindre exception, ſçavoir ceux qu'on aura pris depuis les Coſtes de Portugal juſques à la hauteur des Iſles Açores & du Détroit de Gibraltar après l'eſpace de vint cinq jours : Depuis le même Détroit juſques à tous les Ports de la Mediterranée aprés l'eſpace de quarante jours : Depuis les ſuſdites Coſtes de Portugal vers les Mers du Nord & dans leſdites Mers aprés cinquante jours : Depuis la hauteur des Iſles des Açores juſques au vint cinquiéme degré du côté du Sud aprés cinquante jours, & enfin aprés ledit vint-cinquiéme degré vers toute autre partie du monde aprés ſix mois. Bien entendu que dans l'endroit où la Suſpenſion ne peut avoir lieu que dans ſix mois, il eſt ſtipulé, que ladite Suſpenſion ne commençant qu'aprés les ſuſdits ſix mois, elle ne finira par conſequent que dans dix mois, & à l'égard des autres endroits, on obſervera la même choſe à proportion des termes marquez, afin que l'on y ait connoiſſance de ladite ſuſpenſion d'armes.

IV. Tous Vaiſſeaux & Bâtiments deſdites trois Couronnes pourront naviguer librement & jouïr de la préſente ſuſpenſion depuis les termes ci-deſſus marquez, ſans être munis d'autres Paſſeports que de ceux de leurs Souverains, & en cas que les Marchands ſouhaitent d'en avoir d'autres, on leur en accordera reciproquement.

V. Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet que les Articles ci-deſſus de la ceſſation d'armes par mer ſeront obſervez par tous les Capitaines de Vaiſſeaux & autres Bâtiments qui ont ou auront Commiſſion de ſes Alliez ; & Sa Majeſté Portugaiſe promet que de ſa part ils ſeront pareillement obſervez à l'egard de tous les Alliez de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

VI. En vertu de la préſente ſuſpenſion d'armes les Troupes, que Sa Majeſté Portugaiſe a préſentement en Catalogne retourneront en Portugal le plûtoſt qu'il ſera poſſible, & afin que Sa Majeſté Portugaiſe ait le tems d'envoyer ſes ordres au General qui commande leſdites Troupes, ladite Suſpenſion d'Armes ne commencera pour elles que le premier Decembre prochain, auquel jour elles ſeront & demeureront dans l'inaction juſqu'à leur depart ſans pouvoir ſervir ni directement ni indirectement contre les deux Couronnes ; & en cas que leur retraite ſe faſſe par terre, des Commiſſaires Eſpagnols ſe trouveront ſur la frontiere dans les premiers jours de Decembre prochain, pour concerter avec le General deſdites Troupes Portugaiſes le jour de leur depart & toutes les meſures neceſſaires, afin que leur marche au travers des Etats de la Couronne d'Eſpagne ſoit la plus courte & la plus commode qu'il ſera poſſible & que leurs logements ſoient reglez dans la route : Bien entendu que pendant ladite Marche on leur donnera auſſi des Commiſſaires pour les garantir de toutes inſultes ; & pour leur faire fournir des vivres auſſi bien que tout ce qui leur ſera neceſſaire au prix commun & ordinaire dans le Pays. Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſe fait fort, qu'on aura toute l'attention poſſible pour la ſeureté deſdites Troupes, & que ſi par quelque accident imprevû, il arrivoit que le terme des quatre mois de la ſuſpenſion vint à expirer pendant leur paſſage par terre ou par mer, en ce cas la ſuſpenſion d'armes ne laiſſera pas de continuer à l'égard de ces Troupes ſeulement juſques à ce qu'elles ſoient arrivées en Portugal. ANNO 1712.

VII. Les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de quarante jours, ou plutoſt ſi faire ſe peut, nonobſtant que la ſuſpenſion doive commencer au quinzieme du preſent mois de Novembre.

En foy de quoy & en vertu des Ordres & Pleins pouvoirs que nous ſouſſignez avons reçus de nos Maiſtres le Roy Trés-Chrêtien & le Roy de Portugal, avons ſigné le preſent Traité & y avons fait apoſer les Sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le ſeptiéme Novembre mil ſept cens douze.

Etoit ſigné,

HUXELLES. L.S.

J. *Comte* DE TAROUCA. L. S.

D. LOUIS DA CUNBA. L. S.

L.S. L'ABBE' DE POLIGNAC.

L. S. MESNAGER.

CXXXVIII.

Certificato de D. FRANCISCO-ANTONIO DE QUINCOCES *Cavallero de la Orden de St. Jago, del Conſejo de ſu Mageſtad, Notario y Eſcrivano publico, en ſus Reynos : que contiene Que la Renunciacion a la Corona de Francia, a ſido preſentada a las Cortes de Caſtilla juntadas en Madrid, donde a ſido aprobada y confirmada en todos ſus puntos y articulos eſtableciendo que en adelante ſea tenida y guardada como a Ley fundamental del Reyno. Fechà en Madrid a los 9. Noviembre* 1712. [Sur la Copie imprimée dans le Traité de Paix, entre la France & l'Angleterre à Paris, chez *François Fournier* Avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. en Eſpagnol & en Francois.] 9. Nov.

DON Franciſco Antonio de Quincoces Cavallero del Orden de Sant Jago, del Conſejo de ſu Majeſtad y ſu Secretario del de la Camara, y Eſtado de Caſtilla, Notario y Eſcrivano publico en ſus Reynos y Senorios. Certifico que en conſequiencia de la propoſicion que el Rey nueſtro Senor (Dios le guarde) hizo al Reyno junto en Cortes, repreſentado per todos los Cavalleros, Procuradores de las Cividades, y villas que tienen voto en ellas, en el dia cincode eſte preſente mes y ano, en ſu Real Palacio de Buenretiro, y en viſta del Inſtrumento de renuncia otogardo por Su Majeſtad en el miſmo dia, mes y ano, ante el Señor D. Manuel de Vadillo y Velaſco, Su Secretario de Eſtado, Notario y Eſcrivano publico, en todos ſus Reynos y Senorios que Su Majeſtad le mando remetir, y ſe leyo y publico en junta de Cortes que tubo por ſi ſolo el Reyno en nueve de eſte mes acordo lo ſiguiente.

Que ſe forme por el Reyno, la mas reverente repreſentacion poniendo nos a los Reales pies de Su Majeſtad riendiendo le immortales gracias por los immenſos favores, conque ſe ha ſevido honorar y exaltar la Nacion Eſpañoſa, atendiendo al mayor bien y utilidad de ſus amantiſſimos Vaſſallos, procurando a eſta Monarchia el alivis de la deſeada paz y tranquilidad y que deſeando el Reyno por ſu parte, contribuir a logro de la Real intencion de Su Majeſtad affiente, y ſi fuere neceſſario para la mayor autoridad, validacion y firmeza aprueba y confirma la Renuncia que Su Majeſtad ſe firve hacer por ſi y en nombre de toda Su real deſcendencia a la Succeſion poſible de la Monarchia de Francia con la circonſtancia de haver ſe de executar la miſma Renuncia por los Principes de aquella Real familia y ſu deſcendencia à eſta Corona. Y a ſi miſmo la excluſion perpetua de la Caſa de Auſtria a los Dominios de eſta Monarchia. Y a ſi miſmo para en caſo de faltar (loque Dios no permitta) la Real deſcendencia de Su Majeſtade, el lla-

ANNO 1712. llamamiento de la Casa del Señor Duque de Saboya, y de todos Su Hijos y descendientes masculinos havidosen constante legitimo matrimonio y en defecto de todas estas lineas, al Principe Amadeo de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio y en su falta al Principe Thomas Hermano del referido Principe de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio, que por Descendientes de la Señora Infanta Dona Cathalina Hija del Señor Phelipe Secundo y llamamientos expressos tienen derecho claro y conozido, suponiendo la amistad y perpetua alianza que se deve solicitar, y consequir del Señor Duque de Saboya, y su descendencia con esta Corona, y que todas estas tres cosas, y cada una de ellas, las aprueba consiente y ratifica el Reyno, con las mismas calidades, condiciones y supuesto que se expresan infieren, y concluyen en el referido Instrumento de Renuncia executado por Su Majestad que queda mencionado y referido y en fin que para asegurar y establecer la firmesa de estos trados, Se obligan estos Reynos con todo su poder, y fuersas a hazer mantener las Reales Resoluciones de Su Majestad, sacrificando en Su real Servitio hasta la ultima gota de su Sangre, offreciendo a Su Majestad vidas y aziendas en obsequio de su amor. Y que para eterna memoria y observancia de la Real deliberacion de Su Majestad y acuerdo del Reyno se pida en su nombre (como con effecto lo ha pedido y suplicado por representacion, y consulta hecha el mismo dia nuebe de este mes) se sirva demandar, que derogando todas las que se hallarum en contrario, se estableca, por Ley fundamental, asi las Renuncias referidas, como la exclusion perpetua de la Casa de Austria, a los Dominios de esta Corona, y el llamamientos de la Casa de Saboya a la Succesion de estos Reynos en falta (que Dios no permitta) de la descendencia de Su Majestad que des de luego acordo el Reyno, con la aprobacion de Su Majestad como fundamiento en que consiste el mayor bien y utilidad de esta Monarchia, tan atendida, favorecida, y exaltada de la Real venevolentia de Su Majestad y haviendo se conformado el Rey nuestro Señor con este acuerdo y rapresentacion unanime, y conforme de todos los Cavalleros procuradores de Cortes del Reyno ha sido servido por Su Real Decreto de diez y siete de este mes demandar la remitir a Su Consejo supremo, juntamente con la escriptura de Renuncia, ordenandole, que Luego forme, estienda y disponga, el tenor de la Ley con todas las circunstancias de claridad, y firmeza para Su mas inviolable, y perpetua observancia. Como todo lo referido, mas largamente consta y pareze de los mencionades Instrumentos acuerdo y Suplica del Reyno, que vancetados a que me remito. Y esta Certificacion firmanda de mi mano, sellada con el Sello de las Reales Armas de Su Majestad la doi de Su Real Orden participada, en papel del Señor Marquea de Mejorada y de la Brena de Su Consejo, Gentilhombre de Su Camara, Su Secretario de Estado y del Despacho universal, en Madrid a Dies y nuebe de Noviembre de mil setecientos y doce assi firmado FRANCISCO DE QUINCOCES, y sellado de las Armas del Reyno.

CXXXIX.

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majesté le Roi de* DANNEMARK *& la Ville de* HAMBOURG. *A Altena le* 18. *de Novembre* 1712.

SAVOIR faisons, que comme il s'est élevé entre S. Majesté Frederic IV. Roi de Danemarc, de Norwegue &c. & la Ville d'Hambourg &c. plusieurs differents, qui ont engagé S. M. à faire arrêter en Norwegue quelques Vaisseaux & Effets de Hambourg, & à donner ordre d'enlever tous les Vaisseaux & Effets de ladite Ville par tout où ils seront rencontrés en Mer; la Ville pour prevenir à tems la continuation des autres domages, que son Commerce pourroit encore souffrir, a souhaité ardemment de rentrer dans la faveur de S. M. & de convenir amiablement; à quoi S. M. ayant aussi été disposée. Elle a donné plein-pouvoir à Messieurs Claus Hardwig de Perkentin, Hans Statio Hagedorn, & Hans Kaspar van Platen de traiter & de conclure un Accord avec les 3. Deputés nommés par le noble Conseil de la Ville, savoir Messieurs Gabriel Silm, Matthieu Schlutern, & Hans Jacob Faber. Cependant, comme après diverses Conferences, on n'a pu venir à aucune conclusion, à cause que la Ville ne s'étoit pas declarée convenablement sur les sommes exigées, quoi-qu'on eut accordé plusieurs delais; & que sur cela quelques Regimens du Roi sont entrés dans le territoire de la Ville & des Communautez & y ont pris des quartiers; lesdits Sieurs Commissaires, après avoir repris le Traité, & tenu diverses Conferences, sont enfin convenus des Articles suivans avec Messieurs les Deputez de la Ville. ANNO 1712.

I. La Ville promet de donner à S. M. Danoise, au sujet de la satisfaction exigée pour le passé, 230. mille Risdales en bons Ecus Danois, ou en bon argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; payables à M. van Platen, Commissaire-General des Guerres, qui en donnera quittance.

II. La Ville declare, qu'elle fournira pareillement pour chaque jour, après le dernier delai, accordé depuis le 28. Octobre jusqu'au 5. Novembre, qu'on est convenu sur ce point, 2000. Risdales par jour, & ainsi pour 8. jours 16000. Risdales, en bons Ecus Danois, ou argent courant, avec l'agio de quatre pour cent; dont Elle s'entendra pareillement avec M. le Commissaire General des Guerres van Platen.

III. Et comme le noble Conseil est obligé de faire justice promtement & impartialement à un chacun, il promet aussi de l'accorder particulierement aux Sujets de S. M. Danoise.

IV. La Ville s'oblige d'envoyer encore 2 Deputez à Coppenhague, avant la fin de cette année, pour se concilier de plus en plus l'affection inestimable de S. M. D., pour solliciter, la protection Royale en faveur de son Commerce.

V. Et d'autre part, S. M. D. promet, avec le rétablissement de sa faveur, de retirer les Troupes qui sont dans le territoire de Hambourg, dès que la Ville pourra produire la Quittance du Commissaire General des Guerres van Platen, touchant le payement de l'entiére somme de 246. mille Risdales en Ecus ou argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; De delivrer les terres de Hambourg & des Communautez, de Troupes, & de n'y laisser prendre aucuns quartiers à l'avenir.

VI. S. M. veut pareillement relâcher d'abord les Vaisseaux conduits & retenus en Norwegue, avec leurs charges & équipages, sans rien pretendre pour leur relachement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour cet effet, ordonner & enjoindre que les Vaisseaux soient relachez sans aucun retardement.

VII. Elle veut en outre retirer les ordres, qui avoient été expediés, pour enlever un plus grand nombre de Vaisseaux de Hambourg; & qu'en cas que de pareils ordres aient deja été executez, tout ce qui aura été pris soit d'abord relaché, accordant de nouveau au Commerce de la Ville, toute protection Royale.

Pour l'execution de cet Accord, les Commissaires Royaux & les Deputez de la Ville ont signé & ont apposé leur Seau; & il a aussi été arrêté en consequence, que les Ratifications en seront échangées dans 4. jours. Fait à Altena le 18. Novembr. 1712.

C. H. DE PERKENTIN.
H. S. HAGEDORN.
H. C. VAN PLATEN.
G. SILM.
M. SCHLUTERN.
H. J. FABER.

CXL.

19. No *Renonciation avec Serment, de* PHILIPPE *Petit-Fils de France, Duc d'*ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir succeder un jour, lui, ses Enfans, & ses Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le* 19. *Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 209. Feuille volante imprimée à Londres en Anglois & en Francois par autorité publique chez *Benj. Toolke* & *John Barberon.* l'an 1713, in 4.]

PHI-

ANNO 1712. PHILIPPE, PETIT-FILS DE FRANCE, Duc D'ORLEANS, DE VALOIS, DE CHARTRES ET DE NEMOURS: A tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautez, & à toutes personnes, tant présentes, que futures; FAISONS SÇAVOIR par ces Présentes, que la crainte de l'union des Couronnes de France & d'Espagne, ayant esté le principal motif de la présente Guerre; & les autres Puissances de l'Europe ayant toûjours apréhendé que ces deux Couronnes ne fussent sur une même teste, on a posé pour fondement de la Paix que l'on traite presentement, & qu'on espere cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui se sont sacrifiez, comme autant de victimes, pour s'opposer au peril dont ils se croyoient menacez, qu'il falloit établir une espece d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toûjours, d'une maniére irrévocable, les droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils deffendoient, les armes à la main, avec un carnage réciproque, de part & d'autre.

Que dans la vûë d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ces instances il a esté convenu par le Roy nostre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roy Catholique nostre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque temps que ce soit, l'union des Couronnes de France & d'Espagne, il seroit fait des Renonciations réciproques; sçavoir par le Roy Catholique Philippe V. nostre Neveu, pour luy & pour tous ses Descendans à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de Berry nôtre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Descendans à la Couronne d'Espagne; à condition aussi que la Maison d'Autriche, ny aucun de ses Descendans, ne pourront succeder à la Couronne d'Espagne, parce que cette Maison même, sans l'union de l'Empire seroit formidable, si elle ajoûtoit une nouvelle puissance à ses anciens Domaines; & par conséquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Estats de l'Europe, cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre, les Estats souffrent du poids de leur propre grandeur; ou que l'envie engage leurs voisins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les reduire au point, que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte, & ne puissent aspirer à la Monarchie universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose; & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait sa Renonciation le cinquiéme du présent mois: NOUS consentons qu'au défaut de Philippe V. nôtre Neveu & de ses Descendans, la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Duc de Savoye, dont les droits sont clairs & connus; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. & qu'il est appellé par les autres Rois ses Successeurs; de sorte que son droit à la succession d'Espagne est incontestable.

Et désirant de nôtre costé concourir à la glorieuse fin qu'on se propose, de rétablir la tranquilité publique, & prévenir les craintes que pourroient causer les droits de nôtre naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir: NOUS avons resolu de faire ce Désistement, cette Abdication & cette Renonciation de tous nos droits, pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendans. Et pour l'accomplissement de cette résolution, que nous avons prise de nôtre pure, libre & franche volonté, Nous nous déclarons & nous tenons dès-à-présent, Nous, nos enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de personnes, de dégrez & de sexe, de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. NOUS voulons & consentons pour nous & nos descendans, que dès maintenant & pour toûjours, on Nous tienne, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque dégré que nous nous trouvions, & de quelque maniére que la Succession puisse arriver à nôtre ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendans de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi se tenir pour retranchées & excluës; & que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit censée devoluë & transferée à celuy à qui la Succession d'Espagne doit être transferée, en tel cas, & en quelque temps que ce soit, en sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Successeur, parce que ny Nous, ny nos Descendans ne devons plus être considerez comme ayant aucun fondement de représentation active, ou passive, ou faisant une continuation de ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ny tirer droit de nôtre descendance, ou de compter les dégrez de la Reine Anne d'Autriche nôtre trés-honorée Dame & Ayeule, ny des glorieux Rois ses Ancestres: Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine Anne a faite, & toutes les clauses que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont inserées dans leurs Testaments: Nous renonçons pareillement à tout le droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le vingt-neuviéme Octobre mil sept cens trois, par Philippe V. Roy des Espagnes nôtre Neveu; & quelque droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendans, Nous nous en désistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendans présens & avenir, de nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire observer & accomplir ces Présentes, sans permettre ny souffrir que directement ou indirectement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous nous désistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilége special, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auſquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celuy de la lezion évidente, énorme & très énorme qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moyens ne nous servent, ny puissent nous valoir; & que si sous ce prétexte ou sous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'armes, la guerre que nous ferions ou exciterions, soit tenuë pour injuste, illicite & indûëment entreprise; & qu'au contraire, celle que nous feroit celuy qui, en vertu de cette Renonciation, auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéïssent, le deffendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidelité, comme à leur Roy, & légitime Seigneur.

Et pour plus grande assûrance & sûreté de tout ce que nous disons & promettons pour Nous & au nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les saints Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que si quelque personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ny prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre serment, que celuy-cy subsistera & demeurera toûjours, quelque Dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune Protestation ny reclamation contraire qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; & que si nous en faisions, de quelque serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons passé & passons le présent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Désistement, pardevant Maistres Antoine le Moyne & Alexandre le Fevre Conseillers du Roy, Notaires Garde-Nottes & Garde-Scels au Châtelet de Paris, soussignez: en nôtre Palais Royal, à Paris l'an mil sept cens douze, le dix-neuviéme Novembre avant midy. Et pour faire insinuer & enregistrer ces présentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour nôtre Procureur le porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute est demeurée en la possession dudit le Févre Notaire. Signez PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOYNE & LE FEVRE; & à côté scellé ledit jour.

NOUS Hierosme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prevôté & Vicomté de

ANNO 1712. de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Antoine le Moyne & Alexandre le Févre qui ont signé l'Acte de Rénonciation de l'autre part, sont Conseillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, & que foi doit être ajoûtée, tant en Jugement que dehors, aux Actes par eux reçûs. En foi de quoi nous avons signé ces Présentes, icelles fait contresigner par nôtre Secretaire, & apposer le cachet de nos Armes. A Paris le vingt-un Novembre mil sept cens douze; Signé D'ARGOUGES, & plus bas par mondit Seigneur BARBEY, & scellé.

CXLI.

24. Nov. *Renonciation avec Serment de* CHARLES *Fils de France Duc de* BERRI *à la Couronne d'Espagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour succeder, lui ou ses Descendants à perpetuité. A Marly le 24. Novembre* 1712 [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 199. Feuille volante imprimée par authorité publique à Londres chez *Benj. Toolle* & *Joh. Barbaron* l'an 1713. in 4.]

CHARLES, Fils de France, Duc de Berry, d'Alençon, & d'Angoulesme, Vicomte de Vernon, Andely & Gisors, Seigneur des Chastellenies de Coignac & Merpins, A TOUS les Rois, Princes, Républiques, Communautez, & à tous autres Corps & Particuliers, présens & avenir, SÇAVOIR FAISONS. Toutes les Puissances de l'Europe se trouvant presque ruinées à l'occasion des présentes Guerres, qui ont porté la désolation dans les Frontieres; & plusieurs autres parties des plus riches Monarchies & autres Etats, on est convenu dans les Congrez & Traitez de Paix qui se négocient avec la Grande-Bretagne, d'établir un équilibre & des limites Politiques entre les Royaumes dont les interests ont été, & se trouvent encore le triste sujet d'une sanglante dispute; & de tenir pour maxime fondamentale de la conservation de cette Paix, que l'on doit pourvoir à ce que les forces de ces Royaumes ne soient point à craindre, & ne puissent causer aucune jalousie; ce que l'on a crû ne pouvoir établir plus solidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puissent se défendre contre de plus puissans, & se soûtenir respectivement contre leurs égaux.

POUR CET EFFET, le Roy Nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, & le Roy d'Espagne, Nôtre Très-Cher Frére, sont convenus & demeurez d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne qu'il sera fait des Renonciations réciproques par tous les Princes présens & futurs de la Couronne de France & de celle d'Espagne, à tous droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel à la Succession de la Couronne d'Espagne dans la Ligne qui sera habilitée & déclarée immédiate à celle du Roy Philippes V. nôtre Frére par les Etats d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en y faisant une balance immuable pour maintenir l'équilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant à particulariser tous les cas prévûs de l'union, pour servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencontrer, il a été aussi convenu & accordé entre le Roy Très-Chrêtien, nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, le Roy Philippe V. nôtre Frére, & la Reine de la Grande-Bretagne, que ledit Roy Philippe renoncera pour luy & pour tous ses Descendans à l'esperance de succeder à la Couronne de France; Que de nôtre côté Nous renoncerons aussi pour Nous & pour nos Descendans à la Couronne d'Espagne; Que le Duc d'Orleans, nôtre Très-Cher Oncle fera la même chose, de sorte que toutes les Lignes de France & d'Espagne respectivement, & relativement, seront exclues pour toûjours & en toutes maniéres de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Espagne, & les Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empêchera, que sous prétexte desdites Renonciations, ni sous quelqu'autre prétexte que ce soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monarchie d'Espagne; d'autant qu'en unissant cette Monarchie aux Pays & Etats héreditaires de cette Maison, elle seroit formidable, même sans l'union de l'Empire, aux autres Puissances qui sont entre-deux, & se trouveroient comme envelopées, ce qui détruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'huy pour assûrer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chrêtienté, & ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet équilibre politique, en éloignant & excluant ainsi toutes ces branches, & appellant à la Couronne d'Espagne au défaut des Lignes du Roy Philippe V. nôtre Frére & de tous ses Enfans & Descendans, la Maison du Duc de Savoye qui descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été consideré qu'en faisant ainsi succéder immédiatement ladite Maison de Savoye, on peut établir comme dans son centre cette égalité & cet équilibre entre ces trois Puissances, sans quoy on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout ruïner.

VOULANS donc concourir par nôtre Désistement & par l'Abdication de tous nos Droits, pour Nous, nos Successeurs & Descendans, à établir le repos universel, & assûrer la Paix de l'Europe, parce que Nous croyons que ce moyen est le plus sûr & le plus précis dans les terribles circonstances de ce tems; Nous avons resolu de renoncer à l'esperance de succéder à la Couronne d'Espagne, & à tous les droits qui nous y appartiennent & peuvent appartenir par quelque titre ou moien que ce soit; Et afin que cette résolution ait tout son effet, & aussi au moien de ce que le Roy Philippe V. nôtre Frére, a de sa part fait sa Rénonciation à la Couronne de France le cinquiéme du présent mois de Novembre, de nôtre pure, libre & franche Volonté, & sans que nous y soyons induits par aucune crainte respectueuse, ni par aucun autre égard, que ceux ci-dessus exposez; NOUS Nous déclarons & tenons dès maintenant; Nous, nos Enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles absolument à jamais, sans limitation ni distinction de personnes, de dégrez, ni de sexe; de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne; Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, que dès maintenant & pour toûjours, on nous tienne, Nous & Eux, en conséquence des Présentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Descendans de la Maison d'Autriche, qui comme il a été rapporté & supposé, doivent aussi être exclus en quelque dégré que nous nous trouvions les uns & les autres, & que la Succession nous arrive, nôtre Ligne, celle de tous nos Descendans & toutes les autres de la Maison d'Autriche, comme il a été dit, devant en être separées & excluës: Que par cette raison le Royaume d'Espagne soit censé dévolu & transferé à qui la Succession doit en tel cas être dévoluë & transferée en quelque tems que ce soit; Ensorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Successeur, parce que par les mêmes raisons & motifs; & en conséquence des Présentes, Nous, ni nos Descendans ne devons plus être considérez, comme ayant aucun fondement de représentation active ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ni même tirer droit de nôtre descendance, ni compter nos dégrez des Personnes de la Reine Marie Therese d'Autriche, nôtre Très-Honorée Dame & Ayeule, de la Reine Anne d'Autriche nôtre Très-Honorée Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois leurs Ancêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauses de leurs Testamens & les Rénonciations faites par lesdites Dames nos Ayeules & Bisayeules; NOUS renonçons pareillement au droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu du Testament du Roy Charles II. qui nonobstant ce qui est rapporté ci-dessus, nous appelle à la Succession de la Couronne d'Espagne, la Ligne de Philippe V. venant à manquer; NOUS nous désistons donc de ce droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans & Descendans, Promettons & Nous obligeons pour Nous & nosdits Enfans & Descendans, de Nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire accomplir ce présent Acte, sans permettre ni souffrir que directement ni indirectement on revienne contre, soit en tout, soit en partie, & Nous nous désistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de

ANNO 1712.

ANNO 1712. de droit commun ou par quelque privilége spécial pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, ausquels moyens Nous renonçons aussi absolument, & en particulier à celui de l'évidente, énorme & très-énorme lezion qui se peut trouver en ladite Rénonciation à la Succession de la Couronne d'Espagne; Et Voulons qu'aucun desdits moyens n'ait, ni ne puisse avoir d'effet; Et que si sous ce prétexte ou toute autre couleur, Nous voulions nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la Guerre que Nous ferions ou exciterions, soit tenuë pour injuste, illicite, & indûment entreprise, & qu'aucontraire la Guerre que nous feroit celuy qui en vertu de cette Rénonciation auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéïssent, le défendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidelité, comme à leur Roy & légitime Seigneur.

Et pour plus grande sûreté de tout ce que Nous disons & promettons pour Nous, & au Nom de nos Enfans & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les Evangiles contenus au Missel, sur lequel Nous mettons la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout; Que Nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; & que si quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, *motu proprio*, Nous ne nous en servirons, ni prévaudrons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faisons d'abondant cet autre serment, que celuy-cy subsistera & demeurera toûjours, quelques dispenses qu'on puisse nous accorder; Nous jurons & promettons aussi que Nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret aucune protestation ni réclamation contraires, qui puissent empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; Et que si Nous en faisions, de quelques sermens qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet.

En foy de quoy, & pour rendre ces Présentes authentiques, elles ont été passées pardevant Mes. Alexandre le Févre, & Antoine le Moyne, Conseillers du Roy, Notaires Gardes-nottes de Sa Majesté, & Gardes-Sçel au Chastelet de Paris soussignez, lesquels ont du tout délivré le présent Acte.

Et pour faire publier & enregistrer ces Présentes par tout où besoin sera, Monseigneur le Duc de Berry a constitué ses Procureurs généraux & spéciaux les Porteurs des expéditions par *Duplicata* d'icelles, ausquels Mondit Seigneur en a donné Pouvoir & Mandement spécial par cesdites Présentes. A Marly le vingt-quatriéme jour de Novembre mil sept cens douze, avant midi & a signé le présent *Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moyne Notaire. Signé CHARLES. LE FEVRE & LE MOYNE; Et à côté, scellé ledit jour.

Ensuite est écrit: Nous Hierôme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévosté & Vicomté de Paris; certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Alexandre le Févre & Antoine le Moyne qui ont signé l'Acte des autres parts, sont Conseillers du Roy, Notaire Gardes-nottes de Sa Majesté & Gardes-Sçel au Chastelet de Paris, & que foy doit être ajoûtée tant en Jugement que dehors aux Actes par eux reçûs; En foy de quoy Nous avons signé ces Présentes, icelles fait contresigner par nôtre Secretaire, & apposer le cachet de nos armes. A Paris ce vingt-quatriéme Novembre mil sept cens douze.

Signé,

D'ARGOUGES;

Et plus bas;

Par Mondit Seigneur BARBEY.

Et scellé.

CXLII.

1. Dec. *Prorogation pour quatre mois, de la Suspension d'Armes auparavant conclüe, entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& l'*ANGLETERRE. *A Versailles le* 14. *Decembre & à Londres le* 7. *du même mois* 1712. Avec *la* PROCLAMATION *faite à Paris suivant l'Ordre du Roi donné à Versailles le* 15. *Decembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 161.] ANNO 1712.

COMME un Traité de Suspension d'Armes tant par Terre que par Mer, ou autres Eaux, a été fait entre leurs Majestez Très-Chrêtienne & Britannique, & signé à *Paris* 19. d'Août 1712. pour le terme de 4. mois, à commencer le 22. dudit mois d'Août: Et comme ladite Suspension expirera le 22. jour de ce présent mois de Décembre, nouveau stile, leurs Majestez le Roi Très-Chrêtien, & la Reine de la Grande-Bretagne, étant du même sentiment qu'Elles étoient alors, & ayant les mêmes vûës pour le bonheur de la Chrêtienté, ont jugé nécessaire de prévenir tous les évenemens de la Guerre, capables de troubler les mesures qui ont été prises pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et pour ces raisons & autres, ont agréé & consenti, comme elles agréent & consentent par ces Présentes, de prolonger & continuer ladite Suspension d'Armes pour le terme de 4. mois, à commencer dudit 22. de ce présent mois de Décembre nouveau stile, & à durer jusqu'au 22. du mois d'Avril de l'an 1713., nouveau stile, en sorte que ledit Traité de Suspension d'Armes conclu à *Paris* le jour susdit, sera continué & prolongé en toutes maniéres, sans aucune interruption ou obstruction pour le terme susmentionné, comme s'il étoit renouvellé & inseré ici de mot à mot.

En foi dequoi Nous avons signé les Présentes, & y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait à *Versailles*, le 14. Décembre, & à *Londres* le 7. Décembre 1712.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

(L. S.) BOLINGBROKE.

Proclamation de la Prorogation de la Suspension d'Armes entre la France & l'Angleterre.

DE PAR LE ROI.

ON fait à savoir à tous qu'il appartiendra, que la Suspension d'Armes accordée le 22. du mois d'Août dernier, entre Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Loüis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse, Anne, Reine de la Grande Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries de leur obéïssance, pour durer pendant le tems de 4. mois, commençant le 22. jour dudit mois d'Août dernier, & finissant le 22. du présent mois de Décembre, a été prorogée & continuée pour l'espace de 4. autres mois, commençant ledit jour 22. du présent mois de Décembre, & finissant le 22. Avril prochain 1713. Pendant lequel tems il est défendu aux Sujets de Sa Majesté, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun Acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis séverement comme perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lûë, publiée & affichée par tout où besoin sera.

Fait à *Versailles* le 15. Décembre 1712.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

COLBERT.

ANNO 1713.

LXLIII.

21. Janv. Tractat, so zwischen dem Hertzog und Administratorn zu Hollstein-Gottorff / und dem Schwedischen General Feldmarschall Grafen von Steenbock / im Nahmen Sr. Königl. Majest. von Schweden / geschlossen worden; wodurch der Schwedischen Armée, sich unter die Vestung Tönningen zu retiriren unter gewissen Bedingungen promittiret wird. Den 21. Januar annô 1713. [Sur l'Imprimé a Coppenhague in dero Königlichen Maj. und Univ. privilegirten Buchdruckerey in Folio.]

C'est-à-dire,

Traité entre le Duc Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP, *& le Comte de* STEENBOCK *Maréchal de Camp du Roi de* SUEDE, *par lequel Son A. S. promet de donner accès & refuge aux Troupes de Sa Majesté sous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le* 21 *Janvier* 1713.

ZUwissen ꝛc. Demnach Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Hochbetrauter Raht wie auch verordneter General en Chef und Ober-Commandeur über dero in Teutschland stehende Armée, Herr Graf Magnus Steenbock von deß Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Hertzogen und Administratorn zu Schleswig-Holstein / Herrn Christian August Hoch-Fürstl. Durchl. inständigst verlanget / Ihm und dero unter seinem Commando stehenden Königlichen Armée zu vergönnen / sich auf etwa benöhtigten Fall deß Schutzes der Vestung Tönningen zu bedienen. Se. Excellentz der Herr Graf auch Sr. Hoch-Fürstl. Durchl. zu motifs vorgestellet / wie eines theils das Fürstl. Hauß bey der gegenwärtigen Conjunctur und Situation durch die verlangte Vergünstigung der Cron Schweden den allergrössesten und einen nimmer gnug zu vergeltenden Dienst erzeigen würde; Und wie andern theils bey der so gar nahe heran rückenden combinirten sehr überlegenen Feindlichen Krieges-Macht die Königl. Schwedische Armée der äussersten Gefahr exponiret stunde; Und dann deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. ihres Ohrts nicht ermangeln wollen / nach deß Fürstl. Hauses unverbrüchlichen attachement vor die Cron-Schweden / bey einer so importanten Gelegenheit einen guten Willen und treuen Dienst-Eyffer an den Tag zu legen; Gleichwohl aber dieselben diese Sache so delicat und von grosser Wichtigkeit zu seyn befunden / daß Sie alle nur ersinnliche Præcautiones dabey zu nehmen vor unumbgänglich nöhtig erachtet; Als haben hochbesagte Ihr. Durchl. mit obwohlermelten Königl. Schwedischen hochbetrauten Raths / General en Chef, und Ober-Commandeurs Hr. Grafen Magni Steenbocks Excellentz sich folgender Puncte vereinbahret und verglichen.

I.

Consentiren Se. Durchl. / daß der Hr. Graf Steenbock unter denen Stücken und Schutz der Vestung Tönningen seine Magazins vor die Königl. Armée formiren möge / gleich wie dann auch

II.

Die gesambte unter deß Hr. Grafen Commando stehende Königl. Schwedische Armée, falls dieselbe von Ihrem Feinde solte in die Enge getrieben werden / solchen Schutzes unter besagter Vestung zu gewärtigen haben solle. ANNO 1713.

III.

Wann der Hr. Graf Steenbock ein Treffen zu halten genöhtiget würde / und wieder Vermuhten dabey den kürtzern zöge / soll derselbe ebenfals vor sich und seines Königs Armée deß gedachten Schutzes unter der Vestung Tönningen zu gewärtigen und zu geniessen haben.

IV.

Die hiezu behufige Ordres sollen dem Herrn Grafen bey Vollenziehung gegenwärtiger Convention würcklich zu handen gestellet werden.

V.

Dahingegen versprechen deß Königl. Herrn Rahts General en Chef und Ober-Commandeurs Grafen Steenbock Excellentz in Krafft dieses im Nahmen Ihr. Königlichen Majest. zu Schweden bey treuen wahren Worten / Ehr und gutem Glauben / da durch die Formirung der Magazinen / durch die würckliche Bequartirung und durch die Führung deß Krieges hiesige Fürstl. Landen in totalen Ruin gesetzet werden / auch wann der Casus existiren sollte / daß die Königl. Schwedische Armée sich unter die Stücke von Tönningen setzete / und daselst den versprochenen Schutz genösse / leicht zu erachten / daß Königl. Dännischer Seits man solches für einen öffentlichen Frieden-Bruch nehmen / und nicht nur die Fürstl. Lande feindlich tractiren / sondern selbige gar unter seine Bothmässigkeit zu bringen / und sie deß Herrn Hertzogens Carl Friderichs Durchl. gäntzlich zu entziehen bedacht seyn würde / daß dannenhero Sr. Königl. Majest. zu Schweden keinen Frieden mit der Cron Dennemarck eingehen noch machen sollen noch wollen / bevor das Fürstl. Hauß nicht nur vollenkömblich restituiret / sondern auch wegen deß erlittenen Schadens zulänglich indemnisiret und demselben deßfalls wenigstens das Ambt Segeberg zu sambt der Grafschafft Pinnenberg von der Cron Dennemarck cediret und eingeräumet worden.

VI.

Viel weniger wil und soll der Hr. Graf Steenbock mit seiner unterhabenden Armée, wann Seine Excellentz der Vestung Tönningen sich solten gebraucht haben / auß hiesigen Landen wegmarchiren / ehe und bevor der Friede mit der Cron Dennemarck auf jetzt vorbesagtem Fuß wird erfolget seyn; daferne aber Se. Excellentz der Vestung Tönningen sich zu Ihrem und der Königl. Armée Schutz gar nicht bedienet haben / sondern die Vestung gantz vorbey gegangen seyn solten / so daß das Fürstl. Hauß bey seiner völligen Neutralität bleiben könte; So wollen Se. Excellentz Ihnen auch alle Freyheit reserviret haben / mit der Königlichen Armée zu marchiren / wohin Sie es gut finden möchten.

VII.

Ferner verspricht der Hr. Graf Steenbock Nahmens Ihr. Königl. Majest. zu Schweden / daß Ihr. Majest. diejenige Willfährigkeit / so deß Hr. Administratoris Durchl. dermahlen Vermöge der ersten vier Articul dieser Convention bewiesen / gegen Se. Hochfürstl. Durchl. ins besondere und gegen Dero Fürstl. Familie mit aller ersinnlichen Dancknehmung erkennen / auch Se. Durchl. und dero Familie von solcher Reconnoissance reelle Proben durch thätige Gegen-Bezeigungen geben / und anbey Se. Durchl.

alle

NO 13. alle Satisfaction wegen deß Schadens/ so Ihro aus obiger Entschliessung und Deference vor Se. Königl. Majest. zukommen möchte/ verschaffen wollen und sollen.

VIII.

Und weiln vorbesagter massen es leicht dahin kommen dürffte/ daß nicht nur die Fürstlichen Lande ruiniret sondern auch von außwärtiger Macht überzogen würden/ und dadurch geschehen könte/ daß der Fürstl. Rente-Cammer wenig oder gar keine Intraden zuflössen/ einfolgl. deß Hr. Administratoris Durchl. in dem Stande gesetzet würden/ daß Sie weder vor Ihrer Durchl. Hertzog Carl Friderich noch auch vor dero eigene Hoff-Statt die Subsistence funden; Als verspricht der Hr. Graf Steenbock hiedurch Nahmens Sr. Königl. Majest. zu Schweden/ auf solchen Erfolg dasjenige/ was zum benöthigtem Unterhalt ermelter beeder Hof-Statten wird erfordert werden/ biß zu Ende deß gegenwärtigen Krieges mit der Cron Dennemarck und erfolgter restitution auch indemnisation des Fürstl. Hauses/ baar zu fourniren.

IX.

Verspricht der Hr. Graf Steenbock auf gute Treu und Glauben und bey allem/ was einen Ehrlichen Mann in der Welt verbinden mag/ daß Er gegenwärtigen Tractat niemahls anderswo als eintzig und allein vor Se. Königl. Maj zu Schweden hohen Persohn zum Vorschein bringen/ noch dessen Innhalt seiner Seits zu jemandts Wissenschafft kommen lassen/ auch wegen desselben Verwahrung solche Præcautiones nehmen wolle und solle/ daß man deßfals ausser allen Sorgen seyn könne/ und ob zwar

X.

Wegen kurtze der Zeit und Entfernung Sr. Königl. Majest. zu Schweden/ dero Ratification über diesen Tractat nicht eingeholet werden können; So nimbt dennoch der Hr. Graf Steenbock auf Sich/ daß alles worüber man obstehender massen conveniret ist/ und was dabey stipuliret worden/ von Sr. Königl. Majest. vollenkömblich werde und solle genehmiget werden. Uhrkundlich sind von diesem Tractat zwey gleichlautende Exemplaria versertiget/ beyderseitig eigenhändig unterschrieben auch besiegelt/ und darauf gegen einander außgewechselt worden. So geschehen respectivè aufm Schlosse Gottorff und zu Husum den 21ten Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. F. H. v. Görtz.

Johan Baner.

H. G. z. Reventlou.

A. E. Stambke.

Separat Articul zwischen dem Herzogen und Administratorem zu Holstein-Gottorff und dem Königl. Schwedis. General Feldt-Marschalln Grafen von Steenbock im Nahmen Sr. Königlichen Majest. von Schweden den 21. Januar. 1713. wodurch der Schwedischen Armée sich in die Vestung Tonningen retiriren zu dürffen unter gewissen Conditionen stipuliret wird.

ANNO 1713.

C'est-à-dire.

Articles Separés par lesquels le Duc Administrateur de Holstein Gottorp promet à certaines conditions de remetre la Forteresse de Tonningen au Comte de Steenbock & aux Troupes de sa Majeste Suedoise du 21. Janv. 1713.

DAferne über Vermuthen es sich begeben solte/ daß die Königl. Schwedische Armée von ihren Feinden eine Niederlage erlitte/ und der Hr. Graf Steenbock sich mit denen Königl. Trouppen unter denen Stücken der Vestung Tönningen nicht sicher gnug glauben solte/ sondern Er genöthiget würde/ mit seinen Leuten sich in die Vestung selber zu salviren; So wollen deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. auch darin hiemit consentiret haben; Gestalt dem Hr. Grafen Steenbock solcher halb eine eventuale Ordre an den Commendanten der Vestung hiebey zugestellet wird. Darentgegen verspricht der Hr. Graf Steenbock.

I.

Daß Er solcher Retraite in die Vestung sich nicht anders dann in dem fall der äusersten Noth/ wann nemblich keine andere Rettung vor Ihm und Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Trouppen mehr übrig wäre/ bedienen wolle und solle.

II.

Verbindet sich der Hr. Graf Steenbock, daß auf dem Erfolg besagter Retraite Er sich keines Commando über die Vestung annehmen/ sondern dem Commendanten darüber nach wie vor alle freye Disposition lassen solle und wolle/ gleich dann auch deß Hr. Grafen Excellentz über die anjetzo unter dero Commando stehende Königl. Trouppen alle Disposition ferner ungehindert behalten.

III.

Nichtweniger verbindet der Hr. Graf Steenbock sich hiedurch/ wann entweder der Friede mit der Cron Dennemarck erfolget seyn wird/ oder auch sonst Se. Excellentz mit der Königl. Schwedischen Armée sich aus hiesigen Landen wieder abziehen solten/ daß Se. Excellentz alsdann die Vestung Tönningen noch vor dem Abzuge der Königl. Armée gäntzlich wieder evacuiren/ und unter keinerley Prætext sich dessen weigern wollen noch sollen.

IV.

Ist verabredet und verspricht der Herr Graf Steenbock auch/ daß er sich in deß Fürstl. Hauses privat und Domestiq vormundtschafftl. Affaires auf keine weise weder directè noch indirectè meliren/ vielweniger deß zu Tönningen in verwahrsamb seyenden von Wedderkopp und dessen Sachen sich weder durch interceſſion noch auf einige andere Ahrt annehmen wolle oder solle. Uhrkundlich ist dieser separat Articul gleich dem Haupt-Recels vom heutigen dato beyderseitig unterschrieben und besiegelt. Es soll auch derselbe von eben solcher Verbindlichkeit und Würckung seyn/ als ob er dem Haupt-Recels von Wort zu Wort inseriret stünde. Geschehen respectivè auf dem Schlosse

ANNO 1713. se Gottorff und zu Husum den 21. Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. v. Goertz.

Joh. Banner.

H. G. z. Reventlow.

A. E. Stambke.

Concordare vidi & Copiam hanc manu propriâ scripsi

MARTEN LILLIEHÖÖK.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität über vorherstehende Tractaten ausgestelltes Attestatum.

C'est-à-dire,

Attestation des Generaux Suedois sur ce Traité.

WIR untergeschriebene attestiren hiemit/ daß Se Excellentz der Hr. Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document sub juratoriâ fide silentij communiciret hat/ und daß dieser Actus von Sr Durchl. dem Hrn. Hertzogen Administrator durch die Hrn. Geheimbte Räthe Hr. Banner und Graf Reventlau ist proponiret und abgehandelt worden/ sambt daß diese Copia allerdings über ein kombt mit dem Original, welches der Hr. Geheimbter Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Jhr. Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intitulizet/ wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Wir bezeugen imgleichen/ daß Jhr. Excellentz niemahlen vorher dieses prætendiret oder sich davon geäussert haben/ ehe es die Geheimbten Rahte selber proponiret haben. Nachdemmahlen Wir nun alle ins gesambt und sonders in Ansehung jtziger Zeit Conjuncturen/ gar nicht haben zahtsamb gefunden/ nach Jütland zu gehen/ und uns also die Einräumung von Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist; Als soll diese Uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur justification Jhr. Excellence hiebey geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefährde. Gegeben im Haupt Quartier zu Husum den 25. Januarij Anno 1714.

C. E. Aschenberg. Reinholt Pattkull.

Marscalck. J. B. Schomer.

Carl Adam Stackelberg. Carl G. Mellin.

H. Strömfelt. V. C. Bassevitz.

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S.) A. Brahe.

ANN 1713

Die vom Fürstl. Gottorffischen Geheimen Rath Banner und dem Commendanten und andern Officirern in Tönningen an den Königl. Schwed. General Feld-Marschall Grafen von Steenbock geschehene Vorstellung.

C'est-à-dire,

Representation faite au Comte de Steenbock par le Baron Banier Conseiller intime du Duc de Holstein Gottorp & Commandant de Tönningen, avant l'extradition de la Place.

DEmnach Wir unterschriebene in Erfahrung gekommen/ wie Sr. Hochgräfl. Excell. wohlmeinende Intention dahin gienge/ die gantze Königl. Armée in dieser Vestung zu logiren/ und dadurch ihr Conservation zu suchen; Als sind wir so wohl auß grossem Respect und Treue vor Jhr. Königl. Majest. von Schweden/ als auch vor unsers Gnädigsten Fürsten und Herrn Interesse, wovon wir bereits reelles preuves abgeleget haben/ in dem wir die Königl. zu-Garnison auf Ordre würcklich mit eingenommen/ und unsers gnädigsten Fürsten und Herrn Länder dadurch dero Feinden zur victime übergeben haben/ bewogen worden/ folgendes gehorsambst und demüthigst vorzustellen.

1. Weil man eine gar geringe Zeit/ so wohl was Magazin und Brod-Korn/ so in dieser Veste obhanden/ betrifft/ damit außkommen kan/ geschweige der zum Brod-backen allein benöthigisten Feurung/ so nicht über drey Wochen dauren kan/ da dann nach sothaner Zeit der Rocken roh müste gegessen werden/ und da Wir ohnfehlbahr in Ansehung der Gelegenheit/ die der Feind zu Wasser von Rensburg und Glückstadt hat/ ein bombardement zu befahren/ dürffte alsdann ein mehrers von so gedachter kleinen Provision vergehen/ und wann die Magazins, Mühlen nebst der durch vermuthliche Feurs-brunst dadurch ruiniret würden/ so würde man also nicht die Treue und die grosse Zele, die wir vor die Conservation der Königl. Armée haben/ weisen/ sondern augenscheinlich befahren müssen/ daß der übrige Rest von der Armée und die Vestung nebst allem was darinn in die Hände und Discretion der grausamen Feinde exponiret und überlassen werden müste.

2. Betreffend Bier/ Brandtwein und Toback/ so wird auf das höchste solches alles nicht über zehen Tage zureichen/ weil keine Feurung/ Maltz und Hopffen verhanden/ und als dann ein jeder von den Obersten biß zum niedrigsten Wasser und Brackwasser zu trincken necessitirt seyn würden/ wobey eine grosse Desertion von den Gemeinen zu befürchten.

3. Da auß Mangel dessen unaußbleiblich/ indem in bevorstehenden Monaht Martio an diesem Orth die Kranckheiten einreissen und grassiren/ über dem auch bereits von einem Regiment bey die 300. Krancken eingebracht/ und in der Guarnison derer eine gute Anzahl obhanden/ dieser Orth auch also beschaffen/ daß in dem Vor-Jahr sich stets grosse Kranckheiten eräugen/ also anjetzo desto mehr zu befürchten/ daß die Leute/ so in dieser continuirlichen Nässe/ zu mahlen 6. à 8. Tage es immer eins wegregnet/ stehen und wenig Obdach und Pflege geniessen/ imgleichen dieses Landes Lufft nicht ertragen können/ wegen deß ungesunden Wassers/ also/ aller Menschlicher apparence nach/ eine grosse Contagion und Sterben unaußbleiblich ver-

ANNO 1713. verursachen können/ so daß auch die lebendigen kaum die Todten möchten begraben können.

Diesem nach werden Eu. Excellence gütigst überlegen/ was bey sogestalten Sachen vor Mesures zur Conservation Ihr. Königl. Armée und der Veste Tönningen zu nehmen.

Ob es besser die gantze Armée allhie einzulegen/ und die Pferde/ worinnen doch so ein grosses Capital stecket/ umbbringen zu lassen/ da in diesem gantzen Lande/ nach der totalen Verwüstung keine mehr werden zu bekommen seyn/ welches sonst an alle frembde Herrschafften hat dergleichen mittheilen können/ oder nach Eu. Excellence eigen Dessein suchen/ entweder durch hiesige Fahrzeuge/ oder mit Schlagung einer Brücken/ wie Sie selbsten am rathsamsten befinden/ dadurch die Cavallerie und Infanterie, so viel davon können beritten gemacht werden/ möglichster massen zu salviren?

Was den Rest der Infanterie, so allhie verbleibet/ betrifft/ wollen wir derselben mit Respect und Treue vor Ihr. Majest. und unserm gnädigsten Fürsten denenselben so lange Brod mittheilen als wir selbst haben/ und so lange solches dauren wird. Datum Tönningen den 17. Februarij 1713.

Johann Baner.

Joachim Wolff. Obr. und Commendant.

Joachim von Grumbkou Obr. und Vice-Commmendant.

Carl Otto von Hœpken Major von der Artillerie.

K. Claſen Ingenieur-Major.

J. v. Buchwaldt Major von der Vestung.

H. Müller Cammer-Assessor und Commissarius.

Hertzog Carl Fridrichs zu Holstein Gottorff Ordre an den Commendanten in Tönningen de Dato 23. Julii 1712. Nebst der Schwedl. Generalität Attestato.

C'est-à-dire,

Ordres du jeune Duc de Holstein Gottorp au Commandant de Tonningue, & avec le Certificat de la Generalité Suedoise.

VON GOttes Gnaden Carl Friederich, Erbe zu Norwegen/ Hertzog zu Schleswig Holstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Graf zu Oldenburg und Delmenhorst ꝛc. Unsern gnädigsten Gruß zuvor/ Wohlmannhaffter und Wohl-Edler Commendant, Lieber Getreuer. Als Se. Königl. Majest. zu Schweden dermahlen bekandter massen verschiedene Feinde zu gleich haben/ und daher leicht zu erachten stehet/ daß der Königl. Hr. Raht und Gen. Graf Steenbock, es wol mit allen nicht auf einmahl werde aufnehmen können/ sondern derselbe nach den umbständen der Sachen und Conjuncturen vielleicht möchte genöthiget werden/ mit der Königlichen Armée welche unter sein Commando gegeben ist/ ins Holsteinische hinein zu dringen/ umb die Cron Dennemarck desto eher zu einem billigen Frieden zu nöhtigen; So ist Uns zu erkennen gegeben/ wie Sr. Königl. Majest. der importanteste Dienst geschehen konte/ wann dem Hr. Grafen Steenbock von Uns erlaubet würde/ sich unserer Vestung Tönningen zum Schutz und Sicherheit der Königl. Armée zu bedienen/ woferne Er es nöhtig haben solte. Nun wisset Ihr selber/ was vor Erkäntlichkeit Wir Se. Königl. Majest. vor dero unzehliche Liebe und Güte schuldig sind/ die Wir von Kind auf allhie genossen/ in betracht derselben/ und in Erinnerung Unserer Erkänntlichkeit/ die Wir billig bey allen Gelegenheiten zu zeigen verbunden sind/ haben Wir kein Bedencken tragen sollen Sr. Königl. Majest. Dienst/ so viel an uns ist/ zu befördern. Wir befehlen Euch demnach hiemit gnädigsten Ernstes/ und bey Vermeidung von Verlust Ehre und Lebens/ daß wann der Hr. Graf Steenbock von seinen Feinden gezwungen werden sollte/ oder zu Conservation der Königl. Armée nöhtig funde/ eine sichere Retirade, entweder unter die Canonen Unserer Vestung Tönningen/ oder auch allenfals in der Vestung selber zu suchen/ Ihr auf Vorzeigung dieser Unserer gnädigsten Ordre so forth darinn williget/ und ohne bey Jemand erst Vorfrage zu thun/ nach dem Zustand der Sachen das eine und das andere geschehen lasset/ doch habt Ihr dabey euer Commando über die Vestung Euch nichts desto weniger zu reserviren/ und solches nach wie vor in der Vestung zu exerciren. Wir versehen uns dessen zu Euch in Gnaden unfehlbahrlich. Auf den Fall aber Ihr diesem Unserm Befehl nicht gehorchet/ wurdet Ihr der angedeuteten Straffe gewiß zu gewärtigen haben. Sonsten aber sind und bleiben Wir Euch mit Gnaden wohl beygethan. Gegeben Carlsberg den 23. Julii 1712.

CARL. FRIDERICH.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität Attestatum über vorhergehende Ordre.

Cum autographo mihi exhibito concordantiam testor copiæ hujus manu propria scriptæ.

MARTEN LILLIEHÖÖCK.

(L. S.)

WIR unterschriebene attestiren hiemit/ daß Seine Excell. der Herr Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document, sub juratoria fide silentii communiciret hat/ und daß dieser Actus von Sr. Durchl. dem Hertzog Administrator durch die Herrn Geheimbte Räthe Hr. Banner und Graf Reventlow ohne daß Ihr. Excell. vorhero es prætendiret/ ist proponiret und abgehandelt worden. Sambt daß diese Copia allerdings übereinkombt mit dem Original, welches der Geheimbte Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Ihrer Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intituliret, wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Nachdem mahlen wir nun alle ins gesambt und besonders in Ansehung jetziger Zeit Conjuncturen gar nicht haben rahtsahm gefunden/ nach Jütland zu gehen/ und uns also die Einräumung Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist. Als soll diese Uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur Justification Ihr. Excell.

ANNO 1713. hiebey geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefehrde. Gegeben im Haupt-Quartier den 25. Januarii 1713.

C. v. Aschenberg. Reinholt Pattkull.

Marsealck. J. B. Schomer.

Carl Adam Stackelberg. Carl v. Mellin.

H. Strömfelt. V. C. Bassevitz.

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S.) A. Brahe

CXLIV.

25. Janv. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Unitarum* BELGII *Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Guarantia, Successionis nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Protestantium, & Obicis vulgo* Barriere *præfatis Ordinibus debitæ, atque adversus Galliam perquam necessariæ; quem in finem, priori Fœdere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorsus rescisso & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas, deveniunt, seseque invicem obstringunt.* (1) [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag 260. en Latin, comme icy, avec une traduction Françoise.]

QUANDOQUIDEM in Tractatu qui super Successionem ad Coronam Magnæ Brit. atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barriere*, Unitarum Belgii Provinciarum 29. die Octob. 1709. inter Serenissimam Principem Dominam Annam Mag. Brit. Fran. & Hiber. Reginam, fidei Defensorem, & Celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii concluſus fuit, complures Articuli Clausulæque contineantur quæ ampliorem explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhibeantur, jam nunc damna & proinde ex iis quæ hinc olim sequi poterint, commodis rationibusque Subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturi videantur; aliique porro extent qui posteaquam Tractatus supradictus initus est, diutius nec necessarii neque apti sunt. Cumque Art. XVII. præd. Tractatus provisum fuerit, ut Conventio quædam seperatim fieret de conditionibus quibus prædicta Regia Sua Majestas, Dominique Ordin. Gen. promitterent sponderentque, sese submini strauros auxilia, quorum usus foret ad Fideijussiones, vulgo *Guarantias*, mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haud quaquam facta est; Antedicta Regia Maj. Mag. Brit. & Dom. Ord.. Gen. Fœd. Belgii serio perpendentes quanti interfit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu qui utrique Nationi permagni adeo momenti est; quodque nulla ineunda sit Pactio quæ Subditis alterutrius Partis gravis esse videatur, in Fœdere cujus scopus propositumque fuerit ut Amicitiæ vincula arctius utrimque adstringerentur & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore existimaverunt novum Tractatum conficere, cæteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque eum denique in finem Regia Sua Maj. Mag. Brit. mandatis suis atque authoritate sufficiente instruxit N. N. . .

Domini vero Ordines Generales a sua parte Mandatis atque Authoritate sufficiente muniverunt N. N. . .

Qui quidem Ministri plenariis Potestatibus instructi munitique vi earundem in Articulos subsequentes ANNO 1713. 19. Août convenerunt.

I. Tractatus ille vulgo de Successione & de Obice sive *Barriere*, nominatus qui 29. die Mensis Octobris Anno Dom. 1709. Hagæ-Comitum inter Serenissi. Reginam Mag. Brit. & Dom. Ordin. Gen. Uniti Belgii concluſus fuit, unà cum duobus Articulis seperatis eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutisve esse censebitur: Dictusque Tractatus Articulique duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur, eodem modo ac si nunquam facti aut ratihabiti fuissent. Omnes autem alii Pacis Amicitiæ, Unionis, Confœderationis Tractatus inter præmemotam Regiam suam Maj. & Dom. Ordines Generales concluſi, hisce comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent ac si in præsenti hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum Lege quadam in Parliamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Serenissi. Regis Guilielmi III. cui Titulus est *Actum de Ulteriori Coronæ limitatione & meliore securitate Jurium Libertatumque Subditorum* &c. sancitum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Reginæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Daniæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratis oriunda, Corona Regalisque Gubernatio Angliæ Franciæ atque Hiberniæ & Ditionum eo spectantium, deveniret pertineretque ad Excellentissimam Principem Sophiam Electricem & Ducissam viduam Hannoveranam & hæredes ejus Protestantes. Cumque ex eo tempore in plurimis cum Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis statutum fuerit, ut Successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium post dictæ Serenissi. Reginæ obitum & sobole ab eadem deficiente, deveniret & pertineret ad Excellentissimam Principem Sophiam Hæredesque ipsius Protestantes: ut Pontificii omnes, atque ii, eæve, qui cum Pontificiis matrimonium contraxerint, excluderentur a Corona Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium, atque in perpetuum hæreditatem, possessionem, vel usum fructum eorundem habendi incapaces redderentur, Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super Successionem antedictam postea stabilita, firmataque fuit Lege quadam in Parliamento Magnæ Britanniæ, lata anno 6. Reginæ nunc regnantis, cui titulus est: *Actum de securitate personæ, & gubernatione Regiæ Suæ Maj. Successionisque, ad Coronam Mag. Brit. in stirpe Protestantium.* Cumque nulla Potestas extranea, neque Persona ulla quæcunque jus habeat revocandi in dubium Constitutionem a Parliamento Mag. Brit. factam, aut sese eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem hæreditatemve Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut Potestas aliqua extranea, vel Status, seu Persona, Personæve quæcunque, sub specie qualibetcunque, directè vel indirectè bello aperto, vel conspiratione, proditione seu perfidio sese opponere velint juri Successionis Hæredum Majestatis Suæ Regiæ post obitum ipsius, vel deficientibus hujusmodi Hæredibus, juri Successionis Excellentissimæ Principis Sophiæ, aut Hæredum ejus quorumcunque, ad quos dicta Successio tunc spectaverit, secundum Leges & Statuta Magnæ Brit. D., Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum promittunt, ac spondent sese omni prorsus tempore, vivente Seren. Reginâ antea memoratâ, ipsi opitulaturos, ad pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Mag. Brit. prout per Leges, & Statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum ante dictæ Serenissimæ Reginæ sese opem laturos Hæredibus ejus de corpore suo natis, hisve deficientibus Principi Sophiæ supra memoratæ, aut talibus ejus Hæredibus ad quos, ut præfatum est, Successio ad Coronam Regiam Mag. Brit. post obitum Serenissi. Reginæ nunc regnantis, legitimè spectaverit, ut veniant in ejusdem possessionem, eandemque conservent; obstituros autem personæ cuilibetcunque, quæ possessioni Coronæ ante dictæ, ejusque conservationi impedimentum aliquod afferre voluerit, secundum ejusmodi requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo, ac ea virium proportione, terrâ marique, sicuti Artic. 13. hujusce Tractatus explicatius dictum est.

III. Quandoquidem Art. 5. Fœderis inter Serenissimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Serenissimum Regem Mag. Brit. Guilielm. III. gloriosæ memoriæ, & DD. Ord. Gen. Fœderati Belgii

(1) Le date & les Signatures qui manquent à ce Traité se trouvent dans la Traduction Françoise; en cette maniere. *Fait a Utrecht le 29. du Mois de Janvier de l'an 1713. En foi de quoi, les susdits Plenipotentiaires, ayant échangé reciproquement les Lettres de leurs Pleins pouvoirs ont chacun en particulier signé ce Traité de leurs propres mains, & l'ont muni de leurs Sceaux le 19 30 du mois de Janvier de l'an de Notre Seigneur 1712 - 1713.* [DUM.]

ANNO 1713. gii, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1701. confecti, cautum proviſumque fuerit, ut dicti Fœderati omnes nervos intendant, quo recuperent Provincias Hiſpano-Belgicas, ut ſit obex & repagulum, vulgò *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens, & ſeparans, pro ſecuritate Ord. General.; quemadmodum ab omni tempore, inſervierunt, donec Rex Chriſtianiſſimus eas Milite ſuo occupavit, conventum jam, concordatumque eſt, ut Regia Sua Majeſtas Mag. Brit. omni ope atque opera enitatur in Tractatu Pacis ineundo, non ſolum ut Provinciæ Hiſpano-Belgicæ, verum Urbes, Oppidaque alia quæ opus eſſe videantur, ſeu bello parta, ſive nondum capta, formando Ord. General. repagulo, ſive *Barriere* inſerviant.

IV. Eum itaque in finem pactum conſtitutumque eſt, ut DD. Ordines Generales Præſidia collocare, conſervare, augere, ſive diminuere poſſint, prout ipſis viſum erit, in locis ſequentibus, ſcil. Furnes, Fortalitio Knock dicto, Ipres, Menucino, ſive Menin; in Urbe & Arce Tornacea, in Montibus, Caroloregia, in Urbe & Arce Namurcâ, in Arce Gandavenſi, in Fortalitiis la Perle, Philippe, & Damme, appellatis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus Cluſenſibus penitus annexo, cujus proprietas Ordinibus generalibus conceditur; & Fortalitium Rodenhuyſen appellatum, cis Gandavum diruetur.

V. Sin autem evenerit, ut dicti Ordines Generales bello re ipſa implicati fuerint contra Galliam, aut apertè patuerit, Galliam ipſos aggreſſuram eſſe, eo caſu iiſdem licitum erit, talem Copiarum numerum, quem e re ſua eſſe judicaverint, in eas Urbes, Oppida, & Fortalitia, Provinciarum Hiſpano-Belgicarum mittere, quas belli ratio, & neceſſitas poſtulaverint.

VI. Licitum porro ipſis erit, in Urbes, Oppida & Fortalitia, ubi Præſidia habuerint, commeatum, apparatus bellicos, arma, tormenta grandiora, munitionum conſtruendarum materiam, quodcunque denique Præſidiis ſupradictis, & munitionibus idoneum, aut neceſſarium fuerit, ſine impedimento atque omni Vectigali ſeu portorio ſubvehere.

VII. Alti memorati Dni Ordines Generales, in Urbibus, Oppidis, & Fortalitiis Art. 4. recenſitis, ubi Præſidia habuerint, tales Gubernatores, Præfectos, Majores, alioſque Officiarios inſtituere poſſunt, prout ipſis viſum erit, adeo ut nullius omnino Imperio, quoad ſecuritatem locorum ſupra dictorum, & Leges ſive Conſuetudines militares, ſubjiciantur, præter ſolos unicoſque Ordines Generales. Salvis tamen iis Juribus, & Libertatibus, cum Eccleſiaſticis, tum politicis Sereniſſimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licitum autem erit præfatis D. Ordin. General. dictas Urbes, Oppida, & Fortalitia eodem pertinentia munire, munitioneſque reficere, eo modo, quem neceſſarium duxerint, adeoque omnia facere, quæ eorundem defenſioni conducere poſſe videantur.

IX. Conventum vero cum ſit, quod Provinciarum Hiſpano-Belgicarum, proprium & ſupremum Dominium ad Cæſaream ſuam Majeſtatem pertineat, tam earum quæ a nupero Hiſpaniarum Rege Carolo ſecundo tempore mortis ſuæ poſſeſſæ fuerant, quam earum, quæ in ejus poſſeſſionem non venerant, quæque a Gallia Pacis futura Tranſactione cedi contingeret, neceſſe itaque erit, ut ſtipulatio fiat, atque adeo fiat ut pactum concordatumque eſt, ut omnes reditus, præter eos quibus opus erit ad ſuſtinendam Gubernationem Civilem, Urbium, Oppidorum, Caſtellorumque, atque locorum ab iis dependentium, quæ præſenti hoc Tractatu Repaguli, ſive *Barriere*, pars fieri debeant, quique ad nuperum Hiſpaniarum Regem Carolum, ſecundum tempore mortis ſuæ nequaquam pertinebant, in poſterum ad D. Ord. Gen. attinere cenſebuntur, atque ab iiſdem colligentur in uſum ſuſtentationemque Militum præſidiariorum, & ad ſumptus Munitionum, Apothecarum, aliarumque rerum ſuppeditandos: ſub ea autem ſpeciali conditione, ne Ordines Generales virtute h. jus Articuli, vel quocunque alio nomine, poteſtatem ſibi unquam ſumant nova Vectigalia in locis prædictis imponendi, vel antiqua augendi, diminuendive. Conventum porro concluſumque eſt ſub eadem conditione, haudquaquam vero aliter, ut ad impenſas ſupra memoratas ſubminiſtrandas, decies centum millia Florenorum quotannis, ſive centum mille Imperiales tertio quoque menſe, DD. Ord. Generalibus numerentur ex certiſſimis optimiſque Proventibus earum partium Provinciarum Hiſpano-Belgicarum, quæ a nupero Hiſpaniarum Rege tempore mortis ſuæ poſſeſſæ fuerant. ANNO 1713.

X. Nulla Urbs, Oppidum, Fortalitium, ſive Territorium, in Provinciis Hiſpano-Belgicis cedi, transferri, donari aut devenire poteſt ad Coronam Gallicam, vel ad quemquam ex ſtirpe Gallica, ſive id fiet virtute doni alicujus, ſeu venditionis, commutationis, conventionis matrimonialis, hæreditatis, ſucceſſionis ex Teſtamento, ab inteſtato, quocunque demum titulo, vel quocunque ſit modo nulla ex prædictis Provinciis poteſtati, autoritative Regis Chriſtianiſſimi, aut cujuſquam ex ſtirpe Gallica unquam ſubjici poteſt.

XI. Quandoquidem vero Articulo 9. Fœderis ſupradicti 7. die Sept. anno 1701. facti, conſtitutum eſt, ut tempore, quo Tranſactio vel Pax fieret, Fœderati inter ſe convenirent præter alias res, de modo, quo DD. Ord. Generales per Obicem antedictam, vulgo *Barriere* dictam, ſecuri reddantur, Regia ſua Majeſtas Mag. Brit. vi hujuſce Pactionis promitti ſefe omnem operam collaturam, ut Cæſaream ſuam Majeſtatem perducat ad ineundum cum Dominis Ord. Gen. Tractatum, iis omnibus, quæ ſuperius de Obice ſive *Barriere* concordata ſunt, conſentaneum: dictaque ſua Regia Majeſtas promittit inſuper, ſe ſtudio omni & officio continuo enixuram, donec Tractatus antememoratus concluſus fuerit; eodemque confecto Fidejuſſionem ſuam ſive Guarantiam daturam eſſe.

XII. Quandoquidem ſuprema Autoritas in Provinciis Hiſpano-Belgicis, ex quo ab hoſte illas recuperari contigerit, in Regia ſua Majeſtate Mag. Brit. & in DD. Ordin. Generalibus collocata fuerit, Copiæque dictæ ſuæ Regiæ Majeſt. & DD. Ord. General. maximam partem Urbium, Oppidorum, Fortalitiorumque, ad ea pertinentium, jam nunc præſidiis occupant; Conventum hodie concordatumque eſt, quod neque Provinciarum antememoratarum gubernatio mutabitur, neque de quapiam ex Urbibus, Oppidis, aut Fortalitiis præſidiarii deducentur præfati milites, donec commercia utilitateſque Subditorum Mag. Brit. ad mentem Regiæ ſuæ Majeſtatis atque itidem commercia & utilitates Subditorum Unitarum Belgii Provinciarum ad mentem DD. Ord. Generalium accommodatæ fuerint, atque Obex ſive *Barriere* DD. Ordinum Generalium modo ſupra deſignato conſtituta fuerit ac firmata.

XIII. Cum vero uſu compertum ſit, ſumme neceſſarium eſſe non ſolum omnem obſtructionem, interruptionemque, aut, alia quæcunque gravamina prævenire, quæ commercio Britannico oriri poſſunt, ex eo quod jus præſidii D. Ordin. Generalibus, in tot locis quæ Fluviis, & Canalibus impoſita ſunt, atque in aliis Provinciarum Hiſpano-Belgicarum partibus conceditur, verum etiam, omnes fraudes & colluſiones præſcindere, quæ excitari queant ex abuſu privilegii, ſive inmunitatis Articulo 6. hujus Tractatus ipſis conceſſæ, pactum & conventum eſt, ut Subditi Seren. Reginæ Mag. Brit. in poſterum tam Belli, quam Pacis tempore, in omnibus locis Provinciarum Hiſpano-Belgicarum atque Obicis ſeu *Barriere*, dictis Ordinibus General. cedendis, Privilegiis, exemptionibus, Libertatibus, facilitatibuſque univerſis quoad Commercia, tam quæ importationem, quam quæ exportationem ſpectant, fruantur, quibus unquam olim gaviſi ſunt aut gaudere debuerunt, ut omnibus porro Privilegiis, exemtionibus, Libertatibus, facilitatibuſque fruantur, quæ Subditis Ord. Gen. in Provinciis Hiſpano-Belgicis & in locis ad Obicem ſive *Barriere* attinentibus, vel jam conceſſæ fuerint, vel in poſterum unquam concedentur, eo quidem modo, ut nulli omnino Officiario, ſeu Civili, ſeu Militari, Mercimoniorum ad dictos Mag. Brit. Subditos pertinentium, tranſitum impedire, vel tardare unquam permittatur; Spondentibus præfatis Ordin. Gen. ſeſe graves pœnas, quantum in iis ſitum erit, illi illiſve irrogaturos, qui mentem hujuſce Articuli quoviſmodo in contrarium egiſſe coarguantur. Antedicti Ord. Gen. ſeſe porro obſtringunt, Mandata ſedulò, & efficaciter daturos, eademque ſtrictè obſervari curaturos, ne commeatûs, apparatuum Bellicorum, & cæterorum, quorum in dicto Art. V. mentio facta eſt, ſubvehendorum nomine, fraudes ullæ committantur, quoad vectigalia rebus mercatoriis impoſita, quæ quidem res mercatoriæ in navigiis iiſdem, aliiſve vehiculis, una cum dicto commeatu, apparatibus bellicis ſcilicet, non onerabuntur unquam nec tranſportabuntur. Quo tamen leges & conditiones ſingulæ inſtituantur, quæ generali huic Articulo melius & plenius obſervando neceſſariæ eſſe queant, hiſce inſu-

ANNO 1713. insuper concluſum eſt, ut Commiſſarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15. dierum ſpatium a Ratihabitione hujus Tractatus convenient, ad ſtatuendum & perficiendum inter ſe, & cum Commiſſariis Cæſareæ Majeſtatis, ſi quos ipſe a ſua parte nominare voluerit, omnes res rationeſque, quæ ad Commercia in Provinciis Hiſpano-Belgicis, & in locis ad Obicem ſive *Barriere* pertinentibus, habenda ſpectant, ſecundum verum ſenſum mentemque explicatiſſimam hujus Articuli.

XIV. Quo vero Fidejuſſiones ſive Guarantiæ vi hujus Tractatus mutuò ſuſceptæ melius certiuſque executioni mandentur, pactum conventumque eſt, ut Sereniſſima Regina Mag. Britanniæ, ejuſdemque Hæredes, vel Succeſſores, requiſitione facta a parte DD. Ordin. Gen. & non aliter, auxilia inferius expreſſa ſubminiſtrabunt, ad præſtandam Obicis ſive *Barriere* Fidejuſſionem vulgo Guarantiam: ſimiliter DD. Ord. Generales requiſitione facta ex parte Regiæ Majeſtatis, aut poſt obitum ipſius, Hæredis proximi ex illa nati, aut eo iiſve deficientibus, Succeſſoris proximi Proteſtantis, qui titulum ad Coronam tunc temporis habuerit, virtute Actorum Statutorumque Mag. Britanniæ, & non aliter, auxilia inferius deſignata ſubminiſtrabunt, ad præſtandam ipſorum Fidejuſſionem ſive Guarantiam ſuper ſucceſſione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque eſt, ut caſu exiſtente, quo Partium contrahentium alterutra requiſita fuerit modò ſupra dicto, auxilia quæ ſubminiſtranda erunt, ſecundum proportiones inſequentes mittentur: ſcilicet Sereniſſima Regina Mag. Brit. ejus Hæredes & Succeſſores, in auxilium DD. Ord. Gen. 10000. pedites mittent, & viciſſim DD. Ord. Gen. in auxilium Regiæ ſuæ Majeſt. ejuſve Hæredum Succeſſorumque 6000. peditum mittent armis bene inſtructorum ſub ejuſmodi Præfectis aliiſque Officiariis atque in tales Legiones vulgo *Regiments* atque Cohortes diſtributorum, prout Regiæ Majeſtati ſuæ ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus, ſi ipſa ipſive auxilia miſerint, viſum erit, & quemadmodum DD. Ordines Generales opportunum eſſe duxerint, ſi ab ipſis auxilia ſubmittenda fuerint. Tenebitur etiam Pars alterutra 20. Naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitaſque, atque auxilia ante dicta, impenſis Partis quæ illa miſerit, alentur, inſtruenturque, in opem, & uſum Partis, quæ eadem requiſiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum immineat, ut nihil temporis reliquum ſit officioſis interceſſionibus adhibendis, adeoque magnum & majorem Copiarum numerum Naviumque bellicarum poſtulat, tenebitur jam Pars utravis ab altera requiſita, auxiliorum vim adaugere, Pacem cum aggreſſore dirimere Copiaſque ſuas omnes Terra Marique cum Copiis Partis bello impetitæ conjungere.

XV. Conventum porro eſt, ut Reges, Principes Statuſque, qui huic Tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admiſſio junctim, & non ſeparatim, a Sereniſſ. Regia Majeſtate Mag. Brit. & a DD. Ord. General. proficiſcantur.

XVI. Regia Sua Majeſtas Mag. Brit. & DD. Ord. Gen. omnia & ſingula, quæ in præſenti Tractatu continentur, confirmabunt, ratihabebuntque intra ſpatium 4. hebdomadarum a die ſubſcriptionis, vel citius ſi fieri poterit.

In quorum fidem &c.

Articulus Separatus, de limitibus FOEDERATI BELGII *in Flandria extendendis, per Conventionem poſtmodum cum S.* CÆSAREA *Majestate faciendam. Dat. Trajecti ad Rhenum* 19-30. *Januarii* 1712--1713.

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Uniti Belgii propoſuerunt, quod Ditionum ſuarum limites in Flandria tam arctè & tam incongruè conſtituti ſunt, ut nonnullis in locis Territorium alterius Flandriæ ad ipſa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit quod ſub initium Belli præſentis evenit, quum Fortalitii conſtructio ſub ipſis munimentis loci vulgo *Sas de Gend* appellati tentata fuit, cô nempe prætextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejuſmodi aliaque incommoda evitanda neceſſarium ſit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Ditionum ſuarum ſatis in tuto ſint, Regia ſua Majeſtas Magnæ Britanniæ iſta rationum momenta probant, per hunc Articulum ſeparatum qui ejuſdem, ac Tractatus hodie concluſus, vigoris erit, promittit ſpondetque, ſe ſe in Pactis, Cæſaream ſuam Majeſtatem inter, & Dominos Ordines Generales ineundis, operam & officia collaturam eſſe, quo per Cæſaream ſuam Majeſtatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quæ prædictis aliiſque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliuſque conſtituendis omnino ſufficiat. ANNO 1713.

In quorum fidem ſupra memorati Plenipotentiarii commutatis hinc inde Plenipotentiarum ſuarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque ſua ſignarunt & Sigillis ſuis confirmarunt. Ultrajecti die decimo nono trigeſimo. menſis Januarii anni à Chriſto nati $171\frac{3}{3}$.

Signatum,

JOH. BRISTOL. (L.S.) J. v. RANDWYCK. C. P. S. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.) W. BUYS.

(L.S.) B. VANDER DUSSEN.

(L.S.) J. A. VAN RHEEDE.

VRYHEER VAN RENSWOUDE. (L.S.)

(L.S.) SICCO VAN GOSLINGA.

GRAAF VAN KNIPHUYSEN. (L.S.)

Declaration des Miniſtres de Sa Majeſté BRITANNIQUE *en explication de l'Article XIII. du Traité. Faite le même jour* 19-30. *Janvier* 1712-1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 36.]

D'AUTANT, que Meſſieurs les Miniſtres Plenipotentiaires de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont inſiſté à la concluſion du Traité de ſucceſſion & de Barriere, qui vient d'être ſigné aujourd'hui entre Sa Majeſté la Reine de la Grande Bretagne & leſdits Seigneurs Etats, que les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté voulûſſent s'expliquer, en quel ſens ils entendent la clauſe de l'Art. 13. qui parle des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de Sa Majeſté ont autrefois joui, ou dû jouïr dans les Païs-Bas, comme auſſi dans les Places, qui feront la Barriere de L. H. P.

C'eſt pourquoi, les ſouſſignés Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté ont déclaré, & déclarent par ces preſentes, que la ſuſdite Clauſe ne s'entend que des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de S. M. de la G. Bretagne y ont joui, ou dû jouïr pendant le Regne du feu Roi Charles ſecond d'Eſpagne.

Fait à Utrecht ce $\frac{1}{30}$. *de Janvier* $17\frac{11}{12}$.

Signé

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

CXLV.

Lettres patentes de LOUIS XIV. *Roi de France, ſuprimant celles du Mois de Decembre* 1709., *admetant & authoriſant la Renonciation de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, à la Couronne de France, & celles de* CHARLES *Duc de Berri,* PHILIPPE *Duc d'Orleans, comme Princes de France, à la Couronne d'Eſpagne. Données à Verſailles, au Mois de Mars l'an* 1713. *& regiſtrees en Parlement le* 15. *du meme Mois & an.* [Actes & Memoires Mars

ANNO 1713.

res de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 223. Feuille volante imprimée à Londres en François & en Anglois par authorité publique chez *Benj. Toolke* & *John Barberon* l'an 1713. in 4.]

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir, SALUT. Dans les différentes révolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour soûtenir la justice des droits du Roy nostre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de désirer la Paix. Les succès les plus heureux ne nous ont point éblouïs; & les événemens contraires dont la main de Dieu s'est servie pour nous éprouver, plûtôt que pour nous perdre, ont trouvé ce désir en nous, & ne l'y ont pas fait naître: mais les temps marquez par la Providence divine pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivez: La crainte éloignée de voir un jour nôtre Couronne & celle d'Espagne portée par un même Prince, faisoit toûjours une égale impression sur les Puissances qui s'étoient unies contre Nous; & cette crainte qui avoit été la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix. Enfin après plusieurs negociations inutiles, Dieu touché des maux & des gémissemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile; mais les mêmes allarmes subsistant toûjours, la premiére & la principale condition qui Nous a été proposée par nôtre très-chére & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, comme le fondement essentiel & nécessaire des Traitez, a été que le Roy d'Espagne nostre dit Frére & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renonçât pour luy & pour ses descendans à perpetuité, aux droits que sa naissance pouvoit jamais donner à luy & à eux sur nôtre Couronne; Que reciproquement nôtre très-cher & très-amé Petit-fils le Duc de Berry & nôtre très-cher & très-amé Neveu le Duc d'Orleans, renonçassent aussi pour eux & pour leurs descendans masles & femelles à perpetuité, à leurs droits sur la Monarchie d'Espagne & des Indes. Nôtre dite Sœur Nous a fait représenter que sans une assûrance formelle & positive sur ce point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'Europe ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances qui la partagent étant également persuadées qu'il étoit de leur interêt général & de leur sûreté commune de continuer une Guerre dont personne ne pouvoit prévoir la fin, plûtôt que d'être exposées à voir le même Prince devenir un jour le maître de deux Monarchies aussi puissantes que celles de France & d'Espagne. Mais comme cette Princesse, dont nous ne pouvons assez loüer le zele infatigable pour le rétablissement de la tranquillité générale, sentit toute la répugnance que nous avions à consentir qu'un de nos Enfans, si digne de recueillir la succession de nos Péres, en fût nécessairement exclu, si les malheurs dont il a plû à Dieu de nous affliger dans nôtre famille, nous enlevoient encore dans la Personne du Dauphin, nôtre très-cher & très-amé arriere-Petit-Fils, le seul reste des Princes que nôtre Royaume a si justement pleurez avec nous; Elle entra dans nôtre peine; & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour assûrer la Paix, Nous convinsmes avec nôtre dite Sœur de proposer au Roy d'Espagne d'autres Etats, inférieurs à la verité à ceux qu'il posséde, mais dont la considération s'accroîtroit d'autant plus sous son Regne que conservant ses droits en ce cas, il uniroit à nôtre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à nôtre succession. Nous employâmes donc les raisons les plus fortes pour luy persuader d'accepter cette alternative; Nous luy fîmes connoître que le devoir de sa naissance étoit le premier qu'il dût consulter; qu'il se devoit à sa Maison & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Espagne; que s'il manquoit à ses premiers engagemens, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des droits qu'il ne seroit plus en état de soûtenir. Nous ajoutâmes à ces raisons les motifs personnels d'amitié & de tendresse que nous crûmes capables de le toucher; le plaisir que nous aurions de le voir de temps en temps auprès de Nous, & de passer avec luy une partie de nos jours, comme nous pouvions nous le promettre du voisinage des Etats qu'on luy offroit; la satisfaction de l'instruire nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de nous reposer sur luy pour l'avenir; en sorte que si Dieu nous conservoit le Dauphin, nous pourrions donner à nôtre Royaume, en la personne du Roy nôtre Frére & Petit-Fils, un Régent instruit dans l'art de regner; & que si cet Enfant si précieux à Nous & à nos Sujets, nous étoit encore enlevé, nous aurions au moins la consolation de laisser à nos Peuples, un Roy vertueux, propre à les gouverner, & qui réuniroit encore à nôtre Couronne des Etats très-considérables. Nos instances réïtérées avec toute la force & toute la tendresse necessaire pour persuader un Fils qui mérite si justement les efforts que nous avons faits pour le conserver à la France, n'ont produit que des refus réïtérez de sa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le zele pour luy s'étoit distingué dans les conjonctures où son Trône avoit paru le plus ébranlé; en sorte que persistant avec une fermeté invincible dans sa premiére resolution, soûtenant même qu'elle étoit plus glorieuse & plus avantageuse à nôtre Maison & à nôtre Royaume, que celle que nous le pressions de prendre, il a déclaré dans l'Assemblée des Etats du Royaume d'Espagne, convoquée pour cet effet à Madrid, que pour parvenir à la Paix générale, & assûrer la tranquillité de l'Europe par l'équilibre des Puissances, il renonçoit de son propre mouvement, de sa volonté libre & sans aucune contrainte, pour luy, pour ses Héritiers & Successeurs pour toûjours & à jamais, à toutes prétentions, droits & titres, que luy ou aucun de ses descendans ayent dès à présent ou puissent avoir en quelque temps que ce soit à l'avenir à la succession de nôtre Couronne; qu'il s'en tenoit pour exclu, luy, ses Enfans, Héritiers & Descendans à perpetuité; qu'il consentoit pour luy & pour eux que dès à présent comme alors, son droit & celuy de ses descendans passât & fust transferé à celuy des Princes que la Loy de succession & l'ordre de la naissance appelle ou appellera à heriter de nôtre Couronne, au défaut de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Espagne & de ses descendans, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par l'Acte de renonciation admis par les Etats de son Royaume: Et en conséquence il a declaré qu'il se desistoit spécialement du droit qui a pû être ajoûté à celuy de sa naissance par nos Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. par lesquelles nous avons déclaré que nôtre volonté estoit que le Roy d'Espagne & ses descendans conservassent toûjours les droits de leur naissance ou de leur origine, de la même maniére que s'ils faisoient leur résidence actuelle dans nôtre Royaume, & de l'enregistrement qui a été fait de nosdites Lettres Patentes, tant dans nôtre Cour de Parlement que dans nôtre Chambre des Comptes à Paris. Nous sentons comme Roi & comme Pére, combien il eust été à désirer que la Paix générale eust pû se conclure sans une renonciation qui fasse un si grand changement dans nôtre Maison Royale & dans l'ordre ancien de succeder à nôtre Couronne; mais nous sentons encore plus combien il est de nôtre devoir d'assûrer promptement à nos Sujets une Pai qui leur est si nécessaire. Nous n'oublierons jamais les efforts qu'ils ont faits pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû soûtenir, si leur zele n'avoit eu encore plus d'étenduë que leurs forces. Le salut d'un Peuple si fidele est pour Nous une Loy suprême, qui doit l'emporter sur toute autre considération. C'est à cette Loy que Nous sacrifions aujourd'huy le droit d'un Petit-Fils qui nous est si cher; & par le prix que la Paix générale coûtera à nôtre tendresse, Nous aurons au moins la consolation de témoigner à nos Sujets, qu'au dépens de nôtre Sang même, ils tiendront toûjours le premier rang dans nôtre cœur. POUR CES CAUSES & autres grandes considérations à ce Nous mouvans, après avoir vû en nôtre Conseil ledit Acte de Renonciation du Roy d'Espagne nôtre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils du cinq Novembre dernier; comme aussi les Actes de renonciation que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry & nôtre dit Neveu le Duc d'Orleans ont faits reciproquement de leurs droits à la Couronne d'Espagne, tant pour eux que pour leurs descendans masles & femelles, en conséquence de la Renonciation de nôtre dit Frére &

ANNO 1713. Petit-Fils le Roy d'Eſpagne : ci tout cy-attaché avec Copie collationnée deſdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. ſous le Contreſcel de nôtre Chancellerie: De noſtre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit, ſtatué & ordonné, & par ces Préſentes ſignées de noſtre main, diſons, ſtatuons & ordonnons, voulons & Nous plaiſt, que ledit Acte de Renonciation de noſtredit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne & ceux de nostredit Petit-Fils le Duc de Berry, & de noſtre dit Neveu le Duc d'Orléans, que nous avons admis & admettons, ſoient enregiſtrez dans toutes nos Cours de Parlemens & Chambres de nos Comptes de noſtre Royaume & autres lieux où beſoin ſera, pour être executez ſelon leur forme & teneur ; & en conſéquence voulons & entendons que noſdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. ſoient & demeurent nulles & comme non avenuës ; qu'elles nous ſoient rapportées ; & qu'à la marge des Regiſtres de noſtredite Cour de Parlement & de noſtredite Chambre des Comptes, où eſt l'enregiſtrement deſdites Lettres Patentes, l'Extrait des Préſentes y ſoit mis & inſeré, pour mieux marquer nos intentions ſur la revocation & nullité deſdites Lettres. Voulons que conformément audit Acte de renonciation de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne, il ſoit déſormais regardé & conſidéré comme exclu de nôtre ſucceſſion ; que ſes Héritiers, Succeſſeurs & Deſcendans en ſoient auſſi exclus à perpetuité & regardez comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous droits qui pourroient en quelque temps que ce ſoit leur competer & appartenir ſur nôtredite Couronne & ſucceſſion de nos Etats, ſoient & demeurent transferez à nôtre très-cher & très-amé Petit-Fils le Duc de Berry & ſes Enfans & Deſcendans maſles, nez en loyal mariage, & ſucceſſivement à leur défaut à ceux des Princes de nôtre Maiſon Royale & leurs Deſcendans, qui par le droit de leur naiſſance & par l'ordre établi depuis la fondation de nôtre Monarchie, devront ſucceder à nôtre Couronne. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, que ces Préſentes avec les Actes de Renonciation faits par nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne, par nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry, & par noſtre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils ayent à faire lire, publier & régiſtrer ; & le contenu en iceux garder, obſerver & faire executer ſelon leur forme & teneur, pleinement, paiſiblement & perpetuellement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens, nonobſtant toutes Loix, Statuts, Us, Coûtumes, Arreſts, Réglement & autres choſes à ce contraires, auſquels & aux dérogatoires de dérogatoires y contenuës, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Préſentes pour ce regard ſeulement & ſans tirer à conſéquence : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Préſentes. Donné à Verſailles au mois de Mars, l'an de grace mil ſept cens treize, & de noſtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy, PHELYPEAUX.

Viſa, PHELYPEAUX.

Et ſcellé du grand Sçeau en cire verte ſur lacs de ſoye rouge & verte.

CXLVI.

ANNO 1713. 1. Mars.

Prorogation pour quatre Mois de la Suſpenſion d'Armes accordée le 7. Novembre 1712. *entre les Couronnes de* FRANCE *&* d'ESPAGNE *d'une part, & celle de* PORTUGAL *d'autre part. A Utrecht le* 1. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 304.]

LA ſuſpenſion d'armes entre les Couronnes de France & d'Eſpagne d'une part & celle de Portugal de l'autre, que Nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons concluë pour le terme de 4. mois par le Traité ſigné à Utrecht le 7. Novembre 1712., devant finir le 17. du préſent mois de Mars ; & le Roy T. C. & le Roi de Portugal perſiſtant dans le déſir de prévenir tous les évenemens capables de troubler les méſures priſes pour parvenir à la Paix, Nous ſommes convenus des Articles ſuivants.

I.

Que ladite ſuſpenſion d'armes ſera prolongée & continuée pendant 4. autres mois, qui commenceront le 15. Mars, & finiront le 15. Juillet de la préſente année. En ſorte que durant ces 4. mois le Traité ſigné à Utrecht le 7. Novembre 1712. aura la meſme force & vigueur en tous & chacun de ſes Articles, comme s'il eſtoit inſeré icy mot à mot.

II.

Le Commerce ſera ouvert entre les Sujets de France & d'Eſpagne d'une part, & ceux de Portugal de l'autre pendant leſdits 4. mois, tant par terre que par mer, & autres eaux ; & il ſe fera de la meſme maniére, qu'il ſe faiſoit avant la préſente Guerre, en atendant qu'on ait réglé les conditions dudit Commerce entre les Couronnes de France & d'Eſpagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, ou par quelque Traité particulier, ou par celuy de Paix à faire.

III.

Ce Traité ſera ratifié de part & d'autre dans 40. jours, ou pluſtoſt ſi faire ſe peut, Sa Majeſté T. C. ſe faiſant fort que le contenu en ſera obſervé par la Couronne d'Eſpagne.

En foy de quoy, nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer le Sceau de nos armes.

Fait à Utrecht le 1. *Mars* 1713.

HUXELLES. (L. S.) CONDE DE TAROUCA. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) DON LUIS DA CUNHA. (L. S.)

ANNO 1713. 4. Mars.

CXLVII.

(1) *Conventio inter Partes Belligerantes pro Evacuatione* CATALAUNIAE *& Armiſtitio in* ITALIA ; *mediantibus Plenipotentiariis Britannicis facta. Trajecti ad Rhenum die* 14. *Martii.* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 306]

QUO citius bella, & quæ exinde oboriri ſolent, mala finiantur, viſum, & ad Pacis negotium maturandum utile judicatum fuit, ſuper evacuando interim Catalauniæ Principatu, Inſuliſque Majorca & Ivica, nec non Armiſtitio per totam Italiam Inſulaſque adjacentes, ac in Mari Mediterraneo ſitas, ut Sacræ Regiæ Celſitudinis Ducis Sabaudiæ Ditiones ineundo convenire ; Id quod etiam poſt varia colloquia inter Sacræ Cæſareæ, & Catholicæ Regiæ Majeſtatis & Sereniſſimi Regis Chriſtianiſſimi ejuſque Fœderatorum Miniſtros Plenipotentiarios habita, per indefeſſam præprimis operam Miniſtrorum Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ hinc inde collatam, ſequentem in modum effectum eſt.

I.

Abducentur ex Principatu Catalauniæ, ut & Inſulis Majorca & Ivica Copiæ omnes Cæſareæ & Fœderatorum, quo vero id eo promtius & cum omni ſecuritate fieri poſſit, erit in locis omnibus ſupra memoratis, inter Partes Belligerantes earumque Exercitus, Milites & Subditos, Terrâ marique, plena & integra Armorum & omnis hoſtilitatis ſuſpenſio, à die decimo quinto, ex quo hæc Conventio in Catalauniæ Principatu innoteſcet inchoanda, quo ipſo etiam Armiſtitii inchoandi die Potentia Catalauniam evacuatura tradet alteri Potentiæ Belligeranti ſive Barcinonam ſive Tarragonam, electione penes cedentem remanente, quam ex nominatis Urbibus uſque ad peractam evacuationem retinere velit : Durabit vero dicta Armorum ſuſpenſio uſque dum Aula Cæſarea, ejus comitatus & quidquid adhuc Perſonarum, rerum, bonorumve cujuſvis generis, ad illam ſpectat, una cum omnibus Cæſareis & Fœderatorum Copiis Perſoniſque etiamnum Militaribus ſive Hiſpanis ſive aliis, Aulam ſequi volentibus exiverint, & in Italiam pervenerint. Cum autem hæc abductio non aliter ac per mare fieri queat, hinc ulterius conventum eſt, quod in caſu ejuſdem per partes faciendæ, primis evectis, qui poſt hos, uſque dum ſufficiens Navium numerus in promtu ſit, remanebunt, in locis commodis tutiſque collocari debeant, in conformitate eorum, quæ Articulo ſeptimo continentur, interim occupata, ab exeuntibus alteri Parti, in eodem ſtatu protinus extradantur.

II.

Prædictæ Aulæ Copiarumque transfretatio abſque omni mora inchoabitur & finietur, quæ vero ad illam accelerandam, & perficiendam ſpectant, Claſſis Britannicæ in iſtis Maribus Præfectus, prævia cum utriuſque Partis Belligerantis ſupremis Militiæ Ductoribus, ſive Commiſſariis ex utraque parte deſuper nominandis communicatione determinabit.

III.

Sæpè memoratæ Aulæ Cæſareæ, omnique ejus comitatui ac aliis ſequi cupientibus, in primis Copiis univerſis pateat plenaria cum ſecuritate ac ſine ullo Galliæ ejusque Fœderatorum earumve Claſſium Exercituumque aut Subditorum impedimento & periculo tranſitus ex Catalaunia Inſulisque ſupra dictis in Italiam ſub Præſidio Claſſis Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, reſpectivè cum ſarcinis, Armis rebuſque omnibus ſuis, Tormentis inſuper bellicis, & reliquis Inſtrumentis Militaribus cæteriſque eo ſpectantibus, ita tamen ut Tormenta & Inſtrumenta bellica, quæ tempore occupationis in locis evacuandis fuerunt, ut & quæ Gallicis Scutis impreſſa ibi reperientur, Parti alteri relinquantur ; quod ſi ex Navibus

(1) Ce Traité ſe fit en Latin & en François, & en deux Inſtruments ſeparez, comme on le voit icy. Ils ne ſont pas les mêmes d'un bout à l'autre. C'eſt ce qui fait, qu'on les donne tous deux. [DUM]

ANNO 1713.

CXLVII.

Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois, pour l'évacuation de la CATALOGNE, & pour un Armiſtice en ITALIE. A Utrecht le 14. Mars 1713.

AFIN *que la Guerre & les malheurs dont elle eſt ſuivie ſoient plûtôt terminez, & pour avancer l'ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir ſur l'évacuation de la Principauté de Catalogne & des Iles de Majorque & d'Ivica, & ſur l'établiſſement d'un Armiſtice dans toute l'Italie & les Iſles ſituées dans la Mer Mediterranée ; ainſi que dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoye, ce qui après pluſieurs Conferences tenuës entre les Miniſtres Plénipotentiaires des Parties Belligerantes, auroit été enfin fait en la maniére ſuivante, principalement par les ſoins infatigables des Miniſtres Plénipotentiaires de Sa Majeſté Britannique.*

I.

Toutes les Troupes Allemandes & Alliées ſeront transportées hors de la Principauté de Catalogne & hors des Iſles de Majorque & d'Ivica ; afin que cela ſe faſſe plus promptement & avec plus de ſeureté, il y aura entre les Parties Belligerantes, leurs Armées, Troupes, & Sujets dans tous les lieux mentionnez, une pleine & entiére ceſſation d'Armes & de toutes hoſtilitez, tant par Mer que par Terre, laquelle commencera quinze jours après qu'on y aura eu connoiſſance de la préſente Convention. Le jour que ladite ceſſation commencera, la Puiſſance laquelle fait l'évacuation, remettra Barcelone ou bien Tarragone à ſon choix entre les mains de l'autre Puiſſance, à qui elle devra faire la remiſe, & laquelle recevra la Place delivrée, & ladite Puiſſance qui évacue gardera l'autre de ces deux Villes juſqu'à la fin de l'évacuation ; Ladite ſuſpenſion d'Armes durera & ſera obſervée de bonne foi, juſqu'à ce que la Cour qui fait préſentement ſon ſéjour en Catalogne, toute ſa ſuite & autres Perſonnes qui voudront la ſuivre, de quelque condition & Nation que ce ſoit, Eſpagnols ou autres, Militaires ou non, avec leurs Effets ; ainſi que les Troupes dont il a été parlé cideſſus, en ſoient entiérement ſorties ; & d'autant que tout ce monde doit en ſortir par Mer ; Il eſt convenu que ceux qui devront demeurer les derniers pourront après le départ des premiers & juſqu'à ce qu'ils aient trouvé les Vaiſſeaux néceſſaires pour leur tranſport, y reſter en ſeureté & dans des lieux commodes, ſuivant ce qui eſt ſtipulé dans l'Article ſept, à condition de remettre à l'autre Puiſſance les endroits occupez dans le même état, à meſure qu'ils en ſortiront.

II.

Le ſuſdit tranſport de la Cour & des Troupes commencera & ſe finira ſans aucun retardement, mais le plus promptement que faire ſe pourra. Le Commandant de la Flotte Angloiſe qui eſt dans ces Mers déterminera le jour pour commencer & pour finir l'Embarquement, après en avoir conferé & convenu avec ledit Commandant en Chef, ou les Commiſſaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.

III.

La ſuſdite Cour & toute ſa ſuite, ainſi que ceux qui la voudront accompagner, comme auſſi les Troupes ciderſſus mentionnées, pourront paſſer en toute ſeureté de Catalogne en Italie avec leurs Effets, Bagages, Armes, Canons & Inſtrumens de Guerre. A l'exception toutefois des Canons & des Inſtrumens de Guerre qui ſe ſont trouvez ſur les lieux, quand ils ont été occupez : & de ceux qui ſe trouveront marquez aux Armes de France, qui ſeront remis à l'autre Partie. Le Trajet de Catalogne en Italie ſe fera ſous le Convoy de la Flotte de Sa Majeſté Britannique, & ſans que la France, ſes Alliez, leurs Armes, Flottes & Sujets y puiſſent apporter aucun empêchement, & en cas que quelques-uns des Vaiſſeaux & autres Bâtimens ſervans à ce tranſport fuſſent contraints par tempêtes ou autrement de relâcher dans les Ports ou ſur les Côtes de France, ils n'y pourront être retenus ni arrêtez, au contraire il leur ſera donné toute ſorte d'aſſiſtance.

IV.

ANNO 1713. bus transvectioni inservientibus aliquæ ad Littora vel Portus Galliæ aut Fœderatorum tempestate vel alio casu appulsæ fuerint, non erit licitum illas vel personas, aut res transvehendas retinere, sed omni potius modo adjuvabuntur.

IV.

Debiti causa abituros retinere fas non esto, quo autem Creditorum nominibus cautum sit, placuit utrinque Commissarios constituendos esse, qui tam de debitis, quam de obsidibus dandis statuant.

V.

Ægrotis vulneratisque, tam Militaribus quam civilibus interque hos etiam Ecclesiasticis, liceat cum omnimoda securitate, usque ad valetudinem recuperatam, propriis tamen illorum sumptibus, in Catalaunia & dictis Insulis permanere, postmodum vero exinde, sive id Mari per Italiam, sive Terra, per Galliam, fiat ad suos se recipere, ad quem finem illis petentibus Literæ securi transitûs ab altera belligerantium Parte concedendæ erunt.

VI.

Captivi omnes in Bello hoc Hispanico facti, relaxabuntur utrinque.

VII.

Quæ vero ulterius ad accelerandum, & cum omnimoda securitate perficiendum hoc negotium pertinere videbuntur, imprimis vero de locis per Copias utriusque Partis interea & usque ad plenariam Cataloniæ Insularumque evacuationem occupandis, ut & de Aulæ ejusque Comitatus perinde ac Copiarum commoda & quieta permansione, & contra quoscunque insultus securitate, super his convenient Copiarum utrinque supremi Ductores, & quæ inter eos conventa sunt, pari cum cæteris hujus Conventionis contentis firmitate gaudebunt.

VIII.

Concedatur præterea, & statim à tempore inchoandæ evacuationis in ampliſſima forma publicetur, pro omnibus Catalauniæ, dictarumque Insularum Subditis ac Incolis, cujuscunque conditionis, Sæcularibus & Ecclesiasticis, Amnestia Generalis & perpetua oblivio omnium eorum quæ ab illis in hoc Bello, vel occasione ejusdem contra partes ex adverso belligerantes quocunque demum loco modove facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius similis rei causa vel prætextu illis omnibus aut singulis posthac quidquam hostilitatis, aut inimicitiæ, molestiæ, ac impedimenti, quoad personas, Existimationem, bona & securitatem clam aut palam, directo aut indirecto, sub specie juris aut via facti inferri nequaquam fas sit. Sed omnes ac singulæ, tam occasione hujus Belli quam eo durante, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, &c. absque omni personarum rerumve respectu ita penitus aboleantur, ut quidquid eo nomine contra illos forsitan prætendi potuisset, æterna oblivione sepultum maneat.

IX.

Cum vero Ministri Plenipotentiarii Suæ Cæsareæ Majestatis pro fruitione Privilegiorum Catalaunensium, ut & Majorcæ & Yvicæ Subditorum & Incolarum adhuc ante evacuationem institerint, ex parte vero Galliæ & Fœderatorum ejus, hoc quidquid est negotii, ad Pacis futuræ conclusionem remissum sit, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ iteratò declaravit; se officia sua quam efficaciſſima, ubicunque opus fuerit interpositura esse, ut & imposterum Catalauniæ & Majorcæ Yvicæque Incolæ suis Privilegiis gaudere possint. In quo prædicti Ministri Plenipotentiarii Cæsarei tandem acquievêre, cum ipsemet etiam Rex Christianissimus se ad eundem finem allaboraturum fore per Ministros suos Plenipotentiarios declarari fecerit.

X.

Cum vero in Conventionis hujus serie de quibusdam aliis negotiis tractatum sit, scilicet de Amnestia universali, ut & de conservatione Bonorum, Beneficiorum, Pensionum, aliorumque hujus generis commodorum, tam pro Subditis Hispanis, quam Italis, Bel-

ANNO 1713.

IV.

Il ne sera point permis d'arrêter pour dettes ceux qui voudront s'en aller, mais on est tombé d'accord pour la seureté des Créanciers de nommer de part & d'autre des Commissaires qui statueront sur les dettes & sur les ôtages qui seront donnez pour seureté.

V.

Il sera aussi permis aux malades & aux blessez, tant gens de Guerre que d'aucune autre condition, & nommément aux Ecclesiastiques de rester en Catalogne en toute seureté, jusqu'au recouvrement de leur santé à leurs dépens, & d'en sortir ensuite pour se retirer où & par où bon leur semblera, soit par Terre ou par Mer, & il leur sera accordé les Passeports nécessaires sur leur simple requisition.

VI.

Tous les prisonniers faits dans la Guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.

VII.

Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables pour accelerer & mettre à fin la presente affaire avec toute sorte de seureté, principalement ce qui regarde les lieux que les Armées & Troupes des deux Parties belligerantes devront occuper jusqu'à l'entiere évacuation de la Catalogne, comme ce qui regarde le sejour commode de la Cour, de sa suite, & des Troupes, & leur seureté contre toute sorte d'insulte, il est statué que les Commandans en Chef de chaque Partie belligerante en conviendront entre eux; & ce qu'ils regleront entre eux à cet égard sera observé comme s'il étoit ici stipulé.

VIII.

Lors que l'Evacuation commencera, il sera accordé & publié en faveur de tous les Sujets & Habitans de Catalogne, Seculiers & Ecclesiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnistie générale, & un oubli perpetuel de tout ce qui a été fait par eux pendant cette Guerre & à son occasion, en quelque lieu & en quelque maniére que ce soit contre les Parties en Guerre, en sorte que pour ces causes, ils ne puissent en général ou en particulier, ouvertement ou secretement, ou directement ou indirectement, par voye de droit ou de fait, être molestez, ni souffrir aucun dommage, ou inimitié tant en leurs personnes qu'en leurs biens, mais que toutes les injures, violences, hostilitez, dommages & dépenses, causez tant pendant la guerre qu'à son occasion, par paroles, écrits, ou faits, soient entierement oubliez & abolis sans aucune distinction de personnes ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à ces égards aucune recherche contre les Catalans.

IX.

Et d'autant que les Ministres Plénipotentiaires de la Puissance qui retire ses Troupes de la Catalogne, ont encore insisté pour obtenir avant l'évacuation la jouissance des Privileges des Catalans, & que du côté de la France & de ses Alliez on a remis à la conclusion de la Paix future, cette affaire en tout son entier, Sa Majesté Britannique a fait une déclaration réiterée qu'Elle employeroit ses offices les plus efficaces, tant à la Cour de France que par tout ailleurs où il en seroit besoin, afin que dans la suite les Catalans puissent jouir de leurs Priviléges, à quoi les susdits Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui évacuë la Catalogne ont aquiescé d'autant plus volontiers, que le Roy Très-Chrêtien lui-même auroit fait déclarer par ses Ministres Plénipotentiaires qu'il concourroit à la même fin.

X.

D'autant qu'en redigeant la présente Convention quelques autres Points ont été débatus, sçavoir l'Amnistie Générale, la conservation des Biens, Bénéfices, Charges, Pensions, & autres avantages, tant en faveur des Italiens & des Flamands, qui jusqu'à présent ont adhe-

ANNO 1713. Belgíque alterutras partes ſecutis, aut ſequi volentibus, neque è re judicatum fuerit, de iis quidquam ſtatuendi hac in Conventione de evacuanda Catalaunia principaliter inſtituta, ad futuros Pacis Tractatus eadem quoque remittere placuit, Sua Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ declarante, ſe officia ſua efficaciſſima adhibituram, ut & de iis omnibus reciproce circa dictæ Pacis concluſionem ſtatuatur.

XI.

Conventum præterea & concordatum eſt, inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Majeſtatem Regem Chriſtianiſſimum, accedente inſuper Sua Regia Celſitudine Duce Sabaudiæ, quod uſque ad futuram Pacem cum Gallia pangendam, in univerſa Italia, & Inſulis in Mari Mediterraneo ſitis, ac reſpective per Partes belligerantes poſſeſſis, ut & in omnibus Terris, Provinciis ac Statibus Suæ Regiæ Celſitudinis Ducis Sabaudiæ, tam citra quam ultra Alpes, intra quatuor hebdomadas à ſubſcriptione præſentis Conventionis numerandas, plena ac integra eſſe debeat ceſſatio omnium cujuſcunque generis hoſtilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occaſione aut prætextu terra marive exerceri poſſint abſque ulla reſervatione, aut exceptione locorum, quorumcunque, qui Italiæ, Inſuliſque ſupradictis, & Duci Sabaudiæ ſubjacent, inter Exercitus, Milites & Subditos alte memoratorum Contrahentium, qui ſine dilatione Mandata neceſſaria mittent Supremis illorum Militiæ Præfectis, aliisque quo hæc Conventio promptius executioni detur. Adeo ut quidquid quocunque demum modo, aut loco contra fiat, aut ab inito Armiſtitio eoque durante factum ſit, tam ex una quam altera parte incontinenter reſtituatur, annuletur, & optima fide reparetur, expreſſe præterea cautum & declaratum eſt, quod durante Armiſtitio in Regiæ Sacræ Celſitudinis Ducis Sabaudiæ à Gallia nunc poſſeſſis Ditionibus, ceſſabunt omnes Contributiones Militares, ita ut nihil omnino ultra reditus ordinarios & conſuetos ibidem exigetur; quæ dicti Armiſtitii Conditiones obſervabuntur etiam reſpectu Provinciarum Gallicarum Ditionibus Ducis Sabaudiæ circumvicinarum, & Subditis interea licebit invicem commercari.

XII.

Res in Italia durante hoc Armiſtitio in ſtatu, quo nunc ſunt, permanebunt, earum compoſitio, ad Pacis Negotium remittatur.

XIII.

Cum igitur ad hanc Conventionem ineundam, contulere plurimum amiciſſimæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ hortationes, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino eſſe, viſum ſit, ut & ipſa in partes hujus Pactionis veniat, proinde ſpondente ex parte ſua & Fœderatorum ſuorum Sacra Cæſarea Majeſtate, & Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ fide data per præſens Inſtrumentum vim Pacti inter ſuas Majeſtates ſolemniter initi habiturum, Cæſaream ſuam Majeſtatem Fœderatoſque ſuos omnes & ſingulos hujus Conventionis Articulos bona fide obſervaturos, & integerrime adimpleturos eſſe. Ipſa quoque Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ præſenti Conventioni ſponſorio nomine accedere voluit, in ſe recipiendo & promittendo, quod ab altera ſupra memoratorum Contrahentium parte omnes & ſinguli hujus Conventionis Articuli bona fide obſervabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præſens Conventio à Sacra Cæſarea & Regia Majeſtate ejuſdemque Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor ſeptimanas aut ſi citius fieri poteſt, Ultrajecti invicem commutabuntur.

In quorum fidem Nos Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillis noſtris munivimus. Trajecti ad Rhenum die XIV. Martii Anno MDCC. XIII.

(L.S) Philip. Lud. C. de Sinzendorf.

(L.S.) Michael Achatz L. B. de Kirchner.

(L.S.) Joh. Bristol, C. P. S.

(L.S.) Strafford.

adheré à l'un des deux partis, & voudroient dans la ſuite y adherer, & qu'il n'a point été jugé convenable de mêler la diſcution de ces points dans la Convention qui ſe fait pour l'Evacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix. Sa Majeſté Britannique ayant déclaré avant toutes choſes, qu'Elle employera ſes offices les plus efficaces, afin qu'on en convienne reciproquement, & qu'il ſoit ſtatué ſur ces-dits Points, lors de la concluſion de la Paix.

ANNO 1713.

XI.

Il eſt en outre convenu & accordé entre les Parties contractantes, avec le concours de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, que juſques à la Paix générale à faire, & quatre ſemaines après le jour de la ſignature du préſent Traité, il y aura un Armiſtice entier & ceſſation de toute ſorte d'hoſtilitez par Mer & par Terre, ſous quelque nom, prétexte, ou en quelque occaſion qu'elles puiſſent s'exercer dans toute l'Italie, & dans toutes les Iles de la Mer Mediterrannée, reſpectivement poſſedées par les Parties belligerantes, comme dans tous les Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, ſituez tant en deçà qu'au delà des Alpes, & cet Armiſtice aura lieu ſans reſerve ni exception d'aucun endroit compris ſous la dénomination d'Italie, des Iles de la Mer Mediterranée, & des Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, ledit Armiſtice ſera obſervé par les Armées, Soldats & Sujets des Parties contractantes ci-deſſus mentionnées, qui enverront, ſans délai, les ordres néceſſaires aux Commandans en Chef & autres Officiers, afin que la préſente Convention en ſoit plus promptement miſe en exécution, de maniére que toutes les contraventions faites au préſent Armiſtice, après qu'il aura commencé & pendant ſa durée, tant de l'un que de l'autre côté, ſeront, de quelque façon & en quelque lieu que la choſe avienne, redreſſez incontinent, annullez & reparez de bonne foi; il eſt encore expreſſément ſtatué & déclaré que durant l'Armiſtice toutes Contributions militaires ceſſeront dans les Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, qui ſont préſentement poſſédez par la France, & l'on n'y pourra abſolument rien exiger au delà des revenus ordinaires & accoûtumez; il ſera permis reciproquement aux Sujets de commercer enſemble durant l'Armiſtice, bien entendu que toutes les Conditions de cet Armiſtice auront lieu, par toutes les Provinces de France qui touchent les Etats de S. A. S. le Duc de Savoye.

XII.

Les choſes demeureront en Italie pendant le préſent Armiſtice en l'état où elles ſont preſentement, & l'on remet à les ajuſter à la Négociation de la Paix.

XIII.

Et d'autant que les exhortations affectueuſes de Sa Majeſté Britannique ont beaucoup contribué à ladite Convention, & qu'il a paru néceſſaire, afin d'en aſſeurer l'entiére exécution, que ſa dite Majeſté y prît part, & s'y engageât, Sa Majeſté Britannique, ſe fondant ſur l'aſſûrance que lui donne le Roi Très-Chrêtien, tant en ſon nom qu'au nom de ſes Alliez, par la préſente ſtipulation qui aura la force d'un Traité ſolemnel, fait entre leurs Majeſtez Royales, que lui, le Roi Très-Chrêtien & ſes Alliez accompliront de bonne foi & dans leur entier tous & chacun des Articles de cette Convention; Elle veut bien ſe rendre Garante du préſent Traité; ainſi que prendre ſur ſoi & promettre que les Parties Contractantes ci-deſſus mentionnées obſerveront de bonne foi & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'icelui.

La préſente Convention ſera ratifiée par leurs Majeſtez Royales, & les Ratifications en ſeront échangées à Utrecht dans le terme de quatre ſemaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ont ſigné & fait appoſer le Cachet de leurs Armes à la préſente Convention. Fait à Utrecht le 14. Mars 1713.

(L.S.) Joh. Bristol, C. P. S.

(L.S.) Strafford.

(L.S.) Huxelles.

(L.S.) Menager.

ANNO 1713.

Articulus Separatus. [Copie tirée du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

EX occaſione Conventionis ſuper evacuanda Catalaunia, ut & Inſulis Majorcæ & Yvicæ, & Armiſtitio in Italia hodie inito, plurimum, idque graviſſimis rationum momentis, Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ inſtitit, ut omni ſuſpicionis materia, ex introducendis in prædictam Italiam Copiis adeo numeroſis orituræ forſitan, uti ſolet, obviam eatur. Ideo infra ſcripti altememoratæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii de Studio Domini ſui Clementiſſimi ad opus tam ſalutare prono certiores ſpondent ſolemniter ac promittunt, Sacram Cæſaream Majeſtatem curaturam eumque in finem talia ſupremis ſuæ militiæ Præfectis, Generalibus, Officialibus, Locumtenentibus aliisque Mandata daturam, ut Copiæ omnes ex Catalaunia, & Inſulis prædictis tranſvehendæ, aliæque tam Cæſareæ, quam fœderatæ, ſine omni mora, breviſſimaque ac commodiore qua fieri poteſt via, tranſitu innoxio ubique obſervato, ex Italia in Germaniam abducantur, ita, ut in Italia prædicta, durante Armiſtitio hodie inito, tantum ſolummodo Cæſareanorum & Fœderatorum Militum relinquatur, quantum ad præſidia munimentorum tutamenque Provinciarum ibi locorum requiritur, idque ita ut eorum numerus in univerſa Italia viginti millia Militum non excedat. Cumque exinde ratio Hyberna & Contributiones in reliqua Italia exigendi, ſua ſponte ceſſet, ut ipſimet Cæſareæ Majeſtati grave videretur, Italiæ tranquillitati eo potiſſimum tempore deeſſe, quo ſe nihil magis quam univerſi Chriſtiani Orbis Pacem & quietem cordi habere undequaque non exiguis Documentis teſtatum fecit. Promittit idcirco Sacra Cæſarea Majeſtas nullo quocunque titulo, vel Hyberna collocanda vel Contributiones quaſcunque exigendas eſſe, durante prædicto Armiſtitio in Italia, ullis in locis Principum, aliorumve, ubi ejuſmodi Hyberna collocata & Contributiones durante hoc Bello collectæ ſunt.

Cum igitur ad Conventionem ſupradictam ineundam, omnibusque in contrarium euntibus moliminibus obviandis plurimum amiciſſimæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ hortationes contulerint, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino eſſe viſum ſit ut & ipſa in partes hujus Pactionis veniat. Proinde ſpondente ex parte ſua Sacra Cæſarea Majeſtate & Sacræ Regiæ Majeſtati Magnæ Britanniæ fide data per præſens Inſtrumentum, vim Pacti ſolemniter cum Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ initi habituram Cæſaream Sacram Majeſtatem omnia & ſingula ſuperius promiſſa bona fide obſervaturam & adimpleturam Mandata, quin etiam Miniſtris ſuis tam civilibus quam militaribus, quorum opera hac in parte uſura ſit, quam expreſſiſſima daturam, ne quid ipſi, aut earum aliquis facere aut attentare præſumant, quo minus eadem omnia debitum plenariè ſortiantur effectum, ipſa quoque Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ in ſe recipit, & promittit quod ab altera ſupra memoratorum Contrahentium parte omnes & ſinguli hujus Conventionis Articuli, bona fide obſervabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præſens Conventio a Sacra Cæſarea & Regia Majeſtate. Ejuſdem Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor ſeptimanas, aut citius ſi fieri poteſt. Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem nos Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas Sigillis noſtris munivimus. Trajecti ad Rhenum die decimo quarto Menſis Martii, anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORF. (L. S.)

JOH. BRITOL. C. P. S. (L. S.)

MICHAEL ACHATS L. B. DE KIRCHNER. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.)

CXLVIII.

ANNO 1713.

Ceſſation d'armes pleine & entiere faite & conclüe entre LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye pour durer jusqu'a la Paix. A Utrecht le* 14. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 350.] 14. Mars.

SA Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, ayant par ſon entremiſe procuré juſques à la Paix Générale, une Ceſſation d'Armes en Italie entre les Puiſſances qui y ont été en Guerre juſques à préſent. Il a été convenu, & accordé entre les Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de ſon A. R. le Duc de Savoye, que juſques à la Paix à faire avec la France, il y aura une pleine & entiére Ceſſation d'Armes, & de toutes ſortes d'hoſtilité de quelque part, ou par quelque occaſion ou prétexte qu'elles puiſſent être faites par Mer ou par Terre, ſans reſerve ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées, Soldats & Sujets reſpectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Ceſſation doit être dans toute l'Italie & Iſles de la Mer Méditerranée, poſſedées reſpectivement par les Parties qui ſont en Guerre, à commencer ladite Ceſſation d'Armes dans quatre ſemaines après la Signature de la préſente Convention.

Et à ces fins S. M. T. C. & S. A. R. envoyeront inceſſamment les ordres néceſſaires aux Généraux & Commandants de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandans des Païs & Places, & à tous autres qu'il ſera beſoin, pour que cette Convention ſoit inceſſamment executée & obſervée.

Et tout ce qui ſera ou pourra être fait au contraire de quelque maniére, & en quelque lieu que ce ſoit, depuis ladite Ceſſation d'Armes commencée, & durant icelle, ſoit d'une part ou d'autre, ſera inceſſamment & de bonne foi rétabli, annullé & réparé.

Il a été en outre convenu & accordé, que pendant la ſuſdite Ceſſation d'Armes toutes Contributions pour cauſe de Guerre, & exactions d'icelles, ceſſeront dans les Païs & Lieux de S. A. R. de Savoye, poſſedez à préſent par Sa M. T. C., & que l'on n'en éxigera rien autre que les revenus ordinaires & accoûtumés, & que ceſſeront de même toutes Contributions de la part du Seigneur Duc de Savoye dans les Provinces de France, voiſines à ſes Etats. Cependant les Sujets reſpectifs auront & pourront avoir entre eux la liberté entiére du Commerce, & ſi pour plus de ſûreté ils demandent des Paſſeports, on les leur accordera

Les affaires en Italie reſteront pendant ladite Ceſſation d'Armes dans l'état où elles ſont, & leur ajuſtement eſt renvoyé à la Négociation de la Paix, reſervé cependant, & excepté l'entiére exécution du Traité du 8. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Leopold & ſadite Alteſſe Royale.

La préſente Convention ſera ratifiée par S. M. T. C. & par S. A. R. de Savoye, & les Ratifications en ſeront échangées à Utrecht dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi leſdits Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoye ont ſigné & fait appoſer le Cachet de leurs Armes.

La préſente Convention faite à Utrecht le 14. *Mars.* 1713.

CXLIX.

ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la vente des Eſclaves* NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE: *contenant les conditions auxquelles, il eſt accordé à la* COMPAGNIE ANGLOISE. *Fait à Madrid le* 26. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag 72. Feuille volante imprimée en Anglois & en Eſpagnol à Londres, chez *John Baskett* Imprimeur de la Reine l'an 1713. in 4.] 26. Mars

ANNO 1713. LE ROI.

D'AUTANT que l'Aſſiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de *Guinée*, établie en *France*, pour fournir des Eſclaves Negres aux *Indes Occidentales* eſt expiré ; & que la Reine de la *Grande-Bretagne* ſouhaite d'entrer en ce Commerce, & en ſon nom la Compagnie *Angloiſe*, comme cela eſt ſtipulé dans les Préliminaires de la Paix, & que cet Aſſiento ſubſiſte pendant le terme de trente Ans : *Don Manuel Menaſſes* de *Gilligan*, Député pour cet effet, par ſadite Majeſté de la *Grande Bretagne*, a remis entre mes mains un plan dreſſé à cette fin, contenant quarante-deux Articles, pour ſervir de regle à ce Contract, lequel j'ai communiqué à une *Junta* de trois Miniſtres de mon Conſeil des *Indes*, pour ſavoir leur ſentiment ſur châque Article ou condition dudit Contract. Mais comme ſur cet examen il s'eſt trouvé pluſieurs Points, dont ils n'ont pû convenir, je l'ai fait examiner une ſeconde fois, par une autre *Junta* ; de ſorte qu'étant informé à fond de la choſe, j'ai reſolu, nonobſtant les objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Aſſiento à la ſatisfaction de la Reine de la *Grande Bretagne*. Dans cette vuë, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Décret Royal du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan ſuſmentionné, de la maniere ci après ſpecifiée, avec les additions, que j'ai reſolu d'y ajoûter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, auſſi contenuës dans mon dit Décret. Le tout de la maniere ſuivante.

I. En premier lieu, pour procurer par ce moïen, mutuellement & reciproquement, l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Couronnes, Sa Majeſté de la *Grande Bretagne* offre & s'oblige, pour les perſonnes qu'elle nommera & autoriſera pour cet effet, de faire tranſporter aux *Indes Occidentales de l'Amerique*, appartenant à ſa Majeſté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713. juſques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de India*, des deux Sexes & de tous les âges, ſur le pied de quatre mille huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours deſdites trente années, à condition, que les perſonnes, qui ſe tranſporteront aux *Indes Occidentales* pour travailler aux affaires de l'Aſſiento, ſe garderont de rien faire qui puiſſe offencer ; car en ce cas, ils ſeroient pourſuivis en juſtice, & punis de la même maniere, qu'ils l'auroient été en *Eſpagne*, ſuppoſé qu'une faute de la même nature y eût été commiſe.

II. Que les *Aſſientiſtes*, ou la Compagnie de l'Aſſiento, payera de châque Negre, *Pieza de India*, ſuivant le modele regulier de ſept quartiers, n'étant ni vieux ni défectueux, ſelon ce qui a été pratiqué & établi juſques à preſent aux *Indes*, la ſomme de trente-trois pieces de huit, *Eſcudos*, & la troiſiéme partie d'une piece de huit, en y comprenant tous les Droits d'*Alcavala*, de *Siza*, d'*Union de Armas*, de *Boqueron*, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puiſſe être, d'entrée ou de *Regale*, qui ſont ou qui pourroient être impoſez à l'avenir, appartenant à ſa Majeſté Catholique, en ſorte qu'on ne pourra rien exiger au delà : Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Royaux ou autres Miniſtres en priſſent davantage, on en tiendra compte aux *Aſſientiſtes*, & cela ſera rabattu ſur les droits des 33. pieces de huit & un tiers ſuſmentionnez, qu'ils doivent payer à ſa Majeſté Catholique, la choſe étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refuſé par un Notaire public, à la requiſition des *Aſſientiſtes* : Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une *Cedule* generale, dont la teneur ſera la plus ample qu'il ſe pourra.

III. Que leſdits *Aſſientiſtes* avanceront à Sa Majeſté Catholique, pour ſuppléer aux beſoins preſſans de la Couronne, la ſomme de deux cent mille pieces de huit ou *Eſcudos*, en deux payemens égaux, de cent mille pieces de huit châcun, dont le premier ſe fera deux mois, après que Sa Majeſté aura approuvé & ſigné cet Aſſiento ; & le ſecond au bout de deux autres mois, après le premier payement ; & cette ſomme ainſi avancée ne ſera rembourſée qu'après le terme échu des vingt premieres années de cet Aſſiento, & alors on pourra la déduire par portions égales, pendant les dix années reſtantes, ſur le pied de vingt mille piéces de huit par an, qu'on rabattra ſur les droits impoſez ſur les Negres, payables pendant le cours de ces années-là. ANNO 1713.

IV. Que les *Aſſientiſtes* ſeront obligez de payer l'avance des deux cent mille pieces de huit, en cette Cour ; comme auſſi de ſix en ſix mois, la moitié du montant des Droits payables pour les *Piezas* d'Eſclaves, qu'ils ſont convenus de tranſporter tous les ans.

V. Que le payement deſdits Droits ſe fera de la maniere mentionnée dans l'Article precedent, ſans aucun delai ou diſpute, & ſans y donner aucune autre interpretation : Cependant, avec cette reſerve, que les *Aſſientiſtes* ne ſeront obligez de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piezas de India*, par an, ſans compter les huit cent qui reſtent, Sa Majeſté accordant par cet Article aux *Aſſientiſtes* les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années de cet Aſſiento, en la meilleure forme & maniere poſſible, en conſideration des riſques que courent leſdits *Aſſientiſtes*, & de l'interêt qu'on devroit leur payer de l'argent avancé, & du payement, qu'ils font en cette Cour, des Droits des quatre mille *Piezas* ſuſdits.

VI. Que leſdits *Aſſientiſtes*, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres ſelon leur Contract, pourront encore, au cas qu'ils le jugent neceſſaire pour le ſervice de Sa Majeſté Catholique, & celui de ſes Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premieres années de ce Contract, (car pendant les cinq dernieres il ne leur ſera permis d'en tranſporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on eſt convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que ſeize pieces de huit, & deux tiers d'une piece de huit, pour tous les Droits de châque Negre, *Pieza de India*, qu'ils tranſporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois pieces de huit & un tiers ſus mentionnées ; & ce payement ſe fera auſſi en cette Cour.

VII. Qu'il ſera permis auxdits *Aſſientiſtes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaiſſeaux de Sa Majeſté de la *Grande-Bretagne*, ou ceux de ſes Sujets, ou même ceux des Sujets de Sa Majeſté Catholique, du conſentement des proprietaires, en leur en payant le fret, & en ſe ſervant de Matelots *Anglois* ou *Eſpagnols*, ſelon qu'ils le jugeront à propos ; à condition qu'on prendra ſoin, que les Officiers des Vaiſſeaux employez par les *Aſſientiſtes*, ni leurs Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne cauſent aucun ſcandale à l'exercice de la Religion Catholique, ſous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet *Aſſiento*. Il ſera de plus permis auxdits *Aſſientiſtes* d'introduire leurs Eſclaves Negres, ſelon le Contract, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de *Buenos Ayres*, ſur aucuns des Vaiſſeaux ſuſmentionnez, de la maniere que cela a été accordé aux *Aſſientiſtes*, qui les ont precedés : Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne cauſeront aucun ſcandale à la Religion Catholique Romaine, ſous les peines ſuſdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux interêts de Sa Majeſté & à celui de ſes Sujets, que de ne pas permettre aux *Aſſientiſtes* de tranſporter leurs Negres dans tous les Ports des *Indes* en general, puis qu'il eſt certain, que les Provinces qui ſont privées de cet avantage en pâtiſſent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a reduits à la neceſſité de s'en pourvoir même frauduleuſement, il eſt permis auxdits *Aſſientiſtes* par une condition expreſſe de ce Contract, de tranſporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de *Buenos Ayres* à leur choix. Et pour cet effet Sa Majeſté Catholique revoque les défenſes contenües dans les Aſſiento precedens, de ne les tranſporter que dans les Ports marqués en iceux ; avec cette reſtriction cependant, qu'il ne ſera permis auxdits *Aſſientiſtes* de les tranſporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Députés de leur part, qui puiſſent viſiter leurs Vaiſſeaux & leurs Cargaiſons, pour certifier le nombre des Negres tranſportez. On eſt auſſi convenu, que les Negres tranſportez dans les Ports de la côte, qui eſt contre le vent, à *Sancta Martha*, *Cumana* & *Maracaybo*, ne pourront être vendus par les *Aſſientiſtes* pour plus de trois cent pieces de huit châcun, & autant moins qu'il ſera poſſible,

ANNO 1713. sible, pour encourager les habitans de ces lieux-là à les acheter; mais quant aux autres Ports de la *Nouvelle Espagne*, ſes Iſles, & la *Terre ferme*, il ſera permis aux *Aſſientiſtes* de les vendre au meilleur prix qu'il leur ſera poſſible.

IX. Que comme il eſt permis auxdits *Aſſientiſtes*, pour les raiſons alleguées dans l'Article précedent; de tranſporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du *Nord*; on eſt convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Riviere de *Plata*, Sa Majeſté Catholique leur permettant de tranſporter, (du nombre des quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cet Aſſiento,) dans cette Riviere ou à *Buenos Ayres*, pendant châcune des trente années dudit Aſſiento, le nombre de mille deux cent de ces *Piezas de India* des deux Sexes, pour les y vendre au prix dont ils pourront convenir, les embarquant ſur quatre Vaiſſeaux capables de les contenir, huit cent deſquels ſeront vendus à *Buenos Ayres*, & les quatre cent reſtans pourront être tranſportez & ſerviront pour les Provinces qui ſont au deſſus, & pour le Royaume de *Chili*, les vendant aux habitans, s'ils les veulent venir achetter dans ledit Port de *Buenos Ayres*. De plus, on déclare qu'il ſera permis à Sa Majeſté *Britannique*, & aux *Aſſientiſtes* en ſon nom, de poſſeder dans ladite Riviere de *Plata* quelques Terres, que Sa Majeſté Catholique ordonnera ou aſſignera, ſuivant ce qui a été ſtipulé dans les Préliminaires de la Paix, à compter du tems où cet Aſſiento aura lieu, ſuffiſantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du Bêtail, pour la ſubſiſtance des perſonnes appartenant à l'Aſſiento & de leurs Negres: Il leur ſera même permis d'y bâtir des maiſons de bois, & non d'autres materiaux, ſans qu'ils puiſſent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majeſté Catholique nommera auſſi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de ſes propres Sujets, lequel reſidera ſur leſdites Terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choſes, qui concerneront l'Aſſiento, ſeront ſous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de *Buenos Ayres*: Les *Aſſientiſtes* ne payeront aucuns Droits, à l'égard des Terres ſuſdites, pendant tout le terme de l'Aſſiento.

X. Quant au tranſport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la *Mer du Sud*, il ſera permis aux *Aſſientiſtes* de fretter, ſoit à *Panama*, ou dans tout autre Port ou Havre de la *Mer du Sud*, des Vaiſſeaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, ſur leſquelles ils pourront les embarquer à *Panama*, & les tranſporter à tous les Ports du *Peron*, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourront auſſi mettre ſur ces Vaiſſeaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur ſera permis de même, de tranſporter le provenant de leur vente audit Port de *Panama*, ſoit en fruits du Païs, ſoit en argent monnoyé, en barres d'argent ou en Lingots d'or, ſans être obligés de payer aucun Droit pour ledit or ou argent, ſoit d'entrée ou de ſortie, pourvû qu'il ſoit marqué ſans aucune fraude, & qu'ils faſſent paroitre que c'eſt le provenant des Negres, lequel doit être exemt de tous les Droits, de même que ſi ledit argent monnoyé, barres d'argent & lingots d'or appartenoient à Sa Majeſté Catholique. Il ſera pareillement permis auxdits *Aſſientiſtes* d'envoyer d'*Europe* à *Portobello* & delà à *Panama*, par la riviere de *Chagre*, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de charpente, & toutes ſortes d'autres Munitions & Proviſions neceſſaires pour leſdits Vaiſſeaux, Fregates ou *Berluengos*, & pour ſubvenir à leur propre entretien; bien entendu, qu'il ne leur ſera cependant pas permis de vendre, ni de débiter leſdites Munitions & Proviſions, ſoit en tout ou en partie, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être: Car en ce cas elles ſeroient confiſquées, & les Acheteurs auſſi bien que les Vendeurs punis ſelon les Loix, & même les *Aſſientiſtes* ſeroient à l'avenir abſolument privés de ce privilege, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permiſſion de Sa Majeſté Catholique. On eſt de plus convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Aſſiento, il ne ſera plus permis auxdits *Aſſientiſtes* de ſe ſervir deſdits Vaiſſeaux, Fregates ou Barques pour les tranſporter en *Europe*, à cauſe des inconveniens qui en pourroient reſulter.

XI. Qu'il ſera permis auxdits *Aſſientiſtes* de ſe ſervir d'*Anglois* ou d'*Eſpagnols* comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction de cet Aſſiento, tant dans les Ports de l'*Amerique*, que dans les Places du Païs, Sa Majeſté ſuſpendant pour cela les Loix, par leſquelles il eſt defendu aux Etrangers d'entrer dans le Païs ou d'y habiter; déclarant & ordonnant que les *Anglois* ſeront regardés & traités, pendant tout le terme de cet Aſſiento, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'*Eſpagne*; toutefois avec cette reſtriction qu'il ne ſera pas permis à plus de quatre ou de ſix *Anglois* de reſider dans aucun deſdits Ports des *Indes*, du nombre deſquels les *Aſſientiſtes* pourront choiſir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Païs, où il eſt permis de tranſporter les Negres, pour le maniement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur ſera poſſible, ſelon le Reglement mentionné dans le premier Article, ſans aucun empêchement ou trouble de la part des Miniſtres civils ou militaires, de quelque dégré ou qualité qu'ils puiſſent être, & ſous quelque pretexte que ce ſoit, à moins qu'on ne puiſſe les convaincre d'avoir agi contre les Loix établiës, ou contre le contenu de cet Aſſiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Aſſiento, il plaira à Sa Majeſté Catholique d'accorder, auſſi tôt que la Paix ſera proclamée, qu'il ſoit permis à Sa Majeſté *Britannique* d'envoyer deux Vaiſſeaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres perſonnes, qui ſeront employées en ce ſervice, en donnant premierement une Liſte des noms des uns & des autres, qui ſeront autoriſés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur ſera permis d'établir & de regler leurs Factures, tant afin qu'ils puiſſent aller plus commodément & plus ſurement, que pour pourvoir à toutes les choſes néceſſaires pour recevoir les Vaiſſeaux, qui ſerviront au tranſport des Negres: Car comme il faut qu'ils les aillent prendre ſur la cote d'*Afrique*, pour les conduire dans les Ports de l'*Amerique Eſpagnole*, il ſeroit tres incommode, & même tres déſavantageux aux Facteurs & aux autres perſonnes employées pour cela de s'y tranſporter dans les Vaiſſeaux deſtinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il eſt d'une neceſſité indiſpenſable qu'on leur prepare par avance, des maiſons dans leſquelles ils puiſſent habiter, & qu'on faſſe toutes les autres proviſions, dont ils auront beſoin; & pour le tranſport des Facteurs & des autres perſonnes, employées par la Compagnie, à *Buenos Ayres*, on leur accordera un Vaiſſeau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaiſſeau, auſſi bien que les deux Vaiſſeaux de Guerre, ſeront ſoumis à la viſite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, leſquels pourront ſaiſir leurs Marchandiſes, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira auxdits Vaiſſeaux les Proviſions néceſſaires pour leur retour à un prix raiſonnable.

XIII. Leſdits *Aſſientiſtes* pourront nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'*Amerique* des Juges Conſervateurs de cet Aſſiento, leſquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos; de la maniere, que cela a été accordé aux *Portugais*, dans le huitiéme Article de leur Aſſiento; bien entendu qu'ils alleguent des raiſons valables de ce procedé, devant le Preſident, Gouverneur ou l'Audience de ce Département, leſquels l'approuveront reſpectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours ſur un des Miniſtres de Sa Majeſté Catholique: Et ces Juges-là prendront connoiſſance, excluſivement à tous les autres, de toutes les Cauſes, Affaires & Procès concernant cet Aſſiento, avec une entiere authorité & juriſdiction: Auſſi eſt-il défendu à toutes les Audiences, Miniſtres, & Tribunaux, Preſidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puiſſent être, ſans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes-là de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que leſdits Juges Conſervateurs, qui puiſſent prendre connoiſſance de ces Cauſes-là, & des incidens, qui en pourroient naître; mais il y aura appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au ſupreme Conſeil des *Indes*; bien entendu que leſdits Juges Conſervateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands ſalaires, que ceux, que leſdits *Aſſientiſtes* jugeront à propos de leur accorder pour ce ſervice. Et au cas qu'aucuns d'entr'eux en vouluſſent exiger davantage, Sa Majeſté Catholique en ordonnera la reſtitution. Elle accorde auſſi que le

Pre-

ANNO 1713. Président ou Gouverneur dudit Conseil, ou le *Decano* ou Doyen sera Protecteur de cet Assiento. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de Juge Conservateur préferablement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans les autres Assiento.

XIV. Il ne sera permis ni aux Vice Rois, Audiences, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres, de Sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenant à l'Assiento, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être; quand même ce seroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance & le secours, que lesdits *Assientistes* ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépêcher ou charger leurs Vaisseaux; pour leur avitaillement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les *Assientistes* pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne sera pas non plus, permis aux Vice-Rois, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse être, de prendre, saisir, retenir ou arrêter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre maniere, sous quelque pretexte, cause ou motif que ce soit, tant pressant qu'il puisse être, aucuns des Fonds, Marchandises ou Effets du provenant de cet Assiento, ou appartenant aux *Assientistes*, sous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en resulteroient. Il ne sera pas non plus permis auxdits Ministres de visiter les Maisons ni les Magasins des Facteurs ou autres appartenant à cet Assiento, lesquels doivent jouïr de ce privilege & de cette exemption, pour prevenir le scandale & la honte, qui accompagnent de pareils procedés; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défenduës, & en ce cas, elles pourront être visitées en la presence du Juge Conservateur, absolument requise pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prevenir les vols & les enlevemens, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occasions. Au reste on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies; mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Assiento, qui doivent être libres; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offences on les dénoncera au Conseil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes*, à leurs Facteurs & autres appartenant à leur Compagnie aux *Indes*, d'employer à leur service les Matelots, Voituriers & Ouvriers, dont ils auront besoin, pour charger & décharger leurs Vaisseaux, par un Accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que lesdits *Assientistes* auront la liberté de charger comme il leur plaira, les Effets qu'ils auront aux *Indes*, sur les Galions, pour les transporter en *Europe*, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Proprietaires desdits Vaisseaux; ou sur les Vaisseaux appartenant à l'Assiento, lesquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir sous le convoi desdits Galions ou autres Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Catholique, qui ordonnera expressément aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde, & il leur sera enjoint de ne requerir d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni sous pretexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions: Et les Effets, dont ils seront chargez appartenant aux *Assientistes*, verifiez par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en *Espagne*, leur Fond aiant le même privilege que s'il appartenoit à Sa Majesté Catholique: Cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Assiento, & qui pourront venir en compagnie des Gallions, de prendre sur leur bord des Passagers *Espagnols*, ou aucuns Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la presente année 1713. jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Assiento, ni apres qu'ils l'auront prise, il ne sera plus permis à la Compagnie *Françoise* de *Guinée*, ou à qui que ce soit de transporter des Esclaves Negres aux *Indes*: Et au cas qu'ils le fissent, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confiscquez en faveur & à l'avantage des *Assientistes*, qui en prendront possession en payant les Droits des Negres introduits ainsi contre cet Article, & le Réglement établi par ce Contract. Et pour cet effet, aussi tôt qu'il sera signé on dépêchera, de la maniere la plus ample, des Ordres circulaires en *Amerique*, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns Negres dans les Ports, sur le compte de la Compagnie *Françoise*, & la même chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on est convenu, que lors que les *Assientistes* seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur seta permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immédiatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet effet lesdits *Assientistes* & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des *Indes*, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande; bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme dessus, il faudra qu'ils en aient premierement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prieront d'y interposer leur autorité; mais il faudra, que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire, ou que cet Assiento ait lieu. ANNO 1713.

XIX. Que lesdits *Assientistes*, leurs Facteurs & Agents auront la liberté de naviger & de transporter leurs Esclaves Negres, selon leur Contract dans les Ports septentrionaux des *Indes Occidentales* de Sa Majesté Catholique, sans en excepter la Riviere de *Plata*; avec défense à tous autres, soit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y transporter ou introduire aucuns Negres, sous les peines établies par les Loix faites pour ce Contract de Commerce: De plus, Sa Majesté Catholique, s'oblige en foi & Parole de Roi de maintenir lesdits *Assientistes* dans la pleine & entiere possession de tous ces Articles, & de les faire executer, pendant le terme dont on est convenu, sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, Sa Majesté en faisant sa propre affaire; bien entendu qu'ils ne transporteront pas, ni dans ladite Riviere de *Plata* ni à *Buenos Ayres*, au dessus de douze cent *Piezas* de Negres accordez, par le 8. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas, que lesdits *Assientistes* fûssent troublez dans l'execution de cet Assiento, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privileges par des Procès, ou de quelqu'autre maniere, Sa Majesté Catholique déclare qu'Elle s'en reservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur susciter à cet égard, avec défense à tous les Juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner & de prendre connoissance des Causes, Procès, omissions ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'execution de cet Assiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux desdits *Assientistes* arriveront dans les Ports des *Indes* avec leurs Cargaisons de Negres, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligez de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permission d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII. Lorsque lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port, ils seront visitez par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinez jusques au fond, même jusques au quintellage ou lest: Et apres avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie, ils pourront de même décharger les Provisions

ANNO 1713. ceſſaires pour leur ſubſiſtance, qu'ils mettront dans des Maiſons particulieres ou des Magazins, en aiant obtenu la permiſſion des Miniſtres, qui auront fait la viſite deſdits Vaiſſeaux, pour prevenir par ce moyen les fraudes & les controverſes : Mais il ne leur ſera point permis de décharger, tranſporter ou débiter aucunes Marchandiſes ou Denrées ſous quelque pretexte ou motif que ce ſoit, & même s'il s'en trouvoit ſur leur bord, elles ſeroient ſaiſies comme ſi elles euſſent été déchargées ; à l'exception ſeulement des Negres, & des Magaſins de Proviſions pour leur ſubſiſtance, ſous peine, pour les contrevenans, d'être ſéverement punis, & leurs Marchandiſes & Effets confiſquez ou brûlez, outre qu'ils ſeront déclarez incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Aſſiento : Et les Officiers & Sujets de Sa Majeſté Catholique, qui y donneront les mains, ſeront auſſi punis exemplairement, tout tranſport & trafic de Marchandiſes étant abſolument défendu & refuſé auxdits Aſſientiſtes, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la ſincerité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiter des engagemens de cet Aſſiento. Deplus, Sa Majeſté déclare & ordonne que les Marchandiſes ſaiſies de cette maniere, étant frauduleuſement tranſportées, ſeront eſtimées, & immediatement brûlées dans une Place publique, par ordre deſdits Gouverneurs & Officiers Royaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaiſſeau ſera condamné à payer le prix auquel elles auront été eſtimées, quand il ne ſeroit ſimplement coupable que d'omiſſion, en n'aiant pas pris ſoin d'empêcher qu'on ne chargeât de pareilles Marchandiſes ſur ſon bord : Mais qu'au cas qu'ils ſoient complices ou participans du fait, ils ſeront condamnez à une amande proportionnée à leur crime ; ſéverement punis, & déclarez incapables à jamais d'être emploiez au ſervice de cet Aſſiento. Et Sa Majeſté Catholique obligera tous ſes Miniſtres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui ſe ſera paſſé à cet égard. Cependant les Vaiſſeaux à bord deſquels ſeront les Negres, ou les Proviſions chargées pour leur ſubſiſtance, ne ſeront point ſujets à cette confiſcation, étant déclarez libres, comme innocens du fait ; & les perſonnes aux ſoins deſquels ils ſeront commis, pourront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandiſes ou Denrées ſaiſies n'excedent pas la valeur de cent pieces de huit, ou *Eſcudos*, elles ſeront brûlées ſans remiſſion après avoir été eſtimées, & le Capitaine ſera condamné à payer la ſomme à laquelle elles auront été eſtimées, pour la punition de ſa négligence & de ſon omiſſion ; & ne payant pas la valeur des choſes ſaiſies de cette maniere, il ſera ſuſpendu & empriſonné juſques à ce qu'il l'ait fait : Cependant en prouvant qu'il n'eſt point complice du fait il ſera ſimplement obligé de produire le coupable, & ſera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Proviſions déchargées pour la ſubſiſtance des Negres ne payeront aucuns Droits d'entrée ni de ſortie, ni aucuns des autres qui ſont impoſés à preſent, ou pourroient l'être à l'avenir : Mais au cas que les *Aſſientiſtes* les achettent ou les tranſportent hors deſdits Ports, ils ſeront obligez de payer les Droits établis, comme font les Sujets de Sa Majeſté Catholique : Et l'on déclare qu'arrivant que les Proviſions déchargées dans les Magazins ne fûſſent pas toutes conſumées, & en danger de ſe gâter, elles pourront être venduës ou tranſportées en d'autres Ports, en payant les Droits établis ; tout cela ſe faiſant par l'interpoſition & avec la connoiſſance des Officiers Royaux.

XXIV. Que les Droits impoſez ſur les Negres tranſportez, ſeront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des *Indes* après la viſite, & que tout aura été régle par les Officiers Royaux : Et au cas qu'aucuns deſdits Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus, les *Aſſientiſtes* n'en ſeront pas moins obligez de payer les Droits de ceux qui mourront ainſi, ni ne pourront former aucune pretention ſur ce ſujet, excepté ſeulement, qu'avenant qu'en faiſant la viſite, il ſe trouvât quelques Negres dangereuſement malades, on pourra les mettre à terre pour les guerir, & que ces Negres venant à mourir dans l'eſpace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les *Aſſientiſtes* n'en payeront point les Droits, parce qu'ils n'auront pas été débarquez pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur ſanté dans les quinze jours fixez pour cela ; après l'expiration deſquels, ces Negres vivant encore, les Droits en ſeront payables, comme pour les autres, & ſe payeront en cette Cour ſelon l'accord marqué dans le cinquiéme Article.

ANNO 1713.

XXV. Qu'après que les *Aſſientiſtes*, ou leurs Facteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaiſon des Negres amenez en ce Port, il leur ſera permis de tranſporter le reſte dans aucun autre Port, aiant des Certificats des Officiers Royaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquietez là deſſus dans les autres Ports : Et il leur ſera permis de recevoir en payement pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auront payé le *Quinto* au Roi ſans fraude : Ils pourront de même en recevoir des productions du Païs, qu'ils pourront auſſi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente deſdits Negres, ſans être obligez de payer d'autres Droits que ceux, qui ſeront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets ſeront ſortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils ſoient, ſur les ventes faites de cette maniere faute d'argent ; & ils pourront les emporter ſur les Vaiſſeaux employez pour ce Commerce, & les tranſporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaiſſeaux, qui ſeront employez par cet Aſſiento, pourront faire voile des Ports de la *Grande-Bretagne* ou d'*Eſpagne*, comme il plaira aux *Aſſientiſtes*, qui rendront compte à Sa Majeſté Catholique des Vaiſſeaux, qu'ils enverront tous les ans pour le Negoce des Negres, & des Ports où ils ſeront deſtinez ; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions du Païs, provenant de la vente de leurs Negres : Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'*Eſpagne*, les Capitaines & autres Officiers ſeront obligez de donner aux Miniſtres de Sa Majeſté Catholique des Regîtres authentiques de ce qu'ils auront ſur leurs bords : Ou avenant qu'ils retournent directement dans la *Grande-Bretagne*, ils enverront une relation exacte de leur Cargaiſon, afin que Sa Majeſté en ſoit pleinement informée : Bien entendu, qu'il ne leur ſera pas permis d'apporter dans aucuns deſdits Vaiſſeaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Paſſagers *Eſpagnols*, leur étant défendu de recevoir à bord aucune Marchandiſe ou autres Effets, ſur le compte des Sujets de Sa Majeſté Catholique dans ces Païs là, ſans une permiſſion expreſſe de Sadite Majeſté. Et l'on eſt convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prennent ſur leurs bords de cette nature, ſans une pareille licence, ils ſeront déclarez coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majeſté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majeſté aura donnez pour l'executer, & pour prevenir de pareilles fraudes dans les Ports des *Indes*, pour leſquelles les contrevenans, en étant convaincus, ſeront conſtamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaiſſeaux de cet Aſſiento équipez en Guerre, fiſſent des Priſes ſur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou ſur les Pirates qui croiſent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'*Amerique*, il leur ſera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majeſté Catholique, où ils ſeront admis ; & leſdites Priſes étant déclarées bonnes & legitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui ſont établis & payables par les Sujets naturels de Sa Majeſté : Deplus, au cas qu'il ſe trouve des Negres ſur ces Priſes, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils ſe ſont engagez de fournir, auſſi bien que les Proviſions qui ſe trouveront au delà de ce qui eſt néceſſaire pour leur ſubſiſtance. Mais il n'en eſt pas de même à l'égard des Marchandiſes & Denrées, qu'ils pourroient prendre, dont la vente eſt toujours défenduë. Cependant, en conſideration de leurs interêts on leur permet de tranſporter leſdites Marchandiſes & Denrées, priſes de cette maniere, à *Carthagene* ou à *Portobello*, & de les re-

ANNO 1713. remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les recevront, en feront un Inventaire, & les mettront en leur préſence dans des Magazins, où elles ſeront gardées juſques à l'arrivée des Galions, & au tems des Foires deſdits Ports de *Carthagene* & de *Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront ſoin de les faire vendre par l'entremiſe & en la preſence des Députez du Commerce, & des Proprietaires ou de leurs Agents: A cette fin Sa Majeſté Catholique donnera les ordres néceſſaires, comme Elle fait par le préſent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatriéme partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à Sadite Majeſté Catholique, être mis dans les coffres Royaux & envoyé en *Eſpagne*, avec un compte exact dudit provenant, on remette les trois autres parties de châque Priſe, ſans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agens, rabattant & retenant tous les fraix de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que leſdites Priſes ſeront venduës, les Droits ordinaires dans la Tréſorerie. Et afin de prevenir toutes ſortes de doutes & de diſputes, Sa Majeſté déclare, que tous les Vaiſſeaux pris de cette maniere, de telle nature qu'ils puiſſent être, ſans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en établiſſant & en convenant de cet Aſſiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit reſulter à leurs Majeſtés *Britannique* & Catholique & à leurs revenus; on eſt convenu & on a ſtipulé que leurs Majeſtés y ſeroient intereſſées de la moitié, c'eſt à dire châcune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il eſt neceſſaire, que Sa Majeſté Catholique, afin d'avoir & de jouïr de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits *Aſſientiſtes* un million de pieces de huit, *Eſcudos*, ou un quart de la ſomme, qu'ils jugeront neceſſaire pour mettre ce Negoce ſur le pied où il doit être; on eſt encore convenu, qu'au cas, que Sa Majeſté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite ſomme, les ſuſdits *Aſſientiſtes* le feront de leur propre argent, à condition, que Sa Majeſté Catholique leur en payera l'interêt, qu'on rabattra ſur la ſomme, qu'ils lui doivent payer, ſur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours reſpectifs auxquels ils débourſeront cet Argent, & en continuant juſques à ce qu'ils ſoient rembourſés & ſatisfaits, ſelon les comptes, qui lui en ſeront preſentez; afin que Sa Majeſté jouiſſe ainſi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent dès à préſent: Mais au cas qu'ils ne fiſſent point de profits, ſoit par des accidens ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fiſſent des pertes, Sa Majeſté ſera obligée, comme Elle s'y oblige dès à préſent, de leur faire rembourſer la partie qui la regarde, ſelon les régles de la juſtice, & de la maniere la moins prejudiciable à ſes revenus Royaux. Et Sa Majeſté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui reſideront à *Londres*; deux autres aux *Indes*, & un autre à *Cadiz*, pour travailler de ſa part, avec ceux de Sa Majeſté *Britannique*, & des autres Intereſſez, à toutes les procedures, achats & comptes de cet Aſſiento; & Sa Majeſté Catholique leur donnera des Inſtructions particulieres pour leur ſervir de régle, & particulierement à ceux des *Indes*, pour éviter tous les inconveniens & toutes les diſputes, qui pourroient ſurvenir.

XXIX. Que leſdits *Aſſientiſtes* rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années de cet Aſſiento, leſquels comptes ſeront affirmez par ſerment, & certifiez par des pieces authentiques, de la dépenſe, de l'achat, de la ſubſiſtance, du tranſport & de la vente des Negres, auſſi bien, que de toutes les autres dépenſes faites à cét égard: Ils produiront pareillement des Certificats en duë forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'*Amerique*, appartenant à Sa Majeſté Catholique, ſoit qu'elles aient été tranſportées ou venduës: Et ces comptes-là, tant de la dépenſe que du provenant, ſeront premierement examinez & réglez par les Miniſtres de Sa Majeſté *Britannique* employez en ce ſervice, en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Aſſiento, & enſuite en cette Cour; & la part, que Sa Majeſté Catholique doit avoir des profits, ſera ajuſtée & recouverte des *Aſſientiſtes*, qui ſeront obligez de la payer regulierement & ponctuellement, en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que ſi c'étoit un Acte public, & ſous le Réglement mentionné dans le 28. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majeſté Catholique doit employer. ANNO 1713.

XXX. Que ſi le gain, qui ſe fera pendant les cinq premieres années, n'excede pas la ſomme, que les *Aſſientiſtes* doivent avancer pour Sa Majeſté Catholique, avec l'interêt à huit pour cent, qui doit être inclus & rembourſé de la maniere ſuſ-exprimée, les *Aſſientiſtes* ſe rembourſeront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'interêt, & payeront enſuite à Sa Majeſté Catholique le reſte du profit de ſa part, avec les Droits impoſez ſur les Negres annuellement tranſportez, ſans aucun delai ou empêchement. La même choſe ſe pratiquera & ſe continuera de cinq en cinq ans ſucceſſivement, pendant le terme de l'Aſſiento; à la concluſion duquel on rendra compte du gain des cinq dernieres années de la même maniere que des cinq premieres: En ſorte que Sa Majeſté Catholique & les Miniſtres qu'Elle employera en cette affaire, ſoient pleinement ſatisfaits, ſelon le contenu du 28. Article, par rapport aux Facteurs, que Sadite Majeſté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les *Aſſientiſtes* aient offert par le 3. Article de ce Contract d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la maniere exprimée dans cet Article, dont ils ne devroient être rembourſez qu'à la fin des vingt premieres années de cet Aſſiento, comme cela eſt marqué dans ledit 3. Article, & qu'ils ne puſſent rien prétendre pour le riſque ou l'interêt de cette ſomme; neanmoins s'il paroit, par le compte que leſdits *Aſſientiſtes* doivent donner au bout des cinq premieres années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront ſe rembourſer de la ſomme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatriéme partie, à laquelle Sa Majeſté Catholique eſt intereſſée dans cet Aſſiento, ſelon ce qui eſt marqué dans le 28. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & aprés l'accompliſſement de cet Aſſiento, Sa Majeſté Catholique accorde aux *Aſſientiſtes* le terme de trois années pour ajuſter leurs comptes, pour retirer leurs Effets des *Indes*, & pour régler toute choſe; & que pendant ledit terme de trois années leſdits *Aſſientiſtes*, leurs Facteurs, Agens & autres perſonnes par eux employées, jouïront des mêmes Privileges & Immunitez qui leur ſont accordées pendant le terme de ce Contract, pour l'entrée libre de tous leurs Vaiſſeaux & Bâtimens dans tous les Ports de *l'Amerique*, & le tranſport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, ſans aucun changement ni la moindre reſtriction.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des *Aſſientiſtes* ſeront obligez & forcez de payer leurs dettes, en faiſant ſaiſir leurs perſonnes & executer leurs biens, ces dettes devant être conſiderées comme duës à Sa Majeſté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puiſſe plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il ſera néceſſaire pour la conſervation & la ſubſiſtance des Eſclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des *Indes Occidentales*, auſſi bien que pour celle des perſonnes employées dans ce Commerce, d'entretenir conſtamment des Magazins remplis d'Habits, de Medecines, de Proviſions & autres choſes néceſſaires, dans toutes les Factures, qui ſeront établies pour la commodité de cet Aſſiento; comme auſſi de toutes ſortes de Proviſions navales, pour la reparation & l'équipement des Vaiſſeaux & Bâtimens employez en ce ſervice, les *Aſſientiſtes* ne doutent pas que Sa Majeſté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture, de l'*Europe* ou des Colonies, que Sa Majeſté *Britannique* a dans l'*Amerique Septentrionale*, dans les Ports & ſur les côtes de la Mer du Nord des *Indes Occidentales Eſpagnoles*, où il ſe trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, auſſi bien que dans la Riviere de *Plata* ou à *Buenos Ayres*, des Habillemens, des Medecines, des Proviſions, & tout ce qui eſt néceſſaire pour la Marine, ſimplement pour l'uſage des *Aſſientiſtes*, de leurs Negres, Facteurs, Domeſtiques, Matelots & Vaiſſeaux; & il leur ſera permis de les tranſporter dans des Vaiſſeaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent ſervir au tranſport des Negres, en rendant compte à leur départ, du nombre de ces Vaiſſeaux & de leur Cargaiſon au Conſeil

ANNO 1713. ſeil des *Indes*, auquel ils enverront pareillement une déclaration des Facteurs, contenant la qualité des choſes contenuës dans leurs Cargaiſons, dont aucunes ne pourront être venduës, ſous peine de confiſcation & de punition exemplaire à l'égard des contrevenans, à moins que ce ne ſoit au cas d'une neceſſité preſſante, pour un Vaiſſeau *Eſpagnol*, dont le Capitaine ſeroit obligé de les achetter pour ſon retour, en s'accordant avec les Facteurs.

XXXV. Pour le refraichiſſement, & pour la conſervation de la ſanté des Negres, que l'on tranſportera aux *Indes Occidentales*, après un ſi long & ſi penible voyage, auſſi bien que pour prevenir les maux contagieux parmi eux, les Facteurs de cet Aſſiento auront la permiſſion de louër les terres qu'ils jugeront néceſſaires, dans le voiſinage des Places & des lieux où les Factures ſeront établies, pour les cultiver & y faire des Plantages, pour de nouvelles Proviſions pour leur ſupport & leur ſubſiſtance: Et cette culture ſe fera par les habitans du Païs & par les Negres, ſans que d'autres s'en puiſſent mêler: Auſſi ne ſera-t-il permis à aucuns des Sujets de Sa Majeſté Catholique de s'y oppoſer, pourvû qu'on s'en tienne à ce Réglement.

XXXVI. Qu'il ſera permis aux *Aſſientiſtes* d'envoyer un Vaiſſeau de trois cent tonneaux aux Iſles des *Canaries*, & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'*Amerique*, ſelon ce qui a été accordé à *Don Bernardo Franciſco Marin*, par le 26. Article de ſon Aſſiento; & par le 21. Article de l'Aſſiento de la Compagnie de *Guinée* de *Portugal*, pour une ſeule fois pendant le cours de l'Aſſiento.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la Publication d'un *Indulto*, ou Taxe ſur les Negres qui ſeront introduits injuſtement, du jour que cet Aſſiento aura lieu, avec liberté aux Facteurs de leur impoſer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant ſera appliqué à l'avantage & au profit des *Aſſientiſtes*, leſquels ſeront obligez de payer à Sa Majeſté Catholique les Droits reguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour châque Negre, au tems, que cet *Indulto* ſera impoſé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expedition de cette affaire, il plaira à Sa Majeſté d'établir une *Junta* de trois Miniſtres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, leſquels étant aſſiſtez du Fiſcal & du Secretaire du Conſeil des *Indes*, entendront & prendront connoiſſance, à l'excluſion de tous autres, de toutes les choſes, qui auront rapport à cela, pendant le terme ſtipulé; & que cette *Junta* repreſentera à Sa Majeſté ce qui ſe paſſera à cet égard, de la même maniere, que cela s'eſt pratiqué pour la Compagnie *Françoiſe*.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux *Aſſientos* precedens à *Don Domingo Grillo*, *Conſulado* de *Seville*, *Don Nicolas Porcio*, *Don Bernardo Martin* y *Guzman*; aux Compagnies *Portugaiſes* & *Françoiſes*, pourvû que cela ne ſoit point contraire au preſent Contract, ſera pareillement entendu & déclaré en ſa faveur, comme ſi cela y étoit literallement inſeré: Et que tous les Ordres qui ont été dépêchez en aucun tems en faveur des *Aſſientiſtes* ſusmentionnez ſeront accordez de même à ceux-ci, lors qu'ils le ſouhaiteront, ſans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Déclaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaiſe, entre la Couronne de la *Grande-Bretagne* & celle d'*Eſpagne*, cet Aſſiento ſera ſuſpendu: Neanmoins, en ce cas, les *Aſſientiſtes* pourront ſe retirer en toute ſureté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Déclaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les tranſporter librement dans leur Païs, dans les Vaiſſeaux, qui ſe trouveront alors dans les Ports des *Indes*, ou dans ceux des *Eſpagnols*; à condition qu'au cas qu'ils les fiſſent entrer dans les Ports d'*Eſpagne*, ils pourront librement les en faire reſortir, comme ſi l'Aſſiento ſubſiſtoit toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'eſt le provenant du Négoce des Negres. On déclare deplus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'*Eſpagne* & d'*Angleterre*, ou l'une des deux, conjointement ou ſéparément, entraſſent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaiſſeaux employez en cet Aſſiento prendront des Paſſeports, & porteront des Pavillons différens de ceux dont ſe ſervent ordinairement les *Anglois* & les *Eſpagnols*, ſelon le choix, qui en ſera fait par Sa Majeſté Catholique, ſans que l'on en puiſſe accorder de ſemblables à aucuns autres Vaiſſeaux, que ceux qui appartiendront à ce Negoce; & cela empêchera qu'ils ne ſoient troublez ni attacquez par les Vaiſſeaux des Nations, qui ſeront ou ſe déclareront Ennemies des deux Couronnes: Et pour cet effet Sa Majeſté de la *Grande-Bretagne* ſe charge de ſoliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoiſſance, & ſeront obligez d'ordonner à leurs Sujets de s'y conformer & de l'obſerver exactement & ponctuellement. ANNO 1713.

XLI. Que tout le contenu du preſent Contract, & des Conditions, qui y ſont inſerées, comme auſſi de tout ce qui y ſera joint ou en dépendra, ſera accompli & executé avec ſincerité & exactitude, en ſorte qu'il ne s'y trouve aucun obſtacle, ſous quelque pretexte, cauſe ou motif que ce ſoit. Et pour cet effet Sa Majeſté doit ſuſpendre, comme elle ſuſpend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privileges, Etabliſſemens, Uſages & Coutumes, qui y ſont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de *l'Amerique* appartenant à Sa Majeſté, ou elles pourroient ſubſiſter, pendant le terme de trente ans, que cet Aſſiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux *Aſſientiſtes* pour retirer leurs Effets & ajuſter leurs comptes, comme il a déja été dit. Cependant ces Loix là &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contract, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de ſes trente-trois années.

XLII. Enfin, Sa Majeſté accorde auxdits *Aſſientiſtes*, à leurs Agens, Facteurs, Miniſtres, Officiers civils & militaires, tant par mer que par terre, toutes les Graces, Libertez, Privileges & Exemptions, qui aient jamais été accordées à d'autres *Aſſientiſtes*, ſans aucune reſtriction ou limitation, entant que cela ne ſera pas contraire à ce dont on eſt convenu, & qui eſt exprimé dans les Articles précedens, que leſdits *Aſſientiſtes* s'obligent pareillement d'accomplir & d'executer ponctuellement.

Outre les Articles précedens, dont on eſt convenu en faveur de la Compagnie *Angloiſe*, Sa Majeſté Catholique, en conſideration des pertes, que d'autres *Aſſientiſtes* ont ſoutenues, & à condition expreſſe, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce défendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit: & pour manifeſter à Sa Majeſté *Britannique*, à quel point Elle ſouhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correſpondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Aſſiento, par ſon Décret Royal du 12. Mars de cette preſente année, un Vaiſſeau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit ſubſiſter, pour négocier aux *Indes*, Sa Majeſté Catholique aiant une quatriéme partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Aſſiento: Et outre cette quatriéme partie, Sa Majeſté Catholique doit encore recevoir 5. pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'*Angleterre*; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandiſes, que châcun de ces Vaiſſeaux-là tranſportera qu'au tems de la Foire: Et au cas qu'aucun de ces Vaiſſeaux-là arrivât aux *Indes* avant les Flotes, ou les Galions, les Facteurs de l'Aſſiento ſeront obligez, de débarquer les Marchandiſes dont ils ſeront chargez, & de les mettre dans des Magazins, qui ſeront fermez à deux clefs, dont l'une ſera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que leſdites Marchandiſes ne puiſſent être vendues que pendant le tems de la Foire; & elles ne payeront aucun Droit aux *Indes*.

Et d'autant que je veux, & qu'il eſt de mon bon plaiſir, que tout ce qui eſt contenu dans châcun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inſeré ci deſſus, & dans le dernier de tous, ajoûté de mon propre mouvement, ait ſon entier effet; Je les approuve & ratifie par ces préſentes, & en ordonne l'obſervation, l'accompliſſement & l'execution à la lettre, en tout & par tout, ſelon la teneur du tout & de châque Article, & de ce qui y eſt déclaré; & que l'on ne faſſe, ni ne ſouffre qu'on faſſe rien qui ſoit contraire à la teneur ou forme d'iceux, ſuſpendant, comme je ſuſpens pour cette fois, toutes les Loix & défences, qui y peuvent être contrai-

ANNO 1713. traires : Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvû que la Compagnie *Angloise* s'acquite de son côté du devoir de ce Contract, entant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En témoignage de quoi j'ai accordé à Mylord *Lexington*, Ministre de Sa Majesté de la *Grande-Bretagne* en cette Cour, le present Ecrit, & l'acceptation de ce Contract, qui répond de son accompliſſement & de sa validité, & lequel en vertu de mes Ordres Royaux, a été dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des *Indes*, le 26. jour du présent mois de cette année : Et je veux, que pour l'execution de tout ce qui est mentionné dans cet Assiento, toutes les Cedules, Expeditions & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accompliſſement, soient publiés en leur propre tems : Et les Controleurs des Comptes de mon dit Conseil, doivent prendre connoissance des présentes. Fait à *Madrid* le 26. jour de Mars 113,

MOI LE ROI.

Par ordre de notre Seigneur le Roi,

Don BERNARDO TINAGUERO DE LA ESCALERA.

CL.

Avril. Tractat zwischen Ihro Röm. Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. Carl des VI., und Ihro Königl. Majest. in Preussen Fridrich Wilhelms / Krafft dessen dem König von Ihro Kayserl. und Königl. Majest. Dero Antheil des Ober-Quartiers von Geldern / benantlich die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt von Geldern / wie auch die Städte / Ämbter und Herrschafften / Strahlen / Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerssen, Afferden und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, und das Land von Kessel abgetretten worden / dahingegen der König sich allen hierauf gehabten Forderungen / wovor der letzt verstorbene König in Spanien Carolus II., ihme verhafftet ware / begeben. Utrecht den 2. April 1713. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale au Congrès d'Utrecht.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, &* FREDERICK GUILLAUME *Roi de Prusse d'autre part : par lequel Sa Maj. Imp. & Catholique cede & transporte audit Roi, diverses Places, Villes & Lieux situés dans le Duché de* Gueldres, *Savoir, la Ville & Bailliage de* Gueldres; *les Villes & Bailliages de* Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerssen, Afferden, Weel, Racy & le petit Kevelaer, *avec le Païs de* Kessel, *pour satisfaction de ses anciennes pretentions à la charge du feu Roi d'Espagne* CHARLES II. *Moyennant quoi auſſi S. M. Prussienne renonce à toutes ſesdites pretentions, & ſe tient pour contente. A Utrecht le 2. Avril* 1713.

ZU wissen / denen es nöthig / daß nachdeme von Ihro Röm. Kayserl. Majest. Leopoldo I. glorwürdigsten Andenckens / auf sichere Arth und Weise / und unter gewissen Bedingnüssen versprochen worden / ein und andere Forderungen / womit der letzt-verstorbene König in Hispanien Carolus II. Höchstseel. Andenckens dem König in Preussen verhafftet gewesen / auf Sich zu nehmen. Hierauf auch erfolget / daß deren Befriedigung : von Höchstgedachten König in Preussen verlanget / und deßhalben ein ansehnlicher Theil des Ober-Quartiers von dem Spanischen Geldern innen behalten worden. So ist zu Stifft- und Erhaltung guten Vernehmens / und in Ansehung der stattlichen Verdienste / welche der letzthin abgelebte König in Preussen glorwürdigsten Andenckens um das Ertz-Haus von Österreich samt ganzen gemeinen Wesen erworben / und von dem jezo in der Regirung mit gleichmässigen Patriotischen Eyffer eintretenden Nachfolger Königl. Majest. ferner verhoffet werden / Endes bestimmt. dato zwischen beyderseits allerhöchstgedachten Kayserl. und Königl. Majest. zu gegenwertigen Friedens-Congress bevollmächtigten Ministris, und zwar an Seiten Ihrer Röm. Kayserl. und Cathol. Königl. Majest. denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Philipp Ludwig des Heil. Röm. Reichs Erb-Schatz-Meistern Grafen von Sinzendorff und Thannhausen / Freyherrn zu Ernstbrunn / Herrn deren Herrschafften Gföll / Groß Selowiz &c. Burggrafen zu Rheinegg / Obrist-Erb-Kampt-Richtern und Schildtragern / wie auch Obrist-Erb-Lands-Vorschneidern in Ober- und unter-Österreich / Erb-Schencken in Österreich ob der Enns / der Röm. Kays. in Germanien Hispanien zu Hungarn und Böheimb Königl. Maj. Cämmereren / würcklich Geheimen Rath / Obristen Hoff-Canzlers / Rittern des guldenen Flusses / und Ersten Gevollmächtigten zu dem allgemeinen Friedens-Congress, &c. Dann Michael Achat Freyherrn von Kirchnern / Herrn zu Geraleß / Humpoleten / Pollerskirchen / Rothenthurn und Quittenau &c. Ihrer Röm. Kayserl. Maj. wurcklichen Reichs-Hof-Rath &c. An Seiten Ihro Königl. Maj. in Preussen aber denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Otto Magnus des Heyl. Römisch. Reichs Grafen von Dönhoff / Erb-Herrn zu Fridrichstein / Wenefeld und Schönmorn &c. Sr. Königl. Majest. in Preussen Etats-Ministern und würcklichen Geheimen Kriegs-Rath / General-Lieutenant von der Infanterie, des Preussischen schwartzen Adlers Rittern / Gouverneur und Ober-Hauptmann zu Memmel / und ersteren Plenipotentiario zu dem allgemeinen Friedens-Congress &c. Dann Johann August Marchal von Biberstein, würcklichen Geheimen Etats-Rath / Ober Herolds-Meistern / Ambts Hauptmann zu Giebichenstein und St. Moritzburg &c. des Preußischen schwartzen Adlers und des St. Johannis-Ordens Rittern &c. verglichen und abgeredet worden. Es begeben sich

Artic. I.

Ihro Königl. Majest. in Preussen obgedachter Forderungen und renunciren auf dieselbe völlig / jedoch mit Vorbehalt derer jenigen welche auf die Niederländischen Provinzien bereits würcklich ausgesezet / und angewiesen worden / ziehen auch sogleich bey Einräumung der Possession der nachbenannten cedirten Lande ihre Trouppen aus der Vestung Venlo und dem Fort St. Michel.

Artic. II.

Dagegen überlassen Ihro Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. in bester Form Rechtens Dero Antheil des Ober-Quartieres von Geldern / welches der König von Preussen vor jetzo innen hat / benenntl. die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt und Nieder-Ambt von Geldern mit allem was darzu gehöret / und davon dependiret / insonderheit auch die Städte / Ämbter und Herrschafften / Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck Aerssen,

ANNO 1713. sen, Afferden, und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, samt allen ihren Zugehörungen und Dependenzien/ ferner die Amanie Krickenbeck, mit allem was dazu gehöret/ oder davon dependiret. Ingleichen das Land von Kessel gleichfals mit dessen Appertinenzien und Dependenzien allenthalben von obgedachten Ammanien und völligem Distrikt, nichts ausgeschlossen/ ausser Erkelentz und dessen Zugehör und Dependenzen/ an Höchstgedachte Se. Königl. Maj. Fridrich Wilhelm, König in Preussen und dessen Erben und Nachkommen Mann- und Weibl. Geschlechts in der Qualität/ wie solches/ bis anhero bey dem Erz-Hause Oesterreich gewesen und mit aller Lands-Fürstl. Hochheit/ Rechten und Gerechtigkeiten/ Einkünfften und Vortheylen/ sie mögen Nahmen haben wie sie wollen/ ebener massen wie solches bis anhero das Erz-Haus Oesterreich/ und sonderlich der letzt verstorbene König in Hispanien besessen und innen gehabt; jedoch mit denen darauf haffenden Beschwerungen und Pfandschafften. Es setzen auch Ihro Kayserl. Maj. Se. Königl. Maj. in Preussen bey Auswechselung der Ratificationen dieses Tractats in die würckliche Possession aller der cedirten Stücke/ welche Seine Königl. Maj. noch nicht besitzen.

ANNO 1713.

Artic. III.

Was die Lehenschafften betrifft/ welche innerhalb obgedachten Districts gelegen/ oder zu denen angewiesenen Ammanien bisher gezehlet/ oder geschlagen worden/ darüber soll dem König in Preussen das Dominium directum, samt allem was darvon dependiret/ ohne einige Ausnahme/ zustehen/ dahingegen alle die/ welche ausserhalb des abgetretenen Antheil Landes zu b finden/ es seye in dem übrigen Geldern/ oder an welchem Orthe es immer wolle/ Ihro Kayserliche Majestät ebenfals mit aller Lehn und Oberherrl. juribus vorbehalten bleiben.

Artic. IV.

Die Römische Catholische Religion soll allenthalben in Städten/ so wohl als auf dem Lande durchgehends in dem Zustande verbleiben/ wie solche zu der Zeit Caroli II. gewesen/ und darinnen/ wie auch allen darbey üblichen öffentlichen und andern Ceremonien/ als Processionen/ Wallfahrten/ Leich-Begängnüssen/ und dergleichen weder directe noch per indirectum die geringste Neuerung oder Änderung/ unter was schein und Vorwand es auch immer seyn möge/ gemachet werden.

Artic. V.

Und gleichwie Ihro Römische Kayserliche und Catholische Königliche Majestät die Benennung und Nomination eines Bischoffen zu Ruremond ohne des bevorbleibet/ also soll gedachtem Bischoff und seinen Nachfolgern die Geistliche Jurisdiction und das Jus Diœcesanum in dem vorhin gehabten völligen Distrikt gelassen werden/ wie er solche zu Zeit Caroli II. exerciret. Wie dann auch

Artic. VI.

Die Klöster/ Kirchen/ Hospitäler/ Schulen/ Seminaria, samt allen Geistlichen Stifftungen ohne einige Beschränckung vor die Römische Catholische Religion, wie vorhinn/ verbleiben/ und unter die Aufsicht und Collatur des Bischoffs zu Ruremond gelassen/ auch die Beneficia Ecclesiastica durch niemand ausser selben vergeben werden sollen.

ANNO 1713.

Artic. VII.

Was anlangt die Privilegia und Freyheiten des Landes und der sämtl. Stände und Unterthanen/ so ist durch Ihro Königl. Majest. versprochen worden/ solche gewöhnlicher massen/ vermög des zu Venlo Anno 1543. geschlossenen Tractats, beschweren zu lassen/ und die sämtl. Stände und Unterthanen dabey ruhig und ungekränckt zu erhalten/ auch niemand zu gestatten etwas dargegen zu thun/ insonderheit Krafft derselben

Artic. VIII.

Alle und jede Ehren-Ämbter/ so wohl bey der Lands-Regierung als in Städten/ Obrigkeiten/ Magistraten und Gerichten mit Eydgesessenen Römisch-Cathol. Personen zu besetzen/ und

Artic. IX.

Zu Handhabung der Justiz ein eygenes Tribunal zu bestellen/ damit die Stände und Unterthanen vor keine Gerichtbarkeit ausserhalb Landes gezogen werden mögen/ oder da darbey Schwürigkeiten hervor kommen solten/ Sich darüber mit Ihren Land-Ständten zu vernehmen.

Artic. X.

Und weil auch die Einrichtung derer Landschaffts-Angelegenheiten/ wie solche hinführo ohne ein des andern Theils Nachtheil gesondert/ und die auf die Totalitatem Provinciæ genommene Schulden bezahlet/ und versichert werden können/ eine besondere Untersuchung erfordert/ als sollen darzu von beyden seithen forderlamst Commissarii benennet/ und sowohl hierin/ als wo es sonst nöthig/ die Billigkeit beobachtet werden.

Artic. XI.

Auch haben beyde Theile sich anheischig gemacht/ keine neue Vestung an der Maaß in dem Geldrischen Bezirck zu bauen.

Artic. XII.

Wegen der jährlichen Rendten von Achzig Tausent Gulden/ welche auf die Maaß-Zölle verschrieben seind/ und von Friedrich Heinrich Prinzen von Oranien Christlöblicher Gedächtnus herrühren/ ingleichen wegen Daesberg, St. Veit, Vianden, und Butgenbach, wie auch wegen allen übrigen zur Oranischen Succession gehörigen/ und in den Spanischen Niderlanden belegenen Stucken/ werden Seiner Königlichen Majestät in Preussen Ihre Jura reserviret.

Artic. XIII.

Diesen Tractat werden beyde Theile innerhalb 6. Wochen à Dato der Unterschrifft/ und wo möglich eher ratificiren. Zu Urkundt dessen haben Eingangs-Benennte Ministri Plenipotentiarii dieses eigenhändig unterschrieben/ und ihr gewöhnliches Petschafft dabey gedruckt. So geschehen Utrecht den Anderten April im

Jahr

ANNO 1713. Jahr Ein Tauſend Sieben Hundert und Dreyzehen.

(L. S.) Philipp Ludwig Graf von Sinzendorf.

(L. S.) Michael Achatz Freyh. v. Kirchnern.

(L. S.) O. M. G. Dönhof.

(L. S.) J. A. Marſchalch von Biberſtein.

Artic. Separat.

Gleichwie nun alles dieſes von Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen erkandlich angenohmen worden / alſo verſprechen Sie dargegen Krafft dieſes / ſo wohl auf den Fall / da der Fried erfolgen / als wider verhoffen der Krieg continuiren ſolte / über die bereits vorhin mit Ihro Kayſerl. und Cathol Königlichen Majeſtät habende Verbündnüſſe und Tractaten Sich genauer mit Deroſelben zu ſetzen / und in ſolche Verfaſſung zu treten / wordurch die Deroſelben zukommende Niderlande ſamt dem Uberreſt des Ober-Quartiers von Geldern bey dem Erz-Haus von Öſterreich erhalten / und künfftig vor allem feindlichen Ueberfall bedeckt bleiben / auch allenthalben die gemeine Ruhe und Sicherheit feſt geſtellet werden möge.

CLI.

3. Mars. 1. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, établi ſur le fondement d'une Separation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Eſpagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi* PHILIPPE *& des Ducs de* BERRI *&* D'ORLEANS *qui y ſont inſerées : comme auſſi ſur la Reconnoiſſance que le Roi T. C. y fait, de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER, *avec promeſſe de ne jamais rien faire, ni permetre qu'il ſoit fait, directement ou indirectement, en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raſer* DUNKERQUE, *& il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Païs dans l'Amerique ſeptentrionale. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Er dans les Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 457. où le Traité ſe trouve auſſi en Latin ſur l'Exemplaire des Anglois. Autre Copie imprimée à la Haye en Latin & en François par ordre des Plenipotentiaires d'Angleterre chez *Th. Johnſon* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre très-cher & bien aimé Couſin le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre très-cher & bien aimé, le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné à Utrecht le onziéme du préſent mois d'Avril, avec le Sr. Jean Evêque de Briſtol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de nôtre très-chére & trés-amée Sœur, la Reine de la Grande-Bretagne, en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainborough, Baron d'Oveiſley, Neumarch, & Raby, Conſeiller de nôtredite Sœur en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de ſon Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtredite Sœur pareillement, munis de ſes Pleinpouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit. ANNO 1713.

D'autant qu'il a plu à Dieu tout puiſſant & miſericordieux pour la gloire de ſon St. Nom, & pour le Salut du Genre humain d'inſpirer en ſon tems aux Princes le déſir reciproque d'une réconciliation qui fit ceſſer les malheurs qui déſolent la terre depuis ſi long-tems, qu'il ſoit notoire à tous & à un chacun à qui il appartiendra que par la direction de la Providence Divine, le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roy T. C. de France & de Navarre, & la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, remplis du déſir de procurer (autant qu'il eſt poſſible à la prudence humaine de le faire) une tranquillité perpetuelle à la Chrêtienté, & portez par la conſidération de l'intereſt de leurs Sujets, ſont enfin demeurez d'accord de terminer cette guerre, ſi cruelle par le grand nombre de combats, ſi funeſte par la quantité du ſang Chrétien qu'on y a verſé, laquelle après s'être malheureuſement allumée il y a plus de dix ans, a toûjours continué depuis avec opiniatreté. Leurs ſuſdites Majeſtez, afin de pourſuivre un projet ſi digne d'Elles, ont nommé & conſtitué de leur propre mouvement, & par le ſoin paternel qu'Elles ont pour leurs Sujets & pour la Chrêtienté, leurs Ambaſſad. Extraordinaires & Plénipotentiaires reſpectifs, ſçavoir S. M. T. C. le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne &c., & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; Et Sa Majeſté Britannique, le Bien Reverend Jean Eveſque de Briſtol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de la Reyne en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainborough, Baron de Neumarch, Overſley, & Raby, Conſeiller de la Reyne en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, Colonel du Régiment Royal de Dragons de Sa Majeſté, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, auxquels leurs Majeſtez Royales ont donné leurs Pleinpouvoirs pour traiter, convenir & conclure une Paix ferme & ſtable. Les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires après pluſieurs Conferences épineuſes tenues dans le Congrez établi pour cette fin à Utrecht ayant enfin ſurmonté, ſans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obſtacles qui s'oppoſoient à l'accompliſſement d'un deſſein ſi ſalutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conſerver à jamais leur ouvrage en ſon entier, & qu'il en fit reſſentir le fruit à la poſterité la plus reculée, & s'être communiqué reſpectivement leurs Pleinpouvoirs dont les copies ſeront inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité, & en avoir duement fait l'échange, ſont enfin convenus des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leurs dites Majeſtez Royales, leurs Peuples & Sujets de la maniére qui ſuit.

I. Il y aura une Paix univerſelle & perpetuelle, une vraye & ſincere amitié entre le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince Louïs XIV. Roy Très-Chrêtien & la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Héritiers & Succeſſeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe; cette Paix ſera

ANNO 1713. inviolablement observée entre eux si religieusement & sincerement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque que cette amitié soit de jour en jour fidellement cultivée, affermie, & augmentée.

II. Toutes inimitiez, hostilitez, guerres & discordes entre ledit Roy Très-Chrêtien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs Sujets, cesseront & demeureront éteintes & abolies, en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir de se faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquieter en quelque maniére que ce soit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particuliérement dans toute l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne sans aucune exception.

III. Tous les torts, dommages, injures, offenses que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs Sujets auront soufferts & receus les uns des autres pendant cette guerre, seront absolument oubliez; & leurs Majestez & leurs Sujets pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ni ne commanderont, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part, ni d'autre, aucun acte d'hostilité, ou d'injustice, trouble ou préjudice, de quelque nature ou maniére que ce puisse être, par autruy ou par soi-mesme, en public ou en secret, directement ou indirectement, par voye de fait ou sous prétexte de justice.

IV. Et pour affermir de plus en plus l'amitié fidele & inviolable qui est établie par cette Paix, & pour prévenir tous prétextes de défiance qui pourroient naistre, en quelque tems que ce soit, à l'occasion de l'ordre & Droit de Succession héreditaire établie dans le Royaume de la G. B. de la maniére qu'elle a été limitée par les Loix de la Gr. B., tant sous le Regne du Roy Guillaume III. de très-Glorieuse Mémoire, que sous le présent Régne de lad. Reyne, en faveur de ses Descendans, & au défaut d'iceux, en faveur de la Séréniſſime Princesse Sophie, Doüairiere de Brunswik-Hannover, & ses Héritiers dans la Ligne Protestante d'Hannover: Et afin que cette Succession demeure ferme & stable, le Roy T. C. reconnoist sincerement & solemnellement lad. Succession au Royaume de la G. B. limitée comme dessus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de l'avoir pour agréable à présent & à toûjours, engageant à cet effet son honneur & celuy de ses Successeurs, promettant en outre sous la même foy & parole de Roy & sous le même Engagement d'honneur, tant pour luy que pour ses Heritiers & Successeurs, de ne reconnoistre jamais qui que ce soit pour Roy ou Reyne de la G. B., si ce n'est lad. Reyne & ses Successeurs selon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus de force à cette reconnoissance & promesse, le Roy T. C. promet que luy & ses Successeurs & Héritiers apporteront tous leurs soins pour empescher que la personne qui du vivant du Roy Jacques II. avoit pris le titre de Prince de Galles, & au décès dud. Roy celuy de Roy de la G. B., & qui depuis peu est sorti volontairement du Royaume de France pour demeurer ailleurs, ne puisse y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & sous quelque pretexte que ce puisse être.

V. Le Roy T. C. promet de plus tant en son nom que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne jamais troubler, ni molester lad. Reyne de la G. B., ses Héritiers & Successeurs, issus de la Ligne Protestante, qui possederont la Couronne de la G. B. & les Etats qui en dépendent; & de ne donner ni luy, ni aucun de ses Successeurs, directement ou indirectement, par Terre ou par Mer, en Argent, Armes, Munitions, appareil de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, & en quelque maniére ou en quelque tems que ce soit, aucune assistance, secours, faveur, ni conseil à aucune personne ou personnes quelles qu'elles puissent être, qui sous quelque prétexte ou cause que ce soit, voudroient s'opposer à l'avenir à lad. Succession soit ouvertement, ou en fomentant des séditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu dessd. Actes du Parlement occuperont le Throsne de la G. B., ou contre le Prince ou la Princesse en faveur de qui lad. Succession à la Couronne de la G. B. sera ouverte par lesdits Actes du Parlement. ANNO 1713.

VI. D'autant que la Guerre, que la présente Paix doit éteindre, a été allumée principalement, parceque la seureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas absolument souffrir que les Couronnes de France & d'Espagne fussent réünies sous une même teste, & que sur les instances de Sa Majesté Britannique, & du consentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on est enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine, à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moiennant des Rénonciations conçûes dans la meilleure forme, & faites en la maniére la plus solemnelle dont la teneur suit ci-après.

S'ensuivent ici les (1) *Actes concernant les Rénonciations réciproques du Roy* PHILIPPE *d'une part, & de M. le Duc de* BERRY *& de M. le Duc d'*ORLEANS *d'autre part, &c.*

Etant suffisamment pourvû par la rénonciation ci-relative, laquelle doit être éternellement une Loi inviolable & toûjours observée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de la posterité, puisse jamais aspirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'une autre costé les rénonciations réciproques à la Couronne d'Espagne faites par la France, ainsi que les autres Actes qui établissent la Succession héreditaire à la Couronne de France, lesquelles tendent à la même fin; ayant aussi suffisamment pourvû à ce que les Couronnes de France & d'Espagne demeurent separées & désunies; de maniére que les susd. Rénonciations & les autres Transactions qui les regardent, subsistant dans leur vigueur & étant observées de bonne foi, ces Couronnes ne pourront jamais être réünies: Ainsi le Séréniſſime Roi T. C. & la Séréniſſime Reine de la G. B. s'engagent solemnellement, & par parole de Roi, l'un à l'autre, qu'eux ni leurs Héritiers & Successeurs ne feront jamais rien, ni ne permettront que jamais il soit rien fait capable d'empêcher les Rénonciations & autres Transactions susd. d'avoir leur plein & entier effet; au contraire leurs Majestez Royales prendront un soin sincere & feront leurs efforts, afin que rien ne donne atteinte à ce fondement du salut public, ni ne puisse l'ébranler: En outre S. M. C demeure d'accord & s'engage que son intention n'est pas de tâcher d'obtenir, ni même d'accepter à l'avenir que pour l'utilité de ses Sujets, il soit rien changé, ni innové dans l'Espagne ni dans l'Amérique Espagnole, tant en matiére de Commerce qu'en matiére de Navigation, aux usages pratiquez en ces Païs sous le Regne du feu Roi d'Espagne Charles II., non plus que de procurer à ses Sujets dans les susd. Païs aucun avantage qui ne soit pas accordé de même dans toute son étendue aux autres Peuples & Nations lesquelles y négotient.

VII. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets de leursd. Majestés, de même qu'ils l'ont toûjours été en tems de Paix, & avant la Déclaration de la derniere Guerre, & particuliérement de la maniére dont on est convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII. Les voyes de la Justice ordinaires seront ouvertes & le cours en sera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéïssance de leurs Majestez, & leurs Sujets de part & d'autre pourront librement y faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, suivant les Loix & Statuts de chaque Païs.

IX. Le Roi T. C. fera raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, combler le Port, ruiner les Ecluses, qui servent au nétoiement dud. Port, le tout à ses dépens & dans le terme de cinq mois

(1) Il y en a six, Savoir; 1. La Renonciation du Roi *Philippe* faite à Madrid le 5 Novembre 1712. reïtetée & confirmée au Buenretiro le 7. du même Mois. 2 Le Certificat de D. *François Antoine de Quintores*, Notaire public & du consentement, approbation & confirmation des Etats de Castille sur ladite Renonciation, datté à Madrid le 9. Novembre 1719. 3. Renonciation du Duc de Berri à la Couronne d'Espagne, faite à Marli le 24. Novembre 1712 4. Celle du Duc d'Orleans faite à Paris au Palais Royal le 19 Novembre 1712. 5. Les Lettres Patentes du Roi T. C. données au Mois de Decembre 1700 pour conserver au Duc d'Anjou son Petit-Fils le Droit de pouvoir succeder à la Couronne de France. & 6 les autres Lettres Patentes de ce même Roi données à Versailles au Mois de Mars 1713 cassant & annu'lant celles-là, admettant & autorisant les susdites Renonciations. Toutes ces Pieces se peuvent trouver ci devant sous leurs propres dattes. On les a retranchées du Traité pour éviter une repetition inutile. [DUM.]

ANNO 1713. mois après la Paix concluë & signée, sçavoir les ouvrages de Mer dans l'espace de deux mois, & ceux de terre avec lesd. Ecluses dans les trois suivans, à condition encore que lesd. Fortifications, Ports & Ecluses ne pourront jamais être rétablis, laquelle démolition toutefois ne commencera qu'après que le Roi T. C. aura été mis en possession généralement de tout ce qui doit être cedé en équivalent de la susd. démolition.

X. Le Roi T. C. restituera au Royaume & à la Reine de la G. B. pour les posséder en plein Droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudson avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y sont situez, sans rien excepter de l'étendue desd. Terres & Mers possedez présentement par les François ; le tout aussi bien que tous les Edifices & Forts construits, tant avant que depuis que les François s'en sont rendus Maistres, seront délivrez de bonne-foy en leur entier, & en l'état où ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des Sujets de la Reine de la G. Br. munis de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres Sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer desd. Terres & Détroit, par terre ou par mer, avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espéce qu'ils soient, à la reserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudson & les lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux Sujets des deux Nations de passer lesd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françoises & Britanniques dans ces Païs-là.

XI. Le Roy T. C. fera donner une juste & équitable satisfaction aux Interessez de la Compagnie Angloise de la Baye d'Hudson, des pertes & dommages qu'ils peuvent avoir soufferts pendant la paix, de la part de la Nation Françoise par des Courses ou déprédations tant en leurs personnes que dans leurs Colonies, Vaisseaux & autres Biens, dont l'estimation sera faite par des Commissaires qui seront nommés à la réquisition de l'une ou de l'autre des Parties. Les mêmes Commissaires prendront connoissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des Sujets de la G. B. touchant les Vaisseaux pris par les François durant la Paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année derniére dans l'Isle de Monferrat, ou autres, que de la part des Sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de Nevis & au Fort de Gambi & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les Sujets de la G. B. en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, meus entre les deux Nations, & qui n'ont point encore été réglées ; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII. Le Roi T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui feront foy de la cession faite à perpetuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophle que les Sujets de Sa Majesté Brit. désormais posséderont seuls ; De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformement à ses anciennes limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appellée Annapolis Royale, & généralement de tout ce qui dépend desd. Terres & Isles de ce Païs-là, avec la Souveraineté, proprieté, possession & tous Droits acquis par Traitez ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cede & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une maniére & d'une forme si ample qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lesd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieuës près des costes de la nouvelle Ecosse au Sudest, en commençant depuis l'Isle appellée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest. ANNO 1713.

XIII. L'Isle de Terreneuve avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce Païs-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce Traité, ou plutost si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient encore posséder dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses Sujets puissent désormais prétendre quoique ce soit, & en quelque tems que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacentes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour secher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres temps, que celui qui est propre pour pêcher, & necessaire pour sécher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits Sujets de la Fr. de pescher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appellé Cap de Bona Vista, jusqu'à l'extremité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appellé Pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entiere faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs Places.

XIV. Il a esté expressément convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cedées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roy T. C., les Sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliaires, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néantmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent jouïr de l'exercice de la Religion Catholique Romaine entant que le permettent les Loix de la G. B.

XV. Les habitans du Canada & autres Sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soûmis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amérique, amies de cette Couronne. Pareillement les Sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains Sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouïront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françoises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux qui seront ou devront être censez Sujets & amis de la France, ou de la G. B.

XVI. Toutes les Lettres, tant de représailles que de marque & de contremarque qui ont été délivrées jusqu'à present pour quelque cause, & occasion que ce puisse être, demeureront & seront reputées nulles, inutiles, & sans effet, & à l'avenir aucune desd. Majestez n'en délivrera de semblables contre les Sujets de l'autre s'il n'apparoist auparavant d'un délay ou d'un dény de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la Requeste de celuy qui demandera des Lettres de représailles, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le Païs de la part du Prince contre les Sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire en sorte que le Deffendeur satisfasse incessamment le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les Sujets duquel on demandera lesdites Lettres, l'on ne les expediera encore qu'après quatre mois expirez à compter du jour que la Requeste de celuy qui demandera lesdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les Sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII. D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le $\frac{11}{21}$. Aoust & prorogée ensuite pour quatre mois entre les Parties contractantes, il est expressément stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part &

ANNO 1713. d'autre doivent demeurer à celui qui s'en eſt rendu Maiſtre, ou être reſtituez à leur premier Propriétaire, il a eſté convenu que dans leſdits cas les conditions de la ſuſpenſion d'armes demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces ſortes de priſes faites, ſoit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, ſera executé de bonne foy ſelon leur teneur.

XVIII. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cauſe quelle qu'elle puiſſe eſtre, qu'aucun des Sujets deſd. Majeſtez fit, ou entreprit quelque choſe par terre, par mer ou autres eaux en quelque lieu du monde que ce ſoit, qui put contrevenir au préſent Traité, & en empêcher l'entiére execution, ou de quelqu'un de ſes Articles en particulier, la Paix & bonne correſpondance retablie entre ledit Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. ne ſera pas troublée, ni cenſée interrompue à cette occaſion, & elle demeurera toujours au contraire en ſon entiére & premiére force & vigueur ; Mais ſeulement celuy deſdits Sujets qui l'aura troublée, repondra de ſon fait particulier, & en ſera puni conformément aux Loix en ſuivant les régles établies par le Droit des gens.

XIX. Et s'il arrivoit auſſi (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les mésintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, ſe renouvellaſſent entre leurſdites Majeſtez & qu'ils en vinſſent à une guerre ouverte, tous les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les effets mobiliaires des Sujets de l'une des deux Parties qui ſe trouveront engagez dans les Ports & Lieux de la Domination de l'autre, n'y ſeront point confiſqués ni en aucune façon endommagez. Mais l'on donnera aux Sujets deſdites Majeſtez le terme de ſix mois entiers à compter du jour de la rupture, pendant leſquels ils pourront ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble ni empêchement, vendre, enlever ou tranſporter où bon leur ſemblera, leurs biens de la nature cy-deſſus exprimée & tous leurs autres effets, & ſe retirer eux-mêmes.

XX. Il ſera donné à tous & à chacun des Hauts-Alliez de la Reine de la G. B. une Satisfaction juſte & équitable, ſur ce qu'ils peuvent demander légitimement à la France.

XXI. Le Roy T. C. en conſidération de la Reine de la G. B. conſentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Réligion, ſoit conforme à la teneur des Traitez de Weſtphalie, enſorte qu'il paroiſſe manifeſtement que l'intention de S. M. T. C. n'eſt point & n'a point eſté, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII. Le Roy T. C. promet encore qu'il fera inceſſamment aprés la Paix faite, faire Droit à la Famille d'Hamilton au ſujet du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont ſur les prétentions qu'il a en France, comme auſſi au Sr. Charles Douglas touchant quelques Terres en fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII. Du conſentement réciproque du Roy T. C. & de la Reyne de la G. Bretagne, les Sujets de part & d'autre faits priſonniers pendant la guerre, ſeront remis en liberté ſans diſtinction & ſans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV. Le Traité de Paix ſigné aujourd'huy entre S. M. T. C. & S. M. Portugaiſe ſera partie du préſent Traité, comme s'il eſtoit inſeré icy mot à mot, Sa Majeſté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert ſa Garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus ſolemnelles pour la plus exacte obſervation & execution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV. Le Traité de Paix de ce jourd'huy entre S. M. T. C. & ſon Alteſſe Royale de Savoye eſt ſpécialement compris & confirmé par le préſent comme partie eſſentielle d'iceluy, & comme ſi ledit Traité eſtoit inſeré icy mot à mot Sa Majeſté la Reyne de la G. B. s'engageant expreſſement aux mêmes promeſſes de maintenance & de garantie ſtipulées par ledit Traité, ou celles par elle cy-devant promiſes.

XXVI. Le Séréniſſime Roy de Suede, ſes Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme auſſi le Grand Duc de Toſcane, la République de Gennes & le Duc de Parme, ſont inclus dans ce Traité de la meilleure maniére.

XXVII. Leurs Majeſtez ont auſſi-bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anſéatiques, nommément Lubeck, Brême, & Hambourg, & la Ville de Dantzick, à cet effet qu'après que la Paix générale ſera faite, elles puiſſent jouïr à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant joui en vertu des Traitez, ou anciens uſages. ANNO 1713.

XXVIII. Seront en outre compris dans le préſent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications qui en ſeront fournies, ou dans l'eſpace de ſix mois après, ſeront nommez à cet effet de part & d'autre & dont on conviendra réciproquement.

XXIX. Enfin les Ratifications ſolemnelles du préſent Traité, expediées en bonne & dûë forme, ſeront raportées & échangées de part & d'autre à Utrecht, dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plutoſt s'il eſt poſſible, à compter du jour de la ſignature.

XXX. En foy de quoy, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B. avons ſigné les préſens Articles de nôtre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. *Avril.* 1713.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de *France*, & de *Navarre*, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétabliſſement d'une Paix ſincere & ſolide, que nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reine de la *Grande-Bretagne* a fait paroiſtre le meſme déſir, & qu'il y a lieu d'eſperer que les Conférences, qui ſe tiennent à *Utrecht* pour parvenir à un bien auſſi déſirable, auront bien tôt un heureux ſuccés; Voulant encore apporter tous Nos ſoins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entiérement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour nôtre Service de noſtre très-cher & bien amé Couſin le Marquis *d'Huxelles*, Marechal de *France*, Chevalier de Nos Ordres, & noſtre Lieutenant Général au Gouvernement de *Bourgogne*, & de noſtre cher & bien-amé le Sieur *Meſnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel*. Pour ces Cauſes & autres bonnes Conſidérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député & par ces préſentes ſignées de noſtre Main, commettons, ordonnons & députons les dits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpécial, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de noſtre dite Sœur, reveſtus de ſes Pouvoirs en bonne forme; arreſter, conclure, & ſigner tels Traités de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviſeront bon eſtre. Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cauſe légitime, l'autre ait le meſme Pouvoir de conférer, négotier, traiter, arreſter, conclure, & ſigner tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous propoſons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets, en ſorte que Nosdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négotiation avec noſtre dite Sœur, avec la meſme authorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial, non contenu en ces préſentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable & tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir, & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles* & *Meſnager*, ou l'un d'entre eux dans leſdits cas d'abſence ou de Ma-

ANNO 1713. Maladie, auront ſtipulé, promis, & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être ; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour eſtre échangées dans le tems dont il ſera convenu par les Traitez à faire. Car tel eſt noſtre plaiſir. En temoin de quoy, Nous avons fait mettre notre Séel à ces Préſentes. Donné à *Verſailles* le quatriéme jour de Mars, l'An de grace mil ſept cens treize, & de noſtre Regne le ſoixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et ſur le Reply, Par le Roy,

COLBERT.

Inſtrumentum Mandati pleni & autoritatis Magnæ Britanniæ Reginæ.

ANNA, Dei gratia, *Magnæ Britanniæ*, *Franciæ*, & *Hiberniæ* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Conventus pro Pace generali ineunda Anni proxime præteriti initio *Ultrajecti* ad Rhenum habitus, variis, præter ſpem & vota noſtra, injectis Impedimentis ultra menſem decimum quartum productus fuerit ; Jam vero, favente Dei Optimi Maximi bonitate, (qui Concordiæ amorem Partium Belligerantium mentibus fortius inſpirare dignatus eſt) ad finem tam diu deſideratum, & *Europæ* Tranquillitati Salutique adeo neceſſarium, fœliciter ſpectare videatur : Nos tandem accommodatis cum bono Fratre noſtro *Rege Chriſtianiſſimo*, noſtris utrinque tam Pacis, quam Commerciorum rationibus, quo Miniſtri noſtri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucuſque freti, Provinciæ huic exornandæ ſumma cum noſtra Approbatione incubuerunt, majori cum ſplendore Operi huic maxime ſalutari Coronidem imponere poſſint, Eos ampliſſimo Legatorum noſtrorum Extraordinariorum Charactere inſignire æquum eſſe judicavimus. SCIATIS igitur quod Nos Fide, Induſtria, & in Rebus Magni momenti tractandis Uſu ac Perſpicacia Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri, *Johannis Epiſcopi Briſtolienſis*, *Privati noſtri Sigilli Cuſtodis*, *Decani Windeſorienſis*, & *Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii*, & *perquam fidelis & prædilecti Conſanguinei & Conſiliarii noſtri Thomæ Comitis de Strafford*, *Vice-Comitis Wentworth*, *Woodhouſe & Stainborough*, *Baronis de Raby*, *Exercituum noſtrorum Locum-Tenentis Generalis*, *Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii*, *Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Equitis*, & *Legati noſtri extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii*, plurimum confiſæ, Eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per Præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus, Noſtros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commiſſarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iiſdem, conjunctim vel diviſim, omnem & omnimodam Poteſtatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum Generale, pariter ac ſpeciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, quos prædictus *Rex Chriſtianiſſimus*, ſufficiente Authoritate inſtructos, ex ſua parte deputaverit, *Civitate Ultrajectina ad Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honeſtis, inter Nos & dictum *Regem Chriſtianiſſimum*, tractandi, conveniendi, & concludendi ; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis & noſtro Nomine ſignandi, ſuperque concluſis Inſtrumenta quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quæ quovis modo neceſſaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut ſupra dictum eſt, ineundas, ſtabiliendaſque, vel quomodolibet opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi effectuque pari, ac Nos Ipſæ, ſi intereſſemus, facere ac præſtare poſſimus ; Spondentes, ac in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula, quæcunque à dictis noſtris Legatis Extraordinariis, Commiſſariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel diviſim, vi præſentium tranſigi, concludi, & ſignari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorſus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum apponi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro *Divi Jacobi*, vigeſimo quarto die Menſis *Martii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo $\frac{\text{duodecimo}}{\text{decimo tertio}}$ Regnique noſtri duodecimo.

ANNO 1713.

Approbatio Tractatus Pacis initæ inter Magnæ Britanniæ Reginam & Regem Chriſtianiſſimum, exhibita a parte Magnæ Britanniæ Reginæ.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. omnibus & ſingulis ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiæque omnis Autori placuerit ſtudiis hinc Noſtris, inde vero Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis Ludovici XIV., Regis Chriſtianiſſimi boni Fratris Noſtri, ita favere, ut funeſtiſſima belli flamma, quæ tamdiu in hiſce Orbis Chriſtiani partibus flagravit, feliciter tandem reſtingueretur ; Et Legati utrinque Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad opus adeo ſalutare Mandatis atque authoritate ſufficienter inſtructi, Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & dictum Regem Chriſtianiſſimum Die $\frac{\text{trigeſimo primo Martii S.V.}}{\text{undecimo Aprilis S.N.}}$ Trajecti ad Rhenum concluſerint, ſignaverintque forma & verbis quæ ſequuntur.

Fiat inſertio.

Nos viſo & perpenſo Tractatu Pacis & Amicitiæ ſupraſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus & Succeſſoribus Noſtris eundem approbamus & ratum firmumque habemus ; ſpondentes & in verbo Regio promittentes Nos prædictum Tractatum omniaque & ſingula quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituras & obſervaturas, neque paſſuras unquam (quantum in Nobis eſt) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur hiſce præſentibus manu Noſtra Regia ſignatis Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ ſigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi ſeptimo die menſis Aprilis, anno Domini 1713. Regnique Noſtri Duodecimo.

Signatum erat,

ANNA REGINA.

Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

NOUS ayant agréable le ſuſdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de noſtre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parolle de Roy, ſous l'obligation & hypotéque de tous & un chacun de nos biens préſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En temoin dequoy nous avons fait mettre noſtre Séel à ces préſentes. Donné à Verſailles le 18. Avril, l'an de grace 1713. & de notre Regne le ſoixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Decla-

ANNO 1713. 11. Avril.

Declaration des Ambaſſadeurs de FRANCE, *au ſujet de la* LANGUE FRANÇOISE *dont on s'eſt ſervi dans l'un des deux Inſtrumens du Traité de Paix. A Utrecht le* 11. *Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 46.]

NOUS ſouſſignés Miniſtres, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. déclarons à la requiſition des Miniſtres, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la concluſion de la Paix, que s'il ſe trouve que l'un des Inſtrumens des Traités faits & ſignés à Breda, & du depuis entre la France & la Grande Bretagne ne ſoit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la Ratification de la Convention faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, MESNAGER.

DE'CLARATION

Des Miniſtres de France touchant la Perſonne nommée au 4. *Article du Traité de Paix.*

AUX Inſtances des Ambaſſadeurs Extraordinaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, les Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté T. C. déclarent, que la perſonne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être ſigné aujourd'hui, pour devoir ſortir de France, en eſt actuellement déja ſortie. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, MESNAGER.

DECLARATIO

Legatorum Magnæ Britanniæ ſuper Mandatis ſuis.

OBSERVANTIBUS S. Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Dominis Legatis Extraordinariis in nonnullis clauſulis imperfectas eſſe Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Dominos Legatos Extraordinarios hodie exhibitas, per præſentes promittunt dicti S. Regiæ Magnæ Britanniæ Legati alias, in quibus defectus indigitati corrigantur, conficiendas, & una cum Ratihabitionibus Fœderum hodie initorum extradendas eſſe. Trajecti ad Rhenum die $\frac{31.\ \text{Martii}}{11.\ \text{Aprilis}}$ Anni 1713.

Signatum,

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

CERTIFICAT

De l'échange des Ratifications des Traités entre la G. B. & la France.

NOUS Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu; le $\frac{31.\ \text{Mars}}{11.\ \text{d'Avril}}$, ont été ratifiés ſolemnellement par Sa Majeſté Britannique & S. M. tres C. & que les Actes des Ratifications ont été échangés ce jourd'hui à Utrecht le $\frac{28.\ \text{Avril}}{9.\ \text{May}}$ 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.) — HUXELLES. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.) — MESNAGER. (L. S.)

INCLUSIO

ANNO 1713.

Regis Boruſſiæ in Tractatu Pacis inter Reginam Britanniæ & Regem Galliæ.

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem.

Quandoquidem Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis & amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigeſimo primo}}{\text{undecimo}}$ Menſis $\frac{\text{Martii}}{\text{Aprilis}}$ proxime præterlapſi inter nos, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Chriſtianiſſimum, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur quo teſtatum faceremus amicitiam ſingularem, qua proſequimur Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Fridericum Gulielmum Boruſſiæ Regem, eum una cum Regno ipſius Boruſſiæ cæteriſque Provinciis ac Terris, ſpeciatim vero, Principatu Novi Caſtri & Valengiæ ad dictam Majeſtatem ſuam pertinentibus nominavimus, ac per præſentes nominamus, & vi Articuli ſupra memorati dictum Regem, una cum Regno Boruſſiæ, cæteriſque Ditionibus ſuperius expreſſis, ſub præfato Pacis & Amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehenſis habemus, ita ut beneficio prorſus eodem, plenaque ſecuritate, & omnibus Pacis commodis utantur, fruanturque, perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerti fuiſſent.

In quorum omnium Teſtimonium & Fidem præſentes manu noſtra Regia ſignatas communi noſtro Sigillo muniri juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington, vigeſimo Die Menſis Julii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

(L. S.)

Ad Mandatum Sereniſſimæ Dominæ Reginæ.

BOLINGBROKE.

INCLUSIO

Rerum publicarum Helvetiæ Evangelicarum.

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem.

Quandoquidem Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigeſimo primo}}{\text{undecimo}}$ Menſis $\frac{\text{Martii}}{\text{Aprilis}}$ proxime præterlapſi inter nos, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Ludovicum XIV. Regem Chriſtianiſſimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur ut ſtudii noſtri favoriſque eximii monumentum habere poſſint, Reſpublicas ſive Cantones Helvetiæ Evangelicos, nempe Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Baſileæ, Schaffhuſii & Abbatiſcellæ, una cum omnibus & ſingulis, quos inter ſe ſe reſpective habent Fœderatis, Republica ſcilicet & Civitate Genevenſi, cum ſuis Dependentiis, Principatu Novi Caſtri & Valengiæ, Civitatibus Sancti Galli, Mulhuſii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis, ſive Griſonibus ſociatis, cum ſuis Dependentiis nominavimus ſicut per præſentes nominamus. Et vi Articuli ſupramemorati dictas Reſpublicas, Cantones, Civitates, Principatum, Ligaſque una cum Confœdera-

ANNO 1713. deratis & Dependentiis reſpective ſuis, ſub præfato Pacis & amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehenſis habemus, ita ut beneficio prorſus eodem, plenaque ſecuritate, & omnibus Pacis Commodis utantur fruanturque, perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerti fuiſſent. In quorum omnium Teſtimonium & Fidem præſentes manu noſtra Regia ſignatas communi noſtro Sigillo muniri juſſimus.

Dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington Vigeſimo die Menſis Julii Anno Domini Milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

(L. S.) *Ad Mandatum Sereniſſimæ Dominæ Reginæ.*

BOLINGBROKE.

Incluſio Reipublicæ VENETIARUM *ex parte Reginæ* MAGNÆ BRITANNIÆ *facta. Dat. apud Kenſington 5. Junii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 152.]

ANNA dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem. Cum Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis, & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die Trigeſimo primo undecimo Menſis Martii Aprilis Anni præſentis inter Nos & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Ludovicum Decimum Quartum Regem Chriſtianiſſimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex Menſes poſtea, ab unâ alterâve parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur quo Amicitiæ Noſtræ, ſtudiique ſingularis erga Sereniſſimam Rempublicam Venetam ob æqualitatis Fœdera fideliter ſervata, & ob plurima in Nos promerita, indicium daremus manifeſtum, Eam tanquam communem Amicam in Inſtrumento hoc ſpeciali nominandam eſſe cenſuimus; Et vi Articuli ſupramemorati Eandem omni meliori modo, & forma ſub antedicto Pacis, & Amicitiæ Tractatu comprehendimus ac pro reapſe comprehenſa habemus: Adeo ut dicta Reſpublica eodem prorſus beneficio utatur fruaturque perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerta fuiſſet. In quorum omnium Teſtimonium, & fidem præſentes manu Noſtra Regia ſignatas communi Noſtro Sigillo munire juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro apud Kenſington decimo quinto Die Menſis Junii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique Noſtri duodecimo.

ANNA REGINA.

(L.S.)

BOLINGBROCK.

CLII.

1 Mars. 1 Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande-Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuſes, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Royaumes & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favoriſées: qu'ils y jouiront des mêmes Libertez & Privileges à l'egard du Commerce & des Impoſitions, & qu'en particulier le rigoureux* Droit d'Aubeine, *n'y ſera plus exercé ſur eux. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *la* RATIFICATION *de Sa Majeſté T. C. donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 365. en Latin & en François moins complet qu'icy. Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois en Latin & en François chez *Th. Johnſon* l'an 1713. in 4] ANNO 1713.

D'AUTANT que depuis que le Séreniſſime & très puiſſant Prince Loüis quatorze, par la grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France & de Navarre; Et la Séréniſſime & très puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne &c. ont porté leurs vûes, par l'inſpiration de Dieu tout puiſſant, du côté de la Paix; Leurs Majeſtés ont jugé que le moyen, le plus ſolide, de la confirmer, & de procurer à leurs Sujets les avantages qu'ils en doivent attendre, par une mutuelle liberté, & acroiſſement de Navigation & de Commerce; animées reſpectivement de ce déſir: Elles ont par un effet de leur Clemence commandé à leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de s'aſſembler à Utrecht, pour y traiter non-ſeulement de la Paix, mais encore pour renouveller les anciens Traités de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations; Savoir de la part du Roy Très-Chrêtien, au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Géneral au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel, Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean Eveſque de Briſtol Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de la Reine en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Secretaire de l'Ordre de la Jartiere, & au Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wenthworth de Wentworth, Woodhouſe & de Stainboroug, Baron d'Overſley, Neumarch, & Raby, Conſeiller de la Reine en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas, Collonel du Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande & Chevalier du très noble Ordre de la Jartiere; Leſquels, pour parvenir à une fin ſi pieuſe, & remplir un déſir ſi ſalutaire de leurs Majeſtés, après s'eſtre communiqués reſpectivement leurs Pleins-pouvoirs dont les Copies ſeront inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité en avoir duement fait l'échange, & avoir tenu diverſes Conferences & diſcuté la matiere autant que la brieveté du temps l'a pû permettre, ſont enfin convenus, ſur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'enſuivent.

I. Il a eſté convenu & accordé entre le Séréniſſime & très puiſſant Roy Très-Chrêtien, & la Séréniſſime & trés-puiſſante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les Sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes maniéres abſoluë de Navigatition & de Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obeiſſance de LL. Majeſtez en Europe, pour toutes & chacunes ſortes de Marchandiſes dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il eſt reglé & établi dans les Articles ſuivans.

II. Pour aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets de leurs dites Majeſtez & afinque cette bonne correſpondance ſoit à l'abri de tout trouble & de toute inquiétude, il a eſté convenu & accordé que ſi quelque jour il ſurvient quelque mauvaiſe intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les *Couronnes* de LL. Majeſtez (ce qu'à Dieu ne plaiſe,) il ſera donné pour lors un terme de ſix mois après ladite rupture aux Sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie, enſorte qu'ils puiſſent ſe retirer avec leurs familles, biens, marchandiſes, & facultez, & les tranſporter où bon leur ſemblera. Comme auſſi qu'il leur ſera permis alors de vendre & d'aliener leurs biens meubles & immeubles librement, & ſans aucun trouble; Que pendant ce tems ils ne ſeront retenus ni moleſtez, par arreſt ni par ſaiſie de leurs effets, biens, marchandiſes, & facultez, ni de leurs perſonnes, & de plus il ſera rendu aux Sujets de part & d'autre une bonne & prompte juſti-

ANNO 1713. justice, en sorte qu'ils puissent *en profiter pour* retirer dans ledit espace de six mois leurs effets, & leurs facultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On est aussi convenu, & il a été arresté que les Sujets & habitants des Royaumes, Provinces, & Etats de L L. Majestez n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Riviéres, & Rades, sous quelque nom & pretexte que ce soit, ensorte que les Sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commission, ou Instruction pour armemens particuliers & faire la course en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de represailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque maniere que ce soit, en vertu ou sous pretexte de telles Patentes, Commissions, ou Lettres de represailles, les Sujets & habitans susdits du Roy Très-Chrêtien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou s'en servir pour aller en Mer; Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines quels qu'ils soient, tant de part que d'autre, renouvellées, & publiées des deffenses étroites & expresses d'user en aucune maniére de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infracteurs, outre la restitution & la satisfaction entiere, dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage; Et ne seront données à l'avenir par l'un desdits Alliez au préjudice & au dommage des Sujets de l'autre, aucunes Lettres de represailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de délai de justice, lequel refus ou délai de justice ne sera pas tenu pour veriffié, si la requeste de celuy qui demande lesd. represailles n'est communiqué au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtost s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera dûe.

IV. Qu'il sera libre aux Sujets & habitans des susdits Alliez d'entrer, & d'aller librement & seurement sans permission ni saufconduit général ou spécial, soit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situez en Europe, quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y sejourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquerir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils seront traitez réciproquement avec toute sorte de bienveillance & de faveur; Bien entendu néantmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformement à ce qui est prescrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paisiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union reciproque.

V. Il sera libre & permis aux Sujets de leursdites Majestez reciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec les Marchandises & les effets dont ils seront chargez, & dont le Commerce & le transport ne sont point deffendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres, Etats, Villes, Ports, Lieux, & Rivieres de part & d'autre situez en Europe, d'y fréquenter, séjourner, & demeurer sans aucune limitation de tems, mesme d'y loüer des Maisons ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes sortes de marchandises permises, soit de la premiére main, soit du Marchand, & de quelque autre maniére que ce puisse être, soit dans les Places & Marchez publics où sont exposées les Marchandises, & dans les Foires, soit dans tout autre endroit où ces Marchandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de serrer & de garder dans leurs Magazins ou entrepôts, les Marchandises apportées, d'ailleurs, & de les exposer ensuite en vente, sans être obligez en aucune façon de porter leurs Marchandises susdites dans les Marchez & dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néantmoins qu'ils ne les vendront point en détail dans des boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raison de ladite liberté de Commerce, ou pour toute autre cause que ce soit, être chargez d'aucun impost ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandises, suivant les Loix & Coûtumes receûes dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par ses Rivieres, & Eaux douces; Et aussi au cas qu'ils fussent mariez ils pourront emmener leurs Femmes, Enfans, Domestiques, aussi bien que leurs Marchandises, facultez, biens & effets achetez ou apportez, après avoir payé les Droits accoûtumez, non-obstant toute Loy, Privilége, Concession, Immunité, ou Coustume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les Sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfans au cas qu'ils fussent mariez, joüiront d'une entiere liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux Offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs; Mais au contraire il leur sera permis sans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne qui que ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique deffendu par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enterrer dans des lieux commodes & décents qui seront désignez à cet effet, les corps des Sujets de l'un & de l'autre Royaume décédez dans l'étenduë de la Domination de l'autre, & il ne sera apporté aucun trouble à la *sepulture* des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & seront exactement executez, soit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit à la réserve seulement des cas, auxquels il est dérogé par les Articles du présent Traité.

VI. Les Sujets de part & d'autre payeront les Doüanes, impots, & les Droits d'entrée & de sortie dûs & accoutumez dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puisse sçavoir certainement en quoy consistent les susdits Impôts, Doüanes, & Droits d'entrée & de sortie, quels qu'ils soient, on est convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Roüen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéïssance de la Reyne de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Doüanes, & Droits accoûtumez, afin que l'on y puisse avoir recours, toutes les fois qu'il s'élevera quelque contestation ou differend à l'occasion de ces Impôts, Doüanes ou Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tatifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en son nom sous quelque pretexte que ce soit exige & reçoit publiquement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre, aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de Droit dû, d'impost, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre pretexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué cy-dessus; En ce cas si ledit Officier ou son Substitut, estant accusé devant le Juge competant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu il donnera une satisfaction entiere à la Partie lézée, & il sera même puny de la peine dûe & prescrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaisseau, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement toutes Marchandises & effets de l'autre Allié, & de ses Sujets ou habitans ne pourront être pris, saisis, ou arrestez, ni contraints par aucune sorte de violence, molestez, ou maltraitez au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit général ou spécial que ce soit, dans les Terres, Ports, Hâvres, Rades, & Etats que ce puisse être de l'autre Allié pour le service public, pour des expeditions militaires, ou autre cause, encore moins pour aucun usage particulier, mais il sera deffendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux Sujets de part & d'autre sans le consentement de celuy à qui

ANNO 1713. qui elle appartient, & sans le luy payer en argent comptant ; ce qui ne doit point néantmoins s'entendre de la saisie & de l'arrest qui sera fait par les voyes ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la Justice, pour cause de dette ou de crime commis, dans lesquelles occasions on procedera par les voyes de Droit & selon les régles de la Justice.

VIII. De plus on est convenu & il a été estably pour régle générale que tous & chacun des Sujets du Séréniſſime Roy Très-Chrétien, & de la Séréniſſime Reyne de la Grande-Bretagne, useront & joüiront respectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéïssance des mêmes Privilèges, Libertez, Immunitez, sans aucune exception, dont jouït & use, ou pourra joüir & user & être en possession à l'avenir la Nation la plus amie, par rapport aux Droits, Doüanes, & impositions quels qu'ils soient à l'égard des personnes, marchandises, effets, Navires, fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de Justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loy dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvû à ce qu'il ne soit rien exigé sur les effets & marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns Impôts ou Droits plus grands que ceux qui se levent sur les effets & marchandises de la mesme nature qui y sont aportées de quelque Pays que ce soit, situé dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664. pour deffendre le Transport de quelques effets ou marchandises venant de France qui n'avoient point été deffendues avant ladite année, soient abrogées ; Alors le Tarif général fait en France le 18. Septembre 1664. sera derechef observé dans ce Royaume, & les Droits que les Sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets qu'ils aporteront en France, ou qu'ils en tireront, seront reglés suivant la teneur dudit Tarif, sans exceder la maniére établie suivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces les Droits n'y seront levés que suivant la régle prescrite en ce temps-là. Toutes les Deffences, Tarifs, Edits, Déclarations ou Arrests posterieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de laditte année, en ce qui concerne les effets & marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogez ; Et comme on insiste de la part de la France que quelques Marchandises, savoir, celles de laine, le sucre, les poissons sallés & ce qui provient de la Baleine soient exceptés de la régle du susdit Tarif, & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité proposés de la part de la Grande-Bretagne, & dont il n'a pas encore esté convenu de part & d'autre, de tous lesquels la Spécification est contenue dans un Acte separé signé des Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B., on est convenu & demeuré d'accord par ce present Article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'Echange des Ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & resoudre les difficultés sur les Marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664. & sur les autres Points qui ne sont pas encore assez dévelopez, comme il est dit cy-dessus.

Et les mesmes Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformement à l'interest des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du commerce, à lever tout embaras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer reciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des Articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empescher sous quelque pretexte que ce soit, que l'avantage du Tarif Général de l'année 1664. soit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouïssent sans aucun embaras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la Loy dont il a esté parlé cy-dessus aura esté publiée dans la G. Bretagne ; cette jouïssance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & maniére aussi ample que les Sujets de la Nation la plus amie jouiront du bénéfice du mesme Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à discuter par lesdits Commissaires le puissent empescher. ANNO 1713.

X. Les Droits sur le Tabac préparé ou non préparé, lorsqu'il sera apporté en France, seront moderez à l'avenir sur le mesme pied de reduction, dont jouït déja, ou pourra joüir à son entrée en France le mesme Tabac de quelque crû qu'il soit de l'Europe ou de l'Amérique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les mesmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les mesmes Loix dont joüiront les Marchands François mesmes, ou auxquelles ils seront assujettis, seront communes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a aussi statué que l'impost ou le tribut de 50. s. tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande-Bretagne, cesse, & soit abrogé entierement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, imposé dans la Grande-Bretagne sur les Navires François. Ces levées & d'autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII. Il a été statué de plus, & l'on est convenu qu'il soit entierément libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseau, & autres Sujets de la Reyne de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veuillent s'en servir. En outre les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des personnes établies à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entiérement libre de charger ou de décharger leurs Vaisseaux par eux-mêmes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autruy, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur chargement, plus longtems qu'ils ne le jugeront à propos ; & tous les Sujets du Roy Très-Chrêtien, joüiront pareillement, & seront en possession des mêmes Privileges & Libertez dans tous les lieux de l'obéïssance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il sera entierément libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roy Très-Chrêtien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne de leguer ou donner, soit par Testament, par donation ou par quelque autre disposition que ce soit, faite tant en santé qu'en maladie, en quelque tems que ce soit, même à l'Article de la mort, toutes les Marchandises, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobiliaires, qui se trouveront, ou devront leur appartenir au jour de leur décez dans les Territoires & tous lieux de la Domination du Roy Très-Chrêtien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne : En outre, soit qu'ils meurent après avoir testé, ou *ab inteſtato*, leurs legitimes Héritiers, Executeurs, ou Administrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des Citoyens, pourront récouvrer & joüir paisiblement de tous lesdits biens & effets quelconques, selon les Loix respectives de la France & de la Grande-Bretagne, de maniére cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnoître selon les Loix, les Testamens, ou le Droit de recueillir les Successions *ab inteſtato* dans les Lieux où chacun sera décedé, soit en France, soit dans la Grande-Bretagne, & ce nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Coûtumes, ou Droit d'Aubeine à ce contraires.

XIV. Lorsqu'il arrivera quelque different entre un Capitaine de Navire & ses Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raison de Salaires dus auxdits Matelots, ou pour quelque autre cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu exigera seulement du Deffendeur, de donner au Demandeur sa déclaration par écrit, ateſtée par le Magistrat, par laquelle il promettra de repondre dans sa Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge competant, au moyen de quoy il ne sera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de

ANNO 1713. tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tout ailleurs où bon leur ſemblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir auſſi correſpondance de Lettres dans la langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, ſans qu'on puiſſe les inquieter, ni les rechercher en aucune maniére pour ce ſujet ; Et s'il leur étoit néceſſaire pour terminer quelque procez ou differend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils ſeront obligez de les apporter en entier en Juſtice, ſans toutefois qu'il ſoit permis au Juge de prendre connoiſſance dans leſdits livres, d'autres Articles que de ceux ſeulement qui regarderont l'affaire dont il s'agiſt, ou qui ſeront néceſſaires pour établir la foy de ces livres, & il ne ſera pas permis de les enlever des mains, de leurs proprietaires ni de les retenir ſous quelque prétexte que ce ſoit, excepté ſeulement dans le cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne ſeront pas tenus de ſe ſervir de papier timbré pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pieces qui regarderont le Commerce, à la réſerve de leur Journal, qui pour faire foi en juſtice, devra être cotté, & paraphé *gratis* par le Juge, conformement aux Loix établies en France, qui y aſſujettiſſent tous les Marchands.

XV. Il ne ſera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne ſeront pas Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, & qui auront Commiſſion de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaiſſeaux dans les Ports de l'un & de l'autre deſdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque maniére que ce ſoit les Vaiſſeaux, Marchandiſes, ou quelques autres chargemens que ce ſoit, ny d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur ſeront néceſſaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commiſſions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaiſſeaux chargez des deux Parties, paſſant ſur les coſtes l'une de l'autre, & que la tempeſte aura obligez de relaſcher dans les Rades ou Ports, ou qui y auront pris terre de quelque autre maniére que ce ſoit, d'y décharger leurs Marchandiſes en tout ou en partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie : Il ſera cependant libre après en avoir obtenû la permiſſion de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & de vendre une petite partie du chargement, ſeulement pour acheter les vivres ou les choſes néceſſaires pour le radoubement du Vaiſſeau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais ſeulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou venduë.

XVII. Il ſera permis à tous les Sujets du Roy Très-Chrêtien & de la Reyne de la Grande-Bretagne de naviger avec leurs Vaiſſeaux en toute ſeureté & liberté, & ſans diſtinction de ceux à qui les Marchandiſes de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce ſoit dans les Lieux qui ſont déja, ou qui ſeront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrêtien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il ſera auſſi permis auxdits Sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaiſſeaux, & Marchandiſes, avec la même liberté & ſeureté des Lieux, Ports, & endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, ſans être aucunement inquietez ni troublez, & d'aller directement non-ſeulement deſdits Lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi, ſoit qu'ils ſoient ſous la juriſdiction d'un même ou de differens Princes ; Et comme il a déja été ſtipulé par rapport aux Navires & aux Marchandiſes, que les Vaiſſeaux libres rendront les Marchandiſes libres, & que l'on regardera comme libre, tout ce qui ſera trouvé ſur les Vaiſſeaux apartenant aux Sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement apartienne aux Ennemis de leurſdites Majeſtez, à l'exception cependant des Marchandiſes de contrebande, leſquelles étant interceptées, il ſera procedé conformement à l'eſprit des Articles ſuivans ; De même il a été convenu que cette même liberté doit s'eſtendre auſſi aux perſonnes qui navigent ſur un Vaiſſeau libre, de maniére que quoi qu'elles ſoient Ennemies des deux Parties, ou de l'une d'Elles, elles ne ſeront point tirées du Vaiſſeau libre, ſi ce n'eſt que ce fuſſent des gens de guerre actuellement au ſervice deſdits Ennemis. ANNO 1713.

XVIII. Cette liberté de Navigation & de Commerce s'eſtendra à toute ſorte de Marchandiſes, à la reſerve ſeulement de celles qui ſont exprimées dans l'Article ſuivant, & déſignées ſous le nom de Marchandiſes de contrebande. 1713.

XIX. On comprendra ſous ce nom de Marchandiſes de contrebande ou deffendues, les Armes, Canons, Arquebuſes, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoullieres, Poudre à Canon, Meſche, Salpêtre, Balles, Picques, Eſpées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers, Chevaux avec leurs Harnois, & tous autres ſemblables genres d'armes & d'inſtrumens de guerre ſervant à l'uſage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandiſes deffendues celles qui ſuivent, ſçavoir toutes ſortes de Drap, & tous autres ouvrages de Manufactures de Laine, de Lin, de Soye, de Cotton, & de toute autre matiére, tous genres d'habillemens avec les choſes qui ſervent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Eſtain, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre ſorte de grains & de Légumes, la Nicotiane, vulgairement appellée Tabac, toutes ſortes d'Aromates, Chairs Salées, & Fumées, Poiſſons Salez, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes ſortes de Sels & de proviſions ſervant à la nourriture & à la ſubſiſtance des hommes, tous genres de Cotton, Chanvre Lin, Poix, tant liquide que ſeche, Cordages, Cables, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puiſſent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poûtres de toute ſorte d'arbres, & toutes les autres choſes néceſſaires pour conſtruire ou pour radouber les Vaiſſeaux ; On ne regardera pas non plus comme Marchandiſes de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque inſtrument ou attirail ſervant à l'uſage de la guerre ſur Terre ou ſur Mer, encore moins celles qui ſont preparées ou travaillées pour tout autre uſage. Toutes ces choſes ſeront cenſées Marchandiſes libres de meſme que toutes celles qui ne ſont pas compriſes, & ſpecialement déſignées dans l'Article précedent, enſorte qu'elles pourront eſtre librement tranſportées par les Sujets des deux Royaumes, meſme dans les Lieux Ennemis, excepté ſeulement dans les Places aſſiegées, bloquées, & inveſties.

XXI. Mais pour éviter & prevenir la diſcorde, & toute ſorte d'inimitiez de part & d'autre, il a eſté convenu, qu'en cas que l'une des deux Parties, ſe trouvaſt engagée dans la guerre, les Vaiſſeaux & les Bâtimens appartenant aux Sujets de l'autre Partie, devront eſtre munis de Lettres de Mer, qui contiendront le nom, la proprieté & la grandeur du Vaiſſeau, de meſme que le nom & le lieu de l'habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaiſſeau, en ſorte que parlà il paroiſſe que ce Vaiſſeau appartient veritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie ; & ces Lettres de mer ſeront accordées & conçûes en la maniére inſerée dans ce Traité. Elles ſeront auſſi renouvellées chaque année, s'il arrive que le Vaiſſeau revienne dans le cours de l'an. Il a été auſſi convenu que ces ſortes de Vaiſſeaux chargez ne devront pas eſtre ſeulement munis des Lettres de Mer, cy-deſſus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les eſpéces de la charge, le lieu d'où le Vaiſſeau eſt parti & celuy de ſa deſtination, afinque l'on puiſſe connoître s'il ne porte aucune des marchandiſes deffendues, ou de contrebande ſpécifiées dans le 19. Article de ce Traité. Leſquels Certificats ſeront expediez par les Officiers du lieu d'où le Vaiſſeau ſortira, ſelon leur coûtume ; Il ſera libre auſſi, ſi on le déſire, & ſi on le juge à propos, d'exprimer dans leſdites Lettres à qui apartiennent les Marchandiſes.

XXII. Les Vaiſſeaux des Sujets & habitans de leurs Séréniſſimes Majeſtés de part & d'autre arrivant ſur quelque coſte de l'un ou de l'autre Allié, ſans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrez, & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges, ne ſeront point obligez de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y eût des indices certains qui les renduiſſent ſuſpects de porter

aux

ANNO 1713. aux Ennemis de l'autre Allié des Marchandiſes deffendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans ledit cas de ſoupçon manifeſte, les ſuſdits Sujets & habitans des Pays de leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre, ſeront obligez, de montrer dans les Ports, leurs Lettres de Mer, & Certificats en la forme cy-deſſus expliquée.

XXIV. Que ſi les Vaiſſeaux deſdits Sujets ou habitans de leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre eſtoient rencontrés faiſant route ſur les côtes, ou en pleine Mer par quelque Vaiſſeau de guerre de leurs Séréniſſimes Majeſtez ou par quelques Vaiſſeaux armez par des particuliers, leſdits Vaiſſeaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout dèsordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaiſſeau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer ſeulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui ſeront montrées par le Maître ou Capitaine de ce Vaiſſeau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la proprieté du Vaiſſeau, & conceûes dans la forme inſerée au préſent Traité ; Et il ſera libre au Vaiſſeau qui les aura montrées de pourſuivre ſa route ſans qu'il ſoit permis de le moleſter & le viſiter en façon quelconque, ou de luy donner la chaſſe, ou de l'obliger à ſe détourner du lieu de ſa deſtination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de l'une des Parties qui aura reſolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'eſpece des Marchandiſes de ſon chargement, ſeront juſtement ſoupçonnez, ſera tenu de produire en pleine Mer, auſſi bien que dans les Ports & Rades, non ſeulement ſes Lettres de Mer, mais auſſi des Certificats, qui marquent que ces Marchandiſes ne ſont pas du nombre de celles, qui ont été deffendues, & qui ſont énoncées dans l'Article 19. de ce Traité.

XXVI. Que ſi par l'exhibition des Certificats ſuſdits contenant un état du chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces ſortes de Marchandiſes deffendues & déclarées de contrebande par le 19. Article de ce Traité, & qui ſoient deſtinées pour un Port de l'obéïſſance de ſes Ennemis, il ne ſera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Eſcoutilles, Caiſſes, Coffres, Balles, Tonneaux, & autres Vaſes trouvez ſur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandiſes, ſoit que ce Vaiſſeau appartienne aux Sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que ſon chargement n'ayt été mis à Terre en la préſence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ayt été par eux fait inventaire deſdites Marchandiſes, Elles ne pourront auſſi être vendues, échangées, ou autrement alienées de quelque maniére que ce puiſſe être, qu'après que le procés aura été fait dans les régles, & ſelon les Loix & les Coûtumes, contre ces Marchandiſes deffendues, & que les Juges de l'Amirauté reſpectivement les auront confiſquées par Sentence, à la réſerve néantmoins tant du Vaiſſeau même que des autres Marchandiſes qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être cenſées libres, & ſans qu'elles puiſſent être retenues, ſous prétexte qu'elles ſeroient chargées avec des Marchandiſes deffendues, & encore moins être confiſquées, comme une priſe légitime, & ſuppoſé que leſdites Marchandiſes de contrebande ne faiſant qu'une partie de la charge, le Patron du Vaiſſeau agreât, conſentît & offrît de les livrer au Vaiſſeau qui les a découvertes, en ce cas, celui-ci après avoir reçû les Marchandiſes de bonne priſe, ſera tenu de laiſſer aller auſſi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune maniére de pourſuivre ſa route vers le lieu de ſa deſtination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets & les habitans de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fut pas des Marchandiſes de contrebande, ſera confiſqué comme s'il appartenoit à l'Ennemi même, excepté les Marchandiſes & effets qui auront été chargez dans ce Vaiſſeau avant la Déclaration de la guerre, ou même depuis ſa Déclaration ; pourvû que ç'ait été dans les termes qui ſuivent, à ſçavoir de ſix ſemaines après cette Déclaration, ſi elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'eſpace qui eſt entre Terreneuve en Norwegue & les Sorlingues ; De deux mois depuis les Sorlingues juſqu'à la Ville de Gibraltar ; ANNO 1713. de dix ſemaines dans la Mer Méditerrannée, & de huit mois dans tous les autres Pays, ou lieux du Monde, de maniere que les Marchandiſes des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui ſont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainſi qu'il eſt dit, ſur quelque Vaiſſeau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis ſa Déclaration, dans les tems & les termes ſuſdits, ne ſeront en aucune maniére ſujettes à confiſcation, mais ſeront ſans délay & de bonne foy rendûes aux propriétaires, qui les redemanderont, enſorte neantmoins qu'il ne ſoit nullement permis, de porter enſuite ces Marchandiſes dans les Ports Ennemis, ſi elles ſont de contrebande.

XXVIII. Et pour pourvoir plus amplement à la ſeureté réciproque des Sujets de leurs Séréniſſimes Majeſtez, afin qu'il ne leur ſoit fait aucun préjudice par les Vaiſſeaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armez aux dépens des particuliers, il ſera fait deffenſe à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roi Très-Chrêtien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs Sujets, de faire aucun dommage, ou inſulte à ceux de l'autre Partie, & au cas qu'ils y contreviennent ils en ſeront punis, & deplus ils ſeront tenus & obligez en leurs perſonnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & interêts de quelque nature qu'ils ſoient, & d'y ſatisfaire.

XXIX. Et pour cette cauſe, chaque Capitaine des Vaiſſeaux armez en guerre par des particuliers ſera tenu & obligé à l'avenir, avant que de recevoir les Patentes ou ſes Commiſſions ſpéciales, de donner, par devant un Juge competant, caution bonne & ſuffiſante de perſonnes ſolvables, qui n'ayent aucun intereſt dans ledit Vaiſſeau, & qui s'obligent chacune ſolidairement pour la ſomme de 16500. L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings ; & ſi ce Vaiſſeau eſt monté de plus de 150. Matelots ou Soldats, pour la ſomme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour repondre ſolidairement de tous les dommages & torts, que lui, ſes Officiers ou autres étant à ſon ſervice, pourroient faire en leur courſe contre la teneur du préſent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs Séréniſſimes Majeſtez, ſous peine auſſi de revocation & de caſſation deſdites Patentes, & Commiſſions ſpéciales.

XXX. Leurs Majeſtez ſuſdites, tant d'une part que de l'autre, voulant reſpectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre auſſi favorablement que s'ils eſtoient leurs propres Sujets, donneront les ordres néceſſaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les priſes, dans la Cour de l'Amirauté, ſelon les régles de la Juſtice & de l'équité, & conformement à ce qui eſt preſcrit par ce Traité, par des Juges qui ſoient au deſſus de tout ſoupçon, & qui n'ayent aucun intereſt au fait dont il eſt queſtion.

XXXI. Toutes les fois que les Ambaſſadeurs de Leurs Majeſtez ſuſdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Miniſtres publics, qui reſideront à la Cour de l'autre Prince, ſe plaindront de l'injuſtice des Sentences qui auront été rendûes, Leurs Majeſtez reſpectivement feront revoir & examiner de nouveau leſdits jugemens en leur Conſeil afin que l'on connoiſſe avec certitude ſi les Ordonnances & les précautions preſcrites au préſent Traité auront été ſuivies & obſervées. Leurſdites Majeſtez auront ſoin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre juſtice dans l'eſpace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont, Et néantmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la reviſion, les effets qui ſeront en litige ne pourront être en aucune maniére vendus ni déchargez, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées, pour éviter toute ſorte de dommage.

XXXII. Lorſqu'il y aura procez meu entre ceux qui auront fait des priſes d'une part, & ceux qui les reclameront d'autre part, & que leſdits Réclamateurs auront obtenu un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution, en donnant caution, non-obſtant l'appel de celuy qui aura fait la priſe à un Juge Superieur ; ce qui n'aura point de lieu, ſi la Sentence eſt rendûe contre les Réclamateurs.

XXXIII. Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contraints par tempeſte ou autre accident,

ANNO 1713. cident, échoüent contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils faſſent naufrage, tout ce qui aura été ſauvé des Vaiſſeaux & de leurs apparaux, effets, ou Marchandiſes, ou le prix qui en ſera provenu, le tout étant reclamé par les Propriétaires ou autres ayant charge, & pouvoir d'eux, ſera reſtitué de bonne foy, en payant ſeulement les frais qui auront eté faits pour les ſauver, ainſi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de ſauvement; ſauf cependant les Droits & Coûtumes de l'une & de l'autre Nation : Et leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre interpoſeront leur autorité, pour faire chatier ſeverement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement proffité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront ſe ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Facteurs que bon leur ſemblera, à l'effet de quoy, ces meſmes Avocats, & les autres ſuſdits ſeront commis par les Juges ordinaires, lorſqu'il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis.

XXXV. Et pour la plus grande ſeureté & liberté du Commerce & de la Navigation, on eſt convenu en outre, que ni le Roy Très-Chrêtien ni la Reyne de la Grande-Bretagne, ne recevront dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puiſſent être, & ne ſouffriront qu'aucun de leurs Sujets, & Citoyens de part & d'autre les reçoivent & protegent dans ces meſmes Ports, les retirent dans leurs Maiſons, ou les aydent en façon quelconque; mais encore ils feront arreſter, & punir tous ces ſortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront receus, cachés, ou aydés, des peines qu'ils auront meritées, pour inſpirer de la crainte, & ſervir d'exemple aux autres; Et tous leurs Vaiſſeaux, les effets & Marchandiſes enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, ſeront arreſtez, autant qu'il pourra s'en découvrir, & ſeront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs ayant leur Pouvoir ou Procuration par écrit, après avoir prouvé la proprieté devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats ſuffiſans, quand bien meſme ces effets ſeroient paſſés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaiſſeaux & Marchandiſes de quelque nature qu'elles ſoient, qui ſeront priſes en pleine Mer, ſeront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & ſeront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être rendûes entieres au veritable Proprietaire, auſſi-toſt qu'il ſera dûment & ſuffiſamment reconnu.

XXXVI. Les Vaiſſeaux de guerre de Leurs Majeſtez de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets, pourront en toute liberté conduire où bon leur ſemblera, les Vaiſſeaux & les Marchandiſes, qu'ils auront pris ſur les Ennemis, ſans être obligez de payer aucun Droit, ſoit aux Sieurs Amiraux, ſoit aux autres Juges quels qu'ils ſoient, ſans qu'auſſi leſdites priſes abordant & entrant dans les Ports de Leurſdites Séréniſſimes Majeſtez tant d'une part que de l'autre, puiſſent être arreſtées ou ſaiſies, ni que les Viſiteurs ou autres Officiers des lieux puiſſent les viſiter, & prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes: en outre il leur ſera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce ſoit, de partir, & d'emmener les priſes au lieu porté par les Commiſſions ou Patentes, que les Capitaines deſdits Navires de guerre ſeront obligez de faire apparoir; & au contraire il ne ſera donné azile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de l'une ou de l'autre Majeſté, mais y eſtant entrez par néceſſité de tempeſte ou de peril de la Mer, on employera fortement les ſoins néceſſaires afin qu'ils en ſortent & s'en retirent le plûtôſt qu'il ſera poſſible, autant que cela ne ſera point contraire aux Traitez anterieurs faits à cet egard avec d'autres Roys ou Etats.

XXXVII. Leurs dites Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre ne ſouffriront point que ſur les Coſtes & dans les Ports & les Rivieres de leur obéiſſance, des Navires & des Marchandiſes des Sujets de l'autre ſoient pris par des Vaiſſeaux de guerre, ou par d'autres qui ſeront pourvûs de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas que cela arrive, l'une & l'autre Partie employeront leurs forces unies pour faire reparer le dommage cauſé.

XXXVIII. S'il ſurvenoit à l'avenir par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au préſent Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne ſera pas d'abord rompue pour cela, mais ce Traité ſubſiſtera, & aura ſon entier effet, & l'on procurera des remedes convenables pour lever les inconveniens, comme auſſi pour faire reparer les contraventions: Et ſi les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume ſont en faute, ils ſeront ſeuls punis, & ſeverement chatiez. ANNO 1713.

XXXIX. Que s'il eſt prouvé que celuy qui aura fait une priſe, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres perſonnes qui ſeront trouvées dans quelque Vaiſſeau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce cas non ſeulement ce Vaiſſeau, & les Perſonnes, Marchandiſes, & effets quels qu'ils puiſſent être ſeront relâchez auſſi-tôt, & ſans aucun délai, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui ſeront convaincus d'un crime ſi énorme; auſſi-bien que leurs complices, ſeront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute; Ce que le Roi Très-Chrêtien & la Reine de la Grande-Bretagne s'obligent réciproquement de faire obſerver ſans aucun égard pour quelque perſonne que ce ſoit.

Formulaire des Paſſeports & Lettres, qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article vint-un du préſent Traité.

LOUÏS Comte de Toulouſe, Amiral de France, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné Congé & Permiſſion à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de préſent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la viſitation aura été faite de ſon Navire; avant que de partir, fera ſerment devant les Officiers qui exercent la Juriſdiction des Cauſes Maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis acte au bas des préſentes; comme auſſi de garder, & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Réglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle ſigné, & verifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naiſſance & Demeure des hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; leſquels il ne pourra embarquer, ſans le ſçu, & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du préſent Congé; & leur fera fidelle rapport de ce qui ſera fait, & paſſé durant ſon Voyage; & portera les Pavillons, Armes, & Enſeignes du Roi, & les nôtres, durant ſon Voyage. En témoin de quoi nous avons fait appoſer nôtre Seing, & le Séel de nos Armes à ces préſentes, & icelles fait contreſigner par nôtre Sécretaire de la Marine à Jour de mil ſept cens

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS de l'Amirauté de Certifions que Maître du Navire nommé au paſſeport ci-deſſus, a prêté le Serment mentionné en icelui: Fait à le Jour de mil ſept cens

Formula Litterarum Maritimarum petendarum, dandarumque, à Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britanniæ, &c. vel à Dominis Commiſſariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. ſecundum Articuli vigeſimi primi hujus Tractatus diſpoſitionem.

OMNIBUS ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Nos Magnus Admirallus Magnæ Britanniæ, &c. (*aut*) Nos Commiſſarii pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. Notum, teſtatumque facimus per præſentes A. B. de C. ſolitæ

NNO 713.

ſolitæ habitationis loco. Magiſtrum ſive Præfectum Navis vocatæ D. coram nobis comparuiſſe, & ſolenni Jurejurando affirmaſſe, (vel Literas Teſtimoniales ſub Sigillo Magiſtratus, vel Officialium Teloniorum & Vectigalium Burgi & portûs E. Datas Menſis Anno Domini 17 de & ſuper Jurejurando coram iis alias præſtito, exhibuiſſe) dictam Navem & Navigium D Menſurarum, quas Tuns vocant capacem, cujus ille ipſe hoc tempore Magiſter ſive Præfectus eſt, ad Subditos Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis, Dominæ noſtræ Clementiſſimæ, vere & realiter pertinere. Cum autem acceptiſſimum nobis foret, prædictum Magiſtrum, ſive Præfectum, in iis quæ probe juſteque ab eo agenda erunt, adjuvari, rogamus vos univerſos & ſingulos, ubicunque dictus Magiſter, ſeu Præfectus Navem prædictam, Merceſque in ea invectas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, ſub legitimorum, conſuetorumque Vectigalium, ac aliarum rerum ſolutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina, & Dominia veſtra, & omnimodo Navigationis, Mercatus, ac Commerciorum Jure, ſpeeieque uti, omnibus in locis quibus hoc ei melius rectius viſum fuerit, grato animo id rependere vobis paratiſſimi ſemper promptiſſimique. In quorum majorem Fidem & Teſtimonium præſentes Manu noſtra, & Sigillo noſtro, communiri curavimus. Dat. in Die menſis A. D. 17

Formula Literarum Certificatoriarum petendarum dandarumque a Magiſtratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in Burgis & Portubus ſuis reſpectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, ſecundum Articuli vigeſimi primi hujus Tractatus diſpoſitionem.

NOs A. B. Magiſtratus (*aut*) Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus C certificamus & atteſtamur, quod die Menſis A. D. 17 perſonaliter coram nobis comparuit D. E. de F. & ſolenni Jurejurando declaravit, quod Navis ſive Navigium vocatum G. Menſurarum quas Tuns vocant capax, cujus H. J. de K. ſolitæ habitationis loco, eſt Magiſter, ſive Præfectus, ei & aliis etiam Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Dominæ noſtræ Clementiſſimæ Subditis, iiſque ſolis, juſto titulo propria ſit. Jam vero de Portu L. iter deſtinaſſe ad Portum M. onuſtam Mercibus & Mercimoniis hic infra ſpeciatim deſcriptis & enumeratis. Scilicet & prout ſequitur, viz.

In quorum Fidem has Certificatorias Literas, ſignavimus, & Sigillo Officii noſtri ſigillavimus. Dabantur die Menſis A. D. 17

Le preſent Traité ſera ratifié par le Roi T. C. & la Reine de la Grande-Bretagne, & les Ratifications en ſeront duement échangées, dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi dequoi Nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi T. C. & de la Reine de la Grande-Bretagne avons ſigné le preſent Traité de notre main, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

HUXELLES.	JOH. BRISTOL, C. P. S.
(L. S.)	(L. S.)
MENAGER.	STRAFFORD.
(L. S.)	(L. S.)

Ratification de S. M. T. C. Donnée à Verſailles le 18. d'Avril 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne ; Et notre cher & bien amé le Sr. Meſnager, Chevalier dé notre Ordre de S. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu de s Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arreté, & ſigné le 11. du preſent mois d'Avril à Utrecht, avec le Sr. Jean Evêque de Briſtol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conſeiller de notre très-chere, & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en ſon Conſeil d'Eſtat, Doyen de Windſor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere ; Et le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentvorth de-Wentworth, Wordhouſe, & de Stainborough, Baron d'Oversly, Neumarch, & Raby, Conſeiller de notre dite Sœur en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de ſon Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere ; Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de notredite Sœur, Pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'enſuit.

ANNO 1713.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Commerce, Navigation & Marine, en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces preſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, ſous l'obligation & Hypoteque de tous & un chacun nos biens preſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces preſentes. Donné à Verſailles le dix huitieme Avril l'an de grace mil ſept cent treize, & de notre Regne le ſoixante-dixieme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

COLBERT.

Et ſcellé du Grand Sceau de cire jaune ſur lacs de Soye bleüe, treſſée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoutenu par deux Anges.

Convention particuliere au ſujet de quelques Points qui par l'Article IX. du Traité de Commerce doivent être renvoyés à des Commiſſaires pour les diſcuter, & les regler. Fait à Utrecht le 11. *d'Avril* 1713. Avec *la* RATIFICATION *du Roi T. C. du* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Autre Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois, en Latin & en François, chez *Th. Johnſon* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Convention que nôtre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et nôtre tres-cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires

ANNO 1713. naires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté, & signé le onzieme jour du preſent mois d'Avril, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné ; avec le Sr. Jean Evêque de Briſtol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conſeiller de nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere ; Et avec le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainboroug, Baron d'Oversly, Newmarch & Raby, Conſeiller de notre dite Sœur en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de ſon Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ſes Armées, Premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur, pareillement munis de ſes Plein-pouvoirs ; de laquelle Convention la teneur s'enſuit :

Soit notoire à tous, que comme dans l'Article neuviéme du Traité de Commerce entre le Sereniſſime Roy Très-Chrétien, & la Sereniſſime Reyne de la Grande-Bretagne, conclu aujourd'huy par les Ambaſſadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires de leurs Majeſtez, il eſt fait mention de quelques Points & Articles propoſez de la part de la Grande-Bretagne, qui juſqu'à preſent n'ont pû eſtre ajuſtez de part & d'autre ; de maniere qu'on a trouvé convenable de les renvoyer à des Commiſſaires pour les diſcuter & les regler. A cet effet, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez, afin de déterminer certainement quels ſont ces Points & Articles qui doivent eſtre renvoyez aux Commiſſaires, nous avons reſolu d'en faire dans cet Ecrit la Deſignation ſpeciale, declarant qu'il n'y en a point d'autres que ceux qui ſuivent.

I. A l'avenir aucune des Manufactures des Pays de l'obéïſſance de Leurs Majeſtez ne ſeront ſujetes à la Viſite, ou à la Confiſcation, ſous quelque pretexte que ce ſoit de fraude ou de defectuoſité dans la Fabrique & travail, ou pour quelque defaut que ce ſoit. On laiſſera une entiere liberté au Vendeur & à l'Acheteur de ſtipuler & d'en faire le prix ainſi qu'ils le trouveront à propos, non obſtant toutes Loix, Statuts, Edits, Arreſts, Privileges, Conceſſion ou uſage.

II. Et d'autant qu'il s'eſt établi un uſage, lequel n'eſt autoriſé par aucune Loy dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, ſuivant lequel les François payent en Angleterre une eſpece de Capitation, nommée en langue du Pays *Head-money*, & les Anglois payent le même Droit en France, ſous le titre d'*Argent du Chef* : Il eſt convenu que cet Impôt ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni ſous l'ancien nom, ni ſous quelque autre nom que ce puiſſe être.

III. Il ne ſera plus defendu aux Marchands Anglois à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre ; & à cette fin le Bail fait avec les Fermiers qui ont racheté les Droits ſur ladite herbe, ceſſera, & ne pourra être établi dans la ſuite.

IV. Excepté ſeulement au cas ſuivant ; ſçavoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandiſes en France, & qu'ils les tranſporteront d'un Port de France dans un autre Port de France ; & quand les Navires François prendront des Marchandiſes en Angleterre, & qu'ils les tranſporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y decharger ; auquel cas ſeulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de leurſdites Majeſtez ſeront obligez de payer les Droits qui viennent d'être ſupprimez, ſeulement ſuivant la Marchandiſe qu'ils auront dechargée, & non ſur toute la capacité du Vaiſſeau.

V. Mais comme il y a pluſieurs genres de Marchandiſes de celles qui ſeront apportées ou emportées en France par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui ſont enfermées dans des tonneaux, dans des caiſſes, ou dans les embalages, dont les Droits ſe payent au poids ; On eſt convenu qu'en ce cas, leſdits Droits ſeront ſeulement exigez par proportion au poids effectif de la Marchandiſe, & qu'on fera une diminution du poids des tonneaux, des caiſſes & embalages, de la même maniere qu'il a été pratiquée, & qu'il ſe pratique actuellement en Angleterre. ANNO 1713.

VI. Il eſt encore convenu, que ſi quelque inadvertance ou faute avoit été commiſe, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ſes Affaires, en faiſant la Declaration de ſa cargaiſon, le Navire pour cela, ni la cargaiſon, ne ſeront ſujets à confiſcation : Il ſera même loiſible au Proprietaire des effets qui auront été obmis dans la Liſte ou Declaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en uſage ſuivant la Pancarte, de les retirer ; pourvû toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeſte de fraude : Et pour cauſe de cette omiſſion, les Marchands, ni les Maitres de Navires, ni leſdites Marchandiſes, ne pourront eſtre ſujets à aucune peine, pourvû que les effets omis dans la Declaration n'ayent pas encore eté mis à terre avant d'avoir fait ladite Declaration.

VII. Et quand par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparoitra ſuffiſamment de la qualité du Vaiſſeau, & de celle de ſes Marchandiſes, & de ſon Maitre, il ne ſera permis aux Commandans des Vaiſſeaux armez en Guerre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, de faire aucunes autres Verifications. Mais ſi quelque Navire Marchand ſe trouvoit dépourvû de ſes Lettres de Mer ou de Certificats ; Il pourra alors être examiné par un Juge competant, de façon cependant, que ſi par d'autres Indices & Documens il ſe trouve qu'il appartienne veritablement aux Sujets d'un des Confederez, & qu'il ne contienne aucunes Marchandiſes de contrebande deſtinées pour l'Ennemy d'un d'eux, il ne devra point eſtre confiſqué ; mais il ſera relaché avec ſa charge, afin qu'il pourſuive ſon voyage. Comme il peut arriver ſouvent que les Actes dont il s'agit ne puiſſent parvenir au Vaiſſeau qui met à la voile, ou qu'ils ſoient peris par quelque accident, ou qu'on les ait enlevez à bord du Vaiſſeau ; & ſi outre les Actes expediez ſuivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve auſſi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dreſſez ſuivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle leſdits Inſtrumens doivent être connus ſuivant les Traitez faits avec d'autre Eſtats ; il n'en ſera pris aucun pretexte de detenir, ou d'inquieter en aucune maniere les perſonnes & le Navire, ni faire aucun tort aux Marchandiſes. S'il arrive que le Maitre de Navire denommé dans les Lettres de Mer, ſoit mort, ou qu'ayant eté autrement ôté, il s'en trouve un autre en ſa place, le Vaiſſeau ne laiſſera pas d'avoir la même ſeureté avec ſon chargement, & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & reglé que les Navires & effets ne ſeront point cenſez de bonne priſe, encore qu'ils ayent eté vingt quatre heures en la puiſſance des ennemis ; Mais s'il y a ſujet de les reſtituer à quelqu'un, ils pourront être repetez par leurs premiers Proprietaires, & leur ſeront rendus.

IX. Il ſera libre reſpectivement à leurs Majeſtez, d'etablir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre, pour la commodité de Leurs Sujets, leſquels y negocient, des Conſuls Nationnaux, qui jouïront du Droit, Immunité & Liberté qui leur appartient, à raiſon de leur exercice & Fonction, & on conviendra dans la ſuite des Lieux où on pourra etablir leſdits Conſuls.

En foy de quoy, nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roy Tres-Chretien, & de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, avons ſigné les préſens Articles de nôtre main & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes ; Fait à Utrecht le onziéme Avril mil ſept cent treize.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

Nous ayant agreable la ſuſdite Convention en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux loüé, approuvé, & ratifié, & par ces preſentes ſignées de notre main loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & paro-

ANNO 1713. parole de Roy, de les accomplir, obſerver ſincerement, & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe eſtre. En temoin de quoy nous avons fait apposer nôtre Séel à ceſdites preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace mil ſept cent treize, & notre Regne le ſoixante-dixiéme.

ſigné,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune ſur lacs de ſoye bleüe treſſée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoûtenu par deux Anges.

Autre Convention au ſujet de certaines Marchandiſes qui, par l'Article IX. du Traité de Commerce, ſont exceptées de la Regle du Tarif de l'an 1664. & dont la diſcuſſion ulterieure eſt renvoyée à des Commiſſaires. Faite à Utrecht le 28. Avril 9. Mai 1713. [Simple Copie, mais ſûre]

QU'IL ſoit notoire à tous, que dans le IX. Article du Traité de Navigation & de Commerce conclu le (31. Mars) 11. Avril entre la Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, & le Sereniſſime Roi Très-Chretien, par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires leurſdites Majeſtez, certaines Marchandiſes comme tous les Ouvrages de Laine, le Sucre, le Poiſſon Salé, & le produit des Baleines, ſont excepteés en termes generaux de la regle du Tarif du 18. Septembre 1664. & remiſes à une diſcuſſion ulterieure de Commiſſaires. C'eſt pourquoi pour éviter toute ambiguité ou erreur qui pourroient naître par ces expreſſions generales, & pour marquer clairement quelles ſont les Marchandiſes en particulier qui ſont renvoyées à la diſcuſſion deſdits Commiſſaires, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons declaré & declarons par ces preſentes que l'exception des ſuſdites Marchandiſes doit s'entendre de la maniere ſuivante.

I. La Baleine coupée & aprêtée, les Fanons, & les Huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, ſeront ſujetes aux mêmes Droits du Tarif, du 7. Decembre 1699., & pour en faciliter le Commerce, il ſera permis de les faire entrer par St. Valery ſur Somme, par Roüen, & par Bourdeaux, où ces Etoffes ſeront ſujetes à la viſite de la même maniere que celles qui ſe fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poiſſon Salé en baril, & il ſera levé à toutes les entrées du Royaume, Païs & Terres de l'obeiſſance du Roi, même des Ports-Francs, les Droits d'abord & de conſommation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, compoſé de 12. Barils peſant 300. L. chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne ſera permiſe que par St. Valery ſur Somme, Rouen, Nantes, Libourne & Bourdeaux; & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Oceane, que de la Mediterranée.

IV. Le Sucre rafiné en pain, ou en poudre, Candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons ſigné ces preſentes de nos mains, & y avons appoſé nos cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille ſept cens treize. ANNO 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.) — HUXELLES. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.) — MESNAGER. (L. S.)

CLIII.

Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN V. *Roi de Portugal, portant Ceſſion & Renonciation de la part de Sa Majeſté T. C. en faveur de Sa Majeſté Portuguaiſe, à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Coſtes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere; ſous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.* [Copie imprimée à Utrecht chez *Guillaume van de Water* & *Jacques Polſum* par ordre ou permiſſion des Plenipotentiaires Ann. 1713. in 4. en François & Portuguais. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. An. 1713. en Francois. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 544. auſſi en François comme icy.] 11. Avril.

LA PROVIDENCE DIVINE ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puiſſant Prince *Louis XIV.* par la grace de Dieu, Roy T. C. de France & de Navarre, & du très-Haut & très-Puiſſant Prince Dom *Jean V.* par la grace de Dieu Roy de Portugal & des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faiſant ceſſer la guerre entre leurs Sujets. Et leurs Majeſtés ſouhaittant non ſeulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toûjours eû entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Plein-pouvoirs à leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires: Sçavoir: Sa Majeſté T. C. au Sieur *Nicolas Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & au Sieur *Nicolas Menager*, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et Sa Majeſté Portugaiſe au Sieur *Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca*, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Gulfar, & leurs dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conſeil de Sa Majeſté, & Meſtre de Camp Général de ſes Armées; & au Sieur *Don Louis da Cunha*, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conſeil de Sa Majeſté. Leſquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'aſſiſtance Divine, & avoir examiné réciproquement leſdits Plein-pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées à la fin de ce Traité, ſont convenus des Articles qui s'enſuivent.

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraye amitié, & uue ferme & bonne correſpondance entre Sa Majeſté T. C. ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers, tous ſes Etats & Sujets d'une part, & Sa Majeſté Portugaiſe; ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers, tous ſes Etats & Sujets de l'autre; laquelle ſera ſincérement & inviolablement obſervée, ſans permettre que de part & d'autre on y exerce aucune hoſtilité en quelque lieu & ſous quelque prétexte que ce ſoit. Et s'il arrivoit que par quelque accident meſme imprevû on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle ſe reparera de part & d'autre de bonne foy, ſans délay, ni difficulté, & les agreſſeurs en ſeront punis, le préſent Traité ne laiſſant pas de ſubſiſter dans toute ſa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toutes les hoſtilités commiſes juſqu'icy; en ſorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puiſſent alléguer réciproquement les pertes & dommages ſoufferts pen-

ANNO 1713. pendant cette Guerre, ni en demander satisfaction par voie de justice, ou autrement.

III. Tous les prisonniers de Guèrre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leursdites Majestés de l'Europe, on y eût pris de costé ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & basti quelque Fort, dont on n'en sçauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement; Lesdites Places ou Postes seront incessamment rendus entre les mains du premier Possesseur dans l'état, où ils seront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même maniére qu'il se faisoit avant la présente Guerre; bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet.

VI. Les mêmes priviléges & exemptions, dont les Sujets de Sa Majesté T. C. jouïront en Portugal, seront accordés aux Sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la seureté des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Consuls avec les mêmes priviléges & exemptions, dont ceux de France avoient coûtume de jouïr en Portugal.

VII. Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coûtume d'entrer par le passé, pourvû que ceux-ci n'excedent pas tous ensemble le nombre de six à l'égard des Ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussés par le gros tems, ou contraints par quelque autre nécessité pressante vinssent à entrer dans quelque Port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit Port puisse être endommagé.

VIII. Afin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naistre entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Majesté T. C. se désistera pour toûjours, comme Elle se désiste dès à présent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient inserées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de tous Droits & prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre sur la proprieté des Terres appellées du *Cap du Nord*, & situées entre la Riviére des *Amasones* & celle de *Japoc*, ou de *Vincent Pinson*, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites Terres, afin qu'elles soient désormais possédées par Sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats; & qu'elles lui demeurent à perpetuité; sans que Sadite Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers puissent jamais être troublés dans ladite possession par Sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers.

IX. En conséquence de l'Article précedent, Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Araguari*, & de *Camaü*, ou *Massapà*, aussi-bien que tous les autres, qui ont été démolis en execution du Traité provisionel fait à Lisbonne le 4. Mars 1700. entre Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise, PIERRE II. de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à Sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précedent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera necessaire pour la défense desdites Terres. ANNO 1713.

X. Sa Majesté T. C. reconnoit par le présent Traité que les deux bords de la Riviére des *Amasones*, tant le *Méridional* que le *Septentrional*, appartiennent en toute Proprieté, Domaine, & Souveraineté à Sa Majesté Portugaise; & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune prétention sur la Navigation & l'usage de ladite Riviére, sous quelque prétexte que ce soit.

XI. De la même maniére que Sa Majesté T. C. se départ en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de toute prétention sur la Navigation & l'usage de la Riviére des *Amasones*, elle se désiste de tout Droit, qu'elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de Sa Majesté Portugaise tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

XII. Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissentions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitans de *Cayene* pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan, & dans l'embouchure de la Riviére des *Amasones*; Sa Majesté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers de ne point consentir que lesdits habitans de *Cayene*, ni aucuns autres Sujets de Sadite Majesté aillent commercer dans les endroits susmentionnés, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Riviére de *Vincent Pinson* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les terres du *Cap du Nord*; comme aussi Sa Majesté Portugaise promet tant pour Elle que pour ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ses Sujets n'iront commercer à *Cayene*.

XIII. Sa Majesté T. C. promet aussi en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionaires François, ou autres sous sa protection, dans toutes lesdites Terres, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction spirituelle de ces Peuples restant entiérement entre les mains des Missionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y envoyera de Portugal.

XIV. Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité d'où s'ensuit le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force, & vigueur immédiatement après la publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toûjours le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour vendre, ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

XVI. Et parce que la très-Haute & très-Puissante Princesse, *la Reine de la Grande-Bretagne* offre d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée; Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force & vigueur, pour tous & chacun des Articles stipulés par le présent Traité.

XVII. Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consentent aussi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations pour l'execution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

XVIII. Tous les Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, passés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires desdits Seigneurs, Roi Très-Chrétien, & Roi de Portugal, au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

XIX.

NNO 713. XIX. Les Ratifications du préſent Traité, données en bonne & dûe forme, ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que nous ſouſſignés avons reçûs de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. *Avril.* 1713.

HUXELLES. (L. S.) CONDE DE TAROUCA. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) DOM LUIS DA CUNHA. (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui ſe tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétabliſſement d'une Paix ſincere, & ſolide, entre Nous, & les Princes, & Etats qui ſont encore contre Nous en guerre; que par la Miſéricorde Divine, il y a lieu d'eſpérer qu'elles ſe termineront heureuſement, & voulant encore aporter tous nos ſoins, par les moyens les plus promts, pour avancer un bien auſſi déſirable, & pour faire ceſſer au pluſtôt la déſolation de tant d'Etats, & arrêter l'effuſion du ſang Chrêtien: Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien amé Couſin, le *Marquis d'Huxelles*, Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre-cher & bien-amé le Sieur *Meſnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel*. Pour ces Cauſes, & autres bonnes Conſidérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces préſentes ſignées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpécial, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtre très-cher, & très-amé Frére le *Roi de Portugal*, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviſeront bon être: Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cauſe légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négotier, arrêter, conclure, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous propoſons: En ſorte que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négotiation de la Paix avec nôtre dit Frére, avec la même autorité que Nous ferions, & pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial, non contenu en ces dites préſentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme, & ſtable à toûjours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, ou l'un d'entre eux, dans leſdits cas d'abſence, ou de Maladie, auront ſtipulé, promis, & ſigné, en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer dans le tems dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En temoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le quatrieſme jour de Mars, l'An de Grace, mil ſept cent treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixieſme. ANNO 1713.

Signé,

LOUIS.

Et ſur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſellé du grand Sceau.

Inſtrumentum Mandati pleni & auctoritatis Regis Portugaliæ.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum, ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis Belli, quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua, ac ſtabili Pace commutari, atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cœteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in Armis; conſultum fore duxi Virum deſignare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum ſe conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad Colloquia, Congreſſuſque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomeſio Silvio, Comite Taroucæ*, C Conſiliario meo, & Exercituum meorum Subpræfecto reperiantur, cum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium conſtituo, ut ad locum habendis de Pace Congreſſibus modo ſuperius dicto deſignatum proficiſcatur, ibique, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive ipſe per ſe nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerum publicarum ex adverſa parte belligerantium, eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, ac ſufficientem, Mandatum generale, ac ſpeciale concedo, ſpondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem ac teſtimonium has Litteras fieri juſſi, quæ ſunt manu mea ſuſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Oliſipone decima ſexta die menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

DIDACUS à MENDOÇA, Corte Real ſubſcripſi

(L. S.) JOANNES REX.

Alterum Inſtrumentum Mandati pleni & auctoritatis Portugaliæ Regis, quo ſecundum Plenipotentiarium conſtituit.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ Indiæque, &c. Notum ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli, quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua ac ſtabili Pace commutari, atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cœteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in armis; conſultum fore duxi Viros deſignare,

ANNO 1713. nare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interfint Colloquiis, ac Congreffibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Conſiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Magnæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus conſtitutus ſit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomeſius Silvius Comes Taroncæ*, Conſiliatius meus, ac meorum Exercituum Subpræfectus; præſentibus conſtituo Secundum Legatum meum Extraordinarium præfatum Ludovicum da Cunha, ut uterque ſimul, vel quilibet eorum ſingulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congreſſibus deſtinato, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium: Eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, & ſufficientem, Mandatum generale, & ſpeciale concedo, ſpondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios ſimul, vel quemliber illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac ſolenni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integrè executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum, in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium, has Litteras fieri juſſimus, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Oliſipone. die primo menſis Septembris (*Franciſcus de Salles*, & *Silva* ſcripſit) anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſecundo. DIDACUS à MENDOÇA, Corte-Real ſubſcripſi.

(L. S.)

JOHANNES REX.

CLIV.

11. Avril *Pax & Amicitia in perpetuum condita inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, &* FRIDERICUM *Regem Boruſſiæ, his Legibus, ut præfatus* LUDOVICUS, *nomine* PHILIPPI *Regis ejus Nepotis, dicto* FRIDERICO *cedat & transferat, totam partem illam Superioris Gueldriæ quam ipſe tenet & hactenus poſſidet, nominatim vero Urbem Gueldriæ, cum certis Præfecturis, Oppidis, Lociſque ibidem deſignatis. Agnoſcit porro Rex Chriſt. Regem Boruſſiæ pro Supremo Domino Principatus Neocaſtri & Vallengiæ in partibus Helvetiæ ſiti, & viciſſim Rex Boruſſiæ eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arauſionenſem, Dynaſtiaſque & Loca Succeſſionis Cabillonenſis & Chatelbelinenſis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis Anno* 1713. Cum ARTICULIS SEPARATIS *duobus, Unus ſcilicet de Dignitate Regia in dicto* FRIDERICO *Rege, & Succeſſoribus ſuis, ſemper agnoſcenda, atque de Titulo Majeſtatis eis tribuendo; alter de Civitate Rhenoberga evacuanda. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 564. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec privilege du Roi, in 4. Anno 1713. en François.]

In nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.

NOTUM teſtatumque ſit omnibus, quorum intereſt, vel intereſſe poteſt, præſentibus ac futuris, quod cum poſt cruentum & atrox, quo Europa per tot annos afflicta fuit, bellum, Divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Chriſtiano calamitatum inde enatarum finem parare, conſervato ardenti Pacis deſiderio in animis Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratia Franciæ & Navarræ Regis Chriſtianiſſimi, atque Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Friderici Guilielmi, Dei gratia Regis Boruſſiæ, Marggravii Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarii & Principis Electoris, ſupremi Principis Arauſionenſis, Neo-Caſtri & Vallangiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiorum, Vandalorum, & Megapolis, nec non in Sileſia & Croſnæ Ducis, Burggravii Norimbergenſis; Principis Halberſtadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Razeburgi, & Murſii; Comitis Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohenſteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buhræ & Leerdami; Marchionis Veræ & Vliſſingæ; Domini Ravenſteinii, Roſtochii, Stargardæ, Lawenburgi, Butoviæ, & Bredæ; ambo pari ſtudio cupientes, bona fide, quantumque in ipſis eſt, reſtituendæ tranquillitatis publicæ rationes inire, in Conciliis eum in finem Trajecti ad Rhenum inſtitutis, Legatis ſuis Extraordinariis & Plenipotentiariis ibidem id negotii dederint, & Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima quidem Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo Domino Nicolao, Marchioni d'Huxelles Franciæ Marſchallo, Regiorum Ordinum Equiti torquato, Generali Locum tenenti Regis in Ducatu Burgundico &c. & Perilluſtri atque Excellentiſſimo Domino Nicolao Meſnager, Equiti Ordinis Sancti Michaëlis; Sacra Regia Majeſtas Boruſſiæ vero Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo Domino Ottoni Magno, Sacri Romani Imperii Comiti à Dönhoff, Majeſtatis ſuæ Miniſtro Status & Belli intimo, Copiarum pedeſtrium Generali Locumtenenti, Equiti Aquilæ Nigræ Boruſſicæ, Gubernatori ac Satrapæ Memmelii, Dynaſtæ Friderichſtelnii, Wenefeldæ, & Schomord &c. & Perilluſtri atque Excellentiſſimo Domino, Johanni Auguſto Marſchalch de Biberſtein, Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſicæ Miniſtri Status intimi, Collegii Heraldici Præſidi, Præfecto Giebichenſteini, & Caſtri Sancti Mauritii, Aquilæ nigræ Boruſſicæ, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui, invocato Divini Numinis auxilio, & communicatis utrinque ac rite inter ſe commutatis Mandatorum Tabulis, quarum apographa ſub finem hujus Inſtrumenti inſerta erunt, in Dei gloriam, reique Chriſtianæ commodum in ſequentes Pacis & Amicitiæ leges convenerunt.

I. Pax ſit firma atque ſincera inter Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ejuſque Succeſſores ex una, & Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiæ, ejuſque Succeſſores ex altera parte, nulla in poſterum via aut ratione labefactanda, ita ut ex hoc die omnis hoſtilitas ab utraque parte Terra Marique penitus ceſſet, & priſtina vera amicitia inter Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiæ reſtauretur, eo effectu, ut alter alterius damna avertere, quævis vero commoda & honores promovere modis omnibus ſtudeat.

II. Vi hujus redintegrationis amicitiæ mutuæ, Dominus Rex Boruſſiæ, ſtatim poſt commutationem Ratihabitionum præſentis Tractatus factam, bona fide Copias ſuas tam ex Belgio, quam aliunde, ubi merent, deducet, ſpondetque ſe minime facturum, ut durante hoc Bello ullibi contra Dominum Regem Chriſtianiſſimum, ſub quocunque prætextu militent, ultra ratam quam ceu Membrum Imperii conferre tenetur.

III. Quicquid hoſtiliter hinc inde toto hujus belli tempore quocunque modo actum eſt, id omne utrinque perpetuæ oblivioni mandatum eſto, nulla ratione nullave ſpecie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

IV. Gaudeant hac Amneſtia Vaſalli & Subditi utriuſque Partis, ab omni moleſtia ac ultione tuti futuri.

V. Omnes Bello capti, indiſtincte & ſine exceptione utrinque abſque lytro libertati reſtituantur.

VI. Quandoquidem Regia ſua Majeſtas Chriſtianiſſima Pacem Weſtphalicam ſemper ſpectaverit, tanquam firmiſſimum fundamentum tranquillitatis publicæ, amicitiæque mutuæ inter ſe & Electores, Principes ac Status Imperii, quos inter Dominus Rex Boruſſiæ, intuitu Ditionum quas in eo poſſidet, ut Mem-

NO 13. Membrum valde illuſtre eminet, Dominus Rex Chriſtianiſſimus hanc ſibi mentem eſſe declarat, ut prædicta Pax Weſtphalica, tam in ſacris, quam in profanis ſarta tectaque permaneat, perinde ac ſi hic ad verbum inſerta eſſet.

VII. Pars Geldriæ ſuperioris, hactenus Hiſpanicæ dictæ, quam tenet & poſſidet Dominus Rex Boruſſiæ, nominatim Urbs Geldria, Præfecturæ, Oppida, Vici, Feuda, cum omnibus prædiis, agris, cenſibus, reditibus, emolumentis, teloniis, aliiſque vectigalibus, ſubſidiis, tributis, & collectis, fructibus item Juriſdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliiſque quibuſcunque, & in genere quicquid in illa parte Geldriæ ſuperioris, quam Regia ſua Majeſtas Boruſſiæ reipſa tenet ac poſſidet, continetur, cum omnibus quæ eo pertinent aut inde dependent, nullo prorſus excepto, ea omnia & ſingula eidem à Regia ſua Majeſtate Chriſtianiſſima, vigore Poteſtatis à Domino Rege Catholico ſibi conceſſæ, in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Boruſſiæ ejuſque Hæredibus ac Succeſſoribus utriuſque ſexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique ſupremo Dominio maneant, eo plane modo quo Reges Hiſpaniæ, interque eos Carolus II. glorioſiſſimæ memoriæ, prædictam Geldriæ partem omniaque ſuperius memorata poſſederunt; Excluſis omnibus exceptionibus, prætenſionibus, aliiſve contradictionibus, motis vel movendis ad turbandam quietam Domini Regis Boruſſiæ poſſeſſionem ſupradictæ partis ceſſæ; caſſatiſque & annullatis aliis quibuſcunque Pactis, Conventionibus aut diſpoſitionibus, quoquo modo huic Articulo contrariis. Ceſſioni huic tamen expreſſa hæc Clauſula adjicitur, quod Religio Catholica in prædictis locis ceſſis ubique in eodem ſtatu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Boruſſiæ, & ſub imperio Regum Hiſpaniæ erat, ita ut Dominus Rex Boruſſiæ nihil in eo mutare queat.

VIII. Pariter Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico ſibi permiſſæ, Sacræ Regiæ Majeſtati Boruſſiæ, in ſuperiori parte Geldriæ in perpetuum cedit, atque in Eandem ejuſque Hæredes ac Succeſſores utriuſque Sexus transfert Tractum Keſſelanum & Præfecturam Kriekenbecenſem cum ſupremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas Ditiones eodem plane modo poſſideat, quo Reges Hiſpaniæ eas tenebant, & Rex Carolus II. inclytæ Memoriæ eas poſſedit, cum omnibus acceſſionibus, & dependentiis, Urbibus, Oppidis, Vicis, Feudis, prædiis, agris, cenſibus, reditibus, emolumentis, teloniis aliiſque vectigalibus, ſubſidiis, tributis, & collectis, fructibus Juriſdictionis feudalis, Juribus domanialibus, & aliis quibuſcunque ac generaliter, quicquid ſub nomine prædictarum Ditionum venit ac comprehenditur. Huic ceſſioni, prout facta eſt, nullæ obſtent exceptiones, prætenſiones aliæve diſceptiones motæ vel movendæ, omniaque Pacta, Conventiones aut diſpoſitiones præſenti Articulo quacunque ratione contrariæ, pro nullis & invalidis habeantur. Servetur tamen Status Religionis Catholicæ in prædicto Tractu ac Præfectura, æque ac in Regione ſupra nominata ceſſis per omnia, plane uti fuit ſub dominatione Regum Hiſpaniæ, nec Domino Regi Boruſſiæ quicquam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia ſua Majeſtas Chriſtianiſſima ſe effecturam, ut præſens Articulus præcedenſque ſeptimus ceſſionem partis ſuperioris Geldriæ, in favorem Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſicæ factam continentes, intra duos Menſes hodie ſubſcriptionis Tractatus hujus computandos, à Rege Catholico ratihabeantur, ejuſque Ratihabitio rite extradatur.

IX. Agnoſcet Dominus Rex Chriſtianiſſimus Dominum Regem Boruſſiæ, pro ſupremo Domino Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ; promittit etiam ac ſpondet pro ſe ac ſucceſſoribus ſuis, ſe minime turbaturum, ſive directe, ſive indirecte, Domini Regis Boruſſiæ, ejuſque Hæredum & Succeſſorum tranquillam poſſeſſionem hujus Principatus, omniumque, quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent; tum etiam Incolis ejusdem permiſſurum facultatem, per univerſum Galliæ Regnum, & Terras Ditioni Domini Regis Chriſtianiſſimi ſubjectas, iiſdem Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & commodis fruendi, quibus Incolæ ceterarum Regionum Helvetiæ, & reliqui Nationis Helveticæ gaudent, quibuſque ipſi gaviſi ſunt, antequam Dominus Rex Boruſſiæ poſſeſſionem dicti Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ nactus eſſet.

Porro Dominus Rex Chriſtianiſſimus ſeſe obſtringit, ſe nullam prorſus opem aut adjumentum, ſive directe ſive indirecte, cuipiam è Subditis ſuis ſuppeditaturum eſſe, ad turbandum Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſiæ, Ejuſve Hæredum & Succeſſorum quietam dicti Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ poſſeſſionem. ANNO 1713.

X. Cum Dominus Rex Boruſſiæ nihil magis optet, quam ut omnis, quæ quidem prævideri poteſt, diſſenſionum materia atque occaſio præſcindatur ac tollatur, ipſe pro ſe, Hæredibus, ac Succeſſoribus ſuis, in favorem Domini Regis Chriſtianiſſimi ejuſque Succeſſorum, in perpetuum renunciat omni juri in Principatum Arauſionenſem, Dynaſtias & loca Succeſſionis Cabillonenſis & Chatelbelinenſis, in Gallia & Comitatu Burgundiæ ſita, cum oneribus æque ac emolumentis omnibus, præſentibus ac futuris, abſque ulla exceptione, eo effectu, ut cuncta inpoſterum ad Regiam ſuam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ejus Hæredes, ac Succeſſores, alioſque cauſam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic Renunciationi accedat, Dominus Rex Boruſſiæ in ſe recipit, ac promittit ſub fide & verbo Regis, ſe hæredibus defuncti Principis Naſſovio-Friſii circa prætenſionem eorum in dictum Principatum & Bona ſuperius memorata, per æquipollens ſatisfacturum, ita ut Dominus Rex Chriſtianiſſimus per dictos Hæredes defuncti Principis Naſſovio-Friſii in proprietate & tranquilla poſſeſſione ac uſu dicti Principatus Arauſionenſis ac Bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum ſit, domicilium ſuum alio, quocunque libebit, cum omnibus ſuis Bonis mobilibus, intra unius anni ſpatium, à die Ratihabitionis præſentis Tractatus computandum, abſque ullo impedimento transferre. Quod vero ad Bona eorum immobilia attinet, ſive in dicto Principatu Arauſionenſi, ſive alibi ſita ſint, ea vendendi obſervato locorum uſu, aut retinendi, & per Procuratores ſuos, donec vendita fuerint, adminiſtrandi libera ipſis facultas ſit. Idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permiſſum eſto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum ſit denique Domino Regi Boruſſiæ, nomen Principatus Arauſionenſis ei parti Geldriæ, quæ ipſi per Tractatum hunc ceſſa eſt, indere, atque Inſignia Titulumque ejus retinere.

XI. Conſentiunt Dominus Rex Chriſtianiſſimus & Dominus Rex Boruſſiæ, ut Regina Magnæ Britanniæ, quæ per operam indefeſſam Legatorum ſuorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui Conventui Ultrajectino interſunt, tantum momenti ad Pacis opus attulit, omneſque alii Reges ac Principes, quibus animus erit pari ſe vinculo obſtringendi, Regiæ ſuæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ, & Regiæ ſuæ Majeſtati Boruſſiæ promittere ac ſeſe obligare queant ad fidejuſſionem hujus Tractatus præſtandam, quo omnia & ſingula, quæ in eo continentur, executioni dentur ac religioſe obſervantur.

XII. Præſenti hoc Pacis Tractatu tam ex Majeſtatis ſuæ Chriſtianiſſimæ, quam ex Majeſtatis ſuæ Boruſſicæ parte comprehenduntur omnes tredecim Pagi Helvetiæ, cum omnibus eorum Sociis ac Fœderatis, ſingulatim Principatu Neo-Caſtri & Valengiæ, Republica & Civitate Genevatum cum iis quæ ab ea dependent, Civitatibus item Sancti Galli, Mulhuſia, & Bienna, & ſeptem Jurisdictionibus ſeu Decimis Valeſianis, tum etiam Tres Ligæ Rhæticæ ſeu Griſones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo concluſam promittunt infraſcripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima & Sacra Regia Majeſtate Boruſſiæ ratihabitum; & Ratihabitionum rite confectatum Tabulas intra quatuor hebdomadum ſpatium, ab hodierna ſubſcriptionis die computandum, aut ſi fieri poteſt, citius, hic reciproce riteque commutatum iri.

In quorum omnium & ſingulorum ſupra memoratorum fidem roburque, infra ſcripti, Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſens Inſtrumentum Pacis ſuis manibus ſubſcripſerunt, Sigilliſque propriis muniverunt. Acta hæc ſunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno Do-

ANNO 1713. Domini ſupra milleſimum ſeptingenteſimum decimo tertio.

HUXELLES, (L. S.) O. M. C. DE DÖNHOFF. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) J. A. *Marſchalch* DE BIBERSTEIN. (L. S.)

Articulus Separatus, de Titulo MAJESTATIS *Regi* BORUSSIÆ *ejuſque Succeſſoribus, per Reges Galliæ & Hiſpaniarum ſemper tribuendo.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 593 en Latin & en François. Copie Imprimée à Paris chez Francois Fournier avec Privilege du Roi. in 4. 1713. en François.]

QUANDOQUIDEM Dominus Rex Chriſtianiſſimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Boruſſiæ, eique omnes honores cum Regia Dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Boruſſiæ fertur, affectus, ac teſtaturus, quanti hoc incrementum Dignitatis in ejuſdem perſona faciat, Dominus Rex Chriſtianiſſimus peculiari hoc Articulo declarat, promittit ac ſpondet, tam ſua & Succeſſorum ſuorum, quam Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hiſpaniarum, ejuſque Succeſſorum vice, vi facultatis ſibi ab hoc datæ, ſe Regemque Catholicum abhinc & in perpetuum Domino Regi Boruſſiæ, ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus, Regibus Boruſſiæ, Titulum Majeſtatis tributuros eſſe, nulla unquam ſub ſpecie, nullave occaſione mutandum aut minuendum; Miniſtris etiam Regum Boruſſiæ primi & ſecundi ordinis, eosdem ubique honores, ſive pridem uſitatos, ſive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Miniſtris, nullo prorſus diſcrimine faciendo, exhibituros eſſe. Cæterum hic Articulus Separatus, cujus Ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Chriſtianiſſimus recepit ſe intra duos menſes curaturum, eandem vim habebit ac ſi de verbo ad verbum Inſtrumento Pacis hac die concluſæ inſertus eſſet, & Ratihabitiones ejus utrinque intra idem tempus, quo ipſius Tractatus, ſequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſentem Articulum ſuis manibus ſubſcripſerunt, Sigilliſque ſuis muniri curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno ſupra milleſimum ſeptingenteſimum decimo tertio.

HUXELLES, (L.S.) O. M. C. DE DÖNHOFF. (L.S.)

MESNAGER. (L.S) J. A. *Marſchalch* DE BIEBERSTEIN. (L.S.)

Articulus Separatus, de Urbe RHENOBERGA *evacuanda.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 590. en Latin & en François. Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. en François.]

CUM Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Chriſtianiſſimi inſtiterint vi conditionis, in quam conventum eſt Articulo ſecundo Tractatus hae ipſa die nomine Regiæ Suæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ ex una & Regiæ Suæ Majeſtatis Boruſſiæ ex altera parte ſubſcripti, ut Dominus Rex Boruſſiæ pariter copias ſuas ex urbe Rhenobergâ intra tempus dicto Articulo præfatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Boruſſiæ rati, ſe ejuſmodi ſtipulationem ſingularem haud poſſe inire eo quod ex parte Imperii nondum Pax icta ſit, præſentibus hiſce declarant, prædictis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis Franciæ Regem Boruſſiæ præſidium ſuum ex dicta Civitate Rhenoberga poſt concluſionem Pacis proxime ab Imperio faciendæ deducturum eſſe, ſalvis omnino prætenſionibus Regiæ Suæ Majeſtatis Boruſſiæ contra Archi-Epiſcopum Colonienſem competentibus, qui eodem tempore æſtimationem earum cum Regia ſua Majeſtate expedire, eidemque ſatisfacere tenebitur. Præſens hic Articulus eandem authoritatem habebit, ac ſi de verbo ad verbum ipſis Pacis Tabulis inſertus eſſet, ac Ratihabitiones ei utrimque eodem tempore, quo ipſi Tractatui, accedent; in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſentem Articulum ſuis ſubſcriptionibus ac Sigillis muniverunt. Actum Ultrajecti die 11. Aprilis 1713. ANNO 1713.

HUXELLES. (L.S.) O. M. C. DE DÖNHOF. (L.S.)

MESNAGER. (L.S.) J. A. *Marſchalch* DE BIEBERSTEIN. (L.S.)

Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ſes Ambaſſadeurs.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui ſe tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétabliſſement d'une Paix ſincere & ſolide entre nous & les Princes & Etats, qui ſont encore contre nous en Guerre; que par la Miſericorde Divine il y a lieu d'eſperer, qu'elles ſe termineront heureuſement, & voulant encore apporter tous nos ſoins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien auſſi déſirable, & pour faire ceſſer au plûtôt la déſolation de tant d'Etats, & arrêter l'effuſion du ſang Chrêtien, Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zele & fidelité pour nôtre ſervice de nôtre très-cher & bien amé Couſin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, pour ces cauſes & autres bonnes conſidérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces préſentes ſignées de nôtre main commettons, ordonnons & députons leſdits Sieurs Mareſchal d'Huxelles & Meſnager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Pruſſe, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviſeront bon être: Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cauſe légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous propoſons: En ſorte que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Pruſſe avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, ſi nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe, qui requît un Mandement plus ſpécial non contenu en ceſdites préſentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, acomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Meſnager, ou l'un d'entre eux dans leſdits cas d'abſence ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir; ſans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être: Comme auſſi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems, dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Scel à ces préſentes. Donné à Verſailles le quatriéme jour de Mars, l'an de

NNO de grace mille ſept cens treize, & de nôtre Regne, le ſoixante dixiéme.
713.

Signé,

LOUIS.

Et ſur le Reply.

Par le Roy,
COLBERT.

Et ſcellé du grand Seau.

Mandatum Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Regis Boruſſiæ.

NOs Fredericus Wilhelmus Dei gratia Rex Boruſſiæ, Marggravius Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector, Supremus Princeps Arauſionenſis, Novi Caſtri & Vallengiæ; Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiorum, Vandalorum & Megapolis, nec non in Sileſia & Croſnæ Dux, Burggravius Norimbergenſis, Princeps Halberſtadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Raceburgi & Murſii, Comes Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohenſteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buræ & Leerdami, Marchio Vehræ, & Vliſſingæ, Dominus Ravenſteinii, Roſtochii, Stargardæ, Lavenburgi, Butoviæ, Arlayæ & Bredæ. Univerſis & ſingulis, quorum intereſt aut intereſſe poteſt, conſtare volumus, quandoquidem inter auſpicia novi, quod poſt deceſſum Divi Parentis Noſtri bono cum Deo ordimur, Regni, nihil magis habeamus in votis, quam ut præſens Bellum, quo Chriſtianus Orbis affligitur, prompta & æqua Pace ſopiri ac terminari poſſit, prædicti Divi Parentis Noſtri veſtigia prementes, tam ſalutare negotium ex noſtra parte, quantum fieri poteſt, promoturi, confiſi prudentia, experientia & fide Illuſtriſſimi, ſincerè nobis fidelis & dilecti Ottonis Magni S. R. Imperii Comitis à Dönhoff, tum etiam Illuſtris pariterque ſincere Nobis fidelis ac dilecti, Johannis Auguſti Marſchalli de Bieberſtein, Miniſtrorum Noſtrorum Status Intimorum, eoſdem nominavimus, elegimus & conſtituimus Legatos Noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios ad Tractatus Pacis Ultrajecti inſtitutos. Committimus autem & ſpeciatim mandamus prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, ut Pacis colloquia ſive directe, ſive interveniente opera hinc forſan recipiendorum Mediatorum inſtituant, & inſtituta continuent, cum Sereniſſimi, Potentiſſimi & Chriſtianiſſimi Principis Domini Ludovici Franciæ & Navarræ Regis, Fratris Cognati & Amici Noſtri chariſſimi, ejuſque Fœderatorum Legatis, Plenipotentiariis & Deputatis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum extinguendum, controverſiaſque, quæ eo ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendas, pariter munitis. Damus quoque plenam & abſolutam poteſtatem cum omni Auctoritate & Mandato ad id neceſſariis, prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, conjunctim, vel uno illorum abſente aut impedito, alteri, rebus omnibus & ſingulis, quæ in negotio Pacis quacunque ratione aguntur, deliberantur, pro nobis noſtroque nomine aſſiſtendi, & Pacis Tractatum continuandi, concludendi & ſignandi, inter Nos, & prædictum Regem Chriſtianiſſimum ejuſque Fœderatos; omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi & ſignandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent; vigore hujus Mandati faciendi, æque, libere & ample, uti præſentes ipſi id faceremus, vel facere poſſemus, quocunque etiam ſpecialiori & expreſſiori Mandato, quam quod præſentibus hiſce continetur, ad illa opus viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide verboque Noſtro Regio, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos Noſtros Plenipotentiarios vel conjunctim vel ſeparatim acta, concluſa, ſignata, extradita vel commutata fuerint, obſtringentes Nos hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum Noſtrarum Diplomata in decenti & ſolenni forma, intraque tempus, prout convenerit.

In quorum fidem & robur præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo Noſtro Regio firmari juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Regio Coloniæ ad Spream, die XXV. Februarii, Anno reparatæ ſalutis MDCCXIII. Regni Noſtri I. ANNO 1713.

(L. S.)

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratification de Sa Majeſté T. C. ſur le Traité de Paix. Donnée à Verſailles le 18. *d'Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et notre cher & bien amé le Sr. Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, auroient conclu, arrêté & ſigné le 11. du preſent mois d'Avril, à Utrecht, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur en avions donné: Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Miniſtre d'Etat & de Guerre de notre très-cher, & tres-amé Frere le Roy de Pruſſe, Lieutenant General de ſon Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir, Gouverneur & Droſſard de Memmel, Seigneur de Frederichſtein, Wenefeld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean Auguſte, Marſchalch de Bieberſtein, Miniſtre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maître des Armoiries, Baillif de Giebichenſtein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir & de Saint Jean, &c. Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dit Frere; Pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Paix, en tous & chacuns les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; Et par ces preſentes, ſignées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy ſous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens preſens, & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril l'an de grace mil ſept cens treize, & de nôtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune, ſur lacs ou cordons de Soye bleüe treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'Argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoutenu par deux Anges.

Ratificatio Regis Boruſſiæ ſuper Tractatu Pacis.

NOs FREDERICUS WILHELMUS Dei Gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum faci-

ANNO 1713. cimus omnibus & ſingulis præſentes Litteras inſpecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poteſt. Poſtquam ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit Bellum, Congreſſus Trajecti ad Rhenum inſtitutus fuerit, Divina favente Clementia factum eſſe, ut poſt multos varioſque ea de re habitos Tractatus per Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Ludovici XIV. Dei gratia Galliarum & Navarræ Chriſtianiſſimi Regis, Fratris & Cognati Noſtri chariſſimi, & noſtros ad id deſtinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, Pax & Amicitia tandem concluſa, & ad Ratificationem uſque Noſtram perfecta ſit, forma, modo & tenore ſequenti.

In nomine ſacro ſanctæ Trinitatis.

(*Sequitur Tractatus.*)

Cum igitur hæc omnia & ſingula per noſtros Legatos & Plenipotentiarios ſupra memoratos noſtro præſcitu, juſſu & mandato ad illum modum, prout, hic verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta, & conventa ſint; Nos ea omnia & ſingula, præhabita matura & diligenti conſideratione, & certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium, declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus pro Nobis, Noſtriſque & Regni Noſtri Succeſſoribus, Nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid, tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios, ullo unquam tempore ei contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, paſſuros, quocunque id fieri poſſit modo. In quorum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Regium majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream, die XVII. Menſis Aprilis, anno reparatæ ſalutis MDCC XIII. & Regni noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratificatio Articuli ſeparati de Regia Dignitate.

NOS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas, inſpecturis, lecturis, vel audituris aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit; Cum occaſione Pacis inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, Fratrem & Cognatum Noſtrum chariſſimum ex una & Nos ex altera parte per Noſtros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis menſis Aprilis initæ, Sacra Regia Chriſtianiſſima Majeſtas de Regia Dignitate Domui Noſtræ pridem illata, cum plenis honoribus agnoſcenda, Articulo Separato ſeſe erga nos declaraverit forma & modo ſequenti.

(*Sequitur Articulus Separatus.*)

Quod nos hanc Sereniſſimi & Potentiſſimi Galliarum Regis declarationem grato acceptaverimus animo, prout eandem optimo quo fieri poteſt modo, vi & vigore præſentium acceptamus verbo fideque Regia promittentes, Nos hanc Sacræ Suæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatis in nos Domumque Noſtram teſtatam benevolentiam omni mutui affectus amicitiæque ſtudio penſaturos eſſe. In cujus fidem & Teſtimonium, Sigillum noſtrum majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII. Menſis Aprilis, anno poſt Chriſtum natum MDCCXIII. & Regni Noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

ANNO 1713.

Ratificatio Articuli Separati Urbem Rhenobergam concernentis.

NOS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus, & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit, quod occaſione Pacis inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, Fratrem & Cognatum Noſtrum Chariſſimum ex una & nos ex altera parte, per Noſtros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis Menſis Aprilis initæ, Articulo Separato de Urbe Rhenoberga peculiariter conventum ſit, forma, modo, ac tenore ſequenti.

(*Sequitur Articulus Separatus.*)

Nos hunc Articulum, præhabita matura & diligenti conſideratione, & certa ſcientia noſtra approbare, ratificare, & confirmare, ratumque, & firmum habere, prout illum virtute præſentium optimo quo id fieri poteſt modo approbamus, ratificamus, & confirmamus; Verbo Regio pro Nobis Noſtriſque & Regni noſtri Succeſſoribus promittentes, Nos Articulum hunc & quicquid illo continetur, firmiter, conſtanter, & inviolabiliter, ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ei ut contraveniatur paſſuros, quocunque id fieri poſſit modo. In cujus fidem teſtimoniumque, Sigillum Noſtrum Majus huic Diplomati Manu Noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII, Menſis Aprilis, anno poſt Chriſtum natum MDCCXIII. & Regni noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratification du Roi Très-Chretien donnée à Verſailles le 18. *d'Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que nôtre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et notre cher & bien amé le Sr. Meſnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont conclu, arreté & ſigné le onzieme jour du preſent mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; Avec le Sr. Othon-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Miniſtre d'Eſtat & de Guerre de notre très-cher & très-amé Frere le Roy de Pruſſe, Lieutenant General de ſon Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir de Pruſſe, Gouverneur & Droſſard de Memmel, Seigneur de Frederichſtein, Wenefeld, Schonmor &c. Et avec le Sr. Jean-Auguſte Marſchalch de Bieberſtein, Miniſtre d'Etat de notredit Frere, Grand Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenſtein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Pruſſe, & de S. Jean, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Pleins-pouvoirs de notredit Frere, pareillement munis de ſes Plein-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'enſuit.

Fiat Inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Article Separé en tout ſon contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces preſentes ſignées de norre main, loüons, approuvons & ratifions; Promettant en faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En temoin de quoy nous avons

ANNO 1713. avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitieme jour d'Avril, l'an de Grace mil sept cens treize, & de notre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon, soutenu par deux Anges.

Ratification du Roi T. C. sur l'Article Separé concernant la Ville de RHYMBERGUE. *Donnée à Versailles le* 18 *d'Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi. in 4 Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que notre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne ; Et notre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ont conclu, arreté & signé le onziéme jour du present mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné ; Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Estat & de Guerre de notre très-cher, & très-amé Frere la Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noire de Prusse, Gouverneur & Drossard de Memmel, Seigneur de Frederichstein, Wenefeld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean-Auguste Marschalch de Bieberstein, Ministre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenstein, & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Prusse, & de S. Jean, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des notredit Frere, pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs ; duquel Article Separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article Separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces presentes signées de notre main loüons, approuvons & ratifions ; Promettant en foy & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir, qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitieme jour d'Avril l'an de grace mil sept cens treize, & de notre Regne le soixante-dixieme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe tressée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

ANNO 1713.

Ratification du Roi PHILIPPE *sur l'Article Separé du Traité de Paix fait entre les Rois de France & de Prusse, concernant le Titre Royal, & le Predicat de Majesté. A Madrid le* 2. *Mai* 1713. [Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 615.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corsique, & de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan. Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains la Copie de l'Article Separé du Traité conclu par le Séréniſſime Seigneur le Roi Très-Chrêtien, mon Ayeul, avec le Roi de Prusse, réglé & signé à Utrecht le onziéme d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, duquel Article Separé la teneur est à la lettre comme il suit.

Le Seigneur Roi Très-Chrêtien ayant reconnu & considérant comme Roi, ledit Seigneur Roi de Prusse, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de son affection pour ledit Roy de Prusse, & pour lui témoigner, combien il estime en sa personne cette augmentation de Dignité, Sadite Majesté Très-Chrêtienne déclare par cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, & de la part du Séréniſſime & Très-Puissant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Espagne, & de ses Successeurs, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a, que Sadite Majesté & Roi Catholique donneront désormais & à perpetuité au Seigneur Roi de Prusse & à ses Héritiers & Successeurs Rois de Prusse, le Titre de Majesté, sans jamais le changer ou le diminuer sous quelque prétexte, & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois de Prusse du premier & second ordre, les mêmes Honneurs soit anciens, soit nouveaux qu'on rend aux autres Ministres des Têtes Couronnées, sans aucune différence. Au surplus, cet Article Separé, dont Sa Majesté Très-Chrêtienne se charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il estoit inseré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les Ratifications en seront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont souscrit de leurs mains propres le présent Article & fait apoſer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onziéme Avril l'an de grace mil sept cens treize.

HUXELLES. O. M. C. DE DÖNHOF.
(L.S.) (L.S.)

MESNAGER. J.A. *Marschalch* DE BIBERSTEIN
(L.S.) (L.S.)

C'est pourquoi aïant vû & examiné ledit Article, je l'ay approuvé & ratifié, comme en vertu de la présente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma parole Royale, de les accomplir entiérement, suivant ce qui y est contenu & exprimé, & à cet effet j'ay ordonné d'expedier la présente signée de ma main, sellée de mon sceau secret, & contresignée par mon soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil sept cens & treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

ANNO 1713. *Ratification du Roi* PHILIPPE *sur les Articles VII. & VIII. du Traité de Paix fait entre les Rois de* FRANCE *&* PRUSSE, *& dans lesquels il eſt diſpoſé d'une partie de la Gueldre Eſpagnole. A Madrid le 2. Mai* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 610.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſique, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biſcaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains, les Copies des deux Articles ſept & huit du Traité conclu par le Séréniſſime Seigneur, Roi Trés-Chrêtien mon Ayeul, avec le Roy de Pruſſe, réglé & ſigné à Utrecht, le onze d'Avril de la préſente année 1713. par les Miniſtres Plénipotentiaires de ces deux Puiſſances, deſquels deux Articles la teneur eſt à la lettre, comme il ſuit.

ARTICLE VII.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre Eſpagnole, que poſſede & occupe le Seigneur Roy de Pruſſe, nommément la Ville de Gueldre, les Préfectures, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils ſoient, ſubſides, contributions & collectes, Droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui eſt compris dans cette partie du haut quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Pruſſe, occupe & poſſede actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, ſans rien excepter, lui eſt cedée à perpetuité par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera aud. Seigneur Roi de Pruſſe, ſes Héritiers & Succeſſeurs de l'un & de l'autre ſexe, en pleine proprieté & Souveraineté, ainſi & de la maniére, que tout ce que deſſus a été poſſedé par les Rois d'Eſpagne, & que l'a poſſedé le Roy Charles ſecond de glorieuſe Mémoire; nonobſtant toutes exceptions, prétenſions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roy de Pruſſe dans la paiſible poſſeſſion de ladite partie cy-deſſus cedée; tous Pactes, Conventions ou diſpoſitions contraires, étant cenſez nuls & de nulle valeur; cette ceſſion ainſi faite avec cette clauſe expreſſe, que l'état de la Réligion Catholique ſubſiſtera dans leſdits Lieux cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & ſous la domination des Rois d'Eſpagne, ſans que ledit Seigneur Roi de Pruſſe y puiſſe rien changer.

ARTICLE VIII.

Pareillement Sa Majeſté Très-Chrêtienne cede à perpetuité à Sadite Majeſté Pruſſienne, en vertu du Pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le haut Quartier de Gueldre, le Païs de Keſſel, & le Bailliage de Krieckenbeck, pour le poſſeder lui & ſes Héritiers & Succeſſeurs de l'un & de l'autre ſexe, en pleine Souveraineté & proprieté, ainſi & de la maniére, que l'a poſſedé le Roi Charles ſecond de glorieuſe Mémoire, avec toutes leurs appartenances & dépendances, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils ſoient, ſubſides, contributions, & collectes, Droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui eſt compris ſous le nom dudit Païs & Bailliage. Cette ceſſion ainſi faite, nonobſtant toutes exceptions, prétenſions ou contradictions, faites ou à faire; tous Pactes, Conventions ou diſpoſitions contraires étant cenſez nuls & de nulle valeur; à condition toutefois, que l'état de la Réligion Catholique ſubſiſtera dans leſdits Païs & Bailliages, comme dans les Païs cy-deſſus cedés, en tout & par tout, tel qu'il étoit ſous la domination des Rois d'Eſpagne, ſans que ledit Seigneur Roi de Pruſſe y puiſſe rien changer. Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précede, les deux contenant la ceſſion d'une partie du haut Quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majeſté Pruſſienne, & de la délivrer dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la ſignature du préſent Traité. ANNO 1713.

C'eſt pourquoy ayant veu & examiné leſdits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la préſente, je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi de ma parole Roiale, de les accomplir entiérement, ſuivant ce qui y eſt contenu & exprimé. Et à cet effet j'ay ordonné d'expedier la préſente ſignée de ma main, ſellée de mon Sceau ſecret & contreſignée par mon ſouſſigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mil ſept cens treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

CLV.

Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel Sa Maj. T. C. reſtitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice: avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cede quelques autres. Les Renonciations des Ducs de* BERRI *&* D'ORLEANS *à la Couronne d'Eſpagne avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les authoriſer y ſont inſerées. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. 11. Avril. [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713.]

SOIT notoire à tous préſents, & à venir, qu'aiant plû à Dieu après une très-longue, & très-ſanglante Guerre d'inſpirer à toutes les Puiſſances qui y ſont intereſſées, un ſincere déſir de la Paix, & du rétabliſſement de la tranquillité publique, les Négotiations commencées à Utrecht par les ſoins de la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont eſté par la prudente conduite de cette Princeſſe amenées au point de la concluſion d'une Paix Générale; à quoy déſirant de contribuer le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince, Louïs XIV. par la grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France, & de Navarre, qui durant la préſente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos général de l'Europe; & Son Alteſſe Royale Victor Amé ſecond, par la grace de Dieu Duc de Savoye, & de Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Cipre, &c. ſouhaitant de concourir à un ouvrage ſi ſalutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Chrêtien, toûjours diſpoſé à reprendre les ſentimens de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Alteſſe Royale, & de reſſerrer les liens du ſang, qui l'uniſſent & ſa Maiſon à la Royale Maiſon de France, ont donné leurs Plein-Pouvoirs pour traiter, conclurre & ſigner la Paix; ſçavoir, Sa Majeſté Très-Chrêtienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Géneral au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Congrès d'Utrecht, & Son Alteſſe Royale de Savoye au Sieur Annibal Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuïer de Sadite Alteſſe Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans ſes Armées, Son Envoié Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre

ANNO 1713. dre des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Meſſieurs les Etats des Provinces-Unies des Pays-bas, & au Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maiſon Forte de Jordane, Conſeiller d'Etat de Sadite Alteſſe Royale, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, leſquels après s'eſtre communiqué reſpectivement leurſdits Plein-pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées mot à mot à la fin de ce préſent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, ſont convenus des Articles ſuivants en préſence du Sieur Eveſque de Briſtol, & du Sieur Comte de Strafford Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toûjours une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roy Très-Chrêtien, ſes Héritiers, Succeſſeurs, & ſon Royaume d'une part, & Son Alteſſe Royale de Savoye, ſes Héritiers, Succeſſeurs, & Etats de l'autre, & une ceſſation de tous Actes d'Hoſtilités par Terre, & par Mer ſans exception de lieux, ni de perſonnes.

II. Il y aura de part, & d'autre un oubly, & une amniſtie perpetuelle de toutes les Hoſtilités réciproquement commiſes pendant la préſente Guerre, ou à ſon occaſion, ſans qu'on puiſſe à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni en témoigner du reſſentiment, ni en prétendre aucune ſorte de reparation.

III. Le Roi Très-Chrêtien immédiatement après la Ratification du préſent Traité reſtituera à Son Alteſſe Royale de Savoye le Duché de Savoye, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les poſſeder à l'avenir comme Elle a fait avant cette Guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majeſté ont occupé ſur Son Alteſſe Royale pendant cette Guerre ſans aucune reſerve, & les Places & Forts ſeront délivrés dans l'état où ils ſe trouvent préſentement; Ceux qui exiſtent avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de guerre qui s'y ſont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majeſté Très-Chrêtienne pour Elle, ſes Héritiers, & Succeſſeurs cede, & tranſporte à Son Alteſſe Royale de Savoye, à ſes Héritiers, & Succeſſeurs irrevocablement, & à toûjours, les Vallées qui ſuivent, ſçavoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Feneſtrelles, & les Vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonache, & de Chateau Dauphin, & tout ce qui eſt à l'eau pendante des Alpes du coſté du Piémont: Réciproquement Son Alteſſe Royale cede à Sa Majeſté Très-Chrêtienne & à ſes Héritiers & Succeſſeurs irrevocablement, & à toûjours la Vallée de Barcelonnette, & ſes dépendances; de maniére que les ſommités des Alpes, & Montagnes ſerviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont, & le Comté de Nice, & que les plaines qui ſe trouveront ſur leſdites ſommités, & hauteurs ſeront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du coſté du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & celles du coſté du Piémont, & du Comté de Nice appartiendront à Son Alteſſe Royale de Savoye.

Pour eſtre à l'avenir les choſes ci-deſſus cedées, tenues, & poſſedées par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & par Son Alteſſe Royale de Savoye, leurs Héritiers, & Succeſſeurs en toute proprieté & Souveraineté, Régales, actions, juriſdiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres Droits quelconques, ſans rien reſerver, & de la même maniére en tout, & avec les mêmes priviléges que Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Son Alteſſe Royale de Savoye les ont poſſedées au commencement de cette Guerre: Dérogeant pour cet effet de part & d'autre, à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions, & Conventions, qui pourroient eſtre contraires, même à celles qui auroient eſté confirmées par ſerment, comme ſi elles étoient ici exprimées, auxquelles, & aux clauſes dérogatoires il eſt expreſſement dérogé par le préſent Traité pour l'entier accompliſſement deſdites ceſſions, leſquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpetuité toutes exceptions quelconques, ſous quelque titre, cauſe, ou prétexte qu'elles puiſſent eſtre fondées. Et à ce ſujet, les habitans & Sujets deſdites Vallées, & lieux ci-deſſus réciproquement cedés, ſont diſpenſés par le préſent Traité des ſerments de fidelité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant preſtés à leurs Souverains reſpectifs avant la préſente ceſſion; leſquels ſerments demeurent nuls, & de nulle valeur. Les Sujets des lieux réciproquement cedés, ou qui y ont des Biens ou Droits, en auront la libre poſſeſſion & jouïſſance en quels lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Alteſſe Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront tranſporter où bon leur ſemblera, & de diſpoſer & contracter deſdits Biens & Droits entre vifs ou à cauſe de mort, & ils retiendront tous les mêmes Droits de ſucceſſion, & autres qu'ils ont eu juſques à preſent. Et pour plus grande validité des préſentes ceſſions, elles ſeront verifiées, & enregiſtrées réciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des Comptes de Paris, & du Dauphiné, comme auſſi dans le Senat, & Chambre des Comptes de Turin, & Senat de Nice, & les expeditions en ſeront délivrées 3. mois après, à compter du jour de la Ratification du préſent Traité. ANNO 1713.

Et comme il n'a point eſté poſſible de régler par le préſent Traité les limites, & dépendances des ceſſions réciproquement faites ci-deſſus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoier ce réglement aux Commiſſaires, que les Parties nommeront dans l'eſpace de quatre mois du jour de la ſignature du préſent Traité, pour en convenir à l'amiable ſur les lieux.

V. Comme en conſequence de ce qui a eſté convenu, & accordé entre leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Catholique d'une part, & Sa Majeſté Britannique de l'autre, pour une des conditions eſſentielles de la Paix, le Seréniſſime & très-puiſſant Prince Philippe V., par la grace de Dieu, Roi Catholique des Eſpagnes & des Indes, a cedé & transporté à ſes Succeſſeurs l'Iſle & Royaume de Sicile, & Iſles en dépendantes, avec ſes appartenances & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & maniére qui ſera ſpécifiée dans le Traité qui ſera conclu entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye; le Roi Très-Chrêtien reconnoît, & déclare que ladite ceſſion de l'Iſle, & Royaume de Sicile, ſes appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique ſon Petit-fils à Son Alteſſe Royale de Savoye, eſt une des conditions de la Paix, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne conſent, & veut qu'elle faſſe partie du préſent Traité, & ait la même force, & vigueur que ſi elle y étoit inſerée mot à mot, & qu'elle eût eſté ſtipulée par lui: Reconnoiſſant dès à preſent en vertu de ce Traité Son Alteſſe Royale de Savoye pour ſeul, & légitime Roy de Sicile; & pour mieux aſſurer l'effet de ladite ceſſion, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet en foy, & parole de Roy, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, de ne s'oppoſer jamais, ni faire aucune choſe contraire à ladite ceſſion, ni à ſon execution, ſous quelque prétexte, ou raiſon que ce puiſſe eſtre, mais au contraire de l'obſerver, & faire obſerver inviolablement, promettant toute aide, & ſecours envers, & contre tous pour cet effet, & pour ladite execution; comme auſſi pour maintenir, & garantir Son Alteſſe Royale de Savoye, & ſes Succeſſeurs en la paiſible poſſeſſion dudit Royaume conformément aux clauſes qui ſeront ſtipulées dans ledit Traité entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye.

VI. Le Roi Très-Chrêtien conſent pareillement, & veut, que la reconnoiſſance, & la déclaration du Roi d'Eſpagne, qui au défaut des deſcendants de Sa Majeſté Catholique, aſſure la ſucceſſion de la Couronne d'Eſpagne & des Indes à Son Alteſſe Royale de Savoye, à ſes deſcendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, aux Princes de la Maiſon de Savoye, & à leurs deſcendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, à l'excluſion de tous autres, faſſe, & ſoit tenue pour une partie eſſentielle de ce Traité ſuivant toutes les clauſes ſpécifiées, & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majeſté Catholique le 5. de Novembre 1712. paſſé, approuvé, & confirmé par les Etats ou Cortes d'Eſpagne par Acte du 9. dudit mois de Novembre; leſquels Actes du Roi d'Eſpagne & des Cortes ſeront inſerés dans le Traité qui ſera conclû entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye, & doivent eſtre tenus pour exprimés ici, comme s'ils y étoient inſerés mot à mot. Les Renonciations que Monſeigneur le Duc de Ber-

ANNO 1713. ry, & Monſeigneur le Duc d'Orleans ont faites pour eux, & leurs deſcendants pour toûjours à tous Droits, & eſperance de ſucceſſion à la Monarchie & Couronne d'Eſpagne des Indes, pour les raiſons, cauſes, & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont paſſé le 19. & 24. Novembre 1722. & dont la teneur & les Lettres patentes du Roy Très-Chrêtien du mois de Mars dernier ſeront inſerés à la fin du préſent Traité, font, & feront de même à perpetuité partie eſſentielle de ce Traité ; Sa Majeſté Très-Chrêtienne connoiſſant les motifs des ſuſdites reconnoiſſances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils ſont le fondement & la ſeureté de la durée de la Paix, promet pour Elle, ſes Succeſſeurs, & les Princes, qui ont fait leſdites Renonciations, & leurs Deſcendants, qu'ils ſeront inviolablement obſervés, & de n'y jamais contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement, ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque maniére, ou par quelque voie que ce ſoit ; mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en quelque temps que ce ſoit, & pour quelques cauſes, raiſons, ou motifs que ce puiſſe eſtre : Sa Majeſté Très-Chrêtienne s'engageant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de maintenir envers, & contre tous, nul excepté, le droit de ſucceſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye, & des Princes de la Maiſon de Savoye à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformément à la maniére dont il eſt établi par l'Acte fait par le Roy d'Eſpagne le 5. Novembre 1712., par celui des Etats ou Cortes d'Eſpagne du 9. Novembre 1712., & par les Renonciations de Monſeigneur le Duc de Berry, & de Monſeigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes ſuſdits ; comme auſſi d'employer (le cas arrivant) ſes forces, entant que beſoin ſera, pour mettre en poſſeſſion de ladite ſucceſſion le Prince de la Maiſon de Savoye, à qui elle appartiendra ſuivant l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y oppoſer. Tous Actes, & Proteſtations qui pourroient avoir été, ou être faits contraires aux ſuſdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & aux Droits reconnus, & établis en iceux, devant être cenſés, & reputés contraires à la ſeureté de la Paix & à la tranquilité de l'Europe, ſont par le préſent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII. Pour aſſûrer davantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les ceſſions faites par le feu Empereur Leopold à Son Alteſſe Royale de Savoye, par le Traité fait entre eux le 8. Novembre 1703., de la partie du Duché de Monferrat qui a été poſſedée par le feu Duc de Mantoüe, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence avec toutes les Terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumeline, de la Vallée de Seſia, & du Droit ou exercice de Droit ſur les Fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703. le Vigevanaſco, ou ſon équivalent, & les appartenances, & dépendances deſdites ceſſions reſteront dans leur force, & vigueur, fermes, & ſtables, & auront leur entier effet irrevocablement, nonobſtant tous Reſcrits, Décrets, & Actes contraires, ſans que Son Alteſſe Royale, & ſes Succeſſeurs puiſſent être troublés, ni moleſtés dans la poſſeſſion, & Droits, Traités, & Conventions que ce puiſſe être, & par qui que ce ſoit, non pas même par raport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir Droit ou prétenſion ſur ledit Duché, leſquels prétendants ſeront indemniſés conformément à ce qui eſt porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703. ; Sa Majeſté Très Chrêtienne promettant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de ne point aſſiſter, ni favoriſer directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre perſonne qui voudroit contrevenir auxdites ceſſions, s'obligeant au contraire, d'employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ſes offices, & ſes forces pour le maintien, & la garantie du contenu au préſent Article, y compriſe la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendûe par les Arbitres Compromiſſaires le 27. Juin 1712. devant au ſurplus reſter dans ſa force, & vigueur, & les meſures être priſes dans ſix mois par l'Arbitrage des Puiſſances garantes du Traité du 8. Novembre 1703. pour le payement des créances de Son Alteſſe Royale de Savoye.

VIII. Comme par les incidents, & le ſort de la guerre, les Etats de Son Alteſſe Royale de Savoye ſont ouverts de toutes parts ; Il a été trouvé bon que les choſes n'étant plus dans l'état, où elles étoient lors des précedens Traités de Paix & d'Alliance, ſadite Alteſſe Royale puiſſe fortifier ſes Frontiéres pour la ſeureté de ſes Etats, qui peut beaucoup contribuer à la ſeureté, & à la tranquilité de l'Italie ; & il ſera libre à Son Alteſſe Royale de faire telles Fortifications que bon lui ſemblera dans tous les Lieux, & endroits qui lui ont été cedés de part, & d'autre par leſdits Traités, nonobſtant toutes Conventions, & promeſſes précedentes à ce contraires. ANNO 1713.

IX. Son Alteſſe Royale de Savoye ayant demandé que le Prince de Monaco reconnoiſſe tenir de ſon Domaine direct Menton, & Rocabruna, & qu'il en prenne les Inveſtitures d'Elle, de la maniére que Son Alteſſe Royale prétend que l'ont fait les Prédeceſſeurs de ce Prince ; Il a été convenu que l'on s'en rapportera reſpectivement à l'Arbitrage de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne, & Britannique, qu'Elles donneront ſix mois après la ſignature du préſent Traité : Et pour cet effet les Parties repréſenteront leurs raiſons, & leurs titres, dans l'eſpace de 3. mois, à ceux qui ſeront députés par leurſdites Majeſtés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie ſe fera, & maintiendra comme il étoit établi du temps de Charles Emanuel II. Pere de Son Alteſſe Royale, & l'on fera obſerver, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des Etats de Sa Majeſté, & ceux de Son Alteſſe Royale ce qui ſe faiſoit, obſervoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoye & Pont de Beau-voiſin, & par Ville-Franche, chacun païant les Droits, & Doüanes de part, & d'autre. Les Baſtimens François paieront auſſi l'ancien Dace (communément appellé Droit de Ville-Franche) comme il ſe pratiquoit du temps du Duc Charles Emanuel, à quoi il ne ſera plus faite aucune oppoſition par qui que ce ſoit, comme l'on en pourroit avoir fait juſqu'à préſent. Les Couriers & les Ordinaires de France paſſeront comme auparavant par les Etats de Son Alteſſe Royale, & en obſervant le Réglement paieront les Droits pour les Marchandiſes dont ils ſeront chargés.

XI. Le Roi Très-Chrêtien acquieſçant à la demande que ſon Alteſſe Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de ſa ſincere amitié, conſent que Son Alteſſe Royale puiſſe vendre les Terres, Biens, & effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, ſans qu'il y puiſſe eſtre formé aucun empeſchement de ſa part, ni par ſes Officiers, Sadite Majeſté ſe départant à ces fins en faveur de Sadite Alteſſe Royale, & de ſes Succeſſeurs, ou de leurs acquereurs, de tous les Droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir ſur leſdites Terres qui ſont en Bugey, & qui appartiennent de préſent à Son Alteſſe Royale, à laquelle au beſoin Sa Majeſté cede la proprieté irrevocable deſdites Terres pour Elle, & ſes Succeſſeurs Ducs de Savoye, & leurs acquereurs, qui auront une pleine ſeureté à l'égard de Sa Majeſté ſans autre Patente, & en vertu ſeulement de ce préſent Traité.

XII. Main levée eſt reſpectivement accordée des Biens & effets ſaiſis, & confiſqués à l'occaſion de la guerre ſur les Vaſſaux, & Sujets reſpectifs en quelques lieux qu'ils ſoient ſitués ; & à cet effet toutes repreſailles, ſaiſies, & confiſcations, & les dons, & conceſſions d'icelles ſont & demeurent anéantis, de même que les arrentements, deſdits biens, & les Fermes échuës après la ſignature de ce Traité ſeront paiées aux Proprietaires.

XIII. Les Jugements rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnu des Juges, & ont eſté légitimement défenduës, tiendront, & ne ſeront les Condamnés reçûs à les contredire, ſinon par les voies ordinaires.

XIV. Les Sujets de Son Alteſſe Royale qui ont fait des fournitures, prets, avances pour le ſervice de Sa Majeſté, ou à ſes Entrepreneurs, Partiſans, Commis, ou employés à ſon ſervice, ou pour l'entretien de ſes Troupes, Officiers, & Soldats, ſerons paiés en brief terme ſur les recepiſſés, ou obligations qu'ils repréſenteront, & Sa Majeſté leur fera à cet égard rendre bonne, & briéve Juſtice ; Son Alteſſe Royale en fera uſer de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majeſté.

XV.

ANNO 1713.

XV. Tous les Prisonniers de guerre, & les Sujets respectifs détenus en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussi-tôt mis en liberté.

XVI. Les Articles des Traités de Munster, des Pirenées, de Nimegue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Alteſſe Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696., seront gardés, & observés autant qu'il n'y est point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, & inserés ici mot à mot, & notamment à l'égard des Fiefs qui regardent Son Alteſſe Royale, nonobstant tous Rescrits, Décrets, & Provisions donnés au contraire.

XVII. Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrêtien, & par Son Alteſſe Royale de Savoye seront compris dans le présent Traité, pourveu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII. Et afinque le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Très-Chrêtienne, & Son Alteſſe Royale promettent de ne rien faire contre, & au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & si fait étoit, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni remise, & Elles s'obligent respectivement à son entiére observation; & sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, & efficaces dans tous ceux que Sa Majesté Très-Chrêtienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX. Sera le présent Traité approuvé, & ratifié par Sa Majesté Très-Chrêtienne, & par Son Alteſſe Royale, & les Lettres de Ratification seront échangées, & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plustôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

Ici doivent être inſérées de mot à mot les (1) *Renonciations du Duc de Berri, du 19. Novembre 1712. & du Duc d'Orleans, du 24. du même Mois, avec les Lettres patentes du Roi T. C. du Mois de Mars 1713.*

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien & de Son Alteſſe Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1723.

(L.S.) Huxelles. (L.S.) Le C. Maffei.
(L.S.) Mesnager. (L.S.) Solar du Bourg
(L.S.) P. Mellarede.

Plein-pouvoir de Sa Majeſté T. C.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conferences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir, au retablissement d'une Paix sincere & solide, entre Nous & les Princes & Estats; qui sont encore contre nous en guerre; & que par la misericorde Divine, il y a lieu d'esperer qu'elles se termineront heureusement: Et voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus promts pour avancer un bien aussi desirable, & pour faire cesser au plutôt la desolation de tant d'Estats, & arrêter l'effusion du Sang Chrestien; Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour notre Service, de nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et de nôtre cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Pour ces Causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de notre main, commetons, ordonnons & deputons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, de conferer, negocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre très-cher & très-amé Frere le Duc de Savoye, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de notre dit Frere, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions; que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon estre; Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause legitime l'autre ait le meme Pouvoir de conferer, negocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles, & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que nous nous proposons; En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Negociation de la Paix avec notre dit Frère le Duc de Savoye, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous etions presens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agreable, tenir ferme, stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sr. Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelques causes, ou sous quelques pretextes que ce puisse estre; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire delivrer pour estre echangées dans le temps dont il sera convenu par les Traitez à faire; Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars l'an de grace mille sept cens treize, & de nôtre Regne le soixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé.

Ratification du Roi T. C. Donnée à Verſailles le 18. d'Avril 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité de Paix conclu, arresté, & signé en nostre nom le 11. du présent mois d'Avril par nostre très-cher, & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nostre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nostre cher, & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nostre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur en avions donné pour cet effet, avec le Sieur Annibal, Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de nostre très-cher, & tres-amé Frere le Duc de Savoye, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice, & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprés de la Reine de la Grande-Bretagne; le Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de nostre dit Frére, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre des Sts. Maurice & Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas; Et le Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, son Conseiller d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre dit Frere pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat inſertio.

Nous aiant agreable le susdit Traité de Paix en tous, & chacun des Points, & Articles qui y

(1) Voyez les ci-devant sous leurs propres Dates. On les omet ici pour éviter la Repetition.

ANNO 1713. ſont contenus & declarés, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces préſentes, ſignées de noſtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Roi, ſous l'obligation, & Hypothéque de tous, & un chacun nos biens préſents, & avenir, garder, obſerver inviolablement, ſans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre noſtre Sçel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de noſtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et Scellé en queüe.

Ratification de Son Alteſſe Royale.

VICTOR AME' II., par la grace de Dieu, Duc de Savoye, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, nôtre premier Ecuyer, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, & nôtre Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de noſtre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, & Lazare, & noſtre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Meſſieurs les Etats Généraux, & noſtre Conſeillet d'Etat Mellarede, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du Plein-pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclû, arreſté, & ſigné le 11. de ce mois dans ladite Ville d'Utrecht avec Monſieur le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monſieur Meſnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sadite Majeſté an ſuſdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du Plein-pouvoir néceſſaire, duquel Traité ſuit la teneur.

Fiat Inſertio.

Nous ayant agréable le ſuſdit Traité en tous, & un chacun des Points qui y ſont contenus & déclarés, avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Prince garder, & obſerver inviolablement, ſans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, & maniére que ce ſoit. En temoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, icelles fait contreſigner par le Marquis de St. Thomas noſtre Miniſtre, & premier Sécretaire d'Etat, & y fait appoſer le Seel de nos armes: Données à Turin le 25. Avril 1713.

Signé,

V. AMEDE'E.

Contreſigné de

ST. THOMAS.

Et Scellé en queüe.

CLVI.

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Eſpagne demeureront à jamais ſeparées ſans pouvoir eſtre unies en une même perſonne; Que ledit Roi T. C. remetra auxdits Etats Generaux tous les* Païs-bas *appellés* Eſpagnols *pour les rendre à la Maiſon d'*AUTRICHE, *nonobſtant les Pretentions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel ſera obligé d'y renoncer, le Roi T. C. y cede auſſi la Ville de* Tournai *avec quelques autres Places & Lieux: Leurs Hautes Puiſſances lui rendent* Lille, *le Roi de* PRUSSE *garde la Ville de* Gueldres, *avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations ſuivent celles-là, à l'égard de l'Etat de le Religion dans l'Empire, & de la Forteresſe de Rhynfelds. Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. *S'enſuivent divers* ARTICLES SEPARE'S, *ou Declarations, avec les Plein-pouvoirs, & Ratifications de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 1. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

A tous préſens & à venir ſoit notoire, que pendant le cours de la plus ſanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrêtienté la fin de ſes maux en conſervant un ardent déſir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puiſſant Prince Loüis XIV., par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France & de Navarre; Sa Majeſté Très-Chrêtienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre ſolide & perpetuelle par l'équité de ſes conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſouhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il eſt en eux, au retabliſſement de la tranquilité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ont conſenti que la Ville d'Utrecht fut choiſie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majeſté Très-Chrêtienne auroit nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ſes Ordres, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Hemrades de Schielandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wreedewold, & Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelanden. Leſquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puiſſante & très-Excellente Princeſſe, la Reyne de la Grande-Bretagne, n'ont point ceſſé d'employer leurs ſoins infatigables pour l'amener au point d'une concluſion de Paix générale, ſuivant le déſir que cette Princeſſe a toûjours eu de procurer le rétabliſſement de la tranquilité de l'Europe, ſont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'enſuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'aſſiſtance Divine & s'être communiqué reſpective-

ANNO 1713. tivement leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront délaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la derniére Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrêtien par les Emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étenduë de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Priviléges, Franchises, Droits, exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ny en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrêtienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouïssance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniére que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, où du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Estats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Estats Généraux procureront & avanceront fidellement le bien & la prôsperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Négotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouïront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques Rénonciations qui ayent été mises és dites Transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens. ANNO 1713.

VII. En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possedent encore des Païs-bas communement appellez Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possedez, ou dû posseder conformément au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en reservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Païs-bas Espagnols pour en jouïr désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de maniére dont lesdits Païs-bas Espagnols leur serviront de Barriere & de seureté.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possede & occupe actuellement, sçavoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Kriekenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Païs de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prérogatives, revenus & avantages de quelque nom qu'ils puissent être appellez, en la même qualité & de la même maniére, que la Maison d'Autriche, & particulierement le feu Roy d'Espagne les a possedez, toutefois avec les charges & Hypothéques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidelité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des Péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera reservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celuy de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII. En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur comme cy-dessus, immédiatement après la Paix & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Païs-bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec

tous

ANNO 1713. tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives, qui concernent lesdits Païs-bas, ou quelque partie d'iceux.

IX. Et comme Sa Majesté Catholique a cedé & transporté en pleine Souveraineté & proprieté sans aucune reserve ni retour, à Son Alteſſe Electorale de Baviere lesdits Païs-bas Espagnols, Sa Majesté Très-Chrêtienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Alteſſe Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-meſme, que pour les Princes ſes Hoirs, & Succeſſeurs nez & à naître, cede & transporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maiſon d'Autriche tout le Droit que ſon Alteſſe Electorale peut avoir, ou prétendre ſur lesdits Païs-bas Espagnols, ſoit en tout, ou en partie, tant en vertu de la ceſſion de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelqu'autre Acte, Titre, ou prétention que ce puiſſe être, & par lequel Acte Sadite Alteſſe Electorale reconnoiſſe la Maiſon d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes deſdits Païs-bas, ſans aucune reſtriction, ou reſerve, & décharge & diſpenſe abſolument tous & un chacun des Sujets deſdits Païs-bas, qui lui ont preſté ſerment de fidelité, ou fait hommage; lequel Acte de ceſſion de ſon Alteſſe Electorale ſera remis comme l'on en eſt convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du préſent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (ſauf le payement des rentes conſtituées & hypothéquées ſur leſdits revenus) juſqu'à ce que ſon Alteſſe Electorale ait été retablie dans tous les Etats qu'Elle poſſedoit dans l'Empire avant la Guerre préſente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été miſe dans le rang de neuviéme Electeur, & en poſſeſſion du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy; comme auſſi ſon Alteſſe Electorale & pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des ſuſdits Païs, pourra tenir ſes Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, leſquelles Troupes n'excederont pas le nombre de ſept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Eſtats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que leſdits Eſtats Généraux enverront pour les Garniſons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront paſſer, loger, ny ſejourner dans les dépendances des Païs, dont ſon Alteſſe Electorale doit garder la Souveraineté, comme il eſt dit cy-deſſus; il ſera cependant permis aux Eſtats Généraux de faire voiturer, ſans aucun empêchement ni oppoſition quelconque, toutes ſortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront néceſſaire. On eſt auſſi convenu que l'Electeur de Baviere conſervera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, juſqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ſes prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim; & l'on eſt convenu que ce dédommagement ſera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre deſquels la Reyne de la Grande-Bretagne a conſenti d'être. Et ce réglement ſe fera par leſdits Arbitres le plûtôt qu'il ſera poſſible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera ſortir l'Acte de ceſſion de Son Alteſſe Electorale ſon plein & entier effect; & pour encore plus de ſeureté, Sa Majesté Très-Chrêtienne promet de faire en ſorte, que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de beſoin, ladite ceſſion de Alteſſe ſon Electorale dans ſon Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X. Cependant quoyque l'Electeur de Baviere demeure en poſſeſſion de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il eſt dit cy-deſſus; On eſt convenu que Sa Majesté Très-Chrêtienne retirera toutes ſes Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, qu'Elle fera en ſorte que Sadite Alteſſe Electorale en retirera auſſi en même tems toutes les ſiennes (excepté des dépendances du Duché de Luxembourg) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne ſon Frére, ſans aucune exception, & que la Ville & Forteresſe de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, comme auſſi la Ville de Charleroy, ſeront cependant gardez par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, leſquelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications. On eſt convenu auſſi que les Troupes deſdits Seigneurs Etats y ſeront logées & traitées conformément au réglement fait ſur ce ſujet après la Paix de Ryſwick avec Sadite Alteſſe Electorale alors Gouverneur Général deſdits Païs-bas, comme auſſi que la Ville & Duché de Luxembonrg, la Ville & Comté de Namur. & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être aſſigné par an auxdits Seigneurs Etats Généraux ſur les meilleurs, & les plus clairs revenus deſdits Païs-bas Eſpagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrieres; les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune maniére l'Electeur de Baviere dans la poſſeſſion de la Souveraineté, & des revenus deſdites Villes & Païs pour tout le tems qu'il en doit jouïr.

ANNO 1713.

XI. Sa Majesté Très-Chrêtienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ſes Hoirs & Succeſſeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maiſon d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir ſur la Ville de Menin avec toutes ſes Fortifications, & avec ſa Verge, ſur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaiſis, ſans ſe rien reſerver de ſon Droit là-deſſus, ni ſur aucune de ſes dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede abſolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Très-Chrêtienne les a poſſedées avant cette Guerre, excepté que St. Amant avec ſes dépendances, & Mortagne ſans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Chrêtienne; à condition néantmoins qu'il ne ſera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluſes de quelque nature qu'elles puiſſent être; On eſt auſſi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en poſſeſſion de la Terre d'Antoing en vertu du préſent Traité, à condition que la Maiſon de Ligne pourra pourſuivre ſes Droits ou prétenſions ſur ladite Terre devant les Juges competens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majesté Très-Chrêtienne leur cede par cet Article, à la Maiſon d'Autriche, auſſi-tôt que les Seigneurs Etats en ſeront convenu avec ladite Maiſon, laquelle en jouïra alors irrevocablement & à toûjours.

XII. Sa Majesté Très-Chrêtienne tant pour Elle meſme que pour les Princes ſes Héritiers & Succeſſeurs nez, & à naître, cede auſſi en faveur de la Maiſon d'Autriche tout le Droit qu'elle a ſur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroiſſes & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec ſa Chaſtellenie, (Rouſſelaer y compris) & avec les autres dépendances, qui ſeront déſormais Poperingue, Warneton, Commines, Warwich, ces trois derniéres Places pour autant qu'elles ſont ſituées du coſté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-deſſus exprimez, ſans que Sa Majesté Très-Chrêtienne ſe reſerve aucun Droit ſur leſdites Villes, Places, Forts, & Païs, ni ſur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens.

Auſſi fera Sa Majesté Trés-Chrêtienne, immediatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours aprés l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes leſdites Villes, Places, Forts, & Païs avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, ſans en rien excepter, le tout de la même maniére que Sa Majesté Très-Chrêtienne les poſſede maintenant avec les Fortifications, comme elles ſont, ſans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documens, qui concernent leſdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que leſdits Seigneurs

ANNO 1713. gneurs Etats puiſſent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Païs, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maiſon d'Autriche auſſi-tôt qu'ils en ſeront convenu avec Elle, laquelle en jouïra irrevocablement, & à toûjours.

XIII. La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, ſera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni impoſition.

XIV. On eſt auſſi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place deſdits Païs-bas Eſpagnols, ny de ceux qui ſont cedez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſoient jamais cedez, tranſportez, ni donnez, ni puiſſent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France, ſoit en vertu de quelque don, vente, échange, convention Matrimoniale, ſucceſſion par Teſtament, ou ab inteſtat, ou ſous quelqu'autre titre que ce puiſſe être, ni être mis, de quelque maniére que ce ſoit, au pouvoir, ni ſous l'autorité du Roy Très-Chrêtien, ni de quelque Prince ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France.

XV. Leſdits Seigneurs Etats Généraux remettront à Sa Majeſté Très-Chrêtienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute Sa Châtellenie ſans aucune exception, Orchies, le Païs de Laleu & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, enclavemens, & annexes, le tout ainſi qu'il a été poſſedé par le Roy Très-Chrêtien avant la préſente guerre; leſquelles Villes, Places & Forts, ſeront évacuez immediatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles ſe trouvent à préſent, ſans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens, Archives, & particulierement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournez, on les raportera de bonne foy; bien entendu que leſdits Seigneurs Etats Généraux ne ſeront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrêtien pourroit déja être en poſſeſſion deſdits Païs, ni à faire reparer ce qui ſe trouvera avoir été détruit par la guerre. On eſt auſſi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en poſſeſſion des Terres de Ciſoing & de Roubaix, & autres biens ſituez dans leſdits Païs de Lille en vertu du préſent Traité, à condition que la Maiſon de Ligne pourra pourſuivre ſes Droits ou prétenſions ſur leſdites Terres & Biens devant des Juges competans.

XVI. Quant à la reſtitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on eſt convenu que la Ville & Forteresſe de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nieuport, & généralement toutes Places, Forts, & Poſtes poſſedez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou ſes Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviere, ſeront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du decés du feu Roy Catholique Charles II., ſuivant les Inventaires qui en ſeront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, ſeront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont eſté au tems de la priſe, ſuivant les Inventaires qui en ſeront délivrez de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des piéces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les ſieges, ont été tranſportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de meſme calibre. Que la Ville d'Ypres ſera remiſe avec cinquante pieces de Canon de fonte de toutes ſortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent préſentement, & finalement que la Ville de Furnes ſera remiſe avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y ſont trouvez au commencement de l'année courante, ſuivant les Inventaires qui en ſeront délivrez de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre ſe retireront auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du préſent Traité, ſur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir ſuivant le préſent Traité, ſans pouvoir reſter, ſous quelque prétexte que ce ſoit, dans le Païs de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui luy doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura auſſitôt après la ſignature de ce meſme Traité ceſſation d'armes & d'hoſtilitez, non pas ſeulement en tous endroits de la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il eſt dit cy-deſſus, mais auſſi de part & d'autre dans les Païs-bas entre les Païs, Sujets & Troupes de quelque Puiſſance que ce ſoit. ANNO 1713.

XVIII. Il a été auſſi accordé que la perception des Aides, Subſides, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrêtien & les Seigneurs Etats ſont en poſſeſſion, ſur tous les Païs qui viennent d'être cedez de part & d'autre, ſera continuée juſqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en reſtera dû, lors du dit échange des Ratifications, ſera payé de bonne foy à celuy, ou ceux, qui y auront droit, comme auſſi que dans le meſme tems les Proprietaires des Bois confiſqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remiſes de part & d'autre, rentreront en la poſſeſſion de leurs biens, & de tous les Bois qui ſe trouveront ſur le lieu: Bien entendu que du jour de la ſignature du préſent Traité, toutes les coupes de Bois ceſſeront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amniſtie perpetuelle de tous les torts, injures & offences, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque maniére que ce ſoit, pendant le cours de la préſente Guerre, par les Sujets des Païs-bas Eſpagnols, & des Places & Païs cedez ou reſtituez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou par les Seigneurs Etats Généraux, ſans qu'ils puiſſent être expoſez à quelque recherche que ce ſoit, & l'on eſt convenu que tout le contenu en l'Article ſecond du préſent Traité eſt rappellé pour être auſſi executé entre les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-bas Eſpagnols, & Païs cedez, ou reſtituez, de la maniére qu'il le ſera entre leſdits Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-bas Eſpagnols & des Places cedées par Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, pourront, en gardant les Loix, uſages & coûtumes des Païs, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier enſemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, & autrement diſpoſer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, ſituez reſpectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, ſujet ou non ſujet, ſans que pour cette vente, ou achat, ils ayent beſoin de part ni d'autre de permiſſion autre que le préſent Traité, il ſera auſſi permis aux Sujets des Places & Païs cedez ou reſtituez par le Roy Très-Chrêtien, & par les Seigneurs Etats Généraux, comme auſſi à tous les Sujets deſdits Païs-bas Eſpagnols de ſortir deſdites Places & Païs-bas Eſpagnols, pour aller demeurer où bon leur ſemblera dans l'eſpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de diſpoſer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur ſortie, ſans qu'ils puiſſent en être empêchez directement ou indirectement.

XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Eccleſiaſtiques & Seculiers, Corps, Communautez, Univerſitez & Colleges, ſeront retablis, tant en la jouïſſance des Honneurs, Dignitez & Bénéfices, dont ils étoient pourvûs avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles, & immeubles, rentes ſaiſies, ou occupées à l'occaſion de la préſente Guerre, enſemble leurs Droits, actions & ſucceſſions, à eux ſurvenus, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la préſente Guerre juſqu'au jour de la publication du préſent Traité, leſquels retabliſſemens ſe feront réciproquement; nonobſtant, toutes Donations, Conceſſions, Déclarations, Confiſcations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui ſeront nulles & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles ſe ſont retirées, pour & à cauſe de la Guerre, pour jouïr de leurs biens & rentes, en Perſonne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coûtumes des Païs & Etats. Dans leſquels ré-

ANNO 1713. tabliſſemens ſont auſſi compris ceux, qui dans la derniére guerre, ou à ſon occaſion, auront ſuivy le party contraire; néanmoins les Arrêts, & Jugements rendus dans les Parlements, Conſeils & autres Cours ſuperieures ou inferieures, & auxquels il n'aura pas été expreſſement dérogé par le préſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion de Terres, Seigneuries & autres Biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront lezées par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

XXII. A l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Païs-bas, dont une partie ſe trouvera poſſedée par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & l'autre par leſdits Seigneurs Eſtats Généraux, ou par la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Païs-bas Eſpagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera ſa quote part, & ſeront nommez des Commiſſaires pour régler la portion qui ſe payera de part & d'autre.

XXIII. Dans leſdits Païs, Villes & Places cedez par le préſent Traité, les Bénéfices accordez & légitimement conférez à des Perſonnes capables, pendant le cours de la préſente Guerre, ſeront laiſſez à ceux qui les poſſedent à préſent, & généralement toutes choſes, qui concernent la Religion Catholique Romaine & ſon exercice, y ſeront laiſſées & conſervées de la part deſdits Seigneurs Etats Généraux, & de la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Païs-bas doivent appartenir, dans l'eſtat où elles ſont, ou qu'elles étoient avant la préſente Guerre, ceſſion, ou évacuation, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Eveſques, Chapitres, Monaſtéres, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre ſituez dans les Païs-bas Eſpagnols, & dans les Païs-bas Eſpagnols, & dans les Païs cedez & reſtituez de part & d'autre par le préſent Traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui ſeront tous maintenus & reſtituez dans toutes leurs Egliſes, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Droits, Prérogatives & honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Eccleſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevoſtez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, ſans en pouvoir être dépoſſedez, & jouïront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir, comme auparavant; comme auſſi les Penſionaires jouïront, comme par le paſſé, de leurs penſions aſſignées ſur les Bénéfices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Catholique avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrez pour quelque cauſe ou prétexte que ce ſoit.

XXIV. Quant à l'exercice de la Réligion Proteſtante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places deſdits Païs-bas Eſpagnols, & dans celles cedées par le Roi Très-Chrêtien, il s'y fera conformément au Réglement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Païs-bas Eſpagnols, ſous le regne du Roi Charles II.

XXV. On eſt de plus convenu que les Communautez & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que Sa Majeſté Trés-Chrêtienne cede par le préſent Traité, ſeront conſervez & maintenus dans la libre jouïſſance de tous leurs Priviléges, Prérogatives, Coûtumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainſi qu'ils en ont joui ſous la Domination de Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, & tout ce qui eſt porté dans le préſent Article aura auſſi lieu pour les Villes & Places reſtituées à Sa Majeſté Très-Chrêtienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvû qu'il ne s'y ſoit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On eſt convenu que les Garniſons, qui ſe trouvent ou ſe trouveront cy-aprés de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Forts de Huy, comme auſſi dans la Citadelle de Liége, y reſteront aux dépens deſdits Seigneurs Etats, & que Sa Majeſté fera en ſorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Eveſque & Prince de Liége y conſente; Et Sadite Majeſté fera auſſi en ſorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn ſoient raſées trois mois après le rétabliſſement dudit Electeur. ANNO 1713.

XXVII. Tous Priſonniers de guerre ſeront délivrez de part & d'autre ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre ſeront payées, celles des François de par Sa Majeſté Très-Chrêtienne & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, reſpectivement, dans le terme de trois mois après l'échange deſdites Ratifications, à quelle fin ſeront nommez, immediatement après cet échange, des Commiſſaires de part & d'autre, qui feront la Liſte de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'aſſeurance du payement qui ſera dû, & qu'il ſe fera dans ledit terme.

XXVIII. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre ſera continuée pour tout ce qui reſtera dû, juſques au jour de l'échange des Ratifications du préſent Traité, & les arrérages, qui reſteront dûs lors de l'échange des Ratifications ſeront payées dans l'eſpace de trois mois après le terme ſuſdit; Et aucune execution ne ſe pourra faire pour raiſon de ce, pendant ledit tems, contre les Chaſtelenies, Bailliages, Communautez & autres redevables, pourvû qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſtante dans une Ville de la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou des Seigneurs Etats, à qui leſdites contributions ſeront dûës. La même ſtipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & accordées par les Païs-bas Eſpagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire ſubſiſter ce Traité, on eſt de plus convenu entre Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant ſatisfait à ce Traité, il ſe fera, comme ſe fait par celuy-cy, une Rénonciation tant générale que particuliere ſur toutes ſortes de prétenſions tant du tems paſſé, que du préſent, quelles qu'elles puiſſent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occaſions que l'on pourroit ſuſciter, & faire parvenir à de nouvelles diſſentions.

XXX. Les voyes de la Juſtice ordinaire ſeront ouvertes, & le cours en ſera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétenſions ſuivant les Loix & les Statuts de chaque Païs, & y obtenir les uns contre les autres ſans diſtinction toute la ſatisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de repréſailles accordées de part ou d'autre, ſoit devant ou après la déclaration de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, ſauf aux Parties, en faveur deſquelles elles auront été accordées, à ſe pourvoir par les voyes ordinaires de la Juſtice.

XXXI. Puiſque l'on convient qu'il eſt abſolument néceſſaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ne puiſſent jamais être unies ſur la teſte d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la ſeureté & à la liberté de l'Europe; & que ſur les inſtances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du conſentement, tant du Roy Très-Chrêtien, que du Roy Catholique, ont été trouvé les moyens d'empêcher cette union pour toûjours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & paſſées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la maniére la plus ſolemnelle & par la déclaration des Cortes d'Eſpagne là-deſſus.

Et puiſque par leſdites renonciations & déclarations, qui doivent toûjours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arreſté & pourvû, que ni le Roy Catholique luy même, ni aucun de ſes Deſcendans, puiſſe à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter ſur le Troſne de France.

Et d'autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Conſtitutions ſur la ſucceſſion héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Eſpagne ſont tellement ſeparées & déſunies l'une d'avec l'autre, que (leſdites Renonciations, Tranſ-

ANNO 1713. Transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies ; C'est pourquoy le Roy Très-Chrêtien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la maniére la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait ni par Sa Majesté Très-Chrêtienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet ; mais au contraire Sa Majesté Très-Chrêtienne & les Seigneurs Etats prendront toûjours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toûjours inébranlables & soyent observez inviolablement.

XXXII. Le Roy Très-Chrêtien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celuy dont on a joui pendant le regne du feu Roy Charles II., ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'auffi long-tems que les Roys d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisement & en tout de la même maniére qu'ils se faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrêtienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquilité de l'Empire, le Roy Très-Chrêtien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très-Chrêtienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traités tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

XXXIV. Sa Majesté Très-Chrêtienne consent aussi que dans le mesme Traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels ; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la maniére qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance ; mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très-Chrêtien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées. ANNO 1713.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reyne de la Grande-Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'echange des Ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize loüables Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez & Confederez ; & particulierement en la meilleure forme & maniére, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schafhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, la Ville & Comté de Neufchatel, les Villes de St. Gal, Milhausen, & Bienne ; item les Ligues Grises & dépendances ; les Villes de Bremen & d'Embden ; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris ; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons desdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

signé,

HUXELLES. (L. S.) (L. S.) J. v. RANDWYCK.

MESNAGER. (L. S.) (L. S.) WILLEM BUYS.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere, & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore aporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plûtôt la désolation de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien : Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité

ANNO 1713. pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, revêtus de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En tesmoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de nôtre Regne le soixante dixiesme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire jaune.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes, verront, salut. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi-bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges dans nôtre ressort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalez en plusieurs Employs importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires: pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroek, de Renswoude, de Goslinga & le Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, commettons, ordonnons & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, d'aller à Utrecht; en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour ledit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincerement & de bonne foy, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau, le paraphe du Président de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le septiéme d'Avril mille sept cens treize.

Estoit paraphé,

HENDRIK VAN HOORN. Vt.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Seau de cire rouge.

Articlé Separé, concernant la Paix à faire entre le Roi PHILIPPE *& les Seigneurs Estats Generaux. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 49. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. à la fin du Traité de Commerce.]

LEs Traités de Paix & de Commerce étant conclus ce jourd'hui onziéme Avril mil sept cens treize, entre Sa Majesté Très-Chrêtienne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & Sa Majesté voulant contribuer de plus au rétablissement de la Paix générale, particulierement aussi de celle entre le Roy d'Espagne & les Seigneurs Etats Généraux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Ma-

ANNO 1713. Majeſté Catholique, que la Paix ſe fera auſſi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munſter, leur ſeront accordez, & que l'extenſion s'en fera en forme de Traité auſſi-tôt que les Ambaſſadeurs Plénipotentiaires du Roy d'Eſpagne ſeront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article ſeparé aura la même force que ledit Traité de Paix & comme s'il y étoit inſeré de mot à mot, & ſera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy dequoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Généraux avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, (L. S.) J. v. RANDWYCK. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS. (L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. VAN GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Article Separé, portant que la Maiſon d'*AUTRICHE *obſervera les Conditions ſtipulées dans le Traité, par raport aux Païs-bas. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 51. Copie imprimée à Paris, chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

COMME les Païs-bas Eſpagnols, & les Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien par le Traité conclu ce jourd'huy entre Sadite Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maiſon d'Autriche, leſdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maiſon d'Autriche executera toutes les conditions ſtipulées dans ledit Traité par rapport aux Païs-bas Eſpagnols & Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien, après qu'Elle en aura été miſe en poſſeſſion.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il étoit inſeré dans le Traité, & ſera ratifié en meſme tems que ledit Traité.

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Géneraux avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.) S. J. v. RANDWYCK. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS. (L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

ANNO 1713.

Declaration faite au Nom des Seigneurs ETATS GENERAUX *par leurs Ambaſſadeurs à ceux de* FRANCE *au ſujet des Droits d'entrée & de ſortie à regler de concert dans les Païs-bas Autrichiens. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 53. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi, par Annexe au Traité de Commerce in 4. Ann. 1713.]

COMME la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſont convenus de faire une Aſſemblée de Commiſſaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les Droits d'entrée & de ſortie, & la maniére de les faire lever, dans les Païs-bas, communement appellés Eſpagnols, avec les Commiſſaires de la Maiſon d'Autriche, & que le Roy Très-Chrêtien s'y trouve auſſi intereſſé par rapport au Commerce de ſes Sujets; Nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies déclarons au nom deſdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur ſera agréable, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne y envoye auſſi des Commiſſaires de ſa part, & qu'ils ſeront contens que proviſionellement, & en attendant, que leſdits Commiſſaires ayent reglé les Droits d'entrée & de ſortie, qui ſe payeront dans leſdits Païs-bas Eſpagnols, les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, auſſi-bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes Droits d'entrée & de ſortie, que chaque Nation payoit en l'année 1610., & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, ayant veu la préſente Déclaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril mille ſept cens treize.

Signé,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANBROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Declaration & Promeſſe faite au nom des Seigneurs ETATS GENERAUX *par leurs Ambaſſadeurs à ceux du Roi T. C. touchant le Royaume de* Sardaigne *en faveur de l'Electeur de* BAVIERE. *A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 52. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

NOUS ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, promettons au nom des Seigneurs nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la Maiſon d'Autriche les Païs-bas, communement appellez Eſpagnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de ceſſion du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril 1713.

Signé,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANBROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

ANNO 1713.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix. A Versailles le 18. d'Avril 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 56. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de S. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettant en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, présens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur le Traité de Paix.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713., par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté T. C.; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & un chacun des Articles d'iceluy, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Estoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé;

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article separé que Nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk,

ANNO 1713. wijk, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam ; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguémaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd : Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du reſſort de l'Etat ; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous aiant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante dixiéme.

Etoit ſigné,

LOUIS.

Plus-bas :

Par le Roy,

COLBERT.

S'enſuit le Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article Separé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Utrecht l'ouziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam ; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat ; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer ; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Aſſemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit. ANNO 1713.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes ; Promettant en bonne foy & ſincerement, de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy dequoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Eſtoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur l'autre Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Aiant veu & examiné l'Article ſeparé que nôtre très-cher & bien-amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyk, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam ; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges ; du reſſort de l'Etat ; Frideric Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkercken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold ; &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs ; duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſ-

ſe

ANNO 1713. ſe être. En temoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Etoit ſigné,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies Païs-bas, ſur l'autre Article Separé.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, à l'Aſſemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelanden, Nos Ambaſſadeurs, Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foy & ſincerement de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy de quoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Etoit paraphé,

H VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux ſur la Déclaration. ANN 1713

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la préſente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, & Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de noſtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminckhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, Députez en noſtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groeningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires à l'Aſſemblée d'Utrecht, en noſtre nom & de noſtre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions par ces préſentes; Promettant en bonne foy & ſincérement de la garder, obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy de quoy Nous avons fait ſigner ces Préſentes par le Préſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par noſtre Greffier & appoſer noſtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Eſtoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Eſtoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau de cire rouge.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux ſur l'autre Déclaration.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la préſente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, de Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de noſtre Etat; Frederic-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminckhuyſen & Moerkercken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht, Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdi-

ANNO 1713. dinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, Députez en noſtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Aſſemblée d'Utrecht, en noſtre nom & de noſtre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration, l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foy & ſincerement de la garder, entretenir & obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy de quoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par noſtre Greffier, & appoſer noſtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Eſtoit Paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau de cire rouge.

Article ou Convention poſterieure, pour accelerer le terme preſcrit dans le Traité de Paix, entre S. M. T. C. & L H P. touchant la reſtitution des Vaiſſeaux pris de part & d'autre. A Utrecht le 12 Mai 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 54.]

NOus Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, ſur ce qui nous a été repréſenté par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, qu'il ſeroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre que les termes preſcrits par l'Article troiſiéme des Traitez de Paix & de Commerce ſignez dans cette Ville l'onziéme du mois dernier pour la reſtitution des priſes faites de part & d'autre, commençaſſent, non du jour de la publication à faire, comme il a été ſtipulé dans ledit Art. troiſiéme, mais du jour de la ſignature, comme cela a auſſi été reglé de cette maniere après la Paix de Ryſwyck, nous avons conſenti & accordé par ordre de Sa Majeſté que tous leſdits termes tant dans la Mer du Nort que dans les autres endroits; nommez dans ledit Article troiſiéme, commenceront & ſeront comptez dudit jour de la ſignature, & réciproquement nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons conſenti & accordé la même choſe au nom de nos Superieurs pour les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

En foy de quoy nous avons ſigné le préſent Acte & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le douziéme May mil ſept cens treize.

Signé,

HUXELLES, (L.S.) WILLEM BUYS. (L.S)

MESNAGER. (L.S.) B. v. DUSSEN. (L.S.)

(L.S.) F. A. BARON DE RHEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) S. v. GOSLINGA.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

CLVII.

ANNO 1713. 11. Avril.

Traité de Navigation & de Commerce entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, contenant en ſubſtance, & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Juſtice & aux Impoſitions, comme les Sujets propres & Naturels; Que le Droit d'Aubeine, ne ſera point exercé en France ſur les Hollandois; & que ſi la Guerre ſurvient, il ſera donné neuf mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs effects; lequel Traité durera vingt cinq ans, Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'enſuit un* ARTICLE SEPARE', *pour l'exemption des Cinquante ſols par tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le 11 d'Avril 1713. Avec les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 77. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'huy entre le Roi Très-Chrêtien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, faiſant ceſſer tous les ſujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelque tems l'affection que Sa Majeſté a toûjours eûe pour leur bien & leur proſperité, ſuivant l'exemple des Rois ſes Prédeceſſeurs, & leſdits Seigneurs Etats Généraux rentrant auſſi dans la même paſſion, qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les ſentimens d'une ſincere reconnoiſſance pour les obligations & les avantages conſidérables, qu'ils ont cy-devant reçûs, Sa Majeſté ne veut rien obmettre de ce qui peut l'affermir, & leſdits Etats Généraux, ne ſouhaitant pas moins de la perpetuer, ont eſtimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus aſſeuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correſpondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet régler leurs intereſts particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correſpondance; Sadite Majeſté ſatisfaiſant au déſir deſdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Aſſemblée de la négociation de la Paix; Et leſdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam: Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, & Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs reſpectivement produits, & dont copie eſt cy-deſſous tranſ-

ANNO 1713. transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la maniére qui s'enſuit.

I. Les Sujets de Sa Majeſté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas, jouïront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tous tems devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainſi n'exerceront plus à l'avenir aucunes ſortes d'hoſtilitez ni de violences les uns contre les autres, tant ſur Terre, que ſur Mer, ou dans les Riviéres, Rades & Eaux douces, ſous quelque nom & prétexte que ce ſoit; & auſſi ne pourront les Sujets de Sa Majeſté prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers ou Lettres de repréſailles des Princes & Etats, ennemis deſdits Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune ſorte, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de repréſailles, ni même aller en courſe avec elles, ſous peine d'être pourſuivis & chaſtiés comme Pirates; ce qui ſera pareillement obſervé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majeſté; & ſeront à cette fin toutes & quantes fois que cela ſera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéïſſance de Sa Majeſté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvellées défenſes très-expreſſes & très-préciſes, de ſe ſervir en aucune maniére de telles Commiſſions ou Lettres de repréſailles, ſous la peine ſuſmentionnée, qui ſera executée ſeverement contre les contrevenants; outre la reſtitution entiere, à laquelle ils ſeront tenus envers ceux, auxquels ils auront cauſé du dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient ſurvenir par les priſes, faites par inadvertance, ou autrement dans les Lieux eſloignés il a été convenu & accordé, que ſi quelques priſes ſe font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue, juſques au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche juſqu'au Cap de St. Vincent dans l'eſpace de ſix ſemaines, & delà dans la Mer Méditerrannée & juſqu'à la Ligne dans l'eſpace de dix ſemaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'eſpace de huit mois, à compter depuis la publication de la préſente; les dites priſes & les dommages, qui ſe feront de part ou d'autre, après les termes préfix, ſeront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, ſera rendu avec compenſation de tous les dommages, qui en ſeront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de repréſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont déclarées nulles, & n'en pourra être cy-après données par l'un deſdits Alliés, au préjudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deſny de juſtice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, ſi la requeſte de celuy, qui demande leſdites repréſailles, n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouvera ſur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtôt, s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de juſtice qui ſera dû.

V. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets de Sa Majeſté être mis en actions ou arreſt en leurs Perſonnes & Biens, pour aucune choſe que Sa Majeſté peut devoir, ni les particuliers Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux pour les debtes publiques deſdits Etats.

VI. Les Sujets Habitans des Païs de l'obéïſſance de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converſeront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correſpondance, & jouïront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes ſortes de Marchandiſes & Denrées, dont le Commerce & le tranſport n'eſt défendu généralement & univerſellement à tous tant Sujets qu'Eſtrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majeſté & ceux deſdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandiſes & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Riviéres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Perſonnes indiſtinctement, acheter, trafiquer & tranſporter toutes ſortes de Marchandiſes, dont l'entrée ou ſortie, & tranſport, ne ſera défendu à tous Sujets de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Généraux, ſans que cette liberté réciproque puiſſe être défendue, limitée ou reſtrainte, par aucun Privilége, Octroy ou aucune Conceſſion particuliére; & ſans qu'il ſoit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Bénéfices, dons gratuits, ou autres avantages, par deſſus ceux de l'autre à leur préjudice, & ſans que leſdits Sujets de part & d'autre ſoient tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impoſitions quelconques ſur leurs Perſonnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, ſous quelques noms, titre ou prétexte que ce puiſſe être, que ceux qui ſeront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre. ANNO 1713.

VIII. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront auſſi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de Contablie, d'Ancréage, du Sol pariſis, & toutes autres charges & impoſitions de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, ſoit ſous le titre du Droit étranger ou autrement, ſans aucune reſerve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, qui ne ſeront pas Bourgeois dans les Lieux, où leſdits Droits ſe levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui ſe leve à cette occaſion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies jouïront auſſi de la même liberté & franchiſe, que les Sujets du Roi Très-Chrêtien, tellement, qu'il ſera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandiſes du Levant à Marſeille & autres Places permiſes en France, tant par leurs propres Vaiſſeaux, que dans des Vaiſſeaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, leſdits Sujets des Etats Généraux ne ſeront aſſujetis audit vingt pour cent; ſinon dans les cas, où les François y ſont ſujets, portant des Marchandiſes dans leurs propres Vaiſſeaux à Marſeille, ou autres Places permiſes, & qu'en ceci ne pourra ſe faire aucun changement au préjudice des Sujets deſdits Etats Généraux.

X. Il ſera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Païs conquis, librement & ſans aucun empêchement du Harang ſalé, ſans diſtinction, & ſans être ſujets au rempacquement, & ce nonobſtant tous Edits, Déclarations & Arreſts du Conſeil à ce contraires, & nommément ceux des quinziéme Juillet, & quatorziéme Septembre, mil ſix cens quatre vingt ſept, portant défences d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquiſes du Harang autrement qu'en vracq & ſalé du ſel de Broüage; & qui ordonnent que ledit Harang ſera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit compoſeront douze de Harang pacqué, leſquels Arreſts demeureront révoqués & annullés.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Doüane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Généraux, également & ſans aucune diſtinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation auſſi-tôt qu'il ſera poſſible, ſans leur cauſer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puiſſe être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Riviéres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur ſera néceſſaire, ſans pouvoir être viſités; à la charge néantmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujet de jalouſie, par un trop long & affecté ſejour, ni autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, auxquels les Capitaines deſdits Navires feront ſçavoir la cauſe de leur arrivée & de leur ſejour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes, qu'ils auront faites ſur leurs ennemis, où bon leur ſemblera, ſans être obligés à aucuns Droits, ſoit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, ſans qu'auſſi leſdits Navires ou leſdites priſes entrant dans

les

ANNO 1713. les Havres ou Ports de Sa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Généraux, puiſſent être arreſtées ou ſaiſies, ni que les Officiers des Lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes, leſquelles pourront ſortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commiſſions, dont les Capitaines deſdits Navires de Guerre ſeront obligés de faire apparoir : Et au contraire ne ſera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de Sa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Généraux ; mais y étant entrés par néceſſité de tempeſte ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plûtôt qu'il ſera poſſible.

XIV. Les Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux ne ſeront point reputés Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs biens par Teſtament, Donation ou autrement : Et leurs Héritiers, Sujets deſdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs ſucceſſions, mêmes *ab inteſtato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, ſans que l'effet de cette Conceſſion leur puiſſe être conteſté, ou empêché, ſous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Perſonnes privées ; pourront pareillement ſans leſdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets deſdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, ſans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoiſie, ſi ce n'eſt, qu'ils euſſent obtenu des Lettres de Naturalité de Sa Majeſté en bonne forme ; & ſeront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majeſté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites ſur les Eſtrangers ; & ſera tout le contenu au préſent Article obſervé au regard des Sujets du Roi dans le Païs de l'obéiſſance deſdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires, chargés de l'un des Alliés, paſſans devant les coſtes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports, par tempeſte ou autrement, ne ſeront contraints d'y décharger ou debiter leurs Marchandiſes, ou partie d'icelles ; ni tenus d'y payer aucuns Droits, ſinon lorſqu'ils y déchargeront des Marchandiſes volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandiſes, dont ils ſeront chargés, ne pourront être ſaiſis, ni arreſtés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe ou occaſion qu'il puiſſe être, non pas même ſous prétexte de la conſervation, & défenſe de l'Etat ; & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du conſentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choſes, qu'on déſirera d'eux, en quoi toutefois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par ordre & authorité de la Juſtice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres cauſes légitimes, pour raiſon deſquelles il ſera procédé par voye de Droit, ſelon la forme de la Juſtice.

XVII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent être les proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & auſſi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui ſont déja ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme auſſi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux & trafiquer avec leurs Marchandiſes ſans diſtinction de qui puiſſent être les proprietaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui ſont ennemis de l'un & de l'autre deſdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, ſans contradiction ou détourbier, de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture deſdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais auſſi d'une place ennemie à l'autre, ſoit qu'elles ſe trouvent ſituées ſous la Juriſdiction d'un même Souverain, ſoit qu'elles le ſoyent ſous des divers.

XVIII. Ce tranſport & ce trafic s'eſtendra à toutes ſortes de Marchandiſes à l'exception de celles de contrebande. ANNO 1713.

XIX. En ce genre de Marchandiſes de contrebande s'entend ſeulement être compris toutes ſortes d'Armes à feu, & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles-poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mêche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers & autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XX. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandiſes & Denrées, non compris en l'Article précedent, & en ſera le tranſport permis, mêmes aux lieux ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, blocquées ou inveſties.

XXI. Pour l'exécution de ce que deſſus, il a été accordé qu'elle ſe fera en la maniére ſuivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté, étant entrés en quelque Havre deſdits Seigneurs Etats, & voulans de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligés ſeulement de montrer aux Officiers des Havres deſdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Paſſeports, contenans la ſpécification de la charge de leurs Navires, atteſtés & marqués du ſéel & ſeing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils ſeront prémiérement partis, avec la déclaration du lieu où ils ſeront deſtinés, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, après laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront être inquietés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, ſous quelque prétexte que ce ſoit.

XXII. Il en ſera uſé de même à l'égard des Navires & Barques Françoiſes, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéiſſance deſdits Seigneurs Etats, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, ſans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, leſquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaiſon, qu'au cas qu'il y eût ſoupçon qu'ils portaſſent aux ennemis deſdits Seigneurs Etats des Marchandiſes de contrebande, comme il a été dit cy-deſſus.

XXIII. Et audit cas de ſoupçon apparent, leſdits Sujets ſeront obligés de montrer dans les Ports leurs Paſſeports en la forme cy-deſſus ſpécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou eſtoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires deſdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout déſordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes ſeulement, à qui ſeront montrés les Paſſeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la maniére ci-deſſus ſpécifiée, ſelon le Formulaire deſdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité, par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer il puiſſe apparoir nonſeulement de ſa charge, mais auſſi du lieu, de la demeure & réſidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puiſſe connoître, s'ils portent des Marchandiſes de contrebande, & qu'il apparoiſſe ſuffiſamment, tant de la qualité dudit Navire, que de ſon Maître & Patron, auxquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiére foi & créance ; & afin que l'on en connoiſſe mieux la validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniére être falſifiées & contrefaites, ſeront donnés certaines marques & contreſeings de Sadite Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV. Et en cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes, deſtinées vers les Havres des ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles, qui ſont cy-deſſus déclarées de contrebande & défendues, elles ſeront déchargées, dénoncées & confiſquées par devant les Juges de l'Amirauté des

ANNO 1713. des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Chrêtien encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux Articles précedents; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de celuy qui est devenu ennemi de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison, ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'observera non-seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais mêmes, quand cela sera fait après ladite déclaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étenduës susnommées à raison du Navire qui est ennemy; ains seront restitués aux Proprietaires sans aucun délay, si ce n'est qu'ils ayent été chargés après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoy qu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouïront réciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté: ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouïront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute maniére de part & d'autre; & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défence à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interests soufferts, & à souffrir jusques à la dûe restitution & réparation.

XXIX. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux. ANNO 1713.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande, comme dit est; ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger; ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descenduës en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agreât de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXI. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Païs de son obéïssance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont il sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Justice déja donnés & à donner, soient promptement & dûement executés, selon leurs formes.

XXXII. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions, contenues au présent Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néantmoins avant le premier Jugement après iceluy, pendant la revision, les biens & effets, qui seront reclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand procés sera meu en premiére & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les interessés en icelles, & que lesdits interessés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'iceluy, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au présent Article & aux précedens, pour faire rendre bonne & briéve justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXIV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou freter dans le Païs l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur authorité, à ce que lesdits marchés de Navires & achapts de Munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouent par tempeste ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits

ANNO 1713. dits Navires, Apparaux, Biens & Marchandiſes, & ce qui ſera ſauvé, ou le provenant, ſi leſdites choſes étant périſſables ont été venduës, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, ſera reſtitué ſans forme de procés, en payant ſeulement les fraix raiſonnables, & ce qui ſera reglé entre leſdits Alliés pour le Droit de ſauvement; & en cas de contravention au préſent Article, Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur authorité, pour faire châtier avec toute la ſeverité poſſible ceux de leurs Sujets, qui ſe trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commiſes à leur grand regret en de ſemblables rencontres.

XXXVI. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne ſouffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéïſſance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puiſſent être; mais ils les feront pourſuivre punir & chaſſer de leurs Ports; & les Navires dépredés, comme les biens pris par leſdits Pirates & Forbans, qui ſe trouveront en être, ſeront incontinent & ſans forme de procés reſtitués franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVII. Les Habitans & Sujets de coſté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéïſſance dudit Seigneur Roi & deſdits Seigneurs Etats Généraux ſe faire ſervir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur ſemblera, à quoi auſſi ils ſeront commis par les Juges ordinaires, quand il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis; & ſera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correſpondance, en la Langue que bon leur ſemblera, ſans que pour ce ſujet ils puiſſent être inquietés ni récherchés.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Conſuls ne ſeront admis de part & d'autre; & ſi l'on jugeoit à propos d'envoyer des Réſidens, Agens, Commiſſaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la réſidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaiſſeau de guerre, ni autre équipé pour la Commiſſion & pour le ſervice d'aucun Prince, République ou Ville, que ce ſoit, vienne faire aucune priſe dans les Ports, Havres ou aucunes Riviéres, qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur authorité & leur force, pour en faire la reſtitution ou reparation raiſonnablement.

XL. S'il ſurvenoit par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au préſent Traité de la part de Sadite Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Succeſſeurs, il ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération, amitié & bonne correſpondance, mais on reparera promptement leſdites contraventions, & ſi elles procédent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis & chaſtiés.

XLI. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux deſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & leſdits Seigneurs Etats deſdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs effets, & les tranſporter où bon leur ſemblera; Ce qui leur ſera permis de faire, comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, ſans qu'on puiſſe leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes ſaiſies de leurs effets, moins encore à l'arreſt de leurs Perſonnes.

XLII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il ſera poſſible, tout ce qui pourroit en aucune maniére empêcher directement ou indirectement l'execution du préſent Traité, & ſpécialement de l'Article ſeptiéme; & on s'oblige aux moindres plaintes, qui ſe feront de quelques contraventions, de les faire inceſſamment reparer.

XLIII. Le préſent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la ſignature; & les Ratifications en ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de trois ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut. ANNO 1713.

XLIV. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, ſera ledit préſent Traité publié, verifié & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme auſſi ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié & enregiſtré par leſdits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres places, là où on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enrégiſtremens.

Formulaire des Paſſeports & Lettres de Mer, qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en ſortiront, ſuivant l'Article du préſent Traité.

LOUIS Comte de Thoulouſe, Amiral de France, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné congé & permiſſion à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de préſent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que viſitation aura été faite de ſon Navire, avant que partir fera ſerment devant les Officiers, qui exercent la Juriſdiction des cauſes maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartenant à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis Acte au bas des préſentes; comme auſſi de garder, & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, ſigné & verifié, contenant les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des Hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; leſquels il ne pourra embarquer ſans le ſçu & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du préſent Congé; & leur fera fidele rapport de ce qui ſera fait & paſſé durant ſon voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enſeignes du Roi, & les nôtres durant ſon voyage. En témoin de quoi nous avons fait appoſer nôtre Seing & le Séel de nos Armes à ces préſentes; & icelles fait contreſigner par nôtre Sécretaire de la Marine à jour de mil ſept cens Signé, LOUIS, Comte de Thoulouſe, Et plus-bas, par

Formulaire de l'Acte contenant le ſerment.

NOUS de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire, nommé au Paſſeport ci-deſſus, a preſté le ſerment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil ſept cens

Autre Formulaire des Lettres, qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en ſortiront, ſuivant l'Article ſuſdit.

AUX Séréniſſimes, Très-Illuſtres, Très-Puiſſants, Honorables & Prudens Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, leſquels ces préſentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de ſçavoir faiſons que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré de ſerment

ANNO 1713. ment solemnel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en général & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoûtumés des péages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter, & négocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.) S. J. v. RANDWYCK.
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. v. GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

Article Separé.

OUTRE ce qui a été conclu & arresté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cents treize, il a été encore convenu par ce présent Article separé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entiérement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra déformais être restablie, ensorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront déchargés de ladite taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Païs ou Terres desdits Seigneurs Etats Généraux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Estrangers. Le présent Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce. ANNO 1713.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onze Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, (L. S.) J. v. RANDWYCK.
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. VAN GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conferences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succés, voulant encore aporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, revêtus de leurs Pouvoirs en bonne forme, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, qui conviendront au bien que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quel-

ANNO 1713. quelque prétexte que ce puiſſe être ; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En teſmoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil ſept cent treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixieſme.

Signé,

LOUIS.

Et ſur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire Jaune.

S'enſuit la teneur des Pouvoirs des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes, verront, ſalut. Comme nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à préſent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences ; Nous par ce même déſir d'arreſter, d'autant qu'il ſera en nous, la déſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien, avons voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Aſſemblée quelques Perſonnes du Corps de la nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bonheur de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conſeiller Penſionaire de la Ville d'Amſterdam ; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave de Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans nôtre reſſort ; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, ſe ſont ſignalez en pluſieurs Employs importants pour nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adreſſe au maniement des affaires, & que pour ces cauſes, & autres conſidérations à ce nous mouvant, nous les avons commis, ordonné & député d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui cauſent aujourd'hui la Guerre, ſouhaitant de plus, qu'avec la concluſion de la Paix, il ſoit auſſi réglé par un Traité de Commerce, de Navigation & de Marine, tout ce qui ſera propre à établir & fortifier la bonne Correſpondance entre les Sujets de part & d'autre, & à prévenir tous les inconveniens qui pourroient l'affoiblir ; pour ces raiſons nous avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, auxdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Duſſen, de Spanbroek, de Renſwoude, de Goſlinga, & Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, de conférer auſſi avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne munis de Pouvoirs ſuffiſans, ſur les conditions d'un Traité de Commerce, Marine & Navigation, d'en traiter & convenir ; & pourront noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous enſemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'abſence des autres par maladie ou autre empêchement, conclure & ſigner un tel Traité de Commerce, Navigation & Marine, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils eſtimeront néceſſaire pour le ſuſdit effet, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire ſi nous étions préſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpécial, non contenu dans ces préſentes ; promettant ſincerement & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'abſence ou d'autre empêchement des autres, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Seau, le paraphe du Préſident de nôtre Aſſemblée, & le Seing de nôtre Greffier, l'onziéme d'Avril mille ſept cens treize. ANNO 1713.

Eſtoit paraphé,

JOHAN VAN WEEDE, Vt.

Plus-bas.

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

Signé,

F. FAGEL.

Et ſellé du grand Seau de cire rouge.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne ; & Nôtre-cher & bien-amé le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam ; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat ; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'enſuit.

Fiat

ANNO 1713.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces préſentes ſignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roy, ſous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, préſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Scel à ces preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Etoit ſigné,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, que l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il a été fait & conclu à Utrecht un Traité de Commerce, Navigation & Marine par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne à l'Aſſemblée d'Utrecht, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur, & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminckhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Eſtats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Traité la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification ſeront délivrées de part & d'autre en bonne & dûë forme, dans le terme de trois ſemaines, à compter du jour de la ſignature, Nous voulant donner des marques de nôtre ſincerité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-deſſus tranſcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foi & ſincerement de le garder, entretenir & obſerver inviolablement de point en point, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

ANNO 1713.

Eſtoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du Grand Seau de cire rouge.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur l'Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article ſeparé que Nôtre très-cher & bien-amé Couſin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Meſnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd: Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du reſſort de l'Etat; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous aiant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille ſept cent

ANNO 1713. cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante dixiéme.

Etoit ſigné,

LOUIS.

Plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article Separé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Commerce, Navigation & Marine fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713. il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de SaMajeſté T. C. à l'Aſſemblée d'Utrecht; & par les Srs. Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; Promettant en bonne foy & ſincerement, de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy dequoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Eſtoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

Ordonnance du Roi T. C. pour le retabliſſement du Commerce tant par Mer que par Terre, entre ſes Sujets & ceux des Provinces-Unies des Païs-bas. Donnée à Marly le 17. Mai 1713. Avec les PROCLAMATIONS *de la Paix faites à Paris le 22. & à la Haye le 13. du même Mois & An 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 137.]

ANNO 1713.

ON FAIT A SCAVOIR à tous qu'il appartiendra, qu'une bonne, ferme, ſtable & ſolide Paix, avec une amitié & reconciliation entiere & ſincere, a été faite & accordée entre Très-Haut, Très-Excellent & Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince, LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur; Très-Haute, Très-Excellente & Très-Puiſſante Princeſſe ANNE, Reine de la Grande-Bretagne; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince FRIDERIC GUILLAUME Roi de Pruſſe; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince VICTOR AME', Duc de Savoye; Et les SEIGNEURS Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, leurs Vaſſaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries de leur obéiſſance: Que ladite Paix eſt générale entre eux & leurſdits Vaſſaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle il leur eſt permis d'aller, venir, retourner & ſéjourner en tous les lieux deſdits Royaumes, Etats & Païs, négocier & faire Commerce de Marchandiſes, entretenir correſpondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce en toute liberté, franchiſe & ſûreté, tant par Terre que par Mer, & ſur les Riviéres & autres Eaux, & tout ainſi qu'il a été & dû être fait en temps de bonne, ſincere & amiable Paix, telle que celle qu'il a plû à la divine Bonté d'établir entre ledit Seigneur Roi, ladite Dame Reine, le Seigneur Roi, Prince & Etats Généraux précédemment nommez, leurs Peuples & Sujets: Et pour les y maintenir, il eſt expreſſément défendu à toutes Perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune choſe au contraire, ni au préjudice d'icelle, ſur peine d'être punis ſeverement comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Et afin que perſonne n'en puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, ordonne Sa Majeſté que la Préſente ſera lûë, publiée & affichée par tout où beſoin ſera. Fait à Mariy le dix-ſept May, mil ſept cens treize.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

PHELYPEAUX.

Et ſcellé du Scel de Sa Majeſté.

De par le Prévôt des Marchands & Eſchevins de la Ville de Paris.

A TOUS ceux qui ces préſentes Lettres verront, JEROME BIGNON, Chevalier, Conſeiller d'Etat ordinaire, Prévôt des Marchands; & les Eſchevins de la Ville de Paris, Salut. Sçavoir faiſons que ſur ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roi & de la Ville, que Sa Majeſté par ſa Lettre de Cachet donnée à Marly le dix ſept du préſent mois de May, *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: PHELYPEAUX. Nous ayant addreſſé ſon Ordonnance du même jour pour faire publier la Paix concluë entre Sa Majeſté, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Pruſſe, le Duc de Savoye, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & tenir la main à ce qu'il n'y ſoit contrevenu en aucu-

ANNO 1713. aucune maniére, il étoit néceſſaire pour rendre plus notoire ladite Ordonnance qui a été lûë & publiée ce jourd'hui dans les lieux ordinaires de cette Ville, de la faire afficher ſur les Portes d'icelle & autres lieux de nôtre Juriſdiction, afin qu'elle ſoit executée ſelon ſa forme & teneur. Pour quoy requeroit qu'il Nous plût y pourvoir. NOUS ayant égard aux Remontrances & Requiſitoires du Procureur du Roy & de la Ville, AVONS ORDONNÉ que ladite Ordonnance de Sa Majeſté, donnée à Marly le dix-ſept du préſent mois, *Signée*, LOUIS. *Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Et ſcellée, lûë & publiée ce jourd'huy dans tous les lieux ordinaires & acoûtumez de cette Ville, ſera affichée ſur les Portes d'icelle, Ponts, Paſſages & autres lieux étans de nôtre Juriſdiction, à la diligence des Huiſſiers Commiſſaires de Police de l'Hôtel de cette Ville ſur le Fait de la Marchandiſe de l'Eau & des Maîtres des Ponts, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance, pour être executée ſelon ſa forme & teneur. Fait au Bureau de la Ville, le vingt deuxiéme jour de Mai, mil ſept cens treize.

Signé,

TAITBOUT.

Publication de la Paix, faite à la Haye le 22. May 1713. &c.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Préſentes verront ou entendront lire Salut; ſçavoir faiſons: Qu'à la loüange & gloire du Seigneur Dieu Tout-Puiſſant, & pour le bien & l'avantage de ces Provinces-Unies en général, & des bons Habitans d'icelles en particulier; il a été fait & conclu à Utrecht, le 11. Avril de la préſente année 1713., une bonne, ferme, fidelle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part: dont les Ratifications ont été échangées de part & d'autre en forme convenable, à Utrecht le 12. du préſent mois de May: Et que le même jour, on a paſſé un Acte pour abreger le terme dont il eſt fait mention dans le III. Article, tant du Traité de Paix que de celui de Commerce. Qu'en conſéquence, tous actes d'hoſtilité ceſſeront, tant par Mer & Eaux douces, que par Terre, dans tous les Païs & Villes dépendantes du reſſort de part & d'autre, ſans diſtinction de Places, en quelques endroits qu'elles ſoient ſituées, enſemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puiſſent être; & ce après l'expiration des termes reſpectifs exprimez ci-deſſous, ſavoir après l'expiration de 4. ſemaines, à compter du 11. Avril 1713. qui eſt le jour de la ſignature des Traitez, & ainſi aprés le 9. du préſent mois de Mai, dans la Mer Baltique & celle du Nord, depuis Terneuſe en Norwegue juſqu'au bout de la Manche; après le terme de 6. ſemaines, & ainſi après le 23. dudit mois de Mai, depuis le bout de la Manche juſqu'au Cap St. Vincent; après le terme de 10. ſemaines, & ainſi après le 20. Juin prochain, depuis le Cap St. Vincent juſques dans la Mer Méditerrannée & juſqu'à la Ligne; & enfin après le terme de 8. mois, & ainſi après le 11. Décembre de cette année, au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du Monde.

C'eſt pourquoi Nous mandons & enjoignons expreſſément par ces Préſentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, que demeurans dans nôtre reſſort & ſous nôtre obéïſſance, d'obſerver inviolablement ladite Paix, conformément auxdits Traitez, ſans y contrevenir; ſous peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, ſans aucune grace, faveur, ſuport ni diſſimulation. Ainſi fait & conclu en l'Aſſemblée des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux, à la Haye le 13. Mai 1713. ANNO 1713.

Paraphé,

J. V. WELDEREN, Vt. &c.

ſigné,

F. FAGEL, &c.

CLVIII.

Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & les* LIGUES GRISES. *Fait à la Haye le 19. Avril* 1713. [Tiré des Archives des Etats à la Haye.] 19. Avril

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs Chefs, Conſeillers & Communes des Loüables trois Ligues de la Haute Rhœtie ayant depuis long temps eu reciproquement les uns pour les autres, une veritable & ſincere Amitié, & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur ſeroit utile & convenable de contracter enſemble une étroite & perpetuelle union defenſive qui puiſſe ſervir à leur maintien, & à leur conſervation reciproque, & à cimenter indiſſolublement, les ſentimens d'amitié & de confiance, qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres: pour cet effet les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ont authoriſé les Sieurs de Broekhuiſen, Fagel, Heinſius, de Spanbroeg, de Weede, de Burum, d'Iſſelmuiden, & Wichers, leurs Deputez; & la Louable Republique des trois Ligues, le Sieur de Salis; qui en vertu de leur authoriſation, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union defenſive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & la Loüable Republique des trois Ligues Griſes, de l'autre, en vertu de laquelle etroite union, les Parties Contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle ſoin de leurs interêts mutuels, de s'aſſiſter par tous les bons offices poſſibles, de prevenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & s'entreſecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'union s'étend de la part de la Loüable Republique des Ligues Griſes, à la defenſe des Païs de Leurs Hautes Puiſſances en Europe & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles ſeront reglées, & cela, ſoit que Leursdits Païs ou Barrieres fuſſent attaquées, ſoit que Leurs Hautes Puiſſances fuſſent obligées d'entrer en guerre pour la defenſe de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puiſſances feront deplus dans le pouvoir d'employer les Troupes de la Loüable Republique des Ligues Griſes, qu'elles auront à leur ſervice pour la defenſe de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui ſont en Europe.

III. Les Loüables Ligues Griſes s'engagent dans ce Traité de laiſſer au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, les dix Compagnies qu'elles ont à leur ſervice: ſçavoir le Regiment Griſon de Smit avec ſon Etat Major, & deux autres Compagnies diſperſées dans des Regimens Suiſſes. Les Loüables Ligues Griſes avoueront leſdites dix Compagnies, qui ont toutes eſté levées dans leur Païs; & permettront aux Capitaines, qui les commandent, & qui les commanderont dans la ſuite, de faire les recruës neceſſaires dans leurſdits Païs pour ces dix Compagnies, ſans qu'elles puiſſent être rappellées, dans aucun tems.

IV. Les Loüables Ligues Griſes s'engagent deplus à accorder à Leurs Hautes Puiſſances, en cas qu'elles fuſſent attaquées, ou en peril inevitable de l'eſtre, une nouvelle levée de deux mille hommes, ſans que leſdites Loüables Ligues Griſes puiſſent ſe diſpenſer d'executer cét engagement, à moins que lors qu'on leur demandera ladite nouvelle levée, elles ne fuſſent elles-mêmes en guerre, ou dans le peril inevitable d'y entrer; & quand ces Troupes ſeront levées, il ſera permis aux Officiers, d'y faire les recruës neceſſaires.

V. D'au-

ANNO 1713.

V. D'autre part Leurs Hautes Puiſſances s'engagent aux Loüables Ligues Griſes, en vertu du preſent Traité, à la defenſe deſdites trois Ligues Griſes, & à la conſervation de leur domination, de leur Souveraineté & de tous leurs Droits ſur les Païs qui leur ſont ſoumis. Et comme Monſieur de Stanian Envoyé de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, a fait un Traité en l'année 1707. tant au nom de Sa Majeſté qu'en celui de Leurs Hautes Puiſſances, touchant la renovation & l'ammelioration du Capitulat de Milan, & à l'egard d'autres choſes à l'avantage des Loüables Ligues Griſes: lequel Traité a enſuite été approuvé par Leurs Hautes Puiſſances dans leur Reſolution donnée le 3. Juin 1710. au Sieur de Salis Envoyé de ladite Republique des Griſons, & dans une autre Reſolution confirmative du 21. Avril 1711. Leurs Hautes Puiſſances s'engagent à continuer à faire tous les efforts poſſibles, & à tenir la main pour procurer aux Loüables Ligues Griſes l'accompliſſement dudit Traité, conformement auxdites Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances.

VI. Si les Loüables trois Ligues, ou les Païs qui ſont ſous leur Domination, étoient attaquées, ou en peril évident d'eſtre attaquées, ou ſi quelque Puiſſance étrangere ſuſcitoit, ou appuyoit, ſoit directement, ſoit indirectement, quelque rebellion ou mutinerie des Sujets des Loüables trois Ligues contre leurs Souverains, de telle maniere que leſdites Ligues fuſſent en guerre, ou en danger de guerre, ou ſi quelque Puiſſance etrangere ſuſcitoit ou ſoûtenoit dans la République des trois Ligues, des diviſions contre la conſtitution du Gouvernement; & que par là elle entrât en guerre, ou en peril évident de guerre, ou ſi les Loüables trois Ligues, pour defendre leurs Droits ſur les Païs, qui ſont ſous leur domination, étoient forcées d'entrer en guerre, en tous & chacun des cas ſuſdits, auſſi tôt que les Loüables trois Ligues ſeront obligées de mettre des Troupes ſur pied, Leurs Hautes Puiſſances s'obligent de leur payer chaque mois, une ſomme pareille à ce, à quoi monte la paye preſente d'un Etat Major, & de leurs dix Compagnies, qui ſont au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances; & ce ſubſide ſera payé regulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la guerre, ou le peril évident de guerre, durera, & que les ſuſdites Troupes reſteront ſur pied; ce ſubſide commencera à courir du jour que les Loüables trois Ligues ſeront obligées de mettre ſur pied des Troupes pour quelqu'un des cas ſuſdits; & quoy que Leurs Hautes Puiſſances fuſſent dans ce tems-là Elles mêmes en guerre, les Loüables Ligues Griſes pourront neanmoins outre le ſubſide, rappeller le tiers de leurs Officiers qui ſe trouveront au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, à ſçavoir le Lieutenant Colonel, un tiers des Capitaines, & des Capitaines Lieutenants *promiſcuè* & un tiers des Lieutenants, & des Enſeignes; & ſi Elles n'etoient point en guerre alors, les Ligues Griſes pourroient rappeller les deux tiers de leurs Officiers: à ſçavoir le Lieutenant Collonel & deux tiers des Capitaines, & Capitaines Lieutenants, *promiſcuè*, & deux tiers des Lieutenants & des Enſeignes, leſquels dans l'un & en l'autre cas, conſerveront cependant leurs Places & leurs appointemens, dans le ſervice de Leurs Hautes Puiſſances.

VII. Le Regiment de Smit & toutes les Compagnies qui le compoſent, auſſi bien que les deux autres Compagnies Griſonnes, ſeront conſervées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puiſſances auront alors le Droit de reduire les Compagnies à cent cinquante hommes, chacune: ledit Regiment de Smit & les huit Compagnies qui le compoſent, auſſi bien que les ſuſdites deux autres Compagnies, ne pourront eſtre données qu'à des Officiers, Sujets des trois Ligues. Et quant en particulier au Regiment de Smit, & aux huit Compagnies, qui le compoſent, les Loüables Ligues Griſes ſe reſervent d'avoir à preſent le Droit de choiſir les Capitaines de telle maniere, qu'à chaque vacance, le Colonel nommera pour la remplir le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit années de ſervice en qualité d'Officier, ſans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Regiment ſeront nommés, & les Loüables Ligues Griſes auront le Drbit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines Lieutenants nommés par le Colonel.

VIII. Lors que Leurs Hautes Puiſſances feront de nouvelles levées dans le Païs des Loüables Ligues Griſes, en vertu de l'engagement, que leſdites Loüables Ligues Griſes prennent dans ce Traité; leſdites Ligues auront le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles levées; mais Elles s'engagent à n'en choiſir que d'experimentés & de capables. Quand cette nouvelle levée ſera faite, ſoit en tout, ſoit en partie, les deux Compagnies Griſonnes, qui ſont dans des Regimens Suiſſes, ſeront miſes dans un même Corps avec cette nouvelle levée, & ſeront à l'égard de la nomination ſur le meme pied que les autres.

ANNO 1713.

IX. Leurs Hautes Puiſſances choiſiront parmy les Capitaines, qui auront eſté elus par les Loüables Ligues Griſes, les Officiers de l'Etat Major & prendront les trois Officiers de l'Etat Major un par Ligue, autant que cela pourra convenir au bien de leur ſervice.

X. Lors qu'un nouveau Regiment ſera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, les Loüables Ligues Griſes, auront le Droit de choiſir les Capitaines, de la maniere dont il eſt expliqué dans l'Article ſeptieme de ce Traité.

XI. Leurs Hautes Puiſſances donneront pour les nouvelles levées la même ſomme qui a été donnee aut Capitaines Suiſſes qui en ont fait de particulieres pour elles.

XII. La Capitulation pour les nouvelles levées, ſera la meme, qui a été faite pour les Troupes Suiſſes Proteſtantes, qui ſont deja au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances avec cette obſervation, que ſans y rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit eſtre miſe le plus clairement qu'il ſera poſſible, afin qu'il n'en puiſſe naitre aucune difficulté à l'egard de ſon execution; & tout ce qui n'eſt pas reglé dans le preſent Traité, le doit eſtre dans la Capitulation, de la maniere la plus avantageuſe pour les deux Parties Contractantes.

Cette nouvelle Capitulation regardera toutes les Troupes Griſonnes, qui ſont ou qui ſeront, au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, & devra eſtre par tout & en tout conforme à celle qui doit ſe faire pour les Troupes de Berne, de maniere, que les ſuſdites Troupes Griſonnes jouïſſent des mêmes avantages que celles de ce Loüable Canton; & cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la meſme force que le preſent Traité.

XIII. L'Union hereditaire & toutes les Alliances anterieures de la Loüable Republique des Ligues Griſes, & ſpecialement celle qu'elle a avec les Loüables Cantons de Zurig, & de Berne, ſont ici reſervées: nonobſtant laquelle reſervation, les Loüables Ligues Griſes s'engagent à executer tout ce qui eſt contenu dans le preſent Traité.

XIV. Comme Sa Majeſté Britannique eſt deja dans un engagement poſitif avec la Republique des trois Ligues, comme garand du Traité fait pour le paſſage en 1707. Sadite Majeſté ſera conviée d'un commun conſentement d'entrer dans cette Alliance.

XV. L'eſchange des Ratifications du preſent Traité ſe fera dans deux mois au plus tard, & pluſtôt s'il ſe peut.

Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignés Deputez de Leurs Hautes Puiſſances, & le Sieur de Salis authoriſé à cet effet de la part de la Loüable Republique des trois Ligues de la Haute Rhœtie. A la Haye le dix-neuvieme Avril mil ſept cens treize.

W. V. Broekhuisen. (L. S.) — Pierre de Salis. (L. S.)

(L. S.) F. Fagel.

(L. S.) A. Heinsius.

(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.

(L. S.) A. van Burum.

(L. S.) H. van Isselmuden.

(L. S.) J. Wichers.

ANNO 1713.

CLIX.

16. Mai. *Accord ou Capitulation conclue entre les* DANOIS *& les* SUEDOIS, *pour l'évacuation du* Holstein. *Fait & conclu à Oldenſworth le* 16. *Mai* 1713. [Mercure Hiſtorique, Juin. pag 641.]

I. TOUTE l'Armée Suedoiſe, qui eſt entrée dans l'Eyderſtad & la Ville de Tonningen, ſous les ordres du Comte de Steenbock, ſe rendra au Roi de Danemarc, avec ſon Generaliſſime, ſes Généraux, Officiers, Volontaires & Soldats. Tous les Généraux & Hauts-Officiers, de même que les Volontaires, conſerveront leurs Armes & Bagages, toutes les Archives, la Caiſſe Militaire, & tout ce qui en dépend, de quelque nom que ce ſoit, ſans pouvoir être fouillé, pillé ou viſité. Les Bas-Officiers & Soldats conſerveront ſeulement leurs Epées & montures. Le Canon, les Armes à feu, de même que les Chevaux des Cavaliers, des Dragons & de l'Artillerie, & généralement tout ce qui apartient à l'Armement de Guerre, dont on ne pourra rien détruire ni cacher, ſeront remis à Heyerſworth, après l'évacuation de Tonningen, de même que les Drapeaux, Timbales, Etendars & Tambours. L'évacuation de ladite Place ſe fera 3. jours après la ſignature de cet Accord, & ſera achevée dans 8. jours. La route & les quartiers pendant la marche ſeront aſſignez par les Commiſſaires de Guerre Danois.

II. Après que les Troupes Suedoiſes auront été échangées ou rançonnées, elles ne pourront être tranſportées qu'en Suede, & à leurs dépens : elles devront même ſe pourvoir des Bâtimens néceſſaires, auxquels le Roi de Danemarc donnera des Paſſeports ; & elles pourront auſſi employer des Vaiſſeaux Danois & du Holſtein, moyennant qu'elles les puiſſent avoir librement.

III. Les Troupes Nationales de Suede ne pourront être ſéparées des Regimens Allemans, mais elles devront être tranſportées en même tems en Suede.

IV. On commencera le Tranſport incontinent après que les Troupes auront été échangées ou rançonnées.

V. Les Suédois auront les logemens francs pendant leur marche, mais ils ſe pourvoiront eux-mêmes de Vivres.

VI. Les Danois ou leurs Alliez priſonniers, qui ont pris parti parmi les Suedois, ſeront retenus, de même que les deſerteurs ; mais s'ils retournent volontairement à leurs Regimens, ils obtiendront pardon.

VII. On ne pourra forcer aucunes Troupes Suedoiſes à prendre ſervice, ni les retenir, excepté les déſerteurs.

VIII. Le Bagage des Généraux, Hauts-Officiers & Volontaires, dont il eſt fait mention dans le premier Article, ſera tranſporté en Suede ou ailleurs, ſans aucun empêchement.

IX. L'évacuation ſe fera par Brigades, qui ſeront conduites par des Commiſſaires, & pourvûës de Vivres, mais aux dépens des Suédois.

X. Les Troupes marcheront 3. jours, & feront alte le 4.; & à ceux qui tomberont malades en chemin, on leur donnera des Chariots.

XI. Les malades dans Tonningen, ſeront transferez dans l'Eyderſtad, & y reſteront juſqu'au tems de leur convaleſcence, à leurs dépens.

XII. Les montures & les habits deſtinez pour les Troupes Suédoiſes, qui ſont à Lubek & à Hambourg, & qui ont été payez; pourront être tranſportez librement en Suede, avec Paſſeport.

XIII. Tous les priſonniers, qui ſont en Danemarc, Holſtein, à Hambourg, ou ailleurs, pourront retourner librement à leurs Régimens, après avoir ſatisfait au Cartel.

XIV. Les Officiers Suédois, qui pour cauſe de maladie ou bleſſure ont été retenus à Lubeck, Hambourg & Wiſmar, & n'ont pas été dans l'Eyderſtad pourront être tranſportez où bon leur ſemblera, avec Paſſeport.

XV. Pareillement leurs Bagages, & autres choſes.

XVI. On accorde 2. ou 3. Frégates, pour ſervir de Convoi au Tranſport des Troupes Suedoiſes vers Carelskroon, Carelshaven, Cimberhaven ou Ydſtedz ; & en cas que pendant le Tranſport, quelques Vaiſſeaux fuſſent diſperſez par la tempête, ou jettez ſur les Côtes Danoiſes, on ne pourra les retenir. ANNO 1713.

XVII. On enverra à Tonningen, de la part des Danois, un Medecin & un Chirurgien de Campagne, pour prendre information des malades ; & quelques Commiſſaires, pour dreſſer une liſte des Chevaux & autres choſes.

XVIII. Les Suedois s'engagent de relâcher les priſonniers des Alliez du Nord, qui ſont dans les Provinces Allemandes-Suedoiſes, avant que le Tranſport ſe faſſe, en déduction du Cartel ; promettent, que le Comte de Steenbock fera ſon poſſible que cela ſoit auſſi exécuté à l'égard de ceux qui ſont en Suede.

XIX. Le Roi de Danemarc promet, que de toute cette année il ne bombardera pas Tonningen ; les Tranchées & Bateries faites par les Danois devant cette Place, pourront être entiérement détruites par les Suedois, à leur ſortie.

XX. Il ſera libre aux Suedois de rechercher près d'autres Puiſſances, la Garantie de cette Capitulation, moyennant que cela ne cauſe aucun retardement à leur ſortie.

XXI. Le Roi de Danemarc s'oblige d'exécuter ce que deſſus en tous ſes points, & de procurer le conſentement des Chefs des Armées Alliées.

XXII. On fera deux Copies de cette Capitulation, leſquelles ſeront échangées.

Fait & conclu à Oldenſworth *le* 16. *Mai* 1713.

Signé,

G. REINHOLE PATKULL. CARL MELLIN.

G. C. STROMFELDT. SHCWANDLODG.

Approbation du Comte de Steenbock.

TOUT *ce qui fut accordé hier* 16. *Mai* 1713., *entre les Commiſſaires nommez de la part de S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwegue, & de celle des Suedois, touchant la ſortie des Troupes Suedoiſes hors de Tonningen, du conſentement de S. A. le Prince Menzikof, & de S. Exc. le Comte de Flemming; & approuvé par la ſignature des* 3. *Chefs des Armées des Hauts Alliez, ſavoir Sadite Alteſſe le Prince de Menzikof, S. Alteſſe le Duc de Wirtemberg, & le ſuſdit Velt-Maréchal Comte de Flemming: Je le confirme & aprouve pour moi & au nom de toute la Generalité, Colonels & Chefs ; je promets d'exécuter cet Accord en tous ſes Points. Pour plus grande ſureté de ce que deſſus, j'ai ſigné les préſentes de ma propre main, pour moi & au nom de la Généralité, Colonels & Chefs, & y ai aposé mon Cachet. A Tonningen le* 17. *Mai* 1713.

Signé,

STEENBOCK.

CLX.

29. M *Extrait du Conſeil d'Etat du Roi* Très-Chrêtien *pour la Reſtitution du Prince d'*Espinoi, *en vertu des Articles* 11. *&* 15. *des Traités de Paix faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande: le* 11. *Avril dernier. Le* 29. *Mai* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 489.]

SUR la Requête preſentée au Roi, étant en ſon Conſeil, par la Princeſſe d'Eſpinoi, Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, contenant que Sa Majeſté aiant envoyé en 1668. un ordre au Sr. le Pelletier, alors Intendant en Flandres, pour faire rétablir en conformité & en execution des Traités de Paix, le feu Prince d'Eſpinoi en poſſeſſion de l'Hôtel

ANNO 1713. tel de Roubaix, ſitué dans la Ville de Lille, des Terres de Cyſoing, Antoing, & Roubaix, qui appartiennent à la Maiſon de Meleun par le Droit du ſang & par les ſubſtitutions contenues dans les Contracts de Mariages & les Teſtamens de la famille, & dont Pierre de Meleun ſon biſayeul avoit joui ou dû jouir, ledit Sr. le Pelletier auroit en conſequence & ſur le vû des Pieces & titres, qui furent produits devant lui, rétabli ledit Prince d'Eſpinoy en poſſeſſion deſdites Terres & autres Biens ſcitués au Païs de Lille, lequel en auroit joui depuis ce temslà, auſſi bien que ſes héritiers juſqu'en l'année 1709. que le Prince d'Eſpinoi ſon petit-fils en fut depouillé pendant la Guerre, mais par les Articles 11. & 15. du Traité de Paix, qui vient d'être conclu à Utrecht, toutes les Puiſſances ont concouru & ſont convenues de rétablir ledit Prince d'Eſpinoi dans ſa premiere poſſeſſion, au moyen dequoi la ſupliante, audit nom de Tutrice, ne peut s'adreſſer qu'à Sa Majeſté pour obtenir l'execution des Articles dudit Traité à l'égard des biens ſcituez dans les Païs de ſon obeiſſance, requeroit pour ces cauſes qu'il plût à Sa Majeſté d'ordonner que leſdits Articles 11. & 15. dudit Traité de Paix ſoient executez ſuivant leur forme & teneur, & en conſequence que ladite Princeſſe d'Eſpinoi en ladite qualité de Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſoit reintegrée en la poſſeſſion de l'Hôtel de Roubaix & des Terres d'Antoing, de Cyſoing & de Roubaix & autres biens ſcitués audit Païs de Lille, conformément aux Articles 11. & 15. dudit Traité, à l'effet dequoi il plaira à Sa Majeſté ordonner au premier Huiſſier, qui en ſera requis, de faire ladite reintegrande, & d'en dreſſer ſon Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobſtant toutes oppoſitions ou appellations, ſi aucunes interviennent. Vû ladite Requête, l'Extrait du Traité de Paix contenant leſdits Articles: tout conſideré, Sa Majeſté étant en ſon Conſeil, a ordonné & ordonne qu'en conſequence des Articles onze & quinze dudit Traité de Paix, & conformément a ce qui y eſt porté, la Princeſſe d'Eſpinoi en qualité de Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſera reintegrée en la poſſeſſion de l'Hôtel de Roubaix ſcitué dans la Ville de Lille, & des terres d'Antoing, de Cyſoing & de Roubaix & autres biens ſcituez au Païs de Lille, pour en jouïr, comme avant la dépoſſeſſion, à l'effet dequoi Sa Majeſté a ordonné & ordonne au premier Huiſſier ſur ce requis, de proceder à ladite Reintegrande, & d'en dreſſer ſon Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobſtant toutes oppoſitions, ou autres empêchemens, pour leſquels ne ſera differé. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y étant, à Marli le vingt neuviéme jour du mois de Mai mil ſept cent treize.

Signé,

VOISIN

CLXI.

Juin. *Extrait des Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES: *pour la Reſtitution du Prince d'*ESPINOI *en vertu de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le Roi T. C.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 492.]

Jeudy 8. *Juin*, *mil ſept cens treize.*

IL a été lu à l'Aſſemblée la Requête d'Elizabeth de Lorraine, Princeſſe d'Eſpinoi, Mere & Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, demandant qu'en conſequence de l'Article onze du Traité de Paix fait à Utrecht le 11. Avril dernier il plût à Leurs H. H. P. P. de faire mettre la ſupliante, en ſa qualité, en poſſeſſion des terres d'Antoing ſcituées dans le Tournéſis, pour en jouïr ſuivant ledit Traité, & qu'il plût à L. L. H. H. P. P. d'ordonner au premier Huiſſier, ſur ce requis, de remettre ladite Princeſſe en la poſſeſſion & jouïſſance deſdites Terres, & d'en faire la relation ou Procès Verbal, enſemble d'ordonner au Gouverneur de Tournai & Tournaiſis, ou à celui qui peut y commander en ſa place, de faire executer la teneur dudit Article onziéme du Traité de Paix, & les ordres de L. L. H. H. P. P. & d'y prêter la main ſelon qu'il appartiendroit. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & entendu d'acquieſcer par cette à ladite requiſition, & que ſuivant ce ladite Princeſſe d'Eſpinoi, en ſadite qualité de Mere & Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſera miſe en la poſſeſſion & jouïſſance d'Antoing conformément à l'Article onziéme du Traité de Paix, & il eſt enjoint & ordonné par cette au premier Huiſſier, ſur ce requis, de mettre ladite Princeſſe en ſadite qualité, en ladite poſſeſſion & jouïſſance de la Seigneurie d'Antoing avec ſes appartenances & d'en faire ſa relation & Procès Verbal, & il eſt pareillement enjoint par cette au Gouverneur de Tournai, ou à l'Officier y commandant en ſon abſence, de prêter la main à l'execution de l'Article onziéme du Traité de Paix en ce que dit eſt ci-deſſus.

Etoit ſigné,

BURMANIA,

Plus-bas étoit écrit,

Il s'accorde audit Regiſtre.

Signé,

F. FAGEL.

ANNO 1713.

CLXII.

Inſtrumento de la Ceſſion del Reyno de Sicilia, hecho por el Sereniſſimo Duque de ANJOU, *como Rey de* ESPAÑA, *a* VICTOR AMADEO *Duque de Saboya por el y ſus Decendientes maſculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Linea de los Principes de* CARIGNAN *faltando la Suya, baxo clauſula de Reverſion, en caſo de quedar extinguidas dichas dos Lineas Maſculinas, y lo miſmo en caſo que Su A. R. ó alguno de ſus ſucceſſores rompieſſe la buena amiſtad, y Aliança con la Corona de Eſpagna. Hecho en Madrid a los* 10. *de Junio* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 788. en Eſpagnol & en François.] 10. Juin.

DON Phelipe por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Granada, de Navarra, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algueſira, de Gibraltar, de las Yſlas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Yſlas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Auſpurgo, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biſcaya, y de Molina &c. Siendo tan de la obligacion de todo Principe Chriſtiano deſear el ſociego, y tranquilidad del Mundo, tan turbado en la mejor parte de el por la ſangrienta, y cruel guerra, que por tan largo tiempo ha afligido à la Europa, y haviendoſe conſiderado por la Reyna de la Gran Bretaña, por uno de los medios neceſſarios para eſtablecer, y aſegurar la Paz univerſal entre otras ventajas al Duque de Saboya, que yo le ceda el Reyno de Sicilia, y inſtandome a ello repetidamente, y conbenido con ſu Mag. Britanica por concorrir por mi parte aunque tan coſtoſamente, a que ſe conſiga eſte importante, y deſeado bien univerſal en aquella mejor forma que pueda, y devo, ê venido en executarlo por el preſente Inſtrumento, y para que eſta deliberacion tenga el devido efecto, por mi miſmo, por mis Herederos, y ſubceſſores, como Rey, y ſeñor natural, y abſo-

ANNO 1713. absoluto de dicho Reyno lo renuncio, cedo, y traspasso al Duque de Saboya, y sus Hijos y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas masculinas, al Prencipe Amadeo de Cariñan, y sus Hijos, y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas al Prencipe Thomàs, Hermano del Prencipe de Cariñan, sus Hijos, y descendientes Masculinos, nascidos en constante Legitimo Matrimonio, para que lo aya, y respectivamente sus Hijos, y descendientes Masculinos, y los de las dichas dos Lineas masculinas, nascidos en constante legitimo Matrimonio, con la misma soberania, y poderio Real, que me pertenece, y al presente le posseo, y como le an possehido, y devido posseer los Reyes, mis Predecessores, assi en lo general de dicho Reyno, y sus dependencias, como en lo particular de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, Tierras, Castillos, Fortalezas, Puertos, Mares, Señorios, Vassallos, y Subditos contenidos en dicho Reyno, y todas las Rentas Reales, prerogativas, y preeminencias, de plena Potestad, Jurisdicion, y Dominio, derechos, y acciones, y pretenciones, que me competan, assi en lo Secular, y Regalia de nombrar, y crear Ministros para los Tribunales, que hay, ô hubiere en el, y Governadores, Justicias, Capitanes, y otros Oficiales, que bien visto le fuere, para la manutencion de dicho R. en la forma expressada, y segun se dirà en este Instrumento, como en lo Eclesiastico el Patronato Real, y preeminencias de elegir, y presentar personas dignas para qualesquiera Arçobispados, Obispados, Iglesias Cathedrales, y Parrochiales, Abbadias, y otros qualesquiera Beneficios, Curados, ô simples comprehendidos en el Territorio de dicho Reyno, sin reservar Regalia alguna, derecho, ô preheminencia de las que me pertenecen como tal Rey y Señor natural de Sicilia, y pudieran pertenecer a mis Successores, que no sea comprehendida en esta Cession, y traspasso a favor de dicho Duque sus Hijos y Descendientes, Masculinos, y de dichas dos Lineas masculinas y à expressadas, no obstante todas las Leyes, y Costumbres, Constituiciones, Privilegios y Capitulos del Reyno hechos en contrario, a un que hayan sido establecidos, y confirmados por Juramento, y fuesse necessario hazer especifica mencion dellos; por que atodos ellos, y à las clausulas derrogatorias, y à las derrogatorias de derrogatorias conque huviessen sido establecidas derrogo expressamente por el presente Instrumento de Cession, Traspasso, y renuncia que hago en mi nombre, e de dichos mis Subcessores à favor de dicho Duque y sus descendientes, y los de dichas dos Lineas, siendo mi determina voluntad que esta Cession, traspasso, y renuncia haya, y tenga lugar, y efecto sin que la excepcion general derrogue à la particular, ni por el contrario la particular à la general, y que perpetuamente queden excluidas todas las exempciones de qualesquiera Derechos, Titulos, Causas, ô pretextos, que puedan excitarse en contrario, y en consequencia de ello declaro, que consiento por mi, y en nombre de mis Subcessores, y és mi intencion y voluntad que el Virrey que ès, ô fuere al tiempo de darse cumplimiento à este Instrumento de Cession, y traspasso, y los demàs Capitanes Generales de Mar, y Tierra en aquel R. Consultor, Juez de la Monarchia, Presidentes de la Gran Corte, y Real Patrimonio, Ministros de este, y otros Tribunales de el, Justicias, Governadores, Alcaydes de Plaças, Castillos, Fortalesas, Ciudades, Villas, Comunidades, Duques, Marqueses, Condes, Barones, y demàs habitantes de dicho Reyno, que en comun, y particular me hubieren prestado Juramento de fidelidad, y Vassallaje, sean, y queden libres, y absueltos desde a hora para siempre jamàs mientras durâre la Subcession Masculina de dicho Duque, y de las otras dos Lineas Masculinas, de su Casa llamadas en falta de ella en la forma dicha de la fé, y homenage, servicio, y juramento de fidelidad, que todos, ô cada uno dellos, me huviere, ô pudiere haver hecho, y à los demàs Reyes mis Predecessores juntamente con la obediencia, sugecion, y Vassallaje, que por rason de ello me fuesse devido, declarandolos nulos, y de ningun valor ni efecto, como sino hubiessen sido hechos, ni prestados jamais, y juntamente con dicho Reyno cedo, renuncio, y traspasso, al dicho Duque de Saboya sus Hijos y descendientes, y à los de las dos Lineas expressadas de su Casa todas las Galeras, que tengo en el; con todos los equipajes, Marineros, y chusmas que hubiere en ellas obligandome en virtud de este Instrumento, y a mis Subcessores, a que daré las ordenes necessarias al Virrey de aquel Reyno, Governador de las Galeras, y demas Generales, y personas que combenga para el entero cumplimiento de esta Cession, y a mandar entregar al Duque de Saboya, ô a su poder haviendo todos los Titulos, Papeles, y Documentos, pertenecientes a dicho Reyno y sus dependencias que pueden hallarse en estos de España y assi mismo à que desde Luego daré las ordenes combinientes a mis Plenipotenciarios, para que unidos, y puestos de acuerdo con los de S. M. Br. tomen aquellas medidas que tubieren pormàs conducentes en el ajuste de la Paz, para que por todos los Plenipotenciarios de los demàs Principes, y por sus Amos se assegure la manutencion, y permanencia del Reyno de Sicilia en el Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, y de las dos Lineas expressadas en la forma dicha, con el goso de la soberania, y reconocimento del Rey de Sicilia en pacifica possession, todo loqual sehá de entender debaxo de las Calidades y condiciones seguientes. ANNO 1713.

I. Que assi como para la declaracion que hise de los Varones legitimos de las Lineas de la Casa de Saboya, para la Subcession de estos Reynos, en el caso de faltar descendencia mia legitima de Varones, y Hembras, de cuya disposicion se promulgò Ley, y se admitiò, y confirmò en el Reyno Junto en Cortes en la forma que en ella se contiene, aque me remito, se tomò como por fundamento, y firme supuesto la amistad, y perpetua alliança, que los Duques de Saboya, y Princepes de su Casa havian de tener con mi Corona, assi para esta Cession del Reyno de Sicilia, se deve tener por condicion, y expressa calidad de ella, que los referidos Duques de Saboya, y Princepes de su Casa cada uno en su tiempo han detener, establecer, consolidar, y renovar, amistad, y aliança perpetua cada uno en su tiempo comigo, y con mis Subcessores en esta Corte, y conservarla firme y inviolablemente, y si lo que no és de creer por qualquier accidente ô motivo pensado ô no pensado contra las reglas del verdadero y solido interez, obligacion, y gratitud el referido Duque de Saboya ô qualquiera de sus Subcessores faltasse a esta condicion, y nó observasse la supuesta amistad, y perpetua aliança en qualquier caso, y tiempo que esto sucedieisse desde ahora para en tonces queda nula, irrita, y de ningun valor esta Cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y este Instrumento como sinó se huviesse hecho.

II. Que a falta de Sucession Masculina de constante legitimo Matrimonio del Duque de Saboya, y lineas, a cuyo favor hago esta cession, como se ha expressado, el dicho Reyno de Sicilia bolverá a incorporarse en la Corona de España, y si entienda si legasse este caso desde luego transfirida la possession civil, y natural de dicho Reyno, a un antes de adquirirla corporalmente en mi, ô en qualquiera de mis descendientes Subcessores de ella, con todas las mismas Regalias de Soberania, y Poderio real, y Derechos, y Acciones, con que lo cedo, y pueda competirme, y a mis Subcessores, desde que faltare la subcession de dichas Lineas, todo en la misma substancia, integridad, y forma que se le entregáre al dicho Duque de Saboya eldia que tomáre la possession de el.

III. Con calidad, y condicion de que por ningun motivo, pretexto, ô causa no pueda dicho Duque, ni alguno de sus Subcessores en las Lineas declaradas empeñar, trocar, ni annejar el referido Reyno de Sicilia, ni en todo, ni en parte la menor que sea, ni dependencia alguna de el, a otra persona alguna sinó ès unicamente a mi Corona, y en caso que lo hiziere desde a hora para entonces, que da nula, irrita, y de ningun valor esta cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y por cancelado este Instrumento, como sinó se huviesse hecho.

IV. Que assi como cedo, renuncio, y traspasso a favor del Duque, sus Hijos, y Descendientes Masculinos, y de dichas dos Lineas, toda la Soberania, y preeminencias, Rentas, Reales, Acciones, y Derechos activos, que me competen, y pertenecen, por mi, y demàs Reyes, mis Predecessores, y que pudieren competir, y pertenecer a mis Subcessores en dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias al mismo tiempo se hayan de transferir, y passen en dicho Duque

que

ANNO 1713. que, Hijos, y Descendientes de el, y de dichas dos Lineas todas las obligaciones, Cargas, debitos, Pensiones, y Derechos passivos, aque yo estoy obligado, y pudieran estarlo mis Subcessores, hora procedan de causa oneroza, ô de mera gracia mia, ô de mis Predecessores, por via de Contracto, Concession, ô Privilegio, ô en otra qualquiera forma, quedando reciprocamente obligado a la satisfacion, y paga de todo ello del mismo modo que yo lo estoy, y lo estarian mis Subcessores, no haziendo esta Cession, renuncia, y traspasso.

V. Que hayan de ser mantenidos, y se conserven qualesquiera Leyes, Fueros, Capitulos del Reyno, Privilegios, Gracias, y Exempciònes, que al presente gosan y han devido gosar en mi tiempo, y de mis predecessores, assi el Reino como qualesquiera Comunidades, Seculares, ô Ecclesiasticas, y todos los habitantes en aquel Reyno, manteniendo a todos en comun, y en particular las que tubieren, y sus Leyes, Constituciones, Capitulos de Reyno, Pragmaticas, Costumbres, Libertades, y Immunidades, y Exempciones a ellos concedidas, y concedidas por mi, y los Reyes mis Predecessores, tanto al comun del Reyno como à las Ciudades, Villas, y lugares, y Tierras, y a qualesquiera personas, assi Ecclesiasticas como Seculares, segun, y como han uzado, y gosado, y debido uzar, y gosar de ellas.

VI. Que todas la Dignidades assi Ecclesiasticas de Arçobispados, Obispados, Abadias, y Beneficios Curados, y simples, como los Seculares de Titulos de Duques, Principes, Marqueses, Condes, Barones, y otros qualesquiera, assi las concedidas hasta a hora, como las que yo fuere servido de conceder hasta el dia en que al referido Duque de Saboya sea dada la possession de el dicho Reyno de Sicilia: Y por lo que toca à las Prebendas, Beneficios, Pensiones y Dignidades Ecclesiasticas, todas las que vacaren, ô hubieren vacado hasta eldia en que al Duque de Saboya se le diere la possession de el Reyno, por que todas como dicho és hasta el referido dia han de ser de nombramiento, ô presentacion mia, segun la Calidad de cada una se conserven, y mantengan por dicho Duque, sus Hijos, y Descendientes, y los dedichas dos Lineas en las personas que al presente la tienen, y sus Subcessores que por tiempo fueren en la misma forma, y con aquellas prerogativas, que las han gosado en mi tiempo, y de mis Predecessores, sin deminuirlas, y alterarlas en cosa alguna.

VII. Que a qualesquiera personas, assi naturales de aquel R. como de los demas que posseo, que en el tengan Estados, Feudos, Oficios, Haziendas, Bienes, Rentas, Frutos, Reditos, ô Pensiones, y otros qualesquiera utiles, assi en cosas proprias suyas, que con algun titulo les pertenescan, como en lo concerniente a mi Real Patrimonio, ora proceda de Causa oneroza, ora de Gracia, Privilegio, ô merced, que yo, ô qualquiera de mis Predecessores hubieremos concedido en aquel R. seles conserven a ellos, y a sus Herederos, y Subcessores sin deminuicion, ni ponerles embaraço alguno, y todos sus Honores, Derechos, y Acciones personales, y hereditarias prezentes y futuras, assi en el caso de hallarse actualmente residiendo en el, ô en Dominios mios, ô aunque esten en otros, como se hallen empleados en mi servicio, como en el de venir desde aquel R. a establecerse en los mios, ô que estando en ellos passaren en qualquier tiempo a residir en dicho Reyno de Sicilia, derrogando para la firmeza de esta condicion las Leyes, Constituciones, Pragmaticas, y Capitulos del Reyno, que pudiera haver en contrario, y como las é derrogado antecedentemente para la de esta Cession.

VIII. Que qualesquiera Personas, tanto naturales de aquel Reyno, como de otra qualquiera parte que se hallaren en el, com empleos, y cargos que yo, ô mis Predecessores les hayamos conferido, assi de administracion de Justicia, como de Tribunales Seculares, y Ecclesiasticos, Goviernos, y Capitanias de Provincias, Ciudades, Villas, Lugares, y Territorios, hayan deser mantenidos, y conservados en ellos en la misma forma, y con los mismos gajes, sueldos, salarios, acostamientos, y demas ayudas de Costa, que han percebido hasta ahora, y gosan al presente, queriendo quedarse en dicho R. ô pudiendo gosarlos estando fuera deel, por no requerir rezidencia personal, ô poder servirlos por substitutos, segun la calidad de ellos, ô privilegios conque se huviesse concedido. Y en calo que alguno, ô algunos de los que tuvieren empleo Militar, ô Politico de Mar, y Tierra en dicho Reyno, no sea de la satisfacion de dicho Duque, y quisiere, que no le sirva, y lo hubieren obtenido por via de beneficio pecuniario, en este caso el dicho Duque, ô sus Subcessores hayan de reembolcar a los que tienen dichos empleos antes de qui tarselos, loque justificaren haver dado por ellos, y lo mismo que darà con obligacion de executar. El Duque de Saboya, con los sujectos en quienes estubieren provistas, las futuras, si las hubieren beneficiado con dinero, en caso de no querer conservarles sus derechos, por ser justo, que los haga reembolçar de loque les hubiere costado. ANNO 1713.

IX. Que respecto de que en consequencia desta cession há de evacuarle aquel Reyno de las Tropas de Cavalleria, y Infanteria, que tengo en el; en este caso la Cavalleria Española, y Yrlandeza se há detraer a España, y si algunos de los Soldados de ella quisieren que darse en aquel Reyno lo podran hazer a condicion, de que sus Cavallos, Arnezes, y Armas se entreguen â sus Oficiales. Y por loque mira à la Infanteria, si executará, y practicará lo mismo. Y por loque toca á los Ymbalidos, y estropeados, no siendo justo abandonar los, y muy propio de la Caridad del Duque de Saboya el attenderlos, será obligado a continuarles las mismas assistencias, de que gosan actualmente, y de todas las que hásta eldia en que le fuere dada la poceffion del Reyno estubieren concedidas a todos los Ymbalidos, ô Estropeados, bien sean naturales, ô forasteros de aquel Reyno, pues haviendo hecho en el su merito, y contrahido en su serbiero sus impedimientos, nó és de Justicia ni de Equidad, que hayan de perecer, y mendigar.

X. Que las Dignidades, Rentas, Titulos, Señorios, y otros bienes, que en aquel Reyno han sido confiscados al Almirante de Castilla, al Duque de Monte Leon, al Condestable Colona, al Princepe de Bisignano, y otros sujetos seculares, y â las que han sido sequestradas al Cardeal Colona, y otros Ecclesiasticos por haver faltado al juramento de fidelidad, y encorrido en el delicto de felonia, y traicion haya dequedar, baxo demi mano, como lo estan oy, y con los mismos Ministros, ô los que me pareciere poner, y que a hora, ô en adelante pueda venderlos, darlos, cederlos, ô concederlos, à las personas que me pareciere, y por bien tubiere, y que siempre, que lo execute hayan de ser puestos en la possession quietà, e pacifica de ellos, y los hayan detener, y gosar con las condiciones que yo les impusiere, y para todo ello, haya de dar El Duque de Saboya, y los demás que le subcedieren el favor, y ayuda que se necessitare, y a sus Ministros, y Oficiales las ordenes que combengan, y menester fueren para su total execucion, y cumplimiento á laqual solo ha de reduzirte la assistencia, y auxilio de los Ministros de Sicilia, por que sobre qualquiera duda ô execucion, ô entrepetracion, que por qualquiera persona, ô de bayo de qualquier pretexto pueda introduzirte sobre los Bienes, Dignidades, Rentas, efectos, que hubieren sido, ô pudieren, y debieren ser confiscados, sequestrados, y detenidos, su administracion, percepcion, ô pertenencia por delictos, y faltas cometidas hasta eldia en que al Duque de Saboya seledriere la poscession de dicho Reyno de todas estas causas, y dependencias, conocimiento, y determinacion por via de Justicia, ô de Govierno, no seà depoder, conocer sustanear, ni entrevenir, por otros Ministros, Juezes, ô Tribunales, que los queyo senàlare, y nombràre con comiffion expressa para ello, y lo mismo se entiende aqual quiera disposicion, ô assignacion, queyo habiere dado antes de eldia en que el Duque de Saboya tomàre la possession de el Reyno, ô despues de ella fuere yo servido de darla, ô alterar por que todo lo respectivo, y accidental en orden á los referidos bienes, que hubieren sido, ô pudieren ser confiscados, los reservo en mi, como dicho és, y con las referidas calidades, y condiciones, y no sin ellas hago la referida cession, y del Reyno, y de baxo de elles deve entenderse, y no de otra manera.

Y para que tenga efecto, y se cumpla todo lo contenido en este Instrumento de Cession, Renuncia, y Traspasso de dicho Reyno a favor del Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, nacicos, de constante legitimq Matrimonio y de dichas dos Lineas masculinas de su Casa prometo, y me obligo en fé de pàlabra Real. que en quanto fuere

de

ANNO 1713. de mi parte, y de mis Hijos, y Descendientes, observare, y cumplire, y procurare la observancia y cumplimiento de el sin contravenir a el en tiempo alguno, ni permitir, ni consentir, que se contravenga jamás a dicha Cession en la forma que vá expressada directa, ó indirectamente en todo, ó en parte. Y me desisto, y a parto de todos, ó qualesquiera remedios sabidos, ó ignorados, ordinarios, ó extraordinarios, y que por Derecho comun, ó Privilegio especial nos puedan pertenecer a mi, y a mis Hijos, y Descendientes, para dezir alegar, y reclamar contra lo suso dicho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el de la lesion evidente, innorme, y innormissima, que se pueda considerar haver intervenido en esta Cession, Renuncia, y Traspasso. Y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquiera calidad que sean, me valgan, ni sufragen en modo alguno, a mi, ni a mis Hijos, Descendientes; en fe de lo qual mandé despachar el presente Instrumento, firmado de mi mano, sellado con el Sello secreto de mis Armas, y refrendado de mi infra escripto Secretario de Estado. En Madrid a 10. de Junio de 1713.

YO EL REY,

MANUEL DE VADILLO, Y VELASCO.

CLXIII.

22. Juin. Tractat zwischen Ihre Königl. Majest. in Preussen FRIDRICH WILHELM/ und des Herrn Administratoris von Holstein-Gottorff Hochfürstl. Durchl. worinnen Selbige wegen gemeinschafftlicher Besatzung der Vestungen Wißmar und Stettin/ biß zu Erfolg eines Friedens zwischen denen Nordischen Kriegenden hohen Machten/ sich vergleichen/ und wegen cessirung der Bloquade der Vestung Tönningen und Restitution des Hochfürstl. Holsteinisch-Gottorffischen Haußes einen Beschluß fassen. Geschehen Berlin den 22. Junii 1713. [Ruhe des jetztlebenden Europa, von Johann Jacob Zincken/ Fürstl. Sächßis. Hofrath Vierdte Abtheilung pag. 305.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME *Roy de Prusse d'une part & le Duc Administrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garnison commune dans les Villes & Forteresses de* Wismar *&* Stettin, *jusqu'à ce que la Paix se fasse entre les Puissances du Nord, de plus ils prennent une Resolution touchant la cessation du Blocus de la Fortereſſe de* Tonningue *& de la Restitution de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp. Fait à Berlin le* 22. *Juin* 1713.

DEmnach Se. Königl. Majestät in Preußen einer/ und des Herrn Administratoris zu Schleßwig-Holstein Durchl. anderer Seits/ nach Dero vor die gemeine Wohlfarth und Beruhigung dieser Quartiere tragenden Sorgfalt/ auf Mittel bedacht gewesen/ wie denen im Nieder-Sächßischen Crayße ferner zu befahrenden Kriegs-Troublen am besten vorzukommen/ und die von Ihro Käyserl. Majestät und verschiedener anderer Puissancen von Europa darunter führende höchstrühmliche Intention desto eher zum Effect zubringen; So haben hochgedachte Se. Königl. Majestät und des Herrn Administratoris Durchl. nach deßfals gepflogener Berathschlagung/ und nachdem von Ihr. Hochfürstl. Durchl. bewircket/ daß Königl. Schwedischer Seiten hierinnen consentiret worden/ sich über folgende Puncta vereinbahret und verglichen: ANNO 1713.

I. Die beyden Vestungen Wißmar und Stettin sollen beyde mit 4. Bataillons, nemlich 2. Königl. Preußl. und 2. Fürstl. Gottorffischen besetzet werden; Weiln aber mit solcher Besatzung sothaner Vestungen sehr zu eilen seyn will/ und die Fürstl. Gottorffische dermahlen in Braband stehende Trouppen so geschwinde nicht von dannen möchten zurücke kommen können/ so ist beliebet/ daß inzwischen in einer jeden der bemeldten Vestungen 2. Königl. Schwedische Bataillons bleiben/ welche aber sogleich in des Fürstl. Gottorffischen Haußes Eyd und Pflicht treten/ und hiernechst von so vielen Gottorffischen Bataillonen abgewechselt und nach Stralsund geschicket werden/ welche 2. Fürstl. Gottorffische Bataillons längstens innerhalb zwey Monathen/ oder auch wo möglich eher in bemeldte Vestung würckl. einrücken/ und dargegen die beyde Schwedische Bataillons ohnfehlbahr heraus gezogen werden sollen. Zu Sicherheit der Fürstl. aus Braband zurück beruffenen Trouppen wollen Seine Königl Majest. in Preußen sie durch Dero Lande nach Pommern zu marchiren/ und ihnen eine March-Route zufertigen lassen/ und soll mit solchem March anders nicht/ als denen Reichs-Constitutionen gemäß/ durch Seine Königliche Maj. und anderer Reichs-Ständte/ die nothwendig damit berühret werden müssen/ der kürtzeste und sicherste Weg genommen werden.

II. Die ietzo in besagten beyden Vestungen befindliche Königl. Schwedische Trouppen ziehen sich/ ausser denen 2. Bataillonen welche in einer jeden so lange bleiben/ biß die Fürstl Gottorffl. Trouppen aus Braband zurück und dahin kommen/ von dannen heraus/ so bald die Kön. Preußische Trouppen beliebter massen sich davor præsentiren/ und marchiren so dann jene nach Stralsund und Rügen/ wohin Se. Königl. Majestät in Preußen ihnen den March sicher zu machen/ übernehmen.

III. Das Gouvernement wird in beyden Oertern durch einen Kön. Preußischen und Fürstl. Gottorffischen darzu benennten Officier von gleichem Character solchergestalt geführet/ daß keiner von dem andern einige Dependenz habe/ sollen auch beyde auf diesen Vergleich beeydiget werden/ wie sie denn auch in dem Commando und Ausgebung der Parole einen Tag um den andern zu alterniren/ in wichtigen Dingen aber keiner ohne des andern Wissen und Einwilligung etwas vorzunehmen hat.

IV. Seine Königliche Majestät in Preußen und des Herrn Administratoris Durchl. versprechen einander/ daß/ so lange der gegenwärtige Nordische Krieg währet/ offt gedachte beyde Vestungen weder dem einen noch dem andern der kriegenden Theile einräumen/ noch selbige in Dero Hände kommen lassen/ sondern bey derselben Possession sich einander/ biß zu Austrag der Sache/ mainteniren/ wieder alle feindsel. Gewalt schützen/ nachher aber Se. Königl. Majest. in Schweden/ wenn es verlanget werden wird/ ohnweigerlich in dem Stande/ wie Sie jetzo eingeräumet werden/ wiederum abtreten wollen und sollen/ jedoch/ daß Ser. Königl. Maj. und des Herrn Herzogs Durchl. vor dem Abzug ihrer Trouppen/ alles dasjenige baar ersetzet und bezahlet werde/ was Sie so wohl zum Unterhalt Ihrer in der Vestung Stettin und Wißmar verlegten Trouppen/ als sonsten zu Exequirung dieses Tractats anwenden werden/ so weit solches bey der Evacuation der Vestungen/ aus denen Einkünfften des Landes/ denen beyden hoch-

ge-

ANNO 1713. gedachten contrahirenden Theilen annoch nicht gut gethan seyn wird.

V. Nicht weniger wollen Se. Königl. Majest in Preußen und des Herrn Administratoris Durchl. die Vestung Stralsund und die Insul Rügen wieder allen feindlichen Anfall zu bedecken/ auch deßfalls die Nordische Alliirte vor allen feindlichen Angriff durch sichere Mittel abzuhalten suchen; In dessen Entstehung aber unter einander ein zulängliches Concert machen/ wie allenfalls diese beyde Oerter/ gleich denen beeden Vestungen Wißmar nnd Stettin/ defendiret/ und von Feindlichen Angriff befreyet werden.

VI. Was den Unterhalt der in besagten Vestungen zu verlegenden Trouppen/ und Civil-Regiment in denenselben/ und auf dem Lande betrifft/ da bleibet es bey demjenigen/ was deshalber in dem zwischen des Herrn Administratoris Durchl. und dem Herrn Grafen von Welling zu Hamburg den 10. gegenwärtigen Monaths Junii, wegen dieser Sache aufgerichteten Vergleich/ verabredet worden.

VII. Seine Königliche Majestät in Preußen verbinden sich/ daß Sie durch Dero Mediation und Interposition nachdrücklicher Officiorum es dahin befördern wollen/ daß der Friede auf raisonnable Conditiones auf das förderlichste erfolgen möge.

IIX. Im übrigen finden Seine Königliche Majestät in Preussen billig/ daß das Fürstl. Hauß Gottorff von denen bißher erlittenen schweren Kriegs-Ungelegenheiten befreyet/ und in völligen Besitz und Genuß seiner Lande wieder gesetzet/ auch wegen des dabey erlittenen grossen Schadens/ demselben billige Satisfaction gegeben werde; Es wollen auch Se. Kön. Maj. in Preußen mit der Cron Engelland/ Chur-Braunschweig und denen General-Staaten der vereinigten Niederlande förderlichst in ein Concert treten/ um denen Troublen in denen Holsteinischen Landen ein Ende zu machen/ auch nebst gedachten Puissancen bey der Cron Dännemarck nachdrücklich insistiren/ daß selbige von allen ferneren Hostilitæten wieder das Fürstl. Hauß abstehen/ und insonderheit die Bloquade von Tönningen aufheben möge. Im Fall aber jetzt erwehnter Puissancen Beytritt in solchem Concert sich verzögern möchte/ so verbinden sich Se. Königl. Maj. in Preußen/ daß Sie nicht allein mit Zuthuung der Königin in Groß-Britannien im Ernst zur Sache thun/ und umb nicht nur die Bloquade von Tönningen ohnverlängt cessiren zu machen/ sondern auch des Fürstl. Hauses Restitution zu beschaffen/ alle darzu dienlich erachtete Mittel anwenden wollen.

IX. Die Ratification über diesen Tractat soll längstens innerhalb 14. Tagen allhier in Berlin ausgewechselt werden. Dessen zu Uhrkund sind von diesem Tractat 2. gleich-lautende Originalien ausgefertiget/ und von beyderseits dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben worden. So geschehen Berlin den 22. Junii 1713.

C. de Dohna

M. L. von Printz.

CLXIV.

Tractatus Pacis & Amicitiæ inter ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam &* PHILIPPUM *Ducem Andegavensem tanquam Regem Hispaniarum initus; Quo, adhibitis insertisque Renuntiationum Instrumentis,* PHILIPPI *nempe ab una, & Ducum* BITURICENSIS *&* AURELIANENSIS *ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispanorum uniantur, vel ab uno capite regantur.* PHILIPPUS *porro agnoscit Successionem Regiam Britannicam in Stirpe Protestantium, sicut Legibus determinata est, constituit Ditiones Hispanicas in America, nunquam per ipsum aut Successores ejus alienandas; Cedit Coronæ Britannicæ Urbem & Arcem* Gibraltar, *atque totam Insulam* Minoricam, *cum* Portu Mahonis: *Confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ, Pactum* Assiento de Negros *dictum ad* 30. *annos; Regnum autem* Siciliae VICTORI AMADEO *Duci Sabaudiæ condonat: sub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die* 2-13. *Julii* 1713. Cum RATIFICATIONE *Britannica, apud Kensington data die* 31. *Julii* 1713. Quam sequuntur ARTICULI SEPARATI *duo, cum* RATIFICATIONIBUS. *Primus videlicet de Tractatu Madritense tenendo, deque Provinciis Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principissæ* URSINI *assignando. Dat.* 2-13 *Julii* 1713. Accedunt *Duæ* DECLARATIONES *ad eundem Tractatum spectantes. Dat.* 12-23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag 136.]

CUM Supremo Rerum omnium Moderatori placuerit, post Bellum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per Annos cæde & sanguine funestavit, pro Divina sua Clementia, Principum belligerantium animos, Armorum contentione diu exagitatos, ad Pacis tandem & Concordiæ Studia deflexos componere; Cumque Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, *Anna*, Dei Gratia, *Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ* Regina, &c. & Sereniſſimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, *Philippus* Quintus, Dei Gratia, *Hispaniarum* Rex Catholicus, &c. nihil magis in votis habeant, nihil opera vehementiori assequi connitantur, quam ut perantiqua Fœderum atque Amicitiæ inter *Britannos, Hispanosque* vincula non solum reficiantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde Firmamentis fortius astringantur, atque ad longissimam usque Posteritatem nexu quasi indissolubili transmittantur; ad Negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendum, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentiarios utrinque suos nominaverunt & Mandatis sufficientibus instruxerunt; Scilicet à parte sua Regina *Magnæ Britanniæ*, Reverendum admodum *Johannem*, permissione Divina Episcopum *Bristolienſem*, Privati *Angliæ* Sigilli Custodem, Regiæ Majestati à Consiliis Intimis, Decanum *Windesorienſem*, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium; ut & Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum Dominum *Thomam* Comitem de *Strafford*, Vice Comitem *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse*, & de *Staineborough*, Baronem de *Raby*, Regiæ Suæ Majestati à Consiliis Intimis, Ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, Regiæ Suæ Majestatis Dimachorum Legionis, (vulgo *Regiment*) Tribunum, & Exercituum Regiorum Locum-tenentem Generalem, Primarium Admiralitatis *Magnæ Britanniæ* & *Hiberniæ* Dominum Commissarium, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem. A parte autem sua Rex Catholicus Illustrissimum atque Excellentissimum, Dominum Dominum *Franciscum Mariam* de *Paula, Tellez & Giron*, Ducem de *Ossuna*, Comitem de *Uruegna*, Marchionem de *Pennafiel*, Magnum *Hispaniæ* primæ Classis, Majorem Regis Cubicularium, in *Castellæ* Regnis Notarium Majorem, Ordinis *Calatravæ* Commendatorem, & Majorem in Clavibus, similiterque in Divi *Jacobi* Ordine Commendatorem, Unum ex Grandibus Regi Catholico *Philippo* Quinto in Cubiculo assistentibus, in Regis Exercitibus Ducem Ge-

ANNO 1713. neralem, & in Regalibus Corporis Cuſtodibus Ducem Primum; ut & Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum *Iſidorum Cazado* de *Azevedo* de *Roſales*, Marchionem de *Monteleone*, Vice-Comitem de *Alcazar Real*, in Supremo *Indiarum* Conſilio ſuæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regis Cubicularii: Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii, ad tenorem eorum, quæ facta ſunt, & de quibus in Aulis tam *Londini* quam *Madriti* per Miniſtros utrinque conventum eſt, in Pacis atque Amicitiæ Leges in ſequentes conſenſerunt, conveneruntque.

I. Pax ſit Chriſtiana, Univerſalis, & perpetua, veraque Amicitia inter Sereniſſimam ac Potentiſſimam Principem, *Annam Magnæ Britanniæ* Reginam, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, *Philippum* Quintum *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, eorumque Hæredes & Succeſſores, nec non utriuſque Partis Regna, Status, Ditiones, & Provincias ubicunque ſitas, Eorumque Subditos, eaque ita ſincere ſervetur & colatur, ut neutra Pars ad alterius perniciem, vel detrimentum, ſub quolibet colore, quidquam moliatur, aut molientibus, ſeu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præſtare, aut juvare quavis ratione poſſit aut debeat. E contra autem tenebuntur Regiæ Suæ Majeſtates alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promovere, eoque omni ſtudio Conſilia ſua dirigere, quo mutuis Amicitiæ Documentis Paci nunc initæ nova indies accedant firmamenta.

II. Quandoquidem vero Bellum, cui finis Pace hac feliciter à Deo impoſitus eſt, ab initio ſuſceptum, & tot per Annos, vi ſumma, immenſis Sumptibus, & occiſione prope infinita geſtum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius *Europæ*, ex nimis arcta Regnorum *Hiſpaniæ*, *Galliæque* Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum ſollicitudinem omnem, ſuſpicionemque, de iſtiuſmodi conjunctione, & ad firmandam ſtabiliendamque Pacem ac Tranquillitatem Chriſtiani Orbis, juſto Potentiæ Æquilibrio (quod optimum & maxime ſolidum mutuæ Amicitiæ & duraturæ undiquaque Concordiæ fundamentum eſt) tam Rex Catholicus quam Rex Chriſtianiſſimus, ſatis juſtis cautelis proviſum eſſe voluerint, ne Regna *Hiſpaniæ* & *Galliæ* unquam ſub eodem Imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriuſque Regni Rex fiat; atque eum in finem Majeſtas Sua Catholica, pro Se, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, Juri, Titulo, Prætenſionique omnimodæ ad Coronam *Galliæ* ſolemniſſime renunciaverit.

Fiat inſertio Renuntiationum (1)

Dicta Sua Majeſtas Catholica ſolemniſſime Renunciationem ex parte ſua ſuperius memoratam hiſce renovat & confirmat; Cumque Legis Pragmaticæ & Fundamentalis vim obtinuerit, ſpondet denuo, modo, quantum fieri poteſt, ſanctiſſimo, ſeſe illam inviolabiliter obſervaturam, obſervarique curaturam, operamque adeo daturam impenſiſſimam, omnique ſtudio proviſuram, ut Renunciationes antedictæ irrevocabiliter obſerventur, & executioni mandentur, tam ex parte *Hiſpaniæ*, quam ex parte *Galliæ*; quibus nimirum in pleno vigore ſubſiſtentibus, & bona fide utrinque obſervatis, una cum aliis Tranſactionibus eo ſpectantibus, Coronæ *Hiſpaniæ* & *Galliæ* ab invicem ita ſeparatæ erunt, & ſejunctæ, ut in unum poſthac coaleſcere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amneſtia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hoſtiliter facta ſunt; ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa, vel prætextu, alter alteri quidquam inimicitiæ, aut moleſtiæ, directe vel indirecte, ſpecie Juris, aut via Facti, uſpiam inferat, aut inferri patiatur.

IV. Captivi utrinque omnes & ſinguli, cujuſcunque ſtatus ſint, aut Conditionis, ſtatim à Ratihabitione præſentis Tractatus, abſque omni redemptionis pretio, ſolutis tantummodo debitis quæ durante Captivitate contraxerint, Libertati priſtinæ reſtituentur.

(1) Voyéz les ci-devant ſous leurs propres Dates, qui ſont du 5. du 9. du 19. & du 24. Novembre 1712. & du Mois de Mars 1713.

V. Ad majorem inſuper Paci reſtitutæ, fidæque & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcidendaſque omnes diffidentiæ occaſiones, quæ oriri ullo tempore poſſent, ex ſtabilito Succeſſionis Hereditariæ ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Jure & Ordine, ejuſque Limitatione per Leges *Magnæ Britanniæ* (regnantibus tum nupero Glorioſiſſimæ Memoriæ Rege *Guilielmo* Tertio, tum hodierna Domina Regina) latas & ſancitas; ad altememoratæ Dominæ Reginæ Progeniem; eaque deficiente, ad Sereniſſimam Principem *Sophiam* Electricem *Brunſwici* Dovariam, & ejuſdem Hæredes in Linea Proteſtantium *Hannoverana*. Ut igitur dicta Succeſſio, ſecundum Leges *Magnæ Britanniæ* ſarta tecta maneat, Rex Catholicus ſupramemoratam Succeſſionis ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Limitationem ſincere & ſolenniter agnoſcit, eandemque gratam & acceptam ſibi atque Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis eſſe, ac in perpetuum fore, ſub Fide & Verbo Regis, oppignorato ſuo & Succeſſorum Honore, declarat, ſpondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipſam Dominam Reginam, Ejuſque Succeſſores ſecundum Limitationis ſeriem, Legibus, & Statutis *Magnæ Britanniæ* ſtabilitam, pro Rege, aut Regina *Magnæ Britanniæ*, per Se, vel per Hæredes, ac Succeſſores ſuos agnitum iri aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam ſuo, quam Hæredum & Succeſſorum ſuorum nomine, nullo unquam tempore, ſeſe dictam *Magnæ Britanniæ* Reginam, Hæredes Succeſſoreſque ejus, prædicta Proteſtantium Gente oriundos, *Magnæ Britanniæ* Coronam, Ditioneſque eidem ſubjectas, poſſidentes, turbaturos, vel moleſtia aliqua affecturos, neque ullo tempore auxilium, ſuppetias, favorem, aut conſilium præſtabit Rex Catholicus antedictus; Ejuſve Succeſſorum aliquis, directe vel indirecte, Terra, Marive, Pecunia, Armis, Munitionibus, Apparatu bellico, Navibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque Perſonæ, aut Perſonis, ſi quæ fuerint, quæ quacunque de cauſa aut prætextu, dictæ Succeſſioni ſeſe in poſterum opponere molirentur, ſive aperto Marte, ſive Seditionem alendo, conjurationeſque conflando contra talem Principem, ac Principes, *Magnæ Britanniæ* Solium, Actorum Parliamenti ibidem ſancitorum vigore occupantes, ſive contra illum, aut illam Principem, cui ſecundum Parliamenti Acta, ut ſupradictum eſt, ad Coronam *Magnæ Britanniæ* Succeſſio patebit.

VII. Redeat & aperiatur ordinaria diſpoſitio Juſtitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majeſtatis, ita ut liberum ſit omnibus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Prætenſiones, & Actiones ſuas, ſecundum Leges, Conſtitutiones, & Statuta utriuſque Regni. Speciatim vero ſi quæ Querimoniæ ſint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel ſub Initium Belli nuperrime confecti, contra Tractatuum tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut ſecundum Juſtitiæ normam damna reſarciantur.

VIII. Liber ſit Uſus Navigationis & Commerciorum inter utriuſque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli denunciationem, regnante Catholico *Hiſpaniarum* Rege *Carolo* Secundo, Glorioſæ Memoriæ, ſecundum Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum Pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, ſecundum Conſuetudines antiquas, Literas Patentes, Schedulas, aliaque Acta ſpeciatim facta; atque etiam ſecundum Tractatum, vel Tractatus Commerciorum, qui *Madriti* jam nunc confecti, aut mox conficiendi ſunt. Cum vero inter alias conditiones Pacis Generalis, præcipua quædam & Fundamentalis Regula communi conſenſu ſtabilita ſit, ut Navigationis & Commerciorum Uſus ad *Indias* Occidentales *Hiſpanici* Juris eodem in ſtatu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici *Caroli* Secundi; Quo igitur Regula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in poſterum obſervetur, adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa iſtoc negotium Diffidentiæ, ſuſpicionumque cauſæ, conventum ſpeciatim ſtatutumque eſt, quod ſive *Gallis*, ſeu Nationi cuilibetcunque, quovis nomine, aut quocunque ſub prætextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia, nullaque omnino facultas dabitur navigandi, Mercaturam exercendi, aut Nigritas, Bona, Mercimonia, vel Res quaſcunque in Ditiones *America-*

ricanas Coronæ *Hiſpanicæ* parentes introducendi, præterquam quod Tractatu, vel Tractatibus Commerciorum ſupradictis, & Juribus ac Privilegiis in Pactione quadam conceſſis, vulgo *el Aſſiento de Negros* nuncupata, cujus Articulo Duodecimo mentio facta eſt, concordatum fuerit. Excepto etiam quidquid Rex Catholicus prædictus, vel Hæredes, Succeſſoreſve ejus Pacto ſeu Pactis quibuſvis de Introductione Nigritarum in *Indias Occidentales Hiſpaniæ* obtemperantes, ineundis ſpondebunt, poſtquam Pactio, ſive *el Aſſiento de Negros* ſupradicta, determinata fuerit. Utque de Navigatione & Commercio ad *Indias Occidentales*, ut ſupradictum eſt, firmius, & uberius undiquaque præcautum ſit; hiſce præterea conventum concordatumque eſt, quod neque Rex Catholicus, neque Hæredes, Succeſſoreſque ejus quilibetcunque, ullas Ditiones, Dominia, ſive Territoria in *America Hiſpanici* Juris, vel ullam earundem partem, ſeu *Gallis*, ſive Nationi aliæ cuicunque vendent, cedent, oppignorabunt, transferent, aut ullo modo, ullove ſub nomine, ab ſe & Corona *Hiſpanica* alienabunt. E contra autem, quo Ditiones *Americanæ Hiſpaniæ* obtemperantes ſartæ tectæ conſerventur, ſpondet Regina *Magnæ Britanniæ* ſeſe operam daturam, opemque laturam *Hiſpanis*, ut Limites antiqui Ditionum ſuarum *Americanarum* reſtituantur, figanturque, prout Regis Catholici *Caroli* Secundi ſupradicti tempore ſteterant, ſi quidem compertum fuerit, ullo modo, ullove ſub prætextu eoſdem in parte quacunque effractos, imminutoſve eſſe, ex quo antedictus Rex Catholicus *Carolus* Secundus mortem obierit.

IX. Conventum inſuper & ſtatutum eſt pro regula generali, quod omnes & ſinguli utriuſque Regni Subditi, in omnibus Terris & Locis utrinque circa omnia Jura, Impoſitiones, aut Vectigalia quæcunque, Perſonas, Merces, & Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem, & Commercia concernentia, iiſdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utentur, fruentur, pariqué favore in omnibus gaudebunt, quibus *Galliarum* Subditi, aut amiciſſima quævis Gens extera, utuntur, fruuntur, gaudentque, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere poſſint.

X. Rex Catholicus pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, hiſce cedit Coronæ *Magnæ Britanniæ*, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Arcis *Gibraltar* nuncupatæ, una cum Portu, Munitionibus, Fortalitiiſque eodem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque dat abſolute, cum Jure omnimodo in perpetuum, ſine ulla exceptione, vel impedimento quolibetcunque. Quo vero Abuſus, Fraudeſque in Mercimoniis quibuſcunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum cenſet, ut Proprietas ſupranominata *Magnæ Britanniæ* cedatur, ſine Juriſdictione quapiam Territoriali, & abſque Communicatione aliqua aperta cum Regione circumvicina Terram verſus. Quandoquidem vero Communicatio cum Ora *Hiſpanica* maritimo Itinere omni tempore nec tuta, neque aperta eſſe poſſit, eoque fiat, ut Milites Præſidiarii, aliique Incolæ dictæ Urbis *Gibraltaricæ* in ſummas adducantur anguſtias; Cumque Regis Catholici mens ſolummodo ſit, ut fraudulentæ Mercium Importationes, ut prædictum eſt, Communicatione Terreſtri impediantur, proviſum igitur eſt, ut Commeatum, reſque neceſſarias in uſum Copiarum Præſidiarium, Incolarum, Naviumque in Portu ſtantium pecunia numerata in Ditione *Hiſpanica* circumvicina, iis in caſibus emere liceat. Sin vero deprehendantur Mercimonia per *Gibraltariam*, vel permutationis ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine advecta, eadem Fiſco addicentur, & querimonia ea de re habita, illi qui contra Fœderis hujuſce fidem commiſerint, ſevere punientur. Majeſtas autem Sua *Britannica*, rogatu Regis Catholici, conſentit, convenitque, ut nec *Judæis*, neque *Mauris*, facultas concedatur in dicta Urbe *Gibraltarica*, ſub quocunque prætextu commorandi, aut Domicilia habendi; utque nullum Perfugium, neque receptaculum pateat *Maurorum* Navibus bellicis quibuſcunque in Portu dictæ Urbis, quo Communicatio ab *Hiſpania* ad *Septam* Civitatem impediatur, aut Oræ *Hiſpaniæ Maurorum* excurſionibus infeſtæ reddantur. Cum vero Amicitiæ Tractatus, & Commerciorum Libertas ac frequentia intercedant inter *Britannos*, Ditioneſque quaſdam in ora *Africana* ſitas, intelligendum ſemper eſt, quod *Mauris*, eorumque Navigiis, Mercaturæ ſolum exercendæ gratia, Introitus in Portum *Gibraltaricum* à Subditis *Britannicis* denegari nequit. Promittit inſuper Majeſtas Sua Regina *Magnæ Britanniæ*, ut Incolis præfatæ Urbis Romano-Catholicis, Religionis ſuæ liber uſus indulgeatur. Quod ſi vero Coronæ *Magnæ Britanniæ* commodum olim viſum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab ſe alienare dictæ Urbis *Gibraltaricæ* proprietatem, conventum hiſce concordatumque eſt, ut prima ante alios ejus redimendæ optio Coronæ *Hiſpanicæ* ſemper deferatur.

XI. Rex porro Catholicus, pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, cedit pariter Coronæ *Magnæ Britanniæ*, totam Inſulam *Minorcæ*, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Dominiumque pleniſſimum, ſuper dictam Inſulam, ſpeciatim vero ſuper Urbem, Arcem, Portum, & Munitiones *Sinus Minoricenſis*, vulgo *Port Mahon*, una cum aliis Portubus, Locis, Oppidiſque, in præfata Inſula ſitis. Proviſum tamen eſt, ut in Articulo ſupraſcripto, quod nullum perfugium, neque Receptaculum patebit *Maurorum* Navibus bellicis quibuſcunque in Portu *Mahonis*, aut in alio quovis Portu dictæ Inſulæ *Minorcæ*, quo Oræ *Hiſpanicæ* ipſorum Excurſionibus infeſtæ reddantur; quinimo commercandi ſolummodo cauſa, ſecundum Pacta Conventa, *Mauris* eorumque Navigiis introitus in Inſulam præfatam permittetur. Promittit etiam ex ſua parte Regina *Magnæ Britanniæ*, quod ſi quando Inſulam *Minorcæ*, & Portus, Oppida, Locaque in eadem ſita à Corona Regnorum ſuorum quovis modo alienari in poſterum contigerit, dabitur Coronæ *Hiſpanicæ*, ante Nationem aliam quamcunque, prima optio poſſeſſionem, & proprietatem prænemoratæ Inſulæ redimendi. Spondet inſuper Regia Sua Majeſtas *Magnæ Britanniæ*, ſe ſe facturam, ut Incolæ omnes Inſulæ præfatæ, tam Eccleſiaſtici quam Seculares, Bonis ſuis univerſis & Honoribus tuto, pacatéque fruantur, atque Religionis Romano-Catholicæ liber uſus iis permittatur: Utque etiam ejuſmodi rationes ineantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Inſula, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus *Magnæ Britanniæ*, penitus abhorrere non videantur. Poterunt etiam ſuis Honoribus & Bonis frui, qui nunc Suæ Catholicæ Majeſtatis ſervitio addicti ſunt, etiamſi in eodem permanſerint; & liceat cuicunque, qui præfatam Inſulam relinquere voluerit, Bona ſua vendere, & libere in *Hiſpaniam* tranſvehere.

XII. Rex Catholicus hiſce dat porro, conceditque Majeſtati Suæ *Britannicæ*, & Societati Subditorum ſuorum, ad id conſtitutæ, excluſis tam Subditis *Hiſpanicis*, quam aliis omnibus, Pactionem de introducendis Nigritis in partes diverſas Ditionum Majeſtatis Suæ Catholicæ in *America*, vulgo *el Pacto de el Aſſiento de Negros*, per triginta Annorum ſpatium, continuata ſerie, initio facto à primo die Menſis *Maii*, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, iiſdem ſub conditionibus quibus eadem fruebantur *Galli*, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; una cum Tractu, ſive Tractibus Terræ à dicto Rege Catholico deſignandis, & Societati præfatæ, vulgo *la Compañia de el Aſſiento* tribuendis, in Loco quodam commodo ad Fluvium *Rio de la Plata* nominatum (nullis Vectigalibus Reditibuſve a dicta Societate, durante Pactionis ſupramemoratæ tempore, haud tamen diutius, eo nomine pendendis;) Quinetiam ea Societatis prædictæ Sedes, ſive Tractus Terræ, idonei erunt, ſufficientque, ut ibi colatur, ſeraturque, & pecora paſcantur, ad nutriendos eos, qui dictæ Societati ſerviunt, eorumque Nigritas; utque ibidem in tuto cuſtodiantur dicti Nigritæ, quoad divenditi fuerint; atque inſuper ut ibi Naves ad dictam Societatem ſpectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo tectæ conſerventur. Regi autem Catholico fas ſemper ſit, in dicto Loco, ſeu Sede Officiarium conſtituere, qui ne quid admittatur, factiteturve, Regiis ſuis Commodis contrarium, obſervet; omneſque qui eo Loci res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officiarii Inſpectioni ſubjecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terræ Tractus ſupramemoratos ſpectant. Sin autem dubia quædam, Difficultates, ſive Controverſiæ ſuboriantur inter dictum Officiarium, & rerum Societatis ſæpe memoratæ Curatores, ad Urbis *Buenos Ayres* dictæ Præfectum deferentur, ab eodem dijudicandæ. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam Commoda eximia dictæ Societati concedere, quæ plenius, fuſiuſque explicantur in Pac-

ANNO 1713. tione illa, *el Assiento de Negros* nuncupata, quæ facta & concluſa fuit *Madriti*, vigeſimo ſexto die Menſis *Martii* Anni præſentis, 1713. Quæ quidem Pactio, ſive *el Assiento de Negros* omneſque Clauſulæ, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem contentæ, quæque huic Articulo haudquaquam contrariæ ſunt, cenſentur ac cenſebuntur pars eſſe hujuſce Tractatus, eodem modo ac ſi ad verbum hic inſertæ fuiſſent.

XIII. Quandoquidem Regina *Magnæ Britanniæ* ſummo cum ſtudio inſtare, atque urgere non deſtitit, ut Incolæ omnes Principatus *Catalauniæ*, cujuſcunque ſtatus aut conditionis ſint, non ſolum plenam perpetuamque eorum omnium quæ, flagrante nupero Bello, acta ſunt, oblivionem conſequerentur, atque intemerata Bonorum ſuorum omnium, ac Honorum poſſeſſione fruerentur; verum etiam Privilegia ſua antiqua, illæſa, intactaque, conſervarent; Rex Catholicus in gratiam dictæ Suæ Majeſtatis *Britannicæ* hiſce concedit *Catalauniæ* Incolis quibuſcunque, confirmatque non ſolum Amneſtiam deſideratam, una cum plena poſſeſſione Bonorum ſuorum omnium Honorumque, ſed etiam Privilegia ea omnia iis dat conceditque, quibus *Caſtiliæ* utriuſque Incolæ, è cunctis *Hiſpaniarum* Populis Regi Catholico imprimis dilecti, fruuntur, ac gaudent, aut in poſterum frui ac gaudere poſſint.

XIV. Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regiæ Suæ Majeſtatis *Britannicæ*, Regnum *Siciliæ* Celſitudini ſuæ Regiæ *Victori Amedæo* Duci *Sabaudiæ* cedere voluerit, atque per Tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majeſtatem, & Regiam Celſitudinem *Sabaudiæ*, hodie initum, dictum Regnum cedit, antedicta Sua Regia Majeſtas *Magnæ Britanniæ*, promittit, ſpondetque ſeſe omni ſtudio curaturam, ut deficientibus ex Domo *Sabaudiæ* Hæredibus Maſculis, præfati *Siciliæ* Regni poſſeſſio ad Coronam *Hiſpanicam* denuo revertatur, conſentitque præterea antememorata Sua Regia Majeſtas *Britannica*, ut Regnum *Siciliæ*, nullo ſub prætextu, nulloque prorſus modo alienari, donarive poſſit Principi, aut Statui cuilibetcunque præterquam Regi *Hiſpaniæ* Catholico, & Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis. Cum vero Rex Catholicus Regiæ Suæ Majeſtati teſtatum fecerit, & rationi conſentaneum, & ſibi acceptum fore, ut non ſolum Regni *Siciliæ* Subditi, quanquam in Ditionibus *Hiſpaniæ* degant, & dictæ Majeſtatis Suæ Catholicæ ſervitio ſeſe addixerint, ſed etiam *Hiſpani*, aliique Subditi *Hiſpanici*, qui Bona forte & Honores in præfato *Siciliæ* Regno habuerint, dictis ſuis Bonis Honoribuſque, abſque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus ſub prætextu perſonalis abſentiæ à Regno ſæpe memorato vexentur, inquietenturve. Cumque ex ſua etiam parte ſupradictus Rex Catholicus libenter promittit, ſeſe viciſſim conſenſurum, ut dicti Regni *Siciliæ*, aliique præfatæ Suæ Regiæ Celſitudinis Subditi, ſi forte Bona Honoreſque habuerint in *Hiſpania*, aliiſve Ditionibus *Hiſpaniæ* parentibus, iiſdem pariter abſque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus ſub prætextu perſonalis abſentiæ vexentur, inquietenturve. Spondet itaque Regia Sua Majeſtas *Britannica*, ſeſe operam collaturam, ſuiſque *Ultrajecti* ad *Rhenum* agentibus Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis in mandatis daturam, ut officia ſua efficaciſſima interponant, quo Rex Catholicus & Regia ſua Celſitudo ſuper hac re inter ſe mutuo conveniant, & modo utrinque quam commodiſſimo de eadem caveant, provideantque.

XV. Regiæ Suæ Majeſtates utrinque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum, inter Coronas *Magnæ Britanniæ* atque *Hiſpaniæ* initos antehac & concluſos, ac præſenti hoc Fœdere renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo tam amplo explicatoque, ac ſi jam nunc ſigillatim inſerti fuiſſent, in quantum ſcilicet Tractatibus Pacis ac Commerciorum noviſſime factis, ſignatiſque contrarii haud reperiuntur. Præſertim vero hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroborantur Pacta, Fœdera, Conventioneſque, tam quæ Commerciorum & Navigationis uſum in *Europa*, alibique, quam quæ Nigritarum Introductionem in *Americam Hiſpanicam* ſpectant, quæque *Madriti* inter utramque Nationem aut jam initæ ſunt, aut quantocius ineundæ. Quandoquidem vero ex parte *Hiſpaniæ* urgetur, Jura quædam Piſcationis ad Inſulam *Terræ Novæ* exercendæ: ad *Cantabros*, alioſve Regis Catholici Subditos pertinere, conſentit, convenitque Majeſtas Sua *Britannica*, ut Privilegia omnia quæ *Cantabri*, aliive *Hiſpaniæ* Populi, Jure ſibi vindicare poterunt, ipſis ſarta tecta conſerventur. ANNO 1713.

XVI. Quandoquidem in Conventione de Armiſtitio inſtituendo a die $\frac{\text{undecimo}}{\text{vigeſimo ſecundo}}$ Menſis *Auguſti* proxime præteriti, inter Regiam S. Maj. *Magnæ Brit.*, & Regem Chriſtianiſſimum, in quatuor menſes facta; quam quidem Rex quoque Catholicus aſſenſu ſuo comprobavit, atque hiſce porro comprobat, quæque alio quodam Pacto in diem uſque $\frac{\text{undecimum}}{\text{vigeſimum ſecundum}}$ Menſis *Aprilis* anni præſentis prorogata fuit, inter alias Conditiones expreſſe ſtipulatum ſit, quibus in Caſibus, Naves, Merces, aliaque Bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino reſtituerentur; Conventum idcirco eſt, quod illis in Caſibus antedicti Armiſtitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque iſtiuſmodi Capturas, ſive in Maribus *Britannicis* & *Septentrionalibus*, ſive alibi locorum factas, concernentia, ad earundem tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero accidat per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet cauſam, ut quivis Subditus alterutrius prædictarum Regiarum Majeſtatum, faciat, aut committat aliquid Terra, Mari, aut Aquis Dulcibus, ubivis Gentium, quominus obſervetur præſens Tractatus, aut quo particularis aliquis Artieulus ejuſdem effectum ſuum non ſortiatur, hæc Pax & bona Correſpondentia inter Dominam Reginam *Magnæ Britanniæ*, & Dominum Regem Catholicum non idcirco interrumpetur, aut infringetur, ſed in priſtino ſuo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem iſte ſolummodo de ſuo proprio facto reſpondebit, & pœnas perſolvet inflictas per Leges & Præſcripta Juris Gentium.

XVIII. Sin autem (quod omen Deus Optimus avertat!) ſopitæ Simultatates inter dictas Regias Majeſtates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant; Subditorum utriuſque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portubus atque in Ditione Partis adverſæ hærere, atque extare deprehendentur, Fiſco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; ſed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majeſtatum ſemeſtre Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res prædictas, ac aliud quidvis ex ſuis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam moleſtiam inde avehant, ac transferant, ſeque ipſos inde recipiant.

XIX. Reges, Principes, & Status, Articulis ſequentibus indigitati, ut & alii, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte, ex communi conſenſu nominabuntur, ſibi perſuaſum habentibus altememoratis Regiis Majeſtatibus eos diſpoſitiones per hunc Tractatum factas & ſtabilitas agnituros, in eodem pro Amicitiæ reciprocæ Teſtimonio, includentur, & comprehendentur.

XX. Quidquid in Compoſitione Pacis, inter Sacram Regiam Majeſtatem *Hiſpaniæ*, & Sacram Regiam Majeſtatem *Luſitaniæ*, proxime ineundæ, contentum fuerit, prævia Sacræ Regiæ Majeſtatis *Magnæ Britanniæ* Approbatione, hujus Tractatus pars eſſentialis eſſe cenſebitur, perinde atque hic tranſcriptum eſſet ad verbum. S. inſuper Regia Majeſtas *Magnæ Britanniæ* ſeſe offert Sponſorem, ſive Guarantem fore prædictæ Pacis Compoſitionis, quod illa reapſe, conceptiſque verbis præſtare ſpondet, eum in finem ut inviolatius, ſanctiuſque ſervetur.

XXI. Tractatus Pacis hodie initus inter S. Regiam Majeſtatem Catholicam, & Regiam ſuam Celſitudinem *Sabaudiae* Ducem, in hoc Tractatu ſpecialiter, tanquam pars ejus eſſentialis, incluſus eſt & confirmatus, perinde ac ſi eidem verbotenus inſertus eſſet, declarante per expreſſum Regia S. Majeſtate *Magnae Britanniae*, ſeſe ad promiſſas in eodem Aſſertionis & Guarantiæ Stipulationes teneri velle.

XXII. Sereniſſimus Rex *Sueciae* cum ſuis Regnis, Ditionibus, Provinciis, & Juribus, ut & Sereniſſimi Principes, Magnus Dux *Hetruriae*, & Dux *Parmae*, una cum eorundem Populis & Subditis, atque Subditorum in re Commerciorum Libertatibus & Compendiis, huic Tractatui omni meliori modo incluſi ſint.

XXIII. Sereniſſima Reſpublica *Veneta*, ob æqualitatis Fœdera durante hoc Bello inter Partes belligerantes exacte ſervata, & ob plurima humanitatis officia præſtita, inviolata ſemper manente ſua, Statuumque ac Dominiorum ſuorum Dignitate, Poteſta-

ANNO 1713. teſtate, & Securitate, tanquam communis Amica, & cui Regiæ Suæ Majeſtates ſinceræ Amicitiæ vices, prout res ejuſdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc Tractatu ſpecialiter, optimo, quo fieri poteſt, modo, comprehenſa & incluſa ſit.

XXIV. Sereniſſimam Rempublicam *Genuenſem*, quæ conſtanti Neutralitate durante hoc Bello obſervata, utriuſque Coronæ *Britannicae*, & *Hiſpanicae* Amicitiam coluit & nexuit antiquam, in præſenti Tractatu comprehendi placuit; ut hujuſce Pacis beneficium, ad id omne quod ſua intereſt, extendatur, ejuſque Subditi, qua jampridem, & vivente *Carolo* Secundo *Hiſpaniarum* Rege Catholico, eadem in poſterum Commerciorum libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas itidem *Gedanenſis* hiſce pactis eo cum effectu includitur, ut priſtinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum, ſive per Tractatus, ſive per vetuſtam Conſuetudinem in utroque Regno antehac uſa fuerit, in poſterum quoque gaudere queat.

XXVI. Præſentes Tractatus ſolennes & rite confectæ Ratihabitiones, intra ſex Hebdomadum ſpatium, à die Subſcriptionis computandum, vel citius ſi fieri poterit, utrinque exhibeantur, & reciproce debiteque commutentur.

In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii ſupramemorati, exhibitis utrinque ac rite commutatis Plenipotentiarum ſuarum Tabulis, præſentem hunc Tractatum ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt, *Trajecti ad Rhenum*, *Die* $\frac{\text{ſecundo}}{\text{decimo tertio}}$ Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. (L.S.)

D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S)

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos Præſentes Literæ pervenerint Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Pacis & Amicitiæ, inter Nos & bonum Fratrem Noſtrum *Philippum* Quintum, *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiairios, ſufficienti Authoritate utinque munitos, Trajecti ad Rhenum, die $\frac{8}{19}$. Menſis præſentis concluſus & ſignatus fuerit, forma, & verbis quæ ſequuntur:

Fiat inſertio.

NOS viſo & perpenſo Tractatu Pacis & Amicitiæ ſupraſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, ſicut per Præſentes, pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris, eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & ſingula quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituras, & obſervaturas, neque paſſuras unquam, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hiſce præſentibus Manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnae Britanniae* Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro apud *Kenſington*, triceſimo primo die Menſis *Julii*, Anno Domini Milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri Duodecimo.

ANNA R.

Mandatum ſive Plenipotentia Legatorum Hiſpanorum. Datum Madriti die 28. *Decembris* 1711.

DOMINUS PHILIPPUS, Dei Gratia, Rex *Caſtiliae*, *Legionis*, *Arragoniae*, utriuſque *Siciliae*, *Hieroſolymae*, *Navarrae*, *Granatae*, *Toleti*, *Valentiae*, *Galaeciae*, *Majoricae*, *Hiſpalis*, *Sardiniae*, *Cordubae*, *Corſicae*, *Murciae*, *Giennae*, *Algarbiae*, *Algezirae*, *Gibraltariae*, *Canariarum*, *Indiarum* Orientalium & Occidentalium, Inſularum, & Continentis, Maris Oceani, Archidux *Auſtriae*, Dux *Burgundiae*, *Brabantiae*, & *Mediolani*, Comes *Haſpurgi* *Flandriae*, *Tirolis*, & *Barcelonae*, Dominus *Biſcaiae*, & *Malinae*, &c. Cum propter inſcrutabilia Dei Judicia, ſanguinolentum, obſtinatumque, magis quam viſum unquam fuerit, Bellum, cum Populorum, & Provinciarum ruina, paſſa fuerit *Europa*, quin ad illius ignem extinguendum medium ſuffecerit, uſque in præſens tempus, quo Divinae Pietatis Gratia manifeſtantur Signa, & poſitivæ Diſpoſitiones recuperandi Pacem & Quietem, tantopere ab omni Orbe Chriſtiano deſideratas, ſed à nobis principaliter ob ea quæ reſpective paſſa fuerint Dominia Noſtra. Cumque ab aliquibus ex principalibus Potentiis Bellum gerentibus nominati fuerint Plenipotentiarii, Pacis tractandæ, & cum reciproca amicitia ineundæ Authoritatem habentes; Ea propter tam laudabili, tamque glorioſo deſiderio ex parte noſtra concurrere volentes, Vos, D. *Franciſcum Mariam de Paula*, *Tellez Giron*, *Venavides*, *Carillo*, & *Toledo*, *Ponce* de *Leon*, Ducem de *Oſſuna*, Cognatum, Comitem de *Uzena*, Marchionem de *Pennafiel*, ex Primis Nobilibus à Cubiculo noſtro, Majoremque Cubicularium, Regnorum meorum *Caſtiliae* Notarium majorem, Equitem Ordinis de *Calatrava*, in ipſo Ordine Majorem à Clavibus, & ejus Commendatorem, nec non de Uſagre in Divi *Jacobi* Ordine, Ducem Primarium Regalium Corporis Cuſtodum: D. *Joannem* de *Brouwkoven*, Comitem de *Bergeych*, Conſiliarium noſtrum, Bellique Miniſtrum, & noſtri Ærarii in *Flandria* Generalem Super-Intendentem: Et D. *Iſidorum Cazado* de *Roſales*, Marchionem de *Monteleon*, Affinem, & in Regio noſtro *Indiarum* Concilio Senatorem; Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios nominare ſtatuimus, quemadmodum præſentium vigore nominamus, quia Perſonas veſtras Prudentiæ, Experientiæ, & pro Intereſſe noſtro Zeli & Amoris qualitatibus, & Prærogativis ad tam gravis, & tantæ conſequentiæ Negotii Diſpoſitionem & Directionem ſummopere neceſſariis, ornatas eſſe certo ſcimus. Vos itaque oneramus, vobiſque mandamus, ut eo citius *Trajectum Rheni* Conventui Pacis tractandæ deſtinatum iter faciatis; ut ibi ſimul cum Miniſtris, Plenipotentiariis à Regibus & Potentiis intereſſe habentibus, nominatis, & Authoritate & ſufficienti mandato munitis, ad Colloquia aut Conventus Pacis particularis aut generalis intretis, & intrare valeatis; & vobis Duci *Oſſunae*, Comiti à *Bergheych*, & Marchioni à *Monteleone*, plenam & integram facultatem, & authoritatem concedimus, ut vos tres ſimul, vel duo, in caſu abſentiæ aut infirmitatis alterius, aut unus ſolus, in ſimili caſu abſentiæ vel infirmitatis aliorum duorum, Tractatum Pacis inter nos, & alios Reges, & Potentias belligerantes, ſimul cum omnibus, aut ſeparatim cum quibuſdam, Nomine noſtro inire, concludere, & manuali Subſcriptione veſtra munire, ut & omnia Inſtrumenta ad hunc effectum neceſſaria, concordare, concludere, Subſcriptione firmare, & tradere valeatis; & generaliter facere, promittere, ſtipulari Actus Declarationeſve quæ fuerint neceſſariæ ad Conventiones permutandas, & ad quaſcunque res Pacis Negotiationi, aut Concluſioni conducentes, & ad eas ſpectantes, quamvis hic non exprimantur, & cum iiſdem Facultate, Poteſtate, & Ampliatione, quibus nos, ſi præſentes eſſemus, facere poſſemus; & etiam in illis Negotiis & Actis, quæ ſpecialius, magiſve expreſſum quam quod in hac Plenipotentia continetur, mandatum requirere poſſent: Et omne quod vos tres ſimul, vel duo, in caſu abſentiæ aut ægritudinis aliorum duorum, ut ſupradictum eſt, feceritis, tractaveritis, promiſeritis, concluſeritis, & Subſcriptione veſtra firmaveritis, nos Fide noſtra, Verboque Regio noſtro datis, promittimus confirmare, approbare, & ratum habere ſine quavis diminutione, cum Juramento aliiſque requiſitis, & Solemnitatibus in ſimili caſu neceſſariis, intra terminum reciproce à Plenipotentiariis dicti Congreſſus aſſignatum. In quorum Fidem, & ad eorum majorem vim & corroborationem, expediri mandamus, & expedimus præſentem Manu noſtra ſubſcriptam Sigillo noſtro Secreto munitam, & ab infraſcripto Sanctioris Conſilii Secretario ſubſignatam. Datum *Madriti*, die

ANNO 1713. vigesima octava *Decembris* anni millesimi septingentesimi undecimi.

EGO REX.

D. EMANUEL A VADILLO ET VELASCO.

Mandatum Reginæ Magnæ Britanniæ, pro Legatis ejus. Datum in Palatio Divi Jacobi 3. Maii 1713.

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restinguendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gessimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctissima illa Amicitiæ necessitudinisque vincula, quæ à longissimo usque tempore inter Coronas *Britannicam & Hispanicam*, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiæ operi maxime salutari inter Principes, Statusque Christianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti* ad *Rhenum* sese Nomine nostro addixerint, etiam partes hasce demandare voluimus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis* Episcopi *Bristolienſis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windesorienſis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Consanguinei & Consiliarii nostri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse* & de *Staineborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique; ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiliendasque vel quomodolibet, opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipsæ, si interessemus, facere ac præstare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi *Jacobi* tertio die Mensis *Maji*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo. ANNO 1713.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Tractatu Madriti die 27. Martii inito observando, deque Provinciis Hispanicis Serenissimo PHILIPPO *tributis, nunquam a Corona Hispanica alienandis. Datum die 2--13. Julii 1713. Cum* RATIHABITIONE *Reginæ Britannicæ. Dat. apud Kensington die 31 Julii 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 203.]

PRÆTER ea quæ per Tractatum *Madriti* die 27. *Martii* nuperrime elapsi, inter Dominum Baronem de *Lexington*, ex parte Regiæ Majestatis *Magnae Britanniae*, & Dominum Marchionem de *Bedmar*, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, conventa sunt & stipulata, hoc insuper Articulo Separato, qui ejusdem roboris erit, ac si Tractatui, inter Regias suas Majestates hodie inito, verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentes ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam *Hispaniae* spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram; proinde S. Regia Majestas *Magnae Britanniae*, ex parte quoque sua reciproce spondet, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex Partibus belligerantibus, in Pace ineunda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ *Hispaniae* avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur; quin postulata istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud Negotium directuram Regiam Majestatem *Magnae Britanniae*, ut ab iisdem penitus desistatur.

Et cum Regiæ Majestati *Magnae Britanniae* e re communi visum sit, ut inter Majestatem suam *Britannicam*, Regem Catholicum, & Regem *Lusitaniae*, novum ineatur Fœdus, quo Coronæ *Lusitaniae* Securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentes præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri potest.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii Regiarum Majestatum *Britannicae*, & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutatarum præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die decimo tertio Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. (L.S.) D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.) EL MARQUES DE MONTELEONE. (L.S.)

Ratihabitio primi Articuli separati facta a Regina Magnæ Britanniæ.

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Primus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{2}{13}$. Mensis præsentis concluſum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrin-

ANNO 1713. que munitos, signatus fuerit, forma & verbis quæ sequuntur:

Fiat insertio.

NOs viso perpensoque Articulo Primo separato suprascripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Primo continentur sincere, & bona fide præstare & observare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud *Kensington* tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

Articulus alter Separatus, de Ducatu Limburgi, *vel alio, qui triginta millia Scutorum annuatim reddat, Principissæ* URSINI, *assignando. Dat.* 2-13. *Julii* 1713. *Cum* RATIHABITIONE ANNÆ *Reginæ. Dat. apud Kensington* 31. *Julii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 210.]

UT constaret quanti Sua Sacra Majestas Regina *Magnae Britanniae* D. Principissam *Ursini* faciat jam Articulo vigesimo primo Conventionum Pacificatoriarum inter Baronem de *Lexington*, ex parte dictæ Majestatis *Britannicae*, & Marchionem a *Bedmar*, à parte Majestatis Suæ Catholicæ, *Madriti*, die vigesimo septimo *Martii* proxime elapsi firmatarum, dicta Sua Majestas Regina *Magnae Britanniae* se obligavit, ut præsenti Articulo, pro se & Successoribus suis, iterum se obligat, promittit, & spondet, se effecturam & realiter procuraturam, ut statim, & nulla interposita mora, dicta Domina Principissa *Ursini* mittatur in realem & actualem possessionem Ducatus *Limburgi*, aut aliarum Ditionum, quæ in *Belgicis* Provinciis ad plenam dictæ Principissæ *Ursini* Satisfactionem subrogabuntur, cum omnimoda, absoluta, & independenti Superioritate ab omni Feudi, & alio quocunque vinculo soluta, quæ reditum triginta millium Scutorum annuatim reddant, secundum formam & tenorem, & ad mentem Diplomatis a dicta Regia Majestate Catholica dictæ Dominæ Principissæ, die vigesimo octavo *Septembris* anni 1711. concessi, cujus tenor sequitur:

Fiat insertio. (1)

Spondetque dicta Regia Majestas *Britannica*, se dictam D. Principissam *Ursini*, ejusque Successores, aut causam habentes, in reali, actuali, & pacifica possessione dictæ Superioritatis, & Dominii, adversus omnes & quoscunque, quolibet tempore & in perpetuum, tuituram, neque permissuram, quod in prædicta possessione à quolibet D. Principissa, Jure, Factove molestetur, turbetur, aut inquietetur. Et cum realis Possessio Superioritatis dicti Ducatus *Limburgi*, vel Ditionum, ut supra, subrogandarum dictæ D. Principissæ *Ursini*, vigore prælaudatæ Conventionis, die vigesimo septimo *Martii* proxime præteriti conclusæ, jam tradi debuisset, licet nondum fuerit tradita: Ideo prælaudata Regia Majestas *Britannica* pro majori cautela promittit, Verboque Regio spondet, quod cuiquam dictas Provincias *Belgicas* Catholicas non dimittet, nec relaxabit, nec dimitti, nec relaxari patietur, sed eas servabit, & servari faciet, non solum quousque dicta D. Principissa *Ursini* sit in actuali, & pacifica Possessione prælaudatæ Superioritatis, sed & etiam quousque a Principe, cui dictæ Provinciæ *Belgicae* dimittendæ sunt & relaxandæ, dicta D. Principissa *Ursini* pro suprema Domina prælaudatæ Superioritatis, ut supra, agnoscatur, & manu teneatur.

ANNO 1713. Præsens Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum Permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri possit.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii S. Regiæ Majestatis *Magnae Britanniae* præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{Secundo}}{\text{Decimo tertio}}$ Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. (L.S.) D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.) EL MARQUES DE MONTELEONE. (L.S.)

Ratihabitio secundi Articuli separati, per Regiram MAGNÆ BRITANNIÆ. *Dat. apud Kensington* 31. *Julii* 1713.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Secundus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & Bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{2}{13}$. Mensis præsentis conclusum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrinque munitos, signatus fuerit, forma & verbis quæ sequuntur:

Fiat insertio.

Nos viso perpensoque Articulo Secundo separato suprascripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Secundo continentur sincere & bona fide præstare & observare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud *Kensington* tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

Declaratio, sive Conventio, inter Legatos Hispanos & Anglos facta, quod Tractatus Pacis & Commerciorum die 2-13 *Julii* 1713. *Trajecti ad Rhenum per ipsos firmati; fortiri debeant eorum plenum effectum, licet Ratificationes tempore statuto non sint permutatæ. Actum Hagæ Comitum die* 12 - 23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 55]

QUANDOQUIDEM intra tempus Articulo vigesimo Sexto Tractatus Pacis inter Regias suas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Majestates nuper initæ designatum, ejusdem Pacis, ut & Articulorum separatorum ab ea pendentium Ratihabitiones varias & graves ob causas commutari nequiverint, & quoniam pariter tempus Articulo decimo septimo Tractatus Commerciorum inter dictas Regias Suas Majestates nuperrime conclusi, Ratihabitionum Tabulis ejusdem Tractatus ut & Articuli separati ei annexi commutandis designatum jam per aliquot dies præterlapsum sit, Regiæ Suæ Majestates cavere volentes, ne quid exinde detrimenti capiant antedicti Tractatus, per infra scriptos Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios præsentem Declara-

(1) Cette Donation a été insérée ci dessus sous sa propre Date qui est du 28 Septembre 1711.

ANNO 1713. clarationem fieri jusserunt. Scilicet mora, quæ in commutandis præfatis Ratihabitionum Tabulis accidit, non obstante, antedictos Tractatus Pacis & Commerciorum, omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permansura, observanda & præstanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eosdem Tractatus designata dictarum Ratihabitionum Tabulæ permutatæ & invicem extraditæ fuissent.

In quorum Fidem nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Declarationem manibus nostris subscriptam, Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitis die $\frac{13}{23}$. Mensis Februarii, Anni a Christo Nati $171\frac{4}{4}$.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

CERTIFICATIO.

Ratihabitionis Tractatus Pacis.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ, notum testatumque facimus, omnibus quorum interest, Tractatum Pacis inter dictas suas Majestates, Ultrajecti ad Rhenum $\frac{\text{secundo}}{\text{decimo tertio}}$ die Mensis Julii 1713. initum Tractatum pariter Commerciorum ibidem $\frac{\text{vicesimo octavo}}{\text{nono}}$ die Mensis $\frac{\text{Novembris}}{\text{Decembris}}$ ejusdem Anni conclusum solemniter per sacras Suas Majestates ratihabitos, & Ratihabitionum Tabulas hodie commutatas fuisse, Hagæ Comitis die $\frac{\text{duodecimo}}{\text{vigesimo tertio}}$ Mensis Februarii, Anno Domini $17\frac{13}{14}$.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

Declaratio Legatorum Hispanorum de non præjudicando per Titulos a Domino suo in Ratihabitionum Tabulis adhibitos. Dat. Hagæ Comitum die 12 - 23. *Februarii* 1713 - 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 52.]

QUONIAM S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in Ratihabitionum Tabulis Tractatuum Pacis & Commerciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito concluforum, ex parte Regis Catholici hodie exhibitis repererit, Titulos inseri nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regiæ Majestatis Catholicæ Domini Legati, dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad tollendam dubii omnis ansam, quæ inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui Clementissimi declarant, eam Regiæ Suæ Majestatis Catholicæ mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri cuipiam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem præsentes manibus suis subscriptas dicti Domini Legati S. Regiæ Majestatis Catholicæ Sigillis quoque suis communiri fecerunt. Hagæ Comitum die $\frac{\text{duodecimo}}{\text{vigesimo tertio}}$ Mensis Februarii, Anno Domini milesimo septingentesimo $\frac{\text{decimo tertio.}}{\text{decimo quarto.}}$

(L.S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

CLXV.

ANN 1713. 15-26 Juillet.

Convention entre Sa Majesté BRITANNIQUE *& Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *contenant un Reglement provisionel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie, dans les Païs-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le* 15-26. *Juillet* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. IV. pag. 556.]

POUR regler provisionellement le Commerce, dans & par les Pays-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis, & cedés, on est convenu:

I. Que dans toutes les Places d'entrée, & sortie desdits Pays-Bas Espagnols, soit reconquis, ou cedés, les Droits sur les Marchandises seront exigés, & payés, sur le pied qu'ils ont été exigés, & payés, dans l'année 1680.

II. Toutes sortes de Marchandises apportées par les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont ci-devant joui du Droit de Transit, en jouïront encore à l'avenir; & les Marchandises de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont jouï de ce Droit de Transit en joüiront aussi, quoi que ceux qui les apporteront ne fussent pas ni Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce Droit n'excedera pas $2\frac{1}{2}$ pour cent.

III. Que tout Droit d'entrée sur les Marchandises sortant des autres parties des Païs-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & cedés cessera, & que les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, pour tout leur Commerce, de même que toute Marchandise de la Grande Bretagne & des Provinces-Unies, qui y pourroit être introduite par d'autres, seront dès à present exempts de tout Droit d'entrée dans lesdits Pays reconquis, & cedés.

IV. Que les Droits de Consommation dans les Villes & autres Places du Pays reconquis & cedé, seront entierement les mêmes sur les Denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre, & debiter, & que lesdits Droits ne surpasseront point ce qui a été perçû dans lesdites Villes & Places, avant la Conquête.

V. Que le Droit de sortie qu'on a exigé des Marchandises sortant des Païs-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou Places cedées cessera dès à present, comme aussi les Marchandises qui sortiront desdits Païs-Bas pour aller en France & autres Pays, soit par les Places nouvellement reconquises & cedées, ou autres, ne paieront qu'un seul Droit de sortie, & ledit Droit sera celui qu'on a paié dans l'année 1680. dans les Païs-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis pendant la durée de ce Reglement provisionel, d'exiger plus ou moins pour l'entrée, sortie, ou le Transit des Marchandises, que ce qui a été paié dans ladite année 1680.

VI. Pour ce qui regarde le Droit de Convoi, on le remet à la discussion des Ministres de la Reine de la Grande-Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

VII. La Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des Ordres à leurs Ministres à Bruxelles, de faire en sorte que tous & chacun des Articles de ce Réglement provisionel puissent être promptement mis en execution, & dûment observés.

En foi de quoi, Nous avons signé le present Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le $\frac{15}{26}$. jour de Juillet de l'an 1713.

(L.S.) J. BRISTOL. C. P. S.
(L.S.) STRAFFORD.
(L.S.) J. v. RANDWYCK.
(L.S.) WILLEM BUYS.
(L.S.) B. v. DUSSEN.
(L.S.) N. GHEEL VAN SPANBROECK.
(L.S.) BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.
(L.S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

CLXVI.

ANNO 1713.

CXLVI.

3. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel le Droit de Succeſſion à la Couronne d'Eſpagne eſt deferé à ſon Alteſſe Royalle & à ſes Deſcendants mâles, & le Royaume de Sicile lui eſt cedé & tranſporté, aux conditions marquées dans l'Acte de Ceſſion du 10. Juin 1713. Le Montferrat lui eſt garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Ceſſions contenues dans ſon Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. d'Août. 1713.* [Copie Manuſcrite. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 724. en François & en Eſpagnol, mais ſans date & ſans ſignature.]

AU nom de la très Sainte Trinité, ſçachent tous préſens & à venir, qu'ayant plu à Dieu, après une ſi longue & ſi ſanglante Guerre, qui a cauſé l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, & la déſolation de tant d'Eſtats, d'inſpirer aux Puiſſances, qui y eſtoient engagées un deſir ſincere de la Paix, & du reſtabliſſement de la tranquillité publique; & les Negociations commencées pour cette fin à Utrecht, par la vigilance de la Sereniſſime & Très Puiſſante Princeſſe Anne, par la Grace de Dieu, Reyne de la Grande-Bretagne, eſtant par ſa prudente conduite, parvenuës au point de la Concluſion d'une Paix; afin de la rendre perpetuelle le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roy Catholique d'Eſpagne &c. qui a toujours recherché avec ſoin les moyens de réſtablir le Repos general de l'Europe & la Tranquillité de l'Eſpagne, & ſon Alteſſe Royale Victor Amedée II. par la Grace de Dieu, Duc de Savoye, Roy de Chypre, qui de meſme a déſiré de concourir à une œuvre ſi ſalutaire & toujours ardemment ſouhaitté de reſſerrer de nouveau par une Paix & perpetuelle Alliance les pretieux nœuds, qui uniſſent ſi glorieuſement ſon Alteſſe Royale & la Maiſon de Sa Majeſté Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour traiter, ſigner & conclure le Traité de Paix & d'Alliance, c'eſt à ſçavoir Sa Majeſté Catholique aux Excellentiſſimes Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venavides, Carillo & Tolede, Ponce de Leon, Duc d'Oſſune, Comte de Vruena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Catholique, Chambellan & Grand Echanſon, Grand Notaire des Royaumes de Caſtille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Clavier & Commandeur du meſme Ordre & Chevalerie, & de Uſagre en celui de Saint Jaques, Capitaine de la Premiere Compagnie Eſpagnole des Gardes du Corps; & Don Iſidore Caſado de Aſevedo & Roſales, Marquis de Monteleon, du Conſeil des Indes, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; & ſon Alteſſe Royale de Savoye à leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffey Gentilhomme de la Chambre, & Prémier Ecuyer de ſon Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, Colonel de ſon Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ſes Armées, ſon Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique; au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgo, Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de S. Maurice & de S. Lazare, ſon Envoyé Extraordinaire auprès des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, & au Seigneur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maiſon forte de Jordan, Conſeiller d'Eſtat de Son Alteſſe Royale, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; leſquels, aprés s'eſtre communiqué leſdits Plein-pouvoirs, dont les copies mot à mot ſeront inſerées à la fin de ce Traité, & les avoir échangez, ſont convenus des Articles ſuivans, en préſence de leurs Excellences le Seigneur Evêque de Briſtol & le Seigneur Comte de Strafford, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, & en conſequence de ce qui a été arreſté, & dont on eſt convenu, tant à la Cour de Madrid, qu'à celle de Londres, par le moyen des Miniſtres reſpectifs. ANNO 1713.

I. Il y aura deſormais une bonne, ferme & durable Paix, Confederation & perpetuelle Alliance & amitié entre Sa Majeſté Catholique, ſes Enfans, nez & à naiſtre, ſes Deſcendans, & ſes Royaumes d'une part, & Son Alteſſe Royale de Savoye, ſes Enfans nez & à naiſtre, ſes Succeſſeurs & Eſtats d'autre, l'un procurant de tout ſon pouvoir le bien, l'honneur & l'avantage de l'autre, & évitant reciproquement autant qu'il leur ſera poſſible, ce qui pourroit leur cauſer quelque dommage.

II. En conſequence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hoſtilité ceſſeront par Mer & par Terre, ſans exception de Lieux, ni de Perſonnes, & toutes les raiſons de mauvaiſe intelligence demeureront éteintes & abolies pour toujours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpetuel de tout ce qui s'eſt fait durant la préſente Guerre, ou à ſon occaſion, ſans qu'on puiſſe en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni en faire paroitre aucun reſſentiment ni prétendre aucune ſorte de reparation.

III. Par les meſmes raiſons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Eſpagne en particulier, par leſquels Sa Majeſté Catholique a fait pour ſoi, & pour tous ſes Deſcendans à toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 5. Novembre 1712. & la Reconnoiſſance & Declaration que Sa Majeſté Catholique a fait par le meſme Acte paſſé pour Loy, le 8. de Mars dernier, qu'au défaut de ſes Deſcendans elle aſſeure la ſucceſſion de la Couronne d'Eſpagne & des Indes à Son Alteſſe Royale de Savoye, & à ſes Deſcendans maſles nez de conſtant & legitime Mariage, & ſucceſſivement aux maſles de la Maiſon de Savoye & à leurs Deſcendans maſles nez de conſtant & legitime Mariage, excluant toute autre Maiſon; par les meſmes raiſons & motifs qui ſont cenſez eſtre exprimez ici, il eſt convenu & ſtipulé expreſſément, que ledit Acte du 5. Novembre doit eſtre tenu, comme il eſt tenu, pour une partie du préſent Traité, auſſi bien que l'Acte du 9. dudit Mois de Novembre, fait par les Cortes d'Eſpagne, qui ont paſſé, approuvé & confirmé ledit Acte de Sa Majeſté Catholique. Et ladite Loy faite en conſequence, le 8. Mars dernier, & publiée le meſme jour, fera tout de meſme une partie eſſentielle du préſent Traité; le tout ſelon les clauſes ſpecifiées & expliquées dans leſdits Actes, deſquels le Roy Catholique fera délivrer des Expeditions authentiques à Son Alteſſe Royale, dans l'eſpace de trois mois, avec les Enregiſtremens faits en tous les Conſeils d'Eſtat, de Guerre, d'Inquiſition, d'Italie, des Indes, des Ordres, des Finances & de la Croiſade; & cependant leſdits Actes de Sa Majeſté Catholique, & des Cortes, des 5. & 9. Novembre 1712. & ladite Loy du 8. Mars de la préſente Année, ſeront mis, ſelon leur teneur à la fin du préſent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Eſpagne, faite par le Seigneur Duc de Berry, du 24. dudit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orleans, le 19. du meſme mois, comme pareillement les Lettres Patentes de Sa Majeſté Très-Chrêtienne du Mois de Mars dernier, qui admettent leſdites Renonciations, & ſuppriment ſes Lettres Patentes du Mois de Decemb. 1700. Tous leſquels Actes de Renonciation & Lettres Patentes ſont, & ſeront pour toujours, une partie eſſentielle du préſent Traité; & Sa Majeſté Catholique reconnoiſſant les motifs deſdites Reconnoiſſances, Declarations, Renonciations & Actes, & qu'ils ſont le fondement & l'aſſurance de la durée de la Paix de la Chrêtienté, elle promet, pour ſoi, & pour ſes Deſcendans, que tout le contenu dans leſdits Actes ſera inviolable, & ponctuellement obſervé, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque maniere, ou par quelque voye que ce ſoit, mais au contraire d'empeſcher qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en aucun temps, ou par quel-

ANNO 1713. quelque cauſe ou motif que ce puiſſe eſtre ; & Sa Majeſté Catholique s'engage expreſſement, pour ſoy, & pour ſes Deſcendans, à maintenir contre tous, ſans exception d'aucun, le Droit de Succeſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye & des Princes de la Maiſon de Savoye, à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformement & en la maniere établie par leſdits Actes de Sa Majeſté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. reconnus par les Actes faits par les Seigneurs Ducs de Berry, & d'Orleans, des 19. & 24. dudit mois de Novembre, par les Lettres Patentes du Roy Très-Chrêtien du mois de Mars dernier, & par ladite Loy du 8. dudit mois, Sa Majeſté Catholique ſupleant à tous les défauts & omiſſions de fait, de Droit, de ſtyle & de Coutume qu'il y pourroit avoir, confirme & approuve tous leſdits Actes, & veut qu'ils tiennent force & vigueur de Loi & de Pragmatique ſanction, & qu'ils ſoient reçus, gardez, obſervez & executez comme tels en ſes Royaumes par ſes Vaſſaux & Sujets, auſquels elle ordonne préſentement comme pour lors, en cas que la Deſcendence de Sa Majeſté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoitre pour leur Roy & legitime Souverain le Prince de la Maiſon de Savoye à qui appartiendra la ſucceſſion à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, ſelon l'ordre établi dans leſdits Actes de Sa Majeſté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. & de ladite Loy du 8. Mars, & de le recevoir, & lui preſter à cette fin ſerment de fidelité, de lui obeir, ſelon leur devoir, comme à leur Roy, le maintenir & défendre contre tous, prohibant auſdits Vaſſaux d'en reconnoitre aucun autre, & déclarant Uſurpateur tout autre Prince qui voudroit monter ſur le Throne d'Eſpagne, & que la Guerre qu'il entreprendra dans ce deſſein ſera injuſte. Au contraire, Sa Majeſté Catholique declare juſte & legitime la Guerre que ledit Prince de la Maiſon de Savoye ſera obligé d'entreprendre pour occuper ledit Throne, ou pour s'y maintenir. Pour cet effet, Sadite Majeſté Catholique revoque de nouveau, & entant que de beſoin, rompt & annule expreſſément la Déclaration que Sa Majeſté fit à Madrid, le 29. Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orleans, ſes fils & Deſcendans, & Sa Majeſté veut & entend, que ladite Déclaration ſoit & demeure nulle, & comme non avenuë, confirmant en conſequence le Deſiſtement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orleans a fait par ledit Acte du 19. Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir eſté faits contraires auſdites Déclaration, Renonciation & Actes, & au contenu du préſent Article, & aux Droits qui y ſont reconnus & eſtablis, ſont declarez par le preſent Article, nuls & de nul effet, à toujours, comme contraires à la ſeureté de la Paix, & à la tranquilité de l'Europe.

IV. Pareillement en execution de ce qui a eſté convenu en traittant de la Paix avec Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, & par les meſmes raiſons du répos & de l'Equilibre de l'Europe, comme auſſi de la tranquillité de l'Eſpagne, Sa Majeſté Catholique Philippe V. Roy des Eſpagnes, & des Indes &c. a donné, cedé & tranſporté, comme par le préſent Traité elle donne, cede & tranſporte purement, ſimplement & irrevocablement à Son Alteſſe Royale Victor Amedée II. Duc de Savoye &c. pour lui, & pour les Princes ſes fils, & leurs Deſcendans Maſles, & ſucceſſivement pour les Maſles de la Maiſon de Savoye, d'ainé en ainé, le Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, leurs appartenances, dépendances & annexes, en toute Proprieté & Souveraineté, avec tous les Droits de Monarchie, Juriſdiction, Patronat, Nomination ; les Prérogatives, Préeminences & Privileges, Regales & autres aquiſitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Uſage, de Poſſeſſion, ou par Conceſſion faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & generalement tout ce qui a apartenu, ou pû apartenir à Sa Majeſté Catholique & aux Rois ſes Prédeceſſeurs, ſans en rien reſerver, ni retenir, comme il eſt contenu dans l'Acte de Ceſſion que Sa Majeſté a fait le 10. Juin dernier, lequel Acte dans toutes ſes Clauſes eſt tenu, & ſera tenu pour toujours, faire une partie eſſentielle du préſent Traité, & comme tel mis en ſa teneur à la fin de cedit Traité. Et Sa Majeſté Catholique reconnoiſſant les motifs & Clauſes de ladite Ceſſion comme un des fondemens de la Paix, promet pour ſoy & ſes Deſcendans, que tout le contenu en ſera inviolablement & ponctuellement obſervé en ſa forme & teneur, afin que Sadite Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs, jouiſſent, comme il eſt dit ci-deſſus, des Droits & autres choſes ici cedées ainſi, & de la meſme maniere que Sa Majeſté Catholique & les Rois ſes Prédeceſſeurs en ont joui, pu & deu jouïr ; & ledit Seigneur Roy d'Eſpagne ſepare, en tant que de beſoin, ledit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes de la Couronne d'Eſpagne, déclare, conſent veut & entend qu'ils demeurent ſeparez tant qu'il y aura des Maſles de la Maiſon de Savoye, & juſqu'à ce que la Couronne d'Eſpagne tombe à un Prince de la Maiſon de Savoye, ſelon le contenu du préſent Article ; & pour cet effet, Sa Majeſté s'oblige, que Son Alteſſe Royale ratifiant le préſent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle reveſtira Son Alteſſe Royale dudit Royaume de Sicile, & Iſles dépendantes avec les Apartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle & actuelle poſſeſſion, déclarant dès à préſent, qu'en vertu du préſent Traité, Sa Majeſté a délaiſſé & s'eſt dépouillée, délaiſſe & ſe dépouille dudit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes avec ſes Appartenances, Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a reveſtu & reveſt Son Alteſſe Royale, pour ne tenir plus Sa Majeſté, dès l'Echange deſdites Ratifications, ledit Royaume de Sicile, ni Iſles dépendantes & Appartenances, Dépendances & Annexes en ſon nom, mais qu'ils ſeront tenus alors au nom de ſon Alteſſe Royale, par le Marquis de los Balbaſes, qui eſt actuellement Viceroy dudit Royaume, & qui le livrera à Son Alteſſe Royale ou à ſon ordre, quand Son Alteſſe Royale jugera à propos de faire prendre poſſeſſion dudit Royaume de Sicile, Sa Majeſté reconnoiſſant ledit Duc de Savoye pour ſeul & legitime Roy de Sicile, en ratifiant de ſa part le préſent Traité, & après l'Eſchange des Ratifications reciproques ; & cependant les Fruits, Tributs & Rentes de ce Royaume, ſes Dépendances & Annexes, ſeront perceus, par les meſmes Miniſtres & Fermiers qui les perçoivent actuelement, ſous les ordres & à la diſpoſition dudit Viceroy, pour ſervir à la ſubſiſtance & entretien des Troupes que Sa Majeſté a dans ce Royaume, pendant le temps qu'elles y demeureront, en attendant que Son Alteſſe Royale y en envoye d'autres, comme auſſi pour les fraix de leur embarquement & tranſport en Eſpagne : Et pour l'execution de ladite Ceſſion Sa Majeſté a liberé, déchargé & diſpenſé, libere, décharge & diſpenſe tous les Archévêques, Evêques, Abbez, Prélats & autres Eccleſiaſtiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux, Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine qui ſont nez en Sicile, & tous les Superieurs, dans le Gouvernement, Préſidens, Magiſtrats & autres Membres de ſes Conſeils, Chanceleries & Juſtices, ceux des Finances, Chambre des Comptes, Miniſtres & Officiers de Juſtice, Capitaines, Lieutenans & ſoldats de ſes Forts & Châteaux, & autres employez à ſon ſervice par Mer ou par Terre qui ſont Siciliens de Naiſſance, Chevaliers, Gentilshommes, & Vaſſaux, Habitans & dépendans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & châcun des Sujets dudit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, chacun en ce qui le concerne, du ſerment de fidelité qu'ils ont prêté à Sa Majeſté, & de la foy & obeïſſance qu'ils lui doivent, leur ordonnant expreſſément & peremptoirement, que quand, en vertu du préſent Traité & de l'échange des Ratifications d'icelui, Son Alteſſe Royale prendra poſſeſſion dudit Royaume, ils ayent, ſans attendre autre diſpoſition ni Ordre, à reconnoitre tous ledit Seigneur Duc de Savoye pour leur ſeul & légitime Roi, à lui obeïr, le défendre, & lui preſter ſerment de fidelité, foi & obeïſſance tel & ſemblable à ceux qu'ils ont preſté ou qu'ils ont eſté obligez de preſter juſqu'a préſent à Sa Majeſté, laquelle ſuplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de fait, qui pourroient ſe trouver dans la préſente Donation, Ceſſion ou Tranſport du Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances & Annexes, pour lequel effet Sa Majeſté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Conſtitutions & Coutumes qui pourroient eſtre contraires, & qui meſme auroient eſté confirmées par ſerment, auxquelles, & aux dérogatoires deſquelles elle déroge expreſſément par le préſent Traité, pour l'entier effet deſdites Donations, Ceſſions & Tranſ-

port

ANNO 1713. port, qui vaudront & auront lieu, ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere ; excluant toutes exceptions qui pourroient ſe fonder ſous quelques Titres, Droits, Cauſes & Prétextes que ce ſoit. Ordonne en meſme temps expreſſement & peremptoirement Sa Majeſté au Viceroy de Sicile, de conſigner & remettre à Sadite Alteſſe Royale, ou à celui qu'elle députera, ledit Royaume de Sicile, les Iſles dépendantes, les Appartenances, Dépendances & Annexes, & de lui en bailler la réelle poſſeſſion, dès que Son Alteſſe Royale envoyera pour la prendre, après l'Echange des Ratifications du préſent Traité, ſans attendre aucuns autres Ordres ni Diſpoſitions, & de faire remettre à Sadite Alteſſe Royale, ou à ceux qu'elle députera, ou au Viceroy qu'elle eſtablira, les Villes, Ports, Châteaux, Places, Forts & Forteresſes qui ſont dans ledit Eſtat, dans leſquels ſe trouvent preſentement l'Artillerie, les Arſenaux & Munitions de Guerre & de bouche, les Galeres & leur Chiourme, les Bâtimens, avec leurs Equipages & Matelots, & généralement tout ce qui appartient audit Royaume de Sicile, & Iſles dépendantes, ſans en rien échanger, déplacer ou retenir ; bien entendu que toutes ces Galeres & leurs Chiourmes, les Bâtimens avec leurs Equipages & Matelots, demeureront à la diſpoſition dudit Marquis de los Balbaſes actuellement Viceroy, juſqu'à l'entier & parfait tranſport de toutes les Troupes que Sa Majeſté y tient, & qu'il embarquera, pour le paſſage deſdites Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il ſera neceſſaire ; & en conformité de ce que deſſus, Sa Majeſté ordonne expreſſément & peremptoirement aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de conſigner & délivrer à ceux qui ſeront députés par Son Alteſſe Royale ou par le Viceroy qu'elle y envoyera, leſdites Villes, Ports, Châteaux, Places Forts & Forteresſes, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils ſe trouveront, ſoit dans les Ports de Sicile, ſoit ailleurs, avec tout ce qui en dépend, ſans remuer ni changer, aucune choſe, ſinon pour ce qui regarde les Galeres, Bâtimens, Matelots & Munitions, dont Sa Majeſté ſe reſerve expreſſément la diſpoſition, ſeulement pour le Tranſport de ſes Troupes de Sicile en Eſpagne, & ce nonobſtant tous les ſermens qu'ils ont preſté ou pu preſter, deſquels ils demeurent & ſont diſpenſez. Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi par le préſent Traité de bailler, & faire remettre, par duplicata, en faiſant l'Echange du préſent Traité, leſdits Ordres aux Viceroys, Amiraux, Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, comme auſſi à tous les habitans dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, avec les Clauſes les plus peremptoires, & qui épargnent la neceſſité, d'en demander d'autres plus amples & d'autres diſpoſitions reiterées ; & de faire remettre les Contre-ſeings, s'il y en a, afin que l'execution des Donations, Ceſſions & Tranſports, ci-deſſus mentionnez, ne ſouffrent aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire ils ſoient executez d'abord après l'Echange des Ratifications de ce Traité, & que leſdits Viceroy, Officiers & Soldats, évacuent, & partent de Sicile & de ſes Dépendances, par le moyen deſdites Galleres, Bâtimens, & Matelots, & avec leſdites Munitions neceſſaires à leur Tranſport, comme Sa Majeſté le leur ordonne expreſſément, & comme il a deja eſté dit, d'abord aprés, & au moment que Son Alteſſe Royale prendra la poſſeſſion.

V. Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale promettent & s'obligent reciproquement, pour eux & pour leurs Deſcendans, à obſerver & maintenir tout le contenu du préſent Traité, ſoit de la part du Roy d'Eſpagne, pour maintenir ladite Donation, Ceſſion & Tranſport du Royaume de Sicile, ſoit de la part de Son Alteſſe Royale, pour maintenir Sa Majeſté dans ſes Eſtats, & de n'y contrevenir jamais ni l'un, ni l'autre, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour aucune cauſe, & par quelque prétexte, ou motif que ce ſoit, ni par aucune perſonne, & de s'y oppoſer l'un & l'autre de toutes leurs forces, afin que ce préſent Traité ſorte ſon plein & entier effet. Ledit Seigneur Roy Catholique promet de remettre à celui qui ſera envoyé par Sadite Alteſſe Royale, dans l'eſpace de trois mois après l'Echange des Ratifications du préſent Traité, tous les Titres, Papiers & Documens qui concernent ledit Royaume de Sicile & ſes Dépendances, qui ſont, & ſe pourront trouver dans les Archives Royales d'Eſpagne, ou en celles de ſes Conſeils & Cours, ou de ſes Miniſtres, Conſeillers & Officiers. ANNO 1713.

VI. Selon ce qui a eſté convenu ci-deſſus, il eſt auſſi expreſſément convenu & ſtipulé ici, entre Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale, qu'en cas que les Deſcendans Maſles dudit Seigneur Duc de Savoye, & tous les Maſles de la Maiſon de Savoye viennent à manquer, (ce que Dieu ne veüille) en ce cas de défaut de Maſles de ladite Maiſon de Savoye, le Royaume de Sicile, & Iſles Dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances & Annexes ici cedez, retourneront de plein Droit à la Couronne d'Eſpagne ; & de meſme Son Alteſſe Royale s'oblige & s'engage pour ſoi & ſes Deſcendans Maſles, & pour tous les Maſles de Sa Maiſon, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager échanger, ni donner, ſous quelque prétexte de ſubrogation ou autres, ni en quelque maniere que ce ſoit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Iſles Dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances ou Annexes, à autres qu'aux Rois d'Eſpagne, ce qui doit eſtre obſervé conformément audit Acte de Ceſſion dudit Royaume de Sicile fait par Sa Majeſté le 10. de Juin dernier, & juſqu'à ce que la Couronne d'Eſpagne tombe à un Prince de la Maiſon de Savoye, & qu'il ſoit Roy d'Eſpagne.

VII. Son Alteſſe Royale eſtant obligée, par la Ceſſion & Clauſes particulieres qui y ſont ſtipulées, d'approuver, confirmer & ratifier tous les Privileges, Immunitez, Exemptions, Libertés, Styles & autres Coutumes dont ledit Royaume jouït ou a joui ci-devant, expliquez en détail dans ladite Ceſſion, Son Alteſſe Royale approuve, confirme & ratifie le tout, & s'oblige à les maintenir ſelon qu'il a eſté ſtipulé en ladite Ceſſion ; & en meſme temps, Sa Majeſté Catholique deſirant donner à ſes Vaſſaux Eſpagnols, Siciliens & autres, qui ont perſiſté dans ſon obeïſſance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la ſatisfaction qu'elle a de leur fidelité & ſervice, déclare, qu'en cas que le Fiſc ait procedé civilement, ou criminelement contre leſdits Biens, ou partie d'iceux, ou prétende proceder ſous quelque prétexte, ou pour quelque fait deja jugé, Sa Majeſté Catholique le remet & pardonne dès à préſent, & pour cet effet, caſſe & annulle leſdites Procedures, en ſorte que pour tout ce qui a eſté fait pendant ſa Domination, & par le paſſé, leſdits Vaſſaux ne puiſſent eſtre inquietés ni troublés en leurs Biens, & Poſſeſſions, comme de ſon coſté Son Alteſſe Royale promet que ſes Miniſtres & Fiſcaux ne les troubleront ni inquieteront pour ce qui s'eſt paſſé, avant que Son Alteſſe Royale entre en réelle Poſſeſſion dudit Royaume, le tout ſans préjudice d'autrui, à quoi Sa Majeſté ne prétend déroger.

VIII. Les Eſpagnols & autres Sujets de Sa Majeſté Catholique & de ſes Succeſſeurs, comme les Siciliens qui ſont & veulent demeurer dans les Eſtats de Sa Majeſté Catholique, ou à ſon ſervice, pourront & devront jouïr, & jouïront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce ſoit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puiſſent avoir à l'avenir par Succeſſion, Heritage, Fideicommis, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce ſoit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, finances & fruits, ou en deniers, comme il leur ſemblera plus convenable, ſans qu'ils puiſſent eſtre arreſtés ; & commettre pour l'adminiſtration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qu'ils trouveront à propos, ſans pouvoir eſtre obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni eſtre chargés, en leurs perſonnes, pour cauſe d'abſence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, ſeront traitez à tous égards, comme leſdits Regnicoles, tant pour ce qui eſt des Impoſitions, Contributions, Tributs, Vaſſelages & autres Obligations, qu'en l'adminiſtration de la Juſtice, qu'on leur rendra ſans partialité, & le plus briévement qu'il ſera poſſible. Il leur ſera auſſi permis, comme il leur eſt permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clauſes plus étendues, contenues dans l'Acte de Ceſſion du Royaume de Sicile, de vendre, aliener ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou pluſieurs fois, leſdits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci-après dans ledit

ANNO 1713. ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, ſoit Regnicoles ou Eſtrangers, & d'en retirer le prix à une ou pluſieurs fois, & le faire transporter où il leur plaira, ſans diſtinction de Biens Francs, Libres, Allodiaux, Fideicommis ou Majoraſques, ſans prejudice du Droit d'autruy, & avec cette reſerve, que pour ce qui eſt des Fideicommis & Majorasques on entendra ceux qui y ſont apellés de Droit, pour la ſeureté de ce qui les regarde, & les prix deſdits Fideicommis & Majoraſques ſeront employés à l'aquiſition d'autres Biens libres & ſeurs dans le Royaume d'Eſpagne, pour eſtre ſubrogés auſdits Fideicommis & Majoraſques, ce qui ſera obſervé tout de meſme par Sa Majeſté Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point paſſé ni paſſeront, ni ne ſe trouvent dans le parti oppoſé à Sa Majeſté, & qui ont des Biens & Fiefs, Rentes, Patronats & autres Droits en Eſpagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Eſtats de Son Alteſſe Royale; & pour tout ce qui vient d'eſtre dit, Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale donneront, ſans aucune difficulté ni retardement, les Conſentemens & Ordres neceſſaires, ſans prejudice de leurs Droits de Regale, de Fief & de Vaſſelage.

IX. Les Sujets des Puiſſances Amies de la Couronne d'Eſpagne & de Son Alteſſe Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le paſſé, & jouïront des meſmes avantages dont jouïſſent les Eſpagnols & les Sujets de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, & ſeront également favoriſés.

X. Tous les Priviléges, Franchiſes & Immunitez qui ont eſté accordez à l'Illuſtre Ordre de Malthe par l'Empereur Charles V. & par les Rois ſes Succeſſeurs de glorieuſe Memoire ſont confirmez par le préſent Traité, de la maniere dont ledit très Illuſtre Ordre en a joui juſqu'à préſent, tant par le Traité qui regarde la Traite des Bleds, du biſcuit & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu'il poſſede en Sicile en eſpece, & en celles du Païs, & pour autres choſes, quoi qu'elles ne ſoient pas ici ſpecifiées, moyennant que ſatisfaiſant ledit tres Illuſtre Ordre, il ſatisfaſſe aux engagemens où il eſt envers le Roy & le Royaume de Sicile.

XI. Pour aſſeurer le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a eſté convenu, que les Ceſſions faites par le feu Empereur Leopold à Son Alteſſe Royale de Savoye, par le Traité ſtipulé entre les deux, le 8. Novembre 1703. de la partie du Duché de Montferrat, qui a eſté poſſedée par le feu Duc de Mantouë, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui ſont entre le Pô & le Tenare, de la Lomelline, de la Val de Seſſia, & Droit ou Exercice de Droit ſur les Fiefs des Langes, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanois, ou l'Equivalent, & les Apartenances & Dépendances deſdites Ceſſions, demeureront, comme Sa Majeſté y conſent par le préſent Traité, fermes & ſtables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobſtant tous Reſcripts, Droits & Actes contraires, ſans que Son Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs puiſſent eſtre troublez ni moleſtez en la poſſeſſion des choſes & Droits deja dits pour quelque cauſe & prétention, Droit, Traité & Conventions que ce puiſſe eſtre, ni par aucune Perſonne, non ſeulement pour ce qui regarde le Duché de Montferrat, par ceux qui pourroient avoir Droit, ou Prétenſion ſur ledit Duché, leſquels Prétendans ſeront indemniſez, conformément au contenu dudit Traité du 8. Novemb. 1703. promettant ledit Roy Catholique, pour ſoi, & ſes Succeſſeurs, de n'y point contrevenir, ni aſſiſter directement ou indirectement aucun Prince ou autre perſonne que ce ſoit, qui veuille contrevenir auſdites Ceſſions; au contraire, offre Sa Majeſté d'entrer, conjointement & reciproquement avec Son Alteſſe Royale dans l'union & garantie qui ſe concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traitez, dont il ſera convenu entre ces quatre Puiſſances, pour la manutention & ſeureté des préſentes Paix, dans laquelle Garantie ſera compriſe, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que Son Alteſſe Royale pourra convenir de recevoir en équivalent; comme auſſi pour ce qui eſt des Provinces, Villes, Terres, Droits ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Eſtat de Milan, & ont eſté cedez audit Seigneur Duc de Savoye, Sa Majeſté Catholique ſe déſiſte & ſe ſepare, purement, ſimplement & irrevocablement, pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs, de tous Droits, noms, Actions & Prétenſions qui lui appartiennent, ou peuvent appartenir, les cedant, comme il eſt neceſſaire, les rendant & transferant, ſans s'en rien reſerver, afin que Son Alteſſe Royale poſſede leſdits lieux ſans aucun trouble ni empêchement, & jouïſſe des Droits ci-deſſus mentionnez; & de plus, Sa Majeſté promet, de faire délivrer à Son Alteſſe Royale ou à celui qu'elle commettra, dans trois mois après la Ratification du préſent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documens, qui ſe trouveront en Eſpagne concernant les Pays & Droits ci-deſſus exprimez. ANNO 1713.

XII. Le Traité de Turin 1696. & les Articles des Traitez de Munſter, des Pyrenées, de Nimegue & de Ryſwick, qui regardent Son Alteſſe Royale, ſeront gardez & obſervez reciproquement, en tout ce en quoi il n'y eſt pas dérogé par le préſent Traité, comme s'ils y eſtoient ſtipulez, & inſerez mot à mot, & particulierement pour ce qui eſt des Fiefs exprimez dans leſdits Traitez qui regardent Son Alteſſe Royale, nonobſtant tous Reſcripts & Actes au contraire; tout de meſme le Traité fait entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Son Alteſſe Royale, le 11. Avril de cette préſente Année, eſt compris & confirmé par le préſent, comme s'il y eſtoit tranſcrit, Sa Majeſté offrant pour cet effet, d'entrer reciproquement avec Son Alteſſe Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a eſté ſtipulé dans les Paix qui viennent d'eſtre faites entre les quatre Puiſſances, d'Eſpagne, France, Angleterre & Savoye, afin qu'il ait ſon plein & entier effet, & ſoit obſervé à toujours.

XIII. Tous ceux qui ſeront nommez par Sa Majeſté Catholique & par Son Alteſſe Royale de Savoye dans l'eſpace de ſix mois ſeront compris dans le préſent Traité, comme l'eſtant d'un commun conſentement.

XIV. Afin que le préſent Traité ſoit inviolablement obſervé, Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale promettent, de ne faire, ni ſouffrir qu'il ſoit rien fait au prejudice d'icelui, directement ni indirectement, & ſi cela arrivoit, de le faire reparer, ſans difficulté ni delai, & tous les deux s'obligent reſpectivement à ſon entiere obſervation; & le préſent Traité ſera confirmé en termes convenables en tous ceux que Sa Majeſté Catholique fera avec les autres Puiſſances, auprès deſquelles elle employera ſes offices les plus efficaces, conjointement avec Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Sa Majeſté Britannique, pour faire reconnoître Son Alteſſe Royale Roy de Sicile, & que ces Puiſſances entrent dans l'engagement d'aſſeurer & maintenir à Son Alteſſe Royale & à ſes Héritiers la Poſſeſſion pacifique & permanente dudit Royaume & de ſes Dépendances; & Sa Majeſté ne comprendra en ces Traitez, aucune autre Puiſſance, qu'elle n'ait fait, ou promis faire ladite Reconnoiſſance, & elle s'intereſſera vivement auprès des Puiſſances chez qui elle tient des Miniſtres, afin qu'elles reconnoiſſent Son Alteſſe Royale pour Roy de Sicile.

XV. Le préſent Traité ſera approuvé & ratifié par Sa Majeſté Catholique & par Son Alteſſe Royale, & les Ratifications en ſeront échangées & delivrées reſpectivement par les Plenipotentiaires de l'un & de l'autre Prince, dans le terme de ſix ſemaines, ou pluſtot, s'il eſt poſſible, à Utrecht.

En foi dequoi nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique, & de Son Alteſſe Royale de Savoye, avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer les cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 13. *Août.* 1713.

(L.S.) M. D. D'OSSUNE. (L.S.) LE C. MAFFEI,

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEON. (L.S.) SOLAR DU BOURG.

(L.S.) P. MELLAREDE.

ANNO 1713. 20 Août.

CLXVII

Contractus vigore cujus CAROLUS VI. *Romanorum Imperator Marchionatum Finarienſem ejuſque Jura & annexa Reipublicæ* GENUENSI *vendidit Datum die* 20. *Auguſti anni* 1713. [LUNIG. Codex Italiæ Diplomaticus. Col. 2373.[

CAROLUS, Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Rex Germaniæ, Caſtellæ, Leonis &c. Dignum cenſemus Majeſtate Imperialis culminis animum noſtrum, uti & aliis Imperatorium munus tangentibus, ſic Italicis applicare rebus, & cum pro ratione præſentis rerum ſtatus, ad tutamen Sacri Romani Imperii, ipſiusque noſtri Ducatus Mediolanenſis conducere Nobis viſum ſit, Marchionatum Finarienſem, ut modo ejuſdem Dominium utile, Feudaleque poſſidemus, pariter ac allodia quævis a Nobis in eodem poſſeſſa, juraque omnia, ex poſſeſſione dicti Marchionatus quocunque titulo ad Nos ſpectantia, in perſonam quamdam, ſeu univerſitatem, aut Rempublicam, dum haud leve ex eo Ærario noſtro accederet pecuniæ ſubſidium, transferre: Propterea ex omni Nobis, uti ejuſdem Marchionatus Dominio, utili ac directo, Imperatoria facultate, quoviſve alio nomine, jure, ac titulo competente, & competituro etiam ex quacunque cauſa de futuro, certa ſcientia, maturoque adhibito Conſilio ſolemni, ſuper venditione ſæpe dicti Marchionatus, ad benigna noſtra juſſa, inter Cameram noſtram Cæſaream Aulicam, & Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſis Ablegatum, Dominicum Mariam Spinolam, ea, qua par eſt, ad hocce negotium obeundum poteſtate, a Sereniſſima Republica inſtructum, inito, & confecto Contractu omni meliori modo, jure, via, & forma:

I. Alienamus, tradimus, concedimus, & vendimus eidem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi, ſæpefatum Marchionatum, Arces, Fortalitia, omniaque bona, tam allodialia, quam feudalia ejuſdem Marchionatus, nihil eorundem excepto, atque omnia, ac ſingula loca, Terras, Villas, Pagos &c. tam citra, quam ultra Juga, de Gubernio, & etiam Juriſdictione, Ditione, & Territorio dicti Marchionatus, omniaque, & quæcunque alia eidem quomodolibet adjacentia, ſeu pertinentia, aut dependentia, ad quæ omnia, & ſingula clementer noſtram mentem extendimus, quæ Nobis ſincera, plena, & conſtans, ut venditione hac Marchionatus Finarienſis, ejuſdemque Ditionum, adjacentiarum, & pertinentiarum, ea forma, & ſtatu, & cum omnibus iis, cum quibus ab Anteceſſoribus noſtris, & a Nobis poſſeſſus eſt, & ad traditionem uſque poſſidetur, Juribus, Prærogativis, Juriſdictionibus, Indultis, Honoribus, Libertatibus, Regalibus, facultatibus, Privilegiis, Immunitatibus, actionibus, prætenſionibus quibuſcunque & quomodolibet nobis noſtræque etiam Ducali Cameræ Mediolani competentibus, quacumque ex cauſa, nulla penitus excluſa, & demum omnibus bonis, & rebus, in Dominium, poſſeſſionem, & proprietatem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſis cedat, & tradat, omnemque propterea opportunam, & opportunas, Inveſtituram & Inveſtituras conceſſimus & concedimus, atque conceſſam, conceſſaſque intelligi eſſe volumus, tenore præſentium, perpetuo robore valituram, valiturasque, etiam extendendas ad tenorem præſentis Contractus, & ad formam antiquarum Inveſtiturarum conceſſarum Regibus Hiſpaniarum, Philippo III. & Philippo IV. congrua congruis referendo.

II. Tormenta bellica quod attinet, & alia, quæ ad rem tormentariam ſpectantia in Urbe, ejuſque munimentis, & Arce, ſeu Arcibus Finarienſibus tempore traditi Dominii reperiuntur, cuncta hæc inter res Reipublicæ venditas intelligantur, præter tormenta ænea, Italice, *di bronzo*, quorum dimidia pars Nobis relicta, altera eidem Sereniſſimæ Reipublicæ vendita ſit; & maneat, partitione eorundem ad rationem ponderis, quo una vel altera ejuſmodi Tormentorum ſpecies conſtat, ac æquali quoque diviſione Globorum Tormentorum, ac pulveris nitrati facienda, ita ut ex iisdem, globis ſcilicet & pulvere, dimidia una pars ad Nos, & altera ad Sereniſſimam Rempublicam ſpectet, & propria habeatur; hac tamen conditione, quod dictam dimidiam partem Tormentorum, globorum, & pulveris nitrati, nobis, ut ſupra, reſervatorum, eidem Reipublicæ retinere fas ſit, donec alia propria ſubrogaverit, habita diſcreti temporis ratione, quod ut fiat, ejuſdem temporis intervallum ultra annum non protrahatur. ANNO 1713.

III. Reſpublica Genuenſis, pro venditis, ac traditis modo dictis Marchionatus Finarienſis Arcibus, bonis, juribus, prærogativis, juriſdictionibus, indultis, honoribus, libertatibus, regalibus, facultatibus, privilegiis, immunitatibus, actionibus, prætenſionibus, & rebus, ut ſupra, unam Millionem, & ducenta millia Petiorum, vicibus, ut ſtatim commemorabuntur, ſolvenda dabit, quod monetæ genus Petia dictum id in effectu ſit, ut unum Petium valorem realem quinque librarum, ſeu centum ſolidorum Genuenſium, monetæ Genuæ currentis, in Cartulariis banci primi, vel ſecundi Officii S. Georgii ferre, & continere debeat, ſolutio fiat medio Gyri faciendi in una ex prædictis Cartulariis in capite, & credito Majeſtatis Suæ Cæſareæ, ſive pro ea illi, vel illis cui, vel quibus ordinaverit, ſeu mandaverit præfata Sua Cæſarea Majeſtas, & quidem eo ipſo tempore, dum Sereniſſimæ Reipublicæ immiſſio in poſſeſſionem Marchionatus venditi, ejuſque & ſui Dominii traditio, una cum recognitione a Civibus, Incolis, & Subditis facienda ejuſdem Sereniſſimæ Reipublicæ in Dominam, & feudatariam dicti Marchionatus, ſexcentis millibus Petiorum, ad finem anni modo currentis tercentis millibus Petiorum, ad finem Menſis Junii in anno proximo 1714. ducentis millibus Petiorum, & ad finem Octobris ejuſdem anni centum mille Petiorum, penes quam ipſam ſolutionem Sereniſſima Respublica Genuenſis promittit, quod ab eodem, quo primus ad traditionis tempus poſitus ſolutionis terminus celebretur, oportet, momento, non tantum nomen debitricis reliquorum ſexcentorum Millium Petiorum vere & ſolide ad Ærarium noſtrum, & quoſcunque ejus ceſſionarios, vel aſſignatarios efficaciter profiteri, ſed & aſſignationes, vel ceſſiones, quamvis in eandem ſummam in totam, vel per partes factas, ac a Camera noſtra Cæſarea Aulica, ideo ad Sereniſſimam Rempublicam directas, iis, quas Contractus hicce denotat vicibus, exſolvendas, data ſolutionis ſecutivae fide, in ſe recipere, ac ſolutionem, debito tempore, rite peragere velit & debeat.

IV. Quemadmodum Marchionatus Finarienſis jure feudali Imperatoribus, & Imperio perpetuo ſubjacet, nec ſubjacere unquam deſinat, cum non ſub alia, quam Feudi, ea quippe omni qua a Nobis, noſtriſque Anteceſſoribus poſſidebatur ratione, Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi vendatur, ac cum feudali collatione cedatur, ſic Nos ad dictamen Juris de Imperialibus Feudis, ut ex hac Conventione peculiari Nobis, Succeſſoribuſque noſtris Imperatoribus, & Archiducibus Auſtriæ, jus liberi, & innoxii tranſitus per ſæpe fatum Marchionatum, Urbemque & Portum, ſeu Litus Finarienſe, eo pacto, ut transeuntibus noſtris, aut dictorum noſtrorum Succeſſorum Copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a Nobis ſolvendo, quantum opus fuerit, præbeatur, reſervamus.

V. Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi vetitum, nec fas ſit, in Urbem, Caſtellum, & Portum, ſeu Litus Finarienſe, defenſionis cauſa, præter ſuum & proprium, ullum alium, alteriuſve Principis, aut Reipublicæ, in noſtri, vel Sacri Romani Imperii inimicitia tunc temporis conſtitutorum, minoris, vel majoris numeri Militem, quovis ſub prætextu, ullove tempore, abſque Cæſareo Archiducalique juſſu, ſeu ſcitu & conſenſu recipere, eaque Sereniſſima Reſpublica, qua, & quamdiu Dominium & poſſeſſionem Marchionatus Finarienſis jure feudi habet, tenetur hoſtibus noſtri Imperii, & Domus noſtræ non tantum, ſed & dubiis pariter, ac quibuſvis de molimine hoſtili ſuſpectis, atque adeo a Nobis, noſtrisque Succeſſoribus, pro talibus Sereniſſimæ Reipublicæ quandocumque detegendis, cum tranſitum ipſum per Marchionatus Finarienſis territorium, tum & multo magis aditum, aut ingreſſum in Urbem, Arcem, & Portum Finarienſem, Præſidiique iisdem imponendi, aut eadem occupandi facultatem penitus, & conſtanter non tantum recuſare, ſed & quantum

ANNO 1713. in eadem ſitum, ac per ejuſdem Marchionatus vires poſſibile fuerit, omni ratione impedire.

VI. Sereniſſima Reſpublica Genuenſis, ex contractu venditionis hujus, ipſo, quo Feudatariæ noſtræ, & Imperii tenentur jure, rem omnem conceſſi Feudi, exceptis tamen Arcibus & Fortalitiis cujuſvis generis, quas Reipublicæ ad libitum vel conſervare, vel augere, vel demoliri fas ſit, ſartam, tectamque ſervandam ſe ſe obſtringit, quantum ab ea pendet Portum, ſeu Litus Finarienſe in eo omnimode ſtatu, in quo, dum ei traditur, eſt, ſaltem conſervare.

VII. Omnibus Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis, conceſſis a Divis Imperatoribus, Anteceſſoribus noſtris, de quibus omnibus conſtet per Diplomata Cæſarea, & ad quæ tenerentur iidem Divi Imperatores, ac in uſu præſente ſtantibus, ut nimirum Cives Urbis, & Marchionatus Finarienſis, Incolæ, ac Subditi cuncti ea jam habent, ac iis imperturbate fruuntur, porro, & ſemper iiſdem gaudeant, ita, ut, poſt Dominium Marchionatus hacce venditione (qua iiſdem quidpiam injuriæ, vel præfatis eorum Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis præjudicii inferri, nec jus permittit, nec animus Nobis eſt) translatum, immutationem circa eadem quampiam fieri nunquam fas ſit, aut Sereniſſimæ Reipublicæ liceat ea, ſub ullo prætextu, ſive modo, lædere, aut infringere; exceptis tamen, ſi dictorum Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum uſus dictæ Reipublicæ Conſtitutionibus, Legibus, & Privilegiis repugnaret, quia tali caſu ſuper eiſdem cum dictis Civibus, Incolis, & Subditis convenire fas ſit; hinc etiam, ne dictorum Civium, Incolarum, & Subditorum conditio, hac conditione, in deterius evadat, maneat, & ſervetur impoſterum in dicto Marchionatu idem, & illud ſalis pretium, quod hactenus ſtatutum fuit, & hodie per coſdem Cives, Incolas, & Subditos ſolvitur in eodem Marchionatu in ſumma ſcutorum trium argenti, vulgo *Genoine*, pro qualibet minor talis in pondere, vulgo *di rutti tredeci*, *per mezzo Officiali*, Italice *Stapoliere*, ejuſdem Reipublicæ, quod pretium totum, & integrum ſemper remaneat penes ipſam Rempublicam, ad quod, ex obligatione Conventionis præſentis, Sereniſſima Reſpublica Genuenſis ad quævis poſtera tempora, fide Pactorum, & cum in Subditos feudales debita, obligata ſit & maneat.

VIII. Cum & ipſum Commercium ſalis, quod Domum, ſeu Officium S. Georgii Reipublicæ Genuæ inter, & Ducalis Cameræ Mediolanenſis Saliniæ locatæ Conductores, in diuturno uſu, & conſuetudine viguit, commodum haud negligendum Ducatus Noſtri Mediolanenſis reſpiciat, e re Nobis viſum, ſollicitudini, qua omnigenam Subditorum noſtrorum curam agere Nos obſtrictos profitemur, conſentaneum, atque adeo Nos inter & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, inter alia Contractus præſentis Capita, conventum eſt, quo peculiaris, juſta, & certa hujus negotii, cum pretii, temporum & conditionum convenientia, ratio habeatur, eaque inter Plenipotentiarium Noſtrum in Italia, & eos, quos hunc in finem Sereniſſima Reſpublica Genuenſis, ea, qua par eſt, authoritate, & facultate munitos, abſque mora conſtituet, & interea non retardato præſentis venditionis effectu, & Contractus ſtipulatione, eum in modum perfici aggrediatur, quo, circa hoccé Commercium ſalis, Ducatui Noſtro Mediolanenſi, in tempora ventura ita concluſum, & proviſum extet, ne ob id damnum ex hacce Marchionatus Finarienſis alienatione inflictum unquam ſentire, vel de eo juſte conqueri poſſit, aut debeat.

IX. Cæterum cum Noſtra conſtans, & efficax voluntas ſit, ea omnia, quæ majori præſentis Contractus ſecuritati, & plenario effectui conſulere valent, omnimode præſtandi, teneri volumus & promittimus, operam non vacuam dare, & cum effectu agere ad hoc, ut in futuræ Pacis Comitiis, inter alios Status Nobis in Italia aſſignandis, expreſſa mentio fiat ſupradicti Marchionatus Finarienſis cum ejus adjacentiis, ſicuti etiam a Collegiis Sacri Romani Imperii Principum eidem Contractui eos, ſi qui neceſſarii eſſe poſſunt, Conſenſus, in debita & valida forma præberi, illoſque præſtari debere intra Menſes ſex proximos.

X. Licet hiſce modo dictis, atque ita ſe habitis omnis evictionis timor abſit, volumus teneri nihilominus, & promittimus per Nos, & Noſtros in dignitatibus & titulis præmemoratis futuros Succeſſores, de debita, legitima & perpetua evictione, & defenſione, attentis etiam Juribus & actionibus, quas Reſpublica habere prætendit ſuper dicto Marchionatu, & quibus per præſentem Contractum nullum intelligatur illatum præjudicium, ad hoc ut ex eis ſe tueri poſſit, de quibus quidem Juribus decidendis a Divo quondam Imperatore Ferdinando, memoriæ Auguſtiſſimæ, facta fuit Commiſſio, & Delegatio Sereniſſimo D. Hiſpaniarum Regi, tanquam Duci Mediolani, anno Domini 1563. de Menſe Novembr. eum in finem bona noſtra & Succeſſorum, ad promiſſorum implementum obligantes. ANNO 1713.

Quæ omnia ſupradicta, & ſingula geſta ſunt inter præfatam Sac. Cæſ. Maj. & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, mediantibus perſonis Excellentiſſimi Domini Joannis Franciſci de Paceco, Ducis de Uceda & Conſiliarii Status Sac. Cæſ. Majeſtatis Ejuſque Plenipotentiarii, ac Illuſtriſſimorum D. Joannis Antonii Juſtiniani & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis reſpective conſtat ex Litteris, & Documentis in calce præſentis regiſtrandis.

Omnibus dictis Dominis Plenipotentiariis præſentibus, & dicto Plenipotentiario reſpective nomine, dicentibus, facientibus, & præſtantibus ſuum Miniſterium in omnibus, ut ſupra &c. ſeu quatenus ad prædictarum validitatem opus ſit, geruntur, & contrahuntur inter ipſos Dominos Plenipotentiarios nominibus reſpective ſuorum dictorum Principalium, mutuis hiſce inde intervenientibus ſtipulationibus, vendentes, ementes, & invicem pacifcentes in omnibus & per omnia, ut ſupra.

Qui quidem Domini Plenipotentiarii expreſſe conveniunt & promittunt de approbatione, & ratificatione præſentis Contractus facienda intra bimeſtre proximum, nempe præfatus Excellentiſſimus Dominus Dux de Uceda a S. C. M. nominibus, de quibus in memorata ſcriptura venditionis, & præfati Domini Illuſtriſſimi Joannes Antonius, & Clemens, a præfata Sereniſſima Republica, ſive a Sereniſſimis Collegiis, tenentibus opportunam facultatem a Conſiliis ejuſdem, & hoc per ſcripturam authenticam, in opportuna, & conſueta Juris forma, intra id temporis invicem commutanda; ad quem effectum præſentis Contractus duo confecta ſunt originalia ejuſdem prorſus tenoris, atque in fidem & teſtimonium omnium, quæ præferuntur, Nos D. Joannes Franciſcus de Paceco, Dux de Uceda, Comes Montis Albani, & Conſiliarius Status S. C. M. Ejuſque Plenipotentiarius, & Nos Joannes Antonius Juſtinianus, & Clemens de Auria, Plenipotentiarii præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ ut ſupra, præſentem Contractum propria manu noſtra ſubſcripſimus, eidemque Sigilla noſtra impreſſimus.

Ratificatio Reipublicæ Genuenſis.

Volentes igitur præfata Sereniſſima Collegia, utendo facultate ipſis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Juſtinianum, & Clementem de Auria Plenipotentiarios ut ſupra promiſſa fuere circa dictam Ratihabitionem adimplere;

Ad Calculos, omnibus favorabiliter concurrentibus,

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant ſupradictum Contractum, omniaque, & ſingula in eo contenta, & cum omnibus illis Clauſulis, Promiſſionibus, Pactis & aliis, de quibus in eo, quæ hic pro expreſſis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita præſentibus Notario Joanne Baptiſta Carderina, & Notario Joſepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Sereniſſimi Senatus, teſtibus adhibitis

(L. S.) Ivanius Hav. Coſta, Canc. & a Secretis Intimis Status.

Articulus Secretus. Anno 1713. die 17. Octob.

Sereniſſimus D. Dux, & Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi DD. Gubernatores, & Procuratores hujus Sereniſſimæ Reipublicæ Genuæ in legitimo numero congregati conſtituentes Sereniſſima Collegia præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ, intellecto tenore Articuli ſecreti, & ſeorſim a Contractu venditionis Marchionatus

NNO 713. natus Finarii ſtipulati, inter Excellentiſſimum Joannem Franciſcum de Paceco, Ducem de Uceda, & Comitem Montis Albani, Plenipotentiarium S. C. M. ex una, & Patritios Joannem Antonium Juſtinianum &c. Antonii, & Clementem de Auria &c. Ambroſii, Plenipotentiarios dictæ Sereniſſimæ Reipublicæ ex altera, lecti præfatis Sereniſſimis Collegiis de verbo ad verbum; qui quidem Articulus ſequitur ut infra:

Licet in Contractu venditionis Marchionatus Finarii factæ per Sacram Cæſaream Majeſtatem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuæ dicatur, quod altiſſime dicta S. C. M. reſervat ſibi, & Succeſſoribus ſuis tantum jus liberi, & innoxii tranſitus per dictum Marchionatum, & ejus Portum, ſive litus; attamen cum ſæpe, ſæpiuſque non ſit tutus Finarienſi littori appulſus, ideo vult, & promittit eadem Sereniſſima Respublica tranſitum ſupradictum, tam de itu, quam de reditu, per breviorem viam faciendum, ſe conceſſuram, & permiſſuram, etiam ad & per Portum Vado dictum, quotiescunque neceſſitas poſtulaverit, & Sereniſſima Reſpublica de eadem monita ac requiſita fuerit, & pacto, ut tranſeuntibus S. C. M. Ejuſque dictorum Sucecſſorum copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a prædicta S. C. M. ejuſdemque Succeſſoribus exſolvendo, quantum opus fuerit, præbeatur.

Quod geritur inter prædictam S. C. M. & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, mediantibus perſonis Excellentiſſimi Domini Domini Joannis Franciſci de Paceco, Ducis de Uceda, Comitis Montis Albani, & Conſiliarii Status S. C. M. Ejuſque Plenipotentiarii, ac Illuſtriſſimorum Dominorum Joannis Antonii Juſtiniani, & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis reſpective conſtat, ſub dicto Contractu venditionis, qui omnes Plenipotentiarii, dicto Plenipotentiario reſpective nomine, ad præmiſſa ſuum Miniſterium præſtant in omnibus, ut ſupra, & qui cum eadem promiſſione Ratihabitionis, prout in præcedenti Contractu, propria manu ſubſcribunt cum proprii Sigilli impreſſione, & ita &c. hac die vigeſima Menſis Auguſti anni 1713.

Luogo de Sigill,
† del Duque de Uceda, Conte de Montalban.
† Giõ. Ant. Giuſtiniano &c. Antonio.
† Clemente Doria &c. Ambroſio,

Volenteſque igitur præfata Sereniſſima Collegia, utendo facultate ipſis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Juſtinianum, & Clementem de Auria, Plenipotentiarios ut ſupra, promiſſa facere, circa dictam Ratihabitionem prædicti Articuli adimplere,

Ad Calculos omnibus favorabiliter concurrentibus,

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant ſupradictum Articulum, omniaque & ſingula in eo contenta, quæ hic pro expreſſis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita &c. Præſentibus Notario Joanne Baptiſta Carderina, & Notario Joſepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Sereniſſimi Senatus, teſtibus adhibitis

(L. S.) I. Vanlus Hav. Coſta Canc. & a Secretis Intimis Status.

CLXVIII.

Oct. Tractat zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen FRIDRICH WILHELM einerſeits/ und denen gegen Schweden Alliirten hohen Nordiſchen Machten/ nemlich Ihro Königl. Majeſt. von Pohlen FRIEDRICH AUGUSTUS/ und Seine Czariſche Majeſtät PETER den I. anderſeits aufgerichtet/ Krafft deſſen letztere an Seine Preußiſche Majeſtät die von ihren Trouppen belägert- und bombarditte Veſtung Stettin/ mit einen gewiſſen Landſtrich/ in ſequeſtration biß zu Erfolg des Friedens im Norden einräumen/ auch mit Stralſund und Wißmar ein gleiches zu thun verſprechen: Wogegen Seine Königl. Majeſtät in Preußen auf ſich nimt/ zu verhindern/ daß die in Vor-Pommern annoch befindliche Schwediſche Trouppen keine Feindlichkeiten gegen einigen der hohen Nordiſchen Alliirten mehr außüben können/ ingleichen von denen regulirten 400000. Reichs-Thalern Belägerungs-Unkoſten/ 200000. an den Czariſchen General Fürſt Menzikow, zu bezahlen. Gegeben Schweedt den 6. Octobr. 1713. [Johann Jacob Zincken/ Fürſtl. Sächßiſ. Hof-Raths/ Ruhe des jetztlebenden Europa. Vierdte Abtheilung pag. 461.] ANNO 1713.

C'eſt-à-dire,

Traité entre Sa Majeſté FREDERIC GUILLAUME *Roy de Pruſſe d'une part, & les Hauts-Alliez du Nord contre la* SUEDE, *ſavoir* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne, &* PIERRE I. *Czar de Ruſſie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Pruſſe en ſequeſtre la Ville de* Stettin *par eux aſſiegée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoiſe, & promettent de faire la même choſe avec les Villes de* Stralſund *&* Wiſmar: *Le Roi de Pruſſe s'obligeant de ſon côté d'empecher, que les Troupes Suedoiſes reſtantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puiſſent faire aucunes hoſtilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme auſſi de payer des fraix du Siége reglez à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czaar, le Prince Menzikow. Donné à Schweedt le 6. Octobre* 1713.

DEr Zweck von dieſem zwiſchen Seine Königl. Majeſtät in Preuſſen/ und denen Nordiſchen Alliirten getroffenen Fœdere, iſt die Beförderung des bald möglichſt herzuſtellenden Friedens/ und ſoll dieſes Fœdus dazu zum Fundament dienen.

Es haben auch Seine Königliche Majeſtät in Preuſſen/ um dieſes/ vor beyde in Norden kriegende Partheyen/ und vor das Römiſche Reich avantageuſe Werck deſto mehr zu facilitiren/ inſonderheit aber den Weg zu Herſtellung dtr Ruhe auf dem Teutſchen Boden zu bahnen/ ſowohl die Königl. Schwediſche Miniſtros, als die Nordiſche Alliirte vorher darüber ſondiret/ und endlich mit den letztern ſich folgender Puncten verglichen:

I. Die Nordiſche Alliirten declariren zuförderſt/ daß ſie ſich neceſſitiret gehalten/ von der Schweden ſämmtlichen in Teutſchland habenden Provinzien ſich Meiſter zu machen/ und daß ſie in ſolchem Abſehen mit Stettin und der Inſul Rügen den Anfang gemachet/ und beyde Orte zur Übergabe gebracht.

II. Der Czaar will aber von der Cron Schweden Teutſchen Provinzien nicht profitiren/ und übergiebt dannenhero Stettin mit ſeinen Dependentien und der darin verhandenen Artillerie Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen.

III. Seine Königliche Majeſtät in Preußen verſprechen dagegen/ daß ſie den Ort in Poſſeſſion und Sequeſtration nehmen/ ſelbigen auch der Cron Schweden eher nicht als bey künfftigem Frieden wieder einräumen wollen.

IV.

ANNO 1713. IV. Eben diese Bewandniß hat es auch mit Stralsund und Wißmar/ es seye/ daß diese Vestungen sich freywillig ergeben/ oder durch der Nordischen Alliirten Waffen occupiret werden; Seine Königl. Majest. in Preussen sollen auch præcaviren helffen/ daß keine mehrere Schwedische Trouppen ins Reich transportiret/ und dadurch/ wie zu befürchten/ die Ruhe in Teutschland von neuem troubliret werde.

V. Wenn der Cron Schweden sämmtliche auf dem Teutschen Boden annoch übrige veste Plätze per modum Sequestri, in Seiner Königl. Majestät in Preussen Hände gebracht seyn werden/ alsdann wollen die Nordischen Alliirten Ihre in Vor-Pommern habende Trouppen von dar abführen/ und so lange der Krieg zwischen Ihnen und Schweden währet/ mit ihren Armeen nicht wieder dahin kommen/ noch etwas feindseeliges wider solche Vor-Pommerische Lande/ oder etwas/ so sonst den allgemeinen Ruhestand im Reich ferner troubliren könte/ vornehmen/ jedoch unter der ausdrücklichen Bedingung/ daß

VI. Seine Königl. Majestät in Preussen sich auch hinwieder engagiren/ keinesweges zugestatten/ vielmehr auf alle Art und Weise/ auch bedürffenden Falls mit den Waffen selbst behindern/ daß die Königl Schwedische Trouppen aus solchen Vor-Pommerischen Landen wider Pohlen/ Sachsen/ und die Hertzogthümer Schleßwig-Hollstein nichts feindseeliges vornehmen/ noch durch selbige Lande andere denen Nordischen Alliirten zugehörige Provinzien attaquiren/ durch marchiren/ oder/ wann sie in selbige Lande von anderwerts her einen Einfall gethan/ von dar nach Vor-Pommern/ und die darinn belegene und an Se. Königl. Majest. in Preussen übergebene veste Plätze eine Retraite nehmen.

VII. Seine Königl. Majestät in Preussen wollen im übrigen bey diesem Nordischen Krieg eine exacte Neutralität halten/ und dieselbe in keinem Dinge überschreiten ꝛc.

VIII. Die Nordische Alliirten engagiren sich auf das verbündlichste/ daß/ wenn des Königs in Schweden Majest. wider besseres Vermuthen/ dieses/ von Seiner Königl. Majestät in Preussen/ aus guter Meynung/ dem allgemeinen Wesen und dem Römischen Reich/ absonderlich auch der Cron Schweden selbst zum Besten übernommene Sequestrum ungleich ausdeuten/ auch daraus Occasion und Prætext nehmen solten/ Seiner Königl Majestät Verdruß anzuthun/ oder dieselbe auch gar/ es seye selbst oder durch andere Puissancen/ deshalb feindlich zu tractiren/ alsdann hochgedachte Nordische Alliirte sich Seiner Königl. Majestät in Preussen darwider nachdrücklich annehmen/ und derselben mit den Waffen und ihrer gantzen Macht/ wider alles/ was zu Sr. Königl. Maj. in Preussen Schaden und Nachtheil/ es seye von der Cron Schweden selbst/ oder Dero Freunden und Alliirten/ sie seyen wer sie wollen/ dieserwegen vorgenommen werden möchte/ zu Hülffe kommen/ auch den Frieden mit Schweden eher nicht schliessen wollen/ es seye dann/ daß Seiner Königl. Majestät in Preussen/ wegen dieses/ Deroselben zugefügten Schadens/ würckliche und zureichende Satisfaction gegeben worden.

IX. Damit von diesen zwischen Sr. Königl. Maj. in Preussen und denen Nordischen Alliirten genommenen Mesuren niemand Ombrage nehmen möge; So wollen beyderseits Contrahenten Ihro Käyserl Majestät/ dem Reich/ auch Franckreich/ Engelland und dem Staat/ Ihro hierunter führende Intention, und daß dieselbe auf nichts anders als auf die Beruhigung des Reichs/ und daß der Nordische Krieg allmählig gar gedämpffet werden möge/ und zu Beförderung eines billigen und raisonablen Friedens gerichtet sey/ überall bekannt machen. Uhrkundlich/ ꝛc. Gegeben Schweedt den 6. Octobr. 1713. ANNO 1713.

Articulus Separatus Primus.

Obwohl in dem II. Articul des unterm heutigen dato zwischen Seiner Königl. Majestät in Preussen und den Nordischen Alliirten aufgerichteten Tractats nur von der Stadt und Vestung Stettin/ und daß Se. Königl. Majestät in Preussen dieselbe mit Ihren Trouppen besetzen solten/ erwehnet wird; So ist doch absonderlich hierbey verglichen/ und zu dem/ in dem Haupt-Tractat dieses gantzen Wercks führenden Haupt-Zweck noch ferner nöthig erachtet worden/ daß Seine Königl. Majestät in Preussen den gantzen Strich Landes von der Oder an biß an die Pehne/ inclusive der an selbigem Strohm belegenen Städte Demmin, Anclam und Wolgast ebenfals mit ihren Trouppen besetzen sollen/ und zwar mit der ausdrücklichen Condition und Verbindung/ daß Seine Königl. Majestät in Preussen solchen Strich Landes eben so wenig als die Stadt Stettin nicht an die Schweden wieder einräumen wollen noch sollen/ ehe und bevor solches durch den künfftigen Frieden also paciscirt worden. Uhrkundlich/ ꝛc. Schweedt den 6. Octobr. 1713.

Articulus Separatus Secundus.

Weilen auch das zu Beruhigung des Reichs und zum Besten der gemeinen Sache/ auch absonderlich zu der Cron Schweden höchsten Interesse in Vorschlag gekommene Vor-Pommerische Sequestrum von dem Königl. Schwedischen Gouverneur in Stettin/ ohnerachtet es demselben zu unterschiedenen mahlen angetragen worden/ nicht angenommen werden wollen/ und des Fürsten von Menzikows Durchl. sich dannenhero obligiret gefunden/ gedachten Gouverneur zu Acceptirung sothanen Sequestri durch die Waffen zu constringiren; Solche Attaque aber/ wegen der von weit abgelegenen Orten mühsamlich angeführten Artillerie und Munition, auch angeschaffter kostbahren Subsistence der Rußis. Armée an Brod und sonst sehr grosse Kosten erfordert/ auf deren Ersetzung im Nahmen Ihr. Czaar. Majest. und Sr. Königl. Majest. in Pohlen unbeweglich bestanden worden/ auch des Fürsten von Menzikows Durchl. von Prosequirung der Attaque von Stettin und Belegung der Stadt mit Russischen Trouppen anderer gestalt nicht abstehen wollen/ als daß Ihro Königl. Maj. in Pohlen/ und des Czaaren Maj. wegen Ersetzung solcher Kosten/ die sich zu vielen Tonnen Goldes belaufen/ behörige Vergnügung und Sicherheit zuforderst verschaffet würde; Und denn Seine Königl. Majest. in Preussen/ aus wahrer Begierde/ den Ruhestand in der Nachbarschafft zu befördern/ auch von der Stadt Stettin und denen umliegenden Vor-Pommerischen Landen/ deren gäntzliche Desolation abzuwenden/ hierunter ins Mittel getreten/ und die achtmal hundert tausend Reichsthaler/ welche wegen Vergnügung solcher zur Subsistenz der Rußischen Armée, und denen Stettinischen Operations-Kosten/ zu Folge eines darüber zwischen des Czaaren und des Königs in Pohlen Maj Maj. im Augusto anni currentis aufgerichteten Tractats/ gefordert worden/ auf viermal hundert tausend Thaler Teutsch Courant-Geld behandelt; Als versprechen Sr. Königl. Majest. in Preussen hiermit/

ANNO 1713. hiermit/ daß/ weilen dieſe Gelder von der Cron Schweden/ und aus Vor-Pommern/ ſo bald ohnmöglich aufgebracht werden können/ Sie die Halbſcheid dieſer 400000. Thlr. folgender geſtalt vorſchieſſen und abführen laſſen wollen/ daß nemlich mit dem Anfang der bevorſtehenden Woche 100000. Rthlr. und auf nechſt künfftige Weyhnachten wiederum 100000. Rthlr. gegen des Fürſten Menzikows Durchl. Quittung/ in Berlin baar bezahlet; wegen der übrigen Halbſcheid der gedachten 400000. Rthlr. aber/ welche das Fürſtl. Hauß Hollſtein-Gottorff zu Folge des mit demſelben aufgerichteten beſonderen Tractats zu übernehmen hat/ mit Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen die Sache dergeſtalt verglichen/ und Deroſelben deßhalb ſolche Satisfaction verſchaffet werden ſoll/ wie Sr. Königl. Maj. in Preuſſen durch einen à parten an des Fürſten Menzikows Durchl. ausgeſtellten Revers ſich mit mehrern anheiſchig gemachet haben

Se. Czaar. Maj. verbinden ſich aber hingegen auch hiermit vor Sich und Ihre Alliirte aufs kräfftigſte/ daß/ gleichwie Seine Königliche Maj. in Preuſſen eine ſo conſiderable Summe Geldes ohne einige Schuldigkeit/ bloß dem gemeinen Weſen zum beſten/ zu Beruhigung der Nachbarſchafft/ und zu Verhütung der Stadt Stettin ſonſt inevitablen äuſerſten Ruins anwenden/ und es dannenhero höchſt unbillig ſeyn würde/ wann Seine Kön. Maj. hierbey den geringſten Schaden leiden ſolten/ daß Sie Sr. Kön. Maj. in Preuſſen die Erſetzung dieſer vorſchieſſenden Gelder/ auch übrigen auf dieſes gantze Werck verwendeten oder noch verwendenden Unkoſten/ von der Cron Schweden/ als die davon den gröſten Nutzen hat/ würcklich zuwege bringen/ auch anderer geſtalt den Frieden mit ſelbiger Cron nicht machen wollen/ als daß Sr. Kön. Maj. dieſerwegen an Capital, Intereſſe, Schaden und Unkoſten völlig contentiret werden: allermaſſen dann auch Se. Kön. Maj. biß dahin von denen Nordiſchen Allirten/ und des Czaaren Maj. in ſpecie bey der Poſſeſſion der Stadt und Veſtung Stettin/ und deren Dependentien auf alle Weiſe manuteniret/ und wenn Se. Kön. Maj. darinn von jemand turbiret/ oder Ihro in Ihren Landen/ es ſey wo es wolle/ deßhalb von jemand einige Ungelegenheit zugefüget werden wolte/ ſolches als eine Ihr. Czaariſchen Majeſt. und denen übrigen hohen Alliirten ſelbſt zugefügte Hoſtilität von Demſelben reſſentiret/ auch Sr. Kön. Maj. darwider alle verlangende Aſſiſtenz geleiſtet werden ſoll. Uhrkundlich ꝛc. Gegeben Schweed d. 6. Octobr. 1712.

CLXIX.

18. Nov. 9. Dec. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavenſem, tanquam Regem Hiſpaniarum initus; quô, Tractatibus de annis* 1667. *&* 1670. *confirmatis, conventum eſt, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant eisdem Privilegiis, quibus amiciſſima gens quævis fruitur. Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, ſive Catalogus, vulgo* Tarif, *qui in unoquoque Portu publice proſtabit, & quicquid pro ſingulis mercibus ſolvendum erit, ſpeciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die* 28. *Novembr.* 9. *Decembr.* 1713 Cum RATIFICATIONE *Reginæ Magnæ Britanniæ; quô etiam continentur tres Articuli, loco tertii, quinti, & octavi, ſubſtituti. Actum Windeſoræ die* 7. *Februarii* 1713-1714. Sequitur ARTICULUS SEPARATUS *de Judice conſervatore in Inſulis Canaricis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica.* Sequitur item DECLARATIO *Legatorum Hiſpanorum de Lingua Hiſpanica in ſupra memoratis tribus Articulis adhibita. Dat. die* 12-23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 250.] ANNO 1713.

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, Pace bona, firma, veraque, & ſincera Amicitia, inter Sereniſſimam Principem & Dominam, *Annam*, Dei Gratia, *Magnæ-Britanniæ, Franciæ*, & *Hiberniæ* Reginam, *&c.* & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem & Dominum, *Philippum V.* Dei Gratia, *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, &c. Eorumque Hæredes ac Succeſſores, Regna, & Subditos, per Pacificationis Tractatum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{ſecundo}}{\text{decimo tertio}}$ Menſis *Julii*, noviſſime præteriti, concluſum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ Suæ Majeſtates, ut mutuis Subditorum ſuorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo proſpiceretur; & propterea Legatis ſuis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quorum Opera in Pace pangenda proſpere ſucceſſit, in Mandatis clementiſſime dederunt, ut quæ in finem hunc ſalutarem poſt perpenſa rerum omnium momenta in Colloquiis ea de re *Madriti* habitis, maxime convenire perſpectum fuerat, in Tractatus Commerciorum ſolennis formam redigerent; Dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenus inſerta erunt, ſuper Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatuum anteriorum, & procurandam uberiorem in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout ſequitur:

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Confœderationis, inter Coronas *Magnæ Britanniæ* & *Hiſpaniæ*, *Madriti die* $\frac{\text{Decimo tertio}}{\text{Vigeſimo tertio}}$ Menſis *Maji*, Anno Domini 1667. concluſus, per hunc Tractatum ratihabetur & confirmatur.

Fiat inſertio. (1)

Spondent mutuo Regiæ Suæ Majeſtates, ſeſe omnes & ſingulos Tractatus antecedentis Articulos, & quæcunque in iiſdem, ut & Schedulis annexis, Privilegia, Conceſſiones, Concordata, aliave cujuſcunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præſtituras, & adimpleturas; utque a Miniſtris ſuis & Officialibus aliiſque Subditis præſtentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorundem omnium & ſingulorum effectu, iis ſolummodo exceptis, de quibus in ſequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter ſtatutum eſt, ut & eorum omnium, quæ in Articulis ſequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in poſterum, & fruantur. Confirmatur inſuper & de novo ratihabetur Tractatus Anno 1670. inter Coronas *Magnæ Britanniæ* & *Hiſpaniæ*, pro tollendis Diffidiis, Deprædationibus reſtringendis, ſtabiliendaque Pace in *America*, inter dictas Coronas initus, ſine præjudicio nihilominus Contractus alicujus, aliuſve Privilegii aut Licentiæ Reginæ *Magnæ Britanniæ*, ejuſve Subditis, per Majeſtatem ſuam Catholicam conceſſis in Tractatu Pacis nuperrime concluſæ, aut in Contractu *de Aſſiento*, atque etiam abſque præjudicio Libertatis, aut Facultatis alicujus Subditis *Britannicis* antea ſive competentis, ſive permiſſæ, aut indultæ.

II. Subditi Regiarum Suarum Majeſtatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes, non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipſis importatis exportandiſve Vectigalia aliave Onera quæcunque ſolvere, quam quæ a Subditis amiciſſimæ cujuſvis Gentis exigentur, & ſolventur; ac ſi quæ Vectigalium Diminutiones, aliave Beneficia exteræ cuivis Genti

(1) Voyez-le ci-devant ſous la Date du 23. Mars 1667.

ANNO 1713. Genti ab una alterave parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque Coronæ Subditi reciproce & pleniſſime gaudebunt. Et ſicuti circa Vectigalium Rationes, uti ſupra conventum, ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majeſtates ſtatutum eſt, quod omnes & ſinguli ipſarum Subditi in omnibus Terris Lociſque hinc inde earundem Imperio ſubjectis, circa omnes Impoſitiones aut Vectigalia quæcunque, Perſonas, Merces, Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curiis Juſtitiæ, quam in iis omnibus quæ ſive Commercia ſive aliud Jus quodcunque reſpiciunt, quibus amiciſſima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut in poſterum uti, frui, aut gaudere poſſit, prout in Articulo XXXVIII. Tractatus de Anno 1667. in Articulo præcedente ſpeciatim inſerti, fuſius explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majeſtates nuperrime concluſum, pro Baſi & Fundamento poſitum & ſtabilitum fuerit, quod Subditi *Britannici* per omnia in Regnis *Hiſpaniæ*, iisdem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re Commerciorum Libertatibus, quibus tempore *Caroli* Secundi gaviſi ſunt; eaque proinde Regula Tractatus præſentis Commerciorum Baſis pariter & Fundamentum ſit, & eſſe debeat, quod & reciproce quoad Subditos *Hiſpaniæ* in *Magna Britannia* commercantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipſis per Pacta competunt: Cumque ad Commerciorum Rationes rite & mutua cum utilitate conſtituendas, plurimum faciat Vectigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Conventum proinde & concluſum eſt, quod intra trimeſtre ſpatium a ratihabito hoc Tractatu, *Madriti* vel *Gadibus* convenient ex parte utriuſque Regiæ Majeſtatis Commiſſarii, ad id hinc inde deſignandi & conſtituendi, quorum Opera componatur, abſque omni temporis diſpendio, Index ſive Catalogus novus, qui unoquoque Portu proſtabit publice, quique Vectigalia ſuper Mercibus in *Caſtiliam*, *Arragoniam*, *Valentiam* & *Catalauniam* introducendis, aut inde avehendis, in poſterum pendenda ſpeciatim exprimat, & contineat, & eo modo conſtituat, ut in unum reducantur, & in uno Vectigali & una in ſumma pendenda contineantur omnia varia Onera, quæ tempore nuperi Regis *Caroli* Secundi, variis ſub Nominibus, & in diverſis Teloniis, ſuper Mercibus intrantibus aut exeuntibus in Portubus *Hiſpaniæ*, comprehenſis etiam Regnis *Arragoniæ* & *Valentiæ*, Principatuque *Catalauniæ*, exceptis tantummodo *Guipuſcoa* & *Biſcaya*, de quibus infra dicetur, ſoluta erant.

Cum autem per Legatum *Britannicum* quam inſtantiſſime poſtulatum fuerit, ut dictis Commiſſariis pro Regula præſcriberetur, illud in novo Indice præprimis curare, ne per eundem majora ulla Vectigalia, aliave Onera quæcunque in Portu aliquo, ſive Maritimo, ſive Terreſtri, intra Regis Catholici Dominia, exigenda & ſolvenda in poſterum ſint, quam quæ in Teloniis Portus *Sanctæ Mariae* aut *Gadium*, regnante nupero Rege *Hiſpaniarum Carolo* Secundo, ſoluta fuerint; Conſenſerunt Legati *Hiſpaniæ*, adeoque conventum & ſtipulatum eſt, quod nempe quoad ipſos Portus *Gadium* & *Sanctae Mariae*, ea obſervetur Regula; ita ut ceſſante & ſublata omni Vectigalium Augmentatione, quæ poſt tempus *Caroli* Secundi, ex occaſione Belli, ſive ſub Habilitationis nomine, aliove quocunque ibidem introducta forſitan fuit, Subditi *Britannici* in Portubus *Sanctæ Mariae* & *Gadium*, pro Mercibus advectis vel avehendis nulla majora Onera cujuſcunque generis, aut ſub quocunque Titulo, ſive ante ſive poſt confectos dictos Indices, ſolvere tenebuntur, quam quæ ibidem tempore *Caroli* Secundi ſoluta fuerunt.

Dictis proinde Commiſſariis illud præprimis, quoad Portus *Sanctae Mariae* & *Gadium* obſervandum injungetur, ne in novis Indicibus conficiendis ad Indices Vectigalium antiquos, qui propter exorbitantiam Jurium per ipſos conſtitutorum tempore *Caroli* Secundi in uſu eſſe deſierant, ſeſe conforment, ſed ductum eorum tantummodo Indicum ſequantur, quos ſive vulgo *Arancel*, ſive Regiſtros nuncupatos, tempore *Caroli* Secundi ſubſtitiſſe, & ſecundum quos Vectigalia ſoluta fuiſſe, compertum fuerit.

Quinetiam conventum pariter eſt, quod Subditis *Britannicis* liberum omnino erit, Merces poſt ſoluta pro iisdem in dictis Portubus Vectigalia, ea nempe quæ, donec Indices ſupradicti conficiantur, tempore *Caroli* Secundi ſoluta erant, aut quæ poſtea ad dictorum Indicum tenorem pro Mercibus advectis pendenda fuerint, Terra Marive transferre ad alium quemvis Dominiorum *Hiſpaniæ* antedictorum Portum aut Locum, neque ea occaſione Vectigalia antea ſoluta, ullo modo ab ipſis exigentur. ANNO 1713.

Quinetiam ad præcidendas quaſcunque Lites, quales non obſtante exacta alias Juſtitiæ in *Hiſpania* Adminiſtratione, ortas olim eſſe conſtat, reſpectu aliorum Onerum maximo cum Commercantium incommodo, & Commerciorum præjudicio aliquando exactorum; Conventum, eſt quod Merces pro quibus Vectigalia, prout antedictum eſt, *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* ſoluta fuerunt, & quæ in magna Mercatura, vulgo *en gros*, vendendæ tranſportatæ fuerint, ab omni alio Onere quocunque per totam *Hiſpaniam* liberæ & immunes erunt. Ita tamen ut Mercium Proprietarius, aut Inſtitor Teſtimonia adducat, quæ Vectigalium, prout præfertur, rite ſolutorum fidem faciant; ſin ſecus fiat, Merces per fraudem transferri cenſebuntur. Reſpectu vero ſolutionis Jurium *de Alcavalos*, *Cientos* & *Millones*, vulgo nuncupatorum, conventum eſt, quod circa eadem Jura, ſecundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum ſit.

Quoniam vero Legati *Hiſpanici* perſuaſum ſibi habuerunt, illæſis Regni *Hiſpaniæ* Legibus, variiſque ibidem Privilegiis vim Legis habentibus, atque etiam abſque nimio Regis & Domini ſui præjudicio, componi non poſſe Vectigalia in unoquoque *Hiſpaniæ* Portu ad Normam eorum, quæ *Gadibus* aut in Portu *Sanctæ Mariæ* obtinuerunt, aut obtinere poſſint; viſum proinde eſt, iſtam materiam Commiſſariis, qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas ſtatim in dictis Portubus omnes Vectigalium Augmentationes, quæ poſt tempus *Caroli* Secundi, ex occaſione Belli, ſive ſub Habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introductæ forſitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem ſtatuetur in dictis Portubus Regula, de qua reſpectu *Gadium* & Portus *Sanctæ Mariæ* conventum eſt, aut eam ſaltem obſervandam eſſe Regulam, tam ante, quam poſt confectos dictos Indices, quæ tempore *Caroli* Secundi in unoquoque reſpective Portu obtinuit; ita ut majora poſthac ibidem, aut in alio quocunque Tranſitus Loco, non exigantur Vectigalia, quam quæ tempore *Caroli* Secundi dictis in Locis ſoluta erant. In iisdem inſuper ea obſervanda erunt, quæ ratione Jurium *de Alcavalos*, *Cientos*, & *Millones*, in hoc Articulo ſuperius indigitantur.

Quoad Portus *Guipuſcoæ* & *Biſcayæ*, aliove, Legibus *Caſtiliæ* non ſubjacentes, in quibus tempore *Caroli* II. Vectigalia pendebantur iis minora quæ *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* ſoluta erant, ſpondet Regia Sua Majeſtas Catholica eadem Vectigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non eſſe; interea autem prout tempore *Caroli* II. permanſura. Merces tamen in Portus *Biſcayæ* & *Guipuſcoæ* introductæ, quæ in Regna *Caſtiliæ*, aut *Arragoniæ* poſtea per Terram deferentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vectigalia tempore *Caroli* II. ibidem ſoluta, aut quæ per Novum Indicem ſtatuentur, ſolvere tenebuntur.

IV. Conſentit Rex Catholicus promittitque, licitum in poſterum fore Subditis *Britannicis*, qui in Provinciis *Biſcayæ* & *Guipuſcoæ* degent, Domos vel Repoſitoria Mercibus ſuis conſervandis idonea, conducere, id quod ut fieri poſſit, pari modo, iisdemque cum Privilegiis, quibus in *Andaluſia*, aut in aliis quibuſcunque *Hiſpaniae* Portubus aut Locis, dicti Subditi *Britannici* iſta Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667. aut etiam vigore Diplomatis alicujus, aut Ordinationis per Majeſtates ſuas Catholicas conceſſæ, gaviſi ſunt, aut gaudere debuerint, Regia Sua Majeſtas per Mandata repetita effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi *Hiſpanici*, in quibuſlibet *Magnæ Britanniæ* Portubus & Locis, cum Privilegiis omnibus ipſis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam catur abuſibus in colligendis Juribus *de Alcavalos* & *Cientos* nuncupatis, conſentit Catholica Sua Majeſtas, quod Subditis *Britannicis*, qui Merces ſuas in magna ſcil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas in quemcunque *Hiſpaniae* Portum, ſive Terreſtrem, ſive Maritimum, intulerit, in optione eſſe debet, utrum dicta Jura *Alcava-*

los

ANNO 1713. *los & Cientos* in ipso primi Appulsus Loco aut Portu, vel potius secundum Leges *Castiliæ*, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ tempore *Caroli* II. soluta fuerunt. Conventum etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura *de Alcavalos & Cientos* soluta semel fuerint, Subditi *Britannici* in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcunque Majestatis Suæ Catholicæ Dominio in *Europa* subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum Jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Recepta vel Testimonia a Teloniorum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliaque itidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si vero Mercator quisquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales Impositiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, una cum Juribus *de Alcavalos & Cientos*, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub pœnis lege præfinitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Officialis quispiam, aut Vectigalium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia aliqua afficeret, Officialis culpæ prædictæ reus pœnam incurret bis mille Ducatorum, in usum Cameræ Regiæ Suæ Majestatis, aut Hospitii Generalis *Madritensis*; solvendorum Teloniorum autem, aut Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Ryals Billon* non accipient, nisi aliter in Novo Indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti Subditis Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis Navigationis & Commerciorum Usus & Libertas utrinque constare debet, quamdiu Pax & Amicitia inter Regias Suas Majestates, eorumque Coronas inita, subsistet, ita quoque cautum voluerunt Regiæ Suæ Majestates, ne propter orituras forsan Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate priventur, quin pleno e contra Pacis beneficio fruantur, quousque Bellum inter ambas Coronas declaratum non fuerit.

Quinetiam conventum insuper est, quod si quando contigerit, ut Bellum (quod Deus avertat) inter Regias Suas Majestates, earumque Regna, suboriatur & declaretur, tum ad præscriptum Art. 36. sæpefati Tractatus de Anno 1667. Terminus sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Subditis, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum Familiis, Bonis, Mercimoniis, Navibus & Facultatibus suis, easque, solutis Vectigalibus debitis & consuetis, asportare licebit Terra Marive, quoquoversum ipsis placuerit, sicuti & iis permissa tunc erit Venditio & Alienatio Bonorum suorum, Mobilium, Immobiliumque rerum, ut & Pretii divenditorum Evectio, libere & absque ulla Interturbatione, nec eorum Bona, Res, Merces, & Facultates, nedum ipsimet, arresto, vel Manus injectione, interea Temporis detinendi vel infestandi sunt. Bona quinetiam interea promptaque Justitia fruentur, & utentur alterutrinque Subditi, quo currente dicto Semestri spatio Res & Facultates suas, tam Publico quam Privatis concreditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna omnia, quæ Subditi utriusque Coronæ, ineunte Bello nuperrimo, contra Tenorem Art. 36. supramemorati Tractatus de Anno 1667. se perpessos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus, vel Immobilibus constiterint, ipsis, aut legitimis eorum Procuratoribus, vel Hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce resarciantur, restitutis quæ supereſſe contigerit, & quæ Fisco addicta fuerint, sive Fundi, Ædificia, Hæreditates, aliave Bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex Bonorum Mobilium, aut Immobilium genere fuerint, justo & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis prætentionibus per Ærariorum suorum hinc inde Præfectos bona fide faciendam & præstandam esse, inter Regias suas Majestates conventum & concordatum est.

VIII. Conventum est, & Regia Sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vectigalia *Millones* nuncupata, super Piscibus, aliaque Annona, in Loco primi earum Mercium appulsus non exigantur, sed eadem Vectigalia more pristino per Leges stabilito, in Loco tantummodo Consumptionis, Mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt. ANNO 1713.

IX. Spondet Regia Sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium conficiendi sunt, nominatæ non fuerint, iisdem nec majoribus ad valorem Vectigalibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponentur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum Mercium valore, Mercatoris in optione erit, Merces istas Redemptori vel Commissario relinquere, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis impositio, quod parata pecunia, deductis solummodo Vectigalibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vectigalis, Redemptori vel Commissario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo Subditi *Britannici* Merces ex quibusvis *Africæ* Oris in *Hispaniam* advehant, eædemque ad Vectigalia solvenda admissæ fuerint, iisdem debite solutis, dictæ Merces nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales, vel Portuum Præfectos, aliosve quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in posterum gravandæ erunt, præter ea quæ pro Mercibus in universum omnibus ejusdem generis in earum Venditione pendenda sunt.

XI. Navium Mercatoriarum Præfecti Portum quemcunque *Hispaniæ*, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventaria Mercium advectarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commissario, alteram Contrabandæ Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vectigalium Redemptores ea ipsis licentia concessa fuerit. Nullæ autem Merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in Telonium, secundum permissionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Judicibus autem Contrabandæ, aliisve Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub prætextu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involucra Mercium quarumcunque ad Subditos *Britannicos* spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adsit earundem Proprietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vectigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adesse autem poterunt dicti Contrabandæ Judices, eorumve Deputati, dum e Navi solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expediunturve, & data Fraudis suspicione, alias nempe aliarum loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, modo id in Telonio, nec alibi fiat, præsente Mercatore, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Expeditis autem & e Telonio evectis Mercibus, Cistisque, Doliis, aliisque Involucris easdem continentibus, Officialis competentis Sigillo, Signove munitis, easdem denuo aperire, aut Abductionem earundem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Contrabandæ Judex, aliusve Officialis præsumet. Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu, earundem Transvectionem ab una Domo aut Repositorio in aliud, intra ejusdem Urbis, aut Loci Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam Vespertinam fiat, prævia etiam Notificatione Redemptoribus Jurium *de Alcavalos & Cientos* facta, quo eædem intuitu transferantur, scil. si ad venundandum, ut Jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis persolvantur; sin minus, ut Mercatori Institorive Libellus Certificatorius ab ipsis more consueto tradatur. De cætero Jus & Libertas Merces sub Conditionibus in Art. 5. hujus Tractatus indigitatis, à Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis *Hispaniæ*, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, pleniſſime & integerrime constabit.

ANNO 1713. XII. Vectigalia pro Mercibus per Subditos *Britannicos* in Insulas *Canarias* adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege *Carolo* Secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos Indices solvenda erunt.

XIII. Utriusque Regiæ Majestatis Subditi, qui Subditis alterius, in ære alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra sex Menses ab eodem inito, vel eo durante, sub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debita contraxerint, ad eadem bona fide solvenda tenebuntur & cogentur, perinde ac si Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuisset; neque ipsis Exceptiones ullas ex occasione Belli contra justa Creditorum postulata injicere licebit.

XIV. Subditis *Britannicis* Facultatem concedit Sua Majestas Catholica Domicilia sua figendi, & habitandi in Oppido St. *Ander* nuncupato, iis sub Conditionibus, quæ in Articulis Nono & Tricesimo Tractatus de Anno 1667. indigitatæ sunt.

XV. Quantum ad Judicem Conservatorem, aliosque per ipsum substituendos, concessa alii cuicunque Nationi exteræ ista Libertate, Subditi *Britannici* eadem pariter gaudere debent. Interea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum dabit omnibus & singulis Regni sui Judicibus, aliisque quibuscunque, quibus Justitiæ Administratio aut Executio ullatenus incumbit, iisdem sub pœnis graviffimis injunget, ut in causis omnibus Subditorum *Britannicorum*, absque mora aut partium studio, favore, vel effectu, Jus dicant, & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus, quod Appellationes a Sententiis latis in Causis, quæ Subditos *Britannicos* tangunt, ad Concilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiæ Majestatis *Britannicæ*, sive Regiæ Majestatis Catholicæ Minister, aliusve Subditus, hunc Tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac si quo in Officio publico constitutus fuerit, præter Satisfactionem Parti læsæ, uti præfertur, præstandam, eodem quoque Officio privabitur.

XVII. Subditis *Britannicis*, per Mare adductis ex alio quocunque *Hispaniae* Portu, Vino, Vino adusto, Oleo, Smegmate, Uvis exiccatis, aliisve Mercimoniis, & solutorum in exitus Loco Vectigalium Testimonia producentibus, Navibus suis in Portu *Gadium* subsistentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, consentientibus Rerum Maritimarum Præfectis, ipsisque aut eorum Deputatis, si velint, præsentibus, ad evitandas quascunque fraudes, tempore idoneo per dictos Præfectos intra viginti quatuor Horas designando, transferre, indeque avehere licitum erit; ea cum libertate, ut neque Impositionem *Hondeaxe* vocatam, aliamve Introitus, Exitusve quamcunque, solvere teneantur.

Ratihabebitur præsens Tractatus a Sereniffima *Magnæ Britanniæ* Regina & Sereniffimo Rege Catholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabulæ intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, *Trajecti ad Rhenum* invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti Suæ *Magnæ Britanniæ* Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentes Tabulas Manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus, *Trajecti ad Rhenum Die* $\frac{\text{vigesimo octavo}}{\text{Nono}}$ Mensis $\frac{\text{Novembris}}{\text{Decembris}}$ Anni à Christo nato, millesimi septingentesimi decimi tertii.

JOH. BRISTOL. (L. S.)

D. DE OSSUNA. (L. S.)

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Christo Pater, perquam Fidelis & dilectus Consiliarius Noster, *Johannes* Episcopus *Bristolienfis*, Legatus Noster Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windesorienfis*, & Nobiliffimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarius, ex parte Nostra, una cum Plenipotentiariis Suae Majestatis Catholicae, $\frac{\text{Vicesimo octavo}}{\text{Nono}}$ die Mensis $\frac{\text{Novembris}}{\text{Decembris}}$ Anno Millesimo septingentesimo decimo tertio, *Ultrajecti* ad *Rhenum*, Tractatum Commercii inter Subditos *Magnae Britanniae* & *Hispaniae* concluserit & signaverit, prout sequitur:

ANNO 1713.

Fiat insertio.

NOS viso perpensoque Tractatu suprascripto, eundem approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut & per Præsentes, tam pro Nobismet Ipsis, quam pro Hæredibus & Successoribus Nostris, approbamus, & ratum, firmumque habemus, exceptis solummodo tribus ejusdem Articulis, *videlicet*, Tertio, Quinto, & Octavo, *Ultrajecti* conclusis, quos forma & modo sequentibus intelligi & observari volumus:

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tractatum, pro Basi, & Fundamento positum, atque stabilitum fuerit, quod *Magnae Britanniae* Subditi gauderent, quoad Commercium, iisdem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante *Carolo* Secundo, in tota Regnorum *Hispaniæ* amplitudine gavisi sunt; Hæc ipsa Regula itidem pro Basi & Fundamento præsentis hujus Tractatus Commercii est constituenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam Subditorum *Hispaniae*, qui intra Limites Terrarum *Magnæ Britanniæ* Commercia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad Commercium, mutua cum utilitate stabiliendum, quam Regula constans, clara, simul & facillima, pro solvendis Vectigalibus, & quæ maxime sit libellata ad normam moderatiorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercium valorem, secus etenim fraudes inducuntur, magno cum detrimento Vectigalium Principum, quod ipsa persæpe experientia comprobatum est in *Hispania*, ubi Tributa in antiquis Indicibus (seu *Tarifs*, ut vulgo dicitur) designata, omnem sane modum excedunt. Idcirco Majestas Sua Catholica, cupiens non solum devitare quæ inde nascuntur incommoda, sed & faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem Commerciorum eademque fovere, & augere ex parte sua, tantum quantum viciffim id ipsum ex sua desiderat Majestas Sua *Britannica*: Voluit supprimere, tam varia ad Merces invehendas, & evehendas Vectigalia in præfatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quæ deinceps, sub quibuscunque Nominibus, & prætextis imposita fuerint: Satisque sibi esse duxit, si unum solum, & unicum Vectigal æqualiter colligatur in Ingressu & Egressu Regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris Mercium, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur expendere, mensura, numero solidorum Mercimoniorum, seu Computatione, vel Æstimatione. Exigeturque hoc Tributum æqualiter in Regis commodum, in omnibus Portubus, & Exhedris Vectigalium *Hispaniæ*, comprehensis simul hic Portubus, & Exhedris *Aragoniæ*, *Valentiæ*, & *Catalauniæ*, solummodo ex hac generali Regula Provinciis, quæ *Guipuscoa* & *Biscaya* nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum Vectigalia in Ingressu, & Egressu fixa remanebunt, sicuti erant Regnante *Carolo* Secundo. Quum vero hoc Tributum decem pro centum, in ipso Ingressu solutum fuerit, Locatores, vel Administratores Telonii, per quod dictæ Merces fuerunt invectæ, tenebuntur curare, ut signentur, & plumbentur Tesseris, & Plumbis propriis ejusdem Telonii; utque tradatur Acceptilatio scripta, vi cujus Proprietario, Proprietariisve licitum erit, easdem Merces ad quasvis Regiones *Hispaniæ* transferre, nec deinceps exigetur ab eis aliud prorsus Vectigal, Tributum, vel Onus, in commodum Suae Catholicae Majestatis, propter Transportationem præfatarum Mercium, quam illud, quod jam pensum fuerit, juxta novum Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Acceptilationes & Plumbea Sigilla, aut Tesseræ exhibebuntur, quæ, si desint, fraudulenter translatas fuisse

NNO 713. fuisse censebitur, salvis tamen Tributis, quæ *Alcavalas*, *Cientos* & *Millones* nominantur, de quibus infra Articulis Quinto & Octavo tractabitur.

Quum autem *Angliæ* Legatus significaverit, ad evitandas in posterum quascunque discussiones, omnino necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad Æstimationem prædictarum Mercium certam Normam figere, ita ut Tributum, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni Partibus æstimari possent; in hunc finem inter Majestates Suas Catholicam & *Britannicam*, per suos Oratores conventum, atque stabilitum fuit, quod intra tempus Trium Mensium, post hujus Tractatus Ratihabitionem, immo citius, si fieri possit, convenient *Madriti* vel *Gadibus*, nomine Suorum Majest. Commissarii ritè ab eisdem nominati, & authoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum Vectigalium Indicem, vel Catalogum incumbent, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Invectione, quam Evectione, ita stabiliatur, & limitetur, ut omnia Vectigalia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore *Caroli* Secundi, quam ante, vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Vectigali comprehendantur, quod una simul Summa pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum *Hispaniæ*, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna *Aragoniæ*, *Valentiæ*, & Principatum *Cataloniæ* pertinent, exceptis tantummodo Provinciis *Guipuscoæ*, & *Biscayæ* jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus *Magnæ Britanniæ* perquam enixe institit, ut præfatis Commissariis injungatur imprimis cura servandæ Regulæ, qua hoc Vectigal æqualiter, & generaliter stabiliatur pro cunctis Portubus, & Teloniis Ingressus, & Egressus *Hispaniæ*, ad Normam, quam vulgo vocant decem pro centum, valoris, quo dictæ Merces in cursu Commercii, & inter Negociatores æstimantur in Portubus *Gadensis* & *Sanctæ Mariæ* nominatis: Legati *Hispaniæ*, huic rei assentiti sunt, ita tamen ut Mercibus, quæ invehantur in *Hispaniam*, per Portus Provinciarum *Biscayæ*, & *Guipuscoæ*, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, a Regnis *Castiliæ*, & *Aragoniæ* dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum Ingressus in præfata Regna, Portoria illa, quæ per novum Indicem designabuntur.

V. Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ *Alcavalas & Cientos* vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis *Magnæ Britanniæ* liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones *Alcavalas & Cientos* dictas, pro prima Venditione, duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tesseris, & Signis plumbeis propriis Mancipum Impositionum *Alcavalas & Cientos* dictarum, illis in Locis, ubi præfata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summatim, in quibusvis Portubus & Terris sub Dominatione Majestatis Suæ Catholicæ in *Europa* sitis; nec propter præfatas Impositiones, *Alcavalas & Cientos* dictas, ullum eis Impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ Venditionis, impellentur: Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si e contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones *Alcavalas & Cientos* nominatas, sub Pœnis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum Impositionum *Alcavalas & Cientos* dictarum, iterum exigeret aliam solutionem præfatorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, & supradicto modo signatis, Plumbeisque Tesseris munitis, vel sese opponeret earum Transitui, & Translationi, sive illis afferret vel minimum Impedimentum, condemnetur ad mulctam duorum mille Scutorum, *Escudos* vulgo dictorum, Regio Ærario adscribendorum. Administris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam quindecim *Reales de Vellon*, pro Expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo Indice, de quo in posterum convenietur. ANNO 1713.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas, jussuram se, ut Tributum, vulgo *Millones* vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuariæ spectantibus, non exigatur posthac, in Portubus vel primis Teloniis ad Ingressum in *Hispaniam*, quamdiu Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hac Conditione tamen, quod cum ea extraxerint, tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua Domicilia vehenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones, de *Millones* dictas, intra duos Menses a Die Subscriptionis suorum Syngraphorum, tuncque iisdem illa de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tesseris munitæ propriis Mancipum dictarum Impositionum de *Millones* illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehi, & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de *Millones* solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de *Millones*, dicta Tributa de *Millones* de iisdem Mercibus rursum exigat, vel sese earum Transitui, Transvectioni, aut Venditioni apponat, sive ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnetur ad mulctam bis mille Scutorum, *Escudos* dictorum, Regio Ærario adscribendorum.

Vigore itaque Præsentium, Nos suprascriptum Tractatum approbamus; & ratum habemus, ita tamen ut Tres Articuli, *videlicet*, Tertius, Quintus, & Octavus, sicut in hoc Ratihabitionis Instrumento sese habent, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum sortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent: Spondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula de quibus in hoc Tractatu conventum est, sancte religioseque præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur. In quorum majus Robur & Testimonium, Præsentibus Manu Nostra Regia signatis, Magnum *Magnæ Britanniæ* Sigillum affigi jussimus. Dabantur in Arce Nostra *Vindesoræ*, Septimo Die Mensis *Februarii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo Tertio / Quarto, Regnique Nostri Duodecimo.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Judice Conservatore constituendo in Insulis Canaricis. Datum 28. *Novembris* 9. *Decembr.* 1713. *Cum* RATIHABITIONE *Anglica. Dat. Windesoræ die* 7. *Febr.* 1713--1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 323.]

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatui Commerciorum, hodie inter Regias Suas Majestates *Magnæ Britanniæ* & *Hispaniæ* concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, Consentit Regia Sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis *Britannicis*, qui Commerciorum causa in Insulis *Canaricis* degent, unum aliquem ex Subditis *Hispanicis* nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercia *Britannorum* spectantibus in prima instantia cognoscat; promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram, una cum eadem Authoritate & Privilegiis om-

ANNO 1713. nibus, quibus Judices Conſervatores in *Andaluſia* gaviſi ſunt. Quin & ſi plures ejuſmodi Judices ibidem habere, aut conſtitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi *Britannici*, id ipſis liberum erit, & concederur. Conſentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conſervatoris Sententiis ad Conſilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem, Nos infra ſcripti S. *Magnae Britanniae* Regina, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii, Præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillis noſtris munivimus, *Trajecti ad Rhenum* die 28. Novembris / 9. Decembris Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio.

(L.S.) Joh. Bristol. (L.S.) Ossuna.

(L.S.) Monteleon.

Ratihabitio Articuli ſeparati facta a Regina Magnæ Britanniæ.

Anna Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Chriſto Pater, perquam Fidelis & Dilectus Conſiliarius Noſter, *Johannes* Epiſcopus *Briſtolienſis*, Legatus Noſter Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windeſorienſis*, & Nobiliſſimi Ordinis Noſtri Periſcelidis Regiſtrarius, ex parte Noſtra, cum Plenipotentiariis Regis Catholici Tractatum Commercii inter Coronas *Magnae Britanniae & Hiſpaniæ*, Die Vigeſimo octavo Novembris / Nono Decembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum* concluſerit & ſignaverit, & eodem tempore inter dictos Plenipotentiarios, ſufficientibus Auctoritatibus ab utraque parte inſtructos, Articulus Separatus factus fuerit, prout ſequitur:

Fiat inſertio.

Nos viſo, perpenſoque hoc Articulo Separato, eundem approbavimus, ratum, gratum, acceptumque habuimus, ſicut ac per præſentes approbamus, ratum, gratum, acceptumque habemus, ſpondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula in eodem Articulo contenta, ſancte & inviolabiliter ſervaturas, neque quicquam fieri paſſuras, quod illi contrarium ſit. In quorum majus Robur & Teſtimonium, huic Inſtrumento Manu Noſtra Regia Signato, Magnum Noſtrum *Magnae Britanniæ* Sigillum affigi juſſimus. Dabantur in Arce Noſtra *Vindeſoræ*, Septimo Die *Februarii*, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique Noſtri duodecimo.

ANNA R.

Mandatum plenum Dominorum Legatorum, Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Reginæ Magnæ Britanniæ.

Anna, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioſo reſtinguendo operam dare inſtituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas geſſimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctiſſima illa Amicitiæ neceſſitudiniſque vincula, quæ à longiſſimo uſque tempore inter Coronas *Britannicam & Hiſpanicam*, interceſſere, ſummo cum utriuſque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem noſtrum *Philippum* Quintum *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmiſſimis nexibus in perpetuum conſtringerentur. Miniſtris itaque iiſdem, qui tam diu, tantoque cum ſucceſſu, Concordiæ operi maxime ſalutari inter Principes, Statuſque Chriſtianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti* ad *Rhenum* ſeſe Nomine noſtro addixerint, etiam partes haſce demandare voluimus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditioneſque concluderent, ſignarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Induſtria, & in Rebus magni momenti tractandis, uſu ac perſpicacia Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis, & dilecti Conſiliarii noſtri, *Johannis* Epiſcopi *Briſtolienſis*, Privati noſtri Sigilli Custodis, Decani *Windeſorienſis*, & Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Conſanguinei & Conſiliarii noſtri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouſe* & de *Staineborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum noſtrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii, Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Equitis, & Legati noſtri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confiſæ, Eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus, Noſtros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commiſſarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iiſdem, conjunctim vel diviſim, omnem & omnimodam Poteſtatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac ſpeciale (ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, ſufficienti Authoritate inſtructos, ex ſua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honeſtis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis, & noſtro Nomine ſignandi, ſuperque concluſis Inſtrumenta, quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quæ quovis modo neceſſaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut ſupra dictum eſt, ineundas, ſtabiliendaſque vel quomodolibet, opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipſæ, ſi intereſſemus, facere ac præſtare poſſemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula, quæcunque à dictis noſtris Legatis Extraordinariis, Commiſſariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel diviſim, vi præſentium tranſigi, concludi, & ſignari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorſus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præſentibus Manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnae Britanniæ* Sigillum apponi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro Divi *Jacobi* tertio die Menſis *Maji*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri Duodecimo.

ANNA R.

Plein-pouvoir des Ambaſſadeurs d'Eſpagne.

Don Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, Leon, Arragon, des deux Siciles, Jeruſalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordouë, Corſique, Murcie, Jaën & des Algarves, Algezire, Gibraltar, des Iſles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, & des Iſles & Continent de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, Brabant & Milan; Comte d'Apsbourg, Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, Molina &c. Comme nous avons ſouhaité & ſouhaitons de rétablir la paix & la tranquilité de nos Sujets, après les afflictions & les calamitez dont ils ont été agitez par une ſi longue & ſi ſanglante Guerre, & d'en prevenir les déplorables ſuites, afin qu'ils puiſſent jouïr du repos, de la ſplendeur & de la proſperité, qu'ils ſouhaitent ardemment, & que nous ſommes obligez de leur procurer: Et aiant conſideré que rien ne ſauroit contribuer davantage à leur aſſurer un ſi grand bien,

NNO 713. bien, que de faire & conclure un Traité de Commerce entre cette Couronne & celle de la Grande-Bretagne, à l'avantage mutuel des Sujets des deux Couronnes : Nous avons jugé à propos de nommer pour cet effet Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carillo y Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune notre Cousin, Comte d'Ureña, Marquis de Peñafiel, Gentilhomme de notre Chambre, Grand Chambellan & Grand Echanson, Grand Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Callatrava, Grand Tresorier & Commandeur dudit Ordre & Chevalerie, & de *l'Usagre* dans l'Ordre de St. Jaques ; Capitaine de la premiere Compagnie de nos Gardes du Corps Espagnols : Et Don Isidoro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon notre Cousin, de notre Conseil des Indes ; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, étant bien assurez & persuadez, & aiant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience, aussi bien qu'en leur zele & affection pour notre service Royal, qualitez requises pour une Negociation de cette importance, pour traiter, conclure & finir, avec les Ministres Plenipotentiaires, nommez pour cet effet par la Reine de la Grande-Bretagne, le susdit Traité de Commerce, à l'avantage mutuel & commodité des Sujets des deux Couronnes ; promettant, comme nous promettons par les présentes, pour nous & pour nos Successeurs, sur notre Foi & Parole Royale, d'executer & tenir à jamais ce qu'ils auront stipulé, conclu & arrêté avec lesdits Ministres Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, pour établir ledit Traité de Commerce, & que nous l'observerons & le ferons observer exactement sans y contrevenir en aucune maniere, ni permettre qu'on y contrevienne directement ni indirectement. Et pour cet effet, & tout ce qui pourra y contribuer, nous donnons & accordons à nosdits Plenipotentiaires tout le pouvoir, autorité & faculté requise, & promettons d'approuver & de ratifier tout ce dont ils seront convenus mutuellement : Déclarant qu'en cas d'absence ou d'indisposition de l'un ou de l'autre, ledit Duc d'Ossune ou le Marquis de Monteleon, pourra proceder à la conclusion dudit Traité de Commerce. Nous promettons aussi sur notre Foi & Parole Royale de l'approuver, confirmer & ratifier, avec toutes les solemnitez & formes requises, de même que s'il eût été ajusté & conclu par l'un & l'autre. En foi de quoi nous avons fait expedier & expedions les présentes, signées de notre Main, & scellées de notre Sceau privé, & contresignées par notre soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 20. Octobre 1713.

MOI LE ROI.

D. Emanuel de Vadillo et Velasco.

Nous certifions que le présent Ecrit est une copie tirée de mot à mot sur l'original du Plein-pouvoir dont Sa Majesté nous a honoré. A la Haye le 23. Fevrier 1714.

Duque de Ossuna.

El Marques de Monteleone.

Declaratio Legatorum Hispanorum ad Legatos Magnæ Britanniæ facta, de Lingua Hispanica in tribus Articulis, loco tertii, quinti & octavi, substitutis adhibita, quod in exemplum nunquam erit ducendum. Datum Hagæ Comitum die 12 - 23 *Februarii* 1713 - 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 54.]

Nos infra scripti, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ per Præsentes declaramus, quod licet in Ratihabitionis Tabulis, Tractatus Commerciorum inter dictam Suam Majestatem, & Reginam Magnæ Britanniæ, Ultrajecti nono die Mensis Decembris Anno 1713. initi, a nobis hodie exhibitis, Articuli tres, qui loco tertii, quinti, & octavi substituti, & inserti sunt, ut & Plenipotentiarum Tabulæ, quibus hac in parte muniti sumus, lingua Hispanica conceptæ sint, hoc tamen nunquam in exemplum ducendum, nec ullo unquam tempore impedimento fore, quo minus Tractatus Pacis & Commerciorum, inter Hispaniæ & Magnæ Britanniæ Coronas antiquo more lingua latina in posterum conficiantur. ANNO 1713.

In quorum Fidem præsentes manibus nostris subscriptas Sigillis quoque nostris muniri fecimus ; Hagæ Comitum die $\frac{\text{vigesimo tertio}}{\text{duodecimo}}$ Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo $\frac{\text{tertio}}{\text{quarto.}}$

(L. S.) El Duque de Ossuna.

(L. S.) El Marques de Monteleon.

CLXX.

Traité de Paix entre Charles VI. *Empereur des Romains, Roi Catholique des Espagnes &c. & l'Empire, d'une part, &* Louis XIV. *Roi T. Chrétien de France & de Navarre, d'autre part. Par lequel le Vieux Brisac & Fribourg sont rendus à la Maison d'Autriche, de même que les Païs-bas appellés* Espagnols, *sauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Etats Generaux des* Provinces-Unies *& avec le Roi de* Prusse. *Le Fort de Kehl y est rendu à l'Empereur & à l'Empire & Landau à la France, divers Forts situés sur le Rhyn doivent estre demolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du* Neuvieme Electorat *dans la Maison de* Brunswich-Hanover, *& l'Empereur y promet de restituer les Electeurs de* Cologne *& de* Baviere *en tous leurs Etats, Dignités, Prerogatives, & Biens ; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Rastadt le* 6. *Mars* 1714. *Avec* Trois Articles *separés du même jour ; Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité ; le second touchant la Langue Françoise dans laquelle il est couché, & le troisieme touchant le choix du lieu, où cette même Paix doit estre traitée plus solemnellement.* S'ensuivent *les* Pleinpouvoirs, *& les* Ratifications *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 342. Feuille volante imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. Autre feuille volante imprimée à la Haye chez Guillaume de Voys en 1714. in 4.] 1714. 6. Mars.

Au nom de la très sainte & indivisible Trinité, soit notoire à tous, & à chacun à qui il apartient, ou qu'il pourra en quelque façon apartenir, que depuis plusieurs Années l'Europe ayant été agitée de longues & sanglantes Guerres, où les principaux Etats & Royaumes qui la composent, se sont trouvez enveloppez, il a plû à Dieu, qui tient les Cœurs des Rois entre ses mains, de porter enfin les esprits des Souverains à une parfaite réconciliation, & de préparer les voyes à terminer la Guerre commencée premiérement entre le Séréniſſime, & très Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élû Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, &c. *de glorieuſe memoire, & depuis ſon décès, entre le Séréniſſime, & très-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur* Joſeph ſon Fils, élû Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, &c. *de glorieuſe memoire, & après ſa mort, entre le Sereniſſime,* & très-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles VI. élu Empereur des Romains toûjours Auguſte, Roi de Germanie, de Caſtille, d'Ar-

ANNO 1714. d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croacie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſe, de Murcie, des Algarbes, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes, Iſles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limburg, de Luxemburg, de Gueldres, de Wirtemberg, de la Haute & baſſe Sileſie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Aſturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace; Comte de Hapsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Rouſſillon, & de Cerdaigne; Seigneur de la Marche Eſclavone, de Port Mahon, & de Salins, de Biſcaye, de Molline, de Tripoli & de Malines, &c. *& le Saint Empire d'une part*; *& le Sereniſſime & très Puiſſant Prince & Seigneur*, le Seigneur LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre *de l'autre part: en ſorte que Sa Majeſté Impériale, & Sa Majeſté très-Chrêtienne ne ſouhaitant rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétabliſſement d'une Paix ferme & inebranlable, à faire ceſſer la déſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de Sang Chrêtien, Elles ont conſenti, que pour y parvenir plus promtement, il ſe tint des Conférences à Raſtadt, entre les deux Generaux Commandans en Chef leurs Armées, qu'Elles ont muni à cet effet de leurs Pleinpouvoirs, & établi leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce ſujet, Savoir de la part de l'Empereur, le très-haut Prince & Seigneur Eugéne de Savoye, &c. & de la part du Roi très Chrêtien, le très Haut, & très Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. Leſquels après avoir imploré l'aſſiſtance Divine, & s'être communiqué reciproquement les Pleinpouvoirs, dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin de ce Traité, ſont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la Republique Chrêtienne, des conditions reciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'enſuit.*

I. Il y aura une Paix Chrêtienne, univerſelle, & une Amitié perpetuelle, vraye & ſincere entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Royale très Chrêtienne, & leurs Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes & Provinces, en ſorte que l'une n'entreprenne aucune choſe, ſous quelque prétexte que ce ſoit, à la ruine, ou au prejudice de l'autre, & ne prête aucun Secours, ſous quelque nom que ce ſoit, à ceux, qui voudroient l'entreprendre, ou faire quelque dommage en quelque maniére que ce pût être. Que S. M. Imp. & l'Empire, & Sa Majeſté très Chrêtienne ne protegent ou aident, en quelque ſorte que ce ſoit, les Sujets rebelles ou deſobéïſſants à l'une ou à l'autre, mais au contraire, qu'Elles procurent ſerieuſement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre, nonobſtant toutes promeſſes, Traitez, ou Alliances contraires, faites ou à faire en quelque ſorte que ce ſoit.

II. Qu'il y ait de part & d'autre, un perpétuel Oubli & Amniſtie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque maniére, & en quelque lieu que les Hoſtilitez ſe ſoient exercées; de ſorte que pour aucune de ces choſes, ni ſous quelque prétexte que ce ſoit, on ne faſſe doreſnavant l'un à l'autre, ni ne ſouffre faire aucun tort, directement ou indirectement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étenduë de l'Empire & des Païs Héréditaires de Sa Majeſté Impériale & du Royaume de France, nonobſtant tous Pactes faits au contraire auparavant; mais que toutes les injures qu'on a reçûes de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hoſtilitez, dommages, & dépenſes, ſans aucun égard aux perſonnes & aux choſes, ſoient entiérement abolies, de maniére que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre ſur l'autre à cet égard ſoit entiérement oublié.

III. Les Traitez de Weſtphalie, de Nimégue, & de Ryſwick, ſont conſidérez comme la Baſe & le fondement du préſent Traité, & en conſéquence, immédiatement après l'Echange des Ratifications, leſdits Traitez ſeront entierement executez à l'égard du Spirituel & du Temporel & ſeront obſervez inviolablement à l'avenir, ſi ce n'eſt entant qu'il y ſera expreſſément dérogé par le préſent Traité, en ſorte que tout ſera rétabli généralement dans l'Empire & ſes Apartenances, ainſi qu'il a été preſcrit par le ſuſdit Traité de Ryſwick, tant par raport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été exécuté, s'il ſe trouve effectivement que quelque Article ſoit demeuré ſans éxécution, ou que l'éxécution faite ait été changée depuis.

IV. Conformément au ſuſdit Traité de Ryſwick, Sa Majeſté très-Chrêtienne rendra à l'Empereur la Ville & Forteresſe du vieux Briſack entiérement & dans l'état où elle eſt à préſent, avec les Greniers, Arſenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dépendances ſituées à la droite du Rhin, laiſſant au Roi très-Chrêtien celles qui ſont à la gauche, nommément le Fort apellé le Mortier, le tout aux Clauſes & Conditions portées par l'Article vingtiéme du Traité conclu à Ryſwick au mois d'Octobre 1697. entre le défunt Empereur Leopold & le Roi très Chrêtien.

V. Sa Majeſté très-Chrêtienne rend pareillement à Sa Majeſté Imperiale & à la Sereniſſime Maiſon d'Autriche, la Ville & Forteresſe de Fribourg, de même que le Fort de St. Pierre, le Fort appellé de l'Etoile & tous les autres Forts conſtruits ou reparez, là ou ailleurs, dans la Forêt noire, ou dans le reſte de Briſgaw, le tout en l'état, où il eſt préſentement, ſans rien démolir, ou déteriorer, avec les Villages de Lehem, Merzhauſen & Kirchzarten, & avec tous leurs Droits, Archives, Ecritures, & Documens écrits, leſquels y ont été trouvez, lors que Sa Majeſté très Chrêtienne s'en eſt miſe dernierement en poſſeſſion, ſoit, qu'ils ſoient encore ſur les lieux, ſoit qu'ils ayent été tranſportez ailleurs, ſauf & reſervé le Droit Dioceſain & autres Droits & revenus de l'Evêché de Conſtance.

VI. Le Fort de Kehl conſtruit par Sa Majeſté très Chrêtienne à la droite du Rhin, au bout du Pont de Strasbourg ſera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en ſon entier ſans en rien démolir, & avec tous ſes Droits & Dépendances.

Quant au Fort de la Pile & autres conſtruits dans les Iſles du Rhin ſous Strasbourg, ils ſeront entiérement raſez aux dépens du Roi très-Chrêtien, ſans qu'ils puiſſent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre Party; Leſquelles ceſſions, démolitions des Places & Fortifications cy-deſſus énoncées ſeront faites dans les termes portez par les Articles ſuivants, c'eſt à dire, à compter du jour de l'échange des Ratifications du Traité de Paix ſolennel ou général entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres uſages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujets des deux Partis, & à tous ceux qui voudront y paſſer, naviger, ou tranſporter leurs Marchandiſes, ſans qu'il ſoit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner ledit Fleuve, & en rendre en quelque ſorte le Cours & la Navigation ou autres uſages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux Droits, Impôts ou Péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plûtôt qu'à l'autre, d'y expoſer leurs Charges, & Marchandiſes, ou d'y en recevoir, mais le tout ſera toûjours à la liberté de chaque Particulier.

VII. Leſdits Lieux, Châteaux & Forteresſes de Briſack, Fribourg & Kehl ſeront rendus à Sa Majeſté Impériale & à l'Empire avec toutes leurs Juriſdictions, apartenances & dépendances, comme auſſi avec leurs Artilleries & Munitions, qui ſe ſont trouvées dans leſdites Places, lorſque Sa Majeſté très-Chrêtienne les a occupées pendant cette Guerre, ſuivant les Inventaires, qui en ont été faits, & ſeront delivrés ſans aucune réſerve, ni exception, & ſans en rien retenir, de bonne foi & ſans aucun retardement, empêchement ou pretexte, à ceux qui après l'échange des Ratifications du préſent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix ſolemnel ou général entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne, ſeront établis & députés ſpecialement pour cet effet par Sa Majeſté Impériale ſeule, ou ſelon la différence des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Pleinpouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux, qui doivent être rendus; en ſorte que leſdites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Priviléges, utilités, revenus, & émolu-

ANNO 171

NNO 714. lumens & autres choſes quelconques y compriſes retournent ſous la juriſdiction, poſſeſſion actuelle & abſoluë, puiſſance & Souveraineté de Sa Majeſté Impériale, de l'Empire & de la Maiſon d'Autriche, ainſi qu'ils leur ont apartenu autrefois, & ont été poſſedés depuis par Sa Majeſté très Chrêtienne, ſans que Sadite Majeſté très-Chrêtienne retienne ou ſe reſerve aucun Droit ou pretenſion ſur les Lieux ſuſdits & ſur leurs Juriſdictions.

Il ne ſera rien éxigé non plus, pour les fraix & dépenſes employées aux fortifications & autres édifices publics ou particuliers. La pleine & entiére reſtitution ne pourra être differée, pour quelque cauſe que ce ſoit, dans les termes qui ſeront preſcrits ci après, en ſorte que les Garniſons Françoiſes en ſortent entiérement, ſans moleſter, ni vexer les Citoyens & habitans, leur cauſer quelque perte ou quelques peines, non plus qu'aux autres Sujets de Sa Majeſté Impériale ou de l'Empire, ſous pretexte de dettes, ou de pretenſions, de quelque nature qu'elles puiſſent être.

Il ne ſera pas permis non plus, aux Troupes Françoiſes de demeurer plus long tems au delà des termes, qui ſeront ſtipulés ci-après, dans les Lieux, qui doivent être rendus, ou autres quelconques, qui n'apartiendront pas à Sa Majeſté très Chrêtienne, d'y établir des quartiers d'Hyver, ou quelque Séjour, mais ſeront obligées de ſe retirer inceſſamment ſur les Terres apartenant à Sadite Majeſté.

VIII. Sa Majeſté très-Chrêtienne promet pareillement de faire raſer à ſes dépens, les Fortifications conſtruites vis à vis Huningue ſur la droite & dans l'Iſle du Rhin, de même que le Pont conſtruit en cet endroit ſur le Rhin, en rendant les fonds & édifices à la famille de Baden. Comme auſſi le Fort de Sellingue, les Forts qui ſe trouvent dans les Iſles entre leſdits Forts de Sellingue & le Fort Louïs; & quant au Terrain du Fort démoli, il ſera rendu avec les maiſons à la famille de Baden : de détruire la partie du Pont, qui conduit dudit Fort de Sellingue au Fort Louïs, & le Fort bâti à la droite du Rhin vis à vis ledit Fort Louïs, ſans qu'ils puiſſent deſormais être rétablis par aucun des Partis ; bien entendu que le Fort Louïs & l'Iſle demeureront au pouvoir du Roi très Chrêtien. Généralement, Sadite Majeſté très-Chrêtienne promet de faire raſer à ſes dépens tous les Forts, retranchemens, Lignes & Ponts ſpecifiés dans le Traité de Ryſwick, & que Sa Majeſté aura fait conſtruire depuis ladite Paix de Ryſwick, ſoit le long du Rhin, dans le Rhin, ou ailleurs dans l'Empire & ſes apartenances, ſans qu'il ſoit permis de les rétablir.

IX. Le Roi très-Chrêtien s'engage & promet pareillement, de faire évacuer le Château de Bitſch avec toutes ſes apartenances, comme auſſi le Château de Hombourg en faiſant auparavant raſer les Fortifications pour n'être plus rétablies, en ſorte néanmoins, que leſdits Châteaux & les Villes, qui y ſont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais demeurent totalement en leur entier.

X. Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou ſolemnel, à faire entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire & Sa Majeſté très-Chrêtienne, auront été échangées, & même plûtôt, ſi faire ſe peut, les Places, & Lieux fortifiés tant ci-deſſus nommés, que généralement tous ceux qui doivent être rendus ſuivant le préſent Traité relatif à celui de Ryſwick, dont les Articles ſeront tenus pour compris dans ce Traité, & éxecutés ponctuellement de même que s'ils ſe trouvoient ici inſerés de mot à mot, ſeront remis entre les mains de ceux, qui ſeront authoriſés pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les poſſeder en vertu du Traité de Ryſwick, ſans qu'il ſoit permis de rien démolir des Fortifications ni des édifices publics ou particuliers, & ſans rien déteriorer de l'état, où ils ſe trouvent préſentement, ni rien éxiger pour les dépenſes faites dans leſdits Lieux, ou à leur occaſion. Seront auſſi renduës en même tems, toutes les Archives & Documens apartenans, ſoit à Sa Majeſté Impériale ou aux Etats de l'Empire, ſoit aux Places & Lieux, que Sa Majeſté très-Chrêtienne s'engage de remettre.

XI. Comme l'intention du Roi très-Chrêtien eſt d'accomplir, le plus promptement qu'il ſera poſſible, les conditions du préſent Traité, Sa Majeſté promet, que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ſes dépens, le ſeront; ſavoir les plus conſidérables, dans le terme de deux Mois au plus tard, après l'échange des Ratifications du Traité Général ou ſolemnel à faire entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté très Chrêtienne, & les moins conſidérables dans l'eſpace d'un Mois à compter auſſi de l'échange des Ratifications. ANNO 1714.

XII. Et comme Sadite Majeſté très Chrêtienne veut véritablement & de bonne foi rétablir une ſincére Union avec l'Empereur & l'Empire, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrés général avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, auſſi bien qu'aux Sujets, Clients & Vaſſaux dudit Empire, tant Eccléſiaſtiques que Seculiers, & généralement à tous ceux qui ſont nommez & compris dans la Paix de Ryſwick, quoi qu'ils ne ſoient pas ici nommément exprimez, les Etats, Places, Biens, dont Elle ſe ſeroit miſe en poſſeſſion pendant le cours & à l'occaſion de la préſente Guerre, ſoit par la voye des Armes, par confiſcation, ou de telle autre maniere que ce puiſſe être, comme auſſi d'éxecuter pleinement & ponctuellement toutes les clauſes & conditions du Traité de Ryſwick, auxquelles il n'aura pas été expreſſément derogé par le préſent Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été executée depuis la concluſion de la Paix de Ryſwick.

XIII. Reciproquement, Sa Majeſté Impetiale voulant témoigner le deſir qu'Elle a de contribuer à la ſatisfaction de Sa Majeſté très Chrêtienne, & d'entretenir deſormais avec Elle une amitié ſincere & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de Ryſwick rétablie par ce préſent Traité, conſent que la Ville de Landau avec ſes dépendances, conſiſtant dans les Villages de Nuſdorff, Danneim & Queicheim avec leurs Bans, ainſi que le Roi très-Chrêtien en jouïſſoit avant la Guerre, demeure fortifié à Sa Majeſté très-Chrêtienne ; Sa Majeſté Impériale ſe faiſant fort d'en obtenir le conſentement & l'aprobation de l'Empire, quand il ſera queſtion de dreſſer & de conclurre le Traité de Paix ſolemnel ou géneral entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne.

XIV. La Maiſon de Brunſwick-Hanovre ayant été élevée par l'Empereur, du conſentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, Sa Majeſté très-Chrêtienne reconnoîtra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale dans ladite Maiſon.

XV. Pour ce qui eſt de la Maiſon de Baviére, Sa Majeſté Imperiale & l'Empire conſentent, par les motifs de la tranquilité publique, qu'en vertu du préſent Traité, général & ſolemnel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur Joſeph-Clément, Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Baviére, ſoient rétablis généralement & entiérement dans tous leurs Etats, Rangs, Prérogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales, & autres, & dans tous les Droits, en la maniére qu'ils en ont joui, ou pû jouïr avant cette Guerre, & qui apartenoient à l'Archevêché de Cologne, & autres Egliſes nommées ci-après, ou à la Maiſon de Baviére, médiatement ou immédiatement.

Ils pourront envoyer, avec des Pleinpouvoirs & ſans caractere, au Congrès du Traité General ou Solemnel à faire entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne, pour y négocier, & veiller à leurs Interêts, ſans aucun obſtacle, auſſi-tôt que les Conferences commenceront. Pour cet effet, leur ſeront auſſi rendus de bonne foy, tous les meubles, pierreries, bijoux & autres effets de quelque nature, qu'ils puiſſent être, comme auſſi toutes les munitions, & Artilleries ſpecifiées dans les Inventaires authentiques, que l'on produira de part & d'autre, c'eſt à dire toutes celles, qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur, & de ſes Prédeceſſeurs de glorieuſe memoire, depuis l'occupation de la Baviere, de leurs Palais, Châteaux, Villes, Fortereſſes & Lieux quelconques, qui leur ont appartenu, & qui leur appartiendront, à l'exception de l'Artillerie, qui appartenoit aux Villes & Etats voiſins, qui leur a été reſtituée, & pareillement toutes les Archives & papiers ſeront reſtitués.

Et ſera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en ſon Archevêché de Cologne, ſes Evêchés de Hildesheim, de Ratisbonne, de Liége, & de la Prepoſiture de Berchtolsgaden, ſans qu'aucune raiſon des

ANNO 1714. des procès ou prétensions puissent en façon quelconque alterer la restitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir; lesquels, il leur sera permis, après que les deux Electeurs y auront été actuellement rétablis, de poursuivre, comme avant la présente Guerre, par les voyes de Justice établies dans l'Empire. Sauf aussi les privileges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne, & des autres Eglises établis précedemment suivant leurs Unions, Traités, & Constitutions.

Et quant à la Ville de Bonn, en tems de Paix il n'y aura point de garnison du tout, mais la garde en sera confiée aux Bourgeois de la Ville; Et quant à celle du Corps, & du Palais, elle sera restrainte dans les simples Compagnies de ses Gardes, dont il conviendra avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire; bien entendu pourtant, que dans un tems de Guerre, ou apparence de Guerre, Sa Majesté Imperiale & l'Empire, puissent y mettre autant de Troupes, que la raison de guerre le demandera, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire: bien entendu aussi, que moyenant cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs de la Maison de Baviére renonceront pour tousjours, & seront censés déchûs dès à présent de toutes prétensions, satisfactions ou dedomagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire & la Maison d'Autriche, pour raison de la presente Guerre, sans pourtant, que cette renonciation déroge en aucune maniére aux anciens Droits & prétensions, qu'ils pourroient avoir eues avant cette Guerre, lesquelles, il leur sera permis de poursuivre, comme cy devant, par les voyes de Justice établies dans l'Empire; de sorte pourtant, que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau Droit contre qui que ce soit: Renonceront aussi & sont pareillement censés déchûs dès à présent de toutes Prétensions, Satisfactions, ou dédommagemens quelconques, tous ceux, qui voudront former des prétensions pour raison de la présente Guerre contre la Maison de Baviere, & les susdits Archevêchés, Evêchés & Prévostés.

En vertu de cette restitution totale, les susdits Seigneurs Joseph Clement Archévêque de Cologne, & Maximilien de Baviere rendront obeïssance, & garderont fidelité à Sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & seront tenus à demander & à prendre deüement de Sa Majesté Imperiale le renouvellement de l'Investiture de leurs Electorats, Principautez, Fiefs, Titres & Droits, dans la maniere & tems prescrits par les Loix de l'Empire, & sera tout ce qui est arrivé de part & d'autre, pendant cette Guerre, mis à perpetuité dans un entier oubli.

XVI. Les Ministres, Officiers, tant Ecclesiastiques que militaires, politiques & civils, de quelque condition, qu'ils soient, qui auront servi en l'un, ou en l'autre Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vassaux de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, aussi bien que tous les Domestiques quelconques de la Maison de Baviere, & du Seigneur Archevêque de Cologne, seront pareillement rétablis dans la possession de tous leurs biens, charges, honneurs & dignités, comme avant la Guerre, & jouïront d'une amnistie générale de tout ce qui a précedé, moyennant & à condition, que cette même Amnistie soit entierement reciproque envers ceux de leurs Sujets, Vassaux, Ministres, ou Domestiques, qui auront suivi pendant cette Guerre le parti de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, lesquels ne pourront pour ce sujet être molestés ou inquietés en maniere quelconque.

XVII. Quant au tems, auquel la restitution totale, specifiée dans les deux Articles précedents, doit se faire, il sera limité dans le Traité général ou solemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, trente jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainsi qu'il a été convenu dans l'Article dixiéme pour l'évacuation des Places & Lieux, que Sa Majesté Très-Chrêtienne promet de rendre à Sa Majesté Imperiale, & à l'Empire, de maniere que l'un & l'autre, comme aussi la restitution à l'Empereur, des Etats & Païs, que la Maison de Baviere possede présentement aux Païs-Bas, se feront en même tems.

XVIII. Si la Maison de Baviere, après son rétablissement total, trouve qu'il lui convienne de faire quelques changemens de ses Etats contre d'autres, Sa Majesté Très-Chrêtienne ne s'y opposera pas.

ANN 1714 XIX. Sa Majesté Très-Chrêtienne ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que Sadite Majesté ou ses Alliez possedoient encore des Païs Bas, communément appellés Espagnols, tels que le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possedés ou dû posseder, conformément au Traité de Ryswick, Sa Majesté Très-Chrêtienne consent, que l'Empereur entre en possession desdits Païs-Bas Espagnols, pour en jouïr, lui, ses Héritiers & Successeurs, desormais & à toujours, pleinement & paisiblement selon l'ordre de Succession établi dans la Maison d'Autriche; Sauf les Conventions, que l'Empereur fera avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant leur Barriere & la reddition des susdites Places & Lieux; bien entendu, que le Roy de Prusse retiendra du haut Quartier de Gueldres tout ce qu'il y possede & occupe actuellement, savoir, la Ville de Gueldres, la Prefecture, le Bailliage & le bas Bailliage de Gueldres, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages, & Seigneuries de Sthralen, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & Klein Kevelaar, avec toutes leurs appartenances & dépendances. Deplus, il sera remis au dit Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Païs de Kessel pareillement avec toutes ses appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit District, sans en rien excepter, si ce n'est Erckelens avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir audit Roy, & aux Princes ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, prérogatives, revenus, & avantages de quelque nom, qu'ils puissent être appellés, en la même maniere, que la Maison d'Autriche, & particulierement le feu Roy d'Espagne les a possedés, toutefois avec les charges & Hypotheques, la conservation de la Religion Catholique Romaine, & des privileges des Etats.

XX. Et comme outre les Provinces, Villes, Places & Fortereſſes, qui étoient possedées par le feu Roi d'Espagne Charles II. au jour de son decès, le Roy Très-Chrêtien a cedé, tant pour Sa Majesté Très-Chrêtienne même, que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nés & à naitre, aux Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin, avec toutes ses Fortifications & sa Verge; sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournesis, sans se rien reserver de son Droit là dessus, ni sur aucune de leurs dépendances, appartenances, annexes, Territoires, & enclavemens, & Sa Majesté consent, que les Etats Généraux des Provinces-Unies rendent lesdites Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens à l'Empereur, aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Sa Majesté Imperiale, pour en jouïr Elle, ses Héritiers & Successeurs, pleinement, paisiblement & à toûjours, aussi bien que des Païs-Bas Espagnols, qui appartenoient au feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son decès; bien entendu toutefois, que ladite remise des Païs-Bas Espagnols, Villes, Places, & Fortereſſes cedées par le Roy très Chrêtien, ne pourra être faite par lesdits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traités de Paix entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne; bien entendu aussi, que Saint Amand avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, demeureront à Sadite Majesté Très-Chrêtienne, à condition neantmoins, qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortification ni Ecluse, de quelque nature qu'elles puissent être.

XXI. Pareillement, le Roy très-Chrêtien confirme en faveur de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, la cession, que Sa Majesté a déja faite en faveur de ladite Maison, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs, nés & à naître, de tous ses Droits sur Furnes, & Furnambacht, y compris les huit Paroisses & le Fort de la Knocque; sur les Villes de Loo & Dixmude avec leurs dépendances; sur la Ville d'Ypres avec sa Chatelenie, Russelaer y compris, avec les autres dépendances,

ANNO 1714. ces, qui ſeront deſormais Popperinge, Varneton, Commines, Warwick, ces trois dernieres Places, pour autant qu'elles ſont ſituées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-deſſus exprimés; deſquels Droits ainſi cedés à l'Empereur, ſes Héritiers & Succeſſeurs, Sa Majeſté Très-Chrêtienne ne ſe reſerve aucun ſur leſdites Villes, Places, Forts & Pays, ni ſur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens, conſentant, que les Etats Généraux puiſſent les remettre à la Maiſon d'Autriche, pour en jouïr irrevocablement, & à toûjours, auſſi-tôt, qu'ils ſeront convenus avec Elle ſur leur Barriere, & que les Ratifications des Traités de Paix entre l'Empereur, l'Empire & Sa Majeſté Très-Chrêtienne auront été échangées.

XXII. La Navigation de la Lys, depuis l'emboucheure de la Deule en remontant, ſera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni impoſition.

XXIII. Il y aura de part & d'autre, un oubli & une amniſtie perpetuelle & reciproque, de tous les torts, injures & offenſes, qui auront été commiſes de fait & de parole, ou en quelque maniere que ce ſoit, pendant le cours de la préſente Guerre par les Sujets des Païs-Bas Eſpagnols, & des Places & Païs cedés, ou reſtitués, ſans qu'ils puiſſent être expoſés à quelque recherche que ce ſoit.

XXIV. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-Bas Eſpagnols, & des Places cedées par Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, pourront, en gardant les Loix, Coutumes & uſages du Païs aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter & négocier enſemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, ou autrement diſpoſer des biens, effets, meubles, & immeubles, qu'ils ont ou auront, ſitués reſpectivement de part & d'autre, & châcun les y pourra acheter, Sujets, ou non Sujets, ſans que pour cette vente, ou achat, ils ayent beſoin de part ni d'autre, de permiſſion autre, que le préſent Traité.

Il ſera auſſi permis aux Sujets des Places & Païs reciproquement cedés ou reſtitués, comme auſſi à tous les Sujets deſdits Païs-Bas Eſpagnols, de ſortir deſdites Places & Païs-Bas Eſpagnols pour aller demeurer où bon leur ſemblera dans l'eſpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de diſpoſer autrement de leurs effets, biens, meubles & immeubles, avant & après leur ſortie, ſans qu'ils puiſſent en être empêchés directement ou indirectement.

XXV. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Eccleſiaſtiques & Seculiers, Corps, Communautés, Univerſités & Colleges ſeront retablis tant en la jouïſſance des honneurs, dignités, benefices, dont ils étoient pourveus avant la guerre, qu'en celle de tous, & chacuns leurs Droits, biens, meubles & immeubles, rentes ſaiſies, ou occupées à l'occaſion de la préſente Guerre, enſemble leurs Droits, actions, & ſucceſſions à eux ſurvenües, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus, & échus pendant le cours de la préſente Guerre, juſques au jour de la publication du préſent Traité; leſquels rétabliſſements ſe feront réciproquement, nonobſtant toute donation, conceſſion, déclaration, confiſcation, Sentence donnée par contumace, les Parties non ouyës, qui ſeront nuls & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs, d'où elles ſe ſont retirées pour & à cauſe de la Guerre, pour jouïr de leurs biens & rentes, en perſonne ou par procureurs, conformément aux Loix & Coutumes des Païs & Etats: dans leſquels rétabliſſemens ſont auſſi compris ceux, qui la derniere Guerre, ou à ſon occaſion auront ſuivi le Parti des deux Puiſſances contractantes: neanmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conſeils & autres Cours ſuperieures, ou inferieures, & auxquelles il n'aura pas été expreſſément dérogé par le préſent Traité auront lieu, & ſortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion des Terres & Seigneuries & autres biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront leſées, par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires, & devant les Juges compétens.

XXVI. Et à l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Païs-Bas, dont une partie ſe trouvera poſſedée par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Sa Majeſté Imperiale ou autres, il a été convenu & accordé, que châcun payera ſa quote part, & ſeront nommés des Commiſſaires pour regler la portion, qui ſe payera de part & d'autre. ANNO 1714.

XXVII. Comme dans les Païs, Villes & Places des Païs-Bas Catholiques, que le Roi Très-Chrêtien céde à l'Empereur, pluſieurs Benefices ont été conferés par Sa Majeſté Très-Chrêtienne à des perſonnes capables, leſdits Benefices ainſi accordés ſeront laiſſés à ceux, qui les poſſedent préſentement; & tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, y ſera maintenu dans l'état, où les choſes étoient avant la Guerre, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monaſteres, des Biens de l'Ordre de Malthe & généralement de tout le Clergé, leſquels ſeront tous maintenus & reſtitués dans toutes leurs Egliſes, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Droits, Prérogatives & Honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les précedents Souverains Catholiques Romains: Tous & châcun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Eccleſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevôtés, & autres Benefices quelconques, y demeureront ſans en pouvoir être dépoſſedés, jouïront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir comme auparavant; comme auſſi les Penſionaires jouïront comme par le paſſé de leurs penſions aſſignées ſur les Benefices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par des Brevets expediés avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrés pour quelque cauſe & pretexte que ce ſoit.

XXVIII. Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne céde dans les Païs-Bas Catholiques par le préſent Traité, ſeront conſervés & maintenus dans la libre jouïſſance de tous leurs Priviléges, Prérogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octroys communs, & particuliers, Charges & Offices héreditaires, avec les mêmes Honneurs, gages, emolumens, & exemtions, ainſi qu'ils en ont joui ſous la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habitans des Places, Villes & Païs que Sa Majeſté a poſſedés immediatement après la concluſion du Traité de Ryſwick, & non des Places, Villes & Païs, que poſſedoit le feu Roy d'Eſpagne Charles II. au tems de ſon decès, dont les Communautez & Habitans ſeront conſervés dans la jouïſſance des Privileges, Prérogatives, Coutumes, Exemtions, Droits, Octroys, communs & particuliers, Charges, & Offices hereditaires, ainſi qu'ils les poſſedoient lors de la mort dudit feu Roy d'Eſpagne.

XXIX. Pareillement, les Benefices Eccleſiaſtiques mediats ou immediats, qui auront été durant la préſente Guerre conferés par l'un des Partis dans les Terres ou Lieux, qui lui étoient alors ſujets, à des perſonnes capables, ſelon la regle de leur premiere Inſtitution & Statuts legitimes, généraux ou particuliers, faits ſur ce ſujet, ou par quelques autres diſpoſitions Canoniques faites par le Pape, leſdits Benefices Eccleſiaſtiques ſeront laiſſés aux préſens Poſſeſſeurs, en ſorte qu'aucun ne les puiſſe, ou doive deſormais troubler ou empêcher dans la poſſeſſion & legitime adminiſtration d'iceux, ni dans la perception des fruits, ni eux mêmes être à leur occaſion, ou quelque autre raiſon, paſſée ou préſente, appellés ou cités en Juſtice, ou en quelque autre ſorte inquietés ou moleſtés à ce ſujet; à condition neanmoins, qu'ils s'acquittent de ce à quoy ils ſont tenus en vertu deſdits Benefices.

XXX. Sa Majeſté Imperiale, & Sa Majeſté Trés-Chrêtienne ne pourront, pour aucun ſujet, interrompre deſormais la Paix, qui eſt établie par le preſent Traité, reprendre les Armes, & commencer, ſous quelque pretexte que ce ſoit, aucun acte d'hoſtilité l'un contre l'autre, mais au contraire Elles travailleront ſincerement & de bonne foi, & comme Amis veritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, ſi neceſſaire pour le bien de la Chrêtienté. Et

ANNO 1714. d'autant que le Roy Très-Chrêtien, ſincerement reconcilié avec Sa Majeſté Imperiale, ne veut deſormais lui cauſer aucun trouble ni prejudice, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet & s'engage de laiſſer jouïr Sa Majeſté Imperiale, tranquillement & paiſiblement, de tous les Etats & Lieux, qu'Elle poſſede actuellement, & qui ont été ci-devant poſſedés par les Roys de la Maiſon d'Autriche en Italie, ſavoir du Royaume de Naples, ainſi que Sa Majeſté Imperiale le poſſede actuellement, du Duché de Milan, ainſi que Sa Majeſté Imperiale le poſſede auſſi actuellement, de l'Iſle & Royaume de Sardaigne, comme auſſi des Ports & Places ſur les côtes de Toſcane, que Sadite Majeſté Imperiale poſſede actuellement, & qui ont été poſſedées ci-devant par les Rois d'Eſpagne de la Maiſon d'Autriche, enſemble de tous les Droits attachés aux ſuſdits Etats d'Italie, que Sadite Majeſté Imperiale poſſede, ainſi que les Rois d'Eſpagne les ont exercés depuis Philippe I. juſques au Roy dernier décedé, Sadite Majeſté Très-Chrêtienne donnant ſa parole Royale de ne jamais troubler ni inquieter l'Empereur & la Maiſon d'Autriche dans cette poſſeſſion, directement ni indirectement, ſous quelque pretexte ou par quelque voye que ce puiſſe être, ni de s'oppoſer à la poſſeſſion, que Sa Majeſté Imperiale & la Maiſon d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir, ſoit par Negociation, Traité, ou autre voye légitime & paiſible, en ſorte toutefois, que la Neutralité d'Italie n'en ſoit point troublée; L'Empereur promettant & engageant ſa parole de ne point troubler ladite Neutralité, & le repos d'Italie, & par conſequent de n'employer la voye des armes pour quelque cauſe ou pour quelque occaſion, que ce ſoit; mais au contraire de ſuivre & obſerver ponctuellement les engagements, que Sa Majeſté Imperiale a pris dans le Traité de Neutralité, conclu à Utrecht le 14. de Mars de l'année 1713. lequel Traité ſera cenſé comme repeté ici, & ſera exactement obſervé par Sa Majeſté Imperiale, pourvû que de l'autre part l'obſervation en ſoit reciproque, & qu'Elle n'y ſoit point attaquée, Sadite Majeſté Imperiale s'engageant pour le même effet à laiſſer jouïr paiſiblement châque Prince en Italie, des Etats, dont il eſt actuellement en poſſeſſion, ſans que cela puiſſe prejudicier aux Droits de perſonne.

XXXI. Pour faire gouter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, la Neutralité non ſeulement y ſera exactement gardée, mais ſera auſſi rendüe bonne & promte juſtice par Sa Majeſté Imperiale aux Princes ou Vaſſaux de l'Empire pour les autres Places, Païs & Lieux en Italie, qui n'ont point été poſſedés par les Rois d'Eſpagne de la Maiſon d'Autriche, & ſur leſquels leſdits Princes pourroient avoir quelque prétenſion legitime, ſavoir au Duc de Guaſtalle, Pico de la Mirandole, & au Prince de Caſtiglione, ſans pourtant que cela puiſſe interrompre la Paix, & Neutralité d'Italie ny donner ſujet d'en venir à une nouvelle Guerre.

XXXII. Outre les ſuſdites prétenſions, le Marechal Duc de Villars ſe trouvant chargé de pluſieurs autres, pour leſquelles il auroit à inſiſter au nom de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſavoir ſur la prétenſion de Madame la Ducheſſe Douairiere d'Elbeuf, pour raiſon du Douaire & Conventions matrimoniales de la feüe Ducheſſe de Mantoüe ſa Fille; celle de Madame la Princeſſe des Urſins, la Princeſſe Piombin; & enfin le Duc de Saint Pierre ſur la Principauté de Sabionette; & de l'autre côté le Prince Eugéne de Savoye ſe trouvant auſſi chargé de pluſieurs prétenſions, ſur leſquelles il auroit à inſiſter au nom de Sa Majeſté Imperiale, ſavoir quelques prétenſions de Monſieur le Duc de Lorraine, outre celles, qui ſont compriſes dans le Traité de Ryſwick, & ſous les Articles précedens relatifs audit Traité; celle du Duc de Modene, comme auſſi celle de la Maiſon d'Aremberg, de la Maiſon de Ligne, & enfin du rembourſement des dettes, que les Troupes Françoiſes ont laiſſé dans le Duché de Milan, leſquelles toutes demanderoient trop de temps pour être vuidées dans ce Traité, l'on eſt convenu d'en remettre la diſcuſſion reciproquement aux Conferences, qui ſeront établies pour le Traité de Paix général ou ſolemnel entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne, où il ſera permis à châcun de repréſenter ſes Droits, & de produire ſes Titres & raiſons, leſquelles bien examinées, Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté Très-Chrêtienne promettent d'y avoir l'égard que demande la juſtice, ſans que pourtant cela puiſſe alterer ou retarder l'execution de la Paix. ANNO 1714.

XXXIII. La Conjoncture préſente n'ayant pas laiſſé le tems à Sa Majeſté Imperiale de conſulter les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ſur les conditions de la Paix, non plus qu'à ceux-cy de conſentir dans les formes ordinaires, au nom de tout l'Empire, aux conditions du préſent Traité, qui les regardent, Sa Majeſté Imperiale promet, que leſdits Electeurs, Princes & Etats enverront inceſſamment, au nom de l'Empire, des Plein-pouvoirs ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs Plein-pouvoirs, au lieu, qui ſera choiſi pour travailler au Traité général ou ſolemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, Sa Majeſté Imperiale engageant ſa parole, que ladite Députation, ou ceux, qui ſeront chargés des Plein-pouvoirs conſentiront au nom dudit Empire à tous les points, dont il eſt convenu entre Elle & Sa Majeſté Très-Chrêtienne par le préſent Traité, lequel Elle s'engage & promet d'executer.

XXXIV. Comme il eſt porté par l'Article précedent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront, au nom de l'Empire, une Députation de leur Corps, ou bien leurs Plein-pouvoirs pour les Conferences du Traité de Paix général ou ſolemnel, à faire entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne, dans le Lieu, qui ſera choiſi & deſtiné à cet effet, l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, conviennent de fixer ce Lieu dans un Pays neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majeſtés ont jetté les yeux ſur le Territoire de la Suiſſe, dans lequel il ſera nommé par Sa Majeſté Imperiale, ou par Sa Majeſté Très-Chrêtienne trois Villes pour en choiſir une en la maniere ſuivante, à ſavoir que Sa Majeſté Imperiale nommant & propoſant leſdites trois Villes, Sa Majeſté Très-Chrêtienne fera le choix de celle, qui ſervira pour les Conferences, ou reciproquement, ſi Sa Majeſté Très-Chrêtienne propoſe les trois Villes, Sa Majeſté Imperiale aura le choix de celle des trois, qu'Elle voudra preferer, leſquelles propoſitions & elections ſe feront en même tems, que le préſent Traité ſera ſigné, en ſorte qu'il n'y ait ny retardement, ny tems perdu pour traiter & conclurre au plûtôt la Paix générale & ſolemnelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, & que leurs Miniſtres Plenipotentiaires puiſſent s'aſſembler le quinziéme jour du Mois d'Avril prochain, ou le premier May prochain au plus tard, dans le Lieu deſtiné pour y tenir les Conferences, pendant leſquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui, outre ce qui leur revient par l'execution ſtipuleé cy deſſus des Articles du Traité de Ryſwick, auront des prétenſions & raiſons pour ſe faire comprendre particulierement dans le Traité de Paix général à faire, pourront les produire, pour leſquelles Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet d'avoir l'égard, que demande la juſtice; néanmoins pour que la fin deſdites Conferences ne ſoit pas retardée, on eſt convenu de part & d'autre, qu'elles ayent à ſe terminer par la concluſion du Traité général ou ſolemnel dans deux Mois, ou trois au plus tard, à compter du prémier jour que commenceront les Conferences.

XXXV. Au moment que le préſent Traité de Paix aura été ſigné, toutes hoſtilités & violences ceſſeront de la part de l'Empereur & de l'Empire, auſſi bien que de celle du Roy Très-Chrêtien, & du jour de l'échange des Ratifications, Sa Majeſté Très-Chrêtienne n'exigera plus des Etats de l'Empire, ni contributions des fourages pour les Troupes, non plus que Sa Majeſté Imperiale & l'Empire n'en exigeront des Etats de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; & ceſſeront généralement toutes autres demandes reciproques faites à l'occaſion de la préſente Guerre, tant de la part de Sa Majeſté Imperiale, & de l'Empire, que de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

Les Priſonniers tant d'Etat que de Guerre de part & d'autre, ſeront renvoyés ſans rançon, & quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, châque Prince retirera ſes Troupes du plat

Païs

NNO 714. Païs dans ſes propres Etats ; Sa Majeſté Imperiale s'engageant à retirer auſſi dans le même tems ſes Troupes, & de faire auſſi retirer celles de l'Empire du plat Païs de l'Archevêché de Cologne & de la Baviére, leſquels Païs & Etats, au reſte, ſeront reſtitués dans la forme & terme, ſpecifiés par les Articles XV. XVI. XVII. & XVIII. du préſent Traité.

XXXVI. Le commerce défendu durant la guerre entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, de l'Empire, & ceux de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſera rétabli, auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du préſent Traité, avec la même liberté, qu'il étoit avant la Guerre, & jouïront tous & châcun particulierement les Citoyens & Habitans des Villes Anſeatiques, de toute ſorte de ſureté par Mer & par Terre, conformément à l'Article 52. de la Paix de Ryſwick.

XXXVII. Le préſent Traité ſera ratifié par l'Empereur & par le Roi Trés-Chrêtien, & l'échange des Ratifications ſera faite au Palais de Radſtat dans l'eſpace d'un mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, tant de Sa Majeſté Imperiale, que de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ont ſouſſigné le préſent Traité de leurs propres mains, & y ont appolé les Sceaux de leurs Armes. Fait au Palais de Raſtadt ce ſixiéme Mars, mil ſept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L.S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

Plenipotentia Sacræ Cæſareæ Majeſtatis.

NOs Carolus Sextus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ &c.

Notum teſtatumque facimus: Quod cum Nobis à quibuſdam de ſalute publica probe ſolicitis inſinuatum fuerit, ad Pacem inter Nos & Imperium ex una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum ex altera parte conciliandam, opportunum fore, ſi de noſtra cum Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars authoritate & Mandato hunc in finem neceſſariis inſtructo ageretur ; & Nos, tametſi Pacificatio Ultrajecti ex cauſis paſſim cognitis nuper diſſoluta fuerit, nihilominus adhuc parati ſumus conjunctim cum Imperio Pacem æquis conditionibus inire, nihil, quod eo facere poſſit, prætermittendum ac proinde, quantumvis à Nobis deliberatum agnitumque fuerit, de ejuſmodi mandato prius cum Romano Imperio communicandum fuiſſe ; ne tamen huic ſalutari negotio mora interponeretur, haud diutius cunctandum exiſtimaverimus, quin Illuſtriſſimum Eugenium Principem Sabaudiæ & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæſareum Noſtrum Conſiliarium intimum, Conſilii Aulico-bellici Præſidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareſchallum, nec non Conſanguineum ac Principem chariſſimum, in cujus fide, prudentia, & ſingulari rerum gerendarum uſu plene confidimus, ad ſupradictum finem Legatum Extraordinarium conſtituerimus, quemadmodum hiſce conſtituimus, Dantes & concedentes Eidem plenam Poteſtatem agendi, tractandi, concludendi & ſignandi cum ſupra nominato Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars omnia, quæ ad procurandam Pacem pertinent, nec non promittentes verbo Noſtro Imperatorio, Nos quidquid per dictum Principem Eugenium actum, tractatum, concluſum & ſignatum fuerit, acceptum & gratum firmum quoque & ratum habituros : In quorum fidem ac robur præſentes manu Noſtra ſubſcriptas, Sigillo Noſtro Imperatorio muniri juſſimus, quæ dabantur in Civitate Noſtra Viennæ die decima ſexta menſis Decembris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio Regnorum Noſtrorum Romani tertio, Hiſpanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio. ANNO 1714.

Signatum &c.

CAROLUS.

Inferius

Vt. FRID. CARL. COMES DE SCHÖNBORN.

ex tergo.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſt. proprium.

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Plein-pouvoir de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. Comme Nous deſirons ſincérement de contribuer de tout Notre pouvoir à conſommer l'ouvrage de la Paix générale, de convenir au plûtôt des intérêts de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, & de ceux de l'Empire, & de chercher les moyens d'arrêter l'effuſion du Sang Chrêtien, & de faire ceſſer la deſolation de tant de Provinces, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour Notre ſervice, de Notre très-cher & bien aimé Couſin le Duc de Villars, Pair & Marechal de France, Général de Nos Armées en Allemagne, Chevalier de Nos Ordres, Gouverneur & Notre Lieutenant Général en notre Pays & Comté de Provence ; pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, à ce Nous mouvans, Nous avons commis, otdonné, & député, & par ces préſentes ſignées de notre main commettons, ordonnons & députons Notre dit Couſin le Duc de Villars, & lui avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, en qualité de Notre Ambaſſadeur Extraordinaire & de notre Plenipotentiaire, de conferer, négocier & traiter avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis de Pouvoir en bonne forme, de la part de Notre dit Frere, & des Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclurre, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que Notre dit Couſin le Duc de Villars aviſera bon-être, en ſorte qu'il agiſſe en tout ce qui regarde la Négociation de la Paix, avec la même authorité, que Nous ferions, & pourrions faire, ſi Nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eut quelque choſe, qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que Notre dit Couſin le Duc de Villars aura ſtipulé, promis & ſigné en notre nom, en vertu du préſent Pouvoir, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, comme auſſi d'en fournir Notre Ratification en bonne forme, pour être échangée dans le tems dont il ſera convenu, car tel eſt Notre plaiſir, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre Notre Scél à cesdites préſentes. Donné à Marli le vint quatriéme jour d'Aouſt, l'An de grace mil

ANNO 1714. ſept cent & treize, & de Notre Regne le ſoixante onziéme.

Etoit ſigné,

LOUIS.

Et plus bas, ſur le repli.

Par le Roy,

COLBERT.

1. *Article ſeparé.*

COMME dans les Titres, que Sa Majeſté Imperiale employe, ſoit dans ſes Plein-pouvoirs, ſoit dans le préambule du Traité, qui doit être ſigné ce jourd'hui entre le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal Duc de Villars, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Majeſtés Imperiale & très-Chrêtienne, quelques-uns deſdits Titres ne peuvent être reconnus par Sa Majeſté très-Chrêtienne, il a été convenu entre leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, par cet Article ſeparé & ſigné par Eux avant ledit Traité, que les qualités priſes ou obmiſes de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne cauſeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes, & le préſent Article ſeparé, aura la même force, que s'il étoit inſeré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radſtat ce ſixiéme Mars mil ſept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L.S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L.S.)

2. *Article ſeparé.*

LE préſent Traité, par les raiſons mentionnées dans l'Article XXXIII. ayant été commencé, pourſuivi & achevé ſans les ſolennités & formalitez requiſes & uſitées à l'égard de l'Empire, & compoſé & redigé en Langue Françoiſe, contre l'uſage ordinairement obſervé dans les Traités, entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne, cette différence ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à conſéquence, ou porter préjudice en aucune maniere, à qui que ce ſoit, & l'on ſe conformera à l'avenir à tout ce qui a été obſervé juſqu'à préſent dans de ſemblables occaſions, tant à l'égard de la Langue Latine, que pour les autres formalités, & nommément dans le Congrès & Traité général & ſolemnel à faire entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne: le préſent Traité ne laiſſant pas d'avoir la même force & vertu que ſi toutes les ſuſdites formalités y avoient été obſervées, & comme s'il étoit en Langue Latine, & le préſent Article ſeparé aura pareillement la même force, que s'il étoit inſeré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radſtadt ce ſixiéme Mars mil ſept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

3. *Article ſeparé.*

SA Majeſté Imperiale, conformément à l'Article XXXIV. du Traité conclu ce jourd'hui, ayant nommé & propoſé pour le Lieu des Conferences du Traité de Paix général & ſolemnel, à faire entre Elle, l'Empire & Sa Majeſté Très-Chrêtienne, les trois Villes ſuivantes dans le Territoire de la Suiſſe, ſavoir Schafhouſen, Baden en Ergau, & Frauenfeld, & le Maréchal Duc de Villars n'ayant pû encore recevoir les ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur le choix de celle deſdites trois Villes, qu'Elle voudra préférer, il promet de le faire ſavoir inceſſamment au Prince Eugene de Savoye par un Courier. Fait au Palais de Radſtadt ce ſixiéme Mars, mil ſept cens & quatorze. ANNO 1714.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

COPIA

Ratificationis Pacis cum Gallia Raſtadii concluſae.

Viennæ 17. *Martii* 1714.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris, Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infraſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit, poſtquam ad tollendum, quod cum inter Sereniſſimos quondam & Potentiſſimos Principes, Dominum Leopoldum colendiſſimum Parentem noſtrum & Dominum Joſephum amantiſſimum Noſtrum Fratrem, Romanorum Imperatores, ſemper Auguſtos, Prædeceſſores Noſtros glorioſiſſimæ memoriæ, tum inter Noſmetipſos & Romanum Imperium ex una: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum ex altera parte, multis abhinc annis duravit graviſſimum Bellum, tractatum inſtituere placuerit, factum Divina bonitate eſſe, ut per conſtitutos utrinque Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, à Nobis quidem Illuſtriſſimum Eugenium Principem à Sabaudia & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæſareum Noſtrum Conſiliarium intimum, Conſilii Aulico-bellici Præſidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareſchallum, Noſtrique & Imperii Exercitus ſupremum Ducem, Conſanguineum & Principem noſtrum chariſſimum, à Rege Chriſtianiſſimo vero Illuſtrem Ludovicum Hectorem de Villars, Ducem & Parem Franciæ, Supremumque Exercitus Gallici Ducem, Pax & Amicitia concluſa ſit, forma & tenore ſequenti.

Inſeratur Inſtrumentum una cum binis Mandatis & tribus Articulis ſeparatis.

CUM igitur hæc omnia Inſtrumento Principali, tribuſque Articulis ſeparatis contenta, prout hic verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, Mandato Noſtro geſta, peracta & conventa ſint, Nos eadem omnia & ſingula, præhabita matura & diligenti conſideratione, ex certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus, & confirmamus rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali & Regio promittimus Nobis, pro Noſtrisque Succeſſoribus, Nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex noſtra parte, vel per alios contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſ-

ANNO 1714. possit, omni dolo & fraude exclusis, Salva de reliquo Linguæ Latinæ cæterarumque solennitatum alias requisitarum reservatione Articulo separato tertio uberius expressa. In horum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die decima septima mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

Ratification du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre très-cher & bien amé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & notre Lieutenant General en nôtre Païs & Comté de Provence, notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous luy en avions donné, auroit conclu, arresté & signé le sixiéme du present mois de Mars à Radstadt avec notre très-cher, & bien-amé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, President du Conseil Aulique, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de notre très-cher & très-amé Frére l'Empereur, pareillement muni de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix & les Articles separez dont la teneur s'ensuit:

Fiat insertio.

Nous ayant agréable les susdits Traité de Paix & Articles separez en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces Presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit: En temoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Versailles le vingt troisiéme Mars l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-onziéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas.

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de soye bleüe tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent; Sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

CLXXI.

1 Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Louable Canton de* BERNE, *projetté & signé à la Haye le* 21. *Juin* 1712. *perfectionné & conclu le* 8. *Juin* 1714. *avec la Capitulation pour les Troupes.*

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Loüable République & Canton de Berne; ayant depuis long-tems, & reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensive; qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont autorisé les Srs. de Broekhuysen, van Alphen, Heinsius, Coning, Ploos van Amstel, de Burum, Steinberg & Steenhuys leurs Députez: & la République & Canton de Berne le Sr. Pesme de St Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans. ANNO 1714.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'une part, & le loüable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidele soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entresecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du loüable Canton de Berne à la défense du Païs de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront reglées dans le Traité de Paix, & cela; soit que leursdits Païs & Barrieres fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puissances de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du loüable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Loüable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Loüable Canton dans le Projet (*) de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne, & les sept autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les Recrues necessaires pour les maintenir, sans que le loüable Canton puisse rapeller en nul tems lesdites 24. Compagnies, que dans les cas marquez dans l'Article VI. du present Traité.

IV. Le Loüable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inévitable de l'être, une nouvelle levée de 4000. hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'executer cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demandera la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recruës necessaires.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent au Loüable Canton de Berne, en vertu du present Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa Domination, & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont le Comté de Neufchatel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville & le Munsterthal.

VI. Si le loüable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de la Barriere: Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paye presente des 24. Compagnies tant de Berne que des Sujets du louable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé regulierement de mois en mois pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le loüable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le peril inévitable d'une guerre si redoutable, qu'il

(*) Ce Projet a été fait par feu Mr. de Reboulet, Resident de Leurs Hautes Puissances en Suisse.

ANNO 1714. qu'il ſe crût dans la neceſſité abſoluë & indiſpenſable de rapeller ſes Troupes qui ſeront au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, elles ſeront obligées de les lui renvoyer à ſa premiere demande au choix du loüable Canton, ſoit une partie, ſoit toutes les Compagnies qui ſont preſentement à leur ſervice, & cela ſoit que Leurs Hautes Puiſſances ſoient Elles-mêmes en guerre ou non, mais avec ces reſtrictions, que ſi Leurs Hautes Puiſſances étoient en guerre, & que le loüable Canton s'y trouveroit de ſa part engagé avec d'autres Parties du loüable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les preſerver, ſans qu'aucune Puiſſance étrangere aſſiſtât ni directement ni indirectement leſdites Parties du Corps Helvetique, avec leſquelles il ſeroit en guerre, ledit loüable Canton ſe devra en ce cas-là contenter du ſubſide ſans pouvoir rapeller leſdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Loüable Canton de Berne ſeroit en guerre avec quelque Puiſſance étrangere, Leurs Hautes Puiſſances ne ſeroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fuſſent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de ſurplus que les 24. Compagnies. Quoique ledit Loüable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rapeller, par raport même à des Guerres étrangeres, que lorſqu'il ſe trouveroit engagé, ou dans le peril d'une Guerre ſi redoutable, qu'il ne puiſſe ſe diſpenſer de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies; il ſera toujours à lui à connoitre, ſi la neceſſité éminente requiert qu'il les rapelle, & lorſqu'il les demandera, Leurs Hautes Puiſſances les lui envoyeront inceſſamment, ſans y pouvoir aporter aucune difficulté, & en faiſant les offices convenables vers les Princes & Etats, par où leſdites Troupes devront paſſer, pour avoir le libre paſſage & l'aſſiſtence neceſſaire: Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies ſe trouvoient dans le cas ſuſdit rapellées par le Canton, Leurs Hautes Puiſſances s'engagent de les payer & entretenir pour le ſervice dudit Canton pendant tout le tems qu'il ſera en guerre, & ce que leur coutera ledit entretien, ſera defalqué ſur les ſubſides qu'elles s'engagent de lui payer, cette defalcation ſera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suiſſe, juſques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puiſſances, avec cette obſervation, que ſi Leurs Hautes Puiſſances jugeoient à propos de ſe prevaloir dans la ſuite du Pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI. du préſent Traité, de reduire les 24. Compagnies à 150. hommes chacune en tems de Paix, Elles ne ſeroient obligées de payer & d'entretenir pour le ſervice du Canton les Compagnies que ledit Canton rapellera, que ſur le pied de la reduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puiſſances avant ledit rapel, bien entendu qu'elles ſeront toujours payées completes ſur le pied de ladite reduction avec l'Etat Major, tel qu'il eſt neceſſaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui eſt accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers; mais ſi le Canton ſe contente, ſoit pour une partie, ou pour le tout du ſubſide, alors on le lui payera, ainſi qu'il eſt dit au commencement de cet Article, ſur le pied que les Compagnies le ſont preſentement.

VII. Ces Troupes reſteront toujours au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, quoiqu'employées pour la défenſe du loüable Canton, & reviendront enſuite dans les Etats de Leurs Hautes Puiſſances d'abord que le loüable Canton ne ſera plus dans la neceſſité de s'en ſervir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui ſont préſentement au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, ſeront miſes dans trois ou dans deux Regimens au choix de Leurs Hautes Puiſſances. Si c'eſt dans trois, deux Regimens ſeront compoſez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Regiment ſeront indifferemment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compoſe que deux Regimens, chacun de 12. Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Regimens devront tous être Bourgeois de Berne & dans l'autre les quatre Compagnies qui ſont préſentement commandées par des Bourgeois de Berne & qui devront être dans ledit Regiment, reſteront à des Bourgeois de Berne, & les autres ſeront indifferemment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront dans l'obligation qu'aprés que la Paix ſera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens; mais qu'en attendant que cette ſeparation ſe faſſe, les Compagnies du Regiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à préſent la nomination des Capitaines du Regiment. ANNO 1714.

X. Quant aux autres ſeize Compagnies ſoit des Bourgeois de Berne, ſoit des Sujets du Louable Canton, qui ſont repanduës dans divers autres Regimens Suiſſes au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances: les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois reſteront toûjours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies ſeront données indifferemment à des Bourgeois de Berne ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; Mais du reſte juſques à cette ſeparation des Compagnies qui ſont dans divers Regimens, le choix des Capitaines, lorſque les Compagnies viendront à vaquer, ſe fera ainſi qu'il a été pratiqué juſqu'à préſent.

XI. Les 24. Compagnies qui ſont préſentement au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances ſeront conſervées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puiſſances auront le pouvoir de les reduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorſque Leurs Hautes Puiſſances feront de nouvelles levées dans le Louable Canton de Berne en vertu de l'engagement que le Louable Canton prend dans ce préſent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées; Mais il s'engage à n'en choiſir que d'experimentez & des capables.

XIII. Leurs Hautes Puiſſances pourront choiſir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choiſis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorſqu'un Regiment ſera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de ſervice, en qualité d'Officier, ſans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans du Regiment ſeront nommez, & le Louable Canton de Berne aura Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puiſſances donneront pour la nouvelle Levée la même ſomme qui a été donnée aux Capitaines Suiſſes qui en ont levé de particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées ſera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suiſſes Proteſtantes, qui ſont déja au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances avec cette obſervation, que ſans rien changer par raport à la paye, cette Capitulation doit être miſe le plus clairement poſſible, afin qu'il ne puiſſe naitre aucune difficulté à l'égard de ſon éxécution & tout ce qui n'eſt pas reglé dans le préſent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuſe pour les deux Parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le préſent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, ſoit avec la Suiſſe en général ſoit avec quelque partie en particulier ſont ici reſervées, les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France; ſoit avec la Souveraine Maiſon d'Autriche; Mais comme ces Alliances ſont de même que ce préſent Traité d'Union Defenſive, le Louable Canton ne permettra pas que les ſuſdites deux Puiſſances emploient leurs Troupes Suiſſes au delà des termes que preſcrivent ces Alliances, ni qu'Elles s'en ſervent contre les Etats de Leurs Hautes Puiſſances ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne ſera en Droit d'entrer dans le préſent Traité d'Union, ſur le pied du Projet qui avoit été propoſé de faire avec Sadite Majeſté, conjointement avec Leurs Hautes Puiſſances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Proteſtant auront auſſi Droit d'entrer dans ce Traité, proportionant le ſecours de Leurs Hautes

ANNO 1714. tes Puiſſances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications ſe fera dans deux mois au plutard, & plutot, s'il ſe peut; Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignez Deputez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sr. Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 21. Juin 1712.

ARTICLE SEPARE'.

Comme avant la concluſion & la ſignature du Traité d'Union conclu & ſigné aujourd'hui entre Leurs Hautes Puiſſances & le Louable Canton de Berne, il s'eſt élevé depuis peu une Guerre inteſtine dans la Suiſſe, il eſt ſtipulé par cet Article ſeparé, qui aura la même force, comme s'il étoit inſeré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas obligées par ledit Traité de fournir à la Republique de Berne pour la Guerre inteſtine préſentement allumée en Suiſſe le ſecours ici ſtipulé, mais ſi des Puiſſances Etrangeres prenoient occaſion de cette Guerre pour attaquer ſa Domination, & les Terres ſur leſquelles elle a Droit de Souveraineté, de même que ſes Combourgeois & ſa Barriere, Leurs Hautes Puiſſances ſeront alors obligées à remplir les Conditions du Traité; Le préſent Article ſera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainſi fait & ſigné entre les ſouſſignez Deputez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

Signé,

BROEKHUYSEN. PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS.

PLOOS VAN AMSTEL.

STEENBERG.

VAN ALPHEN.

CONINCK.

VAN BURUM.

VAN STEENHUYSEN.

A la Haie ce 21. Juin 1712.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs Nobles & Grandes Puiſſances les Etats de Hollande & Weſt-Friſe du Mercredy 13. *Decembre* 1713.

AYANT été deliberé reſumptivement ſur la Lettre des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies écrite ici à la Haye le 23. d'Aout dernier, ayant pour annexe un Projet de Capitulation touchant les Compagnies Suiſſes du Canton de Berne; dreſſé par les Seigneurs Deputez de Leurs Hautes Puiſſances conjointement avec des Deputez du Conſeil d'Etat; en conſequence & en execution du dernier Traité conclu avec le ſuſdit Canton de Berne mentionné plus au long dans les notules dudit 23. Aout; les Seigneurs du Collège des Nobles & les Deputez des Villes reſpectives au nom & de la part des Bourguemaitres & Conſeils des Seigneurs leurs Committans, ont conſenti comme leurs Nobles & Grandes Puiſſances conſentent par ces préſentes à la Capitulation ſuſdite pour les Compagnies Suiſſes du Canton de Berne, ainſi qu'elle eſt inſerée ci-après.

Accorde avec ledit Regiſtre,

Etoit ſigné,

SIMON VAN BEAUMONT.

Capitulation pour les nouvelles Levées que Leurs Hautes Puiſſances feront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton. ANNO 1714.

I. LEURS Hautes Puiſſances avanceront pour la Levée d'une Compagnie ſix mille Livres de France, 3. Livres pour l'Ecu en eſpece, qui ſeront enſuite rabbatuës aux Capitaines à raiſon de 250. Livres par mois; à commencer du jour que la Compagnie ſera complete, ſans que les Capitaines ſoient obligez de payer aucun interêt pour cette ſomme.

II. Leurs Hautes Puiſſances donneront, ſans les pouvoir rabbattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour ſe rendre au lieu d'aſſemblée dans une Ville de la dependance des ſept Provinces-Unies la plus à portée de la Suiſſe, laquelle on aſſignera de bonne heure, & à meſure de leur arrivée au lieu d'aſſemblée la païe ordinaire commencera & afin que le Capitaine puiſſe payer les Officiers, il jouïra de la moitié de la gratification dès qu'il aura cent hommes, mais ſi les nouvelles Levées ou Recruës étoient ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront paſſer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, ſans qu'il y eût de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puiſſances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puiſſances donneront auſſi ſans les pouvoir rabatre cinq Ecus par homme pour les frais de Suiſſe en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être compoſée pour le moins de deux tiers Suiſſes, & il ſera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Allemands, ſavoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils ſont obligez de les avoir ſuivant cet Article; ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez, bien entendu que les Compagnies devront être completes à la Revuë générale qui ſe fait au printems, ſans que les Capitaines puiſſent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne ſera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raiſon que ce ſoit, depuis la Revuë générale juſqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'euſſent après ladite Revuë générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies, auquel cas ſeul & en le faiſant voir préalablement, ils pourront congedier ceux qu'ils ont de ſurplus & les Capitaines ſeront obligez de marquer diſtinctement dans les Rolles des Recruës que Leurs Hautes Puiſſances ſeront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, ſoit deſertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revuë précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par ſerment. Si les Capitaines negligent de prendre le ſoin neceſſaire pour la conſervation de leurs Compagnies & qu'ils cauſent par là de la deſertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems juſques au 15. de Novembre, à moins que ce ne ſoient les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils ſeront mis au Conſeil de Guerre & caſſez ou punis autrement ſuivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puiſſances.

V. Le Capitaine fournira à ſes depens à ſa Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congediée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puiſſances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16. Livres 4. Sols de France, c'eſt 13. Livres 10. Sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année, mais en tems de Paix Elles pourront diminuer ladite paye de 10. Sols d'Hollande par homme, ſans la pouvoir mettre plus-bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvuë de tous les Hauts & Bas Officiers neceſſaires, à ſavoir

ANNO 1714. d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas Officiers, savoir un Fourier, un Port-Enseigne, un Capitaine d'Armes & un Prevot; Item d'un Sécrétaire, un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux & d'autant d'apointez en tems de Guerre; mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que 4. Caporaux & autant d'apointez; Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Fifre, & le Capitaine sera obligé de payer lesdits Hauts & Bas-Officiers aussi-bien que les Soldats de la Compagnie sur le pied suivant, savoir en tems de Paix au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à 3. Livres pour un écu en espece, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60., à l'Enseigne, 50. aux prémiers Sergeants 24. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20., aux quatre Bas Officiers chacun 18., aux Caporaux chacun 15., aux apointez 14. chacun, aux Trabants chacun 15., aux Cadets 18. chacun, & les Capitaines seront obligez de faire le decompte aux Soldats sur le pied de 12. Livres 3. Sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine la valeur de 40. Sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à présent. En tems de Guerre les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine-Lieutenant 120. Livres, au Lieutenant 80., au Sous-Lieutenant 75., à l'Enseigne 60., & à chacun des Cadets 20. Livres, ils bonifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu, que cela est bon argent de France à 3. Livres pour l'Ecu en espece ou pour 50. Sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie qui devroit être de deux cens hommes effectifs, n'en avoit que 175., le Capitaine jouïra toujours de sa gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvû qu'ils ne surpassent pas 200. hommes.

XI. Mais si une Compagnie qui devroit être de 200. hommes n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'au dessous de 165., il perdroit alors toute la gratification & ne lui seroit payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprennant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Fifres & Trabants, on payera outre les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

XIV. Et même lorsqu'une Compagnie sur le pied de 178. hommes n'auroit réellement que 153. hommes, le Capitaine, outre le paiement des effectifs, jouïra encore de la gratification de 27. hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au dessous de 152. hommes le Capitaine ne jouïra que de la moitié de la gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdroit toute sa gratification & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryswick.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformement au Droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied; Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regimens tant des Bourgeois de Berne que des Sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600. Rixdalers à 50. Sols la pièce par mois en tems de Guerre & 400. en tems de Paix, & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & personnes compriſes dans l'Etat Major; le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en Droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Regiment à 3. ou 4. Bataillons. ANNO 1714

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenant-Colonels & Majors qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulieres très pressantes & très-fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertance, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel Général, lequel étant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera censé d'en être pourvû & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major, ayent été assemblez pendant lesdites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir lesdites Charges aux conditions susdites à leur prémiere seance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déja formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton sous la restriction marquée dans le XIV. Article du Traité d'Union, qui contient: lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toûjours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel & immediatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel envoyera au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il envoyera en même tems la Copie au Colonel Général, & six semaines au plus tard aprés que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conferé ladite Compagnie, devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expediera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives les Actes necessaires, lequel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en Droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel Général, bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observées, autant que le bien du service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expedier son attache; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours

ANNO 1714. jours faire reconnoitre l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier Subalterne vacante, ladite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, où le Colonel du Regiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Reglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Reglement, ce qui sera reglé par le Colonel, ds l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données *gratis* par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvetique en jouit par tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens, mais il ne pourra pas y presider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement & entierement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recrues de sa Compagnie à ses propres fraix, mais en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera payé cependant sur le pied de la revuë qui aura precedé l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenuë, soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, service, pain de Munition, Hôpitaux pour les malades, blessez & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Regiment. Ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens qui ont été faits par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par raport aux cinq Ecus que l'on doit payer au Capitaine pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Bataillon pour les chariots de Bagage subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformément à la même Resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Loüable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'égard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes ordres & Reglements que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois. ANNO 1714.

Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesmes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Juin 1714.

Etoit signé,

(L. S.) Broeckhuysen. (L.S.) De Pesmes de St. Saphorin.

(L. S.) De Rheede.

(L. S.) A. Heinsius.

(L. S.) A. Velters.

(L. S.) A. E. V. Haren.

(L. S.) Van Isselmuden.

(L. S.) E. Taminga.

CLXXII.

Traité de Paix, d'Amitié, & de Commerce entre Philippe *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des* Provinces-Unies *des Païs-bas, par lequel après avoir posé pour Base & Fondement, le Traité de Munster du* 30. *Janvier* 1648. *on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'assurer la Paix & la bonne intelligence entre l'Espagne & la Republique; principalement par raport au Commerce, à l'égard duquel il est dit; que les Sujets de part & d'autre jouïront sans exception des mêmes Privileges, Franchises & Libertés, dont les autres Nations ou Villes les plus favorisées, peuvent avoir joüi, ou pourroient jouir cy après. Le Traité de Marine de l'an* 1650. *y est aussi rapellé & confirmé de mot à mot; La Separation à perpetuité des Couronnes de France & d'Espagne y promise, & les Renonciations faites à ce sujet y sont garanties. Fait à Utrecht le* 26. *Juin* 1714. Avec Deux Articles *separez du même jour. L'un touchant une somme de quatre millions cent mille trois cent Livres dûe à L. H. P. par l'Espagne: L'autre touchant ce que la Succession du feu Roi de la* Grande-Bretagne *a aussi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez.* S'ensuivent *les* Pleinpouvoirs, *&* Ratifications. [Sur la Copie imprimée à la Haye, chez *Scheltus*, Imprimeur ordinaire de L. H. P. in fol.] 26. Juin.

AU nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Païs de l'obéissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, Eux Seigneurs Roi & Estats, touchés de compassion Chrestienne, & desirans de mettre fin aux calamitez publiques, d'arrêter les suites deplorables, que la continuation ulterieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agreables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un entier & ferme repos; & desirans aussi de retablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si long tems, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Estat des

ANNO 1714. Provinces-Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur Commerce & Navigation, ont tant profité; leſdits Seigneurs Roi d'Eſpagne Don Philippe V. & Etats Généraux des Provinces-Unies, pour parvenir à une ſi bonne fin, & à un but tant deſirable, ont commis & deputé pour leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ſavoir ledit Seigneur Roi, Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Oſſuna, Comte de Vruéna, Marquis de Penafiel, Grand d'Eſpagne de la premiere claſſe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans ſes Royaumes de Caſtille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des Grands aſſiſtans à la Chambre du Roi Catholique, General dans ſes Armées, Capitaine de la premiere Compagnie de ſes Gardes du Corps; Et Don Iſidore Caſado de Azevedo de Roſales, Marquis de Monteleon, Vicomte de Alcazar Real, Senateur au Conſeil Souverain des Indes de Sa Majeſté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majeſté; Et leſdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam: Bruno vander Duſſen, Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerſité à Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, leſquels Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis reſpectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité) & aſſemblés en cette Ville d'Utrecht, deſtinée aux Negotiations d'une Paix generale, en vertu de leurſdits Pleinpouvoirs, pour & au nom deſdits Seigneurs Roi & Eſtats, ont fait, conclû & accordé les Articles qui s'enſuivent.

I. Il y aura à l'avenir entre ledit Seigneur Roi & ſes Succeſſeurs Rois d'Eſpagne, & ſes Royaumes d'une part, & leſdits Seigneurs Etats Généraux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & ceſſeront en ſuite, & ſeront delaiſſés, immediatement après la ſignature de ce Traité, tous actes d'hoſtilité, de quelque nature qu'ils ſoient, entre leſdits Seigneurs Roi & Eſtats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, ſans exception de Lieux ou de perſonnes.

II. Il y aura un oubli & Amniſtie generale, de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occaſion de la derniere Guerre, & ainſi tous les Sujets deſdits Seigneurs Roi & Eſtats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, ſans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſés & retablis en la poſſeſſion, & jouïſſance paiſible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privileges, franchiſes, Droits, exemptions, Conſtitutions, & Libertés, ſans pouvoir être recherchez, troublés, ni inquietés en general ni en particulier, pour quelque cauſe ou pretexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui s'eſt paſſé depuis la naiſſance de ladite Guerre; & en conſequence du preſent Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur ſera permis à tous & à chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition & de Pardon, de retourner en perſonne dans leurs Maiſons, en la jouïſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en diſpoſer de telle maniere, que bon leur ſemblera.

III. De même ceux, ſur leſquels quelques biens ont été ſaiſis, & confiſqués, à l'occaſion de ladite Guerre, leurs heritiers, ou aians cauſe, de quelque condition qu'ils puiſſent être, jouïront d'iceux biens, & en prendront la poſſeſſion de leur authorité privée, & en vertu du preſent Traité, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, non obſtant incorporations au Fiſc, engagemens, dons en faits, Traités, Accords, & Tranſactions, quelques Renonciations qui ayent été miſes esdites Tranſactions, pour exclure de partie deſdits Biens ceux, à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & Droits, qui conformement au preſent Traité ſeront reſtituez, ou devront eſtre reſtituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs, ou ayans cauſe, pourront eſtre vendus par leſdits Proprietaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'impetrer pour cela conſentement particulier, & enſuite les Proprietaires des rentes, qui de la part des Fiſcs ſeront conſtituez en Lieu des biens vendus, comme auſſi des rentes & actions conſtituez à la charge des Fiſcs reſpectivement, pourront diſpoſer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres Biens.

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront auſſi reclamer leurs Biens & Effets, qui ont été detenus à l'occaſion de la Guerre, ſoit par leurs correſpondans ou autres, qui que ce ſoit: & en cas que ces Biens & Effets ſoient vendus, par qui que ce puiſſe être, ils en pourront demander le provenu, & en cas de diſpute là deſſus, il leur ſera permis d'y contraindre les detenteurs de leurs Biens & effets, ou leur debiteurs, par les voyes de Juſtice, & les Juges ſeront obligés de leur rendre prompte & bonne juſtice, & dans l'examen de tels procès, avoir ſeulement attention aux merites de la cauſe, ſans reflêchir aucunement ſur la Guerre paſſée.

V. Les Sujets dudit Seigneur Roy ne pourront prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de repreſailles des Princes ou Etats, Ennemis deſdits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de repreſailles, ni aller en courſe avec elles, ſous peine d'être pourſuivis & chatiés, comme des Pirates, ce qui ſera pareillement obſervé par les Sujets des Provinces-Unies, à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, & ſeront à cette fin toutes & quantes fois, que cela ſera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïſſance deſdits Seigneurs Roy & Etats Généraux publiées, & renouvellées, defenſes tres-expreſſes & tres-preciſes de ſe ſervir en aucune maniere de telles Commiſſions ou Lettres de repreſailles, ſous la peine ſuſmentionnée, qui ſera executée ſeverement contre les contrevenants outre la reſtitution entiere, à laquelle ils ſeront tenus envers ceux auxquels ils auront cauſé dommage.

VI. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient ſurvenir par les priſes faites par ignorance de cette Paix, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que ſi quelques priſes ſe font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue, juſques au bout de la Manche, après l'eſpace de douze jours, ou du bout de ladite Manche, juſqu'au Cap de St. Vincent, après l'eſpace de quatre ſemaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & juſqu'à la Ligne, après l'eſpace de ſix ſemaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'eſpace de ſix mois, à compter reſpectivement du jour de la ſignature du preſent Traité de Paix, leſdites Priſes, & les dommages, qui ſe feroient après ces termes, comme auſſi les Priſes, & les dommages qui ſe feroient dans leſdits termes, par ceux qui auroient eu connoiſſance de la concluſion de cette Paix, ſeront portés en compte, & tout ce qui aura été pris ſera rendu avec compenſation de tous les dommages qui en ſeront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de repreſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & n'en pourront être cy-après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deny de juſtice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, ſi la Requeſte de celuy qui demande les repreſailles n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouve-

ra

ANNO 1714. ra ſur les Lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de ſix mois, ou plûtôt, s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de juſtice qui ſera du.

VIII. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets dudit Seigneur Roy être mis en action ou arrêt, en leurs Perſonnes ou Biens pour aucune choſe, que Sa Majeſté Catholique peut devoir, ny les particuliers, Sujets deſdits Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La Paix & la bonne amitié & correſpondence étant ainſy retablie entre leſdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, comme auſſi entre leurs Sujets, & Habitans reciproquement, & même aiant été pourveu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou cauſé quelque inimitié n'arrive, leſdits Seigneurs, Roy & Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la proſperité l'un de l'autre, par tout ſupport, aide, conſeil, & aſſiſtances, en toutes occaſions, & en tout tems, & ne conſentiront à l'avenir à aucun Traité ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis reciproquement avec ſoin & ſincerité, auſſi tôt qu'ils en auront connoiſſance.

X. Le Traité de Munſter du trentiéme Janvier mille ſix cent quarante huit, fait entre le feu Roy Philippe IV., & les Seigneurs Etats Generaux, ſervira de baſe au preſent Traité & aura lieu en tout autant qu'il ne ſera pas changé par les Articles ſuivans, & pour autant qu'il eſt applicable. Et pour ce qui regarde les Articles cinq & ſeize de ladite Paix de Munſter, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne leſdites deux Hautes Puiſſances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Païs deſdits Seigneurs Roy & Etats auront toute bonne correſpondance & amitié par enſemble, & pourront frequenter, ſejourner, & demeurer es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur traficq & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout reſpectivement en toute ſeureté & liberté & ſans aucun empeſchement.

XII. Pourront auſſi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maiſons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celiers, pour y mettre leurs Marchandiſes, & en jouïr reciproquement en toute liberté & ſeureté, comme un effet de la Paix, & ne ſeront ſujets à de plus grands Droits ou impoſitions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, viſités, ny inquietés, à cauſe de leur negoce ou traficq dans leurs Maiſons, Magazins & Celiers, ſoit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent, ſi ce n'eſt ſur des avis & indices ſuffiſans, de fraude, ou de Commerce de contrebande, auquel cas, les Commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle viſite, qui conviendra, avec la permiſſion du Juge Conſervateur des Douanes & autres revenus, & pourra le commerçant, qui ſera viſité, appeller le Juge Conſervateur, ou le Conſul de ſa Nation, pour aſſiſter à la viſite, lequel pourra ſeul ſervir de temoin, & ſans qu'il ſoit permis de faire aucun déplaiſir au Commerçant, ny à ſon Commerce: toujours entendu, que ſi les propres Sujets dudit Seigneur Roy, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fuſſent deja, ou ſeroient cy-après traités plus favorablement à cet égard, les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ſeront traités de même.

XIII. Leſdits Sujets de part & d'autre pourront auſſi frequenter avec leurs Marchandiſes & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes perſonnes indiſtinctement, acheter, trafiquer, & tranſporter toutes ſortes de Marchandiſes, dont l'entrée & ſortie ne ſera defendue generalement & univerſellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les Droits d'entrée ou ſortie, & autres qui ſe payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favoriſées; Et ainſi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la ſortie de leurs Vaiſſeaux, ſans autre retardement, ny empeſchement.

XIV. Leſdits Sujets de part & d'autre, ne ſeront pas auſſi tenus de payer plus grands, ou autres Droits, charges, gabelles, ou impoſitions quelconques ſur leurs Perſonnes, Biens, Marchandiſes, Denrées, Navires, ou frets d'iceux, directement ny indirectement, ſous quelque nom, titre ou pretexte que ce puiſſe être, que ceux qui ſeront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre. ANNO 1714.

XV. Et afin que les Officiers & Miniſtres ne puiſſent demander, ny prendre des Marchands & Sujets reſpectifs, de plus grandes taxes, Droits, ny ſalaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que leſdits Marchands & Sujets puiſſent ſavoir avec certitude ce qui eſt ordonné là-deſſus; il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Liſtes par tout, où ces Droits ſont ordinairement payez, dans leſquelles ſera exprimé combien on doit payer de Droits d'entrée & de ſortie; & ſur ce qui a été repreſenté à Sa Majeſté Catholique, que les Inſpecteurs, communement appellez Viſtas, favoriſent trop les Fermiers de la Douane particulierement par des eſtimations exceſſives des Marchandiſes, qui ne ſont pas aſſés ſpecifiées dans leſdites Liſtes, & que cela ſeroit extremement prejudiciable au Commerce & traficq, Sa Majeſté voulant y remedier, donnera les ordres neceſſaires, à ce que ces plaintes ceſſent entierement.

XVI. Leſdits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les Droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres Loix, ne ſeront pas obligez d'en payer encore d'autres, quoy qu'ils tranſportent par terre leurs Marchandiſes ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Eſpagne, & cela s'obſervera de même dans l'Etat des Provinces-Unies; & pour les autres Droits, on payera reſpectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favoriſées payent.

XVII. Les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ne pourront auſſi être traitez en Eſpagne, ny dans les Royaumes & Etats en dependans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favoriſée, mais ils y jouïront au fait de Commerce & de Navigation, & generalement en tout, ſans aucune exception, ny reſerve, des mêmes privileges, franchiſes, exemptions, immunitez & ſeuretés, dont ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favoriſées pouvoient, ou pourroient encore cy-après jouïr par deſſus, ſoit en vertu des Traités de Paix ou de Commerce, ou par des Contracts, Ordonnances, ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privileges, franchiſes, exemptions, immunités & ſeuretés, qui ont été accordés, ou ſeroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande-Bretagne, ou à quelqu'autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles ſoient, ou à leurs Sujets, ſeront pareillement accordés auxdits Seigneurs Etats, ou à leurs Sujets avec toutes les clauſes & circonſtances avantageuſes, qui y ſoient ajoutées; la même choſe aura auſſi lieu à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, qui dans toute l'étenduë des Pays de l'obeïſſance deſdits Seigneurs Etats ſeront traitez auſſi favorablement que la Nation la plus favoriſée.

XVIII. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandiſes, Denrées, & autres Biens à eux appartenans, eſtre ſaiſis & arrêtés, ſoit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, & pour quelque cauſe que ce ſoit, de guerre, ou autrement, ny même ſous pretexte de s'en vouloir ſervir pour la conſervation & defenſe du Païs; on n'entend pas neantmoins en ce comprendre les ſaiſies & arrêts de juſtice par les voyes ordinaires, à cauſe des dettes propres, Obligations, & Contracts valables de ceux, ſur qui leſdites ſaiſies auront été faites, en quoy il ſera procedé, ſelon qu'il eſt accoutumé par Droit & raiſon.

XIX. Les Navires chargez par les Sujets de l'un des Hauts Contractans, paſſans devant les côtes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement ne ſeront contraints d'y decharger, ou debiter leurs Marchandiſes, en tout ou en partie; ny tenus d'y payer aucuns Droits, à moins qu'ils ne les y dechargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: il ſera cependant libre, après en avoir obtenu la permiſſion de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de decharger & de vendre une petite partie du chargement, ſeulement pour acheter les vivres, ou les choſes neceſſa-

ANNO 1714. res pour le radoub du Vaisseau; & dans ce cas on ne pourra exiger des Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie, qui aura été dechargée ou vendüe; mais en cas qu'ils dechargent davantage, que la permission donnée ne porte, ils payeront pour tout le chargement.

XX. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visités à la charge, ils seront neantmoins obligés d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de Vaisseaux, par un trop long & affecté sejour, ny autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur arrivée, & de leur sejour; mais à l'égard des Vaisseaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il sera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'ils seront entrés dans lesdits Ports ou Havres.

XXI. Les Navires de guerre desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que lesdites prises ne dechargent pas, lequel sera pourtant permis, après en avoir obtenu permission, & en ce cas les Droits d'entrée en seront payés respectivement selon les Loix du lieu; bien entendu, qu'il ne sera pas permis de decharger des Marchandises de contrebande, ou defendues, aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres ou Ports dudit Seigneur Roy, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, ny les Officiers des Lieux ne pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, lesquelles pourront sortir, & être conduites franchement & en toute liberté, aux Lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires seront obligez de faire aparoir: & au contraire ne sera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux, qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y étans entrés par necessité de Tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XXII. Les Consuls que lesdits Seigneurs Etats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roy, pour le secours & la Protection de leurs Sujets, y auront & jouïront du même pouvoir & authorité, dans l'exercice de leur charge, comme aussi des mêmes exemptions & immunités, qu'aucun autre Consul ait eu cy-devant, ou pourroit avoir cy-après dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols, qui demeureront dans les Provinces-Unies, y auront, & jouïront de tout ce qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, ait eu jusques icy, ou pourroit avoir cy-après dans lesdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Païs-bas pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roy, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Executeurs, que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que ces Juges en seront requis, & reciproquement les Sujets, & Habitans dudit Seigneur Roy, venans aux Païs desdits Seigneurs Etats jouïront de la même assistence.

XXIV. Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre, ne seront point contraints de montrer, ny representer leurs registres, & livres de compte, à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve pour eviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ny pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis auxdits Sujets de part & d'autre dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de negoce, & correspondence, en telle Langue, qu'il leur plaira, en Espagnol, Flamand, où telle autre Langue que ce soit, pour raison de quoy ils ne seront point molestés, ny sujets à quelque recherche, de qui que ce soit; & quelque autre chose, qui ait été accordée par l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation sur ce Point, sera entendu pareillement avoir été accordé icy. ANNO 1714.

XXV. Les Sujets & Habitans des Pays desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont declarés capables de succeder respectivement les uns aux autres, tant par Testament, que sans Testament, selon les Coutumes des Lieux; & si quelques successions étoient cy-devant echues à quelques uns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXVI. Les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets desdits Seigneurs Etats, morts en Espagne, appartiendront immediatement à leurs Heritiers, qui étans presens & majeurs, ou bien les Executeurs ou Tuteurs Testamentaires, ou leurs authorisés, selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer, & en disposer librement comme de Droit: Mais en cas, que desdits Sujets, morts en Espagne, les heritiers fussent absens ou Mineurs, & que les Heritiers absens, qui seroient majeurs n'y eussent pas encore pourveu, non plus par leur Procuration, les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout le reste du defunt, seront alors inventoriés par un Notaire public, en presence du Juge Conservateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en presence du Juge ordinaire accompagné du Consul ou autre Ministre desdits Seigneurs Etats, & de deux Marchands de la Nation, & deposés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre pour être gardés & conservés pour les proprietaires & les creanciers; & dans les Lieux, où il n'y a ny Conseil, ny autre Ministre, tout cela se fera en presence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité des voix, ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces-Unies.

XXVII. Comme il y a déja esté assigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps de ceux des Sujets desdits Seigneurs Etats, qui y meurent, ledit Seigneur Roi donnera au plûtôt l'ordre necessaire à ce, que dans d'autres Villes Marchandes soient aussi ordonnées des Places honorables, pour y enterrer les Corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à decéder sous l'obeïssance dudit Seigneur Roi.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce, qui ont esté obtenues par la Paix, ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit, si les Sujets desdits Seigneurs Etats fussent molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cause, afin que le Commerce soit sûr, & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres necessaires, à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestez, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté, ny troublé pour sa conscience, aussi long tems, qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique, dont lesdits Sujets seront obligez de s'abstenir, & se gouverner & comporter en toute modestie, le même sera fait & observé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui seront ou demeureront dans les Provinces-Unies.

XXIX. Ledit Seigneur Roi conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux, dans les Villes Marchandes de son Royaume, où ils ont eu des Juges Conservateurs du tems du feu Roi Charles second, la même faculté, & ils en jouïront aussi dans les autres Villes, où d'autres Nations en jouïssent, ou pourroient encore jouïr ci-après, le tout de la même maniere, & avec la même authorité, dont les Juges Conservateurs ont usé, durant le Regne du feu Roi Charles second, & l'appel des Sentences de ces Juges Conservateurs pourra aussi être interjetté & poursuivi selon ce qui en a esté pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX. Les Droits imposés sur les Marchandises & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cause de la guerre au dessus de ceux, portés par les Tarifs du tems du Roi Charles

NNO 714. les second, cesseront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux, qui pourroient avoir esté mis pendant & à cause de ladite Guerre, sur les Marchandises & Manufactures sortantes d'Espagne & doresnavant lesdits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes Droits, comme ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXXI. Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation etrangere, quelle qu'elle puisse estre, & pour quelque raison, ou sous quelque pretexte que ce soit, envoye Vaisseaux, ou aille commercer dans les Indes Espagnolles, mais au contraire Sa Majesté s'engage de retablir & de maintenir après la Navigation & le Commerce dans ces Indes, de la maniere, que tout cela estoit pendant le Regne du feu Roi Charles second, & conformement aux Loix fondamentales d'Espagne, qui defendent absolument à toutes les Nations étrangeres l'entrée & le Commerce dans ces Indes, & reservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols, Sujets de Sadite Majesté Catholique; & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Estats Generaux promettent aussi d'aider Sa Majesté Catholique; bien entendu que cette regle ne donnera pas de prejudice au contenu du Contract de l'Assiento des Negres, fait en dernier lieu avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

XXXII. Tous Prisonniers de guerre seront delivrés de part & d'autre sans payer aucun rançon, & sans distinction des Lieux, ni des Drapeaux ou Etendarts, où, & sous lesquels ils ayent servi, pour autant que ces Prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & les dettes, que lesdits Prisonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols de par Sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Estats de par l'Estat, respectivement dans le terme de trois mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

XXXIII. Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre encore plus libre & seure, on est convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le dix-septiéme Decembre mille six cent cinquante, entre le feu Roi Philippe IV. & les Seigneurs Estats Généraux, & que ce Traité sera observé & executé en tout, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot, excepté que la defense comprise dans les Articles troisiéme & quatriéme de ce Traité n'aura aucun lieu.

XXXIV. Quoy qu'il soit dit dans plusieurs des Articles precedens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, frequenter, demeurer, naviger & trafiquer dans les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre des Hauts Contractans; on entend neantmoins, que lesdits Sujets ne jouïront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressement convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnoles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformement à l'Article XXXI. de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la Navigation & le Commerce se feront, comme ils s'y sont fait jusques à present, & que pour ce qui regarde les Isles Canaries, la Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Estats s'y feront de la même maniere, que sous le Regne du feu Roy Charles second.

XXXV. Si par inadvertence ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité, de la part desdits Seigneurs Roy ou Etats, ou leurs Successeurs, cette Paix, & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondence, mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls châtiés, & le dommage sera reparé au même lieu, où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celuy de leur domicile sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps, ny Biens, de quelque maniére que ce soit.

XXXVI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne d'Espagne, & lesdits Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné un terme d'un an & d'un jour, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empeschement, ny proceder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes. ANNO 1714.

XXXVII. Puis que l'heureuse continuation de Paix, aussi bien que le repos & la seureté de l'Europe dependent entr'autres principalement aussi de ce, que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours independantes l'une de l'autre, & qu'Elles ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roy, & que Sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roy Très-Chrêtien, a renoncé le cinquiéme Novembre de l'année mil sept cent douze, pour Elle-même, ses Heritiers, & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre & pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne de France, & que de l'autre coté les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux-mêmes, leurs Heritiers & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre ou pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne d'Espagne, & puis que ces Renonciations & les Declarations, qui s'en sont ensuivies en Espagne, & en France, sont aussi devenues des Loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, Sa Majesté Catholique confirme encore par ce Traité, de la maniere la plus forte, ladite Renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage tant pour Elle-même, que pour ses Heritiers & Successeurs d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette Renonciation, sans permettre, ny souffrir que directement ny indirectement on en vienne contre, soit en tout, soit en partie, comme aussi d'emploier tout son pouvoir à ce que lesdites Renonciations des Princes de la Maison Royale de France, sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toûjours tellement separées l'une de l'autre, qu'Elles ne puissent jamais être unis.

XXXVIII. En ce present Traité de Paix & d'alliance seront compris tous les Roys, Princes & Etats, qui seront nommés d'un commun & reciproque consentement & satisfaction de part & d'autre dans un tems convenable.

XXXIX. Et pour plus grande seureté de ce Traité, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité publié, verifié, & enregistré de part & d'autre, dans les Conseils, Cours & autres Places où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XL. Sera le present Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces presentes de nos seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixiéme Juin l'an mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) F. M. Ducque d'Ossuna.

(L.S.) El Marque de Monteleon.

(L. S.) B. v. Dussen.

(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.

(L.S.) F. A. Baron de Rheede de Renswoude.

(L. S.) Graef van Knip-huysen.

Arti-

ANNO 1714.

Article ſeparé, concernant la ſomme de 4100352. Livres pretendüe par L. H. P. du même jour 26. Juin 1714.

NOus Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains de nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique le compte des debtes & pretenſions des Colleges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies à la charge de la Couronne d'Eſpagne, reſultantes de pluſieurs Equipages faits par leſdits Colleges pour ladite Couronne, dans les années mil ſix cent ſoixante quinze, mil ſix cent ſoixante ſeize, mil ſix cent ſoixante dix ſept, & mil ſix cent ſoixante dix huit; leſquelles debtes, & pretenſions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à quatre millions cent mille trois cent cinquante deux francs, monnoye de Hollande, outre les interêts de cette ſomme, depuis le premier Janvier mille ſix cent quatre vingt deux, juſques au payement entier & effectif, comme auſſi la liquidation, qui en a été faite en partie à Bruxelles le vingt cinq Novembre mil ſix cent quatre vingt un, avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Pays-bas Eſpagnols, & ayant demandé & fortement inſiſté pour le payement deſdites dettes, & nous Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique, ne nous trouvant point authoriſés à ajuſter cette affaire, nous promettons de remettre leſdits Papiers à Sa Majeſté Catholique, afin qu'elle rende la juſtice aux Colleges de l'Amirauté, comme il ſera de raiſon.

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt ſixiéme Juin mil ſept cent quatorze.

Signé,

(L.S.) DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEONE. (L.S.) B. v. DUSSEN.

(L.S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Autre Article ſeparé, concernant les Pretenſions de la Succeſſion d'Orange à la charge de l'Eſpagne. Du même jour 25. Juin 1714.

COmme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, en qualité d'Executeurs du Teſtament de Sa Majeſté le feu Roy de la Grande-Bretagne, de tres glorieuſe memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique par nous ſoufignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Etats Generaux, contenant ledit Memoire, ce que Leurs Hautes Puiſſances ſoutiennent appartenir legitimement à la ſucceſſion de feu Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Eſpagne, ſuivant le Traité de Tranſaction paſſé & conclu le vingt ſix Decembre mil ſix cent quatre vingt ſept, entre feüe Sa Majeſté Catholique, de glorieuſe memoire, d'une part, & Sadite Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre; conſiſtant en trois rentes diſtinctes: ſavoir une de quatre vingt mille Livres annuelle; une de vingt mille Livres annuelle; ces deux hypothequées ſur les Douanes de la Meuze, & de l'Eſcaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année mil ſix cent quatre vingt ſeize: & une de cinquante mille Livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme deſſus, outre un reſtant de trente ſept mille quatre cent quatre vingt douze Livres pour l'année mil ſix cent quatre vingt quinze; & encore une ſomme de cent vingt mille écus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du ſuſdit Traité; & que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite repreſentation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, une Copie du ſuſdit Traité de Tranſaction, & des autres, qui y ſont relatifs: afin que les ſuſdites arrerages, & la ſuſdite ſomme de cent vingt mille écus, avec les interêts, qui en ſont dus, du jour du retardement, ſoient payez promptement à ladite Succeſſion Royale par Sa Majeſté Catholique ou de ſa part: & que l'on continuë le payement deſdites rentes reſpectives, ſavoir le payement abſolu de celle deſdits cinquante mille Livres, de celle de quatre vingt mille Livres & de celle de vingt mille Livres, en cas que les preſens ou futurs Poſſeſſeurs des fonds hypothequés & engagez, vinſſent, en quelque tems que ce ſoit, à manquer au payement deſdites deux dernieres rentes cy-deſſus mentionnées. Et comme d'un côté nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons inſiſté, que ces payements fuſſent promis, par Sa Majeſté Catholique ou en ſon nom, & que cette promeſſe fut compriſe, & inſerée dans un Article ſeparé du preſent Traité de Paix; mais, que de l'autre, nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet egard, & que l'on a jugé le plus convenable, de ne point retarder pour cela la concluſion du Traité de Paix; on eſt tombé d'accord, de part & d'autre, qu'il ſera reſervé à ladite Succeſſion Royale, de pourſuivre la ſatisfaction des pretenſions ſuſdites, de la maniere que les intereſſez à ladite Succeſſion le trouveront convenable & à propos: ſauf auſſi les raiſons que Sa Majeſté Catholique pourroit alleguer au contraire.

ANNO 1714

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt ſixiéme Juin mil ſept cent quatorze.

Signé,

(L.S.) F. M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEON. (L.S.) B. v. DUSSEN.

(L.S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Plein-pouvoir des Ambaſſadeurs d'Eſpagne.

DOn Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordouë, Corſique, Murcie, Jaën & des Algarves, d'Algezire, de Gibraltar, des Iſles de la Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte d'Apsbourg, de la Flandre, du Tirol & de Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina &c. Comme nous n'avons eu rien plus à cœur, ni ne ſouhaitons rien avec plus d'ardeur, que le ſoulagement & le repos de nos Sujets, dans les afflictions & les calamitez d'une Guerre ſi ſanglante, & de ſi longue durée, qu'a été celle, que nous avons ſoufferte juſques icy; & comme

nous

ANNO 1714. nous sommes obligez d'avancer le soulagement & ce repos, par une fin heureuse des effets & suites pernicieuses de la Guerre susdite, pour jouïr par là de la tranquilité, splendeur & des prosperités qu'ils souhaitent si ardemment; & considerans que pour l'affermissement d'un bien si commun, on doit commencer par une Paix particuliere, & une amitié reciproque entre cette Couronne, & les Etats Généraux des Provinces Unies. Nous avons trouvé à propos de nommer pour cette fin, & de munir de Plein-pouvoir & d'authorité entiere vous Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carello, & Toledo, Ponze de Leon, Duc d'Ossuna, nôtre Cousin, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de nôtre Chambre, premier Chambellan & Echanson, premier Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Commandeur de cette Chevallerie, & Commandeur d'icelle, comme aussi de celle d'Ufagre dans celle de St. Jago, Capitaine de la premiere Compagnie Espagnole de nos Gardes Royales du Corps. Et Don Isidoro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon, nôtre parent, Conseiller dans nôtre Conseil des Indes, en qualité de nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à cause de la satisfaction & de la confiance entiere, que nous avons sur vos Personnes, comme aussi des preuves que nous avons de vôtre prudence, sagesse, experience, zele, & amour pour nôtre service Royal, dont nous avons vû les marques dans plusieurs occasions, des qualitez tant requises dans une Negotiation de cette importance, pour pouvoir traiter, conclure, & effectuer avec les Ministres & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, nommez pour cette même fin, un bon, ferme & inviolable Traité d'une Paix particuliere & convenable avec les interets & les avantages reciproques des Sujets de nôtre Couronne & desdits Etats Generaux. Nous promettons, comme nous le promettons par celle-ci, sur nôtre foy & Parole Royale, que nous, aussi bien que nos Successeurs, certifierons & approuverons tout ce que vous terminerés, concluerés, & effectuerés avec lesdits Ministres des Etats Generaux, pour l'obtien d'une Paix particuliere, comme il est dit cy-dessus, & que nous l'executerons exactement, & que nous prendrons soin, que tout soit executé sans la moindre contravention, & de même, que nous ne souffrirons jamais, qu'on y contrevienne, soit directement, ou indirectement, à quoy aussi bien que pour toute autre chose qu'il soit nécessaire, nous donnons toute authorité, Plein-pouvoir, & faculté requise, & que nous le ratifierons & l'approuverons, dans un tel terme, qu'il sera stipulé reciproquement. Nous declarons de plus, que par absence ou par maladie d'un de vous Duc d'Ossuna, & Marquis de Monteleon susdits, un seul de vous deux pourra succeder à terminer & à conclure cette Negotiation, promettants de même de bonne foy & sur nôtre parole Royale, d'avoir tout pour agreable & stable, & même de le ratifier avec toutes les solemnités & autres circonstances requises, comme s'il auroit été ajusté par vous tous deux. En foy de quoy nous ordonnons de depêcher, comme nous depeschons par celle-ci les presentes, verifiées par nôtre signature, cachettées de nostre Seau secret & contresignées par nôtre Secretaire d'Estat. Donné à Madrid le cinquiéme Avril mil sept cent treize.

Signé,

MOI LE ROI.

Et plus-bas.

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Plein-pouvoirs des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment, que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrestienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a esté agréée pour lieu des Conferences; Nous, par ce même desir, d'arrêter, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet deputer à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la Nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience, qu'ils ont des affaires publicques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de Nostre Estat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpeenerwaert; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, dans Nostre ressort; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Estats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Université de Franequer; & Charle Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez en Notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groeningue & Ommelandes, se sont signalées en plusieurs employs importants, pour Nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse, au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Randwijk, Buys, vander Dussen, de Spanbroeck, de Renswoude, de Goslinga, & le Comte d'In & Kniphuysen, les commettons, ordonnons; & deputons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller à Utrecht, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires pour la Paix, & d'y conferer avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy d'Espagne, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens, de terminer & pacifier les differens, qui causent aujourd'huy la Guerre, entre Sa Majesté Catholique & Nous, & pourroient nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns, ou quelqu'un d'entre eux, en cas d'absence des autres, par maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce, qu'ils estimeront necessaire, pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce, que Nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces présentes; Promettant sincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce, que par lesdits Sieurs Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de maladie, d'absence, ou autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier Nos Lettres de ratification, dans le tems, qu'ils l'auront promis en Nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en Nostre Assemblée, sous Nostre grand Seau, la paraphure du Président de Nostre Assemblée, & le Seing de Nostre Greffier, le neuviéme May mil sept cent treize.

ANNO 1714.

Estoit paraphé,

J. VAN WELDEREN. Vt.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux,

Estoit signé,

F. FAGEL.

ANNO 1714. *Ratification de Leurs Hautes Puiſſances. A la Haye le 6. d'Aouſt.* 1714.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Païx, d'amitié & de Commerce, fait & conclu à Utrecht le vingt & ſixiéme jour du mois de Juin de la préſente année mil ſept cent quatotze, par le Sieur Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Oſſune, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Grand d'Eſpagne de la premiére claſſe, grand Chambellan du Roi Catholique, grand Notaire dans les Royaumes de Caſtille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des grands Aſſiſtans à la Chambre du Roi Catholique, Géneral dans ſes Armées, Capitaine de la prémiére Compagnie de ſes Gardes du Corps; & le Sr. Don Iſidore Caſado de Azevedo de Roſales, Marquis de Monteleon, Vicomte d'Alcazar Real, Senateur au Conſeil Souverain des Indes de Sa Majeſté Catholique; un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majeſté; Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne au Congrès d'Utrecht; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, Bourguemaître, Sénateur, & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inkhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelanden, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleinpouvoirs reſpectifs, duquel Traité la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification ſeront échangées dans le terme de ſix ſemaines, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature, Nous voulant bien donner des marques de nôtre ſincerité, & Nous acquiter de la parole, que Nos Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-deſſus tranſcrits, comme Nous l'agréons, approuvons & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foi & ſincerement de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, de Point en Point, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le ſixiéme d'Aouſt l'an mil ſept cent quatorze.

Etoit paraphé,

C v. Gheel van Spanproek. Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. Fagel.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

Ratification du coſté de l'Eſpagne. Donnée au Pardo le 27. Juillet 1714. ANNO 1714.

DOn Philippe par la Grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſe, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina, &c. D'autant que le vingt ſixiéme Juin dernier, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, ont dans la Ville d'Utrecht, ajuſté, conclu & ſigné un Traité de Paix & d'amitié dont la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Duquel Traité ci-deſſus écrit & inſeré, comme il eſt dit, après l'avoir vû & examiné murement de mot à mot dans mon Conſeil, j'ay reſolu de l'aprouver & de le ratifier, comme en vertu des préſentes je l'aprouve & ratifie, & tout ce qui y eſt exprimé & mentionné, pour moi & mes Héritiers & Succeſſeurs, comme auſſi pour mes Vaſſaux, Sujets & Habitans de tous mes Royaumes & Seigneuries, & ce en la meilleure & plus ample forme que faire ſe peut, & tiens pour bon, ferme & de valeur tout ce qui y eſt contenu, & je promets en foi & parolle de Roi, auſſi bien que pour mes Succeſſeurs & Héritiers, de l'obſerver & executer inviolablement, ſelon ſa forme & teneur, & d'ordonner qu'il ſoit executé & obſervé de la même maniere, que ſi je l'avois fait en propre Perſonne, ſans rien faire ou rien faire aller contre, de quelque maniere, que ce puiſſe être, ni de permettre, qu'il ſe faſſe rien qui y ſoit contraire; & qu'en cas qu'il ſe fît quelque contravention contre la teneur du ſuſdit Traité, je donneray ordre qu'on le repare actuellement, ſans difficulté ni délay, par la punition des Delinquants; obligeant en outre, pour l'obſervation de ce que deſſus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pays, & Seigneuries en particulier, auſſi bien que mes autres biens, préſens & avenir, comme pareillement mes Héritiers & Succeſſeurs, ſans rien excepter; Et pour plus grande fermeté de cette obligation, je renonce à toutes Loix, coutumes & autres choſes à ce contraires: Pour confirmation de quoi, j'ay ordonné de faire dépêcher ces préſentes, ſignées de ma main, & confirmées de mon Cachet, & qu'elles fuſſent contreſignées par mon Secretaire d'Etat. Fait au Pardo le vingt ſeptiéme Juillet mille ſept cent quatorze.

Etoit ſigné,

MOI LE ROI.

Et contreſigné,

Man. de Elyondo.

CLXXIII.

Teſtament (1) *de* Louis XIV. *Roi de France & de Navarre diſpoſant de la Tutelle du* Dauphin *ſon arriere-Petit-fils, & du Conſeil de Regence qu'il veut eſtre établi après ſa mort. A Marli 2. d'Aouſt.* 1714. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4] 2. Aoû

COmme par la Miſericorde de Dieu, la Guerre (qui a pendant pluſieurs Années agité nôtre Royaume avec des Ennemis differents, qui nous ont

(1) Deux Codicilles furent ajoutez à ce Teſtament le 13. Avril & 23. d'Août. 1715. Voyez les cy-après ſous cette derniére datte. [Dum.]

ANNO 1714. ont causé des inquietudes,) est heureusement terminée ; Nous n'avons présentement rien plus à cœur, que de procurer à nos Peuples le soulagement que le tems de Guerre ne Nous a pas permis de leur donner, de les mettre en état de jouïr long-tems des fruits de la Paix, & d'eloigner tout ce qui pourroit troubler leur Tranquillité. Nous croyons, dans cette vûë, devoir étendre nos soins Paternels à prevoir & prevenir, autant qu'il dépend de Nous, les Maux dont notre Royaume pourroit être troublé, si par l'Ordre de la Divine Providence, notre décez arrive avant que le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, qui est l'Héritier de notre Couronne, ait atteint sa 14. Année, qui est l'âge de sa Majorité.

C'est ce qui Nous engage à pourvoir à sa Tutelle & à l'Education de sa Personne, & à former pendant sa Minorité un Conseil de Régence, capable par sa prudence, sa probité, & la grande experience de ceux que Nous choisirons pour le composer, de conserver le bon Ordre dans le Gouvernement de l'Etat, & maintenir nos Sujets dans l'obeïssance qu'ils doivent au Roi Mineur.

Le Conseil sera composé du Duc d'Orleans, Chef du Conseil, du Duc de Bourbon, quand il aura 24. Ans accomplis, du Duc du Maine, du Comte de Toulouze, du Chancelier de France, du Chef du Conseil Royal, des Maréchaux de Villeroi, de Villars, d'Uxelles, de Tallard, & d'Harcourt, des 4. Secretaires d'Etat, & du Controlleur General des Finances.

Nous les avons choisis par la connoissance de leur capacité, de leurs talens, & du fidelle attachement qu'ils ont toûjours eu pour notre Personne, & que Nous sommes persuadez qu'ils auront de même pour le Roi Mineur.

Voulons que la Personne du Roi Mineur soit sous la Tutelle & à la garde du Conseil de Régence.

Mais comme il est nécessaire que sous l'Autorité de ce Conseil, quelque personne de mérite, universellement reconnu & distingué par son Rang, soit particulierement chargé de veiller à la Sûreté, Conservation & Education du Mineur ; Nous nommons le Duc du Maine pour avoir cette autorité, & remplir cette importante fonction, du jour de notre décès. Nous nommons aussi pour Gouverneur du Roi Mineur, sous l'Autorité du Duc du Maine, le Maréchal de Villeroi, qui par sa bonne conduite, sa probité & ses talens, Nous a paru mériter d'être honoré de cette marque de notre estime & de nôtre Confiance, Nous sommes persuadez que pour tout ce qui aura raport à la Personne & à l'Education du Roi Mineur, le Duc du Maine & le Maréchal de Villeroi, Gouverneurs, animez tous deux par un même Esprit, agiront avec un parfait concert, & qu'ils n'obmettront rien pour lui inspirer les Sentimens de Vertu, de Religion, & de Grandeur d'Ame, que Nous souhaitons qu'il conserve toute sa vie.

Voulons que les Officiers de la Garde & de la Maison du Roi soient tenus de reconnoître le Duc du Maine, & de lui obéïr en ce qu'il ordonnera pour le fait de leurs Charges, qui aura raport à la Personne du Roi Mineur, à sa garde & à sa sûreté. Au cas que le Duc du Maine vienne à manquer avant notre décès, ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Comte de Toulouze, pour avoir la même Autorité, & remplir les mêmes fonctions. Pareillement, si le Maréchal de Villeroi decede avant ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Maréchal d'Harcourt.

Voulons que toutes les affaires qui doivent être decidées par l'Autorité du Roi, sans aucune exception ni reserve, soit concernant la Guerre ou la Paix ; la Disposition, l'Administration des Finances ; ou le choix des Personnes qui doivent remplir les Archevêchez, Evêchez, Abbaïes, ou autres Benefices, dont la Nomination doit apartenir au Roi Mineur ; la Nomination aux Charges de la Couronne, aux Charges de Secretaires d'Etat, & à celle de Controlleur General des Finances : à toutes celles des Officiers, tant des Troupes de Terre, qu'Officiers de Marine & des Galéres ; aux Officiers de Judicature, tant des Cours Superieures qu'autres, & celles de Finance ; aux Charges de Gouverneurs, Lieutenans-Generaux dans les Provinces, & celles des Etats Majors des Places fortes tant des Frontieres que des Places du dedans du Royaume, sans distinction de grandes & petites, qui sont à la Nomination du Roi ; & generalement pour toutes les Charges, Commissions & Emplois que le Roi doit nommer, soient proposées & deliberées au Conseil de Régence : Que les Résolutions y soient prises à la pluralité des suffrages, sans que le Duc d'Orleans, Chef du Conseil, puisse seul & par son Autorité particuliere, rien determiner, statuer, ordonner, & faire expedier aucun Ordre au Nom du Roi Mineur, autrement que suivant l'Avis du Conseil de Régence. ANNO 1714.

S'il arrive qu'il y eût dans quelque affaire diversité de sentimens dans le Conseil de Régence ; ceux qui y assisteront seront obligez de se réünir à deux Avis, & celui du plus grand nombre prévaudra toûjours : Mais s'il se trouve qu'il y eût dans les deux Avis un nombre égal de suffrages, en ce cas seulement, l'Avis du Duc d'Orleans, comme Chef du Conseil, prévaudra.

Lors qu'il s'agira de nommer aux Bénefices, le Confesseur du Roi entrera au Conseil de Régence, pour y présenter le Memoire des Bénefices vacans, & proposer les Personnes qu'il croira capables de les remplir. Seront aussi admis au même Conseil Extraordinaire, lors qu'il s'agira de la Nomination des Bénefices, deux Archevêques ou Evêques, de ceux qui se trouveront à la Cour, & qui seront avertis par l'Ordre du Conseil de Régence, pour s'y trouver, & donner leur Avis sur le choix des Sujets qui seront proposez.

Le Conseil de Régence s'assemblera 4. ou 5. jours de la semaine, le matin, dans la Chambre ou Cabinet du Roi Mineur ; & aussi-tôt que le Roi aura dix ans accomplis, il pourra y assister quand il voudra, non pour ordonner & décider, mais pour entendre & pour prendre les premieres connoissances des affaires.

En cas d'absence ou d'empêchement du Duc d'Orleans, celui qui se trouvera plus avancé par son Rang, tiendra le Conseil, afin que le cours des affaires ne soit pas interrompu.

Et s'il y a partage de voix, la sienne prévaudra. Il sera tenu regître par le plus ancien des Secretaires d'Etat, qui se trouvera présent, de tout ce qui sera déliberé & résolu, pour être ensuite les expeditions faites au nom du Roi Mineur, par ceux qui en seront chargez.

Si avant qu'il plaise à Dieu Nous appeller à lui, quelqu'un que Nous ayons nommé pour remplir le Conseil de la Régence décede, ou se trouve hors d'état d'y entrer ; Nous nous réservons d'y pourvoir & nommer une autre Personne pour remplir sa place, & Nous le ferons par un Ecrit qui sera entierement de notre Main, qui ne paroîtra qu'après notre décez : Et si Nous ne nommons personne, le nombre de ceux qui devront composer le Conseil de Régence, demeurera reduit à ceux qui se trouveront vivans au jour de notre mort.

Il ne sera fait aucun changement au Conseil de la Régence, tant que durera la Minorité du Roi ; & si pendant le tems de cette Minorité quelqu'un de ceux que nous y avons nommé, vient à manquer, la place vacante pourra être remplacée par le choix & deliberation du Conseil de Regence, sans que le nombre de ceux qui le doivent composer, tel qu'il aura été au jour de notre décez, puisse être augmenté ; & le cas arrivant que plusieurs de ceux qui le composent ne puissent pas y assister, par maladie ou autrement, il faudra qu'il s'y trouve toûjours au moins le nombre de sept de ceux qui sont nommez pour le composer, afin que les Deliberations qui auront été prises, ayent rang & force d'Authorité : Et à cet effet, dans tous les Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Provisions & Actes, qui doivent être déliberez au Conseil de Régence, & qui seront expediez pendant la Minorité, il sera fait mention expresse du nombre des Personnes qui auront assisté au Conseil dans lesquels les Edits, Lettres Patentes & autres Expeditions auront été résoluës.

Notre principale application, pendant la durée de notre Regne, a toûjours été de conserver dans notre Royaume la pureté de la Religion Catholique Romaine, en éloignant toute sorte de nouveauté ; Et Nous avons fait tous nos Efforts, pour unir à l'Eglise ceux qui en étoient séparez. Notre intention est que le Conseil de la Régence s'attache à maintenir les Loix & Reglemens que Nous avons faits à ce

ANNO 1714. ce ſujet, & Nous exhortons le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, lors qu'il ſera en âge de gouverner par lui-même, de ne jamais ſouffrir qu'il y ſoit donné atteinte : Comme auſſi de maintenir avec la même fermeté, les Edits que Nous avons faits contre les Duels, comme les plus utiles pour attirer la bénédiction de Dieu ſur notre Royaume, & pour la conſervation de la Nobleſſe, qui en fait la principale force.

Notre intention eſt que les diſpoſitions contenuës dans notre Edit du mois de Juillet dernier en faveur du Duc du Maine, & du Comte de Toulouſe, & leurs deſcendans, ayent pour toûjours leur entiére exécution, ſans qu'en aucun tems, il puiſſe être donné atteinte aucune à ce que Nous avons déclaré de notre Volonté.

Entre les différens Etabliſſemens que Nous avons faits durant le cours de notre Regne, il n'y en a point qui ſoit plus utile à l'Etat, que celui de l'Hôtel Royal des Invalides : Il eſt bien juſte que ces Soldats, qui par les bleſſures qu'ils ont reçûës à la Guerre, ou qui par leur long ſervice & âge, ſont hors d'état de travailler & de gagner leur vie, ayent une ſubſiſtance aſſurée pour le reſte de leurs jours ; & que pluſieurs Officiers qui ſont denuez des biens de la fortune, y trouvent auſſi une retraite honorable. Toutes ſortes de motifs doivent engager le Dauphin, & tous les Rois nos Succeſſeurs, à ſoûtenir cet Etabliſſement, & lui accorder une Protection particuliére : Nous l'y exhortons autant qu'il eſt en notre pouvoir.

La Fondation que nous avons faite d'une Maiſon à *St. Cyr*, pour l'Education de 250. Demoiſelles, donnera perpetuellement à l'avenir aux Rois nos Succeſſeurs, un moyen de faire des graces à pluſieurs Familles de notre Royaume, qui ſe trouvant chargées d'Enfans avec peu de bien, auroient le regret de ne pas pouvoir fournir à la dépenſe neceſſaire pour leur donner l'Education convenable à leur naiſſance. Nous voulons que ſi de notre vivant les 40. mille Livres de revenus en fonds de Terre, que Nous avons donné pour la Fondation, ne fuſſent pas entierement remplis, il ſoit fait des aquiſitions le plus promtement qu'il ſe pourra après notre decès, pour fournir ce qui s'en manquera ; & que les autres Sommes que Nous avons aſſignées à cette Fondation ſur nos Domaines & Recettes generales, tant pour augmenter la Fondation, que pour dotter les Demoiſelles qui ſortent à l'âge de 20. ans, ſoient régulierement payées ; en ſorte qu'en nul cas, & ſous quelque prétexte que ce ſoit, notre Fondation ne puiſſe être diminuée, & qu'il ne ſoit donné aucune atteinte à l'union qui a été faite de la Menſe Abatiale de *S. Denis* ; comme auſſi qu'il ne ſoit rien changé aux Réglemens que nous avons jugé à propos pour le gouvernement de la Maiſon, & pour la qualité & preuves qui doivent être faites par leſdites Demoiſelles qui obtiennent des Places dans la Maiſon.

Nous n'avons d'autres vûës dans toutes les diſpoſitions de notre préſent Teſtament, que le bien de notre Etat & de nos Sujets. Nous prions Dieu qu'il béniſſe notre Poſterité & qu'il Nous faſſe la grace de faire un aſſez bon uſage du reſte de notre vie pour effacer nos péchez, & pour obtenir ſa Miſericorde.

Fait à Marli le 2. Août. 1714.

CLXXIV.

7. Sept. *Pax inter Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI. *ac Imperium ab una & Ludovicum XIV. Regem Galliæ Chriſtianiſſimum a parte altera, iterato ſancita ; Eſt enim una & eadem cum illa Raſtadienſi ; Sed hic majori cum ſolemnitate celebrata. Badæ Ergoviæ die 7. Septembris* 1714. *Cum* ARTICULO SEPARATO *de Titulis, a Cæſare in Tractatu adhibitis. Cumque* PLENIPOTENTIIS *&* RATIFICATIONIBUS *utriuſque partis.* [Copie imprimée à Vienne Typis *Joannis Jacob. Kürner* Procer. Typograph. in 4 Copie imprimée à Paris chez François Fournier Rüe St. Jaques avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. en Latin & en François.] ANNO 1714.

In nomine Sacroſanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus ſancti.

NOTUM ſit univerſis, cum alma Pace per ſummi Numinis benignitatem feliciter inſtaurata Raſtadii ſexta die nuper præteriti menſis Martii inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum ſextum Electum Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Regem Germaniæ, Caſtellæ, Aragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Principem Sueviæ, Catalauniæ, & Aſturiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchionem Otiſthani, Comitem Goziani, Namurci, Roſſilionis & Ceritaniæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcaiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. ac Sacrum Romanum Imperium ab una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum, Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum ab altera parte convenerit, ut quæ illic, operis tam ſalutaris magis accelerandi gratia, vel citra omnem, quæ obſervari debuiſſet, ſolemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliasve addenda eſſent, novo ſolemniore & generaliore in Helvetiæ partibus inſtituendo Congreſſu recepto more perficerentur, id nunc Divino rurſus aſpirante favore completum eſſe. Comparentes quippe Badæ-Ergoviæ loco utrinque delecto Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii nomine Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Sacri Romani Imperii, Celſiſſimus Princeps ac Dominus Eugenius, Sabaudiæ & Pedemontium Princeps, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Status intimus, Conſilii Aulico-Bellici Præſes, Locumtenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareſcallus, nec non Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Petrus Comes de Goeſs in Carlsberg, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Statns, Camerarius, & Carinthiæ ſupremus Capitaneus Provincialis, & Dominus Joannes Fridericus Comes à Seilern & Aſpang, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, & Cancellariæ ſecretioris Aulicæ Auſtriacæ Aſſeſſor : Nomine vero Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Celſiſſimus & Excellentiſſimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par & Mareſchallus Franciæ, Martigii Princeps, Meloduni Vice-Comes, Exercituum Regiorum in Germania Dux ſupremus, Regiorum Ordinum ut & aurei Velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provinciae Gubernator & Locumtenens Generalis, nec non Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Franciſcus Carolus de Vintimillia ex Comitibus Maſſiliæ Comes du Luc, Marchio de la Marthe, pro Rege in Provincia Locumtenens, Ordinis ſancti Ludovici Commendator, Inſularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ ad Helvetos, Rhætos & Rempublicam Valeſianam Legatus, & Dominus Dominicus de Barberie Eques, Dominus de Saint Conteſt, Regi Chriſtianiſſimo à Sanctioribus Conſiliis, Libellorum ſupplicum in Aula Regia Magiſter, reique judiciariæ Civilis & ærariæ, nec non bellicæ per Diſtrictus Metenſem, Tullenſem, & Virodunenſem, ut & Regiorum Exercituum in Confiniis Campaniæ & ad Sarram Moſellamque Præfectus, poſt invocatam cœleſtem opem & commutatas rite Mandatorum in calce hujus Inſtrumenti deſcriptorum tabulas mutuas, initæ jam Pacis Leges confirmarunt, auxerunt & in ſolemnem formam redegerunt tenore ſequenti.

I. Pax

ANNO 1714. I. Pax Christiana Rastadii sexta Martii Anni currentis concluſa, ſit & maneat perpetua ac univerſalis, concilietque ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæſaream Majeſtatem Ejuſque Succeſſores, totum Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones hæreditarias, Clientes ac Subditos ab una, & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam Ejuſque Succeſſores, Clientes & Subditos ab altera parte, eaque ita ſincere ſervetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum ſub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus ſeu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, præſtare, alteriuſve Subditos rebelles ſeu refractarios recipere, protegere aut juvare quavis ratione poſſit, aut debeat, ſed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum ſerio promoveat, non obſtantibus quibuſcunque in contrarium facientibus promiſſionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amneſtia & oblivio omnium eorum, quæ ob cauſam vel occaſione præteriti Belli quocunque loco modove ultro citroque hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa vel prætextu alter alteri quicquam inimicitiæ, directe vel indirecte, ſpecie juris aut via facti, neque intra, neque extra Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hæreditarias, Regnumque Galliæ inferat, aut inferri patiatur, ſed omnes & ſingulæ hinc inde verbis, ſcriptis aut factis illatæ injuriæ & violentiæ abſque omni perſonarum rerumve reſpectu ita penitus abolitæ ſint, ut quidquid eo nomine alter adverſus alterum prætendere poſſit, perpetua ſit oblivione ſepultum.

III. Pacis hujus baſis & fundamentum ſit Pax Weſtphalica, Neomagenſis & Ryſwicenſis, hæque ſtatim a commutatis Ratificationum formulis in ſacris & profanis plene executioni mandentur, & inviolabiliter impoſterum ſerventur, niſi quatenus nunc aliter conventum eſt. Hunc in finem omnia tam quoad mutationes, quæ durante ultimo Bello vel ante illud factæ, quam quæ executioni vel plane non, vel imperfecte datæ, vel poſt factam executionem rurſus immutatæ fuere, ſi quid re ipſa tale reperiatur, eum in ſtatum in Sacro Romano Imperio, Ejuſque appertinentiis reponantur, qui per ſupradictum Tractatum Ryſwicenſem præſcriptus fuit.

IV. Reſtituet Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima ſecundum hanc & Pacem Ryſwicenſem Sacræ Cæſareæ Majeſtati, & Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ Briſacum vetus integrum in moderno ſtatu cum granariis, armamentariis, munimentis, vallis, muris, Turribus, aliiſque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni ſitis, iis, quæ in ſiniſtra parte Rheni ſunt, interque ea Fortalitio *le Mortier* dicto Regi Chriſtianiſſimo relictis; omnia ad normam & ſub conditionibus Articuli vigeſimi dictæ Pacis Ryſwicenſis menſe Octobri 1697. inter Imperatorem Leopoldum inclytæ Memoriæ, & Regem Chriſtianiſſimum concluſæ.

V. Reddet quoque Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ Urbem & Arcem Friburgenſem, nec non Fortalitium ſancti Petri, Fortalitium item Stella nuncupatum, & quæcunque alia munimenta ibi aut alibi per ſylvam Herciniam, vel reliquum Briſgoviæ Diſtrictum erecta aut reſtaurata, in ſtatu, quo nunc ſunt, abſque ulla demolitione aut deterioratione cum Villis Lehen, Merzhauſen, & Kirchzarth, omnique jure, cum Archivis item omnibuſque Scripturis & Documentis literariis tempore ultimæ occupationis repertis, ſive ibi adhuc extent, ſive aliorſum tranſlata ſint, Jure Diœceſano aliiſque juribus & reditibus Epiſcopatus Conſtantienſis ſemper ſalvis.

VI. Reſtituet pariter Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima munimentum Kehl à ſe exſtructum, in dextra Rheni parte ad pontem Argentinenſem ſitum, integrum cum omnibus Juribus & dependentiis, munimentum vero de la Pile, cœteraque in ipſo Rheno, ſeu Rheni Inſulis prope Argentinam jacentibus exſtructa ſumptibus Regis Chriſtianiſſimi ſolo plane æquabuntur à neutra Parte poſthac reædificanda; quæ conventæ Reſtitutiones & deſtructiones Locorum & Munimentorum ſupradictorum poſt Ratificationem hujus Tractatus termino Articulis ſequentibus expreſſo executioni dabuntur: Fluminis autem Navigatio, aliuſve uſus utriuſque Partis Subditis, aut qui alias illac commeare, navigare, aut merces tranſvehere volent, æque patebit, nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus curſus ſeu navigatio, aliuſve uſus difficilior quavis ratione reddatur, multo minus nova Telonia, Portoria, aut Pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, Naveſque, quæ tranſeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera ſeu merces exponere vel recipere cogentur, ſed id libero cujuſque arbitrio relinqui ſemper debebit. ANNO 1714.

VII. Nominata loca, Urbes, Caſtra & Fortalitia Briſacum, Friburgum & Kehl redduntur Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio cum omni Diſtrictu, Juriſdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus item tempore poſtremæ occupationis ibi repertis tormentis, apparatu & ammunitionibus bellicis, quae ex Inventariis exhibendis apparebunt, abſque reſervatione, exceptione aut retentione, bona fide & ſine dilatione, impedimento vel praetextu, iis, qui poſt commutatas Ratihabitionum tabulas à Sacra Cæſarea Majeſtate ſola, vel pro differentia locorum à Sacra Caeſarea Majeſtate & Imperio ad id conſtituti & ſpecialiter deputati fuerint, eaque de locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus praerogativis, utilitatibus, proventibus, & emolumentis, ac quibuſcunque ibidem comprehenſis in Jus, poſſeſſionem actualem & omnimodam poteſtatem ac ſuperioritatem Sacrae Caeſareae Majeſtatis, Imperii & Domus Auſtriacae redeant, quemadmodum antehac ad Ipſos ſpectarunt, & à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima hactenus poſſeſſa fuere, nihilque omnino Juris aut praetenſionis in loca praefata, aut eorum Diſtrictus Sacrae Regiae Majeſtati Chriſtianiſſimae Coronaeque Galliæ remanſiſſe, aut reſervatum fuiſſe intelligatur, nec quidquam porro exigatur pro ſumtibus & impenſis in munimenta, aut alia ædificia publica vel privata inſumptis, nec alia quacunque de cauſa retardetur reſtitutio plenaria intra triginta dies à commutatis Pacis Ratihabitionibus executioni demandanda, adeo ut Præſidia Gallica inde protinus abducantur abſque omni moleſtia, damno vel gravamine Civibus & Incolis, aut aliis quibuſcunque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii Subditis ex cauſa debitorum aut quarumlibet prætenſionum inferendo. Neque fas ſit Militiæ Galliæ in locis evacuandis aut aliis quibuſvis ad Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam non ſpectantibus ultra terminos infra praeſcriptos commorari, hyberna vel ſtationes figere, ſed in proprias Coronæ Gallicæ Ditiones illico abire teneantur.

VIII. Curabit Rex Chriſtianiſſimus ſuis impenſis ſolo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextra ripa & Inſula Rheni exſtructa; ſimiliter &, qui illic eſt, pontem Rheni, fundo cum ædificiis Domui Badenſi reddendo: Deſtruentur eadem ratione munimenta cum Sellingenſe tum alia in Inſulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum ſitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Sellingenſi ad Ludovicianum, & quod è regione Ludoviciani in dextra Rheni ripa conſtructum eſt, à neutra Parte deinceps reparanda; fundo pariter cum ædificiis Domui Badenſi reſtituendo. Fortalitium Ludovicianum vero & Inſula penes Regem Chriſtianiſſimum permanebit. Generaliter Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima ſuis expenſis deſtrui faciet omnia cujuſcunque generis Fortalitia, munimenta, foſſas, propugnacula, Valla & Pontes, ſive eo fine in Tractatu Ryſwicenſi expreſſa, ſive poſt illum à Regia Sua Majeſtate Chriſtianiſſima ad ripam Rheni, vel in ipſo Rheno, aut alibi in Impetio, ſeu Terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet ſpectantibus exſtructa, quæ reparari non poterunt.

IX. Evacuabit quoque Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Caſtrum Bitſch cum omnibus pertinentiis, uti & Caſtrum Homburg deſtructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen ut ipſis Caſtris, &, quæ illis juncta ſunt, Oppidis nullum damnum inferatur, ſed ea omnia illæſa conſerventur.

X. Triginta dierum ſpatio poſt commutatas hujus Tractatus Ratificationum tabulas tam Civitates & loca munita, quam univerſim omnia loca, quæ ſecundum hunc & Raſtadienſem, adeoque & Ryſwicenſem

ANNO 1714. ſem Tractatum, cujus omnes & ſinguli Articuli pro inſertis in hoc Tractatu habentur, & perinde effectui dabuntur, ac ſi eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuiſſet, reddi debent, extradentur iis, qui ad hunc effectum à Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio, aut Principibus particularibus, aliiſve, qui ea ſecundum dictam Pacem Ryſwicenſem poſſidere debent, plena Poteſtate muniti erunt, abſque demolitione Munimentorum & Fortificationum, aut deſtructione ædificiorum publicorum & particularium, & abſque deterioratione ſtatus, in quo nunc ſunt, nec quicquam pro impenſis in ea, aut eorum occaſione factis, petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & Literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæſaream Majeſtatem, vel ad Imperii Principes & Status aut Civitates & loca, quæ Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima reſtituere promittit, pertinent.

XI. Cum Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ mens ſit atque intentio adimplere Tractatum hunc, quantocius id fieri poterit, Sua Regia Majeſtas promittit, munimenta & loca à ſe demolienda majoris momenti ad ſummum ſpatio duorum Menſium, minoris vero momenti ſpatio unius Menſis, utroque poſt commutatas Ratificationum tabulas computando, Regiæ Suae Majeſtatis impenſis eo, quo condictum eſt, modo deſtructum ſoloque æquatum iri.

XII. Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima promittit non minus Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio, ſe ſe reſtituturam omnibus Imperii Membris, Clientibus & Vaſallis Eccleſiaſticis & Secularibus, nominatim Domino Electori Trevirenſi, Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magiſtro, & Epiſcopo Wormatienſi, atque Inclyto Ordini, Domino Epiſcopo Spirenſi, Domui Wirtembergicæ, & ſigillatim Domino Duci Mompelgardenſi, utrique Domui Badenſi, & generaliter omnibus Pace Ryſwicenſi comprehenſis, licet hic ſpeciatim expreſſi non fuerint, quæcunque Territoria, Civitates, loca & bona, quæ proxime præterito Bello, aut ejus occaſione ſive armis, ſive confiſcatione, aut alio quocunque modo Paci Ryſwicenſi contrario, occupaverit, quamvis hoc Tractatu nominata non ſint, uti & plenarie & accurate executuram omnes conditiones & clauſulas Pacis Ryſwicenſis, quibus per præſentem Tractatum expreſſe derogatum non eſt, ſi quæ poſt concluſam dictam Pacem Ryſwicenſem executione caruerint, vel poſtea mutatæ fuerint.

Spondet eadem ratione Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima quantocyus bona fide executioni mandaturam omnes & ſingulos Pacis Ryſwicenſis Articulos Dominum Ducem Lotharingiæ concernentes, quibus hic plenarium robur ſuum confirmatur.

Viciſſim Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium promittunt omnes conditiones & clauſulas Pacis Ryſwicenſis, quæ ad iſtas reſtitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratione Epiſcopatus Argentoratenſis ſpectant, impletum iri.

XIII. Collatam quoque à Sacra Cæſarea Majeſtate cum Sacri Imperii Romani conſenſu, Domui Brunſwico-Hannoveranæ Electoralem Dignitatem Rex Chriſtianiſſimus & per præcedentem Tractatum agnovit, & impoſterum agnoſcet.

XIV. Viciſſim Sacra Cæſarea Majeſtas atque Imperium teſtari cupientes pronum ſuum erga Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, colendæque cum Illa impoſterum amicitiæ, concordiæque ſinceræ atque ſemper duraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryſwicenſis hoc in Tractatu reſtauratæ, conſentiunt, ut Landavia Urbs cum ſuis dependentiis, quæ in Pagis Nuſdorff, Danheim, & Queicheim, eorumque Banniis conſiſtunt, prout iis Rex Chriſtianiſſimus ante Bellum fruitus fuit, munita penes Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam maneat.

XV. Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ univerſim reſtabiliendæ gratia annuit Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colonienſis, & Dominus Maximilianus Emanuel à Bavaria generaliter & integre reſtituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prærogativas, regalia, bona, Dignitates Electorales, aliasque, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum Bellum fruiti ſunt, vel frui potuerunt, & quæ ad eundem Archi-Epiſcopatum Colonienſem, cæteraſque Eccleſias mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediate vel immediate pertinuerunt. ANN 1714.

Reddentur quoque utriſque bona fide Archiva, Documenta literaria, omnia ſuppellectilia, Gallice *meubles*, lapides pretioſi, gemmæ, aliæque generis res, ſicut & tormenta, apparatus & ammunitiones bellicæ in Inventariis fide dignis utrinque producendis enumeratæ; illæ [omnes nimirum, quæ ex illorum Palatiis, Arcibus, Urbibus, Munimentis & quibuſcunque aliis locis reſtituendis, poſt [Bavariæ occupationem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, ejuſque inclytæ Memoriæ Anteceſſorum Mandato ablatæ fuerunt, exceptis illis machinis bellicis, quæ ad vicinos Status aut Urbes pertinebant, iiſque reſtitutæ ſunt; utque pro deficientibus, vel in aliam formam commutatis, aut difficulter conquirendis cæteris rebus ſic ablatis, quæ alias reſtituendæ forent, æquum pretium parata pecunia ſolvatur, aut de iis aliter conveniatur.

Reſtituetur quoque Dominus Archi-Epiſcopus Colonienſis in ſuum Archi-Epiſcopatum Colonienſem, Epiſcopatus Ratisbonenſem, Leodienſem, & in Præpoſituram Berchtolsgadenſem; Capiet etiam ſpeciatim poſſeſſionem Epiſcopatus Hildeſienſis cum omnibus prærogativis, Juribus & bonis ad dictum Epiſcopatum & Eccleſiam ſpectantibus, uti ea ante præteritum Bellum Epiſcopi ſui Prædeceſſores & Eccleſia poſſederunt, aut poſſidere debuerunt, ita ut nulla litis aut prætenſionis ratio à quocunque mota aut movenda integram ejus reſtitutionem impedire poſſit, ſalvo tamen manente jure, quod aliis competere poterit via judiciaria in competentibus Imperii Tribunalibus perſequendum, poſtquam ambo Electores actu reſtituti fuerint; ſalvis etiam & illæſis manentibus Capitulorum & Statuum Archi-Epiſcopatus Colonienſis & reliquarum Eccleſiarum privilegiis, uti per uniones, Tractatus & Conſtitutiones ſtabilita ſunt.

Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum eſt, ut tempore Pacis nullum ibi Præſidium militare imponatur, ſed ejus cuſtodia ſolis Civibus committatur: de neceſſario vero Militum Prætorianorum ad cuſtodiam Corporis & Palatii Archi-Epiſcopalis deſtinandorum numero cum Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio tranſigatur: tempore vero Belli aut ingruente ejus periculo integrum ſit Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio, Urbi huic tantum Præſidii imponere, quantum ratio belli requiſiverit, idque ſecundum Leges & Conſtitutiones Imperii.

Per hanc plenariam reſtitutionem præfati duo Domini Fratres è domo Bavarica oriundi renunciare tenebuntur in perpetuum omnibus prætenſionibus, ſatisfactionibus & quorumlibet damnorum reparationibus, quas propter hoc ultimum Bellum à Sacra Cæſarea Majeſtate, Imperio & Domo Auſtriaca petere vellent; eæque adeo univerſæ & ſingulæ jam nunc pro abolitis haberi debent, caſſæque inanes & nullæ ſunt & ſemper manebunt; qua nihilominus renunciatione nullo modo derogatum erit antiquis prætenſionibus vel juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerunt, eaque per juris tramitem in Imperio receptum perſequi fas erit, ita tamen, ut illis nullum jus novum adverſus quemcunque per hanc integram reſtitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Joſephum Clementem Archi-Epiſcopum Colonienſem & Maximilianum Emanuelem ceſſabunt & abolebuntur, ac pro jam abolitis, caſſis & nullis reputabuntur, nullæque, inanes, & caſſæ erunt, ac ſunt omnes prætenſiones, ſatisfactiones, & indemnitatis petitiones, propter hoc Bellum contra Domum Bavaricam, & ſupranominatos Archi-Epiſcopatum, Epiſcopatus, & Præpoſituram à quibuſcunque motæ aut movendæ.

Vi hujus totalis reſtitutionis præfati Domini Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colonienſis & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præſtabunt Sacræ Cæſareæ Majeſtati uti cæteri Imperii Electores ac Principes, & in fidelitate perſeverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem Inveſtiturarum ſuorum Electoratuum, Principatuum, Feudorum, titulorum & Jurium modo & tempore per Imperii Leges præſcriptis, omniaque, quæ durante hoc Bello hinc inde contigerunt, æterna manebunt oblivione extincta.

XVI. Miniſtri & Officiales tam Eccleſiaſtici quam militares, politici & civiles cujuſlibet conditionis ſint, qui uni alterive Parti ſervierunt, etiam illi qui Subditi & Vaſalli Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Imperii & Domus

NNO 714. mus Auſtriacæ ſunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Epiſcopi Colonienſis domeſtici reſtituentur ſimiliter in poſſeſſionem omnium Bonorum, Officiorum, Honorum & Dignitatum, quibus ante Bellum gaviſi ſunt, fruenturque generali amneſtia omnium illorum, quae Belli occaſione patrata ſunt, ſub ea expreſſa conditione, ut ejuſdem amneſtiæ fructus, ſicut eſſe debet reciprocus, ad illos etiam pertineat Bavariæ & Domini Archi-Epiſcopi Subditos, Vaſallos, Miniſtros aut domeſticos, qui hoc Bello partes Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Imperii & Domus Auſtriacæ ſecuti ſunt, nec ea de cauſa illis quicquam moleſtiæ aut incommodi unquam inferatur.

XVII. Temporis ratione, intra quod reſtitutio integra præcedentibus duobus Articulis contenta fieri debebit, iidem ſtatuti triginta dies ſunt poſt commutatas Ratihabitiones proximi, qui de locis Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima reſtituendis ſupra definiti fuerunt, ita ut ambæ utrinque reſtitutiones, ſicut & reſtitutio Partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio poſſidet, & Sacræ Cæſareæ Majeſtati reddere tenetur, eodem pariter tempore perficiantur.

XVIII. Si Domus Bavarica a ſua integra reſtitutione aliquam Statuum ſuorum cum aliis permutationem rebus ſuis convenire autumaret, & tum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima nihil obſtaculi injiciet.

XIX. Cum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Statibus Generalibus Fœderati Belgii loco & in commodum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ poſſidendum conceſſiſſet, ſeu concedi feciſſet, quidquid Sacra Regia Majeſtas, Ipſiuſve Fœderati adhuc poſſidebant in Belgio vulgo Hiſpanico appellato, prout id quondam Rex Carolus ſecundus poſſederat, vel virtute Pacis Ryſwicenſis poſſidere poterat, Eadem Sacra Regia Majeſtas conſentit, ut Sacra Cæſarea Majeſtas poſſeſſionem ingrediatur hujus Belgii Hiſpanici, eo deinceps & in perpetuum plene & quiete fruitura. Ipſa Illiuſque Hæredes & Succeſſores juxta ſucceſſionis ordinem in Domo Auſtriaca receptum, ſalva, quam Imperator cum iiſdem Statibus Generalibus de eorum repagulo, vulgo *Barriere*, dictorumque locorum redditione initurus eſt, Conventione.

Retinebit nihilominus Rex Boruſſiæ ex ſuperiori Tetrarchia Geldriæ, quidquid illic actu poſſidet, nimirum Urbem Geldram, Præfecturamque, Balliviam, & Balliviam inferiorem Geldrenſem cum omnibus pertinentiis & dependentiis, uti & Urbes, Præfecturas & Dynaſtias Stralam, Wachtendoncam, Midelaram, Walbecam, Aertſeniam, Afferdeniam & Weelam, pariter quoque Racym, & minorem Kevelaaram cum omnibus pertinentiis & dependentiis. Tradetur præterea dicto Boruſſiæ Regi Præfectura Pagana, vulgo Ammania, Krikenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent indeque dependent, Præfectura item ſeu Ditio Caſtellenſis, ſive Keſſelana, ſimiliter cum pertinentiis, & dependentiis, & generaliter omnia dicta Præfectura & Diſtrictu contenta ſine ulla exceptione; niſi ſolius Civitatis Herculani ſeu Erckelæ cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Principeſque utrius ſexus Ipſius Hæredes & Succeſſores cum omnibus Juribus, prærogativis, proventibus & commodis cujuſcunque generis aut nominis eadem qualitate & ratione, qua Domus Auſtriaca, & præſertim Rex quondam Hiſpaniarum Carolus ſecundus ea poſſedit, cum oneribus tamen & hypothecis, conſervandaque perpetuo juxta eum, qui ſub eodem Rege Carolo fuerat, ſtatum Religione Catholica Apoſtolica Romana, & privilegiis Statuum illæſis.

XX. Cumque præter Provincias, Urbes, loca & munimenta poſſeſſa a quondam Hiſpaniarum Rege Carolo Secundo ſui deceſſus tempore, Rex Chriſtianiſſimus pro ſe & Principibus ſuis, Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris ceſſerit Statibus Generalibus vice & in utilitatem Domus Auſtriacæ omne jus, quod habuit aut habere poſſet in & ſuper Urbem Menenam ſeu Meninam cum omnibus munimentis & Præfectura alias *Verge* appellata, præterea ſuper & in Urbem & Arcem Tornacenſem cum omni Ditione Tornacenſi, nullo ſuper eam ullaſve dependentias, annexa, territoria & incluſa, jure reſervato, Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima conſentit, ut Status Generales unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes, loca, territoria, dependentias, pertinentias, annexa & incluſa Sacræ Cæſareæ Majeſtati ſtatim atque illa cum Statibus Generalibus, uti Articulo præcedenti decimo nono dictum eſt, convenerit, fruituræ Ipſi Illiuſque Hæredibus & Succeſſoribus plene, pacate & perpetuo non ſecus ac Belgio Hiſpanico, quod ad quondam Hiſpaniarum Regem Carolum Secundum die obitus ſui ſpectavit, ea tamen mente, ut iſthæc redditio Belgii Hiſpanici, Urbiumque, locorum & munimentorum a Rege Chriſtianiſſimo ceſſorum à Statibus Generalibus non ante fieri poſſit, quam Ratihabitiones Pacis inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Imperium & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam commutatæ fuerint; eo præterea ſenſu, ut Fanum Divi Amandi cum ſuis dependentiis & Mortania ſine dependentiis penes Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam permaneant, ſub ea nihilominus conditione, ne illic loci aliquod cujuſcunque generis munimentum aut cataractam, ſeu obicem conſtruere ullatenus fas aut permiſſum ſit. ANNO 1714.

XXI. Confirmat pariter Rex Chriſtianiſſimus in commodum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Domus Auſtriacæ ceſſionem, quam eodem modo & fine fecit Statibus Generalibus pro ſe & Principibus ſuis Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris omnium Jurium in & ſuper Furnas & Præfecturam Furnenſem, communiter *Furnambacht* dictam, comprehenſis octo Parochiis & Fortalitio Knockiano: in & ſuper Loam & Dixmudam cum dependentiis: in & ſuper Urbem Ipras & Caſtellaniam Iprenſem comprehenſa Roſſelara, & cum reliquis dependentiis, quæ impoſterum erunt Popperinga, Wartena Flandrice *Varneton*, Comminum, Viroviacum, patria lingua *Warwick*, quatenus ſcilicet hæc tria loca ſita ſunt ex latere Lyſæ verſus Ipras ſpectante, & quidquid a locis ſupra expreſſis dependet, ex quibus Juribus ſic Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus ceſſis Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima nihil ſibi reſervat juris neque in, ſeu ſuper dictas Urbes, loca, munimenta & Provincias, neque in, ſeu ſuper earum pertinentias, dependentias, annexa aut incluſa, conſentiens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Auſtriacæ fruituræ deinceps irrevocabiliter & in perpetuum illico, poſtquam ratione repaguli ſui, vulgo *Barriere*, cum Sacra Cæſarea Majeſtate convenerint & Ratihabitiones Pacis inter Ipſam, Imperium, & Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam commutatæ fuerint.

XXII. Navigatio Liſæ ab Oſtio Diliæ adverſo Flumine libera manebit, nec ullum illic Vectigal, aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

XXIII. Quæ Articulo ſecundo hujus Tractatus de Amneſtia in genere cauta ſunt, hic ſpeciatim repetita cenſeantur, atque adeo reciproce oblivioni dentur omnes injuriæ & offenſiones verbis & factis præterito Bello quocunque modo per Subditos Belgii Hiſpanici & Civitatum ac locorum reſtitutorum aut ceſſorum, alioſque Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Subditos viciſſim illatæ, ita ut nemo eam ob cauſam conveniri, aut quavis alia ratione inquietari poſſit aut debeat.

XXIV. Hujus Pacis vigore poterunt utrinque Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Belgii, locorumque per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ceſſorum Subditi, obſervatis Regionum ſeu locorum Legibus, Conſuetudinibus & uſibus, ire, venire, manere, redire, tractare & commercari juſto Mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare, aut alio modo adminiſtrare bona, res mobiles & immobiles, quas apud alterutram Partem habent aut habebunt, omneſque ſive Subditi ſint, ſive alii ea emere poterunt, nullo alio privilegio aut permiſſu præter præſentem Tractatum requiſito: Subditis etiam locorum ac territoriorum hinc inde ceſſorum aut reſtitutorum, uti & Subditis dicti Belgii Hiſpanici non minus liberum erit, intra unius anni ſpatium habitationem transferre, quocunque ipſis viſum fuerit, plena facultate conceſſa vendendi, quibuſcunque placuerit, bona ſua mobilia & immobilia aut aliter de iis diſponendi ante & poſt ipſorum diſceſſum abſque ullo impedimento directo vel indirecto. Poſtremo pro confirmatis ſingulariter habebuntur, & perpetuo obſervabuntur quæcunque de abolito, viciſſim ratione Gallicorum, & Belgicorum Subditorum, Albinii ſeu Albinagii jure prioribus pacificationibus, regiiſque Decretis ſeu Edictis ſtatuta, & jugi utrinque uſu hactenus recepta fuerunt, non ſecus, ac ſi expreſſe integra hic relata eſſent.

XXV. Iidem quoque utriuſque Partis Vaſalli & Subditi Eccleſiaſtici & Seculares, Corpora, Communita-

ANNO 1714. nitates, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, Bona mobilia & immobilia, census quoque seu reditus tempore & occasione præteriti Belli occupatos seu detentos una cum Juribus, actionibus & successionibus, quæ ipsis durante Bello evenerint, hinc inde ubique restituentur, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti Belli usque ad diem publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum petere possint, non obstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, confiscationibus, Sententiis in contumaciam latis, Partibus non auditis, quæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronunciatæ non essent, plena libertate & integra manente iis omnibus in Patriam Regionesve redeundi, e quibus occasione belli exierunt, utque bonis & reditibus suis secundum Regionum, locorum & Statuum Leges & Consuetudines vel ipsi vel per Procuratores frui possint. Restitutiones hæ ad eos quoque extendentur, qui hoc Bello vel ejus occasione ad unas vel alteras nunc Pacis centium Partes conversi easque secuti fuere : aliæ nihilominus Sententiæ resque in summis Tribunalibus vulgo *Parlements*, Dicasteriis & aliis Curiis superioribus vel inferioribus judicatæ, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, locum habebunt, plenumque effectum sortientur; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum rerumque judicatarum in possessione Terrarum, Dominiorum aliorumque bonorum erunt, in iis manutenebuntur, absque præjudicio tamen eorum, qui per dictas Sententias & res judicatas se læsos credunt, qui per viam ordinariam & coram Judice competente prospicere sibi poterunt.

XXVI. De reditibus seu censibus a tota aliqua Belgii Provincia pensitandis, quæ deinceps partim a Majestate Cæsarea, partim a Majestate Christianissima aut aliis possidebitur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta & ad quascunque alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa loca Belgica utrinque possidenda, eorumve limites vel jam ortæ sunt, vel in executione hujus Pacis qualibet ratione oriri possint, ab utraque Parte Commissarii in Urbem, de qua convenerit, intra duos post Tractatus hujus conclusionem menses delegentur, omnem ei fini quam primum assequendo diligentiam absque intermissione adhibituri.

XXVII. Cum in Territoriis, Civitatibus & locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cedit, plura Beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerint personis capacibus, ea modernis possessoribus relinquentur, sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt, in statu quo ante bellum fuerant, immutata custodientur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, &, ut antea fuere, permanebunt: Episcopi imprimis & Capitula, Monasteria, bona Ordinis Melitensis, & generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis & Honoribus, quæ sub præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuere, &, si quavis ratione destituti fuerint, in ea restituentur : Omnes denique & singuli dictorum Clericorum bona Ecclesiastica, Commendas, Canonicatus, Personatus, Præposituras, & alia Beneficia qualiacunque possidentes ea retinebunt, nec iis privari poterunt, percipientque reditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & illis, ut ante præteritum Bellum, fruendi : fruentur æque Pensionarii, sicut antea fruiti sunt, pensionibus sibi super beneficia assignatis, sive in Curia Romana obtentæ, vel per Breve ante præteritum Bellum expeditæ fuerint, ita ut iis sub nulla causa vel prætextu privari possint.

XXVIII. Communitates & Incolæ omnium Civitatum, Locorum & Regionum, quæ Sacra Majestas Christianissima in Belgio per præsentem Tractatum cessit, conservabuntur & defendentur in possessione omnium privilegiorum, prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus, quæ sub dominatione Majestatis Suæ Christianissimæ habuerunt; hoc tamen solum intelligi debet de Communitatibus & Incolis locorum, Civitatum, & Territoriorum, quæ Majestas sua immediate post conclusionem Tractatus Ryswicensis possedit, & non de locis, Civitatibus & Territoriis, quæ quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitus sui tenuit, quorum Communitates & Incolæ in possessione Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum permanebunt, ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuere. ANNO 1714.

XXIX. Similiter si extra Belgii loca a Sacra Regia Majestate Christianissima cessa, de quibus supra Articulo vigesimo septimo cautum est, aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata durante hoc Bello ab una alterave parte in terris seu locis sibi tunc subjectis juxta primævæ Institutionis ac generalium, vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis a summo Pontifice, aut alio modo canonice factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica, quæ ante præteritum Bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione a quocunque turbari aut impediri, vel eorum nomine seu causa præterita aut præsenti in jus vocari, conveniri, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XXX. Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque causa Pacem per præsentem Tractatum firmatam imposterum interrumpere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque prætextu committere, omni studio potius & bona fide, ut veri Amici mutuam hanc Amicitiam & concordiam rei Christianæ adeo necessariam firmiorem reddere allaborabunt, & cum Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati sincere reconciliata nolit Ipsam ullatenus turbare, aut Illi quodlibet præjudicium creare, Majestas Sua Christianissima promittit & sese obstringit, quod Suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum & locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea a Regibus Domus Austriacæ possessa erant, videlicet Regni Neapolitani, ut id Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatus similiter Mediolanensis, ut eum Majestas Sua Cæsarea actu possidet, Regni insuper & Insulæ Sardiniæ, nec non Portuum ac locorum ad Hetruriæ littora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domus Austriacæ possessa fuerunt, cum omni jure, quod dictis Statibus Italiæ a Sacra Cæsarea possessis adhæret, quodque Reges Hispaniæ a Philippo primo usque ad Regem ultimo defunctum exercuere; promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regio, quod Imperatorem & Domum Austriacam in hac possessione neque directe neque indirecte unquam turbare, aut sub quocunque prætextu, vel quocunque modo inquietare velit, nec possessionem ullatenus impedire, quam Sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriaca habet, aut imposterum per Negotiationem, Tractatum, aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit; ita tamen, ut Neutralitas Italiæ non turbetur; Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & sese obstringit, quod eandem neutralitatem & quietem Italiæ turbare nolit, & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed e contrario religiose implere promissa in Tractatu Neutralitatis Trajecti ad Rhenum die decima quarta Martii Anno millesimo septingentesimo decimo tertio facta, qui Tractatus hic pro repetito habebitur, & per Majestatem Suam Cæsaream exacte observabitur, dum & altera Pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggrediatur : ad eundem finem recepit Sacra Cæsarea Majestas, quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quos modo possident, ea semper intelligenda necessaria conditione, ne id Juribus cujuscunque obesse aut præjudicare quavis ratione possit.

XXXI. Ut tanto magis Principes & Status Italiæ fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum initæ gaudere possint, non solum, ut Articulus præcedens complectitur, Neutralitas exacte ibidem observabitur, sed etiam a Sacra Cæsarea Majestate

ANNO 1714. bona & prompta juſtitia adminiſtrabitur Imperii Principibus & Vaſallis ob cæteras Ditiones & loca Italiæ a Regibus Hiſpaniae e Domo Auſtriaca oriundis non poſſeſſa, & in quae dicti Principes legitimam quandam praetenſionem ſeu actionem habere poſſent, ſcilicet Duci Guaſtallae, Pico Mirandolenſi & Principi Caſtiglionenſi, ſic tamen, ne hoc Pacem & Neutralitatem Italiæ labefactare, aut occaſionem novo Bello dare poſſit.

XXXII. Cum Sacræ Cæſareæ Majeſtati, & Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ nihil magis cordi ſit, quam ut publica tranquillitas quantocius ſtabiliatur, & ad finem tam ſalutarem, qui omnem aliam rationem ſuperare debet, promptius aſſequendum, certum Tractatui huic perficiendo terminum præfixiſſent, jam vero compertum ſit, quod terminus iſte ad examinandas & complanandas res per Articulum trigeſimum ſecundum Pacis Raſtadienſis ad hunc Congreſſum mutuo remiſſas nequaquam ſufficere poſſit, ulterius convenit, quod partibus in dicto Articulo nominatis fas erit, titulos, rationes, juraque ſua ante Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ſuo quæque loco producere. Eæque denuo promittunt, illorum ſe rationes habituras eſſe, uti æquum fuerit, quæ tamen mora plenariam Pacis executionem nec differre, vel immutare, aut ullius Juri quicquam præjudicii afferre poterit aut debebit.

XXXIII. Quemadmodum vigore Pacis Raſtadienſis cujuſcunque generis hoſtilitates ac violentiæ a ſubſcriptæ Pacis tempore, contributiones vero & exactiones quæcunque tam pecuniæ quam pabuli a die commutatarum ejuſdem Pacis Ratificationum non minus ac aliæ cujuſcunque generis impoſitiones occaſione præteriti Belli, cum ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, tum Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ factae penitus ceſſare debuere, ita etiam omnia ea impoſterum non ſolum ceſſent, & nullà ex cauſa vel praetextu quidquam exigatur, verum etiam quaecunque exactiones pecuniae, pabuli aut alterius cujuſcunque rei, ſub quocunque praetextu ab alterutrius Partis Subditis a die ratihabitae Pacis Raſtadienſis contra ejuſdem Tractatus Articuli trigeſimi quinti expreſſum tenorem factae fuere, ea omnia bona fide & abſque mora iis, qui ſufficientibus Documentis hac de re fidem fecerint, reſtituantur, obſideſque illa aut alia quacunque ex cauſa dati vel abducti abſque aere protinus reddantur, libereque in patriam dimittantur. Quod vero de contributionibus ab alterutra Parte uſque ad ſtatutum in Tractatu Raſtadienſi tempus reſiduum debebitur, id intra ſpatium trium menſium à die commutatarum Ratificationum praeſentis Tractatus computandum exſolvetur, ita tamen ut intra iſtud ſpatium fas non ſit contra moroſos debitores via executionis uti, dummodo de ſolutione cautio ſufficiens data ſit.

Captivi quoque tam militares quam Status praeterito Bello facti, qui necdum libertati reſtituti deprehendentur, aut indicabuntur, hinc inde quantocyus abſque lytro dimittantur, libertate relicta ſe, quocunque velint, recipiendi.

Copiae militares quoque, quae virtute praefati Articuli trigeſimi quinti quindecim dies poſt ratihabitam Raſtadii concluſam Pacem e locis non munitis in utriuſque Partis proprias Ditiones deduci debuere, ſi quaedam praeter ſpem necdum deductae forent, protinus & abſque ulteriori mora abducantur, ut eo citius omnes & ſinguli utriuſque Partis Incolae fructibus Pacis & quietis reapſe gaudere poſſint; quemadmodum & Sacra Caeſarea Majeſtas & Imperium Copias ſuas e locis non munitis Archi-Epiſcopatus Colonienſis & Bavariae educere debuerunt, &, ſi quae forſan reſtarent, eas quantocyus educi curabunt; quarum Provinciarum praeterea & locorum reſtitutio juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo ſexto, decimo ſeptimo & decimo octavo praeſcriptum, limitata maneto.

XXXIV. Redeant quoque mox a ſubſcripta Pace Commercia inter Sacrae Caeſareae Majeſtatis Imperiique & Sacrae Regiae Majeſtatis Chriſtianiſſimae Regnique Galliae Subditos durante Bello prohibita, in eam, quae ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives & Incolae, terra marique pleniſſima ſecuritate, priſtinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis jeſtate & emolumentis per ſolemnes Tractatus aut vetuſtam conſuetudinem obtentis, ulteriori Conventione poſt ratihabitam Pacem remiſſa. ANNO 1714.

XXXV. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, obſerventurque & executioni mandentur, non obſtantibus, ſed abrogatis & caſſatis omnibus, quae contraria credi, allegari aut excogitari unquam poſſint, & ſi talia ſint, ut eorum ſpecialior ſeu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio ſeu annullatio nulla ſeu invalida dici poſſe videatur.

XXXVI. Includentur huic Paci omnes illi, qui poſt permutationem Ratihabitionum intra ſex menſes ab una vel altera parte ex communi conſenſu nominabuntur.

XXXVII. Pacem hoc modo concluſam promittunt utriuſque Partis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii reſpective ab Imperatore & Imperio & Rege Chriſtianiſſimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitum iri, ſeque infallibiliter praeſtituros, ut ſolemnia Ratihabitionum Inſtrumenta intra ſpatium ſex ſeptimanarum a die ſubſcriptionis computandum, aut citius, ſi id fieri poterit, hic reciproce, riteque commutentur.

XXXVIII. Et cum Sacra Caeſarea Majeſtas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, vigore concluſi die vigeſima tertia Aprilis Anni currentis Legatis Gallicis ſub Sigillo Cancellariae Moguntinae extraditi decenter requiſita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii rem per ſuam Caeſaream Legationem in hoc Congreſſu agi curaret, tam Caeſarei quam Regii Legati nominibus ſupradictis praeſens Pacis Inſtrumentum in omnium & ſingulorum eo contentorum fidem majuſque robur ſubſcriptionibus Sigilliſque propriis munierunt, & competentes ratificationes, formula conventa, termino ſupra conſtituto ſe ſe extradituros pollicitì ſunt, nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur aut valeat proteſtatio vel contradictio. Acta haec ſunt Badae-Ergoviae die ſeptima menſis Septembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto.

(L.S.) Eugenius a Sabaudia. (L.S.) Le M. Duc de Villars.

(L.S.) Petrus Comes de Goes. (L.S.) Le Comte Du Luc.

(L.S.) Joh. Frid. C. a Seilern. (L.S.) De Barberie de Saint Contest.

ARTICULUS SEPARATUS.

Cum titulorum aliqui, quibus Sacra Caeſarea Majeſtas ſive in Plenipotentiis, ſive in Proœmio Tractatus hodie ſubſcribendi utitur, per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam agnoſci haud poſſint, per hunc Articulum ſeparatum & ante Tractatum ſubſcriptum conventum eſt, ne Tituli hoc aut Raſtadienſi Tractatu adhibiti aut omiſſi ab una & altera Parte ullum jus tribuere, vel uni alterive Contrahentium parti ullum praejudicium inferre unquam cenſeantur; hujuſque Articuli idem vigor erit, ac ſi de verbo ad verbum Pacis hujus Tractatui inſertus foret. Actum eſt Badae-Ergoviae die ſeptima menſis Septembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto.

(L.S.) Eugenius a Sabaudia. (L.S.) Le M. Duc de Villars.

(L.S.) Petrus Comes de Goes. (L.S.) Le Comte Du Luc.

(L.S.) Joh. Frid. C. a Seilern. (L.S.) De Barberie de Saint Contest.

ANNO 1714.

PLENIPOTENTIA CÆSAREA.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniae, &c. Notum teſtatumque facimus quod, cum Pace Nos inter & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciae Regem Chriſtianiſſimum die ſexta Martii Anni currentis Raſtadii concluſa ſtatutum fuerit, modo dictae Pacis conditiones, & quae porro eo pertinent, accedente Sacro Romano Imperio, & obſervato Linguae Latinae cæterorumque requiſitorum Imperialium uſu in Tractatum ſolemnem redigendas, eumque in finem, Congreſſum in Helvetia inſtituendum eſſe, atque adeo poſtea de Civitate Badae in Ergovia utrinque convenerit, & nunc etiam a Nobis Sacri Romani Imperii Electores, Principes, & Ordines decenter requiſiverint, ut noſtrae, quam miſſuri eſſemus Legationi, ſuam pariter vicem illic obeundam demandaremus: Nos tanti operis perfectionem enixe cupientes, pleneque confiſi fide, rerum uſu & prudentia Illuſtriſſimi Eugenii Principis Sabaudiae & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Caeſarei Noſtri Conſiliarii Status, Conſilii aulico-bellici Praeſidis, Locumtenentis Generalis, Sacri Imperii Campi Mareſchalli, Conſanguinei & Principis Noſtri Chariſſimi, nec non Illuſtrium & Magnificorum fidelium Nobis dilectorum Petri Comitis de Goeſs in Carlsberg actualis Noſtri Caeſarei Conſiliarii arcani, Camerarii, & Carinthiae Capitanei provincialis, ut & Joannis Friderici Comitis à Seilern & Aſpang, Conſiliarii Aulici, & Cancellariae noſtrae Auſtriacae Aſſeſſoris, eos nominaverimus, elegerimus, & conſtituerimus, quemadmodum praeſentibus nominamus, eligimus & conſtituimus Noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, committentes iiſdem, ut de rebus omnibus, quae ad praedictum Tractatum ſpectant, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Franciae Regis Chriſtianiſſimi Legatis & Plenipotentiariis ſufficienti Mandato munitis conferant & conveniant; Dantes quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni authoritate & mandato ad id neceſſariis ſupranominatis Legatis Extraordinariis Noſtris ſive tribus conjunctim, ſive duobus ex illis, tertio abſente, vel aliter impedito, aut etiam uni eorum ſoli & ſeorſim, duobus reliquis ſimiliter abſentibus vel impeditis, praefatum ſolemnem Tractatum pro Nobis & Imperio, noſtroque ejuſdem nomine ineundi & ſignandi, omnia quoque Inſtrumenta, quae in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quae ad memoratum Tractatum pertineant faciendi, aeque libere & ample, ac ipſi praeſentes id faceremus, vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quam quod praeſentibus hiſce continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittentes praeterea & declarantes verbo Noſtro Imperiali & Regio, Imperiique nomine, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos Noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio abſente, vel aliter impedito, unum etiam eorum ſolum, ſimiliter abſentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, concluſum, ſignatum, extraditum, & commutatum fuerit; ac denique nomine quo ſupra Nos obſtringentes hiſce praeſentibus ad expediendum Ratificationum Noſtrorum Diplomata in decenti & ſolemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem roburque præſentes manu Noſtra ſubſcriptas Sigillo Noſtro Imperatorio firmari juſſimus. Quæ dabantur in Civitate Noſtra Viennæ, die vigeſima ſexta menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto Regnorum Noſtrorum Romani tertio, Hiſpanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero quarto.

ANNO 1714.

CAROLUS.

Vt. FRID. CAROLUS COMES DE SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. Majeſtatis proprium,

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Plein-pouvoir du Roi Trés-Chrêtien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. La Paix ayant eſté heureuſement concluë entre Nous & nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & l'Empire, & le Traité en ayant eſté ſigné à Raſtatt le 6. du mois de Mars dernier en nôtre nom, par nôtre très-cher & bien-amé Couſin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Païs & Comté de Provence, & au nom de nôtredit Frere, par le Prince Eugene de Savoye, Voulant accomplir de nôtre part tous les Articles de ce même Traité: Et déſirant d'achever inceſſamment ce qui reſte encore à regler avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre ſervice de nôtredit Couſin le Maréchal de Villars, & reconnoiſſant les mêmes qualitez de nôtre cher & bien-amé le Sieur Comte du Luc, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint-Louis, nôtre Lieutenant en nôtredit Païs & Comté de Provence, & nôtre Ambaſſadeur auprès des Cantons Suiſſes, & nôtre bien-amé & feal le Sieur Barberie de Saint-Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requeſtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun. Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Préſentes ſignées de nôtre main, commettons, ordonnons & députons nôtredit Couſin le Maréchal Duc de Villars, & leſdits Sieurs Comte du Luc & de Saint Conteſt; leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de conferer, négotier & traiter dans la Ville de Bade en Ergaw, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis de Pouvoirs en bonne forme, de la part de nôtredit Frere & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, arreſter, conclure & ſigner tels Traitez, Articles & Conventions que noſdits Plenipotentiaires aviſeront bon être; Voulant qu'en cas de l'abſence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cauſe legitime, les deux autres ayent le même Pouvoir de conferer, negotier, traiter, arreſter, conclure & ſigner tels Traitez, Articles & Conventions qui conviendront au bien de la Paix que Nous nous propoſons; Et qu'un ſeul en l'abſence des deux autres, par maladie, ou par autre raiſon valable, ait le même Pouvoir que tous trois enſemble; En ſorte qu'ils agiſſent en tout ce qui regardera l'Empire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Préſentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable & tenir ferme & ſtable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Maréchal Duc de Villars, Comte

du

ANNO 1714. du Luc, & de Saint-Conteſt, deux d'entre eux, ou même un ſeul dans leſdits cas d'abſence ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il ſera convenu par le Traité à faire: Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoy, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Préſentes. Donné à Marly le quinziéme jour d'Avril l'an de grace mil ſept cens quatorze, & de nôtre Regne le ſoixante-onziéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, ſur le repli.

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratificatio Cæſarea.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infraſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Poſtquam ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit grave Bellum, primum quidem Pax nos & Sacrum Romanorum Imperium inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimos Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum Raſtadii inita, deinde vero ſolemnior Congreſſus Badæ-Ergoviæ inſtitutus fuerit, Divina favente Clementia factum eſſe, ut poſt multos & laborioſos Tractatus per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab utraque parte ad id deſtinatos, generale Pacis Inſtrumentum confectum ſit forma, modo, & tenore ſequenti.

Fiat inſertio.

CUM igitur hæc omnia & ſingula per noſtros Legatos, & Plenipotentiarios ſupramemoratos, Mandato Noſtro, prout verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta & conventa ſint, Nos eadem omnia & ſingula, præhabita matura & diligenti conſideratione, ex certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali & Regio promittimus pro Nobis, Noſtrisque Succeſſoribus, & Imperio Romano, (cujus Status Ratisbonae per Deputatos congregati memoratum Pacis Inſtrumentum in omnibus & ſingulis Articulis vigore concluſi die nona menſis hujus facti, & ad manus noſtras tranſmiſſi, approbarunt, & ratificarunt); Nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Artículos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter ac inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Cæſareum majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto, appendi fecimus. Datum in Arce noſtra Regii Poſonii die decima quinta Octobris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo-quarto; Regnorum noſtrorum Romani quarto, Hiſpanicorum duodecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter quarto. ANNO 1714.

(L.S.) CAROLUS.

(L.S.) UL. F. COMTE DE SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,

(L.S.) PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Ratification du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme notre très-cher & bien-amé Couſin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, Prince de Martigues, Vicomte de Melun, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, & de la Toiſon d'Or, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Pays & Comte de Provence; notre cher & bien-amé le Sr. de Vintimille, des Comtes de Marſeille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe, nôtre Lieutenant en notredit Pays & Comté de Provence, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint Louis, Gouverneur de Porquerolles, & nôtre Ambaſſadeur auprès des Cantons Suiſſes; Et notre bien-amé & Feal le Sr. Barberie, Seigneur de Saint Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hoſtel, Intendant de Juſtice, Police, Finances, & de nos Armées dans les trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le ſeptiéme du preſent mois de Septembre à Bade en Ergaw, avec notre très-cher & bien-amé Couſin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller intime de notre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, Preſident du Conſeil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire; le Sieur Comte de Goez, Conſeiller d'Etat de notredit Frere; Chambellan & Gouverneur de Carinthie; Et le Sieur Comte de Seilern & d'Aſpang, Conſeiller aulique de notredit Frere, & Aſſeſſeur de la Chancellerie Secrette aulique d'Autriche, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de notre très-chef & très-amé Frere l'Empereur, pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs, tant en ſon nom, qu'en celuy de l'Empire, conformement à la Reſolution de la Diette dudit Empire, du vingt-trois Avril dernier, le Traité de Paix & l'Article Separé, dont la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable les ſuſdits Traité de Paix & Article Separé en tous & chacuns les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces preſentes ſignées de notre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy, ſous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoy

ANNO 1714. quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Fontainebleau le trentiéme Septembre, l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-douziéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de soye bleuë tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empraintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Conclusum Imperii, sive Reichs-Gutachten / pro Ratificatione Pacis.

DEr Röm. Kayserl. Majestät unsers allergnädigsten Herrens / zu gegenwartiger allgemeiner Reichs-Versamlung gevollmächtigten höchstansehnlichen Principal-Commissarii Herrn Maximilian Carln / Fürstens zu Löwenstein-Wertheim / Hochfürstlichen Gnaden / bleibt hiemit im Nahmen Chur-Fürsten / Fürsten / und Ständen des Reichs gebührend ohnverhalten / wie daß man auß dem unterm 2. hujus communicirten Kayserlichen Commissions-Decret, und diesem beygelegten Friedens-Instrument, mehrern Innhalt vernohmen / was massen der Friede zwischen Ihrer Römischen Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich / eines / und der Cron Franckreich andern theils / zu Baaden im Ergau den 7. jüngst verflossenen Monaths Septembris, zu Folge der Rastatter Friedens-Handlung / und vom heiligen Römischen Reich ertheilten Gewalt / geschlossen / und unterschrieben worden / und wie diesem nach allerhöchstgedacht Seine Kayserliche Majestät von gegenwärtiger hiesiger Reichs-Versamblung ein unverweiltes Gutachten der Friedens-Ratification halber allergnädigst erforderet / und hierauf mittels vorgangenen ordentlichen Vortrag und Berathschlagung / die Sache und deren Umstände Wichtigkeit nach / reifflich erwogen / und dafür gehalten / und geschlossen / daß oberwehnter zu Baaden im Ergau / zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich an einem / und der Cron Franckreich am andern Theil / den 7. letzt abgewichenen Monaths Septembr. geschlossene Friede von Kayserlicher Majestät / und Reichs wegen zu ratificiren / und zu bestättigen seye / wie man dann solchen in allen Dreyen Reichs-Collegiis hiemit ratificiret / und bestättiget / Kayserlicher Majestät auch / nebst allerunterthänigster Danck-erstattung / für dero hierin bezeigt- und angewendete Reichs-Vätterliche Vorsorge in schuldigst-geziemenden respect von Reichs wegen (wie hiemit beschiehet) ersuchet / Sie allergnädigst geruhen möchten / mehrgedachten Frieden in Ihrem allerhöchsten / und des heiligen Römischen Reichs Nahmen / in bestimmter Zeit zu ratificiren und zu bestättigen. Womit höchstbesagten Kayserlichen Herrn Principal-Commissarii Hochfürstlichen Gnaden / der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen deß Reichs anwesende Räthe / Bottschafften und Gesandten sich besten Fleisses und geziemend empfehlen. Signatum Regenspurg den 9. Octobris 1714. ANNO 1714.

(L. S.)

Chur-Fürstl. Maynzische Cantzley.

CLXXV.

Traité de (1) *Paix entre* JEAN IV. *Roi de Portugal, & PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de* Naudar, *l'Isle de* Verdoejo *& la Colonie du* Saint Sacrement, *sont rendus à la Couronne de Portugal, avec cession & Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pouvoit pretendre sur ladite Colonie: comme d'autre part les Places d'*Albuquerque *& de* Puella, *retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une somme de six cents mille écus en diferents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Fevrier* 1715. *Avec un* ARTICLE SEPARE' *du même jour pour la Liberté du Commerce. Et les* PLEINSPOUVOIRS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. VI. pag. 828. en Portugais & en François. Feuille volante, imprimée à Utrecht en 1715. in 4.] 1715. 6. Fev.

Au nom de la Sainte Trinité.

QU'IL soit notoire à tous les présens & à venir, que la plus grande partie de la Chrêtienté se trouvant affligée par une longue & sanglante guerre, il a plû à Dieu de porter les cœurs du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Jean V. par la grace de Dieu Roy de Portugal, & du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Philippe V. par la grace de Dieu Roy Catholique d'Espagne à un sincére & ardent désir de contribuer au repos universel, & d'assurer la tranquillité de leurs Sujets, en renouvellant & rétablissant la Paix & bonne Correspondance, qu'il y avoit auparavant entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne, pour lequel effect leursdites Majestés ont donné leurs Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires: sçavoir Sa Majesté Portugaise au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Galfar, & leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses Armées; & au très-Excellent Seigneur Don Louïs da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Et Sa Majesté Catholique au très-Excellent Seigneur Dom François Marie de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carrillo & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, Comte d'Uregna, Marquis de Pegnafiel, Grand d'Espagne de la prémiére Classe, Grand Chambellan & Grand Echanson de Sa Majesté Catholique, Grand Notaire du Royaume de Castille, Grand Clavier de l'Ordre de Calatrava, Commandeur en celui-cy, & d'Usagre en celuy de St. Jaques, Général des Armées de Sa Majesté, Gentilhomme de la Chambre, & Capitaine de la prémiére Compagnie Espagnole de ses Gardes du Corps; lesquels s'estant rendus à Utrecht, lieu

(1) Ce n'est ici qu'une Traduction, mais comme elle fut imprimée à Utrecht, sous les yeux, & avec la permission des Ambassadeurs interessés elle vaut autant qu'un Original. [DUM.]

ANNO 1715. lieu destiné pour le Congrès, & ayant examiné reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront insérées à la fin de ce Traité, après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura une Paix solide & perpetuelle, & une vraie & sincére amitié entre Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente que l'on contrevînt en quelque chose au présent Traité, il demeurera toutefois dans sa vigueur, & ladite contravention sera reparée de bonne foy, sans delay, ny difficulté, en punissant rigoureusement les contrevenans, & en remettant tout en son prémier état.

II. En consequence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, en sorte qu'aucun des Sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ny par les voyes de Justice, ny par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer reciproquement les pertes qu'ils auront faites pendant la présente Guerre; mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eu aucune interruption en l'amitié qu'on rétablit présentement.

III. Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette Guerre, ou à son occasion auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celuy de Sa Majesté Portugaise, ou de Sa Majesté Catholique; & il n'y aura que ceux, qui auront servi Sa Majesté Portugaise, ou Sa Majesté Catholique, qui seront compris dans cet Article, lesquels le seront aussi dans l'Article XI. de ce Traité.

IV. Tous les Prisonniers & Otages seront promptement rendus, & mis en liberté de part & d'autre sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur échange, ny pour la dépense, qu'ils auront faite, pourvû qu'ils satisfassent aux dettes particuliéres, qu'ils auront contractées.

V. Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entiérement restituées, & sans reserve aucune, en sorte que les Limites & Confins des deux Monarchies demeureront dans le mesme état, où ils estoient avant la présente Guerre; & on rendra particuliérement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdoejo, & le Territoire & Colonie du Sacrement; & à la Couronne d'Espagne les Places d'Albuquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roy de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI. Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à Sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du Sacrement, située sur le bord Septentrional de la Riviére de la Plata, mais elle cedera aussi en son nom, & en celui de tous ses Descendans, Successeurs & Héritiers toute Action & Droit qu'elle prétendoit avoir sur ledit Territoire & Colonie, faisant ladite Cession dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles estoient insérées icy; afin que ledit Territoire & Colonie demeurent compris dans le Domaine de la Couronne de Portugal, & appartenans à Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, comme faisant partie de ses Etats, avec tous les Droits de Souveraineté, d'absoluë Puissance, & d'entier Domaine, sans que Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession; & en vertu de cette Cession le Traité Provisionel conclu entre les deux Couronnes le 7. May 1681. restera sans aucun effect, ni vigueur: Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepté la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit; & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point prêter la main, ni donner assistance à aucune Nation Etrangére, afin qu'elle puisse introduire quelque Commerce dans les Terres de la Domination de la Couronne d'Espagne, ce qui est pareillement défendu aux propres Sujets de Sa Majesté Portugaise. ANNO 1715.

VII. Quoyque Sa Majesté Catholique céde dés à présent à Sa Majesté Portugaise ledit Territoire & Colonie du Sacrement, suivant la teneur de l'Article précédent; Sadite Majesté Catholique pourra néantmoins offrir un équivalent pour ladite Colonie, qui soit au gré, & à la satisfaction de Sa Majesté Portugaise; & on limite pour cet offre le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette déclaration, que si ledit Equivalent vint à estre approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avoit jamais rendu, ni cédé; mais si ledit Equivalent venoit à n'estre pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle demeurera en possession dudit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précedent.

VIII. On expediera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qui il appartiendra, pour la reddition reciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amerique, mentionnées en l'Article V. & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement ses Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition; mais elle donnera aussi un Duplicata desdits Ordres avec une recommandation si précise au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou cas même imprévû en différer l'execution, quoy qu'il n'ait pas encore reçeû les prémiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoejo seront échangés contre ceux de Sa Majesté Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effect aux confins des deux Royaumes; & on fera la reddition desdites Places, tant en Europe, qu'en Amerique dans le terme de 4. mois, à commencer du jour de l'Echange reciproque desdits Ordres.

IX. Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront renduës dans le même état, où elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions de bouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportés en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de Guerre, & des Canons s'entend également à l'égard du Château de Noudar, & de la Colonie du Sacrement.

X. Les Habitans desdites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente Guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles; & ils jouïront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & semés, quoyque les Terres & les Metairies soient transferées à d'autres Possesseurs.

XI. Les Biens confisqués reciproquement à l'occasion de la présente Guerre seront restitués à leurs anciens possesseurs, ou à leurs Héritiers: ceux-cy devant payer les ameliorations utiles, qu'on y aura faites; mais ils ne pourront jamais prétendre des personnes, qui ont joui jusques icy des susdits Biens la valeur de leurs revenus depuis le temps de la Confiscation jusqu'au jour de la Publication de la Paix; & afin que la restitution de la Proprieté desdits Biens confisqués puisse estre executée; Les Parties interessées seront obligées de se présenter dans le terme d'une année devant les Tribunaux à qui il appartiendra, où elles plaideront leurs Droits; & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

VII. Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente Guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes; & il ne restera aux

ANNO 1715. Sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun tems qu'elles leur ſoient renduës, attendu que les deux Majeſtés reconnoiſſent les raiſons qu'il y a eû pour faire leſdites priſes.

XIII. Pour une plus grande ſeureté & validité du préſent Traité on confirme derechef celui, qui a eſté fait entre les deux Couronnes le 13. Fevrier 1668. lequel demeure valide en tout ce qui ne ſera pas revoqué par le préſent Traité; & l'on confirme particuliérement l'Article 8. dudit Traité du 13. Fevrier 1668. comme s'il étoit inſeré icy mot à mot; & leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique offrent reciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on faſſe une prompte, & entiére juſtice aux Parties intereſſées.

XIV. On confirme de même, & l'on comprend dans le préſent Traité les XIV. Articles contenus dans le Traité de Tranſaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Leſquels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient inſérés icy mot à mot.

XV. En vertu de tout ce qui a été ſtipulé dans la ſuſdite Tranſaction de l'Aſſiento pour l'Introduction des Negres, Sa Majeſté Catholique doit aux Intéreſſés dans ledit Aſſiento la ſomme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Intéreſſés prêterent à Sa Majeſté Catholique avec les interêts à 8. pour cent dès le jour de l'emprunt juſqu'à l'entier rembourſement, ce qui fait à compter depuis le 7. Juillet 1696. juſqu'au 6. Janvier 1715. la ſomme de deux cent quatrevingt dix mille écus, comme auſſi la ſomme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaiſe,) dont la reduction monte à cent ſoixante mille écus. Ces trois ſommes ſont reduites par le préſent Traité à la ſeule ſomme de ſix cents mille écus que Sa Majeſté Catholique promet de payer en trois payemens égaux & conſecutifs, de deux cent mille écus chaqu'un. Le prémier payement ſe fera à l'arrivée de la prémiére Flotte, Flottille, ou Galions, qui arriveront en Eſpagne après l'echange des Ratifications du préſent Traité; & ce prémier payement ſera imputé ſur les interêts dûs pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le ſecond payement à l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flottille, ou Galions, & ce ſera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troiſiéme payement ſe fera à l'arrivée de la troiſiéme Flotte, Flottille, ou Galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent ſoixante mille écus, & le reſtant des quarante mille écus d'interêt. Les ſommes neceſſaires pour ces trois payemens pourront être tranſportées en Portugal en argent monnoyé, ou en Lingots d'Or, ou d'Argent. Moyennant quoy la ſomme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'interêt depuis le jour de la Signature du préſent Traité; mais ſi Sa Majeſté Catholique ne paye pas ladite ſomme à l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flotille, ou Galions, les deux cent mille écus d'Anticipation porteront interêt à 8. pour cent depuis l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flotille, ou Galions juſqu'à l'entier payement de cette ſomme.

XVI. Sa Majeſté Portugaiſe céde par le préſent Traité & promet de faire céder à Sa Majeſté Catholique toutes les ſommes, qui ſont duës par Sa Majeſté Catholique dans les Indes d'Eſpagne à la Compagnie Portugaiſe de l'Aſſiento de l'Introduction des Négres, excepté les ſix cens mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majeſté Portugaiſe céde encore à Sa Majeſté Catholique ce que les ſuſdits Intéreſſés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard François Marin.

XVII. Le Commerce ſera généralement ouvert entre les Sujets des deux Majeſtés avec la même Liberté & Seureté qu'il y avoit avant la préſente Guerre; & en témoignage de la ſincére amitié, qu'on ſouhaitte non ſeulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les Sujets des deux Couronnes, Sa Majeſté Portugaiſe accorde à la Nation Eſpagnole & Sa Majeſté Catholique à la Nation Portugaiſe tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privileges, Libertés, & Exemptions, qu'elles ont accordées juſques icy, ou qu'elles accorderont à l'avenir à la Nation la plus favoriſée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres de la Domination de Portugal & d'Eſpagne; ce qui ne doit cependant être entendu qu'à l'égard des Terres ſituées en Europe; puiſque le Commerce & la Navigation des Indes eſt uniquement reſervé aux deux ſeules Nations dans les Terres de leur Domination reſpective en Amérique, excepté ce qui a été ſtipulé derniérement dans le Contract de l'Aſſiento des Négres, conclu entre Sa Majeſté Catholique, & Sa Majeſté Britannique. ANNO 1715.

XVIII. Et parce que dans la bonne Correſpondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être reciproques; vû que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du tems du Roy Dom Sebaſtien de glorieuſe mémoire ayant déclaré les cas, dans leſquels les Criminels devoient être rendus de part & d'autre, & la reſtitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoiſſoit pas lors qu'on fit le Concordat; & qui cependant eſt devenu après ſi en vogue tant en Portugal, qu'en Eſpagne, qu'on tire un gros revenu de ſes fermes; Sa Majeſté Catholique s'engage à faire qu'on ne puiſſe introduire dans aucune terre des Royaumes d'Eſpagne, ou toutes autres de ſa Domination le Tabac de Portugal, ſoit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans leſdites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs; & à donner ſes ordres, afin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la ſuſdite Domination ſoient détruites, auſſi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, impoſant de groſſes peines aux contrevenans, & chargeant non ſeulement les Officiers de Juſtice, mais auſſi ceux de guerre de faire obſerver & executer ce qui vient d'eſtre dit cy-deſſus; & Sa Majeſté Portugaiſe s'engage pareillement à faire la même défenſe, & avec les mêmes circonſtances que Sa Majeſté Catholique, par rapport au Tabac d'Eſpagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de ſa Domination.

XIX. Les Vaiſſeaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourront entrer reciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, où ils avoient coûtume d'entrer par le paſſé, pourvû que dans les plus grands Ports il n'y ait en même tems plus de ſix Vaiſſeaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui ſont moindres. Et en cas qu'un plus grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre d'une des deux Nations arrive devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer ſans la permiſſion du Gouverneur, ou du Magiſtrat: ſi cependant contraints par le gros tems, ou par quelqu'autre neceſſité preſſante ils viennent y entrer ſans en avoir demandé la permiſſion, ils ſeront tenus de faire d'abord part de leur arrivée; & ils n'y demeureront qu'autant de tems, qu'il leur ſera permis, ayant grand ſoin de ne faire aucun dommage ou préjudice audit Port.

XX. Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique ſouhaittant le prompt accompliſſement de ce Traité pour le repos de leurs Sujets; on eſt convenu qu'il aura toute ſa force & vigueur immediatement après la Publication de la Paix, & qu'on fera ladite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majeſtés le pluſtoſt qu'il ſera poſſible; & ſi depuis la ſuſpenſion d'Armes il s'eſt fait quelque Contravention, il en ſera reciproquement fait raiſon.

XXI. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre les Couronnes de Portugal & d'Eſpagne: en ce cas-là on accordera aux Sujets des ſuſdites deux Couronnes le Terme de ſix mois après ladite rupture, pour ſe retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les tranſporter où bon leur ſemblera.

XXII. Et parce que la Reine d'Angleterre de très glorieuſe Mémoire avoit offert d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de ſa validité & de ſa durée, Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique acceptent la ſuſdite Garantie en toute ſa force & vigueur pour tous les préſents Articles en général, & pour chacun en particulier.

XXIII. Les mêmes Majeſtés Portugaiſe & Catholique accepteront auſſi la Garantie de tous les autres Roys, Princes, & Republique, qui dans le terme de 6. mois voudront être Garants de l'Execution de ce Traité, pourvû que ce ſoit à la ſatisfaction des deux Majeſtés.

XXIV. Tous les Articles écrits cy-deſſus ont eſté traités, accordés & ſtipulés entre les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO 1715. Seigneurs Roys de Portugal & d'Eſpagne au nom de leurs Majeſtés ; & ils promettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs que leſdits Articles en général, & chacun en particulier ſeront inviolablement obſervés, accomplis, & executés par les Seigneurs Roys leurs Maîtres.

XXV. Les Ratifications du préſent Traité, données en bonne & duë forme ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de cinquante jours, à commencer du jour de la Signature, ou pluſtoſt, ſi faire ſe peut.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous ſouſſignés avons reçus de Nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Eſpagne, Nous avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer les ſcels de nos Armes. Fait à Utrecht, le ſixiéme Février, mille ſept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUCQUE D'OSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

Article Separé.

PAR le préſent Article ſeparé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'huy entre Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique, & qui doit être ratifié comme ledit Traité, il a été convenu par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des deux Majeſtés, que le Commerce reciproque des deux Nations ſoit rétabli, & continué dans la même forme, & avec les mêmes Seuretés, Libertés, Exemptions, Franchiſes, Droits d'entrée & ſortie, & toutes les autres dependances, avec leſquelles on le faiſoit avant la préſente Guerre, tandis qu'on n'en diſpoſe autrement; & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que Nous ſouſſignés avons receus de nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Eſpagne, Nous avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les ſcels de nos Armes. Fait à Utrecht, le ſixiéme Février, mille ſept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUQUE D'OSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

Plenipotencias de Sua Mageſtade Portugueſa.

JOANNES, Dei gratia, Rex Portugalliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum, ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis belli, quo pœne univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit; penitus reſtingui; & æqua, ac ſtabili Pace commutari; atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cæteri Principes; ac Reſpublicæ quæ ſunt in Armis; conſultum fore duxi Virum deſignare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum ſe conferat, de quo inter utramque Partem conventum fuerit, ad colloquia, Congreſſuſque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomeſio Silvio*, *Comite Taroucæ*, Conſiliario meo, & Exercituum meorum Sub-præfecto reperiantur, eum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium conſtituo, ut ad locum habendis de Pace Congreſſibus modo ſuperius dicto deſignatum proficiſcatur, ibique, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque belligerantium Parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive ipſe per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & iniri Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium, eaque de cauſa ei omnem poteſtatem plenam, ac ſufficientem, Mandatum generale, ac ſpeciale concedo, ſpondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerum publicarum pari Poteſtate invicem inſtructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium has Litteras fieri juſſi, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Uliſipone decima ſexta die, menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

Didacus à Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

(L. S.)

JOANNES REX.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugalliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli; quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua ac ſtabili Pace cummutari, atque etiam in ea Studia conſpirent cæteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in armis; conſultum fore duxi viros deſignare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interſint Colloquiis; ac Congreſſibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Conſiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus conſtitutus ſit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomeſius Silvius Comes Taroucæ*, Conſiliarius meus; ac meorum Exercituum Subpræfectus; præſentibus conſtituo ſecundum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium præfatum *Ludovicum da Cunha*, ut uterque ſimul, vel quilibet eorum ſingulus; defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congreſſibus deſtinato, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui, quæve ab utraque belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium: Eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, & ſufficientem, Mandatum generale, & ſpeciale concedo, ſpondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios ſimul, vel quemlibet illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium has Litteras fieri juſſimus, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Uliſipone, die primo menſis Septembris (Franciſcus de Salles, & Silva ſcripſit) anno Domini, milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſecundo.

Didacus à Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

(L.S.) JOANNES REX.

Pl-

ANNO 1715.

Plenipotencia de Sua Mageſtade Catholica.

DON Philippe por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dôs Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordova, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Alguezira, de Guibraltar, de las Iſlas de Canarias, de las Indias Orientales, y Occidentales, Iſlas y Tierra Firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biſcaya, y de Molina, &c. Por quanto por lo mucho que hemos deſeado y deſeamos el alivio y deſcanço a nueſtros Vaſallos en la aflicion y calamidades de una tan ſangrienta y dilatada Guerra, como la que haſta aqui ſe ha experimentado, para que terminandoſe los deſolables efectos de ella entren a gozar del repoſo, explendor y proſperidades a que anhelan, y Nos devemos procurarles. Por tanto conſiderando quanto ſe aſegura eſte comun bien, principiandoſe por una Paz particular y amiſtad reciproca entre eſta Corona y la de Portugal. Hemos tenido por conveniente nombrar con toda Authoridad, y Plenipotencia para ello a vôs Don Franciſco Maria de Paula Telles, Giron, Benavides, Carrillo, y Toledo, Ponze de Leon, Duque de Oſuna, Primo, Conde de Ureña, Marqués de Peñafiel, Gentilhombre de nueſtra Camara, Camarero y Copero Mayor, Notario mayor de nueſtros Reynos de Caſtilla, Cavallero del Orden de Calatrava, Clavero mayor de la miſma Orden y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Uſagre en la de Sant Jago, Capitan de la primera Compañia Eſpañola de nueſtras Reales Guardias de Corps, y a Don Iſidoro Caſado de Roſales, Marqués de Monteleon, Pariente, de nueſtro Conſejo de Indias, con el grado de nueſtros Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotentiarios, por la entera ſatisfacion y confianza con que nos hallamos de vueſtras perſonas, y concurrir en ambas las apreciables circunſtancias de prudencia, inteligencia, experiencias, zelo y amor a nueſtro Real ſervicio que pide Negociado de tal importancia, afin que con los Miniſtros Plenipotenciarios nombrados para eſſe efecto por el Rey de Portugal podais tratar, concluïr, y efectuar un buen, firme, e imbiolable Tratado de Paz particular, y de reciproca conveniencia y utilidad de los Vaſallos de dichas dôs Coronas, prometiendo como prometemos por la preſente en feé y palabra Real, que paſaremos y cumpliremos para ſiempre Nôs y nueſtros ſucceſſores todo lo que eſtipulareis, concluiereis, y efectuareis con los mencionados Miniſtros del Rey de Portugal para el logro de una Paz particular, como va expreſado, y que lo obſervaremo exactamente, y haremos, que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir que ſe contravenga a ello en manera alguna, directa ô indirectamente; pues para todo ello, y lo demàs que fuere neceſario os demos y concedemos todo el poder, autoridad, y facultad, que ſe requiere, y que lo aprovaremos y ratificaremos dentro del termino que reciprocamente ſe conveniere para ello. Declarando tambien que en el caſo de auſencia ô enfermedad de alguno de vos los dichos Duque de Oſuna y Marqués de Monteleon podrá el otro de vôs ſubceder en la Tratacion y effectuacion de eſſe Negociado prometiendo Nôs aſſi miſmo en feé y palabra Real de paſar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las ſolemnidades y demas requiſitos devidos, como ſe huvieſe ſido ajuſtado y concluido por ambos. En teſtimonio de lo qual mandamos deſpachar, y deſpachamos la Preſente firmeda de nueſtra mano, ſellada con nueſtro ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infra ſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a 15. de Avril de mil ſete cientos y treſe.

YO EL REY, &c.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELLASCO.

CLXXVI.

13. Avril. 23. Août. *Codicilles de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, concernant l'Ordre qui devra eſtre obſervé aprés ſa mort, à l'égard de la Perſonne du jeune Roi, il y nomme auſſi les Sous-Gouverneurs. A Verſailles* 13. *Avril &* 23. *Août.* 1715. [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4.] ANN 1715

PAR notre *Teſtament* dépoſé au Parlement, J'ai nommé le Maréchal de Villeroi pour Gouverneur du Roi, & J'ai marqué quelle devoit être ſon Autorité dans leſdites fonctions. Mon Intention eſt, que du moment de mon décez, juſqu'à-ce que l'Ouverture de mon *Teſtament* ait été faite, il ait toute l'Autorité ſur les Officiers de la Maiſon du jeune Roi, & ſur les Troupes qui la compoſent: Il ordonnera auxdites Troupes, auſſi tôt après ma mort, de ſe rendre au Lieu où ſera le jeune Roi, pour le mener à *Vincennes*, l'air y étant très-bon.

Le jeune Roi allant à *Vincennes*, paſſera par *Paris*, & ira au Parlement, pour y être fait l'Ouverture de mon *Teſtament*, en la preſence des Princes, Ducs & Pairs, & autres qui ont Droit, ou qui voudront s'y trouver.

Dans la marche, pour la Séance du jeune Roi au Parlement, le Maréchal de Villeroi donnera tous les ordres, pour que les Gardes du Corps, les Gardes Françoiſes & Suiſſes prennent les Poſtes dans les Ruës & au Palais, que l'on a accoûtumé de prendre lors que les Rois vont au Parlement; en ſorte que tout ſe faſſe avec toute la Sureté & la Dignité convenable.

Après que notre *Teſtament* aura été ouvert & lû, le Marechal de Villeroi menera le jeune Roi avec ſa Maiſon à *Vincennes*, où il demeurera tant que le Conſeil de Regence jugera à propos.

Le Marechal de Villeroi aura le Titre de Gouverneur, ſuivant ce qui eſt porté par mon *Teſtament*; aura l'œil ſur la conduite du jeune Roi, quoi qu'il n'ait pas encore 7. ans, juſqu'auquel âge de 7. ans accomplis, la Ducheſſe de Ventadour demeurera, ainſi qu'il eſt accoûtumé, Gouvernante, & chargée des mêmes ſoins qu'elle a à preſent.

Je nomme pour Sous-Gouverneur, Sommeri, qui l'a deja été du Dauphin mon Petit-Fils, & Geoffreville, Lieutenant General de mes Armées. Au ſurplus, Je confirme tout ce qui eſt dans mon *Teſtament*, que je veux être executé en tout ce qu'il contient.

Fait à Verſailles *le* 13. *Avril* 1713.

Signé, t

LOUIS.

JE nomme pour Precepteur du Dauphin, le S. de Fleuri, ancien Evêque de *Frejus*; & pour Confeſſeur, le Pere le Tellier.

Le 23. *Août.* 1715.

Signé,

LOUIS.

CLXXVII.

Renouvellement d'Alliance entre le Roi Très-Chrétien de France & de Navarre d'une part, & les Louables Cantons Catholiques de la Suiſſe, & la Louable Republique de Valais de l'autre. Fait à Soleurre le 9. *Mai* 1715. [Mercure Hiſtorique Mois d'Août. pag. 150.] 9. Mai

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

COMME ainſi ſoit, que pendant la Diéte tenuë à *Lucerne* au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable République de Valais, Mrs. les Députez auroient mûrement refléchi ſur l'état preſent de l'Europe, ſur celui du Louable Corps Helvétique en général, & ſur le grand malheur arrivé à la France par la mort de

ANNO 1715. de Mr. le Dauphin; Et conſideré, que par cette perte l'Alliance concluë en 1663. avec trés Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur LOUIS XIV., par la Grace de Dieu Roi Très-Chrêtien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Aſt*, Seigneur de *Gennes*, &c., glorieuſement regnant, ſe trouvoit limitée à ſa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après ſon décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance eſt utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui compoſent le Louable Corps Helvétique; & en même tems reconnu le bien qui en reſulteroit, en la portant le plus loin qu'il ſeroit poſſible; Ils crûrent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à ſon Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambaſſadeur du Roi en Suiſſe, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à Sa Majeſté, & eux à leurs Superieurs. La choſe a été exécutée, & Dieu par ſa miſéricorde, a voulu que S. M., les Cantons & la Republique de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées; enſorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne*, *Ury*, *Schuitz*, *Undervalde* haut & bas, *Zug* avec les Offices exterieurs, *Glaris* Catholique, *Fribourg*, *Soleure*, *Appenzel* Catholique, République & Pais de *Vallais* de l'autre part, ayant donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiquez & trouvez en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on eſt convenu des Articles qui ſuivent, pour la ſûreté, défenſe, & conſervation de nos Perſonnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautez, Villes, Païs, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, tels qu'ils ſoient, que nous avons & poſſedons, aurons ou poſſiderons tant deçà que delà les Monts.

PREMIEREMENT.

ON déclare expreſſement, que quoi que tous les Cantons & Etats qui compoſent le Corps Helvetique, ne ſoient pas compris & dénommez dans le préſent Traité, l'intention eſt de les inviter (autant qu'il ſera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il eſt également glorieux à tous, & abſolument néceſſaire pour le maintien de la République en général.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci-devant conclus, ſeront regardez comme la baſe de celui-ci, & comme une preuve conſtante de l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le tems aportant du changement en toutes choſes, & pouvant arriver, que par des variations inévitables, ou par des explications différentes, les anciens Traitez ne ſoient pas religieuſement obſervez dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon de ratifier de nouveau par la preſente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommément la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Chrêtien, pour mieux marquer ſa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveller la préſente Alliance, pour être continuée avec le Sereniſſime Dauphin Héritier préſomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Succeſſeurs de Sa Majeſté; qu'après le decez du premier Roi Succeſſeur de Sadite Majeſté, les autres Rois Très-Chrêtiens qui ſuccederont, auſſi bien que les Cantons, Républiques & Etats, jureront & ratifieront l'exacte obſervation de la preſente Alliance dans tous ſes Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prevûs dans ce Traité, ou auſquels le laps du tems auroit aporté quelque alteration; ce qui ſe fera à chaque changement de Regne, par les Ambaſſadeurs pourvûs des Pleins-pouvoirs néceſſaires, & par les Députez munis du Plein-pouvoir de chaque Canton de la Suiſſe, République & Etat qui ſeront compris dans la préſente Alliance: Cette précaution ayant pour objet de faire ſubſiſter les choſes dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles ſubſiſtent à preſent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage reciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons, la Republique de Valais, & autres Alliez compris dans le Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'eſt plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples ſoûmis à Sa Majeſté & au Corps Helvetique, fait enviſager le bénefice qui en doit reſulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidelité réciproque, avec laquelle on veut obſerver tout le contenu ci-après, on convient, ainſi qu'il eſt porté dans l'Alliance de 1663.: Que ſi (à Dieu ne plaiſe) le Royaume étoit attaqué interieurement, ſoit par des Forces étrangéres, ou par des diviſions inteſtines, le Corps Helvétique en ces deux cas accordera ſans aucun delai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de ſeize mille hommes: Et les Troupes Suiſſes ne pourront être employées que par terre, & non ſur Mer, conformement à l'Article 7. de l'Alliance 1663. Cette levée ſe fera aux dépens du Roi alors regnant, qui choiſira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, Republique, & Etats dont on prendra le monde. Lorsque Sa Majeſté aura tiré deſdites Troupes les ſervices deſirez, Elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les ſoldes qui pourront leur être dûës, juſqu'à leur arrivée dans leurs Maiſons.

V. Que ſi en échange le Corps Helvétique, ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puiſſance étrangére, ou qu'il fût troublé interieurement: au premier cas, S. M. les aidera de ſes Forces, ſuivant que la néceſſité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M.: & dans le ſecond cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ſes Succeſſeurs employeront, ſur la réquiſition de la Partie moleſtée & grevée, toutes ſortes d'offices amiables, pour porter les Parties à ſe rendre une réciproque juſtice; & ſi cette voye n'avoit pas tout l'effet deſiré, S. M., ainſi que les Rois ſes Succeſſeurs, ſans rien faire qui détruiſe la préſente Alliance, & au contraire, pour l'éxécuter dans ſon véritable ſens, employera à ſes propres dépens les Forces que Dieu lui a miſes entre les mains, pour obliger l'Agreſſeur de rentrer dans les régles preſcrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. S. M. & les Rois ſes Succeſſeurs, ſe déclareront Garants des Traitez qui pourront ſe faire entre les L. Cantons, ſupoſé que Dieu permît, qu'il arrivât quelque diviſion entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachez au militaire & à la ſolde du Roi, ſeront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, ſoit Capitation, Dixiéme, ou autres Impoſitions, quelque nom qu'on puiſſe leur donner, par raport à leurs apointemens ou à leur ſolde.

Si les ſusnommez ont acquis, ou s'ils poſſedent des Biens fonciers en France, ſans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouïront leur vie durant, auſſi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même maniére que peuvent en jouïr les Commenſaux, ou les Nobles; en ſorte que les Suiſſes ſuſnommez n'auront à ſupporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils poſſederont.

Mais ſi leſdits Soldats, quoi-qu'au ſervice, entreprenoient, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel Métier ne regardât point directement le ſervice particulier des Compagnies Suiſſes à la ſolde de S. M.; en ce cas ils ſe trouveront confondus, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouïront.

VII. Les Troupes Suiſſes qui ſeront en Garniſon dans l'interieur du Royaume, ou dans les Places frontiéres, jouïront de toutes les franchiſes, mais ſans abus; & pour les prévenir, on reglera ſuivant les anciens Traitez & Uſages, ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par raport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, ſavoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées néceſſaires à leur ſubſiſtance; & ſi leſdits Vivandiers Suiſſes en abuſoient, & qu'ils fuſſent convaincus d'avoir été au delà de ce qui ſera preſcrit, ils ſeront ſoûmis à la confiſcation de ces Vivres, & à la Juſtice Suiſſe, pour être châtiez dûëment.

ANNO 1715. VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lorsque les Régimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. liv. 8. s. par homme par mois, & 1960. Liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lors-qu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entiere dans des Garnisons éloignées de la Frontiére où la Guerre se fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000. Liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses: Mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, seront reputez complets, & jouïront de 27. hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au service de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considerables par des Siéges ou des defenses des Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pié de la premiere revûë, qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirez.

XII. Les Capitaines seront payez reguliérement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année; moyennant quoi ils seront obligez de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. Liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette somme sera déduite sur la Solde dans les six derniers mois de la premiere année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recruës, des étapes à la sortie des Frontiéres de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & supposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontiéres de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront; & si le Capitaine mort a des Parens, qui soient Officiers & capables, S. M. les preferera aux autres, & la recommendation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toûjours permis, & continuëra de permettre les recruës pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors-que les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiez dans les revûës.

XVIII. Lors-que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congedié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & si un Capitaine étoit congedié ou cassé avec sa Compagnie, sesdits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recruës, sont obligez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recruës, ou très-peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines; il est convenu que l'Officier qui conduira une recruë, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de débaucher ladite recruë, en ce cas le Canton où la chose sera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas. ANNO 1715.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpetuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ses Confederez, Sujets, Terres, Païs & Seigneuries; & si les Sujets de S. M. contrevenoient à cet Article, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets qu'il possede présentement ou possedera à l'avenir; & si les Sujets desdits Cantons y contrevenoient, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs démérites.

XXI. Lors que S. M., Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs commanderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663., „ qui porte, que s'il avenoit durant la Guerre que „ S. M. T. C., ou son Successeur se trouvât, ou „ voulût se trouver en propre personne en quelque „ lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ses En„ nemis, Elle, ou son dit Successeur, pourra lever „ à ses depens, tant de Capitaines & Soldats qu'El„ le voudra, & que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçû en ces termes: " Et d'au„ tant que lesdites Terres & Seigneuries possedées „ par notre grand Oncle en l'An 1521. ne sont en „ notre possession, cependant nous des Ligues refu„ serons tout secours, faveur, assistance & aide, sans „ respect de qui que ce soit, & de quelque qualité „ & dignité que puissent être, ou soient ceux qui „ voudroient ce requerir.

Il est convenu expressement que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la possession des Païs, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire concluë en 1521., le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requerir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvetique jugeassent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'Ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Treve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui en soit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles, & comme tels seront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéïssance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Païs avec l'agrément de leurs Superieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationnaux, & s'ils ont quelque Métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvû qu'ils se soûmettent aux régles établies dans les lieux où ils éliront leurs domiciles. Jouïront aussi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Successions de ceux de leur Nation décedez en France, pourvû qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux; suivant les regles & usages ordinaires, & seront traitez en tout comme les propres Sujets de S. Majesté.

Quant

ANNO 1715. Quant aux Suiſſes qui la ſervent actuellement dans ſes Troupes, à ſes gages & ſolde, ils ſeront exempts de toutes charges, & n'en ſuporteront d'autres, que celles qui ſeront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquerir comme les Nationnaux dans les Royaumes & Etats de l'obéïſſance du Roi, jouïſſant au ſurplus de tous les Priviléges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predeceſſeurs de Sa Majeſté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privileges & Exemptions ſont accordez à ceux de la Nation Suiſſe, qui auront été dans les Troupes de Sa Majeſté à ſes gages & ſolde, pourvû qu'ils y ayent ſervi pendant trois années conſecutives, & qu'ils en ſoient ſortis de l'agrément, & par un congé en bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront auſſi ſucceder en Suiſſe par Parentées, Teſtaments, Donations, ou tous autres Actes uſitez, & ſeront protegez par les Magiſtrats & Juges établis; enſorte qu'ils ne ſeront ſoûmis à aucun Droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens: mais pour ce qui eſt des Biens Suiſſes, qui leur pourroient échéoir par mariages, ou autres Actes uſitez dans le Païs, ils y ſeront maintenus de même que les Suiſſes, reſervées pourtant les Regales & autres Droits uſitez.

Les Marchands, Négocians, Meſſagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier ſeurement, & ſans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, ſejourner, & demeurer en Suiſſe, ſans fraude, ni deception, ainſi qu'il eſt expreſſement porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouïront ceux de la Nation Suiſſe ſur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Priviléges qui leur ont été accordez par les Rois Prédeceſſeurs de S. M. & par Elle, ainſi qu'ils ont dû jouïr en conſéquence deſdits Traitez; dans leſquels Priviléges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils ſoient confirmez, & maintenus ſans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pourront tranſporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandiſes, pourvû qu'ils en faſſent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Paſſeports neceſſaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance eſt, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de ſon Allié; il eſt convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainſi qu'il eſt porté dans le VIII. Article de la Paix perpetuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663., que de part & d'autre l'on ne ſouffrira point les Ennemis de ſon Allié, qu'on ne leur permettra aucun paſſage, ſoit en Armes, ou ſans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune aſſiſtance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Aſſaſſins, & Perturbateurs du repos public, declarez tels par le Roi à l'égard des leurs, vinſſent ſe refugier dans le Royaume ou en Suiſſe, on s'oblige, & on promet de les ſaiſir, ou de ſe les remettre de bonne foi à la premiere requiſition, ſans qu'il ſoit permis à celui qui ſera requis, d'examiner ſi le requerant ſera bien ou mal fondé: prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne ſoit jamais mal-interpreté & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit auſſi, que des Voleurs ſe refugiaſſent en France ou en Suiſſe avec les choſes volées, on les ſaiſira, pour procurer de bonne foi la reſtitution; & ſi ces Voleurs étoient Domeſtiques, on livrera leurs perſonnes pour être punis ſur les lieux où les vols ſe ſeront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663., d'accorder & de laiſſer un libre paſſage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défenſe des Etats, Païs, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries apartenans à l'une deſdites Parties; & même pour le ſecours & aſſiſtance des Alliez & Amis d'une deſdites Parties qui pourroit être moleſtée, & qui auroit beſoin du ſecours & aſſiſtance de ſondit Allié & Ami, à condition que dans ces paſſages il ſera obſervé de payer réguliérement, & de n'aporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on paſſera; & pour le maintien d'une bonne Police & Correſpondance, il ſera établi des Commiſſaires deſdits lieux, qui régleront le prix des denrées: & pourvoiront tant à la ſûreté des paſſans, qu'à celle des Païs & Peuples où la route ſera marquée, bien entendu que les Parties ſeront convenuës de la quantité & de la qualité des Troupes, auſſi bien que de la route qu'elles devront tenir. ANNO 1715.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquiſitions ou autrement, & qu'il en peut réſulter dans la ſuite des conteſtations, procès & litiges, il eſt convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation differente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point le terminer à l'amiable, le Demandeur ſera tenu de rechercher ſa Partie par devant ſes Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fuſſent préſentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords Sociétez ou Contracts, elles n'euſſent convenu des Juges par devant leſquels elles ſe ſeroient obligées de diſcuter les conteſtations qui pourroient naitre dans leurs Sociétez.

Le Roi & le Corps Helvetique s'obligent reciproquement, de faire rendre bonne & brieve juſtice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvetique.

XXXI. De plus S. M., d'une part & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier reſſort par les Juges des Cours Superieures, ou revêtus de l'autorité ſuprême, ſoient exécutez dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Païs où le condamné ſe trouvera après le Jugement; en ſorte que ſi un François, pour frauder ſes Créanciers ou Créditeurs, ſe refugioit en Suiſſe, il y ſera pourſuivi & ſaiſi, afin de le néceſſiter de ſatisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même choſe ſe pratiquera en France à l'égard d'un Suiſſe.

Pour prévenir toutes les interpretations, qui pourroient affoiblir la teneur du préſent Article, on ſe promet de part & d'autre, de s'en raporter à la ſimple déclaration qui ſera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & ſur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Penſions, Contracts & Obligations dont on eſt convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, ſeront continuées, & ſe payeront régulierement tous les ans, ainſi que de coûtume, dans la Ville de *Soleurre*, & en eſpeces ayant cours en Suiſſe.

XXXIII. En cette Alliance ſont de la part du Roi, de Monſeigneur le Dauphin, & des Rois leurs Succeſſeurs, reſervez. . . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Païs de Vallais ſont reſervez, le Pape, le St. Siége Apoſtolique, le Sacré Collége, le St. Empire, la Maiſon d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maiſon de Medicis; auſſi bien que toutes nos Franchiſes & Libertez, tous Droits de Bourgeoiſie & Combourgeoiſie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contracts, Intelligences, & Confederations que nous avons entre nous, qui ont été reſervez dans l'Alliance de 1663., & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite reſerve, au cas que quelqu'un d'entre nous deſdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou moleſter par Guerre leſdits Reſervez.

XXXIV. Et ſi aucuns des Reſervez deſdites deux Parties vouloient envahir, moleſter, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Païs, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, poſſede, & a droit, tiendra, poſſedera, & aura Droit, lors l'autre Partie ſans égard, & ſans conſideration, donnera aide & ſecours à la Partie envahie, moleſtée, ou aſſaillie, contre les agreſſeurs, moleſtans, ou aſſaillans, quels qu'ils ſoient, ainſi que deſſus eſt déclaré.

XXXV. Et d'autant que la préſente Alliance eſt la plus ancienne, leſdits Cantons déclarent, qu'elle eſt & ſera toûjours purement & expreſſement reſervée & préferée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui ſe trouvent poſterieures à l'An 1521., depuis lequel tems celle de France a toûjours été continuée, quels que ſoient leſdits Princes & Potentats, & quelque choſe qu'il y puiſſe avoir au contraire. Et ſur ce, le très-Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louïs XIV. Roi Très-

ANNO 1715. Très-Chrêtien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Aſt*, Seigneur de *Genes*, &c.; Et les Cantons & République & Païs de *Valais* ci-deſſus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette ſuſdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la préſente, pour eux, & pour leurſdits Succeſſeurs, de l'obſerver & éxécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ſes Points & Articles, comme ils ſont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambaſſadeur du Roi, & les Députez des Cantons & République ci-deſſus mentionnez, avons ſigné le préſent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apoſé les cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M., & celles deſdits Cantons & République ſeront fournies en bonne & dûë forme, & échangées reſpectivement dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la ſignature du ſuſdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou ſix mois, ou plûtôt à ſa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de reſerver, de ſa part, pour être enſuite inſerez dans l'Article XXXIII.

Fait à *Soleure* le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte DU LUC, & par 30. Députez.

CLXXVIII.

Août. *Manifeſte du Roi de* PRUSSE *où il expoſe les Motifs qui l'ont engagé à ſe charger du ſequeſtre de la Pomeranie Suedoiſe, & qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* [Lett. Hiſtoriques, Août. 1715. pag. 180]

LA Couronne de Pruſſe s'eſt fait une Loi inviolable depuis le commencement de la préſente Guerre du Nord, de tenir dans tout ce qui y avoit du rapport, une exacte Neutralité, en cultivant, autant qu'il lui ſeroit poſſible, une bonne & parfaite intelligence avec toutes les Puiſſances engagées dans cette Guerre.

Le feu Roi de glorieuſe mémoire, de même que le Roi de Pruſſe qui régne aujourd'hui, ont religieuſement obſervé cette Loi, particulierement envers Sa Majeſté le Roi de Suéde, n'ayant non ſeulement jamais fait le moindre Pas, dont la Suede eût pû avec raiſon ſe plaindre; mais ayant même, pour le bien de la Paix, diſſimulé diverſes démarches du Roi de Suéde, faites à l'occaſion de cette Guerre, dont ces Princes auroient pû avec grande raiſon témoigner du reſſentiment, & dont pourtant ils ont été ſi fort éloignez, qu'ils ont plûtôt toûjours fait voir une grande diſpoſition & une envie particuliere de tirer le Roi de Suéde de la malheureuſe Guerre, dans laquelle il ſe trouve envelopé.

Le Miniſtere de Suéde ne pourra diſconvenir de pluſieurs ouvertures & offres que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe a faites pour cela, tant dans les Conférences tenuës avec le Comte de Welling, qu'à Bender même, par l'Exprès qui y fut envoyé, quoi que le Roi de Suéde n'ait jamais voulu y faire aucune attention, ayant au contraire rejetté tout ce qui tendoit au rétabliſſement de la Paix, qui ne flatoit pas ſes vûës, tournées uniquement du côté de la Guerre.

Il eſt vrai qu'après le malheur arrivé au Général Comte de Steinbock dans le Holſtein, où il fut fait Priſonnier avec toute ſon Armée, il y eut apparence que la Suéde commenceroit à en uſer pour l'avenir avec plus de moderation, & ſongeroit à redreſſer ſes affaires par des voyes pacifiques.

Effectivement, après un pareil échec, cette Couronne ne pouvoit s'attendre à autre choſe, ſinon que les Alliez du Nord, étans deja Maîtres du Duché de Bremen & de Fehrden, & revenans du Holſtein avec une Armée victorieuſe, qui marchoit droit vers la Pomeranie Suedoiſe, s'empareroient facilement de cette Province & de toutes les Places fortes qui y ſont, dépourvûës, comme elles étoient, d'Argent, & de toutes les autres choſes néceſſaires pour une bonne defenſe, que les Troupes qui s'y trouvoient, auroient le même Sort que le Corps d'Armée du Comte de Steinbock avoit eu en Holſtein, & qu'ainſi la Suede ſe trouveroit tout d'un coup dépoüillée de toutes les Provinces qu'elle avoit aquiſes en Allemagne par la Paix de Weſtphalie. ANNO 1715.

Une ſi fâcheuſe ſituation des Affaires obligea la Suéde à prendre le ſeul Parti qui lui reſtoit, pour prévenir un pareil malheur, & ce Parti fut, que le Comte de Welling, en vertu du Pouvoir que le Roi ſon Maître lui avoit donné, fit un Traité avec Son Alteſſe l'Adminiſtrateur de Gottorp, par lequel Traité les Villes de Stettin & de Wiſmar ſeroient remiſes au Roi de Pruſſe & audit Adminiſtrateur en Sequeſtre, pour les garantir de même que tout le reſte de la Pomeranie Suédoiſe de l'Invaſion dont elle étoit menacée.

Ce Projet ayant été propoſé au Roi de Pruſſe, de la Cour de Holſtein avec de fortes inſtances, que Sa Majeſté voulût bien y donner les mains. Sa Majeſté, quoi qu'Elle fût de ſon propre mouvement aſſez portée à contribuer de tout ſon pouvoir au rétabliſſement de la Paix & de la tranquillité dans ces Quartiers, qu'elle ſe trouvoit encore engagée à y entrer par les devoirs de ſes Charges de Directeur & autres dont Elle ſe trouve revetuë dans pluſieurs Cercles de l'Empire, ne voulut pourtant procéder dans toute cette Affaire qu'avec un plein Conſentement des Parties intéreſſées, & c'eſt pour cela qu'Elle envoya propoſer cet expédient aux Généraux de l'Armée des Puiſſances ennemies de la Suede, pour avoir leur agrément, lequel ils ne manquérent pas de donner auſſi.

Ainſi Sa Majeſté, pour donner à une Affaire ſi utile au Public, & ſi avantageuſe à la Suéde, toute ſa perfection, régla les conditions dudit Sequeſtre avec l'Adminiſtrateur de Gottorp, par un Traité fait là-deſſus avec lui, dont les principaux Articles étoient, que les Villes de Stettin & de Wiſmar ſeroient occupées par les Troupes de Pruſſe & de Holſtein, pour être gardées de ces Princes juſqu'à la Paix, ſans être auparavant renduës ni à la Suéde ni à aucune autre Puiſſance, & que le Païs porteroit les fraix du Sequeſtre.

Mais lors qu'il fut queſtion d'executer cette Convention, & de faire entrer dans Stettin & dans Wiſmar les Troupes de Pruſſe & de Holſtein, le Général Comte de Meyerfeld Gouverneur de la Pomeranie pour le Roi de Suéde, ne voulut en aucune maniére y entendre, quoi qu'il en fût inſtamment prié par le Comte de Welling & par l'Adminiſtrateur, ce qui fit que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, qui ne ſe vouloit en aucune façon mêler dans cette Affaire qu'avec une entiére approbation des deux Parties, l'abandonna abſolument, & quoi que les Miniſtres du Duc de Holſtein, ſans doute ſur l'avis & avec approbation du Comte de Welling, euſſent fort ſouhaité, que Sa Majeſté ſe fût jointe avec les Alliez du Nord, & leur eût fourni la groſſe Artillerie dont ils avoient beſoin, pour attaquer Stettin, & obliger le Comte de Meyerfeld, de donner bon gré malgré les mains au Sequeſtre en queſtion, Sa Majeſté cependant refuſa tout à fait cette Propoſition, croyant que le Roi de Suéde pourroit prendre une demarche de cette nature pour un acte d'hoſtilité, dont le Roi de Pruſſe vouloit éviter juſques aux moindres apparences.

Les choſes étant en cet état, les Alliez du Nord & particulierement le Roi de Pologne avec le Czar, reprirent leur premier Projet, de ſe rendre Maîtres de la Pomeranie Suédoiſe.

Ils y entrérent avec leurs Armées, occupérent l'Iſle de Rugen, & formérent le Siége de Stettin, faiſant venir de la Saxe & de Stade l'Artillerie néceſſaire, que le Roi de Pruſſe ne leur vouloit pas donner, & de cette maniére ils attaquérent Stettin avec tant de vigueur, qu'en peu de jours cette Forteresſe ſe trouva contrainte de capituler avec le Prince Menzikoff, qui commandoit en Chef à ce Siege.

Alors le Comte de Meyerfeld commençant à comprendre, que l'Intérêt du Roi ſon Maître ſe trouveroit bien mieux obſervé par l'acceptation du Sequeſtre propoſé par le Comte de Welling, que par la chute de Stettin entre les mains du Czar & du Roi de Pologne, vû que la priſe de cette Ville entraîneroit infailliblement, non ſeulement la ruine, mais la perte totale de ce Païs, au lieu que moyennant le

ANNO 1715. le Sequeſtre, on éviteroit l'un & l'autre; ce Comte l'accepta enfin auſſi, & ſe joignit à la Maiſon de Gottorp, pour recommencer toutes les inſtances imaginables auprès du Roi de Pruſſe, afin d'engager Sa Majeſté à s'en vouloir charger.

Quoi que l'obſtacle mis au commencement par le Comte de Meyerfeld, à l'execution de ce bon deſſein, eût obligé le Roi de Pruſſe à n'y plus penſer.

Sa Majeſté cependant, voyant le changement de ce Miniſtre, ſe laiſſa perſuader d'y rentrer par la conſideration, que ſon devoir envers l'Empire le demandoit, qu'Elle profitât de l'heureuſe diſpoſition qui ſe préſentoit, à ſavoir, qu'auſſi tôt que Sa Majeſté auroit accepté ce Sequeſtre, les Troupes du Czar & du Roi de Pologne, ne commettroient plus aucun acte d'hoſtilité dans la Pomeranie Suedoiſe; qu'elles en ſortiroient même entiérement, & abandonneroient avec l'Iſle de Rugen tous les Poſtes dont elles s'étoient emparées, que tous les Troubles qui s'étoient élevez dans le Mecklembourg & dans le Holſtein s'appaiſeroient, & que l'on parviendroit par la voye du monde la plus aiſée, & du parfait conſentement des deux Parties, au but que Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & pluſieurs Grandes Puiſſances, avoient juſqu'alors cherché, en faiſant travailler, quoi qu'inutilement, à la Neutralité du Nord.

Cependant il s'y rencontra encore deux nouvelles difficultez.

La premiere étoit; qu'avant que les Armées du Roi de Pologne & du Czar quittaſſent le Païs, ces Princes pretendoient une Somme de plus de 800000. Riſdales argent comptant, pour les fraix du Siége de Stettin, & pour abandonner un Païs ſi conſiderable dont ils étoient en poſſeſſion, & qu'ils avoient conquis par le Droit de la Guerre.

La ſeconde Prétenſion étoit, que le Roi de Pruſſe eût à engager ſa Parole Royale, & ſe faire Garant par un Traité ſolemnel, que tant que la Guerre du Nord dureroit, aucunes Troupes de Suéde ne paſſeroient de la Pomeranie Suédoiſe ni en Pologne ni en Saxe, & que Sa Majeſté n'occuperoit pas ſeulement Stettin, mais auſſi tout le Païs, depuis l'Oder juſques à la Riviére de Penne, en y comprenant Wolgaſt, & le feroit garder par ſes Troupes juſques à la Paix; afin que ſi la Suéde vouloit tôt ou tard faire paſſer ſes Troupes de la Pomeranie Suédoiſe en Pologne ou en Saxe, Sa Majeſté fut d'autant plus en état & à portée d'oppoſer ſon Armée à de ſemblables deſſeins.

Le Czar & le Roi de Pologne ſoûtenoient que cette demande devoit être trouvée d'autant plus raiſonnable parce qu'ils offroient en même tems, que pour rendre la choſe égale des deux côtez, ils ne vouloient non plus envoyer aucunes Troupes dans la Pomeranie Suédoiſe pendant toute la durée de la Guerre du Nord; mais conſidérer & traiter cette Province à tous égards comme un Païs jouïſſant d'une parfaite Neutralité.

Le Roi de Pruſſe auroit fort ſouhaité de ſe pouvoir diſpenſer d'entrer dans ces deux Points, & il fit tous les efforts imaginables pour cela; mais n'y ayant pas eu moyen d'en faire départir les Puiſſances Alliées contre la Suéde, il faloit abſolument conſentir à leur demande, ou bien leur abandonner Stettin, laiſſer ſubjuguer toute la Pomeranie Suédoiſe, & voir perpétuer les Troubles & les Deſordres dans l'Empire.

Sa Majeſté ayant conſulté là-deſſus le Miniſtre de la Maiſon de Holſtein qui ſe trouva préſent à cette Négociation, il fut, par ſon avis enfin, convenu de donner 400000. Riſdales aux Alliez du Nord, laquelle Somme ne pouvant être ſi-tôt trouvée autre part, Sa Majeſté l'avança généreuſement, ayant raiſon de croire, que le Roi de Suéde regretteroit d'autant moins une pareille Somme pour ſauver ſon Païs, parce que ſi ce Païs fut reſté entre les mains de ſes Ennemis, ils en auroient tiré de beaucoup plus groſſes dans très-peu de tems.

Le Roi de Pruſſe ne fit auſſi aucun ſcrupule de ſe rendre Garant envers la Saxe & la Pologne de toute Invaſion du côté de la Pomeranie Suédoiſe, parce que ſuivant les anciennes & nouvelles Alliances de ſa Maiſon, il ſe trouvoit déja ſans cela obligé de défendre la Saxe & la Pologne contre de ſemblables hoſtilitez, & que ſi Sa Majeſté n'avoit pas voulu s'engager à cette Garantie, le Sequeſtre ſeroit venu à ceſſer, la Guerre auroit continué, & toute la Pomeranie Citerieure auroit été immanquablement perduë pour la Suéde; ce qui ne laiſſoit aucun doute à Sa Majeſté, que le Roi de Suéde n'aimât infiniment mieux ſe conſerver par cette voye une Province conſidérable, que de la perdre pour ſe conſerver la vaine prétenſion d'envahir la Saxe & la Pologne, lequel deſſein ne pouvoit même avoir aucun effet, après que la Pomeranie ſeroit enlevée à la Suéde. ANNO 1715.

Ce Sequeſtre donc, ayant été ſous ces conditions établi, & la Ville de Stettin occupée & gardée moitié par les Troupes de Pruſſe & moitié par celles de Holſtein; le Roi de Pruſſe donna d'abord avis de tout ce qui s'étoit paſſé là-deſſus au Roi de Suéde par pluſieurs Lettres, & par le Miniſtre qu'il avoit alors à Berlin, lui temoignant comment Sa Majeſté n'y étoit entrée que pour le Service du Roi de Suede, & la conſervation de la Ville de Stettin, de même que de toute la Province, déclarant & promettant de la maniere du monde la plus ſolemnelle, vouloir reſtituer cette Ville à Sa Majeſté Suédoiſe incontinent aprés la Paix du Nord faite, de lui en laiſſer en attendant tout le Revenu, & d'accepter pour ſûreté & accompliſſement de ſes promeſſes la Garantie de l'Empereur, celle de l'Empire, de la France, & de tous les autres Garants de la Paix de Weſtphalie, demandant, que Sa Majeſté le Roi de Suéde voulût bien déclarer ſa penſée à ce ſujet, pour ſavoir ſi cet expédient, choiſi dans une ſincére intention de lui rendre ſervice, & de ménager ſes Intérêts, lui étoit agréable.

Il eſt vrai que la prémiére Reponſe que l'on eût du Roi de Suéde, donna quelque eſpérance, que Sa Majeſté approuveroit ce que le Roi de Pruſſe avoit fait.

Mais par celles qui vinrent enſuite, & par les répréſentations faites par les Miniſtres de la Suéde à Vienne & ailleurs on vit clairement, que l'intention de ce Prince étoit toute autre, & que, bien loin de ſavoir aucun gré au Roi de Pruſſe, du grand & important Service qu'il venoit de lui rendre, ſon veritable deſſein étoit, de jetter le Roi de Pruſſe hors de Stettin, le plûtôt qu'il pourroit, ſans lui rendre l'Argent qu'il avoit débourſé ſi utilement pour lui, & même de lui demander ſatisfaction de ce qu'il s'étoit mêlé de ſes Affaires dans ſon abſence.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe étant donc pleinement convaincu, que le Roi de Suéde ne vouloit avoir nul égard aux Traitez en queſtion, conſidérant d'ailleurs l'engagement où Elle avoit été obligée d'entrer avec les Alliez du Nord, & duquel Elle ne pouvoit pas ſe dédire, à moins de s'attirer leur reſſentiment, & peut-être une Guerre ouverte avec eux: Elle jugea, que pour pouvoir maintenir en effet, les choſes ſur le pied du Sequeſtre, il ſeroit néceſſaire de fortifier les Troupes qu'elle avoit à Stettin de quelques Bataillons, parce qu'autrement les Bataillons de Holſtein dévoüez entiérement à la Suéde, & pouvant être ſoûtenus par la Bourgeoiſie de la Ville, liée de Serment à cette Couronne, auroient pû ſe trouver ſupérieurs aux Troupes de Pruſſe, & leur joüer avec d'autant plus de facilité un mauvais tour, parce qu'ils étoient commandez par un General Suédois, qui avoit avec lui un grand nombre d'Officiers de la même Nation dans la Place.

Cependant Sa Majeſté ne prit cette précaution que ſous la Proteſtation expreſſe, réïtérée en pluſieurs occaſions, que lors que le Roi de Suéde voudroit ſe conformer à l'Accord fait, la Garniſon de Stettin ſeroit inceſſamment rétablie ſur le pied où elle avoit été du commencement, à ſavoir du nombre égal de Troupes de Pruſſe & de Holſtein.

Les choſes demeurérent dans cet état juſques au temps que le Roi arriva à Stralſund, & alors Sa Majeſté ayant notifié ſa venuë d'une maniére aſſez obligeante au Roi de Pruſſe, Sa Majeſté en conçût quelque nouvelle eſpérance, de trouver occaſion pour éclaircir l'Affaire avec le Roi de Suéde, & de s'en pouvoir accommoder avec lui d'une maniére raiſonnable.

Elle voulut bien auſſi faire toutes les avances imaginables pour cela; & pour cet effet, Elle ne ſe contenta pas de faire là-deſſus au Baron de Frieſendorff, Miniſtre du Roi de Suéde à Berlin, des repreſentations convenables; mais Elle envoya auſſi le Comte de Schlippenbach exprès au Roi de Suéde, chargé de Propoſitions ſi pleines d'équité & de juſtice, & même

ANNO 1715. si avantageuses pour les Intérêts de la Suéde, qu'il ne pût rester aucun doute à Sa Majesté de la sincére & véritable intention, que le Roi de Prusse avoit de s'aquerir son amitié, de vivre dans une très-étroite intelligence avec Elle, de vuider les différens qui étoient entre Eux, d'une maniére raisonnable, & même de contribuer au rétablissement des Affaires délabrées de la Suéde, d'une maniére très-essencielle.

Toutes ces ouvertures & toutes ces offres cependant ne produisirent aucun effet sur l'esprit du Roi de Suéde, jusqu'à ce point qu'il ne daigna pas seulement faire Réponse au Roi de Prusse, donnant plûtôt à connoître librement son animosité contre Lui, & l'intention qu'il avoit d'en venir aux mains avec Sa Majesté, aussi-tôt que ses Forces, & l'occasion lui en donneroient les moyens.

Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel intervint ensuite dans cette Affaire.

Il est vrai que dans les Conférences tenuës avec ce Prince, Son Altesse se voulut faire Caution pour la restitution des 400000. Ecus; mais en même tems Elle demanda, que les Troupes de Prusse évacuassent Stettin sur le champ, & que les siennes propres y entrassent à leur place, déclarant en même tems, que quoi que peut-être le Roi de Suéde pourroit d'abord laisser la Saxe en repos, il vouloit néanmoins avoir une liberté entiére de passer en Pologne, & d'y recommencer la Guerre.

Mais comme ces Déclarations se trouvoient directement contraires au Traité fait pour la delivrance de Stettin, entre Sa Majesté & le Roi de Prusse, & les Puissances du Nord; que les Ministres de Pologne & du Czar, presens à cette entrevûë, protestoient hautement contre le changement de la Garnison de Stettin, parce qu'il ne leur donneroit pas une sûreté suffisante contre une Invasion du Roi de Suéde, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, il n'y eut pas moyen de sortir d'affaire sur ce pied.

Quelque tems après Sa Majesté Très-Chrêtienne fit offrir sa Médiation, pour terminer les différens dont il s'agit, & comme le Baron de Friesendorff, Ministre du Roi de Suéde, déclara en même tems que le Roi son Maître acceptoit cette Médiation. Sa Majesté le Roi de Prusse, pour montrer son intention sincére de parvenir, de quelque maniére que ce fût, à un Accommodement raisonnable avec le Roi de Suéde, accepta pareillement cette Mediation, déclarant néanmoins, que comme ses démêlez avec la Suéde concernoient en plus grande partie la Pomeranie Suédoise, cette acceptation seroit sans préjudice des Droits & de l'Autorité de Sa Majesté Impériale & de l'Empire.

Malgré l'espérance que le Public avoit conçû, que cette Médiation, & le grand égard que la Suéde est obligée d'avoir pour la France, auroit un bon effet, pour terminer l'Affaire entre les deux Rois, elle n'en a eu pourtant aucun, plusieurs mois s'étant écoulez, sans que l'on ait apris que le Roi de Suéde se fût déclaré à rien envers la France touchant les différens en question; tellement que le Roi de Prusse, toûjours recherchant des moyens & des expédiens pour sortir d'affaire par des voyes amiables, conformes aux Loix & aux Constitutions de l'Empire, & capables de persuader le Public, & le Roi de Suéde même, qu'il ne vouloit profiter en aucune maniére de la possession de Stettin, s'offrit de remettre cette Ville avec tout le Sequestre de la Pomeranie Suédoise, entre les mains de Sa Majesté Imperiale, comme Chef de l'Empire, & qui en décideroit ensuite selon la justice & le bien des Puissances intéressées.

Mais cet expédient ne fut pas non plus du goût du Roi de Suéde, parce qu'il n'accommodoit pas ses vûës pour un nouveau remuëment, & pour une nouvelle Guerre dans l'Empire, à laquelle une Garnison Impériale dans Stettin auroit sans doute fait un puissant obstacle; de sorte qu'au lieu d'entrer en Traité sur cette Proposition, ou d'en faire d'autres, par lesquelles on auroit pû s'accorder, le Roi de Suéde en demeura toûjours à sa premiére Prétension, à savoir qu'il vouloit que Stettin lui fût rendu incessamment, même sans restitution de l'Argent avancé par le Roi de Prusse, & sans se départir du dessein de passer de la maniére qu'il lui plairoit, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, pour y porter la Guerre, & pour attaquer & châtier à sa volonté ses Ennemis & ses faux Amis, comme il disoit. ANNO 1715.

Aussi le Roi de Suéde n'en demeura pas aux paroles seulement; elles furent accompagnées de toutes sortes de préparatifs pour la Guerre: Les Vaisseaux de Guerre Suédois entrérent en Mer bien plûtôt qu'ils n'ont accoûtumé d'y aller; Ils s'approchérent fort près des Côtes de la Pomeranie; on pressa en Suéde le Transport d'un Corps considérable de Troupes pour l'Allemagne, & peut-être pour la Prusse même; on tâcha de disposer le Landgrave de Cassel & plusieurs autres Princes de l'Empire, à donner des Troupes pour renforcer l'Armée du Roi de Suéde, & rien au monde ne fut oublié de la part de la Suéde, pour faire voir, qu'au lieu de sentir & de reconnoître le grand Service que Sa Majesté le Roi de Prusse lui avoit rendu, en delivrant Stettin & la Pomeranie Suédoise de l'Armée des Alliez du Nord, le Roi de Suéde vouloit prendre de ce Bienfait une occasion, de devenir Ennemi du Roi de Prusse, & de lui faire la Guerre le plus vivement & avec le plus de forces qu'il pouvoit.

De tous ces Préparatifs le Roi de Suéde passa bien tôt à la Guerre & aux Actes d'hostiliré même, par l'attaque de la Ville de Wolgast, Place comprise nommément dans le Sequestre, & gardée par une Garnison Prussienne, qui en fut délogée à force ouverte & avec des violences extraordinaires par les Troupes & par les Ordres du Roi de Suéde.

Rien n'eût été plus facile au Roi de Prusse, que de repousser cette Insulte d'une maniere dans laquelle les Suédois n'eussent pas trouvé leur compte. Mais Sa Majesté aimant mieux se tenir toûjours à des voyes les plus modérées, se contenta d'envoyer seulement un Officier à Stralsund, pour faire representer au Roi de Suéde le tort de cette entrepriſe, & lui en demander la reparation: & quoi que l'on n'eût aucune Réponse là-dessus, que la Suéde témoignât toûjours la même dureté, & que l'on eût lieu de perdre toute espérance pour un Accommodement, le Roi de Prusse voulut bien néanmoins, sur les fortes instances qui lui furent faites par la France, ne rien précipiter, mais donner au Roi de Suéde tout le tems qu'il lui falloit pour venir à la fin à des sentimens plus moderez, se déclarer, & déclara effectivement, que Sa Majesté se tiendroit non seulement en repos, & n'entreprendroit rien contre la Suéde devant la mi-Mars, mais que même elle n'entreroit, devant ce tems-là, dans aucun engagement qui pût faire de la peine à la Suéde, présupposant que la Suéde en useroit de même de son côté envers lui: Le Roi de Prusse n'a pas manqué de satisfaire à cette Promesse; mais il a été impossible au Roi de Suéde de différer si long tems l'execution de ses mauvais desseins contre la Prusse.

Le Roi de Suéde recommença même devant la fin du mois d'Avril ses Actes d'hostilité, faisant investir l'Isle d'Usedom par un Corps de Troupes de plusieurs mille hommes. Il se saisit de tous les Postes & Forts que les Troupes de Prusse y occupoient, les fit sortir, les uns de vive force, & les autres en leur coupant les vivres, jusques à ce qu'il fut Maître de toute cette Isle, comprise aussi bien que Wolgast dans le Sequestre, & que les Troupes de Prusse en fussent entiérement délogées.

En même tems le Roi de Suéde fit entrer plusieurs Vaisseaux armez dans la Penne & le Haff, il les fit approcher le plus près qu'il pouvoit de Stettin, pour fermer à la Garnison de cette Ville toute communication de ce côté-là, & il parut clairement que toutes ces démarches n'étoient faites, que pour pouvoir passer de l'Isle d'Usedom à celle de Wollin, & s'ouvrir par là un chemin dans la Pomeranie Prussienne, & ensuite dans la Prusse même; le Projet de la Suéde ayant été, de débarquer pour cela un Corps de Troupes du côté de Dantzic, de le fortifier par le Parti, sur lequel il comptoit en Pologne, & de rallumer le flambeau de la Guerre, plus fortement que jamais dans ce Païs-là.

Mais heureusement tous ces beaux Projets furent déconcertez, tant par l'avanture arrivée aux Vaisseaux de Guerre Suédois sur les Côtes du Holstein, que par les mesures sages prises à tems par Sa Majesté le Roi de Prusse, pour la conservation de l'Isle de Wollin.

On ne doit pas passer ici sous silence un fait tout singulier qui est, que le jour avant l'attaque de l'Isle d'Use-

NNO 715. d'Uſedom, le Baron de Frieſendorff alors Miniſtre du Roi de Suéde à Berlin, ſuivant l'Ordre qu'il en avoit reçû de Stralſund, fit déclarer pareillement par le Comte de Rottembourg, Miniſtre de S. M. T. C. à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, que le Roi de Suéde étoit ſincérement & plus que jamais réſolu de vivre dans une amitié conſtante & en bon Voiſin avec Sa Majeſté, voulant attendre tranquillement le ſuccès de la Négociation, pour vuider à l'amiable l'affaire de Stettin, & demeurer en attendant dans une entiére inaction ; en ſorte que quand même Sa Majeſté le Roi de Pruſſe entreprendroit quelque choſe contre lui, il ne feroit aucune réſiſtance; & que le Roi de Suéde, pour faire voir ſon entiére diſpoſition pour la Paix, & ſon éloignement de tout ce qui ſentoit la Guerre, avoit retiré les Canons des Remparts de Stralſund, & contremandé le tranſport des Troupes qui devoient venir de Suéde; laquelle Déclaration étant ainſi faite dans le même tems que l'on faiſoit directement le contraire, & que l'on agiſſoit offenſivement contre le Roi de Pruſſe, ne ſauroit être interprétée, que comme un deſſein prémédité, ſoit de ſurprendre le Roi de Pruſſe d'autant plus ſûrement ; ou bien d'ajoûter la moquerie à l'inſulte, pour pouſſer la modération du Roi de Pruſſe entiérement à bout.

Enfin, Mr. le Comte de Croiſſi Ambaſſadeur de S. M. T. C. chargé exprès de l'Accommodement entre les deux Rois arriva auprès de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe. Mais au lieu de recevoir par ſa bouche, comme on avoit eſperé, une réſolution poſitive & favorable du Roi de Suéde, on aprit par l'expoſé de cet Ambaſſadeur, que le Roi de Suéde perſeveroit toûjours opiniâtrement dans ſes premiéres Demandes, qu'il prétendoit l'entiére abolition du Sequeſtre & la reſtitution de Stettin dès à preſent, & que pour ce qui eſt de la marche en Saxe & en Pologne, il n'en avoit pas encore relâché non plus, quoi que le Comte de Croiſſi ſe fît quelque eſperance de l'en faire deſiſter ; ce qui alloit à une nouvelle Négociation, & laquelle la Suéde ne cherchoit ſans doute, que pour gagner du tems, pour avoir le loiſir de fortifier ſon Parti, & pour pouvoir enſuite faire ſon coup contre le Roi de Pruſſe d'autant plus ſûrement, & avec d'autant plus d'avantage.

Comme S. M. le Roi de Suéde avoit été ſi inflexible ſur tous ces Points, que même malgré les bons Offices & les repreſentations de la France, il n'avoit pû en être détourné, il faloit bien être perſuadé, qu'après cela il ne reſtoit plus aucun moyen ni aucune apparence au monde de le porter à aucun Accommodement ; que toutes les autres voyes que l'on voudroit tenter pour cela ſeroient inutiles, & qu'enfin il y faloit renoncer tout à fait; comme effectivement la France même ne s'eſt plus mêlée de rien à l'égard de cet Accommodement, depuis que le Comte de Croiſſi eſt arrivé à Stralſund ; preuve certaine que ce Miniſtre a trouvé le Roi de Suéde dans un éloignement total de tout ce qui avoit du rapport à la Paix.

Toute cette Affaire s'étant paſſée dans les circonſtances qui viennent d'être rapportées, comme on eſt prêt de le vérifier toutes les fois qu'il en ſera beſoin ; Sa Majeſté le Roi de Pruſſe laiſſe à juger à toute la Terre, ſi en ſe chargeant du Sequeſtre de la Pomeranie Suédoiſe, Elle a fait la moindre choſe qui portât dommage au Public ? & s'il n'eſt pas vrai au contraire, que ce Sequeſtre tendant uniquement au rétabliſſement de la Paix, au maintien de la tranquillité générale, & à éviter la deſolation de diverſes bonnes & grandes Provinces, eſt un Ouvrage digne de l'approbation de tout l'Univers.

Sa Majeſté laiſſe à décider auſſi à tout homme raiſonnable, & aux Amis de la Suéde même, ſi tout ce qu'elle a fait en cela n'étoit pas auſſi pour le veritable Intérêt du Roi de Suéde, puis que ſans ce Sequeſtre toute la Poméranie Suédoiſe eût été immanquablement perduë pour lui, & ce Prince, d'une telle façon éloigné de l'Empire, qu'il ne lui eût plus été poſſible de remettre le pied en Pomeranie? Le Roi de Pruſſe ayant agi dans toute cette Affaire avec tant de deſintéreſſement, que bien que ſuivant les Traitez, en vertu deſquels il fut chargé de ce Sequeſtre, il ait été en Droit de tirer des Païs Sequeſtrez l'entretien de ſes Troupes qui gardoient Stettin, & qu'il pût prétendre que la poſſeſſion de Wiſmar lui fut cedée auſſi, Elle n'a jamais voulu demander ni l'un ni l'autre, uniquement dans la vûë de perſuader d'autant plus certainement le Public, & le Roi de Suéde même, qu'Elle ne vouloit tirer de cette Affaire aucun profit pour ſon particulier, ni donner au Roi de Suéde le moindre ſoupçon, comme ſi Elle avoit des vûës contraires à ſes Interêts, & qu'Elle vouloit s'ancrer tellement dans ſes Etats, qu'il ſeroit difficile enſuite de l'en faire ſortir. ANNO 1715.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ſoûmet de même au jugement de toutes les Puiſſances impartiales de l'Europe, ſi elle a pû, ſans bleſſer ſon honneur & ſa conſcience, ſans s'attirer des reproches & mêmes de juſtes reſſentimens des Alliez du Nord, ſe départir de l'engagement, qu'Elle a pris avec ces Puiſſances, en ſe chargeant du Sequeſtre, & s'il lui étoit permis, qu'en rendant Stettin dès à preſent, Elle ouvrit au Roi de Suéde le chemin pour porter la Guerre en Pologne & en Saxe ? ou ſi plûtôt Sa Majeſté n'étoit pas dans une obligation indiſpenſable de ſatisfaire à ſon engagement, afin d'arrêter un deſſein ſi pernicieux ?

Enfin le Roi de Pruſſe eſt entiérement perſuadé auſſi, que perſonne ne pourra regarder autrement la dureté dont le Roi de Suéde s'eſt ſervi envers lui, & les Inſultes qu'il lui a faites, que comme un commencement de Guerre, dans laquelle ce Prince a bien voulu entrer contre lui; & que le Roi de Pruſſe ſe trouve par là non ſeulement en Droit, mais même dans une néceſſité abſoluë, d'oppoſer des remédes convenables aux violences que le Roi de Suéde lui a faites, & ſe ſervir, avec l'aide de Dieu, des forces & des moyens que ſa Providence lui a mis en main, pour en prévenir les ſuites.

Sa Majeſté, au reſte, ſe rapporte au jugement de Sa Majeſté Impériale & de l'Empire, ſi dans toute cette Affaire Elle n'a pas procedé ſelon les Conſtitutions de l'Empire, & particulierement ſelon les Statuts faits pour le maintien de la Paix publique, obſervant très-religieuſement en tout cela les Devoirs auxquels ſes Fonctions de Directeur des Cercles de la Baſſe Saxe & de la Weſtphalie, les Droits & les Prérogatives qu'Elle a dans la Direction de la Haute Saxe, & les Réquiſitions qui lui en ont été faites par Sa Majeſté Impériale, l'obligeoient, ayant par le Sequeſtre en queſtion, & ſuivant le Plan fait par l'Empereur & l'Empire pour la Neutralité du Nord, entiérement appaiſé les Troubles que la Suéde y avoit fait naître par la Marche du Corps de Craſſau, de Pologne en Pomeranie, d'une telle maniére, qu'il n'auroit dépendu que du Roi de Suéde, que tout l'Empire n'eut plus ſenti la moindre atteinte de la Guerre du Nord, tant qu'elle dureroit, ſi ce Prince n'avoit mieux aimé par une ardeur deſeſperée de faire la Guerre, & de ne la finir jamais, renverſer entiérement un Projet ſi ſalutaire, & jetter ſes Etats & tout ſon Voiſinage, de gayeté de cœur, dans une nouvelle & triſte deſolation, preferant une route ſi fâcheuſe, au chemin aiſé & naturel que Sa Majeſté Impériale lui offroit, de ſe tirer d'affaire par les Conferences de Brunſwick, auſquelles on l'avoit invité pluſieurs fois, ſans qu'il y voulut jamais avoir égard, ni entendre parler d'aucune propoſition de Paix & de réconciliation avec ſes Ennemis, & d'où il s'enſuit néceſſairement, que pour arrêter les funeſtes ſuites des Deſſeins du Roi de Suéde, il ne reſtoit point d'autre Parti au Roi de Pruſſe, pour ſatisfaire à ſes obligations ci-deſſus alleguées, que celui qu'il vient de prendre, & que les Loix de l'Empire lui preſcrivent, à ſavoir, de ſe joindre à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, comme ſon Con-Directeur dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, au Cercle de la Weſtphalie & aux Etats de la Haute-Saxe, & d'agir de concert avec eux, pour oppoſer ſes Armes aux entrepriſes du Roi de Suéde, pour réprimer en même tems celles des Princes de l'Empire qui le voudroient ſeconder dans ces mauvais Deſſeins, & pour rétablir dans l'Empire un calme & un repos ſtable & conſtant contre l'eſprit turbulent & dangereux de la Suéde.

Sa Majeſté proteſte auſſi devant Dieu & devant les hommes, que c'eſt là l'unique raiſon qui l'a obligé de ſe mettre à la tête de ſon Armée, & dont Elle ne ſe ſervira que pour parvenir à ce but, ſans en paſſer jamais les bornes, donnant plûtôt ſa Parole Royale,

de

ANNO 1715. de vouloir mettre les Armes bas auſſi tôt qu'Elle aura ſatisfait à ce que ſes devoirs envers l'Empire, & l'engagement de ſes Traitez demandent, ſe ſoûmettant au reſte, pour l'entiére déciſion de cette Affaire, de même que pour la ſatisfaction qu'Elle aura à prétendre du Roi de Suéde, & pour la ſûreté qu'il lui faudra pour l'avenir contre les entrepriſes de ce Prince, après Dieu, au réſultat des Conferences de Brunſwick, ou telles autres que Sa Majeſté Impériale trouvera bon de propoſer pour cet effet.

CLXXIX.

2. Sept. *Arreſt du Parlement de Paris par lequel la Regence du Royaume eſt deferée au ſeul Duc d'*ORLEANS, *le Duc de* BOURBON *etant declaré Chef du Conſeil, &c. Le Lundi 2. Septembre 1715.* [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4]

Extrait des Regîtres du Parlement, du Lundi 2. Septembre 1715.

CE jour, la Cour, toutes les Chambres aſſemblées où étoient les Princes du Sang & les Pairs ci-deſſus nommez, après qu'ouverture a été faite du Teſtament du feu Roi, dépoſé au Greffe de la Cour, ſuivant ſon Edit du mois d'Août 1714., & l'Arrêt du 29. dudit mois d'Août, enſemble des Codicilles des 13. d'Avril & 23. Août dernier, aportez par Monſieur le Duc d'Orleans, & ouï les Gens du Roi, en leurs Concluſions, la matiére miſe en déliberation, a déclaré & déclare Mr. le Duc d'Orleans Régent en France, pour avoir, en ladite qualité, l'Adminiſtration des affaires du Royaume pendant la Minorité du Roi. Ordonne que le Duc de Bourbon ſera dès à preſent Chef du Conſeil de la Régence, ſous l'autorité de Mr. le Duc d'Orleans, & y préſidera en ſon abſence: Que les Princes du Sang Royal auront auſſi entrée audit Conſeil lors qu'ils auront atteint l'âge de 23. ans accomplis. Et après la déclaration faite par M. le Duc d'Orleans, qu'il entend ſe conformer à la pluralité des ſuffrages dudit Conſeil de la Régence dans toutes les affaires, à l'exception des Charges, Emplois, Bénefices, & Graces qu'il pourra accorder à qui bon lui ſemblera, après avoir conſulté le Conſeil de Régence, ſans être néanmoins aſſujetti à ſuivre la pluralité des voix à cet égard; ordonne qu'il pourra former le Conſeil de Régence, même tels Conſeils inferieurs qu'il jugera à propos, & y admettre les Perſonnes qu'il en eſtimera les plus dignes: le tout ſuivant le Projet que Mr. le Duc d'Orleans a declaré qu'il communiquera à la Cour. Que le Duc du Maine ſera Sur-Intendant de l'Education du Roi: l'Autorité entiere & commandement ſur les Troupes de la Maiſon dudit Seigneur Roi, même ſur celles qui ſont employées à la Garde de ſa Perſonne, demeurant à Mr. le Duc d'Orleans, & ſans aucune ſuperiorité du Duc du Maine ſur le Duc de Bourbon, Grand-Maître de la Maiſon du Roi. Que des Duplicata & des Copies collationées du préſent Arrêt, ſeront envoyées aux Bailliages & Sénechauſſées du Reſſort, pour y être lûës, regîtrées; & enjoint aux Subſtituts du Procureur-General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois &c.

15. Sept. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France, pour l'Etabliſſement des divers Conſeils, où les Affaires d'Eſtat devront eſtre portées, & reglées pendant ſa Minorité. A Vincennes le 15. de Septembre 1715.* [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi de glorieuſe Mémoire, nôtre très honoré Seigneur & Biſayeul, pouvoit, par ſes qualitez perſonnelles & ſes vertus éminentes, ſufire ſeul au Gouvernement de ſon Royaume: La droiture de ſon cœur, l'élevation de ſon eſprit, l'étenduë de ſes lumieres, augmentées & ſoûtenuës par une longue experience, lui rendoient tout facile dans l'éxercice de la Royauté; mais la foibleſſe de nôtre âge demande de plus grands ſecours, & quoi que Nous puſſions trouver tous ceux dont Nous avons beſoin dans la Perſonne de nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent de nôtre Royaume, ſa modeſtie lui a fait croire, que pour ſoûtenir le poids d'une Regence qui lui a été ſi juſtement deferée, il devoit propoſer d'abord l'établiſſement de pluſieurs Conſeils particuliers, où les principales matieres qui meritent l'attention directe & immédiate du Souverain, ſeroient diſcutées & reglées, pour recevoir enſuite une derniere déciſion dans un Conſeil genéral, qui ayant pour objet toute l'étenduë du Gouvernement, ſeroit en état de reünir & de concilier les vûës différentes des Conſeils particuliers. Cette forme de Gouvernement a paru d'autant plus convenable à nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Regent du Royaume, qu'il ſait que le Plan en avoit deja été tracé par nôtre très-honoré Pere, dont Nous aurons au moins la ſatisfaction de ſuivre les vûës, ſi le Ciel Nous a privez de l'avantage d'être formez par ſes grands éxemples. Il étoit perſuadé que toute l'autorité de chaque Partie du Miniſtére étant reünie dans la perſonne d'un ſeul, devenoit ſouvent un fardeau trop peſant pour celui qui en étoit chargé, & pouvoit être dangereuſe auprès d'un Prince qui n'auroit pas la même ſuperiorité de lumiéres que le Roi nôtre Biſayeul; que la verité parvenoit ſi difficilement aux oreilles d'un Prince, qu'il étoit neceſſaire que pluſieurs perſonnes fuſſent également à portée de la lui faire entendre, & que ſi l'on n'intereſſoit au Gouvernement un certain nombre d'hommes auſſi fideles qu'éclairez, il ſeroit preſque impoſſible de trouver toûjours des Sujets formez & inſtruits, qui fiſſent moins regretter la perte des perſonnes conſommées dans la Science du Gouvernement, & qui fuſſent même en état de les remplacer. Nous ferons donc au moins revivre l'eſprit de notre très-honoré Pere, en établiſſant des Conſeils ſi avantageux au bien de nos Etats, & Nous nous y portons d'autant plus volontiers, que cet établiſſement ne peut être ſuſpect par ſa nouveauté, puiſque Nous ne ferons que ſuivre l'exemple de ce qui s'obſerve avec ſuccès dans d'autres Royaumes, & qui s'eſt obſervé dans le notre même, pendant le Régne de pluſieurs des Rois nos Prédeceſſeurs. Le derangement que vingt cinq années de guerre & pluſieurs autres calamitez publiques ont cauſé dans les affaires de cette Monarchie, le déſir ardent que la qualité de Roi Nous inſpire de remettre toutes choſes dans leur ordre naturel, & de rétablir la confiance & la tranquilité publique, ſont encore de nouvelles raiſons qui appuyent la ſageſſe des conſeils que notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Nous a donnez ſur ce ſujet. Nous ſavons d'ailleurs, que chargé du Gouvernement de l'Etat juſqu'à notre majorité, tous ſes vœux ne tendent qu'à Nous le remettre tranquille & floriſſant, & à y parvenir par des voyes qui montreront à tous nos Sujets, qu'il ne cherche qu'à connoître & à employer le mérite & la vertu; qu'il veut que les bons Sujets de toutes conditions, & ſur tout ceux de la plus haute naiſſance, donnent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la Patrie, que toutes les affaires ſoient réglées plûtôt par un concert unanime, que par la voye de l'autorité, & que la Paix fidellement entretenuë au dehors avec nos voiſins, regne en même tems au dedans par l'union de tous les Ordres du Royaume. A ces cauſes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe, & autres grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré, & par ces Préſentes ſignées de notre main, diſons, déclarons, voulons & Nous plaît.

PREMIEREMENT,

Qu'outre le Conſeil general de Régence, il en ſoit établi ſix autres particuliers, qui ſeront compoſez chacun d'un Préſident & d'un nombre convenable de Conſeillers & de Secretaires, ſelon la nature des affaires, dont chaque Conſeil ſera chargé,

ANNO 1715. gé, ſavoir, le Conſeil de Conſcience, où l'on traitera des affaires Eccleſiaſtiques, le Conſeil des affaires Etrangéres, le Conſeil de Guerre & de tout ce qui y a raport, le Conſeil de Finance, le Conſeil de Marine & de tout ce qui en dépend, le Conſeil des affaires du dedans du Royaume, qui étoient ci-devant portées au Conſeil des Dépêches, le tout ſans rien innover à l'égard du Conſeil privé, même des Directions pour ce qui regarde les affaires contentieuſes des Finances, leſquelles ſe tiendront ainſi que par le paſſé, ſauf à y être aporté dans la ſuite tel Reglement qu'il apartiendra; comme auſſi ſans que les affaires, dont la connoiſſance apartient à nos Cours & autres Tribunaux & Juriſdictions de notre Royaume, puiſſent être portées dans leſdits Conſeils.

II. Et attendu que le Commerce a preſque un égal raport avec les Finances & la Marine, il ſera fait choix de quelques-uns des Membres de ces deux Conſeils, pour y travailler avec les Députez des Villes du Royaume, qui ont eu entrée juſqu'à préſent dans le Conſeil de Commerce; & en cas que la matiére ſoit importante, les Conſeils de Finances & de Marine ſe réüniront pour la diſcuter conjointement.

III. Ceux qui ſeront choiſis pour entrer dans ces differens Conſeils, ſeront tenus de s'aſſembler inceſſamment, dans le lieu qui ſera deſtiné à tenir chaque Conſeil, pour dreſſer un projet de Réglement ſur la forme qui y ſera obſervée par raport à l'ordre & à la diſtribution des affaires, au tems & à la maniére de les traiter, à la réduction qui ſera faite des Déliberations & aux Regîtres qui en ſeront tenus; & ce projet ſera porté au Conſeil de Régence, pour y être autoriſé & confirmé ainſi qu'il ſera jugé à propos.

IV. Toutes les matiéres qui auront été réglées dans les Conſeils particuliers, ſeront enſuite portées au Conſeil general de Régence, pour y être pourvû par notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, ſuivant la pluralité des ſuffrages, ſi ce n'eſt qu'il y eût égalité d'avis, auquel cas celui du Régent prevaudra, & ſera deciſif; & néanmoins en ce qui concerne les Charges & Emplois, les nominations & collations des Benefices, les Gratifications, Penſions, Graces & Remiſſions, nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Régent du Royaume, pourra en diſpoſer ainſi qu'il jugera le plus à propos, aprés avoir conſulté le Conſeil general de Regence, ſans eſtre aſſujetti à ſuivre la pluralité des voix à cet égard; le tout conformement à l'Arrêt rendu le 2. du preſent mois, par nôtre Cour de Parlement, & dont Nous avons ordonné l'éxecution dans nôtre Lit de Juſtice, du 12. dudit preſent mois de Septembre.

V. Le Preſident de chaque Conſeil particulier aura ſéance & voix déliberative au Conſeil general de Regence, pour les affaires qui regarderont le Conſeil dont il ſera Preſident, & fera le raport des reſolutions qui y auront été priſes; & s'il eſt jugé neceſſaire en certains cas d'y apeller encore quelques-uns des Conſeillers dudit Conſeil, ſoit pour faire le raport des affaires dont le Preſident n'aura pû ſe charger, ou pour d'autres raiſons; ceux qui y entreront alors, auront pareillement voix déliberative dans le Conſeil general de Régence.

VI. Dans les affaires importantes notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, apellera audit Conſeil general, quand il eſtimera le devoir faire, tous les Préſidens des Conſeils particuliers, même tels des Conſeillers deſdits Conſeils qu'il jugera à propos d'y joindre.

VII. Il commettra un des Conſeillers du Conſeil general, pour recevoir deux fois la ſemaine, à l'iſſuë dudit Conſeil, avec deux des Maîtres des Requeſtes de notre Hôtel, qui ſeront actuellement de ſervice en notre Conſeil, tous les Placets qui ſeront portez dans une des Salles du Palais, où Nous ferons notre demeure; & ſeront leſdits Placets remis entre les mains deſdits Maîtres des Requeſtes pour en faire l'extrait, dont ledit Conſeiller rendra compte en leur préſence, à notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, qui les renvoyera enſuite aux Préſidens des Conſeils ou aux Officiers des Compagnies, ou autres que chaque Placet pourra regarder.

VIII. Et pour ce qui concerne les Réglemens generaux, qui pourront être à faire pour l'Adminiſtration de la Juſtice dans notre Royaume, voulons qu'il y ſoit procedé par notre très-cher & feal Chancelier de France, avec tels des Chefs & Préſidens des premieres Compagnies, Officiers du Parquet & autres Magiſtrats, que Nous jugerons à propos de choiſir, & auxquels Nous donnerons les ordres néceſſaires à cet effet; Nous réſervant de les apeller même à nos Conſeils avec voix déliberative, lors que leur préſence y pourra être néceſſaire pour notre ſervice & le bien de notre Royaume, ſans les détourner de leurs fonctions ordinaires. ANNO 1715.

IX. Voulons auſſi que les affaires de nature à être portées audits Conſeils, dans leſquels notre Domaine ou les Droits de notre Couronne pourroient être intéreſſez, ſoient communiquées à nos Avocats & Procureurs Generaux en notre Cour de Parlement à *Paris*, où ils pourront même être entendus, quand ils croiront devoir le demander, avant que leſdites affaires y ſoient réglées. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de nôtre Regne le 1.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Régent.*

préſent, PHELYPEAUX.

Declaration de LOUIS XV. *Roi de France, retabliſſant le Parlement de Paris dans la Liberté de lui faire ſes* Remontrances *ſur les Edits qui lui ſeront envoyés, avant d'eſtre obligé de les enregiſtrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre* 1715. [Feuille volante imprimée à Paris, aux Mois de Septemb. 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront; Salut. La fidelité, le zéle & la ſoûmiſſion avec leſquels nôtre Cour de Parlement a toûjours ſervi le Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, Nous engageant à lui donner des marques de nôtre confiance, & ſur tout dans un tems où les avis d'une Compagnie auſſi ſage qu'éclairée, peuvent Nous être d'une ſi grande utilité, Nous avons crû ne pouvoir rien faire de plus honorable pour elle & de plus avantageux pour notre ſervice même, que de lui permettre de Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos, avant que d'être obligée de proceder à l'enregiſtrement des Edits & Déclarations que Nous lui adreſſerons, & Nous ſommes perſuadez qu'elle uſera avec tant de ſageſſe & de circonſpection de l'ancienne liberté dans laquelle Nous la retabliſſons, que ſes avis ne tendront jamais qu'au bien de nôtre Etat, & meriteront toûjours d'être confirmez par notre autorité. A ces Cauſes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe, & autres grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & declaré, & par ces Preſentes, ſignées de notre main, diſons, declarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adreſſerons à notre Cour de Parlement des Ordonnances, Edits, Declarations & Lettres Patentes, émanées de notre ſeule autorité & propre mouvement, avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregiſtrer, nôtre dite Cour, avant que d'y proceder, puiſſe Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au plus

plus tard du jour de la déliberation qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il apartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de notre Regne le premier.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

Déclaration LOUIS XV. *Roi de France retablissant la Cour des Aides dans la Liberté de lui faire ses Representations, sur les Edits & Declarations qui lui seront envoyées, avant d'estre obligée de les enregistrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre* 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]

LOUIS, &c. La fidelité, le zéle, & la soûmission que nôtre Cour des Aides de Paris a témoigné dans tous les tems au Roi nôtre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, & que Nous sommes persuadez qu'Elle Nous continuera toûjours pour nôtre Service, Nous engagent à lui donner des marques publiques de nôtre Confiance : l'utilité que Nous espérons tirer de ses Avis, sur tout pendant nôtre Minorité, Nous déterminent à lui permettre de Nous représenter ce qu'elle jugera à propos, avant d'être obligée de procéder à l'enregîtrement des Edits & Declarations que Nous lui adressons, & Nous sommes persuadez qu'elle usera de cette liberté avec tant de sageſſe & de circonspection, que Nous aurons lieu d'en être pleinement satisfaits. A ces Causes, de l'Avis de nôtre trés-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, &c. Nous avons dit & déclaré, & par ces Presentes, signées de nôtre main, disons, déclarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adresserons à nôtre Cour des Aides de Paris des Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Patentes émanées de nôtre seule Autorité & propre mouvement avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregîtrer, nôtredite Cour, avant que d'y procéder, puisse Nous représenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au plus tard, du jour de la délibération qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il appartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour des Aides à Paris, &c. Donné à *Vincennes* le 15. de Septembre, l'An de grace 1715. & de nôtre Régne le Premier.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

CLXXX.

ANNO 1715.

Traité entre CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique des Espagnes d'une part,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, d'autre part, pour la Restitution, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tout le Païs-Bas Espagnol, sous la reserve d'une forte & solide* Barriere *aux mêmes Païs-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances; comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere, que pour le remboursement de celles qui leur étoient deues auparavant. Fait à Anvers le 15. Novembre* 1715. AVEC L'ARTICLE SEPARE' *an sujet des Hypotheques en date du même jour. Les* FORMULAIRES *des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les* PLEINS-POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale.] 15. Nov.

COMME il a plû au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe ; & que rien n'est plus desirable, & neceſſaire, que de retablir, & asseurer par tout, autant que se peut, la seureté, & la tranquilité commune, & publique, & que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies se sont engagés de remettre les Pays-bas à Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. selon qu'il a été stipulé, & arrêté par le Traité fait à la Haye le sept de Septembre mille sept cens & un, entre Sa Majesté Imperiale Leopold de Glorieuse memoire, Sa Majesté Britannique Guillaume III. aussi de Glorieuse memoire & lesdits Etats Generaux, que lesdites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs interêts reciproques, particulierement par rapport à la maniere, dont on pourroit établir la seureté des Pays-bas pour servir de Barriére à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies; & par rapport au Commerce des Habitans desdits Païs-bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies: & qu'à present Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. à qui lesdits Païs-bas seront remis par ce present Traité; Sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'huy Regnants, & tous deux Heritiers & Successeurs legitimes desdits Empereurs, & Rois, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissans en cela par les mêmes Principes d'Amitié, & dans la même intention de procurer, & d'établir ladite Seureté mutuelle & d'affermir de plus en plus une étroite Union; ont nommé, commis, & établi pour cette fin pour Leurs Ministres Plenipotentiaires sçavoir Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Joseph Lothaire Comte de Königsegg Son Chambellan, Conseiller de Guerre, & Lieutenant General de ses Armées: Sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses Armées & Colonel du second Regiment de ses Gardes : Et les Etats Generaux, les Sieurs Bruno vander Dussen ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemsrades de Schieland, Dykgraaf du Crimpenerwaerde, Adolph Henry Comte de Rechteren Seigneur d'Almelo, & de Vrieseveen &c. President des Seigneurs Etats de la Province d'Overyssel, Drossard du Quartier de Zalland. Scato de Gokinga, Senateur de la Ville de Groningue : & Adrien de Borsselle Seigneur de Geldermalsen &c. Senateur de la Ville de Flissingue : Les trois premiers, Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande, & Westfrieſe, d'Overyssel, & de Groningue, & Ommelanden: & le quatrieme Deputé au Conseil d'Etat des Provinces-Unies.

Les-

ANNO 1715. Lesquels étans assemblés dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement avoit été nommée pour le lieu du Congrès ; & ayans échangés leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies sont inserées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conferences sont convenus pour, & au Nom de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, de la maniere comme il s'ensuit.

I. Les Etats Generaux des Provinces-Unies remettront à Sa Majesté Imperiale & Catholique, en vertu de la Grande Alliance de l'Année mille sept cens & Un, & des engagemens dans lesquels Ils sont entrés du depuis, immediatement après l'échange des Ratifications du present Traité, toutes les Provinces, & Villes des Païs-bas, & dependances, tant celles qui ont été possedées par le feu Roy d'Espagne Charles II. de Glorieuse memoire ; que celles qui viennent d'etre cedées par feu Sa Majesté le Roy Très-Chrétien aussi de glor. memoire ; lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles qu'on remettra par ce present Traité, que celles qui ont deja été remises, ne seront desormais, & ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable, & incommutable Domaine, qui sera inseparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouïr Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Heritiers en pleine irrevocable Souveraineté & proprieté, Sçavoir à l'egard des premieres Provinces, comme en a joui, ou dû jouïr le feu Roy Charles II. de glor. mem. conformement au Traité de Ryswick ; & à l'egard des autres Provinces, de la maniere, & aux conditions, qu'elles ont été cedées, & remises auxdits Seigneurs Etats Generaux par le feu Roy Très-Chrétien de glor. mem. en faveur de la Très-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres Charges ou Hypotecations constituées de la part des Etats Generaux, & à leur profit.

II. Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Places, Forteresse, ou Territoire desdits Païs-bas ne pourra être cedé, transferé, donné ou échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison, & Lignée de France, ni à autre, qui ne sera pas Successeur, Heritier & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par Donation, vente, échange, Contract de Mariage, Heredité, Succession testamentaire, ou ab *intestato*, ni sous quelque autre titre, ou prefexte, que ce puisse être, de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse ni Territoire desdits Païs-Bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la reserve de ce qui deja a été cedé au Roy de Prusse, & de ce qui sera cedé par le present Traité auxdits Seigneurs Etats Generaux.

III. Comme la seureté des Païs-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans lesdits Païs, & dans les Places, qui formeront la Barriere, qui a été promise aux Seigneurs Etats Generaux par la Grande-Alliance : Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont convenus, d'y entretenir, chacun à leurs propres fraix, toujours un Corps de trente à trente cinq mille Hommes, desquels Sa Majesté Imperiale & Catholique donnera trois cinquiemes & les Etats Generaux deux cinquiemes : bien entendu que si Sa Majesté Imperiale & Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Generaux de diminuer le leur à proportion ; & lorsqu'il y aura apparence de Guerre, ou d'Attaque, on augmentera ledit Corps, jusques à quarante mille hommes suivant la même proportion ; & en cas de Guerre effective, on conviendra ulterieurement des Forces, qui se trouveront necessaires. La repartition desdites Troupes en tems de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances sera faite par Elles seules ; & la repartition du reste par le Gouverneur des Païs-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions, qu'ils auront fait.

IV. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde aux Etats Generaux Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Chateaux de Namur & Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knoque & s'engagent les Etats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur Solde pourroient être d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagemens contraires aux interêts de Sa Majesté Imperiale & Catholique. ANNO 1715.

V. On est convenu qu'il y aura dans la Ville de Dendremonde Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Battaillon des Troupes Imperiales, & d'un Battaillon de celles des Etats Generaux : & que si dans la suite il pourroit être neccessaire d'augmenter ladite Garnison ; cette augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de Sa Majesté Imperiale, & Catholique ; lequel aussi bien que les Subalternes prêteront Serment aux Etats Generaux de ne jamais rien faire, ny permettre dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable à leur service par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison ; & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes, & quantes fois qu'ils le souhaiteront ; pourvû qu'il en soit requis prealablement, & que ce ne soit, que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui sera inseré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Imperiale & Catholique consent aussi, que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons privatives ; ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandants ; & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition, qu'ils ne seront pas à charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni aux Villes, & Provinces, si ce n'est pour le Logement convenable, & les émolumens provenants des Fortifications ; & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient être desagreables, ou suspectes à Sadite Majesté pour des raisons particulieres à alleguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans, & Officiers seront entierement, & privativement dependans & soumis aux seuls Ordres, & à la seule Judicature des Etats Generaux, pour tout ce qui regarde la Defense, Garde, Seureté & toute autre affaire militaire de leurs Places. Mais seront obligés lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs Subalternes à prêter Serment à Sa Majesté Imperiale & Catholique de garder lesdites Places fidelement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui est inseré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que dans celles qui sont confiées à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances les Honneurs accoutumés, selon leurs caracteres & la maniere de chaque Service, & au cas, que le Gouverneur General des Païs-bas vînt dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & pourra même y donner la parole : le tout sans prejudice de l'Article six : & les Gouverneurs, & en leur absence les Commandants, donneront part audit Gouverneur General des dispositions par eux faites, pour la seureté, & garde des Places confiées à leurs soins ; & ils auront des égards convenables pour les changemens que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir être faits.

IX. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'Exercice de la Religion aux Troupes des Etats Generaux par tout, où elles se trouveront en Garnison ; mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront, entretiendront dans chaque Ville, & Place, où il n'y en a pas deja d'assignés ; & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque exterieure d'Eglise & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale, & de contestations, qui pourroient naître sur le sujet de la Religion ; & quand

ANNO 1715. il naîtra quelque diſpute, ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre. Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Païs-bas Autrichiens, toutes choſes reſteront, & demeureront ſur le même pied, qu'elles étoient pendant le Regne de Charles II. de glorieuſe memoire.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artilleries, Armes des Etats Generaux, comme auſſi les materiaux pour les Fortifications, les Grains en tems de diſette, les Vivres pour mettre en Magazins, lorſqu'il y aura apparence de Guerre; & de plus les Draps & Fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on verifiera devoir être employés à cet uſage, paſſeront librement, & ſans payer aucuns Droits, ou Péages, aux moyens des Paſſeports, qui ſeront demandés, & accordez ſur la Specification ſignée; à condition neantmoins, qu'au premier Bureau de Sa Majeſté Imperiale & Catholique où leſdites Proviſions, Materiaux, Armes & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être dechargées, les Bateaux & autres Voitures pourront être dûement viſitées pour empêcher, qu'on n'y mêle d'autres Marchandiſes, & pour éviter toute fraude, & abus; contre leſquels il ſera toujours libre de prendre telles precautions, que la ſuite du temps, & l'experience feront juger neceſſaires, ſans qu'il ſera permis aux Gouverneurs, & leurs Subalternes d'empêcher en quoique ce ſoit, l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garniſons, & les diſpoſitions des Troupes dans les Villes, & Places commiſes à leur Garde privative, ſelon qu'ils le trouveront à propos ſans qu'on puiſſe empêcher, ou arrêter le Paſſage des Troupes, qu'ils enverront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. Pourront même leſdites Troupes, quand le cas le requereroit, paſſer par toutes les Villes de Brabant, & de Flandre, & par tout le plat Païs, faire des Ponts, tant ſur le Canal entre Brugges & Gand, que ſur tous les autres Canaux, & ſur toutes les Rivieres, qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neantmoins, que ce ſeront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation non en Guerre avec Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ni ſuſpectes d'aucun engagement, ou liaiſon contraire à ſes interêts, comme il eſt dit ci-deſſus en l'Article quatrieme, & que prealablement il en ſera donné connoiſſance, & requiſition faite au Gouverneur General des Païs-bas, avec lequel on reglera les routes, & les autres beſoins, par quelqu'un, qui en aura la Commiſſion de Leurs Hautes Puiſſances.

On obſervera le Reglement fait par les Etats Generaux ſur le Paſſage des Troupes, comme il eſt obſervé dans leur propre Païs.

Et les Etats Generaux tâcheront, de faire leſdits changemens des Garniſons, ainſi que les diſpoſitions neceſſaires pour cela, de la maniere qu'elles ſoient, le moins qu'il ſe pourra, à charge & incommodité des Habitans.

XII. Comme la ſeureté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoyent leurs Troupes dans les Places, qui ſe trouveront les plus expoſées au peril d'être attaquées, ou d'etre ſurpriſes; il eſt convenu entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux, que leurs Troupes ſeront receües dans leſdites Places, autant qu'il ſera neceſſaire pour leur defenſe, quand le cas viendra évidemment à exiſter, bien entendu que cela ſe faſſe d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront, à leurs fraix & depens faire fortifier les ſuſdites Villes, & Places, ſoit par de nouveaux Ouvrages, ou en faiſant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront neceſſaire, pour la ſeureté, & defenſe deſdites Villes, & Places, à la reſerve qu'ils ne pourront pas faire conſtruire de nouvelles Fortifications, ſans en avoir donné connoiſſance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & avoir entendu ſon avis, & ſes conſiderations là-deſſus, & ſans qu'on pourra les porter à la charge de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ou du Païs, qu'avec le conſentement de Sadite Majeſté.

XIV. Pour la ſeureté de la Communication entre les Provinces-Unies & Places de la Barriere, Sa Majeſté Imperiale, & Catholique aura ſoin de faire en ſorte, que les Lettres & Meſſagers, tant ordinaires qu'extraordinaires pourront paſſer librement; pour aller & venir dans les Villes, & Places de la Barriere, & par celles des autres Païs; à condition que leſdits Meſſagers ne ſe chargeront pas de Lettres ou des Paquets des Marchands, ou autres Particuliers; leſquels tant pour les Places de la Barriere, que pour tout autre Païs devront être remis aux Bureaux des Poſtes de Sa Majeſté Imperiale, & Catholique. ANNO 1715.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Proviſions de Guerre, que Leurs Hautes Puiſſances ont dans les Villes, & Places, qu'Elles remettent à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, il leur ſera permis de les faire tranſporter ſans aucun empêchement, & ſans payer aucuns Droits, ou Péages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdüe dans la derniere Guerre, & leur appartenant, d'ailleurs qu'Elles auront trouvé dans leſdites Places, à moins que Sa Majeſté Imperiale, & Catholique ne ſouhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour ſon compte, & ne convienne du prix avec Leurs Hautes Puiſſances avant la reddition des Places, & quant à l'Artillerie & Munitions, qui ſont preſentement dans les Places commiſes à la garde des Troupes des Etats Generaux, elles ſeront laiſſées à leur Garde & Direction, ſuivant les Inventaires qui en ſeront dreſſés & ſignés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du preſent Traité, ſans qu'il ſera permis de les faire tranſporter ailleurs, que d'un commun conſentement, & reſtera la Proprieté à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, pour autant qu'il en eſt trouvé dans leſdites Places au temps de leur ceſſion, ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Païs-bas Autrichiens fuſſent attaquées, & qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les Armées des Ennemis entraſſent dans le Brabant, pour y agir, & faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelqu'une de celles qui en ſont la Barriere; il ſera permis à Leur Hautes Puiſſances, de faire occuper, & prendre poſte par Leurs Troupes dans les Villes, & endroits ſur le Demmer depuis l'Eſcaut juſques à la Meuſe; comme auſſi d'y faire des Retranchements, des Lignes, & des Inondations, pour empêcher les progrés ulterieurs des Ennemis, autant que la raiſon de Guerre le pourra demander, pourvû que le tout ſe faſſe de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas.

XVII. Comme il conſte par l'experience de la Guerre paſſée que pour mettre en ſeureté les Frontieres des Etats Generaux en Flandre, il falloit y laiſſer pluſieurs Corps des Troupes ſi conſiderables, que l'Armée ſe trouvoit beaucoup affoiblie par là: pour prevenir cet inconvenient & pour mieux aſſeurer leſdites Frontieres à l'avenir, Sa Majeſté Imperiale, & Catholique céde aux Etats Generaux tels Forts, & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne Limitrofe de leurſdites Frontieres, qu'on aura beſoin pour faire les Inondations neceſſaires, & pour les bien couvrir depuis l'Eſcaut juſques à la Mer, dans les endroits où elles ne ſont pas deja ſuffiſamment aſſeurées, & où elles ne ſçauront l'être par des inondations ſur les ſeules Terres deja appartenantes aux Etats Generaux.

Pour cette fin Sa Majeſté Imperiale & Catholique agrée, & approuve que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer, entre Blanchenberg & Heyſte, à l'endroit où il ny a point de Dunes, moyennant qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtiſſe des Villages ou des Maiſons auprès dudit Poſte, ni ne ſoufriront point aucun établiſſement des Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluſes à la Mer.

Et promettent de plus Leurs Hautes Puiſſances que, ſi Elles trouvent bon de faire conſtruire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, Elles auront ſoin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non ſeulement ſe chargeront des fraix extraordinaires, qui pourroient être cauſés à l'occaſion deſdites Fortifications, mais même dedommageront les Habitants de la Flandre Autrichienne de toutes pertes, qu'ils pourroient ſouffrir, au cas que la Mer vînt à faire des inondations par les Fortifications ſuſdites.

On tirera du Poſte ſusnommé une Ligne droite ſur le Grootewege, d'où la Ligne continuera vers Heyſte; de Heyſte elle ira ſur le Drie-hoeck, & Swarte

ANNO 1715. te Sluys, de là sur le Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Imperiale & Catholique céde en Proprieté & Souveraineté à Leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront ôtées en tems de Paix) & céde pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort St. Donas les nouvelles Limites des Etats Generaux s'étendront jusques au Fort de St. Job d'où on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long du Zydelingsdyk jusques à l'endroit où Eccheloose, Watergang & le Waterloop se rencontrent à une écluse.

Ensuite de quoy on suivra le Graaf-Jaansdykh jusques au Village de Bouchout (aux Interessés des écluses duquel, on permet de les remettre où elles ont été ci-devant) & dudit Bouchout on continuera la Ligne droite pour regagner les anciennes Limites des Etats Generaux.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede aussi, en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Generaux le Territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entiere seureté il est necessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchoute jusques au Canal du Sas de Gand le long du Graaf Jansdykh, il sera permis en tems de Guerre à Leurs Hautes Puissances d'occuper, & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh.

A l'égard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étenduës jusques à la distance de deux mille pas Geometriques, pourvû qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette étenduë.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la Communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Generaux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede, en pleine & entiere Proprieté & Souveraineté, aux Etats Generaux le Village, & Polder de Dœl comme aussi les Poldres de Ste. Anne, & Keteniſſe.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de seureté de former des inondations par les écluses entre les Forts de la Marie, & de la Perle; Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussi tot que la Barriere sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, & celle des Ecluses: bien entendû, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi celles, qu'Elles auront occupées dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh. Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & se croyant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & en concerteront avec les Generaux Commandans les Armées aux Païs-bas.

Promettant de plus, que, si à l'occasion de la Cession de quelques écluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque domage, ou préjudice, tant par les Commandants, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessamment, mais aussi qu'ils dedommageront les Interessés.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, en quoy Sa Majesté Imperiale, & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également interessés, on conviendra des lieux pour l'établissement desdits Bureaux, & des precautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste Evaluation sera faite avant la Ratification du present Traité, des revenus, que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cedées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois sur le pied, qu'ils ont été accordés depuis trente ans en deçà, à être deduits, & defalqués sur le Subside annuel de cinq cent mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenuë dans les Lieux ci-dessus cedez, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems du Roy Charles II. de glorieuse memoire, & seront de même conservés, & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuysen sera rasé, & les differens touchant le Canal de Brugges seront remis à la decision d'Arbitres neutres à choisir de part & d'autre: bien entendu, que par la Cession du Fort de St Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de Droit sur ledit Canal qu'avant cette Cession. ANNO 1715.

XVIII. Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux à perpetuité, en pleine Souveraineté & Proprieté, dans le Haut-Quartier de Gueldre, la Ville de Venlo, avec sa Banlieüe & le Fort de St. Michel; de plus le Fort de Stevensverth avec son Territoire ou Banlieüe; comme aussi autant de Terrain qu'il faudra, pour augmenter leurs Fortifications en deça de la Meuse; & promet Sadite Majesté de ne faire jamais bâtir, ou permettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification de quelque nom que ce soit à la distance d'une demie lieue de ladite Forteresse.

Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede de plus aux Etats Generaux l'Ammanie de Montfort consistant (à l'exception des Villages de Swalmt, & Elmt, qu'Elle se reserve) dans les petites Villes de Neustadt & d'Echt, avec les Villages suivants, sçavoir Ohe, & Lack, Roosteren, Braght, Beesel, Belfen Vlodorp, Postert, Berg, Lin, & Montfort, pour être possedez par lesdits Etats Generaux, de la maniere que les a possedé, & en a joüi Sa Majesté le Roy Charles II. de glorieuse Memoire, avec les Prefectures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Péages, de quelque nature qu'ils soient, Subsides, Contributions, & Collectes, Droits Feodaux, Domaniaux, & autres quelconques appartenants auxdits Lieux cedés ci-dessus. Le tout pourtant sans prejudice, & sauf tous les Droits, qui pourront competer à Sa Majesté le Roy de Prusse: & ce nonobstant toutes exceptions, pretensions ou contradictions faites, ou à faire pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession des Lieux cedés par le present Article; tous Pactes, Conventions ou Dispositions contraires au present Article étant censées nulles, & de nulle valeur.

Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Statuts, anciennes Coutumes, & generalement tous les Privileges Civils, & Ecclesiastiques, tant à l'égard des Magistrats, & des Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Ecoles, Seminaires, Hospitaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances & dependances; de meme que le Droit diocesain de l'Evêque de Ruremonde; & generalement tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunités, Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'Exercice de la Religion Catholique, seront conservés, & subsisteront, sans y apporter changement ou innovation, ni directement ni indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cedez, de la maniere que du tems du Roy Charles II. de glor. Memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet: & ne pourront être données les Charges des Magistratures, & telles autres de Police, qu'à des Personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le Droit de Collation des Benefices, qui a été jusques ici au Souverain, appartiendra d'oresnavant à l'Evêque de Ruremonde; à condition que lesdits Benefices ne pourront être donnés, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagreables aux Etats Generaux pour raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé, que les Etats Generaux ne pretendront pas d'avoir acquis par la Cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature, ou d'Appel par rapport au Chapitre de Thorn, ou autres Terres de l'Empire, & il sera libre à Sa Majesté Imperiale, & Catholique de nommer tel endroit, qu'il conviendra pour ladite Judicature, ou Appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cedé ne pourront plus porter leurs Procés en cas d'Appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à Leurs Hautes Puissances, d'établir une Cour d'Appel pour Leurs Sujets dans un tel Lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les Droits d'Entrée, & de Sortie qui se levent tout le long de la Meuse ne pourront être haussés ny baissés, en tout ou en partie, que d'un commun contentement, desquels Droits Sa Majesté Imperiale & Catholique tirera à son profit ceux qui se levent à Ruremonde & à Navagne,

ANNO 1715. vagne, & les Seigneurs Etats Generaux ceux qui se levent à Venlo, & comme lesdits Droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectés au payement de deux Rentes distinctes, sçavoir une de quatre Vingt mille Florins par an en vertu de la Transaction passée & concluë le vingt-six de Decembre mille six cent quatre vingt-sept avec feu Sa Majesté de la Grande-Bretagne Guillaume III. on est convenu, que Leurs Hautes Puissances à cause de la Cession susmentionée, subviendront à Sa Majesté Imperiale, & Catholique dans le payement desdites Rentes, & autres dettes, qui pourront y être hypotequées, annuellement & à proportion du produit des Droits d'Entrée, & de Sortie, qu'Elles recevront: le tout suivant les Constitutions mêmes desdites Rentes.

Et quant aux dettes & charges contractées & constituées sur la Generalité du Haut-Quartier de Gueldre; Les Etats Generaux concourreront dans le payement d'icelles pour leur quote-part, selon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut-Quartier. Tous les Documens & Papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Gueldres resteront comme ci-devant dans les Archives à Ruremonde. Mais on est convenu, qu'il en sera formé un Inventaire, ou Registre à l'intervention des Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puissances, pour avoir toujours libre accés à tous les Papiers, & Documens, dont Elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'Elles possedent dans ledit Haut-Quartier de Gueldres; & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

XIX. En consideration des grands fraix, & depenses extraordinaires, auxquelles les Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagés par le present Traité, de tenir dans les Villes ci-dessus nommées; que pour subvenir aux grosses charges absolument necessaires pour l'entretien, & reparation des Fortifications desdites Places & pour les pourvoir des Munitions de Guerre, & de bouche; Sa Majesté Imperiale & Catholique s'engage, & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux, la somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, par dessus le revenu de la partie du Haut-Quartier de Gueldre, cedé en proprieté par Sa Majesté Imperiale, & Catholique aux Etats Generaux par le dix-huit Article du present Traité, comme aussi par dessus les fraix pour le Logement des Troupes selon le Reglement fait en l'année mille six cent quatre-vingt dix-huit, de la maniere que l'on en conviendra en detail: laquelle Somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande sera asseurée, & hypothequée, comme elle est assurée & hypothequée par cet Article, generalement sur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, y compris les Païs cedés par la France, & specialement sur les revenus les plus clairs, & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Païs, Villes, Châtelenies & dependances cedées par la France, selon qu'on est convenu plus specifiquement par un Article separé, tant pour l'Hypotheque, que pour les moyens, & termes de les percevoir.

Et commencera ledit payement du Subside des cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, du jour de la signature du present Traité, sur quoy seront deduits au *pro rata* du tems, les revenus des Villes, Châtelenies, & dependances cedées par la France, échuz depuis ledit jour, jusques au jour, que lesdits Païs seront remis à Sa Majesté Imperiale, & Catholique, pour autant que les Etats Generaux les auront receu.

XX. Sa Majesté Imperiale & Catholique confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces, & Villes des Païs-bas cidevant appellez Espagnols, du tems de leur reduction sous l'obéissance de Sadite Majesté ainsi que l'Administration Generale dudit Païs y exercée par la Grande-Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ayans representés le legitime Souverain, par Leurs Ministres, qui ont residé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement General desdits Païs-bas, ensuite du Pouvoir, & des Instructions, qui lui ont été données, & des requisitions faites, de la part des deux Puissances tant en matiere de Regale, de Justice, de Police que des Finances, comme aussi l'Administration particuliere des Etats, des Provinces, des Colleges, des Villes, & des Communautez au plat Païs; de même que des Cours Souveraines de Justice & d'autres Cours, & Juges subalternes. ANNO 1715.

Lesquels actes de Police, Regale, Justice, & Finances subsisteront, & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur desdits actes, & des Sentences renduës; le tout de la même maniere, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Païs, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est compris dans l'Article precedent sera aussi observé, ratifié, & maintenu de la part de Sa Majesté Imperiale, & Catholique à l'égard du Haut-Quartier de Gueldre, & des Païs conquis sur la France (dont le Roy Charles II. de glorieuse memoire n'étoit pas en possession à son decés) pour toutes les dispositions faites au Nom, & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Benefices, & Dignitez Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvus & qui se trouvent en possession, ne pourront être depossedez; & ceux qui ne sont pas encore en possession, y seront admis, sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice, selon les Loix & Coutumes du Païs.

XXII. Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit & promet de satisfaire les Obligations, qui ont été passées de la part de Sa Majesté Catholique Charles II. de glorieuse Memoire, pour les Levées d'Argent que Leurs Hautes Puissances ont fait negocier, pour Sadite Majesté, dont la Liste est jointe au bas de cet Article; & comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Païs-bas Espagnols pour la Somme de deux cent mille Florins par an, à fournir par Eux pour le payement des interêts, & pour remboursement d'un Capital de quatorze cent mille Florins levés à interêt l'an mille six cent quatre-vingt & dix-huit pour être employé aux necessitez des Frontieres desdits Païs-bas Espagnols, & de quatre Années d'interêt, portant la Somme de deux cent vingt-quatre mille Florins, dont ledit Capital de quatorze cent mille Florins est augmenté, lesquelles Obligations ledit Roy Charles II. de glorieuse Memoire avoit promis de faire tenir, sans que cela s'est fait; Sa Majesté Imperiale & Catholique promet par cette, de faire passer les Obligations par les Etats des Provinces desdits Païs-bas, & de les faire delivrer incessamment après auxdits Etats Generaux, conformement à la teneur de ladite Obligation de Sa Majesté Catholique du trente de May mille six cent quatre-vingt & dix-huit, à la premiere Convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

Memoire des Negotiations faites à la requisition de Sa Majesté Catholique CHARLES II. *de glorieuse memoire.*

LA premiere negociation a été d'un Million cinq cent soixante quinze mille Florins sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à cinq pour cent, faite par Acte du treize de Decembre de l'an mille six cent quatre-vingt dix. - - - - - 1575000.

La seconde a été de cinq cent vingt-cinq mille Florins, à cinq pour cent, sur le même fonds, levés par Acte du vingt-un de Mars l'an mille six cent quatre-vingt & un - - - - - - 525000.

La troisieme a été de cinq cent soixante & sept mille Florins, à cinq pour cent, sur les revenus du Haut-Quartier de Gueldre faite par Acte du quinze de Janvier l'an mille six cent quatre vingt & douze - - 567000.

La quatrieme, & cinquieme negociation de cinq cent mille Florins, & de deux cent mille Florins ont été faites conformement à deux Actes du quatrieme & vingt deuxieme de May mille six cent quatre vingt & treize sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à six pour cent - - - - - 700000.

La

ANNO 1715. La sixieme a été de six cent soixante & cinq mille Florins sur le même fonds & à cinq pour cent, levée de l'onze d'Avril mille six cent quatrevingt & quinze - - 665000.

La septieme a été de quatorze cens quarante mille Florins, sur le même fonds à cinq pour cent, levée par Acte du vingt-quatre de Novembre, mille six cent quatre vingt & quinze. - - - - - - 1440000.

La huitieme, neuvieme, & dixieme Sommes de quatre cent mille, cent mille, & trois cent mille Florins ont été levées par Acte du dix Decembre mille six cent quatre vingt & quinze, du douze de Septembre mille six cent quatre vingt & seize, & du sixieme de Mars mille six cent quatre vingt & dix-sept, à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg portant ensemble. - - - - - 800000.

L'onzieme Somme de cinq cent mille Florins a été levée par Acte du trente d'Avril mille six cent quatre vingt & seize à six pour cent sur les revenus de la Prevosté de Mons - - - - - 500000.

La douzieme Somme de quatorze cent mille Florins à quatre pour cent a été levée sur les Subsides des Provinces des Païs-bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les revenus de la Marie; Item deux cent & vingt-quatre mille Florins pour quatre années d'interêt du Capital conformement à la teneur de l'Obligation du trente de May mille six cent quatre vingt & dix huitieme année, portant ainsi la Somme totale. - - - - - 1624000.

XXIII. Pareillement Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit, approuve, & confirme, toutes les Levées d'argent dont la Liste est jointe au bas de cet Article, qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables pour la Conservation des Païs-bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de Sa Majesté Imperiale & Catholique pendant le Gouvernement provisionel de la Grande-Bretagne, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par Leurs Hautes Puissances de concert avec Sa Majesté Britannique; Promettant Sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire duément enregistrer lesdites Negociations dans les Chambres des Finances, & des Comptes, & d'en faire delivrer Acte en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interêts hors des Fonds. & Hypotheques tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que Sa Majesté Imperiale & Catholique pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'Administration des Hypotheques, sur lesquelles les Negociations ont été faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances conformement à la teneur des Obligations & si ces Fonds n'étoient point suffisants, ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Païs-bas Autrichiens.

Memoire des Negociations faites pendant le Gouvernement provisionel de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances aux Païs-bas

DANS l'Année mille sept cent & sept ont été levés trois cent mille Florins à cinq pour cent sur la Posterie, & destinez à être envoyés au Roy à Barcelone:

Encore quatre cent mille Florins à cinq pour cent sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Païs-bas; les interêts desdits quatre cent mille Florins ont été assignés sur la Posterie. - - - - - - 700000.

Au Mois de Fevrier de l'Année mille sept cent & neuf ont été levés deux cent cinquante mille Florins à cinq pour cent sur les Droits de la Marie pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines - - - - - - - - 250000.

Au Mois de May mille sept cent neuf a été levée une Somme de cinq cent mille Florins à cinq pour cent, aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage. - - - - - 500000.

ANNO 1715.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme de dix cent mille Florins aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage - - - - 1000000.

Dans l'Année mille sept cent & dix a été negociée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvénir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines, au Service de Sa Majesté Imperiale & Catholique - - - - - - - 300000.

Item sur les Droits d'entrée, & de sortie en Flandre, une Somme de quatre cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales, à six pour cent, sçavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie - - - - 400000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, sçavoir cinq pour cent; à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie, une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - 300000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, scavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie une Somme de trois cent quarante mille six cent vingt cinq Florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - 340625.

Item sur les revenus de la Marie à cinq pour cent une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - 300000.

Au Mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - 300000.

En Decembre de l'Année mille sept cent & douze ont été negociés sur la Marie deux cent vingt-huit mille trois cent & trente Florins à cinq pour cent pour pourvoir aux necessités, & aux Fortifications de Mons, St. Ghilain, & Ath. - - - - - 228330.

Faisant les susdites levées ensemble la Somme de quatre Millions six cent dix-huit mille neuf cent cinquante & cinq Florins; l'employ de laquelle, aussi bien que de la Somme de cinq cent cinquante mille Florins, que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fournis en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an mille sept cent & dix, de cent mille Florins, qu'ils ont receu du Receveur des Medianates; & de cent cinq mille Florins *salvo errore calculi*, qu'ils ont receu de la troisieme Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié au Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de la maniere que cela est expliqué plus particulierement par la Declaration mise au bas de l'état des Negociations, & argent fourni, & de l'employ desdits Deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera, aussi tôt que faire se pourra, à la Liquidation du payement fait des interêts, & du Capital des emprunts mentionnés dans les deux Articles precedents, dans laquelle Liquitation ne sera portée à la charge de Leurs Hautes Puissances, que tout ce qui se trouvera payé effectivement & réelement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique on pourra faire contre le payement desdits interêts, quelque difficulté ou prétensions de rabbat, ou diminution à cause de non-possession des Hypotheques, confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypotheques à cause des diminutions des Droits d'entrée & de sortie, ou autre cause, ou pretexte quelconque; &

ANNO 1715. & ſans qu'à cauſe de cette Liquidation on pourra de la part de Sa Majeſté Imperiale & Catholique diſcontinuer le payement pour le recouvrement des interêts & termes de rembourſement, dans lequel il ſera continué conformement aux Conditions portées par les Obligations juſques à ce qu'il conſtera que tous les emprunts, & interêts d'iceux ſeront entierement acquités & rembourſés : après quoi les Hypotheques ſeront duëment dechargées, & reſtituées.

XXV. De plus ſont ratifiés, & confirmés par le preſent Article tous les Contracts pour le Pain, Chariots & Fourrages des Troupes Imperiales & Palatines, faits par les Miniſtres de deux Puiſſances à Bruxelles, ou par le Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-bas ſur la requiſition deſdits Miniſtres, & ſont pareillement confirmés, & ratifiés tous les payemens deja faits à ce ſujet par le Conſeil des Finances, & les ordres donnés par ledit Conſeil pour aſſigner le reſtant de ce qui eſt dû, pour ledit Pain, Fourrages, & Chariots, ſur les Droits d'excreſcence de quatre eſpeces, enſuite des requiſitions du Conſeil d'Etat, ſans que leſdits Droits d'excreſcence puiſſent être divertis à d'autres uſages, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit pain, fourrages, & chariots ſoient entierement ſatisfaits ſelon la teneur de leurs Contracts, enſuite des requiſitions des Miniſtres de deux Puiſſances, & des Ordres du Conſeil d'Etat & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce on eſt convenu que les Navires, Marchandiſes & Denrées, venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrans dans les Païs-bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandiſes, & Denrées, ſortant deſdits Païs-bas vers la Grande-Bretagne, & les Provinces-Unies ne payeront les Droits d'entrée & de ſortie, que ſur le même pied qu'on les leve à preſent, & particulierement tels qu'ils ont été reglés, avant la ſignature du preſent Traité, ſelon la requiſition faite au Conſeil d'Etat à Bruxelles par les Miniſtres des deux Puiſſances en date du ſix de Novembre, & qu'ainſi le tout reſtera, continuera, & ſubſiſtera generalement ſur ledit pied ſans qu'on y puiſſe faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, juſques à ce que Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plûtôt qu'il ſe pourra, demeurant au reſte le Commerce, & tout ce qui en depend, entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique dans les Païs-bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie ſur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munſter le trente de Janvier mille ſix cent quarante-huit entre Sa Majeſté le Roy Philippe IV. de glorieuſe memoire & leſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies concernant le Commerce; leſquels Articles viennent d'être confirmés par le preſent Article.

XXVII. Que les Fortifications, & tous les Ouvrages de la Cittadelle de Liége, de même que celles du Chateau de Huy auſſi avec tous les Forts, & Ouvrages ſeront raſez, & demolis, ſans qu'ils puiſſent être jamais rebâtis, ou retablis: bien entendu; que ladite demolition ſe fera aux depens des Etats du Païs de Liége à qui les materiaux reſteront pour être vendus, & tranſportés ailleurs: Le tout aux Ordres, & ſous la Direction des Etats Generaux, qui enverront pour cette fin des Perſonnes capables pour avoir la direction deſdites demolitions, auxquelles on commencera de travailler immediatement après la ſignature du preſent Traité, & que l'on achevera en dedans trois mois, ou plûtôt s'il ſe peut, & que cependant les Garniſons des Etats Generaux des Provinces-Unies ne ſortiront deſdites Places avant que la demolition ne ſoit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande ſeureté, & execution du preſent Traité promet, & s'engage Sa Majeſté Britannique de le confirmer & de le garantir dans tous ſes Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celuy-cy.

XXIX. Le preſent Traité ſera ratifié, & approuvé par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, par Sa Majeſté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratifications ſeront delivrées dans le terme de ſix Semaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. En foy de quoy Nous Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de Sa Majeſté Britanique, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu des nos Pouvoirs reſpectifs avons eſdits Noms ſignées ces Preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers ce quinze du Mois de Novembre de l'Année mille ſept cent & quinze. ANNO 1715.

J.L.C.A KÖNIGSEGG. (L.S.) W. CADOGAN. (L.S.) B.v.DUSSEN (L.S.)

(L.S) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L.S.) S. L. GOCKINGA.

(L.S.) ADR. v. BORSSELE SIG. v. GELDER-MALSEN.

Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendremonde.

JE N. N. établi Gouverneur par Sa Majeſté Imperiale & Catholique à Dendremonde promets, & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il ſe faſſe quelque choſe dans ladite Ville, qui puiſſe être prejudiciable au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conſervation de la Ville, & de la Garniſon: & que je donnerai libre paſſage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le ſouhaiteront, moyennant une requiſition préalable, & que leſdites Troupes ne paſſent, que pour un nombre modique à la fois ; le tout conformement à l'Article cinq du Traité de la Barriere, dont Copie m'a été communiquée : Ainſi Dieu me ſoit en aide.

Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.

N. N. Je jure, & promets de garder fidelement à la Souveraineté, & Proprieté de Sa Majeſté Imperiale & Catholique - - - - - - - - - - qui m'a été confiée, & de ne la remettre jamais à aucune autre Puiſſance, & que je ne me mêlerai pas, directement ni indirectement, ni ne ſoufrirai pas, que qui que ce ſoit ſous mon Commandement, ſe mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choſes Eccleſiaſques, Juſtice & Finance, ni même en quoi que ce ſoit contre les Droits, Privileges & Immunitez des Habitans tant Eccleſiaſtiques, que Laïques, ou aucune autre affaire, n'ayant pas relation directe à la conſervation de la Place qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garniſon commiſe à mes ſoins; mais que je laiſſerai tout cela à Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme legitime Souverain & aux Etats, & Magiſtrats tant Eccleſiaſtiques que Laïques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux; promettant au contraire de les aſſiſter de main forte, toutes & quantes fois que j'en ſerai requis pour le maintien des Ordres politiques, & la conſervation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y oppoſer : Bien entendu, qu'il me ſera permis d'executer les Ordres que les Etats Generaux me donneront conformement, & en execution du Traité entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & Leurs Hautes Puiſſances: ainſi Dieu me ſoit en aide.

Pleinpouvoir du Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

NOs CAROLUS Sextus Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Rex &c. Archidux Auſtriæ, Dux Burgun-

ANNO 1715. gundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtembergæ, Comes Flandriæ, Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ &c. &c. Poſtquam ſolennia Pacis, quæ Nos inter, ac Sereniſſimum Potentiſſimumque Principem, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ Regem Chriſtianiſſimum Raſtadii nupero menſe Martio inita fuit, Badenæ Helvetiorum, DEO propitiante jam jam ad finem properant, reſque eo jam loci ſit, ut qui Nobis ſupereſt cum Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Securitatis, ſeu limitaneus Tractatus vulgo *Barriere* dictus, cum iis quantocius inſtituatur, atque utrinque amicabiliter tranſigatur. Hinc eſt, quod in fide, prudentia ac rerum uſu Noſtri Camerarii, Conſiliarii Bellici, ac Generalis Campi Sub-Mareſchalli Illuſtris ac Magnifici Joſephi Lotharii Comitis à Königſegh, Noſtri ac Sacri Romani Imperii dilecti fidelis, confiſi, eundem plena ad hunc Actum Poteſtate hiſce muniverimus; Dantes ei omnimodam facultatem, Noſtro Nomine cum Deputatis præfatorum Statuum Generalium pari Mandato inſtructis loco ad hunc Tractatum utrinque placito ſuper dictis limitibus agendi, tractandi, & tranſigendi. Verbo Cæſareo-Regioque ſpondentes, Nos ea omnia, & ſingula, quæ is ita egerit, convenerit, atque tranſegerit, firma, rata, grataque eſſe habituros, non ſecus ac ſi Nos Ipſi præſentes ea coram egiſſemus ac tranſegiſſemus.

In fidem quorum præſentes propria manu ſubſcripſimus, Noſtroque Cæſareo-Regio ſigillo communiri juſſimus. Datum in Noſtra Civitate Viennæ die ſexta Auguſti; Anno milleſimo, ſeptingenteſimo decimo quarto; Regnorum Noſtrorum Romani tertio: Hiſpanici undecimo, Hungarici vero & Bohemici quarto.

Signatum,

CAROLUS.

Infra,

JOANNES FRIDERICUS C. A SEILERN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Pleinpouvoir du Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique.

GEORGIUS Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defenſor: Omnibus & ſingulis ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Tractatu inter nuperam Sororem, & conſanguineam Noſtram Chariſſimam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hyberniæ Reginam, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum Ultrajecti ad Rhenum die decimo nono / trigeſimo Menſis Januarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo duodecimo / decimo tertio inito conventum concordatumque ſit, de Obice, vulgo *Barriere*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium in Provinciis Hiſpano-Belgicis conſtituendo, & de Commercii ratione in præfatis Provinciis deſcribenda, cum Cæſarea ac Catholica Sua Majeſtas earundem poſſeſſionem initura ſit. Nos tam re noſtra, Regnorumque Noſtrorum eſſe exiſtimavimus, quam Amicorum Noſtrorum Communium commoda plurimum attinere, virum quendam idoneum & ejuſmodi negotio undiquaque parem nominare, qui ad Conventum Antuerpiæ celebrandum Noſtro nomine ſe conferat atque ibidem & Obicis antedictæ, & Commercii ratione ſedulo procuret. Sciatis igitur, quòd Nos fide, prudentia & rerum tractandarum uſu fidelis & dilecti Nobis Guillelmi Cadogan, Armigeri, Noſtri apud Celſiſſimos, & Potentiſſimos Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ablegati Extraordinarii, in Comitiis Parliamenti Noſtri Magnæ Britanniæ Senatoris, Veſtium Noſtrarum Regiarum Magiſtri, & in Exercitibus Noſtris Locumtenentis Generalis, ac ſecundæ Noſtræ Cohortis Prætorianæ Præfecti, penitus confiſi, eundem nominavimus, conſtituimus, fecimus, & ordinavimus, ſicut per præſentes manu Noſtra Regia ſignatas nominamus, conſtituimus, facimus, & ordinamus Noſtrum verum, certum & indubitatum Commiſſarium, Procuratorem, & Plenipotentiarium, dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, poteſtatem, & auctoritatem, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale pro Nobis, & Noſtro Nomine cum Miniſtris Cæſareæ ac Catholicæ Suæ Majeſtatis, & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii aliorumque Principum, & Statuum quorumcumque Miniſtris ſufficienti pariter Poteſtate munitis Antuerpiæ vel in alio quovis loco congrediendi, conſulendi, renovandi, & concludendi ejuſmodi Fœdera, & Conventiones, nec non Articulos ſive ſecretos, ſive ſeparatos, & alia omnia quæ ad finem prædictum feliciter obtinendum maxime faciant, quæque ita ab ipſo renovata, concluſa & conventa fuerint, noſtro nomine ſignandi, mutuoque tradendi recipiendique & reliqua quæcunque factu neceſſaria præſtandi perficiendique, tam amplo modo & forma ac Nos ipſi ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus, ſpondentes & in Verbo Regio promittentes Nos ea quæ a dicto noſtro Commiſſario, Procuratore & Plenipotentiario, renovari, & concludi contigerint, rata, grata, & accepta omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, ut vel in toto vel in parte à quopiam violentur, aut contraveniantur. In quorum omnium majorem fidem, & robur magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum præſentibus manu Noſtra Regia ſignatis apponi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi undecimo die Octobris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto, Regnique Noſtri Primo.

ANNO 1715.

Signatum,

GEORGIUS REX.

Pleinpouvoirs des Miniſtres Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, Salutem. Quum hoc rerum ſtatu nihil nobis optabilius ſit, quam ut quantocius inter Sacram Suam Cæſaream Majeſtatem, & Nos convenire queat, de omnibus iis, quæ ad conſtituendum Obicem, vulgo *Barriere*, in Provinciis Hiſpano-Belgicis pro Securitate Noſtra neceſſaria ſunt; proinde, confiſi prudentiæ, & experientiæ, & fidei Dominorum Brunonis van der Duſſen, Conſularis ac Senatoris, nec non Conſiliarii & Syndici Civitatis Goudanæ, Conſilii quod agro Schielandiæ præeſt, Aſſeſſoris, & Agri Crimpenſis Dykgravii: Adolphi Henrici Comitis de Rechteren, Domini Almeloæ Summi Prætoris Zallandiæ in Tranſiſulania; Scatonis de Gokinga, Senatoris Civitatis Groningenſis; & Adriani de Borſſelen, Domini de Geldermalſen Senatoris Civitatis Vliſſinganæ, tribus prioribus in Conſeſſu noſtro ex Provinciis Hollandiæ, & Weſtfrieſiæ, Tranſiſulaniæ, & Groningæ ac Ommelandorum: quarto in Conſilio Status e Zelandia, Deputatis, eoſdem nominavimus, elegimus & conſtituimus, quemadmodum hoc ipſo nominamus, eligimus, & conſtituimus, veros & indubitatos Plenipotentiarios Noſtros, hunc in finem, ut cum illo, vel illis, qui ex parte Sacræ Cæſareæ Suæ Majeſtatis pari cum Poteſtate conſtitutus ſit vel conſtituti ſint, agant, tractent, & concludant, quæcunque ad conſtituendum dictum Obicem, cum omnibus eo ſpectantibus, hinc inde neceſſaria vel utilia cenſuerint: Dantes & concedentes ad hoc ipſum iiſdem Plenipotentiariis Noſtris, omnibus conjunctim, vel aliquibus, etiam uni, illorum ſeorſim, reliquis abſentibus, vel aliter impeditis, plenam & omnimodam Poteſtatem, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale; ut hac in cauſa agere, concludere, Inſtrumenta neceſſaria conficere, ſignare, & ſubſcribere, denique omnia facere queant, quorum Nobis Ipſis agendi poteſtas foret, ſi præſentes eſſemus, quantumvis Mandato magis ſpeciali

ANNO 1715. ciali opus esse videretur: Promittentes insuper bona fide, Nos accepta, rata, & grata habituros, quæcunque hi antenominati Plenipotentiarii Nostri omnes conjunctim, vel aliqui, ac etiam unus, eorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, vi præsentium egerint & concluserint, Nosque Ratihabitionis Tabulas, solenni forma super illis expedituros, & extradituros. In quorum fidem hanc Sigillo Nostro majori munire per Consessus Nostri Præsidem signari, & per Graphiarium Nostrum subscribi fecimus. Hagæ Comitum vigesimo octavo Septembris Anno millesimo septingentesimo quarto decimo, signatum erat.

Vt. A. VELTERS.

Ad Mandatum altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

F. FAGEL.

Article Separé.

COMME dans l'Article dix-neuf du Traité de la Barriere pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Païs-bas Autrichiens conclu ce jourd'huy quinze de Novembre mille sept cens & quinze entre Sa Majesté Imperiale, & Catholique, Sa Majesté Britannique, & lesdits Seigneurs Etats Generaux on est convenu de s'expliquer plus specifiquement par un Article separé, au sujet des Hypotheques & des moyens de percevoir le subside y mentionné, Sa Majesté Imperiale, & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cent mille Ecus ou douze cens cinquante mille Florins monnoye d'Hollande par an accordé, & stipulé par ledit Article, assigné specialement sur les Païs, Villes, Chatelenies & dependances cedées par la France, annuellement la somme de six cents & dix mille Florins monnoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à sçavoir: Sur la Ville de Tournay, cinquante & cinq mille Florins, sur la Chatelenie de Tournay dit le Tournesis, vingt & cinq mille Florins, sur la Ville, & Verge de Menin quatre vingt dix mille Florins, & sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cedée par la France, à repartir sur les Villes, Chatelenies, & dependances suivant le transport de Flandre quatre cent quarante mille Florins; & le restant sur les Subsides de la Province de Brabant un tiers, faisant la somme de deux cent treize mille trois cent trente & trois & un tiers de Florin: & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers, faisant la somme de quatre cent vingt & six mille six cens soixante six & deux tiers de Flor. faisant lesdites sommes respectives ensemble la susdite Somme totale de cinq cents mille écus ou douze cent cinquante mille Florins monnoye d'Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le contingent des sept Quartiers d'Anvers, & des autres Districts de Brabant dans les Subsides de cette Province.

Et la portion de la Province de Flandre sur le contingent du Païs de Waës, y compris, Beveren, du Païs d'Oudenbourg du Franc de Brugges, du Païs d'Alost, & de la Ville, & Païs de Dendremonde dans les Subsides de cette Province. Et pour assurer d'autant plus le payement regulier des susdites Sommes respectives Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, que le payement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la Signature du present Traité, à payer à l'écheance du terme & au defaut dudit payement à la fin desdits trois mois: Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique dés à present, & par ce Traité aux Etats des Provinces, & departemens & les Receveurs des subsides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le payement se doit faire, conformement à la repartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui; Ils auront à payer incessamment à chaque écheance, & sans delay au Receveur General desdits Etats Generaux, ou à ses Ordres, les Sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre, ou assignation; ce present Article leur devant servir d'ordre, & d'assignation dés à present, & pour lors.

Et ledit payement leur sera passé en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'il avoit été fait à Elle même. ANNO 1715.

Faute de quoy, ou bien, en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promtitude necessaire les subsides, pourront les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte, & d'execution & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats, & Domaines desdites Provinces, & Departemens, lesquels Sa Majesté Imperiale, & Catholique y soumet en vertu de cet Article. Le tout sans prejudice du Droit de Leurs Hautes Puissances sur les autres revenus du Souverain par dessus le subside des Provinces, comme sont les Droits d'entrée, & de sortie, impots, tailles, péages & autres Domaines.

De plus on est convenu, que le payement dudit subside ne pourra être retardé, moins refusé, sous pretexte de compensation, Liquidation, ou autres pretensions, de quelque nom, ou nature, qu'elles puissent être.

Et aura cet Article Separé la même force que ledit Traité de la Barriere, & tout comme s'il y étoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy de quoy Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article, & y avons fait apposer le cachet de Nos Armes. Fait à Anvers ce quinze de Novembre mille sept cent quinze.

J.L.C.aKönigsegg. (L. S.) W.Cadogan. (L. S.) B.v.Dussen. (L. S.)

(L. S.) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L. S.) S.L. GOCKINGA.

(L. S.) ADR. v. BORSSELE, SEIG. v. GELDERMALSEN.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur le Traité de Barriere.

NOS Carolus sextus, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxenburgi, Geldriæ ac superioris & inferioris Silesiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sveviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest universis & singulis, cum factâ superiori anno Badæ Helvetiorum cum Galliâ Pace, subinde Nobis cum Sereniſſimo ac Potentissimo Magnæ Britanniæ Rege: Nec non Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii convenerit ut, quæ ex Fœdere anno millesimo septingentesimo primo, die septima Septembris Hagæ-Comitis inito adhuc mutuo præstanda superesse videbantur, in eo, quem Antverpiam indicere placuit, Congressu per Ministros plena undequaque Potestate munitos quanto citius conficerentur: in primis vero ea loca, Urbes ac Munimenta Belgii Nostri, quæ Provinciis ac Ditionibus præfatorum Ordinum Generalium securitatis, Tutaminis ac Propugnaculi loco, vulgo *Barriere*, posthac essent, designarentur, cæteraque quæ ad rem pertinerent, componerentur: id quod Divino favente Numine, amicis præcipue officiis dicti Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis, sub die decima quinta Novembris nuper inter eosdem Ministros Plenipotentiarios, quorum nomina subjecta conspiciuntur, in hæc tandem verba & Articulos definitum, transactum fuit.

Fiat

ANNO 1715.

Fiat inſertio.

Quod Nos, quæ inter præfatos cum Noſtrum, tum Regium Britannicum, Ordinumque Generalium Miniſtros Plenipotentiarios virtute habiti Mandati ita ut ſupra acta, concluſa, atque tranſacta fuere, rata grataque habuerimus, prout ea omnia & ſingula vigore præſentium approbamus & ratificamus; verbo Cæſareo Regio & Archiducali ſpondentes, Nos ea quæ Nos tangunt, firmiter ac religioſe impleturos & obſervaturos, ac à Noſtris pariter obſervari curaturos, neque ut iis contraveniatur, paſſuros eſſe, certo confiſos, Sac. Rom. Imperii Electores, Principes ac Status, perpenſis rite rerum momentis, iis, quæ Art. XXVII. ſuper æquatione Munimentorum Arcis Leodienſis prout & Caſtellorum ac Munimentorum Urbiſque Huyenſis, concedi præſens temporum ratio coegit, conſenſu ſuo haud gravatim acceſſuros eſſe. In quorum fidem præſentes propria manus ſubſcriptione, appreſſoque Noſtro Cæſareo Regio Sigillo communivimus, Viennæ die vigeſima prima menſis Decembris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto Regnorum Noſtrorum Romani quinto, Hiſpaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

Signatum,

CAROLUS.

Subſignatum,

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

(L. S.)

Subſcriptum,

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſt. proprium.

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, ſur le Traité de Barriere.

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Miniſtri Plenipotentiarii, tam ex noſtra parte, quam Cæſareæ & Catholicæ Suæ Majeſtatis, & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Antwerpiæ congreſſi, & Mandatis atque authoritate ſufficienti muniti Tractatum quendam die decimo quinto præſentis menſis Novembris concluſerint, ſignaverintque forma & verbis quæ ſequuntur.

Fiat inſertio.

Nos viſo & perpenſo Tractatu ſupraſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & clauſulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, ſicut per præſentes, pro Nobis, Hæredibus, Succeſſoribus Noſtris eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & ſingula, quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituros & obſervaturos, neque paſſuros unquam (quantum in nobis eſt) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, magnum Noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi die trigeſimo menſis Novembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto, Regnique Noſtri ſecundo. ANNO 1715.

Signatum erat.

GEORGIUS REX.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur le Traité de Barriere.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes verront, Salut. Ayant vû & & examiné le Traité conclu & ſigné à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715., par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique; de Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, ſur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens ſerviront cy-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à noſtre Etat, ainſi que ce Traité ſuit icy inſeré de mot à mot.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agreable tout ce que Nos Deputés & Miniſtres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & ſigné ce Traité, l'avons aggréé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces preſentes, promettant ſincerement & de bonne foy, de le garder, obſerver & executer, en tout, & en chacun de ſes Articles, ſans aller au contraire en quelque maniere que ce ſoit, directement ou indirectement. En foy de quoy Nous avons fait attacher à ces preſentes noſtre grand ſceau, les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & ſouſſigner par noſtre Greffier.

A la Haye le 14. Janvier 1716.

Etoit paraphé,

W. VANDER DOES, Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

Eſtoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau de cire rouge.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſur l'Article ſeparé du Traité de Barriere.

NOS Carolus ſextus Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque, Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum teſtatumque facimus, quorum intereſt univerſis & ſingulis, poſtquam graviſſimis de cauſis, quod Art. XIX. hujus Tractatus de præſtando præſidiario Statuum Generalium militi annuo ſubſidio quingentorum millium imperialium generalioribus verbis ſancitum fuit, per Articulum Separatum amplius explicare, dictumque ſubſidium in ſingulas Belgii Noſtri Provincias per claſſes diſtribuere, ac de eo cavere ſequenti modo placuerit.

ANNO 1715.

Fiat inſertio.

Quod Nos Articulum huncce ſeparatum, ejuſque contenta perinde, ac ipſum Tractatum approbaverimus, prout eundem hiſce pari fide ac Religione obſervaturos ac à Noſtris adimpleri curaturos ſpondemus. In quorum robur præſentes ipſi ſubſcripſimus, ac Sigilli Noſtri Cæſareo-Regii appenſione muniri juſſimus. Datum Viennæ die vigeſimâ primâ Decembris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto Regnorum Noſtrorum Romani quinto, Hiſpaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

Signatum,

CAROLUS.

Subſignatum,

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

Subſcriptum,

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium,

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, ſur l'Article ſeparé du Traité de Barriere.

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidem ſeparatus ad Tractatum de Obice vulgo *Barriere* conſtituendo Antwerpiæ decimo quinto die menſis Novembris præſentis concluſum pertinens eodem in loco, eodemque die per eoſdem Miniſtros Plenipotentiarios ſufficienti authoritate undiquaque munitos ſignatus fuerit, forma & verbis, quæ ſequuntur.

Fiat inſertio.

Nos viſo, perpenſoque Articulo ſeparato ſupra ſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes, pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, eundem approbamus ac ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in Regio verbo promittentes nos omnia & ſingula, quæ in prædicto Articulo ſeparato continentur, ſincere & bona fide obſervaturos, ac quantum in Nobis eſt, obſervari curaturos; in quorum majorem fidem, & robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis magnum noſtrum Magnæ-Britanniæ Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi, die trigeſimo menſis Novembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto, Regnique noſtri ſecundo.

Signatum,

GEORGIUS R.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article ſeparé du Traité de Barriere.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article ſeparé du Traité conclu & ſigné à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715. par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique; de Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, ſur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens ſerviront ci-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à noſtre Eſtat, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit. ANNO 1715.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agreable tout ce que nos Deputés & Miniſtres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & ſigné cet Article ſeparé, l'avons aggreé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces preſentes, promettant ſincerement & de bonne foy, de le garder obſerver & executer, ſans aller au contraire en quelque maniere que ce ſoit, directement ni indirectement. En foy de quoy nous avons fait attacher à ces preſentes noſtre grand Sceau, les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & ſouſſigner par noſtre Greffier, à la Haye le 14. Janvier 1716.

CLXXXI.

Tractatus (1) *de Rebus Maritimis inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Dominum* PETRUM ALEXIEWIZ *totius magnæ, parvæ, albæque Ruſſiæ Autocratora &c. &c. ab una, & Celſos ac Præpotentes Dominos Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab altera partie, initus . . . . & concluſus . . . 1715.*

QUANDOQUIDEM multorum Sæculorum uſus docuerit, nullam Gentem tam felicem eſſe, ut vel ſitu terrarum ſuarum gaudeat cunctis illis rebus, quæ ad vitam commodius ac luculentiùs agendam conducunt, vel domeſtica induſtria ſupplere poſſit omnibus, quæ natura ſuæ non conceſſit Regioni: & præterea exploratum ſit, Navigationem & Commercia, quæ plagas vel maxime diſſitas veluti conjungant, unice conducere ad opulentiam importandam, etiam in ea loca, quæ pauciſſimis naturæ donis gaudere vulgo cenſentur, viſum eſt Sereniſſimo ac Potentiſſimo Magnoque Domino Czari, & Magno Duci Petro Alexiewiz, totius magnæ, parvæ, albæque Ruſſiæ Autocratori, Moſcoviæ, Kioviæ, Wladimiriæ, Novogardiæ, Czari Caſani, Czari Aſtrachani, Czari Sibiriæ, Domino Pſoviæ & Magno Duci Smolenſci, Tveriæ, Ingoriæ, Permiæ, Viatiæ, Bolgariæ & aliorum; Domino & Magno Duci Novogardiæ inferioris terræ, Tzernigoviæ, Reſaniæ, Roſtoviæ, Jaroſlaviæ, Bellorſeriæ, Adoriæ, Udoriæ Condiniæ & totius Septentrionalis Plagæ Imperatori, & Domino Iſerienſis terræ, Cartalinenſium, & Gruſinentium Czarum & Labardinenſis terræ, Tzercaſſorum, ac Montanorum Ducum, nec non aliorum multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, & Septentrionalium paterno, avitoque Hæredi, Succeſſori Domino & Dominatori ab una; & Celſis ac Præpotentibus Dominis, Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii ab altera parte inire æquum Fœdus ac Tractatum ſolemnem ſuper rebus Maritimis, deputatis igitur illum in finem per dictum Potentiſſimum ac Magnum Dominum Czarem, & Magnum Ducem Petrum Alexiewiz, Totius Ruſſiæ Autocratoris &c. &c. Ac Delegatis per dictos Celſos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generalis Fœderati Belgii . . . . . Dicti Delegati auctoritate Literarum plenæ Poteſtatis, quas utrinque exhibuerunt, & quarum exemplar huic Tractatui ſubjunctum eſt, eum in finem plures cœtus habuerunt, & poſt varias ea de re diſceptationes, tandem in Articulos ſubſequentes paribus votis & vocibus conſenſerunt.

I. Omnibus ac ſingulis Subditis Czareæ Suæ Majeſtatis jus & licitum eſt, ac deinceps erit, liberrime & cum omnimoda ſecuritate, navigare, negotiari & mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebus-publicis, Statubus & in quibuſcumque totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari

(1) Le Czar avoit fait inſinuer ſous main ce Traité aux Etats Generaux, mais L H P. éviterent d'en prendre connoiſſance ſous divers prétextes, & ainſi il n'a pas eu lieu.

NNO 715. Mari quam Terra, inque ſuis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum cauſa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla moleſtia afficientur, non vi militum armata, neque navibus Bellicis aliiſve cujuſvis ſint generis Navigiis, ſive ad Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, ſive ad eorum Subditos pertinentibus, occaſione aut ſub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuſcumque inimicitiæ, ſimultatis aut diſcordiæ, quæ inter dictos Ordines Generales ex una, & alia Imperia, Regna, Reſpublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte, jam exarſit, aut in poſterum emergere & flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitia, ſimultate vel diſcordia non obſtantibus liberum erit qualibuſcumque Navibus & Navigiis ad Subditos Czareæ Suæ Majeſtatis pertinentibus, ſolvere è Portu ſeu loco neutrali, indeque tendere, & negotiari tam ad Portum, & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum ſubjectum hoſtibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium, & vice verſa & Portu vel loco ſubjecto hoſtibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium ad Portum vel locum neutralem; immo etiam ex Portu ſeu loco ſpectante ad hoſtes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum in alium Portum vel locum æquè ad eorundem Dominorum Ordinum hoſtes vel inimicos, vel etiam ad hoſtes vel inimicos ipſius Suæ Czareæ Majeſtatis pertinentem, neque ullum habebitur diſcrimen, utrum ejuſmodi Portus vel loca ſubjecta ſint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui, vel Populo, an vero ad diverſos Principes, Status vel Populos pertineant, quibuscum aut Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar, & Magnus Dux totius Ruſſiæ Autocrator, aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective, Bellum publice gerant, aut hoſtilitatem, ſimultatemve exerceant. Eadem omnino ratione, omnibus ac ſingulis Subditis Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Fœderati Belgii jus & licitum eſt & deinceps erit, liberrime & cum omnimoda ſecuritate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebuſpublicis, Statibus & in quibuſvis totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari quam terra, inque ſuis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum cauſa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla moleſtia afficientur, non vi militum armata, neque Navibus Bellicis, aliiſve cujuſvis ſint generis navigiis, ſive ad Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem totius Ruſſiæ Autocratora, ſive ad illius Subditos pertinentibus, occaſione aut ſub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuſcumque inimicitiæ, ſimultatis aut diſcordiæ, quæ inter Czaream Suam Majeſtatem ex una, & aliqua Imperia, Regna, Reſpublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte jam exarſit, aut in poſterum emergere aut flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitiâ, ſimultate vel diſcordia non obſtantibus liberum erit qualibuſcunque Navibus & Navigiis ad Subditos Dominorum Ordinum Fœderati Belgii ſpectantibus, ſolvere è portu ſeu loco neutrali, indeque tendere & negociari, tam ad Portum & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum ſubjectum hoſtibus aut inimicis Czareæ Suæ Majeſtatis, & vice verſa ex Portu vel loco, ſubjecto hoſtibus aut inimicis Czareæ Suæ Majeſtatis ad Portum vel locum neutralem, immo etiam ex Portu vel loco ſpectante ad hoſtes ſeu inimicos dicti Magni Domini Czaris, totius Ruſſiæ Autocratoris in alium Portum vel locum æque ad ejuſdem Magni Domini Czaris hoſtes vel inimicos, vel etiam ad hoſtes vel inimicos ipſorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii pertinentem. Neque ullum habebitur diſcrimen, utrum ejuſmodi Portus vel loca ſubjecta ſint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui vel Populo, an vero ad diverſos Principes, Status, vel Populos pertineant, quibuſcum aut Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar, totius Ruſſiæ Autocrator aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective Bellum publice gerant, aut hoſtilitatem ſimultatemve exerceant.

II. Sin poſthac contigerit ut Czarea Sua Majeſtas Bellum gerat cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, quiſquis ille fuerit, dicti Domini Ordines Generales ſolemniter promittunt, tali caſu, neque ſe ipſos vendituros aut conceſſuros inimicis aut hoſtibus Suæ Czareæ Majeſtatis, neque ullo modo dictos hoſtes inſtructuros, neque permiſſuros ulli ex Subditis ſuis, directe aut indirecte, ut tales hoſtes aut inimicos inſtruant ullis Inſtrumentis aut utenſilibus Bellicis, quæ ad nocenda, corrumpenda aut deſtruenda Czareæ Suæ Majeſtatis Imperia, Terras, Dominia, Bona aut Subditos, eorumque bona, uſui eſſe ſolent, aut ullo modo poſſunt, ſed contra ſe curaturos, ut ejuſmodi inſtrumenta, & utenſilia Bellica, ſi intercipiantur, dum ad hoſtes Czareæ Suæ Majeſtatis vehuntur, tanquam mercimonia prohibita, & uti vulgo dicuntur contrabandæ, confiſcentur. Neque etiam prædictis Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque Subditis licebit, ulla frumentorum, frugum, aut aliorum alimentorum aut pabulorum genera, neque etiam ulla alia bona aut merces pervehere, in ullas Civitates, Urbes, Oppida, Caſtella, aut alia cujuſvis generis Fortalitia, quæ vel obſidione propinqua & proprie dicta fuerint cincta, vel e longinquo intercluſa & circumſepta, vel etiam oppugnari tantummodo cœpta ſint, & Germanice dicuntur *belagert*, *gebloquirt und berent*, uti Articulo IV. hujus Tractatus plenius expoſitum eſt. Vice verſa Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar totius Ruſſiæ Autocrator ſolemniter promittit ſe ſimili caſu, eadem omnia reciproce præſtiturum, reſpectu inimicorum aut hoſtium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii & ut à Subditis ſuis diligenter obſerventur, & ne prædicta per eos directe aut indirecte contraveniantur aut eludantur ſedulo curaturum.

III. Merces autem prohibitæ ſeu contrabandæ nullæ aliæ erunt, niſi quæ hic nominatim recenſentur, ſcilicet, ante omnia homines, id eſt tam pedites & equites, quam ſocii Navales, non tantum armati, ſed etiam inermes; Equi, omniaque ad inſtruendos vel armandos equos neceſſaria; & pecunia ſeu nummi, tam aurei quam argentei, cujuſvis tandem ſpeciei aut regionis illa ſit. Deinde etiam Tormenta majora omnis generis (vulgo *Canon*,) Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) tam majoris quam minoris generis, eorumque omnium ſuſtentacula, (vulgo *affuyten*,) Bombardæ cum ſuis igniariis, aliiſque ad eas pertinentibus, ignes miſſiles, pulvis tormentarius, fomites ſeu funes igniarii (vulgo *lont*) inductiles ſclopi (vulgo *Petardæ*) ſclopethecæ, glandes igniarii miſſiles (vulgo *Granadæ*) Thecæ pulveris tormentarii (vulgo *Patroon Taſſen*); qualiumcumque tormentorum, bombardarum ac ſclopetorum globi, tam majores quam minores; catapultæ (vulgo *Bomben*) aliaque omnia, quæ tubis Catapultariis, tormentis, bombardis aut ſclopetis projici ſolent: prætereaque acinaces, gladii, enſes, eorumque omnium balthei, gladioli ancipites, qui bombardis præfigi ſolent (vulgo *Bagonnetten*) jacula, arcus & ſagittæ; cuſpides, Lanceæ, haſtæ, bipennes, mallei militares, ſudes ferratæ, caſſides, galeæ, thoraces loricati (vulgo *Cuiraſſen*) aliaque omnia Armorum genera & Bellica Inſtrumenta tam ad oppugnandum quam ad repellendum apta. Inſuper etiam Naves, tam Bellicæ quam aliæ, mali navales, trabes, Lignum incurvum, aſſeres ex quibuſcunque arboribus, rudentes & funes cujuſvis generis aut denſitatis, vela, linteamina velis nauticis apta, Goſſippii, cannabis, lini, piciſque tum liquidæ quam aridæ omne genus, anchoræ & anchorarum partes quælibet, cæteraque omnia quæ ad ædificandas, inſtruendas, armandas aut reficiendas Naves idonea atque comparata ſunt. Omnia autem alia Mercium rerumque genera, quæ hoc Articulo nominatim recenſita non ſunt, libere undecunque & quorſum libuerit vehi, revehique, ac emi, vendique reciproce poterunt, obſervata ſola exceptione de locis oppugnatis, quæ Articulo ſequenti explicatur.

IV. Nempe convenit, dictum Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem, totius Ruſſiæ Autocratora, tum & ejus Subditos, omni tempore liberrime poſſe invehere, atque importare intra Dominia hoſtium atque inimicorum dictorum Dominorum Ordinum Generalium omnia bona, & qualiacunque mercimonia quæ præcedente Articulo nominatim non ſunt expreſſa: unico hoc caſu excepto, ſcilicet ubi aliqua Civitas, Urbs, Oppidum, Caſtellum aut aliud Fortalitium, quocumque tandem nomine indigitetur, ad hoſtem ſeu inimicum dictorum Dominorum Ordinum pertinens, aut e propinquo obſidione proprie dicta, prematur, aut e longinquo

ANNO 1715.

ANNO 1715. præcluſum atque circumſeptum, vel etiam obſideri, atque oppugnari tantummodo cœptum ſit (quod quidem Germanice *belagert, gebloquirt und berent* dici ſolet), terra quidem Copiis militaribus, mari vero Bellicis Navibus prædictorum Dominorum Ordinum, ita ut loci aut Fortalitii obſeſſi, circumſepti aut oppugnati communicatio cum ſuis amicis, plane ſit intercluſa atque præpedita. Namque ſi Mari qualecunque Navigium, aut Terra cujuſvis generis vehiculum, vel etiam quodcunque Navigium per dulces aquas, quod quidem ad Czaream Suam Majeſtatem ejuſque Subditos pertinet, tentaverit tranſire, aut Bellicas Naves aut Copias militares, aliquâ ex ſupradictis obſidionibus aut oppugnationibus occupatas, atque locum aut Fortalitium obſeſſum, circumſeptum aut oppugnatum innare, aut illuc qualeſcunque res pervehere, tale navigium aut vehiculum, cum omnibus quæ in eo reperientur, cujuſcunque illa ſint generis aut naturæ, ipſo facto erunt confiſcata, etiamſi illa bona non eſſent ex prohibitorum numero, ſed omni alio tempore ad hoſtes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum Generalium poſſent pervehi, virtute eorum, quæ Articulo primo hujus Tractatus convenerunt. Illa autem omnia vice verſa eodem modo locum habebunt reſpectu prædictorum Dominorum Ordinum Generalium, atque eorundem Subditorum, ſi quovis tempore aut quoquomodo tentarent intrare aut ſubvenire loco aut Fortalitio qualicumque, quod per Copias militares bellicaſve Naves Czareæ Suæ Majeſtatis terra, marive e propinquo obſeſſum aut e longinquo præcluſum aut circumſeptum, aut etiam obſideri aut oppugnari tantummodo cœptum ſit, ita ut locus aut Fortalitium obſeſſum aut oppugnatum ab omni cum ſuis amicis communicatione plane ſecluſum & prohibitum ſit.

V. Ne quid autem deinceps oriatur diſcordiæ aut ſimultatis ſed contra omnis diffidii materia præcidatur, pactum eſt, omnis generis Naves & Navigia ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ſpectantia, quæ ad Stationem aut Portum aliquem Czareæ Suæ Majeſtati obtemperantes jam appulſa ſunt aut deinde appellentur; ſed deinde alioverſum pergere volent, exhibitura Litteras commeatus, vulgo dictas Litteras maritimas, quarum formula huic Tractatui ſubjicitur, Officialibus eo in Portu agentibus, aut Præfectis Navium præſidiariarum, aut aliarum, quæ ſumptibus privatorum Subditorum Czareæ Suæ Majeſtatis ad Bellum inſtructæ, illiuſque Diplomate ſeu Commiſſione munitæ ſunt, ſi quæ tales Naves forte illic verſentur. Illis autem Litteris exhibitis, nihil amplius quæri aut inveſtigari poterit, neque diſceſſui Navium onerariarum ullum inferetur impedimentum: & præterea nullo ſub prætextu, quidquam ſive pecuniæ ſive alterius rei ab ingreſſis aut ingreſſuris ejuſmodi Navibus, ad Subditos dictorum Ordinum pertinentibus, exigi poterit. Sin vero in alto Mari, aut alibi locorum extra Imperia, Dominia, Terras & Ditiones Czareæ Suæ Majeſtatis, Navis aliqua ſpectans ad Subditos dictorum Ordinum obviam fuerit Navibus Bellicis dictæ Suæ Czareæ Majeſtatis, aut Navibus, quæ privatis ſumptibus Subditorum ejus, ad Bellum inſtructæ atque armatæ, illiuſque Diplomate ſeu Commiſſione munitæ ſunt, dictæ Naves Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Domini Czaris totius Ruſſiæ Autocratoris, ſuorumque Subditorum, interjecto idoneo loci ſpatio ſubſiſtent, & tantummodo Scapham ſuam expedient, neque licebit niſi duobus vel tribus dumtaxat hominibus conſcendere Naves aut Navigia ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum pertinentia, ut ab illius Navis, ſeu Navigii Præfecto vel Magiſtro ſibi exhibeantur tum Litteræ maritimæ de proprietate Navis vel Navigii, ſecundum formulam inferius deſcriptam conceptæ, tum etiam alia omnia quæ neceſſaria ſunt, ut liquere poſſit, quorſum tendat iter, quænam bona & mercium genera vehat, & quibus in locis eas merces bonave exponere debeat: ut pateat, an ſint ex aliqua illarum ſpecie, quæ hujus Tractatus Articulo tertio prohibitæ ſeu Contrabandæ declaratæ ſunt, quaſque ad hoſtes vel inimicos Czareæ Suæ Majeſtatis pervehere nullo modo licet. Eo autem præſtito, Navi, quae dicta Documenta exhibuerit, ſtatim liberum concedetur iter, neque licebit eam ulla moleſtia afficere, excutere, detinere, aut ut de curſu deſtinato deflectat, cogere, qualicunque ſub colore vel praetextu. Eadem autem in omnibus libertate, immunitate, ſecuritate, pleniſſime fruentur Subditi Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Domini Czaris totius Ruſſiae Autocratoris, poſtquam in praedictis caſibus exhibuerint Litteras Commeatus, vulgo Litteras maritimas dictas, formulae huic Tractatui ſubnexae convenientes, aliaque neceſſaria Documenta, unde liquere poſſit, quorſum Navis pergat, cujus generis bonis ac mercibus ſit onerata, & quibus in locis ea exonerare debeat. ANNO 1715.

VI. Ut autem praeveniantur variae fraudes, quas admittere ſolent, tum qui ſe Navium fingunt proprietarios, quam earum Magiſtri vel Praefecti, utpote inſtruentes, onerantes & dirigentes reſpective Navigia, quorum tantum pars minima, & vix nominanda pertinet ad Subditos ejus Regis, Principis, Reipublicae vel Status, a quo vel in cujus Ditionibus Litteras ſuas Maritimas ſeu Commeatus, aliaque Documenta ad mercaturam faciendam neceſſaria, non ſine perjurio obtinuerunt, immo ſaepe inventa ſint navigia, quae licet univerſa pertinerent ad homines, qui neque Subditi neque Incolae eſſent Dominiorum aut Ditionum earum, in quibus Litteras ſuas Maritimas, uti dictum eſt, impetraverant, tamen ornata vexillis, apluſtribus & coloribus Regis, Principis, Reipublicae aut Status, ad cujus Subditos aut Incolas nullo modo pertinent, navigare praeſumerent, inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem ac Dominos Ordines Generales convenit, ut Praefectus ſeu Magiſter cujuſvis Navigii, ſpectantis ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum, aut ad alios, qui in aliqua ex Ditionibus eorum habitant, ſimul cum uno aut pluribus ex proprietariis, qui Dominus aut Domini ſunt ad minimum quartae partis Navigii, ſeſe ſiſtant coram Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu, ibique exhibeant ſcriptam ac ſignatam Teſtificationem, quae comprehendat Navigii nomen, quot Tonnarum capax ſit, nomina reliquorum Dominorum, quotae portionis quiſquis ſit proprietarius, atque ubi Domicilium quiſquis habeat; ut ea, quae dicta Teſtificatione comprehenſa ſunt, ſolemni jurejurando confirment, eaque inſeratur voluminibus, ſeu Regiſtris Decretorum Ordinum Generalium; quibus praeſtitis per Dominos Ordines Generales Magiſtro ſeu Praefecto talis Navigii concedentur Litterae Commeatus, ſeu maritimae, tali forma ac contextu, qui huic Tractatui ſubjicietur, appenſo ſive impreſſo illis Sigillo Ordinum Generalium. Et ſi deinceps proprietas talis navigii omnino aut ultra dimidium fuerit mutata, ſeu venditione, ſuccedendi jure, vel alia quavis alienatione, Praefectus ſeu Magiſter illius Navigii cum uno aut pluribus ex proprietariis, priores illas Litteras commeatus ſeu maritimas, Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu tradent, aliaſque modo ac forma praedictis impetrabunt. Quod ſi poſt annum lapſum, computandum a die concluſionis hujus Tractatus, reperiatur navigans aliqua Navis, non munita talibus Litteris Commeatus ſeu Maritimis, licebit omni Navi Bellicae, pertinenti ad dictum Magnum Dominum Czarem totius Ruſſiae Autocratora, vel cuicunque Navi privatis ſumptibus Subditorum ejus ad Bellum armatae, ejuſque Diplomate munitae, illam in Portum aliquem Czareae Suae Majeſtati obtemperantem deducere & coram competente Judice ſiſtere, etiam ſi illa Subditis Dominorum Ordinum Generalium revera eſſet propria, atque ibi de Dominio inſtituto examine, ſi pateat, aut totam aut partem ejus qualemcunque, pertinere ad aliquem aut aliquos, qui neque ſint Subditi Dominorum Ordinum, neque in aliqua parte Ditionum illis obtemperantium incolunt, qualeſcumque demum illi ſint, illa Navis vel tota, vel talis ejus pars, quae ad praedictos non Subditos, nec inhabitantes Ditionum dictorum Dominorum Ordinum ſpectat, confiſcari poterit, & reliquae partes non confiſcandae, juncto illis onere Navi impoſito, omnes expenſas litis ſolvent, etiamſi totum onus proprium foret Subditis dictorum Dominorum Ordinum. Eademque omnia & ſingula vice verſa diligentiſſime, ac ſine ulla exceptione ſervabuntur ab omnibus Navium Dominis, & Magiſtris, ſeu Praefectis reſpective, qui pro Subditis Czareae Suae Majeſtatis, aut Incolis Imperiorum, Dominiorum, Ditionum ac Terrarum Ejus haberi volunt, & tanquam tales, Litteras Commeatus ſeu Maritimas obtinere cupient. Hoc ſolo obſervando diſcrimine, ut Subditi Magni Domini Czaris ad praedicta praeſtanda, & Litteras maritimas obtinendas, ſeſe ſiſtere debeant coram illius privata, vel alio tali Concilio, cui

Czarea

ANNO 1715. Czarea Sua Majestas semper interesse censetur.

VII. Si qua Navis vel Navigium qualecunque spectans ad Czaream Suam Majestatem vel ejus Subditos, & tendens ad Portum aliquem obtemperantem hosti vel inimico Dominorum Ordinum Generalium, in cursu suo obviam fuerit Navi Bellicae dictorum Dominorum Ordinum, aut Navi, quae Subditorum illorum privatis sumptibus ad Bellum instructa sit, aut vice versa: ac per examen, secundum praescripta Articuli V. hujus Tractatus institutum, appareat, ejusmodi Navem aut Navigium vehere talia quaedam quae Articulo III. hujusce Tractatus, Contrabandae, seu prohibita declarantur, tamen nullatenus licebit aperire cistas, capsas, dolia, corbes, saccos, sarcinas, aut qualiacunque alia vasa clausa reserare, scindere, aut disrumpere; neque etiam ex illo Navigio in aliud quodcunque transferre, aliove quovis modo id exonerare; verum praesentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in terram exponentur, in Inventarium bona fide redigentur: & nihil omnino discriminis erit, utrum ejusmodi bona prohibita ad alios quoscunque pertineant. Illa tamen vendere, permutare, aut qualicumque modo alienare nunquam licebit, nisi postquam rite ac legitime secundum praescripta XXIX. XXX. & XXXI. Articulorum hujus Tractatus contra istiusmodi bona prohibita fuerit processum, eademque vel post solennem processum per ultimam Sententiam supremorum Judicum, Articulo XXXI. hujus Tractatus descriptorum, vel deficientibus reclamantibus, post elapsos omnes Judiciorum terminos, publiceque proposita solemnia Edicta citatoria, confiscationi obnoxia reperta, & tanquam talia fisco respective addicta fuerint. Quo tamen casu tam ipsa Navis, quam cetera Merces in eadem repertae, quaeque per hunc Tractatum generi prohibitarum accensitae non sunt, salvae, intactae, ac ab ulteriori Disquisitione immunes remanebunt, neque ob praetensum mercium prohibitarum contagium detineri, multoque minus tamquam legitima praeda confiscari poterunt. Quod si non quidem universum onus, sed ejus pars major vel minor ex mercibus prohibitis vel contrabandae constiterit, easque Praefectus Navis onerariae, detentori, seu captori exhibere, tradere atque illi cedere paratus sit; eo casu detentor seu captor, Navem in qua bona prohibita seu contrabandae deprehendit, nullo modo coget, ut ad Portum sibi commodum & e cursu instituto deflectat, quin illico dimittet, ut libere Navigationem suam prosequatur. Sin Praefectus aliquis Navis Bellicae vel alterius, quae privatorum sumptibus ad Bellum fuerit instructa, secus atque contra praedicta fuerit, aut fieri jusserit aut permiserit, ultra damna atque interesse in poenam pecuniariam, ad minimum quadringentorum Ducatorum Hungaricorum (seu *Roebels*) vel duorum millium Florenorum Hollandicorum respective condemnabitur, quae quidem summa adjudicabitur proprietariis Navis injuste detentae atque à Captore in Portum abductae.

VIII. Quum autem compertum sit, Navium mercaturam facientium Magistros ac Navales socios, quin & Vectores nonnunquam perpeti atroces vexationes, ac tormenta barbariem plane spirantia, illis qui tempore Belli per mare praedas facere cupiunt, in detentos more inhumano saevientibus, ut iis extorqueant talem confessionem, qualem capientes suis usibus congruam censent, convenit, tam Sereniss. ac Potentiss. Magnum Dominum Czarem, Totius Russiae Autocratora, quam Dominos Ordines Generales Foederati Belgii respective istiusmodi flagitia severissime prohibituros, sancita mortis poena; quam poenam sedulo, neque conniventes, exigi curabunt ab omnibus, qui legitimis probationibus crudelitatis, aut qualiscunque injustae vexationis convinci poterunt. Eandemque poenam etiam patientur omnes Navium Praefecti & Officiales, qui ejusmodi flagitia aut jusserint, aut ad ea perpetranda instigaverint, vel connivendo perpetrandi occasionem dederint, perpetrantesque non puniverint. Et quaelibet Navis detenta, cujus Magister, Nautae, Mercatores, aut Vectores vel unus ex illis Torturam aut vexationem qualemcunque fuerint perpessi, sola illa re probata, confestim dimittetur, & a qualicumque actione, petitione, atque disquisitione sive Judiciali sive extrajudiciali cum toto suo onere libera declarabitur, ac Magistro aut proprietariis illico restituetur; etiamsi abducenti captori rite atque legitime potuisset adjudicari, si nullum ejusmodi flagitium fuisset admissum.

IX. Porro convenit, ut quidquid per Subditos Czareae Suae Majestatis deprehendetur impositum in Navem quamcunque ad hostes aut inimicos Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium spectantem, quamvis nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici possit, atque ut e contra libera & immunia futura sint omnia, quae deprehendentur immissa Navibus, quae ad Subditos Czareae Suae Majestatis pertinent, etiamsi vel totum onus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictorum Dominorum Ordinum, & tale esse probari possit, exceptis tamen semper mercibus prohibitis, quibus interceptis omnia ex praecedentium Articulorum mente & praescripto fient. Pari ratione quidquid per Subditos Dominorum Ordinum Generalium deprehendetur impositum in Navem quamcunque spectantem ad hostes aut inimicos Czareae Suae Majestatis, quamquam nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici poterit, atque e contra libera & immunia erunt cuncta quae deprehenduntur immissa Navibus, quae ad Subditos dictorum Ordinum Generalium pertinent, etiamsi vel totum onus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictae Czareae Suae Majestatis, & tale esse probari queat; semper tamen exceptis mercibus prohibitis, quibus interceptis, omnia ex praecedentium Articulorum mente ac praescripto fient. Ne quid autem detrimenti Contrahentium in Pace versanti, aut Ejus Subditis, praeter jus, & expectationem generetur ex eo, quod alter Contrahentium forte Bello fuerit implicitus, hoc quoque convenit, quod Navis quae spectaverit ad hostes vel inimicos Magni Domini Czaris, Totius Russiae Autocratoris, onerata bonis mercibusve pertinentibus ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii, contagio suo ea bona, merceve nullo modo reddet obnoxia confiscationi, si imposita fuerint ante exspirationem quinti mensis post Belli cujusvis publicam denunciationem sive Declarationem factam seu ex parte Czareae Suae Majestatis contra ejus hostes, seu ex parte hostium ejus contra Czaream Suam Majestatem, adeoque omnia ejusmodi bona, quae pertinent ad Subditos dictorum Ordinum Generalium, in quocunque Navigii genere, quod ad hostes Czareae Suae Majestatis spectat, capta aut deprehensa, eo sub praetextu confiscare non licebit; sed absque mora restituentur proprietariis. Verum quod ad illa, quae post dictum 4. mensium terminum imposita fuerint, contrarium observabitur, eaque fisco Czareae Suae Majestatis addicere licitum erit. Post dicti quoque quarti mensis exspirationem Subditis Dominorum Ordinum Generalium non licebit, ulla & mercibus prohibitis Articulo III. hujus Tractatus recensitis, ad Portus hostium vel inimicorum Czareae Suae Majestatis pervehere, sed ea omnia post dictum quartum mensem elapsum, rite confiscari poterunt. Quae omnia & singula versa vice obtinebunt atque observabuntur, respectu & in favorem Subditorum Czareae Suae Majestatis, ubi dictos Dominos Ordines, Bello alicui implicari contigerit.

ANNO 1715.

X. Porro Sereniss. ac Potentiss. Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, atque Domini Ordines Generales Foederati Belgii reciproce ac solemniter promittunt, sese nihil actutos, instituros nec tentaturos, cujusvis generis aut naturae, quo praejudicium fiat alterutrius Subditis mercaturam facientibus, eorum Navigationi, Commerciis, Mercimoniis, aut aliis quibuscumque, quae ad Navigationes pertinent, neque, ut aliquid tale fiat, inituros ullum Tractatum, Foedus aut Conventionem, cum qualicunque Imperatore, Rege Principe, Republica, Statu aut Populo, cujuscunque partis Orbis Terrarum, sive Terra, sive in alto Mari, seu in aliquo Portu, loco libero, sinu aut aquis dulcibus, nullo sub praetextu aut occasione: Praeterea nec se nec Subditos alterutrius directe aut indirecte praestituros opem, auxilium, consilium, favorem aut consensum, ut aliquid ejus naturae tentetur aut fiat, aut etiam tractetur per alios, quales quales illi sint cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, in damnum aut praejudicium alterutrius ex Contrahentibus aut Subditorum Ejus, quatenus ad eorum Navigationes, Commercia aut Mercimonia pertinet. Atque e contra si quid adversus alterutrum ex dictis Contrahentibus, ejus Subditos, Negociantes & Navigantes, eorum Commercia, aut Mercimonia, actum, tractarum

aut

ANNO 1715. aut tentatum fuerit per Subditos alterutrius, ſive ſingulares, ſive congregatos in aliquod Corpus, autoritate publica munitum, aut in aliquam Societatem privilegio gaudentem, & reſidentem, aut commorantem intra Regna aut Ditiones alterutrius Contrahentium, ſeſe id non tantum palam atque expreſſe re & facto impedituros, & omni tali molitioni aut tentamini contradicturos & ſeſe oppoſituros; verum etiam quidquid ejuſmodi factum aut tentatum fuerit, oblatis querelis reprobaturos & cancellaturos; quin & auctores & executores ejuſmodi molitionum, Tractatuumque corporaliter punituros, eorumque bona in fiſcum redacturos, atque inde ſatisfacturos iis, qui, ſive contra verba, ſive contra verum hujus Articuli mentem, praejudicium aut damnum qualecumque paſſi fuerunt.

XI. Ut autem Subditis hinc Czareae Suae Majeſtatis, illinc Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ampliſſime cautum, ſit nullam illis injuriam illatum iri, neque per alterutrius ex Contrahentibus Naves Bellicas, neque per alias, quae privatorum ſumptibus ad Bellum inſtructae fuerint, omnes omnino Praefecti Navium Bellicarum utriusque Contrahentis, omneſque privati ſuis impenſis Naves ad Bellum armare volentes, uti & Societates quaecumque privilegio aliquo gaudentes, ſedulo jubebuntur ab omni in alterius Subditos injuria ac damni illatione reſpective abſtinere, ſancita pœna pro modulo admiſſi, non corporis tantum, ſed & capitis, atque inſuper reparationis damni cum omni cauſa, ejuſque quod intereſt; pro quibus omnia illorum bona nexa, atque obligata erunt. Sin omnia flagitioſorum bona forte non ſuffecerint dictæ reſtitutioni ac reparationi injuriae illatae, damnique dati cum omni cauſa, atque ejus quod intereſt eorum, qui injuriam paſſi fuerunt; eo caſu Czarea Sua Majeſtas ac Domini Ordines Generales, e fiſco reſpective ſuo ſolvi, reſtituique ea omnia, curabunt, poſtquam ipſa damna, & intereſſe in poſteriori judicio, ſecundum formam procedendi in caſu appellationis, Articulo XXXI. hujus Tractatus praeſcribendam, legitime fuerint probata, hinc in Magni Domini Czaris privato ſeu alio tali Concilio, cui Czarea Majeſtas Sua ſemper intereſſe cenſetur: illinc coram Conventu Dominorum Ordinum Generalium. Excipiuntur tamen hinc illa damna, quae forte a Piratis Subditis alterutrius ex contrahentibus illata fuerint, ut quae nullo modo à Contrahentibus reſpective ſarcienda ſunt aut repeti poterunt.

XII. Ut autem omnis injuriæ, damnique dati reparatio citius faciliuſque fieri queat, omnes atque ſinguli Præfecti Navium, quæ privatorum ſumtibus ad Bellum armantur, antequam iis Diplomata ſive vulgo dictæ Commiſſiones concedantur, idoneos Fidejuſſores dabunt, coram ſupremis rerum maritimarum Tribunalibus vulgo dictis Admiralitatis uſque ad ſummam trium millium Ducatorum Hungaricorum, ſeu Roebels, vel quindecim millium Florenorum Hollandicorum; vel etiam ubi navales ſocii excedunt numerum centum & quinquaginta Hominum, uſque ad ſummam ſex millium Ducatorum Hungaricorum, ſeu Roebels, vel triginta millium Florenorum Hollandicorum ſeſe ſatisfacturos in ſolidum iis, qui damnum vel injuriam a ſe vel ſuis Officialibus aut navalibus Sociis ſecum navigantibus, paſſi fuerint contra ſtipulationes atque Articulos hujus Tractatus. Eumque in finem Diplomatibus ſeu Commiſſionibus ſingulis inſeretur, idoneam cautionem, pro numero hominum requiſitum, datam fuiſſe. Quod ſi per ambitum, colluſionem, dolum, alioque quovis modo talium Navium Præfecti aut omnino non, aut non idonee ſatis dederint, dicta eorum Diplomata ſeu Commiſſiones ſpeciales, pro non datis, ipſoque facto caſſis, revocatis, atque annullatis habebuntur. Præterque ea omnia, Navis ipſa cum cunctis tam navalibus quam Bellicis Inſtrumentis obligata erit, ut inde damnum aut injuriam perpeſſis bona fide ſatisfiat.

XIII. Quod ſi qualecunque Navigium, bona, merceſve, quibus oneratum eſt, pertinens vel ad Czaream Suam Majeſtatem, vel ad Dominos Ordines Fœderati Belgii, aut ad eorum Subditos reſpective detentum, captumque fuerit, per Navem Bellicam inimicam, aliamve ſumptibus privatorum ad Bellum inſtructam, & munitam legitima Commiſſione ſui Principis, qui hoſtis aut inimicus fuerit alterutri ex Contrahentibus; & detentum captumque ejuſmodi Navigium e poſſeſſione detentoris aut captoris ereptum, & libertati reſtitutum fuerit, per Naves Bellicas dicti alterutrius Contrahentis, aut privatorum Subditorum alterutrius reſpective ſumptibus armatus, aut quoſcunque alterutrius Subditos, quibuscunque modis aut mediis id procuraverint aut perfecerint, antequam detentum aut captum navigium ex alto mari deductum ſit infra Dominia ejus Principis, a quo captor ſuam receperit Commiſſionem, (quorum Dominiorum terminos proxime ſequens Articulus exponit,) eo caſu Navigium id, quod captori ereptum ac liberatum fuerit, una cum univerſo ejus onere, in ſpecie, & abſque ulla læſione aut diminutione, proprietariis reſtituetur: ac pro illa ereptione & liberatione liberatori dabitur tertia pars juſti valoris, tam navigii cum ejus apparatu, quam cunctorum bonorum merciumque, quibus oneratum eſt. Cujus valoris ineundi ratio ſequenti Articulo XVI. præſcribetur. ANNO 1715

XIV. Quumque nulli Subditi hoſtis aut inimici Czareæ Suæ Majeſtatis aut Dominorum Ordinum Generalium reſpective adquirant legitimum poſſidendi Titulum, ſeu Dominium eorum, quæ in alto Mari ceperint, niſi res captas perduxerint intra Præſidia Portus, aliaque loca tuta, pertinentia ad ſuum Principem, à quo Commiſſionem ſuam receperint, ad præveniendum lites, diſcordias, & ſimultates, quæ occaſione capti alicujus per hoſtes alterutrius aut utriuſque Contrahentium, Navigii, quod ad Contrahentium alterutrum, ejuſque Subditos ſpectaverit, poſſet oriri, ubi tale captum Navigium detentori hoſti ereptum, forte per Subditos alterius Contrahentis foret; convenit atque hic loci declaratur, quod ubi Navigium captum, eo perductum fuerit, ut ſtet ad anchoram, ſub Caſtro, Caſtello, Civitate, Oppido, Fortalitio, aut quovis alio loco munito, intra ſpatium, quo globus tormentorum illic exiſtentium pertingere queat, ſive illud Caſtrum, Caſtellum, Civitas, Fortalitium, aut qualecumque aliud munimentum ſitum ſit in Promontorio, in Sinu majori minorique, intra Oſtium Fluminis, aut qualemcumque alium ſitum habeat: aut ſi anchora projecta ſit intra Fluminis Oſtium, Æſtuarium, aut alium quemvis Sinum, ubi nulla ſunt Fortalitia, aut etiam ſi in tali loco anchora ſit projecta, ut e capta Navi, projectis circumquaque oculis nullus omnino ſit proſpectus alti maris, ſed horizon undequaque terram præferat: Omnibus illis caſibus, locis illis prædictis tam munitis, quam immunitis, ad Principem capientis pertinentibus, capta Navigia, cum omnibus quæ iis inſunt, jure Belli translata, & capientibus plene ac legitime adquiſita eſſe cenſebuntur: adeoque proprietariis nullus omnino ad ea regreſſus concedetur, etiam ſi poſtea in mare reducta prioribus capientibus fuerint erepta per Naves Bellicas, aliaſve in Bellum armatas, ad alterutrum ex Contrahentibus, Eorumve Subditos reſpective ſpectantes.

XV. Ac ne Subditi amborum Contrahentium præter neceſſitatem aut æquitatem, ullo damno afficiantur, in caſu quo navigium aliquod, ad eos pertinens ab hoſtibus captum, iis hoſtibus per Subditos alterutrius ereptum ac libertati redditum ſit, utque ſimul præveniatur litium ac diſcordiarum materia, quæ occaſione computationis valoris Navigii erepti exoriri poſſent, porro convenit, ut in primo Portu, intra quem ereptor ac Liberator Navigium ereptum ac libertatem deduxerit, ſive is Portus pertineat ad alterutrum Contrahentium, ſive ad quemvis Imperatorem, Regem, Principem, Rempublicam, aut Statum neutralem, ubi Legatus, Conſul, aut alius Miniſter publicus Principis reclamantium commoretur, ineatur ratio valoris Navigii, mercium ac bonorum hoſtibus ereptorum, & in libertatem reſtitutorum, atque eo in portu (ſoluta valoris tertia parte) reclamantibus continuo reſtituatur, neque maris periculo amplius ſubjiciatur. Et ut hic Articulus, qui Commerciis perutilis eſſe dignoſcitur, effectum ſuum ſortiatur, Legati, Reſidentes, Conſules, aliive Miniſtri publici Czareæ Suæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Generalium reſpective, qui in ejuſmodi Portu commorantur, ſtatim poſtquam Navigium ejuſmodi liberatum, in Portum illum deductum fuerit, a Rege, Principe, Republica, Eorumque Concilio, loci Gubernatore, Admiralitatis Collegio, ſupremove loci Magiſtratu, qualicunque nomine is cenſeatur, petent, ne tale Navigium illuc deductum, inde abduci patiantur, ſed interpoſita ſua auctoritate efficere velint, ut æſtimetur ejus atque mercium, bonorumque impoſitorum valor, & ejus tertia parte ſoluta, reſtituatur

ANNO 1715. tuatur reclamantibus, ſive ii ſint proprietarii, ſive Præfectus vel Magiſter Navis liberatæ, aut etiam ipſi Miniſtro publico.

XVI. Ne quid autem generetur præjudicii per æſtimationem aut Ereptori ſeu Liberatori, aut Proprietariis Navigii, bonorumque ereptorum ac liberatorum, æſtimatio illa fiet modo ſequenti; nempe ut Proprietarii reclamantes, eorum Procuratores, correſpondentes, aut ſi nullus talis eo in loco exiſtat, publicus Miniſter ſui Principis, vel etiam ipſe Præfectus ſeu Magiſter Navis liberatæ ex una, & Ereptor ac Liberator ex altera parte; eligant æqualem numerum hominum peritorum, qui æſtiment valorem rerum liberatarum, & quorum concordantibus ſuffragiis ſtabitur. Sin autem illos diffidere contigerit, licitum erit Proprietario, ejus correſpondenti, Procuratori, publico Principis Proprietariorum Miniſtro, aut Præfecto vel Magiſtro Navis, omnia liberata æſtimare, eoque in caſu Liberator Navigium ac bona æſtimata eo pretio retinere poterit. Sin Proprietarii, eorum Procuratores, correſpondentes, publicus Miniſter Principis, aut Præfectus ſive Magiſter Navis eorum æſtimationem conceſſerint Liberatori, is æſtimabit liberata, eoque caſu Proprietarii, eorum Procuratores, correſpondentes, publicus Miniſter Principis eorum, aut Præfectus ſive Magiſter Navis liberatæ, Navem ac bona illa, ſtatuto ab ipſo Liberatore pretio, cedere ac dimittere ei poterunt, ac liberator illa retinere, duaſque dicti pretii tertias partes ſolvere neceſſe habebit, ac deinde Navem cum toto onere tanquam ſua, quo libitum fuerit, abducere poterit.

XVII. Quod ſi contigerit, ut aliquot Naves ſive Bellicæ amborum Contrahentium, ſive armatæ ſumptibus privatorum Subditorum utriuſque Contrahentis una navigantes, conjunctis viribus prædam de hoſte fecerint, aut Navigia Merceſve per hoſtes capta, ac intra præſidia Principis eorum nondum perducta, iiſdem hoſtibus eripuerint ac liberaverint, quidquid inde commodi ac præmii liberantes conſequuntur, diſtribuetur inter eos, illa proportione ut ratio habeatur numeri hominum, quem utraque Pars Navibus ſuis omnibus ſimul junctis vehat. Quod ſi quis partem aliquam captæ prædæ clanculum celaverit, ſibique ſepoſuerit, aut ei detrimentum qualecunque intulerit, allata reſtituet, ac portionem, quam de præda fuiſſet habiturus, deperdet, eaque cœteris adcreſcet. At ſi hominibus, Navibus, aut bonis, quæ hoſtibus erepta ac liberata fuerint, damnum inferatur, aut injuria fiet, inter liberandum, data opera, aut poſt liberationem, ea ſervabuntur, quæ Articulo XI. hujus Tractatus pacta ſunt.

XVIII. Sed & omnia illa quæ tribus immediate præcedentibus Articulis convenere, reſpectu navigiorum ac bonorum liberatorum, locum eodem modo habebunt, reſpectu Navium, bonorumque quæ prædonibus, raptoribus, piratiſque in Alto Mari erepta fuerint; ut & reſpectu Navium, quæ hominibus vacuæ reperiuntur; ac mercium bonorumque per æquora fluitantium, ut poté quæ omnia Proprietariis (dummodo alterutrius Contrahentium Subditis exiſtentibus) aut qui eos, modo prædicto, repræſentant, reſtituentur, computato reſtituendorum valore, ejusque tertia parte exſoluta, quæ & diſtribuetur ſervantibus ac reſtituentibus, uti ea omnia prædictis tribus Articulis præſcribuntur.

XIX. Si autem contigerit, ut Magnus Dominus Czar, Totius Ruſſiæ Autocrator, vel Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective Bello alicui implicentur, cui alter Contrahentium implicitus non fuerit, ille ex Contrahentibus, qui dicto Bello implicitus non eſt, in Portus ſuos non recipiet Naves armatas privatis ſumptibus Subditorum Hoſtis, aut inimici ejus ex Contrahentibus, qui Bellum gerit, neque etiam Naves Subditorum alterius cujuſvis Regis, Principis aut Status, qui ab illo hoſte vel inimico alterutrius dictorum Contrahentium receperit Diploma ſeu Commiſſionem ad deprædandum Naves, quæ ſpectant ad eum ex prædictis Contrahentibus, qui Bello implicitus eſt, ejuſve Subditos, adeoque non permittet ut tales prædaturi in Portubus ſuis commorentur, illic Naves ſuas inſtruant, victum, annonam, bellicave Inſtrumenta ſibi comparent. Multoque minus & ea, quæ ceperint, ſive Naves ſive Merces, ſive aliacunque alia bona vendant, redimi ſinant, alio quovis modo permutent vel alienent. Sed ſi ejuſmodi prædatores, per tempeſtatem, aut alio fortuito caſu, intra Portum quemcunque alterutrius prædictorum Contrahentium fuerint delati, Naves fractas externas reparare, aut tantum annonæ coemere iis ſolummodo permiſſum erit, ut ad Portum proximum ejus Principis aut Status, à quo Commiſſionem ſuam obtinuerunt, pervenire queant. Et ſi forte contra hoc pactum aliquis Subditorum Czaræ Suæ Majeſtatis, vel Dominorum Ordinum Generalium reſpective vel directe à prædatoribus, ac capientibus, vel indirecte quæſitiſque coloribus præſumſerit ſibi, emendo, permutando, aut alio quovis modo adquirere ejuſmodi Navem, Merces, aut alia qualiacunque bona, quæ Subditis alterutrius Contrahentis Bello impliciti, fuerunt erepta, eo caſu Subditus ille tenebitur dictam Navim, Merces aut alia bona reſtituere proprietariis abſque ulla mora, aut etiam ſine ulla compenſatione, aut refuſione pecuniæ pro dictis rebus adquiſitis promiſſæ aut jam ſolutæ. ANNO 1715.

XX. Et ut Commerciorum aut navigationis libertati ac ſecuritati plenius cautum ſit, porro placuit & dictus Magnus Dominus Czar, Totius Ruſſiæ Autocrator, ac dicti Domini Ordines Generales Fœderati Belgii mutuo ac ſedulo pollicentur, neque ſe ipſos recepturos neque conceſſuros, ut aliquis ſuorum reſpective Subditorum recipiat in Portus aut ſtationes qualiumcunque Partium, Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut Terrarum reſpective ſuarum, Piratas aut Prædones, neve iis azylum, hoſpitium, auxilium, aut commeatum præbituros, aut ut præbeantur permiſſuros; verum contra enixam daturos operam, ut qualeſcunque Piratæ ac Prædones, eorumque piraticæ participes, quique eis ope, conſilio, adjumento ſunt, in terrorem aliorum inveſtigentur, prehendantur, & merito ſupplicio puniantur. Omnes etiam Naves, Merces aut alia quæcunque bona a Piratis capta, atque in Portus alterutrius ex Contrahentibus devecta, quatenus quidem reperiri poterunt, etiamſi vendita forent, Dominis ſuis, aut iis, qui procuratorio nomine ea vindicaverint, aut reſtituentur, aut eorum loco ſatisfiet.

XXI. Si quæ Naves præſidiariæ, aut bellicæ Magni Domini Czaris, Totius Ruſſiæ Autocratoris obviam habuerint, aut adſecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ pertineant ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, eoque idem iter faciant, eodemque tendant, Naves illæ præſidiariæ aut bellicæ illis onerariis præſidio eſſe, eaſque, quamdiu eodem pergunt itinere, contra omnes & ſingulos, qui eas adoriri voluerint, defendere tenentur. Atque ut id fieri poſſit, Præfectus illarum bellicarum Navium, præbebit Magiſtris, ſeu Præfectis onerariarum Libellum, continentem ſigna accedendi, recedendi & navigandi, qualem Naves prætoriæ dare ſolent reliquis, quibus præſunt. Idemque vice verſa obtinebit, ſi quæ Naves præſidiariæ aut bellicæ Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii obviam habuerint aut aſſecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ ad Subditos Magni Domini Czaris pertineant.

XXII. Et quum ii, qui neceſſitate adacti, præter ſuum propoſitum, ſive hoſtes vel inimicos, ſive Piratas fugientes, ſive per tempeſtatem ad Portus, Flumina, Sinus, loca tuta, aut etiam Littora aliena appellunt, ſæpe admodum dure habeantur, ac contra jus & fas rebus ſuis ſpolientur, aut etiam ſub prætextu Jurium, quæ Principi, Reipublicæ aut Statui deberentur, vexentur, neque dimittantur ad navigationem ſuam perficiendam, niſi poſt aliquantam ſummam pecuniæ, quam extorquent Portuum, Littorumque ita dicti cuſtodes, ſolutam; ad præveniendum omnem de tali injuria querelam, & ad ſuccurrendum miſeris, inter Magnum Dominum Czarem, Totius Ruſſiæ Autocratora, & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii convenit: ſi Navis oneraria aut quodcumque Navigium Mercaturam faciens, aut piſcationem exercens, ac pertinens ad Subditos alterutrius dictorum Contrahentium, per hoſtes, Piratas, tempeſtatem, aut aliam quamvis neceſſitatem adigatur intrare Portum, Flumina, Sinus vel appellere & loca quævis tuta aut Littora Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut qualiumcunque Terrarum alterutrius ex Contrahentibus obtemperantium reſpective, nulli licitum fore navigia intrare, multoque minus onus aut ejus partem exonerare, Navemque ſuo gubernaculo, Armamentis aut Inſtrumentis privare; ſed contra poterit Magiſter aliuſve Præfectus ejuſmodi Navis aut Navigii, ſecuritatis cauſa, onus aut ejus partem in terram exponere eamque per ſe aut ſuos cuſtodire, deinde

ANNO 1715. deinde rursus Navim onere, & quo libuerit tempore, inde secure recedere cum Navi ac mercimoniis, nullis omnino solutis vectigalibus aut oneribus, quocunque sub juris prætextu posci aut exigi solita forma fuerint, neque etiam ulli visitationi, aut disquisitioni obnoxiæ erunt. Eorum autem Portuum, Stationum, aut Littorum Præfecti seu Custodes, vel quo alio nomine appellentur, ejusmodi appellentes Naves ac homines, ab omni injuria ac illatione damni sedulo defendent, ac tutos præstabunt, nisi reparationi damni aut injuriæ, secundum præscripta Articuli XI. hujus Tractatus obnoxii esse velint. Verum e contra licebit Magistris, aliisve talium Navium Præfectis, onus impositum, sive totum, sive partim distrahere aut venum exponere, neque, merces aut personas illic in Navim recipere, multoque minus aliquid facere contra Leges aut Statuta ejus loci, ad quem appellere compulsi sunt. Si quid enim eorum admiserint, ita res accipietur, ac si illum in locum forent destinati, adeoque omnibus juribus, quæ subire oporruissent, si illuc ex compacto tetendissent, obnoxii erunt, tam ipsi quam Naves atque bona, quibus Præfecti fuerint.

XXIII. Si qua autem Navis ejusmodi, vi tempestatis plus minus fracta in Littora, aut alium qualemcunque locum compulsa fuerit, Magistro aliive Præfecto, sociisque Navalibus (significata prius intentione sive Vectigalium receptoribus, aliisve talibus Officialibus, si quis talis illic loci sit) omnino liberum licitumque erit, onus aut partes ejus in terram exportare, idque una cum principali Vectigalium in eo loco Inspectore custodire, facto per dictum Inspectorem Vectigalium inventario omnium, quæ in terram exportata sunt, cujus exemplum sive Copia per Inspectorem signata, reddetur Magistro vel alii Navis fractæ Præfecto, ut ex eo constet, quaenam reddi debeant. Quo facto licebit dicto Magistro, aut alii cuivis Navis Præfecto, quocunque tempore, intra vertentem tamen annum, aut solvere Vectigalia, aliaque quæ respectu ejus generis bonorum, aut mercimoniorum importatorum, debentur, eaque tanquam bona illuc destinata pro libitu suo vendere: aut Navem refectam illis denuo onerare, eaque exportare, absque illius oneris aut vectigalis pensione. Sin autem Navis ejusmodi usque adeo sit fracta, ut refici, ac in Mare reduci nequeat, liberum erit Magistro, aliive Navis Præfecto, eam aut vendere talem, qualis fuerit, aut rumpere & secare, materiam atque Armamenta distrahere, aut ea, partemve eorum alioversum transportare, nullo illis facto impedimento, neque exacta ulla pecunia, aut alia quavis re, quocunque sub nomine, titulo aut prætextu. Quod si quæ merces, quæ illic loci sint prohibitæ, seu Contrabandæ, in ejusmodi Navi forte fuerint, Magistro aliive Præfecto permittetur, ea in Navim refectam referre, aut si refici illa nequeat, in aliam quamvis Navim imponere, atque ita exportare, eodem modo, atque eadem immunitate, quæ de reliquis non prohibitis permissa est. Denique & servabuntur, quæ de tutandis hominibus, ac bonis ac prohibenda injuria & damno, Articulo proxime præcedenti, convenerunt.

XXIV. Si quæ Naves pertinentes ad Subditos alterutrius ex Contrahentibus appulerint Portus, aut intraverint Sinus aut Flumina alteri dictorum Contrahentium subjecta, earumque Præfecti per ignorantiam admiserint aut fecerint aliquid illiciti, veluti exonerando bona aut merces, absque editione aut significatione facta receptoribus Vectigalium aut aliis Teloniorum Officialibus, aut si commiserint aliud quodcunque crimen, vel factum Legibus aut Statutis loci adversum, nullum inde damnum aut præjudicium generabitur, neque Navi ipsæ, neque bonis aut mercibus, quæ in terram nondum exposita sunt. Verum si qua confiscatio bonorum ei, qui crimen aliquid, nihil commune habens cum negociatione aut Commerciis, perpetraverit, per Leges loci possit infligi: illa in talibus casibus, nullo modo extendetur in damnum aut Navis aut bonorum ei impositorum, sed locum sibi tantum vindicabit respectu bonorum perpetrantis. Quod si id quod factum aut perpetratum fuerit, vel per ignorantiam vel præmeditate, ad exercenda commercia ac negociationem pertineat, ejusmodi tamen confiscatio ultra bona seu merces expositas, & revera detentas extendi nunquam poterit. Quidquid autem ejusmodi contra Leges & Statuta loci perpetratum aut tentatum fuerit, per aliquem inferiorem Præfectum Navis aut navigii Mercaturam facientis, Gubernatorem, aut navalem socium, cujuscunque generis illud fuerit, sive data opera, ad fraudanda Vectigalia, sive per ignorantiam, socordiam aut stupiditatem, aut qualicumque alia intentione, locum aut prætextum non dabit detinendi, aut confiscandi Navem ipsam, aut quidquid in ea sit, neve ullomodo procedendi contra Præfectum ipsum navigii, eumque detinendi, aut qualicunque molestia afficiendi. ANNO 1715.

XXV. Convenit præterea, neque Magnum Dominum Czarem totius Russiæ Autocratora, neque Dominos Ordines Fœderati Belgii respective, ullo Edicto aut Mandato sive generali sive singulari, neque ob ullam qualemcunque causam, sibi sumturos, detenturos, arresto includuros, aut ad sui ipsius servitium coacturos ullam Navem onerariam, Præfectum, Magistrum, Gubernatorem aut Socium navalem, quemvis, aut ulla bona ejusmodi Navi imposita, respective, quæ intra Portus, Sinus, Fluvios aut alium quemcunque locum alterutri prædictorum Contrahentium subjectum merces exponant aut imponant, aut alias ob causas commorentur, nisi obtineatur prævius consensus Præfecti; & post verum ac justum locationis aut venditionis pretium præsenti pecunia solutum mercatoribus vel proprietariis talium Navigiorum aut mercium, aut eorum Procuratoribus, aut generaliter illis, qui ea vendere vel locare possunt respective.

XXVI. Præfectis quoque, Magistris, Gubernatoribus, Sociis Navalibus, aliisque omnibus ad Navigia pertinentibus, tam bellicorum quam onerariorum & Mercaturam facientium Navigiorum, non solum in Navi sed etiam extra illam, sive descendentibus in terram, sive redeuntibus ad Navigia, quæ in Portu, loco tuto, aut alio quocunque loco intra Regna & Ditiones alterutrius ex Contrahentibus ad Anchoram steterint, aut qualemcunque aliam ob causam illic fuerint, quin & terra ex uno loco ad alium iter facientibus, ad negotia sua peragenda, reciproce licitum erit gestare atque uti qualicumque genere armorum, seu ad defendendum, seu ad offendendum idonea sunt; neque eorum quispiam obligabitur ad ea declaranda cuicunque Officiali, multoque minus ob eorum gestationem aut usum ulla molestia afficietur, per Subditos amborum Contrahentium respective, cujuscunque illi sint ordinis aut conditionis.

XXVII. Porro licitum erit Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii nominare, atque mittere unum aut plures Ministros, qui privilegiis & immunitatibus, tum & securitati tam Personarum, quam Commerciorum suorum Subditorum, tam illorum, qui sub Imperiis, Dominationibus ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratoris, fixum habent Domicilium, quam eorum qui illic brevi tempore Negotiorum aut Commercii causa diversantur, consulant vulgo dictos Consules, ut residеant intra Imperia, Principatus, Dominia, ac Terras dicti Magni Domini Czaris, in Portubus, Civitatibus, aliisve locis qui ei rei utiles paruerint. Qui quidem Consules in exsequendo suo munere gaudebunt ac fruentur iisdem libertatibus, immunitatibus, exemptionibus ac privilegiis, quæ aliis ordinariis publicis Ministris Dominorum Ordinum Generalium intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris residentibus concedi solita fuerant, aut in posterum concedenda sunt. Et speciatim illis Consulibus omnino liberum erit defendere & protegere tam Mercatores, Subditos aut Incolas Fœderati Belgii, eorum Factores & utrorumque Familias, quam Præfectos, Magistros, Gubernatores ac navales Socios qualiumcunque Navigiorum ad dictos Subditos aut Incolas Fœderati Belgii pertinentium, tum præterea cuncta Jura, immunitates ac privilegia, quibus prædictos omnes aut singulos gaudere ac frui oportet, virtute quum hujus Tractatus, tum aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter Magnum Dominum Czarum & dictos Dominos Ordines in posterum iniri & contrahi poterunt. Gaudebunt insuper etiam dicti Consules auctoritate petendi in favorem dictorum Subditorum vel Incolarum Fœderati Belgii omnia, quæ Gentium jure, atque ex justitiæ atque æquitatis regulis iis præstari opportet. Adeoque si quid, per Subditos Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratoris, in damnum aut præjudicium Subditorum aut

ANNO 1715. aut Incolarum Fœderati Belgii factum aut tentatum fuerit, Conſules illi querelas ſuas ea de re ad Magnum Dominum Czarem, ejuſque privatum, aut aliud tale Conſilium, cui Majeſtas ſua ſemper intereſſe cenſetur, ſcripto deferre poterunt, ac damni, injuriæ, præjudiciive emendationem petere. Atque ejuſmodi petitiones & querelæ recipientur eodem modo, quo aliorum publicorum Miniſtrorum petitiones & querelæ recipi ſolent; ut eo modo diſſenſiones & controverſiæ, quæ exortæ forte fuerint, quantum quidem fieri poteſt, amice ſopiantur, atque injuriam paſſis, abſque proceſſuum ambagibus aut affectatis effugiis, promte ac revera ſatisfiat. Atque eadem omnia ac ſingula vice verſa locum habebunt atque obſervabuntur in Fœderato Belgio, reſpectu atque in favorem Conſulum, quos Magnus Dominus Czar totius Ruſſiæ Autocrator, ordinare atque illuc mittere volet, ut tam ipſi Conſules, quam omnes alii qualeſcunque Subditi dicti Magni Domini Czaris, re & facto gaudeant ac fruantur omnibus libertatibus, immunitatibus, exemptionibus, privilegiis, ac juribus, quibus reſpective quæ illis præſtari oportet, ſeu virtute tam hujus Tractatus quam aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter ſæpe dictos Contrahentes in poſterum iniri ac contrahi poterunt; ſeu etiam Gentium jure, atque ex juſtitiæ & æquitatis regulis.

XXVIII. Nullis Navium onerariarum Præfectis, Magiſtris, Sociiſque Navalibus, qui ſint Subditi Magni Domini Czaris, licitum erit, intra terras Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantes, in jus vocare, turbare, aut qualicunque moleſtia afficere Præfectos, Magiſtros, Socioſque navales ſuæ Navi, neque etiam alterius Navis æque pertinentes ad Subditos dicti Magni Domini Czaris, mercedis aut ſalarii nomine, vel alio ſub quocunque prætextu. Neque ferent dicti Domini Ordines, ut eorum quiſpiam, ſub tali prætextu aut colore ſeſe officio ſuo ſubtrahat, adeoque multo minus illos qui talia aut fecerunt aut moliti ſunt, in Miniſterium aut protectionem ſuam, inve ſuas copias ſive navales ſive terreſtres recipient directe aut indirecte. Sin Controverſia fuerit orta inter Præfectos aut Magiſtros, alicujus Navis onerariæ & Mercaturam facientis ab una, atque eorum Socios navales ab altera parte, de mercede aut ſalario cujuſcunque ex illis, Pars alterutra narrationem facti ſcripto comprehenſam & ſignatam, ſeu Conſuli ſeu alii cujuſvis qualitatis publico Miniſtro ſui Principis exhibebit, qui arbitrio ſuo itidem ſcripto ac ſignato, negotio finem dabit, illudque arbitrium, dato Fidejuſſore idoneo exitum proviſionaliter habebit. Ei vero, qui tali arbitrio læſum ſe cenſuerit, provocare licebit ad Judicem competentem intra Imperia, Principatus, Dominia, ac Terras Magni Domini Czaris; Eadem omnia vice verſa ſedulo obſervabuntur intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, reſpectu Præfectorum, Magiſtrorum, cum Sociorum Navalium qui Subditi ſunt Dominorum Ordinum Fœderati Belgii, atque intra dicta Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, ſi invicem litibus pulſare tentabunt.

XXIX. Et quoniam non tam bene ſe habent res humanæ, quin inter eos, qui augendæ ſuæ rei ſedulo intenti ſunt, multiplicia oriuntur diſſidia, quæ ne vi manuque decidantur, Pacis, tranquillitatis atque opulentiæ tam univerſorum quam ſingulorum ſummopere intereſt; ac præterea prædicti Contrahentes alterutrius Subditis ita favere velint, ut reciproce gaudeant ac fruantur eodem jure, iiſdemque prærogativis, quibus utriuſque proprii Subditi, ſuis in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris reſpective fruuntur, & in poſterum fruituri ſunt; quæ quidem hoc modo ac medio præcipue effici poſſunt, ſi nullo perſonarum reſpectu habito, jus ac juſtitia æquali modo, tam extero quam incolæ adminiſtratur, quoniam abſque Judicum ac Judiciorum ope, optimae, prudentiſſimae ac ſinceriſſimae quaeque Fœderum ac Tractatuum Stipulationes, præſcripta & cautelae ab improbis perrumpi atque inſuper haberi poſſint: dicti Contrahentes, ut ejuſmodi conatus aut praeveniantur aut reprimantur omnino curabunt, ut tam ſuper omnibus negotiis, quae initium cœperunt extra ſua Imperia, Principatus, Dominia ac Terras reſpective, ſuperque omnibus Conventionibus & Contractibus extra illa initis; quam etiam ſuper quibuſcunque rebus maritimis, de quibus inter ſuos reſpective Subditos, Terrarumve ſuarum Incolas lites in poſterum emerſerint; tum ſpeciatim ſuper Navibus, bonis aut mercibus, quae per Subditos alterutrius ad Bellum inſtructos, aliquo ſub colore aut praetextu in Mari deſerta, ac in Portum ad alterutrum praedictorum Contrahentium ſpectantem deducta fuerint, jus dicatur atque juſtitia adminiſtretur, ſecundum cautelas ac ſtipulationes quae hoc Tractatu praeſcripta ac placita ſunt, quaeque ſucceſſu temporis placebunt ac praeſcribentur, deinde ſecundum juſtitiae & aequitatis normam, atque etiam ſecundum leges loci, quatenus illae Subditis & Incolis Dominiorum alterutrius Contrahentium plus favent quam ea, quae hoc Tractatu convenerunt. Idque fiet reſpective, priori quidem loco ſeu inſtantia, per ſuprema rerum maritimarum Tribunalia, vulgo dicta Admiralitates: quae ut conſtent e Judicibus idoneis, integris, qui ſuſpicioni corruptionis, favoris aut iniquitatis nullo modo ſint obnoxii; & ad quos cauſa quae diſceptatur, neque per ſe neque per ſuos pertinet, dicti Contrahentes enixam dabunt operam. Eoque in judicio res definietur intra ſpatium ſex Menſium vel citius, ſi per rei naturam id fieri poterit. Et ſi ultra dictum ſex menſium tempus res protrahatur citra conſenſum reclamantium, vel eorum, qui extra Dominia, ſui Principis reſpective litem perſequi neceſſe habent, liberum erit reclamanti vel ei, qui extraneus cum ſit, litem perſequitur, hinc à Magni Domini privato, aut alio tali Conſilio, cui Majeſtas ſua ſemper adeſſe cenſetur, illinc à Conventu Dominorum Ordinum Generalium, petere, ut jubeantur Judices propere atque intra breve tempus, illis praefigendum ſententiam ferre. Eaque intra praefinitum tempus non lata, dicti Magni Domini Czaris Conſilium, aut dicti Domini Ordines Generales reſpective, ad ſe cauſam evocabunt, eamque ſecundum regulas hoc Articulo praeſcriptas definiant.

XXX. Lite hinc inter Subditos Magni Domini Czaris, illinc inter Subditos Dominorum Ordinum Generalium, aut Incolas Dominiorum ac Terrarum dictorum Contrahentium reſpective exorta, nunquam licebit bona qualiacunque, de quibus ex aliqua earum cauſarum, quae praecedente Articulo XXIX. expreſſae ſunt, inter dictorum Contrahentium Subditos controvertitur, vendere, aut alienare, neque Naves detentas aut in Portum aliquem deductas exonerare, nequidem ſub eo praetextu, quod bona merceſve, de quibus lis eſt, durante proceſſu corrumpere poſſent, niſi ſi conſentiant illi quorum intereſt: quo de conſenſu ex Inſtrumento per perſonam aliquam publicam confecto, aut ex Libello ſupplice amborum litigantium conſtare debebit, ſed omnia ejuſmodi bona litigioſa, Naveſque detentae ac in Portum deductae ſervabuntur intacta, donec aut priori Sententiae acquietum, aut Sententia in poſteriori judicio ſeu inſtantia fuerit lata. Quae tamen regula unicam patietur exceptionem, ſcilicet, ſi prior Sententia fuerit lata pro reclamantibus, vel generaliter pro Subditis illius ex Contrahentibus, qui extra Imperia, Dominia aut Terras ſui Principis, Naves, merces, aut bona ſua qualiacunque lite perſequi neceſſe habent: quippe dicto ſolo caſu illa Sententia (ſatis idoneis Fidejuſſoribus rerum controverſarum æſtimationem reſtitutum iri, ſi poſteriori judicio aliter fuerit definitum), ſtatim & abſque ambagibus executioni mandabitur; ſed non è contra. Quod ſi qua Nave detenta & in Portum deducta, ipſum Navigium, Mercimonia aut alia bona contra hanc cautelam, abſque conſenſu eorum quorum intereſt, ſub quocunque praetextu vendita fuerint, licitum erit reclamantibus, vel Proprietariis quibuſcunque, probata tantum illa venditione, cum Navim venditam ab qualicunque emptore, abſque ulla reſtitutione pretii, repetere; atque emptor eam ſine proceſſu aut cavillationibus ſtatim reſtituet; tum etiam ob vendita bona litem movere venditibus de damno dato, eoque in judicio nihil aliud examinabitur, niſi quantum damni reclamantibus vel proprietariis quibuſcunque per injuſtam illam, ac illicitam venditionem fuerit datum, idque bona fide adjudicabitur. Et quamvis is, qui detinuerit & in Portum aliquem deduxerit Navem aliquam, cujus Praefectus eſt Subditus Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium reſpective, contendat dictam Navim detentam atque abductam pertinere ad hoſtes Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium reſpective, ejuſmodi tamen

ANNO 1715. tamen Navis, non apparente Reclamatore, non exonerabitur, multoque minus vendetur, nisi postquam Actor quatuor Edicta, quae & publice affigentur locis solennibus, & quorum ultimum erit peremtorium, impetraverit, per intervalla, non minus quam sex septimanarum, atque post sex hebdomadas ab ultimo illo Edicto impetrato & propositio, causa legitime acta, & Sententia rite fuerit pronunciata; talis scilicet qua ejusmodi Navis detenta & abducta atque onus ei impositum confiscentur. Sin ejusmodi Navis atque onus ab impetitione Detentoris vel Actoris absolvatur; Navis atque bona ei imposita illico Praefecto, seu Magistro ejus restituentur, ut iter & Navigationem suam prosequatur. Et haec quidem ita exactissime observabuntur, ni sub praetextu hostilitatis exonerentur, aut vendantur Naves aut bona quae revera ad Subditos Magni Domini Czaris, vel Dominorum Ordinum Generalium respective, aut universa aut pro parte pertinent.

XXXI. Post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, si Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris Legati, aliive Majestatis Suae Ministri publici apud Dominos Ordines Generales Foederati Belgii commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores. Magister sive alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaverint, querentur de iniquitate Sententiarum à dicto Judice inferiori latarum, licitum erit Parti conquerenti ad dictos Dominos Ordines Generales appellare intra duos annos a die pronunciatae prioris Sententiae, dictique Domini Ordines causarum merita, processus Sentientiasque latas in Conventu suo denuo examinabunt, ac secundum hunc Tractatum & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definient ac terminabunt. Efficient etiam, ut ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita juris Gentium atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Magni Domini Czaris, serventur, atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses à die provocationis, nisi ab alterutra parte ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Dominis Ordinibus Generalibus justa fuerit visa, quo tamen casu causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Pariter si post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, Legati, aliive publici Ministri Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii apud Magnum Dominum Czarem totius Russiae Autocratora commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores, Magister seu alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaveriut, querentur de iniquitate Sententiarum a dicto Judice inferiori latarum, licitum erit conquerenti ad Magnum Dominum Czarum totius Russiae Autocratora, in ipsius privato vel alio tali Consilio, cui Sua Majestas semper interesse censetur, appellare intra duos annos à die pronunciatae prioris Sententiae, dictusque Magnus Dominus Czar causarum merita, processus, Sententiasque latas, in dicto suo Consilio denuo examinabit, & secundum hunc Tractatum, & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definiet ac terminabit. Efficiet etiam ut Ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita Juris Gentium, atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Dominorum Ordinum Generalium, serventur atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses, à die provocationis, nisi ab alterutra Parte, ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Magno Domino Czaro in dicto ejus Consilio, justa fuerit visa; quo tamen casu, causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Deinde tam Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, quam Domini Ordines Generales Foederati Belgii sedulo effectum dabunt, ut Sententiae in dicto posteriori Judicio respective latae, prout earum verba ferunt, statim & absque ulteriori processu, executioni mandentur, ac suum effectum quam citissime sortiantur. Quod & tum fiet, si Pars condemnata, absque appellatione, priori Sententiae adquieverit. Praeterque omnia praedicta etiam convenit, neque in priori, neque in posteriori instantia, pro administratione justitiae, ullum honorarium munus aut salarium Judicibus, qualescunque illi sint per reclamantes hinc inde solutum, nec per Judicis respective directe aut indirecte receptum iri.

ANNO 1715.

XXXII. Si qua injuria ab alterutro ex Contrahentibus, eorumve Subditis, aut Incolis Imperiorum, Principatuum, Dominiorum aut Terrarum illorum respective, sive quovis in loco extra Regna ac Ditiones utriusque Contrahentis, sive in alto Mari illata fuerit Navibus, bonis aut mercibus pertinentibus ad Subditos aut Incolas quarumcunque Ditionum aut Terrarum alterius Contrahentis, tam contra ali quam hujus Tractatus stipulationem aut cautelam, quam contra Jus Commune seu Gentium, nullae tamen Litterae Repressaliarum, marcae aut contramarcae hinc aut illinc concedentur, nisi Officium Judicum ex praescripto hujus Tractatus prius imploratum, & tamen justitia denegata, aut ejus Administratio dilata fuerit. Denegata autem vel etiam dilata Justitiae Administratione, publicus aliquis Minister illius ex Contrahentibus, cujus Subditi vel Ditionum aut Terrarum suarum Incolae injuriam passi sunt, publice postulabunt, vel ut lis amice componatur, vel ut secundum regulas & cautelas hujus Tractatus jus reddatur conquerentibus, sive id in priori, sive in posteriori Judicio usu veniat. Sin autem facta tali publica petitione, nihilominus mora illa continuetur, neque jus reddatur, nec satisfiat conquerentibus intra tres menses, nulla ulteriori Admonitione adhibita. Litterae Repressaliarum Marcae aut Contramarcae, absque Tractatus hujus offensione concedi poterunt.

XXXIII. Omnes autem & singuli praecedentes Articuli cum perfectissima reciprocatione intelligendi sunt, etiam si ea reciprocatio in aliquo aut pluribus Articulis plene non esset expressa, ita ut Subditi Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudere ac frui debeant omnibus omnino privilegiis ac juribus, quibus Subditi aut Incolae Ditionum aut Terrarum dictis Dominis Ordinibus subjectarum, in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris gaudent ac fruuntur. Et vicissim Subditi ac Incolae Ditionum ac Terrarum dictis Dominis Ordinibus Generalibus subjectarum in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, gaudebunt & fruentur omnibus omnino privilegiis, ac juribus, quibus Subditi dicti Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudent ac fruuntur. Et si quid juris vel privilegii ab alterutro ex Contrahentibus concedatur Subditis alterius Contrahentis, praeter ea quae hoc Tractatu comprehensa sunt, ea statim quoque reciproce concedantur ab altero Contrahente intra sua Dominia Subditis illius Contrahentis, qui prior favere Subditis alterius Contrahentis coeperat. Quod si contrahentes aut eorum alteruter, procedente tempore alii Nationi, aut Populo, aut cujuscunque Principis Subditis concesserit privilegia plura aut ampliora iis, quae Magnus Dominus Czar indulserat Subditis Dominorum Ordinum Generalium, aut quae Domini Ordines Generales indulserant Subditis Magni Domini Czaris, eadem omnia sese, alterum alterius Subditis concessuros & indulturos, tam Magnus Dominus Czar, quam Domini Ordines Generales solenniter promittunt.

XXXIV. Denique convenit, Tractatum hunc, omnesque & singulos ejus Articulos, quam primum id fieri poterit, confirmatum iri, atque Ratihabitiones cum Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, tum Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii respective intra . . . . menses, à die hujus Foederis concluси solenniter permutatum iri, ac deinde per omnia Imperia, Principatus, Dominia Terrasque dicti Magni Domini Czaris, tum & per Ditiones ac Terras dictis Ordinibus Generalibus obtemperantes rite publicatum iri; ejusque exempla respective ad Cancellarias, Archiva, Concilia, Curias ac qualiumcunque Judicum Tribunalia, omniaque alia Collegia, ad quae res ullomodo pertinere potest, delatum iri, ne ulla ignorantia hujus Tractatus praetendi aut affectari ab alterutra parte queat; verum contra ab omnibus, qui tam intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, quam intra Ditiones ac Terras Dominis Ordinibus Generalibus Foederati Belgii obtemperantes degunt, bona fide, sedulo & diligenter per omnia observetur & adimpleatur.

ANNO 1716.

CLXXXII.

7. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté Britannique, ainſi qu'il a été corrigé & conclu le 25. Mai 1716.*

IN nomine Sacro-ſanctae ac individuae Trinitatis; Manifeſtum ſit omnibus, quibus expediet, univerſis.

Poſtquam Auguſtus Romanorum Imperator Carolus Sextus, Hiſpaniarum, Hungariae & Bohemiae Rex, Archidux Auſtriae, Dux Burgundiæ, &c. Nec non Sereniſſimus Magnae Britanniae, Franciae & Hyberniae Rex, Dux Brunſvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Elector, in memoriam revocaſſent inſignia emolumenta, quae ex ſincera & conſtanti Anteceſſorum ſuorum unione promanarunt; ideoque praeſentis temporis circumſtantiis accuratius perpenſis, ad eandem communi bono reintegrandam animum admoviſſent.

Inde Deo propitio factum ut communicatis conſiliis in ſequentium Articulorum Tractatum & duplicatum Fœdus rite convenerint.

I. Sit inter Sacram Caeſaream & Regiam Catholicam Majeſtatem, & Sacram Regiam Magnae Britanniae Majeſtatem ſincera amicitia & conſiliorum conjunctio atque perfecta Confœderatio, eorumque quiſque alterius commoda pro ſuis reputet, ac ſerio promovere ſtudeat, damna vero, qua poteſt, optima ratione averrat.

II. Fœderis hujus defenſivi intentio & finis alius non ſit quam mutuo ſe invicem tueri ac in poſſeſſione Regnorum, Provinciarum ac Jurium, eo quo ſunt ſtatu, & quibuſcunque quiſquis actualiter gaudet & fruitur, conſervare. Quod ſi igitur contigerit, ut unus vel alter Confœderatorum ab aliis Potentiis hoſtiliter invadatur aut offendatur, conventum eſt, ut ejuſdem honor, dignitas, nec non Provinciae ac ſupradicta Jura, quae tempore hujus Fœderis in Europae partibus poſſidet, aut eo durante mutuo conſenſu acquiret, contra quoſcunque aggreſſores communi ope & auxilio terra marique illaeſa conſerventur, defendantur & propugnentur, nec non ob injuriam forſitan illatam juſta ſatisfactio procuretur.

III. Ad hunc ſalutarem ſcopum aſſequendum, caſu praememorato alicujus hoſtilis invaſionis, impetitus, eandem Confœderato notificet, qui omnem apud aggreſſorem operam impendet, quo ſine mora ab ulteriore hoſtilitate abſtineat, de illatis damnis juſte ſatisfaciat, ac de futura ſecuritate Fœderato caveat.

IV. Blandiore hac via intra bimeſtre ſpatium non ſuccedente, aggreſſo à Fœderato illico auxilia ſubmittantur, nec ante revocentur, quam id obtentum fuerit, quod Articulo praecedente ſecundo expreſſum eſt.

V. Auxilia vero, quae emergente hoc caſu à Confœderato mittenda ſunt, erunt ſequentia.

Pro parte Sacrae Caeſareae & Catholicae Majeſtatis armatorum duodecim millia, ſcilicet Pedites 8000. Equites 4000.

Pro parte Sacrae Regiae Magnae Britanniae Majeſtatis totidem armatorum millia, ſcilicet: Pedites 8000. & Equites 4000.

Quod ſi vero ratio Belli in totum vel in partem ſuppetias maritimas potius poſtularet loco ſupra dictarum terreſtrium copiarum, tot Naves bellicas, quarum ſumptus praefatum numerum armatorum adaequarent praeſtare teneatur, uti & in caſu ubi majores etiam tam terreſtres quam maritimae ſuppetiae neceſſariae forent, de iis abſque mora inter Confœderatos conveniatur, & ab utrinque amicabiliter propenſio exhibeatur.

VI. Conventum eſt, nullum alium Principem aut Potentiam ad praememoratum Fœdus invitandum eſſe aut admittendum, niſi unanimi ac mutuo Fœderatorum conſenſu, ac hoc prorſus modo, quo inter eoſdem pactum fuerit & conventum.

VII. Cum vero nihil magis utrique Fœderatorum in votis ſit, quam Tractatu hoc inito ſalutem communem ope mutua tutam reddere, Pacemque publicam illaeſam conſervare, nullique prorſus dubium ſit, quin Praepotentes Unitarum Belgii Provinciarum Generales Ordines admodum lubenter opus tam utile, tamque neceſſarium Societate ſua adjuvare atque promovere velint; eapropter & nunc placuit eoſdem Generales Ordines ad praeſens Fœdus non modo lubenter admittere, ſed & eos ad illius acceſſionem ſine mora amice invitare. ANNO 1716.

VIII. Ratificatio hujus Tractatus intra ſpatium ſex ſeptimanarum, aut citius, ſi poteſt, fiat. In quorum fidem tum Sacrae Suae Caeſareae & Catholicae Majeſtatis, tum Sacrae Suae Regiae Majeſtatis Magnae Britanniae Plenipotentiarii haſce praeſentes manibus ſuis ſubſcripſerunt, iiſdemque Sigilla appoſuerunt. Actum Weſt-Monaſterii die 25. Menſis Maji, Anno Domini 1716.

(L.S) Otto Christ. Com. a Volckra. (L.S.) W. Cantuariensis.

(L.S.) Joan. Philip. Hoffman. (L.S.) Couper.

(L.S.) Couper.

(L.S.) Sunderland.

(L.S.) Devonshire.

(L.S.) Marlborough.

(L.S.) Roxborg.

(L.S.) Orford.

(L.S.) Townshend.

(L.S.) J. Stanhope.

(L.S.) R. Walpole.

ARTICULUS SEPARATUS.

Conventum praeterea eſt; quod ſi tractu temporis inter Sacram Caeſaream Majeſtatem & Ottomannicum Imperium Bellum oriretur, Tractatus Fœderis hodierna die cum Sacra Regia Majeſtate Magnae Britanniae concluſus, nullatenus eo pertinere vel extendi cenſeretur, neç Bellum cum Turcis pro caſu exigente reputari poterit. In cujus fidem Sacrae, &c. & ſignatum ut ſupra.

RATIFICATIO IMPERATORIS.

Quod nos inſpectis conſideratiſque ejuſdem Tractatus Articulis eoſdem omnes una cum Articulo Secreto in univerſum ratos gratoſque habuerimus ac comprobaverimus, prout ea omnia & ſingula, quae ita acta & tranſacta fuerunt, vigore praeſentium approbamus & ratificamus, verbo Caeſareo Regio Archiducali promittentes, Nos ea firmiter & ſancte per omnia impleturos & obſervaturos eſſe. In quorum fidem praeſentes propria manus ſubſcriptione appreſſoque noſtro ſigillo communivimus. Datum Viennae 30. Julii 1716. Regnorum noſtrorum Romani 5., Hiſpaniarum 13., Bohemiae & Hungariae ſexto,

CAROLUS.

Philippus Lud. C. a Sinzendorf.

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium,

Joannes Georgius Burl.

ANNO 1716.

CLXXXIII.

28. Sept. *Traité de Commerce entre la France & les Villes Anſéatiques*, Lubeck, Bremen & Hambourg, *conclu à Paris le 28. Septembre* 1716.

LE Roi deſirant faire connoitre aux Villes de *Lubeck*, *Bremen* & *Hambourg*, de l'Anſée Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ſes Predeceſſeurs depuis LOUIS XI. juſqu'à LOUIS XIV., ſon très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans pluſieurs Traitez conſecutifs de Marine & de Commerce, & particulierement dans celui du mois de Mai 1665., Sa Majeſté a reçu favorablement les inſtances, prieres & Suplications que ces Villes lui ont fait par les Srs. *Chriſtofle Broſſeau*, & *Jean Anderſon*, Docteurs és Loix, Sindics de la Ville de Hambourg, & *Daniel Stoockſtet*, Senateur, leurs Deputez en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puiſſe maintenir & conſerver entre ſes Sujets & ceux deſdites Villes une ſincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de ſon très-cher & très-aimé Oncle le Duc *d'Orleans*, Regent, &c. a commis pour examiner les Memoires preſentez de la part deſdites Villes, le Sr. Comte *d'Eſtrées*, Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Eſpagne, Commandeur de ſes Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Païs Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & Preſident du Conſeil de Marine; le Sr. Marquis *d'Uxelles*, auſſi Maréchal de France, Commandeur de ſes Ordres, Gouverneur de la Province d'Alſace, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & Préſident du Conſeil des affaires étrangeres; & le Sr. *Amelot*, Conſeiller ordinaire en tous ſes Conſeils d'Etat & Privé, & aux Conſeils de Commerce; leſquels, après pluſieurs Conferences tenuës avec leſdits Srs. Deputez: ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, reſolu, arrêté & conclu ce qui ſuit.

ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anſeatiques jouïront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont joui depuis pluſieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toute ſureté, tant en France qu'autres Royaumes, Etats, Païs & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivieres en dependans, ſituez en Europe, pour y aller, venir, paſſer & repaſſer tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandiſes, dont l'entrée, ſortie & tranſport ne ſont ou ne ſeront défendus aux Sujets de Sa Majeſté par les Loix & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des Sujets deſdites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne ſeront point aſſujettis au Droit d'Aubaine, & pourront diſpoſer par Teſtament, Donation ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles perſonnes que bon leur ſemblera, & leurs heritiers reſidans en France ou ailleurs; pourront leur ſucceder ab inteſtat, ſans qu'ils ayent beſoin d'obtenir des Lettres de naturalité: le tout ainſi que pourroient le faire les propres & naturels Sujets du Roi.

III. Leſdits Sujets deſdites Villes Anſeatiques ne ſeront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impoſitions, Contributions ou charges ſur leurs Perſonnes, Biens, Denrées, Navires ou fret d'iceux, directement ni indirectement, ſous aucun nom ou pretexte que ce ſoit, que ceux qui ſeront payez par les propres & naturels Sujets de Sa Majeſté.

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante ſols par tonneau dans tous les cas, ſi ce n'eſt lorſqu'ils prendront des Marchandiſes dans un Port de France, & qu'ils les tranſporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriſer d'autant plus le Commerce deſdites Villes, il a été accordé, que les Marchandiſes ci-après denommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obéiſſance du Roi, que les Droits ci-après declarez, Baleine coupée le 100. peſant payera neuf Livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 300. Livres ou environ, vingt Livres. ANNO 1716.

Huile & graiſſe de Baleine & d'autres poiſſons embarquez, du poids de 520. Livres, ſept Livres dix ſols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles, vingt Livres.

Le baril de ſimples Feuilles, dix Livres.

Plumes à écrire le 100. peſant, quatre Livres, Soye de porc, le 100. peſant, quatre Livres.

Enſemble les quatre ſols pour Livre deſdits Droits pendant le tems ſeulement que les Sujets du Roi y ſeront aſſujettis.

VI. Il eſt accordé auxdites Villes Anſeatiques, que conformement à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchiſe du Port & Havre de Marſeille, leurs Sujets jouïront de la même liberté & franchiſe, dont jouïſſent les Sujets du Roi, & ne payeront les Droits de vingt pour cent, (lorſqu'ils aporteront des marchandiſes du Levant, ſoit à Marſeille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée eſt permiſe) que dans les cas où les Sujets naturels du Roi ſeront tenus de les payer.

VII. Jouïront au ſurplus leſdites Villes, leurs Habitans & Sujets en ce qui regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits Franchiſes, Immunitez & Privileges contenus au préſent Traité, de ceux encore qui ſeroient accordez par la ſuite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres Nations maritimes, dont les Etats ſont ſituez au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anſeatiques, leurs Pilotes, Officiers, Mariniers, Matelots ou Soldats, ne pourront être arrêtez, ni les Navires detenus ou obligez à aucun ſervice ou tranſport; même les Denrées & marchandiſes ne pourront être ſaiſies dans les Ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cauſe que ce ſoit, quand il s'agiroit de la defenſe de l'Etat, ſi ce n'eſt du conſentement des Intéreſſés, ou en payant, ſans préjudice neanmoins des ſaiſies faites par autorité de juſtice, & dans les régles ordinaires, pour dettes legitimes, Contracts, ou autres cauſes, pour raiſons deſquelles il ſera procedé par les voyes de Droit, ſelon les formes judiciaires.

IX. Les Navires apartenans aux Habitans des Villes Anſeatiques, paſſant devant les Côtes de France & relâchant dans les Rades, Ports & Rivieres du Royaume, par tempête ou autrement, ne ſeront contraints d'y decharger ou vendre leurs marchandiſes, en tout ou partie, ni tenus de payer aucuns Droits, ſinon pour les Marchandiſes qu'ils y dechargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront neanmoins les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anſeatiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront beſoin, & les choſes néceſſaires au radoub de leurs Vaiſſeaux, après en avoir obtenu la permiſſion des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront des Droits, que des Marchandiſes, qu'ils auront venduës ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaiſſeaux de Guerre ou Navires Marchands deſdites Villes, échoüent ſur les Côtes de France par tempête ou autrement, leſdits Vaiſſeaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandiſes, Vivres, Munitions & Denrées, ou les derniers qui en proviendront, en cas de vente, ſeront rendus aux proprietaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, ſans aucune forme de Procès, pourvû que la réclamation en ſoit faite dans l'an & jour, en payant ſeulement les fraix raiſonnables & ceux du ſauvement, ainſi qu'ils ſeront reglez, à l'effet de quoi Sa Majeſté donnera ſes ordres pour faire châtier ſeverement ceux de ſes Sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandiſes des Bâtimens échoüés ne pourront être venduës avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, ſi elles ne ſont de qualité à ne pouvoir être conſervées; mais s'il ne ſe préſente point de réclamateur, ou perſonne de ſa part dans le mois, après que les Effets auront été ſauvez, il ſera procedé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandiſes des plus periſſables, & le prix qui en proviendra ſera employé au payement des Salaires de ceux qui auront travaillé au ſauvement; deſquelles ventes & payemens il ſera dreſſé procès verbal.

XIII.

ANNO 1716. XIII. S'il survenoit une Guerre entre le Roi & quelques Puissances autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaise) les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux de ses Sujets armez en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les Navires desdites Villes Anseatiques, sous quelque pretexte que ce soit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans desdites Puissances ennemies de Sa Majesté, si ce n'est qu'ils fussent chargez de Marchandises de Contrebande, ci-après designées, pour les porter aux Païs & Places des Ennemis de la Couronne, ou de Marchandises apartenantes auxdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de Marchandises de Contrebande sont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Sauffisses, cercles poissez, affuts, fourchettes, Bandolieres, poudre, mêche, salpêtre, balles & toutes autres sortes d'armes, comme piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelots, & autres armes, chevaux, selles de cheval, foureaux de pistolets, & generalement tous les autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XV. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, Vins, sel, ni generalement tout ce qui sert à la nourriture & sustentation de la vie; mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres comme les autres Marchandises non comprises dans l'Article précedent, quand même elles seroient destinées pour une Place ennemie de Sa Majesté, à moins que ladite Place ne fût actuellement investie, bloquée ou assiegée par les Armes de Sa Majesté, ou qu'elles apartinssent aux Ennemis de l'Etat, auquel cas lesdites Marchandises & denrées seront confisquées.

XVI. Les Marchandises de contrebande & les denrées de la qualité specifiée par les Articles précedens & dans les cas y expliqués, qui se trouveront sur les Navires des Villes Anseatiques, seront confisquées, mais le Navire ni le reste en chargement ne sera pas sujet à la confiscation.

XVII. Si les Capitaines ou Maitres desdits Navires avoient jetté leurs Papiers à la Mer, le Navire & tout le chargement sera confisqué.

XVIII. Les Navires des Villes Anseatiques avec leur chargement, seront de bonne prise, lors qu'il ne se trouvera ni chartes-parties, ni connoissemens, ni factures.

XIX. Les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires desdites Villes Anseatiques, qui auront refusé d'amener leurs voiles après la semonce, qui leur en aura été faite par les Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armez en Guerre, pourront y être contraints; & en cas de resistance, ou de combat, lesdits Navires seront de bonne prise.

XX. S'il arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François arrêtât un Navire des Villes Anseatiques, chargé de Marchandises de contrebande ou de denrées dans les cas ci-dessus specifiez, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux & autres caisses, ni les transporter, vendre, échanger, ou autrement aliener, qu'après qu'ils auront été mis à terre en présence des Officiers de l'Amirauté & après l'inventaire par eux fait desdites Marchandises de Contrebande ou Denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François, ou quelqu'autre personne que ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre ou acheter, échanger ni recevoir, directement ni indirectement, sous quelque titre, ou pretexte que ce soit, aucune Marchandise de contrebande, ni Denrées qu'après que la prise en aura été declarée bonne.

XXII. Les Vaisseaux desdites Villes Anseatiques, sur lesquelles il se trouvera des Marchandises apartenantes aux Ennemis de Sa Majesté, ne pourront être retenus, amenés ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites Marchandises apartenantes aux ennemis de Sa Majesté seront confisquées, de même que celles qui seront de contrebande, Sa Majesté derogeant à cet égard à tous usages & ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681. qui portent, que la robe ennemie confisque la Marchandise & le Vaisseau ami. Bien entendu que si la partie du chargement, qui se trouvera sujet à confiscation, étoit si considerable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes Anseatiques dans le plus prochain prochain Port de France, pour être les Marchandises sujettes à confiscation dechargées, sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera rélâché & mis en pleine liberté. ANNO 1716.

XXIII. Et pour connoitre quels sont les véritables Proprietaires des Marchandises trouvées dans un Vaisseau des Villes Anseatiques, il sera necessaire que les connoissemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maitre, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les Marchandises & effets apartenans aux Sujets des Villes Anseatiques, trouvez dans un Navire des ennemis de Sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de contrebande.

XXV. Si quelques Marchandises apartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenuë ennemie de Sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation: non plus que les Marchandises apartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques, qui auront été chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la Déclaration de la Guerre, pourvû que le chargement en ait été fait dans les termes ou delais reglez par l'Article suivant.

XXVI. Lesdits termes ou delais seront de quatre semaines pour les Marchandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwegue jusqu'au bout de la Manche.

De six Semaines depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Mediterrannée & jusqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou delais s'entendront à compter du jour de la déclaration de la Guerre. Si lesdites Marchandises avoient été chargées après l'expiration desdits termes, elles seront confisquées.

XXVII. Si parmi les Marchandises ainsi chargées dans lesdits delais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne seront renduës qu'après une sûreté suffisante, telle qu'elle est expliquée dans l'Article suivant, qu'elles ne seront point transportées en Païs ou lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les delais ci-dessus expliquez, le Capitaine ou Commandant du Vaisseau François veut retenir ces Marchandises de Contrebande, il sera en droit de la faire, en payant la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite de gre à gré, & en cas de difficulté sur ladite estimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaisseau des Villes Anseatiques sera tenu de donner sa soumission, de raporter dans le temps dont on conviendra un Certificat du dechargement desdites Marchandises, en un lieu non ennemi, lequel Certificat pour être valable sera legalisé & attesté veritable par un Consul, Resident, Agent, ou Commissaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

XXIX. S'il se trouve dans un Navire des Villes Anseatiques des passagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevez, à moins qu'ils ne fussent gens de Guerre actuellement au service des ennemis, auquel cas ils seront faits prisonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire soit reputé apartenir aux Sujets des Villes Anseatiques, on est convenu qu'il faut qu'il soit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre: Si neanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant apartenu aux ennemis, il a été acheté avant la declaration de la Guerre, soit par des Sujets des Villes Anseatiques, soit par ceux d'une Nation

ANNO 1716. Nation neutre, il ne sera point sujet à confiscation. Cet achat sera justifié par le Passeport ou Lettre de Mer, & par le Contract de vente passé par devant les Officiers ou personnes publiques, qui doivent recevoir ces sortes d'Actes, soit par le Proprietaire en personne, soit par son Procureur, en vertu de Procuration speciale & autentique, annexée à la minute du Contract de vente, & transcrite à la fin de l'expedition par le même Officier public qui l'aura delivré; ledit Contract duëment enregistré au Greffe du Magistrat de lieu d'où le Navire sera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anseatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précedent, ne sera repuré leur apartenir, si le Capitaine ou Patron, le Contre-Maître, Pilote & Subrecargue & le Commis, ne sont Sujets naturels desdites Villes Anseatiques, ou s'ils n'y ont été naturalisez trois mois avant la Déclaration de la Guerre; & pareillement si les deux tiers de l'équipage ne sont Sujets naturels de l'une desdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils soient originaires d'un Païs ennemi, s'ils ne sont naturalisez avant la Guerre, soit par les Villes Anseatiques, soit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturalisation, tant des Officiers que de l'équipage, sera établie par les Passeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naissance & de l'habitation du Proprietaire, ainsi que du Maître ou Commandant du Navire; lesquelles Lettres seront renouvellées chaque année, si le Vaisseau ne fait pas un Voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve sera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & duëment certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces nécessaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en est le Proprietaire, la qualité des Marchandises & la Patrie des Officiers & Matelots, seront représentées par le Capitaine, Maître ou Patron, sans que celles qui seroient raportées dans la suite, puissent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes Anseatiques qui seront trouvez dans les Rades, ou rencontrez en pleine Mer par des Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armez en Guerre, abbatront le Pavillon, & ameneront leurs voiles aussi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France; & qu'ils en auront été avertis par la semonce d'un coup de Canon tiré sans boulet. Le Vaisseau François ne pourra s'en aprocher alors plus près qu'à la portée du Canon, mais le Capitaine pourra seulement y envoyer sa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage nécessaire, auxquels le Capitaine, Maître ou Patron du Vaisseau desdites Villes Anseatiques représentera les Actes & Papiers specifiez dans les Articles XXX. XXXII. & XXXIII. ci-dessus, & y sera ajoûté entiere foi & creance, pourvû que le Contract de vente soit redigé dans la forme portée par l'Article XXX. & que les Passeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, soient redigez suivans les Formulaires qui seront inserez à la fin du présent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaisseau François qui entreront dans le Navire des Villes Anseatiques n'y feront aucune violence, ne recevront, ne prendront & ne souffriront qu'il y soit pris aucune chose, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, à peine de restitution du quadruple, & même sous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laisseront continuer sa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandises de contrebande, ni de Marchandises & effets apartenants à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les insultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui seront entrez dans le Navire des Villes Anseatiques, le Capitaine sera tenu de faire passer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux de son Equipage, qui resteront jusqu'à ce que lesdits gens de Guerre soient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anseatiques, armez en Guerre ou en course, donneront avant que de partir du Port, où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille Livres pour repondre des malversations qui pourroient être par eux faites au présent Traité. ANNO 1716.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les batimens des Villes Anseatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les Loix du Royaume; & si les Ministres ou autres de la part desdites Villes se plaignent des prémiers jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connoître si les dispositions du présent Traité auront été observées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel tems les Marchandises ou Navires pris, ne pourront être vendus ni dechargez que du consentement du Capitaine ou Patron, si ce n'est celles qui sont sujettes au deperissement, auquel cas le prix en sera deposé entre les mains d'un Negociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'Armateur se plaindra du prémier jugement, le Capitaine, Patron ou Maître du Navire pris en aura la main levée, sous bonne & suffisante caution, qui sera reçuë devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monsieur l'Amiral, mais si au contraire la prise est declarée bonne, & que le Capitaine, Maître ou Patron demande la reformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire proceder à la vente du Vaisseau & des Marchandises, ni en disposer même sous caution, si ce n'est du consentement des Parties intereſſées, ou pour éviter le deperissement desdites Marchandises; auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un Negociant solvable, pour être delivré à qui il apartiendra après l'Arrêt definitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'Amitié ou d'Alliance entre le Roi & les habitans des Villes Anseatiques (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé aux Sujets desdites Villes neuf mois de tems après ladite rupture, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, même pour en disposer par vente ou autrement, ainsi qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il y soit aporté aucun empêchement, ni fait aucunes saisies de leurs effets, ou arrêts de leurs personnes, si ce n'est d'autorité de justice, pour causes légitimes.

XLI. Il a été expressément convenu, que dans l'étenduë des Terres, Païs, Rivieres & Mers de l'obéissance des Villes Anseatiques, les Sujets de Sa Majesté jouïront des mêmes avantages, franchises, libertez, exemptions, & de tous les autres privileges qui sont accordez par le présent Traité aux Sujets, Navires & Marchandises des Villes Anseatiques, & nommement de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg, sous le nom de *Last-Gheldt*, ou sous quelqu'autre denomination que ce puisse être, en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traitez que leurs propres Sujets, & que ceux des autres Rois, Princes & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XLII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'échange des Ratifications, il sera enregistré dans les Parlemens du Royaume, & publié dans tous les ports, Havres & Lieux où besoin sera; ce qui s'observera reciproquement dans le Sénat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les Tribunaux qui en dependent, afin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre; & aux Copies dudit présent Traité duement collationnées, foi sera ajoutée comme aux originaux.

PREMIER ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article separé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inseré de mot à mot,

QU'EN cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg seront reputez neutres à l'égard de la France, & jouiront de la liberté de Commerce ainsi que des Droits & privileges contenus audit Traité, & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la France, & que les Vaisseaux Marchands

ANNO 1716. chands avec leurs Marchandiſes apartenans aux Sujets du Roi, ſeront en ſureté dans les Ports deſdites Villes Anſeatiques, ſans laquelle reciprocité, le préſent Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commiſſaires nommez par Sa Majeſté, & Nous les Deputez des Villes Anſeatiques, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Article, & à icelui fait apoſer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

SECOND ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article ſeparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inſeré de mot à mot.

I. QUE ſi un Miniſtre de Sa Majeſté reſidant dans une deſdites Villes, vient à y decéder, il ſera permis à ſa Famille, Heritiers, ou ayans cauſe de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainſi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Reſident, & cependant trois mois ſeulement, à compter du jour de ſon decès, à moins que Sa Majeſté avant ce tems-là n'eût choiſi une autre Maiſon dans laquelle l'établiſſement d'une Chapelle auroit auſſi-tôt été fait, auquel cas elle ceſſera dans la Maiſon dudit defunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres précis & effectifs dans tous les Ports & Lieux neceſſaires, pour qu'il ne ſoit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujetes deſdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg, lors de la ceremonie des Obſeques de ceux d'entr'eux qui ſeront decedez dans l'étenduë des terres de l'obéiſſance de Sa Majeſté, & ce ſous peine de priſon contre les contrevenans & de telle Amende qu'il apartiendra.

En foi de quoi nous Commiſſaires nommez par Sa Majeſté, & nous les Députez des Villes Anſeatiques, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Article, & à icelui fait apoſer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L.S.) LE MARECHAL D'ESTRE'ES. (L.S.) BROSSEAU.

(L.S.) LE MARECHAL D'HUXELLES. (L.S.) J. ANDERSON.

(L.S.) AMELOT. (L.S.) D. STOOKFLET.

CLXXXIV.

9. Nov. *Convention ou Accommodement fait entre Sa Majeſté le Roi de* PRUSSE *d'une part & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'autre part, au ſujet des Limites conteſtées dans le Peel, ſitué entre l'Ammanie de Keſſel du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.*

SOIT notoire à tous & chacun preſens & à venir; qu'y aiant eu depuis près d'un Siecle de très-grandes conteſtations & brouilleries entre les Habitans de l'Ammanie de Keſſel d'une part, & ceux de la Mairie de Bois-le-Duc d'autre part, au ſujet des Limites que chaque Parti pretendoit dans le Marais nommé le Peel, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe comme Souverain de ladite Ammanie de Keſſel, & LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en qualité de Souverains de la Mairie de Bois-le-Duc, deſirant de mettre fin à ces diſputes, & animoſitez inveterées, qui pourroient cauſer de très-grands inconveniens & malheurs, & voulant y faire ſucceder une bonne intelligence & harmonie, ont trouvé bon de nommer de part & d'autre des Commiſſaires, pour examiner ſur les Lieux les Limites que chaque Parti reclame pour les ſiennes; de même que les raiſons & Documens de part & d'autre, afin de convenir ſous Ratification, s'il étoit poſſible, des veritables limites de l'Ammanie de Keſſel & de la Mairie de Bois-le-Duc dans ledit Peel: Pour laquelle fin Sa Majeſté le Roi de Pruſſe auroit nommé le Sieur Guillaume Frederic Duncker, ſon Conſeiller de la Cour, & des Finances du Païs de Cleves, & le Sieur Frederic Otten de St. Paul, ſon Conſeiller du Commiſſariat dudit Païs de Cleves; & LL. HH. PP. aiant de même nommé le Sieur Daniel Leſtevenon, ancien Bourgmaitre & Conſeiller de la Ville de Goude, Deputé à l'Aſſemblée des Etats Generaux des Provinces-Unies, de la part des Etats de Hollande & de Weſtfriſe; & le Sieur Adrian Velters, Deputé ordinaire de la part des Etats de la Province de Zelande à l'Aſſemblée des Etats Generaux, en vertu des Pleins-pouvoirs produits; leſquels s'étant aſſemblez au Mois d'Août ſur les limites en queſtion, & en aiant pris inſpection pendant pluſieurs jours, ſans avoir pu alors terminer entierement cette affaire, tant faute d'une Carte exacte du Peel, que des Documens neceſſaires aux Parties, ſont convenus par Accord proviſionel du 15. d'Août dernier qu'on y feroit inceſſamment travailler, & qu'on ſe raſſembleroit de nouveau dans quelques mois pour y mettre la derniere main. C'eſt pourquoi aiant renoüé les Conferences dans la Ville de Venlo, & y ayant examiné les Documens produits de part & d'autre; de même que la nouvelle Carte figurative, dreſſée par les Ingenieurs ou Arpenteurs choiſis, & reconnuë pour bonne par les deux Partis, on eſt convenu ſous aprobation & ratification des Articles ſuivants.

ANNO 1716.

I. Qu'il ſera poſé ou planté aux fraix communs une grande Pierre ou Terme au milieu de la Ligne entre Springelbeeck & le Loëff, tirée ſur la nouvelle Carte figurative, faite par ordre des ſuſdits Commiſſaires, laquelle Pierre ou Terme ſervira d'un point permanent, où le Païs de Gueldre doit terminer avec le Païs de Brabant, & ſera apellé Vreede Pael.

II. Que dudit Poteau ou Pierre ainſi poſée ou plantée à égale diſtance du Loëff & de Springelbeeck il ſera tiré un foſſé en Ligne directe vers l'endroit ou point deſigné dans la nouvelle Carte, Langereiſer, dont la moitié ſera faite par ceux de Breſſel & conſorts, & l'autre moitié par ceux de Venrai.

III. Dudit point de Langereiſer, il ſera tiré un foſſé en Ligne droite vers un grand Poteau de pierre, qui ſera planté à fraix communs de Deurſe & de Venrai ſur le Grootenberg à 30. Verges de diſtance de l'extremité dudit Grootenberg, à compter du coté de Deurſe. Depuis la Lettre A. vers la Lettre B. ou vers la Chapelle, comme on le trouve marqué au bas de la grande Carte Figurative, ſur lequel poteau ſera gravé d'un côté *Geldria* & de l'autre côté *Brabantia*; & ledit Grootenberg ne ſera point coupé, mais reſtera dans ſon entier.

IV. Dudit Poteau de Grootenberg ſera fait un autre foſſé juſques à l'endroit deſigné Voſſehollen au point où la pierre a été enlevée, en l'an 1713. leſquels deux foſſez ſeront faits, moitié par ceux de Venrai, & moitié pour ceux de Deurſe.

V. Et de Voſſehollen, où l'on remettra un autre poteau de Pierre à fraix communs, ſera fait un foſſé en Ligne directe entre les deux Brunnemeeſen, où l'on trouve ſur ladite Carte la Lettre F. de là ſur la Ligne transverſale entre Volckmer & la Lettre deuxieme, à l'endroit où l'on trouve marqué ſur ladite Carte la Lettre R. & où il ſera pareillement mis à fraix communs un Poteau de pierre, apellée Gyndepael, qui ſera le dernier point du Brabant vers le Païs de Gueldre, lequel foſſé ſera fait moitié par ceux de Deurſe & Liſſel, & moitié par ceux de Horts, Sevenum &c.

VI. La Ligne ou foſſez ainſi tirez, ſeront regardez à perpetuité pour de veritables Limites dans le Peel, entre Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & entre LL. HH. PP. par raport au Haut-Quartier de Gueldre, cedé au Roi de Pruſſe, & la Mairie de Boisleduc apartenant aux Etats Generaux des Provinces-Unies, ſans pouvoir jamais être alterées ni changées par les Sujets de part ni d'autre ſous quelque pretexte que ce puiſſe être.

VII. Qu'on commencera à tracer les foſſez au printems prochain, ſi tôt que la ſaiſon le permettra, au plutard à commencer du mois de Mai prochain pour les achever le plûtôt qu'il ſera poſſible.

ANNO 1716.

VIII. Que les Ingenieurs de part & d'autre marqueront les endroits sur le terrain, où les Poteaux ou Pierres seront misses, suivant la designation marquée ci-dessus, & qu'ils traceront aussi sur le terrain les Lignes, le long desquelles les canaux ou fossez seront larges de dix pieds & profonds de 4. pieds pour le moins.

IX. Les fossez étant achevez seront examinez par des Ingenieurs en presence des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, pour voir s'ils ont été faits en Ligne directe, suivant le plan ci-dessus; & s'il se trouve que l'un ou l'autre y ait manqué, la faute sera redressée aux frais de la partie qui aura manqué. Et que du moins de 3. en 3. ans lesdits fossez seront visitez par les Echevins des Lieux qui de part & d'autre y confinent, lesquels prendront soin qu'ils soient bien entretenus par les interessez des deux côtez.

X. Que tout le Peel ou Terrain, au delà desdites Lignes ou fossez vers Deurse sera reconnu pour Brabant, & tout celui en deça, pour Païs de Gueldre, apartenant à Sa Majesté le Roi de Prusse, & par ainsi les Sujets ou habitans de part & d'autre ne pourront passer aucun desdits fossez ou Lignes pour venir creuser des tourbes, faucher des Bruieres (*vulgò* Vlaagenhouwen), faire paître du bêtail, placer des ruches d'abeilles, ou exercer aucun autre Acte de proprieté ou de jurisdiction, sous quel pretexte que ce puisse être.

XI. Que si quelque Sujet de part ou d'autre y contrevient il sera puni selon les Loix par ceux du Lieu, où l'attentat aura été commis, laquelle punition ou amende ne pourra pas être moindre de dix Ecus.

XII. La presente Convention ou Accommodement sera aprouvé & ratifié en deux mois ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires susdits ont signé & scellé le présent Acte à Venlo le 20. Novembre 1716.

Signé,

(L. S.) W. F. DUNCKER. (L. S.) D. LESTEVENON.

(L. S.) F. O. DE ST. PAUL. (L. S.) A. VELTERS.

CLXXXV.

PRELIMINAIRES *du Traité qu'on propose de faire entre le Séréniſſime Roi de Pologne,* AUGUSTE II. *& les Confédérez du même Royaume.*

1. AVant toutes choses, les Etats de nôtre Republique Confederée doivent prendre garde que ce Traité soit fait d'une maniere bien differente de celui de *Rava*, & que par conséquent il soit dressé par des Personnes les plus capables, & integres qu'on pourra choisir en ce Païs: c'est à dire par des Commissaires entiérement desintéressez, qui connoissent bien l'état de la République, & qui ne soient pas ennemis de nôtre Nation.

On pourra y employer en premier lieu l'Ambassadeur du très-Auguste Empereur d'Allemagne, qui bien loin de permettre qu'on oprime les Etats de nôtre Royaume, maintiendra nos Droits & notre Liberté, en faisant rétablir les Loix qu'on y a violées, & dont il éxigera l'observation, non seulement en vertu de la Garentie que feu son Auguste Pére l'Empereur Leopold d'heureuse mémoire a promise à nôtre République, dans le tems de l'Election de nôtre Séréniſſime Roi Auguste II. mais aussi à cause de son Voisinage, & parce qu'il est bien faisant, & le premier Monarque de la Chrêtienté.

Nous souhaitons qu'on demande la même chose au Sereniſſime Czar de Moscovie, afin que son Ambassadeur intervienne dans nos affaires, comme étant le Ministre d'un Potentat très-équitable: & pour cet effet notre Roi très-Sereniſſime daignera, par sa grande benignité, choisir deux Commissaires d'entre les Senateurs ou les Chevaliers, selon qu'il lui plaira, excepté le très illustre & Réverendiſſime Evêque de *Cujavie*, les très-Illustres Seigneurs le Grand Trésorier du Royaume; le Palatin de *Culm*: le Porte-Epée du Royaume; & le Veld Maréchal Flemming: car ceux-là étant haïs de nôtre Nation causeroient plus de trouble qu'ils ne procureroient de concorde.

ANNO 1716.

Nous sommes assurez que l'Etat Moyen, c'est à dire les Senateurs, accorderont pour Commissaire le très sublime Primat du Royaume, comme étant le Prince du Senat, & l'Administrateur de nos affaires. De notre part nous avons nommé pour Commissaire le très-Haut Prince Janciſſlites Wisnowieski, Senateur du Royaume, & Palatin de Cracovie; le très-Illustre Nowosielski, Senateur du Grand Duché de *Lithuanie*, & Châtelain de Novogrodesch; le très-Illustre Seigneur Potoski, Chevalier du Royaume, Capitaine de *Petz*, & très-Illustre Seigneur Olszanski, Porte-Etendard de *Kaminiek*; le très-Haut Prince Sanguszko, Chevalier du Grand Duché de *Lithuanie* & Tresorier de la Cour du même Duché, le très-Haut Prince Czattoryski, Porte-Etendard dudit Duché; le très-illustre Seigneur Potoski, Notaire du Royaume, pour l'Armée Confédérée de la Couronne, de même que le très-Illustre Général Olszonski, Capitaine de Wielun; le très-Illustre Général Zawski, Grand Préfet de la Cuisine du Grand Duché de *Lithuanie*, pour l'Armée Confédérée de ce Duché, comme aussi le très-Illustre Seigneur Zabka Préfet de l'Etendard des Gendarmes du très-Haut Prince Radziwil, Grand Chancelier du même Duché.

2. Le Traité se fera à *Zamoski*, parce que cette Ville ayant été envahie par la perfidie des Saxons dans le tems de la Suspension d'Armes, elle doit être munie d'une Garnison que la République y mettra, avant qu'on y commence les Négociations dudit Traité, afin que les Saxons étant éloignez de cette Place-là, les Députez y puissent conférer avec plus de sûreté.

3. Il doit estre enjoint à tous les Saxons, par ordre de Sa Majesté qu'ils sortent entiérement du Royaume & de ses Confins, avant que le Congrès commence de faire ce Traité.

4. Les Commissaires Saxons établis contre nos Droits, pour éxiger des Contributions injustes, seront cassez dès à present, & leurs Agens comparoîtront audit Congrès, & y aporteront tous les Registres qu'ils ont tenus, afin qu'ils puissent faire voir les Comptes de ce qu'ils ont extorqué pendant la Confédération.

On fera remarquer ici aux Etrangers, pour l'Explication du premier Article, que la Noblesse Polonoise est comprise dans l'Ordre des Chevaliers, car la République ne consiste qu'en trois Ordres differens, qui sont le Royal, le Senatorial & l'Equestre c'est à dire le Roi, les Sénateurs & les Nobles. La Charge de Capitaine en ce Païs est la même que celle de *Staroſte*, ou Gouverneur de cette Place. Tous les Commissaires nommez ci-dessus, sont du nombre des Confedérez & élûs des deux Ordres dont cette Confédération est composée.

ARTICLES *donnez de la part des Confédérez aux Commissaires qu'ils ont nommez, pour faire ledit Traité général.*

I. LEs très-Illustres Commissaires ne traiteront d'aucune chose, jusqu'à ce que l'Evacuation des Troupes Saxonnes & la Cessation de toutes sortes de Contributions ayent été misses en effet.

II. Le Séréniſſime Roi s'obligera par des Lettres Patentes, à ne faire jamais entrer dans les Etats ou Territoires de ce Royaume, aucunes Milices, ni autres Troupes Saxonnes, par aucun Motif, ni sous aucun Prétexte qu'on puisse imaginer: Et S. M. ne pourra avoir pour ses Gardes du Corps que 1200. Saxons, commandez par des Officiers Polonois selon la Loi du Royaume, confirmée par le Serment Royal. Ces six Régimens qui ne sont joints que de nom, & par usurpation, à l'Armée de la Couronne, sortiront dès à present du Royaume, avec les autres Saxons.

III.

ANNO 1716.

III. Tous ceux que le Roi a fait empriſonner ſeront mis en liberté, & jouïront dès à preſent de l'amniſtie générale promiſe par S. M. & entr'autres le très-illuſtre Palatin de Ruſſie, Seigneur de Czarnkowski, comme auſſi tous ceux qui ont été arrêtez, contre les Loix de la République; parce qu'il n'apartient qu'à l'Aſſemblée générale des Etats du Royaume de les juger, s'ils ſont accuſez de quelques crimes contre le Gouvernement, & ſi on les a mis en priſon ſur de ſimples ſoupçons, & qu'ils ſoient trouvez innocens, leurs Accuſateurs doivent ſubir la peine du Talion, ſelon les Statuts de ce même Royaume.

IV. La convocation deſdits Etats, pour la Pacification générale, ſe fera par ordre du Roi, auſſi-tôt que le Traité en aura été conclu.

V. On a choiſi pour Garants de la Paix, le très-Séréniſſime Czar de Moſcovie, & le Cham des Tartares.

VI. Tous ceux qui ont perdu leur Vaiſſelle d'Or ou d'argent, & d'autres effets à *Zamoſcie*, & à *Wiſniowitz*, quand les Saxons s'en ſont emparez, doivent en avoir le dédommagement: Et les Commiſſaires établis pour exiger des Contributions, rendront compte de toutes celles qu'ils ont extorquées pendant la Confédération, afin que ces ſommes ſoient reſtituées preſentement, & employées au payement de ce qui eſt dû à l'Armée de la Couronne, & à celle du grand Duché de Lithuanie, pour leur ſolde.

VII. Les Officiers Etrangers de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, tant Allemans que Saxons, & François Huguenots, doivent être congediez deſormais & pour toûjours, du Corps des Armées de la Republique, attendu que leur infidelité y cauſe du préjudice, & met en grand danger la Foi de la Sainte Egliſe Catholique Romaine dans ce Royaume: Car ſi les Hérétiques en ſont beaucoup éloignez, les Sectes de Luther & de Calvin, qui s'y ſont étenduës pendant ce Regne, n'y feront plus tant de progrès; & il ne nous manque pas des Polonois bien experts en l'Art de la Guerre, qui pourront remplir ces Charges d'Officiers avec honneur & gloire.

VIII. Tous les Etrangers qui n'ont pas obtenu des Lettres de Naturaliſation des Etats Généraux de cette République, & qui oſent néanmoins poſſeder des biens fonds en terres, doivent les rendre avec tous leurs immeubles, dans l'eſpace de trois mois, aux vrais Originaires de ce Païs, & ſe retirer ailleurs, nonobſtant les Alliances qu'ils peuvent avoir faites par des Contrats de Mariage, ou de quelqu'autre maniére que ce ſoit.

IX. On fera une ſupputation exacte de pluſieurs millions d'argent, que l'Armée Saxonne, introduite dans cette République, y a exigez par contrainte, & injuſtement, contre les Droits du Royaume: C'eſt pourquoi le Roi doit declarer qu'ils ſeront reſtituez, & pris dans le Threſor Saxon; mais afin que ce Threſor de S. M. ne ſoit pas trop épuiſé, la République conſentira que ces ſommes ſoient rembourſées en differens termes. Et pour cet effet, on doit ſe premunir de Lettres Patentes Royales, par leſquelles S. M. s'obligera de payer de ce Threſor un Million chaque année à la Republique, juſqu'à ce qu'elle ſoit entiérement ſatisfaite de tout ce qu'on lui a extorqué; & on employera tout cet argent au profit des Armées de la Couronne du grand Duché de Lithuanie, dont les apointemens & les Soldes ont été retenuës injuſtement: Puis qu'il eſt certain, & très évident à chacun, que les Troupes Saxonnes n'ont ſubſiſté en *Pologne* depuis pluſieurs années, que pour l'utilité de S. M. & non pas pour celle du Royaume, quoi que le contraire eût été promis & confirmé par le Serment qu'Elle en fit en recevant la Couronne. D'un autre côté, la République a auſſi beaucoup ſouffert, non ſeulement d'incommoditez, mais auſſi de dommages, d'opreſſions & de grands ravages cauſez par les Armées de *Suéde* & de *Moſcovie*, en ſoûtenant les intérêts de S. M. & non pas ceux des Polonois: Car bien loin d'avoir entrepris la Guerre contre la *Suéde*, par le conſentement de la Republique, S. M. l'a ſuſcitée, malgré toutes les Remontrances & les Proteſtations que cette Nation a faites pour l'empêcher, ne doutant pas que la rupture de la Paix, ne jettât S. M. dans pluſieurs embarras, qui ont tellement déſolé la République, qu'elle eſt preſqu'entiérement ruinée. Nonobſtant tout cela elle a bien voulu agir contre ſes Droits, pour n'abandonner pas S. M. qui a toûjours été gardée par les cœurs des Citoyens, & le ſang de la Nobleſſe, dont les forces ont même ſervi à rétablir S. M. ſur ſon Thrône chancelant qu'Elle avoit abandonné.

ANNO 1716.

X. Le très-illuſtre Sienawiski, Châtelain de *Cracovie*, & Généraliſſime de l'Armée de la Couronne, ſera dépoſé de cette Charge, dont il s'eſt rendu indigne, principalement en ce que, par ſon intéreſſement déteſtable, il n'a pas ſecondé dans les occaſions favorables, les forces de la République, confiées à ſa conduite; & on ſubſtituera à ſa place le très-illuſtre Seigneur Staniſlas Leduchowiski Sous-Camerier de *Cremienieck*, & Maréchal Général des Confédérez, qui a beaucoup mérité de la République, & dont la fidélité a toûjours été conſtante pour la Patrie.

XI. On dépoſera auſſi de l'Office de Maréchal de Camp du grand Duché de *Lithuanie*, le très-Illuſtre Seigneur Denhoff, Porte-Epée du Royaume, à cauſe de ſes démérites envers la République, & S. M. donnera cette Charge, ſelon ſon bon plaiſir, à quelqu'un des Officiers, qui ſont actuellement engagez dans la Confédération.

XII. Tous les Offices Honoraires, & les Dignitez vacantes depuis la Confédération, ne ſeront données maintenant à aucunes perſonnes; mais S. M. aura la bonté d'en remettre la diſtribution juſqu'à l'Aſſemblée générale des Etats, qui ſeront convoquez pour la Pacification, & alors on doit avoir des égards particuliers; & en premier lieu, pour la Promotion du très-Haut & très-Illuſtre Seigneur Branicki, Maréchal de l'Armée Confédérée de la Couronne.

XIII. Le très-Illuſtre Ribiński, Palatin de *Culme*, Fils indigne de la Patrie, & qui s'eſt rendu ingrat envers elle, en prenant les armes contre la République, pour défendre le Camp des Saxons, doit être privé de la Charge de Maréchal du Tribunal du Royaume, pour laquelle il avoit été élû cette année, & nous faiſons très-inſtamment cette demande ſpeciale aux très-Illuſtres Députez dudit Tribunal.

XIV. La mort très cruelle que les Saxons envahiſſeurs ont fait ſouffrir au très-Illuſtre Châtelain de *Bielcz* dans ſa propre maiſon où ce Sénateur de pieuſe mémoire, qui n'avoit jamais manqué de fidelité à la République ni au Roi, fut aſſaſſiné: Cette mort ne doit pas ſeulement cauſer des regrets à la République, mais auſſi la porter à en exiger la vengeance, de même que de cet autre Meurtre fait en la perſonne du très-Illuſtre Turski, Capitaine de Pilſna, & Colonel très-celebre, qui a donné tant de marques de ſon zele pour la défenſe de S. M. Le ſang innocent de ces deux illuſtres Perſonnes crie vangeance; c'eſt pourquoi le Général Saiſſan & ſes Officiers, étant les auteurs de ces grands Crimes, doivent eſtre déclarez coupables dans le Traité qu'on fera pour la Pacification, & jugez ſelon les Loix & le Droit, pour eſtre punis exemplairement, comme Raviſſeurs & Homicides.

XV. Toutes les Munitions de Guerre, & principalement les Canons qui ont été enlevez des Forteresſes du Royaume, & tranſportez en *Saxe*, doivent eſtre rendus au plûtôt, & remis dans les Places fortifiées où ils étoient, de meſme que tout ce qui en a été diſtrait & emporté.

XVI. La République promet que dans le tems qu'on effectuera tous ces Articles, elle s'obligera par un nouveau Serment, à ne diſſoudre pas ſeulement la Confédération, mais auſſi à employer les Armées de la Couronne, & du grand Duché de *Lithuanie*, pour la défenſe de S. M. contre tous ſes Agreſſeurs & Ennemis, parce que la Nobleſſe lui eſt tellement affectionnée, qu'elle répandra ſon Sang, & donnera ſa vie pour ſon ſervice, pourvû que S. M. Séréniſſime abandonne les Conſeils des Factieux; ſuive les Loix de la République; obſerve tout ce qu'elle lui a juré; maintienne la tranquillité du Royaume, & ne nous engage dans aucune nouvelle Guerre, ſans le conſentement de tous les Etats de ce Païs: Alors tous les troubles qui ont tant duré, étant finis, & la Paix rétablie d'une maniére aſſurée pour ce Royaume, la gloire de Sa Majeſté très-Auguſte y durera long tems.

ANNO 1717.

CLXXXVI.

4. Janv. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le maintien & la Garantie des Traitez de Paix faits à Utrecht en* 1713 *& particulierement, pour le maintien de l'ordre de Succeſſion aux Couronnes de France & d'Angleterre établi par leſdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick. A la Haye le* 4. *Janvier* 1717. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec permiſſion & Privilege du Roi ann. 1717. in 4.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en notre Conſeil d'Etat; & notre amé & & feal le Sieur de Chateauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné à la Haye le quatriéme du preſent mois de Janvier avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe de notre Très-cher & très-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ſes Armées, Colonel du ſecond Regiment de ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muny de ſes Pleins-Pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller-Penſionnaire, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen; & Wicher Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overiſſel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances nos très-chers & grands amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité d'Alliance défenſive dont la teneur s'enſuit,

Comme le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louïs XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre; le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunſwick & de Lunebourg, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, deſirent d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats reſpectivement, d'éloigner entierement de part & d'autre tout ſujet de ſoupçon qui pourroit en quelque maniere, que ce ſoit troubler la tranquillité de leurs Etats, & de reſſerrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui eſt entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin ſi ſalutaire, il eſtoit neceſſaire de convenir entre eux; Et pour cet effet leurſdites Majeſtés & leſdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, ſavoir:

Le Roy Très-Chrétien, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Juſt & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conſeiller d'Etat ordinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Chaſteauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire au Parlement de Paris, & Ambaſſadeur de Sa Majeſté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. ANNO 1717.

Le Roy de la Grande-Bretagne, Son Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ſes Armées, Colonel du ſecond Regiment de ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight.

Et les Seigneurs Etats-Generaux, leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwik, Wigbold Vander-Does Seigneur de Noortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckhout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue, & Ommelandes.

Leſquels après s'eſtre communiqué réciproquement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées mot à mot à la fin du preſent Traité, & après en avoir fait l'échange en la maniere accoûtumée, ſont convenus d'un Traité d'Alliance défenſive entre le Roy Très-Chrétien, le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui ſuivent.

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toûjours une Paix veritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus ſincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre leſdits Sereniſſimes Rois, leurs Heritiers, & Succeſſeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Païs & Villes de leur obéïſſance reſpectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle ſoit conſervée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes ſe procurent réciproquement & fidellement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoître, que la proximité du ſéjour de celuy qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dépendent, il a eſté convenu & arreſté, que le Sereniſſime Roy Très-Chrétien s'oblige par le preſent Traité d'engager ladite perſonne de ſortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire ſon Séjour, au delà des Alpes immédiatement après la ſignature du preſent Traité, & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrétien, afin de témoigner encore davantage le deſir ſincere qu'il a, non ſeulement d'obſerver religieuſement & inviolablement tous les engagemens que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite perſonne, mais auſſi pour oſter à l'avenir tout ſujet de ſoupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour Luy, ſes Heritiers & Succeſſeurs, de ne donner, ni fournir en quelque tems que ce ſoit, directement ni indirectement, ſur Mer ou ſur Terre, aucun Conſeil, ſecours ou aſſiſtance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaiſſeaux, Soldats, Matelots ou de quelque autre maniere que ce ſoit, à ladite Perſonne, qui prend le Titre ci-deſſus exprimé, ou à d'autres quelles qu'elles ſoient, qui ayant commiſſion d'elle pourroient dans la ſuite troubler la tranquilité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations ſecretes, ou des ſeditions, & des rebellions, & s'oppoſer au Gouvernement de Sa Majeſté Britannique.

De

ANNO 1717. De plus, le Roy Très-Chrétien promet, & s'engage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Perſonne ci-deſſus deſignée, de revenir à Avignon, ou de paſſer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, ſous prétexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de Sa Majeſté Très-Chrétienne & encore moins d'y demeurer, ſous quelque nom ou ſous quelque apparence que ce ſoit.

III. Leſdits Sereniſſimes Rois, & leſdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent réciproquement, de refuſer toute ſorte d'azile & de retraite aux Sujets de l'un d'entre eux, qui auront eſté, ou pourront eſtre déclarez rebelles, auſſitoſt que la requiſition en aura eſté faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront eſté reconnus pour Sujets & même de contraindre leſdits rebelles de ſortir des Terres de leur obéiſſance dans l'eſpace de huit jours, après que le Miniſtre dudit Allié en aura fait la requiſition au nom de ſon Maître.

IV. Et le Roy Très-Chrétien deſirant ſincerement executer pleinement tout ce dont il a été cidevant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerque, & de ne rien obmettre de ce que le Roy de la Grande-Bretagne peut croire neceſſaire pour l'entiere deſtruction du port de Dunkerque, & pour oſter tout ſoupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire ſervir à autre uſage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Païs, & au Commerce neceſſaire pour la ſubſiſtance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas, qui ſera ſeulement fait par des Baſtimens, qui ne pourront avoir plus de ſeize pieds de largeur, Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roy Très-Chrétien, & muni de ſon Pouvoir, eſt convenu à Hamptoncourt, comme il eſt contenu dans le Memoire du $\frac{\text{trentiéme}}{\text{dix-neuviéme}}$ de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize, ſigné par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townshend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur ſuit.

Explication de ce qui ſe doit inſerer dans le quatriéme Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluſes de Mardick.

PREMIEREMENT: que le grand paſſage de la nouvelle Ecluſe de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, ſera détruit de fond en comble, c'eſt-à-dire, en oſtant ſes Bajoyers, Planchers, Buſques, Longrines, & Traverſines, ſur toute ſa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure ſeront deſaſſemblés, & tout ceci pourra eſtre employé ailleurs à tels uſages que Sa Majeſté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en ſerve jamais pour aucun Port, Havre ou Ecluſe à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, à deux Lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, eſtant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluſe ou Baſſin, ne ſoient faits ou conſtruits à Dunkerque, à l'Ecluſe de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, ſur l'Eſtran dans une telle diſtance ſur cette Coſte.

Secondement: Que la petite Ecluſe reſtera à l'égard de ſa profondeur, comme elle eſt à preſent, pourvû que ſa largeur ſoit reduite à ſeize pieds, c'eſt-à-dire, en avançant de dix pieds du coſté d'Occident le Bajoyer de la pille, après avoir oſté ſix pieds du Plancher, & Buſques du Radier de toute la longueur du même coſté, les quatre pieds du Plancher reſtans, eſtant neceſſaires pour ſervir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pille du coſté de l'Occident depuis ſa fondation, afin que le preſent Radier ne puiſſe jamais ſervir pour une Ecluſe de la largeur de vingt-ſix pieds, comme celle-ci eſt à préſent.

Troiſiemement: Les Jettées & les Faſcinages depuis les Dunes ou l'endroit où la Marée monte ſur l'Eſtran, quand elle eſt la plus haute, juſques à la plus baſſe Mer, ſeront raſez des deux coſtez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Eſtran, & les pierres, & les faſcinages qui ſont au-deſſus de ce niveau, pourront eſtre emportez & employez à tel uſage que Sa Majeſté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en ſerve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit à deux lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, eſtant, qu'on ne ſera jamais plus de Jettées ou Faſcinages dans cette diſtance ſur chacun endroit de l'Eſtran de cette coſte. ANNO 1717.

Quatriemement: il eſt encore ſtipulé qu'immediatement après la Ratification du preſent Traité, on employera un nombre ſuffiſant d'Ouvriers à la deſtruction des ſuſdites Jettées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles ſoient raſées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il eſt poſſible. Mais comme il a eſté repreſenté, qu'à cauſe de la ſaiſon, on ne pourroit juſques au Printems prochain, commencer à retrécir le Radier du petit Paſſage, ni détruire le grand Radier, il eſt accordé que cet Ouvrage ſera commencé $\frac{\text{le cinquiéme d'Avril}}{\text{vingt-cinquiéme Mars}}$ & entierement achevé de la maniere ci-deſſus ſpecifiée, s'il eſt poſſible, à la fin du mois de Juin mil ſept cens dix-ſept.

Cinquiemement: la démolition des Digues ou Jettées des deux coſtez du vieux Chenal ou Port de Dunkerque, ſera entierement achevée par tout au niveau de l'Eſtran depuis la plus baſſe Mer juſques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reſte encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Chaſteaux Verd & de Bonne Eſperance, ils ſeront raſez totalement égaux avec l'Eſtran.

Quand ce Traité ſera ratifié, le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies pourront envoyer des Commiſſaires ſur les Lieux pour eſtre témoins oculaires de l'execution de cet Article.

Nous avons ſigné cet Article proviſionellement, & à condition qu'il ſoit approuvé par Sa Majeſté Très-Chrétienne, Sa Majeſté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce $\frac{\text{trentiéme}}{\text{dix-neuviéme}}$ de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize. Signé, D'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & le veritable but de cette Alliance entre leſdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, eſt de conſerver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquilité de leurs Royaumes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & ſignez à Utrecht, entre le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, la Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies l'onziéme d'Avril mil ſept cens treize, on eſt convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles deſdits Traitez de Paix, entant qu'ils regardent les intereſts deſdites trois Puiſſances reſpectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & enſemble les Succeſſions à la Couronne, de la Grande-Btetagne dans la Ligne Proteſtante, & à la Couronne de France ſuivant les ſuſdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que leſdits Sereniſſimes Rois & leſdits Seigneurs, Etats Generaux, promettent leur Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions contenues dans leſdits Articles, entant comme ci-deſſus, qu'ils regardent les Succeſſions, & les intereſts deſdits Royaumes & Etats, & enſemble pour le maintien & défenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages, que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera réellement au tems de la ſignature de cette Alliance. Et à cette fin leſdits Seigneurs Rois & Etats Generaux ſont convenus entre eux, & demeurés d'accord que ſi quelqu'un deſdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interpoſeront leurs Offices auprès de l'Agreſſeur, pour procurer ſatisfaction à la Par-

ANNO 1717.

tie lezée, & engager l'Agreſſeur à s'abſtenir entierement de toute ſorte d'Hoſtilitez.

VI. Mais ſi ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on ſe promet pour concilier l'Eſprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction, & un dédommagement dans l'eſpace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, ſeront tenus de ſecourir ſans retardement leur Allié, & de luy fournir les ſecours ci-deſſous exprimez, ſavoir:

Le Roy Très-Chrêtien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roy de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats-Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que ſi l'Allié qui ſera engagé dans la Guerre, comme il a été dit ci-deſſus, veut plûtoſt avoir des ſecours par Mer, ou même préfere de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on luy en laiſſera le choix en gardant cependant toûjours une proportion entre les ſommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-deſſus.

Et afin qu'il n'y ait aucune conteſtation ſur ce ſujet, on eſt convenu que mille hommes de pied ſeront évaluez à la ſomme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer ſeront évaluez ſuivant la même proportion.

VII. On eſt convenu pareillement, & il a été ſtipulé que ſi les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez ſont troublés par des diſſentions inteſtines, ou par des rebellions au ſujet deſdites Succeſſions, ou ſous quelque autre pretexte que ce ſoit, celuy des Alliez, qui ſe trouvera dans ces Troubles ſera en droit de demander que ſes Alliez luy fourniſſent les ſecours ci-deſſus exprimez, ou telle partie d'iceux qu'il jugera eſtre neceſſaire, & ce, aux frais & dépens des Alliez, qui ſont tenus de fournir ces Secours, qui ſeront envoyez dans l'eſpace de deux mois après que la requiſition en aura été faite, ſauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-deſſus à la Partie requerante, de demander qu'on luy fourniſſe des ſecours par terre ou par mer, & les Alliez ſeront rembourſez dans l'eſpace d'un an, après que ces Troubles auront été calmez & appaiſez, des dépenſes qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que leſdits Secours ne fuſſent pas ſuffiſans, leſdits Alliez conviendront de concert de ſe fournir de plus grands Secours, & même, ſi le cas le requeroit, declareront la Guerre aux Agreſſeurs, & s'aſſiſteront de toutes leurs forces.

VIII. Le preſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux, & les Lettres de Ratification en bonne forme ſeront délivrées de part & d'autre dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plûtoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy, Nous ſouſſignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtés Trés-Chrêtienne & Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons eſdits Noms ſigné le preſent Traité & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'An mil ſept cens dix-ſept.

(L.S.) DU BOIS. (L.S.) CADOGAN.

(L.S.) CASTAGNERE DE CHASTEAUNEUF. (L.S.) J. VAN-ESSEN. (L.S.) V.V.VAND.DOES. (L.S.) A. HEINSIUS. (L.S.) S. CONINCK. (L.S.) LE BAR. DE REEDE DE RENSWOUDE. (L.S.) V. A. V. BURMANIA. (L.S.) A. ECKHOUT. (L.S.) W. WICHERS.

ANNO 1717.

NOUS ayant agréable le ſuſdit Traité d'Alliance défenſive en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus avons de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, ſceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Paris le vingtiéme Janvier, l'An de grace mil ſept cens dix-ſept, & de notre Regne le deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent préſent*,

Signé,

PHELYPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune ſur lacs de Soye bleuë treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoûtenu par deux Anges.

Article ſeparé, ſigné, & ratifié entre la France & la Hollande.

COMME dans l'Article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy entre le Sereniſſime Roy Très-Chrêtien, le Sereniſſime Roy de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on eſt convenu d'une Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & enſemble pour le maintien & défenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera réellement au tems de la ſignature de cette Alliance, les ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputez & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Etats-Generaux, ſont convenus que ſans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, ſuivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leurſdites Majeſtés & leſdits Seigneurs Etats-Generaux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie ſtipulée dans l'Article cinquiéme du même Traité n'aura lieu à l'égard de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats Generaux, que pour les Etats & poſſeſſions qu'ils ont reſpectivement dans l'Europe, ce qui s'entend auſſi des Secours ſtipulés, & promis réciproquement dans l'Article ſixiéme du Traité, leſquels ſecours ſeront auſſi limités dans l'Europe par rapport à Sa Majeſté Très-Chrêtienne & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le preſent Article ſeparé aura la même force que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité, & ſera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications ſeront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foy de quoy nous ſouſſignez munis des Plein-Pouvoirs de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, eſdits noms ſigné le preſent Article, & y avons

ANNO 1717. avons fait appoſer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'an mil ſept cens dix-ſept.

(L.S.) Du Bois. (L.S.) J. Van-Essen.

(L.S.) Castangnere de Chasteauneuf. (L.S.) V. V. Van-der-Does.

(L.S.) A. Heinsius.

(L.S.) S. Coninck.

(L.S.) Le Baron de Reede de Renswoude.

(L.S.) V. A. V. Burmania.

(L.S.) A. Eckout.

(L.S.) W. Wichers.

Plein-Pouvoir des Plenipotentiaires de France.

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne voulons rien obmettre pour affermir le repos public rétably par les derniers Traités, & pour prévenir les événemens capables de troubler la Paix, que nous ſommes inſtruits d'ailleurs des diſpoſitions que notre Très-cher, & trés-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & nos très-chers & grands Amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont fait paroître d'entrer dans les mêmes vûes, & de former avec Nous une Union étroite pour la Sûreté reciproque de nos Etats & de ceux de notredit Frere & deſdits Etats-Generaux & pour le maintien de la tranquilité de l'Europe, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour notre ſervice, de notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en notre Conſeil d'Etat, & de notre amé & feal le Sieur de Chaſteauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, & notre Ambaſſadeur en Hollande. Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent. Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Preſentes ſignées de notre main, commettons, ordonnons, & députons leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chaſteauneuf & leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en notre nom, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, convenir avec un ou pluſieurs Miniſtres de la part de notredit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle deſdits Etats-Generaux pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & ſigner tels Traitez d'Alliance, Articles & Conventions que leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chaſteauneuf aviſeront bon eſtre, Voulant qu'en cas d'abſence de l'un ou de l'autre par maladie, ou par quelqu'autre cauſe legitime l'autre ait le même pouvoir que tous deux enſemble. En ſorte qu'ils agiſſent en tout ce qui regardera ledit Traité d'Alliance avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chasteauneuf, ou l'un d'eux dans leſdits cas d'abſence, ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre: Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme pour eſtre échangées dans le temps dont il ſera convenu. Car tel eſt notre plaiſir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Preſentes. Donné à Paris le douziéme jour de Septembre l'an de grace mil ſept cens ſeize, & de notre Regne le deuxiéme. ANNO 1717.

Signé,

LOUIS:

Et ſur le Reply,

Par le Roy,

Le Duc d'Orleans,
Regent préſent,

Signé,

Phelypeaux.

Et Scellé.

Pleinpouvoir des Plenipotentiaires de la Gr. Bret.

Georgius P. C. R.

Georgius Princeps Walliæ, Dux Cornubiæ & Rothſayæ Dux & Marchio Cantabrigiæ, Comes de Milfordhaven, de Carrek & Ceſtertiæ, Vice-Comes Northalleſton, Baro de Tenckesbury & de Renfren, Dominus Inſularum & Seneſcallus Scotiæ, Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Eques, Cuſtos Regni Magnæ Britanniæ Locum tenens in eodem Regno. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ &c. Pater ac Dominus noſter cariſſimus & maxime honorandus in animo ſuo præprimis inſitum habeat, Pacem, quæ cum Regibus, Statibuſque circumvicinis jam jam ſtabilita eſt, ſartam tectam quantum in ipſo fuerit, conſervare. Cumque eò haud parum faciat, ut amicitiam quam cum bono Fratre ſuo Rege Chriſtianiſſimo, & cum Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum colit, novis benevolentiæ nexibus, ac mutuæ defenſionis Pactis conventis, porro confirmet, exaugeatque. Nobis itaque in Mandatis dedit Majeſtas Sua Britannica Miniſtros ſuos Hagæ Comitum agentes autoritate ſufficienti communire ad opus ſupradictum Saluti quietique publicæ tam utile, tamque neceſſarium, promovendum, conficiendumque. Sciatis igitur quod nos fide, prudentiâ, & in rebus tractandis uſu prænobilis & perilluſtris viri Guilielmi Domini Cadogan Baronis de Reading, Veſtium Regiarum Magiſtri, in Exercitibus Majeſtatis Suæ Britannicæ Locum tenentis Generalis, Secundæ Regiæ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Inſulæ Vectenſis Gubernatoris, & dictæ Suæ Majeſtatis apud Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Legati Extraordinarii, & Horatii Walpole Armigeri in Conſeſſu Parliamenti Magnæ Britanniæ Senatoris, & apud Dominos Ordines Generales prædictos Miniſtri ac Plenipotentiarii Britannici partes ſuſtinentis plurimum confiſi, eoſdem nominavimus, fecimus & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus & conſtituimus veros, certos & indubitatos Commiſſarios, Procuratores & Plenipotentiarios à parte Sereniſſimi Regis Magnæ Britanniæ, Patris & Domini noſtri Cariſſimi & maxime honorandi, Dantes vi autoritatis nobis commiſſæ concedenteſque eiſdem conjunctim vel diviſim omnem & omnimodam poteſtatem, facultatem, autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale, ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra, cum Miniſtro Miniſtriſve dicti Regis Chriſtianiſſimi, ſufficienti pariter Poteſtate munito munitiſve, ac etiam cum Miniſtris dictorum Dominorum Ordinum Generalium, plena itidem autoritate inſtructis vel conjunctim, vel ſeparatim congrediendi, colloquendi, tractandi, conveniendi & concludendi de & ſuper conditionibus Fœderis, vel Fœderum cum prædicta Sua Majeſtate Chriſtianiſſima & Ordinibus Generalibus conjunctim, vel cum iiſdem ut ſupra factum eſt, diviſim, quæ ad ſcopum Majeſtatis Suæ Britannicæ ſuperius deſignatum melius attinendum facere poſſint, eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, Majeſtatis Suæ Britannicæ nomine ſignandi ſuperque concluſis Inſtrumen-

ta,

ANNO 1717. ta, quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quovis modo neceſſaria ad Pacis atque amicitiæ Leges novis nexibus ſtabiliendas, ut ſupra dictum eſt, confirmandaſque, vel quomodolibet opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac dictus Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ ſi intereſſet, facere ac præſtare poſſet: Spondentes nomine Majeſtatis Suæ ante memoratæ, ac promittentes ipſam, quæcumque præfati Commiſſarii, Procuratores & Plenipotentiarii vel conjunctim vel ſeparatim, vi præſentium egerint, concluſerint, ſignaverintque, rata, grata, atque accepta habituram eademque ſancte atque inviolabiliter obſervaturam, atque ab aliis quibuſcumque, quantum in ipſa eſt, obſervari curaturam. In quorum omnium majorem fidem & robur, haſce Præſentes manu noſtra ſignatas, magno Sigillo Magnæ Britanniæ communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio Divi Jacobi vigeſimo nono die menſis Octobris, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſexto, Regnique Majeſtatis Suæ tertio.

Pleinpouvoir des Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conſervation du repos public rétably par les derniers Traitez de Paix, & de contribuer à ſon affermiſſement en tout ce qui peut dépendre de Nous. Que Nous ne doûtons point que Sa Majeſté le Sereniſſime Roy Très-Chrêtien, & le Sereniſſime Roy de la Grande-Bretagne n'ayent la même bonne intention de conſerver la Paix & la Tranquilité publique, & que pour ces raiſons Nous ſouhaitons d'entrer avec leurſdites Majeſtés dans une Alliance & une Union étroite, tant pour la Sûreté reciproque de leurs Etats & des Noſtres, que pour le maintien de la tranquilité publique. C'eſt pourquoy, Nous confiant en la ſageſſe, experience & fidelité des Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick; Wigbold Van-der-Does, Seigneur de Nortwik, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller-Penſionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe: Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere: Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſſen, & Moerkerken &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckhout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue & Ommelandes. Nous les avons commis, ordonnez & deputez; les commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en notre nom en qualité de nos Députez & Plenipotentiaires, traiter conjointement avec les Miniſtres de leurſdites Majeſtés, munis pareillement de Pouvoirs ſuffiſans d'une Alliance défenſive, entre Leurſdites Majeſtés & Nous, en convenir, arreſter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions dont ils pourront tomber d'accord enſemble, leur donnant Pouvoir & Autorité à tous enſemble, ou à la plus grande partie d'eux, en cas de maladie, ou d'autre empêchement des autres, de negocier, promettre & accorder à cet égard tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes ſi nous étions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin d'un Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ces preſentes. Promettant ſincerement & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce, que leſdits Sieurs nos Deputez & Plenipotentiaires, ou bien par la plus grande partie d'eux, ſera ſtipulé, promis & ſigné, d'accomplir, & executer ponctuellement & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme dans le tems qu'ils l'auront promis. En foy de quoy Nous avons fait munir ces Lettres de notre grand Sceau, ſigner par le Preſident de notre Aſſemblée, & ſouſſigner par notre Greffier. A la Haye le dix-ſeptiéme Decembre mil ſept cens ſeize. ANNO 1717.

Signé,

V. A. V. BURMANIA.

Et ſur le Reply.

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.

CLXXXVII.

Raport de ce qu'on eſt convenu avec les Miniſtres de Pruſſe pour le paiement des arrerages. 5. Avr.

COMME les Sieurs Baron de Kniphuiſen, & Meinertzhagen ont declaré que Sa Majeſté de Pruſſe étoit contente que le paiement de ſes arrerages ſe feroit dans de raiſonnables termes, les Deputez de l'Etat étoient convenus avec ces deux Miniſtres-là, que ces arrerages, portant ſuivant une Specification ci-jointe, une ſomme d'un Million, 223. mille, 148. Florins, & 8. Sols, *ſalvo errore calculi*, ſeroient paiez ſur le pied ſuivant. Savoir au Mois d'Août de cette année courante 23. Mille, 148. Florins & 8. Sols; au mois de Decembre ſuivant 100. mill. Florins, au Mois de Juin 1718. 100. mill. Florins; au Mois de Decembre de la même année 100. mill. Florins, & ainſi de ſuite de ſix en ſix mois 100. mille Florins, juſques à ce que le tout ſoit aquitté. Leſdits Sieurs Miniſtres ont verbalement propoſé quelques Points, portez par écrit ſous No. II. priant qu'on y faſſe reflexion. Ce qui à été aprouvé par LL. HH. PP.

No. I.

1. *Specification des Arrerages de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, ainſi qu'Elle a été preſentée à LL. HH. PP. le 22. Fevrier 1717.*

POUR le Mois de retour de l'an 1697. ſelon les aquits de Mr. d'Ellemet Receveur General - - - - -:

Du Quartier de Nimegue - - -	14558-0-0
Du Quartier de Zutphen - - -	1198-0-0
Du Quartier de Veluwe - - -	3400-0-0
De la Province de Zelande - - -	29869-14-3
	49025-14-3

2. Pour le reſte des Cedulles & Ordonnances qui ſont encore à paier pour la quote de l'Etat ſur les ſubſides accordez à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe pour les 8000. hommes de ſes Troupes, qui furent emploiées en Italie juſques au 15. Decembre 1712. comme il paroit par la Specification - - - - - - - 546526-14-8

3. Pour pareille Specification au Corps des 12. mille hommes de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe qui a ſervi dans les Païs-bas - - - - - - - 320891-8-0

4. Au Corps de 5. mill. hommes pour des Soldes de l'an 1702, des apointemens des Generaux de 1702. & 1703, & les Ordonnances pour les chariots & le fourrage enſemble - - - - 178467-12-8

5. Pour l'Etat Major du Regiment de Du Trouſſel &c. enſemble & reconnu

pas

ANNO 1717. par la Province de Gueldre, les Quartiers de Veluwe & de Zutphen aiant promis de faire paier leurs quotes de - - 84609-10-0

Comme auſſi accepté par Veluwe pour quatre jours de Solde - - - 381-8-0

6. Ces deux Quartiers ont auſſi fait promettre par leurs Deputez le paiement de leur quote pour le mois de retour deſdits 5000 hommes pour 21. jours & porte enſemble pour les Provinces de Gueldre & de Hollande - - - - 25988-3-0

7. Le Quartier de Nimegue doit les Soldes depuis le 6. Mai 1712. juſques inclus le 6. Mai 1713. non encore reglées - - 51108-8-0

162087-9-0

Somme totale 1256998-18-3

Depuis que la ſuſdite Specification a été donnée, le Quartier de Veluwe a paié à bon compte de l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel - - - 18467-19-4

Le même ſur le mois de retour de 1713. pour le corps de 5. mille hommes - - 2002-5-8

Et pour 4. jours de Soldes - - - 381-8-0

Et le Quartier de Zutphen ſur le même Etat Major du Regiment de du Trouſſel - - - 12998-17-8

33850-10-4

Ainſi la ſomme des Arrerages porte ce jourd'huy premier Avril 1717. - - - 1223148-8-0

A reſerver, tant pour le Corps de 5000. hommes, que pour les Livranciers du fourrage.

Une Ordonnance de Fourrage aux 3. Regimens de Pruſſe, ſavoir Varenne, du Trouſſel & Grumbko du Quartier d'Hiver 1709. & 1710.

Deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver 1710. & 1711, & 1711. & 1712. aux cinq Regimens Pruſſiens.

II.

1. Que le paiement des Arrerages, qui ſe montent ſelon la Specification à une ſomme de 1223148. Florins & 8. Sols ſe faſſe dans . . . . . termes, dont le premier ſera au Mois de Mai 1717. & le dernier le mois de . . . . . , ainſi qu'il eſt exprimé dans le detail.

2. Que le Paiement ſe faſſe à chaque terme en argent comptant, & non pas en obligations.

3. Qu'on s'explique de la part de LL. HH. PP. ſur la ſûreté que Sa Majeſté peut avoir, que le paiement ſe fera preciſement dans les termes, dont on conviendra.

4. Qu'on donne des Ordonnances ou Aſſignations qui manquent pour les poſtes ſuivans, ſavoir

I.

Pour ce qui reſte encore à paier ſur l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel, ce qui monte après le paiement que les Quartiers de Veluwe & de Zutphen ont fait là-deſſus dernierement encore une Somme de 53142-13-7

II. Pour le demi-mois de retour du corps de 5. mille hommes, excepté ce que Veluwe & Zutphen ont paié là-deſſus. ANNO 1717.

III. Pour les Soldes que le Quartier de Nimegue a refuſé de paier au Regiment de du Trouſſel depuis le 6. Mai 1712. juſques au 6. Mai 1713. & qui montent à 51108-8-0

IV. Que les Ordonnances ſoient expediées pour le Fourrage aux 3. Regimens de Pruſſe, Varenne, du Trouſſel, & Grumbko du Quartier d'Hyver de 1709. & 10; & deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver de 1710 & 11, & 1711 & 12. aux 5. Regimens Pruſſiens.

V. Qu'on relâche les Ordonnances qu'on retient dans la Finance du Conſeil d'Etat pour ce que le Corps de 5. mille hommes doit aux Hopitaux & Livranciers.

A l'encontre on s'obligera de ſatisfaire les Hôpitaux & Livranciers de toutes leurs legitimes pretenſions, à proportion que le paiement ſe fera.

Les Ordonnances ſuſdites ſont celles pour les Chariots reſtans de la Campagne de 1712.

une de 5936 } - 9520.
& une de - - 3584 }

Celles pour le Fourrage de 1712 & 13 - - - 4837.

Pour les Chariots d'avance de 1713. deux Ordonnances

une de - - 2385 } - 3825.
& une de - - 1440 }

enſemble 18182.

Reſolution ſur les Arrerages du Roi de Pruſſe & ſur un Memoire preſenté par ſes Miniſtres. Du 15. Avril 1717.

APRE'S l'examen il a été reſolu, que la Specification des Arrerages ſeroit reconnuë, & qu'on prieroit les reſpectives Provinces de fournir chacune ſa portion dans la dette, ſelon la repartition que le Conſeil d'Etat en fera.

Par raport aux points du Memoire No. II. le premier ceſſe, puis qu'on eſt convenu des termes.

Il n'y a point auſſi de difficulté ſur le ſecond, puis que l'intention de l'Etat eſt de paier en argent comptant & non pas en Obligations.

On dira ſur le 3. que LL. HH. PP. donneront à Sa Majeſté une Sûreté pour le paiement aux termes reglez, ainſi qu'elle eſt uſitée entre des Princes & Etats Souverains.

A l'égard du 4. point, concernant la requiſition de quelques Ordonnances & Aſſignations.

Sur le premier Article concernant le paiement de l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel à la ſomme encore de 53. mille, 142. Florins & 13. Sols & 7. Deniers, on priera les Etats de Gueldre, à la charge deſquels cette Somme étoit repartie par les Etats de Guerre, de vouloir en faire le paiement.

Sur le 2. Article, touchant le demi mois de marche du Corps de 5. mille, dont la Gueldre doit paier 6915. Florins & la Hollande 1973. On priera ces Provinces de les paier.

Sur le 3. Article, conſiſtant en 51. mille, 108. Florins & 8. Sols, ſur la Solde deuë par le Quartier de Nimegue au Regiment du Trouſſel depuis le 6. Mai 1712; juſques au 6. Mai 1713. On priera les Etats de ce Quartier-là d'avoir le ſoin de faire ce paiement; d'autant plus que dans les preſentes conjonctures, ils ſont plus obligés que d'autres à ôter toutes les occaſions de plainte au Roi de Pruſſe.

Sur le 4. Article que le Conſeil d'Etat ſera requis de dreſſer les Ordonnances, lors qu'on lui donnera les Documens ſur leſquels Elles doivent être dreſſées.

Sur le 5. Article touchant quelques Ordonnances retenuës par le Conſeil d'Etat pour ce que le Corps de

ANNO 1717. de 5. mille hommes doit aux Hôpitaux, on priera le Conseil d'Etat de les extrader, autant qu'Elles excedent ce que ce Corps-là doit aux Hôpitaux, portant 4169. Florins & 8. Sols.

CLXXXVIII.

22. Juin. *Acte de l'Electeur de Cologne pour aprouver les Articles contenus dans la Resolution de LL. HH. PP. du 22. Juin 1717.*

SON Alteſſe Electorale de Cologne pour temoigner ſon inclination ſincere de renouveller & cultiver fermement une bonne amitié & voiſinage avec LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, a voulu agréer & ratifier, ainſi qu'en vertu des preſentes agrée & ratifie les Articles ſuivans, dont le Baron de Heems, comme Envoié Extraordinaire & Mediateur de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, eſt convenu avec LL. HH. PP.; avec une ſincere promeſſe de les obſerver fidelement, & inalterablement de point en point, dans l'attente que LL. HH. PP. mettront des ordres convenables, qu'après l'accompliſſement d'iceux leurs Troupes n'occuperont pas plus long tems les Places où elles ſont en Garniſon dans ſa Principauté de Liége ſous quelque pretexte que ce ſoit, mais elles les évacueront d'abord.

I. Que les Fortifications de la Citadelle de *Liége*, du côté de la Ville reſteront & ſeront laiſſées dans l'état où elles étoient avant la derniére Guerre, que celles du côté de la Campagne & les Baſtions ſeront demolies, & les ouvertures qui ſeront par là faites, fermées par une muraille droite, qui joindra les Courtines, & cela étant fait on reſtituera ladite Citadelle à S. A. E., & les Troupes de l'Etat en ſortiront. Et afin qu'il n'arrive plus aucune diſpute ſur ladite demolition, LL. HH. PP. déclarent, que leur intention eſt, que ſeront démolis, 1. tous les Ouvrages, faits du côté de la Campagne, après que ladite Citadelle a été, au commencement de la derniére Guerre, occupée par les Armes des Hauts Alliez. 2. Tous les Ouvrages extérieurs, qui ſont du côté de la Campagne, commençant depuis les *ſix cens dégrez* excluſivement juſques au Baſtion de la Ville, nommé du *Clergé*. 3. Les Baſtions nommez *St. Lambert* & le *Marchand* ſeront démolis; & l'ouverture qui ſera par là faite ſera fermée par une muraille droite entre les Courtines. Et par conſéquent ſeront laiſſez en leur entier les 3. Baſtions nommez *Six cens dégrez*, *Maximilien* & *Henri*, avec les Ouvrages qui ſubſiſtoient avant la derniére Guerre, du côté de la Ville.

II. Que le Château de *Huy*, & les Forts & Ouvrages qui en dépendent, ſeront raſez, & démolis, ſans qu'ils puiſſent jamais être relevez, ni reparez, non plus que les Ouvrages de la Citadelle de *Liége*, qui doivent être démolis du côté de la Campagne. Bien entendu que ladite démolition portée dans cet Article, auſſi-bien que dans le précédent, ſera faite aux dépens des Etats du Païs de *Liége*, auxquels les materiaux reſteront, pour les vendre, ou en diſpoſer autrement, & le tout ſuivant les ordres & la direction de LL. HH. PP., qui à cette fin envoyeront une perſonne capable, pour avoir la direction de ladite demolition, à laquelle l'on commencera à travailler immediatement après & auſſi-tôt que S. A. E. aura agreé & accepté ces conditions de la Réſolution; & ſe finira dans 3. mois, ou plûtôt s'il ſe peut. Et les Garniſons de LL. HH. PP. ne ſortiront pas de ces Places, que la Démolition ne ſoit achevée; mais cela étant fait, leſdites Garniſons ſortiront, & les Places ſeront reſtituées à S. A. E.

III. Que tous les Ouvrages extérieurs de *Bonn*, y compris les Ravelins & le Chemin couvert; tant d'un côté que de l'autre du Rhin, ſeront raſez: & que l'ouverture qui eſt faite derriére le Palais Electoral en 2. Baſtions, & avec les Courtines abbatuës, entre deux, reſtera, ſans que ladite ouverture puiſſe être refaite, ou que les Ouvrages à démolir, puiſſent être rétablis. Auſſi que cette démolition ſe fera ſans qu'il en coute à LL. HH. PP., dans le terme de 3. mois, & que LL. HH. PP. puiſſent y envoyer quelqu'un, pour prendre inſpection que la démolition ſoit faite comme il faut. ANNO 1717.

IV. Que le Fort ſur la Montagne de *St. Pierre* reſtera & que comme il eſt ſitué ſur le terrain de *Liége*, LL. HH. PP. à l'égard de la Juriſdiction ou autrement, n'y auront pas plus de Droit que ſur les autres Fortifications de la Ville de *Maſtricht*, autant qu'elles ſont ſituées ſur le Territoire de *Liége*.

V. Que toute l'Artillerie, Munitions & autres materiaux, & neceſſitez de Guerre qui ſont dans *Bonn*, & appartenant à l'Etat, ſuivant la liſte & l'inventaire qu'il y en a, ſeront d'abord reſtituez à l'Etat.

VI. Que S. A. E. de Cologne ſe chargera que le Gouverneur & autres Officiers, qui ont été à *Bonn*, & qui ont contracté pour leur payement avec le Chapitre Electoral, ſeront payez de leurs arrérages, ſuivant qu'on eſt convenu, outre les 800. écus promis par S. A. E. au Commandant Coëtier.

VII. Que pour ce qui s'eſt paſſé à *Bonn*, S. A. E. écrira une Lettre de civilité à LL. HH. PP.

VIII. Que ces points étant acceptez par S. A. Elect., Elle envoyera une Déclaration authentique là-deſſus à LL. HH. PP. Enſuite dequoi ces Articles ſeront mis en éxécution.

Ces Articles furent dreſſés le 22. Juin, agréez par S. A. E. de Cologne, le 27. du même mois, & remis aux Etats Generaux le 28. Juillet de cette année.

En foi de tout ce que deſſus S. A. E. a ſigné la preſente Declaration & Aprobation de ſa propre main, & y a fait mettre ſon Seau Electoral. Fait à Bonn le 29. Juin 1717.

Etoit ſigné,

JOSEPH CLEMENT ELECTEUR.

Et plus bas,

FRED. FABIAN.

CLXXXIX.

Traité entre le CZAR, *le Roi de* FRANCE *& le Roi de* PRUSSE, *conclu à Amſterdam le 4. Août.* 1717. 4. Août

COMME le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Pierre I. par la Grace de Dieu Czaar de toute la Ruſſie. Le Sereniſſime & très-puiſſant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu Roi très-Chrêtien de France & de Navarre, & le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Roi de Pruſſe, ſont également tous du deſir d'établir & de conſerver entre eux une étroite union, une Amitié & une Alliance ſolide & durable, leurs Majeſtés ont nommé à cet effet, ſavoir Sa Majeſté le Czaar de toute la Ruſſie les Sieurs, Comte Gabriel de Golofkin, Grand Chancelier de l'Empire Ruſſien, Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle blanc, & le Baron Pierre de Schafirof Vice-Chancelier de l'Empire Ruſſien, Conſeiller privé Chevalier de l'Ordre de l'Aigle blanc, & le Prince Boris de Kourakin, Conſeiller privé, Major General de ſes Armées & Lieutenant-Colonel de ſes Gardes, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux; & Sa Majeſté le Roi très-Chrêtien, le Sieur Pierre Antoine de Châteauneuf Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire au Parlement de Paris, Ambaſſadeur de Sadite Majeſté auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe le Sieur Baron de Knyphauſen Son Conſeiller Privé, Colonel d'un Bataillon de Marine, Chambelan, Reſident du Cercle de Weſtphalie, Preſident de la Compagnie d'Afrique dans la Ville d'Embden, Droſſart du Bailliage de Furſtenwalde, Chevalier de l'Ordre de St. Jean, leſquels

ANNO 1717. lesquels après s'être reciproquement communiquez les Pleins-pouvoirs & après avoir fait l'échange à la maniere accoûtumée, sont convenus d'un Traité de bonne Correspondance d'Amitié, d'Alliance & de Commerce entre leursdites Majestés, leurs Royaumes, Païs, Etats, & Sujets aux Conditions suivantes.

I. Il a été convenu & accordé qu'il y aura dès ce jour & pour toûjours à l'avenir entre S. M. le Czar & S. M. très-Chrêtienne & Sa Majesté le Roi de Prusse, leurs Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Etats & Sujets une amitié & une Correspondance sincere, qui seront observées de telle maniere que les Parties contractantes feront sincerement & de bonne foi tout ce qui dependra d'Elles pour procurer & avancer le bien & l'avantage l'une de l'autre & pour detourner au contraire tous les Dommages & préjudices qui pourroient leur arriver ou à leursdits Etats & Sujets.

II. Leursdites Majestés promettent & s'engagent reciproquement de contribuer par leurs offices à maintenir la tranquillité publique, retablie par les Traités d'Utrecht & de Bade aussi bien que ceux qui interviendront pour la Pacification du Nord, en consequence de n'entrer dans aucune Convention ni engagement qui puissent en quelque tems ni en quelque maniere que ce soit, être directement ou indirectement contraire à ce qui a été statué, avec la Couronne de France dans lesdits Traitez, d'Utrecht & de Bade, & à ce qui sera stipulé dans ceux de la Paix du Nord avec le Czar de toute la Russie & avec le Roi de Prusse mais au contraire d'apporter tous leurs soins pour en assurer le maintien & l'execution.

III. Et pour rendre la presente Alliance également solide & utile par les avantages que les Sujets de part & d'autre peuvent trouver dans l'établissement de Commerce entre les Etats & Sujets de leursdites Majestés reciproquement, il a été convenu & arrêté par le present Article qu'il sera nommé des Commissaires qui s'assembleront dans huit mois du jour de la Signature du present Traité pour regler les conditions d'un Traité de Commerce & de Navigation, dont le fondement principal sera de faire jouïr les Sujets de leursdites Majestés, leurs Marchandises & effets de tous les Privileges, Prerogatives & avantages dont jouïssent dans les Ports, & Païs de l'une & de l'autre Domination les Nations qui sont traitées le plus favorablement.

IV. Leursdites Majestés se reservent reciproquement par le present Article, leurs autres Traités & Alliances auxquels Elles ne prétendent point deroger en ce qui ne sera pas contraire à la presente Alliance, & specialement de la part du Roi très-Chrêtien l'Alliance signée à la Haye le 4. Janvier de la presente année entre ses Ministres & ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de la Republique d'Hollande.

V. Pour rendre la Paix & cette Alliance plus solide & plus durable, le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse non seulement admettront, mais inviteront de concert toutes les Puissances & Etats qui voudront entrer dans le present Traité pour le maintien de la tranquillité Generale de l'Europe, & pour l'utilité commune & de toutes les Parties interessées.

VI. Les Ratifications en bonne forme seront mutuellement échangées dans l'espace d'un mois à compter du jour de la signature du present Traité.

En foi de quoi nous soussignez munis des Pleins-pouvoirs de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse avons auxdits noms signé le présent Traité d'Alliance & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

Articles Separés & Secrets.

I. Comme l'objet & le veritable but du Traité d'Alliance signé ce jourd'hui entre les Ministres de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse est de maintenir reciproquement la paix & la tranquillité de leurs Royaumes, Païs, Etats & Sujets, sur le Fondement des Traités de Paix d'Utrecht & de Bade & de ceux qui retabliront la tranquillité du Nord, Elles promettent & s'engagent aussi reciproquement de garantir lesdits Traitez dans tous les points & Articles qui ont été ou qui seront statuez avec chacun d'entre elles. En

sorte que s'il étoit fait quelque entrepriſe de la part de quelque Puissance que ce soit, au prejudice de leursdites Majestés & des Garanties qu'elles se promettent elles interposeront leurs offices auprès de l'aggresseur pour procurer satisfaction à la Partie lesée, & engager l'Aggresseur à s'abstenir entierement de toutes sortes d'Hostilité. ANNO 1717.

II. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction & un dedommagement dans l'espace de quatre mois; il sera alors convenu des Secours en Troupes ou en argent que celles des Puissances contractantes qui n'auront pas été attaquées, seront tenuës de donner sans retardement à leurs Alliés pour l'execution desdites Garanties, ce qui n'a pu être reglé presentement à cause des difficultez survenues sur ce sujet, tant de la part de S. M. très-Chrêtienne par raport à la diversion qu'elle demande pour l'effet desdites Garanties, que de la part de S. M. le Czar par raport aux subsides qu'elle a à pretendre dans le même cas, & celle de S. M. le Roi de Prusse, par la Demande qui a été faite en son nom de la Garantie de la cession de Stetin dans la Paix du Nord; Leursdites Majestez le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien & le Roi de Prusse se promettant reciproquement que lorsque lesdits Secours & la maniere de les emploier seront reglés par une Convention plus ample qui sera faite dans la suite sur ce sujet, elles continueront de les donner à la Partie lesée jusqu'à ce que le trouble soit entierement cessé & le dommage reparé.

III. Le Roi très-Chrêtien n'aiant pas cessé depuis son Avenement à la Couronne d'agir par ses offices à l'exemple du feu Roi Son Bisayeul pour porter les Puissances interessées dans la Guerre du Nord à reprendre des sentimens de Paix & Sadite Majesté très-Chrêtienne voulant continuër d'emploier les mêmes offices; leurs Majestez le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse pour repondre aux droites intentions du Roi très-Chrêtien & pour lui donner une marque particuliere de leur confiance, promettent & s'engagent d'admettre la Mediation de S. M. T. C. dans la Negociation qui se fera pour parvenir à la Paix du Nord entre elles & le Roi de Suede & d'en faire la Declaration toutes les fois qu'elles seront requises, bien entendu que S. M. T. C. bornera à des offices & à des insinuations ce qu'elle fera en ladite qualité de Mediateur, sans jamais emploier les voyes de fait directement ni indirectement contre aucune des Parties qui sont presentement en guerre, pour les obliger à accepter les propositions de Paix qui ne seront point acceptées, ladite Mediation sera pourtant continuée jusqu'à la fin de la Guerre du Nord; & Sadite M. T. C. voulant conserver l'exacte impartialité qui convient à la qualité de Mediateur & d'ami commun de toutes les Parties interessées, promet & s'engage de ne prendre après l'expiration du Traité qui subsiste entre sa Couronne & celle de Suede, & qui finira au mois d'Avril prochain, aucun engagement avec ladite Couronne sous quelque pretexte qui puisse être directement, ou indirectement contraire aux interêts de leursdites Maj. le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse, & qu'elle ne donnera aussi à ladite Couronne après ledit terme aucun Secours des Troupes ni d'argent sous quelque nom que ce puisse être.

Les presents Articles auront la même force & vertu que s'ils étoient inserez dans le Traité d'Alliance signé aujourd'hui. En foi de quoi nous soussignés munis des Pleinpouvoirs de leurs M. le Czar de toute la Russie, le Roi T. C. & le Roi de Prusse, avons esdits Noms signé les presens Articles & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

CXC.

Accord zwiſchen Ihro Czaariſche Majeſt. Peter I. und der Stadt Dantzig / ſub dato den 19/30 Sept. 1717. nebſt dem Schreiben bemeldter Stadt an Ihro Königl. Majeſtät von Pohlen AUGUSTUS / über gedachtem Accord. 19/30 Sept.

C'est-à-dire,

Accord entre Sa Majesté Czarienne PIERRE I. *& la Ville de* DANTZIG *du* 19/30. *Sept.* 1717. *Avec la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au* ROI DE POLOGNE.

ANNO 1717.

WIr Peter der Erste von GOttes Gnaden/ Czaar und Selbst-Erhalter aller Reussen/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun kund und zu wissen allen und jeden/ denen hieran gelegen: Demnach zwischen Unserem bestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über Unsere Leib-Garde, Unserem Gevollmächtigten/ dem Hochgebohrnen Fürsten Basilio von Dolhoruky, an einem/ und der Stadt Dantzig Deputirten am andern Theile eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris 1717. berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

ANN 1717

Allen und Jeden/ denen hieran gelegen/ thun kund und zu wissen Wir Burgermeister und Rath der Stadt Dantzig: Demnach zwischen des Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Grossen Herrn Czaaren und Groß-Fürsten Petri des Ersten/ des grossen und kleinen Reußlandes Selbst-Erhaltern/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Gevollmächtigten/ dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Basilio von Dolhoruky, Jhro Groß-Czaarischen Majest. hochbestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über die Groß-Czaarische Leib-Garde, Rittern des Elephanten- und weissen Adler-Ordens ꝛc. ꝛc. an einem/ und Unseren Deputirten/ denen Wohl-Edlen/ Vesten/ und Hochweisen Herrn Joh. Henrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ am andern Theile/ eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris dieses Eintausend Siebenhundert und Siebenzehenden Jahres berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

DEmnach im Nahmen Sr. Groß-Czaarischen Majestät durch Dero Plenipotentiarium, den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Basilium von Dolhoruky, Jhrer Groß-Czaarischen Majestät hochbestalten General-Lieutenant, und Obrist-Lieutenant über Deroselben Leib-Garde, Ritter des Elephanten- und weissen Adler-Ordens/ einige Puncta an die Stadt Dantzig gelanget seyn; Zu deren Ablehnung im Nahmen sämtlicher Ordnungen der Stadt Dantzig durch die zu diesem Negotio Deputirte/ die Wohl-Edle/ Veste/ und Hochweise/ Herrn Johann Heinrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ Raths-Verwandten selbiger Stadt/ fleißige Vorstellungen sowohl der Unschuld der Stadt/ als ihres und ihrer Ländereyen Unvermögens und anderer erheblicher Considerationen angeführet worden; Als ist endlich zwischen höchstgemeldter Sr. Groß-Czaarischen Majestät Plenipotentiarii Hochfürstl. Durchleucht an einem/ und vorgenannten Deputirten der Stadt Dantzig am andern Theile/ folgender Vergleich getroffen und verabredet worden:

ART. I. Es verspricht die Stadt Dantzig/ alle Correspondenz, Commercien/ und Trafiquen mit Schweden bis zu Ausgang des Krieges gäntzlich zu unterlassen/ und ihren Untergebenen dasselbe ernstlich zu verbieten. Falls aber jemand ihrer Bürger und Einwohner/ was Nation und Standes er auch wäre/ darwider handeln möchte/ wird ein solcher gestrafft werden. Wäre auch Ihre Groß-Czaarischen Majestät beliebig/ einen Agenten oder Commissarium in der Stadt Dantzig zu bestellen; so wird Ihm frey seyn/ daselbst zu wohnen/ und wird auch alle Ehren-Bezeugungen/ wie es mit anderen gleichfalls in Dantzig sich aufhaltenden fremden Commissarien und Agenten bräuchlich/ zu geniessen haben; Nebst diesem Jhrer Groß-Czaarischen Majestät hohes Interesse wahrnehmen/ und auf daß/ der nunmehrigen Convention gemäß/ ermeldte Correspondenz und Trafique mit Schweden aufgehoben bleiben möge/ Acht geben: Da denn/ so fern Er etwas erfahren solte/ so dieser Convention zuwider lieffe/ Er es dem Magistrat bekannt machen/ und man ihm hierinnen eine gebührende Satisfaction verschaffen wird.

II. Die drey Fregatten/ welche auf der Stadt Dantzig Unkosten allbereits sind gebauet worden/ wird dieselbe auf ihre Unkosten/ mit Genehmhaltung Jhr. Königlichen Majest. von Pohlen/ wider Schweden ausrüsten. Dieselbige werden Jhro Königlichen Majestät in Pohlen/ Flaggen führen/ auch unter Deroselben Commission stehen/ und wider die feindlichen Schiffe agiren. Ermeldten Capers wird gestattet werden/ in alle Jhrer Groß-Czaarischen Majestät Hafen einzulauffen. Damit aber auch bey den übrigen hohen Nordischen Alliirten allen benöthigten Falls ihnen frey stehen möge/ in ihre Hafen einzulauffen/ und sichere Retraite zu haben/ wird man ab Seiten Jhrer Königlichen Majestät in Pohlen deswegen sollicitiren: Worinnen auch von Seiten Jhrer Groß-Czaarischen Majestät zu appuiren versprochen wird. Indessen werden selbige Capers von höchstgedachter Königlichen Majestät mit einer genauen Ordre auf dem Fuß/ wie andere wohl eingerichtete Caper-Reglemens gestellet sind/ versehen werden/ darinnen ihnen vornemlich aufs allerschärffeste verboten seyn wird/ weder die Dantziger/ noch anderen der hohen Nordischen Alliirten Unterthanen gehörigen/ oder auch neutraler Nationen Schiffe/ wenn sie ihre gute richtige Pässe/ Certificate/ und Documenten haben und vorzeigen/ weiter zu visitiren/ oder sie in ihrer Reise aufzuhalten/ von ihnen unter einigerley Vorwand etwas zu fordern oder abzunehmen/ oder ihnen sonst auf einige Weise beschwerlich zu fallen.

III. Die eine Helffte der Capern-Equipage werden Seiner Groß-Czaarischen Majestät Leute seyn/ wenn Jhre Königl. Majestät in Pohlen hierinnen consentiren. Die Leute werden dennoch in Königlichen Pohlnischen Eyd und Pflichten stehen/ und vor würcklich Königlich-Pohlnische eigene Leute zu achten seyn.

IV. Zu mehrerer Demerirung Sr. Groß-Czaarischen Majestät höhesten Gnade/ und zu Erhaltung derer dagegen verabredeter Conditionen/ wird die Stadt Dantzig eine Summe von hundert und viertzig tausend Species-Thalern/ den Species-Thaler zu sechs Tympffen gerechnet/ erlegen/ welche Summe in drey gleiche Raten wird getheilet werden/ derer erstere von sechs und viertzig tausend/ sechs hundert/ sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern à sechs Tympffen/ nach beygekommener Ratification Jhrer Groß-Czaarischen Majestät in drey

ANNO 1717. drey Monaten / die andere auch von sechs und viertzig tausend / sechs hundert / sechs und sechtzig und zwey Drittel Species-Thalern à sechs Tymffen / sechs Monat nach Verfliessung des ersten Termins, die dritte ebenfalls von sechs und vierzig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern à 6. Tymffen / sechs Monat nach Verfliessung des andern Termins, fällig seyn wird.

V. Im Fall die Noth erfordern möchte / daß einige Ihrer Groß-Czaarischen Majestät Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren in den Hafen der Stadt Dantzig einlauffen müsten / wird ihnen solches zugelassen / und / was die Sicherheit betrifft / auf die Art / wie bey Städten und Vestungen alliirter See-Puissancen gebräuchlich ist / verfahren werden. Indessen werden selbige Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren sich so / wie anderer in Freundschafft stehender Nationen Schiffe / aufführen / nicht das geringste fordern / sondern alles / dessen sie und die auf denselben befindliche Leute benöthiget seyn möchten / vor ihr eigen Geld beyschaffen / auch keiner Visitirung oder Hemmung der Ein- oder Ausfahrt einiger Schiffe sich anmassen.

VI. Seiner Groß-Czaarischen Majestät Trouppen / welche jetzt in der Stadt Dantzig Ländereyen stehen / werden / so bald gegenwärtiger Vergleich wird geschlossen und von den Gevollmächtigten beyder Theile unterschrieben seyn / ungesäumt / ohne ferner etwas zu fordern / gäntzlich zurücke gezogen werden / besagte Ländereyen auch von dieser und aller übrigen Groß-Czaarischen Trouppen Quartieren / Durch-Marchen / Podwoden / Fouragirungen / Contributions-Forderungen / und allen andern Beschwerungen / wie sie immer Nahmen haben mögen / befreyet bleiben.

VII. Die Stadt Dantzig wird von allen und jeden Prætensionen / An- und Zusprüchen / welche im Nahmen Seiner Groß-Czaarischen Majestät / aus Gelegenheit dessen / so in abgewichener Zeit möchte seyn unternommen oder unterlassen worden / seithero rege gemachet seyn / oder unter irgend einem Vorwand erdacht und rege gemacht werden könten / vor diese und alle zukommende Zeiten völlig entlediget und befreyet. ANNO 1717.

VIII. Dafern jemand wegen dieses Vergleichs die Stadt Dantzig auf einigerley Art anfechten und ihr beschwerlich fallen solte / werden Seine Groß-Czaarische Majestät dieselbe aufs kräfftigste vertreten und schützen.

IX. Denen Dantziger Kauffleuten / welche auf St. Petersburg oder in anderen Seiner Czaarischen Majestät Hafen oder Landen ihre Handlung führen / werden alle diejenige Freyheiten / Emolumenten / und Privilegien / deren andere Amicæ Gentes, so mit Seiner Groß-Czaarischen Majestät in genauestem Vernehmen stehen / zu geniessen haben / oder hinkünfftig theilhafftig werden möchten / gleichfalls gegönnet und gestattet werden.

X. Ihr. Czaarische Majestät werden nebst anderen hohen Puissancen vor die Stadt Dantzig die gnädigste Sorge tragen / daß sie in dem künfftigen Nordischen Frieden / (welchen der barmhertzige GOtt baldigst verleihen wolle!) möge mit eingeschlossen / und gleichwie durchgehends bey allen ihren Gerechtigkeiten / Freyheiten / und Privilegien / also auch besonders bey der freyen Ubung der Evangelischen Religion, so wie sie derselben vor dem gegenwärtigen Kriege sich gebrauchet und genossen / mainteniret werden.

XI. Uber diesen Vergleich und jede desselben Puncten und Clausulen wird Seiner Groß-Czaarischen Majestät völlige Ratification unter Dero höchsten Hand und Siegel aufs forderlichste der Stadt Dantzig geliefert / und alsdenn dagegen bemeldter Stadt Ratification unter ihrem Siegel ausgehändiget werden.

Zu mehrerer Beglaubigung alles obigen / sind dieses Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget und mit der Unterschrifft und Siegel / sowohl Anfangs gedachter Hochfürstl. Durchl. als auch obbenahmter Dantziger HH. Deputirten bekräfftiget worden. So geschehen in Dantzig den 19. (30.) Septembris 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiemit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu erfüllen und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigen Stücken zu handeln / noch zu gestatten / daß jemahls von anderen dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieses mit Unserer Groß-Czaarischen Hand unterschrieben / und mit Unserem Siegel befestigen lassen. Gegeben bey Dantzig den 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiermit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu halten und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigem Stücke zu handeln noch zu gestatten / daß jemals von andern dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieser Stadt Siegel hierunder drucken lassen. So geschehen Dantzig den 20. Septembr. (1. Octobr.) Anno 1717.

(L. S.)

Bürgermeister und Rath der Stadt Dantzig.

Was die Stadt Dantzig an Ihro Königl. Majestät in Pohlen desfals gelangen lassen / das zeiget derselben Bericht sub 2. Octobr. 1717. dieses Inhalts.

P. P.

EUer Königliche Majestät geruhen Sich allergnädigst zu erinnern / was an Dieselbe in tieffster Unterthänigkeit / durch vielfältige demüthigste Schreiben gelangen zu lassen / wir genöthiget worden / da vor etwas mehr als zween Monathen / im Nahmen Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Dero General-Lieutenat, der Fürst Dolhoruky, dieser Stadt verschiedene an sie gerichtete Anforderungen / vorgetragen hatte / und nicht das geringste seithero unterlassen / wodurch er die Erfüllung dererselben durch harte und sehr höchst empfindliche

ANNO 1717. Bedrängnisse der Stadt sowohl als zum gäntzlichen Ruin des Erbarmungs-würdigen Landmanns streckende Zunöthigungen auf das schmertzhaffteste erzwingen möchte.

Wir erkennen es mit dem aller devotesten Dancke/ daß Eure Königliche Majestät solche unsere Angelegenheiten huldreichst zu Hertzen genommen und von selbiger Zeit an bis auf die jetzige vielfältige allergnädigste Sorge getragen/ uns und diese Stadt von einem so unverdienten/ und weit aussehenden Beschwehr zu befreyen.

Wann aber der-so wohl hierauf als auf unser untadelhafftes Betragen/ je länger je mehr gegründet gewesenen Hoffnung eines ruhigern und sicheren Zustandes wir so gar verfehlet/ daß vielmehr durch die letzthin wider diese Stadt gerichtete schärffere Ordres, und die erfolgte hohe Hernaherung und persöhnliche Gegenwart Groß-Czaarischer Majestät die Menge derer uns verunruhigenden Drangsalen angewachsen/ und überhand genommen/ und wir/ da wir haben müssen geschehen lassen/ was wir zu ändern nicht vermögend gewesen/ uns zu einer schleunigen Declaration, auf die wider diese Stadt vor einiger Zeit gerichtete Puncta haben declariren müssen. So erfordert nicht minder unser allerunterthänigste Pflicht/ als der Sachen selbst eigene Beschaffenheit/ daß Eure Königl. Majestät wir hievon ungesäumte Eröffnung thun/ und Deroselben diejenige Convention, welche zwischen Ihr Groß-Czaarischen Majestät und diese Stadt am letzten verwichenen Monaths Septembris ist unterzeichnet/ und folgendes Tages von Groß Czaarischer Majestät ratificiret worden/ in Copia beyzufügen/ uns die demüthigste Freyheit nehmen/ dero Inhalt so wie sonst grossen Theils/ also vornehmlich die drey erstere Puncta nach denen Worten/ so auf Ihr. Groß-Czaarischen Majestät selbst eigene Ordres uns sind fürgeschrieben worden/ hat müssen angenommen und Eure Königliche Majestät sich vortragen zu lassen allergnädigst geruhen werden.

Wir haben nicht nöthig/ durch mehrere Weitläufftigkeit/ als diejenige gewesen/ wozu wir in unsern Fatalitäten schon wider Wunsch und Willen veranlasset worden/ Euer Königlichen Majestät die Bedencklichkeiten solcher Suiten/ und was sonst annoch zu befürchten uns bevorstehen möchte/ und die Grösse unsers Kummers darüber vorzutragen/ indem die blosse Erinnerung des bereits angeführten/ und die bey anhaltender Unruhe der Zeiten so vieler Verwandten Millionen wegen Eurer Königlichen Majest. sattsam bekandten Dürfftigkeit dieser Stadt/ mehr als zu fähig seyn wird/ bey Deroselben ein väterliches Mitleiden über den Zustand dieser armen Stadt zu erwecken/ und vor die Hülffe und Rettung so vielmehr auszubitten/ je weniger dieselbe sonst im Stande seyn dörffte/ sich ihres ohnedem so nahen Ruins zu entschütten/ und demjenigen zu satisfaciren/ wozu sie sich über ihre Kräffte anheischig zu machen ist genöthiget worden.

Wir beharren dennoch unbeweglichst in der unterthänigen Zuversicht/ es werde Ew. Königliche Majestät allergnädigst fortfahren/ diese Stadt bey ihrer Unschuld und Dero gantz entkräfftеten Zustand väterlich zu schützen/ und ihr sambt dero Territorio so wie jetzo/ also in künfftigen Zeiten/ den ihnen so nöthigen Trost und Ruhestand gnädigst gönnen/ und durch ihre Groß-Czaarische Majestät als Dero Hohen Bundes-Genossen mit zukehren helffen/ absonderlich aber zu verfügen/ daß/ nachdem in uns wegen der Krasnotawischen Prætension von neuen hat wollen gesetzet werden/ wir sothaner Anforderung/ bey unserer durch so mannigfalte Erpressungen und Trübsalen aufs äusserste gebrachten Unvermögenheit/ huldreichst befreyet werden möchten. ANNO 1717.

Hierum bitten Ew. Königliche Majestät wir aber-und abermahl demüthigst/ und hoffen/ es werde Ew. Königliche Majestät an der Probe/ die von unserer unterthänigster Devotion und aus der Fülle des Hertzens herrührenden Liebe/ zu Ew. Königlichen Majestät wir bey dieser Gelegenheit darzustellen/ nicht umhin gekont/ ein nicht minderes allergnädigstes Gefallen haben/ als an allen denen übrigen/ mit welchen wir dieselbe unsere unverbrüchliche Treue zu bestätigen werden bemühet bleiben. GOTT anruffende/ daß er Euer Königliche Majestät in stetem Uberfluß alles dessen/ was zu einer in vollkommenster Gnade gesegneter Königlicher Regierung verlanget werden mag/ nach eigenem höchsten Wunsch bis auf die späteste Jahre erhalten wolle.

Datum ut supra.

CXCI.

Assecuration Ihro Königl Maj. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen FRIDERICI AUGUSTI/ denen Ständen und Innwohnern des Churfürstenthumbs Sachsen und der Marggrafschafft Ober-Lausitz ertheilet/ daß so lange Ihme GOTT das Leben fristen werde/ Sie unwandelbahr in Ihrer Gewissens-Freyheit und Exercitio der Religion Augspurgischer Confession feste sollen bleiben/ auch seinen zur Catholischen Religion getrettenen Herrn Sohn Printz Friderich Augusten dahin zu ermahnen/ umb seines Orths keine Neuerung vorzunehmen. Geschehen Dreßden den 23. Octobr. 1717. [Christ. Godof. Hofmannus in Notis ad Marlii Commentar. Rerum Lusatic. Libr. V. I. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tom. I. Part. I. pag. 423.] 23. Oct.

C'est-à-dire.

Asseurance donnée par Sa Majesté Royalle de Polone, & Altesse Electorale de Saxe FRIDERIC AUGUSTE, *aux Estats & Habitants de l'Electorat de Saxe, & du Marckgraviat de la Haute Lusace, portant que si long tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troublés dans la Liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg, & que de plus il exhortera le Prince hereditaire Son Fils* FRIDERIC AUGUSTE, *qui a aussi embrassé la Religion Catholique, à n'y faire de la part aucune sorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le* 23. *Octobre* 1717.

VOn GOttes Gnaden/ Wir Friedrich August König in Pohlen ꝛc. ꝛc. Hertzog zu Sachsen ꝛc. ꝛc. Uhrkunden hiemit/ Es wird auch einer getreuen Landschafft/ von Prälaten/ Grafen/ Herren/ denen von der Ritterschafft und Städten/ in unvergeßlichen Andencken stehen/ was massen Wir zu Abwendung aller unnöthigen Furcht und Mißtrauens auch um anderer heilsamen/ aus Landesväterlicher Vorsorge herflissenden Absichten willen/ sofort/ als Wir den Königlichen Pohlnischen Thron bestiegen/ Unserer getreuen Landschafft die gnugsame Versicherung gegeben/ daß die Veränderung der Re-

ANNO 1717. Religion/ als ein personelles Werck/ Unsern getreuen Unterthanen an Ihrer Religion/ hergebrachten Gewissens-Freyheit/ Gottesdienste/ Kirchen-Gebräuchen/ Universitäten/ Schulen/ Einkünfften/ auch allen andern Rechten und Gerechtigkeiten/ nicht den geringsten Nachtheil oder Abtrag gebähren solte; Und/ da etliche Jahre hernach sich Leute fanden/ die Mißtrauen und Aergernus anrichten wolten/ was gestalt wir durch ein öffentlich poenal Mandat/ dem Unwesen zu steuren/ vor nöthig erachtet: Die bey allgemeinen Land- und Ausschuß-Tagen gethane Versichrungen/ am allermeisten aber die Erfahrung hat einer getreuen Landschafft im Wercke selbsten gnugsam zu erkennen gegeben/ was vor Landes-Vätterlichen Schutz wir Unseren getreuen Unterthanen/ bey solcher Ihrer Religions-Freyheit/ und allen Annexis des Kirchen- und Schulen-Wesens/ nun über 20. Jahr her geleistet/ und wenn es noch einer mehrern Assecuration bedörffte/ sind wir in Gnaden gantz geneigt/ ihnen auch dieselbe dahin wiederfahren zu lassen/ daß Sie allenthalben und in allen Stücken sich und ihre Nachkommen gesichert erachten könten.

Alß wir nun keinen von Unsern getreuen Unterthanen sein Gewissen beschräncken/ noch dessen Religion kräncken lassen wollen; So hat Uns destoweniger gebühren wollen/ Unsers freundlich geliebten Sohnes/ Printz Friedrich Augusti Liebden Conscienz Ziel und Maaße zu setzen/ und da sich nun begeben/ daß sie auf Ihrer Reise schon vor 5. Jahren/ in Italien/ sich zur Römisch-Catholischen Religion gewendet/ und solch Bekäntnus/ vor weniger Zeit/ zu Wien/ öffentlich declariret haben/ so mögen Wir es vor nichts anders halten/ als daß es der höchste GOtt also gefüget:

Und dannenhero haben Wir auch nicht umhin gekont/ da Uns dieselbe gebethen/ Wir wolten Uns solchem Vorhaben nicht widersetzen/ unsern Consens darein zu ertheilen. Wir versichern hergegen/ daß so lange Uns GOtt das zeitliche Leben fristen wird/ Wir bey deme/ was Wir mit Königl. und Churfürstl. theuren Worten so offt versprochen/ und unverbrüchlich gehalten haben/ ferner unwandelbahr veste stehen/ und Uns durch niemanden/ er sey wer er wolle/ hiervon abkehren lassen werden/ auch von Unsers Sohnes/ des Königl. und Chur-Printzens Lbd. vergewissert sind/ daß sie gleiche Sentiments und conduite/ darzu Wir Sie auch mit dienlichen Vorstellungen und Väterlicher Einbindung jederzeit weisen wollen/ führen/ und nicht das mindeste fürnehmen/ noch andern verstatten oder verhängen werden/ welches zum Abbruch der Religions-Freyheit/ noch Unsern ausgelassenen Mandaten und Landtags-Reversalen gereichen könne/ sondern sie werden sich allenthalben dergestalt zu erweisen beflissen seyn/ daß wie in andern/ also auch in Religions-Kirchen-Universitäts- und Schul-Sachen/ und allen Deroselben Annexis, nichts verändert/ sondern alles in statu quo, wie es vor Unserer Religions-Veränderung in Annum 1697. gewesen/ unverletzt erhalten werde; deßwegen haben wir auch einer Notthurfft befunden/ an die Evangelischen Puissancen und Fürsten zu schreiben/ und/ daß wir Unserer getreuen Landschafft/ auch auf diesen Fall/ die Sicherheit in Religions- und Kirchen-Sachen feste gestellet hätten/ zu vergwissern. Zu mehrer Beuhrkundigung haben Wir diese nochmahlige Assecuration eigenhändig unterschrieben/ und Unser Königl. Chur Secret darauf zu drucken befohlen. So geschehen zu Dreßden den 23. Octobris Anno 1717. ANNO 1717.

AUGUSTUS REX.

L.S.

Jacob Heinrich Gr. von Flemming.

Johann Friedrich Gunther.

CXCII.

Convention Provisionelle pour une Administration commune dans la Baronnie de HERSTAL. *A la Haye le* 10. *Decembre* 1717. 10. Dec.

COMME les differens survenus depuis la mort de Sa Majesté le Roi Guillaume III. de Glorieuse Memoire touchant la Baronie de Herstal, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & Leurs Altesses Tuteurs des Princes mineurs de Nassau Diets, ont donné occasion à plusieurs querelles & desordres, si bien entre les Officiers de part & d'autre, que parmi les Sujets; & les Hauts Pretendans n'aiant pû encore en venir à un accommodement final, voiant cependant que ces querelles & desordres menacent la susdite Baronie d'une entiere ruine; ainsi qu'il étoit absolument necessaire d'y pourvoir d'une maniere ou d'autre, ont pour cét effet autorisé leurs souffignez Ministres, pour convenir mutuellement au nom de leur Maitres sur l'établissement d'une administration commune dans la Baronie de Herstal, sur les conditions suivantes.

Sans pourtant que cette presente Convention puisse prejudicier ou alterer en aucune façon les Droits que les Hauts Pretendans soûtiennent d'avoir sur la Baronie de Herstal, comme étant faite provisionellement, & uniquement pour retablir la tranquillité, & pour soulager les Habitans de la susdite Baronie, en attendant que les differens en principal soient vuidez:

I. Que Sa Majesté le Roi de Prusse pour cette fois nommera, ou si Sa Majesté le trouve bon continuera le Receveur, & Leurs Altesses les Tuteurs nommeront, ou s'ils le trouvent bon continueront le Drossart.

II. Que la Regence sera reduite au nombre de 7. Echevins, dont Sa Majesté nommera 4. & LL. AA. SSmes nommeront 3. durant la vie du Drossart, qu'Elles ont nommé, & quand Sa Majesté Pruss. nommera le Drossart, Sa Majesté durant la vie dudit Drossart nommera 3. & LL. AA. SS. nommeront 4. Echevins. Le Drossart nommera le Procureur d'Office, & on continuera alternativement de cette maniere, aussi long tems que cette commune Administration durera.

III. Que les autres emplois, dont on fera une Liste, qui sera jointe à cette Convention resteront dans le nombre ordinaire, dont la moitié sera à la Collation de Sa Majesté; & l'autre à celle de LL. AA. les Tuteurs.

IV. Que les susdits Drossart, Receveur & Greffier nommez de nouveau ou continués, comme aussi ceux de la Regence & autres Officiers auront & recevront leurs Commissions, Actes & Instructions, pour la fonction & Administration de leurs respectifs emplois, de la part de tous les deux Pretendans, & ils seront tenus de prêter aussi tôt le serment de fidelité sur lesdits Actes & Instructions entre les mains de ceux qui seront autorisés par lesdits Hauts Pretendans, & d'exercer toutes leurs fonctions aux noms desdit Hauts Pretendans, sans aucune distinction, & sans faire paroitre aucune partialité, & à cet effet

le

ANNO 1717. le Receveur ſera tenu de rendre compte aux Hauts Pretendans des revenus de ladite Baronie & d'en delivrer la juſte moitié à chacun deſdits Hauts Pretendans.

V. Que s'il arrive qu'avant que les differens ſur ladite Baronie fuſſent terminez entierement quelqu'un des ſuſdits Officiers mourût, ou que de quelque maniere que ce fût, il ceſſe l'exercice de ſa charge, la place d'un nouveau Droſſard ſera à la Collation de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & *vice verſâ* celle de Receveur à la Collation de LL. AA. les Tuteurs, & ainſi par tour dans les differens cas alternativement.

VI. Que la nomination aux places vacantes de Greffier, Echevins & Procureurs ſe fera par tout de 6. mois en 6. mois, à commencer du jour de la Concluſion & Ratification de la preſente Convention; de ſorte neanmoins que celui ou ceux, qui ſeront nommez de la ſorte, à quelque place que ce ſoit, tiendra ſa nomination des deux Hauts Pretendans, ſans diſtinction, & prêtera le ſerment ordinaire, comme commis & établi par leſdits Hauts Pretendans, & à cet effet les Commiſſions & Actes d'agrément ſeront expediez de part & d'autre ſans retardement & ſans aucune opoſition.

VII. Le tour du premier ſemeſtre, pour diſpoſer deſdites Charges vacantes ſera à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

VIII. Que pour ſoulager les Habitans, autant qu'il eſt poſſible, on aura ſoin de part & d'autre, que les gens de guerre, qui après le Traité conclu & ratifié ſe trouveront à Herſtal ſeront auſſi tôt rapellez.

IX. Que ſi contre toute eſperance il arrivoit qu'il y eût diſpute pour l'explication, l'execution & l'accompliſſement de tout ce qui ſe trouve exprimé dans les ſuſdits Articles, entre les Hauts Pretendans, chacun d'Eux nommera auſſi tôt un Conſeiller ou Deputé pour Arbitres ou Juges du different, qui en ce cas-là prêteront ſerment entre les mains de deux Commiſſaires nommez pour cela, pour decider le different en toute juſtice & équité & ſans aucune partialité. Et ſi ces deux Conſeillers different & qu'ils ne puiſſent pas s'accorder entr'eux, ils envoieront les Actes à une Univerſité ou à quelques Jurisconſultes pour decider le different. Signé à la Haie le dixiéme de Decembre de l'an 1717.

DE MEINERTZHAGEN. (L.S.) B. DE DALWIG. (L.S.)

Liſte des charges à donner à Herſtal.

1. Le Droſſard.
2. Le Receveur.
3. Les Echevins.
4. Les Bourgmaîtres, qui ſe font par les Echevins & la Communauté.
5. Le Greffier.
6. Les Procureurs.

CXCIII.

1718. 2. Janv. *Trêve de trois mois conclue entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Roi de* MAROC, *ſignée à Tetuan le* 2. *Janvier* 1718. [Mercure Hiſt. Mars 1718. pag. 338.]

I. ON a accordé & conſenti, qu'il y aura une ferme & inviolable ſuſpenſion d'Armes, entre le très-Illuſtre & très-Puiſſant Prince George, Roi de la Grande-Bretagne, &c. Et le très-Puiſſant & très Noble Prince Mulley Iſmael, &c. pendant l'eſpace de 3. Mois, à compter du jour de la Signature de ce Traité, comme auſſi entre les Domaines & Sujets, Vaiſſeaux & Cargaiſons des 2. Nations, pendant lequel tems il ne ſe pourra commettre aucune injure de parole ou de fait, entre les Sujets de l'une & l'autre Nation, mais qu'au contraire ils ſe traiteront les uns les autres avec toute l'eſtime & l'amitié poſſible. ANNO 1718.

II. Tous les Vaiſſeaux ou Embarquemens de quelque nature qu'ils puiſſent être, tant ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de ſes Sujets, que ceux de l'Empereur de Maroc, & ceux qui apartiennent à ſes Sujets, pourront tenir librement la Mer, ſans ſe moleſter mutuellement en aucune maniére en montrant le Pavillon; & en cas que l'un voulût aller à bord de l'autre avec la grande Chaloupe, cela ne ſe pourra faire qu'avec deux Perſonnes, excepté les Nageurs; Et ces deux Perſonnes ſeulement pourront monter ſur le Vaiſſeau; & ſe trouvant que la plus grande partie de l'Equipage ſoient Sujets de l'un ou de l'autre Prince, ils pourront pourſuivre le cours de leur Navigation, ſans recevoir aucun empêchement; tous les Paſſagers, Argent & Marchandiſes de quelque Nation que ce ſoit, ſeront francs abſolument, & ne ſeront expoſez à être ſaiſis, enlevez ou pillez; & on ne fera à l'un ou à l'autre aucun tort ni dommage.

III. Il eſt de plus accordé, que s'il arrivoit que pendant le tems de ladite Suſpenſion, quelque Vaiſſeau, Cargaiſons ou Sujets de part & d'autre, vinſſent à faire naufrage ſur les Côtes & Terres de leurs Dominations, ils ne pourront être déclarez priſes, ni les effets être volez ou confiſquez, ni les Perſonnes être faites Eſclaves; toutefois on n'entend par ce préſent Traité le Commerce être permis; mais au contraire la défenſe qui en a été faite demeure en ſa pleine force, juſqu'à la concluſion de la Paix Générale.

Etoit ſigné,

KONINGSBY NORBURY,

BASHA HAMED, &c.

A Tetuan le 20. *du Mois de Safar* 1130, *ou autrement le* 2. *Janvier* 1718.

CXCIV.

Traité entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne, LOUIS XV. *Roi de France & Son Alteſſe Royale* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Pacifications de Ryſwick & de Bade les differents reſtés entre S. M. T. C. & S. A. R. ſont terminés, & les limites reglées; On y convient auſſi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce, A Paris le* 21. *Janvier* 1718. *Avec les* PLEINS-POUVOIRS, *&* RATIFICATIONS *des deux Parties.* [Copie communiquée par l'un des Miniſtres qui ont fait & ſigné le Traité.] 21. Jan.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres lieux, Conſeiller en nôtre Conſeil d'Etat, & nôtre amé & feal le Sieur Henry-Francois de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille & autres Lieux, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conſeiller en nôtre Conſeil des Finances, nos Commiſſaires & Deputez aux Conferences qui ſe ſont tenues pour regler & terminer tout ce qui reſtoit à executer à l'egard de nôtre très-Cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine conformement & en execution des Traitez de Paix de Ryſwick & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté & ſigné le 21. du preſent mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiſte Machuet Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, premier Preſident de la Cour Souveraine de nôtre dit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conſeiller d'Etat de nôtredit Frere, ſes Envoyez Ex-

ANNO 1718. Extraordinaires près de Nous, & ſes Commiſſaires auſdites Conferences, auſſi munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

Le feu Roy de glorieuſe memoire ayant toûjours eu à cœur de terminer & ajuſter avec Monſieur le Duc de Lorraine, tout ce qui reſtoit à executer à ſon égard en conſequence du Traité de Paix conclu à Ryſwyck le 30. Octobre 1697. Sa Majeſté peu après ce Traité auroit nommé des Commiſſaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agiſſoit, à quoy ils ſe ſeroient reſpectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matiere s'étant trouvée d'une longue diſcuſſion, la Guerre ſurvenue entre les principales Puiſſances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conferences tenues à ce ſujet. La Paix n'eut pas plûtôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roy continuant dans le même deſir, & en execution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commiſſaires du Roy & du Duc y travailloient depuis pluſieurs mois & ſelon toute apparence ils l'auroient heureuſement terminée, mais ayant plu à Dieu au mois de Septembre de la même année, d'appeller à ſoi le feu Roy, elle fut encore interrompue juſqu'au commencement de l'année 1716. que le Roy auroit à l'imitation du feu Roy ſon Biſayeul, & de l'avis de Son Alteſſe Royale Monſieur Philippe Duc d'Orleans, Petit-Fils de France, Oncle du Roy, Regent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conferences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryſwyck, le Duc de Lorraine pour lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine poſſeſſion des Etats, Lieux & Biens, que le Duc Charles ſon grand Oncle paternel poſſedoit en 1670. lorſqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roy, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryſwyck. Qu'après une précedente & longue occupation du même Païs par les Armes de Sa Majeſté, commencée vers l'année 1633. il avoit été paſſé à Vincennes un Traité entre le feu Roy & le feu Duc Charles le dernier Fevrier 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ſes Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois poſſedés, dependant des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & generalement dans tout ce dont jouïſſoit ſon prédéceſſeur le dernier Duc Henry lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la réſerve de ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que ſur l'execution de ce Traité, étant ſurvenu pluſieurs difficultez, il en fut arrêté, & ſigné un autre entre le feu Roy & ledit Duc Charles le dernier Août 1663. par lequel il eſt porté qu'il ſeroit nommé au plûtôt des Commiſſaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient ſurvenues depuis la ſignature du Traité du dernier Fevrier 1661. ſur l'execution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epure & de Saint Manſuy, Phalsbourg, Marquiſat de Nomeny, & Saint-Avold & autres Lieux, leſquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cauſe de la ſeconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roy en 1670. tems auquel le Duc Charles faiſoit ſolliciter par ſes Envoyez auprès du feu Roy, la deciſion d'icelles, & la pleine execution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toûjours demandé l'execution en vertu de celui de Ryſwyck, comme repréſentant le feu Duc Charles ſon grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions réſultans deſdits Traitez; A quoy les Commiſſaires du Roy ayant fait difficulté, prétendans oppoſer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryſwyck contre ceux de 1661. & de 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryſwyck, que purement & ſimplement, dans les Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles poſſedoit réellement & de fait en 1670. & la conteſtation ayant été portée au Conſeil, il y auroit été reconu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées ſur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, enſuite de quoy les Commiſſaires de Lorraine ayant continué de ſoûtenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les reſtitutions des Villes, Païs & Lieux, avec les fruits & jouïſſances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec reſtitution des jouïſſances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, enſemble la reſtitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en poſſeſſion avant & depuis l'année 1670. par Luy pretendus en vertu du Traité de Ryſwyck & des fruits & jouïſſances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en execution du même Traité & des ajuſtemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, ſuivant l'ancien uſage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commiſſaires du Roy y auroient répondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majeſté & pour le ſoûtien de ſes Droits. Après pluſieurs Conferences tenues entre les Commiſſaires reſpectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez diſcutées à fond, propoſé reſpectivement les échanges & abornemens convenables, meſuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Païs & des Droits à ceder & à retenir, & enfin ſoigneuſement peſé tout ce qui reſtoit à ajuſter pour l'entiere execution des Traitez. Et le Roy deſirant que le tout ſoit reglé par les Commiſſaires qui de ſa part ont tenu leſdites Conferences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de Sadite Alteſſe Royale Monſieur le Regent, donné Commiſſion & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres Lieux, Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté, Son Ambaſſadeur & Plenipotentiaire cidevant pour la Paix conclue à Baden, & au Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majeſté Conſeiller en Son Conſeil des Finances.

Et Monſieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ſes Commiſſion & Plein-pouvoir au Sieur Jean-Baptiſte de Mahuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, premier Preſident de ſa Cour Souveraine, Son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Parroy, Chevalier Baron de Manonville, Seigneur de Koeurs & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, & Son Envoyé extraordinaire, leſquels après s'être communiquez reciproquement leurſdits Pleins-pouvoirs & Commiſſions qui ſeront inſerez à la fin du Preſent, ſont convenus des conditions & Articles qui ſuivent.

I. Les Traitez paſſez entre le feu Roy & le feu Duc Charles de Lorraine le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. enſemble ceux paſſez entre le Roy & l'Empereur & l'Empire à Ryſwyck, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en en ce qui concerne le Duc de Lorraine devant ſervir de baze & de fondement au préſent Traité, ſeront pleinement executez, ſi ce n'eſt entant qu'il y ſera expreſſément dérogé par celui-ci.

II. Sa Majeſté par le XXXII. Article du Traité de Ryſwyck s'étant réſervé la Forteresse de Saarlouis avec une demi-lieue de circuit à deſigner par les Commiſſaires du Roy & du Duc, laquelle Forteresse & demi-lieue de circuit ſont demeurées à Sa Majeſté en pleine Souveraineté à perpétuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieue portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roy ayant de concert avec les Officiers de Son Alteſſe Royale de Lorraine, conſervé depuis la Paix de Ryſwyck juſqu'à preſent, & pour le ſervice de la Garniſon, les Villages de Liſtroff, Emſtroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevange, les Bâtimens qui y reſtent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Cenſes, Métairies, & generalement toutes les dépendances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages deſdits Villages & Ville de Valdrevrange aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conſeil, que ce qui a été fait en cela par proviſion, demeurera définitif, & en conſequence que leſdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dépendances généralement quelconques, ſoit qu'ils excedent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpétuité en pleine Souveraineté au Roy, Son Alteſſe Royale de Lorraine lui en fai-

ANNO 1718.

ANNO 1718. faisant surabondamment & entant que besoin seroit, toute cession & transport, auquel effet il sera procedé à l'abornement des Finages & dependances desdits Lieux, par des Commissaires de part & d'autre, pour les séparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voisins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux-cy rentreroit dans la demi-Lieue de circonference de la Place, lesquels derniers Villages & Bans seront pareillement abornez, le tout sans prejudice des Droits de parcours dont les Habitans desdits Lieux ont d'ancienneté joui réciproquement pour le pâturage de leurs Bestiaux sur les Bans les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toûjours, sans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ses appartenances & dépendances étant conformément au XXXIII. Article dudit Traité de Ryswyck, demeurées à perpétuité en toute Souveraineté & proprieté au Roy, ses Hoirs & Successeurs, en échange de quoy Sadite Majesté, a du ceder à Son Alteſſe Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet échange n'ayant pû jusqu'à present être consommé, & le feu Roy ayant consideré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontieres, ou qui en reviennent, devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc, Que d'ailleurs les Païs des Evêchez & de la Lorraine étant non seulement limitrophes, mais presque tous mutuellement enclavez, l'étendue en entier de la Prevôté de Longwy étoit non seulement de difficile échange, mais peu necessaire au service de la Place, Sadite Majesté prit la resolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoy Sadite Alteſſe Royale auroit consenti, à la charge qu'il lui en seroit fourni l'équivalent, & la Proposition ayant été portée au Conseil & agréée, il a été convenu que ledit Article XXXIII. du Traité de Ryswyck demeurera restraint par le Present, & n'aura lieu que pour les Villes haute & basse de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herserange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glaba, Autru, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & dépendances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave desdits Bans & Finages, soit qu'ils excedent ou non la demi-lieue de circonference de la Place de Longwy, designée au Plan & Carte Topographique qui en a été dressé. Le Duc cede pareillement la proprieté franche & déchargée de toutes dettes, engagemens, & Hypotheques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censes, Métairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus, & generalement de tout ce qui peut lui appartenir dans lesdites Villes & Villages, lesquels avec leurs appartenances, dépendances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & proprieté au Roy, tant en vertu dudit Traité de Ryswyck que du present, pour en jouïr par Sa Majesté & ses Successeurs, comme Sadite Alteſſe Royale, & ses Prédecesseurs en ont joui, ou du jouïr & dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est proprietaire, se trouvant scitué sur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prevôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Alteſſe Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonference de ladite Place désignée audit Plan & Carte, il a été arrêté que pour la convenance respective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en proprieté que Souveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demi-lieue, appartiendra en proprieté ausdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouïr sous la Souveraineté du Roy: A l'effet dequoi elle sera separée du surplus de ladite Foreſt des Recruttes, qui sera restituée à Son Alteſſe Royale, par un fossé & par des bornes qui y seront plantées par les mêmes Commissaires qui procederont à l'abornement des Lieux cedez au Roy, contre ceux de ladite Prevôté qui seront restituez au Duc.

V. Le surplus des Villages & Lieux de ladite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, appartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieue du circuit de la Place, seront remis à Son Alteſſe Royale, pour en jouïr par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & proprieté, comme ledit feu Duc Charles en jouïssoit en 1670. Sa Majesté en tant que besoin seroit lui en faisant toute rétrocession, avec Renonciation à cet égard au benefice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryswyck, & pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & proprieté des Lieux de la même Prevôté de Longwy qui restent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, separation & abornement sur les differens terrains, & sur le pied de ladite Carte Topographique, sans préjudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans desdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera réciproquement entretenu & conservé suivant leur ancien usage. Mais lesdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront dechargez: Sçavoir, ceux qui restent à la France de toutes Jurisdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées & autres prestations generalement quelconques, envers le Domaine du Duc, & reciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prevôté qui doivent lui retourner, sont & demeurent affranchis, libres & déchargez de toutes Jurisdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations generalement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roy, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athus, Asch, Batincourt, Bury-la-Ville, Houdlemont & autres, si aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturer les Foins des Prez nommez les Breuils du Château de Longwy, & en consequence de la division ainsi faite de ladite Prevôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prevôté qui doivent revenir à Son Alteſſe Royale, lui seront restituez, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prevôté, comme sont les comptes du Domaine de la Gruerie & autres, ils seront partagez en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roy ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & proprieté franche & déchargée de toutes dettes & Hypotheques, & étant survenu en la même année 1661. des difficultez sur l'execution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg, & de celui de Niderswiler dépendant de Saarbourg, faisant partie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman, Saarbourg & de Phalsbourg, avec la demi-lieue de route & les Villages en dépendans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demi-lieue qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roy auroient prétendu prendre d'autres Villages dependans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderswiler, en auroient formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cedez, & néanmoins conservez toûjours celui de Niderswiler, ce qui faisoit un double emploi. Il a été convenu par le present que ledit Village de Niderswiler, ensemble les autres pris dans la dépendance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeureront au Roy, de même que les Villages de Henridorff, Lutzelbourg, Dann, Hultenhausen, Hassembourg, & Wilsperg, de la dépendance de Phalsbourg, enſorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entiere dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sadite Alteſſe Royale lui en fait cession & transport en proprieté & Souveraineté déchargée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc, toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forests, Revenus & generalement tout

ANNO 1718. tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans lesdites Places, & Postes de Saarbourg & Phalsbourg, Villages en dépendans, cedez par le Traité de 1661. & par le present leurs Bans & Finages, appartenances & dépendances & annexes generalement quelconques, déchargées de toutes dettes & hypotheques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, ensorte que ledit Duc, ses Hoirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque prétexte que ce soit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roy à tous Droits & prétentions de Souveraineté, de proprieté, ou autres, sur les Villages, & Abbayes de S. Epure, & de S. Mansuy près de Toul, leurs Bans & Finages, sur les appartenances & dépendances desdits Bans & Finages, Droits & Domaines, si aucuns Sadite Alteſſe y en a. Elle renonce pareillement à tous Droits & prétentions de Souveraineté, & autres, sur les Villages de Vaucremont, Stoncourt, Viller, & Aurich, autrement Ongerange, composant le Ban de S. Pierre, & sur les Villages de Xouſſe ou Xüiſſe, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir sans contredit au Roy, tant suivant ses anciens Droits & prétentions, qu'entant que besoin seroit en vertu de la présente renonciation & cession, au moien de quoi toutes les difficultez & contestations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la proprieté & Souveraineté de la Foreſt de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roy étant demeuré saisi de la Place de Sierck, & du nombre de trente Villages en dépendans, dont quelques-uns voisins de ladite Foreſt y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage, marnage & pâturage. Il a été convenu pour prévenir toutes difficultez, que Sadite Alteſſe Royale cedera & cede à Sa Majesté en proprieté & Souveraineté, trois mille Arpens mesure ordinaire du Païs, à prendre dans ladite Foreſt, à commencer à l'extremité exterieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutissant du côté Septentrional aux bans des Villages de Kerlingen, & de Trichingen, & rentrer depuis ladite extremité dans le corps de ladite Foreſt, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toisé desdits trois mille Arpens cedez, lesquels seront abornez & séparez du reste de ladite Foreſt par des bornes, & par un Fossé, qui seront plantez & faits en presence de Commissaires de part & d'autre, dans lesquels trois mille Arpens sont entendus compris les trois cens Arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhetel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite cession Sa Majesté sera chargée dans lesdits trois mille Arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoûtumez, ausdits Villages dépendans de Sierk, & à ladite Chartreuse de Rhetel, le surplus de ladite Foreſt Lorraine en demeurant exempte, ensorte que chaque Souverain ne sera chargé dans ses Forests que des usages des Villages & Lieux de sa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dependant de la Lorraine, voisin de la Foreſt de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, se trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cedez au Roy en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cedé à Sa Majesté en vertu du present Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dependance de Sierk, & que ses Habitans, jouïront de l'usage qui leur appartient dans la portion de ladite Foreſt abandonnée au Roy, en échange duquel Village Sa Majesté cede à Son Alteſſe Royale celui d'Ewendorff dependant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, lesquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainsi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances : ensemble leurs Domaines & Revenus appartiendront à l'avenir, le premier au Roy, & le second au Duc, qui sera tenu de fournir aux Habitans d'icelui dans ladite Foreſt de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley qui ont été retenus jusqu'à present sous l'Autorité du Roy, ayant été reconnus être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté à cause de la Terre de Gorze, & Son Alteſſe Royale, à cause du Bailliage de Nancy & de la Prevôté de la Chauſſée, demeureront échangez & séparez en entier pour éviter toutes contestations, ainsi qu'il ensuit. Sçavoir, que les Villages de Vilcey, Hageville & Jonville, resteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits & Domaines particuliers qui y appartenoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Alteſſe Royale faisant à Sa Majesté, entant que besoin seroit, toute cession & transport de ses Droits & prétentions sur lesdits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majesté lui faisant pareillement toute cession & transport des parts, portions & Droits qui lui appartenoient esdits Lieux : bien entendu, que le present échange, & ajustement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus, ni autres choses qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

ANNO 1718.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice & Domaine sur la rue dite de Bar au Village de Kunetange, Prevôté de Thionville, lequel appartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté : en échange de quoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a sur l'emplacement du Château de Bauzemont, situé dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Alteſſe Royale en consideration du present Traité, renonce à tous ses Droits & prétentions sur les fruits & jouïssances de tous les Lieux & Païs qui ont été retenus sous la domination de Sa Majesté, & contestez avant 1670. & depuis le Traité de Ryswyck jusqu'à present, lesquels Lieux & Païs lui sont restituez, ou qu'elle abandonne par le present Traité, & en fait toute cession & remise à Sa Majesté, à la reserve néanmoins des jouïssances, & fruits de la Ville & Prevôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryswyck jusqu'à celui des Ratifications du present Traité ; pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commissaires du Duc, les Comptes, Registres & autres Enseignemens qui ont servi à la jouïssance & perception des revenus de ladite Ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Cessions, Renonciations du Duc, les ajustemens précedens, & en consideration de tout ce que dessus, le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncez en l'Article III. du present Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saarbourg, & autres ci-devant énoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les Lieux & Villages de Jeaumenil, Houſſeras, Autrey, Saint-Benoiſt, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Noſſoncourt, Menil, Saint-Barbe, Anglemont, Bazien, & Menarmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Censes, Fiefs & Usuines y enclavées, leurs appartenances & dependances composant la Châtellenie dudit Ramberviller, sans en rien excepter, ensemble la Souveraineté sur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la proprieté appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoiqu'ils ne soient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sadite Majesté ses Droits de Souveraineté sur les Villages de Rouille & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances sans en rien excepter, lesquels, quoiqu'ils ne soient pas originairement de ladite Châtellenie, y sont ordinairement annexés, tous lesquels Lieux & Villages, ainsi qu'ils sont ci-devant nommez & specifiez, appartiendront, à l'avenir, à perpetuité, audit Duc, ses Hoirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils soient qui y appartenoient ci-devant à Sa Majesté à quelque titre que ce soit, ensorte qu'Elle & les Rois ses Successeurs n'y puissent desormais rien prétendre, sans préjudice

ANNO 1718. néanmoins aux droits de proprieté, Domaines, revenus, Juſtices & Juriſdictions qui appartiennent dans leſdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vaſſaux, leſquels leur ſont conſervez en leur entier, à la charge de faire exercer leſdites Juſtices & Juriſdictions dans l'étendue de ladite Châtellenie, & deſdits Rouille & Domtaille, ſous le Reſſort des Cours Superieures du Duché de Lorraine, par des Officiers reſidens ſous ſa domination.

XIV. Le Duc poſſedant en tous Droits de Superiorité Territoriale la portion du Marquiſat de Nomeny qui luy eſt reſtée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entiere de Hombourg, Saint-Avold, Sa Majeſté a déchargé & décharge Sadite Alteſſe Royale pour raiſon de ladite portion de ce Marquiſat, & de ladite Chatellenie entiere, leurs appartenances & dependances, de tous les Droits de ſuprême Domaine, Juriſdictions, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis ſur icelles, tant par le Traité de Munſter en 1648. qu'autrement, même ſur des trois Moulins dudit Saint-Avold & la Cenſe d'Oderfang dépendant de l'un deſdits Moulins, & ſur les Villages de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberfilen, qui luy ſeront remis ſi fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, deſquels Droits de ſuprême Domaine, Juriſdictions & autres quels qu'ils puiſſent être, Sadite Majeſté fait ceſſion & tranſport audit Duc, pour du tout en l'état qu'il le poſſede après le Traité de 1661. en jouïr par ledit Duc, ſes Hoirs & Succeſſeurs en toute Souveraineté, comme de ſon Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majeſté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y eſt ſituée, du reſſort du Bailliage & Siege Préſidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel reſſort ils ſont ſoumis, & de tous autres Droits que Sa Majeſté auroit pu y prétendre, dont entant que de beſoin, Elle fait toute ceſſion & tranſport à Sadite Alteſſe, laquelle en jouïra paiſiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouït actuellement de la Ville de Commerci & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité paſſé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7. May 1707. qui ſera au ſurplus ſuivi & executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majeſté a encore cedé à Son Alteſſe Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cauſe de ſon Château de Paſſavant, ſur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Conſors dans le Village Lorrain de Martinvelle, & ſur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & ſur ſon Ban & Finage Sa Majeſté dechargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinvelle du Droit de Sauvegarde, de quatre Sols par ménage qu'ils lui doivent à cauſe de ſon Château de Paſſavant.

Demeurera de même cedé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy ſur quelques Maiſons du Village Lorrain de Boccange, enſemble le Droit que Sa Majeſté pourroit avoir ſur partie du Territoire dudit Village, ſans préjudice neanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Païs Meſſin, ſur leſdites Maiſons, ſur les reſidens en icelles & même ſur ledit Territoire de Boccange ſi aucun droit il y a, leſquels Droits lui ſont conſervez en leur entier.

Le Village de Maxey ſous Prixei, & la Rue dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny ſur Meuſe, autrement la Blanchecoſte, ſeront reſtituez au Duc, ayant été juſtifié que le Duc Charles les poſſedoit en tous droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine, en 1670. & longtems auparavant: lequel Village de Maxei, Sa Majeſté decharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cauſe de ſon Château de Monteclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux Sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majeſté à cauſe de ſon Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief ſera & demeurera unie au corps dudit Village, faiſant partie de la Prevôté de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle compriſe dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc, à cauſe du Barrois.

XVII. Sa Majeſté fera reſtituer à Son Alteſſe Royale la Foreſt de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été juſtifié que leſdites Foreſts appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne ſont dans aucune des dépendances des Villages de la Prevôté de Sierck, cedez à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remiſe n'aura lieu qu'après la diſtraction au profit de Sa Majeſté de trois mille Arpens à Elle cedez par l'Article VIII. du preſent Traité, & que le Duc ſera tenu de fournir, & laiſſer prendre dans ladite Foreſt de Monderen aux Habitans du Village de Monderen & autres de la domination du Roy, les Uſages & affoüages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté ſuivant leurs Titres ou poſſeſſions. ANNO 1718.

XVIII. Les Villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Ariance, & les Cenſes de Roza de la Haute Voille, de Bouzonville, de Marien Flosfeldt, & la petite Seigneurie ou Cenſe de Saint-Martin, ſituée près de Nomeny qui appartenoient au Duc Charles & qu'il poſſedoit depuis le Traité de 1661. ſeront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Alteſſe Royale.

XIX. La Reſtitution proviſionelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Buſligny, Bagneux Crezille, Martemont, Aingerey, Tuillay aux Grozeilles, Sexei aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dépendans de ſa Prevôté de Gondreville, & des Villages de Vaxy, Puttigny, Gerbecourt & Lubecourt qui compoſent le Val de Vaxy, dépendant de ſa Prevôte d'Amance, leſquels avoient été retenus ſous l'obeiſſance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryſwyck, vaudra & tiendra pour définitive, ſans qu'à l'avenir Sadite Alteſſe Royale doive, ni puiſſe plus être troublée en la poſſeſſion de la Souveraineté deſdits Lieux, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & ſujetion perſonnelle des Curez des Villages ci-après qui reſtoit indéciſe depuis les Traitez paſſez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne, Commiſſaire du Roy, & le Sieur de Sarraſin Conſeiller d'Etat, Commiſſaire du Duc, par leſquels Traitez ils ont procedé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Badonwiller, Gouſſaincourt, Eſpiez, Lezeville, d'Ainville & Saint-Germain, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté, à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, d'Antelot & de Grand & Sadite Alteſſe Royale à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt & de Foug, à la reconnoiſſance des Habitans qui y doivent être Sujets du Duc conformément aux anciens uſages y obſervez. Il a été convenu que leſdits Traitez ſeront ſuivis & executez, & que pour terminer toute conteſtation ſur le fait deſdits Curez, ceux qui ſont actuellement pourvûs des Cures deſdits Villages, ſous quelque Domination & en quelque Païs qu'ils ſoient nez, ſeront tous réputez, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez qui leur ſuccederont immédiatement dans leſdites Cures, ſous quelque domination & en quelque Païs qu'ils ſoient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Succeſſeurs ſeront Sujets du Roy, & ainſi alternativement à meſure que les Cures vaqueront, & ſeront remplies, les Curez appartiendront tantôt à Sa Majeſté & tantôt à Son Alteſſe Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Foreſt de Paſſavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Foreſt vers le Septentrion, & en conſequence les bornes qu'il y fit planter ſous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme auſſi celle du milieu de la Verrerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non deſignée dans ſes Procès verbaux deſdits mois, ſeront retirées & ſuprimées: ce faiſant, le Duc demeurera maintenu en la poſſeſſion de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, ſuivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y ſont juſqu'à l'allignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en poſſeſſion de la Souveraineté & proprieté du Terrain en nature de Foreſt qui eſt à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, juſqu'au Territoire de celle du Morillon, comme

NNO 718. me faisant ledit Terrain une partie de la Foreſt d'Attigny juſqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la premiere vers le milieu de l'allignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la derniere à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle derniere borne fait la Separation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, deſquelles huit bornes, enſemble de celles qui ſéparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il ſera fait viſite & reconnoiſſance par des Commiſſaires reſpectifs, qui feront marquer les Armes de France ſur leſdites bornes du côté qu'elles regardent la Foreſt de Paſſavant, en laiſſant celles de Lorraine qui ſe trouveront ſur l'autre face, ſi mieux leſdits Commiſſaires n'eſtiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui ſoient parfaitement uniformes & ſemblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Foreſt de Paſſavant par des Commiſſaires reſpectifs en 1584. pour ſervir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'égard de la partie de Foreſt appellée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il eſt convenu que le partage en ſera fait par les mêmes Commiſſaires en deux portions égales, & que celle qui ſera joignante à la partie de la Foreſt de Paſſavant, tombée au lot de Sa Majeſté en 1584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en proprieté, & l'autre partie appartiendra à Sadite Alteſſe Royale, tant en Souveraineté qu'en proprieté: à l'effet de quoy il ſera mis entre leſdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour ſéparer les portions de la Foreſt de Paſſavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre inceſſamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ſes appartenances & dépendances, comme elle fut remiſe au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouïr par Sadite Alteſſe Royale en tous Droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine, de même qu'en jouïſſoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ſes Prédéceſſeurs en avoient joui auparavant.

XXIV. La Foreſt ſituée ſur le penchant meridional du Val de Lievre appellée Hynderwaldt par les Communautez de Berckeim, de Saint-Hypolite, & d'Orſchweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruiſſeaux de Bolembach, en ſuivant les bornes que l'on y trouve plantées juſqu'à la rencontre d'un Rocher qui eſt marqué d'une Croix au confluent des deux ruiſſeaux de Watembach & en remontant ſur la droite, & le long du ruiſſeau du grand Watembach, juſqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolſtein, autrement Ramelſtein, qui eſt au ſommet de la montagne appellée Denckel, autrement Hury, de toutes leſquelles bornes il ſera faite une deſcription, Procès verbal, & Carte Topographique par des Commiſſaires qui ſeront nommez de part & d'autre, leſquels pourront encore en faire planter d'autres és Lieux où ils le trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, juſqu'audit Rocher de Ramelſtein, ſans prejudice néanmoins aux Droits de pâturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Foreſt, & à la proprieté des Terres ou Prez qui y ſont enclavez leſquels ne ſont pas en nature de Foreſt, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformement à la Sentence arbitrale datée du Mercredy après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516.

XXV. Leſdites trois Communautez de Berkeim, Saint-Hypolite & Orſchweiler jouïront de ladite Foreſt de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & juſqu'à preſent, & les Officiers de chacune deſdites Communautez y auront Juriſdiction en premiere Inſtance par prévention les uns ſur les autres. Ce faiſant, ils auront droit de connoître des meſus, délits & malverſations dont leurs Foreſtiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dreſſé des Procès verbaux dans le cours de leurs viſites: & en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles ſeront portées par devant les Juges Superieurs de la Communauté dont les Officiers auront prévenu, en ſorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, ſeront portées pardevant les Tribunaux Superieurs de Lorraine: tous leſquels Juges ſuperieurs pourront indiſtinctement eſdits cas de Reſſort, faire les deſcentes, vûes de Lieux, enqueſtes, & toutes autres procedures neceſſaires dans ladite Foreſt que le cas requerera, ſans pour ce acquerir aucune Juriſdiction privative ſur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté. ANNO 1718.

XXVI. Et en conſequence, la Montagne particuliere appellée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui eſt au confluent deſdits deux ruiſſeaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach juſqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelſtein, avec le terrain qui s'étend depuis cet allignement juſqu'aux bornes ſéparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, eſt déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majeſté ſe déporte des prétentions mûes depuis peu ſur Sainte-Marie-aux-Mines, & le Val de Lievre en la partie appellée de Lorraine, ſur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, ſur la Seigneurie du Dortal, & ſur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maiſons ſituées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller, Lanoy Evêché de Metz, de tous leſquels Lieux Son Alteſſe Royale continuera de jouïr comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, ſans aucune reſerve, & ſans pouvoir Elle ni ſes Succeſſeurs y être troublez à l'avenir ſous quelque pretexte que ce ſoit, le tout néanmoins ſans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers ſur quelques-uns deſdits Lieux, leſquels leur demeurent conſervez en leur entier.

XXVIII. Les Evêques de Metz, Toul & Verdun prétendans que les Ducs de Lorraine poſſedent depuis long-tems pluſieurs Terres & Fiefs ſituez dans les Etats deſdits Ducs, leſquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel deſdits Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté foy & hommage auſdits Evêques, ils ont demandé la continuation deſdites foy & hommage & Son Alteſſe Royale ayant ſoûtenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la poſſeſſion & jouïſſance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors reſtituez, même des Villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois poſſedé dépendans deſdits trois Evêchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouïſſoit lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pouvoit luy appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la reſerve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouïr par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine en la même maniere que ledit Duc Henry en jouïſſoit, ſans que ledit Duc Charles ny ſes Succeſſeurs y puiſſent être troublez ſous quelque pretexte que ce ſoit, & ſous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainſi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles ſon grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrêté par le preſent que ledit Duc & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, ſeront ſeulement à l'avenir obligez & tenus de prêter & faire les foy & hommage auſdits Evêques pour les Terres & Fiefs ſituez dans ſes Etats qui peuvent provenir du temporel deſdits Evêchez, & dont leſdits Evêques juſtifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, leſquels Sadite Alteſſe Royale, & les Ducs ſes Succeſſeurs ſeront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryſwyck, les Benefices Eccleſiaſtiques qui ont été conferez par Sa Majeſté juſqu'au jour de la ſignature du preſent Traité dans les Lieux que Sa Majeſté fera remettre à la Lorraine, comme étant de ſon ancienne dépendance, ſeront laiſſez aux Poſſeſſeurs modernes qui les ont obtenus. Il en ſera uſé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le preſent Traité, dans leſquels Sa Majeſté & Son Alteſſe Royale chacun dans ſa Domination reſpectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercez, leſquels leur demeureront transferez avec leſdits Païs, pour eux & leurs Succeſſeurs.

ANNO 1718. XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le preſent Traité doivent paſſer de la Domination de Sa Majeſté ſous celle de Son Alteſſe Royale à titre de Reſtitution il eſt convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryſwyck ſera executé à leur égard, ce faiſant, que toutes les Procedures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de Sa Majeſté au ſujet des differends & actions jugez definitivement, tant entre les Sujets des deux Souverains qu'autres, du tems que Sa Majeſté a poſſedé ledit Païs & Lieux juſqu'au jour des Ratifications du preſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, de même que ſi Sa Majeſté en étoit reſtée en poſſeſſion, & il ne ſera point permis de révoquer en doute leſdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuller, ou d'en retarder ou empêcher l'execution, mais il ſera libre aux Parties d'avoir recours à la reviſion des Procès, ſelon l'ordre & la diſpoſition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de Juſtice & de Grace, même de Retrait Feodal que Sa Majeſté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procedures, Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, ſoit avant ou depuis le Traité de Ryſwyck, à l'occaſion des Lieux qui dépendoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majeſté luy fait rendre, par leſquelles Procedures, Sentences ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir pardevers luy en pluſieurs Cauſes auroient été bleſſez, l'Article XLII. dudit Traité de Ryſwyck ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs, Villes, Villages & Lieux cedez, échangez, ou rendus par le preſent Traité, les Vaſſaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils ſoient ſans aucune reſerve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité déchargez, quittes & abſous des foy, hommage, ſermens de fidélité, obeiſſance, Services, Juriſdictions & Subjections dont ils étoient tenus précedemment envers celui des Souverains qui les cede, échange ou rend & ils paſſeront immediatement ſous la foy, hommage, ſerment de fidélité, obéïſſance, ſervice, Juriſdiction & Domination de l'autre Souverain, ſous lequel ils doivent reſter par le preſent Traité, & de ſes Succeſſeurs à perpétuité, ſans que l'autre Souverain ni ſes Succeſſeurs y puiſſent à l'avenir rien prétendre, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, dérogeant l'un & l'autre reſpectivement à cet effet à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmez par ſerment faiſant au contraire, auſquelles & aux clauſes dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions ſous quelques raiſons & prétexte qu'elles puiſſent être fondées, & en conſequence celui des deux Souverains auquel leſdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vaſſaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le preſent Traité, pourra, en vertu d'iceluy, s'en mettre en poſſeſſion ſans avoir beſoin d'autre formalité, ſi bon luy ſemble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, ſa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le preſent Traité paſſent ſous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de la Lorraine qui ſont reſtituez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryſwyck aura lieu, & ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot, ce faiſant, les Troupes de Sa Majeſté qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent, auront le paſſage ſûr & libre dans leſdits Lieux & Païs, de même que dans le ſurplus des Etats de Sadite Alteſſe Royale, en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryswyck, ayant été ſtipulé que l'on conſervera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien uſage & liberté de commerce qui doit doreſnavant être exactement obſervé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune deſdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le preſent Traité pluſieurs Points, & de regler les difficultez à l'occaſion de l'ancien uſage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajoûter audit Article du Traité de Ryſwyck concernant cette matiere, afin que la reciprocité qui a été l'objet deſdits Uſages & des Concordats, ſoit encore mieux entretenue, ainſi qu'il ſera porté par les Articles ſuivans. ANNO 1718.

XXXIV. En execution des mêmes Concordats & des Privileges reſpectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entiere liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou ſimplement paſſer, traverſer & ſortir toutes ſortes de denrées, vivres & marchandiſes du cru ou de la fabrique deſdits deux Païs, à la charge de ſatisfaire aux Peages anciens ſeulement, tels & en la maniere declarée ès Articles ſuivans, ſans qu'il puiſſe à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puiſſent être, au préjudice de ladite liberté de Commerce pour le beſoin & pour la conſommation mutuelle deſdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou ſimplement paſſer, traverſer & ſortir des denrées, vivres & marchandiſes provenans des Manufactures & Etats Etrangers, en ſatisfaiſant aux anciens Peages comme en l'Article precedent. Et en cas de marchandiſes étrangeres dont l'entrée, l'uſage ou le Commerce ſeroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront paſſer debout, traverſer & ſortir en obſervant les conditions & précautions exprimées és Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du preſent Traité & toûjours en ſatisfaiſant aux anciens Peages.

XXXVI. Ce qui eſt porté par les deux Articles précedens ſera obſervé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faiſant partie de la Generalité de Metz, qui ont été cedez à la Couronne de France, ſoit par l'Eſpagne dans le Traité des Pirenées du 7. Novembre 1659. ſoit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. ſoit par Son Alteſſe Royale dans le Traité de Ryſwyck du 30. Octobre 1697. & dans le preſent, toutes leſquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavez, ou voiſins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant énoncée: bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui ſont pourtant de la Generalité de Metz pour le fait des Impoſitions ordinaires demeurent exceptez, comme du paſſé, du benefice deſdits reciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous leſdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & tranſporter les fruits, vivres & denrées de leur cru & Commerce de l'un deſdits Païs à l'autre, excepté en cas de diſette ſi conſiderable, que ſi les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou adminiſtrations vulgairement appellé Canon, il ne reſtât pas auſdits Fermiers des grains en ſuffiſance pour réenſemencer les Terres affermées, en ce cas les Proprietaires ſeront obligez de leur laiſſer les ſemences neceſſaires, ſauf à les reprendre par préference & privilege à la recolte ſuivante.

XXXVIII. Pourront auſſi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & tranſporter toutes eſpeces de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concru réciproquement, comme bon leur ſemblera, à condition néanmoins qu'en cas de diſette conſiderable, il ne leur ſera pas permis de faire ſortir deſdits deux Païs, les choſes neceſſaires à la vie, qu'ils y auront acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils ſoient, leſquels Païs, audit cas de diſette, ſont par le preſent Traité, reputez étrangers par raport aux Païs de la Generalité de Metz, compris dans le preſent Traité, & aux Etats de Sadite Alteſſe Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour ſubvenir en cas de diſette aux beſoins, & à la conſommation naturelle deſdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans deſdits Païs auront la faculté de tranſporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de diſette, les gerbes de grains, les foins, les raiſins ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en eſpece

ſur

ANNO 1718. sur les heritages dont ils sont Proprietaires, Fermiers ou Cultivateurs, situez dans les Bans & Finages dépendans de l'un ou de l'autre Païs, lorsque lesdits heritages feront partie & seront dans la proximité des Métairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celuy de l'autre Etat ou Païs où reside le Sujet qui en voudra faire le transport, sans que pour raison d'iceluy, il puisse être assujeti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Païs auront de leur cru & concru és biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils feront leurs residences, lesquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Païs à l'autre, quand bien même dans ce transport ils passeroient accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Païs, comme Territoire emprunté, sans que pour raison de ce passage, il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Païs du Duc de Lorraine, sont les droits de Haut-conduit specifiez dans sa Declaration du mois d'Août 1704. fondée sur les anciennes Ordonnances, Reglemens & Tarifs de ses Prédécesseurs, suivant laquelle Declaration tous lesdits Sujets de la Generalité de Metz compris au present Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la reserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après, qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées, & en consequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Declaration, & tous les autres que Sadite Alteſſe Royale & ses Successeurs ou leurs Fermiers Generaux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutesfois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Départemens qui font la division de son Païs, conformement à ladite Declaration, au moyen de quoy il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en representant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit seront expediez sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées & il ne sera délivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront compriſes dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passées en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmez, par le present, & en conformité de ce qui y est porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, seront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenant de leur cru & concru, soit en les transportant des Païs du Duc dans ledit Evêché, pour les y consommer soit dudit Evêché dans les Pais de Sadite Alteſſe Royale pour les y commercer, mais ils seront seulement assujettis au Droit de Haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans lesdits Païs de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, suivant les Tarifs reglez par lesdits Traitez pour les Districts de Chateausalin, de Nancy & de Salin l'Etape, y énoncez sous les dénominations de Salone, Drouville & de Domepure, & ce pour les choses marquées ausdits Tarifs seulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalsbourg, des Villages & dépendances de la Principauté dudit Phalsbourg, cedez au Roy tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le présent, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niderswiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661. sont faits participans des distinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la réciprocité y stipulée en faveur des Sujets desdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, sera à leur égard pareillement pratiquée dans lesdites Villes & Lieux de Phalsbourg, Saarbourg, Niderswiler & autres énoncez au présent Article. ANNO 1718.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Païs Toulois, demeureront exempts & déchargez des Droits de Haut-conduit, de Saint Epure, dont le Bureau est transferé à Gondreville dans tout son District pour toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises necessaires à leurs propres besoins, & consommation dans ladite Ville & Païs Toulois. Seront encore lesdits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Districts pour les Fruits & Denrées de leur cru, & concru qu'ils transporteront desdites Villes de Toul & Païs Toulois dans les Etats de Sadite Alteſſe Royale, pour y être pareillement consommez : mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Païs Toulois resteront comme du passé sujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées & Marchandises qu'ils feront passer par les Etats du Duc pour les transporter ailleurs que chez eux, & réciproquement les Sujets de Son Alteſſe Royale payeront les anciens Droits à Toul & Païs Toulois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit sur les menues Denrées qui seront portées en la Ville de Verdun pour y être consommées, soit qu'on les porte à bras ou à hottées, ou qu'elles y soient voiturées par Chevaux, Asnes, Chars, & Charettes, comme Braise, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poissons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroîtront visiblement être destinez à l'usage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc seront obligez & tenus de payer dans les trois Evêchez & autres Villes & Lieux de la Generalité de Metz, compris au present Traité, lesquels Droits il est necessaire de constater pour prévenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établissemens desdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits seront fixez & arrêtez sur le pied de l'usage de l'année 1600. dont on dressera des Tarifs par Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documens, Registres, & Enseignemens ou Usages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez & de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roy, ou des Villes dans les Païs & Lieux cedez par l'Espagne à la Couronne de France, & qui sont joints à la Generalité de Mets, ils seront fixez à l'époque de l'année 1642. sur les Titres, Registres, Tarifs, Enseignemens & Usages à rapporter par les Fermiers du Roy, leurs Preposez ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaise au Roy de faire ci-après percevoir les anciens Peages de Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixez comme il ensuit dans les Villes de Longwy, Marville, Saarlouis, & Sierck, & Villages & Lieux en dépendans, qui y sont sous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine résidens dans le District ou Département dud. Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville & dépendances, & réciproquement les Sujets du Roy desdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, seront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout son District, mais le surplus des Sujets du Duc venant esdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les Sujets de Sadite Alteſſe Royale résidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteausalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarlouis, Sierck & & leurs dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi desdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dependances seront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteausalin dans tout son District ; mais le surplus des Sujets de Lorraine venant esdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances, payeront le Haut-conduit de Châteausalin, le tout suivant que les Droits de Haut-conduit du Barrois & de Châteausalin sont énoncez dans la Déclaration de Lorraine du mois d'Aouſt 1704. à l'exception neanmoins des cas portez aux Arti-

ANNO 1718. Articles XXXIX. & XL. du préſent Traité, pour leſquels les Sujets des deux Souverains demeurent réciproquement exempts de tous Peages & Droits.

XLVIII. Les Sujets de Son Alteſſe Royale qui voudront dépoſer leurs Bois ſur le Port de la Riviere de Mozelle près la Ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville ſur ledit Port, tant & ſi longtems qu'ils voudront s'en ſervir ſeulement.

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant ſpecifiez, que les Sujets des trois Evêchez & des Païs dépendans de la Generalité de Metz, compris dans le preſent Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils ſeront encore obligez de payer tous les autres Droits y établis, ſoit d'entrée & iſſue foraine, de traverſe, & autres pour les vivres, denrées & marchandiſes qui ne ſeront deſtinez à leurs beſoins & conſommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront tranſporter ailleurs que dans leſdits Païs de la Generalité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin 1604. ſubſiſtera ſelon ſa forme & teneur, & demeurera commun avec tous leſdits Sujets, leſquels en conſequence ſeront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, ſinon au premier Bureau plus prochain de leur paſſage, pour les vivres, denrées & marchandiſes qu'ils deſtineront à l'uſage & conſommation de l'un ou de l'autre deſdits deux Païs, leſquels acquits à caution ſeront expediez ſans déballer, ſous le nom de chaque Proprietaire & Marchand qui fera entrer, paſſer, ou ſortir leſdits vivres, denrées & marchandiſes, & non ſous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois ſemaines au plus tard leſdits acquits, certifiez par l'un des Officiers qui ſera commis à ce ſujet dans chacun Hôtel de Ville deſdits Etats & Païs, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages & autres Lieux où les déchargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées & marchandiſes mentionnées & déclarées eſdits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être diſtribuées ſans fraude & ſera l'émolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faiſant trois ſols tournois pour la délivrance, reception & décharges de chacun deſdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz ſeront, ſuivant le Traité du 25. Septembre 1610. diſpenſez de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article précedent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderſwiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg reglée en execution du Traité de 1661. à la charge neanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur paſſage, un Certificat écrit & ſigné d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandiſes ſujettes auſdits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait paſſer pour les tranſporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderſwiller & autres Lieux de ladite route, avec promeſſe de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Juſtice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé leſdites denrées & marchandiſes, moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Paſſavant ſans frais, qui ſera renvoyé avec ledit Certificat & témoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité de Metz, ci-devant déſignez, qui feront embarquer au Croſne de Nancy, & voiturer par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées & marchandiſes, ſeront tenus, outre les Droits du Haut-conduit de Nancy & des autres Diſtricts, ſelon les differens cas ci-devant expliquez & déterminez, de payer encore pour le Droit du Croſne, ce qui eſt porté au Tarif de 1666. ainſi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres, moyennant quoi leſdits Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité, ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois, en paſſant par eau és Villes & Lieux où la Riviere de Mozelle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en ſera de même pour les effets, denrées ou marchandiſes que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener ſur ladite Riviere à Nancy, pour leſquelles ils ne payeront rien en paſſant ſur le Diſtrict du Haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & les Droits de Croſne en y arrivant. ANNO 1718.

LIV. A l'égard des effets, denrées & marchandiſes que les mêmes Sujets voudront embarquer ſur la Mozelle dans les Lieux du Diſtrict du Haut-conduit du Barrois qui ſont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz, ſeroient dechargées en chemin dans l'étendue du même Diſtrict du Haut-conduit du Barrois, leſdits Sujets ſeront obligez de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charrettes & chevallées qui auront tranſporté leſdits effets, denrées & marchandiſes ſur ou depuis les bords de ladite Riviere, à la réſerve neanmoins que pour les denrées provenans du cru & concru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderſwiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg, deſtinées à leur conſommation, pour leſquelles, ſuivant les Articles 43. & 44. ci-devant, ils ſont exempts de payer aucun Haut-conduit, ils ſeront au cas ſuſdit pareillement diſpenſez de payer celuy du Barrois, il en ſera de même pour les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dépendances, leſquels ſuivant l'Article XLVII. ci-devant, ſont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La Situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voiſinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & preſque des Loix & autres conſiderations, ayant ci-devant donné lieu à établir, de l'autorité & agrément des deux Souverains, une réciprocité d'Hipotheques des Actes publics paſſez dans l'un & dans l'autre Païs, qui ſubſiſte entre pluſieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets, il a été convenu que cette reciprocité d'Hipotheques ſera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Païs de la Generalité de Metz compriſes en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit, & en conſequence que tous les Actes publics, ſoit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres inſtrumens qui ſeront ci-après paſſez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Juſtice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardenottes & Greffiers deſdits deux Païs, emporteront réciproquement pareilles Hipotheques dans les mêmes Païs & telles qu'ils les auroient ſelon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être paſſez naturellement avant la preſente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullete dus pour les Contrats réels, ſeront payez dans les Lieux où ſeront ſituez les heritages, & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au ſurplus, tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre leſdits Etats & Païs, ſeront obſervez & executez en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou dérogé par le preſent.

LVII. Les Sujets du Roy de la Prevôté de Vaucouleurs & dépendances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandiſes provenant des Terres de la Domination de Sa Majeſté, qu'ils feront paſſer & traverſer ſur celles du Duc pour la conſommation de ladite Prevôté & dependances, non plus que pour celles qu'ils tranſporteront de ladite Prevôté & dependances dans leſdites Terres du Roy, & réciproquement les Sujets de Son Alteſſe Royale, ne ſeront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dependances pour le paſſage & la traverſe qu'ils y feront de leurs denrées & marchandiſes provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur conſommation

LVIII. Les Sujets du Duc ou autres leſquels venant des Pays Etrangers dans ceux de Sadite Alteſſe Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Païs de la Generalité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturer dans leſdits Etats du Duc des marchandiſes des Indes, de la Chine, du Levant & autres Païs ou Manufactures Etrangeres dont le Roy a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'uſage, debit & Commerce dans ſes Etats, par Arrêt de ſon Conſeil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs pourroient défendre à l'avenir, ſe-

ront

ANNO 1718. ront tenus de declarer à la premiere Ville ou Lieu de la Domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a, & s'il n'y en a pas, au Commis ou Prépose dans chacun des Lieux ci-après specifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire entrer, traverser & passer sur lesdites Terres de la Generalité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Prépose ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandises seront destinées, certifiera qu'elles y auront été dechargées avec les plombs entiers & en bon état, & à faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalitez du present Article ils seront condamnez en cinq cens Livres d'amende; & lesdites Marchandises, défendues, ensemble les Chevaux & équipages qui les auront conduit, declarez acquis & confisquez au Roy.

LIX. Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligez, s'ils en sont requis, de représenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté s'il y en a, sur leur passage, lesdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets plombez en bon état, ensemble ledit Acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur Visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles représentations, s'ils en sont requis en chemin par les Commis Ambulans, ou Roulans en Campagne pour le service des Fermes de Sa Majesté, sans obligation néanmoins de prendre leur Visa.

LX. Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligez de séjourner ou de décharger lesdites Marchandises en route, il leur sera permis de le faire à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, sinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoûtumé de déposer les Marchandises, & à défaut de Lieux publics destinez à cet effet, ils les déposeront chez un notable Habitant, & en feront sur le champ leur Declaration aux Subdeleguez de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, sinon au Sindic, Mayeur, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligez de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impression desdits plombs non plus que pour la confection, expedition, & reception desdits Acquits à caution & Visa d'iceux, ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Prépose, ensemble les Officiers seront obligez de fournir & vaquer incessamment avec diligence & de bonne foy, ensorte que lesdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni interest par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les Lieux où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur Declaration & plomber, seront quant à present les ci-après nommez, sçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera réputé à Coufonvoy, Mouzon & Verdun, au choix desdits Marchands & Voituriers, & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour lesdites Routes, il sera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Prépose, pour recevoir les Declarations & plomber, sçavoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par eau sur la Saare, un à Valdrevange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village de Theting; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Metz; & à l'égard de la route de Vic, pour la haute Lorraine, un en la Ville de Vic, sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour declarer & plomber, ou à en changer pareillement quelques-uns de ceux ci-dessus énoncez s'il est jugé necessaire. ANNO 1718.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputez en fraude avant que lesdits Bureaux ou Prépose soient établis, & en état de plomber, & après qu'ils l'auront été, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censez être en fraude, quelques routes qu'ils ayent tenues; qu'après qu'ils auront passé les détroits des Lieux de l'établissement desdits Bureaux ou Prépose, sans y avoir fait Declaration & plomber; mais s'ils sont rencontrés après en avoir passé le détroit, sans y avoir fait Declaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Caisses, & Paquets de Marchandises défendues, ou si les plombs s'en trouvent alterés ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-devant. 1718.

LXIV. En cas que dans la suite Son Alteſſe Royale ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs, certaines especes de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser seront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoy l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commissaires respectifs, des Bureaux où elles seront declarées & plombées sous les mêmes peines.

LXV. Les délits & mésus commis és Bois & Forests appartenans au Duc situez dans l'Evêché de Metz, seront conformément aux Concordats passez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz és années 1603. 1615. 1621. & autres, poursuivis & jugez sans appel pardevant les Juges communs du Sieur Evêque de Metz, ou de ses Vassaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans son District, d'autre part, sans qu'aucun autre Tribunal superieur ou inferieur, quelqu'il soit, puisse en connoître, sauf aux Parties dans le cas de dény de Justice ou de nullité de Jugemens, à se pourvoir en recours par devers les Commissaires qui seront nommez par Sa Majesté & par Son Alteſſe Royale, pour connoître en dernier ressort desdits deux cas seulement.

LXVI. La même chose sera observée pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situez sur les Lieux compris dans la route designée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le present Traité sont rendus participans des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en consequence, les délits & mésus qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugez sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercez suivant qu'il est porté en l'Article precedent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Generalité de Metz compris dans ce present Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Païs de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Alteſſe Royale, seront tenus d'accorder pareatis tant pour assigner les délinquans és Forêts de l'un desdits Etats & Païs, quoique resídans dans l'autre, dans le cas où la procedure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes pareatis seront aussi accordez sans difficulté pour l'execution des Jugemens qui pourroient être rendus en consequence, tant en premiere Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII. Le present Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Alteſſe Royale, & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sadite Alteſſe Royale, & sous leurs bons plaisirs, en vertu de nos Commissions & Pleins-pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces Presentes

ANNO 1718. tes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier mil sept cens dix huit.

(L.S.) DE BARBERIE DE SAINT-CONTEST. (L.S.) J. B. MACHUET.

(L.S.) LE FEVRE D'ORMESSON. (L.S.) F. BARROIS.

NOUS ayant agréable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdits Presentes. Donné à Paris le trente-un Janvier, l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de notre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

Et Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs ou cordons de Soye bleuë tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

Plein-Pouvoir du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: à nôtre amé & féal le Sieur de Barberie de Saint-Contest, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, nôtre Conseiller en nôtre Conseil de la guerre; Et à nôtre aussi amé & féal le Sieur d'Ormesson, Maître des Requêtes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conseiller en nôtre Conseil de Finances: Salut. Le feu Roi nôtre très-honoré Seigneur & Bisayeul de glorieuse Mémoire, aïant toûjours voulu sincerement & de bonne foy, executer les Articles du Traité conclu à Ryswyck, le 20. Septembre 1697. entre Sa Majesté, l'Empereur & l'Empire, qui regardent les interêts de nôtre très-cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine; il en auroit renouvellé l'assurance par l'Article XII. du Traité conclu à Baden, le 7. Septembre 1714. aussi entre le feu Roy, l'Empereur & l'Empire: Voulant pareillement nous conformer à ses intentions, & nous confiant entierement en vôtre fidelité, aussi-bien qu'en vôtre zele, & en la capacité dont vous avez donné des preuves dans les Emplois que vous avez rempli: Pour ces causes & autres, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent, Nous vous avons commis, ordonné & député; & par ces présentes, signées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec un ou plusieurs Commissaires, munis d'un pareil Pouvoir, de la part de notre dit Frere le Duc de Lorraine; regler, & conclure tous Points & Articles qui restent à terminer, conformément & en execution des Traitez de Ryswyck & de Baden: Et à cet effet, Nous vous avons donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special de traiter, stipuler, promettre, conclure & signer avec un, ou plusieurs Commissaires de nôtre dit Frere, tout ce que vous aviserez bon être, conformément aux susdits Traitez. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable & d'executer tout ce qui aura été par vous conclu & arrêté, sans souffrir qu'il soit allé directement ni indirectement au contraire: Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le quatorziéme jour de Septembre l'an de grace mil sept cent seize, & de notre Regne le deuxiéme.

ANNO 1718.

Signé,

LOUIS:

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

Pleinpouvoir de S. A. R. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la Grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar &c. A nos très-chers & feaux Conseillers en nos Conseils d'Etat & Privé, le Sieur Jean-Baptiste Machuet, Baron de Drouville, Premier President en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France; & le Sieur François Barrois, Baron de Manonville, Premier Maître des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & aussi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Salut. Après la conclusion du Traité de Paix, passé & signé à Baden en Ergaw, le 7. Septembre 1714. entre l'Empereur, & l'Empire d'une part, & le feu Roy Très-Chrêtien de glorieuse Memoire d'autre, Nous avons fait réïterer nos instances à Sa Majesté Très-Chrêtienne pour obtenir qu'il lui plaise, qu'il soit procédé à ce qui reste à regler entre elle & Nous, pour l'entier accomplissement, en ce qui Nous regarde du Traité de Paix, conclu à Ryswyck, le 30. Octobre 1697. dont elle nous avoit assuré l'execution par l'Article XII. dudit Traité de Baden; comme aussi pour les autres affaires qui estoient à terminer entre Elle & Nous: Et d'autant que Sa Majesté Très-Chrêtienne avoit eu égard à nos Instances, & que par sa Commission du 17. Janvier 1715. Elle avoit nommé & député le Sieur de Barberie, de Saint-Contest, Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, en la Generalité de Metz, ci-devant Son Ambassadeur Extraordinaire audit Traité de Baden, pour y proceder avec les Commissaires qui seroient nommez, & munis d'un Pouvoir suffisant de nôtre part, & regler tous Points & Articles qui resteroient à terminer, conformément & en execution desdits Traitez de Ryswyck & de Baden: Nous vous avions commis & député pour cet effet par nôtre Commission du 26. dudit mois de Janvier de ladite année 1715. mais parce que les Conferences que vous aviez commencé à ce sujet en la Ville de Metz, avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Contest, ont été interrompuës par le decès dudit Roy Très-Chrêtien, arrivé le premier Septembre de ladite année 1715. Nous avons fait suplier Sa Majesté très-Chrêtienne, à present Regnante, de vouloir ordonner qu'elles seroient reprises & continuées, à quoi Nous avons été informez qu'Elle a eu

égard,

ANNO 1718. égard, aiant continué pour cet effet ledit Sieur de Saint-Conteſt, dans la même Commiſſion ; Et comme il nous eſt important d'avoir une déciſion ſur tous ces faits : Sçavoir faiſons, qu'aiant une entiere confiance en vôtre fidelité, zele, & capacité dont vous nous auriez donné des preuves dans les Commiſſions importantes que nous aurions confié à vos conduites. Pour ces cauſes & autres, bonnes & juſtes, à ce nous mouvant, Nous vous avons commis, nommé, & député, & par ces preſentes, Nous vous commettons, nommons & députons, pour en nôtre nom, & en qualité de nos Commiſſaires, agir, négocier, convenir, conclure, arrêter & ſigner avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Conteſt & tel autre Commiſſaire qu'il plaira à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, de nommer, toutes les affaires qui ont été tenuës en Surſéance, entre Elle & Nous : Vous donnons pouvoir en vertu des preſentes, ou à l'un de vous, en cas d'abſence, maladie, ou empêchement de l'autre, de convenir, negocier, conclure, arrêter, faire, promettre, accorder & ſigner tout ce que vous eſtimerez neceſſaire pour le ſuſdit effet, & pour le bien de nôtre ſervice, avec la même autorité que nous pourrions faire, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu dans ceſdites Preſentes ; Promettant en foy & parole de Prince d'agréer & d'avoir pour ferme & ſtable, tout ce qui aura été fait, négocié, conclu, arrêté, convenu & ſigné en notre nom par vous, ou par l'un de vous deux en cas d'abſence, maladie ou empêchement de l'autre, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems que vous aurez promis de les fournir : en témoin dequoi nous avons auſdites Préſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finance, fait mettre & appendre notre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville, le vingt-ſix Aouſt mil ſept cent ſeize.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas,

Par S. A. R.

Signé,

MACHUET.

Ratification de Son Alteſſe Royale. A Luneville le 29. Janvier 1718.

LEOPOLD, par la Grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, &c. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité, que nos tres-chers & feaux le Sieur Jean-Baptiſte de Machuet, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, premier Preſident en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France, & le Sieur François de Barrois, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conſeiller en noſdits Conſeils d'Etat & Privé premier Maître des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & auſſi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Commiſſaires par Nous Deputez, & en vertu du Pouvoir que Nous leur aurions donné, auroient conclû, arrêté, & ſigné en la Ville de Paris le vingt-un du preſent mois de Janvier, avec le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de S. Conteſt & autres Lieux, Conſeiller d'Etat du Roy Très-Chrêtien, Son Ambaſſadeur & Plénipotentiaire ci-devant pour la Paix conclüe a Baden, & le Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille, & autres Lieux, Maître des Requêtes Ordinaire de l'Hôtel de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Conſeiller en Son Conſeil des Finances, & Commiſſaires pareillement munis de ſon Pouvoir, duquel Traité la teneur enſuit : ANNO 1718.

Fiat inſertio.

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé, & ratifié, agreons, approuvons, & ratifions par ces preſentes, promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En temoin de quoi Nous avons auſdites preſentes ſignées de nôtre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre nôtre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville le vingt-neuf Janvier 1718.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus-bas :

Par Son Alteſſe Royale,

Et contreſigné,

J. LE BEGUE.

Et ſcellé du grand Sceau à quëue pendante ſur cire vermeille.

CXCV.

Manifeſte de PIERRE I. *Empereur de Ruſſie contre le Prince* ALEXEI PETROWITZ, *ſon Fils. Fait à Moſcou le 3. Fevrier* 1718. *V. St.* [Mercure Hiſtor. Avril. 1718. p. 393.] 3. Fev.

NOUS PIERRE I., par la Grace de Dieu, Czar & Autokrator de toute la Ruſſie, &c. &c. &c. Faiſons ſavoir à toutes les Perſonnes, tant Eccleſiaſtiques que Militaires & Civils, & de tous Etats de la Nation Ruſſienne, nos fidéles Sujets. Il eſt notoire & connu à la plus grande partie de nos fidéles Sujets, principalement à ceux qui demeurent dans les lieux de nos Réſidences, ou qui ſont à notre ſervice, avec combien d'attention & de ſoin nous avons fait élever notre Fils Aîné Alexei ; lui ayant donné pour cet effet dès ſon Enfance des Precepteurs pour la Langue Ruſſienne & pour les Langues étrangéres, le faiſant bien inſtruire dans toutes ſortes de Sciences, dans la vûë de le faire élever, non ſeulement dans notre Chrêtienne & Orthodoxe Foi de la Confeſſion Grecque ; mais auſſi dans les connoiſſances des affaires Militaires & Politiques, comme auſſi des Gouvernemens des Etats étrangers, & de leurs Coûtumes & Langues ; afin que par la lecture des Hiſtoires, & des Livres de toutes ſortes de Sciences convenables à un Prince d'un grand Etat, il acquit les qualitez dignes d'un Succeſſeur à notre Trône de la Grande Ruſſie.

Cependant nous avons vû avec douleur, que toute notre attention & nos ſoins employez à l'éducation & à l'inſtruction de notre Fils étoient inutiles, puis qu'il s'écartoit toûjours de l'obéïſſance Filiale, n'ayant nulle application à ce qui convenoit à un digne Succeſſeur, & mépriſant les préceptes des Maîtres que nous lui avons donnez ; pratiquant au contraire des perſonnes déréglées, dont il n'a pû apprendre que de mauvaiſes choſes, & rien qui pût lui être utile & profitable.

Nous n'avons pas oublié de tâcher ſouvent de le ramener à ſon devoir, tantôt par des careſſes, tantôt par des reprimandes, quelquefois par des corrections Paternelles. Nous l'avons pris plus d'une fois avec nous dans nos Campagnes, pour le faire inſtruire dans l'Art Militaire, comme dans une des principales Sciences pour la défenſe de ſa Patrie ; l'éloignant pour-

ANNO 1718. pourtant toûjours des occaſions périlleuſes, pour le ménager par rapport à la Succeſſion, quoi que Nous y ayons expoſé notre propre Perſonne. Nous l'avons laiſſé en d'autres tems à *Moſcow*, en lui mettant entre les mains une eſpéce de Régence dans l'Empire, afin de le former dans l'Art de Regner pour l'avenir. Nous l'avons enſuite envoyé dans les Païs étrangers, Nous perſuadant que quand il verroit dans ſes voyages des Gouvernemens ſi bien réglez, cela exciteroit dans lui quelque émulation, pour le porter au bien.

Mais tous ces ſoins que Nous avons pris, ont été ſans fruit : ç'a été la ſemence de la Doctrine tombée ſur des pierres. Non-ſeulement il n'a pas ſuivi le Bien, il l'a même haï, ſans temoigner jamais aucun penchant pour les Affaires, ſoit de Guerre, ou de Politique : il s'eſt attaché uniquement & continuellement à la converſation de Gens vils & déréglez, & de mœurs groſſiéres & abominables.

Comme Nous le voulions détourner de ces déréglemens par toutes les voyes imaginables, & l'engager à pratiquer des perſonnes de vertu & d'honneur, Nous l'avons exhorté de ſe choiſir une Epouſe parmi les Princeſſes des principales Maiſons Souveraines Etrangéres, comme c'eſt la coûtume ailleurs, & ſuivant l'éxemple de nos Ancêtres les Czars de Ruſſie, qui ſe ſont alliez à d'autres Maiſons Souveraines ; & Nous lui en avons laiſſé la liberté du choix. Il s'eſt déclaré pour la Princeſſe Petite-Fille du Duc de Wolfembuttel alors régnant, Belle-Sœur de S. M. l'Empereur Romain, aujourd'hui Régnant, & Couſine du Roi d'Angleterre ; & Nous ayant prié de la lui procurer & de permettre de l'épouſer, Nous y avons d'abord conſenti, n'épargnant pas les dépenſes conſiderables que ce Mariage a exigées. Mais après ſa conſommation, Nous étant flattez que le changement d'état de notre Fils, produiroit un fruit particulier, & un changement dans ſes mauvaiſes habitudes, Nous avons éprouvé tout le contraire de ce que Nous en avions eſpéré. Quoi que ſon Epouſe, autant que Nous l'avons pû remarquer, fût une Princeſſe ſage, ſpirituelle, & d'une conduite vertueuſe ; quoi que lui l'eût choiſie, il a vêcu néanmoins avec Elle dans la derniére deſunion, redoublant ſes attachemens pour des Gens dereglez & faiſant par là, honte à notre Maiſon chez les Princes Etrangers, à qui cette Princeſſe étoit alliée par le Sang ; ce qui Nous a auſſi attiré beaucoup de plaintes & de reproches.

Quelques fréquens qu'ayent été les avis & les exhortations de notre côté, pour le porter à ſe corriger, rien n'y a reüſſi. Violant enfin auſſi la Foi conjugale, il donna ſon attachement à une proſtituée de la plus baſſe condition, vivant publiquement avec elle dans le crime, au mépris de ſa légitime Epouſe, qui peu de tems après mourut d'une maladie à la vérité, mais non ſans ſoupçon que ſon chagrin cauſé par les deſordres & les déréglemens de ſon Epoux, n'eût fait avancer ſes jours.

Quand Nous vîmes ſon opiniâtreté à perſévérer dans ſa conduite dépravée, Nous lui déclarâmes aux Funérailles de ſon Epouſe, que ſi deſormais il ne ſe conformoit point à notre volonté, & qu'il ne s'appliquât à ce qui convient à un Prince Heritier préſomptif d'un auſſi grand Empire, Nous le priverions de la Succeſſion ; ſans faire attention qu'il étoit notre Fils unique, notre ſecond Fils n'étant pas alors encore au monde ; & qu'il ne devoit pas ſe fier là-deſſus ; parce que Nous aimerions mieux Nous donner pour Succeſſeur un Etranger qui en fût digne, qu'un Fils qui en ſeroit indigne : que Nous ne pouvions pas Nous reſoudre à laiſſer un tel Succeſſeur, qui détruiroit ce que par la grace de Dieu, le Pere avoit établi, & qui flétriroit la gloire & l'honneur de la Nation Ruſſienne ; lors que pour l'aquerir, Nous avions ſacrifié nos veilles & notre ſanté, expoſant ſans regret en pluſieurs occaſions notre propre vie : outre que la crainte des Jugemens de Dieu ne Nous permettoit pas de laiſſer le Gouvernement d'un ſi grand Etat, entre les mains de quelqu'un, dont l'inſuffiſance & l'indignité Nous ſeroit connuë. Nous l'avons enfin exhorté le plus fortement que Nous avons pû, à ſe conduire avec ſageſſe, & Nous lui avons donné du tems pour ſe corriger.

Il répondit à ces remontrances, qu'il ſe reconnoiſſoit coupable en tous ces points ; mais alléguant la foibleſſe de ſon tempérament & de ſon eſprit, qui ne lui permettoit pas de s'appliquer aux Sciences & aux Fonctions néceſſaires, il s'avoüa lui-même incapable, & indigne de la Succeſſion, Nous priant de l'en décharger. ANNO 1718.

Cependant Nous l'avons encore exhorté paternellement, & joignant les menaces aux priéres, Nous n'avons rien oublié pour le remettre dans le bon chemin ; & les opérations de la Guerre Nous ayant obligé de Nous rendre en Dannemarc, Nous l'avons laiſſé à *Petersbourg*, lui donnant encore le tems de rentrer en ſoi-même & de ſe corriger.

Sur les avis que Nous reçûmes dans la ſuite de la continuation de ſes dereglemens, Nous le mandâmes près de Nous à *Coppenhague*, pour faire auſſi la Campagne, afin de ſe mieux former. Mais oubliant la crainte & les Commandemens de Dieu, qui ordonne d'obéïr aux Parens ordinaires, & à plus forte raiſon à ceux qui ſont en même tems Souverains, il n'a répondu à tous nos ſoins Paternels, qu'avec une ingratitude inoüie ; car au lieu de ſe rendre auprès de Nous, il s'evada, prenant avec lui des ſommes d'argent, & ſon infame Concubine, avec qui il continuoit de vivre dans le Crime. Il ſe mit ſous la protection de l'Empereur, debitant contre Nous ſon Pére & ſon Seigneur, pluſieurs calomnies & fauſſetez, comme ſi Nous le perſécutions & le voulions priver ſans raiſon de la Succeſſion, diſant que ſa vie même n'étoit pas en ſûreté auprès de Nous, & priant l'Empereur de lui donner retraite, & de le protéger contre Nous à main armée. Chacun peut juger de la honte & du deshonneur qu'une telle conduite de notre Fils a attiré ſur Nous & ſur notre Etat devant toute la Terre. On trouvera difficilement un ſemblable exemple dans les Hiſtoires.

L'Empereur, quoi qu'informé de ſes excès, & de la maniere dont il avoit vêcu avec ſon Epouſe, Belle-Sœur de S. M. I., lui accorda néanmoins à ſes inſtantes ſollicitations une Place où il pût demeurer, & où il pria l'Empereur qu'il pût être ſi ſecrettement, que Nous n'en puſſions point avoir la moindre connoiſſance.

Cependant comme il n'arrivoit point, & que nous ne ſavions ce qu'il étoit devenu, Nous craignîmes par une tendreſſe & ſollicitude Paternelle, qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur, ce qui Nous obligea d'envoyer en divers endroits, pour avoir de ſes nouvelles. Enfin après beaucoup de peines & de perquiſitions, Nous apprîmes par notre Capitaine de la Garde, Alexandre Ruemanzoff, qu'on le gardoit ſecrettement dans une Forteresſe Impériale du Tirol : ſur quoi Nous écrivîmes de notre propre main à l'Empereur, pour le prier de Nous le renvoyer.

L'Empereur lui fit notifier ce que Nous déſirions, & l'exhorta à ſe rendre auprès de Nous, & à ſe ſoûmettre à notre volonté, comme à celle de ſon Pére & ſon Seigneur ; mais il repréſenta à S. M. I. avec beaucoup de calomnies contre Nous, qu'Elle ne devoit point le livrer entre nos mains, comme étant ſon Ennemi & ſon Tyran, de qui il n'avoit à attendre que la mort. Il perſuada enfin l'Empereur, au lieu de nous l'envoyer alors, de l'éloigner dans une Place reculée de ſa Domination, ſavoir à *Naples* en Italie, & de l'y garder ſecrettement dans le Château, ſous un nom étranger.

Ayant été avertis par notre ſuſdit Capitaine de la Garde, de ſon ſejour dans cet endroit-là, Nous dépêchâmes à l'Empereur notre Conſeiller Privé, Pierre Tolſtoy, & le même Capitaine de la Garde Ruemanzoff, avec une Lettre en fortes expreſſions ; remontrant combien il ſeroit indigne de vouloir retenir notre Fils contre tous les Droits Divins & Humains, ſelon leſquels les Parens particuliers, à plus forte raiſon ceux qui ſont munis de l'Autorite Souveraine comme Nous, avoient un Pouvoir illimité ſur leurs Enfans, indépendamment de tout autre Juge ; Nous expoſâmes d'un côté nos bonnes intentions, & la maniére juſte dont nous avions toûjours uſé envers notre Fils, & de l'autre ſes deſobéïſſances ; ajoûtant que cette affaire pourroit avoir de mauvaiſes ſuites, & cauſer de l'animoſité entre Nous, ſi S. M. I. refuſoit de Nous le remettre, parce que Nous ne pourrions pas laiſſer la choſe en cet état ; Nous donnâmes en même tems nos Inſtructions à ceux que Nous avions envoyez pour parler encore avec plus de force, & pour repréſenter que nous ſerions obligez de venger par toutes ſortes de moyens cette détention de notre *Fils*.

Nous

ANNO 1718.

Nous écrivîmes auſſi à notre Fils, de notre propre main, lui remontrant l'horreur & l'impieté de ſa conduite, & l'énormité du Crime qu'il avoit commis contre Nous ſon Pére, & comment Dieu dans ſes Commandemens ménaçoit de punir d'une mort éternelle les Enfans deſobeïſſans. Nous le menacions comme Pére, de notre Malediction, & comme ſon Seigneur, de le déclarer Traitre à ſa Patrie, s'il n'y retournoit & s'il refuſoit de Nous obeïr; avec promeſſe que s'il ſe ſoûmettoit à notre volonté & qu'il revînt, Nous lui pardonnerions ſon Crime.

Nos Envoyez, après beaucoup de ſollicitations, & après la ſuſdite Repreſentation faite de notre part par écrit, & par eux de bouche, obtinrent enfin de l'Empereur la permiſſion d'aller trouver notre Fils, & de le diſpoſer à retourner.

Les Miniſtres Impériaux leur donnérent en même tems à entendre, que notre Fils avoit repreſenté à l'Empereur, que Nous le perſécutions, & que ſa vie n'étoit pas en ſûreté, avec Nous, & que par là il avoit émû la compaſſion de l'Empereur, & porté S. M. I. à le prendre en ſa protection; mais que l'Empereur conſidérant préſentement nos véritables & ſolides repréſentations, il ordonneroit qu'on tâchât en toute maniere de le diſpoſer à retourner auprès de Nous, en lui faiſant déclarer, qu'il ne pouvoit pas le refuſer à ſon Pére, contre toute équité & juſtice, ni ſe brouiller avec Nous ſur ſon ſujet.

Nos Envoyez à leur arrivée à *Naples*, ayant ſouhaité de lui rendre notre Lettre, écrite de notre propre main, nous écrivirent qu'il n'avoit pas ſeulement voulu les admettre; mais que le Viceroi Impérial avoit trouvé le moyen, en l'invitant chez lui, de les lui préſenter malgré lui. Il reçut à la vérité notre Lettre, contenant notre exhortation Paternelle, & les menaces de la Malédiction; mais ſans témoigner la moindre inclination au retour, & en alleguant bien des fauſſetez & des calomnies contre Nous, comme ſi, à cauſe de beaucoup de dangers qu'il avoit à apréhender de notre part, il ne pouvoit, ni ne vouloit retourner, ſe vantant que l'Empereur lui avoit promis, non-ſeulement de le defendre & de le protéger contre Nous; mais même de le mettre ſur le Trône de Ruſſie, contre notre volonté, & à main armée.

Nos Envoyez voyant cette mauvaiſe diſpoſition, employerent tous les moyens imaginables pour le perſuader à retourner. Ils le priérent, ils lui remirent devant les yeux nos aſſurances pleines de bonté pour lui, & nos menaces en cas de deſobéïſſance, & que Nous le retirerions même à main armée: Ils lui repréſenterent que l'Empereur ne voudroit point entrer en Guerre avec Nous pour l'amour de lui, & ils lui firent pluſieurs autres ſemblables remontrances. Mais il n'eut aucun égard à tout cela, & ne témoigna aucune diſpoſition à retourner auprès de Nous, juſques à ce qu'enfin, le Viceroi Imperial, voyant ſon obſtination, lui déclara au nom de l'Empereur, qu'il devoit ſe reſoudre à s'en retourner, lui repréſentant que l'Empereur n'avoit aucun Droit de Nous le retenir; & que S. M. I. ne voudroit pas s'attirer des affaires avec Nous, dans un tems ſur tout où il étoit en Guerre avec le Turc, & qu'il en avoit une autre à ſoûtenir en Italie contre le Roi d'Eſpagne.

Quand il vit le train que cette affaire prenoit, craignant qu'il ne Nous fût livré malgré lui, il ſe diſpoſa enfin à revenir auprès de Nous, & il le déclara à nos Envoyez, comme auſſi au Viceroi Imperial. Il Nous l'écrivit auſſi, s'avoüant criminel & coupable: La Copie de ſa Lettre eſt ci-deſſous tranſcrite.

Voila de quelle maniére nôtre Fils eſt revenu ici. Et quoi qu'il ait merité d'être puni de mort, ſi l'on conſidére ſa deſobéïſſance continuelle envers Nous ſon Pere & ſon Seigneur, & ſur tout le deshonneur qu'il Nous a fait devant tout le monde, par ſon évaſion & les calomnies qu'il a publiées ſur nôtre ſujet, comme ſi nous euſſions été un Pere denaturé, auſſi bien que ſa réſiſtance aux ordres de ſon Souverain: Cependant nôtre Tendreſſe Paternelle Nous faiſant avoir pitié de lui. Nous lui pardonnons ſes Crimes, en lui en remettant toute punition.

Mais conſidérant ſon indignité & tout le cours de ſa conduite déréglée décrite ci-deſſus, Nous ne pouvons point en conſcience lui laiſſer après Nous la Succeſſion au Trône de Ruſſie, prévoyant que par ſa conduite dépravée, il détruiroit entiérement la gloire de nôtre Nation & cauſeroit la perte de nos Etats, que Nous avons acquis & affermis par la grace de Dieu, avec une application ſans relâche; car tout le monde ſait, combien il Nous en a coûté, & avec quels efforts Nous avons non-ſeulement recouvré les Provinces que l'Ennemi avoit uſurpées ſur nôtre Empire, mais auſſi conquis de nouveau pluſieurs Villes & Païs conſidérables, & avec quels ſoins enfin Nous avons fait inſtruire nos Peuples dans toutes ſortes de Sciences Militaires & Civiles, à la gloire & au profit de la Nation & de l'Empire: Nous plaindrions nos Etats & nos fidelles Sujets, ſi nous les rejettions par un tel Succeſſeur, dans un état beaucoup plus mauvais qu'ils n'ont jamais été.

ANNO 1718.

Ainſi par le Pouvoir Paternel, en vertu duquel, ſelon les Droits de nôtre Empire, chacun même de nos Sujets peut deshériter un Fils, & donner ſa Succeſſion à tel autre de ſes Fils qu'il lui plaît; comme auſſi en qualité de Prince Souverain, & en conſideration du ſalut de nos Etats, Nous privons nôtredit Fils Alexei de la Succeſſion après Nous à nôtre Trône de Ruſſie, à cauſe de ſes Crimes & de ſon indignité; quand bien même il ne ſubſiſteroit pas une ſeule Perſonne de nôtre Famille après Nous.

Et Nous conſtituons & déclarons Succeſſeur audit Trône après Nous nôtre ſecond Fils Pierre, quoi qu'encore jeune, n'ayant pas de Succeſſeur plus âgé.

Donnons à nôtre ſuſdit Fils Alexei nôtre Malediction Paternelle, ſi jamais, en quelque tems que ce ſoit, il pretend à ladite Succeſſion ou la recherche.

Déſirons auſſi de nos fidelles Sujets de l'Etat Eccleſiaſtique & Seculier, de tout autre Etat, & de toute la Nation Ruſſienne, que ſelon cette Conſtitution & ſuivant nôtre Volonté, ils reconnoiſſent & conſidérent nôtre dit Fils Pierre deſigné par nous à la Succeſſion, pour légitime Succeſſeur; & qu'en conformité de cette préſente Conſtitution, ils confirment le tout par Serment devant le Saint Autel ſur les Saints Evangiles, baiſant la Croix.

Et tous ceux qui s'oppoſeront jamais, en quelque tems que ce ſoit, à nôtre volonté, & qui dès aujourd'hui oſeront conſidérer nôtre Fils Alexei pour Succeſſeur, ou l'aſſiſter à cet effet, Nous les déclarons pour Traîtres envers Nous & la Patrie. Et avons ordonné que la préſente ſoit par tout publiée, afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance. Fait à *Moſcow* le 3. Février 1718. V. St. *Signé* de nôtre main, & ſcellé de nôtre Sceau.

Copie de la Lettre de la propre main du Czarowitz.

Très-Gracieux Seigneur & Pere,

J'AI *reçû la très-agréable Lettre de V. M., par les Srs. Tolſtoy & Ruemanzoff, par laquelle Elle m'aſſure très-gracieuſement du Pardon de ma ſortie ſans permiſſion, en cas que je revienne, ce qu'ils m'ont auſſi confirmé de bouche. Je vous en rends graces les larmes aux yeux: Je reconnois être indigne de toute grace, & me jettant à vos pieds, j'implore vôtre Clémence pour me pardonner mes Crimes, quoi que j'aye mérité toutes ſortes de punition. Mais je me repoſe ſur vos gracieuſes aſſurances, & m'abandonnant à Vôtre volonté, je parts au premier jour de* Naples, *pour me rendre auprès de V. M. à S.* Petersbourg, *avec ceux que V. M. a envoyez.* Très humble & indigne Serviteur, qui ne mérite pas de ſe dire Fils,

ALEXEI.

De Naples *le 4. Octobre 1717.*

Copie du Serment fait par le Czarowitz Alexei Petrowitz.

JE ci-deſſous nommé, déclare devant le Saint Evangile, qu'à cauſe du Crime que j'ai commis envers S. M. Czarienne mon Pere & Seigneur, ſelon que cela eſt déduit dans ſon Ecrit, & par ma propre faute, je ſuis exclus de la Succeſſion au Trône de Ruſſie. Ainſi je reconnois & avoüe cette Excluſion pour juſte, comme l'ayant mérité, par ma faute & indignité; & je m'oblige, & jure au Tout-Puiſſant Dieu en Trinité comme au Souve-

ANNO 1718. rain Juge, de me soûmettre en tout à cette Volonté Paternelle, de ne rechercher jamais cette Succession, de n'y jamais prétendre, ni de l'accepter sous aucun pretexte que ce soit; & je reconnois pour legitime Successeur, mon Frere le Czarowitz Pierre Petrowitz; Sur quoi je baise la Sainte Croix, & signe la presente de ma propre main. *Signé*,

ALEXEI.

CXCVI.

29. Mars. *Edit de Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *par lequel le Gouvernement General de ses* Provinces du Païs-bas, *est changé, & établi sur un pied plus convenable à leur Situation presente. Donné à Vienne le 29. Mars* 1718. [Sur l'Imprimé à Bruxelles chez *Henri Frix.* Imprimeur de Sa Majesté Imp. & Cathol. in 4. ann. 1718.]

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roy d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie & des Indes tant Orientales, qu'Occidentales, des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Milan, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Gueldres, de Wurtemberg, & Teck, de la Haute & de la Basse Silesie, d'Athenes & de Neopatrie; Prince de Suabe, Marquis du St. Empire, de Bourgau, de Moravie, de la Haute & de la Basse Lusace; Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Arthois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kyburg, de Gorice, de Rouffillon, & de Cerdagne, Palatin du Haynaut & de Namur; Landgrave d'Alsace; Marquis d'Oristan, & Comte de Goceane; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Salins, de Tripoli & de Malines; Dominateur en Asie & en Afrique: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Le principal objet de nos desirs & attentions étant de donner à nos bons & fideles Vassaux & Sujets de nos Païs-bas toute la consolation, qu'ils peuvent esperer de nôtre clemence & bonté paternelle dans les pertes & calamitez qu'ils ont souffert par les Guerres & revolutions arrivées depuis la mort de feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle & Seigneur le Roy Charles second de glorieuse memoire, & de leur procurer à l'avenir une parfaite tranquillité, & tous les avantages possibles; Nous avons crû, que pour atteindre à ce but si desirable, il convenoit de donner nos premiers Soins à établir & regler le Gouvernement interieur de nosdits Païs-bas, afin d'y assûrer d'autant plus la bonne & brieve Administration de Justice, l'observance de leurs Loix, Constitutions, Usages & Privileges, & d'y redresser par une meilleure Regie & œconomie le dérangement de nos Finances, que nous voulons employer à la defence & conservation des mêmes Païs, & au soulagement & bonheur de nosdits Vassaux & Sujets.

I. Nous à cet effet, après meure Deliberation & de certaine Science, avons trouvé bon & resolu de former & établir dans nos dites Provinces un seul Conseil, sous le Nom de Conseil d'Etat, au lieu des trois Conseils Collateraux d'Etat, Privé & Finances, qui y étoient ci-devant établis.

II. Dans ce Conseil d'Estat seront traitées toutes les Affaires du Gouvernement Politique, & Oeconomique, de Justice superieure, Police, Graces, Finances, & generalement tout ce qui du passé étoit traité dans lesdits trois anciens Conseils Collateraux.

III. Ledit Conseil d'Estat sera composé du Gouverneur general des mêmes Païs, & en son absence de nôtre Ministre Plenipotentiaire, qui y presidera & aura sa Séance au haut bout de la table, des Ministres de Courte-Robe, que Nous destinons à la Noblesse, & de quatre Ministres de Longue-Robe & Lettrez; les premiers prendront Seance à la droite, & les seconds à la gauche. ANNO 1718.

IV. Nous avons jugé convenir de faire trois Classes des Ministres de Courte-Robe; à sçavoir une de ceux dont les Emplois militaires ou politiques requierent leur presence ailleurs, que dans nôtre bonne Ville de Bruxelles, & qui seront sans assistance reguliere audit Conseil d'Estat, mais y auront exercice, entrée, voix, & Séance, selon leur ancienneté & Patentes, quand ils se trouveront en ladite Ville, sans jouïr d'aucun gage; l'autre de ceux qui auront exercice avec assistance reguliere, Voix, Seance, & ancienneté selon leur rang & avec gages; & la troisieme Classe sera des Conseillers d'Estat honoraires, qui n'auront ni ancienneté ni exercice, ni gages, mais jouïront tant seulement des distinctions d'Honneur correspondantes aux Ministres du même Conseil.

V. Les Ministres dudit Conseil, tant de courte, que de longue-Robe, y auront leur respective Séance selon l'ancienneté & date des Patentes, que nous leur avons fait depêcher, & ils opineront dans le même ordre, en commençant par le plus moderne de Longue-Robe, jusques au dernier inclusivement de cette classe, & ensuite par le plus moderne de ceux de courte-Robe; la Semonce & conclusion demeurant au Gouverneur general, & en son absence à nostre Ministre Plenipotentiaire, & en l'absence de l'un & de l'autre au Doyen, ou plus ancien des quatre Conseillers de Robe-Longue.

VI. Comme l'ancien Conseil des Finances vient à estre suprimé par l'établissement de ce nouveau Conseil d'Etat, & qu'il convient néanmoins qu'il y ait une methode & Direction reguliere des matieres & affaires concernantes nos Domaines & Finances; Nous avons trouvé bon d'établir un Directeur General de nos Finances, lequel entreviendra, & sera toûjours un des Ministres du Conseil d'Etat, & y aura voix, Séance, & ancienneté, selon sa qualité, son rang & ses Patentes.

VII. Les Ministres actuels, & à venir de nôtre Conseil supreme des Païs-bas, établi chez nôtre Royale personne, precederont, lorsqu'ils seront à Bruxelles, les Ministres dudit Conseil d'Estat, tant de Courte, que de Longue-Robe, chacun dans sa Sphere, & si le Ministre de nôtre dit Conseil supreme est de Robe-Longue, il exercera les fonctions de Doyen, & de plus ancien Conseiller dudit Conseil d'Etat.

VIII. Mais s'il se trouvoit dans ledit Conseil d'Etat avec place fixe, ou y appellé par nôtre Gouverneur general, ou en son absence par nôtre Ministre Plenipotentiaire, un Conseiller de notre Conseil d'Etat intime, soit avec l'exercice actuel ou *ad honores*, il precedera tous les Ministres dudit Conseil d'Etat, tant de courte que de longue-Robe.

IX. Et desirant d'animer les meilleurs Ministres des Païs-bas à quitter leur Patrie dans l'esperance de jouïr à leur tems d'une recompense proportionnée; Nôtre volonté est, qu'on paye aux Ministres presents & à venir de nôtre dit Conseil supreme, lorsqu'ils seront retournés à Bruxelles, les mêmes huit mille Florins d'Allemagne, dont ils jouïssent icy.

X. Et quand les Places de Prefident du Grand Conseil, du Chancelier de Brabant, & du Directeur general de nos Finances vacqueront, les Ministres de nôtre dit Conseil supreme seront considerés selon nôtre clemence Royale, comme les premiers en ordre pour pouvoir les remplacer.

XI. Nous ordonnons qu'il y ait toujours trois Intendants des Finances residans à Bruxelles, pour qu'ils y vacquent aux affaires & matieres des Finances sous la Direction dudit Directeur general.

XII. Ayant destiné deux jours de la semaine pour traiter uniquement audit Conseil d'Estat les affaires des Finances. Nous voulons qu'avec le Directeur general, deux desdits Intendants entrent les mêmes jours au Conseil, lesquels y auront voix consultative, ce qui devra être aussi observé toutes les fois que le Gouverneur general ou nôtre Ministre Plenipotentiaire trouvera à propos de convoquer en un autre jour le Conseil pour des Affaires des Finances.

XIII. Le Gouverneur general de nosdits Païs-bas, & en son absence nôtre Ministre Plenipotentiaire aura la faculté d'appeller au Conseil d'Etat l'Archevêque de Malines lorsqu'il s'y traitera des affaires Ecclesiastiques, & le Commandant de nos Troupes, quand

ANNO 1718. quand on y traitera des affaires militaires; leurs reſpectives occupations, & autres raiſons de nôtre ſervice ne leur permettant pas de s'y trouver toûjours.

XIV. Et comme des cas ſe peuvent preſenter eſquels il conviendra, que, ou le Preſident du Grand Conſeil ou le Chancelier de Brabant entrevienne au Conſeil d'Etat; Nous avons fait depêcher à ceux qui ſont à preſent revêtus deſdites Charges, Lettres Patentes de Conſeillers du même Conſeil d'Etat, leſquels prendront rang ſelon les dates de leurs reſpectives Patentes ſans que neantmoins cette graduation ſoit cenſée annexée auxdits Offices pour l'avenir.

XV. Afin que l'expedition ſe faſſe audit Conſeil, avec toute la regularité & brieveté poſſible; Nous avons trouvé bon d'établir au même Conſeil d'Etat cinq Secretaires, ſçavoir l'Audiencier, qui doit y aſſiſter ſans nulle voix & exercera ſes fonctions ſur le pied accoutumé, deux Secretaires pour les Affaires qui étoient ci-devant du departement des anciens Conſeils d'Etat & Privé, & deux pour celles des Finances.

XVI. Nôtre Reſolution & volonté Royale eſt d'établir quatre Subdeleguez ou Intendans des Provinces; Sçavoir l'un dans les Villes de Gand, Bruges, Aloſt, Oſtende, & Nieuport, & ce qui en dépend; l'autre à Courtray, Oudenarde & Païs retrocedé, comme Ypres, Furnes, Menin, Warneton, Tournay & leurs Diſtricts; un autre pour les Provinces de Haynaut & de Namur; enfin un autre pour celle de Luxembourg, mais les Provinces de Brabant, de Limbourg & de Malines, avec ce qui reſte ſous nôtre Domination de la Province de Gueldres demeureront à la charge des Intendans des Finances reſidans à Bruxelles.

XVII. Comme nous avons dans cet établiſſement nouveau particulierement en vûë la fidelité & la plus grande ſatisfaction de nos bons & fidelles Sujets; Nous voulons qu'à l'avenir l'on examine, & conſidere bien les merites, Services, capacité, & habileté des Perſonnes, qui pretendront d'entrer dans les Places qui viendront à vaquer dans ledit Conſeil d'Eſtat, & que le Gouverneur General de noſdits Païs-bas, Nous faſſe la nomination de trois perſonnes qu'il croira en être les plus dignes, afin que nous puiſſions choiſir celuy, que nous trouverons en juſtice le meriter le plus.

XVIII. Et afin qu'il y ait dans les Conſeils & Tribunaux de noſdites Provinces des perſonnes de capacité & d'erudition, qui par leur talent & application puiſſent d'autant mieux meriter d'être promeus audit Conſeil d'Eſtat; Nous voulons, que ne ſoit donnée aucune attention aux offres d'argent que pourroient faire ceux qui pretendent des emplois, & particulierement ceux de Juſtice, leſquels devront être conferés à ceux, qui ont le plus de capacité & de merite, en payant ſeulement la Medianata & les Droits accoutumés; interdiſant abſolument les ventes & les collations à prix d'argent des Places & Emplois de Juſtice dans les Tribunaux du Païs comme étant très-prejudiciables à la bonne Adminiſtration de la Juſtice, au bien de l'Etat, au repos de nos Sujets & au bonheur que nous voulons leur procurer en toute maniere.

XIX. Ayant trouvé bon pour d'autant plus animer le zele des Miniſtres de nôtre dit Conſeil d'Eſtat, & leur application à tout ce qui ſera de nôtre Service, & du bien de noſdits Eſtats & Sujets, de leur donner un gage raiſonnable & qui y ſoit proportionné, avec lequel ils puiſſent auſſi ſe maintenir duëment, & ſelon leur caractere diſtingué; Nous aſſignons à chaque Miniſtre tant de Courte que de Longue-Robe, qui ſera nommé pour eſtre d'aſſiſtance reguliere audit Conſeil la Somme de ſept mille Florins monnoye courante dans noſdits Païs-bas par an, parmy quoy ils ne pourront pretendre, ni profiter aucune Vacation, bois, charbons, fruits de Carême, ni autres Emolumens & Droits quels qu'ils puiſſent eſtre.

XX. Renouvellant la deffence faite par feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle, & Seigneur le Roy Charles Second de glorieuſe memoire, de ce que nul Miniſtre puiſſe jouïr de double gage.

XXI. Bien entendu néanmoins que ſi quelque Miniſtre de Courte-Robe, & d'aſſiſtance reguliere audit Conſeil jouït pour ſon employ militaire d'un gage qui ne monte pas à quatre mille Florins, l'on luy ſuppléra ce qui y manque pour faire la Somme de ſept mille Florins, & quand le gage militaire ſurpaſſera les quatre mille & mêmes les ſept mille, luy ſera payé par ſurcroit & au deſſus de ſon dit gage, la ſomme annuelle de trois mille Florins, afin qu'ils ayent quelque recompenſe de leur application & travail au Conſeil d'Eſtat. ANNO 1718.

XXII. Nous aſſignons quant à preſent au Directeur general des Finances pour gage la ſomme de douze mille Florins par an de la Monnoye ſuſdite, ſupprimant tous autres Emolumens, Gages, Droits, & profits quels qu'ils puiſſent être.

XXIII. Nous avons jugé à propos d'établir deux Caiſſes Royales ou Receptes, la premiere generale, dans laquelle devront entrer tous Effets, Deniers, Droits, Subſides, & tous autres Revenus de nos Domaines & Finances, quoy qu'il y auroit une Aſſignation ou Separation particuliere de quelques Deniers & Revenus par rapport au Payement, voulant que de tout ſe faſſe entrée & charge, comme auſſi miſe & decharge dans ladite Recepte, pour plus grand éclairciſſement des Comptes, de maniere que dans le Compte de chaque année ſoit auſſi compris l'import des Deniers & Revenus ſeparez & deſtinés pour la Caiſſe de Guerre, & pour les cinq cens mille Ecus, qui ſelon le Traité de la Barriere doivent eſtre payés aux Eſtats Generaux des Provinces-Unies.

XXIV. L'autre Recepte ſera de la Caiſſe de Guerre par laquelle les Troupes devront être payées & ſecouruës, comme auſſi les fraix & preventions militaires, & Nous voulons & ordonnons que l'on applique à ces payemens & depenſes, comme une dotation particuliere, les Subſides que noſdites Provinces & Eſtats ſont accoutumés d'accorder pour la ſubſiſtance de nos Troupes.

XXV. Comme par cet Etabliſſement & Plan nouveau les Offices de Surintendant de la Juſtice militaire, de Veador General & de Contador de l'Armée ne paroiſſent pas être juſqu'à preſent neceſſaires ni utiles, Nous declarons que ces Offices demeureront par proviſion ſupprimés.

XXVI. Nous deſtinons pour l'inſtruction, Connoiſſance, & deciſion des cauſes des Militaires, & de ceux qui jouïſſent du Fore militaire un Auditeur General, qui aura pour gage trois mille Florins par an, parmy quoy il ne pourra profiter, exiger ni recevoir aucun Droit de rapport, de comparition, de Vacation ni nul autre émolument & Droit quel qu'il puiſſe être & ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XXVII. Et comme il échoit reviſion des Sentences de l'Auditeur General, Nous enchargeons le plus ancien des quatre Miniſtres de Robe-Longue dudit Conſeil d'Eſtat du Pouvoir & Commiſſion de la reviſion deſdites Sentences par proviſion, juſques à ce que par le reglement militaire à faire, l'on établiſſe telle Direction des Jugemens Militaires que nôtre Service le demandera.

XXVIII. Nous voulons & ordonnons, que les Lettres tant cloſes que patentes, Actes, Proviſions & toutes autres expeditions, qui ſeront faites, données & decernées par nôtre dit Conſeil d'Etat ſoient executées, & obeïes ſelon leur forme & teneur ſans nulle difficulté & contredit, tant par les Conſeils que par les Eſtats de noſdits Païs, & par tous les Officiers & Sujets quelconques, ainſi, & de la même maniere & forme, que ſi elles étoient données & commandées par nous-mêmes.

Et afin que cette preſente Diſpoſition & Ordonnance ſoit obſervée dans tout ſon contenu, & que perſonne n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, Nous voulons & ordonnons, qu'elle ſoit publiée & enregiſtrée en noſdits Conſeils, Chambres des Comptes, & ailleurs où beſoin ſera, & qu'à la Copie authentique d'icelle, collationnée & ſignée par l'un de nos Secretaires, foy ſoit adjoutée comme à ces préſentes: Car ainſi Nous plaiſt-il: en foy de quoy Nous les avons ſignées, & y fait apposer nôtre grand Séel: Donné en nôtre Ville de Vienne le 29. jour du mois de Mars l'an de grace mil ſept cent dix-huit, & de nos Regnes, de l'Empire Romain le ſeptiéme, d'Eſpagne le quinziéme, & de Hongrie & de Bohême auſſi le ſeptiéme. *Etoit paraphé*, PRIN. DE CARDA. Ps. Vt. *ſigné* CHARLES, *& plus-bas*, par Ordonnance de Sa Majeſté, *contreſigné*, A. F. DE KURTZ. Et y étoit apposé ledit grand Séel de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

ANNO 1718. 6. Mai.

CXCVII.

Assecuration Ihro Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen von Chur-Sachsen ertheilet/ daß die Religion Augspurgischer Confession ohnverändert in Dero Churfürstenthum und Landen solle gelassen werden. Dreßden den 6. May 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad Marlii Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. 6. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tomi I. Part I. 425.]

C'est-à-dire,

Assurance de Sa Majesté Royale de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 6. May 1718.*

WIr Friedrich Augustus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ Groß-Hertzog in Litthauen/ Reussen/ Preussen/ Mazovien/ Samogitien/ Kyovien/ Volhinien/ Podolien/ Podlachien/ Liefland/ Smolensko/ Severien und Tschernicovien/ ꝛc. Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ Berg/ Engern und Westphalen/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraff in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graff zu Henneberg/ Graff zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravenstein/ ꝛc. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen an der Chur urkunden hiemit: Demnach uns geziemend vorgetragen worden/ was bey jetzo fürwährenden allgemeinen Landtage/ E. getreue Landschafft von Prælaten/ Grafen und Herren/ Ritterschafft und Städten/ in unterschiedenen besonders überreichten ausführlichen Schrifften allerunterthänigst vorgestellet/ und umständlich gebethen/ Wir möchten genädigst belieben/ Unsern getreuen Churfürstenthum/ samt incorporirten Landen und Stifftern/ auch allen Unsern Ständen und Einwohnern/ eine noch mehrere Assecuration, wegen des/ in hiesigen Landen etablirten Status der Evangelischen Augspurgischer Confession, widerfahren zu lassen/ damit unsere getreue Unterthanen dieserhalben vollkommen/ auf alle Arth und Weise sich und Ihre Nachkommen/ gesichert erachten köndten; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon vorhin/ und so fort/ als Wir für Unsere Person in der Religion eine Änderung getroffen/ und die Römisch Catholische angenommen/ nach Besteigung des Königl. Pohlnischen Throns/ ausgelassene und durch öffentlichen Truck publicirte Patentes unterm dato Lobskouua den 27. Julii und 7. August. 1697. nachgehends sub Dato Dreßden den 24. August. 1705. auch/ was inzwischen und nach dem weiter bey denen Land- und Ausschuß Tags-Handelungen erfolget/ in gnugsame Sicherheit bereits gestellet seyn/ zumahln wir auch noch unlängst/ da unsers Königl. und Chur-Printzens Lbd. zu gedachter Catholischer Kirche sich ebener massen öffentlich bekennet/ ein gleiches wiederhohlet; Alldieweilen aber dennoch erwehnte unsere getreue Stände/ daß Ihnen durch eine abermahlige/ bey jetzigen allgemeinen Landtage zu ertheilende Declaration noch mehr prospicirt werden möchte/ inständigst verlanget; Als haben Wir deren Suchen gnädigst deferirt. ANNO 1718.

Wie Wir nun niemahls gemeynet gewesen/ das geringste wieder die Landes-Verfassungen und ausgestellte Reversales und Versicherungen einführen zu lassen; Immassen denn auch das im Jahr 1648. zu Oßnabrügk getroffene Friedens-Instrument, als ein Reichs fundamental-Gesetze quoad Statum religionis und sonst/ allenthalben klare Maas giebet/ und das gesamte Reich/ folglich auch Uns und Unsere Successores an der Chur/ auf die darinnen enthaltene Norm verbindet/ als worauff Wir auch Unsere angezogene/ durch öffentlichen Druck bereits publicirte vorherige Declarationes gerichtet; Also wollen Wir auch hierdurch/ auf reiffliche der Sachen Uberlegung/ nach Unserer Landes-Vätterlicher gegen Unsere getreue Unterthanen tragenden Hulde und Gnade/ für Uns und Unsere Successores an der Chur/ alle und jede Unsere/ wegen des Status Religionis der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen/ derer Kirchen/ Gottes-Dienstes/ Ceremonien und Gebräuchen/ Universitäten/ Land- und anderen Schulen/ Beneficien/ Stifftungen/ Geistlichen Güther/ Einkünffte und Nutzungen/ piarum causarum und aller annexorum, sowohl auch Unserer Getreuen Stände und Unterthanen Befugnüsse/ Privilegien und Immunitäten außgestellte Versicher-Versprech- und Verbindungen/ Reversales, Resolutiones, Edicta und Mandata, so dieserwegen ertheilet worden/ auch theils in Druck außgegangen/ noch mahls reiteriret haben; Bestätigen auch/ ratificirn und confirmirn dieselbe sowohl/ als alle Gerechtigkeiten und Gewohnheiten/ wie solche seither der Einführung der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen wohl hergebracht/ innegehabt und genossen worden/ auch vorietzo besessen und gebrauchet werden/ durch gegenwärtige Unsere wohlbedächtige Assecuration; Gestalten denn alles dasjenige/ was zu Schadloßhaltung der Evangelischen Religion Augspurgischer Confession, in hiesigen Landen/ und zu deren Erhaltung/ durch den Westphälischen Friedens-Schluß/ und in specie dessen V. Articul, den Statum Religionis betreffend/ geordnet/ sancirt und geschlossen/ in vollkommener Krafft und Würckung verbleiben/ auch von Uns und Unsern Successoren fest und unverbrüchlich gehalten werden solle; Weisen auch zugleich hiedurch jetzige und künfftige Ministros, Civil- und Militair-Officiers/ Räthe/ und alle diejenige/ so in Collegiis und Gerichten/ (bey deren Verfassung es gleichfalls sein Bewenden hat) zu öffentlichen Aembtern und Diensten bestellet werden/ auch nicht die Subalternen außgenommen/ und durchgehends insgesammt alle getreue Stände und Unterthanen/ ein vor allemahl/ darauff an/ daß sie vermöge Ihrer geleisteten/ oder noch in Zukunfft zu leistenden habenden Dienst- und Unterthanen-Pflichten/ darüber mit Ernst halten sollen. Jedoch dieses obiges alles unbeschadet des Exercitii Unserer Religion für Uns und Unsere Successores, nach Art und Weise/ wie es bißher im Gebrauch und üblich gewesen.

Über dieses declariren Wir fernerweit und versichern auf das feyrlichste/ nicht das mindeste vorzunehmen/ das denen Pactis der Erb-Verbrüderung/ und mutuellen Succession, welche zwischen Unserm Durchlauchtigsten Chur-Hause/ und andern Churfürsten und Fürsten des Reichs vorlängst errich-

NNO 1718. richtet worden / nachtheilig und entgegen seyn möchte / oder demselbigen auf einigerley Art und Weise derogiren könte.

Damit auch Unsere getreue Stände und Unterthanen dessen um so viel mehr gesichert seyn können / so versprechen und assecuriren Wir dieselbe hierdurch bey unsern Königl. und Churfürstl hohen Wort / Treu / und Glauben / daß gleich wie Wir Uns alles dasjenige Recht reserviren / so Uns als Churfürsten und Stande des Reichs / Krafft des Westphälischen-Friedens / und anderer Reichs-Gesetze / zukommt; Also auch Unsern gesambten treuen Ständen und Unterthanen mehrerwehntes Friedens-Instrument mit allen und jeden dessen Puncten / Clausuln / Articuln / Conditionen und Garantien / zu einem beständigen Fundament, Schutz und Schirm (dergleichen nicht fester jemahls erfunden und stabilirt werden könte) gesetzet seyn / und alles dasjenige / was der Disposition und Verordnung angezogenen Legis Imperii Pragmaticæ, wegen Unserer und Unserer getreuen Stände und Unterthanen Jurium, gemäß / und insonderheit obgedachten Statum Religionis mit allen annexis, wie die Namen haben mögen / betrifft / ohne einige Veränderung und Widerspruch / von Uns und Unsern Nachkommen an der Chur / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vorjetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwieder nicht gehandelt werden solle.

Zu dessen allen mehrern Bestättigung / und / um die Sicherheit und völlige Beruhigung Unserer sämbtlichen getreuen Unterthanen desto zu verläßiger zu machen / haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Churfürstenthum und darzu gehörigen und incorporirten Landen gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Vordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. In übrigen denen getreuen Ständen mit Hulden und Gnaden ꝛc. Dreßden den 6. May 1718.

AUGUSTUS REX.

L.S.

George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

CXCVIII.

15 Juin. Friedens-Vertrag zwischen den beyden Löblichen Schweitzerischen Cantons ZURICH und BERN an einem / und Ihro Fürstl Gnaden dem Herrn Abt / Decano und Stifft St. GALLEN am andern Theil / geschlossen zu Baden im Ergau den 15 Junii 1718. Nebst denen Ratificationen allerseitiger Partheyen.

C'est-à-dire,

ANNO 1718.

Traité de Paix entre les Louables Cantons Suisses de ZURICH *&* BERNE *d'un côté, & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de St.* GALL, *de l'autre, conclu à Bade en Ergauw le 15. Juin* 1718. Avec *les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties.*

Im Nahmen der allerheiligsten / ohnzertrennten Drey-Einigkeit / GOttes des Vaters / des Sohns / und des Heiligen Geistes / Amen.

ZU wissen / kund und offenbahr seye hiemit männiglich: Als dann sich zu allgemeinem Bedauren begeben / daß zwischen denen beeden löblichen Ständen Zürich und Bern an einem; und Jh. Fürstl. Gnaden dem Herrn Abt / Decan und Capitul der Stifft St. Gallen / am andern Theil: einige Irrung / Mißhell und Zweyspalt / Toggenburgischen Lands-Beschwerden halber / erwachsen / welche ohnerachtet aller angewandten Mühe / Fleiß und Sorgfalt / solche Weiterung genommen / daß endlich / aus GOttes gerechter Verhängnüß / man nicht allein im Toggenburg sondern auch den Abt. St. Gallischen Landen zu krieglichen Verfassungen und würcklichen Thätlichkeiten gerathen; Eingangs ermeldte hohe Ehren-Partheyen / aus sonderbahrer Liebe und Neigung zum Frieden zugegeben / daß einige aus Dero Ehren-Mittel allhier in Baaden anfänglich ohne Character sich zusammen gethan / und vermittelst GOttes gnädiger Leitung / und ohnermüdeter Arbeit die Sachen so weit gebracht / daß Sie zu Herstellung eines / GOtt gebe / beständigen / immerwährenden Friedens / auch Eydgenößischer Treu und Freundschafft folgende Articul zu Papier gebracht / und in Krafft nachgehends erhaltenen Gewalts auf würckliche Ratification allerseits hoher Herren Principalen unterzeichnet.

I. Daß ein jeweiliger Fürst und Abt zu St. Gallen der natürliche Ober- und Land-Herr in Toggenburg heissen und seyn solle / auch die Land-Leute in Toggenburg demselben gewöhnliche Huldigung und Pflicht leisten; jedoch also / daß besagte Toggenburgische Land-Leute bey allen ihren habenden Freyheiten und Rechtsamen beständig und ohngehindert verbleiben; und ist um das in Streit gekommene verglichen worden / wie hernach von einem Puncte an den andern folget.

II. Der Land-Rath soll in 60. Mann bestehen / als 30. von Catholischer und 30. von Evangelischer Religion / dieselben aber aus allen Gegenden des Landes von den Gemeinden selbsten erwehlet / auch / so lange sie sich wohl halten / und zu Verwaltung ihrer Stellen tauglich sind / nicht abgeändert werden; Demselben auch zustehen / einen Obmann dieses Land-Raths und dessen Stadthalter; item Seckelmeister / Panner / Stadthalter / mit aller Nation unter beeden Religionen; Schreibere / Commissarios und Bothen aber in gleicher Anzahl selbsten zu besetzen; mithin auch das Land-Siegel bey sich zu behalten / und solches zu denjenigen Sachen zu gebrauchen / die diesem Land-Rath zu behandeln zukommen und gebühren.

III. Des Land-Raths Obliegenheit soll seyn / auf die Freyheiten und andere des Landes gemeine und sonderbare Angelegenheiten zu wachen und Sorge zu tragen; und wann selbiger vermeynte des nachend beschwerd zu seyn / solches bey einem jeweiligen Fürsten / mit gebührendem Respect vorzutragen /

ANNO 1718. und um remedur zu bitten: Falls aber selbige nicht zu erhalten wäre/ alsdann an gebührendem Ort/ solche mit Recht ohne fernern Umtrieb zu suchen; item die Steuern/ Brüche und Kriegs-Unkosten anzulegen/ zu vertheilen/ die Rechnung hierumb unter sich selbst abzunehmen/ und andere dergleichen Sachen zu behandeln; mittelst aber solcher Sachen/ welche Ihro Fürstl Gnaden absonderlich zustehen/ oder denen nachfolgenden ordentlichen Gerichten in dem Land zu beurtheilen gebühren/ sich nicht anmassen.

IV. Der Land-Räthe Eyd soll in folgenden bestehen: So wohl Ihro Fürstl. Gnaden als auch des Landes Nutzen und Frommen zu befördern/ Ihren Schaden zu warnen und zu wenden/ auf die Freyheiten und Angelegenheiten des Landes ein sorgfältigs Aufsehen zu haben/ und was deme zuwieder fallen möyte/ durch güttliche Mittel oder gebührendes Recht abzuwenden trachten. Den Land-Rath/ so offt sie erfodert werden/ fleißig zu besuchen/ auch die Anlagen und Abtheilungen der Landes-Kosten nach der Billigkeit einzurichten/ und in obernannten Sachen/ das zu besorgen/ was zu des gemeinen Landes Heyl und Wohlfahrt gereichen mag/ getreulich und ohne Gefährde.

V. Der Land-Rath soll jährlich auf einen gewissen Tag ordinarie einmahl versamlet werden/ um des Landes Angelegenheiten zu behandeln/ und wann dann zumahlen etwas fürfallen würde/ so den Fürsten berührete/ solches demselben oder dessen jeweiligen Land-Voigt durch zwey oder drey Land-Räthe ehrenbiethig wissen lassen.

VI. Wann aber in währenden Jahr man nothwendig befinde/ den Land-Rath zu versammlen/ solches ohne einige Hindernisse geschehen könne/ jedoch daß des Tages vor der Zusammenkunfft einem jeweiligen Land-Voigt kund gethan werde/ daß der Land-Rath sich morgens versammlen wolle; und wann auch nachgehends etwas vor den Land-Rath vorfiele/ das den Fürsten berührte/ ihme oder seinem Land-Voigt solches/ wie obgemelt/ durch 2. oder 3. Land-Räthe wissenhafft gemacht werde.

VII. Es solle auch der Land-Rath schuldig seyn/ alle diejenige Land-Leuthe/ welche 14. Jahr und drüber alt sind/ und den Land-Eyd noch nicht beschworen haben/ je zu 5 Jahren um/ für sich zu bescheiden und selbige zu Beschwerung sothanen Land-Eyds vor den Land-Rath anzuhalten; Dieser Land-Eyd aber gemeiniglich von dem gantzen Land/ so offt eine Landes-Gemeinde gehalten wird/ feyerlich ernüert und beschworen; Deßgleichen auch die Panner-Herrn-Stelle dem Herkommen gemäß von der Landes-Gemeinde besetzet werden.

VIII. Das Land-Gericht soll also besetzet werden/ daß desselbigen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seye; Die Wahl der Richter aber also geschehen/ bestehende in 24. Mann/ aus allen Gegenden des Landes/ nemlich den 21 alten Kirchen-Hörenen/ und zwar aus jeder derselben einen/ von Lichtensteig und Wertzweil aber aus jeden Ort zween/ mit tüchtigen ehrlichen ohnverläumdeten Männern und benanntlichen 12. von Evangelischer und 12. von Catholischer Religion besetzen möge.

IX. Diese Land-Richter sollen dahin beeydiget werden/ das Gericht/ so offt sie erfodert werden/ fleißig zu besuchen/ zu richten was vor sie kommt/ dem Armen als dem Reichen/ dem Reichen als dem Armen/ dem Fremden als dem Einheimischen/ niemanden zu lieb noch zu leid/ und darum kein Mieth noch Gaben zu nehmen/ sondern alles zu thun/ von GOttes und der Rechte wegen/ ohne Ansehen der Persohn und Religion/ getreulich und ohne Gefährde. ANNO 1718.

X. Dieses Land-Gericht soll in dem Nahmen/ und aus Gewalt/ auch zu handen des Fürsten verbannet und gehalten seyn.

XI. Vor dieses Land-Gericht gehören alle Criminal- und Malefiz Sachen/ um von selbigen bey Ehr und Eyd beurtheilet zu werden/ und bestehet solches einig aus dem jeweiligen Land-Voigt/ denen bestellten 24. Land-Richtern und dem Land-Schreiber/ welchem Land-Voigt und Land-Gericht/ des zu mahlen Fürstl. Land-Rath/ gleichfalls zukommt und gebühret/ die Land und andere Mandata, auch Satz- und Ordnungen aufzurichten und auszufertigen.

XII. Um Criminal-Fehlern willen/ welche nach denen Rechten keine Leibs-Straffe nach sich ziehen/ sondern gemeiniglich mit Geld-Straffe angesehen werden/ soll kein Landmann gefänglich angenommen werden/ der das Recht vertrösten kan.

XIII. In Malefiz-Sachen/ soll die Aufnahm der Kundschafften in Beyseyn eines Land-Voigt/ Land-Schreibers/ und zwey aus dem Land-Gericht benanntlich eines von Catholischer und eines von Evangelischer Religion geschehen: Mithin die Zeugen/ so da deponiren sollen/ ehe man sie eydlich verhöret/ dem Gefangenen bekannt gemacht werden/ damit er seine gebührende Exceptionen/ wann er deren hätte/ wieder dieselben einwenden könne/ auch die Kundschaffts-Aussage/ um gleicher Ursach willen demselben communiciret; sonderlich die Anklägere in eigener Sache nicht vor Kundschafften gehalten/ unter solche Anklägere aber nicht gerechnet werden/ die welche in Krafft aufhabender Eyden zu laiden verbunden/ oder welche darbey nicht interessiret sind.

XIV. Alle Examina in Malefiz-Sachen/ sie geschehen gleich gütlich oder peinlich/ sollen in Beyseyn obgedachten Richtern gehalten werden/ selbige aber sich mit einer bescheidentlichen Besoldung genügen lassen.

XV. Wann auch zwischen obgedachten Examinatoribus ohngleiche Meynungen walteten/ ob gnugsame Ursachen vorhanden/ einen Gefangenen an die Tortur zu schlagen/ solle solches vor einen halben Land-Gericht entschieden/ bey dessen Versammlung aber beobachtet werden/ daß selbiges aus 6. Evangelischen und 6. Catholischen besetzet werde.

XVI. Wann mit einem Maleficanten/ einer oder mehr der Land-Richtere/ Verwandschafft halber/ oder sonsten/ in dem Ausstandt begriffen/ oder abwesend wäre/ sollen der oder dieselbe mit andern Richtern von eben derselbigen Religion ersetzet werden/ und bey dem End-Urtheil die Anzahl der vier und zwantzig Land-Richter erfüllet seyn.

XVIII. Wann in einer Malefiz-Sache/ ertzwischen den Richtern/ die Meinunge in gleiche Stimmen zufielen/ und der Land-Vogt bey der Sache Entscheidung auf die härtere Meinung fiele/ soll die Execution eingestellet/ und dem Maleficanten oder den Seinigen gestattet werden/ an den Fürsten um Gnad zu recurriren.

XVIII. Das jus aggratiandi stehet dem Fürsten ohndisputirlich zu.

XIX. Alle fallende und des Land-Gerichts bestimmende Bußen und Straffen an Geld/ in Criminal- und Malefiz-Sachen/ sollen dem Fürsten gehören/ wie nicht weniger die Confication der Mittel aller hingerichteter Uebelthäter/

NNO 718. ter/ vorsetzlich-boßhaffter Selbst-Mörder und Lands-Flüchtiger/ welche Leib und Leben verwürcket/ und wo sie zugegen wären/ mit Recht vom Leben zum Tod verurtheilet würden/ dem Fürstlichen Fisco, auf Gnade hin/ heimfallen; Worbey Ihro Fürstl. Gnaden sich erkläret/ wann solch Unglück ein Land-Kind betreffe/ und ein oder mehr Kinder vorhanden/ alsdann und in solchem Fall Ihro Fürstl. Gnaden aus purer Gütigkeit auch Landes-Väterlicher Milde und Mitleiden über die auf den Procels ergangene Kosten und rechtmäßige Schulden mit dem halben Theil des von ihm hinterlassenen Guths/ sich vergnügen wollen.

XX. Dieses Land-Gericht wird von dem Fürsten besoldet/ welches auch als Fürstl. Land-Rath verpflichtet ist/ wann der Fürst in andern Fürfallenheiten sie berufft und ihres Raths begehret/ auf dessen Befehl zu erscheinen/ und nach guten Gewissen zu rathen/ alsdenn denen/ welche oberhalb Krummenau/ und denen/ welche unterhalb dem Guntzenbach wohnen/ täglich einen Gulden/ denen aber/ welche näher gegen Lichtensteig wohnen/ täglich einen halben Gulden zur Belohnung gegeben werden soll.

XXI. Die Membra dieses Land-Gerichts sollen nicht abgewechselt werden/ es wäre dann Sach/ daß einer Leibs- oder Gemüths halber untauglich befunden würde/ oder solches mit Ubelverhalten verschuldet hätte.

XXII. Alle heimliche Abthädigungen beschuldiget- oder begangener Fehlern sollen abgestellet/ und öffentlich berichtiget werden/ es wäre dann/ daß einer des Fehlers bekanntlich/ und solches von niemanden ersucht/ selbst eigenen freyen Willens verlangte/ welche Bussen gleichfalls dem Fürsten zugehören.

XXIII. Der niedern Richtern Eyd soll seyn/ wie oben in den Puncten der Land-Richter gemeldet ist.

XXIV. Die Vorschläge und Besatzung der Ammännern in denen niedern Gerichten belangende/ soll es bey denen Freyheiten/ Oeffnungen/ und bißherig ohnunterbrochener Ubung verbleiben/ und die Wahl eines Ammanns an denen Orten/ wo die Gemeine dem Fürsten einen Fürschlag zu geben pflegt/ auf den Tag des Fürschlags geschehen/ und daß in Zeit der nechsten 14. Tagen/ die Ratification oder der Gegen-Fürschlag erfolge.

XXV. Der Wahl der Richtern halber bleibet es bey denen Freyheiten und der Ubung also/ daß der Fürst die Helffte und die Gemeine die andere Helffte beederseits in der Gleichheit der Religion erwehle.

XXVI. Weilen der Weibel ein Beamter des Fürsten ist und demselben mit sondern Pflichten zugethan/ indeme er die Straff- und bußwürdige Sachen zu beklagen und zur Berechtigung zu bringen verbunden/ soll es dero Erwehlung betreffend/ bey denen bißher üblich gewesenen Fürschlägen und Wahl verbleiben.

XXVII. Der Gerichts-Schreibern halben/ wird der Fürst der Gerichts-Gemeine zwey in den Fürschlag geben/ welche in selber Gerichts-Gemeine gesessen/ und darzu tauglich/ davon die Gemeine den einen nehmen/ und wann der Weibel der einen/ alsdann der Gerichts-Schreiber der andern Religion seyn solle

XXVIII. Die Voigte von Yburg und Schwartzenbach/ wann sie nicht gebohrne Toggenburger/ sollen sich in die gerichtliche Sachen nicht mischen/ noch einiger massen in Gericht sitzen und handeln.

XXIX. Von den niedern Gerichten soll in Civil-Sachen/ wann der Haupt-Handel unter 15. fl. keine Appellation gestattet werden; wo aber die Summa über 15. fl. selbige durch das Gericht nicht verhindert werden. ANNO 1718.

XXX. Die Jahr-Gericht sollen nach alten Gebrauch fleißig gehalten werden/ mithin die niedern Gerichte verbunden seyn/ nach Inhalt der Oeffnungen/ Gesetzen/ Mandaten und Ordnungen/ und ohnpartheyischer Beobachtung der Billigkeit/ die nieder-gerichtliche Frevel und Fehler/ in Straff und Buß zu erkennen: immassen dann alle diese nieder-gerichtliche Straffen und Bussen dem Fürsten zugehörrn.

XXXI. Alle heimliche Abthädigungen/ in dergleichen niedergerichtlichen Fehlern abgestellet/ und alle Frevel und Busse/ vor öffentlichen Gericht berechtiget werden/ gleich es von alten Herkommen ist/ es wäre dann/ daß der Fehlbaare von niemanden ersucht selbst eigenen freyen Willens ein solches verlangte.

XXXII. Es soll auch niemand in solch niedergerichtlichen Fehlern wieder sich selbst zu zeugen/ oder sich mit dem Eyd zu entladen angehalten werden/ es wäre dann daß auf genugsame Anzeigungen ein solches von dem Richter erkennet würde.

XXXIII. Die Execution in Schuld-Sachen/ wann eine Sache erkennt und berechtiget ist/ solle nach altem Herkommen und Gebrauch/ durch die Schatzung geschehen.

XXXIV. Das Appellation-Gericht soll in 12. Personen/ tüchtiger/ ehrlicher und ohnverläumdeter eingesessener Toggenburgern bestehen.

XXXV. Dessen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seyn/ auch seinem Bestallungs-Eyde eingerucket werden/ daß er in allen von dem Præsidio so wohl des Land- als Appellation-Gerichts abhangende Verrichtungen/ ohne Ansehen der Person und Religion handeln solle.

XXXVI. Die Wahl der Appellations-Richter solle also geschehen/ daß der Fürst 3. Catholische und 3. Evangelische Richter aus sich selbsten erwehlen/ und in dieses Gericht setzen möge.

XXXVII. Der Eyd gleichfalls eingerichtet werden/ wie oben in den Puncten des Land-Gerichts zu finden

XXXVIII. Diesen Appellations-Richtern solle jedem des Tags für seine Belohnung ein Gulden geschöpfft/ und selbige aus denen bestimmenden Urtheil Geldern entrichtet werden.

XXXIX. Dieselben auch nicht abgeändert werden/ so lang sie tüchtig/ und sich ehrlich verhalten/ als oben bey denen Land-Richtern auch gemeldet ist.

XL. Alle Appellationen von denen niedern Gerichten sollen an besagtes Appellation-Gericht gehen/ welches dann über selbige absolute und definitive absprechen/ also daß solche nicht ferner sollen appelliret werden können/ vorbehalten wann es Herrschafften/ Herrschafft-Recht/ Grund-Boden-Zinnß-Zehenden/ und andere unabläßliche Gerechtigkeit in ihrer Natur und Eigenschafft betreffen thäte/ oder da ein Fremder welcher nicht in dem Land wohnete/ in einem Procels Kläger oder Beklagter wäre/ alsdann dem beschwerenden Theil/ es seye gleich der Fremde oder Landmann/ die Appellation an den Fürsten selbsten ohngehindert angedeyhen; Welche Appellation nach erforderner Nothdurfft des Jahrs ein oder zweymahl in dem Land ohne andere Kosten/ als das gewohnte Appellations-

ANNO 1718. Urthel-Geld abzustatten / decidiret werden sollen / in dem Verstand / wann ein Fürst Kranckheit oder anderer erheblichen Hindernissen wegen / nicht selbsten in das Land kommen könnte / er solches durch einen oder zwey delegirte verrichten lassen möge.

XLI. Wann aber die Meynungen in gleiche Stimmen verfielen / dem Land-Voigt der Entscheid zustehen solle.

XLII. Ein Fürst und Herr zu St. Gallen mag einen Land-Voigt im Toggenburg setzen / er seye ein Toggenburgischer Landmann oder nicht.

XLIII. Ingleichen mag er einen Land-Schreiber oder Land-Weibel aus eingesessenen Toggenburgischen Land-Leuthen setzen nach Belieben; Also daß wann der Land-Schreiber der einen / alsdann der Land-Weibel der andern Religion seyn; und im Fall der Land-Schreiber Catholischer Religion wäre / demselben ein Evangelischer Substitut, wann aber der Land-Schreiber Evangelischer Religion wäre / demselben ein Catholischer Substitut, doch ohne des Fürsten Kosten zugeordnet werde / welcher sowohl denen Appellations- als Land-gerichtlichen Sachen und Tribunalien beywohnen / und das Protocoll führen helffen / zu welcher Beamtung der Substituten das sämtliche Land-Gericht dem Fürsten einen Fürschlag von 3. ehrlichen und tauglichen Personen geben / und Ihro Fürstliche Gnaden einen draus erwehlen sollen.

XLIV. Der Mannschafft und des davon abhangenden Militaris halben / soll durch diesen Tractat niemanden an seinen daran habend- oder prætendirenden Rechten nichts gegeben noch benommen seyn.

XLV. Es sollen keine neue Land-Leute angenommen werden / als bey ablegender Huldigung gegen einen neuen Fürsten / und daß solche Annehmung so wohl mit vorheriger Einwilligung Ihr. Fürstl. Gnaden / als auch wenigstens des halben Theils der anwesenden Land-Leuthen geschehe / auch die Prætendenten sich selbsten stellen / oder nahmhafft gemachet werden.

XLVI. Denen Gemeinden sollen keine Beynoch Hintersässen wieder ihren Willen aufgebürdet werden.

XLVII. Die Jagdbarkeit und Fischen sollen dem Fürsten zugehören / es wäre dann / daß jemand darum sonderbare Rechte aufzuweisen hätte.

XLVIII. In dem gantzen Land der Grafschafft Toggenburg soll männiglich aller ehrliche und ohngefährliche Kauff- und Verkauff-Handel und Wandel / darunter auch der Saltz-Handel begriffen / frey und ohngehindert gestatten werden.

XLIX. Der Verkauff der liegenden Gütern in todte und ewige Hände völlig abgestellet und verbotten seyn / und wann auch durch Testaments- Auffahls- Aussteurungs- Erbs- oder andere Weise etwas dahin fallen solte / denen Land-Leuten der Zug / und zwar nach beeydigter Schatzung gestattet werden; Wann aber Ihr. Fürstl. Gnaden in dem Land etwas kauffen wolten / Ihro solches ohnbehindert seyn: jedoch daß solch erkauffende Gütter an das Gotts-Hauß S. Johann / noch sonsten an eine andere todte Hand verfallen / oder einiger massen incorporiret / auch nicht zu Lehn gemachet / sondern durch weltliche Hand beworben werden sollen.

L. Es wollen Ihro Fürstl. Gnaden in dem Toggenburg keine Zoll-Brucken- noch Weg-Gelder / wodurch die Toggenburger einiger maßen konnten beschweret oder benachtheiliget werden / aufrichten / auch die alten nicht steigern.

LI. Es mag / in Krafft der Toggenburgischen Freyheiten / jedermann mit seinem eigenen verfangenen Guth ohne Abzug ziehen wohin er will; Was aber die ererbende und nachfallende Mittel belangt / solle davon die Helffte des behörigen Abzugs dem Fürsten / und die andere Helffte dem gemeinen Land-Seckel zufallen. ANNO 171

LII. Desgleichen sollen die Einzuge von den neu-annehmenden Land-Leuten halb dem Fürsten / und halb dem gemeinen Land-Seckel gehören; Indessen aber der Gemeine / in welcher sich ein solch-neu-angenommener Landmann setzen wolte / an ihren sonderbar habenden Einzug-Rechten nichts benommen seyn.

LIII. Die von des Toggenburgs wegen fallenden Pensionen oder Fried-Gelder sollen gleichfalls halb dem Fürsten / und halb dem Land-Seckel zudienen.

LIV. Was in dem gemeinen Land-Seckel fällt / solle nicht zu der einen oder andern Religion Particular-Gebrauch / sondern zu weltl. Gebrauch und Nutzen des gemeinen Landes angewendet werden.

LV. Die Ehehafftenen belangende / sollen keine neue Mühlen / Huff-Schmidten / Oel-Trotten oder Baad-Stuben / ohne dringende Nothwendigkeit aufgerichtet werden: Wo man aber deren begehrte / und jemand sich opponirte / und vermeynte / daß es nicht nothwendig wäre / oder daß er dadurch beschweret würde / alsdann die gründliche Untersuchung der Nothwendigkeit oder Beschwerd / vor ordentlichen Gericht beschehen / und hierauf die eydliche Befindnüß an Ihr. Fürstl. Gnaden als Dero die Bewilligung der Ehehafftenen zustehet / zur Erkänntnus gebracht / solch alte Ehehafftener aber mit keinen nüerl. Beschwerden beleget werden.

LVI. Was die Taverne Wirths-Häuser betrifft / so wird von dem Land-Vogt und dem Land-Gericht eine Untersuchung geschehen / wo und wie viel Taverne Wirths-Häuser vonnöthen / und was Sie darfür Ihr. Fürstl. Gnaden zur jährl. Recognition geben sollen / auch solche darüber nicht gesteigert / oder einiger Unterscheid der Religion gemachet werden.

LVII. Die Einschreib-Lehn / welche keine Lehn-Brief erfordern / wann einer dessen ordentliche Empfahung übergehen würde / soll nicht caduc gemacht werden / sondern die Buß für das erstere mahl auf doppelten Lehn-Tax / hernach aber / so offt solches geschehen würde / nach Proportion und Werth des Guths / auf 1. fl. von jedem 100. bestimmet seyn.

LVIII. Gleichwie nun in allen vorgeschriebenen Gerichtl. Sachen / denen Particular-Gerichts-Herren Moßnanß / Eppenberg / Magdenau und Krynau / und wann noch andere wären / als welche hierinnen nicht contrahiret / ihre authentisch-habende Rechte heiter vorbehalten / und dadurch denenselben nichts benommen ist / so hat es dennoch den Verstand / daß in allen solchen Gerichten / da die beeden Religionen unter einander vermischet / die Gerechtsame / Freyheit und Gleichheit der Religion auf Weiß und Form / als in den vorgehenden Puncten gemeldet ist / observiret werden solle.

LIX. Desgleichen sollen auch der Stadt Lichtensteig ihre / Kraffts Brief und Siegeln und alten Herkommen / sonderbaar-habende Recht und Freyheiten klärl. reserviret seyn / mit dem Anhang / daß so wohl die Schultheissen-Stelle unter beeden Religionen alterniren solle / als auch übrigens die mehr-besagte Gleichheit in Besatzung ihres Raths / Gerichts / Aemtern und Diensten beobachtet werden.

LX.

ANNO 1718. LX. Wann auch sonderbaare Gemeinden oder Particularen sonderbare Recht und Gerechtigkeiten / darüber in vorgehenden Puncten nichts versehen wäre / aufweisen könnten / sollen sie dabey verbleiben / und ihnen nichts benommen seyn.

LXI. Es sollen auch alle Sprüch / Urtheile und Erkanntnüssen / welche biß auf den heutigen Tag von den ordentl. Gerichten in dem Land / auf die Weiß / wie sie biß dato besetzt waren / ergangen / wie auch alle erweißliche Privat-Conventionen / jedem Drittmann ohne Schaden / in ihren beständigen Kräfften seyn und verbleiben / und nicht aufgehebt / noch abgeändert werden / und also alles Ausgemachte ausgemacht heissen / seyn und bleiben / wofern der Richter des Gotts-Hauses Recht und liegende Güter nicht berührt hätte: Es solle auch nicht weniger bey denen Rechnungen der Kästen / welche über den Land-Handel ergangen / auf Weiß und Form / also / daß selbige ohne fernere Untersuchung oder Hinderung nach alt-gewohntem Brauch und denen Spruchen de de annis 1513. 1514. angelegt werden sollen.

LXII. Endlichen solle auch eine vollkommene Amnestia und ewige Vergessenheit alles dessen / was von Anfang dieser Streitigkeiten / und unter währendem Krieg biß auf den heutigen Tag passiret / was Natur es immer sey / gestifftet / beliebet / und allerseit angenommen seyn / und des nahend unter keinerley Prætext noch Vorwandt / m manden das geringste an Leib / Ehr oder Guth zugesucht werden: Was aber diejenigen Bussen und Kosten welche die Sechs Wattweylische Männer / den Panner-Herr Päsch / seinen Sohn Jacob Päsch / den Land-Wibel Germann / und die Kellerische Erbschafft betreffend / anstehet / selbige aufgehebt / tod und ab seyn sollen / und jeder Landmann zu seinem Eigenthum / Weib und Kindern sicher / ruhig und ohnangefochten kommen möge.

LXIII. Den Religions- oder Lands-Frieden demnach betreffend / so sollen nur allein die beeden Religionen / die Catholische und Evangelische / die eine wie die andere / in der gantzen Landschafft Toggenburg durchaus frey seyn und verbleiben / also daß der beyden Religionen zugethane eine vollkommene freye und ohngehinderte Religions-Ubung in allen Stücken und Theilen ihres Gottes-diensts / und allem dem so demselben anhanget / mit aller Gerechtsame und Freyheit geniessen und haben sollen.

LXIV. Und gleichwie die Evangelische denen Catholischen in ihrer Religion / Kirchen-Gebräuchen / Ceremonien / und allem was dran hanget / weder Ordnung / Ziel / noch maaß vorschreiben oder selbige behindern; Also auch hingegen denen Evangelischen von niemanden in ihrer Religion / Kirchen-Gebräuchen / Ceremonien und allem was hieran hanget / sonderheitlich aber der Feyertagen halber nichts vorgeschrieben / auch weder Ziel / noch Maaß gesetzet / oder einige Hinderniß gethan werden: Selbige aber der Lehr-Satzen halber sich an die Evangelische Eydgenössische Glaubens-Bekanntniß halten / und die Kirchen-Gebräuch / wie sie dißmahlen eingeführet sind / fortsetzen wollen.

LXV. Die Kirchen-Stunden / wo solches noch nicht geschehen / sollen forderlich eingerichtet / und alles Schänden / Schmähen / Trätzeln und Reitzen auf und neben der Cantzel / von beyden Theilen höchstens verbotten / auch die Fehlbahre mit Ernst abgestrafft werden.

LXVI. Denen Evangelischen Pfarrern und Vorgesetzten die nöthige Kirchen-Zucht / bestehende in Vorstellung / Vermahn- und Anhaltung zur Besserung des Lebens zu stehen: Doch daß sie sich hierbey keiner Jurisdiction anmassen; Deßgleichen auch auf die Schulen / als worinnen die liebe Jugend / nicht allein im lesen / schreiben und singen / sondern auch in denen Anfangen der Religion und Glaubens-Articuln unterrichtet werden solle / ein treu-gefliessenes Auffsehen zu haben / ihnen obgelegen seyn solle. ANNO 1718.

LXVII. Die Evangelische Pfarrer sollen von niemanden der nicht ihrer Religion ist / visitiret / und so lange sie ihren Gemeinden in Lehr und Leben erbaulich vorstehen / wieder ihren Willen / auf andere Pfründen nicht abgeändert werden: Auch der vormahlen ihnen in dem leistenden Eyd eingeruckte Terminus; dem Fürsten in allem gehorsam zu seyn / ausgelassen werden.

LXVIII. Die Witben und Waisen sollen mit Vögten ihrer Religion besorget werden / und ihrer Auferziehung halber unter derselben und ihrer nechsten Verwandten Aufsicht stehen.

LXIX. Wo die ein- oder andere Religion aus eigenen Mitteln neue Kirchen bauen / oder Pfründe stifften wolle / ihnen daran kein Eintrag gethan werde; Vorhero aber beyde Religionen wegen der alten Kirchen sich in Freundlichkeit zu vergleichen haben / und wann sie sich selbsten nicht vergleichen könnten / alsdann jede Parthey zwey ehrliche Männer erbitten / um sie zu entscheiden; Wann aber diese Schied-Leuthe in ihren Meynungen in gleiche Stimmen zerfallen würden / jeglicher von diesen Sätzen noch einen ehrlichen unpartheyischen Mann fürschlagen / und unter solchen fürgeschlagenen einer durch das Looß zum Obmann erwehlet werden / welcher bey seinen Eydes-Pflichten der einen / von den Schied-Leuthen ausgefällte Meynung / welche ihm die bessere beduncket / beyfallen solle. Wann auch die ein und andere Religion eine gemeinsame Kirche zu erweitern begehrte / solches aus eigenen Kosten wohl geschehen mögen / mithin der andern Religion kein Eintrag noch Schadigung zugefüget werden.

LXX. Weilen alle Kirchen- und Pfründ Güter in dem Toggenburg abgechuret und vertheilt / soll es bey denen / so vormahls / als Zeit währender dieser Negotiation vorgegangene Abchurungen / Theilungen und Vorkomnüssen verbleiben / und hin künfftig keine Theilung mehr vorgenommen werden.

LXXI. Wann eine Evangelische Person um die Ehe angesprochen würde / oder eine verheyrathete befugter Ursachen halber / der Ehescheidung begehrete / sollen sich der Decanus, ein Pfarre / und die weltlichen Beysitzer des Synodi zusammen thun / und um solche Ehe-ansprachen / oder prætendirende Ehescheidungen die Partheyen gütlich vergleichen / oder wann solches ohnerheblich / selbige entscheiden und absprechen / worbey es denn sein Verbleiben haben / jedoch / daß alle straff- und bußwürdige Sachen dem bißerigen Richter überlassen werden sollen.

LXXII. Die Dispensations-Bussen von dem dritten Grad also eingerichtet seyn / daß / welche ohngefährlich fünff tausend Gülden und darüber besitzen / höchstens funffzig Gulden / welche demnach 1000. biß 5000. fl. besitzen / zwantzig Gulden: Welche aber unter 1000. fl. besitzen / nach Beschaffenheit der Mitteln bezahlen; Wo aber gar Arme wären mit denselben mildiglich verfahren werden solle.

LXXIII. Der Evangelische Synodus in dem Toggenburg solle / wie er dißmahlen eingerichtet / fortgesetzet / und darinnen die Religions- und Kirchen-Sachen unter ihnen allein abgehandelt werden / wie die dermahlige Synodal-Statuta es mit sich führen.

LXXIV. Die Collaturen der Pfründe belangende / bleibt es bey denen von Ihr. Fürstl. Gna-

ANNO 1718. den bescheint- und hergebrachten Briefen/ Siegeln und Herkommen: Es wäre dann Sach/ daß die Catholischen Toggenburger in Zeit von 3. Jahren etwas mehrers und bessers für sich bescheinen könnten/ alsdann sie dessen zu geniessen haben sollen.

LXXV. Wenn eine Evangelische Pfarr-Pfründ in dem Land Toggenburg vacant würde/ solle die Gemeind sich bey Ihro Fürstl. Gnaden oder Dero Land-Vogt ehrerbiethig anmelden/ und alsdann ohne einige Behinderung sich selbsten in einem der Evangelisch-Eydgenößl. Orten/ welchen sie wollen/ um einen Pfarrer bewerben mögen/ welcher in einer der vier Evangelischen Städten der Eydgenossenschafft examiniret/ und ad Ministerium admittiret/ auch gute Zeugnüs seines ehrlichen Lebens und Wandels habe/ und selbigen mit besagten Testimonialibus einem jeweiligen Fürsten oder seinem Land-Vogt præsentiren/ der dann hierauf denselben confirmiren wird: Es sollen aber obgemeldter Pfarrern nicht mehr als ein Drittheil aus einem Orte seyn; Wann dann auch Toggenburgl. Land-Leute vorhanden/ welche tüchtig/ und obbesagter Weise examinirt/ und auch ad Ministerium admittirt wären/ selbige hierinfalls der Zahl halben gleich einem der obgemeldt-löbl. Orten gehalten werden.

LXXVI. Es ist auch heiter abgeredet und verglichen/ daß nach erfolgter Ratification dieses Tractats/ selbiger förderlich bewerckstelliget werden/ und darauf hin die Huldigung geschehen solle; Wann aber in künfftiger Zeit/ und nachdem dieser Tractat in Execution gesetzt seyn wird/ über diesen Tractat, und darinnen enthaltenen Puncten/ wieder alles Verhoffen/ sich Mißverstand und Strittigkeit ereigen würde/ als dann so wohl Ihr. Fürstl. Gnaden als auch die Land-Leute in Toggenburg/ die waltende Strittigkeiten an Sechs der dreyzehen löbl. Orten der Eydgenossenschafft/ jedes an drey zu bringen/ welche dann in Gleichheit der Religion und Sätzen/ selbige entweder in der Gütigkeit beylegen/ oder ohnerhebl. Falls/ nach gewohnt-Eydgenößl. Herkommen/ durch Rechtl. Ausspruch entscheiden sollen; in der ausgedruckten Meynung/ daß in allen/ entzwischen Ihr. Fürstl. Gnaden und dem Lande Toggenburg/ fürfallenden Streit-Sachen/ nicht via facti verfahren/ sondern alles biß auf güt- oder rechtlichen Ausspruch in dem von gegenwärtigen Tractat an hergebrachten ohnveränderten Stand verbleiben solle.

LXXVII. Wegen des Land-Friedens in den Mehrern und Mindern Gerichtbarkeiten/ welche Ihr Fürstl. Gnaden in der Land-Grafschafft Thürgau und auch in dem Rheinthal besitzen/ hat es den Verstand/ daß es bey dem in An. 1711. von denen löbl. Regierenden Orten zu Arau errichteten/ und durch den Druck ausgegebenen Lands-Frieden beständig bestehen/ und Ihr Fürstl. Gnaden sich deme conformiren sollen/ also/ daß demselben/ in allen denen Ihro zugestellten ausgeworffenen Puncten und Articuln/ wie sie dermahlen eingeführet sind/ jetzt und in das künfftig/ ohne einige Ausnahm/ gefliessend nachgelebet werden solle.

LXXVIII. Desgleichen solle auch denenselben unter keinerley Vorwand an die vergangene Kriegs-Kosten etwas gefordert/ noch zugerechnet werden/ sonsten aber jeglichem rechtmäßigen Creditori sein habendes Recht ohnbenommen seyn; Ihnen auch üm alles das/ was von Anfang des vergangenen Kriegs/ und biß auf den heutigen Tag passiret/ und worinne sie sich immer übersehen/ oder verfehlt haben mögten/ eine vollkommene Amnestia gedeyen/ und keiner deßwegen im geringsten angefochten/ oder ihme etwas zu Ohnglimpff angezogen werden. ANNO 1718.

LXXIX. Was dannenhero die ausserhalb denen obgemeldten Gerichten gelegene Aemter/ als Stadt und Amt Wyl/ das Norschacher-Hoffmeister- und Goßauer-Amt belanget/ solle denenselben gleichfalls/ unter keinerley Vormand/ einige Kriegs-Kosten abgefordert/ sie auch einer gleichmäßigen vollkommenen Amnestia geniessen/ sonsten aber jeglichen rechtmäßigen Creditoren sein habendes Recht ohnbenommen seyn.

LXXX. Was auch die Herren Intendanten zu Wyl und Sanct Gallen/ oder die Gericht für Urtheln in währender Zeit ausgefället/ und sonsten streitiges güt- oder rechtl. behandelt/ solches in beständigen Kräfften verbleiben/ weiln man dafür haltet/ daß dadurch Ihr. Fürstl. Gnaden Rechtsamen und liegende Güter nicht angegriffen worden/ und was zu Erbauung der Evangelischen Kirchen Schönholtzers-Wylen und Zugehörungen/ für Erdreich von einem Deroselben Lehen/ gegen erstatteten Preiß/ ledig bezogen worden/ solle/ ohne des Erb-Zinßes Schwächung/ welcher auf den übrigen Gütern zu suchen ist/ sein Verbleiben haben.

LXXXI. Nachdeme dann diese Friedens-Handelung zur Ratification gelanget seyn wird/ (wozu jedem Theil längstens 2. Monath Zeit gelassen wird) werden beede Löbl. Stände Ihr. Fürstl. Gnaden wiederum abtretten/ die in Besitz genommene alte Landschafft/ samt denen Gerichten in dem Thurgeü und Rheinthal/ mit aller darzu dienenden Herrlichkeiten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch denen in und ausser Landes gelegenen Einkünfften/ Zinsen/ Zehenden/ Renten/ Gülten/ und andern Rechtsamen/ wie sie solche in Besitz genommen/ und dermalen besitzen; Vorbehalten das/ worüber in gegenwärtigen Tractat anders disponiret worden.

LXXXII. Es sollen auch die Land Leuth im Toggenburg Ihro Fürstl. Gnaden/ und Dero Gotteshauß/ wann das/ was derselben halber in vorhergehenden Tractat vorkommen worden/ so weit erfüllt seyn wird/ daß die Toggenburgischen Land-Leuth ihren Land-Rath samt ihren Antheil der Appellation-Richtern vor der Huldigung ernamset haben/ und bey dem Huldigungs-Act/ welcher Ihr. Fürstl. Gnaden längstens 14. Tag nach der Ratification vornehmen mögen (dieser Tractat samt dessen Ratification vor offener Landes Gemeine ablesen/ und darauf hin die Huldigung geschehen/) auch Ihro Fürstl. Gnaden innerhalb den nechst folgenden drey Tagen/ die Denomination ihrer Beamten/ Land- und Appeliation-Richtern eröffnet haben werden/ zu Vertrag-mäßiger und ruhiger Besitzung der Grafschafft Toggenburg kommen lassen; Dessen Vollziehung beede Löbl Stände sich angelegen seyn lassen werden.

LXXXIII. Und damit nun der errichtete Frieden um so sicherer und beständiger seye/ und in Ansehung hierseits benachbarter Ständen/ bey etwan zwischen Ihnen fürfallender Mißverständnüß (die GOtt verhüte) nicht neuen Anstoß litte/ so haben die Löbl. Stände Appenzell/ Ußer-Rothen/ Ihr Fürstl Gnaden und die Stadt St. Gallen/ bey Eydgenößischen treuen/ Ehren und wahren Worten/ einander versprochen and zugesagt/ daß kein Theil dem andern um einiger Ursachen willen/ wie die seyn/ vorfallen/ oder Nahmen haben mögen/ thätlich angreiffen/ und zusetzen wolten; und im Fall ja etwa Irrung/ Streit/ Mißverstand sich zwischen Ihnen erheben und zutragen mögte/ welches allein die Ständ selbsten/ oder die zusammen habende Verträg/ und darinnen enthaltene Rechtsame

ANNO 1718.

same betreffen thäte / oder daß solche Verträg ohngleich verstanden werden wolten / daß der beschwerte Theil seine Klag an den Beschwerenden mündoder schrifftlich je nach gestalt der Sachen nachrichtlich gelangen lassen / und um dessen Abstellung freundnachbarlich ansuchen thäte / demselben auch mit freund- und billiger Antwort entsprochen / in allweg auch auf beschehendes Recht-Bott via facti nicht fürgefahren / sondern jeglicher Theil / bey seiner vor sothanem Streit gehabter Besitzung / Herkommen und Rechten verbleiben; Und Falls die also mißverständige Theil einander nicht mögten in der Güte und Freundlichkeit zur Gnüge berichten / sodann die Sach zu güt- als rechtlichen Entscheid dergestalten gelangen / daß jeder Theil zwey von denen Löbl. Orten der Eydgenossenschafft / nach Belieben erbitten möge / durch gleiche Sätz aus ihren Raths-Mitteln solche Zwistigkeiten decidiren zu lassen; Da dann die streitige Theile sich an deme halten / sättigen und begnügen / was alda gesprochen wird / und damit dem Streit abgeholffen; Die also zu Sätzen erwehlte Löbl. Ort / so güt- als rechtlich gesprochen / als Handhabere desselben / bestens befugt seyn / demjenigen Theil / welcher solchem Ausspruch entgegen in minderem oder mehrerem via facti verfahren wolte / gütlich / oder so das ohnverfänglich / mit kräfftigen und ernstlicheren Mitteln / zu Observanz des Ausspruchs / und Erstattung allfählich dem beschwerten Theil zugewachsenen Schaden und Kosten zu vermögen und anzuhalten.

LXXXIV. Und solle von nun an und in das künfftig all dasjenige / was vor den letzten leidigen Troublen und bis dato zwischen obgedachten dreyen Löbl. benachbarten Ständen immer wiedriges passiret seyn mögte / gäntzlich und völlig abgethan / ausgelöscht und vergessen seyn und bleiben / zwischen allen drey erwehnten Löbl. Ständen eine wahre Freund- und Nachbarschafft frischer Dingen aufgepflantzet und cultiviret / auch ihre Angehörige dahin mit Ernst angemahnet werden.

LXXXV. Des abgethanen Zolls halber zu Lanquat solle die Sache in dem Zustandt / wie es sich dismalen befindet / biß zu güt- und rechtl. Austrag / welcher längstens inner Jahres-Frist vorgenommen werden solle / verbleiben.

Wann nun die hierinnen contrahirende Theil / als beede Löbl. Stände Zürich und Bern / dann Ihro Fürstl Gnaden Herr Abt / Decan und Capitul zu St. Gallen / diesen Friedens-Tractat / in allen seinen Puncten und gantzen Inhalt / ohnzerbrüchlich und vest handlen werden / so wohl für sich als ihre Nachkommende / einander bey guten Treuen und Ehren versprechen; also haben sie sich auch gleichfalls einander hierbey zu manteniren und zu handhaben zugesaget; In Krafft gegenwärtiger Instrumenten / welcher drey gleich lautende verfertiget / und mit hernach unterschriebener Herren Pacificatoren Hand und Petschafften verwahret worden. Geben zu Baden im Ergau / Mittwochs den 15. Tag Brachmonat / von der Gnaden-reichen Geburth unsers lieben HErrn und Heylandes gezehlet 1718. Jahre.

(L.S.) Hanß Jacob Ulrich / Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.
(L.S.) Johann Heinrich Hirtzel / Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.
(L.S.) J. F. Willading / Herr zu Urthenen und Mattstetten / Schultheiß der Stadt Bern.
(L.S.) Johann Antoni Tillier / Venner und des kleinen Raths der Stadt Bern.
(L.S.) Joseph Antoni Pündriner / v. Brg. Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Cantzler.
(L.S.) Gall Antoni / Freyherr von Thurn / Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Ober-Voigt zu Ranißhorn.

Friedens-Ratification des Löbl. Stands Zürich.

ANNO 1718.

WIr Bürgermeister / klein und grosse Räthe der Stadt Zürich urkunden hiermit: Demnach Unsere auf jüngsten Congress zu Baden geweste vorgeliebte Mit-Räthe und Pacificatores, bekanntlichen / die Hochgeachte Wohl-Edle / Gestrenge / Fromme / Vornehme / Vorsichtige und Weise / Herr Johann Jacob Ulrich / Stadthalter / und Herr Johann Heinrich Hirtzel / Stadthalter / mit Ihro Fürstl. Gnaden des neu erwehlten Herrn Abts Josephi, Decans und Convents des Fürstlichen Stiffts St. Gallen / Herrn Pacificatorn den 15. Junii dieses lauffenden Jahrs zu besagten Baden / die Friedens-Tractaten entzwischen Löbl. Standt Bern und Uns an dem einem / dann Ihr. Fürstl. Gn. dem Herrn Abt / Decan und Convent, wohlgedachter Fürstl. Stifft an dem andern Theil / besag dreyer gleich lautender authentischen Exemplarien (welche zu Handen aller drey Löbl. interessirter Stände expediret worden) biß auf gedachter Ständte / als hoher Principalen Ratification, abgeredet / geschlossen und nach aufgegebener Vollmacht besiegelt und unterschrieben / daß Wir nach gründlicher Durchseh- und Erdaurung vorgemeldet durch göttlich-gnädige Leitung errichteter Friedens-Tractaten / dieselbe in allen und jeden darinnen enthaltenen Puncten, Articuln und Clausuln gutgeheissen / ratificiret und bestättiget: Wie Wir dann solche hiermit durchaus gutheissen / ratificiren und bestättigen / vor Uns und Unsere Nachkommende / mit wahr-Eydgenoßischer Verpflichtung / alle die darinnen enthaltene Puncten, Articuln und Clausuln aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu erfüllen. Dessen zu mehrem Glauben und Bekräfftigung gegenwärtiger Ratification haben Wir unserer Stadt Zürich Secret-Insiegel hierauf drucken lassen. So geben Donnerstags den 11. Augusti von der Gnaden-reichen Geburth Christi / unsers Erlösers gezehlt / 1718. Jahr.

(L. S.)

Friedens-Ratification des Löbl. Standes Bern.

WIr Schultheiß / klein und groß Räth der Stadt Bern thun kund hiermit: Demnach zwischen Unsern vertrauten lieben alten Eydgenossen / Löbl. Standes Zürich und Uns an einem / dann Ihr Fürstl. Gnaden Herren Abten / Decan und Fürstl Stiffts St. Gallen am andern Theil / einige Mißhell und Zweyspalt erwachsen / selbige auch in kriegliche Verfassungen und Thätlichkeit ausgebrochen / welche aber durch freundliche Handlung / so den 5. Jan. in Baden angefangen / den 5. May reassumiret / aus GOttes Gnaden durch allseitig dort hin abgeordnete Herrn Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand / biß auf Unsere Ratification, gelanget / zu Pappier gebracht / und sub 15. Junii, alles gegenwärtiges Jahrs / unterschrieben und versiegelt worden: Daß darauf hin Wir sothane Friedens-Handlung in allen seinen Puncten und Articuln für Unser Ort seines gantzen Inhalts angenommen / bestättiget und beliebet haben wollen. In Krafft gegenwärtiger Ratification zu mehrerem Bestandt mit

ANNO 1718. Unſer Stadt Secret-Inſiegel verwahret und geben den 12. Tag Auguſti 1718.

(L. S.)

Friedens-Ratification Ihr. Fürſtl. Gnaden von St. Gallen / Decan und Convents des Fürſtl. Stifft.

VOn GOttes Gnaden Wir Joſephus, des Heil. Römiſ. Reichs Fürſt / Abt des Fürſtl. Stifft und Gotts-Hauß St. Gallen / ſo ohne Mittel dem H. Stuhl zu Rom zugehöret / St. Benedicten-Ordens / auch des hohen Ordens der Jungfräul. Verkündigung Mariä Ritter ꝛc. Und Wir Decan und Convent erſt ermeldter Fürſtl. Stifft zu St. Gallen thun kund hiermit männiglichem: Demnach die zu freundlicher Beylegung der entzwiſchen bey den Löbl. Ständen Zürich und Bern / und Uns einige Jahr hindurch gedauerten krieglichen Mißhell- und Streittigkeiten jüngſt abgewichenen 5. Januarii dieſes lauffenden Jahrs in Baden angeſtoſſene / und den 5ten May hernach reaſſumirte Friedens-Handlung aus Gnaden GOttes durch Unſere allſeitig zu dem End dorthin Abgeordnet- und Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand / biß auf unſere Ratification, beſiegelt / ſo / daß ſelbige von Ihnen zu Pappier gebracht / und ſub dato 5. Junii darauf hin unterſchrieben / und beſiegelt worden: Daß dann Wir dieſere Handlung und Friedens-Tractat in ſeinem vollkommnen Begriff und Enthalt gäntzlichen genehm halten / ratificiren und confirmiren / in Krafft Unſerer hierunterzogener eigener Handſchrifft / und vorgedruckten Abbatial und Convents-Siegeln. So geben / und beſchehen in Unſerm Schloß neuen Ravensberg den 5. Auguſt. 1711.

Joſephus Abb.

(L. S.)

P. Jodocus Decanus.

(L. S.)

CXCIX.

21. Juill. *Inſtrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares conſtitutæ, inter* CAROLUM VI. *Imperatorem Romanorum, ac Regem Hiſpaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Auguſtiſſimum, &* AHMET *Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiæ cis Alutam Fluvium ſitæ, Belgradum, Temiſwar, Parackin, Iſtolaz, Schachak, Botka & Bolina, cum ſuis Territoriis: Tractus à Drina Fluvio uſque ad Unam, cum Palankis & Arcibus, totuſque Fluvius Savus cum ſuis Ripis Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati cedantur & manent. De Limitibus autem ſingulatim deſignandis cura integra Commiſſariis utrinque nominandis relicta eſt. Actum in Congreſſu ad Paſſarovicium in Servia die 21. Julii 1718. Cum* DECLARATIONE *Legatorum Cæſareorum quod hac Pacificatione nonobſtante, Fœdus Cæſareo-Polonico-Venetum pro communi defenſione initum, libatum & indiſſolubile permanere debeat. Actum eadem die 21. Julii 1718. Cumque* RATIFICATIONE *Cæſarea. Dat. Vienna 12. Auguſti 1718.* [Tiré des Archives du Conſeil-Imperial Aulique de Guerre.] ANNO 1718.

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriuſque Siciliæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoſcimus, & memoriæ commendamus tenore præſentium, quibus expedit, univerſis, pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus Noſtris; quod cum DEO ita diſponente inter Nos ab una: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Aſiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, interventu & opera mediatoria Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, poſt colloquia ſub tentoriis ad Paſſarovicium in Serviæ Regno eum in finem inſtituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios cum idoneis Mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & concluſa ſit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ ſequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

In Nomine Sanctiſſimæ, & Individuæ Trinitatis.

POSTQUAM duobus abhinc Annis infauſte accidit, ut inter Auguſtiſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriuſque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Aſiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte Pax & tranquillitas illa, quæ per Glorioſiſſimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædeceſſores Carlovicii in Syrmio concluſa, & ſtabilita fuerat, ſummum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum jacturam per nova quædam diſſidia ante elapſum terminum interrumpebatur, exindeque cruentum ac exitiale bellum exortum ſit, quod magnas Regnis & Provinciis devaſtationes, & Populorum deſolationes attulit; Divina tamen opitulante Clementia tam ſalutaria ambo Imperia receperunt conſilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, & evitanda humani ſanguinis effuſione, nec non proſpicienda Subditorum ſalute & bono recogitaretur.

Ideo interpoſitis Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eo res perductæ ſunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam priſtinam amicitiam Legati Plenipotentiis ſat amplis inſtructi in certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Auguſtiſſimi Potentiſſimi, ac Invictiſſimi Romanorum Imperatoris Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Conſiliarius, Peditatus ſupremus Præfectus & conſtitutus Tribunus, ac Excellentiſſimus Dominus

ANNO 1718. minus Michael à Talman, Imperialis Aulico-Bellicus Conſiliarius; ex parte verò Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomannorum, ac Aſiæ & Græciæ Imperatoris, Illuſtriſſimus ac Excellentiſſimus Dominus Ibrahim Aga, Ærarii Ottomannici ſecundæ diviſionis Præſes, & Excellentiſſimus Dominus Mehmed Aga, ejuſdem Ærarii tertiæ diviſionis Præſes: nec non nomine Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentiſſimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum Illuſtriſſimus ac Excellentiſſimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium menſis Maii hic Poſſarovicii comparuere, qui ſolemni Congreſſu, & habitis quibuſdam ſub tentorio uſitato more Colloquiis, exhibitiſque mutuo Plenipotentiis ita felici ſucceſſu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in ſequentes viginti mutuos Articulos convenerint.

Articulus Primus.

Provinciæ Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Tranſylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus diſtinguantur & ſeparentur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confiniorum termini obſerventur, nullâque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cùm partes Valachiæ cis Alutam fluvium ſitæ cum locis & Munimento Temeſwarini in poteſtate, & poſſeſſione Sac. Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ſint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: UTI POSSIDETIS, in ejuſdem Poteſtate & Dominio permaneant; ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomannorum Imperatorem pertineat.

E Tranſylvania elabens fluvius Aluta uſque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii fluvii verſus Orſavam uſque ad locum, è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, conſtituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Maruſium obſervatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piſcationes, alioſque hujuſmodi perquam neceſſarios uſus, utriuſque Partis Subditis communis ſit.

Germanorum, eorundemque Subditorum Navibus onerariis e Tranſylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat; Subditis vero Valachis naviculârum piſcatoriarum, aliarumque Cymbarum abſque impedimento uſus permittitur; Naves tamen molendinariæ in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obeſſe non poſſunt, communi Gubernatorum in confiniis exiſtentium conſenſu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, aliique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore Belli ad Partes Romano-Cæſareas ſe receperint, ii vigore hujus Pacis ad priſtinos Lares revertere, & ibi commorando, adinſtar aliorum, habitationibus, bonis, & terris ſuis pacifice frui poterunt.

Articulus Secundus.

A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas ſurſum utriuſque Imperii confinium conſtituatur; Iſperlek-Bania cum ſuis antiquis Territoriis ſub Ottomannico: Reſſova verò ſub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes verſus Parackin pergatur, ita, ut, Parackin Romano-Cæſareæ: & Raſna Ottomannicæ Ditioni relictis, inter utriuſque Medium per congruum ſitum progreſſio fiat in Iſtolaz, & ibi tranſeundo per parvam Moravam juxta citeriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde flectendo circa Territorium Zockolenſe eatur Belinam ad ripam Drinæ fluvii ſitam, Belgrado, ſeu Alba Græca, Parackin, Iſtolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis ſuis Territoriis Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majeſtate poſſeſſa ſint; Zockol verò & Raſna cum ſuis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum ſuis emolumentis utriuſque Subditi communiter gaudeant.

Articulus Tertius.

ANNO 1718.

Cum à Drina fluvio uſque ad Unnam in utraquè ripa fluvii Savi ſitæ, ſive apertæ, ſive occluſæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Milite munitæ ſint, cum antiquis ſuis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Ejuſdem Sac. Cæſ. Regiæque Majeſtatis poteſtate permanento, quare etiam integer fluvius Savus cum ſuis ripis ad Eandem pertinet.

Articulus Quartus.

A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, uſque ad Territorium Antiqui-Novi; quod Porta Ottomannica poſſidet, in ripa Orientali dicti fluvii ſitum Jeſſenoviz & Dobiza, nec non aliquot Turres & Inſulæ, cùm Præſidio Romano Cæſareo-Regio inſeſſæ ſint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis ſuis Territoriis Sacræ Suæ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtati permanento.

Articulus Quintus.

Quemadmodum Novi-Novi Territoria in Occidentali Unnæ ripa ex parte Croatiæ ſita, quæ tum ad Auguſtiſſimum Romanorum Imperatorem pertinebant; poſt Tractatum Carlovicenſem propter aliqua, quæ tempore ſeparationis limitum exorta ſunt, diffidia & controverſias, deſtructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & ſatisfactionem Suæ Sac. Cæſ. Regiæque Majeſtati reſtituantur, & in Ejuſdem poteſtatem cum omnibus inter antiquos ſuos limites exiſtentibus Locis & Terris revertantur.

Articulus Sextus.

Loca demùm, quæ in partibus Croatiæ ſita, a Savo fluvio diſtantia, ab utraque Parte poſſeſſa, & Præſidiis cuſtodita juxta Carlovicenſem Tractatum cum ſuis Territoriis in utriuſque poteſtate permaneant, atque, ſi quædam adhuc occupata fuerint, utriuſque Imperii ad determinandos limites deputati Commiſſarii de controverſiis decidant, & uſque ad extremitatem Croatiæ, eorum locorum Territoria, quæ in unius, aut alterius Imperii poſſeſſione manſura ſunt, diſtinctis limitibus ac ſignis ſeparent, & determinent;

Sicuti per Carlovicenſem, ita etiam per præſentem Tractatum liberum & licitum eſto ab utraque Parte poſſeſſa Munimenta & Arces pro ſecuritate utriuſque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos Pagos ædificare, ubique ſine impedimento & exceptione utrique Parti fas eſto, dummodo ſub hoc prætextu nova Fortalitia non eriganter.

Articulus Septimus.

Pax iſta quamvis ſecundum prædictas Conditiones bona concordia concluſa ſit, attamen, ut omnia, quæ de confiniis promiſſa & acceptata ſunt, ex omni parte effectum nanciſcantur, conſtituantur quamprimum ab utraque Parte experti, fidi & pacifici Commiſſarii, iique loco opportuno, ubi illis viſum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulitio, intra ſpatium duorum menſium, & citius, ſi fieri poterit, Confinia metis & terminis manifeſtis per ſuperiores Articulos deſignata diſtinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratiſſime & citiſſime executioni mandentur.

Articulus Octavus.

Definiti tandem per hoſce Tractatus & ſubſecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commiſſariorum ſeparatione, ſtabiliti, ſive deinceps, idoneo tempore per operam Commiſſariorum mutuo ſtabiliendi confiniorum limites ſancte utrinque & religioſe obſerventur, ita, ut nulla ratione, aut prætextu extendi, transferri, aut mutari poſſint, neque liceat alicui Paciſcentium Parti in alterius Partis Territorium ultra ſtatutos ſemel terminos, aut lineas quidquam juris, aut poteſtatis prætendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos ſive ad deditionem,

ANNO 1718. sive ad pendendum Tributum qualecunque, sive præteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestare, sed omnis altercatio ex integro amoveatur.

Articulus Nonus.

Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoquo tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos homines & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observationem compellat; Quod si verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus sacris Capitulationibus duella & mutuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, &, siqui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut tranigressores gravissime animadvertatur.

Articulus Decimus.

Incursiones hostiles & occupationes, omnesque insultus clam, aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes Territorii utriusque Dominii omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ, Transgressores verò Articuli hujus ubicunque deprehensi statim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta, quæcunque sint, diligentissime perquisita & adinventa secundum omnem æquitatem Dominis suis restituantur; Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solùm, sed etiam vitæ & honoris, adstricti sint atque obligati.

Articulus Undecimus.

Pro Religiosis & Religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ, quæcunque præcedentes Glorioſissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes sacras Capitulationes, sive per alia signa Imperialia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Sereniſſimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita, ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare & resarcire: nec non functiones suas ab antiquo consuetas exercere possint, & nemini permissum sit, contra priores Capitulationes, ac Leges aliquo genere molestiæ, aut pecuniariæ petitionis eosdem Religiosos, cujuscunque Ordinis & conditionis sint, afficere, sed consueta Imperatoria pietate gaudeant, & fruantur; Præterea Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum sit, commissa sibi circa Religionem, & loca Christianæ visitationis in sancta Civitate Jerusalem, aliisque in locis, ubi dicti Religiosi Ecclesias habuerint, exponere atque instantias suas facere.

Articulus Duodecimus.

Publici Captivi antecedentis & præsentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc detenti consideratione istius almæ Pacis eliberationem sperent, nec possint diutius sine læsione Imperatoriæ Clementiæ & laudatæ Consuetudinis, ac Generositatis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti Captivi à die hujus Tractatus Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem asserantur; Peculiariter, cum in partibus Transylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Stein cum penes eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur;

Cæteris verò, qui in privatorum potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, eliberationem suam honesto, &, quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum, sive per testimonia, sive per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; Et, quandoquidem à parte Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

Articulus decimustertius.

Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, secure, & pacifice exerceant; Romanorum Imperatori jam modo subjectarum, atque imposterum per Suam Majestatem à Christianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque sint Nationis, terra, marique, prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub signis & Literis patentibus Romano-Cæsareis in Regnis & Provinciis Ottomannicis pacificus aditus & reditus pateat, emptioque & venditio libera sit, & solutis necessario pendendis Vectigalibus neutiquam molestentur, quinimo protegantur. Consules & Interpretes, qui Mercatorum curabunt negotia, (uti prædicti Commissarii convenerint) in Ditionibus Ottomannicis constituantur, & reliquis Christianis à Tributo liberis Nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algerinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliisque, quibus inhiberi necesse est, serio demandetur, ut imposterum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus Paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa Maris sitæ Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyraticam exerceant, neve naves Mercatorum infestent, & damnificent, eorum Lembis, seu Fregatis & reliquis Navibus pyraticis sublatis alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invehere, easque aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, resarcitisque damnis & jacturis, ac in libertatem assertis Captivis, quos cœperant, juxta Leges, ut Justitia exiget, ad aliorum exemplum animadvertatur, iique puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque Parte constituti, & de illis tractantes Commissarii concluserint ac determinaverint, ratihabeatur, in Capitulationibus inseratur & adjungatur.

Articulus decimusquartus.

Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis homi-

ANNO 1718. hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, ſed ejuſmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiamſi alterius Partis Subditi ſint, quos in Ditione ſua deprehenderint, merito ſupplicio afficere utraque Pars adſtricta ſit, qui, ſi deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, ſicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant, quod, ſi nec hi Officio ſuo in punitione talium Sceleratorum ſatisfecerint, Indignationem Imperatoris ſui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipſimet pro Reis luant; quoque magis à Nefariorum hujuſmodi petulantiis cautum ſit; Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinoroſorum hominum, qui non ſunt alterutrius Principis ſtipendio conducti, ſed rapto vivunt, tamque ii, quam, qui eos aluerint, pro demerito puniantur, taleſque Nefarii, etiamſi conſuetæ vitæ emendationem præ ſe ferant, nullam fidem mereantur, nec prope Confinia tolerentur, ſed ad alia remotiora loca transferantur.

Articulus decimusquintus.

Ne tamen aliquo modo Confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragoczius, Berezenius, Antonius Eſterhaſy, Forgatſch, Adamus Vay, & Michael Czacky aliique Hungari, qui ab obedientia Auguſtiſſimi Romanorum Imperatoris deſciverunt, & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæſiverunt, in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur & diſponentur, remota ſint à limitaneis & confinariis partibus, & uxores tamen illorum non impediantur maritos ſuos ſequi, & cum iis in aſſignato diſtrictu commorari.

Articulus Decimusſextus.

Proponentibus Plenipotentiariis Suæ Sacræ Romano-Imperatoriæ Regiæque Majeſtatis, ut Rex & Reſpublica Poloniæ in hocce Tractatu ſimul comprehendantur: Reſponſum eſt: inter Regem Poloniæ ejuſdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controverſias verſari, ſi autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendum aliquid haberent, per Legatos, aut per literas apud Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quæ ex æquitate & juſtitia determinabuntur.

Articulus Decimuſeptimus.

Ut quoque tanto magis Armiſtitium hoc bonaque inter ambos Potentiſſimos Imperatores Amicitia firmetur, & coaleſcat, mittentur ſolemnes utrinque Legati, ex æquo uſitatis Ceremonialibus ab introitu in Confinia uſque ad reditum in locum ſecundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque proſequendi, qui in ſignum Amicitiæ ſpontaneum munus, conveniens tamen, & utriuſque Imperatoris Dignitati conſentaneum afferent & in Æquinoctio verno menſe Martio iter prævia mutua Correſpondentia uno eodemque tempore ſuſcipientes, in confiniis more jam pridem inter utrumque Imperium obſervato permutabuntur;

Solemnibus porro Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid libuerit, petere liceat, atque permittatur.

Articulus Decimuſoctavus.

Regula & norma Curialium in recipiendis, receptiſque pariter honorandis & tractandis Miniſtris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta uſitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum æquali decore & ſecundum diſtinctam caracteris Miſſorum prærogativam obſervetur. Legatis Romano-Cæſareis; & Reſidentibus, & quibuſvis eorundem hominibus pro ſuo arbitrio, quibuſque placuerit, veſtibus uti licitum ſit, neve quiſquam impedimento eſſe poſſit. Miniſtri porro Cæſarei, ſive Oratoris, ſive Legati, ſive Reſidentis, ſive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad diſtinguendam Cæſareæ Dignitatis prærogativam uſitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam poteſtatem conducendi Interpretes. Curſores etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæſarea ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeuntes, & ultro citroque venientes ſalvo Paſſu tuto & ſecure permeent, atque, ut commode iter ſuum perficiant, omni favore adjuventur. ANNO 1718.

Articulus Decimusnonus.

Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majeſtatibus utriuſque Imperatoris ratihabitum iri, atque, ut ſolemnia Ratificationis Diplomata intra ſpatium 30. dierum à die ſubſcriptionis, vel citius in Confiniis per Excellentiſſimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciproce, rectèque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriuſque Imperii ſeſe infallibiliter præſtituros obligant, atque compromittunt.

Articulus Vigeſimus.

Duret Armiſtitium hocce, & extendatur favente DEO ad viginti quatuor annos lunares, & continuo ſequentes, à die, qua ejuſdem ſubſcriptio facta fuerit, quo annorum numero elapſo, vel etiam medio tempore priuſquam elabatur, liberum eſto utrique Partium, ſi ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero conſenſu, quæcunque ſtabilita ſunt, pacta inter Majeſtatem Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris, & Majeſtatem Sereniſſimi & Potentiſſimi Ottomannorum Imperatoris, & Hæredes, Eorundem Imperia quoque & Regna ipſorum, Terra item Marique ſitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, obſervantur ſancte, religioſe & inviolabiliter.

Et demandetur ſerio omnibus utriuſque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibuſvis in Eorundem clientela, obedientia & ſubjectione exiſtentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clauſulis, Pactis & Articulis ſeſe adæquate conformantes omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc ſub quocunque nomine aut prætextu ſe invicem offendant, aut damnificent, ſed quolibet prorſus inimicitiæ genere abſtinendo bonam colant vicinitatem, certo ſcientes, quod ſi eatenus admoniti morem non geſſerint, ſeveriſſimis in ſe pœnis animadvertendum fore.

Ipſe quoque Crimenſis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocitatæ, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite obſervanda adſtricti ſint, nec iiſdem contraveniendo hoſtilitates qualeſcunque exerceant erga quaſvis Romano-Cæſareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro ſive ex aliis Exercituum generibus, ſive ex Nationibus Tartarorum, ſi quis contra ſacras Imperatorias haſce Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam auſus fuerit, is pœnis rigoroſiſſimis coërceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & ſecuritas Subditorum utriuſque Imperii à ſuprafata die ſubſcriptionis, & ceſſent exinde, atque ſuſtollantur omnes utrinque inimicitiæ, & Subditi utriuſque Partis ſecuritate & tranquillitate fruantur. Eoque fine, & quo magis per ſummam curam ac ſedulitatem hoſtilitates inhibere poſſint, tranſmittantur quam celerrime mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confiniorum Præfectos; cumque ſpatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præſertim confiniis iſtam concluſæ Pacis notitiam obtinere valeant, ſtatuantur viginti dies pro termino, poſt quem, ſiquis hoſtile quidpiam alterutra ex parte admittere præſumpſerit, pœnis ſuperius declaratis irremiſſibiliter ſubjaceat.

Ut demum Conditiones Pacis viginti hiſce Articulis concluſæ, utrinque acceptatæ, & debito ſummoque cum reſpectu inviolatæ obſervantur, ſiquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi conceſſæ iiſdem Facultatis Imperatoriæ Inſtrumentum Turcico ſermone exaratum & ſubſcriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ noſtræ propriis manibus, & propriis Sigillis ſubſcriptas haſce Pacto-

ANNO 1718. rum Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum & validum Inſtrumentum extradidimus.

Acta hæc ſunt in Congreſſu ad Poſſarovicium, in Servia, ſub Tentoriis celebrato, die vigeſima prima menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT. (L.S.)

MICHAEL DE TALMAN. (L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores,

Hæc præmiſſa coram nobis, & ſub directione Mediationis noſtræ, ita acta, concluſa & firmata eſſe, vigore publici muneris noſtri pariter ſubſcriptione & Sigillorum noſtrorum appoſitione atteſtamur, & firmamus, Anno & die, ut ſupra.

ROBERTUS SUTTON. (L. S.)

JACOBUS COMES COLYERS. (L. S.)

NOs volentes iis, quæ Nobis vi recenſitorum modo Articulorum hic loci incumbunt, eadem integritate, qua ad hoſce Tractatus acceſſimus, ſatisfacere, prænotatas Conditiones atque Articulos, prout ſuperius deſcripti, & de verbo ad verbum inſerti habentur, pro Noſtra parte ex certa Noſtra Scientia, Animo bene deliberato, & omni meliori modo & forma, quibus potuimus, & debuimus, approbavimus, ratificavimus, & corroboravimus, prout vigore præſentium approbamus, ratificamus & corroboramus: Promittentes in fide & verbo Imperiali Regioque pro Nobis ac Hæredibus, & Succeſſoribus Noſtris, quod illa omnia & ſingula ſincere, ſancte, & inviolabiliter tenebimus, obſervabimus, adimplebimus, quamdiu ab altera Parte Paci adverſantes actiones & motus non promanaverint, quod per ſupradictos Hæredes & Succeſſores Noſtros eodem plane pacto obſervari, & adimpleri debere volumus atque decrevimus, ac tam Nos Ipſos, quam eos, ad id quam efficaciſſime obligamus, & obligatos ac adſtrictos reddimus, omni dolo & fraude poſtpoſitis & ſemotis, harum teſtimonio Literarum manu Noſtra ſubſcriptarum, & Sigilli Noſtri Cæſarei appenſione munitarum. Dabantur in Civitate Noſtra Viennenſi, die duodecima menſis Auguſti, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, Regnorum Noſtrorum Romani ſeptimo, Hiſpanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

L. S. P.

EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

Declaratio Fœderis Sacri Cæſareo-Polonico-Veneti à Dominis Legatis Cæſareis Dominis Legatis Ottomannicis apud ipſam Pacis ſubſcriptionem coram Dominis Legatis Mediatoribus Anglo-Batavis facta & conſignata. ANNO 1718.

ETIAMSI aliunde manifeſtum ſit, & Portam Ottomannicam non minus, quam alias Potentias latere non poſſit, Fœdus perpetuum indiſſolubile, & tale inter Sacram Suam Majeſtatem, Romanorum Imperatorem, Reſpublicaſque Polonam, & Venetam intercedere: ut, ſi unus, vel alter ſeparatim, aut omnes Horum Confœderatorum ſimul ab Imperio Ottomannico quocunque modo & tempore Bello petiti, & laceſſiti forent, omnibus & ſingulis pro communi defenſione terra, marique in arma concurrere, & mutua ſibi auxilia ferre fas ſit, ſubſcriptis tamen Alte-fatæ Sacræ Majeſtatis Cæſareæ Legatis Plenipotentiariis vi Mandati ſpecialis hac concluſæ Poſſarovicenſis Pacis occaſione incubuit, coram Portæ Ottomannicæ Legatis etiam Plenipotentiariis, ſicut & Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, nec non Alte-Potentium Statuum Generalium unitarum Belgii Provinciarum ad Mediationem præſentibus Miniſtris Fœdus hoc quam ſolemniſſime declarare, & ita hiſce declaratum eſſe voluerunt; Exhibitum ſub Tentorio ad Poſſarovicium vigeſima prima Menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT. (L. S.)

MICHAEL DE TALMAN. (L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium Legati Mediatores, hanc præmiſſam Declarationem ab Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Damiano Hugone Comite de Virmont, & Domino Michaele de Talman, Legatis Extraordinariis, & Plenipotentiariis Cæſareis, Excellentiſſimis Dominis, Ibrahim Aga & Mehmed Aga, Miniſtris Plenipotentiariis Sereniſſimi & Potentiſſimi Ottomannici Imperatoris, coram nobis factam, & extraditam, atque ab his acceptatam eſſe, ac inſuper promiſſum ſe eam ſimul cum Tractatu Induciarum, ſive Treugæ ad fulgidam Portam tranſmiſſuros pro munere noſtro publico ſubſcriptione, & Sigillorum noſtrorum appoſitione rogati, & requiſiti atteſtamur. Anno & die, ut ſupra.

ROBERTUS SUTTON. (L. S.)

JACOBUS COMES COLYERS. (L. S.)

CC.

Inſtrumentum Pacis inter Sereniſſimam Rempublicam VENETAM *&* PORTAM OTTOMANNICAM *compoſitæ & ſignatæ ad Oppidum Paſſarovitz in Regno Serviæ, die* 21. *Julii anno* 1718. [Copie imprimée à Vienne, dans l'Imprimerie Imperiale] 21. Juill.

In Nomine Sanctiſſimæ Trinitatis.

QUANDOQUIDEM Deus omnipotens indulſit, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum *Sultanum AHMED HAN, Ottomannorum, Aſiæ, & Græciæ Imperatorem:* ac Sereniſſimam *Rempublicam Venetam* Bellum emergere; Divina quoque Miſericordia dignata eſt, Belligerantium Animis Conſilia Pacis inſpirare. Quem in finem ſolennem Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis, *GEORGII, Britanniarum Regis:* nec non Præpotentium Dominorum, *Belgii fœderati* Statuum, Mediationis fervor conduxit, Adeoque præfatus Rex Excellentiſſimum, & Illuſtriſſimum Dominum, *Robertum SUTTON, Equitem Auratum:* prædicti Domini, Belgii Fœderati Status, Excellentiſſimum, & Illuſtriſſimum Dominum, *Jacobum*

ANNO 1718. *volum* COLLYERS, *Comitem*, Plenipotentiarios, humani Sanguinis Effusioni, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinam Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique Partium accepta, & Congressus solennis in Confinibus, ad *Passarovitz*, in Regno Serviæ, fuerit destinatus; Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, *Ibrahim* EFFENDI, secundus actualis Cameræ Præses: & *MEHEMED*, *tertius Cameræ Præses*, fulgidæ Portæ Plenipotentiarii: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus *Carolus* RUZZINI, *Eques*, *Procurator*, & *Plenipotentiarius extraordinarius Reipublicæ Venetæ*, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

ART. I. Munimentum *Imoschi*, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem *Tisovatz*, *Sternizza*, *Unista*, Turris *Proloch*, *Erxano* & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item occlusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione denuo permanent; atque, ut Fines sint sepositi, & Limites separati, ab uno ad alterum dictorum Locorum Terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, versus Dominium Venetum, & recta versus Mare existunt, in possessione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, Excelso Imperio remanent; quemadmodum in Tractatu *Pacis Carolovicensis* est definitum. Munimentis Reipublicæ restitutis, & in præfata linea, recta versus Mare, juxta ac in fronte lineæ, sive semi-circulo, comprehensis, a destinatis Partis utriusque Commissariis, pro exigentia, unius horæ spatium Terræ adsignabitur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperiatur Munimentum Excelsi Imperii, eidem, cum omnibus Terris retrorsis, remanet; in fronte pariter per lineam semicircularem unius horæ spatium Terræ, infra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicensis pactum est: Territorium, & Districtus Dominorum *Ragusanorum* cum Territorio, & Districto Excelsi Imperii continuantur; Eaque propter Locus *Popovo*, cum suis Pagis, *Zarine*, *Ottovo*, & *Subzi*, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominati Territorii obstantibus, Excelso Imperio, quo modo statu invenitur, restituitur; similiter a parte Arcis Novæ, & Risanæ, communio Terræ Ragusanæ cum Excelso Imperio neutiquam interrumpetur.

III. In Archipelago sitæ, & Reipublicæ Venetæ ablatæ Insulæ de *Cerigo*, eidem redduntur; & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituuntur.

IV. Munimentum *Butrinto*, *Prevesa*, & *Voinizza* in Ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: UTI POSSIDETIS, in ejusdem Reipublicæ Possessione denuo commorantur; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium Terræ adsignabitur, cum positione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago discernendis Commissarii periti, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur; qui post tres menses, a signato Instrumento, Congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, æqualique numero, in loco competente auspicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque statuendis: ut bimestri spatio; aut citius, si possibile fuerit, Munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida Amicitia; & Quies inter Subditos concilianda; tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipso etiam Pacis tempore; latrociniis; ac hostilibus machinationibus Tranquillitatem Finium disturbant; quam ob causam ejusmodi Ex-legibus a neutra Parte tutamen, aut præsidium præstandum; sed indagandi; persequendi, & tradendi sunt, ut, aliis in Exemplum, merita pœna afficiantur; Quin & impositum prohibitum sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam diffidia; æque Mari, ac Terra, remittunt, & mutua benevolentia renascitur, hujus almæ Pacis notitia Finium Præfectis insinuanda est; idcirco pro Bosnia, Albania, & Dalmatia terminus triginta dierum: pro aliis, utpote Insula Candia, aliisque Finibus tempus quadraginta dierum statutum est; intra quod tempus ab Excelso Imperio, sicut a Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium, patrandum. ANNO 1718.

Ceterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnestia omnium, flagrante Bello, commissorum Facinorum, etiam quorumcunque; quorum nemo jam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantor; & si quis Fines violare, seu Terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam Superiores hujuscemodi Transgressores debito supplicio punire superfederint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Casu, Commissariis difficultates ermergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causæ notio intimanda; ut subsidio, & officio Cæsarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ rite, amiceque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitiæ exercendæ, neque Subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio infringenda.

IX. Mancipia, Belli tempore capta, & in carceres conjecta, intuitu almæ Pacis, in Fiduciam libertatis constituantur; ac, cum Pietatem, & Clementiam Imperatoriam dedeceat, eadem in miseriarum squalore retineri, cuncta Mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, a signato Instrumento, in plenam libertatem invicem asserantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiarii utriusque Partis sedulam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus, a Sultanis quondam Nationi Francorum concessis, congruenter, hi Ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; &, si quæ restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & Æquitatis, resarciri poterunt. Nullus etiam in hoc ipso illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excelsam Capitulationem, affliget; Illi insuper Jerusalem, aliaque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento, poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur: ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco aufugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur; neque Venetiani, loco illius, postulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigravisset, &, si debita probanda contraxisset, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redhibebuntur, atque, si quis Pœnam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris, puniatur: pari etiam Talo, a parte Excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licitum sit utrinque, recepta Munimenta resarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines exstruere, neque diruta a Venetis Propugnacula restaurare. In finitimis Terræ firmæ, ubi expedit, fas esto, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Necessitate, & Amicitia; &, emergente aliqua Differentia, Finium Præfecti, congressi, causam diffidii utraque ex parte, omni Justitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomannicum pervenerit, ob Æs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam Mercatorum Venetorum, si Bursiam, vel alium ad locum proficisci voluerit, sine salvo Conductu sui *Baili*, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs Indultu eo penetrare vellent, *Subassi Bailo* assistat, illosque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cogantur, sed, quo venerunt Cursu, Navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quamdiu in Statu Ottomannico non stabiliuntur, & redire cogitant, ita dictum, *Corazo* non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianum Tributarium litigium enasceretur,

ANNO 1718. retur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta producerentur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset; necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intendantur, adigantur, Testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi: & pro Æquitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomannico itineri accinctus, in Pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumirent; &, si ad hæc ipsius Hæredes, vel Curatores advenirent, causa coram Justitia exaudiatur, & executioni mandetur. Si quis Mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomannicum venisset, & commercio suo immoratus, moreretur, constituti Præfecti se ejus facultatibus non immiscent, sed eædem illius *Bailo* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex Placito suo mittere *Bailum*, qui cum Familia sua, si volucrit, Constantinopoli circiter Triennio habitare: & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit; si fortassis cum Familia venire nollet, id sine eadem facere: &, pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius Munus succedere poterit; Hique usitato Honore observantor. Ubi diffidium, non Rempublicam Venetam, sed solum *Bailum* concernens, emersisset, illud memorato modo expediatur: ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint, dictus *Bailus* obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere; si proinde Responsum, cum Commissione, Facultate, ceu Potestate, desuper emanaverit, idem, prætextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coemerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Reft*, *Cassabie*, & *Messetaria* nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque Hi illius Nationis sunto. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ottomannici resident: atque alios idoneos in vices illorum transmittere, idipsum nullus impediet. Sin autem quis cum Consulibus, a Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obserari, sed diffidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, à Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Dominii, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerinos, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exerceant: &, ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illisque omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imposterum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, almamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum resarciatur: & Mancipia in Libertatem asserantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Notæ Imperiales, & Excelsa Mandata, quondam a Regnantibus Sultanis hac super re concessa, a parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmentur, & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus, ob Homicidia, aliasve Causas, Dissidia & Inimicitiæ orirentur, Arbitratu Præfectorum Finium illorum, secundum æquitatem, decidendum est, & discordiis, quomodocunque exortis, obviandum; ne opus sit, Querelas ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda, ut Causæ in Loco decidantur: Partes non confundantur: &, si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super Re omni integritate referendum. ANNO 1718.

XVII. Si Mercatores Vecti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Syngrapha, aliave justa ratione debita, opem Justitiæ repoſcunt, & auxilium *Mubassir*, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis *Mubassir*, vel *Zaus*, Tributum, in Foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos *Aspros* pro cento, nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Reipublicæ, ejusdemque subjectæ Provinciæ in Negotiationibus suis, sub Excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, aliisque quibuscunque justis petitionibus *Cadi* accedant: contractum Protocollo inferi faciant: & *Coreto*, vel aliam validam Scripturam recipiant; &, oriente discordia, *Coreto*, Scriptura, & Protocollum conferenda sunt, & conformitate horum procedendum; sin horum nihil esset producendum, æquitas tamen exigeret, Querelas discernere, Judices easdem vigore Justitiæ, integre, & æqualiter excipiant: Testimonia adducta decenti sedulitate examinent, & scrutentur, utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxiis non perhibeantur; nec personæ, simili crimine, Testimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam super his iniquis, subdolis, & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari potest: & si quae Sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo injustitia subsequatur. Quod si aliquis Venetorum Mercatorum, vel Nauclerorum in Excelso Imperio Turca fieret; & navigia, ac merces ibidem non essent illorum propria, sed, Justitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinerent, a nullo vexentur, nec exigantur, sed Venetus *Bailus*, aut Consules Navigia, & Merces e manibus eorum recipiant; ne penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione, competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exoriatur, illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; &, si quis cum dicto *Bailo* in Urbe Constantinopolitana diffideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moretur, vertentes cum *Bailo* lites a Præfecto, Custodiæ Urbis Constantinopolitanæ destinato, ac Judice simul audiantur; &, si quis dissidium, vel petitum, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens, haberet, *Cadi* accedat; &, absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabuntur eosdem adducere; si autem Interpres magni momenti negotiis esset occupatus, usque ad ejus reditum exspectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogantur; aut, si Debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si Debitor autem in Oras Reipublicæ Venetæ subjectas diffugerit, *Bailus* Cautam ad Rempublicam devolvet, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores, qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingent, consueto Mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in Dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si alioquin aliis non offecerint. Naves Venetæ, secundum vetus Telonii Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vectigalis Edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgeatur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare: attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetiis fugitivum, in Dominatum Ottomannicum transgrederetur, & Turca fieret;

ANNO 1718. fieret; Domino, ipſum aſſecuto, mille *Aſpri* ſolvantur: ſi autem non Dominus, ſed ejuſdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aſpri* ſolvantur; verum, ſi Mancipium ſit adhuc Chriſtianum, in quo ſtatu reperitur, reſtituatur. Pari modo, ſi *Muſulmannus* ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque ſuam celaſſet, in eodem ſtatu reſtituatur; ſed ſi Chriſtianus factus eſſet, ejuſdem Domino, vel Procuratori mille *Aſpri* ſolvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Inſulas, aliaſque eorum Ditiones Naves appellerent: eorundem Incolas in ſervitutem adigerent: eoſdemque, in Romeliam, Natoliam, Barbariam, & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam ſuis uſibus adhiberent; etſi ejuſmodi Mancipium in ſervitute etiam cujuſcunque inveniretur, ſine controverſia, ex illius manibus eripiatur, & Reipublicæ *Bailo*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur: Piratæ quoque coërceantur, & ſevere puniantur; ſed ſi illud Mancipium *Muſulmannus* factus eſſet, in libertatem reſtituatur. Si contra Excelſas Capitulationes, & almam Pacem Subditi Veneti, ab aliquibus in ſervitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & anſam diſcordiæ præberent; illi imprimis Veneti, Tempore Pacis in ſervitutem abacti, ubicunque exſtiterint, ſi *Muſulmanni* facti fuerint, liberentur: &, ſi in fide ſua perſeveraverint, vigore præſentis Tractatus, *Bailo* Veneto, vel alteri deſtinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum eſt: ne impoſterum dicti Veneti, contra Inſtrumentum almæ Pacis, in ſervitutem abigantur, Nefarii, qui illos in ſervitutem abducturi eſſent, abſque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur; quo, ſicut prius, Summa Mandati Cæſarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet a triumphata per Excelſum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo duæ Claſſes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriæ, & Barutti, Damaſco ſubjectas, Merces, Facultateſque ſuas opportune tranſportare poterunt; nec ſtato tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Claſſes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi conſuetudinem, ſine reprobatione, valeant Negotia ſua proſequi. Adhæc in Scalis Conſtantinopoli, Barutti, Tripoli, aliiſque Locis novata contra conſuetum Tributa tam a Mercibus, quam Pecuniis ſubleventur: & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur, contra vetus Vectigalis Inſtitutum alicui tædium faceſſere; nec dictæ Claſſes mercatoriæ, aliæque Naves nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a *Bailis*, vel aliis quibuſcunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu ſint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille *Cechinorum* Summa intra Triennium dependenda, integre eſſet ſoluta, prout aſſervatis in Ærario Imperiali Tabellis inſertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultan Oſman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pacta ſuper memoratis *Cechinis* plene eſſent adimpleta, id Excelſis Capitulationibus, a præfato Parente defuncto conceſſis, de novo non includebatur: neque idcirco Moleſtia, aut Tumultus cauſabantur; ac Mandata, a memoratis defunctis emiſſa, confirmabantur; quandoquidem Reſpublica Veneta nec conſilio, nec facto Inimicis Excelſi Imperii Terra, vel Mari aſſiſtit; hæc alma Pax jugiter obſervabitur.

XXII. Quoniam ſolennia Religionis Sacra ſecundum tranſactas Capitulationes obſervantur; Legato Veneto ſit integrum, de hoc ulteriora apud Solium Imperiale proponere; &, exceptis Articulis, ſenſui præſentis Inſtrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicenſis ſancitum, conſolidabitur.

XXIII. *Sanzachi*, *Bei*, *Subaſſi*, aliive in Excelſo Imperio Officiis Præfecti, Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; ſi quis ex ſubditis Majeſtati Imperiali *Bailis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus eſſet; Excelſo Juſſu reſarciatur, & Rei puniantur. Mercatores; & alii Reipublicæ Venetæ Subjecti Mari, vel Terra Excelſum Imperium ingreſſi, ſuis Claſſibus, Navigiis, aliiſque Lembis in Portum Conſtantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Cairum, & Stationes, Oſtiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, ſed ſalutatis, & annuentibus Caſtellorum Præfectis, invehantur; niſi Tempeſtatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Caſu huc ſubire poterunt, ſed ſi fieri poterit, prius renuncient, nec in procinctu, citra Facultatem, progrediantur; imo Tranſgreſſores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Claſſis Ottomannica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam commonſtrabit, nullumque pariet diſpendium; pariter Claſſi, Copiis, & Navibus Excelſi Imperii, cum facultate Cæſarea velificantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; ſi illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum cauſaretur, totum refundetur. Eodem modo, ſi Navigia, & Claſſis Navibus ex Inſtructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviarent, ſine omni Injuria, pacifice prætervehantur; ſi vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adoriretur, exceptis in conflictu occiſis, reliqua Mancipia non trucidentur, ſed ſalva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, acerrime puniantur. Si Naves claſſis Cæſareæ Excelſi Imperii verſus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Claſſis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitiæ reſidat, abſque omni motu, ac ſubſidio, ex quo Claſſis Cæſarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excelſo Imperio inimicas, intra ſuas recipiant, nec ullo prætextu tueantur; ſi quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, caſtigetur; vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliaſque Naves Sereniſſima Reſpublica Veneta in ſuis Propugnaculis, Munimentis, & Portubus non protegat, ſed, ſi poſſibile ſit, comprehendat, & ſine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han conceſſum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, ſi recognoſcatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempeſtatem Naufragium pateretur, Homines ſuperſtites omnes Libertati relinquantur, & Facultates ſalvatæ Domino proprio conſignentur, nec à Præfectis, illorumque Domeſticis, vel aliis infeſtentur; ſimiliter, ſi Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis peſſum iret, ſuperſtites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, ſine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio reſtituentur. Quibus ex Locis Excelſi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, abſente Nauclero, ſolvunt, idonea Documenta a Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere; ac damnum inferre; &, ſi ſine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei exiſtimabuntur, & tales ſeveriſſime punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intuliſſent, illud ex eorum Chirographo reſarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, quæ, ſine Nauclero evagantes; Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compenſent; verum, ſi, ſine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur; Quod ſi Tributarius, vel Operarius, ex Excelſo Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non aſſumatur, ſed citra difficultatem in ſtatu, quo conſtaret, perſonæ delegatæ tradatur; ſi inſuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetraſſet, prædam exiſtentem reponat; quod ipſum etiam Excelſo Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidiſſet, vel ſpoliaviſſet, ille res direptas, in quo ſtatu invenirentur, reſtituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus eſt almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomannicum: Conſtantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliaſque ad Scalas, priſtina Quiete, proficiſci poterunt; &, contributis, ſecundum aliarum Portæ amicarum Nationum conſuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus *Aſpris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expenſis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Ærario Imperiali uſitata, exſolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam addi-

ANNO 1718.

ANNO 1718. additione non afflictabuntur. Quando sæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appulissent, Mercium suarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depositarum Mercium parte Vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obsistat, nec Portitor, nisi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel easdem exonerare compellat. Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi essent, loco Vectigalis, tot merces, absque postulata pecunia, accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos *Aspros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuissent distractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impediant, sed Tesseram Vectigalem reddant; quæ Tessera, in Teloniis aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, si aliis in Scalis, ubi *Messetaria* reposcitur, eandem, secundum veterem Vectigalis Normam, solverint, contra solitum, non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, nec non Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis Mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustris Divi *Marci* advectis, si Mercatores illi, ut dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis *Bailis*, & Consulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Consulato*, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Teftardar* Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, a Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emini* residebunt; qui juxta veterem postulandi Normam Tributa denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt; absque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipsum, durante alma Pace inter Serenissimum, & Potentissimum *Musulmannorum* Imperatorem ac Sereniſſimam Rempublicam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetim stabiliatur.

XXVI. Postquam igitur hæ Pactiones, & consignati Articuli, quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex Parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, a signato Instrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præstolari, easdemque per manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; absque eo, quod ullo modo Pacta utrinque stabilita possint alterari.

Quum super omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Observatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomannici Instrumentum, in Eorum Idiomate fideliter consignatum, sigillatum, & subscriptum, tradidissent; Legatus Plenipotentiarius Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ, vigore Potestatis suæ, hoc Instrumentum, pari fide sigillatum, & subscriptum, reddidit. Actum sub Tentorio, ad Possarovitz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L. S.) Carolus Ruzzini, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarius Extraordinarius.

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi, & Potentissimi Domini, Georgii, Magnæ Britanniæ Regis: & Jacobus Comes Collyers, ex parte Præpotentium Dominorum, Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores, hæc præmissa coram Nobis, & sub Directione nostra ita acta, concluſa, & firmata esse, vigore publici Muneris nostri, pariter subscriptione nostra, & Sigillorum nostrorum appositione attestamur, & firmamus; Anno, & die, ut supra.

(L.S.) Robertus Sutton. (L.S.) Jac. Comes Collyers.

CCI.

ANNO 1718. 27. Juill.

Tractatus Commercii & Navigationis, inter Carolum VI, *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum, & Sultanam* Ahmed *Han, Ottomannorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, Germanis ſcilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuſcunque ſint Nationis & Religionis, cautum eſt, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere poſſint, per Mare, Terram, & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomannicas. Dat. prope Poſſarovicium die 27. Julii* 1718. Cum Ratificatione *Cæſarea Dat. Viennæ 16. Auguſti* 1718. [Tiré des Archives du Conseil Aulique Imperial de Guerre.]

Carolus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviae & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Wurtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocumque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Quandoquidem divina favente Providentia inter Nos ab una, & Sereniſſimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ, ab altera parte, post restauratam Possarovicii in Servia nuper Pacem, ad firmandam, augendamque inter Nostros Cæsareo-Regios, & Ottomannos Subditos magis Amicitiam, & fiduciam per Commissarios ad id utrinque specialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum & Navigationis Tractatus initus, & concluſus fuerit, forma & tenore sequenti.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

Ad perpetuam rei memoriam notum sit omnibus, & singulis, quorum interest, aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam Divina favente gratia inter Auguſtiſſimum, Sereniſſimum, & Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Auguſtum, Germaniæ Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabandiæ, Mediolani. Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Lymburgiæ, Luxenburgiæ, Würtenbergæ, superioris, & inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, superioris, & inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. ex una: & Sereniſſimum, atque Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, Græciæque Imperatorem, ab altera parte, alma Pax restaurata & concluſa sit, ambæ Imperatoriæ Majestates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocamque consensionem, & fiduciam augere valet, contribuere satagentes, nihil opportunius eum in finem existimaverunt, quam si pro utriusque Imperii Subditis liberum Commercium Fluviis, Terra Marique stabiliretur, eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos dirigantur, talique via omnibus difficultatibus, & dissensionibus, quæ bonam Amicitiam labefactare possent, solide, firmiterque præcaveatur. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Illustrissimus Dominus Anselmus Franciscus à Fleisch-

ANNO 1718. Fleiſchmann, Imperialis Aulico-Bellicus Conſiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoriæ Majeſtatis Illuſtriſſimus Dominus Seiffulah Effendi, actualis Niſchandshi, id eſt Miniſter in Sultanicis Diplomatibus, Mandatis, & Decretis Teſſeram Imperialem formans, denominati & Plenipotentia Mandatisque inſtructi Deputati prope Poſſarovicium congreſſi, & juxta inſertum in Almæ Pacis Inſtrumento XIII. Articulum in ſequentes viginti Articulos convenerunt.

I. Liberum & Univerſale Commercium inter utriuſque Romani, & Ottomannici Imperii Subditos Fluviis, Terra, Marique ſtatutum eſt, volentes, ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuſcunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio ſubjacent, vel quocunque tempore, modo & Titulo ſubjacere debent; Hi merces ſuas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliiſque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomannicis diſtrahere, libereque Mercaturam exercere valeant. Cunctæ Vexillis, ſeu Apluſtribus & Literis Patentibus Romano-Cæſareo Regiis inſtructæ Naves Portus Imperio Turcico ſubjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem Mercimonia ſua exponere, damna iiſdem Navibus à maris procellis, vel quocumque alio accidente illata reſarcire, Vina & quæcumque ſufficientia cibaria aliaque neceſſaria perſoluto pretio apparare, & ex iiſdem Portibus exire incolumes poſſint.

II. Utriuſque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exerceant, Mercatores autem Suæ Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudſchick, aliiſque in Locis e Navibus extrahere, curribus pretio conſueto conductis imponere, & Terra in quemcunque Locum ſecure tranſportare, Mercaturamque exercere poſſint; Etiam Mercatoribus Romano-Cæſareo-Regiis (prout conventum eſt, ne Naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibrailæ, Iſſakciæ, Kiliæ, aliiſque in Emporiis ubi Tſcaikæ aliæque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, naulo conſueto conducere, Merces ſuas imponere eaſque Conſtantinopolim, in Crimeam & Trapezuntem, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces diſtrahuntur) tranſportare, ſine impedimento ultro citroque commeare, Mercaturamque exercere liberum eſto.

III. A Mercatoribus utriuſque Imperii pro Mercibus, quæ Fluviis, Terra Marique vehuntur, in uno Telonii loco, ſcilicet ſemel quando portantur, & ſecunda vice quando aliæ exportantur, pro Vectigali tribus per centum exſolutis, minimum quidquid ſupra hæc memorata tria per centum quiſpiam exigere præſumat, Mercatoreſque in Portu Ottomannico ob felicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomannici Imperii amicæ Nationes præſtare ſolent, pro conſuetudine, *Selamet* dicta, trecentos Aſperes, id eſt tres Florenos & quartam Thaleri partem exſolvant. A Maſtarrie, Caſſabie, aliiſque impoſitionibus, & Juribus autem omnimode immunes ſint, moduſque iſte reſpectu Mercatorum utriuſque Partis obſervetur. Imperiales Mercatores poſſint de Mercibus ſuis Terra, Mari & Fluviis allatis, caſu quo Telonarii, aut Inſpectores eaſdem pluris, quam par eſt, judicarunt, præfata tria per centum in natura, id eſt in iiſdem Mercibus ſolvere, qua ſolutione Telonarii contenti eſſe debent; Vectigal in quacunque vulgati Commercii Moneta præſtetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum moleſtandus ſit. Naves Imperiales Mercibus in Ditionibus Ottomannicis emptis onuſtæ ſolutis ſemel in Ottomannico Telonio Vectigalibus, acceptiſque à Teloniorum Præfectis Syngraphis, vulgo *Teskere* dictis, in Portibus, aut in Arcibus ad anguſtias Helleſponti ſitis, vulgo *Dardanelle* dictis, iterato non viſitentur, ſed juxta tenorem præfatarum Syngraphorum procedatur. Si alicui Imperiali Navi non faveret occaſio vendendi, aut commutandi ſua Mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, ſolutis ſemel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonariis Syngrapha, *Teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius ſolvere tenebitur. Siquis utriuſque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces ſuas non ſoluto Vectigali clam ſubtrahens, deprehenſus in facto, pro pœna duplum portorium dare tenebitur. Ab utriuſque Partis Mercatoribus, Subditiſque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus aliæ amicæ Nationes Telonium ſolvere non ſolent, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomannici Mercatoribus Cæſareo-Regiis ſoluto Vectigali de mercibus Navibus impoſitis Syngraphas ſine mora extradant, ne dilatione hujus Diſceſſus Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces ſuas e propriis Navibus Turcicis imponant, & in quædam Ottomannici Imperii Emporia tranſportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione ſtabilitum non moleſtentur. ANNO 1718.

IV. Quæcumque Mercimonia in Ditionibus Turcicis Ottomannicæ Portæ Amicorum Regum Negotiatoribus coëmendi, commutandi & in ſuas devehendi Provincias data fuerit facultas, etiam Cæſareo-Regiis Mercatoribus conceſſa ſit, & ſi quidpiam è prohibitis rebus Mercibuſve a prædicta Porta Ottomannica aliis Nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis conſiderationem ſuis Negotiatoribus emere & evehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium ſecuritatem, quietem, reique Mercatoriæ incrementum Sacra-Romano Cæſarea Regiaque Catholica Majeſtas per Suum Miniſtrum pro tempore ad Portam Ottomannicam exiſtentem in Maris Mediterranei Ditionumque Ottomannicarum Emporiis, Inſulis, ac ubicunque ab aliis exteris Nationibus Conſules & Interpretes inſtituti ſunt, pariter Conſules, Vice-Conſules, Agentes, Factores, Interpretes datis Decretis creare, & ſtabilire queat; ſi autem in aliis locis, in quibus hucuſque prædictorum nullus morabatur, hujusmodi Conſules, Vice-Conſules, Agentes, &c. Commercii neceſſitas requirat; per Miniſtrum altè præfatæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Ottomannicæ Portæ exponatur, ſi deinceps prædicto Miniſtro permiſſio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Conſules, Vice-Conſules, Agentes, Interpretes &c. ab Imperii Ottomannici Miniſtris, aſſignatorumque Locorum Officialibus adjuventur, & protegantur, iiſque in omnibus eventibus aſſiſtentia præbeatur. In quocunque Ottomannici Imperii loco Cæſareorum Negotiatorum quiſpiam è vita diſcederet, bona illius nullo modo a Fiſco contrectentur, ſed à Miniſtris Cæſareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. caſu quo Suæ Sacræ-Romano Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ad Portam Ottomannicam exiſtenti Miniſtro videretur congruum, loco Conſulum in prædictis Locis, ſolos Interpretes conſtituere, hi Interpretes non ſolum neutiquam moleſtentur, ſed iiſdem favoribus, privilegiis, & protectionalibus Conſulibus conceſſis gaudeant & perfruantur. Vigore hujus almæ Capitulationis Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſules, Vice-Conſules, Interpretes, Mercatores omneſque eorum in actuali Servitio exiſtentes famuli ab omni tributo, aliiſque impoſitionibus liberi, & immunes ſint. Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Subditi, Conſules, Interpretes, Mercatores, homineſque in eorum Servitiis exiſtentes ob cuncta ſua Commercii, emptionis, venditionis, fidejuſſionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda judiciali protocollo inſerant, ac eodem Literas Judiciales, vulgo *Hugget* dictas, aut validas Syngraphas accipiant, orta deinceps controverſia, dictæ Literæ Judiciales, aut Syngraphæ, uti etiam præfatum protocollum inſpiciatur & juxta legem, & juſtitiam procedatur. Gubernatores aliique Provinciarum Ottomannicarum Officiales, cujuſcunque dignitatis, neminem prædictorum Cæſareorum hominum accuſationis aliove prætextu in carcerem detrudere, moleſtiis, & injuriis afficere præſumant; Si vero eorum quiſpiam in Ottomannico Judicio ſiſtendus eſſet, is ſcitu Conſulum, præſenteque Interprete compareat, & per prædictos Conſules, & Interpretes ad Carcerem Cæſareum ducatur. Si cuidam a Mercatore Cæſareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum ſuum opera Conſulum, Vice-Conſulum, Interpretum a ſuo debitore, & nemine alio prætendat; Sæpius dictis Conſulibus, Vice-Conſulibus, Interpretibus Mercatoribus, illorumque Domeſticis, & famulis in ſuis habitationibus liberum Romanæ Catholicæ Religionis exercitium permittatur exteræque Nationes ad hujuſmodi Religionis functiones accedentes nullo prorſus modo impedian-

ANNO 1718. diantur, aut moleſſentur; lite, vel controverſia contra Cæſareo-Regios Conſules, Vice-Conſules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea Summam trium millium Aſperorum, id eſt, 25. Thalerorum exceſſerit, in nullo Provinciarum Tribunali decidi poſſit, ſed ad Portæ Ottomannicæ Judicium remittatur. Si vero controverſia inter Cæſareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & ſolita eorum Conſtituta a Conſulibus, & Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla prædictorum Mercatorum ad diſceſſum jam jam expedita Navis ob litem enaſcentem detineatur, ſed lis, & Controverſia celeriter opera Conſulum, Agentium, & Interpretum decidatur; Et ſi quiſpiam Cæſareorum aliqua de cauſa in Judicio Ottomannico ſiſtendus foret, is abſente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæſareo-Regii Mercatores, in quemcumque Ottomannici Imperii Locum iverint, a Provinciarum Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejuſque Regni Præfectis petitione donativorum immunes ſint, & hanc ob cauſam nullo modo moleſtentur.

VI. Portæ Ottomannicæ pro ſecuritate, & tranquillitate ſuorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda neceſſaria eorundem negotia Procuratores, vulgo *Sachbender* dictos, in Ditionibus Cæſareo-Regiis conſtituere volenti liberum eſto, ordineſque ab aula Imperiali Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Officialibus, cujuſcunque conditionis, dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis Locis, ubi Commercii neceſſitas requirit, protegantur, nullaque moleſtia afficiantur, & ſi Turcicorum Mercatorum quiſpiam è vita diſceſſerit, relicta ipſius bona ſæpius dictus Ottomannus Procurator cuſtodienda recipiat.

VII. Nullus Miniſtrorum, & Officialium Ottomannici Imperii Navibus, Vexillis, ſeu Apluſtribus, Literiſque Patentibus Romano-Cæſareo-Regiis inſtructis in quodam Turcico Portu appulſis jactisque anchoris permanendi, diſcedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

VIII. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procelliſque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, aliique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & caſu quo quandam prædictarum Navium naufragium ſubire contigerit, Merces a fluctibus ad littus ejectæ Cæſareo-Regiis Conſulibus in proximis locis exiſtentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Melitenſes & Pyratæ paſſim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliiſve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Caeſareo-Regii Mercatores, eorumque Naves hanc ob cauſam neutiquam moleſtentur.

X. Ottomannicae Portae Subditi Mercatores, ſi Naves Caeſareo-Regias aſcendere, aut iiſdem Merces, aliaſve res imponere velint, hi jura, quae ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, ſolvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Caeſareo-Regiorum Naves neque ad Copiarum Ottomannicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum tranſportationem vi adigantur.

XII. Dum utriuſque Imperii Naves bellicae in mari ſibi invicem obviae factae fuerint, iis, qualesnam eſſent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, ſeu Apluſtrium ex utraque parte amicitiae demonſtratio exhibeatur

XIII. Liberum eſto Caeſareo-Regiis Subditis, ſive Commercii, ſive piae peregrinationis cauſa, ad quemcunque Ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque abſque impedimento commeare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere a tributi exactoribus, aliiſve hominibus infeſtentur, a Porta Ottomannica rigoroſae Literae patentes dabuntur.

XIV. Hebraei ſe negotiis Mercatorum Imperialium immiſcere, & ſive Imperii Ottomannici Diplomate, aut quadam potenti interceſſione Proxenetam, vulgo *Senſal*, aut **Unterhandtler** agere minime praeſumant, niſi a dictis Mercatoribus Caeſareo-Regiis ſpontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebraei ex eo, quod ad praefatum Proxenetae Servitium non vocentur, perfide conſpirare, Mercatoribuſve Caeſareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum ſeveriſſime puniantur.

XV. Mercatoribus Caeſareo-Regiis, ut diffidia, & inconvenientiae, quae plerumque diverſas inter Nationes exoriri ſolent, evitentur, ad imponenda, & conſervanda ſua Mercimonia, praeſtito conſueto cenſu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Chan* dictus, a Porta Ottomannica ad inſtantiam Miniſtri Caeſarei apud eandem exiſtentis aſſignabitur.

XVI. Si è Caeſareo-Regiorum Conſulum, Vice-Conſulum, Agentium, Interpretum &c. Famulitio, aut Mercatorum quiſpiam, quorundam odio, aut iniquo propoſito Mahometaniſmum amplexus fuiſſe accuſaretur, talis accuſatio irrita, & vana cenſeatur, donec hujuſmodi homo in praeſentia Caeſareo-Regii Interpretis ſpontaneo, & deliberato animo Machometaniſmum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi ſuffragetur, caſu quo de aere alieno quid haberet, ad ſolvenda debita ſua adſtringatur, & compellatur.

XVII. Si Mercatorum Subditorumve Sacrae Caeſareae-Regiaeque Majeſtatis in Nave Pyratica quiſpiam inventus fuerit, capta Nave, abductiſque in Servitutem Pyratis, neutiquam captivetur, ſed liber dimittatur.

XVIII. Si haecce inter duos Sereniſſimos, & Potentiſſimos Imperatores concluſa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod DEUS avertat) commutaretur, omnes utriuſque Imperii Subditi in Fluviis, Terra, & Mari exiſtentes tempeſtive certiores fiant, ut, acceptis, ſolutiſque debitis, cum ſuis bonis ſalvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Perſiani, qui ex Imperio Caeſareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomannica pervenire intendunt, ſolutis ſemel, & more conſueto ultra impoſitionem, *Refftie* dictam in Telonio Ottomannico quinque per centum acceptaque a Telonariis ſoluti Vectigalis Syngrapha ulterioris portorii ſolutioni nullibi ſubjaceant; Similiter illi, qui ex Perſia per Ottomannica Confinia ad Ditiones Caeſareo-Regias commeare cupiunt, ſolutis in Ponte Euxino, vel in Danubio ſemel quinque per centum iterata Vectigalis ſolutione non moleſtentur.

XX. Praeſentis hujuſce Commercii Tractatus Articuli ab utriuſque Partis Commiſſariis, Plenipotentia & Mandatis inſtructis manibus ſigilliſque propriis ſignati & corroborati impoſterum ſancte & religioſe obſerventur, ac iiſdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum, ullo modo praejudicetur; praedictumque Tractatum a Majeſtatibus utriuſque Imperatoris intra ſpatium triginta dierum a die Subſcriptionis ratihabitum iri ſeſe infallibiliter obligant, atque praeſtituros compromittunt praefati Commiſſarii: ut demum Commercii conditiones viginti hiſce Articulis concluſae, utrinque acceptatae debito, ſummoque cum reſpectu inviolatae obſerventur, ſiquidem Dominus Deputatus Ottomannicus vi conceſſae eidem facultatis Imperatoriae Inſtrumentum Turcico Sermone exaratum, & ſubſcriptum, legitimum & validum mihi exhibuit, ego quoque vi Mandati & Plenipotentiae meae manu, Sigilloque proprio ſubſcriptum, & ſignatum hunc Commercii Tractatum in Latino idiomate tanquam legitimum, & validum viciſſim Inſtrumentum extradidi. Dabantur prope Poſſarovicium die vigeſima ſeptima Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

(L. S.)

ANSELMUS FRANCISCUS DE FLEISCHMANN.

Cum igitur praedictus Commerciorum, & Navigationis Tractatus, prout hic verbotenus ſcriptus, & inſertus legitur, poſt colloquia ſimiliter prope Poſſarovicium eum in finem inſtituta Mandato Noſtro confectus ſit, Nos illum in omnibus, & ſingulis Punctis & Articulis, praehabita matura & diligenti conſideratione, ex certa Noſtra ſcientia pro Noſtra Parte omni meliori modo & forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque & firmum eſſe, & fore virtute praeſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali, Regioque promittimus pro Nobis, ac Haeredibus, & Succeſſoribus Noſtris, quod illa omnia, & ſingula firmiter, ſincere & inviolabiliter ſervabimus, adimplebimus, ac execu-

ANNO 1718. executioni mandabimus, atque per ſupradictos Haeredes & Succeſſores Noſtros eodem planè pacto obſervari, & adimpleri debere volumus, atque decrevimus; neque patiemur, ut vel ex noſtra Parte, vel per alios praememorato Commerciorum, & Navigationis Tractatui, quomodocunque id fieri poſſit, ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude excluſis, in horum omnium Teſtimonium & fidem Sigillum Noſtrum Caeſareum majus huic Diplomati Manu noſtra ſubſcripto appendi juſſimus. Datum in Civitate Noſtra Viennae, die decima ſexta Menſis Auguſti, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, Regnorum Noſtrorum Romani ſeptimo, Hiſpanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

L. S. P.

EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

CCII.

22. Juill. 2. Août. *Concordatum & Fœdus (Quadruplex Fœdus vulgo dictum) inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum Regemque Hiſpaniarum Catholicum, &* LUDOVICUM XV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, atque* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ, pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occaſione Succeſſionis Hiſpanicæ turbatarum. Actum Londini die* 22. *Julii* 2. *Auguſti* 1718. Continentur in eo CONDITIONES, *quibus demum Pax inter* CAROLUM *Cæſarem, &* PHILIPPUM *Hiſpaniarum Regem ſtabilienda ſit.* Atque CONDITIONES *Pacis itidem ineundæ inter* CAROLUM *Cæſarem, &* VICTOREM AMADÆUM *Regem Sardiniæ.* Accedunt ARTICULUS SEPARATUS *de rata parte Ordinibus Fœderati Belgii in Stipendio Præſidii Civitatum Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Sacræ Cæſ. Cath. Majeſtati, per Titulos Regios Philippo* V. *& Victori Amadæo Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Regi Chriſtianiſſimo per aliquos Titulos, quibus Sacra Cæſ. Majeſtas in Tractatu uſa eſt. Dat. eodem die & Loco.* DECLARATIO *Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ, rogatu Plenipotentiariorum Regis Galliæ facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæſareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum.* Accedunt inſuper ARTICULI XII. SEPARATI *& Secreti, de Termino trium menſium Regibus Hiſpaniæ & Sardiniæ concedendo, ad acceptandum Conditiones Pacis eiſdem propoſitas, nec non ſi eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & armis procurandam. Articulus unus de præſenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes ſervando, ſuumque effectum ſortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum conſociationem denegarint.* Cum. RATIFICATIONIBUS *Cæſarea,*

Gallica, & Britannica. [Sur la Copie imprimée in Folio à Vienne chez *Van Ghelen* Imprimeur de la Cour; avec Privilege; Et à Paris in quarto chez *François Fournier*, Rüe St. Jaques avec Privilege.] ANNO 1718.

In nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

NOTUM perſpectumque ſit omnibus quorum intereſt aut intereſſe quomodocunque poteſt.

Poſtquam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Ludovicus decimus quintus, Franciae, Navarraeque Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Georgius Magnae Britanniae Rex, Dux Brunſuicenſis & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celſi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conſervandae almae Paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud triplex ſub quarto Januarii Anno 1717. inter ſe ictum, Regnis quidem ſuis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam ſolide proſpectum eſſe, ut niſi una & gliſcentes adhuc inter nonnullos Europae Principes ſimultates, ceu perpetua diſſidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diù, aut conſtare poſſet, edocti videlicet experimento Belli anno ſuperiori in Italia exorti, ad quod proinde tempeſtive ſopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter ſe Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos Pax quoque inter Sacram Caeſaream Majeſtatem, & Hiſpaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliae conciliari, ſtabilitique poſſet, facta deſuper amica invitatione, ut Sua Majeſtas Caeſarea, amore Pacis ac quietis publicae, iſtos Conventionum Articulos, ſuo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter ſe inito & ipſa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor ſequens eſt.

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæſar. & Regiam Cathol. Majeſt.

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quae contra Pacem Badenſem die ſeptima Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia ſtabilitam, noviſſime turbata fuerunt, Sereniſſ. & Potentiſſ. Hiſpaniarum Rex obligat ſe ad reſtituendam Suae Majeſt. Caeſareae, prout & idem, mox, vel ad ſummum duos poſt menſes, à commutatione Ratificationum praeſentis Tractatus, actu reſtituet Inſulam & Regnum Sardiniae, in eo ſtatu quo erat tunc, cùm illud occupavit, renunciabitque Suae Majeſtati Caeſareae omnia jura, praetenſiones, rationes, & actiones in dictum Regnum, ita ut Sua Majeſtas Caeſarea de illo, ceu de re ſua, plene libereque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere ſtatuit, diſponere poſſit.

II. Quandoquidem unica quae excogitari potuit ratio ad conſtituendum duraturum in Europa aequilibrium ea viſa fuerit, ut pro Regula ſtatuatur, ne Regna Galliae & Hiſpaniae ullo unquam tempore, in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque lineam, coaleſcere, unirique poſſent, iſtaeque duae Monarchiae, perpetuis retro temporibus ſeparatae remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicae adeo neceſſariam, ii Principes quibus nativitatis praerogativa Jus in utroque Regno ſuccedendi tribuere poterat, uni è duobus pro ſe, totaque ſua poſteritate ſolemniter renunciaverint, adeo ut iſta utriuſque Monarchiae ſeparatio in Legem fundamentalem abierit, in Comitiis Generalibus, vulgò LAS CORTES, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectenſes die 11. Aprilis 1713. conſolidatam, Sua Majeſtas Caeſarea Legi adeo neceſſariae & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtrae ſuſpicionis anſam tollere, tranquillitatique publicae conſulere volens, acceptat, & conſentit in ea, quae in Tractatu Trajectenſi ſuper jure & ordine ſucceſſionis in Regna Franciae & Hiſpaniae acta, ſancita & tranſacta fuerunt, renunciatque tam pro

ANNO 1718. se, quam pro suis Haeredibus, descendentibus, & Successoribus maribus, fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum praetensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quaecunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiae Hispanicae, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in Acta loco congruo referri curabit, ac super his Instrumenta solita Suae Majestati Catholicae, Partibusque compacisentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictae Renunciationis, quam Sua Majestas Caesarea amore universae Europae securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniae, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentium in dicto Regno succedere unquam posset; Sua Majestas Caesarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & praerogativas Dignitati suae, Regnisque suis debitas; sinet praeterea eundem, ejusque descendentes Haeredes, & Successores, masculos & fœminas, pacifice frui cunctis iis Ditionibus Monarchiae Hispanicae in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV. Pro Renunciatione atque agnitione à Sua Majestate Caesarea, in praecedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus viciſſim renunciat tam suo quam suorum Haeredum, descendentium & Successorum marium & fœminarum nomine, Suae Majestati Caesareae, ejusque Successoribus, Haeredibus & Descendentibus masculis & fœminis, cuncta Jura ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quaelibet Regna, Provincias & Ditiones, quae vel quas Sua Majestas Caesarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore praesentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quae olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis, à Sua Majestate Caesarea Reipublicae Genuensi Anno 1713. cessus, diserte quoque comprehensus intelligatur, solemnesque desuper Renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eosque publicari, & loco congruo in Acta referri curabit, ac super his, Instrumenta consueta Suae Majestati Caesareae & Partibus compacisentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniae, sibi, super Regno Siciliae reservato, omnibusque aliis actionibus, & praetensionibus, quarum praetextu Suam Majestatem Caesaream, ejus Haeredes & Successores, directè vel indirectè, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Hetruriae Ducem, prout etiam Ducem Parmae Placentiaeque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis possessas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quae praesens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Haeredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quae inde nascerentur malis tempestive obvietur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à praefatis Magno Duce Hetruriae, Parmaeque & Placentiae Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Viciſſim Sua Majestas Caesarea, per se, ceu Caput Imperii, consentit, ut si quando casus aperturae dictorum Ducatuum, ob deficientiam Haeredum masculorum, contingat, filius dictae Hispaniarum Reginae primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginae filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant. Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, Sua Majestas Caesarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativae, Investituram eventualem continentes, pro dictae Reginae filio vel filiis, eorumque descendentibus masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvaque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in praesens obtinent, possessione.

ANNO 1718.

Conventum praeterea, inter Sacram Caesaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est.

Virtute Renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiae Ditiones, Regna ac Provincias, quae olim ad Reges Hispaniae pertinebant, factae, ipse Rex praefato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulae Ilvae, quam in illa actutùm tenet, cedet, tradetque quamprimùm dictus Princeps, extincta Magni Hetruriae Ducis posteritate masculina, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus praedictorum Ducatuum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniae obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit, aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulaeque Partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc praesentibus Ducatuum Hetruriae, Parmaeque possessoribus, aut eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, sive proprius, sive conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniae ac Galliae, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatuum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Praesidium Urbibus, Portubus, Oppidis & Fortalitiis in iis sitis imponi possit.

Ut vero dictus Reginae Hispaniae filius, & Magni Ducis Hetruriae, Parmaeque & Placentiae Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissae sibi successionis reddatur, necnon Imperatori & Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Praesidiarius, numerum tamen sex millium non excedens, in praecipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferraium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiae Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continuetur, usque dum casus dictae Successionis, quo Oppida sibi commissa, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu praesentium Possessorum, eorumque Successorum masculorum, quibus etiam dicti Milites Praesidiarii juramentum fidelitatis sunt praestituri, nec aliam ullam sibi assument auctoritatem, praeter solam Urbium tuitionem Custodiae suae commissarum.

Cùm autem donec de numero & stipendio & modo talis Militis instituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam salutari expediat, mora efflagitari posset, Sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in id, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citiùs assequendo, interim, si reliquis Contrahentibus ita è re visum fuerit, proprium suum Militem ad supra memoratum usum praebere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis conscribendus, tuitionem & custodiam dictarum Urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sinceram suam in tranquillitatem publicam voluntatem, consentit iis quae infra de Regno Siciliae in commodum Suae Majestatis Caesareae disponuntur, renunciatque, pro se suisque Haeredibus & Successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniae, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. diserte eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum

opus

ANNO 1718. opus est; Item & Articulo sexto Tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudiæ Trajecti initi, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni, & permutationi memorati Regni Siciliæ, per præsentia Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & Regni Sardiniæ ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur & asseratur, prout infra Articulo secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, Suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citiùs si fieri potest; Qua conditionum executione prævia factâ, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco Congressûs, de quo inter se convenerint, quantocius cætera Pacis suæ particularis Puncta singillatim, sub mediatione trium Partium Compacisscentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis, gradûs, aut sexûs sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum & immunitatum, usque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti cœperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum interveniisset, datâ eis commodâ facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante cœptum Bellum, de iis disponere valuêre.

Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ.

ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliæ, Domui Sabaudicæ per Tractatus Trajectenses, unica consolidandæ Pacis causa, nulloque Regis Siciliæ in eam habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potiùs obstaculum effecerit, quominùs Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliæ sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliæ appellatione, tam diu stare solitæ, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuæque conservationi, verùm etiam reliquæ Italiæ quieti adversetur, novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercia inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes, tam facilè conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovêre, licere sibi, etiam citra assensum eorum quorum interest, existimârint, unum illum Tractatûs Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliæ spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abregare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præsens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliæ, cum Regno Sardiniæ, impendentia Italiæ Bella praeverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciàvit, armis, quod post fractam, occupatâ Sardinia, Italiæ neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliæ, beneficio Tractatûs adeò solemnis, cum Sua Majestate Cæsarea, & à primis Europæ Principibus guarantigiati, certus permansuruque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenerunt, quod Rex Siciliæ Insulam, Regnumque Siciliæ cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suæ Majestati Cæsareæ in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum praesentis Tractatûs, restituet, renunciatis Caesari ejusque Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in dictum Regnum juribus & actionibus quibuscunque, tam pro se, quam pro suis Haeredibus & Successoribus masculis & fœminis, sublatâ penitus ejus ad Coronam Hispaniae reversione.

ANNO 1718.

II. Vicissim Sua Majestas Caesarea cedet Regi Siciliae, Insulam Regnumque Sardiniae, in eo quo illud à Rege Catholico receperit statu, renunciabitque omnibus juribus & actionibus in dictum Regnum, pro se, suis Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in favorem Regis Siciliae, ejusque Haeredum & Successorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctisque Regio axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout Regnum Siciliae possederat; salvâ tamen, uti supra dicti Regni Sardiniae ad Coronam Hispaniae reversione, quando Regem Siciliae absque posteris masculis, & totam Domum Sabaudicam Successoribus masculis destitui contingeret: caeterùm ad eum planè modum, quo dicta reversio, per Tractatus Trajectenses, & per Actum cessionis consequenter à Rege Hispaniae factae, pro Siciliae Regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Caesarea confirmabit Regi Siciliae, omnes, per Tractatum signatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatûs Montisferrati, quam Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quae possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Haeredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes caeterae actiones seu praetensiones, quae dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatûs, competere fortè possent, perpetuo peremptae sint & maneant.

IV. Sua Majestas Caesarea agnoscet jus Regis Siciliae, ejusque Domûs, succedendi immediatè in Regno Hispaniae & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V., ejusque posteri deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, Ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittetque Sua Majestas Caesarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hâc tamen declaratione adjectâ, quod nullus Princeps è Domo Sabaudica, qui in Regno Hispaniae succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiae possit, & quod in eum casum istae Provinciae, devolventur ad Principes collaterales istius Domûs, quorum unus post alium secundùm proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, mutuam tutelam seu guarantiam sibi praestabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatûs eis obvenient.

VI. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, statim à commutatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citiùs si fieri potest; & mox ab executione praevia dictarum conditionum, eorum Ministri Pleni-

ANNO 1718. nipotentiarii ab iis nominandi in loco Congreſſûs, de quo ipſi mutuo convenerint, ſub mediatione trium Partium contractantium, caetera ſigillatim Puncta Pacis ſuae particularis component.

Quod altè fata Sua Majeſtas Caeſarea Catholica, ad promovendum ejuſmodi Pacis propoſitum, & ad avertenda dira Bellorum mala ſuapte proniſſima, praeinſertas Conventiones, omneſque & ſingulos earundem Articulos, ex ſincero conſolidandæ univerſalis Pacificationis deſiderio, acceptaverit, prout hiſce acceptat, ac proinde, cum præmemoratis tribus Potentiis, Fœdus peculiare in ſequentes conditiones pepigerit.

Articulus I.

Sit, maneatque inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, Celſoſque ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderati Belgii, eorumque Hæredes & Succeſſores, Fœdus arctiſſimum, vigore cujus, ſinguli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere, propriaque ipſorum commoda, ceu ſua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuſcunque generis prævenire, avertereque, teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in ſuo vigore & robore firmi permaneant, partemque iſtius efficiant, exceptis tamen iis Articulis, quibus per præſentem Tractatum expreſſe derogare è Re publica viſum eſt, ut & iis Tractatuum Trajectenſium Articulis, quibus per Tractatum Badenſem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis Weſt-Monaſterii ſub 25. Menſis Maji anno 1716. inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitis inter Chriſtianiſſimum & Magnæ Britanniæ Reges, Statuſque Generales Fœderati Belgii initus, plenum ſuum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, prout & Sacra Majeſtas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro ſe, ſuiſque Hæredibus & Succeſſoribus ſpondent, quod Sacram Majeſtatem Cæſaream Catholicam, ejuſque Hæredes & Succeſſores in nullo penitus ſuorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc poſſidet vigore Trajecti, Badæque Tractatuum, aut quorum, quarumve poſſeſſionem vigore hujus Tractatûs obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejuſdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo poſſidet, aut vi hujus Tractatûs eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes ſeſe dicta Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Regna & Provincias contra omnes & ſingulos, qui eas hoſtiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente caſu, ſubmittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Chriſtianiſſima & Britannica Majeſtas Regia, ac Status Generales diſertè ſe obſtringunt, quod nullam unquam protectionem aut aſylum in ullo ſuarum Ditionum loco, dare, concedereve Subditis Sacræ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ, velint, qui actutum ſunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis exiſterent, ii, ut à finibus ſuis, intra octo dies à facta interpellatione Cæſarea expellantur, ſerio ſe curaturos ſincere pollicentur.

IV. Viciſſim Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica, Sacra Regia Majeſtas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro ſe, ſuiſque Hæredibus & Succeſſoribus promittunt, quod Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam, in nulla penitus ſuarum Ditionum ad Coronam Galliæ nunc ſpectantium, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potiùs eaſdem contra omnes & ſingulos, qui illas hoſtiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum caſum auxilia ſubmittere velint & debeant, quibus Rex Chriſtianiſſimus opus habebit, juxta ac infra tranſactum eſt.

Pariter Sacra Majeſtas Cæſarea-Catholica, Sacra Majeſtas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt, ſeſeque obligant, quod manutenere, guarantigiare, & defendere velint ac debeant Jus ſucceſſionis in Regno Franciæ, juxta tenorem Tractatuum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obſtringentes ſe, ad tutandam dictam Succeſſionem, planè ad normam Renunciationis, quae à Rege Hiſpaniarum 5. Novembris anno 1712. facta, & 9. ejuſdem menſis & anni in Comitiis generalibus Hiſpaniæ per ſolemnem Actum acceptata fuit, quæ ſubindè die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & poſtremo per dictos Tractatus Trajecti ſtabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoſcunque, qui ordinem dictæ Succeſſionis contra præmiſſos Actus & ſubſecutivos Tractatus, turbare præſumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventam ſuppeditabunt. Quin, ubi res poſtularet, omnibus viribus dictum Succeſſionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

ANNO 1718.

Inſuper Sua Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, & Majeſtas Regia Britannica, Statuſque Generales, pariter ſe obſtringunt, quod nullum unquam tutamen aut aſylum, in ſuis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majeſtatis Regiæ Chriſtianiſſimae, qui actutum ſunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis exiſterent, eos è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium, à facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, nec non Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Statuſque Generales Fœderati Belgii, obligant ſe, pro ſe, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus, ad manutenendam & guarantigiandam Succeſſionem, in Regno Magnae Britanniae, quemadmodum ea per Leges Regni ſtabilita eſt, in Domo Suae Majeſtatis Britannicae modo Regnantis, prout etiam ad defendendas univerſas Ditiones & Provincias à Sua Majeſtate poſſeſſas, nullumque aſylum aut refugium, in ullo ſuorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Perſonae, ejuſve deſcendentibus, ſi qui ei obtingant, quae vivente Jacobo II. Principis Walliae, & poſt ejus exceſſum Regium Magnae Britanniae Titulum aſſumpſit; promittentes pariter pro ſe ipſis, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus, nullum ſe dictae Perſonae, ejuſve deſcendentibus, directè vel indirectè, Terra, Marive, praebituros eſſe auxilium, conſilium, aut opem quamcunque, ſive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, ſive alio quocunque demùm modo. Idem obſervaturos intuitu eorum quibus, à dicta Perſona, ejuſve deſcendentibus, fortè mandatum aut commiſſum foret, regimen Suae Majeſtatis Britannicae, aut tranquillitatem Regni ſui, ſive Bello aperto, ſive clandeſtinis conſpirationibus, ſuſcitandove ſeditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suae Majeſtatis Britannicae, exercendo turbare, quo poſtremo caſu, Sacra Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica promittit ſe minimè permiſſuram, ut ejuſmodi Piratis, ullum in Portubus Belgii ſui detur receptaculum. Tantundem ſpondent Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, Statuſque Generales Fœderati Belgii, pro Portubus ſui Dominii, prout viciſſim Sua Majeſtas Regia Britannica refugium omne in Portubus Regni ſui denegaturam promittit, Piratis, Subditos Sacrae Caeſareae Majeſtatis Regiae-Catholicae, Sacrae Regiae Majeſtatis Chriſtianiſſimae, aut Dominorum Statuum Generalium infeſtantibus. Denique Sua Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Dominique Status Generales obſtringunt ſeſe, quod nullam unquam protectionem vel aſylum, in ullo ſuorum Dominiorum loco illis Regiae Magnae Britanniae Majeſtatis Subditis dabunt, qui actutum ſunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus exiſterent, eos, è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt.

Quod ſi etiam Sacram Regiam Majeſtatem Britannicam in aliqua parte hoſtiliter invadi accideret, Sua Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, ut & Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eum caſum obſtringunt ſeſe ad ſubmittenda auxilia infra determinata: idem facturis ejus deſcendentibus, ſi quando eos in Succeſſione Regni Magnae Britanniae turbari contingeret.

VI.

NNO 1718. VI. Sua Majeſtas Caeſarea Regio - Catholica, Regia Chriſtianiſſima & Britannica, obligant ſe pro ſeipſis, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu poſſident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, exiſtente caſu, auxilia infra enunciata. Sua Majeſtas Regia Caeſarea Regio-Catholica, utraque quoque Majeſtas Regia Chriſtianiſſima & Britannica aeque ſe obſtringunt, quod nullum unquam refugium vel aſylum in ullo Regnorum ſuorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui ſunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & ſi fortè ejuſmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis exiſterent, eos è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium à facta Reipublicae interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex praedictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in poſſeſſione Regnorum Ditionumque ſuarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terrâ, Marique turbari contingeret, tunc ſuperſtites tres officia ſua, mox ac de eo requiſiti fuerint, impendent, quo, offenſo, ſuper illato damno, & injuria ſatisfiat, aggreſſorque à proſecutione hoſtilitatis abſtineat.

Aſt ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læſæ ſatisfactionem, reparationemque haud ſufficerent, eo caſu Alti Contractantes ſubmittent invaſo, intra bimeſtre ſpatium à facta requiſitione, auxilia ſequentia unitim vel ſeparatim, videlicet:

Sua Majeſtas Cæſarea Regio - Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Chriſtianiſſima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum. ANNO

Quod ſi Princeps, aut Pars læſa, pro Milite, Naves Bellicas aut onerarias, vel etiam ſubſidia pecuniaria, ſubmitti ſibi mallet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo caſu petitæ Naves, pecuniæve ei ſubminiſtrabuntur, ad menſuram ſumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, ſeu æſtimationem dictorum ſumptuum tollatur, placuit mille Pedites, menſtruatim ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, menſtruatim æſtimari, eâdem intuitu Navium proportione obſervatâ. 1718.

Ubi auxilia ſupra enumerata impendenti neceſſitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus ſuppetiis indilatim convenient: quin exigente caſu, Socium læſum, omnibus ſuis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggreſſori denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, iſti Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Luſitaniæ.

Tractatus iſte approbabitur & ratihabebitur, à Sua Majeſtate Cæſarea, Regia Chriſtianiſſima & Britannica, atque à Celſis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra ſpatium duorum menſium, aut citiùs ſi fieri poteſt.

In cujus rei fidem, Nos infrà ſcripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iiſdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à Nobis collata & recognita, ſub finem hujus Inſtrumenti, verbo tenùs inſerta ſunt, præſentem hunc Tractatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die vicesimo-ſecundo Julii V. St. / ſecundo Auguſti N. St. anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

(L. S.) Christoff. Pentenrieder ab Adelshausen.

(L. S.) Joes Phil. Hoffmann.

(L.S.) Du Bois.

(L.S.) W. Cant.

(L.S.) Parker. C.

(L.S.) Sunderland. P.

(L.S.) Kingston. C. P. S.

(L.S.) Kent.

(L.S.) Holles Newcastle.

(L.S.) Bolton.

(L.S.) Roxburghe.

(L.S.) Berkeley.

(L.S.) J. Craggs.

Articulus Separatus.

Quod ſi fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam ſuam partem ſtipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ Præſidiis ſolvendi, juxta concluſi hodie Tractatûs Fœderis tenorem, Articulo iſto ſeparato expreſſe cautum, & inter quatuor Partes contrahentes conventum eſt, quod eo caſu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in ſe recipere poſſit.

Articulus iſte ſeparatus, eandem vim obtinebit, ac ſi ipſimet Tractatui hodie concluſo, ſignatoque verbo tenùs inſertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipſo Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra ſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die vicesimo-ſecundo Julii S. V. / ſecundo Auguſti S. N. anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(L. S.) Christoff. Pentenrieder ab Adelshausen.

(L. S.) Joes Phil. Hoffman.

(L.S.) Du Bois.

(L.S.) W. Cant.
(L.S.) Parker. C.
(L.S.) Sunderland P.
(L.S.) Kingston. C. P. S.
(L.S.) Kent.
(L.S.) Holles Newcastle.
(L.S.) Bolton.
(L.S.) Roxburghe.
(L.S.) Berkeley.
(L.S.) J. Craggs.

Arti-

ANNO 1718.

Articulus Separatus.

QUUM in Tractatu Fœderis cum Sac. Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus Pacis in eo insertis, Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudiæ Regem Siciliæ, vel etiam Sardiniæ appellent: & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omissos, sibi minimè præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adjicere intendat, nisi in eum dumtaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

ANN 1718

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Articulus Separatus.

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo-secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON. C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Declaratio a Plenipotentiariis Regis Britanniæ subscripta.

QUANDOQUIDEM secundùm usum, quem utrinque convenit, receptum fuisse Tractatibus inter Majestates suas Britannicam & Christianissimam Ryswyci, Trajecti ad Rhenum & Hagæ Comitis, pro Triplici Fœdere initis, Instrumenta pro Rege Magnæ Britanniæ Linguâ Latinâ, pro Rege vero Christianissimo Linguâ Gallicâ confecta sint, adjectâ tamen Declaratione, quod si alius antea usus obtinuerit, eidem se Rex Christianissimus in posterùm accommodaret. Cùmque in Tractatu hodierno die inter Imperatorem Romanorum, Regem Magnæ Britanniæ, Regem Christianissimum, & Status Generales Fœderati Belgii signato, usus supra memoratus observari haud potuit, sinè incommodo plurium adhuc Instrumentorum faciendorum, quo Tractatûs hujus subscriptio in longius differri necesse foret. Cùmque insuper aliqui è Plenipotentiariis enixè postulaverint, ut nullum Tractatûs hodierni Instrumentum fieret, quod omnium simul Partium contrahentium subscriptionibus munitum non fuerit; quo pacto factum est, ut omnia dicti Tractatûs Instrumenta Linguâ Latinâ conscripta sint. Eum igitur in finem, ne hoc exemplum in usum

ANNO 1718. usum trahatur, inter Regem Christianissimum, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suæ Britannicæ, rogatu Plenipotentiarii Majestatis Suæ Christianissimæ, declaramus, quod id omne idioma, sive Linguam Tractatûs hodierni spectans, in exemplum trahi aut proferri non poterit in posterùm ; verùm usus anteà receptus inter utramque Coronam obtinebit, ita ut quod hodie factum est, eidem nullo modo derogabit, neque jus aliquod novum in contrarium adjiciet.

In quorum fidem, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suæ Britannicæ, hanc Declarationem subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus : Londini die vicesimo secundo mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L.S.) SUNDERLAND. P.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L.S.) J. CRAGGS.

Ratificatio Cæsareâ.

QUOD nos, inspectis, probeque examinatis istorum Tractatuum ac Conventionum Articulis, eosdem omnes & singulos in universum ratos, gratosque habuerimus, & approbaverimus, prout eos omnes & singulos, & universim, quæ ità acta, conclusa ac subscripta fuerunt, vigore Præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos ea firmiter religioseque per omnia observaturos ac impleturos, neque unquam admissuros esse, ut iis à Nobis, aut à nostris ullo unquam tempore contraveniatur. In quorum fidem præsens Ratificationis Instrumentum propriâ manu subscripsimus, appensoque consueto nostro Sigillo communiri jussimus. VIENNÆ 14. mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo : Regnorum nostrorum Romani septimo : Hispaniarum decimo quinto : Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Regiæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Ratification du Roy de France.

NOUS ayant agréable les susdits Traité & Articles séparez, en tous & chacuns les Points qui y sont contenus ; avons, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Présentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Presentes. Donné à Paris le trente-uniéme jour d'Aoust l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de nôtre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent présent,
Signé,
PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges. ANNO 1718.

Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.

NOS, viso perpensoque Tractatu suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæ in prædicto Tractatu continentur, sincere & bonâ fide præstituros & observaturos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut ea, à quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostrâ Regiâ signatis, magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro, apud Kensington septimo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnique nostri quinto.

GEORGIUS REX.

Plenipotentiarum Tabulæ Majestatis Suæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Indiarumque, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Esclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, & Wurtembergæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Goritiæ, &c. Hisce notum testatumque facimus omnibus quorum interest : Postquam amicissimis Serenissimi ac Potentissimi Principis Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, nec non Sacri Romani Imperii Electoris, Ducis Brunsuicensis, hortationibus, sæpiùs fuimus invitati, ut eas secum rationes iniremus, quibus pax ac quies per Europam cum universis Principibus Christianis constare vel certè obfirmari magis, etiam in eos casus posset, qui novam olim Bellorum causam suppeditare & vel ex nunc alere videntur. In quam quoque partem etiam Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XV. Franciæ Regem, unà cum Statibus Generalibus Fœderati Belgii, itidem propendere accepimus : Hinc pro sincero desiderio quo in Pacis ac quietis consilia ferimur, honorabilem nostrum Consiliarium Imperialem Aulicum, nec non Consilii Belgici Austriaci Assessorem, Christophorum Pentenrieder ab Adelshausen, nostrum Sacrique Romani Imperii fidelem & dilectum, cum plena facultate, cum Ministris præfatorum Regum Franciæ & Magnæ-Britanniæ, ac eorum Fœderatis ea omnia, quæ ad scopum tam salutarem assequendum facere possent, tractandi ablegandum statuimus, dantes illi plenam ac omnimodam Potestatem, unà cum Residente Londini nostro, honorabili, fideli, dilecto, Joanne Philippo Hoffman, cui parem in hanc rem facultatem impertimur, sive simul, sive altero eorum impedito, in solidum cum dictis Ministris, isthoc negotium tractandi & concludendi, verbo Cæsareo Regio spondentes, Nos ea omnia & singula, quæ nomine nostro, ii vel alteruter eorum ita egerit, tractârit atque concluserit, non modo rata, grataque, æque ac si à nobis ipsis acta forent, habituros ; verùm etiam nostrum Ratihabitionis Instrumentum intra tempus conventum extradituros esse. In quorum fidem præsentes propriâ manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Cæsareo communiri jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die vigesimâ septimâ Septembris, anno millesimo septingentesimo decimo septimo. Regnorum

ANNO 1718. rum noſtrorum Romani ſexto, Hiſpaniarum decimo quinto, Hungarici vero & Bohemici ſeptimo.

Signatum,

CAROLUS.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Maj. proprium,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Et ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous voulons contribuer, autant qu'il eſt en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traitez d'Utrecht & de Bade, & à l'affermiſſement de la Paix ſi neceſſaire à toute l'Europe, que Nous deſirons d'ailleurs de répondre aux ouvertures, qui Nous ont été faites de la part de nôtre très-cher & très-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, dans la vûë de prévenir les ſuites de l'embraſement qui vient de s'élever, à l'occaſion des differends, qui ſubſiſtent entre nôtre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Eſpagne, Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre ſervice, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat & au Conſeil des Affaires Etrangeres, Secretaire de nôtre Cabinet: Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Préſentes, ſignées de notre main, commettons, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial pour en nôtre nom, en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec un ou pluſieurs Miniſtres de la part de notre dit Frere l'Empereur des Romains, de celle de nôtre dit Frere & Oncle le Roy d'Eſpagne, de celle de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle de leurs Hautes Puiſſances, nos très-chers & grands amis, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & ſigner avec leſdits Miniſtres enſemble ou ſeparément, tels Traités, Articles & Conventions, que ledit Sieur Abbé du Bois aviſera bon être, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi Nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Préſentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu, Car tel eſt notre plaiſir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Préſentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme May, l'An de grace mil ſept cent dix-huit, & de notre Regne le troiſiéme.

Signé,

LOUIS:

Et ſur le Reply,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent, préſent*,

Signé,

PHELYPEAUX.

Et ſcellé.

Plenipotentiarum Tabulæ Maj. Brit. ANNO 1718.

GEORGIUS R.

GEORGIUS Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius, & Princeps Elector, &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Cùm Tractatibus Trajecti ad Rhenum & Badæ-Ergoviæ concluſis, tot Bellorum ſemina etiamnum relicta animadverteremus, ut non tam extinctæ, quàm ſopitæ paululùm dilatæque viderentur Europæ calamitates, curas protinùs, omnes cogitationeſque contulimus, ut ſolidis duraturiſque Pacis conditionibus hinc inde initis, omnes armorum capiendorum cauſas radicitùs præcideremus. Cùmque Bellum quod inter Imperatorem Romanorum, atque Hiſpaniarum Regem exortum eſt, ardeat magis, magiſque, & latiùs ſeſe ſpargere incipiat, ſollicitudines quidem noſtras duplicavimus, quo tranquillitatem publicam, hiſce motibus turbatam, ſine mora reſtitueremus. Cùmque Pacificationis capita, quæ nos una cum Rege Chriſtianiſſimo, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii partibus vel Bello jam implicitis, vel mox implicandis, ex æquo bonoque proponenda eſſe duxerimus, dicto Romanorum Imperatori, pro ſuo erga bonum publicum ſtudio, haud ingrata eſſe acciperemus; cùmque ſpes porrò ſit, reliquos Principes quorum intereſt, maturè perpenſis conditionibus, eaſdem haud gravatè tandem amplexuros, conſultum eſſe judicavimus, viros undiquaque iſtiuſmodi muneri obeundo pares, ex noſtra parte nominare, qui tam præclaro, tamque ſalutari operi finem imponerent. Sciatis igitur, quod nos fide, prudentia, integritate atque induſtriâ, reverendiſſimi in Chriſto Patris, perquam fidelis & intimè dilecti Conſiliarii noſtri, Guilielmi Archi-Epiſcopi Cantuarienſis, totius Angliæ Primatis & Metropolitani; perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri, Thomæ Domini Parker, Baronis de Macclesfield, ſummi noſtri Magnæ Britanniæ Cancellarii; perquam fidelis prædilecti conſanguinei & Conſiliarii noſtri Caroli, Comitis de Sunderland, Conſilii noſtri Præſidis; perquam fidelium & intimè dilectorum Conſanguineorum & Conſiliariorum noſtrorum, Evelyn Ducis de Kingſton, Privati noſtri Sigilli Custodis; Henrici Ducis Cantii, hoſpitii noſtri Præfecti; Thomæ Ducis Novi-Caſtrenſis, dicti noſtri hoſpitii Camerarii; Caroli Ducis de Bolton, Regni noſtri Hiberniæ Locumtenentis & Gubernatoris noſtri generalis; Joannis Ducis de Marlboroug, Exercituum noſtrorum Capitanei Generalis; ac Joannis Ducis de Roxburghe, è Primariis noſtris Statûs Secretariis unius; perquam fidelium & prædilectorum conſanguineorum & Conſiliariorum noſtrorum, Jacobi Comitis de Berkeley, Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii; Gulielmi Comitis Cowper, Baronis de Vingham, & Jacobi Comitis Stanhope, è primariis noſtris Statûs Secretariis alius, & perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri Jacobi Craggs Armigeri, è Primariis noſtris Statûs Secretariis alius, plurimum confiſi, eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus & conſtituimus noſtros veros, certos & indubitatos Commiſſarios, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes & concedentes, eiſdem omnibus, vel eorum tribus quibuſvis, aut pluribus omnem & omnimodam facultatem, poteſtatem, authoritatemque, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale (ità tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) pro nobis & noſtro nomine, cum Miniſtro, Miniſtriſve tam ex parte boni Fratris noſtri Romanorum Imperatoris, quam ex parte boni Fratris noſtri Regis Chriſtianiſſimi, ac etiam ex parte Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, Poteſtate ſufficienti, hinc inde munito vel munitis, de & ſuper conditionibus Pacis, quæ ad Bellorum motus ſedandos, & ad communem Europæ tranquillitatem reſtituendam, ſtabiliendamque plurimum facere poſſint, ac etiam ſuper Articulis, ſive ſecretis, ſive ſeparatis, ac denique ſuper omnibus quæ ad opus prædictum promovendum perficiendumque, maximè apta videbuntur, conveniendi, tractandi, con-

ANNO 1718. consulendi & concludendi : quæque ita concluſa & conventa fuerint, noſtro nomine ſubſignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factû neceſſaria præſtandi, perficiendique, tam amplis modo & formâ, ac noſmet ipſi, ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus ; ſpondentes & in verbo regio promittentes, nos quæcunque à dictis noſtris Commiſſariis, Procuratoribus, ac Plenipotentiariis, vel eorum tribus pluribúſve concludi contigerit, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, ut in toto vel in parte, à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum, Præſentibus manu noſtrâ Regiâ ſignatis appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington 14. die menſis Julii Anno Domini 1718. Regnique noſtri quarto.

Articuli Separati, & Secreti.

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQUAM Sereniſſimus & Potentiſſimus Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus & Potentiſſimus Rex Magnæ Britanniæ, necnon Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die concluſi & ſubſcripti, ſuper certis conditionibus convenerunt, ſecundùm quas Pax inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem atque Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem Hiſpaniarum, item inter eandem Sacram Majeſtatem Cæſaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniæ nominare viſum eſt) conciliari poſſet, quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecêre, ut loco baſis fixæ, ſtabiliendæ inter eos Pacis forent, Sacra Majeſtas Cæſarea, ex graviſſimis rationibus, ob quas Rex Chriſtianiſſimus & Rex Magnæ Britanniæ, & ſupradicti Status Generales, hoc tantum tamque ſalutare opus ſuſceperunt, permota, deferenſque circumſpectis urgentibusque eorum Conſiliis & ſuaſionibus, acceptare ſe declarat dictas conditiones, ſeu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hiſpaniarum, atque cum Rege Sardiniæ concludere conſentit.

II. Quia vero Rex Hiſpaniarum & Rex Sardiniæ dictis conditionibus necdum adhuc ſunt aſſentiti, Sua Majeſtas Cæſarea, prout & Suæ Majeſtates Regiæ Chriſtianiſſima & Britannica, præfatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad conſentiendum ſpatio trium menſium, à die ſubſcriptionis præſentis Tractatûs computandorum, ſufficere exiſtimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones ritè perpendere poſſint, iique demùm ſe determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis ſuæ, cum Sua Majeſtate Cæſarea acceptare ipſi quoque velint, prout eos eſſe facturos ab eorum pietate & prudentia ſperare licet, fore ſcilicet ut exemplum Suæ Majeſtatis Cæſareæ ſecuti animi moribus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis ſuis ſenſibus præhabere, unaque effuſioni ſanguinis Subditorum ſuorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus avertere velint. In quem finem Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, Statuſque Generales Fœderati Belgii, officia ſua quam efficaciſſima unà ſimul & ſeorſim impendent, quo dictos Principes ad ejuſmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, ſi contra omnem expectationem Alte-Contractantium, votaque univerſæ Europæ, Rex Hiſpaniarum & Rex Sardiniæ, poſt elapſum trium menſium terminum dictas conditiones pro eorum Pacatione, cum Sua Majeſtate Cæſarea propoſitas, acceptare abnuerent, cùm tranquillitatem Europæ à renitentia vel moliminibus clandeſtinis dictorum duorum Principum dependere æquum non ſit, Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, necnon Status Generales, ſuas cum viribus Suæ Majeſtatis Cæſareæ jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæſareæ Suæ Majeſtati præbebunt unitim & ſeparatim eadem ipſa auxilia, de quibus, pro reciproca defenſione mutua, Articulo ſeptimo Tractatûs Fœderis ſub hodierno die ſubſcripti convenêre, unanimiter conſentientes, ut Sua Majeſtas Chriſtianiſſima ſubſidia loco militis præſtet in ære. Quod ſi auxilia in dicto Articulo ſeptimo enunciata, aſſequendo propoſito ſcopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suæ Majeſtati Cæſareæ ſubmittendis abſque mora convenient, eaque continuabunt, quouſque Sua Majeſtas Cæſarea Regnum Siciliæ ſubegerit, ejuſque Regna & Provinciæ in Italia plenâ ſecuritate gaudeant. ANNO 1718.

Conventum inſuper & quidem diſertis verbis fuit, quod ſi ob cauſam auxiliorum quæ Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, Dominique Status Generales, Suæ Majeſtati Cæſareæ vi & in executionem præſentis Tractatûs ſuppeditabunt, Reges Hiſpaniæ & Sardiniæ, vel unus illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, ſive eum in ſuis Ditionibus aggrediendo, ſive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violenter retinendo ; in eum caſum duæ aliæ Potentiæ Contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hiſpaniæ & Sardiniæ, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in poſſeſſione Siciliæ & ſecurus ratione ſuorum Regnorum & Provinciarum in Italia ſit, ſatisfactumque pro juſtitia fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occaſione præſentis Tractatûs, armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sua Majeſtate Cæſarea faciendæ, necdum aſſentiti ſunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recuſaverit, ſe conjunget, ſubmittetque ſuam partem ſubſidiorum juxta diſtributionem deſuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quòd commutatio Regnorum Siciliæ & Sardiniæ, pro manutentione Pacis univerſalis neceſſaria ſit, perſuaſus, in eam conſentiat, conditioneſque Pacis cum Imperatore ineundæ, ut ſuprà, amplectatur, è contra vero Rex Sardiniæ, eâ permutatione rejectâ, Siciliam retinere perſiſtat, in eo caſu, Rex Hiſpaniæ Sardiniam Imperatori reſtituet, qui iſtius Regni cuſtodiam, (Salvo ſupremo ſuo in illud Dominio) Sereniſſimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tamdiu committet, donec ſubactâ Siciliâ, Sardiniæ Rex, ſuprà recenſitis conditionibus, Tractatûs cum Imperatore ineundi ſubſcribat, atque in acceptationem, Regni Sardiniæ loco, æquivalentis pro Regno Siciliæ, conſentiat, quo facto, in ejus poſſeſſionem, à Rege Magnæ Britanniæ, Statibuſque Generalibus mittetur. Si vero Sua Majeſtas Cæſarea expugnare Siciliam, atque in ſuam poteſtatem redigere nequiret, in eum caſum, Magnæ Britanniæ Rex, Statuſque Generales, Regnum Sardiniæ eidem reſtituent, frueturque interim Sua Majeſtas Cæſarea dicti Regni redditibus, qui ſumptus in cuſtodiam factos excedent.

VI. Aſt ubi Regem Sardiniæ in dictam permutationem conſentire, Regem vero Hiſpaniarum eandem recuſare contingeret, in hoc caſu, Imperator adjutus reliquorum compaciſcentium auxiliis, Sardiniam oppugnabit, quæ tamdiù ei ſubmittere ſpondent, æquè ac Sua Majeſtas Cæſarea, arma minimè deponere promittit, donec univerſum Sardiniæ Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardiniæ cedet.

VII. Quod ſi uterque & Hiſpaniæ & Sardiniæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiniæ ſeſe opponerent, Imperator, unà cum ſociorum auxiliis, primo loco Regnum Siciliæ adorietur, quo occupato, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia ſociorum ad utramque expeditionem opus eſſe exiſtimabit, ſubactâ quoque Sardiniâ, ejus cuſtodiam Sua Majeſtas Cæſarea Regi Britannico, Dominiſque Statibus Generalibus eo uſque committet, donec Sardiniæ Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ ſubſcripſerit, atque Regnum Sardiniæ, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare conſentiat, ſibi tunc à Sua Majeſtate Britannica, Statibuſque Generalibus tradendum, frueturque interim Sua Majeſtas Cæſarea redditibus iſtius Regni, qui ſumptus in cuſtodiam factos ſuperabunt.

VIII. Caſu quo Rex Catholicus, Sardiniæque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones Pacis illis

ANNO 1718. illis propositas acceptare & exequi renuerent, ob eamque causam quatuor Partes compaciscentes, viâ facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum disertè fuit, Imperatorem (qualemcunque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis, reservatâ tamen Suæ Majestati Cæsareæ potestate, Jura sua, quæ adversùs Regem Sardiniæ, super ea parte Statûs Mediolanensis, quam iste nunc possidet, habere prætendit, armis, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum, revindicandi, salvâ quoque aliis tribus compaciscentibus, in casum, ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniæ & Regem Sardiniæ suscipiendum foret, facultate, cum Sua Majestate Cæsarea conveniendi, & designandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majestas Cæsarea, de parte Ducatûs Montisferratensis, à Rege Sardiniæ modo possessa, ad ejusdem exclusionem disponere, & quali alteri Principi, vel qualibus aliis Principibus, Litteras Expectativæ, Investituram continentes eventualem, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruriæ, & à Duce Parmæ Placentiæque possessorum, in exclusionem Filiorum præsentis Reginæ Hispaniæ, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hac Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut casu, neque Sua Majestas Cæsarea, neque ullus Princeps è Domo Austriaca, qui Regna, Ditiones & Provincias Italiae possidebit, dictos Ducatus Hetruriae & Parmae asserere sibi aut attribuere valeat.

IX. Verùm, ubi Sua Majestas Cæsarea Siciliam, adhibito sufficienti Copiarum numero, Sociorumque Auxiliis & Mediis, impensâ quoque congruâ diligentiâ, armis subigere, aut in possessione istius Regni stabilire se nequiret, Partes compaciscentes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Caesaream esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniae & Sardiniae ineundae: Salvis tamen reliquis praesentis Tractatûs Articulis, qui Suam Majestatem Caesaream, Suasque Majestates Regias Christianissimam & Magnae Britanniae, & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cùm securitas & tranquillitas Europae, finis, scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Caesarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium praetensionum, super Regno Hispaniae & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regnis, Ditionibus & Provinciis Italiae & Belgico-Austriacis, faciendarum, memoratae Renunciationes fient ab una & altera parte, eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majestatem Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem pangendae conventum fuit; & quamvis Rex Catholicus praememoratas conditiones acceptare recusaret, Imperator nihilominus Instrumenta suae Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem subscriptionis Pacis suae cum Rege Catholico differetur; Et si Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace constanter perseveraret, Sua Majestas Caesarea nihilo seciùs Regi Britannico, eo tempore quo Ratificationes istius Tractatûs commutabuntur, Actum solemnem dictarum Renunciationum extradet, quem Sua Majestas Britannica, juxta commune Contractantium Pactum, Regi Christianissimo antè non exhibendum promittit, quam Sua Majestas Caesarea in possessionem Siciliae pervenerit, qua adepta, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actûs Renunciationum Caesarearum, ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet, istaeque Renunciationes locum habebunt, sive Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit, sive non, eo quod in hoc ultimo casu Guarantia Partium compaciscentium Caesari esse debeat loco securitatis quam alioquin ipsae Renunciationes Regis Catholici, Suae Majestati Caesareae, pro Sicilia & ceteris Italiae Statibus, Belgiique Provinciis praestitissent.

XI. Sua Majestas Caesarea promittit, nihil se moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniae, & generaliter, contra Neutralitatem Italiae velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suae cum Imperatore concessus est. Ast si intra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, suas potiùs hostilitates, contra Suam Majestatem Caesaream prosequi pergeret, vel si Rex Sardiniae, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggrederetur, in eum casum, Suae Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittenda illico Suae Majestati Caesareae in sui tutelam auxilia, quae vi Foederis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi praestare convenerunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Foedere praefixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compaciscentes, mox inter se, de validiore ope Suae Majestati Caesareae ferenda, convenient. ANNO 1718.

XII. Praemissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Caesaream, Suas Majestates Christianissimam & Britannicam, Statusque Generales, per spatium trium mensium à die subscriptionis, secreti manento, nisi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videretur; & quamvis praefati undecim Articuli sint à Tractatu Foederis hodierna die, à quatuor dictis Partibus compaciscentibus subscripto, separati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cùm ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratihabitiones eorum uno tempore, cum alteris illius Tractatûs extradentur.

In quorum fidem, nos infrà scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum, hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. Anno Domini 1718. secundo Augusti S. N.

Subscriptiones eædem, ut supra.

Articulus Separatus.

QUUM Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Caesaream, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quae aequissimae, summeque aptae judicatae sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliae; quam conditiones Foederis, ad Pacem publicam conservandam inter praedictas Potentias contrahentes sanciti, celsis & praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cùmque Articuli separati & secreti, hodie itidem signati, continentesque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iisdem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inseruntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatae in statu suo formulae id pati possint.

Sin vero praeter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) praefati Domini Ordines Generales Tractatui supradicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus saepe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus praefinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbotenus insertus fuerit, ratihabeturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulae intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infrascripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eædem, ut supra.

Ratifi-

ANNO 1718.

Ratificatio Cæsarea.

QUOD nos præmissos hosce ita concluſos, ac per Plenipotentiarios virtute Mandati ſignatos Articulos omnes & ſingulos non ſecùs ac Fœderis Tractatum, cujus utpote partem facere cenſentur, in univerſum, ratos, gratoſque habuerimus, approbaverimuſque, prout & eos omnes & ſingulos, vigore præſentium approbamus & ratihabemus, verbo Cæſareo, Regio & Archiducali ſpondentes, nos dictos Articulos & eorum quemvis ſanctè religioſeque impleturos ac obſervaturos eſſe. In quorum fidem, præſens Ratificationis Inſtrumentum propriæ manûs ſubſcriptione, appenſoque noſtro Sigillo communivimus. Viennæ quatuor-decima menſis Septembris, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo: Regnorum noſtrorum Romani ſeptimo: Hiſpaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Regiæ Majeſtatis proprium,

JOANNES GEORG. BUOL.

ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Ratification du Roy de France.

NOUS ayant agréables les ſuſdits Articles ſeparez & ſecrets, en tous & chacuns les points qui y ſont contenus, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceux tant pour Nous, que pour nos Heritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Preſentes, ſignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces Preſentes. Donné à Paris le trente uniéme jour d'Août l'an de grace 1718. & de Nôtre Regne le troiſiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Régent préſent,*

Signé,

PHILIPPEAUX.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune, ſur lacs de ſoye bleüe treſſés d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoutenu par deux Anges.

Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.

NOS viſis & perpenſis Articulis ſeparatis & ſecretis ſuprà ſcriptis, eoſdem in omnibus & ſingulis eorundem clauſulis approbavimus, ratos, gratos, firmoſque habuimus, ſicut per præſentes pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, eoſdem approbamus, ratos, gratos firmoſque habemus; ſpondentes, ac in verbo Regio promittentes, nos omnia & ſingula, quæ in prædictis Articulis ſeparatis & ſecretis continentur, ſincerè & bona fide præſtituros, obſervaturos, neque permiſturos unquam, quantum in nobis eſt, ut à quopiam violentur, aut ut ullo modo iiſdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur præſentibus, manu noſtra Regia ſignatis magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington, ſeptimo die menſis Auguſti, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, Regnique noſtri quinto.

ANNO 1718.

GEORGIUS R.

CCIII.

Aſſecuration Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen Friderici Auguſti, denen Land-Ständen des Marggrafthumbs Ober-Lauſitz ertheilet/ daß Sie bey dem Exercitio der Religion Augſpurgiſcher Confeſſion ungekräncket ſollen gelaſſen werden. Dreßden den 3. Auguſt. 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad MARLII Commentarios Rerum Luſaticar. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptorum Rerum Luſaticorum Tomi I. Part I. pag. 427.]

3. Août.

C'eſt-à-dire,

Aſſeurance donnée par Sa Royale Majeſté de Pologne, & Alteſſe Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats du Marckgraviat de la Haute Luſace, portant qu'ils ne ſeront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confeſſion d'Ausbourg. A Dreſde le 3. Août.* 1718.

WIr Friedrich Auguſtus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ ꝛc. ꝛc. Hertzog zu Sachſen/ ꝛc. ꝛc. Für Uns/ Unſere Erben und Nachkommen Urkunden hiemit: Demnach uns die bey dem letztern willkührlichen Landtage Oculi a c. zu Budiſſin verſammlet geweſene Ständ/ von Grafen/ Herren/ Ritterſchafft und Städten des Marggrafthums Ober-Lauſitz/ vermittelſt einer beſondern überreichten Schrifften unterthänigſt vorgeſtellet/ und gebethen/ Wir wolten Ihnen und denen geſambten der Augſpurgiſcher Confeſſion-Verwandten Inwohnern beſagten Marggrafſthums zur Conſolation, nach erfolgter Religions-Aenderung Unſers Königl. Printzens Lbd. eine ſpecial auf gedachtes Marggrafſthum/ und deſſen der Augſpurgiſchen Confeſſion zugethane Stände und Inwohnern/ auch alle Ihre Nachkommen/ gerichtete und unter unſerer Hand und Königl. ChurSecret vollzogne Religions-Aſſecuration zu ertheilen und einzuhändigen/ allermildeſt geruhen; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieſelbe durch die ſchon vorhin in Händen habende Verſicherungen und Unſere durch öffentlichen Druck publicirte Patente de Anno 1697. 1705. und 1717. und inſonderheit die ſub Dato Crackau den 28. September 1697. gedachten Ständen ausgeſtellte Religions-Aſſecuration in gnugſame Sicherheit geſtellt worden ſeyn.

Alldieweilen aber dennoch erwehnte getreue Ständ/ daß Ihnen durch eine abermahlige Declaration noch mehr proſpiciret werden möchte/ inſtändigſt verlanget: Als haben Wir deren

ANNO 1718. Suchen gnädigst statt geben / und versprechen und assecuriren demnach dieselbe bey Unsern Königl. und Churfürstl Wort / Treu und Glauben / daß ungeachtet Unsers Königl. Printzens Lbd. getroffenen Religions-Veränderung / keine Neuerung in Kirchen- und Religions-Sachen / auch deren Juribus annexis denen Augspurgischen Confessions-Verwandten Ständen und Innwohnern bemeldten Marggrafthums zu Nachtheil oder Abbruch vorgenommen / noch gestattet / sondern was beederseits Religions-Verwandten zum besten in dem Traditions-Receß vorherigen Kayser- und Königl. auch Unserer in GOtt ruhenden Vorfahren / und unsern selbst eigenen mehrgedachten Marggrafthum / dessen Ständen und Innwohnern / ertheilten Assecurationen / Reversalen / und vorangezogen Unsern öffentlichen Patenten / nach allen und jeden darinnen verfaßten Puncten / Clausuln und Worten zur Versichrung der Religions-Freyheit / Ubung und Rechten enthalten und begriffen / von Uns und Unsern Erben und Nachkommen regierenden Marggraffen zu Ober-Lausitz / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vor jetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwider nicht gehandelt / noch jemand andern / unter was prætext und Vorwand solches auch immer geschehen möchte / zu handeln / nachgesehen oder zugelassen werden solle. Zu dessen allen mehrern Bestättigung haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Marggrafthum Ober-Lausitz gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Vordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. Geben Dreßden den 3. Augusti 1718.

AUGUSTUS REX.

L.S.

George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

CCIV.

16. Sept. *Renunciatio solemnis Augustissimæ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis* CAROLI VI. *in Regna & Regiones* Hispaniarum & Indiarum, *tam* Orientalium *quam* Occidentalium, *quæ ceduntur* PHILIPPO V. *isque cum Successoribus suis pro Legitimo Rege & Possessore dictarum Regionum agnoscitur. Dat. Viennæ Austriæ, die* 16. *Septembris, Anno* 1718.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Würtenbergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam pene Europam diu, fædeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere Conventus, adeo ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis Consiliis, reque mature deliberata, ac discussa, die secunda Mensis Augusti hujus Anni 1718. Londini Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem Ludovicum XV. sub Tutela Sereniſſimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunswico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, signatique fuerint, eo unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos vero qui adhuc diffident, quantocyus revocetur, ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum Pacis beneficium, sublatis e medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum vero tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum a Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatus possidere debemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis Conventionum Articulis continetur.

Cum vero istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum a Nobis facienda. Quod Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam, amorem omni alia ratione potentiorem, utque omnem a Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Nostros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuosiſſimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quod per illam ea quoque Renuntiatio, quam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Philippus V. Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Sereniſſimus Dux Bituricensis 24. Die mens. Nov. 1712. Marly, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianensis die 19. ejusd. Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die Mensis Apr. 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetua & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiae Galliae, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatiſſimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo Consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt,

aut

ANNO 1718. aut competere poſſent, idque omne jus Noſtrum in modo dictum Sereniſſimum Principem Philippum Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo ſtatutum ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Maſculina, in Principem Amadeum a Carignano, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Maſculina, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: iiſque deficientibus in Principem Eugenium a Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharina Regis Philippi II. Filia oriundos, ex certa ſcientia ſponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Noſtris Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus Noſtris omnibus rationibus, & juribus, quæ Nobis aut ipſis in dicta Regna quomodocunque, ſive jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione poſſent.

Confirmamus, approbamuſque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hiſpaniarum ac Indiarum, volentes, ac ſtatuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obſtantibus quibuſcunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc Actum expreſſe derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli, & obſervantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuſcunque excogitabilibus etiam læſionis enormis, & enormiſſimæ, cui & quibus omnibus deliberare, ſponte, & ex certa ſcientia renunciamus, eaſque pro rejectis, nullis, renunciatiſque haberi volumus, ſerio, ſancteque ſpondentes, Nos ſæpefatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes, & Succeſſores in tranquilla & pacifica poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore ſive armis ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod Ipſis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum Bellum, e contra quod Nobis ab Ipſis, aut Ipſis deficientibus, ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſa inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quod ſi forte ad hunc Renunciationis Noſtræ Actum aliquid amplius deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini noviſſime inito, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus. Verbo Noſtro Cæſareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Succeſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Inſtrumento continentur, ſancte, religioſeque obſervaturos cum Nos, tum a Noſtris Poſteris, & Succeſſoribus, Subditiſque Noſtris eſſe curaturos obſervari. In cujus rei fidem, vim, majuſque robur, hunc Ceſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, a quo abſolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præſentia Teſtium infra ſcriptorum firmavimus, præſenſque Renunciationis Inſtrumentum manu propria ſubſcriptum Cæſareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis depoſuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo ipſo Tractatu præſcriptis, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Noſtrorum Romani Septimo, Hiſpaniarum Decimo Sexto, Hungarici vero & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præſentes fuere Celſiſſimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthſon, Comes de Falkenſtein, Liber Baro in Sprechen-& Schrottenſtein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tſchechtiz, Krzyſaudou, Hammerſtatt, Geblou, Zahradka, Neuſchlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Frieſing, & Oppidi Aggſpach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Auſtriæ, & Hæreditarius Mareſchallus Comitatus Tyrolenſis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Theſaurarius Comes a Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowiz, &c Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præciſor in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, aurei Velleris Eques. Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, & Aulæ Cæſareæ Cancellarius.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Gundaccarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhemberg in Schaumburg & Waxenberg Dominus Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Ober-Wallſée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwann, aurei Velleris Eques, Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius.

Reverendiſſimus Don Franciſcus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Epiſcopus Valentinus, Conſiliarius actualis Status Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis, & Supremi Hiſpaniarum Conſilii Præſes.

Excellentiſſimus item & Illuſtriſſimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Status, ſupremique Hiſpaniarum Conſilii Conſiliarius.

Et quia Ego infraſcriptus Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, authoritate Cæſarea atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri præſens audivi, & vidi: Ideo in fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, & Sigillum meum appoſui, Anno & Die ut ſupra.

(L. S.)

JOANNES GEORGIUS BUOL. S. R. I. E.

ANNO 1718.

CCV.

*Manifeſte du Roi d'*ESPAGNE *ſur l'Entrepriſe de la Sicile.*

LORS que le Roi d'Eſpagne aſſembloit à Barcelone au Printems dernier ſes forces de Terre & de Mer, avec une dépenſe immenſe, dans l'unique deſſein auſſi glorieux, qu'important, d'établir un parfait équilibre entre les Puiſſances de l'Europe, & de délivrer les Princes d'Italie d'un joug qui n'attaque pas moins leur liberté, qu'il bleſſe leur Souveraineté & leur indépendance, tout le monde regardoit de quel côté iroit fondre cet orage. Chacun s'imaginoit qu'il menaçoit le Milanois, ou le Royaume de Naples: mais la ſurpriſe fut extrême, quand on apprit que la Flote Eſpagnole avoit débarqué des Troupes aux environs de Palerme, & que le véritable objet d'un ſi grand armement étoit le recouvrement du Royaume de Sicile. Au commencement la plûpart des Politiques, & même preſque tous ceux qui ont quelque connoiſſance des interêts des Princes, crûrent fermement qu'il y avoit une intelligence ſecrette avec le Roi Victor Amedée, Duc de Savoye, & que cette entrepriſe ſe faiſoit de concert avec lui. Perſonne ne pouvoit ſe perſuader qu'un Prince ſi ſage, ſi prudent, ſi politique, & ſi conſommé dans la Science des Souverains, ne connût pas combien il étoit de ſon véritable interét de s'unir & de s'allier de bonne foi avec Sa Majeſté Catholique, afin de s'affranchir par les ſecours & les diverſions de l'Eſpagne, de la violence que la Cour de Vienne & les Puiſſances engagées à pouſſer, à quelque prix que ce fût, les Négo-

ANNO 1718. Négociations de la Paix, avoient resolu de lui faire, en le dépouillant, selon leurs projets mal conçûs, du même Royaume de Sicile, que ces Puissances lui avoient procuré par le Traité d'Utrecht. De quoi l'Europe étoit si persuadée, qu'en France, en Angleterre, en Hollande, & en Italie on ne vouloit ajoûter aucunement foi aux prémiéres plaintes que les Ministres Piémontois firent du débarquement des Espagnols, parce qu'il étoit évident que le seul parti & la seule ressource qui restoient au Duc de Savoye pour conserver la Sicile, étoient de remettre ce Royaume comme un dépôt sacré, au pouvoir du Roi d'Espagne. Mais lors que ce qui s'étoit passé commença à desabuser le Public, que cette Conquête se fit de concert, & qu'il y eût quelque intrigue secrete, on pénétra bien-tôt les puissans motifs qui avoient fait prendre à Sa Majesté Catholique la promte & juste résolution de recouvrer cette Isle par les armes. Cependant afin qu'un point de cette importance soit connu dans toute son étenduë, on va exposer les démarches qui ont précedé cette grande entrepriſe, & les raisons sans nombre qui l'ont renduë aussi juste que nécessaire.

Dès que le Roi d'Espagne eût conçû la généreuse idée de procurer le repos de l'Europe, & de defendre la liberté de l'Italie, il résolut d'associer à l'exécution de ce grand dessein le Duc de Savoye. Sa Majesté Catholique le regardoit comme le plus interessé, à cause du rang qu'il tient dans ce Païs-là, & en même-tems comme le plus menacé & le plus exposé aux insultes, aux vexations, & aux hostilitez des Allemans, qui mettent tout en œuvre, contributions, procedures irréguliéres, menées secrettes, pour reduire de plus en plus les Princes Italiens dans un honteux esclavage. Peu après le Roi d'Espagne fut informé du monstrueux Projet de Paix qu'avoient fait les Puissances qui se disent Médiatrices. Les solides fondemens de celle d'Utrecht déja violée précédemment par les fréquentes infractions des Allemans, y étoient entiérement sapez & ruïnez : la Sicile y étoit enlevée au Duc de Savoye ; le Droit de Reversion ou de devolution de ce Royaume à l'Espagne, l'unique avantage attaché au Sacrifice, auquel Sa Majesté Catholique avoit été forcée, étoit ôté à cette Couronne ; la puissance déja si formidable de la Maison d'Autriche, s'y trouvoit encore augmentée ; enfin l'Italie y perdoit sa tranquilité, & ses Princes y cessoient d'être libres & indépendans. Tant de motifs & d'un si grand poids engagérent le Roi d'Espagne à faire savoir au Duc de Savoye par ses Ministres résidans à la Cour de Madrid, combien il importoit à ce Prince de s'unir sincérement, & de faire une promte Alliance offensive & défensive avec Sa Majesté Catholique contre leurs Ennemis communs.

Une proposition aussi raisonnable, & qui marquoit tant d'amitié de la part de Sa Majesté Catholique, fut reçûë du Duc de Savoye avec une froideur si extraordinaire & si peu attenduë, que dans le cours d'une Négociation de six Mois, qui se passa d'abord avec le Secretaire de l'Ambassade, & ensuite avec le Comte Lascaris, il fut impossible de tirer une seule parole positive. Cependant à Madrid le Cardinal Alberoni, & dans les autres Cours de l'Europe, les Ministres Espagnols ne cessoient d'assurer & de proteſter aux Ministres Piémontois, que quelque chose qui arrivât, le Roi d'Espagne ne consentiroit jamais aux propositions du Projet, dont on parloit tant ; & comme dans le même tems on recevoit de toutes parts des avis reïterez de ce qui s'étoit négocié secrettement à la Cour de Vienne par le Comte Solis d'abord, & après par le Controlleur Fontana ; il étoit naturel & nécessaire que le Roi d'Espagne commençât à ne plus rien esperer de ses avances. Ainsi fondé sur ce qui vient d'être raporté, qui étoit de plus confirmé par les assûrances continuelles du Marquis de Nancré & du Colonel Stanhope, le Cardinal Alberoni prit enfin le parti de presser le Comte Lascaris. Ce Ministre se voyant convaincu, avoüa au nom de son Maitre que le Mariage du Prince de Piémont avec une des Archiducheſſes, fille de l'Empereur Joseph, se traitoit à Vienne. A quoi Son Eminence repliqua sur le champ, que dans le trouble présent & dans une conjoncture si délicate, le Duc de Savoye ne pouvoit traiter d'un Mariage, sans traiter en même tems pour ses intérêts, & sans entrer dans une Négociation plus particuliere : Et comme le Comte Lascaris ne répondoit qu'en termes équivoques & généraux, le Cardinal Alberoni l'obligea d'exposer à son Maitre le tort & les maux que sa dangereuse lenteur & son indifference pourroient causer. ANNO 1718.

Enfin quand la Flote fut prête à se mettre en Mer, le Comte Lascaris informa le Roi d'Espagne, qu'un Courier extraordinaire lui avoit aporté un Pouvoir du Duc de Savoye dans la meilleure forme, pour conclurre avec Sa Majesté Catholique une Ligue offensive & défensive : mais les conditions en étoient si étonnantes, qu'il est à propos d'en raporter ici au moins quelques-unes, afin de faire juger combien elles étoient étranges.

D'abord le Duc de Savoye demandoit qu'on lui donnât un million d'Ecus pour se mettre en Campagne ; ensuite qu'on lui payât par mois une pension de soixante mille Ecus pour continuer la Guerre ; que Sa Majesté Catholique envoyât dans le Milanois douze mille hommes pour se joindre aux Troupes Piémontoises ; que dans le même tems l'Armée d'Espagne attaquât le Royaume de Naples, convenant expressément que dans les Places conquises la Garnison seroit moitié Espagnole, & moitié Piémontoise, mais que le Commandant seroit Piémontois, & qu'il y en auroit seulement un subalterne Espagnol ; qu'après qu'on se seroit emparé du Royaume de Naples, l'Armée de Sa Majesté Catholique composée de vingt mille hommes ; auxquels se joindroient les Troupes Piémontoises & Savoyardes, passeroit dans le Milanois, où l'on observeroit la même chose qu'au Royaume de Naples à l'égard des Places & des Postes qu'on prendroit à l'Ennemi ; que les Contributions qui se tireroient de l'Etat de Milan, se partageroient entre les deux Puissances alliées ; que la distribution des Quartiers d'hiver seroit entiérement à la volonté & au choix du Duc de Savoye, sans qu'elle dépendît le moins du monde des Espagnols ; que Sa Majesté Catholique ne pouvant envoyer ni Artillerie, ni Munitions de guerre dans le Milanois, le Duc de Savoye fourniroit l'un & l'autre, bien entendu que tout lui seroit payé. Enfin il proposa plusieurs autres conditions aussi monstrueuses, qui firent juger avec certitude à Sa Majesté Catholique, que le Duc de Savoye n'avoit nullement intention de conclure aucune Alliance, & qu'il ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à amuser la Cour d'Espagne.

Cette connoissance certaine, & ce qui se traitoit dans le même tems à la Cour de Vienne, qu'on savoit à n'en pouvoir douter par les conjectures tirées des aparences, & fondées sur tous les avis qui venoient du dehors, & que donnoient les Ministres residans à la Cour d'Espagne de la part des Puissances amies, ne laisserent point douter au Roi d'Espagne que le dessein du Duc de Savoye, en feignant de traiter avec Sa Majesté Catholique, étoit d'attendre que les Troupes Espagnoles eussent investi les Etats de l'Archiduc en Italie, afin d'avoir plus beau jeu, de se rendre necessaire aux Allemans, & de tirer d'eux tous les avantages possibles pour l'échange de la Sicile. Sa Majesté fut de même convaincuë que le Duc de Savoye par ce procedé artificieux & peu sincere, par la Négociation hors de saison du Mariage mentionné, enfin par son intelligence visible avec les Ennemis declarez de l'Espagne, contrevenoit directement & manifestement à la premiere condition & au premier Article du Traité & de l'Acte de Cession que Sa Majesté Catholique fit de la Sicile le 10. de Juin 1713. y étant marqué en termes formels & positifs, *que les Ducs de Savoye & les Princes de sa Maison*, qui lui succederont dans la possession de ce Royaume, *chacun en son tems, seront obligez d'avoir, de faire, d'entretenir, & de renouveller amitié & Alliance perpetuelle avec le Roi Catholique & ses Successeurs à la Couronne d'Espagne, & de la maintenir ferme & inviolable, & que si (ce qu'on ne doit pas croire) par quelque accident, hazard, ou dessein, le Duc de Savoye oubliant son véritable & solide intérêt, ses engagemens & les devoirs de la reconnoissance, lui, ou quelqu'un de ses Successeurs n'observoit pas cette condition, & manquoit à l'amitié supposée & à l'Alliance perpetuelle, en quelque cas & en quelque tems que ce soit, dès lors & pour toujours la Cession demeureroit nulle & de nul effet, & le Royaume de Sicile retourneroit à la Couronne d'Espagne.*

C'est sur des fondemens si solides & sur des motifs si justes que le Roi d'Espagne se determina, sachant que le Duc de Savoye faisoit des offres sans bornes à

ANNO 1718. la Cour de Vienne (comme l'assure entre plusieurs autres Mylord Stanhope dans le Memoire qu'il donna le 26. de Mai dernier au Marquis de Monteleon) de prevenir par la force de ses armes le coup prémédité, ou de la renonciation à la Sicile, ou de l'échange de cette Isle, en recouvrant ce Royaume pour les Rois d'Espagne, ses anciens & legitimes Princes, si chers aux Siciliens. Ainsi les Puissances Mediatrices par leurs Projets publics, ou le Duc de Savoye lui même par ses Traitez secrets, voulant priver le Roi d'Espagne du Droit clair & inconteſtable de reversion, ou de dévolution, que Sa Majesté Catholique se reserva par la Paix d'Utrecht, il étoit naturel, juste & nécessaire, que ce Monarque employât ou la force ou l'industrie pour tirer une promte satisfaction d'une violence si offençante.

Enfin c'est à present une chose sçûë de tout le monde, que soit que le Duc de Savoye s'accommodât avec la Cour de Vienne, soit qu'il laissât exécuter le Projet convenu des Puissances prétenduës Médiatrices, ce Prince devoit toujours être dépossedé de la Sicile. Il est aussi d'une évidence certaine que l'alienation, l'échange, ou l'engagement de la Sicile en faveur d'un Prince (comme le dit la Renonciation) qui ne seroit pas de la Maison de Savoye, de même que la contravention aux conditions expresses de la Cession, emportent également le retour immédiat de ce Royaume avec tous ses Droits & actions à la Couronne d'Espagne. Il suit donc par une consequence naturelle & sensible, que dans le cas présent la condition expresse, que la Sicile soit sous la domination de la Maison de Savoye, manqueroit, puisque cette Isle passoit sous celle de la Maison d'Autriche; & ce seroit contrevenir manifestement à la premiere condition de la Cession mentionnée, si le Duc de Savoye, au lieu d'entretenir avec le Roi d'Espagne une amitié sincere & une Alliance constante, avoit des intérêts & serroit les nœuds étroits d'une nouvelle parenté avec les Ennemis déclarez & irreconciliables de l'Espagne.

C'est pour ces raisons si fortes & si inconteſtables, & parce que le Roi d'Espagne voyoit que les Puissances Mediatrices achevoient par leur nouveau Projet de renverser, d'annuller, & de revoquer les Traitez d'Utrecht; que les forces de Terre & de Mer de Sa Majesté Catholique ont passé en Sicile pour recouvrer ce Royaume, dans la vûë d'empêcher qu'il ne tombe au pouvoir de ses Ennemis, & ne serve à augmenter la puissance excessive des Allemans, & afin qu'il retourne sous la douce & legitime domination de son ancien Monarque. Le droit de reversion ou de dévolution assure la Justice inconteſtable des armes du Roi d'Espagne, & les pratiques secretes du Duc de Savoye exemtent Sa Majesté Catholique des scrupules que sa bonne foi Royale & sa correspondance d'amitié pourroient lui causer; les violentes idées que renferme le Projet de Paix des Puissances Mediatrices, lui imposant l'indispensable nécessité de repousser la force par la force. &c.

PIECES ORIGINALES

Trouvées dans la Cassete du Prince de CELLAMARE *qui fut saisie.*

ANNO 1718.

No. I.

LETTRES du Prince de CELLAMARE, *Ambassadeur du Roi d'Espagne en France, au Cardinal* ALBERONI, *dont l'une avoit pour suscription*, Para S. Em.ª, *& l'autre*, En mano propria de S. Em.ª. *Et toutes deux recouvertes d'une enveloppe sans suscription.*

MONSIEUR,

J'Ai trouvé plus nécessaire d'user de précaution, que de diligence dans le choix du moyen de faire passer à Votre Eminence les Papiers que j'ai renfermez ici; ainsi j'ai mis ce Paquet entre les mains de D. Vincent Portocarrero, Frere du Comte de Montijo, qui va où vous êtes, en le chargeant avec grand soin de le rendre à Votre Eminence: je l'ai cacheté doublement, & j'y ai mis deux enveloppes. Votre Eminence trouvera dans ce Paquet deux differentes minutes de Manifestes cottez No. 10. & 20., que nos Ouvriers ont composées, croyant que quand il s'agira de mettre le feu à la mine, elles pourront servir de prélude à l'incendie. Une de ces minutes est relative aux instances de la Nation Françoise, dont j'envoyai un Exemplaire à Votre Eminence par mon Courier extraordinaire: l'autre, sans avoir raport à ces instances, expose les griefs que souffre ce Royaume, en apuyant sur ce fondement les résolutions de Sa Majesté, & en demandant la convocation des Etats. En cas que pour notre malheur nous soyons obligez de recourir aux remedes extrêmes, & de commencer les entrepriſes, il sera bon que Sa Majesté choisisse une de ces deux voyes, & qu'Elle examine l'Ecrit cotté No. 30., dans lequel nos Partisans prennent la liberté de lui proposer avec respect tous les moyens qu'ils jugent convenables, ou plûtôt nécessaires pour l'accompliſſement de nos desirs, pour éviter les malheurs que l'on prévoit être prêts d'arriver, & pour assurer la vie de Sa Majesté Très-Chrétienne & le repos public. L'Ecrit cotté No. 40. est un abregé de differentes choses arrivées dans le tems d'autres Minoritez; il peut servir d'instruction suffisante pour regler plusieurs des mesures que l'on doit prendre dans le cas présent. Enfin, j'envoye à Votre Eminence en feuilles separées sous le No. 45. un Catalogue des noms & des qualitez de tous les Officiers François qui demandent de l'emploi dans le service de Sa Majesté. Après que Votre Eminence aura vû tous ces Memoires, Elle pourra donner son avis sur ce qu'ils contiennent, & Sa Majesté prendra des résolutions qu'Elle estimera les plus convenables à son service. Si la Guerre & les violences Nous forcent à mettre la main à l'œuvre, il faudra le faire avant que les coups, que l'on nous portera, nous affoibliſſent, & que nos Ouvriers perdent courage, sans épargner, ni le tems, ni les offres, ni l'argent. Si Nous sommes obligez d'accepter une Paix simulée, il faudra pour entretenir ici le feu sous la cendre, lui donner quelque aliment moderé; & si la divine Misericorde apaisoit les jalousies & les mecontentemens présens, il suffira par la reconnoissance, à laquelle nous sommes obligez, de proteger & de favoriser les principaux Chefs qui s'intereſſent présentement avec tant de zèle pour le service de nos Maitres, en mépriſant les dangers auxquels ils s'exposent. En attendant les résolutions décisives de Sa Majesté, je tâche d'entretenir leur bonne volonté, & j'éloigne tout ce qui pourroit la rallentir. Je suis avec respect de Votre Eminence.

A Paris le 1. *Decembre* 1718.

P. S. Outre les Ecrits ci-dessus, je remets à Votre Eminence celui qui est cotté No. 50., dans lequel on fait paroitre la force & le poids des deux differen-

ANNO 1718. tes minutes des Manifestes; & j'avertis Votre Eminence qu'à cause des changemens qui sont arrivez, on a jugé à propos de s'éloigner de celle que j'ai envoyée par un Exprès, datée du 1. Août.

De Votre Eminence le très-humble, &c.

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. II.

MONSIEUR,

LE principal Auteur de nos desseins me chargea avec empressement il y a quelques mois, de faire passer à Votre Eminence la Lettre ci-jointe, & d'accompagner les instances de M. . . . . des témoignages & des offices les plus pressans. J'ai differé d'exécuter cette Commission jusqu'à ce que j'aye eu une occasion sûre pour ne point exposer le secret à quelque danger. Je dirai présentement à Votre Eminence que j'entens parler de ce sujet comme d'une personne de grand mérite, & que l'intérêt que prend tout le Parti à ce qui le regarde, est grand. Il m'a été proposé d'introduire au service de Sa Majesté M. . . . . homme de qualité, & parce qu'il m'est recommandé par nos Ouvriers, je l'ai distingué du Catalogue général que j'envoye à Votre Eminence. Au reste ces Messieurs m'ont dit qu'ils peuvent disposer de la volonté de M. . . . . qui est celui qui fut mandé ici par le Régent, pour soulever, comme ils le disent, les Miquelets de Catalogne, & ils voudroient s'en assurer encore davantage par quelque gratification annuelle, ou par une pension.

Pour ce qui regarde les réponses que Votre Eminence donna à mes propositions du premier Août dernier, je dois lui marquer que les Lettres de créance que l'on demandoit, devoient avoir lieu pour les offres, les demandes & les propositions que j'aurois à faire selon les conjonctures, aux Parlemens, au Corps de la Noblesse, & aux Etats Généraux, & que pour cet effet elles devoient être dressées comme en forme de Plein-Pouvoir, qui seroit en même-tems limité par les instructions de Sa Majesté pour ma conduite.

Quand il s'agira de mettre la main à l'œuvre, il sera nécessaire que Sa Majesté écrive à tous les Parlemens, conformement à la Lettre qu'Elle a déja écrite au Parlement de Paris, & qui est demeurée en dépôt entre mes mains; & j'envoyerai par la voye ordinaire à Votre Eminence un Catalogue du nombre de ces Parlemens, & de la maniere dont on doit se regler pour les Suscriptions.

Il pourroit arriver dans les agitations présentes, ce que Dieu veuille détourner, quelque malheur à Sa Majesté Très-Chrêtienne; & je supplie Votre Eminence de faire réflexion que la vie précieuse de ce Monarque venant à manquer, je me trouverois embarrassé manquant des instructions nécessaires pour agir. Il pourroit aussi arriver que M. le Duc d'Orleans vint à manquer, dans lequel cas je me trouverois dans de très-grands embarras par rapport à la nouvelle forme que pourroit prendre la Régence, & à ses vûës qu'il conviendroit de faciliter ou non de la part de Sa Majesté.

M. le Duc de Chartres pourroit prétendre d'entrer à la place du Pere, & pour surmonter les obstacles de sa jeunesse, se soumettre à un Conseil semblable à celui que le feu Roi avoit institué dans son Testament. M. le Duc de Bourbon pourroit aussi prétendre, à l'exclusion du jeune Duc de Chartres, à l'autorité absoluë qu'exerce présentement M. le Duc d'Orleans, & il nous convient de voir ces cas, & de choisir les partis qui sont les plus utiles pour le service de Sa Majesté, Ses zèlez serviteurs François penchant plus pour le premier que pour le second. Je suis avec respect de Votre Eminence.

Paris le 2. Decembre 1718.

Très devoüé & très obeïssant Serviteur,

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. III.

Copie d'une Lettre attribuée au Roi Catholique, que le Prince de Cellamare son Ambassadeur avoit ordre de présenter au Roi Très-Chrêtien.

MONSIEUR MON FRERE ET NEVEU. ANNO

DEPUIS que la Providence m'a placé sur le Trône d'Espagne, je n'ai pas perdu de vûë pendant un seul instant, les obligations de ma naissance. Louïs XIV. d'éternelle Memoire, est toûjours present à mon esprit, il me semble toûjours entendre ce grand Prince, au moment de nôtre séparation, me dire en m'embrassant qu'il n'y avoit plus de Pirenées, que deux Nations, qui se disputoient depuis si long-tems la préference, ne seroient plus dorenavant qu'un peuple, & que la Paix éternelle qu'elles auroient ensemble produiroit nécessairement la tranquilité de l'Europe. 1718.

Vous êtes le seul rejetton de mon Frere aîné, dont je pleure tous les jours la perte. Dieu vous a appellé à la succession de cette grande Monarchie, dont la Gloire & les interêts me seront précieux jusqu'à la mort, enfin je puis vous assurer, que je n'oublierai jamais ce que je dois à Vôtre Majesté, à ma Patrie & à la memoire de mon Ayeul. Mes chers Espagnols, qui m'aiment avec tendresse, & qui sont bien assurez de celle que j'ai pour eux, ne sont point jaloux des sentimens que je vous temoigne, & sentent bien que nôtre union est la base de la tranquilité publique. Vos peuples sont sans doute pénetrez des mêmes sentimens, outre qu'ils voyent, aussi bien que nous, qu'il n'y a point de Puissance sur la Terre capable de troubler nôtre repos, tant que les forces de ces deux Royaumes agiront de concert.

Je me flatte, que mes interêts personnels sont encore chers à une Nation, qui m'a nourri dans son sein, & que cette généreuse Noblesse, qui a versé tant de sang pour le soutenir, regardera toûjours avec amour un Roi qui se glorifie de lui avoir obligation, & d'être né au milieu d'elle.

Ces dispositions supposées, comme il n'est pas permis d'en douter, de quel œil vos fideles Sujets peuvent-ils regarder le Traité qui vient d'être signé contre moi, ou pour mieux dire contre vous & contre eux-mêmes? Des gens qui se prévalent de vôtre minorité pour augmenter par violence & par injustice l'état de leur fortune présente, qu'ils ne sauroient augmenter par un vrai merite, engagent le depositaire de vôtre autorité à soutenir la cause de mon Ennemi personnel ou plûtôt de nôtre Ennemi commun, seul rédoutable à toute l'Europe. Dans le tems que vos Finances épuisées ne peuvent fournir aux dépenses courantes de la Paix, on veut, que Vôtre Majesté me fasse la Guerre, si je ne consens à livrer le Royaume de Sicile à l'Archiduc, & si je ne souscris à des conditions insuportables.

On épuise vôtre Clergé, vôtre Noblesse & vôtre Peuple pour païer des contingens, qui n'ont pour but que ma ruine & la votre; & des Traitez qui par leur seule importance ne devroient jamais être conclus, pendant une Minorité, sans avoir consulté la Nation, c'est-a-dire les Etats Généraux ou du moins les Parlemens, se proposent au Conseil de Vôtre Regence comme une chose toute faite sans donner même le loisir à la déliberation.

Je n'entre point dans le détail des consequences funestes de la Quadruple Alliance, & de l'injustice criante qu'elle prétend exercer contre moi, je me renferme à prier instamment Vôtre Majesté de convoquer incessamment les Etats Généraux de Vôtre Royaume pour déliberer sur une affaire de si grande consequence. Je vous fais cette prière au nom du sang qui nous unit, au nom de ce Grand Roi, dont nous tenons nôtre origine, au nom de vos Peuples & des miens: s'il y eut jamais occasion d'écouter la voix de la Nation Françoise, c'est aujourd'hui; il est indispensable d'apprendre d'elle-même ce qu'elle pense, & de savoir si elle veut en effet me déclarer la Guerre dans le tems que je suis prêt à verser mon propre sang pour maintenir sa gloire & ses interêts.

Je vous prie, Monsr. mon cher Frere & Neveu que vous repondiez au plûtôt à la Proposition que je vous fais, puisque l'Assemblée que je vous demande, préviendra les malheureux engagemens où nous pourrions tomber par la suite, & que les Forces d'Espagne ne seront emploïées qu'à soutenir la grandeur de la France & à humilier ses ennemis. Au Monastére Roial de St. Laurent, le troisiéme Septembre 1718.

Monsr. mon Frere & Neveu.

Vôtre bon Frere & Oncle.

PHILIPPE.

No. IV.

ANNO 1718.

No. IV.

Copie d'une Lettre Circulaire attribuée au Roi d'Espagne, que le Prince de Cellamare son Ambassadeur avoit ordre de remettre à tous les Parlemens de France.

TRES chers & bien aimez &c. La nécessité présente des affaires nous ayant obligé d'écrire au Roi Très-Chrêtien, notre très-cher Frere & Neveu, nous avons cru devoir en même tems vous envoyer Copie de la Lettre que nous lui avons addressé. Comme elle n'a pour objet que le bien public, nous vous connoissons assez pour être persuadé, que le grand motif qui a été toûjours l'ame de vos actions vous déterminera à concourir avec nous dans le dessein que nous avons de remedier aux desordres présens, & d'en prévenir s'il se peut, encore de plus funestes. Vous verrez dans notre Lettre la juste douleur dont nous sommes saisis dans la seule idée d'une division prochaine entre deux Peuples que la sagesse & les Conseils du Roi nôtre Aïeul sembloient avoir unis pour jamais.

Vous êtes trop éclairez pour ne pas voir les suites malheureuses de notre division & pour ne pas sentir que le Traité de la Quadruple Alliance est directement contraire aux interêts du Roi notre très-cher Frere & Neveu & à ceux de tous nos Sujets.

On veut que la Noblesse Françoise prenne les armes pour attaquer un Roi qu'elle a maintenu sur le Trone, après Dieu, Souverain Arbitre des Couronnes. On veut épuiser les Peuples, pour fournir aux fraix d'une Guerre, qui n'a d'autre but que de traverser nos justes entrepriſes, pour nous contraindre, à sacrifier tous nos droits pour augmenter la puissance de l'ancien ennemi de notre Maison, & de nous forcer à lui ceder pour jamais la Sicile, dont s'ensuivroit absolument la perte de votre Commerce & de votre consideration dans la Méditerrannée.

Enfin nos très-chers & bien aimez, vous voyez aussi bien que nous, les autres consequences encore plus dangereuses de ce Traité, c'est ce qui nous fait esperer, que vous employerez tous vos soins pour obtenir du Roi votre Souverain le seul remede à tant de maux, c'est l'Assemblée des Etats Généraux, qui certainement ne fut jamais si nécessaire à la France qu'ils le sont aujourd'hui. Nous nous addressons à vous pour procurer sa conservation, preferant cette voye paisible & tranquille à toutes les autres auxquelles nous serions obligé de recourir si l'autorité du Regent nous faisoit refuser cette justice.

Souvenez vous donc en cette occasion que vous êtes cet illustre Parlement que les Rois ont pris plusieurs fois pour Arbitre, qui n'a jamais rien apprehendé; quand il a fallu travailler pour l'Etat & qui donne tous les jours des marques d'une fermeté si digne de sa reputation. Nous attendons tout de vôtre équité naturelle & du zèle que vous avez pour votre Patrie: sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers & bien aimez, en sa sainte & digne Garde. Donné au Monastere Royal de St. Laurent le 4. Septembre 1718.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus-bas:

D. MIGUEL FERNANDES DURAND.

No. V.

Manifeste attribué au Roi Catholique & adressé aux trois Etats de la France.

DON Philippe par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habspurg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Moline &c. &c. ANNO 1718.

A nos très-chers & bien-aimez, les trois Ordres du Royaume de France, Clergé, Noblesse, & Tiers-Etat, salut.

Depuis qu'il a plu à Dieu de nous appeller au Trone d'Espagne, où sa divine Providence nous a maintenu malgré tant d'Ennemis, non seulement par la force de nos armes & la fidelité de nos Sujets, mais encore par le zèle & la valeur de la Nation Françoise, nous avons toûjours conservé pour elle tous les sentimens que la nature & la reconnoissance pouvoient nous inspirer, & que les avis salutaires du Roi notre auguste Ayeul, de très-glorieuse memoire n'avoient cessé de cultiver & de fortifier dans notre Cœur. C'étoit par des motifs si justes qu'après une longue & sanglante Guerre, pour procurer le repos à deux Peuples qui nous étoient si chers & qu'un interêt commun sembloit avoir réünis à jamais, nous avons bien voulu consentir au démembrement de notre Monarchie & renoncer à l'exercice de nos droits naturels sur la Couronne de France.

Il ne tenoit qu'à l'Archiduc d'Autriche d'assurer de sa part la tranquillité de l'Europe, en faisant avec nous une Paix solide & durable, il pouvoit en renonçant aux chimeriques prétenſions qu'il avoit formées sur notre Couronne, s'assurer à lui-même la possession paisible des Etats usurpez sur nous, mais ce Prince qui n'a traité avec la France que par force & pour avoir le tems de se préparer à de nouvelles hostilitez contre nous, a mieux aimé conserver ses faux titres & nourrir ses pernicieux desseins, que de concourir avec nous au bien général de la Chrêtienté, même dans le tems qu'elle étoit attaquée par les Infidéles.

Nous avons souffert le plus long-tems qu'il nous a été possible les infractions criantes qu'il a fait au Traité de l'évacuation de la Catalogne & de Majorque: il est inutile de les repeter ici, puisqu'elles sont connuës de tout le monde, mais enfin sa conduite que notre patience rendoit tous les jours plus orgueilleuse, ayant passé toutes les bornes de la raison, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir essentiel de reprendre par les moyens que Dieu nous a mis en main les Païs de notre domination, dont il s'étoit rendu Maitre par la fraude & par la violence. Nous avions lieu d'esperer que toutes les Puissances, avec qui nous avons traité dans le Congrès d'Utrecht, & qui sçavent avec quelle fidelité nous avons observé toutes les Articles dont nous étions convenus, nous aideroient à vanger notre injure, bien loin de se déclarer pour celui qui nous avoit insulté, d'autant plus que les Garanties respectives les engageoient par des sermens solemnels à ne pas permettre de pareilles contraventions; cependant aujourd'hui nous voyons avec étonnement que ces Guarans de nos Traitez, s'en déclarent eux-mêmes les prémiers infracteurs, que par une conspiration sans exemple, ils renversent à force ouverte ces mêmes conditions qu'ils ont exigé de nous, & que voulant favoriser en tout notre ennemi qui, par son insatiable ambition, devroit être regardé comme l'ennemi commun de l'Europe, ils semblent avoir oublié non seulement toutes les Loix de l'Honneur, mais leurs propres interêts, pour s'enrichir de nos depouilles au lieu d'entrer avec nous en négotiation réglée & dans les formes ordinaires, ainsi que nous l'avons toûjours offert, ils nous ont porté des conditions affreuses comme une Loi toute écrite en nous menaçant de la Guerre si nous ne les acceptions servilement.

Après avoir senti comme nous, de quelle importance il étoit pour la liberté de l'Europe & de son Commerce, que la Sicile ne passât jamais au pouvoir de la Maison d'Autriche, ils commencent par vouloir livrer ce Royaume à l'Archiduc & offrent au Possesseur de cette Isle, celle de Sardaigne qui nous appartient & que nous avons reconquise comme s'il leur étoit permis de le dedomager à nos depens. Mais si cette conduite doit nous paroitre odieuse de la part de l'Angleterre & de ceux qui pourroient se joindre à elle contre nous, que devons-nous penser du Prince qui n'étant que depositaire de l'autorité Royale en France ôse s'en prévaloir & se liguer avec les

ANNO 1718. les anciens ennemis des deux Couronnes, sans avoir consulté ni la Nation Françoise ni les Parlemens du Royaume, & sans avoir même donné le tems au Conseil de Regence d'examiner la matiere pour en deliberer meurement.

Il a vu après la mort du Roi Très-Chrêtien notre Ayeul avec quelle tranquillité nous l'avons laissé prendre possession de la Regence pour gouverner le Royaume de nos Peres pendant la minorité du Roi notre très-cher Neveu sans lui faire le moindre obstacle & que nous avons toûjours perseveré dans le même silence, parce que nous aurions mieux aimé mille fois mourir que de troubler le repos de la France, & d'inquieter le reste de l'Europe, quoique les Loix Fondamentales de ce Royaume nous en donnent l'administration préferablement à lui.

Nous avons depuis entendu les plaintes qui se faisoient de tous côtez contre son Gouvernement sur la dissipation des Finances, l'opression des Peuples, le mepris des Loix & des remontrances juridiques, quoique nous fussions vivement touché de ces desordres, nous avons cru en devoir cacher le déplaisir au fond de notre cœur; & nous ne sortirions pas aujourd'hui du silence ni de la modération que nous nous étions prescrite, si le Duc d'Orleans n'étoit sorti lui-même de toutes les regles de la Justice & de la Nature, pour nous opprimer, nous & le Roi nôtre très-cher Neveu.

En effet comment pouvoir souffrir plus long-tems des Traitez où l'Honneur de la France & les Interêts du Roi son pupille sont sacrifiez, quoique faits au nom de ce jeune Prince, dans l'unique vûë de lui succeder; & sur tout après avoir repandu dans le public des Ecrits infames qui annoncent sa mort prochaine & qui tâchent d'insinuer dans les esprits la force des Renonciations au dessus des Loix fondamentales. Un procedé si contraire à ce que toutes les Loix divines & humaines exigent d'un Oncle, d'un Tuteur, & d'un Regent, auroit dû seul exciter notre indignation par l'interêt que nous prénons tant au bien de la Nation Françoise qu'à la conservation du Roi notre très-cher Neveu, mais un sujet qui nous touche encore plus personnellement, est l'Alliance qu'il vient de signer avec l'Archiduc & l'Angleterre, après avoir rejetté l'offre que nous lui faisions de nous unir ensemble. Au moins devoit-il observer une exacte Neutralité, s'il la croioit necessaire au bien de la France; mais voulant faire une Ligue, n'étoit-il pas plus raisonnable de se liguer avec son propre sang que de s'armer contre lui en faveur des ennemis perpetuels de notre Maison.

Cette indigne préference ne déclare que trop à tout l'Univers son opiniâtreté dans le projet ambitieux dont il est uniquement occupé, dont il veut acheter le succès aux depens des Droits les plus sacrez.

Ce n'est pas ici le lieu de dire que par cet acharnement aveugle à suivre des prétentions qui ne lui avoient point été disputées, il compte pour rien de plonger les deux Nations dans les derniers malheurs; nous voulons seulement vous faire entendre que la conduite injurieuse du Duc d'Orleans ne diminuera jamais nôtre sincere affection pour vous.

Nous ne pourrons oublier que nous avons reçu le jour dans votre sein, que vous nous avez asseuré la Couronne que nous portons, au prix de votre sang. Rien ne sera capable d'éteindre dans notre cœur la tendresse que nous sentons pour nôtre très-cher Neveu votre Roi. Et si le Duc d'Orleans nous réduit à la cruelle néceſſité de deffendre nos Droits par les armes, contre ses attentats, ce ne sera jamais contre vous que nous les porterons, bien persuadez que vous ne les prendrez jamais contre nous.

Ce ne sera au contraire que pour tirer le Roi notre très-cher Neveu, de l'opression, où le Regent le tient avec tous ses Sujets, par les plus grands abus qui se soient jamais fait de l'autorité confiée.

Ce ne sera que pour procurer l'Assemblée des Etats Généraux, qui seuls peuvent remédier aux maux présens & prevenir ceux dont on n'est que trop visiblement menacé; nous vous exhortons à seconder nos justes intentions & à vous unir à nous dans une vuë si salutaire au repos public.

Nous esperons tout de vôtre zèle pour le Roi vôtre Maitre, de votre amitié pour nous & de l'attachement que vous avez à vos Loix & à votre patrie. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, chers & bien aimez, en sa sainte & digne garde. Donné au Monastere Roïal de St. Laurent le 6. du Septembre 1718. ANNO 1718.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

D. MIGUEL FERNANDES DURAN.

No. VI.

Prétendue Requête, que l'on supposoit présentée au Roi Catholique, au nom des trois Etats de France.

SIRE,

TOUS les Ordres du Royaume de France viennent se jetter aux pieds de Votre Majesté pour implorer son secours dans l'état où les reduit le Gouvernement présent: elle n'ignore pas leurs malheurs, mais elle ne les connoit pas encore dans toute leur étendue.

Le respect qu'ils ont pour l'autorité Royale dans quelque main qu'elle se trouve & de quelque maniere qu'on en use, ne leur permet pas d'envisager d'autre moien d'en sortir que par les secours qu'ils ont droit d'attendre des bontez de votre Majesté.

Cette Couronne est le patrimoine de vos Peres, celui qui la porte, tient à vous, Sire, par les liens les plus forts, la Nation regarde toûjours Votre Majesté comme l'Heritier présomptif.

Dans cette vuë elle se flatte de trouver dans votre cœur les mêmes sentimens qu'elle auroit trouvé dans le cœur de feu Monseigneur, qu'elle pleure encore tous les jours: Dans cette vuë elle vient exposer à vos yeux tous ses malheurs & implorer votre assistance. La Religion a toûjours été le plus ferme apui des Monarchies; Votre Majesté n'ignore pas le zèle de Louïs le Grand pour la conserver dans toute sa pureté. Il semble que le premier soin du Duc d'Orleans ait été de se faire honneur de l'irreligion. Cette irreligion l'a plongé dans des excès de licence, dont les Siècles les plus corrompus n'ont point eu d'exemple & qui en lui attirant le mepris & l'indignation des peuples, nous fait craindre à tout moment pour le Royaume, les châtimens les plus terribles de la vengeance Divine. Ce premier pas semble avoir jetté, comme une juste punition, l'esprit d'aveuglement sur toute sa conduite: on forme des Traitez, on achette des Alliances avec les Ennemis de la Religion, avec les Ennemis de la Monarchie, avec les Ennemis de Votre Majesté.

Les Enfans qui commencent à ouvrir les yeux, en pénétrent les motifs, il n'en est point qui ne voye, que l'on sacrifie le véritable intérêt de la Nation à une esperance que l'on ne peut supposer sans crime, & qu'on ne peut envisager sans horreur; c'est cependant cette cruelle supposition qui est l'ame de tous les Conseils, & le premier mobile de ces funestes Traitez. C'est là ce qui dicte ces Arrêts qui renversent toutes les fortunes, c'est là l'Idole où l'on sacrifie le repos de l'Etat. A la lettre, Sire, on ne paye plus que le seul prêt des Soldats, & les rentes sur la Ville, pour les raisons qu'il est aisé de pénétrer; mais pour les apointemens des Officiers, de quelque ordre qu'ils soient, pour les pensions, acquises au prix du sang, il n'en est plus question.

Le Public n'a ressenti aucun fruit, ni de l'augmentation des monnoyes, ni de la taxe des Gens d'affaires. On exige cependant les mêmes tributs que le feu Roi a exigé pendant le fort des plus longues Guerres; mais dans le tems que le Roi tiroit d'une main, il repandoit de l'autre, & cette circulation faisoit subsister les Grands & les Peuples.

Aujourd'hui les Etrangers, qui savent flater la passion dominante, consument tout le Patrimoine des Enfans.

L'unique Compagnie du Royaume qui ait la liberté de parler, a porté ses remontrances respectueuses au pied du Trône; cette Compagnie dans laquelle on a reconnu le pouvoir de decerner la Regence, à qui l'on s'est adressé pour la recevoir, avec laquelle on a stipulé en la recevant de ses mains, à laquelle on a promis publiquement & avec serment que l'on ne vouloit être maitre que des seules graces, & que pour la Resolution des affaires, elle seroit prise à la plu-

ANNO 1718. pluralité des voix dans le Conſeil de Regence; non ſeulement on ne l'écoute pas dans ſes plus ſages remontrances, mais on exclut des Conſeils les Sujets les plus dignes, d'abord qu'ils repréſentent la vérité; non ſeulement on ne l'écoute pas, mais la pudeur empêche de répéter à Votre Majeſté les termes également honteux & injurieux dans leſquels on a répondu lorſqu'on a parlé aux Gens du Roi en particulier, les Regiſtres du Parlement en feront foi juſqu'à la poſterité la plus reculée.

Les Etats de Bretagne legitimement convoquez ont demandé qu'il leur fût permis de faire rendre compte à un Tréſorier très-ſuſpect, afin de mettre ordre à l'Adminiſtration de leurs Finances, on leur en a fait un crime d'Etat, on a fait marcher des Troupes, comme on les fait marcher contre des Rebelles,

Enfin, Sire, on ne connoit plus de Loix, ces Edits qui conſacrent encore aujourd'hui la mémoire des Rois vos Ayeuls, ces Edits rendus avec tant de ſageſſe pour conſerver la ſainteté des Mariages, & l'état de toutes les familles, on s'en jouë; une Lettre de cachet les renverſe, quelles ſuites une telle conduite ne fait-elle pas enviſager? que ne fait-elle pas craindre? Nous ne nous flaterons pas vainement, Sire, en nous perſuadant, que nous entendrons de votre bouche ces paroles de conſolation; *Je ſens vos maux, mais quel remede y puis-je aporter?*

Il eſt entre les mains de Votre Majeſté, quoique revêtuë d'une Couronne, elle n'en eſt pas moins fils de France, & ſes Droits ſont encore mieux établis par le reſpect & l'attachement des Peuples, qu'ils ne le ſont par la Loi du Sang. Comme Oncle du Roi Pupille, qui peut diſputer à Votre Majeſté le pouvoir de convoquer les Etats, pour aviſer aux moyens de rétablir l'ordre, la tutele & la Regence? n'apartenoit-elle pas de Droit à Votre Majeſté? il n'eſt pas ſans exemple qu'un Prince Etranger ait été Tuteur d'un Pupille; ſans ſortir hors de chez nous, Baudouin Comte de Flandres n'a-t-il pas eu l'Adminiſtration du Royaume de France, & la Tutele de Philippe premier, fils d'Henri premier? Votre Majeſté n'auroit pas manqué de raiſons, ſi elle avoit voulu attaquer la prétenſion du Duc d'Orleans: auſſi toute la France a-t elle ſenti que Votre Majeſté, loin de conſulter ſes Droits, n'a enviſagé que le repos de l'Etat, dans la confiance d'une ſage Adminiſtration, & toute la France a reconnu dans cette conduite le cœur d'un véritable Pere.

Votre Majeſté peut s'aſſurer de ſon côté, que tous les cœurs voleroient au devant d'Elle, quand Elle paroitroit avec ſa ſeule Maiſon; elle peut compter qu'il n'y a point de Citoyen qui ne lui ſervît de garde: mais, quand on ſupoſera, que pour plus grande ſûreté elle paroitroit à la tête d'une armée de dix mille hommes, quand on ſupoſera que le Duc d'Orleans paroitroit à la tête d'une armée de 60. mille hommes; Votre Majeſté peut s'aſſurer que cette armée, ſur laquelle il auroit compté, & qui ne ſervira qu'à le ſeduire, ſera la premiere à prendre vos ordres.

Il n'y a pas un Officier qui ne gemiſſe, il n'y a pas un Soldat, qui ne ſente l'iniquité & la perverſité du Gouvernement, il n'y en a pas un qui ne vous regardât comme ſon Liberateur. Tous s'empreſſeroient d'aller reconnoitre, d'aller admirer en vous le fils de ce Prince ſi cher, qui regne toujours dans les cœurs; que pouvez-vous jamais craindre, ou du Peuple, ou de la Nobleſſe, quand vous viendrez mettre leur fortune en ſûreté; votre armée eſt donc toute portée en France, & Votre Majeſté peut s'aſſurer d'y être auſſi puiſſant que fut jamais Louïs XIV. Vous aurez la conſolation de Vous voir accepter d'une commune voix pour Adminiſtrateur & Regent, tel que votre ſageſſe jugera plus convenable, ou de voir rétablir avec honneur le Teſtament du feu Roi votre auguſte Ayeul.

Par là vous verrez, Sire, cette union ſi néceſſaire aux deux Couronnes, ſe rétablir d'une maniere qui les rendroit l'une & l'autre inébranlables à leurs Ennemis, par là vous retablirez le repos d'un Peuple qui vous regarde comme ſon Pere, & qui ne peut vous être indifferent. Par là vous préviendrez les malheurs, qu'on n'oſe ſeulement enviſager, & que l'on nous force de prévoir. Quels reproches Votre Majeſté ne ſe feroit-elle pas à elle-même, ſi ce que nous avons tant de ſujet de craindre, venoit à arriver?

Quelles larmes ne verſeroit-elle pas, pour n'avoir point répondu aux vœux de la Nation, qui ſe jette à ſes pieds, & qui implore ſon ſecours? Nous ANNO 1718. ſouhaitons nous tromper, mais l'on nous force à craindre, du moins nos craintes prouvent notre zèle pour un Roi qui nous eſt cher.

Si Votre Majeſté, dont nous reconnoiſſons les vûës très-ſuperieures, ne trouvoit pas à propos de répondre à nos vœux, au moins pourroit-elle ſe ſervir de notre requête pour rapeller à lui-même, & pour faire rentrer dans les véritables intérêts de la France, un Prince qui ſe laiſſe aveugler, quoique l'on ſoit forcé de Vous repréſenter que l'on ne peût s'en rien promettre.

Le Miniſtre de Votre Majeſté dans cette Cour peut l'aſſurer que l'on n'avance rien ici qu'il n'ait lû dans tous les cœurs. Ainſi Votre Majeſté n'a rien à craindre d'une Nation qui lui eſt toute dévouée, & doit tout ſe promettre de la Nobleſſe Françoiſe.

No. VII.

Billet du Cardinal Alberoni au Prince de Cellamare, joint à une de ſes Lettres, à cet Ambaſſadeur, dn 14. *Decembre* 1718.

QUELQU'AVIS que l'on reçoive de ce qui s'eſt paſſé à l'égard du Duc de St. Aignan (*), ce ne doit en aucune maniére être un exemple pour en uſer de même envers Votre Excellence. Il a été néceſſaire avec lui de prendre ce parti, parce qu'il avoit pris congé, parce qu'il n'avoit plus de caractère, & à cauſe de ſa mauvaiſe conduite. Votre Excellence continuera d'être ferme à demeurer à Paris, & elle n'en ſortira que lors qu'elle y ſera contrainte par la force. En ce cas il faudra ceder, en faiſant auparavant les proteſtations requiſes au Roi Très-Chrétien, au Parlement & à tous les autres qu'il conviendra, ſur la violence que le Gouvernement de France exerce contre la Perſonne, & le Caractère de Votre Excellence.

Supoſé qu'elle ſoit obligée de partir, elle mettra auparavant le *feu à toutes les mines.*

CCVI.

VICTORIS AMADEI *Regis Sardiniæ Acceſſio ad Concordatum & Fœdus pro Pacificatione Rerum Europæarum inter* CAROLUM VI. *Cæſarem Auguſtiſſimum* LUDOVICUM XV. *Regem Franciæ, &* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ Londini factum: Qua præfatus Rex ad dictum Concordatum Fœduſque tanquam Pars ab initio compaciſcens plane ſe adjungit. Actum Londini, die* 28. *Octobris* 8. *Novembris, & Lutetiæ Pariſiorum die* 18. *Novembris* 1718. Cum PLENIPOTENTIIS *binis, ſcilicet Regis Franciæ, & Regis Sardiniæ.* Nec non RATIFICATIONE *Regis Chriſtianiſſimi. Dat. Pariſiis die* 5. *Decembris* 1718. [Sur la Copie imprimée à Vienne, chez Van Gheelen Imprimeur de la Cour Imperiale. Avec Privilege. in fol.] 28. Oct. / 8. Nov.

QUANDOQUIDEM Tractatus quidam, Articulique ſeparati & ſecreti, itidemque Articuli alii quatuor ſeparati, eodem ſpectantes, iique omnes ejuſdem vigoris, cum Tractatu principali per Miniſtros Plenipotentiarios Majeſtatis Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ, & Majeſtatis Suæ Britannicæ, Londini viceſimo-ſecundo Julii / ſecundo Auguſti proximè præterlapſi, inter Partes contrahentes ſupranominatas ritè concluſi ſignatique fuerint, quorum omnium tenor de verbo ad verbum hîc ſequitur.

Fiat inſertio.

CUMQUE porro Rex tum Siciliæ, quem vero nunc Regis Sardiniæ nomine appellari conventum eſt, ſecundùm mentem Tractatûs Articulorumque ſuprà inſertorum, invitatus fuerit, ut iiſdem

(*) On l'avoit obligé de ſortir de Madrid en 24. heures.

ANNO 1718. omnibus & singulis plenè, ampleque accedere, & Partibus contrahentibus, tanquam Pars ipse ab initio compaciscens, sese formâ debitâ adjungere vellet, cumque dictus Rex Sardiniæ maturè perpensis conditionibus in Tractatu Articulisque præinsertis speciatim expressis, non solùm declaraverit sese velle easdem acceptare, & accessione suâ comprobare, verùm etiam Plenipotentiarum Tabulas sufficientes Ministris suis ad id opus perficiendum nominatis, concesserit. Quo itaque negotium tam salutare, finem optatum consequatur, nos infrascripti Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Christianissimæ & Majestatis Suæ Britannicæ Ministri Plenipotentiarii, nomine & authoritate dictarum Suarum Majestatum, suprafatum Regem Sardiniæ, in Tractatûs præinserti, Articulorumque omnium & singulorum eodem pertinentium, societatem plenam, atque omnimodam admisimus, adjunximus atque aggregavimus, ac per præsentes admittimus, adjungimus atque aggregamus, eâdem authoritate promittentes, quod Majestates Suæ suprafatæ, conjunctim & sigillatim omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias, Fidejussionesque, in Tractatu, Articulisque sæpe nominatis contentas expressasque, dicto Regi Sardiniæ penitus & ad amussim præstabunt atque adimplebunt. Proviso insuper quod omnia & singula, de quibus conventum erat per Articulos secretos, contra dictum Sardiniæ Regem, per præsentem hanc ejusdem Accessionem cessent prorsus atque aboleantur. Viciſſim vero, nos infrascripti Regis Sardiniæ Ministri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ ritè exhibitæ atque recognitæ, cujus Apographum in fine hujus Instrumenti adjectum est, testamur hisce, spondemusque dicti Regis nomine, quod prædictus Rex & Dominus noster, accedit plenè, ampleque Tractatui, Articulisque omnibus, & singulis ibidem præinsertis; quod Accessione hac solemni, Partibus contrahentibus supramemoratis, tanquam Pars ab initio compaciscens sese adjungit; quodque vi, vigoreque Actûs hujusce, antedicta Regis Sardiniæ Majestas, tam pro se quam pro Hæredibus suis & Successoribus, sese mutuo obligat & obstringit, Majestati Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestati Suæ Christianissimæ, & Majestati Suæ Britannicæ earumque Hæredibus & Successoribus, junctim & divisim, sese omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias & Fidejussiones in Tractatu, Articulisque supra insertis, expressas, memoratasque observaturam, præstituturam atque adimpleturam, versus omnes junctim, singulasque seorsim, eodem modo eademque fide & religione, ac si Pars contrahens ab initio fuerit, & cum Majestate Sua Cæsarea Catholica, Majestate Sua Christianissima, & Majestate Sua Britannica, easdem Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias & Fidejussiones conjunctim vel sigillatim inierit, concluserit, signaveritque. ANNO 1718.

Instrumentum hoc admissionis, accessionisque dicti Regis Sardiniæ, ab omnibus Partibus compaciscentibus ratihabebitur, Ratihabitionumque Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum mensium, à die subscriptionis computandorum, aut citiùs si fieri poterit, Londini commutabuntur, atque invicem extradentur.

In quorum omnium fidem, Nos Plenipotentiarii Partium contrahentium, Potestatibus hinc inde sufficientibus instructi, hasce præsentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque appositis communivimus, scilicet Plenipotentiarii Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Britannicæ, & Maj. Suæ Regis Sardiniæ Londini die $\frac{\text{vicesimo-octavo Octobris St. V.}}{\text{octavo Novembris St. N.}}$ Plenipotentiarius autem Majestatis Suæ Christianissimæ, Lutetiæ Parisiorum, die decimâ octavâ mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(L. S.) DU BOIS.
(L. S.) JOANNES PHIL. HOFFMAN.
(L. S.) PARKER.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES.
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) STANHOPE.
(L. S.) J. CRAGGS.
(L. S.) PROVANA.
(L. S.) DE LA PERROUSE.

Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que Nous avons euë depuis nostre avenement au Trosne, à contribuer, autant qu'il est en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traités d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix, nous ayant porté à conclure les Traités, qui ont esté signés à Londres le deuxiéme Aoust dernier, en nostre nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de nostre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre très-cher & très-amé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne, & qui contiennent les conditions, qui doivent desormais servir de fondement à la Paix entre nostre dit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Espagne, & entre nostredit Frere l'Empereur des Romains, & nostre très-cher & très-amé Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile; Estant informés d'ailleurs de la resolution que nostredit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile a prise, d'accepter les conditions, qui lui ont esté reservées par lesdits Traités: Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre service, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller en tous nos Conseils, Ministre & Secretaire d'Estat & de Commandemens: Pour ces causes, & autres bonnes considerations, à ce Nous mouvans, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Présentes signées de nostre main, commettons, ordonnons & deputons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en nôtre nom, en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de notre dit Frere l'Empereur des Romains, ceux de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & ceux de nôtre dit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile, pareillement munis de leurs Plein-Pouvoirs, en bonne forme, arrêter, conclure & signer l'Acte d'Accession de nostredit Frere & Grand-Pere, susdits Traités, signés à Londres, ledit jour deuxiéme Aoust dernier: Voulans que ledit Sieur Abbé du Bois agisse en cette occasion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems, dont il sera convenu: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-huit, & de nostre Regne le quatriéme. *Signé*, LOUIS: *Et sur le Reply*, Par le Roy, LE DUC D'ORLEANS, *Regent, présent, Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Scellé sur double queüe du grand Sceau de Cire jaune.

Plein-pouvoir du Roi de Sardaigne.

VICTOR Amé, par la grace de Dieu, Roy de Sicile, de Hierusalem, & de Cypre &c. Duc de Savoye, de Montferrat &c. Prince de Piemont &c. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. L'intention sincere que nous avons toûjours euë de

ANNO 1718. de concourir autant qu'il eſt en nous au maintien de la tranquillité publique, & à l'affermiſſement de la Paix en Europe, & de répondre à ce ſujet au deſir des trois Puiſſances, qui ont conclu le Traité de la Quadruple Alliance, à Londres, le ſecond du mois d'Aouſt paſſé nouveau ſtile, & qui nous ont invité d'y acceder, & d'accepter les conditions de ce Traité y contenuës, entre Sa Majeſté Imperiale & nous, nous y a determiné, dès que nous avons eſté en eſtat, de le faire; Nous confians à cet effet entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour noſtre ſervice, de nos chers, bien amez, & feaux le Comte Provana Chevalier, Grand Croix, & Grand Conſervateur de l'Ordre militaire de Saint Maurice & S. Lazare, noſtre Gentilhomme de la Chambre, & premier Secretaire des Guerres, & du Comte de la Perrouſe, Conſeiller d'Etat, Chevalier d'honneur au Senat de Savoye, & noſtre Envoyé extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique: nous les avons choiſis, nommez & députez par ces Preſentes, choiſiſſons, nommons & députons, pour nos Plenipotentiaires, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en noſtre nom, en ladite qualité de nos Plenipotentiaires, tous deux conjointement, ou l'un d'eux ſeul, en cas de maladie ou autre empeſchement de l'autre, acceder au ſuſdit Traité de la Quadruple Alliance, dudit jour ſecond Août, auquel nous accedons dès à preſent, & en promettre, comme nous promettons, l'obſervation des Conventions du Traité y contenuës, entre Sa Majeſté Imperiale & nous, & à cet effet, de ſigner l'Acte qui en devra eſtre fait, avec les Miniſtres ou le Miniſtre deſdites trois Puiſſances, conjointement ou ſeparement, ainſi qu'il ſera convenu, comme auſſi de faire, conclure, & ſigner les Articles, Traitez & Conventions, qu'ils aviſeront bon eſtre, voulant qu'ils agiſſent en ces occaſions ſuſdites, avec la même Autorité que nous ferions & pourrions faire, ſi nous étions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe, qui requît Mandement plus ſpecial, non contenu en ces Préſentes: Promettant en foy & parole de Roy, d'obſerver & faire inviolablement obſerver tout ce qui aura été fait, convenu, reglé & ſigné par leſdits Comtes Provana & de la Perrouſe, nos Plenipotentiaires, ou par l'un d'eux, en cas de maladie ou empeſchement de l'autre, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, directement ni indirectement, pour quelque cauſe, ou ſous quelque pretexte que ce ſoit ou puiſſe eſtre, comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour eſtre échangées dans le tems dont il ſera convenu. En témoin de quoy nous avons ſigné les Preſentes, fait contreſigner par le Marquis Del Borgo, Secretaire de noſtre Ordre, noſtre Miniſtre, & premier Secretaire d'Etat, pour les Affaires Etrangeres, & à icelles fait apposer noſtre Sceau ſecret. Données en noſtre Chaſteau de Rivoles, le 17. Octobre, l'an de grace 1718. & de noſtre Regne le cinquiéme.

Signé,

V. AMADEO.

Et plus-bas,

DEL BORGO.

Ratification du Roy de France.

NOus ayant agréables le ſuſdit Acte d'acceſſion, en tout ce qui y eſt contenu, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceluy, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Preſentes, ſignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoi, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Preſentes. Donné à Paris le cinquiéme Decembre mil ſept cent dix-huit, & de Nôtre Regne le quatriéme. ANNO 1718.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Régent préſent,

Signé,

PHILIPPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, ſur lacs de ſoye bleüe treſſés d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal, ſoûtenu par deux Anges.

CCVII.

Convention entre CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique des Eſpagnes, &* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *touchant l'execution de quelques Articles & Points du Traité de Barriere du 15. Novembre 1715. Signée à la Haye le 22. Decembre 1718.* 22. Dec.

LE Traité de Barriere, conclu le 15. de Novembre 1715. entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant pu avoir ſon execution à l'égard de quelques Articles, à cauſe des dificultez, qu'on y a rencontrées, & Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances, eſtant également portées à lever ces dificultez par les moyens le plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'eſt propoſé par ledit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une ſolide amitié & bonne intelligence, à laquelle on eſt porté de part & d'autre, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances, ont nommé, & commis pour traiter & en convenir; à ſçavoir, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, le Sieur Hercule Joſeph Louïs Turinetti Marquis de Prié & de Pancalier, Comte de Mittebourg & de Caſtillon; Seigneur de Saint Servolo & Caſtelnovo en Carniole, de Fridaw & Rabonſtein en Autriche, de Schiurge, Belvar, & Saint Miclos en Hongrie, Grand d'Eſpagne, Chevalier de l'Ordre de l'Anonciade, Conſeiller intime d'Etat de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Miniſtre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Païs-Bas, & ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire pour la concluſion & ſignature du préſent Traité, pour l'execution de celui de la Barriere: Sa Majeſté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Cauversham, Baron de Reding & d'Oukley, Général d'Infanterie, Colonel du ſecond Regiment des Gardes à pied, Gouverneur de l'Iſle de Wight, Maiſtre de la Garderobe, Conſeiller d'Eſtat, Chevalier du très-noble & très-ancien Ordre de St. André, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; & Leurs Hautes Puiſſances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorſt, du Corps de la Nobleſſe du quartier de Veluwe, en la Province de Gueldre; Wigbolt vander Does, Seigneur de Noortwyck; de l'Ordre de la Nobleſſe d'Hollande & Weſtfriſe, Grand Baillif & Dyckgrave de Rhynland: Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe;

Adrien

ANNO 1718. Adrien Velters, ci-devant Échevin, Senateur & Pensionaire de la Ville de Middelbourg en Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de St. Jean à Utrecht, Aſſeſſeur dans le Conſeil des Elus, compoſant le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de la Riviere de Leck; Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlingen en Friſe; Everhard Rouſe Bourguemaître de la Ville de Deventer en Overyſſel, & Eger Tamminga, Seigneur en Zeeryp, Enum, Leerumus & t'Zandt, tous reſpectivement Députez en notre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue & Ommelandes; leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs reſpectifs, après avoir conferé pluſieurs fois enſemble, ſont convenus de la manière ſuivante.

I. Comme il eſt ſurvenu des difficultez au ſujet de l'Article 17. dudit Traité de la Barrière, qui regarde la ſureté des Frontières, & l'extenſion des limites de Leurs Hautes Puiſſances en Flandre, dont il pourroit reſulter des inconveniens, qu'on ſouhaite de part & d'autre de prevenir, on eſt convenu de ſubſtituer le préſent Article au lieu dudit Article 17.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique agrée, & aprouve que pour l'avenir les Limites des Etats Généraux en Flandre, commenceront à la Mer au Nord-Oueſt du Fort de St. Paul, à préſent démoli, lequel Sa Majeſté leur cede avec dix verges de terrain, de quatorze pieds la verge, autour de l'Avant-foſſé du côté de l'Oueſt, & au Sud: & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui eſt au Sud dudit Fort, marquée par la lettre A. ſur la Carte figurative, qui en a été formée & ſignée de part & d'autre, à travers le Polder nommé Haſegras, juſques à la jonction de la Digue de Crommendyck, marqué B., en allant le long d'un Foſſé, qui ſe trouve à l'Oueſt de ladite Digue demolie, & enſuite au Canal nommé Neeuwghedelſt, marqué C., lequel on ſuivra juſques à Neewghedelſt Dryhoeck, marqué D., de là les nouvelles limites iront le long d'un Watergang, & Foſſé, marquez E., juſques à la ligne marquée F., leſquels Watergang & Foſſé demeureront à Sa Majeſté: De la lettre F. l'on continuera le long de ladite Ligne juſques au delà du Bureau de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, marqué G., dans un Angle rentrant de la Digue duquel on traverſera le petit Polder ſur l'alignement d'un Foſſé juſques au coulant d'Eau de l'Ecluſe noire, en le continuant ſur la pointe d'une Redoute, ou Traverſe, qui eſt ſur la Digue; au delà des deux Canaux de Saute & de Soute, marquée H., près du Fort de St. Donas, lequel Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté & proprieté aux Etats Généraux, de même que la Souveraineté de tout le terrain ſitué au Nord de la ligne, marqué ci-deſſus, moyennant que les Portes des Ecluſes audit Fort, ſeront & reſteront ôtées en tems de Paix, & qu'il ſera permis aux Intereſſez d'en baiſſer les Seuils au Niveau de celui de l'Ecluſe noire, & d'en faire la viſite quand ils le trouveront neceſſaire; afin qu'en tems de Paix l'eau ait toujours ſon libre coulant à la Mer.

Dudit poſte les nouvelles limites retourneront le long du pied exterieur de la Digue, vers le Polder nommé le Bout du Monde, de-là le long de la Digue de Mer, comme il eſt marqué ſur la Carte juſques aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la creque de Lapſchure, marquée I., & apartiendra à Leurs Hautes Puiſſances en Souveraineté, le Terrain ſitué au Nord de cette ligne.

L'on ſuivra de-là les anciennes limites juſques au Barbara Polder, auquel les nouvelles limites entreront & commenceront au pied de la Digue, en allant le long de ce Polder, & de Lauraine Polder, juſques à la longue Rue, marquée K., en les continuant à la Ligne droite le long de la même Rue, juſques à la Digue, qui va de Bouckhoute au Havre de Bouckhoute, marquée L., & de-là elles entreront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, juſques à un Angle rentrant du Gravejanſdyck, marqué M., & iront de-là le long de la Digue, juſques au Polder rouge.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté à Leurs Hautes Puiſſances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui eſt reſervé par la ligne marquée ci-deſſus, dans les Capelle, & Lauraine Polders, qui reſtera à Sa Majeſté Imperiale & Catholique. ANNO 1718.

Leurs Hautes Puiſſances permettent aux Intereſſez des Ecluſes de Bouckhoute, de les remettre où elles ont été ci-devant, & que leſdites Ecluſes ayent les coulans d'eau directement à la Mer, comme ils l'avoient avant la derniere Guerre.

Il ſera permis à Leurs Hautes Puiſſances en tems de guerre, lorſque la néceſſité de la défenſe & ſureté de leurs Frontieres l'exigera, d'occuper & faire fortifier les poſtes néceſſaires dans le Graafjanſdyk & Zydlinſdyk.

A l'égard de la Ville du Zas-de-Gand, les limites ſeront étenduës juſques à la diſtance de deux tiers de deux mille pas géometriques autour de la Ville, en commençant aux Angles des Baſtions, leſquels finiront du côté de Zelfate, ſur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zas.

Et pour la conſervation du bas Eſcaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme auſſi les Polders de Ste. Anne & Keteniſſe, bien entendu, que le territoire de Leurs Hautes Puiſſances ne s'étendra entre les Forts de la Perle, & de Liefkenshoek, qu'à mi-chemin ou à diſtance égale des deux Forts.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique remettra, auſſitôt que la Barriere ſera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puiſſances, à condition néanmoins, que la guerre venant à ceſſer, Elles remettront ledit Fort de la Perle à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, comme auſſi les Poſtes qu'elles auront occupez dans le Graafjanſdyck & Zydlingſdyck.

Leurs Hautes Puiſſances promettent de plus que ſi à l'occaſion de la ceſſion de quelques Ecluſes (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conſerveront le libre uſage en tems de Paix) ils vinſſent à ſouffrir quelque dommage ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers militaires, que non ſeulement les Etats Généraux y remedieront inceſſamment, mais auſſi qu'ils dédommageront les intéreſſez.

Et puiſque par cette nouvelle ſituation des limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, à quoi Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances ſont également intéreſſées, on conviendra des Lieux pour l'établiſſement deſdits Bureaux, & des précautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il ſera de plus ſtipulé, qu'une juſte évaluation ſera faite dans le terme de trois mois des revenus, que le Souverain tire des Terres qui ſe trouveront cedées à Leurs Hautes Puiſſances par cet Article, comme auſſi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, ſur le pied qu'ils ont été accordez depuis trente ans en deça, à être deduits & defalquez ſur le ſubſide annuel de cinq cens mille Ecus, ſans que pour cette évaluation on pourra retarder le payement dudit ſubſide. Leſquelles Terres ne pourront être chargées d'impoſitions, ni d'autres taxes au de-là de ce qu'elles contribuent à préſent dans les charges publiques, ſuivant ladite évaluation qui en ſera faite.

La Religion Catholique Romaine ſera conſervée & maintenuë aux Lieux ci-deſſus comme à préſent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même étenduë qu'on a ſtipulé cette liberté par l'Article dix-huit du Traité de Barriere.

Les Proprietaires des Terres & autres Biens, ſituez dans l'étenduë deſdites ceſſions, en retiendront la pleine proprieté, & jouïſſance, avec toutes les Prérogatives & Droits y attachez, nuls reſervez, nuls exceptez, & ſeront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & Biens continuez, & maintenus dans la proprieté & poſſeſſion paiſible des Juriſdictions, qui leur y apartiennent en tous dégrés de Juſtice, haute, moyenne, & baſſe, comme les uns & les autres en ont joui juſques à préſent.

Le Fort de Rodenhuyſe ſera raſé, & les differens touchant le Canal de Bruges, ſeront remis à la déciſion d'Arbitres neutres, à choiſir de part & d'autre, bien entendu que par la ceſſion du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluſe n'auront pas plus de droit ſur ledit Canal qu'avant cette ceſſion.

Au

ANNO 1718. Au moyen des ceſſions compriſes dans cet Article, Leurs Hautes Puiſſances ſe deſiſtent de toutes les autres Terres & Lieux, qui leur ont été cedez, par l'Article 17. du Traité de Barriere, leſquels demeureront comme auparavant ſous la Domination de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

II. Comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique a promis par l'Article 19. du Traité de la Barriere, de faire payer annuellement à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies la ſomme de cinq cens mille Ecus, faiſant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande, aux termes marquez par ledit Traité, en conſideration des grands fraix & dépenſes extraordinaires, auxquelles les Seigneurs Etats Généraux ſont indiſpenſablement obligez, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils ſe ſont engagez par ledit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barriere, que pour ſubvenir aux groſſes charges, abſolument néceſſaires pour l'entretien & reparation des Fortifications deſdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche.

Et Sa Majeſté voulant que ſa promeſſe ſoit exécutée ponctuellement ſelon la teneur dudit Article 19., ayant pour cet effet fait connoître à Leurs Hautes Puiſſances les difficultez, & les inconveniens qui pourroient ſe rencontrer dans l'exécution dudit Article, comme auſſi de l'Article ſeparé dudit Traité, par raport aux aſſignations données ſur les ſubſides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, Diſtricts, & Châtelenies y énoncées, pour la ſomme de 640000. florins de Hollande.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & les Seigneurs Etats Généraux, ſont convenus d'une autre forme de repartition, & d'une autre Hypotheque ſpeciale, qui ſera ſurrogée à la place des ſuſdites Hypotheques, & aſſignations, ſur le ſubſide des Provinces de Brabant & de Flandres, par deſſus l'Hypotheque générale ſur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, ſtipulé par ledit Traité.

Sçavoir, que Sa Majeſté Imperiale & Catholique pour aſſurer & faciliter d'autant plus le payement dudit ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, aſſigne une ſomme de ſept cens mille florins de Hollande, ou deux cens quatre-vingt mille Ecus, au lieu de celle de ſix cens dix mille Florins, repartie ſur les Païs, les Villes & Châtelenies, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus conſiſtent dans les aides, & ſubſides deſdites Villes & Chatelenies, les moyens courans communement apellez les Droits des quatre Membres de Flandres, & autres Droits Dominiaux, les quatre Patars par Bonnier, & autres impoſitions pour les Fortifications; le Rachat des Cantines Militaires, les émolumens, Uſtenciles, & autres gratifications, qui ſe payoient du tems que leſdites Villes & Châtelenies étoient au pouvoir de la France, aux Intendans, Gouverneurs & autres Officiers de l'Etat Major des Places; Et généralement tous les Droits & Impoſitions, dont Leurs Hautes Puiſſances ont joui juſques à préſent en tout, ou en partie, ſans exception quelconque.

A condition qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ni changement, qui puiſſe porter du préjudice à ladite Hypotheque.

L'adjudication de la ferme deſdits Droits des quatre Membres de Flandres, ſe fera en public, & aux plus offrans, bien entendu, qu'en cas d'inſolvabilité des Fermiers & de leurs cautions, Sa Majeſté Imperiale & Catholique y ſuplera des autres branches & revenus des Villes & Chatelenies ſuſmentionnées, ou de ſes revenus Dominiaux dans les autres Païs bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par là, à la ſomme de ſept cens mille Florins par an.

Et lorſqu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de ladite Ferme, ou des Aides, & autres Droits & Impoſitions, ci-deſſus ſpécifiées, ſeroient hors d'état de produire la ſomme entiére de ſept cens mille Florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourvû à cette moderation par quelque autre moyen ſuffiſant, à leur contentement.

Aſſigne & affecte Sa Majeſté Imperiale & Catholique, les cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, ou deux cens vingt mille Ecus reſtans ſur tous les revenus des Bureaux ſuſmentionnez des Droits d'entrée & de ſortie des Païs-bas Autrichiens, qui ne ſont engagez que ſubſidiairement à Leurs Hautes Puiſſances pour des levées d'argent, faites par Elles en pluſieurs rencontres, ou pour des rentes conſtituées dans le Païs, & autres pareilles charges fixes. ANNO 1718.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Burgerhout, de Tirlemont, de Charleroi, de Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nieuport, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, leſquels tous enſemble, & chacun en particulier, ſerviront d'Hypotheque ſpeciale, pour ladite ſomme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande.

Et pour plus grande ſureté du payement de ladite ſomme, engage Sa Majeſté ſur le pied d'un fonds ſubſidiaire & ſupletoire la ſomme de deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Droits d'entrée & de ſortie de Gand, Bruges & Oſtende, promettant de les faire décharger entierement dans cinq années, de ce qui reſte à payer pour le rembourſement & intérêts d'un million quarante mille ſix cens Florins, qui ont été levez en 1710. ſur ces trois Bureaux.

Promet auſſi Sa Majeſté, qu'on ne fera aucun changement dans les Droits d'entrée & de ſortie, qui pourront en diminuer le revenu au préjudice de l'Hypotheque.

Et ſi Sa Majeſté dans la ſuite du tems jugeoit néceſſaire de faire quelque changement à la levée deſdits Droits, par lequel ils ſeroient diminuez, on ne pourra établir ce changement qu'après qu'on aura aſſigné un fonds ſuffiſant pour ſupléer à cette diminution.

Ordonne Sa Majeſté Imperiale & Catholique dès à préſent, & par cette Convention au Receveur Général des Finances de Sa Majeſté, & à celui qui ſera établi en chef pour les ſuſdits Païs retrocedez, qu'en vertu de la préſente, & ſur une Copie d'icelle, ils ayent à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Decembre de l'année mille ſept cens dix-huit au Receveur Général des Etats Généraux, ſçavoir celui deſdits Païs retrocedez en telles eſpeces d'argent, ou telle monnoye qu'on reçoit aux Bureaux, & à la recette générale de Sa Majeſté, un juſte quartal de la ſomme de deux cens quatre-vingt mille Ecus, ou de ſept cens mille Florins de Hollande, & le Receveur Général des Finances de Sa Majeſté dans la Ville d'Anvers, auſſi un juſte quartal de la ſomme reſtante de cinq cens cinquante mille Florins, ou 200. vingt mille Ecus, ſans attendre autre ordre ou d'aſſignation, la préſente leur devant ſervir d'ordre ou d'aſſignation dès à préſent & pour lors, & leſdits payemens leur ſeront paſſez en compte à la charge de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, comme s'ils les avoient fait à Elle-même.

Quant aux arrerages dudit ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, échus depuis le 15. du mois de Novembre 1715., jour de la ſignature du Traité de la Barriere, juſqu'au dernier du mois de Novembre paſſé, on eſt convenu, pour éviter toute diſcuſſion touchant le raport pendant ledit terme, des revenus des Villes & Châtelenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excedé trois cens mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme Leurs Hautes Puiſſances l'ont fait voir par les Etats qu'Elles en ont fait dreſſer & communiquer, & qui ont été examinez par un des Commis des Finances de Sa Majeſté Imperiale & Catholique. Et pour finir de même les conteſtations ſurvenuës à cauſe de l'inexecution de quelques Articles dudit Traité au ſujet du payement deſdits arrerages, depuis le 15. de Novembre 1715., juſques au premier de Janvier 1718., que de la part des Etats Généraux on a fait monter au delà de quatre cens mille Ecus, Leurs Hautes Puiſſances ſe contenteront pour tous ces arrerages depuis le 15. de Novembre 1715., juſqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cens mille Florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, juſques à l'extinction de cette ſomme totale, pourvu que le ſubſide entier leur ſoit payé, depuis le commencement de la préſente année de la manière ſuivante.

Sçavoir que les arrerages des huit premiers mois de la préſente année, faiſant la ſomme de 333333. Flo-

ANNO 1718. Florins 6. Sols 8. Deniers de Hollande, ſeront payez de la même manière, par portions de 20000. Ecus par an, comme dit eſt, immediatement après les payemens deſdits arrerages des années précédentes.

Pour ſureté du payement des uns & des autres, Sa Majeſté Imperiale & Catholique engage & affecte, par forme d'Hypotheque ſpeciale, les Droits d'entrée, & de ſortie des Bureaux de Gand, Bruges & Oſtende, par deſſus & ſans préjudice de l'engagement ſubſidiaire deſdits Bureaux pour la ſomme de 250000. Florins de Hollande par an, ſtipulée par la préſente Convention.

Pour plus grande ſureté de quoi les Adminiſtrateurs Généraux des Droits d'entrée & de ſortie, ſe chargeront par l'Acte de ſoumiſſion qu'ils paſſeront pour le payement annuel de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, pendant les ſix années de leur Adminiſtration, de celui des ſix premieres portions ou termes deſdits arrerages : & après l'expiration du tems de leur contract ou recette, le reſte ſera payé par quartal, par les nouveaux Adminiſtrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie & recette deſdits Droits à Gand, Bruges & Oſtende, de la manière & ſous les engagemens, ſtipulez pour l'aſſurance du payement des cinq cens cinquante mille Florins.

Les ſurplus, ou les trois mois reſtans des arrerages de la préſente année, faiſant la ſomme de cent vingt-cinq mille Florins de Hollande, ſera payé en mille ſept cens vingt, Sa Majeſté Imperiale & Catholique affectant ſpecialement à ce payement le revenu des Villes & Châtelenies retrocedées par la France, par deſſus & ſans préjudice de l'affection des ſept cens mille Florins par an, faite par cette Convention.

Leurs Hautes Puiſſances jouïront des revenus des Païs retrocedez, juſques au dernier du mois de Novembre paſſé, & Elles pourront proceder par voye d'exécution au recouvrement des arrerages des revenus deſdites Villes & Châtelenies, échus & à écheoir, juſques au dernier du mois de Novembre paſſé, & ſe ſervir pour cet effet des mêmes moyens d'execution contre les Etats (à la reſerve des Eccleſiaſtiques) Magiſtrats, Villes & Châtelenies, Fermiers & autres, qu'elles ont ſtipulez pour le recouvrement des ſept cens mille Florins par an, aſſignez ſur leſdits revenus, & ſe pourront ſervir auſſi des mêmes moyens à l'égard des cent vingt cinq mille Florins, qui leur ſont aſſignez conformement à l'Article précédent.

Et comme Sa Majeſté a donné ſes Droits d'entrée & de ſortie en Adminiſtration & direction, avec obligation aux Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs deſdits Droits, de payer annuellement une ſomme fixe, au plus grand profit des Finances de Sa Majeſté, les Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs des ſuſdits Droits paſſeront un Acte, par lequel ils s'obligeront, ſous condamnation volontaire, laquelle ſera decretée par le grand Conſeil de Malines, & par ceux de Brabant & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant le tems de leur Adminiſtration, ledit quartal de la ſomme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, au Receveur Général des Provinces-Unies, ou à ſes ordres, comme dit eſt, & le préſent Article ſuffira, pour la décharge deſdits Adminiſtrateurs, ou Directeurs, avec la Quitance dudit Receveur Général des Provinces-Unies.

Leſdits Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs, s'obligeront par le même Acte de rembourſer dans cinq années en payemens égaux, ce qui reſte à payer aux Etats Généraux en rembourſement des ſuſdits un million quarante mille ſix cens vingt cinq Florins, levez en mille ſept cens dix, ſur les Bureaux de Gand, Bruges & Oſtende, avec les intérêts qui écherront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux ſoient entierement déchargez de ladite levée.

Et au défaut du payement de la maniere reglée ci-deſſus, tant des ſommes du ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins, monnoye de Hollande, que dudit rembourſement, pourront les Seigneurs Etats Généraux proceder aux moyens de contrainte & d'execution, même par voye de fait, contre le Receveur Général des Finances de Sa Majeſté, & contre celui des Païs retrocedez, qui ſeront l'un & l'autre reſponſables, & pourront être executez pour les Receveurs particuliers & ſubalternes, des fonds aſſignez dans leurs départemens, s'ils venoient tant les ſuſdits premiers, que les autres à détourner quelque choſe de leur recette générale, ou particuliere, au préjudice de ce qui eſt porté par la preſente Convention ; bien entendu, que cet Article n'aura lieu contre le Receveur Général des Finances, qu'en cas de regie des Droits d'entrée & de ſortie. ANNO 1718.

Sa Majeſté accorde le même Droit d'execution tant contre les Bureaux engagez ci-deſſus par Hypotheque ſpeciale, que contre les Bureaux engagez ſubſidiairement au défaut des premiers, & contre les fonds même dudit Païs retrocedé, comme auſſi contre les Etats, excepté contre les Eccleſiaſtiques, & contre les Magiſtrats des Villes & Châtelenies dudit Païs retrocedé, s'ils venoient à faire difficulté, ou à porter de trop longs délais, à repartir & fournir les Impoſitions qu'ils doivent à Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

Et cette exécution contre leſdits Etats, excepté les Eccleſiaſtiques, & contre leſdits Magiſtrats, ſe fera au nom, & de la part de Sa Majeſté, & de la manière accoutumée, Sa Majeſté autoriſant à cet effet les Gouverneurs des Places de la Barriere, qui lui ont prêté ſerment, & y ſoumettant leſdits Etats, excepté les Eccleſiaſtiques, & leſdits Magiſtrats, en vertu de la préſente Convention, auſſi-bien que leſdits fonds, comme y étoient ſoumis ceux qui étoient hypothequez ſpecialement, & aſſignés pour les ſommes reſpectives du ſuſdit ſubſide, par les Articles 19. & ſeparé du Traité de la Barriere.

Les Officiers de Juſtice à qui il apartiendra, ſeront obligez de donner l'aſſiſtance néceſſaire de leur office, lors que ceux, qui ſeront Porteurs des condamnations volontaires, qui ſeront décrétées & expediées en faveur de Leurs Hautes Puiſſances contre les Adminiſtrateurs des Droits d'entrée & de ſortie de Sa Majeſté, de même qu'à la charge de leurs aſſociez, auront recours à eux, afin de proceder à l'execution deſdites condamnations volontaires, ſuivant l'uſage reçu aux Tribunaux, où elles auront été expediées, de la même manière qu'on eſt accoutumé d'y exécuter les Sentences, que les Natifs, & autres Habitans des Païs-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Païs-Bas retrocedez (à la reſerve des Eccleſiaſtiques) Magiſtrats, Bureaux, & fonds, on pourra les exécuter de la manière qu'on en eſt convenu par le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'Ordre que Sa Majeſté donnera au Gouverneur Général des Païs-Bas Autrichiens, la préſente Convention ſervira d'Ordre & d'Inſtruction ſpeciale & irrevocable, pour lui & ſes Succeſſeurs à venir, en vertu de laquelle ils ſeront obligez d'executer, & de faire executer, ce qui eſt porté par la préſente Convention, avec défenſe expreſſe de ne divertir, ni permettre, que par le Conſeil d'Etat & des Finances, le Directeur Général des Finances, ou tel autre que ce puiſſe être, ſoit divertie aucune ſomme des revenus ſuſmentionnez, deſdites Villes & Châtelenies, ni de ladite Adminiſtration, regie & recette des Droits d'entrée & de ſortie, pour quelque beſoin, que ce puiſſe être, même le plus eſſentiel, & le plus preſſant du ſervice, ſi ce n'eſt de ce qui reſtera après le payement des ſuſdits quartaux, lequel payement ne pourra être retardé, moins refuſé, ſous prétexte des compenſations, liquidations, ou autres prétenſions, de quelque nom ou nature qu'elles puiſſent être ; au moyen de quoi Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux renoncent, & ſe départent entiérement en vertu de la préſente Convention, de toute action & Hypotheque, qui avoient été ſtipulées par les Articles dix-neuvième, & ſéparé du Traité de Barriere, à la charge des Provinces de Brabant & de Flandres, leurs Départemens, Châtelenies, les ſept Quartiers d'Anvers, & contre les Etats & Receveurs deſdites Provinces.

III. Le payement des intérêts des ſommes levées ſur le revenu des Poſtes aux Païs-Bas Autrichiens, étant fort en arrière, Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet & s'engage, d'y remedier, en faiſant le plûtôt qu'il ſera poſſible, le rembourſement entier de ce qui eſt dû des Intérêts & du Capital : & en attendant que cela ſoit executé, Sa Majeſté Imperiale & Catholique donnera des ordres très-précis, pour que le revenu des Poſtes ſoit employé, conformement aux Obliga-

ANNO 1718. bligations, & qu'il n'en ſoit rien détourné au préjudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux ayant fait des avances conſiderables pour le payement des intérêts des levées d'argent, ſpécifiées au Traité de la Barrière, il a été convenu & accordé, que la ſomme de ſept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, que Sa Majeſté Catholique doit à Leurs Hautes Puiſſances ſuivant la Liquidation, arrêtée ce jourd'hui 22. Decembre 1718., ſera rembourſée en portions égales de vingt mille Ecus, ou cinquante mille Florins de Hollande, par an, à commencer immédiatement après les ſix ans de la préſente Adminiſtration générale, des Droits d'entrée & de ſortie, Sa Majeſté Imperiale & Catholique engageant leſdits Droits en Flandre, tels qu'on les leve à préſent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite Adminiſtration générale, pour le rembourſement de ladite ſomme de ſept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, par forme d'Hypotheque ſpéciale: & en attendant & juſqu'au rembourſement effectif, elle fera payer les intérêts, à raiſon de deux & demi pour cent par an de ladite ſomme, ou de la partie qui n'en aura pas été rembourſée.

Pour faciliter le payement deſdits intérêts de deux & demi pour cent par an, Leurs Hautes Puiſſances conſentent, qu'ils ſoient pris ſur le double canon par an des huit cens mille Florins, levez ſur les revenus de la Province de Namur, & ſubſidiairement ſur ceux de la Mairie, & de la Province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon ſera continué à proportion du tems, que le rembourſement deſdits huit cens mille Florins, ſera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les differens, touchant l'Artillerie & les Magaſins de guerre, & ſpecialement touchant la proprieté de ceux de Venlo, St. Michel & Stevenſwaart, Places cedées aux Etats Généraux par le Traité de Barrière; Sa Majeſté Imperiale & Catholique renonce à cette Artillerie & ces Magaſins, moyennant que Leurs Hautes Puiſſances ſe déſiſtent, comme Elles font par la préſente Convention, du payement qui leur eſt dû, en vertu de l'Acte paſſé à Anvers le trentième du mois de Janvier mille ſept cens ſeize, par le Sieur Comte de Koenigſegg, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, des Poudres, Plomb, & quelques autres Munitions de guerre, que les Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique ont priſes pour ſon compte, conformement audit Acte, & aux Liſtes, ſignées par leſdits Commiſſaires, dont la valeur eſt au de-là de cent mille Florins; au reſte Sa Majeſté Imperiale & Catholique ne prétend rien à titre des Poudres, & autres Munitions qui furent trouvées, apartenantes à la France, à la reduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres Places des Païs-Bas Autrichiens.

VI. Les Etats Généraux remettront inceſſamment après l'échange des Ratifications de la préſente Convention, à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, la poſſeſſion, & jouïſſance de toutes les Villes, Châtelenies, Diſtricts & Départemens retrocedez par la France; ſuivant la teneur du premier Article du Traité de Barrière. Et Sa Majeſté Imperiale & Catholique remettra pareillement inceſſamment après ledit échange des Ratifications, à Leurs Hautes Puiſſances la poſſeſſion du Terrain & des Polders qu'Elle leur a cedez en Flandre par l'Article premier de cette Convention.

VII. Au reſte le Traité de Barrière, & l'Article ſeparé du quinzième de Novembre mille ſept cens quinze, ſeront confirmez, comme ils ſont confirmez par ces préſentes, en tout & en chacun de leurs Articles de cette Convention.

VIII. Comme pour plus grande ſureté & execution du Traité de la Barrière, Sa Majeſté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainſi Sadite Majeſté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la preſente Convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le preſent Traité ſera ratifié & aprouvé par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, par Sa Majeſté Britannique, & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification ſeront délivrées dans le terme de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. ANNO 1718.

En foi de quoi nous Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & de Sa Majeſté Britannique, & Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms, ſigné ces préſentes de nos ſeings ordinaires, & à icelles fait apoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt-deuxième Decembre mille ſept cens dix-huit.

Signé,

LE M. DE PRIE'. (L.S.) CADOGAN. (L.S.) J.B.v. WYNBERGEN. (L.S.)

(L.S.) W. VANDER DOES.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. G. TAETS VAN AMERONGEN.

(L.S.) D. D. KEMPENAER.

(L.S.) EVERHARD ROUSE.

(L.S.) E. TAMMINGA.

CCVIII.

Declaration de Guerre du Roi de la GRANDE-BRETAGNE, *contre le Roi d'*ESPAGNE. *Donnée le 27. Decembre 1718. & publiée le 28.* 27. Dec.

GEORGE ROI.

COMME Nous étions engagez par divers Traitez, de maintenir la Neutralité d'Italie, & de défendre nôtre bon Frére, l'Empereur d'Allemagne, dans la poſſeſſion des Royaumes, Provinces, & Droits, dont il jouïſſoit en Europe; & que Nous ſouhaitions très-ardemment, d'établir la Paix & la Tranquillité de la Chrétienté, ſur les fondemens les plus juſtes & les plus durables qu'il Nous étoit poſſible: Nous avons pour cet effet communiqué de tems en tems nos penſées & intentions pacifiques au Roi d'Eſpagne, par ſes Miniſtres; & Nous avions conçû l'eſperance, qu'elles auroient eu ſon approbation. Et comme ledit Roi d'Eſpagne avoit envahi par des hoſtilitez & d'une maniére injuſte, l'Iſle & Royaume de *Sardaigne*, nous lui fimes faire des Repréſentations les plus amiables à ce ſujet; mais Nous trouvant obligez de maintenir & de renforcer nos inſtances par un Armement naval, Nous envoyâmes l'Eté dernier nôtre Flote dans la *Méditerranée*, avec une pleine & ſincére intention, de nous ſervir de ſa préſence dans cette Mer, pour appuyer les Négociations de Paix, afin de reconcilier les Parties qui étoient en Guerre, & prévenir par ce moyen les diverſes calamitez qui doivent s'en enſuivre.

Et comme auſſi, pour témoigner nos très-ſincéres intentions pour la Paix, Nous envoyâmes à *Madrid* nôtre très-fidelle & bien-aimé Couſin & Conſeiller, Jaques Comte Stanhope, un de nos principaux Secrétaires d'Etat, avec un Plein-pouvoir & des Inſtructions, pour y offrir nos efforts les plus officieux & ſincéres, afin de rétablir le Repos de l'Europe, & cultiver & augmenter l'amitié dudit Roi d'Eſpagne. Et comme malgré toutes les inſtances que Nous ayons pû faire, & toutes les marques d'amitié & d'affection que Nous ayons pû donner dans cette occaſion, nôtre dit Plenipotentiaire revint ſans la moindre eſpérance d'aucune diſpoſition pacifique dans ladite Cour d'Eſpagne; & nôtre Amiral dans la *Méditerranée* ne trouvant auſſi aucun penchant vers des meſures amiables, fut obligé d'aſſiſter & de proteger par la force les Etats de l'Empereur, qui étoient dans un danger éminent, par l'invaſion du Royaume de *Sicile*, & par les Flotes & les Armées conſidérables que ledit Roi d'Eſpagne avoit dans ces Quartiers-là.

Et comme après tous nos efforts, Nous avons trouvé que ledit Roi d'Eſpagne, bien loin de vouloir écouter des Propoſitions d'amitié & d'accommodement, avoit non-ſeulement ſaiſi les perſonnes & les effets de nos Sujets, réſidans dans ſes Etats, contre la véritable teneur & intention des Traitez ſolemnels

ANNO 1718. entre Nous ; mais qu'il a auſſi donné des ordres à ſes Sujets d'armer contre Nous, & contre nos Sujets, de les attaquer, les ſaiſir & les détruire, de même que leurs Biens, leurs Vaiſſeaux, & leurs Effets, dans quelque endroit qu'ils puiſſent les rencontrer. Et comme cette conduite violente & non méritée Nous a mis dans la néceſſité de pourvoir au bien & à la ſûreté de nos Royaumes, & de tous nos chers Sujets, qui peuvent être expoſez aux dangers de ces Hoſtilitez, ſans être autoriſez de repouſſer la force ; Nous avons été obligez avec regret, de rappeller tout ce qui s'eſt fait de contraire à l'amitié, & qui ne ſe peut juſtifier, contre Nous & contre nos Sujets, depuis preſque nôtre avenement au Trône de ces Royaumes.

On n'auroit jamais fini, ſi l'on vouloit rapporter les plaintes de nos Sujets, touchant les infractions des Traitez, la violation de Privileges anciens & établis, & les injuſtes oppoſitions faites à leur Commerce accoûtumé ; ſur quoi nos Miniſtres à la Cour d'Eſpagne y ont de tems en tems donné des Mémoires & des Repréſentations : Mais malgré leurs inſtances reïterées & très-preſſantes, ils n'ont preſque jamais pû obtenir le moindre redreſſement de la Cour d'Eſpagne, qui par-là a rendu inefficaces les avantages, que Nous eſperions d'avoir procuré à nos bons Sujets par des Traitez & des Conventions.

Et de plus, comme il Nous paroit par la conduite du Roi d'Eſpagne, & ſur tout, ſuivant que nous le concevons, à l'inſtigation & par les pernicieux conſeils de ſon premier Miniſtre, par les avis duquel le véritable intérêt de l'Eſpagne ſemble être entiérement ſacrifié, & les Sujets de ce Païs-là ſont non-ſeulement négligez, mais auſſi opprimez ; que ledit Roi, ſous couleur de balancer le pouvoir de l'Empereur, & d'aſſurer la liberté des Princes d'Italie, a levé des Armées conſidérables, équipé un grand nombre de Vaiſſeaux de guerre, & fait des préparatifs extraordinaires tant par Mer que par Terre ; ce qui ne tendoit qu'à l'éxécution de dangereux deſſeins, pour enfreindre les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, ſur leſquels la Paix de l'Europe étoit fondée, & pour unir ſur une même Tête, lors-que l'occaſion s'en préſenteroit, les Couronnes de France & d'Eſpagne, dont la ſéparation a déja coûté tant de ſang & de Treſors, & ce que dans tous les tems à venir, on doit ſonger à prévenir avec toute l'attention poſſible, & s'y oppoſer par tous les moyens que Dieu a mis entre les mains des Princes & Etats voiſins, intéreſſez dans ce fatal évenement.

Nous paſſons ſous ſilence les encouragemens qu'on a donnez au *Prétendant* à nôtre Couronne, & à ſes Adherens, les efforts qu'on a faits pour exciter d'autres Princes contre Nous, avec les fréquentes menaces dont on s'eſt ſervi, & qui ne conviennent nullement à la Dignité des Têtes couronnées. Cependant, Nous étions prêts & diſpoſez de paſſer par deſſus toutes ces choſes, & pluſieurs autres inſultes & affronts, ſi Nous avions pû trouver dans ladite Cour d'Eſpagne, la moindre diſpoſition à entretenir une amitié bonne & raiſonnable. Mais comme tous ces Procedez ont enfin abouti à des hoſtilitez ouvertes, & que ni l'interpoſition de nôtre bon Frere le Roi Trés-Chrétien, ni aucun autre moyen qu'on ait employé, n'a pû Nous procurer, ni à nos Alliez, ni à nos Sujets, aucun juſte redreſſement, ni aucune ſatisfaction ; Nous n'avons pû démeurer plus longtems dans l'inaction, & voir nôtre Honneur maltraité, nos bons Amis & Alliez injuſtement envahis, nos Sujets attaquez & dépouillez, leur Commerce défendu, & tout le préjudice qu'on a pû leur faire, ſans en témoigner nôtre reſſentiment de la maniere dont Nous le devons, & en prenant les Armes pour nôtre juſte defenſe, & pour Nous faire Juſtice à Nous-mêmes, à nos Alliez & à nos Sujets, contre les violentes entrepriſes dudit Roi d'Eſpagne. ANNO 1718.

A ces Cauſes mettant notre plus grande confiance dans le ſecours de Dieu Tout-Puiſſant, qui connoit les intentions bonnes & pacifiques que nous avons toûjours euës, Nous avons trouvé à propos de déclarer la Guerre audit Roi d'Eſpagne, & effectivement la lui déclarons par ces préſentes. Et Nous voulons, en conſequence de cette Déclaration, pourſuivre vigoureuſement ladite Guerre, conjointement avec nos Alliez ; étant aſſûrez du prompt ſecours de tous nos chers Sujets, dans une Cauſe qui intereſſe ſi fort l'honneur de nôtre Couronne, le maintien des Traitez ſolemnels & des Engagemens, & la conſervation des Droits & des Avantages de nos Sujets. Et Nous voulons par ces préſentes, & requerons le Général de nos Forces, les Commiſſaires qui exercent la Charge de Grand Amiral, nos Lieutenans des diverſes Provinces, les Gouverneurs de nos Places & Fortereſſes, & tous autres Officiers & Soldats ſous leur commandement, par Mer & par Terre, de faire & d'éxécuter tous Actes d'hoſtilitez dans la pourſuite de cette Guerre contre ledit Roi d'Eſpagne, ſes Vaſſaux & ſes Sujets, de s'oppoſer à leurs entrepriſes. Et nous défendons à tous nos Sujets, & avertiſſons toutes autres perſonnes, de quelque Nation qu'elles ſoient, de ne point tranſporter des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs, ou Colonie dudit Roi d'Eſpagne ; déclarant que quelque Vaiſſeau que ce ſoit, qui ſera trouvé tranſportant des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs ou Colonie dudit Roi d'Eſpagne, s'il eſt pris, il ſera condamné comme de bonne priſe. Et comme il y a divers Sujets du Roi d'Eſpagne qui reſtent dans nos Royaumes, malgré le traitement que pluſieurs de nos Sujets ont reçû dans ce Royaume-là, Nous déclarons par ces préſentes, que nôtre Intention Royale eſt, que tous les Sujets d'Eſpagne, qui ſe comporteront fidellement envers Nous, ſoient aſſûrez dans leurs perſonnes & dans leurs biens. Donné dans nôtre Cour à *St. James* le 27. Decembre 1718., l'an 5me de nôtre Régne.

VIVE LE ROI.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE II.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1719.

5. Janv. — *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains comme Souverain des Païs Héréditaires, & les Rois de la* GRANDE-BRETAGNE *& de* POLOGNE *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719. 1

8. Janv. — *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur le sujet de la Rupture entre la France & l'Espagne.* 3

9. Janv. — *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janv.* 1719. 7

Mars. — *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick.* 8

19. Août. — *Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe* MARIE JOSEPH, *Epouſe du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. ibid.

18. Nov. — *Conventio inter* SACRAM CÆSAREAM *& Catholicam Majeſtatem & Regiæ Majeſtates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimeſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quo quidem elapſo, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis* 18. *Novembris* 1719. Cum *Binis ſeparatis Articulis & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* 12

$\frac{22}{23}$. Nov. — *Traité de Paix entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur & Duc de Brunswick &* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchés de Bremen, & de Verden ſont cedez audit Roi, comme Electeur & Duc de Brunswick, avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les poſſedoit par la Paix de Weſtphalie, y compris ſpecialement le Droit de voix & de Séance aux Diètes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, & les Droits ſur le Chapitre Cathedral de Hambourg & ſur celui de Breme; comme auſſi la proprieté de la Ville de Wilshauſen avec ſon Bailliage, tenue cidevant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur & Duc promet à Sa Majeſté Suedoiſe, de lui faire payer en trois Termes une Somme d'un Million d'Ecus Monnoye de Leipzick, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Juſtice conformément aux promeſſes du feu Roi* CHARLES XII. *à ceux, qui ſe trouveront avoir été grevés, dans la grande & generale Reduction qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maiſon de Holſtein-Gottorp, & de même de les renouveller preſentement ſelon & en conformité de la Conjonction preſente. Fait à Stockholm le* $\frac{22}{23}$. *Novembre* 1719. Avec *les* ARTICLES SEPARES, *portant que le Roi Electeur donnera une entiere ſatisfaction à la Couronne de Suede au ſujet des Contributions exigées du Païs par ſes Generaux, avant qu'on eût pris poſſeſſion, comme auſſi, à l'égard du Magazin de la Forteresſe d'Ottersberg, du Vaiſſeau de Guerre Bremer-Schluſſel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers & Sujets du Païs, le tout ſelon le Reglement, qui en ſera fait, & convenu par des Commiſſaires, qu'on nommera ſur ce ſujet, de part & d'autre. Fait à Stockholm le* $\frac{22}{23}$. *Novembre* 1719. 15

ANNO 1719.

1720. 26. Janv. — PHILIPPI V. *Regis Hiſpaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Pariſiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præſertim in eo quod ſpectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. 17

21. Janv. 1. Fevr. — *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Suecorum Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Chriſtianiſſimo percuſſum, quo anterioribus Fœderibus reaſſumptis, & pro baſi hujus habitis, Partes conveniunt de auxilio ſibi invicem in omni caſu neceſſitatis ferendo, Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adeſſe Subſidiis & Armis in Bello præſenti contra* CZARUM *Moſcoviæ, eoque continuare ad Pacem usque reſtaurandam, Regina vero ſe & Regna ſua obſtringit ad perpetuam Guarantiam Succeſſionis Regiæ Britanniæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die* 21. *Januarii* 1720. 18

21. Janv. 1. Fevr. — *Traité de Paix entre* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de* Pruſſe, *fait & conclu par la Mediation de Leurs*

ANNO 1720. *Leurs Majeſtez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de la Grande-Bretagne & la Reine, le 18—29. Août 1719. y eſt poſé pour fondement, Sa Majeſté Suedoiſe y cede à Sa Majeſté Pruſſienne la Ville de Stetin avec le Territoire ſitué entre l'Oder & le Pehne, comme auſſi les Iſles de Wollin, & de Uſedom, & les Villes de Dam, & de Golnau avec leurs appartenances; le Pehne ſervira desormais de Limites entre la Pomeranie Pruſſienne, & la Pomeranie Suedoiſe, au cas que celle-ci puiſſe être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majeſté Pruſſienne promet d'employer ſes meilleurs offices. Quant au Droit de voix, & de ſeance aux Diètes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties ſur le pied des anciens Traitez. Au ſurplus Sa Majeſté Pruſſienne promet de conſerver les Habitans des Lieux, qui lui ſont cedez, en tous leurs Privileges & en tous leurs Droits publics & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion ſelon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune aſſiſtance au Czar de Moſcovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Poſtes, & même de donner aux Suedois une Maiſon franche à Anclam pour y recevoir & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les* ARTICLES SEPARÉS, *contenant un engagement reciproque d'aſſiſter les Evangeliques & les Reformés dans leurs juſtes Griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traités de Weſtphalie, & d'Oliva. On y convient auſſi que les Arrerages qui ſe trouveront dûs à la Suede ſur le Païs cedé au Roi de Pruſſe lui ſeront payés, & qu'on lui donnera ſatisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cauſe de la Partie non cedé, en cas que le Roi de Dannemarc qui la tient, lui en faſſe reſtitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720.* 21

17. Fevr. PHILIPPI V. *Regis Hiſpaniarum Acceſſio iterata, & per Plenipotentiarium ſuum, ad Tractatum ſive Concordatum Londini 2. Auguſti ejusdem anni initum extenſa. Acta Hugæ-Comitum 17. Febr. 1720.* 26

6. Mai. *Convention faite entre le Comte de* MERCI, *General de l'Armée Imperiale & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, portant qu'il y aura un Armiſtice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera juſques à la fin de ladite Evacuation, que cependant les Villes de Palerme, Caſtel-à-Mare, & Molo, avec leurs Forts, ſeront évacuées cinq jours après la Signature de la preſente Convention, comme auſſi la Ville d'Agouſta, mais ſeulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtimens neceſſaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne ſe doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur Argent, les Bâtimens dont ils auront beſoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.* 27

ANNO 1720.

3—12. Juin. *Traité de Paix entre la Reine & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& auſſi du Roi de* FRANCE. *Sa Majeſté Danoiſe y reſtituë à la Couronne de Suede toutes ſes Conquêtes en Pomeranie juſques au Pehne, comme auſſi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point aſſiſter le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majeſtés Suedoiſes cedent toute la Franchiſe du Sund dont les Vaiſſeaux Suedois avoient joüi auparavant, & lui promettent en outre une Somme de ſix cens mille Ecus Monnoye de Leipzich. Les Interêts du Duc* HOLSTEIN-GOTTORP *y ſont remis à ce qui en ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puiſſances Mediatrices du preſent Traité, Leursdites Majeſtez promettant de ne s'y point oppoſer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720.* 29

1721. 13. Juin. *Traité entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721.* 33

13. Juin. *Traité d'Alliance Defenſive entre la* FRANCE, l'ESPAGNE *&* la GRANDE-BRETAGNE, *à Madrid le 13. Juin 1721.* 34

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Ruſſie. Fait à Neuſtad en Finlande le 30. Août 1721.* 36

27. Sept. *Acte de Garantie ſigné par les Miniſtres de* FRANCE, *&* de la GRANDE-BRETAGNE *concernant la Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & poſſedez par Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. 39

1722. 3. Octob. *Renunciatio Sereniſſimæ Archiduciſſæ* MARIÆ AMALIÆ, *desponſatæ Sereniſſimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Provincias & Ditiones Auguſtiſſimæ Domus Auſtriacæ. Data Viennæ 3. Octobris 1722.* 40

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la* Compagnie des Indes *dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722.* 44

1723. 30. Janv. *Concluſion priſe le 30. Janvier 1723. dans la Conference des* ETATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du calcul Aſtronomique le plus exact, la Fête de Pâques ſera célébrée l'année ſuivante 1724. au 9. Avril, qu'elle ſera marquée ainſi dans le Calendrier amélioré, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année ſeront reglées ſur celle-là.* Concluſum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723. 51

19. Juin. *Articuli Diætales Hungarici in Generali Conventu a die 20. Junii 1722. usque in Menſem Junii 1723. continuato concluſi, quibus*

Anno 1723. *bus in primis Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in Sexu Masculino Annis* 1687. *&* 1715. *agnitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo Austriaca extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die* 19. *Junii Anno Domini* 1723. *Regnorum suorum, Romani XII. Hispaniarum XX. Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum Anno XIII.* 51

12—23. Sept. *Traité d'Alliance entre l'Empereur de* RUSSIE *& le Roi de* PERSE. *Conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *v. st.* 75

1724. 22. Fevr. *Traité d'Alliance entre le* CZAR, *& le Roi de* SUEDE. *Conclu à Stockholm le* 22. *Fevr.* 1724. 76

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES OCCIDENTALES *presenté à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. ibid.

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES ORIENTALES *presenté à L. H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. 78

28. Fevr. *Copia Reversalium ad implendas conditiones in Litteris Investituræ de S. R. I. Ducatibus* Hetruriæ, Parmæ *&* Placentiæ *expressas à Rege Hispaniæ* LUDOVICO. *Madriti* 28. *Febr.* 1724. 80

23. Mars. *Remontrance des trois* ETATS *du Païs & Duché de* BRABANT *à Sa Majesté Imperiale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Octroi pour l'Etablissement d'une Compagnie de Commerce & de Navigation aux Indes.* ibid.

26. Avril. *Representations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *presentées à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le* 26. *Avril* 1724. 85

14. Mai. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations données par* LOUIS XIV. *son Predecesseur contre ses Sujets de la Religion Reformée voulant que la seule Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigoureuses peines contre ceux qui refuseront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Versailles le* 14. *Mai* 1724. ibid.

1. Juillet. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la supression d'un livre écrit & publié en Langue Françoise pour le soutien* de l'infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette supression. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. 88

6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux instances du Conseil Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi Naturel. Fait à Madrid le* 6. *Septembre* 1724. 89

30. Octob. *Decretum S. R. Majestatis Poloniæ Assessoriale, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis, quo in reparationem variorum Excessuum in Collegio Patrum Jesuitarum per Plebem licentiosam perpetratorum, cum effractione forium, subversione Cathedrarum, Sellarum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione, & combustione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præsidens, ac* ZERNEK, *Vice-Præsidens Thorunenses ad ultimum supplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia supplicia destinantur. Templum insuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea possessum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magistratus Civitatis dimidiatum in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varsoviæ sub tempus Comitiorum Regii Generalium, feria secunda post Festum S. S. Simonis & Judæ Apostolorum, die* 30. *Mensis Octobris Anno Domini* 1724. *Regni vero* XXVIII. ibid.

Anno 1724. *Tractatus sive Conventio inter* BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctissimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum pro dimissione ad Sanctam Sedem* Comacli, *salvis Juribus Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii Domusque Austriacæ omnibus, tam respectu Possessorii quam Petitorii. Actum Romæ* 25. *Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS *&* RATIFICATIONIBUS. 95

5. Dec. *Acta* THORUNENSIA *in Executione Decreti S. R. Majestatis Poloniæ Assessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatissimæ Virginis* MARIÆ *Thorunensi, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majestatis Thorunensi, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertia ante Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis Mariæ proximâ. Anno Domini* 1724. 97

6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la Regle & ordre de Succession, & Union indivisible de tous les Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires de* Sa Majesté Imperiale & Catholique, *à Vienne le* 6. *Decembre* 1724. 103

1725. 13. Fevr. *Edit du Senat du Sacré Synode, de la Generalité de* RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decès du Czar* PIERRE, *la Czarine* CATHERINE ALEXIEWNA, *son Epouse est demeurée Imperatrice & Souveraine absoluë de toutes les Russies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10. *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITE' *prêté en consequence, par tous les Senateurs, Ministres Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouverent presens à St. Petersbourg, comme aussi par les Bourgeois de la Ville, le* 13. *Fevrier* 1725. 104

30. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter summum* BENEDICTUM XIII. *&* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimissione Urbis Comaclensis factæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ab eodem Augustissimo Imperatore.* 105

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1725. 30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni* 1718. *pro basi & fundamento hujus statuto, Regna Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO, *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanica in Italia & in Belgio actu possidet, suæ Sacræ Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi secundo-genito Serenissimæ Hispaniarum Reginæ Filio destinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum* CAROLI *Cæsaris, Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Mai* 1715. Sequuntur *Literæ Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* 106

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem & Sacram Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum, ad mutuam defensionem & Guarantiam eorum respective Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die* 30. *Aprilis* 1725. 113

1. Mai. *Traité de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. Avec *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 114

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum, Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte conclusa Viennæ* 7. *Junii* 1725. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque parte in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc spectantibus.* 121

Juin. *Edit de* LOUIS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extension de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedens. Donnée à Versailles au Mois de Juin* 1725. 125

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu entre Leurs Majestés* BRITANNIQUE, TRE'S-CHRE'TIENNE & PRUSSIENNE, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. AVEC TROIS ARTICLES *separés, concernant l'affaire de* Thorn *& le cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire, à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 127

23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majesté* IMPERIALE *& Catholique par les Commissaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commissaires Ottomans, sur la Libre Navigation, abstractivement de tout Commerce. A Tunis le* 23 *Septembre* 1725. 129

1726. 16. Avril. *Acte d'Accession de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance conclu entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE *le* 22. *Fevr.* 1724. *Fait à Vienne le* 16. *Avril* 1726. 130

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diéte du Païs. Donné à Mittau le* 22. *Mai* 1726. 131

4. Juin. *Autres Universaux dudit Duc, par lesquels les precedens sont declarés être faux.* ibid.

6. Août. *Traité d'Alliance Defensive entre l'Empereur des* ROMAINS *& l'Imperatrice de* RUSSIE. *Signé à Vienne le* 6. *Août* 1726. ibid.

9. Août. *Acte d'Accession des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defensive. Signé à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 133

10. Août. *Article Secret du Traité d'Alliance Defensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de* Russie *& le Roi de* PRUSSE, *le* 10. *d'Août* 1726. 135

Traité entre l'Empereur des ROMAINS *& la Regence de* TRIPOLI. *Conclu en* 1726. ibid.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le* 8. *Sept.* 1726. *selon l'Ere Chrétienne, & le* 11. *de la Lune de Muharan* 1139. *selon l'Ere de l'Hegire.* 136

Octob. *Diplome d'Asseurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats assemblés de la* REPUBLIQUE, *sur l'affaire de* COURLANDE *portant promesse de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de Païs.* Avec *le* PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* 138

12. Octob. *Traité Apocryphe de Wusterhausen, entre l'*EMPEREUR *& le Roi de* PRUSSE. *Signé le* 12. *Octobre* 1726. 139

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Regence d'Alger. Conclu à Constantinople le* 8. *Mars* 1727. 140

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727. 141

14. Mars. *Acte d'Accession de la Couronne de* SUEDE *à l'Alliance d'Hanovre. Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St.* 1727. ibid.

17. Mars. *Decret Imperial adressé à la Diéte de l'Empire & dicté le* 17. *Mars* 1727. 142

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestés les Rois de* FRANCE *& de la* GRANDE-BRETAGNE *& de* DANNEMARC.

ANNO 1727. MARC. *Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.* 144
31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.* 146
25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL. 148
1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la* Compagnie de Tranquebar. 149
6. Mars. *Convention entre les Rois d'*ESPAGNE *& d'*ANGLETERRE *sur les Préliminaires. Fait au Pardo le 6. Mars 1728.* 150
13. Avril. *Copia Plenipotentiæ Cæſ. in forma patenti cum facultate ſubſtituendi pro Comite Carolo Borromæo ſuper capeſſenda poſſeſſione Ducatus* Hetruriæ *pro* Carolo, *Infante Hispaniæ. Dat. Viennæ 13. Aprilis 1728.* 153
— *Reſcriptum Cæſareum ad Viduam Electoris Palatini, natam Hetruriæ Ducem de permittenda dicta poſſeſſione.* 154
— *Mandatum Cæſareum ad Subditos & Vaſallos Hetruriæ ſuper eadem.* ibid.
— *Decretum Cæſarem ad Senatum Florentinum, de eadem.* 155
Extrait du contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de MECKLENBOURG, *publiée par le Conſeil Aulique le 11. Mai 1728.* 156
Octroi du Roi d'Espagne accordé en 1720. à une Compagnie de la Province de GUIPUSCOA, *pour negocier aux* CARAQUES. 157
Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Defenſe mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *conclu à Seville le 9. Novembre 1729.* 158
ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 160
Laudum ou Declaration des Ducs de SAXE-GOTHA *& de* BRUNSWIC, *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *& de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril 1730.* 161
Traité d'Alliance & de Commerce entre la GRANDE-BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKEES *en Amerique.* 162

ANNO 1728. 11. Mai. 1729. 9. Nov. 21. Nov. 1730. 16. Avril. 20. Sept.

Table Chronologique du Suplement de cette derniere Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

ANNO 1721. 18. Août. *Decret de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *en date du 18. Août 1721.* 163
18. Août. *Succincte Déduction, que le Decret de Sa Majeſté Imperiale du 18. Août 1721. ſe trouve fondé ſur les anterieures Reſolutions Imperiales pour les Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Concluſions des Diétes & Reſolutions des Etats du Païs.* 164
1723. *Déduction abregée de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, ſans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts, publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden 1723.* 165
— *Reponſe au Factum des Etats d'*OOSTFRISE *tiré d'un Memoire Intitulé: Preuves que Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ſes Etats que les autres Etats immediats de l'Empire &c. Imprimé à Aurick en 1723.* 172
11. Juill. *Decret & Ordonnance de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *au College des Deputez ordinaires & Adminiſtrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à preſent, par lequel ſont caſſez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majeſté Imperiale ſuivant le contenu du Decret du 18. Août 1721. & leur ordonnant ſous peine de la Vie, de l'honneur & des Biens de s'en déſiſter, & de porter obéiſſance & fidelité à leur Prince legitime auquel ils ne s'oppoſeront pas dans tout ce qui eſt de ſon Autorité Seigneuriale ſoit dans la Diéte ou autrement. Donné le 11. Juin 1723.* 188
Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de POLOGNE *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *en date de Vienne le 10. Août 1724.* 179
Extrait du Regître des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *ſur les differens dans le Païs d'*OOSTFRISE *& les Decrets Imperiaux émanez à ce ſujet, de même que ſur la Commiſſion, & l'Execution decretées, Jeudi 22. Fevr. 1725.* 180
*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE. ibid.
Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime aux Habitans de Leehr &c. en date du 6. d'Avril 1726. 181
Reponſe des Communes du Bailliage de Leerohrt. du 10. Avril 1726. à la ſusdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime. ibid.
*Reſolution Ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRISE *du 12. Avril, ſur la Declaration des Deputez des Communes, en date de Leer le 10. Avril 1726.* ibid.
Declaration des Communes de Leer, & conſorts du 16. Avril 1726. ſur l'ulterieure & préalable Reſolution qui leur a été adreſſée du 12. Avril 1726. 182
Propoſition de Mr. de Lewe d'Adwart Deputé des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. *Faite dans ſon Audience du 24. Avril 1726.* 183
Reponſe du Prince à cette Propoſition. 184
Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince

ANNO 1723. 1724. 10. Août. 1725. 22. Fevr. — 1726. 6. Avril. 10. Avril. 12. Avril. — 16. Avril. 24. Avril. — 30. Avril.

Anno		
	*ce d'*OOSTFRISE.	187
1726.	*Reponſe du Prince d'*OOSTFRISE *aux Lettres des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *inſerées ci-deſſus, du 4. Juillet* 1726.	189
4. Juill.	*Extrait du Regître des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 6. Juillet* 1726.	101
6. Juill.	*Extrait d'une Reſolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'*OOSTFRISE *du 23. Juillet*	193
23. Juill.	*Reponſe des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale du 19. Août.*	ibid.
19. Août.	*Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix de huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti.*	194
30. Août.	*Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'*OOSTFRISE.	ibid.
	Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden.	ibid.
	Reponſe des Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale à la Lettre des Etats Generaux, en date du 9. Sept. 1726.	195
9. Sept.	*Conſiderations ſur la Propoſition des Etats Generaux de terminer les Differens d'Ooſtfriſe par un Accord à faire à la Haye ſous la Mediation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.*	197
11. Sept.	*Reſolution de L. H. P. ſur le* Pro Memoria *du Reſident de Dannemarc, du 1. Oct.* 1726.	196
1. Oct.	*Lettre du Roi de* PRUSSE *aux Etats d'*OOSTFRISE, *du 10. Mai* 1727.	198
1727. 10. Mai.	*Lettre dudit Roi de* PRUSSE *aux Etats Géneraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*	ibid.
	Extrait de la Reponſe des ETATS GENERAUX *au Roi de* PRUSSE.	199
	*Leur Reponſe au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'*EMBDEN.	ibid.
	Reſolution des ETATS GENERAUX, *ſur les affaires d'*OOSTFRISE *du 9. Juill.* 1728.	ibid.
Anno 1728. 9. Juill.	*Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances du 29. Juillet* 1728.	201
29. Juill.	*Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances de Paris le 1. Août* 1728.	ibid.
1. Août.	*Copie de la Lettre de Mr. le Comte de* SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KONIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet* 1728.	202
26. Juill.	*Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet* 1728.	ibid.
23. Juill.	*Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleuri, à Paris le 29. Juillet* 1728.	ibid.
29. Juill.	*Reponſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet* 1728.	ibid.
30. Juill.	*Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à ceux des autres Alliez de Hanovre.*	203
	Seconde Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728.	205
7. Août.	*Reponſe de Sa Majeſté Imperiale à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *ſur les Affaires d'*OOSTFRISE.	ibid.
6. Sept.	*Decret de Sa Majeſté Imperiale dans leſdites affaires.*	200
13. Sept.	*Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'affaire d'*OOSTFRISE.	206
	Lettre des Embdenois à la Commiſſion.	209
1729.	*Leur Acte de Soumiſſion.*	ibid.
24. Mars.	*Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois.*	ibid.
25. Mars.	*Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince.*	210
	Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion des Embdenois.	ibid.
28. Mars.	*Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur ladite Soumiſſion.*	211
12. Sept.	*Autre Reſolution plus étenduë de Sa Majeſté Imperiale.*	ibid.
1730. 30. Août.		

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Païs Hereditaires, & les Rois de la GRANDE BRETAGNE *& de* POLOGNE, *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719.

ANNO 1719. Janv.

IN NOMINE SANCTISSIMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

QUandoquidem Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, tanquam Regnorum, Ditionumque suarum Hæreditariarum Dominus, & Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvico-Luneburgensis, itemque Sua Regia Majestas Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, solo atque unico mutuæ defensionis, ac conservandarum Provinciarum Ditionumque suarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Constitutiones juxta insitam præsentemque uniuscujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi studio ducti, arctioris inter se conjunctionis & Confœderationis faciendæ, cogitationes susceperunt, & hunc in finem Mandatis suis instruxerunt, scilicet Sua Cæsarea Regia Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudiæ, & Pedemontium Principem, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareschallum, ac Belgii Austriaci cum plena potestate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illustrissimum & Excellentissimum, Sacri Romani Imperii Hæreditarium Thesaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sintzendorff, liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum in Gefœll, superiori Seloviz, &c. Burggravium à Reineck, Supremum Hæreditarium Ensiferum ac Præcisorem in superiori & inferiori Austriâ, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis Camerarium actualem, Consiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majestas Magnæ Britanniæ quà Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Luneburgensis, illustrem Dominum, Franciscum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynastam, pedestris militiæ altefatæ Majestatis suæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæsaream Ministrum; Regia demum Sua Majestas Poloniæ tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxoniæ, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemming, Magni Ducatûs Lithuaniæ Stabuli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniæ militiæ, Auxiamenti exotici, Generalem, altefatæ Suæ Regiæ Majestatis

ANNO 1719.

ANNO 1719. jestatis Poloniæ & Electoris Saxoniæ campi-Marescha-llum, Directorem Conclavis Secretioris, & Consiliarium intimum, Consilii militaris Præsidem, Hæreditarium in Pomeraniâ ulteriori, & Principatu Caminensi Marescallum, Ordinis Melitensis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephanti, & S. Andreæ Equitem, Dominum Castrensem in Martentin & Bœck, Dynastam in Burgscheidingen, Berkicht & Nebra; Dicti modo Ministri Plenipotentiarii post excussas trutinatasque hinc inde commissi Negotii rationes, loco atque die infrà scriptis in sequentes Fœderis defensivi leges convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera atque sincera inter Partes Contrahentes suprà nominatas, eaque ita sanctè serioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non consilia solùm operamque omnem conferre, verùm etiam, ubi occasio postulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna, & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxiliis opportunis & necessariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & stabilitur inprimis hujus Fœderis conventione, mutua defensio Ditionum ac Provinciarum Hæreditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provinciæ sitæ sunt, ita, ut si contigerit, unum vel alterum Fœderatorum in iis hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum è Circulis modò indigitatis, turbis Bellicis inquietari, reliqui Fœderati Parti impetitæ, in iis Ditionibus aut Circulo, ubi hæreditariæ Ditiones sitæ sunt, numerum Copiarum, inferiùs determinatum, Subsidio mittere debeant, & quidem ita prompte, ut auxiliares istæ Copiæ eveniente casu, statim absque ullâ morâ, simulac requisitæ fuerint, iter ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, si eorum Regiones sint suis vicinæ, ad optionem Partis oppugnatæ facere debeant.

III. Sustententur autem Copiæ hoc modo in Subsidium missæ, stipendiis sumptibusque mittentium, exceptis equorum pabulis, fœno avenâque, utpote quæ *gratis* præbebuntur in suis Ditionibus ab eo Fœderatorum cui auxiliatum venerunt, qui curabit etiam, ut Copiæ auxiliatrices panem pari pretio, quo proprius miles, suâ tamen sibi pecuniâ, comparare possint; Quælibet portionum equorum, quas rationes vocant, consistet sex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copiâ, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi verò necesse fuerit extra Territoria Fœderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas prosequi, tunc quælibet Pars suis Copiis de pane, avenâ, fœno aliisque necessariis omni meliori quo poterit modo ipsa prospiciat.

IV. Quod si acciderit, duos Fœderatorum in suis Ditionibus eodem tempore simul infestari, tunc ambo super dispositione operationum militarium, atque super usu auxiliorum, à parte extra periculum constitutâ, mittendorum, in commune consulent, statuentque dictis auxiliis interim iter ad subveniendum sine ullâ retardatione ingredientibus & prosequentibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infrà Articulo XI. definitum, ad assistendum Parti infestatæ, plures Copias submittere non teneantur; nihilominus tamen obstrictæ erunt, quicquid præterea ipsis virium suppetit, adhibere divertendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, si quas habet, situ ita opportuno, ut facilè in eas penetrari possit: liberum autem esto Parti requirenti, si ita è re visum fuerit, minorum quoque suppetiarum numerum quàm qui ex præsentis Fœderis constitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea est, ut si fortè Sua Regio-Catholica Majestas, per aliquam ex Potentiis Septentrionalibus, durante hujus Fœderis nexu in Hungariâ hostiliter impeteretur, hoc quoque casu eveniente, reliqui Fœderati eidem auxiliis hoc Fœdere constitutis, succurrere satagant, hâc tamen observatâ restrictione, ut Copiæ Suæ Majestatis Britanniæ in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur, sed interea, dum ibi res agitur, solummodo ad tuendum Provincias S. Cæs. Majestatis Germanicas, ad distrahendas vires aggressoris in ejus Ditionibus, si quæ forent, in viciniâ Provinciarum Teutonicarum Regis Magnæ Britanniæ exhibeantur.

VII. Quod Articulo secundo hujus Tractatûs dispositum est, ut si Provinciæ Germanicæ unius ex Partibus paciscentibus hostilibus armis premerentur, reliquæ duæ Partes cum tanto Copiarum numero, quantum præsens Fœderis Instrumentum præscribit, ad suppetias ferendas accurrere debeant, id ita est intelligendum, nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infestaretur. Etenim si omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam simul collatis in medium & consiliis & armis, eâ, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque sinceritate, pro necessitatis, communique utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur. ANNO 1719.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & assecurabit etiam tam Regni Polonici tuitionem atque conservationem, quàm ipsius Poloniæ Regis assertionem & manutentionem in Throno suo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè illum turbare, aut molestare præsument, in quietâ possessione Regni sui, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, à quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad assistendum Regi Regnoque Poloniæ, ubi necessitas postulaverit, adhibebuntur æquè auxiliares Copiæ inferiùs Articulo XI. determinatæ, hac tamen itidem reservatâ modificatione, ut Regis Magnæ Britanniæ miles non nisi faciendæ diversioni in Provinciis aggressoris, si quas Ditionibus Regiæ Majestatis Britanniæ in Germaniâ propinquas habet, inserviat, vel etiam tutandis, ad Reg. Majestatis Poloniæ requisitionem, Provinciis ejus Saxon., eo casu, si fortè Copiæ Saxonicæ fuerint à Regno Poloniæ ad opem, contra hostes in Poloniâ, aut in Magno Ducatu Lithuaniæ ferendam, armaque jungenda, justâ requisitione accersitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quàm ut salvis utrinque & Regiæ Majestatis & publicæ Libertatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuaniæ Ducatus in statu integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regia Sua Majestas, uti Articulo præcedente provisum est, in quietâ ac imperturbatâ possessione & fruitione dicti sui Regni, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quascunque, sive aperto Marte & vi extrinsecus adhibitâ inferantur, sive per clandestinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum suggestionibus aut secretis adminiculis suffultas intententur. Dicta Sua Regia Majestas ex abundanti declarat polliceturque se Regni sui Magnique Ducatus Lithuaniæ Ordines libertate omnimodâ, quâ gaudere debent, omnibusque suis Juribus & Privilegiis sine ullâ infractione uti, frui, minimè impedituram neque obstituram, quin Sua Cæsarea Majestas & Magnæ Britanniæ Rex se hujus declarationis sponsores erga Rempublicam constituant, fidemque suam, nihil omnino à Rege Poloniæ adversus Regni Constitutiones Immunitatesque commissum iri, cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniæ, testando affectui studioque reciproco, communem Fœderis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur, ex suâ quoque parte Copiarum numerum Articulo sequenti definitum, sistere, eoque ad obtinendum Fœderis scopum ubique concurrere; Et quidem Copiæ hæ Polonicæ præcipuè inserviant intercludendo transitui quibusvis exteris Copiis, quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniæ versus aut contra Imperium, vel contra trium Fœderatorum Ditiones, comprehensa Hungaria, venire præsumserint; Si verò Rex Poloniæ ad prohibendum istiusmodi transitum, dictas Regni Copias non suffecturas judicaverit, ac ideò nomine Reipublicæ & sub ejus Sigillo assistentiam Fœderatorum requisiverit, tunc Imperator & Magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus Fœderis leges auxilia sine morâ submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniæ Ditionibus hoc Fœdere comprehensis, hostilis aggressio contigerit, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hostibus è Polonia quoque diversionem facere sataget, aut Parti lacessitæ, si ab eâ requiretur, subsidiariam Polonicæ militiæ ratam suppeditabit.

XI. Conferet huic Fœderi sustinendo Sua Cæsarea Majestas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvici duo millia Equitum, & sex millia Peditum, si Ditionibus Cæsareis succurrendum fuerit, si autem Provinciis Saxonicis, non nisi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, bis

ANNO 1719. bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cætero Sua Majestas Polonica nomine Regio & Regni, duo millia Desultoriorum Equitum, & quatuor millia Peditum, militiæ ordinariæ, cum quatuor millibus ex militia Equestri nationali contribuet.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exardescere, Partes paciscentes totis viribus se invicem juvare, mutuamque sibi operam ad depellendam vim hostium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ super loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque super Gubernatione ductuque generali Exercitûs communis, tum super providendo eidem commeatu & annonâ, & denique super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se convenient.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibitâ præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatûs stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensivi Societatem aliæ quoque potentiæ, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæsareæ Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britanniæ, Poloniæque Regum, tanquam Brunsvici & Saxoniæ Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege verò Poloniæ, qua tali, & cum Poloniæ Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur; In quorum fidem suprà memorati Ministri Plenipotentiarii præsens Instrumentum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis subscripserunt, Sigillisque appositis muniverunt. Actum Viennæ die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

EUGENIUS *von Savoyen.* (*L.S.*)

F. L. DE PESME *D. S. Saphorin.* (*L.S.*)

PHIL. LUD. *Graf von* SINZENDORF. (*L.S.*)

Graf von FLEMMING. (*L.S.*)

II.

Janv. *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur le sujet de Rupture entre la France & d'Espagne.*

LEs Rois ne sont comptables de leurs démarches qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité. Engagez indispensablement à travailler au bonheur de leurs Peuples, ils ne le sont pas à rendre raison des moyens qu'ils prennent pour y reüssir, & ils peuvent, au gré de leur prudence, cacher ou révéler les mystéres de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui n'en peut être separée, que les motifs de leurs resolutions soient connus, ils doivent agir à la face de l'Univers & faire éclater la Justice qu'ils ont consultée dans le secret.

Sa Majesté conduite par les Conseils du Duc d'Orléans Régent, s'est cruë dans cet engagement; Et Elle fait gloire d'exposer à ses Sujets & à toute la Terre les raisons qu'Elle a euës d'entrer en de nouvelles liaisons avec plusieurs grandes Puissances pour la Pacification entiere de l'Europe, pour la sûreté particuliére de la France, & pour celle même de l'Espagne, qui méconnoissant aujourd'hui ses vrais intérêts trouble la tranquillité commune par l'infraction des derniers Traitez.

Sa Majesté n'imputera jamais cette infraction à un Prince, qui recommandable par tant de vertus, l'est particuliérement par la fidelité la plus religieuse à sa parole; Et ce ne peuvent être que ses Ministres qui l'ayant engagé trop légérement, savent lui faire de cet engagement même une raison & une nécessité de le soûtenir.

S. M. dans les mesures qu'Elle a prises, s'est proposée de satisfaire également à deux devoirs; à l'amour qu'Elle doit à son Peuple, en prévenant une Guerre avec tous ses Voisins dont il étoit menacé; & à l'amitié qu'Elle doit au Roi d'Espagne, en menageant constamment ses intérêts & sa gloire, qui seront toûjours d'autant plus chers à la France, qu'elle les regarde comme le prix de ses longs travaux & de tout le sang qu'il lui en a coûté pour le maintenir sur son Trône. ANNO 1719.

Ces intentions de S. M. se reconnoîtront sensiblement & sans interruption dans tous les faits qu'on va exposer.

On sait que dans le cours de la derniére Guerre, la France avoit été réduite par ses disgraces à la dure nécessité de consentir au rappel du Roi d'Espagne; & elle en auroit sans doute éprouvé la douleur, si la Providence qui changea les évenemens & les cœurs, n'eût épargné cette injustice à nos Ennemis.

On reconnut à Utrecht les Droits du Roi Catholique; mais l'Empereur, quoi qu'abandonné de ses Alliez, ne pouvoit encore renoncer à ses prétentions. La prise de Landaw & de Fribourg ne pût même l'y réduire; Et le feu Roi de glorieuse mémoire, qui au milieu de ses derniers succès, sentoit l'extrême besoin que ses Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après avoir fait proposer à l'Empereur dans la Negociation de Rastadt, de travailler à un Accommodement entre lui & le Roi d'Espagne. (1) Il avoit toûjours en vûë d'achever son ouvrage, & d'étouffer les semences de Guerre que le Traité d'Utrecht avoit laissées dans l'Europe, en ne reglant que provisionnellement & sans le concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince & du Roi d'Espagne.

Le dessein de cimenter la Paix par une conciliation entre ces deux Princes, fut insinué à Bade le (2) 15. Juin 1714. au Comte Goes, & communiqué le (3) 7. Septembre suivant au Prince Eugéne de Savoye, qui assura que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après la signature du Traité de Bade, le Roi chargea le Maréchal de Villars (4) de suivre avec le Prince Eugéne le même objet. Et lorsque le Comte du Luc (5) fut nommé pour être Ambassadeur du Roi auprès de l'Empereur, il fut particulierement chargé par son Instruction d'agir selon ces vûës.

Le Roi d'Espagne avoit representé souvent au feu Roi par des Lettres écrites de sa main, que son état n'étoit point assuré par les Traitez d'Utrecht. *Vous jugerez aisement*, disoit-il dans une de ses Lettres du 16. Mai 1713. *que la Paix dont tout le monde désire également la solidité, ne peut être stable, si l'Archiduc qui m'a disputé la Couronne d'Espagne, ne m'en reconnoit le légitime Roi.*

Vous savez, écrit ce Prince dans sa Lettre du 31. Janvier 1714. *que j'ai rempli tous les Préliminaires, & que je suis prêt à consentir que Naples, le Milanez & les Pais-Bas restent à l'Archiduc, comme je l'ai fait de la Sicile en faveur du Duc de Savoye, de Gibraltar & de l'Isle de Minorque en faveur des Anglois, & que je suis aussi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'Electeur de Baviére. L'Archiduc doit, moyennant ces conditions, renoncer à ce qui me reste de la Monarchie d'Espagne. Ainsi nous n'avons plus, ni lui, ni moi, rien à prétendre l'un contre l'autre.*

Je me flatte, dit le Roi d'Espagne dans sa Lettre du 17. Mai 1714. *que connoissant de quelle importance il est de faire départir l'Archiduc de toutes prétentions sur l'Espagne & les Indes, vous me mettrez en état d'établir des conditions solides pour en jouir paisiblement.*

Ce Prince ne se croyoit affermi sur le Trône d'Espagne & des Indes, que par la Renonciation solemnelle de l'Empereur à ses prétentions; Et il n'insistoit si vivement sur cette sûreté, que parce qu'il en avoit reconnu l'importance par les extrémitez où l'avoient réduit les évenemens de la Guerre excitée par les prétentions de l'Empereur. C'étoit aussi tout ce qu'il demandoit au feu Roi, comme le gage le plus sensible de son amitié Paternelle, & comme le dernier effort dont il devoit couronner tout ce que la France avoit fait pour ses interêts. Le feu Roi travailloit avec toute la vivacité d'un Pére à la satisfaction de son petit-Fils.

Mais

(1) *Instruction pour les Plenipotentiaires du Congrès de Bade, du 15. Avril 1714.*
(2) *Lettre des Plenipotentiaires de Bade au Roi, du 15. Juin 1714.*
(3) *Lettre du Maréchal de Villars au Roi, du 7. Septembre 1714.*
(4) *Mémoire donné de la part du Roi au Maréchal de Villars, le 23. Septembre 1714.*
(5) *Instruction pour le Comte du Luc allant à Vienne, du 3. Janvier 1715.*

ANNO 1719. Mais comme l'Empereur paroiſſoit inébranlable, & que d'ailleurs un reſte de défiance repandu dans l'Europe; une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui retenoit encore la plûpart des Puiſſances armées; la Guerre du Nord, & les changemens arrivez dans la Grande-Bretagne, faiſoient craindre que le feu ne ſe rallumât bientôt; il falloit prendre encore de nouvelles meſures pour le prévenir.

C'eſt dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majeſté n'oubliera jamais ces avis ſi importans & ſi ſalutaires qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie. Elle en veut faire la régle invariable de ſon Regne, & l'on va voir qu'Elle y a meſuré juſqu'ici toutes ſes démarches.

Les longues Guerres avoient laiſſé contre nous dans l'Europe des reſtes d'aliénation & de haine qui ne cherchoient qu'à ſe ranimer, & nos Voiſins encore pleins de la jalouſie & des frayeurs qu'ils avoient euës ſi ſouvent de nos proſpéritez, & même de nos reſſources dans nos plus grandes disgraces, ſongeoient déja, pour achever de nous abbattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'épuiſement du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes aſſez hautement, pour inviter nos Ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçoit de ſe rejoindre, & les Nations s'excitoient mutuellement à la Guerre par l'importance de ſe mettre pour toûjours à couvert d'une Puiſſance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuſe par des réproches injuſtes de ſa mauvaiſe foi.

Quel moyen plus ſûr pour diſſiper cet orage, que de s'unir avec la Puiſſance qui de concert avec nous avoit rappellé la Paix par les Traitez d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réüſſir dans cette vûë. La confiance ſe rétablit par ſes ſoins entre les deux Puiſſances; Et Elles comptérent auſſi-tôt que rien ne contribuëroit davantage à confirmer une Paix encore mal aſſurée, qu'une Alliance défenſive entre la France, l'Angleterre & la République des Provinces-Unies, pour maintenir les Traitez d'Utrecht & de Bade, & pour la Garantie réciproque de leurs Etats. Mais avant toute ouverture de Négociation, Sa Majeſté donna avis de ſon deſſein au Roi d'Eſpagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716. de lui expoſer les vûës, de lui offrir tous ſes ſoins & de l'inviter à entrer dans l'Alliance où elle ſe promettoit qu'il ſeroit reçû avec tous les égards qu'il pourroit ſouhaiter.

Après bien des inſtances éludées, le Duc de St. Aignan fur un nouveau Mémoire qu'il preſenta, reçût enfin du Cardinal Del Giudice une réponſe dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Miniſtre dès lors tout-puiſſant, & dont il ne fut dans cette occaſion que l'interpréte. Cette réponſe portoit : *Le Roi mon Maître ayant examiné l'Extrait qui lui a été remis, & les derniers Traitez ſignez à Utrecht, n'y a trouvé aucune clauſe qui ait beſoin d'être confirmée.*

Quelle étrange oppoſition de cette réponſe avec les Lettres que le Roi d'Eſpagne écrivoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une repréſentation continuelle & inquiéte de l'incertitude de ſon état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faiſoient agir, n'étoient pas ceux que l'on conſultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des François ſouffroit déja en Eſpagne, par les avis des liaiſons qu'on y ménageoit avec quelques Puiſſances, ſous prétexte d'une mesintelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppoſitions ſecretes que l'Eſpagne apportoit à nôtre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de diſſimuler. Il ne laiſſa pas affoiblir ſon amitié ni ſes égards pour le Roi d'Eſpagne; Et attendant patiemment le moment où il ſeroit mieux éclairé ſur ſes véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus ſe diſpenſer d'achever ſon Projet d'Alliance, il l'aſſuroit qu'il n'y conſentiroit à rien qui fût contre ſes intérêts.

L'Abbé Dubois fut envoyé alors à Hannovre pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'eſt là que furent arrêtez les Articles qui ont ſervi de fondement au Traité de la Triple Alliance, ſigné à la Haye le 4. Janvier 1717., après que le Roi de la Grande Bretagne lui-même en eut donné part inutilement au Roi d'Eſpagne, & qu'il ſe fût aſſuré de la repugnance invincible du Miniſtre à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fut cette Alliance au repos public, elle ne ſuppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade, parce que les différens entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne n'y ayant pas été réglez, l'Europe étoit toûjours dans l'incertitude de ſa ſituation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la premiére hoſtilité de part ou d'autre. L'Italie ſeule pouvoit ſe flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qui y avoit été établie par des Traitez & des Engagemens qu'on regardoit comme un premier pas & un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quoi que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit ſoûmis, le bien de l'Europe en vouloit une plus ſûre & plus ſolemnelle qui fût autoriſée par le conſentement réciproque des deux Concurrens, & maintenuë par des Garans tels qu'on ne pût pas l'enfraindre impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les conteſtations entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne.

ANNO 1719.

Le Roi de la Grande-Bretagne voulut tenter de procurer un ſi grand bien à l'Europe & s'en ouvrit à S. M. Elle vit avec plaiſir les intentions du feu Roi revivre; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle eſt étroitement unie par les liens du ſang, que de favoriſer l'éxécution de tout ce que la tendreſſe Paternelle avoit projetté pour lui-même ſi poſitivement & ſi inſtamment. Mais S. M. qui avoit déja éprouvé en differentes occaſions, que ce qui pouvoit convaincre le Roi d'Eſpagne de ſon amitié, ne trouvoit plus le même accès auprès de lui, n'en put plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Eſpagne pour lui faire connoître ſes véritables ſentimens & lui communiquer des choſes importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé ſans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Perſonne & à la gloire de ce Prince. Ainſi trop inſtruite par l'experience, qu'on rendroit ſuſpect à Madrid tout ce qui viendroit de ſa part, Elle pria le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le ſuccès de ce grand deſſein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autoriſée, à traiter des intérêts du Roi d'Eſpagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un ſi grand Prince de les diſcuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même tems les ouvertures de ſes vûës à Vienne & à Madrid. Elles furent reçuës aſſez favorablement à Madrid, tant que la feinte ſervit à cacher les entrepriſes qu'on y méditoit, & rejettées enſuite avec peu de ménagement dès qu'on crut avoir moins d'intérêt de feindre. On ne trouva à Vienne de diſpoſitions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été juſqu'alors un obſtacle inſurmontable à toutes les propoſitions de réconciliation, ſeroit remiſe à l'Empereur, parce qu'il la jugeoit abſolument néceſſaire à la conſervation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on eſpéroit que le Roi Catholique ſeroit reconnu par l'Empereur, légitime Poſſeſſeur de l'Eſpagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur conſentiroit que les Succeſſions de Parme & de Plaiſance fuſſent aſſurées aux Enfans de la Reine d'Eſpagne.

Les difficultez de cette Négociation ne devoient point nuire à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht du 14. Mars 1713. renouvellée & confirmée par celui de Bade. L'Empereur & le Roi d'Eſpagne paroiſſent eux-mêmes avoir pris des précautions pour s'aſſurer qu'elle ne ſeroit pas interrompuë. Le Roi d'Eſpagne avoit eu ſoin avant la Guerre de Hongrie, de faire ſouvenir le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagemens pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de ſon côté, lors que les Turcs ſe mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Eſpagne une parole poſitive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'interêt du Roi d'Eſpagne ſe trouvoit conforme à cette promeſſe, car il avoit été inſtruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716. entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des Etats de l'Empereur en Italie, & une promeſſe expreſſe de lui donner des ſecours, en cas qu'ils fuſſent attaquez. Enfin, la pieté ſi connuë du Roi d'Eſpagne raſſuroit encore plus que ſon intérêt.

On ne pouvoit donc ſoupçonner que le Roi d'Eſpagne, parfaitement inſtruit du Traité de 1716. voulût courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

ANNO 1719. de-Bretagne, en attaquant l'Empereur en Italie; & manquer tout à la fois à son intérêt & à son zèle pour la Religion. Cependant cette Entreprise éclata, & l'on apprit qu'un Armement fait des fonds levez sur les Biens Ecclésiastiques & destinez pour soûtenir la gloire du nom Chrêtien, alloit servir à violer les Traitez. Il ne faut pas de plus grande preuve, que les mauvais Conseils & la trop grande puissance du Ministre prévalent en Espagne sur les intentions & les vertus de son Roi.

Sa Majesté allarmée d'une démarche si dangereuse, envoya aussi-tôt un Exprès au Duc de St. Aignan qu'elle chargea de representer vivement au Roi d'Espagne les dangers où il s'exposoit, & ce qui devoit faire plus d'impression sur lui, l'injustice de son entreprise. Elle le prioit pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ses intérêts personnels, de rentrer dans ces vûës de conciliation, & que le feu Roi son grand Pére, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déja projettées entre lui & l'Empereur. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Aignan d'agir de concert avec le Ministre d'Angleterre qui avoit reçû les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Espagne à autoriser son Ambassadeur à Londres, ou à y faire passer un autre Ministre qui traitât des moyens de rétablir solidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particuliérement des mêmes instances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit savoir en même tems à S. M. que comme le mal pressoit, il ne falloit pas perdre le tems des remédes; qu'ils ne pouvoient naître que du concert unanime des Puissances impartiales, & qu'il la prioit d'envoyer un Ambassadeur à Londres, où sur ses instances l'Empereur avoit aussi consenti d'envoyer un Ministre. Sa Majesté y envoya l'Abbé Dubois; & attentive aux intérêts du Roi d'Espagne, aussi-bien qu'à ceux de son Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Ministre qui pût conserver au Roi d'Espagne des ouvertures pour entrer dans la Negociation, dès qu'on pourroit l'éclairer sur ses intérêts. Mais en vain lui a-t-on fait là-dessus des instances redoublées; en vain lui a-t-on fait espérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit si souvent demandé lui-même. On n'a reçû de son Ministre que des refus opiniâtres, & souvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les mesures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Espagne sembloit regarder comme une conspiration contr'elle ces sentimens unanimes de Paix où entroient les autres Puissances.

C'est sur ces refus & sur ces desseins menaçans de l'Espagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit representer à Sa Majesté qu'il étoit absolument nécessaire d'en arrêter les effets; & qu'il ne s'en offroit d'autre moyen à la prudence des Puissances impartiales, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être proposé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette résolution favorisant d'un côté l'affermissement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M., & donnant de l'autre au Roi d'Espagne le tems & les moyens de prendre des resolutions conformes à ses intérêts, le Roi l'embrassa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dubois d'entrer dans un Projet si nécessaire, Sa Majesté ne lui recommanda rien tant que de rejetter toûjours tout ce qui pourroit suspendre ou éloigner le concours du Roi d'Espagne dans cette Négociation. Quels Combats le Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à essuyer avec l'Empereur, pour ébranler son attachement aux prétentions sur l'Espagne & sur les Indes, pour vaincre sa répugnance à voir passer un jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maison d'Espagne, & pour amortir son ressentiment de l'infraction des Traitez dont il se croyoit en droit de tirer vengeance! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout pied à pied de ces obstacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Espagne des avantages plus grands que ceux que lui donnoient les Traitez d'Utrecht, & par conséquent, comme on l'a vû par ses Lettres, au delà même de ses desirs.

Ainsi se forma à Londres le Projet des conditions qui devoient servir de fondement à une Paix solide entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toûjours signalée par les instances qu'Elle lui avoit faites sans interruption, d'envoyer des Ministres qui discutassent ses interêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagez sans relâche d'entrer dans la Négociation, & par ses efforts constans à lui procurer de nouveaux avantages dans le Traité même. Mais non contente de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya le Marquis de Nancré auprès du Roi d'Espagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faisoit la même démarche auprès de l'Empereur. ANNO 1719.

Sa Majesté dans les cinq premiers Mois du séjour du Marquis de Nancré à Madrid, représentoit sans cesse au Roi d'Espagne qu'il y alloit également de son interêt & de sa gloire d'abandonner une entreprise injuste, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainsi dire, dictées lui-même par ses instances au feu Roi. Enfin, & elle fait gloire de le dire, elle lui demandoit la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue sur son Trône par tant de travaux & tant de sang, & au nom de ses propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être sans exemple, meritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces instances fondées sur les conditions sages du Projet, n'arracherent jamais du Ministre d'Espagne, qu'un aveu du péril où Elle alloit s'exposer en résistant à tant de Puissances. Mais il assuroit en même tems que son Maître ne se désisteroit jamais de son entreprise, & il n'avoit pas honte de rejetter sur lui le blâme de sa propre inflexibilité. Enfin Sa Majesté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'amour qu'Elle doit à ses Peuples, & qui doit prévaloir à tout autre sentiment, lui deffendoit de différer davantage à signer le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande Bretagne. On ajoûtoit l'engagement même où étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Escadre dans la Méditerranée pour secourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Ministre qui s'irritoit de plus en plus par les instances de Paix, & qui menaçoit de mettre en feu toute l'Europe. Enfin le Chevalier Bing qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne destinées pour la Mediterranée, avant que d'entrer dans cette Mer, donna avis au Ministre d'Espagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, si l'Espagne se désistoit de ses entreprises contre la Neutralité de l'Italie, ou si Elle les suspendoit; Et de s'y opposer aussi de toutes ses forces, si Elle y persistoit; Et le Ministre ne laissant plus aucune espérance, lui répondit qu'il n'avoit qu'à executer les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre finissoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déja donnez pour faire passer de nombreuses Troupes en Italie. Sa Majesté forcée enfin par les circonstances, n'hésita plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui serviroient de base à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile; Et ce furent ces mêmes conditions qui formérent le Traité signé à Londres le 2. Août dernier, entre les Ministres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande-Bretagne toûjours conduit par un esprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir aussi la mesintelligence qui pourroit naître entre sa Couronne & l'Espagne, à l'occasion des secours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Espagne. Il envoya le Comte de Stanhope, l'un de ses principaux Ministres, à Sa Majesté, pour passer ensuite à Madrid, si Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant son séjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invasion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Espagne; ce qui hâta encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours du Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçût de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives représentations qu'ils redoublerent l'un & l'autre sur les extrémitez où l'inflexibilité du Roi Catholique pouvoit porter les choses; l'assurance qu'on lui donnoit pour toutes ses possessions par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puissances Contractantes; la promesse que Sa Majesté lui procureroit la restitution de Gibraltar qui interesse par un endroit si sensible toute la Nation Espagnole, (1) & que son Roi desiroit ardemment depuis long-tems; Enfin, la déclaration des engagemens pris à Londres; & celle

(1) *Lettre du Roi d'Espagne au feu Roi, du 22. Avril 1712.*

ANNO 1719. celle de la neceſſité où Sa Majeſté & le Roi de la Grande Bretagne ſe trouvoient de les executer immediatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut abſolument inutile. Le Comte de Stanhope partit de Madrid, avec la douleur de voir que les offices & les ſoins de ſon Maître pour prévenir une Declaration contre l'Espagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette conſolation, que l'on n'avoit rien épargné pour vaincre l'obſtination du Miniſtre, qui ſeule étoit la cauſe de la rupture & des maux qui la ſuivroient. Cependant, le Marquis de Nancré eut ordre de demeurer, parce que le Roi vouloit bien ſe prêter encore aux plus légéres esperances que le Miniſtre avoit l'art d'entretenir pour gagner du tems. Mais Sa Majeſté reconnut enfin l'inutilité de ſa condescendance. Elle fut peu de jours après inſtruite des violences exercées ſur les perſonnes & ſur les effets des Anglois en Espagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de ſix Mois pour retirer les perſonnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancré étant parti de la Cour d'Espagne, Sa Majeſté, pour ſatisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui preſcrivit de déclarer que le terme de trois mois laiſſé au Roi d'Espagne pour accepter les conditions qui lui ont été reſervées, devant expirer le 2. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponſe déciſive; Et le Roi d'Espagne ayant perſiſté dans ſon refus, il a pris ſon Audience de congé.

On n'a parlé jusqu'ici qu'en général, des conditions reſervées au Roi d'Espagne; mais il faut les expoſer plus préciſément pour en faire ſentir d'autant mieux, non ſeulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour ſes Héritiers Descendans & Succeſſeurs mâles & femelles, à la Monarchie d'Espagne & des Indes, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu légitime poſſeſſeur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de fournir dans la meilleure forme les Actes de Renonciation néceſſaires.

II. Les ſucceſſions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes conteſtations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Espagne prétend y être appellée par ſa naiſſance, & que l'Empereur ſoûtient que le droit d'en diſpoſer au deffaut d'Heritiers mâles, lui appartient & à l'Empire; Il a été ſtipulé que ces ſucceſſions venant à vaquer par la mort des Princes poſſeſſeurs ſans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & ſes Descendans mâles, & à leur deffaut le ſecond Fils & les autres Cadets de ladite Reine, avec leurs Descendans mâles, ſuccederont dans tous lesdits Etats qui ſeront reconnus Fiefs Masculins mouvans de l'Empire, & qu'il en ſera donné au Fils de la Reine qui devra ſucceder, des Lettres d'Expectative contenant l'Inveſtiture éventuelle. Et pour ſûreté de l'exécution de cette diſpoſition, il doit être établi par les Cantons Suiſſes, des Garniſons dans les principales Places de ces deux Etats, ſavoir à Livourne, à Portoferraïo, à Parme & à Plaiſance, à la ſolde des Mediateurs, avec Serment de les garder & deffendre ſous l'autorité des Princes regnans, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Espagne lors que ces Succeſſions ſeront ouvertes.

III. Il a été ſtipulé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maiſon d'Autriche qui poſſedera les Royaumes, Provinces & Etats d'Italie, ne pourra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été poſſible d'engager l'Empereur à deſiſter des prétentions qu'il a toûjours conſervées ſur la Sicile, il a été réglé qu'elle ſeroit cédée à ce Prince, qui de ſa part céderoit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en reſervant au Roi d'Espagne ſur ce même Royaume le droit de reverſion à ſa Couronne, qu'il s'étoit reſervé ſur la Sicile par l'Acte de Ceſſion qu'il en avoit fait en conſéquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laiſſé au Roi d'Espagne un terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offertes, que toutes les Parties Contractantes garantiſſent & s'engagent à faire exécuter.

VI. Comme il ne ſeroit pas juſte que la Paix de l'Europe dépendît de l'opiniâtreté ou des vûës particuliéres d'une ou de deux ſeules Puiſſances, & que l'Empereur n'auroit pas pû ſe porter à delivrer ſa Renonciation avant que le Roi d'Espagne eût accédé au Traité, ſi on ne lui avoit donné d'ailleurs quelqu'autre ſûreté; les Parties Contractantes ſont convenuës de joindre leurs forces pour obliger le Prince refuſant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été ſouvent pratiqué pour le repos public dans des occaſions importantes. ANNO 1719.

VII. On eſt convenu expreſſément, que ſi les Puiſſances Contractantes étoient obligées d'en venir aux voyes de fait contre celui qui refuſeroit d'accepter l'Accommodement propoſé, l'Empereur ſe contenteroit des avantages ſtipulez pour lui dans le Traité, quelque ſuccès que puſſent avoir ſes Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'eſt engagé d'obtenir pour le Roi d'Espagne la reſtitution de Gibraltar.

Voila les conditions que le Miniſtre d'Espagne rejette avec tant de hauteur. Elles ſont cependant ſi convenables à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'inégalité de la Sicile à la Sardaigne, eſt le ſeul qui paroiſſe y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'expoſé ſimple & ſincére de ces faits ſuffit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans les conjonctures où Elle s'eſt trouvée.

Le Roi d'Espagne attaque la Sardaigne, & prend autant de ſoin de cacher ſon deſſein au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette infraction des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pouvoit faire Sa Majeſté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & aliené l'Empereur & le Roi d'Espagne: & dans le progrès de la Guerre, une Puiſſance auſſi conſidérable que la France, n'auroit pû ſoûtenir un perſonnage indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Espagne; comme Sa Majeſté auroit violé le Traité de Bade, l'Empereur étoit en droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la ſoûtenir en Italie, ſur le Rhein, & dans les Païs-Bas. De plus l'Empereur auroit armé contr'Elle tous ſes Alliez, ou plûtôt l'Europe entiere qui auroit été allarmée de l'union des forces de la France & de l'Espagne. La France ſe trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit eu d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de ſe lier avec l'Ennemi du Roi d'Espagne pour éxercer contre lui les plus grandes rigueurs; ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juſte ni moins néceſſaire. Le ſalut des Peuples, qui ſeul doit commander aux Souverains, l'auroit contraint de l'embraſſer, & l'exemple du feu Roi lui-même qui avoit fait céder toute la tendreſſe paternelle à ce devoir, deffendoit aſſez à ſon Succeſſeur de le ſacrifier aux Droits du Sang. Mais combien le parti que le Roi a pris, eſt-il différent? Il ſe lie avec l'Empereur, mais c'eſt en offrant en même tems au Roi d'Espagne cet Ennemi même & le reſte des plus grandes Puiſſances de l'Europe pour Alliez, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'eſt en l'affermiſſant ſur ſon Trône dont la poſſeſſion lui devient inconteſtable; c'eſt en lui procurant tout ce qu'il a jamais deſiré, & plus qu'il n'eſpéroit, & à l'Europe une tranquillité durable & ſolide.

La nouvelle entrepriſe du Roi d'Espagne ſur la Sicile a fait voir, que quand même on ſe ſeroit borné à ne vouloir rétablir que la Neutralité en Italie; il n'y auroit pas conſenti; & qu'on auroit eu autant de peine à faire reſtituer la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire executer le Traité en entier. Qu'auroit-on fait enfin par le ſuccès même qui n'auroit point anéanti les prétentions de l'Empereur ſur la Sicile que de ſuſpendre quelque tems ſes entrepriſes.

S. M. n'avoit donc d'autre reſſource pour prévenir la Guerre, que de ſuivre le Projet d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & de donner par-là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, ſans qu'il en coutât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui eſt contrebalancé par les bornes que l'Empereur s'eſt preſcrites dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puiſſances de l'Europe y ont pris de garantir les poſſeſſions des autres Princes d'Italie en l'état où elles ſont.

Ainſi,

ANNO 1719. Ainſi, loin que l'Espagne ait à ſe plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juſte en évitant la plus périlleuſe & la plus ruineuſe pour ſes Sujets ; C'eſt le Roi même qui ſe plaint avec juſtice à l'Espagne de l'avoir réduit à cette extrémité en refuſant obſtinément la Paix ſous des pretextes ſi frivoles, qu'on n'a pas pû jusqu'ici les comprendre.

Tantôt c'étoit un point d'honneur, fondé ſur ce que les Succeſſions de Parme & de Toscane étoient accordées ſeulement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Espagne fut bleſſé pour un Prince de ſa Maiſon, d'une condition qu'ont reçûë & même recherchée tant de Rois d'Espagne & de France, & en dernier lieu le feu Roi ſon glorieux Ayeul, & le Roi d'Espagne lui-même?

Tantôt c'étoit l'inégalité de la reverſion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un desavantage ſi leger, ſi incertain, ſi éloigné pouvoit-il être mis en balance avec tant d'avantages preſens & ſolides? Enfin, ce qui eſt déciſif, on ne pouvoit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Espagne & aux Indes. Pouvoit-on commettre la ſûreté de l'Etat du Roi d'Espagne à de ſi petites difficultez & un ſi grand intérêt ne faiſoit-il pas disparoître tous les autres.

Tantôt c'étoit le prétexte d'un équilibre abſolument néceſſaire en Italie, & qu'on alloit renverſer en ajoûtant la Sicile aux autres Etats que l'Empereur y poſſede. Mais le deſir d'un équilibre plus parfait méritoit il qu'on replongeât les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à ſe remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'eſt-il pas aſſuré ſuffiſamment, & plus parfaitement peut-être, que ſi la Sicile étoit demeurée dans la Maiſon de Savoye! L'établiſſement d'un Prince de la Maiſon d'Espagne au milieu des Etats d'Italie, les bornes que l'Empereur s'eſt prescrites par le Traité, la Garantie de tant de Puiſſances, l'intérêt invariable de la France, de l'Espagne & de la Grande Bretagne, ſoûtenu de leurs forces Maritimes, tant de ſûretés laiſſent-elles regretter un autre équilibre! Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Imperiales avoient occupé la Sicile, comme elles occupoient le Royaume de Naples, le Roi d'Espagne n'auroit pas fait difficulté de conſentir à cette diſpoſition ; & le Miniſtre d'Espagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi ſon Maître n'avoit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faiſoit la Conquête, il ſeroit porté, puis que toute l'Europe le vouloit ainſi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, jusqu'à préſent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambaſſadeur d'Espagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, & l'on apperçoit avec horreur ce qui rendoit le Miniſtre d'Espagne inacceſſible à tout Projet de Paix. Il auroit vû avorter par-là ces complots odieux qu'il tramoit contre nous. Il eût perdu toute esperance de deſoler ce Royaume, de ſoûlever la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'Etat, de ſouffler la Guerre civile dans le ſein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le fleau du Ciel en faiſant éclater ſes Projets ſéditieux, & jouër cette Mine qui devoit, ſelon les termes des Lettres de l'Ambaſſadeur, ſervir de prélude à l'incendie. Quelle récompenſe pour la France des tréſors qu'elle a prodiguez, & du ſang qu'elle a répandu pour l'Espagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & tous les François, à la vûë de la trahiſon qui Nous les préparoit, en attendent & en preſſent la vengeance. Mais S. M. n'épouſe que les intérêts de ſon Peuple, & non pas ſes paſſions. Elle ne prend aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, ſans rien perdre de ſon amitié pour un Prince qui a ſans doute horreur des perfidies qu'on a tramées ſous ſon nom. Heureux ſi ſes vertus l'avoient mis à couvert des ſurpriſes de ſon Miniſtre, & ſi, faiſant taire à jamais les mauvais Conſeils, il n'écoutoit plus que ſa parole, & ſa Religion qui le ſollicitent toutes à la Paix!

(1) *Lettre du Marquis de Nancré du 26. Septembre 1718.*

III.

9 Janv. *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janvier 1719.* ANNO 1719.

DE PAR LE ROI.

SA Majeſté fidelle aux Engagemens que le feu Roi de glorieuſe mémoire avoit pris par les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade:* & vivement touchée des Conſeils qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie, de ne connoître d'autre gloire que la Paix & le bonheur de ſon Royaume, a meſuré jusqu'ici toutes ſes démarches ſur ces regles, qui ſeront toûjours ſacrées pour Elle. Sa Majeſté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ſes premiers ſoins à réünir des Puiſſances conſidérables pour le maintien de la Paix, par la Triple Alliance du quatriéme Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie laiſſoient dans le calme les Etats voiſins de la France; & fondoient encore une eſpérance de ſuppléer par de nouvelles meſures à ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, pour établir plus ſolidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Espagne, en violant ces Traitez, détruiſit en un moment toutes les esperances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre auſſi ſanglante & auſſi opiniâtre que celle que les derniers Traitez avoient terminée. Sa Majeſté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Espagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous ſes Offices pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Espagne un Accommodement auſſi avantageux qu'honorable au Roi Catholique. Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-ſeulement, tout ce que le Roi d'Espagne avoit le plus vivement preſſé le feu Roi d'obtenir pour lui, mais encore d'autres grands avantages. Mais comme on ne pouvoit s'aſſûrer que le Miniſtre du Roi d'Espagne moderât l'ambition de ſes Projets; & qu'il n'étoit pas juſte que le repos de l'Europe dependît de ſon opiniâtreté ou de ſes vûës ſecrettes; Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pû refuſer aux inſtances qui leur ont été faites, de convenir ſuivant l'uſage frequemment pratiqué dans les occaſions importantes au Bien Public, que ſi quelqu'un des Princes intereſſés refuſoit de conſentir à la Paix, ils réüniroient leurs Forces pour l'y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites ſéparément & conjointement auprès du Roi d'Espagne, n'ayant pû ſuſpendre ſes entrepriſes, ni lui faire goûter une Paix ſi convenable à ſes intérêts & à ſa gloire; Sa Majeſté n'auroit pû manquer aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité de *Londres* du 2. Août dernier, ſans violer la Juſtice & abandonner l'intérêt de ſes Peuples; & Elle eſt obligée, en conſequence du III. des Articles ſéparez dudit Traité, de declarer la Guerre au Roi d'Espagne; mais c'eſt en le conjurant encore avec les mêmes inſtances qu'Elle lui a faites depuis long-tems ſans relâche, de ne pas refuſer la Paix à un Peuple qui l'a élevé dans ſon ſein, & qui a genereuſement prodigué ſon ſang & ſes biens pour le maintenir ſur le Trône d'Espagne, comme il l'avouë lui-même dans ſa Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majeſté à porter ſes premieres armes contre lui, Elle a du moins la conſolation de ne préférer à ce Prince que le ſalut de ſes Peuples, ſi c'eſt même le lui préférer, que de s'armer aujourd'hui contre l'Espagne, autant pour ſes propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majeſté, de l'avis de M. le Duc d'Orleans, Régent, a réſolu d'employer toutes ſes Forces, tant de Mer que de Terre, ſoûtenuës de la protection Divine qu'Elle implore pour la Juſtice de ſa cauſe, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne. Ordonne & enjoint Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courre ſus aux Espagnols; & leur a défendu & défend très-expreſſément d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conſéquence Sa Majeſté a dès à preſent révoqué & revoque toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraires; comme auſſi toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauve-gardes & Sauf-conduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle ou par ſes Lieutenans-Généraux & autres ſes Officiers, contraires à la Préſente; & les a déclarez & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majeſté à M. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gou-

ANNO 1719. Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces, & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels; Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pié, François & Etrangers; & à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Présente ils fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle est la volonté de Sa Majesté; laquelle veut & entend, que la Présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume & Terres de son Obéïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à *Paris* le 9. Janvier 1719. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas.* LE BLANC.

IV.

Mars. *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswic.*

I. LA Princesse Ulrica doit succéder incontestablement, mais parce qu'un trop grand Despotisme a fait souvent entreprendre aux Rois de Suéde des choses fatales, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de son grand-Pére & de Gustave Adolphe l'ont prouvé: Ainsi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de sages régles déja ci devant usitées, à quoi ne contribuera pas peu la restitution des biens pris injustement à l'ancienne Noblesse par la Chambre Royale de Reünion.

II. Et vû que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suéde, à ses Priviléges & à son repos, parce que leurs Rois ont eu par là toûjours des occasions ou de former des entreprises pour s'étendre en Allemagne, ou en se mêlant dans les quérelles des Puissances voisines à ces Provinces, on en disposera en faveur de ceux qui les possedent actuellement avec l'addition ci-dessous mentionnée, selon qu'on le reglera dans le Congrès à Brunswick, afin d'engager par là lesdites Puissances aussi-bien que leurs Amis à s'employer unanimement & efficacement, pour faire rendre à la Couronne de Suéde, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur sont d'autant plus nécessaires; que sans Elles le Royaume de Suéde manqueroit de pain & d'une infinité de Denrées indispensables, & sur tout de Barriére contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Russiens.

III. Sur ce principe susdit on laissera au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchez de Bremen & Verden, comme il les posséde actuellement.

IV. Au Roi de Dannemark Stralsund, son District jusqu'à la Riviére de Péne & l'Isle de Rugen.

V. Au Roi de Prusse Stettin & le District jusqu'à la Péne.

VI. Le Duc Charles-Frederick de Holstein sera mis en possession du Duché de *Gottorp*, & de *Sleswick*, de la même maniére que ses Ancêtres en ont joüi avant la Guerre, aussi-bien que l'Administrateur, mais il y aura Amnistie, & abolition du passé & aucun compte, ni liquidation des revenus ne devra se faire, ledit Duc reconnoîtra la Reine de Suéde Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ladite Reine, la Succession du Royaume de Suéde doit venir sur ledit Duc de Holstein; Ainsi pour le repos de l'Allemagne il ne sera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresse de Tonninge, ni aucune autre en Holstein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Isle de Pole, & comme ledit Roi a porté le plus grand Fardeau de la Guerre, & que son Païs Héréditaire de Saxe a le plus souffert par l'invasion des Suédois & par les grosses sommes d'argent, qu'ils en ont tiré; & qu'en comparaison de tout cela sa susdite part des Conquêtes sur la Suéde est incomparablement inferieure à celle des autres Alliés; & ainsi pour dédommager en quelque maniére la Saxe de la grande effusion de Finances qu'Elle a soufferte, les Rois d'Angleterre, de Dannemark & de Prusse se cotiseront entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Ecus, qui sera donné au Roi de Pologne pour un Equivalent de toutes ses restantes prétensions.

VIII. On remettra à la disposition de la Republique de Pologne le Duché de Courlande, ainsi qu'il lui appartient ANNO 1719.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux-Ponts son légitime Héritier.

X. La Noblesse de Meklenbourg sera remise dans ses anciens Priviléges & Libertez, & cette Noblesse sera dédommagée sur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui sera reglé selon la Justice par une Commission de l'Empereur & du Cercle inferieur de Saxe.

XI. La Ville de Rostock sera Ville Imperiale Hanseatique libre dans l'état de ses Fortifications, Munitions, Canons, Magasins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a mise, sans que ledit Duc puisse dorenavant pour soi ou ses Successeurs, exercer le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre prétention sur elle, & cela par la raison des Troubles qu'il a fait & a eu envie de faire.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moscovie a faites sur les Suédois, seront renduës à la Couronne de Suéde, hormis Petersbourg, Cronscholt & Narva avec leurs Dépendances, qui resteront au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le susdit Traité: mais si, contre toute espérance, S. M. Cz. ne vouloit pas consentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suéde fût obligée de poursuivre la Guerre avec ses Garans & Alliez, pour éxécuter ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effusion de sang Chrêtien, aussi-bien que des dépenses immenses, & que la Suéde & la Pologne seroient les plus exposées aux maux que cette Guerre traîneroit après elle; ainsi il sera stipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Alliez aux dites extrémitez de poursuivre la Guerre, qu'alors on tâchera de faire tant de Conquêtes sur les Moscovites, qu'on les réduise à rendre, outre les Provinces susnommées, Petersbourg, Cronscholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingrie & la Carelie à la Suéde, afin que leurs Limites soient rétablies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, par où cette République sera en partie dédommagée de la ruineuse Guerre qu'elle a été obligée de souffrir si long-tems chez Elle, laquelle lesdits Moscovites lui ont uniquement attirée, & des immenses sommes que leur entretien forcé a coûté à cette République, & la Pologne aura par-là une Barriére, afin de n'être plus si facilement exposée aux insultes & vexations des Russes.

XIII. Le Traité sera conclû par une Alliance offensive & deffensive, tant entre les Parties intéressées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à qui il importe, on y prendra les mésures nécessaires pour l'éxécution du susdit Traité de Paix, & contre ceux qui voudroient s'y opposer & ne pas s'y conformer.

V.

Renonciation de la Serenissime Archiducheſſe MARIE JOSEPH, *Epouse du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. 19. Août.

NOs Maria Josepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ, agnoscimus & profitemur pro nobis, nostrisque Posteris, Heredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque potest, notum, testatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei memoriam.

Postquam Sereniſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, &c. Colendiſſimus Dominus Patruus noſter, nos pro paterna plane in nos cura ad amicam petitionem Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Friderici Auguſti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ, Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchalli & Electoris &c. perdilecto Suæ Majeſtatis Regiæ Sereniſſimo Principi Domino Friderico Auguſto, Principi Regio Poloniæ

ANNO 1719.

niæ & Lithuaniæ ac Electorali Saxoniæ &c. Accedente inprimis noſtra voluntate & conſenſu, annuente & ſuadente quoque Sereniſſima & Potentiſſima Romanorum Imperatrice Amalia, colendiſſima ac perdilectiſſima Domina Genetrice noſtra, obtenta prævia Diſpenſatione S. Sanctiſſimi Patris Domini Clementis XI Romanæ atque univerſalis Eccleſiæ Pontificis, quæ data eſt Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponſam & futuram Conjugem adpromiſit: Porro in Tractatu deſuper habito inter cetera id primo loco actum diſertisque verbis cautum proviſumque fuerit, ut Nos intuitu iſtius Matrimonii, juxtà ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noſtrum conſenſum & Nuptias, juxtà regulas Succeſſionis primogenialis in Auguſta Domo jam dudum radicatæ, ſed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis ſecundo, colendiſſimo quondam Atavo noſtro, glor. mem in ſuo die 10. Maji 1621. confecto Teſtamento, conditisque deſuper die 8. Auguſti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeſſionis inter Heredes ſuos Masculos dilucidata magis ac firmius ſtabilita fuit, quæque ſubinde ex diſpoſitione paterna a Sereniſſimo quondam, Potentiſſimo ac Invictiſſimo Principe & Domino, Domino Leopoldo, Roman. Imperatore, colendiſſimo Avo noſtro, inter Filios ſuos, Sereniſſimos quoque & Potentiſſimos, tunc reſpective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Joſephum & Dominum Carolum Archiduces, ſucceſſive Romanorum Imperatores, colendiſſimos & perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Septembris 1703. ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante deſcendentes extenſa ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliariis Status arcanis Regnorumque ac Provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicatâ & publicata in publicum & perpetuum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noſtris Juribus, Actionibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeſtate Cæſarea nunc feliciter regnante poſſeſſas, vel de Jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere Nobis noſtrisque olim Poſteris atque Heredibus utriusque cùm Masculini tum Feminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum non ſolum univerſorum Masculorum è dicta Auguſta Domo legitime oriundorum Archiducum, ſed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiduciſſarum à Sua Majeſtate Cæſarea hodie glorioſe imperante progenitarum & deinceps naſciturarum earumque poſteritatis ac Heredum pariter utriusque tam Feminini quam Masculini ſexus ſolemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majeſtate Cæſarea-Regio-Catholica in præſens poſſeſſæ ac deinceps poſſidendæ perpetuis retro temporibus indiviſibiliter ac inſeparabiliter inter ſe penes unum eundemque Hæredem, juxta Succeſſionis ordinem ſtabilitum, unitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac diſpoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, rite pleneque, edoctæ, de conſilio, voluntate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Regii Electoralis, dilectiſſimi Sponſi Noſtri, annuente quoque & conſentiente Sereniſſimo & Potentiſſimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, (prout ex Inſtrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque bene deliberato omnibus Juribus, Prætenſionibus, Actionibus & rationibus, quæ Nobis ſive Jure ſanguinis & Nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto præallegato, de die 12. Septembris anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fatâ Majeſtate Sua Cæſareâ, colendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione, callidave perſuaſione aut metu, etiam reverentiali inductæ pro Nobis noſtrisque Poſteris omnibus Heredibus tam Masculini quam Feminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout iisdem vigore præſentium de conſenſu uti ſupra in optima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ſpontaneo, ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus: Idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem Poſteritatis & Heredum Masculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ a Deo precamur, verum & feminarum Archiduciſſarum à Majeſtate Sua jam progenitarum & deinceps naſciturarum, omniumque earum Poſterorum, Heredum & Succeſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò ut quandiu ex his Majeſtatis Suæ deſcendentibus Proles aliqua ſive Masculina ſive Feminina quocunque demum gradu ſupervixerit, neque Nos neque Filii, Poſteri & Heredes noſtri, neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote Lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in eâ deſcendentibus Maribus & feminis Jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indiviſibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus, declarantes ac ſerio profitentes, quod Nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum & per ſupra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præſcriptum in ea cum Maribus tum feminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis noſtrisque poſteris & Heredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſteris noſtris cujuscunque ſexus ſint, aut à quovis alio noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obteſtamur atque etiam ſacroſanctè pollicemur, quod ſi unquam (quod abſit) aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro Nobis deferri aut Nos ad aliquam ſeu eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut ſollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus pernitioſaque conſilia ac molimina, perpetuo conſtanterque rejecturas, nedum illis aures, aſſenſum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, paſſuras, ſed ut potius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſeverent, omnes vires eſſe impenſuras, ac adeo eâ Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu Nobis aſſignata, cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui Noſtro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pleneque pro omnibus Juribus, actionibus ac prætenſionibus cujuscunque nominis ſint, quæque Nobis ex qualicunque demum cauſâ, uti ſuprà competere poſſint, ſatisfactum Nobis eſſe declaramus, quo usque nempe Proles unius alteriusque ſexûs à Suâ Majeſtate Cæſareâ Regio Catholicâ procreatæ ac deinceps procreandæ, earumve Poſteri & deſcendentes pariter utriusque ſexûs in vivis ſuperabit.

ANNO 1719.

Quòd ſi verò (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam Fœminini quàm Masculini ſexûs proles à Suâ Majeſtate progenitæ vel deinceps procreandæ unà cum omni earum poſteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorſus deficere unquam accideret; in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam paternam avitamque Hæreditatem, vel ex ipſo Primogenituræ inſtituto, præſertim verò vi præcitatæ Declarationis die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juxta ſtabilitum in eâ Succeſſionis linealis ordinem recluderet, Nobis noſtrisque Poſteris & Deſcendentibus tam Maribus quàm Fœminis Jus omne omnesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præſentium ſolemniſſimè & pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita ut quæ facta à Nobis eſt pro Poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ utriusque ſexûs tam Fœminini quam Masculini renuntiatio, illa tunc & in eo caſu ceu non facta aut pro non emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus aut poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis aut ullum ad ſucceſſionem obicem facere poſſe cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat Hæredibus & poſteris noſtris Masculis ſeu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cùm omnes, qui alicui alteri, quàm Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel ad-

ANNO 1719. dictæ eſſent, ab omni ſupradictâ ſucceſſione ex nunc in perpetuum pro excluſis & inhabilibus habendi ſint, prout & eos easque pro perpetuo excluſis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renunciatione velut in illâ minimè comprehenſas eas Hæreditates, quas nobis per latus maternum ſeu aliundè quam ex Auguſtâ Domo fortè obvenire contingat: quo autem iſthæc noſtra Renuntiatio majorem vim atque vigorem plenamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos desponſata Maria Joſepha Archiduciſſa, de voluntate, auctoritate & aſſenſu præfatorum Noſtrorum reſpectivè colendiſſimi ac dilectiſſimi Sponſi, Domini Friderici Auguſti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quoad hunc actum à Patriâ poteſtate emancipati, nec non Suæ Regiæ Majeſtatis Domini Friderici Auguſti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ & Saxoniæ Electoris, Patris & futuri noſtri Soceri hanc ipſam Renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus in tantum ſponte absque ullâ vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientiâ in finem ac intuitum, uti præmiſſum eſt, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dictisque noſtris Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus coram Deo ejusque Curiâ cœleſti ſacroſanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce Renunciationis Inſtrumento ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione ſuprà ſæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu baſi & fundamento hujus noſtræ Renunciationis & reſpectivè acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata ac promiſſa ſunt, & propediem in univerſis Suæ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Auguſtæ Familiæ promulgabuntur, ſincerè, fideliter ac accuratè obſervaturas, neque iis ullâ ratione, viâ aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, ſed & neque admiſſuras eſſe, ut iis à quocunque alio ſub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Joſepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiduciſſa Auſtriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris ac Succeſſoribus, quod hocce Renunciationis & reſpectivè adhæſionis Inſtrumentum Nobis jam prælectum & à Nobis propriâ manu ſubſcriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, ſine maculâ concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem ſic depoſito graviſſimo Juramento in vinculo verbi ac honoris noſtri promittimus, quòd abſolutionem à ſummo Pontifice, ſive à quocunque alio ſub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipſæ, neque etiam ultro oblatam unquam ſimus acceptaturæ, neque ad hoc prodeſſe aut ſuffragari nobis unquam poſſit aut debeat ulla argutia aut reſtrictio mentalis, ſed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, eæ in ſpecie, quæ deſumi poſſent ex capite renunciationis & Juramenti invalidi, læſionis ultra dimidium, metûs reverentialis, coactionis, vel doli, rei aliter geſtæ quàm ſcriptæ, ignorantiæ, obſervantiæ antiquæ Legum vel Conſuetudinum Regnorum & Provinciarum: poſtremum nec illa beneficia & indulta ſexui Fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere ſolita, de quibus utpote Nos Maria Joſepha Archiduciſſa peculiariter, diſtinctim pleneque inſtructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & ſingulis aliisque ejusmodi quâcunque induſtriâ & ingenio excogitabilibus ſuffugiis, oppoſitionibus & exceptionibus, Nos desponſata Maria Joſepha Archiduciſſa de aſſenſu & auctoritate, ut ſuprà, ex certâ noſtrâ ſcientiâ animoque deliberato, ultro Jurato renunciavimus & nunc in virtute emiſſi Juramenti denuò quàm ſolemniſſimè renunciamus, ſincerè, remoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, ceſſionis & reſervationis Inſtrumentum à Nobis desponſata Maria Joſepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principiſſa, Archiduciſſa Auſtriæ propriis manibus ſubſcriptum, & appreſſo noſtro Sigillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ Menſis Auguſti anno poſt Chriſtum incarnatum milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA.

ANNO 1719.

Acceſſion & Confirmation de la Renonciation précedente, par le Prince Roial & Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, *&c.*

NOS FRIDERICUS AUGUSTUS, Dei gratiâ Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Weſtphaliæ; Landgravius Thuringiæ, Marchio Miſniæ, ut & Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Princeps Hennebergenſis; Comes Marcæ, Ravensbergæ, & Barby, Dominus in Ravenſtein, Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis: Cùm Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus Carolus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ; Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolìæ & Wittenbergæ, Comes Tyrolis, &c. prò poteſtate & auctoritate, quâ pollet, de voluntate & adſenſu Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ tunc temporis Sponſæ, nunc Conjugis noſtræ Genetricis, Nobis perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem Sereniſſimam Dominam Mariam Joſephan Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiduciſſam Auſtriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem conſenſu, ſub die 10. Auguſti a. c. in futuram Conjugem desponſarit, eâ diſertâ Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summâ centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ, ſtatutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclytâ Domo Auſtriacâ jam dudum receptum, & ſubindè per Pacta ac ſubſecutas Declarationes, & in ſpecie per Declarationem de 29. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum ritu ſolemni renunciaret, ipſa verò id non modò Viennæ ſub die 19. Auguſti a. c. acceptante, iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante noſtro Procuratore Magni Ducatûs Lithuaniæ ſtabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majeſtatis Poloniæ Campi Mareſchallo, ſecretioris Conſilii Directore, actuali Conſiliario intimo, & arcani Conſilii Bellici Præſide, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, ſcientibus & conſentientibus Nobis ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hîc Dresdæ hodierno die infrà ſcripto, Nobis præſentibus, volentibus, contentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt:

(*Inſeratur Renunciatio à Sereniſſimâ Archiduciſſâ Mariâ Joſephâ facta.*)

QUOD Nos Fridericus Auguſtus Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, iſtam à Dilectione ſuâ perdilectiſſimâ Conjuge noſtrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris noſtris ſub præmiſſâ Lege, Pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu, & conſenſu noſtro authoriſamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juxtà Leges Primogenituræ in inclytâ Domo Auſtriacâ inter Masculos jam dudum receptas, & ſubindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quàm quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majeſtate Cæſareâ Regio-Catholicâ in præſens poſſeſſarum aut in futurum poſſidendarum indiviſi-

ANNO 1719. divisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ullâ in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex.
P. P. & L. E. S.

Accession & Confirmation de la Renonciation precedente, par le Roi AUGUSTE *de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

NOs AUGUSTUS Secundus, Dei gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernioviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimo Filio nostro Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Domino in Ravenstein, perdilectissimam Suam ex Fratre Neptem Serenissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug. a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ distâ Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ, nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque Successioni & Hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriaca jam dudum receptum, & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem die 19 Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemni renunciaret; Ipsa verò id non modo Viennæ sub die 19. Aug. a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, nostro Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præside, Jacobo Henrico Comite à Flemming, sciente ac consentiente dilectissimo Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierna die infra scripto Nobis Rege Augusto, & Filio nostro Principe Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

(*Inseratur Renunciatio à Serenissima Archiducissa Maria Josepha, Viennæ facta.*)

QUod Nos AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. Istam à Dilectione Sua perdilectissima Nuru nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, verbo Regio & Electorali pro Nobis, Heredibusque nostris ac Successoribus promittentes, ac caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus. Atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHERN.
B. DE ZECH.

ANNO 1719.

Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe MARIE-JOSEPH.

CUm in Pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regium Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenstein, & Serenissimam Principem Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug. a. c. initis Art. III. & V. conventum & à Regiæ Suæ Majestatis Poloniæ, Suæque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majestatis Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præside Jacobo Henrico Comiti à Flemming, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit, atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennæ die 19. præfati Mensis Augusti firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Josepha Archiducissa Austriæ hîc Dresdæ præsente Suæ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc Actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denuo Juramento firmare, sed etiam Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernicoviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis; Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, una cum ante fato

ANNO 1719. Sereniſſimo Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque obſervantiam veterum recentiorumque Diſpoſitionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10 Maji anni 1621. & 1. Auguſti anni 1635 nec non Leopoldi gl m. de dato 12. Septembris anni 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem à Sua modo feliciter regnante Cæſarea Regio Catholica Majeſtate, quoad ſucceſſionem ejusque modum & ordinem deinceps in Auguſta Domo obſervandum die 19. Aprilis anni 1713. in vim Sanctionis pragmaticæ ac Legis perpetuo valituræ emiſſam, depoſito ad Deum ejusque ſanctum Evangelium ſolenni Juramento ſe obſtringere velint ac debeant, jamque à Cæſarea Sua Majeſtate ad hunc Actum actualis ejusdem Conſiliarius intimus, Cubicularius Regius Locumtenens,& ſupremus Burggravius Pragenſis Joannes Joſephus Comes de Wrybii, huc ſpeciali Mandato inſtructus, miſſus fuerit.

Hinc Nos Maria Joſepha Regia Poloniæ ac Lithuaniæ itemque Electoralis Saxoniæ Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducisſa Auſtriæ &c. ea quæ in ſupra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur,& in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & diſpoſitionibus,præſertim verò ex Declaratione iſta 19. Aprilis anni 1713. editâ ceu baſi & fundamento noſtræ Renunciationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata, promiſſa ac Juramento die quo ſupra firmata jam fuerunt, ſincere, fideliter & accurate obſervaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo ſivè directè ſivè indirectè contraventuras, neque ut iis à quocunque alio, ſub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admiſſuras eſſe, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque noſtris Heredibus, Poſteris & Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod ſæpius memoratam Renunciationem & reſpective adhæſionem, cujus Inſtrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prælectum, & a Nobis propria manu ſubſcriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

ITemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Regius Poloniæ & Lithuaniæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, iſtam à perdilectiſſima Conjuge noſtra Sereniſſima Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Joſepha Archiducisſa Auſtriæ &c. factam & à ſupra nominato Procuratore noſtro Comite à Flemming in animam noſtram Juramento ſolemni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Heredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas, ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam, atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

NOsque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Dux Saxoniæ & Elector &c. à Dilectione Sua perdilectiſſima Nuru noſtra Sereniſſ. Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Joſefepha, Archiducisſa Auſtriæ &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Flemming, noſtro nomine Viennæ, acceptam, Juramentoque in animam noſtram confirmatam, & jam Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque noſtris & Succeſſoribus voventes & jurantes, iſtam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas,& ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die ſolemni Diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus.

ANNO 1719.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium, & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc propriis manibus à Nobis Auguſto ſecundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniæ &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto, & Nobis Regia Principe Maria Joſepha, ſubſcriptum ſigillisque noſtris munitum eſt.

Dresdæ prima Menſis Octobris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) AUGUSTUS Rex.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA R. P. P. & L. E. S. & A. A.

VI.

Conventio inter SACRAM CÆSAREAM *& Catholicam Majeſtatem & Regias Majeſtates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimeſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quô quidem elapſô, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis* 18. *Novembris* 1719. Cum *Binis Separatis Articulis, & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* [Tiré de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.] 18. Nov.

TAmetſi Rex Hispaniarum protrahendo Bellum quod tam injuſtè movit, ſe privaverit à die 2. Novembris Expectativis in Ditiones à Magno Duce Hetruriæ, & Duce Parmæ Placentiæquè poſſeſſas, quæ deficientibus Succeſſoribus Masculis per Articulum Quintum Tractatûs Fœderis inter Suam Majeſtatem Cæſaream, Majeſtatem Britannicam, & Regiam Chriſtianiſſimam Majeſtatem 2. Auguſti 1718. Londini initi in favorem Filii Primogeniti Regis Hispaniarum ex Thoro ſecundo nati deſtinatæ erant, Octavo verò Articulorum Secretorum diſertè cautum ſit, quod ſi Rex Hispaniarum poſt terminum trium Menſium à die ſubſcriptionis computandorum Conditiones Pacis illi propoſitas acceptare renueret, & Principes Confœderati eundem per arma eo compellere tenerentur, tunc novâ Conventione inter eos ſtabiliendum eſſet, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majeſtas Cæſarea dictas Expectativas in Excluſionem Filii Modernæ Hispaniarum Reginæ ex conſenſu Imperii conferre deberet.

Hac Diſpoſitione tamen non obſtante, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica ad manifeſtandum ſincerum ſuum in tranquillitatem publicam ſtudium, & ad promovenda ea quæ Pacem reſtituere poſſent, & ut urgentibus Fœderatorum ſuorum votis non deſit, conſentit, ut ea quæ in dicto Articulo quinto Tractatûs Londini initi, ratione

Anno 1719. tione ſpatii trium Menſium continentur, intra quod fas fuit Regi Hispaniarum præfato Tractatui accedere, vi præſentis Conventionis eidem liberum ſit intra ſpatium aliorum trium Menſium à die decimâ octavâ Novembris Anni 1719. computandorum dicto Tractatui accedere, eumdemque acceptare, additâ verò hac expreſſâ conditione, ut viciſſim Suæ Majeſtates Regiæ, Britannica, & Chriſtianiſſima ſpondeant, & per hanc Conventionem ſolennem ſe obſtringant, quod poſt elapſum hunc Terminum Trimeſtrem, à die hodiernâ computandum, & ſi Rex Hispaniarum intereà temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, Filius vel Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ex tunc pro excluſis ac non admiſſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ ipſo facto habeantur. Ut autem eò minus Nova hæc Termini prolongatio, in quam Sua Majeſtas Cæſarea nunc conſentit, in poſterum in exemplum adduci poſſit, dictæ Regiæ Majeſtates promittunt, ſe nullam aliam unquam Termini prolongationem in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ab Imperatore petituras eſſe, & ex nunc cum Sua Majeſtate Cæſareâ convenient, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativas dictarum Ditionum in excluſionem Filii aut Filiorum modernæ Hispaniarum Reginæ ſecundum diſpoſitionem Octavi Articulorum ſecretorum concedere debeat.

Has ob cauſas, & cum Suæ Majeſtates Britannica, & Chriſtianiſſima, expertæ ſint, quòd Aula Hispanica à turbulento Miniſtro ſeducta, abuſa hucusque fuerit Indulgentiis in illius favorem habitis, & inde occaſionem potiùs ſumpſerit obſtinatè, & pertinacius reſiſtendi, conſentiunt per hanc Conventionem ſolennem conditioni, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trimeſtris, promittentes altefatæ Suæ Majeſtates, & ſe ſe obſtringentes eandem ſe ſincerè adimpleturas, ita ut ſi Rex Hispaniarum poſt elapſum novum hunc Terminum trimeſtrem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, nec Expectativas, nec ulteriorem Termini Prolongationem à Sua Majeſtate Cæſareâ in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ petent, ut qui per lapſum trium Menſium ipſo facto pro excluſo habebitur, & ex nunc convenient cum Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholicâ, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ in Excluſionem dicti Principis eo caſu conferendæ forent. In quorum fidem Nos infraſcripti Suæ Majeſtatis Cæſareæ, Majeſtatis Britannicæ & Regiæ, Chriſtianiſſimæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii, Mandatis neceſſariis, & Plenipotentiarum Tabulis invicem exhibitarum muniti, præſentem hanc Conventionem ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus, quæ eandem vim obtinebit, ac ſi Tractatui Fœderis Quadruplicis verbotenus inſerta fuiſſet, & Ratificationum Tabulæ à Suâ Majeſtate Cæſareâ, Majeſtate Britannica, & Regia Chriſtianiſſima Majeſtate extradentur, & commutabuntur intra ſpatium ſex ſeptimanarum, aut citiùs ſi fieri poſſit. Actum Hagæ-Comitis, die decimâ octavâ Novembris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) Leopoldus Victorinus,
Comes à Windischgraz.

(*L.S.*) Cadogan.

(*L.S.*) Fleuriau de Morville.

Articulus Separatus.

Quamvis jam Articulo ſeparato Quadruplicis Fœderis Londini $\frac{22.\text{ Julii V. S.}}{2.\text{ Auguſti N. S.}}$ elapſi anni concluſi cautum ſit, Sacram Cæſaream Regio-Catholicam Majeſtatem, moderno Hispaniarum Poſſeſſori Regium Titulum haud concedere niſi in eum duntaxat caſum ubi & ille huic Tractatui acceſſerit, cum tamen hodie Conventionem ſuper novo termino trimeſtri in quâ dictus modernus Hispaniarum Poſſeſſor, Rex Hispaniarum & Indiarum per totum compellatur, inter Sacræ Cæſareæ Regio Catholicæ, Sacræ Regiæ Britanniæ, & Sacræ Regiæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Plenipotentiarios ſubſcribi contingat; è re judicatum eſt reſervationis hujus denuò mentionem fieri.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi de verbo ad verbum ipſimet Tractatui inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur. In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodiè invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni. Anno 1719.

(*L.S.*) Leopoldus Victorinus,
Comes à Windischgraz.

(*L.S.*) Cadogan.

(*L.S.*) Fleuriau de Morville.

Articulus Separatus.

Quùm Titulorum aliqui quibus Sacra Cæſarea Majeſtas, ſive in Plenipotentiis, ſive in Conventione & in Articulis ſeparatis hodie ſubſcribendis, utitur, per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam agnosci haud poſſint, per hunc Articulum ſeparatum, & ante Conventionem ſubſcriptum, declarat, & proteſtatur, quod per dictos hac Conventione, & Articulis ſeparatis adhibitos Titulos, aut ſibi, alterive præjudicare, aut Sacræ Cæſareæ Majeſtati jus ullum adjicere minimè intendat.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi ipſimet Conventioni hodie ſubſcriptæ verbotenùs inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur.

In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi, ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) Leopoldus Victorinus,
Comes à Windischgraz.

(*L.S.*) Cadogan.

(*L.S.*) Fleuriau de Morville.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Suæ Cæſareæ.

Nos Carolus Sextus, Divinâ favente Clementiâ, Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtenbergæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. &c. Hisce notum, teſtatumque facimus omnibus quorum intereſt. Cum votis Fœderatorum noſtrorum Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Georgii Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regis, nec non Sac. Rom. Imperii Electoris, Ducis Brunswicenſis, atque Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Ludovici XV. Franciæ Regis, id demum tribuere adhuc ſtatuerimus, ut Terminus Trimeſtris, qui in Tractatu die $\frac{22.\text{ Julii}}{2.\text{ Auguſti}}$ Anno 1718. Londini ſub nomine Quadruplicis Fœderis concluſo, Moderno Hispaniarum Poſſeſſori, pro ſua ad eundem acceſſione præfixus erat, etſi jam pridem elapſus, ad alios denuò tres Menſes prorogetur, pronusque in Pacem, ac quietem publicam, quo ferimur animus Noſter Univerſæ Europæ uberrimè conſtaret, Hinc Illuſtri, & Magnifico Noſtro Camerario & Conſiliario Imperiali Aulico, Leopoldo Victorino Comiti de Windiſchgrätz, Noſtro Sacrique Rom. Imperii Fideli Dilecto plenam facultatem ac omnimodam poteſtatem concedimus, cum Miniſtris præfatorum Principum iſthoc Negotium tractandi, & concludendi, verbo Cæſareo Regio ſpondentes, Nos ea omnia, & ſingula, quæ nomine Noſtro, is ita egerit, tractarit, atque concluſerit, non modo rata, grataque æque ac ſi à Nobis ipſis acta forent, habituros, verùm etiam noſtrum Ratihabitionis Inſtrumentum intrà tempus conventum, extradituros eſſe.

In quorum fidem præſentes propriâ manu ſubſcripſimus, Noſtroque Sigillo Cæſareo Regio communiri juſſimus. Datum in Civitate Noſtrâ Viennæ die nonâ Menſis Octobris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono, Regnorum Noſtrorum Romani Octavo,

ANNO 1719. Hispaniarum decimo ſeptimo, Hungarici & Bohemici nono.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORFF.
Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis proprium.
J. B. AB IMBSEN.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Britannicæ.

GEORGIUS Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſium & Luneburgenſium. Sac. Rom. Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, ſalutem. Cum Tractatus quidam in ſe complectens tam Conditiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hispaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliæque Regem, conciliandæ, quam Fœderis mutui Leges inter Nos, & Bonum Fratrem Noſtrum prædictum Romanorum Imperatorem, Bonumque Fratrem Noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, ſancitas, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum noſtrorum præfatorum Imperatoris Regisque Chriſtianiſſimi atque Deputatos plenâ Noſtra Potentiâ inſtructos in Civitate Noſtrâ Londinenſi, die viceſimo ſecundo Menſis Julii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo ſtylo veteri ſignatus fuerit, eâ verò Lege ut intra certum temporis ſpatium per ſecretum quendam ejusdem Tractatûs Articulum fixum, & conſtitutum, Rex Catholicus prædictas Conditiones acciperet; illi attamen Bellum potiùs ab ipſo iniquè ſuſceptum proſequi hucusque placuerit: Tantum nihilominus fuit prænominatarum Fœderatarum Potentiarum æqui bonique ac Pacis ſtudium, ut tempus præfatum jam diù elapſum ulteriùs prolongare, per Conventionem à Miniſtris ſuis ſufficienti ad hoc Poteſtate reſpectivè munitis ſignandam decreverint. Sciatis igitur quod Nos Fide, Induſtriâ, & in rebus magni momenti tractandis uſu & perſpicaciâ prædilecti & perquàm fidelis Conſanguinei & Conſiliarii Noſtri Gulielmi Comitis de Cadogan, Veſtium Noſtrarum Regiarum Magiſtri, in Exercitibus Noſtris Locumtenentis Generalis, ſecundæ Regiæ Noſtræ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Inſulæ Vectenſis Gubernatoris ac Noſtri Miniſtri Plenipotentiarii plurimùm confiſi, eundem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus Noſtrum verum, certum & indubitatum Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodam Poteſtatem facultatem authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale (ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) pro nobis & Noſtro nomine cum Miniſtris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Noſtrorum Imperatoris, Regisque Chriſtianiſſimi ſufficienti itidem Poteſtate munitis, congrediendi, colloquendique, atque dictam Conventionem aliaque omnia, ſive Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, ſive Declarationes Elucidationesve fuerint, quæ ad Conventionem prædictam pertinere poterint, Noſtrâ ex parte ſignandi eademque mutuò extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factu neceſſaria præſtandi, perficiendique, tam amplis modo & forma ac Nosmet Ipſi ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus, ſpondentes, & in Verbo Regio promittentes, nos omnia & ſingula quæcumque à dicto Noſtro Commiſſario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præſentium concludi, ſignarique contingeret, rata, grata, & accepta, omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut in toto, vel in parte à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Magnum Noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum præſentibus Manibus propriis Cuſtodum & Juſtitiariorum Regni Noſtri Magnæ Britanniæ appendi fecimus. Quæ dabantur apud Whitehall, die viceſimo Menſis Octobris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono, Regnique noſtri ſexto.

W. CANT. PARKER C. KINGSTON P. ARGYLL ET GREENWICH, HOLLES, NEWCASTLE. ROXBURGE. BERKELEY. J. KRAGGS.

ANNO 1719.

Pleinpouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que nous avons eue depuis nôtre avenement au Thrône, à contribuer autant qu'il eſt en nous, au Maintien de la Tranquillité publique rétablie par les Traittés d'Utrecht & de Bade, & à l'affermiſſement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traités & Articles ſeparés qui ont été ſignés à Londres le 2. Août de l'année derniere, en nôtre Nom, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, entre autres choſes, les Conditions qui doivent ſervir de fondement à la Paix entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres cher & tres-amé Oncle le Roy d'Espagne, & entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, leſquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par nôtredit Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, voulant d'ailleurs entrer dans toutes les Méſures qui ſeront jugées convenables pour l'entier accompliſſement desdits Traittés, nous confiant entierement en la Capacité, Experience, Zele, & fidelité pour nôtre ſervice de nôtre cher & bien-amé le Sr. Comte de Morville, nôtre Ambaſſadeur auprès de Leurs Hautes Puiſſances nos treschers & Grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Pour ces cauſes & autres bonnes Conſiderations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre tres-cher & tres amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, nous avons commis, ordonné, & deputé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main, commettons, ordonnons, & députons ledit Sieur Comte de Morville, & luy avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, pour en nôtre nom, & en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec les Miniſtres Plenipotentiaires de toutes les Puiſſances Contractantes, pareillement munis de Pleinpouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & ſigner avec eux enſemble, ou ſeparément, tels Actes, Conventions, Articles & Declarations que ledit Sieur Comte de Morville aviſera bon être pour l'entier accompliſſement desdits Traittés & Articles ſeparés, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire, ſi nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial non contenu en cesdites preſentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & éxécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Paris le ſeiziéme Octobre, l'An de grace mil ſept cent dix-neuf, & de nôtre Regne le cinquiéme. *Signé*, LOUIS, & *ſur le reply*, Par le Roy, le Duc d'ORLEANS, Regent préſent. *Signé*, DU BOIS & ſcellé.

VII.

Friedensſchluß zwiſchen Georg Seiner Königlichen Majeſt. in Groß-Britannien als Churfürſt und Hertzog zu Braunſchweig/ und Ulrica Eleonora Königin in Schweden/ wodurch zu folg des Præliminair Tractats, welcher den 11--22. Julii 1719. errichtet/ die Hertzogthümer Bremen/ und Verden an mehr beſagte Königl. Majeſt. als Churfürſt/ und Hertzog zu Braunſchweig mit eben den Rechten/ und Zubehörungen abgetretten werden/ wie ſelbige die Cron Schweden durch das Oſnabruckiſche Friedens-Inſtrument beſeſſen hat; worunter ſonderlich mit begriffen wird das Recht Sitz/ und Stimm auf Reichs- und Krayßtägen im Römiſchen Reich/ wie auch das Directo- 8. Nov.

ANNO 1719.

Directorium im Nieder-Sächsischen Krayße zu führen/ samt den Rechten über das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und Bremen/ wie nicht weniger das Jure pignoris in Chur-Braunschweig händen bereits seyende Amt/ und Städlein Wildhausen; hingegen verspricht Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Churfürst und Hertzog zu Braunschweig an Seine Königl. Majest. in Schweden innerhalb drey terminen zu zahlen die Summ einer Million Reichsthaler nach dem Leipziger fuß/ die Unterthanen/ und Einwohner in allen ihren Rechten/ Freyheiten/ und Privilegien so wohl die Religion, als andere sachen betreffend zu erhalten/ und denen/ so sich bey der vorhin vorgenommenen grossen und General Reduction werden beschwert befinden/ denen König Carls des XII. Glorwürdigsten andenckens verheissungen gemäß/ baldiges Recht wiederfahren zu lassen; Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien versprechen beynebens die mit der Cron Schweden vorhero gemachte Tractaten/ worunter die Garantien vor das Fürstliche Holstein-Gottorpische Hauß mit begriffen seynd/ auf das gnaueste zu beobachten/ auch selbige ferner nach den ietzigen Conjuncturen zu erneueren/ und einzurichten. Geben zu Stockholm den $\frac{20}{31}$. November 1719. Mit den besondern Articulen/ so enthalten/ Ihro Königl. Majest. als Churfürst/ und Hertzog zu Braunschweig wollen diejenige Contributiones, welche dieselbe vor übernehmung des Landes durch dero Generals gehoben/ wie im gleichen das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, nicht weniger das Orlog-Schiff Bremerschlüssel genant/ auch noch einige andere Articulen die Officier/ und Unterthanen des Landes betreffend/ der Cron Schweden/ nach der durch die Commissarien/ welche darüber werden benent werden/ getroffenen Vergleich/ ersetzen/ und vergüten. Geben zu Stockholm den $\frac{20}{31}$. November 1719. [Tiré des Archives Royales.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de* Brunswich, *&* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchez de Bremen, & de Verden sont cedez audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunswich avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possedoit par la Paix de Westphalie, y compris specialement le Droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathedral de Hambourg, & sur celui de Breme; comme aussi la proprieté de la Ville de Wilshausen avec son Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswich. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majesté Suedoise, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Monnoye de Leipsich, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Justice conformement aux promesses du feu Roi Charles XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevés, dans la grande, & generale reduction, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les renouveller presentement selon & en conformité de la Conjonction presente. Fait à Stockholm le $\frac{20}{31}$. Novembre* 1719. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *portant que le Roi Electeur donnera une entiere satisfaction à la Couronne de Suede au sujet des Contributions exigées du Païs par ses Generaux, avant qu'on eût pris possession, comme aussi à l'égard du Magazin de la Forteresse d'Ottersberg, du Vaisseau de Guerre Bremer-Schlussel; & de quelques autres Articles concernant les Officiers, & Sujets du Païs; le tout selon le Reglement, qui en sera fait, & convenu par des Commissaires, qu'on nommera sur ce sujet de part, & d'autre. Fait à Stockholm le $\frac{20}{31}$. Novembre* 1719. ANNO 1719.

Im Nahmen der Heyl. Drey-Einigkeit.

KUndt und zu wissen seye hiemit Jedermanniglichen/ demnach die ausserhalb des Röm. Reichs angefangene Nordische Krieges Unruhe mit der zeit auch einige zu selbigem Reich gehörige Provincien ergriffen/ und endlich gar in den Nieder-Sächsischen Kreyß gedrungen/ dadurch es sich veranlasset/ daß der Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Georg König von Groß-Britannien/ Franckreich/ und Irland/ Beschützer des Glaubens/ Hertzog zu Braunschweig- und Lüneburg des Heil. Röm. Reichs Erß-Schatzmeister und Churfürst/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg in solche Krieg mit verwickelt worden/ die Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürstin und Frau/ Frau Ulrica Eleonora der Schwede/ Gothen und Wenden/ Königin/ Groß-Fürstin zu Finland/ Hertzogin zu Schonen/ Ehesten/ Liffland/ Carelien/ Bremen/ Verden/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Fürstin zu Rügen/ Frau über Ingermanland und Wißmar/ Pfaltz-Gräffin beym Rhein/ in Beyern/ zu Jülich/ Cleve und Berge/ Hertzogin ꝛc. Wie auch Land-Gräffin und Erb-Printzessin zu Hessen/ Fürstin zu Hirschfeldt/ Gräffin zu Catzen-Ellenbogen/ Dietz/ Ziegenhayn/ Nidda und Schaumburg ꝛc. Aber so wohl als Hochstgedachte Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien aus Christlöblicher intention dero gedancken darauff einmütiglich gewand/ wie fernerem aus solchen Krieges-Wesen zu besorgendem Unheil/ und Verderb unschuldiger Lande/ und Leüte zuvorgekommen/ zuforderst aber/ und fürnemlich Friede und Ruhe zwischen hochst ermeldeten Ihren Königl. Majest. Majest. gestifftet/ und gutes vernehmen/ und vertrauen beyderseits erneuert/ und befestiget werde mögte/ zu welchem Ende der Durchleuchtigste/ und Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Ludwig der XV. Aller-Christlichster König von Franckreich und Navarra/ dessen Officia, und Mediation durch seine/ bey dem Königl. Schwedische Hoffe subsistirende/ und verordnete Residente/ und Plenipotentiaire den Wohlgebohrne Herrn Jacob von Campredon rühmlich mit angewand/ auch bereits zwischen Höchst-Ermeldte Ihre Konigl. Majest. Majest. ein Præliminair Friedens-Recels unterm 11—22. Julii jetzlauffende Jahrs zu Stockholm getroffen/ und darin vorbehalten worden/ daß auff den fuß desselben mit nechsten der Friede zwischen Ihnen formlich geschlossen/ und darüber ein Solennes Friedens Instrument errichtet werden solte/ und dan zu völliger ausmach- und möglichster beschleunigung eines so erwünscht- und heilsamen wercks die beyderseitige mit gnugsamen Vollmachten versehene Ministri Plenipotentiarii im Nahmen Gottes zusammen getretten/ und zwar von seiten Ihro Konigl. Majest. von Schweden der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Cronhielm/ Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Præsident des Konigl. Cantzley Collegii, und der Upsalischen Academie Cantzler/ wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Carl Gustav Ducker/ Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Feld-Marschall/ und verordneter Kriegs-Rath/ desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Adam Taube/ Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Ober-Stadthalter in Stockholm/ gleichermassen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Magnus de la Gardie, Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Præsident in dem Konigl. Commercii-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron Herr Daniel Niclas von Höpken/ Ihro Konigl. Majest. von Schweden verordneter Etats Secretaire: Von seiten Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ aber dero Ministre Plenipotentiaire der Wohlgebohrne Herr Obrister Adolph Friedrich von Wassewitz. Als haben dieselbe nachfolgende Articuln mit einander abgeredet und geschlossen.

I. Soll ein immer währender/ auffrichtiger und beständiger Friede/ und Freundschafft zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dem Reiche Schweden eines und Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ auch als Hertzoge/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ und dero Chur- und Fürstliche Hause andern theils hiemit gestifftet/ und bestättiget sein/ und soll und will ein theil dem andern alles das jenige redlich/ und unverbrüchlich erweisen/ was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwischen ihnen völlig ergäntzen/ und beständig

ANNO 1719. ständig machen kan/ alle Feindliche handlungen/ und gebrauchung der Waffen aber von einem theil gegen den andern sollen von nun an gäntzlich auffhören/ und niedergeleget seyn/ und bleiben.

II. Es soll auch beyderseits eine immermehr währende vergessenheit/ und Amnestie alles dessen sein/ was an der einem/ oder andern seiten/ es sey auff was weyse es wolle/ Feindliches/ oder wiederwärtiges gegen einander vorgenommen sein mögte/ und soll deren keines dem einen oder dem andern theile/ oder jemand der seinigen in ungute jemahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden/ sondern das alles/ und jedes soll hiemit todt/ und abseim/ und dessen nimmermehr gedacht werden.

III. Gleich wie Ihro Konigl. Majest. von Schweden vermoge des mit Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg unterm 11—22. Julii 1719. errichtet/ eingangs berührten Præliminar-Friedens-Recessus deroselben bereits cediret/ und abgetreten haben/ also cediren und übertragen sie krafft dieses nochmahlen vor sich/ das Reich Schweden/ und Ihre Successoren, und Nachkommen Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum die Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden pleno Jure mit allen deren Juribus, und zubehörungen/ so wie selbige Hertzogthümer durch das Osnabrückische Friedens-Instrument vom 14—24. Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden/ und wie die Konige von Schweden und das Reich Schweden solche Hertzogthümer sambt deren Annexis Juribus, und zubehörungen seithero besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ oder besitzen/ nutzen/ und gebrauchen sollen oder können/ nichts überall davon ausgenommen/ und insonderheit das Jure pignoris in Chur-Braunschweig händen bereits seyende Ambt/ und Stadtlein Wilshausen/ mit allen Ihren zubehörungen/ und gerechtsamen/ doch also/ daß wegen des darauff hafftenden Pfandschillings kein fernerer anspruch an Ihro Konigl. Majest. und das Reich Schweden nun oder ins künfftig gemachet werde/ solches alles/ und jedes von nun an zu ewigen zeiten mit eben dem Recht/ wie es Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von der Regierung/ wie auch das Reich Schweden bißhero besessen ohne einige schmählerung/ oder vorbehalt/ auch ohne alle in/ oder ausserhalb gerichts von Ihro Konigl. Majest. von Schweden oder dero mitbeschriebenen jemahls zu machende wiederrede/ hinderung/ oder sperung völlig/ und in Eigenthum zu haben/ und zu behalten; begeben/ und renunciren auch hiemit in faveur hochstgedachter Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und deren ob mit beschriebenen in perpetuum allen denen gerechtsamen/ welche sie an denen Hertzogthümern Bremen/ und Vehrden oder von wegen derer selben bißhero gehabt oder auff einige weise prætendiren können/ in genere, und in specie, es betreffe das Directorium in Niedersächsischen Kräyse/ Sitz/ und Stimmen auff Reichs/ und Kräys-tägen/ oder mag sonsten nahmen haben wie es wolle; Entbinden gleichfals hiemit die Unterthanen/ Eingesessene/ und angehörige solcher Hertzogthümer aller derer pflichte und verbindungen/ womit die Ihro Konigl. Majest. und dem Reiche Schwede verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg und dero obmitbeschriebene/ als Ihre nunmehrige alleinige/ und beständige Landes- und Ober-Herrn/ wie sie dan auch das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und die zu dem Dohm zu Bremen/ und dem dortigen vormahligen Capitul gehörige Personen/ Untersassen/ Heürzinß-und Meyer-Leüthe/ so wohl in der Stadt Bremen/ als in denen so genandten Vier Gohen/ und an allen anderen Orten/ wo deren befindlich seyn/ obgedachte Eyde/ und Verbindungen an die Cron/ und das Reich Schweden krafft dieses entschlagen/ und an Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene überweisen.

Ihro Konigl. Majest. von Schweden für sich/ und dero obmitbeschriebene refutiren annebst hiemit/ und krafft dieses die Jura feudi, so sie und Ihre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden von denen Romisch. Kaysern/ und dem Romisch. Reiche erlanget/ und biß dahin gehabt haben/ und übertragen so viel an Ihro solche Lehnbarkeit/ an Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ und dero obmitbeschriebene.

Übrigens sollen die Brieffschafften und Documenten die Hertzogthümer Brehmen/ und Vehrden betreffend/ bona fide, so bald es möglich denenjenigen extradiret werden/ welche dieselbe zu empfangen von Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene/ versprechen/ und geloben Ihrer seits die Stände/ Unterthanen/ und sambtliche Einwohner auff dem Lande sowohl als in denen Städten ermelter Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden/ und was denenselben anhängig/ und zu gehörig sein kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben bey seinen wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten und Privilegien insgemein/ und absonderlich/ so wie besagte Ständte/ Unterthanen und Einwohner selbige gehabt/ und besessen/ und solche nach Inhalt des Instrumenti Pacis Westphalicæ Ihnen vorbehalten worden/ sambt bey dem freyen Religions Exercitio vermöge der unveränderten Augspurgischen Confession jederzeit unbekummert/ und ungekräncket zu lassen/ zu handhaben und zu schützen. ANNO 1719.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen genuß der entweder Ihm selber von denen vorigen Konigen von Schweden verliehenen/ oder auch von andern erhandelten Exspectantz auff einige gewisse Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelanget wäre/ so sollen auch solche Exspectantz denen Rechten/ und herkommen gemäs Ihre krafft behalten/ und denen Inhabern derselben hinführo bey einer sich ereignenden Vacance keiner vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Konigl. Schwedischer Regierung überall ins werck gestellete Reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhende Kon. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens/ so wohl/ als in ansehen derer billigkeit bewogen worden/ mittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zugeben/ daß im fall einige hiesige Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun könten/ daß ihnen einige Güter/ welche ihnen mit Recht zu gehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr Recht unbenommen sein solte/ zu folge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in dem Besitz ihrer vorigen durch erwehnte Reduction, oder unter andern vorwand ihnen abgesprochene/ eingezogene/ oder sequestrirte Güter getreten/ dieses Recht nachgehends auch von denen sambtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen Majest. abgefasten Reichstags-beschlus aufs neue festgestellet worden:

Als ist hiemit von beyden Allerhöchsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß die in dem vorhergehenden 3. Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession deren Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden keines wegs schmählern/ vielweniger aber auffheben sollen/ derer in besagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen/ und Eingesessenen/ oder derer Erben/ sie mögen intra, oder extra Territorium sich auffhalten/ in diesem fall habende rechtmässige ansprach und forderungen/ sondern sollen selbige bey Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ in eben derselben krafft und würckung verbleiben/ wie sie anjetzo gegen Ihro Konigl. Majest. von Schweden seind/ und sich befinden/ und nun/ oder ins künfftige können erweislich gemacht werden.

VI. Jngleichen sollen krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie, die wegen des bishero gewesenen Krieges etwan vorenthaltene güter/ hauser/ und eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ ihren rechtmässigen Proprietariis, sie mögen intra oder Extra Territorium sich auffhalten/ wieder zugestellet/ und eingeraumet werden.

VII. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnten beiden Hertzogthümern von der dortigen gewesenen Konigl. Schwedischen Regierung/ bis man Konigl. Danischer seits sich bemeldter Hertzogthümer gäntzlich bemächtiget/ publico nomine wegen schulden und posten/ so auff Konigl. befehl auffgenommen/ und in des Konigs/ oder der Cron nutzen verwandt worden/ gemachte würckliche verpfandungen/ und von besagter Regierung geschehene immissiones in ihrer vollkommenen krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Einhabere solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweislich verliehenen/ oder eingeraumbten/ unterpfandes/ ihre in handen habende Contracten mit darinnen enthaltene verschreibungen so lange zu gute geniessen/ biß dieselbe vermög ihrer Contracten vollkommen expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan ersibesagten Creditoren verpfändete/ in beyden Hertzogthümern belegene/ oder auch dazu gehörige güter/ und häuser Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero mitbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden.

Was aber auf der dortigen Stände Obligationes und Garantien auff-negociiret worden/ solches seind gesambte Stände/ zu bezahlen/ und zu præstiren gehalten.

VIII. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien versprechen hiemit nicht nur als Konig/ sondern auch als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg/ die mit Ihro Konigl. Majest. zu Schweden Vorfahren/ und dem Reich Schweden fürhin gepflogene Vertrauliche Freundschafft/ und Bundnussen nebst denen Garantien, so dem Fürstl. Hollstein-Gottorpischen Hauser auff dem fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen/ oder noch ferner zu schiessenden Frieden können zu gute kommen/ anjetzo mit Ihro Konigl. Majest. und dem Reiche Schweden zu erneuern/ und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uber dem wollen Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg gehalten seyn/ an Ihro Konigl. Majest. von Schweden auff dero Assignation und Quitung die Summa von zehenmahl hundert tausend Reichthaler an neuen vollgültig einfachen/ und gedoppelten marck-oder drittheil stücken/ nach dem Leiptziger Müntz-füß de Anno 1690. da die marck feinen Silbers zu zwolf Courant Thalern ausgemünzet ist/ in Hamburg zahlen zu lassen und wie bereits anstalt gemacht worden/ daß Ihrer Konigl. Majest.

ANNO 1719. Majest. von Schweden eine tertia davon 333333. 1-3. Thaler auff dero Assignation und Quittung in Hamburg sollen entrichtet werden / solches auch vor Signirung dieses Friedens-Instruments bewerckstelliget sein wird / also hatt es dabey sein verbleiben ; der übrige theil aber ob-erwehnter Million Thaler soll vier bis sechs Wochen nach geschehener auswechselung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig / und ohnfehlbahrlich zu Hamburg auff gehörige Assignation, und Quittung bezahlet werden.

IX. Der Westphälische Friedens-schluß in so weith derselbe durch gegenwärtigen Tractat, und sonsten nicht geändert / oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden mögte geändert werden / bleibet in seiner vollenkommenen Krafft / und würckung / und verbinden sich beyde Compaciscirende hohe Theile / Ihres Orts alles dasjenige beyzutragen / was zu auffrechthaltung / und befestigung besagten Westphalischen Frieden-schlusses nötig und dienlich sein wird.

X. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren Ihnen hiemit zuforderst / Seiner Kayserl. Majest. auch nach befinden / anderer Puissances Garantie über dieses Friedens-Instrument zusuchen / und zunehmen.

XI. Die beyderseitige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb 2. Monath à Dato dieses beygebracht / und alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden.

XII. Zu Uhrkundt dessen / was obstehet seind hievon 2. gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche beyde von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und unterstegelt / und jedem Theile eines davon zu gestellet worden. So geschehen / und gegeben zu Stockholm den 9—10. Novemb. im Jahr eintausend sieben zehen hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm.	(L.S.)	Adolph Friederich von
Carl Gustav Ducker.	(L.S.)	Bassewitz. (L.S.)
Gustav Adam Taube.	(L.S.)	
J.H.V. De la Gardie.	(L.S.)	
D.N. von Höpken.	(L.S.)	

ARTICULI SEPARATI.

DEmnach es sich zugetragen / daß bey schließung / und unterzeichnung des unterm heutigen Dato zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden / und Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Instruments, einige angelegenheiten sich hervorgethan / welche eine genauere nachricht / und untersuchung / theils auch eine vorhergehende Liquidation erforderen / derowegen aber man nicht dienlich erachtet / die zeith auszuziehen / und das haubtwerck länger ausgestellet sein zulassen ; Als haben beyderseits Compaciscirende hohe Theile sich dahin verglichen / daß zu gäntzlicher schlicht- und ausmachung solcher in nachfolgenden Articulen abgefasten Puncten / gewisse Commissarii von beyden seiten sollen ernennet / und bevollmächtiget werden / welche gleich nach ausgewechselten Ratificationen über obbesagtes Friedens-Instrument so wohl als gegenwärtigen Separat Articulen zusammen tretten / und innerhalb einer vier Monathlichen Frist / hierunten benandte angelegenheiten durch gütlichen Vergleich zum schluß bringen sollen.

I. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg / wollen diejenige Contributiones und andere auffiagen / welche dieselbe vor übernehmung mehrbesagter beyden Hertzogthümer aus dem derosselben fürher übertragenen Postirungs-Distrikt gehoben / und selbige sowohl als das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, Ammunition, und andere Krieges-zurustungen / imgleichen das Orlog-schiff / Bremer-schlüssel genandt / zu sich genommen haben / Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und der Cron Schweden nach der darüber getroffenen Liquidation ersetzen / und vergüten.

Dasjenige aber / was von Dännemarck aus obgedachter Postirung gehoben worden / kan in diese Liquidation nicht gebracht werden.

II. Desgleichen haben auch Seine Konigl. Maj. von Groß-Britannien als Hertzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg sich geneigt zu sein erkläret / denen von der Ritterschafft / und Adel-Bedienten / und anderen Eingesessenen / welchen währenden diesen Troublen ihre güter eingezogen worden / die einkünffte / so sie dadurch geniesst / und welche von Ihro Konigl. Majest. selbsten / oder dero Cammer genossen seynd / wieder ersetzen zulassen ; Jmgleichen wollen sie auch auff die im Exilio bißhero gelebte Justitiæ, und Landes-Bediente / welche darum gezienende ansuchung thun werden / und noch fähig / und im stande zu dienen seynd / bey ereigenden Vacanzen reflexion machen.

III. Solte annoch die vormahlige in der Stadt Bremen gewesene Konigl. Schwedische Regierung wegen ein- und anderen sachen / so die bißherige Oeconomie und verwaltung der Financen, oder auch einige particulire angelegenheiten betreffen / mit guten fundament, und raison etwas vorschlagen / und beybringen können / so wollen Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien solches vernehmen und billigmässige reflexion darauff machen. ANNO 1719.

IV. Diese Separat Articuln sollen von eben der Krafft / und Bündigkeit sein / als wann sie dem unterm heutigen Dato errichteten Tractat von wort zu wort einverleibet wären / und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche von beyden / von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und unterstegelt / und jedem theile eines davon zugestellet worden. So geschehen Stockholm den 9—20. Novembr. im Jahr ein tausent sieben hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm.	(L.S.)	Adolph Friederich von
Carl Gustav Ducker.	(L.S.)	Bassewitz. (L.S.)
Gustav Adam Taube.	(L.S.)	
J.H.V. De la Gardie.	(L.S.)	
D.N. von Höpken.	(L.S.)	

VIII.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Parisiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præsertim in eo quod spectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour. Avec Privilege. Fol.] 1720. 26. Janv.

PHILIPPUS Dei gratiâ Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentiæ, Galetiæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani : Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm per Sereniſſimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Sereniſſimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Noſtrum Franciæ & Navarræ Regem propoſitus ſit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem ſtabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & ſinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cùm hunc in finem memorati Sereniſſimi Reges Plenipotentiarum Tabulis inſtruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Stairs, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Mareſcallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Miniſtri eò pervenerint, ut Tractatum concluſerint, quem ſignârunt Pariſiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos ſpecificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, ſtabiliri in votis fuit, & cùm memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis propoſuerint hisce adhærere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter juſtas, quas habuimus rationes, diſtulerimus, nihilominùs deſiderantes ex parte Noſtra implere vota memoratarum Majeſtatum Sereniſſimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Noſtro & diminutione cùm Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus : Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, ſignatum 18. Julii 1718. à ſupradictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majeſtatum Britannicæ & Chriſtianiſſimæ, atque ideò tenore Præſentium acceptamus hunc præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis : & præciputè in eo quod ſpectat & concernit comprehenſos octo Articulos & directè reſpicientes Pacem inter utramque Aulam Madritenſem & Viennenſem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commiſimus Expeditionem præſentis Inſtrumenti manu Noſtrâ muniti & Sigillo Noſtro ſecreto, atque ab infraſcripto primo Statûs Secretario ſubſignari. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signatum erat

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

ANNO 1720. NOs infrascripti Ministri & Plenipotentiarii declaramus Apographum suprà insertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consimile esse. Actum Hagæ-Comitum die decimâ septimâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento :

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

IX.

21. Janv. / 1. Fevr. *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Suecorum Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Christianissimo percussum, quò anterioribus Fœderibus reassumptis, & pro basi hujus habitis, Partes conveniunt de Auxilio sibi invicem in omni casu necessitatis ferendo. Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adesse Subsidiis & armis in Bello præsenti contra* CZARUM *Moscoviæ, eoque continuare ad Pacem usque restaurandam, Regina vero se & Regna sua obstringit ad perpetuam Guarantiam Successionis Regiæ Britannicæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die* 21. *Januarii* 1720. [Tiré de la Chancelerie Royale de Suede.]

QUandoquidem Sereniſſima & Potentiſſima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Georgius Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Elector, pro intimiori mutuæ amicitiæ, & ſinceræ neceſſitudinis aſſertione, majorique confirmatione, atque pro adaugenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum ſalute, & ſecuritate conſultum fore exiſtimaverunt, ut anteriora inter Inclyta Sueciæ, & Magnæ Britanniæ Regna, & altè commemoratorum Regum Prædeceſſores Reges inita Fœdera, in primis vero illud, quod inter Regiam Suam Majeſtatem Sueciæ tunc temporis regnantem Beatæ, glorioſiſſimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Suam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, itidem Beatæ glorioſiſſimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ-Comitum Anno 1700. in octodecim annos ictum Anno 1718. proximè elapſo expiravit, nunc per Mediationem, & ſub Guarantia Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Miniſtrum ſuum Reſidentem Plenipotentiarium eſſe voluit, & Mandatis ſuis ad hoc muniri curavit, reaſſumerentur, emendarentur, renovarentur, præſentique rerum ſtatui accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regia Majeſtas Sueciæ itaque ſalutari huic operi perficiendo legitimè conſtituere, atque ſufficienti Mandato inſtruere voluit Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Carolum Guſtavum a Ducker, ſuum Regnique Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum, & Conſiliarium Bellicum, nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Guſtavum Adamum à Taube ſuum Regnique Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum & ſupremum Gubernatorem Holmiæ, itidem Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Comitem Dominum Magnum de la Guardie, ſuum Regnique Senatorem, & Præſidem Collegii Commerciorum, ut & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Joannem Lilienſtedt ſuum Regnique Senatorem, ac Cancellariæ Conſiliarium, denique Illuſtrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken Status ſui Secretarium, Sacra Regia Majeſtas Britanniæ autem Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes, in Provincia Betfordienſi, unum ex Cubiculi ſui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devonienſis, & Legatum ſuum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, qui congreſſi, ſuis Holmiæ exhibitis utrimque & communicatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de cauſa inſtitutis colloquiis poſt accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquiſitionem convenerunt & conſenſerunt, ut pro baſi & fundamento reciperent Fœdera Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6. Janv. Hagæ-Comitum concluſa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque Regnorum & Subditorum Commercia ſpectant, atque prædicti non modò Anno 1665. ſed etiam Anno 1700. initi Fœderis partem conficiunt, quàm primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commiſſariis negotiatio inſtitui debeat: quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam Correspondentiam, & ſecuritatem, prædicta Annis 1665. & 1700. inita Fœdera, præſenti hocce confirmantur omnino, & corroborantur, adhibitis additionibus, & immutationibus quibusdam, ut præſenti rerum ſtatui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id Articulis ſequentibus fuſius expoſitum, cautum, & ſtatutum eſſe patebit.

I. Sit inter Sacram Regiam Sueciæ Majeſtatem ejusque Hæredes, & Succeſſores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem, ejusque Hæredes & Succeſſores Reges ab altera parte, atque univerſa & ſingula utriusque Regna, Ditiones Provincias, Inſulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives & Incolas, atque adeo omnes omnino Subditos & Vaſallos tum eos qui nunc ſunt, tum etiam, qui impoſterum erunt, tam in Europa quàm extra eandem ubivis locorum tam Terrâ quàm Mari & Aquis dulcibus, ſincera & conſtans in perpetuum amicitia, Fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipſi ſibi invicem, vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicumque ſitis, & Subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus conſentiant, ſed ſe invicem ſincero affectu, omni benevolentia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum, eorumque Hæredes & Succeſſores mutuum commodum, & honorem omni ſtudio curare & promovere, pericula, conſpirationes, & machinationes hoſtiles, quam primum ſcilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit obſtare, nec non pro avertendis, & impediendis iisdem, conſilia, viresque ſociare, & impendere; quapropter alicui Confœderatorum non licebit, vel per ſe, vel per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidquam alterius incommodo, vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci, ſive Mari, ſive Terrâ, hoſtes ejus, ſive rebelles, & inimicos in Confœderati damnum nullatenùs fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in Ditiones ſuas recipiet, aut admittet, multo minus conſilium, auxilium & favorem illis præſtabit, vel tale quid per Subditos, populum aut Incolas ſuos præſtari ſinet, aut permittet.

III. Rebelles verò jam nominatos ſpeciatim quod attinet, quicumque ab alterutro Confœderatorum per Litteras Confœderato ſuo miſſas, pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam à Confœderatorum illo, cui Litteræ iſtæ miſſæ fuerint, pro tali ſtatim reputabitur, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alterius rebelles & perduelles ſtatuta ſunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quò majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altiſſime memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum utilitatem, nec non Religionis Proteſtantis protectionem in dies meliùs excoli, ac eorundem ſecuritati, magis magisque proſpici, ac caveri poſſit, utrimque convenit, ut Sereniſſimi & Potentiſſimi Reges, Regnaque Sueciæ, & Magnæ Britanniæ ſpeciali Fœdere defenſivo, quàm arctiſſimè necterentur; quemadmodum hisce præſentibus arctiſſimo conſtringuntur Fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præſtandam defenſionem tam ſuorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Statuum, Subditorum, poſſeſſionum quam Jurium, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum cum in

Mari

ANNO 1720. Mari Baltico, Freto Oresundico sive Codano, tum in Mari Septentrionali Deucaledonico, Occidentali, Britannico, Freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum, & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex Pactis & receptis Consuetudinibus, quàm Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores, & Terrâ vel Mari turbatores in Europâ, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam Suam Majestatem, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus, aut quibusvis personis malevolis uno vel pluribus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominiis tam intrà, quàm extra Regna, ut & in Germaniâ ad Reges, Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Juribus suis inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredes, & Successores Reges, prævià legitimâ requisitione, Sereniſſimæ Reginæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus, Regnisque Sueciæ contra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebelles exercitu sex mille Peditibus constante auxilio esse eâ conditione, & modo, ut infrà determinatum est.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges, Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus in Europâ, invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges, Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri, & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejusque Hæredes, & Successore Reges, Regnaque Sueciæ contra tales aggressores, & Rebelles Sereniſſimo Regi Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem, & denunciationem Exercitu sex mille Peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialiùs determinabitur.

VII. Istæ verò, quæ imposterum sic desiderari poterunt Copiæ Auxiliares quartò post factam requisitionem Mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt, in locum aditu, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit mittenti priùs indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem, ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda, Confœderato requisito vigore hujus Fœderis prius tentanda incumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerunt Copiæ sumptibus mittentis alentur, & sustentabuntur, donec Pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in Terris suis provideat, ut auxiliares Copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum, & cœtera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum Exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodò habere velit, residuam vero in apparatu Bellico, munitione, commeatu, Navibus, rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, eâ tamen æstimatione initâ, ut pro singulis mille Peditibus quolibet Mense usque ad finem Belli quatuor millia Imperalium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii fine cunctatione bonâ fide convenient.

IX. Quod si periculum obstiterit, quò minùs Copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior, faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem Copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio Belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium Copiarum Dux requirentis Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis subsit, omniaque ea, quæ dictum militiæ modum agendi, & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte Naves loco & vice militiæ terrestris subministrati contigerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur. ANNO 1720.

X. Si verò acciderit, ut pro magnitudine periculi Copiæ determinatæ non suffecerint, utpote si aggressor forte alterius cujusdam sui Fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel Successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus, quantisque è re esse poterit, quâ Terrâ quâ Mari, viribus nec non Subsidiis pecuniariis Parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod Anno 1700. conclusum fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud Bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ex Fœdere jam nominato, quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsenti hocce Bello Septentrionali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, Successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat, & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius in cassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem Navium Bellicarum vulgò *Escadron* dictam proximo Vere tempestivè Regno Sueciæ in Subsidium sit expeditura, sub Mandatis, & Dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus Navibus Bellicis acturam, ut Czari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur, & justæ Pacis Leges atque conditiones quam citissimè ab eo obtineantur; omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio Bellico cum Præfectis Copiarum Navalium utriusque Coronæ prævio habito, ordinari & disponi debent, imposterum verò, antequam auxiliares Copiæ mittantur, vim, & injuriam passûs cum altero Confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor, aut turbator amicabili ratione inducatur, à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit, quod si verò ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copiæ præfatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit: ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum eorumque Subditis Naves suas Bellicas, allaque armata Navigia in alterius Portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque Immunitatibus & Privilegiis frui & gaudere, modò in ipsis Portubus vel eorum ingressu, illi qui communes hostes non sunt, non infestentur, aut per hoc cum iis omnis Commerciorum usus ad dictos Portus turbetur, multo minùs in totum tollatur, mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœderatorum consensu est determinatum, de Navigatione & Commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiæ quam primum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum, conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit Navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis Mercimoniis & Mercibus per universas & singulas eorum Ditiones, Dominia & Territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari alterutrius Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque liberè & tutò ingredi, ibique commorari, & rem Mercatoriam exercere in omnimodis Mercibus & Mercimoniis, quorum introitus, exitusque non speciatim per Leges & Statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur; eâ Lege tamen, ut ista Commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quàm ad Portus illos Maritimos, hucusque in exteræ cujusvis Gentis Commercium concessos; in quibus dictis Portubus, Oppidis, Urbibus, locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum Subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gra-

ANNO 1720. gravamen, coërcitionem, aut temporis præfinitionem, verùm etiam ſemet ipſos cum ſuis bonis, Mercibus, aut facultatibus quibusvis illinc transferre & alibi ſe, ſuasque dictas facultates recipere, quandocunque & quoquoverſum ipſis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis ſub prætextu, niſi in ære alieno fuerint, & juſta ac legitima debita contraxerint, neque tributa aut onera cujuſcunque generis, aut ſub quocunque titulo dicti Subditi ſolvere tenebuntur, dum mutuo manſerit in alterutriusque Confœderatorum Ditionibus & Territoriis, quæ Gens amiciſſima ſolvere non tenetur & quo omni meliori modo Subditorum præfatorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur & Commercium inter utrumque Regnum reciprocè promoveatur, dicti Fœderati ſe mutuò obſtringunt, & ex alterutra parte ſpondent, quod Merces & opificia utriusque Nationis nulla alia onera & Vectigalia majora impoſterum ſolvant, quam quæ nunc ſtabilita ſunt, eâque immunitate tamdiu gaudeant, donec omnia hæc Negotia ad mutuum Commercium ſpectantia ſpeciali Conventione aut Tractatu confeſtim concludendo in uſum & utilitatem utriusque Nationis ſemper deinde obſervando, clariùs atque firmiùs ſint deciſa, neque licitum reſpectivis erit utriusque Confœderatorum Subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis, & menſurandis Mercibus, & bonis ab ipſis importandis, exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni Urbibus, Indigenis, & Civibus exiguntur, & ſolvuntur. Porro conventum & pro regula generali ſtatutum eſt inter dictos Fœderatos, quod omnes & ſinguli eorum Subditi in Ditionibus, Territoriisque hinc inde eorumdem Imperio ſubjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occaſione gaudebunt, & iisdem Privilegiis, Libertatibus, & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus Subditi cujusvis alterius Principis aut Status vel amiciſſimi utuntur, fruuntur, gaudenturque, aut impoſterum uti, frui aut gaudere poſſint.

XIII. Vigore Articulorum quarti, & quinti Tractatûs de Anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præſtare auxilia, quæ ibidem ſtipulata ſunt; conditionibus tamen Articulo XVI. ejusdem Tractatûs pactis ſcilicet, ut ſi requiſitus Confœderatus fuerit, ipſe Bello implicatus, ſive contra ſuos proprios, ſive Confœderati hoſtes, hoc caſu non tantùm auxilia requirenti præſtare non obligaretur durante hoc Bello, verum etiam auxiliares Copias Confœderati vi Fœderis miſſas revocare poterit prævia trium Menſium ſignificatione; cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britannicæ ipſa Bello adverſûs Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapſum Anno 1713. quo Tractatus Ultrajectenſis Bellum Pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe, Subſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis Articulum, Bellum Regni Sueciæ duravit, eamque ob cauſam Suecica Subſidia, quæ reſtant, poſtulat; Subditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ juſtam compenſationem pro Navibus & Mercibus ſuis ab Armatoribus, & Navibus Suecicis interceptis, poſteaque Fisco adſcriptis exposcunt; pariter quoque Subditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro Navibus & Mercibus ſuis ab Armatoribus & Navibus Magnæ Britanniæ interceptis compenſationem postulant, ea propter à Partibus paciscentibus conventum eſt, Commiſſarios utrimque quam primum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis hisce Navibus & Mercibus, ut appareat, quænam Pars alteri debeat, idque quod ſic debetur, tam ratione unius quam alterius, harum prætenſionum termino à Commiſſariis inſtituto ritè perſolvatur.

XIV. Quæ autem Navibus Confœderati ſui ab altero Confœderatorum in ſuis Portubus conceſſæ Prærogativæ initio Art. XII. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur; quemadmodum nec permittetur, ut Subditi alterutrius Confœderatorum hoſtibus alterius in Confœderati incommodum, & detrimentum operam ſuam addicant, illisque quoquo modo qua Terra qua Mari ut Milites vel ut Nautæ inſerviant, ideoque id iis quàm ſeveriſſime interdicetur.

XV. Præſens Fœdus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum, neutri Fœderatorum in ſuis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Maris Baltici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgò Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antea, ita & impoſterum retinebit, iisque liberè, & ſine ANNO 1720. ulla contradictione fruetur. Quæ quidem ſupradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti Fœdere.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit vel ex Fœderum Legibus obligationi ſuæ ſatisfecerit, neceſſe eſt, ut eidem, ejusque ſecuritati viciſſim proſpiciatur, ac proinde utrinque convenit, ut Confœderato etiam ſuppetias alteri Confœderato, ad hujus requiſitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omninò permanſiſſe detur, nec ob præſtitum auxilium Bello ipſemet involutus fuerit, nihilominus ſine incluſione & ſecuritate ejusdem nullus Tractatus Pacis, vel Induciarum iniri, imo ne ſuſpenſio quidem armorum diuturna, & alteri Fœderatorum noxia fieri poſſit.

Quod ſi verò ob latas ſuppetias cum aggreſſore vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter ſine alterius conſenſu & conſilio neque ad Præliminares neque ad principales cum hoſte vel hoſtibus Tractatus descendat, ſed omnia mutuâ operâ, communicatione, & conſilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de ſufficienti ſecuritate, & ſatisfactione debitâ ex communi conſenſu pleniſſimè cautum fuerit, præprimis ei Confœderatorum, qui prius Bello immixtus fuerit, neutiquam licebit, Bellum Pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi Fœderis Confœderato ſuo auxilium tulit, per omnia ab hoſte indemnis præſtetur, ac ad minimum in priſtinum ſuum ſtatum, quo ante Bellum inchoatum gaviſus eſt, aut Jure gaudere debuit, ſiquidem ſtatus & conditio ejus per hoſtem & inde per inſecutum Bellum diminutionem aliquam acceperit, pleniſſime reſtituatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requiſitionem Confœderati ipſi ferendo, hæc conditio per expreſſum appoſita eſt, ut ſi poſt requiſitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requiſitum, vel ipſummet Bello contra communem hoſtem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe, vel Statu, in propriis Regnis ac Provinciis infeſtari, ita, ut requiſitus illam infeſtationem pro vero Bello habeat, cui avertendo requirens ipſe alias vigore hujus Fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infeſtatus, ſi quæ Copiæ auxiliares ad requiſitionem alterius Confœderati ante invaſionem miſſæ fuerint, prævia trium Menſium ſignificatione easdem ad propriam Regni ſui, Regnorumque ſuorum defenſionem revocare poterit, & durante illâ invaſione, quâ premitur, promiſſa auxilia præſtare non tenebitur, ut antehac accidit flagrante eo Bello tot annos geſto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Chriſtianiſſimum, & quamvis prædictum illud Fœdus anni 1700. quod pro baſi hujus tenebitur, ſub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis concluſum iſtiusmodi impoſterùm explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, ut clariſſima ſuæ in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice ſe obſtringit, ut præſens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Bellum nullo modo afferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majeſtas Sueciæ auxilia Tractatu hoc ſtipulata re ipſâ obtineat, iisdemque fruatur & ſublevetur usque ad Pacem feliciter reſtaurandam, ſcilicet Subſidiis, & Phalange Navium Bellicarum Articulis VIII. & XI. promiſſarum usque ad Pacem cum Czaro Moscoviæ reſtauratam, ſed Subſidiis tantum, quamdiu Bellum cum Corona Daniæ durabit, ſi nempe præter omnem ſpem illud Bellum ultra Pacem cum Czaro extenderetur. E contra obſtringit ſe Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, ſe nullas admiſſuram conditiones, quæ ipſi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum cauſæ, quæ contra Hispaniam agitur, & plurium annorum Bello ſuſtinetur, inferre poterunt. Porro ſe obligat dicta Sacra Majeſtas Sueciæ pro ſe, ſuis Hæredibus, & Succeſſoribus ad manutenendam, & guarantigiandam Succeſſionem in Regno Magnæ Britanniæ quemadmodum ea per Leges Regni ſtabilita eſt in domo Suæ Majeſtatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas univerſas Ditiones & Provincias à Sua Majeſtate poſſeſſas; nullumque aſylum aut refugium in ullo ſuorum Dominiorum loco dabit, aut concedet Perſonæ, ejusque Descendentibus, ſi qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & poſt ejus exceſſum Regium Magnæ Britanniæ titulum aſſumpſit, promittens pariter pro ſe, ſuis Hæredibus & Succeſſoribus, nullum ſe dictæ Perſonæ ejusve Descendentibus directè vel indirectè, Terrâ Marive præbituram eſſe auxi-

ANNO 1720. auxilium, consilium aut opem quamcunque sive in ære, armis, apparatu militari, Navibus, Milite, Nautis, sive alio quocunque demùm modo, idem observaturam intuitu eorum, quibus à dictâ Personâ ejusve Descendentibus fortè mandatum aut commissum foret regimen Suæ Majestatis Britanniæ aut tranquillitatem Regni sui sive Bello aperto sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Majestatis Britanniæ exercendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis ullum in Portubus Regni sui detur receptaculum. Denique Sua Regia Sueciæ Majestas obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco, illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis Subditis dabit, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in suis Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos è finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit, quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum obstringit se, ad submittenda auxilia supra determinata, idem factura ejus Descendentibus, si quando eos in Successione Regni Magnæ Britanniæ turbari contingeret; & quemadmodum Protestantium Religioni Commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ totique Christiano Orbi maximè interest, ne Mare Balticum sub arbitrio sit Czari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Czarus recusat, Pacem cum Suecia inire, & ea restituere, quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ, eamque libertatem Commercii in Mari Baltico restaurandam, qualis utrique ante præsens hocce Bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda, quæ in hoc præsenti Tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verùm promittit omnem operam, omniaque officia apud Fœderatos suos adhibituram, ut Subsidiis Sueciam adjuvent, & ita ad Czarum coërcendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superiùs dicto teneantur, ista obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia, & mutuorum Commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus, eorumque Subditis omninò tollendus & interdicendus veniat; nam existente tali casu, quod unus Confœderatorum, etiamsi auxilia requisitus tulerit, Bello ipse non fuerit immixtus, ejus Subditis ac Incolis cum hostibus illius Fœderati, qui in Bello versatur, Commercia & Navigationes libera erunt, licitumque omninò erit, Merces ipsis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expressè vetitæ, vulgò Contrabandæ dictæ, & communi omnium Nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem Ambæ summè memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam Pactis, & Fœderibus, quæ antehac cum aliis inita sunt, adhuc obstringi, eaque etiam ex præscripto eorundem Pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino Pactis & inibi comprehensis clausulis hoc tempore teneri, quæ præsens hoc Fœdus ullo modo, ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant, aut debeant; ita quo magis reciproca Fœderatorum fides, & perseverantia in hac Societate appareat, animique Subditorum & amicorum confirmentur, utræque summè commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant, & declarant, se omnibus & singulis hujus Fœderis Articulis sincerè & bonâ fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum Articulorum sensu sub ullo commodi, amicitiæ, prioris Fœderis, Pacti & promissi prætextu, aut alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia quæ in hoc Fœdere promiserunt, prout res, & negotia postulabunt per se, vel Ministros, & Subditos suos executioni promptissimè, & plenissimè, prout expressis verbis stipulata sunt adeoque cum effectu mandaturas, idque sine ullâ limitatione, exceptione vel excusatione, exceptis iis excusationibus, quæ in præcedentibus hujus Fœderis Articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc Fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum Confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuò tractâre poterunt, si utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc Pacta vi acceptæ Potestatis & Mandatorum utrinque concluſa sunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solemni forma approbari & rata haberi, eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiæ intra trium Mensium spatium, a tempore hujus subscriptionis numerandorum, imo citiùs, si ita fieri poterit, exhiberi, & permutari debent; in majorem omnium supradictorum certitudinem & robur hujus Tractatûs bina exemplaria confecta sunt, quorum unum supradicti Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatores & Secretarius Statûs, alterum verò supradictus Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius, omnes in eum finem speciali facultate instructi Holmiæ subscripserunt, & suis Sigillis firmarunt, idque uno, eodemque die nimirum 21. Januarii Anno 1720. ANNO 1720.

X.

Friede / so zwischen Ulrica Eleonora der Schweden Königin / und Friederich Wilhelm König in Preussen vermittels Seiner Aller-Christlichsten / und Groß-Britannischen Konigl. Majest. geschlossen worden. Der zwischen dem Konig in Groß-Britannien und der Königin den 18--29. Augusti 1719. errichtete Præliminair-Tractat wird zum fundament des ietzigen gelegt / wodurch Seine Majest. in Schweden die Königin / die Stadt Stettin samt dem District zwischen der Oder und der Pehne mit den Insulen Wellin / und Usedom, dan auch die Städte Dam / und Gollnau mit allen ihren zubehörungen an Seine Konigl. Majest. in Preussen abtritt. Der Pehnefluß soll forthin zur gräntz dienen zwischen dem Preussischen und Schwedischen Pommern / im fall selbiges von Seiner Majest. in Dennemarck solte können zurück gebracht werden / worzu Seine Konigl. Majest. in Preussen alle nachdrückliche mittel vorzukehren verspricht. Was das Recht / Sitz / und Stimm auf Reichs- und Krayßtägen im Romischen Reich zu führen betrift / so bleibt es dißfalls bey den alten zwischen der Cron Schweden / und dem Haus Brandeburg deshalber errichteten Conventionen. Darneben verspricht auch Seine Konigl. Majest. in Preussen die Unterthanen / und Einwohner derjenigen örter / so man ihm abgetretten / bey ihren Freyheiten / und Privilegien / sowohl algemeinen als besonderen Rechten / vornehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Religion zu erhalten / nach maßgebung der Regierungs-Form de Anno 1663. dem Czar der Russen währendem diesem krieg keine Hülf zuleisten / wie auch Seine Majest. der Königin eine Summ von zwey Millionen Reichsthaler zu bezahlen / beynebens in dem postwesen keine änderung zumachen / und den Schweden in Anclam eine freye Station zulassen / alwo sie ihre Brief-paquete empfangen und eröffnen mögen. Geben zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den besondern Articulen / welche eine beyderseits gleiche verbindung enthalten / den Evangelischen / und Reformirten Religions-Verwandten in ihren rechtmässigen Religions beschwerden sowohl im Romischen Reich / als anderwertlich beyzustehen / den Westphälischen und Olivischen Frieden-schlüssen zu folg. Es wird auch auch abgethan / daß die rückstände / welche Schweden an den Länderen / so es dem Konig in Preussen abtritt / noch zu forderen / ihm sollen bezahlt werden / ferners daß man ihm genugthue gewisser Rechten halber / welche ihm mögen zukommen disseits der Pehne von wegen des nicht abgetrettenen theils / fals der Konig in Dennemarck der solches besitzet / selbiges solte wieder zurück geben. Stockholm den 21. Januar. 1720. [Tiré des Archives Royales.] 21. Janvi 1. Fevr.

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Prusse, fait & conclu par la Mediation de Leurs Majestez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de*

ANNO 1720.

la Grande-Bretagne, & la Reine le 18—29. *Août* 1719. *y est posé pour fondement, Sa Majesté Suedoise y cede à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pehne, comme aussi les Isles de Wollin, & d'Usedom, & les Villes de Dam, & de Gollnau avec leurs appartenances; le Pehne servira desormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs Offices. Quant au Droit de Voix, & de Seance aux Dietes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cedés, en tous leurs Privileges; & en tous leurs Droits publics, & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre I. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an* 1663. *de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison Franche à Anclam pour y recevoir, & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le* 21. *Janvier* 1720. Avec *les* ARTICLES SEPARÉS *contenant un engagement reciproque d'assister les Evangeliques, & les Reformés dans leurs justes griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traitez de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les arrerages qui se trouveront dûs à la Suede sur le Païs cedé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cause de la partie non cedée, en cas que le Roi de Dannemarc, qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le* 21. *Janvier* 1720.

Im Nahmen der Heyl. und unzertrenneten Drey-Einigkeit.

KUndt und zu wissen seye hiemit / daß / gleichwie die Durchleuchtigste / Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora der Schweden / Gothen und Wenden / Konigin / ꝛc. ꝛc. ꝛc. An einer und der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst / und Herr / Herr Friederich Wilhelm Konig in Preussen (tot. tit.) anderer seits / ohnerachtet des unter denselben entstandenen Krieges / jedesmahl eine auffrichtige Intention und begierde behalten / forderſambſt mit einander in das vorhin unter sich gepflogene gute vernehmen / und verständnus wieder zutreten; Also sie auch mit vielen vergnügen wahrgenohmen / daß der Durchleüchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Georg Konig von Groß-Britannien (tot. tit.) zu beförderung dieses heilsamen werckes / dero fleis / und bemühung anwenden wollen / welches dan auch den erwünschten / und von Gott gesegneten effect gehabt / daß nachdem höchſterwehnte Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien vermittels des mit Ihrer Konigl. Majest. von Schweden den 18—29. Auguſt. 1719. auffgerichten Tractats sich gewisser Præliminair-Puncten, so zum grund und fundament des Friedens zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und Ihro Konigl. Majest. von Preussen dienen solten / durch rühmlich / und beſtändig von allerseits Paciscirenden Cronen angewendete Officia und Mediation des Durchleüchtigſten Großmächtigſten Fürsten und Herrn / Herrn Ludwig des XV. (tot. tit.) alhier ſubſiſtirenden Residenten / und Plenipotentiair des Wohlgebohrne Herrn Jacobs von Campredon vergliechen / hierüber unter denen an beyden höchſten theilen dazu bevollmächtigten Miniſtris, und zwar an seiten Ihro Konigl. Majest. von Schweden / dem Hochgebohrnen Graffen Herrn Johan Auguſt Meyerfeldt Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / General von der Infanterie, General Gouverneur des Hertzogthums Pommern / und Fürſtenthums Rügen / auch verordneten Cantzley-Rath / wie auch dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Carl Guſtav Dücker / Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath Feld-Marſchall / und verordneten Krieges-Rath / desgleichen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Guſtav Adam Taube Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Oberiſt Stadthalter in Stockholm / gleichermaſſen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Magnus de la Gardie Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Preſidenten in dem Konigl. Commercien-Collegio, so auch dem Hochwohlgebohrne Graffen Herrn Johan Lilienſtedt Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / und verordneten Cantzley-Rath / wie nicht weniger dem Hochwohlgebohrnen Baron Herrn Daniel Niclas von Hopken / Ihro Konigl. Majest. von Schweden verordneten Etats Secretaire, und an seiten Seiner Kon. Majest. von Preuſſen / dem Hochwohlgebohrnen Freyherrn Friederich Ernſt von und zu Cnypshauſen Seiner Konigl. Majest. von Preuſſen würcklichen Etats Miniſtro, des Johanniter Ordens Ritter und Commendatore zu Lietzen / deshalben weitere handlung gepflogen / und endlich folgender Tractat vermittelſt Ihro Konigl Majest. von Groß-Britannien Mediation durch dero alhier ſubſiſtirenden Ambaſſadeur Extraordinaire und Plenipotentiaire den Lord Carteret geſchloſſen worden.

ANNO 1720.

I. Zwiſchen Ihro Konigl. Majest. von Schweden und dem Konigreich Schweden / denen dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen / in und auſſer dem Rom. Reiche an einer / und Seiner Konigl. Majest. in Preuſſen / dero Konigreich / und dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen in und auſſer dem Rom. Reiche anderer seits ſoll von nun an der Krieg gäntzlich ceſſiren / und keine Feindſeeligkeiten weder directè noch indirectè unter keinerley prætext und vorwand / es sey derſelbe beſchaffen wie er wolle von dem einen theil wieder den anderen weiter verübet / noch ins werck geſtellet werden. Viel mehr aber anſtatt deſſen zwiſchen beyderseits Konigl. Majest. dero Unterthanen / und angehörigen eine vollkommene gute Freundſchafft und Correſpondence gepflogen / und das Commercium zu Waſſer und Lande zwiſchen beyderseits Konigreichen / und Provintzien wieder freygegeben / und in allen befördert werden.

II. Es ſoll auch beyderseits eine immerwährende vergeſſenheit / und Amneſtie alles deſſent sein / was an der einen oder anderen seite / es sey auff was weiſe es wolle / feindliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen sein mögte / und ſoll deren keines dem einen oder dem andern theil / oder jemand der seinigen in unguten jemahlen zu gerechnet / oder vergolten werden / ſondern das alles ſoll hiemit todt / und absein / auch deſſen nimmer gedacht werden / vielmehr ſoll / und will ein jeder theil des andern gloire, nutzen und beſtes von nun an in allen vorfallenheiten eyferigſten fleiſſes befördern / ſchaden / und unheil aber nach allem vermögen treülich ablehnen / und wenden helffen. Dabey nebenſt ſollen auch alle unter währenden Kriege genommene gefangene / was ſtandes sie auch sein mögen / keinen ausgenommen / gleich nach ausgewechſelten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Inſtrument von beyden höchſten theilen ohne Rançon ausgegeben / und auff freyen fuß geſtellet werden.

III. Gleichwie Ihro Konigl. Majest. von Schweden / umb deſto mehr an den tag zulegen / wie sehr sie geneiget seind / Ihres Orts alles das jenige beyzutragen / was zu wieder-herſtellung / und künfftiger deſto mehrerer befeſtigung des vorigen zwiſchen beyden Cronen Schweden / und Preuſſen gepflogenen eine zeithero aber unterbrochen geweſenen guten vernehmens auff einige weiſe hatt dienlich sein können / derowegen auch aus liebe zum Frieden vermöge des mit Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien / unterm 18—29. Auguſt. 1719. errichteten eingangs berührten / und beyderseits ratificirten Preliminair Tractats, und deſſen Separat Articuls bereits verſprochen haben / vor ſich dero Erben / und Nachkommen / die Stadt Stettin ſambt dem Diſtrict zwiſchen der Oder / und der Pehne mit denen Inſulen Wollin und Uſedom an Seine Konigl. Majest. in Preuſſen dero Konigl. Hauſe auch dero Erben / und Succeſſoren ohne ausnahme auff ewig / und mit eben dem Rechte zu cediren / wie ſolches alles der Cron Schweden durch den Weſtphäliſchen Frieden Art. X. im Jahr 1648. von dem damahligen regierenden Römiſch. Kayſer / und dem Reich übertragen / und conferiret worden / Seine Konigl. Majest. von Preuſſen auch dieſe von Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien vor ſie / und zu ihren beſten durch oberwehnten Tractat vom 18—29. Auguſt. 1719. geſchehene ſtipulation in allen Puncten acceptiret / und angenomen haben / alſo hatt es auch dabey sein bewenden / und cediren / und übertragen ſie krafft dieſes nochmahlen für ſich / das Reich Schweden / und ihre Succeſſoren und Nachkommen Seiner Konigl. Majest. in Preuſſen dero Konigl. Hauſe auch Nachkommen / und Succeſſoren / kenne davon ausbeſchieden / in perpetuum die Stadt Stettin mit dem dazu gelegtem gantzen Diſtrict Landes zwiſchen der Oder / und Pehner-Strohm nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom ſambt denen ausflüſſen der Swine / und Dievenau / dem friſchen Haff / und Oder biß ſie in die Pehne flieſſet / und ihren nahmen verlieret / welcher Pehne-Strohm die gräntze sein / und beyden angräntzenden hohen Theilen gemeinſchafftl. verbleiben ſoll / pleno Jure mit allen denen rechten / und zubehörungen / ſo wie ſelbige Stadt mit dem anjetzo beſagten / und Krafft dieſes Seiner Konigl. Majest. in Preuſſen abgetretenen Diſtrict, nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom auch oberwehnter maſſen angeführten ausflüſſen / und Wäſſeren durch das Oſnabruckiſche Friedens-Inſtrument vom 14—24. Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden / und

ANNO 1720. und wie die Könige von Schweden/ und das Reich Schweden selbige seithero besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ oder besitzen/ nutzen/ und gebrauchen sollen/ nichts überall davon ausgenommen/ solches alles und jedes mit eben dem Recht/ wie es Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren an der Regierung/ wie auch das Reich Schweden bishero besessen/ ohne einige Schmählerung/ oder vorbehalt/ auch ohne alle in oder ausserhalb Gerichts von Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ oder dero mitbeschriebenen jemahls zumachenden wiederrede/ hinderung/ oder sperrung völlig und Eigenthümlich zu haben/ und zu behalten. Ihro Konigl. Majest. und die Cron Schweden renunciiren auch völlig auff alle bishero in denen locis cessis gehabte Rechte/ Gerechtigkeiten/ und dem Juri Territoriali & Superioritatis hiemit auffs bundigste und auff ewig. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen/ eingesessene/ und angehörige mehr besagter Seiner Konigl. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Oerter aller derer Pflichte und Verbindungen/ womit sie Ihrer Konigl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seine Konigl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene/ als Ihro nunmehrige/ rechtmässige/ ohnstreitige Landes- und Ober-Herrn.

IV. Was aber den Ihrer Konigl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden ratione dieses Hertzogthums gehörigen/ und ferner ohngehindert zuführenden Sitz/ und Stimme auff Reichs- und Crayß-tägen im Rom. Reich nebst anderen der Cron Schweden/ in ansehen dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelanget/ so bleibet es desfalls bey der in ansehung der Pommerischen Lande in dem Westphälischen Friedensschlus/ und andern zwischen der Cron Schweden/ und dem Churfürstl. Hause Brandenburg deshalb errichteten Convention, beliebten/ und festgestelleten Disposition.

V. Seine Konigl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene versprechen und geloben Ihrer seits/ die Stände/ Unterthanen/ und sambtliche Einwohner des deroselben durch diesen Tractat cedirten Districts nebst denen Insulen Wollin/ und Usedom/ der Stadt/ und Vestung Stettin/ auch aller anderen daselbst belegenen Orten/ Städten/ Flecken/ Schlössern/ Dörffer/ und was denselben anhängig/ und zugehörig sein kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insgemein/ bey ihren wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten/ und Privilegien sowohl in Ecclesiasticis als Politicis, so wie besagte Stände/ Unterthanen/ und Einwohner solche von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft erworben/ und ihnen in dem Instrumento Pacis Westphalicæ selbige bestättiget/ und vorbehalten/ auch ihnen nachdeme von denen Konigen/ und der Cron Schweden verliehen worden/ wie auch bey dem freyen Religionis Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. I.) in der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1603. und der Pommerischen Kirchen-ordnung/ als des Landes fundamental satzungen jederzeit ohnbekummert/ und ungekräncket zulassen/ zu handhaben/ und zuschützen.

VI. Seine Konigl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene versprechen auch die in denen locis cessis wohnhaffte/ und angesessene Ritterschafft/ ausser denen allgemeinen Landes-Juribus bey ihren wohl erworbenen absonderlichen Privilegien/ befügnüssen/ und Gerechtsamen/ wie nicht weniger habenden besonderen Juribus in Lehnsachen/ so wie selbige alle besagter Ritterschafft in dem Westphälischen Friedens-Instrument vorbehalten/ und sie solche unter denen Konigen/ und der Cron Schweden besessen/ und erworben/ besitzen sollen/ oder mögen/ ungekräncket zulassen/ zuschutzen/ und bey zu behalten/ auch die Possessores der Lehngüter/ so selbige bey anfang dieses letzten Krieges inne gehabt/ ohne einige Distinction, ob sie selbige von denen vorigen Hertzogen in Pommern/ oder von Ihro jetzt Regierenden Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von Konigen zu Konigen bekommen/ haben bey ihren solcher gestalt wohl hergebrachten Rechten stets zu mainteniren/ und zu schützen/ wie dan auch zu folge dessen alles das jenige was währenden diesem Kriege dem zu wieder geschehen/ oder verfüget sein mögte/ hiemit auffgehoben/ und in vorigen stande/ wie es beym anfang desselben gewesen/ wieder soll gesetzet werden.

VII. Als auch die unter voriger Konigl. Schwedische Regierung überall ins werck gestellte reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen/ und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhtende Kon. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens sowohl als in ansehung der sachen billigkeit bewogen worden/ mittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch offentlichen Druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zu geben/ daß im fall einige von ihren Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun könten/ daß ihnen einige güter/ welche ihnen mit recht zugehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr recht unbenommen sein solte/ zufolge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in den besitz ihrer vorigen durch erwehnte reduction, oder unter andern vorwandt ihnen abgesprochenen/ eingezogene/ oder sequestrirte güter wieder zuruck getreten/ dieses recht nachgehends von denen sambtliche Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen May abgefasteten Reichs-tags beschlus auffs neue festgestellt worden. Als ist hiemit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß die im vorhergehendem dritten Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession keines weges smählern/ vielweniger aber auffheben sollen/ derer in solchem abgetretenem Districk, Städte/ und Orte befindlichen Eingesessenen/ und Unterthanen/ oder derer Erben/ sie mögen intra oder extra Territorium sich auffhalten/ in diesem fall habende rechtmässige ansprach und forderungen/ sondern sollen selbige gegen Seine Konigl. Majest. von Preussen in eben derselben krafft und würckung verbleiben wie sie anjetzo gegen Ihro Konigl. Majest. von Schweden seind/ und sich befinden/ und nun oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden. ANNO 1710.

VIII. Jmgleichen sollen krafft der in dem vorhergehendem anderen Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie die wegen des bishero gewesenen Krieges etwa vorenthaltene Güter/ Lehn/ Häuser/ und Eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ denen jenigen Proprietariis, sie mögen intra, oder extra Territorium sich auf halten/ wieder zugestellt und eingeraumet werden/ welche selbige bey Konigl. Schwedischen zeiten gehabt/ und besessen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnter Seiner Konigl. Majest. in Preussen/ anjetzo cediren Stadt/ und dem Distrikt zwischen der Oder und Pehne, Usedom und Wollin inclusivè nebst denen dazu gehörigen Ambten/ Städten/ Flecken/ und Oerter von der dortigen damahligen Konigl. Schwedischen Regierung/ bis man Konigl. Preussischer seits sich des gantzen Landes mit gewaffneter hand völlig bemächtiget/ publico nomine, und mit der dortigen Land-Stände Consens, wegen schulden/ und posten/ so auff Konigl. Befehl auffgenohmen/ und in des Konigs/ oder der Cron Schweden nutzen verwandet worden/ gemachte würckliche verpfändungen/ und von besagter Regierung verliehene Immissiones, obgleich dieselbe des nachgehends eingefallenen Krieges halber könten interrumpiret worden sein/ in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Jnhaber/ so wohl die in Pommern geblieben/ als diejenige/ so wegen Ihrer Civil- und Militair-dienste dieses Krieges halber nach Schweden/ oder anders wohin gehen müssen/ solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweislich verliehenen/ oder eingeraumbten unterpfandes/ von was art/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ nichts davon ausgenommen/ ihre in händen habende Contracten/ und darin enthaltene Verschreibungen/ so lange zu gute geniessen/ bis dieselbe nach inhalt bemelter Contracten völlig expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan erst besagten Creditorn verpfändete/ und in mehr besagter Stadt Stettin/ und dazu gelegten Districk Wollin/ und Usedom inclusivé belegene Güter/ Aembter/ und Häuser Seiner Konigl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden/ es wäre dan/ das Ihro Konigl. Majest. in Preussen solche Verpfändungen vor der zeit wieder einlösen/ und die Interessenten laut Jnnhalts der in händen habenden Verschreibungen mit baarem gelde abfinden wolten/ sonst aber/ und vor sothaner erfolgter würcklichen reluition verbleiben/ wie vor besaget/ die Jnnhaber/ in dem vollkommenen ruhigen besitz ihrer Hypothequen, so lange bis die ihnen verschriebene Jahre völlig experiret/ und selbe wegen ihrer Contracten gäntzlich vergnüget worden.

X. Desgleichen nehmen auch Seine Konigl. Majest. in Preussen/ als nunmehrige Landes-Obrigkeit über mehr besagte loca cessa auff sich/ die von dem damahligen Konigl. Schwedischen General Gouverneur und Regierung/ auch anderen allorten Commandirenden Konigl. Schwedischen Generalen ausgegebenen speciale Verschreibungen/ und Versicherungen wegen eingetriebenen Viehes/ und geträyde/ auch andere nothdürfften/ so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würcklich angewendet worden/ denen inl. abern solcher Verschreibungen bis auff 15000. Reichsthaler Pommerische Courant währung zu vergüten.

XI. Beyde hohe Compaciscenten versprechen/ die annoch in händen habende Archive, Schrifften/ und Documenten/ nichts davon ausgenommen/ welche so wohl die loca cessa, als den Seiner Konigl. Majest./ und dem Reich Schweden verbleibenden antheil von Pommern/ und die Insul Rügen angehen/ einander bona fide, so bald es möglich ablieffern/ und denen jenigen zustellen zulassen/ welche dazu mit behöriger Vollmacht werden versehen werden/ da aber der gröste theil der letzteren von Seiner Konigl. Majest. in Preussen des Konigs von Dennemarck Majest. soll eingehändiget worden sein/ so wollen hochbesagte Seine Konigl. Majest. in Preussen dero Officia bey des Konigs in Dennemarck Majest. anwenden/ damit selbige Archiven, Documenten/ und Schrifften nebst denen dazu gehörigen Wismarischen Tribunals Acten/ nichts davon ausbeschieden/ Seiner Konigl. Majest. und dem Reich Schweden bey erfolgter restitution des in Konigl. Dähnischen händen anjetzo seyenden antheils von Pommern mit der Insul Rügen wieder sollen abgelieffert werden.

XII. Damit auch das Commercium und die Schiffarth sambtlicher Eingesessenen/ und Einwohnern in dem Hertzogthum Pommern/ so wohl Konigl. Schwedischen antheils/ als des an Seine Kon. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Districts, und darinnen befindlichen Städte/ und Dröffer best möglichst befordert/ und allen desfalls entstehenden Difficultäten/ und incommoditäten/ in zeiten nachtrücklichst möge vorgebauet werden/ so haben beyderseits hohe Compaciscenten sich dahin verglichen/ und hiemit verabredet/ daß der Pehne-Strohm auff fürberührte arth die gräntze mache/ gemeinschafftl. verbleibe/ und daß weder auff dis- noch jenseit der Pehne auff besagtem strohm/

und

ANNO 1720. und anderen darin flieſſende Wäſſern einige neue Zolle oder andere Impoſten auffgerichtet / noch die alte vermehret / ſondern in allem / wie es vor alten zeiten / und vor dieſem letzten Kriege geweſen / unverbrüchlich ſoll gelaſſen / und gehalten werden / ſo daß die Schiffart / und das Commercium auff keine weiſe gehemmet werden möge. Es behalten auch die Konigl. Preuſſiſche Unterthanen für ihre kommende / und gehende Schiffe gleich allen anderen Frembden den freyen und ungehinderten gebrauch des Hafens Grumſchvart / um ſich dorthin zu retiriren / und mögen ſie ſich daſelbſt ohngehindert auffhalten / ſo lange die nothdurfft es erfordert / ohne daß ſie desfalls einige onera weder daſelbſt / noch beym Ruden abzuführen gehalten ſein ſollen / nachdeme ſie einmahl die vor dieſem Kriege gewöhnliche auffiagen in Wolgaſt erleget; desgleichen ſollen auch die Konigl. Schwediſche Unterthanen eine ebenmäſſige Freyheit in denen locis ceſſis und dort gelegenen Hafen / Küſten / und Wäſſern zu genieſſen haben. Seine Konigl. Majeſt. wollen auch den Holtz- und Eichen-Handel / den die Cron Schweden / und dero Unterthanen vorhin in Pommern / und anderen Konigl. Preuſſiſchen Orthen getrieben / keines wegs hemmen / ſondern ſolchem beſtens favoriſiren / die Kon. Schwediſche Unterthanen auch ſo wohl in dieſen als allen anderen Handlungen / es ſeye auff der Oder / oder Warthe-ſtrohm / als gentem amiciſſimam handhaben / auch dieſen ſtrohm ſo breith / und offen laſſen / daß die Flöſſe / und Schiffart dadurch keine hinderung leiden können. Es wollen auch beyde Compaciscenten beyderſeits Unterthanen in ihren angelegenheiten und rechtmäſſigen forderungen prompte und gleichmäſſige Juſtice wiederfahren laſſen.

XIII. Demnach man wegen des bey Konigl. Schwediſchen zeiten in Stettin bezahlten Licents vor dieſes mahl nicht über einkommen können / die jetzige Conjuncturen aber die unterzeichnung dieſes Friedens-Tractats länger auff zuſchieben / nicht verſtatten wollen. Als iſt von beyden hohen Theilen gut befunden worden / die gäntzliche Entſcheidung dieſer ſache bis zu einer abſonderlichen dazu verordneten Commiſſion aus zu ſetzen / um ſich desfalls durch die fernere Officia anfangs hocherwehnter beyder Cronen / welche als Mediateurs bey dieſem Friedens-Negotio geweſen / gütlich zu vergleichen / und darinnen einen baldigen endlichen ſchluß zu treffen / ohne daß ſolches mittlerweile einem / oder dem anderen deren hohen Paciscenten an ſeinen Rechten derogiren / noch der zwiſchen Ihro Konigl. Majeſt. von Gros-Britannien errichtete vorhin angezogener Preliminair-Tractat dadurch einigen anſtoß leyden / weniger die Vollenziehung der übrigen in gegenwartigem Tractat feſtgeſtelleten Articulen auff einige weiſe auffhalten können. Wo benebenſt die hier anweſende Miniſtres deren hohen Mediateurs über ſich genommen / dieſer ſachen halber bey Ihren reſpectivè Höfen ſolche vorſtellung zu thun / daß dieſer zwiſt der billigkeit nach / und zum längſten innerhalb 3. oder 4. Monath vom heütigen Dato angerechnet / gutiglich abgethan werden möge.

XIV. Die durch dieſe Friedens-Tractaten an Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen cedirte-vor Pommeriſche Städte / und Orte / auch deren ſambtliche Eingeſeſſene ſollen aller der Rechte / Prærogativen / und Immunitäten / Exemtionen / und Freyheiten / deren Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen übrige Unterthanen in dem Konigreich Schweden / und denen dazu gehörigen Länderen / und Provintzien genieſſen / oder auch ſonſten amiciſſimæ genti können accordiret werden / ſich ins künfftige zu erfreuen haben. Und weil Ihro Konigl. Majeſt. von Dennemarck ſeit des bisherigen Krieges die für denen Konigl. Schwediſchen Unterthanen vorhin durch ſolemne Tractaten feſt geſtellete Freyheit von dem Zoll in Sund bishero nicht geſtatten wollen / ſie auch ſelbige ihnen künfftig zu entziehen / und zu verweigeren urſach / und gelegenheit ſuchen dörfften / Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden aber / und Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen beyderſeits billig / und recht finden / das dieſe denen Konigl. Schwediſchen Unterthanen / und zwar nicht weniger denen / welche durch dieſen Tractat an Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen kommen / als denen / die unter Konigl. Schwediſcher bottmäſſigkeit ſeind / und bleiben / einmahl zugeſtandene Zoll-freyheit im Sunde ihnen auch ferner ohngekräncket verbleiben / und gelaſſen werde / ſo wollen beyderſeits Konigl. Majeſt. Majeſt. auff oberwehnten fall daran ſein / auch da es nötig / alle zulängliche / und kräfftige mittel vorkehren / und zur hand nehmen / damit dieſe von der Cron Dennemarck etwa vorgenommene neuerung wieder abgeſtellet / und nicht weniger alle Konigl. Schwediſche als anjetzo cedirte Konigl. Preuſſiſche Unterthanen bey der Exemtion, und freyheit von dem Zoll im Sunde denen deshalb auffgerichteten Tractaten gemäs conſerviret / und erhalten werden / zu welchem Ende beyderſeits hohe Compaciscenten ſich hiemit verbinden / bedürffenden falls ſich näher hierüber zuſammen zuſetzen und die desfalls nöthige meſures zunehmen.

XV. Was die Deſerteurs ſo wohl Soldaten als Landes Einwohner betrifft / ſo verbleibet es damit bey denen vorigen zwiſchen denen Cronen Schweden / und Preuſſen in dieſem fall errichteten Conventionen / welche dan ſo wohl als ein newes Cartel bey erſter gelegenheit renoviret / und auffgerichtet werden ſollen.

XVI. Was die Poſten in Pommern betrifft / ſo behalten ſich beyde hohe Compaciscenten in dero Territoriis ſo wohl dies- als jenſeits der Pehne das Jus Poſtarum vor / doch wollen Ihro Konigl. Majeſt. der Konig in Preuſſen die vorhin mit der Cron Schweden desfalls auffgerichtete Conventionen in ſo weit die anjetzo geſchehene Ceſſion die ſache nicht verändert / renoviren / und darinnen keine neuerung machen / auch das Poſtgeld ſo wohl für die Paſſagierer als Brieffe / auff eine billige / und in denen Romiſchen Reiche gewohnliche weiſe reguliren / wie nicht weniger das Konigl. Schwediſche Poſt-weſen / ſo viel möglich / und zu beyderſeits hohe intereſſenten nutzen beſtens favoriſiren / und beforderen helffen. Wie dan in ſpecie verabredet iſt / daß denen Konigl. Schwediſchen Poſten eine freye Station in Anclam gelaſſen werden ſoll / ſo daß ſelbige ihre von Schwediſchen Orthen kommende Brieffe / Pacquete, und Paſſagierer allda ablieffern / und durch Konigl. Preuſſiſche Poſten weiter befordern / auch die mit Konigl. Preuſſiſ. Poſten von anderen Orten in Anclam ankommende / und nach deme Konigl. Schwediſchen Pommern / und weiter gehende Brieffe / Pacquete, und Paſſagierer daſelbſt annehmen / und folglich ſicher / und ohngehindert weiter fortbringen können. Solte ſonſten in anſehung der Poſten noch einige weitere abrede zu nehmen ſein / ſo ſoll ſolches durch die von beyden hohen Theilen künfftig dazu verordneten Commiſſarien geſchehen / und das nötige darunter verfüget werden.

XVII. Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen verbinden ſich auff das allerkräfftigſte / und nach Inhalt des oberwehnten mit Ihro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien geſchloſſenen Præliminair Tractats, und deſſen 2. Separat Articuls, dem Czaarn von Ruslandt ſo lange der gegenwärtige Krieg zwiſchen Seiner Konigl. Majeſt. von Schweden / und demſelben währet / auff keinerley arth / unter was ſchein / und vorwandt es auch immer ſein mag / weder directe, noch indirecte zu aſſiſtiren / zu helffen / noch deſſen gegen Ihro Konigl. Majeſt. und das Reich Schweden / wie auch deſſen hohe Alliirte / und Bunds-Verwandte führende ſchädliche abſichten / und vorhaben zu befördern / noch befördern zu helffen.

XVIII. Vielmehr geloben / und verſprechen Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen hiemit die mit Ihro Konigl. Majeſt. zu Schweden Vorfahren / und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertrauliche freündſchafft / und Bundnus / nebſt denen Garantien, ſo dem Fürſtl. Holſteiniſche Hauſe auff dem fuß der mit denen Nordiſchen Alliirten geſchloſſenen / oder noch ferner mit Concert von Ihro Konigl. Majeſt. von Preuſſen zu ſchlieſſenden Friede können zu gute kommen / anjetzo mit Ihro Kon. Majeſt. und dem Reich Schweden zu erneüeren / und ſelbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten / über dem wollen Ihro Konigl. Majeſt. in Preuſſen gehalten ſein / an Ihro Konigl. Majeſt. in Schweden / auff dero Aſſignation und Quittung die Summa von zwey Millionen / oder zwantzig mahl hundert tauſend Reichsthalers an neuen vollgültigen einfachen / und gedoppelten marck- oder drittel-ſtücken nach dem Leipziger Münz-fuß de Anno 1690. da die marck feines Silbers zu zwölff Courant Thalern ausgemünzet iſt / in Hamburg zahlen zu laſſen / und zwar in drey terminen, wo von der erſte 6. Wochen nach Ihrer Konigl. Majeſt. in Schweden ausgeſtelleten Ratification über gegenwartiges Friedens-Inſtrument mit 600000. Reichthalern der andere am Ende des bevorſtehende Monaths May mit 700000. Reichsthalern / und der letzte den erſten des darauff folgenden Monaths Decemb. des jetztlauffenden 1720. Jahrs abermahl mit 700000. Reichsthalern alle dreymahl / und bey jedem hieroben ausgeſetzten termin richtig / ohnabgekürtzet / und ohnfehlbahr zu Hamburg an Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden mit behörigen Vollmachten / und Quittungen verſehenen Gevollmächtigten ſollen bezahlt / und geliefferet werden.

XIX. Wan auch Seine Konigl. Majeſt. von Schweden und das Reich Schweden / auſſer die in dieſem Tractat Seiner Konigl. Majeſt. cedirte und abgetretene Orte / und Länder hochged. Seine Konigl. Majeſt. dero Erben und Nachkommen hiemit / und krafft dieſes annoch auff gleiche weiſe / und mit eben der Verbindlichkeit wie Art. 3. die Ceſſion von Stettin nebſt dem Diſtrict zwiſchen der Oder / und Pehne nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom / geſchehen / cediren / und abtreten in perpetuum die auff iener ſeite der Oder belegene Städte Dam und Golnau mit allen deren appartinentien und zubehörungen / Rechten / und Gerechtigkeiten / ſo wie Ihro Konigl. Majeſt. und Cron Schweden beſagte Oerter mit ihren appartinentien vermöge des Weſtphäliſchen Frieden-ſchluſſes Art. 10. beſeſſen / genutzet / und gebrauchet haben / nichts davon ausbeſchieden. Als verſprechen / und geloben Seine Konigl. Majeſt. in Preuſſen dahingegen / alle zulängliche auswege / und nachdrückliche Officia anzuwenden / um die gegenwartige gegen Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden / und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu vermögen / einen billigen / und ſicheren Frieden mit Ihro Konigl. Majeſt. und dem Reich Schweden forderſambſt einzugehen.

XX. Der Weſtphäliſche Friedens-Schluß in ſo weit derſelbe weder durch gegenwärtigen Tractat, noch durch den mit Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Churfürſten / und Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg geſchloſſenen Friedens-Inſtrument vom 9—20. Novemb. 1719. nicht geändert / noch durch den Nordiſchen Frieden de Concert mit Preuſſen ferner geändert werden mögte / bleibet in ſeiner vollkommenen krafft / und würckung / und verbinden ſich beyde Compaciscirende hohe Theile ihres Orts / alles dasjenige bey zu tragen / was zu wieder-herſtellung des übrigen / und befeſtigung beſagten Weſtphäliſche Friedens-ſchluſſes nötig / und dienlich ſein wird; zu folge deſſen wollen auch Ihro Konigl. Majeſt. in Preuſſen zugleich mit denen übrigen hiebey intereſſirten Puiſſancen, und in ſpecie mit Ihro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / und Churfürſten

ANNO 1720.

fürsten zu Braunschweig / und Lüneburg in ansehung / daß die Cron Dennemarck sich gegen obbemelte Konigl. Majest. von Groß-Britannien schon anheischig gemacht / den im besitz habenden antheil von Pommern nebst der Insul Rügen an die Cron Schweden zu restituiren / alle nachdrückliche mittel vorkehren / um zum besten Ihro Konigl. Majest. und des Reiches Schweden sothane völlige restitution obbenandten von der Cron Dennemarck occupirten antheils von Pommern mit der Insul Rügen bewürcken zu helffen. Deshalben auch nebst Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien / und Churfürstl. Durchleucht zu Braunschweig- und Lüneburg bey Ihro Kayserl. Majest. als Oberhaubt des Romisch. Reichs alle ersinnliche Officia anzuwenden. Wo benebenst Seine Konigl. Majest. von Preussen gleichfalls angeloben / so bald der Friede zwischen denen Cronen Schweden / und Dennemarck geschlossen / dero in Wismar habende besatzung daraus zu ziehen.

XXI. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren sich hiemit Ihro Kayserl. Majest. auch anderer Puissancen Garantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationes über dieses Friedens-Instrument sollen innerhalb 5. bis 6. Wochen à Dato dieses beygebracht / auch alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden. Urkundlich seind von diesem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / deren eines von denen Konigl. Schwedischen Plenipotentiarien, und das andere von dem Konigl. Preussischen Plenipotentiario unterschrieben / und unterzeichnet / beyde auch gegen ein ander ausgewechselt worden / so gegeben / und geschehen Stockholm den ein und zwantzigsten tag des Monaths Januar. im Jahr ein tausendt sieben hundert und zwantzig.

Johan August Meyerfeldt. (L.S.)
Carl Gustav Ducker. (L.S.)
Gustav Adam Taube. (L.S.)
Magnus J. de la Gardie. (L.S.)
Johan Lilienstedt. (L.S.)
Daniel Nicla von Höpken. (L.S.)

ARTICULI SEPARATI.

Nachdem wir auch nöthig befunden / bey unterzeichnung des zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden eines / und Seiner Konigl. Majest. in Preussen andern theils / unterm heutigen Dato geschlossenen Friedens-Instruments demselbigen einige Separat Articuln bey zufügen / so seind nachfolgende einzugehen / und fest zusetzen / beyderseits beliebet worden.

I. Demnach bekandter massen denen Westphälischen und Olivischen Friedens-schlüssen zu wieder / die Protestantische Religion an unterschiedlichen örtern / in / und ausserhalb des Romischen Reichs sehr hart gedrucket / und verfolget wird / dergestalt / daß selbige grosse gefahr lauffet / an gewissen örtern gäntzlich ausgerottet zu werden / derowegen verbinden sich hiemit auffs kräfftigste beyderseits Konigl. Majest. Majest. alle nur ersinnliche mittel nachdrücklich an zu wenden / damit die Evangelische der unveränderten Augspurgischen Confession so wohl als Reformirter Religions-Verwandte / bey ihren vermöge des Westphälischen / und Olivischen Friedens-schlusses / anderen Pacten / Vertragen / und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio, und gewissens-freyheit nicht allein in dem Romischen Reich / sondern auch in allen anderen Orten / wo dieselbe eingeführet / und gebrauchlich gewesen / oder sein sollen / beständig erhalten / und die unterdruckte Evangelische / und Reformirte Religions-Verwandten in dem vorigen Besitz und genus ihrer Rechte / Privilegien / Gewissens- und Religions-Freyheit vollenkommen gesetzet werden.

II. Seine Konigl. Majest. in Preussen versprechen auch / die in denen locis cessis bey dem dortigen Preussischen Consistorio der Augspurgischen Confession zu gethanen Unterthanen alda vorkommende sachen nur von denen jenigen Membris, so der Augspurgischen Confession seind / erörteren / und entscheiden zu lassen. Anbey wollen hochgedachte Seine Konigl. Majest. alle und jede der Cron Schweden zugehörige / rechtmässige restantien von was nahmen / und bey welchen die auch in locis cessis sein mögen / nach der des falls zu überreichender specification innerhalb einer gewissen mit dem ehesten zu determinirenden zeit ohnweigerlich abfolgen / und bezahlen / auch die hand darüber halten lassen / das die Stände in locis cessis ihrer obliegenheit nach denen Membris von dem Wismarischen Tribunal, den ihnen aus dem jetzo cedirten Districk zustehenden ruckständigen Lohn / so wohl / als was einer oder anderer unter denen dortigen Ständen noch wegen unbezahlten Lehn-sporteln an der dortigen vormahls gewesenen Lehns-Cantzley schuldig sein kan / so bald als möglich / ohnabgekürtzet reichen / und abtragen mögen. Jngleichen sollen auch derer Konigl. Schwedischen Civil-Bedienten in der Stadt / und Festung Stettin liegende / und ihnen zugehörige hauser bey der gerechtigkeit / Immunität / und Freyheit / welche dieselbe bey Konigl. Schwedischen zeiten gehabt / hinführo ferner ungekräncket conserviret / und ihnen jederzeit freye Disposition gelassen werden / damit eigenes gefallens zu schalten / und zu walten.

III. Was die jenige forderungen anbetrifft / welche eines theils Konigl. Schwedischer seiten an Ihro Konigl. Majest. von Preussen gemacht worden wegen erstattung der Revenuen, an die Proprietarios von solchen Gütern / Häuseren / und Capitalien, und andern Eigenthum / welche denen von der Ritterschafft / und Adel / Bedienten und andern Eingesessenen / sie mögen intra oder extra Territorium sich befinden / währenden diesen Troublen von der Konigl. Preussischen Cammer eingezogen / und gehoben worden / andern theils diejenige Prætensionen betrifft / so von Koniglicher Preussischer seiten oder von dero Unterthanen an Ihro Konigl. Majest. von Schweden wegen der von Konigl. Schwedischen Schiffen / und Armateurs denen Konigl. Preussischen Unterthanen genommenen Fahrzeugen / Gütern / und Ladung formiret werden / so sollen diese ermeldete forderungen / nemblich die so Konigl. Schwedischer seiten wegen der von der Konigl. Preussischen Cammer eingezogenen / und gehobenen Revenuen aus der erwehnten privatorum Eigenthum / und von wegen Konigl Preussischer seiten wegen der auffgebrachten / und denen Konigl. Preussischen Unterthanen zugehorigen Schiffen / Gütern / und Ladungen gegen einander gemacht werden / hierdurch gäntzlich auffgehoben sein / so daß desfalls von dem einen theil an dem andern hinführo nummer einige ansprache weder nun oder ins künfftige mehr kan formiret werden.

IV. Solte auch die Konigl. Schwedische Pommersche Regierung / wan selbige bey restitution des von der Cron Dennemarck occupirten antheils in Ihre Activität komt / wegen ein oder andern sache / so die bißherige Oeconomie, und verwaltung der Financien, oder auch einige particulaire angelegenheiten betreffen / mit gutem Fundament, und raison vorschlagen und beybringen können / so wollen Ihro Konigl. Majest. in Preussen solches vernehmen / und billigmässige reflexion darauff machen; daferne sich auch fände / daß die auff der einen seite der Pehne belegene Städte / und particuliers, auff der andern gewisse Jura zu exerciren hätten / und in deren possessione vel quasi sich befinden / so verstehet sich von selbst / daß ohnerachtet der Pehne-Strohm zwischen beyden Territoriis die gräntze machet / und gemeinschafftlich verbleibet / es dennoch dabey sein bewenden haben / und beyderseits Regierungen solche dabey schützen wollen.

V. Diese Separat Articuln sollen von eben der krafft / und würckung sein / als ob sie dem heütigen vollenzogenen / und geschlossenen Friedens-Instruments von wort zu wort ein verleibet worden / und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / deren eines von denen Konigl. Schwedischen Plenipotentiariis, und das andere von dem Konigl. Preussischen Plenipotentiario unterschrieben / und unterzeichnet / beyde auch gegen einander ausgewechselt worden / so geschehen und gegeben zu Stockholm den 21. Januarii 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)
J. G. Ducker. (L.S.)
G. A. Taube. (L.S.)
M. J. de la Gardie. (L.S.)
J. Lilienstedt. (L.S.)
D. N. von Höpken. (L.S.)

Ihrer Königl. Majestät von Schweden Erklährung / über die / Königlicher Preußischer Seiten / durch die beyde Herren Mediatores, nehmlich den Königlichen Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, und Königlichen Frantzösischen Residenten und Plenipotentiarium, den von Campredon insinuirte Erinnerungen / über ein und andere Puncten / des unterm 21. Januarii a. c. mit Seiner Königl. Majest. von Preussen geschlossenen Friedens-Tractats. Gegeben Stockholm / den 14. Martii 1720.

Nachdem der allhier anwesende Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, wie auch der Konigl. Frantzösische Resident und Plenipotentiaire, der von Campredon, Ihrer Konigl. Majest. von Schweden geziemend zu erkennen gegeben / was massen der Konigliche Preußische Ministre Plenipotentiaire, der Baron von Cniphausen / Nahmens Seiner Konigl. Majest. von Preussen / bey Ihnen / als Mediateurs angehalten / daß / weilen Seiner Meinung nach / ein und andere Articul des zwischen beyden Cronen geschlossenen Tractats, einige Erläuterung nöthig hätten / bey Ihrer Konigl. Majest. von Schweden / eine nähere Erklährung zu bewürcken; Und Sie dann dabey vorgestellet / daß Ihre Intention nur dahin gienge / die Etablirung einer vollkommenen guten Freundschafft zwischen Beyden contrahirenden Cronen ihres Orts / so viel möglich / zu veranlassen und zu befestigen:

So haben Ihre Konigl. Majest. von Schweden / in Ansehen dieses heilsamen Endzwecks / sich in Gnaden gefallen lassen / daß Ihnen folgende Erklährung gegeben und zugestellet werde:

Art. I. Daß / wann in dem II. Articul des solennen Frie- Friedens-Tractats von der Restitution der Gefangenen gesprochen wird / Ihre Konigl. Majest. von Schweden darunter kei-

ANNO 1720. Deserteurs oder solche/ so vor Zeichnung der Præliminarien unter denen Konigl. Preußischen Trouppen Dienste genommen/ verstehen wollen.

II. Daß die/ in dem III. Articul des solennen Friedens-Tractats von beyden Seiten stipulirte Communion des Pehne-Strohms/ von dem Orte ihren Anfang nehme/ da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der anderen des Strohms die Ufer besitzen; Wo aber der eine Theil beyde Ufer besitzet/ diese Gemeinschafft aufhore/ diese Communion auch an sich selbst keinem Theil an Seinen rechten nachtheilig sein/ noch auf etwas weiter extendiret werden solle/ als auf den gemeinschafftlichen Gebrauch des Wassers zur Schiffarth: Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Strohms zwischen beyden Herrschafften dergestalt getheilet/ daß der eine auf Seiner Seite und der andere ebenfalls auf der seinigen selbige geniesset und exerciret.

III. Was die Privilegien betrifft/ so denen Unterthanen in dem an Ihro Konigl. Majest. in Preussen cedirtem District in dem V. Art. des Tractats confirmiret worden: So haben Ihre Konigl. Majest. von Schweden hierunter keine andere Intention, als besagten Unterthanen die Freyheit und Immunitäten/ welche sie durch den Westphälischen Frieden erlanget und von denen vormahligen Fürsten von Pommern/ und von denen Konigen in Schweden/ Ihrer Majest. Vorfahren/ von Zeit zu Zeit überkommen/ beyzubehalten: Übrigens aber declariren Ihre Konigl. Majest. von Schweden/ daß sie diesem nunmehro an Ihro Konigl. Majest. von Preussen cedirtem District und desselben Einwohnern bey dem Antritt dero Regierung oder sonsten/ keine neue Privilegia accordiret/ sondern blosser dinges/ wie jetzt erwehnet/ selbige bey Ihren vorigen wohlhergebrachten Freyheiten und Rechten bestätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Ansehung der Restantien/ wovon in dem 2. Separat Articul Meldung geschehen/ Ihre Konigl. Majest. nicht wollen oder/ verstehen dergleichen Restantien und Arrerages en general, oder blosser dinges von denen cedirten Pommerischen Unterthanen fodern zu lassen/ sondern es verlangen nur Ihre Konigl. Majest. in Krafft besagten II. Articuls, daß alle Pächter/ und diejenige/ so eine einnahme gehabt/ wovon sie Rechnung zu thun schuldig sind/ und Ihre Rechnungen an die Konigl. Schwedische Cammer und Contoirs vor dem Sequester und dem darauf erfolgtem Kriege nicht abgethan/ dermahlen aber unter der Bothmäßigkeit Ihro Konigl. Majest. von Preussen stehen/ dazu als von Rechts wegen mögen angehalten werden/ die solchergestalt Ihrer Koniglichen Majestät von Schweden rückständige Gelder zu bezahlen und desfalls Richtigkeit zu machen.

V. Betreffend die Wißmarische Tribunals-Bediente/ zu deren Subsistentz die sämmtliche Hinter-Pommerische Lande oder Stände mit contribuiret; So zweifeln Ihro Konigl. Majest. von Schweden keines weges/ es werden Ihro Konigl. Majest. von Preussen dasjenige/ was in dem Tractat, wegen Ihres rückständigen Lohns bedungen worden/ ihnen lassen zu gute kommen:

Weilen aber so wol die Stände von Rügen, Stralsund, und dem Antheil von Pommern disseit der Pehne gelegen/ als auch die/ in dem an Ihro Konigl. Majest. von Preussen cedirten District befindliche Stände/ zu Unterhaltung bemeldter Tribunals-Bediente/ jederzeit concurriret/ so sind Ihro Konigl. Majest. von Schweden auch zu frieden/ daß eine solche Eintheilung gemacht werde/ damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde.

Datum ut supra.
(L.S.) Ad Mandatum
Sac. Reg. Majest. Sueciæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Acte wegen des Licents zu Stettin.

WEil man bey dem Schlusse des am 21. Jan. 1720. zwischen Ihren Majest. von Schweden und Preussen getroffnen solennen Friedens/ die Vollziehung eines so heilsamen Wercks/ der Differenz halber/ so sich wegen des Licents zu Stettin hervorgethan/ nicht länger aufhalten wollen/ und die ausmachung dieser Sache/ vermöge des 13. Art. solchen Tractats, einer Special-Commission aufgetragen worden/ welche zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monaten/ durch die Mediation und angewendete Bemühung derer Potentien/ so die Mediation über sich genommen/ geendiget sein sollen; Hierauf aber Ihre an diesem Hofe befindlichen Ministri vor ausgehung dieses Termins eines Theils vorgestellet/ daß es nöthig sey/ diese Sache abzuthun/ andern Theils aber/ daß/ da es recht wäre/ daß die Cron Schweden/ bey Wiedererhaltung des Besitzes des von der Cron Dennemarck eroberten Stücks von Pommern/ sich aller darzu gehörigen Gerechtsamen zu erfreuen hätte/ es die Billigkeit gleichfalls erfoderte/ daß/ da die Stadt Stettin nebst dem District zwischen der Oder und Pehne, und dem gantzen Oder-Strom biß an den Ort/ wo er seinen Namen verliehret/ ingleichen das frische Haff und die beyden Münden der Swine und Divenau, dem Konige in Preussen mit allen den Gerechtsamen und Freyheiten abgetreten werden/ welche die Schweden hiebevor besessen; auch der Licent zu Stettin/ welcher seit seiner Einführung jederzeit in gedachter Stadt eingenommen worden/ Ihrer Preußischen Maj. zugehören müsse/ um so viel mehr/ da man sich durch den 12. Art. gedachten Tractats ausdrücklich verglichen/ daß an allen Abgaben/ Zollen und anderen Gerechtsamen/ so wohl in dem an Ihre Konigl. Maj. in Preussen abgetretenen District, als in dem/ welcher wieder an die Cron Schweden kommen wird/ nichts geändert/ verneuret/ oder vermehret/ sondern im Gegentheil in diesem Puncte alles gelassen werden solle/ wie es zur Zeit ihrer Einführung gewesen; So haben Ihre Majestät der Konig von Schweden/ um nicht das geringste zu unterlassen/ was nur etwas zur Befestigung des guten Vernehmens zwischen deroselben und Ihrer Maj. dem Konig in Preussen beytragen kan/ Ihre einwilligung zu abthuung dieser Sache geben wollen.

ANNO 1720.

Und eben darum haben wir Endes unterschriebene Senatoren des Konigs und Konigreichs von Schweden und der Staats-Secretarius, die mit ausdrücklichem Befehl Hochgedachter Ihrer Maj. und dero Vollmacht versehen/ in Krafft derselben obengedachten Tractat vom 21. Jan. 1720. geschlossen und unterzeichnet/ über dasjenige/ was den Licent zu Stettin anbetrifft/ mit denen Herren Mediations-Ministris, dem Mylord Carteret/ Ihrer Kon. Maj. von Groß-Britannien Ambassadeur Extraordinaire und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ und dem Herrn von Campredon, Ihrer Allerchristlichsten Maj. Residenten und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ welche bey Abwesenheit eines Preußischen Ministri sich anheischig gemacht/ Ihrer Konigl. Maj. in Preussen Ratification über diese Acte zu verschaffen/ viele Conferenzen gehabt/ und uns hierinnen folgender massen verglichen:

Ihre Majest. der Konig von Schweden willigen vor sich/ dero Crone/ auch Ihre Erben und Nachkommen ein/ daß der Licent zu Stettin Ihrer Majestät dem Konig in Preussen zuständig sein/ und sie sich desselben mit eben denen Bedingungen und Gerechtsamen zu erfreuen und solchen zu nutzen haben sollen/ wie anderer ihnen durch diesen Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres abgetretenen Gerechtsamen/ dergestalt/ daß alle Schiffe/ von allen Nationen/ sie mögen sein wer sie wollen/ welche nach Stettin gehen/ oder von dannen kommen/ bloß zu Vollgast den alten Zoll/ welcher Fürsten-Zoll genennet wird/ entrichten/ diejenigen Schiffe aber/ sie mögen einer Nation angehören/ welcher sie wollen/ so aus der See in die Flüsse Pehne/ Trebel/ oder andere/ ohne Stettin zu berühren/ kommen/ bey ihrer Ankunfft/ oder Abgang zu Vollgast nicht allein den alten so genannten Fürsten-Zoll/ sondern auch den Licent, welcher daselbst durch den Westphäl. Frieden aufgerichtet und bestätiget worden/ obgedachtem Tractat zu Folge/ bezahlen sollen.

Zu beglaubigung dessen haben wir zwey gleichlautende Exemplarien von gegenwärtiger Acte verfertiget/ wovon eines/ welches wir eigenhändig unterschrieben/ auch mit unsern Pittschafften besiegelt/ und dessen Ratification wir ohne Anstand von dem Konige unserm Herrn/ zu verschaffen versprechen/ denen Herren Mediations-Ministris übergeben worden/ damit es an den Konig von Preussen könne übersendet werden/ das andere aber/ so in unsern Händen verblieben/ von obgenennten Mediations-Ministris unterschrieben worden/ welche wie gemeldet/ die Ratification desselben von hochgedachter Ihrer Preußis. Majest. à dato des Gegenwärtigen/ innerhalb sechs Wochen/ oder/ wenn es sein kan/ noch eher verschaffen wollen/ damit dasselbe eben von der Krafft und Würckung sein möchte/ als wenn es dem Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres von Wort zu Wort einverleibet wäre. Geschehen zu Stockholm den 20. (31.) Mai 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)
C. G. Ducker. (L.S.)
G. A. Taube. (L.S.)
J. Lilienstedt. (L.S.)
D.N. von Höpken. (L.S.)

XI.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Accessio iterata, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum sive Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum, extensa. Actum Hagæ-Comitum 17. Februarii 1720.* [Sur la Copie Imprimée à Vienne, chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour avec Privilege. Fol.] 17. Fevr

CUm per Conventionem Hagæ-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ, Sacræ suæ Britannicæ, & Sacræ suæ Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intrà spatium trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis, cumque dicta Sua Majestas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad ver-

ANNO 1720. verbum iidem ſunt ac illi, qui in Tractatu Londinenſi continentur, & cùm dicta Sua Majeſtas Catholica Marchionem de Beretti Landi ſuum Plenipotentiarium Tabulis ſufficientibus ad hoc opus conſummandum muniverit, quo itaque negotium tam ſalutare finem ſuum exoptatum conſequatur, nos infraſcripti Cæſareæ, Britannicæ, & Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad ſignandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Menſium à die ſubſcriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinenſi expreſſis accedere liberum eſt, declaravimus & per præſentes Majeſtatis ſuæ Catholicæ puram, ſimplicem & plenam ad omnes & ſingulos Articulos præfati Tractatûs Londinenſis acceſſionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infraſcriptus Majeſtatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dicta Sua Majeſtate Plenipotentiarum Tabulis ad ſignandam cum Miniſtris Fœderatarum Poteſtatum Conventionem Pariſiis factam 18. Menſis Julii 1718. n. ſt. cùm ſim inſtructus, obſervatumque fuerit Miniſtrum Majeſtatis ſuæ Cæſareæ dictam Conventionem Pariſiis factam non ſubſcripſiſſe, illam verò Conventionem per Tractatum Londinenſem 2. Auguſti 1718. n. ſt. à Miniſtro Majeſtatis ſuæ Cæſareæ ſubſcriptam complementum ſuum accepiſſe, & Comitem à Windiſchgrätz Majeſtatis ſuæ Cæſareæ Miniſtrum & Plenipotentiarium acceſſionem Majeſtatis ſuæ Catholicæ acceptandi poteſtatem non habiturum, ſi dicta Acceſſio ad Conventionem Pariſiis factam tantummodo ſe referret: Cumque recognitis & perpenſis dictâ Conventione Pariſiis facta, & dicto Tractatu Londini ſignato, compertum ſit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Pariſienſis, Tractatusque Londinenſis una eademque res omninò ſint; ego neceſſaria auctoritate ſum munitus ad ſignandum Tractatum Londinenſem, quem Tractatum æque ac Conventionem Pariſienſem in omnibus & ſingulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reſervatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Inſtrumentum hoc Acceſſionis Majeſtatis ſuæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscentibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra ſpatium duorum Menſium à die ſubſcriptionis computandorum aut citiùs ſi fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarii ſupradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuò exhibitis inſtructi hasce præſentes manibus noſtris ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decima ſeptima Februarii anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Inſtrumento.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

XII.

. Mai. Vergleich/ ſo zwiſchen dem Graffen von Mercy als Commandirenden Kayſerl. General in Sicilien/ dann den Spaniſchen Generale Marcheſe de Leede/ mittelſt unterhandlung des Engliſchen Admirals Bynghs getroffen worden/ daß nembl. bis zu völliger ausraumung der Konigreichen Sicilien und Sardinien an die Käyſerl. Truppen/ ein Waffen-Stillſtand zwiſchen beeden Armeen ſeyn ſolle: Indeſſen aber Palermo/ Caſtel à Mare, Molo/ und alle Forten fünff tag nach unterſchrifft dieſes/ und Auguſta/ ſo bald die zur einſchiffung der Artillerie, Kriegs-Munition und Lebens-mitlen benöthigte Schiffe verſchaffet werden ſeyn/ ausgeraumet/ dann die Spaniſchen Truppen auf zwey oder dreymahl überſchiffet/ und die darzu behörige Schiffe gegen bezahlung denenſelben verſchaffet werden ſollen. Geſchehen im Feldlager nächſt Palermo den 6. May 1720. [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.] ANNO 1720.

C'eſt-à-dire,

Convention faite entre le Comte de MERCY *General de l'Armée Imperiale, & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH, *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols; portant qu'il y aura un Armiſtice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation; Que cependant les Villes de Palerme, Caſtel à Mare, & Molo avec leurs Forts, ſeront évacués cinq jours après la Signature de la preſente Convention; Comme auſſi la Ville d'Agouſta, mais ſeulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtiments neceſſaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne ſe doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur argent, les Bâtiments dont ils auront beſoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai* 1720.

VErmög deren Vollmachten/ welche wir Generalen deren ſtreitenden Armeen in Sicilien/ ſo wohl zu Waſſer als zu Land/ von unſern höchſten Herren empfangen/ um über einen Waffen-Stillſtandt/ und ausraumung des Königreichs Sicilien und Sardinien zu handlen/ haben wir uns nach vielen unterredungen auf nachſtfolgende Artickulen verglichen:

I. Soll ein Waffen-Stillſtand ſein/ und alle Feindſeeligkeiten zwiſchen denen Armeen/ Truppen/ Flotten/ Squadren/ und Schiffen/ deren in gegenwärtigen Krieg verwickleten Mächten biß auff die gäntzliche ausraumung deren Konigreichen von Sicilien und Sardinien/ wie auch zuruck-kehrung in Spanien deren in einem und andern Orth deren berührten Königreichen befindlichen-Spaniſchen Truppen/ und zwiſchen denen beſatzungen/ ſo wohl zu Land/ als zu Meer/ oder anderen Waſſern auf dem Mittelländiſchen Meer/ oder nechſtangelegenen öhrtern/ aufhören/ dergeſtalten daß/ wann ſich zutragen ſolte/ daß währendem Stillſtand von einem Theil mit eroberung eines Plaßes vermittels eines angriffs/ überrumpelung/ oder verſtändnus/ in denen in dieſem Tractat angezeigten gräntzen darwieder gehandlet: oder gefangene gemacht: oder ſonſten andere Feindſeeligkeiten durch einen auch nicht vorgeſehenen zufall verübet werden ſolten/ dieſe zu wiederhandlung von jedem Theil getreülich/ ohne verſchub und ohne beſchwernus gutgemacht/ auch alles eingenommenes ohn einige verringerung zuruckgeſtellet: Ingleichen die gefangene/ ohne ſich loszukauffen/ oder ſonſtige unkoſten/ wieder freygelaſſen werden ſollen; und/ um aller gelegenheit deren Klagen vorzukommen/ ſo in anſehen deren Kauffartey-Schiffen/ und Fahrnuſſen entſtehen mögten/ welche auf dem Meer könten genohmen werden/ hat man ſich beiderſeiths verglichen/ daß ſolche Kauffartey-Schiffe und Fahrnuſſen/ welche auf dem Mittelländiſchen Meer nach unterſchreibung dieſes Waffen-Stillſtands genommen worden/ von einem und andern Theil ohn ausnahm zuruck gegeben werden ſollen.

II. Die Spanniſche Truppen ſollen Palermo fünff Täg nach der unterſchrifft ausraumen/ und das Caſtel à Mare, den Molo, auch alle Forten/ mit der Artillerie-und Kriegs-Munition, ſo ſich darinnen befinden/ übergeben/ die Spanniſche Armee ſoll auch ein tag zuvor nach dem regulirten Lager/ nächſt Termini, und folgenden öhrtern/ als Pauccina, Pentimilia, Offmina, Montemaggiore, Calatabuturo, Petraglia, Ficcari, Pollici, Rocella, Rocca-Palamo, und Cacamo marſchiren/ welche örter ſammentlich in der gegend herum von Termini ligen; und/ nach der mas/ daß ſich beſagte Truppen einſchiffen werden/ ſelbe die weit entlegenſte öhrter ausraumen ſollen; Dabey ſoll ſcharffe Ordre ertheilet werden/ um zu verhindern/ daß mann die Bäume/ Früchte/ und getraud nicht verheeren: noch ſonſten einige unordnung verurſachen möge.

III. Daß die Krancken und Verwundten von den Spaniſchen Truppen in eben dem Spittal verbleiben ſollen/ in welchem ſie ſich zu Palermo mit den Feld-Doctoren, Feldſcherern/ und andern in demſelben zur Hülffleiſtung/ Bedienung und Di-

ANNO 1720. rection des Spittals aufgenommenen Personen befinden/ vor welchem eine Wacht unter einem Lieutenant/ mit 20. gemeinen/ von den Spannischen Truppen gesetzet werden solle/ um die Krancken in besagtem Spittal beysammen zu halten; auch solle man alles dem Director für sein eigen gelt zu kommen lassen/ was nur zu ihrer unterhaltung nöthig sein wird; und so bald selbe wieder gnossen/ und in Stand sich befinden/ marschieren zu können/ solle man Ihnen gegen bezahlung Schiffe verschaffen/ um nach Termini geführet zu werden/ dabey diejenige/ welche ihr Gewehr noch haben/ dasselbe mit sich nehmen mögen.

IV. Daß erlaubt sein solle/ daß die Beamten von der Oberaufsicht/ die Kriegs-Commissarien/ und verordnete Einnehmere/ wie auch Zahlmeistere so wohl zu Land/ als zu Meer/ zu Palermo verbleiben mogen/ um so wohl die Raitungen abzuthuen/ als auch all-nöthige veranstaltungen zur einschiffung/ und derselben vollbringung vor zu kehren/ zu dem ende man ihnen auch gelegenheit einraumen solle/ daselbsten verbleiben zu können.

V. Es soll erlaubt sein/ daß alle Spanische Officiers/ und Gemeine/ wie auch all-andere Personen/ so bey der Spanischen Armee befindlich sein mögen/ aus besagten Palermo ihre Familien/ Haabschafften/ und Bagage mit sich führen: und selbe so wohl über das Meer/ als zu Land nach jedem Ohrt dieses Konigreichs bringen mögen/ dazu mann auch ihnen die nöthige Pas-Brieffe/ und Schiffe zur überfuhrung gegen baare bezahlung zu kommen lassen solle/ es solle gleichfalls denen Officieren/ Gemeinen/ und Bedienten von der Spanischen Armee erlaubt sein/ in die Stadt Palermo zugehen/ um ihr eigene/ oder des Regiements geschäfften zu schlichten/ wann sie nur allein einen Pas von dem Herrn Marchese de Leede/ ihrem General/ haben werden.

VI. Daß alle Magazinen von der Kriegs-Munition, und Proviant, was es nur für fort immer sein möge/ Gersten und Stroh mit begrieffen/ so denen Spanischen Truppen in besagter Stadt Palermo/ oder in denen Vorstädten zugehörig/ mit aller sicherheit darinnen verbleiben mögen/ und gemeldten Truppen erlaubt sein solle/ so wohl zu Land als zu Wasser dahin sich zu begeben/ und zu ihrem gebrauch davon abzuholen/ nachdem sie vonnöthen haben werden/ und/ wan mans für tuhnlich erachten werde/ solle mann Commissarien da lassen/ um achtung darauff zu haben/ und der Herr Graff Mercy wird die verordnung thun/ daß man eine Wacht zu ihrer sicherheit dafür stelle.

VII. Den Spanischen Truppen/ welche sich in der Stadt/ und in den obbenennten örtern befinden werden/ solle man auf ihre Kösten/ mit ausnehmung der grünen füterung/ Stroh und Holtz zukommen lassen/ auch wird mann einige Officiers benennen/ um den berührten Truppen auf begehren Stroh/ grüne füterung/ und Holtz in der Stadt/ oder Dorffern/ darinn die Truppen befindlich/ zu verschaffen.

VIII. So bald die ausraumung von Palermo geschehen/ wird man die ordre ertheilen/ daß sich die Truppen/ so in Girgenti ligen/ auch heraus ziehen sollen.

IX. Die ausraumung von Augusta solle so bald geschehen/ als die nöthige Fahrzeüge zu einschieffung der Artillerie, Kriegs-Munition, allerhandt Lebens-Mitteln/ und andern Kriegs-Geräthschafften/ und insgemein alles desjenigen/ so in den Magazinen befindlich/ die nach Termini, oder nach Palermo/ wo mans am füglichsten gedünke zu sein/ gebracht werden sollen/ verschaffet worden/ nach deme sollen die Spanische Truppen den Plaz an die Kayserl. Truppen übergeben/ ohne die feste Werker zu beschädigen und die Spannische besatzung/ solle sich auf den Marsch nach Termini, oder den andern verzeichneten Dorffern den kürzesten weeg/ vermittels eines regulirten Marsches von dem Füß-Volck/ unter begleitung begeben/ betreffend die Spanische Truppen/ so sich in der Bloquirung von Syracusa, Jaffi-Reale, oder andern Plätzen dieses Konigreichs befinden/ denenselben wird man also gleich nach ausraumung Palermo die Ordre zuschicken/ den Marsch anzutretten/ und zu der Armee bey Termini zustossen/ mit dem befehl/ die geringste unordnung auf dem Marsch nicht zu begehen/ von Seiten des Herrn General/ Graffen von Mercy/ sollen die eigene Commissarien zu dem Marsch ernennt werden/ um erwehnten Truppen Stroh/ Gersten/ Brod/ und all dasjenige/ was sie zu ihrem unterhalt nöthig haben werden/ gegen baare bezahlung zu verschaffen.

X. Daß allen denen Truppen/ so wohl zu Meer/ als zu Land/ wo sie sich nur würcklich in diesem Konigreich befinden/ allen Generalen/ Officiers/ Bedienten/ und was nur für Personen sein mögen/ so man in der Armee nöthig/ erlaubt sein solle/ sich einzuschiffen/ um mit aller sicherheit nach Spannien sich zu begeben/ gleich wie auch den andern Spanischen Unterthanen solches erlaubt/ wann sie mit nach Spannien passiren wollen/ ohne daß man ihnen einige hindernus zu fügen möge.

XI. Daß all-Spanische Truppen so wohl von dem Fuß-Volck/ als Reüterey und Dragonern/ samt ihrem Gewehr/ fahnen/ Standarten/ Pferden/ Muntirung und Bagage, mit aller sicherheit nach Spannien geführet werden sollen/ ohne/ daß ihnen die geringste verhindernus geschehen/ und dieselbe auf den Küsten von Catalonien/ oder Valencien ausgeschiffet werden mögen/ und wie geschwind man mit der einschiffung sein wird/ dazu alles so eilends/ als nur sein kan/ verschaffet werden solle/ also geschwind wird man auch sein/ um durch den kürzesten weeg nach Spannien/ oder andern Oertern/ so andern Mächten gehörig/ zu kommen. ANNO 1720.

XII. Daß man schuldig sein solle/ alle Schiffe/ und ander einschiffungs-weesen/ so nur zum einschiffen deren Spannischen Truppen/ so wohl von dem Fuß-Volck/ als Reuterey/ Artillerie, Kriegs-Munition, und Bagage, nöthig/ auf ihre kosten zu verschaffen/ auch zu ihrer begleitung und sicherheit bis zu ihrer anlandung in Spannien einig-Engellische Kriegs-Schiffe zu geben; als wegen deren zahl man mit dem Herrn Admiral Bynghs sich vergleichen wird.

XIII. Die einschiffung deren Truppen soll in zwey-oder dreymal/ und so geschwind/ als nur sein kan/ geschehen; und sie sollen sich so geschwind einschiffen/ als nur alles zur einschiffung bereit gemacht: auch all-nöthige Lebens-mittlen für 40. Täge/ so wohl für Man/ als Pferd/ nach der gewöhnlichen Raitung/ zu Schiff gebracht sein werden/ und man solle nicht zwingen/ mehr Volck einzuschiffen/ als nach den Regulen die Schiffe zuhalten gewöhnlich.

XIV. Es soll erlaubt sein/ einzuschiffen/ und in aller sicherheit mit sich zuführen/ die völlige Artillerie, und Mörsern/ so wohl von Metall/ als Eisen/ welche sich in denen Plätzen/ die man in diesem Konigreich ausraumet/ befinden/ und diejenige/ so mit aus Spannien gebracht/ gleichwie auch dieselbe/ so von dem aus Spannien gebrachten Metall zu Palermo gegossen worden/ nicht weniger diese/ so noch von andern Oertern gebracht worden/ seithero der Truppen von Spannien in diesem Konigreich sich befinden/ mit hinterlassung deren Stucken und Mörsern in denen Plätzen/ welche darinnen noch seind/ und ehedessen schon daselbsten sich befunden/ gleicher weis solle man auf gutes trauen und glauben alle Kriegs-Munition überantworten/ so man im Castel à Mare, und denen Forten von Palermo/ Termini, wie auch andern Oertern gefunden/ ehe die Spannische Truppen angelanget/ oder diese Oerter erobert/ und soll erlaubt sein/ wieder einzuschiffen/ und nach Spannien zu führen die sammentliche Artillerie, und Mörser/ welche aus Spannien mitgebracht/ oder aus Italien dahin geführet worden.

XV. Daß alle die Schiffe/ Galeeren/ und andere Fahrzeüge/ welche Spannien oder dessen Unterthanen zuständig/ so sich in diesem Konigreich befunden/ gantz frey nach Spannien mit ihrer Artillerie, aller ausrüstung/ und völligen Habschafften/ die sie nur haben/ passiren mögen; Es solle gleichfalls erlaubt sein/ wieder einzuschiffen die Artillerie, Gewehr/ Seil-weesen/ Seglen/ und all-andere Sachen/ so den Spannischen Galeeren/ und andern Schiffen gehörig/ welche entrüstet/ oder Schiffbruch gelitten/ und sich in denen Plätzen/ oder Oertern befinden/ so die Spannische Truppen heüte zu tag noch besitzen.

XVI. Daß denen Commissarien soll erlaubt sein/ welche ernennt werden mögen/ in diesem Konigreich zu bleiben/ um die Sachen zu überlieffern/ welche in denen Magazinen/ oder andern Oertern befindlich/ wie auch denen/ so sorg tragen müssen/ über die Krancken/ die sich nicht in Stand befinden werden/ mit dem Rest deren Truppen sich einzuschiffen/ denen man schuldig sein solle/ also gleich/ so bald die im Stand sein werden/ sich einzuschiffen/ die nöthige Schiffe zur einschiffung/ um nach Spannien überführet zu werden/ gegen bezahlung zu verschaffen.

XVII. Die Artillerie und Reüterey von Spannien solle sich im Molo von Palermo/ und das Fuß-Volck zu Termini einschiffen.

XVIII. Daß man bey der einschiffung weder vor/ noch nach/ einen überlaufer von ein- oder anderem Theil zuruckbehalten/ noch zuruck begehren; noch auch einen Soldaten unterm vorwand der Nation behalten solle.

XIX. Daß alle Officiers und Soldaten zu Land/ so Kriegs-Gefangene worden/ wie auch alle See-Officiers/ Soldaten/ und Matrosen/ so währendem Krieg in Sicilien/ und in diesen Meeren gefangen worden/ von ein- und anderem Theil zuruck gestellet werden sollen.

XX. Daß man allen Schiffen/ Galeeren/ Felucken/ und andern Schiffen/ um nach Spannien/ oder andern Oertern in Italien in Diensten der Spanischen Armee zu seglen/ Paß-Brieffe ertheilen solle/ man verwilliget auch/ daß die 6. Felucken nach Termini passiren/ um ein und andere verrichtung zu überbringen/ nachdeme man sie verordnet.

XXI. Und/ was die Kosten deren Schiffen und all-anderer Fahrzeugen betrifft/ so zum einschiffen dienen sollen/ um die Spannische Truppen zu überbringen/ wird man alles um gewöhnlichen Preis bezahlen/ auch sich vergleichen/ die zahlung in baarem Gelt/ oder in Wechsel-Brieffen zu thun.

XXII. Man wird sechs Monat zeit den Spannischen Officieren/ oder Nationalisten vom Land/ oder andern/ welche güter/ oder Habschafften in diesem Konigreich haben/ zusehen/ damit dieselbe während dieser zeit all-ihre sachen verkauffen/ oder sonsten veraüssern mögen/ nachdeme wird man ihnen auch Paß-Brieffen ertheilen/ um nach Spannien zu reysen.

XXIII. Es soll ein Kriegs-Commissarius bestimt werden/ um die Schulden zu durchgehen/ und diese abzuthuen/ welche die Officiers von der Spannischen Armee gemacht/ gleichwie auch noch diese/ welche auf Rechnung ihres Herrn gemacht worden sein mögen/ welche billig und richtig befunden/ selbige sollen auch bezahlt werden; zu versehen aber/ daß in denen Schulden

nicht

ANNO 1720. nicht das Stroh / und die Fûterung / noch das Holtz begrieffen sein solle / so die Armee mögte verzehret haben / von der zeit / da sie / oder ihre Detaschementer campiret; Es soll auch als Geyseln ein Obrister / und ein Befehls-wie auch Kriegs-Commissarius, wegen ihres Herrn / und deren Officieren Schulden / biß zur völligen Richtigkeit hinterlassen werden.

XXIV. Es soll erlaubt / auch die Paß-Brieffe gegeben werden / um zuschicken und zu holen so wohl zu Meer / als zu Land / in einem Ohrt des Konigreichs auch es sein möge / alle Lebens-Mitlen / wie sie nur nahmen haben / und andere Sachen / deren man zur unterhaltung und einschiffung deren Truppen nöthig haben möge.

XXV. Die Stadt und das Castel von Termini solle man eben gleichfalls / da die andere Plätze an die Kayserliche Truppen übergeben werden / ausraumen / und so bald die letztere Truppen werden eingeschiffet sein / zehen tâg auch nach der ausraumung von Palermo solle nicht mehr erlaubt sein / sich in das Staats-und Regierungs-Weesen des Konigreichs einzumischen.

XXVI. Man wird die anzahl deren Truppen reguliren / welche sollen nach beschaffenheit deren Schiffen / und Lebens-Mitlen / so man haben wird / eingeschiffet werden; Und man wird etliche tâg zuvor solches erinnern / damit die Truppen zum Marsch und einschiffung sich fertig machen können; Es soll erlaubt sein / daß Commissarii zu Palermo hinterlassen werden mögen / um alles wegen der Lebens-Mitlen zu reguliren / und selbe zu durchgehen / welche in denen Magazinen befindlich. Nachdem die erste einschiffung geschehen / wird man eine verzeichnus geben / was noch / so wohl von Pferd / als Mann / und Bagage, oder andern Fahrnussen zum überführen übrig bleiben werde / um die nöthige Schiffe dazu aufzutreiben.

XXVII. Nachdeme Palermo / und Castel à Mare, mit denen Forten / ausgeraumet worden / so können die Schiffe / Galeeren / oder andere Fahrzeûge / welche werden für den Herrn Marcheſe de Leede anlangen / daselbsten einlauffen / und frey alda verbleiben / und soll ihnen alles Gelt / und all andere Sachen / so man ihnen überbringen werde / treûlich zugestellet werden.

XXVIII. Zu vollziehung dieser Artickulen solle mann beederseits zu Geiseln einen General und einen Obristen geben.

Wir im Krieg so wohl zur Meer / als zu Land in Sicilien begriffen unterschriebene Generalen / krafft deren Vollmâchten / so wir von unsern Höchsten Herren empfangen / versprechen von ein und anderem Theil oberwehnte Artickulen getreûlich vollziehen zu lassen. So geschehen im Feldlager / nächst Palermo den 6. May, 1720.

Graff von Mercy. Bynghs. Marcheſe de Leede.

XIII.

2. Juin. *Traité de Paix entre la Reine, & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la Grande-Bretagne, & auſſi du Roi de France. Sa Majeſté Danoiſe y reſtituë à la Couronne de Suede toutes ſes Conqueſtes en Pomeranie jusques au Pêne; comme auſſi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point aſſiſter le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majeſtés Suedoiſes lui cedent toute la Franchiſe du Sund dont les Vaiſſeaux Suedois avoient joüi auparavant, & lui promettent en outre une Somme de ſix cent mille Ecus Monnoye de Leipſich. Les Intereſts du Duc de* HOLSTEIN-GOTTORP *y ſont remis à ce qui en ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puiſſances Mediatrices du preſent Traité, Leursdites Majeſtez promettant de ne s'y point oppoſer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin* 1720. [Tiré des Archives Royales de Suede.]

Au Nom de la Sainte & Individue Trinité.

QU'il ſoit notoire à tous preſens, & à venir qu'il apartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeſte Guerre, qui dure depuis plus de dix ans entre Sa Majeſté feu le Roi Charles XII. de glorieuſe memoire, comme auſſi la Reine Ulrica Eleonora & le Roy à preſent regnant Frideric Roy de Suede des Goths, & des Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Majeſté le Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc & de Norwege des Vandales & des Goths, Duc de Schleswic & de Holſtein, Stormarn, & Dithmarſen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorſt d'autre, dont les ſuites facheuſes ont cauſé l'effuſion de beaucoup de ſang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & alteré la bonne intelligence, que les liaiſons du ſang & du voiſinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majeſtés, & leurs Sujets. Il a plû enfin à la Providence Divine de faire naitre des conjonctures plus heureuſes, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, ſeure, & durable Paix, conformement au deſir ſincere que Leurs Majeſtés ont toûjours conſervé de voir ceſſer l'effuſion du ſang Chrêtien, & de faire joüir leurs Peuples des fruits de la Paix, ſi neceſſaire & ſi longtems deſirée. Ces louables motifs ont porté leursdites Majeſtés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la conſommation d'un ouvrage ſi ſalutaire, ſur les inſtances reiterées pendant pluſieurs Mois de ſa Majeſté George Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenſeur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Luneburg, Archi-Treſorier, & Electeur de l'Empire qui s'eſt donné tous les ſoins imaginables pour reconcilier les Parties belligerantes. Elle les a fait convenir d'une ſuſpenſion d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la concluſion de la Paix, & elle leur a offert en même tems ſa Mediation, laquelle a été acceptée de part, & d'autre, auſſi-bien, que celle de Sa Majeſté Tres-Chretienne Louïs XV. Roi de France, & de Navarre; qui deſirant de ſon côté contribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu joindre ſes ſoins & ſes bons Offices à ceux de Sa Majeſté Britannique, auſſi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un ſuccés conforme à ſes bonnes intentions. C'eſt pourquoi Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemarc, ont ordonné à leurs Miniſtres Plenipotentiaires, ſçavoir de la part de Sa Majeſté Suedoiſe, Leurs Excellences Mr. le Comte Guſtav Cronhielm Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, Preſident au Conſeil Royal de la Chancelerie, & Chancelier de l'Univerſité d'Upſal, Mr. le Comte Guſtav Adam Taub, Senateur de Sa Majeſté le Roy de Suede, & de ſon Royaume, Mareſchal de Suede & Grand Gouverneur de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, & Preſident au College de Commerce, Mr. le Comte Jean Lilienſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede & de ſon Royaume & Conſeiller au College de la Chancelerie, Mr. le Comte André Legonſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume & Preſident à la Chambre de reviſions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Höpken Secretaire d'Etat de Sa Majeſté le Roi de Suede. Et de la part de Sa Majeſté Danoiſe Mr. de Lövenörn ſon General Major & Plenipotentiaire à la Cour de Sa Majeſté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation ſur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, leſquels après l'échange de leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, dont la Copie ſera transcrite à la fin de cet Inſtrument, ont eu pluſieurs conferences, & par les bons & tres-louables Offices de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Reſident de Sa Majeſté Très-Chrétienne & ſon Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'aſſiſtence Divine ont conclu, arrêté, & ſigné les Articles, dont la teneur s'enſuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éternelle & une amitié ſincere, & perpetuelle entre Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemarc, leurs Heritiers & Succeſſeurs en la Regence comme auſſi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Païs, & Sujets, & en conſequence toutes hoſtilités de part, & d'autre tant par Mer que par Terre ceſſeront entierement du jour de la Signature du preſent Traité; tous les differens, mesintelligences, & Diſputes qu'il y a eu jusques à preſent entre Eux ſeront non ſeulement abolis; mais auſſi Leurs Majeſtés ſe procureront autant qu'il ſera poſſible avec zelé, & ſincerité tous les Biens, & les avantages reciproques, en ſorte qu'il y aura desormais entre Leursdites Majeſtés, & leurs Royaumes une parfaite confiance & Union, & qu'elles puiſſent ſe fortifier de jour en jour, ainſi qu'il convient à de bons Voiſins & Alliés.

II. Tous les dommages, degats, torts, offenſes, & prejudices commis ou cauſés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre ſoit en actions, paroles,

ANNO 1720. ou écrits ſeront enſevelis dans un éternel oubli & amneſtie generale, & ſans retour, en ſorte qu'il ne ſera point permis à l'avenir à l'une des Parties d'en faire uſage, ni de s'en reſſentir contre l'autre, de même, que ſi le tout n'étoit jamais avenu; Et en vertu de cette abolition generale on ne pourra desormais faire aucune mention de ces Griefs ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, ſous quelque pretexte, ou pour quelque cauſe que ce puiſſe être.

III. La liberté du Commerce, & de la Navigation tant par Terre, que par Mer & autres Eaux ſera desormais entierement retablie entre les Sujets de Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemarc & defenſe faite de part, & d'autre, de n'y apporter aucun obſtacle ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandiſes & Denrées dont on jouït en tems de Paix.

IV. Et afin de prevenir, & detruire entierement tout ce, qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque desunion, mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemarc renoncent par les preſentes de la maniere la plus preciſe & la plus efficace, à tous les Traités, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puiſſances, entant que ces Traités, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du preſent Traité de Paix; & pour cet effet l'une des Parties ne conſentira desormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque maniere que ce ſoit cauſer du dommage, ou du prejudice à l'autre

V. Comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc, & detruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeſte Guerre, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc promet ſpecialement, & s'engage par les preſentes, de la maniere la plus forte & la plus preciſe de n'aſſiſter directement, ni indirectement de ſes Conſeils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui le Czar de Moscovie, ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être dans ſes entrepriſes contre la Couronne de Suede, & ſes Alliés auſſi long-temps, que la preſente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'eſt pas moins de l'interêt du Roi de Dannemarc, & de ſa Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle ceſſe bien-tôt, pour retablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne ſouffrir en aucun de ſes Ports de Dannemarc, & de Norvegue aucun Armateur Moscovite, deſtiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majeſté ne permettra point non plus, qu'on donne dans ſesdits Ports retraite à aucune priſe faite par les Armateurs, ou Corſaires Moscovites ſur quelque Nation que ce ſoit. & s'il arrivoit, que telles priſes entraſſent dans les Ports de Sa Majeſté, elle les fera reſtituer à leurs legitimes Proprietaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en ſorte, qu'aucune des priſes, qu'elle pourroit faire ſur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme ſon Alteſſe Sereniſſime le Duc de Sleswic-Holſtein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaiſon du ſang qui eſt entre ſadite Alteſſe & la Couronne de Suede pourroit être conſiderée comme un obſtacle à la deciſion de ce qui regarde le Duché de Schleswic, Sa Majeſté Suedoiſe pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces preſentes de ne s'oppoſer directement, ni indirectement à ce qui ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Schleswic, par les deux Puiſſances Mediatrices, qui ont concouru au preſent Traité, & de ne donner aucune aſſiſtance de fait au dit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au prejudice des ſusdites ſtipulations.

VII. Comme Sa Majeſté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, jusqu'à la Riviere de Pene; comme auſſi la Ville & la Forteresſe de Stralſund, avec la Principauté & l'Iſle de Rugen, & la Forteresſe de Marſtrand, avec quelques autres Iſles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que Sa Majeſté le Roi de Suede inſiſte ſur la reſtitution desdits Duché, Principauté, Villes, Forteresſes, Iſles, Terres, & Païs incorporés à la Couronne de Suede, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc, aux inſtances des deux Puiſſances Mediatrices, & pour faciliter d'autant plus la Paix ſi deſirée y a enfin conſenti, & en vertu du preſent Article, elle reſtitue pour elle, & pour ſes Heritiers, & Succeſſeurs à Sa Majeſté, & à la Couronne de Suede, ſes Heritiers, & Succeſſeurs la ſusdite partie de la Pomeranie jusqu'à la Riviere de Pene, comme auſſi la Ville & la Forteresſe de Stralſund, l'Iſle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marſtrand & toutes les autres Iſles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc ſans exception, à ſçavoir les Forteresſes & les Païs dans l'état où ils étoient pendant l'armiſtice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, ou ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Forteresſes par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui ſera ſtipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc cede & renonce en faveur de Sa Majeſté & de la Couronne de Suede, à toutes les pretenſions qu'elle auroit pu avoir ſur cette Ville & ſon Territoire, & elle promet d'en retirer ſes Troupes d'abord après la Ratification du preſent Traité, laiſſant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit inconteſtable, qui appartient à ladite Couronne de Suede, ſur ladite Ville de Wismar, ſon Territoire, & ſes dependances.

IX. En conſideration de ces reſtitutions, Sa Majeſté & le Royaume de Suede conſent par le preſent Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune diſtinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en conſequence Sa Majeſté & le Royaume de Suede renonce à l'exemtion de Franchiſe de Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont joui jusqu'à preſent, en vertu des Traitez de Paix ci devant conclus, de ſorte, que les Sujets du Royaume de Suede & des Provinces, qui en dependent payeront à Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ſes Succeſſeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaiſſeaux, effets, & Marchandiſes en tout de la même maniere que les Anglois, Hollandois ou autre Nation, qui eſt, ou ſera desormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées, & que tous les Articles avec leurs ſtipulations touchant la reſtitution & ſatisfaction ſeront executés de part & d'autre, ſur quoi l'on eſt expreſſement convenu, comme il a été dit, que les Vaiſſeaux & les effets des Sujets du Royaume de Suede, en paſſant & repaſſant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompte expedition ou ſous quelque nom que ce puiſſe être, ne ſeront point traités autrement, que les Nations Angloiſe, & Hollandoiſe ou autre la plus amie.

X. Sa Majeſté Suedoiſe voulant encore donner une preuve plus convaincante, de ſon deſir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suede de payer outre la Ceſſion de la Franchiſe du Sund à Sa Majeſté & à la Couronne de Dannemarc, la Somme de ſix cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers ſur le pied communement appellé de Leipzic de l'année 1690. à raiſon de 12. R. par Marc d'argent fin pour toutes les pretenſions du Roi de Dannemarc, & en un ſeul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, leſquelles ſeront depoſées entre les mains des Mediateurs ſix ſemaines après la Signature du preſent Traité, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, pour l'uſage & le compte de Sa Majeſté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être delivrées par les Mediateurs aux Commiſſaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement, & réellement payées auſſi tôt que la Reſtitution conformement à l'Article ſuivant ſera entierement faite & achevée, & que les Forteresſes, Duchés, Principautés, Iſles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles 7. & 8. ſeront evacués, par Sa Majeſté & la Couronne de Dannemarc, & mis en la poſſeſſion de celle de Suede.

XI. C'eſt pourquoi auſſi tôt que la ſusdite Somme de 600000. Risdalers aura été depoſée de la part du Roi & du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainſi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Forteresſes de Stralſund, & de Marſtrand avec la Principauté & l'Iſle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc, ſans aucune exception de ce, qui eſt ſtipulé dans les precedents Articles, ſeront remis le même jour aux Commiſſai-

ANNO 1720. missaires, & aux Troupes du Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarc; à sçavoir les Forteresses & les Païs, & Isles en l'état qu'ils ont été pendant l'armistice; & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lors qu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Dannemarc, conformement aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Païs seront transportées en Dannemarc, le plûtôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer selon que l'occasion & la commodité le requireront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi de Dannemarc, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, selon les ordres exprès, que Sa Majesté le Roi de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin; bien entendu que du jour, que la Somme susdite de 600000. R. aura été deposée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourage ne seront plus à la charge du Païs, mais que les Officiers & Soldats auront franc. & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'armistice d'exiger de part ou d'autre les Arrerages & ce qui pourroit être dû par les Païs de Contributions ou autres impositions concernant le Public, vû la triste situation & la misere ou cette funeste Guerre a reduit les Sujets dudit Païs. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abattus & de deteriorer les Païs, toutes les pretensions du Roi de Dannemarc étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la Somme de 600000. R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gyphswalde & de Wismar avec la Bibliotheque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Païs, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Dannemarc, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Regence de Sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Isles, & Païs restitués seront dechargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Dannemarc, pour être à l'avenir entierement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immediatement après la Ratification du present Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils rentreront aussi-tôt sans autre forme de procés, & sans aucun rembourssement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entiere jouïssance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en possession avant la Guerre, à condition neanmoins que les depenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possedé ces Biens & Terres, soit pour leur amelioration, reparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit, seront rembourssés par les Proprietaires, lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saison de l'année ne souffrant aucun delai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à present, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les pretensions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume, sont écheuës aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès ou autre voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les pretensions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre Eux en particulier, resteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cette fin il sera nommé par chacune des Parties contractantes trois Commissaires authorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les differens, ou bien ils les renvoyeront aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devroient en prendre connoissance avant le commencement de la Guerre, en sorte neantmoins que tous les differens, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possedé pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dedommagements qui leur seront legitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au present Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes. ANNO 1720.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évasion ou de represailles, sera entierement annullé, & oublié, comme non avenu; sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte, en vertu du Cartel reglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur detention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces Dettes, Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux, qui se trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui seront évadés ou hors de service, Leursdites Majestés feront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison, bien entendu, neanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'execution de tous les autres Articles du present Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques differens entre Leurs Majestés au sujet des Limites de la Finnmarkie ou Lapponie Norwegienne pendant, & avant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, pretendent reciproquement, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontieres de l'une & l'autre, on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés, qui se transporteront sur les Lieux trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention necessaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au plustôt les Limites des deux Finnmarkies selon les anciens Traités, auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformement aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poste Suedoise, établi par les Etats du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Danoise auroit demandé, qu'il ne fût plus desormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsigneur, & que les Lettres de Suede ne puissent être portées par ses Postillons, qu'une fois la semaine, au lieu, que jusqu'à present elles sont passé deux fois: Mais comme il n'est pas moins necessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pié, & que le Roi & la Couronne de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Dannemarc en Norwegue, on est convenu de part, & d'autre & sur les representations des Puissances Mediatrices que le Roi de Dannemarc pourra avoir de son côté un Commissaire à Helsingbourg à faire passer ses Lettres une fois la semaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les siennes, qu'une fois la semaine, par le Dannemarc. Les choses restans d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Estats du Roi de Dannemarc, que de Dannemarc en Norwegue par la Suede, entierement dans le même état & de la maniere pratiquée jusqu'à present; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses Sujets au Peage du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsigneur pour l'expedition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations, qui naviguent dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commissaires audit Helsigneur, Sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres necessaires pour que celui qu'Elle y tiendra, ne cause aucun dommage, derangement, ni malversation au préjudice des Postes du Roi de Dannemarc, & de faire rendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au

con-

ANNO 1720. contraire, ce que le Roi de Dannemarc promet auſſi de ſon côté, par rapport au Commiſſaire, qu'il pourra tenir à Helſingbourg.

XVI. Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemarc ſont en vertu des preſentes confirmés & renouvellés dans tous leurs Points, & Articles, comme s'ils étoient inſerés mot à mot dans le preſent Traité en tout ce qui n'eſt point contraire à ſa teneur.

XVII. Tous les Points & Articles ci-deſſus ſeront ratifiés de Leurs Majeſtés, & les Ratifications en bonne forme échangées en quatre ſemaines à compter du jour de la Signature ou plûtôt, ſi faire ſe peut. En foi de quoi on a dreſſé deux Exemplaires uniformes du preſent Traité, dont l'un a été ſigné par les Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede, & l'autre par le Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ceux iappoſé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troiſieme Juin 1720.

Guſtave Cronhielm. (*L. S.*) *Guſtave Adam Taube.* (*L. S.*)

Magnus Julius de la Gardie (*L. S.*) *Johan Lilienſtedt.* (*L. S.*)

André Legonſtedt. (*L. S.*) *Daniel Nicolas von Hopken.* (*L. S.*)

Elucidation des Articles precedens du Traité de Paix entre Sa Majeſté de DANNEMARC *& Sa Majeſté & la Couronne de* SUEDE.

D'Autant que pour prévenir toute diſpute il a été trouvé néceſſaire de donner quelques élucidations ſur le Traité de Paix entre S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwege d'une part, & S. M. le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, ſigné à Friedricksburg le 3. Juillet 1720. par le Sr. van Loeuwenoehrn Velt-Maréchal & Plénipotentiaire de S. M. de Dannemarc Norwege, & à Stokholm le 3. Juin de la même année par les Conſeillers Plenipotentiaires de S. M. & de la Couronne de Suede, on eſt convenu de ce qui ſuit par la Médiation & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambaſſadeur de Sa Majeſté Britannique, & Médiateur de la Paix entre Leurs Majeſtez de Dannemarc & de Suede.

Quoique dans les Art. VII. & XI. du Traité de Paix on ſoit convenu que les Terres & Forteresſes ſeroient reſtituées par le Roi de Dannemarc à S. M. & à la Couronne de Suede dans l'état où elles étoient pendant la ſuſpenſion d'Armes, & l'Artillerie & les Magaſins dans l'état où ils étoient au tems de la reddition desdites Places, on eſt convenu de plus, que pour prévenir toutes diſputes, les Forteresſes, Païs, Artilleries & Magazins ſeront rendus dans l'état où ils ſont; & après l'évacuation, S. M. de Dannemarc pourra, le plutôt poſſible, retirer, ſans aucun empêchement, ſes Vaiſſeaux de Guerre qui ſe trouveront à Stralſondt en Pomeranie, ou à Marſtrand, avec tous leurs agreils & Equipages.

Quant à la Ville de Wismar, dont il eſt parlé dans l'Art. VIII. on eſt convenu par le préſent, qu'elle ne ſera jamais rétablie, & que par raport à ſes Fortifications elle reſtera dans l'état où elle eſt.

Par raport au Payement de 600. mille Ryxdaldres en ⅔ ſur le pied de Leipſick de l'an 1690. que S. M. & la Couronne de Suede doivent payer au Dannemarc ſuivant l'Art. X., il eſt ſtipulé expreſſement par la préſente que les Médiateurs délivreront aux Commiſſaires Danois, auſſi-tôt que les Troupes Danoiſes ſeront ſorties des Places, de bonnes Lettres de change, ſur de bons & ſuffiſans Négocians à Hambourg pour le Payement de ladite Somme de 600. mille Ryxsdaldres.

Quant au Bois adjugé en Pomeranie, dont il eſt parlé Art. XI. S. M. de Dannemarc & de Norwege ſe reſerve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déja coupé & porté au lieu de l'embarquement, du reſte on ne cauſera aucun autre dommage au Païs, & l'on n'abatra plus aucun arbre.

Outre ceci il a été ſtipulé que toutes les perſonnes inſtallées par S. M. Dan. dans quelque emploi civil dans la Pomeranie & dans l'Iſle de Rugen, à la place de ceux qui ſont morts, pendant l'adminiſtration des Danois, ainſi que les Eccleſiaſtiques dans la Pomeranie & l'Iſle Rugen, y ſeront confirmez dans leursdits Emplois. ANNO 1720.

D'autant qu'il eſt parlé dans l'Art. XIII. des Commiſſaires qui doivent être nommez pour regler de part & d'autre les prétenſions que les Sujets reſpectifs pourroient former, il eſt réſolu que les ſusdits Commiſſaires s'aſſembleront à Elſeneur ou à Helſingburg.

Quant aux Poſtes dont il eſt parlé Art. XV. outre ce qui y eſt déja ſtipulé, on eſt encore convenu que l'on cachetera toujours la Valiſe de la Poſte à Helſingör, & celle de Dannemarc pour la Norwege à Helſingburg, il eſt expreſſement défendu aux Poſtillons de part & d'autre, d'avoir une ſeconde Valiſe, de prendre des Lettres particuliers de qui que ce ſoit, & de ſoufler le cornet ni de part ni d'autre.

Tout ce qui eſt ſtipulé ci-deſſus ſera de la même force que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majeſtez de Dannemarc & de Suede, & comme s'il étoit inſeré dans ledit Traité de mot à mot.

Cette Elucidation du Traité de Paix ſera auſſi ratifiée par Leurs ſusdites Majeſtez, & les Ratifications en ſeront échangées le même jour & en même tems que celles du Traité de Paix. Fait à Friedricksburgh le 3. Juillet 1720. *Signé*,

V. A. v. HOLSTEYN. D. WIBE, C. SEESTEDT.

J. G. v. HOLSTEN.

Acte de Garantie du Roi de France en faveur du Roi de Dannemark pour le Duché de Schleswik, conformément à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemark.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui cette préſente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon notre Réſident & notre Plénipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit en vertu du Plein-pouvoir que Nous lui en avions donné, ſigné à Stockolm le 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswik, dont la teneur s'enſuit.

La tranquillité ayant été heureuſement rétablie dans la baſſe Allemagne par les bons Offices & par la Médiation de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Elle les a continué de concert avec Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, dans le déſir ſincere de contribuer à rendre la Paix générale dans le Nord, & ſpécialement entre les Couronnes de Dannemark & de Suede; Elle a vû avec un extrême plaiſir les bonnes diſpoſitions, où ces deux Puiſſances ſe ſont trouvées pour l'accompliſſement d'un ouvrage ſi ſalutaire; mais ayant été informé en même tems des difficultés inſurmontables qui ſe rencontroient pour la reſtitution à la Couronne de Suede, de l'Iſle & Principauté de Rugen, & la Forteresſe de Stralſund, & du reſte de la Pomeranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, ſi elle n'étoit aſſurée de la poſſeſſion de Schleswik, laquelle S. M. Britannique lui a déja garantie; le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces conſiderations, & ſur les inſtances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette derniere Couronne, comme il lui donne par ces Préſentes, la Garantie du Duché de Schleswik, promettant en conſideration des ſusdites reſtitutions ſtipulées dans le Traité ſigné ce jourd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarck dans la poſſeſſion paiſible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le ſusdit Traité de Stockholm aura été approuvé & ſigné de la part du Roi de Dannemarc. A ces Cauſes, je ſouſſigné Réſident de Sa Majeſté Trés-Chrétienne, & ſon Plénipotentiaire à la Cour de Suede, muni de ſon Plein-pouvoir & de ſes ordres exprès à cet effet, ai remis le préſent Acte de Garantie entre les mains de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & ſon Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'uſage ci-deſſus expliqué. En foi de quoi j'ai ſigné ces Préſentes,

ANNO 1720. sentes, & à icelles appoſé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification ſix ſemaines après la ſignature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour $\frac{3}{14}$ Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les ſusdits jour & an.

(*Signé*)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le ſusdit Acte de Garantie en tout ce qui y eſt contenu, avons de l'avis de notre très-cher & tres-aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, icelui tant pour nous que pour nos Héritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, aprouvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, aprouvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(*Signé*)

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent preſent,

DU BOIS.

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Dannemarc le 26. Juillet 1720.

NOUS GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, Duc de Brunswig & Lunebourg, Archi-Tréſorier & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces préſentes verront, ſalut. D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, il a été ſtipulé, qu'après l'Armiſtice & la Paix faite entre Sadite Majeſté & le Roi & la Couronne de Suede, la promeſſe & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la poſſeſſion & jouïſſance paiſible du Duché de Sleswig au Roi de Dannemarc, ſera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en eſt ſuivie, Notre Miniſtre auprès dudit Roi, a ſigné un Acte ou Inſtrument de ladite promeſſe de Garantie, de la maniere qu'il ſuit ci-après de mot à mot.

Après que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarck ſignée le 30. Octobre de l'année paſſée, dans la vuë de retablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick, tant que la ſuſpenſion d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarck & de Suede dureroit, avec la condition expreſſe, qu'en cas que ſous la benediction Divine la Paix entre lesdites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armiſtice, put être concluë, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à préſent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme ſtipulé pour la ſuſpenſion d'armes, laquelle finiſſoit le 28. Avril de l'année préſente, a été prorogée; ſur cela donc les deux Majeſtez de Dannemarck & de Suede ſont convenuës d'un Armiſtice aux mêmes conditions que le prémier: Et qu'avant l'expiration de cette ſuſpenſion d'armes, la Paix ſi neceſſaire pour le repos de l'Europe, auſſibien que pour la ſureté de la Religion Proteſtante, ſous la Mediation de Leurs Majeſtez de la Grande-Bretagne & Très-Chrêtienne, aiant été portée à une fin heureuſe (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick, ſelon le contenu de la Convention & la promeſſe faite par Sa Majeſté Britannique du 30. Octobre de l'année paſſée ſera & reſtera continuée) & Sa Majeſté de Dannemarck, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample élucidation: Ainſi Sa Majeſté Britannique promet & s'oblige, pour ſoi, ſes Heritiers & Succeſſeurs, de lui garantir & conſerver dans une poſſeſſion continuelle & paiſible la partie du Duché de Sleswick; laquelle Sa Majeſté Danoiſe a entre les mains; & de la defendre le mieux poſſible contre tous & chacun qui tâcheroit de la troubler, ſoit directement ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu en 1715. avec Sa Majeſté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg, auſſibien que de ladite Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, dans un Acte ſeparé pour la continuation. En foi de quoi je ſousſigné Miniſtre Plenipotentiaire ai ſigné ce préſent Acte & appoſé mon Cachet, & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre ſemaines, ou plutot, s'il eſt poſſible. Fait à Friederichsbourg le 23. Juillet 1720. ANNO 1720.

(*Signé*)

(L.S.) POLWARTH.

NOus ayant vû & mûrement peſé le ſusdit Acte, de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous ſes Points, l'approuvons, agréons & confirmons par les préſentes pour Nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, promettant en parole de Roi d'accomplir & d'obſerver, inviolablement tout ce qui y eſt contenu. En temoin de quoi nous avons ſigné les preſentes de nôtre main & y fait appoſer nôtre grand Sceau du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à nôtre Château de Herrnhauſen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année ſixiéme.

GEORGIUS REX.

XIV.

Traité entre GEORGE *Roi de la Grande Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le* 13. *Juin* 1721. 1721. 13. Juin.

LA Divine Providence ayant bien voulu diſpoſer les cœurs des Sereniſſimes & très-puiſſans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de mesintelligence, qui ont donné occaſion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correſpondance, qui fleuriſſoient entr'eux auparavant; & Leurs Majeſtez Britannique & Catholique deſirant à préſent de les renouveller & les rétablir par les nœuds les plus forts, ont ſtipulé & convenu des Articles ſuivans par leurs Miniſtres Plenipotentiaires ſousſignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une ſincere & continuelle amitié, & un général oubli de tout ce qui s'eſt paſſé des deux côtez, au ſujet de la derniere Guerre entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leurs Héritiers & Succeſſeurs, auſſi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetez, Sujets & leurs Vaſſaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans leſquels le Traité de Madrid de 1667. & les Articles compris en icelui, ſont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le préſent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on apelle communement *l'explication*, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Miniſtres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, auſſibien que le Contract particulier, qu'on apelle ordinairement *Aſſiento* pour le transport des Eſclaves noirs aux Indes Eſpagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en conſequence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht: & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Aſſiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous leſquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne ſeront pas contraires à celui-ci, & afin qu'ils puiſſent être accomplis & exécutez, Sa Majeſté Catholique ſera dépêcher ſes ordres

ANNO 1721. & ſes Lettres à ſes Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Miniſtres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaiſſeaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, empioye au Commerce des Noirs, ſoient admis ſans aucun empêchement, à negocier librement & de la même maniere qu'il ſe pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les ſusdites Lettres ſeront delivrées auſſi-tôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du préſent Traité: & en même tems Sa Majeſté Catholique donnera ſes ordres au Conſeil des Indes, que la Junta, compoſée des Miniſtres choiſis dans ledit Conſeil, & deſtinez, à l'excluſion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Aſſiento, puiſſe derechef avoir ſon cours, être reçu & conſulté dans les affaires, ſelon la regle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'obſervation des Traitez de Paix & de Commerce, il ſera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les faſſent obſerver & executer ſans aucune de leurs interpretations, comme pareillement il ſera donné de la part de Sa Majeſté Britannique les ordres qui ſeront demandez & jugez neceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui a été ſtipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-deſſus nommez, & particulierement, quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laiſſer aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Iſle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufrauland, comme auſſi eu égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executez jusques ici de la part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confiſquez au commencement de la Guerre precedente ſeront reſtituez, eu égard que la confiſcation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majeſté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandiſes, l'Argent, les Vaiſſeaux & autres Effets, qui ont été ſaiſis, ſoit en Europe ou aux Indes, en vertu de ſes ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres poſterieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut declarée entre les deux Couronnes, ſoient promtement reſtituez dans la même eſpece, quant à ceux qui ſubſiſtent, ou s'ils ne ſubſiſtent pas, leur juſte valeur dans le tems qu'on les a ſaiſis, l'évaluation desquels ſera reglée, ſi on ne l'avoit pas reglée auparavant, ſoit par omiſſion ou negligence, ſelon les informations autentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magiſtrats ordinaires des Villes & Places, dans leſquelles leſdits Effets auront été ſaiſis; & comme il eſt certain que, quoique Sa Majeſté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendroit des Inventaires, & qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant executé ſes ordres de cette maniere en pluſieurs endroits, il a été convenu, que ſi les Proprietaires font paroître par de juſtes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans leſdits Inventaires, Sa Majeſté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, ſoit payée par des Tréſoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omiſſion auroit été faite.

IV. Il eſt auſſi convenu mutuellement que Sa Majeſté Britannique donnera ordre à ſes Gouverneurs, ou autres Officiers & Miniſtres à qui il apartiendra, de faire reſtituer tous les Effets des Sujets de Sa Majeſté Catholique, qu'ils prouveront avoir été ſaiſis & confiſquez dans les Terres de Sa Majeſté Britannique au ſujet de la derniere Guerre, de la même maniere qu'il a été reglé dans l'Article precedent, en faveur des Sujets de Sa Majeſté Britannique.

V. Il eſt auſſi reglé que Sa Majeſté Britannique fera reſtituer à Sa Majeſté Catholique tous les Vaiſſeaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui ſe donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, aparcil & autre Equipage, dans le même état qu'ils ſont à preſent, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, ſelon les Preuves & les Cautions; & pour l'execution de cette reſtitution Sa Majeſté Britannique fera expedier tous les ordres neceſſaires immediatement après la Ratification de ce Traité. Il eſt auſſi declaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres pretenſions qu'il peut y avoir des deux côtez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne ſont pas expoſées dans le preſent Traité, qui ne ſont pas compriſes dans le II. Article ci-deſſus. ANNO 1721.

VI. Le preſent Traité aura ſon effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées ſix ſemaines après la Signature, ou plutôt s'il eſt poſſible, differant la publication d'icelui jusqu'à ce que la Paix generale aura été concluë au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y ſont concernées, ou jusqu'à ce que Leurs Majeſtez Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous ſousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies ſeront transcrites ci-deſſous, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé*)

WILLIAM STANHOPE. (*L.S.*)

El Marques GRIMALDO. (*L.S.*)

XV.

Traité d'Alliance Defenſive entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& la* GRANDE BRETAGNE, *à Madrid le* 13. *Juin* 1721. 13. Juin.

LEs Differens qui ſont ſurvenus entre Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils ſe ſont toujours portez l'un l'autre, ils ont continuellement ſouhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correſpondence & la ſincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui ſeront toujours les plus fermes ſuports de la grandeur à laquelle Dieu les a élevez, & les plus ſûrs moyens de conſerver la tranquillité publique, auſſi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'eſt en vûë de cimenter & fortifier encore davantage, s'il eſt poſſible, ces diſpoſitions, qui ne ſont pas moins propres à la gloire & à la ſûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles ſont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique ont pris la reſolution de s'unir d'une maniere ſi étroite, qu'ils n'agiſſent dans la ſuite que comme s'ils n'avoient que à la même vûë & le même interêt; & pour cette fin le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Pleinpouvoir de traiter en ſon nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiſte Louïs Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ſes Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louïs, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majeſté Catholique; & le Sereniſſime Roi d'Espagne ayant pareillement confié ſon Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joſeph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Commandeur de Rivera & d'Auzechal, Conſeiller au Conſeil des Indes, & ſon premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu entr'eux des Articles ſuivans.

I. Il y aura doresnavant & pour toujours une exacte Union, & une ſincere & permanente amitié entre le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'Espagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui ſont ſous leur Domination, enſorte que les injures, ou les dommages ſoufferts, durant la Guer-

re,

ANNO 1721. re; laquelle a été terminée par l'acceſſion du Sereniſſime Roi d'Eſpagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même ſoin, du bon état de la ſûreté de l'un & l'autre que du ſien, qu'on n'informera pas ſeulement ſon Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'oppoſera de tout ſon pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correſpondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le preſent Traité d'Alliance Défenſive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Païs qui ſont ſous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils ſoient ſituez; de ſorte que Leurs Majeſtez étant attaquées contre ce qui a été reſolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui ſe feront à Cambray, ils ſe ſecourront mutuellement l'un l'autre, juſqu'à ce que le trouble ceſſera, ou qu'ils ſeront ſatisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront ſoufferts.

III. En conſequence de l'Article precedent, le maintien & l'obſervation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit ſe faire à Cambray, pour terminer les differens qui ſont à démêler entre le Sereniſſime Roi d'Eſpagne & l'Empereur, ſeront la principale fin de la preſente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne inviteront de concert les Puiſſances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le preſent Traité, pour l'avantage commun & pour la conſervation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que contre les ſusdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fuſſent attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la poſſeſſion de leurs Royaumes & Terres par aucune Puiſſance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices auſſitôt qu'ils en ſeront requis, pour procurer au Parti attaqué la ſatisfaction du tort qui lui ſera fait, & pour empêcher que l'aggreſſeur ne continue ſes hoſtilitez; & s'il arrivoit que ſes bons offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer promptement cette reparation, leurs ſusdites Majeſtez promettent de fournir le Secours ſuivant conjointement ou ſeparement; ſavoir,

Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaiſſeaux de Guerre ou de transport, ou même des Subſides en Argent comptant; en ce cas-là, elle ſera en liberté de choiſir, & ils lui fourniront lesdits Vaiſſeaux ou Argent, à proportion des dépenſes des Troupes; & afin d'éloigner toute occaſion de doute dans le compte desdits fraix, Leurs Majeſtez conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront reglez à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaiſſeaux; Leursdites Majeſtez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & ſi le Secours n'eſt pas ſuffiſant pour repouſſer les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il eſt neceſſaire, leurs ſusdites Majeſtez s'aſſiſteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

V. Leurs Majeſtés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement ſatisfaites des ſentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & ſouhaitant de lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection ſinguliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce preſent Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conſervation de ſes Terres & de ſes Droits, & pour le ſoutien de ſa Dignité; de ſorte que s'il eſt troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juſte ſatisfaction, & ſi elle eſt refuſée, ils conviendront des meſures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui ſeront en leur Pouvoir. ANNO 1721.

VI. Sa Majeſté Catholique deſirant donner à Sa Majeſté Britannique & Sa Majeſté Très-Chrétienne une marque particuliere de ſon amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occaſion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ſes Predéceſſeurs à la Nation Angloiſe & à la Nation Françoiſe; de ſorte que les Sujets negocians du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Roi Très-Chrétien, puiſſent toujours jouïr en Eſpagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privileges pour leurs Perſonnes, leur Commerce, Marchandiſes, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devroient avoir joui en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou ſeront accordez en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

VII. Le preſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification ſeront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi, Nous ſousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique, de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinspouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inſerée, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL. STANHOPE. (L.S.) — LANGERON MAULEVRIER. (L.S.) — EL MARQUES DE GRIMALDO. (L.S.)

ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourd'hui, en vertu de leurs Pleinspouvoirs, ſigné un Traité d'Alliance Défenſive entre Leursdites Majeſtez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement ſigné aujourd'hui entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, dont la teneur s'enſuit, ſera partie dudit Traité d'Alliance Défenſive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Eſpagne.

(*Ici eſt inſeré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Eſpagne, conclu à Madrid le 13. Juin* 1721. N. St.)

LE ſusdit Traité particulier aura le même force, que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défenſive, ſigné ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification ſeront échangées à Madrid de la maniere qu'on a accoutumé, dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi nous avons ſigné ces Preſentes en vertu de nos Pleinspouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL. STANHOPE. (L.S.) — LANGERON MAULEVRIER. (L.S.) — EL MARQUES DE GRIMALDO. (L.S.)

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce-jourd'hui ſigné avec les Miniſtres Plenipotentiaires du Roi d'Eſpagne, en vertu de leurs Pleinspouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défenſive; les ſusdits Miniſtres de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ont auſſi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance eſt de maintenir & de conſerver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne ſauroit douter que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ne ſoient diſpoſez de concourir & de donner leur aſſiſtance, l'on prendra de concert la premiere occaſion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même

ANNO 1721. tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes, en vertu de nos Pleinspouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

W. STANHOPE. (L.S.) LANG. MAULEVRIER. (L.S.)

XVI.

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le* 30. *Août* 1721.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE'.

SOit notoire par les Présentes, que comme il s'est élevé il y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue & onereuse, entre Sa Majesté le feu Roi Charles XII. de glorieuse memoire, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, &c. ses Successeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine de Suede, des Gots & des Vandales, &c. & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par consequent à l'effusion de tant de sang innocent; & il a plû à la Providence Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire assembler leurs Ministres-Plenipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincere & stable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Païs, Vassaux, Sujets & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienstedt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de Sadite Majesté; & de la part de Sa Majesté Czarienne, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Osterman, Conseiller Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarienne: Lesquels Ministres-Plenipotentiaires s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & après avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-salutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à présent, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses Successeurs au Trône de Russie, & tous ses Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, d'autre part: De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, secretement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres: elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiantes, sous quelque pretexte que ce soit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la sûreté mutuelle; comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnistie generale des hostilitez commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouviendra ni s'en vangera jamais; particulierement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cosaques Russiens qui ont passé au service du Roi de Suede, Sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnistie generale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur. ANNO 1721.

III. Toutes les hostilitez, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15. jours, ou plûtôt, s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plûtôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce soit, par ignorance de la Paix conclue, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix; mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les Effets, pris & enlevez après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cede par les Présentes, tant pour soi-même que pour ses Successeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine, irrevocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarienne dans cette Guerre, sur la Couronne de Suede; savoir, la Livonie, l'Estonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le District du Fief de Wibourg, spécifié ci-dessous dans l'Article du Reglement des Limites; les Villes & Forteresses de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenans auxdites Provinces; comme aussi les Isles d'Oesel, Dagoe, Moen, & toutes les autres Isles depuis la Frontiere de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Estonie & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, sur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui se trouvent dans ces Isles, & dans les susdites Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Apartenances, Dépendances, Prérogatives, Droits & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suede les a possedez.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la manière la plus solemnelle, tant pour soi, que pour ses Successeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont euës jusques ici, ou peuvent avoir sur lesdites Provinces, Isles, Païs & Places, dont tous les Habitans seront, en vertu des Présentes, déchargez du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede; de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suede ne pourront plus se les attribuër dès à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporez à perpétuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suede s'engagent par les Présentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Isles, Païs & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui seront autorisez de Sa Majesté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Païs, lesquels ont été enlevez & portez en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à Sa Majesté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plûtôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été reservée ci-dessous dans le Reglement des Limites, laquelle apartiendra à Sa Majesté Czarienne; de sorte que Sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage & promet de faire payer promtement, infailliblement, & sans rabais, la Somme de deux

ANNO 1721. deux millions d'Ecus, aux Autorisez du Roi de Suede, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixez, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article separé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

VI. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi reservée à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire acheter annuellement des Grains à Riga, Revel & Arensbourg, pour cinquante mille Roubles: lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportez en Suede; moyennant une attestation, par laquelle il paroisse, qu'ils ont été achetez pour le compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée par manque de Recolte, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de la maniere la plus solemnelle, qu'Elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de la forme de Regence qui a été réglée & établie sous Serment, & unanimement par les Etats dudit Royaume: Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere, qui que ce puisse être, ni directement ni indirectement; mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire, pourvû que cela vienne à la connoissance de Sa Majesté Czarienne; afin de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincere & d'un véritable Voisin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincere & durable, & qu'ainsi il est très-nécessaire de regler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possede paisiblement ce qui lui a été cedé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront dès à present & à jamais les Limites suivantes, qui commencent sur la Côte Septentrionale de Sinus Finicus près de Wickolax, d'où elles s'étendent à une demie lieuë du rivage de la Mer dans le Païs, & à la distance d'une demie lieuë de la Mer jusques vis-à-vis de Willayoki, & de là plus avant dans le Païs; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une distance de trois quarts de lieuë dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand, à la distance de trois lieuës de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieuës vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suede, & même avant la reduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieuës, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la Mer de Porojeroi, qui commence près du Village de Kudumagube, touche les anciennes Limites qui ont été entre la Russie & la Suede; tellement que Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suede possederont toujours tout ce qui est situé vers l'Oüest & le Nord au de-là des Limites specifiées, & Sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie possederont à jamais ce qui est situé en deçà, du côté d'Orient & du Zud. Et comme Sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpetuité à Sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm, qui apartenoit ci-devant à l'Empire de Russie, Elle promet de la maniere la plus solemnelle, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm, sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suede. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarques, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de nommer des Commissaires de part & d'autre, immediatement après la Ratification du Traité principal, pour regler les Limites de la maniere susdite.

IX. S. M. Cz. promet en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats & les Corps des Métiers, dans l'entiere jouissance des Privileges, Coûtumes & Prerogatives, dont ils ont joui sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des Consciences, dans les Païs qui ont été cedez; mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Eglises, les Ecoles & ce qui en dépend, sur le même pié, qu'elles étoient du tems de la derniere Régence du Roi de Suede, à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque. ANNO 1721.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Régence précedente du Roi de Suede en Livonie, Estonie & Oesel, au grand préjudice des Sujets & des Habitans de ces Païs-là, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par une patente qui fut publiée le 13. Avril 1700., *que si quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement, que les Biens qui ont été confisquez, étoient les leurs, on leur rendroit Justice à cet égard*; & alors plusieurs Sujets desdits Païs furent remis dans la possession de leurs Biens confisquez;) S. M. Cz. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut vérifier dûement; de sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On restituëra aussi incessamment, en conformité de l'Amnistie qui a été accordée & reglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie, & de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres & Maisons qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent apartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucune exception & restriction; soit que les Proprietaires se trouvent à présent en Suede, ou en Prison, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur General, en produisant ses Documens, touchant son Droit; mais ces Proprietaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui rentrent de cette maniere dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de se comporter au reste comme de fideles Vassaux & Sujets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoûtumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont Alliez & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déja engagez, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. Cz., on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur apartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Statuts du Païs. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du Païs à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidelité à S. Maj. Cz. il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, & dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contracts légitimes, jouïront paisiblement de leurs Hypothéques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'interêt; mais ces Hypothequaires ne pourront rien prétendre des Interêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas peut-être levez; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, seront obligez de rendre Hommage à S. M. Cz. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domination de S. M. Cz., lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Païs qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulieres, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans la possession de ce qui lui apartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront

ANNO 1721. dans le Grand Duché de Finlande, que S. M. Cz. restituë suivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suede, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant gratis les Vivres & les Fourages nécessaires aux Troupes de S. M. Cz., jusqu'à-ce que ledit Duché soit entierement évacué, sur le même pié que cela s'est pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & inhibera sous des peines très rigoureuses, d'enlever à leur délogement aucuns Ministres ni Paisans de la Nation Finlandoise, malgré eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laissera toutes les Fortereſſes & Châteaux de Finlande dans le même état où ils sont à présent; mais il sera permis à Sa Maj. Cz. de faire emporter, en évacuant ledit Païs & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attirails, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Cz. y a fait transporter, de quelque nom que ce soit. Pour cette fin & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontieres. Même, si l'on ne pourroit pas éxecuter tout cela dans le terme stipulé, & qu'on fût obligé d'en laisser une partie en arriere, elle sera bien gardée, & remise ensuite à ceux qui sont autorisez de S. M. Cz. dans quelque tems qu'Elle le souhaite, & on fera aussi transporter ladite partie jusqu'aux Frontieres. En cas que les Troupes de S. M. Cz. ayent trouvé & envoyé hors du Païs quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande, Elle en fera faire une exacte recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui sont autorisez de S. M. le Roi de Suede.

XIV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils soient, seront élargis immediatement après la Ratification de ce Traité de Paix, sans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquité les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution suffisante pour le payement d'icelles. On leur fournira gratis de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontieres. Touchant les Prisonniers qui ont embrassé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont dessein de rester dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifferemment cette permission-là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevez de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque, S. M. Cz. le voulant ainsi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majesté le Roi & la République de Pologne, comme Alliez de S. M. Cz., sont compris expressément dans cette Paix, & on leur réserve l'accès, tout de même, comme si le Traité de Paix à renouveller entre Eux & la Couronne de Suede eût été inséré ici de mot à mot. Pour cette fin, cesseront toutes les hostilitez de quelque nom qu'elles soient, par tout & dans tous les Royaumes, Païs, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui sont situez tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdites deux Couronnes. Et comme aucun Ministre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la République de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Neustad, & qu'ainsi on n'a pû renouveller à la fois la Paix entre Sa Majesté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité solemnel, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix ses Plenipotentiaires, pour entamer les Conferences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Mediation de S. M. Cz. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du préjudice à ce Traité de Paix perpetuelle fait avec Sa Majesté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs Etats, Sujets & Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part sur ce sujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre: Mais en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie & dans le Royaume de Suede, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes sortes de Marchandises; de sorte que les Sujets de Russie & de Suede jouïront réciproquement des mêmes Privileges & Prérogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des susdits Etats. ANNO 1721.

XVII. La Paix étant concluë, on restituëra de part & d'autre aux Sujets de Russie & de Suede, non seulement les Magazins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui sont sous la domination de S. M. Cz. & du Roi de Suede.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échoüer ou périr par tempête ou par d'autres accidens sur les Côtes & Rivages de Russie, les Sujets de S. M. Cz. seront obligez de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de sauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidellement ce qui a été poussé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une recompense convenable. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échoüer ou de périr sur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prévenir toute insolence, vol & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidens. Sa Majesté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une très rigoureuse inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les Infracteurs.

XIX. Et pour prévenir aussi par Mer toute occasion qui pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il est possible, on a conclu & résolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suedois, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorésnavant une des Fortereſſes de S. M. Cz., ils feront la salve de leur Canon, & ils seront d'abord resaluez de celui de la Fortereſſe Russienne; & *vice versâ*, si les Vaisseaux de Guerre Russiens, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent doresnavant une des Fortereſſes de Sa Majesté le Roi de Suede, ils feront la salve de leur Canon, & il seront d'abord resaluez de celui de la Fortereſſe Suedoise. En cas que les Vaisseaux Suedois & Russiens se rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils se salueront les uns les autres de la salve ordinaire, de la même maniere que cela se pratique en pareil cas entre la Suede & le Dannemarc.

XX. On est convenu de part & d'autre, de ne plus défraier les Ministres des deux Puissances comme auparavant; leurs Ministres, Plenipotentiaires & Envoyez, sans ou avec Caractere, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tant en Voyage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller résider; mais si l'une ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venuë d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs Sujets, de lui donner toute l'assistance dont il aura besoin, afin qu'il puisse continuer sûrement sa route.

XXI. De la part de Sa Majesté le Roi de Suede, on comprend aussi dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de la *Grande Bretagne*, à la réserve des Griefs qu'il y a entre Sa Majesté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'acceder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il survienne à l'avenir quelque different entre les Etats & les Sujets de *Suede* & de *Russie*, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra sa force & son effet, & on nommera incessamment des Commissaires de part & d'autre, pour examiner & vuider équitablement le different.

XXIII. On rendra aussi dès à présent tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols & autres crimes, & qui passent de la *Suede* en *Russie*, & de la *Russie* en *Suede*, seuls ou avec Femmes & Enfans; en cas que la Partie lésée du Païs d'où ils se sont évadez, les réclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le même état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfans, de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Instrument de Paix se fera à *Neustad* dans l'espace de trois semaines, à compter de la Signature, ou plûtôt, s'il est possible. En foi de tout ceci on a dressé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, lesquels

ANNO 1721. quels ont été confirmez par les Miniſtres-Plenipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qui les avoient ſignez de leurs mains propres, & y avoient fait appoſer leurs Seaux. *Fait à Neuſtad le* 30. *Août* 1721. *V. St., depuis la Naiſſance de notre Sauveur.*

JEAN LILIENSTED. — JACOB-DANIEL BRUCE.

OTTO REINHOLD STROEMFELD. — HENRI-JEAN-FREDERIC OSTERMAN.

NOus avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ſes Articles, Points & Clauſes, de même que l'Article ſeparé qui y a du raport, les acceptant, aprouvant, confirmant & ratifiant par la préſente de la maniere la plus ſolemnelle que cela ſe puiſſe faire; & nous promettrons ſur nôtre parole Royale, pour nous, pour nos Succeſſeurs les Rois de Suede, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement & religieuſement tout ce qui eſt compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ſes Articles & Clauſes, comme auſſi l'Article ſéparé, dont il a été fait mention ci-deſſus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettons qu'il y ſoit jamais contrevenu de nôtre côté. En foi dequoi nous avons ſigné ce Traité de Paix, de nôtre propre main, & y avons fait appoſer nôtre grand Seau Royal. *Fait dans nôtre Reſidence de Stockholm le 9. Septembre, l'an de grace* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

ARTICLE SEPARE.

COmme Sa Majeſté Cz. en vertu du V. Article du Traité conclû aujourdhui s'oblige de payer à Sa Majeſté le Roi de Suede la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le preſent Article, que le payement ſe fera en de bonnes & valables pieces de $\frac{2}{3}$, dont trois font deux Rix-daler, immanquablement & ſans aucun rabais à Hambourg, Amſterdam & Londres, aux Commiſſaires de Sa Majeſté Suedoiſe, pourvûs de Pleinpouvoir & duës Quittances, & Sa Majeſté Czarienne fera ſçavoir ſix ſemaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit payement ſe doit faire. Mais en cas que Sa Majeſté Czarienne ne trouvât pas moyen de faire le payement de la Somme duë en de bonnes pieces de $\frac{2}{3}$ és ſusdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes eſpeces de Monnoye d'argent qui ont cours dans leſdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela ſelon la valeur du change, tel qu'il ſe trouvera à l'échéance de chaque Terme, ſans aucun rabais. Au reſte le payement ſe doit faire en quatre Termes, dont le premier ſera au commencement du Mois de Fevrier de l'année prochaine 1722. le ſecond au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troiſiéme au Mois d'Octobre 1723. & le quatriéme & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rix-daler, de ſorte que dans cet eſpace de tems le payement de la Somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article ſeparé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inſeré mot à mot au Traité de Paix conclû aujourdhui, comme il ſera auſſi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En temoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, leſquels ont été ſignez & échangez l'un contre l'autre. Fait à Neuſtadt le 30. Août 1721.

(L.S.) JEAN LILIENSTEDT.

(L.S.) JAQUES DANIEL BRUCE.

(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.

(L.S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

NOus FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, &c., ſavoir faiſons, que la Lettre d'aſſurance, que nos Miniſtres Plenipotentiaires ont exhibée à Neuſtad aux Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Czarienne, conſiſte dans les Termes ſuivans. ANNO 1721.

NOus Sousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede aſſurons par la Préſente, en vertu des Pouvoirs dont nous ſommes munis de ſa part, que nôtre Souverain & Maître ne portera ni ne s'attribuëra jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suede, des Gots & des Vandales; &c.; renonçant & cedant ainſi à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs au Trône de Ruſſie, les Titres de tous les Païs qui lui ont été cedez par ce Traité de Paix; & promettant pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs à la Couronne de Suede, qu'ils donneront à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs à l'Empire de Ruſſie, le Titre qui leur convient par raport à la Ceſſion des ſusdits Païs & Provinces, ſans aucune reſtriction, en cas qu'il leur plaiſe de ſe ſervir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Préſente, de la maniere la plus ſolemnelle, de procurer l'approbation ſignée de la propre main de Sa Majeſté le Roi de Suede nôtre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neuſtad le* 30. *Août* 1721.

JEAN COMTE DE LILIENSTED. — OTTO REINHOLD STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'aſſurance eſt conforme à nos intentions, tant à l'égard de nôtre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majeſté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidellement tout ce que nosdits Miniſtres Plenipotentiaires ont promis & aſſuré ſur ce ſujet en nôtre nom. En foi de quoi nous avons ſigné la Préſente de nôtre main, & confirmé de nôtre Sceau Royal. *A Stockholm le 9. Septembre* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

XVII.

Acte de Garantie ſigné par les Miniſtres de FRANCE *& de la* GRANDE-BRETAGNE *concernant la* (1) *Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Eſpagne conquis & poſſedez par Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. 27. Sept.

COmme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & ſigné à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majeſté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ſes Droits & prétentions ſur la Couronne d'Eſpagne; & le Roi d'Eſpagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ſes Droits & prétentions ſur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Eſpagne en Italie & dans les Païs-Bas, mais qui ſont préſentement poſſedez par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auroient ſoin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes ſolemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'Inſtrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath., exprime à la vérité, & ſtatuë, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainſi reçûë & miſe à execution par les Etats du Royaume d'Eſpagne, communément appellez les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Aſſemblée des ſusdits Etats; ce que pourtant S. M. I. ſoûtient devoir être fait duëment & ſuivant la coûtume: Afin donc que le manquement de cette ſolemnité ne puiſſe à l'avenir, en quelque tems que ce puiſſe être, porter préjudice à Sadite M. I., & pareillement afin que le defaut de ſolemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puiſſe à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrêtienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils ſe ſont toûjours propoſez d'affermir la tranquillité de l'Europe,

(1) *Cette Renonciation ſe trouvera cy-deſſous inſerée dans le Traité de Vienne, fait entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, le* 30. *Avril* 1725.

ANNO 1721. pe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit, du retardement à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Presentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lesdites Renonciations, & ils se declarent envers les mêmes pour cautions & Repondans, communement Garants, que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui doit être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vint à arriver, alors la presente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute chose quelconque qui pourra être desirée pour la perfection desdites Renonciations, & specialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des presentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, defendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont réciproquement cédez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de quelqu'autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce present Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I & de S R. M. Cath. seront échangez à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi dequoi, nous sousignez Ministres de S. R. M. B & de S. R M. T. C., munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Seaux. *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre* 1721.

Signé,

ROBBERT SUTTON.

LE BLANC.

XVIII.

1722. 3. Oct. *Renunciatio Sereniſſimæ Archiduciſſæ* MARIÆ AMALIÆ, *desponſatæ Sereniſſimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Regiones, Provincias & Ditiones Auguſtiſſimæ Domus Auſtriacæ. Data Viennæ* 3. *Octobris* 1722. Cum CONFIRMATIONIBUS & RATIFICATIONIBUS *eodem pertinentibus.*

NOS MARIA AMALIA, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiduciſſa Auſtriæ &c. agnoscimus & profitemur pro Nobis noſtrisque poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus, univerſisque quorum intereſt, aut futuris unquam temporibus intereſſe quomodocunque poterit, notum teſtatumque facimus tenore præſentium ad perpetuam rei memoriam. Poſtquam Sereniſſimus, Potentiſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, colendiſſimus Dominus Patruus noſter, Nos paterna plane in Nos curâ, ad amicam petitionem Sereniſſimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis, Comitis Palatini Rhenani, Landgravii Leuchtenbergæ, S. R. I. Archidapiferi & Electoris &c. perdilecto ſuæ Dilectionis Filio, Sereniſſimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. &c. accedente imprimis noſtra voluntate & conſenſu, annuente & ſuadente quoque Sereniſſimâ & Potentiſſima Romanorum Imperatrice Amalia, colendiſſima ac perdilectiſſima Genitrice noſtra, obtentâ prævia dispenſatione Sanctiſſimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romanæ atque univerſalis Eccleſiæ Pontificis, quæ data eſt Romæ die 24. Aug. anni 1722. in Sponſam & futuram Conjugem adpromiſit: porro in Tractatu deſuper habito Articulo ejusdem tertio inter cætera id primo loco actum, diſertisque verbis cautum proviſumque fuerit, ut nos intuitu iſtius Matrimonii, juxta ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noſtrum conſenſum & Nuptias juxta regulas ſucceſſionis primogenialis in Auguſta Domo jam dudum radicatæ, ſed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis ſecundo, colendiſſimo quondam Atavo noſtro glorioſiſſ. memoriæ in ſuo die 10. Maj. anni 1621. confecto Teſtamento conditisque deſuper die 8. Aug. anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeſſionis inter Hæredes ſuos Masculos dilucidata magis ac firmius ſtabilita fuit, quæque ſubindè ex dispoſitione paterna à Sereniſſimo quondam, Potentiſſimo ac Invictiſſimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendiſſimo Avo noſtro inter Filios ſuos, Sereniſſimos quoque & Potentiſſimos tunc reſpectivè Romanorum & Hiſpaniarum Reges, Dominum Joſephum & Dominum Carolum Archiduces, ſucceſſivè Romanorum Imperatores, colendiſſimos ac perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Sept. 1703. ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta, ad Fœminas ex linea in Germania regnante descendentes extenſa, ac deindè die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Suæ Cæſ. Catholicæ Majeſtatis Cancellariis, uberius explicata in publicum & perpetuum Sereniſſ. Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noſtris Juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeſtate Cæſareâ nunc feliciter regnante poſſeſſas vel de Jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere nobis noſtrisque olim poſteris ac Hæredibus utriusque cum Masculini tum Fœminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum non ſolum univerſorum Masculorum è dicta Auguſta Domo legitimè oriundorum Archiducum, ſed in præcipuum quoque in favorem ac prælationem Fœminarum Archiduciſſarum a Sua Majeſtate Cæſarea hodiè glorioſè imperante progenitarum ac deinceps naſciturarum earumque poſteritatis ac Hæredum pariter utriusque tam Fœminini quam Masculini ſexus, quin inſuper & amplius in prælationem & favorem quoque dilectiſſimæ Senioris noſtræ Sororis conſanguineæ Sereniſſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ natæ Regiæ Principis, Regii Poloniæ & Electoralis Saxoniæ Principis, Domini Friderici Auguſti in præſens Conjugis, prout & ejusdem poſteritatis non Masculini tantum, ſed & Fœmininæ juxta ordinem Succeſſionis primogenialis in Auguſta Domo pro utroque ſexu ſtabilitum atque in Regnis, Archiducatibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actu tum promulgatum atque ab iis pro ſingulorum more receptum, ſolemniter renunciemus, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majeſtate Cæſareâ Regio-Catholica in præſens poſſeſſæ ac deinceps poſſidendæ perpetuis futuris temporibus indiviſibiliter & inſeparabiliter inter ſe penes unum eundemque Hæredem juxta Succeſſionis ordinem ſtabilitum unitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac dispoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis productæ de die 19. April. 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, ritè pleneque edoctæ, de conſilio, voluntate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Electoralis, dilectiſſimi Sponſi noſtri, annuente quoque & conſentiente Sereniſſimo Domino Electore, Ejusdem Genitore

ANNO 1722.

ANNO 1722. nitore (prout ex Inſtrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque benè deliberato, omnibus Juribus, prætenſionibus, actionibus & rationibus, quæ nobis ſive Jure ſanguinis & nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto præallegato de die 12. Sept. anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine aut excogitabili Titulo in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fata Majeſtate Sua Cæſarea colendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſpontè, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione callidave perſuaſione, aut metu etiam reverentiali inducta, pro Nobis noſtrisque Poſteris, omnibus Hæredibus tam Masculini quam Fœminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout eisdem vigore præſentium de conſenſu, uti ſupra, in optima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ſpontaneo ultrò cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem Poſteritatis & Hæredum Masculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ à DEO precamur, prout & Fœminarum Archiducisſarum à Majeſtatis Sua jam progenitarum & deinceps naſciturarum omniumque eorum poſterorum, Hæredum & Succeſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, ſed & inſuper in prælationem quoque, favorem & commodum præfatæ Senioris noſtræ Sororis Sereniſſimæ Archiducisſæ Mariæ Joſephæ ejusdemque Poſterorum & Succeſſorum Masculorum pariter & Fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò, ut quamdiu ex his Majeſtatis Suæ Cæſareæ Descendentibus proles unius alteriusve ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, ex præfatæ Sereniſſimæ Sororis noſtræ corpore legitimè Descendentibus proles aliqua ſive Masculina ſive Fœminina, quocunque demum gradu, ſupervixerit, neque Nos, neque Filii, Posteri & Hæredes noſtri, neque quisquam alius eorum nomine, ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, utpote lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea Descendentibus Maribus & Fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefatæ Senioris Sororis noſtræ, Sereniſſimæ Archiducisſæ Mariæ Joſephæ & in ea Descendentibus pariter Maribus & Fœminis legitimis, non legitimatis, Jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indiviſibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus: declarantes ac ſeriò profitentes, quod nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum, & per ſupra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præſcriptum in ea cùm Maribus tùm Fœminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & Legem fundamentalem ejusdem, pro Nobis noſtrisque Posteris & Hæredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſteris noſtris, cujuscunque ſexus ſint, aut à quovis alio, noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obteſtamur atque etiam Sacroſanctè pollicemur, quodſi unquam (quod abſit) aliquam vel aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultrò nobis deferri aut nos ad aliquam ſeu eorum aliquod a quocunque qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut follicitari contingeret, nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosaque conſilia ac molimina perpetuò conſtanterque rejecturas, nedum illis aures, aſſenſum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem, fiat, paſſuras, ſed ut potius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſeverent, omnes vires eſſe impenſuras, atque adeò ea Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu, nobis aſſignatâ cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui noſtro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos plenè pro omnibus Juribus, actionibus & prætenſionibus, cujuscunque nominis ſint, quæque nobis ex qualicunque demum cauſa, uti ſupra, competere poſſent, ſatisfactum nobis eſſe declaramus; Quousque nempe proles unius alteriusve ſexus a Sua Majeſtate Cæſarea Regio-Catholica procreatæ ac deinceps procreandæ earumque Poſteri ac Descendentes pariter utriusque ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, proles legitimæ, non legitimatæ unius alteriusve ſexus ex ſæpefata ſeniore Sorore noſtra Sereniſſima Maria Joſepha Archiducisſa Auſtriæ, Regia Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Descendentes in vivis ſupererunt: quod ſi verò (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam Fœminini quam Masculini ſexus proles à Sua Majeſtate, vel (caſu & ordine Succeſſionis, uti præmittitur, eveniente) à Sereniſſima Archiducisſa Maria Joſepha ſeniore Sorore noſtra progenitæ vel deinceps procreandæ, una cum omni earum poſteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorſus deficere unquam accideret, in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam paternam avitamque Hæreditatem vel ex ipſo primogenituræ inſtituto, præſertim vero vi præcitatæ Declarationis de die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juxta ſtabilitum in ea Succeſſionis linealis ordinem recluderet, Nobis noſtrisque Poſteris & Descendentibus tam Maribus quam Fœminis Jus omnesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præſentium ſolenniſſimè ac pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita, ut quæ facta à Nobis eſt pro poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ & ſubindè Suæ Dilectionis Dominæ Sororis noſtræ utriusque ſexus tam Fœminini quam Masculini renunciatio, illa tunc & in eo caſu, ceu non facta aut pro non emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus & Poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis, aut ullum ad Succeſſionem obicem facere poſſe, cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat Hæredibus & Poſteris noſtris Masculis ſeu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ eſſent, ab omni ſupradicta Succeſſione ex nunc in perpetuum pro excluſis & inhabilibus habendi ſunt, prout eos easque pro perpetuò excluſis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem ſæpius nominatæ dilectiſſimæ ſenioris Sororis noſtræ Sereniſſ. Archiducisſæ Mariæ Joſephæ, quæ vi Pactorum Dotalium & in Inſtrumento Suæ Renunciationis die 19. Auguſti anno 1719. Viennæ factæ & à Sereniſſ. Rege Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto ejus reſpectivè Socero & Marito approbatæ & utriusque Juramento per omnes Clauſulas, Conditiones & Articulos corroboratæ, omnes pariter ſuos Hæredes, Succeſſores & Poſteros, qui quæve eveniente caſu aliquam quamcunque à Religione Catholicâ Apoſtolicâ Romanâ alienam fidem profiterentur, à prædicta Succeſſione & Hæreditate ceu inhabiles diſertis verbis excluſit & pro inhabilibus & perpetuò excluſis nunc pro tunc habuit & declaravit, adeò, ut in eum caſum Jus & ordo Succeſſionis ad cæteros ſuos Hæredes Religioni Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ addictos, vel ſi eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos noſtrosque Poſteros devolvi & pervenire debeat. Excipimus præterea ab hac Renunciatione, veluti in illa minimè comprehenſas, eas Hæreditates, quas Nobis per latus maternum ſeu aliunde quam ex Auguſta Domo forte obvenire contingeret: quo autem iſthæc noſtra Renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos desponſata Maria Amalia Archiducisſa de voluntate, auctoritate & aſſenſu præfatorum noſtrorum reſpectivè colendiſſimi & dilectiſſimi Sponſi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum à Patria poteſtate emancipati, nec non Sereniſſ. Domini ſui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis & Electoris, futuri Soceri noſtri hanc ipſam Renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus non tantum ſponte absque ulla vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientia, in finem ac intuitu uti præmiſſum eſt, deliberate fecimus, verum & pro nobis dictisque noſtris Poſteris Hæredibus & Succeſſoribus coram Deo ejusque Curia cœleſti ſacroſanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hoc Renunciationis Inſtrumento ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione ſupra ſæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu baſi & fundamento hujus noſtræ Renunciationis & reſpective Acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulatæ

ANNO 1722.

ANNO 1722. pulata & promiſſa ſunt, & actutum in univerſis Suæ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Auguſtæ Familiæ promulgata & acceptata fuerunt, ſincere, fideliter & accuratè obſervaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, ſed neque admiſſuras eſſe, ut iis à quocunque alio, ſub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur.

NOS MARIA AMALIA, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ, Archiducissa Auſtriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris & Succeſſoribus, quod hocce Renunciationis & reſpective adhæſionis Inſtrumentum nobis jam prælectum & à nobis propria manu ſubſcriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, ſine macula concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem ſic depoſito graviſſimo Juramento in vinculo verbi & honoris noſtri promittimus, quod abſolutionem a Summo Pontifice, ſive à quocunque alio ſub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipſæ, nec etiam ultro oblatam unquam ſimus accepturæ, neque ad hoc prodeſſe aut ſuffragari nobis unquam poſſit aut debeat ulla argutia ſeu reſtrictio mentalis, ſed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, eæ in ſpecie, quæ deſumi poſſent ex capite Renunciationis aut Juramenti invalidi, læſionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter geſtæ quam ſcriptæ, ignorantiæ, obſervantiæ antiquæ, Legum vel Conſuetudinum Regnorum & Provinciarum. Poſtremum nec illa beneficia & indulta Fœminino ſexui à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere ſolita, de quibus utpote Nos Maria Amalia, Archiducissa peculiariter, diſtinctim, pleneque inſtructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & ſingulis aliis ejusmodi quacunque induſtria & ingenio excogitabilibus ſuffugiis, oppoſitionibus & exceptionibus Nos desponſata Maria Amalia, Archiducissa de aſſenſu & autoritate, ut ſupra, ex certa noſtra ſcientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emiſſi juramenti denuò quam ſolenniſſimè renunciamus, ſincerè ſemoto omni dolo. In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, ceſſionis & reſervationis Inſtrumentum a Nobis desponſata Maria Amalia, Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principiſſa, Archiducissa Auſtriæ, propriis manibus ſubſcriptum & appreſſo noſtro Sigillo munitum atque firmatum fuit. Viennæ die 3. Menſis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* CAROLUM ALBERTUM *Principem Electoralem Bavariæ.*

NOS CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus, Potentiſſimus & Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Carolus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ & Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & aſſenſu Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ nunc Conjugis noſtræ Genitricis, nobis perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem, Sereniſſimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Menſis Sept. a. c. in futuram Conjugem desponſârit, ea diſerta Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ ſtatutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes & in ſpecie per Declarationem die 19. Aprilis anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii, vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem & jamjam in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sacræ Majeſtatis Cæſ. Regio-Catholicæ promulgatam, dilucidatum & magis magisque obfirmatum ritu ſolenni renuntiaret, ipſa vero id non modo Viennæ ſub die 3. Octobr. a. c. acceptante iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante, noſtro Procuratore, Conſiliario intimo, Camerario, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite à Törring in Jettenbach, ſcientibus ac conſentientibus Nobis ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra ſcripto, Nobis præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt.

Inſcratur Renunciatio à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUOD Nos CAROLUS ALBERTUS, Bavariæ Electoralis Princeps iſtam à Dilectione ſua perdilectiſſima Conjuge noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce noſtris Litteris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe profitemur, pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diſerte extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam, in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum a Sua Majeſtate Cæſ. Regio-Catholica in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indiviſibilitatem, ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros aut ut à quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à nobis factam Renunciationis Acceptationem & Ratificationem ejusque perpetuam obſervantiam juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* MAXIMILIANUM EMANUELEM *Electorem Bavariæ.*

NOS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ,

ANNO 1722. matiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adſenſu Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ Sponſæ Genitricis, dilectiſſimo Filio noſtro Sereniſſimo Principi Domino Carolo Alberto, Electorali Principi, ſuperioris & inferioris Bavariæ Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Leuchtenbergæ &c. perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem, Sereniſſimam Dominam Mariam Amaliam, Regiam Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principem &c. Archiduciſſam Auſtriæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Sept. c. a. in futuram Conjugem deſponſarit, ea diſerta Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ nobisque ſtatuto tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes & in ſpecie per Declarationem de 19. April 1713. vim Legis, Sanctionis Pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem atque actutum in Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majeſtatis, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum Imperatoris promulgatam atque receptam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu ſolenni renunciaret; Ipſa vero id non modò Viennæ ſub die 3. Menſis Octobris a. c. acceptante, iſtamque Acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante noſtro Procuratore, Conſiliario intimo, Camerario, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum, nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, ſciente & conſentiente dilectiſſimo Filio noſtro Carolo Alberto, Sponſo, ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra ſcripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filio noſtro Principe Carolo Alberto præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt.

Inſeratur Renunciatio à Sereniſſima Archiduciſſa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUod Nos MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector iſtam a Dilectione ſua, perdilectiſſima Nuru noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris noſtris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus nobis rite & validè perfectam fuiſſe profitemur, verbo Electorali pro nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renuntiationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriacâ inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam atque iteratam, in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majeſtate, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Romanorum Imperatore in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indiviſibilitatem & inſeparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à nobis factam Renunciationis acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam obſervationem Juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcripto Sigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Menſis Decembr. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.
SIGISMUNDUS *Comes à* THIERHEIM.
FRANCISCUS JOSEPHUS *ab Unertel.*

ANNO 1722.

Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiduciſſa MARIA AMALIA *Monachii die 10. Dec. 1722. facta cum annexo Juramento.*

CUm in Pactis conjugalibus inter Sereniſſimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, Superioris & Inferioris Bavariæ Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergæ, & Sereniſſimam Principem, Dominam Mariam Amaliam natam Regiam Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principem, Archiduciſſam Auſtriæ &c. die vigeſima quinta Menſis Septembris a. c. Articulis 3. & 5. conventum, & à Sereniſſimi Electoris Bavariæ Suæque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provinciarum rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, vigore ſpecialis Mandati promiſſum fuerit, ut ſolennem adhæſionem, Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Sereniſſima Regia Princeps ſuper omnibus & ſingulis à Sua Cæſarea ac Regia Catholica Majeſtate in & extra Germaniam modo poſſeſſis aut alias de Jure ad eam ſpectantibus Regnis Hæreditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac ſuper ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus, fecit atque Juramento corporali ante conſummationem Matrimonii Viennæ die 3. Menſis Octobr. firmavit, non ſolum memorata Sereniſſima Regia Princeps Maria Amalia, Archiduciſſa Auſtriæ, hic Monachii præſente Sacræ Cæſareæ ac Regiæ Catholicæ Majeſtatis ad hunc actum ſpecialiter ablegando Miniſtro iterare ac denuo Juramento firmare, ſed etiam Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector una cum antefato Sereniſſimo Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto probare & acceptare eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque obſervantiam veterum recentiorumque diſpoſitionum Divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1635. nec non Leopoldi, glorioſiſſimæ memoriæ, de dato 12. Septembr. 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem a Sua modo feliciter regnante Cæſarea & Regio-Catholica Majeſtate quoad ſucceſſionem ejusque modum & ordinem deinceps in Auguſta Domo obſervandum de dato 19. April. anni 1713. in vim Sanctionis Pragmaticæ ac Legis perpetuò valituræ emiſſam, depoſito ad DEUM ejusque Sanctos ſolenni Juramento ſe obſtringere velint ac debeant, jamque à Cæſarea Sua Majeſtate ad hunc Actum actualis ejusdem Conſiliarius intimus, Cubicularius & ſupremus Aulæ Mareſchallus Joannes Gasparus Comes de Cobenzel heic ſpeciali Mandato inſtructus miſſus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariæ Princeps, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Princeps &c. Archiduciſſa Auſtriæ &c. ea, quæ in ſupra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis, Diſpoſitionibus, præſertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita ceu baſi & fundamento noſtræ Renunciationis & reſp. Acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata, promiſſa ac Juramento, die quo ſupra, firmata jam fuerunt, ſincerè, fideliter & accuratè obſervaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, nec ut iis a quocunque alio ſub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur, admiſſuras eſſe, denuò promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris & Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod ſæpius memoratam Renunciationem & reſp. adhæſionem, cujus Inſtrumentum Nobis Viennæ die 3. Octobr. a. c. prælectum & a Nobis propria manu ſubſcriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

ITemque Nos CAROLUS ALBERTUS, Electoralis Bavariæ Princeps iſtam à perdilectiſſima Conjuge noſtra Sereniſſima Principe Maria Amalia, Electorali Bavariæ, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principe, Archiduciſſa Auſtriæ &c. factam & à ſupra memorato Procuratore noſtro Comite à Törring

ANNO 1722. in animam noſtram Juramento ſolenni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

NOsque MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, & Elector &c. a Dilectione ſua, perdilectiſſima Nuru noſtra Sereniſſima Principe Electorali Bavariæ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Principe &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Törring noſtro nomine Viennæ acceptatam Juramentoque in animam noſtram confirmatam & jam a Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto præſentibus, volentibus, conſentientibus & appromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris & Succeſſoribus voventes & jurantes, iſtam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam ac iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus a nobis hodierna die ſolenni Diplomate ratihabitam, gratam probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut a quocunque contraveniatur pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc propriis manibus à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavariæ &c. Nobis Electorali Bavariæ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia ſubſcriptum Sigillisque noſtris munitum eſt: Monachii die decima Menſis Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi.

M. EMANUEL Elector.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi, accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à Vienne le* 19. *Decembre* 1722.

CHARLES &c. A tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Etant également attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conſervation de tous nos Etats, nommément de ceux de nos Païs-Bas, & conſiderant qu'il ſeroit bien difficile de parvenir à ces deux buts ſi importants ſans le rétabliſſement du Commerce & de la Navigation, d'où depend non ſeulement le bonheur de nos Sujets, mais auſſi le bon ordre, & l'augmentation de nos Finances, de même que la défenſe de nos Païs-Bas, conſiderant auſſi, que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & ſolidement ſoutenu par des Particuliers, qui le font depuis quelques années ſous notre Pavillon, & ſur nos Paſſeports; Nous avons jugé néceſſaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Païs-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correſpondance, ils puiſſent le faire avec plus d'ordre & de ſuccès, & ſe ſoutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent ſe rencontrer dans des voyages de ſi long cours: A ces Cauſes, de notre propre ſcience, pleine puiſſance, & de l'Autorité Nous apartenante par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & ſupplications de nos Sujets de nos Païs-Bas (ouï ſur ce l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil Suprême établi lez Notre Perſonne Royale pour les Affaires du même Païs, & en dernier lieu notre Conference Miniſteriale) Nous avons tant pour Nous que pour nos Succeſſeurs gracieuſement octroyé, permis & concedé, octroyons, permettons & concedons, que ladite Compagnie générale s'établiſſe, & ſe forme, comme Nous l'établiſſons & formons par ces préſentes irrévocables pendant le terme de cet Octroy, ſous le nom & titre de Compagnie Imperiale & Royale établie dans nos Païs-Bas Autrichiens ſous la protection de S. Charles, & ſous les Articles, Libertez, & Conditions ſuivantes: à ſçavoir, ANNO 1722.

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deça, qu'au-delà du Cap de Bonne Eſperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement, en obſervant les maximes, & coûtumes reçûës & aprouvées par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'enterinement de cet Octroi.

II. Nous défendons très-expreſſement à toutes autres perſonnes nos Sujets aux Païs-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puiſſe être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiſcation des Vaiſſeaux, Munitions, Armes, & Marchandiſes au profit de la Compagnie, declarant tous ceux, qui ſeront convaincus d'avoir enfreint la défenſe portée par cet Article, incapables d'être employez en quelque qualité que ce puiſſe être, au ſervice de ladite Compagnie, & de participer à ſon Commerce.

III. Nous revoquons & annulons tous les Paſſeports ou permiſſions données pour faire un ou pluſieurs Voyages aux Indes, telles qu'elles puiſſent être; mais les Vaiſſeaux, qui ſont ſortis de nos Ports, munis de nos Commiſſions avant la publication des préſentes, y pourront retourner en toute ſûreté, ſans pouvoir être inquietez ou recherchez de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'intereſſer à l'avenir audit Commerce dans des Navires, qui apartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'aſſeurer tels Vaiſſeaux, ou les Marchandiſes de leur Cargaiſon en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandiſes là-deſſus, à la Bodemerie, ou groſſe avanture, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de Confiſcation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainſi haſardé, & en cas qu'il ſe trouve, que ce ſera avec des Etrangers qu'ils auront traité, ſoit en s'intereſſant dans leurs Vaiſſeaux ou en les aſſeurant, la Compagnie ſera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour leſquelles ils ſe ſeront intereſſez dans les Navires, ou engagez par la Police d'aſſeurance. Bien entendu neanmoins, que Notre intention n'eſt pas d'empêcher par la défenſe portée par le préſent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoûtumé de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la ſuite dans les Flottes & armemens étrangers, pour le débit de leurs Manufactures & Marchandiſes dans des Païs & Diſtricts ſituez hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au deſir & ſuivant les Regles préſcrites par Notre préſente Conceſſion pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de ſon Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Notre Pavillon Imperial & Royal ſur ſes Vaiſſeaux, & Nous lui accordons un Ecuſſon d'armoiries pour former un Sceau en la maniere qu'il eſt peint & gravé ici après ce préſent Article dont Elle devra ſe ſervir pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commiſſions, qui regarderont le gouvernement, direction & adminiſtration de ſes affaires, & Elle fera fondre ſes Canons à nos Armes, & au-deſſous les ſiennes, leſquelles Elle pourra faire mettre auſſi ſur ſes Navires, Portes de ſes Magaſins, & autres Edifices & Forteresſes, qui lui apartiendront.

VI.

ANNO 1722.

VI. Pourront s'intereſſer dans cette Compagnie tous les Corps, & Particuliers nos Sujets, de quelque Païs, condition ou qualité qu'ils puiſſent être, par voye de Souſcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, ſans déroger à leur Nobleſſe, rang & Privileges.

VII. Pourront les Tuteurs y intereſſer les Mineurs, dont la tutelle leur eſt confiée, pour une Somme n'excedant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il ſera réputé meuble, pourvû que les Tuteurs ſoient en fond pour y fournir en Argent comptant, ſans qu'il leur ſera permis de vendre ou de charger leurs Biens immeubles, ou Rentes conſtituées pour ſouscrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y ayent obtenu à cet effet la permiſſion des Juges, auxquels il apartiendra d'en decerner en connoiſſance de cauſe, ſuivant les Loix du Païs.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, ſoit par Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puiſſent être & de quelque Prince ou Etat que ce ſoit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amour paternel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils ſeront reçus ſeuls & par préference à ſouscrire, voulant qu'après l'écoulement dudit terme ſoient admis auxdites Souſcriptions tous autrés, ſans diſtinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fixe domicile dans les Provinces de notre obéiſſance, de même que ceux, qui y auront choiſi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Octroy; ſeront réputez nos Sujets, & ſeront en Droit de jouïr de tous les avantages & Privileges, que notre préſente Conceſſion accorde aux Naturels de nos Etats par raport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons auſſi, que les Actions, qui apartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelle qualité ou Païs qu'ils puiſſent être, ſeront exemtes du Droit d'Aubaine, & ne ſeront pas ſujettes à être ſaiſies de notre part ni confiſcables à notre profit pour quelque cauſe publique, ou conſideration d'Etat, quand même Nous ſerions en Guerre avec les Princes, ou Puiſſances, dont tels Etrangers ſeront les Sujets, les éxemtant de plus en leurs perſonnes & Actions, avec ce qui en dependra, de toute pourſuite & arrêt à titre de repréſailles tant par Terre que par Mer, défendant à nos Fiſcaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra apartenir, de les moleſter ou inquiéter à cet égard, à peine d'être reſponſables en leurs propres & privez noms, envers les intéreſſez de tous dépens, dommages & interêts.

XI. Nous renonçons au Droit d'hypothéque tacite ſur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préference, qui Nous pourroit competer à titre de telle hypothéque, quand même cette préference Nous ſeroit acquiſe avant que nos Débiteurs ſe fuſſent intereſſez dans la Compagnie. ANNO 1722.

XII. Nous déclarons, que les effets de la Compagnie, ni les Actions, que les Intereſſez y auront, ne pourront être arrêtez de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, ſoit pour fonder la Juriſdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des Etrangers, ſoit pour la ſeureté de la Dette, à moins qu'ils ne ſoient munis d'une Sentence renduë en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront derivé leur Droit à titre de Succeſſion, ou que le Juge, à qui il apartiendra de connoître de la matière, n'accorde la permiſſion d'arrêter leſdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raiſons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura Droit de préference dans l'ordre des Créanciers ſur tous les autres, nuls exceptez, ſur les Actions & Effets, que les Intéreſſez auront dans la Societé, pour le récouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui ſeront rédevables, laquelle préference néanmoins n'aura lieu, que lorsqu'il s'agira des Dettes, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils ſe ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent diſpoſer valablement de leurs Actions, à la reſerve de ce qui eſt dit dans l'Article 32.

XIV. De plus ſeront exemts de toute ſaiſie, ſequeſtre & arrêt les gages des Officiers Subalternes, & autres employez dans la Compagnie, ſoit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce ſoit, dont les appointemens fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne ſoit pour des Dettes contractées après qu'ils ſe ſeront engagés au ſervice de la Compagnie, à ſçavoir pour dépenſes de bouches, habillemens ou loyer de Maiſon, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ou Biens, afin de rendre compte de leur adminiſtration dans la Compagnie, ni à titre du Payement des gages de ceux qui ſeront employez au ſervice de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puiſſe être, bien entendu qu'il ſera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les pourſuivre en Juſtice par devant leur Juge competent.

XVI. Les Directeurs & autres Supôts & Employez de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Societé, ne pourront être apprehendez de corps, ou arrêtez pour quelque cauſe civile que ce puiſſe être, ſoit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'exécution de leurs commiſſions, déclarant tout ce qui ſera entrepris contre le Privilege & Saufconduit accordé par cet Article, attentatoire & de nulle valeur, ſans qu'il ſoit néceſſaire d'obtenir Acte déclaratoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & ſeront les Contrevenants reſponſables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supôts & Employez reſpectivement, de tous depens, dommages & interêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui ſe ſeront engagez à ſon ſervice, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront deſerté ou ſe ſeront écartez ſans la permiſſion de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition néanmoins que lesdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie ſeront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du Diſtrict dans l'étenduë duquel l'arrêt aura été fait, d'en avertir l'Officier principal du Lieu, ou ſon Subſtitut en ſon abſence, ou le Bourguemaître au défaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre ſans remiſe, & ſans que pour cette permiſſion ils puiſſent pretendre ni éxiger aucune recompenſe même à titre du pot de vin.

XVIII. Il ne ſera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaiſſeaux que ceux qui lui apartiendront en propre, & dont les Gens de l'Equipage, tant Officiers, Soldats que Matelots ſeront à ſes ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous reglons le fond de cette Compagnie à ſix millions de Florins Argent de change, lequel ſera partagé en ſix mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoître ni acheter

ANNO 1722. pour ſon compte que pour ledit prix de mille Florins.

XX. Les Actions ne pourront être venduës ni cedées qu'après que les Livres de ſouſcription ſeront clos, & tous ceux qui ſeront intéreſſez réellement dans la Compagnie, ſoit par voye de ſouſcription ou autrement, ſeront reputez vrais Poſſeſſeurs & Proprietaires de leurs Actions, juſqu'à ce qu'il conſtera par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Actes de Procuration paſſez par devant Notaires & Témoins, & dûëment legaliſez, qu'ils les auront venduës, ou cedées à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, ſans que le Contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliener, ni la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourront ſuffire pour transmettre aux acheteurs, Ceſſionnaires ou autres Aquereurs aucun Droit de poſſeſſion ou de proprieté, juſques à l'accompliſſement de ladite formalité de la Signature aux Livres de transport, moyennant quoi tels Aquereurs deviendront Poſſeſſeurs & Proprietaires des Actions par eux ainſi acquiſes à titre d'achat, de Ceſſion, ou autre titre valable, & en pourront diſpoſer comme bon leur ſemblera.

XXI. Les ſouſcriptions pour le fond de cette Compagnie ſe feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui ſeront tous obligez de s'y trouver à cette fin, ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prevenir toute confuſion & incertitude dans les ſouſcriptions, les Souſcrivans ſeront tenus d'exprimer dans leurs Billets en Lettres liſibles, & ſans uſer d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ils voudront aquerir, leurs noms, ſurnoms, les Lieux de leur demeure & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de ſouſcription, ſeront obligez de payer au tems des ſouſcriptions le quart de chaque Action, & le ſecond quart trois Mois après la clôture des Livres de ſouſcriptions, & les deux quarts reſtans de ſix en ſix Mois, & les Directeurs délivreront après le dernier Payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billets.

XXIV. Ceux, qui auront negligé les Payemens dans chacun des termes ci-deſſus preſcrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auront déja payé.

XXV. D'abord que les Livres de ſouſcriptions ſeront clos, les Directeurs avertiront le Public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Aſſemblée générale des principaux Intereſſez dans la Ville d'Anvers, pour déliberer & reſoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Aſſemblée générale ni dans les ſuivantes, à moins qu'il n'ait douze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus juſques à cent excluſivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux ſuffrages, & ceux qui auront mis ou aquis cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intereſſé n'y aura plus de trois ſuffrages, & ſeront tous obligez d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui ſeront ſur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne ſoit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Aſſemblées générales, nonobſtant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. S'il arrive, que quelques Corps des Etats, Villes, ou autres de nos Païs s'intereſſent dans le fond de la Compagnie pour douze mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un ſeul Deputé de condition laïque duëment muni de leur Pleinpouvoir, pour donner ſon ſuffrage au nom de ſon Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes ſouſcrites par les Corps reſpectifs, qu'ils repreſentent, ſont pour leur propre compte, ſans qu'aucun particulier, ſoit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr'eux pour recevoir les Sermens, qui devront être prêtez par les principaux Intereſſez en conſequence de l'Article 26.; & lesdits Intereſſez ſeront obligez de jurer, qu'ils veilleront à la conſervation des interêts de tous les Actionnaires, avec le même ſoin & avec la même fidélité qu'ils aporteront à celle de leurs propres affaires dans la Compagnie, & ſeront lesdits Directeurs obligez d'en tenir regiſtre. ANNO 1722.

XXX. Nous declarons la Compagnie libre & independante de Nous, & du Gouvernement de nos Païs Bas en tout ce qui pourra regarder ſon Oeconomie, la direction de ſon Commerce, & l'adminiſtration des affaires tant par Terre que par Mer, à la reſerve de ce qui concernera la ponctuelle execution des ordres portez par nos preſentes Lettres Patentes d'Octroy, dont Nous nous reſervons l'interpretation en cas de doute. & de la ſimple connoiſſance, qu'il convient que Nous ayons du ſuccès de ſes entrepriſes, afin que Nous la puiſſions ſoutenir & proteger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette ſeule fois ſept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Aſſemblée genérale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer juſques à neuf, ou à onze en tout, ſi Elle le trouve ainſi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Lesdits Directeurs & leurs Succeſſeurs ſeront obligez d'avoir leur domicile fixe & permanent dans nos Païs-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, leſquelles trente Actions chacun d'eux ſera obligé de tenir ſous ſon nom, & pour ſon propre compte, libres de toutes charges pour ſervir de caution à la Compagnie, ce qui aura auſſi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la ſuite en conformité de l'Article ſuivant, & du Caiſſier dont le choix apartiendra toujours à l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez.

XXXIII. Nous nous reſervons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choiſirons des trois, que dans la ſuite l'Aſſemblée générale aura à Nous preſenter, & Nous accordons à ladite Aſſemblée générale la faculté de choiſir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne ſont, ou qui n'ont été de la profeſſion des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Caiſſiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negocians ou Banquiers de profeſſion, ſeront pourvûs de quelque Place dans la Magiſtrature ou autrement employés à notre ſervice, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Aſcendans & Deſcendans en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'Alliance, ne pourront être enſemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux qui ſont Couſins germains en degré de conſanguinité, bien entendu néanmoins que l'affinité, qui pourra ſurvenir auxdits degrés reſpectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur adminiſtration, n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent continuer enſemble dans la direction, juſqu'à ce que l'un ou l'autre en ſoit ſorti par le ſort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs faſſe faillite, il ſera par là déchu de ſa place de Directeur, laquelle ſera vacante de plein Droit d'abord que la faillite ſera tenuë pour publique, ſuivant la coutume qui s'obſerve en pareille matiere en notre Ville d'Anvers, laquelle ſervira de Loi pour decider de la notorieté de la faillite.

XXXVII. Les ſept Directeurs, que nous avons nommez, prêteront entre les mains de notre Miniſtre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article ſuivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souſcriptions ils ſe comporteront bien & fidélement, & qu'ils ſe conformeront aux inſtructions, qui leur ſeront données par l'Aſſemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui ſeront nommez dans la ſuite par l'Aſſemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidélement tous les points & ordres portez par cet Octroy, entant qu'ils les pourroient regarder, de même que les Statuts & Reglemens, qui ſeront faits dans les Aſſemblées des principaux Intereſſez, & ſera tenuë note de la preſtation desdits Sermens dans les Regiſtres deſtinez à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Aſſemblée générale des principaux Intereſſez l'autorité de faire tels Regle-

ANNO 1722. Reglemens, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Païs-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui seront aux gages & au service de la Compagnie par Terre & par Mer, lesquels Reglemens & Ordonnances ne pourront être changez ni revoquez que par la resolution d'une pareille Assemblée générale des principaux Interessez, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des Contrevenans aplicables au profit de la Compagnie, lesquelles seront recouvrées à la diligence des Directeurs.

XL. L'Assemblée générale arrêtera entr'autres choses l'ordre, qui devra être observé par ceux qui seront commis à tenir les Livres de caisse, de transport, & autres de la Compagnie, & destinera le tems de la reddition des comptes, choisira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra exceder celui de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs Commissions, & établira les apointemens des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront aussi les gages du Caissier général, & de tous les Supôts & Officiers de la Societé, sauf qu'à l'égard des sept Directeurs par nous nommez, ils jouïront chacun d'un apointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commission, & ils pourront pour cette seule fois choisir le Caissier général, & les autres Supôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront besoin, & regler aussi pour cette seule fois leurs gages & salaires.

XLI. Les Directeurs devront se contenter des gages, que ladite Assemblée générale leur aura attribué, sans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Assemblées ordinaires ou extraordinaires, ni à quelque autre prétexte que ce soit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le besoin du service de la Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu de leur demeure, ils seront en Droit de tirer ce que l'Assemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas exceder six Florins par jour argent de change par dessus les fraix de voiture.

XLII. L'Assemblée générale des principaux Interessez choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse générale de la Compagnie sera tenu.

XLIII. Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & seront reputées meubles pour les Interessez, leurs Heritiers, & ayant cause, & seront toujours exemptes avec tout ce qui en dependra, de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

XLIV. L'Assemblée générale des principaux Interessez determinera l'endroit, où le Bureau général pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de retour se feront toujours publiquement à Bruges ou à Ostende au choix des Directeurs, auxquels il apartiendra de regler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que lesdites ventes se fassent, il sera permis aux Acheteurs, tant nos Sujets qu'Etrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis, sans être tenus d'y employer d'autres Commissionnaires, ou Courtiers, nonobstant quelques Privileges, qui puissent avoir été accordez au contraire par les Princes nos Predecesseurs, auxquels Nous derogeons par les présentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

XLV. Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre depêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avoir contracté avec elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre le payement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les Debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se seront obligez à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conseils & Tribunaux, d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou retarde le payement; & afin que cette défense ne rencontre aucune difficulté en son exécution, Nous défendons de même à tous Juges de deferer à telles Lettres moratoires ou prolongation de terme, à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages & intérêts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle exécution de cet Article. ANNO 1722.

XLVI. Les Directeurs auront le Droit d'instituer & de destituer à volonté, à la pluralité des voix, les Teneurs des Livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inferieur, qui seront employez au service de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'établissent que des Gens de bien, & qui ayent les qualitez requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir *gratis* tous les Postes, dont la collation leur apartiendra, sans demander ou recevoir aucune reconnoissance en argent ou autrement de ceux qui en seront pourvûs, soit avant ou après qu'ils les auront établis, à peine d'être dechus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-dessus de ce qu'ils auront reçu.

XLVII. Ils auront aussi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaisseaux, qu'ils pourront acheter, & faire construire, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandises & Denrées necessaires pour l'assortiment des Cargaisons, & pourvoiront généralement à tout ce qu'ils jugeront necessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce; bien entendu, qu'ils auront un soin particulier d'avantager autant que possible les fabriques, & les Manufacteurs internes de nos Païs-Bas.

XLVIII. Il ne sera pas permis aux Directeurs de resoudre sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne soient cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour resoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

XLIX. Les principaux Interessez dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les Places vuides des Directeurs, qui par maladie ou absence necessaire ne se pourroient pas trouver aux déliberations, & auront ceux, qui interviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix déliberative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les précautions de l'Assemblée générale pour prevenir & supléer au cas d'absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seroient désignez pour remplir les Places vuides, vinssent à manquer, en ce cas les Directeurs présens seront tenus d'apeller autant d'Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des Membres pour rendre le nombre de l'Assemblée de Directeurs suffisant à pouvoir déliberer sur les affaires pressantes dont il s'agira pour lors.

L. Les Assemblées de la direction générale se tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera reglé par ladite Assemblée générale, & continueront ainsi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

LI. Les Directeurs tiendront leur première Assemblée immédiatement après qu'ils auront prêté Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils présenteront à la première Assemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

LII. Après la Clôture des comptes d'une année, les principaux Interessez s'assembleront sans délai, pour déliberer avec les Directeurs sur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intéressez, où l'on mandera aussi quelqu'un des nommez par l'Assemblée générale, avenant le cas du 48. & 49. Article de notre présenté Concession; bien entendu néanmoins que les principaux Interessez n'auront que voix consultative dans la resolution à prendre par les Directeurs sur le montant dudit dividend, dans le reglement duquel on observera l'ordre suivant.

LIII. Les Directeurs auront soin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne soient acquitées, & afin qu'ils se conduisent sûrement dans leur direction à cet égard, ils dresseront avec soin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caisse, tous frais faits, & en distribueront pour le moins la moitié aux Intéressez, proportionnément à leurs Actions, & ils en useront de la même maniere d'année en année.

LIV. De plus les Directeurs seront tenus de rendre un compte general de leur administration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Assemblée generale des

ANNO 1722. des principaux Intereſſez, qui auront voix conſultative, comme à l'Article 52. ils feront au bout desdits termes reſpectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Intereſſez à proportion de l'état de la caiſſe; Nous enchargeons néanmoins bien expreſſement les Directeurs de conſerver toujours dans la caiſſe une Somme ſuffiſante pour le beſoin & l'avantage de la Compagnie.

LV. La Commiſſion de ceux que l'Aſſemblée generale aura deputé à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois années, & il ſera au pouvoir des principaux Intereſſez de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de ſubroger d'autres à leurs Places, ce qu'ils feront auſſi, lorsque quelques-uns desdits Deputez ne pourront vaquer à l'exercice des fonctions de leur Commiſſion, ſoit pour cauſe de maladie, abſence neceſſaire, ou autre.

LVI. Les principaux Intereſſez ne pourront commettre, ni laiſſer à l'audition des comptes ceux qui ſeront Parens ou Alliez entre eux dans l'étenduë des degrez excluſifs expliquez & limitez par l'Article 35. de cet Octroy, ni celui qui apartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Alliance.

LVII. Ceux qui ſeront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Intereſſez, enſuite du Serment par eux prêté conformement au Formulaire à faire par l'Aſſemblée generale, procederont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & celerité poſſible.

LVIII. Les parties douteuſes, qui ne pourront être ajuſtées dans l'audition desdits comptes, ſeront portées à l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez, ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

LIX. L'on avertira tous les Intereſſez par des Gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il ſera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ſes propres fraix; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun ſuffrage ſoit deliberatif ou conſultatif, & s'ils ont quelque choſe à dire ou à repreſenter, ils le feront par écrit & non autrement.

LX. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inſpection de tous les Livres, Documens, Lettres, & autres Papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaiſſeaux, & les Cargaiſons de retour, ſans en excepter les Lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des Commiſſionnaires qu'ils employeront aux Païs-Bas ou ailleurs, & il leur ſera permis de viſiter les Magaſins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, ſelon l'inſtruction que l'Aſſemblée generale leur donnera à cette fin, & ils ſeront tenus de prêter leur Serment, & de garder le ſecret de la même manière que les Directeurs ſe ſont obligez de le garder.

LXI. L'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez reglera ce que ceux, qui ſeront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & ſi au deſſus des vacations ladite Aſſemblée generale juge convenir de leur aſſigner quelque gage, Elle pourra le regler, ce qui n'excedera pourtant pas mille & deux cent Florins par an pour chacun d'eux.

LXII. La Compagnie Nous propoſera trois Perſonnes pour en choiſir une que Nous trouverons convenir pour aſſiſter de notre part & à nos fraix, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui ſera chargé d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet Octroy, & d'empêcher qu'il ne ſe faſſe rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y reglez, & les comptes étant clos, on en delivrera une Copie audit Député, qui la mettra en main de notre Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, lequel la fera dépoſer dans l'endroit, où l'on garde les Papiers ſecrets du département des Finances en notre Conſeil d'Etat aux Païs-Bas.

LXIII. Les comptes de la Compagnie ſeront dreſſez & rendus en forme duë, ſuivant le ſtile, & l'uſage reçu parmi les Negocians, & autres de profeſſion mercantile.

LXIV. Les Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie ſeront tenus à leur retour, de faire aux Directeurs de la Compagnie un raport detaillé par écrit du ſuccès de leur voyage & de la véritable ſituation des affaires de la Compagnie aux Indes, & leſdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à notre Lieutenant Gouverneur Général, ou en ſon abſence, à notre Miniſtre Plénipotentiaire. ANNO 1722.

LXV. Il ne ſera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'Argent à intérêt ſans le conſentement & aprobation de l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez, que dans des cas, qui ne ſouffrent aucun delay, ſur quoi l'on prendra la réſolution à la pluralité des voix, & à l'intervention des Députez commis à l'audition des comptes, qui auront voix deliberative.

LXVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux qui ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, ou employez à ſon ſervice, en quelque qualité ou poſte que ce puiſſe être, de negocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celui d'aucun autre directement ou indirectement, à peine de confiſcation au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainſi été négocié, & d'une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & ſi c'eſt un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces préſentes dès-à-préſent & pour lors.

LXVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commiſſion, de vendre par eux mêmes, ou par d'autres pour eux aucune Marchandiſe, Manufacture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement des Vaiſſeaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiſcation au profit de la Compagnie de toutes les Marchandiſes, Manufactures, & Denrées, qui auront ainſi été venduës, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

LXVIII. Il ſera permis aux Directeurs, & auxdits Députez Commis à l'audition des comptes, d'acheter des Marchandiſes & Denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement, à peine de nullité, de confiſcation, & amende, comme par l'Article précédent: Et afin que la défenſe portée par cet Article, & par le précédent ſoit d'autant mieux executée, & que les contraventions ſoient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiſcations & amendes au profit du Dénonciateur, pourvû qu'il fourniſſe une preuve ſuffiſante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commiſe, auquel terme Nous limitons la faculté de pourſuivre ou de moleſter leſdits Directeurs & Députez pour ces ſortes d'excès.

LXIX. Les Directeurs ne pourront ſervir plus de ſix années conſecutives, ordonnant que de deux en deux ans il en ſorte un nombre proportionné, lequel ſera immediatement remplacé par l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez.

LXX. Bien entendu néanmoins, que la regle preſcrite par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard des Directeurs de la premiere nomination, leſquels continueront leur ſervice, juſqu'à ce que le premier compte général prescrit par l'Article 54. ſoit rendu, & que le dividend en ſoit reglé; après quoi ils reconnoitront en tirant au ſort, à qui il écherra de ſortir de la direction: il en ſera de même deux ans après; & au bout de deux autres années le reſte desdits Directeurs de la premiere nomination ſortira pour être remplacé par ladite Aſſemblée générale.

LXXI. Après que le dernier des ſept Directeurs, que Nous avons nommez, ſera ſorti de ſa direction, l'Aſſemblée générale Nous propoſera trois Sujets ayant les qualitez requiſes, dont Nous choiſirons celui que Nous trouverons à propos, lequel prêtera entre les mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général, ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, le même Serment, que lui auſſi bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Aſſemblée générale.

LXXII. Ledit Directeur ainſi choiſi par Nous ſur la nomination prealable de l'Aſſemblée générale ſortira également de la Direction après ſix années, & ſera toûjours remplacé, comme dit eſt par l'Article précédent, tant au cas de l'écoulement de ſon terme, que lorsque ſa place viendra à vaquer par mort, ou de quelqu'autre maniere que ce puiſſe être.

LXXIII. Lors qu'il vaquera des Places de ceux des Directeurs, dont l'élection apartiendra aux principaux Intereſſez, ſoit par mort, ou en telle manière que ce puiſſe être, l'Aſſemblée générale les remplira à la plu-

ANNO 1722.

pluralité des voix, ſoit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvû qu'ils ayent été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il ſe préſente des difficultés d'importance dans l'Aſſemblée generale des principaux Interesſez, ou dans celle des Directeurs hors de l'Aſſemblée générale, & pour des affaires qui ne ſe pourront pas differer, ſur leſquels ou il ſera impoſſible de s'accorder, ou pour être trop embarraſſantes, ils ne ſouhaiteront pas de les reſoudre, ils pourront s'en raporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Miniſtre Plenipotentiaire, qui en décidera comme de raiſon.

LXXV. S'il ſurvient quelque diſpute ou different pour des affaires civiles ou pecuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Intereſſez dans la Compagnie, ou employez à ſon ſervice, les autres Directeurs tâcheront de les accommoder à l'amiable, & il ne ſera permis de s'addreſſer en Juſtice contre ſa Partie adverſe, jusques à ce que les devoirs ici prescrits ayent été tentez avec tout le ſoin poſſible.

LXXVI. Mais ſi leſdites diſputes & differents ne pourroient pas être ajuſtez à l'amiable, & qu'ils n'excederoient pas en principal la Somme de trois cent Florins argent de change une fois, Nous autoriſons les autres Directeurs indifferens, & qui ſeront au nombre de trois ou plus, à en décider ſommairement, & de leur Sentence n'écherra ni apel ni réviſion; & leſdits Directeurs pourront néanmoins dans des cas embaraſſants & difficiles aſſumer aux fraix de la Partie, qui ſera condamnée, un ou deux Juriſconſultes pour en prendre leur avis.

LXXVII. Et quant aux autres cauſes civiles & pecuniaires, qui excederont ladite Somme, Nous commettons cinq Juges & un Secretaire pour les decider auſſi en dernier reſſort & ſans reviſion, le plus ſommairement que faire ſe pourra, défendant à tous autres Conſeils, Magiſtrats & Officiers de Juſtice, d'en prendre connoiſſance, à peine de nullité & caſſation des procedures.

LXXVIII. Toutes les cauſes criminelles, dans leſquelles la Compagnie, ſes Directeurs, & autres Employez de la Societé ſans diſtinction, de même que les Actionnaires, ſeront Parties, Demandeurs ou Défendeurs, ſeront jugées par les Juges ordinaires des Lieux, où les crimes auront été perpetrez, ſuivant nos Placarts & les Loix du Païs: Et ne pourra la cauſe criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être.

LXXIX. La connoiſſance des priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la Compagnie, apartiendra par proviſion aux Juges de nôtre Amirauté, jusques à ce que Nous en ayons autrement diſpoſé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandants & Capitaines de nos Vaiſſeaux pour la diſcipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les ſeditions, & ſoulevemens, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la Compagnie, lui apartiendront entierement, en cas qu'elles ſoient jugées valables; mais les Marchandiſes & Denrées, faiſant partie des priſes, ſeront ſujettes au payement des Droits, comme celles qui viendront des Indes.

LXXXII. Il ſera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Artillerie, & autres Attirails de Guerre, dont Elle aura beſoin pour ſa Navigation & la ſûreté de ſon Commerce, comme auſſi toutes ſortes de Marchandiſes, quoiqu'elles ſoient de Contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou non monnoyé, qui lui ſera neceſſaire, & qu'Elle pourra amaſſer dans nos Etats, ou faire venir d'ailleurs, excepté les eſpeces courantes du Païs, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évaluées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Forts, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes ſortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bouche, faire fondre des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront beſoin; ſur leſquelles nos Armes ſeront empreintes, & au-deſſous celles de la Compagnie, & de faire generalement tout ce qu'ils trouveront neceſſaire pour la conſervation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourront auſſi armer & équiper tel nombre de Vaiſſeaux, qu'ils trouveront convenir pour le ſervice de la Compagnie, ſoit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer notre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire conſtruire & bâtir leſdits Vaiſſeaux, dans nos Ports des Païs-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux d'Iſtrie, & de Dalmatie, dans leſquels la conſtruction des Vaiſſeaux eſt accordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Oſtende pourra auſſi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaiſſeaux par an, & encourager d'autant plus ladite conſtruction des Vaiſſeaux ſi néceſſaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Païs Héréditaires. ANNO 1722.

LXXXV. Nous déclarons exemts de tout Droit d'entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoi & autres, les Bois, Planches, Poûtres, Mats, Poix, Goudrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Cloux, Ancres, & autres matières néceſſaires à la conſtruction des Navires, & à les garnir d'aparaux, qu'Elle fera entrer pour être employez effectivement à la conſtruction & radoubement des Bâtiments, qu'Elle fera conſtruire & radouber reſpectivement dans nos Païs-Bas, à quoi il ſera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir, nonobſtant uſage quelconque, ou Privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expreſſement par notre préſent Octroy, & ne ſera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoy, & autres pour les Munitions & Vivres néceſſaires, tant pour la défenſe desdits Vaiſſeaux & Navires que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage, ce que Nous limitons néanmoins aux Munitions & Vivres, dont la Compagnie ne pourra ſe pourvoir commodement dans nos Païs-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Adminiſtrateurs, Officiers & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magiſtrats de nos Villes, & autres à qui il apartiendra, d'arrêter & retarder les Marchandiſes & Denrées, que la Compagnie fera voiturer des Vaiſſeaux à ſes Magaſins, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laiſſant cependant la liberté de ſe faire payer ceux y afferants, en cas que les Marchandiſes y étant venduës reſteroient dans leur reſſort, & ils pourront prendre à cet effet pour leur ſeureté les précautions néceſſaires.

LXXXVII. Interdiſons de même à tous nos Officiers, aux Adminiſtrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commis & Prépoſez, de les lever ſur un autre pied que celui, que Nous avons réglé par cet Octroy, ni d'inquieter ou moleſter ceux qui ſeront employez de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne ſera levé aucun Droit de Sortie, Convoy, ou Tonlieu ſur les Marchandiſes & Denrées, qui ſeront embarquées dans les Vaiſſeaux de la Compagnie, pour paſſer aux Indes, ni aucun Droit d'Indult, ou de reconnoiſſance à notre profit, ſur celles de retour.

LXXXIX. Leſdites Marchandiſes de retour ſeront ſujettes au payement des Droits à raiſon de ſix pour cent du prix des ventes publiques, à quoi Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoy & ſortie ſur lesdites Marchandiſes, ſans diſtinguer ſi elles ſeront conſommées dans les Païs de notre Domination ou dans des Païs étrangers, & ſans limiter aucun tems pour leur ſortie, ſauf que pendant le cours de la préſente Adminiſtration générale de nosdits Droits, ils ne ſeront aquitez qu'à raiſon de quatre pour cent dudit prix, ſoit que les Marchandiſes ſe conſomment dans lesdits Païs, ou hors du Païs, & ſans limiter aucun tems pour leur ſortie, comme deſſus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans ſa naiſſance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée eſt libre par nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conſervation de nos Païs-Bas, & pour la ſeureté publique en général, que nos Places frontières & autres Fortereſſes auxdits Païs, ſoient toûjours en état de defenſe, nous deſtinons les Deniers, qui ſeront levez ſur lesdites Marchandiſes de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toûjours employé pour l'avantage & défenſe de nos Païs-Bas; & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes ſortes de Munitions de Guerre & de bouche, & en reparer, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Miniſtre Plenipotentiaire,

ANNO 1722. tiaire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le rapport desdits Droits à d'autres usages.

XCI. La Compagnie pourra aquerir aux Indes par achat, ou autre Contract & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme auſſi de faire conſtruire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'elle jugera néceſſaires, tant pour la plus grande ſureté & facilité de ſon Commerce, que pour la défenſe du Pays, qu'Elle aura aquis, y établir ſur ſes ſimples commiſſions des Commandants, & autres Officiers de nos Sujets, ou Employez à notre ſervice, & de mettre des Garniſons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puiſſe entreprendre la conſtruction de quelque Fort, ou Château, Elle devra s'addreſſer à notre Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire pour lui donner part de ſon deſſein, & pour marquer les Lieux, où Elle ſe ſera propoſé de bâtir lesdits Forts, pour avoir ſon aprobation, & obtenir ſa permiſſion à cet effet; ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne lui conſte, que lesdits Endroits, que la Compagnie aura deſignez & propoſez, ſont des Lieux que les autres Nations de l'Europe frequentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien ſur les Droits des Sujets de quelques autres Puiſſances, qui ſeront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou ſur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourront avoir une poſſeſſion & Commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y ſoient troublez, ou inquietez de la part de la Compagnie, avec cette reſerve toutefois que ſi la Societé couroit risque de manquer les occaſions, ſi Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneur Général, ou Miniſtre Plénipotentiaire, & d'attendre ſes ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il ſera permis à ſes Officiers d'en profiter & de ſe mettre incontinent à conſtruire lesdits Forts en des endroits tels qu'on les a ſpécifiez & detaillez ci-deſſous, dont la Compagnie donnera part inceſſamment à notredit Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire, afin qu'il puiſſe approuver l'entrepriſe desdits Officiers, d'abord qu'il lui conſtera de la verité du fait & de ſon utilité.

XCII. Elle pourra auſſi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Païs de notre Domination avec notre permiſſion préalable, & dans nos Païs-Bas avec celle de notre Gouvernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui enſuite de nos permiſſions, & congez, ou ceux du Gouvernement général, s'engageront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & ſerviront ſur les Commiſſions des Directeurs, conſerveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des ſervices, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils ſeront au ſervice de la Compagnie, ils lui ſeront ſubordonnez, néanmoins liez au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui paſſeront aux Indes, & s'établiront és Lieux, Colonies, & Places acquiſes par la Compagnie, jouïront au retour des mêmes Libertez, Droits & Franchiſes, dont ils jouïſſoient en nos Païs-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naîtront de nosdits Sujets ſeront cenſez Regnicoles.

XCV. Il ſera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne ſeront pas nos Ennemis, & de conclurre avec eux telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de ſon Commerce, leſquels Traitez cependant ne ſeront valables que pour le terme de ſix années, à moins qu'ils ne ſoient aprouvez & ratifiez par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puiſſance ſans notre conſentement préalable.

XCVI. Les Commandans & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous prêteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenir, laquelle pourra auſſi revoquer lesdites Commiſſions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ſes Forces, Munitions, & Armes Nous ſeront remiſes, ou de notre conſentement à la Compagnie qui ſuccedera, en payant la valeur ſuivant l'eſtimation, qui en ſera faite par des Gens experts nommez de part & d'autre. ANNO 1722.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura aquiſes avec les Droits, Cens & Rentes, lui apartiendront en toute proprieté, Nous en reſervant la Souveraineté, même elle ne pourra les vendre ni ceder à d'autres qu'à nos Sujets; Et ſi après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire céder à la Compagnie qui ſuccedera, il ſera pourvû à ſon desintereſſement ſur le pied prescrit par l'Article précédent. 1722.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais ſans ſon conſentement, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, à ſes Vaiſſeaux, Artilleries, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Gens de Marine, ni à ſes Magaſins, pour les employer à notre ſervice, pour quelque beſoin que ce puiſſe être.

C. Défendons très-expreſſement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptez ni reſervez, & autres à qui il apartiendra, d'empêcher ni retarder en aucune manière la ſortie de nos Ports & Rades, aux Vaiſſeaux de la Compagnie, lorsqu'ils ſeront chargez, & prêts à mettre à la voile, ni auſſi l'entrée desdits Vaiſſeaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune choſe; pour quelque raiſon & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine de concuſſion, & ceux à qui il apartient auront un ſoin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-eſſentiel au bien du Commerce, ſoit exactement obſervé.

CI. Nous promettons auſſi à la Compagnie de la proteger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueront injuſtement, & même d'employer en cas de beſoin la force de nos Armes pour la ſoutenir dans la liberté entiere de ſon Commerce & Navigation, & de lui faire faire raiſon de toutes les injuſtices, injures & mauvais traitemens, en cas qu'aucune Nation entreprît de la troubler dans ſon Commerce & Navigation, & Nous aurons ſoin de lui procurer tous les avantages & facilitez poſſibles par les Traitez de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adreſſer à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le préſent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de ſon Commerce, notre intention Royale étant de la favoriſer autant qu'il eſt poſſible.

CIII. Finalement pour Droit de reconnoiſſance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle ſera obligée de Nous préſenter, & à chacun de nos Hoirs & Succeſſeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de vingt Marcs d'Or.

Si enchargeons à notre très-cher & bien-aimé Couſin le Prince Eugene de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Païs-Bas, & en ſon abſence à notre très-cher & bien-aimé Couſin le Marquis de Prié notre Miniſtre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en Mandement à nos très-chers & Feaux ceux de notre Conſeil d'Etat, Préſident & Gens de notre Grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil ordonné en Brabant; Préſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, & à tous autres nos Juſticiers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils faſſent, ſouffrent & laiſſent tous ceux de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & paiſiblement jouïr & uſer de l'effet de cesdites Préſentes pour le tems, aux charges & conditions ci-deſſus repriſes, ſans leur faire, mettre, ou donner, ni ſouffrir être fait, mis, ou donné aucun trouble, ou empêchement au contraire, Car ainſi nous plait-il; En témoignage de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Scel. Donné en notre Ville & Reſidence Imperiale de Vienne, le dix-neuvième jour du Mois de Decembre, l'an de grace mille ſept cens vingt-deux, & de nos Regnes, de l'Empire Romain l'onzième, d'Eſpagne le vingtième, & de Hongrie & de Boheme le douzième.

Etoit paraphé,

PR. DE CARDIA. PS. vt.

Signé, CHARLES,

Plus bas,

Par Ordonnance de Sa Majeſté,

Contreſigné, A. F. DE KURZ.

XX.

ANNO 1723.

XX.

30. Janv. **Abgefaster Schluß der Evangelischen Ständen zu Regenspurg/daß in dem 1724. Jahr das Osterfest nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April in der columnæ des verbesserten Calenders anzusetzen/ und darnach alle übrige darab hangende bewegliche Feste durchs gantze Jahr hindurch einzurichten seyen. [Johan Christian Schulenburgs unvorgreiflicher Vorschlag zur vereinigung der Festzeit. §. 7. pag. 131.]**

C'est-à-dire,

Conclusion prise le 30. *Janvier* 1723. *dans la Conference des* ESTATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du Calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante* 1724. *au* 9. *Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier amelioré, & que toutes les autres Festes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là.* Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

DEmnach bey der zu Ende des abgewichenen Seculi vorgewesenen Calender-verbesserung/ vermöge eines bey dem Corpore Evangelicorum unterm 23. September (3. October) 1699. einmüthig ausgefallenen schlusses beliebet worden/ daß künfftig hin die Oster-fest-rechnung/ weder nach dem im Julianischen Calender angenommenen Dionysianischen-vielweniger Gregorianischen Cyclo, sondern nach dem Calculo Astronomico (wie ehemahls zu zeiten des Concilii Nicæni geschehen) gemacht werden solle/darnebenst nach einhalt eines ferner-weiten unterm 10—20. Januarii 1700. abgefasten Concluſi allerseits Mathematici Evangelici angewiesen worden/ wegen des unter den Astronomis noch obschwebenden dissensus, welche Tabulæ die allerzuverläßigste und accurateste seyen/die bißhero fast durchgehends gebrauchte Rudolphinische Tabulas Keplerı zum Calculo der Ephemeridum, und besonders zum Computo des Oster-Vollmonds zu behalten/ und nach denselben Præceptis ad Meridianum Uranoburgicum das Tempus Æquinoctii Verni und dann den wahren Oster-Vollmond in tag/ stunden/ und minuten zuberechenen; und dan sich gezeiget/ daß von anfang dieses Seculi biß auf jetzt lauffendes 1723. Jahr inclusivè wegen bestimmung des Osterfests so wohl nach der accuraten Astronomischen/ als nach der Gregorianisch-Cyclischen rechnung sich keine differentz zugetragen; hingegen nunmehr von der Königl. Preussischen Societät der Wissenschafften zu Berlin auch von verschiedenen anderen erfahrnen Evangelischen Mathematicis die gleichlautende/und glaubwürdige anzeige geschehen/ daß in bevorstehenden 1724sten Jahre das Æquinoctium Vernale nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 20. Martii, und der nechst darauf folgende Vollmond auf den 8. April einfalle/ welches der rechte Oster-Vollmond gemeldten 1724sten Jahrs wäre/ müste also der 9. April, weil der vorhergehende 8. April ein Sonnabend seye/ vor den rechten Ostertag gehalten worden; der Gregorianische Computus Cyclicus aber setzte das Plenilunium Paschale nach unrichtiger rechnung auf den 9. April, und weil dieses ein Sonntag/ das Osterfest auf den 16. April, also 8 tage später hinaus; Dergleichen differentz sich auch in diesem lauffenden Seculo Anno 1744. 1778. 1798. darnebenst auch begeben werde/ daß in denen iezt bemelten zwey letzten jahren nemlich A. 1778. und 1798. der Ostertag des verbesserten Calenders mit dem Ostern der Juden auf einen tag/ welches jedoch das Concilium Nicænum sorgfältig vermieden wissen wollen/ eintreffen werde.

Also ist nach allen dabey vorgekommenen/ und reiflich erwogenen umständen von Evangelischen Corporis wegen einmüthig vor gut befunden/ und geschlossen worden.

I. Daß man hinführo auf denen eingangs berührten Concluſis des Corporis Evangelicorum fest zu bestehen/ folglich

II. Allen im Heiligen Römischen Reich befindlichen Evangelischen Calender-Schreibern/ Druckern/und Verlegern zu bedeuten habe/ daß sie es bey der bißher gebrauchten form des verbesserten Calenders führohin bewenden lassen/ vornemlich aber/ daß im nechstfolgenden 1724sten Jahr nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April fallende Osterfest in der Columnæ des verbesserten Calenders auf selben tag ansetzen/und darnach alle übrige davon dependirende bewegliche Fest durchs gantze jahr hindurch einrichten/ und

III. In folgenden jahren/ es möge zwischen dem verbesserten/ und Gregorianischen Calender sich eine Oster-differentz zeigen/oder nicht/ jedesmahl nach mehr berührten Calculo Astronomico, die Ostern mit den darnach einzurichtenden beweglichen Festen dem verbesserten Calender inseriren/ auch

IV. Wan nach erfolgter genauer erkündigung der Juden-Ostern sich befände/ daß selbige mit den Ostern des verbesserten Calenders auf einen tag emfielen/ wie zum Exempel A. 1778. und 1798. sich begeben solle/ und man in zwischen keine andere richtigere/als die bißher gebrauchte Tabulæ Rudolphinæ ausgefunden/und von dem Corpore Evangelicorum approbirt worden/ das Oster-Fest in solchen fällen um die intention des Concilii Nicæni hierinnen bey zu behalten 8. tage weiter hinaus setzen sollen. ANNO 1723.

V. Wäre dieser des Corporis Evangelicorum abgefaster/ und denen Regulis Concilii Nicæni gemäßer schluß in allen Evangelischen Reichs-Landen und Orten/wie es ehemals bey verbesserung des Calenders A. 1699. gehalten worden/am letzten Sontag vor dem Advent des jetztlauffenden 1723sten jahres von denen Cantzeln offentlich zu verkündigen/ und die Oster-feyer in dem künfftigen 1724sten/ und übrigen vorhin bemerckten jahren darnach anzustellen.

XXI.

Articuli Diætales HUNGARICI *in Generali Conventu a die* 20. *Junii* 1722. *usque in Mensem Junii* 1723. *continuato concluſi; Quibus in primis, Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in sexu Masculino annis* 1687. *&* 1715. *agnitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo* Austriaca *extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die* 10. *Junii anno Domini* 1723. *Regnorum suorum Romani* XII. *Hispaniarum* XX. *Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum anno* XIII. [Sur une Copie Originale, signée de la propre main de l'Empereur & scellée de son petit Sceau en cire rouge.] 19. Juin.

NOS CAROLUS VI. Dei gratiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archi-Dux Austriæ; Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ; Marchio Moraviæ; Comes Habspurgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis, Quòd posteaquàm Nos, in proximè concluſa Anni milleſimi, septingenteſimi decimi quinti, prælibati Regni nostri Hungariæ Diæta, primo quippè in idem Regnum nostrum felici adventu nostro, statim ea, quæ ad pristinam ejusdem Regni, olim florentiſſimi, sed à duobus, & quod excedit, sæculis, Vicini præpotentis Hostis Ottomanni infestis Armis nimiùm divulſi, & dilacerati, ac tandem Victricibus felicis reminiscentiæ Imperatoris & Regis LEOPOLDI I. Prædeceſſoris & Genitoris nostri deſideratiſſimi Armis, potiori in parte vindicati reducendam felicitatem, tùm circa Juſtitiæ administrationem, tùm Politicorum, Militarium, & Oeconomicorum accommodationem ſpectare videbantur, elaboranda clementer ordinaſſemus, & expoſt occaſione noviſſimi feliciter terminati Belli Turcici, per binos generales intrà biennium habitos Conflictus, fuſis, fugatisque Hoſtibus, duo nominatiſſima Fortalitia, Belgradum nempè, & Temesvarinum, Divino juſta Arma noſtra ſecundante Numine, glorioſè recepiſſemus, ac per hoc non tantùm ipſum prædictum noſtrum Hungariæ Regnum, à jugo Turcico totaliter exemiſſemus, ſed in annexa etiam eidem Regna & Provincias Imperium noſtrum feliciter extendendo, prædeclaratos Status & Ordines ab Hoſte, Cervicibus & Fortunis eorundem imminente, reſtitutâ Regno almâ Pace, plenâque procuratâ ſecuritate, glorioſè liberaſſemus; Sed nec immemores, felices Principes ea, quæ Belli ſunt, Pacis tempore curare aſſolere. Pro ſtabilienda itaque in omnem caſum, etiam contra Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis noſtris Hæreditariis Unione, & conſervanda Domeſtica Tranquillitate, novam antelatis Statibus & Ordinibus, Generalem Regni, Partiumque eidem annexarum Diætam, in Liberam Regiamque Civitatem noſtram Poſonienſem, in diem vigeſimum Menſis Junii, Anni proximè præteriti milleſimi, ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi clementer indixiſſemus, eidemque Nos etiam, à primordio quidem ejusdem Diætæ, Perſonaliter, dein verò mediò Plenipotentiariorum Commiſſariorum noſtrorum

ANNO 1723. Regiorum, Spectabilium quippè ac Magnificorum, Gundakeri Thomæ, Sacri Romani Imperii Comitis à Stahrenberg, Domini Dominiorum Eſchelberg, Liechtenhag, & Pottendorff, Hæreditarii Mareſchalli in Auſtria ſupra & infrà Anaſum, Aurei Velleris Equitis, actualis Intimi Statûs & Conferentiarum Conſiliarii noſtri, ac Miniſterialis Bancalis Deputationis Præſidis; Nec non Francisci Ferdinandi, pariter Sacri Romani Imperii Comitis Kinsky, Comitis in Chinitz & Tettau, Domini in Maczen, Chotieborz, Clumecz, & Kratenau, Aulæ noſtræ Bohemicæ Præfecti, Conſiliarii itidem noſtri actualis Intimi, & per Regnum noſtrum Bohemiæ ſupremi Cancellarii, amborum verò Camerariorum noſtrorum, præfuiſſemus, concluſis tandem mutuis Tractatibus, finitâque Diætali Congregatione, Iidem Domini Prælati, Barones, Magnates & Nobiles, cæterique Status & Ordines ſæpefati Regni noſtri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, mediò præattactorum Regiorum Plenipotentiariorum Commiſſariorum noſtrorum, exhibuerunt & præſentârunt Majeſtati noſtræ certos Articulos, in eadem Diæta, communibus ipſorum Votis & Suffragiis, parique & unanimi Conſenſu, accedente benignâ annuentiâ Noſtrâ concluſos; Supplicantes Majeſtati noſtræ humillimè, quatenùs univerſos eos Articulos, omniaque & ſingula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, noſtrumque Regium Conſenſum iis præbentes, Authoritate noſtrâ Regiâ clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos Ipſi obſervare, quàm per alios omnes, quorum intereſt, obſervari facere dignaremur. Quorum quidem Articulorum tenor talis eſt.

ANNO 1723.

ARTICULI *Dominorum* PRÆLATORUM, BARONUM, MAGNATUM, *&* NOBILIUM, *cæterorumque Statuum & Ordinum Regni* HUNGARIÆ, *Partiumque eidem annexarum, in Generali eorundem Conventu, pro die vigeſima Menſis Junii, Anni milleſimi, ſeptingenteſimi, vigeſimi ſecundi, in Liberam Regiamque Civitatem Poſonienſem indicto, & continuativè in præſens usquè celebrato, concluſi.*

PRÆFATIO.

QUàm Paterno, quamque ſolicito, & ſimul clementiſſimo affectu Sua Sacratiſſima Majeſtas, in Hæreditarium hoccè Regnum ſuum Hungariæ, Partesque eidem annexas inclinata benigniſſimè haberetur, præprimis quidem ex benignis Literis Regalibus, ad univerſos Hæreditarii Regni ſui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines clementiſſimè exaratis, profundiſſimâ homagialis fidelitatis ſuæ devotione, & nusquam de Cordibus eorundem extinguenda erga Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, & totam ejus Auguſtam Domum Auſtriacam præconceptâ ingenui & ſubditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per univerſos Poſteros ſuos fideliſſimè recognitum iri, quàm maximè confiderent; Dum illicò, ac per inſperata, cùm ab Oriente, tum etiam ab Occidente cauſata graviſſima Bella, & poſt felicem, totique Orbi ſtupendum, contra immanes utriusque Hoſtis, Vires, Armorum ſuorum progreſſum, ſtabilitamque optatam Pacem licuiſſet, prætermiſſis aliis quibusvis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis Curis & ſolicitudinibus, Paternum conatum ſuum, ad perennem Regni ſui Hæreditarii ſecuritatem, & dudum anhelatam Civium felicitatem convertere, ac eum in finem Generalem pro vigeſimâ præteriti Menſis Junii, Anni æquè præterlapſi, in Liberam & Regiam Civitatem Poſonienſem, Diætam indicere, & Altiſſima quoque, nunquam ſatis à Fidelibus Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum veneranda in Perſona, Eosdem clementiſſimè conſolari dignata fuiſſet: Ut inter tot & tantas ſuæ Majeſtatis Sacratiſſimæ erga Fideles ſibi Status & Ordines exhibitas gratias, iidem meritò dubitaviſſent, quidnam ex innumeris Regno huic Hæreditario clementiſſimè exhibitis gratiis, totque de immanis, Cervicibus Eorundem à longiſſimo tempore incubantis Hoſtis, ad ſtuporem Orbis Europæi reportatis Triumphis, pro gratiarum actionis ſcopo principaliter aſſumere conveniſſet.

Sivè enim intrà biennium, ratò magnorum & feliciſſimorum etiam Monarcharum exemplo numeratos de tam validis Hoſtibus Triumphos, ſeu glorioſis Armis ſuis, antiquos limites verſùs extenſam Patriam perpendiſſent, nonniſi immortali dignâ memoriâ, in publicum Regni Bonum exantlata Trophæa, unanimi applaudentium Regnicolarum Votô teſtatum reddere cogebantur.

Cumque pro tam immortali Gloria, totque Beneficiis, iidem Fideles Status & Ordines, nullo alio præclariori gratitudinis ſigno, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ obnoxios reddi poſſe arbitrabantur, quam ſi ſemet, ac Poſteros ſuos univerſos, præprimis Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, Ejusdemque utriusque Sexûs Succeſſoribus, dein Auguſtæ quoque Domui Suæ Auſtriacæ Poſteris, conformitate immediatè ſubſequentium Articulorum, in omne tempus devoverent, & humillimè ſubjicerent; DEUM Ter Optimum Maximum, pro diuturno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, & præmiſſorum univerſorum Succeſſorum perenni & feliciſſimo Gubernio, ardentibus Votis ſuis demiſſiſſimè exoraturi.

Ex quo verò ad plenam fidelium Civium, & Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis devotorum Subditorum ſecuram felicitatem, antiquâ etiam Regni conſuetudine, & Patriis Legibus exigentibus, Diætale hoc remedium, Sua Majeſtas Sacratiſſima clementiſſimè ordinare & admittere dignata fuiſſet: Ut proinde futuris quibusvis temporibus, ab omni confuſione & periculis, Hæreditarium hoc Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnum præſervari, & non minùs adverſùs omnem Vim exteram, quàm quosvis etiam fatales internos Motus, ipſis Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimùm damnoſos, ſalutari, & Diætaliter ſtabiliendâ modalitate, in omnes eventuales caſus, tutum & proviſum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis mutua Cointelligentia & Unio, adeoque publica Reipublicæ Chriſtianæ quies, Pax conſtans, imperturbata Tranquillitas, ſub pio, juſto, forti, felici Suæ Majeſtatis, & Auguſtæ Domûs Auſtriacæ clementiſſimo Gubernio in ævum perdurare, ac continua Auguſtæ Domûs in Regno, & ſacra Ejusdem Corona, utriusque ſexûs exoptata, & communi Regnicolarum Votô proclamata, Suæque Sacratiſſimæ Majeſtati promptè & fideliter oblata Succeſſio, meliùs obfirmari valuiſſet, & deinceps omnes & quælibet inconvenientiæ præcaverentur, Fidelesque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in univerſis Eorundem tam Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, antiquis Conſuetudinibus, Prærogativis & Legibus hactenùs habitis, ac in præſenti quoque Diæta conditis, & in futurum etiam, Diætaliter condendis, permaneant, ſtabiliantur, & conſerventur, eademque & eædem, ab omnibus indispenſabiliter obſervarentur, Jus, & Juſtitia omnibus & ſingulis, ſanctè, ſecundùm Leges Patrias, hac etiam in Diæta conditas, imperturbatè adminiſtrarentur, benignaque eum in finem ad Fideles Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementiſſimè facta Propoſitio, & Paterna Mens ac Intentio ſecundaretur, attacti Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum demiſſiſſimè ſupplicant: Ut infraſcriptos Articulos, ex Gravaminibus, & humillimis Statuum & Ordinum Poſtulatis, penes benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutionem erutos, unanimique Votô & Conſenſu, accedente benignâ Ejusdem annuentiâ, concluſos, clementer acceptare, Regiâque ſuâ Auctoritate ratificare, & confirmare, ac tàm Ipſa benignè obſervare, quàm per alios quoscunque obſervari facere dignetur.

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacræ Cæſareæ & Regiæ Majeſtati pro Libertatum, & Prærogativarum Eorundem Paterna & Clementiſſima Confirmatione, & Suæ in medium Statuum Sacratiſſimæ Perſonæ adventu, gratias quàm maximas referunt.

ARTICULUS I.

Paternam ſanè, & Clementiſſimam Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis ergà Status & Ordines Regni, in præſenti Diæta, feliciſſimè, & in frequentiſſimo, vix aliquando viſo numero congregatos propenſionem, & ad permanſionem Eorundem, ac incrementum publici Statûs Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, proque ſtabilienda in omnem Caſum, etiam contra

Vim

ANNO 1723. Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis Hæreditariis Unione, & conſervanda domeſtica tranquillitate directam Curam & Solicitudinem, ex benignis Ejusdem Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, ad Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementiſſimè emanatis Literis Regalibus, ac noviſſimè factis Propoſitionibus, devotô ſanè homagialis Fidelitatis Eorundem Zelô, & conſtanti fervore humillimè intelligentes, pro hoc erga Eosdem clementiſſimè exhibito Paterni affectûs Gratiarum ſingulari Voto, quodvè non obſtantibus in adverſum quibusvis graviſſimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus Curis & laboribus, in medium Fidelium Statuum ſuorum ſemet conferre, & Eosdem in altiſſima iisdem ſummè veneranda Perſona ſua, Paternè conſolari, & primùm ac ante omnia, nullaque prævia Fidelium Statuum & Ordinum eatenùs præmiſſâ humillimâ Supplicatione, ex puro erga Eosdem Paterno affectu, univerſos Status & Ordines Regni ſui Hæreditarii Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tàm Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Conſuetudinibus, Prærogativis, & Legibus, hactenùs conceſſis & conditis, ac in præſenti Diæta, & in futurum etiam, Diætaliter condendis conſervaturam offerre, & easdem, ac earundem ſingulas clementiſſimè confirmare dignata fuiſſet, humillimas, & quàm poſſunt, maximas Sacratiſſimæ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtati ideò etiam gratias referunt, quòd Fœmineum quoque Sexum Auguſtiſſimæ Domûs Suæ Auſtriacæ, usquè ad Ejusdem, & ab Eodem Descendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, Partesque, Regna, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam pertinentes, unanimi Univerſorum Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum liberô Votô proclamatum, & per ſolennem Eorundem Statuum & Ordinum ad Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Viennam expeditam Deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tàm piè & clementer, gratôque animô acceptare, & Fidelium Statuum & Ordinum ſuorum piis, ac ſalutaribus Votis, non tantùm annuere dignata eſſet, ſed ejusmodi in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis Succeſſionem, eôdem, quô Masculorum Primogenituræ Ordine, ſecundùm normam in reliquis Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis, in, & extra Germaniam ſitis, jam per Eandem ordinatam, ſtabilitam, publicatam, & acceptatam, inſeparabiliter, habitâque in graduum æqualitate, ejusdem Lineæ Prærogativæ Masculorum ratione, dirigi, ſervari, & cuſtodiri vellet; ita, ut illa, vel Masculus Ejusdem Hæres, qui, vel quæ præmiſſorum Auguſtæ Domûs Auſtriacæ Regnorum & Provinciarum Hæres, juxta memoratam normam Primogenituræ, in Auguſta Domo Auſtriaca receptam exiſtet, eodem Succeſſionis, pro his, & futuris quibuscunque caſibus Hæreditario Jure, etiam pro infallibili Rege Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, æquè indiviſibiliter intelligendarum, habeatur & coronetur.

De Regia Hæreditaria Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis Sexûs Fœminei Auguſtæ Domûs Auſtriacæ in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus eidem ab antiquo annexis continua Succeſſione.

ARTICULUS II.

Tametſi Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis Fideles Status & Ordines Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optimèque conſtitutam Ætatem, Vires, & Valetudinem conſpicientes, Divinæque Benedictioni quàm optimè confiſi, Eandem magnis, & glorioſis Sexûs Masculini Succeſſoribus, ad preces quoque Fidelium ſuorum Statuum, eò fine ad DEUM Ter Optimum fuſas, & inceſſanter fundendas, largiſſimè benedicendam, & indefinenti Masculorum Hæredum ſuorum ordine, Fideles Status Regni conſolandos fore, vel maximè confiderent; quia verò apprimè etiam perſpectum haberent, Reges pariter, & Principes, æquali aliorum Hominum mortalitatis Sorti ſubjectos eſſe; maturè proindè & conſultò perpendentes, tot & tanta, cùm Prædeceſſorum Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, Divorum olim LEOPOLDI Genitoris, & JOSEPHI Fratris, glorioſiſſimorum Hungariæ Regum, tùm vel maximè propria clementiſſimè Regnantis Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, pro incremento Boni Patrii publici, provè Fidelium Civium ſuorum perenni ſalute, Bello æquè ac Pace exantlata glorioſiſſima Acta & Facta, dum non modò Hæreditarium Regnum hoc ſuum Hungariæ, Partesque, Regna, & Provincias eidem annexas, in ſtatu per præattactos glorioſos Prædeceſſores ſuos poſitum, conſervavit, ſed occaſione etiam noviſſimi Ottomannici Belli, contra ferventiſſimos ejusdem impetus, idem animoſè tutata, Victricibus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regna & Provincias, cum immortali ſui nominis gloria, Statuumque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni ſecuritate protenderit, ut ſucceſſivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & etiam domeſticis confuſionibus, & periculis præſervari, imò in alma, & continua tranquillitate, ac ſyncera animorum Unione, adverſûs omnem Vim etiam Externam feliciſſimè perennare poſſit; Quosvis præterea etiam internos Motus, & facilè oriri ſolita, ipſis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cognita Interregni mala, ſolicitè præcavere cupientes, Majorum ſuorum laudabilibus Exemplis incitati, volentesque erga Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Dominum Dominum Eorum Clementiſſimum, gratos & fideles ſemet humillimè exhibere, in defectu Sexûs Masculini Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis (quem defectum DEUS clementiſſimè avertere dignetur) Jus Hæreditarium ſuccedendi in Hungariæ Regnum & Coronam, ad eandemque Partes pertinentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Sexum Auguſtæ Domus ſuæ Auſtriacæ Fœmineum, primo loco quidem ab altefata modò Regnante Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtate, dein in hujus defectu, à Divo olim JOSEPHO, his quoque deficientibus, ex Lumbis Divi olim LEOPOLDI Imperatorum & Regum Hungariæ Descendentes, Eorundemque legitimos Romano-Catholicos Succeſſores utriusque Sexus Auſtriæ Archiduces, juxta ſtabilitum per Sacratiſſimam Cæſaream, ac Regiam regnantem Majeſtatem in aliis quoque ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis; in & extra Germaniam ſitis Primogenituræ Ordinem, Jure & Ordine præmiſſo, indiviſibiliter, ac inſeparabiliter, invicem, & inſimul, ac unà cum Regno Hungariæ, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis, Hæreditariè poſſidendis, regendam & gubernandam transferunt, & memoratam Succeſſionem acceptant, taliterque eandem Succeſſionem Fœmineam, in Auguſta Domo Auſtriaca introductam & agnitam (extenſis ad eam nunc pro tunc Articulis 2. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta Ordinem ſupradictum ſtabiliunt, per præattactum Fœmineum Sexum Auguſtæ Domûs ejusdem prævio modo declaratos Hæredes & Succeſſores utriusque Sexûs Archiduces Auſtriæ, acceptandam, ratihabendam, & unà cum præmiſſis, æquè modo prævio per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè confirmatis Diplomaticis, aliisque prædeclaratis Statuum & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis; ad tenorem præcitatorum Articulorum, futuris ſemper temporibus, occaſione Coronationis obſervandam determinant, & nonniſi poſt omnimodum prædicti Sexûs defectum, avitam & veterem, approbatamque & receptam Conſuetudinem, Prærogativamque Statuum & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, reſervant intelligendam.

ANNO 1723.

Jura, Prærogativæ, & Libertates Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.

ARTICULUS III.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, univerſorum Fidelium Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tàm Diplomatica, quàm alia quævis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativas, Legesque conditas, & approbatas Conſuetudines, Conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ Diætæ, in ſenſu Articulorum 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulæque Juramenti ibidem contentæ, intelligendorum, clementer confirmat & obſervabit: Pariterque Succeſſores, legitimè coronandi Hungariæ, & Partium eidem annexarum Reges, in iisdem Prærogativis, & præmiſſis

ANNO 1723. Immunitatibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum inviolabiliter conſervabunt, quas & quæ præterea Sua Majeſtas Sacratiſſima, per ſuos cujuscunque Statûs, Gradûs & Conditionis, obſervari faciet.

De Palatinali, & ſimul etiam Locumtenentiali Authoritate.

ARTICULUS IV.

Et quia inter prævio modò clementiſſimè confirmatas Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Libertates, in Regno Hungariæ de antiqua ejusdem Conſuetudine & Lege, Authoritas quoque, & Prærogativa Palatini, & ſimul etiam Locumtenentis, ſenſu Articulorum 5. & 33. Anni 1715. in iisdemque citatorum, ac aliorum ſuperindè conditorum comprehenderetur; Hinc Majeſtas Sua Sacratiſſima Cæſareo-Regia, Palatinalem, & ſimul etiam Locumtenentialem Authoritatem, & Jurisdictionem, in ſenſu Articulorum præcitatorum benignè confirmat; Eâ cum declaratione, nè Palatinus Bona, per Fiscum poſſeſſa, conferre poſſit. De Salario Palatinali impoſterum quoque providebitur.

De ſpeciali Nobilitatis Prærogativa.

ARTICULUS V.

Ut Citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & conſueto Juris Proceſſu, in omnibus Caſibus & Cauſis, etiam Criminalibus, aut Notam Infidelitatis, de Jure Municipali Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alias pœnas reductis, contra Eosdem per quoscunque inſtituendis, in Titulo 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, & Articulo 14. Anni 1618. contenta (Crimine tamen læſæ Majeſtatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & Caſibus, qui in Articulo 14. Anni 1687. exprimuntur, exceptis) obſervetur. Nevè ullus, Nobilitari Prærogativâ gaudens, non citatus, nec debito Juris Ordine convictus, in Perſona, aut Bonis ſuis, quoquo modo damnificetur, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacratiſſimâ Cæſareâ Regiâ Majeſtate annuente, ſtatuunt.

Domini Terreſtres, & alii Nobiles à Contribuendo, ulterius quoquè pro immunibus declarantur.

ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fundamentalem Patriæ Nobilitatis Prærogativam, ſenſu Tituli 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomaticas Leges, per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè confirmatas, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria Servitute exempti haberentur; Sacratiſſima quoque Sua Cæſarea & Regia Majeſtas, Eosdem Status & Ordines, tam Dominos Terreſtres, quàm & alios quosvis Nobilitari Prærogativâ gaudentes, ab omni Contributione, in perpetuum immunes conſervandos clementiſſimè decernit; militare nihilominùs pro Regni defenſione teneantur, & Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas, quoties neceſſe eſſe judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. à modò impoſterum quoquè deſiderare & exigere poterit; Armaliſtæ nihilominùs, etiam in Liberis Regiis, Montanisque Civitatibus, Confiniis, Oppidis Privilegiatis, & non Privilegiatis, & alibi in Regno commorantes, conſcientioſè, juxta Comitatuum Idæam pro domeſticis Comitatuum neceſſitatibus taxabuntur.

De Comitiorum Celebratione.

ARTICULUS VII.

Siquidem Generalium Comitiorum Celebratio, ſenſu Articuli 1. Anni 1659. ſalutare relevandorum Gravaminum remedium eſſet, Eadem juxta Articulum 14. Anni 1715. celebrentur: Et nè ultrà bimeſtre (niſi ex ratione temporis & neceſſitatis, à Sua Majeſtate Sacratiſſima prorogentur) extendantur; Prælati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1608. ante Coronationem, vocati, maturè comparere, Comitatus verò, & præattacti Magnates, qui perſonaliter intereſſe non poſſent, Nuncios Nobiles poſſeſſionatos, ac nobili Proſapiâ ortos, ſenſu Articuli 62. Anni 1665. mittere: Regna verò Croatiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Articulo 61. Anni 1625. ſemet accommodare, acceptisque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regiis Propoſitionibus, & juxta Articulum 25. Uladislai Regis Decreti 2. Privatorum quibusvis Negotiis prætermiſſis, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac ſub Silentio tractare & deliberare, Materiasque ad invicem cohærentes, ſeriatim redigere, & ita Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ præſentare, & ad Diætæ usquè Concluſionem, ſub pœna legali intereſſe teneantur; Ut verò Securitati Eorundem, ipſorumque Familiarium, ac in Diæta conquerentium, & per hoc publicæ Diætali quieti conſulatur, à quibusvis contumeliis, multò magis manuum injectionibus, in Loco Diætali, aut publici Conſeſſûs abſtineatur; Si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediatè præmiſſi Articuli, ad tertium citentur, ac Judicium de illis, coram Tabula Regia Judiciaria celebretur, irremiſſibiliterque, Calumniatores quidem, & Diffamatores, toties quoties in pœna Florenorum ducentorum, Parti læſæ applicanda, Verberatores verò, vel Vulneratores, pœnâ Actûs majoris potentiæ caſtigentur; Præmiſſorum nihilominùs malitioſi ſub Diæta Occiſores, aut occidi procurantes, præviâ tali Citatione, pœnâ Mortis cum exasperatione, condemnentur.

De Reſidentia Regiæ Majeſtatis intrà Regnum Hungariæ.

ARTICULUS VIII.

Quòd Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, demiſſum Statuum & Ordinum Regni Poſtulatum, & ſingularem ergà Auguſtiſſimam Ejusdem Perſonam, ſæpiùs in Regno videndam affectum, eiquè famulandi ipſorum deſiderium & zelum clementer agnoscere, & ubi graviores Europææ Curæ commodè admiſerint, ſenſu etiam Articuli 4. Anni 1550. in medio Eorundem, & intrà Regnum reſidere velle, intuitu quoquè futurorum Regni Hungariæ Regum, Eosdem Status & Ordines, ad ſenſum præcitatæ, & aliarum Legum, ſecuros ſuperindè reddere dignata ſit, Status & Ordines, eidem Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtati gratias quàm maximas reponunt.

Caſus Notam infidelitatis adhuc inferentes.

ARTICULUS IX.

Pro ſecuriori quietis publicæ Conſervatione, & bonorum, ac quietorum Regnicolarum tutamine, ad benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutionem, Status & Ordines concluſerunt; Ut, Legibus, de Crimine læſæ Majeſtatis hactenùs in ſpecie Articulo 7. Anni 1715. & modernæ Diætæ Articulo 5. conditis, in ſuo vigore permanentibus, evidenter ſemet erigentes & opponentes contra Statum publicum Sacræ Coronæ, Regiæ Majeſtatis, & Regni, juxta Titulum 14. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti; Prætereà Judices, Locaque credibilia, & Fidedignitates, authenticis Sigillis ex Officio fungentes, & taliter falſas Literas conficientes, ad ſenſum Tituli 16. Partis ſecundæ; Cuſores item falſarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis ſcienter ac publicè, in quantitate circiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductores & Conductores quorumcunque Hominum, ad ſpoliandum & diſturbandum internum Regni Statum. Dein Publici Hæretici, damnatæ ſcilicèt Hæreſi adhærentes. Nec non malitioſi Amiſſores & Traditores Caſtrorum finitimorum Regni, & Partium eidem annexarum. Adminiſtratores Armorum, & tempore Belli, etiam Victualium Turcis, & aliis, Infidelibus, Regni ſcilicet hujus Æmulis & Hoſtibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoliatores illorum, qui Sectæ eorum damnatæ renunciantes, ex Turcia, ad iſtud Regnum, & Partes eidem annexas confugiunt moraturi. Prout & Triceſimatores, & alii, in diminutionem Regiorum Proventuum, in extrahendo auro & argento conflato, cum Forenſibus Societatem ineuntes, ejusmodique aurum & argentum è Regno clàm efferentes, ulterius quoque Notâ Infidelitatis, amiſſione nimirùm Capitis, & Bonorum mobilium ac immobilium, ad Portionem ejusdem cedentium, feriantur; Portione tamen Prolium & Fratrum innocentium, & cum Delinquente indiviſorum;

ANNO 1723. rum; Maternis item, & Materno-Aviticis Eorundem Bonis; prout & Juribus Uxoriis; Ære, Jureque alieno, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac læsis damnorum ex prævíis Casibus emergentium, unà cum expensis fienda refusione, semper in salvo permanentibus.

Casus antehàc Notæ Infidelitatis, in pœnam Actûs majoris potentiæ commutati specificantur.

ARTICULUS X.

Ad conservandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam, & privatorum Regnicolarum Securitatem, reprimendamque quorumcunque Potentiorum agendi licentiam, Sacrâ Cæsareâ Regiâque Majestate annuente, ulteriùs concluſum est: Ut pœna Actûs majoris potentiæ, juxta Articulum 15. Matthiæ Regis Decreti 6. aliasque passim Leges, sancita, contra Nobilium Domorum Invasores, aut Possessionum Eorundem Occupatores; Nobilium sine justa & legali Causa Arestatores vel Detentores, prætereà Vulneratores, Verberatores, vel etiam Interemptores, imposterum quoque observanda, etiam contra Judicum Regni Ordinariorum, eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Protonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum, aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi & Vice-Directores, in Officiorum functione actualiter & legitimè procedentium Detentores, Arestatores, Verberatores, aut Vulneratores, Literarumque Salvi Conductûs Violatores, & Repulsionem secundariò facientes, pronuncietur; Non secùs & qui Conquerentes in Diæta, extrà eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Diætam, Judicia, vel Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum, prout & Inquisitiones, de repetendis ac restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentes, & ad ineundos cum eadem Computus venientes, inque Computu, & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantes & redeuntes verberaverint, aut vulneraverint, verberarique aut vulnerari commiserint; Prout & Vulneratores Fratrum & Consanguineorum, Mutilatores item membrorum, & Eruitores oculorum, eandem Actûs majoris potentiæ pœnam incurrant; Religiosæ nihilominùs, & Ecclesiasticæ Personæ, nec non Mulieres, in præmissis Casibus, pœnæ emendæ Capitis subjacebunt.

Adhuc nonnulli Casus, priùs notorii, mortis pœnâ puniendi statuuntur.

ARTICULUS XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Plagarum, ac Pœnarum, modus observetur, ex benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ resolutione, & Statuum ac Ordinum assensu, statuitur; Ut Patricidæ, Matricidæ, Mariticidæ, Uxoricidæ, ac Infanticidæ, Occisoresque Fratrum & Consanguineorum; Prætereà in primo & secundo gradu Incestuosi; & etiam Novercarum, vel Privignarum Violatores & Stupratores; Demùm Judicum Ordinariorum Regni, Eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Prothonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii, seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officiorum Functione actualiter & legitimè procedentium; Prælatorum item, Magnatum, & Nobilium, Eorundemque Nunciorum, ac Familiarium, vel Servitorum, ad Eosdem pertinentium, vel cum iisdem in Diæta præsentium, aut ad eandem, vel Judicia Tabularia, seu Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum; prout & Inquisitiones de repetendis & restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentium, & ad ineundos cum eadem Computus Venientium, & Redeuntium, inque eodem Computu & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantium, vel pariter redeuntium; In Diæta conquerentium, & propterea Eorundem extra Diætam Interemptores, Capitali pœnæ, cum exasperatione Supplicii, juxta gradûs proximitatis Consanguineorum, aut Interfectorum Officii qualitatem, pronunciandæ subjiciuntur; Pariter & Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum aut factorum Circumstantiis, juxta prudens arbitrium Judicis; Ita & Traditores Malitiosi Castrorum, & Castellorum Dominorum propriorum, eorumque, vel quorumcunque Regnicolarum Expugnatores, aut Interceptores, mortis pœnæ subjacebunt; Ita & falsarum Literarum confectores, falsorumque Sigillorum Sculptores, & penès eadem, Vitæ alterius insidiantes, æquè Morte; Vitæ verò, & simul ad amissionem Bonorum insidiantes, & per id damnis & expensis Innocentem aggravantes, ultrà amissionem Vitæ, etiam in refusione damnorum & expensarum de Bonis propriæ Portionis confectoris Literarum, & Sculptoris Sigillorum adjustandarum puniantur; Portionibus Liberorum, Maternis item, & Materno-Aviticis Bonis eorundem, legali item uxoriô Jure, non absimiliter Ære, ac Jure alienô, pro iisdem relictis & salvis permanentibus. Præmissis pœnis illi quoque subjiciuntur, qui in iisdem Casibus ejusmodi falsis Literis, scienter, & evidenter in Judicio utentur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur; Pariter & privati, ex præconcepta malitia voluntaria ignem tectis, aut etiam Messi, vel Segetibus injicientes, eademque comburentes, & ita alios damnificantes; pro rerum Circumstantiis gravioribus, pari pœnâ, in levioribus verò mitiori, attamen amissione Vitæ plectendi venient; Militares nihilominùs cujuscunque Status & functionis, in Regno & Partibus eidem annexis Bona possidentes, in Casibus & Criminalibus & Militaribus, Judicio Militari; In non Militaribus verò, sensu etiam Articuli 7. Anni 1655. consuetô Juris Processu, pro casuum varietate judicentur & puniantur, occisi nihilominùs Prolibus, & viduæ, velut injuriatis, ex Portione Delinquentis, Homagium persolvatur.

ANNO 1723.

Diversi Casus, antehàc Notam infidelitatis inferentes, pro ratione Delictorum, mitiori pœnâ puniendi declarantur.

ARTICULUS XII.

Confectores falsarum Literarum, vel iisdem scienter & evidenter in Judicio utentes, & non in vita, sed tantummodò in Bonis quempiam damnificare intendentes, ultrà refusionem damnorum & expensarum, in pœna etiam Infamiæ: Passualium attamen, vel Missilium Literarum, in levioribus Casibus confectores, vel talibus scienter utentes, licèt nec Honori cujuspiam obessent, nec ullum damnum causarent; Nihilominùs, ut à talium quoque confectione abstineatur, tales juxta prudens Judicium, promeritæ pœnæ per Tabulam Regiam Judiciariam, vel Comitatus; Respectu verò Civilium Personarum, per eorundem Magistratus puniendi subjiciuntur: incestum verò in tertio & quarto gradu scienter committentes, priores quidem trium, posteriores verò duorum annorum Carceres subibunt. Nolentes porrò ire ad Bellum vel Militem non mittentes; Rege insurgente; Pariter & Capitanei ad falsos Rumores Gentes levantes, pœnâ pro ratione Circumstantiarum aggravantium, vel allevantium arbitrariâ; Liberos autem Haydones intertenentes, quoad Personas, æquè pro ratione Circumstantiarum, pœnâ delictô proportionatâ; quòad verò causata per eosdem damna, in eorundem cum expensis fiendâ refusione, si qui demùm præter suprascriptos Casus, adhuc alii notorii dicendi essent, tales pro ratione facti, ad pœnam delicto conformem, pro reductis declarantur.

De Tricesimatorum Excessibus, & nonnullis Tricesimis tollendis.

ARTICULUS XIII.

Quòd cùm Articulo 91. Anni 1715. comprehensæ Tricesimæ, non in aggravium Regnicolarum & Quæstorum, nec exigendam novam, seu duplicem Tricesimam, vel pro exhibitione Schædarum qualemcunque Taxam, veluti eodem etiam Articulo totaliter sublatam, verùm ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ haberentur, in Regii nihilominùs & Paterni affectûs sui contestationem, eadem Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut sublatis Novisolienſi, & Schemniczienſi Tricesimis, Budenſis pro ratione moderni temporis, tùm ob institutum cum Porta Ottomannica Commercium, tùm verò in majus ipsorummet etiam quæstorum commodum, in suo esse permaneat. Excessus denique omnes Tricesimatorum, & à Pecoribus, ex

ANNO 1723. ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatum & Oppidorum publicas & hebdomadales Nundinas pelli solitis, à ratibus & ligneis materialibus, aliisque quibusvis Victualibus, & rebus Venalibus, ac etiam Vino exactæ qualescunque & cujuscunque demùm speciei Taxæ, aliique omnis generis abusus, etiam in finitimis committi soliti, tolluntur; Excedentes verò juxta Articulum 17. Anni 1609. in Rebus Officii coram Camera; In aliis autem non Cameralibus, juxta Articulum 44. Anni 1681. conveniendi erunt; Judicatus autem Cameralis, quòad Merces tantummodò prohibitas & Contrabandas, Articulo 15. Anni 1715. admissus, ad Quæstorum debita, aliasque eorundem prætensiones nullatenùs extendatur; Contrabandæ verò, antè cognitionem Causæ, nè distrahantur, statuitur. In applicatione autem ad Tricesimatorum Officia, ratio Legum habeatur, Sua Majestas Sacratissima est clementer ordinatura; Domini verò Terrestres, locum erga conveniendum justum pretium, Jureque hypothecarió, usquè dum Tricesima aliò non transferatur, sine Dominorum Terrestrium præjudicio possidendum, nec intereà temporis in Curiam elevandum, translatâque aliò Tricesimâ erga renumerationem conventi pretii, Domino Terrestri restituendum dare obligentur.

Tricesimas, & Telonia, ab inductis, & eductis pro necessitate propria, Regnicolæ non solvant.

ARTICULUS XIV.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas clementer resolvit: Nè Regnicolæ à quibusvis Rebus, in Vicinas Suæ Majestatis Sacratissimæ Hæreditarias Provincias inductis, vel abindè pro necessitate propria, & Domesticorum suorum eductis, inducendisque vel educendis, Tricesimam solvant. Pro moderandis demùm Vicinarum Provinciarum Teloniatorum Excessibus benignè datâ Resolutione, Statûs & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, gratias quàm maximas reponunt.

De Siccis, & non necessariis, etiam Fluvialibus Teloniis tollendis, Judæisque amovendis.

ARTICULUS XV.

Annuit benignè Sua Majestas Sacratissima; Ut stabilitô Budensi Teloniô, tanquàm in Regia Residentia ab antiquô constitutô Comaromiense, Albaregalense, & Canisiense Telonia, in Contestationem Cæsareo-Regiæ Suæ Clementiæ, & Contribuentium Incolarum Sublevamen, immediatè tollantur; Et præter illa, alia quoque omnia seu in Regiis, seu quorumcunque Dominorum Terrestrium Bonis existentia, sicca æque, ac non necessaria, & Fluvialia etiam, ubi per Pontes non transitur, Telonia, unà cum Filialibus, non obstante etiam antiquô usu, vel Privilegiô, alioquin contra positivas Patriæ Leges subsistere non valente, multò magis nec Privilegiô, nec antiquô usu firmata, per Vice-Comites Comitatuum, penès legalem Exmissionem, finitâ Diætâ, ac sub pœna Articuli 15. Anni 1715. immediatè tollantur: Contra refractarios verò, & hujusmodi Teloniorum Sublationem, & Judæorum amotionem non admittentes, in Conformitate Articuli 12. Anni 1566. Fisco-Regio, coram Judicibus Comitatensibus, sub pœna ibidem expressa agere liberum sit: Articuli præterea 15. Matthiæ Regis Decreti 2. 13. Anni 1566. 34. Anni 1625. & 91. Anni 1647. observentur, & quousque ad tenorem præcitati Articuli 91. Judæi, à quibuscunque Teloniis non amoveantur, eò usquè nemo in tali Loco Telonium solvere teneatur; Ab aliis verò, qui à solutione Teloniorum, Lege etiam Articuli 15. Anni 1715. immunes sunt, nulla prorsùs Taxa ullibi exigatur; A proficiscentium verò pecoribus, in Communibus pascuis, duo denarii à singulo pecore dietim, etiam tempore Nundinarum persolvantur; à cujusmodi pecoribus, etiam ad Loca Nundinarum depelli solitis, & vel propter glaciem, aut siccitatem, per Pontes aut aggeres non transeuntibus, prout nec ad Molam, vel abindè progredientibus, vel Peditibus Itinerantibus, ullibi Telonium, sub pœna violentiæ desumatur; Nobiles autem, seu quæstum exercentes, seu non, & ignobiles, à Telonii solutione immunes, ad accipiendum à Teloniatore pro pecunia potum in Teloniis, sub præmissa pœna non adigantur; Granus, & alii Fluvii, contra Articulum 58. Anni 1659. non impediantur, sed potiùs liber descensus & quæstus admittatur; Ac deniquè nè Naves vel Rates, sub quocunque Titulô, aliaque materialia, vel res venales, in Portubus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Dominos Terrestres, vel Locorum Quæstores, aut Arendatores, aliosque quoscunque, objectô levi quoquô pretiô, aut aliter qualitercunque præmantur, aut occupentur; Pro justo nihilominùs pretio Dominorum Terrestrium, præemptione pro iisdem salvâ permanente; omnes denique cujuscunque generis & speciei, & quandocunque, seu per Dominos Teloniorum, seu ipsos Teloniatores, aut quoscunque alios inducti, & contra tenorem positivarum Regni Legum patrari soliti Excessus, per Comitatus indilatè cassentur & annullentur; Excedentes autem in præmissis, pœnâ violentiæ, vigore Legum Patriarum, contra eosdem statutâ, puniantur; Contrabanda pariter per Teloniatores subindè facta, ante cognitionem Causæ per Dominos Terrestres, tanquàm primam instantiam instituendam, sub præmissa pœna, & damnorum ac expensarum refusione non distrahantur; Gravatis nihilominùs ad Comitatum recurrere integrum sit; Sed nec Rustici, circa Confinia Pontes ædificantes & reparantes, contra Articulum 47. Anni 1609. ad Teloniorum solutionem compellantur. De reliquo Teloniorum Possessores, sub pœna citatarum Legum, Pontes, Vias, & Aggeres reparare & conservare teneantur.

ANNO 1723.

De Cameræ Regiæ Hungaricæ Authoritate, & sufferendis Arendatorum Excessibus.

ARTICULUS XVI.

Regiæ Cameræ Hungaricæ instructionem, ad normam Articuli 38. Anni 1569. & 18. Anni 1715. Sua Majestas Sacratissima ordinabit; quæ ulteriùs etiam cum Camera Aulica suam habebit Correspondentiam; Bonorum & Proventuum Regiorum Exarendationes, quemadmodùm ab arbitrio Regiæ Majestatis dependent; ita Nationalium hoc in passu specialis ratio habebitur; Ad præcavendos nihilominùs quosvis Arendatorum Excessus, Legibus & Constitutionibus Regni subesse debebunt.

De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis rectificandis, & revisis effectuandis.

ARTICULUS XVII.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, ad humillimam Statuum & Ordinum instantiam clementissimè admittit, ut circa metarum inter vicinarum Provinciarum, & Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum Limites, hactenus peractæ, & nondum relatæ Commissiones, referantur, à benigna verò approbatione pendentes, quantocyùs ratificandas, approbatas autem & ratificatas, finitâ præsenti Diætâ, immediatè Executioni mancipandas, nondùm verò celebratas, æquè finitâ Diætâ, sensu Articuli 39. Anni 1715. & inibi citatorum peragendas, & concludendas, præviâque earundem relatione & Ratificatione, æquè Executioni mancipandas, benignè resolvit; Quapropter in præmissum finem Commissarii denominantur: *Circa Austriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Nittriensis Comes Ladislaus Adamus Erdödy; Comes Thomas de Nádasd Sacræ Regni Hungariæ Coronæ Custos; ac præterea Palatinalis Prothonotarius, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius Magister Franciscus Szluha; Joannes Sigray Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; & pro tempore constituti Posonienses, Sopronienses, & Mossonienses Comitatuum Vice-Comites. *Circa Moraviam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Kohary, Judex Curiæ Regiæ, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Regiæ intimus Consiliarius; ac loco Andreæ Körtessy Episcopi Tragurienses Seniô confecti, Ladislaus Szörényi, Electus Episcopus Dulcinenses; Item Comes Gasparus Esterházy, & Michaël Révay Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, ambo Majestatis Suæ Sacratissimæ Consiliarii, & loco demortui Andreæ Hunyadi, idem Magister Franciscus Szluha, Adalbertus Sándor, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Gabriel Bossány, & Paulus Prilesky; ac Vice-Comites Comitatuum Nittriensis & Trenschinienses. *Circa Silesiam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Illésházy Perpetuus à Trenchin, ejusdemque & Lyptovienses Comitatuum Supremus ac Perpetuus Comes, Majestatis Suæ Sacratissimæ intimus actualis Consiliarius, & per Regnum Hungariæ Aulæ Cancellarius; loco-

ANNO 1723. locoque demortui Ladislai Pyber Episcopi Almisiensis, Joannes Okolicsányi, Electus Episcopus Novien sis, & Tabulæ Majestatis Suæ Sacratissimæ Prælatus; Magister item Franciscus Sigray, Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis & Consiliarii Prothonotarius, ac Georgius Paluska, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Christophorus Ugronovics, & Gasparus Hrabowski; nec non Trenschinien sis & Arvensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatûs Castriferrei Supremus Comes, & Majestatis Suæ Sacratissimæ Intimus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatinus, & alter Stephanus Zeke, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Juratus Assessor; nec non Castriferrei, Szaladien sis, & Simigien sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam ex parte Croatiæ & Carniolicæ:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Zagrabien sis Comes Emericus Esterházy, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Suæ Intimus actualis Consiliarius; Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Petrus Bakics Episcopus Bosnen sis, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Suæ Majestatis Consiliarius; Comes Joannes Csikuliny, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Branyug, Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Prothonotarius; Prætereà Georgius Czindery Varasdien sis, & Adamus Oresky Zagrabien sis, & Posegien sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agrien sis Comes Gabriel Erdôdy; & Comes Michaël Petheö, Comitatûs Zemplinien sis Supremus Comes, ac Joannes Szentiványi, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; Martinus item Szeleczky Vice-Judex Curiæ Regiæ, & æquè Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius; Magister Gabriel Kapi, Judicis Curiæ Regiæ Prothonotarius; & Emericus Máttyaosowszky, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Zemplinien sis, Sáros sien sis, Unghen sis, Scepusien sis, Bereghien sis, & Ughocsen sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Transylvaniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadien sis Comes Ladislaus de Nádasd; Illustrissimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & Comes Alexander Karolyi, Comitatûs Szatthmarien sis Supremus Comes, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii: Præfati Martinus Szeleczky, & Gabriel Kapi, ac Sigismundus Palugyay, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Szatthmarien sis, Biharien sis, Maramaros sien sis, Mediocris Szolnok, Krasznen sis, & Zarandien sis Comitatuum Vice-Comites, ubique pro Interesse Suæ Majestatis Sacratissimæ, & Sacræ Coronæ, in præmissis, unô ex Consiliariis Cameræ Hungaricæ, & Causarum Regalium Directore, aut ejusdem substitutô, præsentibus: Qui quidem Commissarii hancce sibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciam, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Suam Majestatem Sacratissimam benignè denominandis Commissariis, præfixô superinde Terminô, elargiendisque necessariis Mandatis, modalitate in præmissis Articulis, & aliis ibidem citatis Legibus specificatâ, optato jam tandem effectui mancipare, & illa etiam, quæ seu ductu Articuli 23. Anni 1681. seu aliàs, & expost, peractâ Reambulatione, à finali duntaxat Sententiæ Executione dependerent, pro desiderata Statuum Consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione Controversias quoque inter Dominium Holics, & Moravos Gödingen ses, ratione 90. circiter Jugerum Terræ, à Dominio Holics avulsorum; Non secùs & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum Fluvii Muræ, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, revidere & determinare, ac pro benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ Ratificatione, effectui mancipanda referre possint, ac debeant: Intereà verò, omnia in statu quo ab utrinque maneant; Suprascriptos nihilominùs Commissarios Sua Majestas Sacratissima ad numerum, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benignè reservat.

De Prædiis impopulandis.

ARTICULUS XVIII.

Passim in Regno Prædia comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc Structuræ & Incolarum Habitationes conspiciuntur; Quorum Incolæ Portarum Connumerationem ingressi, juxta easdem, obtingens Contributionale in Comitatibus supportârunt, verùm & redire volentes, per Dominos Terrestres non admitterentur; Eapropter Sacratissimâ Cæsareâ & Regiâ Majestate clementer annuente, statutum est: Ut talium Oppidorum, & Possessionum ruralium, antehàc Portas ingressarum Incolæ, quandocunque dispersi, ad propria Habitationum suarum Loca redire, & Incolatum suum recipere volentes, per Dominos Locorum Terrestres (nisi eadem Loca intereà per alios populata jam fuissent, vel legalis Præscriptio interfuisset) sub pœna, contra Colonos profugos recipientes, & non restituentes statuta, per Magistratum Comitatensem, de Bonis similium Dominorum, redire volentes ejusmodi Subditos non recipientium, irremissibiliter desumenda, admittantur; Nevè Possessiones per desolationem Subditis diminutæ, ad præstandas antiquas Datias, ab integris Possessionibus præstari olim solitas adigantur, aut Subditi & Incolæ, ultrà ritè confectum Urbarium, à Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-Urbarialibus, minusque debitis Oneribus, cum dispendio Boni publici onerentur, in conformitate Articuli 101. Anni 1715. Magistratus Comitatenses invigilare, & Subditos ab Oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestres, Authoritate Magistratuali animadvertere debeant, & teneantur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. Anni 1715. specificatorum, & præ manibus quorumcunque existentium, Instantibus Regnicolis, coram Tabula Regia, Justitia administretur, & usque ad decisionem Litis non distrahantur.

ARTICULUS XIX.

Licèt quidem respectu Bonorum, è potestate Turcica vindicatorum, Prætendentibus & Jura sua comprobare volentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. provisum fuisset; Intuitu tamen demissæ hoc in Puncto repetitæ Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Instantiæ, Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut Prætendentes ratione talium Bonorum, in Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia Judiciaria, præsentibus duobus Consiliariis Cameræ Hungaricæ, priùs tamen Judicum Juramentô, & duntaxat pro Causis perpriùs Commissioni Neo-acquisticæ submissis, adstringendis, & finè ulla prorsùs alias Causas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi consequentia, adeoque præcisè pro discussione talium Causarum vocandis & adhibendis, Jura sua prosequi & comprobare possint. Quas Tabula Regia Judiciaria, cum omni Authoritate & plena facultate, modalitate ejusdem Articuli, ex integro cognoscere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni mancipare possit ac debeat; Salvô nihilominùs Gravatis in hujusmodi Causis, ad Suam Sacratissimam Majestatem recursu; Directore Causarum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Causarum, modô hactenùs observatô, exesse debente: Non secùs, ut comprobatis Juribus suis, ipsi instantes, ad exigentiam repetiti Articuli 10. in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas in priori diuturno Bello Turcico pertulit, proportionatam Quotam conferant, & ea solùm Loca Neo-acquistica hîc intelligantur, quæ usque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salvâ pariter Fisco Regio legali Actione, contra, in Comitatibus eôdem Articulô denotatis Bona possidentes, permanente: Quòad Regnum autem Croatiæ, usque ad ulteriorem Suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem, beneficium præcitati Articuli 10. maneat.

De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regni Hungariæ Coronam spectantium.

ARTICULUS XX.

Siquidem Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, tam de eorum, quæ ab olim ad Regnum Hungariæ spectabant, quàm etiam in meditullio Regni existentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, stante adhuc præsenti Diætâ eum inituram se esse modum clementissimè resolvisset; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Petito experiri valeant; Cujus siquidem benignæ Resolutionis, propter temporis brevitatem, & necessariarum Dispositionum non effectuationem, participes reddi nequi-

ANNO 1723. nequiviſſent; Ideò Eidem Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant; Ut præcitatus Articulus quantocyùs effectuetur, & præmiſſa Cameralia, ac Militaria Loca, inſtar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatuum Jurisdictioni, cum proportionato Onere indilatè ſubjiciantur.

De Militiæ Exceſſibus, & Regalibus ſufferendis.

ARTICULUS XXI.

Ut quòad Militiæ Exceſſus, Articulus 43. Anni 1715. exactè obſervetur, & Generalium aut quorumvis Commendantum, ſeu in Exactionibus Tributorum, ſeu ſic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quandocunque introductos, hôc quoque pacto ſemet Status & Ordines, Regiâ benignitate conſolatos eſſe ſentiant, eum inſtituendum ordinem benefata Sua Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit: Quò Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æquum, in Præſidiis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, ſimpliciter, & quantocyùs fieri poterit, tollantur, & caſſentur: Illa verò, quæ ſeu ex uſu antiquo, & continuatâ Conſuetudine, ſivè ex Conceſſione quapiam, per Generales, & Commendantes, in partem Salarii ſibi deberi prætenduntur, prævio ſuperindè inſtituendò Examine, & compertâ rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam clementer ordinandis, absque ulteriori Regnicolarum aggravio compenſentur. Quia autem ſtante præſenti Diætâ eatenùs ordinata in præſentia Dominorum Commiſſariorum Regiorum, cum Concurſu Statuum, & Conſilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commiſſio, finem ſortiri nequiviſſet; Ideo Status & Ordines, benignæ Regiæ Reſolutioni inſiſtentes, pro ejusdem, finitâ ſtatim Diætâ fienda continuatione, & benignæ Reſolutionis Regiæ effectuatione ſupplicant.

Ut Articulus 72. Anni 1715. de Auſtriacis, Styris, & aliis vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos poſſidentibus, effectuetur.

ARTICULUS XXII.

Ut finitæ, & Annis præteritis Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, ex parte Regni humillimè relatæ, in præcitato Articulo ordinatæ Commiſſiones quantocyùs effectuentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant.

De Generalatuum ad Confinia Translatione, & non neceſſariorum Præſidiorum evacuatione.

ARTICULUS XXIII.

Sub proximè præterita Diæta Status & Ordines Regni, Majeſtati Suæ Sacratiſſimæ humillimè ſupplicuerunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hoſteque naturali, ad remotiora propulſato, Caſſovienſis, Cis & Trans-Danubialis, Jaurienſis, Comaromienſis, Varasdienſis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longè ulterius, DEO propitiò, Termini extenſi haberentur: Hinc Status & Ordines Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, non ſolùm pro effectuatione Articuli 42. Anni 1715. ſed etiam non neceſſariorum Præſidiorum, juxta benignam ſuperindè elargitam Reſolutionem Evacuatione, humillimè ſupplicant.

Pro Reviſioribus Appellationum penes Dominum Comitem Palatinum, quà ſimul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.

ARTICULUS XXIV.

Benignè admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in conformitate Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad ſuprafatum Judicium Regium Septem-Virale, ſub Præſidio Regni Palatini, & ſimul Locumtenentis Regii, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælatis, & duo ex Magnatibus, & demùm quatuor ex Statu Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, pari cum præfatis Septem Viris Votò, & Salariò conſtituantur, ac ad Adminiſtrationem Juſtitiæ, æquali omnes Juramentò adſtringantur; Subſtitutione in locum legitimè abſentium, aut aliter impeditorum, usque dum per Regiam Majeſtatem, vel iidem Subſtituti pro actualibus confirmentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comiti Palatinò ſalvâ permanente; Hujusmodi autem Judices, intra tridui Spatium, ſub pœna Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adeſſe teneantur, niſi gravis infirmitas, vel legale quodpiam impedimentum eosdem excuſet. Prævio demùm modò comparentes, ſtatis horis, pro Cauſantium commoditate conſidere, & ad minùs undecim cum Præſide, ad ferendum Judicium continuò præſentes eſſe debeant: Abſente demùm quacunque legitima de Cauſa Regni Palatinò, Judex Curiæ Regiæ, de uſu etiam hactenùs obſervatò, præſideat. ANNO 1723.

De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.

ARTICULUS XXV.

Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, ſenſu Articuli 10. Uladislai Regis Decreti 1. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum paſſim ſancitarum Legum, ſuperioribus quoque Sæculis, pro continuò celebrata fuiſſet; Magnò nihilominùs Cauſantium, & Juſtitiam ſitientium damnò, ad certa tempora reducta, ac vel maximè temporum injuriâ, Judicia interrupta extitiſſe comperirentur; Pro Juſtitia itaque, per quam Regna ſubſiſtunt, continuò adminiſtranda, Sua Sacratiſſima Majeſtas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria ſecundùm præſcriptum Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac ſuo in vigore, & integritate conſervandam, ac non niſi Feriis & Juriſtitiis demptis, ut pro continuò conſideat, Cauſantibusque, non obſtante aliquorum legitimâ abſentiâ (ità tamen, ut ad minùs Novem Judices Tabulares cum Præſide adſint) Jus & Juſtitiam adminiſtret, Juratosque ſenſu Articuli 8. Uladislai Decreti 4. pro neceſſariis functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia ſalariatos habeat, ſtatutum eſt.

De Cauſis ad Tabulam Regiam Judiciariam ſpectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Termino Evocationis.

ARTICULUS XXVI.

Licèt quidem Cauſæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitis Palatini; Defectuum item Seminis, Judicis Curiæ Regiæ Judicio ſubjectæ fuiſſent; Ad celeriùs nihilominùs, & exactiùs adminiſtrandam Juſtitiam, benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut quævis Cauſæ, tam videlicet prærecenſitæ, quàm & aliæ Tabulares, quoscunque Regnicolas, ac Fiscum etiam Regium activè, & paſſivè tangentes, in Tabula Judiciaria Regia (ſalvâ Parti ſuccumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ità tamen, ut in Cauſam attractis remotiùs habitantibus, quatuor ad minùs Quindenarum Terminus, & is quidem pro certa, & determinata die, nè Cauſantes, ob incertitudinem diei, quâ Cauſa eorundem levaretur, diutius cum gravi Expenſarum ſuarum profuſione exſpectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Cauſarum, ſicut hactenùs, ità impoſterum quoque condigna ratio habeatur, eædemque ante alias aſſumantur, & decidantur; Juris remedia eò usque durent, & obſerventur, quousque de iisdem, & Pœna temerè litigantium, in Emendatione Legum aliud non ſtatuatur.

De Tabula Banali.

ARTICULUS XXVII.

In Regnis pariter Croatiæ, & Sclavoniæ ſingulis Annis, exceptis Feriis, & Juriſtitiorum temporibus, ſtatòque ſuò locò, & tempore, per Dominum Comitem Banum, & univerſos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis ſub Præſidio Comitis Bani, aut eò abſente, & legitimè præpeditò, Locumtenentis, ſeu ejusdem Comitis Bani Vices-Gerentis (ad quam omnium Comitatuum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Cauſæ, per Viam Appellationis deducendæ erunt) celebretur, taliterque, & non ſecùs, more etiam hactenùs legaliter obſervatò, per Viam Appellationis, & Transmiſſionis in Tabulam Regiam, ac demùm etiam abindè in continenti, ex antiqua Conſuetudine,

ANNO 1723. tudine, in Septem-Viratum, Causarum Appellatæ, earundemque Revisiones legitimè deducantur.

Tempore Revisionis, appellatarum Causarum procedentes Judices, & alii Interessati, etiam in Sedibus Judiciariis Comitatuum esse debeant.

ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Causarum Revisione statuitur: ut ad conformitatem Articuli 8. Uladislai Regis Decreti 4. & Articuli 13. Anni 1557. Judices in Causis propriis, & Principalium suorum in Tabula Regia vertentibus: Non secùs & alii quoquò modò Interessati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Jurati Assessores, in Sedibus Judiciariis Comitatuum esse non possint, & post factam Causarum coram iisdem ventilatarum Relationem, sub earundem Discussione exesse imposterùm debeant.

De Feriis, universalibusque Juristitiorum Terminis.

ARTICULUS XXIX.

Pro Judicum, & Causantium Directione, servandoque debito ordine, Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate annuente statuitur: Ut Feriæ Nativitatis Domini, initium sumant à Festo Sancti Thomæ Apostoli, & durent ad Dominicam primam post Epiphaniam; Dein autem per ultimos Dies Bachanaliorum, usquè ad Dominicam primam Quadragesimæ; Postea verò à Dominica Passionis (ut videlicèt Prælati, pro exequendis, iisdem hebdomadâ Sanctâ incumbentibus Functionibus, unà & reliqui Judices etiam, Devotionis Causâ adesse possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sacri Pentecostes, usquè ad Dominicam Sanctissimæ & Individuæ TRINITATIS: Juristitium verò Messis, à Festo Sancti Ladislai Regis Hungariæ, usquè ad Festum Sancti Stephani: Vindemiæ autem à Festo Sancti Michaëlis, usquè ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo præter præmissa, prævio modò universaliter observanda Juristitia, adhuc triginta dies ante Diætam, & sub toto Diætali decursu, juxta Articulum 49. Anni 1655. & Articulum 12. Anni 1507. usquè ad reditum Nunciorum; Non secùs & omnes Dominici, juxtaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. à Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fori celebrari soliti; Festorum & Rogationum etiam dies; nec non tempore Insurrectionis Generalis, pro universalibus Juristitiis, antiquâ Regni Consuetudine exigente, imposterùm quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judiciariis observanda venient, quæ Juristitia, sensu Articuli 70. Anni 1618. (præter solas Causas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

De Tabularum Districtualium Erectione, & Personis ad easdem adhibendis.

ARTICULUS XXX.

Siquidem pro celeriori, ac exactiori Justitiæ administratione, & à multis Annis intermissorum Generalium æquè, ac Brevium Judiciorum celebratione, Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, exceptis Juristitiorum temporibus perpetuò celebranda veniret, ibidemque Protonotarios ex muneris sui exigentia, sensu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & tenore Articuli 38. Anni 1559. continuò sine exceptione interesse oporteat, nequè iisdem de dictamine hujus Articuli alter substitui valeret; Hinc abrogatò antehac per eosdem in Partibus exercitò Processu; Nè Causantes in Causis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale hactenùs respicientibus, beneficiò administrandæ Justitiæ destituantur, secundùm benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ mentem & intentionem, Subalternæ Tabulæ, in quatuor Regni Districtibus erigendæ decernuntur: Quorum singulæ unà cum Præsidibus, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno benè possessionatis, ac Juris Patrii exactam Notitiam, æqualemque Activitatem judicandi habentibus, Judicum Juramentò adstringendis constabunt, à quibus Sententiæ ad Tabulam Regiam Judiciariam Viâ Appellationis transmitti, abindeque appellatæ ad Septem-Viralem referri debebunt: Præterea pro litigantium Allegationibus, modò hactenùs observatò, coram Judicio ad Calamum excipiendis, perlegendis, conficiendâque, & publicandâ Sententiâ, & successivè redigendis Processibus, adhuc unus in singulis Tabulis Juratus Notarius, Juramentò Notariorum Sedis obligandus, sinè Voto, & quatuor Jurati, ac ex his unus Expeditor cum ordinario Salario; Alii porrò Jurati cum Adjuta, pariter Juratorum Notariorum Sedis Juramento adstringendi, adhiberi valebunt; Ad præcavenda porrò quælibet impedimenta, Justitiæ administrationem, ejusdemque celeriorem cursum remorantia, hactenùs quoque per diversa Præceptoria Mandata plurimùm causata, eædem Tabulæ Districtuales, penes solas Actiones, iisdem exhibendas, & cum sufficienti, Quis? Quid? coram quo? quo Jure petatur? & à quo? Declaratione expressandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione necessariæ Comparitionis, Stylò consuetò per supradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariæ Cis-Danubianarum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Præses, & cæteri Assessores, Nominisque sui appositione subscribendis, Sigilloque Regis cum Inscriptione: Sigillum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Partium Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Districtuum præferente, iisdem concedendo muniendis, & expediendis, unà cum reliquis acclusis, & appositâ Lectâ includendas, ac per suprascriptos Juratos, vel pro Sumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, seu duos Juratos Assessores illius Comitatûs, ubi in Causam attractus resideret, vel Bona quæpiam hæberet, exhibendis, ergaque fidedignas super earundem Exhibitione Testimoniales, procedant, ultra quos penes singulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pauperibus, mediis destitutis, gratis assistere obligabitur; tàm hic, quam etiam alii, consuetò Advocatorum Juramentò adstringendus.

ANNO 1723.

De Loco Tabularum Districtualium, Celebrationeque Judiciorum.

ARTICULUS XXXI.

Ut porrò Causantium etiam Expensis, & commodiori Justitiæ consecutioni consulatur; Pro *Comitatibus*, sine præjudicio Ordinis eorundem ab infra denominandis, *Districtûs Cis-Danubiani*, Posonienſi videlicet, Nittrienſi, Trenchinenſi, Barſienſi, Neogradienſi, Hontenſi, Pestienſi, Strigonienſi, Zolienſi, Thuroczienſi, Lyptóvienſi, & Arvenſi, Locus Tabulæ, *Liberæ Regiaque Civitas Tyrnavienſis*. Pro *Trans-Danubianis Comitatibus*, nempè Sopronienſi, Castriferrei, Szaladienſi, Comaromienſi, Sümeghienſi, Jaurienſi, Albenſi, Weszprimienſi, Mossonienſi, Tolnenſi, & Baranyienſi, *Libera Regiaque Civitas Ginzienſis*. Pro *Cis-Tybiscanè Districtûs Comitatibus*; Abbaujuvarienſi videlicet, Zemplinienſi, Saárosienſi, Ungenſi, Scepusienſi, Gömörienſi, Heveſſienſi, cum exteriori Szolnok, Borsodienſi, & Tornenſi, *Libera, Regiaque Civitas Eperieſienſis*. Pro *Comitatibus verò Transtybiſcanis*, Szattmárienſi, Szabolcsenſi, Bereghienſi, Ugocsenſi, Biharienſi, Csanadienſi, Csongradienſi (quorsùm & Bachienſis, ac Bodroghienſis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorsùm etiam reliqui Comitatus nondùm incorporati (quamprimùm reincorporati fuerint) spectabunt, *Magno-Varadinum*, denominantur, inibique continuò, exceptis Feriarum, Juristitiorumque temporibus celebrari, & præmissi Judices iisdem, omnibus continuandorum Judiciorum temporibus interesse, Causasque de Bonis, in eorundem Districtu existentibus, & Acquisitioni Actorum substratis, non verò aliarum Tabularum Jurisdictioni submissis, judicare; Si autem Bona Divisioni, vel Acquisitioni substrata, in diversis Districtibus situarentur, in quo Caput Bonorum, vel eòdem non existente, potior pars eorundem adjaceret: Pariter & in Liquidis, universa Bona, obligationi submissa habentibus, idipsum observare, aut certis & determinatis Bonis obligatis existentibus, tenori Obligatorialium semet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi verò Tabularum Præsidem ægrotare, aut aliter legitimè impeditum, ac absentem esse contigerit, in ejusdem absentia, Præsidis Officiò primus Assessor fungatur; Ita tamen, ut occasione unius, vel alterius legitimæ absentiæ, ad minùs tres interesse, & pluralitatem Votorum observare debeant; Dùm porrò quatuor esse contigerit, Votaque bifariam dividerentur, cui Parti Præses, vel eòdem legitimè impeditò, & absente, Substitutus adhærebit, pro concluſivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Successivè verò juxta Assessoratûs senium considebunt, & demo-

ANNO 1723. demortuis, vel aliò avocatis ſubſtituendi, poſt Seniores ſequentur: Extra quos convocati Partium, ampliùs in Judicio non adhibebuntur. Præſidem & Aſſeſſores, prout & Notarium Diſtrictualium Tabularum, Sua Majeſtas Sacratiſſima, & nunc, & in futurum denominabit; Expeditorem verò, & reliquos ſubalternos, Præſes cum Conſilio, ex pluralitate Votorum determinabit. Qui prævio modo ſpecificati Comitatus, ſine præjudicio Seſſionum Diætalium, ſtante hâc Diætâ (ſi fieri poterit) determinandarum apponuntur; Loca autem pro præattactis Tabulis denominata, re, & neceſſitate ferente, immutandi, & præattactas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majeſtas Sacratiſſima facultatem ſibi benignè reſervat. ANNO 1723.

De Terminorum Præfixionibus, Cauſantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

ARTICULUS XXXII.

In præfixionibus porrò Terminorum Judices Tabularum Diſtrictualium, aliique Comitatenſes, Articuli 23. Anni 1613. habitâ Loci à quo, & ad quem, non minùs etiam antiquitatis, & vetuſtatis Cauſæ, ex Prædeceſſoribusque in Cauſam attractos fieri ſolitæ Condescenſionis, & Productionis, præſertim in facto alieno Literarum, Literaliumque Inſtrumentorum, aut peragendarum Inquiſitionum reflexione; Non ſecùs & quoàd Terminorum Extenſiones, Articuli 32. Anni 1681. rationem habere: In Cauſam attracti verò, prout certificati fuerint, ità etiam in conformitate Certificationis comparere, ad perſonaliter porrò comparendum evocati, & in acceſſu taliter non comparentes, pro ità comparentibus declarari: Meritò nihilominùs Cauſæ exigente, tali Declarationi Judiciariam erga Deliberationem ſatisfacere tenebuntur; Quibus prævio modo citatis, pro Comparitione, occaſione primæ Levatæ cedet tota Dies, adeoque Judices, ad eandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam, ante Solis occaſum, pariter & in concurſu plurium Cauſarum, etiam horis pomeridianis conſideant, Cauſasque juxta Seriem, & earundem antiquitatem revideant; Cauſæ nihilominùs Pauperum, ante alias levandæ, & discutiendæ, Allegationesque tempore ejusmodi Cauſarum concurſûs, etiam extra Conſeſſum, non tamen extra Domum Judiciariam, per Juratos excipiendæ venient. Quia autem Cauſantes perſæpè exundationibus Aquarum, Infirmitatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59. Partis 2. expreſſis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquiſitione convinci, Bonaque taliter Convictorum Executioni mandari aſſolerent; Hinc ulteriùs ſtatuitur, ut contra eò modò Convictos, & in Loco Judiciorum non viſos latæ Sententiæ, ad decimum quintum usquè Juridicum diem non exequantur: Quibus intereà temporis advenientibus, & ſufficientem, legalemque non Comparitionis rationem aſſignantibus, nullò propterea onere gravabuntur, ſed Proceſſus ſinè ulteriori Certificatione continuari, nullâvè abſentiæ legali ratione aſſignatâ, illicò unà cum Expenſis moræ, Parti Triumphanti refundendis, per Aſſeſſores, alternativè ad Judiciariarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Diſpoſitionem) adhibendos, de Bonis in Diſtrictu Tabulari exiſtentibus, Executioni mandari, iisdemque Convictionem non adæquantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Diſtrictu reperiendis, penes debitas Transmiſſiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, ſenſu Articuli 31. Anni 1659. ſuppleri debebit; Denominatione in ſimilibus, & aliis Caſibus, pro ratione eorundem, penes Convictum permanente.

De Oppoſitione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, novoque Judicio, & Transmiſſionalibus, ac Cauſarum ſub Litis pendentia exiſtentium Continuatione.

ARTICULUS XXXIII.

Ad coërcendam porrò Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque turbandis Judiciariis Executionibus, vel verò Bonorum jam judicialiter executorum propriâ authoritate fiendis violentis reoccupationibus, hactenùs ferè ſibi impunè vendicatam licentiam, Articulus 31. Anni 1681. ulteriùs quoque obſervabitur, qui ad Juridicam Repulſionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judiciariæ Sententiæ per novum Proceſſum corrigi, emendarique permitterentur; Ad compendiandas proindè Cauſantium expenſas ſtatuitur: Ut ſimplici novò Judicio uti volentes, ſinè omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem, Cauſam ſuam reſuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, non niſi penes Mandatum proſequi poſſint. Demùm ad Partium appellantium Inſtantiam, Transmiſſionales Stylò Comitatenſi expediri, & prævio Præambulo: *Sacratiſſimo Principi, &c. Tabula hæc Diſtrictualis ſubalterna Judiciaria Diſtrictûs T. Majeſtati Veſtræ Sacratiſſimæ humillimè repræſentat &c.* Poſteaque tota Proceſſûs Series cum univerſis Productis inſeri: Allegationesvè utriusque Partis, à Linea; Deliberatio porrò majori charactere describi, intervenientesque ne fors correctæ, cum vocum in Judicio correctarum facta expreſſione apponi: Subſcriptio autem, & Sigillatio, modò in Certificatoriis præſcriptò obſervari debebit. Ut porrò ex Sententiarum per diverſos Judices latarum Relatione, aut verò ex earundem Transmiſſione facilè emergibiles Confuſiones evitentur, Sententiæ & Deciſiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per Eosdem intra Menſem exequantur, & ſimul, ſi defectus quispiam in Executionibus hactenùs factis interveniſſent, compertâ rei Veritate corrigantur; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, pariter per Eosdem ad Tabulam Regiam Judiciariam, ut ibidem more hactenùs conſuetò, ſub nomine Principalium ſuorum referri poſſint, transmittantur: Sub Litis nihilominùs pendentia exiſtentes, prævia talium ad Tabulas Diſtrictuales pro Cauſarum ratione legali derivatione, per easdem continuentur.

Series Cauſarum purè ad Tabulas Diſtrictuales pertinentium.

ARTICULUS XXXIV.

Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Cauſas Protonotariales à Comitatenſibus diſtingueret; Tabulæ verò Diſtrictuales loco Judicatûs Protonotarialis conſtitutæ eſſent, & per conſequens illæ ipſæ Cauſæ, quæ hactenùs per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Diſtrictuales impoſterùm judicandæ venirent; Ideò usquè ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Diætâ jam ad finem vergente, appellabilitate, vel non appellabilitate Cauſarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines ſubmiſſis, Judicatuque & Foro Comitatenſi, prout & Liberarum, Regiarumque Civitatum in ſuo eſſe, usquè ad proximè ſubſecuturam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabularium, quàm Comitatenſium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum, pro ratione moderni temporis, & Circumſtantiarum limitabuntur) & uſu hucusquè continuato relictis, omnes illæ Cauſæ in præmiſſo Articulo 28. comprehenſæ, & hactenùs per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Diſtrictualium ſubjacebunt; Et omnes Cauſæ Appellabiles, tam in Tabulis Diſtrictualibus, quàm Comitatibus, intra Dominium appellentur & transmittantur; exceptis Cauſis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28 Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus obſervari debebit.

De Plenipotentialibus, & Procuratoriis, ſub Sigillo Comitatuum emanandis.

ARTICULUS XXXV.

Pro compendiandis Sumptibus & miſerorum Sublevatione, Sacratiſſimâ Cæſareâ Regiâque Majeſtate annuente, ſtatuitur; ut Plenipotentiales, & Procuratoriæ, ſive in Sedibus Judiciariis, ſive Generalibus, aut Particularibus etiam Comitatuum Congregationibus factæ; Sivè verò coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Jurato Aſſeſſore celebratæ, & per Eosdem relatæ, ſub Sigillo Comitatûs extradari, & ubique Locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judiciis pro Authenticis haberi debeant, generaliterque emanatæ, intra Annum; Ad hanc autem vel illam Cauſam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotentiales, prout nimirùm emanaverint, & celebratæ fuerint, ità quoque conſiderandæ; Prout & Cauſâ Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra

ANNO 1723. extra idem existentium, juxta Articulum 14. Uladislai Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigorosis habendæ venient, ac non nisi ad notitiam Partium interessatarum, in quibuscunque authenticis Locis revocari poterunt.

De Modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.

ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nominis ex Literis Procuratoriis exmissionem, Causantes, quem vellent, adhibere nequirent, adeoque sæpiùs damnificentur; Ideò ad evitandas ejusmodi Damnificationes consultum censebatur, ut à modò deinceps, in Literis Procuratoriis, hæc quoque Clausula apponatur: Et alios in Regno Juramentò adstrictos Præsentium Exhibitores. Cujusmodi Procuratoriæ ubique in Judiciis robur sortiantur firmitatis. Et tametsi Procuratoriæ ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causæ, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigorosis habebuntur.

De Causarum legaliter institutarum, & quomodocunque impeditarum ulteriori Promotione.

ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Intentionem, universa, & quælibet Judicia continuò celebranda veniant, & Causantes quomodocunque impediti, celeriorem & exactiorem Justitiæ administrationem consequi debeant; Ideò ex benigno ejusdem Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur; Ut universæ, & quælibet Causæ, tam in Foro Sæculari, quàm etiam Ecclesiastico legaliter institutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propterea sub Litis pendentia existentes, coram Judicibus suis competentibus, ad quos spectare dignoscuntur, servatis de Jure servandis, revideri, & continuari possint.

De Advocatis.

ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fusas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrescant, & per id Sumptus augeantur, & Causæ protrahantur, statutum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non nisi depositò priùs consuetò Juramentò, quàm brevissimè, modòque antiquitùs observatò, ac finè multis ambagibus, inutilibusque deductionibus, cum moderatione allegent, magis Legibus & Rationibus, Legi convenientibus, quàm verbis insistant: A frivolis Exceptionibus abstineant; Secùs, seu ejusmodi profusas Allegationes, seu ultra tres à modò deinceps inducendas Exceptiones, reliquas quibusvis Judicibus præscindere incumbet: Qui Advocati de Quotta Litis, & parte Acquisitionis, cum Causantibus convenire non poterunt; Occasione autem Limitationis Eorundem Salarii, in Processibus Causarum per Judices fieri solitæ, idem à modò etiam deinceps, habitâ tamen Advocatorum Experientiæ, habilitatis, & insumpti ac insumendi Laboris debitâ ratione, Judices conscientiosè limitabunt.

De Capitulis & Conventibus, Eorundemque Officio, & Personis adhibendis.

ARTICULUS XXXIX.

Ad avertendos quoscunque in Expeditionibus Capitularibus & Conventualibus, hactenus quoque in nonnullis Locis Credibilibus observatos defectus statuitur: Ut pro Judiciariis Executionibus, aliisque in Articulo 43. & 44. Uladislai Regis Decreti 3. denotatis Functionibus peragendis, ad Capitula idoneæ Personæ, juxta Articulum 67. Uladislai Decreti 4. assumantur, quæ ad tenorem Legum Regni exmittantur, ejusmodique Exmissio, Mandato Executionali, eum in finem ad locum Credibilem directo, Annus item, dies, & Mensis, cum Exmissorum Nominibus superinscribatur, & per alias duas Capitulares, vel Conventuales Personas subscribatur, & ità Exmissi ad Præscriptum Legum procedant. Ac ut Conventus, præmissas, iisdemque vigore prædictarum Legum competentes Functiones prævio modò peragendas obire valeant, ad minùs quinque Personas, sensu Articuli 41. Anni 1552. æquè ad publica Regni, in præmissis Articulis denotata Servitia idoneas, intertenere obligantur; Secùs Diœcesanus Loci, vel Archi-Episcopus, ejusmodi Personas supplere, & de Eorundem Subsistentia, instar aliorum Conventualium, de Bonis talis Conventûs providere possit; Qui Capitulares, & Conventuales, unà cum Prælato, seu Superiore, Juramentum solitum deponere, & tenore Articuli 50. Anni 1559. nec non 10. Matthiæ Regis Decreti 6. sub eodem omnes omninò, cujuscunque demùm Speciei Executiones peragere; Et in Inquisitionibus de verbo ad verbum singulorum Attestationem scribere, earundemque Relationes de Scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut Capitulorum, vel Conventuum Juratum improtocollentur. Universæ demùm Expeditiones, in Capitulis & Conventibus conservandæ, præter Referentes, etiam per Lectorem, aut Eôdem absente, vel in Conventibus non existente, per aliam Capitularem Personam, vel verò Conventuum Superiorem; Non secùs & authenticè extradandæ, cum Nominis proprii appositione subscribantur, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, sensu præcitati Articuli 44. Uladislai Decreti 1. Nomina Capitularium, & Fratrum Conventualium in fine quarumlibet Literarum, à modò deinceps semper inserantur; Et si easdem Expeditiones in Voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscribentem hujusmodi correctæ Voculæ specificè denotentur, & antequàm extradentur, coram Capitulo, vel Conventu omnes Expeditiones perlegantur; Regii pariter, & Palatinales, ac Banales, in Statutionibus verò Bonorum Prædialium, per Archi-Episcopos, & Episcopos conferri solitorum, etiam Archi- & Episcopales Homines, universas Relationes, æquè sub Corporali Juramento, coram Locis fide dignis facere, easdemque cum Specificatione Anni, Diei, & Mensis, propriis manibus subscribere obligentur; Ita subscriptæ rursus ad minùs duarum Capitularium, vel Conventualium Personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum reponi debebunt.

Juramentum Capitularium, & Conventualium Personarum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctissimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quod ad Officium meum Capitulare, vel Conventuale, Fidedignitatemque Capitularem vel Conventualem pertinebit, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ postpositis, & remotis, tam in Capitulo, vel Conventu, quàm etiam in Partibus extra Capitulum, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciam: Legibusque Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Personis, Eorundemque Officio, hactenus, statutis, & statuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Consuetudines observabo; Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

Juramentum Regiorum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Episcopalium Hominum post Executionem deponendum.

Ego T. Juro per DEUM vivum & ejusdem Genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in Executione, & negotio mihi vigore præsentium commissò, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicèt, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ postpositis, & remotis, fideliter processi, proutque res facta, & executa est, æquè fideliter refero. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Testimoniis Capitularibus, & Conventualibus ad Executionem emittendis.

ARTICULUS XL.

Pacificatâ jam tandem Hungariâ, instauratisquè ad formam immediatè præcedentis Articuli, in eodemque citatorum, instaurandis Capitulis, & Conventibus, pro faciliori, & minori cum sumptu peragendarum quarumlibet

ANNO 1723. libet Executionum, celebrandarumque Faſſionum commoditate, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ clementer annuente, decretum eſt: Ut ceſſante ratione, ob quam tenore Articulorum 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigonienſi, & Agrienſi Capitulis, illi quidem per totum Regnum, huic autem in remotioribus Trans-Tybiſcanis Partibus admiſſum fuiſſet Executiones peragere, à modò verò deinceps, ut omnis fraus, & quorundam Regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora Capitula, & Conventus Subterfugia præcaveri poſſint; Præmiſſa Capitula, & Conventus pro Regnicolarum commoditate, & neceſſitate, Executiones & munia Obligationum ſuarum, in Locis Comitatibus proximioribus, ità & Diœceſibus, in quibus ſita habentur, modalitate Articuli præcedentis Executiones faciant, usque dum per Emendationem Legum, Claſſificatio Diſtrictuum elaborari valeat, & ubi quod Capitulum vel Conventus procedat, ſuperindè provideatur.

Ne Capitula & Conventus per ſe, & pro ſe Faſſiones celebrare poſſint.

ARTICULUS XLI.

Cum autem nemo ſibimet Teſtimonium dare poſſit; Hinc Capitula quoque & Conventus, ad reddendum aliis de rebus coram iisdem geſtis fidedignum Teſtimonium ordinata haberentur, & in concreto, unà cum Præpoſito, aut Abbate, vel in Conventibus Priore, & reliquis Columnis, Credibilis Loci Teſtimonium efficerent, adeòque in rebus eorundem Capitulorum, & Conventuum communibus, & propriis (exceptis Procuratoriis, formalitate Tituli 13. Partis 2. emanari ſolitis, ac Plenipotentialibus, vigore præſentis Statuti, pro iisdem admiſſis) coram ſemetipſis nullas Faſſiones, Jura eorundem Poſſeſſionaria, aut res quascunque tangentes, & à fortiori Tertii involventes, celebrare ſub nullitate earundem valebunt. Quas Plenipotentiales prævio modò celebrandas, nonniſi coram aliis authenticis Locis revocare poterunt; Cujusmodi revocatio, ad Acta penes tales Plenipotentiales quoquò modò celebranda, nullò modò extendatur.

De Expeditionibus per Judices Regni Ordinarios, Capitula, & Conventus erga Requiſitoria à modò deinceps extradandis.

ARTICULUS XLII.

Tametſi ſenſu Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti, Literæ & Literalia Inſtrumenta ex Capitulis, vel Conventibus, ad Mandata Requiſitoria reinveniri, & extradari ſolita, ſi Originales inibi extiterint, robur ſortiantur firmitatis; Attamen experientiâ notum redderetur, plurima quoque Fragmenta & nudas Signaturas, omni authenticatione deſtitutas, ſed nec improtocollatas, inter alias authenticas Literas hinc indè ſparſas in Locis Credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propterea magnas inter Partes de talium Literarum firmitate Controverſias intervenire ſolere; Ad evitandas proindè qualescunque inconvenientias, Juſtitiæ conſonum cenſetur; quatenùs in ejusmodi Expeditionibus penes Requiſitoria ex Locis authenticis extradandis, per expreſſum hoc etiam apponatur: *Quòd prævio modò extradatæ Literæ, ſeu in Originalibus, ſeu in authentico Protocollo, aut tantummodò inter fragmenta, & Signaturas, ſine ulla Protocollatione, vel qualicunque demùm Authenticatione repertæ fuiſſent*; Ut eâ modalitate authenticæ Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeòque legitimæ à minùs probantibus per Judices faciliùs diſcerni valeant; Per talia porrò Capitulorum, vel Conventuum Tranſumpta, quorum Originalia præfuiſſe, verùm deperdita extitiſſe, ſub fidedignitate propria, Capitula, vel Conventus recognoscerent, Præexiſtentia quidem, & earundem ammiſſio ſufficienter probabitur; Jus verò & res in iisdem contenta, nullatenùs per eadem ſolidabitur: ſiquidem dictante hôc Titulò, ad Juris probationem Originales Literæ requirerentur: Imò & tales ſufficerent, quorum Originale, & primævum Inſtrumentum in Locis authenticis præexiſteret: Cujusmodi Inſtrumenta in Locis Credibilibus celebrata, & etiam ſuper qualibet Executione per eadem peracta, Relatorias Partibus Contrahentibus, Evocatis, Admonitis, Proteſtantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Statutis, & Reſtatutis, Inquiſitisque, & Inquirentibus, eorundemque Succeſſoribus, taliterque Intereſſatis, ſeu jam Evocantes, vel Statuti, aliique ex una parte ſtantes, eadem exceperint, ſeu nondùm iisdem extradata fuerint, intra Anni ſpatium ſinè Requiſitorio extradare, hactenùs quoque obligati, impoſterùm ſemper ſub pœna refuſionis damnorum extradare tenebuntur; Et cùm ex Obligationibus mutui, coram Capitulis, vel Conventibus contracti, plurimæ incommoditates inveniantur interveniſſe, dum ſimiles Partibus contrahentibus extradatæ, factâ ſucceſſivè ſinè ſcitu Capituli exſolutione, Creditoribus reſtituerentur quidem; Aſt manente in Conſervatorio Originali, ſæpiùs, & poſt longum tempus, ſubindè ab ipſomet Creditore, vel Ejusdem Succeſſoribus, penes Requiſitorium exceptæ, rurſùs talè Debitum à Succeſſoribus Debitorum, fors exſolutionis ignaris prætenderetur; Hinc decernitur: Ut in ſimilibus Caſibus, quemadmodùm Obligatio ad exſolvendum apponi aſſoleret, ità Debitor aliter exſolvere non teneretur, quàm ut ſecutâ Solutione, eandem tali Capitulo, vel Conventui inſinuare, & iidem, Minutæ Contractuali Exſolutionem factam ſuperinſcribere, ſub pœna refuſionis Crediti debeant. Et hoc idem in præmiſſis, de Requiſitoriis, per ordinarios etiam Judices, eorundemque Protonatarios expediri ſolitis intelligatur; Et Expeditiones hactenùs, etiam erga Requiſitoria emanatæ, necdum tamen in Judicio productæ, & discuſſæ, non ſecùs, quàm modalitate hôc Punctô ſtatutâ, & præſcriptâ expeditæ, pro authenticis impoſterùm habeantur.

ANNO 1723.

De Literis, etiam aliorum Jura reſpicientibus, ex Locis Credibilibus cum tota ſerie extradandis.

ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignosceretur; Quòd Capitula, & Conventus de Bonis eorundem propriis ſonantes etiam antiquiſſimas Literas habere experiantur; Ad Archi- & Epiſcopatus verò pertinentes, & Bona Sæcularium Familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas reperiri; Cùm tamen horum æquè ac ſua, ſub ſecura Cuſtodia conſervare tenebantur; Prætereà nequè ad Mandata Judicum Regni ordinariorum, Literas in iisdem Capitulis, vel Conventibus emanatas extradare vellent, quæ Jura Capitulorum, & Conventuum, aut Epiſcopatuum quoquò pactô attingerent, licèt eorundem propriæ vel non eſſent, vel aliquid, ceu contra eorundem Bona, ſeu in propriis eorundem Literis pro Sæculari Statu quidpiam favorabilius contineretur, aut verò de adminiſtranda Juſtitia, vel damno Proximi evitandò ageretur, & per id multorum malæ fidei Poſſeſſio, aliorum verò optima Jura eluceſcere nequirent. Quare hoc in Puncto etiam, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut ejusmodi quoque Literæ in tali Capitulo vel Conventu emanatæ, præ quorum manibus reperirentur, ad ſenſum Legum, ſub pœna in iisdem ſtatuta, fideliter, & ſub Juramento, per Fidedignitates deponi ſolito, & debente, Partibus petentibus ad Mandata Requiſitoria extradentur; ſi verò ex aliis Credibilibus Locis emanatæ fuiſſe, & Jura etiam aliorum tangere comperientur, in loco nihilominùs, ex quo emanâſſent, non reperirentur, tali in Caſu cum eodem Credibili Loco authenticè communicari & abindè æquè ad Mandata extradari debebunt.

De Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ Reſtauratione.

ARTICULUS XLIV.

Conſideratis prætereà Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, tum ipſâ peculiari vetuſtate, tum etiam ejusdem Sacri Ordinis meritis, ex quo idem Conventus jam à multis retroactis Annis Executiones ſolitas facere ceſſaverit; Ideò eundem Conventum Regnicolæ cenſent, & impoſterùm Executiones, Expeditionesque ſub reproducto coram Regni Statibus ejusdem antiquo Sigillo, per eum fieri poſſe ſtatuunt; Ità tamen, ut Dominus Archi-Abbas, Perſonas Conventuales ad minimùm quinque, corporali Juramentô in forma annexa adſtrictas, plenô numerô, Notariumque idoneum continuè habeat, ſeque una cum Conventu ad inſtar aliorum Locorum Credibilium, Legibus Regni conformare teneatur; Id quod reſpectu reliquorum quoque Credibilium Locorum, in Functionibus ſuis procedentium, & prævio modô nondum reſtauratorum, cùm in ordine ad præſtandum Juramentum, tùm verò quoad Perſonas, modalitate Articuli præcedentis 39. extenſum intelligitur.

Formula

ANNO 1723.

Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventûs ejusdem, ac aliorum Priore, vel Præposito.

Ego T. Sacri Montis Pannoniæ Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Suâ Sacratiſſimâ Cæſareâ, & Regiâ Majeſtate benignè annuente Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, per Inclytos Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in præſenti Generali Regni Diæta congregatos, rurſùs ad Fidedignitatem Conventualem antehac exercitam, ſed injuriâ temporum intermiſſam reaſſumptus, & priori Conventuali Fidedignitati Articulariter reſtitutus eſſet. Ob hoc juro per DEUM vivum, Beatiſſimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quòd univerſa & quælibet Acta, coram me, ac eodem Conventu, & Teſtimoniis ejusdem fidedignis, per quoscunque celebranda, juſtè, & fideliter excipiam, improtocollari, & conſervari faciam, eademque, & talia modò præviò, in quacunque demùm materia; ſeu ſucceſſivè celebranda, ſeu jam ab olim in eodem Conventu celebrata, & reperibilia, juſtè, verè, & genuinè, ſinè ulla prorſùs diminutione, vel augmento aliquali, Partibus celebrantibus, aliisque Intereſſatis, etiam ad Mandata Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, & Judicum Regni ordinariorum, perque eorundem Magiſtros Protonotarios expediri ſolita extradabo ſub Sigillo ejusdem Conventûs antiquo, & uſitato, ex Conſenſu Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Regni renovato, quod nunquàm immutabo, fideliterque conſervabo; Deniquè in omnibus Executionibus, & Regni Functionibus, Fidei meæ, & dicti Conventûs Fidedignitatibus commiſſis, & committendis, in ipſo Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cujusvis Perſonæ, Divitis ſcilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ poſtpoſitis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Perſonis, eorundemque Officio hactenùs ſtatutis, & impoſterùm ſtatuendis, me accommodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas Conſuetudines obſervare, & per conſtituendum, & ſemper adjurandum Juratum Notarium obſervari facere obligabor; Et ſi quæ Acta Publica, vel Privatorum Inſtrumenta, in aliis Credibilibus Locis ab olim emanata, in Archivo dictæ Archi-Abbatiæ reperientur, eadem, & talia, juxta Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Dispoſitionem, Perſonis ad id deputatis fideliter reſignabo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Archivo Regni inſtituendo, & de aliorum Literis, ex Cameris Regiis, & ex Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, ac ex Tranſylvania rehabendis.

ARTICULUS XLV.

Sacratiſſimâ Cæſareâ, & Regiâ Majeſtate clementer annuente, id quoque ſtatutum eſt: Ut univerſale Archivum Regni, pro interim in Libera & Regia Civitate Poſonienſi, & in Domo Dominorum Regnicolarum inſtituatur; Ad quod Publica Regni Acta, Diætalia, ità & alia Politica, & Juridica, præ manibus quorumcunque habita, ſive etiam in Capitulis & Conventibus conſervata, ſeu apud privatas Familias reperibilia, & publicum Regni Statum tangentia, ad ſummum intrà Anni ſpatium, per manus ordinandi Archivi Conſervatoris reponantur; Deinceps verò etiam coram Judicibus Regni ordinariis emananda, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eò transmittantur; Non ſecùs & Privatorum Regnicolarum Literæ, & Literalia Inſtrumenta propria, inibi reponere volentium, acceptentur, & unà cum Publicis Regni Actis fideliter conſerventur, iisdemque, vel eorundem Succeſſoribus petentibus extradentur. Demùm, ut univerſæ quoque Literæ, & Literalia Inſtrumenta, apud Cameras Regias reperibilia, in quantum Fiſci Regii Jura non tangerent, ad conformitatem Articuli 38. Anni 1681. Excellentiſſimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, aut alio quocunque Loco exiſtentia, & in quibusvis aliis Locis Credibilibus emanata, intrà medii Anni ſpatium, per manus Illuſtriſſimorum, ac Reverendiſſimi Comitum Ladiſlai de Nádasd, Epiſcopi Cſanadienſis; Francisci Eſzterházy, Albenſis, ac Emerici Zichy, Arvenſis Comitatuum Supremorum Comitum; Magiſtri item Francisci Szluha Protonotarii Palatinalis, & Sacræ Cæſareæ, Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, ac Comitatûs Comaromienſis Vice-Comitis; Reverendiſſimi item Adami Acſády Præpoſiti Sancti Michaëlis Archangeli de Hanta, Canonici Jaurienſis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bacſienſis Vice-Comitis, hujus verò Jaurienſis Comitatuum Tabulæ Judiciariæ Aſſeſſoris eum in finem Deputatorum fideliter extradari debeant; Privatorum quidem Jura tangentia, Familiis, ad quas pertinent, reſtituenda, ſecùs ad Loca Credibilia, undè emanaverunt, Judicum verò Regni, aliaque Publica, ad Regni Archivum reponantur; In Tranſylvaniam porrò quandocunque delata, & Bona intrà ambitum Regni Hungariæ, & Partes Eidem annexas ſita, reſpicientia, ibidemque reperibilia, Sua Majeſtas Sacratiſſima, ex gratia & Clementia Sua, fideliter conquirenda clementer reſolvit, quibus conquiſitis, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè transmiſſis, eò, quò demùm ſpectabunt, inviabuntur.

ANNO 1723.

De Pœna Larvatarum Perſonarum, & de Præcautione, nè falſis Literis Legitimi Poſſeſſores evertantur, deque Proditione Fraterni Sanguinis.

ARTICULUS XLVI.

Quanquam de Larvatis Perſonis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Proditione verò Fraterni Sanguinis, in Titulis 38. & 39. Partis 1. Operis Decreti Tripart: abundè proviſum haberetur, ſed de ejusmodi Larvatarum, & in alienas Familias ſemet ingerentium Perſonarum pœna, præmiſſis in Titulis nihil ſtatutum eſſet; Hinc, quia Legitimis Familiis magna cauſari ſolerent præjudicia, dum nonnullæ Larvatæ Perſonæ, incertæ plerumque Originis, Nobilium, & Majorum etiam Familiarum nomina ſibi adſciscere, imò conquiſitis hinc indè Literis, debitam ſibi Succeſſionem adſtruere, & nonnunquam legitimis Poſſeſſoribus Lites intentare, ac quandoque ſeu per non venit, ſeu ex non ſufficienti Proviſione in actualem Bonorum Poſſeſſionem pervenire non formidarent; In quantùm proinde ejusmodi Perſonæ, ſe ipſis directè Larvam aliorum aſſumerent, ſeque pro Fratribus ferre, & fingere, aut aliter ſcienter, ſub ficto nomine, & Perſona, ſive propiorem, ſive remotiorem Succeſſionem, vel Prærogativam ſibi vendicare, doloſè attentaverint; Tametſi non immeritò Capitalem propterea pœnam de Lege Patria mererentur, attamen quò in ipſis aſſumptæ Larvæ fæditatem, Poſteri etiam eorum deteſtentur, ſtatuitur, ut tales quoàd Perſonas proprias, in perpetuam Servitutem, iis, quos læſerint, Jobbagionali ſubjectione mancipentur; Filii verò, qui non à ſe ipſis, verùm larvatis Parentum veſtigiis inſiſtendo, ſcienterque, & temerariè in adſcititio nomine, & Perſona perſeveraverint, adeòque non ampliùs in facto alieno verſati fuerint; Poſſeſſionati quidem in pœna, contra falſarum Literarum Confectores, & Uſuatores ſtatuta; nihil habentes verò, in præmiſſa Servitutis pœna convincantur; Econtra verò legitimum Sanguinem, qualicunque demùm ſub Colore, vel de Bonis exhæreditare volentes, & ſuccumbentes, vel de Familia abnegantes, aut conſequendæ Succeſſionis gratiâ, Parentes, Fratres, aut Sorores, amentes, mente captos, lunaticos, furioſos, & adminiſtrationis Bonorum incapaces prætexuantes, & ex hoc tales, à propriorum Bonorum Dominio, & Uſu excludere ſatagentes, pœnâ præmiſſorum Titulorum puniantur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro, & Damno Fratrum ſonantis.

ARTICULUS XLVII.

Magnam Regni, & antiquarum Familiarum ruinam cauſârunt Avitorum Bonorum Dilapidatores, dum nonnunquam Fratres Uterini & Carnales, aut etiam tantùm Carnales, vel Uterini indiviſi, non ut ab ejusmodi Paternorum, & Maternorum Bonorum Dilapidatione deterrerentur; ſed potiùs ex fiducia Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocarentur, & ità Domi delitescentes, ex alterius indiviſi Fratris, perſæpè Sanguine,

ANNO 1723. guine, gravique ſudore acquiſitis Bonis participantes, eadem quoque diſtrahere non formidarent; Hinc ad prævìam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ benignam Reſolutionem determinatur; Quatenùs hic, aut ille Fratrum, qui priori Legi inhærere noluerit, non niſi talia Bona, quæ ex Fructibus Bonorum Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum acquiſita fuiſſent, communi (Bonis utrumque Sexum concernentibus) etiam inter Sorores Diviſioni ſubmittere teneatur; Reliqua verò aliis viis & modis parta, penes Portionem ex præmiſſis Aviticis, eorundemque Fructibus, eidem obvenientem, pro ſe, & Succeſſoribus ſuis retinere poſſit; mutuâ nihilominùs in præmiſſis Bonis Legali Succeſſione, in caſu defectûs Seminis, pro reliquis Fratribus, vel Sororibus, aut eorundem Hæredibus in ſalvo permanente. Præterea quævis Bonorum Communium, adhuc Diviſioni obnoxiorum, aut verò Fraternorum, vel Sororiorum præjudicioſæ abalienationes, vel etiam inoneraciones, ſepoſitis quibusvis Contractibus, aut Faſſionibus (ſalvis hactenùs initis) deinceps ineundis, tanquam ipſo Jure nullis, per Fratres vel Sorores, aut eorundem Succeſſores, & quidem Bonis, in pluribus Comitatibus exiſtentibus, coram Tabulis Diſtrictualibus, in uno verò Comitatu adjacentibus, coram Judicibus Comitatenſibus, judicialiter vindicari, ac inſuper propriarum quoque Portionum ſinè juſta & legitima, aut non neceſſaria ratione, vel legali Admonitione, penes Faſſiones authenticas interveniendæ Diſtractiones, ſenſu Tituli 61. Partis 1. coram Tabula Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regia, vel Banali, in unico Termino; ſub privatis verò Sigillis celebratæ, vel celebrandæ, tanquam hypothecam ſapientes, etiam coram Comitatibus, per alios Fratres Condiviſionales, & Bonis utrumque Sexum concernentibus etiam per Sorores acquiri valebunt.

De Sequeſtro Dilapidatoribus imponendo.

ARTICULUS XLVIII.

Ut eò meliùs Publico, & Familiis provideatur, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Aſſenſu, concluſum eſt: Quamprimùm ex unius, vel alterius, in immediatè præcedenti Articulo denominato Ordinis Proceſſu, Dilapidatio Bonorum innotuerit, & Dilapidatorem quempiam eſſe, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatuum Magiſtratus, in quorum gremio eorundem Bona adjacebunt, Sequeſtrum imponatur, Bonaque Condiviſionali, vel eò non exiſtente, probo ac honeſto, Poſſeſſionatoque Viro, ſub onere reddendarum quotannis Rationum, erga Salarium competens, per eosdem Comitatus limitandum, adminiſtranda committantur, de quorum Proventu, exiſtentibus ne fors Creditis, legale Intereſſe exſolvatur, & de ſubſiſtentia eorundem, Proprietario, ad Bonorum Proventum, & exſolvenda Paſſiva Debita approportionanda, ac per Comitatus limitanda, provideatur, exoneratisque prævio modò Bonis, & ſubſecutâ Dilapidatoris emendatione, rurſùs eidem gubernanda, & uſuanda remittantur, nullâve emendationis ſpe apparente, ulteriùs quoque in Sequeſtro permaneant; Legitimis nihilominùs & neceſſariis, juſtisque, & rationabilibus Inhypothecationibus, earundemque Conditionibus, ſenſu etiam Tituli 59. & 60. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 29. Anni 1638. & 52. Anni 1655. (extrà Bona Majoratuum, mobilia, & immobilia, tanquam Fidei commiſſa, & ſecundùm Continentias Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in ſuo eſſe permanentibus.

Qualianam intellegi debeant propria Acquiſita, de quibus unusquisque liberam disponendi Facultatem habet.

ARTICULUS XLIX.

Fundatum eſſe admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut Aviticorum qualiumcunque Bonorum, Juriumque Poſſeſſionariorum Diſtractores, & aliorum Bonorum Comparatores, in quantùm Avitica diſtraxiſſent, in tantùm aliorum Acquiſitores, priusquàm ejusmodi diſtracta redintegrentur, dici nequeant; adeòque ſtatuitur: Ut prævìâ Judiciariâ talis Cauſæ cognitione, aut deciſione, illa non niſi habeantur pro Acquiſitis, liberæ Diſpoſitioni, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. ſubjectis, quæ ſive ex Fructibus Bonorum Aviticorum, vel aliàs propriò Marte, ac induſtriâ, extra caſum Diſtractionis Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparantur, & acquiruntur. ANNO 1723.

De Majoratu, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.

ARTICULUS L.

Siquidem ex Articulo 9. Anni 1687. de inſtituto, ac inſtituendo per Magnates Regni Majoratu ſonante, quæpiam difficultates emerſiſſe comperiantur; Ideò pro evidentiori ejusdem intelligentia, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu decernitur: Ut ejusdem Inſtitutio, non ſolùm per diſpoſitionem Teſtamentariam, ſed etiam authenticas Faſſiones & Donationes Regias, per Acquiſitores obtentas, ſalvò tamen Jure, deductôque ære alienò, ante Majoratûs Inſtitutionem, & Publicationem contractò, impoſterùm quoque, præcedente ſemper Confirmatione Regiâ, libera maneat; Ne tamen per Majoratuum Inſtitutionem, Creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi ſeu jam inſtituti, ſeu verò inſtituendi Majoratus, in Generalibus Comitatuum Congregationibus, ubi Bona Majoratûs adjacebunt, publicari, & improtocollari debebunt; Per hoc tamen Statui Nobilitari, & fundamentalibus Legibus, de libera Diſpoſitione ſonantibus, neutiquam præjudicetur, quin potiùs uniuscujusque de propriis acquiſitis liberè disponendi, ſi verò quispiam Nobilium ejusmodi Majoratum inſtituere voluerit, ad Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, eidem recurrendi facultas in ſalvo permaneat.

De Cauſis reſpectu Cameralium Bonorum promovendis.

ARTICULUS LI.

Benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in quibuslibet Caſibus, & Cauſis, Bona Fiscalia, & Cameralia tangentibus, contra Supremum, vel Vice-Directorem Cauſarum Regalium, ſervatò pro ratione Caſuum debitò Proceſſu, tam activè, quàm paſſivè procedatur; Ac ut Cameratici, aliique Officiales in Perſonalibus, & Rebus eosdem privatò Jure concernentibus; Non ſecùs, & in Caſibus Violentiarum, Legibus Patriis, & Pœnis ſubeſſe debeant.

Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Damnificationes privatas inter pares extenditur.

ARTICULUS LII.

Ut non tantùm Debita Creditorum Fidelium, ſeu in continua Fidelitate exiſtentium, ſeu ad eandem reverſorum, per Tumultuantes intrà Fidelitatis tempus ab invitis Debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis Inſtitutum, vel Principalium ſuorum uſum non converſa, per Creditorem quidem à Debitore, & è converſo per Debitorem ab Exactore, cum omnibus idem Debitum concomitantibus Acceſſoriis, ac inſuper Expenſarum refuſione; ſed etiam aliæ ejusmodi privatæ inter Partes ab utrinque motibus implicitas interventæ Rerum mobilium abalienationes, & ſubſecutæ exindè damnificationes, quæ eotùm etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri poſſint, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente ſtatuitur; Ne tamen Generali Amnyſtiæ quoquò modò præjudicetur, & onus ejusmodi Cauſarum in Fiscum Regium derivetur.

De obſervando Außzugali Proceſſu, & qualiter pro hactenùs interventis Debitis Mercatores agere poſſint?

ARTICULUS LIII.

Cum autem compertum ſit, apud nonnullos, viliores præſertim Negotiatores, Libros Mercantiles formatos non habentes, varios abuſus irrepſiſſe; Hinc pro futuro ſtatuitur: Ut omnes & ſinguli Mercatores, & Negotiatores, Libros quidem Mercantiles, ritè & formiter inſtitutos teneant, Creditis ſuis, & Debitis exactè inſertis, præterea tamen ab Ementibus, quibus de Mercium pretio fidem habent, vel confeſtim in ipſo Contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

ANNO 1723. tanto pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum subscribendum exposcant, vel verò Computum illum, intrà unius Anni spatium, per Notarium, vel aliam Personam fidedignam subscribi petant, quò subscriptò, aut saltem subsignatò, liquidum evadet Creditum; Sin autem Emptor hoc Creditum intra Annum subscribere detrectet, illud erga Extractum Libri Mercantilis cum Testimonio prædictorum Notarii, vel alterius Fidedigni, subscriptionem Crediti postulantium, post præstitum super Libro Mercantili, & vero Debito Juramentum suppletorium, pro liquido habebitur, & coram Judice competente Executioni mandabitur, refusis Expensis Litis, pro Testimonio etiam dicti Notarii, vel alterius Fidedigni expositis. Quantùm autem ad præterita istiusmodi Debita spectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel satagant Credita sua Libris inserta, intrà Triennium, à Dato hujus Decreti computandum, per dictum Notarium, aut alium Fidedignum in obligationes Emptoris deducere, & in Casum denegatæ obligationis, Emptorem, juxtà Extractum Libri Mercantilis, & Testimonium dicti Notarii, vel alterius Fidedigni, intrà præfatum Triennium judicialiter convenire, vel evolutò Triennio, Debitore interim, pro subscriptione Debiti non interpellatò, neque judicialiter conventò, penes solos Mercantiles Extractus impositerùm procedere non valeant; sed, si juxta eosdem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Judicio exhibeant, Causasque neglecti Crediti Prosecutionis exponant, & si Libri, pro formiter, & ritè confectis comperti fuerint, & Causæ Judicialis Conventionis intermissæ substiterint, præstitò insuper ab Actore Corporali Juramentò, Creditum pro liquido habebitur, Executioni mandandum; Sin verò Liber aut informis, aut aliàs mendosus esse deprehendetur, Actori proba ordinaria Crediti injungetur, ac si succubuerit, ad Expensarum Refusionem condemnetur.

Prætensiones contra Polonos tùm in facto Debitorum, tùm Arestationum, aliorumque acquirendæ.

ARTICULUS LIV.

Justum esse agnoscit Sua Majestas Sacratissima, Authoritatemque Suam Cæsareo-Regiam apud Serenissimum Regem, & Rempublicam Polonam in eo interponere clementer resolvit, ut ordinatâ jam sub Præsidio Domini Comitis Alexandri Károly, Comitatûs Szattmárienſis Supremi Comitis, & Ejusdem Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii, & Marescalii Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro sufferendis Polonorum gravaminibus, præstandaque læsis satisfactione, ex parte Regni Hungariæ existente Commissione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque sumptibus, in vicinioribus Locis, paris Authoritatis quantociùs instituatur Commissio, quæ Regni Hungariæ Incolis, seu intrà Regnum Poloniæ, pro Personarum, aut Bonorum Arestatione, eorundemque, vel verò liquidorum Debitorum detentione, sive aliàs per Poloniæ Incolas, quomodocunque læsis, & damnificatis, Juri & æquitati conformem, reali Executione mediante satisfactionem impendat; Et Actiones, tam Civiles, quàm Criminales, summario Processu, citrà omnem Municipalium Prorogationum, & formalitatum Considerationem decidat, Executionique mancipet.

De Residentia Prælatorum in Diœcesibus & Beneficiis.

ARTICULUS LV.

Ut Dominorum Prælatorum piò & salutari Exemplò, boni ad Virtutem provocari, Discoli verò ad complectendam Christianam Disciplinam animari, reducique queant, Suâ Majestate Sacratissimâ clementer annuente statuitur: Ut Prælati, & alii Ecclesiastici Beneficiati, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Ecclesiæ Negotiis non præpediti, in Diœcesibus, & Beneficiis suis, ad præscriptum Legis, juxtà strictam suam Obligationem resideant; Nè in contravenientes, Regiâ etiam Authoritate animadvertendum sit. Beneficia porrò, & Canonicatus, juxtà Articulum 67. Uladislai Decreti 3. aliasque Leges Patrias, Personis benemeritis, & idoneis conferant; Nevè uni Personæ, extra Casum, quò ejusdem Provisioni necessariò prospiciendum foret, plura, quàm unum, Beneficia conferantur, Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas, id quod Muneris Ejusdem esset, se clementissimè observaturam resolvit; Illi verò, qui ex Statibus, seu jam ex Collatione Regia, seu Jure & Titulo Fundationis, aut ex alio justo, & legitimo Jure, Jus Patronatus quorumcunque Beneficiorum, aut Præsentationum haberent, eòdem debitè utantur, & in casu Vacantiæ, Personis æquè idoneis, benemeritis, Liberis, & alteri Ecclesiæ non obligatis ad præscriptum præcitati Articuli conferant. Capitulum verò Strigoniense, nullò jam ampliùs metu Turcicæ Potentiæ superexstante, ut quamprimùm fieri poterit, Strigonium redeat, ibidemque continuam figat Mansionem, conveniens est. ANNO 1723.

De Residentia Supremorum Comitum in Comitatibus, & Restauratione Comitatuum, Vice-Comitum, aliorumque Officialium Conditione.

ARTICULUS LVI.

Quandoquidem Supremi Comites illorum Comitatuum, quibus præficiuntur, Moderatores essent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quàm etiam Justitiæ Administrationis Curam sibi principaliter commissam haberent; Hinc ad præviam Suæ Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem statuitur; Ut observatò quoàd eorundem Officia 36. Anni 1536. Articulò, nisi Publicis Regis, & Regni Servitiis præpediantur, in Comitatibus, quibus præsunt, continuò resideant, ac pro avertendis publicum Comitatuum, adeòque Regni Servitium remorantibus quibusvis inconvenientiis, singulò Triennio, vel etiam citiùs, necessitate mutationem quampiam in Officialibus instituendam exigente, Sedes Restauratorias indicere, ac Candidatos, cum priore Vice-Comite idoneos quatuor è Statu Nobilium proponendos, istiusmodi Restaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatuum Officiales sint de Numero, & Statu verorum Nobilium, possessionati, & disinteressati, ac Dominis Terrestribus ejusdem Comitatûs nullatenùs obligati, qui ad hujusmodi Officia, ad sensum Articuli 70. Anni 1548. cum consensu totius Comitatûs eligantur. Negotium autem Familiæ Comitum Erdödy, respectu Constitutionis Officialium Comitatûs Varasdienſis, maneat in statu quo, donec ordinariâ Juris viâ determinatum fuerit.

In facto Dehonestationis pœna declaratur.

ARTICULUS LVII.

Benignè annuit Sua Majestas Sacratissima, ut in Causis Violationum Sedis, stante eâdem per quoscunque commissarum, ulteriùs quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 89. 1635. & 94. 1649. Annorum observentur, & pœnâ 25. Marcis levis ponderis, singulos Florenos constituentibus, in continenti compensetur, Pœnaque hæc, de Violatione Sedium Judiciariarum statuta, ad Congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, stante eâdem Congregatione infligatur; Pro Dehonestationibus nihilominùs Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatenſium, in actuali Officii sui exercitio procedentium, stante Sede, & Congregatione, per quoscunque factis, Floreni 100. sinè Expensis; Non secùs & contra alios quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatûs commissis, penes citationem processualiter acquisitis, respectu singularum, diversis temporibus, & Actibus commissarum, in Actione exprimendarum Dehonestationum, eadem Pœna adjudicetur.

De modo Celebrationis Congregationis Comitatuum, Violationisque earundem Pœna.

ARTICULUS LVIII.

Bonus Ordo omninò exigit, ut omnia Comitatûs negotia, palàm, & publicè, & debitâ cum moderatione pertractentur, taliterque concluſa improthocollentur, ac ante Dissolutionem Congregationum publicè perlegantur, & hôc modò approbatum Prothocollum, Fidedignitatem sortiatur, & in Generalibus Comitatuum Congregationibus concluſa, per Particulares Congregationes, multò minùs per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscunque, in privato, non immutentur, concluſisque absentes, se etiam accommo-

ANNO 1723. dare debeant. In Votisatione porrò, Ratio Legis, & Consuetudinis habenda veniet.

De Pœna Interceptoribus, Detentoribus, Suppressoribus, & Violatoribus Literarum Missilium irroganda.

ARTICULUS LIX.

Quandoquidem Correspondentiæ in fide publica radicarentur, & earundem retardatio persæpè Correspondentibus plurimùm derogaret; Ideò Sua Majestas Sacratissima benignè admisit, ut alienarum Literarum Missilium Interceptores, Violatores, Detentores, aut Suppressores, in pœna Florenorum 100. instar liquidi Debiti desumenda puniantur.

Declaratur Articulus 101. *Anni* 1715. *in facto Repetitionis Colonorum.*

ARTICULUS LX.

Esto quidem in facto Repetitionis Colonorum, quoàd privatos Dominos Terrestres provisum haberetur: Quia nihilominùs iisdem, Colonos suos, cum Collateralium Transmissione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum Comitatuum, vel Districtuum Dominis Terrestribus, Liberis, Regiis, Montanisque Civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis Privilegiatis Oppidis, reliquisque Districtibus, repetentibus, vix aliquem Progressum, imò à Comitatibus, vel aliis Locis, à quibus ejusmodi Subditi extradari debuissent, eosdem manuteneri potiùs experti fuissent, ità ut Domini Terrestres sumptibus exhausti, & magnis fatigiis enervati, à repetitione Colonorum desistere cogerentur; Intereà Bonum Publicum pati, & perseverantes, sub onere Profugorum concidere opportuit. Ad Conservationem proindè Boni Publici, Suâ Majestate Sacratissimâ benignè annuente, statuitur: Ut si Comitatus, vel Districtus, aliaque quæcunque ex præmissis Loca, alienos Subditos retinentia, erga læsorum Comitatuum, vel Dominorum Terrestrium, Lege præscriptas Collaterales, cum iisdem communicandas, & cum Nominum, & Personarum, Locique, ubi residerent, declaratione, ejusmodi Profugos repeterent, & non restituerentur, tali in Casu, Comitatus, seu jam contra præmissa Loca, seu verò directè Dominos Terrestres, in quorum Bonis conservarentur, penes Mandata Regia, vel aliorum Judicum Regni, mediò Comitatensium Judicum procedere, & Jus Dominale ergà tales Profugos, in aliis Comitatibus, vel Districtibus residentes habitum, juxta Leges Patrias sufficienter edocere possint, ac debeant: Quò edoctò, adinventâque Restitutionis obligatione, statim & eò factò (deductis nihilominùs omnibus eorundem passivis oneribus) ejusmodi Profugi, unà cum Rebus suis omnibus, juxta Articulum 70. Anni 1659. & dictante Articulo 101. præcitatò, cum Expensis, in acquisitionem illam erogatis, & Pœna Florenorum 100. respectu singuli repetiti, & edocti Coloni computata, de Bonis non restituentium, modalitate Artic. 31. Anni 1556. in præmisso 101. Anni 1715. confirmati desumendis, & conscientiosè limitandis, absciss omnibus Juridicis Remediis, & solâ extra Dominium Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1625. & novò Judiciò admissis, restitui debent; Si verò Actor sinè omni fundamento legali procederet, adeòque in Actione succumberet, & erga restitui petitos Colonos, Jus suum sufficienter non comprobaret, eotùm in Causam attracto Expensis gravato, easdem conscientiosè per procedentem Judicem limitandas, & per Eundem exequendas refundere teneatur. Inquisitiones pariter, mediò quorumcunque de Lege inquirere solitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Profugi invenirentur, semper liberè, & sinè ullo impedimento, etiam cum Assistentia Comitatuum, & præmissorum Locorum, in quibus peragerentur, sub securitate instituì, & peragi possint; Quòd si verò prævio modò finitò Processu, adhuc tales Profugi non restituerentur, & alius Processus institui deberet, tunc Pœna specificata in duplo, & æquè cum Expensis; Et si tertio quoque semet renitentes exhiberent, tunc Villa, aut illa Portio possessionaria, sensu Articuli 31. præcitati, exequi, & Comitatui, vel Parti triumphanti, unà cum Expensis assignari debebit, undè Colonos, prævio modo repetitos idem triumphans liberè abducere possit; Cujus Villæ, aut Portionis redemptio, condignâ æstimatione mediante semper observaretur; Si qui porrò alienos Subditos retinentes, mediò tempore repetitionis, vel motæ litis, & pro parte repetente eludenda, ejusmodi Colonos aliò translocarent, pœnas prædeclaratas incurrere debeant; Imò in Casu amissionis Villæ, vel Portionis, ante Colonorum restitutionem easdem redimere non valeant; salvâ nihilominùs quoàd capturam, privatâ etiam Authoritate vigore præcitati Artic. 31. liberam, tùm verò Repetitionis quoàd privatos Dominos Terrestres Processu, in vigore suo permanente. Et hæc Dispositio, ad Regna etiam Croatiæ, & Sclavoniæ extensa esset. ANNO 1723.

De Migratione Taxalistarum, & aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda.

ARTICULUS LXI.

Ad evitandas quasvis ex Taxalistarum migratione hactenùs contra bonum etiam publicum, & cum Comitatuum enervatione Confusiones, Suâ Majestate Sacratissimâ clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi Liberæ conditionis Taxalistæ ignobiles, vel manumissi, qui in Bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & Colonicalem, vel censualem, aut inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hactenùs modalitate prævià condescendentes, secundùm Conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati manebunt; nullam autem Conventionem cum Dominis Terrestribus ineuntes, præstitis prævè præstandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. Anni 1715. aliisque Legibus de Repetitione Colonorum sonantibus, ad Conformitatem Artic. 52. Anni 1655. pro Dominis Terrestribus posterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, sub uno, eodemque etiam Successorum Dominio, in salvo permanente.

De non translocandis per Dominos Terrestres, ex uno Comitatu ad alium Subditis.

ARTICULUS LXII.

Ex quo non sinè magno Comitatuum præjudicio, Fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terrestres, in diversis Comitatibus Bona possidentes, non rarò practicaretur, quòd ex uno Comitatu in alium, suos ipsimet ad incolendas Sessiones abducerent contribuentes Subditos, taliterque per unius impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretur; Ideò statuitur, ne Dominis Terrestribus (exceptis, quos ad Servitia propria adhibere voluerint) Subditos suos ex uno Comitatu ad alium ampliùs translocare liceat, quin imò sub pœna homagii non reductorum, post admonitionem, & non subsecutam reductionem, de Bonis eorundem Dominorum, medio Judicis Nobilium, ad instantiam Magistratûs desumenda, & pro publico Comitatûs applicanda, eosdem reducere, vel alios loco translocatorum ad sufferendum contributionale onus idoneos substituere teneantur. Qui verò Dominorum plures Subditos, in uno Comitatu, vel uno Fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relictò in priore fundo Subditò, ad supportandam contributionem idoneò, reliquos ex uno Comitatu in alium liberè translocare licebit.

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Restantiis per Dominos bonificandis, & eatenùs Articuli 37. *Anni* 1647. *renovatione.*

ARTICULUS LXIII.

Non ultima in Dominiis, miseræ Plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quòd Dominiorum Officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem Deputatos constituti, publicas Regni Contributiones à Subditis Dominiorum exactas, cum censibus privatis confunderent, aliorsùm converterent, aut cum iisdem profugerent; Undè tale onus, aut secundario à miseris Subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici Servitii damno exigeretur, aut Restantiis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exactores eorundem, aliàs citrà consensum Comitatûs constitutos relegarentur, à quibus non rarò impossessionatis, & Fundum exsolutionis non habentibus, compensandorum compensatio haberi non valeret; Eapropter ex benigna Suæ Majestatis Sacratis-

ANNO 1723. cratissimæ Resolutione, Status, & Ordines constituunt, & Articulum 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terrestres, qui suprà obtingens Portionale, à Subditis suis, variis sub prætextibus, quidpiam exigerent, & id probari posset, extendunt, strictèque observandum pariter & id statuunt: Ut census Dominales cum publicis oneribus non confundantur; Et si Domini Terrestres, sive per se, sive mediò Officialium suorum Contributionales quoque pecunias, à Subditis suis incassarent, istiusmodique Pecuniæ ad Cassam publicam non administrarentur, memorati Terrestres Domini, pro Universis, seu suprà obtingens exactis, & pro se consumptis, seu etiam per præallegatos Officiales distractis, Cassæ publicæ Comitatensi satisfaciant, Ipsi autem contra talismodi Officiales vicissim regressum habeant; Satisfacere porrò renuentes, per Magistratus Comitatuum, etiam cum Expensarum Refusione, & Bonorum talium Terrestrium Dominorum judicialiter fiendâ Executione, ac in Summa distracta, vel restante, sub Evictione Dominiorum libera Elocatione, compellantur: Appellatione extra Dominium iisdem in salvo permanente. Demùm Dominia universa, ac ipsa quoque Fisci Regii Bona, circa Dislocationes, Repartitiones, Vecturas, ac alia Publica, Servitium Principis, & Contributionalia æquè Comitatuum Negotia concernentia, ad præcavendas tùm miseræ Plebis aggravationes, tùm ex contraventionibus confusiones, Comitatuum Dispositiones admittere, effectuare, effectuarivè permittere, sub pœna suprascripta tenebuntur; Hac occasione ad benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Admonitionem, etiam statuitur: Ut omnes Comitatuum, Civitatum, & etiam Privilegiatorum Oppidorum Perceptores, & antiqui similium Officiorum Administratores, dandis Rationibus adhuc obnoxii, & nondùm absoluti, ità & alii Officiales, in quaslibet ejusmodi Locorum Perceptiones, vel Erogationes semet quoquo modò, præsertim contra, & præter publicas Comitatuum, & præmissarum Civitatum Dispositiones immittentes, Civitatenses quidem juxta præscriptum Articulum 77. Anni 1715. Comitatenses autem, & Privilegiatorum Civitatum, Oppidorumque, sensu Articuli 57. Anni 1715. Rationes dare quantociùs obligentur; Nolentes verò, & renuentes, & quidem Civitatenses, & Oppidani, tenore Articuli 20. Anni 1554. Nobiles verò juxta Articulum 65. Anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi Rationum Exactio, multò minùs præstanda satisfactio, per Supremos, & Vice-Comites, aut alios quoscunque Potentiores, in Comitatibus, vel Civitatibus, sub pœna Refusionis talium Restantiarum impediri valebit; Quin potiùs ejusmodi Restantiæ irremissibiliter exigi, & in sublevamen contribuentium Incolarum converti, præmissique Articuli, à modò deinceps exactiùs observari debebunt; E converso verò Comitatus quoque, & præattactæ Civitates, præmissas Rationes debito tempore exigant; Secùs Perceptoribus easdem dare volentibus, & legitimè præsentantibus, Magistratusque cum iisdem admonentibus, neglectâque ad summum intra Bimestre spatium prævio modò earundem censuratione demortuis, tali in Casu, onus ne fors emergendum, non ad Hæredes Perceptorum, sed ipsosmet ejus temporis Officiales, & Magistratus, effectivè per Eosdem complanandum derivabitur: Ut verò Comitatuum, & prævio modò faciendæ earundem Civitatum Dispositiones, tantò exactiùs effectum suum sortiantur, Erogationesque Pecuniariæ debitò modò tractentur, à modò imposterùm id quoque observandum veniet; Ne Supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas Comitatenses Dispositiones, quidpiam pro damnosis, & arbitrariis Dispensationibus, pro se, vel aliis, committere, & erogari facere præsumant; Quæ omnia etiam ad Consilium Regium, & Civitatenses, Privilegiatorumque Oppidorum Magistratus, ac eorundem Judices extenduntur. Circa præmissa verò, vel aliàs quomodocunque gravatis, ac in prima Instantia Querelæ suæ remedium non obtinentibus, liber ad Suam Majestatem Sacratissimam Recursus patebit; Calumniatores nihilominùs, & injuriosarum Querelarum delatores, in minoribus quidem, respectu singulorum injuriosè delatorum, pœna Florenorum 100. & Expensis, toties quoties desumenda; In majoribus verò, sensu Articulorum 18. Anni 1604. & inibi citati, condignè coram Tabula Regia Judiciaria convincantur; Ac ut Possessionibus, & Villis constare possit, quid, & quantum contribuere debeant? Perceptoribusque, & aliis quibuscunque in Perceptionem semet immittentibus, miseram Plebem aggravandi occasio adimatur, Comitatuum Officiales, vel alii ad id per Comitatus Deputati, publicæ Contributionis, sub Juramento suo, æquam, & justam Proportionem & Repartitionem, statim sub initium hybernalium Mensium, pro toto Anni tempore exoperari, improtocollari, & taliter Repartitionem Perceptoribus suis authenticè extradare, ac non tantùm eandem per Comitatus publicare, sed & Perceptores, quamprimùm, & ante omnia, cujuslibet Villæ obtingens, in libellum eatenùs præparatum, pariter & Exsolutionem, stato suo tempore gratis inscribere teneantur; Neque ejusmodi Repartitio, per Supremos, & Vice-Comites, authoritate privatâ, extra Generales Comitatuum Congregationis, & ibi quoque non nisi ex justa, necessaria, legitimaque causa, & ratione immutari possit; Cujus præviis ex causis, immutatione, intra quodpiam excisas Portas habens Dominium intervenientè, exindè emergens onus, non in Villas, vel Pagos, extra Dominium, & ejusdem Portarum complexum, sed intrà tale Dominium subrepartiri, & exigi debebit; E converso verò Villarum, & Pagorum, intrà Dominii Portas non comprehensarum necessariæ defalcatæ, in Pagos Dominiorum, excisas Portas habentium, derivari non poterunt; Ubi verò Dominia excisas Portas habentia non essent, tale onus, non in unam, vel aliam tantummodò Villam, & Processum, sed per totum Comitatum, justè, & proportionatè derivandum veniet; Ipsi verò Domini Terrestres, Contributionem, non per Comitatus, sed per suos Officiales à Subditis propriis exigentes, eandem sub pœna dupli augere, & plus exigere, aut exactis propriis Censibus, Contributionem in Restantia relinquere; Ità & Perceptores, exactâ à nonnullis Pagis, vel etiam Districtibus Contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id morosorum accumulatis Restantiis, reliquos obedientes, interdùm etiam supererogatoriè ad solvendum adactos opprimere non audebunt: Quin imò priusquàm morosorum accumulatas Restantias non incassaverint, ad novas Assignationes condescendere, vel novas Impositiones à non Restantiariis exigere non poterunt; Ex bonificatis porrò, vel bonificandis Supererogationibus, aut quibusvis aliis Expensis, à publicis Erogationibus remanentibus, primùm quidem Supererogantes, dein obtingens suum exsolventes (non autem Restantiarii) proportionatè participare debebunt. ANNO 1723.

Extranei etiam Officiales, à Facultatibus propriis, ad onera Publica proportionatè concurrant.

ARTICULUS LXIV.

Æquitati pariter consentaneum Sacra Cæsarea, & Regia Majestas benignè agnoscit; ut etiam Extranei, non Indigenæ in Regno, & Partibus eidem annexis, Fundos quospiam tenentes, ab iisdem, aliisque Facultatibus suis in Regno habitis, non tamen à Capitalibus ad Interesse elocatis, proportionatè contribuant: Ac tàm hi, quàm etiam Salis Officiales, in Rebus, & Casibus (extra horum posteriorum Officia) occurrentibus, Loci illius, in quo degunt, vel præattactos Fundos possident, Jurisdictionato Magistratui, & Legibus Regni subsint; Bona verò per talismodi Extraneos possessa, juxta Articulum 23. Anni 1715. rehaberi valeant.

Nè Civitates Liberæ, ac Regiæ, non Montanæ, ac Privilegiata etiam Regia Oppida, à communi Onere eximantur.

ARTICULUS LXV.

Ut Liberæ, & Regiæ, non Montanæ Civitates, Privilegiataque etiam Regia Oppida, Portis suis commensurandum, & justo approportionandum actuale Militis Quarterium, aliaque Publica onera, instar aliorum Locorum subeant, Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas clementer resolvit: In quantum nihilominùs ex ejusmodi Civitatibus, Præsidiarium Militem in medio sui, Domibusque illocatum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravari quidem nequire, sed nec Comitatus ad talium Præsidiariorum onera subeunda adigi posse; Pariter & Montanas Civitates, prout & Villas Cremnicienses, vigore Articuli 43. Anni 1715. ab ejusmodi actualitate Quarteriorum exemptas, ulterius quoque in eadem Immunitate, juxta Articulum præmissum, Privilegia item Regia, & usum eorundem, conservandas statuit.

ANNO 1723. *De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & initio Servitii æqualiter inducendo.*

ARTICULUS LXVI.

Ad ſervandum bonum Ordinem, & pro Contribuentium Hoſpitum Conſervatione decernitur: Ut reſpectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domeſticas etiam Operas ſervientium, non ſecùs, & omnium Mechanicorum dietim laborare ſolitorum moderandæ, & Servitiorum initii, ubivis circa Novum Annum (præter Opiliones, & Majalium Paſtores, ſtatutum Servitii tempus habentes) inducendi, Comitatus, juxtà Statum & Situm, Ordinem & ſalutares Diſpoſitiones facere poſſint, & debeant; Quibus omnes, & ſinguli, tàm Hoſpites, quàm & Servitores ſemet accommodare tenebuntur; Super detinendis autem Servis ſinè Paſſu Dominorum ſuorum hinc indè commeantibus, & profugis, Artic. 101. Anni 1715. ſancitum eſt.

De Portarum Adjuſtatione, & Regni Conſcriptione.

ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum onerum Supportatione, & miſeræ Plebis neceſſaria Conſervatione, Status & Ordines Regni, ſecundùm Idæam, ſtante præſenti Diætâ per Eosdem acceptatam, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, conſcriptionem peragendam exiſtimant; Circa quam, ſi quæ per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum Conſilio Regio Locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicentur, in futura autem Diæta reportentur, ut ſuper iisdem Diætaliter concludi poſſit; Intereà autem temporis, juxta ea, quæ Sua Majeſtas Sacratiſſima in transmiſſa Idæa approbabit, prænotata conſcriptio peragatur, Portarumque proportio ſuperindè inſtituatur.

De Pecuniæ in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Curſu, & Acceptatione.

ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, tollendisque ex diſformi minoris Monetæ valore, & unius ejusdemque hic acceptatione, alibi verò rejectione, Emptori, & nonnunquam Venditori nocivis Confuſionibus, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem annexas, æqualis ſit curſus, & Valor, adeòque ubivis locorum ad unum Florenum centum, & ad unum groſſum quinque Denarii computentur.

De Presbyterorum Græci Ritûs Filiis.

ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritûs Sacerdotum Filii, in Presbyteratu nati, in Statum, & conditionem Colonicalem non reducantur, talesque prævie capacitati, & eruditi in Presbyteratum aſſumi, & ordinari poſſint. Qui verò Presbyterorum Filii, in Fundis Colonicalibus reſiderent, à talibus Fundis, juxta initam, vel ineundam cum Dominis Terreſtribus Conventionem, in, & ab iisdem contribuere, ac ad communia Onera concurrere debeant.

Filiorum Patriæ in bonis Diſciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia Legata quoquò modò neglecta inſtaurentur, & non effectuata effectuentur.

ARTICULUS LXX.

Piarum quarumvis Fundationum inſpectionem, & cum Exactione Rationum, utrùm Fundationi ſatisfiat, inveſtigationem, Sua Majeſtas Sacratiſſima pro Apoſtolico munere, & ſuprema Authoritate Sua, vigore Articuli 74. Anni 1715. ſibi benignè reſervavit, & è gremio Regio-Locumtenentialis Conſilii nonnullos deputabit, qui præmiſſorum ſingularem, & peculiarem curam habeant. Circa Fundationem Szirmaianam, tanquam rem de Jure Tertii tractantem, auditâ etiam parte alterâ, Sua Majeſtas Sacratiſſima, id, quod Juſtitiæ conforme fuerit, clementer diſponet. Fundatio verò Hrabovszkiana in Commiſſione de Negotio Religionis inſtituta, & jam terminata, uberiùs tractata, ubi Acta ejusdem Commiſſionis reviſa fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterùm, ut in Academiis, non tantùm Philoſophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium exactiùs, ſeparatim, & ſtatutis horis, purè pro earundem Scientiarum Studioſis, ſed & alia quævis in Exteris Univerſitatibus publice doceri conſueta, & Statui quoque Publico, & Militari deſervientia Studia tractentur, & per idoneos Profeſſores tradantur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri poſſit, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſè ſubmiſerint, pro Regia benignitate Sua, huic quoque demiſſo Statuum petito clementer annuet, & Conſilium ſuum Regium Locumtenentiale eatenùs quoque ſufficienter inſtruet. ANNO 1723.

De Eccleſiis, Juribusque Eccleſiaſticis, nè deſolentur, invigilandum.

ARTICULUS LXXI.

Articulum 60. Anni 1715. ità obſervandum clementer admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi qui Prælatorum, aut quorumcunque Beneficiorum Eccleſiaſticorum Poſſeſſores, Eccleſias, aut Beneficia ſibi concredita minùs curarent, ædificiaque, & Fundos inſtructos, deſolari permitterent, ruinoſos verò non ædificarent; Talium Prælatorum, & quorumvis Beneficiatorum Proventus, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, quà ſummum Eccleſiarum Patronum, in Sequeſtrum ſumi, & ad Reſtaurationem præfatarum Eccleſiarum, aut ædificiorum, & Fundorum reparationem applicari valeant. Prætereà etiam eò reflectendum; Ut Epiſcopi, & Eccleſiarum Patroni de Parochorum Intertentione, & Subſiſtentia, à Populo, ubi neceſſum eſſet, præſtanda proſpiciant; Ideò Sedecima Decimarum ubiquè, & etiam Octava, ubi in uſu fuit, Parochis Catholicis ſecundùm Leges Patrias præſtetur.

De Articuli 40. Anni 1681. quoàd unum Magiſtrum Protonotarium, & Judices Tabulares, tàm in Partibus Trans-Danubianis, quàm & Superioribus obſervandi Modificatione.

ARTICULUS LXXII.

Licèt quidem tàm Protonotarii, quàm & alii Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judices, pro continuò Judiciis intereſſe debeant, eoquè modo & loco, ubi Judicia celebranda ſunt, alligati habebuntur; Nihilominùs ſecundùm præcitatum Articulum 40. Anni 1681. ibidemque citatas Leges, occaſione Conſtitutionis Protonotariorum, & Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judicum, ut Diſtrictuum Partium Superiorum, & Inferiorum, ac exinde applicandorum Subjectorum ratio habeatur, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente, ſtatutum eſt.

De Loco, ubi Tolnenſis, & alii, quorum eadem eſſet ratio, Comitatus, Sedes Judiciarias celebrent, Acta conſervent, Jurisdictionem Magiſtratualem exerceant, in Bonis Dominorum Terreſtrium concedendo.

ARTICULUS LXXIII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima benignè aſſentitur; Ut quilibet Comitatus, pro inſtituendis Congregationibus, & Sedibus Judiciariis, Archivi & Literarum conſervatione, Malefactorumque, & Captivorum Cuſtodia, & Executione, Domum Comitatenſem nondum habentes, in loco ſecuro, & quantum fieri poteſt, pro ipſorummet etiam Comitatenſium majori commoditate, in meditullio cujusvis Comitatûs, ac, ſi fieri poteſt, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiatis Oppidis comparent, & ibidem etiam Jure Gladii utantur, Dominiquè Terreſtres, vel Liberæ Regiæ, Montanæque Civitates, locum ſufficientem, ſine tamen Appertinentiis excindere, Comitatus nihilominùs condignum ejusdem precium etiam quoàd Cenſus privatos deponere, quoàd verò publicas obventiones, eundem à Conſcriptione, conſequenter & onere Locorum exmittere teneantur. Educilla verò, & Macella, aliaque Dominorum Terreſtrium Jurisdictionalia uſurpare non valeant.

De

ANNO 1723.

De Appellationis Foro ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidis Privilegiatis, & Communitatibus, à quorum videlicet Foro in Sedem Dominalem Viâ Appellationis Cauſæ hactenùs deductæ non fuiſſent, & de tollendis Ceharum abuſibus.

ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quodpiam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regalium Magiſtrum, aut Perſonalem Præſentiam Regiam, vel Sedem etiam Dominalem transmittere non obligaretur, ut abindè Appellatio ad Comitatum transmittatur, æquitati conveniens eſſe: Quoàd Exceſſus verò Opificum Collegiorum, vulgò Ceharum, Articulo 79. Anni 1715, proviſum haberetur; cui ulterius quoque inhærendum; Et nequè Servitores Dominorum opificia pro privata duntaxat Dominorum ſuorum neceſſitate, in Liberis, Regiisque Civitatibus, aut Regiis etiam Oppidis exercentes, per Cehales Opifices in hujusmodi Exercitio ſub pœna violentiæ turbari valebunt; Stabit prætereà in benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ arbitrio, Collegiis Opificum vulgò Cehis impertita Privilegia, pro exigentia neceſſitatis circumſcribendi, vel planè tollendi, & abrogandi.

Nè Lignea Inſtrumenta, aliæque Res Venales, Comaromii, & alibi præemantur: Nevè Nobiles Regni, per Magiſtratus Locorum vel Cehas, aut Præſidiarios quôquò modò turbentur.

ARTICULUS LXXV.

Pro conſervando, & augendo quorumcunque Materialium, & Manufacturarum libero Quæſtu, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente ſtatuitur. Ut præemptiones diverſarum Rerum venalium, ſi, & in quantum legitimus illarum uſus adeſſet, Eædem deinceps quoque continuari valerent, ad propriam tamen nonniſi neceſſitatem reſtringuntur, non autem eò, ut deinde aliis, cariori iterùm pretiò, venales ejusmodi Res diſtrahantur, extendendæ. Quò verò ad Incolarum Jaurienſium prætenſionem, Articulo 76. Anni 1715. denotatam, ubi dicti Incolæ, ea, quæ præcitatus Articulus præſcribit, fecerint, clementer applacidatâ Satisfactione non deſtituentur.

De Exceſſuum, occaſione Educillorum Regiorum committi ſolitorum ſublatione.

ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter Jus educillandi Vini, & Cereviſiæ, quampiam aliam ſibi, contra Incolas Comaromienſes, multò minùs contra Magnates, & Nobiles, vel eorundem in Cellariis conſervata, & non educillata Vina, Jurisdictionem vendicent, aut quoscunque demùm Dominos Terreſtres, extra Territorium Comaromienſe, Bona, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum ſuorum Comaromii, aut pro privata neceſſitate Cereviſiæ, vaſatim fienda Emptione, & Eductione, quoquò modò impediant, aut Vina eorundem obſigillent, prohibendum veniet; Qui Arendatores, pro Damnis quoque illatis ſatisfactionem præſtent. Cæterùm tales Arendatores, ſecundùm Articulum 16. modernæ Diætæ, Legibus Regni ſubſint, juſtum eſſe.

De interdicenda Auſtriacorum in Jurisdictionem Comitatûs Moſſonienſis involatione, Poſſeſſionumque Szinczdorff, ac aliarum Jurisdictionum in Comitatus Caſtriferrei Reapplicatione, nec non Familiæ Kiſsfaludi, ac Compoſſeſſorum de Búcſú, negotio accommodando.

ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Moſſonienſis, à Vicinis Auſtriacis, contrà bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur aggravium, deferat Eosdem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, ac abindè, non autem per Articularem Conſtitutionem, Gravaminis ſui Remedium; Poſſeſſio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, à Metalis Commiſſionis Relatione, Ejusdemque benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ approbatione præſtolentur. Familia Kiſsfaludi proſequatur ſua Jura, modis, & formis competentibus; Reſpectu demùm Prædii Székfölde, & Poſſeſſionis Búcſú, illa, quæ non niſi ab Executione dependerent, ſuis viis, & modis in Executionem ſumantur. ANNO 1723.

De Vinorum in Vicinas Provincias Hæreditarias eductione.

ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinas Provincias Hæreditarias inſtituenda eductione, renovatus Articulus 75. Anni 1715. Ac prætereà, eò etiam clementer intendet Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut tam verſùs Partes Septentrionales, quàm etiam verſùs Mare Adriaticum, Vinorum eductionem inſtituere poſſint.

De Oppido Kállo Familiæ Kállay reſtituendo.

ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petitam Oppidi Kálló, Familiæ Kállay reſtitutionem, altefata Sua Majeſtas Sacratiſſima, finitâ ſtatim Diætâ, Commiſſarios clementer denominabit, qui auditis illis, quorum intereſt, id in Executionem ſumant, quod Juris, & æquitatis ratio dictaverit.

Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus conſolandis interceditur.

ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perénianam, & alias, quæ à Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæſtu, dum in uſu fuiſſet, non contemnendam Salis obventionem habuiſſent, tandemque per ſublatum Liberum Quæſtum, eò deſtitui debebant, ad Statuum & Ordinum Regni humillimam Interpoſitionem, Earundemque Familiarum repræſentationem, Sua Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit; Prævio per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, ſibique fiendâ demiſſâ Relatione, id, quod juſtum, ac æquum fuerit, deſuper clementer ordinaturam.

Inſtantia, & Negotium Comitis Sigismundi Nyáry, Familiarum item Amadé & Kerekes, nec non Sándoriánæ, ac aliarum, humillimè recommendantur; Et pro Reſtitutione Domûs Thurzoianæ Viennenſis interceditur.

ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitis Sigismundi Nyáry, tenore Articuli 65. Anni 1715. declarato, non abſimiliter Familiarum Amadé, Kerekes, Baronis Casparis & Adalberti Sándor, ac aliorum Regnicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa ſui in parte in Articulo 64. Ejusdem Anni 1715. denotatorum, ubi præſpecificati Inſtantes ea, quæ iisdem juxta præattactas Leges facienda incumbunt, fecerint, & Familia Sándor, Prætenſiones ſuas in competenti Marchionatûs Moraviæ Foro liquidaverit, effectu in præmiſſis Articulis denotatæ benignæ Cæſareo-Regiæ Reſolutionis non deſtituentur: Quorſùm etiam Negotium Domûs Thurzoianæ, in Articulo 92. Anni 1655. denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Pek, & Martini Györy Hæredum contentatione ſupplicatur.

ARTICULUS LXXXII.

Pari ratione Simonis condam Pek, & Martini Györy, Quæſtorum, & Negotiatorum Jaurienſium Hæredes, vigore certarum Literarum Obligatoriarum-Cambialium, notabilem Summam prætendentes, ubi Prætenſiones ſuas, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ debitô modô repræſentaverint, Juſtitia, & Satisfactio iisdem adminiſtrabitur.

Ut Comitatus Bacſienſis in Jurisdictione Magiſtratuali non impediatur, & antiquæ Contributionales Reſtantiæ non exequantur.

ARTICULUS LXXXIII.

Juſtum eſſe agnoscit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut Comitatus Bacſienſis in Jurisdictione Magiſtratuali, Eidem competente non impediatur, neque ad perſolu-

ANNO 1723. tionem Reſtantiarum, in quantum eædem jam relaxatæ, ac accommodatæ eſſent, ullô modô adigatur; Cameratici verô Officiales, vel Bonorum Fiscalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut aliter excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni ſubſint, Sua Majeſtas Sacratiſſima benigniſſimè reſolvit.

De Debitis per nonnullos Comitatûs Bodrogienſis Officiales, Nomine Univerſitatis contractis, per eosdem, qui ſine Scitu & Conſenſu Comitatûs contraxerunt, exſolvendis.

ARTICULUS LXXXIV.

Quoàd Debita, per quorumvis Comitatuum Officiales, nomine Comitatuum, in quibus Officia tenerent, contracta, benignè reſolvit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi Obligatoriæ ſuperindè confectæ, vel ſine conſenſu Comitatûs illius emanâſſent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel neceſſitates publicas ejusdem Comitatus, per iſtiusmodi levantes & contrahentes Officiales converſa non fuiſſet, Comitatus ad talium Debitorum ſolutionem non obligentur, verùm Creditores, ad illos Officiales, qui modô prævio mutuatam pecuniam levârunt, relegentur.

De Controverſia Valachorum Diſtrictûs Berettyö, & aliorum.

ARTICULUS LXXXV.

Controverſiam inter Episcopatum Varadienſem, & in Diſtrictibus Berettyö, Beſztercze, & Lakſág reſidentes Valachos, Decimam dare recuſantes, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, altefata Sua Majeſtas Regia, pro Juris, & Juſtitiæ exigentia clementer determinabit.

De confirmandis, & obſervandis 23. 1687. *&* 125. 1715. *Annorum Articulis, Eorundemque Extenſione.*

ARTICULUS LXXXVI.

Quantumvis in univerſali Libertatum, & Prærogativarum, Juriumque, ac Immunitatum, nec non Legum tâm Communium, quàm & Municipalium Inclyti Regni Hungariæ, aliorumque Eidem annexorum, & Sacræ Ejusdem Coronæ ſubjectorum, per Suam Sacratiſſimam Cæſareo-Regiam actu glorioſiſſimè regnantem Catholicam, & Apoſtolicam Majeſtatem, hâc etiam Diætâ Articulariter clementiſſimè declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. attactorum Annorum Articuli indubiè confirmati ſint, & habeantur; Nihilominùs tamen, pium, & ſalutare ejusmodi Petitum, altetitulatâ Suâ Sacratiſſimâ Majeſtate clementiſſimè applacidante, & mox præcitatos ſupraſcriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, ſtatuitur, nè in præfatis Croatiæ, & Sclavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Profeſſionis cujuspiam, præter ſolos Romano-Catholicos, Poſſeſſionis Bonorum ſint capaces.

De Banali Authoritate.

ARTICULUS LXXXVII.

Ex benigniſſimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoàd Authoritatem Banalem renovatur.

De reſtituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalatus Varasdienſis illocatus fuerat, pluribusque Querelis ac Gravaminibus, in Articulo 113. *Anni* 1715. *comprehenſis, complanandis, & in futurum tollendis.*

ARTICULUS LXXXVIII.

Hôc quoque Punctô datâ benignâ Reſolutione Regiâ humillimè acceptatâ, renovatôque, & rurſùm confirmatô Articulô 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem ſpecificatorum, deſideratus indilatè ampliùs ſequatur effectus, à parte Regni neceſſarii eatenùs Commiſſarii, & quidem pro Præſide, Dominus actualis eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Pálffy; Dominus item Comes Joannes Draskovich; Dominus Comes Joannes Cſikuliny, Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis Camerarius; Prætereà Regni ejusdem Vice-Banus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Mallenich; & Comitatuum Varasdienſis, & Criſienſis, ex ſingulo videlicet unus Vice-Comes (non obſtante unius, aut alterius abſentiâ, ac in Locum abſentis, alterius idonei Subjecti ſubſtituendi, penes Comitem Banum, quâ Præſidem, manente facultate) mox finitâ præſenti Diætâ, cum reliquis, per Suam Sacratiſſimam Majeſtatem, à parte Auguſtæ Ejusdem Aulæ eò deſtinandis, & effectivè exmittendis Commiſſariis, reſolutam eatenus benigniſſimam Commiſſionem effectuaturi; Non ſecùs de Lika, & Corbavia, inferiorique Sclavonia, ad ſenſum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cogniturі, incorporanda incorporaturi, & complananda complanaturi, abrogandaque abrogaturi denominantur. ANNO 1723.

De Celebratione Judiciorum Octavalium Banalium.

ARTICULUS LXXXIX.

Pro tantô celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Juſtitiæ curſu, ac Adminiſtratione, in caſum abſentiæ, aut legitimè impediti Domini Comitis Bani, quà aliàs Judiciorum inibi celebrandorum Octavalium ex Officio Præſidis Locumtenens, ſeu ejusdem Domini Comitis Bani Vices Gerens, aut alter quispiam, è gremio eorundem Regnorum ad id aptus, & idoneus, per Comitem Banum, & Regnum, de antiqua ejusdem conſuetudine, pro Præſide, toties quoties neceſſum fuerit, poſſit ac valeat legitimè denominari & conſtitui.

De publicorum Onerum Contumacibus, & refractariis Supportatoribus, ad eadem compellendis.

ARTICULUS XC.

Naturali ſiquidem rationi, & æquitati conforme ſit, illi, cui bonum Publicum commune eſt, Onerum quoque publicorum ſupportationem ſuô modô communem eſſe debere; Qui igitur contumaciter talibus ſemet ſubtraherent, & Jurisdictioni Regni ſubjecti eſſent, ut ſuis viis & modis eatenùs adigantur, & compellantur, juſtum omninò eſſe.

De abrogandis Triceſimatorum abuſibus, Legibusque eatenùs etiam ad Arendatores extendendis.

ARTICULUS XCI.

Articulo 13. & 51. præſentis Diætæ Regni Hungariæ, benigniſſima Reſolutio Regia, Regno quoque Croatiæ, & Sclavoniæ communiter deſerviet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Triceſimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

De Confirmandis Prærogativis Nobilium unius Seſſionis, & Armaliſtarum.

ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Turopollya, prout & Armaliſtarum, ac unius Seſſionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato uſu præfuiſſent, & ad præſens usque perſiſterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familiæ demùm Draskovicſianæ, reſpectu Bonorum Sztenichnyák; ita & Comitiſſæ Barbaræ Erdödy occaſione Dominii Bozilievo; non ſecùs de præcavendis remedendisque gravibus admodùm Exceſſibus Statûs Militaris Capronczenſis, Varasdienſis, & Carloſtadienſis, finitâ hâc Diætâ quantociùs coram ordinata eatenùs, benigneque reſoluta Commiſſione Regia uberius remonſtrandis, adminiſtrandaque eatenùs Civitatibus Capronczenſi, & Varasdienſi, tàm Arcenſi, quàm Civitatenſi Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmiſſum, Varasdienſium videlicèt, & Carloſtadienſem Generalatum, ſivè per præjudicioſam admodùm Fœnilium depascuationem, ſivè aliàs qualitercunque læſis, & injuriatis, effectiva Juſtitia, & Satisfactio, ad Commiſſionem ſupramemoratam Articulo 88. remittitur, indubiè effectuanda.

Ut Familia Erdödiana in integrum Jurium ſuorum reponatur.

ARTICULUS XCIII.

Juſtum eſſe agnoscit Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam

Montis

ANNO 1723. Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium eò ſpectantium Poſſeſſionem, quam ſub magnæ memoriæ Imperatore, ac Rege Leopoldo, penes benignas Ejusdem Regias Reſolutiones cum ſubſecuta Metarum, à circum adjacentibus Confiniis ſeparatione, ac diſtinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commiſſionem 88. Articulo clementer reſolutam, ac ordinatam iterùm reponatur, aut eâdem Commiſſione ne fors dilatâ, vel ex quocunque demùm capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familiæ gravia damna, totque Eidem illata præjudicia, per aliam, eum in finem, à Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtate clementer ordinandam, finitâ præſenti Diætâ, quantocyùs præmiſſa effectuentur, Confiniariique Ivaniczenſes, ac Criſienſes, ab intentandis quibusvis Violentiis, Invaſionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, ſeriò, & diſtrictim coerceantur.

De Nobilitate Trans-& Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas ſibi, per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.

ARTICULUS XCIV.

In illatis ſibi per Homines, & Officiales Bonorum antea Frangepaniano-& Zriniano-Fiscalium, ad præſens verò Cameræ Græcenſis, hactenùs, & ne fors in futurum inferendis, tam bene realibus, quàm Perſonalibus, uti & mixtis injuriis, Nobilitas Trans-& Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris viâ, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ clementiſſimè annuente, procedat, & beneficiò Articuli 44. Anni 1715. imperturbatè utatur.

De Civitatis Criſienſis Unione.

ARTICULUS XCV.

Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renovatur; in Locum moderni Domini Comitis Epiſcopi Zagrabienſis, ſi commodè adeſſe non poterit, Præpoſitus, aut alter è gremio Venerabilis Capituli Zagrabienſis, per modofatum Dominum Epiſcopum denominandus, conſtituitur, reliquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commiſſariis, in ſuo Caractere manentibus; Qui mox finitâ Diætâ, delegatâ ſibi eatenùs Commiſſione fungerentur, examinatisque, & cognitis utriusque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, univerſa Partium inibi producenda Jura revideant, & an ejusmodi Unio, absque convulſione Jurium, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri poſſit, cum Voto, & Opinione ſuis, mediò Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, prælibatæ Suæ Sacratiſſimæ Majeſtati reportabunt.

Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infraſcriptis Ordinibus recipitur.

ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, per ſedulam Hospitalium, & Noſocomiorum Curam, & Adminiſtrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zeloſè exercitam, magnos Chriſtianæ Pietatis Fructus operari comperiatur, nec minorem in hoc pariter Apoſtolico Regno Hungariæ, poſt Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem ſuum ſusceptione, & ad Functiones, ac Beneficia ſui Ordinis, eorundem admiſſione, Fructum, Status, & Ordines ſibimet meritò pollicerentur; Hinc præviâ Suæ Cæſareæ, & Regiæ Majeſtati humillimâ Supplicatione, & accedente Ejusdem benignò aſſenſu, ad demiſſam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eò fine factam Ejusdem Inſtantiam, ac zeloſam Eminentiſſimi, ac Sereniſſimi Cardinalis Ducis de Saxonia, Principis Archi-Epiſcopi Strigonienſis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpoſitionem, determinatum eſt: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum iſtud, & Partes Eidem annexas, Votò tamen, & Seſſione absquè omni, pro recepto & ſtabilito habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Noſocomiorum, debitò modò, & ordine, ac à Fundatoribus præſcripta Cautione adminiſtrare; Non ſecùs alia etiam Bona Fundationalia, purè Sæcularia, & liberæ Fundatorum dispoſitioni ſubjecta, Jure, & Titulò duntaxat Pignoratitiò poſſidere valeat, Filiosque Nobilitatis Patriæ, aliosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoneos, ac Capaces, ad Beneficia quoque Sui Ordinis aſſumat. Pariter & Religioſi Ordines Capucinorum, Fratrum Miſericordiæ, Servorum Beatæ Virginis MARIÆ, nec non Carmelitarum Calceatorum, & Discalceatorum, & Paulanorum, ità & Societatis Virginum Urſulitarum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum iſtud Hungariæ, & Partes Eidem annexas recipiuntur; Qui omnes non ſecùs & hactenùs quandocunque recepti, & quocunque Nomine inſigniti Ordines, in ſignum Pietatis, & Gratitudinis, ſinguli, Duodecim Sacroſanctæ Miſſæ Sacrificia, pro Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Succeſſorumque Hungariæ Regum, Regnique hujus Apoſtolici Incolumitate, Incremento, & Prosperitate, ſingulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Moniales celebrari facere teneantur.

ANNO 1723.

De Syſtemate Conſilii Regii Hungarici.

ARTICULUS XCVII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima, Conſilium Regium Locumtenentiale inſtituit, Præſide Palatinò cum viginti duobus Conſiliariis ex Statu Prælatorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majeſtatem ex nunc, & in futurum denominandis; In caſu verò ſubſecuturæ Conſiliariorum Vacantiæ, prælibatum Conſilium, non ſolùm omnium, pro eadem Vacantia Inſtantium ſupplices Libellos Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ſed & alios aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demiſſè proponet, & ulteriorem benignam Reſolutionem Regiam præſtolabitur; Supernumerarii quoque Juniores, Juramentò adſtringendi, ex Magnatum & Nobilium Statu, ſinè Voto tamen & Salario, ad idem Conſilium, pro capienda rerum Experientia, ad arbitrium Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ admittentur, & ſæpedictum Conſilium, ex Regalibus Proventibus ſalariandum, ubi primùm fieri poterit, ad meditullium Regni collocabitur; Intereà verò Poſonii manebit, neque ex Conſiliariis, ulli, niſi legitima de Cauſa, Præſidi ſemper inſinuanda, præter legales Ferias, ex eodem Conſilio abeſſe licebit; ita tamen, ut ad minimùm Duodecim, ad latus Præſidis continuò præſentes eſſe debeant. In legitima demùm Comitis Palatini abſentia, Judex Curiæ Regiæ eidem Conſilio præſidebit.

De Conſilii Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.

ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ ex Conſiliariis, unà cum Secretariis, Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit; Regiſtratorem verò, Rationum Exactorem, Expeditorem, & reliquos Subalternos, ipſum Conſilium, obſervatâ Votorum pluralitate conſtituet; Ipſas verò Expeditiones, Præſes cum Cancellariæ Directore, & uno ex Secretariis ſubſcribet. Conſilium utatur Sigillò Suæ Majeſtatis Cæſareo Regiæ, cum circumferentia Aquilæ, in medio autem Inſignibus Regni; prouti hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis Hæreditariis, omni tempore uſitatum fuit.

De Generali Regni Perceptore.

ARTICULUS XCIX.

Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Suæ Majeſtati repræſentatus, ſequetur circa Perceptorem Regni determinata Reſolutio.

De Commiſſariatu.

ARTICULUS C.

Directorem Commiſſariatûs ex Conſiliariis, & Statu Magnatum, ac prætereà ex omnibus quatuor Regni Circulis, ſeu Diſtrictibus, quatuor Commiſſarios Nationales ex Statu Nobilium Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit, & ſi amplitudo Regni & Diſtrictuum exegerit, ad repræſentationem Conſilii, plures etiam conſtituet, quorum Activitas, per Inſtructionem jam ſtabilitam, determinata eſt.

De

ANNO 1723.

De Consilii Regii Authoritate, Modoque, ea quæ à benigna Cæsareo-Regiæ Majestatis Resolutione dependerent, Suæ Majestati repræsentandi.

ARTICULUS CI.

Præfatum Consilium à nullo Dicasterio Aulico, sed Sua Majestate Sacratissima, tanquam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Suæ Majestati Sacratissimæ repræsentandum habuerit, illud mediò demissarum Literarum suarum repræsentabit, & Majestas Sua Sacratissima, benignam suam Resolutionem, aut per Rescriptum, aut per Decretum Regium, pro varietate Rerum & Negotiorum, eidem Consilio intimabit. Consiliarii pro uberiore informatione ad Suam Majestatem Sacratissimam mittendi, si necessarii videbuntur, per Suam Majestatem Sacratissimam, prævia Consilii repræsentatione, & approbatione Suæ Majestatis, vocabuntur; Quod verò Correspondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinet, cùm in iisdem Regnis & Provinciis existentia Gubernia & Regimina, in rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correspondeant, sed Suæ Majestati Sacratissimæ demissas Relationes præstent; Ideò id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum veniet.

De Activitate Consilii Regii in genere.

ARTICULUS CII.

Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra positivas Patriæ Leges nihil determinet, & Diætales Conclusiones, per eos, quibus incumbet, effectui mancipari faciat; Ac præterea, ut Concluſa semel per pluralitatem Votorum in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, justum omninò est.

De Impopulatione Regni.

ARTICULUS CIII.

Ut liberæ quævis Personæ, per Sexennium à quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit, benignè admittet Sua Majestas Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis eatenùs publicari possint, id cum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum deliberari debebit. Bona etiam Neoacquistica, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoscentur, modò ibidem declaratò restituentur. Personarum benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majestas Sacratissima condignam reflexionem habebit.

Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.

ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benignæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionis, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & eruditendis Liberis negligentioribus, nè ejusmodi Liberi delitescant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione & accommodatione, attenuatarumque Familiarum sublevatione.

ARTICULUS CV.

Quòd si Parentes, aut Tutores, in educatione Prolium, & Pupillorum negligentiores fuerint, & Comitatus eatenùs non providerint, per sæpefatum Consilium admonendi erunt. Respectu Fundationum ritè administrandarum, Articulo 70. provisum jam est. Magnatum & Procerum Filios, in Aula Regia hactenùs accommodatos & educatos fuisse, ipsimet Status recognoscunt, ut iidem, & Nobilium etiam Filii, more antiquitùs observatò, in Aulis quoque Procerum accommodentur & educentur, conveniens omninò erit. Domi delitescentium bonarum Familiarum Filii, per Comitatus Consilio Regio Locumtenentiali indicari debebunt, ut per illud Suæ Majestati Sacratissimæ demissè proponi, & pro exigentia Qualitatum Suarum accommodari possint. ANNO 1723.

Ut Domus Regnicolarum, pro publicis necessitatibus, & signanter Archivi Conservatione instituatur.

ARTICULUS CVI.

Si Consilium Locumtenentiale Regium, cum Septem-Virali, & Judiciaria Tabula, ad meditullium Regni translatum fuerit; Domus etiam ibidem comparari pro conservando Archivo debebit; Intereà verò Posonii existens Regnicolarum Domus restauranda erit.

De Improtocollatione, seu Intabulatione, in Comitatibus, & Civitatibus observanda.

ARTICULUS CVII.

Ad normam aliorum Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improthocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatibus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri subjicienda, sita sunt, in futurum fiant, & quantocyùs stabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis observatam, prioritas Juris in futurum observetur.

De Judiciis Montanisticis, Legibus Regni conformandis.

ARTICULUS CVIII.

Judicia Montanistica, secundùm privatas eorundem Leges, ultrà Sæculum stabilitas, in suo esse manebunt.

De præcavendis Incendiis.

ARTICULUS CIX.

Ut ad præcavenda Incendia, omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates instituantur, Consilio Regio Locumtenentiali incumbet: Voluntarii verò & publici Incendiarii, pœnâ, supra in Articulo 11. expressâ, irremissibiliter puniantur.

Contra Blasphemos in DEUM, *Beatissimam Virginem* MARIAM, *& Sanctos* DEI, *animadvertendum.*

ARTICULUS CX.

Contra Blasphemos positivæ Patriæ Leges districtim observentur.

Ut Excessuosi Delitescentes coërceantur.

ARTICULUS CXI.

Parentibus, & Superioribus suis inobedientes, nullius Frugi, & bonas quasvis adhortationes spernentes, Authoritate Magistratuali compescantur.

De Informationibus à Comitatibus, & Civitatibus per Consilium accipiendis.

ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, & Diætaliter concluſorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Consilio Regio Locumtenentiali necessarias Informationes suppeditabunt; quas si dare omiserint, Consilium Suæ Majestati repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

De Salvis Conductibus, per Suam Majestatem Sacratissimam extradi solitis.

ARTICULUS CXIII.

Salvi Conductus, prout & hactenùs factum fuit, non secùs, quàm habitâ de casu à Comitatibus sufficienti Informatione, expedientur. Asyla, quibus suffragari debeant,

ANNO 1723. debeant, cùm ſtante præſenti Diætâ, ob brevitatem temporis elaborari non poſſit, ſæpedictum Conſilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ac in proximè futura Diæta, ut ibidem determinari poſſit, referet.

De Curſu Poſtæ ordinando.

ARTICULUS CXIV.

De Curſu Poſtæ ordinando, Sua Majeſtas Sacratiſſima Generalem ſuum Poſtarum Magiſtrum audiet, & quod Publica neceſſitas ſuadebit, benignè determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis eſſe debeat? Cùm Status, & Ordines ſtante Diætâ elaborare nequiviſſent; Ideo eandem Conſilium Regium Locumtenentiale elaboret, & Suæ Majeſtati, ac etiam ſucceſſivè Statibus & Ordinibus Regni in Diæta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majeſtas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quoàd Inſtitutum promovendorum Publicorum, Clementi Ope & Gratiâ conſolari dignetur; & Commercia intra Regnum inſtituantur.

ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut non ſolùm Inſtitutum quodpiam Bono publico utile & proficuum, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ Conſilium Regium Locumtenentiale demiſſè proponat; Sed & de ſtabiliendo intrà Regnum Commercio, cum Hominibus Commercii inſtituendi gnaris conferat, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eadem omnia pro benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Ratificatione, vel modificatione, pariter & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diæta ſubmittere poſſit; Nevè Merces Publico damnoſæ, & inutiles, in Regnum inducantur; ac ut naturalia quoque in ſortem Mercium inducendarum à Quæſtoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimodè protegantur, præfatum Conſilium proſpiciet.

De diverſi generis Mechanicis in Regnum inducendis.

ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum aſſecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer disponet Sua Majeſtas Sacratiſſima; Cæterùm, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Reſidentiam fixerint, nullos Fundos habeant, nè per culturam eorundem à Manufactura diſtrahantur, ſæpefatum Conſilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica inſtituendorum Commerciorum elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & cum eorundem Concurſu, Commercia ipſa meliori ſucceſſu inſtitui & continuari valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Advenæ, expletis præmiſſis Exemptionis Annis, redeant, ſed potiùs fixam Reſidentiam continuent, invigilandum veniet.

De præcavenda Vinorum præſtantiorum adulteratione.

ARTICULUS CXVIII.

Juſtum eſt, nè propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiatur, ut Vina præſtantiora quocunque modò adulterantes, vel ex deterioribus Promonthoriis eadem ſubſtituentes, & ſub nomine horum ipſo vendentes, taliterque Emptores defraudantes, & publicum Commercium impedientes, in amiſſione totalis Vini ſui per competentes Comitatûs Magiſtratus, ipſò factò inſtantaneè puniantur.

De Quæſtu Pecorum inſtituendo, & Quæſtorum Extraneorum in Regnum libera permiſſione. ANNO 1723.

ARTICULUS CXIX.

Petitum hoc Statuum, cum Vicinis etiam ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis, benignè conferet Sua Majeſtas Sacratiſſima, & cum iisdem ea, quæ promotionem Quæſtûs Pecorum concernent, auditò etiam eatenùs Conſiliò Regiò Locumtenentiali, prævià cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De coërcendis Uſurariis.

ARTICULUS CXX.

Ut Uſurarii, Actione Fiſco Regio competente, eidemque relictâ, non tantùm in totius Intereſſe, ſed etiam Capitalis amiſſione puniantur, & quod ultra legale ſex per centum Intereſſe, à Debitoribus ſuis exegerunt, id Damnificatis per idem Judicium reſtituatur, juſtum eſt.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicendâ inductione.

ARTICULUS CXXI.

Ubi primùm de ſufficienti, & bono domeſtico Ferrò Regnicolis proviſum fuerit, Inductio Ferri extranei per ſe reſtringetur.

De Aquæ-Ductibus inſtituendis.

ARTICULUS CXXII.

Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Impopulationem Regni conducentia; Ità, ut Fluvii quoque navigabiles per diverſos Canales, & Foſſas, ad varias Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Conſilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnaros ſuperindè conſulet, cum iisdem tractabit, & concludenda Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demiſſè ſubmittet, & in Diæta reportabit.

Excellentiſſimi ac Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui ſubinſerti Domini à Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.

ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum, cumulatiſſimorumque & proficuorum, erga Auguſtam Domum Auſtriacam, Regnantemque Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, ac ejusdem glorioſæ reminiscentiæ Prædeceſſores, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quaſi continuâ ſerie remonſtratorum meritorum, Sagòque & Togâ præſtitorum Servitiorum optimè memores, propriò motu, & in præmentionatos Dominos Comites à Stahrenberg inclinati grati animi propenſione, prævisque Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitis, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eſchelberg, Liechtenhag, Freyſtadt, Pottendorff, Hatvan, &c. Supremi ac Perpetui tam ſuperioris, quàm inferioris Auſtriæ Provincialis Mareſchalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualis Intimi Conferentialis Conſiliarii invitatione, memoratum Dominum Thomam Gundakerum à Stahrenberg, & per Eum, Excellentiſſimos pariter, Comitem Guidonem à Stahrenberg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualem Intimum Conſiliarium, Campi Mareſchallum, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Auſtriacas Provincias Commendatorem; Comitem Conradum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter actualem Intimum Conſiliarium, & apud Sereniſſimum Regem, ac Rempublicam Magnæ Britanniæ

ANNO 1723. actualem Legatum; Comitem Maximilianum à Stahrenberg, altefatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, Generalem Artolleriæ, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum; Comitem Gundamarum à Stahrenberg, præfatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, & Excelſæ Aulicæ Cameræ Conſiliarium; ac Comitem Franciscum Joſephum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter Camerarium; Non ſecùs & in Linea recta eorundem Descendentes univerſos Hæredes & Succeſſores, cum Taxæ Indigenatûs (quam aliàs recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis exſolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Hungariæ Incolarum, & Indigenarum, cum Voto & Seſſione competentibus, cooptant: Spem firmam ſibi pollicentes, antelatum Dominum Comitem Thomam Gundakerum à Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites à Stahrenberg, Eorundemque Hæredes & Succeſſores, in omne tempus, utiles Patriæ Cives, Juriumque & Prærogativarum, ac Legum Patriarum Obſervatores, ſtudioſosque Protectores, ac Defenſores futuros.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinitz, in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXIV.

Gratam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regni, ſupramemorati Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Rom. Imp. Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz, Viklek, Winar, Krattenau, Egerzau, Matzen, & Angern, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejusdemque Regni Supremi Aulæ Præfecti, ſub præſenti Generali eorundem Conventu, & aliàs quoque ſtudioſè declaratam, iidem Status, & Ordines recognoscere ſatagentes, titulatum Dominum Comitem, motu propriò invitatum, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indigenarum; pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinitz, & reliquos masculini Sexûs Descendentes, cum Voto, & Seſſione competentibus, receperunt, & conſuetam etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt; Confidentes eundem in futurum quoque, ergà Nationem hanc tantò magìs gratum, & utilem Patriæ Civem, Juriumque & Prærogativarum Regni Obſervatorem, & Manutentorem futurum.

Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merci, & Illuſtriſſimi Domini Comites Joannes Joſephus, & Franciscus Jörger, in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXV.

Gratâ præterea cum ſatisfactione Excellentiſſimi, & Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merci, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cavalleriæ Generalis, unius Regiminis Equeſtris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Diſtrictûsque Tömöſſienſis Supremi Commendantis, ac ejusdem altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Conſiliarii, diverſis occaſionibus, præſertim verò ultimariò hôcce Bellô Turcicô, in propugnando hocce Regno, contra infenſiſſimum Nominis Chriſtiani Hoſtem Turcam conteſtatum ſtudium, & propenſionem, Status & Ordines Regni recognoscentes; Conſideratisque Illuſtriſſimorum Dominorum Comitum Joannis Joſephi, & alterius Francisci à Jörger Meritis; Eosdem unanimi omnium Votô & conſenſu in numerum ſui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Confidentes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tanto magìs gratos, & utiles Patriæ Cives ſeſe exhibituros; Qui Dominus Comes à Merci, tam ſolitum ſuperindè Juramentum jam depoſuiſſet, quàm etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Caſſæ Regni ſatisfeciſſet.

Illuſtriſſimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, in Hungarum jam priùs receptus, inarticulatur.

ARTICULUS CXXVI.

ANNO 1723.

Et quia Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarius, & in Negotiis Hungaricis ordinatæ Cameralis Commiſſionis Præſes, nec non Comitatûs Békeſſienſis Supremus Comes, tametſi ante annum adhuc 1687. in Hungarum, uti id ipſum ex Diplomate ſuperindè extracto, remonſtrâſſet, receptus fuiſſet; attamen ob Ejusdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majeſtati occupati abſentiam, ſui receptio inarticulari omiſſa fuiſſet; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Conſortium ſuum cooptato & acceptato, præſenti Articulô declarant: Ulteriùs quoque in Ejusdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem ſemet exhibiturum; Ac ſiquidem jam ante conditum ſupramentionati Anni 1687. 26. Articulum receptus extitiſſet, ad perſolvendam etiam eôdem Articulô contentam Indigenatûs totalem Taxam, eundem minùs obligari decernunt.

Dominus Baro Erneſtus à Petráſch, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVII.

Inſuper Status, & Ordines gratâ recolentes memoriâ, fidelia Regno Hungariæ præſtita Servitia, perpeſſosque ob defenſam Regni, apud immanem Chriſtiani Nominis Hoſtem Turcam duros Carcerum ſqualores Magnifici Domini Liberi Baronis Erneſti à Petráſch, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati Colonelli, & Legionis Schönborianæ Commendantis, ad demiſſam ejusdem apud Status, & Ordines propterea factam Inſtantiam, eundem in Hungarum receperunt & cooptârunt; Ità tamen, ut tàm Juramentum, ſecundùm formam Decretalem deponere, quàm etiam Caſſæ Regni, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. ſatisfacere, iisdemque peractis, Privilegia ſua ex Cancellaria Regio-Hungarica Aulica extrahere debeat, & teneatur.

Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVIII.

Conſideratis præterea Perilluſtris, ac Generoſi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, & Referendarii Intimi, tam ſub proximè præterito Anno celebratæ Syſtemalis Commiſſionis, quàm etiam præſentis Diætæ decurſu, erga Regnum, & Nationem hanc conteſtatis Officiis, impenſisque per eundem plurimis laboribus, & fatigiis, ad præviam ejusdem ſuperindè factam ſubmiſſam Inſtantiam, Status & Ordines Regni, eundem unà cum Filiis ſuis, Domino Joanne Joſepho, altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis inferioris Auſtriæ Regiminis Conſiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, & prouti & ſuis, ſuorumque utriusque Sexûs Descendentibus, in numerum, & Cœtum reliquorum Regni hujus Indigenarum cooptârunt, & receperunt; intuitu quorum utilium ejusdem Servitiorum, impenſorumque fatigiorum, Taxam quoque mille Aureorum eidem condonârunt, & relaxârunt; Confidentes eundem impoſterùm etiam fidelem Regni Civem ſe ſe exhibiturum.

Domini Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus à Brokhauſen, pariter in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXIX.

Ad ultimum, ob præſtita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occaſionibus præſtanda, & exhibenda ipſorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in paſſu apud Status, & Ordines Regni humili Inſtantiâ Perilluſtrium ac Generoſorum Dominorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarii, & Rei Annonariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wilhelmi à Brokhauſen, Ejusdem altefatæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſilii Aulæ Bellici æque Conſi-

ANNO 1723. Consiliarii, & Intimi Referendarii, Eosdem pariter in Cœtum Indigenarum istius Regni recipiunt; Sperantes Eosdem bonos, utiles, & Fideles Patriæ Cives futuros. Qui tamen tàm solitum Juramentum deponere, quàm etiam Articulo 26. Anni 1687. satisfacere tenebuntur.

CONCLUSIO.

NOs itaque demissâ memoratorum Fidelium Nostrorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque prætacti Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Statuum, & Ordinum Supplicatione & Instantiâ benignè exauditâ, clementer & admissâ: Universos præspecificatos Articulos, prævio modo Nobis præsentatos, hisce Literis nostris de verbo ad verbum inseri, & inscribi fecimus, eosdemque, ac omnia & singula in illis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regium Consensum nostrum, benevolum pariter & assensum præbuimus, Regiâque pariter Authoritate nostrâ approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos Fideles Status & Ordines, quòd omnia in præinsertis Articulis contenta, tàm Nos ipsi observabimus, quàm per alios quoscunque Fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum nostrarum Vigore, & Testimoniò Literarum mediante. Datum in Archiducali Civitate nostra Vienna Austriæ, die decimâ nonâ Mensis Junii, Annò Domini Millesimo, Septingentesimo, Tertiò. Regnorum nostrorum, Romani duodecimo; Hispaniarum vigesimo; Hungariæ verò, Bohemiæ, & reliquorum Anno decimo tertio. Reverendissimis, Sereniſſimo, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis, Christiano Augusto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitanæ Strigonienſis; Ac Emerico è Comitibus Csáky, Colocensis & Bachiensis Ecclesiarum Canonicè unitarum Archi-Episcopis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteris Cardinalibus; Illò quidem Jaurienſis, hôc verò Varadiensis, Administratoribus; Comite Ladislao Adamo Erdödy, Nittriensis; Fratre Emerico è Comitibus Esterházy, Wesprimiensis; Alterò Fratre Ladislao è Comitibus de Nádasd, Csanadiensis; Comite Francisco Wilhelmo á Nesselrod, Quinque Ecclesiensis; Comite Gabriele Antonio Erdödy, Agriensis; Michaële Friderico è Comitatibus ab Althann; præfatæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale; Vaciensis; Petro Bakics, Bosnensis; Francisco Josepho Wernics, Sirmiensis; Nicolao Pohmajevics, Segniensis, & Modrusiensis, seu Corbaviensis (Sedibus Zagrabiensis & Transylvanensis vacantibus) Georgio Gilláni, Tininiensis; Emerico Libero Barone Pongrácz, electo Pharensis; Andrea Körtesſy, electo Tragurienſis; Comite Paulo Forgács electo Rosonensis; Michaële Werbanics, electo Scardonensis; Paulo Spáczay electo Arbensis; Stephano Kontor, electo Tribunicensis; Joanne Okolicsány, electo Novienſis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jány, electo Samandrienſis; Francisco Ladislao Lib. Barone Mednyánszky, electo Catarienſis; Joanne Kis Seniore, electo Ansarienſis; Joanne Bublovics, electo Scopiensis; Matthia Marckl, electo Stagnensis; Antonio Hermanno Libero Barone Pechmann, electo Biduanensis; Joanne Rácsay, electo Pristinensis; Ladislao Szörényi, electo Dulcinensis; Joanne Kiss Juniore, electo Corzolensis; Georgio Foglár, electo Serbiensis, Comite Paulo Zichy, electo Scutarienſis; Michaële Kébel, electo Temnensis; Andreâ Petrik, electo Wovadrensis, Georgio Zorger, electo Dulmensis; Paulo Olasz, electo Almisiensis; Comite Emerico Juniore Esterházy, electo Sibinicensis; & Paulo Ignatio Névery, electo Makarienſis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesias DEI feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Pálffy ab Erdöd, prædicti Regni nostri Hungariæ Palatino, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Kohary de Csábragh, Judice Curiæ nostræ Regiæ; Comite Joanne Pálffy à prædicta Erdöd, ante-latorum Regnorum nostrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Bano; Comite Sigismundo Csáky de Keresztszegh, Tavernicorum; Comite Marco Czobor, de Czobor Szent Mihály, Janitorum (Officiis Curiæ, & Pincernarum vacantibus) Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agazonum; Comite Joanne Draskovics de Trakostyán, Cubicularium; Comite Petro Zichy de Vásonkö, Dapiferorum nostrorum Regalium per Hungariam Magistris; ac prælibato Comite Nicolao Pálffy à repetita Erdöd, Comite Posonienſi; Cæterisque quàm plurimis toties fati Regni nostri Hungariæ Comitatus tenentibus, & Honores. ANNO 1723.

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖDY
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE *& le Roi de* PERSE, *conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *V. St.* $\frac{12}{23}$ Sept.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

SOIT notoire par ces presentes, que les Troubles arrivez en Perse il y a déja quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur légitime Souverain, & de lui causer par là un préjudice inexprimable, ils auroient porté leurs violences jusques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Russie, non-seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considerables, mais encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement; quoiqu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de négocier ensemble paisiblement: & attendu que S. M. le Roi de Perse qui regnoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture fâcheuse de ces Troubles, de donner aux Sujets de S. M. Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit dûë, pour les insolences commises envers eux; Sadite Majesté Imperiale, en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre l'entiere destruction de son Royaume, ni que le mal, qui va toûjours en augmentant, s'étendît enfin jusques sur ses propres Frontieres, a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre lesdits Rebelles, de s'emparer de quelques-unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne, & d'y mettre Garnison de ses Troupes: Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture présente, pour arrêter les progrès de ces Rebelles, qui ne sont déja que trop puissans. On jugera de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont euë, non-seulement de se rendre maitres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui a échapé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Successeur aux Royaumes & Païs du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveller l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la resserrer encore plus étroitement: A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa part pour S. M. Imperiale de Russie, la personne d'Ismaël Begh, dont l'affection & la fidelité lui sont connuës, tant pour notifier à Sadite Majesté son élevation au Trone du Roi son Pere, en vertu de son Droit legitime de Succession, que pour lui demander du Secours contre les violences insupportables desdits Rebelles; l'ayant muni de Pleinspouvoirs, pour conclure avec Sadite Majesté Imperiale un Traité formel à cet égard. *A ces Causes*, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres soussignez de Sadite Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus des Articles suivans.

I. Promet S. M. Imperiale de Russie au Roi *Fachmasib*, une Amitié sincere, & une promte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit rétabli dans une tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de *Russie* s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considerable de Cavalerie & d'Infanterie.

ANNO 1723. II. D'autre part, ledit Roi de Perſe cede pour toûjours à Sadite Majeſté Imperiale de Ruſſie & à ſes Succeſſeurs, ſpécialement les Villes de *Derbent* & de *Baku*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer *Caſpienne*; comme auſſi les Provinces de *Ghilan*, *Mazanderan*, & *Aſterabat*, qui demeureront à perpetuité à Sadite Majeſté Imperiale, pour ſervir à la ſubſiſtance de ſes Troupes, ſans être autrement à charge à Sadite Majeſté le Roi de Perſe.

III. Mais attendu l'impoſſibilité qu'il y a de transporter ſi loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie néceſſaires, auſſi bien que les Bagages, Proviſions & Munitions dont on peut avoir beſoin, & d'autant que l'Ambaſſadeur de Perſe a aſſuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Païs cedez à Sadite Majeſté: Elle a ordonné à ſes Généraux qui ſont déja en ce Païs-là, d'en raſſembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas ſuffiſamment, S. M. le Roi de Perſe s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir beſoin pour le transport des Bagages; comme auſſi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, ſpécialement de Pain, de Viande & de Sel: à condition neanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur ſoit livré au prix convenu, qui ſera payé comptant; ſavoir, la meſure de Grain appellée *Batman*, du poids de 60. Livres de Ruſſie, 10. Copecks; le Batman de Bœuf, 16. Copecks; le Batman de Sel, 2. Copecks; un Mouton peſant 4. Batmans, un Roubel; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce ſera au Roi de Perſe à payer le ſurplus de ce à quoi ils ſont taxez par le préſent Article de ce Traité. Et afin qu'il ſoit pourvu à tems à la ſubſiſtance de nos Troupes, lesdites Proviſions commenceront à ſe faire auſſi tôt que l'Ambaſſadeur de Perſe ſera arrivé dans le Païs.

IV. Il y aura donc desormais entre S. M. Imperiale de Ruſſie & ſes Etats d'une part, & le Roi de Perſe & ſes Royaumes de l'autre une conſtante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entiere liberté de voyager, paſſer & repaſſer, ſéjourner & trafiquer ſur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur ſemblera, ſoit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent reſpectivement dans lesdits Païs, ou ailleurs, ſans qu'il leur ſoit cauſé aucun empêchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Ruſſie & S. M. Royale de Perſe s'obligent réciproquement, comme auſſi de punir tous ceux qui oſeroient contrevenir à leurs intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Ruſſie, de tenir pour ſes Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perſe, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnoître pour ſes Amis tous ceux qui le ſeront de Sadite Majeſté Royale de Perſe, laquelle de ſon côté promet d'en uſer de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Ruſſie.

En foi de quoi, & pour plus grande ſûreté & exécution de tout le contenu au préſent Traité, Moi *Ismaël Begh*, Ambaſſadeur Plenipotentiaire du Sereniſſime Roi de Perſe, ai ſigné ledit Traité de ma propre main, & y ai appoſé mon Cachet, avec Serment ſur ma Foi, en vertu du Pleinpouvoir à moi donné, ſcellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, ſcellé du Grand Sceau de S. M. Impériale de Ruſſie, & ſigné par ſes Miniſtres députez à cet effet.

Etoit ſigné de la part de S. M. Imperiale de Ruſſie: C. GABRIEL DE GOLOFSKIN, Grand Chancelier. ANDRE' D'OSTERMANN, Conſeiller intime d'Etat. BAZILE DE STENPHANOFF, Conſeiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perſe: ISMAEL BEGH, Grand Ambaſſadeur Plenipotentiaire.

XXIII.

1724. 22. Fevr. *Traité d'Alliance entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE, *conclu à Stockholm le* 22. *Fevrier* 1724.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

SAvoir faiſons à tous & chacun, que comme par la Paix concluë à Neuſtad le 30. Août 1721. l'ancienne, & pendant un long-tems interrompuë amitié & la bonne intelligence de voiſinage entre Sa Majeſté le Roi de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majeſtés gardent une ſincere intention, non ſeulement de conſerver ſans interruption l'amitié rétablie, mais auſſi de ſerrer davantage ce lien, & d'avancer le mieux poſſible leurs interêts communs; ſa ſusdite Majeſté Suedoiſe a ordonné les reſpectifs Senateurs du Royaume, le Préſident de Chancelerie, le Chancelier de Cour & Secretaire d'Etat, les reſpectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte & Préſident Arwed Horn, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Joſias Cederhielm, comme auſſi le Sr. Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Höpken, & muni d'un Pleinpouvoir ſpecial pour s'aſſembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, de traiter d'une Alliance Défenſive entre leurs ſusdites Majeſtés & negocier là-deſſus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus de ce préſent Inſtrument, & l'ont conclu & ſigné de la manière qu'il ſuit. ANNO 1724.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voiſinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newſtad ſera cenſé être répeté ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non-executé, il le ſera inceſſamment.

II. Cette Conféderation & Alliance Défenſive ne tendra au préjudice ni offenſe de qui que ce ſoit, mais uniquement à la conſervation de la Paix & du repos général, & particulierement à ce que Sa Majeſté Royale de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conſerver dans un état de repos & de conſtante proſperité.

III. Pour obtenir ce but ſalutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre ſont dans une ſincere intention à cet égard, ils s'aſſiſteront de Conſeil & d'effet pour avancer l'avantage, l'un de l'autre, & avertiront & detourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidemment toutes les occaſions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec ſoin de telles meſures qui ſeront avantageuſes à l'intérêt commun & au repos, ſeureté & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobſtant ce but paiſible & innocent il arrive, qu'après la Concluſion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Pacifians fut pour quelque vieille ou nouvelle cauſe attaqué dans ſes Royaumes, Etats & Provinces ſituées en Europe, par quelque Puiſſance Chrêtienne Européenne, non ſeulement chacun d'eux, après la réquiſition, fera ſes effets par ſon Miniſtre Réſident à la Cour de l'Aggreſſeur, ou bien par celui qu'il y dépêchera, par ſes bons offices, & repréſentations, & demandera une pleine ſatisfaction; mais auſſi en cas qu'ils fuſſent infructueux, livrera ſans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquiſition faite, ſelon la qualité de la ſaiſon de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le deſirera.

V. Pour ce qui eſt du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'aſſiſter en tel cas, il eſt convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exiſter, à la requiſition de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, l'aſſiſtera avec huit mille Fantaſſins & deux mille Cavaliers Dragons regulieres & bonnes Troupes, ſelon la convenance de celui qui en eſt requis, comme auſſi de ſix Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige dans le même cas d'aſſiſter Sa Majeſté Royale Suedoiſe à ſa réquiſition, avec douze mille Fantaſſins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & regulieres, ſelon la Convenance de celui qui en eſt requis, & avec neuf Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces de Canons; lesquelles Troupes Auxiliaires ſeront pourvuës de l'Artillerie de Campagne néceſſaire; comme par chaque Bataillon deux

Pieces

ANNO 1724. Pieces à trois Livres de Balle, & de l'Amunition : de même les Vaiſſeaux de Guerre, & Fregattes ſeront pourvuës de l'Equipage néceſſaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas ſera deduit du nombre des Fantaſſins ci-deſſus ſtipulez, & ſeront pourvuës de tout le néceſſaire ſelon l'uſage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires ſeront entretenuës par la Partie requiſe elle-même ; mais le requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme auſſi les Quartiers néceſſaires, le tout ſur le même pied que ces Troupes ſont entretenuës en Campagne par leur propre Maitre.

VII. Les Vaiſſeaux de Guerre que l'une des Parties doit ſelon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, ſeront ſelon l'uſage de Guerre montez, équipez & avitaillez pour quatre Mois ; Mais ſi après les quatre Mois paſſez ils ſont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raiſon, alors le Requerant ſera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les proviſions ſur le même pied que leur propre Maitre les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaiſſeaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées ; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres operations de Guerre apartient ſans dispute à celui à qui le Requerant l'a confié ſur Terre & ſur Mer ; de maniere néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été aviſé & conclu auparavant dans un Conſeil de Guerre & en préſence du Général ou Officier Commandant de la Partie requiſe.

IX. Afin qu'il ne ſurvienne aucun different ni malentendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puiſſe regler & proportionner le Caractere de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaiſſeaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement : Elles ne ſeront jugées que par leurs propres Officiers, & ſelon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs reſpectifs Maitres ; Mais s'il ſurvient quelque different entre les propres Officiers & Soldats du Requerant & ceux des Troupes Auxiliaires, il ſera examiné & jugé par des Commiſſaires à cela commis, en nombre égal & choiſi des Troupes de part & d'autre, & les coupables ſeront par conſequent punis ſelon les Articles de Guerre de leur propre Maitre. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Correspondence chez eux par des Lettres ou par des Exprès.

XI. Les Troupes Auxiliaires ſeront tenuës d'obeïr en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de ſe transporter où il le veut, & ſe laiſſer employer aux operations de Guerre, en obſervant néanmoins la maniere convenuë dans l'Article 2. ci-deſſus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, ſeront reſpectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenuës, autant qu'il eſt poſſible, l'une près de l'autre, & ne ſeront pas trop ſéparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne ſoient dans les Operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & expoſées plus que les autres Troupes du Requerant ; Mais qu'il y ſoit obſervé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef ſera tenu d'obſerver dans tous les Commandemens une juſte & exacte proportion entre elles ſelon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requerant ne ſoient point ſur-chargés, mais qu'ils jouïſſent tranquillement du leur, & qu'ainſi le transport des Vivres & autres beſoins de chez eux, & d'ailleurs ne ſoit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires ſera obligé de garder parmi les Troupes de ſon Commandement un bon ordre & Discipline, & de punir exemplairement des delinquans, ſans retardement, connivence ou autre vuë, ſelon le contenu du precedent Article X.

XIII. Eſt convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrutera le manque de ſes Troupes Auxiliaires. Mais ſi dans des marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en arriere, pour maladie ou autres cauſes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout ſecours, & d'ailleurs de leur laiſſer, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage ſans empêchement, de leur accorder toute aſſiſtence poſſible, & de ne les point retenir ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. ANNO 1724.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit beſoin de plus de Troupes ou de Vaiſſeaux qu'il a été ſpecifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut ſouffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-deſſus, & de ſe montrer favorable en cela.

XV. Il ſera permis à chaque Partie pendant que l'une eſt en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les materiaux & effets néceſſaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne ſont avec perſonne dans aucun engagement qui puiſſe être contraire à cette Alliance, par conſequent les engagemens anterieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conſerveront leur force entiere ; Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir ſincerement, ce qui a été ſtipulé & conclu entre eux, paroiſſe clairement, Leurs Majeſtés s'obligent par les préſentes de faire chacun en ſon endroit exécuter fidellement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune maniere qu'on y contrevienne, ſoit ſous pretexte d'aucun engagement anterieur, ou ſous aucun autre nom quel qu'il ſoit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle aſſiſtance ou autrement, & ainſi tous les deux fuſſent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Treve, encore moins conclura à cet égard, ſinon du conſentement & pleine concurrence de l'autre Partie ; & que particulierement on aye fait à la Partie leſée réparation du dommage ſouffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puiſſance deſiroit d'être compriſe dans cette Alliance, il ſe fera, mais pas autrement que du conſentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre ſe croyent en droit de porter des plaintes de Juſtice retardée ou deniée, on ne paſſera pas d'abord aux répréſailles ; mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Miniſtre Réſident, & ceux qui ont alors fait des plaintes ſans fondement ſuffiſant, ſeront châtiés ſelon l'exigence du cas.

XX. Il ſe fera inceſſamment un Traité de Commerce & les deux Parties y aporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugeaſſent néceſſaire de le prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier la-deſſus, & tout au plus tard ſix Mois avant ſon expiration.

XXII. Eſt convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité ſeront expediées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plûtôt.

En foi de quoi, il a été expedié cet Inſtrument double & ſigné par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie, & muni de leurs Cachets. *Fait à Stockholm le 22. Fevrier 1724.*

A. HORN. M. BESTUCHEF.

C. GYLLENBORG.

J. CEDERHIELM.

J. v. DUBEN.

D. N. v. HÖPKEN.

ARTICLE SEPARE.

SA Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige d'accorder à la Suede, outre la ſortie libre de grains pour 50000. Roubels par an, ſtipulée dans la Paix de Neuſtadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. ſituez à la Mer Baltique, pour autant de Roubels du

ANNO 1724. Chanvre, du Lin & des Mâts & de les emporter ſans aucune charge, pour autant d'années que durera cette Alliance Defenſive.

ARTICLE SECRET.

COmme Son Alteſſe Royale le Duc d'Holſtein s'eſt vuë depuis tant d'années privé de ſon Duché de Holſtein Sleswig avec ſes annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majeſté Royale de Suede, auſſi bien qu'à Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie que ce Prince qui leur apartient de ſi près à tous deux, ſoit reſtitué dans ce qui lui apartient, & que par-là la parfaite tranquilité ſoit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obligent par ces préſentes le plus fortement qu'il ſe puiſſe, de pouſſer efficacement par leurs bons Offices, & de Conſeils communiqués cette affaire tant à la Cour de Dannemarc qu'à d'autres; & en cas que ces bons Offices & répreſentations n'euſſent pas un effet ſuffiſant, les deux Hauts Contractans delibereront confidemment entre eux & avec d'autres Puiſſances Garantes auparavant à cela engagées, & particulierement avec Sa Majeſté Imperiale Romaine, & examineront de quelle maniere cette affaire pourroit s'entreprendre le mieux avec ſeureté & ſelon les circonſtances des Conjonctures, & enfin comment cette ſource dangereuſe de troubles infinis au Nord ſe puiſſe terminer entierement.

XXIV.

Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES *preſenté à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ces Provinces, repreſentent humblement, qu'ils ne peuvent ſe dispenſer d'expoſer reſpectueuſement à Vos Hautes Puiſſances, les Griefs qui, par raport à ladite Compagnie Generale des Indes Occidentales, reſultent du Traité de Commerce entre Sa Majeſté Imperiale & Royale d'une part, & le Roi d'Espagne d'autre part.

Que ces Griefs ſont: 1. Que par le ſecond Article de ce Traité, il eſt permis aux Vaiſſeaux de Guerre, de transport & de Commerce de Sa Majeſté Imperiale ou de ſes Sujets dans tous les Ports d'Espagne (y compris nommement les Indes Orientales) & de s'y pourvoir de rafraichiſſemens, Vivres, & generalement de tout ce qu'ils pourroient avoir beſoin pour leur voyage, le ſeul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36. Article du même Traité, il eſt encore permis aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale d'aporter dans les Royaumes d'Espagne, toutes ſortes de Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales en produiſant un Certificat de la Compagnie des Indes établie dans les Païs-Bas Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages qui ont été accordez ſucceſſivement aux Sujets des Provinces-Unies par diverſes Conceſſions Royales, & de plus avec cette Clauſe, que les Sujets de l'Empereur jouïront generalement de tout ce qui avoit été accordé à cette Republique par les Traité de 1648. tant à l'égard des Indes qu'autrement: & 3. que par le 47. Article on accorde en outre tous les avantages qui auroient pu avoir été cedez à la Nation Britannique par les Traitez de Madrid des Années 1667, & 1670. de même que par les Traitez de Paix & de Commerce de l'Année 1713. & en dernier lieu par certain autre Traité dont on n'exprime ni le tems, ni le lieu, ni le contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traitez de 1648, 1650, & 1714. avec cette addition, qu'à l'égard de ce qui n'eſt point exprimé dans ledit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, on devra ſuivre & pratiquer ce qui s'obſerve par raport à la Grande-Bretagne & à cet Etat.

Qu'il paroit aux Répreſentans, que ces 3. Griefs ſont incompatibles avec le fameux Traité de Munſter, puiſqu'il eſt expreſſement declaré en leur faveur par les Articles 5 & 6., que la Navigation aux Indes reſteroit & ſeroit continuée ſur le même pied qu'elle ſe faiſoit alors, ſuivant les Octrois déja accordez & à accorder dans la ſuite, & qu'à cet effet, la ſusdite Compagnie d'une part conſerveroit ſon Etabliſſement & ſon Commerce, nommement dans le Breſil, en Afrique & en Amerique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats du Roi d'Espagne, d'autre part s'abſtiendroient de toute Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Commerce: ce qui a été compenſé de la part de cet Etat, par l'obligation reciproque que ſes Sujets ne pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il étoit permis aux Sujets d'Espagne de naviguer & trafiquer.

ANNO 1724.

Que le Traité de Munſter à toûjours été entendu de part & d'autre cette maniere que toute la côte d'Afrique a été laiſſée & eſt demeurée à la Compagnie des Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette exactitude du côté des Espagnols, qu'ils n'y ont point tenté la moindre Navigation ou Commerce, & que depuis l'Année 1648. ils n'y ont point occupé un ſeul pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, avec celui de Munſter conſiſte en ce qui ſuit: Premierement que le Roi d'Espagne (ſoit dit avec tout le reſpect poſſible) n'a pu ceder à un autre Prince ce qui ne lui apartenoit point ni à ſes Sujets. En ſecond lieu, que Sa Majeſté Catholique ne pouvoit encore moins ceder le même Droit à ces Etats ou Païs qui ont ci-devant apartenu à ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibition desdits cinq & ſixième Article: troiſièmement, que la Réciprocation compriſe dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munſter par leſquels cette Republique a promis de ne point frequenter les Etabliſſemens Espagnols dans les Indes, à condition que l'Espagne s'abſtiendroit auſſi d'aller dans ceux de ce Païs, ne peut pas permettre que cet Etat doive demeurer dans la même Reſtriction, lorſque l'Espagne fait naviguer d'autres Peuples dans les Etabliſſemens Hollandois aux Indes, ou qu'elle y donne ſon conſentement: En quatrième & dernier lieu, que les ſusdits Articles 5. & 6. ſont tels, que le Roi d'Espagne, n'a pu s'en departir ſans la concurrence de cet Etat qui au contraire a droit d'en exiger l'effet & l'obſervation.

Que les Répreſentans ne ſe font aucune peine d'avoüer que la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces ſouffre, par le Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, un prejudice plus conſiderable que la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ce Païs, mais qu'il n'eſt pas moins vrai & hors de conteſtation, que les conſequences qui en doivent reſulter, concernent auſſi bien les Répreſentans que la Compagnie des Indes Orientales de ce Païs.

Qu'il eſt du moins certain, que par ledit Traité de Commerce le Roi d'Espagne a comme légitimé & reconnu la Compagnie d'Oſtende; outre que la permiſſion accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller dans toutes les Indes Espagnoles, & de s'y pourvoir de toutes ſortes de rafraichiſſemens & beſoins, excede la faculté qui a jamais a été donnée aux Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales de ces Provinces: ce qui ſeroit par conſequent une nouvelle infraction ou contravention au Traité de Munſter.

Et comme les Repréſentans ſont fondez en toute maniere à reclamer le Traité de Munſter contre l'Espagne, & d'en demander & exiger l'entiere exécution, ils s'adreſſent très-reſpectueuſement & très-ſerieuſement à Vos Hautes Puiſſances, les ſupliant de vouloir accorder leur puiſſante aſſiſtance & interceſſion pour les fins ſusdites, & de prendre là-deſſus telle Reſolution qu'elles trouveront convenable ſelon leur ſageſſe.

XXV.

Memoire de la Compagnie des INDES-ORIENTALES *preſenté à L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS

ANNO 1724.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ayant vû decliner de tems en tems leur Commerce dans les *Indes-Orientales*, depuis qu'on a entrepris dans les *Pais-Bas Espagnols*, préſentement *Autrichiens*, d'exercer ce Commerce dans les *Indes*, ſe ſont adreſſez par differens Memoires à *Vos Hautes Puiſſances* pour repréſenter que leſdits *Païs-Bas* n'avoient aucun Droit par les Traitez à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant ſous le Regne des Rois d'*Espagne*; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu desdits Traitez, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majeſté Imperiale & ſon Prédéceſſeur, l'Empereur *Leopold*, de glorieuſe memoire; d'autant plus que le principal but de ces Traitez & Négociations a été, que dans les Païs & Dominations que Sa Majeſté Imperiale pourroit acquerir en vertu de la *Grande Alliance* avec l'*Angleterre* & cet Etat, il ne ſeroit rien entrepris qui put cauſer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fuſſent demeurées ſous la Domination de l'*Eſpagne*.

C'eſt pourquoi il a été très-prudemment ſtipulé par le Traité de *Barriere*, que Sa Majeſté Imperiale & Catholique poſſederoit les *Pais-Bas Eſpagnols* de la même maniere que les Rois d'*Eſpagne* ſes Prédéceſſeurs les avoient poſſedez, & que pour le reſte, le Commerce ſe feroit de la même maniere ſtipulé dans les Articles du Traité de *Munſter*.

Mais, quoique les Directeurs euſſent bien ſouhaité qu'il ne ſe fût point préſenté d'autres incidens qui les obligeaſſent à importuner encore *Vos Hautes Puiſſances* par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient flatez que Sa Majeſté Imperiale & Catholique n'auroit pas pouſſé plus loin ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vû avec douleur, 1. que la Navigation particuliere qui avoit été commencée il y a quelques années à *Oſtende*, a été changée en une Compagnie formelle ſur les *Indes-Orientales* & *Occidentales*, munie d'un très-ample Octroi; & 2., qu'à préſent on employe toutes ſortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traitez avec d'autres Puiſſances, au grand préjudice des Droits & Prérogatives que la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs a ci-devant obtenus; ainſi que cela paroit auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait en dernier lieu entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & le Roi d'*Eſpagne*, où il eſt dit dans le 1. & 3. Article:

Que les Vaiſſeaux de Guerre & Marchands de Leurs-dites Majeſtez & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Côtes, Contrées & Provinces de part & d'autre, ſans en avoir préalablement demandé la permiſſion; ce qui s'étend auſſi ſpecialement ſur les Indes-Orientales, *où ils pourront demander tout ce qui eſt néceſſaire pour la Navigation: avec cette ſeule reſtriction, par raport aux* Indes-Orientales, *qu'il ne ſera point permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaiſſeaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, ſeront obligez de ſe comporter d'une manière, qui ne donne aux Eſpagnols aucune crainte ou mauvais ſoupçon.*

Il eſt dit de plus dans le 36. Article du même Traité: *Que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique pourront introduire & débiter dans tous les Etats & Dominations du Roi d'*Eſpagne, *tous les Effets, Marchandiſes, Fruits & Productions qu'ils aportent des* Indes-Orientales: *moyennant qu'il paroiſſe par des Certificats des Députez de la nouvelle Societé établie aux* Païs-Bas Autrichiens, *que ces Effets, Fruits & Marchandiſes proviennent des Lieux de Commerce, Colonies & Conquêtes de ladite Societé: auquel cas ils jouiront, par raport aux Effets des* Indes-Orientales, *des mêmes Privileges qui ont été accordez aux Habitans des* Provinces-Unies, *par les Lettres Patentes du Roi d'*Eſpagne *des 27. Juin & 3. Juillet* 1663. Sa Majeſté déclarant en outre: *Qu'Elle accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de* Munſter *de l'année* 1648., *tant à l'égard des* Indes, *que par raport à tout ce qui pourroit être aplicable audit Traité, & qui n'y ſera point contraire non plus qu'à la préſente Paix.*

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore *ſur tout ce que la Nation Britannique a ſtipulé en ſa faveur par les Traitez de* 1667. 1670. 1713., *& en dernier lieu par certain Traité & Convention, dont le jour & la date ne ſont point exprimez, pour autant que cela pourra auſſi s'apliquer aux Sujets de l'Empereur.* ANNO 1724.

De plus, *ſur tout ce qui a été accordé à l'Etat des* Provinces-Unies, *non ſeulement par les Traitez de Paix de l'année* 1648. *mais encore par le Traité de Marine de l'année* 1650. *& le Traité de Paix de l'année* 1714.

Avec cette Addition: *Que tous ces Traitez ſerviront de regle dans les cas douteux, ou dans ceux qui ſont obmis, ou qui pourroient n'être pas exprimez aſſez clairement par le préſent Traité entre Leursdites Majeſtez.*

Sur leſquels cas douteux & qu'on a paſſé ſous ſilence, on peut établir en premier lieu, que Sa Majeſté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale par le deuxième Article, la libre fréquentation de tous les Païs, Ports de Mer & Lieux dépendans de ſa Domination; ſans qu'on y trouve ni dans tout le Traité, cette reſtriction expreſſe & cette excluſion qui ſont inſerées par tout dans d'autres Traitez de même nature; ſavoir, que cela ne ſe doit entendre que de ces Païs & Lieux que le Roi poſſede en *Europe*, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout tems un libre Commerce, comme il paroit par le quatrieme Article du Traité de Trêve conclu entre le Roi d'*Eſpagne* & cet Etat en 1609. où il eſt dit: *Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être reſtreint & limité aux Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries qu'il tient & poſſede* NB. *en* Europe, *& Havres où les Sujets des Rois & Princes qui ſont ſes Amis & Alliez font ce Trafic.*

Item, par le Traité de *Munſter*, au cinquiéme Article ſi connu: *Que les Directeurs & Commis des Compagnies des* Indes-Orientales & Occidentales *pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Païs qui ſont ſous la Domination du Roi* NB. *en* Europe. *Et en outre, que les Sujets de l'Etat devront s'abſtenir de fréquenter les Places Caſtillanes dans les* Indes-Orientales.

Et enfin par le 34. Article du Traité conclu à *Utrecht* en 1714, entre Sa Majeſté Catholique régnante *Philippe V.*, & cet Etat, où il eſt dit très-expreſſement:

Quoiqu'il ſoit parlé dans divers Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, reſter, naviguer & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Havres, Places & Rivieres des Hauts Contractans reſpectifs; il eſt néanmoins ſous-entendu, que leſdits Sujets ne pourront jouir de cette liberté que dans les Etats réciproques ſituez en Europe; d'autant *qu'on eſt convenu expreſſement, qu'à l'égard des* Indes-Occidentales Espagnoles, *il ne ſera permis d'y naviguer ou commercer que conformement au* 31. *Article dudit Traité.*

D'autre part, que pareils termes illimitez ſe trouvent encore dans le 26. Article dudit Traité entre leurs ſuſdites Majeſtez, où il eſt accordé: *Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Païs & Etats du Roi, ſans aucune diſtinction, toutes les Denrées, Fruits & Marchandiſes de leurs Colonies & Conquêtes aux* Indes-Orientales, *moyennant qu'ils ſoient ſeulement munis de Certificats requis par ledit Article: Auquel cas ils jouiront de tous les Privileges qui ont été accordez aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi d'*Eſpagne *en l'année* 1663.

Quoique les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ne connoiſſent aucun autre Privilege, ſinon qu'il leur eſt permis d'introduire les Fruits & Marchandiſes des *Indes* dans tous les Etats & Domaines du Roi d'*Eſpagne* ſituez en *Europe*, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, ſans que de leur connoiſſance il ait été jamais accordé de plus grands avantages. Mais il eſt bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Placards émanez du Roi d'*Eſpagne* en 1663., il eſt ordonné qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchandiſes dans les Etats & Domaines de Sa Majeſté, où de tout tems il a été permis de les introduire, on devra produire un Certificat qui juſtifie qu'ils ſont venus des Païs, Colonies & Conquêtes que la Compagnie des *Indes Orientales* de ce Païs poſſede aux *Indes-Orientales*, afin de pouvoir les diſtinguer d'avec les Marchandiſes des *Indes-Orientales Portugaiſes*, avec laquelle Nation le Roi d'*Eſpagne* étoit alors en Guerre.

Cependant le Miniſtre de *Vos Hautes Puiſſances* à *Madrid*

ANNO 1724. *Madrid* s'y opposa alors au nom de l'Etat; & ayant représenté à Sa Majesté Catholique l'impossibilité de satisfaire à cette requisition, la chose est restée là, suivant toute aparence; sans qu'ils sachent qu'on ait exigé depuis de pareils Certificats en *Espagne* pour les Fruits & Marchandises des *Indes-Orientales*.

Mais comme ces choses sont telles, qu'elles ont été aparemment interprétées par l'ancien Usage, ou qu'elles pourroient recevoir cette interprétation par les précedens Actes & Traitez, les Directeurs ne les touchent en passant, que pour faire voir uniquement que le sens interieur & l'intention de ces Articles leur est inconnu, ou ne leur paroit pas si clair que ce qui se trouve établi dans ledit second Article, où Sa Majesté Catholique *étend spécialement jusqu'aux* Indes-Orientales, *ledit libre accès ou fréquentation dans tous ses Ports & Places.* Ce que les Directeurs ne savent point non plus avoir été accordé jamais de telle maniere à aucune Nation du monde, & sur tout aux Sujets de cet Etat, puisque par le 5. Article du Traité de *Munster* si souvent cité, il est expressement stipulé, *que les Sujets de cet Etat devront s'abstenir de la fréquentation des Places Castillanes situées dans les* Indes-Orientales.

Ce qui a aussi été rigoureusement observé depuis ce tems-là de la part des Espagnols, ainsi que cela paroît par un certain cas que les Directeurs ont eu l'honneur de representer à *Vos Hautes Puissances* par leur Memoire de l'année 1720., savoir, qu'en 1687., un Vaisseau de la Compagnie ayant à bord deux Religieux qui avoient fait naufrage sur les Côtes de la *Chine*, & les aiant ramenez, à leur priere, aux Isles *Philippines*, le Capitaine de ce Navire demanda à cette occasion au Gouverneur, seulement un peu d'Eau, qui lui manquoit, vu le detour qu'il avoit pris; mais qu'au lieu d'en recevoir, il reçût ordre de se retirer incessamment, sans avoir pû obtenir la moindre chose. Tant s'en faut que le Roi d'*Espagne* ait compris que les Ports de Mer & Places dans les *Indes-Orientales*, qui ne sont autres que les Isles *Philippines*, autrement dites *Manilles*, servissent d'entrepot ou de Places de rafraichissement aux Vaisseaux de la Compagnie des *Indes-Orientales* de cet Etat, sachant bien de quelle consequence cela auroit pu être.

Mais les Directeurs croïent avoir sur tout raison de se plaindre du susdit Article 36., parce que le Roi d'*Espagne* y accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique non seulement tout ce qui a été accordé, mais encore cedé, aux Habitans de cet Etat par le Traité de *Munster*, tant à l'égard des *Indes* qu'autrement; ce qu'ils croyent directement opposé au 5. Article dudit Traité de *Munster*, par lequel il est stipulé, *que les Espagnols devront se borner à leur Navigation, comme ils l'ont euë du tems de ce Traité, sans pouvoir l'étendre plus loin dans les* Indes-Orientales: Comme d'autre part il a aussi été stipulé dans le Traité d'*Utrecht* en l'année 1714. entre Sadite Majesté le Roi d'*Espagne*, & cet Etat: *Que la Navigation & le Commerce dans les* Indes-Orientales, *sous la Domination des Seigneurs Etats Généraux, devront se faire de la même maniere qu'on l'a pratiqué jusqu'à présent.*

Ce qui est une preuve évidente, qu'il ne doit point se faire de changement dans cette Navigation de part ni d'autre, soit par les propres Sujets, ou par ceux de quelque autre Puissance qui n'est pas compriſe dans le 5. Article dudit Traité de *Munster:* attendu que le 16. Article du Traité d'*Utrecht* exprime encore, que les Prérogatives par raport à la Navigation & au Commerce des *Indes-Orientales, compriſes au 5. Article du Traité de* Munster, *auront lieu uniquement dans ce qui concerne les deux Hautes Puissances Contractantes & leurs Sujets* savoir l'*Espagne* & cet Etat, sans autres: ainsi que le véritable sens & l'intention de ces paroles paroissent clairement par le Raport de Mrs. les Plenipotentiaires audit Congrès d'*Utrecht*, inseré dans le *Verbal* & dans les *Notules* ou Resolutions de *Vos Hautes Puissances* du 4. Janvier 1714. en ces termes: *Premierement, sur le 5. & le 6. Article du Traité de* Munster, *que les Sieurs Plenipotentiaires d'*Espagne *croioient être sujets à quelques Rémarques, comme pouvant être appliquez à d'autres, disant, que les Etats & leurs Habitans devoient bien jouir de tous les Avantages stipulez par ce Traité, mais que les autres Nations, & particulierement les Villes* Anséatiques *n'en devoient point jouir.* Preuve convaincante, que l'exclusion ou la non-admission des autres Nations à la jouïssance & à ce qui a été convenu par le 5. Article au sujet de la Navigation & Commerce aux *Indes-Orientales*, a été l'unique & le veritable but de ce Traité. ANNO 1724.

Ce qui ayant donc été inseré ainsi à la requisition & instances de Mrs. les Plenipotentiaires d'*Espagne*, & agréé des deux côtez, il n'est pas permis à l'une de ces deux Puissances de transmettre ce Droit par Traité, ou d'y faire participer une autre Nation, sans la concurrence & le consentement de l'autre Puissance compriſe dans la même Convention & qui y est interessée.

Outre que le Roi d'*Espagne* ayant cedé, en faveur des Habitans de cet Etat, cette Partie des *Indes*, que la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* possede, avec promesse que les Espagnols ne s'étendroient point de ce côté-là; il n'a plus le Droit de céder une seconde fois à d'autres Nations ce dont Sa Majesté s'est ci-devant désistée par un Traité si solemnel, & qu'elle a toûjours laissé à la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* de ce Païs, ou à tels qui ayant été ci-devant les Sujets de Sa Majesté, sont aussi compris dans les Articles de la Defense; ni de tolerer publiquement que les Districts qui ont été cedez, & dont on a joui paisiblement de la part de tous les Sujets Espagnols, soient frequentez par des Vaisseaux de Guerre & Batimens Marchands, & que l'on y établisse des Forts, Colonies & Comptoirs de Negoce, & generalement tout ce qu'on pourroit faire, s'il n'y avoit point de Traitez, au grand prejudice & à l'amoindrissement, pour ne point dire à l'entier aneantissement des Prerogatives de cet Etat, ci-devant stipulez & obtenus.

Et d'autant, *Hauts & Puissans Seigneurs*, que les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs se confirment de plus en plus dans ce qu'ils ont commencé à prévoir il y a long-tems, que la nouvelle Compagnie des *Indes-Orientales* & *Occidentales*, érigée dans les *Pais-Bas Autrichiens* veut pousser de cette maniere sa Navigation & son Commerce dans les Limites de l'Octroi concedé à la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & troubler le Commerce par tout dans les *Indes*, cette affaire tireroit de plus en plus à de grandes consequences; Et voyant d'ailleurs, que cette Navigation & ce Commerce, avec l'Octroi qui y est relatif, vient d'être confirmé de la part du Roi d'*Espagne*, par un Traité important & très-préjudiciable au Commerce de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & qui à certains égards favorise ladite Compagnie Autrichienne au delà des Habitans de l'Etat: Ils n'ont pû se dispenser dans cette conjoncture, de representer très-respectueusement leurs Griefs à *Vos Hautes Puissances*, les supliant d'y faire une serieuse attention, & qu'il plaise à *Vos Hautes Puissances*, suivant l'importance de l'affaire, d'employer les moyens les plus efficaces, tant à la Cour de *Vienne* qu'à celle de *Madrid*, & ailleurs où cela pourroit être de quelque fruit, pour leur faire cesser entierement cette Navigation; dans cette esperance & attente, qu'on ne pourra prendre en mauvaise part, que ne pouvant acquiescer à ce nouvel Octroi & Traité, ils s'en tiennent entierement aux anciens Traitez, & que ceux-ci leur servent de regle non seulement dans les Cas douteux ou obmis, mais aussi dans tous les autres Cas.

Signé,

H. WESTERVEEN.

XXVI.

Remontrance des trois ETATS *du Pays & Duché de* BRABANT *à Sa Majesté Imperiale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Octroy pour l'Etablissement d'une Compagnie de Commerce & Navigation aux Indes.* 23. Mars.

A SA SACRE'E MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

LEs Prelats, Nobles, & Députez des trois Chefs Villes de votre fidele Païs & Duché de Brabant, présentement assemblez en Corps d'Etats dans cette Ville de Bruxelles, jugent, qu'il est de leur devoir indispensable, d'adresser au pied du Trône de Votre M. I. & Catholique leurs plus humbles, & plus respectueux remercimens de la grande faveur, & grace inestimable, qu'Elle a bien voulu accorder à ses bons Sujets de ses Païs-Bas

ANNO 1724. Bas Autrichiens par l'Octroy émané directement de ſa puiſſance, & autorité ſouveraine, pour l'Etabliſſement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deçà, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement. Cet Octroy, lequel renferme une marque ſi ſignalée des ſoins Paternels, & infatigables de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le ſalut de ſes Païs-Bas, l'ancien Patrimoine de ſa Maiſon très-auguſte, fait le principal ſujet de leur conſolation, & la plus ſolide esperance d'un ſort plus fortuné pour leur Negoce à l'avenir.

Car rien ne peut être plus convenable à prevenir leur ruïne entiere, que le Benefice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'esperer, de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque maniere les pertes continuelles que leur cauſe le Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollande, & de Zelande, vers où ils voient ſortir journellement les Deniers les plus clairs de leurs Revenus par l'achat de toutes ſortes d'Epices, Drogues, Sucres, Sel, &c. & ſingulierement d'une abondance exceſſive de Poiſſon tant frais, que ſec, & ſalé.

Mais puiſqu'on remarque par les Memoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ont preſentez ſucceſſivement aux Seigneurs Etats Généraux leurs Souverains, pour s'oppoſer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Païs-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lieux, qui ſont ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconſideration de ſe recrier contre la validité de cet Octroy, comme injuſte, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Munſter, & de celui de la Barriere, avec ſi peu de ménagement des égards dûs à la Perſonne Sacrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'implorer le pouvoir Souverain desdits Seigneurs Etats Généraux, pour être autoriſez & qualifiez, par Leurs Hautes Puiſſances, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront néceſſaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établiſſement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, & que ſuivant ce qu'on en aprend de jour à autre, leſdits Directeurs continuent toujours à pourſuivre ce deſſein directement opoſé à la bonne Amitié & Intelligence, que Leurs Hautes Puiſſances ſouhaitent de conſerver conſtamment avec Votre Majeſté Imperiale & Catholique, comme auſſi à la correspondance & harmonie établie depuis ſi long-tems entre les Sujets de part & d'autre, les Remontrans croyent (ſous le bon plaiſir de Votre Majeſté Imperiale & Catholique) devoir rendre publiques les Raiſons, qui de leur part ont été alleguées par le Mémoire (duquel ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) préſenté le 22. d'Octobre 1723. au *Marquis de Prié*, Miniſtre Plenipotentiaire de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le Gouvernement de ces Païs-Bas contre la Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Reſident de Leurs Hautes Puiſſances Peſters lui avoit communiquée par ordre de ſes Maitres. Ils ſont pleinement perſuadez que ces raiſons fondées, non ſeulement ſur le Droit des Gens, mais ſingulierement ſur les anciennes Conſtitutions, Loix fondamentales, & Libertez de ce Païs de Brabant, feront connoitre évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Octroy accordé par Votre Majeſté Imperiale & Catholique, après une longue & mure déliberation, pour l'établiſſement de la Navigation, & du Commerce de ces Païs-Bas aux Indes, fût revoqué, ou du moins demeurât ſans effet, ſous le prétexte ſpecieux de l'obligation que Votre Majeſté Imperiale & Catholique auroit contractée par le Traité de la Barriere confirmatif de celui de Munſter (lequel neanmoins, dans les Articles, dont il eſt queſtion, ne concerne nullement le Commerce de ces Païs-Bas) demandent en même tems, qu'elle voudroit contrevenir au Serment, qui a été fait ſi ſolemnellement en ſa parole d'Empereur, & de Roi ſur les ſaints Evangiles d'obſerver, & faire bien & fidelement obſerver aux Etats, & à tous ſes Sujets dudit Païs de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privileges, Libertez, &c.

Puiſqu'il n'y a rien de plus clair, ni de plus inconteſtable, que par la revocation de cet Octroy, Votre Majeſté Imperiale & Catholique depouilleroit ſes bons & fideles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expreſſement confirmé par l'Article 13. de la Joyeuſe Entrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique. ANNO 1724.

Et d'autant que leſdits Directeurs ſont ſi apliquez à demander l'exacte obſervation des Traitez, qu'il y a entre Votre Majeſté Imperiale & Cath., & L. H. P. & que même ils ſe ſont expliquez ſur ce ſujet d'une maniere, comme ſi V. M. I. & C., par l'établiſſement de cette nouvelle Compagnie en ſes Païs-Bas Autrichiens, auroit fait une contravention aux mêmes Traitez, & ſe ſeroit departie de la Regle & Loi, qui lui eſt ſi naturelle & ſi inviolable, d'obſerver religieuſement tous ſes Traitez, même aux dépens de ſes propres intérêts, donnent occaſion aux Etats des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, ſi les Seigneurs Etats Généraux ont rempli tous les engagemens, dans leſquels ils étoient entrez au regard & pour la conſervation de ces Païs-Bas par le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 30. d'Août 1673. avec feu le Roi Charles II. de glor. mem. par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances pénétrées d'une juſte reconnoiſſance, ſe ſont obligées Article 16. de ne point faire la Paix avec le Roi Très-Chrétien, que Sa Majeſté Catholique ne fût remiſe en la poſſeſſion de toutes les Villes, Places, & Pays, qui lui avoient été ôtez par le Roi Très-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'An 1659, & Article 18. de ceder & donner à Sa Majeſté Catholique la Ville de Maeſtricht, avec le Comté de Vroenhoven, & tout ce qui en depend dans le Pays d'Outremeuſe.

Perſonne n'ignore combien les ſuites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Belgiques, & que bien loin d'avoir recouvré les ſusdites Places conquiſes par la Couronne de France depuis la Paix des Pirenées, ils ont eu le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris Beſançon & ſon Diſtrict, comme auſſi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, & le Cambreſis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que jusques à preſent les Etats Généraux ſont demeurez ſaiſis & en poſſeſſion de la Ville de Maestricht, nonobſtant toutes les inſtances réïterées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majeſté Catholique, pour l'accompliſſement d'une promeſſe ſi formelle portée par le ſusdit Article 18. du Traité de l'an 1673.

Pour toutes ces raiſons & autres, renfermées ſuccinctement dans le ſusdit Mémoire du 22. d'Octobre 1723. les Etats de Brabant ont lieu d'attendre de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs Etats Généraux, que bien loin d'écouter plus long-tems les plaintes mal fondées des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défenſe expreſſe d'inquiéter, ou de troubler, en maniere quelconque, les Peuples de ces Païs-Bas (dont la conſervation eſt ſi importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & maniere reglée par le ſusdit Octroy de Votre Majeſté Imperiale & Catholique.

Que ſi, contre toute attente, Leurs Hautes Puiſſances, ou ceux de la ſusdite Compagnie leurs Sujets, en vinſſent à l'extremité de commettre, faire ou laiſſer commettre, quelque injuſtice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, couverte de la ſouveraine protection de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ſi reſpectable à toutes les Puiſſances de l'Univers, les Remontrans la ſuplient très-humblement de vouloir bien, dès à preſent pour lors, prendre la réſolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raiſon, même, s'il en fut beſoin, autoriſer ſon Miniſtre Plenipotentiaire pour le Gouvernement de ces Païs-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Negoce des Sujets de Votre Majeſté Imperiale & Catholique en ces Païs-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs Etats Généraux, tant en conſequence de la promeſſe ſolemnelle portée par l'Art. 101. de ſon Octroy ci-deſſus, promeſſe qui eſt la baſe, & l'unique apuy de l'établiſſement, & de la conſervation de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la

ANNO 1724. Joyeuſe Entrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, par lequel elle a aſſuré ſes Etats & Sujets de Brabant de faire reparer & redreſſer tout ce qui pourroit être entrepris ou attenté au contraire.

Quoi faiſant, &c.

Plus bas,

Etoit écrit par Ordonnance, & ſigné,

H. VAN DEN BROEK.

Bruxelles le 23. *Mars* 1724.

Copie du Memoire preſenté à Son Excellence le 22. *d'Octobre* 1723. *pour ſervir de Réponſe de la part des Etats de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande ont faite aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au ſujet de la Navigation, & du Commerce des Habitans des* PAÏS-BAS *Autrichiens auxdites Indes.*

QUoique l'Archiduc Philippe, nommé le Bel, iſſu du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fût parvenu aux Royaumes de Caſtille & Arragon, par ſon Mariage avec Jeanne d'Eſpagne Heritiere univerſelle de Leurs Majeſtez Catholiques Ferdinand V. Roi d'Arragon, & Iſabelle Reine de Caſtille, & que ſon Fils & Succeſſeur le Prince des Eſpagnes Charles, depuis auſſi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni ſur ſa Tête tant de Couronnes, ſe fût rendu Dominateur en Aſie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la penſée de donner la moindre atteinte aux Libertez, Independances, Conſtitutions, & Privileges des Habitans de ces Païs-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les aſſujettir aux Loix, Conſtitutions, Maximes, ou Coutumes de leurs Royaumes des Eſpagnes, beaucoup moins, de les comprendre ſous le Nom de leurs Sujets Caſtillans ou Eſpagnols.

Le Roi Philippe II. Héritier univerſel de l'Empereur Charles V. en ſesdits Royaumes, & Païs-Bas, à ſon exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec ſon auguſte Pere, quelques Articles de la Chartre de la Joyeuſe Entrée de Brabant du conſentement de ſes trois Etats) leur promit par un double Serment fait corporellement ſur les S. S. Evangiles: qu'il obſerveroit, & feroit fidelement obſerver tous les Points, Articles y compris, & qu'il maintiendroit aux Prelats, Barons, Chevaliers, Nobles, Villes, Franchiſes, Villages, & tous ſes Sujets du Païs de Brabant en general, & en particulier, tous leurs Droits, & Privileges, Libertez, Franchiſes, Traitez, Ordonnances, Statuts, Coutumes, & Obſervances.

Et pour faire connoitre aux Etats de Brabant, que ſon intention Royale étoit de les faire gouverner ici ſur le lieu, independamment du Miniſtere des Eſpagnes, il les requit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéïr à ceux du Conſeil d'Etat, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Païs-Bas, en attendant que Sa Majeſté eût envoyé en ces Païs, pour Gouverneur, un Prince de ſon Sang.

Il eſt vrai, que dans la ſuite du tems, le même Roi (tant pour le Bien général de la Chrétienté que dans la vuë de procurer à ſes Païs-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargez de la penible Guerre, dont ils avoient été travaillez par tant d'années;) ayant trouvé convenable de ceder ces mêmes Païs-Bas à ſa Fille l'Infante Iſabelle, en don, aide, & faveur du Mariage, avec l'Archiduc Albert, ſtipula, comme Roi des Eſpagnes à l'avantage de ſes Sujets Caſtillans, par l'Art. 8. de l'Acte donné à Madrid le 6. de May 1598. pour la Ceſſion de ces Païs, que l'Infante, ſon Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ſes Succeſſeurs, ni Sujets desdits Païs, ne pourroient en façon quelconque, negocier, trafiquer, ou contracter és Indes Orientales, & Occidentales, ni auſſi envoyer aucune ſorte de Navires, ſous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût cauſer aucun tort, ni préjudice aux Etats, & Habitans de cette Province de Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne ſe ſoumirent à l'obéïſſance de Leurs Alteſſes Sereniſſimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Août 1598. leur eut fait le double Serment ci-deſſus raporté, tant en ſon Nom qu'au Nom de l'Infante Iſabelle ſa future Epouſe pour l'obſervation de tous les Articles de ladite Joyeuſe Entrée, enſemble de tous les Droits, Statuts, Privileges, Libertez, & Coutumes dudit Païs. ANNO 1724.

D'ailleurs cette Condition (ſuivant le raport de l'Hiſtorien Emanuel van Meteren) fut ſi odieuſe aux Etats, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'alleguer hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Païs-Bas la Navigation, & le trafic és Indes Orientales, & Occidentales, où la plûpart des Habitans ne connoiſſent pas encore le Roi, & qu'ils aimeroient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition ſi deshonnête, & ſi déraiſonnable.

Il eſt donc bien ſurprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ſous la protection des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, veulent ſe prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Païs-Bas préſentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Execution de cet Article, ils reclament ledit Hiſtorien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1601. où il raporte (on ne ſçait ſur quel fondement) que le Roi ayant ſoupçonné les Habitans d'Anvers de négocier indirectement aux Indes; la Cour y avoit envoyé un Commiſſaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'enfin, pour prevenir beaucoup de malheurs, & de perſecutions, qui auroient pu en reſulter, ils avoient été obligez de racheter la disgrace du Roi pour une Somme de ſix cens mille Ducats, Somme ſi exceſſive, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à ſon Souverain pour 30. années de Subſides, par lequel excès il eſt facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit beſoin, ſe pourroit détruire par les Regiſtres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Hiſtorien, qu'ils le conſultent (on les en prie) dans un autre endroit de ſon Hiſtoire de l'an 1602. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accuſe les Espagnols de vouloir une choſe contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir ôter aux Habitans du Païs-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les Lieux point ſituez ſous leur Juriſdiction, & où il fait la description d'une Medaille, que les Zelandois avoient fait fraper à ce ſujet avec deux Legendes, l'une, *Poſſunt, quæ poſſe videntur*, & l'autre, *Quo ſaltas, inſequar*, ſur le revers, qui repréſentoit un Lion nageant en la Mer, qui forme les Armes de Zelande, derriere un Cheval ſautant hors de l'eau au deſſus d'un Globe du Monde.

Auſſi eſt-il manifeſte, que lesdits Directeurs ne peuvent tirer aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-deſſus;

Premierement, parce que c'eſt *Res inter alios acta*, ſavoir entre le Roi Philippe II. de glor. mem. en faveur de ſes Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Iſabelle Princes des Païs-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majeſté Imperiale Regnante n'eſt pas le Succeſſeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu impoſer cette Condition & Servitude de ne point naviguer, ni commercer dans les Indes, mais le Succeſſeur des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Païs-Bas par l'Infante Marie Anne ſon Ayeule Epouſe de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuſe memoire.

Etant d'ailleurs certain, que cette Servitude, en tout cas, a été aneantie par le retour de ces Païs ſous la Domination du Roi Philippe IV. ſuivant la Maxime de Droit tirée *ex leg. ff. quemadmodum ſerv. amit. ſervitutes prædiorum confunduntur, ſi idem utriusque prædii Dominus eſſe cœperit & ex l.* 26. *ff. de ſerv. præd. urb. nulli enim res ſua ſervit.*

3. Parce que la défenſe, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'an 1640. par le Roi Philippe IV. ſon petit-fils pour beneficier ſes bons & fideles Sujets par deça, leur ayant fait ouverture du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce ſon Auguſte Predeceſſeur ne leur avoit pu défendre legiti-

ANNO 1724. gitimement en sa qualité de Duc de Brabant, & Comte de Flandres.

4. Parce qu'au tems, que la susdite Condition fut stipulée par le Roi Philippe II. qui soutenoit d'avoir acquis les Indes pour lui-même, & pour ses Sujets Castillans contre ses Sujets des Païs-Bas, les Etats & Habitans de la Province de Hollande étoient encore comptez au nombre de ces derniers, nonobstant qu'ils se fussent détachez de l'Union des autres Provinces obéïssantes, étant notoire qu'avant la Trêve concluë pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi d'Espagne, & les Archiducs Albert & Isabelle d'une part, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part, les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la susdite Condition pourroit encore servir à priver les Brabançons, & les Flamands de la Navigation & du Commerce aux Indes Orientales, il s'ensuit au contraire, que puisqu'ils n'ont jamais, sous la Domination des Rois Catholiques, pu jouïr du Commerce aux Indes reservé pour les Castillans dans le District des Indes Espagnoles, ils ne peuvent être censez d'avoir été compris dans les Articles 5. & 6. du Traité de Paix conclu à Munster en 1648. lesquels contiennent une reciprocité entre les Castillans, & les Sujets des Provinces-Unies, independamment des Brabançons, & des Flamands; ayant été convenu par ces Articles en termes bien exprès, que, suivant la repartition des Districts y mentionnez, les Castillans & Espagnols se borneroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils avoient pour lors aux Indes; sans qu'il leur fût permis de l'étendre plus avant de leur côté, & que reciproquement les Sujets des Provinces-Unies seroient obligez de ne plus frequenter les Places, que les Castillans occupoient dans les Indes.

En effet, si les Habitans de ces Païs presentement Autrichiens n'ont eu aucune part à l'avantage, & au Droit stipulé par ces deux Articles en faveur des Castillans, par raport à leur Navigation aux Indes; Ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défense reciproque stipulée par ces mêmes Articles en faveur des Sujets des Provinces-Unies par raport à leur Navigation aux Indes de leur District, & par consequent, puisqu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractantes auxdits Articles, ils n'ont pas été compris, ni envelopez dans cette Convention reciproque, laquelle avoit pour objet le Commerce des Castillans d'une part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre part, afin que les uns & les autres auroient continué à jouïr librement de leur Commerce dans les Limites, Villes, Forts, Loges, Habitations, & endroits, qui se trouvoient situez dans leurs Districts respectifs, sans que les uns pussent aller négocier dans les Limites des Districts des autres, le tout reciproquement.

Sans cela cette Convention auroit blessé l'équité naturelle, & auroit été de la nature d'une societé leonine, par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une, & tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'est pourquoi les Habitans de ces Païs-Bas, & singulierement les Brabançons, soutiennent qu'à leur égard il n'y a jamais eu aucun Traité concernant le Commerce aux Indes, & que partant la raison, & le Droit des Gens d'aujourdhui dictent, que la Navigation, & le Commerce par Mer sont demeurez licites, communs, illimitez, ouverts, & libres pour la Nation Brabançonne, aussi bien que pour toutes les autres Nations de l'Europe, qui sont toutes d'une même condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Trêve pour douze ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe III. (de glor. mem.) n'accorda par l'Article 4. de ce Traité aux susdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Sujets d'autre pouvoir au regard du Trafic aux Indes, & hors de l'Europe, que celui, qui leur apartenoit par le Droit de la Nature & des Gens, de faire ledit Trafic, s'ils le trouvoient bon, aux Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur voudroient permettre, avec promesse, que ni Sa Majesté, ni ses Officiers & Sujets ne leur causeroient aucun trouble, ni empêchement en ce Trafic hors de l'Europe.

Bien pourront-ils (porte cet Article) *faire ledit Trafic, si bon leur semble, és Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui leur voudront permettre, même hors lesdites limites, sans que ledit Seigneur Roi, ses Officiers & Sujets, qui dependent de lui, donnent aucun empêchement à cette occasion auxdits Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni pareillement à eux ou aux particuliers, avec lesquels ils ont fait & feront ledit Trafic.* ANNO 1724.

Sur lequel principe du Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, les Brabançons fondent leur Système, d'avoir conservé sans atteinte ni restriction la faculté de naviguer, & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement.

Bien loin, qu'ils seroient dans la pensée, que par le changement de Maitre, ils auroient acquis un nouveau Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils se trouvent heureusement débarrassez de deux obstacles accidentels *Facti*, *non Juris*, qui leur avoient empêché l'exercice de la même Navigation, l'un provenu autrefois de la prohibition & défense, que leur Prince Souverain comme Roi d'Espagne leur avoit faite de naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des Castillans, & l'autre consistant en ce qu'ils n'avoient jamais pu obtenir de Sa Majesté Catholique la protection, dont ils avoient besoin pour soutenir cette Navigation aux Indes Orientales; protection qu'il a plu à Sa Majesté Imperiale & Catholique leur Auguste Souverain, par un effet singulier de sa gracieuse bonté, & affection paternelle, de leur accorder recemment de sa Puissance, & de l'autorité lui apartenante par le Droit de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des Gens avec promesse de les défendre envers & contre tous ceux qui les attaqueront injustement.

Cet ancien Droit fut reconnu même sous le Regne du feu Roi Charles II. (de glor. mem.) par l'Octroy accordé en son Nom Royal le 7. de Juin 1698. à la Requête & Suplication des Ecclesiastiques & Membres de Flandre par avis de ses Conseils d'Etat & Privé, à la déliberation de l'Electeur de Baviere pour lors Gouverneur Général de ces Païs-Bas, par lequel Octroy Sa Majesté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie Royale pour négocier aux Places, & Lieux libres dans les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Octroy n'eût pas le succès, qu'ils en devoient attendre, l'on sçait que ce ne fût pas à cause de quelque empêchement legitime, mais par le manquement de la protection Royale, à cause du facheux contre-tems de la mauvaise santé du feu Roi, qui pendant tout le cours des années 1699. & 1700 fit aprehender les suites funestes de sa mort, & donna lieu à divers ménagemens, dont il ne convient pas de rapeller la memoire.

Que si depuis ce tems-là Sa Majesté Imperiale & Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par l'Article 26. du Traité de Barriere conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Païs-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, demeureroit en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. concernant le Commerce; cette promesse est relative aux Articles dudit Traité de Munster, par lequel le Commerce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre a été reglé dans lesdits Païs-Bas, & ne regarde nullement la Navigation, ni le Commerce aux Indes, dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité de l'an 1715. ni dans le Traité posterieur, qui a été fait à la Haye le 22. Decembre 1718. pour faire cesser les plaintes, que les Etats de Brabant, & de Flandres avoient portées par deux Deputations Extraordinaires à Sa Majesté Imperiale & Catholique au sujet des Articles dudit Traité précédent, lesquels ne pouvoient s'accorder avec leurs anciens Droits, Privileges, & Libertez.

Ce qui plus est, les Brabançons ne peuvent s'empêcher de faire connoitre avec tout le respect, qu'ils ont eu, & auront toujours pour l'Autorité Souveraine de leurs très-Augustes Princes, qu'il n'a jamais été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de conclurre aucun Traité au préjudice des anciennes Libertez, & Loix fondamentales de leur Païs de Brabant, ne fut du consentement des Etats du même Païs.

Les Chartres de leur Joyeuse Entrée, jusques & y comprise celle de Sa Majesté Imperiale & Catholique Regnante, servent de preuve incontestable de cette

ANNO 1724. Verité, portant Article 3. que Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagera jamais à entrer en Guerre, ne fût par le Conſeil, la volonté, & le conſentement de ſes Villes, & de ſon Païs de Brabant, & qu'elle ne promettra aucune choſe par où, aucun de leurs Droits, Libertez, & Privileges, ſeroit préjudicié ou diminué en maniere quelconque.

Et à l'Art. 5. que Sa Majeſté ne permettra pas que ſes Païs, Villes, Gens, Rentes ou Droits Seigneuriaux ſoient engagez, hypothequez, vendus, alienez, diminuez, chargez, affectez, cedez, ou remis en aucune maniere, que du conſentement de ſesdits trois Etats.

Comme auſſi Art. 13. tiré de mot à autre de la Joyeuſe Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de glor. mem. que Sa Majeſté maintiendra tous ſes Sujets & bonnes Gens de Brabant & d'Outremeuſe, dans la libre & tranquille Navigation, non ſeulement aux Païs de Hollande & de Zelande, mais auſſi dans tous les autres Païs.

Tellement que cette libre Navigation dans tous les Païs, où il eſt licite aux autres Nations de trafiquer, ne ſe trouve pas ſeulement fondée ſur le Droit de la Nature, & le Droit des Gens ancien & moderne, enſemble ſur le principe, dont les Habitans de Hollande ſe ſont prévalus autrefois contre la Couronne d'Espagne, mais ſpecialement en faveur des Brabançons ſur l'une des Loix fondamentales de la Joyeuſe Entrée des Ducs de Brabant renfermant *Pacta conventa inter Principem & Populum*, dont les Etats & Peuples de cette Province ont certainement merité la confirmation & conſervation inviolable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidelité à toute épreuve pour le ſervice de leurs Auguſtes Souverains.

Car pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenſes de tant de Biens, que lesdits Directeurs reclament d'avoir été faits par Leurs Hautes Puiſſances pour contribuer à la reduction des Païs-Bas Espagnols ſous l'obéiſſance de Sa Majeſté Imperiale & Catholique Regnante, & que partant elles ne devroient pas être expoſées à une ſi grande dureté que de voir, que les mêmes Païs-Bas ou leurs Habitans pourroient entreprendre préſentement contre Leurs Hautes Puiſſances, ou contre Leurs Sujets, ce qui non ſeulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par un Traité ſolemnel.

On avouë la premiere, mais nullement la ſeconde Partie de cette objection, & pour en retorquer l'argument contre lesdits Directeurs, & tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, on les prie de vouloir ſe ſouvenir à leur tour de tous les efforts & dépenſes extraordinaires faits par les Etats, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de la derniere Guerre pour le ſoutien de la cauſe commune, ſingulierement dans la ſituation dangereuſe où l'Armée des Hauts Alliez ſe trouvoit reduite en 1708. par les mouvemens de l'Armée de France ſous le commandement du Duc de Bourgogne en perſonne, & par la perte inopinée des Villes de Gand & de Bruges, laquelle aparemment auroit entrainé celles des autres Places capitales, & peut-être de ces deux Provinces entieres de Brabant & de Flandres, ſans le Secours du Corps des Troupes Imperiales, que feu l'Empereur avoit envoyé en ces Païs-Bas ſous la conduite heroïque de ſon premier & invincible Général le Prince Eugene de Savoye.

Or par qui eſt-ce que ces Tronpes y ont été entretenues? Leurs Hautes Puiſſances ſçavent, & perſonne ne l'ignore que ce fût par les Subſides extraordinaires que les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournirent à cet effet, & par le Secours des Deniers levez & hypothequez ſur les Domaines & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les Etats de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuvent ajouter, que, ſi après la ſurpriſe de Gand, & de Bruges, la France étant encore en poſſeſſion des Villes de Mons, de Namur, & de Charleroi, ils n'avoient témoigné une fidélité inébranlable pour Sa Majeſté au Siége de cette Ville principale de Bruxelles, (ſoit dit ſans manquer à la reconnoiſſance qui eſt dûë aux Hauts Alliez) il étoit à craindre qu'ils n'euſſent perdu en une ſeule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorieuſes avoient remportez depuis le commencement de la derniere Guerre, laquelle, ſuivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 1702. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ils entreprirent pour reprendre les Provinces-Unies du Païs-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles ſerviroient de Digue, de Rempart, & de Barriere pour ſeparer, & éloigner la France des Provinces-Unies, lesdites Provinces du Païs-Bas devant faire la ſûreté desdits Etats Généraux. ANNO 1724.

On paſſe ſous ſilence (pour ne pas remonter trop haut) les calamitez, les pertes, & les miſeres, que les mêmes Provinces ont ſouffertes durant la Guerre ruïneuſe, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre feu le Roi d'Espagne, & lesdits Etats Généraux, par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances reconnurent les obligations extraordinaires, qu'elles avoient à Sa Majeſté Catholique, & par conſequent à ſes Sujets des Païs-Bas, pour le Secours, que Sa Majeſté leur avoit fait, comme un Prince qui s'étoit expoſé avec tant de conſtance à la ruine manifeſte, dont elles étoient ſi fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement que retournant à la premiere partie de cette objection, il y auroit une extrême dureté, pour ne pas dire une violence, & injuſtice manifeſte, d'exclure les Habitans desdits Païs-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouïſſent paiſiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privileges, dont Leurs Hautes Puiſſances de même que feu Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne de glor. mem. ſe ſont renduës les Garans par la Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Deputez de Leurs Hautes Puiſſances ont écrite aux Etats de Brabant le 26. May 1706. pour les aſſûrer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs Etats Généraux, que Sa Majeſté le Roi notre Auguſte Monarque les maintiendroit dans l'entiere jouïſſance de tous leurs anciens Droits & Privileges.

Et les Etats de Brabant ont d'autant plus de ſujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par raport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & Juſtice de Leurs Hautes Puiſſances en conſideration de l'interêt notoire, qu'elles ont à la conſervation & à la ſûreté des Païs-Bas, l'avant-mur & le rempart de leur République contre la France, pour le ſoutien de ſûreté, qui fait le commun objet du ſusdit Traité de Barriere, étant de la derniere importance que les Places Frontieres, & autres Fortereſſes en ce Païs ſoient toujours en état de défenſe, Sa Majeſté Imperiale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 90. de ſon dit Octroy que tous les Deniers, qui ſont levez ſur les Marchandiſes de retour de cette nouvelle Compagnie ſoient employez principalement à pourvoir lesdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes ſortes de Munitions de Guerre, enſemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Donc pour recueillir la ſubſtance de ce Memoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, que l'Acte de la Ceſſion de ces Païs-Bas faite aux Archiducs Albert, & Iſabelle en 1598. lorsque les Habitans des Provinces de Hollande & de Zelande étoient encore cenſez, & reputez par Sa Majeſté ſes legitimes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procuré aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéiſſantes de ces mêmes Païs.

En ſecond lieu, que par le Traité de la Trêve pour 12. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point aquis d'autre titre pour ce Commerce, que celui qui leur apartenoit d'ancienneté par le Droit de la Nature & des Gens.

En 3. lieu, que les Articles 5. & 6. du Traité de Paix fait à Munſter l'an 1648. ne renferment qu'une Convention reciproque entre les Caſtillans & les Espagnols d'une part, & les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, ſans enveloper les Sujets de ces Païs-Bas préſentement Autrichiens.

En 4. lieu, que le dernier Traité de la Barriere conclu à Anvers en l'an 1715. ne confirme celui de Munſter, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Cath. dans les Païs-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y eſt fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Caſtillans & Espagnols.

Et que partant les Habitans de ces mêmes Païs, ſpecia-

ANNO 1724. ſpecialement les Brabançons ſe ſont conſervez jusques à préſent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, d'exercer le Commerce & la Navigation aux Indes en tous Lieux neutres & independans, où il eſt libre aux autres Nations de negocier.

Etant inconteſtable que les Peuples desdits Païs par le non uſage du ſusdit Droit, n'en ont rien perdu, ſuivant la Jurisprudence tirée de la Loi 22. *ff. de viâ publicâ*; *Viam publicam populus non utendo amittere non poteſt.*

XXVI.

26. Avril. *Repreſentations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *preſentées à Sa Majeſté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le 26. Avril* 1724.

LEs Rois d'Espagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en poſſeſſion d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Espagne.

Par conſequent, les *Habitans des Païs-Bas* en étoient exclus, auſſi bien que les autres. Les Rois d'Espagne ont maintenu ce Pouvoir dans les Négociations des Traitez de Paix ou de Trêve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont conſenti par le Traité de Munſter; de ſorte que le partage des Indes étant reglé, les deux Parties étoient obligées de s'abſtenir de naviguer dans les limites l'une de l'autre.

Il s'enſuit donc, que les Provinces-Unies s'étant obligées de ne pas naviguer aux Indes d'Espagne, *ont acquis en même tems le* DROIT D'EXCLURE *les Sujets des Etats d'Espagne*, COMME AUSSI CEUX DES PAÏS-BAS ESPAGNOLS, *de naviguer dans leurs limites.*

Les choſes étant dans cet état, lorsque les Païs-Bas Espagnols furent cedez à l'Electeur de Baviere, *cette Ceſſion ne pouvoit aporter aucune alteration, ou préjudice* AU DROIT *des Provinces-Unies*, parce qu'il n'y a pas d'aparence que l'intention du Roi d'Espagne fut de ſe priver de ſon Droit, en laiſſant auxdits Païs-Bas cedez, la liberté de naviguer aux Indes.

La Ceſſion que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Espagne, *étoit ſur le même pied.* La France s'étant engagée à faire ceder lesdits Païs-Bas, par l'Electeur de Baviere, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maiſon d'Autriche; & cette Ceſſion n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremiſe des Etats Généraux, comme il paroit par le Traité de Paix entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., *l'intention n'étoit pas de faire tort, en aucune maniere, auxdites Provinces-Unies*, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la *Maiſon d'Autriche rempliroit les conditions qui étoient déja ſtipulées:* il eſt évident que le Roi de France s'interpoſant pour le Roi d'Espagne, ſon petit-fils & ſon Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Espagne, en faveur de la Maiſon d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Outre tout cela, *le* 23. *Article dudit Traité fait aſſez voir que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes* DEMEURAT SUR LE MEME PIED *qu'elle étoit auparavant.*

C'eſt ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Espagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 30. le Traité de Munſter eſt poſé pour baze, plus particulierement par le 33. & le 34. Articles, par raport aux Indes.

Si après tout ce qui a été répreſenté à Sa Majeſté Imperiale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, ſecondez de la maniere la plus forte par les hauts Alliez, *la Ceſſion des Païs-Bas, devoit être confirmée par l'Espagne*, SANS SE RESERVER EXPRESSEMENT LE DROIT EXCLUSIF *ſur la Navigation des Indes en général & ſans exception*, il s'enſuivroit que les Etats Généraux pourroient A JUSTE TITRE *demander ſatisfaction à l'Espagne*, pour avoir par là *fait une grande infraction au Traité de Munſter:* outre que ſe trouvant privez des effets dudit Traité, ils ſeroient dispenſez de l'obligation reciproque, de s'abſtenir de la Navigation des Indes d'Espagne.

De plus, l'avenir importe du moins autant à l'Espagne, qu'aux Provinces-Unies; car ſur les fondemens poſez par l'Empereur, les Habitans de ſes Païs-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Espagne, que dans celle des Provinces-Unies. ANNO 1724.

Il ne faut que reflechir, d'un côté, ſur l'ample permiſſion accordée par les Octrois à la Compagnie d'Oſtende, avec la maniere dont l'Empereur s'eſt expliqué touchant la liberté prétenduë, & de l'autre, ſur la vaſte étenduë des Indes d'Espagne, pour être convaincu, combien il eſt néceſſaire d'empêcher que des Negocians ſoutenus de la ſorte, n'y faſſent des établiſſemens, qui avec le tems pourroient ruiner ceux d'Espagne.

XXVII.

Declaration de LOUÏS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations donnés par* LOUÏS XIV. *ſon Predeceſſeur contre ſes Sujets de la Religion Reformée, voulant que la ſeule Religion Catholique Romaine ſoit exercée en ſon Royaume, & ordonnant de rigoureuſes peines contre ceux qui refuſeront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Verſailles le* 14. *Mai* 1724. [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre & Privilege du Roi in 4.] 14. Mai.

LOUÏS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. De tous les grands deſſeins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul a formez dans le cours de ſon Regne, il n'y en a point que Nous ayons plus à cœur de ſuivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçû d'éteindre entierement l'Héreſie dans ſon Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de ſa vie. Dans la vûë de ſoutenir un Ouvrage ſi digne de ſon zele & de ſa pieté, auſſi-tôt que Nous ſommes parvenus à la Majorité, notre premier ſoin a été de Nous faire repréſenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conſeil qui ont été rendus ſur ce ſujet, pour en renouveller les diſpoſitions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire obſerver avec la derniere exactitude; Mais Nous avons été informez, que l'exécution en a été ralentie depuis pluſieurs années, ſur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans leſquelles il ſe trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont cidevant fait profeſſion de la Religion prétenduë Réformée, par les fauſſes & dangereuſes impreſſions que quelques-uns d'entr'eux, peu ſincerement réünis à la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & excitez par des mouvemens étrangers, ont voulu inſinuer ſecretement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet ſi important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui ſe ſont gliſſez, & qui demandent un plus prompt remede, regardent principalement les Aſſemblées illicites, l'Education des Enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de profeſſer la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célebration des Mariages: ſurquoi, Nous avons réſolu d'expliquer bien diſtertement nos intentions. A ces Cauſes, de l'avis de notre Conſeil & de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Préſentes ſignées de notre main, diſons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ſoit ſeule exercée dans notre Royaume, Païs & Terres de notre obéïſſance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils ſoient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'aſſembler pour cet effet en aucun lieu & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine contre les Hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les Femmes d'être raſées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, avec Confiſcation des Biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui ſe ſont aſſemblez en armes.

ANNO 1724

II. Etant informez qu'il s'eſt élevé, & s'éleve journellement dans notre Royaume pluſieurs Prédicans, qui ne ſont occupez qu'à exciter les Peuples à la Revolte, & les détourner des Exercices de la Réligion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui y auront convoqué des Aſſemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, ſoient punis de mort, ainſi que la Déclaration du Mois de Juillet 1686. l'ordonne pour les Miniſtres de la Religion prétenduë Réformée, ſans que ladite peine de mort puiſſe à l'avenir être reputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Miniſtres ou Prédicans, de leur donner retraite, ſecours & aſſiſtance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux: Enjoignons à ceux qui en auront connoiſſance, de les dénoncer aux Officiers des Lieux, le tout à peine, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galeres à perpetuité, & contre les Femmes, d'être raſées & enfermées pour le reſte de leurs jours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, & de Confiſcation des Biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion prétenduë Réformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de faire baptiſer leurs Enfans dans les Egliſes des Paroiſſes où ils demeurent, dans les 24. heures après leur naiſſance, ſi ce n'eſt qu'ils ayent obtenu la permiſſion des Archevêques ou Evêques Dioceſains de differer les céremonies du Baptême pour des raiſons conſiderables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres perſonnes qui aſſiſtent les Femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curez des Lieux de la naiſſance des Enfans, & à nos Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Juſtice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, ſuivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Education des Enfans de ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion Prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, voulons que l'Edit du Mois de Janvier 1686., & les Déclarations des 13. Decembre 1698., & 16. Octobre 1700., ſoient exécutées en tout ce qu'elles contiennent; & en y ajoûtant, Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfans hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en ayent obtenu de Nous une permiſſion par écrit ſignée de l'un de nos Secretaires d'Etat, laquelle Nous n'accorderons qu'après que Nous aurons été ſuffiſamment informez de la Catholicité des Peres & Meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle ſera reglée à proportion des Biens & Facultez des Peres & Meres desdits Enfans, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de ſix mille Livres & ſera continuée par chaque année que leursdits Enfans demeureroient en Païs étrangers, au préjudice de nos défenſes; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il ſoit établi, autant qu'il ſera poſſible, des Maîtres & des Maîtreſſes d'Ecole, dans toutes les Paroiſſes où il n'y en a point, pour inſtruire tous les Enfans de l'un & de l'autre ſexe, des principaux myſteres & devoirs de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les conduire à la Meſſe tous les jours ouvriers, autant qu'il ſera poſſible, leur donner les inſtructions dont ils ont beſoin ſur ce ſujet, & avoir ſoin qu'ils aſſiſtent au Service Divin les Dimanches & les Fêtes, comme auſſi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir beſoin, le tout ainſi qu'il ſera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Edit de 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puiſſe être impoſé ſur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établiſſement desdits Maîtres & Maîtreſſes juſqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Maîtreſſes, & que les Lettres ſur ce néceſſaires ſoient expediées ſans frais, ſur les avis que les Archevêques & Evêques Dioceſains, & les Commiſſaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, Nous en donneront.

VI. Enjoignons à tous les Peres, Meres, Tuteurs & autres perſonnes qui ſont chargées de l'éducation des Enfans, & nommément de ceux dont les Peres ou les Meres ont fait profeſſion de la Religion prétenduë Reformée, ou ſont nez de Parens Religionnaires, de les envoyer aux Ecoles & aux Catechismes juſqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui ſont au-deſſus de cet âge juſqu'à celui de vingt ans, aux inſtructions qui ſe font les Dimanches & les Fêtes, ſi ce n'eſt que ce ſoient des perſonnes de telle condition qu'elles puiſſent & qu'elles doivent les faire inſtruire chez elles, ou les envoyer au College, ou les mettre dans des Monaſteres ou Communautez regulieres; enjoignons aux Curez de veiller avec une attention particuliere ſur l'inſtruction desdits Enfans dans leurs Paroiſſes, même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles: Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques de s'en informer ſoigneuſement; ordonnons aux Peres & autres qui en ont l'éducation, & particulierement aux Perſonnes les plus conſiderables par leur naiſſance ou en leurs Emplois de leur repréſenter les Enfans qu'ils ont chez eux, lorſque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs viſites, pour leur rendre compte de l'inſtruction qu'ils auront reçûë touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute-Juſtice, de faire toutes les diligences, perquiſitions, & Ordonnances néceſſaires pour l'execution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui ſeroient négligens d'y ſatisfaire, ou qui auroient la témerité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puiſſe être, par des condamnations d'amende qui ſeront exécutées par proviſion, nonobſtant l'appel, à telles ſommes qu'elles puiſſent monter.

VII. Pour aſſurer encore plus l'exécution de l'Article précedent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs Hauts Juſticiers ſe faſſent remettre tous les Mois par les Curez, Vicaires, Maîtres ou Maîtreſſes d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce ſoin, un état exact de tous les Enfans qui n'iront pas aux Ecoles, ou aux Catechismes & inſtructions, de leurs noms, âges, ſexes, & des noms de leurs Peres & Meres, pour faire enſuite les pourſuites néceſſaires contre les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargez de leur éducation, & qu'ils ayent ſoin de rendre compte, au moins tous les ſix Mois, à nos Procureurs Généraux, chacun dans leur Reſſort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les inſtructions néceſſaires.

VIII. Les ſecours ſpirituels n'étant en aucun tems plus néceſſaires, ſur tout à ceux de nos Sujets qui ſont nouvellement réunis à l'Egliſe que dans les occaſions de Maladies où leur Vie & leur Salut ſont également en danger, voulons que les Medecins, & à leur défaut les Apoticaires & Chirurgiens qui ſeront appellez pour viſiter les Malades, ſoient tenus d'en donner avis aux Curez ou Vicaires des Paroiſſes dans leſquelles lesdits Malades demeureront, auſſi-tôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuſe, s'ils ne voyent qu'on les y ait appellez d'ailleurs, afin que lesdits Malades, & nommement nos Sujets nouvellement réunis à l'Egliſe, puiſſent en recevoir les avis & les conſolations ſpirituelles dont ils auront beſoin, & le ſecours des Sacremens, lorſque lesdits Curez ou Vicaires trouveront lesdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Parens, Serviteurs & autres Perſonnes qui ſeront auprès desdits Malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienſéance convenable à leur caractere; & voulons que lesdits Medecins, Apoticaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui eſt de leur devoir à cet égard, & pareillement les Parens, Serviteurs & autres qui ſont auprès desdits Malades, qui auront refuſé auxdits Curez ou Vicaires, ou Prêtres envoyez par eux, de leur faire voir lesdits Malades, ſoient condamnez en telle amende qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout ſuivant l'exigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curez, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de viſiter ſoigneuſement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils ſoient, notamment ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de les exhorter en particulier & ſans témoins, à recevoir les Sacremens de l'Egliſe, en leur donnant à cet effet toutes les inſtructions néceſſaires, avec la prudence & la charité qui convient à leur miniſtere, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis ſalutaires, lesdits Malades refuſent de recevoir les Sacremens qui leur ſeront par eux offerts, & déclarent enſuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétenduë Réformée, & qu'ils

ANNO 1724.

ANNO 1724. & qu'ils perſiſtent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur Maladie, voulons que s'ils viennent à recouvrer la ſanté, le Procès leur ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils ſoient condamnez au banniſſement à perpétuité, avec confiſcation de leurs Biens & dans les Païs où la confiſcation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs Biens; ſi au contraire ils meurent dans cette malheureuſe diſpoſition, Nous ordonnons que le Procès ſera fait à leur mémoire par nosdits Baillifs & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Articles du Titre XXII. de notre Ordonnance du Mois d'Août 1670. pour être leurdite mémoire condamnée avec confiſcation de leurs Biens, dérogeant aux autres peines portées par la Declaration du 29. Avril 1686. & de celles du 8. Mars 1715., leſquelles ſeront au ſurplus exécutées en ce qui ne ſe trouvera contraire au préſent Article; Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait ſera arrivé, nos Prevôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute Juſtice, en informeront & envoyeront les informations par eux faites aux Greffes de nos Bailliages & Sénéchauſſées d'où reſſortiſſent lesdits Juges, ou qui ont la connoiſſance des cas Royaux dans l'étenduë desdites Juſtices, pour y être procedé à l'inſtruction & au Jugement du Procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X. Voulons que le contenu au précedent Article ſoit exécuté ſans qu'il ſoit beſoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacremens de l'Egliſe offerts par les Curez, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci deſſus, & ſera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la dépoſition desdits Curez, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été préſens lors de ladite Déclaration, ſans qu'il ſoit néceſſaire que les Juges du lieu ſe ſoient transportez dans la Maiſon desdits Malades, pour y dreſſer Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & ſans que lesdits Curez ou Vicaires qui auront viſité lesdits Malades, ſoient tenus de requerir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1686. & 8. Mars 1715., en ce qui pourra être contraire au préſent Article & au précedent.

XI. Et attendu que Nous ſommes informez, que ce qui contribuë le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits Malades dans leurs anciennes erreurs, eſt la préſence & les exhortations de quelques Religionnaires cachez qui les aſſiſtent ſecretement en cet état, & abuſent des préventions de leur Enfance & de la foibleſſe où la maladie les reduit, pour les faire mourir hors du ſein de l'Egliſe, Nous ordonnons que le Procès ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, à ceux qui ſe trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute Juſtice dans les Lieux où le fait ſeroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchauſſée Royale dans lesdits Lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme ci-deſſus, pour être les Procès continué par nos Baillifs & Sénéchaux, & les coupables condamnez; ſavoir, les Hommes aux Galeres perpetuelles ou à tems, ſelon que les Juges l'eſtimeront à propos, & les Femmes à être raſées & renfermées dans les Lieux que nos Juges ordonneront, à perpetuité ou à temps, ce que Nous laiſſons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons que ſuivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédeceſſeurs, & l'uſage obſervé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçû en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Bailliages, Sénéchauſſées, Prévôtez & Juſtices, ni dans celles des Hauts Juſticiers, même dans les Places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville ſoit qu'ils ſoient érigez en titre d'Office, ou qu'il y ſoit pourvû par élection, ou autrement, enſemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huiſſiers & Sergens de quelque Juriſdiction que ce puiſſe être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, ſoit en titre ou par commiſſion, même dans les Offices de notre Maiſon & Maiſons Royales ſans avoir une atteſtation du Curé, ou en ſon abſence, du Vicaire de la Paroiſſe, dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie & mœurs, enſemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine. ANNO 1724.

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puiſſent être accordées dans les Univerſitez du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Medecine, que ſur des atteſtations ſemblables que les Curez leur donneront, & qui ſeront par eux repréſentées à ceux qui leur doivent donner lesdits Licences; desquelles atteſtations il ſera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur ſeroient expediées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins aſſujettir à cette regle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des dégrez dans les Univerſitez de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Fevrier 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les dégrez par eux obtenus ne pourront leur ſervir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apoticaires & les Sages-Femmes, enſemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être auſſi admis à exercer leur Art & Profeſſion dans aucun Lieu de notre Royaume, ſans rapporter une pareille atteſtation, de laquelle il ſera fait mention dans les Lettres qui leur ſeront expediées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédeceſſeurs ſur le fait des Mariages, & nommément l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 15. Juin de la même année ſoient exécutez ſelon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'obſerver dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les ſolemnitez prescrites tant par les Saints Canons, reçûs & obſervez dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout ſous les peines qui y ſont portées & même de punition exemplaire, ſuivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfans Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs ſont ſortis de notre Royaume & ſe ſont retirez dans les Païs étrangers pour cauſe de Religion, pourront valablement contracter Mariage, ſans attendre ni demander le conſentement de leursdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs abſens, à condition néanmoins de prendre le conſentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; ſinon, il leur en ſera créé à cet effet, enſemble de leurs Parens ou Alliez, s'ils en ont, ou au défaut des Parens & Alliez, de leurs Amis ou Voiſins: Voulons à cet effet qu'avant de paſſer outre au Contrat & celebration de leur Mariage, il ſoit fait devant le Juge Royal des Lieux où ils ont leur domicile, en préſence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire desdits Lieux, le Procureur Fiscal de la Juſtice preſent, une aſſemblée de ſix des plus proches Parens ou Alliez, tant Paternels que Maternels, faiſans l'exercice de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur desdits Mineurs; & au défaut de Parens ou Alliez, de ſix Amis ou Voiſins, de la même qualité, pour donner leur avis & conſentement, s'il y échet, & ſeront les Actes pour ce néceſſaires expediez ſans aucuns fraix, tant de Juſtice que de Sceau, Contrôle, Inſinuations ou autres: & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere desdits Mineurs qui ſoit ſorti du Royaume, il ſuffira d'aſſembler trois Parens ou Alliez du côté de celui qui ſera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois Voiſins ou Amis, leſquels avec le Pere ou la Mere qui ſe trouvera préſent, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & conſentement, s'il y échet, pour le Mariage propoſé, duquel conſentement dans tous les cas ci-deſſus marquez, il ſera fait mention ſommaire dans le Contrat de Mariage, qui ſera ſigné par lesdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Parens, Alliez, Voiſins ou Amis, comme auſſi ſur le régître de la Paroiſſe, où ſe fera la célebration dudit Mariage; le tout ſans que lesdits Enfans audit cas puiſſent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfans de Famille qui ſe marient ſans le conſentement de leurs Peres & Meres; à l'effet dequoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard ſeulement auxdites Ordon-

ANNO 1724. Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs Enfans & ceux dont ils seront Tuteurs ou Curateurs se marient en Païs étrangers, soit en signant les Contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits Mariages, soit par Acte anterieur ou posterieur, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sans notre permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galeres à perpetuité, contre les Hommes, & de banniſſement perpetuel contre les Femmes, & en outre de confiscation des Biens dés uns & des autres, & où la confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs Biens.

XVIII. Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des Biens de ceux qui l'auront encouruë, suivant les differentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que sur les Biens situez dans les Païs où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux non sujets à confiscation ou qui ne seront pas confisquez à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits Biens, laquelle amende tombera ainsi que les Biens confisquez, dans la régle des Biens des Religionaires absens, pour être employez avec le Revenu desdits Biens à la subsistance de ceux de nos Sujets nouvellement réünis qui auront besoin de ce secours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conseilliers les Gens tenans nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier & régîtrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724, & de notre Régne neuviéme. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Regîtrées, ouï & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour être lûës, publiées & régîtrées: Enjoint aux Substituts du Procureur Géneral du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 31. *Mai* 1724.

Signé, YSABEAU.

XXVIII.

1. Juill. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la supression d'un Livre écrit & publié en Langue Françoise pour le soutien de* l'Infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette suppression. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. [Copie imprimée.]

CE jour, les Gens du Roi sont entrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, a dit:

MESSIEURS,

NOUS sommes informez, qu'il se répand dans le Royaume, & à *Paris* même, un Livre intitulé, *Traité Théologique sur l'Autorité & l'Infaillibilité des Papes*, qui paroît imprimé depuis peu à *Luxembourg*, sous le nom de Frere *Mathieu Petitdidier*, Religieux Benedictin de la Congrégation de *St. Vanne*.

A la vûë de cet Ouvrage, il ne nous est pas permis de demeurer dans le silence. Tout ce qui s'éleve contre les Maximes consacrées sur cette matiere par nos Loix, exige notre vigilance & notre zele, & vous verrez, *Messieurs*, par la nature du nouvel Ecrit que nous venons vous déferer, qu'il n'y en eut jamais de plus digne de votre Censure. ANNO 1724.

Son objet est d'établir les principes les plus opposez à la Doctrine de la *France*; l'Infaillibilité des Papes dans les décisions sur les Matieres de Foi, leur pleine Puissance, leur Souveraineté sur toute l'Eglise, leur Superiorité sur les Conciles generaux, leur Empire sur les Evêques, qui selon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'est la Doctrine que l'Auteur propose par tout, & peut-être voudroit-il en inspirer une encore plus dangereuse. En plus d'un endroit il semble insinuer le Pouvoir du Pape sur le Temporel, soit en abusant des expressions d'un Pere de l'Eglise pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné *un Royaume* à *St. Pierre*, soit en rapportant sans limitation & sans correctif les paroles d'un Auteur trop prévenu pour la Cour de *Rome*, qui portent (du moins dans sa Traduction) que *St. Pierre* a reçû de JESUS-CHRIST *l'Empire du Ciel & de la Terre*.

Ce n'est pas un simple Traité Théologique comme le tître l'annonce d'abord. C'est une attaque de dessein formé contre nos Maximes, un Ouvrage composé expressément contre l'Eglise Gallicane & contre la *France*: jusques-là que l'Auteur se fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a professée lui-même, & qui de son aveu est regardée parmi nous *comme une Loi de l'Etat*.

C'est en vain qu'encore plus éloignez de la Revolte des Sectaires que de la Servitude des Ultramontains, nous révérons dans le St. Siege les prérogatives d'une juste Primauté, le centre de l'Episcopat, le lien inviolable & permanent de l'Unité, fondé sur l'Institution de Dieu même; & qu'en la Personne du Pape Nous reconnoissons avec respect le Successeur de *St. Pierre*, le Chef des Evêques, entre lesquels il tient le même rang que *St. Pierre* entre les autres Apôtres. Cet Ecrivain passionné daigne à peine nous souffrir au nombre des Orthodoxes, si nous ne souscrivons à l'Infaillibilité & à la Monarchie absoluë du Pape. *On ne peut*, ce sont ces termes, *rejetter ce sentiment ni le contredire, sans tomber dans une Erreur contre la Foi*, & si l'on ne doit pas traiter d'Héretiques ceux qui le combattent, c'est seulement parce que le Dogme n'a pas encore été expressément décidé.

Si on l'écoute, la Doctrine de l'Infaillibilité est celle *de tous les Pais & de tous les Siecles. Les* Grecs *l'ont professée comme les* Latins, *les* François *comme les* Italiens . . . *en un mot, c'est la Doctrine de toute l'Eglise.* Elle est fondée sur l'Ecriture, elle est claire dans toute la suite de la Tradition, à commencer dès le tems des Apôtres: Elle éclate dans les monumens des premiers Siecles, & entr'autres dans les Actes des premiers Conciles generaux. Si les Papes ont assemblé des Conciles, *ce n'a pas été*, dit-il, *pour persuader les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Héretiques qui ont accoûtumé de reclamer les Conciles generaux lorsque le St. Siege les a condamnez.* C'est *pour y porter la Loi* que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces saintes Assemblées. Le sentiment de la *France* est un sentiment nouveau, inconnu à toute l'Antiquité. Les Evêques de *France* qui ont composé l'Assemblée de 1682., ont abandonné sur ce point l'ancienne Tradition de leurs Eglises.

Mais de quelle maniere essaye-t-il de prouver des Propositions si hardies? C'est tantôt en donnant pour preuve ce qui n'établit rien moins que ce qu'il avoit avancé, tantôt en éludant par quelques vains détours les conséquences les plus claires de ce qu'il ne peut contester, & tantôt en forçant le sens d'une foule de Passages qu'il altere & qu'il déguise sous prétexte de les expliquer. Quelquefois il passe sous silence l'objection qu'il ne peut résoudre, & quelquefois il affecte de la négliger après qu'il se l'est opposée. Il fait plus, il mépriſe ses Lecteurs jusqu'à appuyer son Système sur des Témoignages formels contre lui. Nous ne disons rien qu'on ne puisse découvrir par une Lecture attentive.

L'imprudence & l'indiscretion sont repanduës dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de scrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Héresie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ses sentimens. Sous prétexte de terminer les dernieres Divisions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aigrir le mal par le remede. Ne pouvons-nous pas ajoûter qu'il compromet les Droits Sacrez du

ANNO 1724. du St. Siege, en les confondant témerairement avec les prétentions ambitieuſes de ſes Partiſans trop zelez?

Mais, plus il affecte de les confondre, plus nous devons les diſtinguer. Si nous oppoſons à l'excès des Opinions Ultramontaines, la Barriere des ſaines Maximes conſervées fidellement par nos Peres; Nous faiſons gloire à leur exemple d'un attachement éclairé & d'un zele religieux pour les juſtes prééminences du St. Siege. C'eſt par cette conduite que la *France* s'eſt diſtinguée de tout tems. Son reſpect augmenteroit, s'il étoit poſſible, ſous un Pape dont l'exaltation fait en ce moment la joye de l'Egliſe, & dont les Vertus révérées de tous les Fideles répondent de l'uſage légitime & des ſalutaires effets de ſon Pouvoir.

C'eſt, *Meſſieurs*, ſans perdre de vûë ces ſentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témerité n'eſt propre qu'à inquieter les Eſprits, qu'à ſemer d'immortelles Diviſions, & qu'à faire éclore des Nouveautez dangereuſes. C'eſt l'Eſprit des Concluſions que nous avons priſes, & que nous laiſſons à la Cour avec un Exemplaire dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

LA COUR *ordonne que ledit Livre ſera ſupprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent ſervir de Regle à la diſtinction de la Puiſſance Eccléſiaſtique & de la Puiſſance Séculiere, & à l'Ordre Hierarchique, comme ſcandaleux, ſéditieux, téméraire, contraire à l'Autorité Royale, & injurieux au Clergé de* France: *Enjoint à tous ceux qui en auroient des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être ſupprimez: Fait défenſes à toutes Perſonnes de les retenir, vendre & débiter: Permet au Procureur-Géneral du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Diſtributeurs, par devant Maître Guillaume Menguy, Conſeiller, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de* Paris, *& par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, pourſuite & diligence des Subſtituts du Procureur-Géneral du Roi esdits Sieges, pour les informations faites & rapportées, & communiquées au Procureur-Géneral du Roi, être ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que le préſent Arrêt ſera lû, publié & affiché par tout où beſoin ſera, & Copies collationnées envoyées aux Baillages & Sénéchauſſées du Reſſort, pour y être lûës, publiées, enregîtrées & affichées: Enjoint aux Subſtituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois. Fait en Parlement le premier Juillet* 1724.

Signé, DUFRANC.

XXIX.

5. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne par lequel il declare qu'aux inſtances du Conſeil Royal de Caſtille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre* 1724. [Simple Copie & Traduction.]

AYant fait attention à tout ce que le Conſeil Royal de Caſtille m'a repreſenté par la ſupplique qu'il vient de me faire & par celle qu'il m'a remis le 4. de ce Mois; quoi que j'euſſe pris une ferme reſolution de ne point quiter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pû reſiſter aux inſtances que m'a faites ce Conſeil, pour me determiner à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a repreſenté que j'étois indiſpenſablement obligé de le faire par des raiſons de Juſtice & de conſcience, j'ai reſolu tant à cauſe du cas que je fais de ſes Avis, qu'à cauſe du Zele ſincere & conſtant des Miniſtres qui le compoſent, de me ſacrifier au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Sujets, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me reſervant, ſi Dieu me conſerve la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Aſturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge competent, & la capacité ſuffiſante pour en eſtre chargé, pourvû qu'il n'y ait point alors de raiſons aſſez fortes pour retarder ou empêcher mon abdication. Je conſens auſſi que l'on convoque inceſſamment les Eſtats pour y reconnoître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Aſturies, & pour lui faire les Sermens accoutumés comme Heritier préſomtif de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724. ANNO 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

Decretum S. R. Majeſtatis POLONICÆ *Aſſeſſoriale, contra Magiſtratum, & Communitatem Civitatis* THORUNENSIS, *quò in reparationem variorum Exceſſuum in Collegio Patrum Jeſuitarum per Plebem licentioſam perpetratorum, cum effractione forium, ſubverſione Cathedrarum, Sellarum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione & combuſtione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præſidens ac* ZERNEK *Vice-Præſidens Thorunenſes ad ultimum ſupplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia ſupplicia deſtinantur. Templum inſuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea poſſeſſum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magiſtratus Civitatis dimidiatim in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varſoviæ ſub tempus Comitiorum Regni Generalium, feria ſecunda poſt Feſtum SS. Simonis & Judæ Apoſtolorum, die* 30. *Menſis Octobris Anno Domini* 1704. *Regni vero* XXVIII. [Sur la Copie imprimée à Varſovie.] 30. Oct.

AUGUSTUS SECUNDUS, Dei gratia REX Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czernichoviæque nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps ELECTOR.

Significamus præſentibus Literis Noſtris quorum intereſt Univerſis & ſingulis: Interceſſiſſe antea Decretum Noſtrum Aſſeſſoriale, inter Generoſum Inſtigatorem Regni ejusque Delatores, Religioſos Caſimirum CZYZEWSKI Rectorem, Laurentium Marczewski Vice-Rectorem, Caſimirum Klimecki, Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolánski, Fratres, & totum Collegium Societatis JESU Thorunenſe Actores ab una, atque Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgravium, Godefredum Resner Præſidem, Proconſules, Conſules, & Ordines, totumque Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis, Citatos parte ex altera, Idque in Cauſa & actione ipſis inſtituta pro eo: Quia illi malevolo animo, odioque Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, in Regno Noſtro Catholiciſſimo degentes, contra Leges Divinas & humanas, Conſtitutionesque ejusdem Regni Noſtri procedendo, non contenti anterioribus auſibus violentis, recenter nacti occaſionem, quòd ſub tempus Proceſſionis cum Venerabili Sacramento, in Feſto Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, de Monte Carmelo, in Cæmeterio Eccleſiæ Sancti Jacobi Apoſtoli, Deo dicatarum Virginum Ordinis Sancti Benedicti, ipſo die Dominico Thorunii celebratæ, cuidam Puero Diffidenti Ceremonias Eccleſiæ irridenti, irreverenterque ſe gerenti, galerum Polonus Studioſus, zelo cultus Divini ductus dejecerit, ſtatim abſoluta Proceſſione in Cæmeterio per licentioſos Cives enormiter idem Studioſus converberatus, & obſanguinolatus, eſt tandem ex Loco Sacro violenter, & jam per Milites extractus, per plateas ductus, & Carceri ac Cuſtodiæ Militari, uti & poſtridie alter innocuus Studioſus Polonus mancipatus, & injectus eſt, & cùm ad plura poſtulatata Juventutis Polonæ neuter libertati redderetur, imò contumelioſiſſimè ambo tractarentur, Gymnaſiſta quoque heterodoxæ fidei in recompenſam Captivorum duorum prædictorum Studioſorum ad Scholas, inſciis Religioſis Actoribus, non tamen cum tumultu, neque cum ignominia nociva, à Studioſis Polonis introductus eſſet, plebem licentioſam ut cum armis variis & Bombardis parati eſſent, turmatim ſub pœnis pecuniariis convocari fecerunt, in quem finem & Portas Civitatis ſolito citiùs tempore claudi juſſe-

ANNO 1724. runt, & qualiter Plebs procedere deberet, ad inferendam ſtatui Spirituali, & locis Privelegiatis, utpote Cæmeterio, Scholis, & Collegio, prædictorum Actorum, violentiam malitiosè inſtruxerunt, unde factum eſt, quòd eadem licentioſa & ſeditioſa Plebs, taliter in depreſſionem ſtatus Spiritualis, & violationem immunitatum inſtructa, Citatorum ſcitu, juſſu, Mandato, & ſubordinatione nec non conniventia, animo feroci atque crudeli, (etſi jam ad requiſitionem Secretarii Civitatis, Gymnaſiſta ex Schola liberè dimiſſus fuerit) eò ferventiùs, quia Sol ad occaſum vergere & tenebræ ſceleri patrocinari videbantur, pene ad vim inferendam & patrandum nefandum auſum armata, tota mente & corpore pro tunc furorem ſpirans, poſt egreſſum Secretarii, ſimul cum Gymnaſiſta (nam eidem ad manus redditus) plane ex condicto & de induſtria, magno cum impetu in aſſiſtentia Militum Civitatis & exploſione Bombardarum, pro ſecuritate ſui criminis majorique facilitate ad invadendum & deprædandum, foribus primò Scholarum ſecuribus exciſis, ac effractis, catervatim armataque manu aggreſſi Scholas omnes & Aulam publicam invaſerunt, omnia funditus inverterunt, ſcamna, cathedras, ſellas, fornaces, feneſtras, fores ad ultimam particulam concuſſerunt, confregerunt, diſſecuerunt, & globis plumbeis trajecerunt, quod autem magis execrandum eſt, nec Imaginibus Chriſti Crucifixi, ac DEIPARÆ, nec non aliorum Sanctorum, pepercerunt, & quod nec Barbari nec Ethnici facerent, id Thorunenſes in Regno Catholiciſſimo impiè facere auſi ſunt, in honorem DEI, Beatiſſimæ, & Sanctorum ſacrilegè ſæviendo, pedes Crucifixi amputando, Altaria duo, unum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, affabre & de novo elaboratum extructumque in Congregatione Minori Sodalium, alterum Annuntiatæ Virginis in Congregatione Majori, in partes ſecuribus & aſciis ſcindendo, ita ut vix locus ſuperſit, ubi altare ſecundum fuerit, Icones plurimas Chriſti Crucifixi, Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, & Sanctorum, alias dilacerando, alias gladiis confodiendo, alias ſecuribus ſcindendo, & ne impia crudelitas Sacrilego auſui finem imponeret, (licetſi manus ſcribendo tremat, & ambæ ad auditum tinniant aures) Imagines Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, Sancti Franciſci Xaverii & aliorum Sanctorum, in publicam Plateam inſolenter ac temerariè exportârunt cum ſubſannationibus, illuſionibus, vociferationibus & blasphemiis, linguâ procaci effrenatis in omnem malitiam plenis buccis ac rodentibus Theoninis dentibus, acſi caninis lædendo, carpendo, & contaminando, hoc eſt contra honorem DEI, DEIPARÆ & Sanctorum Conjurati, tumultuoſi Aggreſſores, perſecutores Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, Terræ alliſerunt, circaque Imagines illas in Terra proſtratas, incendio facto, ſaltus indecentes ad normam Paganismi exercendo, blasphemando in DEUM & Beatiſſimam, malitioſiſſimi Tumultuarii, plurimas easdem Imagines, veſanis addixerunt flammis & concremarunt, cum Summa injuria Honoris DEIPARÆ, blaterando, inter cætera *Bronze ſiæ teraz Dzieweczko* Vivat MARIA &c. nec his contenti, auſum auſui, ſcelus ſceleri addiderunt, dum eodem cum furore ac omni genere Armorum violenti Aggreſſores, hoſtiliter exciſis & effractis foribus, ſeu Januâ Collegii, in ipſum Collegium jam profunda nocte tumultuatim irruerunt, cum ſtrictis acinacibus, ſecuribus, aſciis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, facibus & candelis accenſis cum periculo incendii, bis de induſtria intentati, ibidemque in parte inferiori Collegii, omnes feneſtras, tam Ambulacri, quàm Cubiculorum uti & fornaces, fores, concuſſerunt, cubicula Suppellectili, ac re veſtiariâ fermè totâ, imò & pecuniâ ſpoliarunt, in vimque prædæ ac turpis lucri, eandem retinuerunt & retinent, Imagines plurimas Chriſti Domini, DEIPARÆ, ac Sanctorum in circuitu Curritoriorum, ſignis illicitis deſpexerunt, aliquas in partes lacerarunt, aliquas gladiis confixerunt, alias ſecuribus & aſciis ſecuerunt, alias globis de ſclopetis trajecerunt, alias Pedibus conculcarunt, & in minutiſſimas attriverunt partes, Oratorium in ſuperiori parte Collegii, ejusque ſculptoriam elegantem ſtructuram, multas in partes ſciderunt, ſecuerunt, & detruncarunt, ipſum Venerabile ex Tabernaculo in ſummum opprobrium Fidei Noſtræ jam ejiciendum erat à Tumultuariis, niſi cujusdam Religioſi precibus flecterentur, quem tamen, & alios Religioſos violenter concuſſerunt, & ſauciarunt, Hypocauſtum commune uti & aliqua ſuperiora Cubicula, effractis foribus vaſtarunt, feneſtras exſecuerunt, fornaces & fores globis trajecerunt, Milites Noſtros Præſidiarios ſupervenientes pro ſedando Tumultu, cum armis aggreſſi ſunt, eosque lethaliter convulnerarunt, etiam & quendam Religioſum Ordinis Sancti Dominici, ad initium tumultûs, veniente ad Collegium Secretario Civitatis, converberarunt, hæc alia & ad propè mediam noctem inaudito exemplo & nefando auſu, ac impio & ſacrilego facinore patrarunt, deſolatamque Arabiam, tam in Scholis quam in Collegio, juſſu & conſenſu citatorum ac ſupina conniventiâ mediante, reliquerunt, exindeque pœnas Legum Regni Criminaliſſimas ſuccubuerunt, pro quibus decernendis, tum & pro ſtatuitione Principalium, ac Complicum, tantorum ſcelerum, Blasphemorum & ſacrilegorum, atque ablatorum reſtitutione, damnorum litisque expenſarum refuſione, citati ſunt, Citatione Originali ejusque Relatione, tum Propoſitione oretenus facta, ac Viſione Officioſa per Miniſterialem Combuſtionis Imaginum & deſolationum, ac damnorum in Collegio & Scholis actorum, in Præſentia Nobilium & Officialium, coram Actis Caſtrenſibus Kovalevienſibus Palatinatûs Culmenſis, Feriâ Quartâ poſt Feſtum Beatiſſimæ Virginis MARIÆ Scapularis, anno nunc currenti facta, & inſcripta, in ſe latioribus exiſtentibus, de Actu Varſaviæ Feriâ Sextâ in Craſtino Feſti Sancti Laurentii Martyris & Levita, die undecima Menſis Auguſti. Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto prolatum. QUO DECRETO NOSTRO neceſſariam eſſe hac in Cauſa Commiſſionem & Inquiſitionem adinveneramus, eamque decreveramus, ad quam expediendam Commiſſarios Noſtros Reverendos in Chriſto Patres, Dominos CHRISTOPHORUM in Slupow SZEMBEK Uladislavienſem & Pomeraniæ, ANDREAM ZALUSKI Plocenſem Episcopos, Magnificos STANISLAUM CHOMENTOWSKI Maſoviæ, JACOBUM Sigismundum RYBINSKI Culmenſem, IGNATIUM DZIALYNKI Pomeraniæ Palatinos, ADAMUM PONINSKI Gnesnenſem, ANDREAM DAMBSKI Breſtenſem Cujaviæ, PETRUM CZAPSKI Culmenſem, Caſtellanos; Generoſum GEORGIUM LUBOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem Dominum SIENINSKI Decanum Gnesnenſem, Præpoſitum Cracovienſem ad Eccleſiam Sancti MICHAELIS Officialem Generalem Gedanenſem, Generoſum JACOBUM DUNIN Regentem Cancellariæ Majoris Regni, Venerabilem MICHAELEM WÆZYK Archidiaconum & Officialem Generalem Varſavienſem, Prælatum in Cathedra Posnanienſi, Generoſum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Posnanienſem, Venerabilem ALOISIUM HUMANSKI Eccleſiæ Cathedralis Culmenſis & Inſignis Collegiatæ Varſavienſis Canonicum, Secretarium Noſtrum Judiciique Aſſeſſorem, Generoſum JOANNEM KZEWSKI Succamerarium Mariæburgenſem, JOSEPHUM NAKWASKI Capitaneum Ciechanovienſem, PAULUM JAROSZEWSKI Vexilliferum Piocenſem, FRANCISCUM PONINSKI Dapiferum Posnanienſem, JOANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWKSI Plocenſem, MICHAELEM KALSZTEIN Mariæburgenſem, Judices Terreſtres, IGNATIUM DAMBSKI Junivladislavienſem, JOANNEM PIWNICKI Culmenſem Notarios Terreſtres, CASIMIRUM PIWNICKI Enſiferum Livoniæ deputaveramus: iisdemque commiſeramus, utſi ex Scrutinio aliqui Principales motores Tumultûs & violentiarum illatarum Combuſtionisque Imaginum & blasphemiarum apparerent eſſe rei, tales ſtricto Arreſto & Sequeſtro, apud Nobilem Magiſtratum Thorunenſem detineri mandarent, eosque ad parendum judicato, pro ſumendis pœnis idem Magiſtratum Thorunenſis ſtatuere teneretur, ipſi injunxeramus, Terminumque Partibus poſt expeditam nec ne Commiſſionem præfatam coram Nobis Judicioque Noſtro conſervaveramus peremptorium. *Qui Commiſſarii ſupra ſpecificati* cùm ad Civitatem Thorunenſem condescenderent, ibidemque in Prætorio Jurisdictionem ſuam Commiſſorialem fundarent, & poſt inſcriptam Partium Comparitionem, ad excipienda Confeſſata libera nonnullorum Inculpatorum, demum ad Inquiſitiones auſcultandas proceſſerunt, Juramenta ſuper incorruptos Teſtes Partibus præſtare demandarent, quæ de facto ab ipſis ſunt præſtita, poſtque præſtita, Teſtes Oculatos Speciali Regeſtro connotatos ac Partibus adinvicem communicatos, inducere injunxerunt, quos Teſtes ex Parte Actorea Viginti Sex, & ex Parte Citata itidem Viginti Sex inductos, præviis juramentis ſuper fideli depoſitione, cum Monitione de perjurio, juxta Interrogatoria a Partibus porrecta, & ad invicem Parti per Partem communicata examinarunt, auſcultarunt,

ANNO 1724.

ANNO 1724. runt, Teſtimoniaque eorum connotarunt, poſt quas Inquiſitiones per Partes eductas, quoniam ex iisdem Inquiſitionibus eductis nonnulli Principales Motores tumultûs & violentiarum Combuſtionisque Imaginum ac blasphemiarum redarguerentur eſſe rei; Ideo inculpatos, utpote Graurok Capitanum Militiæ Civilis Thorunenſis, Famatum Zylber Civem Apothecarium & Capitanum Diviſionis Veteris Civitatis Thorunenſis, Famatos Walter Civem & Capitanum Diviſionis Plateæ Pontalis Civitatis Thorunenſis, Macieiowski & Weſtphal Famulos Vice-Præſidis, Swiderski Famulum Præſidentis, Joannem Kall Wach-Magiſtrum Militiæ Civitatenſis, Karwiza Civem & Lanionem Novæ Civitatis Thorunenſis, Hafft Civem & Piſtorem, Schultz Acuarium, Herrell Coriarium, Mohapt Civem & Propinatorem liquorum, Joannem Merſz, Joannem Wæz Cives & Sutores Thorunenſes, Weſtphal Studioſum Gymnaſii, pro majori & ſufficientiori informatione Criminumque perpetratorum enucleatione; ſiquidem nonnulli ad Corporales Inquiſitiones deſtinari deberent, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Quos modo præmiſſo connotatos Inculpatos, Nobili & Spectabili Magiſtratui Thorunenſi in Sequeſtrum tradiderant, utque eosdem coram Judicio Noſtro ſtatueret, eidem Magiſtratui mandaverant, idque ſub onere Cauſæ & Criminali pro non ſtatutis reſponſione, alios vero Inculpatos, videlicet Leban, ſeu Falsbakier, Jarka Teyblingier Oberkram, Scribam Famati Zylber Apothecari, Scribam Famati Kleybe, Erneſtum Turkowski, Scribam Famati Heyna, Murifabrum aliàs Mularczyka, Civitati Thorunenſi meliùs notos, Lignifabrum aliàs Cieſielczyka, Guttbrodt Lignifabrum, Fick Aurifabrum, Nagorny, Conradum Grunau, Godefredum Krygier, Gymnaſii Thorunenſis Studioſos, Alexandrum Civem Chirurgum, Bazylei Sutorem Germanicum, Doliatorem alias *Bednarczyka*, in Platea Carnificis apud Viduam Magiſtram famulantem; Krauza, Berent, *Bedka* Cives Laniones, Chriſtianum Sartoreæ Artis Socium ſeu Famulum Famati Krauz, Famulum Famati Sztalkofer Civis Perukarii, ſub ſigno Aurei Cervi manentis, Klebera ſtrangularium, alias *Powroznika*, Famulum Famati Berkla Mercatoris, Jacobum Malon, Scribam & puerum ignotum, Famulos Famati Tesmer, nonnullos jam Arreſto præventos, cæteros captivandos, & ſtrictiori Carceri mancipandos cenſuerant, eosdemque arctæ Cuſtodiæ Nobilis & Spectabilis Magiſtratûs Thorunenſis, usque ad finalem deciſionem Cauſæ tradiderant, ſub rigore ſuperiùs expreſſo. Reliquos quoque Inculpatos videlicet Famatum Heyna Apothecarium, Godefredum Pantel Civem, Aurigam ſeu famulum Famati Heyna Acatholicum, Scribam Famati Fengier, Nathanaelem Blumſzwel, Samuelem Werner, Scribam Famati Dankmacer, Chriſtianum Krauz, Famatum Szweycman Scribam, puerum ſub ſigno Albi Equi, Famati Poſina Perukarii Famulum, Famulum Hannau, Viduæ Filium, Studioſum Scribam Helſzt, Famati Reſteuſecher, puerum Famati Fengier Godefredum, Ludovicum famulum Nobilis & Spectabilis Schultz Proconſulis, Gryffald puerum Famati Reycha, Andream Famulantem ad Officinam librariam Civitatis, Artis Menſatoriæ famulum vulgo *Stolarczyka*, Honeſti Kinaſt Magiſtri, Filium Juniorem, Famati Rauſihowa, Studioſum Gymnaſii, Gottlibum Filium de Villa Lubicz artis papyraceæ Magiſtri, Coriarium *Noſek*, ex Nova Civitate, Scribam Famati Szterna, Famulum Lanionis habitantem verſùs Eccleſiam Sanctæ MARIÆ Matris DEI, Winter Nobilis Præſidentis, Cornelium Civitatis Famulos, Bebier *Perukarza*, Joannem foralium Civitatis Thorunenſis Exactorem vulgo Szarpacz dictum, inhærendo Decreto Noſtro præfato, ſtricto Arreſto & Sequeſtro apud Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem detinendos & ſi opus fuerit ibi ubi de Jure venerit pro pœnis de iisdem ſumendis, ſtatuendos, ſub rigoribus ſuperiùs expreſſis ſententiaverant. Famatus verò David Heyder Civis & Mercator Novæ Civitatis Thorunenſis licèt quidem a Parte Actorea inculparetur & ex edûcto Scrutinio Immunitatis Eccleſiaſticæ per eundem violatæ redargueretur eſſe reus, verùm quoniam in Tractu Commiſſionis præfatæ ſponte & liberè Fidem ſacram Catholicam Orthodoxam, in Eccleſia Thorunenſi Sancti JOANNIS amplexus eſſet, idcirco Parte Actorea pro eodem inſtante, eundem in Fidejuſſionem Partis Actoreæ Venerabilis Collegii Thorunenſis Societatis JESU relinquendum eſſe cenſuerant, usque ad ulteriorem Cauſæ præſentis deciſionem, cum hac adjecta declaratione ut liberum eſſet Famato Heyder absque ulla moleſtia, per omnes Civitatis Ordines inferenda, Commercia ſua tractare, Bonis & fortunâ ſuâ uti, frui, & ad velle ac beneplacitum ſuum iisdem disponere, ſub pœna ſeorſiva ſuper refragarios præfatæ Declarationi Commiſſariorum Noſtrorum per Judicium noſtrum irroganda, & extendenda. Nihilominus is idem Famatus Heyder, quoniam Supplicationem per Partem Actoream Fidejuſſoriam ad Judicium Commiſſariorum interponeret, idque pro eo, quatenus Famatus Radzki Civis & Mercator Thorunenſis, Filium ejus in Tractu Commiſſionis apud ſe exiſtentem ſibi Patri extraderet, Ille verò in contrarium Fidei Orthodoxæ procedendo, veritus ne pietate Patris permotûs fidem Sacram Orthodoxam amplexaretur, eundem extra fines Regni malitioſè evexit, nequè evectum poſt trinas Declarationes Judicii præfati Commiſſorialis, Patri ſuo reſtitueret; Idcirco habita ratione poſtpoſitionis Authoritatis Commiſſorialis, tum & Paterni Juris Naturalis convulſionis, eundem pro ſumendis pœnis de ipſo ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Porro quoniam ultra ſuperiùs expreſſos Inculpatos ex Scrutinio coram Judicio Commiſſoriali expedito, compertum eſſet Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgrabium Noſtrum, Joannem Godefredum Resner Præſidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præſidentem Jacobum Meysner, Andream Cymermam Conſules Thorunenſes inter inculpatos intrâſſe, tamen habita ratione Regiminis & diſpoſitionis totius Civitatis Nobilibus & Spectabilibus Gerhardo Thomas Burgrabio, uti ſenio grandi provecto, atque Nobili Jacobo Meysner Conſuli prædicti Nobilis Burgrabii (in caſu debilitatis) Officii Adjutori Cautionem juratoriam obſervata Juris jurandi ſolennitate, coram Imagine Crucifixi Domini Noſtri JESU Chriſti in eam juramenti rotham; prout Juri & Judicato Noſtro poſt finalem deciſionem Cauſæ parebunt, neque ſe à Regimine Civitatis Thorunenſis alienabunt, neque ab executione Decreti disparebunt, Ita eos DEO Omnipotente & Sancta JESU Chriſti Paſſione adjuvante, præſtare demandaverant, quam Cautionem de facto præſtiterunt. Quantum attinet Nobiles & Spectabiles Godefredum Resner Præſidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præſidentem & Andream Cymermam Conſulem Civitatis Thorunenſis eosdem detineri a tribus Ordinibus Civitatis prædictæ usque ad finalem Cauſæ deciſionem Decretique Noſtri Executionem injunxerant, ſub rigore ſupra expreſſo; Nobilem verò Vedemeier Secretarium Civitatis ſimiliter inculpatum, quoniam pro eodem cautio Literatoria à Tribus Ordinibus Civitatis Thorunenſis intercederet, ideo eundem unà cum aliis Varſaviam remittendis inculpatis, ſiſtendum ſe ſe, ſive ſtatuendum coram Judicio Noſtro mandaverant, itidem ſub Rigore ſupra expreſſo. Quo peracto iidem Commiſſarii Noſtri, ad viſionem deſolationis ab intra & ab extra Collegii Thorunenſis Societatis JESU, & Scholarum, per Tumultum impium Civitatis Thorunenſis factæ & perpetratæ, ad Inſtantiam Partis Actoreæ ſe ſe contulerant, ac juxta officioſam ante Terminum Commiſſionis per Partem Actoream conſcriptam in pleniſſima forma Juris Viſionem, viderunt & optimè animadverterunt omnia taliter nefariè facta, & per Tumultum perpetrata eſſe, prout in conſcripta officioſè viſione contineretur. Quâ taliter facta perſonali viſione ad enixam Supplicationem Incolarum Catholicorum utriusque ſexus, tum & apud Cives Thorunenſes Diſſidentes famulantium, ne iniquis extorſionibus, poſt expeditam Commiſſionem a Superioritate Civitatis Thorunenſis aggraventur, & angarientur, præcipuè in expenſas cauſæ præſentis erogatas & erogandas, quoniam in ullas violentias & Crimina per Tumultum Diſſidentium perpetrata, nullatenus influerent & ſe immiſcerent; Idcirco eosdem ab omnibus extraordinariis ſub prætextu Ordinariæ Contributionis exactionibus extorſionibus & injuriis liberaverant, ſub ſeorſiva animadverſione Judicii Noſtri, quantum attinet Ephraim Olloff Miniſtrum Auguſtanæ Confeſſionis Civitatis Thorunenſis, quoniam primo ad Judicialem Commiſſionis requiſitionem, ſecundariò ad Juridicam Termino tacto ex mente Judicii Commiſſorialis Citationem, contumacem ſe ſe præberet, neque ad præſtandam Informationem tam ratione Gymnaſiſtarum, in ſæpenominatum Tumultum intrantium quàm & ratione Scripti Pasquinoſi foribus Collegii Thorunenſis Societatis JESU affixi, tum & ad dandam juſtificationem ex Perſona ſui in Puncto objectæ ſibi certæ cum vicinis Civitatibus Acatholicis correſpondentiæ; & factionis, in præjudicium Fidei Orthodoxæ & Perſonarum Catholicarum Thorunii, in Obſequiis variis exiſtentium coram Judicio Commiſſoriali comparere renueret, Chriſtophorus quo-

ANNO 1724.

ANNO 1724. quoque Giereth Senior Minister Thorunensis Augustanæ Confessionis quoniam Scriptum certum læsivum Typo Civitatis Thorunensis impressum, varias calumnias contra Sacram Sedem Apostolicam, Fidem Orthodoxam tum & statum Reipublicæ in se continens Nobili & Spectabili Jacobo Meysner Consuli Præsidi Cameræ & Scholiarchæ Gymnasii, in applausum Fœderis Conjugalis & contemptum durantis Commissionis dedicare, ac varia per loca plurima offerre exemplaria, variis Personis ausus esset, & temerè præsumeret, neque ad justificationem Scripti sui læsivi & calumnioſi, licèt multoties per Secretarium Civitatis Thorunensis vocatus, coram Judicio Commissoriali comparere vellet, imò se a Comparitione abstraheret, Idcirco utrosque pro disjudicatione ratione præmissorum omnium, ad Nos Judiciaque Nostra remiserant & comparere sub rigore pœnarum contra Calumniatores Legibus Regni descriptarum mandaverant. Ad extremum indicentes omnes, videlicet Conventum Thorunensem Sanctimonialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Conventum Thorunensem Ordinis Prædicatorum Sancti Dominici, Venerabilem SEVERINUM SZCZUKA Episcopum Joppensem Suffraganeum Archidiaconum & Officialem Generalem Culmensem Præpositum Ecclesiæ Parochialis Thorunensis Sancti JOANNIS, singulos pro suo Interesse, atque Conventum Ordinis Sancti Francisci, ratione proprietatis Ecclesiæ Beatissimæ MARIÆ Virginis nullitérque ejusdem Ecclesiæ per Acatholicos Civitatis Thorunensis ac Monasterii sui, per eosdem, in Gymnasium conversi, Possessionis, quoniam Pars Citata eisdem Indicentibus se se opponeret, licèt connexionem cum causa præsenti habere nonnullæ Indictiones viderentur, ne tamen Parti Citatæ aliquod præjudicium inferretur, ad Nos Judiciaque Nostra pro disjudicatione & Partes cum paratis Inquisitionibus remiserant, conservando iisdem Terminum Peremptorium, à qua Sententia Commissoriali Appellationem Citata Pars ad Nos Judiciumque Nostrum interposuerat, eamque non admissam, extraditis Citationibus Prosecutorialibus prosecuta est, Decreto Nostro supra de Actu specificato, & Actu Commissoriali Sabbatho post Festum Exaltationis Sanctæ Crucis, proximo Anno præsenti, Millesimo Septingentesimo Vigesimo Quarto expedito, tum Citationibus Prosecutorialibus in se latiùs præmissa enarrantibus. *Quo in Termino* ex præfata Remissa conservato, & ex Prosecutionibus per Citatos extraditis, provenienti, dum Partes hic Varsaviæ Feria Quinta ante Festum Sanctorum SIMONIS & JUDÆ Apostolorum proxima, die Vigesima Sexta Mensis Octobris Anno præsenti, & quidem Actorea Generosus WYROZEMSKI Instigator Regni personaliter, Religiosi CASIMIRUS CZYZEWSKI Collegii Thorunensis Rector, Matthias Przanowski Presbyter, Jacobus Piotrowicz, Martinus Wolanenski Fratres Societatis JESU personaliter, suis & aliorum Nominibus cum Nobilibus, Michàéle Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citata verò Pars per Nobilem Christianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunensis personaliter, cum Nobilibus Chrysosthomo Boguszewski & Francisco Cygler, judicialiter additis Defensoribus, coram Nobis Judicioque Nostro comparerent, eundemque Terminum attentarent & secum de admissibilitate & Prosequibilitate Appellationis, legalitateque nec ne Sententiarum Commissoralium controverterent, atque Venerabilis Antonius Donacki Ecclesiæ Sancti LAURENTII extra Mœnia Thorunensis Præpositus, uti Venerabilis SEVERINI SZCZUKA Suffraganei Culmensis, & Præpositi Ecclesiæ Sancti JOANNIS Thorunensis, & simul Communitatis Catholicæ Thorunensis Plenipotens, personaliter tum Nobilis Albertus Wioszkiewicz Plenipotens Pellionum Catholicorum Thorunensium & Venerabilis Michàél Hankiewicz Plenipotens Venerabilis Abbatissæ Deodicatarum Monialium Regulæ Sancti BENEDICTI Conventûs Thorunensis personaliter, nec non Religiosus Bonaventura Murczynenski Ordinis Sancti FRANCISCI de Observantia, tum ejusdem Nominis Religiosus Kopaczewski Commissarius Terræ Sanctæ Ordinis ejusdem Conventûs Varsavienſis, suis ac totius Provinciæ suæ Nominibus personaliter, cum Nobili Antonio Cieszkiewicz ad Causam præsentem cum Juribus suis ad Ecclesiam Beatissimæ MARIÆ Virginis Thorunensem, habitis intervenirent, & se indicerent, *Nos cum Consiliariis & Jurisperitis* Nostris Causam præsentem ad Feriam Secundam proximè futuram rejecimus Terminum Partibus conservando, pro quo Termino Partibus Utrisque Inquisitiones in Judicio nostro reponere mandavimus sub onere Causæ. *In Termino itaque hodierno* ut supra ex Rejectione conservato, legitimè adpræsens provenienti & hucusque continuato Partibus prænominatis, Generosis Uladislao Wyrozembski Instigatore Regni, & Adamo Dorægowski Vice-Instigatore Regni, tum Religiosis Casimiro Czyzewski Rectore, Matthia Przanowski Presbytero, Jacobo Piotrowicz, & Martino Wolanenski Fratribus JESU personaliter, suis & aliorum, totius Collegii Thorunensis Societatis JESU Nominibus cum Nobilibus Michàéle Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citatis verò & Incarceratis, per Nobilem & Spectabilem Joannem Fridericum Hawensźteyn Consulem, Honoratos Godefredum Augsztyn Scabinum, Jacobum Gemeyner, & Andream Kircheysen, Sexaginta Viros, atque Nobilem Christianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunensis, suis & aliorum Nominibus personaliter, cum Nobilibus Chrysosthomo Boguszewski & Francisco Cygler Defensoribus judicialiter additis, coram Nobis Judicioque Nostro comparentibus eundemque Terminum attentantibus, & Actoribus quidem scilicet Rectore totoque Collegio Thorunensi Societatis JESU, ex Citatione sua tum Protestatione, coram Actis Castrensibus Kovalevienſibus Feria Quarta in Vigilia Festi Sancti LAURENTII Martyris, anno nunc currenti facta proponentibus, exhibitisque visione per Providum Albertum Kupczewicz, Ministerialem Regni Generalem in Præsentia Generosorum Officialium Terrestrium, Collegii & Scholarum Thorunensium, desolationum bene & diligenter in loco Loci, in recenti conscripta, & eorundem Generosorum Officialium Terrestrium, ibidem præsentium Manibus subscripta, & per oblatam circa ipsius recognitionem, ad præfata Acta Castrensia Kovalevienſia, Feriâ Quarta post Festum Beatissimæ ac Gloriosissimæ Virginis MARIÆ Scapularis, proxima, Anno itidem currenti, porrectæ, nec non obductione sub eodem Actu Vulnerum lividorum, converberationum, obsanguinolationum, Religioso Casimiro Czyzewski, & Fratribus Andreæ Gaykowski ac Josepho Rozanski ejusdem Collegii Societatis JESU Thorunensis circa violentam, per Guerrham tumultuariam Plebis Communitatis Thorunensis Collegii præfati Invasionem inflictorum facta, tum Arresto officiolè impositò, super Personis Davide Heyder, Leban Falsbakier, & aliis violentiarum & Criminum in Citatione & Protestatione Specificatorum Patratoribus, in Relatione ejusdem Arresti, coram Actis Podgorienſibus, die Sexta Mensis Septembris, per Providum Albertum Kupczewicz Ministerialem Regni Generalem recognita, expressis, iisdemque productis, & Actu Commissariorum Nostrorum suprascificatorum judicialiter perlecto, Remissas præfati Judicii Commissorialis ad nos & Judicium Nostrum factas expediri, & contenta suæ Citationis decerni petentibus, Generosis verò Joanne Uladislao Wyrozembski Instigatore & Adamo Dorengowski Vice-Instigatore Regni, pro tantis sceleribus in DEUM & Beatissimam Virginem MARIAM & Sanctos, ac fidem & Religionem Catholicam Romanam in hoc Regno Dominantem, perpetratis, tam Præsidentem, quàm & totum Magistratum ac Plebem Acatholicam tumultuantem pœnis Criminalissimis, toto Christiano Orbi exemplaribus, nempe Concremationis in vivis circa extractiones linguarum a tergo, per Executores Justitiæ affici, Fana eorum Lutheranica, Gymnasium, & Thypographiam totamque mobilem & immobilem cujusvis substantiam confiscari, Ecclesias antiquitus Catholicas, per eosdem inde possessas, anteactis Possessoribus Catholicis adjudicari, & ne quispiam Lutheranus in futurum in Murata Civitate Thorunensi habitare, vel pernoctare audeat, severè prohiberi, postulantibus. Jam verò eorum specialibus Delatoribus, Religiosis Fratribus Martino Wolanski, & Jacobo Piotrowicz, ob non statuitionem Inculpatorum Arrestatorum Principalium & Comprincipalium, ac Complicum, in sequestro Nobilis Magistratûs Thorunensis, ad Tenorem Decreti Nostri per idem Judicium Commissoriale relictorum, sub onere Causæ, & Responsionis in ordine ad examen illorum Judiciale, & destinationem nonnullorum ad Inquisitiones corporales, injunctam & demandatam, pœnas Contraventionis tam super Nobili Magistratu, quàm Ordinibus Civitatis extendi, & nihilominus quatenus Domino Nostro & Commissoriali in instanti satisfaciant eosdemque inculpatos Arrestatos, & sequestratos, tum Filium Famati Heyder Civis Thorunensis, noviter Catholici facti, coram

ANNO 1724.

ANNO 1724. coram Judicio Noſtro ſub forti eaque Militari Executione, & onere Cauſæ, ſtatuant, ante omnia decerni, & circa Decreta Commiſſorialia ſe Actores conſervari petentibus: Tandem in ulteriori tractu eadem Parte Actorea Inquiſitiones coram Judicio Commiſſoriali expeditas, in occluſis & ſigillatis Rotulis, ſatisfaciendo Decreto Noſtro producente, & in Judicio reponente, ad lectionemque earundem Inquiſitionum condescendi ac Remiſſionem expediri, & pœnas ut ſupra tum & ratione Contraventionis Decreto Commiſſoriali ſeorſivas decerni poſtulante. *In contrarium* Parte citata & Proſecutionum Actorea, Appellationem à Sententia Commiſſoriali ad Nos Judiciumque Noſtrum interpoſitam, admiſſibilem fuiſſe, & ad præſens proſequibilem eſſe Sententiamque eandem Commiſſorialem caſſari, ſtatuitione Inculpatorum Varſaviæ coram Judiciis Noſtris injuncta, ſe liberari ſupplicante, atque contra Teſtes nonnullos exceptiones ſuas in Scripto producendo tum & Rotulum Inquiſitionis ſuæ eductæ, occluſum & obſigillatum reponente. *In oppoſitum* Actorea Parte, locum prætenſæ admiſſibilitatis & Proſequibilitatis appellationis non eſſe, nec à pœnis Contraventionis Decreto Noſtro & Commiſſoriali ipſos liberari poſſe, propterea: Quia vigore Juris Culmenſis & Saxonici, ſtante pede a Decretis Commiſſorialibus non appellarunt, neque intra decennium juxta obſervationem Reverendiſſimi Lipski & continuam Curiæ Noſtræ Praxim, extraordinariè de proſequenda proteſtati ſunt, imò eadem Decreta per Juramenta ſuper incorruptione Teſtium, tum de ſtando Juri, & parendo judicato in Actu Commiſſoriali præſtita, acceptarunt, Teſtesque quos inducere voluerunt & Notulam ipſorum ſubſcripſerunt ad Interrogatoria ipſorum examinati & Interrogatoria Partis Actoreæ ipſis communicata fuerint, nullumque gravamen eis illatum ſit, & quia ab acceſſoriis & in Puncto Statuitionis, Vigore Conſtitutionis Regni Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septuageſimi, Appellationes prætenſæ admiſſibiles & proſequibiles non ſint, ſitque ejusmodi petitio præpoſtera, uti poſt Decretum Judicii Noſtri demandatæ repoſitionis Inquiſitionum, excipiendo, dicente, ac ideo cum non conſtet de gravamine, aſſertam appellationem inproſequibilem eſſe inferente, interveniente quoque ad Cauſam præſentem Religioſo Provinciali Ordinis Sancti FRANCISCI Minorum Conventualium & Interventionem ſuam admitti, atque ſe circa Jura ſua ad Eccleſiam Beatiſſimæ MARIÆ Virginis habita, conſervari, Religioſorum verò Bernardinorum Interventionem ad Eccleſiam eandem factam, rejici ſupplicante. Intervenientе quoque Religioſo Rectore totoque Collegio Plocenſi Societatis JESU, per Religioſum Andream Rudkowski Societatis JESU, ratione Juris & Prætenſionis, ad eandem Civitatem habita, interventionemque ſuam admitti poſtulante. *Nos cum Conſiliariis & Juriſperitis Noſtris*, auditis Partium Controverſiis, allegationibus & defenſis, ſuſpenſa cognitione Admiſſibilitatis & Proſequibilitatis Appellationis, legalitatesque nec ne Sententiarum Commiſſorialium ad lectionem Inquiſitionum per Partes repoſitarum, Juramento comprobatarum, condescendimus. Quibus lectis & per omnes circumſtantias matura Deliberatione diſcuſſis, ſiquidem Judicio Noſtro patet & ſufficienter deductum eſt, quòd in Civitate Thorunenſi, (quæ olim tota fuit Catholica) Cives, Incolæ & Populus Auguſtanæ Confeſſionis Acatholicæ, abutendo Beneficio Reipublicæ, Religionem ipſorum hoc in Regno Catholico tolerantis, aliquoties jam (uti Acta reſtantur) inſolenter & violenter tumultus & Seditiones contra Catholicos & Spirituales Perſonas excitavit, & nunc recenter, in contemptum ejusdem Fidei Orthodoxæ Romanæ, perturbationemque Pacis & tranquillitatis Publicæ, ac in Convulſionem Legum & Conſtitutionum Regni præcipuè Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septimi, quæ Religioſis Societatis JESU, & Studioſis Scholaribus in Civitatibus Terrarum Pruſſiæ, ſingulariter in eadem Civitate Thorunenſi, omnem præcavit ſecuritatem, improbâ temeritate & audacia ducti, ex levi cauſa dejectionis videlicet galeri de capite cujusdam Acatholici irreverenter Proceſſionem cum Sanctiſſimo SACRAMENTO, in Solennitate Feſti Sacratiſſimi Scapularis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis per Cæmeterium Eccleſiæ Sancti JACOBI, Religioſarum Monialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Anno præſenti celebratam, propè ſtando intuentis, per Studioſum Catholicum Zelo cultûs Divini ductum, factæ, eundem Studioſum in Cæmeterio Eccleſiæ præfatæ ſpretâ illius immunitate, Famatus Heyder colaphiſavit, & cum Famato Karviza aliisque Concivibus ſuis, ex Cæmeterio violenter extraxit, ac Cuſtodiæ Militari Civili tradidit, ad poſtulationemque Studioſorum, tam idem Heyder quam Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens, eundem Studioſum ex Carcere dimittere noluerunt, imò in Craſtino alterum Studioſum propterea acſi quòd precibus ſuis tam eidem Famato Heyder, quàm & Nobili ac Spectabili Resner Præſidenti moleſtus eſſet, incarcerari fecerunt; talique incarceratione & ad crebras preces Studioſorum denegata illorum excarceratione, eosdem Studioſos Catholicos Polonos, ad abducendum viciſſim Gymnaſiſtam Acatholicum, ad ſuos Scholas provocârunt, tumultumque & guerrham iidem Acatholici excitârunt, quem tumultum Nobilis & Spectabilis Præſidens (ſub cujus Poteſtate Populus Thorunenſis erat) prout ad initium non compescuit, ita poſtea, cùm idem tumultus invalesceret nullum Conſilium cum Civitatis hujus Conſulibus, de ſedando tumultu fecit, qui tumultuans Populus, dimiſſione Gymnaſiſtæ Acatholici Studioſi non contentus, animis ferocibus & magna vi ac impetu cum Armis primò Scholas, demum & Collegium Religioſorum Actorum effractis & exſecatis foribus invaſit, Hypocauſta Cubicula, Scamna, Sellas, Cathedras, fornaces, feneſtras, Sacellum, Congregationes binas Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, & in iis Altaria duo in particulas ſecuribus confregit, tandem & Imagines Crucifixi Salvatoris Noſtri, DEIPARÆ multorumque Sanctorum dilaceravit, acinacibus confodit, diſſecavit, & nonnullas Imagines ſtatuamque DEIPARÆ, & Sanctorum Regni hujus Patronorum, ac aliorum exportando accenſo igni in platea ante Domum Nobilis & Spectabilis Zerneke Vice-Præſidis impoſuit, & combuſſit, & per hunc ignem Imagines cremantem ſaltando, varias blasphemias, effrenatis in omnem licentiam linguis, effutire præſumpſit, Religioſum Rectorem & duos Confratres ejusdem Societatis JESU convulneravit, converberavit (uti obductiones loquuntur) ex quibus unus concuſſus, de vita periclitatur, ac poſt ceſſatum (quinque circiter horis) durantem tumultum in ſceleratos tumultuantes Cives & Incolas, præfatus Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens advertere, & inquirere tanta Crimina neglexit, impunitaque reliquit, & apertè ſe conniventem huic tumultui contra paucos Studioſos, ex Minoribus Scholis, (ex Majoribus enim jam vacabant) circa Collegium commorantes, & contra Actores excitato, reddidit, Nobilis quoque & Spectabilis Zerneke Vice-Præſes ex vicina Scholis & Collegio Actorum Domo ſua lapidea, per feneſtram aſpiciendo, tumultuantes Cives ad ſedandum hunc tumultum (uti ex Officio ſuo tenebatur) ſe non applicavit, imò ut Milites, & Cives, Bombardas ad Studioſos exploderent, mandavit, ignemque ante ſuam Domum lapideam & in eo Combuſtionem Imaginum paſſus eſt, & niſi ad finem tumultûs eum extingui curavit. Ideo ex præmiſſis & aliis rationibus Judicialiter illatis, & deductis, memoratos Nobiles & Spectabiles Resner Præſidem & Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, pœnas Criminales ſuccubuiſſe adinvenimus, & decernimus, Quatenus Religioſi Actores, per Religioſos Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski Fratres Societatis JESU, vel unum ex illis, eosdem Nobiles & Spectabiles Resner & Zerneke, cum ſex Teſtibus ſibi genere ſimilibus, Sæcularibus Perſonis, Juramento coram Commiſſariis Noſtris ad Executionem Decreti Noſtri præſentis aſſignatis, convincant, & quidem Nobilem & Spectabilem Resner Præſidem in eam Rotham. Quia ipſe per carcerationem Studioſorum, ex levi cauſa, & non dimiſſionem eorum, ad preces Studioſorum, occaſionem tumultûs dedit eumque tumultum ſedare potuit: & non ſedavit, imò propter non adhibitum Conſilium Magiſtratûs, & per Mandatum Militibus ac Decurionibus datum, tumultum eundem auxit, & culpa ejus invaſio & devaſtatio Collegii & Scholarum ac Sacrarum Imaginum diſſectio, & combuſtio à tumultu facta eſt, pœnasque Criminales promeruit. Jam verò Nobilem & Spectabilem Zerneke Vice-Præſidem in eam Rotham: Quia ipſe quoque ad tumultum ſedandum ex Officio ſe non applicavit, eumque per data Mandata ad explodendas Bombardas, ad Studioſos Catholicos in Cæmeterio & in Scholis ſe continentes auxit, Combuſtionemque Sacrarum Imaginum ante ſuam Domum conniventer paſſus eſt, & diſſimulavit, ac pœnas Criminales promeruit, ita illos vel illum & Teſtes DEO & Paſſione Chriſti adjuvante, quod Juramentum poſtquam Actores præſtiterint, ex tunc utrosque tam Resner Præſidem quàm Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, Capite plectendos eſſe ſententiamus, Bona-

ANNO 1724. que Resner Præsidis omnia confiscamus, Actuales autem Cæmeterii Scholarum & Congregationum, ac Collegii Thorunensis Societatis JESU Invasores, violentiarum manuales Patratores, & Principales hujus tumultus Authores quos Inquisitiones eductæ arguunt esse reos, utpote Heyder, Mochaupt, Hertel, Hans Krysztoff *Mularczyk*, *Ciesielczyk* ignoti Nominis, Bekier *Guzikarz*, *Mersz. Wqz.* Sutores, capitibus plectendos esse statuimus, tum & alios non solum Invasores, sed & blasphematores, Imaginum Combustores, & quidem Karwiza Lanionem, Schultz, *Iglarz*, Hafft, *Piernikarz* prævia amputatione manuum dextrarum, nec non Gutbrodt, capitibus similiter plecti debere, idque in Foro publico Civitatis Thorunensis vel alio ibidem suppliciorum loco solito in Theatro, sententiamus, prævia tamen simili horum Omnium supraspecificatorum per Religiosos Actores prænominatos, ut supra juratoria Convictione, prout objectorum Criminum sunt rei, & ejusmodi pœnas promeruerunt, Corpora eorum & quidem Corpus Karwizy in quatuor Partes dilaniatum, & aliorum blasphemorum Szultza Haffta, Gutbrota, extra Civitatem rogo imponantur & comburantur. Jam vero Nobilis & Spectabilis Gerhardus Thomas Burgrabius, & Cymerman Consul prædictæ Civitatis Thorunensis, tumultûs Spectator, qui ad sedandum hunc tumultum (uti ex Officiis suis tenebantur) non concurrerunt, tam à Burgrabiali, quàm Consulari Officio utrosque removemus, ac privamus, & inhabiles horum Officiorum esse declaramus, & præterea, quatenus sessionem turris Civilis Thorunensis, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediuntur, eandemque Cymerman per spatium dimidii Anni, & Gerhardus Thomas per duodecim Septimanas continuent, & expleant, decernimus sub pœna Infamiæ inibidem coram Commissariis Nostris sive in Judicio Nostro publicanda. Quò ad Personas Nobilium & Spectabilium Meysner Consulis, & Wedemeyer Secretarii, propiores eosdem Citatos ad evasionem juratoriam adinvenimus, idque in eam rotham Nobilem Meysner; Quia de tumultu inchoato nescivit, & ad finem ejus domum veniendo, media sedandi illius non habuit, jam autem Wedemeyer: Quia lapidem contra Collegium Actorum (uti ipsi objicitur) non projecit, neque tumultum & violentias Actoribus illatas cooperatus est, idque cum tribus quisque Testibus, sibi genere similibus Possessionatis, Quibus juramentis præstitis, liberos fore debere à pœnis pronuntiamus. Quò ad Personas Graurok Præfecti Militiæ Civilis, & Famati Zylber Apothecarii Ductoris unius Quartieræ, quoniam ipsi manum fortem habentes, eundem tumultum non sedârunt, imò contra Studiosos Catholicos, Scholasque eorum, non autem contra tumultuantes Bombardas exploserunt, & per recessum suum à Scholis easdem & Collegium indefensum injuriæ Populi tumultuantis reliquerunt, Idcirco licèt pœnam Capitis jure merito succumbere deberent, quia tamen id ex Mandato Præfidis factum fuisse dignoscitur, (quod aliàs in tali casu attendere non debuerunt) ad mitiores descendendo, decernimus quatenus uterque redimendo caput, fundum Turris Civilis Thorunensis in una ab Actu inchoatæ futuræ Commissionis Septimana ingrediantur, ejusque Sessionem per Annum & sex Septimanas continuent, & expleant & in egressu de eadem Turri Zylber centum Aureos, Graurok verò Quinquaginta in vim Mulctæ Actoribus solvant, statuimus. Facturi sunt Præmissa iidem Citati sub pœna Infamiæ, & colli, ac libera captivatione, in ibidem coram Commissariis Nostris, sive in Judiciis Nostris in casu contraventionis huic Decreto publicanda. Reliqui autem Citati, quos Inquisitionis eductæ circa invasionem Actorum præsentes fuisse, & tumultui se cum Armis immiscuisse demonstrant, licèt tanquam Complices tantorum scelerum eadem pœna quâ Principales criminali puniri deberent, quia tamen de Personali seu Manuali eorum excessu luculenter non constat; Ideo decernimus, Quatenus ipsi, videlicet Feyblinger & Leban. Turkowski, Pisareb Famat. Kleyba, Macieiowski, Nagorny, & Grunau Gymnasiastæ, Bednarczyk, redimendo capita fundum Turris, seu Carceris per Commissarios designandi, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediantur, ejusque Sessionem itidem per Annum & sex Septimanas, jam verò Jarka & Pisarek seu Famulus Zylbera per dimidium Anni, Walter Civis Heyna Pisarek seu Famulus longo Janka, Godfrid, Pantel, Westphal, & Krigier Gymnasiastæ, Pisarek seu Famulus Famatum Proba Vinopolæ, Samuel Werner, Famulus Dankmajera Mercatoris Famulus seu Pisarek Szweycmana, Nathanael Pisarek Fengiera, Helszt, Pisarek Rozdaycera, Gryffald Famulus Reych, Filius Hannaowy Viduæ, Alexander Balwierz, Kallwach Magister, Tuchel, Perukarczyk, Famulus Pezyna, Filius Rauzowy Viduæ, Christianus Famulus Krauzy, Perukarczyk sub signo aurei cervi existens, Kleber Pisarek seu Famulus Teysmera, Bedka, Krauz, Berendt Laniones, Pisarek Sztyrny Nosek Bioloskornik, per unum Quartuale anni, Carceres Civiles subeant, continuent, & expleant, sub pœna infamiæ & Libera Captivatione, & in egressu de Turri, Famatus Teyblingier, & Leban, tanquam Cæmeterii Ecclesiæ S. Jacobi Invasores, immunitatisque ejus violatores, quisque ex Persona sua, Quinquaginta aureos, & Jarka viginti quinque aureos, Religiosis Monialibus ad dictam Ecclesiam existentibus, alii verò supraspecificati Cives & Famuli Civium Pisarkowie dicti, seu eorum Domini, pro incontinentia ipsorum, quisque ex Persona sua per viginti quinque aureos, Walter verò & Heyna tum & Hanaowa Vidua pro Filio suo per quinquaginta aureos, similiter quisque ex Persona sua, in vim mulctæ pro extruenda Columna, & Statua marmorea Beatæ MARIÆ Virginis, in loco, in quo Statua ejusdem Beatæ MARIÆ Virginis & aliæ Imagines Sanctorum combustæ sunt (si commodè fieri poterit) aut ei vicino propè Collegium situanda applicandos, ad manus Religiosi Rectoris ejusdem Collegii Societatis JESU solvant, sub similis pœna Infamiæ, in ibidem coram Commissariis Nostris sive in Judiciis nostris publicanda, & ipsa Captivationis pœna, reliquos Famulos scilicet Westphal, Ludovicum Swiderski, Exactorem Szarpacz nuncupatum, tum & pueros seu Tyrones Sweycmana, Fengieraz Podbialego konia, aurigam Heyny, flagellis coercendos & puniendos esse censemus, resolvendoque suspensam in alterius factam & remissam expediendo, appellatione inadmissibili nec prosequibili à Sententia Commissariorum Nostrorum adinventa, Partes circa Sententiam eandem Commissariorum Nostrorum conservamus, cum ea declaratione, quòd non coram Judicio Nostro, sed coram Commissariis infra nominatis, omnes eosdem carceratos, arrestatos, & sequestratos, pro sumendis pœnis, Decreto Nostro præsenti assignatis, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis, statuere teneantur, sub rigore in præfata Sententia Commissoriali expresso. Et quoniam frequenter hi tumultus præ potentia Acatholicorum in Civitate Thorunensi fiunt, eosdemque Magistratus Acatholicus sedare & compescere negligit, imò conniventer se habere in illis consuevit; ideò ad coërcendam faciliùs insolentiam, & licentiam populi Acatholici, tumultibusque ulterioribus contra Catholicos usu jam ferme receptis, in futurum obviando, atque Constitutionem Regni Anni 1638. ad Executionem deducendo, & statuimus, & ordinamus, quatenus abhinc, in futurum in Magistratu Consulari Scabinatu, & sexaginta viratu, ac in Officio Secretariorum, sit medietas Catholicorum, idque per Electionem juxta præscriptum Jurium Civitatis (quæ illæsa esse volumus) procedendo in locum demortuorum, vel post ascensum, aut resignationem Acatholicorum ad eadem Officia assumendorum, incipiendo statim post remotos præsenti Decreto à suis Officiis, quos Catholicos in præsentia Commissariorum ad Executionis præsentis Decreti Deputatorum eligent, pariter ad Jus Civile suscipiendum, Contuberniaque sua & Officia Catholicos sine cunctatione admittant & in servitio Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem militum Catholicos semper habeant, idque sub pœna quingentorum aureorum, memoratæ Constitutione Regni Anni 1638. vallata per Generosum Instigatorem Regni in Judiciis Nostris vindicanda, & sub nullitate Electionis in contrarium præsenti Decreto peractæ. Ut autem cultus Divinus augeatur, & honor læsus DEIPARÆ per Combustionem illius statuæ, & Imaginum Sanctorum, reparetur, Fidesque Catholica in eadem Civitate depressa reflorescat, & propagetur, admissa interventione Religiosorum Ordinis S. Francisci de Observantia, qui soli in Regno Nostro Bernardini vocantur, Ecclesiam Beatissimæ Virginis, antea in Possessione eorundem Religiosorum Ord. S. Francisci de Observantia existentem, tanquam Proprietariis, & ultimis ante occupationem per Acatholicos hujus Ecclesiæ Possessoribus, cum suppellectili Ecclesiastica, & Bibliotheca quæ & qualis intercepta est, & ex Inventario antiquitus conscripto per Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunensem producendo, Ejusdem Ecclesiæ propria esse apparuerit, & Gymnasium, quod ex Monasterio

ANNO 1724. nasterio eorum Acatholici sibi fecerunt, iisdem Religiosis Bernardinis adjudicamus, ut ipsos Commissarii Nostri ad executionem Decreti nostri præsentis deputati, reinducant, illis committimus, quàm reinductionem Nobilis & Spectabilis Magistratus, & Ordines, & nemo ex Populo Acatholicus Civitatis Thorunensis, seu quævis Persona impugnare audebit, sub pœna Infamiæ, quam decernimus, & Terminum publicandæ coram iisdem Commissariis Nostris, conservamus, Processiones quoquè publicas statis temporibus cum Sanctissimo SACRAMENTO, juxta morem & institutum Ecclesiæ Catholicæ, tum sepulturas processionaliter publicas Catholicorum (sicut olim fuerant) Acatholici impedire & interturbare in eadem Civitate ne audeant, prohibemus & pœnam quingentorum aureorum, aliasque per Judicium nostrum decernendas & extendendas interponimus. Scripta Typis impressa, sarcasmos & convitia in ludibrium & contumeliam Fidei Catholicæ, Ecclesiæque Orthodoxæ, continentia, uti & hymenæa per Giereth Prædicantium Sacra miscendo profanis concepta cassamus, & ad rogum, per Executorem Justitiæ comburenda damnamus, ipsumque Giereth & Olloff Prædicantios, ob non comparitionem coram Commissariis nostris, & in Judicio nostro, non datamque in objectis sibi justificationem, Infames & Proscriptos esse de Regno declaramus, & ut reliqui Prædicantii Thorunenses modeste se gerant, fidem Catholicam & Spiritualem Statum, dictis & scriptis suis famosis non lædant, & Typographia Thorunensis nullos libros & scripta sine facultate Loci Ordinarii & Censura Theologi ab eo constituti imprimere audeat, severè & sub confiscatione Typographiæ interdicimus. Et siquidem ex occasione binorum Studiorum, & Studiosorum, Catholicorum videlicet & Acatholicorum in Civitate eadem Thorunensi, tranquillitas publica sæpiùs turbari solet; Idcirco discrimina quævis turbasque & rixas amovendo, Scholam seu Studium Acatholicum in Civitate tam nova quam Veteri Thorunensi habere interdicimus, ad aliquam tamen Villam viciniorem Civitatis, vel locum extra Civitatem separatum, Scholam seu Studium transportare Acatholicis permittimus, damna causata litisque expensas ad triginta quatuor millia sexcentos bonæ monetæ in Prussia Currentis, per Actores liquidata, prævia realitatis eorum per Religiosum Rectorem coram Commissariis nostris infrascriptis juratoria comprobatione, quatenus Civitas Thorunensis durante Commissione futura Actoribus solvat, demandamus, idque sub Intromissione in Bona huic Summæ adjudicatæ proportionata, Civitatis Thorunensis Patronimica, in præsentia Commissariorum eorundem Nostrorum, per Ministerialem & Nobiles conferenda, quæ Bona per Intromissionem tradita, Religiosi Actores usque ad exolutionem supra specificatæ Summæ, possidere, & usus fructus ex illis percipere debebunt, à cujus Summæ solutione & quavis in litem præsentem Contributione, Catholicos liberamus, confiscataque Bona Resnera Civitati Thorunensi damus & adjudicamus. Religiosos quoque Actores Societatis JESU, nunc & pro tempore existentes, præmonemus, ut Studiosos Scholas suas frequentantes, in modestia, disciplinaque debitâ contineant illosque coërceant, & advertant, ne injuriis, contumeliis, & violentiis, Acatholicos afficiant. Alios autem indicentes supra specificatos, cum suis querelis, & prætensionibus, ad Commissarios eosdem remittimus, intervenientibus tamen Pellionibus Catholicis, quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunensis, Decreti nostri cum Acatholicis Pellionibus lati satisfactionem injungat, illudque durante Commissione exequatur, ipsi demandamus. Ad extremum Famatus Radzki, qui Filium Acatholicum Heydera (postquam Pater Heyder Catholicus factus est:) de Civitate Thorunensi ad exteros expedivit, coram Commissariis iisdem statuat; ipsi sub pœna mille Talerorum injungimus. Pro cujus Decreti nostri Executione Commissarios nostros, utpote: Magnificos Jacobum Sigismundum Rybinski Culmensem, Ignatium Dzialynski Pomeraniæ Palatinos, Adamum Poninski Gnesnensem, Andream Dabski Brest. Cujavienſem, Casimirum Rudzinski Czernensem, Petrum Czapski Culmensem Castellanos, & Generosos Georgium Lubomirski, Succamerarium Regni, Franciscum Aloisium Loski Varsavienſem, & Minoris Cancellariæ Regni Regentem, Felicianum Grabski Lancicienſem, Antonium Trypolski Kijovienſem Adamum Wilkowski Sochaczovienſem, Succamerarios, Josephum Nakwaski Capitaneum Ciechanovienſem Uladislaum Wyrozembski Instigatorem Regni, Paulum Jarosewszki Plocensem Franciscum Czarazowski Varsavienſem, Vexilliferos Franciscum Ploninski Dapiferum Posnanienſem, Josephum Styrocki Siradienſem, Ludovicum Borucki Brestenſis Cujavienſem Pocillatores, Casimirum Polanowski, Subdapiferum Buscensem, Joannem Piwnicki Notarium Terrestrem Culmensem, Franciscum Lopacki assignamus, & deputamus, iisdemque committimus, quatenus præviis innotescentiarum suarum Literis, duabus Septimanis ante terminum ponendis, ad Civitatem nostram Thorunensem condescendant, ibidemque absentia nonnullorum non obstante, modò quinque adsint, Jurisdictione sua Commissoriali in Prætorio vel alio loco qui ipsis commodior videbitur fundata, acclamatisque ad præsentiam sui per Ministerialem Partibus, in præsentia earum, tum & Incarceratorum & arrestatorum statuendorum, Decretum præsens nostrum publicari faciant, illudque in omnibus contentis, Punctis, non attentis quibusvis citatæ & jure victæ Partis oppositionibus, rescriptis, appellationibus, citationibus, prosecutionibus, Mandatis, nostris, exportatis vel exportandis, ad Executionem, adhibita etiam forti Militari manu deducant, & deduci curent; quam Executionem, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis & nemo irritare audebit, sub pœnis Legum contra Convulsores Decretorum nostrorum sancitis, & ipsa pœna perduellionis; demum indicentium seu intervenientium ad præsens, prætensiones exaudient, cognoscent, ac pro Jure Justitia & æquitate decident, sopient, vel si complanare poterunt complanabunt, moderabunt, appellatione à sola definitiva Sententia, in his duntaxat Indictionibus, Partibus se gravatas esse sentientibus ad Nos Judiciaque nostra salva manente. Actum Commissionis, quo ad indicentium & Intervenientium prætensiones expeditæ, in aperto, Inquisitiones verò si quæ eductæ fuerint in occluso Rotulo Partibus extradent, postquam taliter in rem Indicentibus expeditam Commissionem, Terminum coram Nobis Judicioque nostro comparentibus iisdem Indicentibus conservamus peremptorium, Decreti præsentis vigore. In cujus rei fidem præsentibus Sigillum Regni est appressum. Actum Varsaviæ sub tempus Comitiorum Regni Generalium Feria secunda post Festum SS. Simonis & Judæ Apost. proxima, die 30. Mensis Octobris Anni Domini 1724. Regni verò Nostri 28. Anni Illustriss. & Excellent. Domini, JOANNIS in Slupow SZEMBEK Supremi Cancell. Lomzensis Grauden. Capitanei.

JOANNES SZEMBEK (*L.S.*)

Supremus Regni Cancellarius.

SEBASTIANUS RYBCZYNSKI (*L.S.*)

Decretorium Curiæ Regni Notarius. Correctum.

DECRETUM *Inter Coll. Soc.* JESU *Thorunenſis. Actum Magistr. & Communitatem Thorunen. Citt.*

XXXI.

Tractatus sive Conventio inter BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctissimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum pro Dimissione ad Sanctam Sedem* Comacli, *salvis Juribus Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domûsque Attestinæ omnibus tam respectu Possessorii, quàm Petitorii. Actum Romæ 25. Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS, & RATIFICATIONIBUS. 25. Nov. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale à Vienne.]

CUm saluti publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, & Cæsaream Aulas Concordiam servari, colique, & post occupatum casu Comaclum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuò institerint, dictum Comaclum in eum in quo priùs erat, statum restitui, nec anteà Pacem, Concordiamque futuram: Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cogno-

ANNO 1724. cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versata fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse; ea propter momentosum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiario Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut suprà in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comacli, salvo cujuscunque Jure, convenerunt, videlicet:

Primò, Promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolicâ, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacli sive ante, sive per, sive etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus percceptorum, ullo unquam tempore à Sacrâ Cæsareâ Majestate, Serenissimâque Domo Austriacâ quidpiam postulaturos, neque etiam à Subditis, & Incolis Comaclensibus eo nomine ullos indemnitatis, aut reparationis sumptus exacturos, quinimò vi hujus Articuli omnes istas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitùs sublatis perpetuò habendas esse.

Secundò, Possessionem Comacli à Sacrâ Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restituatur ut priùs, ità scilicet, ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio, vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia tam respectu Possessorii, quàm Petitorii salva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Convenisse de Amnestia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comaclensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam anteà suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiariter testati vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusve Administros ablegati fuerunt; ac proinde vigore hujus Amnestiæ prædictis Subditis, & Incolis Comaclensibus nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum esse. Porrò sarta tecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comaclenses ante supradictam occupationem usi, & potiti sunt, vel uti, aut potiri debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitorialium die 22. Julii nuperi instat, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiam cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Cameræ Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo priùs erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intrà tres Menses à die Ratihabitionis computandos à dictâ Civitate Comaclensi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit, Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem liberè, ut priùs exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentissimi & Reverendissimi D D. Cardinales, omnium & singulorum, quæ in præsentis Instrumenti Articulis contenta sunt, Ratihabitionem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secuturam esse. ANNO 1724.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentissimis & Reverendissimis D D. Cardinalibus Plenipotentiariis tactâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præsentis Instrumenti mutuæ Conventionis subscripsit, & signavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentissimum Plenipotentiarium Pontificium, & alterum penès dictum Eminentissimum Cienfuegos existat. Actum Romæ vigesimâ quinta Novembris Anno Millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L.S.) Ego Fabritius Episcopus Portuensis S. R. E. Cardinalis Paulutius Sanctitatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.

(L.S.) Ego Albarus Tit. S. Bartholomei in Insulâ S. R. E. Cardinalis Cienfuegos, Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.

Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R. E. Cardinali Paulutio nuncupato, Benedictus Papa Decimus Tertius.

VEn. Frater Noster salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad ineundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolicæ dimissionem, & possessionem Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Chariss mus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacli, ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub anulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(L.S.) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotentiarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufino Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comacli uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique, verbo nostro Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmumque habituri simus, in quorum fidem, ac robur

hasce

ANNO 1724. hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. JOANNES GUILIELMUS *Comes de* WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium *B. W. Nob. Dom. de* GEORGENTHAL.

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS *PP.* XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiæ hujusmodi tenor est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabili, perpetuâque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine Capitulationes præinsertas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentes Litteras nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore, suosque plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris ad præmissorum effectum specialiter & expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Anulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L.A. P.) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. pleno Tit. Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cùm inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Statûs Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plenâ cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens Conventio inita, & concluta fuerit, quæ incipit. ANNO 1724.

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam Conventionem sic initam, & concluſam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali: Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum majorem fidem, & testimonium præsentes ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. Frus Car. Com. de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

Acta THORUNENSIA *in Executione Decreti S. R. Majestatis Polonicæ Assessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatissimæ Virginis* MARIÆ *Thorunensi, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majestatis Thorunensi, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertiâ ante Festum Immaculatæ Conceptionis Glorioſissimæ Virginis* MARIÆ *proximâ, Anno Domini* 1724. [Sur l'Imprimé à Varsovie in fol.] 5. Dec.

CORAM Illustribus & Magnificis JACOBO SIGISMUNDO in Rybno RYBINSKI Palatino Culmensi Generali Artilleriæ Regni, Covalevienſi, Lipinensi, Vislicensi &c. Capitaneo, Marescalco Tribunalis Regni; Adamo à Ponin Poninski, Gnesnensi, Babimostensi, Capitaneo; Andrea à Lubraniec Dambski Brestensi Cujaviæ, Casimiro à Rudno Rudzinski Cerscensi, Colonello Exercitus R. S. Majestatis & Reipublicæ, Petro Czapski Culmensi, Knyszynensi, Radzinensi, Sobovicensi Capitaneo, Castellanis, Georgio S. R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wisnic Lubomirski Supremo Regni, Casimirienſi, Olztynensi, Janovienſi, Capitaneo Generali Exercitus S. R. Majestatis & Reipublicæ, Feliciano Grabski Lancicienſi, Antonio Trypolski Kosovienſi, Francisco Loski, Varsavienſi, Regente minoris Cancellariæ Regni, Adamo Wilkowski Sochacovienſi, Succamerariis, Josepho in Krysk Nakwaski Capitaneo Ciechanovienſi, Uladislao Wyrozæbski Instigatore Regni, Paulo Casimiro in Jaroszewo Jaroszewski Plocensi, Judice & Vice-Capitaneo & Terræ Vissogrodiensis Francisco Constantino Mokronowski Judice Terræ ejusdem Varsavienſis & Marescalcali Vexilliferis, Francisco Poninski Dapifero Posnanienſi, Capitaneo Copanecensi, Josepho Wysocki Siradiensi, Ludovico Borucki Brestensi Cujaviæ Pocillatoribus Casimiro Polanowski Subdapifero Buscensi, Joanne Piwnicki Notario Terrestri & Vice Palatino Culmensi, Francisco Lopacki Subdapiferida Ciechanovienſi, S. R. Majestatis Commissariis. In præsentia Illustrium Magnificorum ac Generosorum & Nobilium Henrici Krokowski Gedanensis, Capitanei Parchovienſis, Stanislai Garczynski Bidgostienſis Castellanorum; Svietoslai Radowicki Vexilliferi Pomeraniæ, Alexandri Wolski Terrestris & Castrensis Bigdostienſis, Francisci Rosciszewski Castrensis Judicum; Ignatii Dabski Notarii Castrensis, Casimiri Piwnicki &

ANNO 1724 ex eodem Palatinatu Joannis Kalſztyn ex Margeburgenſi, Sikorski ex Pomerania, ad Tribunal Regni Judicum Deputatorum, Bajerski Judicis Terreſtris Michalovienſis, Joannis Cantii Rychlowski Dapiferi Siradienſis, Joſephi Wagrodzki Pocillatoris, Jacobi Milewski Tribuni Zacrocimenſis, Francisci Rosciſzewski Subdapiferi Terræ Dobrinenſis, Joannis Slubicki Venatoris Junivladislavienſis, Petri Sokolnicki Pincernæ Schovenſis, Colonelli S. R. Majeſtatis, Adami Pilichowski Theſaurarii Terræ Viſſogrodienſis, Joannis Nakwaski Capitanei S. R. Majeſtatis, Antonii Zakrzewski Judicidæ Terræ Plocenſis, & aliorum plurimorum Nobilium nec non Miniſterialis Regni Generalis Providi Alberti Kupczewicz ad Actum præſentem aſſumpti.

NOs Commiſſarii S. R. Majeſtatis in Actu ſuperiùs ſpecificato, inhærendo Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis inter Partes infraſcriptas Varſaviæ ſub tempus Comitiorum Generalium Regni, Feriâ ſecundâ poſt Feſtum Sanctorum Simonis & Judæ Apoſtolorum proximâ, die 30. Octobris Anno præſenti prolato, vigore Literarum Innotescentialium ad mentem præfati Decreti, tempeſtivè ſcilicet duabus ſeptimanis ante præſentem Terminum & Actum editarum, publicatarum & coram Actis Caſtrenſibus Covalevienſibus, feriâ tertiâ ipſi die Feſti Præſenta: Beatiſſimæ Virginis MARIÆ inſcriptarum, ad Prætorium Thorunenſe, die hodierna in Actu contenta condescendimus, Jurisdictionem Noſtram Commiſſorialem fundavimus, Pacem & ſecuritatem Publicam Legibus & Conſtitutionibus Regni præſcriptam & Actibus ſimilibus obſervari ſolitam voce ſupra ſcripti Miniſterialis publicari & præcuſtodiri fecimus, Partesque in Decretum præfatum intrantes, voce ſupraſcripti Miniſterialis, ad Judicium noſtrum acclamare demandavimus. Quo in Termino Partibus utrisque Venerabili Collegio Thorunenſi Soc. JESU Actoribus, per Religioſum Fratrem Martinum Wolanski ſuo & totius Collegii Nomine, per Nobiles & Spectabiles Andream Szulc Proconſulem & Joannem Fridericum Hawenſztein Conſulem Perſonaliter; ex Scabinatu per Spectabiles Carolum Godefredum Hukſzteyn Veteris Civitatis, & Joannem Sigismundum Haderſzteyn Novæ Civitatis Thorunenſis Scabinos, ex Communitate per Spectabiles Davidem Braur & Joannem Hube Scabinos Suburbanos, ſuis & Magiſtratûs, Scabinatûs, & totius Communitatis Thorunenſis Nominibus Perſonaliter, admodum Reverendo Domino Matthæo Donacki Præpoſito ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thorunenſis ſuo & Illuſtriſſimi ac Reverendiſſimi Severini Szczuka Episcopi Joppenſis, Suffraganei Archidiaconi & Officialis Generalis Culmenſis, Eccleſiæ S. Joannis in Veteri Civitate Thorunenſis Præpoſiti, Indicentibus & Actoribus perſonaliter, Venerabili Collegio Plocenſi Soc. JESU per Religioſum Andream Rutkowski Regentem Seminarii, ſuo & ejusdem Collegii Nomine perſonaliter; Religioſis ac Deo dicatis Monialibus Ord. S. Benedicti Conventûs Thorunenſis Indicentibus & Actricibus; per admodum Reverendum Hankiewicz Plenipotentem inſcriptum; Conventu Thorunen. Ord. Prædicat. Indicente & Actore per Religioſum Patrem Reptowski Priorem Conventus ejusdem, & Fratrem Joannem Profeſſum perſonaliter Illuſtribus & Magnificis Sendicis Conventuum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ per Religioſum & admodum Reverendum Seraphinum Gamalski Provincialem perſonaliter; Famatis Pellionibus Catholicis, Civitatis Thorunen. Indicentibus & Actoribus per Famatum Andream Gutowski, ſuo & aliorum Nomine perſonaliter; Famato Antonio Kronikowski, ante hac Cive Thorunen. Indicente & Actore perſonaliter, Magnifico Antonio Boguslawski Capitaneo Plocenſi Indicente & Actore per Generoſum Andream Chwalkowski Regentem Caſtrenſem Junivladislavienſem, Magnifico Joſepho Kretkowski Indicente & Actore perſonaliter; admodum Reverendo Zrzelski Parocho Dlutovienſi Indicente & Actore per Generoſum Joannem Zalewski inſcriptum Plenipotentem, Generoſo Joſepho Rembelinski Indicente & Actore perſonaliter; Magnifico Michaële Zalewski Subdapifero Mielnicenſi, per Generoſum Andream Chwalkowski: Magnifico Gurski Notario Terreſtri & Caſtrenſis Ciechanovienſis per Generoſum Joannem Orlewski, Succeſſoribus olim Generoſi Jacobi Suski Indicentibus per Generoſum Adamum Murzynowski ſuo & aliorum Nomine perſonaliter, Generoſis Karwoſieckie Conjugibus Indicentibus & Actoribus per Generoſum Joannem Karwoſieckie Burgrabium Caſtren. Plocen. Maritum ſuo & Conſortis ſuæ Nomine perſonaliter, Nobili Cimeſto de Wolſon Indicente per Ingenuum Adamum Lapczynski perſonaliter; Spectabili Michaële Zybert per Generoſum Andream Chwalkowski Perilluſtri & admodum Reverendo Joſepho Bratkowski Canonico Cathedrali Posnanienſi Indicente & Actore per eundem Generoſum Chwalkowski; Generoſo Andrea Daniſzewski Indicente perſonaliter; Incolis & Subditis S. R. Majeſtatis Mokrenſibus per Honeſtos Petrum Szynal & Laurentium Piætek ſuo & aliorum Incolarum Mokrenſium Indicentium & Actorum Nomine perſonaliter. ANNO 1724.

Coram Judicio Commiſſoriali comparentibus & Judicialiter Controvertentibus. Quarum Controverſiis nos Commiſſarii coram ſe inductis & exauditis ac conſideratis, ad Executionem Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis de Actu ſuperiùs expreſſi accedentes. Ante omnia incarceratos & arreſtatos, ut in præſentia omnium Decretum præfatum publicetur, ſub cuſtodia Militari adducere & ſtatuere coram Judicio noſtro inſtantaneè demandamus. Et quoniam Joannes Godefredus Rezner Præſes, Jacobus Hendricus Cernik Vice-præſes, Simon Moabt, Chriſtophorus Hertel; Chriſtophorus Cieſielczyk Guttbort, Joannes Bekier Guzikarz, Joannes Georgius Mercz, Georgius Wæz Sutor, Chriſtophorus Karuſza Lanio, Jacobus Szultz Iglarz, Joannes Chriſtophorus Haſt Piernikarz, nec non Nobiles & Spectabiles Gerardus Thomas Burgrabius, Hendricus Cymerman Conſul, Gawrok, & Zybler Capitanei Thorunenſes & alii ſub Cuſtodia Militari coram Judicio noſtro Commiſſoriali ſunt adducti & ſtatuti: Idcirco denuo acclamatis voce Miniſterialis ad Judicium noſtrum Commiſſoriale Partibus, apertis ſtubæ Judicialis foribus, in præſentia omnium, Decretum ſupra recenſitum Aſſeſſorialis S. R. Majeſtatis publicari fecimus; tandem poſt Publicationem, ad Executionem Decreti ejusdem proceſſimus, decernendo. Quatenus Religioſi Fratres Jacobus Piotrowicz & Martinus Wolanski ſive unus ex eis, ſatisfaciendo ſæpe nominato Decreto, tam Rezner Præſidem, quàm Cernik Vice-Præſidem criminaliter convincant inſtantaneè; additur Miniſterialis ad pronuntiandam Rotham. Quo ad Perſonam Rezner Præſidis, ex Decreto præfato excerptam præſtitit Religioſus Martinus Wolanski, additur quoque Miniſterialis Teſtibus Nobilibus Jacobo Rabczynski, Caſimiro Zielenowski, Joanne Bartkiewicz, Martino Skibinski, Joanni Biernacki, Joanni Sosnowski, præſtiterunt. Additur quoque idem Miniſterialis, quo ad Perſonam Cernik, Vice-Præſidis, ad pronunciandam ſeorſivè Juramenti Rotham ex eodem Decreto depromptam prænominato Religioſo Martino Wolanski, & Teſtibus, præſtitit unà cum ſex Teſtibus ſuperiùs expreſſis. Additur denuo idem Miniſterialis eidem Religioſo Wolanski ac Teſtibus, ad pronunciandam Juramenti Rotham, in Decreto præfato expreſſam. Quo ad Perſonas Simonis Mohabt, Heyder, Chriſtophori Hertel, Hans, Krzyſztof Mularczyk, Krzyſztof Guttbort, dicti Cieſielczyk, Joannis Bekier Guzikarz, Joannis Georgii Mercz, Georgii Wæz Sutoris, Chriſtophori Karwiza Lanionis, Jacobi Szultz Iglarz, Joannis Chriſtophori Hawt Piernikarz, præſtitis unà cum Teſtibus ejusdem ſupra ſcriptis juxta Rotham ex eodem Decreto ipſi pronunciatam, (excepto Heydera profugo, qui fidem Catholicam ante fugam amplexus eſt.) Poſt quæ Convictionis Juramenta eosdem omnes criminaliter convictos ſuperiùs expreſſos (excepto Heyder Neo-Catholico profugo non victo) pro Executione de Perſonis eorum juxta præſcriptum præfati Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis ſumenda ad Executorem Juſtitiæ ſub cuſtodia Militari remitti demandamus. Actumque noſtrum occupantibus tenebris, imminente Feſto craſtina die S. Nicolai Episcopi, ad feriam quintam ſequentem, voce ſupraſcripti Miniſterialis reclamari juſſimus.

Tandem feriâ quintâ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, poſt ſubſecutam Inſtitutionem & ſupplicium de Perſonis Præſidis & ſupra ſcriptorum victorum (excepto Cernik Vice-Præſide) reaſſumpta Jurisdictione noſtra Commiſſoriali, voceque Miniſterialis publicata & proclamata, Partibus ut ſupra comparentibus, conſcriptionem Inventarii ſubſtantiæ mobilis & immobilis, olim Præſidis Rezner per Decretum S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriale confiscatæ, per Delegatos ex Magiſtratu in præſentia Magnificorum Commiſſariorum ex Stuba noſtra

Dele-

ANNO 1724. Delegatorum, propter majorem ſecuritatem injunximus, ex qua Fortuna olim Præſidis Rezner confiſcata, & Civitati S. R. Majeſtatis adjudicata, Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, Creditoribus omnibus ad Subſtantiam eandem confiſcatam, ſignanter Generoſo Bonafuſſ Colonello Quardiæ S. R. Majeſtatis, cum Juribus concurrentibus pro juſto & æquo, ut ſatisfactionem decernat & injungat, ac præſtet demandamus. Et quoniam ſuper Vice-Præſidis Cernik Venerabiles Patres Soc. JESU Actores Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro libertate & vita ipſius maximè inſtant, Senatores quoque, Officiales Terreſtres, atque Nobilitas proximorum & contiguorum Palatinatuum, nec non Spirituales Perſonæ, tam ſæcularis quàm Religioſi Ordinis; inſuper Populus Catholicus utriusque Sexûs die heſterna ad Eccleſiam S. Joannis in Feſto S. Nicolai catervatim congregatus, pro eodem Cernik, ſemper ſibi eundem Catholicis cum fuerit in Magiſtratu Civitatis hujus conſtitutus addictum, rectum, in facilitandis Negotiis promptum, commendando & teſtando, lachrymabili voce, & penetrabili ejulatu ad nos Commiſſarios emiſſo intercedit, ac per amorem Chriſti & Fidei Orthodoxæ, ut eorum Vota & gemitus exaudiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos verò Commiſſarii licèt ſi ad præmiſſas inſtantias, magis tamen non urgente Parte Actorea Executionem Criminalem inclinari vellemus. Nihilominus ſiquidem Executio tantùm Decreti S. R. Majeſtatis eſt nobis conceſſa; Idcirco Rationibus ſupra expreſſis permoti, eo etiam non conſiderato, ut confidentia & amicitia inter Catholicos ad Magiſtratum juxta mentem Decreti præfati Aſſeſſoriales accedentes, & Acatholicos concilietur, recepta priùs à Magiſtratu & Ordinibus Civitatis Thorunenſis Fidejuſſoria cautione, & data judicialiter ſponſione, ſæpe memoratum Cernik ad impetrandam Clementiam S. R. Majeſtatis Judiciumque & Deciſionem ejus remittimus. Tandem quò ad Perſonas Nobilis & Spectabilium Jacobi Meyner, Conſulis, & Joannis Hendrici Withmeyer Secretarii decernimus. Quatenus uterque eorum Decreto memorato S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriali Evaſionis Juratoriæ ſatisfaciant, idque inſtantaneè. Additur Miniſterialis ad pronunciandam Juramenti Rotham, ex Decreto depromptam, tam eidem Nobili & Spectabili Meyner quàm Teſtibus; præſtitit cum Teſtibus Spectabilibus, Martini Gondlich, Jacobo Stark, Scabinis, Joanne Wonchauſen Aurifabro; Additur quoque Spectabili Withmeyer Secretario, præſtitit cum Teſtibus, Famatis Chriſtiano Preiis, Cornelio Elerd, Michaële Fryc de Conſenſu Partis Actoreæ, admiſſis ſimiliter juxta Rotham in Decreto contentum. Qua Juratoria Evaſione attenta, Eosdem juxta Reſonantiam Decreti præfati à Termino, & Caulâ liberos declaramus. Jam autem Weſtfal Szarpacza, tum pueros Szfecmana, Fengiera, zpod bialego konia, aurigam Heyny ante Prætorium, ad mentem prænominati Decreti flagellari demandavimus. Poſt quam perpeſſam pœnam liberos mittere juſſimus. Porro propter ſpecialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Ejusdem ad Cathegoriam & Indictionem Religioſorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ condescendendo, ac inhærendo ſæpefato Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis, ad Reinductionem in Eccleſiam Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, atque Gymnaſium quod olim Monaſterium Eorundem PP. Bernardinorum fuerat proceſſimus, & in eandem Eccleſiam atque Gymnaſium cum attinentiis juxta antiquas Fundationes & Jura, receptis priùs à Nobili & Spectabili Magiſtratu clavibus, Præfatos PP. Bernardinos reinduximus, eandemque Reinductionem voce ſupraſcripti Miniſterialis publicari fecimus, tradidimus, Poſſeſſionemque pacificam ad Majorem DEI Gloriam & Beatiſſimæ Virginis MARIÆ ac omnium Sanctorum Honorem aſſignavimus & eos reliquimus. Interea nocte inſtante Actum Noſtrum poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ voce Miniſterialis reclamari demandavimus. Sabbatho itaque in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta denuo Jurisdictione noſtra, Partibusque ad Judicium noſtrum modo quo ſupra acclamatis comparentibus & in eadem Cathegoria Controvertentibus & diſceptantibus. Nos Commiſſarii S. R. M. auditis Partibus, diſceptationibus, & controverſiis decernimus ac demandamus: quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, ſatisfaciendo Decreto ſæpefato S. R. Majeſtatis, Inventarium ſupellictilis ejusdem Eccleſiæ, atque Bibliothecam coram Judicio noſtro Commiſſoriali producat & comportet idque in inſtanti, & licèt quidem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis ſatisfaciendo Decretis tam S. R. Majeſtatis, quàm noſtro, antependia antiqua bina, candelabra majora duo, minora duo, Patribus Bernardinis in Eccleſia relinquit, Bibliothecam verò Magnificis Commiſſariis ex Stuba noſtra Deputatis ſine Inventario ſeu Regeſtro tradidit, verùm quoniam Inventarium ſupellectilis Eccleſiaſticæ, præſertim in argento atque Bibliothecæ apud Magiſtratum exſtare eſſe, Rationibus probabilibus ſupponitur. Idcirco ſuſpenſa tantisper deciſione præſentis Cathegoriæ decernimus & demandamus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Inventarium ſupellectili Eccleſiaſticæ atque Bibliothecæ ſufficientiùs comportet idque inſtantaneè. Tandem quoniam loco comportationis ſufficientioris ſupellectilis Eccleſiaſticæ & Bibliothecæ, Partes pro Summa mille ducentorum tynfonum Polon. compoſuerunt, proinde approbata ejusmodi complanatione Judicialiter facta: Reſolvendo ſuperiorem ſuſpenſionem decernimus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus ad manus ſæcularis Catholicæ Perſonæ, quam Venerabiles Patres Bernardini deſignaverint; Summam eandem in ſpatio quatuor ſeptimanarum coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi realiter & effectivè ſolvat, ſub pœna Banitionis quæ decernitur, & terminus publicandæ in ibidem circa Manifeſtationem conſervatur peremptoriùs. Quantum attinet Privilegium Divæ olim memoriæ Sereniſſimi Sigismundi Regis Poloniæ, coram Actis Caſtrenſibus Junivladislavienſibus in Vigilia Feſti S. Thomæ Apoſtoli 1658. Anno per oblatam porrectum, ad præſens in Judicio noſtro per Patres Bernardinos productum, hoc in Puncto cauſam pro cognitione ejusdem Privilegii ad Judicia Aſſeſſorialia S. R. Majeſtatis remittimus; conſervando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum peremptorium. Nihilominus pro Juſtitia & Pietate decernimus ac mandamus, ut Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus & Civitas Thorunenſis per ſe ſeu ſubordinatas Perſonas, accidentiam vulgò Akzyzy ab invecta rerum comeſtibilium & potabilium, ex eleemoſyna per eosdem Patres Bernardinos collectarum, ſemper quoties opus fuerit, ab eisdem Patribus Bernardinis non exigat nec exigi demandet, aut permittat; idque ſub pœna in foro competenti vindicanda, & ne eosdem Patres ad Eccleſiam prænominatam, atque Monaſterium cum accidentiis modo quo ſupra reinductos, quovis modo vel prætextu interturbare audeat demandamus. Idque ſub pœnis contra convulſores Decretorum S. R. Majeſtatis Legibus Regni ſancitis. Eodem Actu ſcilicet Sabbatho in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, ſatisfaciendo Decreto præfato S. R. Majeſtatis, ſcripta quævis Typis impreſſa, ſarcasmos & convitia in contumeliam fidei Eccleſiæque Orthodoxæ continentia, per Prædicantios concepta, per Executorem Juſtitiæ, ad ſonum Tubæ comburi demandavimus. Tandem feriâ ſecundâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta, iteratò Jurisdictione noſtra, vigore nuperæ ad diem hodiernam reclamationis Partibusque voce Miniſterialis acclamatis, modo quo ſupra comparentibus ad Executionem ulteriorem Punctorum Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis procedendo. Quantum attinet perſonas Famati Heyder & ejus Filii per Famatum Racki avocati & ad exteros expediti, atque ſeorſivè Perſonam Hans Krzyſztofa Mularckzyka, ſiquidem Famatum Heyder, qui Catholicus factus, Pars Actorea criminaliter non convicit, proinde eundem à pœnis Criminalibus liberum pronunciamus. Nihilominus decernimus & mandamus: Quatenus tam Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis prædictum Hans Krzyſztof Mularczyk, atque diſtinctim Famatus Racki Filium Heydera ſtatuant idque inſtantaneè. Tandem quo ad Perſonam Mularczyka tradente ſe Nobili & Spectabili Magiſtratu ad evaſionem Juratoriam admiſſibilem & propiorem ad evadendum adinvenimus, decernendo quatenus, bini ex Magiſtratu Conſules evadant in eam Juramenti Rotham, quòd de fuga præfati Mularczyk Magiſtratus cum ſuis Ordinibus neſcivit, neque cauſa vel occaſio fugæ ipſius fuit, nec ſcit ubi commoratur, nec copiam ullam ejusdem Statutionis habet, idque inſtantaneè præſtiterunt Nobiles ac Spectabiles Jacobus Bema, & Joannes Chriſtophorus Elzner Conſules; quo attento Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum liberum à Termino & quavis impetitione declaramus. Nihilominus prædictum Mularczyk criminaliter convictum, ubicunque locorum capi vel præ-

ANNO 1724.

ANNO 1724. præveniri poterit in fundamento Decreti S. R. Majestatis capite plectendum esse sententiamus, & pro Executione ad quævis Officia per Executorem Justitiæ de persona ipsius facienda remittimus. Quo ad Personam Filii Heydera Nomine Christiani, siquidem eundem Famatus Racki Judicialiter statuit, quem Pars Actorea Venerabiles Patres Soc. JESU in Fidejussionem receperunt, proinde eundem Famatum Racki satisfeciisse Decreto præfato S. R. Majestatis, Assessoriali & Nostro adinvenimus & liberum facimus, Actumque nostrum ad diem crastinum scilicet Feriam tertiam Apparitori Judicii nostri reclamari demandavimus. Tandem Feriâ tertiâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ reassumpta solito modo & forma Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem & acclamationem Ministerialis ut supra comparentibus, & secum Judicialiter controvertentibus. Quarum controversiis diligenti trutina exceptis & consideratis. Quod spectat Punctum seu Cathegoriam Decreti prænominati Electionis in Magistratu, Scabinatu Sexaginta Viratu, ac Secretariatu medietatis Catholicorum decernimus ac injungimus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis cum suis tribus Ordinibus ad Electionem eandem; inhærendo Decreto memorato S. R. Majestatis accedat, eandemque juxta præscriptum Jurium suorum, ac Decreti præfati faciat, idque in instanti. Et quoniam prænominatus Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus stante spacio & rejectione ejusdem Cathegoriæ per aliquot dies ad Officia Consularia Nobiles ac Spectabiles Thomam Skomorowski, Joannem Rubinkowski, Constantinum Maryanski, Carolum Ludovicum Sferstman; ad Scabinatum verò Wilhelmum Ludovicum Faust, Bartholdum Laurentium Lyer Catholicos in locum demortuorum & remotorum Acatholicorum elegerunt, idcirco satisfeciisse eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum cum suis Ordinibus Decreto S. R. Majestatis & nostro Commissoriali in parte adinvenimus. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus satisfaciendo eidem Decreto S. R. Majestatis, illudque per omnia observando numerum medietatis Catholicorum in Proconsulatu, Scabinatu, Sexaginta Viratu, Secretariatu, Tribubus in Electionibus suis statis & consuetis temporibus incidentibus, incipiendo statim ab imminenti proximè in Anno Deodante futuro millesimo septingentesimo vigesimo quarto Electione, quæ vocatur Kira adimpleat, & donec numerus medietatis Catholicorum adimpleatur, hucusque Acatholicos suos circa omnem controversiam vel cunctationem, aut quovismodo ad inventum sive ad inveniendum medium vel colorem ne eligat ipsi demandamus. Insuper eosdem Catholicos ad Jus Civile, Contubernia, Opificia, Commercia, coemptiones domuum Lapidearum, Fundorum, granariarum admittat, nec ullo modo ad id impediat, neque interturbet; in servitio autem Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem Catholicos ad mentem prænominati Decreti S. R. Majestatis incipiendo statim ab Actu præsentis Commissionis nostræ semper habeat, idque sub pœna & rigore in eodem Decreto S. R. Majestatis expresso per contravenientem Nobilem ac Spectabilem Magistratum atque Ordines Civitatis Thorunensis irremissibiliter succumbendo, & per quamcunque Personam ex Catholicis in foro competenti vindicando. Porro Feriâ quartâ post Festum Conceptionis Immaculatæ Gloriosissimæ Virginis MARIÆ vigore hesternæ ad diem hodiernam voce Ministerialis Actus Judiciorum nostrorum reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque modo solito ad Judicium nostrum acclamatis, prout supra comparentibus & controvertentibus. Quantum attinet damna ac litis expensas per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen. Actores ad Summam triginta quatuor Millium sexcentorum Florenorum Pruthenicalium liquidatam & per Decretum prænominatum S. R. M. prævia comprobatione per admodum Reverendum Rectorem Collegii ejusdem adjudicata. Quoniam Partes scilicet tam Actorea Venerabiles PP. Soc. JESU, quàm citata Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis, loco præstandi Juramenti, per admodum Reverendum Rectorem, aliàs sistendo Juramentum hocce, ad interpositionem dignorum amicorum pro Summa viginti duorum millium Florenorum Pruthenicalium composuerunt, ex qua Summa Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunen., cum suis Ordinibus Summæ octo millium Florenorum Pruthenicalium instantaneam solutionem offert; jam verò in Summa quatuordecim millium Pruthenicalium Bona sua Patronimica Læzyn & Wægorzyn modo obligatorio, durante præsente Commissione in præsentia Nobilium & Ministerialis officiosè conducendorum dimissurum se usque ad Exemptionem declarat. Idcirco nos Commissarii approbata ejusmodi complanatione inter Partes benevolè inita decernimus. Quatenus Summam præfatam octo millium Florenorum Pruthenicalium, prout se Nobilis ac Spectabilis Magistratus Judicialiter offert, instantaneè solvat sub pœna Banitionis, quæ decernitur, additur & remittitur. Jam verò in Summa quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium Bona memorata Lazyn & Wægorzyn cum omnibus accidentiis & pertinentiis, in Præsentia Nobilium & Ministerialis officiosè durante Commissione, conducendorum, prævia in iisdem bonis conscriptione Inventarii idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus prædicto Collegio Thorunensi dimittat & Actualiter tradat, cum ea Judiciali de consensu Partium declaratione. Quodsi præfatam Summam Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis, in Exemptionem Prædictorum Bonorum provenientem, pro crastino Natalis S. Joannis Baptistæ proximè in Anno Deo dante venturo coram Officio Castrensi Covalevensi non exolverit, extunc Pars Actorea scilicet Collegium Thorunense de Anno ad Annum usque ad Exemptionem pacificè Bona eadem tenebit & possidebit. Quodsi verò Nobilis ac Spectabilis Magistratus Summam præfatam quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium, in crastino Festi Natalis S. Joannis Baptistæ proximè venturo, seu in defectu pro tunc Exemptionis, quocunque alio cujuslibet Anni crastino Natalis S. Joannis Baptistæ, præfato Collegio coram Officio Castrensi Covalevensi prævia tamen à Visitatione duabus septimanis præcedenda coram eodem Officio, exolverit, depositerit. Extunc Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen., Summam eandem levare, ac de Bonis condescendere, ut eadem in eodem statu prout ad præsens recipient, Nobili ac Spectabili Magistratui in una septimana, post levatam Summam tradere tenebuntur, & debebunt. Facturæ sunt Partes utræque sub pœna Banitionis, quæ decernitur, & Terminus publicandæ in primis Castrensibus Covalevensibus Terminis post Contraventionem celebrandis conservatur peremptorius. Et quoniam in Fundamento ejusdem Decreti & compositionis Venerabiles PP. Soc. JESU Collegii Thorunen. tam Summam octo millium Florenorum Pruthenicalium, à Nobili & Spectabili Magistratu instantaneè enumeratam, quàm Bona durante præsenti Commissione nostra receperunt: Idcirco prænominatum Nobilem ac Spectabilem Magistratum satisfeciisse Decreto Judicii nostri & compositioni cum Parte initæ adinvenimus. Eodem Actu ad Decisionem Indictionum descendendo. Quo ad Interventionem seu Indictionem Famatorum Pellionum Catholicorum Controversiis Partium seorsivè indictis, auditis, adhærendo Decreto S. R. M. Assessorialibus binis, primo quidem Varsaviæ Feriâ 2dâ post Festum S. Lucæ Evangelistæ, in Anno 1715. cum Acatholicis, quàm ultimario de Actu superiùs recensito prolatis decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis præfato Decreto Anni 1715. satisfactionem durante nostra præsenti Commissione in omnibus Punctis injungat. Idque sub pœnis contra Convulsores Decretorum S. R. M. in Legibus Regni descriptis. Et licèt quidem Nobilis & Spectabilis Magistratus Decretum suum inter eosdem Famatos Pelliones Catholicos & ex altera Parte Acatholicos in Puncto solo admissionis eorundem ad Contubernium durante Commissione protulit. Verùm quoniam iidem Pelliones Catholici sentientes se per Sententiam eandem gravatos & injuriatos, appellationem ad Judicia S. R. M. interposuerunt. Idcirco pro cognoscenda contraventione, causam & negotium totum eorundem Pellionum ad eadem Judicia S. R. M. Assessorialia remittimus. Conservando Partibus in eisdem Judiciis sine quavis adcitatione Terminum peremptorium. Eodem Actu & die ad disjudicationem Indictionis & Cathegoriæ Illustrissimi Szczuka Suffraganei Culmensis, Præpositi Thorunen. descendendo, Controversiis Partium prout supra comparentium, ac disceptationibus, hac in Cathegoria inductis, trutinatis, & debitè consideratis decernimus & mandamus. Quatenus Partes secum agentes, scilicet Illustrissimus Actor & Indicens, cum Nobili ac Spectabili Magistratu Calculationem tam intuitu census annualis retenti, ad Ecclesiam Parochialem Tituli S. Joannis spectantis, quàm respectu Summæ ex Bonis Siemonie ad eandem Ecclesiam pertinentibus, vigore

ANNO 1724.

ANNO 1724. vigore Conventionis ultimariæ in Anno 1701. die quintâ Januarii inter Partes conſtitutæ, faciant idque in inſtanti. Tandem poſt expeditam eandem Calculationem, ulterioribus Partium Controverſiis exceptis, ac diſcuſſis decernimus. Quatenus Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Summam nongentorum ſexaginta Florenorum Pruthenicorum Calculatione per Partem agnitam & moderatam, non computando nihilominus litis expenſas & in ſublationem proceſſûs pœnas, à quibus, attentis Annis calamitatis & hoſtilitatis, Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem ex moderamine noſtro liberamus, & proceſſum caſſamus. Pro craſtino Natalis St. Joannis Baptiſtæ proximè in Anno Deodante futuro coram Officio Caſtrenſi Kovalevienſi realiter & effectivè Illuſtriſſimo Actori ſeu ejus Plenipotenti, prævia manuali etiam de eadem Summa quietatione ſolvat ſub pœna Banitionis, in ibidem circa Manifeſtationem publicanda. Quantum attinet Summam ex præfata Conventione ſeu contractu de Bonis Siemonie Eccleſiam prænominatam S. Joannis Parochialem quot annis concernentem, decernimus & mandamus. Quatenus Partes utræque eidem Conventioni ſeu Contractui in omnibus Punctis usque ad determinatum in eadem Conventione Terminum ab utrinque ſatisfaciant, idque ſub pœna Banitionis, quæ interponitur. Appellat Pars citata ad Judicia poſt curialia S. R. M. adhærendo Decreto ſuperius nominato S. R. M. admiſſa, cum conſervatione Termini Parti utrique in eisdem Judiciis peremptorii. Poſt cujus Indictionis ſeu Cathegoriæ deciſionem, Actu Judiciorum noſtrorum, ad diem craſtinam voce Miniſterialis reclamato, ac denuo vigore ejusdem reclamationis Feriâ quintâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ ſequenti Jurisdictione noſtra, Judicialiter reaſſumpta, acclamata, Partibusque ut ſupra comparentibus. Et quo ad Cathegoriam & Indictionem Religioſarum ac Deodicatarum Monialium Conventûs Thorunen. Ord. S. Benedicti Judicialiter diſceptantibus, quarum diſceptationibus & Controverſiis maturâ Judicii ſui trutinâ libratis ac diligenter penſatis, ſuspenſa tantisper Deciſione totius Negotii; neceſſariam eſſe Condescenſionem ad fundos & loca controverſa Illuſtris & Magnificorum Caſimiri Rudzinski Caſtellani Cernenſis, & Francisci Loski Succamerarii Varſavienſis, ex Stuba noſtra Judiciali Delegatorum in inſtanti cenſemus. Qui Illuſtris & Magnifici Commiſſarii condescendendo, Jura Partium ad Fundos controverſos ſe regulantium connotabunt, Fundos eosdem controverſos revidebunt, cognoscent, menſurabunt; Inquiſitiones ſi opus fuerit ex Teſtibus fide dignis expedient, Partes ſi potuerint complanare complanabunt, ſeu cum connotatione ſufficienti Actus totius, ad Judicium noſtrum Commiſſoriale pro Deciſione remittent. Poſt quem expeditum Actum per Illuſtrem & Magnificos Commiſſarios Delegatos Condescenſionis, per eosdem ad Judicium Noſtrum factam remiſſionem, Partibus denuo noſtro coram Judicio Comparentibus & Controvertentibus. Quarum controverſiis iteratò exauditis, Actuque præmiſſæ Condescenſionis lecto & bene conſiderato, ſiquidem in Actu præmiſſæ Condescenſionis, Religioſæ ac Deodicatæ Moniales Conventûs Thorun. Jura quibus proprietatem Fundorum hucusque Controverſorum petunt, coram Illuſtri & Magnificis Commiſſariis produxerunt, ſuntque debitè connotata. Quorum fundorum ex re oculis ſubjecta reviſio, atque juſta dimenſuratio in præſentia, tam Plenipotentis Religioſarum Monialium, quàm ex Nobili & Spectabili Magiſtratu Delegatorum interceſſit eandemque dimenſurationem, utræque Partes acceptarunt. Quod ſpectat Fundum Golubski dictum in Villa dicta Mokre ſitum, prædicti Illuſtris & Magnifici Commiſſarii Delegati, ex juſto itidem & æquo proprietarium eſſe Religioſarum ac Deodicatarum Monialium agnoverunt. Idcirco reſolvendo tam anteriorem Judicii noſtri ſuspenſionem, quam Illuſtris & Magnificorum Commiſſariorum Delegatorum ad Judicium noſtrum remiſſionem approbato ejusmodi Actu Condescenſionis decernimus. Quatenus utræque Partes dimenſionem eandem Fundorum de conſenſu benevolo Partium utrarumque ſubſecutam obſervent & in perpetuum manuteneant. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubski dictum proprietatem ejusdem Religionis ac Deodicatis Monialibus adjudicamus, decernendo quatenus ademptam Particulam Fundi in eodem Actu Condescenſionis connotatam ad Fundum eundem Principalem ſpectantem in præſentia Nobilium & Miniſterialis ab Actu præſentis Decreti in octodecem ſeptimanis officioſè conducendorum, idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus reſtitui & applicari curet, ac de facto reſtituat & applicet. Facturæ præmiſſæ utræque Partes ſub pœna Banitionis in Foro competenti ſuper Partem contravenientem decernenda & publicanda. Quod verò ſpectat prætenſam Caſſationem inſcriptionis ſuper Summam duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, per Religioſas ac Deodicatas Moniales Conventus ejusdem Thorunenſis, in rem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus in Anno 1704. die 19. Martii coram Actis Civilibus Thorun. recognitæ, ſiquidem eadem inſcriptio liberè & benevolè in aſſiſtentia Plenipotentis, per Illuſtriſſimum Loci Ordinarium approbati ſubſecuta eſſe deducitur, proinde incompetenter egiſſe easdem Moniales intuitu Caſſationis ejusdem inſcriptionis adinvenimus, & ejusdem inſcriptionis robur habere declaramus. Porro quod ſpectat prætenſiones earundem Religioſarum Monialium, intuitu Proviſionum à Summa decem millium Florenorum Pruthenicalium, per Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunen. olim Generoſo Stanislao Hoynacki die 15. Junii in Anno 1700. inſcripta, & per eundem olim Generoſum Hoynacki prædictis Religioſis ac Deodicatis ceſſam retentarum, Proviſiones easdem a Summa præfata decem millium Florenorum Pruthenicalium, pro Annis retroactis retentas ſalvis quietationibus ſi quæ juſtæ & reales apparuerint, per Religioſas Moniales acceptandis, ex Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, pro cæteris inſcriptione ſuperius de Actu recenſito, Nobili ac Spectabili Magiſtratui, ab iisdem Religioſis ac Deodicatis Monialibus proveniente (non agnita viciſſim ab eadem Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium Proviſione) uti in eadem inſcriptione Originali defalcandas & excludendas, per Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum eſſe cenſemus. Quantum inſuper attinet prætenſionem, earundem Religioſarum Monialium, intuitu Summæ quinquaginta Florenorum Pruthenicalium ex lacu dicto Glæboczek quotannis provenientis, ſiquidem quietationes usque ad Annum præſentem 1724. ab eisdem Religioſis Monialibus de Summa hac producuntur: Idcirco non poſſe prætenſionem eandem obſtantibus quietationibus ſubſiſtere declaramus, imò ab eadem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum liberum pronunciamus. Nihilominus ut idem Nobilis & Spectabilis Magiſtratus fæces & ſimos ex Fundo poſt mœnia Civitatis hospitali Sancti Spiritus ſpectante, earundem Religioſarum Monialium propriè expurgare in ſpatio ſex ſeptimanarum demandet injungimus. Appellant utræque Partes ad Judicia Aſſeſſorialia, S. R. M. admiſſa, cum conſervatione Termini ibidem peremptorii. Tandem Actum Judiciorum ad diem craſtinum reclamari Miniſterialis demandamus. Feriâ ſextâ poſt Feſtum S. Luciæ Virginis & Martyris, vigore heſternæ reclamationis, reaſſumpta denuo Jurisdictione noſtra, Partibusque modo quo ſupra acclamatis comparentibus, & quo ad Inductionem Venerabilis Coll. Plocenſis Soc. JESU controvertentibus, quarum controverſiis ſolitâ & debitâ attendentiâ auditis ac intellectis Documentis quoque Literatoriis præfati Venerabilis Collegii Plocenſis, viſis, lectis & diligenti trutina ponderatis. Quandoquidem prædictum Coll. Plocenſe Jus petendi ſufficiens & evincens ad Summam quinque millium Florenorum Pruthenicalium in Teſtamento olim Generoſi Alberti Peplowski Rothmagiſtri S. R. M. apud Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thorunen. ſpecificatam ad præſens non producit. Idcirco non poſſe hocce Collegium vindicare Summam eandem adinvenimus. Et eundem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem à ſolutione Summæ prætenſæ quinque millium Florenorum Pruthenicalium caſſato Proceſſu in Judiciis Caſtrenſibus Kovalevien. reſpectu ejusdem Summæ indebitè obtento liberos eſſe declaramus. Appellat Religioſus comparens, à Venerabili Coll. Plocenſi Indicente ad Judicia Aſſeſſoriali S. R. M. admiſſâ, cum conſervatione eisdem Judiciis Termini Partibus peremptorii. Poſtquam deciſam Indictionem, Actu Judiciorum noſtrorum ad cras reclamato, Sabbatho denique poſt Feſtum S Luciæ Virginis & Martyris, reaſſumpta exclamatione heſterna ad diem hanc Jurisdictione noſtra, Partibus ſimili modo poſt acclamationem & publicationem Actûs comparentibus & in Cathegoria Indictionis admodum Reverendi Mathæi Donacki Præpoſiti ad S. Laurentium extra mœnia Civitatis Thorunenſis Controvertentibus, Quarum Controverſiis & diſceptationibus exceptis & maturè intellectis, quo ad Principalem Cathegoriam prætenſæ Dotis ad Eccleſiam S. Laurentii, ſiquidem admodum Reverendus, Indicens neg

ANNO 1724. originalem erectionem, nec in visitationibus Judicialiter productis, ullam Dotem prædictæ Ecclesiæ esse demonstrat. Idcirco tam Cathegoriam hanc Principalem ad Judicia Assessorialia S. R. Majestatis uti Summi in Regno Ecclesiarum Tutoris & Protectoris, quàm alias similiter consequentes Cathegorias per admodum Reverendum Inducentem prolixè inductas, ad eadem Judicia remittimus, conservando utrisque Partibus in iisdem Judiciis Sæ. Ræ. Mtis Terminum Peremptorium. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis cum suis Ordinibus Apostatas in Civitate & Jurisdictione degentes Regestro Judicialiter producto manu Illustris & Magnifici Marescalci Tribunalis Regni & Commissionis præsentis subscripto specificatos, ad Decisionem in Judiciis S. R. M. causæ detineat. Idque sub pœnis per Judicium hocce S. R. M. decernendis & irrogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus & nemo ex Ordinibus ac Communitate Personas Catholicas apud se in servitio existentes, ad violanda Festa per labores, Sanctæ Ecclesiæ Romano-Catholicæ adigat, neque ad frequentandas pro devotione Ecclesias quovis modo impediat, idque sub rigore suprascripto. Actumque nostrum ob necdum conclusam Commissionem ad Feriam secundam proximam voce suprascripti Ministerialis solito modo reclamandam esse jussimus. Itaque Feriâ secundâ ante Festum S. Thomæ Apostoli vigore nupernæ reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem Actus acclamatis prout supra comparentibus. Ex quo ad Indictiones aliàs in Actum Commissionis præsentis intrantes Controvertentibus. Quarum Controversiis attentis & bene consideratis, siquidem in Decreto prænominato S. R. M. Assessoriali, cujus Executio nobis Commissariis incumbit, prædictæ omnes Indictiones non sunt specificatæ, neque nostro Judicio ad disjudicandum commissæ. Idcirco easdem omnes Indictiones ad præsens non decisas ad Judicia Assessorialia S. R. M. cum toto earum effectu remittimus, conservando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum sine quavis adcitatione comparendi peremptorium. Ad extremum in felici Coronide ac conclusione Actus Commissis nostræ, sæpe memoratum Nobilem ac Spectabilem Magistratum & omnes Ordines circa Immunitatem Jurium, prærogativarum & Privilegiorum, inhærendo Decreto prænominato S. R. M. pro Authoritate nostra, quâ à Sacra R. M. fungimur, conservamus, & eadem Jura illæsa declaramus, & præcustodimus, clavesque ad Portas utriusque Civitatis per Generosum Commendantem Præsidii, Nobili ac Spectabili Magistratui reddendas esse censemus; hoc loco in virtute & Fundamento præinserti Decreti S R. M Venerabiles PP. Soc. JESU præmonitos relinquimus, ut amovendo in posterum omnem occasionem mali, Decreto prænominato S. R. M. in continenda Juventute Studiosorum satisfaciant, & illud per omnia observent. Hicque in continenti personaliter comparens Religiosus & admodum Reverendus in Christo Pater Casimirus Czyzewski Rector Collegii Thorun. Soc. JESU, suo & ejusdem Col. nomine manifestatus est contra Famatos Weschal, Krygiel, Gymnasiastas Famatorum Probii, Fengiera, Szteczmana, Sztermy, Krauzy, Pisarkow, Grunal Gymnasiastam idque ideo: Quia ipsi contraveniendo Decreto prænominato S. R. M. Turres seu carceres Civitatenses pro demerito consuetos in Termino per idem Decretum præfixo scilicet Feriâ tertiâ proximè præterita non sunt ingressi, ex indeque pœnæ infamiæ, per Publicationem Decreto prænominato interpositam succubuerunt, quam quidem pœnam Infamiæ Ministerialis Regni Generalis in Actu superiùs specificatus Providus Albertus Kubczewicz, ex Mandato Judicii nostri publicavit, de quo idem Ministerialis fecit suam relationem. Nihilominus decernimus & mandamus. Quatenus satisfaciant sæpefato Decreto S. R. M., Domini pro Famulis suis in Decreto eodem specificati mulctas pecuniarias, per Decretum hocce assignatas in Termino per hocce Decretum præfixo, cui vigore ejusdem Decreti competit solvant, sub rigore in eodem Decreto expresso. Ad perpetuam autem memoriam inhærendo prænominato Decreto S. R. M. Assessoriali; locum competentem pro extruenda per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorun. Statua Marmorea in Honorem Beatissimæ & semper Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, in cornu penes murum Cæmeterii Ecclesiæ S. Joannis ab extra ex opposito lapideæ Nobilis ac Spectabilis Rubinkowski Consulis, incipiendo à muro Cæmeterii in latum octo ulnarum, totidemque in longum in lapidea pro Fundamento prædictæ Statuæ, in Præsentia & consensu Deputati ex Nobili ac Spectabili Magistratu assignamus, & signis annotare demandavimus. Ne autem canale per decursum aquæ Fundamentis ejusdem Statuæ noceat, prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus, hocce canale alio decursu aquæ avertere se obligavit. Quibus omnibus ad laudem Omnipotentis DEI, sub felicissimis auspiciis Sereniissimi ac Potentissimi AUGUSTI II. Regis Poloniarum, nec non Hæreditarii Ducis Saxoniæ, Principis & Electoris peractis & confectis, Actum Commissionis præsentis concludimus, & manibus nostris circa appensionem Sigillorum nostrorum subscripsimus. ANNO 1724.

Actum in Castro Junivladislavienſi in Vigilia Festi S. Thomæ Apostoli Anno Domini 1658.

AD Officium & Acta præsentia Castrensia Capitaneatia Junivladislavienſis personaliter venientes Religiosi PP. Antonius Bækowicki Sacræ Theologiæ Doctor, & Guardianus Conventus Junivladislavienſis Ordinis *S. Francisci Minorum Conventualium*, & *Anguſtinus Jarocki Concionator Ordinarius itidemque ejusdem Conventûs*, *Ordinis S. Francisci Conventualium*, *Nominibus* obtulerunt ad Acticandum & Actis hisce ingrossandum, Literas Privilegii Pargamenſis infrascriptas, manu *Sereniſſimi Sigismundi Regis ſubſcriptas*, cum Sigillo appenso cereo Cancellariæ Regni minoris communitas, & manu Generosi Stanislai Cemma Secretarii S. R. M. subscriptas, salvas, & illæsas, omnique suspicionis notâ, ut ex eis apparebat carentes. Quarum Literarum sequitur estque tenor talis. *Nos Sigismundus* DEI *Gratia Rex Poloniæ*, Magnus Dux *Lithuaniæ*, nec non Terrarum *Cracoviæ*, *Sandomiriæ*, *Siradiæ*, *Lanciciæ*, *Cujaviæ*, *Russiæ*, *ac omnium Terrarum Prussiæ*, *Pomeraniæ Dominus & Hæres*. Significamus tenore præsentium quibus expedit singulis & Universis, harum notitiam habituris, monstratum Nobis esse in membrana antiquum Privilegium Sacræ Memoriæ Racibori quondam Pomeraniæ Ducis Prædecessoris nostri manu Sigilloque signatum, in se continens Fundationem Monasterii ac Templi Beatissimæ Virginis MARIÆ Nascentis in Civitate nostra Thorunensi situm, in quo Monasterio, ac Templo Venerabiles Monachi Ord. S. Francisci, à principio Fundationis constituto Devotionem exhibere sunt soliti, Authoritate igitur nostra Regia uti ex assensu Consiliariorum nostrorum Regiorum Privilegium istud approbamus confirmamusque memoratis Monachis Ord. S. Francisci, relinquentes ipsis & concedentes perpetuum Jus Hæreditarium super Monasterio & Templo isto supradicto, in quo consuetum Devotionis exercitium perpetuis temporibus continuabunt, confirmamus; ipsis quoque perpetuam Hæreditariam Possessionem Templi & Monasterii istius, uti & totius areæ circa Templum muris comprehensæ, cum omnibus Mansionibus & areis intestinis, quemadmodum & braxatorio, quæ omnia unius formæ lateritiæ extructa, ab antiquo in unum spectantia, solis Venerabilibus Monachis istis, legitimisque eorum Successoribus, perpetuò permanebunt; nulla ipsis obstante injuria seu detractione à Republica nostra. Thorunenses Pannifici Civitaten. secundùm Constitutionem antiqui Privilegii singulis annis decem posituras Panni Venerabili Conventui ad vestitum reddere tenebuntur perpetuò, quod ne intermittatur Senatus noster Thorunensis curabit. Littus magnitudine quinque morgarum ab antiquo ad Monasterium spectabit, ligna ex sylvis Civitatensibus moræ sine obstantia sine interdictione Civitatis liberè evehentur, perpetuò molitio quorumvis frumentorum tàm ad usum Panis, quam cereviſiæ in molendino Civitatis Lubicz dicto remanebit salva Monasterio sæpe dicto, nullâ redditâ mensurâ, seu statione perpetuâ. Ex quo molendino Senatus Thorun. secundùm Ordinationem antiquam Conventui præfato Siliginis centum modios, tritici sexaginta, mallæ centum & viginti singulis annis dare tenebitur, perpetuis temporibus. Quæ omnia & singula præmissa quemadmodum in antiquo Privilegio Fundationis fusè scripta, in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, conclusionibus approbamus, & confirmamus, atque perpetuum firmitatis robur præsentibus mediantibus obtinere decernimus. Quibus in fidem ac robur præsens manu nostrâ subscripsit, Regnique nostri Sigillo firmat. est. Cracoviæ in Vigilia S. Francisci Anno Domini 1507. Sigismundus Rex. Appensio Sigilli in Cera expressi, Stanislaus Cemma Secretarius S. R. M. manu propria. Quartum quidem Literarum seu Privilegii supra-

ANNO 1724. ſupraſcripti Originale iidem offerentes ab Officio præſenti receperunt de quo Officium præſens & ejus Cancellariam quietaverunt, quietantque Præſentibus.

Ex Actis Caſtrenſibus Capitanealibus Juvivladislavienſibus Extraditi.

(L. S.) Correxit MÆKARSKI, mpp.

XXXIII.

6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de Succeſſion, & Union indiviſible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats Héréditaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. de Decembre* 1724.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguſte, Roi d'Allemagne, de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Iſles de terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & baſſe Sileſie, d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Burgau, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Rouſſillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alſace, Marquis d'Oriſtan & Comte de Geceano; Seigneur de la Marche d'Eſclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faiſons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres ſe ſont donnez par un effet de tendreſſe Paternelle, & par une prevoyance de ſageſſe, beaucoup de ſoins, pour établir dans notre Auguſte Maiſon une regle & forme de Succeſſion pour y être à perpetuité immuablement ſuivie & obſervée par toute leur poſterité de l'un & de l'autre ſexe, dans tous les évenemens, que la Providence Divine pourroit faire naître dans la ſuite des tems. Que l'Ordre pour cette Succeſſion dans toute l'étenduë de nos vaſtes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en général qu'en particulier & en toutes inſeparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembremens & la diviſion entre les Héritiers de notre Auguſte Maiſon. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre très-honoré Biſayeul de glorieuſe Memoire par ſon Teſtament de 10 de May 1621. confirmé par ſes Codiciles de 8. Août 1635. a reglé l'ordre de Succeſſion entre les Archiducs ſes Fils & leurs Descendans Mâles par forme de Fidei-commis perpetuel, appellé communement Majorat, en ordonnant, que les Filles renonçaſſent à l'Heredité, & ſe contentaſſent de leur Dot, ſauf toutes fois *leur Droit de retour*, que le même Ordre a été ſuivi par feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuſe Memoire, lequel comme Chef de notre Auguſte Maiſon, & ſeul en droit de diſpoſer de ſes Royaumes & Provinces Héréditaires, a établi le même Majorat *par le partage, qu'il a fait le* 12. *de Septembre* 1703. entre notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe Memoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſituez tant en ſes Pays, que dans la Monarchie d'Espagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de Succeſſion en un vrai Droit de Primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de ſureté il ajouta à ce Traité de très-ſolemnels Pactes de Succeſſion, ou de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties Contractantes de part & d'autre & dans leſquels, après que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui ſe devoit obſerver entre ledit Empereur Joſeph notre Frere & nous, & nos Descendans, ou celui des deux, qui ſurvivroit à l'autre & ſa poſterité, dans la maniere de ſucceder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Espagne, & les Païs, qui la compoſent, a été auſſi principalement convenu & diſpoſé, que les *Hoirs Mâles*, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'aîné exclura auſſi tous ſes autres Freres puinez de toute l'Hérédité, de ſorte que la Succeſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoyent, demeurera toute entiere, & en indivis attachée inſeparablement à l'aîné des Mâles, ſelon l'Ordre de la primogeniture; dans lequels ſusdits Pactes & Conventions de Succeſſion a été auſſi diſpoſé & reglée la maniere, dont les Archiducheſſes ſe doivent ſucceder au défaut des Mâles, ſi le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Après la mort de l'Empereur Joſeph notre très-cher & très-aimé Frere, étant auſſi devenu l'unique Succeſſeur & Héritier, tant de notre propre Chef, que par le Droit du ſang, & en vertu des diſpoſitions faites par nos Auguſtes Ancêtres de tous les Royaumes & Etats Héréditaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le ſeul Maitre abſolu, avons, par notre Déclaration & Diſpoſition publiée le 19. Avril 1713. en préſence d'un grand nombre de nos Conſeillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Préſidens de nos Provinces, & de nos autres Miniſtres, renouvellé non ſeulement le Droit de Primogeniture, déja ſi fortement établi & enraciné dans notre Auguſte Maiſon; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puiſſance, & ſelon l'exigence de l'état de nos affaires érigé en forme de Pragmatique Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce Droit de *Primogeniture & de Succeſſion* plus clairement établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguſte Maiſon, & au défaut d'iceux étendu en ſa maniere aux Archiducheſſes: Nous avons declaré en des termes intelligibles & exprès, qu'au defaut des Mâles la Succeſſion échoira, en premier lieu aux Archiducheſſes nos Filles, en ſecond lieu aux Archiducheſſes nos Nieces, Filles de notre Frere; & en troiſième lieu aux Archiducheſſes nos Sœurs, & enfin à tous les Héritiers Descendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de Succeſſion lineale, tel qu'il eſt marqué dans notre ſusdit reglement, lequel ſe trouve entierement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, ſelon *le rang de la Primogeniture* & Succeſſion lineale. En conſequence & en execution de cette Sanction, la Sereniſſime Archiducheſſe Marie Joſephe, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, à préſent Epouſe du Sereniſſime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non ſeulement, avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon, & le ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle, & par ſon Serment, mais Elle l'a auſſi ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage, & avec Elle le Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie Electeur de Saxe, ſon Beau-Pére, comme auſſi le Sereniſſime Prince Royal & Electoral ſon Mari ont reconnu, & ſe ſont obligez, par Serment ſolemnel en termes formels d'obſerver ledit Droit de Primogeniture, & le ſusdit Ordre de Succeſſion. C'eſt auſſi en conformité desdites diſpoſitions que dans le même par une Déclaration & ſtipulation également ſolemnelle, il a été reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Descendants de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de ſucceder aux Royaumes de ſes Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant le defaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaiſe jamais. La même choſe a été obſervée enſuite avec la Sereniſſime Archiducheſſe, Marie-Amelie, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, Epouſe du Sereniſſime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon & le ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale, confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle & par ſon Serment, l'ayant de même ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage & avec Elle le Sereniſſime Electeur de Baviere, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince

ANNO 1724. Prince Electoral ſon Mari ont reconnu & ſe ſont obligez par Serment ſolemnel en termes formels, d'obſerver ledit Droit de Primogeniture & le ſusdit Ordre de Succeſſion, en conſequence des prédites diſpoſitions par une Declaration & ſtipulation pareillement ſolemnelles; il a été dans le même tems reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de *ſucceder aux Royaumes* de ſes Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant *le defaut d'Archiducs*, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Et conſiderant qu'il eſt très-important pour la ſûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous poſſedons dans les Païs-Bas, que ledit Ordre & regle de Succeſſion indiviſible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires ſituées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogeniture établi dans notre Auguſte Maiſon ſoient reçus, introduits, établis & promulguez dans nosdites Provinces de Païs-Bas, pour Sanction Pragmatique & Loi perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi ſoit dérogé à celle touchant la Succeſſion du Prince desdites Provinces établie dans nos Païs-Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predeceſſeur, par ſa Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1549. reçuë, par chacun de leurs Etats dans leurs Aſſemblées & jusques a préſent y reſtée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant ſeulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne ſeroient pas conformes aux ſusdits Ordre & regle de Succeſſion, leſquelles en tous autres cas ſeront entretenuës & obſervées comme du paſſé. Nous avons fait communiquer & propoſer ce que deſſus aux Etats reſpectifs de nos Provinces desdits Païs-Bas, afin qu'ils vouluſſent ſe conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de Succeſſion indiviſible, & tous les Etats ayant ſur ce meurement deliberé dans leurs reſpectives Aſſemblées & ſpecialement reflechi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y ſont unanimement & volontairement conformez, & ont, en tout reſpect & ſoumiſſion & avec une extreme reconnoiſſance, accepté la ſusdite Pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible & tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de Succeſſion à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indiviſible de tous nos Païs & Etats Héréditaires, conſentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquiéme, de glorieuſe Memoire, entant qu'elle n'eſt pas conforme à notre ſusdite Sanction Pragmatique, concernant la Succeſſion à la Souveraineté desdits Païs-Bas, & Nous ont ſupplié très-inſtamment, de faire publier nôtre dite Pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il ſoit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héréditaires à toujours obſervé en Loy irrevocable & inalterable, ainſi qu'il en conſte par les Actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil ſuprême établi auprès de notre Perſonne Royale pour les affaires des mêmes Païs, avons, conformement à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Païs-Bas & à leur requiſition, de nôtre certaine ſcience, autorité & puiſſance abſoluë, qui peut Nous competer comme Souverain Prince & Seigneur desdits Païs ordonné, ſtatué & decreté, ordonnons, ſtatuons & decretons par ces préſentes la ſusdite Pragmatique Sanction, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Païs-Bas, & qu'en conſequence d'icelles la Succeſſion de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Païs, *en une maſſe & indiviſiblement*, échoira doresnavant, ſelon ledit Droit de Primogeniture & Ordre de Succeſſion lineale, & reſtera à nos Descendans Mâles tant qu'il y en aura aucun: & *au defaut de ceux-ci*, ce que Dieu ne veuille, aux Archiducheſſes nos Filles, toujours ſuivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, ſans le pouvoir jamais partager; & qu'au defaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendans de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux Princeſſes Filles de nôtre Frere l'Empereur Joſeph, de glorieuſe Mémoire, & à leurs Descendans, de l'un & de l'autre Sexe, ſelon ledit Droit de Primogeniture; & qu'arrivant l'extinction de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire ſera entierement reſervé aux Princeſſes nos Sœurs & leurs Descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & ſucceſſivement à toutes les autres Lignes de l'Auguſte Maiſon, à chacune ſelon le Droit de Primogeniture & ſuivant le rang qui en reſultera, & ce nonobſtant le Reglement & ancienne Loi, touchant la Succeſſion de Prince desdits Païs-Bas, établie dans lesdits Païs par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquieme, du quatrieme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes Coûtumes d'aucunes de nosdites Provinces, auxquelles, pour les cauſes & conſiderations ſusdites avons de notredite autorité & pleine puiſſance derogé & derogeons, en ce que la ſusdite Sanction & Coutumes ne ſeroient conformes à notre préſente Diſpoſition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & ſoient entretenuës & obſervées.

ANNO 1724.

Si donnons en Mandement à notredit Conſeil d'Etat établi dans nos Païs-Bas, Preſident & Gens de notre grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil de Brabant, Gouverneur, Preſident & Gens de notre Conſeil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conſeil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Faulquemont & Daelhem & d'autres nos Païs d'Outre-Meuſe, Preſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, grand Bailly, Preſident & Gens de notre Conſeil de Namur, Bailly de Tournay du & Tournesis, Preſidens & Gens de nos Chambres des Comptes, Ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Juſticiers, Serviteurs, Vaſſaux & Sujets, préſens & à venir & chacun d'eux en ſon regard, que cette notre préſente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction Pragmatique ils retiennent & obſervent & faſſent retenir & obſerver inviolablement & à toujours pour Loi perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours ſouveraines & desdites de nos Comptes à l'enterinement de cesdites préſentes, & les faiſant enregiſtrer pour l'entier accompliſſement d'icelles au tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au Vidimus desdites préſentes, depêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi ſoit ajoutée par tout, où il en aura beſoin. Car ainſi Nous plait-il. Et afin que ce ſoit *choſe ferme & ſtable* à toujours, Nous avons ſigné cesdites préſentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Réſidence Imperiale de Vienne en Autriche le ſixieme jour du Mois de Decembre, l'an de grace mil ſept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Eſpagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme auſſi le treizieme.

CHARLES,

Prince de Cordonna Ps. Vt.

(L.S.) *Par Ordonnance de Sa Majeſté*,

A. F. DE KURZ.

XXXIV.

Edit du Senat, du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decez du Czar* PIERRE, *la Czarize* CATHERINE ALEXIEWNA *ſon Epouſe eſt demeurée Imperatrice & Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10 *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITÉ *prêté en conſequence, par tous les Senateurs, Miniſtres, Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui ſe trouverent preſens à St. Petersbourg; comme auſſi par les Bourgeois de la Ville le* 13. *Fevrier* 1725. [Feuille volante imprimée.] 1725. 13. Fevr

ON fait ſavoir à tous, & à un chacun par ces préſentes, qu'il a plû à Dieu Tout-Puiſſant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Prince Pierre le Grand

ANNO 1725. Grand Empereur, & Souverain abſolu de toutes les Ruſſies, Pere de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succeſſion à l'Empire Ruſſien a été réglé par Sa Majeſté Imperiale, de très-glorieuſe Memoire, dans ſa Declaration du 5. Fevrier 1722., qui a été publiée à toute la Nation, & confirmée avec Serment par tous les Etats aſſemblez; ſavoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majeſté Imperiale de choiſir pour cela, lui ſuccederoit. Enſuite de quoi Elle a voulu que l'année derniere 1724. ſa chere Epouſe, notre très-gracieuſe Imperatrice & Dame, Dame Catherine Alexiewna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, à cauſe des innombrables, grands, & importans Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Ruſſien; ce qui a été ſuffiſamment, & amplement déduit dans la Declaration du 15. Novembre 1723.

A ces cauſes, le Senat ou Conſeil de Regence, & le Sacré Synode conjointement avec la Generalité ont unanimement ordonné, & font notifier par la preſente Declaration imprimée, à ce que perſonne n'en pretende cauſe d'ignorance, que tous, & un chacun ſoit Eccleſiaſtiques, ſoit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils ſoient, d'être ſoumis, & fidelles à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Imperatrice, & Dame, Dame Catherine Alexiewna Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies.

L'Original a été ſigné par le Senat ou Conſeil de Regence, par le Sacré Synode, & par la Generalité.

Serment de Fidelité.

QUoique j'aye déja prêté Serment tant au Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Monarque de toutes les Ruſſies, Pierre le Grand de glorieuſe Memoire, qu'à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Grande Dame l'Imperatrice Catherine Alexiewna, je confirme néanmoins ma très-ſoumiſe Fidelité envers la Très-Sereniſſime & Très-Puiſſante Grande-Dame, l'Imperatrice Catherine Alexiewna Souveraine de toutes les Ruſſies &c. conformement au Reglement, & Statut de Sa Majeſté Imperiale, de glorieuſe Memoire. Ainſi je ſousſigné promets à Dieu Tout-Puiſſant, & jure ſur ſon Saint Evangile, que je veux, & ſuis obligé de reconnoitre Sa Majeſté ma Legitime Grande Dame, & Imperatrice, & après elle les Hauts Succeſſeurs de Sa Majeſté, qui ſuivant le bon plaiſir, & la Souveraine Puiſſance Imperiale que Dieu a accordée ſeront établis & jugé dignes d'occuper le Trône de Ruſſie: Que je ſerai un fidelle, ſincere, & ſoumis Serviteur, & Sujet de Sa Majeſté: Que j'employerai toutes mes facultez ſpirituelles, mes Biens, & même ma Vie, s'il eſt neceſſaire pour le maintien & la defenſe des Droits, & Prérogatives de la Haute & Souveraine Puiſſance, & Autorité de Sa Majeſté, déja ſtatuez ou à ſtatuer dans la ſuite: Enfin, que j'aiderai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occaſion, au ſervice de Sa Majeſté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une maniere que je puiſſe en repondre devant Dieu, & ſon jugement ſevere: Ainſi, Dieu me ſoit en aide, tant pour l'Ame, que pour le Corps; & pour affirmer mon Serment, je baiſe la Parole de Dieu, & la Croix de mon Redempteur: Amen. A St. Petersbourg le 13. Fevrier 1725.

XXXV.

20. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter ſummum Pontificem* BENEDICTUM XIII. *& Invictiſſimum* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimiſſione Urbis Comaclenſis factæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ab eodem Auguſtiſſimo Imperatore.*

QUum compoſita ac conventa fuerint inter Partes, quæ Cameræ Cæſareæ rationes reſpiciebant, pro implemento jam ſtabilitæ evacuationis & dimiſſionis, & pro iſtarum actu perficiendo & explendo præſtituta fuerit proxima poſterior dies vigeſima mane, deſtinato ad hunc effectum Loco, nempe Aulâ magnâ, in qua convocari ſolent Conſilia hujus Illuſtriſſimæ Civitatis.

ANNO 1725. Quumque proinde condictis hora & Loco præcedenter convenerit, ut inchoaretur præordinata ſolemnitas, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Commiſſarius Cæſareus, jam ibidem convocato Reverendiſſimo Capitulo & Clero, & convocatis univerſis Civium & Populi Ordinibus, iterum illis palàm & ſolemniter enunciavit cauſam ſui adventus, Cæſareamque Commiſſionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Kesler alta & intelligibili voce publicari fecit Articulos Pontificium inter & Cæſareum Dominos Plenipotentiarios ſtabilitos, & Apoſtolica Imperialique Ratihabitionibus confirmatos; iidemque publicati Articuli mihi Notario infraſcripto traditi fuere per dictum D. Kesler, ad effectum eos hic inſerendi, & ſunt tenoris ſequentis.

Articuli publicati.

Primò, promitti à Summo Pontifice pro ſe, ſuisque Succeſſoribus Romanis Pontificibus, Sedeque Apoſtolica, ſe, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occaſione Comacli, ſivè ante, ſive per, ſive etiam poſt aprehenſam à Copiis Cæſareis ejus poſſeſſionem, Territorio Sedis Apoſtolicæ, ejusve Subditis quocumque demum modo illata fuiſſent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacra Cæſ. Majeſtate, Sereniſſimaque Domo Auſtriaca quidquam poſtulaturos, neque etiam à Subditis & Incolis Comaclenſibus eo nomine ullos indemnitatis aut reparationis ſumtus exacturos, quin immo vi hujus Articuli omnes iſtas, aliasque ejusmodi prætenſiones pro penitus ſublatis perpetuò habendas eſſe.

Secundò, poſſeſſionem Comacli à Sacra Cæſ. Majeſtate eo dumtaxat Pacto dimitti, ut in eamdem Sedes Apoſtolica reſtituatur ut prius, ita ſcilicet ut neque eidem Sedi Apoſtolicæ per hanc reſtitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio vel Domui Ateſtinæ quidpiam Juris ſublatum eſſe cenſeatur, ſed Sacræ Cæſ. Majeſtatis, & Imperii, Domusque Ateſtinæ Jura omnia, tam reſpectu poſſeſſorii quam petitorii, ſalva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Conveniſſe de Amneſtia generali pro omnibus Subditis & Incolis Comaclenſibus, & ſpecialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea, ſuam erga Cæſaream Majeſtatem & Imperium devotionem peculiariter teſtati, vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex cauſis ſive publicis, ſive privatis ad Aulam Cæſaream ejusque Adminiſtros ablegati fuerunt.

Ac proinde vigore hujus Amneſtiæ prædictis Subditis & Incolis Comaclenſibus, nec quoad perſonas, nec quoad bona, ſtatum, vel ſecuritatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi cauſis, quidquam moleſtiæ aut impedimenti directe vel indirecte inferendum eſſe. Porro ſarta tecta ſervari omnia Jura, Privilegia, Immunitates & Prærogativas, quibus Subditi & Incolæ Comaclenſes ante ſupradictam occupationem uſi & potiti ſunt, vel uti aut potiri debuiſſent.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis & Cameræ Pontificiæ recipit & pro recepta ex nunc haberi vult reſtitutionem realis poſſeſſionis dictæ Civitatis Comaclenſis, aliorumque Locorum occupatorum & pertinentiarum, in eo in quo prius erant ſtatu juxta præſentis Conventionis modum & Articulos præinſertos, acceptat, eodem etiam nomine promittens ea quæ à Summo Pontifice præſtanda in præmiſſis Articulis continentur.

Inſuper Eminentiſſimus & Reverendiſſimus Dominus Cardinalis Alvarus Cinfuegos, nomine quo ſupra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimiſſionis & reſtitutionis, præſidia Cæſarea eorumque milites, intra tres Menſes à die Ratihabitionis computandos, à dicta Civitate Comaclenſi, locisque occupatis receſſuros, ac tam Militares quam civiles cujuscumque generis Officiales, juxta conſuetum in hujusmodi evacuationibus modum, ſuppeditatis tamen Navigiis, vel Curribus & jumentis pro locorum opportunitate neceſſariis ad asportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut integrum liberumque Summo Pontifici ſit præſidium ſuorum Militum inducere & collocare, ibidemque poteſtatem libere, ut prius, exercere.

A tergo: Extractus ex Ratificatione Tractatus Pontificio-Cæſarei ſuper dimiſſione Comacli. Viennæ 11. Decembris 1724.

ANNO 1725. Et de prædicta Lectura, publicatione & insertione ipse solus rogatus extiti sicuti etiam de Antecedentibus Actis secutis ante adventum præfati Illustrissimi & Reverendissimi Domini Commissarii Pontificii.

Ego J. C. Antonius Maria Auregius, Filius quondam Domini Johannis Baptistæ, Cunsidicus Collegiatus Mediolani &c.

XXXVI.

30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni* 1718. *pro basi & fundamento hujus statuto, Regna Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO; *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanicâ in Italiâ & in Belgio actu possidet, suæ Sacræ Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi Secundo genito Sereniss̃imæ Hispaniarum Reginæ Filio destinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum* CAROLI *Cæsaris Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici, Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Maii* 1725. Sequuntur LITERÆ *Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *Jean Pierre van Ghelen*, Imprimeur de la Cour; avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

NOtum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest.

Postquàm sub finem Anni Millesimi Septingentesimi, quo Rex Hispaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclytæ Memoriæ, improlis è vita decessit, cruentum, diuturnumque Bellum super Successione in ejusdem Regna, inter Sereniss̃imum & Potentiss̃imum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Austriæ, &c. Pientiss̃imæ recordationis ex una: & inter Sereniss̃imum ac Potentiss̃imum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in assistentia Sereniss̃imi & Potentiss̃imi in Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Sereniss̃imus quoque & Potentiss̃imus Magnæ Britanniæ Rex GUILIELMUS, Ejusque in Regno Successor Sereniss̃ima & Potentiss̃ima Domina ANNA, Celsique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii accesserunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter Istos factâ, Bellum, quod tunc inter Sereniss̃imum & Potentiss̃imum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsecutam Anno 1714. Pacem Badensem quoque deletum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altefatam inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc fervebant, per Accessionem ad Tractatum Londini die $\frac{2. \text{ Aug. St. n.}}{22. \text{ Julii St. v.}}$ 1718. initum, acceptationemque Conditionum utrique eorum, prout & Regi Sardiniæ in eo propositarum felici quoque Numine sedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhucdum controversis ad particularem Congressum subinde in Urbe Cameraci institutum remissis, sub Amicis Mediatoriis Officiis Sereniss̃imi & Potentiss̃imi Regis Galliarum LUDOVICI XV. ac Sereniss̃imi & Potentiss̃imi Regis Magnæ Britanniæ GEORGII definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus Partibus eò missos sub præfata Mediatione à triennio abhinc operosè quidem, verùm ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipsum, cùm & spes nulla felicioris in futurum successûs affulgeret, in causa erat, quòd Sereniss̃imus Hispaniarum Rex Catholicus Consilium ceperit, dicta adhuc controversa Puncta cum Sua Majestate Cæsarea & Catholica in ipsa Urbe Viennensi per Ministros utrinque ad id opus cum plena potestate munitos amicè definiendi: ad quod Sua Majestas Cæsarea Catholica Celsiss̃imum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium actualem Intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallum, ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustriss̃imum & Excellentiss̃imum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, actualem Consiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illustriss̃imum & Excellentiss̃imum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hæreditarium: Sua Majestas verò Regia Catholica Illustriss̃imum & Excellentiss̃imum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiis.

ARTICULUS PRIMUS.

PAx sit Christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæsaream Catholicam Majestatem, & inter Regis Hispaniarum Catholicam Majestatem, utriusque eorundem Hæredes, & Successores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Basis, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die $\frac{2. \text{ Aug. St. n.}}{22. \text{ Julii St. v.}}$ Anni 1718., propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majestate Cæsarea Catholica eâdem ipsâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die 7. Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitam turbata fuerunt, actu restituit Suæ Majestati Cæsareæ Insulam & Regnum Sardiniæ in eo statu, quo erat tunc, cùm illud occupavit: Renuntiavitque Suæ Majestati Cæsareæ omnia Jura, Prætensiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majestas Cæsarea de illo ceu de re sua plenè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro regula statuatur, nè Regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, unirique possent, istæque duæ Monarchiæ perpe-

ANNO 1725. perpetuis futuris temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò necessariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regnò succedendi tribuere poterat, uni è duobus pro se, totaque sua Posteritate solenniter renuntiaverint, adeò ut ista utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem abierit in Comitiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectensis die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi adeò necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem siniſtræ suspicionis ansam tollere, tranquillitatique publicæ consulere volens, acceptat, & consentit in ea, quæ in Tractatu Trajectensi super Jure, & Ordine Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro se, quàm pro suis Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum Prætensionibus quibuscunque, nullâ penitùs exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenses agnitus fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Suæ Majestati Catholicæ, Partibusque Compaciscentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Majestas Cæsarea amore Universæ Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit, quòd Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea Conditione renunciaverit, nè Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, sinet præterea eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renuntiat, tam suo, quàm Suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum Marium & Fœminarum Nomine, Suæ Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque, nullâ penitùs exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatûs Londinensis obveniunt, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalensis à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713. . . . . cessus, disertè quoque comprehensus intelligatur, super quo solennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac super his Instrumenta consueta Suæ Majestati Cæsareæ, & Partibus compaciscentibus extradidit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Siciliæ reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætensionibus, quarum prætextu Suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes, & Successores, directè, vel indirectè tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

VI. Sua Majestas Cæsarea in contemplationem Sereniſſimæ Hispaniarum Reginæ consensit jam sub reservato Imperii consensu, eoque subinde obtento iterum consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita à Partibus compaciscentibus in Tractatu Londinensi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia Sexûs Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginæ Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati: iisque deficientibus, secundo-aliique Posteriti ejusdem Reginæ Filii pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis Jure perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac consuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem Sua Majestas Cæsarea præfatis Principibus promissas Literas Expectativas Eventualem Investituram continentes stilo solito actutùm expediri, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, salvâque illorum per omnia quietâ possessione. ANNO 1725.

Placuit tamen Oppidum Liburni in perpetuum esse, & deinceps permanere debere Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quòd Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Reginæ Filio cedet, tradetque, quamprimùm iste tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatûs possessionem pertingat.

Abdicatque à se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quin nec Tutelam Principis, cui isti Ducatus obvenient, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bonâ fide se religioseque observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductitio milite acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundùm Literas Investituræ Eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Hæredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ sibi reservato, Literasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cum Instrumento Ratificationis istius Tractatûs bonâ fide extradet: salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardiniæ juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ sibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Defensionem, seu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad Illos vigore Tractatûs Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, scriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè seu indirectè, gesta, aut patrata fuerunt; Gaudeantque istâ generali Amnestia, & Abolitione omnes & singuli utrinque Subditi cujuscunque Statûs, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs sint, tam Ecclesiastici, quàm Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt, vigore cujus universis & singulis permissum, & licitum sit, recipere plenariam Possessionem, & usumfructum suorum Bonorum, Jurium, Privilegiorum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhærere cœperunt, gavisi, & fruiti fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, & Abolitionis omnibus & singulis Subditis, qui unam alteramve Partem secuti sunt, fas, liberumque esto, Patriam suam repetere, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum interveniſſet, datâ eis omnimodâ facultate, dicta bona sua sive per se, si iis præsentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro lubitu suo disponendi, ad eum omninò modum, quo ante cœptum Bellum de iis disponere valuêre: Dignitates quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permanento, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ sunt, controversias, placuit, ut Sacra Cæsarea Catholica Majestas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majestas Hispaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Titulis

ANNO 1725. tulis utrinque assumptis imposterum vitâ utriusque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Successores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt, assumant, aliis verò abstineant.

XI. Dux Parmæ conservetur, & manuteneatur in Possessione omnium suorum Statuum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis fuit; Quæ verò cum finitimis Suæ Majestatis Cæsareæ Provinciis subvertunt controversiæ, eæ per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabiliter decidantur.

XII. Sua Majestas Cæsarea adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectensem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis subsecutas, nec non per præsens Pacis Instrumentum confirmatum, tueri se, Guarantiamque desuper præstare, &, quoties opus, manutenere velle; vicissim Rex Hispaniæ tueri, & guarantigiare quoque spondet, eum Succedendi ordinem, quem Sua Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Sereniſſima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilis, ac Inseparabilis Fidei-Commissi Primogenitură affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Sereniſſimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, ac grato, submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus, Sereniſſimarum Infantum MARIÆ, & MARGARITHÆ, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu usuræ annuæ pro ratione sortis stipulatæ percipiebantur, restituatur, vel loco istarum Dotium, & Hypothecæ sors ipsa in ære parato semel pro semper unà cum fructibus tam antè obitum Regis CAROLI II. quàm post acceptatum Tractatum Londinensem ex iis perceptis Suæ Majestati Cæsareæ persolvantur.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalaunia à se, vel ejus Nomine contracta, exsolvit, & quæ adhuc liquidò extant, persolvenda in se recipit; ita quoque Debita à Ministris Sereniſſimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Suæ Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majestas Regia exsolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimestre à subscripta Pace ab utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis existentium variè actum sit, tandem super iis ità transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comitis extans cum Viennensi compensetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvat.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi, qui intrà unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo concluſam promittunt Commissarii Cæsarei, & Regius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum, & Ratificationum Instrumenta intrà bimestre spatium, aut citiùs si fieri possit, hîc reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porrò cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprà frequentior mentio facta est, partem istius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in solenni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annectere placuit.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquàm post immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis* CAROLI II. *Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diù, fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ, ac discussâ, die secundâ Mensis Augusti hujus Anni* 1718. *Londini Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *sub Tutela Sereniſſimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsuico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, signatique fuerint, eo unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantùm Pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quàm per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatûs possidere debemus, denuò immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut statu inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, dliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum à Nobis facienda. Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis siniſtræ suspicionis ansam removeremus, Juribus Noſtris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Noſtros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuoſiſſimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quòd per illam ea quoque Renuntiatio, quam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps PHILIPPUS QUINTUS *Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub 5. Novembris Anno* 1712. *in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania in legem abiit, noſtræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Sereniſſimus Dux Bituricensis* 24. *Die Mensis Novembris Anno* 1712. *Marly, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianensis die* 19. *ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Trajectenses* 11. *die Mensis Aprilis Anno* 1713. *confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.*

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatiſſimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus noſtris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut competere possent, idque omne jus Noſtrum in modò-

dictum

ANNO 1725.

ANNO 1725. *dictum Sereniſſimum Principem* PHILIPPUM *Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores, Mares & Fœminas, his verò quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam juxta præfati Tractatûs tenorem, ac in eo ſtatuium ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina in Principem Amadeum à Carignano ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Masculinâ, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrominio natos, ceu ab Infante Catharina Regis* PHILIPPI II. *Filia oriundos, ex certa ſcientia ſponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Noſtris Hæredibus, Descendentibus, & Succeſſoribus Noſtris omnibus rationibus, & Juribus, quæ Nobis aut Ipſis, in dicta Regna quomodocunque, ſive jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quâcunque ratione poſſent.*

Confirmamus, approbamusque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hiſpaniarum ac Indiarum, volentes, ac ſtatuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obſtantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expreſſè derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli & obſervantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læſionis enormis, & enormiſſimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, ſpontè, & ex certa ſcientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, ſerio, ſanctèque ſpondentes, Nos ſæpèfatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejusque Poſteros, Hæredes, & Succeſſores in tranquilla & pacifica poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore ſive armis, ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod Ipſis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum, Bellum econtra quod Nobis ab Ipſis, aut Ipſis deficientibus ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſâ inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quòd ſi fortè ad hunc Renunciationis Noſtræ Actum aliquid amplius deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini noviſſimè inito, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus. Verbo Noſtro Cæſareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Ceſſionis Abdicationis, & Renunciationis Inſtrumento continentur, Sanctè, Religioſeque obſervaturos cùm Nos, tùm à Noſtris Poſteris, & Succeſſoribus, Subditisque Noſtris eſſe curaturos obſervari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Ceſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, à quo abſolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præſentia Teſtium infrà ſcriptorum firmavimus, præſensque Renunciationis Inſtrumentum manu propriâ ſubſcriptum Cæſareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Præfati Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis depoſuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo ipſo Tractatu præſcriptis, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Noſtrorum Romani Septimo, Hiſpaniarum Decimo Sexto, Hungarici verò & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præſentes fuêre Celſiſſimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthſon, Comes de Falkenſtein, Liber Baro in Sprechen- & Schrottenſtein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tſchechtiz, Krzyſaudou, Hammerſtatt, Geblou, Zahradka, Neuſchlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Frieſing, & Oppidi Aggſpach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Auſtriæ, & Hæreditarius Mareſchallus Comitatûs Tyrolenſis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis. ANNO 1725.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Theſaurarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowiz, &c. Burgravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præciſor in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, & Aulæ Cæſareæ Cancellarius.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Gundaccarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhenberg in Schaumburg & Wäxenberg, Dominus Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Ober-Wallſée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwan, aurei Velleris Eques, Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius.

Reverendiſſimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Epiſcopus Valentinus, Conſiliarius actualis Statûs Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis, & Supremi Hiſpaniarum Conſilii Præſes.

Excellentiſſimus item & Illuſtriſſimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Statûs, ſupremique Hiſpaniarum Conſilii Conſiliarius.

Et quia Ego infraſcriptus Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, authoritate Cæſareâ atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri Præſens audivi, & vidi; Ideò in fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, & Sigillum meum appoſui. Anno & die ut ſuprà.

(L.S.) JOANNES GEORGIUS BUOL, S. R. I. E.

NOS PHILIPPUS *Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Occeani, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcellonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquàm poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis* CAROLI II. *Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam penè Europam diù, fœdeque afflixit. neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſe, ut collatis amicis conſiliis, reque maturè deliberatâ ac diſcuſſâ, die ſecundâ Menſis Auguſti Anni* 1718. *Londini inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *ſub Tutela Sereniſſimi Principis* PHILIPPI *Ducis Auralianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvici-Luneburgenſem, Sac. Rom. Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerunt, eò unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis, ſemperque magis firmetur, inter eos verò, qui adhuc diſſident, quantocyùs revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantum Pacis beneficium ſublatis è medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur: ad aſſequendum verò tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quàm per ipſos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Hiſpaniæ & Galliæ, denuò immutabili lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœderumque ſocii ſunt, aut iis acceſſerunt, aſſerere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

ANNO 1725. *Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obvenient, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerint, à Nobis facienda.*

Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatuum die 26. Januarii nuperi Madriti cùm ipsi acceptaverimus, tùm à Plenipotentiario Nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & Die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederimus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quòd per Cæsaris in Hispaniarum, Indiarumque Regna Renunciationem jam ea quoque Renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis, nostrisque posteris sub quinta Novembris Anno millesimô septingentesimô duodecimô in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationis, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesimâ quartâ die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Marlii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecimâ Die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeò perpetua, & immutabili jam lege statutum, sancitumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renunciatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato, ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibus & Posteris Nostris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones, ac Provincias à Sua Majestate Cæsarea in Italia, & Belgio in præsens possessa, & vi præfati Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finaliensem à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, disertè quoque Regna Siciliæ, atque Sardiniæ juxta Leges in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores, ac Posteros perpetuis futuris temporibus subluto penitùs omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ remanere: Regnum & Insula verò Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi, & tradi, reservato in illud, quando Posteritas, atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniæ Regis, deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat: Idque omne Jus Nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majestate Cæsarea possessa, & possidenda, in modò dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, ac Posteros, Mares & Fœminas, ex certa scientia, sponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, Renunciantes pro Nobis, Nostrisque Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris omnibus rationibus & Juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum & Provinciarum Subditis, speciatim ab Ordinibus Regni, quos vulgò las Cortes *appellant, recipiatur, Executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expressè derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris, & facti, Styli, & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, sponte & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, serio, sanctéque spondentes, nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majestate Cæsarea actutum jam possidentur, vel quæ, & quas vi Tractatûs ei cessimus, aut cedere debemus, esse permissuros, neque eos vi Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis, aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injustum, Bellum econtra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendi sui causâ inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quòd si fortè ad hunc Renunciationis Nostræ actum, aliquid ampliùs quàm hic expressum est, desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, Verbo Nostro Regio promittentes ea omnia, quæ in hocce Cessionis Instrumento continentur sanctè, religioseque observaturos, tùm à Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari.*

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, & Renunciationis Actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangeliis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus. Præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coràm infrascripto Nostro Status Secretario, & ad hunc actum authoritate Regiâ Notario-Publico creato, Regioque Nostro Sigillo munivimus, in præsentia Testium, scilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Nostri Capellani & Elemosinarii. D. Restayni Cantelmi Ducis de Populi, Velleris aurei insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, nostrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò Guardias de Corps *Præfecti. D. Alvari Bazan & Benavides, Marchionis Sancti Crucis, Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Serenissimæ Reginæ Domûs Moderatoris. D. Ildefonsi Maurique Ducis del Arco pariter Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris. D. Victoris Amadei Ferreri Fiescii Principis de Masserano, insignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Suæ Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesimâ secundâ Junii Anno millesimô septingentesimô vigesimô.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joseph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinis Sancti Jacobi Eques, Riveræ & Areuchal in dicto Ordine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimus Cubicularius, Primus Statûs Secretarius, ac universalis Sportionis, nec non Referendarius ac Notarius Publicus, præsens fui Signaturæ hujus Instrumenti, & omnibus, quæ in eo expressa sunt. In quorum fidem meo proprio nomine subscripsi, in Monasterio Regio Sancti Laurentii Die vigesimâ secundâ Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

JOSEPH DE GRIMALDO.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.
(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

NB.

ANNO 1725.

NB. *Cùm Literæ Reversales, quæ suprà in Articulo VII. à Duce Sabaudiæ nunc Rege Sardiniæ Regi Hispaniarum anno* 1713., *quo Regnum Siciliæ illi cessit, supponebantur fuisse extraditæ, juxta testimonium Regis Catholici asserantur nunquam fuisse confectæ, nec etiam ullibi existere, hinc loco dictarum Reversalium præfatus Hispaniarum Rex sequentem Declarationem Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ extradidit.*

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galletiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum & Continentis, Maris Oceani, Rex: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ, & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitiæ, inter Serenissimum, & Potentissimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus solenniter concluſi, per utriusque Partis Ministros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Viennæ in Austria die trigesimâ Aprilis Anno inferiùs notato, percussi, atque subscripti, & à Nobis noviſſimâ die vigesimâ quintâ Mensis Maji, in Regia Nostra Aranjuez dicta secundùm ipsius Tenorem, & formam ex animi sententiâ acceptati, approbati, & ratihabiti; Enuncietur, proponatur, & asseratur, quòd Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Nostrisque in Regno Successoribus & Hæredibus, Posteris item Nostris utriusque Sexûs in perpetuum Juri Reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reservato, renunciamus, Litterasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cùm Instrumento Ratihabitionis istius Tractatûs bonâ fide extradituri, &c. Nobis planè necesse visum est, his præsentibus notum facere, & aperire, sicut re ipsâ notum facimus, aperimus, & declaramus, asserimus, & asseveramus, quòd quamvis Nos, cùm Sereniſſimo Principi Sabaudiæ Duci, nunc Sardiniæ Regi Regnum Siciliæ cessimus, Jus ipsius Reversionis ad Coronam Hispaniæ Nobis reservavimus, nihilominùs Litteras, ut vocant Reversales, desuper conficiendas, & expediendas, confectas umquam, aut expeditas fuisse, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, asseritur, usque adhuc pœnitùs nescimus, & ignoramus, & si reapsè confectæ, absolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem prorsùs Nobis latet, nunquam nobis traditæ sunt, ipsasque nec accepimus, in potestate Nostra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistentia adimplere vetat, prout fas Nobis est, excusatam haberi à Sua Cæsarea Catholica Majestate ingenuè cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque suadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quòd si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, si Nobis insciis in nostra potestate sint, bonâ fide, abjectâ omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si fortè in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & conatibus Nostris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes, spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tùm pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Nostræ voluntati subjaceat. In quorum fidem & validitatem præsentes Nostras Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Nostrâ subscriptas, Sigillique Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Statûs Secretarii Nostri refrendatas. Datum in Regia hac Nostra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigesimâ quintâ Anno milleſimo septingenteſimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

Tenor Plenipotentiarum Cæsarearum.

ANNO 1725.

NOS CAROLUS *Sextûs Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, testatumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hispaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *visum sit, eos inter Nos utrosque adhuc pendentes Controversiarum Articulos, qui in Tractatu Londinensi de Anno* 1718. *ad peculiarem Congressum definiendi remissi fuerunt, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, postquàm super iis Cameraci loco ad istum Congressum subinde destinato sub Mediatione Sereniſſimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regio jam à triennio ab hinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Ministrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato instructum Illustrem & Magnificum Joannem Guiglielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & Campen miserit, qui exhibitis Plenipotentiæ suæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commissum sibi hocce negotium sufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos tam pio consolidandæque universæ Europæ quietis proficuo Consilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum usu Illustrissimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, Consilii Aulico-Bellici Præsidis, Nostrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi-Mareschalli, ac Nostrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illustris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Thesaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernstbruun, Domini Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Pincernæ in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illustris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus Oberwalsee, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschalli Hæreditarii: plurimùm confisi, Eos ad tractandum, concludendum & signandum Nostro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propositos Pacis Articulos, & si quæ alia fortè, ad quæ specialiori Mandato opus esset, tractanda occurrerent, Commissarios Nostros tanquam Legatos Nostros Extraordinarios nominaverimus, & constituerimus, prout eos vigore harum nominamus & constituimus: Dantes eis plenam & omnimodam potestatem, authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & si quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & signandi, desuper Instrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, si rem Ipsi tractaremus, agere, facereque possemus. Verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Nostros Commissarios tanquam Legatos Nostros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum absentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & signata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Nostraque Ratificationum Instrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros esse. In quorum fidem, majusque robur præsentes manu Nostrâ subscriptas Sigillo Nostro appenso muniri jussimus. Datas ex Arce Nostra Laxemburgi die* 28. *Mensis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto, Hispaniarum vigesimo secundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Tenor

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Hispanicarum.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deſeando dar à mis Pueblos y Vaſſallos el conſuelo, y alivio de una Paz univerſal, he ſolicitado por medio del Congreſſo de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, y haviendo manifeſtado la experiencia de eſtos ultimos quatro años, quanto ſe dilata el logro de eſta importancia, que ſiempre mas procuro, para mi mayor ſatisfaccion, valiendome de todos los medios poſſibles, y queriendo uſar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reſervada-y ſecretamente, una Perſona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deſeos, y anelos de eſtablezer la mas ſegura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Mageſtad Imperial, y la mas eſtrecha amiſtad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda conſideracion. Por las experiencias, y ſatisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humſterlant, y de Campen, he reſuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la preſente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paſſeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es neceſſario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y repreſentando mi propria Perſona, podais proponer, ofrezer, oyr, conſentir, aſentir, y capitular con el expreſſado muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, y os diputare para eſte efecto, todo lo que juzgareis preciſo, y conveniente al referido importante fin, al de mi ſervicio, al bien de mis Reynos, y mayor ſeguridad, y permanencia de la Paz, que deſeo, de la union, buena correspondencia, y alianza que ſolicito eſtablezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à eſto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque ſea de tal calidad que requirieſe otro mas eſpezial Poder, y comiſſion, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expreſſado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo conſiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à eſtar y paſſar por ello, como coſa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y aſſi mismo me obligo à que dentro de el termino, que ſe ſeñalare, ſegun ſe eſtila, aprobare, y ratificare en eſpezial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requiſitos neceſſarios, y acoſtumbrados, todo lo que en virtud de eſte Poder ſe concluyere, y aſentare, general-e individualmente, paraque ſea valido, y eſtablezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el Sello ſecreto, y refrendada de mi infraſcripto Secretario de Eſtado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil ſetecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SE✠LLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

ANNO 1725.

Ratificatio Suæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodolibet poteſt. Poſtquàm Pace Univerſali per Conditiones in Tractatu Londinenſi die 2. Auguſt. / 22. Julii. Anni 1718. iis Principibus, quos inter tunc Bellum adhuc perdurabat, propoſitas, & ab iis ſucceſſivè acceptatas in Orbem Chriſtianum revocatâ, illi controverſiarum Articuli, qui Nos inter & Sereniſſimum Potentiſſimumque Principem PHILIPPUM V. Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum peculiariter adhuc pendebant, in Congreſſu Cameracenſi ſub Mediatione Sereniſſimorum Potentiſſimorumque Principum LUDOVICI XV. Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britanniæ Regum diù fruſtrà tentati, annitente modòfato Rege Catholico, hîc Viennæ per Legatos Extraordinarios ad id cum plena Poteſtate utrinque inſtructos die 30. Aprilis infraſcripti Anni per Conventionem particularem amicabiliter transacti, atque in ſequentes conditiones concluſi ac ſignati fuerint.

Hic Loci inſertus fuit Tractatus Pacis.

Quòd Nos hæc omnia & ſingula à præfatis Noſtris Miniſtris acta, concluſa & ſignata, utpotè voluntati mandatoque Noſtro conſona, præhabitâ maturâ diligentique conſideratione ex certa Noſtra ſcientia approbaverimus & ratificaverimus, prout hiscè ea approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, verboque Cæſareo Regio atque Archiducali pro Nobis, Noſtris Succeſſoribus, & Hæredibus promittimus & juramus ſuprâdeſcriptos Articulos, & quidquid in hac Pacis particularis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, neque ut ab ullo ex parte Noſtra iis contraveniatur, unquam eſſe paſſuros. In quorum omnium teſtimonium & fidem Sigillum Noſtrum Cæſareum Regium atque Archiducale huic Diplomati manu Noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum ex Arce Noſtra Laxenburgi die XVI. Menſis Junii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto: Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigeſimo ſecundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæſ. & Cath. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratificatio Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hispalis Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Quandoquidem in Urbe Viennenſi Tractatus Pacis, & Amicitiæ à Miniſtro Noſtro*

ANNO 1725. *Noſtro apud Cæſaream Majeſtatem Legato Extraordinario & Plenipotentiario, & ab ipſius Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis, conventus, concluſus, & ſubſcriptus fuerit, cujus tenor ad pedem Litteræ infrà inſeritur, & ut ſequitur, eſt de Verbo ad Verbum.*

Hic loci fuit inſertus Tractatus Pacis.

Nos verò tam ſinceram inter Nos & Sereniſſimum & Potentiſſimum Imperatorem Pacis & Amicitiæ Conventionem conſolidare, prædictisque omnibus & ſingulis in præinſertis Capitulis, ſicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis, conventa, inita, transacta, promiſſa & firmata ſunt, robur & munimen Noſtræ Regalis Auctoritatis adjicere cupientes, ea omnia & ſingula, prout ſuperiùs inſertis Litteris contenta, perſpicaciter intuentes, Nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus, de Noſtraque certa ſcientia, & voluntatis plenitudine, maturaque & digeſta deliberatione pro Nobis, Succeſſoribus Noſtris, ſive Regnorum Noſtrorum Hæredibus natis, vel naſcituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis & Adhærentibus Noſtris, ac omnibus aliis, quorum intereſt aut intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperiùs inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac de novo, quatenùs opus eſt, per præſentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de verbo ad verbum præinſerta manent, & à præfatis utriusque Partis, nempe Noſtræ, & prælibatæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Oratoribus Extraordinariis & Plenipotentiariis promiſſa, & ſubſcripta fuerunt; ſemper & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manutenere & manuteneri; ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque umquam per Nos vel alium ſeu alios, publicè vel occultè, directè aut indirectè aut alio quovismodo, aliquâ ratione, cauſâ vel occaſione contra facere aut venire pollicemur, promittimus, & juramus; & ſolenniter expromittimus & facimus Sacramentum in verbo & fide Regia; & ſi ab aliquo in ſupradicta omnia & præinſerta, vel eorum ſingula imminutio, aut Pactorum diminutio, ſeu Contraventio, quomodocunque fit aut eſſe poſſit, temerè ageretur aut patraretur; is profectò audaciæ & inconſiderantiæ ſuæ, pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum ſedulò, & abjectâ omni cunctatione & procraſtinatione reſtituere faciemus; pro quibus omnibus & eorum ſingulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & ſupponimus Regna & Bona Noſtra ac Hæredum Noſtrorum quorumcunque, & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus obligationis & approbationis authoritatem, omnibus & ſingulis legibus, moribus, cæterisque univerſis ipſi contrariis renuntiamus. In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium præſentes Noſtras Ratificationis & Approbationis Litteras expediri mandavimus; manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigilliique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Secretarii Noſtri Statûs & univerſalis Expeditionis, vulgò, del Despacho, *dicti, refrendatas. Datum in Regia Noſtra, Aranjuez nuncupata, die vigeſimâ quintâ Maji, Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXVII.

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, & Sacram Catholicam Majeſtatem* PHILIPPUM V. *Regem Hiſpaniarum, ad mutuam Defenſionem & Guarantiam eorum reſpectivè Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die* 30. *Aprilis* 1725. [Tiré de la Chancelerie Imperiale de la Cour à Vienne.]

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit Univerſis. Quamvis ſincera Amicitia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem, Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Württenbergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alſatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum &c. &c. Nec non Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris, Oceani, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ & Mediolani, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biscajæ & Molinæ &c. &c. per Acceſſionem ad Tractatum Londinenſem à Suâ Majeſtate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam ſtabilita, & per ſolennem Pacis Tractatum hîc Viennæ die 30. Menſis Aprilis anno infrà notato confectum & ſubſcriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad ſtringendum nihilominùs eò arctiùs hunc pro bono Chriſtiani Orbis tam proficuum Concordiæ nexum, per utrinque eorum Miniſtros reſpective Commiſſarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium Actualem Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallum ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Theſaurarium Hereditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan & Droskau, Burggravium in Reineck Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium Actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtat, Haus, Oberwallſée, Senfftenberg, Bottendorff, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hereditarium: Et pro parte Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ per Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Roudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterlant & Campen, in præſens peculiare Amicitiæ Fœdus juxtà ſequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentiis.

I. Sit maneatque Suam Majeſtatem Cæſaream Catholicam inter & Suam Majeſtatem Regiam Catholicam ſolida ſinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut unus alterius commoda ceu ſua promoveat, damna verò avertat.

II. Cum verò per Miniſtrum Sereniſſimi Hiſpaniarum Regis expoſitum fuerit, Reſtitutionem Gibralterræ cum Portu ſuo per Regem Magnæ Britanniæ promiſſam fuiſſe, & Regem Hiſpaniæ inſiſtere, ut Gibralterra cum Portu ſuo & Inſula Minorcæ cum Portu ſuo Mahon Majeſtati Suæ Regiæ Catholicæ reſtituantur, ex Parte Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis hisce declaratur, huic Reſtitutioni, ſi amicabiliter fieret, ſeſe non oppoſituram, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & ſi Partes id deſiderarent, etiam mediatoria adhibituram eſſe.

III. Ad conteſtandam magis ſinceram Amicitiam Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex Philippus V. promittit & ſpondet, Navibus Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis, & ejus Subditorum tutum, ſecurumque ingreſſum daturum in omnes ſuos Portus in Continenti His-

ANNO 1725. paniæ ſitos cujuscunque Nationis Imperatori ſubjectæ ſint, ita ut quæſtum liberrimum non ſolum in illis, ſed étiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere poſſint, gaudebuntque omnibus Privilegiis & prærogativis, quibus amiciſſima Natio (uti Galli hucusque fuerunt & Angli adhuc ſunt) gaudet ac fruitur, idque ſtatim à die publicatæ iſtius Pacis, quæ in omnibus Portubus & Locis congruis ſinè morâ fiet, juxtâ ac in Tractatu Commerciorum hodie ſubſcripto conventum eſt.

IV. Si Naves Subditorum Suæ Majeſtatis Cæſareæ à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, ſe in eo caſu cauſam cum Suâ Majeſtate Cæſareâ communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna: Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit, ſi Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur ſe in eo caſu pariter cauſam cum Suâ Majeſtate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterùm etſi per Quadruplex Fœdus ſecuritas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciscentibus poſſeſſarum viciſſim per Guarantiam ſtipulata ſit, per hoc Fœdus nihilominùs præfatam ſecuritatem uberiùs explicare, Caſibusque qui occurrere poſſunt, ſatiùs providere placuit. Idcircò ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auſpiciis inter Sacram Cæſaream Catholicamque Majeſtatem, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem Amicitiæ ſtudium, neceſſarium ac opportunum viſum fuit de auxiliis mutuò præſtandis, ac per ea debitâ ſecuritate magis firmandâ ſequentia ſtatuere. Nimirùm ſi Imperator, ejus Regna & Provinciæ Hæreditariæ ubicunque ſitæ hoſtiliter impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum caſum Rex Catholicus ſpondet, ſeſeque obligat, quòd Suæ Majeſtati Cæſareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò Claſſim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaiſſeaux de Ligne*, inſtructam: inſuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium ſubmiſſurus ſit, ſolitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco illorum pecuniam juxtà calculum ſuprà factum. Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea ſpondet ac ſe obligat, quòd Regi Hispaniarum Catholico, in caſum hoſtilis Aggreſſionis in Provinciis in Europâ ubicunque ſitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò in auxilium ſubmiſſurus ſit triginta millia Militum, ſcilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, ſemper in naturâ ſuppeditandos, & ſolitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiæ Fœderis promittunt utriusque Partis reſpectivè Commiſſarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii à Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majeſtate ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum ſolenniaque Ratihabitionum Inſtrumenta intrà ſpacium trium Menſium, aut citiùs ſi fieri queat, hîc reciprocè commutatum iri. In quorum fidem roburque præfati Miniſtri Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ Fœderis Inſtrumentum propriis manibus ſubſcripſerunt & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc Viennæ Auſtriæ die 30. Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.
(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

XXXVIII.

1. Mai. *Traité* (1) *de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majeſté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. Avec *les* PLEINSPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilege, in 4.]

ANNO 1725.

Au Nom de la Tres-Sainte & indiviſible Trinité. Amen.

D'Autant que par la grace de Dieu, tres-Grand & tres-Bon, qui tient les cœurs des Rois en ſa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Empereur des Romains Sixieme du Nom, toujours Auguſte, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & d'Eſclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Baſſe Sileſie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du St. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Baſſe Luſace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alſace, Seigneur de la Marche d'Eſclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſe, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continent de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Royaumes, Etats, Principautez, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir auſſi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differents, qui pourroient ſurvenir, étant retranchez, & comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Royaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux aſſeuré. A l'effet de quoi nous ſousſignez Miniſtres, & Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, ſuffiſamment authoriſés à cet effet, après en avoir pluſieurs fois conferé enſemble, & nous être communiquez reciproquement nos Pleinspouvoirs, ſommes convenus des Articles ſuivans.

I. En conſequence de la Paix, qui ſe trouve heureuſement établie, entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, il ſera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils ſoient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Païs l'un de l'autre, en toute liberté, ſans avoir beſoin de Paſſeport, ou permiſſion particuliere; la Publication de la Paix leur ſuffira, & ils jouïront reſpectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouïſſent les Sujets naturels, ſans aucune crainte, dommage, ou prejudice quelquonque, conformement à ce qui en eſt convenu par le preſent Traité.

II. Il ſera permis dés à preſent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandiſes, appartenans aux ſusdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, ſans aucune autre prealable permiſſion. Ils y ſeront receus librement & amiablement, & on leur fournira à prix raiſonnable toutes les choſes, dont ils auront beſoin, ſoit pour leur neceſſaire proviſion, ſoit pour la reparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils ſoient en état de ſe remettre en Mer, ſans qu'on puiſſe exiger d'eux aucune ſorte de Droit, ou Impoſition, ſous quelque nom, ou titre que ce puiſſe être. Ce qui eſt pareillement ſtipulé, pour les Indes Orientales, à condition neanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir achéter autre choſe, que des Victuailles, ou des agrez pour la reparation des Vaiſſeaux, & de leur Equipage.

III.

(1) L'Original du Traité eſt Latin; mais comme il intereſſe particulierement les Marchands & les Navigateurs, à qui la Langue Françoiſe eſt ordinairement mieux connuë que la Latine, on a cru leur faire plaiſir, & à beaucoup d'autres, de le leur donner en cette Langue; D'autant plus qu'on peut aſſeurer, que cette Traduction eſt fidelle & approuvée. [DUM.]

ANNO 1725. III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des ſiniſtres ſoupçons, elle ne leur ſera point permiſe dans les Ports, & Havres de moindre force & defence, ſi ce n'eſt que pour éviter une tempête de Mer, ou la pourſuite des Ennemis, ils fuſſent obligés de s'y retirer; & même en ce cas-là ils en ſortiront des que le danger ſera paſſé, & qu'ils ſe ſeront pourvûs des choſes neceſſaires, ſans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que le Magiſtrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choſes ils ſe comporteront d'une maniere à ne pouvoir donner ni crainte ni ſoupçon, ce qui ſera particulierement obſervé aux Indes Orientales, où la jalouſie eſt ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puiſſent y conduire en toute ſeureté les Priſes, qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis, & les en retirer de même, ſans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permiſſion, ils ne vouluſſent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il ſera convenu cy-après pour les Marchandiſes.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils ſoient, qui ne ſeront pas deſtinés pour un Port, & qui neanmoins y ſeront entrés par peril de Mer, pourſuite d'Ennemis, ou par quelqu'autre beſoin que ce puiſſe être, ſeront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Paſſeports, ou bien leurs Lettres de Mer, ſelon le Formulaire cy-aprés inſeré, aprés quoi il leur ſera libre de ſortir & de ſe remettre en Mer ſans aucune moleſte, trouble, ni empêchement, & ſans qu'on puiſſe les obliger à rompre leurs charges, ni même à ſouffrir la viſite.

VI. Reſervé pourtant le cas, que ſi quelqu'un de ces Navires, étoit deſtiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ſes Lettres de Mer, qu'il ſeroit chargé de Marchandiſes de Contrebande; en ce cas, il ſeroit obligé de ſouffrir la viſite, laquelle neanmoins, ne ſe pourra faire, qu'en preſence du Juge conſervateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Conſul, & toujours avec le plus grand ordre, qui ſoit poſſible, ſans diſperſer les Marchandiſes, ſans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes qu'on y trouvera, ſeront confiſquées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandiſes reſteront libres, ſans qu'on puiſſe exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux fraix de la viſite, ou de la procedure faite en cette occaſion.

VII. Et pour prevenir toutes les diſputes, qui pourroient arriver ſur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de declarer, qu'on y comprend toutes ſortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui ſervent à la Guerre, ſçavoir les Armes offenſives, & defenſives, Canons, Mortiers, Fauconneaux, Pierriers, Petards, Sauciſſes, Bombes, Grenades, Boulets, Bales, Fuſils, Mousquets, Piſtolets, Epées, Bayonnetes, Casques, Cuiraſſes, Bandolieres, Poudre, Salpetre, Bois de Charpente ſervant aux Navires, Voiles, Poix, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il ſeroit deſtiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire ſeroit obligé d'exhiber ſes Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les Marchandiſes du Païs, dont la ſortie ſeroit abſolument defenduë: Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Commeſtibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui ſert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fuſſent des Montures entieres de Regiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaiſſeau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Eſpagne, & reciproquement ſi un Vaiſſeau de Guerre de Sa Majeſté Catholique fait rencontre d'un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, le Navire de Guerre ne l'aprochera point de plus prés que la portée du Canon, mais il y enverra ſa Chalouppe, avec deux ou trois Hommes ſeulement, auxquels le Maitre du Navire Marchand montrera ſes Lettres de Mer, par leſquelles on pourra connoitre de quel lieu il eſt, à qui il appartient, en quoi conſiſte ſa Carguaiſon, & ſi entre les Marchandiſes, dont il eſt chargé, il y en a de Contrebande, deſtinées pour les Ennemis du Maitre, à qui le Vaiſſeau de Guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles ſeront judiciairement confiſquées; mais le Navire, les Perſonnes, & les autres Marchandiſes ſeront libres. On ſera obligé auſſi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui ſeront repreſentées par le Maitre du Navire Marchand, & ſi cela eſt jugé neceſſaire, on conviendra de certaines contremarques, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus autentiques. ANNO 1725.

IX. On eſt convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, ſera ſi pleine & ſi entiere, que bien que l'un des Sereniſſimes Contractans, vint à entrer en Guerre, avec un ou pluſieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Sereniſſime Contractant, pourront neanmoins en toute ſeureté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, ſoit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, alant, venant, & retournant, ſans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement aſſiegé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-deſſus toute occaſion de doute, on eſt demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne ſera tenu pour actuellement bloqué, ſi ce n'eſt par deux Vaiſſeaux de Guerre au moins, ou par une Baterie de Canons, qui étant dreſſée à Terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, ſans eſſuyer toute la violence de ſon feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandiſes appartenantes aux Sujets de l'un des Sereniſſimes Contractans, qui ſe trouveront chargées dans un Navire Ennemi, ſeront confiſquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fuſſent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Sereniſſimes Contractans, jouïront reciproquement aux Païs l'un de l'autre des mêmes Franchiſes de Peages, dont ils étoient en paiſible Poſſeſſion du tems du Roi CHARLES II., ce qui neanmoins doit être entendu dans le ſens, qui ſera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Eſpagne pour y faire Commerce, ſera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandiſes qu'il y voudra decharger & vendre, l'une au Fermier ou Commiſſaire de la Douanne; l'autre au Juge des Contrebandes; & il ne pourra ouvrir ſes Escoutilles, juſqu'à ce qu'il en ait obtenu permiſſion, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douanne ſoient venus. Il ne pourra auſſi, en quelque tems que ce ſoit, décharger aucune de ſes Marchandiſes, ſans une permiſſion par écrit, de les pouvoir transporter à la Douanne. En échange les Juges des Contrabandes, ni les Officiers de la Douanne, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caiſſes, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandiſes, ni dans le Vaiſſeau, ni à Terre, juſqu'à ce qu'elles ſoient transportées à la Douanne; & même lors qu'elles y ſeront arrivées, il ne leur ſera pas permis de les ouvrir & viſiter, ſi non en preſence du Marchand, ou de ſon Facteur, afin qu'il puiſſe veiller à ſes Interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quitances, refermer enſuite ſes Marchandiſes, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douanne, aprés quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne ſeront plus ſujettes à viſitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandiſes, d'une Maiſon, ou d'un Magazin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvû que cela ſe faſſe entre les huit heures du matin, & les cinq heures du ſoir; & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcavalas & Cientos, en quelle veuë cela ſe fait, & ſi c'eſt pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le ſoient alors, & que ſi ce n'eſt pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, ſelon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'eſt plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diverſité des Impoſitions, dont on charge quelquesfois les Marchandiſes, & l'excez des Sommes à quoi elles ſe montent, Sa Majeſté Royale Catholique, deſirant remedier à ce mal dans tous ſes Royaumes ſitués en Europe, conſentit il y a déja quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les diferens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandiſes ſoit à leur entrée, ſoit à leur ſortie, ou qui avoient été impoſés depuis la mort du Roi CHARLES II., ſeroient ſuprimés, & reduits à une ſeule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandiſes, tant

ANNO 1725. pour l'entrée que pour la ſortie, ſur le pied de leur eſtimation, ce qui aura lieu non ſeulement à Cadix, à Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Caſtille, mais auſſi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les ſeules Provinces de Biscaye & de Guipuscoa, reſtant exceptées de cette Regle generale, en ſorte que les Droits d'entrée & de ſortie y ſeront payez, de la maniere qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui ſe pratique aujourdhui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela prés, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandiſes appartiendront, ayant une fois payé les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement ſur les Rivieres, dans toutes les Parties de l'Espagne, ſans être obligez d'y payer aucun nouveau Droit, Charge ou Impoſition en quelque Port ou Paſſage que ce ſoit, mais ſeulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier payement; comme auſſi les Plombs, & Marques de la Douanne attachez auxdites Marchandiſes; à l'exception neanmoins des Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels il avoit été ſtipulé ſéparement. Et comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, ſont expreſſement convenuës, que leurs Sujets jouïront reſpectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce ſoit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchiſes, qui ont été, ou qui ſeront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favoriſées, ſpecialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anſeatiques, c'eſt pourquoi Sa Majeſté Catholique declare, & promet, qu'elle fera jouïr pleinement & entierement ceux de Sa Majeſté Imperiale de tous les avantages contenus en cet Article, en ſorte qu'ils ne ſeront pas obligez de payer dans toute l'Espagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de ſortie, ou de paſſage, que les dix pour cent marqués cy-deſſus, & de la même maniere que les Anglois les payent, ſauf les Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels on eſt convenu comme il ſuit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majeſté Imperiale pourront differer le payement des Droits nommés *Alcavalas*, & *Cientos*, auſſi long-tems qu'ils laiſſeront leurs Marchandiſes depoſées dans les Magazins de la Douanne, où elles ſeront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, ſoit pour les transporter plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le Lieu, ou pour les emporter chez eux, cela leur ſera permis, pourvu qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de payer lesdits Droits dans le terme de deux Mois aprés la vente qui en ſera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandiſes étant marquées & plombées, pourront être transportées, & venduës en gros, en quelque Port, ou lieu que ce ſoit de la Domination d'Espagne en Europe. Et ſi quelque Officier employé à la recepte desdits Droits, entreprenoit de les exiger une ſeconde fois, aprés l'exhibition des Quitances, Marques & Plombs du premier Payement, ou qu'il s'oppoſât au libre transport desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Treſor Royal: bien entendu neanmoins qu'en tout ceci, il n'eſt parlé que du Droit de la premiere Vente, & que ſi le Marchand vouloit vendre ſes Marchandiſes en détail, il payeroit auſſi pour le détail, ſelon les Ordonnances. Au ſurplus il ne ſera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expedition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé cy-deſſus.

XV. La même Regle ſera obſervée à l'égard des Droits communement appellés *Millones*, qui s'exigent ſur le poiſſon & autre ſorte de Proviſions de bouche, c'eſt-à-dire qu'ils ne ſeront point exigés à l'entrée desdites Marchandiſes en Espagne, ſi long-tems que les Proprietaires les voudront laiſſer en depôt dans les Magaſins publics; mais quand ils voudront les en retirer, ſoit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le lieu, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, ſous caution valable & ſuffiſante, pour le payement desdits Droits de *Millones*, deux Mois aprés le jour de cette Obligation, enſuite dequoi on leur donnera les expeditions neceſſaires. Et lesdites Marchandiſes ſeront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandiſes pourront être transportées, & venduës dans les Lieux, où la conſomption s'en pourra faire, ſans être obligés à aucune autre charge, par raport auxdits Droits de *Millones*. Que ſi quelque Officier, ou Commiſſaire Receveur des *Millones*, aprés l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'oppoſer au paſſage, transport, ou vente desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus, aplicable, comme cy-deſſus, au Treſor Royal. ANNO 1725.

XVI. Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne ſont pas ſujets aux Loix de la Caſtille, on y obſervera dans le payement des Droits la Regle prescrite à l'égard des autres Nations, ainſi qu'on en eſt convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Antènes, & les Bois propres à la conſtruction des Vaiſſeaux grands & petits, étant une Marchandiſe trés-neceſſaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en ſera librement permiſe, ſans aucune exaction de Droits, ou Impoſitions ſous quelque nom, ou pour quelque cauſe que ce ſoit.

XVIII. Pour prevenir autant qu'il eſt poſſible toutes les Disputes, qui pourroient ſurvenir entre les Fermiers de la Douanne, & les Proprietaires des Marchandiſes, au ſujet de l'eſtimation, qui s'en devroit faire, on eſt demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle ſervira de regle entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & les Fermiers & Adminiſtrateurs des Douannes, ſur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

XIX. A l'égard des differentes eſpeces, qui pourroient ne ſe pas trouver exprimées dans le ſusdit Tarif, on ſe conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'eſtimation ſe faſſe par le Fermier de la Douanne, ou par ſon Commis, à condition, que le Proprietaire puiſſe lui abandonner la Marchandiſe, pour le prix qu'il l'a eſtimée, & qu'il ſoit obligé de la payer comtant.

XX. Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité ſera obſervée dans les Etats de Sa Majeſté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique conſent, que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalouſie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme auſſi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puiſſent y louër des Maiſons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandiſes, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchiſes, dont jouïſſent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majeſté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne, en tous ſes Etats.

XXII. Entre leſquels Privileges ſont ſpecialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, ſans en demander permiſſion à perſonne, & de ne pouvoir être recherchez, viſités, ni inquietés dans leurs Maiſons & Magazins, à cauſe de leurs Marchandiſes, ſi ce n'eſt ſur des avis & preuves ſuffiſans de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la viſite pourra ſe faire, mais ſeulement en preſence du Conſul, lequel y ſera expreſſement appellé, & ſans faire d'ailleurs aucun deplaiſir au Commerçant, ni à ſon Commerce; & ſi le Marchand ſe trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandiſes en fraude, elles ſeront confiſquées, & il payera les fraix de la viſite; mais ſa perſonne & ſes autres Marchandiſes demeureront libres. Sa Majeſté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ſes Etats aux Sujets de Sa Majeſté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits hauts Contractans qui ſe ſeront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne ſeront point contraints de repreſenter leurs Livres de compte à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve, & on ne pourra les ſaiſir, ni ôter de leurs mains, ſous quelque pretexte que ce ſoit. Il leur ſera libre auſſi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, ſans qu'on puiſſe les obliger à ſe ſervir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ni par les Gouverneurs, ni par les Miniſtres de la Juſtice, pour des Dettes particulieres, qu'ils n'auroient pas eux-

mêmes

ANNO 1725. mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auroient pas expressément répondu. On ne pourra pas non plus saisir leurs Biens ou effets, pour de semblables causes; soit au milieu de la Paix, soit en cas de rupture. Et dans cet Article sont specialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaisseaux grands & petits, avec tout ce qui y sera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires soit de Guerre ou de Marchandises, ou de quelqu'autre espece qu'ils soient, par quelque Mandement general ou particulier que ce puisse être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en servir de Vaisseaux de charge & de transport, si ce n'est en vertu d'un libre & volontaire Contract, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commanderont lesdits Navires, ou avec les Proprietaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quiter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne seroit que pour un peu de tems, & en des Occasions fort pressantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle accordée par le present Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit, si ce n'est de leur franche volonté.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre ceux, qui sont deja établis, & sur leur presentation ils seront acceptés, & qualifiés pour se mêler seuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationnaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouïront de tous les Droits, Authoritez, Libertez, & Franchises, dont jouïssent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulierement authorisés, à connoître arbitralement des differents qui pourroient survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences ne sera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les precedents Regnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande consideration, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connoître, & juger seuls de toutes leurs affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que si Sa Majesté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en pourront jouïr de même; & que cependant il sera expressément ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire executer sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Causes, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imp. soient portez au Conseil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Sereniſſimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decez soit arrivé, & de quelque Païs ou Province, que lesdits Heritiers soient, eux-mêmes leur succederont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, où lesdits Biens se trouveront situés; & en cas de litige entre les deux ou plusieurs Pretendans, ce seront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront jusqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des susdits hauts Contractans, viendra à deceder dans les Etats de l'autre; le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un sur les Lieux, se transportera dans la Maison du defunt, & il y fera l'Inventaire de toutes ses Marchandises, & autres effets, comme aussi de ses Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le decez dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en presence de Témoins, avec le moins de fraix qu'il se pourra, & consignera les choses trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Proprietaire de la Maison, afin qu'il les conserve fidellement, aprés quoi il en donnera avis au Ministre public, qui se trouvera pour lors en Cour, ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la Maison & Famille du defunt, afin qu'ils envoyent quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera du. ANNO 1725.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Sereniſſimes Contractans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage sur les Côtes de leur respective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fisc ne pourront y pretendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera severement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligés de secourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront soufert le naufrage, & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se pourra du Navire brisé, & à le mettre en seureté; moyennant quoi aussi le Droit de Sauvement leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les depenses faites pour cette œuvre pieuse leur seront rembourſées. Mais si le Navire demeure en son entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne soient point perís, ils prendront soin eux-mêmes de ce qui regarde le sauvement, & on leur prêtera toute faveur & assistance, en leur fourniſſant, à prix raisonnable les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas, que sous pretexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux Marchandises, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majesté Imperiale; mais il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre, liberté de laquelle ses Sujets jouïront pareillement dans les Etats de Sa Majesté Imperiale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Imperiale, viennent à être confisqués, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou personne particuliere, ils lui seront restitués encore même qu'ils eussent été vendus, pourvu que le payement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; Et en cas que semblables Effets ou Marchandises, eussent été seulement deposées chez celui dont les Biens seroient confisqués, & qu'il les auroit vendus sans la permiſſion du Depositeur, la valeur desdites Marchandises ou Effets sera considerée comme un vrai Depôt, & sera payée comme telle au Depositeur par preference.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Imperiale pourront porter, & voiturer, en tous & chacun des Etats du Roi des Espagnes, toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises des Indes Orientales, en faisant apparoître par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes établie aux Païs-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en sont venuës; à l'égard de quoi, ils jouïront des Privileges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cedules Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663. publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique declarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas par le Traité de l'an 1648. tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix concluë entre Leurs Majestez.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Canaries, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en jouïront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouïssent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils soient, qui auront été cachés pendant la Guerre pour crainte de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Proprietaires, & personne ne

ANNO 1725. ſera inquieté pour les avoir cachés contre les defenſes.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, ſoit pour cauſe de Commerce, ou autrement, ſeront entierement payées, à moins que la Confiscation n'y ſoit intervenuë, ſans que la Guerre ſurvenuë entre tems puiſſe l'empêcher; mais il n'en ſera point exigé d'Interêts.

XL. Quant aux Marchandiſes, & autres Effets mobiliers, qui auront été confiſqués avant la Concluſion de la Paix, ils ne ſeront point reſtitués. On en eſt convenu ainſi, pour éviter le grand nombre de Procez, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Repreſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & Leurs Majeſtez prometent reciproquement, de n'en plus accorder cy aprés, à la charge des Sujets l'un l'autre, ſi ce n'eſt dans le cas d'un manifeſte deni de Juſtice, lequel ne ſera point tenu pour verifié ſinon aprés un retardement de deux ans, à compter du jour de la premiere complainte, lequel terme de deux ans étant paſſé, & ledit Complaignant ayant preſenté ſa Requête à ſon Prince, pour obtenir des Lettres de Repreſailles, elle ſera communiquée au Miniſtre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y fera ſes affaires, aprés quoi la Sentence definitive ſera encore attenduë ſix Mois, leſquels étant écoulés, les Lettres de Repreſailles, pourront être enfin accordées.

XLII. Il ſera defendu ſeverement aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & à ceux de Sa Majeſté Catholique de prendre des Commiſſions pour des Armemens particuliers, ni des Lettres de Repreſailles, de quelqu'autre Prince que ce ſoit, pour aller en courſe ſur les Sujets de l'une ou de l'autre; & ſi quelqu'un contrevient à cet Article, il ſera pourſuivi, & traité comme Pirate, non ſeulement dans le Païs, contre lequel il aura pris ces ſortes de Commiſſions, en cas qu'il y ſoit conduit, aprés avoir été fait Priſonnier dans le flagrant de ſes Courſes, mais auſſi dans les Etats du Prince dont il ſera Sujet; en ſorte qu'il ſera procedé criminellement contre lui, jusqu'à l'execution.

XLIII. La volonté de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié ſoient cultivées ſincerement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de ſe donner reciproquement toutes les aſſiſtances poſſibles dans les occaſions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris ſur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majeſté Royale Catholique, ſi la repriſe ſe fait dans les premieres quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquieme partie du Vaiſſeau & de ſa charge apartiendra au Repreneur; & que ſi la repriſe ſe fait dans les quarante huit heures ſuivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin ſi elle ne ſe fait qu'aprés ces dernieres quarante huit heures, la moitié entiere du Vaiſſeau & de ſa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Proprietaires: Ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaiſſeau repris ſe trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majeſté Royale Catholique, & que le Repreneur ſera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majeſté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait ſujet d'eſperer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majeſté Imperiale Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, leurs Succeſſeurs, Royaumes & Seigneuries, ſera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y ſera donné aucune atteinte; neanmoins, comme toutes les choſes du Monde ſont ſujettes à des changemens imprevûs, on eſt convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille detourner, il ſera donné ſix Mois aux Marchands & Sujets, qui ſe trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour ſe retirer en toute ſeureté, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandiſes, y compris leurs Vaiſſeaux avec tout ce qui y ſera embarqué; comme auſſi les Maitres, & Officiérs, desdits Vaiſſeaux, & en general tout ce qui ſe trouvera leur appartenir, comme auſſi les Dettes legitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, ſur leſquels on ſera tenu de leur rendre bonne & promte Juſtice.

XLV. Et afin qu'il ne reſte aucun doute ſur le ſens du precedent Article, on declare, que durant ces ſix Mois, il ſera permis auxdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, achéter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandiſes, comme auſſi leurs propres Perſonnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domeſtiques, ſans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvû qu'ils ſe comportent paiſiblement & modeſtement, & qu'ils s'abſtiennent de toutes entrepriſes ſecretes contre l'Etat. Ils pourront auſſi durant ces ſix Mois actionner leurs Debiteurs, & on leur adminiſtrera la Juſtice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des ſix Mois, la Sentence definitive ſoit prononcée, & s'il ſe peut, executée. Cependant ſi malgré tout le ſoin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être renduë, ou miſe en execution dans ledit terme, il ſera permis auxdits Sujets, qui ſe retireront, de pourſuivre leur Droit par Procureur, ſoit qu'ils y ſoient Acteurs ou Defendeurs, comme auſſi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence renduë, ſans qu'on puiſſe l'empêcher ſous pretexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puiſſances. ANNO 1725.

XLVI. On eſt auſſi convenu touchant leſdits Sujets reſpectifs Marchands & autres, qui devront ſe retirer dans ledit terme de ſix Mois, qu'on leur accordera des Paſſeports, lorſqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur depart, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Perſonnes, & la Specification de leurs effets, leſquels Paſſeports ſeront reſpectez par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel ſera étendu au double de celui qui ſeroit autrement neceſſaire pour paſſer du lieu du depart au lieu de la deſtination, ſi l'on étoit ſeur de n'y rencontrer aucune cauſe de retardement; & ſemblables Paſſeports ſeront donnés aux Navires, qui ſe trouveront dans les Ports, afin qu'ils puiſſent retourner chez eux en ſeureté avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on eſt convenu, que tout ce qui a été ſtipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du $\frac{23}{13}$. Mai 1667. & $\frac{18}{8}$. Juillet 1670., comme auſſi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention poſterieure, & qui ne ſe trouvera pas exprimé, ou ſuffiſamment expliqué en celui-cy, y ſera tenu pour expreſſement inſeré en faveur des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, pour autant qu'il leur ſera applicable, de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munſter en 1648., par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En ſorte que pour ſçavoir ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, dans tous les Cas oubliés ou obmis au preſent Traité, il ne faudra que ſe regler, ſur ce qui a été accordé aux ſusdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majeſté aujourdhui regnante, ſous les Dates cy-deſſus mentionnées.

Le preſent Traité ſera ratifié par Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majeſté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications ſe fera dans trois Mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi nous Commiſſaires & Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires reſpectifs de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & de Sa Majeſté Royale Catholique, avons ſigné de nos mains le preſent Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

EUGEN. DE SAVOYE. J. G. Baron de *Ripperda.*

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUÏS Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACCER Comte de STARHENBERG.

(L.S.)

Teneur

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Imperiale.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, testatumque facimus. Cùm Serenissimo Hispaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *visum sit, eos inter Nos utrosque adhuc pendentes Controversiarum Articulos, qui in Tractatu Londinensi de Anno* 1718. *ad peculiarem Congressum definiendi remissi fuerunt, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, postquàm super iis Cameraci loco ad istum Congressum subinde destinato sub Mediatione Serenissimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regum jam à triennio abhinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Ministrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato instructum Illustrem & Magnificum Joannem Guilielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & Campen miserit, qui exhibitis Plenipotentiæ suæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commissum sibi hocce negotium sufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos tam pio consolidandæque universæ Europæ quietis proficuo Consilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum usu Illustrissimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, Consilii Aulico-Bellici Præsidis, Nostrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi-Marescalli, ac Nostrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illustris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Thesaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernstbrunn, Domini Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Scutiferi ac Præcisoris in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarii Pincernæ in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illustris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de* STARHENBERG *in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus Oberwalsée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Marescalli Hæreditarii: plurimùm confisi, Eos ad tractandum, concludendum & signandum Nostro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propositos Pacis Articulos, & si quæ alio fortè, ad quæ specialiori Mandato opus esset, tractanda occurrerent, Commissarios Nostros tanquam Legatos Nostros Extraordinarios nominaverimus, & constituerimus, prout eos vigore harum nominamus & constituimus: Dantes eis plenam & omnimodam Potestatem, Authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & si quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & signandi, desuper Instrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, si rem Ipsi tractaremus, agere, facereque possemus. Verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Nostros Commissarios tanquam Legatos Nostros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum absentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta conclusa & signata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Nostraque Ratificationum Instrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros esse. In quorum fidem, majusque robur præsentes manu Nostrâ subscriptas Sigillo Nostro appenso muniri jussimus. Datæ ex Arce Nostra Laxemburgi die* 28. *Mensis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto, Hispaniarum vigesimo secundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Espagnole.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Absburg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deseando dar à mis Pueblos y Vassallos el consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado por medio del Congresso de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y haviendo manifestado la experiencia de estos ultimos quatro años, quanto se dilata el logro de esta importancia, que siempre mas procuro, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos los medios possibles, y queriendo usar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reservada-y secretamente, una Persona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deseos, y anelos de establezer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda consideracion. Por las experiencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humsterlant, y de Campen, he resuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, passeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es necessario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y representando mi propria Persona, podais proponer, ofrezer, oyr, consentir, asentir, y capitular con el expressado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, y os diputare para este efecto, todo lo que juzgareis precisso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que deseo, de la union, buena correspondencia, y alianza que solicito establezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à esto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque sea de tal calidad que requiriese otro mas especial Poder, y comission, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expressado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo confiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à estar y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y assi mismo me obligo à que dentro de el termino, que se señalare, segun se estila, aprobare, y ratificare en especial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requisitos necessarios, y acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder se concluyere, y asentare, general-e individualmente, paraque sea valido, y establezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello secreto, y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

Lugar del Se✠llo.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Rati-

ANNO 1725.

Ratification de Sa Majesté Imper. & Cathol.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet potest. Cùm Paci Nos inter & Serenissimum & Potentissimum Principem PHILIPPUM hujus Nominis Quintum Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum die trigesimâ Mensis Aprilis proximè præteriti felicibus auspiciis hîc Viennæ initæ alium Navigationis & Commerciorum Tractatum addere è re communi visum sit, ex quo Regna quoque utriusque Nostra & Subditi tam lætæ Pacis fructus, commoda & emolumenta itidem sentirent, isque Tractatus per Legatos utrinque Extraordinarios (quorum nomina subjecto Conventionis Instrumento inserta leguntur) cum amplo Mandato munitos die & anno infrascripto in sequentes conditiones & Articulos conclusus, subscriptus ac signatus fuerit:

Hîc loci insertus fuit Tractatus Commerciorum & Navigationis.

Quòd Nos visis & examinatis istis Articulis eosdem in omnibus suis Capitibus & Conditionibus universim approbaverimus ratificaverimus, & confirmaverimus; prout & eosdem vigore præsentium approbamus, ratificamus & confirmamus, Verbo Cæsareo, Regio atque Archiducali pro Nobis, Successoribus & Hæredibus Nostris spondentes, Nos, quæ ita in hocce Navigationis & Commerciorum Tractatu conventa, pacta, & à Nobis modò approbata fuerunt, sub Juramento observaturos, & ut à Subditis Nostris pariter observentur, curaturos: neque ut à quopiam ullâ ratione violentur, quantùm in Nobis est, unquàm admissuros esse. In quorum robur ac Testimonium præsentibus Nostrâ manu subscriptis Sigillum Nostrum appendi jussimus. Dabantur ex Arce Nostra Laxemburgi die XVI Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.
JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæs. & Cath. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratification de Sa Majesté Cathol.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hispalis Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani, Rex Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm haud multò post Nostram ad fastigium hujus Hispaniarum Monarchiæ promotionem,* DEUS *ob inscrutabilia Suæ Altissimæ Providentiæ judicia percruentum Bellum, quod tot annis Europam vexavit, sed nominatim, tam Nostri, quàm Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris Subditos, ac Vasallos afflixit, dum præcipuè in reciproci Commercii usu & libertate, uno profectò ex præstantioribus concordiæ fructibus orbavit; inter Nos Serenissimumque & Potentissimum Romanorum Imperatorem accensum fuisse, permiserit: Idcircò cùm denique* DEO *Pacem jam diù interruptam, inter Nos & jam præfatam Cæsaream Majestatem feliciter conclusam, & solidè restabilitam fuisse placuerit, perutile peculiarem Navigationis, & Commerciorum Tractatum constituere visum fuit, per quod bonorum communio, quæ quidem potius ingenuæ amicitiæ pignus est, magis atque magis firmetur, & stabiliatur, quâ ex via tam Nostri, quàm altefatæ Cæsareæ Majestatis Subditi initium ducant, & perfruendis Pacis uberrimis beneficiis operam navent, & in hunc finem cùm Ministri Plenipotentiarii, videlicet ex Nostra parte Dominus Joannes Guilielmus Baro de* RIPPERDA, *Dominus de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Kaudekente, & Ferwert, Judex Hæreditarius de Humsterlant, & Campen, ad tractandam, finiendam & concludendam Pacem jam suprafatam, & Tractatu die trigesimâ Aprilis proximè lapsi Viennæ subscripto, Nutu* DEI *conclusam, ad omneque ipsam spectans stipulandum, & concludendum, Minister Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius à Nobis apud Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem constitutus: & ex parte Suæ Majestatis Cæsareæ Eugenius Subaudiæ & Pedemontium Princeps altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Consiliarius Actualis Intimus, Consilii Aulico-Belgici Præses, Suusque Locumtenens Generalis, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallus, ac ejusdem Statuum per Italiam Vicarius Generalis, Aurei Velleris Eques: nec non* PHILIPPUS LUDOVICUS *Sacri Romani Imperii Thesaurarius Hæreditarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravius in Reineck, Supremus Hæreditarius Scutiferus ac Præcisor in Superiori & Inferiori Austriâ, Hæreditarius Pincerna in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, ac Primus Aulæ Cancellarius; ac* GUNDACCARUS THOMAS *Sacri Romani Imperii Comes de* STARHENBERG, *in Schaumburg & Waxemberg, Dominus Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystat, Haus, Oberwalsee, Seefftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, Archi-Ducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Marschallus Hæreditarius, quos ad eumdem finem & in ipsa Civitate Viennensi sua ipsa Majestas Cæsarea Plenipotentiarios designaverat, colloquium instituerent, uno denique animo atque consensu in sequentem Navigationis, & Commerciorum Tractatum convenerunt, ipsumque subscripserunt vigore Plenipotentiarum respectivarum, quæ quidem priùs commutatæ fuerunt, cujus Tractatûs tenor, & forma est, ut sequitur de verbo ad verbum.*

Hîc loci fuit insertus Tractatus Navigationis & Commerciorum.

Nos verò tam sinceram inter Nos & Serenissimum & Potentissimum Imperatorem & utraque Regna, Ditiones & Gentes Conventionem & Commerciorum, nec non Navigationis Tractatum, qui quidem suâ vetustate pariter & integritate merut conservari, grandique sedulitate foveri, consolidare, prædictisque omnibus & singulis in præinsertis Capitulis, sicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis conventa, inita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen Nostræ Regalis Authoritatis adjicere cupientes, ea omnia & singula, prout suprà insertis Literis contenta perspicaciter intuentes, Nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus, de nostraque certâ scientiâ & voluntatis plenitudine, maturaque, & digesta deliberatione pro Nobis, Successoribus nostris sive Regnorum nostrorum Hæredibus natis vel nascituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus nostris, ac omnibus aliis, quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodùm suprà inserta sunt, Laudamus, Ratificamus, Approbamus, Acceptamus, ac de novo, quatenùs opus est, per præsentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de Verbo ad Verbum præinserta manent, & à præfatis utriusque partis nempè Nostræ & prælibatæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Oratoribus Extraordinariis promissa & subscripta fuerunt, semper & omni tempore custodire & custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque unquàm per Nos vel alium, seu alios publicè vel occultè, directè, aut indirectè, aut alio quovis modo aliquâ ratione, causâ, vel occasione contrafacere aut venire pollicemur, promittimus & juramus, & solenniter expromittimus & facimus Sacramentum in Verbo & fide Regiâ, & si ab aliquo in suprædicta omnia

&

ANNO 1725.

ANNO 1725. *& præinſerta, vel eorum ſingula imminutio, aut Pactorum diminutio, ſeu contraventio quomodocunque ſit aut eſſe poſſit, temerè ageretur aut patraretur, is profectò audaciæ & inconſiderantiæ ſuæ pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum ſedulò & abjectâ omni cunctatione & procraſtinatione reſtituere faciemus, pro quibus omnibus & eorum ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus & ſupponimus Regna & bona noſtra ac Hæredum noſtrorum quorumcunque; & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus Obligationis & Approbationis Authoritatem omnibus & ſingulis legibus, moribus, cæterisque univerſis ipſi contrariis renunciamus, ipſisque deſiſtimus, & ſi talia eſſent, ut ſpecialem & deſtinatam mentionem poſtularent, & in hoccè Inſtrumento formaliter & expreſſè inſeri deberent, ſiquidem omnia & eorum ſingula pro hic expreſſis & formaliter nominatis, prout ſi de Verbo ad Verbum inſertæ adeſſent, Volumus, & ſic animus Nobis ineſt, ut habeantur & teneantur. In quorum omnium fidem, robur & Teſtimonium præſentes Noſtras Ratificationis & Approbationis Literas & Inſtrumenta fieri & expediri mandavimus Manu noſtrâ ſubſcriptas, & Sigilli Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Secretarii Noſtri Statûs & Univerſalis Expeditionis vulgò* del Despacho *dicti refrendadas: Datum in Regia hac Noſtra Aranjuez nuncupata vigeſimâ quintâ Maji Anno à Nativitate Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæſaream Regiamque Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI *Romanorum Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte concluſa Viennæ 7. Junii 1725.* Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque in Tractatu aſſumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc ſpectantibus.* [Sur la Copie imprimée à Vienne par Authorité Imperiale.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt.

Cum Bello, quod præmatura Mors Sereniſſimi quondam Hiſpaniarum Regis Caroli Secundi per univerſam ferè Europam ſuper Succeſſione in ejus Regna, excitavit, cum Sacra Cæſarea Majeſtate Sacrum quoque Romanum Imperium acceſſerit; Pace porrò per Tractatus, inprimis Trajectenſem: deinde Badenſem. tandem per eum, qui Londini $\frac{2. \text{ Auguſti}}{22. \text{ Julii}}$ Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes majori ex parte reductâ id unum ſupereſſet, ut inſpirante Deo, in cujus manu ſunt corda Principum, Pax quoque inter Sacram Majeſtatem Cæſareo-Catholicam, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ: Sacramque Majeſtatem Regio-Catholicam ex altera parte reſtabiliretur, Tractatus verò Cameracenſis, ob varias rerum viciſſitudines ad optatum finem deduci hucusque non potuerit; ideoque modo fatus Rex Hispanicarum ad conficiendum magnum hoc cum Majeſtate Cæſarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum ſuum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Hiſpanicum ſufficienter inſtructum, ad Aulam Imperialem miſerit, & in hunc finem, ac opus, Orbi Chriſtiano tam ſalutiferum, tamque neceſſarium Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſincero ſuo in communem Europæ ſalutem amore, ac ſtudio promptas mox aures præbuerit, atque ſuo Cæſareo, Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiæ, ac requiſitionis Statuum Imperii de die nonâ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi Conſiliarios ſuos Statûs Intimos, nempe

Celſiſſimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Ducem, au-

rei Velleris Equitem, Conſilii ſui Aulico-Bellici Præſidem, & Locumtenentem Generalem ſuum, ac Sacri Imperii Campi Mareſchallum, Regnorumque ac Statuum ſuorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem. ANNO 1725.

Atque Illuſtriſſimos, & Excellentiſſimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferioris Auſtriæ, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Provinciarum Auſtriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwalſée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, aurei Velleris Equitem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris; & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium Supremum.

Erneſtum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windiſchgraz, Liberum Baronem de Wallenſtein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Inſulâ, Roten-Lotha, & Leopolsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Conſilii ſui Imperialis Aulici Præſidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schönborn Bucheimb, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelsberg, & Heppenheimb, & Comitem in Wiſentheid, Dominum in Göllersdorff, Schönborn, Aspersdorff, Weirburg, & Parſchenbrunn, Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Auſtriæ infra & ſupra Anaſum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutorem, Majeſtatis Cæſareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos ſuos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos cum ſufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, ſignandique nominaverit, ac inſtruxerit:

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majeſtas ſuum Hiſpanum Legatum Extraordinarium,

Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenſema, Enghelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterland, & de Campen.

Itidem cum ſufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, ſignandique nominavit, ac inſtruxit:

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii commutatis Mandatorum Tabulis, habitisque inter ſe colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis, qui ſequuntur, convenerunt.

Articulus Primus.

PAx ſit conſtans, perpetua, & univerſalis, ac amicitia vera inter Sacram Cæſaream, & Catholicam Majeſtatem, ejusque Succeſſores, totum Sacrum Romanum Imperium, omnesque ejusdem, ac ſingulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vaſallos, Clientes, & Subditos ex unâ: & Sacram Regiam Majeſtatem Catholicam, ejusque Hæredes, Succeſſores, Clientes, & Subditos ab alterâ parte: eaque ità ſincerè ſervetur, & colatur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimentum, ſub qualicunque prætextu, vel prætenſione quidquam moliatur, aut molientibus, ſeu quodvis damnum inferre conantibus, conſilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præſtare poſſit, aut debeat; ſed potiûs utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum ſerio promoveat, non obſtantibus quibuslibet in contrarium fortè Pactis, vel Fœderibus, quando & quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amneſtia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occaſione

ANNO 1725. Belli hoſtiliter acta ſunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ alter alteri quicquam moleſtiæ directè, vel indirectè, viâ facti, vel ſub ſpecie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amneſtia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vaſalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio ratione Principum, Vaſallorum, & Subditorum Imperii in Italia ſtatuta, & in Pace Badenſi Articulo trigeſimo cum Rege Galliæ inita confirmata fuerint, in præſenti Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte inviolatè obſerventur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè reſtituantur, & reſtituta ſunto à ſubſcripta Pace, Commercia inter Sacræ Cæſareo-Catholicæ Majeſtatis, Imperiique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Regnique Hispaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives, & Incolæ Terra, Marique pleniſſima ſecuritate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum fruiti ſunt.

Articulus Quartus.

Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſe, & Sacro Romano Imperio conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu in Tractatu Londinenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, ad priſtina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciscentibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Poſteritatis Masculinæ vacare contingeret, Filius Sereniſſimi Hispaniarum Regis ex Regina vivente, nata Principe Parmenſi Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundus, aut alii poſtgeniti ejusdem Regis, Reginæque Filii, pariter cum eorum Poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut naſcituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis, juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Inveſtituram continentes ſuccedant:

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc eſt, perpetuò permanente.

Promittit inſuper Rex Catholicus, quòd eveniente præmemorato caſu Urbem Portûs Longi, unà cum Parte Inſulæ Ilvæ, quam in illa poſſidet, Principi Infanti filio ſuo cedet.

Neque Ipſe aut alius ejus in Regno Hispaniæ Succeſſor Tutelam Principis, qui iſtos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum poſſidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam ſibi acquirere retinere, aut poſſidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinenſis cauta ſunt, religioſè obſervare velit, ità tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius, vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carolus ſecundùm Literas Inveſtituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & ſingulis Punctis, Articulis, Clauſulis, & conditionibus hîc pro repetito, ac plenè inſerto habetur, ejusdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

Articulus Quintus.

Huic Paci includentur omnes illi, qui poſt permutatas ejusdem Ratihabitionum Tabulas intra ſex Menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo concluſam promittunt Legati Cæſarei, & Regius Hispanus ad formam hîc mutuò conditam, à Sua Majeſtate Cæſareo-Catholica & à Sua Majeſtate Regio-Catholica ratihabitum, & publica Ratificationum Inſtrumenta intrà trium menſium ſpatium ab hodierna die computandorum, aut citiùs, ſi fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur ſupranominati Legati Plenipotentiarii Cæſarei & Regio-Hispanicus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ in Auſtria die ANNO 1725. ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Articulus Separatus.

PEr Articulum hunc Separatum placuit, & conventum eſt; Titulos hoc in Tractatu ab utraque Parte aſſumptos Neutri præjudicio ulli haud fore: Huicque Articulo Separato eam vim eſſe, ac ſi ipſimet Tractatui inſertus fuiſſet, pari etiam modo ratihabendus. In quorum fidem ſupranominati Plenipotentiarii hunc Articulum Separatum itidem ſubſcripſerunt: Actum Viennæ die ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Plenipotentia Cæſarea.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, aç Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, uriusque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, & Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſtani, Goziani, Namurci, Roſſilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, Biscaïæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. Notum, teſtatumque facimus: Cum Sereniſſimus, & Potentiſſimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hispaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro ingenti illo Pacis univerſalis opere, quod aliquot abhinc annis Cameraci pendet, quovis poſſibili modo, & medio perficiendo, ſtabiliendoque, ad Aulam noſtram Cæſaream Legatum ſuum extraordinarium, plenâ Potentiâ inſtructum, nuper miſerit; quod proinde & Nos pro noſtro in ſalutem, ac quietem publicam ſolito amore, & ſtudio, Pacem, quæ Nos & Sacrum Romanum Imperium inter, neo non Coronam Hispaniæ pro communi univerſæ Europæ tranquillitate reparandâ ſupereſt, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Conſenſûs ac requiſitionis de dato Ratisbonnæ diei nonæ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi aſſertam omnino, lubenterque cupientes, conſiderimus de prudentia, & experto rerum tractandarum uſu, fide, ac dexteritate Noſtrorum Conſiliariorum Cæſareorum Intimorum, Illuſtriſſimi Eugenii Principis Sabaudiæ, & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Conſilii noſtri Aulico-Bellici Præſidis Locum-

ANNO 1725. Locumtenentis Generalis noſtri, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareſchalli, Conſanguinei & Principis noſtri Chariſſimi &c. nec non Illuſtrium, & Magnificorum Noſtrorum, Sacrique Imperii Fidelium dilectorum Philippi Ludovici Comitis & Domini de Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarii Hæreditarii, Provinciarum noſtrarum Auſtriacarum Cancellarii Aulici, aurei Velleris Equitis &c. Gundaccari Thomæ Comitis & Domini à Starhenberg Miniſterialis Noſtræ Banco Deputationis Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. Erneſti Friderici Comitis de Windiſchgraz, Conſilii noſtri Imperialis Aulici Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. & Friderici Caroli Comitis à Schönborn, Pucheim, Wolffsthall, noſtri & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarii, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutoris &c. eosdem deputaverimus, nominaverimus, & conſtituerimus, prout tenore harum deputamus, nominamus, ac conſtituimus Legatos noſtros Imperiales Extraordinarios, & Plenipotentiarios benignè committentes ipſisdem, ac ſpecialiter mandantes, dantesque deſuper vigore præſentium plenam ipſis potentiam, authoritatem, & facultatem omnimodam con-vel disjunctim prædictum in finem cum præfato Legato Extraordinario, ac Plenipotentiario Regio-Hispanico, Legitimè ſufficienterque inſtructo, conferendi, ac pro Nobis, Sacroque Romano Imperio, ac noſtro Cæſareo & Imperii Sacri nomine in vim ſupradicti conſenſûs Tractatum Pacis ineundi, concludendi, & ſignandi, atque neceſſaria deſuper Inſtrumenta conficiendi, tradendi, adeoque omnia, & ſingula agendi, ſtipulandi, promittendi, concludendi, ſignandique Acta, & eorum Declarationes, confecta Pactorum Inſtrumenta commutandi, cæteraque omnia, quæcunque hunc ad Tractatum pertinere noſcuntur, æquè liberè faciendi, ac nosmet ipſi præſentes id faceremus, aut facere poſſemus, etiamſi Mandatum ſpecialius vel expreſſius requiri videretur; ſpondentes præterea, ac declarantes verbo noſtro Cæſareo, ac noſtro, totiusque Sacri Romani Imperii nomine, ut ſupra, nos firmum, ratum, & gratum omnino habituros, quicquid per præfatos noſtros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos con-aut disjunctivè, altero eorum legitimè impedito, actum, concluſum, ſignatum, extraditum, commutatumque fuerit, Nos per præſentes has verbo & Nomine, quibus ſupra, inſuper obſtringentes ad Imperiale Ratificationis noſtræ Diploma in conſuetâ formâ ſuper omnibus iis, quæ ſic acta, concluſa, atque ſignata fuerint, eo, quo conventum fuerit, tempore expediendum: In quorum omnium robur, ac fidem dabamus præſentes, manu noſtrâ Cæſareâ ſubſcriptas, quas Sigillo noſtro Imperiali firmari juſſimus. Datum in Arce noſtrâ Laxiburgi die 15. Menſis Maji Anno 1725. Regnorum noſtrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum 22. Hungarici & Bohemici verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

PHILIPPUS WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Concluſum Imperii ſive Reichs-Gutachten.

DEr Römiſch. Kayſ. Majeſtät zu gegenwärtig allgemeiner Reichs-Verſamblung Gevollmächtigten Höchſt-anſehnlichen Principal-Commiſſario, und Kayſ. würcklichen Geheimben Rath/Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleucht/Herrn/Herrn Chriſtian Auguſt der Römiſchen Kirchen Prieſtern/Cardinalen/Nationis Germanicæ Protectori, Ertz-Biſchoffen zu Gran/des Stuhls zu Rom. Legato nato, des Königsreichs Ungarn Primati, und Obriſten Geheimben Canzlern/Adminiſtratori des Biſtumbs Raab/wie auch der Gran/und Raaberiſchen Geſpanſchaften Obergeſpan/Hertzogen zu Sachſen/Jülich/Cleve/und Berg auch Engern/und Weſtphalen/Land-Grafen in Thüringen/Marggrafen zu Meiſſen/auch Ober- und Nieder-Lauſnitz/gefürſteten Grafen zu Henneberg/des Hohen Ertz- und Chur-Fürſtlichen Domb-Stiffts zu Cöllen Domb-Probſt/und Theſaurario, Graffen zu der Marck/Ravensberg und Barby/Herrn zu Ravenſtein/der Balley Thüringen Statthaltern ꝛc. bleibt unverhalten: Nachdeme man in allen dreyen Reichs-Collegiis das am 9. Septembris des 1720. Jahrs per Dictaturam publicam Statibus communicirte Kayſerl. Commiſſions-Decret, den erforderlichen/und in der Anno 1718. geſchloſſenen Quadrupel-Allianz Articulo quinto ſtipulirten Reichs-Conſens zu der darin benanten exſpectativ; und eventual-belehnung mit denen reſpectivè Groß- und Hertzogthümern Florentz/Parma/und Placentia betreffend/durch ordentlichen Vortrag in behörige berathſchlagung gezogen; So iſt der ſachen richtigkeit/und allen dabey vorkommenen umbſtänden auch deren reiffer erwegung nach/darfür gehalten/und geſchloſſen worden/daß Ihrer Kayſ. Majeſt. von Reichs wegen nicht allein für dero hierin angewendete Reichs-Vätterliche Sorge der ſchuldigſt allerunterthänigſte danck (wie hiemit beſchiehet) zu erſtatten/auch Ihro der allergnädigſt verlangte conſenſus Imperii zu der in obgedachtem Articulo quinto der Quadrupel-Allianz begriffene exſpectantz und Eventual-belehnung des Erſtgebohrnen Spaniſchen Printzens zweyter Ehe/und deſſen Ehelicher und Männlicher Descendentz, auf deren abgang aber des zweyten/oder anderen nachgebohrnen Printzen/und deren Ehelichen Männlicher Descendentz, mit erſtgemelten Florentiniſch- und Placentiniſchen reſpectivè Groß- und Hertzogthumb als ein unveranderliches Reichs-Mann-Lehen/nach Aus- und Abgang des jetzt regierenden Mediceiſch- und Farneſiſchen Manns-Stammens zu ertheilen/und dieſelbe anbey allerunterthänigſt (wie hiemit beſchiehet) zu erſuchen wäre/ſie allergnädigſt geruhen mögten/allein auf jetzt gedachten fuß des Articuli quinti der Quadrupel-Allianz auch nomine Imperii den Frieden mit der Cron Spannien zu ſchlieſſen. Womit dem Kayſerl. Herrn Principal-Commiſſario, Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleucht zu Sachſen/der Chur-Fürſten/Fürſten/und Standen des Reichs anweſende Räthe/Botſchafften/und Geſandte geziemend empfehlen. Signatum Regenſpurg den 9. Decembris 1722.

(L.S.)

Chur-Fürſtl. Maynziſche Canzley.

Plenipotentia Regis Catholici.

DON PHELIPE por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Lerdenna, de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme, de el Mar Oceano, Archi-Duque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto deſeamos viva-y ſinceramente contribuyr por todos los poſibles medios, à eſtablecer y enteramente perfecionar la grande, y importante obra de la Paz General, despues de tanto tiempo pendiente en el Congreſſo de Cambray combocado à eſte fin. Y anelamos a que fin mas dilaciones ſe ajuſten y ſe combengan todas las dependencias y intereſes del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos Carlos Sexto, y del Sacro Romano Imperio con Nos y nueſtros Dominios, Por tanto conſiderando, quanto ſe aſegura eſtè comun beneficio por una Paz particolar; Hemos tenido por combeniente nombrar con toda authoridad y Plenipotencia par ello à Vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda Señor de Jenſema, Enghelenburgh, y Fervert, Juez Hereditario de Humſtesland, y de Campen, con el grado de Noſtro Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, por la entera ſatisfacion y confianza, con que Nos hallamos de Voſtra perſona, y concurrir en ellas las combenientes circunſtancias de intelligencia, celo, y fedelidad à Noſtro Real ſervicio, que pide negociado de tal importancia para conferir, negociar, y tratar con los Embaxadores, y Plenipotenciarios authorizados de plenos poderes en buena forma por parte del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos, y concluyr efectuar y aſegurar una buena, firme y imbiolable Paz, y de reciproca combeniencia de los Vaſallos de eſtos, y a quellos Dominios, prometiendo como prometemos por la preſente en Fée y palabra Real, que paſaremos, y compliremos para ſiempre Nos y Nueſtros Succeſſores todo lo, que eſtipulareys, concluyreys, y efectuareys con los mencionados Embaxadores, Plenipotentiarios ò Miniſtros del Emperador, como va expreſado, y que lo obſervaremos exactamente, y haremos que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir, que ſe contra-

ANNO 1725. benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, pues para todo ello, y lo demas, que fuere necessario, os damos y concedemos todo el poder authoridad, y facultad, que le requiere, y que lo aprovaremos, y ratificaremos dentro de el termino, que reciprocamente se combiniere para ello, prometiendo Nos assi mismo en fée y palabra Real de pasar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demas requisitos devidos. En testimonio de lò qual mandamos despachar, y despachamos la presente firmada de nuestra mano, sellata con nuestro Sello secreto, y refrendada de nuestro infra escripto Secretario de Estado y de el despacho. Data en Buenretiro à dos de Abril de mil sete cientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Cæsarea.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevillæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wittembergæ, Superioris, & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris, & Inferioris Lusatiæ, Comes Hapspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Gotiani, Namurci, Rossillionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscajæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenerit: Divinâ favente clementiâ factum esse, quòd super Bello, quo propter Successionem Hispanicam universa propemodum Europa involuta fuit, nunc Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Philippum quintum Hispaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate nostra Vienna, per constitutos utrinque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper initus, & conclusus, atque solemne desuper Instrumentum confectum, subscriptum, & signatum fuerit, formâ, modo, & tenore sequenti.

Locus inserti Tractatûs.

Cum igitur omnia, & singula, quæ publico huic Instrumento inserta leguntur, nostro Cæsareo, & Sacri Romani Imperii nomine, per Nostros Cæsareos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios supra nominatos gesta, acta, & conventa fuerint; Hinc Nos præhabitâ maturâ, & deliberatâ consideratione, accedente communi omnium Imperii Statuum consensu de vigesimâ Julii nuperi, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & singulis punctis ratum, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex certâ nostrâ scientiâ, & Cæsareæ Majestatis plenitudine ipsum approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, rataque perpetuò, & firma esse, ac fore prætacta omnia, virtute præsentium, statuimus, & declaramus, verbo Nostro Imperiali promittentes, pro Nobis, Nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & singulos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, plenæque exsecutioni mandaturos, nec ullâ unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contraventuros, aut, ut per alios contraveniatur, quocunque modo permissuros esse, omni dolo, & fraude remotis: In quorum omnium testimonium, robur, ac fidem Sigillum Nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto, appendi jussimus. Datum in Civitate nostrâ Viennâ vigesimâ nonâ Augusti Anno millesimo, septingentesimo, vigesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Bohemici verò decimo quinto. ANNO 1725.

CAROLUS.
(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

PHILIPP. WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Ratificatio Hispanica.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum Divina favente clementiâ, Nos inter, & Serenissimum, atque Potentissimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Ministros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios amplissimis Mandatis ad id nominatim pro utrâque parte instructos, quorum nomina in ipso Conventionis Instrumento inserta leguntur, conclusus, subscriptus, & signatus fuerit formâ, modo, & tenore sequenti.

Locus inserti Tractatûs.

Nos eadem omnia & singula præhabita, maturâ, & diligenti consideratione, ex certâ nostra scientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse, & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus, pro Nobis, nostrisque Successoribus, Regnis, & Subditis, Nos, omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quidquid totâ hac in Pacis conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex nostrâ parte, vel per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri posset, omni dolo, & fraude exclusis. In quorum omnium fidem, robur, & testimonium, præsentes nostras Ratificationis Literas expediri mandavimus, manu nostrâ subscriptas, & Sigilli nostri secreti appositione roboratas, nec non infrascripti Secretarii nostri statûs & universalis expeditionis chirographo referendatas. Datum in Regia hac nostra apud Sanctum Ildephonsum, die Julii vigesimâ primâ, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.
(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

Ratificatio Hispanica Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ utriusque Siciliæ Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Instrumentum Pacis Nos inter & Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium conclusæ à Nobis jam ratihabitum,

ANNO 1725. tum, etiam in Articulum sequentem per Ministros ab utraque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios conventum fuerit juxta subinsertum tenorem:

Locus Articuli Separati.

Nos autem pariter ratum, & firmum habere volentes, hisce ipsum confirmamus, approbamus, & ratihabemus, verbo Regio promittentes: nos eundem accuratè observaturos, nec unquam ipsi quavis ratione, prætensione, seu prætextu contraventuros, aut infracturos; in quorum fidem, robur, & testimonium præsentes approbationis, & Ratificationis Literas, vel Instrumentum, manu propriâ subscripsimus, & Sigilli nostri secreti appositione expediri, & muniri mandavimus, nec non infrascripti Secretarii Nostri Status, & universalis Expeditionis chirographo roborari. Datum in Regiâ hac Nostra apud Sanctum Ildephonsum die Julii vigesimâ primâ Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

XL.

Juin. *Edit de* LOUIS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extention de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedents. Donné à Versailles au Mois de Juin* 1725. [Sur la Copie imprimée à Paris.]

LOUIS, &c.: A tous présens & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avenement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717., créé & établi une Compagnie de Commerce Maritime, sous le nom de *Compagnie d'Occident:* Depuis cela ayant reconnu que diverses autres Compagnies de Commerce, établies sous le Regne du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantissement, que nos Sujets étoient obligez de tirer des Etrangers, les Marchandises que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de réünir les differens Privileges de Commerce exclusif, ci-devant concedez à ces Compagnies particulieres, à celle d'*Occident* que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties réünies pûssent respectivement se soûtenir; & Nous avons la satisfaction de voir l'utilité de cette réünion, par la situation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien differente de ce qu'elle étoit lors de leur division; reconnoissant d'ailleurs qu'il est de notre Justice d'assûrer la fortune d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui se trouvent interessez dans la *Compagnie des Indes*, par les engagemens qu'ils n'ont pû se dispenser de prendre dans les differentes operations dont elle a été chargée pendant notre Minorité: Nous avons fait examiner en notre Conseil les moyens d'affermir & soûtenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus autentique les Privileges exclusifs de differens Commerces que Nous lui avons concedez jusqu'à-présent, qui sont de nature à ne pouvoir être utiles s'ils étoient libres, sans que ladite Compagnie puisse en prétendre aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Negocians particuliers, & sans pouvoir s'immiscer en aucun tems dans nos Finances; en établissant pour toûjours le gouvernement & l'administration des affaires de cette Compagnie, de maniere que nos Sujets ayent une entiere confiance à un Etablissement que Nous sommes resolus de soutenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c., Nous avons par le présent Edit perpetuel & irrevocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la Compagnie des *Indes* créée sous le nom de Compagnie d'*Occident* par nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717. jouïsse à perpetuité des Concessions & Privileges que Nous lui avons accordez, tant par lesdites Lettres Patentes, que par nos Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus depuis en sa faveur; desquelles Concessions & Privileges Nous voulons que ladite Compagnie jouïsse de la maniere que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privileges, en ont joui ou du jouïr, sauf les Articles auxquels il sera dérogé, ou qui seront plus amplement expliquez par le présent Edit. ANNO 1725.

II. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege exclusif du Commerce dans toutes les Mers des *Indes*, & au delà de la Ligne, des Isles de *Bourbon* & de *France*, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les differens Etats d'*Asie* & de la Côte Orientale d'*Afrique*, depuis le *Cap de Bonne Esperance* jusqu'à la *Mer Rouge*, ainsi qu'en ont joui ou dû jouïr la Compagnie des *Indes-Orientales*, établie par Edit du Mois d'Août 1664. pour 50. années, dont les Privileges ont été confirmez & augmentez par la Déclaration du Mois de Fevrier 1685., & prorogez pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1715. par Déclaration du 29. Septembre 1714., & autres Déclarations & Arrêts; ensemble des Privileges accordez à la Compagnie particuliere de la *Chine*, par Arrêt de notre Conseil du 28. Novembre 1712. & Lettres Patentes expediées en conséquence le 12. Fevrier 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans lesdites Mers & Païs de la Concession de la Compagnie des *Indes*, à peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun Interêt dans des Armemens particuliers qui pourroient se faire pour lesdites Mers & Païs, même sous le Passeport & Banniere d'aucun Prince étranger, à peine de désobéïssance.

III. Ladite Compagnie jouïra du Commerce exclusif de la Traite des Negres, Poudre d'or, & autres Marchandises à la Côte d'*Afrique*, depuis la Riviere de *Serre-Lionne*, inclusivement, jusqu'au Cap de *Bonne Esperance*, ainsi qu'en a joui ou dû jouïr la Compagnie de *Guinée*, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1685., & conformement aux Arrêts de notre Conseil des 27. Septembre 1720., & 14. Decembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquis le 15. Decembre 1718., le Privilege & les Effets de la Compagnie du *Sénegal*, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1696., elle jouïra seule du Commerce de la Traite des Negres, Cuir, Morphil, Poudre d'or, & autres Marchandises, depuis le *Cap Blanc* jusqu'à la Riviere de *Serre-Lionne*, exclusivement, ainsi & de la même maniere que ladite Compagnie du *Sénegal* en a joui ou dû jouïr.

V. Jouïra pareillement ladite Compagnie, de la Concession de la Colonie de la *Louisianne*, & du Commerce exclusif du Castor, conformement à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., & Edit du Mois de Decembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege du Commerce de la Côte de *Barbarie*, ainsi & de la même façon qu'en ont joui les Compagnies auxquelles elle a été subrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Occident*, devenuë depuis Compagnie des *Indes*, ayant porté en notre Trésor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premieres Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargez de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Edit du Mois de Decembre 1717., enrégîtré en notre Cour de Parlement le 31. du même Mois, Nous avions affecté sur nos Fermes du Controlle des Actes, du Tabac & des Postes; & depuis ayant jugé que la jouïssance du Privilege exclusif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabacs qu'elle peut tirer de ses Plantations, que pour la facilité que lui donne son Commerce, de faire venir ceux qui sont nécessaires pour l'exercice de ce Privilege; Nous aurions dans cette vûë accordé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Occident*, par réfultat de notre Conseil du premier Août 1718. sous le nom de *Jean l'Amiral*, qui auroit continué d'en jouïr, tant sous le nom de Compagnie d'*Occident*, que sous celui de Compagnie des *Indes*; mais cette jouïssance ayant été interrompuë pendant la Régie des Commissaires de notre Conseil,

ANNO 1725. ordonnée par Arrêt de notre Conſeil du 15. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ſes Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait ceſſer ladite Régie, & rétabli ladite Compagnie dans la jouïſſance de ſes Effets; Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 22. dudit Mois de Mars 1723., abandonné la jouïſſance du Privilege excluſif de la vente du Tabac, à la Compagnie des *Indes*, pour être quitte envers elle de deux Millions cinq cens mille Livres de Rentes, à compte de trois Millions, à quoi Nous avions reduit par Arrêt de notre Conſeil du 19. Septembre 1719., les quatre Millions de Rentes conſtituées à la Compagnie d'*Occident*, en conſequence de notre Edit du Mois de Decembre 1717. Et depuis, voulant aſſurer pour toûjours à ladite Compagnie des *Indes* la jouïſſance dudit Privilege excluſif, tant pour encourager les Plantations de Tabac dans les Colonies de la Conceſſion, que pour aſſurer de plus en plus l'état & la fortune des Actionnaires; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conſeil du premier Septembre 1723., que par des Commiſſaires de notre Conſeil, il ſeroit paſſé à la Compagnie des *Indes*, ſes Directeurs ſtipulans pour elle, un Contract d'alienation à titre d'engagement, du Privilege excluſif de la vente du Tabac, pour en jouïr ainſi qu'en a jouï ou dû jouïr Verdier, dernier Fermier de la vente excluſive, à commencer la jouïſſance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quitte par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions ſur ladite Somme de cent Millions, qui ſont l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle porté en notre Tréſor Royal en execution de l'Edit du Mois de Decembre 1717. Et d'autant que Nous reconnoiſſons de plus en plus, que ſi ce même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui eſt le patrimoine des Actionnaires, étoit reſté dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui auroit produit annuellement de bien plus grands bénefices, que ne peuvent être ceux de la vente excluſive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puiſſent monter, & que par cette raiſon, & autres grandes & importantes conſiderations à Nous connuës, il eſt de notre Juſtice d'aſſurer à ladite Compagnie en la meilleure forme & maniere, ledit Privilege de vente excluſive: Nous avons par le préſent Edit perpetuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'alienation faite en conſequence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commiſſaires de notre Conſeil, par Contract paſſé le 19. Novembre enſuivant, à ladite Compagnie des *Indes*, du Privilege de la vente excluſive du Tabac dans l'étenduë de notre Royaume, Païs, Terres & Seigneuries de notre obéïſſance, ſans que ſous quelque prétexte que ce ſoit, elle puiſſe être troublée en la jouïſſance dudit Privilege.

VIII. La Compagnie des *Indes* exercera le Privilege excluſif de la vente du Tabac, en ſon nom, comme choſe à elle appartenante en pleine proprieté, ſans qu'il ſoit beſoin qu'elle y ſoit autoriſée par aucun Arrêt de priſe de poſſeſſion; elle en jouïra ainſi qu'elle en jouït ou doit jouïr actuellement, en conſequence de l'Arrêt de notre Conſeil du 1. Septembre 1723., ſans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contraventions audit Privilege ſeront punies conformement à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus ſur cette matiere, ainſi & de la même maniere que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Interêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons ſoûtenir les Privileges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Caffé étant du crû & culture des Païs de la Conceſſion de la Compagnie des *Indes*, le Privilege excluſif de l'introduction & vente de cette Marchandiſe lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des *Indes-Orientales* en avoit négligé la Traite, nous en avons accordé nommément le Privilege à la Compagnie des *Indes*, par les Arrêts de notre Conſeil du 31. Août & 12. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutez, en confirmant ledit Privilege à la Compagnie des *Indes* en tant que beſoin eſt, à condition qu'elle ne pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend préſentement, & ſans déroger au Privilege de la Ville de *Marſeille* à cet égard, dans lequel nous l'avons maintenuë par Arrêt de notre Conſeil du 8. Fevrier 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des *Indes* exerce ledit Privilege excluſif de la vente du Caffé dans l'étenduë de notre Royaume, en la même forme portée par l'Article VIII. du preſent Edit pour le Privilege du Tabac, & que les fraudes & contraventions qui pourroient y être commiſes, ſoient jugées par les Juges à qui la connoiſſance en eſt attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., regîtrée en nos Cours des Aides, & conformement aux diſpoſitions de ladite Déclaration. ANNO 1725.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des *Indes* dans des Privileges de Commerce, qui ne peuvent ſe ſoûtenir & réüſſir à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils ſeront excluſifs ainſi qu'ils l'ont toûjours été, & qu'ils ſeront gouvernez par le même eſprit: Notre intention eſt que cette Compagnie ſerve à l'accroiſſement du Commerce de notre Royaume, ſans affoiblir celui des Négocians particuliers: Nous déclarons qu'à l'avenir elle ne pourra prétendre aucun autre Privilege excluſif, tel qu'il puiſſe être, que ceux qui lui ſont confirmez par le préſent Edit. Et attendu que l'experience Nous a fait connoître qu'autant l'établiſſement de cette Compagnie eſt utile & néceſſaire, lors-qu'elle eſt uniquement occupée du ſoin des Colonies importantes & des Parties de Commerce conſiderables que Nous lui avons concedées, autant il eſt contre le bon ordre & contre nos Interêts, & ceux même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances: Nous lui défendons très-expreſſement de s'immiſcer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances: Voulant qu'elle ſoit & demeure conformement à ſon inſtitution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à ſoûtenir celui qui lui eſt confié, & à faire valoir avec ſageſſe & œconomie le bien de nos Sujets qui y ſont intereſſez, ſans que les fonds de la Compagnie des *Indes* puiſſent être en aucun cas employez à autre uſage qu'à ſon Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 23. Mars 1723. ordonné, qu'il ſeroit paſſé à la Compagnie des *Indes* un Contract d'alienation à titre d'engagement, des Droits compoſans notre Domaine d'*Occident*, pour demeurer quitte envers elle de la Somme de trois Millions trois cens trente trois mille trois cens trente-trois Livres ſix Sols huit Deniers, à imputer ſur les cent Millions par elle portez en notre Tréſor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'*Occident* ne fût point ſéparé de nos Fermes Generales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conſeil du 23. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure revoqué & comme non avenu, déchargeons ladite Compagnie des engagemens & conditions y contenuës: Et à l'égard des dix Millions reſtans des cent Millions portez en notre Tréſor Royal par ladite Compagnie, deduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous nous ſommes acquittez envers elle par l'alienation du Privilege excluſif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continuë de jouïr de la Rente du principal desdits dix Millions de Contracts, à raiſon de trois pour cent, conformement à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrerages, de ſix Mois en ſix Mois, ſur ledit pié.

XIII. Le Privilege excluſif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des *Indes* par Arrêt de notre Conſeil du 15. Fevrier 1724., demeurera éteint & ſupprimé: N'entendons néanmoins priver ladite Compagnie de la liberté de faire à l'avenir des Loteries, en prenant nos permiſſions particulieres.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante-ſix mille le nombre des Actions de la Compagnie des *Indes*; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à ſon profit un nombre conſiderable, Nous voulons que les Actions retirées par la Compagnie, ſoient annullées & brûlées en preſence des Actionnaires, au jour qui ſera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du préſent Edit, dont il ſera dreſſé Procès-Verbal inſeré dans le Regître des deliberations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie ſe trouvant chargée de Rentes viageres conſtituées en exécution de l'Arrêt de notre Conſeil du 20. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Billets de Loterie dont la Compagnie a reçû la valeur en Argent ou en Actions par elle retirées: Nous voulons que ledit Arrêt ſoit exécuté ſelon ſa forme & teneur, & que les Rentes conſtituées en conſéquence ſoient exactement payées: lequel payement devant être fait du même fonds affecté au payement du dividende des Actions retirées, & conſiderant d'ailleurs les inconveniens qui ont reſulté ci devant de la multiplica-

tion

ANNO 1725. tion des Actions, qui ne peut être faite qu'au grand préjudice des premiers Actionnaires, Nous défendons à la Compagnie des *Indes* de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour être éteintes, annullées & brûlées en préſence des Actionnaires convoquez, dont ſera dreſſé Procès Verbal, afin que le nombre effectif d'Actions qui ſubſiſteront, ſoit toûjours connu des Actionnaires.

XVI. Il ſera tenu tous les ans dans le courant du Mois de Mai, au jour indiqué, une Aſſemblée generale des Actionnaires, dans laquelle ſera lû & rapporté le Bilan general des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende ſera déclarée.

XVII. Tout Actionnaire qui aura dépoſé 25. Actions à la Caiſſe generale de la Compagnie, dans le terme prescrit par l'affiche d'indication de l'Aſſemblée generale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que pluſieurs Particuliers peuvent avoir employez en Actions de la Compagnie des *Indes*, des fonds provenant de rembourſement d'Effets qui leur tenoient nature de propres; conſiderant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds conſiderables en Actions, qu'ils ne ſe diſſipent par la facilité qu'il y a d'en diſpoſer, Nous voulons qu'il ſoit libre à l'avenir à tous Proprietaires d'Actions, de les dépoſer, avec telles conditions & reſtrictions qu'il jugera à propos, à la Caiſſe generale de la Compagnie, où il ſera tenu par le Caiſſier géneral & de ſa main un Regiſtre ſecret de compte ouvert desdites Actions dépoſées, tant pour le principal que pour les dividendes; & qu'il ſoit delivré par ledit Caiſſier general un Acte dudit dépôt, qui ſera paſſé devant Notaire, contenant les conditions & reſtrictions ſtipulées par l'Actionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caiſſier géneral ſera tenu de ſe conformer.

XIX. Conformement à l'Article XVI. de nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., portant le premier établiſſement de la Compagnie des *Indes*, ſous le nom de Compagnie d'*Occident*, tous Procès qui pourroient naître en *France* pour raiſon des affaires d'icelle, ſeront terminez & jugez par les Juges-Conſuls à *Paris*, dont les Sentences s'éxécuteront en dernier reſſort juſqu'à la Somme de quinze cens Livres & au-deſſous par proviſion, ſauf l'appel à notre Cour de Parlement de *Paris*: Et quant aux matieres criminelles dans leſquelles la Compagnie ſera Partie, ſoit en demandant, ſoit en defendant, elles ſeront jugées par les Juges ordinaires. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à *Verſailles* au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

XLI.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majeſtés* BRITANNIQUE TRE'S-CHRETIENNE *&* Pruſſienne, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. Avec TROIS ARTICLES *ſeparés, concernant l'Affaire de* Thorn, *& le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le* 3. *Septembre* 1725. [Simple Copie, mais ſûre.]

LEURS MAJESTEZ le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrêtien*, & le Roi de *Pruſſe* ayant vû avec plaiſir combien l'Union étroite qui ſubſiſte entr'Elles, a contribué non-ſeulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais auſſi au Bien & à la Tranquillité publique; étant perſuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à aſſurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evenemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indiſſoluble; Et ayant réflechi mûrement ſur tous les Traitez qui ſubſiſtent entre Leursdites Majeſtez, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le préſent Traité, déroger en aucune maniere,) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles meſures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'*Europe*, en convenant entr'Elles de ce qui ſeroit néceſſaire, non-ſeulement pour la Sûreté & les Interêts les plus eſſentiels de leurs propres Royaumes, mais auſſi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces conſiderations, & dans cette vûë, Leursdites Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne ont donné leurs Plein-Pouvoirs; ſavoir, S. M. Britannique au Sieur *Charles* Vicomte de TOWNSHEND, Baron de *Lynn*, ſon Lieutenant dans le Comté de *Norfolk*, Chevalier de l'Ordre de la Jartiere &c., & ſon Secretaire d'Etat; S. M. Très-Chrétienne au Sieur *François*, Comte de BROGLIO, Lieutenant-Général de ſes Armées, Directeur-Général de la Cavalerie & de ſes Dragons, Gouverneur de *Mont Dauphin*, & ſon Ambaſſadeur auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*; & S. M. Pruſſienne au Sieur *Jean-Chriſtophle* de WALLENRODT, ſon Miniſtre d'Etat & ſon Envoyé Extraordinaire auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*: Lesquels, en vertu desdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité,) ayant peſé avec toute l'attention poſſible les meſures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majeſtez ſe propoſent, ſont convenus des Articles ſuivans. ANNO 1725.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à préſent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus ſincere & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre leſdits trois Sereniſſimes Rois, leurs Héritiers & Succeſſeurs, leurs Etats, Païs, & Villes ſituées ſur leurs Terres reſpectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant dedans que dehors l'*Europe*; & ils ſeront conſervez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puiſſent avancer fidelement leurs Interêts & Avantages réciproques, & prévenir & repouſſer tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puiſſent trouver.

II. Comme c'eſt le véritable but & intention de cette Alliance entre leſdits Rois de conſerver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes reſpectifs, Leurs Majeſtez ſusdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour proteger & maintenir généralement tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans que dehors l'*Europe*, dont chacun des Alliez ſera actuellement en Poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que les Droits, Immunitez & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont leſdits Alliez jouiſſent, ou doivent jouïr reſpectivement: Et pour cette fin, leſdits Rois ſont convenus que ſi, en haine de cette Alliance, ou ſous quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hoſtilement, ou qu'il ſouffrît quelque tort dans les choſes ci-deſſus ſpécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il ſoit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raiſon à la Partie lezée, & pour porter l'Aggreſſeur à s'abſtenir d'aucune hoſtilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas ſusdits, & que les bons Offices ci-deſſus mentionnez ne fuſſent pas aſſez efficaces pour procurer une juſte ſatisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lezée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requiſition leur aura été faite, fourniront les Secours ſuivans: C'eſt-à-dire,

S. M. le Roi de la *Grande-Bretagne* donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi *Très-Chrêtien* fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de *Pruſſe* fournira auſſi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais ſi la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaiſſeaux de Guerre & de Transport, ou même des Subſides en Argent, ce qu'on laiſſera toûjours à ſon choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaiſſeaux ou de l'Argent à proportion de la dépenſe des Troupes à donner comme ci-deſſus: Et pour ôter toute ſorte de doute par rapport à cette dépenſe, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié ſeront évaluez à 10000. Florins de *Hollande* par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, auſſi par Mois; & l'on fera le calcul pour les Vaiſſeaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-deſſus ſpecifiez ne ſuffiſent pas pour faire faire Juſtice à la Partie lezée, alors les Parties Contractantes conviendront enſemble des Forces ulterieures

ANNO 1725. rieures à être fournies : Et enfin, en cas de néceſſité, lesdits Alliez aſſiſteront la Partie lezée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

IV. Et comme lesdits trois Sereniſſimes Rois ſont réſolus de reſſerrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques poſſibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils ſont convenus reciproquement, non-ſeulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entrecommuniquer fidellement les Propoſitions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre ſur ce qui leur ſeroit propoſé, aucune Reſolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui ſeroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'*Europe*, qu'il eſt ſi néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrêtienne, intereſſée particulierement par ſa qualité de Garant des Traitez de *Weſtphalie*, au maintien des Privileges & Libertez du Corps *Germanique*, & Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des ſemences de Diviſion, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraſeroit toute l'*Europe* par les ſuites funeſtes qui en reſulteroient; Leursdites Majeſtez étant toûjours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'*Empire* en particulier, & celle de l'*Europe* en général, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'obſervation des ſusdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant ſtatué ſur les Affaires de l'*Empire*, ſont regardez comme la Baſe & le fondement de la Tranquillité du Corps *Germanique*, & le ſoûtien de ſes Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs ſusdites Majeſtez déſirent véritablement de pourvoir d'une maniere ſolide.

VI. La préſente Alliance ſubſiſtera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du préſent Traité.

VII. Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au préſent Traité; & Elles ſont convenuës dès à préſent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Généraux des *Provinces-Unies*.

VIII. Ce préſent Traité ſera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrêtien* & le Roi de *Pruſſe*, & les Ratifications ſeront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Traité, auquel nous avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

PREMIER ARTICLE SEPARE'.

COMME l'Affaire arrivée dernierement dans la Ville de *Thorn*, & ce qui s'en eſt enſuivi, ont alarmé pluſieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'*Oliva*, il n'arrive à cette occaſion des Troubles, non-ſeulement dans la *Pologne*, mais auſſi dans les Païs voiſins, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne, qui comme Garantes du ſusdit Traité d'*Oliva*, ſont intereſſées à ce qu'il ſoit maintenu & obſervé dans toute ſon étenduë, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'*Oliva*; & pour cet effet, Leursdites Majeſtez s'inſtruiront, de concert, par leurs Miniſtres en *Pologne* des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'*Oliva*, & des moyens d'y remedier d'une maniere qui aſſure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle ſeroit expoſée, ſi un Traité auſſi ſolemnel que celui d'*Oliva* ſouffroit quelque atteinte.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

ANNO 1725. En foi dequoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

SECOND ARTICLE SEPARE'.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Chrêtienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Pruſſienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient ſouffrir dans les Etats qu'Elles poſſedent, l'*Empire* déclarât la Guerre à Sadite Maj. Très-Chrêtienne; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bret.* & le Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dont les Interêts auroient été l'occaſion de la Guerre, que S. M. Très-Chrêtienne auroit à ſoutenir; non-ſeulement ils ne fourniroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ne ſeroient pas compriſes & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'*Empire* feroit à la *France*; mais même Elles agiroient de concert avec S. M Très-Chrêtienne, jusqu'à-ce que la Paix troublée à cette occaſion fut rétablie; Sadite Majeſté Britannique promettant d'ailleurs ſpecialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclu avec S. M. Très-Chrêtienne, laquelle de ſon côté promet de les obſerver fidellement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNHSEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

TROISIEME ARTICLE SEPARE'.

S'il arrivoit que nonobſtant la ferme réſolution dans laquelle eſt S. M. Très-Chrêtienne, d'obſerver exactement tous ſes Traitez à l'égard de l'*Empire*, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le préſent Traité, l'on voulût, de la part dudit *Empire*, prendre quelque réſolution contre la *France*, au préjudice de la Garantie générale des Poſſeſſions, telle qu'elle eſt ſtipulée par le Traité ſigné ce jourdhui; S. M. Britannique & S. M. Pruſſienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, ſoit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diete, ſoit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne ſe commette rien qui y ſoit contraire: Mais, ſi contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la *France* de la part dudit *Empire*, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défenſive, Elles ne ſeroient pas obligées, ſuivant ſes Conſtitutions, de fournir aucun Contingent: Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majeſtez, ſi elles croyoient ne pouvoir ſe diſpenſer de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ſe reſervent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, ſans que Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, à raiſon de leur Contingent ainſi fourni, ſoient cenſées avoir contrevenu au Traité ſigné ce jourdhui, qui demeurera dans toute ſa force. L. M. Britannique & Pruſſienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrêtienne, que celui qu'Elles ſont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû,

ANNO 1725. prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, laquelle de ſon côté ne pourra pour raiſon dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Sereniſſime Roi d'*Angleterre* & dudit Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dans l'*Empire*, ou ailleurs, aucune Hoſtilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Paſſages, ou autres choſes à la charge desdits Païs & Etats, ſous quelque prétexte que ce ſoit; & de même lesdits Etats, Places, Lieux, & Sujets ne pourront auſſi fournir aucunes desdites choſes aux Ennemis de S. M. Très-Chrêtienne, laquelle s'oblige auſſi & promet de ſon côté que ſi dans l'*Empire* on venoit à prendre des Réſolutions pareilles à celles dont il eſt parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la *Grande-Bretagne* & de *Pruſſe*, S. M. Très-Chrêtienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les aſſiſter avec toute la vigueur néceſſaire, en conformité de ce Traité, juſqu'à-ce que les Troubles, Torts & Infractions ceſſent entierement.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Sousſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

XLII.

23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majeſté* IMPERIALE *& Catholique par les Commiſſaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commiſſaires Ottomans, ſur la libre Navigation, abſtractivement de tout Commerce. A Tunis le* 3. *Septembre* 1725. [Copie Originale.]

I. IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courſes, & Actes, d'hoſtilité ceſſeront tant par Mer, que par Terre, entre les Vaiſſeaux, & Sujets de Sa M. I. & Cathol., & les Vaiſſeaux, & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitieme du preſent Mois de Septembre 1725. enſuite de la parole irrevocable de ſuſpenſion d'Armes ſolemnellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en preſence de tous les Miniſtres, & des Seigneurs Commiſſaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique par les ſousſignez Commiſſaires, & en cas de Contravention, reſtitution ſera faite, de ce qui aura été pris, ſoit Vaiſſeau, Esclaves, & tout autre choſe *cum omni cauſa*, & les dommages reparez ſans aucune reſerve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Paſcha, Bey, Dais & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets une ſeureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivieres, abſtractivement de tout Commerce & ſans qu'il ſoit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependences reſpectives; Et ſous le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique ſont compris les Allemands, les inhabitans des Païs-Bas Autrichiens à l'Ocean, Siciliens, Napolitains, Calabrois, & leur dependences, & ceux de Fiume & de Trieſte ſitués dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils ſoient. Mais ſi quelques Vaiſſeaux furent forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une neceſſité abſoluë, dans ce cas ſeulement, ils ſeront reçûs dans les Rades, & Ports reſpectifs & defendus, & protegés par les Châteaux, & Fortereſſes, & les Commandants desdits Châteaux pourront retenir, & arrêter 24. heures les Vaiſſeaux de Guerre, qui y auront relâché, juſques à ce que les Vaiſſeaux de leurs Ennemis ſeront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute ſeureté dans les Ports.

III. Les Vaiſſeaux de part & d'autre, qui auront été dans la neceſſité de ſe ſauver dans les Rades, & Ports des deux Puiſſances, comme il eſt expliqué dans l'Article precedent, le Commandant tâchera de les defendre, mais s'ils y ſont pris, ou enlevés par Stratageme de ſon Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en ſeront pas reſponſables. ANNO 1725.

IV. Les Vaiſſeaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaiſſeaux & Bâtimens navigeant ſous le Pavillon, & Paſſeport de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui ſera transcrite à la fin du preſent Traité, les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage ſans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainſi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Perſonnes dans la Chalouppe, outre le nombre neceſſaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que lesdites deux Perſonnes dans ledit Vaiſſeau, ſans la permiſſion expreſſe du Commandant, & reciproquement les Imperiaux en uſeront à l'égard des Vaiſſeaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui ſeront Porteurs des Certificats du Conſul Imperial établi à ladite Ville, duquel Certificat la Copie ſera pareillement jointe à la fin du preſent Traité, & il ne ſera pas permis de donner des Paſſeports à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & ſeulement.

V. Tous les Sujets Imperiaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui ſeront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume ſeront mis auſſitôt en liberté, ſans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas, que les Vaiſſeaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains miſſent à Terre des Esclaves Imperiaux.

VI. Les Etrangers Paſſagers trouvés ſur les Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ni pareillement les Sujets de Sadite Majeſté pris ſur les Vaiſſeaux étrangers ne pourront être faits Esclaves ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être, quand même les Vaiſſeaux, ſur lesquels ils auroient été pris ſe ſeroient defendus, ni moins leurs effets, & Marchandiſes retenuës, & la même choſe ſe pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne ſera donné aucun Secours, ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auront armé ſous leur Commiſſion, & feront lesdits Paſcha, Bey, Dais & Divan defenſe à tous leurs Sujets d'armer ſous commiſſion d'aucun Prince, ou Etat Ennemis de la Couronne Imperiale; comme auſſi empêcheront, que ceux, contre leſquels ledit Empereur eſt, où ſera en Guerre, puiſſent armer dans leurs Ports pour courir ſur ſes Sujets, & il ne ſera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majeſté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M. Imperiale, & Catholique un Conſul dans le Royaume de Tunis pour diſtribuer les Certificats predits, & juger les differens entre les Sujets de S. Majeſté, ſans que les Juges du lieu s'en puiſſent mêler, & veiller generalement à toute affaire de ſa charge, & jouïra des mêmes Honneurs, Franchiſes, Libertés, & Exemptions, dont jouïſſent tous les Conſuls des autres Nations, nulles de reſervées, & aura la preſeance ſur ceux, comme il ſe pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque different entre un Sujet de Sa Majeſté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conſeil desdit Paſcha, Bey, Dais, Divan, où par les Commandans dans les Ports où les differens arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majeſté, qui auront frappé un Turc, ou Maure ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeller le Conſul pour defendre la cauſe desdits Sujets, & en cas, qu'ils ſe ſauvent, ledit Conſul n'en pourra être reſponſable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au preſent Traité, il ne ſera fait aucun Acte d'hoſtilité, qu'après un deni formel de Juſtice.

XII. Si quelques Vaiſſeaux des deux Parties Contractantes ſe font du tort, les uns aux autres dans la Mer, les Contraventeurs ſeront très-ſeverement punis, & les Armateurs reſponſables.

XIII. Si le preſent Traité venoit à être rompu, il ſera permis au Conſul Imperial, & à tous ceux, qui ſont de ſa ſuite, de ſe retirer dans leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles ſera rati-

ANNO 1725. ratifié par Sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & signé ce jourdhui par le Pascha, Bey, Dais, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part; Et par les Commissaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique ensuite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part, & sera confirmé par les Commissaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne pretexte aucune cause d'ignorance, ce present Traité, sera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement observé par leurs Sujets.

Ainsi fait, conclû, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Françoise, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & souscrit de Nos noms, & y fait apposer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAMILLE Escuyer.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLS.

XLIII.

1726. 16. Avril. *Acte d'Accession de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance * conclu entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE *le 22. Fevrier* 1724. *Fait à Vienne le 16. Avril* 1726.

Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit.

SOit notoire à tous & un chacun à qui il apartient ou peut apartenir.

Qu'un Traité d'*Alliance défensive* entre les Cours de Suède & de Russie, ayant été signé à Stokholm le 22. de Février de l'an 1724. les Ministres de ces Cours residans alors à la Cour Imperiale ont invité Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la tranquilité publique & la Paix; & d'assister lesdits Alliez de ses secours & Conseils. Sa Majesté Imperiale & Catholique ayant toûjours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoit resolu il y a déja long-tems d'entrer dans cette *Alliance défensive*; ainsi Sa Majesté Imperiale & Catholique portée par son attachement & son attention sincère aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, ensorte que depuis long-tems elle a résolu d'acceder au susdit Traité comme si elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs nécessaires, les soussignez ses Conseillers Privez, pour traiter, conformement à cette résolution, de cette accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Instructions & Plein-Pouvoirs nécessaires, & ce en consequence pour dresser un Instrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires respectifs sont convenu ainsi qu'il s'ensuit, après avoir conferé ensemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique déclarent, certifient & promettent en son nom que Sa Majesté Imperiale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers legitimes & ses Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stokholm & dans l'Article secret; que Sa Majesté Imperiale & Catholique comme *Pars compaciscens* se joint & s'allie par le present Acte d'Accession avec Leurs Majestez confederées de Suède & de Russie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs legitimes Heritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & executer les conditions, clauses & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Païs & Seigneuries qu'elle possede: & si le *casus Fœderis* ou quelque cas demandant l'exécution de sa promesse & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie, & 4. mille de Cavalerie, & quant aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une compensation; tout ce que Sa Majesté Imperiale & Catholique promdt d'exécuter de la même manière & avec la même fidelité, exactitude & sincerité que si elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avoit conclu, arrêté & signé lesdites Conditions, Promesses & Articles avec lesdites deux Puissances alliées ou avec chacune d'elles separement. ANNO 1726.

De même, d'autre part les Plénipotentiaires de Leurs Majestez de Suède & de Russie ont en leur nom admis, reçu & compris Sa Majesté Imperiale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité ils y admettent, reçoivent & comprenent Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesditez deux Majestez & chacune d'elles en particulier, feront joüir ensemble ou en particulier, Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses & promesses en général & en particulier contenu dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Imperiaux & les Ministres Plénipotentiaires Suèdois & Czariens, promettent que le présent Instrument & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission & d'acception dressé dans la forme dont on est convenu, sera ratifié par Sa Majesté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majestez Suèdoise & Czarienne & que les Actes publics de Ratification seront échangez ici à Vienne dans trois Mois, ou plûtôt si faire se peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1716.

Articles Séparés de la Ratification Suèdoise de l'Accession de l'Empereur des Romains au Traité de Stokholm du 22. Fevrier 1724.

ARTICLE PREMIER.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance defensive conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie (auquel il a plû à Sa Majesté Imperiale & Royale Catholique d'acceder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci dessous par les Ministres Imperiaux, de même que par les Ministres Plénipotentiaires de Suede & de Russie) il soit stipulé eu égard à la Paix & à la tranquilité publique; que si après la conclusion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Païs, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été requis, seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis, aux conditions & en la maniere dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivans: néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & Sa Sacrée Majesté Imperiale, par cet Article Séparé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & son Royaume ne seront point obligez d'y prendre part, ni d'envoyer en des Païs si éloignez les secours stipulez d'ailleurs par le susdit Traité.

Pareillement, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ostende, il est expressement reservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance defensive, conclue le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie, & à laquelle Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique accede aussi présentement, il est stipulé & pourvû au §. 16. que les précédens Traitez doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins fortement à cœur que Sa Majesté Imperiale & Catholique, de rendre soin que les Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva subsistent toûjours en leur entier sans aucune infraction: pour

* Voyez ce Traité ci-dessus No. XXIII. p. 76.

ANNO 1726. pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de declarer & de stipuler expressément, qu'au cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement observez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devront en aucune manière être regardez, & encore moins soutenus, comme compris dans cette Alliance.

XLIV.

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diete du Païs. Donné à Mittau le 22. Mai* 1726. [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Le Noble Casimir-Christophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varsovie, d'où il est revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Assemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'est passé à Varsovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons consenti, & avons fixé l'ouverture de cette Assemblée au 26. Juin de la presente année: Exhortant l'Etat de la Noblesse de munir ses Deputez d'Instructions necessaires, tant pour assister au rapport du Sr. de Brakel, que pour deliberer avec Nous sur les moyens de conserver à perpétuité la Province dans ses Immunitez & Libertez, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'Etat Ecclesiastique & Civil, sous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très Clement Seigneur, & de la Serenissime République, suivant les Conventions de dependance; afin que Nous puissions ensuite procurer & arrêter de concert, ce qui sera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Successeurs.

Nous ne celons pas à l'Etat de la Noblesse, que Mr. de Karp, Commissaire-General des Guerres du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ses Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'assistance requise pour la conservation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établirons avec l'Etat de la Noblesse, tant pour les affaires publiques & particulieres, que par rapport à la Succession Eventuelle, sur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.

Signé, BRINKEN KEYSERLINK VANDER BRAGGEM.

Autres Universaux par lesquels du Duc de COURLANDE, *desavouë les precedents, & declare qu'on y a abusé contre lui-même, & contre ses Droits, de son nom, de ses Titres & de son Sceau. Donné à Dantzig le 4. Juin* 1726. [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Nous nous sommes gracieusement confiez jusqu'à present, que nos principaux Conseillers, Officiers & Ministres, qui par leur Serment sont engagez, à veiller à notre Interêt Ducal & au bien de la Province, ne s'ingereroient point dans les Droits Régaliens réservez à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'entr'eux ayant manqué au devoir de leurs Charges, travaillent à l'accroissement de leur autorité & puissance privée, au prejudice des Droits & Prérogatives de leur Seigneur, Nous avions eu confiance, que l'Etat de la Noblesse, qui Nous a toûjours été très-cher, rentrant enfin en lui-même, envisageroit son véritable interêt, & ne souffriroit jamais qu'on se servît abusivement de son crédit pour exercer une puissance plus que Ducale. ANNO 1726.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Conseillers s'est augmentée à tel excès, que par divers artifices ils ont induit l'Etat de la Noblesse à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entreprises contraires aux Loix de la Province, &, ce qui est sans exemple, à abuser contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Seau.

En sorte qu'aprés Nous être flatez que tant de braves Compatriotes, qui ont reçû de Nous & de nos Prédecesseurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'opposer à ces differens efforts, tendans à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons nonobstant notre grande moderation & nos intentions favorables, été également frustrez dans notre attente.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occasion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Assemblée Provinciale pour le 26. de ce Mois, afin de recevoir son rapport, d'expedier des Affaires Capitales qui doivent nous regarder seuls, & de deliberer sur les pretenduës Propositions faites par le Palatin de Vilna, Grand Géneral des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous persuader, que des Hommes de bien puissent entreprendre un tel Acte. C'est pourquoi nous laissons juger tant à nos Conseillers qu'à notre Fidelle Noblesse en particulier, s'il est raisonnable que ce Brakel, qui, independamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varsovie pendant l'espace de 2. ans, & y a publiquement négocié contre Nos interêts, entreprenne de former, sous notre nom & par Nous-mêmes une Conspiration contre Nous; oubliant que Nous sommes son naturel & legitime Seigneur, & que l'élevation de sa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reste, Nous esperons que l'Etat de la Noblesse ne présumera pas, de rien statuer contre nos ordres, ou sans notre participation, sur tout en des affaires qui ne peuvent avoir aucun effet sans notre Approbation: Cependant, afin que nos Conseillers fassent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Noblesse ne s'écarte point du dévouëment qui nous est dû, Nous les avertissons en notre Affection Paternelle, de prévenir l'effet de la Puissance Ducale; & de plein Droit, Nous leur defendons & interdisons d'attenter la moindre chose en l'abus de notre Nom, & d'assister à cette Assemblée, dont la convocation est nulle de fait & de Droit.

Notre intention est de pourvoir tellement à toutes choses; qu'au tems de notre retour elles soient entierement retablies selon l'ancien cours: Ainsi que chacun ait à se comporter conformement aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardiesse de former ouvertement des entreprises qui tendent au renversement de l'Etat.

Souhaitant par ces presentes, tant à nos principaux Conseillers qu'à tout l'ordre de la Noblesse en general, la Protection Divine & de plus sages Conseils, Nous les assurons de notre faveur. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.

XLV.

Traité d'Alliance defensive entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Russie signé à Vienne le 6. Août 1726. 6. Août.

AU NOM DE DIEU, Amen.

COmme le Repos public & le bien de toute l'Europe requiérent, que l'ancienne amitié qui a constamment regné entre les Prédecesseurs de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvellée & resserrée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'est pour cela que S. S. Maj. Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héreditaires, & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si salutaire, ont choisi leurs Ministres Plenipotentiaires ci-dessous signez, savoir Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique Son Alteſſe le Prince *Eugene de Savoye* & de Piemont, Conseiller actuel & intime

ANNO 1726. intime de Sadite Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, Président de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ses Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toison d'Or; l'Illustrissime & Excellentissime *Philippe-Louis*, Trésorier Héréditaire du St. Empire Romain, Comte de *Sinzendorf*, Baron d'*Irnstbrun*, Seigneur de *Gfoëll*, *Selowitz*, *Poulitz*, *Carlswald*, *Stecken*, *Sbrisentz* &c., Burgrave de *Rheineck*, Grand Ecuyer Héréditaire & Echanson de la Haute & Basse-Autriche, *Pincerne* Hereditaire de l'Autriche sur l'Anase, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Grand Chancellier de la Cour; l'Illustrissime & Excellentissime *Gundacre-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxemberg* &c., Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, Maréchal-Héréditaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche; l'Illustrissime & Excellentissime *Ernest de Windisgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Wallenstein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Héréditaire de Stirie, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire; & l'Illustrissime & Excellentissime *Frederic-Charles*, Comte de *Schonborn*, *Bucheim* & *Wolffthall*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelberg*, & Comte de *Wiesentheid*, Grand Echanson Héréditaire de la Haute & Basse-Autriche, au delà & en deça de l'Anase, Conseiller actuel & intime de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-Illustre *Louis Lanczinski*, son Chambellan & son Ministre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une Alliance proposée; lesquels, après avoir tenu des Conferences, deliberé des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, sont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpetuelle & constante, & elle sera si sincerement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & tourneront toutes leurs vûës, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe, y soit conservée & maintenuë.

II. D'autant que Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique a accedé au Traité de Paix, conclu à *Nieustad* le 30. Août 1722., entre les Couronnes de Russie & de Suede; de même qu'à l'Alliance conclue à Stokholm le 22. Fevrier 1725. Et les Parties Contractantes se proposant de resserrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la présente Alliance; c'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accede au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & le Serenissime Roi des Espagnes *Philippe* V. & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possedez actuellement par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En sorte que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix concluë avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit; ou que l'on entreprît quoique ce soit à son préjudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, non-seulement les Secours promis ci-dessous dans l'Article VI. de cette Alliance, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggresseur, d'agir de concert contre ledit Aggresseur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injustices & dommages, & sans un entier consentement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement, & prend sur soi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, possedez en Europe par Sa Majesté de toute la Russie; &, si Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est attaquée hostilement par qui que ce soit, alors Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement, non seulement de lui envoyer exactement les Secours ci-dessous stipulez dans l'Article VI. de ce Traité; mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggresseur, d'agir d'un commun consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir tiré raison des dommages, & sans une entiere approbation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie. ANNO 1726.

IV. En vertu de cette Confederation & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entreaider conjointement à soûtenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un éfort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vassaux Rebelles; &, si l'une vient à découvrir quelques desseins ou machinations, qui se trameront contre l'autre à son desavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière dûë & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les éforts de l'Alliance à les prévenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner; on est convenu que l'Empereur, en cas que qui ce soit, sous quelque prétexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, dans ses Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle possede en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes; savoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavallerie, à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des susdites Troupes Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendroit aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on déliberera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la résolution d'équiper une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du consentement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flote, non seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Ocean que dans la Mediterranée, au nom du Sereniſſime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet éfet ses Instructions à son Ministre résidant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera, du consentement des Sereniſſimes Contractans, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entierement bien afermie, (ce qui cependant se peut faire par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie) Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique travaillera & employera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entierement accompli par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de Nieustad.

XII. A l'égard du Sereniſſime Prince, le Duc de *Sleswyk-Holstein*, Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Alteſſe Royale souhaite, & à quoi elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de *Travendahl*, tant par raport au Sereniſſime Roi de Dannemarc & de Norvegue,

ANNO 1726. vegue, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui ſe ſont chargez de la même Garantie du ſusdit Traité: Et comme il s'eſt fait ſur ce ſujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle ſera tenuë comme inſerée dans le préſent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le préſent Traité ſera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. Mois, & les Ratifications ſeront changées ici à Vienne en la manière accoutumée.

En foi de quoi les ſusdits Miniſtres Plénipotentiaires ont ſigné de leurs propres mains le préſent Acte expedié ſur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont apoſé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août* 1726.

(*Signé.*)

EUGENE DE SAVOYE.
(L.S.)
PHILIPPE-LOUÏS, Comte de SINZENDORFF.
(L.S.)
GUNDACRE, Comte de STARREMBERG.
(L.S.)
ERNEST Comte de WINDISGRATZ.
(L.S.)
FREDERIC-CHARLES, Comte de SCHONBORN.
(L.S.)
LOUÏS LANCZYNSKI DE LANCZYN.
(L.S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Acceſſion des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defenſive ſigné à Hanovre, le 3. Septembre* 1725.

Au nom de la Très-Sainte & indiviſible Trinité.

COmme leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, tant pour ſerrer les nœuds de l'étroite Union qui ſubſiſte entre elles, que pour la ſeureté de leurs propres Royaumes & Etats, auſſi-bien que pour la Conſervation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles ſéparés, leſquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambaſſadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Pruſſe, qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité leſdits Seigneurs Etats Generaux d'acceder à ce Traité & aux Articles ſéparés, conformement à ce dont ils étoient convenus dans le ſeptième Article du même Traité, lequel avec les Articles ſéparés ſont ici de mot à mot inſerez.

Fiat inſertio.

Et comme leſdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ſes Articles ſéparez, ont témoigné qu'ils ſont entierement ſenſibles à l'honneur que leursdites Majeſtez leur ont fait par une invitation ſi prompte & ſi obligeante d'acceder à cette Alliance & qu'ils reconnoiſſent en même tems les ſoins qu'elles ont eû en faiſant ce Traité tant pour la conſervation du repos public en general (ſans lequel celui de leur République ne peut être aſſuré) qu'en particulier pour le maintien de ſon Commerce, ſans lequel elle ne peut point ſubſiſter, & comme ils ont ajouté qu'ils ſont pleinement convaincûs que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précedente contractée ſoit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats: mais que plûtôt l'intention eſt de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à ſe lier plus étroitement enſemble, ſans offenſe de qui que ce ſoit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez ſera actuellement en poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que des Droits, Immunitez & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Acceſſion. ANNO 1726.

De plus leſdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme perſuaſion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de ſe charger de la Garantie Generale des Traitez de Weſtphalie & d'Oliva dont il eſt fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles ſéparez, à laquelle Garantie generale, ils ne ſe ſont jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & poſſeſſions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouïſſent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits poſſeſſions & Droits, & que c'eſt là l'intention de Leurs Majeſtez.

Quant aux Affaires de Thorn dont il eſt fait mention dans le premier des Articles ſéparez du Traité d'Hanovre ils s'engagent ſeulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raiſonnable ſatisfaction & reparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fuſſent ſans effet & qu'on trouvât néceſſaire de faire quelque choſe de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs déliberations, ſans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau conſentement.

Enfin puiſque cette Alliance entr'autres a pour but l'établiſſement d'une entiere confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs Etats Généraux ſuppoſant que les Alliez ſe communiqueront mutuellement en toute confidence leurs penſées ſur les voyes & moiens qu'on jugera les plus efficaces en cas de beſoin, pour conſerver & maintenir les poſſeſſions & Droits ſusmentionnez, tant par raport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la perſuaſion & ferme Confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, leſdits Seigneurs Etats Généraux pour donner une marque de leur deſir de s'unir étroitement avec elles & de la haute eſtime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder au Traité & aux Articles ſéparez ci-deſſus inſerez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Eſſe, Baillif de Lochum & Droſſart de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemaître & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaft de Schieland: Iſaac van Hoornbeeck Conſeiller Penſionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Weſtfriſe, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaître de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemaître & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouſe Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Aſſemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Acceſſion avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynhertzhagen Plénipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Leſquels ayant conferé enſemble ſont convenus de la manière ſuivante. Que leſdits Seigneurs Etats Generaux accederoient (ainſi que leſdits Srs. Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'acceder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles ſéparez:) les obligeans envers Leursdites Majeſtez à tout ce qui y eſt contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majeſtez avoüant leur but & intention être tels qu'il eſt exprimé ci-devant, accepteront l'Acceſſion de Leurs Hautes Puiſſances, ainſi que leſdits Srs. Ambaſſadeur, Miniſtres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majeſtez cette Acceſſion, les obligeant envers Leurs Hautes Puiſſances à

ANNO 1726.

tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité & Articles ſéparés, tout de même comme ſi elles avoient contracté avec Leurs Majeſtez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puiſſances en cas de beſoin n'ayant pu être reglé dans le Traité, on eſt convenu qu'il ſera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article ſixième du Traité, il eſt déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précedens qui ſubſiſteront entre les Hauts Contractans & ſpecialement dans les termes de la ſtipulée Alliance de l'an mille ſept cent & dix-ſept.

Ce préſent Traité pour l'Acceſſion des Etats Généraux ſera approuvé & ratifié par Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Ratifications ſeront fournies ici à la Haye dans l'eſpace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt s'il eſt poſſible : en foi de quoi nous ſousſignés conſtituez Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleinspouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & leſdits Seigneurs Etats Généraux, avons ſigné le préſent Traité & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit ſigné*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*
(L.S.) *C. C. de Lintelo.*
(L.S.) *A. v. Zuylen van Nyvelt.*
(L.S.) *Iſ. van Hoornbeeck.*
(L.S.) *N. J. H. Noey.*
(L.S.) *A. v. Schurman.*
(L.S.) *Everard Rouſe.*
(L.S.) *L. H. Emmer.*

Article Separé et Secret.

LEs Seigneurs Etats Généraux ayant repréſenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Acceſſion ſignée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils ſeroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défenſe, & qu'alors le tems néceſſaire pour attendre le ſuccès des offices qui auront été employés, & après leſquels ſeulement leurs Alliez ſont obligés de leur fournir les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur cauſer un préjudice conſiderable, & les laiſſer expoſez aux attaques les plus vives ſans les ſecours des Princes leurs Alliez, Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne, Britannique & Pruſſienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conſervation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas ſusdits qui mettroient ladite République dans un danger évident; elles fourniront les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième ſus-mentionné, même ſans attendre le ſuccès des offices & des Inſtances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Aggreſſeur pour procurer la ſatisfaction ou réparation réquiſe.

Cet Article demeurera ſecret & aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui; il ſera ratifié de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

Declaration.

ANNO 1726.

COmme dans le quatrième Article du Traité ſigné à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, il eſt parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui ſeroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il eſt néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix en general, les Députez des Etats Généraux des Provinces-Unies, du conſentement des Miniſtres de trois Puiſſances Contractantes, ont reſervé que Leurs Majeſtez venant à juger néceſſaire de concerter enſemble & avertir leſdits Seigneurs Etats Généraux ſur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conſerveront ſur tout ce qui leur ſeroit propoſé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont euë avant leur Acceſſion audit Traité, ſans que par leur Acceſſion ils fuſſent tenus de prendre part aux meſures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Déclaration ſera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles du Traité de quoi nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné la préſente Déclaration, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

Article ſéparé touchant le Commerce des Païs-Bas Autrichiens aux Indes.

QUoi qu'il ſoit clair & inconteſtable que Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le cinq & ſixième Articles du Traité de Munſter de l'an 1647. entre l'Eſpagne & la République des Provinces-Unies ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens auſſi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Eſpagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Octroi que leſdits Seigneurs Etats Généraux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conſequent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez ſe ſont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins pour ôter là-deſſus tout ſujet de doute & de ſcrupule, les ſous-ſignez Ambaſſadeurs, Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Britannique, à la requiſition des ſousſignez Députez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces préſentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le ſusdit Droit réſultant des Articles cinquième & ſixième du Traité de Munſter, eſt compris ſous les Droits que les Alliez garantiſſent dans l'Article ſecond du Traité de Hanovre; & que ſi à cauſe de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majeſté Imperiale, contre toute attente, voulût ſuſpendre ou retenir le payement des Subſides dûs à la Republique pour l'entretien de ſes Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Intérêts & Capitaux hypotequez ſur divers fonds aſſignez par Sa Majeſté Imperiale pour la ſûreté de ce payement, ou voulût uſer de quelque ſorte de repréſailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majeſtez eſt, que les Alliez protegeront & maintiendront leſdits Seigneurs Etats Generaux, conformement à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & ſe concerteront ſans aucun retardement ſur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir leſdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les ſuites qui en pourroient reſul-

ANNO 1726. resulter, sans pourtant que l'on puisse proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Ostende dans les Indes où ailleurs, avant que les Puissances Contractantes de cette Alliance le soient concertées là dessus. Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous sousignez constituez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-dessus.*)

DECLARATION.

LEs Députez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, la resolution prise par Leurs Hautes Puissances d'acceder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Srs. Députez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparez, dressez sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils etoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, comme aussi les Députez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-desavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse, n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparez; C'est par cette considération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du présent Traité & des Articles séparez, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution, ledit Traité & les Articles séparez ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la manière qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous sousignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit signé par les Ministres & Députez comme ci-devant.*)

XLVII.

10. Août. *Article secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse le* 10. *d'Août* 1726.

SA Majesté Imperiale de Russie déclare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Holstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usurpé sur lui depuis plusieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par consequent elle songe absolument de quelle manière remplir effectivement cette obligation où Elle se trouve. ANNO 1726.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bien-aise à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de delai, délivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Auffi employera-t-Elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plûtôt possible à un Accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but desiré par des représentations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera une exacte Neutralité, & ne se declarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne point insister davantage sur cette Reservation qu'Elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujet de l'Investiture du District de Stettin, mais plûtôt à s'en desister entièrement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article séparé, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement ladite Reservation.

En foi de quoi on a expedié, signé, scelé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inseré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. *Fait à St. Petersbourg le* 10. *d'Août* 1726.

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence de Tripoli, conclu en 1726.

I. ON est convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ses Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hostilitez cesseront de part & d'autre, & que s'il arrive que doresnavant quelques Vaisseaux, Personnes ou Effets sont pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura doresnavant une entiere liberté & sûreté de Navigation tant par Mer que sur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemans, mais aussi ceux des Païs-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, & autres Païs contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dependantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnisation, pourvû qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Imperiaux observeront la même chose à l'égard des Bâtimens Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduisissent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtiment où il se trouveroit des Sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même chose

ANNO 1726. chose sera observée à l'égard des Passagers Tripolitains que les Imperiaux prendroient dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour ses Sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune manière, bien loin de là, il sera défendu expressément à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectifs quels qu'ils soient.

VIII. Sa Majesté Imperiale établira un Consul à Tripoli, qui aura la préséance sur tous les autres Consuls, & jouïra de tous les Droits, Privileges, & Franchises usitées, il aura pouvoir de donner des Passeports, & de juger de tous les différens qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient survenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en seront les Juges, & quant à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugez par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur bâtit un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été averé; mais si le coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne sera point rompuë pour quelque infraction ou contrevention qui pourroit être commise, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni, ce qui auroit été pris, sera restitué & le Capitaine cassé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompuë, il sera accordé un terme de trois Mois au Consul & à ses Gens pour se retirer, sans leur causer le moindre dommage.

XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le 8. Sept. 1726. selon l'Ere Chrêtienne, & le 11. de la Lune de Muharan 1139. selon l'Ere de l'Hegire.* [Copie imprimée.]

I. ON est convenu, qu'il y aura dès à présent & à l'avenir une Paix stable & sincère entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & l'Illustrissime, Magnifique, Sage & Vertueux *Abdy*, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdites Puissances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir se causer aucun dommage ou préjudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité possible, sans rien prétendre les uns des autres. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

II. Nous sommes convenus, en vertu de la présente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandises qui seront apportées par les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant à *Alger* que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposées en vente, d'en reduire le Droit d'Entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pû être venduës, seront rembarquées à bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandises de Contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Charpente pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & autres choses propres à la Guerre; les Habitans desdits Païs-Bas ne seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.* ANNO 1726.

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble, ils devront se séparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui seront à leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestez tant en leurs Personnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne sera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de se causer aucun dommage de part ni d'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être. *Fait en l'an 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de Leurs Hautes Puissances, soit petit ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Personnes; & étant arrivez audit Vaisseau, il ne pourra y monter que deux Hommes sans la permission du Capitaine; lequel ayant produit son Passeport, la Chaloupe devra se retirer d'abord, sans que le Vaisseau puisse être retenu ni détourné de poursuivre son voyage: Et lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien, soit de Guerre ou Marchand, muni d'un Passeport du Dey d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y réside, on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune manière, mais il continuera son voyage en toute sureté. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune manière. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

VI. Les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage sur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le secours possible, pour sauver leurs Personnes & leurs Effets. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vûë de quelques Places, Forts ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au préjudice de la Paix. *Fait en l'Année 1139. l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

IX. Il ne sera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes, ou Marchandises apartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances amenent dans les Havres ou Dépendances d'Alger, quelques Prises ou Marchandises d'icelles, on ne pourra y aporter aucun empêchement; mais il leur sera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les susdits Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Provisions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le 8. Septembre 1726.*

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances viendront jetter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Presens ou Rafraichissemens accoûtumez; & si quelque Esclave se sauve à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous prétexte qu'ils ne l'ont

ANNO 1726. l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'Année* 1130. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ne pourront être pris, vendus ou faits Eſclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la préſente Paix, perſonne ne ſera tenu d'acheter aucun Eſclave contre ſon gré, quand même il ſeroit de ſa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on ſera convenu, & aux termes ſtipulez. Les Patrons ne ſeront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Eſclaves, à un certain prix, ſoit Eſclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière uſitée par les autres Nations. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puiſſances venant à déceder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dépend, le Dey ni aucune autre Perſonne ne pourront mettre la main ſur ſes Effets. Si le Défunt a inſtitué un Héritier ou Exécuteur, celui ſeul, en cas qu'il ſoit ſur les Lieux, ſe chargera des Effets, en dreſſera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, ſans que Perſonne puiſſe y aporter aucun empêchement: mais ſi quelqu'un desdits Sujets meurt ſubitement ſans faire de Teſtament, & que le légitime Héritier n'y ſoit pas preſent, en ce cas, le Conſul Hollandois ſe chargera de ſes Effets ſous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçû ſur ce ſujet les ordres du Païs du Défunt. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ſoit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandiſes contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaiſſeaux ſans leur conſentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances, ait contracté des Dettes qu'il ne ſeroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occaſion, à moins qu'il ne ſe ſoit rendu ſa Caution librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances vient à avoir quelque diſpute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Païs-là, l'affaire ſera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque differend, l'affaire ſera portée devant le Conſul, qui en decidera. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à bleſſer ou tuër l'autre, cette affaire ſera pourſuivie ſuivant les Loix du Païs, & l'on donnera la ſatisfaction acoutumée; mais ſi un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances trouve le moyen de ſe ſauver après avoir tué un Turc ou Maure, en ſorte qu'il ne puiſſe être arrêté, on ne pourra à cette occaſion inquiéter ni moleſter le Conſul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de rétablir, nous ſommes convenus qu'en cas qu'il ſurvienne quelque incident de part ou d'autre, qui puiſſe cauſer des brouilleries, le Conſul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances qui ſe trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtez, & il leur ſera libre de s'embarquer ſous quel Pavillon qu'ils voudront, ſans qu'on puiſſe les en empêcher, ou retenir en chemin, tant leurs Perſonnes, que leurs Effets & leurs Domeſtiques.

Item, le Conſul pourra tenir en ſa Maiſon un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Réformée; & les Eſclaves qui voudront aſſiſter à ce Service Divin, ne pourront en être détournez aux jours deſtinez pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils apartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Le Conſul qui ſe trouvera ici actuellement ou dans la ſuite, quel qu'il puiſſe être, y ſera en toute ſureté & liberté, & perſonne ne pourra l'inquieter ni moleſter, ſoit en ſa Perſonne ou en ſes Effets: Il lui ſera libre de faire le choix de ſon Truchement & Courtier; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour ſe retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, perſonne ne pourra y aporter aucun empêchement, & il lui ſera permis d'exercer publiquement dans ſa Maiſon la Religion Chrétienne Reformée. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726. ANNO 1726.

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui ſera rencontré par un Vaiſſeau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être moleſté, ſoit en ſa perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ou ſes Domeſtiques: Pareillement, ſi un Algerien ſe trouve embarqué ſur un Vaiſſeau de quelqu'un qui ſoit en Guerre avec Leurs Hautes Puiſſances, on ne pourra non plus le moleſter, ni en ſa Perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ni ſes Domeſtiques. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puiſſances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Conſul, le Dey le fera ſaluër par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXI. La préſente Paix étant ſcellée & confirmée, avec le conſentement du grand & puiſſant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquiſition de tout ce qui s'eſt paſſé durant la Guerre: Et la préſente Paix ſera perpetuelle, ſtable & ſincère.

En cas que l'on faſſe quelque Priſe ſur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la concluſion de cette Paix, on ſera obligé de reſtituer ladite Priſe ou la valeur. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXII. S'il ſe paſſe à l'avenir quelque choſe contre cette Paix, de quelque côté que cela puiſſe venir, on ne pourra à cette occaſion ſe faire la Guerre; mais celui qui ſera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable ſera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Paſſeports ſeront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIII. Les Priſes que les Marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en Mer de quelque Corſaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront ſeulement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, leſdites Priſes étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être moleſtées par ceux-ci qui ſur ladite Déclaration les laiſſeront paſſer librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIV. *Concluſion.* Loué ſoit la Majeſté de Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix eſt renouvellée & ſcellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jéſus-Chriſt, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzième jour de la Lune de *Muharan.*

Etoit ſigné,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Janiſſaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L.S.) ABDY BEN MAHOMET, *Bacha, Maître du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Lettre écrite par ABDI *Paſcha Dei d'Alger à Leurs Hautes Puiſſances, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *au ſujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le* 13. *jour du Mois de Muharrem* 1139. *E-* 10. Sept.

Anno 1726. *re de l'Hegire & 10. Septembre 1726. Ere Chrêtienne.* [Copie imprimée.]

LE Prince des Princes Abdi Bacha, General du Païs Occidental d'*Alger*, aux Regens de Hollande nos Grands Amis, Salut.

Après le précedent ſouhait d'amitié & la chere Salutation de la part de S. Exc. *Abdi Bacha*, dont Dieu faſſe proſperer les deſirs, General & Regent de l'Arſenal des Exploits Militaires du Païs Occidental d'*Alger*, l'un des Royaumes conſervez ſur les dernieres Frontieres de S. H. notre très-grand & très-puiſſant Empereur le Sultan *Achmet-Cham*, par l'aide de Dieu & le ſecours du Tout-Puiſſant, Empereur & Refuge du Monde, dont le Dieu adoré & très-haut rende le Regne de longue durée jusqu'au jour du retour: que le Grand Dieu très-haut nous faſſe tous proſperer dans le bien! Amen.

GRANDS AMIS,

Comme il eſt entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'*Alger* 8. Vaiſſeaux de Guerre pour changer l'inimitié qui étoit entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janiſſaires, de la Puiſſance de Guerre benie de Dieu, & d'autres ſages & vaillans Commandans, de faire la Paix avec Vous, nos bons Amis.

Notre Paix & amitié eſt donc concluë avec Vous ſur les Articles ſtipulez ci-devant par feu *Ali Bacha*, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainſi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que la Paix & amitié puiſſe auſſi de votre côté être durable! Amen.

Ecrit dans la Reſidence conſervée d'*Alger* le 13. jour de la Lune de Maharam-Elaram de l'année 1139. de l'Egire, & de l'Ere de Jeſus, ſur qui ſoit Benediction, 1726.

L.

Octobr. *Diplome d'Aſſeurance donné par* Auguste *Roi de Pologne aux Etats aſſemblés de la* Republique, *ſur l'Affaire de* Courlande *portant promeſſe de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Païs.* Avec *le* Projet *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* [Simple Copie & Traduction.]

Auguste II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toûjours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus ſolide Fondement de nôtre Régence, & que Nous avons tâché & tâchons encore d'étendre les Frontieres de la République, & d'y rejoindre les Païs démembrez: A ces Cauſes, & pour prévenir tous les prétextes qui pourroient cauſer quelque méfiance entre la Majeſté & la Liberté, en conſequence des *Pacta Conventa* & de notre précedent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous ne permettrons à qui que ce ſoit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, auquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Pacta* ou Conventions de Soumiſſion, doit rentrer ſous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort du Duc *Ferdinand* ſans Enfans mâles.

Dans cette vûë, & pour ôter toute eſperance à ceux qui aſpirent à cette Succeſſion, Nous déclarons que Nous n'accorderons jamais l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particulier ou conjointement avec les Etats.

Nous ne donnerons non plus aucun ſecours à qui que ce ſoit, directement ni indirectement: Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte Maurice de Saxe, de ſe retirer inceſſamment du Duché de Courlande, ſans pouvoir y retourner, ni y prendre intérêt, ſous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puiſſe être. Anno 1726.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Inſtrumens & Actes, qui ont été faits en ſa faveur dans une Aſſemblée défenduë, pour les remettre aux Etats de cette République actuellement aſſemblez en Diete, comme étant de nulle valeur; & les Courlandois qui ont été les Auteurs de ces Inſtrumens & Actes, ſeront jugez devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le préſent Diplôme, ſigné par Nous, & ſcellé du Sceau de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ſoit remis entre les mains du Maréchal de la Diete, & inſeré non ſeulement dans le Livre des Loix, mais auſſi dans la Matricule de chaque Palatinat, &c.

Projet *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.*

D'Autant que l'experience fait voir, que les Etats & les Nations qui ſont reünis ſous un Chef & une ſeule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puiſſant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils ſont partagez, ou desunis; & que Nous nous en tenons aux Pactes & Engagemens éternels de Soumiſſion & d'Incorporation, conclus librement & ſans aucune reſtriction, & confirmez par Serment, de même qu'à la Conſtitution ou Etabliſſement de l'Année 1589., au défaut des Hoirs Mâles du préſent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Kettlers*, conſervant tous ſes Droits, Poſſeſſions & Libertez pendant ſa Vie; l'exemptant, eu égard à ſon grand âge & aux ſervices qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Perſonne prêter Serment & faire Hommage, ſuivant le contenu de la Conſtitution de 1683.; & lui permettant de s'en acquitter par un Envoyé.

A ces Cauſes, Nous réüniſſons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigale, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même maniere qu'ils ont ci-devant été réünis & incorporez au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainſi qu'ils ont été reçûs ci-devant, avec les Droits, Libertez & Privileges qui leur ont été accordez. Nous leur promettons de les aſſiſter & défendre avec les Armées de la République, contre toute Poſſeſſion injuſte, & contre toute Invaſion des Ennemis.

En excluant, rejettant & aboliſſant à perpetuité toute Subſtitution ou Inveſtiture d'un nouveau Succeſſeur, après la mort du préſent Duc Ferdinand; Nous rompons & annullons en même tems toutes les entrepriſes & Pratiques qui ont été faites injuſtement contre les Mandats, Ordres, & Defenſes, & particulierement la derniere Aſſemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dreſſez touchant une prétenduë Succeſſion éventuelle: Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puiſſance immediate de la République, Nous déclarons par une Loi perpetuelle & irrevocable, toutes ces Entrepriſes, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & inſubſiſtans, ſans qu'on en puiſſe jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demandes & Repreſentations des Etats de la Province de Courlande, au ſujet des affaires Domeſtiques, & des arrangemens pris pour l'affermiſſement du Bien interieur & de la Régence puiſſent être expediées & terminées plus promtement, à l'avantage d'un chacun; Nous nommons, du conſentement de tous les Etats de la République, pour Commiſſaires, de la part du Senat, Meſſieurs N. N.; & de la part de l'Ordre de la Nobleſſe, Meſſieurs N. N., non ſeulement pour écouter & examiner leſdites Demandes & Repreſentations, mais auſſi pour faire ſur tout les Reglemens de cette Province, & en conſequence, ajuſter tous les Differends, & toutes les prétentions Domeſtiques & étrangeres; avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diete.

Nous donnons pouvoir auxdits Commiſſaires de juger promtement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'oppoſer ou ſe rebeller contre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commiſſaires & de la préſente Conſtitution: Enjoignant avec l'Autorité de la

ANNO 1726. la préſente Diète, aux Généraux des deux Nations, de les aſſiſter de Troupes, lorsqu'ils en ſeront requis; & voulant que lesdits Commiſſaires ayant fixé le tems de la Commiſſion par des Lettres circulaires, ils l'exécutent auſſi promtement qu'il ſera poſſible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la préſente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigale, & du Territoire de Pilten, ſoit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correſpondance, Négociation ou liaiſon avec les Miniſtres Etrangers; de faire quelques nouveautez, ou de fomenter des Entrepriſes préjudiciables aux Droits de la République, ſoit directement ou indirectement, ſous quelque titre, apparence ou lueur que ce puiſſe être; ſous peine de Crime de Leze-Majeſté & de Haute-Trahiſon, & de toute autre punition ſuivant la rigueur des Loix: à quoi ſeront auſſi ſujets tous ceux qui ſeront découverts dans la ſuite être les Fauteurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformement aux Loix établies par le Traité de Varſovie, &c.

LI.

12. Oct. *Traité Apocryphe de Wuſterhauſen entre l'*EMPEREUR *& le Roi de* PRUSSE, *ſigné le* 12. *Octobre* 1726.

In Nomine Domini, Amen.

CUm tam juſtum tamque naturale nihil ſit inter Principes quàm acquiſita ſibi jura poſſeſſionesque, Regna inſuper, Provincias ac Ditiones, ſive armis occupatas, ſive ſucceſſionis vel alio quovis jure poſſeſſas conſervare, cùmque propterea ad id aſſequendum nihil magis proficuum utileve eſſe videatur, quàm Fœdera inire, &c.

ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quàm ſuorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque ſecuritatem, Principes contractantes quærunt, nec non totius univerſæque Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana pollicetur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati manutentionem ſeu guarantiam quoad ordinem ſucceſſionis in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus Hæreditariis Domûs Auſtriæ, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas ordinavit in primo Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſive Fœderis, nec aliter, nec alio modo, adeò ut ſi quis in hoc Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati quâlibet de cauſâ armis ſe opponere tentet, tunc non ſolùm Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana auxilia, quæ infrà in Articulo ſeptimo hujus Tractatûs ſive Fœderis ſtipulata ſunt, irrefragabiliter præſtabit, verùm etiam ſi res & neceſſitas poſtulabunt, Aggreſſori Bellum indicet eo modo & formâ, & ſecundùm Leges & Conventiones quæ in Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſeu Fœderis exprimuntur, nec Pacem cum illo inibit, niſi ſervatis quæ in eodem Articulo declarantur.

II. E contrà Sua Sacra & Catholica Majeſtas promittit ac pollicetur Suæ Sacræ Majeſtati Boruſſianæ guarantiam ſeu manutentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eâdem Suâ Sacrâ Majeſtate Boruſſianâ in Europâ poſſeſſarum; adeovè ſi quis quâcunque de cauſâ eandem Suam Sacram Boruſſianam Majeſtatem armis hoſtilitervè infeſtarent, tunc Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas, non ſolùm auxilia quæ infrà in dicto Articulo ſeptimo ab eâdem promiſſa ſunt, Sereniſſimo Regi Boruſſiæ transmittet, verùm etiam ſi neceſſitas & res id poſtulabunt, Aggreſſori Bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Articulo ſecreto inter eandem Suam Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem & eundem Sereniſſimum Regem Boruſſiæ conventum eſt, nec Pacem cum illo inibit, niſi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articulo declaratas.

III. Inſuper Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit & ſpondet ſe omnes curas ſuas, omniaque ſtudia & officia converſuram, ut nulla ſuperſit ſuprà Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compescantur, atque, qui impræſentiarum adſunt prætenſores omnibus ſuis prætenſis Juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suæ Sacræ Boruſſianæ Majeſtati, adeò ut poſt mortem Sereniſſimi Electoris Palatini, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ ſolus & pacificus poſſeſſor dictorum Ducatuum in futurum dicatur & ſit, absque eo quod nullus eorum, ſeu quilibet alius illi impoſterùm audeat aut poſſit Berghæ & Juliaci Dominium controvertere & disputare. ANNO 1726.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas pollicetur ſe omne ſtudium, omniaque officia apud Excellentiſſimum Principem de Sultzbach interpoſituram, ut ſpacio ſex menſium, à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætenſionibus ſuper Ducatum Berghæ & Ravenſthenii in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ renunciet, adeò ut poſt mortem præfati Sereniſſimi Principis Electoris, ſtatim Sereniſſimus Rex dicti Ducatûs liberam & abſolutam poſſeſſionem absque ullâ difficultate ſeu impedimento capere poſſit.

V. Si verò intra dictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas efficere non poterit, ut præfatus Excellentiſſimus Princeps de Sultzbach dictam Ceſſionem ſeu Renunciationem in favorem dicti Sereniſſimi Regis Boruſſiæ faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit ac ſe obligat, ſe liberum Dominium, abſolutamque poſſeſſionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione ex iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii poſſidet; eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ traditurum.

VI. In compenſationem verò omnium quæ à Suâ Sacrâ Cæſareâ & Catholicâ Majeſtate promittuntur, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ non ſolùm ea quæ ſuperiùs in Articulo primo hujus Tractatûs ſeu Fœderis promiſſa ſunt, quæque inferiùs in Articulis ſubſequentibus promittuntur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati præſtabit, verùm etiam ad omnia ea, quæ in Articulis ſecretis conventa ſunt, ſe obſtringit, & præſertim ad ea quæ in tertio ſecreto Articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expreſſè reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter ſe mutuò præſtanda attinet, Sua Sacra Majeſtas Boruſſiana promittit ac ſeſe obligat in caſu Belli, id eſt, in caſu quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas à quovis quâlibet de de cauſâ armis infeſtetur, ſe eidem Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati irrefragabiliter transmiſſuram decem aut duodecim millia Militum, idque ſecundùm contingentias, occaſiones & caſus, qui in ſecundo Articulo ſecreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo ſecreto agitur. Eodem modo in caſu quo Sereniſſimus Rex Boruſſiæ à quovis quâlibet de cauſâ armis infeſtetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ juxtà contingentias, occaſiones & caſus in dicto Articulo ſecreto expreſſos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuò invicemque irrefragabiliter præſtare ſpondet. Cæterum Principes Contractantes, pro eo quod ſpectat ad ſuſtentationem præfatarum Copiarum auxiliarium, mutuò ſe obligant ad id quod ſatis expreſſè in eodem dicto Articulo ſecreto conventum eſt.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas die 6. Auguſti hujus anni 1726. Fœdus inivit Viennæ cum Suâ Sacrâ totius Ruſſiæ Majeſtate, quod pariter totius univerſæque Europæ bonum reſpicit, ideò Sereniſſimus Boruſſiæ Rex eidem dicto Tractatui ſeu Fœderi Viennæ inter easdem concluſo accedere intelligitur, idque conſenſu Partium Contractantium, non ſecus, nec alio modo, ac ſi dictus Tractatus de verbo ad verbum præſenti Tractatui inſertus foret, volentibus Principibus Contractantibus, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu ſeu Fœdere continentur, eandem vim habeant, ac ſi ad unguem hîc expreſſa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præſentis Tractatus ſeu Fœderis, Principes Contractantes ſpatium ſex Menſium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs ſeu Fœderis incipiendum eſſe, ſed ſolùm à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas præfatam Renunciationem ſeu Ceſſionem Jurium in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ ab altèfato Excellentiſſimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis ſeu Ceſſionis Jurium, à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas tradiderit Sereniſſimo Regi Boruſſiæ liberum Dominium, abſolutamque Poſſeſſionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione in iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis

ANNO 1726. vinciis Sacri Romani Imperii poſſidet, ut ſuprà in Articulo quinto hujus Tractatûs expreſſum eſt, quo tempore Ratificationum Inſtrumenta Viennæ commutabuntur. Si verò intra prædictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas præfatam Renunciationem ſeu Jurium Ceſſionem à dicto Excellentiſſimo Principe de Sulzbach in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut ſuprà dictum eſt, præſtare recuſaverit, eo caſu Sereniſſimus Rex Pruſſiæ declarat & intelligit præſentem Tractatum ſeu Fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum eſſe, eodem prorſus modo, ac ſi nunquam factum, concluſumve fuiſſet, jamque nunc pro tunc de nullitate præſentis Tractatûs proteſtatur.

In quorum fidem præfati Miniſtri Plenipotentiarii præſentem Tractatum ſeu Fœdus duplici ad amuſſim Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus ſubſcripſerunt, ſigillisque appoſitis muniverunt. *Actum Wuſterdomi die* 12. *Octobris* 1726.

LII.

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence d'Alger, conclu à Conſtantinople le* 8. *Mars* 1727.

I. L'An mille cent trente-neuf du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, le cinquiéme, c'eſt-à-dire, le 26. de Février de l'An du Seigneur mille ſept cens vingt-ſept, l'on eſt convenu, que ſelon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hoſtilitez par Mer & par Terre ceſſeront entre les Sujets & Vaiſſeaux du Senat d'Alger; & ſi depuis le ſusdit jour auroit été cauſé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il ſera totalement reparé, & que les Vaiſſeaux pris & pillez, les Captifs & toutes autres choſes quelconques ſeront entierement reſtituées.

II. Que le repos & la tranquillité ſeront à l'avenir conſervez entre tous les Ports ſoumis au Très-Puiſſant Empereur des Romains, & auſſi les Païs-Bas ſituez à l'Ocean, l'Iſle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiume & de Trieſte dans la Mer Adriatique, & ſes autres Sujets de quelque Païs & de quelque Nation qu'ils ſoient, de même qu'entre les Sujets du Sénat d'Alger & ſes Habitans.

Que l'on obſervera pareillement toute ſûreté entre les Vaiſſeaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils ſe trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y feront point de Commerce; mais ſi la néceſſité exigeoit que les Vaiſſeaux de l'une des Parties, à cauſe de la vehemence de la Tempête ou de la pourſuite des Ennemis, duſſent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils ſeront arrivez ſous le Canon, qu'ils y ſeront en ſûreté & ſecurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates pourſuivent les Vaiſſeaux Marchands, avant que vingt-quatre heures ſoient paſſées.

III. Si quelques Vaiſſeaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par néceſſité été contraints de ſe retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article ſecond, la Garniſon des Forts tâchera de les défendre; & ſi en ſemblable cas, ils fuſſent pris par les Ennemis, la reſtitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaiſſeaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, ſortant en Mer, & rencontrant des Vaiſſeaux portant Pavillon Allemand de quelque Païs qu'ils ſoient, munis de Paſſeports ſignez des Gouverneurs desdits Païs, de façon cependant que les Cachets ſoient pareils aux Paſſeports, Cachets & Pavillons, qui ſeront envoyez par le Conſul à nommer dans ces contrées, ils les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage, ſans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le ſecours & les proviſions dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs néceſſaires pour la conduire, afin de reconnoitre & viſiter le Vaiſſeau, & examiner lesdits Paſſeports; & les ordres ſeront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront ſortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaiſſeau, à moins que le Commandant n'en donne la permiſſion à pluſieurs.

ANNO 1727. Les Vaiſſeaux des Capitaines prendront auſſi des Paſſeports du Conſul Reſident à Alger, à la vûë desquels on les laiſſera partir, & ſeront aſſurez que tout traitement favorable leur ſera accordé. Ces Paſſeports ne ſe donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaiſſeaux Ennemis des Allemands, menoient quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à Terre; mais s'ils les débarquoient, ils ſeront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui ſeront trouvez ſur un Vaiſſeau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvez ſur un Vaiſſeau Allemand, quoiqu'il y eût Guerre entre eux, ne ſeront point faits Eſclaves, & leurs Effets leur ſeront reſtituez: la même choſe ſe pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne ſera donné aucun ſecours ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis, & qui ſont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'inſtigation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres ſeront envoyez aux Ports ſoumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puiſſent être, n'équipent des Vaiſſeaux par le commandement ou ſous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui ſont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaiſſeau dans les Ports Algeriens pour courir ſur eux, & il ne ſera permis auſſi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il ſera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Conſul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Paſſeports; lequel ſelon l'uſage obſervé auprès de la reſpectable Porte, aura auſſi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Conſuls; & s'il ſurvient quelque different ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Conſul les décidera, ſans que les Juges du lieu puiſſent s'en mêler, & jouïra ledit Conſul de toutes les Coûtumes & Franchiſes dont jouïſſent les Conſuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque different ou Procès entre un Allemand & un Muſulman, le Très-Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoiſſance; mais que ſi tels differens ou Procès ſurviendroient en d'autres Contrées ſoumiſes à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frapé un Muſulman, & qu'il ſeroit pris, le Conſul le prendra ſous ſa protection; mais ſa faute étant reconnuë, il en ſera châtié en préſence du Conſul, comme il aura mérité, mais ſi le coupable d'un crime ne ſeroit pas pris & ſe ſeroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Conſul, & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le préſent Traité de Paix; & que la Partie lezée en auroit porté ſes plaintes par devant les Juges pour que la Juſtice lui ſoit rendue, on n'uſera d'aucune vengeance, avant que la plainte en ſoit manifeſtement prouvée, & la ſureté & la concorde entre les deux Parties ne ſera point alterée.

XII. Si quelque Vaiſſeau d'une des Parties auroit cauſé quelque dommage en Mer à un Vaiſſeau de l'autre Partie, l'Aggreſſeur, quel qu'il puiſſe être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevez ſeront reſtituez, & l'Armateur en ſera reſponſable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompuë, il ſera permis au Conſul Allemand, & à tous ceux qui lui ſont ſoûmis de ſe retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, & leur ſera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles ſusdits conclus en vertu de mon Pleinpouvoir, par le conſentement des deux Parties, & par la Mediation de la reſpectable Porte, entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auront été reçûs & ſtipulez, il ſera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de ſe conformer auſſi aux ſusdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puiſſe être contraire au prélent Traité, & de porter l'un à l'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, aucun empêchement, que conformement à l'Original des Articles ſtipulez, les deux Parties transmettent des Lettres de Rati-

ANNO 1727. Ratification cent & cinquante jours après la Souſcription & Signature des ſusdits Articles, & enſuite les Sujets des deux Parties jouïront de tout le repos & de toute la tranquillité poſſible.

Mais afin que la Paix ſusmentionnée contenant reize Articles ſoit religieuſement obſervée, le ſusdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottoman Muſtapha Baſſa, ſelon ſon Pleinpouvoir, ayant donné l'Acte autentique muni de ſa Souſcription & Signature Turque, j'ai auſſi délivré le préſent Acte ſigné de ma main & y ai appoſé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains. Fait à Conſtantinople le 15. du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, l'An de l'Hegire 1139., c'eſt-à-dire le 8. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIRLINGE.

LIII.

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727.

APrès que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Heſſe-Caſſel, eut été acceptée & approuvée à Caſſel le 25. Janvier 1726., par Son Alteſſe Sereniſſime, Sa Majeſté Britannique ayant approuvé les Conditions ſpecifiées dans la ſusdite Declaration, a ordonné à ſon principal Secretaire d'Etat & Conſeiller Privé, le Vicomte Townſhend ſousſigné, d'entrer en Négociation avec le Miniſtre de Sadite Alteſſe Sereniſſime, le Major-Général Diemer, & de dreſſer une Convention en dûë forme ſur le pié de ladite Declaration, qui ayant conferé enſemble là-deſſus, ſont convenus au nom du Roi & du Landgrave ſusdits, des Articles ſuivans.

ART. I. Son Alteſſe le Landgrave de Heſſe-Caſſel tiendra prêt pour le Service de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, ſavoir 8000. Fantaſſins & 4000. Chevaux: lequel Corps ſera employé, lors que Sa Majeſté le requerra, dans tous les Lieux où il en ſera beſoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défenſive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Alteſſe n'a pas préſentement un Corps de 12000. Hommes effectifs ſur pié, Elle ſera obligée de lever immediatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle ſera auſſi tenuë à maintenir à ſes propres fraix ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toûjours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majeſté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Miniſtre dudit Landgrave ayant repréſenté que Sadite Alteſſe, ſon Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il eſt mentionné ci-deſſus, ſeroit obligée de lever au delà de 3000. Fantaſſins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plûpart des Cavaliers qui n'en ſont pas pourvûs; Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, en conſideration de la très-grande dépenſe que ledit Landgrave eſt obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers ſusdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne ſera pas employé dans ſon Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. Livres Sterling, en deux Payemens; ſavoir 75000. Livres après la Ratification des préſentes Conventions, & 5000. Livres au Mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eut beſoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Fevrier, Sa Majeſté paſſera à Son Alteſſe le Landgrave ladite Somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant que leſdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque leſdites Troupes entreront au ſervice de Sadite Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, elles ſeront ſous ſon Commandement & entierement à ſa diſpoſition pour être employées là où la neceſſité de ſes affaires & le cas de l'Alliance Defenſive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subſides, le Payement & l'Entretien des ſusdites Troupes, lorsqu'elles ſeront priſes au ſervice de Sadite Majeſté, comme il eſt dit ci-deſſus, le tout ſera réglé ſur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Fevrier 1702. ANNO 1727.

VII. S'il arrivoit que Sadite Alteſſe le Landgrave fût attaqué ou inquieté en haine d'avoir fourni le ſusdit Corps de Troupes, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'aſſiſter puiſſamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou moleſtation.

VIII. Cette Convention ſera ratifiée, & la Ratification d'icelle ſera échangée de part & d'autre, auſſitôt qu'il ſera poſſible, après la Signature des Préſentes.

En Temoignage de quoi nous les Miniſtres dudit Roi & dudit Landgrave, étant ſuffiſamment autoriſez à ce Sujet, avons ſigné la préſente Convention & appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtmunſter le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMAR.

LIV.

Acte d'Acceſſion de la Couronne de SUEDE *à l'Alliance de Hanover. Fait à Stockholm le* 14. *Mars. V. St.* 1727. 14. Mars.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE'.

NOtoire ſoit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrêtien, & de Pruſſe, par leurs Miniſtres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defenſive que Leurs Majeſtez ont concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles ſéparez y joints, leſquels, auſſi-bien que ladite Alliance auroient uniquement pour objet le maintien & la conſervation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'enſuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede étant toûjours diſpoſé à concourir à un but ſi ſalutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de ſon Pleinpouvoir en forme duë, ſes Commiſſaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie ſousſignez, pour entrer en conference avec les ſousſignez Miniſtres de Leurs Majeſtez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Acceſſion de Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dreſſer & ſigner un Acte formel. Leſdits Commiſſaires & Miniſtres Plenipotentiaires ayant été ſur ce ſujet pluſieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, ſont convenus de ce qui ſuit.

Sa Majeſté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majeſté, ſes Héritiers & Succeſſeurs accedent pleinement à l'Alliance Défenſive concluë à Hanovre, & ci-deſſus inſerée de même qu'aux trois Articles ſéparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majeſté & la Couronne de Suede; en vertu de cette Acceſſion, ſe joignent & s'aſſocient, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant leſdites Majeſtez, leurs Héritiers & Succeſſeurs, conjointement & ſeparement, d'obſerver & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauſes, compriſes dans ledit Traité d'Alliance Défenſive, & ſes trois Articles ſéparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance exiſtera, un ſecours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité, le tout de la maniere & auſſi fidélement, comme ſi Sa Majeſté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les ſusdits Sereniſſimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leursdites Majeſtez conjointement ou ſeparement les Articles &

ANNO 1727. Conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparez.

Leurs Majestez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrêtien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles séparez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, declarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & separement, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & Clauses contenuës dans ladite Alliance Défensive & ses Articles separez.

Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

Articles Separés.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accedent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrêtienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulierement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrêtienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Accession, mais resteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majestez declarent en même tems, qu'Elles sont dès à présent, & seront toûjours dans la ferme Resolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidélement tous les engagemens pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles séparez & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, sous prétexte des Traitez & engagemens anterieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se reservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Païs trop éloignez, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux, conformement à ce qui est reglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par raport aux Actes mentionnez dans le cinquiéme Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & aprouvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent, qu'Elles accedent aux deux derniers Articles séparez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

ANNO 1727. VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hors-mis celles qui sont nommement compriſes dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, d'engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité, ses Articles séparez & secret.

VII. Leurs Majestez Suedoise, Britannique & Très-Chrétienne sont convenuës & s'entrepromettent reciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre pretexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées ou infestées, conjointement ou separement par quelque Puissance que ce fut, Elles feront cause commune contre l'Aggresseur, qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

Article Secret.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangemens necessaires pour cela pourront être faits; le troisieme, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employez là où les cas d'Alliance le rendront necessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recruës & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors reglées par une Convention particuliere, Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le Droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra necessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles separez & secrets auront la même force, que s'ils avoient été insérez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présens Articles separez & secret. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

LV.

Decret Imperial adressé à la Diète de l'Empire, & dicté le 17. *Mars* 1727. 17. Mars.

SElon les Ordres de Sa Majesté Imperiale, Son Alteſſe le Prince Froben Ferdinand, Landgrave de Furſtenberg, Comte de Heiligenberg & de Wirdenberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller Privé actuel de Sa Majesté Imperiale, & ſon Principal Commiſſaire à la préſente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Aſſemblée des Conſeillers, Envoyez, & Députez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit

ANNO 1727. Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majesté Imperiale, depuis son Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a eu pour unique but de tous ses soins & de toutes ses démarches, de maintenir non-seulement dans l'Empire, notre chere Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrêtien, la Paix, la Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; jusques-là, que pour y parvenir, non contente de faire diverses avances & offres, Elle a sacrifié ses propres Etats & ses fideles Sujets, sans rien épargner de tout ce qui étoit en son pouvoir: Sur quoi Elle s'en raporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'est caché, & se console dans l'esperance que tout le Monde desinteressé lui rendra la même Justice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puissances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une sorte de Puissance, dont l'Europe n'a peut-être jamais entendu parler: & qui ne sauroit être que très-dangereuse à la Constitution de l'Empire: Ces pratiques, ces menées, tant découvertes que secretes, se continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit inutilement dérober la connoissance au Public; de même qu'on dissimuleroit en vain tout ce que Sa Majesté Imperiale a fait au contraire, pour prevenir un si grand mal par ses soins, sa patience, & sa prévoyance.

Que pour diverses raisons d'Etat très-importantes, Elle se fait jusqu'à présent un scrupule de s'opposer aux Intrigues peu amiables & aux Desseins cachez, qui pourtant sont devenus publics, de ceux qui sont mal-intentionnez pour Elle, pour son Auguste Maison, & pour le repos & la prosperité du St. Empire Romain; qu'Elle fut plûtôt résoluë d'attendre jusqu'aux dernières extrémitez, en conservant toûjours la moderation & une sincere disposition à la Paix; & qu'enfin, Elle ait cherché à dissimuler ces démarches autant qu'Elle a pû: les choses en sont pourtant venuës à ce point, que dans toutes les Frontieres de l'Empire, jusqu'aux Païs-Bas Autrichiens qui en sont un Fief, & particulierement sur le Rhin & la Mo'elle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des preparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hostilitez contre Sa Majesté Imperiale, & troubler le Repos de l'Allemagne, sans prétexte ni nécessité.

C'est dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majesté Imperiale le Mémoire délivré depuis peu à la Diète par M. de Chavigny, Ministre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles finesses, par quels artifices, & à quelle occasion on prétend separer le Chef de l'Empire d'avec ses Membres, & cela par un Nom métaphorique, indecent, inusité; diviser le Corps Germanique d'avec Sa Majesté Imperiale, par un Stile dont on ne s'est jamais servi, représenter le Cercle Imperial de la Basse-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'Interêt, suggerer les mêmes sentimens touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces situées en Païs Etranger, quoique sous la Protection de l'Empire; renverser les uns par les autres; endormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes; & par ce moyen, rendre inutiles les soins Paternels que Sa Majesté Imperiale prend en faveur des Cercles, à cause du Danger pressant, quoiqu'en gardant toute la moderation nécessaire: Car on sait d'ailleurs que le Traité de Bade doit subsister dans toute sa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainsi, à quoi bon cette nouvelle assurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relevent & dans les Païs respectifs, pour le maintien de cette Paix, sans quoi on est déja en Repos & en Sûreté, & sans quoi on y demeuroit constamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats sera sans doute regardée par tous les Patriotes bien-intentionnez, comme indecente dans le fond & dans la maniere, dommageable à la chere Patrie: & tendante à la destruction & au bouleversement de l'Union Germanique; Sa Majesté Imperiale s'assure que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Conseillers, Envoyez & Députez, & generalement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes suites des Conjonctures présentes, & qu'ils prendront en consideration dans cette occurrence, de quelle maniere Sa Majesté Imperiale est offensée en sa Personne, en son Honneur & en sa Dignité, entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne; étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'Infracteur des Traitez, d'une maniere inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puissances qui ne sont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne; quoique purement dans les termes d'une simple Alliance Defensive, est travesti en un Traité de Ligue Offensive, comme si Sa Majesté Imperiale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre. ANNO 1727.

C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale s'est trouvée nécessairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloise, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien sont mal fondées les imputations contenuës dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une suite du Traité conclu à Herrenhausen en 1725., & si Sa Majesté Imperiale, par sa Moderation naturelle & son amour pour la Paix, ne l'a pas encore deferé à l'Assemblée de l'Empire, Elle n'a pas laissé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prevenir tous ces maux: Puisque dans cette vuë, Elle a fait touchant le Commerce d'Ostende, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les mesintelligences dont il étoit l'occasion, ou plûtôt le pretexte; quoi-qu'Elle fût engagée & obligée, non seulement d'établir, mais encore de soutenir de toutes manières ce Commerce, comme il est suffisamment démontré dans les Ecrits publiez sur ce sujet: D'autant que c'est une chose qui saute de soi-même aux yeux d'un chacun, que les Païs-Bas, qui sont incontestablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en font une Partie considerable, ne sauroient sans le Commerce être d'une utilité essentielle à l'Empire; sans compter que ce que Sa Majesté mettroit en doute, & suspendroit à présent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne seroit pas seulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la suite que funeste à d'autres Puissances.

Outre cela, Sa Majesté Imperiale pour parvenir au but mentionné ci-dessus de la conservation de la Paix, ne s'est pas contentée de faire déclarer, il y a long-tems, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloit s'obliger de ne laisser aller ses Vaisseaux en aucun Païs ou Loge, comme on les apelle, où les Négocians Hollandois fussent établis, comme cela n'est pas non plus encore arrivé jusqu'à présent de sa connoissance; Elle a de plus fait savoir, qu'Elle consentoit de limiter l'envoi des Vaisseaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui seroient destinez pour la Chine, où l'on sait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Généraux ne trafiquent point.

Sa Majesté Imperiale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année derniere, Elle fit proposer en France un Acte d'assurance de ne se point attaquer de part ni d'autre, afin de détourner les Hostilitez, & pendant cet intervale regler l'Affaire d'Ostende, & ce qu'il reste à negocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on est à la verité convenu, mais qui ne sont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardez comme non acceptables.

Sa Majesté Imperiale ne se rebutant point pour cela, a consenti à une entiere Suspension dudit Commerce d'Ostende pour 3. ans, & a offert de condescendre, sans délai, à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hostilitez déja commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyenner une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à présent aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnoître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majesté Imperiale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient des Loix & des Reglemens de l'Empire, & (ce qui en est nécessairement inseparable) le repos interieur & exterieur de l'Empire, d'une maniere irréguliére & très-dangereuse; par la suite de porter, sans sujet, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maison Archiducale possede comme Fiefs de l'Empire, dans ses autres Royaumes & Etats Héréditaires, de renver-

ſes

ANNO 1727. ſer effectivement le Syſteme interne de l'Empire, au préjudice de ſes Obligations & des Sermens qu'il a prêtez comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuſe, par le Traité de Herrenhauſen, d'autres Membres de l'Empire & des Puiſſances Etrangeres, contre les Conſtitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Weſtphalie; d'y intereſſer les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſous prétexte du Commerce d'Oſtende, que Sa Majeſté Imperiale conſent néanmoins & eſt prête de terminer à l'amiable; & ſous ce même prétexte, & ſous celui d'un prétendu Deſſein & Traité fait avec la Couronne d'Eſpagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloiſe, qui d'ailleurs eſt ſincerement & notoirement affectionnée à Sa Majeſté Imperiale, un conſentement pour de groſſes Sommes, deſtinées uniquement à ſervir à l'ambition du Roi & à ſes mauvais deſſeins; d'exciter & d'attirer du Nord ſur l'Allemagne toutes ſortes de malheurs, de detacher la Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Majeſté Imperiale, pour affermir le repos du Nord, & particulierement de l'Allemagne; & ce qui eſt encore le plus horrible, de tâcher depuis la Concluſion du Traité de Herrenhauſen jusqu'à préſent, tant par ſoi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonſtances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majeſté Imperiale: ce qui ne peut que jetter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majeſté Imperiale s'aſſure avec une entiere confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conſeillers, Envoyez & Députez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidelité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires préſentes, & aideront à contribuër tout ce qui peut ſervir à maintenir la Perſonne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majeſté Imperiale outragée, à ſoutenir la gloire du S. Empire & de ſes Membres, à entretenir le repos & la Proſperité des Païs & Provinces qui en relevent comme on a dit: afin que l'on conſerve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au delà & en deçà des Alpes, aux Païs-Bas & dans le Nord, que l'on repouſſe toute violence étrangere; que l'on procede ſelon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'eſſence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on faſſe tout ce qui ſera avantageux pour reſſerrer la liaiſon intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majeſté Imperiale conformément aux Obligations attachées à ſa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à ſon Election, & des Conſtitutions de l'Empire, eſt reſoluë de contribuer tout ce qui ſera en ſon pouvoir pour la defenſe & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les meſures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus ſolidement qu'il eſt poſſible à la ſureté de ſa Perſonne offenſée, à celle de l'Empire, & de ſes Royaumes & Etats Héréditaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vûë du repos public, de la Proſperité & de la ſureté du S. Empire en général, & de chacun de ſes Membres en particulier.

Signé,

FROBEN FERDINAND, Prince de Furſtenberg.

A Ratisbonne le 17. *Mars* 1727.

LVI.

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majeſtez les Rois de* FRANCE, *de la* GRANDE-BRETAGNE, *& de* DANNEMARC. *Fait à Coppenhague le* 16. *Avril* 1727.

COmme Leurs Majeſtez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, ſont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la ſûreté de leurs Amis & Alliez; & comme Leursdites Majeſtez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & ſe diſpoſer à venir attaquer les Etats de Sa Majeſté le Roi de Dannemarc; ſoit pour ôter par la force à Sa Majeſté Danoiſe le Duché de Sleswick; ou pour ſe préparer les moyens d'executer d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Baſſe-Saxe, & des Païs qui intereſſent les Hauts Contractans dans le Cercle de Weſtphalie. Et d'autant que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ſont intereſſées à ſe précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif ſpecialement des Traitez de Weſtphalie, & à ſe mettre en état d'exécuter fidélement les Garanties données contre toute invaſion ou hoſtilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendroit pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoiſe, ont trouvé à propos de donner leurs Pleinpouvoirs, c'eſt à-dire, Sa Majeſté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; Sa Majeſté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jeruſalem, Capitaine des Vaiſſeaux de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; ainſi que Sa Majeſté Danoiſe à ſes Miniſtres; ſçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holſtein, Comte de Holſtenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conſeiller Privé du Conſeil, & Chambellan de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; le Sieur Jean George de Holſtein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conſeiller Privé du Conſeil, & Gouverneur du Bailliage de Sordern de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludowig de Pleſſen, Seigneur de Fuſingoë, Silſoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conſeiller Privé du Conſeil de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant peſé meurement toutes les circonſtances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majeſté Danoiſe, & qui pourroient troubler le repos de la Baſſe-Saxe, & des Païs ſusmentionnez, ſont convenus des Articles ſuivans.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majeſté Danoiſe étant pleinement perſuadée, que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par raport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Baſſe-Saxe, Sa Majeſté Danoiſe, pour concourir à la même fin, promet de tenir ſur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'aſſemblera ſans aucun retardement au lieu qui ſera le plus à propos, & ſe portera par tout où beſoin ſera, ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Baſſe-Saxe, & des Provinces apartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Weſtphalie.

II. Sa Majeſté Danoiſe s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à ſe mettre en marche, elle auroit encore ſur pied un Corps de ſix mille Hommes, lequel ſera deſtiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit beſoin.

III. Et pour aider dès à preſent Sa Majeſté Danoiſe à ſoutenir la dépenſe, qu'elle ſera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précedens Articles, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majeſté Danoiſe un Subſide annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel ſera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du preſent Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet encore, pour ſoulager Sa Majeſté Danoiſe d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes ſe mettent en marche pour ſe rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à ſa Solde; en ſorte que s'agiſſant premierement de la défenſe du Roi de Dannemarc, Sa Majeſté Très-Chrétienne ne les payera que ſur le pied de neuf mille

ANNO 1727. mille dans la proportion que Sa Majeſté Danoiſe donne à ſes Troupes quand elles ſont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens néceſſaires pour ſon ſervice.

V. La Solde, ainſi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majeſté Très-Chrétienne que du jour de la premiere revûë qui ſe fera devant le Commiſſaire General de Sa Majeſté, lorsque les Troupes ſeront aſſemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois ſera payé d'avance, & ainſi de Mois en Mois, auſſi long-tems que lesdites Troupes ſeront ſoldoyées par Sa Majeſté Très-Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne pût prétendre avec juſtice, que le Subſide ceſſeroit au jour que la Solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette Solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un ſecours effectif par ledit Subſide, Sadite Majeſté Chrétienne veut bien conſentir à ce que ſi ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir deux années du Subſide, alors elle feroit continuer le Subſide autant de tems qu'il faudroit que le Roi de Dannemarck touchât toujours deux années de Subſide, compris ce qui ſeroit échu & ce qui reſteroit à écheoir; & ſi après lesdites deux années lesdites Troupes ne reſtent plus à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, alors le Subſide ſtipulé dans le troiſiéme Article continuera d'être payé à Sa Majeſté Danoiſe, jusqu'à la fin des quatre années, qui eſt le terme du preſent Traité.

VII. Sa Majeſté Très-Chrétienne envoyera ſur les Lieux, dès qu'elle en ſera requiſe, un Commiſſaire pour aſſiſter à la revuë qui ſera faite desdites Troupes, pour ſe mettre en marche; le même Commiſſaire prendra le nom des Regimens, qui paſſeront ainſi à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne; il examinera s'ils ſont duëment équipez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'adminiſtration de la Juſtice ſe feront, comme auparavant, par Sa Majeſté Danoiſe; le Commiſſaire General de Sa Majeſté aſſiſtera à toutes les déliberations pour les operations Militaires; & quoiqu'il ne ſoit pas poſſible de ſtatuer d'avance ſur le cas non avenu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur le pied de neuf mille Hommes, ſeront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entierement à la Solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majeſté Très-Chrétienne ne crût plus avoir beſoin pour le ſecours de ſes Alliez, de continuer le payement de ladite Solde, elle ſera obligée d'en avertir Sa Majeſté Danoiſe deux Mois auparavant.

IX. Sa Majeſté Britannique de ſon côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoiſes ſusmentionnées ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être qui viendroit pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Baſſe-Saxe.

X. Sa Majeſté Danoiſe ayant fait entendre à Sa Majeſté Britannique, qu'étant engagée par le preſent Traité de faire marcher un Corps de Troupes conſiderables dans la Baſſe-Saxe, ſes Provinces Maritimes ſe trouveroient expoſées aux entrepriſes de ſes Ennemis, Sa Majeſté Britannique étant toujours diſpoſée à pourvoir, ſelon ſes engagemens, en bon & fidelle Allié, à la ſûreté des Etats de Sa Majeſté Danoiſe, promet & s'engage d'envoyer au ſecours de Sa Majeſté Danoiſe, ſur les premiers avis des mouvemens de la Flotte Moscovite, qui donneront de juſtes ſujets de crainte, une Escadre ſuffiſante de bons Vaiſſeaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majeſté Danoiſe, & empêcher que les Moscovites ne puiſſent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ne ſoient obligées à aucun ſecours fixe envers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invaſion, dont la ſuite ſeroit ſans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité d'Hanovre; auſſi bien que des Traitez de Weſtphalie; qui les obligeroient d'aller au ſoutien de leurs Garanties, & au ſecours de leurs Alliez, qui ſeroient attaquez, ou en danger de l'être; à cette fin Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps ſera deſtiné, dès qu'il en ſera requis, à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour l'avantage commun, & pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majeſté Britannique s'engage de tenir auſſi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être deſtiné de la même maniere à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, ſelon que le cas l'exigera. ANNO 1727.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourront ſe joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Schleswick, pourront tâcher de paſſer par les Païs ſujets au Roi de Pruſſe; ce que les Alliez ſe perſuadent que ce Prince ne manquera pas de refuſer: En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puiſſance, qui que ce puiſſe être, voudroit forcer les paſſages par le Territoire du Roi de Pruſſe, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cauſe du refus que Sa Majeſté pourroit faire de laiſſer paſſer par ſes Païs les Moscovites ou leurs Adherans, comme ci-deſſus; alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au ſecours du Roi de Pruſſe, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger ceſſent, & que tout tort ou dommage ſoit réparé.

XIII. Les Ratifications du préſent Traité ſeront échangées à Copenhague dans ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous avons ſigné ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes.

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) GLENORCHY.

ARTICLES SEPAREZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne puiſſe juſtement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à ſa Solde lui dûſſent prêter Serment; cependant Sa Majeſté Danoiſe ayant réſolu de commander en Perſonne l'Armée combinée; on eſt convenu, par conſideration pour Sa Majeſté Danoiſe, de s'en remettre à ſa parole Royale, pour agir conformément aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité ſigné ce jourd'hui. Mais s'il arrivoit que Sa Majeſté Danoiſe changeât la réſolution ſusdite, & que les Rois Contractans jugeaſſent à propos de ſéparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cauſe commune, alors lesdites Troupes, à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, lui prêteroient le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemarck, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne point diſpoſer d'aucune Partie de ſes Troupes, ſoit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majeſté Danoiſe ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ſes Troupes à quelque Puiſſance que ce ſoit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts desquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant même, de s'oppoſer par tout où beſoin ſera, à tout ce qui pourroit être fait, ou projetté de contraire par quelques Puiſſances que ce ſoit; ce que Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on eſt convenu que ſi Sa Majeſté Très-Chrétienne déſiroit employer lesdits 12. mille Hommes qu'Elle paye ſur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la ſûreté du Roi de Dannemarck, n'intereſſeroient que le bien du ſervice de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au ſervice de Sa Majeſté Très-Chré-

ANNO 1727. Chrétienne, & dont on conviendroit ſix ſemaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majeſté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que ſi les Moscovites venoient par Terre pour penetrer dans l'Empire & tróubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre paſſage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne ſe ſouvienne encore des desordres qu'y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on eſt convenu, par le préſent Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre auſſi de leur côté les meſures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les paſſages qu'ils voudroient prendre ſur les Terres de la Republique de Pologne.

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) GLENORCHY.

LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quòd cùm à nonnullo tempore plura ſucceſſiſſent, quæ Paci Europæ diſturbandæ locum dare potuiſſent, niſi quàm citius medela allata fuiſſet, Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, Sua Sacra Majeſtas Britannica, & Celſi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, ſeſe invicem quàm maximè pronos exhibuerint ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes ſimultates componere poſſent, & ad hunc ſcopum attingendum, Plenipotentiarum Tabulis muniverint; nempè Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Dominum Baronem d'Effonſeca, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima Dominum Comitem à Morville ſuum Miniſtrum ac Statûs Secretarium & Aurei Velleris Equitem; Sua Sacra Majeſtas Britannica Dominum Horatium Walpole, itidem Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii Dominum Guillelmum Boreel, qui omnes poſt maturam inter ſe disquiſitionem & communicatis invicem Plenipotentiarum Tabulis, quarum Copiæ infrà tranſcriptæ reperientur, vigore earundem Plenipotentiarum ſuper ſubſequentibus Articulis Præliminaribus convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Cùm Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Commercium Oſtendanum apud nonnullos finitimos æmulationem atque etiam ſollicitudinem excitaſſe animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis cauſa conſentit, ut Privilegium, vulgò (*Octroy*) Societati Oſtendanæ conceſſum, omneque ex Belgio Auſtriaco in Indias Commercium per ſpatium ſeptem annorum ſuſpendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatûs Trajectenſis, Badenſis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatuum & Conventionum, quæ annum 1725. præceſſerunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque Contractantium poſſeſſa fuêre, intacta remanebunt, ſi quid verò ſuper iis immutatum, vel executioni mandatum non fuiſſe comperietur, juxtà tenorem eorundem Tractatuum ac Conventionum ſtatus immutatus aut executioni non datus in futuro Congreſſu discutietur & decidetur.

III. Conſequenter cuncta Commerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglica, Subditique Statuum Generalium Fœderati Belgii, antehac vigore Tractatuum cùm in Europâ, tum in Hispaniâ, prout & in Indiis gaviſi ſunt, ad eum uſum & normam revocentur, ſecundum quam per Tractatus anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto anteriores cùm ſingulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum reſpectivè Confœderatis invitabuntur, requirenturque, ut ab omni viâ facti mutuò abſtineant, quin potiùs omnia media æquabilia conciliandæ mutuò inter ſe Pacificationis amplectantur.

Partes verò Contractantes ſpondent, usque dum Congreſſus inchoetur (de quo infrà) in quo Partium intervenientium diſſidia amicabiliter discutientur, nec directè nec indirectè quocunque ſub colore aut prætextu ad ullam viam facti proceſſuras, quo præſens Septentrionis ac Inferioris Germaniæ Status turbari poſſit, quin ſeriò promittant omnia ſe conſilia inire velle, quo hoſtilitates, ſi quæ fortè intercederent, ſopiantur. ANNO 1727.

V. Mox à ſubſcriptis præſentibus Articulis, hoſtilitates quæcunque, ſi fortè quæpiam inchoatæ fuiſſent, ceſſabunt, & reſpectu Hispaniæ, octiduum poſtquam Sua Majeſtas Catholica hos Articulos ſubſcriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam ceſſationem Oſtendâ in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabellâ quâdam nomine Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ conficiendâ declarabuntur, liber tutusque ex Indiis Oſtendam concedetur reditus, & ſi quæ fortè Naves interceptæ fuiſſent, eæ una cum bonis ac Mercibus eisdem impoſitis bonâ fide reſtituentur. Peræquè tutus Navibus illis onerariis (vulgò Galliones dictis) admittetur reditus, in eâ firmâ fiduciâ, Regem Catholicum intuitu oneris ſeu rerum ac Mercium, tam in majori quàm in minori illâ Claſſe Hispanâ *Galliones* & Flotilla contentarum, eum ipſum, quo liberioribus anteà ſemper temporibus uſus eſt, quòd Claſſis Anglica non ſolùm à Portubello, omnibusque in Americâ ad Regem Hispaniarum pertinentibus Portubus abſcedet, quàm primùm fieri poterit, verùm & ejusdem Claſſis Præfectus Hozier unâ cum illâ in Europam revertetur, quo Subditi Suæ Majeſtatis Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori moleſtiâ & ſollicitudine liberentur. Commercium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Claſſes Gallorum, Anglorum aut Batavorum, quæ fortè circa littora Hispanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia ſeſe detinere poſſent, indè omni quâ fieri poteſt majori celeritate, mox à tempore quo iſthæc ceſſatio hoſtilitatum inchoabit, ſeſe recipient, ut Accolæ dictorum littorum ac orarum ab omni deinceps ſollicitudine ac metu tuti ac liberi ſint, nihilque dictis Navibus contra modò memoratos Portus, ſive directè ſive indirectè moliri licitum eſto.

VI. Iſthæc hoſtilitatum ceſſatio tam diu quàm diu ſuſpenſio Privilegii Societati Oſtendanæ conceſſi, nimirum per ſeptem annos durabit, ut intra hoc temporis ſpatium jura rationesque reciprocæ commodè conciliari, generalisque Pacificatio eo ſolidius ſtabiliri poſſit.

VII. Si fortè poſt ſubſcriptionem iſtorum Præliminarium inter Principum Contractantium Subditos, ſive in Europâ ſive in Indiis, turbas ſub qualicunque prætextu moveri aut hoſtilitatis actus exerceri contingeret, ii damna à ſuis reſpectivè Subditis perpeſſa communi ope reparabunt.

VIII. Secutâ præcedentium Articulorum acceptatione & ſubſcriptione, Congreſſus intra ſpatium quatuor Menſium à die ſubſcriptionis computandorum, Aquisgrani inſtituetur, intra quorum decurſum, jura & prætenſiones Principum Contractantium, eorumque qui ad dictum Congreſſum invitati fuerint, examinabuntur, discutientur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiarii nominandi non poterunt niſi ſolos duos Nobiles, duos Ephebos, & ſex famulos ſeu Pediſſequos in comitatu ſuo habere, quo promptius ſe ad iter parare poſſint, & ut omnis æmulatio, luxus ac ſumptus evitentur.

X. Ceremoniale nullum obſervabunt, eamque normam tenebunt quæ in nupero Congreſſu Cameracenſi obſervata fuit, idque ad declinandas eas difficultates, quæ circa præcedentiam oriri poſſent, facultate tamen proteſtandi cuique pro arbitrio relicta.

XI. Principes ſuis reſpectivè Plenipotentiariis ſeriò demandabunt, ut omnia impedimenta ſeu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congreſſum ullo modo poſſent.

XII. Ratificatio horum Articulorum intra ſpatium duorum Menſium, aut citius ſi fieri poterit, à die ſubſcriptionis erga ſe invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii Suæ Sacræ Cæſareæ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ, & Celſorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, hosce Articulos manu noſtrâ ſubſcripſimus & Sigillis noſtris com-

ANNO 1727. communivimus. Actum Parisiis die ultimâ Mensis Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo septimo.

(*Signatum erat*)

Marcus Baro Deffonseca. (L. S.) — *Le C de Morville.* (L. S.) — *H. Walpole.* (L. S.) — *W. Boreel.* (L. S.)

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis.

NOs Carolus Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, Wurtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Absburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretii, Kiburgi, Goritiæ & Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Cùm à tempore non multò abhinc certæ simultates nonnullos inter Europæ Principes exortæ sint, quæ propediem in apertum Bellum erumpere minabantur, & verò inter Regem Hispaniarum, Regemque Magnæ Britanniæ actu eruperunt, iis verò amicabiliter componendis certi Articuli pro parte Christianissimi Regis ejusque Confœderatorum expositi Nobis fuerint, qui ad præparandum Congressum pro Pacificatione generali diffidentium Principum institutum præviè, seu Præliminariter subscribi ac signari debeant; hinc est quòd Magnifico nostro & Sacri Romani Imperii fideli dilecto N. Baroni d'Effonseca potestatem plenam fecerimus, prout hisce facimus, ut præfatos Articulos Præliminares cum Plenipotentiariis Ministris intervenientium Principum, nomine nostro, tanquam Minister noster Plenipotentiarius subscribat & signet; Verbo Cæsareo, Regio & Archiducali promittentes, Nos eos à præfato Plenipotentiario Nostro ita subscriptos & signatos Articulos intra tempus conventum approbaturos & ratificaturos esse. In quorum fidem ac robur præsentes manu nostrâ subscriptas, Sigillo nostro Imperatorio, Regio Archiducali, firmari jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die duodecimâ Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesimo septimo, Regnorum Nostrorum Romani decimo sexto, Hispaniarum 24., Hungarici verò & Bohemici itidem 16.

CAROLUS.

Philippus Lud. C. a Zinzendorff.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis proprium,

Joannes Georgius de Buol.

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme il s'est élevé depuis quelque tems des differends qui ont déja donné lieu à plusieurs hostilitez entre quelques Puissances, & qui auroient pu causer un embrasement general dans l'Europe, s'il n'y étoit pourvû sans retardement; ainsi que Nous & Notre très-cher & très-aimé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le desirons avec un égal empressement; Nous avons voulu entrer dans tous les moyens propres à raffermir entierement la Tranquillité générale, & Nous confians en la capacité, experience, zèle & fidelité pour Notre service de Notre amé & feal le Sr. Fleuriau Comte de Morville, Notre Ministre & Secretaire d'Etat des affaires Etrangeres, Chevalier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de Notre main, commettons, ordonnons & deputons ledit Sr. Comte de Morville, & lui avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour conjointement avec les Ministres de Notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, convenir en Notre nom, en qualité de Notre Ministre Plenipotentiaire avec les Ministres Plenipotentiaires de notre très cher & très-aimé Frere, l'Empereur des Romains, & de Notre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi d'Espagne, pareillement munis de Plein-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec lesdits Ministres ensemble ou separement tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sr. Comte de Morville aviséra bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y ait quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en lesdits Presens, promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sr. Comte de Morville aura stipulé, promis & signé, en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme pour être échangées dans le tems dont on sera convenu: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 30. Mai l'an de grace 1727., & de Notre Regne le 12. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, Le Blanc.

ANNO 1727.

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Majestatis Britannicæ.

GEORGIUS REX.

GEorgius Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunswici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi Thesaurarius & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint salutem. Quandoquidem ardentissimo flagrantes desiderio, Pacem & Tranquillitatem totius Europæ communem restituendi conservandique, & Bellorum flammas jam erumpentes, & latius in dies sese sparsuras, exstinguendi, Virum quemdam eo negotio parem nominare, atque auctoritate sufficienti instruere duxerimus, qui cum Ministris ex parte Principum Rerumque Publicarum, quorum interesse poterit, ad opus adeò salutare & necessarium deputatis & instructis conferre, & Tractatus aliave Instrumenta conficere possit; Sciatis igitur, quòd Nos fide, industriâ & in rebus magni momenti tractandis usu & perspicaciâ fidelis & dilecti Nobis Horatii Walpole Armigeri plurimum confisi, eundem nominavimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; dantes & concedentes eidem omnem & omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque; nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra) cum Ministris quibusvis, à quocumque Principe vel Republicâ auctoritate sufficienti instructis, congrediendi, colloquendique, ac Tractatus, Conventiones, seu Pacta Conventa, Articulos sive secretos sive separatos, atque Instrumenta demum quæcumque, quæ ad consilium scopumque suprà memoratum facilius efficaciusque assequendum facere possint, pertractandi, peragendi, concludendi, conficiendique, atque ea omnia quæ ita peracta, & conclusa fuerint, pro nobis & nostro nomine signandi, eademque mutuò tradendi, recipiendique ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad finem salutarem suprà dictum attingendum, vel quomodolibet opportuna esse judicaverit, tam amplis modo & formâ ac vi effectuque pari ac Nos ipsi, si interessemus, facere ac præstare possemus; spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcumque à dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præsentium transigi, concludi & signari contigerint, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & formâ, quibus conventa fuerint, habituros.

In quorum omnium majorem fidem & robur præsen-

ANNO 1727. tibus manu noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus; quæ dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi 25. die Menſis Aprilis, anno Dom 1727. Regnique noſtri 13.

Pleinpouvoir des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces Préſentes verront ſalut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conſervation de la Paix & de la Tranquillité publique, ne ſouhaitant rien avec plus d'empreſſement, ſinon que les differends, qui agitent préſentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puiſſent être aſſoupies par une bonne & prompte conciliation, & qu'à cet effet on puiſſe convenir au plûtôt de quelques Préliminaires pour poſer le fondement à une Négociation ulterieure dans un Congrès général, où ces differends pourront être discutez plus amplement, & comme Nous connoiſſons les mêmes ſentimens pacifiques dans Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majeſté Imperiale, & Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne ne ſoient auſſi portez à entrer dans toutes les voyes qui pourront conduire à prévenir la Guerre & à conſerver la Paix, ſi eſt ce que Nous fians entierement à la prudence, fidelité & experience du Sr. Guillaume Boreel, Nous l'avons nommé, élu & conſtitué, le nommons, l'éliſons & conſtituons Notre Plenipotentiaire, lui donnant par ces preſentes Pleinpouvoir & Mandement tant général que ſpecial, pour que conjointement avec les Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique, il puiſſe conferer & traiter avec celui ou ceux qui aura pareillement Pleinpouvoir de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, ſur les Articles Préliminaires qu'on jugera convenables pour préparer un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'arrêter, conclure & ſigner tous les Articles dont on ſera convenu, d'en paſſer les Inſtrumens néceſſaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pourrions faire ſi Nous étions préſens; promettans ſincerement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & ſtable tout ce que ledit Sr. Guillaume Boreel, en vertu de ce Notre Pouvoir, aura negocié, arrêté, conclu & ſigné, & que Nous paſſerons là-deſſus Nos Actes d'Approbation & de Ratification en bonne & duë forme. En foi de quoi Nous avons fait munir ces préſentes de notre grand Sceau, les ſigner par le Preſident de notre Aſſemblée, & les ſousſigner par notre Greffier. A la Haye le 6. May 1727. (*Etoit ſigné*) A. VELTERS. vt. *Plus bas*, par Ordonnance des ſusdits Seigneurs Etats Généraux.

(*Signé*) F. FAGEL.

LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.

COmme la Sereniſſime Maiſon de Brunswic-Lunebourg a toujours tâché de conſerver & de cultiver une amitié intime entre toutes ſes Branches, ce qui a contribué non ſeulement à la gloire & au bonheur de ladite Sereniſſime Maiſon, mais auſſi à l'avantage de la Religion Proteſtante, dont ladite Maiſon a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & Son Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il ſera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maiſon, que pour celui de la Religion Proteſtante, de rafermir l'antique Union par de nouvelles liaiſons faites entre Sadite Majeſté & Sadite Alteſſe Sereniſſime, en vuë ſeulement de ſe donner une Garantie reciproque pour leurs propres Païs, & ſans le moindre deſſein de cauſer aucun préjudice, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puiſſance que ce ſoit: pour cet effet, elles ont muni de part & d'autre de Pleinpouvoir ſuffiſant; c'eſt à-dire, Sadite Majeſté le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, ſes Conſeillers Privez, les Sieurs Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonſhire, Preſident de ſon Conſeil Privé; Thomas Lord Trevor, Garde de ſon Sceau Privé; Thomas Holles, Duc de Neucaſtle, un de ſes principaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townſhend, l'autre de ſes principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretiere, & premier Commiſſaire de la Treſorerie: & Sadite Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolffenbuttel, le Sieur Conrad Detleff, Comte de Dehn, ſon Miniſtre d'Etat Privé, Preſident de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St. Blaiſe à Brunswic, Echanſon Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhauſen & Riddaghauſen, Chevalier des Ordres Danois, & ſon Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne; leſquels ayant conferé enſemble ſur les moyens le plus propres pour parvenir aux buts ci-deſſus mentionnez, ſans faire tort à perſonne, ſont tombez d'accord des Articles ſuivans. ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & union ſincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Heritiers & Succeſſeurs; laquelle ſera ſi exactement & fidelement gardée, que les Parties Contractantes non ſeulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais auſſi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque l'un de l'autre, & traverſeront au poſſible tout deſſein prejudiciable, qui pourra ſe former contre l'un ou l'autre desdites Parties Contractantes, conformement aux Traitez & Conventions qui conſiſtent déja dans les deux Branches de ladite Sereniſſime Maiſon.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, lesdites Parties Contractantes promettent de s'aſſiſter mutuellement par leurs Conſeils, & par leurs bons offices, par tout où il en ſera beſoin. Et comme le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne promet de garantir audit Sereniſſime Duc tous ſes Païs & Etats; ainſi ledit Sereniſſime Duc promet ſa Garantie audit Sereniſſime Roi pour la défenſe de ſes Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ſes Païs & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le ſixieme de Mai 1671. entre les Sereniſſimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, oblige déja le Sereniſſime Duc à maintenir toujours au poſſible la poſſeſſion de la Ville & Forteresſe de Brunswic, pour la ſûreté commune de ladite Maiſon, Sadite Alteſſe Sereniſſime renouvelle ici toute la teneur de cedit Article, & s'engage de ne livrer jamais ſadite Ville & Forteresſe de Brunswic, en mains, poſſeſſion, ou pouvoir de qui que ce ſoit.

III. Qu'en cas que les ſusdits Païs & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes ſoient menacées d'une attaque ou invaſion, alors elles concerteront enſemble, ſans perte de tems, ſur les moyens de repouſſer leurs Ennemis, & regleront d'abord & ſans délai, les proportions des ſecours à ſe prêter mutuellement, bien entendu que le ſecours qui devra être fourni à Sa Majeſté Britannique de la part dudit Sereniſſime Duc, ſelon ledit concert à faire, ne pourra pas être reglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le ſusdit Sereniſſime Duc ayant repreſenté au ſusdit Sereniſſime Roi, que pour ſe mettre & ſe maintenir dans un Etat, & dans une ſituation à remplir d'autant mieux & plus ſûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majeſté, il ſeroit obligé de ſe charger de groſſes dépenſes, qu'il faudra faire pour un Corps de Troupes ſuffiſant pour garder ſon propre Païs, Villes & Forteresſes, en cas de danger, & pour aller au ſecours des Païs & Etats dudit Sereniſſime Roi, s'il y en aura beſoin; Sa Majeſté ledit Seigneur Roi, en conſideration de ce qui eſt ci-deſſus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt-cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'eſpace de quatre ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling ſera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du préſent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce ſoit, voulût en haine du Traité d'amitié & de défenſe mutuelle, fait & ſigné ce jourd'hui, faire quelque inſulte aux Païs, Villes & Territoires, apartenans au Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui cauſer quelque tort ou dommage, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne promet

ANNO 1727. promet & s'engage de garantir ledit Sereniſſime Duc de telle inſulte, & de faire tout ſon poſſible pour faire ceſſer tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du ſusdit Traité.

VI. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié ſera ratifié en dûë forme par lesdits Sereniſſimes Roi & Duc, & les Ratifications en ſeront échangées dans l'espace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi dequoi, nous ſousſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Traité d'amitié, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DEHN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S) R. WALPOLE.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme Son Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Wolfenbuttel a promis par l'Article troiſiéme du Traité ſigné ce jourd'hui, de fournir à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, au cas ci ſpecifié, un Corps de cinq mille Hommes, & Sadite Alteſſe Sereniſſime ayant fait repreſenter les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, ſi ledit Corps de Troupes devoit être transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne, & de l'Irlande, ſelon le contenu de l'Article ſecond dudit Traité, ledit Sereniſſime Roi conſent, que les Troupes, que ledit Sereniſſime Duc doit lui fournir, ne ſeront pas obligez de paſſer dans lesdits Royaumes de Sadite Majeſté, mais qu'elles ſeront plutôt employées, ou à remplacer celles qui ſeroient tirées des Etats de Sa Majeſté en Allemagne, ou à être miſes dans les Garniſons des Etats Généraux, à la place des Troupes desdits Etats qui pourroient paſſer dans les Royaumes de Sadite Majeſté, ſelon que le tout ſera plus exactement reglé lorsque le cas exiſtera.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré, de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui, il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous ſousſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Article ſeparé, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DEHN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALPOLE.

LIX.

1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la Compagnie de* TRANQUEBAR.

NOUS FREDERIC IV. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc* &c. ſavoir faiſons, qu'aiant été requis de declarer nos intentions ſur l'Octroi accordé par notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire à la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, nous l'avons confirmé dans tous ſes points, & y avons ajouté les amplifications qui ſe trouveront ci-après. (La teneur dudit Octroi eſt comme s'enſuit.)

Nous CHRE'TIEN V. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc*, &c. Savoir faiſons à tous & chacun que nous avons prolongé l'Octroi accordé le 28. Novembre 1670. à notre Compagnie des *Indes-Orientales*, établie dans le Fort de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar* ſur la Côte de *Coromandel*, pour en jouïr pendant l'espace de 40. ans, à compter de la date dudit Octroi, aux conditions ſuivantes.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre nom, avec les Rois & autres Etats des Indes, telles Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme auſſi d'employer tels moyens offenſifs ou defenſifs qu'elle jugera convenables à l'accroiſſement & à la défenſe de ſon Commerce, contre tous ceux qui voudroient le troubler, lui accordant pour cet effet tous les Pleinspouvoirs néceſſaires. ANNO 1728.

Que s'il lui étoit ſuscité quelque obſtacle de la part de quelques Puiſſances ou Etats *Européens* que ce ſoit, la Compagnie nous en donnera avis, ſans ſe porter à aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins qu'elle ne fût attaquée ou moleſtée, auquel cas il lui ſera permis de repouſſer la force par la force.

Promettons de ratifier en tems & lieux toutes les Negociations que ladite Compagnie aura faites avec les Rois & Etats des *Indes*, & de lui procurer telles recommandations qui ſeront néceſſaires auprès des Princes Etrangers pour l'avantage de ſon Commerce, lui accordant dès à préſent le pouvoir d'établir en ce Païs-là telles Forteresſes, Loges & Comptoirs dont elle pourra avoir beſoin, &c. leſquels lui apartiendront en toute proprieté, à condition néanmoins que ſi, après l'expiration du préſent Octroi, Nous ou nos Succeſſeurs voulions en gratifier une autre Compagnie, celle-ci ſera tenuë de s'en déſiſter, &c.

II. Quoique Nous & nos Succeſſeurs tenions en notre nom le Fort de *Dannebourg* & la Ville de *Tranquebar*, les Directeurs & Hauts Participans de ladite Compagnie pourront néanmoins, durant le terme du préſent Octroi, choiſir & nommer à la pluralité des voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont nous promettons d'aprouver le choix, à condition que celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains des Directeurs, de défendre ladite Place jusqu'à la derniere goute de ſon ſang, &c. Nous confiant que lesdits Directeurs ne choiſiront pour cet emploi que des perſonnes d'une fidelité reconnuë & d'une experience dans les affaires telle qu'il convient à notre ſervice & à celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandant ou Vice-Commandant faire aucun Commerce pour ſon compte, non pas même avec la permiſſion du Conſeil Privé; mais ils ſe contenteront des Apointemens accordez à chacun des Directeurs, & ne feront de Commerce que pour le compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie jouïra de tous les revenus de *Dannebourg* & de *Tranquebar*, moyennant quoi elle ſera obligée d'y entretenir à ſes fraix une Garniſon de 200. *Européens* au moins & d'autant de *Negres* qu'il ſera néceſſaire, comme auſſi de payer au Prince de *Tanjour* la Penſion annuelle qu'on lui donne, à moins que les Directeurs ne faſſent avec lui de meilleures conditions, & qu'ils ne ſoient obligez de faire pour cela de nouveaux fraix, leſquels leur ſeront allouez. Permettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Poſſeſſions dans les *Indes*, & d'y envoyer tels Officiers qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à perſonne qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres Sujets, aucun Paſſeport ou permiſſion de naviger aux *Indes*, tant que durera le préſent Octroi; & ſi quelques-uns de nos Sujets ſont ſurpris en fraude à cet égard, leurs Vaiſſeaux & Effets ſeront confiſquez au profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en ſervir, &c.

L'Amplification faite à cet Article par Sa Majeſté Regnante eſt comme il s'enſuit.

LAdite Compagnie aura la même liberté qu'auparavant d'équiper des Vaiſſeaux qui iront & viendront de notre Réſidence Royale de *Coppenhague* en diverſes Places des *Indes-Orientales*, comme auſſi de les charger & décharger dans tels Ports & Villes de nos Royaumes & Etats qu'elle jugera à propos, moyennant que cela ſe faſſe au nom & pour le compte de la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, & qu'il n'y ſera employé que de nos Sujets préférablement à toute autre Nation.

VI. Les Vaiſſeaux & Effets de la Compagnie, ſoit en commun ou en particulier, ne ſeront jamais arrêtez ni autrement moleſtez ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, & ſon Commerce aura toujours un libre cours.

ANNO 1728.

L'Amplification de Sa Majeſté Regnante à cet Article eſt.

QUe tous les Vaiſſeaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les Effets étrangers qui pourroient y entrer par Aſſociation, comme auſſi les Capitaux qui auront été mis dans l'ancienne Compagnie des *Indes*, à qui qu'ils puiſſent apartenir, en tout tems & en tous Lieux, ſeront exempts de toutes charges & Impôts, (excepté ce qui eſt ſtipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) ſpecialement les Capitaux Etrangers, qui ſeront exempts du 6. & 10. Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie; & ils ne ſeront arrêtez, ni autrement moleſtez de quelque maniere que ce puiſſe être, ni par Nous & nos Succeſſeurs, ni par nos Miniſtres & Officiers, &c.

VII. Quelques Marchandiſes que ce ſoit, nulle exceptée, que la Compagnie envoye de nos Royaumes aux Indes, avec ſes propres Vaiſſeaux ou des Vaiſſeaux Etrangers, & toutes celles qu'elle fera venir des Païs Etrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Negoce, ſeront entierement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puiſſe nommer. De même tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qui apartiennent ou qui pourront apartenir à la Compagnie ſeront auſſi exempts de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une ſpécification exacte de toutes ces Marchandiſes, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, ſavoir de ce qui ſe transporte dans les Païs Etrangers, un pour cent, & demi pour cent de ce qui ſe conſume dans nos Royaumes & Etats.

VIII. Permettons que les Hauts Participans, qui ont voix dans la Compagnie, en puiſſent nommer les Directeurs, ſans que nous ni ceux de notre Maiſon Royale qui auront part dans ladite Compagnie, puiſſions aucunement nous en mêler.

IX. Les Directeurs nommez auront pouvoir de choiſir & de mettre tous les autres Officiers & Domeſtiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en *Europe*, qu'aux *Indes*; & ceux-ci ſeront obligez de ſe conformer à tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſous peine d'être punis ſelon l'exigence du cas.

X. La Compagnie aura ſa propre Juſtice, de maniere que les Directeurs pourront eux mêmes, dans toutes les affaires & différends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domeſtiques d'icelle, tant qu'ils ſeront à ſon ſervice & qu'ils n'auront pas entierement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pourront auſſi nommer un ou pluſieurs des Participans pour les juger. Leurs Sentences ſeront ſans Appel, à moins qu'elles n'intéreſſent l'honneur ou la vie de quelqu'un, auquel cas ſeulement le Condamné pourra appeller au Tribunal Superieur.

XI. La Compagnie aura auſſi ſon propre Poids & ſa Balance dont elle pourra ſe ſervir en toute occaſion, bien entendu qu'ils ſoient conformes au Poids & à la Balance dont il eſt ordonné de ſe ſervir dans nos Royaumes & Etats.

XII. Les Artiſans au ſervice de la Compagnie, auſſi bien que les Maitres dans les Corps de métiers, ſeront obligez de travailler & expedier tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſuivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

XIII. La Compagnie pourra en toutes ſortes d'affaires ſe ſervir de Papier non marqué, lequel ſera reçû dans tous les Tribunaux & tenu pour auſſi valable que le Papier marqué.

XIV. Il ſera permis aux Directeurs de regler l'intérêt des Sommes qu'ils auront empruntées pour le ſervice de la Compagnie, ſur le pied dont ils pourront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

XV. Les Directeurs pourront auſſi choiſir des Perſonnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Evangelique, tant ſur les Vaiſſeaux qu'aux *Indes*, & pour adminiſtrer les Sacremens. Et ces Miniſtres ainſi choiſis ſeront par Nous confirmez & avancez dans la ſuite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils menent une vie exemplaire.

XVI. Pourront les Officiers de la Compagnie ſe ſervir aux *Indes* de notre Sceau pour toutes les expeditions concernant les affaires de la Compagnie. ANNO 1728.

XVII Et comme les Directeurs Nous ont fait ſavoir qu'à leur Entrée dans le Château de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar*, il n'avoit point été fait d'Inventaire, tèl qu'il eſt ordonné par l'Octroi précedent. Nous voulons bien excuſer cette négligence & les diſpenſer d'en faire un à l'expiration du préſent Octroi, ne demandant autre choſe d'eux ſinon que les Fortifications de *Dannebourg* & de *Tranquebar* ſoient en bon état, bien pourvuës de Canons montez ſur les Affuts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb ſuffiſante pour une année.

De plus la Compagnie ſera obligée, après la Date de cet Octroi, de faire venir un ou pluſieurs Vaiſſeaux chargez, dont la Cargaiſon ſoit eſtimée plus de 150000. Ecus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpetre dans notre Arſenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpetre ſera delivré 8. Ecus à notre Chambre de Finances, ſans que les Vaiſſeaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, ſoient tenus de payer autre choſe: & les années qu'il n'arrivera point de Vaiſſeaux, ou que leur charge ſera eſtimée moins de 100000. Ecus, ils ſeront exempts de cet Impôt.

L'Explication donnée par Sa Majeſté Regnante à l'Art. XVII. eſt.

QUe lorsqu'il arrivera dans la ſuite quelque Vaiſſeau de retour, il ſera libre à la Compagnie de payer 8000. Ecus ou de livrer 100000. Livres de Salpetre. Donné à *Coppenhague* le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC Roi.

SAvoir faiſons par ces préſentes, que notre intention eſt que le XVII. Article ci-deſſus ſoit exécuté, c'eſt-à-dire, qu'il ſoit libre à la Compagnie de livrer 100000. Livres de Salpetre ou de payer 8000. Ecus des Vaiſſeaux de retour dont la charge montera à plus de 150000 Ecus, ſoit qu'il en arrive un ou pluſieurs, ſoit qu'ils viennent enſemble ou l'un après l'autre. Fait à *Coppenhague* le 6. Fevrier 1728.

Signé,

FREDERIC Roi.

ENſuite vient la fin de l'ancien Octroi, à quoi il eſt ordonné que chacun ait à ſe conformer. Donné à *Coppenhague* le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRE'TIEN Roi.

La Confirmation de Sa Majeſté Regnante en ces termes.

NOus confirmons par ces préſentes l'Octroi ci-deſſus énoncé, & voulons qu'il ſoit exécuté dans toutes ſes Clauſes & Articles. Défendons à tous & un chacun d'y porter aucun obſtacle ni préjudice ſous peine d'encourir notre indignation. Donné à *Coppenhague* le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC Roi.

Et plus bas,

D. WIEDE.

LX.

Convention entre les Rois d'Eſpagne & d'Angleterre ſur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1728. 6. Mars.

QUandoquidem difficultates quædam ſubortæ ſint ſuper Articulis exequendis, qui Præliminares vocantur, quique Lutetiæ Pariſiorum die ultimâ Menſis

ANNO 1728. Menſis Maji, deindeque Viennæ die decimâ tertiâ Junii annii 1727 à Miniſtris hinc indè Poteſtate ſufficienti communitis, ſignati fuêre: Cumque per declarationem quandam à Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobatam, antehactæ difficultates feliciter compoſitæ fuerint, cujus Declarationis, ejusdemque à Suâ Majeſtate Catholicâ acceptionis, prout ipſiusmet nomine, & Mandato à Marchione de la Paz exhibita & ſubſcripta fuit, tenor hîc ſequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'eſt élevé certaines difficultez entre les Parties Contractantes par raport à la reſtitution des Priſes qui ont été faites de part & d'autre, & nommément celle du Vaiſſeau le Prince Frederic, & de la Cargaiſon apartenant à la Compagnie du Sud, ſaiſi & arrêté par les Espagnols à la Vera Crux, leſquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Espagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majeſté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui eſt poſſible, les choſes, & pour lever tous les obſtacles qui s'oppoſent à une Pacification générale, a déclaré, & a donné ſa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle enverroit ſans délai des ordres à ſes Amiraux Wager & Hoſier, ou celui qui commandera à ſa place, de ſe retirer des Mers des Indes d'Eſpagne, qu'Elle conſent que l'on diſcuteroit & décideroit dans le Congrès, les Contrebandes & autres ſujets de plaintes, que les Eſpagnols peuvent avoir par rapport au Vaiſſeau le Prince Frederic.

Que toutes les prétenſions reſpectives, de part & d'autre, ſeront produites, débatuës & décidées au même Congrès; Que l'on y diſcutera & décidera pareillement, ſi les Priſes, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être reſtituées, & que Sa Majeſté Britannique ſe tiendra à ce qui ſera reglé ſur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maître, en vertu des ordres & Pleinpouvoirs que j'ai reçu pour cet effet, que cette diſcuſſion à faire au Congrès, s'executera fidélement; Que l'échange des Ratifications ſe fera ſans délai, & que le Congrès s'aſſemblera infailliblement, & le plutôt qu'il ſera poſſible, ſelon que les Miniſtres des Parties Contractantes, qui ſe trouveront à Paris, en conviendront, ſi Sa Majeſté Catholique veut donner ſa Parole Royale.

1. De lever inceſſamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faiſant retirer ſon Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occaſion de ce ſiége, en remettant le tout de part & d'autre conformement au Traité d'Utrecht.

2. D'envoyer ſans retard des ordres clairs & précis, pour remettre auſſi-tôt le Vaiſſeau le Prince Frederic & ſa Cargaiſon aux Agens de la Compagnie du Sud, qui ſont à la Vera Crux, pour qu'à leur volonté ils le faſſent paſſer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloiſe aux Indes, ſelon ce qui eſt ſtipulé par le Traité de l'Affiento, & convenu par les Articles 2. & 3 des Préliminaires.

3. De faire remettre inceſſamment les Effets de la Flotille aux Intereſſez, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformement à l'Art. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majeſté Catholique s'engage de la même maniere que Sa Majeſté Britannique s'y eſt engagée ciderſſus, à s'en tenir à tout ce qui ſera reglé par la ſuſdite diſcuſſion & déciſion du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(*Signé*)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

Yo el infraſcripto Marques de la Paz declaro de expreſſa orden en el Real Nombre del Rey Catholico, mi Amo, y en conſequencia de ſu pleno Poder, que Su Mageſtad por ſu ſiempre conſtante deſeo de facilitar las Negociationes para una Paz univerſal y permanente ha venido en acceptar, y effectivamente admite y accepta la propoſition ultimamente hecha por el Señor Conde de Rotenbourg, Miniſtro Plenipotentiario de Su Mageſtad Chriſtianiſſima, ſegun queda immediatemente à qui arriva inſerta. En fée de loqual firmo la preſente Declaracion, y la pengo el Sello de mis Armas, el 5. de Marzo 1728. ANNO 1728.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii, debitâ auctoritate ſufficienter inſtructi, quo declaratio ſuperſcripta vim vigoremque ampliſſimum obtinere poſſit, hoc aſſenſûs, confirmationisque ſpeciale Inſtrumentum, nomine & Mandato Dominorum noſtrorum reſpectivè ſignavimus, eidem Sigilla noſtra appoſuimus. Actum Pardo die 6. Menſis Martii, anno Domini 1728.

(*Signatum*)

KONIGSEGG (L.S.) KEEN. (L.S.) ROTEMBOURG. (L.S.)

El Marques DE LA PAZ. (L.S.) F. VANDER MEER. (L.S.)

LXI.

* *Copia Reverſalium ad implendas conditiones in Literis Inveſtituræ de S. R. I. Ducatibus Hetruria, Parma & Placentia expreſſas à Rege Hiſpan.* LUDOVICO *Madriti* 28. *Febr.* 1724.

LUDOVICUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennii, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Santiſtevan, nec non Marchio Berreti Landi, noſtri in Cameracenſi Congreſſu Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Menſis Auguſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſignati, dieque decimâ ſextâ Menſis Februarii anni ſubſequentis milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi à Rege, & Parente noſtro Hagæ-Comitis accepti Complementum & obſervantiam acceperint & admiſerint Diploma Cæſareum, ſive Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus ſeu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Inveſtituram pro Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Sereniſſimæque Reginæ Dominæ noſtræ natæ Parmenſis Duciſſæ Filio, ipſiusque Deſcendentibus, & Succeſſoribus Masculis è Legitimo Matrimonio ſusceptis, & horum defectu pro cæteris univerſis ejusdem Reginæ Sereniſſimæ Dominæ noſtræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipſis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis noſtræ ſubſcriptum, atque Sigillo firmatum tradiderant inſtrumentum quoddam, cujus tenor ſubſequens adeſt.

Nos infraſcripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii recipimus in complementum & ſatisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die ſecunda Auguſti 1718. Londini ſubſcripti, & decima ſexta Februarii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæſareum, ſeu Litteras exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentes Ducatuum, ſeu Statuum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ pro Sereniſſimo Infante Carolo Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filio ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio Natis, aut poſt deceſſum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, quod Nobis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hodie debita in forma coram Miniſtris Plenipotentiariis Regum Mediatorum ritè extraditum fuit; Promittimusque nomine Sacræ Catholicæ Majeſtatis, omnes, & ſingulas in prædicto Diplomate expreſſas conditiones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majeſtate, prout & à Sereniſſimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Suc-

* Ces Pièces ont été publiées en 1728. & la plûpart deliviées alors quoique ſignées plûtôt.

ANNO 1728. & Succeſſoribus Masculis, ibidemque recenſitis ejus Fratribus ſanctè & inviolatè executum & obſervatum iri, in cujus fidem præſens hoc Inſtrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majeſtate nobis conceſſæ, cujus Apographum ad finem adjunctum eſt, manu propriâ, Sigilloque noſtro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majeſtate ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium ſex ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs, ſi fieri poteſt, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigeſima quarta Januarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) El Conte de SANTISTEVAN.

(L.S.) El Marquis BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santiſtevan, & Marchione Beretti Landi præfati Inſtrumenti hic ſupra translati & inſerti exemplar Nobis miſſum fuerit, poſtquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo, contentum, & expreſſum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus univerſas & ſingulas conditiones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expreſſas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmiſſum eſt Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Inveſtitura eventualis in ipſo contenta, adimplendas, & inviolabiliter obſervandas erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium tam à Nobis, quàm à Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Hæredibus, atque Succeſſoribus ſuis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum deceſſu ab ipſius Fratribus in ipſa præfata Inveſtitura recenſitis, ad quam Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præſentes Litteras expedire juſſimus, manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro ſecreto firmatas, atque ab infraſcripto, Sanctioris Conſilii commentarienſi noſtro Chirographo adſcriptas, datas Madriti die vigeſimâ octavâ Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) YO EL REY.

JOANNES AB ORENDAYN.

Copia Guarantiæ ſeu Cautionis particularis ad impiendas conditiones Litteris Inveſtituræ S. R. I. Ducatuum Hetruriæ, Parmæ, ac Placentiæ inſertas à Rege Britanniæ. In Palatio Divi Jacobi 23. ſt. v. Jan. Anno 172¾.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes hæ Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Inſtrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præſtandæ, inter nos & bonum Fratrem noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, per Miniſtros Plenipotentiarios utrinque mandatos, & Authoritate ſufficienter munitos Cameraco die vigeſimo quarto Menſis præſentis Januarii, ſtyli novi, concluſum, ſignatumque fuerit, Formâ & verbis, quæ ſequuntur. Poſtquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo ſexto Februarii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo viceſimo à Rege Catholico ſolemni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciscentium conſenſu, pactum definitúmque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Heruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo poſſeſſi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Hispaniarum Reginæ Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter una cum eorum poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu Literas expectativæ Inveſtituram eventualem continentes pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujus tenor hic ſequitur. ANNO 1728.

Locus Inſtrumenti Infeudationis.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinſertarum expectativæ Literarum ſatisfeciſſe; Ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantiâ obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hispaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſe adimplere debere, ac præſertim, quod in caſu exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione actualem ac proprie ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps cæterique ut ſupra ipſimet, aut per ſufficientes poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios coram Throno Imperiali præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Britannica & Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima conjunctim & ſeparatim pro ſe ſuisque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantiâ & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatas agnoscunt ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Infeudationis conditionum, dum caſus evenerit, ſeriò manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſuper præfatos Ducatus conſtitutum, illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannica & à Sua Regia Majeſtate Chriſtianiſſima Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs, ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii, & Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti, Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die vigeſima quarta Menſis Januarii ſt. n. Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto.

POLWARTH. (L.S.) — DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L.S.)

WHITWORTH. (L.S.) — ROTTEMBOURG. (L.S.)

NOs viſo & perpenſo Inſtrumento Guarantiæ ſupraſcripto idem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris, idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Inſtrumentum Guarantiæ, omniaque & ſingula, quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituros & obſervaturos, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi die viceſimo tertio ſt. v. Menſis Januarii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo tertio quarto Regnique noſtri decimo.

Acta

ANNO 1728.

Acte de Garantie du Roi de France.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre aimé & feal le Sr. de St. Conteſt, Conſeiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien aimé le Sr. Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & ſigné en ladite Ville de Cambrai le $\frac{24}{13}$. du preſent Mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & avec le Baron de Whitworth Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ſes Pleinspouvoirs en bonne forme, l'Acte de Guarantie, dont la teneur s'enſuit.

POſtquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti Anni millêſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti, ac deinde Hagæ-Comitum die decimâ ſextâ Februarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo à Rege Catholico ſolenni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium conſenſu pactum definitumque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo, poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis; Ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe, ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Hiſpaniarum Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filius primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hiſpaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter unà cum eorum poſteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu, Literas Expectativæ Inveſtituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujusque tenor hic ſequitur.

Locus Inveſtituræ.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinſertarum exſpectativæ Literarum ſatisfeciſſe, ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantia obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hiſpaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſè adimpleri debere, ac præſertim quod in caſu exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit, ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione, actualem & propriè ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps, cœterique, ut ſupra, ipſimet, aut per ſufficientes poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios coram Throno Imperiali præſtitis præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, & Sua Regia Majeſtas Britannica conjunctim & ſeparatim, pro ſe, ſuisque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantia & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatos agnoscunt, ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Infeudationis conditionum, dum caſus evenerit, ſeriò manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſupra præfatos Ducatus conſtitutum illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannicâ Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, & Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die vigeſima quarta decima tertia Menſis Januarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto tertio.

DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L. S.)

POLWARTH. (L. S.)

ROTTEMBOURG. (L. S.)

WHITWORTH. (L. S.)

NOus ayant agreable le ſusdit Acte de Guarantie en tous & chacun les points qui y ſont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Verſailles le vingt-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille ſept cent vingt-quatre, & de nôtre Regne le neuvieme.

LOUIS.

Par le Roi,

FLEURIAU.

Copia Plenipotentiæ Cæſ. in forma Patenti cum facultate ſubſtituendi pro Comite Carolo Borromæo ſuper capeſſenda poſſeſſione Ducatus Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

NOs CAROLUS SEXTUS &c. Notum teſtatumque facimus tenore præſentium univerſis, quod nos, cum ea, quæ nos inter &c. Sereniſſ. Potentiſſimique Hiſpaniarum Regis Catholici dilectionem Art. 4. Fœderis quadruplicis Anno 1718. Lugduni Britannorum initi, ac poſtea Tabulis Imperialis noſtræ Pacis Viennenſis An. 1725. confirmati, ad conſervanda priſtinæ ſuperioritatis Imperialis Jura circa Magnum Ducatum Hetruriæ, ejusque Succeſſionem, deficiente Domus Mediceæ ſtirpe Masculina, in favorem Sereniſſ. Principis Caroli Hiſpaniarum Infantis, modernæ Reginæ Eliſabethæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ Filii Primogeniti ejusque Descendentium & ultra, annuentibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non convenientibus Galliæ, Angliæque Coronis, ſuo impoſterum ordine ac modo traditis, inſuper eventualis Inveſtituræ Literis dispoſita ſtatuta & ſancita ſunt, plenæ executioni mandanda ſtatuerimus, Illuſtrem & Magnificum Carolum Comitem Borromæum &c. cujus fidem, prudentiam atque rerum gerundarum dexteritatem nobis ſat probatam novimus, ſpecialiter in noſtrum Cæſareum Plenipotentiarium deſtinaverimus, nuncupaverimus & conſtituerimus prout ipſum hisce ex plenitudine poteſtatis & authoritatis noſtræ Cæſareæ deſtinamus, nuncupamus & conſtituimus cum facultate unum vel plures noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi, quem vel quoscunque integræ ac indubitatæ in nos fidei noverit, eo fine, ut ſubitò ac ultimi nunc ſuperſtitis Sereniſſ. Magni Hetruriæ Ducis Joannis Gaſtonis extrema illi innotuerint, ſe illico noſtris Cæſareis Copiis ſtipatum, habita tamen omnimode exactæ disciplinæ Militaris, conciliandique populorum amoris ratione, in Hetruriæ Ducatum conferat, atque ibidem, ſimul ac noſtram Cæſaream mentem Sereniſſimi quondam Electoris Principi Viduæ, & Senatui Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipſi Plenipotentiario noſtro tradidimus, manifeſtam fecerit, Mandatum noſtrum Cæſareum

ANNO 1728. fareum ad Hetruriæ Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos directum ubique Locorum affigi, & publicum reddi curet; juxta ejusdem normam, Juramentum quod à dictis Vaſallis, Militibus & Subditis Principi viduæ præſtitum fuiſſe fertur, tamquam noſtris, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis totius ferè Europæ ſuffragiis contrarium, nullum, vanum, & irritum declaret, ſicque Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramenti & obligationis vinculo ergo ſæpè dictam Principem viduam abſolvat, ac denique Noſtro Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem ſæpefati Principis Caroli Hispaniarum Infantis, tamquam futuri veri & legitimi Domini noſtrique Vaſalli vigore Tractatuum ſupra citatorum veram & realem Ducatus Hetruriæ poſſeſſionem, cum omnibus ipſi competentibus Juribus & pertinentiis à defuncto Duce tempore Fœderis Londini Britannorum ſubſcripti realiter poſſeſſis, capiat, ſalvis tamen iis, quæ quondam Electoris Palatini Principi viduæ, aut aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante appertinere dignoscentur: Cæterum omne id vel ipſe, per Legitimum ſuum ſubſtitutum aut ſubſtitutos agat & præſtet quod ad verè & realiter adipiscendam poſſeſſionem de Jure & conſuetudine Imperiali fieri poteſt ac debet: Promittentes & ſpondentes verbo Noſtro Cæſareo, quod nos omnia ea & ſingula grata firmaque habituri ſimus. In quorum fidem ac robur hasce manu Noſtra ſubſcripſimus & Sigillo Noſtro muniri juſſimus, quæ dabantur in Civitate Noſtra. Viennæ &c.

Copia Reſcripti Cæſarei ad Principis Electoris Palatini Viduam, natam Hetruriæ Ducem, de permittenda D. Carolo Hispaniarum Infanti poſſeſſione Hetruriæ. Viennæ die 13. *Aprilis* 1728.

CAROLUS SEXTUS &c. Relatum nobis quidem humilimè fuit, Dilectionis Veſtræ genitorem Sereniſſimum quondam Magnæ Hetruriæ Ducem Cosmum hujus nominis tertium, 26. Nov. 1713. prætenſam quandam feciſſe Diſpoſitionem, vigore cujus Dilect. Veſtra in caſum, quo & ipſe & Filius ſuus Joannes Gaſton absquè naturali Legitimo Hærede Masculo aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Dignitate Magni, ſive Magnæ Ducis & earundem pertinentiis ſuceedere poſſit debeatque; Quemadmodum autem aſſertus hujusmodi Succeſſionis ordo indubitatæ Noſtræ & Sacræ Romani Imperii in Feudalem Noſtrum Hetruriæ Ducatum ejusque adhærentias Superioritati Imperiali, quæ non tantum antiquis & novis iisque clariſſimis citra omnem contradictionem Juribus firmiter innixa: ſed & ſolemnibus Londinenſis Fœderis, Pacisque Viennenſis Tractatibus ab omnibus Partibus Contractantibus jure merito agnita & concluſa atque ſtabilita eſt, omnino obverſatur, quippe Nobis, quà Romanorum Imperatori & ſupremo Domino Sacroque Romano Imperio unicè competere in comperto eſt, ut in memorato deficientis ex Domo Medicæâ absque naturali Legitima prole Mascula Linea caſu de futuro Noſtro & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vaſallo dicti Hetruriæ Ducatus benignè disponamus, prout etiam vigore expectativæ vim & robur eventualis Inveſtituræ habentis Sereniſſimo Principi Carolo Hispaniarum Infanti die 9. Decembris 1723. clementer conceſſæ jam tum diſpoſuimus. Ita Summo noſtræ pro conſervandis priſtinæ Superioritatis Imperialis Juribus, Cæſareæ poteſtatis authoritatisque muneri haud deeſſe poſſumus quin obſervemus & promoveamus, quæ eveniente ſupradicto aperturæ caſu pro adquirenda & adipiscenda noſtro & Sacri Romani Imperii nomine ſæpedicto Sereniſſimo Principi Carolo, ſuo reſpectu libera, quieta & plena dicti noſtri Ducatus Hetruriæ poſſeſſione juſta, æqua & opportuna viſa ſunt; Ideoque etiam prætenſam ſupradicti Sereniſſimi quondam Magni Ducis Cosmi Diſpoſitionem, & quæ ad conſequendam ejusdem effectum forſitan vi, clam aut precariò machinata ſunt, & dicuntur, utpote omnia & ſingula per ſe nulla, vana, incompetentia imò & temeraria, etiamſi forſitan Juramentum quoque ſupervenerit, de Cæſareæ noſtræ poteſtatis plenitudine ex integro caſſemus, abrogemus & annullemus, prout eadem omnia & ſingula ſpeciales per Patentes & Decreta noſtra Imperialia caſſata, abrogata & annullata declaravimus, huncque in effectum Cæſareum noſtrum in Italia Commiſſarium & Plenipotentiarium (Tit.) Comitem Borromæum, cum facultate unum vel plures Commiſſarium ſive Commiſſarios aut Mandatarios noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi benignè inſtruximus, ut ſeriam hanc mentem & voluntatem noſtram plenariæ & omnimodæ executioni quantocius vel per ſe vel per alium mandare non ſuperſedeat, Dilectionem veſtram paterne benevoleque hortantes, ut à præſumptâ ſæpedicti Ducis diſpoſitione, & deſuper fundanda Succeſſionis prætenſione omnino abſtineat, atque Deputatum noſtrum Commiſſarium ſivè per ſubſtitutum ejusdem Commiſſarium aut Mandatarium ad capiendam dicti Ducatus Hetruriæ, pertinentiarumque poſſeſſionem pro tenore Inſtructionis ſuæ liberè agere ſinat, neque in contrarium quidquam attentet, vel attentari curet, hoc enim modo Dilect. Veſtra ſibi optimè conſulet, & Provinciis ac Subditis Hetruriæ contra imminens ingentis ruinæ periculum ſaluberrimè proſpiciet, eâ præſertim habita ratione, quod in Mandato noſtro ea quæ Dilectioni Veſtræ aut quibuscunque aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante, legitimè appertinere dignoscentur, exceperimus, nos quippe ſequiorem in caſum conſentanea Juris Feudalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & prævertere teneremur; meliora de ſuo in noſtras & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obſequii ſtudio à Dilect. Veſtra præſtolantes, benignum gratiæ & benevolentiæ Noſtræ Cæſareæ affectum eidem de reliquo clementer confirmamus. Viennæ 13. Aprilis 1728.

Copia Mandati Cæſarei ad Subditos & Vaſallos Hetruriæ, ut D. Carlos pro Domino agnoscant, eidemque præſtanda præſtent. Viennæ 13. *Aprilis* 1728.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Univerſis & ſingulis Noſtri Sacrique Romani Imperii Ducatus Hetruriæ, ac ſingularum Civitatum, Caſtrorum, Villarum, Terrarumque eò pertinentium, Locumtenentibus, Conſiliariis, Prætoribus, Vexillifero Juſtitiæ, Senatui, Populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus cunctisque Militibus, & omnibus aliis cujuscunque ſunt Præeminentiæ, Dignitatis, Conditionis aut gradus, præſentibus aut futuris notum teſtatumque facimus.

Poſtquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Auguſti Anno 1718. initi conventum fuit, ut ad priſtinæ Superioritatis Imperialis Jura conſervanda Status ſeu Ducatus à Sereniſſimo Magno Duce Hetruriæ modo poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur, ac habeantur pro indubitatis S. R. I. Feudis Masculinis: Nos etiam ceu Caput Imperii, annuente Sacro Imperio, conſenſimus, ut, ſi quando caſus aperturæ dicti Status ſeu Ducatus, ob deficientiam Hæredis Masculi contingat, tunc præſentis Hispaniarum Reginæ Filius Primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo-genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter una cum eorum poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in dicto Ducatu ſuccedant.

Cum igitur res in eo ſit, ut ſi nobis noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitimè intrantibus, & Sacro Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus Descendentes Masculi, aut ipſius Fratres & eorum Masculi antedicti, omnia & ſingula debitè faciant & præſtent, quæcunque fideles, obedientesque Principes & Vaſallos Italicos de jure & conſuetudine ex antiquis & continuis Feudorum rationibus ſub Throno Imperiali conſtanter, & per omnia facere & præſtare decet, nos in conformitate præmemorati Articuli V., & non aliter, atque in ſinceram ejusdem executionem, gratiæ & exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentis, juxta ritum ac ſtylum Cæſareum, ſolitum Diploma Imperiale, eâ, qua conventum eſt, Lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere ac elargiri promiſerimus, eumque in finem pro Nobis & Noſtris in Diademate Imperiali Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicto Principi Carolo, ejusque Descendentibus, nec non ex dicta moderna Hispaniarum Regina Fratribus, eorumque poſteris, ut ſupra, legitimè natis aut nascituris Masculis, benigniſſimè conceſſerimus, & Decreto, ac Diplomate Imperiali de dato 9. Decemb. 1723. expectativam, vim, ac robur eventualis Inveſtituræ continentem clementer elargiti ſimus, atque eundem Principem

ANNO 1728.

ANNO 1728. cipem Carolum pro se suisque Successoribus Masculis, legitimo ex Matrimonio Descendentibus, nec non pro omnibus & singulis supra recensitis ipsius Fratribus & eorum Masculis ex legitimo Matrimonio natis, & nascituris memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quò scilicet præsens ex Domo Medicea Possessor sine prole legitima naturali Mascula Successionis capace, vivere desierit, de Cæsarea nostræ Potestatis plenitudine, juxta expressum, Legeque Imperiali receptum ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infeudaverimus, & investiverimus de prædicto Magno Hetruriæ Ducatu seu Statu tanquam vero Feudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipsi competentibus Juribus & pertinentiis nunc realiter & legitimè possessis, cujus Infeudationis virtute idem Princeps Carolus in casu ut supra, aperturæ dicti Ducatus seu Status, immediatè possessionem omnimodam & administrationem ipsorum asserere sibi, & consequi poterit, nempe Ducatus Statusque nunc ab Hetruriæ Duce possessi, statim ac proles dicti Ducis Mascula Legitima defecerit; Vicissim autem Nobis specialibus Hispanicos per Ministros Plenipotentiarios die 24. Jan. 1724. Cameraci datis, & à Serenissimo quondam Rege Ludovico 28. Febr. deinde ratihabitis Reversalibus, quæ insuper separatis Sereniſſimorum & Potentiſſimorum Galliæ Angliæque Regum sponsionum, vulgò Garantiæ Instrumentis iisdem ferè Mensibus & anno, ac solemni denique Imperialis Nostræ Pacis Viennensis Tractatu de Anno 1725, in Articulo quarto expressè confirmata corroborataque sunt, vice ac nomine sæpe dicti Caroli Hispaniarum Infantis, ejusque Fratrum, ut supra discretis Verbis repromissum, ac sponsum, cautumque fuit, modo dictum Principem ejusque Fratres ratione præfati Ducatus ceu Status nobis & secuturis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacroque Rom. Imp. perpetuò fideles & obedientes futuros contrà omnes homines, neque scientes unquam fore in consilio seu Tractatu, consensu vel facto; ubi aliquid quocumque modo contra Nos vel personam, honorem, Dignitatem aut statum aut in damnum nostrum vel detrimentum, nostrosve in Imper. legitimos Successores agitur, seu concludetur; quin imò nostrum Cæsareum & S. R. I. honorem & commodum, quantum poterunt adjuturos & promoturos, præterea si intellexerint in nostram Cæsaream personam siniſtri quidpiam attentari vel machinari, id ipsum etiam pro viribus impedituros & aversuros, atque ad nostram notitiam deduci curaturos.

In casu realiter existentis aperturæ intrà annum & diem à tempore apprehensæ possessionis, & quoties ille deinceps casus evenerit, realem, actualem, & proprie sic dictam Investituram à nobis, nostris Successoribus Romanor. Imperatoribus & Regibus, memoratum Principem Carolum cæterosque, ut suprà, ipsosmet aut per legitimos, post dispensationem Imperialem pares, & sufficientes Mandatarios, tempore, loco, stiloque consuetis, requisituros, debitum Homagium facturos, ac præstitis quibuscunque penes Consilium ac Cancellarium Imperialem Aulicum præstandis, coràm throno Cæsareo capturos, & solitum desuper subjectionis ac fidelitatis Jusjurandum præstituros, prout in Feudis ac Homagiis Italicis recepti Cæsarei Romano-Germanici Juris & moris est.

Ac denique omnia eo sedulò observaturos, quæ obedientes Principes & Vassalli Nostri, & Sacri Imperii agere & præstare debent & convenit, omni simulatione ac fraude postpositâ; secus vero si fecerint, in conformitate totius Articuli V. Fœderis Londinensis, Nos nostrosque Successores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacrumque Imperium ad permittendam continuationem Possessionis nominati Ducatus seu Status non obstrictos fore, proinde ex suprema potestate nostra Imperiali Vobis omnibus, & singulis nostri Sacrique Rom. Imp. Magni Ducatus seu Status Hetruriæ ac singularum Civitatum, Castrorum, Villarum, Terrarumque eo pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Militibus, & omnibus aliis, cujuscunque sint præeminentiæ, Dignitatis, conditionis aut gradus, præsentibus & futuris seriò mandamus, ut in antememorato casu, nostrum ad vos destinatum Cæsareum Commissarium Plenipotentiarium, (Tit.) Carolum Borromæum aut ejus Subdelegatum sive Subdelegatos, quem aut quos ad capessendam, nostro Sacrique Rom. Imp. Nomine, in favorem sæpè dicti Principis Caroli Possessionem Magni Hetruriæ Ducatus, & pertinentiarum amplis Mandatis instruximus, atque Plenipotentiâ munivimus, cum subditis sibi Cæsareis Copiis recipiatis, eique in omnibus debitam submissionem & obedientiam præstetis, eâ Lege, ut quandocunque sæpe memoratum Principem Carolum ipsum præsentem ad vos advenire contigerit, eundem tanquam verum & legitimum Dominum ac Principem vestrum agnoscatis; solitum ipsi Homagium, fidelitatis Jusjurandum, Reverentiam & obedientiam præstetis, faciatisque omnia ea quæ fideles & obedientes Vassallos veris & legitimis Dominis & Principibus facere & præstare decet ac oportet, non-obstantibus quibuscunque quæ alias aut aliter observari videntur, etiam Juramento, si quodpiam, ut fertur, Sereniſſimi quondam Electoris Palatini, Principi viduæ aut quibuscunque aliis hunc in finem præstitum fuerit, quibus omnibus & singulis ex certâ nostra Potestatis plenitudine expressè derogamus, hocque ob notorium, Potestatis defectum, actusque nullitatem, nullum, vanum, irritum, & non obligatorium declaramus, consequenter omnes vos & singulos à quocunque obligationis & Juramenti vinculo vigore harum absolvimus, prout iis derogatum, hocque annullatum, vanum, irritum, & non obligatorium, declaratum, vosque omnes, & singulos absolutos habere volumus, quatenus nostram, & Sacri Romani Imperii gravissimam indignationem, pœnasque ejusdem Constitutionibus insertas evitare volueritis; atque hæc est seria mens & enixa voluntas nostra, harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum, & Sigilli nostri Cæsarei appressione munitarum &c. Viennæ die 13. Aprilis 1728. ANNO 1728.

Copia Decreti Cæsarei ad Senatum Florentinum de permittenda D. Carolo possessione Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

SAcræ Cæsareæ Majestatis Caroli Sexti Domini nostri Clementissimi nomine, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, & Senatui, Populoque Florentino hisce intimandum.

Supremè fatam Sacram Cæsaream Majestatem indignante animo percepisse, dictum Senatum de indubitata Sacri Romani Imperii Feudali Magni Ducatus Hetruriæ & ejusdem Prærogativarum ac pertinentiarum qualitate haud ignarum, non tamen erubuisse in grave Suæ Cæsareæ Majestatis & pristinæ in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis præjudicium & damnum prætensum quoddam Successionis Decretum in favorem Sereniſſimi quondam Electoris Palatini Dominæ Viduæ, natæ Hetruriæ Ducis, pro Casu deficientis aliquando absque naturali Legitima prole Masculina stirpis Mediceæ, circà annum 1713. concludere, & concipere, illudque Sereniſſimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hujus nominis tertio præfatæ Dominæ Viduæ genitori porrigere, atque tradere.

Cum verò eadem Sacra Cæsarea Majestas dictum Decretum pro intrinsece nullo & irrito semper habuerit, & etiamnum habeat, adeò ut pro abundanti solum ex plenitudine Potestatis Cæsareæ illud hisce cassare, abrogare, annullare, atque cassatum, abrogatum, & annullatum declarare voluerit.

Hinc etiamsi forsitan Juramentum quoque pro illa aut aliis supervenerit, vigore hujus præfatum Consilium ac Senatum seriò adhortari decrevit, ut existente per obitum Sereniſſimi Domini Joannis Gastonis ultimi Magni Hetruriæ Ducis & possessoris absque prole Mascula casu aperturæ ejusdem Feudalis nostræ Ducatus Hetruriæ, idem ab hujusmodi, & omni alia Machinatione quæ factæ jamdum à Cæsarea Sua Majestate in persona Sereniſſimi Hispaniarum Infantis Domini Principis Caroli Successionis dispositioni quoque modo obversari posset, eò magis abstinere sciat, quò certius aliàs graviſſimam ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & insuper mulctam centum Marcarum auri puri irremissibiliter incursurus sit, de qua seria mentis suæ voluntate altissimè fata Sacra Cæsarea Majestas dictum Senatum hocce Decreto suo Imperiali aulico certiorem reddi jussit. Signatum Viennæ sub altissimæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Sigillo secreto.

ANNO 1728. *Ordre du Conſeil Aulique de l'Empire au Gouverneur du Milanez de mettre l'Infant D. Carlos en poſſeſion de la Toscane.*

SUr la Communication, de la part de la louable Chancelerie de l'Empire du Pleinpouvoir en Date du 13. du paſſé adreſſé par S. Majeſté Imperiale, à ſon Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre poſſeſſion du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vînt à mourir inopinement, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majeſté Imperiale ait donné à connoitre ſes gracieuſes intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaun, lui ordonnant d'agir de concert avec le ſusdit Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratione Militaris aſſiſtentiæ*, mais ſur tout d'agir en tout ceci avec ſecret, il eſt à propos de donner communication au ſusdit Gouverneur du contenu de l'Ecrit ci-joint.

C'eſt pourquoi nous envoyons aujourdhui une Copie de la reponſe faite à la Chancelerie de l'Empire, qu'il eſt agreable au Conſeil de Guerre Imperial que vous ſoyez toujours prêt à rendre ledit ſervice.

Ex Conſilio Bellico le 1. *Mai* 1728.

A. F. E. Sgr. de POZZO D'HARTENEG. m. pp.

NOn ſeulement nous nous en raportons à ce que S. M. Imperiale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écrit depuis à Mr. à l'occaſion de la mort inopinée du Grand Duc de Florence, mais auſſi à la Patente du 13. du paſſé qui nous a été communiqué par la Chancelerie de l'Empire & dont Copie eſt-ci jointe par laquelle Sa Maj. Imperiale a donné Pleinpouvoir au C. Charles Borromée pour prendre poſſeſſion des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr....., pour votre Inſtruction afin qu'en conſequence vous agiſſiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratione Militaris aſſiſtentiæ* vous dirigiez tout avec lui le plus ſecretement poſſible, à ce que *eveniente caſu* ledit C. Charles Borromée ou ſon Subſtitut puiſſe ſe ſervir à propos des ſecours neceſſaires pour la priſe de poſſeſſion effective en ſorte qu'ils ſoient envoyés à tems & dans les Lieux convenables ſans retardement, ainſi que vous Mr..... trouverez convenir ſuivant votre grande prudence & votre Experience dans les choſes Militaires & pour le ſervice de Sa Maj. Imperiale &c. Vienne le 5. May 1728.

Nomine inclyti Conſilii Aulæ Bellici, au Gouverneur du Milanez le Velt-Maréchal Comte D'HOMEN.

LXII.

11. Mai. *Extrait du Contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de* MECKLENBOURG, *publiée par le Conſeil Aulique le* 11. *Mai* 1728.

L'Empereur ſuspend entierement la Régence du Païs de Mecklenbourg apartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de ſon Frere le Duc Chrétien Louïs, comme l'Héritier préſomptif, & le plus proche ſelon le rang, de la manière détaillée ci-deſſous.

I. Le Duc Chrétien Louïs doit prendre ſur lui ladite Régence au nom de S. M. Imperiale, & la continuer jusqu'à ce que l'Empereur en diſpoſe autrement.

II. La Commiſſion Imperiale en Mecklenbourg abſoudra, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conſeillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Sermens, par lesquels ils ont été liez au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maitre, & les obligera par Serment jusqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Imperiale & à ſon Adminiſtrateur, leur enjoignant de prêter dûë obéiſſance à celui-ci.

III. L'Adminiſtrateur Imperial nommera & préſentera à l'Empereur ſix perſonnes bien verſées dans les affaires du Païs, d'entre les Etats Principaux, dont S. M. Imperiale choiſira deux pour Aſſiſtans de l'Adminiſtrateur auſſi long-tems que l'Empereur le trouvera bon. ANNO 1728.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Adminiſtration, la Commiſſion Imperiale fera ſouvenir l'Adminiſtrateur des Sermens, par lesquels il eſt obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de ſe conduire touchant ſon Adminiſtration de la manière, que ſes Prédéceſſeurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformement aux Concordats, Conſtitutions & Coutumes du Païs, comme auſſi aux Ordonnances Imperiales fondées là-deſſus, à quoi l'Adminiſtrateur s'engagera par une promeſſe par écrit.

V. L'Adminiſtrateur fera enſorte que moyennant l'aſſiſtance des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin ſoit vuidée au plutôt des Troupes du Duc aîné, & qu'une Garniſon proportionnée au beſoin, y ſoit miſe des Milices du Païs engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à ſon Adminiſtrateur, comme auſſi que les fâcheuſes Excurſions & Vexations, pratiquées jusques ici par la Garniſon de Domitz, ſoient empêchées.

VI. Durant ladite Adminiſtration l'Empereur ordonne une competence de quarante mille Ecus, Monnoye courante par an pour le Duc aîné, & vingt-cinq mille pour le Duc Adminiſtrateur, outre ſon Appanage.

VII. L'Empereur notifie ce que deſſus par Lettres au Duc aîné Charles Leopold, & lui fait ſavoir qu'à cauſe de ſa desobéiſſance, manque de reſpect, opiniâtreté, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indispenſable de lui ôter l'Adminiſtration du Païs, & d'en revêtir proviſionnellement ſon Frere Chrétien Louïs, ordonnant au Duc aîné de s'y ſoûmettre.

VIII. L'Empereur prend dans ſa protection ſpeciale le Duc Chrétien Louïs avec ſa famille, comme auſſi les Etats du Païs, les Conſeillers & autres Serviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toute force & oppoſition, renouvellant pour cet effet le Conſervatoire ou Protectoire du 25. d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg & Con-Directeur du Cercle de la Baſſe-Saxe.

IX. L'Empereur notifie la même choſe par Lettres au Duc Chrétien Louïs, lui ordonnant de ſe charger de cette Adminiſtration proviſionelle, de l'exercer au pied des Inſtructions & Ordonnances Imperiales, & de ſe conformer du reſte à ce que le Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire Imperial lui annoncera & reglera, & de faire part de tout cela aux Etats de Mecklenbourg, les aſſurant que l'Empereur pourvoiera, ſans délai ſelon la Juſtice, ſous cette Adminiſtration, à leurs Griefs, & les protegera ſuffiſamment contre toute ſorte de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Adminiſtrateur d'employer conjointement avec les Etats du Païs tous les ſoins imaginables, à trouver des emprunts pour le payement du reſte des fraix d'exécution, moyennant des Hypotheques ſuffiſantes, à conſtituer dans les Gabelles & Bailliages du Duc aîné, ſous le conſentement & la Garantie Imperiale, & ſous une maintenue particuliere à conferer par l'Empereur au Directoire du Cercle de la Baſſe-Saxe, desquels emprunts la Commiſſion Imperiale ſera rembourſée & indemniſée de ſes Arrerages des fraix d'exécution à liquider devant l'Empereur; & les Creanciers de ces emprunts recevront leur ſatisfaction & rembourſement du provenu desdites Gabelles & Bailliages, tant pour les Interêts, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire de l'Empereur, avec ordre:

1. De mettre par autorité Imperiale l'Adminiſtrateur en pleine poſſeſſion & jouïſſance de cette Adminiſtration.

2. De mettre entre les mains de l'Adminiſtrateur une ſpecification complete des affaires de la Commiſſion, & de leur état préſent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Adminiſtrateur dans l'activité pleniere de ſon Adminiſtration quant aux affaires de Juſtice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Regence du Païs, en conformité des Conventions, Pactes & Coutumes, & des Ordonnances Imperiales, fondées là-deſſus.

3. Im-

ANNO 1728.

3. Immediatement là-deſſus le Duc de Wolfenbuttel pour éviter des fraix & Griefs ulterieurs, congediera & rapellera la Subdelegation entiere, & les Troupes de la Commiſſion qui ſe trouvent en Mecklenbourg.

4. Il aſſurera en même tems au nom de l'Empereur, la Commiſſion Imperiale, qu'elle obtiendra promptement ſon dédommagement pour les Arrerages des fraix de la Commiſſion, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commiſſion Imperiale aura envoyé à l'Empereur, de la maniere cy-devant pratiquée, les Comptes desdites liquidations, pour être examinez à la Cour Imperiale.

XI. L'Empereur par des raiſons d'importance à ce le mouvant, étend le Conſervatoire du 25. d'Octobre 1717. conſtitué ſur la Maiſon Electorale & Ducale de Bronswic-Lunebourg, ſur le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Baſſe-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Pruſſe, que S. M. Imperiale a réſolu cette extenſion du Conſervatoire, par une confiance particuliere pour le Roi de Pruſſe, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers, & qu'avec les autres Conſervateurs, ou bien lui ſeul, il voudra pourvoir à la ſureté parfaite du Duc Chrétien-Louïs, comme Adminiſtrateur de l'Empereur, comme auſſi des Etats Provinciaux, Conſeillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de beſoin des moyens ſuffiſants conformes aux Conſtitutions de l'Empire ſans exception, contre toutes les oppoſitions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté; l'Empereur eſpere auſſi que le Roi de Pruſſe ne refuſera pas de s'acquitter efficacement des Commiſſions ulterieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majeſté Imperiale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extenſion du Conſervatoire aux autres Directeurs du Cercle, & Conſervateurs Imperiaux, les chargeant, qu'en vertu de ce Conſervatoire, & de ſon extenſion, eux *omnes vel ſinguli* ayent à maintenir le Duc Chrétien-Louïs dans les fonctions de ſon Adminiſtration, & entr'autres, qu'ils ayent à prêter main forte à l'Adminiſtrateur à ſa requiſition par les Milices du Païs, après qu'elles auront juré fidelité à l'Empereur, avec l'aſſiſtance, en cas que la neceſſité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Adminiſtrateur puiſſe venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin, & du changement de ſa Garniſon cy-deſſus mentionnés. La même Main-forte doit auſſi être prêtée à l'Adminiſtrateur incontinent, ſans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agira de la ſûreté de l'Adminiſtrateur contre toute ſorte de violences.

C'eſt pourquoi l'Empereur ſe promet que leſdits Directeurs du Cercle & Conſervateurs Imperiaux, ne manqueront pas de ſe déclarer envers S. M. I. conformément à ſa volonté.

LXIII.

1729. *Octroi du Roi d'*ESPAGNE *accordé en* 1720. *à une Compagnie de la Province de* GUIPUSCOA *pour negocier aux* CARAQUES.

LA Province de *Guipuſcoa* voulant faire éclater en toute occation ſon zéle ordinaire pour le ſervice de Sa Majeſté & l'avantage de ſes Sujets, & ſurtout dans la conjoncture préſente, où l'on voit les Espagnols miſerablement dépouillez du Commerce vers les *Caraques*, qui eſt tombé au pouvoir des Nations étrangeres, qui poſſedent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent revenir, comme leur apartenant en propre; d'où s'enſuit le préjudice notoire qu'en reçoivent les Droits importans que Sa Majeſté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Espagne entiere par la cherté du *Cacao* &, le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-aparent que la négligence des Sujets de Sa Maj. à s'apliquer avec plus de ſoin à ce Commerce, & à barrer les autres Nations qui en tirent tout le profit, eſt cauſe que le prix de cette Denrée au lieu de baiſſer, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'équiper, pour le ſervice de S. M. & de la Nation, des Vaiſſeaux de Guerre de défenſe, d'y mettre de leurs Matelots choiſis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de prévenir les ſusdites pertes & dommages, & faire enſorte qu'à l'avenir cet avantageux Commerce ſe continue avec plus de fruit, il a plu à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions ſuivantes. ANNO 1729.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, envoiera tous les ans aux Caraques deux Vaiſſeaux de 40. à 50. Piéces de Canon équipez & chargez de Fruits & autres Denrées du Royaume; qu'arrivez au Port de Guayoa, & y aiant déchargez, ils en ſortiront pour croiſer ſur les côtes, & enlever tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qu'ils trouveront faiſant un Commerce défendu; ils pourront étendre leurs Courſes depuis la Riviere d'*Orinoco* juſqu'à Rio de la Aacha; pour lequel effet ils ſeront fournis de Patentes de S. M.

II. Que ces deux Vaiſſeaux ſeront chargez à S. *Sebaſtien* ou à *Paſſage*, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devroient payer à *Cadix*, rendant à S. M. un ſervice équivalent, ils partiront directement de *Guipuſcoa* pour les *Caraques*.

III. Qu'en revenant avec leur Cargaiſon de Cacao, d'Argent, d'Or, de Tabac, de Salſapareille, de Cuirs, & autres Denrées de ces Païs-là, ils aborderont à *Cadix*, & après que les Vaiſſeaux auront été viſitez, & les Droits Royaux payez, ils pourront, ſans faire les dépenſes conſiderables de décharger & recharger, transporter vers la *Cantabrie* telle partie de leur Cargaiſon qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Priſes, qu'ils pourroient faire en Amerique, ſeront partagez, un tiers pour l'Equipage, & les deux autres tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Denrées qui ſeront priſes pourront être vendûes aux *Caraques* en payant les Droits Royaux; les Bâtimens pris avec leur charge de Cacao & autres Denrées ſeront envoyez avec Regiſtre en Espagne, & les Vaiſſeaux qui ſeront jugez propres à croiſer pourront être équipez à cet effet.

VI. Que les Facteurs de la Compagnie aiant quelque partie de Cacao de reſte, pourront les envoyer à la *Vera Crux*, dans les Barques deſtinées à ce Commerce permis aux Habitans des *Caraques*.

VII. Que les Facteurs ſeront obligez de fournir de Marchandiſes, outre la Province de *Venezuela*, celles de *Cumana*, la *Magarita* & *la Trinidad*.

VIII. Que le Gouverneur des *Caraques* ſera nommé Juge Conſervateur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec défenſe à tous Tribunaux & Miniſtres, d'en prendre connoiſſance, avec Droit d'apel au Conſeil des Indes.

IX. Que lesd. Vaiſſeaux ſeront exempts de payer le Droit d'Etrangers en ce qui concerne le *Droit de Tonneau*, le Droit *Seminarto*, & autres Droits que l'on a coutume de lever à *Cadix* ſur les effets des *Caraques*, ſur les Vaiſſeaux de Regiſtre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie ſous ſa protection Royale, & fera jouïr ceux qui en dependant des Droits & Honneurs qui apartiennent à ceux de ſa Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à perſonne en ſon honneur, état, ou réputation, ni directement, ni indirectement; bien au contraire ce ſera un nouveau luſtre ajouté à ſa Nobleſſe, à ſes ſervices, & à ſon caractere, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Octroi, les Loix & Conditions ſuivantes.

I. Cette Compagnie ſera érigée ſous la protection de *Saint Ignace de Loyola*, Patron de *Guipuſcoa*.

II. Le profit qui reviendra de cette Compagnie, ſera diſtribué entre tous les Intereſſez, ſans qu'aucun d'eux en particulier puiſſe faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie ſera de 500. Piaſtres de 15. Reaux de Billon chacune.

IV. Le fond de ces Actions ſera payé aux Lieux & aux termes qui ſeront indiquez par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie ſera d'un Million & demi de Piaſtres.

V. Chaque Actionnaire pourra ceder ou vendre ſon Action ou ſes Actions à ſon gré & d'une maniére légitime.

VI. Auſſi-tôt qu'on aura amaſſé tout l'Argent néceſſaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs feront une Aſſemblée générale des Intereſſés, pour prendre une reſolution touchant le temps & le lieu où ſe devra faire ce Voyage, & faire les autres reglemens néceſſaires pour cela.

ANNO 1729. VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura huit Actions, aura une voix, celui qui aura 16. Actions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Interessez qui seront absens pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au dessous de 12. mille Piastres d'Actions ne pourront donner leur Procuration qu'à une autre Personne interessée dans la même Compagnie. Desorte qu'il n'y aura que ceux qui y seront Interessez pour plus de 11000. Piastres, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procuration à des Personnes qui n'y soient point du tout Interessez.

IX. La même Assemblée générale reglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infliger à ceux qui n'observeront par ses reglemens.

X. Ladite Assemblée reglera aussi l'Ordre que devront observer les Teneurs de Livres de la Compagnie, les Reviseurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie: de même que leurs apointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entenduës & exprimentées dans le Commerce, & qui ayent au moins 16. Actions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni ceder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, ne pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour regler les Dividens, &c.

XV. Les Reviseurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront raport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration; & ils en convoqueront une pareille, lorsqu'il faudra faire un Divident extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Reviseurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui apartiendra à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne decideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire construire des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la maniere qui leur plaira. Ils auront aussi l'inspection sur les Cargaisons qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la premiere Assemblée générale.

XX. Lesdits Directeurs prêteront Serment, dans la premiere Assemblée générale en présence des Députez de la Province de *S. Sebastien*.

XXI. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Teneurs des Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les apointemens.

XXII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie; on nomme, pour remplir cet Emploi, Mrs. Joseph-Miguel Bildolosa, Prieur du Consulat de *S. Sebastien*, Dominique-Grégoire de Yun-Y-Barvia; Joseph-Lepeola; Jean-Antoine Claesens; Joseph d'Aërdi, avec mille Piastres d'apointement chacun: mais la premiere Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIII. Les Reviseurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs; & on a nommé pour cet emploi, MM. Pierre-Antoine d'Arbayza & Jean-François Lopez, auxquels on a assigné 300. Piastres d'apointement, jusques à ce que la premiere Assemblée générale ait augmenté, ou diminué cette Somme.

XXIV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Cacao sur un pié raisonnable parmi ses Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats; les Directeurs & les Assemblées générales seront tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands desseins. ANNO 1729.

LXIV.

Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense Mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE, *conclu à Seville le 9. Novembre* 1729. 9. Nov.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes, & un seul vrai Dieu.

LEURS Sereniſſimes Majestez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, désirans avec un égal empressement, non-seulement de renouveller & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir desormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne* ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Guillaume Stanhope*, Vice-Chambelan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la *Grande-Bretagne*, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur *Benjamin Keene*, Ministre-Plenipotentiaire de Sadite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de *Brancas*, Lieutenant-General de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Géneral au Gouvernement de *Provence*, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Sereniſſime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Jean-Baptiste d'Orendayn*, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secretaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur *Joseph Patino*, Commandant de *Alcuesca*, dans l'Ordre de *St. Jaques*, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant-Géneral des Rentes générales, & son Secretaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des *Indes* & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & pour toûjours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'*Espagne*, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense reciproque de leurs Etats & Interêts: Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précedens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une maniere aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traités étoient inserez ici de mot à mot. Leursdites Majestez promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En consequence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance Defensive, de se garantir reciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéissance, en quelques Parties du Monde qu'ils soient situez, comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez; en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent reciproquement d'employer leurs Offices, aussi-tôt qu'Elles en seront requi-

ſes,

ANNO 1729. ſes, pour obtenir ſatisfaction à la Partie Lezée, & pour empêcher la continuation des Hoſtilitez: Et s'il arrive que lesdits Offices ne ſoient pas ſuffiſans, pour procurer, ſans delai, ſatisfaction, Leursdites Majeſtez promettent de fournir les Secours ſuivans, conjointement ou ſéparement; c'eſt-à-dire, Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaiſſeaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subſides en Argent, il lui ſera libre de choiſir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaiſſeaux ou Argent à proportion de la dépenſe des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majeſtez ſusdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront comptez ſur le pié de dix mille Florins de *Hollande*, & mille Chevaux ſur le pié de trente mille Florins de *Hollande* par Mois; & on obſervera la même proportion à l'égard des Vaiſſeaux qui doivent être fournis: Leursdites Majeſtez s'entre-ſecourront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agreſſeur.

III. Les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Très-Chrétienne ayant prétendu, que dans les Traitez conclus à *Vienne*, entre l'Empereur & le Roi d'*Eſpagne*, l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, il y avoit pluſieurs Clauſes qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, Sa Majeſté Catholique déclare, par le preſent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laiſſera ſubſiſter, en vertu desdits Traitez de *Vienne*, aucun Privilege contraire aux Traitez ci-deſſus confirmez.

IV. Ayant été convenu par les Articles Preliminaires, que le Commerce des Nations Angloiſe & Françoiſe, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, ſeroit retabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, & nommement, que celui de la Nation Angloiſe en *Amerique* s'exerceroit comme par le paſſé, l'on convient par le préſent Article, que tous ordres néceſſaires ſeront expediez de part & d'autre, ſans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déja été, ſoit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, ſoit pour ſuppleer à ce qui pourroit manquer à l'entier retabliſſement du Commerce, ſur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été ſtipulé par les Preliminaires, que toutes les Hoſtilitez auroient à ceſſer de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hoſtilitez, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, les Puiſſances Contractantes concourroient à la reparation des dommages ſoufferts par leurs Sujets reſpectifs; & que nonobſtant cela on allegue que de la part des Sujets de Sa Majeſté Catholique on a continué des Actes de Trouble & d'Hoſtilitez, il eſt convenu par ce préſent Article, que pour ce qui regarde l'*Europe*, Sa Majeſté Catholique fera réparer au plûtôt les dommages qui y ont été ſoufferts depuis le tems prescrit par les Preliminaires pour la Ceſſation des Hoſtilitez, & que pour ce qui regarde l'*Amerique*, Elle fera auſſi reparer au plûtôt les dommages qui y auront été ſoufferts depuis l'arrivée de ſes ordres à *Cartagene* le vingt-deuxieme jour de Juin mille ſept-cent vingt-huit. Et ſadite Majeſté Catholique publiera les défenſes les plus rigoureuſes pour prevenir de pareilles violences de la part de ſes Sujets: Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainſi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conſervation de la Paix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il ſera nommé des Commiſſaires, avec des Pouvoirs ſuffiſans de la part de Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leſquels s'aſſembleront à la Cour d'*Eſpagne*, dans l'eſpace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du preſent Traité, ou plûtôt ſi faire ſe pourra, pour examiner & decider touchant les Vaiſſeaux & Effets pris en Mer de part & d'autre juſqu'aux tems marquez dans l'Article precedent. Lesdits Commiſſaires examineront pareillement, & decideront, ſelon les Traitez, les Pretentions reſpectives qui regardent les abus que l'on ſuppoſe avoir été commis dans le Commerce, tant aux *Indes* qu'en *Europe*, & toutes les autres Prétentions reſpectives en *Amerique*, fondées ſur les Traitez, ſoit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commiſſaires pareillement diſcuteront & décideront les Prétentions que Sa Majeſté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille ſept-cent vingt-un pour la reſtitution des Vaiſſeaux pris par la Flote Angloiſe dans l'Année mille ſept-cent dix-huit. Et lesdits Commiſſaires, après avoir examiné, & décidé les ſusdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procedures à Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leſquelles promettent que dans l'eſpace de ſix Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainſi decidé par lesdits Commiſſaires. ANNO 1729.

VII. Il ſera auſſi pareillement nommé de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, des Commiſſaires, qui examineront tous les Griefs generalement quelconques que les Parties intereſſées auroient à former reſpectivement, ſoit par la reſtitution des Bâtimens ſaiſis ou enlevez, ſoit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commiſſaires termineront exactement leur Commiſſion dans l'eſpace de trois ans, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature du preſent Traité, & cela ſans autre délai ulterieur, ſous quelque motif ou prétexte que ce ſoit.

IX. On effectuera dès-à-préſent l'Introduction des Garniſons dans les Places de *Livorne*, *Porto-Ferraro*, *Parme* & *Plaiſance*, au nombre de ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, leſquels ſerviront pour la plus grande Aſſurance & Conſervation de la Succeſſion immédiate desdits Etats en faveur du Sereniſſime Infant Don *Carlos*, & pour être en état de reſiſter à toute Entrepriſe & Oppoſition qui pourroit être ſuscitée au préjudice de ce qui a été reglé ſur ladite Succeſſion.

X. Les Puiſſances Contractantes feront dès-à-préſent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, afin que les Garniſons ſoient reçûes avec la plus grande Tranquillité, & ſans Oppoſition, dès qu'elles ſe preſenteront à la vûë des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garniſons feront aux préſens Poſſeſſeurs le Serment de défendre leurs Perſonnes, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne ſera point contraire au Droit de Succeſſion, reſervé au Ser. Infant Don *Carlos*, & les préſens Poſſeſſeurs ne pourront rien demandér ou exiger qui y ſoit contraire.

Lesdites Garniſons ne ſe mêleront directement ni indirectement, ſous aucun prétexte que ce puiſſe être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-exprès de rendre aux Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, tous les reſpects & honneurs Militaires, qui ſont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction desdits ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, étant d'aſſurer au Sereniſſime Infant Don *Carlos* la Succeſſion immédiate des Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, Sa Majeſté Catholique promet, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, qu'auſſi-tôt que le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ſon Fils, ou tel autre qui ſera à ſes Droits, ſera Poſſeſſeur tranquille desdits Etats, & en ſûreté contre toute invaſion & autres juſtes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui ſeront ſiennes & non pas propres à l'Infant Don *Carlos*, ou à celui qui ſera à ſes Droits; enſorte que par là, ladite Succeſſion & Poſſeſſion reſte aſſurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puiſſances Contractantes s'engagent d'établir, ſelon les Droits de Succeſſion qui ont été ſtipulez, & de maintenir le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ou celui à qui paſſeront ſes Droits, dans la Poſſeſſion & jouïſſance des Etats de *Toscane*, de *Parme* & *Plaiſance*, lorsqu'il y ſera une fois établi; de le défendre de toute inſulte contre quelque Puiſſance que ce ſoit qui penſeroit à l'inquieter; ſe déclarant par ce Traité Garantes à perpetuité du Droit, Poſſeſſion, Tranquillité & repos du Sereniſſime Infant & de ſes Succeſſeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garniſons une fois établies dans les Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, comme il eſt à préſumer que Sa Majeſté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord ſera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, com-

ANNO 1729. comme s'il étoit inſeré de mot à mot dans le préſent Traité.

XIV. Les États Generaux des *Provinces-Unies* ſeront invitez d'entrer dans le préſent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admiſes de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puiſſances dont on conviendra.

Les Ratifications du preſent Traité ſeront expediées dans l'espace de ſix ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous ſousſignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui ſeront ci-deſſous transcrits, avons ſigné le preſent Traité; & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le 9. jour de Novembre, 1729.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

ARTICLES SEPARE'S.

I. BIEN que conformement aux Articles Preliminaires il ait été dit par l'Article IV. du Traité ſigné ce jourdhui, que le Commerce de la Nation Angloiſe en *Amerique* ſeroit rétabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il eſt déclaré encore par le preſent Article entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & ſera ſous la même Garantie que le Traité ſigné ce jourdhui, que ſous cette dénomination génerale, ſont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à *Utrecht* les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille ſept-cent & treize, dans leſquels ſont compris le Traité de mille ſix cent ſoixante & ſept, fait à *Madrid*, & les Cedules y mentionnées; le Traité poſterieur fait à *Madrid* le quatorze Decembre mille ſept-cent quinze; comme auſſi le Contract particulier nommé communement de l'*Aſſiento*, pour l'Introduction des Esclaves Negres aux *Indes-Eſpagnoles*, qui fut fait le vingt-ſix Mars de ladite Année mille ſept-cent treize, en conſequence de l'Article XII. du Traité d'*Utrecht*; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'*Aſſiento*, fait le vingt-ſix Mai mille ſept-cent ſeize: Tous leſquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, ſeront dès aujourdhui, (même pendant l'examen des Commiſſaires) & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'obſervation desquels Sa Majeſté Catholique fera expedier au plûtôt, s'ils ne l'ont été, les ordres & Cedules néceſſaires à ſes Vicerois, Gouverneurs & autres Miniſtres à qui il appartiendra, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, afin que ſans aucun délai ou interprétation, ils les faſſent obſerver & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres néceſſaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'*Eſpagne* en tous les Païs de ſa Domination, ſur le pié porté par lesdits Traitez, & pour les faire exactement obſerver & accomplir.

II. En conſequence, tous Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui n'auroient pas été pris ou ſaiſis pour cauſe de Commerce illicite, & qui ſeroient prouvez dès-à-préſent par des Preuves & Documens autentiques, avoir été detenus, ſaiſis ou confiſquez dans les Ports d'*Eſpagne*, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, & nommément le Vaiſſeau le *Prince Frederic* & ſa Cargaiſon, s'ils ne l'ont déja été, ſeront reſtituez immédiatement, dans la même eſpece pour ceux qui ſe trouveront en nature; ou à ce défaut, la juſte & vraye valeur ſelon l'Eſtimation, qui, ſi Elle n'en a pas été faite dans le tems, ſera reglée ſur les informations autentiques que les Proprietaires auront à fournir aux Magiſtrats des Lieux & Villes où auront été faites les ſaiſies: S. M. Brit. promettant de ſa part le reciproque pour toutes ſaiſies, Confiſcation ou détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majeſtez Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles ſaiſies, Confiſcation ou détentions de part & d'autre, dont la validité ne ſeroit pas encore ſuffiſamment éclaircie, la diſcution & la deciſion en ſeroient remiſes à l'examen des Commiſſaires, pour y faire Droit ſur le pié des Traitez ci-deſſus mentionez.

Les préſens Articles Séparez auront la même force que s'ils étoient inſerez de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui: Ils ſeront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles dudit Traité. ANNO 1729.

En foi dequoi nous ſousſignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Tr. Chrét. & de S. M. Cath.: en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons ſigné les preſens Articles Séparez, & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le neuviéme jour de Novembre mille ſept-cent vingt-neuf.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

LXV.

ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 21. Nov.

Au Nom de la Très-ſainte Trinité, Pere, Fils, & S. Eſprit, trois Perſonnes diſtinctes, & un ſeul Dieu.

COmme leurs Sereniſſimes Majeſtez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la ſureté de leurs Royaumes & Etats, & conſerver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été ſigné à *Seville* le 9. Novembre 1729.: conformement au XIV. Article de ce Traité, les Etats Généraux ont été invitez d'y acceder (*ici eſt inſéré l'Inſtrument du Traité*) lesdits Etats ayant déſiré de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit., T. C. & Cath.; & L. H. P. ſouhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conſervation & l'établiſſement de la Tranquillité publique: Elles ſont très-ſenſibles à l'invitation qui leur a été faite d'acceder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite Union en eſt le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établiſſement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Généraux préſuppoſent que les Alliez ſe communiqueront reciproquement, avec une entiere confiance, leurs ſentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de néceſſité, les plus efficaces, pour conſerver & maintenir toutes les Poſſeſſions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts tant en *Europe* qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, L. H. P., pour donner des marques du deſir qu'Elles ont de ſe lier plus étroitement avec L. M., & de la haute eſtime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Miniſtre Plenipotentiaire, (*ici ſont les titres de Mr. vander Meer*) lequel étant entré en Conference avec les autres Miniſtres Plenipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accederont, comme le ſusdit Plenipotentiaire a déclaré qu'ils accedoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le préſent Acte, s'engageant envers Leurs Majeſtez ſusmentionnées à tout ce qui y eſt contenu, de la même maniere que ſi elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention eſt telle qu'il eſt exprimé ci-deſſus, elles accepteront, ainſi que les ſusdits Ambaſſadeurs Miniſtres & Plenipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majeſtez, s'engageant envers L. H. P. à tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité entierement de la même maniere que ſi elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majeſté Très-Chrét. confirment & renouvellent en conſideration de Leurs Hautes Puiſſances tous les engagemens où elles ſont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entiere ſatisfaction, tant par raport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Oſtende aux Indes, que touchant les affaires d'Ooſtfriſe; & Sa Maj. Cath. s'obli-

ANNO 1729. s'oblige de la même maniere, & par la même consideration, d'entrer dans les mêmes engagemens, aussi-tôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Généraux promettent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de besoin n'a pu être reglé dans le Traité, on est convenu qu'il consistera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entiere satisfaction sur leurs Griefs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce soit rétabli sur le pié des précédens Traitez. L. H. P. promettent de faire la même chose par raport aux Griefs de Sa Majesté fondez sur les Traitez: Et en cas qu'il survienne quelques difficultez dans l'examen desdits Griefs, dont on ne puisse convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puissances nommeront des Commissaires pour en traiter sur le pié reglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inseré ci-dessus touchant les Commissaires des autres Puissances.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le present ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions secretes, par raport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou Prerogatives seront immediatement accordez aux Sujets de L. H. P., qui seront traitez en tout comme la Nation la plus favorisée, conformement à ce qui est stipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puissances ont representé qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Accession signée aujourd'hui, elles seroient attaquées & troublées de maniere qu'elles seroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défense; & que ce cas arrivant, le tems nécessaire pour voir le succès des bons offices qui seroient employez, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligez de leur donner les Secours stipulez dans le second Article du present Traité, les exposeroit à de grands inconveniens, & les laisseroit exposez à la plus violente invasion sans être secourues par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conservation de la Republ. consentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être exposée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les secours promis par l'Art. II sans attendre le succès de leurs bons offices & de leurs instances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agresseur pour en obtenir la satisfaction & la reparation convenable.

Le présent Traité d'Accession des Etats Généraux sera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications seront échangées à la Cour d'Espagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité, ou plûtôt si faire se peut; en foi de quoi, &c. *A Seville le* 21. *Novembre* 1729.

LXVI.

1730. 16. Avril. LAUDUM *ou Déclaration des Ducs de* SAXE-GOTHA *&* *de* BRUNSWIC *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *&* *de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril* 1730.

COmme il est survenu depuis quelque tems entre le Très-Illustre & Très-Puissant Prince Frederic-Guillaume, Roi de Prusse, Marcgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neuchatel & de Vallangin d'une part, & le Très-Illustre & Très-Puissant Prince George II, Roi de la Grande-Bretagne, &c. Duc de Brunswick & de Lunebourg, Archi-Treforier, & Electeur du St. Empire Romain, &c., de l'autre part, quelques Differens qui auroient pû causer dans la suite des Troubles dangereux, si Leurs Majestez, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la Tranquillité publique & la conservation de leurs propres Terres & Sujets, n'avoient, par une particuliere Providence de Dieu, pris la Résolution de remettre ces Differens à l'Arbitrage & à la Décision de deux Princes de l'Empire. Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha & Altenbourg, & Nous Auguste-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, avons été choisis pour cet effet par L. M. le Roi de Prusse & le Roi de la Grande-Bretagne, & Nous avons été dûëment requis non seulement d'envoyer sans perte de tems nos Ministres-Plenipotentiaires à Brunswick, comme le Lieu nommé pour la tenuë du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces Négociations, afin de s'y assembler, mais aussi que Nous, Duc Frederic, ferions conduire à Brunswick, par un Détachement de nos Troupes, les Gens reclamez par le Roi de la Grande-Bretagne, afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, conservant néanmoins pendant ce tems là, la libre & entiere disposition tant desdites Gens reclamez que dudit Détachement: Et que Nous, Duc Auguste-Guillaume, d'un autre côté, ferions pareillement conduire à Brunswick, par un Détachement, les Bas-Officiers & Soldats retenus en arrêt à Hanover, pour les y faire garder jusqu'à la fin du Congrès par notre Garnison; le tout conformement aux Conventions du 2. & 6. Septembre & 2. Octobre derniers. Après que, pour l'avancement du Bien Public, & afin de donner des marques de notre estime particuliere pour L. M., Nous eûmes de part & d'autre accepté cette Requisition, & qu'en consequence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, & fait garder jusqu'à présent à Brunswick les Gens arrêtez, conformément à la Convention réciproque, Nous nommâmes nos Ministres Plénipotentiaires; savoir, de la part du Duc Frederic, Monsr. Chrétien d'Uffeln, Conseiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism. de Rautencrantz; & de la part du Duc Auguste-Guillaume le Baron Jean Fred. de Stain Conseiller Privé, & le Colonel Elie Niephagen, lesquels, après que les Plénipotentiaires des 2. Rois; savoir, Monsr. Chrétien-Otto Mylius, Conseiller Privé de Justice & de Guerre, & Auditeur-Général de Prusse, & Mr. François-Conrad Hotze, Conseiller de Hanover, & Auditeur-Général, eurent produit des informations suffisantes & des preuves par écrit des circonstances nécessaires de l'affaire, ont enfin, avec l'assistance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Païs en Allemagne; & Nous avons jugé à propos de faire connoître par un Ecrit particulier notre Sentiment à cet égard, & de l'exposer dûëment comme une Médiation & Décision.

ANNO 1730.

Ainsi, d'autant que, conformément à la Déclaration, exhibée le 3. & 4. Avril par les Plenipotentiaires respectifs des 2. Rois, on est convenu à l'amiable, tant par raport aux 202. Prussiens reclamez, que par raport à une reclamation ulterieure reservée de la part de S. M. Brit., comme aussi touchant l'échange des Bas-Officiers & Soldats Prussiens arrêtez, qui doit préceder celui des autres, Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha, &c., & Nous Auguste-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, reconnoissons que c'est conforme à la justice & à l'équité, que des Gens reclamez de la part du Roi de la Grande-Bretagne, & qui sont actuellement sous la garde du Détachement de Saxe-Gotha, il soit rendu à S. M. Prussienne,

George Dietrich Catz,
Henry Math. Ziegler,
Chrét. Kuhn du Pr. Albrecht,
Joachim Koch,
Michel Rommensen,
Jean George Knicmeyer,
Jean Henry Daseke,
Ern. Fred. Dondorf,
Jean Heinrichs,
Gasper Jasper,
Jacob Fred. Warneke,
Jean Henry Krafft,
Jean Christ. Francke,
Fred. Guil. Hubert,
Hen Christ, Jurgens,
Jean Garlip,
Joachim Schubart,
Godefroy Thiele.

Et à Sa Maj. Britannique.

Jean Jurgen Hendeman,
Jean Lohmann,
Hans Pierre Portun,
Franç. Dietrich,
Chrét. Déker,
Joachim Henry Moller,
Chrét. Hoppe,
Joachim Wiehe,
Nicolas Hilgemann,
Chrét. Wienecke,
Daniel Wichmann,
Hans Henry Gerhardi,

ANNO 1730. Chrét. Kuhn du Reg. de Denhoff,
J. Chriſt. Hollborn,
Gaspar Ziegler,
Godefroy Freidel,
Henry Hartwig Bietgen,
Dettloff Heyerman,
Etienue Peterſen.

Lesquelles perſonnes ſeront remiſes le lendemain de l'Echange des Bas-Officiers & Soldats Pruſſiens aux 2. Plenipotentiaires de L. M., autoriſez pour cet effet: Et qu'il ſoit reſtitué à l'Etudiant Gauſen les 150. Risdalers qui ont été confisquez, ainſi que S. M. Pruſſienne l'a déja ordonné. Mais quant aux Perſonnes de

Jean George Hecden,
Pierre Ottens,
Jean Henry Zwingmann,
Pierre Jasper,
Jean Achilles,
George Fred. Reichknecht,
Jean George Hellmann,
Nicolas Smiking,
Joachim Baneke,
Jean Chriſt. Brettſchneider,
Frederic Grappe,
Frederic Guil. Ulrich,
Jean Luhmann.

Lesquelles, quoique reclamées, n'ont pû être conduites à Brunswick, les Certificats & Documens exhibez de la part de S. M. Pruſſienne à cet égard ſont reconnus comme ſuffiſans: Cependant, L. M. ſe reſervent leurs prétenſions reſpectives, au cas qu'on puiſſe recouvrer quelqu'une desdites Perſonnes.

En foi de quoi Nous avons ſigné la préſente Déciſion, en qualité de Princes de l'Empire, choiſis pour cet effet, & y avons fait appoſer le Sceau de nos Armes. Fait à *Friedenſtein* le 16. Avril, & à *Wolfenbuttel* le 18. Avril 1730. *Etoit ſigné* FREDERIC, Duc de *Saxe*. AUGUSTE-GUILLAUME, Duc de *Brunswick-Lunebourg*.

LXVII.

20. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la* GR. BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKE'ES *en Amerique.*

I. D'Autant que vous *Scayaguſta Oukah* Chef de la Ville de Taſtetſa, vous *Scalilosken Ketaguſtah*, vous *Tathtowe*, vous *Clogoittah*, vous *Kollannah*, & vous *Ukwanequa*, avez été envoyez, par *Moytoy de Telliquo*, avec l'aprobation de toute la Nation des Cherrokées dans une Aſſemblée tenuë à Nikoſſen le 14. Avril 1730. vers le Chevalier Baronet Alex. *Cuming* dans la Gr. Bretagne, où vous avez vû le grand Roi George, aux pieds duquel ledit Chev. Alex. Cuming a mis, par ordre exprès de *Moytoy* & de tout le Peuple de Cherrokées, la Couronne de votre Nation, les Cranes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre ſoumiſſion; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puiſſante & grande Nation des Cherrokées ſes bons Enfans & Sujets, nous a autoriſé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme ſi toute la Nation des Cherrokées, ſes vieillards, ſes jeunes Hommes, ſes Femmes & ſes Enfans étoient ici preſens: & vous devez conſiderer les paroles que nous vous diſons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maitre, que vous avez vû; & nous conſidererons les paroles que vous nous direz comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & ſincere envers le grand Roi; ſur quoi nous vous donnons quatre piéces de Serge rayée.

II. Écoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en tous Lieux & des deux côtez des grandes Montagnes & des grands Lacs, ſont ſon Peuple & ſes Enfans qu'il cherit, que leurs amis ſont ſes amis, & leurs Ennemis ſes Ennemis; qu'il lui étoit agreable que la grande Nation des Cherrokées vous ait envoyé ici, pour polir la chaine de l'amitié qui eſt entre lui & eux, entre votre Peuple & ſon Peuple; que la chaine d'Amitié entre lui & les Indiens de Cherrokées eſt comme le Soleil qui éclaire également ici & ſur les hautes Montagnes qu'ils habitent, & qui échaufe les cœurs des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni rouille ni ordure à cette chaine, & que comme le grand Roi tient atachè un bout de cette chaine à ſa poitrine, ſon intention eſt que vous preniez l'autre bout de cette chaine pour l'attacher à la poitrine de *Moytoy Telliquo* & à celles de vos ſages vieillars, de vos Capitaines & de votre Peuple, enſorte qu'elle ne ſe rompe & ne ſe detache jamais; & ſur cela nous vous donnons deux pieces de Drap bleu. ANNO 1730.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherrokées étant ainſi unis par la chaine d'Amitié, il a ordonné à ſes Enfans les Indiens de la Caroline, de trafiquer avec les Indiens, & de les pourvoir de toutes les Denrées dont ils ont beſoin, & de ſe hâter de bâtir des Maiſons & ſemer du bled depuis Carelſtadt jusqu'à la Ville des Cherrokées au de là des grandes Montagnes, car il ſouhaite que les Indiens & les Anglois vivent enſemble comme les Enfans d'une même Famille dont le grand Roi eſt le cher Pére; & d'autant que le Grand Roi a donné ſes Terres des deux côtez des grandes Montagnes, aux Anglois ſes Enfans, il accorde aux Indiens de Cherrokées le Privilege de vivre où ils voudront; & ſur cela nous vous donnons une piece de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherrokées étant à preſent les Enfans du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant leur Pére, les Indiens doivent conſiderer les Anglois comme Freres d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combatre contre quelque Nation que ce ſoit, ſoit blancs ou Indiens, qui inquiéteroient ou attaqueroient les Anglois: & ſur cela nous vous donnons 20. fuſils.

V. La Nation des Cherrokées aura ſoin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de ſang dans le chemin où les Anglois blancs marcheront, ſi même ils étoient accompagnées de quelque autre Nation avec qui les Cherrokées ſeroient en Guerre; ſur quoi nous vous donnons 200. Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherrokées ne permettra pas que ceux qui la compoſent, ayent Commerce avec d'autres blancs qu'avec les Anglois, & n'accordera à aucune autre Nation de bâtir aucun Fort ou habitation, ou de ſemer du bled au milieu d'eux, ſoit près de quelques Villes des Indiens ſoit ſur les Terres apartenantes au Gr. Roi; & ſi l'on entreprenoit quelque choſe de ſemblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous faſſiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits du grand Roi ſur les Terres de la Caroline. Surquoi nous vous donnons 500. Liv. de Bales à Mousquets & 500. Liv. de Boulets de Canons.

VII. Qu'au cas que quelqu'Esclave noir ſe ſauve de chez ſon Maitre Anglois dans les Bois, les Indiens de Cherrokées feront leur poſſible pour le prendre, & le ramener au Plantage d'où il s'eſt enfui, ou chez le Gouneur; & les Indiens auront pour chaque Negre qu'ils rameneront ainſi un fuſil & un habit de ſentinelle; ſur quoi nous vous donnons une boite remplie de Vermillon avec 10. mille pierres à fuſil, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tuât un Indien, le Roi ou Chef des Cherrokées en portera premierement ſes Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre ſera puni ſuivant les Loix comme s'il avoit tué un Anglois, & de même ſi un Indien tuoit un Anglois, l'Indien coupable ſera livré au Gouverneur qui le punira ſuivant les Loix Angloiſes & comme s'il étoit un Anglois; ſur quoi nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à reſſort, 4. douz. de Chaudieres & 10. douz. de Ceintures.

IX. Vous devez ſavoir que tout ce que nous vous avons dit, ſont les paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & pour marque que ſon cœur eſt ouvert & ſincere pour ſes Enfans & amis les Cherrokées & pour tout leur Peuple, il donne ſa main dans cette Bandouliere, demandant qu'elle ſoit reçuë & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfans & petits-Enfans pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpetuer ce Traité de Paix & d'Amitié entre les Anglois & les Cherrokées auſſi longtems que les Montagnes & les Rivieres dureront & que le Soleil éclairera; ſur quoi nous vous donnons cette Bandouillere. *Etoit ſigné*,

Oukah Ulah.
Scalilosken Ketaguſtah.
Tathtowe.
Clogoittah.
Kollannah.
Ukwanecqua.

Par ordre des Commiſſaires à Whitehal le 20. Sept. 1730. ALVRED POPPLE.

Et plus bas étoit,

Ceci ſoit pour la ſureté de *Moytoy de Telliquo*, que j'ai vû, examiné & aprouvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-deſſus, auquel lesdits Indiens ont donné leur conſentement par mon avis.

Signé, ALEX. CUMMING.

SUPLE-

SUPLEMENT
A CE TOME,

*Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'*OOSTFRISE.

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueïl ne seroit pas complet, si nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Imperiale par le Prince d'un côté & par les Etats du Païs de l'autre.

ANNO 1721. *Decret de Sa Majesté Imperiale* CHARLES VI. *en Date du* 18. *Août* 1721.

18. Août. DE la part de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI notre très-gracieux Seigneur, savoir faisons aux Etats du Païs d'Oostfrise, y compris la Ville d'Embden: que Sa Majesté Imperiale s'est fait raporter très-humblement & selon toutes les circonstances, l'ample Représentation du Prince d'Oostfrise, au sujet de l'état présent dans ledit Païs, faisant voir, que les desordres dans l'administration des choses les plus importantes pour le bien public ne provient que de l'injuste diminution des Droits Seigneuriaux, & de l'inspection générale qui y est inséparablement attachée; & qu'après une mure deliberation elle a trouvé, que les sentimens & l'intention dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui apartient de son Païs, d'une maniere conforme aux Constitutions connuës de l'Empire en général, & en particulier aux Résolutions, Decrèts, Accords, & Conclusions des Diètes en Oostfrise, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Païs, en faisant cesser les desordres qui s'y sont glissez, & que pour l'exécution de ce loüable dessein, il cherche le puissant appuy de Sa Majesté Imperiale comme du Juge suprême, contre tous ceux qui oseroient empêcher ladite abolition des dangereux abus, & par conséquent les soins salutaires pour tous les Habitans du Païs.

C'est pourquoi Sadite Majesté Imperiale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griefs contre la Ville d'Embden, au sujet du refus qu'elle a fait de donner son consentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer sa quote-part arreragée, suivant les Ordonnances Imperiales, la fournir à l'avenir regulierement à commencer du jour de la Datte, & continuer toujours de même. Elle doit aussi non seulement répondre du tems passé, pourquoi, au grand préjudice du Païs & à la charge des autres Etats, elle n'a pas satisfait depuis tant d'années à ladite quote-part, mais aussi promettre de quelle maniere, & en combien de tems, elle satisfera dûëment auxdits arrerages, & indemnisera ainsi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griefs contre les Etats du Païs, & les Administrateurs des Deniers publics, ils doivent

1. Toujours mettre en ligne de compte les amendes des contrevenans aux Ordonnances des Fermes, & d'en payer à l'avenir au Prince sans contradiction la moitié qui lui a été appropriée par les Documens qu'il a produits; aussi doivent-ils temoigner leur bonne volonté en dressant des comptes, comme ils y sont obligez, du montant des Arrerages de la moitié desdites amendes.

2. Ils doivent aussi dûëment demander toutes les Sommes restantes sous quel nom que ce soit, & ne doivent permettre en aucune maniere, qu'elles s'accumulent faute d'être demandées, aussi doivent-ils presser incessamment le payement de l'Argent arreragé qui s'est mis dans la Recette du Païs, & qui n'a point été reçu.

3. Ils doivent dresser les comptes du Païs sur le pied de l'ordre du Païs, & y mettre specialement & bien circonstancié tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent observer la même chose par raport à la dépense, & annoter soigneusement à chaque Article l'année, le Mois & le jour, & comment chaque dépense a été employée à l'usage destiné, c'est-à-dire, à l'avantage de l'Empire & du Païs, à quoi ils doivent joindre les Certificats nécessaires. ANNO 1721.

4. Comme ce n'est pas un des moindres Griefs du Prince, que les Impôts du Païs, dont le Prince fait lever une Partie considerable sur ses Héritages Patrimoniaux, sont employez à des fraix de Procès pour des personnes qui sont en dispute avec le Prince, comme aussi à des présens pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les mérites; plus au payement des Intérêts des Capitaux négociez par les Etats du Païs, sans que le Prince, bien loin d'y avoir consenti, en ait seulement eu connoissance, & enfin à des fraix de Legations & Commissions préjudiciables à la Maison du Prince, & que cette entreprise doit être regardée comme injuste, insuportable & digne de punition; Sa Majesté Imperiale ordonne de même severement, que les Etats du Païs & Administrateurs doivent éviter à l'avenir cet abus de divertir ainsi les Deniers du Païs, & se garder aussi par raport à ce point, de ne le point attirer de l'embaras & de la punition en y contrevenant. Et pourra le Prince liquider en particulier le dommage qui lui a été causé par de telles injustes dépenses, lequel lui doit être restitué, permis pourtant à la Partie contraire d'alleguer ses exceptions. Outre cela

5. Il paroit par toute ladite Représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint, viennent principalement de là, que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par raport à la Revision des Comptes du Païs, à l'exclusion entiere du Prince, & qu'ils ne font guéres d'attention à ses Représentations Paternelles; & comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune aparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Païs, qui ne prennent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majesté Imperiale, en vertu de son Pouvoir suprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la justice, veut qu'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Deniers publics du Païs d'Oostfrise, de laquelle il y a à craindre plusieurs fâcheuses consequences, & déclare par le présent Décret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même pour cet effet, l'inspection générale sur les Deniers publics, afin que de la maniere susmentionnée ils soient portez dûëment au Compte, & bien employez aux usages, auxquels ils sont destinez; qu'outre cela il peut demander raison & réponse des irregularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépense, & exiger satisfaction des Sommes illégitimement assignées,

ANNO 1721.

signées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations: Que les Etats du Païs & Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Païs au Commissaire du Prince avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & dûëment écouter ses avis salutaires, & donner tous les Eclaircissemens qu'il demande.

Sa Majesté Imperiale déclare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693. n'ont pas été liquidez en présence, avec l'aprobation, & la Quitance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par consequent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regitres, Quittances, & autres Piéces qui y apartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est déclaré par le present Décret, sur lequel ils ont en tout tems à se regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront liquidé entr'eux ne passera pour valable, ni qu'eux, ou leurs Heritiers, ne seront quittes de la justification, pour autant qu'ils ne soient ratifiés & autorisés de la maniére susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en cas que, contre toute attente, il se trouvât, à la Revision des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la décision en doit être laissée à Sa Majesté Imperiale, à laquelle pour cet effet sera envoyé le Regître des Comptes, avec un raport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & deduction des raisons de deux côtez; & en attendant cette décision Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'un propre pouvoir. Auquel Ordre Imperial, comme une regle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

De plus Sa Majesté Imperiale exhorte encore très-gracieusement les Etats du Païs d'Oostfrise, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils se comportent pareillement d'une maniere irreprochable, afin qu'on puisse voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils font attention à l'obligation qui en résulte, de procurer le maintien & l'avancement de son avantage, & de s'abstenir au contraire de tout dessein opposé au respect & obéïssance du Prince, & préjudiciable à ses Intérêts & à ses Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le secourir d'une assistance convenable par an, est assez fondée dans lesdits Documens, & qu'outre cela il est conforme à l'équité, que les Etats du Païs marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la respectueuse estime qu'ils ont pour son bon & louable Gouvernement; Sa Majesté Imperiale ordonne très-gracieusement par le présent Décret auxdits Etats d'Oostfrise, de se déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des payemens annuels, d'une maniere si cordiale, équitable & en même tems obligatoire, que leur amour, fidelité & respect pour leur Prince soient vûs, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sadite Majesté Imperiale ordonne à tous les Etats du Païs d'Oostfrise, & Administrateurs, comme aussi en particulier à la Ville d'Embden, par l'obéïssance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'unique Chef de l'Empire Romain, d'observer & exécuter la susmentionnée Résolution Imperiale en tous ses points fidellement & inviolablement, sans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéïssance, sous peine de la disgrace Imperiale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur parition réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes *Aurich* & *Norden*, & du Troisiéme Etat, avec les preuves de leur dûë obéïssance.

Sa Majesté Imperiale assure tous les Etats du Païs de sa grace, &c.

Signé à Vienne le 18. *Avril* 1721.

ANNO 1721.

Succinte Déduction, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du 18. *Août* 1721. *se trouve fondé sur les anterieures Résolutions Imperiales pour le Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Conclusions des Diètes, & Résolutions des Etats du Païs.*

I. QUe la Ville d'Embden doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Païs, est fondé dans les Textes suivans.

Art. 2. & 4. de l'Approbation des Etats d'Oostfrise aux Comtes Edzard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 2. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Conclusion de la Diète d'Embden du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 2. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 308. avec la note marginale sur la 6e. quotepart qui se trouve dans la liste des Accords imprimée à Embden 1612.

Résolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. *in fine.*

II. Qu'au Prince du Païs appartient la moitié des amendes pécuniaires, qui sont collectées par le College des Administrateurs & qui annuellement doivent être payées, est fondé

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Païs du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag. 414. & 15.

Art. 2. Approbation & Conclusion de la Diète du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du College de Justice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 10. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns restans aux Fermiers, est fondé

Art. 19. Approbation du 9. Octobre 1612. Conclusion de la Diète du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes. O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Païs, que les recetes & débours doivent être mis en ligne de Compte, suivant l'ordre du Païs, avec des Certificats signés *cum anno, mense, die & loco*, est fondé

Chap. 3. Conclusion de la Diète d'Embden de 1606. & particulierement No. 8. O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

Tit. 4. Ordonnances de Justice du College. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépense de Procès, que des personnes particulieres soutiennent contre le Prince du Païs, ne doivent être rembourſées des Deniers publics du Païs, est fondé

Art. 21. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusions de la Diète de Norden de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

VI. Qu'aucuns présens pour des Patriotes inconnus, ne doivent être mis en ligne de Compte, est fondé

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. déja allegué au §. 4.

VII. Que les Etats du Païs à l'insçû & sans le consentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de son Païs, & qu'il ne convient pas aux Etats de disposer des Deniers publics à l'insçu & sans l'approbation du Prince, est fondé

Art. 8. 9. 10. Decret Imperial 1589. O. H. Tom. 2. pag. 4.

Art. 8. & 9. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 90.

Art. 4. Conclusion de la Diète d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Conclusion de la Diète de Norden de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 35.

Art. Resol. Imperial. de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 140.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Chrétien, contre les Administrateurs des deniers du Païs, & la Résolution des Etats donnée là-dessus de 1662. dans laquelle on y est demeuré expressément aux Textes allegués

ANNO 1721.

guez du Decret Imperial de 1589. Recès d'Exécutions d'Embden de 1590.

Art. 9. Convention d'Hanover de 1693. O.H. Tom. 2. pag. 1061.

VIII. Que le dommage causé au Prince par cette mauvaise Administration & dépense des Deniers, lui doivent être restituez, est fondé

Dans les Textes ci-dessus alleguez.

IX. Que les Etats du Païs n'ont pas une libre & volontaire Administration des Deniers publics sans le consentement du Prince, est aussi fondé dans les Textes ci-dessus alleguez, mais il est aussi spécialement contraire aux Statuts & Constitutions de l'Empire, contre lesquels aucuns *Pacta* ou Statuts Provinciaux ne peuvent valoir. *Vide Instrum. Pac. Osnabr.* Art. 8. §. 7. *Contra hanc actionem, &c. &c. Capit. Leopoldi.* Art. 3. §. 7. *Capit. Josephi.* Art. 3. *Caroli* VI. Art. 15. A quoi servent aussi toutes les Conclusions des Diètes dans lesquelles sur l'avis des Etats, par le Prince Regnant, sont faits certains Reglemens pour l'Administration des Deniers publics.

X. Que le Prince doit avoir son Commissaire ou Inspecteur dans le College des Administrateurs, qui ait la suprême autorité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne soient employez qu'*ad destinatos usus:* Cela parle de soi-même par tout ce qui est allegué ci-dessus, outre cela il est fondé dans les Textes speciaux suivans.

Art. 10. Des approbations du Corps de la Noblesse d'Oostfrise du 11. Janvier 1605. O. H. Tom. 2. pag. 315. *In fine.*

Cap. 1. §. 2. Conclusion de la Diete d'Embden du 7. Fevrier 1614. O. H. Tom. 2, pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 639

Resolution des Etats du 26. Mars 1682. O. H. Tom. 2. pag. 985.

XI. Que les Etats sont obligez de donner annuellement une certaine & considerable Somme d'Argent à leur Prince, est fondé

Art. 9. Decret Imperial de 1598. dont le contenu est déja allegué au § 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 9.

Art. 112. & 120. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148 *In fine.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art. 4. Convent. d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII. Que les Etats n'ont pas le pouvoir de manier les affaires communes du Païs à l'exclusion du Prince, paroît bien de soi-même par la liaison naturelle qu'il y a entre un Prince & les Etats de son Païs, particulierement il est fondé

Art. 1. Convention du 1. Nov. 1678. entre la Princesse Christine-Charlotte comme Regente & Tutrice, & les Etats. O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 18. Fevr. 1633. plusieurs fois alleguée.

XIII. Qu'il est défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puissances, tant dedans qu'au dehors de l'Empire, & qu'au contraire, en cas de dispute, ils se doivent adresser à Sa Majesté Imperiale, & se contenter de sa très-juste décision, est fondé

Art. 55. Resolution Imperiale de 1597. Extrait du Protocole du Conseil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 969.

Extractus Protocolli du Conseil Aulique du 15. Juin 1582. Nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 986. Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 7. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hanovre de 1693. O.H. Tom. 2. pag. 1061.

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agir contre le Bourguemaître & le Senat d'Embden, même avec défense pénale pour le maintien & le rétablissement de ses hauts Droits, est fondé

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comtesse Anne pour la Ville d'Embden O.H. Tom. 2. pag. 198. & 199.

Art. 10. Resolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 93.

Art. 28. Mandats Imperiaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag. 295.

XV. Que la Ville d'Embden est obligée à reconnoître le Prince du Païs pour son vrai & immediat Seigneur Héréditaire & Prince, de lui obeïr & être fidelle & soumise, est fondé

ANNO 1721.

Art. 24. Resolutions Imperiales de 1597. O.H. Tom. 2. pag. 85.

Art. 77. Mandat du 17. Mars 1602. O. H. Tom. 2. pag. 282. *& seq.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garnison, ainsi nommée d'Embden, n'est consentie que seulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en servir hors de la Ville, sans le consentement du Prince, & qu'en cas contraire, elle est tenuë *ipso facto* pour cassée: est fondé

Art. 14. Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Resolution de Marienhuys du $\frac{2}{11}$ Juillet 1619. O. H. Tom. 2. pag. 575.

Actes de la Diete d'Embden imprimez en 1602. pag. 31. Resol. 1.

XVII. Qu'au Prince appartient en proprieté la Doüane tant au dedans que hors la Ville d'Embden: est fondée

Recès d'Executions de Norden de 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 2.

Convention de Delfzyl de 1595. *Ibidem.*

Resolution Imperiale de 1597. *Ibid.*

Concordats de 1599. *Ibid.*

Accord d'Osterhuysen de 1602. 1603. & 1611. *Ibid.*

Sentence du Conseil Aulique de 1612. *Ibid.*

Mandat Imperial de 1622. *Ibid.*

Sentence du haut Conseil de Hollande du 24. Fevrier 1635. *Ibid.*

XVIII. Restitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a souffert dommage par la mauvaise administration des Administrateurs déportez, & par la retenuë *de facto* de la Doüane.

XIX. La permission à donner aux Juifs pour l'entrée dans la Ville d'Embden, appartient au Prince, & est fondé

Resolution Imperiale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 1. pag. 211. §. 10.

XX. Rendre compte des Deniers du Païs depuis la Convention d'Hanovre en 1693.

XXI. Que la Chambre du Tresor ne doit pas être toujours à Embden; mais qu'elle peut être déplacée par les Etats, avec le consentement du Prince, est fondé

Sur la Resolution de la Diete de Norden de 1599. il a été trouvé bon que ladite Chambre devoit être à Aurich, où elle a été aussi effectivement; mais par la brigue de ceux d'Embden, à la Conclusion de la Diete d'Embden de 1606. elle est revenue dans leur Ville. Ceux d'Embden ayant ensuite chassé de leur Ville deux Administrateurs qui ne vouloient pas s'accommoder selon eux, c'est pourquoi les Etats dans l'année 1615. ont derechef déplacé ladite Chambre à Aurich; quelque tems après elle fut replacée à Embden, sans que les Etats l'ayent changée depuis, & y est confirmée par Sa Majesté Imperiale.

De tout ce que dessus, il paroît assez que Son Altesse le Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il demande seulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à redresser les abus & mauvaises Administrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Païs & de ses bons Habitans.

*Déduction abregée & solide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden* 1723. 1723.

I. LEs *Accords d'Oostfrise* qui servent de base au gouvernement de cette Province, ne font que trop connoître avec quelle application, des Ministres mal-intentionnez ont travaillé, de tems en tems quoiqu'inutilement par la grace de Dieu, à saper les Libertez, Droits & Privileges bien acquis des Etats d'Oostfrise, qui sont tels qu'il y a peu de Païs dans l'Empire, qui puisse se vanter d'en avoir de pareils; & sur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit *de consentir, lever & employer, selon leur bon plaisir, à l'exclusion du Prince, les Contributions & les Taxes.*

ANNO 1723. Mais le Tout-puissant ayant visité dans sa colere la bonne Province d'Oostfrise en 1717. par une horrible inondation, ensorte que les Digues ayant été rompuës, plusieurs funestes conjonctures ont empêché jusqu'à présent (1723.) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui est cause qu'une partie du Païs étant encore couvert d'eau, ressemble à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches sont réduits dans une effroyable misere. Les Ministres du Prince ont cru que la conjoncture étoit favorable pour contester devant le Trône Imperial les Libertés que les Etats d'Oostfrise ont si précieusement conservé jusqu'à présent; & ils ont réussi jusqu'au point d'obtenir secretement, sous de faux exposez par rapport à cet Article principal, un Decret Imperial du 18. Août 1721. C'est pourquoi l'on a trouvé à propos d'exposer ici les Articles des Accords du Païs & des Decrets Imperiaux émanez sur les disputes arrivées, avec connoissance de cause, & à la priere des intéressez; & par ce moyen, de démontrer si évidemment les Droits des Etats, que les personnes les plus simples en puissent être convaincuës.

II. Avant l'année 1606. il n'y avoit en Oostfrise aucune regle fixe pour l'Administration des Revenus du Païs; les Etats pourvoyoient dans l'occasion au nécessaire, & de cette maniere de tems immemorial ils ont en & conservé la libre disposition des Deniers, sans le concours du Seigneur du Païs, en sorte qu'il est dit expressement dans le Recès de la Diète de Marienhuys de l'an 1605.

Enfin pour en venir à l'Administration de tous & chacun desdits Deniers du Païs, puisque ces *pecuniæ Populo & Ordinibus, ratione Proprietatis & Dominii, ergo pleno jure* appartiennent aux Etats de cette Comté, & que *casus, periculum & commodum* desdits Deniers, selon tout Droit, les intéressent seuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raison, l'entiere disposition & Administration *pro arbitrio*, leur en appartient *tanquam Dominis*.

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de dresser ainsi chaque fois des regles pour l'Administration des Deniers Publics, les Etats sont convenus dans la Diète tenuë à Embden en 1607. d'établir un College reglé auquel on pût confier l'Administration de ces Deniers du Païs, & dans le Recès de la Diète Chap. I. on fit le Reglement suivant.

1. Quant à la perception & employ de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté sont convenu que, *locus Ærarii communis*, sera établi & fixé dans la Ville d'Embden, que la garde desdits Deniers sera confiée au Receveur general qui sera élu, après qu'il aura donné Caution suffisante; comme aussi seront confiez les Sceaux & Lettres concernant les Etats, à la garde du College des Assignateurs, leur recommandant de choisir dans la Ville d'Embden un endroit qui leur paroîtra convenable: Neanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Païs, il restât quelque Somme considerable sur laquelle le Receveur n'auroit point eu d'Assignation, elle seroit renfermée par les Assignateurs dans la Caisse du Païs, dans la Maison de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Administration des Deniers publics & des Taxes, deux Assignateurs de chaque Ordre, & ainsi six de la part des Etats de cette Comté: Savoir, de la part des Nobles Schwer *van Deblen*, & Jost *Beninga*; de la part des Villes Focko *Bolsum Krummiga* & Otto *Loringa*, & de la part du Tiers Etat Hero *Boyen* & Ubbo *Foelrichs*, qui sont autorisés à choisir une personne capable pour leur Secretaire; & il dépend du bon plaisir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au College des Assignateurs un Commissaire ou Inspecteur de sa part, tel qu'est à present Maurice *Ripperda*, mais *de maniere qu'il ne s'arroge point de donner sa voix, ni d'administrer lesdits Deniers du Public.*

Ce Reglement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Païs d'exercer la moindre autorité dans l'Administration des Deniers Publics, puisque les Etats aïant statué entr'eux sur cette Administration, sans le concours du Prince, *ont établi de leur part six Assignateurs pour les administrer*, laissant seulement à la disposition du Prince de leur joindre un Commissaire *qui ne donneroit point sa voix, encore moins pourroit s'arroger l'Administration desdits Revenus.*

III. A peine eut-on ainsi reglé & fixé l'Administration des Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits indisputables des Etats. Car le Comte *Enno III.* Seigneur très-entreprenant, & qui porta divers coups aux Libertez des Etats, *voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers consentis par les Etats:* Mais les Etats firent voir si clairement que cela leur appartenoit, qu'il fut obligé de laisser, par accord provisionnel de l'an 1607. Art. 1. *La perception, direction & disposition des Deniers Publics au College des Administrateurs ou Assignateurs*, comme il paroît par les termes du Texte. ANNO 1723.

Que Son Excellence se désistera *de la perception ou direction* des Deniers accordez & des Contributions consenties par les Etats, & remises à la disposition des Assignateurs, les laissant lever tranquillement & les laissant remettre au Receveur General établi, pour les payer & employer par ordre des Assignateurs, conformement à leurs instructions & aux Recès de la Diete.

D'où l'on doit encore conclure que le consentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir posé pour base du Reglement susdit qu'*il dépendoit privativement des Etats seuls de consentir, lever & employer les Deniers Publics*; il fut statué expressement dans le Recès de la Diete d'Embden de l'an 1606. Chap. 3. §. 10. que le Receveur general rendroit compte de la Recette & de l'Employ des Deniers Publics, aux Députez des Etats, en presence du Commissaire du Prince, mais *de telle maniere que si le susdit Commissaire ne se trouvoit point present au tems fixé, le Receveur general ne seroit pas moins tenu de rendre compte aux Deputez des Etats:* Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur general) y étant requis, lorsque les Assignateurs tiennent leur Assemblée ordinaire tous les fix Mois, *de rendre compte à ceux qui à cet effet seront toujours députez à l'avenir, en presence de quelqu'un commis par Son Excellence, & des Assignateurs des Etats: & au cas que le Commissaire de S. Exc. ou l'un des Assignateurs ne se trouve pas* in loco Ærarii, *au tems fixé pour la reddition des Comptes, il sera tenu de rendre lesdits Comptes à ceux qui se trouveront presens.*

Ce qui est une preuve autentique que le Seigneur n'a aucun Droit de se mêler ni de l'Administration, ni de la perception des Deniers Publics: les personnes les plus simples comprendront aisément qu'autrement son Commissaire dans le College des Assignateurs auroit eu le pouvoir de donner sa voix, & que l'on n'auroit pu recevoir la reddition des Comptes sans son concours; sans parler de tous les Registres des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de tems immemorial il n'y a jamais eu que les Députez des Etats qui ont reçu & quittancé les Comptes du Païs, sans le concours, & seulement en presence du Commissaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diète d'Embden de l'an 1618. *Cap. de Collegio Administratorum Art. 1. cum Resol.* il est dit que le Comte Enno n'a pas voulu se contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allegué §. 4. *pour assister à la reddition des Comptes*; mais qu'il y avoit comparu en personne avec deux Commissaires & les Gens de sa suite, apparemment pour intimider par sa presence les Députez des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont protesté *à ce que Son Excellence ne s'oppose pas à la disposition libre des Deniers Publics qui leur appartient seuls:* Et ils ont obtenu que Son Excellence se contenteroit *d'envoyer un Commissaire* NB. POUR OUIR *la reddition des Comptes.*

GRIEF.

En consequence du Recès d'Embden, Son Excellence joindra audit College, lors qu'on rendra les Comptes seulement un Commissaire, mais n'y comparoîtra pas en personne avec deux Commissaires & toute sa suite, *pour ne pas mettre obstacle à la libre disposition des Deniers qui appartient de Droit aux seuls Etats.*

RELATION.

Le Seigneur Comte veut bien se contenter *d'envoyer un Commissaire* POUR OUIR *la reddition des Comptes*, conformement au Recès d'Embden *Chap. 3. Art. 10.* outre l'Inspecteur établi par le *Chap. 1. Art. 2.*

VI. Il paroit clairement par le Texte suivant du Recès

ANNO 1723. Recès de la Diete de Norden de l'an 1620., non seulement que ni le Seigneur, ni aucun Membre des Etats ne peut arrêter *de facto*, ni s'opposer ou s'empêcher en aucune maniere les Contributions & moyens de Collectes consentis avec ordre, NB. *par les Etats*, ou ceux qui pourront à l'avenir être consentis avec ordre, NB. *par les Etats*, jusqu'à ce que NB. *les Etats* établissent un autre reglement convenable; mais même *le consentement & l'emploi des Deniers du Païs y est expressément reservé aux Etats seuls, à l'exclusion du Comte*; ce qui est une nouvelle preuve indisputable que le Seigneur du Païs ne doit en aucune maniére se mêler de ce qui concerne les Collectes. Voici ce Texte.

De plus son Excellence & un chacun ayant trouvé effectivement & par experience que le manque de payer la Garnison d'Embden, & les autres Créanciers du Païs, comme aussi les délais, empêchement & supression des Contributions consenties unanimement, ainsi que les moyens de Collecte, & la nouvelle levée de Gens de Guerre causent une grande confusion, des défiances, & une revolte dans le Païs, *& Son Excellence ayant gracieusement déclaré d'y vouloir remedier de son côté*, les Etats pour arrêter & prevenir de tels inconveniens, ont unanimement résolu & irrevocablement consenti *de laisser le cours libre aux Contributions & moyens de Collecte qui ont été consentis, regulierement, ou qui seront consentis regulierement à l'avenir jusqu'à ce que les Etats en ordonnent autrement, & ils n'y aporteront aucun obstacle ni empêchement* de facto, *ou autrement.*

Quoique les Reglemens & Conventions faites sous la Regence du Comte *Enno* confirment & maintiennent les Droits des Etats à ce sujet, cependant ils n'ont pu en avoir l'exercice paisible; car lorsque le Comte Rudolfe Chrétien parvint à la Régence, l'Article des Collectes fut encore mis en conteste, mais les Etats defendirent si bien leurs Droits que les Etats Généraux déciderent expressément en 1626. que *l'Administration des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, apartenoit généralement aux Etats ou au College, & que le Comte ne pouvoit s'en mêler, ni par lui-même, ni par ses Officiers, ni en avoir la direction, encore moins y donner quelque atteinte & y aporter quelque obstacle.* L'Article VII. de la Décision s'exprime ainsi:

Que Son Excellence laissera au même College la distribution des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, & ordonnera à ses Officiers & Ministres d'assister & prêter main forte aux Administrateurs, ou à ceux qui executent leurs ordres, pour l'amelioration, la perception & Collection desdits Deniers; & Son Excellence, ni par elle-même ni par ses Ministres, ne s'en mêlera pas, ni n'en prendra pas la direction, encore moins y donnera-t-elle quelque atteinte, ou quelque empêchement.

Et lorsque sous la Regence du Comte Ulric II. on fit la revision de l'Ordonnance générale des Fermes de l'an 1631. il est dit expressément Art. 11. sur le pied des Concordats,

Mais s'il arrivoit que le Fermier restât en arriere dans le payement; les Administrateurs & le Receveur Général auront le pouvoir & l'autorité de proceder dans le tems de trois jours *viâ executionis* & sans autre forme de Procès, contre le Fermier ou sa Caution, par l'Exécuteur établi & confirmé par nous à cette fin; & les Magistrats de chaque Place, les Drossarts, Baillifs, & Bourguemaîtres des Villes, y compris même celle d'Embden, lui prêteront main forte, s'il est nécessaire, y étant requis, & suivant l'exigence du cas, sans le lui refuser, *sans néanmoins s'attribuer directement, ou indirectement, aucun maniement, direction, inspection, connoissance, interpretation, ou Jurisdiction en ce qui concerne les Fermes & Contributions, le laissant au College, sans retarder, differer ou empêcher l'execution.*

Il fut enjoint aux Officiers du Comte de prêter main forte aux Administrateurs dans la levée des Deniers Publics, sans pour cela s'attribuer la moindre autorité dans ce qui concerne les Collectes. D'où l'on peut encore conclure, que toutes les Diètes ont eu un grand soin d'ôter à la Maison des Comtes d'Oostfrise toute occasion de préjudicier en aucune maniere par ses Officiers, au College des Administrateurs des Deniers Publics.

VIII. Lorsque Son Alteſſe Sereniſſime George Chrétien parvint à la Regence en 1660. non seulement on ne voulut pas laisser les Etats dans la paisible Administration des Collectes & des Deniers Publics; mais même on défendit par d'odieux Mandemens l'amelioration des Rôles & le payement des Taxes consenties, on s'empara avec violence des Comptoirs du Païs, on voulut s'emparer des Collectes, & dépouiller par ces violentes Procedures les Etats de leur ancienne liberté. C'est ce dont les Etats se plaignirent dans la Convention de la Haye de l'an 1662. *Cap. de Colleg. Administr. Art* 1. 4. & 7. Il est dit Art. 1. ANNO 1723.

Quoique Son Alteſſe n'ait aucun Droit d'empêcher directement ou indirectement, la recepte des Contributions consenties, & tout ce qui en dépend, comme l'amelioration de Rôles, &c. comme il paroit par *l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. *Decision de l'an* 1626. *Art.* 7. *Recès de Norden de* 1620. §. *De plus:* néanmoins cela est souvent arrivé, comme en 1648. & encore en 1660. *lorsque Son Alteſſe Sereniſſime a défendu par d'odieux Mandemens penals d'ameliorer les Rôles & de payer les Taxes*, sur quoi l'on demande satisfaction & reparation pour l'avenir.

L'Art. 4. porte,

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas le Droit de toucher aux Comptoirs du Païs, ni directement ni indirectement, suivant le *Recès d'Embden de l'an* 1606. *Cap.* 1., *l'Ordonnance des Fermes Art.* 11., *l'Accord provisionnel Art.* 1. 2. 3. & 5. *Decision* de 1626. *Art.* 7., cela est néanmoins souvent arrivé, particulierement cette année-ci à Lehr par le Ampts-Verwalter de Norden & ailleurs, où non seulement on a ouvert les Comptoirs de vive force, menacé les Fermiers, & emporté l'Argent Comptant, mais même on a pris à un certain Labbe Foeke, dans le Bailliage de Pewsum, son propre Argent, sous prétexte que c'étoit de l'Argent des Impôts; c'est de quoi l'on demande reparation & satisfaction, & sûreté pour l'avenir, particulierement suivant l'Accord d'Oosterhuys Art. 30.

L'Article sept expose encore la chose plus clairement

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime *n'ait* NB. *rien à dire par raport au consentement la perception & l'Administration* des Deniers Publics & de tout ce qui en dépend, *ce qui* NB. *dépend uniquement des Etats & des Administrateurs, suivant l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. §. *Néanmoins, &c. la Décision de* 1626 *Art.* 8. *l'Accord provisionnel de* 1607. *Art.* 1. 2. 3., néanmoins Son Alteſſe a voulu s'arroger *Jus collectandi*, & non-seulement elle a fait déchirer par ses Ministres les Placarts des Administrateurs affichez, mais même Elle en a fait afficher d'autres, qu'elle a fait publier du haut des Chaires, comme si elle s'étoit prise dans une Diète, même après la Resolution des Etats Généraux du 3. Decembre 1660., & sans en faire mention, ce qui étoit directement au mépris & à l'énervation de la Jurisdiction des Administrateurs.

Les Etats Généraux ont donné leur décision sur cet Article en ces termes:

Les Rôles des Taxes seront revûs, alterez & corrigez suivant les Resolutions & sous l'autorité des Etats, à la verité en présence des Officiers nommez & autorisez à cet effet par Son Alteſſe, qui ne serviront aux Administrateurs que pour les informer.

Mais si lesdits Officiers en étant requis, refusoient de comparoître, les Administrateurs se feront informer par d'autres personnes; & dresseront ainsi les Rôles des Taxes; ainsi pour ce qui concerne l'Administration des Deniers du Païs, les Comptoirs, & ce qui en dépend, en observeront les Accords & Conventions.

Sur l'Art. IV. Leurs Hautes Puissances résolurent ce qui suit.

Son Alteſſe Sereniſſime, en consequence des Textes alleguez, ne mettra, ni ne fera mettre la main, directement ou indirectement, sur les Comptoirs du Païs, sous quelque prétexte que ce puisse être.

L'Article VII. fut décidé ainsi:

Quant au consentement, la perception, l'Administration & la recepte des Deniers Publics, on observera exactement le contenu de l'Art. II. de l'Ordonnance des Fermes, revuë par feu le Comte Ulric le 30. Août 1631.

Ainsi il ne restera aucun doute à toute personne impartiale & de bon sens, que le consentement, la recepte & l'employ des Deniers Publics dependent des Etats seuls sans le concours du Prince; vû sur tout qu'il est dit clairement dans la Décision alleguée du premier Article, que des Rôles des Taxes seront dressez par ordre & suivant la Resolution des Etats par les Administra-

ANNO 1723. niſtrateurs, & que les Officiers du Prince ne ſerviront que pour leur donner des informations ; ſans parler que cette Déciſion contient expreſſement, que par raport à l'Adminiſtration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on obſervera les Accords & Conventions du Païs, particulierement que *le Prince n'entreprendra rien à cet égard contre les Etats.* Outre cela la Reſolution ſur le quatriéme Article dit expreſſement, que le Prince ne pourra mettre, ou faire mettre la main, ni directement ni indirectement ſur les Comptoirs du Païs. La Déciſion touchant l'Art. 7. montre clairement que tout ce qui concerne l'affaire des Collectes, a été conſervé ſans aucun préjudice aux Etats par les Traitez de la Haye, puiſqu'il eſt dit mot pour mot, que *quant au conjentement, la recepte & l'emploi des Deniers Publics, on obſervera exactement & ſans exception le ſusdit Art.* 11. *de l'Ordonnance generale des Fermes.* Mais il eſt expreſſement ordonné dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à préſent du Prince, ne s'attribueront ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, ou inſpection, connoiſſance, interpretation & Juriſdiction, par raport à l'affaire des Collectes : d'où il s'enſuit raiſonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par raport au conſentement, recepte, & Adminiſtration des Deniers Publics, ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, autorité, connoiſſance, interpretation ou Juriſdiction, mais qu'il doit laiſſer le tout aux Etats.

IX. Après la mort de Son Alteſſe Sereniſſime *George-Chrétien*, on donna, ſous la Régence de la Tutrice ſa Veuve, de telles atteintes à toutes les Branches des Libertez, Droits, & Privileges des Etats ſans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668. il fallut remedier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulierement par raport à l'Article des Collectes, voici ce qui fut reglé en 1668. *Chap.* 2 *du College des Adminiſtrateurs.*

Art. 1.

Les Conſeillers du Prince ont impoſé & reçu quatre Taxes Capitales ſans le conſentement des Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances prétendent que l'on doit faire reſtitution.

Ad Art. 1.

D'autant que par l'intervention amiable des Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances *la bonne harmonie & la confiance ont été retablies entre Son Alteſſe & les Seigneurs Etats*, cette demande tombe d'elle-même, & ainſi on ne parlera plus de ladite reſtitution, de même les prétenſions pour les avances faites par Son Alteſſe aux Troupes de Lunebourg, reſteront éteintes.

Art. 3.

Ils ont défendu par des Mandemens pénals dans tous les Bailliages la levée des deux Taxes Capitales.

Ad Art. 3.

Pour les raiſons ſusdites ceci ceſſera auſſi.

Art. 4.

Ils donnent des Mandemens pour cauſes de Fermes, ce qui des cauſe obſtacles aux Adminiſtrateurs dans leurs Charges.

Ad Art. 4.

Les Officiers du Prince ne ſe mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe conſentie regulierement, d'autant que cela eſt contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Regence de la Tutrice & les Etats, rétablies par les Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances ne dura qu'autant que les Miniſtres mal-intentionnez de la Régente trouverent une occaſion favorable de tomber ſur les Etats, car à peine eut-on remedié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on ſollicita auprès de l'Empereur la caſſation du College des Adminiſtrateurs, & du prétendu mauvais uſage qu'ils faiſoient de leur autorité, puiſqu'ils s'attribuoient *un Domaine abſolu ſur les Deniers Publics à l'excluſion du Prince, & même qu'ils oſerent les regler ſelon leur bon plaiſir.* On a ſû obtenir alors une Commiſſion adreſſée au Roi de Dannemark en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, pour écouter les deux Parties touchant leurs Griefs, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'on ne put pas y réuſſir, les ouïr contradictoirement, & délivrer d'abord les *acta cum voto*, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Protocole du Conſeil Aulique raporté dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe publiée en dernier lieu Tome II. Liv. 4. No. 26. cependant on n'a pû parvenir juridiquement par la voye de cette Commiſſion, à renverſer la liberté bien acquiſe des Etats par raport à l'Adminiſtration des Revenus du Païs. Ainſi le Miniſtere du Prince ne pouvant réuſſir légitimement par cette voye à opprimer les Droits des Etats, on eut recours aux voyes de fait, on impoſa des Taxes, on les leva, & l'on ne ceſſa de donner toutes ſortes d'atteintes aux Droits des Etats, par raport aux Collectes, jusqu'à ce qu'en 1678, la Tutrice Regente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non ſeulement elle conſentit à faire rendre compte aux Etats, conformement au §. 3. de l'Accord proviſionnel de 1607., de la recette & de l'emploi des Taxes miſes & levées contre les Accords du Païs, *mais même elle s'obligea abſolument & conſtamment aux Etats pour elle & ſes Succeſſeurs de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, quelque choſe qui put arriver, encore moins* in caſibus extraordinariis ſub prætextu neceſſitatis, *ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner ou faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot*, NB. de ne ſe mêler en aucune maniere *des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, Son Alteſſe promettant que ni elle, ni ſes Miniſtres, n'y donneront plus la moindre atteinte.*

ANNO 1723.

Ainſi par les mêmes raiſons, *renonçoit expreſſement au Procès entamé en* 1673. *contre les Adminiſtrateurs touchant l'Adminiſtration independante des Deniers Publics.*

Voici comme s'exprime l'Accord d'Aurick de l'an 1678.

2. Son Alteſſe Sereniſſime par amour pour la concorde, en conformité de la Convention proviſionelle de 1607., & à la priere des Etats, leur a fait remettre toute la recepte & l'emploi, & par conſequent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Alteſſe; produiſant en même tems une exacte ſpecification des reſtes desdites Taxes qui ne ſont pas encore payez ; & particulierement de ceux qui en ont été exemptez, comme auſſi du logement des Troupes. Et quoique les Etats ayent produit ſur ce ſujet pluſieurs Griefs, démontrant que par là les Accords d'Ooſtfriſe ont été violez à pluſieurs égards, cependant comme ceux qui reſtent en défaut & les exempts ſont ſpecifiez à l'avantage des Etats, par une conſideration particuliere pour Son Alteſſe Sereniſſime, par affection pour le jeune Prince, & par un ſincere deſir de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Païs, ils déclarent dès à préſent & pour toujours, qu'ils tiennent Son Alteſſe Sereniſſime & le Prince ſon Fils, franc & quitte de toutes demandes & prétenſions qu'ils pourroient avoir, tant par raport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Munſter, comme auſſi ils renoncent irrevocablement à toute action qui pourroit leur competer à cet égard, particulierement au *Proceſſus Mandati de reſtituendo* du Conſeil Aulique de l'Empire, mais ſe reſervent expreſſement ce qui doit leur revenir des reſtans & exempts, comme auſſi les dépens, dommages & Dettes des Quartiers des ſusdites Troupes de Munſter ou autres, contre tout autre ayant prétenſions *in genere & in ſpecie*; Son Alteſſe promettant aux Etats de ne s'y pas oppoſer, bien entendu que l'on agiſſe avec une moderation convenable, & que l'on n'intente aucune action contre qui que ce ſoit, qui auroient été en commiſſion dedans ou dehors le Païs de la part ou par ordre de Son Alteſſe, comme Son Alteſſe a promis de ſon côté de n'intenter action contre perſonne des Etats qui jusqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commiſſion au dedans ou au dehors du Païs. De plus

3. Son Alteſſe s'oblige abſolument & conſtamment envers les Etats pour elle & ſes Succeſſeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, quelque choſe qui pût arriver, encore moins *in caſibus extraordinariis, ſub prætextu neceſſitatis*, ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner, ni faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot, *de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers publics & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs : Son Alteſſe promettant que ni elle ni ſes Miniſtres n'y donneront plus la moindre atteinte.*

4. Enfin *les Procès non décidez & auxquels on n'a pas renoncé*, pendans entre Son Alteſſe & les Etats, par devant la Cour Imperiale, *reſteront reſervez aux Parties, à l'exception du Proceſſus Mandati de reſtituendo*, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci deſſus, comme

ANNO 1723

comme auſſi le Procès entamé en 1673. par Son Alteſſe contre les Adminiſtrateurs, auquel S. A. renonce expreſſément par ces préſentes.

Après avoir vû la Maiſon d'Ooſtfriſe s'obliger abſolument dans ces conjonctures envers les Etats, *quoiqu'il puiſſe arriver, de ne ſe point mêler des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, renonçant expreſſement au Procès entamé pour leur disputer l'Adminiſtration indépendante desdits Deniers à l'excluſion du Prince*; il n'y a point de perſonnes impartiales & équitables, qui n'avouent qu'il eſt inconcevable que le Prince puiſſe avec la moindre apparence de Droit prétendre aujourd'hui l'inſpection & la con-direction des Deniers Publics, étant abſolument obligé de n'y pas mettre la main.

XI. Non-ſeulement Sa Majeſté Imperiale Leopold a confirmé, à la priere des deux Parties, la ſusdite Convention de 1678. mais encore lorsque les Miniſtres du Prince (ſans reſpecter cette Convention ni les autres Accords) ont voulu ſe ſervir auprès du Conſeil Aulique de l'Empire du §. 3. de la Capit. Leop. & du Recès de 1654. §. 102. pour ôter aux Etats le *jus collectandi*, ou *la liberté qu'ils ont de conſentir, lever & employer les Taxes à l'excluſion totale du Prince*, Sa Majeſté Imperiale, avec une entiere connoiſſance de cauſe, a enfin decidé très-équitablement en 1684 que les choſes devoient reſter ſur le pied des précedens Decrets Imperiaux, avec ordre que *puisqu'il n'appartenoit pas alors à la Tutrice Regnante de s'oppoſer aux Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, qui* NB. *en vertu de* NB. *pluſieurs Accords anciens, & de la Transaction confirmée par Sa Majeſté Imperiale en* 1678 *en étoient en poſſeſſion, tant par rapport à l'Adminiſtration qu'à l'impoſition & la levée des Mois Romains & NB autres Taxes, elle n'y formeroit plus aucune oppoſition ni obſtacle.*

Ce Decret Imperial qui eſt du 28. Juin 1684. eſt conçu en ces termes:

„ ON nous a fait très-humblement rapport du contenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à l'impoſition & la levée des Mois Romains, *particulierement qu'elle ne pouvoit accorder à ſes Etats la levée privative du* Turcken-ſtuur *exigé, non plus que l'Adminiſtration indépendante des Deniers Publics, & des* Land-ſtuuren; demandant humblement d'en donner la Commiſſion à notre Chambellan & Conſeiller Aulique de l'Empire, le Baron de Pflittersdorf, tant pour l'un que pour l'autre, & d'exempter le Païs des Quartiers & de l'entretien des Troupes, *ſans avoir égard à ce que vous alleguez de nouveau tant touchant* NB. *l'Adminiſtration, l'impoſition & la levée des Mois Romains, que touchant l'expedition de notre Commiſſion Imperiale en faveur dudit Baron de Pflittersdorf*, que nous avons déja déchargé de ce qui concerne les affaires d'Ooſtfriſe, *nous nous en tenons aux Decrets Imperiaux que nous avons déja rendus.* Mais quant au départ des Troupes nous avons dépêché aujourd'hui nos intentions à notre cher Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainſi nous vous ordonnons de nouveau par celle-ci, de legitimer quelqu'un de votre part auprès de notre Commiſſion Imperiale, quisqu'il n'eſt pas tout à fait neceſſaire que vous comparoiſſiez ici en perſonne: *& vous n'empêcherez ni ne troublerez leſdits Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, dans l'Adminiſtration, impoſition & levée des Mois Romains & NB. autres Taxes, ce dont ils ſont en poſſeſſion en vertu* NB. *de pluſieurs Accords* NB *anciens, & de la Tranſaction que nous avons confirmée en* 1678. *enſorte que vous n'avez aucun Droit de vous y oppoſer.*"

XII. Ce Decret s'accordoit avec les Conſtitutions de l'Empire, comme il étoit fondé inconteſtablement ſur les Accords d'Ooſtfriſe, ſavoir, *que l'on ne pourra employer les Conſtitutions de l'Empire pour renverſer les Statuts particuliers d'Ooſtfriſe*; outre que ſans avoir recours à pluſieurs citations, on ſait qu'en general les Conſtitutions de l'Empire ſe reçoivent *avec reſerve des Pactes, Accords, Privileges, Reverſales, & autres diſpoſitions faites avec les Etats du Païs, par leſquelles on a pourvu à ce qui les concerne & les Sujets de chaque Place.* En particulier, lorsque la Diete de l'Empire ſouhaita d'étendre le ſusdit paſſage du Recès & de la Capitulation Imperiale à toute ſorte de cas, voulant qu'on ne pût y oppoſer ni Accords ni Privileges, particulierement que les Etats, ſans égard pour aucun Privilege, ne puſſent s'arroger l'Adminiſtration particuliere des Deniers Publics, Sa Majeſté Imperiale déclara gracieuſement dans ſes Reſolutions envoyées à la Diete en 1670. qu'elle ne pouvoit accorder cela, & qu'au contraire elle étoit obligée de laiſſer chacun dans le Droit qui lui appartenoit de la même maniere qu'il avoit été pratiqué jusqu'alors. ANNO 1723.

Deplus il a été amplement pourvu dans tous les Accords d'Ooſtfriſe, que le Prince ne pourra demander aucun Mandement Imperial contre eux, & qu'il n'aura pas recours aux Conſtitutions de l'Empire, pour s'y délivrer de ſes obligations, ou ſe dégager de leur entiere obſervation: on peut trouver dans l'*Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. Liv. 4. num. 2. pag.* 885. la Déclaration du Prince à cet égard lorsque les Etats ſe plaignirent que l'on tâchoit de renverſer les Accords du Païs à force de Mandemens Imperiaux, & à la faveur des Conſtitutions de l'Empire: la voici

„SON Alteſſe Sereniſſime ne ſait pas que ſes Prédéceſſeurs ayent jamais demandé des Mandemens Imperiaux pour éluder l'obſervation des Accords, *& il n'eſt pas d'intention de le faire.* Quant à l'exemple qu'on allegue, cela eſt arrivé à la priere des Etats mêmes; au reſte Son Alteſſe étant un Etat immediat de l'Empire, elle a Droit de ſe ſervir des Conſtitutions & benefices de l'Empire *in caſibus licitis & per Pacta Provincialia non exceptis* (au cas qu'ils ne ſoient pas exceptez dans les Accords du Païs.)"

Le Miniſtére du Prince n'a pas voulu s'en tenir là, il a ſouvent importuné l'Empereur de ſes Plaintes, ſans pouvoir neanmoins obtenir que le Decret proviſionnel de 1688. touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſtatuât rien de contraire aux Loix du Païs; au contraire, il y eſt ordonné que les choſes reſteroient ſur le même pied, car il y eſt dit ſur ce ſujet:

„ AU reſte l'Adminiſtration, la Recette & la direction desdits Deniers Publics NB. *reſtera aux ſix Adminiſtrateurs* NB. *élus à cet effet par les Etats*, préſentez & confirmez par le Prince en prêtant Serment, en préſence d'un Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince, qui y repréſentera la perſonne ou la place du Prince. Le Receveur établi par les Etats prêtera auſſi Serment & donnera caution; bien entendu que les Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs n'apliqueront reſpectivement les Deniers Publics à d'autres uſages qu'à ceux auxquels ils ſont deſtinez, & ſe conduiront en tout de maniere qu'ils puiſſent en répondre au jour ordinaire de la reddition des Comptes tous les ans le 10. May, en préſence de l'Inſpecteur du Prince, & même encore d'un Commiſſaire, ſi le Prince trouve à propos de l'adjoindre, ou autrement ainſi que de Droit."

D'où il paroît clairement que l'Adminiſtration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics a été conſervé aux Adminiſtrateurs des Etats en préſence d'un Inſpecteur du Prince, ainſi qu'il eſt démontré ci-deſſus §. 2. & la reddition des Comptes, en préſence d'un Commiſſaire du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Miniſtére du Prince voyant que bien loin d'avoir obtenu ce qu'il ſouhaitoit, le paſſage allegué ci-deſſus du Decret Imperial de l'an 1688. le mettoit bien loin de ſon Compte; épia l'occaſion (d'autant que le Prince & les Etats reçurent ordre le 27. Octobre 1690. de pourſuivre la Déciſion de leurs Griefs reſpectifs ſur leſquels on n'avoit pas prononcé dans le Decret précédent) de porter en 1691. un nouveau Grief devant le Conſeil Aulique, touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics; il étoit en ces termes:

„QUE les Etats, & en leur nom *le College des Aſſignateurs & Députez* ne s'arrogeaſſent point la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics ſuivant l'arrangement, la Taxation ou Quotiſation des Rôles des Taxes, mais qu'ils en remiſſent la ſouveraine inſpection & la con-direction à Son Alteſſe Sereniſſime, comme Souverain, & à l'Inſpecteur qu'il établira dans la ſuite, comme auſſi aux Commiſſaires extraordinaires qu'il envoiera pour recevoir la reddition des Comptes; qu'ils lui ou leur, rendiſſent Compte des Articles qui reſtent ouverts dans la Recette, & particulierement de la ſixiéme quote-part duë par la Ville d'Embden & du refus de ne pas mettre dans la liſte des Sommes employées, certains Articles illegitimement & injuſtement aſſignez; nonobſtant le contenu des *Compacta* d'Ooſtfriſe, & du *Decret proviſionnel* de l'Empereur ci-deſſus allegué, & par conſequent de produire, de rendre & duement reviſer tous les Comptes rendus ſans ordre, & d'une maniere peu convenable, hors de ſa préſence & ſans ſon approbation & ſa quittance; lui remettant au profit du Public, les *Rationes & reliqua* desdits Comptes."

Sur quoi fut priſe la Reſolution ſuivante.

ANNO 1723. „ QUANT à l'Adminiſtration des Deniers Publics, l'Inſpecteur du Prince & ſon Commiſſaire extraordinaire pour l'audition des Comptes; le Prince eſt renvoyé à l'Art. 2. du ſusdit Decret Imperial, & il eſt dérechef ordonné aux Etats de faire reviſer leurs Comptes juſqu'à préſent, de maniere qu'il ne reſte aucune juſte raiſon de plainte: ce qu'ils produiront *ſub termino duorum menſium*, ſans s'arrêter à l'Hommage."

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par raport aux Collectes, qui même fut expreſſement confirmée; puisque, en renvoyant le Prince à l'Article 2. du ſusdit Decret, où l'Adminiſtration, la Recette & l'employ des Deniers Publics eſt conſervée au College des Adminiſtrateurs, & ordonné à la Maiſon d'Ooſtfriſe de *ſe contenter de joindre*, conformément aux Accords du Païs, *audit College un Inſpecteur qui ne pourra donner ſa voix, ni s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics*, de recevoir des Députez des Etats la reddition des Comptes *en preſence* d'un Commiſſaire, & de les faire quittancer par ce dernier, ainſi qu'il ſera trouvé convenable; ce qui confirme inconteſtablement que *la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend eſt conſervée aux Etats, & que la demande par la Maiſon Regnante d'avoir la ſouveraine inſpection & la condirection desdits Deniers, a été rejettée, ainſi que la prétention que les Comptes ne pourroient être rendus ſans l'approbation & la Quittance du Prince, à quoi l'on n'admet que ſa ſimple preſence.*

Il eſt vrai que cette Reſolution enjoint aux Etats la reviſion, qu'ils avoient réſolu, des anciens Comptes, de maniere qu'on ne put avoir aucun ſujet de plainte; d'où l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y aſſiſtât; néanmoins, ainſi qu'on l'a démontré, le Prince n'eſt autoriſé qu'à y envoyer un Commiſſaire *pour ouir* la reddition des Comptes, ſans qu'il puiſſe exercer aucune autorité; c'eſt pourquoi les Etats ont allegué ſur ce ſujet leurs raiſons, ſavoir, que l'on avoit procedé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords du Païs, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eut manqué contre lesdits Accords & les anciens uſages, ſuppliant qu'il fût ordonné à Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, de démontrer le cas avec toutes ſes circonſtances; afin qu'ils puiſſent y répondre avec fondement, ſe reſervant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non ſeulement les choſes en ſont reſtées là, mais même Son Alteſſe Sereniſſime Chrétien Eberhart, voulant diſſiper la défiance entre le Chef & les Membres, & donner auxdits Etats des ſuretez, que les Accords du Païs, comme la baze du Gouvernement d'Ooſtfriſe, ſeroient conſtamment maintenus, ſans qu'il y ſoit préjudicié par les Conſtitutions de l'Empire, a déclaré dans la Convention de Hanovre de l'an 1693. que *tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les* Compacta, *Apoſtilles, Déciſions & Recès* communément nommez *Accords*, ſeroient la baſe & le fondement de ſa Régence, & il eſt dit §. 1.

„ SON Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe déclare par rapport à ſes fidelles Etats que pour leur montrer ſon affection Paternelle & ſes bonnes intentions, & *ôter toute défiance entre le Chef & les Membres, ſuivant la Signature des preſentes, Elle confirme tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les Compacta, Apoſtilles, Déciſions, Recès communément nommez Decrets, & en conſequence* délivrera aux Etats un Reverſal de l'Hommage, tel qu'il eſt ci-joint *Litt. A.*"

Et en conformité des Accords, il s'eſt obligé §. 9. par raport aux Collectes, de s'en tenir auxdits Accords & aux Comptes rendus, ſans y faire aucun changement; pas même *in caſu neceſſitatis:* en voici les termes.

„ QUANT à ce qui concerne les Collectes, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, Son Alteſſe Sereniſſime s'en tient aux ſusdits Accords, & aux Comptes rendus, & *ne veut y faire aucun changement, pas même in caſu neceſſitatis.*"

Ainſi cet Accord abolit encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à ſon excluſion l'Adminiſtration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes: & afin d'ôter tout doute que l'on pût un jour de la part du Prince reclamer les Decrets de l'Empereur de 1688. & 1691. & que jamais on ne réveilleroit la prétention de la ſouveraine inſpection & condirection des Deniers Publics, ou de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus ainſi qu'on l'avoit expoſé dans les Griefs de 1691. il fut expreſſement convenu dans cet Accord §. 14. que puiſque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commiſſion Imperiale, avoient été reglés amiablement. Le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs du 3. Novembre 1621. ceſſeroient d'avoir lieu, ainſi qu'il paroit par le Texte ſuivant. ANNO 1723.

„ D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des Plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commiſſion Imperiale, ont été reglez amiablement, on s'eſt déclaré de part & d'autre *que le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs qui ont ſuivi le 3. Novembre 1691. ceſſeront entierement.*"

XV. Autant les Accords citez ci-deſſus, & les Decrets de l'Empereur confirment-ils la *Liberté, le Pouvoir & le Droit que les Etats d'Ooſtfriſe ont de conſentir, lever & employer les Deniers Publics à l'excluſion du Prince*, autant ont-ils été confirmés de la maniere la plus forte par le Prince Regnant, dans le Reverſal de l'Hommage qui lui fût fait, du 21. Novembre 1708. où il eſt dit,

„ NOUS promettons de même, de notre certaine ſcience, de confirmer en tous leurs Points & Clauſes, ſous quelque nom que ce ſoit, *les Decrets Imperiaux, exécutions, Recès & Reſolutions de S. M. Imperiale*, & de ſes glorieux Prédéceſſeurs dans l'Empire, comme auſſi *tous les Compacta, Accords, Recès, Apoſtilles, Sceaux & Lettres en général & en particulier*, paſſez entre nos Prédéceſſeurs & nos Etats, ſpecialement *le Recès de la Diete de Norden de l'an* 1620. remis alors par les Etats au Comte *Enno*, & en un mot tout ce qui a été reglé juſqu'en 1662. & 1663. & enſuite en 1693. le 18. Fevrier à Hanovre, & le 18. Fevrier 1690. à Aurick (ſauf la Haute Juriſdiction & la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale & du S. Empire) & qui ont été confirmez par les Comtes & Princes Regnans en Ooſtfriſe, & par conſequent par notre Pere de glorieuſe memoire, dans les Reverſales de l'Hommage du 11. Fevr. 1695. *enſorte qu'ils ſeront religieuſement obſervez dans tous leurs points, ſans qu'il ſoit rien entrepris au contraire, ni par Nous, ni par nos Miniſtres, ou autres qui que ce puiſſe être, & par conſequent, que toutes les contraventions ſeront inceſſamment redreſſées; ce que nous promettons ſincerement, ſans équivoque ſur notre parole de Prince, & ſur notre honneur, au lieu de Serment, ſans aucune exception ou contradiction.*"

Ce que les Officiers & Miniſtres du Prince jurent auſſi ſur les Accords du Païs, lorſqu'ils entrent en poſſeſſion de leurs Charges; ainſi qu'on peut le voir dans *l'Accord de la Haye de l'an* 1662. *Cap.* 4. *Art.* 4. *cum Reſol.*

„ ART. 4. Quoique Son Alteſſe Sereniſſime ſoit tenue de promettre ſous un Serment ſolemnel l'exacte obſervation des Accords; *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 1. cependant le Chancelier, les Conſeillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Juſtice oſent le refuſer, nonobſtant le contenu exprès des Accords, *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 4. & 5. *Concord. Art.* 8. & 117. & *ſur tout l'Accord d'Ooſterhuys Art.* 30. Ainſi l'on demande que cela ſe faſſe en preſence des Députez des Etats'

Reſolution.

Ouïes les Parties, il a été réſolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les Aſſeſſeurs, le Chancelier & les Conſeillers, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui ſont à préſent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment ſuivant, & ceux qui ſeront élus à l'avenir *promettront & jureront* par un Serment ſolemnel entre les mains de Son Alteſſe Sereniſſime ou de la perſonne qu'elle commettra, d'obſerver & accomplir ponctuellement & fidellement, & de faire obſerver & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les Traitez, Accords, & Conventions faites & paſſées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre Sadite Alteſſe Sereniſſime, & la Ville d'Embden; Comme auſſi les Déciſions de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtfriſe.

Et afin que les Etats d'Ooſtfriſe, & en particulier la Ville d'Embden, puiſſent être tranquilles & aſſurez que ledit Serment aura été réellement prêté, Son Alteſſe Sereniſſime fera ſigner par tous ſes Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Alteſſe Sereniſſime envoiera d'abord une Copie autentique aux Etats, ou à leurs Députez ordinaires, comme auſſi à la Ville d'Embden.

For-

ANNO 1723.

Formulaire de Serment.

Je soussigné promets & jure d'observer & accomplir ponctuellement & fidellement, autant qu'il dépendra de moi, & de faire observer & accomplir les Traitez, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Alteſſe Sereniſſime d'une part, & les Etats d'Ooſtfriſe d'autre part, & entre Sadite Alteſſe Ser. & la Ville d'Embden; comme auſſi les Déciſions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtfriſe: *Ainſi Dieu m'ait en aide.*"

Malgré tout cela on a ſi peu voulu laiſſer jouïr les Etats d'Ooſtfriſe de leurs Droits indisputables, que l'on a renouvellé de la part de la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe auprès de Sa Majeſté Imperiale, les Griefs mûs ci-devant, touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics, & qui avoient été terminez par la Conſervation de la Liberté des Etats, tant par les Decrets Imperiaux, que par les Accords conclus; ſous prétexte que l'on en faiſoit un mauvais uſage incroyable, & que c'en ſeroit fait & du Païs & de ſes Habitans, ſi l'on ne limitoit les Libertez des Etats par raport aux Collectes; ce qui eſt neanmoins contraire à la Lettre du §. 17. de l'Accord d'Aurick en 1669. qui contient ce qui ſuit mot pour mot.

„ *D'un autre côté donc, & pour prévenir toute défiance, autant qu'il eſt poſſible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance interieure rétablie, non ſeulement Son Alteſſe Sereniſſime veut gouverner ſuivant les Accords, mais même il ne ſera mû aucun Procès touchant les Griefs précédens, ni de la part de Son Alteſſe Sereniſſime contre les Etats, ſavoir; la Nobleſſe, les trois Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne pourſuivra pas ceux qui ſeront commencez, ſans préjudice à l'Accord de Hanovre.*"

Et ſans attendre ce que les Etats pouvoient répondre, on a obtenu de Sa Majeſté Imperiale le Decret du 18. Août 1721.

XVI. Mais afin que tout Lecteur impartial puiſſe connoitre combien ce Decret Imperial s'éloigne des anciennes Conſtitutions d'Ooſtfriſe, & même des précédentes Déciſions Imperiales, & par conſequent quel Droit les Etats avoient d'oppoſer leurs juſtes réponſes aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de raporter ici le Decret avec quelques Remarques.

Decret Imperial §. 5.

Il paroit par toute ladite repréſentation du Prince, que les desordres, dont il ſe plaint viennent principalement de ce que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Adminiſtration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépenſe, que par raport à la reviſion des Comptes du Païs, à l'excluſion entiere du Prince, & qu'ils ne font gueres attention à ſes repréſentations Paternelles.

Remarque.

Il paroit par cela, que juſqu'à preſent la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe a laiſſé aux Etats l'Adminiſtration arbitraire des Deniers Publics à l'excluſion du Prince; mais que les Etats ſe ſoient arrogé cette Adminiſtration de leur propre autorité, c'eſt ce que l'on ne croira point après avoir lu ce qui précede ſur ce ſujet, & comme on le prouvera encore, après avoir expoſé la veritable ſituation des choſes; enſorte que Sa Majeſté Imperiale ſur tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aiſement qu'il ne peut y avoir de desordre dans l'Adminiſtration des Deniers Publics par les Etats, puiſqu'elle eſt reglée par les Accords du Païs; à moins qu'on ne veuille ſoutenir que l'Ooſtfriſe a perſiſté dans ces desordres depuis plus de cent ans; car depuis 1606. les Etats ont toujours adminiſtré les Finances ſur le même pied & ſuivant les Ordonnances faites alors.

Decret. *Et comme de telles entrepriſes contraires aux Statuts & Conſtitutions de l'Empire, ne peuvent être excuſées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permiſes à des Sujets contre leur Souverain.*

Rem. Ci-devant on a voulu alleguer de la part de la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe, les Conſtitutions & Statuts de l'Empire, par raport à l'affaire des Collectes: Mais S. M. Imperiale *Leopold* de glorieuſe memoire, ſur les repreſentations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Ooſtfriſe qui ſont les Conſtitutions & Statuts du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir ci-deſſus §. 11. d'autant plus que la Province d'Ooſtfriſe a des Conſtitutions particulieres, qui pour la plus part different de celles des autres Provinces de l'Allemagne.

ANNO 1723.

Decret. *Parce qu'elles emportent un entier aneantiſſement du pouvoir du Prince, & une deſtruction de l'ordre entre le Chef & les Membres.*

Rem. Les Etats ont amplement remontré à Sa Majeſté Imperiale, que la Jurisdiction du Prince, & l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être reglez ſur les Accords d'Ooſtfriſe, puiſque le ſeul engagement exprimé dans le Serment de l'Hommage, eſt de le reconnoitre, le reſpecter & lui obéir comme au Prince du Païs. Mais le Droit des Etats ſe trouve ſi clairement dans les Accords, ſur tout ce qui concerne l'Adminiſtration des Finances, que Sa Majeſté Imperiale ne le conſiderera point à l'avenir comme un aneantiſſement de la Jurisdiction du Prince, & un desordre entre le Seigneur & ſes Sujets.

Decret. *Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans qui ne prennent point part à de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.*

Rem. On ne trouvera pas un Habitant raiſonnable dans toute l'Ooſtfriſe, qui ne ſouhaite de tout ſon cœur que les Etats fuſſent maintenus dans la précieuſe Conſtitution qui concerne le conſentement, la Recette & l'Adminiſtration des Deniers Publics; mais le Miniſtere du Prince a expoſé les choſes d'une maniere à faire croire, qu'à l'exception de quelques perſonnes, tout le Païs aſpire à voir entre les mains du Prince la ſouveraine Inſpection ſur les Finances; c'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale a déclaré,

Decret. *Sa Majeſté Imperiale en vertu de ſon pouvoir ſupreme, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la Juſtice, veut que l'on faſſe ceſſer cette Licence dans l'Adminiſtration des Deniers Publics du Païs d'Ooſtfriſe, de laquelle on a à craindre pluſieurs fâcheuſes conſequences, & déclare par le preſent Decret, que le Prince eſt en Droit d'exercer par un Commiſſaire, qu'il établira lui-même à cet effet, l'Inſpection générale ſur les Deniers Publics, afin que de la maniere ſusmentionnée ils ſoient portez duëment en Compte & bien employez aux uſages auxquels ils ſont deſtinez; qu'outre cela il peut demander raiſon & réponſe des irrégularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette & la dépenſe, & exiger des ſatisfactions des Sommes illegitimement aſſignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Aſſignations; que les Etats du Païs & les Adminiſtrateurs ſeront tenus de preſenter les Comptes du Païs au Commiſſaire du Prince, avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & ils devront écouter ſes avis ſalutaires, & donner tous les éclairciſſemens qu'il demande.*

Rem. Il ne ſera point néceſſaire de raporter ici au long, que ſuivant les Accords, le conſentement, la levée & l'emploi des Deniers Publics apartient aux Etats à l'excluſion du Prince; on remarquera ſeulement en peu de mots, que lorsque dans l'exhibition des Griefs en 1691. on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inſpection générale & la conduite; la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe y renonça entierement, & laiſſa les Etats dans la jouïſſance de l'Adminiſtration privative des Finances, & on leva toutes les incertitudes ſur ce ſujet par l'Accord de Hanovre; ainſi il n'y a point de doute que, vû l'amour ſi connu de Sa Majeſté Imperiale pour la Juſtice, Elle ne caſſe un Decret adroitement ſurpris ſur des prétextes frivoles.

Decret. *Sa Majeſté Imperiale déclare en outre très-juſtement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693. n'ont pas été liquidez en preſence, avec l'approbation & la Quittance du Commiſſaire du Prince, ſeront tenus pour non valables, & que par conſequent leſdits Comptes, ſi le Prince demande, en vertu de ſon Droit d'Inſpection générale, que ſon Commiſſaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regîtres, Quittances, & autres pieces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere néceſſaires pour l'éclairciſſement des Articles douteux.*

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Adminiſtrateurs des Deniers Publics, ne puiſſent s'excuſer d'ignorance, il leur eſt declaré par le preſent Decret, ſur lequel ils ont en tout tems à ſe régler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront entr'eux, ou leurs Heritiers ne ſeront quittes de les juſtifier, pour autant qu'ils ne ſoient ratifiez & autoriſez de la maniere ſusmentionnée par la Signature du Commiſſaire du Prince, & en

ANNO 1723. *cas que contre toute attente, il ſe trouvât à la reviſion des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la Déciſion en doit être laiſſée à S. M. I., à laquelle pour cet effet ſera envoyé le Regître des Comptes, avec un raport y joint, de la veritable nature des points en dispute, & une déduction des raiſons des deux côtez, & en attendant cette Déciſion Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'Autorité privée. Auquel Ordre Imperial, comme une regle conſtante pour exercer les fonctions d'Adminiſtrateurs avec d'autant plus d'attention, leſdits Adminiſtrateurs ſeront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'atireront immanquablement un grand embaras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui ſera cauſé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.*

Rem. On remarquera ici que, quoiqu'en 1691. le Prince ait prétendu que l'on reviſât duement les Comptes qui avoient été rendus en ſon abſence & ſans ſa Quittance & ſon aprobation, Sa Majeſté Imperiale n'exigea que la preſence d'un Commiſſaire du Prince, mais que l'aprobation & la Quittance demandées furent refuſées: néanmoins dans la Convention de Hanovre en 1693 on s'en tint aux Comptes rendus jusqu'alors, & on déclara que l'on ne vouloit y faire aucun changement, pas même *in caſu neceſſitatis:* par conſequent on eſt ſuffiſamment convaincu que le Prince n'a aucun Droit de recevoir la reddition des Comptes, ni de les quittancer. Mais on a ſçu donner un tel tour auprès de Sa Majeſté Imperiale au Texte de la Convention de Hanovre raporté ci-deſſus §. 14. qu'on l'a interpreté comme ſi l'on ne devoit l'entendre que des Comptes qui ont précédé cette Convention de Hanovre; c'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale a ordonné ſpécialement la reviſion des Comptes depuis la Convention de Hanovre, nonobſtant que la choſe ſoit telle, que le Prince étant obligé de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers Publics, ne peut prétendre de les reviſer, aprouver & quittancer: les propres termes de cette Convention de Hanovre *& veut ne jamais y faire aucun changement, pas même dans le cas de néceſſité*, font aſſez connoitre que le Prince s'en tient à l'ordre établi par les Accords, de recevoir les Comptes en préſence ſeulement de ſon Commiſſaire, par les Députez des Etats qui devoient obſerver ce qui convient, ſans ſon intervention.

*Reponſe au Factum des Etats d'*OOSTFRISE, *tirée d'un Memoire intitulé:* PREUVES *que Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ſes Etats que les autres Etats immediats de l'Empire, &c. imprimé à Aurick en 1723. pag. 37. à 75.*

SUR LE TITRE DU FACTUM.

QUe pourroient penſer les perſonnes d'Eſprit, ſi les Etats d'Ooſtfriſe publioient un Traité, où ils établiroient que les Enfans & les Domeſtiques ont la Liberté, le Droit & le pouvoir de diſpoſer de la Cuiſine & de la Cave à l'excluſion du Pere de Famille: Il en eſt ainſi neanmoins de leur Factum; le Prince n'eſt pas Prince, ſi ſes Etats ont la Liberté, le Pouvoir & le Droit que l'on prétend ici; comme un Pere de Famille ne pourroit paſſer pour Pere de Famille ſi ſes Enfans & Domeſtiques étoient en Droit de diſpoſer des affaires de ſa Famille à ſon excluſion. Le Traité d'un bout à l'autre dément la fierté du titre & eſt une preuve de la vérité de l'ancienne maxime de Droit *quod à rubro ad nigrum non valeat conſequentia.*

Quoique tous les Textes alleguez dans cet Ecrit ſoient torts & raportez de mauvaiſe foi, il y paroit neanmoins clairement que les Decrets Imperiaux rendus *in Contradictorio* établiſſent & poſent pour fondement que l'on ne peut ni *conſentir* ni lever ni employer les Contributions & les Taxes ſans le Prince & à ſon excluſion, ſans priver avec violence & injuſtice le même Prince, à ces trois égards, de l'autorité qui lui apartient comme Seigneur du Païs. Quant au *conſentement*, tous les Textes alleguez dans l'Ecrit des Etats prouvent qu'il ne peut être donné ailleurs que dans la Diète, ainſi qu'il eſt ordonné dans le Decret Imperial de l'année 1589. Article 8. & 10. Jusqu'à preſent on ne s'eſt pas encore aviſé de le nier; or il eſt conſtant que l'on ne tient jamais de Diète à l'excluſion du Prince, & que l'on ne peut rien y reſoudre à ſon excluſion qui ſoit valable, ſuivant *le Decret Imperial de l'an* 1589. *Article* 9. & 10. *& le Recès d'Execution d'Embden de* 1590. *Art.* 12. Or ces Textes ſe trouvent à chaques pages & ont été confirmez par les Deputez des Etats dans tous les Accords, même dans les Conſiderations des Etats de 1606. ou le Reſultat de la Diète d'Embden, ſur lequel les Etats ſe fondent principalement: on en alleguera ici pluſieurs du même genre, comme le Texte de la Convention de cette Diète avec les annotations qui y ont été faites, raportées à la fin de ce Traité. Et même dans l'Accord fait à la Haye en 1662., où l'on a mis ſur le tapis les Articles les plus préjudiciables au gouvernement du Prince, on a reglé cette maniere de proceder dans les Collectes, ſur les contenu du Decret Imperial de l'an 1589. & du Recès d'Execution d'Embden de l'an 1590. ANNO 1723.

Le IX. Grief du Prince dans le Chap. 2. de l'Accord de la Haye au Chap. du College des Adminiſtrateurs porte que les Aſſignateurs ne pourront lever d'autres Taxes que celles qui auront été conſenties par les Reſolutions formelles de la Diète, *ſuivant le Decret Imperial de* 1589. *Art.* 9. *le Concordat de* 1598. *Art.* 58. 62. *&* 63. D'où s'eſt enſuivie la Reſolution des Etats Généraux, *les Textes alleguez ſeront obſervez en tout ce qui eſt contenu ſur ce ſujet dans les Accords.*

Ceci ſeul refute tout l'Ecrit des Etats, puiſque ſuivant les Textes alleguez aucune Reſolution des Etats n'eſt tenue pour Reſolution formelle & reguliere de la Diète qu'autant que le Prince y a conſenti & en a publié un Réſultat. C'eſt ſur le même fondement qu'eſt dreſſé le Decret Imperial de l'année 1681. Art. 2. comme on le prouvera ci après en repondant au §. XII. La choſe en elle même porte ſa Déciſion, car il eſt conſtant que les Etats en qualité d'Etats n'ont aucun Droit d'obliger les Habitans du Païs par aucun Reſultat ou Reſolution, ou de leur impôſer des Loix; mais pour que le Reſultat ou les Reſolutions de la Diète deviennent obligatoires, il faut que l'Autorité du Prince y intervienne, qu'il publie le Reſultat & qu'il donne aux concluſions & aux Reſolutions une force obligatoire. C'eſt ainſi qu'il eſt prouvé invinciblement dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. I. Liv I. Chap. 8. & 9. de la 5. Partie que les ſuffrages des Etats aſſemblez en Diète ne ſont que de ſimples avis, penſées & reflexions qu'on ne peut conſiderer comme une Deciſion qui oblige le Prince.

Il en eſt de même de la levée & de l'emploi, car ceux qui levent & employent les Deniers Publics ſont des perſonnes qui, de l'aveu même de l'Ecrit des Etats, ſont confirmées dans leur charge par le Prince, ſur la requête qu'elles lui preſentent, enſorte qu'ils lui prêtent Serment ſur certaines inſtructions qu'il a aprouvées, & qu'elles tiennent toute leur Autorité du Prince; ainſi qu'il eſt demontré par les Etats même dans l'avis des Etats, ou le Reſultat de la Diète d'Embden de 1606. puisqu'ils doivent demander pour l'exercice de leur charge les expeditions neceſſaires du Prince. C'eſt pourquoi les executeurs prêtez aux Adminiſtrateurs pour lever les Impôts, reçoivent leurs gages du Prince. Outre cela on convient dans le Factum que le Prince a Droit de joindre un Inſpecteur au College des Adminiſtrateurs, qui y occupe la place du Prince, or le nom d'Inſpecteur tenant la place du Prince, déſigne aſſez ce qu'il y doit faire.

Si le titre eſt ſi mal imaginé, qu'on juge ce que l'on doit attendre de l'ouvrage.

REPONSE AU §. I.

Ce §. ne merite pas d'être réfuté; l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe & les Actes y joints prouvent le contraire, le Reſultat de l'Empire de 1603. l'Agent même des Etats, Leon Aitzema, dans ſon Recueil, Hugo Grotius dans ſes Annales des Païs-Bas, ont expoſé il y a long-tems aux yeux de l'Univers combien peu de Droit avoient les Etats d'Ooſtfriſe à cet égard. Il eſt arrivé à la Maiſon des Princes d'Ooſtfriſe ce que Tacite écrit au Chap. I. du Liv. I. de ſon Hiſtoire *Veritas pluribus modis infracta, primum inſcitia Reipublicæ ut alienæ, mox libidine aſſentandi Populo, aut rurſus odio adverſus dominantes: obtrectatio & livor pronis auribus accipiuntur: malignitati falſa ſpecies libertatis ineſt.* Qu'a-t-on beſoin d'autres preuves? Sa Majeſté Imperiale y a donné lieu dans ſes Decrets qui attaquent les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe. Il faudroit être bien ſimple pour ſe laiſſer perſuader par le Factum des Etats que ces Decrets ont été ſurpris ſous de faux prétextes.

Les

ANNO 1723. Les Auteurs & les defenſeurs des troubles de l'Ooſtfriſe ont meſuſé juſqu'à preſent de la ſimplicité de la plupart des Habitans, en les aveuglant ſous le manteau de la liberté, pendant qu'ils exerçoient ſur eux la plus cruelle autorité dans les Diètes & Aſſemblées d'Embden, les traitant *ut viliſſimam partem ſervientium.* Il leur eſt arrivé ce qui eſt dit 2. de Samuel Chap. XV. vs. 11. *ils marchoient dans leur ſimplicité ſans ſavoir rien des affaires.*

On peut voir dans le Decret Imperial même ce qui a engagé Son Alteſſe Sereniſſime à porter ſes Plaintes au Trône Imperial; l'accuſation, que Son Alteſſe veut ſe ſervir, pour la ruine du Païs, des calamitez dont le Ciel l'a viſité, eſt une calomnie publique, que Sa Majeſté Imperiale a blamée expreſſement dans ſon Decret.

REPONSE AU §. II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement ſont raſſemblez dans ce §. En premier lieu c'eſt un menſonge autentique qu'avant l'année 1606. il n'y avoit point de reglemens en Ooſtfriſe pour l'Adminiſtration des Finances; tout ce qu'on dit de la ſituation des choſes avant 1606. n'eſt pas plus vrai. Tous les Documens, tous les Decrets Imperiaux, tous les Reſultats des Diètes, tels que ſont ceux qui ont été citez ci-deſſus, & tels qu'on peut les lire dans le Regître des Accords, refutent cette propoſition: on pouvoit avancer avec autant de vérité qu'avant 1606. le Soleil n'avoit pas lui en Ooſtfriſe. Voila ce qu'on apelle une deduction fondamentale, dont on oublie le fondement! les Actes qui précedent 1606. n'accomodent pas les Etats, c'eſt pourquoi ils les biffent d'un trait de plume; mais ils découvrent trop par là quel eſt leur but. 2. Quel argument trouve-t-on dans ce §.? Qu'auroit-on dit à la Diète de Marienhove? Que peut une telle raiſon contre le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Diètes d'Ooſtfriſe, n'eſt point la pure vérité. Le Conſeiller privé *Stryck* raporte dans ſa diſpute *de Jure Principis circa rationes Civitatum*, entr'autres que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes ſe ſervent du même raiſonnement allegué dans la Diète de Marienhove pour ſe diſpenſer de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir que ce pretexte n'eſt pas fondé. *Vide d. Diſſert.* § 24. & 25. Mais en Ooſtfriſe il y a encore des circonſtances qui font voir que les raiſons alleguées contre le Prince à la Diète de Marienhove ne ſont d'aucune importance; on trouve ces circonſtances dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. I. Liv. I. pag. 197. §. 32 où l'on demontre leur peu de ſolidité; on auroit dû y repondre dans le Factum des Etats, ſi l'on avoit eu quelque choſe de valable à y oppoſer, mais on paſſe tout cela ſous ſilence. 3. Il eſt notoirement faux que les Etats ſoient convenus à la Diète d'Embden de 1606 d'établir certain College *à l'excluſion du Prince.* Ils ont donné au Prince leurs conſiderations ſur la propoſition qu'il leur en avoit faite; & demandé ſon approbation & confirmation *Seigneuriale*, ſurquoi il leur a communiqué ſa Reſolution: ce qui fait voir que ni le *conſentement* ni la *levée* ni l'*Emploi* des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'excluſion du Prince. 4. La Concluſion que l'on tire de ce qui precede eſt fauſſe, lorsque de ce que l'Inſpecteur & le Commiſſaire du Prince ne peut s'arroger de donner ſa voix dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, on conclud que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Adminiſtration desdits Deniers Publics. On peut voir la 10. remarque ſur les conſideration des Etats de 1606 où l'on a fait voir la foibleſſe de cette concluſion. La choſe s'explique d'elle-même clairement par l'exemple d'un College de Juſtice établi par un Prince; ce Prince ne fait point lui même raport des Actes, il fait faire ce raport par ſes Conſeillers, & voter enſuite; mais il a la ſuprême inſpection afin que tout aille dans l'ordre ſoit quand on fait raport, ſoit quand on donne ſa voix, & ſi l'on manque, il s'y oppoſe comme il convient. Pourroit-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans ſon College de Juſtice. Il en eſt de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Adminiſtration de ſes Domaines & de ſes Patrimoines. Si l'on peut comparer les petites choſes aux grandes, on ſait que Sa Majeſté Imperiale ne vote point dans les Diètes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laiſſe les ſuffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces ſuffrages dreſſez en forme d'avis de l'Empire, & portez à Sa M. Imp., Elle en forme & publie un Réſultat de la Diète: ſeroit-on aſſez hardi de dire, à cauſe de cela, que l'on peut tenir une Diète de l'Empire à l'Excluſion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lyncker *in Analect. ad jus publicum Swederi Part. 2. Sect. 1. Cap. 30. §. 17. Verb. merito abſtinent:* où il dit, *Imperator nullum votum habet in Comitiis quâ talis, ſed vota omnium ſunt ſtatuum, ad hoc ut per illa conſultum Cæſari offerendum conficiatur. Quoniam itaque Status non habent vim ferendæ legis, ideò in his conſultis nihil efficere poſſunt, ſi Cæſari eadem non probentur.* Ce que l'on doit dire à plus forte raiſon des Etats d'Ooſtfriſe; à moins que quelqu'un ne ſoit aſſez inſolent pour, avec *Hyppolite à Lapide*, exclure l'Empereur de toute autorité dans la Diète & dans toutes les affaires de l'Empire. Il eſt de même certain que ſi l'on vouloit ſuivre dans l'Empire les principes des Etats d'Ooſtfriſe & de leurs Avocats, l'Empereur perdroit bien-tôt toute ſon autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits Seigneuriaux dans leur Païs. Mais comme feu le Conſeiller privé & Chancelier J. H. de *Stammler*, n'étant âgé que de 25. ans, a fort bien réfuté en 1657. *Hyppolite à Lapide*, dans une Diſſertation *de reſervatis Imperatoris*, en ſuivant les principes de ſon Maître & Beaupere le Chancelier *Juſte Sinol. Schutz*, de même les perſonnes de bon ſens regarderont ces extravagantes opinions des Sujets, telles que celles dont ſont entêtez les Etats d'Ooſtfriſe, comme très-pernicieuſes & très-préjudiciables au bien public.

ANNO 1723.

Bien loin que les Collectes ſoient en Ooſtfriſe privativement au pouvoir des Etats à l'excluſion du Prince; le College des Adminiſtrateurs, comme on l'a fait voir ci-deſſus, n'a de Jurisdiction & d'autorité dans la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, que celle qu'ils reçoivent du Prince; car non ſeulement les Adminiſtrateurs, mais même leurs Executeurs adjoints, ſont confirmez par le Prince à qui ils préſentent Requête à ce ſujet; de plus toutes les inſtructions du College des Adminiſtrateurs & l'Ordonnance des Fermes, ſur laquelle on afferme les Aciſes dans tout le Païs, ſont dreſſées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'eſt pourquoi cette Ordonnance eſt expreſſément nommée *Ordonnance du Prince.* La Preface de l'inſtruction du Tribunal dit:

„ NOUS Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſſens, Stedesdorf, & Wittmund, ſavoir faiſons, de quelle maniere, après avoir pris le Conſeil & les conſiderations de la Nobleſſe, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé néceſſaire pour la conduite des Adminiſtrateurs des Deniers Publics, qu'en conformité du Réſultat de la Diète tenue à Aurick le 6. Mai de la préſente année 1631. on corrige, ſuplée & remedie aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en uſage juſqu'à preſent; & les ſusdits Adminiſtrateurs ſont chargez par les preſentes d'affermer les Revenus & Impôts de la maniere ſuivante & de s'y conformer."

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

„ LES Adminiſtrateurs élus & nommez dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmez & reçus par Nous à Serment, occuperont ledit Tribunal; mais comme leurs apointemens ne ſont pas ſuffiſans pour qu'ils réſident tous ſix *in loco Ærarii*, & vaquent préciſément aux affaires dudit College, *il ſuffira que* NB. *conformement au Réſultat de la Diète de Norden de* 1612. *Art.* 22. trois d'entr'eux, ſavoir, un de chaque Ordre, avec le Secretaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainſi qu'ils conviendront entr'eux, pourvû qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que s'ils y avoient aſſiſté tous ſix; ainſi on s'en tiendra à ce reglement, ſans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne ſont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Embden, & perſonne ne ſe diſpenſera de concourir à ces ſortes d'affaires ſous peine de perdre ſa Charge, & autre punition arbitraire."

La Préface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle finit comme il ſuit:

„ *Ceci eſt la préciſe, finale, entiere & ſerieuſe intention de Nous* Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſens, Stedesdorf & Wittmund, &c. *par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conſerver & maintenir Nous & nos Succeſſeurs Regnans & Seigneurs*

ANNO 1723. *Seigneurs d'Oostfrise, &c. dans la Possession de nos Droits naturels & que nous tenons comme Fief de l'Empire.* Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conseillers, Drossarts, Baillifs, Bourguemaîtres & Consuls des Villes, & *même aux Administrateurs des Collectes*, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir absolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faisant rien & ne souffrant pas que l'on fasse quelque chose qui y soit contraire sous les peines portées, & sous celles d'encourir *notre disgrace.* En foi de quoi nous avons signé la presente de notre main, & y avons mis notre Sceau. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1631."

Outre cela il est dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du College au Souverain Tribunal du Prince; ce qui est dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Fermes.

„ LES Fermiers, leurs Consors, Cautions & Participans seront sous notre speciale protection; ainsi que nous les y prenons en vertu des présentes, ensorte que personne ne soit assez hardi de les offenser ou molester de paroles ou effets, sous peine d'amendes irremissibles ou même de punition corporelle, selon l'exigence du cas; ainsi qu'il est plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Fermes, donnée à Aurich le 16. Avril 1631. & afin qu'ils puissent jouïr de leur Ferme avec plus de sureté & de tranquillité, & qu'ils soient ouïs & protegez dans leurs plaintes: on établira & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le College des Administrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, affaires des Fermes & dépendances, sans autres vacances qu'aux jours destinez au Service de Dieu, ensorte que sur ces matieres on ordonne, pourvoie & exécute ainsi qu'il conviendra. Mais si quelqu'un se croyoit lezé, après exécution & satisfaction donnée, il pourra s'adresser à la Chambre du Comte, ou à la Justice de la Cour."

Il est dit encore dans cette Ordonnance, que les amendes ordonnées par le College, appartiennent au Prince comme Souverain. C'est ce qui est exprimé en ces termes dans la premiere Ordonnance des Fermes de 1611. & à l'Art. 14. de celle qui fut renouvellée en 1631.

„ LES Procès pendant devant ce Tribunal, sont ordinairement *pœnales* ou *executivi*: C'est pourquoi suivant les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale; chaque personne donnera *cautiones simplices*; & l'on exprimera briévement dans les Mandemens *causa propter quam quis citatus.* Ainsi quelqu'un voulant citer sa partie devant ce Tribunal, & requerant à cet effet, suivant le cas, *citationem* ou *Mandatum*, on ne lui refusera pas, & seront accordé *citationes sub pœnâ* 5. Florins d'or, dont la moitié nous appartiendra & l'autre moitié à la partie obéissante."

Concluons de ces Textes que c'est le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité souveraine sur un Tribunal qui reçoit du Prince ses Ordonnances & ses ordres; c'est donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un College du Païs: Quant à l'objet, c'est un College du Païs, puisqu'il se mêle des Deniers Publics; mais *ratione causæ efficientis & formalis:* c'est un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, est établi par le Conseil & aux instances des Etats, est entretenu des Deniers Publics, & juge des causes arrivées dans le Païs; en conclura-t'on que le Tribunal de la Cour est un College du Païs? Il en est de même du College des Administrateurs.

Cette autorité du Prince sur le College & en tout ce qui concerne les Collectes, parut particulierement du consentement même des Etats en 1611. & 1612. En 1611. le Comte *Enno* convoqua une Diète sur l'affaire des Collectes, & y fit les propositions ordinaires; mais lorsqu'il fallut lui donner la Réponse des Etats, ceux-ci ne se trouverent pas d'accord, & *le prierent de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Païs.* On trouve cette Resolution dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 386. la même chose est souvent arrivée. En 1612. l'autorité du Prince sur le College des Administrateurs se fit connoitre encore plus expressement; car s'étant glissez un si grand nombre d'abus dans ce College en si peu de tems, c'est-à-dire depuis 1606. jusqu'en 1612. que les Etats en souhaitoient la cassation, ils ont dressé une liste de ces abus, dans la Diète convoquée à Norden par le Comte *Enno*, lui ont donné la forme d'une Resolution & l'ont présenté au Comte: Voici quelle en a été la conclusion. ANNO 1723.

„ AINSI la très-humble priere & le desir des Etats, est que Votre Excellence *confirme gracieusement* leur susdite intention & resolution unanime, & *pour plus de sureté, en fasse dresser un Recès & Resultat de la Diète*, & le communique aux Etats en original muni du seing & du Sceau de Votre Excellence; & ce pour témoigner à V. E. & à sa Posterité la perpetuelle & fidelle obéissance de vos fideles Etats toujours prêts à s'acquiter volontiers de leur devoir. Fait & consenti unanimement à la Diète de Norden le 9. Octobre 1612. En foi de quoi, &c."

Sur quoi le Comte *Enno* publia le 30. Octobre 1612. un Resultat de la Diète, prescrivant exactement aux Administrateurs la maniere d'exercer leurs fonctions, & particulierement comment seroient dressez les Comptes publics, en ces termes:

„ NOUS *Enno* Comte & Seigneur en Oostfrise, Seigneur d'Esens & Wittmund, Sommes convenu de ceci avec ceux de la Noblesse, des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Oostfrise assemblez formellement en Diète, après convocation faite; & quoique *les Députez de notre Ville d'Embden* se soient séparez des autres par diverses protestations, Nous voulons neanmoins, en vertu des Recès précedens, que ce qui precede soit de même valeur & effet, & consideré comme statué du consentement unanime de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourguemaître, ni à la Ville d'Embden, aussi long-tems qu'ils se tiennent séparez des Collectes generales, de quelle maniere le reste des Etats font leurs Collectes & les administrent.

C'est pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Sujets, Stathoudre, Chancelier, Conseillers, Drossarts, Bourguemaître & Conseils des Villes, Tuteurs, Crieurs & Officiers de la Justice, mais sur tout au College des Assignateurs ou Administrateurs des Collectes du Païs & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord notredit Résultat, & de veiller à son exécution, s'ils veulent éviter notre disgrace & une severe punition. En quoi neanmoins, nous, nos Héritiers & Successeurs Comtes Regnans & Seigneurs d'Oostfrise ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Membres, & surtout à leurs Privileges, Libertez, &c."

Ce Résultat de la Diète de Norden, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords imprimé à Embden, afin qu'une si belle Ordonnance faite pour réformer le College, tombe dans l'oubli, est un des fondemens des Plaintes portées par le Prince au Trône de Sa Majesté Imperiale, puisque l'on y trouve severement défendus les abus qui se sont glissez depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance touchant les fonctions des Administrateurs, a été inserée & confirmée Tit. 2. dans le Reglement pour le Tribunal, de l'an 1631. & tout le Païs est redevable à Son Altesse d'avoir fait imprimer ce Résultat de la Diète de Norden, dans son Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 411. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Administrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adressées au Comte *Enno*, dans lesquelles ils avouent que la souveraine direction & la Judicature, par raport aux Collectes, appartient au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Administration. On peut lire ces Lettres dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. Liv. 2. No. 10. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penser de ce Factum des Etats contredit par tant d'Actes publics: mais avant de passer outre, il est bon de faire quelques remarques sur le Résultat de la Diète d'Embden de l'an 1606. sur lequel le Factum des Etats est particulierement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions aussi absurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il paroit par ce Résultat de la Diète d'Embden, 1. Que ce n'est pas un extrait du Protocole signé du Secretaire, mais un très-humble avis en forme, & une supplique adressée au Prince. 2. Signée par des Députez des trois Etats. 3. Envoyée au Prince par des Députez. 4. Délivrée dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conseillers assemblez. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur general Reinhod Reiners & d'un Secretaire Gerard Gorden, est couchée la premiere dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Resolution, & au Chap. 5. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirma-

ANNO 1723.

firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui precede. Enfin 6. Que cette Reſolution eſt terminée par la clauſe. Au reſte nous ſommes prêts à ſeconder Votre Excellence ſelon notre devoir, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre ſang, ainſi que nous y ſommes obligez. Ces ſix Articles prouvent l'injuſtice de la conduite des Etats préſens à l'égard du Prince, puiſqu'aujourd'hui ils agiſſent directement contre le contenu de ces ſix points de la Diète d'Embden, qui eſt le principal fondement de leurs Privileges tant vantez. Quant aux quatre premiers points, ils ſont arrivez avec la derniere arrogance du tems de la tutelle de la Ducheſſe Chriſtine-Caroline; alors quoique le Prince leur eût delivré ſes propoſitions ſignées de ſa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Reſolution en forme d'extrait du Protocole ſigné par le Secretaire. A l'égard du cinquiéme Article, ils en ſont venus jusqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur general, ni de celle d'un Secretaire, & ils en rempliſſent les places de leur autorité privée. Une funeſte experience nous apprendra ce qui arrivera du ſixiéme Article.

Reponse au §. III.

Les Etats auroient dû raporter ici l'Accord entier de 1607. avec toutes les circonſtances qui y ont quelque raport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 341. *& ſuiv.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation hiſtorique & veritable de ce qui s'eſt paſſé à cet égard.: ce que le Factum des Etats en cite, fait voir qu'ils ne ſavent ce qu'ils écrivent, puiſqu'à la fin de cette citation les Adminiſtrateurs ſont renvoyez à leurs inſtructions, & au Réſultat de la Diète de 1606.

Voilà ce qu'on peut apeller ſe battre contre ſon ombre; car Son Alteſſe ne demande autre choſe ſinon que les Adminiſtrateurs ſe conduiſent dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſur leurs inſtructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte ſans le ſecours & l'avis des Etats: mais en quel endroit de cet Accord de 1607. trouvera-t-on ce que porte le titre du Factum des Etats, que *les Etats d'Ooſtfriſe auront la liberté & le pouvoir* de conſentir, lever & employer, *à l'excluſion du Prince*, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics. Ce ſont de pures pétitions de principe, dont ce Factum fourmille: Certainement le conſentement des Subſides dépend des Etats, mais où eſt-il dit que le Prince ne peut s'en mêler? Le contraire eſt démontré.

Reponse au §. IV.

Peut-on voir un argument plus foible? On a déja prouvé ci-deſſus qu'on ne peut tirer de conſequence de ce que l'Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince n'a pas de ſuffrage, & l'expreſſion, *en preſence du Commiſſaire*, ſignifie ſans doute que ce Commiſſaire n'aſſiſtera pas comme une ſtatue muette & ſans rien faire, puiſque ſuivant la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606. l'inſpection ſur les Collectes & la reception des Comptes apartiennent au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embden, & n'ont pû l'être ſans le conſentement du Prince.

Il eſt notoirement faux que les Etats du Païs ayent ſeuls, de tems immemorial, reçu, examiné & quittancé les Comptes, par leurs Députez, & le contraire peut ſe prouver par l'examen des Comptes même, dont on peut trouver pluſieurs dans le College des Adminiſtrateurs, au cas qu'on ne les ait pas écartez. Ce qui eſt arrivé dans les derniers tems, n'étoit fondé que ſur la force & l'injuſtice, & le Prince a toujours proteſté au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtems, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui apartient au Prince & qu'il a obtenu *in Contradictorio* par les Decrets Imperiaux de 1589. 1590. 1593. & 1597. Enfin l'Adminiſtration privative des Deniers Publics eſt expreſſement défendue à tous Etats dans la Capitulation de l'Election de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Ooſtfriſe ſont confirmés dans les nouveaux Accords, & dans les Decrets Imperiaux.

Reponse au §. V.

ANNO 1723.

Les Etats ſautent tout d'un coup ici de 1606. & 1607. à 1618. & paſſent ſur tout ce qui eſt arrivé en 1611. 1612. 1615. 1616. parce qu'ils n'y trouvent rien à leur avantage. Mais ne parlons point de ces Actes; quelles conſequences peut-on tirer du Recès de la Diète d'Embden de 1618? La Reſolution des Etats citée ici renvoie au Recès de la Diète d'Embden, où l'on a ſtatué ſur la nomination d'un Inſpecteur de la part du Comte; mais on n'a rien ſtatué de nouveau, ainſi ce Texte bien loin d'être favorable aux Etats, il leur eſt contraire.

Après tout, il faut remarquer ici que ſi les Etats avoient voulu témoigner dans leur Factum le moindre amour pour la Juſtice ou pour la verité, ils auroient raporté ce que le Comte *Enno* fit repréſenter en 1618. lorsque ces choſes ſe paſſerent: de cette maniere on eût pu voir la veritable nature de la choſe, & combien dès-lors les Adminiſtrateurs avoient peché contre leurs inſtructions, enſorte que les Députez des Etats déclarerent dans leurs Reſolutions, qu'ils trouvoient juſtes & bien fondez les Griefs du Comte *Enno*, ainſi qu'on le peut lire amplement dans le Regiſtre des Accords des Etats, dans le Chapitre du College des Adminiſtrateurs, du Recès de la Diète d'Embden de l'an 1619. pag. 31. *& ſuiv.* Nous nous y raportons pour ne pas être trop longs.

Reponse au §. VI.

Le Texte parle de Contributions conſenties *dans les formes*, mais les Etats ajoutent l'expreſſion *conſentir dans les formes:* de quelque maniere qu'on l'entende, cela eſt exprimé ainſi dans les Decrets Imperiaux de 1589. 1593. & 1597. Helas! qui l'a jamais disputé aux Etats, il s'agit des conſentemens qui ne ſont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'eſt pas dans les formes: Voilà ce qu'on apelle confondre la lumiere & les tenebres, on trouve cette même confuſion dans les §. ſuivans.

Reponse au §. VII.

La réfutation de ce Paragraphe eſt une ſuite de ce qui precede. Son Alteſſe Sereniſſime ne demande pas que l'Adminiſtration ſoit ôtée au College, mais elle prétend qu'elle ſe faſſe dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'eſt auſſi ce qu'exigea le Comte Rodolphe Chrétien dans ſes Remarques ſur l'Art. 7. ſavoir:

„ Que les Deniers Publics devoient être effectivement adminiſtrez dedans ou dehors Embden par un College; à quoi le feu Comte Enno, ni le Comte Rudolphe Chrétien ne ſe ſont jamais opoſez. Mais que les Députez du College entreprenoient d'outrepaſſer leurs inſtructions, puiſque ſans le conſentement, ou pour mieux dire, contre les Reſolutions de leurs Committans, ils employoient la Garniſon d'Embden hors des portes de la Ville pour s'emparer des Places apartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni ſouffrir, ni aprouver; mais Elle ne prétendoit pas disputer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Adminiſtration de leur ſueur & de leur ſang, d'une maniere convenable avec le concours, le conſentement & l'aprobation du Prince, ainſi qu'il eſt porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats ſur ce ſujet contre les Reglemens & la Coutume précédente, on apelleroit cela une tyrannie; mais lorsque leurs propres Miniſtres, les Adminiſtrateurs eux-mêmes le font, on nomme cela liberté & action louable. Le College desdits Adminiſtrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics au delà de ce qui eſt conſenti chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le feu Comte Ennon, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais cauſé le moindre empêchement."

De-là on peut juger ſi les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de 1626. Il faut ſeulement remarquer que les Adminiſtrateurs nomment les Etats leurs Committans, c'eſt pour autant que les Etats nomment lesdits Adminiſtrateurs & les préſentent au Prince *ad confirmandum* & pour concourir à la reddition des Comptes du Païs en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-deſſus en répondant au §. II. que le

Prince

ANNO 1723. Prince eſt proprement celui dont les Adminiſtrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par conſequent qu'ils n'ont proprement d'autre Principal ou Conſtituant que lui. Au reſte nous prions tout lecteur qui aime la verité, de lire dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 462. *& ſuiv.* les Actes des années 1618 juſqu'à 1620. paſſez ſous le Comte Ennon, & pag. 598. *& ſuiv.* les Actes paſſez ſous le Comte Rodolphe Chrétien, & les Etats en 1626. on eſt perſuadé qu'il ſera ſurpris de la conduite extravagante de la Ville d'Embden, & que de telles entrepriſes des Sujets contre leur Seigneur ſoient reſtées impunies. En verité c'eſt par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Reſolutions des Etats, on a toujours reſpecté les Accords précédens & les Decrets Imperiaux qui ſont maintenus *ratione futuri*, quoique *ratione præteriti* les excès, troubles & opoſitions des Etats, & ſurtout des Adminiſtrateurs, fuſſent reſtez impunis; ce qui a rendu ces Gens ſi inſolens, qu'ils ont conſideré leur Prince, les Decrets Imperiaux & les Accords mêmes comme choſes ſans vigueur & ſans force, ainſi qu'on le fera voir ci-après. Il eſt étonnant que les Etats oſent alleguer l'Ordonnance des Fermes de 1631. dans laquelle on puiſe des argumens invincibles en faveur du Prince par raport aux Collectes comme nous l'avons fait voir ci-deſſus. Ce que l'on raporte dans le Factum par raport aux Miniſtres du Prince, qu'ils ne peuvent ſe mêler en aucune maniere des affaires des Fermes & Contributions, ne fait rien à la queſtion; il eſt raiſonnable que dans un Etat, chaque Miniſtre reſte dans les bornes de ſes fonctions de ſa Charge pour éviter toute confuſion. Les Miniſtres du Prince ont chacun leur Emploi: ſavoir l'Adminiſtration de la Juſtice & de la Police chacun dans ſon reſſort; les Adminiſtrateurs ont auſſi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il eſt juſte que ceux là reciproquement laiſſent ceux-ci en liberté: chacun doit porter ſon fardeau. Peut-on conclure de là ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été ſouvent ordonné au College des Adminiſtrateurs particulierement dans les Réſultats des Diètes de 16 3. & 1614. de ne ſe point mêler des affaires qui ne concernent point leur Adminiſtration. Comme le Prince juge qu'il eſt raiſonnable que ſes Miniſtres s'abſtiennent de l'Adminiſtration des Deniers Publics, de même il eſt en Droit de tenir la main à l'exécution des inſtructions des Adminiſtrateurs; d'autant plus qu'il eſt démontré ci-deſſus, qu'ils ne tiennent leur Charge de perſonne que du Prince, ainſi que les Miniſtres du Prince, & qu'ils ſont, en qualité de ſes Sujets, ſoumis à ſa Jurisdiction. Ainſi en bonne Juſtice les Adminiſtrateurs ſont égaux à cet égard aux Miniſtres, & ils doivent reconnoitre tous reſpectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'eſt ſur ce pied que le Comte *Ulric II.* a traité cette affaire dans les Actes de la Diète de 1638. que l'on trouve dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. Liv. 3. No. 41. *& ſuiv.* Surtout dans la Remontrance délivrée aux Etats en Septembre 1638. où il leur répréſente bien clairement ſes Droits contre leurs prétentions. Cette Remontrance tiendroit ici trop de place, mais un court extrait y ſeroit néceſſaire, & les Sommaires de chaque Article nous en tiendront lieu.

§. I. La Reſolution des Etats ſur les affaires publiques, n'eſt qu'une ſimple propoſition.

§. II. Le *jus collectandi* apartient au Prince.

§. III. Auſſi bien que de dreſſer le Rôle des Taxes.

§. IV. Les Biens du Prince ſont exemts des Taxes.

§. V. Il ne convient pas que le Prince contribue à acquiter les Dettes publiques

§. VI. Les Terres du Prince ont toujours *été* exemptes d'Impôts, autrement il auroit pour lui-même un Adminiſtrateur dans le College.

§. VII. Les Biens de la Chambre des Etats de l'Empire ſont exempts des Taxes de l'Empire & du Cercle.

§. VIII. Il ne convient pas que les Terres du Prince contribuent au payement des Troupes de Heſſe qui ſont dans le Païs, puiſqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c.

Comme les points ſpecifiez dans cette Remontrance ſont clairement démontrez, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

REPONSE AU §. VIII.

Quel pitoyable argument que celui que l'on tire ici des Reſolutions des Etats! Il eſt dit expreſſément Art. 1. de la Reſolution, que quant à l'Adminiſtration des Deniers Publics, on s'en tiendroit aux *Conventions & Accords*; les Art. 4. & 7. emportent la même choſe. ANNO 1723.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Imperiaux, les Reſolutions & Actes des Diètes de 1589. 1590. 1593. 1597. & 1599. tiennent le premier rang, & ſervent à expliquer les autres; c'eſt ce que l'on a déja prouvé. Tout de même dans la Reſolution des Etats priſe en 1662. ſur la Convention de la Haye, dans le Chapitre des Griefs du Prince contre les Adminiſtrateurs des Deniers Publics, les Etats, &c. On s'en raporte aux explications tirées des Decrets Imperiaux, & l'on en a raporté les propres termes ci-deſſus en refutant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Reviſion du Rôle des Taxes c'eſt une toute autre affaire, quant aux Miniſtres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Juſtice dans leurs Diſtricts, comme il a été prouvé ci-deſſus; mais ce n'eſt plus la même choſe lors que le Prince donne un ordre exprès, ou une Commiſſion particuliere à un Miniſtre, ou à quelque autre de ſes Conſeillers, ainſi qu'il le trouve à propos, pour éviter toute partialité & tout desordre, l'Ordonnance des Fermes de l'an 1631., ni les Reſolutions alleguées des Etats ne parlent point des premiers, mais bien des derniers, comme on l'a déja prouvé. Les Decrets & Actes ſi ſouvent citez de 1589., 1590., 1593., 1597. & 1599 pris à la lettre donnent au Prince le Droit dans le dreſſement & la reviſion des Rôles des Taxes, ce qui n'eſt annullé nulle part. Le Baron de *Lyncker* dit expreſſement au Chap. 2. § 13. de ſa Diſſertation de *Cataſtris: Sic ferè ubique in Principum Imperii Territoriis ſervatur, ut Subditis relinquatur collationis modus, ita tamen ut Principi integrum ſit, modum contribuendi inſpicere, ſuper eo ſtatuere, & defectus & iniquitates corrigere & rectificare: Add. Mev. part. 3. Deciſ. 216* Ce qui eſt d'autant plus néceſſaire en Ooſtfriſe que l'on n'y entend que des plaintes par raport aux Impôts; & que l'Inſpecteur du Prince dans le College des Adminiſtrateurs ayant inſpection ſur tout ce qui s'y paſſe, on ne peut lui ôter l'Intendance & l'inſpection dans la Reviſion, les changemens & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majeſté Imperiale a mis expreſſement dans ſon Decret du 11. Juillet 1723.

REPONSE AU §. IX.

Les Etats ne feroient-ils pas bien mieux de paſſer ſous ſilence ce que firent leurs Peres après la mort du Prince George-Chrétien, lorsque la Douairiere ſix Mois après la mort de ſon Epoux accoucha d'un Prince, Pere de Son Alteſſe Sereniſſime Regnante. Comment peut-on ſe juſtifier d'avoir tenté, par le moyen des Puiſſances étrangeres, de renverſer les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666. & 1667. que l'on peut lire dans le Tome II de l'Hiſt. d'Ooſtfriſe pag. 919. *& ſuiv* les moyens inouïs qui ont été employez pour cet effet ſont dans le Protocole des Députez de 1667. & 1668., & Aitzema, Agent de ces Etats, les a fait imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'eſt ce qui ſe trouve répété dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II pag. 931. pour l'expoſer aux yeux de tout le Monde. Il eſt étonnant que les Etats d'Ooſtfriſe oſent en apeller à de pareils Actes, dans leſquels ils ſe ſont opoſez d'une maniere ſi puniſſable aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrace comme violateurs de la haute Jurisdiction de l'Empire Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Reſolution des Etats on trouve que *la demande des Etats a été rejettée.* Dans les autres Reſolutions on s'en tient aux précédens Accords. Pourquoi donc faire tant de bruit de choſes qui ne ſont pas? où ſont les Decrets de 1589., 1590., 1593. & 1597. annullez. *Hic Rhodus, hic ſaltus.*

REPONSE AU §. X.

Les Etats devroient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Regente en 1673 & de ce qui s'en eſt ſuivi. Ce ſont des preuves parlantes des desordres des Etats & de la mauvaiſe œconomie qui a jetté le Païs dans un état ſi déplorable. Si la Commiſſion établie en 1673. n'a pas eu de ſuite, il faut s'en prendre aux fatales conjonctures d'alors, ce qui ne porte aucun préjudice *ratione futuri*, aux Droits du Prince.

ANNO 1723. Prince. Souvent la chose la plus juste doit souffrir des conjonctures fatales, & être opprimée pendant un tems. Mr. Haro Burchard Baron *de Godens*, qui étoit alors premier Conseiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, signa les plaintes de la Regente, & avoua l'injuste procedé des Etats, comme il en est fait mention dans les Actes. Quant à l'Accord de 1678. les choses y sont laissées *ratione futuri*, par raport aux Collectes sur le même pied où elles étoient, savoir que le Prince ne pouvoit s'arroger à lui seul le Droit des Collectes, sans la concurrence des Etats. Ceci est-il contre le Prince? Son Alteſſe prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une maniere convenable avec le Conseil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit ici que quelques §. de l'Accord qu'ils croyent être à leur avantage? On peut le consulter tout entier dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 970. & *suiv.* sur tout les Articles 1. & 5.

Qu'auroient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont ils observé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puissance étrangere sans le consentement du Prince, comment se sont-ils acquité de ce respect promis par le Serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il subsister avec des Conventions secretes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puissances étrangeres; comment peuvent-ils en apeller à une Convention qu'ils ont violée presqu'au même moment qu'ils l'ont concluë?

Mais nonobstant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre chose d'où l'on puisse tirer ce qui est dans le titre du Factum? Où trouve-t-on que, lorsqu'une Convention consiste en plusieurs Articles, on ne les doive pas separer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats suivant le contenu des Loix du Païs, d'être fideles, bien intentionnez & obéissans au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par raport aux Collectes, sont partie de ces Loix du Païs; l'inspection dans les Collectes y est attribuée au Prince; sur ce fondement, ce qui est dans l'Art. 3. de la Convention par raport aux Deniers Publics, est inconteſtable, & signifie que les Etats & les Administrateurs se conduiront sur cette regle par raport aux Collectes, puisqu'aucun Accord du Païs n'est annullé dans cette Convention, & que la Regente n'avoit pas le Droit de les annuller; C'est pourquoi, tant que les précédens Decrets Imperiaux & les Resolutions publiées *in Contradictorio* ne seront pas annullez, ils serviront à expliquer cette Convention, & en consequence que la Regente ne se mêlera pas des Deniers Publics, ainsi qu'il est reglé dans les précédens Decrets Imperiaux. Les Con-Tuteurs présentérent contre cette Convention une Suplique à Sa Majesté Imperiale *de non præjudiciando Domino pupillo Principi ejusque Successoribus*. C'est pourquoi lorsqu'en 1690. la Tutelle expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fut mise au nombre des Accords du Païs, & elle ne fut pas compriſe dans les Reversales de l'installation lorsque le nouveau Prince prit la Regence en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majesté Imperiale, ainsi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Histoire d'Oostfrise pag. 1053. & 1054. avec les Remarques y jointes. Nous passons sous silence les autres circonstances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il est vrai que Sa Majesté Imperiale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on sait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contient; mais les Etats auroient beaucoup mieux fait de ne point parler du Rescript Imperial du 18. Juin 1684. car ce Rescript leur fait honte, puisque jusques à présent, bien loin de favoriser le départ des Troupes étrangeres, ils les ont retenuës, & ont dépensé tant de millions pour leur subsistance au préjudice irreparable du Païs; il y en a un second de la même date où il y est défendu aux Etats de se servir en aucune maniere des Troupes étrangeres, ainsi qu'on peut le voir dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 1001. & *suiv.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, tant ils étoient convaincus de leur injuste procedé. Ce Rescript Imperial dit expressément que l'on n'entend autre chose sinon que la Tutrice ne fera rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & sans en traiter dans la Diète avec les Etats, & ne s'arrogera pas l'Administration des deniers publics à l'exclusion des Administrateurs. Ce que marque le mot *propre autorité*. Les Decrets Imperiaux & Resolutions de 1589., 1590., 1593., 1597. sont confirmez dans ce Rescript avec les Accords du Païs dont ils font la principale partie.

ANNO 1723.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il ici que les Etats d'Oostfrise en apellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas autrement reconnoitre? mais ils sont malheureux en citation, 1. c'est un abus que les Loix de l'Empire ne sont reçuës qu'avec la reserve des Pactes, Conventions & Privileges passez avec les Etats, c'est ce qu'avancent les Etats, mais il est certain que plusieurs Loix de l'Empire portent expressement la clause nonobstant toutes Conventions & Loix du Païs; ainsi que l'on peut voir dans le Traité de Monsieur Hugo *de Statu Regionum Germaniæ*, Chap. 3. §. 21. & dans Heertio *de Superioritate Territoriali* §. 25. Du nombre de ces Loix sont les Constitutions générales de l'Empire, où une seule confirmée pour toutes porte, que les Sujets & Etats médiats de l'Empire ne manieront pas les Deniers Publics à l'exclusion du Prince; & il paroit par les Actes de l'Empire, que plusieurs Electeurs & autres Princes porterent des plaintes lorsque l'on dressa la Capitulation de l'Election de l'Empereur Leopold, de ce que les Etats de leurs Païs s'arrogeoient plus d'autorité qu'il ne leur apartenoit dans le maniement des Deniers Publics; c'est pourquoi dans les Art. 7., 8. & 9. de cette Capitulation, il est ordonné généralement & sans exception que de telles prétensions seront une fois pour toutes entierement abolies; Loi qui n'est pas moins valide en Oostfrise qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Alteſſe le Prince d'Oostfrise, ne profiteroit-il pas de cette Ordonnance comme les autres, puisque dès le tems de Charles-Quint, il est marqué en substance dans toutes les Capitulations, comme il est repeté dans l'Art. 3. de celle de l'Empereur *Joseph*, & dans le 17. de l'Empereur *Charles*, que Sa Majesté Imperiale ne souffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Païs s'attribuent privativement & à l'exclusion du Prince, la disposition, la recepte, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics. Le Conseiller Privé *Rhetius* considere cette Ordonnance comme une Constitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut opposer aucune exception, comme il s'en exprime Institut. Juris Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 4. *Tenentur Subditi Domino Territorii ad Collectas; & ubi Status Provinciales sunt ac habent inter se Jus distributionis Collectarum hodie* (puisque cela est annullé dans la Capitulation de l'Empereur) *id ita habere intelliguntur, ne excludatur Dominus, & hinc nec conventus inscio Domino intuitu earum Collectarum instituere valent* §. 3 *Cap. Leop. Verb.* Ne pas permettre que les Etats, &c. *secus facientes Jus superioritatis incurrunt ac Dominus eos arbitrariè coercere valet. Arg. Art. 7. ad Cap. Leop. Verb. Juribus, &c.* & dans son Commentaire *ad Jus Feudale* Lib. 1. Tit. 1. il exprime d'une maniére très-remarquable comment ceci doit s'apliquer à l'Oostfrise.

Quemadmodum autem Juris superioritatis Territorialis Provinc. Statuum & Subditorum convocatio est, ita ipsi Status injussi de ejusmodi rebus deliberaturi, non convenire, multo minùs publicæ necessitati inserviturі Collectas inter se instituere valeant. Jura quippe ea superioritatis sunt, quorum illi non participes, sed ad ea exercenda in consilium saltem vocantur, propter §. 3. *Cap. Leopoldin. verbis:* Si dans ce cas & autres semblables on peut établir & tenir des Assemblées sans la participation & le consentement du Prince. *Quibus omnibus tamen expressis Pactis cum Statibus & Subditis haud derogatum crediderim, sed prout eodem Instrumento Pacis, & hâc ipsâ Capitulatione confirmata præsupponuntur, ita* nisi abutantur iis, *sarta semper servabuntur. Sed si generalia cum iisdem Pacta sint, v. g.* que le Prince voulut sans l'avis & le consentement de ses fideles Etats ne rien entreprendre ou statuër, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la prosperité du Païs, *& Status vel Subditi fortè in rebus per Constitutiones Imperii Principibus aut Statibus speciatim post facta istæ indultis, v. g. ne iisdem amplius salarium Assessoribus Cameræ, aut alia onera ex Dominio, sed Subditorum Collectis*

ANNO 1723.

Collectis præſtare debeant, *Receſſ. Imper. Anno* 1654. §. 14. *Capit. Leopold. Art.* 3. *circa med. aliquid denegaturi*; *Pactis confidere poſſunt*? *Minimè. Quoniam* 1. *talia pacta Principis ratione*, *Renunciationis inſtar ſunt*, *quæ ſtricti Juris*, *nec ad ea extenduntur de quibus eo tempore probabiliter non fuit cogitatum. Gl.* 20. §. 6. *fl. ad Municip. Richter. Dec.* 99 *N.* 33. *qualiter de hisce & ſimilibus Juribus*, *omnibus Principibus & Statibus poſt ea pacta indultis*, *nondum ſciverunt.* 2. *Ea*, *quæ Principibus Inſtrumento Pacis hactenus ultimo*, *Receſſ. Imper. & Capit. Leop. indulta*, *per ſe commodum vel incommodum non afferunt*, *ſed plerique eorum Jus ſuperioritatis Territorialis*, *quæ alias eadem ipſis competerent*, *niſi pactis id remiſerunt*, *declarant*, *quorum exempla addere non vacat.* 3. *Noviſſima Capit. Imperat. & Jurium horum ratione Statibus Imp. adeò cautum*, *ut ſi Subditi eadem ipſis denegatum eant*, *armis vel quâvis aliâ Jure Imper. licitâ coërcitione*, *eadem ſibi vindicare*, *illosque ad obedientiam redigere valeant Art.* 7. *d. c. verbis:* puisqu'il eſt auſſi permis aux Electeurs & Etats de ſe maintenir, ſuivant les Ordonnances de l'Empire, dans leurs Droits acquis, par eux-mêmes & avec les ſecours des Etats voiſins, contre leurs Sujets, & de les mettre dans le devoir. *Quibus tamen Subditis pro re natâ*, *non omnem viam Juſtitiæ apud Cæſarem præcludi teſtatur Art.* 3. *d. Cap.* Qu'un ſemblable n'apartient pas proprement &c. *ſed cautos eſſe oportet ne querantur ſuo periculo.* Ces paroles d'un Savant ſi célébre anéantiſſent d'abord les prétenſions des Etats d'Ooſtfriſe, & ces Privileges qu'ils vantent tant. De même un Miniſtre Pruſſien bien connu, a très-bien remarqué in Medit. ad Capitul Joſephi Art. 3. *Jus indicendi Tributa & Collectas ad ſuperioritatem Territorialem pertinet: Jus autem conſentiendi cum voto negativo*, *etiam indicta Tributa diſtribuendi*, *quantum ſcilicet quilibet ad ſummam conventam conferre debet*, *Statibus Provincialibus competere ſolet. Cùm igitur Principes cum ſuis Statibus Jus hoc conjunctim exerceant*, *illiusque maximè interſit*, *ne unus præ altero nimium gravetur*, *ſed juſta proportio obſervetur*, *& Tributa à Subditis exſoluta*, *ad debitum quoque finem erogentur*; *itaque absque injuriâ Principis ſui*, *Status Provincialis diſpoſitionem circa Tributa ſolis neutiquam privativè ſumere*, *nec eum penitùs excludere de jure poſſunt.* C'eſt tout ce que l'on peut dire ſur cette affaire. La Reſolution de l'Empereur adreſſée aux Etats de l'Empire n'eſt pas contraire à Son Alteſſe Sereniſſime, car elle ne prétend rien faire à l'égard des Collectes ſans le concours & l'avis des Etats, ni lever des Impôts ſelon ſon bon plaiſir, elle veut ſe tenir dans les bornes prescrites par les Decrets & Reſolutions de l'Empereur de l'an 1589. & ſuivantes. L'explication du Prince George Chrétien touchant les Mandemens Imperiaux, alleguée par les Etats, eſt bien placée ici; Son Alteſſe Sereniſſime prétend ne s'en éloigner en rien.

Quant au Decret Imperial de 1688. le Droit du Prince y eſt clairement confirmé, comme il paroit en jettant les yeux ſur l'Article de ce Decret qui traite des Diétes & des Collectes; ce qui eſt d'autant plus néceſſaire que le principal de cet Article eſt obmis dans le Factum des Etats, où l'on allegue des periodes mutilées, voici le 1. & 2. Art.

„ 1. Quant aux Diétes, puisque conformement „ au Droit & à la Coutume le Prince peut *proprio motu* les aſſembler toutes les fois qu'il le juge utile & „ néceſſaire, il ſera néanmoins obligé de requerir ou „ les Etats en corps, ou l'Ordre des Nobles, ou ce „ lui des Villes, ou une Ville ſeule, comme auſſi le „ tiers Etat & les Colleges des Députez ordinaires & „ des Adminiſtrateurs, ou les Adminiſtrateurs ſeuls, „ de pouvoir aſſembler la Diéte pour des affaires qui „ concernent le bien du Païs conformement aux Accords, dans un Mois, ou tout au plus dans ſix ſemaines s'il ne s'adreſſe qu'à un des Membres des „ Etats; les Credentiales des Comparans ſeront examinées par les Commiſſaires du Prince conjointement avec les Députez des Etats; & s'il s'y trouve „ des défauts, il dépendra des Députez de les renvoyer ou de les admettre.

„ On ne déliberera dans la Diéte ſur aucune affaire „ que celles qui ſeront contenuës dans les Lettres de „ convocation, à moins qu'elles ne regardent quelques Membres des Etats ou des *Provincialia.* C'eſt „ pourquoi le Prince aura toujours ſoin d'exprimer „ dans ces Lettres, s'il convoque les Etats *proprio motu*, les motifs qui l'y ont déterminé; & ſi c'eſt *ad inſtantiam* des Etats, les raiſons pourquoi la Noble„ bleſſe, les Villes, ou le tiers Etat, ont demandé „ l'Aſſemblée de la Diéte; & comme il ne ſera point „ permis à l'avenir de proroger la Diéte d'une maniere „ partiale, le Prince ne refuſera pas la prorogation demandée, pour peu que les raiſons alleguées paroiſſent importantes. Comme il arrive ſouvent dans les „ Diétes des cas, où l'on eſt obligé de déliberer „ ſur des choſes où quelqu'un eſt intereſſé en particulier, telle perſonne ſera obligée de ſe retirer de „ l'Aſſemblée: du reſte on ſe conduira dans toutes „ les operations de la Diéte conformement aux Decrets Imperiaux, Recès d'exécution, Reſolutions, „ Concordats, Loix du Païs & Coutumes.

„ 2. Quant aux *Collectes en Ooſtfriſe*, *la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics*, il eſt raiſonnable que le Prince d'Ooſtfriſe, conformement à nos „ Ordonnances & de nos Prédéceſſeurs, & aux Accords qui s'en ſont ſuivis par raport aux Collectes „ & Impôts, lorsqu'il eſt néceſſaire de les mettre, „ ait le Droit de les établir dans la Diéte de la maniere ſpecifiée dans l'Article précédent; bien entendu „ qu'on ne mettra, ni ne levera ni Collectes, ni „ Contributions, ni Impôts, ni Droits d'Entrée, ni „ augmentation desdits Droits, ni Acciſes ni Licens, „ ſous quelque nom que ce ſoit, ſans le conſentement „ & l'approbation des Etats dans la Diéte, qu'ils ne „ refuſeront pas dans les dangers & beſoins évidens de „ l'Etat, encore moins pour la défenſe de Sa Majeſté „ Imperiale & de l'Empire, ou autres néceſſitez: ce „ que le Prince, ſes Succeſſeurs & les Etats ſeront „ obligez d'obſerver en conformité des Droits & Coutumes. Et puisqu'on ne peut trouver de meilleur „ *modus contribuendi* que celui qui a été en uſage juſqu'à préſent d'une Taxe Capitale & perſonnelle, on „ s'en tiendra là, comme auſſi pour les Acciſes ordinaires & autres Impôts jusqu'à nouvel ordre, &c.....

„ Au reſte l'Adminiſtration, la levée, & la direction „ desdits Deniers Publics reſteront entre les mains de „ *ſix Adminiſtrateurs élûs par les Etats & préſentez „ au Prince pour être confirmez*, *le tout en préſence de „ l'Inſpecteur du Prince qui occupera ſa Place*, & le „ Treſorier nommé par les Etats prêtera Serment & „ donnera caution, le tout avec cette condition & cet „ ordre que lesdits Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs „ ne feront d'autre uſage de ces Deniers que celui auquel ils ſeront deſtinez, & les manieront de maniere qu'ils puiſſent en rendre compte; tous les ans „ le 10. de May, *en preſence de l'Inſpecteur du Prince*, *& même d'un Commiſſaire*, *s'il le juge à propos.* „ Enſorte qu'ils employeront ces Deniers Publics „ pour le bien de l'Empire & du Païs, acquitant les „ divers Subſides de l'Empire & du Cercle, fourniſſant „ à l'entretien de la Chambre de Wetzlaer & du Prince, conformement aux Coutumes de l'Empire & à „ notre Decret du 24. Juillet 1688. & autres Reglemens qui pourroient ſuivre; *ainſi nous nous attendons que les Etats*, *pour témoigner leur reſpect pour „ leur Prince*, *le ſecourront toujours dans le fardeau des „ Dettes*, *conformement aux Accords & ſelon leur Pouvoir.*"

Tous les Decrets Imperiaux, les Reſolutions précédentes & les Accords ſont encore confirmez dans ce Decret, enſorte que les termes & les expreſſions en doivent être expliquées par les précédens Decrets; ainſi perſonne ne peut, avec la moindre ombre d'équité, conclure de ce Decret, que les Etats d'Ooſtfriſe ont Droit de conſentir, lever, & employer, à l'excluſion du Prince, les Contributions, Impôts & autres charges publiques. On peut remarquer ici que les Etats ont cité ce Decret d'une maniere toute artificieuſe, n'alleguant que quelque choſe du ſecond Article, & obmettant le commencement & la fin; quoique le peu qu'ils en alleguent leur ſoit directement contraire, puisqu'il eſt dit expreſſement que *l'Inſpecteur*, *dans le College des Adminiſtrateurs*, *repreſente le Prince & en occupe la place.* 2. Que le Tréſorier doit prêter le Serment & donner caution. 3. Que les Adminiſtrateurs NB. n'employeront l'Argent qu'aux uſages auxquels il ſera deſtiné, de maniére qu'ils puiſſent en répondre.

Un Lecteur judicieux peut conclure de ceci, ce que l'on doit penſer de tout ce qu'avancent les Etats; ſur tout la derniere periode citée du Decret de 1688. touchant les Subſides de l'Empire & du Cercle, les renvoye *aux Coutumes de l'Empire*, & les oblige à *témoigner leur devouement & leurs reſpects pour leur Prince*, *en l'aidant en toute occaſion.* Le 3. Art. de ce même

ANNO 1723.

ANNO 1723. me Decret dit expreſſement, que les Etats ſont obligez, de ne préjudicier en aucune maniere, ſuivant les Concordats, à leur Prince ni à ſes Droits, Dignitez & Regales, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fideles Sujets contre qui que ce ſoit: ainſi on peut conclure que ces Droits du Prince ſont confirmez en propres termes dans ce Decret.

Reponse au §. XIII.

L'argument que les Etats tirent de la Reſolution Imperiale de 1691. eſt entierement faux; ce qu'on a dit ci-deſſus, le prouve ſuffiſamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Reſolution entiere dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1025. *& ſuiv.* ſur tout ce qui concerne les Griefs 1. 2. 3. & 4. du Prince; deſorte que cette Reſolution Imperiale ayant été inſinuée aux Etats en 1692., ils firent entendre dans leur réponſe, que ces Decrets portoient leurs coups juſqu'au cœur d'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir dans l'Hiſt. d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1056. où l'on trouve auſſi la réponſe à de pareils prétextes. Au reſte on regarde comme un avantage que les Etats ayent allegué, dans leur Factum, le Decret Imperial de 1688. & la Reſolution de 1691. ſans aucune reſerve, confirmant ainſi l'obligation, où ils ſont, ſans cela, d'y obéïr; mais cela prouve qu'ils ont d'autant moins de raiſon de ſe plaindre des Decrets Imperiaux poſterieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a eté ſi ſouvent confirmé dans tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de fatales conjonctures.

Reponse au §. XIV.

Toujours la même choſe! tous les Decrets Imperiaux citez & les Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597., ont été confirmez dans l'Accord d'Hanovre, de quelles autres preuves a-t-on beſoin? ſi l'on s'en tient à ces fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, tous differens ceſſent: Son Alteſſe Sereniſſime ne demande rien davantage. Les Etats en ne remontant dans leur Factum que juſqu'à l'an 1606. pour trouver les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, & paſſant ſous ſilence tant de Decrets Imperiaux anterieurs rendus *in Contradictorio*, ſe ſont trop découverts, & ont fait connoître qu'au lieu des véritables fondemens du Gouvernement d'Ooſtfriſe que l'on trouve dans ces Décrets, ils en poſent de faux & d'imaginaires, & ſapent les véritables fondemens qui ſervent de baze aux liens de l'obéiſſance & de la ſoumiſſion.

Reponse au §. XV.

Cette Réponſe eſt toute naturelle. Tous les précédens Decrets Imperiaux, les Recès d'exécution, & les Reverſales de l'Hommage, repetez dans le Formulaire de Serment des Miniſtres, & renouvellez pour la derniere fois dans l'Accord d'Aurich de 1699. c'eſt pourquoi il eſt cité dans toutes les pages. Mais que peuvent en tirer les Etats à leur avantage? dans les *Exhibita* du Prince, Son Alteſſe Sereniſſime ne demande point que la juſte liberté des Etats en ce qui concerne les Collectes ſoit limitée, mais ſeulement que l'on mette ordre aux déteſtables abus qui cauſent la ruine du Païs, dont les Habitans ſe plaignent depuis longtems, & même conformement aux Conſiderations des Etats de l'an 1612., qui ſe trouvent dans le Reſultat de la Diète.

Reponse au §. XVI. & dernier.

Ce §. contient les conſequences que les Etats tirent des précédens; mais comme tout ce qui précéde eſt faux, imaginaire, & deſtitué de preuves, ainſi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raiſon de ce Factum des Etats ce que le Chancelier Stammler dit dans la Préface de ſon Traité ſur le Livre d'Hippolite à Lapide *de Reſervatis Imper. Tot impudentiſſimas Legum Conſtitutionumque cavillationes, tot perverſas earum Interpretationes reperies, quot in illâ paginæ reperiuntur.*

Notre concluſion au contraire reſte dans tout ſon entier, fondée qu'elle eſt ſur les Conſtitutions du Païs, ſur les preuves inconteſtables que nous avons alleguées, & ſur les précédens Decrets Imperiaux; ſavoir que ni le *conſentement* des Impôts & Contributions, ni leur *levée*, ni leur *emploi*, ne peut ſe faire à l'excluſion du Prince. Rien n'eſt plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maiſon Regnante auroit aprouvé l'Adminiſtration arbitraire des Etats. L'Etat ſeul où les choſes ſe trouvent, les malheurs & les calamitez qui en ſont provenuës, en diſent plus que nous ne pourrions le faire. Que diroit un prudent Pere de Famille, ſi ſon Intendant, qui auroit prodigué ſes Biens, refuſoit de lui rendre compte, ſous prétexte que ſon Adminiſtration n'auroit donné lieu à aucun desordre. Les gemiſſemens & les plaintes du Peuple ne ſont que trop connoître comment l'Ooſtfriſe a été conſervée au milieu de cette confuſion; car enfin peut-on nommer conſervation, la ruine & le desaſtre que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, ſoit pour l'Eccleſiaſtique, ſoit pour les Finances; enſorte que l'on peut devant Dieu & en conſcience pouſſer de la part de l'Ooſtfriſe les plaintes les plus améres, & dire avec Pline que l'*Ærarium publicum* eſt un véritable *Spoliarium Civium*. Il eſt vrai, chaque Païs en Allemagne a ſes Conſtitutions particulieres, & même elles different entr'elles; mais quelle conſequence les Etats tireront-ils de cette Remarque? Son Alteſſe demande-t-elle autre choſe que de jouïr de ſa Juriſdiction Seigneuriale ſuivant l'ordre établi entre elle & ſes Etats, & ſuivant les Loix d'Ooſtfriſe? Mais comment ceux qui ſe font nommer les Etats du Païs, ont-ils obſervé juſqu'à préſent cet ordre & cette Juriſdiction? Il faut être bien téméraire pour oſer cenſurer par des Remarques auſſi indignes le Decret Imperial du 18. Août 1721.; ainſi qu'on le trouve à la fin du Factum; c'eſt à quoi l'on ne daigne pas répondre: le contenu de pareils Decrets ſe défend de ſoi-même contre de ſi foibles attaques.

ANNO 1723.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Factum des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra auſſi en conclure ce qu'on peut penſer des Privileges immemorials des Etats d'Ooſtfriſe, les Traitez publiés depuis peu à Embden ſur cette matiere prouvent aſſez combien foibles en ſont les fondemens.

Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de Pologne, *Electeur de* Saxe, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* Brunswik-Lunebourg, *en Date de Vienne le* 10. *Août* 1724. — 1724. 10. Août.

Charles, &c.

X. MAis ſur tout ce ſera un des moyens les plus efficaces pour reprimer les dangereuſes entrepriſes des tumultueux, ſi, en leur ôtant la levée & l'Adminiſtration des Tailles, & de tout autre Argent du Païs, on ne leur permet point de conventicules, ni ne les apelle aux affaires des Diètes ou de la Commiſſion, & ſi pour cette fin on choiſit en leur place, *autoritate noſtrâ Cæſareâ*, à une Diète, d'autres Députez Adminiſtrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur ſoûmiſſion nous reconnoiſſent pour le Chef & le Juge ſuprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidelité & zèle pour le bien & la tranquillité publique; leſquels on chargera proviſionellement de toutes les fonctions des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, ordonnant aux Officiers Subalternes de leur obéir, & défendant ſévérement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Païs aux vieux Députez & Adminiſtrateurs, ou en établiſſant d'autres ſi on le juge à propos, qui doivent jouïr de notre protection Imperiale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députez & Adminiſtrateurs doit être établi dans une autre Ville ſûre, & non point à Embden, qui eſt l'endroit où les ſéditieux forgent leurs mauvais projets, &c.

Acte de Soumiſſion des Adminiſtrateurs qui ont été demis de leurs Charges. — 1725. 12. Fevr.

Aux Commiſſaires Subdeleguez de Sa Majeſté le Roi de Pologne, *Electeur de* Saxe; *& de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* Brunswik-Lunebourg, *commis par Sa Majeſté Imperiale*

ANNO 1725.

periale pour regler les differens en OOSTFRISE.

EXCELLENS SEIGNEURS.

NOus déclarons reſpectueuſement par les préſentes à Vos Excellences, que ſuivant notre devoir nous ne nous opoſons point aux intentions de Sa Majeſté Imperiale dans les differens d'Ooſtfriſe, mais que nous attendrons quelle fin Dieu & Sa Majeſté Imperiale le mettront à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majeſté Imperiale ſuivant ſa Juſtice naturelle, après les aſſurances gracieuſes qui nous ont été données, ne nous maintienne dans l'entiere, pleine & paiſible jouïſſance des Privileges anciens & Libertez conformes aux Accords.

C'eſt pourquoi nous nous adreſſons encore humblement à Vos Excellences, les ſuplians d'enregiſtrer notre préſente ſoumiſſion, & en conſequence de ſuprimer le Reglement proviſionel fait par raport à notre College, enſorte que ledit College continuë à ſubſiſter de la maniere qu'il a été établi, & que ſes Patentes ſoient publiées dans le Païs, dans cette confiance nous ſommes avec toute ſorte de conſideration,

EXCELLENS SEIGNEURS,

Vos très-obéiſſans,

Les Députez ordinaires & Adminiſtrateurs du College d'Ooſtfriſe.

quorum nomine

A. B. VON APPELL.
J. BUDDE.
COOP IBELING VON REHDEN.

Embdeni in Collegio Provinciali 12. *Febr.* 1725.

A la Commiſſion ſubdeleguée de l'Empereur.

22. Fevr. *Extrait du Regître des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *ſur les differens dans le Païs d'*OOSTFRISE, *& les Decrets Imperiaux émanez à ce ſujet, de même que ſur la Commiſſion, & l'execution decretées. Jeudi* 22. *Fevrier* 1725.

OUï le raport des Sieurs Singendonck & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, leſquels en conformité & pour ſatisfaire à leurs Reſolutions Commiſſoriales du 12. du paſſé & 20. du courant, ont examiné les Memoires préſentez par le Sr Becker, Miniſtre & Conſeiller de la Regence de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, par leſquels il demande que Leurs Hautes Puiſſances veuillent à l'avenir ne plus écouter, pour les raiſons y alleguées, le Bourguemaître & Magiſtrat d'Embden, de même que les Adminiſtrateurs congediez de la Caiſſe publique, qui ſe tiennent dans ladite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la ſoûmiſſion à Sa Majeſté Imperiale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a repréſenté plus amplement dans leſdits Memoires, & ſur tout dans le dernier, où en même tems il a fait part à Leurs Hautes Puiſſances de ſon deſſein de retourner en Ooſtfriſe en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été déliberé; il a été trouvé bon & réſolu, de faire audit Sr. Becker ſur ces Memoires préſentez, la réponſe ſuivante.

Que Leurs Hautes Puiſſances depuis quelque tems, & depuis que les differends qui regnent en Ooſtfriſe étoient parvenus à leur connoiſſance, avoient témoigné à diverſes repriſes l'intérêt qu'elles prenoient, pour pluſieurs raiſons, à la conſervation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cauſe du voiſinage, en ſecond lieu à cauſe de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & du maintien qu'elles avoient promis de pluſieurs Accords & Conventions faites; plus à cauſe de la Garniſon qu'elles ont depuis plus d'un ſiecle dans les Villes d'Embden & de Leerohrt, & enfin en conſidération des Capitaux que quelques Habitans de l'Etat avoient avancez, ſous leur Garantie, au Païs d'Ooſtfriſe ſur pluſieurs de ſes Revenus. ANNO 1725.

Que ſur ce fondement elles n'avoient pas pû rebuter tout d'un coup ceux qui s'étoient adreſſez à elles ſur ce ſujet, mais qu'elles s'étoient crû obligées d'écouter les Griefs qu'on leur raportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire ceſſer, s'il étoit poſſible, ces differens par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances s'étoient aſſurées d'en avoir uſé avec tant de prévoyance & de circonſpection, que leur conduite n'avoit porté aucun préjudice à perſonne. Et comme elles avoient toujours été du ſentiment, que cette affaire ſe pourroit terminer à la ſatisfaction réciproque des deux Parties, ſi ſeulement l'on vouloit mettre pour baſe & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui compoſent les Loix fondamentales de l'Ooſtfriſe, elles avoient apris avec plaiſir dudit Sieur Becker, que non ſeulement l'intention de Son Alteſſe n'étoit nullement d'y faire aucun changement, & qu'elle ne cherchoit qu'à s'opoſer aux abus qu'on en faiſoit; mais auſſi que dans le procedé de S. M. I. & de la Cour Aulique, ces Accords & Conventions étoient poſées pour fondement, & que les Decrets Imperiaux ſe fondoient là-deſſus. Qu'au reſte Leurs Hautes Puiſſances n'entreroient pas en matiere pour répondre à tous les points compris dans leſdits Memoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumiſſion, tant des Adminiſtrateurs congediez que du Magiſtrat d'Embden, que ledit Sr. Becker a communiquez à pluſieurs Membres de la Regence, elles ont vû, que leſdits Adminiſtrateurs & Magiſtrat s'étoient déclarez de ſe ſoumettre à l'égard des differens d'Ooſtfriſe à l'intention & à la volonté de Sa Majeſté Imperiale; deſorte qu'on peut eſperer que par là l'Union entre Son Alteſſe & ſes Etats, y compris la Ville d'Embden, ſera rétablie, à quoi l'on pourra s'attendre plus ſûrement, ſi par une exécution moderée des Decrets Imperiaux, on fait voir par effet, que l'intention de Sa Majeſté Imperiale & de Son Alteſſe n'eſt pas d'enfreindre en aucune maniere les Privileges & Droits des Etats & de la Ville d'Embden, fondez ſur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puiſſances prient ledit Sr. Becker de contribuer à ſon retour autant qu'il ſera poſſible, par ſes bons offices. Outre cela il a été réſolu de faire expedier pour ledit Sr. Becker des Lettres de créance en bonne & dûë forme, leſquelles lui doivent être remiſes, conjointement avec l'Extrait de cette Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances par l'Agent de Baarle, &c.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'elles étoient très mortifiées d'aprendre que les troubles augmentoient juſqu'à ce point, qu'elles l'avoient aprehendé, & que pour cette raiſon elles avoient conſeillé à Son Alteſſe Sereniſſime d'employer les voyes de la douceur pour ramener les Renitens à la ſoumiſſion, lui offrant leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puiſſances n'avoient ceſſé de tems en tems de lui repréſenter les ſuites qui étoient à craindre ſi elle pourſuivoit ſes prétenſions à la rigueur, puiſqu'elle jetteroit ſes Sujets dans le desespoir: que L. H. P. desaprouvoient abſolument la revolte & les voyes de fait dont Son Alteſſe Sereniſſime ſe plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands desordres, elles verroient volontiers qu'on ſe prêtât aux voies de la douceur pour arrêter ces mouvemens, dont les progrès menaçoient le Païs d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient emploïé tout leur crédit auprès du Magiſtrat d'Embden, pour le détourner des voies de fait, & qu'Elles exhortoient Son Alteſſe Sereniſſime à ne pas ſe ſervir avec la derniere rigueur de ce qui eſt à ſon avantage dans le Decret Imperial, ſurtout à ne pas introduire de Troupes dans le Païs, puiſqu'elles le ruineroient & ne ſerviroient qu'à irriter encore davantage les eſprits, &c.

Reſo-

ANNO 1726. 6. Avril.

Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime aux Habitans de Leerh, &c. en Date du 6. d'Avril 1726.

I. SOn Alteſſe notre très-gracieux Prince & Maître, veut que les Communes & les Habitans du Bourg de Leer, qui jusqu'ici ſe ſont ſoulevez contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime en prenant les armes, les mettent bas incontinent, & que chacun retourne chez ſoi, à ſa profeſſion & métier, s'abſtenant à l'avenir de toute violence.

II. Veut Son Alteſſe que ſon Baillif, ſon Receveur des Tailles, & ſes autres Officiers ne ſoient point troublez dans l'exercice de leurs fonctions, que les Habitans qui ſe ſont ſauvez, puiſſent rentrer librement, & ſans empêchement dans la poſſeſſion de leurs Biens, & exercer paiſiblement leur profeſſion.

III. Veut Son Alteſſe Sereniſſime que les Communes faſſent ſortir les Soldats d'Embden, du Bourg de Leer, & ne ſe ſervent plus de leur aſſiſtance; d'autant que Sa Majeſté Imperiale a caſſé cette Garniſon en vertu de ſon Decret.

IV. Si les Députez du Bourg & des autres Communes y entendent, quant à Elle, Elle leur fera grace & leur pardonnera le paſſé.

V. Au reſte Son Alteſſe attendra, à l'égard de l'Ordonnance Imperiale publiée en dernier lieu, l'échéance du terme de deux Mois, que Sa Majeſté Imperiale a bien voulu accorder aux Renitens.

VI. Les ainſi nommez Députez des Communes & du Bourg de Leer, ont à ſe déclarer là-deſſus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Baillif à Leer, qui ont Commiſſion particuliere pour cet effet de Son Alteſſe. Et ſi en même-tems les Députez ſouhaitent de s'aboucher là-deſſus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Baillif, la préſente leur ſervira de Sauf-conduit. Mais en cas qu'ils ne ſe déclarent ſur ce ſujet ou point du tout, ou avec lenteur, ou d'une maniere peu ſatisfaiſante; Son Alteſſe Sereniſſime prendra ſans tarder les meſures néceſſaires pour le repos & la ſureté de ſes fideles Etats, comme auſſi pour le maintien de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale & de ſes propres Droits. Auquel cas on ne ſauroit lui attribuer tous les malheurs qui en réſulteront, puiſqu'elle a offert tant de grace dans la préſente Reſolution auxdites Communes & au Bourg de Leer, après les fautes énormes qu'elles ont commiſes. C'eſt ſur quoi elles ont à ſe regler. Fait à la Réſidence de Son Alteſſe à Aurich, ſigné de ſa propre main, & ſcellé du Sceau de la Regence, le 6. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.
(L.S.)

Réponſe des Communes du Bailliage de Leerohrt, du 10. Avril 1726. à la ſusdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime.

Mercredi 10. Avril 1726.

Les Députez des Communes ont fait appeller le Soussigné, & lui ont remis la Reſolution qui ſuit de mot à mot.

SUr la répréſentation que Mrs. les Commiſſaires de Son Alteſſe ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci ſe trouvent obligez de leur faire reconnoître leurs ſentimens de la maniere ſuivante.

Ad. 1.) Qu'on avoit apris avec beaucoup de chagrin les fauſſes inſinuations qu'on a tâché de donner à Son Alteſſe, comme ſi les Habitans avoient pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime; quoiqu'il ſoit notoire qu'on n'en ſeroit jamais venu là, ſi l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre des violences publiques & inſupportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours. Que d'ailleurs rien ne ſauroit être plus agréable aux Habitans, que ſi chacun pouvoit exercer en Paix & en repos ſa profeſſion & ſon métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avoient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Adminiſtration de leurs charges, quoiqu'ils ne puiſſent pas empêcher que le Peuple ne ſoit ſi aigri, qu'ils ne ſe ſoient plus crû en ſureté chez eux, l'exécution de ce point dépendra uniquement de là, qu'on ôte tous les obſtacles au repos, par une exacte obſervation des Accords, & qu'on arrête toute ſorte d'exaction.

ANNO 1726.

Ad. 3.) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'affliction, de déſolation & de leur ruine totale, il eſt impoſſible qu'on puiſſe prétendre avec équité qu'ils ſe défaſſent des Troupes des Etats; quoique rien ne feroit plus de plaiſir aux Habitans que d'avoir des Aſſurances ſuffiſantes qu'on ne ſeroit point troublé dans la poſſeſſion où l'on eſt de l'Adminiſtration des Fermes, & qu'en général la violence & l'injuſtice ne prendroient pas le deſſus. Auſſi eſpere-t-on que pluſieurs raiſons invincibles porteront la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale à changer de réſolution ſur la caſſation des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il eſt vrai que les Habitans doivent reconnoître en tout reſpect ſa gracieuſe déclaration; mais comme ils ne ſe ſentent coupables d'aucun crime & qu'il leur paroit rebutant, que le pardon n'a été promis que de la part de Son Alteſſe Sereniſſime perſonnellement, ils eſperent que Dieu inſpirera à Son Alteſſe des ſentimens de Paix, & qu'il préviendra par ſa Providence toute ulterieure diſſenſion, qui ne ſauroit que cauſer la perte du Païs; car quoique tous les Habitans continueroient volontiers dans une fidelité & obéïſſance conforme aux Accords, ils ſeroient reſponſables même devant le Monde, ſi lorsqu'on vient à les enfreindre, ils ſe laiſſoient priver de tous leurs Privileges. Enfin les Habitans ne peuvent qu'être extremement ſurpris que la repréſentation ci-devant mentionnée, & qui eſt datée du 6. du courant, leur a pû être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eut uſé des violences les plus terribles & inouïes dans toute la Chrétienté; d'où l'Homme du Monde le plus innocent peut tirer la conſequence, que malgré toutes les promeſſes on ne ſauroit être en ſureté, & qu'on n'auroit à attendre qu'affliction & déſolation, ſi Dieu & la Nature ne fourniſſoient d'autres moyens, & ne permettoient de s'en ſervir.

Ceci eſt la veritable Reſolution ou Pleinpouvoir, ce qu'à la requiſition des Plenipotentiaires préſens des Communes, j'ai atteſté par mon ſeing, en y appoſant le Sceau Notarial.

N. MENCKEN, *Not. Cæſ. publ.*

(L.S. Not.)

*Reſolution ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRISE, *du 12. Avril, ſur la Déclaration des Députez des Communes, en Date de Leer le 10. Avril 1726.*

SOn Alteſſe, notre très-gracieux Prince & Maître, veut & demande par la préſente, que les Députez, au nom desquels la Déclaration ſignée par le Notaire Mencken à Leer le 10. Avril 1726. a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Alteſſe Sereniſſime, en réponſe à la Reſolution qui leur avoit été adreſſée en Date du 6. Avril, ſe rendent ici à la Réſidence le 17. du courant, munis de Pleinspouvoirs ſuffiſans des Communes dont ils ſe qualifient Plenipotentiaires, pour attendre du Conſeiller privé & Chancelier, & des autres Conſeillers commis à cet effet, la Reſolution & Déclaration de Son Alteſſe ſur ladite Réponſe, où S. A. S. a vu avec ſurpriſe, que les Communes ſont très-mal inſtruites de la ſituation de l'affaire, & qu'elles ont beſoin d'information ſur les points y compris, comme il paroit par la Reſolution préalable cijointe. Pour cet effet, non ſeulement Son Alteſſe leur accorde Sauf-conduit par la préſente, mais la Commiſſion Subdeleguée leur donne une pareille aſſurance, S. A. S. ſe réſervant au reſte tout ce qui peut lui competer. Signé de la main de S. A. & ſcellé du Sceau de la Regence le 12. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

ANNO 1726.

I. Son Alteſſe Sereniſſime voit avec étonnement, qu'on a oſé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Staudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Elle, mais qu'ils avoient été obligez, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre de prétenduës violences publiques & inſupportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours; quoiqu'il ſoit notoire que le ſoulevement à Leer & en d'autres endroits, ne s'eſt fait, déja dans l'année paſſée, que dans la ſeule vuë de renverſer de ſes propres Forces les Ordonnances Imperiales ſur les differens dans le Païs. Et jamais Son Alteſſe n'a refuſée ſa protection à aucun Sujet, ni perſonne des Communes ne l'a jamais implorée.

Mais qu'on oſe prétendre que Son Alteſſe aprouve les violentes oppoſitions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuſe d'avoir refuſé ſa protection à ſes Sujets; c'eſt là un raiſonnement des plus étranges. Une autre propoſition encore plus groſſiere, eſt qu'on avoit été obligé d'apeller au ſecours les Troupes des Etats, comme on les apelle; or on peut voir clairement par la Patente Commiſſoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Reſolution du Prince, que la Garniſon d'Embden n'eſt pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y eſt que pour garder la Ville: & quel danger y avoit-il qui rendît le ſecours de ces Troupes ſi néceſſaire? les Communes ne ſouffrirent aucune violence injuſte; auſſi quand elles liront l'Ecrit que tout le Tiers-Etat a préſenté à la Haye le 10. Février 1695. au ſujet de la Garniſon d'Embden, elles auront une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paroît pas moins étrange à Son Alteſſe, qu'on oſe avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler ſes Officiers dans l'Adminiſtration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêté? mené par force à Embden, & en particulier du Receveur des Tailles à Leer, tout caſſé & malade qu'il étoit, ne le prouvent que trop. Et ſi quelqu'un eſt aigri contre eux, c'eſt juſtement cette aigreur qui doit être comptée parmi les choſes défenduës.

Son Alteſſe Sereniſſime a remis au Juge competant & ſuprême, à décider en quoi conſiſte l'obſervation inviolable des Accords: & ſi les Communes ſont obligées de reconnoître un Juge, elles ſont auſſi obligées de s'en tenir à ſes déciſions, & de ne point juger, ſelon leur fantaiſie, de l'obſervation inviolable des Accords.

III. C'eſt une fauſſeté inſigne, que les Habitans ſoient menacez d'affliction, de déſolation & même de leur ruine totale: Son Alteſſe a témoigné tout le contraire dans ſa Reſolution; mais ceux qui continuent à s'oppoſer au Chef ſuprême & à leur Prince legitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils ſont déclarez dignes des punitions dont ils ont été menacez: Et qu'eſt-ce que l'uſage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, ſinon une oppoſition réelle aux Ordonnances du Juge ſuprême, auquel rang il faut auſſi mettre la prétenduë poſſeſſion de l'Adminiſtration des Fermes.

IV. Il n'eſt pas dans le Pouvoir de S. A. Sereniſſime de donner pardon & de faire grace, que pour Elle perſonnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majeſté Imperiale & à ſa Commiſſion, & il ne dépendra que de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'aſſurer de la Clémence de Sa Majeſté Imperiale. Son Alteſſe ne demande qu'une fidelité & obéiſſance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité ſe doit prendre dans le ſens que lui donne la déciſion de Juge ſuprême, & non pas dans celui d'une explication volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire eſt finie. C'eſt la faute des Soldats d'Embden, que la Reſolution du 6. du courant n'a été renduë aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il étoit expreſſément ordonné au Lieutenant-Colonel de Staudach, de faire tenir ladite Reſolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-deſſus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'étant poſté avec ſon Monde à Loga, & étant allé reconnoitre les environs avec quelques Cavaliers, il a d'abord été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embden ſorti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer ſes Cavaliers pour repouſſer la force par la force. Et comme après cela ceux d'Embden ont été obligez de céder, il a fait ſonner la retraite par le Trompete du Prince qu'il avoit avec lui, nommé Tobias Hartung; mais bien loin d'y vouloir entendre, on a même fait feu ſur lui, lorsqu'il a ſonné la ſeconde fois, ce qui a occaſionné le combat. Et quoique cet accident fourniſſoit aſſez de raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime pour retenir ſa Reſolution, elle n'a pourtant pas laiſſé de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus ſon affection paternelle. C'eſt donc une accuſation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en ſureté malgré toutes les promeſſes, le contraire ſaute aux yeux; mais ceux qui ont pouſſé les Communes à ces mouvemens, font voir par leur conduite que c'eſt à eux & à leurs aſſurances qu'on ne peut guere ſe fier, retenant jusqu'ici, contre la promeſſe qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince priſonniers à Embden, au grand dommage & préjudice des Habitans même. Signé du Seau de la Regence le 12. Avril 1726.

(L.S.)

ANNO 1726.

Déclaration des Communes de Leer, & Conſors du 16. Avril 1726. ſur l'ulterieure & préalable Reſolution qui leur a été adreſſée du 12. Avril 1726.

DEvant moi ſousſigné Notaire, comparurent les Députez des Bailliages de Leerohrt, Stickhauſen, & Embden, me requerant de bouche, de coucher par écrit leur très-humble Déclaration ſuivante, ſur les Ordonnances & Propoſitions reſpectives que Son Alteſſe Sereniſſime leur très-gracieux Prince & Maitre, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration contient ce qui ſuit.

Sur la Déclaration ulterieure de Son Alteſſe, Datée du 12. du courant, & renduë par un de ſes Gens, on a dû & voulu faire ſavoir, & on prie de raporter très-humblement à S. A. S.

I. QU'on a remarqué par ladite Déclaration avec un extrême chagrin & en verſant des larmes, que la choſe a été repréſentée à Son Alteſſe, (ce que le juſte Dieu vangera) comme ſi les Habitans n'avoient pris les armes que dans la vûe de renverſer par leurs propres forces les Ordonnances Imperiales; quoique la triſte experience fait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de ſe défendre autant qu'il eſt poſſible, contre des violences publiques, & contre des cruautez qui feroient horreur même à des Barbares, ſans qu'on ait jamais penſé de ſe ſoulever contre les Ordonnances Imperiales par la force.

II. Qu'on ne ſauroit reconnoitre le prétendu College, & qu'on croyoit pouvoir juſtifier devant toute la terre les meſures qu'on avoit priſes, pour n'être pas dépoſſedé ſans autre forme de Procès, contre les entrepriſes violentes qu'on médite pour l'établiſſement dudit College, & le maintien de ceux qu'on a érigé en Adminiſtrateurs, qui ont pouſſé leur effronterie ſi loin, que dans le Memoire qu'ils ont préſenté à la Commiſſion Subdéleguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme ſi c'étoit une piece achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la derniere Canaille, & ſe ſont mocquez de Meſſieurs de la Nobleſſe d'une maniere digne de châtiment, toujours ſous prétexte de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale.

III. Ceux donc qui ſont établis pour rapporter au vrai à Son Alteſſe Sereniſſime ce qui ſe paſſe dans le Païs, en auront certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de ſi affreuſes actions, dont le bruit s'eſt même répandu par tout dans les Païs étrangers; & qui ont fait un tort conſideble au Païs par raport au credit général, ils aïent oſé dire même publiquement, que le vol & le pillage étoient choſes permiſes; car où chercher protection, ſi ceux qui font des violences ſont non ſeulement encouragez, mais même appuïez par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doivent conſiſter les prétenduës voïes de fait contre les Ordonnances Imperiales, pourvû qu'on diſtingue bien le vrai d'avec le faux; & qu'il eſt ſans cela une choſe

inouïe

ANNO 1726. nouïe dans le Monde, de ſoutenir l'autorité Magiſtrale par des vols, des pillages & des meurtres, comme il eſt arrivé ces jours paſſez, on peut hardiment appeller au jugement de toute la Terre, ſi dans cette ſituation d'affaires on a fait aux Habitans des violences & des injuſtices.

V. Et par là même, l'uſage des Troupes eſt aſſez juſtifié ; mais pour ce qui eſt de leur caſſation, on ne ſauroit s'expliquer autrement là-deſſus, ſinon que c'eſt un point qui apartient à la déliberation de tous les Etats en général, & qu'on ne ſauroit s'imaginer que la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale, après là découverte des véritables circonſtances de l'affaire, perſiſtera dans une Reſolution auſſi dangereuſe pour le Païs & ſes Habitans. Car quoique le commun pourroit trouver doux d'être déchargé par là de quelques Impôts, on ne ſait que trop bien quels reſſorts on a fait jouer pour la repréſentation alleguée du Tiers Etat comme on l'appelle, au ſujet de la Garniſon d'Embden, & le Grand Dieu ſuscitera des Inſtrumens qui découvriront là où il eſt néceſſaire, le danger qui y eſt caché pour le Païs, & qui le prouveront par l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe même, où il eſt aſſez manifeſte à quel but tendoit cette caſſation de la Garniſon d'Embden.

VI. Tous les Habitans ne demandent rien d'autre que l'obſervation des Accords, & ils ſont auſſi portez qu'ils doivent, à s'en raporter à la juſte déciſion du Juge competant ; mais ils eſperent qu'ils ne ſeront pas condamnez ſans être ouïs, & qu'il leur ſera permis d'expoſer leur droit, à quoi jusqu'ici ils n'ont pu parvenir, les oreilles ayant été fermées à leur égard.

VII. Le Tout-Puiſſant veuille confirmer que les menaces terribles, qui ſont aſſez connuës, & qu'il eſt facile de prouver, échouëront ; auſſi eſt-on convaincu en conſcience, qu'on ne s'eſt pas rendu coupable d'aucune réſiſtance ni envers S. M. Imperiale, ni envers S. A. S. & il eſt inconcevable comment l'uſage des Troupes des Etats, contre des actions auſſi inhumaines & inouïes dans la Chrétienté, peut paſſer pour une marque de réſiſtance, à moins que Dieu, & les Droits de la Nature & des Gens, n'ordonnaſſent de ſe ſacrifier à la fureur des Gens violens.

VIII. On ne croit pas avoir commis aucun crime pour lequel on ait beſoin de demander grace & pardon à Son Alteſſe Sereniſſime, ni pour lequel on doive ſentir l'inſuportable disgrace de S. M. Imperiale.

IX. Les Habitans laiſſent là le raport que Mr. le Lieutenant-Colonel de Staudach a jugé à propos de faire, mais ils ne peuvent pas s'empêcher de lui repréſenter, qu'il ne ſauroit nier devant Dieu qui ſait tout, qu'il n'ait fait tirer le premier, ſans dire mot, ſur le détachement des Troupes des Etats, après quoi celui-ci a pareillement fait feu pour ſa défenſe, & que lorsque ledit détachement s'eſt retiré dans le bourg de Leer, croyant le nombre des attaquans plus fort qu'il n'étoit, il ne l'ait fait pourſuivre, & n'y ait fait entrer ſon Monde conjointement avec les fuïars. A quelle occaſion il faut bien remarquer qu'on avoit promis à Aurich à Mr. le Commandant Feldmann de vouloir tout laiſſer *in ſtatu quo*, & que nonobſtant cela on n'a pas discontinué de faire violences ſur violences ; même après avoir invité Mr. le Commandant le 6. du courant de venir à Aurich, on a, ſans attendre ſa réponſe, fait ſortir de ladite Ville le même jour quantité de Gens armez, qui ont attaqué le bourg de Leer au jour du Seigneur, lorsqu'il étoit dépourvû de Monde, & y ont fait un carnage horrible, où cependant le ſouverain Monarque de l'Univers a viſiblement montré ſa juſtice & ſa bonté.

X. On ne craint pas de rendre compte de ſa conduite, & on deſire avec paſſion d'être informé de la prétenduë veritable ſituation de l'affaire : Cependant comme non ſeulement elle regarde tout le Païs en général, & que par conſequent on ne ſauroit communiquer plus à propos cette information tant vantée, qu'à la Diète générale & libre, qui eſt prorogée ; mais qu'outre cela on peut en tout cas ſe paſſer entierement de l'information du Conſeiller privé & Chancelier, qui dans ſon Hiſtoire d'Ooſtfriſe, comme il l'apelle, a déja ſuffiſamment informé le public du ſens qu'il lui plait de donner aux Accords, & qu'il veut qu'on ne les explique ni ſelon la lettre, ni ſelon l'uſage de plus d'un ſiecle, mais ſelon une idée qu'il s'eſt formé lui-même d'un certain ordre qui doit regner entre le Prince & les Sujets, ſans avoir aucun égard à l'obligation qui naît du Serment par où l'on s'eſt engagé à l'exacte obſervation des Accords du Païs ; de ſorte que c'eſt cette même Hiſtoire d'Ooſtfriſe qui a ouvert les yeux aux Habitans, & qui leur a montré, pour ainſi dire au doigt, le joug ſous lequel il faudroit plier, ſi les choſes tournoient ſuivant l'intention de l'Auteur ; de qui on eſt bien perſuadé que c'eſt lui qui médite depuis tant d'années de mettre le malheureux Païs en feu & en flamme, & de le plonger par ſes nouvelles opinions, dans la derniere miſere, & que c'eſt lui qui pour aſſouvir ſon ambition inſatiable, cherche à détourner le cœur du plus cher & gracieux Prince, de l'affection Paternelle pour ſes Sujets, & par conſequent des ſalutaires ſentimens de Paix. Et comme après tout perſonne ne ſauroit ſe croire garanti par le Sauf-conduit qu'on a envoyé par écrit contre la fureur de Gens emportez qui n'en ſavent rien, Son Alteſſe ne prendra pas en mauvaiſe part, que ſur ces conſiderations, les Habitans ne puiſſent ſe reſoudre d'envoyer des Députez à Aurich.

ANNO 1726.

La Reſolution ci-deſſus a été priſe dans ces termes, & non dans d'autres, par toutes les Communes qui étoient aſſemblées des Bailliages reſpectifs, moi Notaire requis, preſent, ce que j'atteſte par la ſouscription de mon nom, & le Seau Notarial. Fait à Leer dans l'Aſſemblée des Députez le 16. Avril 1726.

(L. S. Not.)

P. MENCKEMA. *Imp. Auth. Not. Publ. in fidem ſubſcripſit Sigilloque Notar. corroboravit.*

Propoſition de Mr. Lewe d'Adwart Député des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *faite dans ſon Audience du 24. Avril* 1726.

SERENISSIME PRINCE,

LEs juſtes aprehenſions que donnent à Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, les troubles de l'Ooſtfriſe, & les hoſtilitez qui ont été commiſes ; leurs intérêts inſeparables de l'affection & des bonnes diſpoſitions où elles ſont par raport à la conſervation d'un Païs ſi voiſin de leurs Etats, enfin leur haute eſtime pour la perſonne de Votre Alteſſe, ont determiné Leurs Hautes Puiſſances à m'envoyer ici exprès pour complimenter Votre Alteſſe Sereniſſime en leur nom, & après l'avoir aſſuré des bons offices amiables de Leurs Hautes Puiſſances, lui repréſenter combien il ſeroit agréable à Leurs Hautes Puiſſances que l'on étouffât enfin ces deſordres qui menacent d'un bouleverſement total un Païs livré aux maux de la diſcorde, & d'autant plus malheureux qu'après avoir eu le bonheur de poſſeder dans ſon ſein le Pere & les Ancêtres de Votre Alteſſe Sereniſſime, il ternit cette gloire par la déſunion où ſont la plupart des Habitans avec Votre Alteſſe Sereniſſime, le digne deſcendant de ſes glorieux Ancêtres, qui étant le tendre Pere de ſes Peuples, ne peut être que très-ſenſible à ces troubles, qui ne le touchent pas moins, qu'ils ſont préjudiciables au Païs, & qu'ils inquietent des voiſins qui ne respirent que la Paix. Une triſte experience n'a déja que trop apris les fâcheuſes ſuites des démêlez de l'Ooſtfriſe, & Votre Alteſſe Sereniſſime eſt trop éclairée pour ne pas être convaincuë du malheur d'un Païs, où s'allume le feu de la diſcorde, & que quelque petit qu'en ſoit l'étincelle, quand une fois il eſt allumé, il eſt ſouvent impoſſible de l'éteindre. La pénétration de Votre Alteſſe Sereniſſime lui repréſentera ce Tableau d'une maniere encore plus ſenſible que je ne pourrois le faire ; mais les Etats Généraux des Provinces-Unies ayant bien voulu m'honorer de la Commiſſion d'aſſurer Votre Alteſſe Sereniſſime de leur ſincere eſtime pour Votre perſonne, je ne puis me diſpenſer de repréſenter à Votre Alteſſe Sereniſſime que ſi l'on n'arrête pas ces troubles, cette diſcorde & cette confuſion dans leur naiſſance, il ſera trop tard d'y remédier, & le mal empirera ; ſi l'on ne previent point ces troubles avec prudence, il s'enſuivra une ruine mutuelle, car après la ruine de l'un ou l'autre parti, on apellera dans le Païs des Troupes étrangeres, qui ſe livrant à leur propre intérêt pilleront & ruineront ce

que

ANNO 1726. que les plus ſages auront ſçu conſerver & mettre à couvert. Votre Alteſſe Sereniſſime a trop de pénétration & trop d'amour pour l'infortunée Ooſtfriſe pour qu'il ſoit néceſſaire d'avoir recours à de plus vives exhortations, pour en convaincre Votre Alteſſe Sereniſſime & pour exciter ſes ſoins Paternels pour ſes Sujets; ſon attention naturelle à procurer le bonheur du Païs & de ſes Domaines, & les égards qu'elle a toujours eus pour l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances & les Conſeils de ſes bons voiſins, me perſuadent qu'il n'eſt pas néceſſaire que je preſſe davantage Votre Alteſſe d'empêcher que l'on ait recours à quelques voyes de fait; Elle donnera ſans doute ſon attention à trouver les moyens d'apaiſer le paſſé & de rétablir la tranquillité & le bon ordre, en maintenant par les moyens les plus doux ſes Droits, Prérogatives & Prééminences, faiſant ceſſer les troubles préſens, & prévenant ceux qui pourroient arriver. C'eſt ainſi que Votre Alteſſe Sereniſſime apuyera de la maniere la plus généreuſe ſes véritables intérêts, fera refleurir ſon Païs, & mettra les Sujets de Leurs Hautes Puiſſances en état d'esperer d'être payez, conformément aux Conventions les plus ſolemnelles, des Rentes & des Capitaux qu'ils ont ſi généreuſement prêtez pour reparer les Digues, & empêcher que toute l'Ooſtfriſe ne devînt une vaſte Mer. De cette maniere Leurs Hautes Puiſſances, que les raiſons alleguées ci-deſſus obligent de ne pas voir indifferemment les démêlez de l'Ooſtfriſe, ne penſeront plus à d'autres moyens d'arrêter les progrès de ces troubles. Si je puis être utile, & contribuer à ce que Leurs Hautes Puiſſances parviennent à ce but, par mes repréſentations & mes inſtances, ce ſera volontiers & avec bien du plaiſir non ſeulement que je les employerai, mais encore je prierai de tout mon cœur le Seigneur qui donne tout ce qui eſt bon, de combler de ſes bénédictions Votre Alteſſe Sereniſſime & ſon Illuſtre Maiſon, jusqu'à la poſterité la plus reculée, & de lui accorder un Gouvernement heureux, paiſible & glorieux, &c.

Prononcé & délivré par écrit à Son Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe dans ſon Château à Aurich le 24. Avril 1726.

„ Le Prince lui fit remettre la Réponſe ci-jointe."

MOnſieur le Député de *Leurs Hautes Puiſſances* ayant fait inſinuer à Son Alteſſe Sereniſſime, par ſes Conſeillers commis pour traiter avec lui, la réponſe qu'il avoit dreſſé, ſur la Reſolution préalable de S. A. S. du 25. du courant, Elle a voulu ne lui pas laiſſer ignorer là deſſus la Déclaration & Reſolution ſuivante.

A l'égard du premier point, S. A. S. repete les proteſtations ci-devant faites de bouche & par écrit, de ſon eſtime pour Leurs Hautes Puiſſances, comme auſſi pour leur correſpondance, & leur amitié pour elle & ſa Maiſon Sereniſſime.

2. Pour ce qui eſt du ſecond point, où Leurs Hautes Puiſſances déclarent, que l'offre de leur interceſſion, & leurs Conſeils amiables ne tendent qu'à prévenir tous mouvemens, troubles, & voyes de fait ulterieures; à rétablir le repos, le bon ordre de l'harmonie, & à empêcher par là qu'il n'entre des Troupes étrangeres dans le Païs; comme à tâcher d'accommoder les differens qui y regnent, par des moyens efficaces & moderez, & d'en détourner, autant qu'il eſt poſſible, les mauvaiſes ſuites; Son Alteſſe Sereniſſime convient avec Leurs Hautes Puiſſances *in Theſi*, & la grande patience & indulgence dont elle en a uſé jusqu'ici, ont eu le même but.

3. Et afin que Leurs Hautes Puiſſances en ayent une idée encore plus claire, on leur donne à conſiderer, que non ſeulement le feu Prince d'Ooſtfriſe Pere de S. A. Regnante, a demandé aux Etats de ſon Païs à toutes les Diètes qui ſe ſont tenues pendant les 18. années de ſa Regence, le redreſſement du grand nombre de Griefs, qu'il avoit contre eux, comme il avoit été promis par l'Accord fait à Hanovre dans l'année 1693., mais encore que S. A S. même a repeté cette demande à toutes les Diètes aſſemblées depuis l'an 1708. qui fut le premier de ſa Regence, cependant on a toujours decliné la Convention, & par l'Extrait du Protocole de la Diète tenuë au Mois d'Octobre 1717. il paroit clairement, de quelle maniere on y a provoqué S. A. S. à porter ſes Plaintes à la Cour Imperiale. Et quoique Sadite Alteſſe ait les Decrets Imperiaux en ſa faveur, elle a pourtant auſſi, à cet égard, fait voir jusqu'à préſent une grande patience; même elle ne cherche encore actuellement, qu'à traiter les choſes avec toute ſorte de moderation. ANNO 1726.

4. Il n'eſt donc queſtion que de ſavoir quels moyens ſont les plus propres pour parvenir à cette fin? S. A. S. ſupoſe, que cette affaire devroit être dirigée de ſorte que generalement tout ce qu'il y a dans ce Païs, & principalement la Ville d'Embden, ſoit renfermé & conſervé dans les juſtes bornes des Accords du Païs. C'eſt là la ſeule choſe que S. A. Sereniſſime cherche & demande. Il eſt vrai que Monſr. le Député de L. H. P. eſt de l'opinion, que cela ſe peut faire par un Accommodement amiable, ſous l'entremiſe de L. H. P.; mais pour en juger ſolidement, il faut conſiderer dans un tel Accommodement, premierement les perſonnes avec qui S. A. S. doit ſe racommoder: en ſecond lieu, les Points ſur leſquels on pourroit s'accorder, & en troiſieme lieu les moyens de contrainte qui pourroient non ſeulement procurer l'exécution actuelle dudit Accommodement, mais auſſi reprimer & faire ceſſer les contreventions, qu'on pourroit tenter à l'avenir contre un pareil Accord.

Les perſonnes qui pourroient être regardées ici comme Contractantes avec S. A. S. ſont en general les Etats du Païs, compoſez de trois Membres, de la Nobleſſe, des trois Villes, & du tiers Etat qui conſiſte en 8. Bailliages.

Si Son Alteſſe doit conclure un Accord avec tout le Corps des Etats, il faut qu'elle en ſoit requiſe ou unaniment, ou par la pluralité des voix. Or on n'a pas demandé, jusqu'à préſent un pareil Accord, & on ne le demande pas encore, ni unanimement, ni par la pluralité des voix. Bien loin de là, il eſt notoire par les Actes, que generalement tous les Etats, ſans exception ſont ſoumis à tous égards aux Decrets Imperiaux, & ne ſe ſont reſervez, ſuivant leurs propres paroles, que la gloire d'obéir: par conſequent on n'a beſoin d'aucun Accommodement, comme il paroit par ce qui ſuit.

5. Toute la Nobleſſe, excepté Bernard Henry d'Appel, s'eſt ſoumiſe aux Decrets Imperiaux, non ſeulement ſeparément & l'un après l'autre, comme on peut voir par la ſpecification authentique qui en eſt dreſſée, mais même ceux des Membres, qui à l'inſtigation du Comte Frydag de Gödens, s'étoient aſſemblez à Embden dans les Mois de Septembre & d'Octobre de l'année derniere, & parmi leſquels ſe trouvoit ledit d'Appel même, ont declaré clairement par leurs Lettres à la Commiſſion, du 11. Octobre & 1. Novembre 1725. que *dès que la queſtion préalable* RATIONE TRANSLOCATI ÆRARII *ſeroit decidée, ils ſe montreroient à tous égards ſoûmis & obéiſſans, de quelque maniere qu'il plût à Sa Majeſté Imperiale de regler & decider cette affaire*, & dans la Lettre du 1. de Nov. ils y ajoutent ces paroles remarquables; *qu'après que la deciſion Imperiale ſeroit émanée, ils ne prétendent ſe reſerver rien, que* NUDAM OBSEQUII GLORIAM, comme il paroit plus amplement par l'extrait authentique de cette Lettre. Comme donc cette deciſion Imperiale eſt compriſe dans le dernier Decret de l'Empereur émané le 23. Janv. 1726., il n'y a plus de diſpute avec la Nobleſſe tant à l'égard de la queſtion préalable, comme on l'apelle, touchant le College établi à Aurich, que d'aucun autre point, & ladite Nobleſſe eſt à preſent obligée de ſe montrer à tous égards ſoumiſe & obéiſſante, à tout ce que Sa Majeſté Imperiale a trouvé bon de regler & d'ordonner; par conſequent il n'eſt pas beſoin d'en venir à un Accord avec la Nobleſſe, à l'égard de ce qui a déja été jugé par l'Empereur, car pourquoi s'accommoder avec ſa Partie, ſi elle ſe ſoumet à la Sentence du Juge. Auſſi n'y a-t-il pas un ſeul de la Nobleſſe qui veuille paſſer pour un Complice des préſens troubles, excepté d'Appel, qui conjointement avec ſes Adherans le Docteur Rheden & le Bourguemaître & Conſeil de la Ville d'Embden ſe declarent publiquement, dans la Deduction du 24. Mars 1726. les auteurs de ce ſoulevement, ce qui eſt d'autant plus puniſſable que cette conduite eſt directement contraire à ſa propre Déclaration & ſoumiſſion ci-deſſus mentionée. Monſr. le Comte de Frydag de Gödens, Mr. Haro Joachim de Cloſter de Dornum, Madame la Douairiere de Lutzeburg & Monſr. de Honſtede de Ryſum, payent, même jusqu'à cette heure, pour eux & pour les Habitans de leurs Seigneuries, les Taxes à la Chambre d'Aurich.

Et lorſque d'Appel, & ſes Adherans ont été demander à Monſr. Haro Joachim de Cloſter, & à l'Adminiſtra-

ANNO 1726. miniſtrateur de la Juſtice de Gödens, s'ils ne vouloient pas auſſi entrer avec eux dans cette Rebellion, & ſe ſoulever contre le College d'Aurich, ils l'ont refuſé, & le dernier ſur tout s'eſt expliqué très nettement là-deſſus, comme on le peut voir plus amplement dans ſa Lettre du 7. Février, de ſorte qu'il eſt incomprehenſible, comment d'Appel oſe encore non ſeulement ſe qualifier Adminiſtrateur Noble, mais même dans cette qualité, ſe dire auteur de la ſedition, à laquelle la Nobleſſe n'a pourtant point de part.

Il ſeroit encore plus extraordinaire que l'on voulut prétendre que Son Alteſſe Sereniſſime conclut un Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Nobleſſe. Sa conduite eſt contraire à la Déclaration de ſes Confreres aſſemblez à Embden, laquelle portoit expreſſément qu'on vouloit, & devoit s'abſtenir de toute voye de fait contre le College d'Aurich, juſqu'à la déciſion de l'Empereur. C'eſt pourquoi auſſi les Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale ont reproché audit d'Appel d'autant plus ſerieuſement ſon entrepriſe, dans leur Patente du 22. Mars 1726.

Par ces circonſtances il eſt clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Nobleſſe, & qu'il ne lui reſte que *ſola obſequii gloria*; la gloire d'obéir aux Décrets émanez de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Embden, ſes deux Lettres authentiques à la Commiſſion en Date du 12. Octobre, & 21. de Novembre prouvent clairement, qu'elle s'eſt jointe à tous égards à la ſusdite Déclaration & ſoumiſſion de la Nobleſſe; par conſequent elle ſe trouve dans le même cas, & il ne lui reſte, après la déciſion Imperiale que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir aux Decrets Imperiaux.

Il eſt bien vrai que la Ville d'Embden, de même que d'Appel, ont renoncé à ladite Déclaration & ſoumiſſion, par la ſedition préſente, laquelle, ſuivant la Deduction déja citée, elle a aidé à exciter; mais c'eſt juſtement par cette retractation qu'elle expoſe aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, vû que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre ſa propre Déclaration, nonobſtant que la juſtice même l'obligeoit à l'executer.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich ſe ſont déja ſoumiſes il y a long-tems aux Decrets Imperiaux, ſuivant l'atteſtation de la Commiſſion, & elles reconnoiſſent encore actuellement le College d'Aurich. Il n'eſt donc pas néceſſaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement: auſſi ne l'ont-elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Embden ayent oſé avancer, que la Ville de Norden n'étoit pas contente du College d'Aurich, & que l'établiſſement des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs qui le compoſoient ne s'étoit pas fait ſelon les regles; on peut pourtant voir le contraire par la Reſolution du 1. Févr. 1728.

8. Des huit Bailliages il y en a ſept qui, à l'exception de quelque peu d'Habitans, ſe ſont ſoumis entierement aux Decrets Imperiaux, ſavoir ceux d'Embden, Greetshyl, Aurich, Norden, Behrum, Stickhauſen & Fiedeburg, & dans le Bailliage de Lehrohrt, il y a beaucoup d'Habitans qui ont ſuivi cet exemple, leſquels on peut connoitre par la ſpecification dreſſée à la Diète de Novembre 1724. Ainſi il n'eſt pas auſſi néceſſaire à leur égard d'en venir à un Accommodement ſur ce qui a été decreté par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il eſt vrai que ceux d'Embden, par leur ſoulevement préſent avec l'aide des Soldats de leur Garniſon, dont ils ſe ſont ſervis hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Païs, ont forcé d'une maniere inouïe pluſieurs Habitans des Bailliages d'Embden, Lehrohrt, Greetshyl & Stickhauſen, à revoquer leur ſoûmiſſion, & à s'obliger par écrit, de tenir le parti de l'ancien College, comme ils l'apellent, mais cette action deteſtable ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont cru devoir ceder à la force, ont déja déclaré à S. A. S. que nonobſtant cela leur ſoumiſſion reſtoit en ſon entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Bailliage de Lehrohrt, qui ſe ſont laiſſé perſuader à la préſente ſedition par les Adminiſtrateurs depoſez, ſavoir ceux de Bunde, Wehner, Stoppelmohr, & autres, lorſqu'ils refuſerent pour la premiere fois au Mois de Novembre 1725. le payement des Taxes au College établi ici, ils délivrérent ſur ce ſujet au Baillif de Son Alteſſe Sereniſſime à Leer, une reſolution en Date de Wehner le 3. Dec. 1725. par laquelle ils ſe ſont conformez expreſſement à la Lettre ci-deſſus mentionée de la Nobleſſe du 11. Octobre 1725., par conſequent il ne leur reſte plus, après la Déciſion Imperiale, que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir. Il eſt donc conſtant, par tout ce qui a été allegué, qu'à l'égard du Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement ſur les Decrets Imperiaux, ne ſauroit plus avoir lieu, ainſi on eſpere qu'on n'exigera pas de Son Alteſſe Sereniſſime, qu'en faveur d'un petit nombre de Renitens, Elle renonce auxdits Decrets Imperiaux, auxquels ils s'étoient déja ſoumis, & qu'elle ſe prête à un Accommodement ſcabreux. ANNO 1726.

10. Les ſeules perſonnes qui reſtent donc dans tout le Païs, & qu'on ne ſauroit mettre ſous aucune des trois claſſes ci-devant ſpecifiées, ce ſont les Adminiſtrateurs, d'Appel, Ter Brack, de Rheden, & le Docteur Stochius, que la Ville d'Embden a élu tout nouvellement de ſon autorité privée; mais ceux-là ne peuvent venir en aucune conſideration, dans ladite qualité, parceque non ſeulement Sa Majeſté Imperiale par ſon Reſcript en Date du dixième Août 1724. les a dépoſez de leurs Emplois, mais qu'auſſi ils ont été exclus par les fideles Etats de la Diète qui ſe tint peu de tems après, au Mois de Novembre 1724. & où ils établirent de nouveaux Adminiſtrateurs en leur place; outre que la ſoumiſſion de la Nobleſſe, à la future Déciſion Imperiale, & l'Acceſſion de la Ville d'Embden à ladite ſoumiſſion en Date du 12. Octobre & 21. Novembre 1725. rendent la choſe encore plus certaine, après que par les dernieres Reſolutions Imperiales, le College d'Aurich a été confirmé. Il eſt donc clair que leſdits d'Appel, Ter Brack, de Rheden & Stochius n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de ſimples particuliers, ſavoir le premier comme un Membre de la Nobleſſe, & les trois autres comme apartenans aux Villes & au Tiers Etat reſpectivement, par conſequent tenus à la ſoumiſſion faite par la Nobleſſe, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne ſeroit pas, & que nous compterions pour rien leur ſoulevement préſent, dont ils ne desavouent pas être les auteurs, ne ſe ſont-ils pas rendus par là criminels non ſeulement envers Son Alteſſe Sereniſſime leur Prince & Seigneur légitime, auquel ſuivant le cinquiéme Article des Concordats du Païs, ils doivent être entierement fideles, affectionez & obéiſſans, prêts à le ſervir de leurs corps, de leurs Biens & de leur vie; mais auſſi envers Sa Majeſté Imperiale, Chef ſuprême de l'Empire; n'ont-ils pas mérité une punition conforme à leur crime? & en particulier, quant à Son Alteſſe, celle qui eſt ordonnée par les Loix du Païs. Et ne ſe ſont-ils pas après tout rendus indignes que l'on traitât avec eux juſqu'à ce qu'ils ayent recherché & obtenu par de très-humbles ſuplications & inſtances, leur grace & reconciliation, de Sa Majeſté Imperiale, & de Son Alteſſe Sereniſſime.

11. Pour ce qui concerne en ſecond lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles ſont de trois differentes ſortes: 1. Les unes regardent les Etats de tout le Païs en général, les autres ſeulement la Ville d'Embden en particulier. 2. Les unes ſont déja décidées par les Decrets Imperiaux, les autres ne le ſont pas encore. 3. Les unes roulent ſur des Droits & Privileges, les autres ſur des prétenſions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déja été décidées par Sa Majeſté Imperiale, les Etats s'y ſont déja ſoumis généralement, comme il a été deduit ci-devant; & la Ville d'Embden en particulier ne s'eſt pareillement rien reſervé dans ſon Acceſſion du 12. Octobre & 21. de Novembre 1725. que *ſolam obſequii gloriam*, à la Déciſion Imperiale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'eſt à préſent. Il ne reſte donc point d'autre ſujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidez par Sa Majeſté Imperiale, ces Points conſiſtent dans ce qui ſuit.

12. (1) Tous les Etats du Païs en général ont été condamnez par le Decret du 18. Août 1721. à la reſtitution du dommage cauſé à leur Prince, ſoit par le payement de ce dont ils étoient convenus ſans ſon conſentement, d'autorité privée, & d'une maniere illegitime, ou par d'autres raiſons *facto vel culpâ* desdits Etats; comme auſſi en particulier à la reſtitution des Capitaux mal-employez; laquelle reſtitution ſe doit

ANNO 1726. faire après la liquidation dudit dommage & des pertes. Or on peut voir suffisamment par les Comptes du Païs, à combien de Tonnes d'or se monte le dommage que la Maison de Son Altesse a souffert par ces Conventions illegitimes, ou *facto vel culpâ* des Etats, & la liquidation en est facile à faire, si l'on pose pour fondement que Son Altesse Serenissime contribuë à la Caisse du Païs plus de la cinquiéme Partie, comme il paroit clairement par l'assemblage des Documens qui regardent la Ville d'Embden, & en particulier par les deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines du Prince payent à chaque Taxe.

(2) Les Etats ont été pareillement condamnez par le même Decret à fournir annuellement quelque secours raisonnable à la dépense de Son Alt Serenissime, mais la Somme n'en est pas encore déterminée. Ces deux point sont d'une nature à pouvoir traiter là-dessus amiablement *ratione quanti*.

(3) La Ville d'Embden est obligée de payer au Prince la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le tems qu'elle ne peut pas produire des Quittances du payement de cet Argent. Quoiqu'il n'y ait pas encore de décision Imperiale sur ce point; il a pourtant été arrêté dans tous les Accords du Païs, & en particulier dans la Convention de Hanovre; mais nonobstant cela S. A. S. est prête à tenter là-dessus un Accommodement amiable, pour voir ce que la Ville d'Embden voudroit donner *ratione præteriti, & futuri respective per aversionem, & ensuite tous les ans.*

(4) La Ville d'Embden est tenuë, en vertu des Accords du Païs, à rétablir son Prince dans la jouïssance du Droit de Péage: point, qui monte à quelques Tonnes d'or; mais que Son Alt. Serenissime n'est pas éloignée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embden.

13. Supposons à présent pour un moment que les circonstances de l'affaire fussent telles qu'un Accommodement amiable pût encore avoir lieu sur tous les points, même sur ceux qui sont déja décidez; il sera question en troisiéme lieu de savoir par quels moyens la Ville d'Embden & ses Adherans peuvent être obligez à l'observation de cet Accord, tant pour le présent que pour l'avenir; vû que la Ville d'Embden a suffisamment montré par sa conduite passée, qu'elle ne se soucie gueres des Accords les plus solemnels, quand même ils sont confirmez par les promesses les plus sacrées, & par des Sermens; comme les exemples tant du tems passé que du présent; & en particulier la sédition actuelle, causée par le moyen de la Garnison d'Embden, que l'Empereur vient de casser, le prouvent clairement, & qu'on le peut voir dans les Piéces ci-devant alleguées, où il se trouve un nombre infini de pareilles violences.

Monsieur le Député est d'opinion dans sa Réponse, qu'on pourroit bien trouver des moyens de contrainte, pour faire observer la Convention faite, & qu'on pourroit établir de certaines peines corporelles & pecuniaires contre les infracteurs; mais si l'on demande, qui doit tenir la main à ces établissemens, on trouve qu'il est d'une nécessité indispensable, que tout se fasse sous l'autorité d'un Juge competant, qui a le Droit & le pouvoir de le maintenir; & comme ce Juge ne peut être que Sa Majesté Imperiale, Son Alt. Ser. se persuade de la pénétration de Monsieur le Député, & de la haute équité de L. H. P. ses Maitres, qu'ils comprendront d'eux-mêmes l'impossibilité où S. A. S. se trouve de traiter les choses autrement que *sub auspiciis Cæsareæ Majestatis*, & qu'elle s'attireroit la derniere disgrace de Sa Majesté Imperiale, si elle entreprenoit de le faire par quelque autre voye, après que Sadite Majesté Imperiale a fait émaner déja dans l'année 1677. tant contre S. A. S. que contre les Etats les Mandemens les plus rigoureux, & en partie cassatoires de toute Garantie étrangere, comme aussi *Inhibitoria de non recurrendo ad exteros*, lesquels, à la sollicitation de la Ville d'Embden & de ses Adherans ont été renouvellez dans l'année 1682. & reiterez encore és années 1688. & 1691. Outre les Ordonnances severes qui se trouvent contre ce recours aux Puissances étrangeres, dans les derniers Decrets Imperiaux. Desorte que S. A. S. ne doute nullement, que Mr. le Deputé ne reconnoisse par cette seule circonstance, quand même on ne lui en pourroit alleguer d'autres, combien l'expedient par lui proposé, est insuffisant & non permis, & que S. A. ne peut s'adresser nulle part, pour les differens qui regnent dans ce Païs, qu'à sa seule Majesté Imperiale, à quoi il faut ajouter que les fideles Etats mêmes sont interessez dans cette affaire, par quantité de fraix, déplaisirs & dommages, que la Ville d'Embden, & ceux qui tiennent son parti, ont causé, tant du tems passé, que par la derniere sedition, desquels ils ont déja demandé satisfaction dans les formes auprès de Sa Majesté Imperiale, attendant là-dessus sa resolution, avec d'autant plus de certitude, que la protection Imperiale leur a été si solemnellement promise dans toutes ses Patentes. Les choses étant donc venuës à ce point-là, il ne depend plus de Son Altesse seule, quand même il n'y auroit pas d'autre obstacle, de les terminer par un Accommodement amiable.

ANNO 1726.

14. En particulier il y a encore à considerer ici, que les Deputez ordinaires, & Administrateurs à Aurich, ont été élus & pris à Serment dans toutes les formes, par les fideles Etats, de la Noblesse, des Villes, & du Tiers Etat, qui ont comparu à la Diète tenuë *sub autoritate Cæsareâ* au Mois de Novembre 1724. Il est donc certain que les Etats qui ont élu les Députez & Administrateurs, aussi bien que ces derniers mêmes, ont un *Jus quæsitum* après que ce College a été confirmé par Sa Majesté Imperiale, & par conséquent ils auroient tous grand sujet de se plaindre, si, sans les écouter, on vouloit entrer dans un Accommodement amiable avec leur partie adverse la Ville d'Embden & ses Adherans, au sujet de leur établissement, qui dans l'esprit de ceux d'Embden & de leur parti, passe presentement pour le principal point de la dispute. Effectivement leurs plaintes seroient d'autant plus justes, que cette élection a été faite dans les regles, & que la Ville d'Embden & ses Adherans n'ont qu'à attribuër à eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce tems-là. Dans cette consideration les Administrateurs se sont plaint fortement, dans un Memoire ci-joint à la Commission Imperiale, de la protestation qu'on avoit osé faire contre leur élection, comme si l'on n'y avoit pas procedé dûement. Son Altesse Serenissime offenseroit donc sensiblement ses fideles Etats, si elle vouloit entrer en Accommodement avec les Renitens sur cette affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majesté Imperiale.

15. Son Altesse Serenissime a pour l'interceſſion de Leurs Hautes Puissances toute la consideration possible, & pour en donner des marques réelles, Elle est toute prête à y entendre, quant aux points qui sont dans son pouvoir, où Elle pourra se relâcher sans offenser Sa Majesté Imperiale & sa Commission, comme la punition des seditieux, & les prétensions d'Argent ci-devant mentionées; cependant Son Altesse ne peut pas s'empêcher de representer à Monsieur le Deputé, par les Documens ci-joints de quelle maniere gratieuse & Paternelle, Elle a tâché de persuader les Communes de Leer & des Lieux circonvoisins, excitées à la sedition par ceux d'Embden, à rentrer en eux-mêmes, & à retourner à l'obéissance, de même que l'excés d'effronterie avec laquelle elles ont de leur côté rejetté cette grace, en apellant dans leur derniere réponse à une Diète qu'ils prétendent être prorogée, sous prétexte que cette affaire regardoit tout le Païs en général; or cette Diète, après avoir été prorogée depuis l'année 1695. dans le dessein de terminer les Griefs reciproques par des Traitez amiables, a été limitée enfin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & cela à la sollicitation des fideles Etats, parceque par les Decrets Imperiaux, l'objet de cette Diète vint à cesser, laquelle limitation a depuis été confirmée par Sa Majesté Imperiale dans sa derniere Ordonnance. Au reste cette Rebellion est une affaire qui ne regarde nullement le Païs entier, mais uniquement les Renitens d'entre les Communes & la Ville d'Embden. Et comme on a avis de Vienne qu'on a resolu à la Chambre Aulique un *Votum ad Imperatorem* au sujet de la presente sedition, qui ne touche pas tant Son Altesse Serenissime, que Sa Majesté Imperiale & son autorité suprême, on ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un Prince & Vassal de l'Empire, qui a prêté foi & Hommage à l'Empereur & au Saint Empire, ne puisse se resoudre à entreprendre quelque chose à l'insçu de Sa Majesté Imperiale, dans une affaire qui concerne ses Droits Feodaux, se souvenant fort bien de ce qui se trouve entr'autre dans la Resolution Imperiale de l'année 1597. §. 24. au sujet de la Convention de Delffzhyl, en ces termes.

„ Comme il ne convient ni à l'une, ni à l'autre
„ des Parties, d'avoir entrepris cette Negociation avec
„ le secours de Troupes étrangeres, contre notre De-
„ cret provisionnel, sans attendre notre Resolution

„ Impe-

ANNO 1726.

„ Imperiale, que nous leur avions promise sur les „ Griefs qui nous ont été presentez; & comme le „ Comte Edzard n'a pas été en pouvoir de faire une „ pareille Convention, sans que nous, de qui il tient „ la Comté d'Oostfrise à foi & Hommage, en aions „ connoissance, & sans notre consentement, volonté „ & cooperation, &c."

De même que de ce que Sa Majesté Imperiale Regnante a declaré dans le Decret émané le 18. Août 1721. contre le Bourguemaître & le Conseil de la Ville d'Embden, au sujet du Privilege qu'ils avoient donné, de leur autorité privée, pour une Compagnie de Commerce, savoir

„ En consideration particuliere que ce Privilege par „ où l'on prétend ôter d'une maniere arrogante le „ Droit d'appellation aux Membres de la Societé sur „ les differens qui pourroient survenir au sujet de „ leur Commerce, & lequel renferme *reservationem „ potestatis novas leges condendi*, auroit toujours été „ declaré par Sa Majesté Imperiale, comme le Sei- „ gneur Feodal de la Comte d'Oostfrise dès qu'elle en „ auroit en connoissance, pour invalide & de nulle va- „ leur, quand même le Prince auroit voulu user de „ connivence à cet égard, &c."

16. Son Alteſſe Sereniſſime a auſſi la confiance en la haute équité de L. H. P. que cette Resolution leur donnera d'autant moins de mécontentement, si elles considerent, que Son Alteſſe n'a pu accepter pour les mêmes raisons, la médiation & interceſſion que Sa Majesté Pruſſienne lui avoit offerte dès le commencement du Procès.

17. Au reſte Son Alteſſe Sereniſſime eſt très-perſuadée que le but que L. H. P. ſe propoſent par leur interceſſion, ſe pourroit obtenir facilement, s'il leur plaiſoit de perſiſter dans leurs Resolutions du 22. Fevrier & 16. Juillet 1725. & encore du 19. Fevr. 1726. dans lesquelles elles ont reconnu le College établi par Sa Majesté Imperiale à Aurich, & desaprouvé entierement comme de raiſon, le ſoulevement excité contre ledit College; car dans le tems que le College d'ici étoit occupé à affermer les Fermes en Janvier & Juillet 1725. les deux premieres Resolutions furent d'un ſi bon effet, que non ſeulement cet Acte ſe paſſa fort tranquillement, malgré les opoſitions de la Ville d'Embden, mais auſſi que le prix accordé fut payé ſans aucune reſiſtance audit College. Il n'eſt pas à douter d'un pareil effet ſi L. H. P. vouloient encore à preſent faire la même Déclaration à la Ville d'Embden & à ſes Adherans, à quoi elles auront d'autant plus de ſujet, que la démarche qu'on a faite d'envoier la Garniſon d'Embden hors de la Ville, eſt tout à fait contraire aux précedens Accords du Païs, & aux Reſolutions de l'Etat, comme on peut voir clairement par la Patente de la Commiſſion. Son Alteſſe Seren. doute d'autant moins d'un favorable acquiescement, que cette ſédition eſt d'une nature à faire horreur à tout Souverain, & qu'un voiſin eſt obligé à prêter la main à l'autre pour faire ceſſer de pareils desordres, & maintenir par là l'autorité de ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement. C'eſt dans cette conſideration, que l'excellent Juriſconſulte de Franecker *Ulricus Huberus*, dit très-bien dans ſon livre *de Jure Civitatis Lib. III. Sect. IV. Cap. I. No.* 42. 43. *Utilitas imò neceſſitas adigit Poteſtates diverſorum, ut res uno loco judicatæ ab his, qui judicandi jus habent, ubique locorum obtineant, & requiſiti Judices aliorum ſententias executioni mandent. Non eſt Judicum aliorum inquirere in rationes modumque procedendi in aliis locis obſervatum, quoniam hoc prætextu ſemper executiones eludi poſſent.* Son Alteſſe Sereniſſime a la confiance en L. H. P. que dans cette affaire où il ne s'agit pas de moins que de la conſervation de ſa Maiſon Sereniſſime, & de tout le Païs, elles ne lui refuſeront pas cette marque d'une veritable amitié & affection; car il eſt évident que ſans le maintien des Decrets Imperiaux, le Païs ne ſauroit éviter ſa ruine totale, étant ſi accablé de Dettes, que ſans une bonne œconomie, telle qu'elle eſt reglée par les Decrets Imperiaux, ſur le pied des precedens Decrets, Reſolutions & Accords du Païs, il ne peut pas ſe conſerver.

Son Alteſſe Sereniſſime prie donc inſtamment Mr. le Député de rendre de tout ce que deſſus, un compte favorable à L. H. P. & d'employer ſes bons offices, afin qu'elles veuillent non ſeulement tenir la main à leurs Reſolutions de Fevrier & de Juillet 1725. & de Fevrier 1726. mais auſſi exhorter la Ville d'Embden & ſes Adherans à s'y conformer, & à relâcher les Officiers & autres Sujets de Son Alteſſe qui ont été injuſtement arrêtez; comme auſſi que L. H. P. laiſſent à l'avenir, de même qu'elles ont ſi louablement fait depuis l'année 1677. le libre cours à la Suprême Juſtice dans l'Empire. Et comme cette demande eſt fondée ſur l'équité même, Son Alteſſe doute d'autant moins d'une favorable condescendance de L. H. P. & fera tous ſes efforts pour y répondre par toutes ſortes de ſervices, comme auſſi pour marquer ſa reconnoiſſance à Mr. le Député pour ſes bons offices. ANNO 1726.

Délivré le 30. *Avril* 1726.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'ayant apris avec la plus grande ſatisfaction, par le raport de Mr. Lewe d'Adwart, les favorables diſpoſitions où étoit Son Alteſſe Sereniſſime par raport à cet Accommodement; Elles avoient écrit à ce ſujet dans la vuë d'en preſſer la concluſion, mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponſe de Son Alteſſe Sereniſſime. Qu'elles aprenoient avec chagrin, par celle que leur avoit faite le Magiſtrat d'Embden que, contre l'esperance & l'attente de L. H. P. non ſeulement on n'avoit fait aucune démarche de la part de Son Alteſſe Sereniſſime, pour un ſi ſalutaire ouvrage, depuis le départ dudit Sieur Lewe d'Adwart; mais même que l'on n'avoit ceſſé d'employer les voïes de fait. Que L. H. P. ne prétendoient pas entrer dans l'examen des Decrets Imperiaux, & s'ils étoient contraires aux Accords precedens & aux Loix du Païs, ou s'ils alloient au delà de ce dont il s'agit dans le Procès par devant le Conſeil Aulique, comme le ſoutiennent ceux d'Embden & leurs Adherans; mais qu'il leur ſembloit que ces Decrets Imperiaux n'étoient autre choſe que des Sentences ou déciſions entre Parties, dont celle en faveur de qui elles avoient été renduës, n'eſt pas obligée de tirer avantage qu'autant qu'elle le juge à propos, & auxquelles elle peut même renoncer, ſoit par amour de la Paix, ſoit par d'autres vuës, en concluant un Accord amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances ne réitereroient pas les raiſons qui, dans la conjoncture preſente, doivent porter Son Alteſſe Sereniſſime à terminer par un Accommodement amiable les differens qu'elle a avec ſes Sujets, plutôt que de s'en tenir à la rigueur des Decrets, puiſque Leurs Hautes Puiſſances avoient déja expoſé ces raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime, ſoit par Lettre, ſoit par la bouche de Mr. Lewe d'Adwart, envoyé exprès pour ce ſujet à Son Alteſſe Sereniſſime. Il leur avoit paru que S. A. S. auroit acquieſcé à ces raiſons qui ſont très-importantes, & elles avoient conçu l'esperance que S. A. S. après mûre deliberation, ſe ſeroit declarée en repondant à L. H. P. plus favorablement qu'on ne peut le conclure de la réponſe qu'elle a faite à la Lettre de ſoumiſſion du Magiſtrat d'Embden du 29. de May; & Leurs Hautes Puiſſances l'avoient d'autant plus eſperé, que les Decrets rendus autrefois n'avoient pas empêché de terminer les differens entre le Prince & ſes Etats par quelque Convention amiable, ſous la Mediation & la Garantie de L. H. P qui ſe ſont toujours intereſſées particulierement au bonheur de l'Oostfriſe, dont elles ont donné des preuves parlantes, en prêtant leur credit & l'Argent de leurs Sujets, ſans quoi la meilleure partie de l'Oostfriſe ſeroit encore ſubmergée par la Mer. Que Leurs Hautes Puiſſances également portées à aider S. A. S. à maintenir ſes Droits & Préeminences, & les Etats dans leurs Droits & Privileges, ont fait tout leur poſſible pour engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans à ceder autant qu'il ſe pourroit de leurs Privileges, pour autant que ce ne fût pas contre les anciens Accords. Que Leurs Hautes Puiſſances ſans entrer dans une plus grande diſcuſſion, ſont trop intereſſées au rétabliſſement de la tranquillité en Oostfriſe, tant par leur voiſinage que par l'interêt de leurs Sujets, qui ont prêté ſous la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances des Sommes dont les Arrerages des Interêts montent déja à 444125. Flor. pour ne pas renouveller leurs inſtances auprès de Son Alteſſe Sereniſſime, & la prier de ſe prêter avec plus de facilité à un Accommodement, qu'elle n'a fait jusqu'à preſent, & de témoigner un peu plus de déference pour les inſtances ſalutaires & réiterées, & pour les recommandations d'amis & de voiſins, qui ont tant de raiſons de ſouhaiter le rétabliſſement du repos dans l'Oostfriſe.

ANNO 1726.

Decret & Ordonnance de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. *au College des Députez ordinaires & Administrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux, & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à-present, par le quel sont cassez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes, &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majesté Imperiale suivant le contenu du Decret du* 18. *Août* 1722. *& leur ordonnant sous peine de la vie, de l'honneur & des Biens de s'en désister, & de porter obéissance & fidelité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'opposeront pas dans tout ce qui est de son autorité Seigneuriale, soit dans la Diête ou autrement. Donné le* 11. *Juin* 1723.

SA Majesté Imperiale s'étant fait raporter le contenu des Ecrits délivrez au Conseil Aulique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Oostfrise, qu'au nom des Etats dudit Païs, a jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & ses Sujets, & de prendre en consideration ce qui trouble la tranquillité publique, & les motifs qui font en plusieurs manieres mépriser les Reglemens & Ordonnances Imperiales; savoir:

I. L'entreprise d'accorder des exemptions ou delais dans le payemens des Taxes, & de donner avec partialité des consentemens & Resolutions sur des affaires Domestiques du Païs ou autres, à l'exclusion du Prince.

II. L'apropriation des Domaines du Prince, & l'engagement du Païs entier par des Conventions faites avec des Etrangers & avec des Etats de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, sans envoyer ou presenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir son aprobation & son consentement.

III. Le refus de produire les Regîstres des Comptes pour les revoir & les rectifier, production necessaire afin que chacun voye & soit assuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partiale, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les regler avec égalité.

IV. L'entreprise inouïe de n'avoir aucun égard aux justes regles établies par les Decrets Imperiaux, par raport aux nouveautez introduites dans les Etats, touchant l'Administration & la disposition des Collectes, en vertu des Accords & de prétendus Privileges, en quoi on ne prétend point préjudicier aux Droits des Etats, mais seulement procurer que l'on ne s'en serve au préjudice de personne, & en connoître la verité; maintenir impartialement les Administrateurs dans leur Charge, introduire de meilleurs Reglemens pour les Finances, ainsi que l'ont souhaité depuis long-tems la plus grande partie des Etats, abolir des usages inutiles & superflus, & maintenir l'inspection suprême qui apartient au Prince dans l'Administration. Il n'est pas tolerable que l'on s'opose à cette bonne & Paternelle intention de Sa Majesté Imperiale, qui tend à corriger des coutumes préjudiciables & pernicieuses, & établir en leur place des Reglemens justes & sages pour la consolation de ceux qui aiment l'ordre, & prévenir ainsi la ruine du Païs.

V. L'imposition & la levée des Taxes ausquelles les Etats n'ont pas unanimement consenti, & contre lesquelles même on a formé des opositions, sur quoi l'on devoit avant tout attendre la décision du Prince, ou, s'il faisoit quelque difficulté, recourir à Sa Majesté Imperiale.

VI. L'apropriation des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, savoir que les Etats ne sont pas sujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. Le refus d'executer les ordres de l'Empereur de casser les Troupes introduites dans le Païs.

IX. Les Discours & écrits Satyriques contre le Ministere du Prince.

X. Le refus d'admettre l'Inspecteur & le Commissaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de specifier l'emploi des Capitaux negociez en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques Etats de l'Empire, oubliant Sa Majesté Imperiale le seul Chef de l'Empire, Souverain Protecteur & Juge dans tous les démêlez & disputes qui surviennent entre les Seigneurs & Etats; ce qui est contraire aux Loix fondamentales de l'Empire, & à la fidelité & obéissance duë à Sa Majesté Imperiale, & peut donner lieu à des troubles.

ANNO 1726.

XIII. La temerité de faire imprimer des Ecrits pour abuser les Sujets en leur exposant diverses imputations contre le Prince, comme si son dessein étoit d'abolir les Accords & Privileges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne seroit borné par aucune Loi ni reglement; ce qui est entierement refuté par tous les Actes qui prouvent clair comme le jour, qu'au contraire le Prince ne cherche que l'avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces desordres sans nombre, & de ces fardeaux insuportables, ayant surtout en vuë d'introduire de bons Reglemens, qui puissent rendre les fideles Sujets heureux, paisibles & contens; ce que les Administrateurs ont empêché jusqu'à present par la temerité qu'ils ont d'interpreter à leur volonté les Resolutions Imperiales, les Accords du Païs, & leur contenu, & par le mauvais usage qu'ils en font & qui est très-préjudiciable, excluant le Prince de toute inspection, & l'empêchant ainsi de tenir la main à ce que tout se fasse dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les persuasions contre des Membres des Etats, qui ont été réellement exclus des Diètes, pour s'être soumis aux Decrets Imperiaux & avoir signé des Lettres de soumission.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, sur l'opposition que le reste des Etats avoit formée à la levée des Taxes, d'où s'est ensuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes entretenuës dans le Païs, nonobstant la défense expresse de Sa Majesté Imperiale, en quoi les Rebelles ont eu l'insolence inouïe de s'arroger une autorité au dessus du Seigneur même du Païs, au mépris des décisions de Sa Majesté Imperiale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'opposition à tout Reglement du Prince dans les cas de démêlez entre les Députez, ou lorsqu'on ne faisoit aucune attention dans la Diète aux Représentations sur les besoins du Païs, ou lorsque l'on proposoit, pour réparer les maux où le Païs étoit exposé, des moyens impraticables & dangereux.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Recette & de l'emploi des Deniers negociez au nom de tout le Païs, & destinez à la réparation des Digues.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Digues renduë par le Prince à l'exemple de ses Ancêtres, & en consequence des Accords.

XIX. L'entreprise de recuser le Tribunal du Prince, examen & absolution, dans les démêlez survenus par raport à l'Adjudication des nouveaux Administrateurs.

XX. L'entreprise de s'arroger la décision arbitraire des differens survenus entre le Prince & sa Regence, & de se servir tumultuairement, pour l'exécution de leur Résultat, des Troupes introduites dans le Païs contre la défense expresse de l'Empereur, après s'être soumis pour tout à la connoissance qu'en devoit prendre l'Empereur, & promis d'en attendre la décision, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & funeste principe sur lequel ils s'attribuent la liberté & l'autorité de traiter & resoudre tout selon leur bon plaisir, & que le Prince est obligé d'acquiescer à tout ce qu'ont résolu les Députez ordinaires & Administrateurs des Deniers Publics.

XXII. L'usurpation des Titres & Prédicats d'*Etats legitimes* qui doivent être traitez avec les égards convenables par le Prince & par son Ministre.

XXIII. L'entreprise frivole d'engager les Sujets dans des unions secretes & dangereuses absolument défenduës, comme il est arrivé jusqu'à present, & de s'unir ensemble par des Sermens.

A ces Causes, Sa Majesté Imperiale, pour témoigner son indignation par le present Decret, & de la maniere suivante, au susdit College des Députez ordinaires & Administrateurs en Oostfrise, touchant leur mépris pour les Decrets Imperiaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ses Successeurs, leurs principes & entreprises punissables; Elle a résolu de casser & abolir toutes les susdites usurpations (assertions) quelles qu'elles soient, & les Resolutions ou Negociations qui s'en sont ensuivies, comme aussi les susdits Titres & prédicats illegitimes, & qui sont au mépris de l'autorité Imperiale, du respect dû au Prince, & de l'honneur & Droits

ANNO 1726. Droits du reste des Etats obéissans; enfin toute Conféderation & Union causes de tous les troubles: ordonnant expressément que ledit College ait à s'en desister & non seulement d'obéir avec une entiere soumission aux Decrets Imperiaux précedens, suivant le contenu des Résolutions Imperiales publiées aujourd'hui, ainsi qu'aux ordres expediés par la Commission Imperiale; mais aussi de témoigner leur devoir & leur soumission envers leur Prince (ainsi que sans cela y sont obligez tous fideles Sujets) en procurant autant qu'il sera possible tout ce qui peut être à l'avantage de son honneur, bien & utilité; de plus de n'entreprendre ni à present, ni à l'avenir aucune chose contraire à la Charge de Juge, au contraire concourir à la satisfaction de ceux qui pourroient porter ou avoir porté des plaintes devant Sa Majesté Imperiale; ou devant la Commission Imperiale, à la Mediation, & aux décisions de laquelle on ne manquera pas de se soumettre sur le champ. C'est pourquoi la volonté de Sa Majesté Imperiale est de déclarer gracieusement audit College des Députez ordinaires & Administrateurs, pour derniere Monition, de ne plus s'opposer à ceux qui se sont soumis, & pour leur ôter toute excuse d'ignorance, qu'au cas que dans deux Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils se sont humblement soumis aux Resolutions Imperiales publiées le 18. Août 1721. & renouvellées ici, tous ceux qui mépriseront notre presente Paternelle Monition, seront condamnez en vertu des presentes, à l'amende de 50. Marcs d'or, ainsi qu'il est exprimé dans le susdit Decret, & seront contraints au payement par exécution, en outre seront exclus de l'emploi d'Administrateurs & du Droit de comparoitre aux Diètes, & on mettra en leur place des Sujets qui aiment la Paix & l'Union, qui ne cherchent que le bien public, & soumis selon leur devoir aux ordres de Sa Majesté Imperiale. Et au cas qu'ils continuent dans leur opositon opiniâtre où ils ont été jusqu'à present, ils seront punis en leur corps, honneur & Biens; ce qui sera notoire à un chacun, afin qu'ils puissent se regler en consequence. Signé à Laxembourg, sous le Sceau privé de Sa Majesté Imperiale le 21. Juin 1723.

FREDERIC CHARLES, Comte de Schönborn. *mppria.* FRANTZ HEFFNER, *mppria.*

*Reponse du Prince d'*OOSTFRISE *aux Lettres des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *inserées ci-dessus.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &c.

NOus avons reçu en leur tems les deux Lettres de Vos Hautes Puissances, l'une du 13. Mai, & l'autre du 22. Juin de cette année; Nous n'aurions pas manqué de répondre sur le champ à la premiere, si deux circonstances importantes ne nous en avoient empêchez. Nous avions écrit à V. H. P., le 5. & le 26. Mars sur une affaire assez importante, sur laquelle nous n'avons pas encore reçu la Reponse que nous attendons avec impatience, quoique nous ne doutions pas que V. H. P. n'ayent consenti volontiers à nos demandes, par raport aux Receveurs Dams & Ritzius, puisqu'elles étoient conformes à vos Resolutions de Janvier & Juillet 1725. & Fevrier 1726. Nous sommes certains aussi que si Vos Hautes Puissances avoient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Embden & à ses Adherans, notre Païs seroit depuis longtems en repos, & les maux causez par ceux d'Embden & leurs Adherans ne seroient pas arrivez; enfin on auroit recommencé à payer les créanciers & autres, comme on avoit recommencé le payement depuis Octobre 1724. jusqu'en 1725. sous la paisible Administration du College établi à Aurich.

Ainsi nous prenons la liberté de réiterer le contenu de nosdites Lettres, & de demander instamment à Vos Hautes Puissances pour l'avantage de notre Maison & de nos Païs, l'exécution des susdites Resolutions de V. H. P. prises selon votre coutume après mure déliberation; enfin de nous faire reponse sur ce sujet, d'autant que l'invasion des Comptoirs par les rebelles à Lheer, Olderstumer & Embder-kulst, est cause de tous les troubles & dommages arrivez.

La seconde circonstance qui nous a empêché de répondre sur le champ à vos Lettres, est que nous attendions tous les jours la Resolution de Sa Majesté Imperiale sur notre Requête & de nos Sujets obéissans par raport à la revolte de ceux d'Embden contre les Decrets Imperiaux; parce que nous en souhaitions savoir l'intention de Sa Majesté Imperiale afin de nous en servir de regle dans la Reponse que nous voulions faire à Vos Hautes Puissances, puisque ceux d'Embden & leurs Adherans ont porté les choses au point, que non seulement Nous, mais aussi Sa Majesté Imperiale, & nos fideles Sujets ont reçu tant de préjudice à divers égards de la part de ceux d'Embden contre le contenu de tant d'Accords du Païs, & de diverses Resolutions même de Vos Hautes Puissances. Mais comme Sa Majesté Imperiale a bien voulu faire connoitre ses intentions sur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce Mois, & nous en a envoié depuis quelques jours l'extrait du Protocole, dont nous attendons tous les jours l'expedition entiere, nous n'avons pas voulu manquer de vous en faire part. Nous ne savons pas encore le contenu de l'expedition entiere, suivant l'avis du Conseil Aulique de l'Empire; néanmoins nous sommes informez que Sa Majesté Imperiale a pris la Resolution la plus vive, sur la Révolte de ceux d'Embden, qui continue, Resolution par laquelle on peut esperer de voir finir la Révolte & rétablir la tranquillité dans notre Païs. ANNO 1726.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres de Vos Hautes Puissances, nous sommes très-obligez à V. H. P. de la Déclaration qu'Elles nous font, d'être résolu de vivre avec nous en bons amis & voisins, & nous ne souhaitons rien plus que de trouver l'occasion de vous témoigner par des effets nos bonnes dispositions & notre parfaite estime. Au reste nous trouvons en substance dans vos Lettres, les Articles suivans. 1. Vos Hautes Puissances persistent dans l'opinion qu'un Accommodement amiable est le meilleur moyen de terminer ces démêlez. 2. Que les intérêts & les termes des Deniers negociez sous la Garantie de Vos Hautes Puissances, ne s'acquittent pas dans le tems fixé, & que V. H. P. seroient obligées d'en venir aux exécutions suivant le contenu des obligations. 3. Que Vos Hautes Puissances croyent que ceux d'Embden ont fait connoitre leur inclination pour un Accommodement amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Lewe d'Adwart, que par la Lettre de Soumission qu'ils nous ont écrite. 4. Qu'il seroit revenu à Vos Hautes Puissances, que nous n'avons pas observé le Contrat par raport aux Digues, passé le 8. Août 1723. puisque, comme on le prétexte, nous faisons des difficultez qui suspendent l'inspection accordée pour douze ans. 5. Que vous croyez qu'après le départ de Mr. Lewe d'Adwart nous avons employé toutes sortes de voïes de fait. 6. Que les Decrets Imperiaux ne sont que des décisions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'avantage duquel ils sont, peut n'en faire usage qu'autant qu'il veut, quand l'amour de la Paix ou d'autres motifs le portent à d'autres mesures. 7. Que par le passé les Decrets Imperiaux n'ont pas empêché les Parties qui étoient en differens de faire des Accords amiables entre le Prince & ses Etats. Vos Hautes Puissances ne trouveront pas mauvais que nous nous expliquions sur ces Articles aussi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a long-tems que nous ne désirons autre chose que de voir cette affaire terminée amiablement; notre Pere d'heureuse Memoire n'a cherché que cet Accommodement amiable dans toutes les Diètes depuis 1690. jusqu'en 1701. c'est-à-dire jusqu'à sa mort. Nous avons suivi son exemple, & depuis le premier moment de notre Regence jusqu'en 1720. nous n'avons cessé d'offrir dans toutes les Diètes cet Accommodement amiable. En 1721. même avant que Sa Majesté rendît sa premiere Sentence, nous avons fait connoitre tant en public qu'en particulier, notre penchant pour un Accommodement; mais on n'en fit aucun cas, & l'on nous obligea par toute sorte de mauvais traitemens & de contraventions aux Accords du Païs, de poursuivre le Procès devant le Conseil Aulique, ce que nous aurions volontiers évité, ensorte qu'il est assez évident qu'il n'a point dépendu de nous, mais de la Ville d'Embden & de ses Adherans que les démêlez n'ont pas été terminez à l'amiable il y a longtems; mais à présent que la Ville d'Embden & ses Adherans ont employez & employent actuellement toutes les voyes de fait contre Sa Majesté Imperiale, contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons donner les mains, suivant votre intention, à un Accommodement sur tous & un chacun des Articles compris dans les Decrets Imperiaux, & nous vous en avons

ANNO 1726. donné les raisons dans notre Resolution remise à Mr. Lewe d'Adwart; & quand Vos Hautes Puissances les auront pesées avec leur équité ordinaire, Elles trouveront qu'elles sont fondées *de facto & jure*, & pour dire en deux mots ce dont il s'agit, il est clair comme le jour, que ni Nous, ni le reste de nos fideles Sujets qui avons porté nos plaintes devant l'Empereur contre la Ville d'Embden, particulierement par raport à la Caisse publique, par raport à la Garnison d'Embden, par raport à sa quote part des charges publiques qu'elle doit, & surtout, ce qui nous interesse encore plus, par raport aux actions de vive force, & réparation de dommages, sur quoi l'on ne peut conclure d'Accommodement amiable avec sureté, l'experience ayant assez fait connoitre que notre Ville d'Embden ne s'est embarassée d'aucun des Accommodemens faits depuis 1595. jusqu'en 1699. les ayant presque tous violez dans tous leurs points, & les violent encore à présent.

Pour ne point parler des autres voyes de fait, nous prions seulement Vos Hautes Puissances de refléchir sur ce qui concerné les Soldats d'Embden, dont on s'est servi dans les troubles présens, contre le contenu d'une infinité d'Accords, & des Resolutions de Vos Hautes Puissances de 1603. 1614. 1619. 1661. & les Reversales passées sur ce sujet par la Ville d'Embden, portant qu'on ne peut se servir desdites Troupes sans notre consentement.

En répondant à la Lettre de la Ville d'Embden, Nous avons donné assez belle occasion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous envoyer, & aux Subdeleguez de la Commission Imperiale, leur Déclaration sur les Articles en conteste des Accords du Païs, afin qu'en les ajustant, on puisse facilement en venir à un Accord; mais bien loin de le faire, ils se sont livrés aux violences, sans nous faire reponse, faisant assez connoitre par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce que nous demandions, s'ils se fussent abstenus des voyes de fait, s'ils avoient rapellé les Troupes de la Ville, qui outre qu'elles sont cassées par Decret Imperial, le doivent être *ipso facto* suivant les Accords, aussi-tôt que l'on s'en sert hors de la Ville, ils auroient laissé penser qu'ils souhaitoient un Accommodement, puisque raisonnablement ceux qui veulent un Accommodement doivent prendre les moyens qui y conduisent, & ne pas commencer *facta verbis contraria*, sans parler que tout ce Procès n'a été commencé que parceque l'on amplifie les Accords.

Ad. 2. Quant au second Article qui concerne les Arrerages des Interêts des sommes négociées, ce n'est la faute que de la Ville d'Embden & de ses Adherans; il en est tout de même des Sommes négociées à Hanovre, & sur quoi nous recevons de Sa Majesté Britannique des plaintes semblables à celles de V. H. P. Nous envoyons sur ce sujet à V. H. P. l'Attestation que nous en ont donné les Subdeleguez de la Commission Imperiale, elles y verront l'état des choses, comment ni nous ni les nouveaux Administrateurs n'en sommes point la cause, & que les payemens recommenceront regulierement aussi-tôt que ceux d'Embden renonceront à leur injuste conduite. Et afin de mettre encore V. H. P. plus au fait combien c'est la faute de ceux d'Embden, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damm, elles verront que depuis que ceux d'Embden se sont emparez par force des Comptoirs engagez à V. H. P., savoir celui de Leer & celui d'Embder-Ampt, on n'en a payé à leur Receveur tantôt que peu de chose, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Administrateurs, les payemens ont été faits exactement. V. H. P. verront rétablir cette exactitude dans le payement aussi-tôt qu'elles executeront envers ceux d'Embden leurs Resolutions de Juin 1725. & Févr. 1726.

Ad. 3. De toute la conduite de ceux d'Embden on peut conclure ce que l'on doit attendre par raport à un Accommodement de leurs Déclarations à Mr. Lewe d'Adwart & des Lettres qu'ils nous ont écrites. Quoique nous ayons demandé à Mr. Lewe d'Adwart Copie de cette Déclaration, nous n'avons pû l'obtenir jusqu'à présent, & ainsi nous ne pouvons pas en savoir le contenu; mais nous pouvons assez conclure de la Lettre de Mr. Lewe d'Adwart, que ceux d'Embden ne cherchent autre chose qu'à persister dans leurs entreprises & nous barrer continuellement dans nos Droits confirmez par les Decrets Imperiaux, ce que nous avons assez fait connoitre dans nos Réponses au susdit Sr. Lewe d'Adwart. Bien loin que la Lettre de ceux d'Embden sente la soumission, son contenu & la maniere de nous l'envoyer par un des Soldats Prussiens de la Garnison d'Embden, d'où ils devroient être sortis il y a long-tems suivant les Decrets Imperiaux, font assez connoitre leur opposition continuelle à Sa Majesté Imperiale & à nous; ce que nous avons assez témoigné dans notre Réponse à cet Ecrit, puisqu'ils nous y menacent de suites dangereuses, qui ne viennent que de leurs desordres, & qu'ils peuvent faire cesser quand ils veulent; & pour passer sous silence d'autres circonstances, n'auroit-il pas été de leur devoir de nous envoyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps, ou du moins par un Secretaire, & au moins se déclarer sur l'exécution des Articles des Accords dont nous avions specifié quelques-uns dans notre Réponse.

Ad. 4. Quant à ce qui concerne les Digues nous avons rendu compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4. Octobre 1725. des difficultez qui s'y rencontrent; & notre Ville d'Embden nous ayant fait prier il y a quelques jours que l'on tînt une Assemblée du haut & bas Territoire d'Embden, non seulement nous y avons consenti pour faire connoitre nos intentions pacifiques, mais même pour exécuter le Contract que nous avons fait avec notre Ville d'Embden pour l'inspection des Digues, nous avons donné nos instructions à notre Commissaire; mais non seulement notre Ville d'Embden a refusé de les admettre, elle a même été jusqu'à nous exclure, nonobstant le contenu très-clair du Contract, & l'on a traité notre Commissaire avec tant de rudesse, que pour éviter quelque plus honteux affront, il s'est retiré de l'Assemblée; c'est ce que Vos Hautes Puissances pourront voir par le raport de notre Commissaire que nous leur envoyons; ce qui est d'autant plus extraordinaire que, suivant l'Extrait du Protocole de Vienne, la Ville d'Embden a fait de cet Article un de ses Griefs, mais peu après ils aprirent par la Conclusion du 13. Juin sur ce point comme sur quelques autres, que leurs Ecrits avoient été rejettez *ab Actis*, & mis à néant, par consequent leur demande à cet égard a été rejettée, & les choses ont été confirmées dans l'état où nous les avions mises conjointement avec nos Etats comme le plus avantageux pour le Païs, & le plus conforme au Contract des Digues. Cette affaire est encore une preuve de la maniere dont notre Ville d'Embden se conduit par raport aux Conventions, puisqu'elle s'opose à la Lettre du Contract des Digues.

Ad. 5. Lorsqu'on a informé Leurs Hautes Puissances que nous avions employé des voyes de fait depuis le départ de Mr. Lewe d'Adwart, c'est contre la verité, puisque depuis ce tems-là nous avons tranquillement attendu les Resolutions de la Cour Imperiale, mais Vos Hautes Puissances peuvent voir par la Relation véritable que nous leur envoyons, les voyes de fait de ceux d'Embden & de leurs Adherans, qui sont telles qu'on ne les commettroit pas en Païs Ennemis: les mêmes choses se font encore tous les jours, enforte que ces gens-là nous menacent & nos fideles Sujets, si nous ne faisons leur volonté, de tout ruïner; & après les menaces de nous attaquer jusques dans notre Residence, & de chasser du Païs les Subdeleguez de la Commission, ce dont Mr. Lewe d'Adwart même a fait des ouvertures auxdits Subdeleguez, nous avons été obligez de solliciter Sa Majesté Imperiale de faire marcher à notre secours quelques Troupes des Etats de l'Empire de notre voisinage pour nous mettre à couvert de pareilles menaces; & c'est à cet effet, & avec la connoissance de Sa Majesté Imperiale, que le Roi de Dannemarc a fait avancer une Compagnie pour notre sureté. Il nous a paru fort étonnant, que le Lieutenant-Colonel Feltman, conjointement avec le Lieutenant-Colonel Prussien Besue nous en aient fait des plaintes. Quant à nous, nous devons attendre quelles mesures Sa Majesté Imperiale trouvera bon de prendre pour étouffer cette revolte, conformement à sa Resolution du 13. Juin, c'est ce que nous attendons tous les jours. Si ceux d'Embden & leurs Adherans avoient quelques égards pour Sa Majesté Imperiale, puisqu'on leur a déja fait part de l'Extrait du Protocole du 13. Juin, ils retireroient d'eux-mêmes les Troupes de la Ville, qui sont encore à Leer, à Hinte, & dans notre Maison de Pensend, & ils renonceroient à toutes les voyes de fait, comme contraires à tous les Accords & à toutes les Loix divines & humaines, & ils témoigneroient l'obéissance qu'ils doivent à S. M. Imperiale & à

sa

ANNO 1726. sa Commission. Mais il paroit qu'ils ne se soucient pas des ordres de Sa Majesté Imperiale, & qu'ils veulent s'y opposer, avec leurs Adherans, & même s'exposer aux dernieres punitions, plûtôt que de se soumettre à quelque Sentence que ce soit qui leur seroit contraire, même dans les choses les plus claires. Et c'est là la cause de tout le mal; puisqu'il paroit par tous les Actes précédens, que la Ville d'Embden ne veut reconnoitre aucun Juge qui que ce puisse être. Quand ci-devant Vos Hautes Puissances ont pris des resolutions qui n'étoient pas de leur goût, ils en ont porté des plaintes à Sa Majesté Imperiale, & ils en ont demandé leur cassation, comme il paroit par les Actes de 1681. & 1682. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme souverain Juge & Seigneur Feodal, rend quelque Decret contr'eux, ils ont recours à Vos Hautes Puissances & s'opposent à Sa Majesté Imperiale, ne voulant reconnoitre aucun Juge. Ils en agissent de même par raport à notre Cour de Justice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle juge comme ils l'entendent, exerçant une Jurisdiction illimitée, mais en ce qui leur est contraire ils ne veulent plus reconnoitre cette même Jurisdiction, qu'autant qu'il leur plaît; c'est là la veritable raison pour laquelle ils accablent Vos Hautes Puissances de Lettres, & leur donnent de si bonnes paroles, dans la vûë de pouvoir surement continuer à violer les Accords dans une infinité de points; nous nous en raportons volontiers à Mr. Lewe d'Adwart sur ce que l'on doit penser du génie de ces gens-là.

Ad. 6. Il est vrai que les Decrets Imperiaux paroissent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent surtout des Droits, qui n'intéressent pas seulement les Parties, mais aussi le Juge Souverain, le Seigneur Feodal, & dont on ne peut en rien se désister sans sa volonté; l'experience nous persuade aussi, que rien ne seroit plus préjudiciable & plus funeste, que d'accommoder l'affaire sur le point principal, selon l'intention de ceux d'Embden. Ils ont publiquement declaré, qu'ils ne vouloient pas se désister de leur Garnison cassée par Sa Majesté Imperiale, en conformité des Accords du Païs: En second lieu, qu'ils ne consentiront jamais à la translation du College des Administrateurs à Aurich, ni à l'installation de nos Inspecteurs dans ledit College, ils prétendent aussi expliquer à leur fantaisie les Libertez & les Accords du Païs, & à la faveur du terme *nonobstant*, ne se soumettre à aucune Décision Imperiale sur les points disputez. Dans de pareilles circonstances, & avec des principes si extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puissances si l'on peut nous conseiller, & à nos fideles Sujets, de renoncer aux Decrets Imperiaux.

Ad. 7. Il est vrai que ci-devant, nonobstant les Decrets Imperiaux, on a passé des Accords amiables tels, que non seulement la Ville d'Embden n'a pas été punie de ses violences qui ont été ensevelies dans une Amnistie, mais même on leur a accordé divers Articles, témoins l'Accord de Delfzil en 1595. celui de la Haye en 1603. celui d'Osterhuys en 1611. celui de la Haye en 1662. celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699. mais c'est justement cette conduite, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Haye plus d'une fois, qui a jetté notre Maison & notre Païs dans une si fâcheuse situation, que la Ville d'Embden & quelques particuliers avec elle, se sont rendus les maîtres, & par les troubles excitez dans les Diètes, dans les Collectes, & ailleurs dans toutes les affaires du Païs, ils ont jetté notre Maison & notre Païs dans un abîme de Dettes; en un mot notre Païs étoit réduit dans un état, que la Ville d'Embden put dire, *Il n'y a point de Roi en Israel & chacun peut faire ce qu'il veut.* Nous pouvons assurer V. H. P. en verité, qu'il y va de la ruine de notre Païs, si nous nous désistons de Décisions des Decrets Imperiaux: si nous agissions ainsi il faudroit que nous eussions oublié l'intérêt de notre Maison & de notre Païs, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puissances n'exigeront pas de nous dans une affaire qui intéresse l'autorité souveraine de tous les Princes.

Vos Hautes Puissances s'en raporteront à nous, sans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Païs, ce que l'experience ne peut nous permettre d'ignorer; nous pouvons vous protester qu'il y a long-tems que tous ces démêlez auroient été terminez, si la Ville d'Embden avoit exécuté selon son devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Païs, décidez dans les précédens Accords, & qu'elle a renversez de fond en comble. ANNO 1726.

Vos Hautes Puissances ne trouveront donc pas mauvais que nous nous en tenions à la Resolution donnée à Mr. d'Adwart, & à notre Réponse à la Ville d'Embden, tant par raport aux personnes intéressées à cette affaire, que par raport aux choses mêmes, de la maniere qu'elles ont été reglées & dont la Justice est visible. Ainsi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en passions par un Accord tel que le propose la Ville d'Embden, mais bien plutôt que Vos Hautes Puissances la renvoyent à l'exécution de leurs susdites Resolutions, & laissent son cours à la Justice. Cela étant, les choses seront bien-tôt sur un tel pied, que les Capitaux négociez sous votre Garantie seront payez exactement, & Vos Hautes Puissances auront leurs suretez.

Vos Hautes Puissances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuse à notre Païs; c'est ce dont nous les prions instamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes dispositions. Nous sommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1726.

Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Hautes Puissances.

Du Samedi 6. de Juillet 1726.

OUï le raport de Mr. Linteloo, &c. après déliberation, a été trouvé bon & entendu que, vû que la situation des choses en Oostfrise paroît très-dangereuse, qu'il est notoire que de tout tems la République s'est intéressée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de tems en tems elle a intervenu à l'assoupissement des troubles & désordres qui y sont arrivez entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Embden, & qui ont été terminez quelquefois sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances par Accord, & quelquefois par Décision de L. H. P. la Partie plaignante s'y étant soumise. Accords ou Décisions qui ont été confirmées à la requisition des Parties, par la Garantie de L. H. P. Vû aussi l'Intérêt que L. H. P. ont dans la conservation du repos chez leurs voisins, & de plus les Intérêts des Sujets de la République, qui, à la requisition du Prince & des Etats d'Oostfrise, & de la Ville d'Embden, ont prêté de grosses Sommes pour la réparation des Digues, sans quoi le Païs seroit encore inondé; Leurs Hautes Puissances n'ont pû voir d'un œil indifferent les démêlez survenus depuis peu entre le Prince & ses Etats, & la Ville d'Embden & ses Adherans, & elles ont fait leur devoir pour terminer amiablement ces differens par un Accommodement; mais les instances de L. H. P. n'ont pas été reçuës du Prince comme on l'auroit souhaité, & il n'a témoigné aucune disposition à terminer ces differens par un Accord amiable, alléguant en sa faveur les Decrets & Décisions de l'Empire & du Conseil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Embden, quoiqu'il soit indubitable que ce Prince n'est pas obligé de se prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particulier peut se prévaloir ou non d'une Sentence rendue à son avantage, étant maître, par amour de la Paix & du repos, & par d'autres bons motifs, d'y renoncer; outre que les Etats & la Ville d'Embden opposent qu'à la verité on a porté quelques affaires à la Cour Imperiale & au Conseil Aulique, mais que les Decrets & Décisions de ces Tribunaux vont au delà des choses qui ont été portées devant eux & s'étendent jusqu'à des choses sur lesquelles les Etats ni la Ville d'Embden n'ont pas été ouïes. Leurs Hautes Puissances, sans entrer dans la discussion des Decrets Imperiaux, & sans s'y opposer ont persisté à conseiller un Accommodement à l'amiable surtout en priant le Prince & la Ville d'Embden & ses Adherans d'éviter les voïes de fait, ausquelles on étoit déja venu, ou de faire entrer en Oostfrise des Troupes étrangeres, en leur exposant les suites dangereuses qu'on en pourroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Ministre Mr. *Lewe van Adward* en Oostfrise, mais que cette Députation n'a pas eu le succès qu'on en attendoit, puisque le Prince s'en est toujours tenu aux

Decrets

ANNO 1726. Decrets Imperiaux; qu'après le retour de Mr. Lewe van Adward, Leurs Hautes Puiſſances ont encore écrit au Prince pour tâcher de le porter à un Accord amiable, & préférer cette voïe à toute autre; mais que jusqu'à préſent elles n'en avoient reçu aucune réponſe.

Les choſes étant en cet état, & les eſprits paroiſſant fort aigris en Ooſtfriſe, puisque le Prince & ſes Miniſtres traitent les Etats & la Ville d'Embden de rebelles, parce qu'ils ne veulent pas ſe ſoumettre, ſans reſtrictions aux Decrets Imperiaux, & que d'autre part le Magiſtrat & ſes Adherans ſe plaignent que ces Decrets & Déciſions ont été rendus en faveur du Prince, ſans avoir été ſuffiſamment ouïs, outre qu'ils renverſent les Libertez & Privileges des Etats & de la Ville d'Embden fondez ſur les Accords, Accommodemens & Déciſions qui ſont les Loix fondamentales d'Ooſtfriſe, étant capables de cauſer une entiere révolution dans l'Ooſtfriſe; ſe plaignant encore que l'on rejette les Remontrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Conſeil Aulique; que ſuivant les avis que l'on a reçu, l'intention de la Cour Impériale & du Prince, étoit d'exécuter les ſusdits Decrets & les Déciſions, & outre la Commiſſion donnée ci devant à l'Electeur de Saxe & au Duc de Brunswick Wolfenbuttel dans les affaires de l'Ooſtfriſe, le Roi de Dannemarck & d'autres Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur Palatin & l'Evêque de Munſter étoient requis d'y prêter la main.

Qu'il y a déja des Troupes de Dannemarck arrivées en Ooſtfriſe, & l'on dit qu'elles doivent être ſuivies d'un plus grand nombre; enſorte qu'on ne peut en attendre que des voïes de fait & de nouveaux troubles qui augmenteront les Griefs & ruineront le Païs; ce qui arrivant, comme il eſt aiſé de le prévoir, les Sujets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent au Prince, aux Etats & à la Ville d'Embden, en porteront tout le fardeau, puisque leurs Capitaux ni les Intérêts ne ſeront point payez; outre que, vû l'animoſité du Prince & de ſes Miniſtres, il eſt à craindre que la Ville d'Embden ne ſoit attaquée, & que la Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances ne ſe trouve en danger. Tout bien conſideré & vû l'Intérêt que la République a toujours eu & a encore à la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & au maintien du Gouvernement ſur le pied où il eſt établi par les Accords & Déciſions confirmées par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, paſſée à la requiſition du Prince, des Etats du Païs & de la Ville d'Embden, outre que c'eſt dans la ſuppoſition que le Gouvernement continueroit ſur le même pied que L. H. P. ont accordé & conſenti que l'on négocie dans la République, au profit du Prince, des Etats & de la Ville d'Embden, les Sommes qui y ont été négociées à leur requiſition, & que c'eſt ſur ce fondement que les Sujets de la République ont prêté leur Argent, nonobſtant quoi on y avoit déja fait de grands changemens, en transportant à Aurich le Comptoir général qui doit reſter à Embden ſuivant les Accords & Conventions; outre cela on prévoit encore d'autres changemens dont les Sujets de la République ſentent déja les mauvais effets, puiſqu'on ne paye pas les Intérêts qui ſont dûs. Dans la conjoncture préſente, Leurs Hautes Puiſſances ne peuvent differer plus long-tems à prendre ſoin des Intérêts de leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Ooſtfriſe ſur leur Reſolution & ſous leur Garantie, & à prendre garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (auſquels on ne prétend pas déroger, & qu'on laiſſe dans leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garniſon que L. H. P. ont à Embden & à Leeroort, & qu'elles y ont eu depuis plus de cent ans, enſorte que les Droits de la République, & les Intérêts de ſes Sujets n'en ſouffrent pas.

Ainſi pour fortifier la Garniſon d'Embden, on y envoyera au plûtôt deux Bataillons, avec ordre au Commandant de veiller à la ſureté de la Ville, & repouſſer toute voïe de fait que l'on pourroit mettre en œuvre, & ne pas ſouffrir que l'on faſſe dans ladite Ville aucune exécution ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, tant que L. H. P. ne ſeront pas informés à quoi elles tendent, & qu'elles n'auront pas donné ſur cela d'ordres ulterieurs à leur Commandant.

Mrs. de Linteloo & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances, pour les affaires étrangeres, ſont chargez d'entrer en Conference avec Mr. de Meinhertshagen Envoyé Extraord. du Roi de Pruſſe, de lui donner connoiſſance de ce que deſſus, & de lui remontrer que Sa Majeſté ayant toujours eu à cœur la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & le maintien du Gouvernement ſur le pied des Accords, L. H. P. ne doutoient pas que Sa Majeſté n'aprouvât la Reſolution de L. H. P. & qu'elle ne contribuât à empêcher qu'il ſe commît de nouveaux déſordres, & qu'en qualité de Directeur du Cercle de Weſtphalie, il fera enſorte qu'il n'entre pas de Troupes étrangeres dans l'Ooſtfriſe, & que celles qui y ſont en ſortent pour prévenir de plus grands déſordres, & que L. H. P. ſont prêtes à concerter avec Sa Maj. Pruſſienne, les moyens de prévenir les déſordres & de rétablir la tranquilité dans l'Ooſtfriſe. ANNO 1726.

Les mêmes Députez ſont priez de conférer auſſi avec Mrs. Fenelon & Finch, de leur faire part de la préſente Reſolution de L. H. P. & leur repréſenter qu'il y a long-tems que L. H. P. prévoient avec inquiétude ces démêlez entre le Prince & les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden & ſes Adhérans, & qu'elles ont fait tout leur poſſible pour accorder à l'amiable les Parties plaignantes; mais que toutes leurs inſtances ont été inutiles, ſurtout auprès du Prince, & que les choſes en ſont à preſent au point que l'on y fait entrer des Troupes de dehors, ſelon toutes les apparences dans le deſſein de réduire la Ville d'Embden à une ſoumiſſion ſans bornes, ſous prétexte de faire exécuter les Decrets de l'Empereur: que Leurs Hautes Puiſſances ayant toujours maintenu les Accords & Déciſions, qui ſont les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent voir d'un œil indifferent les changemens qu'on prévoit vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords & Conventions ont été faites ſous la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, qui à la requiſition des Parties les ont garanties: outre que L. H. P. ſe trouvent obligées d'avoir ſoin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles ont de tenir Garniſon dans Embden & Leeroort, dont elles ſont en poſſeſſion il y a plus de cent ans; enfin de faire enſorte que ſuivant les Conditions des obligations ſur leſquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au Prince, aux Etats d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, leurs Sujets ſoient payez de leurs Intérêts & leurs Capitaux rembourſez dans le tems & de la maniere exprimée dans les obligations.

Que quoique l'intention de L. H. P. ſoit de ne rien faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que vû leurs Droits, perſonne ne peut le prendre en mauvaiſe part, neanmoins elles ont raiſon de craindre dans la conjoncture préſente, que leur conduite ſoit mal interpretée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque querelle: & qu'au cas que cela arrivât, contre toute eſperance, elles ne pourront s'empêcher de maintenir leur Droit de leurs forces, & en ce cas elles ſeroient obligées de demander le ſecours de leurs Majeſtez le Roi de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme leurs Amis & Alliez, en vertu de leur Alliance de Février conclue en 1717. C'eſt pourquoi elles ont jugé à propos de faire part auſdits Srs. Ambaſſadeur & Envoyé Extraordinaire, de l'embarras où elles ſe trouvent par ces troubles d'Ooſtfriſe, elles ſuplient Leurs Majeſtez de France & de la Grande-Bretagne, d'employer les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour prévenir ces troubles du dehors; requerant leſdits deux Miniſtres d'apuyer la priere de L. H. P. auprès de leurs Maîtres, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puiſſances s'attendent, en défendant leurs Droits, que Leurs Majeſtez leur donneront, en cas de beſoin, les ſecours ſtipulez dans leur Alliance.

Les ſusdits Députez repréſenteront particulierement à Mr. Finch, combien Sa Majeſté Britannique eſt intéreſſée au repos de l'Ooſtfriſe à cauſe du voiſinage de ſes Etats dans l'Empire; & comme ſes bons offices ne peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette occaſion, Leurs Hautes Puiſſances la ſupplient de les employer de la maniere la plus efficace pour faire ſortir d'Ooſtfriſe les Troupes Danoiſes, & empêcher qu'on n'y en faſſe entrer d'autres, & que Sa Majeſté Danoiſe conjointement avec Sa Majeſté Britannique, engagent le Prince à entrer dans des ſentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ſes differens avec le Magiſtrat d'Embden, & à éviter les voïes de fait.

Leſdits Députez feront part auſſi à Mr. Ganſinot Réſident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Munſter, des raiſons qui ont engagé Leurs Hautes Puiſſances à envoyer encore deux Bataillons à Embden, & le prier d'employer ſes bons offices auprès de S. A. E. à ce qu'elle n'envoye point de Troupes dans l'Ooſt-

ANNO 1726. l'Ooſtfriſe, & qu'au contraire, elle tâche d'engager le Prince à entrer dans des ſentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ſes differens avec la Ville d'Embden, & à éviter les voïes de fait.

On envoyera un Extrait de cette Reſolution au Sr. Hamel-Bruyninx à Vienne, au Sr. Boreel en France, & au Sr. Hop en Angleterre, pour leur ſervir d'Inſtruction, &c.

Extrait d'une Reſolution des Etats G. des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'*OOSTFRISE. *Du 23. Juillet.*

QUe l'intention de Leurs Hautes Puiſſances n'étoit pas d'entrer en diſcution ſur les Articles contenus dans ſa Lettre, & qu'elles n'ont autre choſe à dire, ſinon que quoiqu'elles auroient pû, pour plus d'une raiſon, ſe mêler des démêlez de l'Ooſtfriſe, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlaſſent pas, & qu'elles ſe contentaſſent de conſeiller un Accommodement amiable, ſans changer de conduite, quoiqu'il ſoit arrivé des choſes que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent, avec vraiſemblance, être contraires aux Accords dont Leurs Hautes Puiſſances, ſont Garantes, & ne ſont point partie des differens qui ſont en litige par devant le Conſeil Aulique, entre le Prince, & ſes Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'un œil indifferent, relativement aux intérêts de leur Etat. Mais L. H. P. ſe ſont toujours flatté de l'eſperance que le Prince conſidérant davantage ſes propres intérêts que ceux de ſes Sujets, & témoignant quelques égards pour les bons conſeils & l'interceſſion de ſes voiſins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur paſſion pour la tranquillité & le bonheur, en un mot pour la conſervation de l'Ooſtfriſe qui ſeroit à préſent en proie aux Flots, ſi Leurs Hautes Puiſſances ne l'avoient aſſiſté de leur crédit & de l'Argent de leurs Sujets, auroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'auroit fait d'autre uſage du ſuccès de ſon Procès, que de rétablir la Paix, le repos & la concorde dans l'Ooſtfriſe, en donnant occaſion à L. H. P. de faire ou d'apuyer des propoſitions acceptables, dans leſquelles Son Alteſſe auroit trouvé toute ſatisfaction & ſureté.

Que Leurs Hautes Puiſſances ſont fâchées d'apprendre par la Lettre de Son Alteſſe, en réponſe à la leur, qui avoit pour but une ſi bonne œuvre, non ſeulement que S. A. n'eſt pas portée à donner cette occaſion à Leurs Hautes Puiſſances ; mais qu'elle leur ôte toute eſperance d'aſſoupir par un Accommodement les démêlez qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait craindre au contraire des ſuites qui entraîneront après elles la perte de tout le Païs, & feront long-tems ſouvenir l'infortunée Ooſtfriſe, que les bons Conſeils de Leurs Hautes Puiſſances n'ont pas été écoutez, & que Son Alteſſe n'a pas voulu ſe laiſſer perſuader de donner lieu à Sa Majeſté Imperiale, par un Accommodement amiable, de faire ſentir les effets de ſa clémence, par l'interceſſion de Son Alteſſe & des autres Puiſſances qui s'intéreſſent au repos de l'Ooſtfriſe, à ceux qui ſe ſont opoſez juſqu'apreſent à l'exécution des Decrets du Conſeil Aulique ; que Leurs Hautes Puiſſances ne peuvent s'empêcher de réïterer leurs prieres & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce que leurs Droits & intérêts ſouffrent & ſont en danger de ſouffrir encore davantage par la continuation des troubles preſens, ſurtout parce que les payemens qui devoient être fait conformément aux obligations, ſont ſuſpendus par ces démêlez, & qu'on ſe trouve en arriere de 444125. Fl. intérêts échus, au grand préjudice des Sujets de L. H. P. qui ont prêté leur Argent à la recommandation & ſous la Garantie de L. H. P. Cette Dette augmentera tous les jours, ſurtout ſi le Païs ſe trouve ruiné par l'intruſion des Troupes étrangeres logées dans le plat-Païs.

Que non ſeulement Leurs Hautes Puiſſances n'ont point prêté la main aux anciens Adminiſtrateurs, quoiqu'ils euſſent offert tous les jours d'avoir ſoin que les obligations fuſſent regulierement payées, bien loin de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ritzius d'aſſiſter à l'Adjudication des Fermes, qui a dûë ſe faire à Aurick par le nouveau College, quoique faiſant attention aux Accords précédens, à leur Garantie & à d'autres raiſons, elles euſſent pû s'exempter de donner ces ordres : qu'après tout Leurs Hautes Puiſſances s'étoient flattées que les nouveaux Adminiſtrateurs n'auroient pas moins de ſoin des payemens auxquels ils ſont obligez par Serment, que les anciens en avoient eû, ne croyant pas que l'empêchement que les anciens Adminiſtrateurs en la Ville d'Embden peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût ſervi de prétexte pour ne pas fournir au Comptoir général de L. H. P. le Revenu de la Taxe réelle & perſonnelle qui ſe leve dans toute l'Ooſtfriſe, quoique l'on en eût ſouvent fait des plaintes. Enfin que Leurs Hautes Puiſſances prient le Prince de faire enſorte qu'il y ſoit pourvû ſans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puiſſances ne ſoient pas obligées de prendre des meſures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, nonobſtant les differends du Prince avec ſes Etats.

ANNO 1726.

Reponſe des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale. Du 19. Août.

QUe Leurs Hautes Puiſſances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec ſatisfaction qu'ils leur font la juſtice d'être perſuadés que L. H. P. n'aprouvent en aucune maniere les voïes de fait que l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puiſſances ont remarqué d'un autre côté que leſdits Subdeleguez ont mal compris le ſens de la derniere Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Ooſtfriſe, puiſqu'ils en concluent que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances eſt de ne pas ſe mêler de ces affaires-là. L. H. P. ont reçu un Extrait de leur derniere Lettre au Prince, lequel a été imprimé & publié, & dans lequel on trouve des phraſes entieres & eſſentielles obmiſes, pour donner à la Lettre de L. H. P. un ſens tout different de leur intention ; qu'aparemment Mrs. les Subdéléguez n'auront lû que cet Extrait mutilé, car ils auroient vû que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre au Prince, où elles tâchent de lui faire comprendre, *que quoique pour plus d'une raiſon très-connuë Leurs Hautes Puiſſances euſſent pû ſe mêler du démêlé qui trouble l'Ooſtfriſe, elles ont crû qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlaſſent pas, en exhortant ſeulement les Parties à un Accord amiable, ſans changer de conduite à cet égard, nonobſtant ce qui eſt arrivé depuis, & que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent être contraire aux Accords dont Leurs Hautes Puiſſances ſont Garants, & ne faire point partie du differend qui a été porté par devant le Conſeil Aulique de la part du Prince & des Etats, ce que L. H. P. par raport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifferent.* Mais L. H P. n'ayant gardé une conduite ſi moderée que dans l'eſperance que le Prince préteroit l'oreille à un Accommodement amiable, ſans faire d'autre uſage du ſuccès de ſon Procès que pour rétablir la Paix & le bon ordre dans l'Ooſtfriſe, en donnant occaſion à Leurs Hautes Puiſſances de faire des propoſitions agréables, & dans leſquelles le Prince auroit trouvé autant de ſatisfaction que de ſureté ; Leurs Hautes Puiſſances ſont très-mortifiées que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaiſir, ainſi qu'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & dont on envoyera Copie aux Srs. Subdeleguez, qui pourront en conclure que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances n'eſt abſolument pas de regarder indifferemment les troubles de l'Ooſtfriſe ; & qu'autant qu'elles ſont mortifiées de voir que le Prince témoigne ſi peu d'inclination pour un Accommodement amiable, qu'il ôte à Leurs Hautes Puiſſances toute eſperance d'y travailler avec ſuccès, autant leur eſt-il agréable d'aprendre par la Lettre des Subdeleguez que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec ſes Etats, & que c'eſt auſſi l'intention de Sa Majeſté Imperiale que Leurs Hautes Puiſſances s'aſſurent que les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aucun changement dans une ſi louable intention, & que les Srs. Subdeleguez travailleront encore à cet effet, ce qui, au jugement de Leurs Hautes Puiſſances, eſt le devoir des Commiſſaires nommez pour l'exécution des Decrets, qui ne peuvent faire un meilleur uſage du pouvoir qui leur eſt donné que de reconcilier les Parties, & de telle maniere aſſoupir dans leur naiſſance tous les differens qui naiſſent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. perſuadées

ANNO 1726. suadées qu'ils veulent à préſent traiter ainſi cette affaire, & faire de nouveaux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucunes voyes de fait, qui ne pourroient être que ruineuſes au Païs & aux Peuples, quoiqu'apuyées ſur les Decrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueront pas, pour peu qu'on en espere de ſuccès, d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans, non ſeulement de s'abſtenir des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt eſt de donner toute ſorte de ſatisfaction raiſonnable au Prince, & de faire ceſſer les raiſons que les Srs. Subdeleguez témoignent avoir de n'être pas contens de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expediens convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le reſpect de Sa Majeſté Imperiale, comme ſouverain Juge, ce que Leurs Hautes Puiſſances auront toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puiſſances regardent cette propoſition comme l'unique moyen de prévenir la ruïne de ce malheureux Païs, apuyer les vrais intérêts du Prince, & prévenir une infinité de ſuites dangereuſes; qu'ainſi Leurs Hautes Puiſſances attendront avec impatience la réponſe des Srs. Subdeleguez, & le ſuccès qu'elles esperent de leur inclination pour la Paix, afin de prendre leurs meſures, tant par raport à leurs engagemens, que par raport à leurs Droits & intérêts.

Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix des huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée, s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. Du 30. *Août.*

QUe Leurs Hautes Puiſſances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'aprouvent nullement les voyes de fait qui ſe ſont commiſes en Ooſtfriſe, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raiſons très-connuës, regarder les troubles d'Ooſtfriſe d'un œil indifferent, que pour cette fin elles avoient toujours tâché de conſeiller aux Partis opoſez de terminer leur different par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avouoient en même tems, qu'il leur étoit fort ſenſible, que leurs bons Conſeils & exhortations euſſent trouvé ſi peu d'accès auprès du Prince d'Ooſtfriſe, mais qu'au contraire elles avoient apris avec plaiſir les mouvemens que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez s'étoient donné pour réunir le Prince avec les Etats du Païs, conformement à l'intention de Sa Majeſté Imperiale, que Leurs Hautes Puiſſances avoient prié de plus lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez de continuer d'employer leurs bons offices pour la Paix, & de faire un nouvel effort auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, que Leurs Hautes Puiſſances esperent & ſe perſuadent que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, auront bien voulu faire reflexion ſur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'au rétabliſſement de la tranquillité en Ooſtfriſe, d'autant plus que ſuivant les ſentimens de Leurs Hautes Puiſſances cela n'eſt nullement incompatible avec la Commiſſion dont lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez ſont chargez, & qu'un tel Accommodement ſe peut faire ſans préjudice aux Decrets Imperiaux, qui ceſſent dès que les deux Parties ſont d'Accord; que Leurs Hautes Puiſſances attendent avec impatience la réponſe desdits Conſeillers Subdeleguez. Qu'en l'attendant elles ont apris avec chagrin qu'il s'eſt commis de nouvelles violences encore à l'inſçu de Leurs Hautes Puiſſances, ſans qu'elles y ayent la moindre part, & qu'elles desaprouvent. Que cependant il paroit par là combien générale eſt l'animoſité de tous les Habitans d'Ooſtfriſe pour ce qu'ils croyent leur apartenir, ſuivant les anciens Accords & Conventions, & combien il ſera difficile de rétablir la tranquillité en Ooſtfriſe par une exécution rigoureuſe des Decrets Imperiaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puiſſances prient encore inſtamment, que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez veuillent tâcher de porter le Prince, (qui jusqu'ici a témoigné être fort éloigné d'entrer en Négociation là-deſſus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des préſens troubles, à la ruine totale d'Ooſtfriſe, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas plutôt informées de l'intention de Son Alteſſe, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en Négociation là-deſſus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès du Magiſtrat d'Embden, & de ceux qui ſont de ſon parti, pour qu'ils y aportent de leur côté toute la condescendance équitable afin de parvenir à un but ſi ſalutaire. Et que Leurs Hautes Puiſſances ſeront bien-aiſes d'aprendre par lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle diſpoſition ils auront trouvé Son Alteſſe ſur ce ſujet, & qu'elles écriront auſſi au Prince pour lui conſeiller encore un Accommodement amiable.

ANNO 1726.

*Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'il étoit connu à Son Alteſſe combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connoiſſance des diſſenſions & differens qui agitent aujourd'hui ſi fort l'Ooſtfriſe, ont travaillé & conſeillé de terminer plutôt les querelles en queſtion par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuſe, prévoyant bien que par cette derniere voye les troubles ſeroient terminez fort difficilement ſans la ruine du Païs & des Habitans, à cauſe de la forte impreſſion qui regne depuis long-tems dans les cœurs de tous les Habitans d'Ooſtfriſe, ou du moins de la plus grande partie, de l'intérêt qu'ils ont, & du devoir où ils ſe trouvent de conſerver leurs Droits & Privileges fondez ſur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puiſſances auroient ſouhaité que leur bon Conſeil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Alteſſe; qu'elles ont apris avec chagrin, qu'il vient d'arriver préſentement ce qu'elles ont prévu & apréhendé, ſavoir que les choſes étant pouſſées à bout par Son Alteſſe, les Gens, contre qui on a obtenu les Decrets Imperiaux, ſeroient reduits au deſeſpoir, parce qu'étant déclarez avoir encouru la perte de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & risqueront plutôt tout que de ceder abſolument des gages auſſi precieux: que c'eſt à quoi on doit attribuer le ſoulevement quaſi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puiſſances ont apris, ſe ſont commis de nouveau en Ooſtfriſe, auxquelles Leurs Hautes Puiſſances déclarent n'avoir aucune part, ayant été entrepriſes à leur inſçu, que nonobſtant cela Leurs Hautes Puiſſances en craignent beaucoup les ſuites, & pour les prévenir elles ſont encore du ſentiment qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus ſalutaire moyen pour l'Ooſtfriſe, que de ſonger encore à faire ceſſer ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entrer pour cet effet le plutôt le mieux en Négociation, & que Leurs Hautes Puiſſances pour le bien de la Paix, par amitié & eſtime pour Son Alteſſe, la prient encore qu'elle veuille prêter la main & ſe déclarer portée pour le rétabliſſement de la tranquillité & Union, dans l'esperance qu'on y pourra travailler avec effet, à quoi Leurs Hautes Puiſſances employeront auſſi leurs bons offices auprès du Magiſtrat d'Embden; mais que tant que Son Alt. marquera de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer; que pour cette raiſon elles prient, que Son Alteſſe veuille ſe déclarer là-deſſus plus favorablement que ci-devant.

Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden.

QUe Leurs Hautes Puiſſances avoient apris par ſes Lettres & d'ailleurs l'attroupement qui s'eſt fait de nouveau des Habitans du plat-Païs avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit: que cette entrepriſe, dans un tems où Leurs Hautes Puiſſances ſont occupées à diſpoſer, s'il eſt poſſible, le Prince par les Srs. Conſeillers Subdeleguez & autrement, d'entrer en Négociation pour un Accommodement amiable, déplait au ſuprême degré à Leurs Hautes Puiſſances, & qu'elles desaprouvent entierement ces nouvelles violences, qui ſont capables d'empirer plutôt les choſes que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magiſtrat, & ceux qui ſont de ſon parti de-

ANNO 1726. devroient, par une conduite moderée, ne point aigrir les Esprits, mais frayer le chemin à un Accommodement amiable, & au rétablissement de la tranquillité, afin d'ôter par là le mécontentement que les Srs. Conseillers Subdeleguez ont marqué d'avoir contre eux; que Leurs Hautes Puissances conseillent audit Magistrat, & à ceux qui sont de son parti, & les exhortent très-serieusement de s'abstenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que de la part de Son Alteſſe on marquera quelque penchant pour entrer en Négociation sur un Accommodement amiable, ils y veuillent concourir, & user de tant de condescendance à l'égard des points en dispute, qu'il paroisse par là, que leur intention n'est pas d'insister sur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils sont prêts & portez, pour le bien de la tranquillité & de l'Union, à ceder autant qu'il est possible.

Reponse des Subdeleguez de la Commission Imperiale à la Lettre des Etats Generaux.

HAUTS & PUISSANTS SEIGNEURS,

NOus avons reçu avec un veritable respect votre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puissances n'ayent reçu en même tems la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puissances y auront vû que nous sommes disposez à faire tout ce qui est possible, autant que nos Instructions nous le permettront, & de contribuer en tout, pour apaiser les troubles de l'Oostfrise, & pour rétablir la tranquillité dans cette Province; néanmoins nous nous sommes crû obligez d'informer nos Maîtres de ce que nous avons proposé à Vos Hautes Puissances; savoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on se sert du terme adouci de Renitens) & en particulier la Ville d'Embden s'abstiennent de toutes voïes de fait, & rétablissent toutes choses sur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puisqu'il n'y a point d'apparence, qu'autrement le Prince se laisse contraindre par ses Sujets, à faire quelque chose qui fût contraire à l'autorité de Sa Majesté Imperiale, & au respect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous sommes tellement persuadés de la grande pénétration & équité de Vos Hautes Puissances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'aprouvent une proposition si convenable, puisque dans leur derniere Lettre, Elles déclarent que c'est à leur insçû que les Rebelles ont commis les voïes de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désaprouvent entierement.

Néanmoins ces voïes de fait continuent, & augmentent tous les jours, jusques-là même, que dans la Ville de Norden on a déposé les Bourguemaîtres confirmez par le Prince, & l'on en a établi d'autres *de facto*. On a même arrêté le Bourguemaître Wilckens, le Conseiller Mesander, un Officier du Prince nommé Schattebourg & treize autres Bourgeois bien intentionnez, & apres les avoir enchaînez quatre à quatre, on les a ainsi conduits à Embden, où ils sont encore en prison.

Nous ne pouvons qu'être extremement surpris de ce que les Rebelles ayent si peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puissances désaprouvent, & leur dissuadent, Elles s'intéressent encore en leur faveur, nonobstant une conduite si irréguliére, & le mauvais usage que l'on fait insensiblement de la Garnison d'Embden contre ce qui est stipulé dans les Conventions entre l'Oostfrise & Vos Hautes Puissances, & contre vos Resolutions prises à cet égard; puisqu'il est statué particulierement dans les Conventions de la Haye & d'Embden, dans le Recès final de 1662. & 1663. & dans la Resolution de Vos Hautes Puissances Chap. 4. sur le 11. des Griefs généraux des Etats d'Oostfrise, que s'il arrive quelque differend entre les Etats d'Oostfrise & le Prince, il ne sera permis ni de part ni d'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voïe de fait, soit en faisant sortir des Troupes de la Ville d'Embden, ou en assemblant les Sujets; mais la Partie qui se croira lezée & qui ne pourra obtenir satisfaction à l'amiable, s'abstenant de toute voïe de fait, aura recours à la Justice ordinaire, afin qu'il en soit ordonné suivant le Droit, & ainsi qu'il sera trouvé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit que contre cette disposition, il eût été commis quelque action par voie de fait, tout sera effectivement redressé & réparé. ANNO 1726.

Vos Hautes Puissances paroissent souhaiter que l'on accorde aux Habitans d'Oostfrise ce qu'ils croyent leur apartenir, & à leurs Etats de tout tems & conséquemment aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puissances auront la bonté de considérer, qu'on ne peut en ceci s'en raporter aux simples prétentions des Rebelles, & aux interpretations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que la plûpart des Habitans ont toûjours été contraires & opposez à ces Conventions, qu'ils n'ont accepté que par une contrainte inusitée dans l'Empire, en effet contre le Decret Imperial de l'an 1597. §. 17. la Décision de Vos Hautes Puissances du 12. Juin 1619. sur le 4. Grief du Comte, & la Conclusion de la Diète assemblée à Embden du 11. de Septembre de la même année *ad postulatum* de la Noblesse & de la Ville d'Embden, que dans pareil cas une partie ne pourra rien prescrire à l'autre; on a cependant forcé les Opposans à acceder aux Accords: c'est pourquoi plusieurs nous viennent trouver tous les jours pour déclarer qu'ils persistent dans la soumission aux Decrets de l'Empereur, priant qu'on ne leur impute pas ce qu'ils pourroient être obligez par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui seroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puissances, nous leur envoyons deux Copies, dont plusieurs semblables se trouvent dans les Documens de notre Commission; ceux qui en sont les auteurs ayant exigé, pour se soustraire à de plus violentes persécutions, que l'on tînt leurs noms secrets.

Comme ces Opposans qui ont été contraints à cette accession, tant avant que depuis les Accords, se sont déja soumis depuis long-tems aux Decrets de l'Empereur, & même la Noblesse ayant déclaré dans la Lettre dressée à Embden le 11. Octobre de l'année derniere de respecter volontairement & selon leur devoir les Resolutions émanées de la Cour Imperiale, à laquelle Déclaration la Ville d'Embden même a adheré, on ne voit point comment ils peuvent tous à présent de leur propre autorité se départir de ces engagemens, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majesté Imperiale comme souverain Juge de l'Empire, donnés & réïterés *in rem judicatam* obligent un chacun à s'y soumettre même malgré soi.

Vos Hautes Puissances soutiennent dans leur Lettre susdite, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Oostfrise, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement sans préjudicier aux Decrets Imperiaux, qui doivent être censés n'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accommodent. On peut être persuadé que Sa Majesté Imperiale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ses Decrets fondez sur les précedentes Resolutions Imperiales, sur les Accords clairs & obligations de l'Oostfrise passées pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ses Sujets, & sur les regles fondamentales de l'Empire, ainsi qu'il est exprimé dans le Decret Imperial du 18. Août 1722. Outre cela il se trouve dans les points décidés des choses contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulieres ne peuvent porter préjudice, d'autant plus encore qu'autrefois l'Empereur Rodolphe de glorieuse Mémoire a déclaré à l'occasion de l'Accord de Delfzyl, dans le Decret du 13. Octobre 1597. §. 24. que ni l'une ni l'autre Partie n'avoit droit d'entrer dans une telle Négociation, & qu'il ne dépendoit pas du Comte Edzard de négocier cette Pacification sans la connoissance, la volonté & le consentement de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Oostfrise, ce qui a été repeté & exprimé par Sa Majesté Imperiale heureusement Regnante, dans le Decret du 18. Août 1721. rendu contre le Bourguemaître & Conseil de la Ville d'Embden, touchant le prétendu Privilege d'ériger une Compagnie de Commerce, savoir que lorsque Sa Majesté Imperiale auroit été informée de l'érection de ladite Compagnie, Elle l'auroit déclarée pour nulle & de nulle valeur, quand même le Prince auroit eu des raisons pour feindre d'ignorer ce qui se passoit. Quant au reste, nous demandons à Vos Hautes Puissances la permission de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être persuadées que si, suivant la promesse & les assurances qu'elles nous en ont données, elles engagent les Opposans, & surtout la Ville d'Embden à s'abstenir

ANNO 1726. de toutes voïes de fait, & à faire les premieres démarches envers le Prince, comme il convient à ſes Sujets, pour lui donner une ſatisfaction raiſonnable, s'y porter ſincerement, faire ceſſer les raiſons que nous Subdeleguez avons eu jusqu'à préſent de nous plaindre de leur conduite, & embraſſer les expediens qui puiſſent conſerver le reſpect dû à la Dignité du Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, ſuivant les Reſolutions de nos Maîtres, en tout ce qui ſera capable d'aſſoupir les troubles préſens & de rétablir le repos. Vos Hautes Puiſſances peuvent être perſuadées que nous n'oublierons rien de ce qui pourra les convaincre que nous cherchons ſincerement leur aprobation, puisque nous ſommes avec un profond reſpect, &c.

(*Signé*)

G. G. RITTER. J. J. ROBER.

A Aurich le 9. Septemb. 1726.

Enfin, ſur l'avis que l'on eut que le Prince d'Ooſtfriſe avoit recherché le ſecours de la Cour de Dannemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à ſa Solde, Leurs Hautes Puiſſances s'adreſſerent auſſi à Sa Majeſté Danoiſe, lui propoſant d'interpoſer ſa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puiſſances. Elles en firent faire la propoſition le 25. Août à Mr. Grys Miniſtre de Dannemarck, par leurs Députez, & ce Miniſtre ayant reçu des Inſtructions de ſa Cour, s'expliqua en ces termes dans une Conférence qu'il eut avec les Députez le 24. Septembre.

Pro Memoriâ.

LE Miniſtre de Dannemarck ayant fait très-humblement raport au Roi ſon Maître, de ce qu'il a plû à Leurs Hautes Puiſſances de lui faire repréſenter au ſujet des troubles d'Ooſtfriſe dans la Conference qu'il eut l'honneur de tenir avec Meſſieurs les Députez de L. H. P. le 25. du Mois d'Août dernier, & en particulier de la propoſition qu'ils lui firent de la maniere, qu'ils croyoient la plus facile d'accommoder à l'amiable par l'entremiſe de Sa Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances les troubles & les differens qui ſubſiſtent entre le Prince d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden avec ceux des Etats du Païs qui tiennent avec elle, ſans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & ſans disputer la Commiſſion Imperiale: Sa Majeſté a ordonné au ſuſdit Miniſtre de faire connoître à Meſſieurs les Députez en réponſe ſur la ſuſdite propoſition, qu'en conſideration particuliere de L. H. P. Sa Majeſté veut bien ſe charger avec elles de cette Commiſſion ſur le pied propoſé, & qu'elle donnera les ordres & inſtructions néceſſaires au ſuſdit ſon Miniſtre ſur ce ſujet; mais que Sa Majeſté étoit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuſe, il ſeroit neceſſaire avant tout, que Leurs Hautes Puiſſances agréaſſent & convinſſent préalablement, qu'il ſeroit de part & d'autre fait une ceſſation d'Armes & hoſtilitez, tant avant que durant la Négociation, & enſuite que cette Négociation ne s'étendroit pas ſur les Points, qui ſont déja reglez & décidez par les Decrets Imperiaux & par le Conſeil Aulique, conformement aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſez entre le Prince & ſes Etats, mais qu'elle ſeroit fixée ſur les Points qui ne ſont pas de cette maniere decidez; poſant ainſi pour fondement, que tout ce qui eſt reglé & décidé, ſelon les ſuſdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. par la Cour Aulique, doit être accepté & tenu pour decidé de part & d'autre: & comme Sa Majeſté ſe perſuade, que de cette maniere l'affaire pourroit venir le plus ſûrement & promptement à une bonne concluſion, elle eſpere que L. H. P. ſeront du même ſentiment, & qu'elles ſe declareront ſur le même pied, & à cet effet Sa Majeſté de ſon côté veut tâcher de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Miniſtre bien inſtruit de ſes ſentimens, dans l'attente que L. H. P. porteront le Magiſtrat d'Embden, & ceux qui tiennent avec lui, d'en faire de même, afin que la Négociation puiſſe être entamée au plutôt entre les Miniſtres, qui de part & d'autre ſeront commis pour cet Accommodement à moyenner. Le ſuſdit Miniſtre de Sa Majeſté Danoiſe prie Meſſieurs les Députez d'avoir la bonté de faire raport de ce que deſſus à L. H. P., en ſe recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes graces. A la Haye le 24. Septembre 1726. ANNO 1726.

(*Signé*)

N. GRYS.

Reſolution de L. H. P. ſur le Pro Memoria *du Reſident de Dannemark.*

Mardi 1. *Octobre* 1726.

OUï le raport de Mr. de Linteloo & autres Députez, &c. qui ont examiné la propoſition faite de la part du Roi de Dannemarc par Mr. Grys ſon Reſident, dans une Conference qu'il eut avec les Députez de L. H. P. ſur le ſujet des preſens troubles de l'Ooſtfriſe, contenant en ſubſtance que Sa Majeſté Danoiſe ſeroit diſpoſée à employer ſa Mediation conjointement avec celle de L. H. P. pour terminer les ſusdits troubles, propoſant en même tems que pendant la Négociation il convient qu'on s'abſtienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que ladite Négociation ne s'étendra pas ſur les Points qui ſont reglez & decidez par les Decrets Imperiaux, & par ceux du Conſeil Aulique, conformement aux Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats, ainſi que ladite Négociation ſera limitée aux Points qui ne ſont pas décidez de cette maniere, poſant ainſi pour fondement que tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſera reçu de part & d'autre & tenu pour decidé, ſuivant les ſusdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. qu'à cet effet Sa Majeſté tâchera d'engager le Prince à envoyer ici un Miniſtre inſtruit de ſes intentions, dans l'eſperance que Leurs Hautes Puiſſances determineront la Ville d'Embden & ſes Adhérans d'en faire autant.

Sur quoi étant deliberé a été trouvé bon & arrêté de prier ledit Sr. de Linteloo & autres Deputez pour les affaires d'Ooſtfriſe de répondre à Mr. Grys dans une nouvelle Conference, que l'intention de Sa Majeſté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Ooſtfriſe, eſt d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elles ſont perſuadées qu'en cela Sa Maj. n'a d'autre vuë que L. H. P. mêmes, ſavoir d'éteindre un embraſement qui s'allume dans le voiſinage de leurs Etats reſpectifs, ſans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, ſans rien entreprendre ſur la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale, ſans aprouver les vôyes de fait de part & d'autre, & ſans s'arroger l'autorité de juger des Decrets Imperiaux, & ne travaillant à éteindre cet embraſement que dans la crainte qu'il ne ſoit fatal non ſeulement à l'Ooſtfriſe, mais auſſi aux Provinces voiſines, ſi l'on ne travaille par des propoſitions amiables à pacifier les esprits irritez: que L. H. P. ſont charmées de ce que Sa Majeſté a chargé Mr. Grys de cette Commiſſion, & qu'elles concerteront volontiers avec lui ſur tout ce qui peut contribuer au ſuccès d'une affaire ſi importante; que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, ſans perdre de tems, informer Mr. Grys de leurs intentions touchant les deux Points Préliminaires propoſez, qui ſont que, quoique L. H. P. euſſent ſouhaité que l'on n'eût commis aucune hoſtilité, & qu'elles ne les desaprouvent pas moins que Sa Majeſté, L. H. P. ne peuvent eſperer qu'on puiſſe engager le Magiſtrat d'Embden, & ceux que l'on nomme opoſans, par d'autre moyen que par la force, qui rend infructueux tous les bons offices, à rétablir les choſes ſur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & ſans avoir aucune aſſurance préalable. Selon toutes les aparences il faudra disputer ſur le tems qu'il faudra fixer, pour remettre les choſes ſur le pied où elles étoient dans ce tems-là. Mais il paroit neceſſaire à L. H. P. & praticable de convenir qu'on s'abſtienne de voyes de fait, laiſſant les choſes *in ſtatu quo* pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'eſperer que les Parties conſentiront à cet expedient d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à determiner de cette maniere la ſuſpenſion des voïes de fait, parceque l'on peut fixer un terme fort court pour les Conferences; que L. H. P. prevoyent qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Embden & des opoſans d'établir comme un Point Preliminaire, & comme la baſe des Conferences pour

ANNO 1726. pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra certainement conclure ſi les Parties ne cedent quelque choſe de leurs Droits & de leurs pretenſions;) que de part & d'autre on acceptera & tiendra pour decidé tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſuivant les anciens Accords, Concordats, Reſolutions, & autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Ooſtfriſe, ſurtout puisque c'eſt principalement de-là que les troubles preſens tirent leur origine, puisque le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent, (on ne decide pas ſi c'eſt avec ou ſans fondement) qu'on n'a pas eu égard dans cette occaſion, ainſi qu'on auroit dû aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions & autres ſemblables Conſtitutions de l'Ooſtfriſe, & qu'au contraire le Conſeil Aulique les a enfraints à pluſieurs égards dans ſes déciſions; qu'ainſi L. H. P. croyent qu'on ne pourroit établir à cet égard par voye de Préliminaire, ſinon que le Prince d'Ooſtfriſe conſentant à la Négociation d'un Accommodement amiable ſous la Médiation de Sa Majeſté & de L. H. P. ſera cenſé n'avoir renoncé en aucune maniere aux avantages qu'il peut trouver dans les déciſions du Conſeil Aulique, & dans les Decrets de l'Empereur qui s'en ſont enſuivis, encore moins d'avoir derogé à la ſouveraine Dignité de Sa Majeſté Imperiale, & qu'au cas que la Négociation ne réuſſiſſe pas, lesdits Decrets & Déciſions ſubſiſteront dans leur entier.

Que ſi Sa Maj. aprouve ces conſiderations de L. H. P. elle leur fera plaiſir d'engager le Prince d'Ooſtfriſe d'envoyer ici un Miniſtre bien inſtruit, & que L. H. P. tâcheront d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans à en faire autant, afin d'entamer la Négociation le plutôt qu'il ſe pourra, & la terminer, s'il ſe peut, par un bon Accord ſous la Médiation de Sa Majeſté Danoiſe & de Leurs Hautes Puiſſances.

*Conſidérations ſur la Propoſition des Etats Généraux de terminer les differens d'*OOSTFRISE, *par un Accord à faire à la Haye, ſous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.*

LA propoſition ſuivante étant parvenuë depuis quelques jours à la connoiſſance de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, après meure déliberation elle a fait coucher par écrit les Conſiderations ſuivantes.

1. Leurs Hautes Puiſſances ſupoſent d'abord, comme une choſe raiſonnable, que celui, ou ceux, qui ſeront chargez à la Haye des intérêts d'Embden & de ſes Adhérans, devront être pourvûs d'inſtructions & de Pleinpouvoirs en forme, mais cela ne peut ſe faire que dans une Aſſemblée des Etats du Païs, car la Ville d'Embden & ſes Adhérans prétendroient ſans doute, que tout ce qu'ils feroient, ſeroit conſideré comme une affaire unanime par les véritables Etats. Supoſé que cela fût, & que légitimement l'Accord pût être aprouvé, il faudroit qu'on aſſemblât les Etats pour nommer des Plenipotentiaires, & leur donner Pleinpouvoir & Inſtruction.

2. Mais la Commiſſion Imperiale a des ordres limitez de l'Empereur, ſavoir que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ne ſeront pas apellez à l'Aſſemblée des Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Embden propoſe un Expedient d'éluder cet ordre, dans une Lettre à Son Alteſſe du 3. Septembre, en demandant l'Aſſemblée des Etats prorogez. Mais Son Alteſſe n'y peut conſentir, puisqu'à la priere de ſes Etats, & avec l'aprobation de la Commiſſion Imperiale, Son Alteſſe a terminé & fini en Août 1724. les Etats prorogez depuis 1695., ce que Sa Majeſté Imperiale a confirmé dans ſes *Clauſula* du 18. Janvier 1726.

Son Alteſſe a fait voir dans ſa réponſe du 17. Septembre toute l'injuſtice de cette Lettre de la Ville d'Embden. Voilà le premier obſtacle légitime contre ladite propoſition, ſavoir, que tant que les choſes ſeront ſur le pied où elles ſont, il n'eſt pas poſſible, que l'on donne des Pleinpouvoirs des Etats pour une Députation à la Haye.

3. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéiſſans, qui ſe ſont ſoumis aux Decrets Imperiaux, fuſſent légitimement informez de la propoſition, & qu'on demandât s'ils y conſentent, & quels Pouvoirs & Inſtructions ils voudroient donner à leurs Députez, ce qui ne ſe peut faire qu'en les aſſemblant avec ordre; cette Convocation ne peut ſe faire tant que la Rebellion d'Embden dure, puisque les violences de ceux d'Embden l'empêcheroient, & puisque l'Ordre entier de la Noble ſe s'eſt poſitivement & entierement ſoumis aux Reglemens de l'Empereur, & que jusqu'à préſent aucun d'eux, autant que Son Alteſſe le ſait, excepté le ſeul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit conſulter en particulier la Nobleſſe, ſi elle veut donner quelque pouvoir à ſes Députez. ANNO 1726.

Si l'on agit autrement en ceci, & que ſans une Aſſemblée formelle des Etats, & ſans avoir d'avance conſulté les Etats obéiſſans, on vouloit accorder à ceux d'Embden & à leurs Adhérans, de nommer des Députez & les envoyer à la Haye avec des Inſtructions; ce ſeroit autoriſer les auteurs du tumulte contre tout Droit, & contre les Accords d'Ooſtfriſe, ce qui ne peut être.

4. On ne peut conjecturer de la Lettre d'Embden du 3. Septembre autre choſe, ſinon, que cette Ville & ſes Adhérans, ne peuvent conſentir aux propoſitions qui leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admettre la Médiation du Roi de Dannemarc, puisqu'il n'y eſt parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, outre qu'ils continuent à ne pas vouloir reconnoître la Commiſſion Imperiale, dans la ſupoſition que Sa Majeſté Imperiale refuſe de les écouter, ainſi qu'ils l'ont publié dans des Ecrits repandus de tous côtez. Leur intention eſt donc de traiter ſous la ſeule Médiation des Etats Généraux, ſans que la Commiſſion Subdeleguée ait rien à y dire, ainſi qu'ils ont défendu à tous les Miniſtres ſous de ſéveres peines de rien publier qui ſoit émané par la Commiſſion Imperiale.

5. Les Etats Généraux entendent, ſuivant leur propoſition, que tout ce qui auroit été reglé & arrêté à la Haye, ſeroit remis entre les mains des Subdeleguez, pour avoir leur aprobation, & être exécuté par forme de Decret; Son Alteſſe ayant fait part de ceci à la ſusdite Commiſſion, ainſi qu'il le devoit néceſſairement, les Subdeleguez ont fait entendre, que bien loin de decreter l'exécution d'un Projet qui auroit été dreſſé ſans leur concours, ils ne pourroient abſolument pas l'admettre ou l'aprouver, puisque dans la ſituation où ſont les affaires, cette maniere de traiter leur paroit très-préjudiciable à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, ce dont ils ſeroient reſponſables à Sa Majeſté Imperiale s'ils y condeſcendoient en aucune maniere. Ainſi, ſi l'intention des Etats Généraux étoit, qu'un tel Projet dreſſé par Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances fut exécuté, il eſt indiſpenſable que Sa Maj. Imperiale y conſentira auſſi peu que la Commiſſion, ſur tout ſi l'on continuë à les charger pour l'avenir de la Garantie de l'obſervation de cet Accord, ſans quoi néanmoins le Prince ne pourroit trouver aucune ſureté.

6. On doit donc prendre garde d'offenſer Sa Majeſté Imperiale par cette maniere d'agir, puisqu'Elle-même & ſes Prédéceſſeurs depuis long-tems ont expreſſement défendu de s'adreſſer à d'autre qu'à Elle quand il s'agira de quelques differens, ordonnant de ſe ſoumettre à ſon ſouverain Tribunal; c'eſt ce qui a porté Sa Majeſté Pruſſienne, en offrant ſa Médiation à Son Alteſſe, de s'exprimer ainſi dans ſa Lettre du 10. de Juin 1724.

„ Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Majeſté „ Imperiale à cet égard, & nous la reſpectons com„ me nous devons, enſorte que nous la ſeconde„ rons de tout notre pouvoir, & notre intention „ n'eſt aucunement de vous ſouſtraire à l'examen „ de la Cour Imperiale & à ſa déciſion; nous ſa„ vons que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut „ l'exiger."

C'eſt cette Déclaration qui a porté Son Alteſſe à refuſer cette Médiation, & s'en tenir à la voye légitime de la Juſtice, & il paroit que cette conduite de Son Alteſſe a donné lieu à quelque mécontentement de la part de Sa Majeſté Pruſſienne.

7. Si Son Alteſſe donnoit les mains à la Négociation propoſée à la Haye, on voit bien que ce ſeroit offenſer de nouveau le Roi de Pruſſe.

8. On ne repetera pas ici d'autres raiſons contenuës dans la Reſolution du 30. Avril, communiquée à Monſieur Lewe van Adwart.

9. La Commiſſion Imperiale a ſuffiſamment déclaré que, dès que l'on auroit rétabli toutes choſes ſur le pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une Diète compoſée des Etats qui ſe ſont ſoumis; & ſeroit diſpoſée, ſuivant les inſtructions de Sa Majeſté Imperiale,

ANNO 1726. riale, à dreſſer un Recès d'exécution au nom de la Commiſſion, qui pourroit être publiée comme une déciſion Imperiale; que pendant l'exécution de ce Recès, leſdits Subdeleguez permettroient que Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances envoyaſſent chacun une perſonne accreditée *ad locum Commiſſionis*, pour perſuader, comme amis, aux Parties de faciliter l'exécution d'un tel Recès de la Commiſſion. Mais ſuivant les Inſtructions desdits Subdeleguez, la direction & la déciſion doivent dépendre d'eux ſeuls. Et il paroit que ces Députez accreditez pourroient par leur intervention amiable procurer l'Accommodement des Points qui ne ſont pas décidez dans les Decrets de l'Empereur, mais qui ſont contenus dans les Conventions d'Ooſtfriſe, & dont Son Alteſſe à fait mention, en peu de mots, dans la ſusdite Reſolution donnée à Mr. le Baron d'Adwart §. 12. Son Alteſſe aprouve cette propoſition des Subdeleguez.

Le 11. *de Septembre* 1726.

1727. *Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats d'*OOSTFRISE.

FREDERIC GUILLAUME Roi, &c.

NOus voulons bien vous faire ſavoir par celle-ci, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majeſté Imperiale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expreſſement par un Courier, par laquelle Sa Majeſté Imperiale témoigne ſon extrême déplaiſir des troubles qui ont duré jusqu'ici en Ooſtfriſe, & du ſoulevement, que de votre côté vous pouſſez toujours plus loin contre votre Prince, lequel Elle regarde comme une affaire qui ſert de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne ſauroit abſolument tolerer plus long-tems, après la grande clémence dont il a été uſé envers vous infructueuſement; c'eſt pourquoi Elle demande de Nous, & en même tems des autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, en ces propres termes: „ Que nous veuillions étouffer de „ toute notre force, ſi-tôt qu'il eſt poſſible, la Rebel„ lion ſuscitée par des Sujets ſans Religion, ſans foi, „ ſans honneur, comme une choſe contraire à l'auto„ rité du Chef Suprême dans l'Empire; que Nous „ veuillions aſſiſter le Prince dans le danger où il ſe „ trouve, avec les Troupes néceſſaires, rétablir la „ Paix, tranquillité & obéiſſance, mettre les Boutes-feu „ en priſon, & les garder jusqu'à nouvel ordre: enfin „ contribuer comme Directeur du Cercle, tout ce qui „ eſt néceſſaire pour accommoder & faire ceſſer „ promptement les differens pernicieux qui regnent „ dans la Principauté d'Ooſtfriſe."

Comme donc nous ne pouvons nous-même nullement aprouver, que contre nos propres exhortations ſi ſouvent réïterées envers vous, vous aïez de votre côté pouſſé les choſes ſi loin, jusqu'à voler, piller, bruler & tuer publiquement; même ſuivant la ſusdite Lettre de Sa Majeſté Imperiale, jusqu'à enfermer le Prince & ſa famille dans ſa réſidence, & tâcher à le forcer par un Siege formel, & la ruine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un tems où tout le differend étoit ou déja décidé par les Decrets Imperiaux, ou pendoit en partie encore devant le Conſeil Aulique, duquel vous auriez du attendre par conſequent la déciſion légitime de Sa Majeſté Imperiale. Et comme il ne vous eſt nullement inconnu combien ſeverement ces ſortes de rebellions contre le Souverain légitime ſont défenduës par les Conſtitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourrez aiſément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonſtances une pareille conduite continuée ne ſauroit être indifferente à nous, comme un Etat fidéle de l'Empire, & qu'il ſeroit impardonnable à nous, ſi nous voulions uſer de connivence à cet égard, ou nous ſoustraire à la Commiſſion de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous aïez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque précipitation, nous vous faiſons connoître préalablement la ſusdite ſérieuſe intention de Sa Majeſté Imperiale, jusqu'à ce que nous aïons communiqué là-deſſus avec les Seigneurs nos Condirecteurs, vous exhortant encore par la preſente, très-gracieuſement & en même-tems très-ſérieuſement, qu'autant que vous deſirez éviter l'entiere disgrace de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, avec l'exécution de tous les Directeurs du Cercle de Weſtphalie, qui s'enſuivroit très-certainement, ſi, contre toute opinion, vous n'y faiſiez point d'attention, vous quittiez auſſitôt après la Lecture de la préſente les armes injuſtement priſes contre votre Prince; que vous réduiſiez les auteurs de cette émeute dans les juſtes bornes, & prêtiez avec eux tranquillement la dûë obéiſſance, jusqu'à ce que l'affaire ſoit entierement terminée par la voïe de la Juſtice, ou par un Accommodement amiable, à quoi nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire ſe pourra. Nous attendons là-deſſus inceſſamment votre Déclaration poſitive, & dans cette ferme attente, nous vous aſſurons de notre grace & affection.

ANNO 1727.

Berlin le 10. *Mai* 1727.

Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TRESCHERS AMIS ET VOISINS.

NOus eſperons que Vos Hautes Puiſſances ne prendront autrement que comme une marque de la confiance conſtante que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majeſté Imp. par un Courier exprès; par laquelle, Nous comme auſſi les autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, ſommes vivement exhortez & priez d'étouffer ſans délai, & par tous les moyens ſuffiſans, les troubles ruineux qui continuent jusqu'à preſent en Ooſtfriſe; à donner au Prince la protection & ſécurité néceſſaire contre les Rebelles, & à diriger les choſes de la maniere, que la Paix & la tranquillité de ce Païs ſoit rétablie au plûtôt.

Nous ne pouvons pas auſſi cacher à Vos Hautes Puiſſances, que tant par raport à l'obligation où nous nous trouvons, comme un Etat de l'Empire, & Directeur du Cercle envers Sa Majeſté Imperiale; qu'auſſi en particulier par la conſidération qu'il nous importe beaucoup comme Succeſſeur expectatif dans le Païs d'Ooſtfriſe, qu'il ne ſoit pas ruiné par de telles Rebellions, nous n'avons pû nous diſpenſer de déclarer là-deſſus en Réponſe: Que nous ſerions toujours prêt, en cas de beſoin, à prendre une telle Commiſſion ſur nous.

Et puiſque Vos Hautes Puiſſances de leur côté ont non ſeulement témoigné ci-devant en toute occaſion avec nous, un loüable mécontentement contre tout ce que les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont auſſi pluſieurs fois conſeillé à tenir une conduite plus raiſonnable & discrete; quoiqu'en vain: C'eſt pourquoi nous nous tenons parfaitement aſſuré de la grande équité de Vos Hautes Puiſſances, qu'Elles n'aprouveront en aucune maniere la conduite irréguliere & ſoüillée de beaucoup de ſang, des Etats d'Ooſtfriſe, & encore moins qu'Elles voudront empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle ſoit encore demandée) par leurs Troupes qui ſe trouvent dans ledit Païs.

De notre côté nous ne ſouhaitons rien plus que leſdits Etats d'Ooſtfriſe veuillent faire à tems plus d'attention qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réïterée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie eſt ci-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pend ſur la tête.

Mais en cas que non, nous voulons être excuſé de tous les malheurs & mauvaiſes ſuites qui leur pourroient arriver; & aſſurer encore particulierement à Vos Hautes Puiſſances avec toute ſincerité, que par raport aux Capitaux avancés par Elles audit Païs, nous jugeons que le rétabliſſement de l'ordre & ſubordination entre le Prince & les Sujets eſt plus convenable, que de ſouffrir que tout reſte plus long-tems dans la confuſion préſente; & que nous prendrons toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'aider au prompt payement des interêts des Capitaux dûs à Vos Hautes Puiſſances. Pour le reſte nous demeurons, &c.

Berlin le 10. *Mai* 1727.

FR. GUILLAUME.
plus bas, ILGEN.

Extrait

ANNO 1727. *Extrait de la Réponſe des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas au Roi de* PRUSSE.

QUe Leurs Hautes Puiſſances étoient très-reconnoiſſantes de la confiance que Sa Majeſté leur témoignoit en leur faiſant part de la réquiſition de Sa Majeſté Imperiale, tendante à ce que Sa Majeſté & les autres Princes Directeurs du Cercle prêtaſſent la main enſemble ou ſéparément à l'exécution des Decrets Imperiaux dans l'affaire d'Ooſtfriſe, & apaiſaſſent les troubles dans ce Païs. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient eu ſoin de leur côté de donner connoiſſance de tems en tems à Sa Majeſté des démarches qu'elles faiſoient pour apaiſer ces differends, s'il étoit poſſible, & prévenir les voïes de fait qui ont été commencées contre leur ſentiment & leur attente, puisqu'elles les ont desaprouvées, ayant réſolu de conſeiller à ceux d'Embden & à leurs Adherans de ſe ſoumettre aux Decrets Imperiaux, & de s'abſtenir à l'avenir de toutes voïes de fait, dans l'esperance que leur ſoumiſſion empêchera que les Decrets ſoient executez à la rigueur, & qu'enſuite les Griefs étant redreſſez ſelon l'équité; la tranquilité & la Regence pourroient être rétablies en Ooſtfriſe comme ci-devant; c'eſt ce dont Leurs Hautes Puiſſances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Miniſtre, d'informer Votre Majeſté, avant d'avoir reçu ſa Lettre; elles en ont de même donné connoiſſance au Sr. de Meinhertshagen Miniſtre de Sa Majeſté ici. Que Leurs Hautes Puiſſances ſe flattent que leur Conſeil joint à la Lettre de Sa Majeſté aux Etats d'Ooſtfriſe, auront un bon ſuccès, & qu'il ne ſera point neceſſaire d'en venir à une execution réelle, qui, ſi elle doit ſe faire en introduiſant des Troupes dans l'Ooſtfriſe, ne ſerviroit qu'à oprimer & ruiner ce Païs, à la conſervation duquel Leurs Hautes Puiſſances ne ſont pas moins intereſſées que Sa Majeſté. Que Leurs Hautes Puiſſances ſont très-ſatisfaites que Sa Majeſté ait averti les Etats de ce dont ils ſont menacez, s'ils ne s'abſtiennent de toutes voïes de fait, & ne ſe ſoumettent. Que L. H. P. prient inſtamment Sa Majeſté de faire enſorte qu'on ne ſe preſſe pas d'envoyer des Troupes en Ooſtfriſe pour exécuter les Decrets Imperiaux, dans l'esperance que Sa Majeſté Imperiale, ſelon ſa clemence naturelle, voudra bien donner quelque esperance & ſûreté aux Renitens condamnez à tout perdre; que les Decrets ne ſeront pas exécutez contre eux à la lettre, & que Sa Majeſté voudra bien y contribuer, afin que les conſeils que l'on donnera aux Renitens de s'y ſoumettre, ayent plus d'effet. Que Leurs Hautes Puiſſances ne ſouhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Ooſtfriſe le plûtôt poſſible; à quoi Elles ont un intérêt, ſurtout que ce ſoit par des moyens qui ne ſurchargent pas ce Païs, qui n'a déja que trop ſouffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. ſeront toujours portées à y contribuer autant qu'il dépendra d'Elles, dans l'esperance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Ooſtfriſe.

*Réponſe des Etats Generaux au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'Embden.*

QU'ils n'ignoroient pas avec quel zéle Leurs Hautes Puiſſances avoient travaillé pour conſeiller, & s'il eût été poſſible, perſuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embden d'un autre côté, de terminer leurs differends par un Accord amiable, & en attendant de s'abſtenir de part & d'autre de toutes voïes de fait: Qu'Elles ſont très-mortifiées de n'avoir pû réuſſir, puisque ſelon elles, c'étoit le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'expedient le plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choſes étant dans la ſituation où elles ſont, Leurs Hautes Puiſſances ne pouvoient leur donner un meilleur conſeil que celui de ſe ſoumettre, eux & leurs Principaux & Committans, à la déciſion des Decrets de Sa Majeſté Imperiale, & Leurs Hautes Puiſſances leur conſeillent cette ſoumiſſion. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient employez tous leurs bons offices, & continueroient à les employer pour faire enſorte que l'exécution des Decrets Imperiaux commiſe aux Directeurs du Cercle ſoit ſuſpenduë par proviſion dans l'esperance que cette ſoumiſſion le fera bientôt; mais que ſans cette ſoumiſſion, il n'y avoit point de ſuccès à attendre; que dès qu'elle ſera faite, Leurs Hautes Puiſſances tâcheront d'obtenir, par leurs preſſantes interceſſions, que les Decrets ne ſoient pas exécutez à la rigueur, & que l'on uſe de modération, que les Griefs ſoient redreſſez, & la Regence rétablie ſur un bon pied. Que quant aux plaintes par raport aux Troupes Danoiſes qui ſont à préſent en Ooſtfriſe, & aux desordres & violences qu'elles commettent dans le plat Païs, Leurs Hautes Puiſſances employeroient leurs bons offices à ce que ces Troupes ſoient renvoyées, & que l'on faſſe ceſſer ces desordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans donnent des aſſurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement. ANNO 1727.

Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.* 1728.

Vendredi 9. Juillet 1728.

LEs Srs. Umbgroeve & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, ayant examiné en vertu de leurs Reſolutions Commiſſoriales datées de pluſieurs jours differens, conjointement avec quelques Srs. Commités du Conſeil d'Etat, les Pieces & Papiers que Leurs Hautes Puiſſances ont reçus depuis quelque tems au ſujet de l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, particulierement celles qui ont relation à la ſureté de la Ville d'Embden, en dedans & en dehors; & les Srs. Commités du Conſeil d'Etat ayant communiqué le raport du Colonel Otto, qui depuis peu y étant envoyé par le Conſeil pour examiner l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, ſpécialement à l'égard de la ſûreté de la Ville d'Embden qu'il leur paroiſſoit, auſſi-bien qu'aux Srs. Commités du Conſeil d'Etat, entierement dangereux, parce qu'il eſt évident qu'on a pouſſé ceux d'Embden à bout; que les Decrets Imperiaux ſont exécutés contr'eux à la derniere rigueur, & qu'on paroît avoir en vûë de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redreſſées, pendant qu'on ne répond nullement, ou ſeulement par de belles paroles, aux bonnes intentions & vives repréſentations de Leurs Hautes Puiſſances, pour obtenir quelque mitigation des Decrets Imperiaux; comme auſſi de rétablir la Paix & la tranquillité en Ooſtfriſe par des moyens plus doux, ſauf pourtant la ſouveraine autorité de Sa Majeſté Imperiale, comme Juge ſuprême dans l'Empire.

Que cela paroît inconteſtablement par les procedures des Srs. Commiſſaires Subdeleguez de Sa Majeſté Imperiale, qui pendant les déliberations du Conſeil Aulique, repriſes ſur les fortes inſtances de Leurs Hautes Puiſſances, ſe ſont rendus Maîtres des Seigneuries d'Embden, ſituées autour de la Ville, & y ont mis des Troupes ſous prétexte d'exécution. Que l'invaſion desdites Seigneuries, & particulierement de celle de Woethuyſen, qui n'en eſt qu'à la portée d'un Fauconneau, met la Ville en danger d'être ſurpriſe à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le ſéqueſtre deſſusdites Seigneuries, de leur ſubſiſtance, laquelle ils ont accoutumé de tirer de ces Seigneuries, & que la Ville même eſt tellement entourée & ſerrée, qu'elle, auſſi-bien que la Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances eſt tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embden n'oſe mettre les pieds hors des portes de la Ville ſans un danger extrême, à moins qu'il ne ſoit muni d'un Saufconduit des Srs. Commiſſaires Subdeleguez Imperiaux. Qu'on publie un Decret après l'autre, & qu'on met amende ſur toute ſorte de choſes, quelquefois, où Leurs Hautes Puiſſances ſont directement intéreſſées comme Parties Contractantes avec le Prince & les Etats, ſur le Magiſtrat en général, ou l'un ou l'autre de ſes Membres en particulier; qu'en mettant ainſi les eſprits au deſeſpoir, l'apréhenſion d'une Révolte en dedans, & les dangers d'une ſurpriſe en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas ſeulement la derniere confuſion à craindre, mais qu'on eſt, pour ainſi dire, à la veille d'un bouleverſement général; que les Troupes de l'Etat à Embden courent pareillement grand risque d'y être compriſes, & qu'on en pourroit

ANNO 1728. roit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puiſſances, & malgré les ſusdites Troupes, à des hoſtilités qui pourroient avoir de fâcheuſes ſuites.

Qu'eux Srs. Députez avoient appris qu'on ſollicite à Vienne de la part du Prince, entr'autres un Decret Imperial, *de injungenda abductione militis Batavici*: & que Leurs Hautes Puiſſances ſont fort inquiétes de ce que ladite ſollicitation pourroit produire, qu'il eſt fort à craindre que la République ſera à la fin troublée ouvertement dans l'ancienne poſſeſſion de ſes Garniſons à Embden & Lieroort, & qu'il pourra arriver qu'on renverſe tout d'un coup la forme de la Regence en Ooſtfriſe, à la conſervation de laquelle on a travaillé ſincerement de la part de l'Etat avec un zéle infatigable & avec toute l'aplication & précaution poſſibles depuis une longue ſuite d'années. Leurs Hautes Puiſſances ayant été requiſes expreſſément en qualité d'amis & voiſins, auſſi-bien par les Comtes & Princes d'Ooſtfriſe, que par les Etats, avec ce ſuccès que les troubles ont été chaque fois aſſoupis, les differends aplanis, & après précedente ſoumiſſion, decidées, comme auſſi la forme de la Regence fixée & affermie: de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, on a fait pluſieurs Accords ſolemnels, entre les Comtes & Princes, & leurs Etats; comme auſſi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Embden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilegiée d'Ooſtfriſe, leſquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, & au maintien desquels, comme auſſi pour prévenir toute ſorte d'hoſtilités, elles ont miſes & entretenuës à leurs propres frais depuis plus de cent ans leurs Garniſons à Embden & Lieroort.

Qu'on ne juge pas néceſſaire d'alleguer tout au long, que cet Etat a toujours eû à cœur l'intérêt de l'Ooſtfriſe & de la Ville d'Embden en particulier, ni ce que Leurs Hautes Puiſſances ont fait pour la conſervation de ce Païs; que marque de cela, parmi pluſieurs autres preuves, la Ville d'Embden a été toujours nommément compriſe de la part de Leurs Hautes Puiſſances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été intéreſſées, comme dans celui de Munſter, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en paſſant, que l'Ooſtfriſe préſentement réduite en Marais & Païs inondé, ſans les Capitaux conſiderables qui ont été négociez ſous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fournis depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'intérêt que la République prend à ſa conſervation; de ſorte qu'on ne peut ſonger qu'avec étonnement & frayeur à un renverſement total de la Regence en Ooſtfriſe, dont on a ci-devant allegué les ſuites, & qui ſont faciles à prévoir, mais qu'on ne ſauroit trop apréhender.

Surquoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon & entendu de donner connoiſſance dudit raport aux Srs. Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à Soiſſons, & de leur recommander de concerter ſur cet état dangereux & pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, avec les Srs. Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Couronnes ayant déclaré en général d'être portées à ſoutenir Leurs Hautes Puiſſances; & à favoriſer l'intérêt de l'Etat en Ooſtfriſe; à qui entr'autres convient que la tranquillité y ſoit rétablie au plûtôt; que les Droits de Garniſon de l'Etat, dont il a joui depuis ſi long-tems, & que les Accords & Accommodemens entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances ſont pour la plûpart garants, ne ſoit annullées ou bouleverſées, & que toute la Regence ne ſoit renverſée; à moins de quoi on ne voit aucune certitude, & encore moins, une parfaite ſureté à l'égard des Garniſons de l'Etat en Ooſtfriſe & des Capitaux importans que les bons Habitans de la Republique ont fournis pour le bien & la conſervation de l'Ooſtfriſe aux Princes & aux Etats en général, comme auſſi à la Ville d'Embden en particulier.

Qu'eux Srs. Plenipotentiaires obſerveront à l'égard dudit concert.

1. De déclarer conjointement avec les Srs. Miniſtres Plenipotentiaires de France & de la Grande Bretagne au Congrès, comment on peut engager les Srs. Comtes de Sinzendorff & autres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale audit Congrès, dont le premier a déja été averti, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'état pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, à donner une réponſe poſitive & ſpecifique à l'égard de l'intention de la Cour Imperiale touchant le rétabliſſement du repos en Ooſtfriſe, & particulierement ſur la maniere la plus propre & la plus efficace, pour inſiſter vivement & ſérieuſement auprès des Srs. Plenipotentiaires Imperiaux, ſoit ſeuls, ou bien conjointement avec les Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne au rétabliſſement de toutes les innovations pendant les déliberations du Conſeil Aulique, ſur l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances pour la modification des Decrets Imperiaux dans les affaires d'Ooſtfriſe, & particulierement à la reſtitution desdites Seigneuries à l'entour d'Embden, dont l'occupation ſerre la Ville de ſi près, qu'elle eſt autant que blocquée; ou pour le moins de ſuspendre toute exécution ulterieure, & de réduire la Commiſſion à un état, qu'on ne vienne ni dans le voiſinage, ni ſur les Frontieres de l'Etat à des extremités, qui pourroient avoir de mauvaiſes ſuites, dans un tems, où le Congrès eſt aſſemblé à Soiſſons pour la Pacification générale de l'Europe. ANNO 1728.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Païs de fond en comble, à la conſervation duquel L. H. P. ſont intéreſſées pour les raiſons ci-deſſus allegués, on faſſe des repréſentations ſerieuſes aux Srs. Plenipotentiaires Imperiaux de vouloir effectuer, par leurs bons offices, auprès de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, que Sadite Majeſté ſe détermine, ſelon ſa haute équité & ſa clemence naturelle, à mitiger la rigueur des Decrets publiez, par leſquels les Habitans d'Embden & leurs Adherans ſont condamnez à perdre leurs biens & vies, & qu'Elle s'ouvre à L. H. P. & à leurs Alliez reſpectives touchant ſes intentions pour le rétabliſſement de la Paix & de l'ordre dans la Régence d'Ooſtfriſe, afin que L. H. P. étant perſuadées que S. M. Imperiale & Cathol. ne ſonge nullement à exécuter les Decrets, ſelon toute leur rigueur, ni à renverſer la forme de la Régence, ſe puiſſent tranquilliſer pour leur propre intérêt, & ſoient par là d'autant plus en état de diſpoſer la Ville d'Embden & ceux de ſon parti à s'accommoder à l'intention de S. M. Imperiale, ainſi qu'on a fait de pareilles repréſentations l'année paſſée de la part de L. H P. au Sr. Comte de Konigſegg Erps, Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté Imperiale à la Haye, & ſur leſquelles on a inſiſté de tems en tems, ſans qu'on aye vu le moindre ſuccès.

3. Que leſdits Srs. Plenipotentiaires de L. H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur faſſent la propoſition, qu'en cas que, contre toute esperance & attente, les Srs. Plenipotentiaires Imperiaux ne donnaſſent pas une réponſe ſuffiſante à ce ſujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponſe, on commît de nouvelles hoſtilitez contre la Ville d'Embden & la Garniſon de L. H. P, ainſi qu'on doit aprehender, pour les raiſons ſusdites, L. H. P. comptent non ſeulement ſur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui regnent entre les Hauts Alliez & l'Etat; mais qu'Elles ſont auſſi entierement perſuadées, que leſdits hauts Alliez regarderont ce cas comme *Caſus Fœderis*, qui eſt compris dans les Traitez, & nommement dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'eſt promis une Garantie reciproque, non ſeulement de tous les Etats, Païs & Villes, mais auſſi *de tous les Droits, Immunitez & Prérogatives, dont les Hauts Contractans jouiſſoient, ou devoient jouir dans le tems que ce Traité fut ſigné*; étant inconteſtable, que parmi les Prérogatives, dont l'Etat jouïſſoit dans le tems qu'il acceda audit Traité, & dont il a été en poſſeſſion depuis plus de 120. ans, ſes Garniſons à Embden & à Lieroort ne ſont pas les moindres, &c.

*Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'*OOSTFRISE.

Lundi le 13. *Septembre* 1728.

ON notifiera à la Commiſſion de l'Ooſtfriſe & publiera la Reſolution ſuivante de S. M. I.

L'Empereur a aprouvé le ſentiment du Conſeil Aulique, de ſorte que

I. On expediera & publiera la Patente d'Amniſtie projettée, pour convoquer à la Diète, les Etats d'Ooſtfriſe y apartenans, tant les obéiſſans que les *Renitens*, avec pourtant cette reſerve, que non ſeulement les deux Auteurs de la Rebellion, nommement *Bernard Henri d'Appel*, & *Rudolf de Rheeden*, mais auſſi ceux qui ont eu part aux homicides perſonnels, ſeront exclus de cette Amniſtie, & on procedera contre eux ſelon

ANNO 1728. selon le Droit, &c. Cependant Sa Majesté Imperiale, selon le raport des Commissaires, se reserve de decider là-dessus, si Elle trouve plus à propos de mitiger leur châtiment, ou point.

2. La Commission d'Oostfrise continuera la sequestration des Biens des Rebelles pour l'*indemnisation* des innocens, jusqu'à la comparition de ceux-là à la Diète, & moyennant leur bon comportement, les Biens sequestrez pourroient leur être restituez, en vertu de la clemence & de la gracieuseté de l'Empereur, dès que les lesez seront dédommagez.

3. On expediera, selon le Protocolle, le Decret Imperial, & on le donnera à l'Envoyé de Hollande, en réponse des Memoires qu'il a délivrez.

4. On adressera les ordres, selon le Protocolle, aux Commissaires Imperiaux, & à leurs Subdeleguez dans l'Oostfrise.

(*Signé*)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puissances, du 29. Juillet 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 26. du Courant, je me suis entretenu à Versailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux sur l'affaire d'Oostfrise; Je les ai trouvé très-disposez de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinzendorff dans la vûë d'empêcher que l'affaire d'Oostfrise ne soit poussée à une plus grande extremité, mais au contraire que les Seigneuries appartenantes à la Ville, & qui sont occupées par la Commission, lui soient restituées, & que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les déliberations de l'Empereur pour rétablir le repos dans ce Païs-là: supposé que ce que ces Ministres ont dit à ce sujet au Comte de Sinzendorff n'ait été d'aucun effet jusqu'à présent, ils ne doutoient point que ce Seigneur ne fit reflexion sur ce qu'ils lui avoient repeté sur cette matiére, & que L. H. P. pouvoient être persuadées qu'ils prendroient à cœur de toute maniere la sûreté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occasions. Et comme le Comte de Sinzendorff m'avoit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écriroit sur ce sujet au Comte de Königsegg-Erps, que ce Ministre envoyeroit aux Commissaires Subdeleguez d'Oostfrise, dans l'esperance qu'elle produiroit l'heureux succès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce sujet à ces Messieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puissent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinzendorff.

Je ne puis à cette occasion, Monsieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai trouvé les Ministres de la Grande-Bretagne resolus de déclarer les démêlez d'Oostfrise un *Casum Fœderis*, suivant quoi L. H. P. sont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Resolution chez les Ministres de France, quoiqu'ils donnassent de fortes assûrances de leur appui & de leur secours. Ils se retranchent à dire qu'ils le font plûtôt par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traitez.

J'ai envoié Copie de la traduction de la susdite Lettre du Comte de Sinzendorff, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Ministres d'Angleterre; afin qu'ils examinassent ce qu'il y avoit à faire sur cette matiere, & de quelle maniére on pourroit le mieux satisfaire à l'intention de L. H. P. contenuë dans leur Resolution du 9. de ce Mois: Je me suis ensuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Conversation que j'ai eu avec le Comte de Sinzendorff, sur cette affaire, il s'est expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit absolument pas de faire déloger la Garnison que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accordoient à ce que la Ville d'Embden demeurât sous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pouvoit point approuver que cette Forteresse de l'Empire fût occupée par des Troupes Etrangeres, mais que l'Empereur continueroit à user de connivence à l'égard de ce qui avoit été si long-tems pratiqué par rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de repre- ANNO
senter à S. E. que ce qui se passoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guere avec les assûrances qu'il me don- 1728.
noit, puisqu'il n'y avoit pas grande difference entre attaquer la Garnison de l'Etat, ou, sous prétexte d'exécuter les Decrets du Conseil Aulique, la tenir si étroitement bloquée ainsi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût surprise.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déja mis ordre & reglé le payement des intérêts des Capitaux que les sujets de l'Etat avoient avancez en faveur de l'Oostfrise; Qu'à l'égard des *Renitens*, l'intention de l'Empereur étoit absolument qu'ils devoient se soumettre, & s'en raporter à la Commission, que par-là l'Empereur seroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit aussi son intention.

Là-dessus, je pris encore la liberté d'assurer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'agir de concert à cet égard avec l'Empereur aussi-tôt que S. M. I. trouveroit à propos d'assûrer aux *Renitens* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Païs conserveroient leurs Droits & Privileges qui faisoient la sûreté de l'Etat & de leurs Habitans, & que l'Etat souhaitoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une maniére plus claire & plus précise, sans quoi l'Etat ne pouvoit pas se charger de persuader des Gens à se soumettre, contre qui il y avoit déja un Decret qui déclaroit leurs Biens confiscquez & leur Vie en danger. Le Comte de Sinzendorff répliqua là-dessus que l'Empereur même, suivant son Serment, ne pouvoit juger que conformement aux Loix & Privileges du Païs; qu'il n'étoit pas assez instruit pour savoir si tous ces Privileges avoient été légitimement obtenus, sans quoi ils ne pouvoient être regardez que comme aiant été usurpez. Que l'Administration des Deniers Publics étoit une des causes de la discorde dans ce Païs-là, & que suivant son jugement le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je suis, &c.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puissances, de Paris le 1. *Août* 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 29. du passé, j'ai cru devoir représenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre cijointe, ma surprise sur le contenu de la Lettre du Comte de Sinzendorff *, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une maniere qui confirme ce que le Comte de Sinzendorff avance, savoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Oostfrise, ne pouvoient être portées au Congrès, c'est pourquoi j'ai crû devoir envoier à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'aiant fait savoir qu'il souhaiteroit fort que j'allasse hier à Versailles pour conferer avec moi sur ce sujet, je m'y suis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponse au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal sur les affaires d'Oostfrise, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient souvent parlé au Comte de Sinzendorff sur l'affaire d'Oostfrise dans les termes les plus pressans, qui avoient enfin engagé S. E. à écrire au Comte de Königsegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre, le Garde des Sceaux étoit allé à Boulogne, où loge le Comte de Sinzendorff, pour lui parler encore sur le même sujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la sincere intention de Son Eminence. Que le Comte de Sinzendorff lui avoit repondu qu'il esperoit que sa Lettre au Comte de Königsegg auroit tout le succès desiré, & que comme il avoit reçû ce jour-là un Courier de l'Empereur sur cette affaire d'Oostfrise, il s'imaginoit que le Comte de Königsegg auroit aussi reçu de nouvelles Instructions sur ce sujet; mais que puisqu'on prenoit ici cette affaire si fort à cœur, il dépêcheroit incessamment un Exprès à la Cour Imperiale, à quoi le Comte de Sinzendorff avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garnison

* On trouvera ci-après cette Lettre, celle de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il est parlé dans cette Lettre.

ANNO 1728. nison de l'Etat, ni les Privileges du Païs, proteſtant de la maniere la plus forte que les Renitens ſeroient traitez avec toute ſorte de douceur s'ils vouloient ſe ſoumettre, mais il ne s'expliqua point davantage ſur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dicta pour derniere reſolution ſur mon Mémoire: *Nous ſoutiendrons les Etats Généraux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Il ſuffit que la République y ſoit intéreſſée, pour que nous nous portions à l'aider avec empreſſement & avec vivacité. Elle fera très-bien de prendre toutes les meſures néceſſaires pour ne point ſuccomber, ſi l'on portoit trop loin la violence, & comme nous ne doutons pas que les Etats Généraux n'agiſſent que de concert avec nous, ils peuvent être ſûrs que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les meſures pour faire ceſſer la rigueur des Commiſſaires Imperiaux devinſſent inutiles.* Mr. le Garde des Sceaux avoit couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; ſans aucun changement, au Comte de Sinzendorff; ce qui ſera auſſi envoyé à Mr. de la Baune *.

Comme j'avois auſſi delivré le Mémoire ſusdit aux Miniſtres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avoient reçu pluſieurs ordres d'apuyer de tout leur pouvoir les repréſentations qui ſeront faites de la part de L. H. P. au ſujet des affaires d'Ooſtfriſe, tant à cette Cour-ci qu'aux Miniſtres de Sa Maj. Imp. Et ils m'aſſurerent que l'intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la Republique en toutes manieres dans l'affaire d'Ooſtfriſe & qu'ils envoyeroient à leur Cour le ſusdit Mémoire que je leur avois donné. Je ſuis, &c.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KÖNIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet* 1728.

J'Ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations y jointes pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du ſentiment, que je dois écrire à la Commiſſion Subdeleguée en Ooſtfriſe, pour lui faire connoitre que je croyois que ladite Commiſſion ne devoit pas pouſſer l'exécution plus loin, mais qu'elle laiſſât les choſes dans l'état, où elles ſe trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait diſpoſé autrement. Mr. Hop m'a témoigné, qu'il étoit auſſi de cette opinion; mais comme vous n'ignorez point, Monſieur, que ces ſortes de Commiſſions ſont principalement émanées du Conſeil Aulique, & qu'elles dépendent ainſi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aiſément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultez pourroient facilement s'aplanir, ſi le Magiſtrat d'Embden vouloit comparoitre devant ladite Commiſſion & lui rendre obéiſſance, ſuivant que l'équité & les Conſtitutions de l'Empire l'éxigent. Mr. Hop m'a fait connoitre, que ces gens-là craignoient de paroître devant la Commiſſion, mais moi, je penſe que les Etats Généraux protegeront d'autant plus difficilement ces desobéiſſans, qu'ils ſavent par experience, qu'on n'eſt point accoûtumé dans l'Empire d'employer & de mettre en uſage toutes les rigueurs. Outre cela on eſt perſuadé en Hollande, que malgré l'oppoſition de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur ſont dûs, on m'aſſure qu'on a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont lieu d'en être contents & ſatisfaits. Au reſte il me paroit, que ſi les Etats Généraux ne vouloient pas fortifier ces Gens dans leur desobéiſſance, il ſeroit facile de terminer au plûtôt cette affaire, de maniere que le meilleur ſeroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Cath., que les Subdelegués ſe conduiſent de façon à pouvoir empêcher toutes ſortes de voyes de fait, pour ne point aigrir davantage les choſes, & pour nous mettre en état de nous faire reſſentir les effets des bonnes diſpoſitions, qu'on peut attendre de la Conjoncture preſente. Mr. Hop m'a auſſi demandé, ſi les Embdenois n'avoient rien à craindre par raport à leurs Privileges? Je lui ai répondu, que je ne ſavois point jusqu'où ils avoient porté leur temerité; mais qu'en général, je pouvois l'aſſuret, que ſelon les principes de S. M. I. on eſt dans l'habitude de maintenir toujours les Vaſſaux de l'Empire dans leurs anciens Privileges. J'ai fait en même tems connoître à Mr. Hop, que S. M. I. ne permettroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire ſoit portée & agitée au Congrès, & cela fondé ſur ce que Sadite Maj. Imperiale étoit en général d'accord ſur ce point avec la France. Je ſuis, &c. ANNO 1728.

Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.

MONSIEUR,

JE me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence ci-joint la Traduction de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinzendorff avoit promis d'écrire à Mr. le Comte de Königſegg-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçuë en des termes propres à calmer proviſionellement le Païs d'Ooſtfriſe & mettre la Republique en tranquilité de ce côté-là.

Il ne me reſte donc, Monſieur, qu'à vous prier de faire réflexion ſur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre ſur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous ſouhaitez que je vienne recevoir réponſe là-deſſus, afin de me mettre en état d'en faire un raport fidele à L. H P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je ſuis avec tout le reſpect poſſible, &c.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.

MESSIEURS les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne me ſont venus voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Eminence ſur les affaires d'Ooſtfriſe, & qu'ils ont trouvé votre Eminence dans les diſpoſitions telles que j'avois eſperé; ils m'ont dit encore qu'ils ont tâché d'entretenir ſur cette affaire Mr. le Garde de Sceaux, mais qu'ils n'ont pû le joindre à cauſe qu'il étoit occupé aux Sceaux. Votre Eminence aura vû dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinzendorff à Mr. le Comte de Königſegg-Erps, combien peu d'eſperance il y a que par cette Lettre non ſeulement la tranquilité ſoit renduë au Païs d'Ooſtfriſe, mais même qu'il n'y a point d'eſperance du tout que cette Lettre empêche les Commiſſaires Subdeleguez de continuer l'exécution contre la Ville d'Embden & votre Eminence aura ſans doute remarqué dans la fin de ladite Lettre ſurquoi eſt fondé la confiance du Miniſtre Imperial. J'ai cru pouvoir me diſpenſer de preſſer avec importunité votre Eminence de me faire avoir réponſe ſur le Mémoire que Mr. Goslinga & moi avons préſenté ſur cette affaire à votre Eminence & aux Miniſtres des Alliez de la Republique au Congrès, tandis que je pouvois me flatter que votre Eminence auroit engagé Mr. le Comte de Sinzendorff à prévenir par ſon moyen tous les malheurs, qui ſont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laiſſe aucune eſperance, je me trouve obligé de ſuplier votre Eminence de vouloir réfléchir ſur la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe, d'avoir la bonté de me faire ſavoir ſon ſentiment ſur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinzendorff, & en même tems ſur le Mémoire, qui, en éxécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Eminence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

Réponſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet 1728.

JE reçois, Monſieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai, pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des ſentimens du Roi ſur l'affaire d'Ooſtfriſe, & ſur leſquels la Republique peut compter. Il eſt vrai que j'ai dit à Mr. de Sinzendorff, que les affaires de l'Empire & purement de ſon reſſort ne ſeroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui ſeroient

* Chargé des affaires de France à la Haye depuis le départ du Marquis de Fenelon.

ANNO 1728. roient une suite des Traitez de Westphalie, dont nous sommes Garants & celles aussi qui auroient une si grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans lesquelles nous ne pourrions nous dispenser d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'il leur fut fait justice, telle est l'affaire d'Oostfrise, & la Republique peut être assurée que son repos & sa tranquilité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empressement & vivacité, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Commissaires Imperiaux devinssent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, il demande une Conference plûtôt qu'une Lettre, & Mr. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conferer avec lui sur une affaire si pressante & si délicate, le Roi sera toujours prêt à donner à la Republique les secours dont elle aura besoin aussi bien que les Conseils qu'il croira nécessaires. Je vous suplie, Monsieur, de vouloir mettre une entiere confiance dans la Droiture de nos intentions, & d'être persuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus parfaitement que je fais, qui suis, &c.

Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à ceux des autres Alliez de Hanovre.

LEs sousignez Ministres Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances aiant des ordres très-precis de la part de leurs Maîtres, de représenter à leurs Alliez l'extremité où se trouve reduite la Ville d'Embden, ils s'acquittent de ce devoir par le present Mémoire, qu'ils ont l'honneur de presenter à Vos Excellences.

Il souviendra à son Eminence, & aux autres Ministres des Alliez, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Représentations très-vives là-dessus, non seulement à nos Alliez, mais aussi en plus d'une Conversation aux Ministres de Sa Maj. Imperiale.

Votre Eminence entra si bien & avec tant d'affection dans la justice de nos plaintes, & conçut si bien l'importance de la conservation de cette Place, le Boulevart des Frontieres de quatre ou cinq Provinces, la seureté de nos côtes: par consequent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Ost (qui comprend le Holstein, le Jutland & les Isles adjacentes) dont la plus grande partie se fait le long des côtes d'Oostfrise, tellement qu'il faut croiser l'Ems, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la Republique.

Votre Eminence, disons-nous, convaincuë de la verité de ces faits, ne hesita pas un moment à nous donner les asseurances les plus fortes, de vouloir soutenir nos justes Droits. Elle eut en consequence de cela la bonté d'en parler en des termes très-serieux à Mr. le Comte de Sinzendorff.

Les sousignez de leur côté n'ont pas cessé de faire auprès des Ministres de Sa Majesté Imperiale les instances les plus vives, pour qu'ils vouluſſent s'expliquer sur les conditions que S. M. Imperiale trouveroit bon, selon sa Clemence ordinaire, & Heréditaire à sa Maison, de prescrire à ceux d'Embden, qui, pour peu qu'elles eussent en vuë les anciennes Conventions, & missent à couvert la vie, la liberté & les possessions de la Ville & des Habitans, nos Maîtres préteroient volontiers les mains à un œuvre aussi charitable, & aussi Chrétien.

Ce n'est pas la premiere fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königsegg, & le Ministre ordinaire de L. H. P. a eu ordre plus d'une fois de faire des réprésentations là-dessus, sans que jamais il ait eu de reponse.

Si jamais le tems fut propre, pour pouvoir esperer que toutes les semences de divisions qui subsistent, puissent être étouffées dans leur naissance, c'est-à-présent, que d'un consentement unanime les Ministres de presque toutes les Puissances principales de l'Europe se trouvent assemblez en Congrès, uniquement dans la vuë salutaire de procurer une Paix & un repos stable au Monde Chrétien, aussi les sousignés se flattoient déja agréablemeut, que les bons offices de votre Eminence & de Vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eut suspendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, levée la blocade de la Ville, laissé à la Ville la possession de ses Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & sortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de Terre & pour exercer librement leur petit Commerce. ANNO 1728.

Mais ces esperances flateuses se trouvent entierement évanouïes. On continue d'user de toutes les rigueurs imaginables: Edits foudroyants les uns sur les autres; Amendes & Confiscations sur Confiscations, on serre la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'excepté la force ouverte (dont on se peut servir à tous momens, postées comme sont les Troupes) la Ville se trouve assiégée dans les formes.

Voilà Messieurs, l'état violent, où se trouve la Ville avec ses Habitans, & par consequent la Garnison de nos Maître reduites, c'est cette triste & violente situation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir usé avec tant de patience, d'avoir recours à l'interceſſion efficace &, en cas de besoin, à l'assistance réelle de leurs Alliez.

Il est inutile de leur répréſenter de nouveau l'importance de cette Ville à tous égards, nous ajouterons seulement à ce qui s'est déja dit là-dessus, que nos généreux Ancêtres dès la naissance de la Republique crurent cette Ville de cette importance pour leur conservation, qu'ils ne balancerent pas, avec post-possession de leurs Frontieres les plus exposées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accourir au secours de cette Ville menacée, & à la veille d'être opprimée; aussi nos Ennemis en conçurent dès ce tems-là si bien l'importance, que plus d'une fois ils firent des tentatives de s'en rendre les Maîtres, sous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après le siege de la Guerre: Projet, s'il avoit réuſſi, qui auroit étouffé dans sa naissance la Republique; aussi la France & la Grande-Bretagne, dès lors nos Alliez, en furent si bien persuadées, qu'ils y tinrent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jaques premier, voulut bien être Garant du Traité qui se fit, sous la Mediation de la Republique, à la Haye l'an 1606. entre le Comte & la Ville.

Ce sont ces Considerations importantes, disons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir recours aux Conseils & à l'assistance de leurs Alliez.

En consequence de cela ils demandent:

En premier lieu, que leurs Alliez se joignent avec eux pour faire de concert & ensemble les instances les plus amiables & en même tems les plus sérieuses, pour qu'il plaise à Sa Majesté Imperiale, selon sa clemence ordinaire, d'employer son authorité, afin qu'au plûtôt qu'il soit possible, ces malheureuses dissentions soient terminées d'une maniere équitable, avec la conservation de la vie, de la liberté, des possessions de la Ville & de ses Habitans, & sans renverser les fondemens du Gouvernement du Païs & de la Ville.

En second lieu,

Que cette affaire exigeant peut-être plus de tems que le triste état, où se trouve la Ville & la Garnison, ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majesté voulût bien ordonner au Commissariat de remettre les choses dans l'état, où elles étoient avant la saisie des Domaines & des Biens de la Ville & de ses Habitans.

Et en troisiéme lieu.

En cas que malheureusement tous ces offices amiables se trouvassent, contre toute attente, infructueux, que Nos Alliez veuillent bien considerer cette affaire avec les suites, qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme sans contredit elle l'est) en termes exprès, un *Casus Fœderis*, avec cet effet, que, si malheureusement la Republique se trouvoit reduite à la dure neceſſité, de sauver de l'une ou de l'autre maniere la Ville, ses Habitans & leur propre Garnison de leur ruine, que cette demarche, à laquelle on ne viendroit pas, à moins d'une neceſſité toute absoluë, (comme celle où on se trouveroit, si, contre toute esperance, on continuoit de pousser les choses à l'extremité) seroit approuvée par leurs Alliez, & les suites, qu'elle pourroit avoir, censées, *Casus Fœderis*, en vertu duquel nos Maîtres seront en Droit d'exiger, qu'on tienne prêt tel secours reel, qu'ils pourroient avoir besoin pour se garantir de l'oppreſſion de leurs Ennemis.

Ce n'est pas que nos Maîtres prétendent le moins du Monde s'ingerer dans le Domestique de l'Empire; loin

ANNO 1728. loin de là, ils ne cherchent rien avec plus d'empreſſement, qu'à vivre dans une étroite harmonie avec le Chef & les Membres de ce redoutable Corps, & on prie Vos Excellences d'en donner chacun là où ils jugeront à propos, les aſſurances les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embden ne peut pas être conſiderée telle, auſſi jamais l'Empire ne s'en eſt mêlé : Les Traités de Munſter, de Nimegue, de Ryswyk & celui d'Utrecht, en ſervent de preuve, & jamais on n'a disputé une poſſeſſion de plus de cent ans ; Auſſi nos Maîtres ſont dans la forte perſuaſion, qu'encore l'Empire le conſidere ſur ce pied-là.

Voilà, Meſſieurs, ce que nous avons ordre de repréſenter à Vos Excellences de la part de nos Maîtres, l'union cordiale qui ſubſiſte entre les Alliez, & les preuves réelles que nos Maîtres ont reçuës, leur inſpire une forte eſperance, qu'à la faveur de cette Harmonie & de cette aſſiſtance efficace, cette affaire delicate & importante pourra être accommodée au contentement de nos Maîtres, qui de leur côté ne manqueront jamais à donner des preuves de leurs intentions ſinceres, de cultiver avec ſoin l'amitié & l'union qu'ils ont eu l'honneur de contracter avec d'auſſi grands Princes.

Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le 29. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königſegg-Erps par le Comte de Sinzendorff, & communiquée à Mr. Hop par ledit Comte de Sinzendorff, touchant la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe, ſurquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & réſolu de prier & commettre les Seigneurs de Singendonk & autres Députez pour les affaires d'Ooſtfriſe pour entrer en conference avec le Sr. Comte de Königſegg-Erps, Envoyé extraordinaire de Sa Maj. Imp. & lui déclarer que Leurs Hautes Puiſſances ont vu avec plaiſir par la ſusdite Lettre du Comte de Sinzendorff les bons offices employez par ledit Sr. Comte de Königſegg-Erps auprès du Sr. Comte de Sinzendorff pour l'engager à écrire aux Commiſſaires Subdeleguez en Ooſtfriſe de ne point pouſſer plus loin leurs exécutions & de ſurſeoir juſqu'à ce que Sa Maj. Imp. en ait ordonné ulterieurement.

Que de même elles avoient remarqué avec plaiſir que le Comte de Sinzendorff étoit d'avis que les ſusdits Commiſſaires Subdeleguez, s'ils n'ont pas d'ordres contraires, doivent ſe conduire de maniere à prevenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué en même tems que ledit Comte de Sinzendorff faiſoit quelque difficulté d'écrire aux Commiſſaires Subdeleguez, cette affaire n'étant pas de ſon departement: Que L. H. P. aprennent d'un autre côté que leſdits Commiſſaires Subdeleguez pouſſant leurs Procedures avec la derniere rigueur, jettent la Ville d'Embden dans la plus grande inquietude, puiſqu'elle ſe trouve pour ainſi dire bloquée, enſorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui auroient de mauvaiſes ſuites qu'on voudroit prevenir.

Qu'il paroit que le Comte de Sinzendorff eſt d'avis que les difficultez ſeroient bien-tôt aplanies ſi le Magiſtrat d'Embden ſe ſoumettoit à la Commiſſion Imperiale & témoignoit ſon obéiſſance, que L. H. P. avoient laiſſé audit Magiſtrat toute ſa liberté à cet égard, & ne lui avoit donné que des conſeils de moderation.

Qu'elles remarquent que le Comte de Sinzendorff a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaiſir, puiſqu'il s'imagine que L. H. P. fortifient ledit Magiſtrat dans ſa prétendue desobéiſſance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours conſeillé au Magiſtrat de ſe ſoumettre ; & qu'effectivement ce Magiſtrat a fait ſa ſoumiſſion par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, ſupliant ſeulement très-humblement que l'on eut égard à leurs Droits & Privileges ſuivant l'équité de Sa Maj. Imperiale. Mais cette ſoumiſſion a été rejettée par la ſeule raiſon qu'on y avoit ajouté cette priére.

Que L. H. P. conſiderent preſentement que ceux d'Embden & leurs Adherans ſont déclarez par les Decrets Imperiaux avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie, Elles ne voyent pas comment pouvoir en conſcience leur conſeiller de ſe ſoumettre à de tels Decrets, ſur tout remarquant l'autorité avec laquelle le Prince & ſon Miniſtere a ſur les Commiſſaires Subdeleguez, qui ſuivent en tout les intentions dudit Miniſtere, enſorte qu'il ne reſte aucune porte ouverte aux repreſentations ou remonſtrances de ceux d'Embden. ANNO 1728.

Que L. H. P. ayant la plus grande idée de l'équité naturelle, de la Clemence & de la bonté de Sa Maj. Imp. s'en raporteroient volontiers à elle ſi c'étoit leur propre affaire, pourvû que Sa Maj. Imp. voulût bien l'examiner elle même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettant pas d'entrer dans l'examen detaillé des differens du Prince d'Ooſtfriſe avec les Etats de ſon Païs & la Ville d'Embden, L. H. P. ne pourroient être aſſurées ſinon que les informations qui ſeroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque tems ne viennent que d'un côté des Parties, ne peut donner à S. Maj. I. qu'une ſiniſtre impreſſion de ceux d'Embden.

Que L. H. P. dans la ſeule vuë de contribuer de tout leur pouvoir au rétabliſſement de la tranquillité & la bonne Harmonie en Ooſtfriſe, à quoi la Republique a un ſi grand intérêt, ont demandé il y a long-tems qu'on leur fit connoître juſqu'où pourroit s'étendre la Clemence de Sa Maj. Imp. en faveur des Renitens, & ce qu'on pourroit relâcher, dans l'exécution, de la rigueur des Decrets de l'Empereur & du Conſeil-Aulique de l'Empire, enfin de quelle maniere & juſqu'où les Conſtitutions & Loix fondamentales du Gouvernement d'Ooſtfriſe ſeront conſervées, afin que L. H. P. fuſſent en état de conſeiller la ſoumiſſion à ceux d'Embden & à leurs Adherans ; mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponſe ſur ce ſujet & qu'ainſi on ne pouvoit exiger d'Elles de donner à ceux d'Embden & à leurs Adherans un Conſeil d'où dépend leur bonheur, leurs Biens, & leur Vie ; ce qui n'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laiſſent une entiere liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garniſon de L. H. P. dans la Ville d'Embden, où elle a toujours été depuis plus de 120. ans ſans être à charge ni à la Ville ni aux Etats du Païs, il eſt vrai que L. H. P. conſiderant l'amitié qui ſubſiſte entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les avantages qu'on en a tirez de part & d'autre, elles ne peuvent ſe perſuader qu'on ait intention de faire ſortir leur Garniſon de la Ville d'Embden ; mais conſiderant d'un autre côté, ce qui leur paroit tout-à-fait probable, que le Prince d'Ooſtfriſe ſollicite le Conſeil-Aulique de l'Empire de délivrer la Ville d'Embden de la Garniſon de L. H. P. pendant que ce même Prince fait donner ici des aſſurances qui ne s'accordent gueres avec ces ſollicitations, outre qu'on ne peut ſavoir, quel ſeroit le ſentiment du Conſeil-Aulique ſur cet Article, & quelles en ſeroient les ſuites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine incertitude, ſur laquelle elles voudroient avoir des ſuretez qui ne ſe trouvent pas dans la Lettre du Comte de Sinzendorff.

Que par raport aux Capitaux & intérêts que les Sujets de L. H. P. ont à prétendre de l'Ooſtfriſe, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinzendorff aſſure que l'on a donnez pour ſatisfaire L. H. P. à cet égard ; mais elles ne peuvent déguiſer leur inquiétude ſur cet Article, particulierement par raport aux Capitaux negociez par la Ville d'Embden, pour la réparation des Digues, puiſqu'on a enlevé à cette Ville ſous divers prétextes ſes Seigneuries, & à ſes Habitans les Biens qu'ils ont ſituez hors de la Ville, & que le Contract paſſé, ſous le bon plaiſir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Digues & ce qui en dépend, a été caſſé de la part du Prince, fortifié de l'autorité des Commiſſaires Subdeleguez ; enſorte qu'il eſt aiſé de prévoir que cette Ville ſera hors d'état de ſatisfaire à ſes obligations, auſſi n'a-t-on point païé les intérêts depuis quelques années, & ceux des autres Capitaux fournis aux Etats de l'Ooſtfriſe ſe trouvent en arriere de trois années.

Qu'au reſte rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on trouvât des moiens de rétablir le plûtôt poſſible la tranquilité dans l'Ooſtfriſe, & la forme du Gouvernement ſur de bons fondemens, autant que faire ſe pourroit en conformité des Droits, Loix, & Accords du Païs ; & Elles prient le Comte de Königſegg-Erps de continuer à employer ſes bons offices à cet effet, &c.

Seconde

ANNO 1728. *Seconde Resolution de Leurs Hautes Puissances, du 7. Août 1728.*

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le premier du courant & la reponse y jointe de Mr. le Cardinal de Fleury &c. surquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & résolu qu'il sera écrit au Sr. Hop que L. H. P. aprouvent ce que leurs Plenipotentiaires ensemble & lui Sr. Hop en particulier ont fait à cet égard; de plus que l'intention de L. H. P. est que leursdits Plenipotentiaires ou celui d'entr'eux qui en aura la premiere occasion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Garde des Sceaux, que les fortes assurances qu'ils ont donné d'apuyer & de secourir la République dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui se reposent entierement sur ces assurances. Lesdits Plenipotentiaires témoigneront la même chose à ceux de la Grande-Bretagne.

Que L. H. P. ne souhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voye de fait qui peuvent donner lieu à de plus grands troubles; mais que d'une autre côté la Ville d'Embden leur est d'une si grande importance pour leur sûreté, qu'elles ne pourroient en soufrir la perte, que cependant on ne peut la conserver, quand même la Garnison de la Republique y resteroit, si les Bourgeois & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & si ceux dont les Biens sont hors de la Ville sont ruinez & eux portez au dernier desespoir; qu'il n'y a pas de difference entre attaquer une Ville à force ouverte, ou traiter les principaux Habitans dans leurs Biens de maniere à leur enlever tous les moyens de subsister, & que c'est-là néanmoins la situation où se trouve la Ville d'Embden, les Commissaires Subdeleguez continuant toujours leurs mêmes Procedures, ensorte que depuis peu ils ont pris encore possession de deux endroits situez près de la Ville, ce qui est cause qu'elle est a présent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Riviere; & de cette maniere les Commissaires Subdeleguez s'emparent également sous divers prétextes de tous les Biens que les Habitans de la Ville possedent à la Campagne, & privent les Proprietaires de leurs Biens & de leur subsistance.

Que ce procedé inquiéte d'autant plus Leurs Hautes Puissances qu'on le continue avec un zèle affecté dans un tems où les Commissaires Subdeleguez ne peuvent ignorer qu'on negocie actuellement sur les affaires d'Oostfrise, & que Sa Maj. Imp. est occupée à en deliberer, ensorte que pendant ce tems-là au moins ils devoient surséoir à toute procédure.

Les choses étant dans la situation que l'on vient de raporter les Plenipotentiaires de L. H. P. concerteront avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demanderont leur avis sur ce qu'il y a à faire pour secourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Oostfrise.

Que L. H. P. ont apris avec plaisir par la Lettre du Sr. Hop avec quel empressement Mr. le Garde des Sceaux a parlé sur ce sujet au Comte de Sinzendorff, suivant les intentions de Mr. le Cardinal; & qu'elles souhaitent que les effets y repondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinzendorff a dit entre autres choses qu'il avoit reçu un Courier le jour même qu'on lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königsegg-Erps n'eut aussi reçu en même tems de nouveaux ordres, sur ce sujet; L. H. P. n'avoient encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königsegg-Erps.

Et comme le Comte de Sinzendorff dit alors que puisque la Cour de France prenoit cette affaire si fort à cœur, il envoyeroit sur cela un exprès à l'Empereur, L. H. P. croyent qu'il convient d'attendre le retour de cet exprès; & que L. H. P. ne desirent rien davantage que d'aprendre que Sa Maj. Imp. auroit donné les ordres necessaires pour corriger les procédures qui ont jetté la Ville d'Embden dans l'état violent où elle se trouve; & où elle est dans le plus grand danger puisqu'elle est autant que bloquée & qu'on enleve la subsistance à ses Citoyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent rester plus long-tems dans cette situation, L. H. P. craignent que faute d'un prompt secours, il n'arrive des choses capables de causer de plus grands troubles, & qu'elles ne se trouvent obligées, & pour la défence de cette Ville, & pour leur propre sureté, de s'opoſer aux voyes de fait des Commissaires Subdeleguez, & de les repousser, quelque peine qu'elles ressentent d'en venir à ces extremitez. ANNO 1728.

Que lesdits Plenipotentiaires concerteront avec les Ministres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne seroit pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinzendorff, pour prevenir autant qu'on pourra, toutes les suites fâcheuses, &c.

Reponse de Sa Majesté Imperiale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES; *sur les Affaires d'*OOSTFRISE.

IL est ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, nôtre très-gracieux Seigneur, à Monsieur Hamel Bruyninex, Envoyé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, residant à la Cour Imperiale: Que les trois Memoires par lui remis sur les Affaires d'Oostfrise, ont été très-humblement presentés à S. M. I., desquels Memoires il étoit à inferer que la validité des Decrets Imperiaux devroit être revoquée en doute, sous prétexte qu'ils étoient contraires aux Privileges & Accords du Païs, & d'avoir été subreptivement & obreptivement surpris.

Que l'on croyoit être grevé par l'exclusion de la Ville d'Embden & de quelques autres Membres qualifiés des Diètes du Païs, de même que par la Resolution Imperiale du 4. d'Octobre 1727., où la Soumission des Habitans d'Embden est rejettée comme non suffisante, & de ce que pareillement la Commission Imperiale n'auroit proposé jusqu'ici aucun temperament, pour pouvoir ramener la Paix & l'Union dans l'Oostfrise, mais que tout au contraire les Biens Nobles de la Ville d'Embden auroient été mis en séquestre.

Que de plus Messieurs les Etats Généraux craignoient que l'on pût avoir en vûë de forcer indirectement leur Garnison de sortir d'Embden, & de les priver par-là d'une possession de plus de 120. ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Païs avec connoissance & agrément des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quoique cependant il soit notoire à l'Empire & à toute la Terre, que la Principauté d'Oostfrise avec la Ville d'Embden, comme partie de la Principauté, est une Province soumise seulement à l'Empereur & à l'Empire & apartenante au Cercle de Westphalie, que conséquemment S. M. I., comme Chef & Juge suprême de l'Empire, ne peut permettre ou accorder à quelque Puissance Etrangere que ce soit, aucun Droit de connoissance ou protection dans les causes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déja depuis plus de cent ans par une Loi publique contenuë dans le Recès de l'Empire de 1603., tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & particulierement à l'égard de la Ville d'Embden, a été declaré être absolument sans force & de nulle valeur, & quant au rétablissement de la Paix & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a long-tems que les fondemens en ont été jettez par les Sentences Imperiales, ce qui doit rester en tout & par tout immuablement arrêté.

Pour ce qui est de la seureté entiere des Créanciers Hollandois, on y a pourvu à l'occasion du sequestre des Biens d'Embden, en sorte que le pied sur lequel leur payement est reglé, ne se trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embden, est absolument sans fondement, à savoir que par ce sequestre la Ville est comme bloquée & que l'entrée libre des vivres lui ait été diminuée ou totalement coupée, puisque la *Sauvegarde Imperiale* même est obligée de tirer ses vivres en bonne partie de la Ville; qu'elle a donné toute sorte de marques d'amitié à la Garnison de L. H. P. & qu'on a informé sur le champ leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quoi consistoient proprement les vuës du sequestre mis sur les Biens de la Ville d'Embden, & de la Milice Imperiale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eut aucun sujet d'en prendre ombrage; comme aussi par surabondance de soins, on envoyera ordre précis à la Commission Imperiale Subdeleguée, d'accorder

ANNO 1728.

corder à la Ville d'Embden l'entrée libre de tous les Comeſtibles. Enfin pour ce qui regarde la ſortie de la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden, Meſſieurs les Etats Généraux ſe ſouviendront de ce que la Commiſſion Imperiale Subdeleguée leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, ſur la demande par eux faite, *que jusques ici il ne s'étoit rien paſſé là-deſſus.* Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoiſſance & ne ſache rien des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Ooſtfriſe, reconnus par les glorieux Ancêtres & Prédeceſſeurs de Sa Majeſté, en vertu desquels Accords & Conventions, leur Garniſon doit avoir été introduite dans Embden; Sa Majeſté en attendra la Production, au cas que l'on perſiſte à ſe fonder là-deſſus. Mais cependant afin que Meſſieurs les Etats Généraux puiſſent connoître dans cette même occaſion l'affection & la conſideration particuliere que S. M. Imperiale a pour eux, quoique la Ville d'Embden & quelques Habitans d'Ooſtfriſe n'ayent pas merité cette grace Imperiale, par leur coupable reſiſtance & desobéiſſance; Sadite Majeſté a bien voulu ce nonobſtant donner ordre à la Commiſſion Imperiale en Ooſtfriſe d'aſſembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre ſemaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été *Renitens*, pour apporter la Déclaration de leur ſoumiſſion, ſuivant la teneur des Patentes Imperiales des 18. Janvier & 19. Juin 1726. & la Reſolution Imperiale, en conſequence du 4. d'Octobre 1627. comme encore ſuivant l'admonition & injonction de la Commiſſion Imperiale à ce ſujet aux Bourguemaîtres Conſeillers d'Embden & à tous leurs Adherans en Datte du 27. Janvier de l'Année courante, & en même tems, pour leur ôter tout ſujet de crainte, de donner aux Comparants un Saufconduit Imperial avec cette très-gratieuſe Déclaration en outre, que chaque Renitent (excepté néanmoins ſpécialement tous ceux qui avouent avoir eu part aux Homicides faits en particulier, ou qui en ſeroient convaincus juridiquement) lequel ſe conformera à la ſusdite ſoumiſſion, ſera entierement affranchi des peines marquées dans les Patentes Imperiales, qui ſont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privileges, ſoit échus par Heritage, ou autrement acquis, comme auſſi de la perte de la vie; en reſervant cependant le contingent dû pour compenſer les Dommages ſoufferts par le Prince, & les fidèles Sujets & Habitans d'Ooſtfriſe: Mais tous les Renitens Infracteurs de la Paix, qui ſe rendront une ſeconde fois indignes de cette grace Imperiale par une opiniâtre désobéiſſance & contumace, non-ſeulement ſeront & demeureront condamnez aux peines énoncées dans les Patentes Imperiales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Poſſeſſions en quelque lieu & Païs du St. Empire Romain que lesdits Biens ſe trouvent, de ſorte que la punition aura ſon exécution & ſera miſe en effet, ſans remiſſion, de laquelle grace ſeront néanmoins excepté les deux Auteurs & Boutes-feu de cette Rebellion, *Bernard Henri d'Appel* & *Rudolphe de Rheeden*, contre lesquels on procedera plus outre, ſuivant l'ordre de la Juſtice, de maniere pourtant qu'après que le Procès d'Inquiſition aura été achevé, & le rapport de la Commiſſion Imperiale envoyé à Sa Majeſté, elle ſe reſerve après la ſoumiſſion enſuivie, à ſe declarer en outre ſur la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroit ſuffiſamment par tout ceci, que Sa Majeſté Imperiale dans cette abominable Rebellion arrivée en Ooſtfriſe, préfére le ſentiment de la Clemence & de ſa benignité naturelle à la rigueur de la Juſtice; auſſi ſe promet-elle de Meſſieurs les Etats Généraux, que non-ſeulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magiſtrats d'Embden & autres Seditieux, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ulterieurement avoir recours à eux; Mais que bien plûtôt ils les exhorteront de quitter leur désobéiſſance, & de ſe ſoûmettre duëment aux Ordonnances de l'Empereur, comme émanées du Juge Suprême de l'Empire, d'autant que c'eſt-là le ſeul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entierement le repos dans la Principauté d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, à quoi S. M. Imperiale, en vertu de ſa Fonction Suprême, ne ceſſera jamais de contribuer tout ce qui ſera aucunement poſſible. Sur ce S. M. Imperiale demeure affectionnée à Mr. l'Envoyé, le faiſant aſſûrer de ſa grace Imperiale. *Signé* à Graatz, & ſcellé du Sceau ſecret de S. M. Imperiale le 6. Sept. 1728.

ANNO 1728.

*Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'Affaire d'*OOSTFRISE.

LEs differens entre les Princes ci-devant Comtes d'Ooſtfriſe & leurs Etats Provinciaux, ſur tout la Ville d'Embden, durent au delà d'un Siecle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'aſſiſtance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, tâchoient de ſe ſouſtraire non-ſeulement de l'obéiſſance duë à leur Seigneur Territorial, mais auſſi de la dependance, qui les ſoûmet au ſuprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rudolph Second de l'année 1589. il fût expreſſément interdit tant au Comte Edzard d'Ooſtfriſe, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec LL. HH. PP. une liaiſon, qui pourroit paroitre ſuſpecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobſtant cette defenſe il fût conclû par l'entremiſe desdits Etats Généraux un Accord à Delffziel le 15. Juillet 1595. par lequel Accord on prétendoit terminer les differens, qui dans ce tems-là étoient ſurvenus entre le Comte Edzard & ſes Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagerent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fut ſtipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au ſuprême pouvoir & à la Juriſdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Ooſtfriſe, & Meſſieurs les Etats Généraux ne crurent pas ſe pouvoir diſpenſer de s'excuſer auprès de l'Empereur par une Lettre très-ſoumiſe & reſpectueuſe datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingerés dans les differens ſusdits.

L'Empereur Rudolph Second, ſans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, caſſa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1597. lequel Decret en cinquante cinq Articles regle tout ce qui regarde l'Etat interieur de la Province d'Ooſtfriſe, & établit d'une part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privileges de ſes Etats & Sujets, particulierement ceux de la Ville d'Embden.

Le Magiſtrat de cette Ville peut d'autant moins contrevenir à une Déciſion ſi ſolennelle, puiſque tous les ans à l'occaſion de ſa renovation il eſt obligé de prêter Serment de vouloir en obſerver tout le contenu, & que par les Concordats paſſés, deux ans après, entre le Comte Enno & ſa Nobleſſe, Villes & Villages, particulierement la Ville d'Embden, cette reſolution de l'Empereur Rudolph Second fut expreſſement confirmée, outre qu'il en eſt fait mention dans toutes les Reverſales, que les Comtes, ou Princes d'Ooſtfriſe ſont accoutumés de donner à leurs Etats à l'occaſion de l'Hommage, qui leur eſt rendu.

En effet on eut lieu de ſe flatter, que par la Sentence ſusdite on préviendroit à l'avenir tous les troubles, la Ville d'Embden ayant reconnu la Juriſdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquiescé du depuis, & même remercié l'Empereur Rudolphe Second de ce qu'il avoit fait en ſa faveur.

Mais comme d'un côté les diſſenſions inteſtines furent fomentées de ceux, qui ſouhaiterent de réunir la Province d'Ooſtfriſe à la Republique d'Hollande, & que de l'autre côté les Bourgeois d'Embden aſpiroient de tout temps à une independance entiere, ils exciterent des nouveaux troubles, peu après la mort du Comte Edzard, & ne voulurent pas reconnoître le même pouvoir & autorité dans ſon Succeſſeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux mêmes reconnu dans l'autre.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. & l'Empereur conjointement avec les Etats aſſemblés à la Diète condamna le recours, que ceux d'Embden eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il fut même réſolu d'envoyer une Ambaſſade ſolennelle à ces derniers, pour leur inſinuer, qu'ils euſſent à s'abſtenir de ſe mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Sujets étrangers.

On decreta en même temps au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata avocatoria* contre les Soldats

ANNO 1728. dats des Généraux, qui entreroient dans la Province d'Ooſtfriſe & y commettroient la moindre violence, y ajoutant une clauſe penale du Ban de l'Empire contre les Sujets de l'Empire, & de la mort contre les contrevenans étrangers.

Ceux d'Embden furent taxés de rebelles & de ſéditieux, leurs Ecrits défendus comme ſcandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la derniere rigueur, en cas qu'ils perſiſtaſſent dans leur dès-obéiſſance.

Pour peu qu'on ſoit verſé en ce qui regarde la conſtitution de l'Allemagne, on ſçait, qu'un Recès de l'Empire, comme eſt celui de l'an 1603. eſt une Loi, à laquelle l'Empereur, ſans le conſentement des Etats aſſemblés en Diète, ne ſçauroit déroger, & dont toute la teneur ſert de regle inviolable aux ſuprêmes Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer entierement, & cette ſeule réflexion ſuffit pour juſtifier les Decrets Imperiaux émanés du depuis dans cette même affaire.

Il eſt bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1603. paroiſſoit derechef fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généraux, mais outre que ſelon le Recès mentionné ci-deſſus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangere, cet Accord fut extorqué de lui par les Troupes Hollandoiſes, envoyées dans la Province d'Ooſtfriſe & tant lui, Comte Enno, que ſon Fils & Succeſſeur le Comte Rudolph Chriſtian & même les Etats d'Ooſtfriſe, excepté la Ville d'Embden, desavouërent hautement ledit Accord en differentes occaſions, particulierement en 1619. 1620. 1626. & 1654. Après la mort du Prince George Chriſtian arrivée en 1667. les differends entre le Prince & les Etats d'Ooſtfriſe furent de nouveau portés au Conſeil Imperial Aulique, il fut interdit aux deux Parties d'évoquer la cauſe à une cognition étrangere, & on donna à connoître à Meſſieurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quelque deſir qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, ſoutiendroit avec fermeté ſes Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'addreſſa de la part du Prince à la Republique d'Hollande & les Etats d'Ooſtfriſe eurent recours au Conſeil Imperial Aulique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuſe Mémoire, non-obſtant l'étroite Union, qui ſubſiſtoit alors entre Sa Majeſté Imperiale & la Republique d'Hollande, ne balança pas à condamner hautement le recours, qu'on auroit à une Puiſſance étrangere; On decreta: *Mandata inhibitoria de non trahendo cauſam ad exteros*, on déclara nul & invalide tout ce qui ſe feroit en conſequence d'un tel recours & par un Decret, qui fut inſinué à l'Envoyé Hollandois, qui réſidoit à la Cour Imperiale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne ſouffriroit jamais, que les Etats Généraux s'ingeraſſent dans les affaires qui étoient uniquement du reſſort de ſa Juriſdiction.

De pareilles réſolutions furent réiterées dans l'année 1682. & 1688. & pour leur donner plus de poids, on ne ſe contenta pas de caſſer la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Conſervatorium*, dont furent chargez les Directeurs du Cercle de Weſtphalie.

Il ſe trouve même une Déclaration ſolennelle & judiciaire du 24. Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Ooſtfriſe, y compriſe la Ville d'Embden ſuivant laquelle Déclaration ils renonçoient expreſſement à la Garantie & Médiation ſusdite, ce qui fut repeté plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces temps-là perſonne n'oſoit revoquer en doute le Droit inconteſtable de l'Empereur de prononcer ſur les Procès qui furent agités alors devant ce Conſeil Imperial Aulique *in Punctis Gravaminum, Reverſalium & Homagii*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremiſe de deux Princes de l'Empire, à ſçavoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Erneſt Auguſte de Bronswic-Lunebourg.

La Transaction paſſée à Hanovre entre les deux Parties, a pour fondemens, les Decrets, Déciſions & Réſolutions Imperiales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée néceſſaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Reverſales, que le Prince Chriſtian Eberhard eut à donner en conſequence de ce même Accord, il eſt expreſſement dit, que la Regence de la Principauté d'Ooſtfriſe devoit être reglée ſelon la Sentence de l'Empereur Rudolph II. de l'an 1597. & ſelon les Decrets, Recès d'Execution, & Reſolutions Imperiales émanées du depuis, même que tous les Accords paſſés entre les Comtes ou Princes d'Ooſtfriſe & leurs Etats, ne ſeroient cenſés d'être confirmez, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Juriſdiction & pouvoir ſuprême de l'Empereur & de l'Empire. Un ſi grand nombre d'Accords, & de déciſions ne ſuffit point, pour mettre la Ville d'Embden à la raiſon & à ſon devoir. ANNO 1728.

De nouveaux Griefs furent portez au Conſeil Imperial Aulique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Juriſdiction de ce Tribunal ſuprême fut reconnuë de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Litis conteſtationem*. Dans les réſolutions qui de temps en temps furent publiées ſur ces Griefs, on ne toucha point ni aux Libertez & Privileges fondez ſur les déciſions Imperiales antecedentes, ni aux Accords reconnus valables par les Reverſales des Anteceſſeurs du Prince d'aujourd'hui, & par la Transaction d'Hanovre.

Bien loin d'y toucher, on les confirma dans toute leur étenduë, ne retranchant ſeulement que les abus, qui ſous prétexte d'un long uſage s'étoient gliſſez dans l'adminiſtration des deniers publics, abus, qui ne ſe trouvent fondez ſur aucun des Accords ſusdits.

Le Droit d'impoſer des Collectes, de les repartir, exiger & adminiſtrer, fut laiſſé à la Députation eluë des Etats & confirmée ſelon l'ancienne obſervance par le Prince.

On eut ſoin de pourvoir à la ſeureté des Capitaux des Hollandois & la Signature du Commiſſaire du Prince fut jugée ſuperfluë à l'égard des Comptes qui devoient ſe rendre des deniers publics. Mais en même temps il fut décidé, que le ſusdit Commiſſaire du Prince devoit intervenir à la reviſion de ces mêmes comptes, & qu'il ſeroit authoriſé de s'oppoſer au mauvais uſage, qu'on voudroit faire des ſusdits deniers.

Les Libertez & Privileges des Etats ne pouvant priver le Prince du pouvoir attaché à ſa Dignité, d'avoir une inſpection ſuperieure ſur ce qui regarde un point ſi eſſentiel à ſon propre intérêt & à celui de ſes Sujets.

Quelque juſte & équitable que fût cette Réſolution de l'Empereur & quoiqu'il y eut des voyes légitimes pour en ſolliciter, après une ſoumiſſion préalable, le redreſſement, desquelles on pourroit encore ſe ſervir à l'heure, qu'il eſt, en cas qu'il y eût là dedans quelque choſe qui bleſſât la conſtitution du Païs. Ceci ſuffit pour porter les eſprits turbulens d'Ooſtfriſe à la revolte, & aux derniers excès, entremêlez de pluſieurs meurtres & autres crimes énormes.

Des boutefeux, qui tâchoient de pêcher en eau trouble, & de ſoulager par ce moyen leur propre indigence, ne ceſſoient de crier, qu'on avoit donné atteinte aux immunités du Peuple, qu'on renverſoit la forme de la Regence, & qu'on fruſtroit Meſſieurs les Etats Généraux de la ſeureté de leurs Capitaux.

On aſſiegea le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachez, & on ſaccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commiſſion, & de la faire ſoutenir par des Troupes reglées des Cercles les plus voiſins.

Cette Commiſſion n'eſt nullement authoriſée à renverſer le Syſtême interieur du Païs fondé ſur les Déciſions Imperiales & ſur les Accords ſusdits. Elle n'a qu'à mettre en exécution les Decrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à differentes repriſes de grandes plaintes contre cette Commiſſion, on n'a jusqu'à préſent ſu en ſpecifier aucunes, où elle eût ſurpaſſé ſes ordres.

Et l'Empereur a toûjours déclaré, que ſi cela arrivoit, il y remedieroit inceſſamment, cependant des rebelles & ſéditieux de cette nature ont trouvé leur appui auprès des Etats Généraux: Il eſt vrai, que dès le commencement on a procedé avec plus de reſerve & de modération de la part de ces derniers, puisque dans les réſolutions, qu'ils ont priſes le 16. Juillet 1725. le 16. Fevrier & 23. Juillet, ils ont proteſté de ne vouloir toucher ni directement ni indirectement à la Juriſdiction & Autorité Imperiale. Mais cet eſprit d'équité n'a pas été ſoutenu dans la ſuite.

On a tâché de raſſurer LL. HH. PP. de leurs prétenduës craintes par la réſolution de l'Empereur du 13. Septembre 1728., dans cette vuë on a accordé aux Reni-

ANNO 1728. Renitens un nouveau Sauf-conduit à la réſerve des deux Boutefeux, & de ceux qui auroient commis des meurtres, ſans exiger des desobéiſſans autre choſe, que la ſoumiſſion & indemniſation de ceux, qui innocemment ont ſoufert par ces troubles, & on a repeté ce qui fut ordonné ci-devant pour la ſeureté des ſommes prêtées dans les beſoins publics.

Et comme peu après Meſſieurs les Etats Généraux s'étoient formez un doute aſſez inutile, comme ſi par les meurtriers on vouloit entendre tous ceux, qui avoient eu part aux tumultes publics, on donna ordre le 28. Novembre de l'année paſſée au Comte Wenceslaus de Sinzendorff, de déclarer au nom de l'Empereur ſon Maître, que ſon intention n'étoit pas de comprendre ſous le nom de meurtriers, tous ceux qui auroient eu part aux tumultes, où quelqu'un eût été tué, mais uniquement ceux, qui auroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaiſances n'ont pas été capables de détourner Meſſieurs les Etats Généraux des vuës, qu'ils paroiſſent avoir en cette affaire directement oppoſées aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sauf-conduit, alloit expirer par la faute de ceux, qui avoient tardé à ſe ſoumettre; & Meſſieurs les Etats Généraux, bien loin de leur prêcher la voye d'obéiſſance, ne peuvent plus disconvenir de leur avoir conſeillé tout le contraire.

Nonobſtant que ce dernier point ſe verifie par leurs propres Reſolutions, ils voulurent rejetter la faute de l'expiration du ſusdit terme ſur la Commiſſion Imperiale, & on eut ſoin de crier fort à la Cour de France, de laquelle on obtint à la fin un billet, que Monſieur le Garde des Sceaux écrivit aux Plenipotentiaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année paſſée.

Monſieur le Cardinal de Fleury écrivit quaſi en même temps à Sa Majeſté Imperiale & dans ſa Lettre du 11. Decembre il inſiſta 1. que ſans faire mention de la poſſeſſion, où la Republique croyoit être depuis plus de 120. ans, d'avoir une Guarniſon dans la Ville d'Embden, on ne les inquietât pas là-deſſus. 2. qu'on accordât un Sauf conduit aux Renitens pour ſe préſenter au Tribunal de la Commiſſion, & qu'on leur promit une amniſtie, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôteroit ni la vie, ni les Biens en entier. 3. qu'on ne préjudiciât point à l'Hypotheque que les Hollandois ont ſur les Biens Embdenois pour les ſommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commiſſion Imperiale ne toucheroit pas aux anciennes Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & les Etats du Païs, dont la Republique étoit Garante, & dont le Prince avoit juré l'obſervation; quand il reçût le Serment & l'Hommage de ſes Sujets.

En même tems que Monſieur le Cardinal fit ſes inſtances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandois, il avoua par ſa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit convenu avec Monſieur le Comte de Sinzendorff, que ceux d'Embden devoient par préalable ſe ſoumettre ſans reſtriction à l'autorité Imperiale & exécuter ſes Decrets, & il y ajouta, que ſi l'Empereur vouloit bien accorder ces quatre Points, les Hollandois lui en auroient l'obligation entiere, & qu'il ſe reſerveroit en ſon particulier la reconnoiſſance reſpectueuſe, qu'il partagera avec eux.

Monſieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-deſſus, s'exprima quaſi en mêmes termes, & il y ſuppoſe, que Meſſieurs les Etats Généraux porteront de bonne foi les Peuples d'Ooſtfriſe à faire les Actes de ſoumiſſion tels, que Sa Majeſté Imperiale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer ſon autorité de Juge ſuprême.

Or par la reponſe, que l'Empereur a fait donner à Monſieur le Cardinal, on lui accorda ſur les quatre Points ſusdits tout ce qu'il pouvoit raiſonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été queſtion & qu'il n'étoit non plus à préſent, de faire ſortir la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden. On condescendit 2. à la prolongation tacite du Sauf-conduit, ſans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui ſeroient convaincus des crimes, dont Monſieur le Garde des Sceaux ſuppoſoit lui-même, que Meſſieurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriſer l'impunité. En faiſant eſperer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables ſeroit inſtruit, l'Empereur en uſeroit plutôt ſelon ſa Clemence que ſelon la rigueur des Loix.

On repeta 3. la promeſſe de ne vouloir pas toucher aux Hypotheques des Hollandois, & on donna à connoître 4. que non-obſtant que ſuivant les Conſtitutions de l'Empire on ne ſçauroit faire la moindre attention à la Garantie de Meſſieurs les Etats Généraux, l'intention de l'Empereur n'étoit pas d'abolir les anciennes & valables Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats; que la Commiſſion Imperiale établie dans le Païs n'avoit autre choſe à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur ſur des Points qui depuis tant d'années étoient juridiquement agitez devant le Conſeil Imperial Aulique, & qu'enfin, ſi ceux d'Ooſtfriſe ſe croyoient fondez à porter quelques plaintes contre les *Concluſa* dudit Conſeil, ils devroient le faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire. ANNO 1728.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points contenus dans la Lettre de Monſieur le Cardinal, à l'Empereur, on ne pourra pas disconvenir, que l'Empereur de ſon côté avoit ſatisfait à tout ce qu'on paroiſſoit ſouhaiter de lui; Et on devoit naturellement eſperer de la droiture & des bonnes intentions de Monſieur le Cardinal, que ſuivant ſa promeſſe poſitive il porteroit par l'entremiſe de Meſſieurs les Etats Généraux, ceux d'Ooſtfriſe à ſe ſoumettre, pour préalable & ſans reſtriction à l'Authorité Imperiale & à exécuter ſes Decrets. Qu'il diſpoſeroit les Hollandois à avoir, de tant de complaiſances, l'obligation entiere à l'Empereur & que même il en partageroit avec eux une reſpectueuſe reconnoiſſance. Voici ce qu'on devoit naturellement ſe promettre en refléchiſſant ſans prévention ſur la ſuite de ce qui s'eſt paſſé en cette affaire.

Cependant le contraire eſt arrivé quaſi en tout & ſi Monſieur le Cardinal n'eſt pas convaincu à ce coup des ſiniſtres Inſinuations, qu'on lui fait ſur les affaires de l'Empire, on ſera obligé de renoncer à toute eſperance de le pouvoir desabuſer.

Il eſt bien vrai, que Monſieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la reſolution ſusdite de l'Empereur & même à l'heure qu'il eſt, il ſemble s'inquieter uniquement de ce que la prolongation du terme n'avoit pas été publiée, ſans conſiderer, qu'on peut bien pour un temps ſuſpendre l'exécution des Decrets Imperiaux & donner pour cet effet des ordres ſecrets à la Commiſſion, comme cela s'étoit fait dans cette occaſion, puiſque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la derniere amniſtie, presque trois autres Mois ſont écoulez, ſans qu'on eût continué la moindre procedure: mais qu'il n'étoit pas faiſable de trainer cela à l'infini, ni de la dignité de l'Empereur d'offrir coup ſur coup des amniſties à des Gens qui ſe ſoucient ſi peu d'en profiter.

Du reſte l'aſſurance, qu'on ſuſpendra pour un temps l'exécution des Decrets Imperiaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monſieur Hamel-Bruyninx & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL HH PP. en tout cas ce ſeroit ſa faute & non pas celle du Miniſtre de l'Empereur. Quoi qu'il en ſoit, Meſſieurs les Etats Généraux n'ont guéres temoigné de reconnoiſſance pour les égards infinis que l'Empereur a eu pour eux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Ils ne ſe contentent pas d'être aſſeurez qu'on ne touchera pas aux Privileges, Conceſſions & Accords paſſez ſous les auſpices Imperiaux entre le Prince & ſes Etats, mais ils veulent ſoutenir une Garantie rejettée & declarée illicite depuis plus d'un Siecle quaſi de tous les Predeceſſeurs de Sa Majeſté Imperiale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire aſſemblez en Diète.

Ils inſiſtent ſur des prétendus uſages & reconventions qui tant de fois ont été caſſées & annullées juridiquement & qui ſont contraires à la Sentence renduë par Rudolphe II., au Serment que le Magiſtrat d'Embden eſt tenu de prêter en conformité de cette Sentence, & aux Reverſales mêmes, que les Princes d'Ooſtfriſe ſont obligez de donner en recevant l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on outre tellement les choſes de leur part, que peu ſatisfaits du pardon, que Sa Majeſté Imperiale a eu la bonté d'accorder à tant de coupables, ils oſent demander, que ceux-ci euſſent à porter tous les fraix cauſés par la revolte des autres & que les autheurs & complices de la revolte n'aient rien à y contribuer.

Car il eſt à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'eſt pas une choſe qui tourne au profit du Prince, mais une taxe, qui eſt employée pour reparer en partie les pertes de ceux qui ont été pillez par les Renitens.

Or

ANNO 1729.

Or on ſçait la difference qu'il y a *inter pœnam & reparationem damni dati*, un Juge peut plus aiſément remettre l'amende qu'il ne ſçauroit ſe diſpenſer de faire attention à la reparation des pertes cauſées injuſtement, puis qu'à cette reparation le Droit d'un tiers eſt notablement intereſſé.

De tout ce que l'on vient de dire, il eſt aiſé d'inferer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on inſiſtera ſur des extremitez ſemblables, on ne pourra jamais finir l'affaire d'Ooſtfriſe à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écarter de la voye, qu'ont ſuivi ſes Auguſtes Prédeceſſeurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liez avec la Republique d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne fera jamais rien, qui bleſſe les Droits de l'Empire, & en qualité de Juge ſuprême il ne ſçauroit condamner les innocens à porter la peine des coupables; du reſte comme il a toujours témoigné de l'amitié à Meſſieurs les Etats Généraux, il a déja eu & il aura même à l'avenir pour eux tous les égards qui, ſauf ſon autorité Imperiale, ſauf les Droits de l'Empire, ſauf les regles de la Juſtice, & le Droit d'un tiers, pourroient avoir lieu, dans l'entiere confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Gens indignes & chargez de crimes les plus énormes.

Le Baron de Fonſeca aura ſoin d'informer Monſieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Memoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impoſſible de laiſſer les affaires d'Ooſtfriſe dans l'état ou elles ſont, & dans l'incertitude où l'on eſt de la ſoumiſſion des Renitens, de ſuſpendre trop long-temps l'exécution des Decrets Imperiaux: puisque naturellement la prolongation du terme de l'amniſtie devoit ſervir à ramener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartez de leur devoir.

Il en fera encore auprès des autres l'uſage, qu'il croira convenir au ſervice de Sa Majeſté Imperiale & il entretiendra avec les Miniſtres de l'Empereur à la Haye, à Londres & à Berlin une exacte correspondance, ſur les matieres qui ont du rapport aux affaires dont ils ſont chargez.

Lettre des Embdenois à la Commiſſion.

N. N.

NOus n'avons pas voulu laiſſer paſſer le terme qui nous a été accordé très-gracieuſement pour faire nôtre très-obéiſſante Soumiſſion. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de reſpect & trop d'obéiſſance à la Souveraine & non interrompuë Jurisdiction de Sa Maj. Imp. C'eſt pourquoi nous ne manquons de vous préſenter ici nôtre très-humble Soumiſſion, & nous ſommes avec tout le reſpect imaginable,

N. N.

Vos très-ſoumis & obligez.

Les Bourguemaîtres & le Conſeil de la Ville d'Embden.

Acte de Soumiſſion des Embdenois.

POur obéir très-reſpectueuſement à la Patente expediée le 13. Septembre de l'année derniere par nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous inſinuée le 23. Novembre d. a. par la Commiſſion Subdeleguée, Nous Bourguemaîtres, & Conſeil, comme auſſi le College des Quarante de la Ville d'Embden, nous nous y ſoumettons, & ſouscrivons formellement à tous les *individus* qui y ont raport tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Embden, Olderſum, Borſum, Jarſum, & Widdelswehr, comauſſi Up & Wolthuſen, y obéiſſant très-reſpectueuſement dans toutes les clauſes & tous les points qui y ſont contenus, & nous y ſont enjoints; & nôtre volonté eſt, en conſequence, que nôtre préſente Soumiſſion très-reſpectueuſe ſoit remiſe à la Commiſſion Imperiale. Fait à Embden dans la Maiſon de Ville le 24. Mars 1729.

Bourguemaîtres.

Mathias Wermelskirken.
Johannes Hilling.
Johannes Budde.
Houwo Bonne Penneborg.
Gerard Heſling, *Syndic.*

Conſeillers.

Hayco Haykens.
André Wichers.
Georg Wilhem Stirn.
Adolf Chriſtof Stochius.
D. J. Andrée.
Petrus Suur.
Jacques de Pottere.
Menlet Haykens, *Dr. Secret.*
Brunder Tecio Laugebois, *Dr. Secret.*
Adolph Chriſtof Stochius. *V. Secret.*

Les Quarante.

Helias Loeſing, *Præſes.*
Georg Welp *Præſes.*
Uſtko Beenders, *Præſes.*
Dirck Beekman, *Præſes.*
Jan Dircks Swelwing.
Jan Hylen.
Hendrick Heſling.
Quirinus Warners.
Johannes Eylshemius, *abſent*,
Wilhelm Schryver, *abſent.*
Severin Kloppenborg.
Peter D. Dethleven.
Johannes Artopée.
Jan Bloéhor.
Berend Theeſen-Bonck.
Tjarck Cnop.
Johan Gerhard Havelberg.
Jan Berens Hagedorn.
Hans Eppen Bruining.
Nicolas Tholen.
Henr. v. Enen.
Syvert Sivers.
Johannes Duyff.
Jan Theman.
Philippe Beauviſage.
Enno Paul van Wingene.
Wolterus Rilzius.
Dode Jurgens Varver.
Anton. Gabriel Mehder.
Hermannus Haykens.
Nicolas Merloo, *abſent.*
Waelke Martens.
Johannes van Renckum.
Peter Ludens.
Philippus Eedens de Grave.
Frerick Roolfs Ryvitt.
Meinert Meiners.
Heſſel Budde.
Peter Gerbrandts Celos.
Peter Beckman.
La Place de Secretaire vacante.

Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois.

A Aurich le 25. Mars 1729.

N. N.

NOus avons bien reçu votre Lettre d'hier avec ſa ſoumiſſion ſignée par vous & par les Membres du College des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter quoique nous n'ayons pas encore reçu de reſolution ſur ce ſujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il eſt néceſſaire, mais avec cette reſtriction, ſauf ce que les Conſeillers-Deputez du Prince, à qui nous en avons donné communication, auront à repreſenter contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que le terme fixé dans la Patente du 13. Sept. 1728. pour delivrer votre ſoumiſſion & expiré dès l'année paſſée, ait été prolongé juſqu'à préſent; deplus que *ratione Materialium* nous trouvons que votre Soumiſſion eſt couchée en termes trop generaux, puiſqu'on n'y nomme ſeulement pas les divers Decrets Imperiaux, Patentes & Concluſions du Conſeil Aulique de l'Empire émanez de tems en tems ſur les préſens démêlez du Païs, ni les Sentences de la Commiſſion, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéiſſance on a renduë ou prétend rendre aux Sentences de la Commiſſion Imperiale en conſequence de la Lettre & Déciſion que nous vous avons envoyées le 27. Janv. 1728. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourquoi les Membres du Conſeil & des Quarante caſſez pour avoir fait leur Soumiſſion dans le tems, n'ont-ils pas été rétablis dans leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à ſigner en leur place. Et d'autant qu'à ces cauſes un délai paroit néceſſaire, nous vous en accordons un, en vertu des préſentes, *pro omni*, de quinze jours à compter du jour de l'Inſinuation des préſentes, *ſub pœna præcluſi*, & d'être privez *beneficio reſtitutionis in integrum*; pendant lequel nous dépêcherons une ulterieure relation, dans l'eſpérance que conformement aux *Monita* ci-deſſus, vous dreſſerez une autre Soumiſſion, avec expreſſion des termes & clauſes inſerées dans les Reſolutions & Patentes Imperiales du 18. Janv. 1726. 4. Oct. 1727. & 13.

ANNO 1729. & 13. Sept. 1728., & qu'elle ſera ſignée, comme il a été exigé, par les Quarante, & ce au plus tard le 9. Avril prochain, afin que nous puiſſions en faire raport le 12. &c.

Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince.

N. N.

NOus vous communiquons par celle-ci la Soumiſſion que nous a envoyée le Magiſtrat d'Embden, afin que s'il y a quelques remarques ou obſervations à y faire de la part du Prince vous nous le faſſiez ſavoir dans trois jours, afin que nous puiſſions en dépêcher une rélation par la premiere poſte. Nous vous prions de nous croire &c.

à Aurich le 25. Mars 1729.
Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion du Magiſtrat d'Embden.

Le 28. Mars 1729.

Præſ. Commiſſ. Cæſar.

APrès vous avoir remercié de nous avoir communiqué la prétenduë Soumiſſion produite par les Bourguemaîtres, Conſeil, & Quarante de la Ville d'Embden établis de leur propre autorité & ſans la confirmation du Prince requiſe ſuivant la Reſolution Imper. de 1597. nous vous dirons que nous en avons fait raport à S. A. S. & que par ſon ordre exprès nous remarquons qu'il eſt notoire par les Actes de la Commiſſion, & particulierement par la Patente Imper. ci-jointe Lit. A. que ceux qui ont dreſſé cette Soumiſſion & leurs conſorts ſont condamnez aux peines portées dans les précedentes Patentes Imper. expediées *in rem judicatam*, comme desobéiſſans, Perturbateurs de la Paix & méchans, à cauſe du mépris inſolent qu'ils ont fait de la patience avec laquelle l'Empereur a ſouffert leur continuelle opiniâtreté dans leur malicieuſe rebellion, dans les Pilleries & desordres qu'ils ont commis contre leur Prince, ſes Conſeillers, Officiers, & bons Sujets Eccleſiaſtiques & Seculiers; Qu'il a été ſérieuſement ordonné aux Etats de l'Empire, pour mettre fin à une ſi déteſtable revolte & tirer S. A. S., comme un fidéle Membre du S. Empire Romain, de l'embaras, danger & vexation où elle eſt expoſée, & pour prévenir la ruine de ſes Etats, de lui prêter main forte contre les rebelles ſes Ennemis & ceux de leur Patrie, & s'ils ſe trouvent ſous leur Juriſdiction, de les faire arrêter & les livrer à la Commiſſion Imperiale. On a donné auſſi des aſſurances dans la même Patente qu'il ſera donné ſatisfaction à S. A. S. & à ſes fidéles Sujets, des pertes qu'ils ont ſoufertes, aux dépens des malintentionnez Ennemis du Païs. Depuis ce tems-là, c'eſt à-dire le 4. Oct. 1727. il a été ordonné par Reſolution Imper. ci-jointe Lit. B. que lorsque les ſusdites perſonnes feront une duë Soumiſſion par devant la Commiſſion Imp. ſignée en forme par chacun de leurs *individuorum* NB. ils ſatisferont réellement aux Déclarations & ordres confirmez, qui leur ont été inſinuez par la Commiſſion Imper.; Qu'après la Relation qui en aura été faite par la Commiſſion, ainſi qu'il conviendra; NB. de Droit, la Reſolution Imperiale devra ſuivre.

Mais il eſt encore notoire que ces gens-là ſe ſont moqué de toute patience Imper. ainſi qu'il paroit par la Patente Imp. du 13. Sept. 1728. ci-jointe Lit C. où il eſt dit que ceux, qu'on fait voir dans la Reſol. Imp. du 4. Oct. 1727. avoir honteuſement mépriſé la Clemence & la Patience Imperiale, ont par-là expoſé au grand jour leur continuelle desobéïſſance.

Il paroit par ces Actes que ces Gens ont encore de nouveau mepriſé d'une maniere inouïe la Clemence Imperiale offerte dans le dernier Decret & qu'on peut nommer à juſte tître une Clemence extraordinaire; & en recourant, nonobſtant les défences qui leur en ont été faites, à des Puiſſances Etrangeres, ils ſe ſont flattez qu'avec leur apuy, ils ſaperoient entierement l'Autorité Imperiale, qui après une libre *Litis conteſtationem* & reconnoiſſance du Souverain Juge competant, a confirmé plus de huit fois des Decrets rendus avec connoiſſance de cauſe *in rem judicatam*. Enfin ils ont ſouverainement mepriſé les Loix de l'Empire & principalement le Traité d'Osnabrug & la Capitulation de l'Election Imperiale, qu'ils renverſent abſolument en voulant prescrire des Loix à l'Empereur ſur le gouvernement du Païs.

ANNO 1729.

Puisque les choſes ſe trouvent dans cet état, que le delai ſtipulé eſt expiré, & que cependant on perſiſte, nonobſtant les défenſes exprimées dans les Decrets Imper., à avoir recours à des Puiſſances étrangeres par une très-grande desobéiſſance à l'Empereur & a S. A. S. leur naturel Souverain, nous ne pouvons concevoir comment des Gens qui traitent ainſi les Decrets, Concluſions, & Patentes de l'Empereur peuvent s'imaginer de ſe tirer d'affaire, à la faveur d'une Soumiſſion, qui conſiſte en paroles ſans ſens & contraires aux Concluſions Imper. & même à leur conduite journaliere.

Et d'autant que ſelon toutes les Loix de l'Empire, S. A. S. a en ſa faveur un *jus quæſitum in rem judicatam* confirmé par une Patente Imper. ſuſpenduë par un *Concluſum* ulterieur, elle nous a ordonné de remontrer reſpectueuſement à la Commiſſion Imper. & de la ſuplier de rejetter cette Soumiſſion comme venuë trop tard & d'en faire raport dans ce ſens à Sa Maj. Imp.; puisque S. A. S., après avoir été expoſée à tant de vexations, d'embaras inouïs dans l'Empire & de violences malignes, ſe répoſe ſur l'amour de Sa Maj. Imp. pour la Juſtice, qu'en qualité de fidelle Membre de l'Empire, il ſera traité au moins auſſi favorablement que le moindre Sujet, ſelon les Loix de l'Empire, ſavoir que l'on executera les Sentences obtenuës avec tant de peines, de ſoins, d'inquietudes & de fraix & confirmées par l'Empire contre les Sujets déclarez rebelles par Sa Majeſté Imperiale, avec la réſerve expreſſe *exceptionis rei judicatæ*, & nous ferons voir par ſurabondance & en peu de mots que bien loin que cette Soumiſſion ſoit conforme aux Patentes Imperiales, elle leur eſt directement contraire. Quoique nous ſoïons perſuadez que vous l'aurez d'abord reconnu, nous allons cependant l'expliquer en peu de mots.

1 Ces Gens, qui prétendent ſe ſoumettre, n'oſent-ils pas avancer d'une maniere inconcevable dans la Lettre qui accompagne leur Soumiſſion, que le terme fixé pour l'exhibition de leur Soumiſſion a été prorogé? quel Decret en raportent-ils?

2. Ils oſent avancer dans la même Lettre que leur profond & ſoumis reſpect pour la Souveraine Juriſdiction de Sa Maj. Imp n'a jamais été interrompu, ce qui leur eſt cependant reproché en face dans les Patentes Imper. du 11. Juin 1723.; 10. Août 1724. 18. Janvier & 9. Juin 1726. par la Concluſion du 4. Octobre 1727. & enfin par la Patente du 13. Sept. 1728. où ils ſont déclarez & condamnez comme malicieux contempteurs de la Souveraine Juriſdiction Imperiale. Et s'ils avoient encore quelque reſte de reſpect pour la Souveraine Autorité de Sa Maj. Imp. il leur auroit convenu d'avouër avec un ſincere déplaiſir & demander le pardon du crime qu'ils ont commis contre Sa Maj. Imp. & contre leur Prince; bien loin de ne vouloir ni ſavoir ni avouër que ce crime ne peut ſubſiſter avec le plus ſincere reſpect pour la Souveraine Juriſdiction de l'Empereur. Ainſi ils font ſuffiſamment connoître quel fond on peut faire ſur leur Soumiſſion; d'où il paroit évidemment,

3. Qu'il n'eſt pas dit un mot ni dans la Soumiſſion ni dans la Lettre y jointe de la Concluſion Imperiale du 4. Oct. 1727, ni de la Lettre que leur a écrite la Commiſſion Subdeleguée, à ce ſujet, le 27. Janv. 1728, ni de la Patente Imperiale expediée en conſequence le 13. Sept. 1728. où il eſt expreſſement ordonné, *in facto ſubmiſſionis effectivè*, une comparution effective, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une Soumiſſion verbale, & qu'ils duſſent perſiſter dans la revolte comme il eſt arrivé, helas! dans les tems paſſez; enſorte que l'on a vû arriver tout ce dont la Ville d'Embden a menacé la Famille Regnante, dont elle reſſent les triſtes effets.

4. Deplus ces Gens ſe mettent peu en peine d'agir d'une maniere directement contraire aux ordres de la Commiſſion confirmez par le Decret Imper. du 13. Sept. puisqu'ils ont fait ſigner leur prétenduë Soumiſſion,

ANNO 1729. sion. & osent présenter à la Commission des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieusement dépossez & qu'en conformité des susdits ordres ils auroient dû rétablir dans leurs postes de Conseillers & de Membres des Quarante, ce qui est une résistance la plus opiniâtre.

5. Il est expressément dit dans le Decret Imper. que non seulement les Magistrats & les Quarante, mais même tous les *individua*, & par consequent les Bourgeois de la Ville d'Embden se déclareroient dans la Soumission & obéïssance aux Decrets Imperiaux, puisqu'en cela la Ville d'Embden n'a pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, ensorte que ses Bourgeois, ainsi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magistrature, doivent être soumis aux Decrets de l'Empereur & à sa Souveraine Jurisdiction: ce qui est d'autant plus nécessaire que ces Bourgeois ont pour la plûpart des Biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *retroacta* que la Ville d'Embden comparoissant à la Diète du Païs osa y soutenir que toute Soumission faite par les Habitans hors de la Diète, *individualiter*, soit à la Commission, soit au Prince, étoit nulle & de nulle valeur. Mais le Decret Imper. du 10. Août 1724. rejette expressément cette Maxime, & par conséquent enjoint à chaque habitant du Païs de produire leur Déclaration d'obéïssance; c'est sur ce principe qu'est fondé le *Conclusum* du 4. Oct. 1727. dont la suscription est *à tous ceux des* Individuorum *qui veulent se déclarer pour l'obéïssance.* Ce qui est d'autant plus nécessaire aux Bourgeois de la Ville d'Embden, puisqu'autrement les Magistrats établis représentent le Peuple, lorsque les Bourgeois ne peuvent obéïr aux ordres ou aux défenses de l'Empereur ou du Prince, sans leur consentement & leur ordre. Ensorte que la subordination entr'eux & la Bourgeoisie va si loin que les Bourgeois préférent les ordres du Magistrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui est contradictoire à la relation qui est entre l'Empereur & le Prince; & particulierement par raport à ce dernier Article, avec le Decret Imperial du 8. Août 1721. adressé à la Ville d'Embden.

6. Cette réflexion a aussi lieu par raport aux Habitans des Seigneuries d'Oldersum, Borssum, Tarssum Widdelswehr, comme aussi Up- & Wolthusen, où lesdits Magistrats pratiquent les mêmes maximes contraires à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont subordonné à leur obéïssance celle qu'ils exigent desdits Habitans pour les Decrets Imperiaux & la veulent régler à leur maniere, ce qui est encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'est pourquoi la Soumission & la Déclaration d'obéïssance doit être exigé nécessairement de tous les individus desdites Seigneuries, puisqu'ils sont réellement convaincus qu'ils doivent obéïr aux ordres de l'Empereur & du Prince préférablement à ceux des Magistrats d'Embden.

7. On doit encore faire une remarque importante par raport à ces Seigneuries, savoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1728. la Commission a sequestré lesdites Seigneuries, délivré les Habitans de leur obéïssance envers la Ville d'Embden, & défendu expressement aux Ministres de recevoir ni ordres ni défenses des Bourguemaîtres ou du Conseil d'Embden, ni même de faire mention d'eux dans les priéres; Sequestre qui est confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1728. Donc c'est une rénitence publique aux ordres de la Commission & aux Decrets Imperiaux, que les Magistrats ayent osé envoyer leur Soumission au nom des susdites Seigneuries, de la possession desquelles ils sont privez.

8. Ajoutons que suivant des avis dignes de foi nonobstant l'Interdiction expresse de tous Conventicules, contenuë dans les Decrets Imperiaux, ils continuent pourtant à Embden dans la prétenduë Commission secrete composée de Gens dépossez de leurs Emplois, sur le recours tant défendu aux Puissances étrangeres qui continuë encore, nonobstant que ce fût le premier Article sur lequel la Soumission devoit s'expliquer.

C'est pourquoi, les choses étant dans cette situation, nous demandons au nom & de la part du Prince nôtre Maître, que la susdite Soumission des Magistrats & du Conseil de la Ville d'Embden soit rejettée absolument, *ob jus quæsitum* pour le maintien des Decrets de l'Autorité Imperiale & des Loix de l'Empire, & que très-humble raport en soit fait en conséquence à la Cour Imperiale. Nous sommes avec &c.

Resolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission. ANNO 1729.

Lundi le 12. *Sept.* 1729.

1. SA Maj. Imp. a declaré le 3. de Mai dernier, pour des raisons importantes, la Soumission des Embdenois suffisante; en conséquence ils jouïront dès ce jour-là de l'effet de l'Amnistie publiée, & au cas qu'il y ait été contrevenu de la part de la Commission ou de celle du Prince, tout sera rétabli *in statu quo*, & comme si la chose n'étoit point arrivée.

2. Il est accordé *ex superabundanti*, à ceux qui ont quelques Griefs à alleguer contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commission, & pour leur donner de nouvelles preuves de moderation & de clemence, le terme de deux Mois, pendant lesquels ils pourront porter devant le Conseil Aulique de l'Empire tous les Griefs particuliers qu'ils croiront avoir, mais à condition que s'ils ne le font pas, il n'y aura plus de delai & lesdits Decrets seront exécutez.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amnistie, que ceux qui seroient convaincus d'avoir eu part à dessein à quelque Homicide personnel, & non pas ceux qui se seroient trouvez dans quelque tumulte où il y auroit eu du sang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a aprouvé ce qui a été proposé par les Députez des Habitans d'Oostfrise touchant l'Indemnisation des pertes qu'ils ont soufertes, & résolu que l'Examen de ces pertes sera continué, mais que l'Exécution sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait sollicité & représenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embaras & rétablir ainsi d'autant plutôt le repos public.

5. Il est ordonné à la Commission Subdeleguée de donner sur tout ses soins à ce que les Créanciers Hollandois soient payez présentement & à l'avenir, de leurs intérêts, suivant les obligations.

6. *Hæc omnia notificentur Cæsareæ Commissioni per Rescriptum.*

Signé,

E. E. v. GLANDORF.

Autre Resolution plus étendue, de Sa Majesté Imperiale. 1730.

Jeudi 30. *Août* 1730.

1. SA Majesté Imperiale prétend ne rien changer aux Points & Articles de la derniere Resolution du 12. Sept. 1729. & la Ville d'Embden & ses Adherans ne doivent pas considerer ladite Resolution comme si les Sentences Imperiales exécutées avant le 3. de Mai 1729. étoient annullées par la production des Griefs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été statué sur lesdits Griefs, mais on s'en tiendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en consequence, tant que l'on n'aura point porté d'autre Sentence sur lesdits Griefs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on entende par-là ce qui a été seulement statué pour punition (& non en vuë d'établir un meilleur ordre dans le Païs & abolir les abus qui se sont introduits,) & qui est entierement annullé, conformement à l'Amnistie publiée, à l'exception expresse de ce qui est relatif à la Caisse d'indemnisation, par raport à ceux qui y sont intéressez. Deplus il est encore expressément ordonné à la Ville d'Embden & à ses Adherans de se régler à l'avenir sur leur propre Déclaration de Soumission & d'attendre tranquillement la Sentence définitive, de s'abstenir d'avoir recours aux Etrangers, ce qui leur a été si souvent défendu, de contribuer leur contingent dans les dépenses du Païs, de s'abstenir de toutes hostilitez, & entreprises qui ne conviennent pas, & par conséquent de rétablir dans leurs Emplois ceux qui en avoient été dépouillez pour avoir fait ci-devant leur Soumission, & de ne les troubler ni inquieter ni aucun autre; les avertissant que ceux qui contreviendront à ceci ne jouïront pas de l'Amnistie & en seront exclus.

ANNO 1730. D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompte juſtice ſoit renduë ſur les ſusdits Griefs, à quelle fin lesdits Griefs ſeront ici communiquez, au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans reſpectivement, afin qu'ils donnent leur réponſe, mais ſeulement ſur les points compris dans les Decrets & Reſolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne ſont pas exprimez dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en ſera parlé dans une rémontrance particuliere, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il ſera à cet égard rendu une prompte juſtice.

Au reſte l'Agent du Conſeil Aulique de l'Empire, *Græve*, produira dans 2. Mois un Pleinpouvoir de ſes Principaux dreſſé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui ſera pas permis, ſous les peines déja déclarées, de ſe nommer ni ſigner Procureur des Etats d'Ooſtfriſe; de même l'Agent *Fabricius* produira un Pleinpouvoir accordé par ceux qui ſont autoriſez par lesdits Etats pour l'Adminiſtration des deniers publics.

Quant à la convocation pour aſſiſter à la Diète du Païs, Sa Maj. Imp. accorde, par une faveur particuliere, que la Ville d'Embden & ceux qui ne ſont pas expreſſement exclus de l'Amniſtie, ſoient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, ſuivant ſa Soumiſſion & les Decrets émanez, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caiſſe du Païs, & chacun des comparoiſſans remettront aux Subdeleguez une promeſſe par écrit de s'y conduire paiſiblement & avec moderation, bien entendu que ceux qui violeront cette promeſſe ne ſeront plus admis à la Diète.

II. Puisque ſuivant la Reſolution Imperiale du 12. Sept. 1729. §. 2. Il eſt permis aux Embdenois & à leurs Adherans de produire les Griefs qu'ils croyent avoir contre les Decrets du Conſeil Aulique de l'Empire; & puisque, *ex ſuperabundanti*, par une faveur ſpeciale de Sa Maj. Imp. il leur eſt encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conſeil Aulique de l'Empire tous lesdits Griefs qu'ils croyent avoir, bien entendu que s'ils n'obéiſſent pas, il ne leur ſera plus permis de le faire après ledit delai expiré, & lesdits Decrets ſeront executez.

Ainſi il eſt ordonné aux Agens du Conſeil Aulique de l'Empire *Græve & Hemiſch*, de communiquer à preſent au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Reſolution Imperiale, & il eſt ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs reponſes, mais ſeulement ſur les Articles ſpecifiez dans les Decrets & Reſolutions Imperiales, à ce qui eſt exigé d'eux reſpectivement dans cette Reſolution Imperiale.

III. Il ſera expedié un Decret Imperial aux Etats d'Ooſtfriſe par raport aux ſommes néceſſaires, afin que (ſuivant la propoſition qui leur a été faite dans une Lettre des Commiſſaires Subdeleguez du 13. Decemb. 1729.) ils mettent ordre, ſans delai, à ce que l'on conſente & accorde les ſommes néceſſaires pour les beſoin du Païs, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de ſincere intention & de leur Soumiſſion aux Ordonnances très-gracieuſes & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme auſſi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conſerver le credit, enſorte que perſonne n'ait occaſion de ſe plaindre que l'on manque à une ſatisfaction raiſonnable. Les Etats d'Ooſtfriſe ſuivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj. Imper. & en fourniront des preuves irreprochables dans deux Mois.

IV. Quant à l'Intendant Pruſſien des Salines Uffke Barend Smidt, la Reſolution Imperiale eſt que puisque tout ce qui a été ordonné comme punition ſera aboli, comme il eſt déja dit, par raport à ceux qui ſont compris dans l'Amniſtie, par conſequent l'arrêt mis ſur les effets dudit Uffke Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut ſubſiſter, & n'auroit lieu que dans le Cas de reparation des pertes. ANNO 1730.

Au reſte les Commiſſaires Subdelegués feront ſavoir à combien ſe montent ſes effets, & à combien environ monte ſon contingent pour la reparation des Dommages, afin qu'il ſoit ordonné combien de ſes Effets reſteront arrêtez ſuivant ce qu'il doit contribuer à la Caiſſe d'indemniſation.

V. Quant à l'uſage des Sauvegardes Imperiales d'Ooſtfriſe établi dans ce Païs pour maintenir la bonne Juſtice, la Déclaration Imperiale, eſt que s'il arrivoit que dans quelques disputes ou Procès dependant du Conſeil de la Cour, le Prince refuſât d'obéïr aux Déciſions qui auroient force de Sentence (bien entendu que l'on n'étendra en aucune maniere la Jurisdiction, les Privileges du Prince, & ce qui concerne la Regence du Païs & la Police, conformement aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales adreſſées de tems en tems au Conſeil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale ſera obligée, comme il lui eſt ordonné par la preſente, d'en faire l'execution à chaque fois, à la requiſition des Etats du Païs ou de leurs Députez ordinaires & après l'expedition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il eſt repondu à Bernard Henri van Appel que ſa priere d'être compris dans l'Amniſtie Imperiale ne ſera pas reçuë; mais qu'il ſera obligé, ſans plus de delai, de ſe ſoumettre aux recherches à faire par les Commiſſaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches ſera fini & que le raport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale fera ſavoir ſa Reſolution ſur l'adouciſſement de la peine

VII. Quant à Rudolfe van Rheden il eſt déclaré que ſans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amniſtie Imperiale comme les autres Renitens, mais ſous condition expreſſe de s'obliger à contribuer aux indemniſations, & de promettre par avance aux Commiſſaires Subdeleguez qu'il executera toujours fidelement ſa Soumiſſion faite.

VIII. Addo Terborg accuſé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainſi qu'il eſt apparu aux Commiſſaires Subdeleguez, eſt abſent & il n'en ſera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Reſolution Imperiale Leon van Wingeve ſera encore cité & la citation lui ſera inſinuée dans les formes, avec ordre exprès de comparoitre, à ce qu'il ne ſoit pris d'autres Reſolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj. Imperiale a gracieuſement reſolu à l'égard de Habbe Baron de Weſtendorp, que, vû les circonſtances de la choſe, dès-à-preſent ſera annullée la defenſe faite le 16 Septembre 1729. au Receveur general de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Weſtendorp, rien de ſon Capital de 2300. Rixd. qu'il a à pretendre ſuivant l'Aſſignation expediée par l'Adminiſtrateur des Deniers Publics: & toutes Procedures contre ledit Weſtendorp reſtent ſuſpenduës & la peine de 10. Dalders à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui eſt auſſi remiſe.

XI. Il ſera donné connoiſſance de tout ce que deſſus par un Reſcript aux Commiſſaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformement à la Reſolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été expediez.

Etoit ſigné,

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

Anno 1731.

ADDITION.

16. Mars. * *Traité d'Alliance & de Paix entre l'Empereur* Charles VI. *&* George II. *Roi de la Grande Bretagne où les Etats des* Provinces-Unies *des Païs-Bas sont compris. Fait à Vienne le* 16. *Mars* 1731.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

NOtum sit omnibus ac singulis quorum interest, aut interesse quomodocunque potest. Postquam Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Carolus VI. Romanorum Imperator, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ ac Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ &c. &c. Tum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Georgius II. Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, nec non Celsi & Præpotentes Domini Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum; Considerato incerto turbidoque rerum, qui nunc est in Europa, statu, mature perpenderunt media, quibus non modo mala ex gliscentibus in dies magis magisque simultatibus jam jam ereptura anteverterentur; sed & publica tranquillitas modo, quantum fieri potest, stabili ac perennaturo, facilique una ac prompta ratione firmaretur. Præfatæ suæ Majestates ac præfati Ordines Generales, propenso penitus studio ducti, opus tam salutare promovendi perficiendique è re esse judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quæ basis loco inservirent, juxta quam dissentientium præcipuorum in Europa Principum animi conciliandi & controversiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo quam maxime jam vigent, componendæ forent.

Hunc itaque in finem Sacra sua Cæsarea & Catholica Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ suæ Majestatis Cæsareæ & Catholicæ Consiliarium Actualem Intimum, Consilii Aulico-Belgici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi Mareschallum ac ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Desultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium, Comitem a Zintzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gfoll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mulsig, Loos-zaan & Dreskau, Burgravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori ac Inferiori Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Actualem Consiliarium Intimum ac Primum Aulæ Cancellarium &c. Ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Staremberg in Schaumburg & Waxemburg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhagen, Roteneg, Freystadt, Haus, Oberwalsæ, Senffenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum Actualem, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hæreditarium. Sacra vero Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem suam Cæsaream & Catholicam; tum Celsi & Potentes Status Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum -

plena Potestate munivimus, qui collatis inter se Consiliis & commutatis prius Plenipotentiarum Tabulis, in sequentes Articulos & Conditiones convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac utriusque Hæredes & Successores; nec non Celsos ac Potentes Dominos Status Generales Fœderati Belgii firma, sincera & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum, ac Subditorum ad unumquemque ex Principibus Contrahentibus spectantium ita stabilita, ut singuli contrahentes Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere atque aliorum reliquorum Contrahentium commoda ceu sua promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire & avertere teneantur. Itaque juxtà tenorem præcedentium Pacis, Amicitiæ ac Fœderis Tractatuum ac Conventionum, qui omnes ac singuli Tractatus ac Conventiones, exceptis solummodo iis Articulis, Clausulis aut Conditionibus, quibus per præsentem Tractatum derogare è re visum est, plenum suum in omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, censeanturque vigore præsentis Tractatus renovati & confirmati; atque insuper Partes Contrahentes ad mutuam tuitionem, seu, uti vocant, *Guarantiam*, omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earumdem possessarum, tum etiam Jurium & Immunitatum quibus unaquæque gaudet, aut gaudere debet, disertim se se vigore hujus Articuli obstrinxerunt, ita quidem, ut mutuo declararint ac sibimet invicem spoponderint, quod omnibus viribus se se sint oppositura conatibus omnium ac singulorum, qui forsan præter spem, vel ullum ex Contrahentibus, vel eorum Successores ac Hæredes in quieta possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium ac Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet. Anno 1731.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis sæpius expositum fuit, haud diu publicam tranquillitatem vigere ac constare, nec securam pro conservando duraturo in Europa Æquilibrio rationem excogitari posse, nisi sibi generalis tuitio, sponsio ac evictio, seu, uti vocant, *Guarantia* illius succedendi ordinis præstetur, qui juxta Declarationem Anno 1713. emanatam in Serenissima Domo Austriaca obtinet; Sacra Regia Majestas Britannica & Celsi ac Potentes Ordines Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, tam eo studio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & Æquilibrium in Europa conservandum feruntur, quam intuitu conditionum, quæ utrique huic scopo maxime inservientes in subsequentibus Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis Articuli *Guarantiam* modo dicti succedendi ordinis generalem in se suscipiunt, ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præstandam spondent, promittentes proinde quo fieri potest meliore ac firmiore modo, quod omnibus viribus suis tueri, manutenere, ac, uti vocant, *Guarantigiare* velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem, quem Sacra Majestas Cæsarea, in forma perpetui indivisibilis ac inseparabilis Fidei-commissi Primogenituræ affecti pro Universis suæ Majestatis utriusque sexus Hæredibus, Instrumento solemni die 19. Aprilis, Anno 1713. prouti hujus Instrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit ac stabilivit, quique subinde ab Ordinibus & Statibus universorum Regnorum, Archiducatuum, Principatuum, Provinciarum ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam jure hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, & grato submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuo valituræ, in publica Monumenta relatus fuit; & quemadmodum juxta hanc succedendi normam & ordinem eum in casum, ubi annuente Divina Misericordia mascula Proles a sua Majestate Cæsarea Catholica descendens extabit, Primogenitus filiorum suorum, aut, hoc præmortuo, hujus primogeniti primogenitus; nulla autem de sua Cæsarea Catholica Majestate prole masculina extante, primogenita filiarum suarum Serenissimarum Austriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indivisibilis nunquam non observato, succedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu sua Cæsarea Majestas possidet, absque eo quod unquam seu favore illorum, aut illarum, qui vel quæ de secunda, tertia aut ulteriore linea aut gradu sunt, aut alias quacunque demum de causa divisioni ulli aut separationi locus sit; hoc ipso quoque ordine ac jure primogenituræ indivisibilis in omnibus reliquis casibus pariter obtinente, ac perpetuis in omne ævum temporibus observando, qui vel in linea masculina suæ Cæsareæ Majestatis, si Divinum Numen mascula eandem prole bearet, vel extincta linea masculina,

* Ce Traité devroit être inseré après la page 162. avant le Suplement; mais il n'a été conclu qu'après l'impression de ce Volume.

ANNO 1731. lina, in linea ejusdem fœminina evenire, vel denique alias, quoties de succeſſione in Regna, Provincias ac Ditiones Hæreditarias Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ quæſtio enaſceretur, obtingere poſſent. Ita ſua Sacra Regia Britannica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Status Generales Fœderati Belgii promittunt ac ſeſe obſtringunt, quod illum vel illam, qui vel quæ juxta normam & ordinem hactenus recenſitum in Regna, Provincias ac Ditiones, quas Sua Cæſarea Majeſtas actu poſſidet, ſuccedere debet, in iisdem manutenere ac contra quoſcunque, qui forſan turbare hanc poſſeſſionem ullatenus præſumerent, perpetuo tutari velint ac teneantur.

III. Cumque Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati, nomine Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ & Celſorum ac Præpotentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amiciſſimis verbis expoſitum ſæpius fuerit, non eſſe certius medium exoptatam tamdiu publicam tranquillitatem, quo fieri poteſt, promptiori modo ſtabiliendi, quam ſi per immediatam introductionem ſex millium Hiſpanorum Militum, in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, deſtinata Sereniſſimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus ſucceſſio magis adhuc firmetur: Præfata Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica quo & ipſa pacifica ſuæ Majeſtatis Britannicæ ac Celſorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Conſilia ac vota promoveret, ſua ex parte nulla prorſus ratione obſiſtet prædictorum ſex millium Hiſpanorum Militum pacatæ Introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ ac Placentiæ Ducatuum loca, juxta ſponſiones a dicta ſua Majeſtate Britannica atque Ordinibus Generalibus deſuper initas. Cum vero hunc in finem Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica Imperii quoque conſenſum neceſſarium cenſeat, ſimul eadem promittit quod omnem operam adhibere velit, quod conſenſus iſte intra duorum menſium ſpatium, aut citius ſi fieri poterit, obtineatur; atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus, ſpondet præterea Sua Majeſtas Cæſarea Catholica, quod ſtatim poſt commutatas invicem Ratihabitionum tabulas, conſenſum a ſe qua Imperii capite præfatæ pacatæ Introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Parmenſi Miniſtro in Aula ſua commorantibus, alibive ubi conveniens viſum fuerit notum factura ſit: Nec minus ſæpefata Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit ac ſpondet tam longe a ſe abeſſe mentem, vel directe vel indirecte admiſſioni Præſidiarii Hiſpani Militis in antedicta loca impedimentum ullum ſuſcitandi aut afferendi, ut potius officia ac autoritatem ſuam interpoſitura ſit quo enaſcente præter ſpem obſtaculo aut contradictione, quidquid antememoratæ admiſſioni obeſſe poſſet, amoveatur; atque adeo ſex millia Hiſpanorum Militum tranquille & ſine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus tum Parmæ tum Placentiæ Ducatuum loca, quo ante dictum eſt modo, introduci queant.

IV. Sint proinde maneantque Articuli, de quibus irrevocabili Partium contrahentium conſenſu hoc modo conventum eſt, ita firmiter & reciproce ſtabiliti penitusque deciſi, ut neque in iis, quæ absque mora & ſtatim poſt Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda ſunt, neque in iis quæ in omne ævum inconcuſſa permanere debent, Partibus contrahentibus ulla in re recedere ab iis liceat.

V. Cum pro aſſequendo ſcopo, quem Partes præſentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, neceſſarium viſum ſit, ut cuncta diſſidiorum & diſſenſionum ſemina radicitus evellantur; atque adeo priſtinus ille amicitiæ nexus, qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat, non tantum renovetur, ſed & in dies arctius ſtringatur: hinc eſt quod Majeſtas ſua Cæſarea Catholica promittit ac ſe ſe vigore præſentis Articuli obſtringit, quod ceſſare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Auſtriaco, ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hiſpaniarum Regis Catholici ſub Hiſpana Dominatione erant, in Indias Orientales Commercium & Navigatio; & quod bona fide effectui ſit datura, ne vel Oſtendana Societas, vel quivis alius, ſeu in Belgio Auſtriaco, ſeu in Ditionibus, quæ uti dictum eſt, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici ſub Hiſpanica Dominatione erant, exiſtens, huic in perpetuum ſtabilitæ normæ directe vel indirecte unquam contraveniat, duabus tantum Navibus exceptis, quæ non niſi unica adhuc vice ex Oſtendano Portu curſum ſuum in Indias Orientales dirigere, & inde Oſtendam mercibus onuſtæ revertere ibidemque pro lubitu aſportas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et Sacra Regia Majeſtas Britannica Celſique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii ſua quoque ex parte promittunt, ſeque obſtringunt, quod nulla interpoſita mora, ſuper Commercio & modo Vectigalium vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Auſtriacum attinet, ad mentem Articuli XXVI. Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum fuit, vulgo *Barriére*, cum Sacra Sua Cæſarea Majeſtate inire velint. Quem quidem in finem nominandi ſtatim erunt a Partibus Contrahentibus Commiſſarii, qui intra ſpatium duorum Menſium a die ſubſcripti Tractatus computandum Antuerpiæ ſeſe congregare, ac tum ſuper iis, quæ plenariam executionem antememorati Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum, quique Antuerpiæ die $\frac{6}{17}$ Novembris, Anno 1715 concluſus fuit, tum Conventionis poſterioris Hagæ Comitum die $\frac{11}{21}$ Decembris 1718. ſubſcriptæ concernunt, convenire, tum vero ſpeciatim novum, uti dictum eſt, ſuper Commercio & modo Vectigalium, in quantum ad Belgium Auſtriacum attinet, Tractatum ad mentem antememorati Articuli XXVI. inire debebunt; Conventumque inſuper ac ſolenni ſtipulatione cautum eſt, quod cuncta ea, quæ Commiſſariis Antuerpiæ congregandis demandare è re viſum fuit, quam citiſſime fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda ſint, ita quidem, ut non tardius, quam ad ſummum intra duorum annorum ſpatium ultima operi manus admovenda veniat. ANNO 1731.

VI. Cum reliquorum Capitum examen ac diſcuſſio, quæ ſeu ipſas inter Partes paciſcentes, ſeu aliquem ex earundem Fœderatis dirimenda reſtant, plus temporis conſumptura ſit, quam ancipiti hoc rerum ſtatui expediat, quo moræ omnes, quæ bono communi detrimenti nimium allaturæ forent, præſcindantur, conventum concordatumque eſt, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnes Conventionesque ab unaquaque Partium dictarum paciſcentium cum Principibus aliisque Statibus initæ, uti ſunt, ſubſiſtere poſſint, in quantum ſcilicet rei alicui haud adverſantur, quæ per præſentem hunc Tractatum conſtituta eſt; quodque Controverſiæ, ſeu inter dictas Partes paciſcentes ſeu quamlibet ex earum Fœderatis amice quam primum dirimendæ, atque interea a Partibus Contrahentibus eo allaborandum ſit, ut nemo ex iis quorum res in controverſia ſunt, pro iis vindicandis vi uti poſſit.

VII. Sua autem Majeſtas Cæſarea & Catholica, quo Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium de ipſorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullus dubio locus ſuperſit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti ſunt, aut haberi debuerint tempore Hiſpaniarum Regis Caroli II. Inclytæ Memoriæ ac prout Gens amiciſſima haberi conſuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui Pacificationis Omnes illi, qui, poſt permutationem tabularum Ratihabitionis, intra ſex menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præſens Tractatus a ſua Cæſarea Catholica Majeſtate, a Sua Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majeſtate & a Celſis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii; & Ratihabitionum Tabulæ intra ſpatium ſex Septimanarum a die Subſcriptionis computandarum Viennæ invicem tradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæſarei Commiſſarii tanquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Magnæ Britanniæ Miniſter plena pariter facultate munitus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ, 16. Die Menſis Martii, Anno Domini 1731.

(L. S.) EUGENIUS a SABAUDIA.

(L. S.) PHILIPPUS-LUDOVICUS à ZINTZENDORFF.

(L. S.) GUNDACCARUS-THOMAS DE STARREHNBERG.

(L. S.) THOMAS ROBINSON.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUamvis Articulo primo Tractatus inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam

ANNO 1731. giam Magnæ Britanniæ Majestatem & Dominos Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum hodierna die concluſi Partes contrahentes inter alia ſibimet invicem ſpoponderint, quod omnibus viribus ſeſe oppoſituræ ſint conatibus omnium ac ſingulorum, qui forſan præter ſpem vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem Succeſſores ac Hæredes in quietâ Poſſeſſione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore concluſi præſentis Tractatûs gaudet aut gaudere deberet; Conventum tamen inter easdem Partes Paciſcentes vigore præſentis Articuli ſeparati eſt, quòd, ſi forſan tractu temporis contingeret ut Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem aut ejus Hæredes & Succeſſores, Turcæ in quietâ poſſeſſione Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum quibus Sua Cæſarea Majeſtas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc ſolum, qui modò memoratus eſt, caſum *Guarantiæ* in dicto Articulo primo ſancitæ nullatenus extendi debeant.

Articulus hic ſeparatus eandem vim &c.

DECLARATIO *ſuper Præſidiis Hiſpanicis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.*

CUm Sua Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, antequam ſuâ ex parte conſenſum præberet iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die concluſi, de immediata introductione præſidiarii Hiſpani Militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, diſpoſita ſunt, ſuper vero ſcopo & objecto Sponſionum, quæ deſuper in Tractatu Hiſpalenſi partim nonâ partim vigeſima prima Novembris die, anno 1729. ſubſcripto continentur, ſecura omninò reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas, & Celſi ac Potent. Domini Status Generales Fœderati Belgii non tantùm Sponſiones iſtas, prouti hic annexæ reperiuntur, Suæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati bona fide exhibuerunt, verùm etiam firmiſſimè aſſeverare haud dubitarunt, non fuiſſe ſibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca Hiſpano Præſidiario Milite conveniſſent, mentem, ullâ in re ab iis recedere quæ Articulo quinto Fœderis quadruplicis Londini die $\frac{22}{2}$ Jul. Aug. anno 1718. concluſi, tum de Cæſareis & Imperii Juribus, tum pro ſecuritate Regnorum ac Ditionum quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italiâ actu poſſidet, tum denique pro conſervanda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatuum Legitimorum Poſſeſſorum ſancita reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas & Celſi ac Pot. Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt prouti declarant & prompti paratique ad dandas, prouti vigore præſentis Inſtrumenti dant, Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati tam ſuper rerum Capitibus ſuperiùs recenſitis, quam ſuper omnibus iis, quæ ulteriùs adhuc prædicto Articulo quinto Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, ſponſiones, evictiones, ſeu uti vulgò vocant, *Guarantias*, quantùm deſiderari poterunt, validas & ſolemnes.

Præſens Declaratio eandem vim &c.

DECLARATIO *ſuper* PARMENSI *Succeſſione.*

NE inopina Mors Sereniſſimi Principis Antonii Farneſii, dum viveret, Parmæ ac Placentiæ Ducis, quæ in id ipſum tempus, quo de concludendo præſenti Tractatu agebatur, incidit, ejusdem concluſioni moram aut obſtaculum afferret, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica vigore hujus Inſtrumenti declarat ac ſeſe obſtringit, quòd illo in caſu, quo ſpes de Graviditate Sereniſſimæ Ducis viduæ, præfati Sereniſſimi Ducis Antonii dum viveret Conjugis, concepta haud evaneſceret, ac dicta Dux vidua Prolem Maſculam in lucem ederet, cuncta ea quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca Præſidiario Hiſpano Milite tum Articulo tertio Tractatûs hodierna die concluſi, tum Declarationis Inſtrumento deſuper dato ſancita ſunt, æque locum obtinere debeant ac ſi mors ita inopina haud contigiſſet. Quod ſi verò vel evaneſceret ſpes de graviditate prædictæ Ducis viduæ concepta, vel Poſthumam illa in lucem ederet, tum antefata Sua Majeſtas Cæſarea declarat ac ſeſe obſtringit quòd loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Præſidiarii Hiſpani Militis, ipſe Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, juxtà normam, de quâ, accedente conſenſu Imperii, cum Hiſpana Aulâ olim convenerat, Litterasque Inveſtituræ eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clauſulis ac Conditionibus, pro repetito & confirmato habendus eſt, in poſſeſſionem præfatorum Ducatuum mittendus ſit, ita tamen ut prius tam dictus Hiſpaniarum Infans, quàm Hiſpana Aula iis faciat ſatis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii conſenſu Pars contrahens exiſtit, requirunt. Cumque poſt in mortem antememorati Ducis Antonii Farneſii Miles Cæſareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus ſit non ea mente, ut obſtaculum afferretur Succeſſioni eventuali, prouti illa Sereniſſimo Infanti Carolo per Tractatum Londinenſem, vulgò Fœdus quadruplex nuncupatum, deſtinata fuerat, ſed ut anteverterentur quæcumque Italiæ tranquillitatem turbare poterant Conſilia, Sacra Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Quietem publicam juxtà pacifica ſua Vota, Tractatu hodiernâ die concluſo, in quantum fieri potuit, ſtabilitam firmatamque cernens, denuò declarat quod immittendo copias ſuas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia ſibi mens fuerit quàm ut quantum penès ipſam erat, ſucceſſionem Sereniſſimi Infantis Don Carlos, prouti illa Tractatu Londinenſi eidem Infanti deſtinata fuit, magis ſuffulciret, quodque tantum abſit, ut vel prædictæ ſucceſſioni, ſi forſan proles maſcula Farneſia penitùs foret extincta, obſiſtere, vel etiam introductioni Præſidiarii Hiſpani Militis, ſi forſan Dux vidua Poſthumum in lucem ederet, opponere ſeſe velit, quòd potiùs declaret ac promittat, proprio juſſu copias ſuas indè educendas fore, ſeu ut ipſe Infans Carolus in poſſeſſionem ſæpè memoratorum Ducatuum juxta tenorem Litterarum Inveſtituræ eventualis mittatur, ſeu ut introduci ibidem pacatè & nemine obſiſtente Hiſpana Præſidia queant, quæ ipſa Præſidia non alii uſui inſervire debebunt, quam ut certior de executione promiſſæ ſibi ſucceſſionis, in eum caſum quo proles maſcula Farneſia penitùs erit extincta, Infans Carolus reddatur. ANNO 1731.

Præſens Declaratio eandem vim &c.

DECLARATIO *à Miniſtris Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium plenâ facultate munitis ſubſcripta.*

QUandoquidem inter alias Conditiones, de quibus Tractatu Hiſpalenſi nona & vigeſima prima Novembris die Anno 1729 ſubſcripto, favore magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ Placentiæque Ducatuum convenerat, cautum quoque fuit, ut quam primum Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, vel is, qui in jura ejusdem ſubintrat, in quieta poſſeſſione deſtinatæ ſibi ſucceſſionis, & ſecurus ab omni hoſtili invaſione ac contra juſtas formidinum cauſas fuerit, tunc Regia Sua Majeſtas Catholica protinus effectui ſit datura, ut Copiæ, ad ipſam & non ad Infantem Carolum, vel eum, qui in jura ejusdem, uti antea dictum eſt, ſubintrat, ſpectantes, ex antememoratis Ducatibus educantur.

Infraſcripti Miniſtri Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium vigore præſentis Inſtrumenti declarant, quod quemadmodum alte fata Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Celſi ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii nunquam non promiſſa ſua adimplere conſueverunt, ita etiam conſtans illorum mens ac voluntas ſit, ut prædictis in caſibus Hiſpana Præſidia ex Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatibus protinus educantur.

Præſens Declaratio ſecreta maneto, habeat tamen eandem vim.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUm Tractatus hodierna die inter Majeſtatem ſuam Cæſaream Catholicam, Majeſtatem ſuam Britannicam & Celſos ac Potentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum concluſus à Miniſtro dictorum Ordinum Generalium in Aula Cæſa-

ANNO 1731. rea commorante ideo ſubſcribi & ſignari haud potuerit, quod juxtà morem in Republica uſitatum ejusque Regiminis formam Plenipotentiarum tabulæ prædicto Miniſtro, tam cito ac opus fuit, expediri nequiverunt; Conventum inter Cæſaream & Regiam Britannicam Majeſtates eſt, ut præfati Ordines Generales (quippe quos Conditiones in hoc Tractatu ſancitæ plurimum tangunt) pro Parte Principali contractante habeantur ac cenſeantur, ſicut etiam in ipſo Tractatu nominatim inſerti ſunt, ſub ſpe ſcilicet fidentiſſimâ illos eidem tam citò acceſſuros ac conſueta Regiminis ipſorum forma pati id poterit. Et quoniam ſtudium, quod Respublica illa pro ſtabiliendâ firmandâque tranquillitate publicâ teſtatur, prædictis Majeſtatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin & præfata Respublica, quo particeps fiat eorum, quæ in ipſius favorem antememorato Tractatu ſancita reperiuntur, Pars ejusdem principalis Contrahens quantociùs fieri cupiat, eo communi operâ allaborabunt ambæ Majeſtates ſuæ, ut intra tres menſes à die ſubſcriptionis præſentis Tractatus computandos, aut citius ſi fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hic ipſe Tractatus Hagæ Comitum ſubſcribi & ſignari poſſit; neceſſarium enim tam Cæſareæ quam Regiæ Britannicæ Majeſtati pro aſſequendo ſcopo qui præſente Tractatu intenditur perficiendoque communis tranquillitatis opere viſum eſt, ut ſæpe memorati Ordines Generales in partem quoque ac Societatem horum pactorum veniant.

Articulus hic ſeparatus eandem vim, &c.

DECLARATION *touchant* L'OOST-FRISE.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ayant en pluſieurs occaſions fait connoître à Sa Majeſté Impériale & Catholique que dans l'interêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voiſinage, & par conſéquent dans la Province d'Ooſt-Friſe, alteré par les troubles, qui y ſont ſurvenus depuis quelques années, ſoit remis & conſervé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance, dont ladite Province d'Ooſt-Friſe releve de l'Empereur & de l'Empire, ſadite Majeſté Impériale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de ſon deſir à leur complaire, autant que la juſtice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer ſur cette affaire ſes veritables ſentimens, & les raſſurer par ce moyen des craintes qu'ils paroiſſent avoir conçûës; pour cet effet on n'a pas héſité de leur déclarer par le preſent Acte de ſa part que ſon intention a toujours été, & eſt encore,

I. Que l'Amniſtie qu'elle a très-gracieuſement accordée à ceux d'Embden & à leurs Adherens, ſorte entiérement ſon effet, & qu'ainſi toutes les peines qui ont été décretées contre ceux d'Embden & leurs Adherens, à cauſe de leur Renitence, ne ſoient point executées, & qu'à l'égard de celles, qui depuis la très-précieuſe acceptation de la ſoumiſſion faite par ceux d'Embden & leurs Adherens, auroient déja été executées, le tout ſoit remis dans l'état où il étoit avant que ladite ſoumiſſion a été acceptée, c'eſt-à-dire, avant le 3. Mai 1729. ſauf ce qui ſera dit ci-après ſur la concurrence à l'indemniſation pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont ſouffertes.

II. Sa Majeſté Impériale & Catholique ayant très-gracieuſement permis par ſa Réſolution du 12. Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden, & à leurs Adherens de deduire de nouveau leurs Griefs en ce qu'ils ſe croyent lezés par les Decrets des années 1721. & ſuivantes, touchant le fond des affaires, ſur leſquelles ils ont eu des différens avec le Prince, & leſdits Griefs ayant été exhibés par après .. Novembre de la même année en toute ſoumiſſion au Conſeil Impérial Aulique, ſadite Majeſté a déja ordonné par ſa très-gracieuſe Réſolution ulterieure du 31. Août, que ces Griefs ſoient examinez au plutôt que faire ſe pourra; & ſa conſtante volonté, comme il a été ſouvent déclaré, a toujours été, & eſt encore, qu'il ſoit décidé & ſtatué là-deſſus en toute Juſtice, auſſi-tôt qu'il ſera poſſible, ſuivant les Accords, Conventions & Déciſions, qui ſont le droit particulier de la Province d'Ooſt-Friſe, & qui ſont allégués dans les Lettres reverſales du Prince, paſſées & jurées à ſon avenement à la Regence; bien entendu néanmoins que ſous ſes Accords, Conventions & Déciſions ceux & celles ne ſauroient être compriſes, qui ont été caſſées & annullées par les Auguſtes Prédeceſſeurs de ſa Majeſté Impériale dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux Droits ſuprêmes de l'Empereur & de l'Empire ſur la Province d'Ooſt-Friſe: Et ſa Majeſté Impériale & Catholique, pour mieux donner à connoître ſa très-gracieuſe intention d'abréger, autant que la juſtice le permet, l'examen des Griefs de ceux d'Embden & de leurs Adhérens, a déja ordonné par ſa Reſolution du 31. Août de l'année paſſée, que dès que l'inſinuation ſera faite à ceux, auxquels il convient de la faire ſelon la teneur de la Reſolution ſusmentionnée, ces derniers ayent à y répondre au plûtôt & une ſeule fois pour toutes; après quoi ſa Majeſté Impériale ſur l'avis de ſon Conſeil Impérial Aulique remediera point pour point à chaque plainte qui ſera trouvé fondée dans les Accords cités ci-deſſus.

III. Comme ſuivant la derniére Reſolution de Sa Majeſté Impériale & Catholique du 31. Août 1730. il a déja été ordonné, que ceux de la Ville d'Embden & leurs Adhérens, doivent être admis à l'Aſſemblée des Etats qui doit être convoquée pour déliberer ſans contrainte ſur les affaires qui ſont de leur Competence, ſa Majeſté Impériale & Catholique tiendra la main à ce que cette Reſolution ſorte ſon entier effet, & à ce que contre ſa teneur perſonne de ceux qui ont droit d'y aſſiſter n'en ſoit exclus.

IV. A l'égard de l'indemniſation ſa Majeſté Impériale trouve bon, qu'il ſoit fait un état des dommages qui ſelon la teneur de l'amniſtie publiée le .... de l'année 1728. & de la Reſolution du 12. de Septembre 1729. doivent être reparés par les Renitens; & que cet état leur ſoit communiqué pour alléguer ce qu'ils trouvent à y redire; après quoi ſa Majeſté Impériale & Catholique fera accommoder le différent à l'amiable, ou au défaut d'un accommodement décidera en toute équité de la ſomme, qui ſera requiſe pour le dedommagement des pertes ſouffertes.

V. Sa Majeſté Impériale & Catholique perſiſte dans l'intention qu'elle a toujours euë d'avoir un ſoin particulier du payement des Intérêts des ſommes que les Etats d'Ooſt-Friſe & la Ville d'Embden ont empruntés des Sujets des Provinces-Unies, comme auſſi du rembourſement du Capital, ſuivant la teneur des Obligations paſſées à ce ſujet.

ANNO 1731.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.